





N°	I-1
----	-----

**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme LAVARDE

C	
G	

ARTICLE 6

Alinéa 108

Rédiger ainsi cet alinéa :

« Art. 1384 C bis. – I. – Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre peuvent, par une délibération prise dans les conditions prévues au I de l'article 1639 A bis, exonérer de taxe foncière sur les propriétés bâties, pendant une durée de quinze ans à compter de l'année suivant celle de l'achèvement de l'opération unique de travaux de rénovation lourde mentionnés au 4°, les logements locatifs qui remplissent les conditions cumulatives suivantes :

**OBJET**

L'article 1384 C bis du code général des impôts, créé par l'article 6, introduit une nouvelle exonération pour les logements sociaux par l'article 1384 C bis du code général des impôts.

Cette exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties prévue pour une durée de 25 ans vise les logements sociaux achevés depuis au moins 40 ans lorsqu'ils font l'objet de travaux de rénovation énergétique permettant le passage d'un classement « F » ou « G » à un classement « B » ou « A ».

Cette nouvelle exonération est créée de droit. Elle s'impose aux communes et EPCI sans compensation des produits fiscaux exonérés. En cela, elle est synonyme d'une perte de ressources intégralement supportée par les budgets locaux (sans même qu'une estimation soit proposée).

Il est primordial qu'il ne soit pas dérogé au principe selon lequel soit les exonérations s'imposent aux collectivités et elles sont alors compensées, soit elles ne font pas l'objet d'une compensation et elles sont alors mises en œuvre sur décision de l'organe délibérant local.

Cet amendement vise donc à conditionner la mise en place de la nouvelle exonération créée par l'article 1384 C bis (et dont il ne s'agit pas de remettre en question la raison d'être) à une délibération *ad hoc* des communes ou des EPCI, dans les conditions prévues par le code général des impôts.





N°	I-2
----	-----

**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme LAVARDE

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10**

Après l'article 10

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le a du 1 de l'article 1693 ter du code général des impôts est abrogé.

**OBJET**

Le régime de consolidation de la TVA prévu à l'article 1693 ter du CGI permet de centraliser le paiement de la TVA et des taxes assimilées pour des groupes de sociétés sous conditions. Le régime de consolidation permet de centraliser le recouvrement de la TVA et des taxes assimilées.

Actuellement, le régime de consolidation de TVA n'est éligible que pour les grandes entreprises soumises à l'obligation de transmission de leurs déclarations fiscales par voie électronique auprès de la Direction des Grandes Entreprises (DGE), c'est-à-dire celles dont le chiffre d'affaires hors taxes ou le total de l'actif brut figurant au bilan est supérieur ou égal à 400 millions d'euros.

Cet amendement vise à ouvrir le bénéfice du régime de consolidation de TVA et des taxes assimilées à tous les groupes d'entreprises, quelle que soit leur taille, afin de rétablir l'égalité des entreprises face aux facilitations fiscales permises. Il ne modifie pas les recettes de TVA et des taxes assimilées.

Ce sujet n'est pas nouveau. Dans une question écrite de janvier 2015, notre collègue François Bonhomme relevait qu'en matière d'impôt sur les sociétés, le régime dit « d'intégration fiscale » concerne tout groupe de sociétés indifféremment de sa taille, alors que le système du « paiement consolidé de la TVA », au contraire, ne trouve pas à s'appliquer à des groupes de taille moindre, lesquels ne peuvent pas retirer les avantages procurés par ce système. La réponse du ministre avait évoqué des obstacles techniques pour réfuter l'extension.

Depuis la DGFIP a largement amélioré son informatique au sein des Services des Impôts des Entreprises. La dématérialisation des données et des échanges de l'administration fiscale, la centralisation des informations et la simplification de procédures rationalisées au sein de la DGFIP sont de nature à permettre la consolidation quelle que soit la taille des groupes.

L'évolution proposée par cet amendement est mentionnée dans le rapport « La taxe sur la valeur ajoutée (TVA), un impôt à recentrer sur son objectif de rendement pour les finances publiques » du Conseil des prélèvements obligatoires rendu public en février 2023.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme LAVARDE

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 OCTIES

Après l'article 10 octies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le 1 du II de l'article 256 C du code général des impôts est complété par six alinéas ainsi rédigés :

« (...) Les personnes qui établissent volontairement des comptes combinés conformément au règlement n° 2020-01 du 9 octobre 2020 de l'Autorité des normes comptables relatif aux comptes consolidés ;

...) Les personnes qui établissent l'existence :

- d'une majorité de double adhésion des membres d'une mutuelle du livre II et du livre III du code de la mutualité ;
- de conventions de gestion entre l'association et ses membres ;
- de statuts types obligatoires pour tous les membres du réseau de l'association ;
- d'une affiliation à un même organisme. »

**OBJET**

Certains organismes à but non lucratif se trouvent dans l'impossibilité de bénéficier du régime de groupe TVA mis en place à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Par ailleurs, le périmètre d'exonération de TVA qui leur est réservé par l'article 261 B du CGI a été sensiblement restreint par l'article 162 V de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023. En particulier, seuls les groupements autonomes de personnes assujettis, facturant des prestations à leurs membres (de façon descendante) peuvent bénéficier de cette exonération de TVA, à la condition que celles-ci soient destinées à la réalisation d'une activité exonérée sur le fondement de l'article 261-4 (activités de soins, d'enseignement ou de formation professionnelle) ou sur celui de l'article 261-7 1° a et b (activités sociales, éducatives, culturelles ou sportives fournies aux membres, ou services à caractère social ou philanthropique fournis à toutes personnes dans des conditions différentes de celles d'une entreprise commerciale).

Ainsi, depuis la réforme, ne sont plus éligibles à cette exonération :

- 1) les prestations fournies par un ou plusieurs membres au groupement (appelées « prestations ascendantes ») comme par exemple, la mise à disposition d'un salarié ;
- 2) les groupes composés à la fois d'associations et de structures bancaires, assurancielles ou mutualistes (qu'il s'agisse de mutuelles relevant du livre 2 ou du livre 3 du code de la mutualité). En particulier, la condition financière du seuil de détention de 50% en capital ou en droits de vote prévue à l'article 256-C II 1° du CGI, s'avère une condition impossible à satisfaire s'agissant d'une association ou d'une fédération (par exemple, un acteur du micro-crédit ou du recyclage) et ce, malgré des membres de référence qui en assurent le financement (par exemple, la Caisse des dépôts et consignations). L'absence de possibilité d'option pour le groupe TVA crée un coût supplémentaire pour ces structures alors même que le Gouvernement soutient le développement du secteur de l'économie sociale et solidaire.

L'amendement propose de rendre possible l'option au groupe TVA, chaque fois que les organismes sont en mesure d'établir une combinaison volontaire de leurs comptes ou que les liens financiers peuvent être établis à partir d'un faisceau d'indices permettant de reconnaître le financement par un membre de référence.

Cet amendement est sans incidence sur les finances publiques, il introduit uniquement une facilité de paiement pour certains acteurs économiques.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme LAVARDE

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 11

Après l'article 11

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 43 de la loi n° 99-1172 du 30 décembre 1999 de finances pour 2000 est ainsi modifié :

1 ° Le III est ainsi modifié :

a) Le premier alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée : « Pour la catégorie des petits réacteurs modulaires, les coefficients multiplicateurs fixés par le décret en Conseil d'État mentionné au présent paragraphe sont proportionnels à la puissance de l'installation et un coefficient multiplicateur est fixé pour chaque intervalle de puissance de 10 MW thermique. » ;

b) Le tableau du deuxième alinéa est ainsi modifié :

- à la deuxième ligne de la première colonne, après le mot : « recherche », sont insérés les mots : « et autres que les petits réacteurs modulaires » ;

- après la troisième ligne, est insérée une ligne ainsi rédigée :

«

Petits réacteurs modulaires (10-1000 MWth) consacrés à la production d'énergie	24470	1 à 100	1753	1 à 100
--------------------------------------------------------------------------------	-------	---------	------	---------

» ;

2° Le V est ainsi modifié :

a) Le premier alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée : « Pour la catégorie des petits réacteurs modulaires, les coefficients multiplicateurs fixés par le décret en Conseil d'État mentionné au présent paragraphe sont proportionnels à la puissance de l'installation et un coefficient multiplicateur est fixé pour chaque intervalle de puissance de 10 MW thermique. » ;

b) Le tableau du deuxième alinéa est ainsi modifié :

- à la deuxième ligne de la première colonne, après le mot « recherche », sont insérés les mots : « et autres que les petits réacteurs modulaires » ;

- après la troisième ligne, est insérée une ligne ainsi rédigée :

«

Petits réacteurs modulaires (10-1000 MWth) consacrés à la production d'énergie	0,002	1 à 100	1 à 100
--------------------------------------------------------------------------------	-------	---------	---------

».

II. – Le 3 du I de l'article 58 de la loi n° 2013-1279 du 29 décembre 2013 de finances rectificative pour 2013 est ainsi modifié :

1° Le troisième alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée : « Pour la catégorie des petits réacteurs modulaires, les coefficients multiplicateurs fixés par le décret en Conseil d'État mentionné au présent paragraphe sont proportionnels à la puissance de l'installation et un coefficient multiplicateur est fixé pour chaque intervalle de puissance de 10 MW thermique.. » ;

2° Le tableau du quatrième alinéa est ainsi modifié :

a) À la deuxième ligne, après le mot « recherche », sont insérés les mots : « et autres que les petits réacteurs modulaires » ;

b) Après la troisième ligne, est insérée une ligne ainsi rédigée :

«

Petits réacteurs modulaires (10-1000 MWth) consacrés à la production d'énergie	0,006	1 – 100
--------------------------------------------------------------------------------	-------	---------

».

III. – L'article 96 de la loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010 est ainsi modifié :

1° Le quatrième alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée : « Pour la catégorie des petits réacteurs modulaires, les coefficients multiplicateurs fixés par le décret en Conseil d'État mentionné au présent paragraphe sont proportionnels à la puissance de l'installation et un coefficient multiplicateur est fixé pour chaque intervalle de puissance de 10 MW thermique. » ;

2° Le tableau du cinquième alinéa est ainsi modifié :

a) À la deuxième ligne, après le mot « recherche », sont insérés les mots : « et autres que les petits réacteurs modulaires » ;

b) Après la troisième ligne, est insérée une ligne ainsi rédigée :

«

Petits réacteurs modulaires (10-1000 MWth) consacrés à la production d'énergie	5100	1 à 100
--------------------------------------------------------------------------------	------	---------

».

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

## **OBJET**

Les Installations Nucléaires de Base (INB) sont redevable d'une taxe pendant leur exploitation, d'une taxe après leur arrêt définitif, d'une taxe de recherche, d'une taxe d'accompagnement, d'une taxe « recherche » au profit de l'IRSN, et d'une taxe au profit de l'ANDRA. Ces taxes sont annuelles.

En l'état actuel du régime de fiscalité nucléaire, l'exploitant d'un Small Modular Reactor (SMR) de 10 MW thermiques serait redevable d'environ 6,5 millions d'euros par an (5,2 millions sans la taxe Andra, qui prend fin en principe en 2025) pendant la phase d'exploitation, soit presque autant que le chiffre d'affaires annuel attendu pour un réacteur de ce type. Cet état de la fiscalité revient de fait à un impôt confiscatoire et une interdiction implicite du développement des SMR.

Les SMR sont pourtant un outil puissant de décarbonation de la production d'énergie (chaleur et électricité), que ce soit pour un usage industriel ou résidentiel. Les grands pays du nucléaire en développent activement (Etats-Unis, Chine, Russie, Canada, Royaume-Uni, etc.). Tous les réacteurs nucléaires produisent en premier de la chaleur avant de la transformer en électricité. L'énergie nucléaire présente un important potentiel de décarbonation de la chaleur grâce à un facteur de charge élevé, à l'intensité énergétique de l'uranium et à une intensité carbone très faible sur l'ensemble de son cycle de vie. Plusieurs projets de SMR français, soutenus par l'Etat dans le cadre de l'appel à projet « réacteurs nucléaires innovants » de France 2030 ou du CEA annoncent vouloir exploiter directement cette chaleur pour décarboner l'industrie, les réseaux de chaleur ou la production d'électricité.

Cet amendement permet aux SMR de bénéficier d'une fiscalité adaptée à leur faible puissance. Cette adaptation passe par l'ajout aux articles régissant la fiscalité des INB d'un principe de proportionnalité entre le montant des taxes et la puissance des SMR.

Si amendement était adopté, un SMR de puissance de 500 MW thermiques (milieu de la fourchette de puissance des SMR) paierait 1,9 million euros de taxes annuelles d'exploitation (au lieu de 6,5 millions en l'état actuel du droit). Ce SMR paierait 0,56 euros par mégawatt heure thermique produit, soit toujours environ 2 fois plus que le niveau de taxation des réacteurs d'EDF (0,35 euros par MWh thermique en moyenne sur l'ensemble du parc). Le caractère plus rationnel de ces niveaux de taxation est particulièrement visible en considérant les SMR de petite puissance : en l'état du droit, un SMR de 10 MW thermique est taxé à hauteur de 93 euros par MW heure thermiques.







N°	I-5
----	-----

**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme LAVARDE

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 12**

Après l'article 12

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Une fraction du produit de la fraction perçue en métropole sur les produits énergétiques, autres que les gaz naturels et les charbons, de l'accise sur les énergies prévue à l'article L. 312-1 du code des impositions sur les biens et services revenant à l'État, est attribuée aux collectivités territoriales, collectivités à statut particulier et établissements publics territoriaux ayant adopté un plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement. Cette fraction est calculée de manière à ce que le montant versé à chaque collectivité concernée s'élève à 10 euros par habitant pour les établissements publics de coopération intercommunale et la métropole de Lyon. Par exception, cette fraction est calculée pour être égale, sur le territoire de la métropole du Grand Paris, à hauteur de 5 euros par habitant pour la métropole du Grand Paris, à 5 euros par habitant pour ses établissements publics territoriaux et à 5 euros par habitant pour Paris.

II. – Une fraction du produit de la fraction perçue en métropole sur les produits énergétiques, autres que les gaz naturels et les charbons, de l'accise sur les énergies prévue à l'article L. 312-1 du code des impositions sur les biens et services revenant à l'État est attribuée aux collectivités territoriales ayant adopté un schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie conformément à l'article L. 222-1 du code de l'environnement ou un schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires conformément à l'article L. 4251-1 du code général des collectivités territoriales. Cette fraction est calculée de manière à ce que le montant versé à chaque collectivité concernée s'élève à 5 euros par habitant.

III. – Les modalités d'attribution des fractions prévues aux I et II du présent article sont fixées dans le contrat de relance et de transition écologique conclu entre l'État et la collectivité ou le groupement concerné, la région pouvant être cocontractante des contrats avec les collectivités territoriales de son territoire.

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État des I, II et III est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement a été adopté à plusieurs reprises par le Sénat. Au regard des orientations de la loi de programmation des finances publiques, il doit permettre de concrétiser le cadre pluriannuel.

L'atteinte des objectifs nationaux en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de la consommation énergétique implique que les acteurs de la transition écologique et énergétique, au premier rang desquels les collectivités territoriales, disposent des moyens budgétaires nécessaires.

Il est donc essentiel de procurer aux collectivités territoriales les ressources pérennes, propres à leur permettre d'assumer leurs responsabilités face au défi des transitions : rénovation énergétique de leur propre patrimoine, accompagnement de la rénovation des particuliers, développement de projets d'énergies renouvelables, renaturation, mobilités durables et ZFE, gestion de l'eau et risque inondation, etc.

L'élaboration et la mise en œuvre des plans climat-air-énergie territoriaux (PCAET) à l'échelle des intercommunalités et du volet énergie des schémas régionaux d'aménagement et de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) ont vocation à constituer le cadre stratégique de cette mise en mouvement.

Mais l'insuffisance de ressources propres obère la capacité d'agir des collectivités et groupements compétents, au risque de maintenir en grande partie à l'état d'intention ces schémas stratégiques.

Ainsi, si l'élaboration d'un plan ou schéma coûte environ 1 euro par habitant, sa mise en œuvre à l'échelle du territoire coûte 100 à 200 euros par habitant.

Dans le même temps, la taxe carbone a augmenté progressivement jusqu'en 2018, et représente aujourd'hui 8 milliards d'euros de recettes. Pour autant, l'acceptabilité d'une fiscalité orientée vers la décarbonation dépend notamment de la traçabilité de l'usage des ressources qu'elle procure au profit d'actions concrètes et opérationnelles au service de la transition écologique.

Le présent amendement vise, par l'affectation d'une fraction de l'accise sur les énergies, à verser une dotation de 10 euros par habitant aux EPCI ayant adopté un PCAET, de 5 euros par habitant aux régions ayant adopté un SRADDET.

Le versement de cette dotation pourrait être conditionné par des engagements concrets des collectivités bénéficiaires sur leurs actions en faveur de la transition écologique et énergétique, au travers des futurs contrats de réussite de la transition écologique (CRTE) annoncés par le Gouvernement.

Cette ressource, connue d'avance, sera d'une plus grande efficacité que des crédits accordés via des appels à manifestation d'intérêt dans le cadre du fonds vert. La planification impose d'avoir une vision de long terme sur le niveau des ressources disponibles pour sa mise en œuvre.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme LAVARDE

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 14 BIS**

Après l'article 14 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Au 2° de l'article L. 421-43 du code des impositions sur les biens et services, les mots : « où le véhicule est mis à la disposition du locataire au titre du premier contrat de location » sont remplacés par les mots : « auquel le véhicule est affecté à titre principal ou, à défaut, celui du siège social ».

**OBJET**

Cet amendement vise à rétablir la délivrance du certificat d'immatriculation sur le lieu d'établissement du siège social de l'entreprise pour les professionnels de la location de courte durée.

La récente codification du Code des impositions sur les biens et services instaure le paiement du certificat d'immatriculation auprès de la région du lieu du premier contrat de location du véhicule.

Cette disposition est à ce jour impossible à respecter compte tenu des contraintes opérationnelles et administratives auxquelles sont confrontés quotidiennement les professionnels de la location courte durée.

L'affectation des véhicules entre les différentes agences d'un loueur reste inconnue au moment de leur immatriculation. En raison des contraintes liées à l'activité, l'immatriculation intervient très en amont de cette affectation (intervention des constructeurs et livraison des véhicules, en principe, dans des parcs externes aux loueurs). Cette contrainte est d'autant plus renforcée par l'allongement des délais actuels de livraison des constructeurs qui s'élèvent à plusieurs mois et qui ne sont pas toujours respectés en raison des retards causés par la pénurie de semi-conducteurs et des difficultés du circuit logistique français et européen.

L'affectation des véhicules à une agence intervient habituellement dans les 7 à 15 jours précédant la livraison prévue, en fonction des besoins. La livraison de véhicules neufs fait partie intégrante de la logistique de répartition de la flotte d'un loueur, dont les besoins par agence évoluent sans cesse selon la saisonnalité et les typologies de clientèle. Ainsi, au jour de l'achat et de l'immatriculation du véhicule, les loueurs n'ont pas toujours connaissance du lieu de la première affectation du véhicule.

Cet amendement est sans incidence sur les finances publiques, il ne modifie pas le montant de la taxe mais uniquement le lieu de son recouvrement.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme LAVARDE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TER

Après l'article 27 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

I. – L'article L. 2333-30 est ainsi modifié :

1° Le tableau constituant le troisième alinéa est ainsi rédigé :

«

Catégories d'hébergements	Tarif plancher	Tarif plafond
Palaces	0,5 % du coût de la nuitée	3 % du coût de la nuitée
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	0,5 % du coût de la nuitée	3 % du coût de la nuitée
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	0,5 % du coût de la nuitée	3 % du coût de la nuitée
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	0,5 % du coût de la nuitée	3 % du coût de la nuitée
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	0,5 % du coût de la nuitée	3 % du coût de la nuitée
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1,2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, auberges collectives	0,5 % du coût de la nuitée	3 % du coût de la nuitée
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3,4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures.	0,5 % du coût de la nuitée	3 % du coût de la nuitée
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0,5 % du coût de la nuitée	

Nb : La rectification consiste en un changement de place de l'article additionnel après l'article 27 bis vers l'article additionnel après l'article 27 ter.

» ;

2° Le septième alinéa est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

« Pour tous les hébergements en attente de classement ou sans classement à l'exception des catégories d'hébergements mentionnées à la septième et à la huitième ligne du tableau du troisième alinéa du présent article, le tarif applicable par personne et par nuitée est compris entre 0,5 % et 10 % du coût de la nuitée dans la limite du taux le plus élevé adopté par la collectivité.

« Par exception au deuxième alinéa du présent article, les tarifs délibérés par les communes avant le 31 mars 2024 trouveront à s'appliquer pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2024. »

II. – L'article L. 2333-41 est ainsi modifié :

1° Le tableau constituant le troisième alinéa est ainsi rédigé :

«

Catégories d'hébergements	Tarif plancher	Tarif plafond
Palaces	7,5 euros	45 euros
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	2 euros	12 euros
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	0,75 euro	6 euros
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	0,50 euro	2,25 euros
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	0,30 euro	1,05 euro
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1,2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, auberges collectives	0,20 euro	1,60 euro
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3,4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures.	0,20 euro	0,75 euro
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0,20 euro	

» ;

2° Après le sixième alinéa, il est inséré

« Par exception au deuxième alinéa du présent article, les tarifs délibérés par les communes avant le 31 mars 2024 trouveront à s'appliquer pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2024. »

III. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement modifie le modèle des tarifs fixes de la taxe de séjour par catégorie d'hébergement, en permettant aux collectivités territoriales de définir des taux au prix de la nuitée, dans une fourchette de 0,5 % à 3 % du montant facturé pour tous les hébergements de tourisme. En effet, comme le montre le tableau ci-dessous, réalisé à partir de données communiquées par les hôteliers pour les tarifs moyens de la nuitée et de données récupérées sur le site internet <http://taxesejour.impots.gouv.fr/>, le niveau actuel de la taxe de séjour est une fonction décroissante du prix de la chambre. La nouvelle grille permet de taxer les différentes catégories de chambre de manière homogène par l'introduction d'un taux proportionnel au prix de la nuitée.

Niveau de la taxe de séjour en vigueur

	Paris	Boulogne-B	Courbevoie	ILM	Levallois	Orly	Run	Saint-Denis	Vincennes	Versailles	Chevy	Rois	Villepi	Saint-Denis	Montreuil
Non classés	5 %	5 %	5 %	2 %	5 %	5 %	2 %	5 %	5 %	5 %	5 %		4 %	5 %	5 %
1 étoile	0,8	0,8	0,8	0,75	0,8	0,8	0,68	0,73	0,75	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7
2 étoiles	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,81	0,82	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9
3 étoiles	1,5	1,35	1,2	1,5	1,5	1,5	1,35	1,45	0,9	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,1
4 étoiles	2,3	2,1	2	2,6	2,3	2,4	2,03	2,27	1,5	2,4	2,3	2,3	2,3	2,4	1,3
5 étoiles	3	3,1	3	3	3	3	2,7	3	2,3	3,1	3	3		3,1	1,5
Palace	4	4,3	3	4	4	4	3,6	4	4	4,3	4	4		4,3	2,1
Campings	0,6	0,6		0,6	0,6	0,6	0,5	0,55	0,6	0,6	0,6		0,6	0,6	0,3

Catégorie	Prix de la chambre pour 2 personnes	Montant de la taxe de séjour par pers en €	Taxe de séjour acquittée (=2 taxe indiv) par rapport au prix de vente de la chambre	Niveau indiv de la taxe si taxe de séjour acquittée = 3 % du prix de vente chambre en €	Niveau indiv de la taxe si taxe de séjour acquittée = 0,5 % du prix de vente chambre en €
1 étoile	50	0,8	3 %	0,75	0,125
2 étoiles	70	0,9	3 %	1,05	0,175
3 étoiles min	100	1,5	3 %	1,5	0,25
3 étoiles max	200	1,5	2 %	3	0,5
4 étoiles min	300	2,3	2 %	4,5	0,75
4 étoiles max	500	2,3	1 %	7,5	1,25
5 étoiles min	600	3	1 %	9	1,5
5 étoiles max	900	3	1 %	13,5	2,25
Palace	3000	4	0 %	45	7,5



Par ailleurs, en zone tendue, les logements mis en location sous le régime de la location de courte durée diminuent l'offre locative de longue durée. Ils bénéficient par ailleurs d'une fiscalité avantageuse. Le présent amendement vise à augmenter le coût des nuitées par une augmentation de la taxe de séjour de manière à réintroduire une certaine équité vis-à-vis des hôteliers.

Cet amendement permet également de modifier les tarifs applicables à la taxe de séjour dès le second semestre 2024, par dérogation au calendrier de droit commun. En cela, l'amendement permet d'être en cohérence avec le calendrier des Jeux Olympiques 2024 de Paris.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme LAVARDE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TER**

Après l'article 27 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1 ° L'article L. 2333-30 est ainsi modifié :

a) À la deuxième ligne de la dernière colonne du tableau constituant le troisième alinéa, le montant : « 45 euros » est remplacé par le montant : « 15 euros » ;

b) Le septième alinéa est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

« Pour tous les hébergements en attente de classement ou sans classement à l'exception des catégories d'hébergements mentionnées dans le tableau du troisième alinéa du présent article, le tarif applicable par personne et par nuitée est compris entre 1 % et 10 % du coût par personne de la nuitée dans la limite du double du tarif le plus élevé adopté par la collectivité.

« Par exception au deuxième alinéa du présent article, les tarifs délibérés par les communes avant le 31 mars 2024 trouveront à s'appliquer pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2024. » ;

2° L'article L. 2333-41 est ainsi modifié :

a) À la deuxième ligne de la dernière colonne du tableau constituant le troisième alinéa, le montant : « 4,00 » est remplacé par le montant : « 5,00 » ;

b) Après le sixième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Par exception au deuxième alinéa du présent article, les tarifs délibérés par les communes avant le 31 mars 2024 trouveront à s'appliquer pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2024. »

**OBJET**

Le présent amendement modifie les niveaux de la taxe de séjour pour les palaces et les logements mis en location de courte durée.

Le niveau relatif de la taxe de séjour est très faible pour les palaces. L'ajout de taxes additionnelles à la taxe de séjour a pour conséquence une taxation de la nuitée qui pourrait atteindre 13% après entrée en vigueur de l'article 27 ter du présent PLF. L'augmentation de la taxe sur les palaces, qui restera relativement très faible par rapport au prix de la chambre, permet de diminuer les taxes additionnelles pesant les chambres de catégorie inférieure tout en assurant un volume de recettes comparable.

Par ailleurs, en zone tendue, les logements mis en location sous le régime de la location de courte durée diminuent l'offre locative de longue durée. Ils bénéficient par ailleurs d'une fiscalité avantageuse. Le présent amendement vise à augmenter le coût des nuitées par une augmentation de la taxe de séjour de manière à réintroduire une certaine équité vis-à-vis des hôteliers.





N°	I-9
----	-----

**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme LAVARDE

C	
G	

ARTICLE 27 TER

Alinéa 3, seconde phrase

Rédiger ainsi cette phrase :

Les montants correspondants sont reversés à la fin de la période de perception à l'établissement public Île-de-France Mobilités.

**OBJET**

La taxe de séjour est collectée pour sa totalité par la commune ou l'intercommunalité, comprenant donc les parts du Département (10% du tarif adopté par la ville) et de la SGP (15% du tarif). Cela signifie que pour une taxe de séjour de 10 000 € inscrite en recette, la commune en reverse 800 € au Département et 1 200 € à la SGP. Il reste donc 80% du total de la taxe collectée pour la commune.

La taxe additionnelle de 200% instituée par le présent amendement diminuer fortement la part relative de la commune dans les recettes globales de la taxe. Avec l'exemple développé supra, la taxe collectée s'élève à 26 000 €. Après reversement, il restera à la commune un peu de moins de 31% des recettes.

Ces opérations de collecte/reversement pénalisent les communes dès lors que des dispositions de soutien ou de péréquation sont calculés en référence au niveau des recettes réelles de fonctionnement. Elles faussent également la comparaison entre commune de la même strate entre communes situées en région Ile-de-France et communes situées à l'extérieur de ce périmètre.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme LAVARDE

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 1383 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° La première phrase du deuxième alinéa du I est complétée par les mots : « ou la supprimer » ;

2° Après le premier alinéa du II, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« La commune peut, par une délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A bis et pour la part qui lui revient, limiter ou supprimer l'exonération prévue au premier alinéa du présent II. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Avant la suppression de la taxe d'habitation, les communes pouvaient refuser l'exonération de taxe foncière pendant deux ans des constructions nouvelles prévue à l'article 1383 du code général des impôts. Depuis le transfert de la part départementale, l'exonération est au moins de 40 %. Cet amendement vise à redonner la possibilité aux communes de refuser cette exonération.

L'adoption de cet amendement doit permettre aux communes de choisir d'affecter les sommes ainsi récupérées vers l'exonération de taxe foncière des logements faisant l'objet d'une rénovation performante.

Cet amendement avait été adopté par le Sénat l'année dernière.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme LAVARDE

ARTICLE 27 SEXIES

C	
G	

## I. - Après l'alinéa 6

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

« C. – L'exonération s'applique aux propriétés privées dès lors qu'elles sont affectées à un service public ou d'utilité générale et improductives de revenus.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

En vue d'amplifier les efforts en faveur de l'amélioration de la performance énergétique des logements, le Gouvernement a retenu dans le texte soumis au vote des députés en application de l'article 49.3 son amendement 5377 devenu article 27 *sexies* qui actualise les conditions de bénéfice des exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB).

Cet amendement transforme des exonérations facultatives de TFPB en exonérations de droit, tout en laissant la faculté aux collectivités concernées de les limiter ou de les supprimer.

Alors que le Président de la République et le ministre de l'Éducation nationale ont annoncé à grands renforts de communication, une action volontariste de l'État pour la rénovation énergétique de 40 000 établissements scolaires, les établissements privés sont les grands oubliés de cette politique publique.

Gabriel Attal a même, en réponse à la question d'une députée, lors d'une audition à l'Assemblée nationale, expliqué que les établissements scolaires privés devront financer ces travaux indispensables sur leurs fonds de roulement. Or, le besoin de financement dépasse les 4,5Md€. Si les établissements consacraient la moitié de leur capacité d'investissement, alimentée quasi exclusivement par la contribution des familles, à la rénovation énergétique, il faudrait au minimum 25 années pour mener à bien l'ensemble des travaux.

Le présent amendement étend le dispositif prévu pour les particuliers aux établissements privés d'enseignement sous contrat. En effet, ces établissements ne bénéficient pas l'exonération de TFPB prévue au 1° de l'article 1382 du CGI au profit de certaines propriétés publiques dès lors qu'elles sont cumulativement affectées à un service public ou d'utilité générale et improductives de revenus. Par ailleurs, ces établissements ont vu leur niveau de taxation considérablement augmenter depuis la réforme des valeurs locatives des locaux professionnels mise en œuvre en 2017.





## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme LAVARDE

C	
G	

### ARTICLE 27 SEXIES

#### I. – Alinéa 3

Remplacer les mots :

Sont exonérés

par les mots :

Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre peuvent, par une délibération prise dans les conditions prévues au I de l'article 1639 A bis, exonérer en totalité ou partiellement, pour la part qui leur revient

#### II. – Alinéa 7

Supprimer cet alinéa.

#### III. – Alinéa 10

Remplacer les mots :

Sont exonérées

par les mots :

Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre peuvent, par une délibération prise dans les conditions prévues au I de l'article 1639 A bis, exonérer en totalité ou partiellement, pour la part qui leur revient

#### IV – Alinéas 12 à 14

Remplacer ces alinéas par un alinéa ainsi rédigé :

« II. – Par dérogation au I, les communes et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre peuvent déterminer une durée d'exonération supérieure à cinq ans et ne pouvant excéder quinze ans.

#### V. – Alinéa 17

Remplacer les mots :

pour limiter ou supprimer

par les mots :

pour instaurer

VI. – Alinéa 18

Supprimer la dernière phrase.

### **OBJET**

Les exonérations prévues aux articles 1383-0 B et 1383-0 B bis du code général des impôts portent sur la taxe foncière et permettent une réduction de la base d'imposition des locaux anciens et neufs pour les propriétaires ayant réalisés des travaux de rénovation énergétique. Jusqu'à présent elles sont mises en place sur délibération de la collectivité.

L'article 27 sexies du projet de loi de finances pour 2024 vise principalement à actualiser les critères à retenir pour l'application de ces exonérations au niveau du calendrier des travaux et des normes environnementales. Mais sa rédaction introduit par ailleurs un renversement de l'application de ces exonérations : elles deviendraient de droit et pourraient être refusées à la condition que soit votée une délibération expresse en ce sens de la collectivité.

Ainsi, cette évolution aboutirait à une généralisation par défaut de ces exonérations, et donc à des pertes de recettes pour les budgets locaux, sauf à ce que les collectivités prennent une délibération explicite en sens contraire. Dans la mesure où cette exonération n'est pas compensée, elle ne peut pas être imposée par l'Etat aux collectivités locales.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme LAVARDE

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24**

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au 3° du II de l'article L. 1407 du code général des impôts, après le mot : « destinés », sont insérés les mots : « à l'enseignement et ».

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Jusqu'à une période récente, les établissements privés d'enseignement sous contrat, dans leur quasi-totalité, étaient exemptés de taxe d'habitation. Depuis quelques mois, les établissements scolaires reçoivent des avis au titre de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires. Dans un contexte inflationniste fort qui pèse sur les charges de chauffage, de restauration scolaire ou de taxe foncière, cette imposition supplémentaire remet en cause l'équilibre financier de ces établissements.

L'article 1407 du code général des impôts prévoit que « les locaux destinés au logement des élèves dans les écoles et pensionnats » ne sont pas imposables à la taxe d'habitation. L'instruction fiscale BOI-TH-10-40-10-20120912,§110) précise qu' « Il y a lieu, toutefois, d'admettre que les locaux affectés à l'instruction des élèves (salle de classe, études, etc.) peuvent être exclus de la taxe d'habitation. »

Depuis la réforme de la fiscalité locale, l'administration tâtonne. En conséquence, les avis sont disparates : taxation de l'intégralité des surfaces pour plusieurs dizaines de milliers d'euros ; taxation de quelques surfaces pour plusieurs milliers d'euros. Les établissements contestent systématiquement ces avis. La plupart des établissements ont, pour l'instant, reçu des avis de dégrèvements complets.

Cet amendement vise donc à formaliser rapidement dans la doctrine fiscale l'usage qui prévalait jusqu'à présent, soit une exonération de l'ensemble des locaux scolaires : les locaux affectés au



personnel de l'établissement (administration, enseignants, personnel d'éducation) ; les réfectoires (à l'instar de ceux situés dans les pensionnats). Cela est justifié par le fait que les locaux désormais taxés, car considérés comme privés, doivent dans le même temps répondre aux normes d'accessibilité des établissements recevant du public.

Le Gouvernement a retenu dans le texte soumis au vote des députés en application de l'article 49.3 un amendement devenu article 27 nonnies qui permet aux communes et aux EPCI d'exonérer de taxe d'habitation les œuvres ou organismes d'intérêt général ayant un caractère éducatif (entre autre). Cette possibilité règle la problématique présentée supra mais complexifie les démarches des établissements : la partie « logement » est exonérée de fait en application du 3° du II de l'article 1407 ; l'exonération de la partie administrative devrait être négociée avec les collectivités.

Si l'exonération n'était pas appliquée, ces établissements, en application de l'article L. 442-9 du code de l'éducation, pourraient se tourner vers les collectivités territoriales pour obtenir une compensation, à due concurrence, sur le montant du forfait.

Cet amendement est neutre pour les finances des collectivités puisqu'aujourd'hui l'exonération complète concerne presque tous les établissements.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme LAVARDE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 8**

Après l'article 8

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certains commerçants et artisans âgés est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les dispositions du présent article s'appliquent aux établissements de stockage et de logistique servant à la vente de biens à distance ainsi qu'aux surfaces commerciales conçues pour le retrait par la clientèle d'achats au détail commandés par voie télématique, quelques soient la superficie et le chiffre d'affaire de l'établissement. »

**OBJET**

La taxe sur les surfaces commerciales (TaSCom) est un impôt dont l'assiette est constituée par les surfaces commerciales de vente au détail de plus de 400 m<sup>2</sup> et réalisant un chiffre d'affaires hors taxe de plus de 460 000 euros. Les surfaces considérées comme taxables sont celles qui sont affectées à la circulation de la clientèle, de l'exposition des produits, au paiement ou à la circulation des personnels pour la mise en rayon de ces produits.

N'étant pas ouverts à la circulation des clients, les drives ainsi que les établissements de stockage et de logistique servant à la vente à distance ne sont pas assujettis à la TaSCom. Or, ils constituent bien des équipements commerciaux qui concurrencent les autres formes de commerce. Par la qualification de leur local, ils bénéficient d'un non-assujettissement à la TaSCom qui n'est pas justifié alors que la nature de leur activité constitue bien de la vente au détail.

Les drives ainsi que la vente à distance, notamment à travers des sites de commerces en ligne, se sont très fortement développés en France. Cet amendement propose donc d'assujettir les drives ainsi que les établissements de stockage et de logistique servant à la vente de biens à distance à la TaSCom.

Il apparaît en effet important d'adapter notre fiscalité aux nouvelles formes de commerce qui ont des conséquences sur l'équilibre des territoires, et d'harmoniser la taxation à la TaSCom pour tous les établissements réalisant de la vente au détail, qu'elle soit en ligne ou en présentiel.

Par ailleurs en zone urbaine, les drive sont source de nuisances pour les riverains avec les opérations de livraison / retrait à toute heure du jour et de la nuit.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme LAVARDE

C	
G	

**ARTICLE 27 TERDECIES**

Rédiger ainsi cet article :

I. – À la fin du premier alinéa du 1<sup>o</sup> du 1 du I de l'article 1636 B sexies du code général des impôts, les mots : « et le taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale » sont supprimés.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, les taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et les taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale (THRS) sont liés et doivent évoluer dans la même proportion.

Cependant, il n'y a aucune logique à ce qu'une évolution de taux de THRS, levier de politique du logement visant notamment à réduire la sous-occupation et à promouvoir l'occupation des logements à titre de résidence principale, ait des effets de bord sur les entreprises ou sur les ménages propriétaires de leur résidence principale.

Cet amendement vise à substituer à la rédaction du texte sur lequel le Gouvernement a engagé sa responsabilité (amendement n°I-5254 intégré en tant qu'article 27 *terdecies*), la rédaction correspondant à l'amendement adopté par la commission des Finances de l'Assemblée nationale (amendement n° I-CF1329).

En effet, en l'état de leur rédaction, les dispositions de l'article 27 *terdecies* privent de tout intérêt la déliaison telle qu'elle est envisagée, celle-ci étant notamment conditionnée par le fait que seules les communes dont le taux est inférieur à 75 % de la moyenne départementale des taux communaux constatés l'année n-1 puissent actionner le levier fiscal. Selon les simulations réalisées par France urbaine, seules 20 % des communes pourraient de ce fait bénéficier de la déliaison (pour une moyenne d'augmentation de taux de 0,50 point).

De plus, les communes touristiques (dans la mesure où leur niveau de taux reflète les charges spécifiques auxquelles elles sont exposées) et les communes en situation de centralité (dans la mesure où elles assument les charges induites par leur position de centralité) seraient presque systématiquement exclues de la déliaison, les charges qu'elles ont à assumer les conduisant à appliquer le plus souvent des taux supérieurs au seuil fixé proposé par le Gouvernement.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme LAVARDE

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

A. – L'article 232 est abrogé ;

B. – L'article 1407 bis est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est ainsi modifié :

a) La première phrase du premier alinéa est ainsi modifiée :

- les mots : « autres que celles visées à l'article 232 » sont supprimés ;

- les mots : « depuis plus de deux années » sont remplacés par les mots : « depuis plus d'une année » ;

b) La seconde phrase est remplacée par deux phrases ainsi rédigées : « Pour l'application de la taxe, est considéré comme vacant un logement dont la durée d'occupation est inférieure à quatre-vingt-dix jours au cours de la période de référence définie au présent alinéa. La taxe n'est pas due en cas de vacance indépendante de la volonté du contribuable » ;

2° À la seconde phrase du deuxième alinéa, les mots : « ainsi que sur celui des communes mentionnées à l'article 232 » sont supprimés.

C. – Le I. de l'article 1407 ter est ainsi rédigé :

« Le conseil municipal peut, par une délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A bis, majorer d'un pourcentage compris entre 5 % et 60 % la part lui revenant de la cotisation de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale due au titre des logements meublés et vacants dans :

1° Les communes appartenant à une zone d'urbanisation continue de plus de cinquante mille habitants où il existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements entraînant des difficultés sérieuses d'accès au logement sur l'ensemble du parc résidentiel existant, qui se caractérisent notamment par le niveau élevé des loyers, le niveau élevé des prix d'acquisition des logements anciens ou le nombre élevé de demandes de logement par rapport au nombre d'emménagements annuels dans le parc locatif social ;



2° Les communes ne respectant pas les conditions prévues au 1° du présent I où il existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements entraînant des difficultés sérieuses d'accès au logement sur l'ensemble du parc résidentiel existant, qui se caractérisent notamment par le niveau élevé des loyers, le niveau élevé des prix d'acquisition des logements anciens ou la proportion élevée de logements affectés à l'habitation autres que ceux affectés à l'habitation principale par rapport au nombre total de logements.

Un décret fixe la liste des communes où la taxe peut être majorée.

Le produit de la majoration mentionnée au premier alinéa du présent I est versé à la commune l'ayant instituée. »

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

L'article 25 introduit un nouveau prélèvement sur recettes pour neutraliser les pertes budgétaires des collectivités concernées par l'élargissement des zones tendues (d'un peu plus de 1100 à près de 3700 communes selon le décret du 26 août 2023 d'application de l'article 73 de la LFI 2023). En effet, en zone tendue s'applique de droit la taxe « logement vacant » (TLV, perçue par l'État) et cela conduit corrélativement à la suppression de la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV) qui est perçue par les communes ou les EPCI l'ayant instituée. L'instauration de la majoration sur la taxe d'habitation des résidences secondaires (MajoTHRS) ne permet pas toujours de compenser la perte de THLV découlant de l'élargissement des zones tendues.

Cet amendement vise à fusionner les deux taxes sur les logements vacants dans un souci de simplification et de lisibilité : les deux taxes ont le même objet (lutter contre la sous-occupation des logements en zone tendue) mais un périmètre d'application, un taux, une assiette et un bénéficiaire différents. Par ailleurs, la fusion des deux taxes éviteraient tout comportement d'optimisation du statut d'occupation (résidence secondaire ou logement vacant).

La fusion de ces deux taxes a été proposée à de multiples reprises : courrier commun des associations d'élus au gouvernement le 4 avril 2023 ; rapport Lutte contre l'attrition des résidences principales dans les zones touristiques des inspections générales des Finances, de l'Administration et de l'Environnement ; rapport sur La Fiscalité locale dans la perspective du Zéro artificialisation nette du Conseil des prélèvements obligatoires ; « mission Rebsamen ».

Si cet amendement était conservé dans le texte final, dans un soucis de cohérence, il conviendrait de réviser le PSR de l'article 25. En 2022, le produit de TLV s'est élevé à 93 millions d'euros en 2022.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme LAVARDE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 14**

Après l'alinéa 39

Insérer trois alinéas ainsi rédigés :

3° ter À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, l'article L. 421-78 est ainsi rédigé :

« Est exonéré tout véhicule dont la source d'énergie est exclusivement l'hydrogène.

« Pour le véhicule dont la source d'énergie est exclusivement l'électricité, la masse en ordre de marche fait l'objet d'un abattement de 300 kilogrammes, dans la limite de 15 % de cette même masse.  
» ;**OBJET**

Cet amendement vise à inclure les véhicules électriques particuliers dans le périmètre du « malus au poids ».

L'analyse des données d'immatriculation montrent que les parts de marché des e-SUV sont passées de moins d'une voiture électrique neuve vendue en France sur dix en 2017 (6 %) à environ une voiture électrique sur trois aujourd'hui (30 %). Ces véhicules plus lourds qu'un véhicule électrique classique consomment plus de matières premières pour leur fabrication, émettent plus de particules au moment du freinage (enjeu sur la qualité de l'air), sollicitent plus le réseau électrique pour leur recharge.

D'après les calculs de l'UFC-Que Choisir et de Transport &amp; Environment effectués d'après la base de données des immatriculations de voitures particulières neuves vendues en France en 2022 de l'Agence Européenne de l'Environnement, l'application d'un malus au poids à partir d'1,9 tonne toucherait 27 % des véhicules électriques neufs vendus en France.

Ce seuil serait cependant sans effet sur les véhicules électriques de marque française. En effet, seuls 0,22 % des véhicules électrique vendus en France en 2022 et de marque française font plus de 1,9 tonne. Le constat est identique pour les véhicules électriques assemblés en France : seuls 0,26 % des véhicules électriques vendus et assemblés en France font plus de 1,9 tonne. Les véhicules produits en 2024/2025 seront en-dessous du seuil : 1,5 tonne pour la Renault R-5 ; 1,7 tonne pour le Renault Scenic, les Peugeot E-308 et E-408.

Un malus au poids sur les véhicules électriques favorisait donc la filière automobile nationale. Cet amendement s'inscrit dans la continuité de celui adopté l'année dernière par le Sénat qui visait à réserver le bonus aux véhicules présentant le meilleur bilan carbone sur l'ensemble de leur cycle de vie.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CAPO-CANELLAS

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 SEXIES**

Après l'article 16 sexies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Les compagnies aériennes peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt au titre des dépenses d'achat de carburants d'aviation durables qu'elles exposent au cours de l'année pour les vols dont les émissions de gaz à effet de serre ne sont pas soumises aux obligations du système européen d'échange de quotas d'émission instauré par la directive 2003/87/ CE du Parlement et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans l'Union et modifié par la directive 2023/958 du Parlement et du Conseil du 10 mai 2023. Le taux du crédit d'impôt est de 50 % du surcoût entre l'achat effectif de carburants d'aviation durables et l'achat théorique de kérosène.

Lorsque les sociétés de personnes mentionnées aux articles 8 et 238 bis L ou groupements mentionnés aux articles 239 quater, 239 quater B et 239 quater C ne sont pas soumis à l'impôt sur les sociétés, le crédit d'impôt peut, sous réserve des dispositions prévues au dernier alinéa du I de l'article 199 ter B, être utilisé par les associés proportionnellement à leurs droits dans ces sociétés ou ces groupements.

II. – Les dépenses ouvrant droit au crédit d'impôt sont les achats de carburants d'aviation durables et d'autres carburants d'aviation qui ne sont pas dérivés de combustibles fossiles, recensés dans le règlement relatif à l'instauration d'une égalité des conditions de concurrence pour un secteur du transport aérien durable (ReFuelEU Aviation), exclusivement issus de projets industriels localisés au sein de l'Union européenne, ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

III. – Les subventions publiques reçues par les entreprises à raison des opérations ouvrant droit au crédit d'impôt sont déduites des bases de calcul de ce crédit, qu'elles soient définitivement acquises par elles ou remboursables. Lorsque ces subventions sont remboursables, elles sont ajoutées aux bases de calcul du crédit d'impôt de l'année au cours de laquelle elles sont remboursées à l'organisme qui les a versées.

Pour le calcul du crédit d'impôt, le montant des dépenses exposées par les entreprises auprès de tiers au titre de prestations de conseil pour l'octroi du bénéfice du crédit d'impôt est déduit des bases de calcul de ce dernier à concurrence :

a) Du montant des sommes rémunérant ces prestations fixé en proportion du montant du crédit d'impôt pouvant bénéficier à l'entreprise ;

b) Du montant des dépenses ainsi exposées, autres que celles mentionnées au a, qui excède le plus élevé des deux montants suivants : soit la somme de 15 000 € hors taxes, soit 5 % du total des dépenses hors taxes mentionnées au II minoré des subventions publiques mentionnées au III.

IV. – Le crédit d'impôt défini au présent article est imputé sur l'impôt sur les bénéfices dû selon des modalités identiques à celles définies aux articles 199 ter B et 223 A et suivants en matière de crédit d'impôt recherche.

V. – Le présent article entre en vigueur, pour une durée de trois ans, à une date fixée par décret qui ne peut être postérieure de plus de trois mois à la date de réception par le Gouvernement de la réponse de la Commission européenne permettant de considérer ce dispositif législatif comme conforme au droit de l'Union européenne en matière d'aides d'État.

VI. – Un bilan de ce crédit d'impôt sera tiré deux ans après l'entrée en vigueur de cet article.

VII. – Le I n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

VIII – La perte de recettes résultant pour l'État est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Le présent amendement vise à inciter les compagnies aériennes à accélérer l'incorporation de carburants d'aviation durables (SAF) au sens du règlement européen ReFuelEU Aviation tout en favorisant l'émergence d'une filière industrielle pérenne et viable en France et en Europe.

Il propose ainsi d'introduire un mécanisme de crédit d'impôt, sur le modèle du crédit d'impôt recherche, pour atténuer le surcoût que représente l'achat de SAF par rapport au kérosène. Il fixe à 50 % le taux du crédit d'impôt sur le surcoût entre l'achat effectif de biocarburants et l'achat théorique de kérosène.

Cet amendement poursuit les conclusions émises par la Mission d'information sur la « Décarbonation des transports : l'urgence de choisir - Développer les filières de carburants et d'hydrogène durables » au mois de juillet 2023. Parmi les différents axes proposés pour accélérer la décarbonation du secteur des transports, le deuxième axe du rapport invitait l'État à « Faire des choix d'accompagnement industriel, économique et social » en soutenant le développement des filières.

À ce titre, cet amendement est une proposition concrète se basant sur la recommandation n°17 dudit rapport proposée par le rapporteur de la Mission d'information Vincent CAPO-CANELLAS qui vise à accompagner l'incorporation de carburants d'aviation durables (SAF) dans le transport aérien par un soutien complet à l'offre et à la demande, en passant par trois mécanismes :

- . créer un dispositif de suramortissement à l'adaptation et au renouvellement des aéronefs ainsi qu'aux infrastructures d'avitaillement aéroportuaires, dès le prochain projet de loi de finances initiale ;
- . définir une trajectoire pérenne de soutien budgétaire à la production de carburants aériens durables, dans le cadre de la prochaine PPE ;
- . et le dernier, celui qui nous intéresse ici, instituer de nouveaux outils de financement de long terme pour l'achat de SAF.

En effet, les objectifs de décarbonation du transport aérien visant la zéro émission nette d'ici 2050 sont désormais clairs et partagés par l'ensemble du secteur. Ils ne seront rendus possible que par un renouvellement des flottes d'aéronefs et l'incorporation de biocarburants durables d'aviation (SAF).

Pour les vols moyens et longs courriers, l'incorporation de SAF semble être la seule solution à moyen terme de décarbonation. Les gains d'émissions de CO<sub>2</sub> sont déjà de 70 à 80% pour les technologies existantes, et atteindront jusqu'à 120% pour les fuels synthétiques en développement, intégrant une captation carbone.

Alors qu'un cadre réglementaire national et européen contraignant a été établi à travers un mandat d'incorporation progressif de ces SAF, le secteur peine à se fournir sur le sol européen en carburants d'aviation durable (CAD) par manque de disponibilité en quantité suffisante et à un prix concurrentiel. Aujourd'hui et pour les années à venir, la production de CAD sur le sol européen ne permet pas de répondre aux mandats d'incorporations ce qui poussera les compagnies à se fournir hors de nos frontières, provoquant un terrible manque à gagner et une perte d'indépendance stratégique.

En effet, l'important surcoût que représente l'achat de SAF par rapport au kérosène (entre 3 et 10 fois) constitue un désavantage concurrentiel pour les compagnies aériennes françaises et européennes qui sont plus particulièrement soumises aux mesures du paquet européen « FitFor55 ».

Alors que la France n'a pas encore engagé de mesures d'accompagnement pour la production de CAD en quantité suffisante pour répondre aux objectifs des mandats d'incorporations, les Etats-Unis ont eux décidés d'une stratégie inverse, investissant massivement pour lancer la création d'une filière pérenne et attractive. Une partie du budget de 370 milliards de dollars consacré à des mesures de soutien à la politique industrielle verte des États-Unis prévus par la loi sur la réduction de l'inflation (IRA) est ainsi allouée au développement de cette filière et qui contribue aujourd'hui à ce que la filière américaine propose des CAD deux fois moins chers que la production européenne ou française. La question du prix d'incorporation est une question importante, mais qui n'a pas encore été suffisamment abordée.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme NOËL, MM. BOUCHET, ANGLARS et PANUNZI, Mme DUMAS, M. Henri LEROY,  
Mme DUMONT, MM. Daniel LAURENT, POINTEREAU, Cédric VIAL, BONNUS, LAMÉNIE et Loïc  
HERVÉ et Mmes DESEYNE et NÉDÉLEC

C	
G	

ARTICLE 14

I. – Alinéas 2 à 6

Supprimer ces alinéas.

II. – Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

« .... – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services. »

**OBJET**

Les véhicules dits pick-up sont essentiels pour de très nombreux professionnels et corps constitués, notamment en zone de montagne ou dans la ruralité où l'étroitesse, la dégradation et la sinuosité du réseau de routes forestières ne permettent pas toujours d'utiliser des tracteurs et encore moins des camions.

Ces engins disposent d'une capacité de tractation pouvant atteindre 3,5 tonnes.

De tels véhicules offrent également la possibilité de charger jusqu'à 1 tonne dans la benne, tout en permettant le passage sur des routes étroites.

Depuis plusieurs années, les professionnels de la filière ont commercialisé des pick-up répondant à la norme EURO 6 et même EURO 6.2.

Toutes ces caractéristiques font des pick-up des véhicules très demandés et utilisés par nos agriculteurs, nos artisans, notre Police, notre Gendarmerie, notre Armée, nos collectivités locales (notamment montagnarde) ainsi que tous les professionnels des métiers de secours (SMUR, SDIS, ...).

La législation française ne se concentre, dans ce cas, pas uniquement sur les caractéristiques techniques du véhicule mais bien sur l'usage qui en est fait.

Aussi, la mesure proposée dans ce projet de loi de finances, qui consiste à soumettre à l'impôt les véhicules de type pickup comportant quatre places ou plus (contre cinq places ou plus aujourd'hui) aurait un triple impact néfaste.- D'abord, un renforcement de la fiscalité pour les professionnels, privés comme publics, évoqués précédemment.

Ensuite, l'alourdissement des démarches administratives pour ces mêmes professionnels.

Enfin, un nouveau coup porté à la filière « pick-up », déjà durement touchée par un marché qui se réduit fortement, se concentrant aujourd'hui sur les usages imposant l'emploi de ce type de véhicule.

De nombreux professionnels de la carrosserie 4 X 4 ont des commandes en cours pour 2024 qui devront être annulées au 1er janvier prochain si cette disposition était finalement votée.

Aussi, le présent amendement propose de conserver la rédaction actuelle du code des impositions sur les biens et services afin de ne pas alourdir la fiscalité déjà importante qui pèse sur les pick-up.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme NOËL, MM. BOUCHET, ANGLARS et PANUNZI, Mme DUMAS, M. Henri LEROY,  
Mme DUMONT, M. Daniel LAURENT, Mme VENTALON, MM. DARNAUD, Jean-Baptiste BLANC,  
Cédric VIAL et LAMÉNIE et Mme NÉDÉLEC

C	
G	

ARTICLE 5 DUODECIES

Alinéa 5

Supprimer les mots :

lorsque ces derniers ne sont pas situés dans des zones géographiques se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements

**OBJET**

Le régime forfaitaire d'imposition dit « micro-BIC » prévu à l'article 50-0 du code général des impôts prévoit deux seuils d'application différents en fonction du chiffre d'affaires, et deux abattements différents, selon la catégorie d'activité exercée.

Afin de réajuster les régimes applicables à ces différents types de location et de lutter contre le phénomène d'attrition des résidences principales dans les zones touristiques, le Gouvernement a intégré par voie d'amendement un alignement des conditions d'application du régime de simplification micro-BIC applicables à la location de locaux classés meublés de tourisme sur celui de la location de locaux meublés classiques.

En outre, le Gouvernement a souhaité instaurer avec ce même amendement un dispositif incitatif au maintien et au développement d'une offre de locaux classés meublés de tourisme dans les territoires en déficit d'offre touristique.

Si le gouvernement maintient bien ici l'abattement à 71 %, 50 % pour tous les meublés de tourisme et en sus 21 % classées en zones non-tendues pour les propriétaires de gîtes ruraux en micro-Bic, le zonage de référence ABC retenu, spécifiquement sur la zone B1 vient fortement pénaliser un grand nombre de propriétaires de gîtes ruraux, notamment dans le département de la Haute-Savoie.

Dans ce département, le zonage ABC est très marqué par sa composante de prix des loyers résultant de l'effet frontalier et de l'attractivité touristique de son territoire.

Au total les zones A et B1 couvrent près de 65 % des communes mais il présente certaines incohérences.

Par exemple, quand la station de ski de Morillon qui se situe en zone B2 peut appliquer l'abattement 50 + 21 % comme en zone C, la station d'Arâches-la-Frasse, connectée au même massif, figure en

zone B1 voit son abattement tomber à 50 %, que le gîte soit classé ou non, de la même manière qu'en zone A (Paris, Lyon, ou autres grandes villes).

Si le sens social et fiscal général de cette disposition intégrée par le Gouvernement est audible, notamment dans les secteurs très en tension, urbains ou périurbains, le fait que 65 % du territoire d'un département comme la Haute-Savoie soit impacté pourrait entraîner à terme une diminution de l'offre d'hébergements pour les visiteurs touristiques qui sont une véritable source de retombées économiques directes et indirectes pour nos communes.

En outre, il est à considérer qu'en l'état, la disposition intégrée par le Gouvernement pourrait faire perdre l'attrait du classement en étoiles des meublés de tourisme ce qui irait totalement contre l'esprit du label « qualité France ».

Aussi, cet amendement vise à corriger les effets de la mesure intégrée par le Gouvernement à l'Assemblée nationale en supprimant la condition pour un gîte classé de ne pas faire partie d'une zone géographique tendue afin de continuer à être éligible au système d'abattement supplémentaire de 21%.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme NOËL, MM. BOUCHET, ANGLARS et PANUNZI, Mme DUMAS, M. Henri LEROY,  
Mme DUMONT, MM. Daniel LAURENT, POINTEREAU, LAMÉNIE et Loïc HERVÉ et  
Mmes NÉDÉLEC et AESCHLIMANN

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEXDECIES**

Après l'article 3 sexdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après la deuxième phrase du 2 du II de l'article 1691 bis du code général des impôts, sont insérées trois phrases ainsi rédigées : « La situation patrimoniale nette du demandeur est appréciée ,à la date de la demande, en tenant compte de l'ensemble du patrimoine immobilier et mobilier du demandeur détenu en France ou à l'étranger à l'exclusion du patrimoine détenu par les personnes vivant habituellement avec lui. Les biens à exclure de la situation patrimoniale du demandeur s'entendent de la résidence principale dont le demandeur est propriétaire ou titulaire d'un droit réel immobilier et des biens immobiliers et droits réels immobiliers détenus par le demandeur antérieurement à la date du mariage ou du pacte civil de solidarité. En outre, le patrimoine du demandeur reçu par donation ou succession n'est pas pris en compte pour apprécier sa situation patrimoniale. »

II. – Le I est applicable aux demandes en décharge de l'obligation de paiement déposées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le principe de solidarité fiscale est un principe qui prévoit que chacun des époux ou des partenaires de PACS peut être recherché pour le paiement du montant total de l'imposition dû pendant la période de leur union sans qu'il y ait lieu de procéder entre eux à une répartition de la dette fiscale du foyer. Ainsi, en cas de divorce ou de dissolution du PACS, les ex conjoints restent tenus solidairement des sommes dues pendant leur période commune.

Or, dans certains cas, une dette fiscale peut peser injustement et lourdement sur l'un des ex conjoints. Il s'agit à plus de 90 % de femmes. Leur situation économique peut devenir dramatique avec l'exigence du paiement d'impositions dont elles n'avaient pas connaissance ou sur des revenus dont elles n'ont pas bénéficié.

Pour remédier à ces situations, la loi de finances pour 2008 a créé la décharge de solidarité fiscale qui doit remplir trois conditions afin d'être acceptée. La troisième, l'exigence d'une



disproportion marquée entre la dette et la situation patrimoniale et financière du débiteur, est difficile à remplir en raison de l'interprétation extensive de la loi faite par l'Administration fiscale.

La loi de finances 2022 a assoupli une des conditions d'appréciation, celle de la situation financière en réduisant de 10 ans à 3 ans la période de paiement par les revenus nets de charge. L'assouplissement obtenu n'a pas eu l'effet escompté, en tout cas insuffisant. Ainsi 59 % des demandes de décharge sont toujours rejetées en 2022. C'est mieux qu'auparavant quand le taux de rejet était de 70 %. (Rapporteur de la Commission des Finances. 2023)

La raison de cet échec réside dans le fait que la situation patrimoniale est examinée préalablement à la situation financière. Dès que le patrimoine est supérieur à la dette, la décharge est rejetée et la situation financière n'est pas prise en compte.

Cet amendement vise à encadrer l'appréciation de la situation patrimoniale du demandeur et ainsi exclure la résidence principale dont le demandeur est propriétaire, les biens immobiliers détenus par le demandeur antérieurement à la date de son mariage ou de son Pacs, ainsi que le patrimoine du demandeur reçu par donation ou succession.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme NOËL, MM. BOUCHET, ANGLARS et PANUNZI, Mme DUMAS, M. Henri LEROY,  
Mme DUMONT, MM. Daniel LAURENT, LAMÉNIE et Loïc HERVÉ et Mmes NÉDÉLEC et  
AESCHLIMANN

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEXDECIES

Après l'article 3 sexdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le 2 du II de l'article 1691bis du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les mots : « en cas de disproportion marquée entre le montant de la dette fiscale et, à la date de la demande, la situation financière et patrimoniale, nette de charges, du demandeur. La situation financière nette du demandeur est appréciée sur une période n'excédant pas trois années. La décharge de l'obligation de paiement est alors prononcée selon les modalités suivantes » sont supprimés.

2° Après le premier alinéa, sont insérés trois alinéas ainsi rédigés :

« 1° Dans le cas de disproportion marquée entre le montant de la dette fiscale et, à la date de la demande, la situation financière et patrimoniale, nette de charges, du demandeur. La situation financière nette du demandeur est appréciée sur une période n'excédant pas trois années ;

« 2° Dans le cas où le montant de la dette fiscale résulte d'un contrôle fiscal personnel de son ancien conjoint ou partenaire de pacte civil de solidarité ayant donné lieu, par suite d'un manquement aux obligations déclaratives, d'une soustraction frauduleuse ou d'une tentative de soustraction frauduleuse au paiement des impositions mentionnées aux 1° et 2° du I ainsi qu'à l'article 1723 ter-00 B, à une rectification d'un bénéfice ou revenu propre au conjoint ou au partenaire de pacte civil de solidarité du demandeur. La décharge de l'obligation de paiement n'est alors accordée que si le demandeur ne s'est pas enrichi à la faveur de cette fraude fiscale commise par son ancien conjoint ou partenaire de pacte civil de solidarité et n'a pas participé directement ou indirectement à celle-ci ;

« 3° La décharge de l'obligation de paiement est alors prononcée selon les modalités suivantes : »

II. – Le I est applicable aux demandes en décharge de l'obligation de paiement déposées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Chaque année en France plus de 300 000 couples se séparent par divorce ou dissolution du Pacs : près d'un mariage sur deux se termine par un divorce (46 %) et une rupture sur quatre survient dans les 6 premières années de vie commune (24 %).

L'immense majorité des couples trouve un accord pour payer leurs impôts. Quand la séparation est moins harmonieuse ou quand une rectification d'impôt surgit, l'accord devient plus difficile. L'administration fiscale n'attend pas la résolution de ce conflit. En l'absence de paiement, elle recherche l'ex-partenaire qui sera en mesure de payer le restant dû, en application du principe de solidarité fiscale.

L'article 1691 bis du Code Général des Impôts, introduit par la loi de finances de 2008, a prévu un dispositif dit de « Décharge en responsabilité solidaire » visant à permettre la répartition des dettes fiscales de la période commune de l'union entre ces deux individus. Ainsi, la décharge de l'obligation de paiement des dettes fiscales du couple est accordée en cas de disproportion marquée entre le montant de la dette fiscale et la situation financière et patrimoniale du demandeur.

Aujourd'hui, 90 % des demandes de décharge sont déposées par des femmes. La loi de finances 2022 a assoupli une des conditions d'appréciation, celle de la situation financière en réduisant de 10 ans à 3 ans la période de paiement par les revenus nets de charge. L'assouplissement obtenu n'a pas eu l'effet escompté, en tout cas insuffisant. Ainsi 59 % des demandes de décharge sont toujours rejetées en 2022. C'est mieux qu'auparavant quand le taux de rejet était de 70%. (Rapporteur de la Commission des Finances. 2023)

Il est anormal que la législation actuelle prévoie que le demandeur reste tenu de payer solidairement les majorations et pénalités exigées pour des revenus occultes ou dissimulés de son ex-conjoint.

Ainsi, pour rectifier cette situation, il est proposé d'inclure dans les conditions d'examen de la demande de décharge de responsabilité solidaire des ex-époux, l'appréciation de l'origine du montant de la dette fiscale de la période de vie commune.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme NOËL, MM. BOUCHET, ANGLARS et PANUNZI, Mme DUMAS, M. Henri LEROY,  
Mme DUMONT, MM. Daniel LAURENT, POINTEREAU et LAMÉNIE et Mme NÉDÉLEC

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 9**

Après l'article 9

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À la fin de la septième phrase du III de l'article 1519 H du code général des impôts, l'année :  
« 2022 » est remplacée par l'année : « 2026 ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Lors de la conférence « Territoires connectés » de septembre 2023, la Présidente de l'ARCEP a rappelé qu'a été « inauguré le 2500ème site mis en service au titre du Dispositif de couverture ciblé du New Deal il y a quelques semaines seulement ; et que certaines obligations du New Deal vont courir encore quelques années ».

En effet l'accord du 14 janvier 2018 pour l'accélération de la couverture numérique des territoires est encore en plein déploiement. Or si la loi de finances pour 2019 a introduit au CGI une exonération d'IFER mobile pour les sites mobiles construits dans le cadre du dispositif de couverture ciblée, elle l'a limitée dans le temps à mi-étape du dispositif à savoir décembre 2022.

Le présent amendement propose d'instaurer une prolongation d'exonération d'imposition forfaitaire sur les stations radioélectriques déployés dans le cadre de ce dispositif de couverture ciblée jusqu'à la fin du New Deal Mobile. Cette prolongation qui concerne uniquement les nouvelles stations déployées dans le cadre du dispositif de couverture ciblée, n'entraînera aucune baisse de ressources pour les collectivités territoriales.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme NOËL, MM. BOUCHET, ANGLARS et PANUNZI, Mme DUMAS, M. Henri LEROY,  
Mme DUMONT, MM. Daniel LAURENT et LAMÉNIE et Mme NÉDÉLEC

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 9

Après l'article 9

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 302 bis KH du code général des impôts est abrogé.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les opérateurs télécoms alimentent directement chaque année le budget de l'État par une taxe détournée de son objet premier qui était de financer la fin de la publicité sur les antennes de France Télévisions.

Alors que tous les autres redevables de 2009, à savoir notamment les éditeurs de services de télévision s'en sont vu libérés, que l'Espagne qui l'avait également instaurée a fait le choix en 2022 de ne plus taxer les opérateurs télécoms au profit des GAFA, le maintien de la TOCE qui représente 3 milliards d'euros versés depuis 2009 ne paraît plus équitable.

A fortiori, représentant aujourd'hui près de 15 % de la fiscalité totale spécifique des acteurs télécoms, ce prélèvement est également contreproductif en ce qu'il impacte fortement les capacités d'investissement des opérateurs mobile engagés dans le déploiement concomitant de la 4G, de la 5G et de la fibre optique.

Les opérateurs participent déjà largement au budget de l'État en étant assujettis à plus de 1,7 milliard d'euros de fiscalité sectorielle spécifique en 2022 qui s'ajoute aux 14,6 milliards d'euros investis dans les réseaux fixes et mobiles.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme NOËL, MM. BOUCHET, ANGLARS et PANUNZI, Mme DUMAS, M. Henri LEROY,  
Mme DUMONT, MM. Daniel LAURENT et LAMÉNIE et Mme NÉDÉLEC

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 DUOVICIES**

Après l'article 5 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le 2° de l'article L. 115-7 du code du cinéma et de l'image animée est ainsi modifié :

1° Au a, après les mots : « acquittés par les clients », sont insérés les mots : « grand public » ;

2° Au b, les mots : « en rémunération d'une offre destinée au grand public, composée ou non de plusieurs autres offres, qui comprend » sont remplacés par les mots : « grand public pour » ;

3° Au même b, les mots : « cet accès permet » sont remplacés par les mots : « ces abonnements et autres sommes sont acquittés afin ».

II. – La perte de recettes pour l'État résultant du I est compensée, à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Le présent amendement vise à clarifier le champ des revenus servant d'assiette à la taxe sur les distributeurs de services de télévision, 4ème volet des recettes du financement du fonds de soutien à la création gérée par le CNC.

Révisée par le législateur en 2012 pour appréhender les nouvelles offres d'accès mêlant de la télévision et de la téléphonie, son assiette ne cesse depuis de faire l'objet de divergences d'interprétation que seul le législateur peut lever de manière non équivoque. La Cour des comptes le déplore d'ailleurs dans son rapport du 20 septembre 2023 en indiquant que « les contentieux portant sur des contestations des montants à payer sont importants et conduisent le CNC à une politique active de provisionnement ».

Sans débattre ici d'une volonté d'une minoration d'assiette d'une part ou d'un élargissement indu liée à un effet d'aubaine sur des revenus non connus lors de la création de la taxe d'autre part, il est proposé d'en revenir à l'esprit du texte pour apporter à tous de la sécurité juridique.

C'est pourquoi, pour limiter les contentieux et ne pas faire peser sur les créateurs un risque inutile, il est proposé de préciser le caractère grand public des offres concernées.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme NOËL, MM. BOUCHET, ANGLARS, Jean-Baptiste BLANC et PANUNZI, Mme DUMAS, M. Henri LEROY, Mme DUMONT, MM. Daniel LAURENT, POINTEREAU, Cédric VIAL et LAMÉNIE et  
Mme NÉDÉLEC

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 1635 quater G du code général des impôts est ainsi rédigé :

« Art. 1635 quater G – La taxe d'aménagement est exigible à la date de délivrance de l'autorisation d'urbanisme. »

**OBJET**

L'article 155 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 a posé le cadre du transfert de la gestion de la taxe d'aménagement des directions départementales des territoires (DDT) à la direction générale des Finances publiques (DGFIP).

Avec cette disposition introduite dans la loi, le Gouvernement a reporté la date d'exigibilité de la taxe d'aménagement à la date de réalisation définitive des opérations au sens de l'article 1406 du code général des impôts.

Ainsi, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2022, le fait générateur de cette taxe n'est plus la délivrance d'un permis de construire mais la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (DAACT), ce qui oblige le pétitionnaire à terminer la construction mais aussi les travaux de finition décrits dans la demande de l'autorisation d'urbanisme.

Depuis leur entrée en vigueur, ces modalités font courir un risque de non recouvrement d'impôts en cas d'inachèvement volontaire des travaux ou de non déclaration d'achèvement des travaux et cela se traduit depuis par une diminution des ressources pour les collectivités locales.

Alors que les petites communes sont depuis plusieurs années malmenées avec la baisse importante de la dotation globale de fonctionnement, elle se retrouvent aujourd'hui face à une situation qui risque de les mettre en difficultés compte-tenu du décalage du recouvrement des taxes qui sont des recettes importantes pour ces dernières.

Aussi, cet amendement propose de revenir au système antérieur à la loi de finances pour 2021 en fixant l'éligibilité de la taxe à la date de délivrance de l'autorisation d'urbanisme.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme NOËL, MM. BOUCHET, ANGLARS et PANUNZI, Mme DUMAS, M. Henri LEROY,  
Mme DUMONT, MM. JOYANDET, SAUTAREL, Jean-Baptiste BLANC et LAMÉNIE et Mme NÉDÉLEC

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. Il est créé un dispositif de taxation spécifique des plus-values sur les immeubles bâtis qui peut être instauré à compter de la promulgation de la présente loi, afin d'apporter des limitations ponctuelles et localement circonscrites au phénomène de spéculation immobilière, de préserver la mixité sociale dans l'accès à la propriété bâtie, et de tenir compte des spécificités tenant à l'étroitesse du parc immobilier et aux nécessaires limitations de l'étalement urbain sur les milieux naturels.

II. Après avoir recueilli l'avis des communes concernées, transmis par délibération de leur organe délibérant, le représentant de l'État dans le département peut proposer au Gouvernement d'instaurer, dans les zones soumises à la sur-spéculation immobilière, une majoration du dispositif de taxation visé à l'article 1609 nonies G du code général des impôts, selon le barème suivant appliqué au montant total de la plus-value imposable et pour une durée ne pouvant excéder 22 ans.

III. Le montant de la taxe est calculé comme suit :

Montant de la plus-value imposable	Montant de la taxe
De 50 001 à 60 000	10 % PV-(60 000-PV) × 1/ 20De
60 001 à 100 000	10 % PVDe
100 001 à 110 000	15 % PV-(110 000-PV) × 1/ 10De
110 001 à 150 000	15 % PVDe
150 001 à 160 000	20 % PV-(160 000-PV) × 15/ 100De
160 001 à 200 000	20 % PVDe
200 001 à 210 000	25 % PV-(210 000-PV) × 20/ 100De
210 001 à 250 000	25 % PVDe
250 001 à 260 000	30 % PV-(260 000-PV) × 25/ 100
Supérieur à 260 000	30 % PVDe

(PV = montant de la plus-value imposable)

IV. Le produit de taxe résultant de l'application du présent article est reversé entièrement aux collectivités territoriales à due concurrence des prélèvements qu'elles opèrent. Il est provisionné de manière à leur permettre de constituer une réserve foncière.



**OBJET**

Cet amendement vise à permettre aux communes de se constituer une réserve foncière en vue de faire du logement aidé et d'apporter des limitations ponctuelles et localement circonscrites au phénomène de sur-spéculation immobilière en prévoyant une majoration du dispositif de taxation sur les plus-values immobilières.

Certains départements français du fait de leur situation géographique ou de leur attractivité touristique connaissent une véritable crise du logement.

Le cas de la Haute-Savoie, département au carrefour de la Suisse et de l'Italie à haut potentiel touristique, est parlant.

L'étroitesse de son parc immobilier ainsi que les nécessaires limitations de l'étalement urbain sur les milieux naturels nécessitent qu'une solution soit proposée afin de répondre à la pression foncière et immobilière exercée à travers des comportements de prédatons des biens immobiliers situés dans certaines communes.

C'est pourquoi cet amendement propose que sur proposition des maires des communes concernées, après délibération de leur organes délibérant, que le représentant de l'État dans le département puisse proposer au Gouvernement d'instaurer dans les zones soumises à la sur-spéculation immobilière, une majoration du dispositif de taxation visé à l'article 1609 nonies G du code général des impôts, selon le barème suivant appliqué au montant total de la plus-value imposable et pour une durée ne pouvant excéder 22 ans.

Cette majoration est encadrée selon un barème plafonné à 30 %, elle est également encadrée à la fois géographiquement par le zonage préalable mais aussi dans le temps puisque la taxation s'appliquant ne peut excéder 22 ans après l'acquisition du bien.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

C	
G	

MM. LEVI, BONNECARRÈRE et MARSEILLE, Mmes VERMEILLET et GUIDEZ, MM. SAURY et CHASSEING, Mmes VENTALON et Olivia RICHARD, MM. BONHOMME, LAUGIER, HENNO et Alain MARC, Mme JOSENDE, M. DUFFOURG, Mme BILLON, MM. Henri LEROY, Jean-Michel ARNAUD et CHATILLON, Mmes de LA PROVÔTÉ et JOSEPH, M. KERN, Mmes MORIN-DESAILLY et DEVÉSA et MM. HINGRAY, PANUNZI, CIGOLOTTI, DELCROS, CANÉVET et BLEUNVEN

ARTICLE 28

## I. – Alinéa 27

Remplacer le nombre :

40

par le nombre :

25

## II. – Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes pour l'État résultant du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

L'article 28 du projet de loi de finances pour 2024 prévoit un prélèvement sur les fonds de roulement du réseau des Chambres de commerce et d'industrie (CCI) à hauteur de 40 M € dès 2024, en lieu et place de la baisse du plafond de taxe affectée aux CCI de 25 M € prévue initialement par le Gouvernement.

Depuis 2012, face à une diminution importante de la ressource publique qui leur est allouée, les CCI ont réduit leurs dépenses dans des proportions et une temporalité inédites dans le paysage des opérateurs publics :

- Une taxe affectée aux CCI passée de 1,35 Md € en 2013 à 525 M € en 2023 ;
- Deux prélèvements exceptionnels sur fonds de roulement de 170 M € en 2014 et 500 M € en 2015 ;
- Des effectifs fortement réduits, de 25 000 en 2013 à 14 000 en 2023.

En dépit de cette trajectoire financière, les CCI ont maintenu un niveau élevé d'investissements et préservé au maximum leurs missions de proximité auprès des bassins économiques des territoires, notamment pendant la crise Covid-19 ou le plan de relance. Le réseau des 122 CCI demeure le seul service public d'accompagnement à l'entreprise présent sur tout le territoire national, en métropole en en outre-mer.

Par ailleurs, les CCI sont mobilisées sur de nombreuses politiques publiques prioritaires de l'État, qu'il s'agisse de l'encouragement à la création d'entreprises, de l'accompagnement des TPE-PME dans les grandes transitions, de la projection vers l'export, de l'objectif du plein emploi, du développement de l'apprentissage et de la formation ou encore de l'aménagement durable des territoires.

Ces missions de service public étant structurellement déficitaires, leurs résultats sont compensés par les activités consulaires dans le champ de la formation et de la gestion d'infrastructures.

L'action des CCI est créatrice de valeur nette pour l'économie du pays, comme l'atteste l'enquête indépendante réalisée par OpinionWay. Cette même enquête permet d'affirmer que les CCI ont créé au moins 2,5 Md € de valeur en 2022 pour une ressource affectée de 525 M €, soit un effet levier de 1 à 5. Ces résultats sont l'œuvre des 9 000 cheffes et chefs d'entreprises bénévoles et des 14 000 collaboratrices et collaborateurs qui composent le réseau.

Afin de préserver la capacité d'action des CCI au service de l'activité économique et du plein emploi et limiter l'impact sur le budget des CCI, cet amendement propose de lisser le prélèvement sur leur fonds de roulement annoncé par le Gouvernement à l'Assemblée nationale.

Au lieu d'un prélèvement de 40 M € en 2024, cet amendement propose donc de lisser la trajectoire et de lui substituer un prélèvement de 25 M €.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. LEVI, BONNECARRÈRE et MARSEILLE, Mme VERMEILLET, MM. SAURY et CHASSEING, Mmes VENTALON et Olivia RICHARD, MM. BONHOMME, LAUGIER, HENNO et Alain MARC, Mme JOSENDE, M. DUFFOURG, Mme BILLON, MM. Henri LEROY, Jean-Michel ARNAUD et CHATILLON, Mmes de LA PROVÔTÉ et JOSEPH, M. KERN, Mme MORIN-DESAILLY, MM. HINGRAY, PANUNZI et CIGOLOTTI, Mmes BONFANTI-DOSSAT et DOINEAU et M. BLEUNVEN

C	
G	

ARTICLE 28

## I. – Alinéa 27

Supprimer cet alinéa.

## II. – Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes pour l'État résultant du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

L'article 28 du projet de loi de finances pour 2024 prévoit un prélèvement sur les fonds de roulement du réseau des Chambres de commerce et d'industrie (CCI) à hauteur de 40 M € dès 2024, en lieu et place de la baisse du plafond de taxe affectée aux CCI de 25 M € prévue initialement par le Gouvernement.

Depuis 2012, face à une diminution importante de la ressource publique qui leur est allouée, les CCI ont réduit leurs dépenses dans des proportions et une temporalité inédites dans le paysage des opérateurs publics :

- Une taxe affectée aux CCI passée de 1,35 Md € en 2013 à 525 M € en 2023 ;
- Deux prélèvements exceptionnels sur fonds de roulement de 170 M € en 2014 et 500 M € en 2015 ;
- Des effectifs fortement réduits, de 25 000 en 2013 à 14 000 en 2023.

En dépit de cette trajectoire financière, les CCI ont maintenu un niveau élevé d'investissements et préservé au maximum leurs missions de proximité auprès des bassins économiques des territoires, notamment pendant la crise Covid-19 ou le plan de relance. Le réseau des 122 CCI demeure le seul service public d'accompagnement à l'entreprise présent sur tout le territoire national, en métropole en en outre-mer.

Par ailleurs, les CCI sont mobilisées sur de nombreuses politiques publiques prioritaires de l'État, qu'il s'agisse de l'encouragement à la création d'entreprises, de l'accompagnement des TPE-PME dans les grandes transitions, de la projection vers l'export, de l'objectif du plein emploi, du développement de l'apprentissage et de la formation ou encore de l'aménagement durable des territoires.

Ces missions de service public étant structurellement déficitaires, leurs résultats sont compensés par les activités consulaires dans le champ de la formation et de la gestion d'infrastructures.

L'action des CCI est créatrice de valeur nette pour l'économie du pays, comme l'atteste l'enquête indépendante réalisée par OpinionWay. Cette même enquête permet d'affirmer que les CCI ont créé au moins 2,5 Md € de valeur en 2022 pour une ressource affectée de 525 M €, soit un effet levier de 1 à 5. Ces résultats sont l'œuvre des 9 000 cheffes et chefs d'entreprises bénévoles et des 14 000 collaboratrices et collaborateurs qui composent le réseau.

Alors qu'elles viennent de signer un contrat d'objectifs et de performance (COP) avec l'État, déterminant l'exercice de leurs missions pour les quatre prochaines années à niveau de ressources stable, le réseau des CCI ne saurait faire face à une nouvelle diminution de leurs fonds de roulement. Cette trajectoire est d'autant plus difficile à supporter que les CCI ont d'ores et déjà engagé un important plan de performance pour faire face à l'impact de l'inflation qui pèse significativement sur leurs établissements.

En fragilisant le réseau des CCI, l'État affaiblit son principal réseau de distribution des aides publiques aux TPE/PME et se prive ainsi d'une capacité à rendre ses dispositifs de soutien plus efficace et mieux ciblés pour les entreprises qui en ont le plus besoin.

Afin de préserver la capacité d'action des CCI au service de l'activité économique et du plein emploi, le présent amendement vise donc à supprimer le prélèvement sur leur fonds de roulement adopté par l'Assemblée nationale.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. ANGLARS, Alain MARC et DARNAUD, Mme VENTALON, M. SIDO, Mme PERROT, M. Daniel LAURENT, Mme DUMAS, MM. ROJOUAN, MICHALLET, REYNAUD et WATTEBLED, Mme AESCHLIMANN, M. BONHOMME, Mme JOSENDE, MM. BURGOA, PACCAUD, BELIN, CHASSEING et PELLEVAL, Mme LASSARADE, MM. BRISSON et PANUNZI, Mme BERTHET, M. Jean-Baptiste BLANC, Mmes Nathalie GOULET, DUMONT et PUISSAT et MM. LEVI, RAPIN et GENET

C	
G	

ARTICLE 7

## I. – Après l’alinéa 23

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

« E. – Sont classées en zone France ruralités revitalisation les communes de montagne sortant de la liste du classement en zone de revitalisation rurale au 1<sup>er</sup> juillet 2024.

## II. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du I est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le dispositif ZRR vise à soutenir le développement économique des territoires ruraux, notamment des entreprises créatrices d’emplois dans les zones rurales, en ouvrant droit à de nombreuses mesures fiscales favorisant leur attractivité.

De plus, l’acte II de la loi montagne prévoit dans son article 7 le maintien des communes de montagne dans le dispositif ZRR, malgré l’évolution des critères d’éligibilité, reconnaissant par là le caractère spécifique de ce type de territoire.

Or, le nouveau dispositif France nommé France Ruralités Revitalisation ne tient pas compte de cette spécificité. Il crée une rupture forte avec le soutien de l’État en faveur des zones de montagnes.

Le présent amendement vise donc logiquement à maintenir dans le nouveau dispositif de soutien aux territoires ruraux l'ensemble des communes de montagne qui bénéficient jusqu'à présent des dispositifs des zones de revitalisation rurale (ZRR).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. ANGLARS, Alain MARC et DARNAUD, Mme VENTALON, M. SIDO, Mme PERROT, M. Daniel LAURENT, Mme DUMAS, MM. ROJOUAN, MICHALLET, REYNAUD et WATTEBLED, Mmes AESCHLIMANN et JOSENDE, MM. BURGOA, PACCAUD, BELIN et PELLEVAT, Mme LASSARADE, MM. BRISSON et PANUNZI, Mme BERTHET, M. Étienne BLANC, Mmes Nathalie GOULET, DUMONT et PUISSAT et MM. LEVI, RAPIN et GENET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 7

## I. – Alinéa 31

Compléter cet alinéa par les mots :

, ainsi que les communes situées dans un département dont au moins 90 % des communes sont classées en zone de montagne

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

Le présent amendement modifie les critères d'éligibilité des communes pour être classées dans le dispositif France Ruralités Revitalisation.

Au surplus des conditions et critères existants, cet amendement permet un classement automatique en FRR en fonction du classement des départements en zone de montagne.

Cet amendement prévoit que les communes situées dans un département dont au moins 90 % des communes sont classées en zone de montagne seront classées en FRR. Ce seuil est retenu afin d'éviter le critère trop restrictif d'un classement en intégralité du département en zone de montagne d'une part et, d'autre part, afin de renforcer une cohérence locale entre les communes.

Le gage sur les tabacs est proposé afin de respecter les règles de la recevabilité financière. Les signataires du présent amendement ne souhaitent pas que cette taxe additionnelle sur les tabacs soit créée et demandent au Gouvernement de lever le gage.





## AM E N D E M E N T

présenté par

C	
G	

MM. ANGLARS, Alain MARC et DARNAUD, Mme VENTALON, M. SIDO, Mme PERROT, M. Daniel LAURENT, Mmes IMBERT et DUMAS, M. ROJOUAN, Mme Pauline MARTIN, MM. MICHALLET, REYNAUD, WATTEBLED et FAVREAU, Mme AESCHLIMANN, M. BONHOMME, Mme JOSENDE, MM. BURGOA, PACCAUD, HOUPERT, BELIN, CHASSEING et PELLEVAT, Mme LASSARADE, MM. BRISSON et PANUNZI, Mme BERTHET, M. Jean-Baptiste BLANC, Mmes Nathalie GOULET, DUMONT et PUISSAT et MM. LEVI, GUERET, RAPIN et GENET

### ARTICLE 7

#### I. – Alinéa 24

Remplacer les mots :

membres d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre qui remplit

par les mots :

qui remplissent

#### II. – Alinéa 25

Remplacer les mots :

établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre métropolitains

par les mots :

communes métropolitaines

#### III. – Alinéa 26

Remplacer les mots :

établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre de France métropolitaine

par les mots :

commune métropolitaine

#### IV. – Alinéa 33

Remplacer les mots :

membres d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre confronté

par le mot :

confrontées

V. – Alinéa34

Supprimer les mots :

des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre

### **OBJET**

Cet amendement porte sur la base retenue pour la réforme des Zones de Revitalisation Rurale, en privilégiant un zonage communal et non intercommunal. Ce changement se justifie par la pertinence de retenir la commune comme base locale de référence pour des aides de l'échelle locale.

A l'inverse, l'échelle intercommunale crée des biais en excluant du dispositif des communes pauvres en raison des différentes formes d'EPCI existantes et des hétérogénéités territoriales, économiques et sociales que peuvent connaître les communes au sein d'un même EPCI.

Ce biais a été soulevé depuis plusieurs années par les associations d'élus locaux, sans que le gouvernement n'en tienne compte. Cet amendement permet donc de revenir sur ce critère en privilégiant l'échelon communal et, ainsi, d'améliorer le zonage localisé du dispositif France Ruralités Revitalisation.







## AMENDEMENT

C	
G	

présenté par

MM. ANGLARS, Alain MARC et DARNAUD, Mmes VENTALON, DUMONT, PUISSAT et Nathalie GOULET, M. Jean-Baptiste BLANC, Mme BERTHET, MM. PANUNZI et BRISSON, Mme LASSARADE, MM. PELLELAT, BELIN, HOUPERT, PACCAUD et BURGOA, Mmes JOSENDE et AESCHLIMANN, MM. FAVREAU, WATTEBLED, REYNAUD, MICHALLET, ROJOUAN et Daniel LAURENT, Mme PERROT et MM. SIDO, LEVI, RAPIN et GENET

### ARTICLE 7

#### I. – Alinéa 31

1° Remplacer les mots :

de France

par le mot :

métropolitaines

2° Remplacer les mots :

au tiers de la densité moyenne française et dont la population a diminué de plus de 4 % entre 1999 et 2019

par les mots :

à 35 habitants par kilomètre carré

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Cet amendement modifie l'un des critères d'éligibilité du dispositif pour le futur zonage France Ruralités Revitalisation.

La rédaction prévue à l'alinéa 31 ajoute des critères à ceux prévus aux alinéas 25 et 26 pour élargir le zonage. Seulement le critère de la baisse de la population « de plus de 4 % sur la période 1999-2019 » est trop arbitraire tant sur les bornes temporelles que sur l'étendue de la baisse.

Cet amendement vise à prendre en compte le critère de densité départementale, un critère objectif reconnu comme un critère essentiel de la ruralité – ce qui est bien l'objet du programme France Ruralités Revitalisation.

Cette nouvelle rédaction concerne donc les communes métropolitaines situées dans un département dont la densité de population est inférieure à 35 habitants par kilomètre carré. Le seuil retenu a un sens statistique et démographique dans la mesure où aucun département ne possède une densité comprise entre 33,5 et 39,2 habitants par kilomètre carré.

Le gage sur les tabacs est proposé afin de respecter les règles de la recevabilité financière. Les signataires du présent amendement ne souhaitent pas que cette taxe additionnelle sur les tabacs soit créée et demandent au Gouvernement de lever le gage.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. ANGLARS, Alain MARC et DARNAUD, Mmes VENTALON, DUMONT, PUISSAT et Nathalie GOULET, M. Jean-Baptiste BLANC, Mme BERTHET, MM. PANUNZI et BRISSON, Mme LASSARADE, MM. PELLEVAL, BELIN, HOUPERT, PACCAUD et BURGOA, Mme JOSENDE, M. BONHOMME, Mme AESCHLIMANN, MM. FAVREAU, WATTEBLED, REYNAUD et MICHALLET, Mmes DUMAS et IMBERT, M. Daniel LAURENT, Mme PERROT et MM. SIDO, LEVI, RAPIN et GENET

ARTICLE 7

## I. – Alinéa 26

Rédiger ainsi cet alinéa :

« 2° Son revenu disponible par unité de consommation médian est inférieur ou égal à la médiane des revenus fiscaux nationaux des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre métropolitains.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Amendement de repli

Cet amendement propose de revenir aux critères en vigueur pour le dispositif de ZRR, dans l'attente d'une prochaine réforme.

Les critères d'éligibilité des collectivités territoriales à certaines aides publiques sont modifiés par le Gouvernement sans aucun débat avec les parlementaires et sans aucune précision sur les conséquences concrètes de cette réforme.

Ainsi, pour être classé en ZRR depuis le 1er juillet 2017, un EPCI doit remplir deux critères cumulatifs : a) présenter une densité de population inférieure ou égale à la médiane des densités par EPCI et b) présenter un revenu fiscal par unité de consommation médian inférieur ou égal à la médiane des revenus fiscaux médians.

Or, si l'alinéa 25 de l'article 7 du PLF reprend à l'identique le critère de densité, en revanche, le critère de revenu est profondément modifié. Pour être classé FRR, un EPCI devrait dorénavant disposer d'un « revenu disponible par unité de consommation médian inférieur ou égal au 35<sup>e</sup> centile des revenus médians » par EPCI.

L'adoption d'un critère plus restrictif va nécessairement produire un changement considérable, en excluant un grand nombre de communes et d'EPCI du dispositif. Cette conséquence sera encore renforcée par l'accentuation des effets de seuils, que le rapport sénatorial de janvier 2023 sur « l'avenir des ZRR » avait déjà dénoncé dans le dispositif existant.

Le gage sur les tabacs est proposé afin de respecter les règles de la recevabilité financière. Les signataires du présent amendement ne souhaitent pas que cette taxe additionnelle sur les tabacs soit créée et demandent au Gouvernement de lever le gage.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. ANGLARS, Mme VENTALON, MM. DARNAUD et Alain MARC, Mmes DUMONT, PUISSAT et Nathalie GOULET, M. Jean-Baptiste BLANC, Mme BERTHET, MM. PANUNZI et BRISSON, Mme LASSARADE, MM. PELLELAT, BELIN, HOUPERT, PACCAUD et BURGOA, Mme JOSENDE, M. BONHOMME, Mme AESCHLIMANN, MM. FAVREAU, WATTEBLED, REYNAUD et MICHALLET, Mme Pauline MARTIN, M. ROJOUAN, Mme DUMAS, M. Daniel LAURENT, Mme PERROT et MM. SIDO, LEVI, RAPIN et GENET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 7

## I. – Après l’alinéa 30

Insérer trois alinéas ainsi rédigés :

« .... – Par dérogation aux dispositions prévues au A et lorsque l’intérêt général le justifie, le préfet de région peut proposer à titre complémentaire le classement en zone France Ruralités Revitalisation, d’une commune d’un bassin de vie rural périurbain ou d’un bassin de vie rural non périurbain, qui satisfait aux conditions suivantes :

« 1° Sa densité de population est inférieure ou égale à la densité médiane nationale des bassins de vie métropolitains ;

« 2° Son revenu disponible par unité de consommation médian est inférieur ou égal au 35<sup>e</sup> centile des revenus médians des bassins de vie métropolitains.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le dispositif France Ruralités Revitalisation prévoit de donner au préfet de région un droit de proposition de classement, à titre complémentaire, par bassin de vie.

Le présent amendement vise à compléter ce droit de proposition et permettre au préfet de région de proposer le classement, à titre complémentaire, des communes défavorisées qui sont rattachées à un EPCI qui ne satisfait pas les conditions prévues à l’alinéa 24 et n’entrent pas dans le classement. Il



s'agit de tenir compte de la fragilité particulière des communes, notamment si elles bénéficiaient jusqu'alors du dispositif ZRR et que la perte du dispositif est une rupture brutale qui constitue une menace :

- lorsqu'elles sont situées dans un bassin de vie rural périurbain ou dans un bassin de vie rural non-périurbain,
- qu'elles présentent une faible densité de population et un faible revenu moyen.

Le présent amendement vise donc à intégrer dans le nouveau dispositif de soutien aux territoires ruraux, les communes les plus fragiles d'une intercommunalité et d'un bassin de vie, lorsque l'EPCI et le bassin de vie ne satisfont pas les critères, et qui seraient mises en péril par la privation du dispositif France Ruralités Revitalisation se substituant au dispositif ZRR.

Le gage sur les tabacs est proposé afin de respecter les règles de la recevabilité financière. Les signataires du présent amendement ne souhaitent pas que cette taxe additionnelle sur les tabacs soit créée et demandent au Gouvernement de lever le gage.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. ANGLARS, Alain MARC et DARNAUD, Mmes VENTALON, DUMONT, GARNIER, PUISSAT et Nathalie GOULET, M. Jean-Baptiste BLANC, Mme BERTHET, MM. PANUNZI et BRISSON, Mme LASSARADE, MM. PELLELAT, CHASSEING, BELIN, HOUPERT, PACCAUD et BURGOA, Mme JOSENDE, M. BONHOMME, Mme AESCHLIMANN, MM. FAVREAU, WATTEBLED, REYNAUD, MICHALLET et ROJOUAN, Mmes DUMAS et IMBERT, M. Daniel LAURENT, Mme PERROT et MM. SIDO, LEVI, GENET et RAPIN

ARTICLE 7

I. – Alinéas 10, 18, 111, 116, 189, 191, 192 et 203

Remplacer la date :

30 juin 2024

par la date :

31 décembre 2024

II. – Alinéas 20 (deux fois), 21, 132, 200, 201, 202 et 204

Remplacer la date :

1<sup>er</sup> juillet 2024

par la date :

1<sup>er</sup> janvier 2025

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant des I et II, compléter cet article par trois paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le nouveau dispositif prévu à l'article 7 du projet de loi de finances fusionne différents zonages de soutien aux territoires ruraux (les zones de revitalisation rurale (ZRR), les bassins d'emploi à redynamiser (BER) et les zones de revitalisation des commerces en milieu rural (ZoRCoMiR)) en un seul nouveau zonage dénommé France Ruralités Revitalisation (FRR), à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2024.

Mais ce nouveau dispositif n'a pas été débattu au Parlement, alors même que le sujet a été travaillé au Sénat, avec plusieurs rapports qui proposent des pistes de modifications des dispositifs existants. Les sénateurs n'ont donc aucunement été associé à cette réforme territoriale d'ampleur, cachée dans le Projet de loi de finances, et le Gouvernement n'a pas plus suivi les recommandations des associations d'élus locaux.

Ce report de l'application de la réforme du 1<sup>er</sup> juillet 2024 au 31 décembre 2024 a pour objectif, d'une part, de permettre aux élus locaux et aux communes de pouvoir anticiper les conséquences d'une telle réforme dont nous avons appris l'existence il y a seulement un mois et, d'autre part, de permettre au gouvernement d'engager une véritable discussion sur les critères et le contenu du dispositif France Ruralités Revitalisation.

Le gage sur les tabacs est proposé afin de respecter les règles de la recevabilité financière. Les signataires du présent amendement ne souhaitent pas que cette taxe additionnelle sur les tabacs soit créée et demandent au Gouvernement de lever le gage.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. ANGLARS, Alain MARC et DARNAUD, Mmes VENTALON, DUMONT, PUISSAT et Nathalie GOULET, M. Jean-Baptiste BLANC, Mme BERTHET, MM. PANUNZI et BRISSON, Mme LASSARADE, MM. PELLEVAT, BELIN, HOUPERT, PACCAUD, BURGOA et REICHARDT, Mme JOSENDE, M. BONHOMME, Mme AESCHLIMANN, MM. FAVREAU, WATTEBLED, REYNAUD, MICHALLET, Pascal MARTIN et ROJOUAN, Mmes DUMAS et IMBERT, M. Daniel LAURENT, Mme PERROT et MM. SIDO, LEVI et GENET

ARTICLE 7

Après l'alinéa 198

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

« .... – Dans un délai de trois mois à compter de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport indiquant précisément les seuils de densité et de revenu disponible d'éligibilité en zone France Ruralités Revitalisation, une liste des communes éligibles au classement en zone France Ruralités Revitalisation, précisant la densité de population ainsi que le revenu disponible par unité de consommation médian pour chacune d'entre-elles, ainsi que la liste des communes non éligibles au classement en zone France Ruralités Revitalisation précisant la densité de population ainsi que le revenu disponible par unité de consommation médian pour chacune d'entre-elles.

**OBJET**

Cet amendement a pour objectif d'obtenir une évaluation précise des conséquences du nouveau France Ruralités Revitalisation pour lequel le changement des critères d'éligibilité n'a pas été simulé.

En effet, l'étude d'impact est imprécise : elle n'indique pas les données, ni les seuils retenus. Il n'existe donc aujourd'hui aucune simulation précise du gouvernement permettant d'appréhender les conséquences de cette réforme pour les communes concernées.

Ces informations sur les conséquences du nouveau zonage sont nécessaires aux élus locaux pour avoir une visibilité sur les évolutions qui en résultent.





## A M E N D E M E N T

présenté par

Mme GARNIER, M. GENET, Mmes LOPEZ et JOSENDE, MM. SOMON, BOUCHET, de NICOLAY et PELLEVAT, Mmes Valérie BOYER et LASSARADE, MM. Henri LEROY, SAURY, SAUTAREL, KLINGER, Jean Pierre VOGEL et BRISSON, Mme DUMAS et MM. POINTEREAU, GROSPERRIN et RAPIN

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé

La deuxième phrase du 1° de l'article 1519 C du code général des impôts est complétée par les mots :  
« telle que définie par l'article L. 3334-2 du code général des collectivités territoriales ».

### OBJET

La taxe additionnelle, visée par l'article 1519 C du code général des impôts, sur les éoliennes en mer bénéficie à 50 % aux communes littorales d'où des installations sont visibles. Cet amendement vise à calculer la répartition de cette taxe entre les communes sur la base de leur population dite « DGF ». Les communes qui disposent de résidences secondaires seront ainsi majorées d'un habitant par résidence secondaire.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme GARNIER, MM. BOUCHET, de NICOLAY, BRUYEN et PELLEVAT, Mmes Valérie BOYER et LASSARADE, MM. Henri LEROY, SAURY, SAUTAREL, KLINGER, Jean Pierre VOGEL et BRISSON, Mmes DUMAS et JOSENDE, MM. SOMON, GENET et GROSPERRIN et Mmes PRIMAS et NÉDÉLEC

C	
G	

ARTICLE 27 DUODECIES

Rédiger ainsi cet article :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 1520 est complété par un paragraphe V ainsi rédigé :

« V. – La taxe, lorsqu'elle est instituée, s'applique sur l'intégralité du territoire sous réserve des dispositions de l'article L. 2333-76 du code général des collectivités territoriales. Toutefois, à titre dérogatoire, si des différences objectives de service le justifient, la commune, l'établissement public de coopération intercommunale ou l'établissement public local compétent peut décider de n'instituer la taxe que sur une partie seulement de son territoire nonobstant les mécanismes transitoires prévus par l'article 1639 A bis du code général des impôts. » ;

2° Au I bis de l'article 1522 bis après la référence : « article 1639 A bis », la fin de la phrase est supprimée ;

3° L'article 1639 A bis est ainsi modifié :

a) La première phrase du deuxième alinéa du III est complétée par les mots : « sous réserve des dispositions du V de l'article 1520 » ;

b) Le premier alinéa du IV est complété par les mots : « , sous réserve des dispositions du V de l'article 1520 ».

II. – Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° L'article L. 2333-76 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« La redevance, lorsqu'elle est instituée, s'applique sur l'intégralité du territoire. Toutefois, à titre dérogatoire, si des différences objectives de service le justifient, la commune, l'établissement public de coopération intercommunale ou l'établissement public local compétent peut décider de n'instaurer la redevance que sur une partie seulement de son territoire nonobstant les mécanismes transitoires prévus par l'article 1639 A bis du code général des impôts et les deuxième et troisième alinéa du présent article. Le service du territoire couvert par la redevance fait l'objet d'un budget distinct. » ;

2° L'article L. 2333-78 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

a) La première phrase du troisième alinéa est ainsi rédigée : « Ils ne peuvent l'instituer que sur les secteurs géographiques où ils n'ont pas institué la redevance prévue à l'article L. 2333-76. » ;

b) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque la taxe d'enlèvement des ordures ménagères est instaurée sur une partie seulement du territoire, la redevance spéciale ne peut s'appliquer que sur le ou les territoires concernés en application du paragraphe V de l'article 1520 du code général des impôts. » ;

3° Le premier alinéa de l'article L. 2333-79 est complété par une phrase ainsi rédigée : « Lorsque la redevance est instaurée sur une partie seulement du territoire, la suppression de la taxe ne s'applique que sur le territoire concerné en application de l'article L. 2333-76 précité et du V de l'article 1520 du code général des impôts. »

III. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

L'objectif de cet amendement est de permettre la coexistence de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) avec la redevance d'enlèvement des ordures ménagères incitative (REOMi). Il donne ainsi la possibilité aux élus locaux de mettre en œuvre la tarification incitative sur une partie seulement de leur territoire et supprime le délai d'harmonisation des modes de financement du Service Public de Gestion des Déchets (SPGD).

Ce changement législatif éviterait les difficultés techniques rencontrées par les collectivités locales qui ont des territoires très différents et lèverait des difficultés de forme et de fond :

-de forme : dans le cas d'une fusion réussie de deux intercommunalités, la situation actuelle oblige à demander aux élus d'un territoire de choisir le mode de gestion de l'autre;

-de fond : les deux modes de gestion (avant fusion) étaient appropriés : l'un (la TEOM) concernait, par exemple, une communauté de communes avec un pôle urbain important, l'autre (la REOM) était appliqué sur un territoire intercommunal beaucoup plus rural. La tarification incitative permet une réduction des déchets jusqu'à 40 %. Cependant, elle est plus compliquée à mettre en place dans les zones urbaines en raison de la verticalité des habitations que dans les zones rurales.

Ainsi, Cet amendement vise à supprimer l'interdiction de mettre en œuvre un financement mixte à l'échelle d'une même intercommunalité afin de lever ce verrou à la mise en place de la tarification incitative dans certains EPCI qui comprennent des zones urbaines, rurales ou périurbaines.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes BILLON et MORIN-DESAILLY, MM. BRISSON, CADEC et MÉDEVIELLE, Mmes Olivia RICHARD, TETUANUI et PERROT, MM. CANÉVET, MAUREY et MENONVILLE, Mme ROMAGNY, M. BLEUNVEN, Mmes HAVET, PLUCHET et de LA PROVÔTÉ, M. Pascal MARTIN, Mme DURANTON, M. PANUNZI, Mme ANTOINE, MM. Henri LEROY, GUÉRINI et GROSVALET et Mme Valérie BOYER

**ARTICLE 28**

I. – Alinéa 4, tableau, dernière colonne, quarante-et-unième ligne

Remplacer le montant :

40 000 000

par le montant :

44 000 000

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le Conservatoire préserve et valorise les espaces naturels du littoral en partenariat avec les collectivités locales. S'il protège aujourd'hui 215 000 hectares, l'objectif du « *Tiers naturel littoral* » à l'horizon 2050 nécessite l'acquisition de 110 000 hectares supplémentaires. Pour se faire, le Contrat d'objectif 2021-2025 de l'établissement prévoit un rythme d'acquisition entre 2500 et 3500 hectares par an pour atteindre cet objectif.

Cet objectif est conditionné aux ressources financières du Conservatoire du littoral, dont le budget actuel repose sur les recettes de la Taxe annuelle sur les engins maritimes à usage personnel (TAEMUP). Le Conservatoire du littoral bénéficie de l'affectation de la TAEMUP (ex-DAFN) depuis 2006. **La loi de finances pour 2012 a plafonné la ressource affectée au Conservatoire du littoral à 37M€, relevé à deux reprises, pour être aujourd'hui à 40M€.**

Pour l'année 2024, le projet de loi de finances reconduit le montant (40M€) du plafond de cette taxe.

**Ce plafonnement se traduit par une réduction de la capacité d'intervention sur les territoires du Conservatoire qui s'amplifie, pourtant, chaque année :** d'une part, les charges de propriétaires progressent avec l'accroissement du patrimoine ; d'autre part, le prix des acquisitions évolue tendanciellement à la hausse. Cet effet ciseau se traduit d'ores et déjà dans les résultats : le maintien du rythme d'acquisition entre en 2019 et 2021 n'a été possible que grâce à des acquisitions

exceptionnelles fortement cofinancées ou aidées et seuls 60 % des besoins de travaux et d'aménagements ont été couverts. En 2023, les prévisions d'acquisition ne s'élèvent qu'à 1 800 hectares alors même que l'établissement a pu mobiliser, en plus de la TAEMUP, des ressources significatives de partenaires. Pour 2024, les capacités d'autofinancement de l'établissement pour engager de nouvelles opérations sur les terrains, pourtant financées à 80 ou 90%, sont extrêmement réduites par des paiements à réaliser sur les projets déjà engagés. Le risque de perte des co-financement est élevé, voire très élevé, sur certaines opérations.

La situation budgétaire tendue s'explique également par l'augmentation des dépenses de personnel. Le plafond d'emploi du Conservatoire du littoral a augmenté de 8 ETP en 2023, une délégation de plein exercice de 18 agents du Syndicat littoral normand doit être intégrée au Conservatoire du littoral et la masse salariale est impactée par des mesures RH et sociales (points d'indices, revalorisations diverses). **Ces dépenses, estimées à 2,545M€ se font sans accompagnement budgétaire.**

**La seule possibilité pour relever le socle budgétaire de l'établissement et lui permettre de soutenir une activité en croissance permanente, dans un contexte inflationniste, est donc de relever le plafond d'affectation de la TAEMUP.**

C'est pourquoi cet amendement propose de porter le plafond à 44M€.





N°	I-43 rect. bis
----	----------------

## AM E N D E M E N T

présenté par

Mmes BILLON et MORIN-DESAILLY, MM. BRISSON, CADEC et MÉDEVIELLE, Mmes Olivia RICHARD, TETUANUI et PERROT, MM. CANÉVET, MAUREY et MENONVILLE, Mme ROMAGNY, M. BLEUNVEN, Mmes HAVET, PLUCHET et DURANTON, M. PANUNZI, Mme ANTOINE, MM. Henri LEROY, GUÉRINI et GROsvALET et Mme Valérie BOYER

C	
G	

### ARTICLE 28

I. – Alinéa 4, tableau, dernière colonne, quarante-et-unième ligne

Remplacer le montant :

40 000 000

par le montant :

43 000 000

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Amendement de repli







## AM E N D E M E N T

présenté par

Mmes BILLON et MORIN-DESAILLY, MM. BRISSON, CADEC et MÉDEVIELLE, Mmes Olivia RICHARD, TETUANUI et PERROT, MM. CANÉVET, MAUREY et MENONVILLE, Mme ROMAGNY, M. BLEUNVEN, Mmes HAVET, PLUCHET et DURANTON, M. PANUNZI, Mme ANTOINE, MM. Henri LEROY, GUÉRINI et GROsvALET et Mme Valérie BOYER

C	
G	

### ARTICLE 28

I. – Alinéa 4, tableau, dernière colonne, quarante-et-unième ligne

Remplacer le montant :

40 000 000

par le montant :

42 000 000

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Amendement de repli



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes BILLON et VÉRIEN, MM. Jean-Michel ARNAUD, PILLEFER et CANÉVET, Mmes TETUANUI et LERMYTTE, M. FAVREAU, Mmes PHINERA-HORTH, JOSENDE et Olivia RICHARD et MM. BLEUNVEN et LEVI

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEXDECIES**

Après l'article 3 sexdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après la deuxième phrase du 2 du II de l'article 1691 bis du code général des impôts, sont insérées trois phrases ainsi rédigées : « La situation patrimoniale nette du demandeur est appréciée, à la date de la demande, en tenant compte de l'ensemble du patrimoine immobilier et mobilier du demandeur détenu en France ou à l'étranger à l'exclusion du patrimoine détenu par les personnes vivant habituellement avec lui. Les biens à exclure de la situation patrimoniale du demandeur s'entendent de la résidence principale dont le demandeur est propriétaire ou titulaire d'un droit réel immobilier et des biens immobiliers et droits réels immobiliers détenus par le demandeur antérieurement à la date du mariage ou du pacte civil de solidarité. En outre, le patrimoine du demandeur reçu par donation ou succession n'est pas pris en compte pour apprécier sa situation patrimoniale. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le principe de solidarité fiscale est un principe qui prévoit que chacun des époux ou des partenaires de PACS peut être recherché pour le paiement du montant total de l'imposition dû pendant la période de leur union sans qu'il y ait lieu de procéder entre eux à une répartition de la dette fiscale du foyer. Ainsi, en cas de divorce ou de dissolution du PACS, les ex conjoints restent tenus solidairement des sommes dues pendant leur union.

Les époux, quel que soit leur régime matrimonial et les partenaires de PACS sont responsables solidairement du paiement de l'impôt sur le revenu lorsqu'ils sont soumis à une imposition commune, de la taxe d'habitation lorsqu'ils vivent sous le même toit et de l'impôt de solidarité sur la fortune.

Or, dans certains cas, une dette fiscale peut peser injustement et lourdement sur l'un des ex conjoints. Il s'agit à plus de 80 % de femmes alors même que la séparation entraîne déjà pour une grande majorité d'entre elles, une perte sensible de revenus. Leur situation financière peut être encore plus dégradée par le paiement d'impositions sur des revenus dont elles n'avaient pas connaissance ou dont elles n'ont pas bénéficié.

Pour remédier à ces situations, la loi de finances pour 2008 a créé la décharge de solidarité fiscale qui doit remplir trois conditions afin d'être acceptée. La troisième, l'exigence d'une disproportion marquée entre la dette et la situation patrimoniale et financière du débiteur, est difficile à remplir en raison de l'interprétation extensive de la loi et de l'application stricte et sévère de la jurisprudence faite par l'Administration fiscale. La loi de finances 2022 a assoupli une des conditions d'appréciation de la situation financière en réduisant de 10 ans à 3 ans la période de paiement par les revenus nets de charge. Cet amendement vise à encadrer l'appréciation de la situation patrimoniale du demandeur et ainsi exclure la résidence principale dont le demandeur est propriétaire ou titulaire d'un droit réel immobilier, les biens immobiliers détenus par le demandeur antérieurement à la date de son mariage ou de son Pacs, ainsi que le patrimoine du demandeur reçu par donation ou succession.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BILLON, M. Jean-Michel ARNAUD, Mme Laure DARCOS, M. PILLEFER, Mmes Olivia RICHARD, JOSENDE et PHINERA-HORTH, M. FAVREAU, Mmes LERMYTTE et TETUANUI, M. CANÉVET, Mme ROMAGNY et M. BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEXDECIES

Après l'article 3 sexdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le 2 du II de l'article 1691bis du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les mots : « en cas de disproportion marquée entre le montant de la dette fiscale et, à la date de la demande, la situation financière et patrimoniale, nette de charges, du demandeur. La situation financière nette du demandeur est appréciée sur une période n'excédant pas trois années. La décharge de l'obligation de paiement est alors prononcée selon les modalités suivantes » sont supprimés.

2° Après le premier alinéa, sont insérés trois alinéas ainsi rédigés :

« 1° Dans le cas de disproportion marquée entre le montant de la dette fiscale et, à la date de la demande, la situation financière et patrimoniale, nette de charges, du demandeur. La situation financière nette du demandeur est appréciée sur une période n'excédant pas trois années ;

« 2° Dans le cas où le montant de la dette fiscale résulte d'un contrôle fiscal personnel de son ancien conjoint ou partenaire de pacte civil de solidarité ayant donné lieu, par suite d'un manquement aux obligations déclaratives, d'une soustraction frauduleuse ou d'une tentative de soustraction frauduleuse au paiement des impositions mentionnées aux 1° et 2° du I ainsi qu'à l'article 1723 ter-00 B, à une rectification d'un bénéfice ou revenu propre au conjoint ou au partenaire de pacte civil de solidarité du demandeur. La décharge de l'obligation de paiement n'est alors accordée que si le demandeur ne s'est pas enrichi à la faveur de cette fraude fiscale commise par son ancien conjoint ou partenaire de pacte civil de solidarité et n'a pas participé directement ou indirectement à celle-ci ;

« 3° La décharge de l'obligation de paiement est alors prononcée selon les modalités suivantes : »

II. – Le I est applicable aux demandes en décharge de l'obligation de paiement déposées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à inclure dans les conditions d'examen de la demande de décharge de responsabilité solidaire des ex-époux, l'appréciation de l'origine du montant de la dette fiscale de la période de vie commune. Chaque année en France plus de 300 000 couples se séparent par divorce ou dissolution du Pacs : près d'un mariage sur deux se termine par un divorce (46 %) et une rupture sur quatre survient dans les 6 premières années de vie commune (24 %).

Même si à l'occasion de la séparation, l'immense majorité des couples trouve un accord pour payer leurs impôts, quand la séparation est moins harmonieuse ou quand une rectification d'impôt surgit, l'accord devient plus difficile.

L'administration fiscale n'attend pas la résolution de ce conflit. En l'absence de paiement, elle recherche l'ex-partenaire qui sera en mesure de payer le restant dû, en application du principe de solidarité fiscale.

Il est courant de penser que le contrat de mariage en séparation de biens protège de ce type de mésaventure mais il n'en est rien. Le Trésor public a la possibilité de gager et recouvrer la dette du couple en hypothéquant les biens immobiliers d'un seul des partenaires, même ceux détenus avant l'union. L'article 1691 bis du Code Général des Impôts, introduit par la loi de finances de 2008, a prévu un dispositif dit de « Décharge en responsabilité solidaire » visant à permettre la répartition des dettes fiscales de la période commune de l'union entre ces deux individus.

Ainsi, la décharge de l'obligation de paiement des dettes fiscales du couple est accordée en cas de disproportion marquée entre le montant de la dette fiscale et la situation financière et patrimoniale du demandeur. Aujourd'hui, 90 % des demandes de décharge sont déposées par des femmes qui sont souvent seules en charge des enfants et restent tenues de payer solidairement des montants d'impôts dont elles ignorent l'origine et dont elles n'ont pas pu bénéficier des revenus.

Il est anormal que la législation actuelle prévoie que le demandeur reste tenu de payer solidairement les majorations et pénalités exigées pour des revenus occultes ou dissimulés de son ex-conjoint.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BONHOMME et BRISSON, Mme DUMONT, MM. DARNAUD, LEVI, BELIN, Jean-Baptiste BLANC et PANUNZI, Mmes PETRUS et JOSEPH, M. HOUPERT, Mme JOSENDE et MM. Henri LEROY et MANDELLI

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS**

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. - Au premier alinéa du I de l'article 278-0 bis A, après le mot : « énergétique », sont insérés les mots : « , ainsi que les travaux induits qui leur sont indissociablement liés, ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Lors de prestations de rénovation énergétique soumis à la TVA à 5,5%, plusieurs travaux induits et indissociablement liés sont souvent indispensables. Par exemple, lors de l'installation des pompes à chaleur ou d'équipements de production d'énergie utilisant une source d'ENR, l'adaptation du local recevant les équipements, les éventuelles modifications de l'installation électrique, ou encore l'installation d'un système de ventilation s'avèrent nécessaires.

Compte tenu de leur nature, ces travaux peuvent être réalisés par des entreprises artisanales différentes mais sont indissociablement liés aux travaux de rénovation énergétique et sont donc soumis au taux réduit de TVA.

Or, depuis sa réécriture en 2022, l'article 278-O bis A du CGI, relatif au taux réduit de TVA pour les travaux de rénovation énergétique, ne mentionne plus les travaux induits indissociablement liés.

Cette situation engendre une grande confusion et une insécurité juridique manifeste pour les acteurs de terrain, notamment les 600 000 entreprises artisanales du bâtiment, et freine les objectifs de la trajectoire de performance énergétique et de décarbonation.

Cet amendement vise donc à sécuriser juridiquement et à préciser, pour les professionnels et les particuliers, l'application du taux réduit de TVA à 5,5% des travaux induits et indissociablement liés aux travaux de rénovation énergétique.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BONHOMME et BRISSON, Mme DUMONT, MM. DARNAUD, BELIN, LEVI, Jean-Baptiste  
BLANC et PANUNZI, Mme PETRUS, M. HOUPERT, Mme JOSENDE et M. Henri LEROY

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 27 DUODECIES

Rédiger ainsi cet article :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 1520 est complété par un paragraphe V ainsi rédigé :

« V. – La taxe, lorsqu'elle est instituée, s'applique sur l'intégralité du territoire sous réserve des dispositions de l'article L. 2333-76 du code général des collectivités territoriales. Toutefois, à titre dérogatoire, si des différences objectives de service le justifient, la commune, l'établissement public de coopération intercommunale ou l'établissement public local compétent peut décider de n'instituer la taxe que sur une partie seulement de son territoire nonobstant les mécanismes transitoires prévus par l'article 1639 A bis du code général des impôts. » ;

2° Au I bis de l'article 1522 bis après la référence : « article 1639 A bis », la fin de la phrase est supprimée ;

3° L'article 1639 A bis est ainsi modifié :

a) La première phrase du deuxième alinéa du III est complétée par les mots : « sous réserve des dispositions du V de l'article 1520 » ;

b) Le premier alinéa du IV est complété par les mots : « , sous réserve des dispositions du V de l'article 1520 ».

II. – Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° L'article L. 2333-76 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« La redevance, lorsqu'elle est instituée, s'applique sur l'intégralité du territoire. Toutefois, à titre dérogatoire, si des différences objectives de service le justifient, la commune, l'établissement public de coopération intercommunale ou l'établissement public local compétent peut décider de n'instaurer la redevance que sur une partie seulement de son territoire nonobstant les mécanismes transitoires prévus par l'article 1639 A bis du code général des impôts et les deuxième et troisième alinéa du présent article. Le service du territoire couvert par la redevance fait l'objet d'un budget distinct. » ;

2° L'article L. 2333-78 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

a) La première phrase du troisième alinéa est ainsi rédigée : « Ils ne peuvent l'instituer que sur les secteurs géographiques où ils n'ont pas institué la redevance prévue à l'article L. 2333-76. » ;

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

b) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque la taxe d'enlèvement des ordures ménagères est instaurée sur une partie seulement du territoire, la redevance spéciale ne peut s'appliquer que sur le ou les territoires concernés en application du paragraphe V de l'article 1520 du code général des impôts. » ;

3° Le premier alinéa de l'article L. 2333-79 est complété par une phrase ainsi rédigée : « Lorsque la redevance est instaurée sur une partie seulement du territoire, la suppression de la taxe ne s'applique que sur le territoire concerné en application de l'article L. 2333-76 précité et du V de l'article 1520 du code général des impôts. »

### **OBJET**

Cet amendement s'inscrit dans les ambitions portées par la loi relative à la lutte contre le gaspillage et l'économie circulaire (AGEC) qui fixe un objectif de réduction de 15% des déchets ménagers et assimilés par habitant d'ici 2030. Il contribue également à l'atteinte des objectifs nationaux et européens d'augmentation des taux de collecte pour recyclage (77% des bouteilles en plastique pour 2025).

Cet amendement permettrait surtout de tendre vers l'objectif de 25 millions d'habitants en France bénéficiant d'une tarification incitative en 2025 fixé par la Loi de transition énergétique pour la croissance verte (LTECV). Seuls 7 millions de Français sont actuellement en tarification incitative comme le rappelle la Cour des comptes dans un rapport en date du 27 septembre 2022. Il s'avère urgent d'accélérer.

Cet amendement propose de lever un frein au déploiement ou au maintien de la tarification incitative en France. Il donne ainsi la possibilité aux élus locaux de mettre en œuvre la tarification incitative sur une partie seulement de leur territoire et supprime le délai d'harmonisation des modes de financement du Service Public de Gestion des Déchets (SPGD).

Ce changement législatif éviterait les difficultés techniques rencontrées par les collectivités locales qui ont des territoires très différents : les collectivités pourraient ainsi déployer la tarification incitative sur la partie de leur territoire qui se situe en milieu périurbain et rural, et ne pas être obligées de le faire en milieu urbain où celui-ci peut apparaître comme plus complexe (plus grande difficulté pour suivre les usagers ainsi que pour implanter des conteneurs équipés de compteurs...). En effet, la mise en place d'une tarification incitative en centre urbain dense est souvent complexe car il est nécessaire d'individualiser les facturations, alors qu'en zone pavillonnaire ou rurale l'habitat individuel est favorable à la tarification incitative car il simplifie cette identification. A l'échelle d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) compétent en matière de gestion des déchets ou d'un syndicat de traitement, les typologies de territoires diffèrent et répondent à des enjeux très distincts. Cet amendement propose de donner la souplesse aux élus locaux, qui connaissent les réalités de leur territoire, pour adapter la tarification des déchets en fonction des freins et opportunités.

La suppression de l'obligation faite aux élus locaux d'harmoniser les modes de financement du SPGD permet par ailleurs de favoriser le maintien d'une tarification incitative sur les territoires nouvellement fusionnés. Cela permettrait ainsi de conserver un dispositif au service de la transition écologique qui a fait ses preuves, notamment en zone rurale. Les collectivités ayant recours à la tarification incitative sont en effet en général des collectivités de moins de 30 000 habitants actuellement en taxe d'enlèvement des ordures ménagères incitative (TEOMi) ou redevance incitative (REOMi). Si cet amendement ne devait pas être adopté, il y aurait un risque que ces collectivités reviennent à une taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) et perdent ainsi le caractère incitatif de la fiscalité des déchets. Or, ces territoires sont souvent des pionniers de la tarification incitative en France. Il serait particulièrement préjudiciable que des années d'efforts de la part d'élus locaux volontaires soient remises en cause par une simple limite juridique.

Plusieurs villes comme par exemple Caen, Grenoble, Bordeaux, Montpellier, Versailles ou encore Pau s'intéressent à cette possibilité pour leurs territoires respectifs. Il serait donc opportun d'autoriser la cohabitation TEOM/TEOMI ou TEOM/REOMI.

La Cour des comptes a par ailleurs publié le 27 septembre 2022 un rapport intitulé « Prévention, collecte et traitement des déchets ménagers : une ambition à concrétiser ». Les magistrats encouragent particulièrement la mise en place de la tarification incitative qui est vue comme « un levier important de responsabilisation. En effet, elle permet l'application du principe pollueur-payeur aux usagers du service en intégrant dans la facturation le niveau de production des déchets ».

La tarification incitative permet ainsi de « réduire de 41% la quantité d'Ordures Ménagères Résiduelles (OMR), d'augmenter à due concurrence la collecte des recyclables et de réduire de 8% les Déchets Ménagers et Assimilés (DMA) ».

Les magistrats de la Cour des comptes notent par ailleurs : « Nombreux sont ceux qui considèrent que l'application sur l'intégralité du territoire sera difficile alors qu'elle pourrait être plus facilement envisagée sur seulement une partie du territoire (habitat pavillonnaire, communes périphériques, ...) : une dérogation à l'obligation d'uniformité du mode de financement sur un EPCI à fiscalité propre et donc l'autorisation de faire cohabiter formes classique et incitative d'un mode de financement donné (TEOM/TEOMi ou REOM/REOMi) au-delà des sept ans explicitement prévus au Code général des impôts pour la TEOMi pourrait répondre à cette difficulté et favoriserait le développement de la TI en milieu urbain ».



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BONHOMME et BRISSON, Mme DUMONT, M. BELIN, Mme JOSENDE, MM. DARNAUD, LEVI, Jean-Baptiste BLANC et PANUNZI, Mme PETRUS et MM. HOUPERT et Henri LEROY

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article L. 2333-76 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsqu'ils ont opté pour une tarification incitative, les communes, les établissements publics de coopération intercommunale et les syndicats mixtes qui bénéficient de la compétence prévue à l'article L. 2224-13 sont autorisés à mettre en œuvre des mesures sociales. Ces mesures peuvent inclure la définition de tarifs tenant compte de la composition ou des revenus du foyer ou l'attribution d'une aide au paiement des factures. Dans le cadre de la définition de tarifs ou de l'attribution d'une aide au paiement des factures tenant compte des difficultés particulières du foyer, si le bénéficiaire des mesures sociales ne reçoit pas directement de facture à son nom, les bailleurs et syndicats de copropriété établissent une convention pour définir les modalités de perception de l'aide. Les services fiscaux, les organismes de sécurité sociale, de gestion de l'aide au logement et de l'aide sociale fournissent aux services chargés de la mise en œuvre de ces mesures les données nécessaires pour identifier les foyers bénéficiaires des mesures sociales, la Commission nationale de l'informatique et des libertés étant préalablement consultée en application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. »

II. – Un décret fixe les modalités d'application du présent article, notamment les critères de tarification sociale pouvant être adoptés par la collectivité territoriale.

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

IV. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

V. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.



## **OBJET**

Cet amendement vise à permettre aux élus locaux la mise en œuvre d'une tarification sociale en cas de passage en tarification incitative sur un territoire. Il améliore ainsi le caractère incitatif de la fiscalité des déchets tout en favorisant l'équité sociale.

Comme pour l'ensemble de la transition écologique, la fiscalité des déchets doit intégrer les principes de justice sociale. Si la tarification incitative est un atout environnemental, elle peut susciter des craintes parmi les ménages les plus modestes.

À l'image des dispositifs existants dans le secteur de l'eau, l'État pourrait autoriser la mise en place d'une tarification sociale du Service Public de Gestion des Déchets. Cette tarification sociale ne serait autorisée que pour les collectivités territoriales passant ou étant déjà en tarification incitative.

Elle se traduirait par l'instauration d'un tarif progressif modulé selon des critères sociaux seraient définis par décret.

Ces critères sociaux pourraient être le niveau d'imposition, le fait de bénéficier de minimas sociaux mais aussi l'âge des occupants du foyer. En effet, certaines personnes âgées ou parents de jeunes enfants sont d'importants producteurs de déchets : leur situation pourrait être prise en compte par l'assemblée délibérante de la collectivité locale si elle le souhaite. Il serait utile que les élus locaux puissent pouvoir tenir compte de ces spécificités démographiques ou sociales s'ils le souhaitent dans la tarification des déchets facturée aux habitants.

A ce sujet, la Cour des comptes a publié le 27 septembre 2022 un rapport intitulé « Prévention, collecte et traitement des déchets ménagers : une ambition à concrétiser ». Les magistrats encouragent particulièrement la mise en place de la tarification incitative qui est vue comme « un levier important de responsabilisation. En effet, elle permet l'application du principe pollueur-payeur aux usagers du service en intégrant dans la facturation le niveau de production des déchets ». La tarification incitative permet par ailleurs de « réduire de 41 % la quantité d'Ordures Ménagères Résiduelles, d'augmenter à due concurrence la collecte des recyclables et de réduire de 8 % les Déchets Ménagers et Assimilés ».

Les magistrats notent par ailleurs que « le précédent rapport de la Cour sur le Service Public de Gestion des Déchets en 2011 notait déjà le caractère complexe et inadapté des modes de financement qui n'intégraient guère l'équité sociale, très peu le coût réel du service et surtout marginalement le caractère incitatif (principe du pollueur-payeur). Dix ans après et malgré les recommandations pour améliorer la situation et l'adoption de plusieurs lois, la situation décrite reste largement inchangée. »

Enfin, cet amendement permettrait de tendre vers l'objectif de 25 millions d'habitants en France bénéficiant d'une tarification incitative en 2025 fixé par l'article 70 de la Loi de transition énergétique pour la croissance verte (LTECV). Seuls 6 millions de Français bénéficient actuellement d'une tarification incitative toujours selon le rapport de la Cour des comptes de 2022.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. LEFÈVRE, Mme BELLUROT, MM. JOYANDET, KHALIFÉ, CAMBON et DAUBRESSE, Mme DUMONT, M. SAUTAREL, Mme PETRUS, MM. GROSPERRIN, BACCI, Henri LEROY, FAVREAU, BELIN, SAVIN et PAUL, Mmes GOY-CHAVENT et LASSARADE, MM. KLINGER, GENET et CHATILLON, Mme DUMAS, MM. LAMÉNIE et Daniel LAURENT, Mmes JOSENDE et BELRHITI, M. SAURY et Mmes BONFANTI-DOSSAT, Pauline MARTIN et BERTHET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 14 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« 3° Les revenus des résidences principales et secondaires des contribuables louées temporairement en location saisonnière. » ;

2.° Après l'article 14 B, il est inséré un nouvel article ... ainsi rédigé :

« Art. .... – Pour l'imposition de ses revenus locatifs, le contribuable personne physique ou société civile, louant un local immobilier nu, meublé ou équipé, doit opter pour la taxation au titre des revenus fonciers ou pour la taxation au titre des bénéfices industriels et commerciaux.

« Cette option est exercée :

« 1° Bien par bien si elle émane d'une personne physique, dans l'année d'acquisition du bien ;

« 2° Pour l'ensemble de ses actifs si elle émane d'une société civile dans l'année de constitution de la société.

« L'option est révocable dans les cinq ans de son exercice.

« Cette option n'est pas ouverte aux résidences secondaires ou principales des contribuables temporairement mises en location saisonnière, qui seront d'office imposables dans la catégorie des revenus fonciers. » ;

3° Au premier alinéa du 1 de l'article 32, le nombre : « 15 000 » est remplacé par le nombre : « 77 700 » ;

4° Le 5° bis de l'article 35 est ainsi rédigé :

« 5° bis Personnes qui donnent en location directe ou indirecte des locaux nus, meublés ou équipés et qui ont opté pour le régime de taxation des revenus locatifs dans la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux selon les modalités fixées par l'article 14 C du présent code ; » ;

5° L'article 50-0 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ... En cas d'option par le contribuable, louant un local nu, meublé ou équipé, pour le micro-BIC, la plus-value de cession du bien loué, imposée dans la catégorie des plus-values professionnelles, sera déterminée à partir d'une valeur nette comptable calculée à partir d'un amortissement fiscal de 3 % par année de détention. » ;

6° À l'article 150 U, le I est complété par quatre alinéa ainsi rédigés :

« L'imposition de la plus-value de cession d'un bien donné en location nue, meublée ou équipée, sera déterminée selon l'option exercée au titre de l'article 14 C.

« Si le contribuable, personne physique, a opté pour la taxation de ses revenus locatifs dans la catégorie des revenus fonciers, la plus-value sera imposée selon le régime des plus-values immobilières résultant des articles 150 U à 150 VH.

« S'il a, au contraire, opté pour la taxation de ses revenus locatifs dans la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux, la plus-value sera imposée selon les règles des plus-values professionnelles résultant des articles 39 duodecimes et suivants.

« La plus-value de cession des résidences principales et secondaires d'un contribuable, même louées temporairement en location saisonnière relève du régime des plus-values immobilières résultant des articles art. 150 U à 150 VH. » ;

7° Les vingtième à vingt-quatrième alinéas de l'article 155 sont remplacés par quatre alinéas ainsi rédigés :

« L'activité de location directe ou indirecte de locaux nus, meublés ou équipés, est exercée à titre professionnel lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :

« 1° Le bailleur a déclaré opter pour le régime des loueurs immobiliers professionnels (LIP) au titre de sa première année d'imposition ;

« 2° Les recettes annuelles, taxées indifféremment dans les catégories des revenus fonciers ou des bénéfices industriels et commerciaux, retirées de cette activité, par l'ensemble des membres du foyer fiscal, excèdent 23 000 € ;

« 3° Ces recettes excèdent les revenus du foyer fiscal soumis à l'impôt sur le revenu dans les catégories des traitements et salaires au sens de l'article 79, des bénéfices industriels et commerciaux ou des revenus fonciers autres que ceux tirés de l'activité de location, des bénéfices agricoles, des bénéfices non commerciaux et des revenus des gérants et associés mentionnés à l'article 62. » ;

8° Après le sixième alinéa de l'article 206, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Par dérogation au premier alinéa du présent 2, la société civile exerçant une activité locative de locaux nus, meublés ou équipés, pourra opter pour le régime des sociétés de personnes, visé par l'article 8 du présent code, dans les conditions prévues à l'article 14 C. » ;

9° Le 1° du V de l'article 975 est ainsi rédigé :

« 1° L'exercice d'une activité de location de locaux loués nus, meublés ou équipés, par une personne mentionnée au 1° de l'article 965 ou par une société ou organisme, sous réserve, s'agissant des personnes mentionnées au même 1°, qu'elles réalisent plus de 23 000 € de recettes annuelles

imposées indifféremment dans les catégories des revenus fonciers ou des bénéfices industriels et commerciaux, et retirent de cette activité plus de 50 % des revenus à raison desquels le foyer fiscal auquel elles appartiennent est soumis à l'impôt sur le revenu dans les catégories des traitements et salaires, bénéfices industriels et commerciaux, bénéfices agricoles, bénéfices non commerciaux, revenus des gérants et associés mentionnés à l'article 62 ou des revenus fonciers. » ;

10° L'article 979 est par un III ainsi rédigé :

« III. – En sus du plafonnement général résultant du I, est institué un plafonnement particulier pour chaque local d'habitation donné en location à titre de résidence principale en nu ou en meublé. Pour la mise en œuvre de ce plafonnement, l'impôt sur la fortune immobilière du redevable ayant son domicile fiscal en France est également réduit, pour chaque logement détenu en France par le contribuable, de la différence entre, d'une part, l'ensemble des impôts dus en France et à l'étranger au titre de la possession de ce logement et des revenus locatifs en nu ou en meublé de ce logement au cours de l'année précédente, et, d'autre part, 75 % du total des revenus locatifs nets de ce logement.

« Pour le calcul de ce plafonnement particulier :

« 1° L'ensemble des impôts dus en France s'entend de l'impôt sur la fortune immobilière, la taxe foncière sur les propriétés bâties, les impôts et prélèvements sociaux dus au titre des revenus locatifs taxés dans les catégories des revenus fonciers ou des bénéfices industriels et commerciaux selon l'option prévue à l'article 14 C ;

« 2° Les impôts sur les revenus locatifs et prélèvements sociaux sont retenus au taux marginal d'imposition appliqué à l'assiette des revenus nets taxables ;

« 3° L'impôt sur la fortune immobilière est retenu au prorata de valeur nette du logement concerné par rapport à celle du patrimoine net soumis à cet impôt. »

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

## **OBJET**

Afin de relancer l'offre de logements, l'investissement locatif par des bailleurs privés est nécessaire. Aussi doit-il être raisonnablement attractif en comparaison avec d'autres investissements et placements soumis à des régimes de taxation différents et souvent plus avantageux. Rééquilibrer la taxation des diverses sources de revenus de placements sans que cela soit coûteux pour les finances publiques semble donc tout à fait possible.

Comme l'a récemment constaté le CNR Logement, les règles fiscales actuelles donnent trop d'importance à la location en meublé par rapport à la location d'un logement nu. Si l'offre de logements meublés est pertinente et utile dans de nombreuses situations, il est artificiel de la faire dépendre presque exclusivement d'un choix fiscal.

A l'heure où les normes écologiques et de décence lui imposent de prévoir et de financer d'importantes dépenses d'entretien et de rénovation, le bailleur privé qui rend un service à la société en mettant sur le marché locatif des logements de bonne qualité devrait avoir la possibilité de se considérer comme un véritable entrepreneur qui investit, entretient et rénove.

La question ne peut se limiter à un amortissement que beaucoup demandent, mais doit être traitée dans sa globalité pour mettre en cohérence la taxation des revenus locatifs et des plus-values immobilières, le statut de loueur professionnel et l'impôt sur la fortune immobilière.

L'amendement prévoit notamment une option de taxation des revenus locatifs, nus ou meublés, dans la catégorie des revenus fonciers ou dans celle des bénéfices industriels et commerciaux (BIC). Il s'agit de prévoir que, pour l'imposition de ses revenus locatifs, l'investisseur immobilier personne physique ou société civile, louant en nu ou en meublé de manière permanente, puisse opter soit pour la taxation au titre des revenus fonciers, soit pour la taxation au titre des BIC.

Il s'agit de prévoir qu'en sus du plafonnement général de l'IFI soit institué un plafonnement spécifique des prélèvements obligatoires (taxe foncière, impôt sur les revenus, prélèvements sociaux, IFI) afférents à chaque logement loué, fixé à 75% des revenus locatifs de ce logement.

Cet amendement reprend la première proposition de la deuxième commission du 119ème congrès des notaires de France de 2023, votée à une majorité de 95%.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. LEFÈVRE, Mme BELLUROT, MM. JOYANDET, KHALIFÉ, CAMBON et DAUBRESSE, Mme DUMONT, M. SAUTAREL, Mme PETRUS, MM. GROSPERRIN, BACCI, Henri LEROY, FAVREAU, BELIN, SAVIN et PAUL, Mmes GOY-CHAVENT, Pauline MARTIN et LASSARADE, MM. KLINGER, GENET et CHATILLON, Mme DUMAS, MM. LAMÉNIE et Daniel LAURENT et Mmes JOSENDE, BELRHITI et BONFANTI-DOSSAT

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 156 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le quatrième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Pour les logements acquis au plus tard le 31 décembre 2025, neufs ou sous le régime des ventes d'immeubles à rénover fixé par les articles L. 262-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation, répondant à une classe de performance énergétique A ou B pour les logements neufs, A, B, C ou D pour les logements acquis en vente d'immeuble à rénover, faute de travaux de rénovation énergétiques déductibles, une charge de performance énergétique égale, pour les logements neufs, à 10 % du prix d'acquisition toutes taxes comprises, et, pour les logements acquis sous le régime des ventes d'immeubles à rénover, au montant réel des dépenses de mise aux normes énergétiques supportées par le vendeur et comprises dans le prix, sera déductible, dans la limite de 50 000 euros. Le déficit provenant de cette charge pourra bénéficier du rehaussement de la limite d'imputation prévue à l'alinéa précédent. » ;

2° Le 1° bis est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Toutefois, les déficits provenant des dépenses de travaux de rénovation énergétique réalisés dans les logements meublés dont les revenus sont taxés au réel dans la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux, permettant à ce logement de passer d'une classe énergétique E, F ou G, au sens de l'article L. 173-1-1 du code de la construction et de l'habitation, à une classe de performance énergétique A, B, C ou D, au sens du même article, au plus tard le 31 décembre 2025, sont imputables sur le revenu global du contribuable dans la limite de 10 700 euros.

« Pour les logements acquis, au plus tard le 31 décembre 2025, neufs ou sous le régime des ventes d'immeubles à rénover fixé par les articles L. 262-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation, répondant à une classe de performance énergétique A ou B pour les logements neufs, A, B, C ou D pour les logements acquis en vente d'immeuble à rénover, faute de travaux de rénovation énergétiques déductibles, une charge de performance énergétique égale, pour les logements neufs, à 10 % du prix d'acquisition toutes taxes comprises, et, pour les logements acquis sous le régime des ventes d'immeubles à rénover, au montant réel des dépenses de mise aux normes énergétiques



supportées par le vendeur et comprises dans le prix, sera déductible, dans la limite de 50 000 euros. Le déficit provenant de cette charge pourra bénéficier de l'imputation prévue à l'alinéa précédent. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Le présent amendement propose en premier lieu d'étendre aux logements loués en meublé à titre de résidence principale, dont la taxation des revenus relève des BIC, le droit à imputation sur le revenu global du déficit provenant des dépenses de rénovation énergétique réalisées par leurs propriétaires. Dans un deuxième temps, il propose que soit identifiée une charge fiscale de performance énergétique constituant une charge déductible pour toute acquisition de logement locatif, lors de l'acquisition d'un logement locatif neuf, en état futur d'achèvement ou sous le régime de la vente d'immeuble à rénover.

La prise en compte de cette charge supposera de justifier d'une performance énergétique satisfaisante pour le logement considéré : soit entre A et D pour un contrat de vente d'immeuble à rénover, soit A ou B pour un logement vendu neuf ou en futur achèvement. Le montant, déterminé sur justification du montant réel de dépenses de mise aux normes énergétiques ou forfaitairement au taux de 10% du prix TTC d'acquisition, sera limité à 50 000 euros maximum quelle que soit la nature du contrat de vente.

Le déficit résultant le cas échéant de cette charge de performance énergétique sera alors imputable sur le revenu global dans la limite de 10 700 euros par an, que le contribuable soit taxé en revenus fonciers ou en BIC.

Cet amendement reprend la deuxième proposition de la deuxième commission du 119<sup>ème</sup> congrès des notaires de France de 2023, votée à une majorité de 92% des notaires présents.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. LEFÈVRE, Mme BELLUROT, MM. JOYANDET, KHALIFÉ, CAMBON et DAUBRESSE, Mme DUMONT, M. SAUTAREL, Mme PETRUS, MM. GROSPERRIN, BACCI, Henri LEROY, PELLELAT, FAVREAU, BELIN, SAVIN et PAUL, Mmes GOY-CHAVENT, Pauline MARTIN et LASSARADE, MM. KLINGER, GENET, MEIGNEN et CHATILLON, Mme DUMAS, MM. LAMÉNIE et Daniel LAURENT et Mmes JOSENDE et BELRHITI

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNVICIES**

Après l'article 3 unvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 746 du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« L'exercice d'une faculté de préciput exercée dans les conditions prévues à l'article 1515 du code civil, à défaut d'existence d'une indivision, ne donne pas ouverture au droit de partage. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le préciput constitue, pour un conjoint survivant, la faculté de prélever certains biens déterminés composant la communauté, tels qu'ils ont été énumérés dans le contrat de mariage ou le changement de régime matrimonial. C'est une disposition éminemment protectrice pour le survivant, en ce sens que premièrement, sa faculté de choix ne s'ouvre qu'au jour du décès, ce qui lui permet d'adapter sa décision en fonction des circonstances au jour dit ; deuxièmement, qu'en présence d'enfants communs uniquement, et comme tout avantage matrimonial, il n'est pas limité par la réserve des descendants.

En outre, et compte tenu de la facilité désormais plus grande très récemment donnée par la loi civile pour modifier le régime matrimonial, cette faculté est appelée à connaître un développement significatif.

Depuis quelque temps, l'administration fiscale entend soumettre l'exercice de cette faculté par le survivant au droit de partage. Or, suivant les termes même du code civil, il s'agit d'un prélèvement « avant tout partage » qui permet précisément à l'époux survivant d'éviter toute indivision avec ses cohéritiers. En l'absence d'indivision, il ne peut donc y avoir partage, et en l'absence de partage, aucun droit proportionnel ne peut donc être perçu lors de l'exercice d'un préciput.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. LEFÈVRE, Mme BELLUROT, MM. JOYANDET, KHALIFÉ, CAMBON et DAUBRESSE, Mme DUMONT, M. SAUTAREL, Mme PETRUS, MM. GROSPERRIN, BACCI, Henri LEROY, PELLELAT, FAVREAU, BELIN, SAVIN et PAUL, Mmes GOY-CHAVENT et LASSARADE, MM. KLINGER, GENET, MEIGNEN et CHATILLON, Mme DUMAS, MM. LAMÉNIE et Daniel LAURENT et Mmes JOSENDE et BELRHITI

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 NOVODECIES**

Après l'article 3 novodecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À l'article 764 bis du code général des impôts, après le mot : « effectué », sont insérés les mots : «, sur option prise à l'unanimité des héritiers, ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 764 bis du CGI prévoit l'application d'un abattement de 20 % sur la valeur vénale réelle de l'immeuble constituant, sous certaines conditions, la résidence principale du défunt, du conjoint et de certains de leurs enfants.

Cet abattement, d'application automatique, pour déterminer les droits de succession, peut s'avérer pénalisant en termes de plus-values. Ainsi, en cas de revente du bien rapidement après le décès, l'application de l'abattement de 20 % conduit les héritiers, qui ne peuvent pas profiter de l'exonération pour résidence principale, à payer un impôt sur la plus-value immobilière plus important que l'économie réalisée sur les droits de succession. L'impôt de plus-values, à défaut d'autres cas d'exonération, est dû alors même que le logement serait vendu à un prix égal à la valeur vénale réelle au jour de la succession (avant abattement de 20 %).

En effet, l'administration précise que, dans cette situation, le prix d'acquisition à titre gratuit s'entend de la valeur retenue pour la détermination des droits de mutation à titre gratuit conformément au I de l'article 150 VB du CGI. Le prix d'acquisition à titre gratuit correspond à la valeur vénale ayant servi de base à la liquidation des droits de mutation à titre gratuit diminuée, le cas échéant, de l'abattement de 20 % prévu à l'article 764 bis du CGI.

Pour des raisons de justice et de souplesse fiscales, le présent amendement a pour objet de rendre optionnelle l'application de l'abattement de 20 % prévu à l'article 764 bis du CGI.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. LEFÈVRE, Mme BELLUROT, MM. JOYANDET, KHALIFÉ, CAMBON et DAUBRESSE, Mme DUMONT, M. SAUTAREL, Mme PETRUS, MM. GROSPERRIN, BACCI, Henri LEROY, PELLEVAL, FAVREAU, BELIN, SAVIN et PAUL, Mmes Pauline MARTIN et LASSARADE, MM. KLINGER, GENET, MEIGNEN et CHATILLON, Mme DUMAS, MM. POINTEREAU, LAMÉNIE et Daniel LAURENT et Mmes JOSENDE, BELRHITI et BONFANTI-DOSSAT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNVICIES**

Après l'article 3 unvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le III de l'article 779 du code général des impôts est ainsi rétabli :

« III. – Pour la perception des droits de mutation à titre gratuit, il est effectué un abattement de 100 000 € sur la part de :

« 1° Chacun des enfants du conjoint ou du partenaire de pacte civil de solidarité du donateur non issu de ce dernier ;

« 2° Chacun des enfants du conjoint ou du partenaire de pacte civil de solidarité du défunt non issu de ce dernier. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

De plus en plus nombreuses, les familles recomposées ne sont pas moins légitimes. Aussi convient-il de permettre à celui, qui désire gratifier les enfants de son conjoint ou de son partenaire de PACS par donation ou testament, de le faire.

Or, la fiscalité aujourd'hui applicable, pour celui qui désire gratifier les enfants de son conjoint ou de son partenaire de PACS par donation ou testament, s'élève à 60 % de la valeur transmise (directement pour les donations et après un faible abattement de 1 594 euros pour les successions). Aussi, le présent amendement propose de créer un nouvel abattement qui s'élève à 100 000 euros pour les transmissions par donations ou successions aux enfants du conjoint ou de son partenaire de PACS.

Cet amendement s'inspire de la proposition 5 du rapport intitulé « Améliorer la fiscalité des donations en France » publié par le Conseil supérieur du notariat.







**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. LEFÈVRE, Mme BELLUROT, MM. JOYANDET, KHALIFÉ, CAMBON et DAUBRESSE,  
Mme DUMONT, M. SAUTAREL, Mme PETRUS, MM. GROSPERRIN, BACCI, Henri LEROY,  
PELLEVAT, FAVREAU, BELIN et SAVIN, Mmes GOY-CHAVENT et LASSARADE, MM. KLINGER,  
GENET et CHATILLON, Mme DUMAS, MM. POINTEREAU, LAMÉNIE et Daniel LAURENT et  
Mmes JOSENDE et BELRHITI

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNVICIES**

Après l'article 3 unvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 790 A bis du code général des impôts, il est inséré un article ... ainsi rédigé :

« Art.... – I. – Les donations entre vifs de la pleine propriété de biens immobiliers définis au deuxième alinéa de l'article L. 631-7 du code de la construction et de l'habitation et qui appartiennent aux classes F et G au sens de l'article L. 173-1-1 du même code, sont exonérés de droits de mutation à titre gratuit entre parents et alliés jusqu'au quatrième degré inclus.

« II. – Cette exonération est subordonnée au respect des conditions cumulatives suivantes :

« 1° Le donataire prend l'engagement de réaliser, dans un délai de cinq ans à compter de la signature de l'acte de donation, des travaux permettant au logement d'entrer dans une classe comprise entre A et D ;

« 2° Le donataire prend un engagement d'occupation à titre de résidence principale ou de location du bien :

« a) Dans un délai de deux ans à compter de la signature de l'acte de donation ;

« b) Pendant six ans après achèvement des travaux ;

« c) Moyennant un loyer ne devant pas excéder un plafond fixé par un décret pris en application de l'article 18 de la loi n° 89-462 du 18 juillet 1989 ;

« d) À des locataires dont les ressources n'excèdent pas des montants fixés par un décret pris en application de l'article 199 novovicies du présent code ;

« 3° Le donataire prend l'engagement de conserver le bien pendant au moins six ans.

« Le donataire ne peut bénéficier du dispositif qu'une seule fois par donateur.

« III. – Ce dispositif s’applique à la transmission de parts de sociétés civiles constituées exclusivement entre parents et alliés jusqu’au quatrième degré inclus, détenant de tels biens et à due concurrence de leur valeur. »

II. – La perte de recettes résultant pour l’État du I est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

L’objectif de cet amendement est de créer un véritable « Dutreil du logement » afin de fluidifier la transmission de logements par donation. Ainsi, l’exonération de droits de mutation à titre gratuit des donations, à charge pour le donataire de rénover le bien transmis, serait accordée sous certaines conditions :

- donation de la pleine propriété d’un bien immobilier (logement existant ou locaux à transformer en logement) classé F ou G ;
- engagement de réaliser des travaux permettant après rénovation d’atteindre une étiquette entre A et D ; - engagement d’occupation à titre de résidence principale ou de location du bien :
  - dans un délai de 2 ans à compter de la transmission,
  - pendant 6 ans après achèvement des travaux,
  - moyennant un loyer ne devant pas excéder des plafonds fixés par décret en fonction de la localisation du logement et de son type,
  - à des locataires dont les ressources ne dépassent pas des plafonds fixés par décret en fonction de la localisation du logement et de son type ;
- Engagement de conservation du bien pendant 6 ans.

Pour être complet, ce dispositif doit en outre être élargi à la transmission de parts de sociétés civiles constituées exclusivement entre parents et alliés jusqu’au quatrième degré inclus, détenant de tels biens et ce à due concurrence de leur valeur.

Cet amendement s’inspire de la proposition 7 du rapport intitulé « Améliorer la fiscalité des donations en France » publié par le Conseil supérieur du notariat.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. LEFÈVRE, Mme BELLUROT, MM. JOYANDET, KHALIFÉ, CAMBON et DAUBRESSE, Mme DUMONT, M. SAUTAREL, Mme PETRUS, MM. GROSPERRIN, BACCI, Henri LEROY, PELLEVAT, FAVREAU, BELIN, SAVIN, REICHARDT et PAUL, Mmes GOY-CHAVENT, Pauline MARTIN et LASSARADE, MM. KLINGER, GENET, MEIGNEN et CHATILLON, Mmes DUMAS et BORCHIO FONTIMP, MM. POINTEREAU, LAMÉNIE et Daniel LAURENT et Mmes JOSENDE, BELRHITI et BONFANTI-DOSSAT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNVICIES

Après l'article 3 unvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 789 du code général des impôts, il est inséré un article ... ainsi rédigé :

« Art. .... – Les legs consentis à un petit-enfant bénéficient d'un abattement de 31 865 €. »

II. – La perte de recettes pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

L'article 790 B du code général des impôts prévoit que les donations consenties par des grands-parents en faveur de leurs petits-enfants bénéficient d'un abattement de 31 865 € sur la part de chacun d'entre eux. Cet abattement ne s'applique pas lors d'une transmission par décès.

L'abattement général de 100 000 € en ligne directe ne peut bénéficier qu'indirectement aux petits-enfants en cas de prédécès ou de renonciation de l'enfant ; dans ce cas, les petits-enfants pouvant se partager le bénéfice de cet abattement général.

En revanche, en l'absence de prédécès ou de renonciation de l'enfant, les petits-enfants sont exclus du dispositif sans pouvoir bénéficier de l'abattement spécifique réservé aux donations. Dans ce cas, ils ne bénéficient uniquement que de l'abattement de droit commun prévu au IV de l'article 788 du même code applicable à défaut d'autre abattement, d'un montant de 1 594 €.

Le présent amendement a donc pour objet d'étendre aux legs consentis aux petits-enfants l'abattement de 31 865 € prévu pour les seules donations.

En effet, il est fréquent que les grands-parents hésitent à donner de leur vivant par crainte de ne pouvoir financer leur dépendance surtout dans l'hypothèse d'un placement en EHPAD alors qu'ils

seraient plus enclins à léguer à leurs petits-enfants notamment lorsqu'en raison de l'allongement de la durée de vie, leurs enfants sont arrivés à un âge où ils n'ont plus nécessairement besoin de capitaux.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. LEFÈVRE, Mme BELLUROT, MM. JOYANDET, KHALIFÉ, CAMBON et DAUBRESSE, Mme DUMONT, M. SAUTAREL, Mme PETRUS, MM. GROSPERRIN, BACCI, Henri LEROY, PELLELAT, FAVREAU, BELIN, SAVIN et PAUL, Mmes GOY-CHAVENT et LASSARADE, MM. KLINGER, GENET et CHATILLON, Mme DUMAS, MM. LAMÉNIE et Daniel LAURENT et Mmes JOSENDE et BELRHITI

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNVICIES**

Après l'article 3 unvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 847 du code général des impôts est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« ...° Les pactes civils de solidarité reçus par acte notarié ;

« ...° Les promesses unilatérales ou synallagmatiques de vente reçues par acte notarié afférentes à un immeuble ou à un droit immobilier. ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Le présent amendement propose d'uniformiser la formalité d'enregistrement sur état avec dispense du droit fixe de 125 euros aux pactes civils de solidarité (PACS) conclus par acte notarié, ainsi qu'aux promesses de vente afférentes à un immeuble ou à un droit immobilier reçues par acte notarié.

S'agissant au premier chef du pacte civil de solidarité, ce contrat, dont le régime est organisé par les articles 515-1 à 515-7 du code civil, peut être établi par acte sous seing privé ou par acte notarié. Lorsque les partenaires souhaitent faire enregistrer leur PACS auprès de l'officier de l'état civil, la convention est conclue par acte sous seing privé. Dans ce cas, les partenaires produisent l'original de la convention à l'officier d'état civil qui procède aux formalités. Mais les futurs partenaires peuvent également faire appel au notaire, auquel cas la convention est établie et reçue sous la forme d'un acte authentique. Il prend effet entre les parties à compter de son enregistrement qui lui confère date certaine. Il est opposable aux tiers à compter du jour où les formalités de publicité sont accomplies.

Eu égard au nombre significatif de PACS conclus chaque année, au manque d'information préalable à la conclusion du PACS, notamment sur les effets de la stipulation dérogatoire d'une indivision d'acquêts et à l'insécurité juridique des partenaires et des tiers résultant d'une modification du régime

du PACS due à l'absence d'un suivi fiable des PACS modifiés, l'établissement d'un PACS reçu par acte notarié doit être privilégié.

Or, le coût de l'enregistrement du PACS reçu par acte notarié peut dissuader certains de nos concitoyens. En effet, lorsque le PACS est conclu par acte notarié, il convient d'ajouter à l'émolument de 84,51 euros HT perçu par le professionnel un droit d'enregistrement d'un montant fixe de 125 euros, soit d'un montant supérieur à celui de l'émolument perçu par le notaire. La suppression du droit fixe d'enregistrement de 125 euros pour les PACS permettra ainsi au plus grand nombre de bénéficier des avantages liés à cet acte authentique, et notamment sa conservation durant 75 ans, pour un coût réduit à 101,41 euros TTC.

Au second chef, la fiscalité qui s'applique aux actes notariés constatant des promesses de vente peut constituer un obstacle pour certains acquéreurs. La perception de ce droit fixe d'enregistrement de 125 euros peut dissuader de recourir aux services d'un notaire alors que la rédaction des promesses de vente par celui-ci permet un conseil indispensable et confère à ses actes toutes les vertus de l'acte notarié, dont sont notamment dépourvus les actes conclus sous seing privé.

L'article 60 de l'annexe IV au CGI devra, le cas échéant, être modifié en conséquence pour y intégrer les promesses synallagmatiques de vente.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. LEFÈVRE, Mme BELLUROT, MM. JOYANDET, KHALIFÉ, CAMBON et DAUBRESSE,  
Mme DUMONT, M. SAUTAREL, Mme PETRUS, MM. GROSPERRIN, BACCI, Henri LEROY,  
PELLEVAT, FAVREAU, BELIN, SAVIN et PAUL, Mmes GOY-CHAVENT, Pauline MARTIN et  
LASSARADE, MM. KLINGER, GENET et CHATILLON, Mme DUMAS, MM. LAMÉNIE et Daniel  
LAURENT et Mmes JOSENDE et BELRHITI

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUOVICIES**

Après l'article 3 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le I de l'article 1840 G ter du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après la deuxième occurrence du mot : « justification », sont insérés les mots : « dans le mois de la réception d'un avis de mise en demeure notifié par l'administration » ;

2° Après le mot : « délai », sont insérés les mots : « d'un mois de la réception de la mise en demeure, » ;

3° Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« En cas de rupture partielle de l'engagement pris, l'obligation de payer les droits dont la mutation a été exonérée est limitée à cette seule fraction d'engagement rompu. »

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les exonérations ou réductions de droits d'enregistrement sont subordonnées au respect de règles de fond et parfois d'obligations déclaratives.

En vertu de l'article 1840 G ter du CGI, « lorsqu'une exonération ou une réduction de droits d'enregistrement, de taxe de publicité foncière ou de taxe additionnelle aux droits d'enregistrement ou à la taxe de publicité foncière a été obtenue en contrepartie du respect d'un engagement ou de la production d'une justification, le non-respect de l'engagement ou le défaut de production de la justification entraîne l'obligation de payer les droits dont la mutation a été exonérée. Les droits,

majorés de l'intérêt de retard prévu à l'article 1727, doivent être acquittés dans le mois qui suit, selon le cas, la rupture de l'engagement ou l'expiration du délai prévu pour produire la justification requise.

»

Dès lors que les conditions de fond sont respectées, il apparaît judicieux de ne pas automatiser la déchéance du régime de faveur en cas de défaut de production d'une pièce justificative. Il paraît de surcroît plus juste d'appliquer cette sanction uniquement après une mise en demeure de l'administration fiscale.

Cette solution a été adoptée à l'article 787 B du code général des impôts pour le régime Dutreil.

Le présent amendement consiste donc à suivre la voie des récentes modifications apportées au pacte Dutreil en prévoyant que le défaut de production d'une pièce justificative ne remette pas en cause le bénéfice d'un régime de faveur si le contribuable produit cette pièce dans le délai d'un mois de la réception d'une mise en demeure de l'administration fiscale.

Les obligations déclaratives sont destinées à la vérification par l'administration du respect de différentes conditions propres aux régimes de faveur. La mise en demeure proposée ci-dessus n'empêchera pas l'administration de contrôler le respect de ces conditions. L'absence de production d'une pièce justificative dans le délai d'un mois susvisé entraînera pour sa part la remise en cause du régime de faveur.

Par ailleurs, dans la continuité de cette mesure de justice fiscale, il serait souhaitable que la rupture partielle d'un engagement pris afin de bénéficier d'un régime fiscal favorable, soit corrélée avec la perte dans une mesure identique de ce régime de faveur. En effet, une variété des circonstances parfois indépendantes de la volonté du contribuable peut contraindre ce dernier à rompre l'engagement qu'il avait pris. Il est donc proposé d'instaurer ce principe de proportionnalité suivant lequel la rupture partielle d'un engagement emportera déchéance dans une mesure identique du régime de faveur obtenu.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. LEFÈVRE, Mme BELLUROT, MM. JOYANDET, KHALIFÉ, CAMBON et DAUBRESSE, Mme DUMONT, M. SAUTAREL, Mme PETRUS, MM. GROSPERRIN, BACCI, Henri LEROY, PELLEVAT, FAVREAU, BELIN, SAVIN et PAUL, Mmes GOY-CHAVENT et LASSARADE, MM. KLINGER, GENET et CHATILLON, Mme DUMAS, MM. POINTEREAU, LAMÉNIE et Daniel LAURENT et Mmes JOSENDE et BELRHITI

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUOVICIES**

Après l'article 3 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 1965 B du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le mot : « nu-propriétaire », sont insérés les mots : « , ou le donateur lorsque celui-ci a pris à sa charge les droits de mutation, » ;

2° Les mots : « par lui » sont supprimés. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 1965 B du admet que « dans le cas d'usufruits successifs, l'usufruit éventuel venant à s'ouvrir, le nu-propriétaire a droit à la restitution d'une somme égale à ce qu'il aurait payé en moins si le droit acquitté par lui avait été calculé d'après l'âge de l'usufruitier éventuel ».

Ce droit à restitution est pratiqué notamment dans le cas d'une donation par un parent à son enfant de la nue-propriété d'un bien. Le donateur se réserve ainsi l'usufruit du bien et prévoit que cet usufruit sera reversé au profit, par exemple, de son conjoint, plus jeune, au jour de son décès. Ces usufruits sont dits successifs : l'un, actuel porte d'abord sur la tête du donateur, l'autre éventuel sur la tête du conjoint survivant.

Dans cette situation, l'enfant donataire de la nue-propriété, est taxé sur la valeur de la nue-propriété évaluée selon le barème fiscal établi par l'article 669 du CGI, en fonction du seul âge de l'usufruitier actuel, abstraction faite de l'usufruit successif éventuel. Sur le fondement de ce barème, la taxation de la nue-propriété est d'autant plus importante que l'usufruitier est âgé, la valeur de l'usufruit évoluant de façon inversement proportionnelle à l'âge de son titulaire.

Un tel mode de calcul est pénalisant pour le nu-propriétaire quand, au décès du premier usufruitier, le second usufruit s'ouvre au profit d'une personne plus jeune. En effet, cet usufruit étant constitué au profit d'une personne plus jeune, la valeur de la nue-proprieté s'en trouve diminuée et le nu-propriétaire se trouve surtaxé.

Afin d'éviter cette surimposition, l'article 1965 B du CGI admet que, lorsque ce second usufruit s'ouvre, le nu-propriétaire a droit à la restitution d'une somme égale à ce qui aurait été payé en moins si les droits avaient été calculés d'après l'âge du nouvel usufruitier au jour du décès du constituant qui est à l'origine des usufruits successifs, c'est-à-dire le donateur de la nue-proprieté.

Toutefois, retenant la lettre du texte, l'administration considère que le droit à restitution n'est accordé que si le nu-propriétaire a acquitté les droits de mutation à titre gratuit ; la prise en charge des droits de donation par le donateur étant alors présentée comme un obstacle à la restitution des droits.

Une telle analyse est contestable. L'article 1965 B institue un droit à restitution au profit du nu-propriétaire dans le seul but d'éviter une surimposition lors de l'ouverture de l'usufruit successif. Cet objectif légal de justice fiscale doit dès lors être indépendant de toute prise en charge des droits de donation par le donateur, le critère exclusif du droit à restitution devant être la surimposition du nu-propriétaire. La question du débiteur des droits de donation est, en effet totalement indifférente à l'application de l'article 1965 B. Par ailleurs, à défaut de prendre en compte la finalité de ce texte, la doctrine administrative conduit à taxer un bien sur une valeur supérieure à sa valeur réelle dès lors que le second usufruitier est plus jeune que le premier et que son droit est lui-même taxable.

Pour illustrer ce propos, il peut être pris l'exemple suivant : un parent donne à son enfant un bien qui vaut 100, en s'en réservant un usufruit qui vaut 30, suivant le barème établi par l'article 669 I. Dans l'acte, il prévoit, au jour de son décès, une réversion d'usufruit au profit de sa concubine, laquelle est plus jeune que lui et dont l'usufruit est évalué, au jour de la signature, à 40. La nue-proprieté est taxée aux droits de mutation sur 70, car on ne tient compte que de l'usufruit ouvert et actuel du donateur.

Au jour où l'usufruit donné au profit de la concubine s'ouvre, celui-ci vaut toujours 40 : il supporte alors les droits de mutation sur cette base. La nue-proprieté ayant été taxée sur 70, la taxation aux droits de mutation portera alors sur 110... soit une assiette supérieure à la valeur totale du bien. Ce qu'évite précisément le texte de l'article 1965 B en permettant au nu-propriétaire un remboursement des droits perçus initialement sur les 10 représentant la diminution de la valeur de la nue-proprieté du fait de la présence de cet usufruitier plus jeune. Édifiant une règle d'assiette, la prise en charge des droits par le donateur est donc totalement indifférente. Ainsi, subordonner la restitution au paiement des droits par le nu-propriétaire conduit à une aberration fiscale en soumettant aux droits de mutation une assiette supérieure à la valeur réelle d'un bien.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. LEFÈVRE, Mme BELLUROT, MM. JOYANDET, KHALIFÉ, CAMBON et DAUBRESSE,  
Mme DUMONT, M. SAUTAREL, Mme PETRUS, MM. GROSPERRIN, BACCI, Henri LEROY,  
PELLEVAT, FAVREAU, BELIN, SAVIN et PAUL, Mmes GOY-CHAVENT et LASSARADE,  
MM. KLINGER, GENET et CHATILLON, Mme DUMAS, MM. POINTEREAU, LAMÉNIE et Daniel  
LAURENT et Mmes JOSENDE et BELRHITI

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEPTVICIES**

Après l'article 3 septvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 1684 du code général des impôts est abrogé.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

À la différence des ventes d'entreprises sous forme de cessions de titres, l'acquéreur d'une entreprise industrielle, commerciale, artisanale ou libérale, peut être rendu responsable avec le vendeur du paiement de certains impôts directs, à concurrence de la valeur du fonds et pendant un temps déterminé.

Cette responsabilité contraint, en pratique, à un blocage du prix de vente du fonds de commerce pendant plus de trois mois afin de réserver ce prix à l'administration fiscale si le comptable des finances publiques en fait la demande pour les impôts dus à raison de l'exploitation.

Ce délai d'indisponibilité du prix de cession est inadapté aux échanges économiques, empêchant tout réinvestissement immédiat, privant parfois une famille de toute ressource pendant cette durée et crée une inégalité entre les différentes formes de cessions d'entreprises.

Il y a lieu de supprimer toute solidarité fiscale entre acquéreur et vendeur quelle que soit la nature de l'entreprise.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. LEFÈVRE, JOYANDET, KHALIFÉ, CAMBON et DAUBRESSE, Mme DUMONT, M. SAUTAREL, Mme PETRUS, MM. GROSPERRIN, BACCI, Henri LEROY, PELLELAT, FAVREAU, BELIN, SAVIN et PAUL, Mmes GOY-CHAVENT et LASSARADE, MM. KLINGER, GENET et CHATILLON, Mme DUMAS, MM. SOL, POINTEREAU, LAMÉNIE et Daniel LAURENT et Mmes JOSENDE et BELRHITI

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

Après l'alinéa 72

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

...) Après le même VI bis, il est inséré un paragraphe ainsi rédigé :

« ... – Lorsque l'avance est accordée en application du VI bis, le montant du crédit d'impôt est déterminé à la date d'octroi de l'avance définie au troisième alinéa du VI bis selon la même méthode. » ;

OBJET

L'éco-prêt à taux zéro (PTZ) est destiné à faciliter l'accès des ménages à l'emprunt pour le financement de projets de rénovation énergétique, en particulier les rénovations performantes pouvant nécessiter d'importants investissements.

Ce prêt peut également bénéficier à des syndicats de copropriétaires. Il s'agit alors de prêts collectifs, venant financer des rénovations de montant plus important et plus complexes que des rénovations de maisons individuelles.

Le renforcement de cet outil en temps de crise énergétique permettrait notamment aux ménages copropriétaires les plus touchés de réduire leur facture énergétique grâce à la rénovation de leur immeuble à coût réduit tout en assurant l'objectif de sobriété énergétique.

En compensation des intérêts non perçus, le prêteur bénéficie d'un crédit d'impôt, devant assurer au prêteur une marge d'intérêt correspondant à des conditions normales de taux à la date d'émission de l'offre de prêt.

Or, 6 à 12 mois s'écoulent généralement entre l'émission de l'offre et l'engagement de la copropriété. Pendant cette durée, les taux peuvent évoluer significativement et générer, selon que les taux augmentent ou diminuent, une perte de marge pour le prêteur pouvant mener à l'annulation de l'offre au préjudice de l'emprunteur, soit une marge supplémentaire induite pour l'organisme prêteur au détriment des finances de l'État.

C'est pourquoi cet amendement propose de fixer les conditions des taux d'intérêt non pas à la date d'émission de l'offre, mais à la date de signature du contrat de prêt par le syndicat de copropriété.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. LEFÈVRE, JOYANDET, KHALIFÉ, REYNAUD, CAMBON et DAUBRESSE, Mme DUMONT, M. SAUTAREL, Mme PETRUS, MM. GROSPERRIN, BACCI, Henri LEROY, PELLEVAL, FAVREAU, BELIN, SAVIN et PAUL, Mmes GOY-CHAVENT et LASSARADE, MM. KLINGER, GENET, MEIGNEN et CHATILLON, Mme DUMAS, MM. POINTEREAU, LAMÉNIE et Daniel LAURENT, Mmes JOSENDE, BELRHITI et BONFANTI-DOSSAT, M. ROJOUAN et Mme BELLUROT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 25 QUATER**

Après l'article 25 quater

I. – Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Il est institué à partir de l'année 2024, par prélèvement sur les recettes de l'État, une dotation de 107 000 000 euros versée aux régions, au département de Mayotte, à la collectivité de Corse et aux collectivités territoriales de Martinique et de Guyane au titre de la compensation de la perte en 2022 des produits mentionnés au I de l'article 41 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 résultant de l'application du I de l'article 8 et du 1<sup>o</sup> du I de l'article 29 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Une fraction des frais de gestion relatifs à la CFE, à la CVAE et à la taxe d'habitation (TH) a été affectée aux régions en compensation de la dotation générale de décentralisation (DGD), dans le cadre de la refonte du financement de la formation professionnelle intervenue en 2014. Conformément à l'article 41 de la loi de finances initiale pour 2014, le montant en vigueur du droit à compensation au titre du transfert de la formation professionnelle est désormais fixé à 1015 M€.

Toutefois, afin de neutraliser l'intégralité de la baisse des frais de gestion de CVAE et CFE et que les régions puissent percevoir en 2022 et 2023 le même montant au titre du financement de la formation professionnelle que celui perçu en 2021, soit 1 122 M€, le Gouvernement a instauré en LFI 2022 et en LFI 2023 une dotation de 107 M€, estimant que cette perte de la dynamique des frais de gestion alloués aux régions découlait d'une décision de l'État.

Ainsi, afin d'assurer dans la durée la neutralité budgétaire de la réforme des impôts de production pour les régions et conserver pour les années 2024 et suivantes le même niveau de recettes que celui perçu en 2022 et 2023 au titre du financement de la formation professionnelle, (soit 1 122 M€) cet

amendement vise à pérenniser la dotation de 107 M€ qui a été versée aux collectivités régionales en 2022 et 2023.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. LEFÈVRE, JOYANDET, KHALIFÉ, REYNAUD, CAMBON et DAUBRESSE, Mme DUMONT, M. SAUTAREL, Mme PETRUS, MM. GROSPERRIN, BACCI, Henri LEROY, PELLELAT, FAVREAU, BELIN, SAVIN, REICHARDT et PAUL, Mmes GOY-CHAVENT, Pauline MARTIN et LASSARADE, MM. KLINGER, GENET, MEIGNEN et CHATILLON, Mme DUMAS, MM. POINTEREAU, LAMÉNIE et Daniel LAURENT, Mmes JOSENDE, BELRHITI et BONFANTI-DOSSAT, MM. Jean-Baptiste BLANC et ROJOUAN et Mme SCHALCK

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° À la première phrase du second alinéa du II de l'article L. 1615-1, le mot : « neuvième » est remplacé par le mot : « dixième » ;

2° Après le huitième alinéa de l'article L. 1615-2, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

« Le financement d'un équipement public destiné à être intégré dans le patrimoine d'une collectivité territoriale ou d'un groupement dans les conditions prévues à l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme, ouvre droit au bénéfice du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée.

« Le droit au bénéfice du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée est acquis à compter de l'intégration de l'équipement public dans le patrimoine de la collectivité et nonobstant, le cas échéant, le caractère échelonné du versement de la participation au coût de l'opération tel que mentionné au 2° du II du même article L. 300-5. Le calcul de l'attribution du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée s'effectue sur la valeur de l'équipement intégré dans le patrimoine de la collectivité. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Dans le cadre du projet de loi de finances pour 2024, le Gouvernement consacre une enveloppe de 250 millions d'euros pour permettre la réintégration des dépenses d'aménagement dans le périmètre du fond de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA).

Toutefois les participations des collectivités territoriales versées en contrepartie de la remise des équipements publics réalisés par le concessionnaire ne seront pas de nouveau éligibles au FCTVA.

Votée dans la loi de finances pour 2019, l'abrogation de l'article L. 1615-11 ne devait pas entraîner une inéligibilité de ces participations échelonnées des collectivités au bénéfice du fonds. Or, les participations échelonnées, pratique unanimement répandue en aménagement et versées au concessionnaire, ne sont plus éligibles au FCTVA. Cette inéligibilité des participations échelonnées est confirmée par la circulaire interministérielle du 15 février 2021 relative à l'automatisation de la gestion du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (NOR : TERB2103728C) et la position de l'administration fiscale.

Cette inéligibilité peut entraîner un renchérissement de près de 20% du coût des opérations d'aménagement et frapper ainsi durement la capacité d'investissement des collectivités. Pour les collectivités d'Outre-mer, l'impact est encore plus sensible : le taux de TVA (8,5%) étant inférieur au taux de FCTVA, ces collectivités ne peuvent donc plus compter sur la subvention correspondant à ce différentiel leur permettant de renforcer l'aménagement complexe de leur territoire.

Si cette question d'éligibilité présente des caractéristiques techniques complexes, il s'agit davantage d'un enjeu à la fois politique et financier important pour les collectivités. Alors que ce type de dépenses pour les équipements réalisés en régie sont éligibles, cette iniquité avec le modèle concessif, précieux pour les collectivités ne disposant pas de l'ingénierie en propre, restreint la capacité des collectivités territoriales à choisir leur mode d'intervention, et par là même d'exercer leur liberté d'administration.

Le présent amendement a donc pour objectif de réintégrer dans le périmètre des dépenses éligibles au FCTVA les participations échelonnées des collectivités territoriales au financement des équipements publics dans le cadre d'une concession d'aménagement, dans l'optique de permettre à ces collectivités de soutenir une capacité d'investissement durable dans un contexte tendu de mutation des territoires pour l'atteinte de l'objectif de « zéro artificialisation nette » (ZAN).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. LEFÈVRE, JOYANDET, KHALIFÉ, REYNAUD, CAMBON et DAUBRESSE, Mme DUMONT, M. SAUTAREL, Mme PETRUS, MM. GROSPERRIN, BACCI, Henri LEROY, PELLEVAL, FAVREAU, BELIN, SAVIN et PAUL, Mmes GOY-CHAVENT, Pauline MARTIN et LASSARADE, MM. KLINGER, GENET, MEIGNEN et CHATILLON, Mme DUMAS, MM. POINTEREAU et LAMÉNIE et Mmes JOSENDE et BELRHITI

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 28

I.- Alinéa 4, trentième ligne de la dernière colonne du tableau

Remplacer le nombre :

12 000 000

par le nombre :

24 000 000

II.- Après l'alinéa 20

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

...° L'article 1529 est abrogé ;

III.- Alinéa 33

Remplacer cet alinéa par quinze alinéas ainsi rédigés :

6° L'article 1605 nonies est ainsi rédigé :

« Art. 1605 nonies. – I. – Il est perçu une taxe sur la cession à titre onéreux des terrains nus ou des droits relatifs à des terrains nus rendus constructibles du fait de leur classement par un plan local d'urbanisme ou par un document d'urbanisme en tenant lieu, en zone urbaine ou à urbaniser ouverte à l'urbanisation ou par une carte communale dans une zone constructible.

« II. – Le produit de cette taxe est affecté :

« – aux communes à hauteur de 50 % du montant perçu pour les cessions réalisées sur leur territoire ;

« – à hauteur de 10 %, dans la limite d'un plafond annuel fixé en loi de finances, à un fonds inscrit au budget de l'Agence de services et de paiement. Ce fonds finance des mesures en faveur de l'installation et de la transmission en agriculture. Il permet de soutenir notamment des actions facilitant la transmission et l'accès au foncier, des actions d'animation, de communication et d'accompagnement, des projets innovants et des investissements collectifs ou individuels. Celles de

ces mesures qui sont dans le champ de compétences de l'établissement national des produits de l'agriculture et de la mer mentionné à l'article L. 621-1 du code rural et de la pêche maritime sont mises en œuvre par cet établissement dans le cadre d'une convention avec l'Agence de services et de paiement ;

« – à hauteur de 40 % et de l'excédent éventuel des sommes perçues au-delà du plafond prévu à l'alinéa précédent au profit des agences de l'eau définies à l'article L. 213-8-1 du code de l'environnement.

« II. – La taxe s'applique aux cessions réalisées par les personnes physiques, les personnes morales et les contribuables qui ne sont pas fiscalement domiciliés en France assujettis à l'impôt sur le revenu, soumis au prélèvement, dans les conditions prévues à l'article 244 bis A.

« Elle ne s'applique pas aux cessions mentionnées aux 3° à 8° du II de l'article 150 U.

« III. – La taxe est assise sur un montant égal au prix de cession du terrain défini à l'article 150 VA diminué du prix d'acquisition défini à l'article 150 VB ou, à défaut, de la valeur vénale réelle à la date d'entrée dans le patrimoine du cédant d'après une déclaration détaillée et estimative des parties, actualisé en fonction du dernier indice des prix à la consommation hors tabac publié par l'institut national de la statistique et des études économiques, et incluant la majoration prévue au II de l'article 150 VB.

« En l'absence d'éléments de référence, la taxe est assise sur les deux tiers du prix de cession.

« La taxe est égale à 30 % de ce montant lorsque le rapport entre le prix de cession et le prix d'acquisition est égal ou supérieur à 3. Elle est exigible lors de la première cession à titre onéreux du terrain intervenue après son classement en terrain constructible ou des droits relatifs à ce terrain. Elle est due par le cédant.

« IV. – Une déclaration, conforme à un modèle établi par l'administration, retrace les éléments servant à la liquidation de la taxe. Elle est déposée dans les conditions prévues aux 1° et 4° du I et au II de l'article 150 VG.

« Lorsque la cession est exonérée en application du II, aucune déclaration n'est déposée. L'acte de cession soumis à la formalité fusionnée ou présenté à l'enregistrement précise, sous peine de refus de dépôt ou de la formalité d'enregistrement, la nature et le fondement de cette exonération ou de cette absence de taxation. Les deux derniers alinéas du III de l'article 150 VG sont applicables.

« V. – La taxe est versée lors du dépôt de la déclaration prévue au VI. Les I et II de l'article 150 VF, le second alinéa du I et les II et III de l'article 150 VH et le IV de l'article 244 bis A sont applicables.

« VI. – Le III s'applique aux cessions réalisées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024. »

IV.- Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes pour l'État résultant du présent article est compensée par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

La taxation des plus-values de cession de terrains nus rendus constructibles par une décision d'urbanisme repose actuellement sur deux taxes, l'une nationale codifiée à l'article 1605 nonies du code général des impôts (CGI), l'autre communale prise sur délibération prévue à l'article 1529 du CGI.

Le cumul de taxes dont l'objet est identique ou proche mais qui présentent des champs et des modalités d'application différentes, induit une complexité inutile et coûteuse. Par ailleurs, ces taxes n'apparaissent pas efficaces en termes de désincitation des propriétaires fonciers à céder des terrains nus rendus constructibles, destinés à l'artificialisation et d'exercer pour ce faire une forme de pression à la modification des règles d'urbanisme contribuant ainsi à l'étalement urbain et à l'artificialisation des sols. Le présent article a pour objet de créer une nouvelle taxe nationale obligatoire en remplacement et sur la base des paramètres des deux taxes actuelles à travers :

- une harmonisation des assujettis sur la base la plus large (celle retenue dans l'article 1605 nonies) et une extension du champ de la taxe qui s'applique dès que le rapport entre le prix de cession et le prix d'acquisition est supérieur ou égal à 3 (champ sensiblement équivalent à celui de la taxe de l'article 1529 du CGI) ;
- une unification de l'assiette, en supprimant l'abattement pour durée de détention et en réexaminant certaines des exonérations actuelles afin d'en améliorer le rendement ;
- un relèvement des taux ;
- une affectation du produit de la taxe, en plus de la part réservée à l'Agence de services (ASP) et de paiement et de celle réservée aux communes sur le territoire desquelles interviennent ces transactions, aux agences de l'eau.

A ce titre, le présent amendement prévoit également de doubler le plafond du produit de la taxe à l'ASP, le portant à 24 millions d'€.

Cette mesure conjuguera ainsi, outre son objectif de simplification juridique, des objectifs de désincitation à l'artificialisation et de rendement. Elle permettra la diversification des recettes perçues par les agences de l'eau. Cette nouvelle affectation est motivée par le fait que, depuis la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, les agences de l'eau financent des projets du domaine de la biodiversité alors que les agences sont financées essentiellement par des redevances liées à l'usage de l'eau. La réforme vise ainsi à mettre en cohérence les sources de financement des agences de l'eau avec les priorités de leurs politiques d'intervention définies dans le cadre de leur programme, et les priorités de financement à venir au regard des politiques portées par le gouvernement (notamment la lutte contre l'artificialisation, les actions en faveur de la désimperméabilisation et le développement de la nature en ville), dans la perspective des prochains programmes d'intervention. Ces mesures permettraient de combiner un effet de rendement et un effet incitatif. Cette proposition a été étayée par un rapport de l'IGEDD et de l'IGF en novembre 2022.

Elle permettra également à l'ensemble des communes concernées par ces opérations de percevoir une quote-part de la taxe, et de ne pas réduire le budget des collectivités locales qui appliquaient jusqu'alors la taxe communale. Le cumul de ces deux taxes s'élève pour l'année 2022 à environ 100 M€. Au vu des nouveaux critères de taxation (hausse des taux, taxation dès que le rapport entre prix de cession et prix d'acquisition corrigé de l'indice des prix à la consommation hors tabac est supérieur ou égal à 3), le rendement devrait être plus que doublé, même en tenant compte d'une moindre artificialisation du fait du ZAN.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. LEFÈVRE, JOYANDET, KHALIFÉ, REYNAUD, CAMBON et DAUBRESSE, Mme DUMONT, M. SAUTAREL, Mme PETRUS, MM. GROSPERRIN, BACCI, Henri LEROY, PELLEVAL, FAVREAU, BELIN, SAVIN et PAUL, Mmes GOY-CHAVENT et LASSARADE, MM. KLINGER, GENET, MEIGNEN et CHATILLON, Mme DUMAS, MM. SOL, POINTEREAU, LAMÉNIE et Daniel LAURENT, Mmes JOSENDE, BELRHITI et BONFANTI-DOSSAT, M. ROJOUAN et Mme BELLUROT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 28

## I. – Alinéa 27

Remplacer le nombre :

40

par le nombre :

25

## II. – Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

L'objet de cet amendement est de rapporter à 25 millions d'euros le prélèvement sur le fonds de roulement des CCI tel qu'adopté par les députés en commission.

Ce prélèvement vise à compenser le maintien du niveau de produit des deux taxes composant la TCCI affectée aux chambres consulaires, évaluée à 525 millions d'euros en 2023. Cette ressource a déjà fait l'objet d'une réduction de 60% en dix ans, auxquels doivent s'ajouter deux prélèvements exceptionnels sur les fonds de roulement en 2014 et 2015.

La diminution de 15 millions d'euros proposée par le Gouvernement par sous-amendement et conservée dans la version transmise au Sénat est de nature à dégrader la situation financière des CCI, malgré les efforts considérables consentis par celles-ci pour réformer leur gouvernance et améliorer leur rôle dans le tissu économique local. Elle risquerait par ailleurs de contraindre le réseau des CCI de procéder au licenciement de plus de 1 500 agents.

Compte tenu de leur potentiel de création de valeur, de leur rôle dans l'accompagnement de projets entrepreneuriaux, dans la formation et l'insertion professionnelle et la redynamisation des territoires désindustrialisés, les CCI doivent conserver des moyens à la hauteur de leur mission.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BONHOMME et BRISSON, Mme DUMONT, MM. BELIN, DARNAUD, LEVI et PANUNZI,  
Mme PETRUS, M. HOUPERT, Mme JOSENDE et M. Henri LEROY

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre 2024, le Gouvernement remet au Parlement un rapport sur la mise en place d'une tarification sociale par les collectivités territoriales lors de leur passage ou de leur maintien en tarification incitative. Ce rapport identifie les opportunités ainsi que les freins à lever.

**OBJET**

Comme pour l'ensemble de la transition écologique, la fiscalité des déchets doit intégrer les principes de justice sociale. Si la tarification incitative est un atout environnemental, elle peut susciter des craintes parmi les ménages les plus modestes. À l'image des dispositifs existants dans le secteur de l'eau, l'État pourrait autoriser la mise en place d'une tarification sociale du Service Public de Gestion des Déchets. Cette tarification sociale ne serait autorisée que pour les collectivités territoriales passant ou étant en tarification incitative. Elle se traduirait par l'instauration d'un tarif progressif modulé selon des critères sociaux qui seraient définis par décret. Ces critères sociaux pourraient être le niveau d'imposition, le fait de bénéficier de minimas sociaux mais aussi l'âge des occupants du foyer. En effet, certaines personnes âgées ou parents de jeunes enfants sont d'importants producteurs de déchets : leur situation pourrait être prise en compte par l'assemblée délibérante de la collectivité locale si elle le souhaite.

Pour mémoire, la Cour des comptes a publié le 27 septembre 2022 un rapport intitulé « Prévention, collecte et traitement des déchets ménagers : une ambition à concrétiser ». Les magistrats encouragent particulièrement la mise en place de la tarification incitative qui est vue comme « un levier important de responsabilisation. En effet, elle permet l'application du principe pollueur-payeur aux usagers du service en intégrant dans la facturation le niveau de production des déchets ». La tarification incitative permet par ailleurs de « réduire de 41% la quantité d'Ordures Ménagères Résiduelles, d'augmenter à due concurrence la collecte des recyclables et de réduire de 8% les Déchets Ménagères et Assimilés ».

C'est pourquoi un rapport portant sur la mise en place d'une tarification sociale des déchets, dans le cadre de passage ou de maintien de territoires en tarification incitative, serait nécessaire.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

C	
G	

MM. BONHOMME, BRISSON, BELIN et DARNAUD, Mme DUMONT, M. LEVI, Mme PETRUS,  
M. PANUNZI, Mme JOSENDE et M. HOUPERT

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le 6 de l'article 1636 B undecies du code général des impôts est abrogé.

**OBJET**

Dans un contexte de forte inflation, l'obligation faite aux collectivités que les recettes de taxe d'enlèvement des ordures ménagères incitative (TEOMi) ne dépassent pas 110% des recettes de taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) de l'année précédente est problématique.

Cela contraint les collectivités à générer un excédent de TEOM l'année précédant le passage en TEOMi ou à se retrouver en déficit la 1<sup>ère</sup> année de passage en TEOMi.

Les collectivités n'ont pas la possibilité d'utiliser leur excédent au sein de leur budget général depuis la réécriture de l'article 1520 du Code général des impôts qui définit ce que peut financer la TEOM. Il n'y a donc pas de risque à ce que les collectivités profitent du passage en TEOMi pour générer un excédent à utiliser dans leur budget général. La disposition prévue au 6. de l'article 1636 B undecies (la première année d'application des dispositions de l'article 1522 bis, le produit de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ne peut excéder de plus de 10 % le produit total de cette taxe tel qu'issu des rôles généraux au titre de l'année précédente) devrait dès lors être supprimée car elle suscite une complexité pour les agents et des frais de gestion réels alors qu'elle ne fournit aucune garantie budgétaire supplémentaire.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. BAZIN, Mme EUSTACHE-BRINIO, M. MOUILLER, Mme BERTHET, MM. CAMBON et DAUBRESSE, Mmes DUMONT et PETRUS, MM. BELIN, FAVREAU, SAVIN, BRISSON, CHATILLON et BOUCHET, Mme DUMAS, MM. JOYANDET, SAUTAREL, LEFÈVRE, SOL et Daniel LAURENT, Mmes JOSENDE, BELRHITI et DREXLER, MM. ROJOUAN et MANDELLI et Mme BELLUROT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 10

I. – Alinéa 31, tableau, deuxième et dernière colonnes, deuxième et dernière lignes

Rédiger ainsi ces lignes :

42 500	18 750
46 750	20 625

II. – Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La franchise en base TVA permet aux petites entreprises (micro-entreprises) dans la limite d'un plafond de chiffre d'affaires de facturer leurs ventes et/ou prestations de services sans TVA. Cette disposition du PLF vise au 1<sup>er</sup> janvier 2025, à étendre la franchise en base TVA aux petites entreprises étrangères (CA ne dépassant pas 85 000€), pour leurs opérations réalisées en France, sous réserve que leur CA européen soit inférieur à 100 K€ (sans obligation d'identification en France, l'ensemble des formalités étant réalisées dans leur Etat de résidence qui ensuite transmet les informations à la France). La réciproque sera vraie pour les entreprises françaises pour leurs travaux réalisés dans les autres Etats membres, sous réserve que le CA européen soit inférieur à 100 K€.

Ce régime de TVA applicable aux microentreprises est source de concurrence déloyale. Il permet ainsi à certaines entreprises d'avoir un avantage concurrentiel par rapport aux entreprises qui facturent avec TVA spécialement dans le domaine des prestations de services. Or, cette transposition de la directive risque de créer une nouvelle distorsion de concurrence : une entreprise étrangère pourra venir travailler en France et bénéficier de la franchise de TVA applicable aux entreprises françaises. Ainsi, par exemple une entreprise espagnole pourra dans le cadre d'un marché avec un particulier facturer sans TVA (alors qu'aujourd'hui l'entreprise espagnole doit facturer de la TVA française).

Enfin, ces entreprises étrangères n'ont aucune obligation d'identification en France. Il y a donc là un véritable risque de fraude.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.



Si la France se doit de respecter les règles européennes, il convient au regard des problématiques de concurrence de limiter le montant de la franchise applicable. Et cela d'autant plus que la France a l'un des montants de TVA les plus importants en Europe.

L'objet de cet amendement est donc de proposer de retenir un niveau de franchise deux fois moins important que celui retenu par cette disposition. Au-delà, il convient de rappeler que la franchise a un impact sur les recettes TVA (Cette franchise de TVA représente un coût estimé entre 2,2 et 2,4 Md€ selon le rapport du Conseil des Prélèvements Obligatoires de 2015. Une division par deux de cette franchise constituerait donc un gain pour les finances publiques de plus d'un milliard d'euros).





N°	I-74 rect. bis
----	----------------

**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. BAZIN, Mme EUSTACHE-BRINIO, M. MOUILLER, Mme BERTHET, MM. CAMBON et DAUBRESSE, Mmes DUMONT et PETRUS, MM. BELIN, FAVREAU, SAVIN, BRISSON, CHATILLON et BOUCHET, Mme DUMAS, MM. JOYANDET, SAUTAREL, REYNAUD, SOL et Daniel LAURENT, Mmes JOSENDE, BELRHITI et DREXLER, MM. ROJOUAN, RAPIN et MANDELLI et Mme BELLUROT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS**

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

Après le b quater du 1<sup>o</sup> du I de l'article 31 du code général des impôts, il est inséré un b quinquies ainsi rédigé :

« b quinquies) Une déduction au titre de l'amortissement égale à 2 % du prix du bâti du bien immobilier. Pour les dépenses de travaux autres que celles prévues au b et b bis, une déduction au titre de l'amortissement égale à 7 % pour les 10 premières années et 6 % pour les 5 années suivantes. » ;

2<sup>o</sup> Le 1<sup>o</sup> ter du I de l'article 156 est abrogé ;3<sup>o</sup> Les deux premiers alinéas du 3<sup>o</sup> du même I sont supprimés ;

II. – Le quatrième alinéa du 3<sup>o</sup> du I de l'article 156 du code général des impôts n'est pas applicable aux revenus fonciers perçus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État des I et II est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale des I et II est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les bailleurs personnes physiques (ménages) dominent le parc locatif en France. Ils détiennent 57 % des logements concernés en 2019, contre 41 % pour les bailleurs sociaux et moins de 2 % pour les autres personnes morales. La place des ménages-bailleurs dans le parc locatif s'avère d'autant plus

forte que les logements se situent dans des zones peu ou pas tendues. Dans les territoires ruraux, ce parc s'annonce indispensable car il s'agit de la seule alternative à l'accession.

Or, l'alimentation du parc locatif privé dépend uniquement de la production neuve de logements. Le solde des entrées et des sorties dans l'existant ressort structurellement négatif, sans doute plus encore avec l'interdiction de louer des passoires thermiques qui entre progressivement en vigueur. L'alimentation en neuf du segment du locatif privé détenu par des bailleurs personnes physiques s'avère très sensible aux dispositifs fiscaux de soutien. De fait, la suppression d'un dispositif puissant (Périsol, Robien, Scellier) ou son rabotage (Pinel) se traduisent systématiquement par une chute des ventes, de moitié en ordre de grandeur.

La fiscalité très lourde s'appliquant à l'investissement locatif en neuf (TVA à l'entrée, pas de prélèvement forfaitaire unique pour les revenus fonciers et éventuel IFI pendant la détention du bien, plus-values lourdement taxées à la revente jusqu'à 15-20 ans, ...) explique largement cela. Les dispositifs fiscaux de soutien viennent en réalité simplement corriger cette situation. Leur instabilité constitue un lourd handicap, d'autant plus dans le cas du collectif où le délai entre commercialisation du projet et première mise en location du bien se révèle souvent supérieur à deux ans. C'est pourquoi, cet amendement vise à créer un régime universel d'investissement locatif privé, lisible et stable. Il repose sur la reconnaissance de la nature d'activité économique, créatrice de valeur, de l'investissement locatif privé. L'architecture de la réforme proposée se résume ainsi :- un amortissement du bâti pendant 50 ans, soit un taux de 2 % l'an, applicable dans le neuf et dans l'existant pour l'ensemble des logements locatifs privés (stock et flux) ;- un amortissement des gros travaux sur 15 ans ;- une déductibilité sans limite des intérêts d'emprunt, des petits travaux et des charges locatives des revenus fonciers bruts ;- un déficit foncier imputable sans limite sur le revenu global positif ;- une taxation des plus-values inchangée.

Son coût budgétaire s'établirait à 4,2 milliards d'euros par an dans un premier temps, puis 3,8 milliards d'euros par an, une fois résorbée l'imputation des déficits fonciers antérieurs. Au final ce nouveau mécanisme représenterait une économie annuelle de 100 millions d'euros pour le budget de l'Etat en comparaison du dispositif actuel.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. BAZIN, Mme EUSTACHE-BRINIO, M. MOUILLER, Mme BERTHET, MM. CAMBON et DAUBRESSE, Mmes DUMONT et PETRUS, MM. BELIN, FAVREAU, SAVIN, BRISSON, CHATILLON et BOUCHET, Mme DUMAS, M. JOYANDET, Mme RICHER, MM. BRUYEN, CHAIZE, LEFÈVRE, PERRIN, RIETMANN, SOL et Daniel LAURENT, Mmes JOSENDE, BELRHITI, JOSEPH et DREXLER, MM. ROJOUAN, RAPIN et MANDELLI et Mme BELLUROT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 199 novovicies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° La seconde phrase des 1° et 2° du VI est supprimée ;

2° La seconde phrase des 1° et 2° du A du VII bis est supprimée ;

3° La seconde phrase des 1° et 2° du E du VIII est supprimée ;

4° La seconde phrase des a et b du 3° du XII est supprimée.

II. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 168 de la loi de finances pour 2021 a prorogé de trois ans l'avantage fiscal lié au dispositif Pinel tout en en réduisant progressivement le taux. Il s'agissait, selon l'exposé des motifs, de mettre en place une « transition vers un dispositif plus efficient ». Mais l'effondrement actuel des ventes de logements (en glissement annuel sur le premier semestre 2023, -38% dans l'individuel diffus et -33 % dans le collectif), sans compter les agréments HLM qui plafonnent à 95 000 unités par an depuis 2021 (contre 110 000 à 120 000 les années précédentes), sont générateurs d'une inévitable crise du logement. Cette baisse des ventes bloque l'alimentation en neuf du segment du locatif privé détenu par des bailleurs personnes physiques. Or, lui seul permet le maintien en volume du parc, d'autant que les investisseurs institutionnels s'en retirent à nouveau. Ces ménages bailleurs s'avèrent, au surplus, très sensibles aux dispositifs fiscaux de soutien. La suppression d'un dispositif puissant (Périsol,

Robien, Scellier) ou son rabaillage (Pinel) se traduisent systématiquement par une chute des ventes, de moitié en ordre de grandeur.

Par ailleurs, les difficultés d'accès au crédit immobilier que subissent les acquéreurs, ralentissent la vente des logements éligibles, réduisant d'autant le nombre logements à loyer abordable destinés à la location dans les zones tendues. L'objet de ce présent amendement est d'accroître l'offre de logements locatifs sous plafonds de loyer et de ressources, dans ce contexte de chute de l'accès à la propriété, en aménageant le dispositif Pinel pour le rendre plus attractif avant sa disparition programmée au 31 décembre 2024. Ainsi, il est proposé de maintenir les taux de réduction d'impôt tels que prévus en 2022 sur les années 2023 et 2024, date à laquelle le dispositif Pinel prend fin. Un tel délai permettrait de relancer à la fois la construction neuve et le logement locatif à loyers maîtrisés.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. BAZIN, Mme EUSTACHE-BRINIO, M. MOUILLER, Mme BERTHET, MM. CAMBON et DAUBRESSE, Mmes DUMONT et PETRUS, MM. BELIN, FAVREAU, SAVIN, BRISSON, CHATILLON et BOUCHET, Mme DUMAS, MM. JOYANDET et SAUTAREL, Mme RICHER, MM. BRUYEN, CHAIZE, LEFÈVRE, PERRIN, RIETMANN, SOL et Daniel LAURENT, Mmes JOSENDE, BELRHITI, JOSEPH et DREXLER, MM. ROJOUAN, RAPIN et MANDELLI et Mme BELLUROT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

## I. – Alinéas 2 à 6

Supprimer ces alinéas.

## II. – Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

L'article 6 du PLF pour 2024 prévoit de recentrer le dispositif du PTZ dans le neuf aux seules zones tendues du territoire et pour les immeubles collectifs exclusivement. Ainsi, dans les zones B2 et C, le PTZ ne serait plus accessible qu'aux seules acquisitions de biens immobiliers dans l'ancien. Alors que les ventes de logements neufs s'effondrent (-38 % des ventes dans l'individuel diffus entre les premiers semestres 2022 et 2023) et que les conditions de crédit ne cessent de se dégrader, cette amputation du PTZ conduira à une aggravation certaine de la crise du logement neuf. En effet, l'hyper-recentrage envisagé exclut les deux-tiers des opérations financées jusqu'alors grâce à cette aide ainsi que plus de 90 % des communes en France.

Hors « zones tendues », le projet du Gouvernement condamne donc les plus jeunes et les foyers aux ressources modestes dans leur parcours résidentiel. Pour ces Français les plus modestes, l'accession à la propriété deviendrait un horizon impossible. Par ailleurs, cet arbitrage budgétaire ne serait pas sans effet pour les nombreuses TPE/PME du Bâtiment et leurs effectifs salariés : la production de logements neufs représente près de la moitié de l'activité de la Profession du Bâtiment. Les marchés de rénovation-réhabilitation ne sauraient à eux seuls pallier cet effondrement de la production du neuf déjà constaté partout en France. Enfin, une telle décision représenterait une perte nette pour le budget de la Nation puisque chaque opération de PTZ rapporte, en solde net, 35 000 euros au budget de l'Etat.

Il serait donc incompréhensible que ce projet de loi de finances 2024 acte la disparition d'un produit utile aux ménages et bien maîtrisé surtout dans une période où l'inflation et les problèmes de pouvoir d'achat sont appelés à perdurer.

Cet amendement vise donc à rétablir le PTZ dans le neuf collectif et individuel sur l'ensemble de notre territoire. Ce retour doit être assortie de deux mesures complémentaires importantes, à savoir le retour à une quotité de 40 % pour toutes les zones, en neuf comme dans l'ancien avec travaux et la réactualisation des barèmes pour tenir compte des évolutions de salaires et de prix de l'immobilier intervenues depuis 2016.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. BAZIN, Mme EUSTACHE-BRINIO, M. MOUILLER, Mme BERTHET, MM. CAMBON et DAUBRESSE, Mmes DUMONT et PETRUS, MM. BELIN, FAVREAU, SAVIN, BRISSON, CHATILLON et BOUCHET, Mme DUMAS, MM. JOYANDET, SAUTAREL et REYNAUD, Mme RICHER, MM. BRUYEN et CHAIZE, Mme LASSARADE, MM. MEIGNEN, SOL et Daniel LAURENT, Mmes JOSENDE, BELRHITI, JOSEPH et DREXLER, MM. ROJOUAN, RAPIN et MANDELLI et Mme BELLUROT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5**

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le c du 2 du I de l'article 27 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ...) De l'acquisition et de la pose de matériaux d'isolation thermique des parois vitrées et des protections solaires mobiles ; ».

II. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La loi de finances pour 2023 a rétabli le crédit d'impôt en faveur de la rénovation énergétique des locaux tertiaires des PME disparu fin 2021, après six mois d'existence compte tenu du délai de publication des textes réglementaires associés.

Ce crédit d'impôt vise certaines dépenses concernant l'isolation des parois opaques, le chauffage et la ventilation. On ne peut que se féliciter d'un tel dispositif pour des PME qui, par ailleurs, ne disposent d'aucune aide de l'État en faveur de la rénovation énergétique de leurs locaux tertiaires.

Pour autant, à la lecture du détail des équipements, matériels ou matériaux éligibles, il est à noter l'absence des menuiseries extérieures. Or, l'intérêt du remplacement des fenêtres, le cas échéant associé à des protections solaires mobiles, est déjà démontré pour atteindre la sobriété énergétique des bâtiments. Il permet d'isoler une grande partie de l'enveloppe extérieure du bâtiment et offre des apports de chaleur gratuite grâce aux apports solaires en hiver.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

Par ailleurs, dans certains bâtiments tertiaires (type « façade rideaux »), les parois vitrées représentent la quasi-totalité de la surface des parois verticales. Et, après avoir vécu plusieurs épisodes de canicule, il est maintenant indispensable de maîtriser les températures intérieures et limiter les apports solaires en été. L'efficacité de ces bâtiments peut être améliorée par l'installation de protections solaires qui limitent l'entrée du froid et les déperditions thermiques en hiver, permettent de maîtriser les apports solaires en été et le recours à la climatisation.

Aussi, afin de donner à cette mesure une efficacité et une cohérence maximum, il apparaît important de les réintégrer dans la base du crédit d'impôt, étant précisé que son plafonnement est de nature à limiter l'impact de la dépense fiscale.

Tel est l'objet de cet amendement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. BAZIN, Mme EUSTACHE-BRINIO, M. MOUILLER, Mme BERTHET, MM. CAMBON et DAUBRESSE, Mmes DUMONT et PETRUS, MM. BELIN, FAVREAU, SAVIN, BRISSON, CHATILLON et BOUCHET, Mme DUMAS, MM. JOYANDET et SAUTAREL, Mme LASSARADE, MM. MEIGNEN, LEFÈVRE, SOL et Daniel LAURENT, Mmes JOSENDE, BELRHITI et DREXLER et MM. ROJOUAN et RAPIN

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 39 decies B du code général des impôts, il est inséré un article 39... ainsi rédigé : :

« Art. 39.... – Les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés ou à l'impôt sur le revenu selon un régime réel d'imposition peuvent déduire de leur résultat imposable une somme égale à 40 % de la valeur d'origine des biens hors frais financiers, affectés à leur activité commerciale de détail et qu'elles acquièrent ou fabriquent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2025 lorsque ces biens peuvent faire l'objet d'un amortissement selon le système prévu à l'article 39 A et qu'ils relèvent de l'une des catégories suivantes :

« 1° Équipements robotiques et cobotiques ;

« 2° Matériels de manutention ;

« 3° Logiciels ou solutions numériques qui contribuent à la modernisation des activités commerciales ;

« 4° Machines à commande programmable ou numérique ;

« 5° Capteurs physiques, dispositifs d'identification, de traçabilité et de géolocalisation des produits ; La déduction est répartie linéairement sur la durée normale d'utilisation des biens. En cas de cession du bien avant le terme de cette période, elle n'est acquise à l'entreprise qu'à hauteur des montants déjà déduits du résultat à la date de la cession, qui sont calculés pro rata temporis. »

II. – La perte de recettes pour l'État résultant du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement propose de mettre en place un dispositif d'amortissement accéléré destiné à soutenir les investissements réalisés par les entreprises de commerce de détail dans la transformation digitale.

Ce dispositif est créé sur le modèle de celui mis en place par la loi de finances pour 2019 pour soutenir les investissements numériques des industriels.

Le dispositif proposé permettrait ainsi aux entreprises du commerce de détail d'accélérer leur modernisation numérique. Le commerce est confronté aujourd'hui à des besoins d'investissements massifs, semblables à ceux de l'industrie, couvrant autant la mise en place de systèmes d'information complexes que l'acquisition de matériels et équipements de haute technologie pour développer une logistique performante permettant de répondre aux nouvelles attentes des clients.

Les entreprises du commerce qui se sont endettées pour faire face à l'arrêt de leurs activités pendant la crise sanitaire, sont financièrement fragiles alors même qu'elles doivent faire face à l'inflation et à la baisse de la consommation. Elles ont donc besoin d'être soutenues pour investir et assurer leur pérennité.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. BAZIN, Mme EUSTACHE-BRINIO, M. MOUILLER, Mme BERTHET, MM. CAMBON et DAUBRESSE, Mmes DUMONT et PETRUS, MM. BELIN, FAVREAU, SAVIN, BRISSON, CHATILLON et BOUCHET, Mme DUMAS, MM. JOYANDET et SAUTAREL, Mme LASSARADE, MM. LEFÈVRE, SOL et Daniel LAURENT, Mmes JOSENDE, BELRHITI et DREXLER et MM. ROJOUAN et RAPIN

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 39 decies B du code général des impôts, il est inséré un article 39... Ainsi rédigé :

« Art. 39.... – I.- Les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés ou à l'impôt sur le revenu selon un régime réel d'imposition peuvent déduire de leur résultat imposable une somme égale à 40 % de la valeur d'origine des biens hors frais financiers, affectés à leur activité commerciale de détail et qu'elles acquièrent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2025, lorsque ces biens peuvent faire l'objet d'un amortissement selon le système prévu à l'article 39 A et qu'ils relèvent de l'une des catégories suivantes :

« 1° Systèmes informatiques de gestion technique du bâtiment ou de gestion technique centralisé ;

2° Systèmes d'automatisation de fermeture des portes donnant sur les espaces extérieurs ;

3° Acquisition et pose d'une porte automatisée donnant sur les espaces extérieurs ;

4° Acquisition et pose d'un système d'isolation thermique en rampant de toitures ou en plafond de combles ;

5° Acquisition et pose d'un système d'isolation thermique sur murs, en façade ou pignon, par l'intérieur ou par l'extérieur ;

6° Acquisition et pose d'un système d'isolation thermique en toiture terrasse ou couverture de pente inférieure à 5 % ;

7° Acquisition et pose d'un chauffe-eau solaire collectif ou d'un dispositif solaire collectif pour la production d'eau chaude sanitaire ;

8° Acquisition et pose d'une pompe à chaleur, autre que air/air, dont la finalité essentielle est d'assurer le chauffage des locaux ;

9° Acquisition et pose d'un système de ventilation mécanique simple flux ou double flux ;

10° Raccordement à un réseau de chaleur ou de froid ;

11° Acquisition et pose d'une chaudière biomasse ;

12° Acquisition et pose d'un système de régulation ou de programmation du chauffage et de la ventilation.

« La déduction est répartie linéairement sur la durée normale d'utilisation des biens. En cas de cession du bien avant le terme de cette période, elle n'est acquise à l'entreprise qu'à hauteur des montants déjà déduits du résultat à la date de la cession, qui sont calculés pro rata temporis.

« II. – Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'énergie, du commerce et du budget fixe la liste des équipements, matériaux et appareils dont l'acquisition et la pose ouvrent droit au suramortissement. Il précise les caractéristiques techniques des équipements et travaux mentionnés au I, ainsi que les travaux pour lesquels est exigé, pour l'application de ce dispositif, le respect de critères de qualification de l'entreprise réalisant ces travaux. »

II. – La perte de recettes pour l'État résultant du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Le présent amendement propose de mettre en place un dispositif de suramortissement destiné à soutenir les investissements réalisés par les entreprises de commerce de détail dans la transformation écologique et énergétique.

Face aux conséquences de la guerre en Ukraine et à la nécessité de contribuer au plan de sobriété énergétique, les commerces doivent massivement investir pour atteindre l'objectif de réduction de 10% de leur consommation d'énergie d'ici 2024. Cet objectif s'ajoute à celui fixé par la loi ELAN en 2018 d'atteindre une baisse de 40% des consommations d'énergie d'ici 2030 (décret tertiaire).

Ces investissements massifs interviennent dans un contexte où le commerce a été fortement touché par la crise sanitaire et où les conséquences économiques et sur l'énergie de la Guerre en Ukraine entraînent une baisse de leur activité et une dégradation de leurs rentabilités.

Le dispositif proposé permettrait ainsi aux entreprises du commerce de détail d'accélérer leur transformation et leur mise en conformité avec la réglementation environnementale. Le commerce est en effet confronté aujourd'hui à des besoins d'investissements massifs, semblables à ceux de l'industrie, couvrant autant la mise en place de systèmes de gestion technique centralisé que l'acquisition de nouveaux matériels et équipements notamment pour l'isolation thermique.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. BAZIN, Mme EUSTACHE-BRINIO, M. MOUILLER, Mme BERTHET, MM. CAMBON et DAUBRESSE, Mmes DUMONT et PETRUS, MM. BELIN, FAVREAU, SAVIN, BRISSON, CHATILLON et BOUCHET, Mme DUMAS, MM. JOYANDET et SAUTAREL, Mme LASSARADE, MM. LEFÈVRE et SOL, Mmes JOSENDE, BELRHITI et DREXLER, MM. ROJOUAN et MANDELLI et Mme BELLUROT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5**

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 39 decies B du code général des impôts, il est inséré un article ... ainsi rédigé :

« Art. ... – Les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés ou à l'impôt sur le revenu selon un régime réel d'imposition peuvent déduire de leur résultat imposable une somme égale à 40 % du prix de revient hors taxe des dépenses relatives à l'acquisition et à la pose des infrastructures de recharge de véhicules électriques réalisées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2025, lorsque ces biens peuvent faire l'objet d'un amortissement selon le système prévu à l'article 39 A.

« La déduction est répartie linéairement sur la durée normale d'utilisation des biens. En cas de cession du bien avant le terme de cette période, elle n'est acquise à l'entreprise qu'à hauteur des montants déjà déduits du résultat à la date de la cession, qui sont calculés pro rata temporis. »

II. – La perte de recettes pour l'État résultant du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement propose de mettre en place un dispositif de suramortissement destiné à soutenir les investissements réalisés par les entreprises de commerce de détail pour l'acquisition et la pose des infrastructures de recharge de véhicules électriques.

Ce dispositif est créé sur le modèle de celui mis en place par la loi de finances pour 2019 pour soutenir les investissements numériques des industriels.

Le dispositif proposé permettrait ainsi aux entreprises du commerce de détail d'accélérer leur transformation et remplir leur obligation d'installation, d'ici à 2025, de bornes électriques de recharge sur les parkings de plus de 20 places.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. BAZIN, Mme EUSTACHE-BRINIO, M. MOUILLER, Mme BERTHET, MM. CAMBON et DAUBRESSE, Mmes DUMONT et PETRUS, MM. BELIN, FAVREAU, SAVIN, BRISSON, CHATILLON et BOUCHET, Mme DUMAS, MM. JOYANDET, SAUTAREL et BRUYEN, Mme LASSARADE, MM. LEFÈVRE et SOL, Mmes JOSENDE, BELRHITI et DREXLER, MM. ROJOUAN et MANDELLI et Mme BELLUROT

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 39 decies B du code général des impôts, il est inséré un article ... ainsi rédigé :

« Art.... – I. – Les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés ou à l'impôt sur le revenu selon un régime réel d'imposition peuvent déduire de leur résultat imposable une somme égale à 40 % de la valeur d'origine des biens hors frais financiers qu'elles acquièrent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2025, lorsque ces biens peuvent faire l'objet d'un amortissement selon le système prévu à l'article 39 A et qu'ils relèvent de l'une des catégories suivantes :

« 1° Acquisition et pose d'ombrière intégrant un procédé de production d'énergies renouvelables ;

« 2° Acquisition et pose d'équipement de production d'énergie renouvelable ;

« 3° Acquisition et pose de revêtement de surface, des aménagements hydrauliques ou des dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation.

« La déduction est répartie linéairement sur la durée normale d'utilisation des biens. En cas de cession du bien avant le terme de cette période, elle n'est acquise à l'entreprise qu'à hauteur des montants déjà déduits du résultat à la date de la cession, qui sont calculés pro rata temporis.

« II. – Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'énergie, du commerce et du budget fixe la liste des équipements, matériaux et appareils dont l'acquisition et la pose ouvrent droit au suramortissement. Il précise les caractéristiques techniques des équipements et travaux mentionnés au I, ainsi que les travaux pour lesquels est exigé, pour l'application de ce dispositif, le respect de critères de qualification de l'entreprise réalisant ces travaux. »

II. – La perte de recettes pour l'État résultant du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement propose de mettre en place un dispositif de suramortissement destiné à soutenir les investissements réalisés par les entreprises de commerce de détail pour la mise en conformité avec les obligations issues de la loi Climat et résilience et de la loi relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables.

Ce dispositif est créé sur le modèle de celui mis en place par la loi de finances pour 2019 pour soutenir les investissements numériques des industriels.

La loi Climat et résilience du 22 août 2021, a étendu l'obligation d'installation de photovoltaïque ou de toits végétalisés lors d'une construction, d'une extension ou d'une rénovation lourde, aux surfaces commerciales de plus de 500 m<sup>2</sup> de création de surface et aux parkings de plus de 500 m<sup>2</sup>.

Dans son article 40, la loi pour l'accélération de la production des énergies renouvelables rend obligatoire l'implantation de panneaux photovoltaïques sur ombrières sur les parcs de stationnement extérieurs existants au 1<sup>er</sup> juillet 2023, de plus de 1 500 m<sup>2</sup>, sur au moins 50 % de la superficie des parcs. Sont également concernés les nouveaux parkings dont l'autorisation d'urbanisme a été déposée à compter du 10 mars 2023, avec des délais différents selon le type de gestion et la superficie concernée. Sans respect des obligations, des sanctions annuelles sont prévues et peuvent atteindre 40 000 € selon la superficie du parking. Les propriétaires de tous les parkings extérieurs existants devront également comporter des revêtements, des aménagements hydrauliques ou des végétalisations destinés à favoriser la perméabilité des sols, les infiltrations d'eau ou l'évaporation.

Cela représente entre 90 et 150 millions de m<sup>2</sup> en France. Selon l'association PERIFEM, cette obligation représente un investissement de 9 milliards d'euros.

Le dispositif proposé permettrait ainsi aux entreprises du commerce de détail d'accélérer la modernisation de leurs installations photovoltaïque et d'aménagements hydraulique et de végétalisation.

Le commerce a été fortement touché par la crise sanitaire et depuis février 2022 par les conséquences économique et énergétiques de la Guerre en Ukraine. Les entreprises sont aujourd'hui financièrement fragiles et ont besoin d'être soutenues pour investir et assurer leur pérennité.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Daniel LAURENT, Mme IMBERT, M. BELIN, Mme BERTHET, MM. Jean-Baptiste BLANC et BURGOA, Mmes CHAIN-LARCHÉ et DUMONT, MM. KERN et KLINGER, Mme LASSARADE, MM. Henri LEROY, MILON, de NICOLAY, PANUNZI, PELLELAT et PIEDNOIR, Mme RICHER, MM. GENET, BAS, DUPLOMB, Jean-Marc BOYER, BOUCHET et BOULOUX, Mme DUMAS, MM. GRAND, POINTEREAU et DUFFOURG, Mme VENTALON, M. DARNAUD, Mmes GOY-CHAVENT, PERROT et BONFANTI-DOSSAT, MM. BONHOMME, BACCI, BONNUS, BRISSON, PACCAUD et SOL, Mme BELLUROT, MM. GREMILLET et COURTIAL, Mmes GOSSELIN et LOPEZ, M. RAPIN et Mmes MICOULEAU et GRUNY

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES**

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

- I. – Les deuxième et quatrième alinéas de l'article 793 bis du code général des impôts sont supprimés.
- II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La stabilité du foncier attaché aux exploitations viticoles est indispensable à la pérennité de celles-ci. Lorsque des terres ou des vignes louées à long terme font l'objet d'une transmission à titre gratuit dans le cadre d'une donation ou d'une succession, les exploitants bénéficient d'une exonération de 75 %, plafonnée à 300 000€. L'exonération est de 50 % au-delà de cette limite.

La transmission à titre gratuit d'entreprises bénéficie d'une exonération de 75% sans plafond, y compris s'agissant de parts ou d'actions détenues par des associés ne participant pas eux-mêmes à l'activité de la société et n'assurant que le portage des capitaux nécessaires à l'activité.

Une transposition de ce principe au capital foncier attaché durablement à une exploitation agricole ou viticole est d'autant plus nécessaire que la valeur de ce capital est très élevée au regard de sa rentabilité effective.

Pour favoriser cette stabilité, le présent amendement proposé par la Confédération Nationale des producteurs de vins et eaux de vie de vin à Appellations d'Origine Contrôlées, vise à harmoniser la fiscalité applicable à la transmission à titre gratuit de biens ruraux loués par bail à long terme sur le dispositif applicable aux transmissions d'entreprises (ou pacte Dutreil).

C'est une demande formulée de longue date par la profession viticole.





## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. ANGLARS, BAS, PELLEVAT, SAUTAREL, JOYANDET, BONHOMME et Jean-Baptiste BLANC,  
Mmes AESCHLIMANN, LOPEZ, GRUNY, JOSEPH et ESTROSI SASSONE, MM. BACCI et Henri  
LEROY, Mme GOSSELIN, MM. FAVREAU, BELIN et SAVIN, Mme CANAYER, MM. PAUL et  
MICHALLET, Mme DUMONT, MM. LEFÈVRE, PAUMIER, BRISSON et PIEDNOIR, Mme PLUCHET,  
M. POINTEREAU, Mmes DUMAS et JOSENDE et MM. SIDO, GENET et BOULOUX

C	
G	

### ARTICLE 28

1° Alinéa 2, tableau, quarante-neuvième ligne, dernière colonne

Remplacer le nombre :

309 800 000

par le nombre :

322 156 800

2° Alinéa 4, tableau, trente-sixième ligne, dernière colonne

Remplacer le nombre :

309 800 000

par le nombre :

322 156 800

3° Alinéa 30

Compléter cet alinéa par les mots :

calculé à partir du plafond de l'année précédente revalorisé par un coefficient fixé annuellement en application du dernier alinéa de l'article 1518 bis du code général des impôts

4° Alinéa 32

Rédiger ainsi cet alinéa :

c) La troisième phrase du premier alinéa du II est supprimée ;

5° Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes pour l'État résultant du présent article est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – La perte de recettes pour les collectivités territoriales résultant du présent article est compensée à due concurrence par la majoration de la dotation globale de fonctionnement et, corrélativement pour l'État, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Le présent amendement vise à revaloriser annuellement le plafond via une indexation sur l'indice des prix à la consommation (comme la TFNB) et, par conséquent, à relever le montant de taxe affectée aux Chambres d'agriculture pour 2024 et à supprimer totalement la limite maximale de hausse du montant perçu par une Chambre d'une année sur l'autre.

Actuellement, le montant attribué aux Chambres d'agriculture étant plafonné, et la base cadastrale imposable n'ayant cessé d'augmenter (revalorisation annuelle prévue par l'article 1518 bis du code général des impôts - pour 2024 : + 7,1%), cela a conduit mécaniquement à une baisse du taux de la taxe affectée aux Chambres d'agriculture et à un appauvrissement des Chambres d'agriculture.

En effet, la valeur de la base cadastrale imposable est passée de 2,347 Md€ en 2015 à 2,613Md€ en 2022, soit une hausse de 11,3% alors que pendant la même période, le montant de la TATFNB est resté stable à 292 M€. Concrètement, cela signifie que le réseau des Chambres d'agriculture n'a pas bénéficié de l'accroissement de l'assiette de sa taxe car le taux de prélèvement de la TATFNB a baissé mécaniquement en raison du plafonnement du montant de la TATFNB. Ainsi, le taux de prélèvement de la TATFNB sur la base cadastrale imposable est passé de 12,5 en 2015 à 11,2% en 2022 et 10,5% en 2023. A titre d'illustration pour l'année 2023, cela correspond à une perte de ressources d'environ 35 M€ pour le réseau des Chambres. En effet, si on applique le taux de prélèvement de 2015 (12,5%) à la base cadastrale imposable de 2023, la taxe perçue aurait été de près de 336M€.

L'appauvrissement des Chambres d'agriculture lié au plafonnement de la TATFNB depuis 10ans est d'autant plus préjudiciable que les missions des Chambres d'agriculture pour accompagner les agriculteurs n'ont cessé de croître sur cette période (animation des concertations régionales sur le Pacte et la Loi d'Orientation et d'Avenir Agricoles, ESSOC, phytos, identification animale avec la Base Nationale Opérateurs, Registre National des Entreprises, guichet unique non transféré, point info installation-transmission, etc.) et il n'est plus tenable dans la durée. En outre, les hausses en 2022 (+2,75%) puis en 2023 (+1,75%) de la valeur du point des chambres d'agriculture, pourtant plus faibles que celles accordées à la fonction publique (3,5%et 1,5%), a un impact financier annuel de plus de 21M€. Enfin, dans le cadre du chantier gouvernemental prioritaire de planification écologique, le rôle des Chambres sera déterminant dans la réussite de la transition du monde agricole et nécessite un renforcement des moyens.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Daniel LAURENT, Mme IMBERT, M. BELIN, Mmes GOSSELIN et BERTHET, MM. Jean-Baptiste BLANC et BURGOA, Mmes CHAIN-LARCHÉ et DUMONT, MM. KERN et KLINGER, Mme LASSARADE, MM. Henri LEROY, MILON, de NICOLAY, PANUNZI, PELLELAT et PIEDNOIR, Mme RICHER, MM. GENET, BAS, DUPLOMB, Jean-Marc BOYER et BOUCHET, Mme DUMAS, MM. GRAND, POINTEREAU et DUFFOURG, Mme VENTALON, M. DARNAUD, Mmes PERROT et BONFANTI-DOSSAT, MM. BONHOMME, BACCI, BONNUS, COURTIAL, BRISSON, PACCAUD et SOL, Mme BELLUROT, M. GREMILLET, Mme GOY-CHAVENT, M. BOULOUX et Mmes LOPEZ, MICOULEAU et GRUNY

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES**

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 793 bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le taux des exonérations visées au premier alinéa est porté 85 % à condition que le donataire, héritier et légataires s'engage, pour lui et ses ayants-cause à titre gratuit, à conserver le bien pendant une durée de 18 ans suivant la transmission et à maintenir son affectation à une exploitation agricole. »

II. – La perte de recettes pour l'État résultant du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Afin de favoriser la transmission d'exploitations agricoles et viticoles dans un cadre familial, le présent amendement vise à porter le taux des exonérations visées au premier alinéa de l'article 793 bis du code général des impôts à 85 % en contrepartie d'un engagement d'affectation des biens à l'exploitation pendant au moins 18 ans.

En effet, face à la multiplication des acquisitions d'exploitations par des investisseurs étrangers ou institutionnels (groupes étrangers, fonds de pensions etc...) qui ne sont pas exposés aux mutations à titre gratuit, on assiste à une disparition progressive des exploitations familiales.

Il est ainsi proposé d'alléger la fiscalité des donations et successions lorsqu'un ou plusieurs héritiers s'engagent à reprendre l'exploitation, et que les autres héritiers s'engagent pour leur part à conserver les biens transmis, en les laissant à la disposition des exploitants pendant une longue durée.



En effet, les valeurs vénale du foncier d'exploitation ne permettent pas, le plus souvent, de financer le coût des mutations à titre gratuit, sauf à s'endetter, obérant ainsi les capacités à investir et à s'engager dans une démarche de transition énergétique.

Les propriétaires sont donc incités à repousser les transmissions voire à vendre les biens.

Tel est l'objet de cet amendement porté de longue date par la Confédération Nationale des producteurs de vins et eaux de vie de vin à Appellations d'Origine Contrôlées.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme Valérie BOYER

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUOVICIES**

Après l'article 3 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au 1° de l'article 965, après les mots : « l'ensemble des biens », sont insérés les mots : « autres que leur résidence principale » ;

2° Le deuxième alinéa du I de l'article 973 est supprimé.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

En 1982, dès son arrivée au pouvoir François Mitterrand instaure l'impôt sur les grandes fortunes (IGF) en 1982. Le principe : faire participer davantage ceux qui ont une fortune importante.

IGF, puis Impôt sur la Fortune (ISF) et depuis 2018, Impôt sur la Fortune Immobilière (IFI)

Comme l'ISF, l'IFI opère sur la capacité contributive liée à la détention d'un patrimoine ; contrairement à l'ISF, cette capacité contributive est, dans le cadre de l'IFI, assise sur la détention des seuls biens immobiliers.

Sont cernés par l'IFI, tous les Français détenant un patrimoine immobilier net supérieur à 1,3 million d'euros au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition.

En recentrant l'impôt sur la fortune sur la pierre, tout en conservant le même niveau de déclenchement de l'impôt, le Gouvernement a pris le risque de détourner les Français de ce placement qu'ils affectionnent.

En effet aujourd'hui, des propriétaires de classe moyenne se retrouvent assujettis à cet impôt en raison de la flambée des prix de la pierre.

Le rapport d'évaluation de la commission des finances du Sénat sur la transformation de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en impôt sur la fortune immobilière (IFI), présenté en octobre 2019 a

mis en avant que « les effets des impôts sur la fortune sur l'activité économique restent difficiles à appréhender mais paraissent plus défavorables que ceux d'autres formes d'imposition. ».

Ce rapport a par ailleurs souligné « la disparition progressive des impôts sur la fortune au sein de l'OCDE, tant en raison des difficultés pratiques qu'ils ont pu engendrer qu'à la volonté de contenir le risque d'exil fiscal » préjudiciable pour les ressources publiques de la Nation.

Pour mémoire de nombreux pays européens ont fait le choix de supprimer l'impôt national sur la fortune. Depuis sa naissance en 1992, l'Union européenne a vu la plupart de ses États membres supprimer ou suspendre l'impôt sur la fortune. Avec l'Autriche et le Danemark en précurseur dès 1994 et 1995, suivis de près par l'Allemagne et l'Irlande en 1997. Depuis les années 2000, les Pays-Bas (en 2001), le Luxembourg et la Finlande (en 2006), puis la Suède (en 2007).

Avec l'IFI et la flambée des prix de la pierre pouvons-nous parler d'un impôt équitable et juste ? Respectons-nous le principe d'égalité fiscale entendu comme l'égalité des contribuables devant l'impôt ?

D'abord nous pouvons observer une disparité territoriale.

Seules trois régions qui ont enregistré une baisse du prix de l'immobilier entre 2021 et le 1<sup>er</sup> semestre 2022.

Il s'agit de la région Hauts-de-France, dont le prix moyen du m<sup>2</sup> d'un appartement a diminué de 0,1 %, et de la région Pays de la Loire, dans laquelle ce chiffre a diminué de 0,2 %. En Île-de-France, on observe aussi une diminution de 0,4 %. Cependant, ce chiffre ne prend pas en compte la ville de Paris.

Toutes les autres régions sont en nette augmentation. Toujours concernant le prix moyen du m<sup>2</sup> d'un appartement, nous assistons à des hausses allant jusqu'à + 10,8 % en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, +12,4 % en Occitanie et jusqu'à + 15,4 % en Normandie.

En moyenne, on observe une hausse de 10,7 % du prix moyen du m<sup>2</sup> pour les maisons et une hausse de 7,4 % pour le m<sup>2</sup> d'un appartement. Ce qui donne, en moyenne, 2 552 € du m<sup>2</sup> pour une maison, et 4 061 € du m<sup>2</sup> pour un appartement.

Conséquence, de nombreux contribuables, considérés comme des classes moyennes supérieures, ne pourraient plus aujourd'hui acheter le logement qu'ils occupent pourtant depuis des années.

Comme l'explique parfaitement Marc Pain, professeur des universités : « Ils se trouvent piégés par un seuil d'imposition hérité de l'ISF modestement relevé de 790.000 à 1,3 million d'euros en 2011. Ce seuil, maintenu pour l'IFI, n'a pas été réajusté malgré l'inflation des prix au m<sup>2</sup>. Pour mémoire, on rappellera que les cadres supérieurs à la retraite ont perdu 10 % de leurs revenus de 2007 à 2018, en grande partie en raison de l'alourdissement de la fiscalité. Ils risquent de voir leur pouvoir d'achat encore amputé par l'IFI, si les prix de l'immobilier – et donc de leur logement – continuent à exploser. ».

Conclusion nous avons aujourd'hui des séniors, qui ont travaillé toute leur vie, qui ont investi toute leur économie en achetant leur résidence principale.

Dans la majorité des cas les cadres supérieurs à la retraite, qui ont perdu 10 % de leurs revenus de 2007 à 2018 habitent dans des grandes communes, avec des impôts locaux élevés. Et maintenant ils doivent faire face à la flambée des prix de l'immobilier et se retrouve piégé par le seuil d'imposition de l'IFI.

Ils sont contraints bien souvent de déménager tant la charge est lourde.

Cet impôt n'a pas permis de corriger les failles de l'ISF puisque 18 % des plus hauts patrimoines (ceux supérieurs à 10 millions d'euros) sont ainsi exonérés, alors qu'à l'inverse, 20 % des redevables de l'impôt sur la fortune immobilière ont un revenu inférieur à 60.000 euros.

Ainsi, en faisant reposer l'IFI sur la résidence principale nous créons un impôt injuste car reposant sur une valeur, celle de la résidence principale, variable sur le territoire français.

C'est pourquoi, au nom de l'équité, la résidence principale doit être exclue du patrimoine taxable. Tel est le sens de cet amendement.





N°	I-86 rect.
----	------------

## AM E N D E M E N T

présenté par  
Mme Valérie BOYER

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUOVICIES

Après l'article 3 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À la première phrase du deuxième alinéa du I de l'article 973 du code général des impôts, le taux : « 30 % » est remplacé par le taux : « 50 % ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Amendement de repli

Cet amendement vise à augmenter de 30% à 50% l'abattement sur la valeur de la résidence principale dans le calcul de l'Impôt sur Fortune Immobilière pour tenir compte de l'inflation immobilière.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Daniel LAURENT, Mme IMBERT, MM. BELIN et Jean-Baptiste BLANC, Mme BERTHET, MM. BURGOA et KERN, Mmes DUMONT et CHAIN-LARCHÉ, MM. KLINGER et Henri LEROY, Mme LASSARADE, MM. BOUCHET, Jean-Marc BOYER, DUPLOMB, BAS et GENET, Mme RICHER, MM. PIEDNOIR, PELLELAT, PANUNZI, de NICOLAY et MILON, Mme DUMAS, MM. GRAND, POINTEREAU et DUFFOURG, Mme VENTALON, M. DARNAUD, Mmes LOPEZ, GOY-CHAVENT et BONFANTI-DOSSAT, M. BONHOMME, Mme PERROT, MM. COURTIAL, BRISSON, BONNUS, BACCI, PACCAUD et SOL, Mme BELLUROT, M. BOULOUX, Mmes GRUNY et GOSSELIN, MM. RAPIN et GREMILLET et Mme MICOULEAU

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 NOVODECIES**

Après l'article 3 novodecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 777 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les limites des tranches des tarifs prévus aux tableaux ci-dessus sont actualisées au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année dans la même proportion que la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu et arrondies à l'euro le plus proche. »

2° Le VI de l'article 779 est ainsi rétabli :

« VI. – Le montant des abattements prévus aux I à V est actualisé au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année dans la même proportion que la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu et arrondi à l'euro le plus proche. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à soutenir les exploitations agricoles et viticoles pour faire face à l'inflation en adoptant un mécanisme d'indexation des plafonds d'exonération des droits de mutation à titre gratuit, qui existait jusqu'en 2012.

Les montants des abattements et les seuils des barèmes fiscaux arrondis au montant d'euro le plus proche seraient mis à jour au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, proportionnellement à l'évolution de la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

Tel est l'objet de cette proposition portée par la Confédération Nationale des producteurs de vins et eaux de vie de vin à Appellations d'Origine Contrôlées.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Daniel LAURENT, Mme IMBERT, M. BELIN, Mme BERTHET, MM. Jean-Baptiste BLANC, BOUCHET, Jean-Marc BOYER et BURGOA, Mmes CHAIN-LARCHÉ et DUMONT, MM. KERN et KLINGER, Mme LASSARADE, MM. Henri LEROY, MILON, de NICOLAY, PANUNZI, PELLEVAL et PIEDNOIR, Mme RICHER, MM. GENET, BAS et DUPLOMB, Mme DUMAS, MM. GRAND, POINTEREAU et DUFFOURG, Mme VENTALON, M. DARNAUD, Mmes LOPEZ, GOY-CHAVENT et BONFANTI-DOSSAT, M. BONHOMME, Mme PERROT, MM. BRISSON, BACCI, BONNUS, COURTIAL, PACCAUD et SOL, Mme BELLUROT, M. BOULOUX, Mmes GRUNY et GOSSELIN, M. RAPIN, Mme PRIMAS, M. GREMILLET et Mme MICOULEAU

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEXIES**

Après l'article 3 sexies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au 5° du II de l'article 150 U, après le mot : « maritime », sont insérés les mots : « d'opérations exonérées de la taxe de publicité foncière ou, le cas échéant, du droit d'enregistrement conformément à l'article 708 du code général des impôts, » ;

2° Après le premier alinéa de l'article 708, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Ces dispositions s'appliquent également aux échanges réalisés en dehors du périmètre prévu au deuxième alinéa de l'article L. 124-3 du code rural et de la pêche maritime lorsque les immeubles échangés sont situés dans le même département ou dans un département limitrophe, à condition que, dans ce cas, lorsque l'un ou l'autre des immeubles échangés est donné à bail, l'accord du ou des preneurs soit recueilli dans l'acte d'échange. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Afin de remédier au morcellement des exploitations qui peut générer des coûts économiques et environnementaux importants, il est proposé dans cet amendement de permettre aux exploitants de procéder à des échanges de parcelles en adaptant la fiscalité.

En effet, dans la réglementation actuelle celle-ci peut s'avérer pénalisante. Des dispositifs d'exonération de la taxe de publicité foncière ou du droit d'enregistrement, dépassant le cadre du canton ou du département existantes, sont disponibles mais avec des conditions très restrictives.

En effet, les immeubles ruraux échangés doivent être situés, soit dans le même canton, soit dans un canton et dans une commune limitrophe de celui-ci. En dehors de ces limites, l'un des immeubles échangés doit être contigu aux propriétés du preneur du bien échangé.

Or dans la pratique on constate que les opérations d'échange permettant des regroupements parcellaires et des rapprochements sont d'autant plus bénéfiques que les immeubles cédés dans l'échange sont éloignés du siège de l'exploitation.

Le présent amendement proposé par Confédération Nationale des producteurs de vins et eaux de vie de vin à Appellations d'Origine Contrôlées a pour objet d'étendre le périmètre des échanges éligibles aux régimes fiscaux de faveur, tout en veillant à préserver les intérêts des preneurs s'il en existe sur l'un ou l'autre des biens échangés.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. SAVIN, Mme PUISSAT, M. MICHALLET, Mmes BORCHIO FONTIMP et DUMONT, M. JOYANDET, Mme MULLER-BRONN, MM. PIEDNOIR, MOUILLER, BOUCHET, Henri LEROY, SOL, REICHARDT, DAUBRESSE, PANUNZI et BRUYEN, Mmes BERTHET, GOSSELIN et GARNIER, MM. PERRIN, RIETMANN, KAROUTCHI, Daniel LAURENT et SOMON, Mmes IMBERT et RICHER, M. BELIN, Mmes LASSARADE et Pauline MARTIN, MM. PAUMIER, GENET, BRISSON et CHATILLON, Mmes DUMAS, SCHALCK et JOSENDE, M. ALLIZARD, Mme BELRHITI, MM. Jean Pierre VOGEL, Cédric VIAL, GROSPERRIN, ROJOUAN, RAPIN et GREMILLET et Mme BELLUROT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le I de l'article L. 1615-1 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° L'agencement et l'aménagement de terrains pour les dépenses engagées à partir de 2021. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'automatisation du FCTVA (Fonds de Compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée), instaurée par la loi de finances 2021, vise à simplifier et accélérer la gestion de cette taxe pour les collectivités locales. Cette compensation financière, créée pour accompagner l'investissement des collectivités, représente un réel levier au développement de projets structurants locaux.

Si la mise en place de l'automatisation et les délais d'attente raccourcis sont à saluer, aujourd'hui les équipements sportifs restent lésés puisque la révision de 2021 a exclu de l'assiette éligible le compte 212 « Agencements et aménagements de terrains ». Afin de corriger cette inégalité de traitement, le gouvernement a annoncé leur réintégration au dispositif à l'occasion du PLF 2024. Cette initiative bienvenue doit toutefois s'accompagner d'un rattrapage pour les frais engagés par les collectivités en 2021, 2022 et 2023, et qui n'ont pas fait l'objet d'une compensation.

En 2022 seulement, les collectivités ont investi 170 millions d'euros dans des projets sportifs imputables au compte 212, au titre du plan 5 000 terrains de sport et des programmes de l'Agence nationale du Sport autour des équipements structurants - ce qui représente près de 40 millions non reversés aux collectivités.

Cet amendement propose donc d'intégrer, a posteriori, les dépenses d'investissement réalisées par les collectivités depuis trois ans pour les équipements sportifs parmi les dépenses éligibles au FCTVA.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. SAVIN, Mme PUISSAT, M. MICHALLET, Mmes BORCHIO FONTIMP, DUMONT et MULLER-BRONN, MM. REYNAUD, PIEDNOIR, MOUILLER, BOUCHET, Henri LEROY, SOL, REICHARDT, DAUBRESSE, PANUNZI et BRUYEN, Mmes BERTHET et GOSSELIN, MM. PERRIN, RIETMANN, KAROUTCHI, Daniel LAURENT et SOMON, Mmes IMBERT et RICHER, M. BELIN, Mmes LASSARADE et Pauline MARTIN, MM. GENET, BRISSON et CHATILLON, Mmes DUMAS, SCHALCK et JOSENDE, M. ALLIZARD, Mme BELRHITI, MM. Jean Pierre VOGEL, Cédric VIAL, GROSPERRIN et RAPIN, Mme DI FOLCO, M. GREMILLET et Mme BELLUROT

ARTICLE 28

I. – Alinéa 4, tableau

1° Seizième ligne

Remplacer le montant :

71 844 000

par le montant :

82 029 000

2° Dix-septième ligne

Remplacer le montant :

34 600 000

par le montant :

63 233 000

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

D'après l'Autorité nationale des Jeux, l'année 2022 a représenté, pour les jeux d'argent et de hasard, le plus haut niveau d'activité enregistré depuis l'ouverture à la concurrence de l'offre en ligne en 2010, avec un produit brut des jeux s'élevant à 12,9 milliards d'euros. Avec plus de 4,4 millions d'amateurs de paris sportifs et 5,2 millions pour les jeux en ligne, le marché connaît une dynamique qui peut profiter au sport français.<sup>[L]  
[SEP]</sup>

<sup>[L]  
[SEP]</sup>En effet, l'Agence nationale du Sport (ANS) est pour partie financée par les taxes tirées des recettes sur les jeux de loterie et les paris sportifs, à hauteur de 166,1 millions d'euros par an. Malgré une tendance à la hausse et des recettes qui augmentent d'année en année, le rendement prévisionnel total est resté inchangé entre le projet de loi de finances 2023 et celui de 2024 ; les montants alloués à l'ANS n'ont, de la même manière, pas évolué alors que les besoins en infrastructures sportives s'intensifient à moins d'un an des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024.

Au moment où de nombreuses piscines doivent fermer et où des collectivités posent la question de la continuité de ce service public qu'est l'accès au sport de proximité, il faut plus que jamais que le sport finance le sport. Aussi, il est proposé par cet amendement d'augmenter le plafond des moyens alloués à l'ANS.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. SAVIN, Mme PUISSAT, M. MICHALLET, Mmes DUMONT et MULLER-BRONN, MM. PIEDNOIR, MOUILLER, BOUCHET, Henri LEROY, SOL, DAUBRESSE et PANUNZI, Mmes BERTHET et GOSSELIN, MM. KAROUTCHI et Daniel LAURENT, Mmes IMBERT et RICHER, M. BELIN, Mme LASSARADE, MM. GENET, BRISSON et CHATILLON, Mmes DUMAS, SCHALCK et JOSENDE, M. ALLIZARD, Mme BELRHITI, MM. Jean Pierre VOGEL, GROSPERRIN et GREMILLET et Mme BELLUROT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 278-0 bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les droits d'entrée, l'accès aux installations et l'encadrement des activités des centres de culture physique, des activités sportives en salle ou en plein air et de l'enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le secteur des loisirs sportifs marchands regroupe les salles de sport (fitness, yoga) et les activités marchandes de sport indoor et outdoor. Il s'agit d'une offre de loisirs sportifs payante et non rattachée à une fédération sportive.

La directive européenne « Taux » rend éligible ces entreprises à un taux de TVA réduit. Or, la France n'a pas fait le choix de l'octroyer aux acteurs du sport marchand, alors que l'ensemble des activités ludiques et de loisir en bénéficie. Dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances pour 2024, le gouvernement vient en outre d'élargir le régime de TVA réduite aux compétitions d'e-sport ainsi qu'à l'équitation, qui est un sport olympique.

Ainsi, cet amendement a pour objet de mettre fin à une inégalité de traitement entre des activités relevant du champ du sport et d'engager la réflexion sur la nécessité de lisser les taux de TVA pour les activités similaires que sont le sport, le loisir et le divertissement.

En effet, dans une logique d'équité face à l'impôt, rien ne justifie que le sport marchand soit taxé à 20%, l'accrobranche, le mini-golf et l'escalade ludique à 10% et l'équitation à 5,5%. En outre, comment justifier que l'activité physique et sportive – bénéfique pour la santé physique et mentale –

subisse un taux plein de TVA, quand des activités plus sédentaires comme le spectacle sportif, le cinéma et désormais l'e-sport sont soutenues fiscalement avec un taux de 5,5% ?

A l'avenir, le lissage des taux de TVA doit pouvoir se faire au taux de 10% pour l'ensemble de ces activités : sport marchand, loisir et divertissement. Il permettra l'égalité de traitement et sera bénéfique pour les finances publiques grâce au relèvement des taux de TVA réduit de 5,5%.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BONHOMME et BRISSON, Mme DUMONT, MM. BELIN, DARNAUD, LEVI, Jean-Baptiste BLANC et PANUNZI, Mmes PETRUS et JOSEPH, M. HOUPERT, Mmes JOSENDE et de CIDRAC et MM. MANDELLI et Henri LEROY

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER**

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Les recettes de la taxe mentionnée à l'article 266 sexies du code des douanes sont affectées au Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les collectivités territoriales et syndicats de collecte ou traitement des déchets vont faire face à une augmentation significative de la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) sur les déchets par tonne enfouie ou incinérée d'ici 2025.

Comme le rappelle la Cour des comptes dans son rapport du 27 septembre 2022 intitulé « Prévention, collecte et traitement des déchets ménagers : une ambition à concrétiser », « la TGAP a été instituée par la loi de finances 1999 et a vocation à modifier les comportements et à réduire le volume des déchets non recyclés. Elle est entrée en vigueur le 1er janvier 2000 avec l'objectif d'appliquer le principe pollueur-payeur et de lever des fonds afin de financer les politiques environnementales. Cette taxe s'applique à chaque tonne d'ordures ménagères ou de tout-venant entrant en centre de stockage ou d'incinération.

Pour favoriser l'atteinte des objectifs de réduction des déchets et d'augmentation de la valorisation, fixés par la loi de transition énergétique (LTECV), les lois de finances pour 2016 et 2019 ont accentué le rôle incitatif de la TGAP. Le taux de la TGAP passera progressivement à 65 € par tonne enfouie en 2025. La TGAP est fixée à 37 € par tonne enfouie en 2021 dans les installations de stockage de déchets non dangereux réalisant une valorisation énergétique de plus de 75 %. Une évolution similaire mais moins importante s'applique aux tonnages incinérés, conformément à la hiérarchie des modes de traitement. La TGAP pour les incinérateurs conformes à la norme internationale ISO 50001 passera de 17 € en 2021 à 25 € en 2025. »

Si le principe de cette augmentation peut s'entendre du point de vue de l'objectif de réduction du recours à la mise en décharge, l'affectation de recettes de la TGAP au budget général de l'État, sans



fléchage vers des dépenses spécifiquement écologiques, ne contribue pas au financement de la transition écologique. L'affectation du produit de la TGAP vers des dépenses en faveur de la transition écologique est nécessaire. Le produit de la taxe pourrait ainsi abonder le Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires, ou « Fonds vert », qui doit être doté de 1,5 milliard d'euros dans un premier temps, puis de 2 milliards d'euros afin d'aider les collectivités territoriales dans leur transition écologique. Ces fonds permettraient ainsi de soutenir les investissements des collectivités territoriales dans le traitement des déchets ainsi que dans leur collecte, particulièrement des biodéchets qui sera obligatoire au 31 décembre 2023, comme prévu par l'article 88 de la loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (AGEC). Dans les Outre-mer, le fléchage de la TGAP pourrait être dirigé vers le Fonds Exceptionnel d'Investissement (FEI), dispositif qui aide les projets d'investissements des collectivités territoriales des Outre-mer et qui fonctionne bien. Il serait à ce titre intéressant de moduler davantage la TGAP en faveur de la valorisation énergétique dans les Outre-mer afin d'inciter à ce mode de valorisation de déchets



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Daniel LAURENT, Mme IMBERT, M. BELIN, Mme BERTHET, MM. Jean-Baptiste BLANC et BURGOA, Mmes CHAIN-LARCHÉ et DUMONT, MM. KERN et KLINGER, Mme LASSARADE, MM. Henri LEROY, MILON, de NICOLAY, PELLELAT et PIEDNOIR, Mme RICHER, MM. GENET, BAS, DUPLOMB, Jean-Marc BOYER et BOUCHET, Mme DUMAS, MM. GRAND, POINTEREAU et DUFFOURG, Mme VENTALON, M. DARNAUD, Mmes GOY-CHAVENT, PERROT et BONFANTI-DOSSAT, MM. BONHOMME, BACCI, BONNUS, BOULOUX, COURTIAL, BRISSON, PACCAUD et SOL, Mme BELLUROT, M. GREMILLET, Mme GOSSELIN, M. RAPIN, Mme MICOULEAU, M. PANUNZI et Mmes LOPEZ et GRUNY

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES**

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le II de l'article 151 septies du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les seuils de recettes mentionnés au présent II sont actualisés tous les trois ans dans la même proportion que l'évolution triennale de la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu, arrondis à la centaine d'euros la plus proche. »

II. – Le I du présent article s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

III. – La perte de recettes pour l'État résultant du présent article est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à la taxe mentionnée à l'article 235 ter ZD du code général des impôts.

**OBJET**

L'objet de cet amendement est d'indexer les plafonds d'exonération des plus-values des petites entreprises.

Il est ainsi proposé de réévaluer le plafond d'exonération des plus-values de ces petites entreprises dans des conditions comparables à celles applicables aux seuils de recettes déterminant les régimes d'imposition applicables, soit tous les trois ans en fonction de l'évolution triennale de la limite supérieure de la première tranche de l'impôt sur le revenu.

Tel est l'objet du présent amendement proposé par la Confédération Nationale des producteurs de vins et eaux de vie de vin à Appellations d'Origine Contrôlées.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Daniel LAURENT, Mme IMBERT, M. BELIN, Mme BERTHET, MM. BURGOA et Jean-Baptiste BLANC, Mmes CHAIN-LARCHÉ et DUMONT, MM. KERN et KLINGER, Mme LASSARADE, MM. Henri LEROY, MILON, de NICOLAY, PANUNZI, PELLEVAL et PIEDNOIR, Mme RICHER, MM. GENET, BAS, DUPLOMB, Jean-Marc BOYER et BOUCHET, Mme DUMAS, MM. GRAND, POINTEREAU et DUFFOURG, Mme VENTALON, M. DARNAUD, Mmes LOPEZ et BONFANTI-DOSSAT, M. BONHOMME, Mme PERROT, MM. BRISSON, BONNUS, BACCI, COURTIAL, PACCAUD, SOL et BOULOUX, Mmes BELLUROT, GRUNY et GOSSELIN, MM. RAPIN et GREMILLET et Mmes MICOULEAU et GOY-CHAVENT

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 4**

Après l'article 4

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le premier alinéa du b du I de l'article 219 du code général des impôts est complété par une phrase ainsi rédigée : « Le montant limite du bénéfice taxé au taux réduit est actualisé tous les trois ans dans la même proportion que l'évolution triennale de la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu, arrondis à la centaine d'euros la plus proche. »

II. – Le I du présent article s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Depuis plusieurs années, les entreprises agricoles sont encouragées à opter pour l'imposition sur les sociétés.

L'objet de cet amendement vise ainsi à revaloriser et indexer le plafond d'application du taux réduit de l'impôt des sociétés des petites et moyennes entreprises confrontées à un cadre fortement inflationniste.

Aussi, il est proposé de réévaluer le montant limite du bénéfice taxé au taux réduit dans des conditions analogues à celles applicables aux seuils de recettes déterminant les régimes d'imposition applicables, soit tous les trois ans en fonction de l'évolution triennale de la limite supérieure de la première tranche de l'impôt sur le revenu.

Tel est l'objet du présent amendement proposé par la Confédération Nationale des producteurs de vins et eaux de vie de vin à Appellations d'Origine Contrôlées.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme JOSEPH, MM. LEVI, MOUILLER, HENNO, Jean-Baptiste BLANC, BACCI, PANUNZI, CADEC, LAUGIER, PIEDNOIR, Henri LEROY, DAUBRESSE, PELLEVAL et BRISSON, Mme BERTHET, MM. BRUYEN, PERRIN, BELIN et Daniel LAURENT, Mmes DUMONT, IMBERT, Laure DARCOS, VENTALON et de LA PROVÔTÉ, MM. PAUMIER, KERN, GENET, MEIGNEN et BAS, Mmes DUMAS, BORCHIO FONTIMP et DEMAS et MM. Cédric VIAL et GROSPERRIN

C	
G	

**ARTICLE 5 SEXVICIES**

I.- Après l'alinéa 4

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

...° Au e) du 2° du II du même article 220 sexdecies, le mot : « douze » est remplacé par le mot : « dix-huit » ;

...° Au III dudit article 220 sexdecies, l'année : « 2024 » est remplacée par l'année : « 2026 » ;

II. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – Le présent article ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le crédit d'impôt en faveur des représentations théâtrales d'œuvres dramatiques, institué par l'article 22 de la loi n°2020-1721 du 29 décembre 2020, n'a malheureusement pu être pleinement utilisé par les entreprises en 2021 en raison de la crise sanitaire. Ce n'est que l'année dernière qu'elles ont commencé à y recourir. Or, cette utilisation normale sera compromise par le terme prévu par l'article 220 *sexdecies* du code général des impôts au 31 décembre 2024. Après cette date, il ne sera donc plus possible d'y recourir, ce qui constitue une instabilité pour les producteurs dans le domaine du théâtre, alors que projets et des investissements sont en actuellement cours. La date du 31 décembre 2024 constitue un couperet brutal. Pour mieux préparer les acteurs de la filière théâtrale, il vous est proposé de prolonger le crédit d'impôt théâtre pour une durée supplémentaire de deux ans, soit jusqu'au 31 décembre 2026. Cette prolongation de deux ans permettra aussi au législateur de mieux analyser ce dispositif et d'envisager des solutions pour l'avenir. L'amendement propose également de modifier l'article 5 *sexvicies* du projet de loi de finances en aménageant le critère trop restrictif de diffusion dans deux lieux différents sur une période de douze mois consécutifs prévu par l'article 220 *sexdecies* du code général des impôts. Cette période ne correspond pas au cycle d'exploitation d'une pièce de théâtre qui comprend une phase de création dans un lieu pour une première série de dates plus ou



moins longue, puis une tournée. L'allongement de la période à dix-huit mois est donc adapté à la diffusion dans au moins deux lieux distincts.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. LEVI, Mmes MORIN-DESAILLY et BILLON, M. LAUGIER, Mme de LA PROVÔTÉ, MM. KERN et HINGRAY, Mmes Olivia RICHARD et VENTALON, MM. HENNO et Alain MARC, Mme JOSENDE et MM. DUFFOURG, Henri LEROY, CHATILLON, CIGOLOTTI, Jean-Michel ARNAUD, BONNECARRÈRE, BONHOMME, PANUNZI, DELCROS et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 3 SEXVICIES

## I. - Après l'alinéa 4

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

...° Au premier alinéa du III de l'article 220 sexdecies du code général des impôts, l'année : « 2024 » est remplacée par l'année : « 2026 ».

## II. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – Le présent article ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La Loi n°2020-1721 du 29 décembre 2020 - art. 22 (V) a introduit le crédit d'impôt théâtre. Toutefois, en 2021, la crise sanitaire liée à la COVID-19 a limité son utilisation par les entreprises. En 2022, elles ont pu commencer à tirer parti de ce dispositif.

Cependant, la situation a entravé l'évaluation efficace de l'impact de ce crédit d'impôt sur le secteur théâtral. En s'inspirant de l'étude réalisée par le CNM sur le crédit d'impôt spectacle vivant (CISV), on peut déduire que le crédit d'impôt théâtre joue un rôle clé dans la préservation de la diversité et de la vitalité des petites et moyennes entreprises (PME) et des très petites entreprises (TPE) du théâtre. Ce dispositif stimule l'emploi dans le secteur, exigeant l'embauche d'au moins six artistes, et encourage la production de spectacles de haute qualité et diversifiés, tout en favorisant leur diffusion à travers le pays.

L'expiration prévue du crédit d'impôt théâtre le 31 décembre 2024 crée une incertitude pour les producteurs. La proximité de cette échéance les empêche de considérer ce crédit dans leurs projets à long terme, notamment pour les productions théâtrales dont les effets se ressentiront bien au-delà de cette date.

En réponse à cette situation, cet amendement propose de prolonger le crédit d'impôt théâtre d'un an, le reportant au 31 décembre 2026. Cela donnera le temps nécessaire pour une évaluation complète de l'efficacité du dispositif et pour envisager des ajustements adaptés.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. LEVI, Mme MORIN-DESAILLY, M. KERN, Mme BILLON, M. HINGRAY, Mme de LA PROVÔTÉ, M. LAUGIER, Mmes VENTALON et Olivia RICHARD, MM. HENNO et Alain MARC, Mme JOSENDE et MM. DUFFOURG, Henri LEROY, CHATILLON, CIGOLOTTI, Jean-Michel ARNAUD, BONNECARRÈRE, BONHOMME, PANUNZI, DELCROS et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 5 SEXVICIES****I. - Après l'alinéa 4**

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

...° Au e du 2° du II de l'article 220 sexdecies du code général des impôts, le mot : « douze » est remplacée par le mot : « dix-huit ».

**II. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :**

.... – Le présent article ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Introduit par la loi n°2020-1721 du 29 décembre 2020 (art. 22 (V)), le crédit d'impôt théâtre n'a été que partiellement utilisé en 2021 en raison de la crise COVID-19. Cependant, en 2022, les entreprises ont commencé à exploiter davantage ce dispositif.

Dans ce contexte, il s'est avéré difficile de mener une évaluation complète de l'impact de ce crédit d'impôt sur le secteur théâtral. Néanmoins, en se référant à l'étude menée par le CNM sur le crédit d'impôt spectacle vivant (CISV), on peut raisonnablement supposer que le crédit d'impôt théâtre favorise la diversité et la prospérité des PME et TPE du secteur théâtral.

Ce crédit a également un impact positif sur l'emploi dans le secteur, car il est conditionné à l'embauche d'au moins six artistes. Il encourage l'amélioration de la qualité et de l'ambition des productions théâtrales, tout en préservant leur diversité artistique et en facilitant leur diffusion sur le territoire national.

Cependant, le critère actuel, qui exige la diffusion d'une pièce dans au moins deux lieux différents sur douze mois consécutifs, ne reflète pas le cycle opérationnel typique d'une production théâtrale. Ce

cycle comprend souvent une première phase de création et de représentation dans un lieu, suivie d'une phase de planification et de tournée. Par conséquent, un allongement de cette période à dix-huit mois semble nécessaire pour répondre de manière plus réaliste aux besoins du secteur.

Ainsi, cet amendement vise à ajuster ce critère spécifique du crédit d'impôt théâtre afin de le rendre plus adapté et efficace pour les productions théâtrales.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. REYNAUD, BAS, BELIN, BOUCHET, BOULOUX, BRISSON et CHASSEING, Mmes DUMAS, DUMONT et JOSENDE, M. KAROUTCHI, Mme NOËL et MM. PANUNZI, SAUTAREL, SOMON, WATTEBLED, GREMILLET et KLINGER

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 3 VICIES

Supprimer cet article.

**OBJET**

Par voie d'amendement introduit lors de l'examen à l'Assemblée nationale du PLF pour 2024 et intégré au texte considéré comme adopté suite au recours à l'article 49.3, le gouvernement est venu préciser le champ des activités éligibles à l'exonération partielle, dite « Dutreil » de droits de mutation à titre gratuit prévue par le CGI.

Le Pacte Dutreil, sanctuarisé par tous les gouvernements depuis 20 ans a permis, en facilitant la transmission des entreprises, particulièrement des ETI, de mettre fin à l'hémorragie du tissu d'entreprises françaises et a facilité l'actionnariat de long terme.

Or, l'amendement tel que rédigé remet en cause cet équilibre en prévoyant expressément une quote-part d'affectation fixée à 15%, le reste étant présumé non affecté à l'activité de l'entreprise et ne bénéficiant pas des abattements Dutreil, et soumis à l'appréciation discrétionnaire du contrôle fiscal.

Cette disposition aurait un impact majeur sur la trésorerie des entreprises et bloquerait leur transmission tout en étant source de complexité et de litiges avec l'administration fiscale.

Aussi, cet amendement tend à supprimer l'article 3 Vicies.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. REYNAUD, BAS, BELIN, BOUCHET, BRISSON et CHASSEING, Mmes DUMAS, DUMONT et JOSENDE, M. KAROUTCHI, Mme NOËL et MM. PANUNZI, SAUTAREL, POINTEREAU, JOYANDET et GREMILLET

C	
G	

ARTICLE 28

1° Alinéa 2, tableau, dernière colonne, quarante-neuvième ligne

Remplacer le nombre :

309 800 000

par le nombre :

315 840 000

2° Alinéa 4, tableau, dernière colonne, trente-sixième ligne

Remplacer le nombre :

309 800 000

par le nombre :

315 840 000

**OBJET**

La taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB), établie d'après la valeur locative cadastrale de ces propriétés non bâties, est majorée d'une taxe additionnelle pour financer les Chambres d'agriculture. La revalorisation de ces valeurs locatives cadastrales devrait mécaniquement avoir pour effet d'augmenter le rendement de la TFPNB ainsi que celui de la taxe additionnelle.

Or, depuis la loi de finances pour 2012, le montant de la taxe additionnelle est plafonné (300,8 millions d'euros en 2023) ce qui entraîne de facto un décrochage entre le montant de la TFPNB et celui de la taxe additionnelle, ressource essentielle pour les chambres d'agriculture.

Une simulation de l'application du taux de revalorisation cadastrale de la TFPNB à la TATFPNB montre que le montant de la TATFPNB perçu par les Chambres en 2024 devrait être d'un montant au niveau national de 336 millions d'euros.

Le texte considéré comme adopté à l'Assemblée nationale intègre un amendement du gouvernement qui porte, en 2024, le plafond à 309,8 millions d'euros soit une hausse de 3% par rapport à 2023.

Cette hausse est cependant jugée insuffisante, ce taux ne permettant plus aux Chambres d'agriculture de financer l'ensemble des missions qui leur sont confiées et alors que les agriculteurs vont voir leurs impôts fonciers croître de 7,1 %.

Aussi, cet amendement tend à porter ce taux de revalorisation à 5%.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. REYNAUD, BAS, BELIN, BOUCHET et BRISSON, Mmes DUMAS, DUMONT et JOSENDE,  
M. KAROUTCHI, Mme NOËL, MM. PANUNZI et SAUTAREL, Mme LASSARADE et  
MM. WATTEBLED, GREMILLET et KLINGER

ARTICLE 10

Alinéa 31, tableau, deuxième et dernière colonnes, deuxième et dernière lignes

Rédiger ainsi ces lignes :

42 500	18 750
46 750	20 625

**OBJET**

L'article 10 du PLF prévoit de transposer au 1<sup>er</sup> janvier 2025 une directive européenne sur la franchise de TVA.

Une entreprise communautaire pourrait désormais venir contracter avec un client français sans facturer de TVA, sous réserve que son chiffre d'affaires européen soit inférieur à 100 K€.

Or, ces entreprises communautaires n'ayant aucune obligation d'identification en France, le risque de fraude est grand.

Par ailleurs, ce régime de TVA applicable aux microentreprises est source de concurrence déloyale. Il permet ainsi à certaines entreprises d'avoir un avantage concurrentiel par rapport aux entreprises qui facturent avec TVA spécialement dans le domaine des prestations de services.

L'objet de cet amendement est donc de limiter le montant de la franchise applicable et de proposer de retenir un niveau de franchise deux fois moins important que celui retenu par cette disposition.

Cette disposition permettrait un gain pour les finances publiques évalué à plus d'un milliard d'euros selon un rapport du Conseil des prélèvements obligatoires.

Tel est l'objet de cet amendement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. REYNAUD, BAS, BELIN, BOUCHET, BRISSON et CHASSEING, Mmes DUMAS, DUMONT et JOSENDE, M. KAROUTCHI, Mme NOËL, MM. PANUNZI, SAUTAREL, SOMON et WATTEBLED, Mme LASSARADE et MM. JOYANDET, BRUYEN, BOULOUX et KLINGER

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

1° Alinéas 2 à 6

Supprimer ces alinéas.

2° Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

L'article 6 du PLF pour 2024 prévoit de recentrer le dispositif du PTZ dans le neuf aux seules zones tendues du territoire et pour les immeubles collectifs exclusivement.

Ainsi, 93% du territoire national se trouverait exclu du dispositif.

Or, le PTZ n'est pas un outil d'aubaine fiscale ; il est un appui crucial pour l'accession à la propriété des plus modestes et des plus jeunes, particulièrement dans une période où les taux d'emprunts immobiliers dépassent les 5%.

Alors que les ventes de logements neufs s'effondrent (-38 % des ventes dans l'individuel diffus entre les premiers semestres 2022 et 2023), cet arbitrage budgétaire ne serait pas sans effet pour les nombreuses TPE/PME du Bâtiment et leurs effectifs salariés.

L'élargissement du PTZ évoqué par le gouvernement dans son amendement ne profiterait en fait nullement à de nouveaux ménages, la carte du zonage montrant que le PTZ pour le neuf ne subsisterait que dans les grandes agglomérations. En outre, l'argument environnemental évoqué contre la maison individuelle ne tient pas puisque toute construction neuve doit, en France, répondre à la double contrainte ZAN et de la RE2020, l'une des normes environnementales de construction les plus exigeantes du monde.



Cet amendement vise donc à rétablir le PTZ dans le neuf collectif et individuel sur l'ensemble de notre territoire.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. REYNAUD, BAS, BELIN, BOUCHET, BRISSON et CHASSEING, Mmes DUMAS, DUMONT et JOSENDE, M. KAROUTCHI, Mme NOËL, MM. PANUNZI, SOMON, WATTEBLED et SAURY, Mmes Pauline MARTIN et LASSARADE, M. JOYANDET, Mme DREXLER, M. BRUYEN, Mme BERTHET et MM. GREMILLET, KLINGER et ROCHETTE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS**

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 199 novovicies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° La seconde phrase des 1° et 2° du VI est supprimée ;

2° La dernière phrase des 1° et 2° du A du VII bis est supprimée ;

3° La seconde phrase des 1° et 2° du E du VIII est supprimée ;

4° La seconde phrase des a et b du 3° du XII est supprimée.

II. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 168 de la loi de finances pour 2021 a prorogé de trois ans l'avantage fiscal lié au dispositif Pinel tout en en réduisant progressivement le taux.

Or, les difficultés actuelles de nombreux Français à trouver une offre locative pour se loger illustrent à quel point la dévitalisation progressive du dispositif d'amortissement Pinel constitue une erreur.

En effet, l'effondrement actuel des ventes de logements, moins 38 % dans l'individuel sur le premier semestre 2023, et moins 33 % dans le collectif, bloque l'alimentation en neuf du segment du locatif privé détenu par des bailleurs personnes physiques. Or, ces ménages bailleurs s'avèrent très sensibles aux dispositifs fiscaux de soutien.

Il paraît en conséquence nécessaire d'accroître l'offre de logements locatifs sous plafonds de loyer et de ressources, dans ce contexte de chute de l'accès à la propriété, en aménageant le dispositif Pinel pour le rendre plus attractif avant sa disparition programmée au 31 décembre 2024.

Ainsi, cet amendement propose de maintenir les taux de réduction d'impôt tels que prévus en 2022 sur les années 2023 et 2024, date à laquelle le dispositif Pinel prend fin.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BONHOMME et BRISSON, Mme DUMONT, MM. BELIN, DARNAUD, LEVI, Jean-Baptiste  
BLANC et PANUNZI, Mme PETRUS, M. HOUPERT, Mme JOSENDE, M. Henri LEROY et  
Mme VENTALON

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 DUOTRICIES

Après l'article 5 duotricies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 244 quater O du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le 1° du I, il est inséré un 1° bis ainsi rédigé :

« 1° bis de la rémunération, charges sociales incluses, des dirigeants, correspondant à leur participation directe à la création d'ouvrages mentionnés au 1°, dans la limite de 45 000 € par an. Cette rémunération n'est éligible au crédit d'impôt que pour les petites entreprises, au sens de l'article 2 de l'annexe I au règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ; » ;

2° Après le 1° du I bis, il est inséré un 1° bis ainsi rédigé :

« 1° bis de la rémunération, charges sociales incluses, des dirigeants, correspondant à leur participation directe à l'activité mentionnée au 1°, dans la limite de 45 000 € par an. Cette rémunération n'est éligible au crédit d'impôt que pour les petites entreprises, au sens de l'article 2 de l'annexe I au règlement (UE) n° 651/2014 précité ; ».

II. – Les 1° et 2° du I s'appliquent aux crédits d'impôt calculés au titre des dépenses exposées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

III. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – Le présent article ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Depuis sa création en 2006, le Crédit d'Impôt en faveur des Métiers d'Arts (CIMA) se veut comme un outil fiscal de soutien aux métiers du secteur. Pour autant, ce dispositif ne semble pas suffisamment adapté à la réalité économique de ce secteur.

En effet, actuellement, seuls les salaires et charges sociales afférents aux salariés directement affectés à la création d'ouvrages réalisés en un seul exemplaire ou en petite série maximum ouvrent le droit à un crédit d'impôt plafonné à 45 000 euros par an. Or, 86 % des ateliers sont des structures unipersonnelles et ne peuvent donc bénéficier de ce dispositif.

Cet amendement vise donc à étendre l'assiette de ce crédit d'impôt en l'étendant aux rémunérations des dirigeants non-salariés de petites entreprises correspondant à leur participation directe à l'activité.

Cette adaptation permettrait de prendre en compte la réalité de la taille d'une grande majorité des entreprises des métiers d'art et de garantir un soutien efficace à l'activité d'entreprises hautement qualifiées dont il convient de maintenir et de développer les compétences et les savoir-faire.

De fait, compte tenu de la structuration des entreprises concernées et du niveau de plafond proposé, la mesure couvre essentiellement des entreprises soumises à l'impôt sur le revenu, soit environ 13,5% de l'ensemble.

L'adoption de l'extension du CIMA répondrait aux attentes exprimées par les acteurs du secteur et s'inscrirait pleinement dans le cadre des objectifs fixés par la stratégie nationale en faveur des métiers d'art présentée le 30 mai 2023 par le Gouvernement.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. LEVI, Mmes BILLON, VENTALON et Olivia RICHARD, MM. LAUGIER, HENNO et Alain MARC,  
Mme JOSENDE, MM. DUFFOURG, Henri LEROY et CHATILLON, Mme MORIN-DESAILLY et  
MM. HINGRAY, CIGOLOTTI, BONNECARRÈRE, CHASSEING, SAURY, DELCROS,  
CAPO-CANELLAS, CANÉVET et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

## I. - Alinéas 2 à 6

Supprimer ces alinéas.

## II. - Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

L'article 6 du PLF pour 2024 prévoit de recentrer le dispositif du PTZ dans le neuf aux seules zones tendues du territoire et pour les immeubles collectifs exclusivement. Ainsi, dans les zones B2 et C, le PTZ ne serait plus accessible qu'aux seules acquisitions de biens immobiliers dans l'ancien.

Alors que les ventes de logements neufs s'effondrent (-38 % des ventes dans l'individuel diffus entre les premiers semestres 2022 et 2023) et que les conditions de crédit ne cessent de se dégrader, cette amputation du PTZ conduira à une aggravation certaine de la crise du logement neuf.

En effet, l'hyper-recentrage envisagé exclut les deux-tiers des opérations financées jusqu'alors grâce à cette aide ainsi que plus de 90 % des communes en France.

Hors « zones tendues », le projet du Gouvernement condamne donc les plus jeunes et les foyers aux ressources modestes dans leur parcours résidentiel. Pour ces Français les plus modestes, l'accession à la propriété deviendrait un horizon impossible.

Par ailleurs, cet arbitrage budgétaire ne serait pas sans effet pour les nombreuses TPE/PME du Bâtiment et leurs effectifs salariés : la production de logements neufs représente près de la moitié de l'activité de la Profession du Bâtiment. Les marchés de rénovation-réhabilitation ne sauraient à eux seuls pallier cet effondrement de la production du neuf déjà constaté partout en France.

Enfin, une telle décision représenterait une perte nette pour le budget de la Nation puisque chaque opération de PTZ rapporte, en solde net, 35 000 euros au budget de l'Etat.

Il serait donc incompréhensible que ce projet de loi de finances 2024 acte la disparition d'un produit utile aux ménages et bien maîtrisé surtout dans une période où l'inflation et les problèmes de pouvoir d'achat sont appelés à perdurer.

Cet amendement vise donc à rétablir le PTZ dans le neuf collectif et individuel sur l'ensemble de notre territoire. Ce retour doit être assorti de deux mesures complémentaires importantes, à savoir le retour à une quotité de 40 % pour toutes les zones, en neuf comme dans l'ancien avec travaux et la réactualisation des barèmes pour tenir compte des évolutions de salaires et de prix de l'immobilier intervenues depuis 2016.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. LEVI et LAUGIER, Mmes VENTALON et Olivia RICHARD, MM. HENNO et Alain MARC, Mme JOSENDE, M. DUFFOURG, Mme BILLON, MM. Henri LEROY et CHATILLON, Mme MORIN-DESAILLY et MM. HINGRAY, CIGOLOTTI, Jean-Michel ARNAUD, CHASSEING, SAURY, DELCROS, CAPO-CANELLAS et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS**

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 199 novovicies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° La seconde phrase des 1° et 2° du VI est supprimée ;

2° La dernière phrase des 1° et 2° du A du VII bis est supprimée ;

3° La seconde phrase des 1° et 2° du E du VIII est supprimée ;

4° La seconde phrase des a et b du 3° du XII est supprimée.

II. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 168 de la loi de finances pour 2021 a prorogé de trois ans l'avantage fiscal lié au dispositif Pinel tout en en réduisant progressivement le taux. Il s'agissait, selon l'exposé des motifs, de mettre en place une « transition vers un dispositif plus efficient ».

Mais l'effondrement actuel des ventes de logements (en glissement annuel sur le premier semestre 2023, -38% dans l'individuel diffus et -33 % dans le collectif), sans compter les agréments HLM qui plafonnent à 95 000 unités par an depuis 2021 (contre 110 000 à 120 000 les années précédentes), sont générateurs d'une inévitable crise du logement.

Cette baisse des ventes bloque l'alimentation en neuf du segment du locatif privé détenu par des bailleurs personnes physiques. Or, lui seul permet le maintien en volume du parc, d'autant que les

investisseurs institutionnels s'en retirent à nouveau. Ces ménages bailleurs s'avèrent, au surplus, très sensibles aux dispositifs fiscaux de soutien. La suppression d'un dispositif puissant (Périssol, Robien, Scellier) ou son rabotage (Pinel) se traduisent systématiquement par une chute des ventes, de moitié en ordre de grandeur.

Par ailleurs, les difficultés d'accès au crédit immobilier que subissent les acquéreurs, ralentissent la vente des logements éligibles, réduisant d'autant le nombre logements à loyer abordable destinés à la location dans les zones tendues.

L'objet de ce présent amendement est d'accroître l'offre de logements locatifs sous plafonds de loyer et de ressources, dans ce contexte de chute de l'accès à la propriété, en aménageant le dispositif Pinel pour le rendre plus attractif avant sa disparition programmée au 31 décembre 2024.

Ainsi, il est proposé de maintenir les taux de réduction d'impôt tels que prévus en 2022 sur les années 2023 et 2024, date à laquelle le dispositif Pinel prend fin.

Un tel délai permettrait de relancer à la fois la construction neuve et le logement locatif à loyers maîtrisés.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

M. Daniel LAURENT, Mme IMBERT, M. BELIN, Mme BERTHET, MM. BURGOA et Jean-Baptiste BLANC, Mmes CHAIN-LARCHÉ et DUMONT, MM. KERN et KLINGER, Mme LASSARADE, MM. Henri LEROY, MILON, de NICOLAY, PANUNZI, PELLELAT et PIEDNOIR, Mme RICHER, MM. GENET, BAS, DUPLOMB, Jean-Marc BOYER, BOUCHET et BRUYEN, Mme DUMAS, MM. GRAND, POINTEREAU et DUFFOURG, Mme VENTALON, M. DARNAUD, Mmes LOPEZ, GOY-CHAVENT et BONFANTI-DOSSAT, M. BONHOMME, Mme PERROT, MM. BONNUS, BACCI, COURTIAL, BRISSON, PACCAUD et SOL, Mme BELLUROT, M. BOULOUX, Mmes GRUNY et GOSSELIN, M. RAPIN, Mme JOSEPH, M. GREMILLET et Mme MICOULEAU

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES**

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 790 C du code général des impôts est établi dans la rédaction suivante :

« Art. 790 C. – Pour la perception des droits de mutation à titre gratuit entre vifs, il est créé un abattement supplémentaire de 50 000 € sur la part de chacun des enfants lorsque le donateur est âgé de moins de quatre-vingts ans au jour de la transmission.

Les enfants décédés du donateur sont, pour l'application de l'abattement, représentés par leurs descendants donataires dans les conditions prévues par le code civil en matière de représentation successorale. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'objet du présent amendement proposé par la Confédération Nationale des producteurs de vins et eaux de vie de vin à Appellations d'Origine Contrôlées, vise à augmenter l'abattement de droit commun pour les donations entre vifs effectuées avant 80 ans, de 100 000 à 150 000€.

Il s'agit par cet amendement de favoriser et d'anticiper les transmissions d'exploitations agricoles et viticoles dans le cadre familial.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. LEVI, Mmes VENTALON et Olivia RICHARD, MM. LAUGIER, HENNO et Alain MARC,  
Mme JOSENDE, M. DUFFOURG, Mme BILLON, MM. Henri LEROY et CHATILLON,  
Mme MORIN-DESAILLY, MM. HINGRAY, CIGLOTTI, Jean-Michel ARNAUD, CHASSEING, SAURY,  
BONNECARRÈRE, KERN et PANUNZI, Mmes de LA PROVÔTÉ, BONFANTI-DOSSAT, JOSEPH,  
DOINEAU et DEVÉSA et MM. Louis VOGEL, DELCROS, CANÉVET et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 14**

Après l'article 14

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le code des impositions sur les biens et services est ainsi modifié :

1° L'article L. 421-65 est ainsi rédigé :

« Art. L. 421-65. – Sont exonérés :

« 1° Tout véhicule accessible en fauteuil roulant ;

« 2° Tout véhicule affecté aux besoins de la protection civile et des services de lutte contre les incendies. » ;

2° L'article L. 421-76 est ainsi rédigé :

« Art. L. 421-76. – Sont exonérés :

« 1° Tout véhicule accessible en fauteuil roulant ;

« 2° Tout véhicule affecté aux besoins de la protection civile et des services de lutte contre les incendies. »

**OBJET**

Cet amendement vise à exonérer les services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) et les associations affiliées à la Fédération nationale de Protection Civile de certaines taxes sur l'immatriculation des véhicules, et plus particulièrement, de la taxe sur les émissions de dioxyde de carbone des véhicules de tourisme (malus écologique) et de la taxe sur la masse en ordre de marche des véhicules de tourisme (malus au poids).

Si certains véhicules des SDIS, notamment ceux de premiers secours, sont actuellement exonérés de malus, ce n'est pas le cas de tous les types de véhicules, et notamment des véhicules de reconnaissance.

Il n'est pas justifié que les SDIS subissent de tels malus, dans la mesure où les spécificités propres à leur mission de lutte contre les incendies impliquent nécessairement le recours à des véhicules particulièrement lourds, puissants, et de fait, plus polluants.

Les SDIS sont par ailleurs confrontés à des contraintes budgétaires particulièrement fortes, en raison notamment de l'intensification et de l'extension géographique du risque de feux de forêts.

Cette exonération apparaît d'autant plus nécessaire dans ce contexte



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. LEVI, BONHOMME, PANUNZI, KERN, BONNECARRÈRE, SAURY, CHASSEING, Jean-Michel ARNAUD, CIGOLOTTI et HINGRAY, Mme MORIN-DESAILLY, MM. CHATILLON et Henri LEROY, Mme BILLON, M. DUFFOURG, Mme JOSENDE, MM. Alain MARC, HENNO et LAUGIER, Mmes Olivia RICHARD et VENTALON et MM. DELCROS et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5**

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le II de la section V du chapitre I<sup>er</sup> du titre I<sup>er</sup> de la première partie du livre I<sup>er</sup> du code général des impôts est complété par une division ainsi rédigée :

« ...° : Crédit d'impôt afférent aux dépenses de réhabilitation des systèmes d'assainissement non collectif

« Art. 200 .... Les contribuables domiciliés en France au sens de l'article 4 B peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt égal à 50 % des dépenses engagées pour la réhabilitation des systèmes d'assainissement non collectif. Ces dépenses sont retenues dans la limite d'un plafond fixé à 5 000 €. Ce crédit d'impôt vient en réduction de l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle les dépenses sont effectivement supportées, après imputation des réductions d'impôt mentionnées aux articles 199 quater B à 200 bis, des crédits d'impôt et des prélèvements ou retenues non libératoires. Si le crédit d'impôt excède l'impôt dû, l'excédent est restitué.

« Les dépenses mentionnées au premier alinéa et ouvrant droit au crédit d'impôt sont déterminées par décret en Conseil d'État. »

II. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

III. La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à instaurer un crédit d'impôt sur le revenu afin d'inciter les particuliers à financer la réhabilitation des systèmes d'assainissement individuel.

Les municipalités sont responsables de la qualité des eaux rejetées sur leur territoire et de la pollution éventuelle qui en suit. C'est la raison pour laquelle les maires demandent régulièrement à leurs habitants de mettre aux normes leurs systèmes d'assainissement non collectif.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

Les agences de l'eau ne proposant pas toujours des aides budgétaires, il convient d'inciter les particuliers, via le levier fiscal, à engager les dépenses nécessaires à la réhabilitation des microstations d'épuration.

Le crédit d'impôt proposé serait égal à 50 % des dépenses engagées pour la réhabilitation des systèmes d'assainissement autonome dans la limite d'un plafond fixé à 5 000 euros.

Les dépenses ouvrant droit au crédit d'impôt seraient fixées par un décret en Conseil d'Etat.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. PANUNZI, SAUTAREL et BRUYEN, Mme MALET, MM. GROSPERRIN, BELIN et Daniel LAURENT, Mmes LASSARADE, DESEYNE et JOSEPH, MM. CAMBIER, BAS, BRISSON et Jean Pierre VOGEL, Mmes DUMAS et BORCHIO FONTIMP, MM. POINTEREAU, CHAUVET et LEVI, Mme MULLER-BRONN, M. CADEC et Mmes AESCHLIMANN et BELLUROT

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNVICIES**

Après l'article 3 unvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 779 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa du I, après le montant : « 100 000 € », sont insérés les mots : « en cas de succession et de 200 000 € en cas de donation » ;

2° Au premier alinéa du II, après le montant : « 159 325 € », sont insérés les mots : « en cas de succession et de 318 650 € en cas de donation » ;

3° Au premier alinéa du IV, les mots « en cas de donation ou, » sont remplacés par les mots : « un abattement de 31 864 € en cas de donation et » ;

4° Au V, après le montant : « 7 967 € », sont insérés les mots : « en cas de succession et de 15 934 € en cas de donation ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Alors que la fiscalité successorale française est une des plus confiscatoires d'Europe, la crise économique se traduit inversement par la volonté de procéder à des donations entre vifs, les ascendants manifestant leur volonté d'aider leurs enfants ou leurs proches. L'abattement de 100 000 euros est trop restrictif, notamment pour la donation d'un bien en pleine propriété, et le paiement des droits s'avère dissuasif.

Par cet amendement, il est proposé de maintenir les abattements actuels en cas de succession (mutations par décès) et de les doubler en cas de donation (mutations entre vifs) pour encourager la

transmission entre vifs au profit des jeunes générations. Le tableau ci-après détaille les abattements par lien de parenté et par type de mutation tel que proposé dans l'amendement.

	Succession	Donation
Ligne directe	100 000 euros	200 000 euros
Personne en situation de handicap	159 325 euros	318 650 euros
Frère ou sœur	15 932 euros	31 854 euros
Neveu ou nièce	7 967 euros	15 934 euros





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. PANUNZI, SAUTAREL et BRUYEN, Mme MALET, MM. GROSPERRIN, BELIN et Daniel LAURENT, Mmes LASSARADE, DESEYNE et JOSEPH, MM. CAMBIER, BAS, BRISSON et Jean Pierre VOGEL, Mmes DUMAS et BORCHIO FONTIMP, MM. POINTEREAU, RAPIN et LEVI, Mme MULLER-BRONN, M. CADEC et Mmes AESCHLIMANN et BELLUROT

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES**

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. - Au deuxième alinéa de l'article 784 du code général des impôts, le mot : « quinze » est remplacé par le mot : « dix ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le caractère confiscatoire de la fiscalité successorale se manifeste par la faiblesse des différents abattements selon le degré de parenté, mais aussi par le rallongement du rappel fiscal qui correspond au délai à l'issue duquel les abattements entre les mêmes individus se rechargent complètement. Par exemple, actuellement, un parent peut donner à un enfant 100 000 euros tous les quinze ans, sans payer de droits. Après la quinzième année, l'opération est renouvelable sans paiement de droits dans la même limite de montant.

Le rappel fiscal était de 6 ans jusqu'en 2011, où il est passé à 10 ans, avant d'être porté à 15 ans en 2012, au point de devenir prohibitif.

Par cet amendement, il est proposé de ramener le rappel fiscal à 10 ans, d'une part pour encourager la logique de transmission, favoriser les donations entre vifs et d'autre part, pour générer des recettes supplémentaires à l'État et aux collectivités bénéficiaires des DMTO qui pourraient profiter de cette mesure favorable aux donations.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

C	
G	

MM. PANUNZI et SAUTAREL, Mme MALET, MM. GROSPERRIN, BELIN et Daniel LAURENT, Mme JOSEPH, MM. CAMBIER, BAS, BRISSON et Jean Pierre VOGEL, Mme DUMAS, MM. POINTEREAU et CHAUVET, Mme MULLER-BRONN, MM. LEVI, RAPIN et CADEC et Mme AESCHLIMANN

ARTICLE 5 TRICIES

## I. -Avant l'alinéa 1

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

...° Le a du 3° du I de l'article 244 quater E du code général des impôts est complété par les mots : « ainsi que des agencements, installations, matériels et mobiliers des établissements de santé mis à disposition des patients créés ou acquis neuf » ;

## II. - Compléter cet article par un alinéa ainsi rédigé :

...° Au V de l'article 244 quater E du code général des impôts, après le mot : « subordonné », sont insérés les mots : « à l'exception des investissements réalisés pour la rénovation de structures hôtelières ou d'établissements de santé privés ».

## III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le V de l'article 244 quater E du code général des impôts rappelle que le bénéfice du crédit d'impôt pour les investissements en Corse est subordonné au respect de l'article 14 du Règlement n°651/2014 de la Commission européenne.

Concrètement, par cette disposition, se trouvent exclus de l'éligibilité au crédit d'impôt les investissements réalisés pour la rénovation d'hôtels ou d'établissements de santé privés à moins qu'ils n'aient pour conséquence d'étendre la capacité de l'établissement, ou qu'ils ne soient réalisés après l'acquisition d'un établissement qui était fermé ou qui allait l'être sans cette acquisition et ces investissements. Autrement dit, un hôtelier propriétaire en Corse ne peut bénéficier du crédit d'impôt pour rénover son établissement, malgré l'alinéa d fu 2° du I de l'article 244 quater E du CGI qui vise expressément les travaux de rénovation d'hôtels ou l'alinéa e qui vise les établissements de santé privés.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

Cette inéligibilité préjudiciable à l'économie insulaire trouve sa source dans un règlement européen que la représentation nationale ne peut modifier, d'où la première partie du présent amendement pour soustraire la rénovation d'hôtels et d'établissements de santé privés aux conditions établis dans le règlement.

Dans le même ordre d'idée, l'amendement propose également de compléter les a, d et e du 3° du I de l'article 244 quater E relatif au crédit d'impôt. Il s'agit de préciser la rédaction pour optimiser les investissements éligibles pour les travaux de rénovation d'hôtel et d'établissements de santé privés au-delà de l'acquisition, l'extension ou la création.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. PANUNZI et SAUTAREL, Mme MALET, MM. GROSPERRIN, BELIN et Daniel LAURENT,  
Mme JOSEPH, MM. BAS et Jean Pierre VOGEL, Mme DUMAS, MM. CHAUVET et LEVI,  
Mme MULLER-BRONN, M. CADEC et Mme AESCHLIMANN

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 TRICIES

Après l'article 5 tricies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. - Sur l'exercice 2024, les taux mentionnés au premier alinéa du 3° et au premier alinéa du 3° bis du I de l'article 244 quater E du code général des impôts sont, par dérogation à ces dispositions, portés respectivement à 30 % et à 40 %.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Depuis la crise sanitaire, le PIB de la Corse a diminué de façon importante puisqu'entre 2019 et 2020, la baisse a été de 6 points (Insee Analyses Corse, n°39 mai 2022). Et le secteur de l'hébergement et de la restauration, particulièrement présent sur l'île et identifié comme prioritaire par le dispositif du CIIC, a enregistré une chute de 35%.

Depuis la crise sanitaire, la Corse peine à retrouver une situation économique stabilisée et un niveau d'investissement satisfaisant. D'où le présent amendement visant à majorer de 10 points le taux de crédit d'impôt qui est de 20% pour les PME et de 30% pour les TPE. Cette majoration temporaire permettrait d'accompagner les entreprises dans leur développement et dans la préservation de l'emploi en Corse.

Il est à noter que lors de sa mise en place, le montant du taux du CIIC avait été évalué sur la même base que le taux d'aide à finalité régionale (AFR). Or, le décret n°2022-968 du 30 juin 2022 revalorise le taux AFR aux zones d'aide à l'investissement des PME pour la période 2022-2027. Par parallélisme des formes, cette majoration s'inscrit dans la même logique de soutien au monde économique

Il est à noter que depuis plusieurs mois, les conséquences de la crise se font ressentir en termes d'assignations et de procédures collectives, ces dernières ayant augmenté de 65% sur les douze derniers mois lorsque les injonctions à payer ont bondi de 40%. Dans ce contexte difficile, il est plus que jamais primordial de promouvoir le niveau d'investissement.







**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. PANUNZI et SAUTAREL, Mme MALET, MM. GROSPERRIN, BELIN et Daniel LAURENT,  
Mme JOSEPH, MM. BAS et Jean Pierre VOGEL, Mme DUMAS, M. CHAUVET, Mme MULLER-BRONN,  
MM. LEVI et CADEC et Mme AESCHLIMANN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 QUINDECIES**

Après l'article 5 quindecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le taux de l'avantage fiscal prévu au premier alinéa du VI ter de l'article 199 terdecies-0 A du code général des impôts est exceptionnellement fixé à 50 % pour les versements mentionnés au même premier alinéa effectués entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2024.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les montants collectés au titre du FIP Corse se montent aujourd'hui à près de 380 millions d'euros, soit 2.000 emplois directs en Corse et 5.000 emplois induits. Aujourd'hui, les taux de réduction actuels sont de 38% pour la souscription d'un FIP Corse contre 18% pour un FIP finançant les entreprises continentales.

L'économie insulaire, durement impactée par la crise, a besoin d'un apport d'investissement extérieur pour soutenir l'activité. Porter à 50% le taux actuel sur le seul exercice 2024 est de nature à favoriser l'investissement dans les entreprises insulaires alors même qu'elles se trouvent particulièrement mises à mal avec une structuration de l'économie reposant pour près d'un tiers sur le secteur touristique qui subit de plein fouet les effets de la crise sanitaire, économique et sociale.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. PANUNZI, Mme MALET, MM. GROSPERRIN, BELIN et Daniel LAURENT, Mmes LASSARADE et JOSEPH, MM. BAS, BRISSON et Jean Pierre VOGEL, Mme DUMAS, MM. CHAUVET et LEVI, Mme MULLER-BRONN, M. CADEC et Mme AESCHLIMANN

ARTICLE 15

Supprimer cet article.

**OBJET**

Cette nouvelle taxe se substitue à ce que le Gouvernement prévoyait initialement, à savoir l'augmentation de la taxe de solidarité sur les billets d'avion (TSBA) pour financer des investissements d'envergure dans le domaine ferroviaire et promouvoir la mobilité propre. Outre le fait que l'aérien a également besoin d'investissement pour s'adapter à la transition énergétique, il a été omis qu'il existe des territoires insulaires dont l'accès ne peut se faire par le rail, notamment la Corse, et qu'il eut été injuste que la TSBA soit augmentée pour les liaisons aériennes avec la Corse sans pouvoir bénéficier d'investissements ferroviaires.

Cette augmentation a finalement été abandonnée pour donner lieu à sa version actuelle qui consiste à taxer les concessions aéroportuaires et autoroutières dans le but de dégager 600 M€ qui seraient investis dans les infrastructures ferroviaires.

La difficulté majeure réside dans le fait que les concessionnaires vont forcément répercuter le coût de cette nouvelle fiscalité sur les compagnies et donc sur les usagers qui vont voir le coût de leurs billets d'avion et de leurs passages au péage augmenter. Pour ce qui concerne les aéroports, seuls les plus grands seront concernés. Justement, tous les petits aéroports qui leur sont connectés auront à assumer l'augmentation du coût des billets. En Corse, où la DSP aérienne connaît à cette heure des incertitudes, et où l'on cherche par tous les moyens à baisser le coût des billets afin d'assurer une continuité territoriale effective, ça se traduirait forcément par une augmentation des tarifs étant donné que les trois lignes DSP relient les quatre aéroports de Corse et Paris-Orly, Marseille et Nice, tous trois concernés par cette nouvelle taxe.

Dans des territoires non raccordés au maillage ferroviaire hexagonal ou qui en seraient mal desservis, cette taxe est profondément injuste, d'où le présent amendement de suppression.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. PANUNZI, GROSPERRIN, BELIN et Daniel LAURENT, Mmes LASSARADE et JOSEPH,  
MM. BAS et Jean Pierre VOGEL, Mme DUMAS, M. CHAUVET, Mme MULLER-BRONN, M. CADEC et  
Mme AESCHLIMANN

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEPTVICIÉS

Après l'article 3 septviciés

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1 ° Après le cinquième alinéa de l'article L. 3121-24, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsqu'un groupe d'élus est constitué en association, le conseil départemental verse à l'association les crédits mentionnés au quatrième alinéa. Le président de l'association est alors l'ordonnateur des dépenses. » :

2 ° Après le cinquième alinéa de l'article L. 4132-23, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsqu'un groupe d'élus est constitué en association, le conseil régional verse à l'association les crédits mentionnés au quatrième alinéa. Le président de l'association est alors l'ordonnateur des dépenses. »

**OBJET**

Les groupes politiques des conseils départementaux et régionaux se voient allouer des enveloppes de fonctionnement ne pouvant dépasser 30% du montant total des indemnités versées aux élus.

A ce jour, les groupes se trouvent limités dans l'usage de ces enveloppes puisque c'est le président de la collectivité qui est l'ordonnateur et que les demandes doivent transiter par les marchés du département ou de la région. Or, les besoins d'un groupe politique, notamment d'opposition, ne sont pas toujours compatibles avec des marchés administratifs. C'est notamment le cas des études ou prestations de service intellectuelles que les groupes ne peuvent pas mobiliser sur leurs enveloppes.

A l'inverse, les groupes au Sénat ou à l'Assemblée nationale, structurés de façon associative, disposent de la personnalité morale et peuvent à ce titre gérer librement les moyens qui leur sont alloués.

L'objet du présent amendement est, tout en maintenant le mécanisme actuel, de permettre aux groupes politiques de se constituer en associations et de se voir reverser par la collectivité de rattachement le montant identique. Dans ce cas, c'est le président de l'association de gestion du groupe qui sera

l'ordonnateur et qui pourra de fait gérer de façon autonome ledit budget, et ce, sans aggraver la charge publique puisque ces enveloppes resteront constantes. D'où l'absence de gage. Ce sont juste les modalités d'utilisation qui seront modifiées.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BONHOMME et BRISSON, Mme DUMONT, MM. BELIN, DARNAUD, LEVI, Jean-Baptiste  
BLANC et PANUNZI, Mme PETRUS, M. HOUPERT, Mme JOSENDE et M. Henri LEROY

C	
G	

ARTICLE 6

## I. - Alinéas 2 à 6

Supprimer ces alinéas.

## II. - Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

L'article 6 du PLF pour 2024 prévoit de recentrer le dispositif du PTZ dans le neuf aux seules zones tendues du territoire et pour les immeubles collectifs exclusivement. Ainsi, dans les zones B2 et C, le PTZ ne serait plus accessible qu'aux seules acquisitions de biens immobiliers dans l'ancien.

Alors que les ventes de logements neufs s'effondrent (-38 % des ventes dans l'individuel diffus entre les premiers semestres 2022 et 2023) et que les conditions de crédit ne cessent de se dégrader, cette amputation du PTZ conduira à une aggravation certaine de la crise du logement neuf.

En effet, l'hyper-recentrage envisagé exclut les deux-tiers des opérations financées jusqu'alors grâce à cette aide ainsi que plus de 90 % des communes en France.

Hors « zones tendues », le projet du Gouvernement condamne donc les plus jeunes et les foyers aux ressources modestes dans leur parcours résidentiel. Pour ces Français les plus modestes, l'accession à la propriété deviendrait un horizon impossible.

Par ailleurs, cet arbitrage budgétaire ne serait pas sans effet pour les nombreuses TPE/PME du Bâtiment et leurs effectifs salariés : la production de logements neufs représente près de la moitié de l'activité de la Profession du Bâtiment. Les marchés de rénovation-réhabilitation ne sauraient à eux seuls pallier cet effondrement de la production du neuf déjà constaté partout en France.

Enfin, une telle décision représenterait une perte nette pour le budget de la Nation puisque chaque opération de PTZ rapporte, en solde net, 35 000 euros au budget de l'Etat.

Il serait donc incompréhensible que ce projet de loi de finances 2024 acte la disparition d'un produit utile aux ménages et bien maîtrisé surtout dans une période où l'inflation et les problèmes de pouvoir d'achat sont appelés à perdurer.

Cet amendement vise donc à rétablir le PTZ dans le neuf collectif et individuel sur l'ensemble de notre territoire. Ce retour doit être assorti de deux mesures complémentaires importantes, à savoir le retour à une quotité de 40 % pour toutes les zones, en neuf comme dans l'ancien avec travaux et la réactualisation des barèmes pour tenir compte des évolutions de salaires et de prix de l'immobilier intervenues depuis 2016.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Jean-Baptiste BLANC

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 16

I. - Alinéa 123, tableau, quatre dernières colonnes, troisième ligne

Rédiger ainsi cette ligne :

0,5	5,04	1,00	10,08
-----	------	------	-------

II. - Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes pour les agences de l'eau résultant du présent article est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre 1<sup>er</sup> du livre III du codes des impositions sur les biens et services.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre 1<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et les services.

**OBJET**

Le projet de loi de finances prévoit un relèvement des taux plafonds de 40% et l'instauration de taux planchers, fixé à 28% du plafond pour les différents usages.

Cependant, les taux actuels varient considérablement selon les bassins, notamment pour l'irrigation, tant pour les prélèvements en catégorie 1 (hors zone de répartition des eaux) et en catégorie 2 (en zone de répartition des eaux).

Les bassins les plus impactés en irrigation non gravitaire en zone de répartition des eaux sont Rhône Méditerranée Corse et Adour-Garonne, avec des augmentations respectives de 3,5 et 2,3 du fait du plancher envisagé très élevé.

Selon le ministère de la Transition écologique, les augmentations minimales pour les agriculteurs seraient, par exemple, de 6,22 millions d'euros en Rhône Méditerranée Corse, soit + 144%.

Au total, c'est un minimum de 10 millions d'euros d'augmentation de redevance prélèvement qui est attendu par la fixation des planchers soit +37%.

De telles augmentations ne sont supportables pour aucun acteur économique, d'autant qu'elles viendront impacter fortement y compris ceux qui ont investis pour gagner en efficacité à l'hectare. elles limiteront en outre la capacité d'investissement des agriculteurs pour répondre aux différents enjeux de la planification écologique.

Elles sont d'autant plus inacceptables que, malgré les demandes pour une meilleure transparence, la profession agricole ne dispose pas de visibilité sur les financements actuels des agences de l'eau en faveur de la gestion quantitative de l'eau, en particulier sur la sécurisation des ressources en eau.

Cet amendement vise donc à abaisser le plancher de la redevance pour l'irrigation non gravitaire à 0,5 centime d'euros/m<sup>3</sup> en catégorie 1 et à 1 centimes d'euros/m<sup>3</sup> en catégorie 2. Cela correspond à 10% du plafond au lieu de 28%.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Jean-Baptiste BLANC

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 16**

I. - Alinéas 110 et 111

Supprimer ces alinéas.

II. - Pour compenser la perte de recette résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes pour les agences de l'eau résultant du présent article est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – la perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et les services.

**OBJET**

L'augmentation de la redevance pour pollution diffuse est vécue comme un impôt supplémentaire de 37 millions d'euros sur la production, visant à assurer une recette permanente à la redevance pour pollution diffuse, même quand les utilisations de produits phytosanitaires baissent. Les 37 millions d'euros s'ajouteraient aux 171 millions d'euros déjà collectés en moyenne entre 2019 et 2022 (+22%).

Cela aggraverait les distorsions de concurrence avec les producteurs des autres Etats - Membres de l'Union Européenne.

Une telle augmentation impacterait négativement les investissements sur les exploitations agricoles, quand est attendu de l'agriculture une accélération de la transition agroécologique et une contribution à la planification écologique.

Et ce d'autant plus que les éléments chiffrés enfin obtenus sur les actions financées par les agences de l'eau en matière de réduction de l'usage des produits phytosanitaires traduisent leur faible accompagnement de l'agriculture conventionnelle dans la transition.

Enfin, l'augmentation affecterait de manière différenciée les cultures, certains producteurs n'ayant plus accès, pour certaines maladies ou certains bioagresseurs, qu'à des produits fortement taxés.

Cet amendement vise à maintenir les taux actuels pour la redevance pour pollution diffuse.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Jean-Baptiste BLANC

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 16**

I. – Alinéas 141 et 142

Supprimer ces alinéas.

II. – Pour compenser la perte de recette résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes pour les agences de l'eau résultant du présent article est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – la perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et les services.

**OBJET**

le projet de loi de finances instaure, pour l'irrigation gravitaire, une augmentation progressive de l'assiette, pour l'instant fixée forfaitairement à 10 000 m<sup>3</sup> par an, de 1000 m<sup>3</sup> par an jusqu'en 2029 inclus et l'obligation, quand un compteur est installé, d'utiliser cet index. Cette augmentation de l'assiette s'additionne à une augmentation des tarifs de redevances, notamment pas l'instauration d'un plancher supérieur au taux actuel pour la majorité des bassins.

Or, dans certains territoires, l'irrigation gravitaire contribue à la préservation de zones humides et à la production d'eau potable. C'est le cas de la nappe de Crau qui alimente en eau potable près de 300 000 habitants et dont l'alimentation en eau de la nappe est majoritairement d'origine artificielle. C'est l'irrigation traditionnelle des prairies de foin de Crau, dite "par submersion" qui assure la plus grande part de la recharge de la nappe (70%), la pluie complète cet apport principal.

Pour permettre de préserver l'irrigation gravitaire dans les territoires où elle répond aux enjeux sociétaux, l'amendement vise à retirer les alinéas modifiant l'assiette pour le calcul de la redevance.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Jean-Baptiste BLANC

ARTICLE 16

I. - Alinéa 38

Supprimer cet alinéa.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le projet de loi des finances instaure un article spécifique pour la redevance élevage, en reprenant l'assiette et le taux inscrits actuellement dans le code de l'environnement. I introduit en outre des possibilités d'adaptation, par unité géographique au sein des bassins, du taux et prévoit, comme pour les redevances, une indexation du taux de 3 euros/Unité Gros bétail sur l'inflation.

Les possibilités d'adapter la redevance élevage par territoire risquent de fragiliser encore l'élevage, au moment où l'enjeu premier est le renouvellement des générations d'éleveurs et notre souveraineté alimentaire.

Le présent amendement vise donc à retirer ces possibilités d'adapter le tarif de 3 euros / Unité Gros Bétail par unité géographique, en maintenant l'exception des activités agricoles.

C	
G	



**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

MM. MOUILLER et FAVREAU, Mme BERTHET, M. PANUNZI, Mme LASSARADE, MM. BELIN, CADEC, Jean Pierre VOGEL, MANDELLI, BRISSON, BAS et MEIGNEN, Mme DREXLER, MM. GENET, PAUMIER, CHATILLON, NOUGEIN et Henri LEROY, Mmes GOY-CHAVENT et CANAYER, MM. CHEVROLLIER, KLINGER et Jean-Marc BOYER, Mmes DESEYNE et DUMONT, MM. PIEDNOIR et SOMON, Mmes ESTROSI SASSONE et MALET, M. KAROUTCHI, Mmes IMBERT, SCHALCK, PLUCHET, MICOULEAU, AESCHLIMANN et RICHER, MM. RIETMANN, PERRIN et PELLEVAT, Mme VALENTE LE HIR, MM. BRUYEN, BOUCHET, SOL, SAVIN et CHAIZE, Mme GARNIER, M. BURGOA, Mmes GOSSELIN et Valérie BOYER, MM. SAUTAREL, REICHARDT, BAZIN et MILON et Mmes JOSENDE, CARRÈRE-GÉE, BELRHITI, JOSEPH, BORCHIO FONTIMP, DUMAS, MULLER-BRONN, EUSTACHE-BRINIO et GRUNY

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5**

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. L'article L. 224-4 du code monétaire et financier est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° En cas de dépendance du titulaire, de son conjoint ou de son partenaire lié par un pacte civil de solidarité, ou de ses ascendants. Cette dépendance s'apprécie au sens d'un groupe iso ressource (GIR) de niveau 1 à 4 de la grille AGGIR, établie par un certificat médical. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La dépendance est un risque en progression avec un pic qui est encore à venir. La population Française vieillit : la part des personnes de 75 ans et plus est passée de 7,1 % de la population en 2000 à 9,5 % en 2020 et devrait atteindre 16,4 % en 2050 dans le scénario central de l'INSEE publié en 2016.

Ce vieillissement de la population se traduira mécaniquement par une hausse des personnes dépendantes, le risque de perte d'autonomie étant fortement croissant avec l'âge. Ainsi, la DREES estime qu'en 2030, le nombre de bénéficiaires de l'APA passera à 1,6 millions (contre 1,3 millions fin 2020).

Or, et même si les récentes évolutions vont dans le bon sens, les réponses actuelles ne sont toujours pas à la hauteur des enjeux, que ce soit sur le plan financier ou sur le plan sociétal, car la perte d'autonomie a également des conséquences sur les familles.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

On estime à 11 millions le nombre d'aidants familiaux – cette aide va souvent de pair avec des difficultés tant au niveau professionnel que sur la santé de l'aidant.

Sur le plan financier, le reste à charge peut se révéler important pour les familles : la DREES a publié en juillet 2022 une estimation du reste à charge des résidents en établissements pour personnes âgées (EHPA, Ehpad et USLD). Les frais de séjour s'élevaient en 2019 à près de 2.400€ mensuels, pour un montant moyen d'aides de 428€ par mois. Le reste à charge moyen se monte donc à près de 2.000 €, à mettre en face d'une pension de retraite moyenne brute de droit direct en 2021 d'un peu moins de 2.000€ pour un homme, et environ 1.200€ pour une femme.

La DREES estime ainsi que près de quatre résidents sur cinq sont dans l'impossibilité de financer leurs frais de séjour grâce à leurs ressources courantes et doivent faire appel à d'autres solutions (épargne, recours à l'Aide Sociale à l'Hébergement – cependant celle-ci est récupérable sur succession et par ailleurs n'est versée qu'après prise en compte de l'apport des obligés alimentaires tels que les enfants, etc...).

Face à ce risque, il est donc nécessaire de mobiliser les ressources le plus largement possible, et au-delà des ressources publiques. La loi PACTE avait prévu la possibilité d'une option Dépendance mais au travers d'un dispositif très contraignant, qui a découragé sa mise en œuvre.

Afin de permettre la mobilisation de l'épargne retraite, cet amendement vise à ajouter un 7ème cas de déblocage "accidents de la vie" au sein du PER en cas de Dépendance (GIR 1 à 4) de l'adhérent, de son conjoint ou de ses ascendants, afin d'améliorer la couverture de ce risque.

Ceci permettrait de renforcer l'attrait du PER tout en élargissant son usage en faveur du financement du grand-âge et en en faisant un produit d'épargne pour la dépendance.

Les usages en seraient :

L'Aidance : permettre en phase de constitution de débloquer en une ou plusieurs fois son épargne en cas de Dépendance de son conjoint ou de ses ascendants ; dans les mêmes conditions fiscales que les cas "accident de la vie" (à savoir pas d'Impôt sur le Revenu et uniquement 17.2% de Prélèvements Sociaux).

La Dépendance : permettre de débloquer l'épargne post départ en Retraite, pour sa Dépendance, celle du conjoint ou de ses ascendants, en capital en une ou plusieurs fois en bénéficiant des exonérations fiscales "accident de la vie". Cela encouragerait à conserver l'épargne (voire continuer à verser) au-delà du départ en Retraite.

La Transmission aux bénéficiaires en cas de décès sans usage Retraite ou Dépendance, dans les conditions actuelles du PER.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BONHOMME et BRISSON, Mme DUMONT, MM. BELIN, LEVI, DARNAUD et PANUNZI,  
Mmes PETRUS et JOSENDE et M. Henri LEROY

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS**

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le b quater du 1° du I de l'article 31, il est inséré un b quinquies ainsi rédigé :

« b quinquies) Une déduction au titre de l'amortissement égale à 2 % du prix du bâti du bien immobilier. Pour les dépenses de travaux autres que celles prévues au b et b bis supra, une déduction au titre de l'amortissement égale à 7 % pour les 10 premières années et 6 % pour les 5 années suivantes. » ;

2° Le I de l'article 156 est ainsi modifié :

a) Le 1° ter est abrogé ;

b) Les deux premiers alinéas du 3° sont supprimés ;

c) Le quatrième alinéa du 3° ne s'applique pas aux revenus fonciers perçus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les bailleurs personnes physiques (ménages) dominent le parc locatif en France. Ils détiennent 57 % des logements concernés en 2019, contre 41 % pour les bailleurs sociaux et moins de 2 % pour les autres personnes morales.

La place des ménages-bailleurs dans le parc locatif s'avère d'autant plus forte que les logements se situent dans des zones peu ou pas tendues. En territoires ruraux, il s'agit de la seule alternative à l'accession. Ce parc s'avère donc indispensable.



Or, l'alimentation du parc locatif privé dépend uniquement de la production neuve de logements. Le solde des entrées et des sorties dans l'existant ressort structurellement négatif, sans doute plus encore avec l'interdiction de louer des passoires thermiques qui entre progressivement en vigueur.

L'alimentation en neuf du segment du locatif privé détenu par des bailleurs personnes physiques s'avère très sensible aux dispositifs fiscaux de soutien. De fait, la suppression de dispositifs puissants (Périssol, Robien, Scellier) et de leur rabotage (Pinel) se traduisent de manière systémique par une chute des ventes, de moitié en ordre de grandeur.

La fiscalité très lourde s'appliquant à l'investissement locatif en neuf (TVA à l'entrée, pas de prélèvement forfaitaire unique pour les revenus fonciers et éventuel IFI pendant la détention du bien, plus-values lourdement taxées à la revente jusqu'à 15-20 ans, ...) explique largement cela. Les dispositifs fiscaux de soutien viennent en réalité simplement corriger cette situation.

Leur instabilité constitue un lourd handicap, d'autant plus dans le cas du collectif où le délai entre commercialisation du projet et première mise en location du bien se révèle souvent supérieur à deux ans.

C'est pourquoi, cet amendement vise à créer un régime universel d'investissement locatif privé, lisible et stable.

Il repose sur la reconnaissance de la nature d'activité économique, créatrice de valeur, de l'investissement locatif privé.

L'architecture de la réforme proposée se résume ainsi :

- un amortissement du bâti pendant 50 ans, soit un taux de 2 % l'an, applicable dans le neuf et dans l'existant pour l'ensemble des logements locatifs privés (stock et flux) ;
- un amortissement des gros travaux sur 15 ans ;
- une déductibilité sans limite des intérêts d'emprunt, des petits travaux et des charges locatives des revenus fonciers bruts ;
- un déficit foncier imputable sans limite sur le revenu global positif ;
- une taxation des plus-values inchangée.

Son coût budgétaire s'établirait à 4,2 milliards d'euros par an dans un premier temps, puis 3,8 milliards d'euros par an, une fois résorbée l'imputation des déficits fonciers antérieurs. Au final ce nouveau mécanisme représenterait une économie annuelle de 100 millions d'euros pour le Budget de l'Etat en comparaison du dispositif actuel.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BONHOMME et BRISSON, Mme DUMONT, MM. DARNAUD, BELIN, LEVI et PANUNZI,  
Mme PETRUS, M. HOUPERT et Mme JOSENDE

**ARTICLE 10**

Alinéa 31, tableau, deuxième et dernière colonnes, deuxième et dernière lignes

Rédiger ainsi ces lignes :

42 500	18 750
46 750	20 625

**OBJET**

La franchise en base TVA permet aux petites entreprises (micro-entreprises) dans la limite d'un plafond de chiffre d'affaires de facturer leurs ventes et/ou prestations de services sans TVA.

Cette disposition du PLF vise au 1er janvier 2025, à étendre la franchise en base TVA aux petites entreprises étrangères (CA ne dépassant pas 85 000€), pour leurs opérations réalisées en France, sous réserve que leur CA européen soit inférieur à 100 K€ (sans obligation d'identification en France, l'ensemble des formalités étant réalisées dans leur Etat de résidence qui ensuite transmet les informations à la France).

La réciproque sera vraie pour les entreprises françaises pour leurs travaux réalisés dans les autres Etats membres, sous réserve que le CA européen soit inférieur à 100 K€.

Ce régime de TVA applicable aux microentreprises est source de concurrence déloyale. Il permet ainsi à certaines entreprises d'avoir un avantage concurrentiel par rapport aux entreprises qui facturent avec TVA spécialement dans le domaine des prestations de services.

Or, cette transposition de la directive risque de créer une nouvelle distorsion de concurrence : une entreprise étrangère pourra venir travailler en France et bénéficier de la franchise de TVA applicable aux entreprises françaises. Ainsi, par exemple une entreprise espagnole pourra dans le cadre d'un marché avec un particulier facturer sans TVA (alors qu'aujourd'hui l'entreprise espagnole doit facturer de la TVA française).

Enfin, ces entreprises étrangères n'ont aucune obligation d'identification en France. Il y a donc là un véritable risque de fraude.

Si la France se doit de respecter les règles européennes, il convient au regard des problématiques de concurrence de limiter le montant de la franchise applicable. Et cela d'autant plus que la France a l'un des montants de TVA les plus importants en Europe.

L'objet de cet amendement est donc de proposer de retenir un niveau de franchise deux fois moins important que celui retenu par cette disposition. Au-delà, il convient de rappeler que la franchise a un impact sur les recettes TVA (Cette franchise de TVA représente un coût estimé entre 2,2 et 2,4 Md€ selon le rapport du Conseil des Prélèvements Obligatoires de 2015. Une division par deux de cette franchise constituerait donc un gain pour les finances publiques de plus d'un milliard d'euros).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

Mmes DUMAS et DREXLER, MM. ALLIZARD, ANGLARS, BELIN, Jean-Baptiste BLANC, BOUCHET, BRISSON, BURGOA, CADEC, CANÉVET, CHATILLON, DUFFOURG, GENET, GREMILLET, HENNO, KLINGER, Daniel LAURENT, Henri LEROY, LEVI, MILON, PACCAUD, PANUNZI, PELLELAT, POINTEREAU, SIDO et WATTEBLED, Mmes BELLUROT, BELRHITI, BERTHET, BILLON, BORCHIO FONTIMP, CARRÈRE-GÉE, Laure DARCOS, de LA PROVÔTÉ, DUMONT, GOSSELIN, GRUNY, IMBERT, LASSARADE, LOPEZ, MALET, Marie MERCIER, MICOULEAU, MULLER-BRONN, PERROT et SCHALCK, M. SZPINER et Mmes VENTALON et VERMEILLET

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 DUOTRICIES**

Après l'article 5 duotricies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 244quater O du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le 1° du I, il est inséré un 1° bis ainsi rédigé :

« 1° bis de la rémunération, charges sociales incluses, des dirigeants, correspondant à leur participation directe à la création d'ouvrages mentionnés au 1°, dans la limite de 45 000 € par an. Cette rémunération n'est éligible au crédit d'impôt que pour les petites entreprises, au sens de l'article 2 de l'annexe I au règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ; » ;

2° Après le 1° du Ibis, il est inséré un 1° bis ainsi rédigé :

« 1° bis de la rémunération, charges sociales incluses, des dirigeants, correspondant à leur participation directe à l'activité mentionnée au 1°, dans la limite de 45 000 € par an. Cette rémunération n'est éligible au crédit d'impôt que pour les petites entreprises, au sens de l'article 2 de l'annexe I au règlement (UE) n° 651/2014 précité ; ».

II. – Les 1° et 2° du I s'appliquent aux crédits d'impôt calculés au titre des dépenses exposées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La prorogation du CIMA, Crédit d'Impôt Métiers d'Art répond à une attente forte des professionnels du secteur, car ce dispositif encourage l'acte de création qui est au coeur de ce secteur d'activité dont l'importance économique, culturelle et touristique n'est plus à démontrer.

L'amendement vise à adapter ce crédit d'impôt en étendant son assiette aux rémunérations des dirigeants non-salariés correspondant à leur participation directe à l'activité. Le montant de rémunération ouvrant droit à crédit d'impôt est plafonné à 45 000 € par an et n'est pris en compte dans l'assiette du crédit d'impôt que pour les petites entreprises.

Cette adaptation à la marge permet de prendre en compte la réalité de la taille de la majorité des entreprises des métiers d'art et de garantir un soutien efficace à l'activité d'entreprises hautement qualifiées dont il convient de maintenir et de développer les compétences et les savoir-faire. Il s'agit, de plus, d'emplois non-délocalisables.

De fait, compte tenu de la structuration des entreprises concernées et du niveau de plafond proposé, la mesure couvre essentiellement des entreprises soumises à l'impôt sur le revenu, soit environ 13,5% de l'ensemble.

Cette proposition s'inscrit donc dans la continuité du plan ambitieux de Stratégie nationale pour les métiers d'art présenté le 30 mai dernier par le Gouvernement.

Coût annuel estimé de l'élargissement du CIMA : 1,5 M€ (rémunérations des dirigeants non-salariés)





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. ROUX

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. - Le 2° du III de l'article 1638-0-bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« À titre dérogatoire, lorsqu'à la suite d'une fusion d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, ayant donné lieu à lissage des taux de taxe d'habitation, la différence entre le taux moyen pondéré de taxe d'habitation sur les résidences secondaires pondéré par les bases définitives de 2020 et le taux moyen pondéré de taxe d'habitation sur les résidences principales pondéré par les bases définitives de cette même année 2020, était supérieur à 2 %, le taux de référence de taxe d'habitation intercommunale sur les résidences secondaires de 2024 est fixé au niveau de sa valeur de 2020. Pour chacune des communes de l'établissement public de coopération intercommunale, le taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires de 2024 est fixé par rapport au taux appliqué en 2022 en le faisant varier chaque année par fractions algébriques constantes sur la durée résiduelle du lissage. Dans ce calcul il n'est pas tenu compte du taux appliqué en 2023. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement corrige une distorsion intervenue, au moment de la reprise du lissage de taux de taxe d'habitation, désormais limité aux résidences secondaires, lorsqu'à la suite d'une fusion d'intercommunalités, le taux moyen pondéré de taxe d'habitation sur les résidences secondaires était supérieur en 2020 de plus d'une franchise de 2% au taux moyen pondéré de taxe d'habitation sur les résidences principales.

Cette distorsion était de nature à occasionner une perte pérenne de ressources fiscales aux intercommunalités issues d'une fusion antérieure à 2019 et pour lesquelles la taxe d'habitation sur les résidences principales avait été indemnisée par une fraction de TVA sur la base d'un taux moyen pondéré très inférieur au taux moyen pondéré résultant de la prise en compte de l'ensemble des bases de taxe d'habitation existant en 2020.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. KERN et LONGEOT, Mme GUIDEZ, MM. LEVI et HENNO, Mme BILLON et MM. Jean-Michel ARNAUD et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 11

Après l'article 11

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le paragraphe 2 de la sous-section 2 de la section 3 du chapitre II du titre 1<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services, il est inséré un paragraphe ainsi rédigé :

« Paragraphe ... :

« Amortisseur socio-environnemental énergies fossiles

« Art. L. 312-41-1. – Lorsque, la référence de prix du gaz sur les marchés représentative des coûts d'approvisionnement des fournisseurs pour leurs offres de marché à destination des consommateurs finals domestiques, constatée par arrêté ministériel, est inférieure à 45 euros par mégawattheure, les tarifs prévus aux articles L. 312-35 et L. 312-36 du présent code exprimés en euro par unité de la base d'imposition déterminée dans les conditions prévues à l'article L. 312-19, sont corrigés d'un montant permettant d'atteindre un prix moyen de 45 euros par mégawattheure.

« Lorsque la référence de prix du gaz sur les marchés représentative des coûts d'approvisionnement des fournisseurs pour leurs offres de marché à destination des consommateurs finals domestique, constatée par arrêté ministériel, est supérieure à 150 euros par mégawattheure, les tarifs prévus aux articles L. 312-35 et L. 312-36 exprimés en euro par unité de la base d'imposition déterminée dans les conditions prévues à l'article L. 312-19, sont corrigés d'un montant permettant de maintenir ledit prix moyen à 150 euros par mégawattheure.

« Cette modification est effectuée si la moyenne, du trimestre précédent, des prix publiés chaque mois par la Commission de régulation de l'énergie en application de l'arrêté du 18 avril 2023 relatif à la référence de prix du gaz sur les marchés représentative des coûts d'approvisionnement des fournisseurs prévue à l'article 181 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023, est inférieure au prix mentionné au premier alinéa du présent article ou est supérieure au prix mentionné au deuxième alinéa du présent article. Cette modification s'applique à compter du 21 du premier mois du trimestre suivant celui au titre duquel une modification est nécessaire.

« Le ministre chargé du budget constate par arrêté les modifications de tarifs résultant des alinéas précédents. Un décret fixe les modalités d'application. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

L'année 2022 a été marquée par l'envolée du prix du gaz sur les marchés. Cette instabilité a eu des conséquences sociales et environnementales. D'une part, la facture d'électricité des ménages est devenue disproportionnée par rapport aux revenus, et l'État a dû mettre en place un bouclier tarifaire pour limiter la hausse. D'autre part, les projets d'EnR&R, et notamment ceux concernant les réseaux de chaleur, ont connu un attrait auprès de la population sans précédent, et ils ont pu émerger car la hausse du prix des énergies fossiles assurait leur rentabilité économique.

Au regard de ces éléments, il apparaît nécessaire d'adapter les outils fiscaux sur le gaz afin de permettre de rendre avantageuse la transition énergétique (opérations d'efficacité énergétique et développement des EnR&R) même en dehors des périodes de crises. Il apparaît également indispensable de conserver des mécanismes de protection en cas d'envolée des prix trop importante pour les ménages, les entreprises et les collectivités.

Partant de ce constat, le présent amendement propose la mise en place d'un amortisseur socio-environnemental sur le prix du gaz.

L'amortisseur socio environnemental consiste à maintenir le prix du gaz :

- Au-dessus d'un prix plancher, de manière à garantir la compétitivité des énergies renouvelables et de récupération produites localement et un temps de retour acceptable pour les travaux de rénovation globale
- Au-dessous d'un prix plafond qui reste soutenable socialement

L'actuelle TICGN, définie à l'article L312-36 du Code des impositions sur les biens et services est modifiée, pour être complétée d'un montant variable. Ce montant est actualisé chaque mois pour que la somme du coût d'approvisionnement du gaz et du coût des CEE atteignent 45€ / MWh (cela correspond à un prix TTC pour les consommateurs finals de 80-90 €/MWh). A l'inverse, lorsque ce même prix de référence communiqué par la CRE dépasse 150 €/MWh (cela correspond a un prix TTC pour les consommateurs finals de l'ordre de 200 €/MWh), le montant de la TICGN est corrigé d'un montant permettant de maintenir le prix de référence à 150 euros par mégawattheure. La valeur de prix plafond pourrait être modulée en fonction de la part de biogaz dans les réseaux. Plus la part de biogaz dans les réseaux est importante, plus le prix plafond pourrait être abaissé.

Le coût d'approvisionnement est celui communiqué par la CRE, conformément à l'arrêté du 18 avril 2023 relatif à la référence de prix du gaz sur les marchés représentative des coûts d'approvisionnement des fournisseurs.

Ces niveaux de prix permettent au regard du cadre économique de réalisation des opérations d'économie d'énergie et de développement des énergies renouvelables et de récupération (chaleur renouvelable prioritairement) une compétitivité de ces derniers dans la durée par rapport aux énergies fossiles et une prévisibilité nécessaire. Ils permettent d'instaurer également un signal prix sur les énergies fossiles pérenne indispensable à la mobilisation de tous les acteurs en faveur de la transition énergétique.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

C	
G	

MM. KERN, LONGEOT et HENNO, Mme BILLON, MM. Jean-Michel ARNAUD et BLEUNVEN,  
Mme ROMAGNY et M. LEVI

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 12**

Après l'article 12

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Une fraction du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques prévue à l'article L. 312-1 du code des impositions sur les biens et services revenant à l'État est attribuée aux collectivités territoriales ou leurs groupements ayant adopté un plan climat-air-énergie territorial conformément au I de l'article L. 229-26 du code de l'environnement.

Cette fraction est calculée de manière à ce que le montant versé à chaque collectivité concernée s'élève à 15 € par habitant.

II. – Une fraction du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques prévue à l'article L. 312-1 du code des impositions sur les biens et services revenant à l'État est attribuée aux collectivités territoriales ayant adopté un schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie conformément à l'article L. 222-1 du code de l'environnement ou un schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires conformément à l'article L. 4251-1 du code général des collectivités territoriales.

Cette fraction est calculée de manière à ce que le montant versé à chaque collectivité concernée s'élève à 7 € par habitant.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I et du II est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à la territorialisation la Contribution Climat Énergie pour financer la transition écologique.

Les travaux de planification écologique ainsi que les scénarii de transition énergétique fixent des objectifs précis et ambitieux à la France et aux territoires en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, réduction de la consommation d'énergie finale et d'augmentation de la part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie. Ces objectifs sont également le reflet des engagements européens en la matière. Or, force est de constater que la France accumule des retards

dans ces domaines ce qui a pu être observé malheureusement par l'augmentation de l'urgence climatique et durant la crise énergétique.

Le manque de moyens financiers des acteurs potentiels de la transition énergétique se fait aujourd'hui criant et les rapports indépendants qui se succèdent nous le rappellent également.

En France, l'élaboration et la mise en œuvre des Plans Climat-Air-Énergie territoriaux (PCAET) à l'échelle des intercommunalités, du volet énergie des Schémas Régionaux d'Aménagement et de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) et des schémas régionaux climat, air, énergie à l'échelle des régions doivent permettre de structurer cette mise en mouvement généralisée des territoires en faveur de la transition énergétique.

Mais les collectivités compétentes (EPCI, Région) se sont vues transférer de nouvelles compétences sans aucun transfert de moyens. Sans moyens, ces plans et schémas ne peuvent être mis en œuvre et risquent de rester en grande partie à l'état d'intention. Ce risque est aggravé en cette période de restriction budgétaire et de réforme des finances publiques locales privant quasiment de toute marge de manœuvre les collectivités.

Si l'élaboration d'un plan ou schéma coûte environ 1 euro/habitant, sa mise en œuvre à l'échelle du territoire coûte 100 à 200 euros/habitant. L'atteinte des objectifs de ces documents de planification suppose en effet de l'ingénierie et des actions importantes et coûteuses pour les collectivités : rénovation énergétique de leur propre patrimoine (rendue obligatoire par la loi de transition énergétique pour les bâtiments à usage tertiaire), accompagnement de la rénovation des particuliers (notamment via la mise en place des Plateformes Territoriales de la Rénovation Énergétique, qui doivent couvrir l'ensemble du territoire d'après la loi de transition énergétique, et dont le financement est assuré en partie par les collectivités), développement de projets d'énergies renouvelables électriques et thermiques...

Par ailleurs, la transition écologique portée par les territoires est à bien des égards une formidable opportunité à la fois pour atteindre nos objectifs de transition énergétique et pour créer de l'activité économique locale et de l'emploi. Cette mesure s'inscrirait donc dans les orientations qui ont été annoncées par le gouvernement depuis ses dernières années. Cette dotation donnerait droit à un versement de 15 euros par habitant aux EPCI ayant adopté un PCAET, ou de 7 euros par habitant aux régions ayant adopté un SRCAE ou un SRADDET. Son versement pourrait être conditionné par des engagements concrets des collectivités bénéficiaires sur leurs actions en faveur de la transition énergétique, ces engagements pouvant se traduire par une contractualisation par exemple.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. KERN, LONGEOT et HENNO, Mme BILLON, MM. Jean-Michel ARNAUD et BLEUNVEN et  
Mme GUIDEZ

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 12

Après l'article 12

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Une fraction du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques prévue à l'article L. 312-1 du code des impositions sur les biens et services revenant à l'État est attribuée aux collectivités territoriales ou leurs groupements ayant conclu un contrat de relance et de transition écologique avec l'État.

Cette fraction est calculée de manière à ce que le montant versé à chaque collectivité concernée s'élève à 15 € par habitant.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à affecter une partie de la fiscalité environnementale au financement de l'ingénierie territoriale permettant la mise en œuvre des contrats de relance et de transition écologique.

Les travaux de planification écologique ainsi que les scénarii de transition énergétique fixent des objectifs précis et ambitieux à la France et aux territoires en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, réduction de la consommation d'énergie finale et d'augmentation de la part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie. Ces objectifs sont également le reflet des engagements européens en la matière. Or, force est de constater que la France accumule des retards dans ces domaines ce qui a pu être observé malheureusement par l'augmentation de l'urgence climatique et durant la crise énergétique.

Le manque de moyens financiers des acteurs potentiels de la transition énergétique se fait aujourd'hui criant et les rapports indépendants qui se succèdent nous le rappellent également.

Ce projet de loi de finances est ainsi une occasion unique pour transformer nos territoires par l'accélération de la transition écologique et pour faire émerger une économie plus locale et plus résiliente face aux futures crises. Il est donc une formidable opportunité à la fois pour atteindre nos objectifs climatiques, créer de l'activité économique locale et de l'emploi.

Cette mesure s'inscrirait ainsi dans la lignée des orientations annoncées par le gouvernement, en créant une dotation consistant en un versement de 15 euros par habitant aux collectivités ou leurs groupements ayant conclu un Contrat de relance et de transition écologique (CRTE) afin de soutenir leurs grands projets d'investissement et leur donner les moyens de mettre en œuvre leurs stratégies climat.





## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. KERN, LONGEOT et HENNO, Mme BILLON, MM. Jean-Michel ARNAUD et BLEUNVEN et  
Mmes GUIDEZ, ROMAGNY et DOINEAU

C	
G	

### ARTICLE 12

I. – Après l’alinéa 26

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

.... – L’article L. 312-31 est abrogé ;

II. – Après l’alinéa 36

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

.... – Les articles L. 312-48, L. 312-49, L. 312-51 et L. 312-52 sont abrogés ;

III. – Alinéas 37 à 41

Remplacer ces alinéas par un alinéa ainsi rédigé :

D. – L’article L. 312-54 est abrogé ;

IV. – Alinéas 42 et 43

Remplacer ces alinéas par un alinéa ainsi rédigé :

E. – L’article L. 312-55 est abrogé ;

V. – Après l’alinéa 43

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

.... – L’article L. 312-58 est abrogé ;

VI. – Alinéas 44 à 51

Remplacer ces alinéas par un alinéa ainsi rédigé :

F – L’article L. 312-60 est abrogé ;

VII. – Après l’alinéa 51

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

.... – Les articles L. 312-62 et L. 312-63 sont abrogés ;

VIII. – Alinéa 52

Rédiger ainsi cet alinéa :

G. – L'article L. 312-64 est abrogé ;

IX. – Alinéa 53

Rédiger ainsi cet alinéa :

H. – L'article L. 312-69 est abrogé ;

V. – Alinéas 57 à 60

Remplacer ces alinéas par un alinéa ainsi rédigé :

J. – L'article L. 312-75 est abrogé ;

11° Alinéa 67

Rédiger ainsi cet alinéa :

M. – L'article L. 312-78 est abrogé ;

### **OBJET**

La transition écologique nécessite de réorienter les financements mobilisés vers des activités et des solutions vertueuses. Ainsi, cet amendement propose de supprimer la plupart des avantages fiscaux liés à la consommation d'énergies fossiles. En effet, en lien avec l'ensemble des mesures réorientant les financements et les aides publiques déjà prévues dans le projet de loi de finances, il convient de supprimer les avantages fiscaux dont peuvent bénéficier certaines activités polluantes.

Le présent amendement propose donc de compléter le dispositif proposé par le Gouvernement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. KERN, LONGEOT et HENNO, Mme BILLON, MM. Jean-Michel ARNAUD et BLEUNVEN et  
Mmes GUIDEZ et ROMAGNY

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 29**

Après l'article 29

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le tableau du second alinéa du I de l'article 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 est complété par une ligne ainsi rédigée :

«

« Article 266 sexies du code des douanes	ADEME	350 000
------------------------------------------	-------	---------

»

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Avec la réforme de la TGAP, les recettes de cette taxe passeront à un niveau compris entre 800 millions d'euros et 1,4 milliard d'euros (selon les quantités de déchets qui seront encore envoyés en stockage ou traitement thermique) d'ici 2025. L'objectif de cette réforme, à savoir encourager le recyclage des déchets plutôt que l'élimination en rendant cette dernière solution plus chère, est positif. Toutefois, un tiers des déchets ménagers ne dispose aujourd'hui d'aucune filière de recyclage, et doit donc nécessairement être éliminé par les collectivités. La première conséquence de cette réforme sera donc une hausse de la fiscalité payée par les collectivités responsables de la gestion des déchets, sans assurance que les déchets résiduels pourront être réduits.

Pour contribuer à la cohérence de cette réforme, cet amendement vise donc à affecter les recettes générées par la TGAP déchets à l'économie circulaire, en les redistribuant à l'ADEME qui contribue au financement d'actions visant à réduire les déchets résiduels via son Fonds économie circulaire.

L'objectif est donc d'orienter les recettes que génère l'augmentation de la TGAP depuis la révision de sa trajectoire vers les dispositifs d'accompagnement des collectivités mis en place par l'ADEME pour

réduire les déchets résiduels. Ainsi, cette réforme contribuerait véritablement à développer l'économie circulaire.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. KERN, LONGEOT et HENNO, Mme BILLON, MM. Jean-Michel ARNAUD et BLEUNVEN et  
Mmes GUIDEZ et ROMAGNY

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

.... – L'article 266 nonies du code des douanes est ainsi modifié :

1° Le tableau du second alinéa du a du A du 1 est ainsi rédigé :

«

Désignation des installations de stockage de déchets non dangereux concernées	Unité de perception	Quotité en euros			
		2023	2024	2025	A partir de 2026
B. – Installations autorisées réalisant une valorisation énergétique de plus de 75 % du biogaz capté	Tonne	45	52	59	65
C. – Installations autorisées qui sont exploitées selon la méthode du bioréacteur et réalisent une valorisation énergétique du biogaz capté	Tonne	53	58	61	65
D. – Installations autorisées réceptionnant des déchets provenant d'un établissement public de coopération intercommunale ou de son groupement ou d'une entreprise, performant en matière	Tonne	43	46	48	50

de gestion des déchets					
E. – Installations autorisées relevant à la fois des B et C	Tonne	40	51	58	65
F. – Installations autorisées relevant à la fois des B et D ou des C et D	Tonne	36	40	44	50
G. – Installations autorisées relevant à la fois des B, C et D	Tonne	33	36	44	50
H. – Autres installations autorisées	Tonne	58	61	63	65

» ;

2° Le tableau du second alinéa du b du A du 1 est ainsi rédigé :

«

Désignation des installations de traitement thermique de déchets non dangereux concernés	Unité de perception	Quotité en euros			
		2023	2024	2025	A partir de 2026
A. – Installations autorisées dont le système de management de l'énergie a été certifié conforme à la norme internationale ISO 50001 par un organisme accrédité	Tonne	18	20	22	25
B. – Installations autorisées dont les valeurs d'émission de NOx sont inférieures à 80 mg/ Nm3	Tonne	18	20	22	25
C. – Installations autorisées réalisant une valorisation énergétique élevée dont le rendement énergétique est supérieur ou égal à 0,65	Tonne	14	14	14	15
D. – Installations autorisées réceptionnant des déchets provenant d'un établissement public de coopération intercommunale ou de son groupement ou	Tonne	17	18	19	20

d'une entreprise, performant en matière de gestion des déchets					
E. – Installations relevant à la fois des A et B	Tonne	14	17	20	25
F. – Installations relevant à la fois des A et C	Tonne	12	13	14	15
G. – Installations relevant à la fois des B et C	Tonne	11	12	14	15
H. – Installations relevant à la fois des A et D ou des B et D	Tonne	13	15	17	20
I. – Installations relevant à la fois des C et D	Tonne	9	9	9	10
J. – Installations relevant à la fois des A, B et C	Tonne	11	12	14	15
K. – Installations relevant à la fois des A, B et D	Tonne	9	12	13	20
L. – Installations relevant à la fois des A, C et D ou relevant à la fois des B, C et D	Tonne	5	6	7	10
M. – Installations relevant à la fois des A, B, C et D	Tonne	3	5	6	10
N. – Installations autorisées dont le rendement énergétique est supérieur ou égal à 0,70 et réalisant une valorisation énergétique des résidus à haut pouvoir calorifique qui sont issus des opérations de tri performants	Tonne	5,5	6	7	7,5
O. – Autres installations autorisées	Tonne	22	23	24	25

» ;

3° Sont ajoutés trois alinéas ainsi rédigés :

« Les tarifs mentionnés aux quatrième, sixième et septième lignes du tableau du second alinéa du a du A du 1 et aux cinquième, neuvième, dixième, douzième à quatorzième lignes du tableau du second alinéa du b du A du 1 ne s'appliquent qu'aux déchets réceptionnés par l'installation concernée qui sont détenus par la collectivité ou son groupement, ou par l'entreprise, performante en matière de gestion des déchets.

« Pour l'application des tarifs mentionnés aux quatrième, sixième et septième lignes du tableau du second alinéa du a du A du 1 et aux cinquième, neuvième, dixième, douzième à quatorzième lignes du tableau du second alinéa du b du A du 1, les collectivités ou leur groupement et les entreprises performants en matière de gestion des déchets sont ceux qui, pour une année de référence, envoient en installation de stockage de déchets non dangereux une quantité de déchets, mesurée en tonnes, inférieure de 50 % à la quantité de déchets qu'ils ont envoyé dans des installations du même type en 2010.

« Un arrêté conjoint des ministres chargés du budget et de l'environnement précise les modalités d'application des tarifs mentionnés aux quatrième, sixième et septième lignes du tableau du second alinéa du a du A du 1 et aux cinquième, neuvième, dixième, douzième à quatorzième lignes du tableau du second alinéa du b du A du 1.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Actuellement, la TGAP fonctionne comme une taxe essentiellement punitive, qui pénalise les collectivités et les entreprises responsables de la gestion des déchets lorsqu'elles sont contraintes de traiter un déchet dans leurs installations de traitement thermique ou de stockage. Alors même que ces dernières sont déjà lourdement taxées sur la gestion des déchets (25 % du coût du service public).

Cet amendement viserait à compléter ce dispositif par un volet incitatif. Il créerait une réfaction de TGAP pour les collectivités qui sont parvenues à atteindre l'objectif de réduction du stockage inscrit dans la loi (division par 2 des déchets envoyés en stockage par rapport à 2010). Cela renforcerait la cohérence du dispositif fiscal en vigueur sur l'élimination des déchets, en maintenant un signal prix sur le stockage et l'incinération pour les collectivités qui n'ont pas atteint leurs objectifs de réduction du stockage, tout en évitant de sanctionner lourdement les collectivités qui ont réalisé ces efforts.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. KERN, LONGEOT et HENNO, Mme BILLON, MM. Jean-Michel ARNAUD et BLEUNVEN et  
Mmes GUIDEZ, ROMAGNY et de LA PROVÔTÉ

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER**

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Une fraction des recettes de la taxe mentionnée à l'article 266 sexies du code des douanes est affectée aux collectivités en charge du service public mentionné à l'article L. 2224-13 du code général des collectivités territoriales qui envoient en installation de stockage de déchets non dangereux une quantité de déchets, mesurée en tonnes, inférieure de 50 % à la quantité de déchets qu'ils ont envoyée dans des installations du même type en 2010.

II. – Cette fraction ne peut être supérieure à 100 millions d'euros. Sa répartition entre les collectivités territoriales ayant atteint l'objectif mentionné au I est fixée par décret en Conseil d'État.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Actuellement, la TGAP fonctionne comme une taxe essentiellement punitive, qui pénalise les collectivités et les entreprises responsables de la gestion des déchets lorsqu'elles sont contraintes de traiter un déchet dans leurs installations de traitement thermique ou de stockage. La nouvelle augmentation de la TGAP proposée par le gouvernement fonctionnera de la même manière. Elle pénaliserait en premier lieu les collectivités, qui sont déjà lourdement taxées sur la gestion des déchets (25 % du coût du service public).

Cet amendement viserait à compléter ce dispositif par un volet incitatif. Il créerait une réfaction de TGAP pour les collectivités qui sont parvenues à atteindre l'objectif de réduction du stockage porté par le gouvernement (division par 2 des déchets envoyés en stockage par rapport à 2010). Cela renforcerait la cohérence du dispositif fiscal en vigueur sur l'élimination des déchets, en maintenant un signal prix sur le stockage et l'incinération pour les collectivités qui n'ont pas atteint leurs objectifs de réduction du stockage, tout en évitant de sanctionner lourdement les collectivités qui ont réalisé les efforts.

Afin de simplifier la mise en œuvre de cette réfaction, et notamment les difficultés liées à l'identification des tonnages issues des collectivités performantes, cet amendement vise à instaurer cette réfaction sous forme d'un reversement des recettes de la TGAP aux collectivités ayant atteint

leurs objectifs de stockage. Ainsi, les installations de traitement resteraient les assujettis à la TGAP, et n'auraient pas à distinguer les taux à appliquer entre les différentes collectivités ou entreprises dont elles réceptionnent les déchets. En réduisant l'impact sur les finances publiques à 100 millions d'euros, cet amendement crée un effet incitatif très important pour les premières collectivités qui atteindront l'objectif de division par deux du stockage prévu par la loi de transition énergétique.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. KERN, LONGEOT et HENNO, Mme BILLON, MM. Jean-Michel ARNAUD et BLEUNVEN et  
Mme ROMAGNY

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER**

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code des douanes est ainsi modifié :

1° Après le II de l'article 266 undecies, il est inséré un paragraphe ainsi rédigé :

« ... Toute personne mentionnée au 1 du I de l'article 266 sexies du présent code peut obtenir, sur demande de sa part, le remboursement d'une fraction de la taxe générale sur les activités polluantes.

« Ce remboursement est égal à 30 % du montant des investissements sur l'année considérée en matière d'économie circulaire réalisés par les collectivités en charge du service public de gestion des déchets, au sens des articles L. 2224-13 et L. 2224-14 du code général des collectivités territoriales, dont elle réceptionne les déchets.

« Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret. » ;

2° Au 4 de l'article 266 decies, après les mots : « la taxe afférente », sont insérés les mots : « et le remboursement en application de l'article 266 undecies du code des douanes ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Actuellement, la TGAP fonctionne comme une taxe essentiellement punitive, qui pénalise les collectivités et les entreprises responsables de la gestion des déchets lorsqu'elles sont contraintes de traiter un déchet dans leurs installations de traitement thermique ou de stockage. Elle pénalise en premier lieu les collectivités, qui sont déjà lourdement taxées sur la gestion des déchets (25 % du coût du service public).

Cet amendement viserait à compléter ce dispositif par un volet incitatif. Il créerait une refaction de TGAP pour les collectivités qui réalisent au cours de l'année des investissements en faveur de l'économie circulaire. Cela renforcerait la cohérence du dispositif fiscal en vigueur sur l'élimination

des déchets, en incitant les collectivités à améliorer leurs dispositifs et leurs installations, tout en évitant de sanctionner lourdement les collectivités qui ont réalisé ces efforts.

Cet amendement vise donc à instaurer un “crédit d’impôt” de TGAP au bénéfice des collectivités ayant réalisé des investissements en faveur de l’économie circulaire (valorisation énergétique, tri à la source des biodéchets...). Il crée un effet incitatif à l’investissement sans limiter le signal prix et l’incitation à augmenter le réemploi ou le recyclage.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. KERN, LONGEOT et HENNO, Mme BILLON, MM. Jean-Michel ARNAUD et BLEUNVEN et  
Mmes GUIDEZ et ROMAGNY

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER**

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au II de l'article 266 sexies du code des douanes, après le 1 quindecies, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« 1 ... Aux réceptions de déchets ménagers et assimilés collectés au titre du service public de gestion des déchets défini aux articles L. 2224-13 et L. 2224-14 du code général des collectivités territoriales, dans une limite annuelle correspondant à 120 kilogrammes de déchets par habitant collectés ; ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Sur les 568 kg de déchets produit par un Français chaque année, 190 kg sont concernés par la Responsabilité élargie du producteur (REP) et sont donc sous la responsabilité d'un éco-organisme chargé de les détourner de l'élimination, 194 kg sont des biodéchets (déchets alimentaires et déchets verts) que les collectivités sont en charge de valoriser. Les 184 kg/hab restant ne disposent d'aucune filière de recyclage, et sont donc nécessairement éliminés dans les installations de stockage et de traitement thermique. Les collectivités doivent payer la TGAP pour l'élimination de ces déchets.

Pourtant, les collectivités n'ont aucune prise ni sur la conception de ces produits qui n'ont aucune filière de recyclage, ni sur leur mise sur le marché, ni sur leur consommation. Il semble donc injuste de les taxer pour l'élimination de ces déchets pour lesquels il n'existe aucune alternative. Cet amendement vise donc à accorder aux collectivités une franchise correspondant à cette part de déchets résiduels inévitables.

Le montant de 120 kg/hab correspond aux 184 kg évoqués plus haut, moins 64 kg/hab correspondant aux déchets concernés par les nouvelles filières de recyclage annoncées par le Gouvernement dans le cadre de la feuille de route économie circulaire (jouets/jeux, articles de sport et loisir, articles de bricolage et de jardin y compris déchets du bâtiment). Il est également important de noter que ce chiffre est sous-évalué, car une part significative des déchets sous REP ne sont pas recyclables.

Sans remettre en cause le fonctionnement de la taxe (les assujettis resteraient les exploitants), cette mesure est facile à mettre en place pour les exploitants et à contrôler par les douanes. Elle a également le mérite de maintenir le signal prix voulu par le Gouvernement sur l'élimination des déchets.

En effet, avec cette mesure, l'élimination sera toujours plus chère que le recyclage pour tous les déchets pour lesquels les collectivités ont véritablement des marges de manœuvre. Cette mesure permettrait donc de mettre en place une fiscalité incitative pour contribuer à la réduction de l'élimination des déchets, sans entraîner une hausse trop importante de la pression fiscale pour les collectivités.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. KERN, LONGEOT et HENNO, Mme BILLON et MM. Jean-Michel ARNAUD et BLEUNVEN

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code des douanes est ainsi modifié :

1° Le I de l'article 266 sexies est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« .... Les éco-organismes agréés visés par les mécanismes de responsabilité élargie du producteur définis aux articles L. 541-10-1 à L. 541-10-10 du code de l'environnement. » ;

2° L'article 266 septies est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« .... La non-atteinte des objectifs de prévention et de gestion des déchets fixés par les articles L. 541-9 à L. 541-10-28 du code de l'environnement, ou résultant d'un texte réglementaire pris pour son application, notamment les objectifs mentionnés au II de l'article L. 541-10 du même code. » ;

3° L'article 266 octies est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« .... Le poids des déchets non recyclés par les éco-organismes visés aux articles L. 541-10-1 à L. 541-10-10 du code de l'environnement au regard des objectifs qui leur étaient fixés par la réglementation et leur cahier des charges, notamment les objectifs mentionnés au II de l'article L. 541-10 de code de l'environnement. » ;

4° L'article 266 nonies du code des douanes est complété par un paragraphe ainsi rédigé :

« .... Pour la composante de la taxe mentionnée à l'article 266 sexies applicable aux éco-organismes mentionnés agréés visés par les mécanismes de responsabilité élargie du producteur définis aux articles L. 541-10-1 à L. 541-10-10 du code de l'environnement, n'ayant pas atteint les objectifs de prévention et de gestion des déchets fixés par les articles L541-9 à L541-10-28 du code de l'environnement, ou résultant d'un texte réglementaire pris pour son application, notamment les objectifs mentionnés au II de l'article L. 541-10 du même code, le tarif est fixé comme suit :

« a) Pour les déchets réceptionnés dans une installation de stockage de déchets non dangereux ou transférés vers une telle installation située dans un autre État :

«

Désignation des installations de stockage de déchets non dangereux concernées	Unité de perception	Quotité (en euros)						
		201	202	202	202	202	202	A partir de



		9	0	1	2	3	4	2025
A.-Installations autorisées réalisant une valorisation énergétique de plus de 75 % du biogaz capté	tonne	24	25	37	45	52	59	65
B.-Installations autorisées qui sont exploitées selon la méthode du bioréacteur et réalisent une valorisation énergétique du biogaz capté	tonne	34	35	47	53	58	61	65
C.-Installations autorisées relevant à la fois des A et B	tonne	17	18	30	40	51	58	65
D.-Autres installations autorisées	tonne	41	42	54	58	61	63	65

»

« b) Déchets réceptionnés dans une installation de traitement thermique de déchets non dangereux ou transférés vers une telle installation située dans un autre État :

«

Désignation des installations de traitement thermique de déchets non dangereux concernées	Unité de perception	Quotité (en euros)						
		2019	2020	2021	2022	2023	2024	A partir de 2025
A.-Installations autorisées dont le système de management de l'énergie a été certifié conforme à la norme internationale ISO 50001 par un organisme accrédité	tonne	12	12	17	18	20	22	25
B.-Installations autorisées dont les valeurs d'émission de NOx sont inférieures à 80 mg/Nm3	tonne	12	12	17	18	20	22	25
C.-Installations autorisées réalisant une valorisation énergétique élevée dont le rendement énergétique est supérieur ou égal à 0,65	tonne	9	9	14	14	14	14	15
D.-Installations relevant à la fois des A et B	tonne	9	9	14	14	17	20	25
E.-Installations relevant à la fois des A et C	tonne	6	6	11	12	13	14	15
F.-Installations relevant à la fois des B et C	tonne	5	5	10	11	12	14	15
G.-Installations relevant à la fois des A, B et C	tonne	3	3	8	11	12	14	15
H.-Installations autorisées dont le rendement énergétique est supérieur ou égal à 0,70 et réalisant une valorisation énergétique des résidus à haut pouvoir calorifique qui sont issus des opérations de tri performantes	tonne	—	—	4	5,5	6	7	7,5
I.-Autres installations autorisées	tonne	15	15	20	22	23	24	25

»

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Sur les 568 kg de déchets produit par un Français chaque année, 190 kg sont concernés par la Responsabilité élargie du producteur (REP) et sont donc sous la responsabilité d'un éco-organisme chargé de les détourner de l'élimination. Cependant, malgré des objectifs fixés par la réglementation

et leurs cahiers des charges, certains éco-organismes n'atteignent pas ces objectifs, sans aucune sanction réellement efficace et dissuasive. Ces déchets qui relèvent donc de la responsabilité élargie du producteur sont finalement pris en charge par les collectivités responsables du service public de gestion des déchets qui, de façon injuste, sont redevables de la TGAP sur cette part de déchets.

Cet amendement vise donc à mettre en place une taxe générale sur les activités polluantes pour la proportion de déchets gérée par les éco-organismes qui n'aurait pas été recyclée au regard des objectifs de prévention et de gestion des déchets qui leur étaient fixés par la réglementation.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. KERN, LONGEOT et HENNO, Mme BILLON, MM. Jean-Michel ARNAUD et BLEUNVEN,  
Mme ROMAGNY et M. LEVI

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code des douanes est ainsi modifié :

1° L'article 266 sexies est ainsi modifié :

a) Le I est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« 11. Les metteurs sur le marché de tout produit manufacturé à destination des ménages ne bénéficiant d'aucune filière de récupération, à l'exclusion de tout produit destiné à l'alimentation humaine, de tout produit énergétique visé par la taxe intérieure de consommation et de tout produit visé par les mécanismes de responsabilité élargie du producteur définis aux articles L. 541-10-1 à L. 541-10-10 du code de l'environnement. Les produits manufacturés concernés sont listés de manière exhaustive par un décret. » ;

b) Il est ajouté un paragraphe ainsi rédigé :

« .... – Sont exonérées de la taxe mentionnée au I les personnes physiques ou morales mentionnées au I. 11 répondant à des critères définis par décret. » ;

2° L'article 266 septies est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« .... – La mise sur le marché du produit générateur de déchets par les personnes mentionnées au 11 du I de l'article 266 sexies. » ;

3° L'article 266 octies est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« .... – Le nombre de produits générateurs de déchets remplissant les conditions fixées au 11 du I de l'article 266 sexies devant faire l'objet d'un registre national géré par l'ADEME » ;

4° L'article 266 nonies est ainsi modifié :

a) le tableau constituant le second alinéa du B du 1 est complété par une ligne ainsi rédigée :

«

Les produits générateurs de déchets lorsque les conditions fixées au 11	En Unité mise sur le	0,03
-------------------------------------------------------------------------	----------------------	------

du I de l'article 266 sexies sont remplies	marché	
--------------------------------------------	--------	--

»

b) Il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« .... Le paiement d'une contribution financière au titre d'une responsabilité élargie du producteur sur l'emballage n'exonère pas du paiement de la taxe, mentionnée au I de l'article 266 sexies du code des douanes, les personnes physiques ou morales mentionnées au 11 du même I.»

II. – Un décret fixe les conditions d'application du présent article.

### **OBJET**

Près d'un tiers des déchets ménagers des Français (soit près de 200 kg/habitant/an) est composé de produits, hors biodéchets, n'ayant pas de filière de recyclage. Il s'agit notamment de produits en plastique de grande consommation (produits jetables, matériel scolaire...), et de millions de produits et matériaux divers (textiles sanitaires, vaisselle...).

Aujourd'hui, malgré le développement des filières de responsabilité élargie des producteurs, 50% des déchets faisant l'objet d'un stockage ne bénéficient d'aucune filière de recyclage et ne participent à aucune filière de REP. La division par 2 du stockage, prévue par la loi de transition énergétique, est donc impossible sans un travail sur l'amont, pour réduire les produits non recyclables qui sont mis sur le marché.

Les metteurs sur le marché de ces produits ne contribuent par ailleurs pas à la gestion des déchets, alors que les metteurs sur le marché de biens couverts par une filière de recyclage le font par le biais de la responsabilité élargie des producteurs (REP). Ils n'ont donc pas d'incitation à se tourner vers l'économie circulaire. C'est une sorte de prime au cancre.

Enfin, la gestion des déchets issus de ces produits est à la charge des collectivités, qui doivent en assurer la collecte et le traitement via leurs installations et payer la TGAP sur ces opérations, ce qui se répercute sur le contribuable local.

Cet amendement vise donc à mettre en place une éco-contribution, envisagée à 0,03 euros par unité, sur les produits non fermentescibles et non couverts par la REP et ne pouvant faire la démonstration de l'existence d'une filière de récupération. Cela permettrait de mettre fin à cette situation inique en arrêtant de taxer aveuglément les gestionnaires des déchets qui ne sont pas responsables de la non-recyclabilité des produits, en créant un signal prix sur l'amont, au stade de la conception, de la mise sur le marché et de la consommation des produits. Il s'agit ici de mettre le signal prix sur le bon acteur pour réduire les produits non recyclables mis sur le marché et contribuer à l'objectif de division par 2 du stockage des déchets annoncé par le gouvernement. Les recettes financières générées pourraient également être consacrées au développement de l'économie circulaire et à l'accompagnement des politiques de réduction des déchets et d'écoconception des entreprises.

Le décret d'application de cette mesure pourrait éventuellement intégrer des exonérations permettant d'éviter d'appliquer la mesure aux petites entreprises.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. KERN, LONGEOT et HENNO, Mme BILLON, MM. Jean-Michel ARNAUD et BLEUNVEN et  
Mme ROMAGNY

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code des douanes est ainsi modifié :

1° L'article 266 sexies est ainsi modifié :

a) Le I est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« 11. Les metteurs sur le marché de tout produit manufacturé en plastique à destination des ménages ne bénéficiant d'aucune filière de récupération à l'exclusion de tout produit destiné à l'alimentation humaine, de tout produit énergétique visé par la taxe intérieure de consommation et de tout produit visé par les mécanismes de responsabilité élargie du producteur définis aux articles L. 541-10-1 à L. 541-10-10 du code de l'environnement. Les produits manufacturés concernés sont listés de manière exhaustive par un décret. » ;

b) Il est ajouté un paragraphe ainsi rédigé :

« .... – Sont exonérées de la taxe mentionnée au I les personnes physiques ou morales mentionnées au I. 11 répondant à des critères définis par décret. » ;

2° L'article 266 septies est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« .... La mise sur le marché du produit générateur de déchets par les personnes mentionnées au 11 du I de l'article 266 sexies. » ;

3° L'article 266 octies est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« .... Le nombre de produits générateurs de déchets remplissant les conditions fixées au 11 du I de l'article 266 sexies devant faire l'objet d'un registre national géré par l'ADEME. » ;

4° L'article 266 nonies est ainsi modifié :

a) Le tableau constituant le second alinéa du B du 1 est complété par une ligne ainsi rédigée :

«

Les produits générateurs de déchets lorsque les conditions fixées au 11	En Unité mise sur le	0,03
-------------------------------------------------------------------------	----------------------	------

du I de l'article 266 sexies sont remplies	marché	
--------------------------------------------	--------	--

» ;

b) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« .... Le paiement d'une contribution financière au titre d'une responsabilité élargie du producteur sur l'emballage n'exonère pas du paiement de la taxe, mentionnée au I de l'article 266 sexies du code des douanes, les personnes physiques ou morales mentionnées au 11 du même I.»

II. – Un décret fixe les conditions d'application du présent article.

### **OBJET**

Près d'un tiers des déchets ménagers des Français (soit près de 200 kg/habitant/an) est composé de produits, hors biodéchets, n'ayant pas de filière de recyclage. Il s'agit notamment de produits en plastique de grande consommation (produits jetables, matériel scolaire...).

Aujourd'hui, malgré le développement des filières de responsabilité élargie des producteurs, la majorité des déchets plastique faisant l'objet d'un stockage ne bénéficient d'aucune filière de recyclage et ne participent à aucune filière de REP. La division par 2 du stockage prévue par la loi de transition énergétique est donc impossible sans un travail sur l'amont, pour réduire les quantités de produits en plastique non recyclables mis sur le marché.

Les metteurs sur le marché de ces produits ne contribuent par ailleurs pas à la gestion des déchets, alors que les metteurs sur le marché de biens couverts par une filière de recyclage le font par le biais de la responsabilité élargie des producteurs (REP). Ils n'ont donc pas d'incitation à se tourner vers l'économie circulaire. C'est une sorte de prime au cancre.

Enfin, la gestion des déchets issus de ces produits est à la charge des collectivités, qui doivent en assurer la collecte et le traitement via leurs installations et payer la TGAP sur ces opérations, ce qui se répercute sur le contribuable local.

Cet amendement vise donc à mettre en place une éco contribution, envisagée à 0,03 euros par unité, sur les produits en plastique non couverts par la REP et ne pouvant démontrer l'existence d'une filière de récupération. Cela permettrait de mettre fin à cette situation inique en arrêtant de taxer aveuglément les gestionnaires des déchets qui ne sont pas responsables de la non-recyclabilité des produits, en créant un signal prix sur l'amont, au stade de la conception, de la mise sur le marché et de la consommation des produits. Il s'agit ici de mettre le signal prix sur le bon acteur pour réduire les produits en plastique non recyclables mis sur le marché et contribuer à l'objectif de division par 2 du stockage des déchets annoncé par le gouvernement. Les recettes financières générées pourraient également être consacrées au développement de l'économie circulaire et à l'accompagnement des politiques de réduction des déchets et d'écoconception des entreprises.

Le décret d'application de cette mesure pourrait éventuellement intégrer des exonérations permettant d'éviter d'appliquer la mesure aux petites entreprises.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. KERN, LONGEOT et HENNO, Mme BILLON et MM. Jean-Michel ARNAUD et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le I de l'article 1522 bis du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le deuxième alinéa est ainsi modifié :

a) Les mots : « pour chaque local imposable » sont supprimés ;

b) Sont ajoutées deux phrases ainsi rédigées : « Cette quantité de déchets est mesurée soit pour chaque local imposable, soit à l'échelle des résidences constituées en habitat vertical ou pavillonnaire, soit à l'échelle de secteurs, pour l'ensemble des locaux qui les composent, pour être ensuite répartie entre eux au prorata de leur valeur locative foncière retenue pour l'établissement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. Un décret en Conseil d'État viendra préciser les critères sur la base desquels seront déterminés ces secteurs. » ;

2° Le quatrième alinéa est supprimé.

**OBJET**

Peu de territoires urbains denses ont aujourd'hui déployé la tarification incitative pour le financement de leur politique publique de prévention et de gestion des déchets.

Ce faible engouement pour des dispositions existant pourtant depuis une dizaine d'années tient aux nombreuses contraintes de mise en œuvre du dispositif dans les zones urbaines denses, où la part importante de logements collectifs rend la mesure individuelle des tonnages de déchets opérationnellement complexes.

Le présent amendement vise à lever ces freins, en permettant l'instauration d'une taxe d'enlèvement des ordures ménagères incitative à une échelle collective.

Concrètement, et à la différence de la TEOM incitative individuelle actuelle, ce scénario repose sur l'instauration d'une TEOM incitative basée sur plusieurs flux de déchets ménagers et assimilés mesurée « collectivement » par secteurs (communes, quartiers, îlots ou immeubles).

La part variable de chaque contribuable sera obtenue en appliquant au tonnage de déchets mesuré à l'échelle du secteur, le prorata de la valeur locative foncière retenue pour l'établissement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

Ce dispositif ne crée pas de nouveaux zonages de taux de TEOM et n'induit aucun travail supplémentaire pour les services fiscaux, la part variable reposant sur les quantités de déchets étant calculée et intégrée aux fichiers d'imposition par les collectivités.

La philosophie de ce scénario novateur, proposé par Rennes Métropole, reposant sur des dynamiques collectives, constitue un élément moteur des changements de comportements et contribue à l'objectif de réduction de la quantité de déchets produite.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. KERN, LONGEOT et HENNO, Mme BILLON, MM. Jean-Michel ARNAUD et BLEUNVEN,  
Mme GUIDEZ et M. LEVI

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. - Après le dixième alinéa de l'article L. 2333-76 du code général des collectivités territoriales sont insérés quatre alinéas ainsi rédigés :

« La facturation de la redevance peut tenir compte du caractère indispensable du service de gestion des déchets ménagers pour les usagers en situation particulière de vulnérabilité en instaurant un tarif progressif ou une aide au paiement des factures. Le soutien financier accordé peut être modulé pour tenir compte des revenus ou du nombre de personnes composant le foyer.

« Par dérogation au premier alinéa de l'article L. 2224-2 du présent code, les communes, les établissements publics de coopération intercommunale et les syndicats mixtes instaurant la progressivité du tarif ou l'aide au paiement des factures peuvent contribuer à leur financement en prenant en charge dans leur budget propre tout ou partie du montant de l'aide attribuée pour le paiement des redevances des foyers en situation de précarité ou ayant des difficultés de paiement de leurs factures, dans la limite de 2 % du montant de la redevance perçue. Un versement peut être réalisé à ce titre aux centres communaux ou intercommunaux d'action sociale.

« Dans le cadre de la définition de tarifs ou de l'attribution d'une aide au paiement des factures de redevance tenant compte des difficultés particulières du foyer, si le bénéficiaire des mesures sociales ne reçoit pas directement de facture à son nom, les bailleurs et syndicats de copropriété établissent une convention pour définir les modalités de perception de l'aide.

« Les organismes de sécurité sociale, de gestion de l'aide au logement ou de l'aide sociale fournissent aux communes ou leurs groupements les données nécessaires pour établir la tarification progressive du service de gestion des déchets ou attribuer une aide au paiement des factures de redevances en faveur des foyers dont les ressources sont insuffisantes, la Commission nationale de l'informatique et des libertés étant préalablement consultée en application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le passage d'une taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) à une redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM) peut avoir des effets de redistribution importants entre ménages : elle peut par exemple avantager des ménages occupant des logements de grande superficie, mais s'avérer pénalisante pour les familles nombreuses occupant des logements de petite taille.

Sur le modèle de ce que la loi n°2013-312 du 15 mars 2013 dite « loi Brotte » a permis pour l'eau, il est proposé d'introduire une logique sociale dans la tarification des redevances, en permettant aux collectivités qui le souhaitent d'instaurer un tarif progressif modulé selon des critères sociaux, et d'octroyer des aides au paiement des factures.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

MM. KERN, LONGEOT et HENNO, Mme BILLON, MM. Jean-Michel ARNAUD et BLEUNVEN,  
Mme ROMAGNY et M. LEVI

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le premier alinéa du B de l'article 278-0 bis du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le mot : « calorifique », sont insérés les mots : « ou frigorifique » ;

2° Sont ajoutés les mots : « et la fourniture de froid distribuée par réseaux. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Conséquence indéniable du réchauffement climatique, les canicules deviennent de plus en plus régulières et ne sont pas sans conséquences dans notre vie quotidienne. C'est pourquoi de plus en plus de Français ont recours à des installations autonomes de refroidissement, autrement dit des climatiseurs, pour ne pas en subir les effets.

Or, la climatisation serait aujourd'hui responsable de près de 5% des émissions de CO<sub>2</sub> dans le secteur du bâtiment.

Cette réalité nous impose de trouver des solutions durables pour pallier les effets de ces canicules et des phénomènes d'îlots de chaleur dans des milieux urbains contraints

À cet égard, les réseaux de froid urbains bénéficient de nombreux atouts, au premier rang desquels leur capacité à valoriser les ressources durables et locales de nos territoires (lacs, rivières, nappes phréatiques, mers, etc.), ainsi que leurs performances énergétiques et environnementales, qui sont 2 à 3 fois supérieures à la majorité des installations autonomes.

C'est d'ailleurs pourquoi l'Union européenne encourage le développement des réseaux de froid urbains.

Alors qu'il y a aujourd'hui trop peu de réseaux de froid urbains, l'Union européenne a récemment identifié l'application du taux réduit de TVA comme des facteurs clés pour pouvoir les développer.



C'est pourquoi le présent amendement propose d'appliquer un taux réduit de TVA à la fourniture de froid distribuée par réseaux.

Cette mesure permettra d'apporter une réponse sanitaire et durable aux enjeux liés au réchauffement climatique, tout en évitant de nombreuses émissions de chaleur et d'émissions de CO<sub>2</sub> liées à l'explosion du recours à des climatiseurs individuels.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

MM. KERN, LONGEOT et HENNO, Mme BILLON, MM. Jean-Michel ARNAUD et BLEUNVEN,  
Mme ROMAGNY et M. LEVI

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 29**

Après l'article 29

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 est ainsi modifié :

1° La cinquième ligne du tableau constituant le second alinéa du I est supprimée ;

2° Le III bis est abrogé.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Le mécanisme du plafond mordant vise la ponction par l'État des recettes des agences de l'eau au-delà du montant maximum de prélèvement des redevances. Ce principe remet en cause le principe de l'eau paie l'eau et permet à l'État d'opérer une ponction sur les agences de l'eau. Alors même que le gouvernement a publié dans le courant de l'année 2023 un Plan Eau visant à accélérer la transition écologique de la gestion de l'eau et à faire face aux épisodes de sécheresse qui s'accroissent, cette limitation de l'action des territoires ne peut perdurer. Ce même Plan prévoit l'augmentation des moyens financiers des Agences à hauteur de 475 millions d'euros. D'une part cela nécessite une augmentation des redevances payées par les différents usagers, d'autre part cela ne peut être compatible avec ce plafond mordant.

Cet amendement vise donc à supprimer le plafond mordant pour que les agences de l'eau, afin d'éviter le report ou la suppression de dispositifs d'aides qui sont nécessaires à la bonne gestion de l'eau dans les territoires.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. KERN, LONGEOT et HENNO, Mme BILLON et MM. Jean-Michel ARNAUD, BLEUNVEN et LEVI

ARTICLE 16

Alinéa 123

Remplacer cet alinéa par trois alinéas ainsi rédigés :

«

(en centimes d'euros par mètre cube)

Usages	Catégorie 1	Catégorie 2
Irrigation (sauf irrigation gravitaire)	1,7 – 7,2	3,4 – 14,4
Irrigation gravitaire		
Alimentation en eau potable		
Refroidissement industriel conduisant à une restitution supérieure à 99 %		
Alimentation d'un canal		
Autres usages économiques		

« Les deux taux planchers cibles définis dans le tableau figurant au deuxième alinéa du présent B sont appliqués de manière effective au premier janvier 2028. Les taux planchers pour tous les usages augmentent progressivement selon la trajectoire définie dans le tableau suivant :

«

	Catégorie 1	Catégorie 2
2024	0,51	1,02
2025	1,02	2,04
2027	1,53	3,06
2028	1,70	3,40

**OBJET**

Sur les 2,2 Mds € de recettes annuelles, la part des taxes et redevances pour l'usage domestique prélevées dans le prix de l'eau potable représente à ce jour près de 83 % des recettes des agences alors que seulement 31 % des dépenses sont affectées aux collectivités. Partant de ce constat (connu) que

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

les usagers du service public local de l'eau restent et de loin les principaux financeurs de la politique de l'eau, AMORCE défend un rééquilibrage du niveau des redevances prélèvements.

Le tarif de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau est fixé par l'Agence de l'eau en centimes d'euros par mètre cube, dans la limite des plafonds indiqués par l'article L. 213-19-9 du code de l'environnement, en fonction des différents usages auxquels donnent lieu les prélèvements. Actuellement, les comités de bassin délibèrent des taux moyens qui se situent à 50 % de ces plafonds.

Pour inciter à réduire les prélèvements sur la ressource, il est proposé (pour la catégorie 1) de :

- Aligner les plafonds avec celui de l'eau potable qui est le plus élevé : 7,2ct €/m<sup>3</sup> (catégorie 1) et 14,4ct €/m<sup>3</sup> (catégorie 2)

- Intégrer des seuils planchers pour chaque usage basés sur le plus petit taux actuel appliqué pour l'alimentation en eau potable : 1,7ct €/m<sup>3</sup> (catégorie 1) et 3,4 ct €/m<sup>3</sup>.

Concernant ces nouveaux seuils planchers, AMORCE propose une trajectoire progressive des taux planchers de 30 % en 2024, +30 % en 2025 et +30 % en 2027 tout en visant une mise en œuvre effective des taux planchers cibles au 1<sup>er</sup> janvier 2028. Les comités de bassins auront donc l'obligation de voter un taux compris entre les seuils planchers et plafonds tels que définis dans le tableau.

Cette mesure pourrait générer en 2028 de l'ordre de 210 millions d'euros supplémentaires aux 400 millions d'euros de recettes « prélèvement » actuelles.

En ce sens, le comité de bassin devra donc fixer, pour chaque usage, le taux de la redevance au regard de ces seuils planchers et plafonds. Par ailleurs, chaque taux de la redevance devra être déterminé et modulé selon la consommation réelle de l'eau prélevée.

En complément, il est proposé de demander aux comités de bassin de faire en sorte que ces taux convergent pour l'ensemble des usages d'ici 2030.



**A M E N D E M E N T**

<b>C</b>	
<b>G</b>	

présenté par

MM. KERN, LONGEOT et HENNO, Mme BILLON, MM. Jean-Michel ARNAUD et BLEUNVEN et  
Mme ROMAGNYARTICLE 16

Alinéa 32

Remplacer cet alinéa par cinq alinéas ainsi rédigés :

« Pour chaque élément constitutif de la pollution, les tarifs plancher et plafond de la redevance et le seuil au-dessous duquel la redevance n'est pas due sont fixés comme suit :

«

Eléments constitutifs de la pollution	Tarif (en euros par unité)	Seuils
Matières en suspension (par kg)	0,8 – 1,6	5 200 kg
Demande chimique en oxygène (par kg)	0,6 – 1,2	9 900 kg
Demande biochimique en oxygène en cinq jours (par kg)	0,9 – 1,8	4 400 kg
Azote réduit (par kg)	2,0 – 4,0	880 kg
Azote oxydé, nitrites et nitrates (par kg)	0,6 – 1,2	880 kg
Phosphore total, organique ou minéral (par kg)	4,5 – 9,0	220 kg
Métox (par kg)	10,9 – 21,8	200 kg
Métox rejetées dans les masses d'eau souterraines (par kg)	27 – 54	200 kg
Toxicité aiguë (par kiloéquitox)	64 – 128	50 kiloéquitox
Rejet en masse d'eau souterraine de toxicité aiguë (par kiloéquitox)	135 – 270	50 kiloéquitox
Composés halogénés adsorbables sur charbon actif (par kg)	33 – 66	50 kg
Composés halogénés adsorbables sur charbon actif rejetés en masse d'eau souterraine (par kg)	80 – 160	50 kg
Substances dangereuses pour l'environnement rejetées dans les	32 – 64	9



masses d'eau superficielles (par kg)		
Substances dangereuses pour l'environnement rejetées dans les masses d'eau souterraines	48 – 96	9
Sels dissous (m3 [siemens/centimètre])	0,4 – 0,8	2 000 m3*S/ cm
Chaleur rejetée en mer, excepté en hiver (par mégathermie)	22 – 44	100 Mth
Chaleur rejetée en rivière, excepté en hiver (par mégathermie)	210 – 420	10 Mth

« Les tarifs planchers cibles définis dans le tableau sont appliqués de manière effective au premier janvier 2028. Les tarifs planchers pour chacun des paramètres augmentent progressivement selon la trajectoire définie dans le tableau suivant :

«

Eléments constitutifs de la pollution	2024	2025	2027	2028
Matières en suspension (par kg)	0,2	0,5	0,7	0,8
Demande chimique en oxygène (par kg)	0,2	0,3	0,5	0,6
Demande biochimique en oxygène en cinq jours (par kg)	0,3	0,5	0,8	0,9
Azote réduit (par kg)	0,6	1,2	1,8	2,0
Azote oxydé, nitrites et nitrates (par kg)	0,2	0,4	0,6	0,6
Phosphore total, organique ou minéral (par kg)	1,3	2,7	4,0	4,5
Métox (par kg)	3,3	6,5	9,8	10,9
Métox rejetées dans les masses d'eau souterraines (par kg)	8,0	16,0	24,0	27
Toxicité aiguë (par kiloéquitor)	19,3	38,6	57,9	64
Rejet en masse d'eau souterraine de toxicité aiguë (par kiloéquitor)	40,4	80,8	121,2	135
Composés halogénés adsorbables sur charbon actif (par kg)	9,9	19,9	29,8	33
Composés halogénés adsorbables sur charbon actif rejetés en masse d'eau souterraine (par kg)	23,9	47,8	71,7	80
Substances dangereuses pour l'environnement	9,7	19,4	29,0	32

rejetées dans les masses d'eau superficielles (par kg)				
Substances dangereuses pour l'environnement rejetées dans les masses d'eau souterraines	14,5	29,1	43,6	48
Sels dissous (m3 [siemens/ centimètre])	0,1	0,2	0,4	0,4
Chaleur rejetée en mer, excepté en hiver (par mégathermie)	6,7	13,4	20,1	22
Chaleur rejetée en rivière, excepté en hiver (par mégathermie)	62,9	125,9	188,8	210

« Ces tarifs maximums sont indexés sur l'inflation dans les conditions prévues au chapitre II du titre III du livre I<sup>er</sup> du code des impositions sur les biens et services. » ;

### **OBJET**

Cet amendement vise à instituer un seuil plancher et augmenter les plafonds de la redevance dite « pollution non domestique » (industrielle) de l'eau affectée aux Agences de l'eau.

Sur les 2,2 milliards d'euros de recettes annuelles, la part des taxes et redevances pour l'usage domestique prélevées dans le prix de l'eau potable représente à ce jour près de 83% des recettes des agences alors que seulement 31% des dépenses sont affectées aux collectivités. Un rééquilibrage est donc nécessaire entre les redevances pour pollutions domestiques et non domestiques (industrielles).

Concernant les redevances pollutions industrielles, les recettes générées par ces redevances couvrent les dépenses dédiées à ce secteur. Pour chaque élément constitutif de la pollution, l'article L. 213-10-2 du code de l'environnement fixe le tarif maximum de la redevance et le seuil au-dessus duquel la redevance n'est pas due. L'idée est d'inciter à la réduction de l'usage de ces substances constitutives de pollutions impactant le milieu et de proposer un seuil plancher et un seuil plafond plus ambitieux (multiplication par 5) en anticipation des traitements supplémentaires à mettre en place pour limiter les émissions de micropolluants notamment.

Concernant lesdits tarifs planchers, Il est proposé une trajectoire progressive des tarifs plancher de 30% en 2024, +30% en 2025 et +30% en 2027 tout en visant une mise en œuvre effective des tarifs planchers cibles au 1<sup>er</sup> janvier 2028. Les comités de bassins auront donc l'obligation de voter un tarif compris entre les tarifs planchers et plafonds tels que définis dans le tableau.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. KERN, LONGEOT et HENNO, Mme BILLON et MM. Jean-Michel ARNAUD et BLEUNVEN

C	
G	

ARTICLE 16

## I. – Après l’alinéa 109

Insérer trois alinéas ainsi rédigés :

...) Après le 6° du II, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

« ...° Appartenant à la famille de substances des pesticides et insecticides et listées ci-après : Terbutryne, Chloroprophame, Glyphosate, Diuron, Imidaclopride, 2,4 MCPA, 2,4-D, Aminotriazole, Cyperméthrine, Chlorothalonil, S-métolachlore, Chloridazone, ESA alachlore ; en raison de la contamination de l’eau liée à leurs usages agricoles et en tant que produits de jardin ;

« ...° Appartenant à la famille des métaux lourds et contenus dans les engrais minéraux ; les substances concernées étant le Zinc, le Cuivre et le Cadmium. » ;

## II. – Alinéas 110 à 114

Remplacer ces alinéas par sept alinéas ainsi rédigés :

...) Le III est ainsi rédigé :

« III. – Le taux de la redevance, exprimé en euros par kilogramme, est fixé selon le tableau suivant :

«

Substances	Taux (en euros par kg)
Substances relevant du 1° du II	45,0
Substances relevant du 2° du II	25,5
Substances relevant du 3° du II	15,0
Substances relevant du 4° du II	4,5
Substances relevant du 5° du II	25,0
Substances relevant du 6° du II	12,5
Substances relevant du 7° du II	25,0
Substances relevant du 8° du II	45,0

« Lorsqu’une substance relève de plusieurs catégories mentionnées aux 1° à 4° du II, le taux de redevance appliqué est le plus élevé parmi les catégories dont elle relève.

« Lorsqu'une substance relève de plusieurs catégories mentionnées aux 5° et 6° du même II, le taux de redevance appliqué est le plus élevé parmi les catégories dont elle relève.

« Lorsqu'une substance relève d'une ou de plusieurs catégories mentionnées aux 1° à 8° dudit II, le taux retenu est la somme des taux calculés en application des troisième et quatrième alinéas du présent III.

« Pour chacun des produits mentionnés au I, la personne détentrice de l'autorisation de mise sur le marché, responsable de la mise sur le marché, met les informations relatives à ce produit nécessaires au calcul de la redevance à la disposition des agences et offices de l'eau, des distributeurs et des prestataires de service réalisant un traitement de semences au moyen de ce produit ainsi que des responsables de la mise en marché de semences traitées au moyen de ce produit. Le responsable de la mise sur le marché de semences traitées au moyen de ce même produit met les informations relatives à ces semences nécessaires au calcul de la redevance à la disposition des agences et offices de l'eau et des distributeurs de ces semences. » ;

### **OBJET**

La redevance actuelle vise la mise sur le marché de produits phytosanitaires avec un taux fixé par la loi. Il est proposé d'augmenter fortement ce taux pour modifier les pratiques et inciter à diminuer l'usage des pesticides. La proposition est de multiplier par 5 cette redevance qui ne couvre à ce jour que 5% des recettes des agences.

Sans impacter l'activité d'élevage, cette mesure pourrait générer de l'ordre de 385 millions d'euros supplémentaires aux 100 millions d'euros de recettes « pollutions agricoles » actuelles, afin de permettre de financer les installations de traitement nécessaires pour la production d'eau potable sur les captages déjà impactés.

Il est proposé d'étendre la redevance sur les pollutions diffuses et les produits phytosanitaires en y ajoutant les pesticides mis en évidence dans les campagnes de suivi RSDE mais non taxés à ce jour ainsi que les engrais utilisés lors de l'exploitation agricole pour la culture et l'élevage (matières fertilisantes et supports de culture) pour les pollutions aux métaux lourds qu'ils engendrent.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

MM. KERN, LONGEOT et HENNO, Mme BILLON, MM. Jean-Michel ARNAUD et BLEUNVEN,  
Mme ROMAGNY et M. DELCROS

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16

Après l'article 16

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le paragraphe 15 de la sous-section 3, de la section 3, du chapitre III, du titre I<sup>er</sup>, du livre II du code de l'environnement, il est inséré un paragraphe... ainsi rédigé :

« Paragraphe...

« Redevance pour pollution issue des produits contenant des micropolluants

« Art. L. 213-10-13. – I. – Est soumise à la redevance pollution micropolluant, la mise sur le marché des produits suivants :

« 1° Les produits textiles d'habillement, les chaussures ou le linge de maison neufs destinés aux particuliers et les produits textiles neufs pour la maison, à l'exclusion de ceux qui sont des éléments d'ameublement ou destinés à protéger ou à décorer des éléments d'ameublement, au sens du 11° de l'article L. 541-10-1, en raison des contaminations de l'eau issues du lavage des textiles synthétiques ;

« 2° Les produits d'entretien et ménagers, en raison des rejets dans le réseau ou déversement des produits ;

« 3° Les matériaux en PVC et plastiques alimentaires ou cosmétiques contenant les plastifiants de type phtalates (DEHT, DEHP...)

« Un arrêté du ministre en charge de l'environnement fixe la liste des produits relevant des 1° à 3° du présent I.

« II. – Sont considérés comme des micropolluants, au sens de cet article :

« 1° Les microfibres plastiques que sont l'acrylique et le polyester ;

« 2° Les métaux que sont le Zinc, le Cuivre, le Plomb, le Fer et les phtalates que sont le DEHP (Di-(2-ethylhexyl) terephthalate) ou DEHT ;

« 3° Les détergents et solvants que sont le Chloroforme et le Tétrachloroéthylène.

« III. – Pour les produits mentionnés au présent I, les taux de redevance pour l'ensemble du territoire national, sont fixés comme tel :

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

Substance présente dans le produit	Taux (par substance)
Substances micropolluantes du 1° du présent II	1,2 % du prix du produit hors taxe
Substances micropolluantes du 2° du présent II	0,4 % du prix du produit hors taxe
Substances micropolluantes du 3° du présent II	0,8 % du prix du produit hors taxe

« Ces taux sont cumulables dans la limite de 1,5 % du prix du produit hors taxe.

« IV. – La redevance est exigible auprès des personnes qui mettent sur le marché les produits mentionnées du 1° au 3° du présent I à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024. Le fait générateur de la redevance est alors la mise sur le marché, à titre onéreux ou gratuit, de ces produits.

« V. – Pour les produits visés au I, les sommes collectées permettent de proposer de nouvelles actions ou de renforcer les actions accompagnées par les agences de l’eau dans le domaine de la prévention et des modifications des pratiques mais aussi d’amélioration de la collecte et du traitement des eaux usées.

« VI. – Les distributeurs de produits générant des micropolluants visés au I, font apparaître le montant de la redevance qu’ils ont acquittée au titre du produit distribué sur leurs factures. »

II. – L’article L. 213-10 du code de l’environnement est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, après le mot : « diffuse », sont insérés les mots : « , pour pollution micropolluants » ;

2° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Un décret en Conseil d’État précise les modalités d’application du présent article concernant le recouvrement de la redevance pollution micropolluants. »

### **OBJET**

Cet amendement vise à la création d’une redevance dite « pollution micropolluants ».

Les micropolluants des milieux aquatiques sont des substances issues des produits commerciaux ou industriels, composés organiques ou métalliques, susceptibles d’avoir une action toxique pour l’homme et/ou les organismes aquatiques y compris à des concentrations très faibles dans l’eau. L’Agence européenne des produits chimiques en dénombrait plus 20 000 en mai 2018, dans le règlement REACH et plusieurs centaines de nouvelles substances sont mises sur le marché chaque année par les industriels.

Ces micropolluants peuvent se retrouver dans les milieux aquatiques de multiples façons : rejets aqueux des industriels, lessivage des champs et des espaces naturels, rejets dans les eaux usées domestiques de résidus de médicaments, produits d’hygiène corporelle et domestique ou encore par la dégradation de dépôts sauvages directement dans les milieux aquatiques.

La lutte contre les micropolluants constitue une problématique complexe qui nécessite des actions préventives et curatives :

Action de réduction à la source :

- Encouragement à l’écoconception, pour limiter le recours aux molécules les plus polluantes
- Actions de réduction de l’utilisation des produits contenant des micropolluants, par de la communication auprès des consommateurs mais aussi avec un signal prix.



· Actions de préventions des mésusages, par un rejet inapproprié de certains produits dans l'eau

Actions curatives : il s'agit de mettre en place des équipements et installations qui visent à intercepter et traiter les micropolluants des eaux usées, pluviales et potables selon les enjeux locaux

Les dispositifs de soutien financier existants notamment via les agences de l'eau et quelques Responsabilités Élargies du Producteur concernées à la marge (par exemple Déchets Diffus Spécifiques et Médicaments Non Utilisés) ne couvrent pas ces actions à grande échelle. On est aujourd'hui encore souvent sur des actions menées à titre expérimental et qu'il va maintenant falloir généraliser au niveau national.

En complément et au regard d'une liste de substances et molécules visées par la redevance pour pollutions diffuses assez limitées, il apparaît nécessaire de créer une nouvelle redevance sur les metteurs sur le marché de produits générant des micropolluants hors pesticides (canalisations, produits d'entretien et textiles synthétiques).

Pour cela, il a été nécessaire de réaliser un premier état des lieux global de l'ensemble des principales substances retrouvées en assainissement et en eau potable.

À partir l'enquête sur les pollutions émergentes dans les captages mais également après analyse des résultats de la campagne RSDE STEU 3 et d'études analytiques sur les contaminations des eaux usées domestiques. AMORCE a fait l'inventaire des substances les plus problématiques dans les eaux, et aux vues de ces substances, considère que la priorité d'actions doit se porter sur les matériaux en PVC et plastiques alimentaires ou cosmétiques contenant les plastifiants de type phtalates, produits d'entretien et textiles synthétiques. Pour les autres usages dont les flux ne sont pas disponibles, la réglementation RSDE doit encore poursuivre l'acquisition de connaissances pour établir les établir.

L'objectif de cette nouvelle redevance est de donner un signal prix qui incite à l'écoconception par les industriels ; de mobiliser de nouveaux financements collectés par les agences de l'eau pour soutenir des nouvelles actions des services publics de gestion de l'eau sur l'ensemble du territoire national. A ce titre ce mécanisme est exclu du dispositif de plafond mordant pour permettre de mobiliser des fonds nouveaux. Cette nouvelle redevance est la juste application du principe « pollueur-payeur » dans le domaine de l'eau sur un modèle se rapprochant de la responsabilité élargie des producteurs. Cette redevance permet de financer par l'intermédiaire des Agences de l'eau les actions préventives et curatives.

A l'image du recouvrement de la redevance pollution diffuse, la redevance pollution émergente serait due au moment de la prestation de mise sur le marché : les redevables de l'ensemble des agences de l'eau adressent leur déclaration à une agence de l'eau désignée pour l'établissement du titre de recettes et le recouvrement de la redevance auprès de ces redevables. La déclaration émise par les redevables comportent différentes informations permettant à l'agence désignée de calculer le montant de la redevance due.

Ainsi, il est proposé qu'une agence de l'eau désignée recouvre les sommes dues auprès des metteurs sur le marché de ces produits générant des micropolluants.

L'objectif de cette redevance est de permettre de couvrir une partie des coûts d'investissement et de fonctionnement des installations de traitement complémentaires des usines de production d'eau potable et de traitement des eaux usées évaluées entre 135M€ et 1,35M€. Dans une première étape, l'objectif est une recette de l'ordre de 500M€ annuelle.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. KERN, LONGEOT et HENNO, Mme BILLON, MM. Jean-Michel ARNAUD et BLEUNVEN et  
Mme ROMAGNY

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16**

Après l'article 16

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après la section 15 du chapitre III du titre III du livre III de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales, il est inséré une section... ainsi rédigée :

« Section...

« Taxe pour la gestion des eaux pluviales urbaines

« Art. L. 2333-98. – La gestion des eaux pluviales urbaines correspondant à la collecte, au transport, au stockage et au traitement des eaux pluviales des aires urbaines constitue un service public administratif relevant des communes, qui peuvent instituer une taxe annuelle pour la gestion des eaux pluviales urbaines, dont le produit est affecté à son financement. Ce service est désigné sous la dénomination de service public de gestion des eaux pluviales urbaines.

« La taxe pour la gestion des eaux pluviales urbaines est due par les propriétaires publics ou privés des terrains et des voiries situés dans une zone urbaine ou dans une zone à urbaniser ouverte à l'urbanisation du fait de leur classement par un plan local d'urbanisme ou par un document d'urbanisme en tenant lieu, ou dans une zone constructible délimitée par une carte communale.

« Lorsque tout ou partie des missions de gestion des eaux pluviales urbaines est réalisé par un établissement public de coopération intercommunale ou un syndicat mixte, la taxe est instituée par ce groupement. Les communes membres ne peuvent alors pas instituer cette taxe.

« À défaut de son institution par l'établissement public de coopération intercommunale ou le syndicat mixte compétent, la taxe peut être instituée par leurs membres. Toute délibération du groupement compétent visant à mettre en œuvre la taxe rend caduques les délibérations de ses membres ayant le même objet.

« L'établissement public de coopération intercommunale ou le syndicat mixte instituant la taxe reverse une part du produit de la taxe aux communes, établissements publics de coopération intercommunale ou syndicats mixtes exerçant partiellement ces missions sur son territoire. La répartition de ce produit est réalisée au prorata des dépenses engagées par les différentes collectivités assurant conjointement le service public de gestion des eaux pluviales urbaines.

« La taxe est assise sur la superficie cadastrale des terrains. Lorsque ces terrains ne sont pas répertoriés au cadastre, la superficie prise en compte est évaluée par la commune ou le groupement qui institue la taxe.

« Lorsque le terrain assujetti à la taxe comporte une partie non imperméabilisée, la superficie de cette partie, déclarée par le propriétaire dans les conditions prévues à l'article L. 2333-100, est déduite de l'assiette de la taxe.

« Le tarif de la taxe est fixé par l'assemblée délibérante de la commune ou du groupement compétent, dans la limite de 1 € par mètre carré. Les délibérations instituant et fixant le tarif de la taxe sont adoptées dans les conditions prévues à l'article 1639 A bis du code général des impôts.

« Toutefois, la taxe n'est pas mise en recouvrement lorsque la superficie mentionnée au sixième alinéa du présent article, déduction faite des superficies non imperméabilisées mentionnées au septième alinéa, est inférieure à une superficie minimale fixée par délibération de l'assemblée délibérante de la commune ou du groupement compétent pour instituer la taxe. Cette superficie ne peut excéder 600 mètres carrés ;

« Art. L. 2333-99. – La taxe est due par les propriétaires, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition, des terrains assujettis à la taxe. En cas de pluralité de propriétaires, la taxe est due par la copropriété ou la société immobilière de copropriété ou, à défaut, chacun des propriétaires indivis au prorata des droits qu'il détient. En cas de démembrement du droit de propriété, la taxe est due par l'usufruitier. En cas de terrain loué par bail emphytéotique, par bail à construction ou par bail à réhabilitation, la taxe est établie au nom de l'emphytéote ou du preneur du bail à construction ou à réhabilitation.

« La taxe ne constitue pas une taxe récupérable par les propriétaires au sens de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986.

« Les propriétaires qui ont réalisé des dispositifs évitant ou limitant le déversement des eaux pluviales hors de leur terrain bénéficient d'un abattement compris entre 20 % et 100 % du montant de la taxe, et déterminé en fonction de l'importance de la réduction des rejets permise par ces dispositifs ;

« Art. L. 2333-100. – La commune ou le groupement qui institue la taxe adresse au propriétaire un formulaire de déclaration prérempli indiquant la superficie cadastrale ou évaluée des terrains concernés par la taxe. La déduction pour surfaces non imperméabilisées prévue au septième alinéa de l'article L. 2333-98 et les éventuels taux d'abattement prévus au dernier alinéa de l'article L. 2333-99 sont établis sur la base du formulaire de déclaration complété par le redevable. À défaut de déclaration, il est procédé à la taxation sur la base des éléments en la possession de la commune ou du groupement compétent pour instituer la taxe. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du syndicat mixte qui institue la taxe désigne des personnes qualifiées chargées de contrôler les déclarations des personnes redevables, l'état et le fonctionnement des dispositifs mentionnés à l'article L. 2333-99. Le bénéfice de la déduction ou de l'abattement est subordonné à la possibilité d'accéder, pour les personnes qualifiées précitées, aux propriétés privées afin de procéder à l'examen de ces dispositifs. Les personnes redevables effectuant des déclarations inexactes ou s'opposant au contrôle prévu à l'alinéa précédent ne bénéficient pas de la déduction ou de l'abattement. Le bénéfice de l'abattement peut également être retiré si le contrôle effectué met en évidence un mauvais fonctionnement des dispositifs déclarés ;

« Art. L. 2333-101. – La taxe est recouvrée par le comptable de la commune, de l'établissement public de coopération intercommunale ou du syndicat mixte comme en matière d'impôts directs.

« Le produit de la taxe est exclusivement affecté à la création, à l'exploitation, au renouvellement, à l'extension des installations de gestion des eaux pluviales urbaines, à l'entretien de ces ouvrages ainsi qu'au contrôle des dispositifs évitant ou limitant le déversement de ces eaux dans les ouvrages

publics. Un état annexe au compte administratif retrace les recettes procurées par cette taxe et leur emploi ;

« Art. L. 2333-102. – Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application de la présente section ;

« Art. L. 2333-103. – La présente section est applicable aux départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne ainsi qu'à l'institution interdépartementale qu'ils ont créée entre eux lorsque, en application de l'article L. 3451-1, ils assurent tout ou partie des missions de gestion des eaux pluviales urbaines. »

### **OBJET**

La gestion des eaux pluviales n'intègre pas le budget annexe de l'eau mais s'inscrit dans le budget général des collectivités. La gestion intégrée des eaux pluviales nécessite des investissements spécifiques et un fonctionnement propre aux infrastructures de gestion à la source.

La taxe pluviale instaurée en 2011 et supprimée en 2015 visait à encourager les propriétaires publics et privés, par une fiscalité incitative, à la déconnexion des m2 imperméabilisés du service public de gestion des eaux pluviales, dans le but de réduire les investissements à réaliser par la collectivité en aval.

Il est proposé de ré-instaurer une taxe eaux pluviales déterminée et collectée par les collectivités en charge de cette compétence.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme NOËL, MM. BOUCHET, ANGLARS, Jean-Baptiste BLANC et PANUNZI, Mme DUMAS, M. Henri LEROY, Mme DUMONT, MM. JOYANDET, SAVIN, Daniel LAURENT, POINTEREAU, Cédric VIAL et LAMÉNIE et Mmes NÉDÉLEC et MALET

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article L. 1615-1 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les sommes non recouvrées sur les années d'automatisation du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, excluant le compte 212, en ce qui concerne les équipements sportifs, sont compensées pour un montant de 100 millions d'euros. Cette compensation est rétroactive pour les années 2021, 2022 et 2023, pendant lesquelles les collectivités ont été privées de ce retour d'investissement du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'automatisation du FCTVA (Fonds de Compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée), dont les principes ont été posés par l'article 251 de la loi de finances pour 2021, vise à simplifier et accélérer la gestion de cette taxe pour les collectivités locales.

Cette compensation financière, qui leur est versée pour les investissements consentis portée par les collectivités, représente un réel levier au développement de projets structurants locaux. Si la mise en place de ce système informatisé et les délais d'attente raccourcis qui en découlent sont à saluer, force est de constater que les équipements sportifs ont été lésés.

En effet, cette révision a aussi eu pour conséquence d'exclure de l'assiette éligible le compte 212 « Agencements et aménagements de terrains ». En conséquence, la Première Ministre a annoncé sa réintégration, après trois années blanches, à l'assiette éligible lors du PLF 2024.

Ce signal positif doit être accompagné d'une mesure de rattrapage. En effet, les collectivités ont été privées de ce retour d'investissement FCTVA pour les années 2021, 2022 et 2023. A titre d'exemple, en 2022, les collectivités ont investi 170M€ dans des projets sportifs imputables au compte 212, au titre du plan 5 000 terrains de sport et des programmes de l'Agence nationale du Sport autour des

équipements structurants. Au total, près de 40 M€ habituellement récupérés par les collectivités ne rebasculeront pas – dont 15M€ pour le seul plan 5 000 terrains de sport.

Malgré les demandes de rattrapages rétroactifs portées par les collectivités, Thomas Cazenave, Ministre délégué chargé des Comptes publics, a réaffirmé que la prise en charge des dépenses d'aménagement des terrains grâce au FCTVA aura lieu à compter du 1er janvier 2024. La ministre déléguée chargée des Collectivités territoriales évoque quant à elle un potentiel « effet d'aubaine » en cas de rétroactivité. En réalité, les Collectivités Territoriales ne pensaient pas être privées de cette manne financière en ayant consentis ces investissements.

C'est pourquoi le réseau des élus locaux en charge du sport propose un rattrapage des sommes non recouvrées sur les années d'automatisation du FCTVA excluant le compte 212, en ce qui concerne les équipements sportifs, pour un montant de 100M€.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme NOËL, MM. BOUCHET, ANGLARS, REYNAUD et PANUNZI, Mme DUMAS, M. Henri LEROY,  
Mme DUMONT, MM. SAVIN, BRISSON et LAMÉNIE et Mmes NÉDÉLEC et MALET

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 28**

Après l'article 28

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 1609 tricies du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Un prélèvement complémentaire de 0,3 % est effectué de 2024 à 2030 sur les sommes mentionnées au premier alinéa. Ce prélèvement complémentaire est plafonné à 25 millions d'euros par an. Son produit est affecté à l'Agence du numérique en santé, indépendamment du montant déjà affectées, en vue du financement des maisons Sport-Santé. »

**OBJET**

Afin de financer la mise aux normes des grands stades lors de l'Euro 2016 de Football, la loi de finances 2011 a adopté, à titre temporaire, une surtaxe de 0,3% sur les Jeux FDJ, hors paris sportifs.

Dans cet esprit et afin de préparer une loi héritage des grands événements sportifs internationaux (Coupe du Monde, JOP 2024), il est proposé de mettre en œuvre un fonds d'amorçage héritage, alimenté par une surtaxe de 0,3% sur les paris sportifs.

Pour cette nouvelle opération, il est proposé d'orienter le rendement dû à ce taux exceptionnel à l'Agence nationale du Sport, afin d'assurer la pérennisation des 573 Maisons Sport Santé, qui maillent et irriguent le territoire hexagonal et ultramarin.

En effet, le modèle économique des Maisons Sport Santé est en grande fragilité, avec un niveau médian d'accompagnement public de 12 000 euros, alors que les besoins planchers des MSS sont appréciés à 50 000 euros par an, en l'absence de reconnaissance financière des APA. Le produit attendu de la surtaxe de 0,3% sur les paris sportifs doit permettre de financer à hauteur de 25 M€ ce fonds héritage de l'ANS.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme NOËL, MM. BOUCHET, ANGLARS, REYNAUD et PANUNZI, Mme DUMAS, M. Henri LEROY,  
Mme DUMONT, MM. SAVIN, BRISSON et LAMÉNIE et Mmes NÉDÉLEC et MALET

C	
G	

ARTICLE 28

1° Alinéa 4, dernière colonne, dix-septième ligne

Remplacer le nombre :

34 600 000

par le nombre :

100 000 000

2° Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La participation de l'Etat au financement des politiques publiques sportives en France est principalement gérée depuis 2019 par l'Agence nationale du Sport. Au-delà des crédits budgétaires alloués par le Ministère des Sport et des jeux olympiques et paralympique, une large part des recettes de l'ANS proviennent de trois taxes affectées : la « taxe buffet », la taxe sur les paris sportifs et la taxe sur les jeux FDJ.

Plus spécifiquement, le rendement de la taxe sur les paris sportifs constitue aujourd'hui le moteur de ces ressources fiscales. Pourtant, son produit fiscal est verrouillé, depuis 2015, à 34,6M€.

Or, la croissance soutenue et permanente du rendement de cette taxe sur les paris sportifs ne bénéficie pas aux acteurs sportifs, nationaux et territoriaux.

En 2015, le rendement de cette taxe représentait 61 M€ et 57% de ce produit était directement affecté au CNDS. Le PLF 2024 estime, comme en 2023, que cette taxe sur les paris sportifs va générer 181 M€, mais seulement 19% est désormais affecté à l'ANS.

Or, l'accueil de deux grands événements sportifs internationaux sur le territoire français (Coupe du Monde de Rugby, JOP2024) va amplifier encore le rendement de cette taxe, comme en attestent les

premiers résultats enregistrés par l’Autorité Nationale des Jeux sur les trois premières semaines de la coupe du monde de rugby.

Alors que le sport peut financer le sport, il paraît donc nécessaire de déplaçonner la taxe sur les paris sportifs, dès 2024, dans la limite de 100M€, afin d’accompagner l’ambition partagée – et démultipliée par la Grande Cause Nationale 2024 voulue par le Président de la République – de construire collectivement une nation plus sportive.





## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. ANGLARS et Alain MARC

C	
G	

### ARTICLE 7

I. – Alinéas 10, 18, 111, 116, 189, 191, 192 et 203

Remplacer la date :

30 juin 2024

par la date :

31 décembre 2026

II. – Alinéas 20 (deux fois), 21, 132, 200, 201, 202 et 204

Remplacer la date :

1<sup>er</sup> juillet 2024

par la date :

1<sup>er</sup> janvier 2027

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant des I et II, compléter cet article par trois paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Le nouveau dispositif prévu à l'article 7 du projet de loi de finances fusionne différents zonages de soutien aux territoires ruraux (les zones de revitalisation rurale (ZRR), les bassins d'emploi à

redynamiser (BER) et les zones de revitalisation des commerces en milieu rural (ZoRCoMiR)) en un seul nouveau zonage dénommé France Ruralités Revitalisation (FRR).

Mais ce nouveau dispositif n'a pas été débattu au Parlement, alors même que nous avons largement travaillé sur le sujet au Sénat, avec plusieurs rapports qui proposent des pistes de modifications des dispositifs existants. Le Sénat n'a aucunement été associé à cette réforme territoriale d'ampleur, cachée dans le Projet de loi de finances, et le Gouvernement n'a pas plus suivi les recommandations des associations d'élus locaux.

Ce report de l'application de la réforme de 2024 à 2026 vise, d'une part, à permettre aux élus locaux et aux communes de pouvoir anticiper les conséquences d'une telle réforme dont nous avons appris l'existence il y a seulement un mois et, d'autre part, à permettre au gouvernement d'engager une véritable discussion sur les critères et le contenu du dispositif France Ruralités Revitalisation.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme ESTROSI SASSONE, MM. BRISSON, MOUILLER, Jean-Baptiste BLANC, FAVREAU, BOUCHET et PELLEVAT, Mmes SCHALCK, BELRHITI et JOSEPH, MM. REYNAUD, MILON et SAUTAREL, Mme Marie MERCIER, M. CHATILLON, Mme DUMAS, MM. Daniel LAURENT, SIDO, DAUBRESSE, BURGOA et PANUNZI, Mme BORCHIO FONTIMP et MM. PAUL, TABAROT, BELIN, MEIGNEN et GREMILLET

C	
G	

ARTICLE 8

Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – Chaque année entre 2024 et 2026, l'État reverse au programme Territoires d'Industrie, la différence entre la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises qu'il perçoit et la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises qu'il a perçue l'année précédente, diminuée d'un quart en 2024, puis de deux quarts en 2025, puis de trois quarts en 2026 de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises qu'il a perçue en 2023.

OBJET

La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises à longterm constitué une ressource majeure des intercommunalités. Sa suppression décidée en loi de finances pour 2023 est principalement compensée par une fraction de la TVA nationale.

Toutefois, le produit de la CVAE perçu par l'Etat ayant connu un excellent résultat (+20%), le gouvernement avait admis que cette croissance soit reversée aux collectivités qui aurait dû en bénéficier en 2023 notamment par l'intermédiaire du Fonds vert.

L'étalement jusqu'au 1er janvier 2027 de la suppression de la CVAE acquittée par les entreprises au bénéfice de l'Etat tel que proposé dans le PLF pour 2024 doit se voir appliquer le même principe. En effet même dans le scénario de sa suppression progressive jusqu'en 2027 la CVAE reste une ressource dynamique. En 2023, la CVAE perçue par l'Etat est estimée par le PLF à 5 789 millions d'euros. Ce montant sera diminué chaque année d'un quart de sa valeur. Le surplus correspond à la croissance de la CVAE liée au développement local.

Intercommunalités de France considère que la croissance de la CVAE, désormais perçue par l'Etat jusqu'en 2027, devrait bénéficier aux collectivités du bloc local au travers du Programme « Territoires d'industrie », considérant que la CVAE est, notamment le fruit des dynamiques locales et que ce programme doit être encouragé.

En effet, l'initiative « Territoires d'Industrie », lancée fin 2018, s'inscrit dans une stratégie de l'Etat de reconquête industrielle et de développement des territoires. Une deuxième phase a été lancée (2023-2027) afin de poursuivre et amplifier la dynamique de réindustrialisation dans les territoires.

Cette nouvelle phase du programme comprend notamment une offre de services renforcée qui trouve sa traduction dans le cadre du projet de loi « Industrie Verte ».

L'amendement vise ainsi à affecter le produit de la croissance de la CVAE au programme Territoires d'industrie.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme MULLER-BRONN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES**

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 793 bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le taux des exonérations mentionnées au premier alinéa est porté à 85 % à condition que le donataire, héritier et légataire s'engage, pour lui et ses ayants-cause à titre gratuit, à conserver le bien pendant une durée de 18 ans suivant la transmission et à maintenir son affectation à une exploitation agricole. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Nous assistons à une forte concentration du secteur agricole et en particulier de la viticulture, marquée par une disparition progressive des exploitations familiales, au profit d'acquisitions d'exploitations agricoles et viticoles par des investisseurs étrangers et/ou institutionnels qui ne sont pas exposés aux mutations à titre gratuit (Groupes étrangers, fonds de pension, institutionnels, GFV, montages juridiques avec holding offshore, etc.), dans le cadre de stratégies purement patrimoniales.

Les valeurs vénales du foncier d'exploitation ne permettent plus de financer le coût des mutations à titre gratuit sauf à passer par un endettement durable au détriment, d'une part, des capacités à investir des entreprises agricoles et de leur rentabilité, et d'autre part de leur capacité de résilience face aux aléas climatiques. Ce phénomène contribue aussi au mal-être du monde rural, notamment des agriculteurs / viticulteurs et à la déprise agricole.

Le présent amendement vise à protéger les exploitations agricoles et viticoles familiales, en allégeant la fiscalité des donations et successions lorsque l'un ou plusieurs héritiers souhaitent reprendre l'exploitation, et que les autres héritiers s'engagent à conserver les biens transmis et les laisser à la disposition des exploitants actuels pendant une longue durée.

La fiscalité qui s'applique actuellement à la transmission familiale des terres agricoles et des vignes, compte tenu de la valeur élevée de ces biens, incite les propriétaires à repousser à plus tard cette transmission. Lorsque les successions s'ouvrent, les droits à payer par les héritiers les incite à vendre

Nb : La rectification consiste en un changement de place de l'article additionnel après l'article 5 octotricies vers l'article additionnel après l'article 3 vicies.

les biens. L'exploitation familiale poursuivie par un ou plusieurs de ces héritiers est alors menacée de dislocation. Les règles actuelles sont insuffisantes pour endiguer ce phénomène. Le présent texte prévoit un engagement de conservation beaucoup plus long – au moins 18 ans – constituant une garantie pérenne de stabilité pour les exploitations familiales, en contrepartie d'une majoration de 10 points du taux d'exonération de droits de mutation à titre gratuit applicable aux biens loués par bail à long terme.

Amendement transmis par la CNAOC.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme MULLER-BRONN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES**

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le II de l'article 151 septies du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les seuils de recettes mentionnés au présent II sont actualisés tous les trois ans dans la même proportion que l'évolution triennale de la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu, arrondis à la centaine d'euros la plus proche. »

II. – Le I du présent article s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.III. – La perte de recettes résultant pour l'État des I et II est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

L'objet de cet amendement est d'indexer les plafonds d'exonération des plus-values des petites entreprises. Le dispositif est aujourd'hui figé dans le temps. Or, depuis le début de l'année 2022, l'inflation atteint un niveau élevé. Il apparaît donc nécessaire, dans ce contexte, d'augmenter les plafonds d'exonération des plus-values des petites entreprises afin de maintenir et de favoriser les petites entreprises sur le territoire français.

Il est donc proposé de réévaluer le plafond d'exonération des plus-values de ces petites entreprises dans des conditions analogues à celles applicables aux seuils de recettes déterminant les régimes d'imposition applicables, soit tous les trois ans en fonction de l'évolution triennale de la limite supérieure de la première tranche de l'impôt sur le revenu.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme ESTROSI SASSONE, MM. PANUNZI, Jean-Baptiste BLANC, SIDO, Daniel LAURENT et MOUILLER, Mme DUMAS, M. SAUTAREL, Mme Marie MERCIER, MM. CHATILLON, FAVREAU, BRISSON et BOUCHET, Mmes SCHALCK, BELRHITI et JOSEPH et MM. REYNAUD, MILON, BURGOA, DAUBRESSE, PAUL, TABAROT, BELIN et GREMILLET

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 14**

Après l'article 14

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le troisième alinéa de l'article L. 421-43 du code des impositions sur les biens et services est ainsi rédigé :

« 2°) Lorsque la personne qui détient le véhicule est une personne morale, celle où se situe l'établissement auquel le véhicule est affecté à titre principal. Lorsque le véhicule est affecté à la location pour des durées de moins de deux ans, cet établissement est celui du siège social. »

II.- La perte de recettes pour l'Etat est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à délivrer le certificat d'immatriculation sur le lieu d'établissement du siège social de l'entreprise pour les professionnels de la location de courte-durée.

La codification du Code des impositions sur les biens et services instaure actuellement le paiement du certificat d'immatriculation auprès de la région du lieu du premier contrat de location du véhicule.

Cette disposition est pourtant, à ce jour, impossible à respecter compte-tenu des contraintes opérationnelles et administratives auxquelles sont confrontés quotidiennement les professionnels de la location courte-durée, notamment :

o L'affectation des véhicules entre les différentes agences d'un loueur reste inconnue au moment de leur immatriculation. En raison des contraintes liées à l'activité, l'immatriculation intervient très en amont de cette affectation (intervention des constructeurs et livraison des véhicules, en principe, dans des parcs externes aux loueurs). Cette contrainte est d'autant plus renforcée par l'allongement des délais actuels de livraison des constructeurs qui s'élèvent à plusieurs mois et qui ne sont pas toujours respectés en raison des retards causés par la pénurie de semi-conducteurs et des difficultés du circuit logistique français et européen.

o L'affectation des véhicules à une agence intervient habituellement dans les 7 à 15 jours précédant la livraison prévue, en fonction des besoins. La livraison de véhicules neufs fait partie intégrante de la logistique de répartition de la flotte d'un loueur, dont les besoins par agence évoluent sans cesse selon la saisonnalité et les typologies de clientèle. Ainsi, au jour de l'achat et de l'immatriculation du véhicule, les loueurs n'ont pas connaissance du lieu de la première affectation du véhicule.

o Sur un plan administratif, la gestion des FPS, PV français et étrangers non dématérialisables, ainsi que des frais de péages en flux libres, est complexe et même préjudiciable pour les autorités publiques. Ces documents seraient ainsi envoyés à l'adresse de la carte grise, dans les agences, avec un risque certain de perte et de non prise en compte dans les délais jusqu'au traitement de ces opérations par le service central de l'entreprise concernée.

Cet amendement vise donc à faciliter les immatriculations sur le lieu de leur siège social.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme ESTROSI SASSONE, MM. BRISSON, LEFÈVRE, MOUILLER, MILON, CADEC, SAVIN, PIEDNOIR et DAUBRESSE, Mme DUMONT, M. SOL, Mme MICOULEAU, MM. SAURY, BURGOA et SAUTAREL, Mmes DUMAS et DEMAS, MM. BOUCHET, PANUNZI et RIETMANN, Mme LOPEZ, MM. PERRIN, de LEGGE, FAVREAU, PAUL, GROSPERRIN, KLINGER et TABAROT, Mmes Marie MERCIER et CANAYER, MM. Daniel LAURENT, CHAIZE, GENET et RAPIN, Mmes DI FOLCO, BERTHET, IMBERT et JOSENDE, M. CUYPERS et Mme CHAIN-LARCHÉ

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le deuxième alinéa de l'article L. 169 du livre des procédures fiscales, sont insérés trois alinéas ainsi rédigés :

« Par exception aux dispositions du premier alinéa, la réception par l'administration fiscale d'un compte rendu de mission d'un examen de conformité fiscale positif, prévu par l'article 4 du décret n° 2021-25 du 13 janvier 2021, entraîne l'extinction du droit de reprise de l'administration sur les charges et dépenses de la période couverte par ledit examen de conformité fiscale.

« Cette exception s'applique pour l'ensemble des entreprises, personnes physiques ou morales, exerçant une activité professionnelle sous forme individuelle ou en société, dont le montant du chiffre d'affaire annuel ne dépasse pas les seuils du régime du réel simplifié.

« Cette exception ne s'applique pas en cas de découverte de manœuvres délibérées ou d'activités dissimulées lors d'un contrôle par l'administration fiscale sur les produits de l'entreprise. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'examen de conformité fiscale (ECF) institué par le décret n° 2021-25 du 13 janvier 2021 vise à inciter les entreprises à davantage de transparence. Sur environ quatre millions d'entreprises, cet outil n'a en réalité attiré que 120 000 entreprises en 2023, soit à peine 3% de la cible.

Le présent amendement vise donc à améliorer l'attractivité de ce dispositif auprès des petites entreprises mais également à accorder la prescription fiscale sur les dépenses et charges de l'entreprise dès lors que celle-ci se soumet à un examen de conformité fiscale (ECF), réalisé par un tiers de confiance (Organismes de gestion agréés - OGA -, experts-comptables ou encore

commissaires aux comptes...), et fait l'objet d'un compte-rendu de mission positif adressé à l'administration fiscale.

L'objectif de cette mesure est d'assurer la sécurité fiscale de l'entreprise aux fins de lui permettre de se concentrer sur son coeur de métier. La mesure s'inscrit dans le prolongement de la loi dite ESSOC du 10 août 2018 "Pour un Etat au service d'une société de confiance".

Concrètement, dès lors que l'entreprise fait réaliser un ECF par un tiers de confiance, et que cet ECF aboutit à la communication d'un compte-rendu de mission positif à l'administration fiscale, celle-ci considérera que ses charges et dépenses sont "sanctuarisées".

Dans le cadre de son contrôle selon les règles actuelles du droit commun, sur les produits de l'entreprise, et notamment en matière de TVA, si l'administration met au jour des anomalies traduisant des manoeuvres délibérées ou des activités dissimulées, elle retrouve alors toutes ses prérogatives de contrôle en matière de dépenses. La prescription devient dès lors caduque.

Du point de vue de l'entreprise, la prescription fiscale représente une juste contrepartie, en tant qu'elle se place volontairement dans une démarche de sincérité fiscale.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

C	
G	

Mme ESTROSI SASSONE, MM. BRISSON et LEFÈVRE, Mme VENTALON, MM. MOUILLER, MILON, CADEC, SAVIN, PIEDNOIR, DAUBRESSE et SOMON, Mme DUMONT, M. SOL, Mme MICOULEAU, MM. SAURY, BURGOA et SAUTAREL, Mmes DUMAS et DEMAS, MM. BOUCHET, PANUNZI, PERRIN et RIETMANN, Mme LOPEZ, MM. de LEGGE, FAVREAU, PAUL, GROSPERRIN, KLINGER et TABAROT, Mmes Marie MERCIER et CANAYER, MM. Daniel LAURENT, CHAIZE, GENET et RAPIN, Mmes DI FOLCO, BERTHET, IMBERT et JOSENDE, M. CUYPERS et Mme CHAIN-LARCHÉ

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le livre des procédures fiscales est ainsi modifié :

1° L'article L. 169 est ainsi modifié :

a) La seconde phrase du deuxième alinéa est complétée par les mots : « soit a recouru à des manœuvres délibérées et organisées pour dissimuler des recettes » ;

b) Après le même deuxième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Par exception au premier alinéa, le droit de reprise de l'administration, pour les revenus imposables selon les dispositions des articles 50-0, 64 bis et 102 ter du code général des impôts dans les catégories des bénéfices industriels et commerciaux, des bénéfices non commerciaux et des bénéfices agricoles, s'exerce jusqu'à la fin de la deuxième année qui suit celle au titre de laquelle l'imposition est due, quand le contribuable est adhérent d'un organisme agréé prévu par les articles 1649 quater C, 1649 quater F et 1649 quater K ter du même code, ou faisant appel aux services d'un professionnel de l'expertise comptable ayant l'autorisation prévue par l'article 1649 quater L dudit code, ou un certificateur étranger prévu à l'article 1649 quater O du même code, pour les périodes au titre desquelles le service des impôts des entreprises a reçu une copie du compte-rendu de mission prévu aux articles 1649 quater E et 1649 quater H du même code. » ;

2° L'article L. 176 est ainsi modifié :

a) La seconde phrase du deuxième alinéa est complétée par les mots : « soit a recouru à des manœuvres délibérées et organisées pour dissimuler des recettes » ;

b) Après le même deuxième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Par exception aux dispositions du premier alinéa, le droit de reprise de l'administration s'exerce jusqu'à la fin de la deuxième année qui suit celle au titre de laquelle la taxe est devenue exigible conformément au 2 de l'article 269 du code général des impôts pour les contribuables dont les revenus



bénéficient des dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 169 et pour les périodes pour lesquelles le service des impôts des entreprises a reçu une copie du compte-rendu de mission prévu aux articles 1649 quater E et 1649 quater H du même code. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Le présent amendement vise à inciter les micro-entrepreneurs imposés selon le régime micro-BIC (bénéfices industriels et commerciaux), BNC (bénéfices non commerciaux) ou BA (bénéfices agricoles) de faire appel aux acteurs de l'accompagnement des très petites entreprises (TPE), en particulier les organismes de gestion agréés (OGA), afin de favoriser la transparence fiscale des revenus et développer le civisme fiscal des très petites structures.

A cette fin, il est proposé de réduire le délai de reprise de l'administration à deux années, dès lors que ces contribuables se trouvent être adhérents à un organisme de gestion agréé ou font appel aux services d'un professionnel de l'expertise comptable.

Ces acteurs auront une mission d'accompagnement (formation, information...), ainsi qu'une mission de contrôle du respect des obligations comptables (certes légères mais néanmoins existantes) par les bénéficiaires du régime micro. Ils s'assureront de la concordance, la cohérence et la vraisemblance (CCV) des données déclarées avec les documents comptables.

Un compte rendu de mission est établi chaque année, par l'accompagnateur et une copie est communiquée à l'administration fiscale.

En cas de manoeuvres délibérées et organisées pour dissimuler les recettes, ces micro-entrepreneurs seront soumis aux règles de droit commun.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. GROSPERRIN, PANUNZI, Henri LEROY et BRUYEN, Mme GOSSELIN, M. PACCAUD, Mmes JOSEPH et LASSARADE, MM. MILON, CAMBON et Jean Pierre VOGEL, Mme DUMONT, MM. BOUCHET, BRISSON et GENET, Mmes BELRHITI, JOSENDE et IMBERT, M. RAPIN, Mme DI FOLCO, M. GREMILLET, Mme NÉDÉLEC et MM. SZPINER et SIDO

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 3 SEXVICIES**

Supprimer cet article.

**OBJET**

Alors que le gouvernement attend des français qu'ils fournissent un effort fiscal considérable, ce dernier par cet article, issu d'un amendement déposé par la majorité présidentielle à l'Assemblée nationale, accorderait aux Fédérations internationales sportives (FIS) un cadre fiscal aux allures de cadeau démesuré pour inciter ces dernières à installer leur siège social en France. Outre une potentielle atteinte au principe constitutionnel de l'égalité devant l'impôt, l'impact de cette proposition n'a été que partiellement étudié par le Conseil d'Etat.

En effet, cet article a pour but d'exonérer d'impôt sur les sociétés, de cotisation foncière des entreprises et de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises les FIS à raison des bénéfices réalisés en France concernant les activités en lien avec la gouvernance du sport et la promotion du sport. Dans leurs motivations, les signataires de cet amendement excluaient les activités commerciales et concurrentielles. Cependant, le triple monopole (géographique, temporel, produit) exercé par la Fédération Internationale de Football Association (FIFA) sur les affaires footballistiques rendrait caduque le volet concurrentiel.

Comment les français accueilleraient cette mesure alors que la FIFA a connu depuis plusieurs années de nombreux scandales et que son éthique même pose aujourd'hui question ?

Les motivations avancées par le gouvernement sont elles-mêmes illusoires. La France pourrait ainsi éventuellement récupérer une place sur l'échiquier de la géopolitique sportive. Certes, la France accueillera plus d'une soixantaine de grands événements sportifs internationaux dont les Jeux Olympiques. Toutefois, d'autres pays, du Moyen-Orient principalement, ont pris de l'avance en termes de *soft power* à l'instar de l'organisation des Coupes du Monde de la FIFA au Qatar et bientôt en Arabie Saoudite et ce ne sont pas des cadeaux fiscaux sonnants et trébuchants qui inverseront seuls la tendance.

De plus, en ce qui concerne l'exonération d'impôt sur le revenu pour les salariés des FIS, cela reviendrait à mettre au même niveau les organisations internationales et les FIS. Rappelons que la différence réside entre autre dans leur gouvernance. Les premières intègrent des Etats tandis que les

secondes doivent respecter une pure neutralité politique, ce qui explique les avantages fiscaux dont peuvent profiter les salariés des organisations internationales.

Malgré l'importance de la diplomatie par le sport, il est donc normal de s'interroger sur la justesse d'une telle mesure, plus encore au vu par exemple du manque de moyens actuels accordés aux collectivités pour rénover les équipements sportifs locaux.

La France n'a sans doute pas vocation à devenir un paradis fiscal pour les fédérations sportives internationales, d'où le présent amendement de suppression.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. HUSSON

au nom de la commission des finances

C	
G	

ARTICLE 3

Alinéas 13 à 17 et alinéa 19

Supprimer ces alinéas.

**OBJET**

Le présent amendement vise à préserver la possibilité, pour un mineur, d'être titulaire d'un plan d'épargne retraite individuel (PER) ouvert à son nom par ses représentants légaux.

Alors que le Gouvernement considère que la création du plan d'épargne avenir climat (PEAC), réservé aux personnes de moins de 21 ans, doit entraîner la fermeture du PER pour les mineurs, la commission ne partage pas cet avis.

D'abord, le Gouvernement ne tient pas compte des préférences des ménages qui épargnent pour leurs enfants et qui peuvent préférer un placement de très long terme, avec un encadrement des cas de déblocage anticipé des fonds. En effet, les modalités de fonctionnement du PEAC ne prévoient aucune condition d'utilisation des fonds à la liquidation, alors que celles du PER conditionnent le déblocage anticipé des sommes et des produits à des situations strictement délimitées (acquisition de la résidence principale, accidents de la vie). De plus, alors qu'un PER peut être conservé jusqu'à la retraite, un PEAC devra automatiquement être liquidé aux 30 ans de son titulaire.

Par ailleurs, rendre impossible le fait de pouvoir procéder à des versements sur les PER des mineurs ouverts avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024 vient remettre en cause les stratégies d'épargne des ménages et les avantages qu'ils en escomptaient, notamment pour ceux qui ont souscrit à leur enfant un PER à l'été 2023, juste avant la présentation du présent projet de loi de finances. C'est d'autant plus le cas que le PEAC ne sera pas commercialisé dès le 1<sup>er</sup> janvier 2024 mais bien plus tard dans l'année, les acteurs de marché considérant qu'il faudra bien au moins six mois pour disposer d'une offre diversifiée et concurrentielle pour ce nouveau produit.

Enfin, aucune précision n'a été apportée s'agissant des modalités juridiques et financières du transfert entre un PER et un PEAC.

Pour l'ensemble de ces raisons, la commission considère que fermer l'accès des mineurs aux PER n'est ni souhaitable ni justifié.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. HUSSON

au nom de la commission des finances

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 3

Après l'alinéa 17

Insérer un paragraphe ainsi rédigé :

.... – Le Comité consultatif du secteur financier mentionné à l'article L. 614-1 du code monétaire et financier remet au Parlement, avant le 31 décembre 2025, une évaluation des produits d'épargne disponibles pour les mineurs, qui porte notamment sur l'utilisation de ces produits, leur performance et leurs frais. L'évaluation mesure également l'impact de la création du plan d'épargne avenir climat sur les autres produits d'épargne disponibles pour les mineurs.

**OBJET**

Le présent amendement vise à demander au Comité consultatif du secteur financier une évaluation des produits d'épargne disponible pour les mineurs.

La création du plan d'épargne avenir climat (PEAC) vient en effet ajouter un nouveau produit d'épargne pour les mineurs dans un paysage marqué par une abondance de produits et une préférence pour les supports très liquides et sécurisés, tels que le livret A. Pourtant, il n'existe pas de données précises et exhaustives sur la détention de ces produits par les mineurs et les jeunes adultes. Il conviendrait dès lors de pouvoir évaluer cette offre, pour en connaître tant les usages (épargne de précaution, financement des études, transmission, entrée dans la vie active, achat du premier logement) que la performance et les frais.

Le cas échéant, les résultats de cette évaluation pourront amener le Parlement à décider de procéder à une rationalisation de ces produits, mais sans le faire « à l'aveugle », comme le Gouvernement le propose avec la fermeture de l'accès aux plans d'épargne retraite par les mineurs.







DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, rapport 128, 132)

N°	I-160
----	-------

15 NOVEMBRE 2023

**A M E N D E M E N T**

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

C	
G	

ARTICLE 3

Alinéa 18

Après les mots :

prévue au

rédiger ainsi la fin de cet alinéa :

II de l'article 34 de la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte.

**OBJET**

Correction d'une erreur matérielle.





## AM E N D E M E N T

présenté par

M. HUSSON

au nom de la commission des finances

C	
G	

### ARTICLE 3 OCTIES

I. – Alinéa 1

Compléter cet alinéa par les mots :

du présent IX

II. – Alinéas 2 et 3

Rédiger ainsi ces alinéas :

II. – Le neuvième alinéa du I de l'article L. 136-6 du code de la sécurité sociale est ainsi rédigé :

« Que le transfert de domicile fiscal hors de France soit intervenu à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 ou, lorsque le contribuable justifie du respect de la condition prévue au 2 du VII de l'article 167 bis du code général des impôts dans sa rédaction applicable à la date de ce transfert, qu'il soit intervenu avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014, il n'est pas fait application à la contribution du dégrèvement ou de la restitution prévus au dernier alinéa du même 2 et, sauf lorsque la plus-value est imposée dans les conditions prévues à l'article 244 bis A du même code, au 4 du VIII de l'article 167 bis dudit code. Il n'est pas fait application à la contribution de l'imputation prévue à l'article 125-00 A du même code. »

III. – Alinéa 4

Remplacer les mots :

le I du présent article

par les mots :

le 4 du IX du même article 167 bis, dans sa version résultant de la présente loi,

### OBJET

Le présent amendement est rédactionnel.

En effet, l'article 3 octies, qui vise à corriger un aspect du fonctionnement de l'exit tax, modifie pour cela l'article 42 de la loi n° 2013-1279 de finances rectificative pour 2013 pour prévoir que l'une de ses dispositions, qui modifiait elle-même l'article L. 136-6 du code de la sécurité sociale, s'applique pour certains transferts de domicile fiscal hors de France intervenus avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Or la

partie de l'article L.136-6 du code de la sécurité sociale modifiée par l'article 42 de la loi de finances rectificative pour 2013 a évolué depuis.

Afin d'éviter un entrechoquement entre plusieurs dispositions législatives, le présent amendement vise ainsi à transformer la modification de l'article 42 de la loi de finances rectificative pour 2013 en modification de l'article L. 136-6 du code de la sécurité sociale. Il comporte également d'autres modifications d'ordre rédactionnel.



**A M E N D E M E N T**

C	
G	

présenté par

M. HUSSON

au nom de la commission des finances

ARTICLE 3 NONIES

Rédiger ainsi cet article :

Le premier alinéa du I de l'article 199 septies du code général des impôts est complété par les mots :  
« et par personne réputée à charge en application de l'article 196 A bis ».

**OBJET**

Le présent amendement porte sur la réduction d'impôt au bénéfice des souscripteurs de contrats de "rente de survie". Il poursuit deux objectifs : supprimer les dispositions dépourvues d'effet de l'article 3 nonies et préciser celles dont la portée est réelle.

Tout d'abord, l'article 3 nonies ambitionne de permettre aux ascendants d'une personne en situation de handicap de souscrire les contrats de "rente de survie" au bénéfice de leur descendant, y compris lorsqu'il est majeur. Or, cette possibilité existe déjà en droit positif.

En pratique, l'article ne fait que modifier les conditions d'accès à la réduction d'impôt sur le revenu de 25 % portant sur les primes d'assurance versées sur ces contrats. Or, cette réduction d'impôt peut d'ores et déjà s'appliquer pour les contrats dont le bénéficiaire est une personne majeure : il faut simplement que l'infirmité de cette personne l'empêche de se livrer à une activité professionnelle normalement rentable. La réduction d'impôt s'applique par ailleurs pour les contrats dont le bénéficiaire est une personne mineure : il faut alors que l'infirmité de cette personne l'empêche d'acquérir une instruction ou une formation professionnelle d'un niveau normal. Les auteurs de l'amendement ayant donné lieu à cet article manquent donc leur cible.

L'article n'aurait pour effet que d'ouvrir la réduction d'impôt aux titulaires des contrats dont les personnes bénéficiaires sont majeures, et dont l'infirmité les empêche d'acquérir une instruction ou une formation professionnelle d'un niveau normal, mais ne les empêcherait pas, en revanche, de se livrer à une activité professionnelle normalement rentable. Une telle combinaison est très difficilement concevable et cette disposition aurait donc un effet extrêmement limité ou nul. Le présent amendement vise à la supprimer.

Par ailleurs, la réduction d'impôt sur le revenu sur les primes versées sur les contrats de « rente de survie » est plafonnée à 1 525 euros, majoré de 300 euros par enfant à charge. L'article 3 nonies prévoit que la majoration applicable soit non plus de 300 euros par enfant à charge, mais de 300 euros par personne à charge. Cette disposition est bienvenue.

Le présent amendement vise à préciser cette disposition et à la mettre en cohérence avec le dispositif de l'article 199 septies du code général des impôts, en prévoyant que la majoration est de 300 euros

pour chaque enfant à charge, et pour chaque personne qui, vivant sous le toit du contribuable, dispose d'une carte « mobilité inclusion » où il est fait mention de son invalidité.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. HUSSON

au nom de la commission des finances

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 3 DECIES

Rédiger ainsi cet article :

L'article 199 unvicies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa du 1, l'année : « 2023 » est remplacée par l'année : « 2026 » ;

2° Au 2, le montant : « 18 000 € » est remplacé par le montant : « 15 000 € » ;

3° Les alinéas 6 à 9 sont supprimés.

**OBJET**

L'article 3 decies prévoit de proroger jusqu'à 2026 le bénéfice de la réduction d'impôt au titre de la souscription en capital d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles (SOFICA). Si le principe d'une incitation à l'investissement des particuliers dans le cinéma, et donc de la prorogation de 3 ans de la réduction d'impôt, se justifie, il y a lieu de s'interroger sur le caractère exorbitant des modalités de celle-ci.

En effet, depuis 2017, le taux de réduction d'impôt ouvert par l'article 199 unvicies peut atteindre un niveau majoré de 48 %. Or, l'ensemble des SOFICA agréées remplit en réalité actuellement les conditions pour bénéficier de ce taux majoré. Cela revient donc à ce que l'État finance la moitié des investissements effectués par le biais des SOFICA, alors même que l'année 2023 confirme pour le secteur du cinéma la sortie des difficultés liées à la crise sanitaire. Conformément à la recommandation du rapport de la commission des finances dans le rapport intitulé Itinéraire d'un art gâté : le financement public du cinéma de notre collègue Roger KAROUTCHI en mai 2023, cet amendement prévoit de supprimer le taux dérogatoire à 48 %, tout en maintenant le taux intermédiaire de 36 %, déjà particulièrement favorable, pour les SOFICA s'engageant à consacrer 10 % de leurs investissements à la souscription au capital de sociétés de réalisation.

Pour les mêmes motifs, le présent amendement prévoit d'abaisser le montant du plafond de la réduction à 15 000 euros. Celui-ci restera néanmoins supérieur de 50 % au plafonnement global applicable à la plupart des réductions d'impôt, qui est de 10 000 euros, et conserve donc un caractère incitatif.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

C	
G	

### ARTICLE 3 DUODECIES

Remplacer l'année :

2024

par l'année :

2023

### OBJET

Amendement de sécurisation juridique.

L'article 3 *duodecies* vise à proroger le plafond dérogatoire, fixé à 1 000 euros, de la réduction d'impôt prévue au 1<sup>er</sup> de l'article 200 du code général des impôts pour l'imposition des revenus des années 2024 à 2026, dite niche « Coluche ».

Toutefois, le présent article, en remplaçant, à la dernière phrase du premier alinéa du 1<sup>er</sup> de l'article 200 du CGI les mots « 2020 à 2023 » par les mots « 2024 à 2026 », laisse planer un doute sur l'application du dispositif aux dons versés au cours de l'année 2023.

Le présent amendement vise à clarifier la rédaction de l'article 3 *duodecies* en précisant que le dispositif s'applique bien à l'année 2023, puis aux années 2024 à 2026.





## A M E N D E M E N T

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

C	
G	

### ARTICLE 3 OCTODECIES

Alinéa 9

Rédiger ainsi cet alinéa :

6° À l'article 1757, les mots : « des II et III de l'article 83 bis », et les mots : « , de l'article 220 quater A et du deuxième alinéa du II de l'article 726 » sont supprimés.

### OBJET

Le présent amendement est une mesure de coordination.

Le 6° de l'article 3 *octodecies* prévoit la suppression à l'article 1757 du code général des impôts de références fixant les conditions requises pour bénéficier d'un dispositif d'exonération de droits d'enregistrement inscrit au deuxième alinéa du II de l'article 726 du même code.

Or l'article 3 *octodecies* prévoit par ailleurs l'abrogation de ce dispositif.

Dès lors, il convient de supprimer également les renvois aux articles qui l'encadraient.



**A M E N D E M E N T**

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

C	
G	

**ARTICLE 3 OCTODECIES**

Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La première phrase du 2° du II de l'article L. 221-31 du code monétaire et financier est ainsi modifiée :

1° Après la référence : « 199 unvicies, », sont insérés les mots : « ainsi que » ;

2° Les mots : « , ainsi que du deuxième alinéa du II de l'article 726 du même code » sont supprimés ;

.... – Au dernier alinéa du 1° du III de l'article L. 141-1 du code rural et de la pêche maritime, la référence : « 1028 » est remplacée par la référence : « 1028 *bis* et ».

**OBJET**

Amendement de coordination.

Le présent amendement prévoit de corriger une erreur de syntaxe et de supprimer, au sein du code monétaire et financier, la mention d'un dispositif d'exonération de droits d'enregistrement abrogé par l'article 3 *octodecies*.

La seconde modification prévoit de supprimer à l'article L. 141-1 du code rural et de la pêche maritime la mention de l'article 1028 du code général des impôts (CGI), également abrogé par le présent article. Dès lors, par mesure de coordination, il convient de supprimer cette référence devenue caduque et de la remplacer par l'article 1028 *bis* du CGI, toujours en vigueur.







## AM E N D E M E N T

C	
G	

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

### ARTICLE 3 UNVICIES

#### I. – Alinéa 4

Supprimer les mots :

, dans sa rédaction en vigueur le 5 octobre 2023

#### II. – Après l’alinéa 4

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Soit du décès de la personne propriétaire du bien au moment de la spoliation, lorsque cette personne est encore vivante lors de la restitution mentionnée aux 1° et 2° et en bénéficie. »

#### III. – Alinéa 5

Remplacer la date :

3 août

par la date :

22 juillet

IV. – Pour compenser la perte de recettes résultant du II, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

V. – La perte de recettes résultant pour l’État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

L’article 3 unvicies vise à exonérer de droits de mutation par décès la transmission des biens ayant fait l’objet d’une spoliation dans le contexte des persécutions antisémites perpétrées entre le 30 janvier 1933 et le 8 mai 1945 lorsque cette transmission résulte de certaines procédures de restitution en vigueur. Actuellement, en effet, si un tel bien est restitué non au propriétaire spolié, mais

à son ayant-droit lorsque le propriétaire est déjà décédé, il est soumis aux droits de mutation selon la théorie des biens rentrés dans l'hérédité.

Toutefois, dans sa rédaction actuelle, l'article n'exonère la transmission que quand la personne spoliée est décédée et que la restitution se fait au profit de ses ayants droit. En revanche, si une personne ayant subi une spoliation et se voyant restituer le bien spolié venait à décéder ultérieurement à cette restitution, ses ayants droit devraient s'acquitter des droits de mutation par décès associés à ce bien.

Cette inégalité de traitement ne paraît pas justifiée, et pourrait par ailleurs faire l'objet d'une déclaration de non-conformité à la Constitution par le Conseil constitutionnel.

Le présent amendement vise ainsi à étendre l'exonération de droit de mutation aux cas où la transmission du bien résulte de la première mutation par décès du bien spolié, lorsque le propriétaire ayant subi la spoliation est encore vivant au moment de la restitution.

Par ailleurs, le présent amendement procède à des corrections d'ordre rédactionnel relatives à certaines dates. L'article 3 unvicies vise des restitutions effectuées en vertu d'un décret du 30 septembre 1949, dans sa rédaction en vigueur le 5 octobre 2023 - or cette dernière précision paraît inutile. Par ailleurs, il précise que l'exonération s'appliquerait aux biens dont la transmission résulte d'une restitution prononcée à compter du 3 août 2023. Or la loi relative à la restitution des biens culturels ayant fait l'objet de spoliations dans le contexte des persécutions antisémites perpétrées entre 1933 et 1945 a été promulguée le 22 juillet 2023 et n'a pas été modifiée depuis : il est donc préférable de remplacer la date du 3 août par celle du 22 juillet.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. HUSSON

au nom de la commission des finances

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNVICIES**

Après l'article 3 unvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 790 A bis du code général des impôts, il est inséré un article 790 A ... ainsi rédigé :

« Art. 790 A .... – I. – Les dons de sommes d'argent consentis en pleine propriété à un enfant, un petit-enfant, un arrière-petit-enfant ou, à défaut d'une telle descendance, un neveu ou une nièce, sont exonérés de droits de mutation à titre gratuit dans la limite de 100 000 euros si ces sommes sont affectées par le donataire, au plus tard le dernier jour du sixième mois suivant le transfert :

1° à l'acquisition ou à la construction de sa résidence principale ;

2° à des travaux et des dépenses éligibles à la prime prévue au II de l'article 15 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 et réalisés en faveur de la rénovation énergétique du logement dont il est propriétaire et qu'il affecte à son habitation principale.

« II. – Le bénéfice de cette exonération est remis en cause si le donataire n'a pas conservé comme sa résidence principale le logement auquel ont été affectées les sommes d'argent consenties au I. La durée de conservation est de trois ans et débute à compter de la date d'acquisition ou de la date d'achèvement des travaux.

« L'exonération ne s'applique pas aux dépenses au titre desquelles le donataire a bénéficié du crédit d'impôt prévu à l'article 199 sexdecies, d'une déduction de charges pour la détermination de ses revenus catégoriels ou de la prime prévue au II de l'article 15 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020.

« Le donataire ne peut bénéficier du dispositif qu'une seule fois par donateur.

« Le donataire conserve les pièces justificatives à disposition de l'administration.

« III. – Les dispositions du I s'appliquent aux sommes versées entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 31 décembre 2025. »

II. – Le Gouvernement remet au Parlement, avant le 30 septembre 2025, un rapport d'évaluation du dispositif prévu à l'article 790 A ... du code général des impôts.

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État de la création d'une exonération temporaire de droits de mutation à titre gratuit sur les dons en somme d'argent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Le présent amendement portant article additionnel vise à exonérer de droits de mutation à titre gratuit (DMTG) les dons de sommes d'argent consentis dans le cadre familial, à la condition que ces sommes soient affectées par le donataire à l'acquisition ou à la construction de sa résidence principale ou à des travaux de rénovation énergétique effectués dans son habitation principale.

Encadrée, avec notamment un engagement de conservation de la résidence principale de trois ans, l'exonération s'appliquerait dans la limite de 100 000 euros, pour des dons effectués entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 31 décembre 2025.

Le dispositif proposé par la commission, temporaire et ciblé, poursuit quatre objectifs : inciter à la mobilisation de l'épargne disponible, favoriser l'acquisition de logements dans un contexte de blocage du marché de l'immobilier, soutenir l'accès à la propriété des ménages les plus jeunes dans un contexte où les taux d'intérêts constituent un obstacle à l'emprunt et, enfin, faciliter les travaux de rénovation des « passoires thermiques ».



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. HUSSON

au nom de la commission des finances

C	
G	

ARTICLE 3 QUINVICIES

Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – Le Gouvernement présente au Parlement, au plus tard le 15 septembre 2025, une évaluation de l'impact de la réduction d'impôt prévue au présent article, notamment les principales caractéristiques de ses bénéficiaires, l'évaluation de son efficacité et de son coût. Cette évaluation porte également sur l'éventuel effet d'éviction induit par cette mesure sur la réduction d'impôt prévue au 1<sup>er</sup> de l'article 200 du code général des impôts.

**OBJET**

Le présent amendement a pour objet de prévoir une évaluation du dispositif de dépense fiscale proposé, pour s'assurer de son efficacité, connaître son coût, et éclairer le débat parlementaire dans l'hypothèse d'une suppression, d'une évolution ou d'une prorogation.

Il prévoit également que cette évaluation devra permettre de mesurer un éventuel effet d'éviction entre la réduction d'impôt bonifié pour la conservation et la restauration du patrimoine religieux et le dispositif dit « Coluche », dont le taux et le plafond sont analogues à ceux proposés par le présent article. En effet, l'intérêt du dispositif « Coluche » et son efficacité résultent principalement d'un taux et d'un plafond de réduction d'impôts supérieurs aux taux de droit commun applicables aux autres organismes d'intérêt général. Elargir ces paramètres à d'autres causes non moins louables risque de porter préjudice à la niche « Coluche » et d'aggraver les effets de ces réductions d'impôt pour les finances publiques.

Cet amendement permet en outre de rendre le dispositif de dépense fiscale proposé conforme à l'article 7 du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027, présenté par le Gouvernement le 26 septembre 2022 et adopté en nouvelle lecture par le Sénat le 16 octobre 2023.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. HUSSON

au nom de la commission des finances

C	
G	

**ARTICLE 3 SEXVVICES**

Supprimer cet article.

**OBJET**

Le présent article prévoit d'exonérer les fédérations sportives internationales reconnues par le Comité international olympique (CIO) de l'impôt sur les sociétés, de la cotisation foncière des entreprises et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises. Il prévoit également d'exonérer d'impôt sur le revenu leurs salariés pour une durée de cinq ans.

Premièrement, cet article soulève des questions sérieuses de conformité à la Constitution. La portée du régime fiscal introduit par cet article ne semble pas proportionnée à l'objectif, qui est d'inciter les fédérations sportives internationales à s'installer en France, ce qui pourrait constituer une rupture d'égalité devant les charges publiques. De plus, laisser le CIO décider des fédérations internationales qui sont éligibles ou non à ces exonérations n'est pas respectueux de la compétence du Parlement en matière fiscale.

L'argument selon lequel les fédérations sportives internationales pourraient être assimilées à des organisations internationales n'est pas recevable. Il faut rappeler tout d'abord que les organisations internationales ont un système d'imposition interne, ce qui n'est pas le cas des fédérations sportives internationales. Ensuite, et plus fondamentalement, le caractère dérogatoire des exonérations bénéficiant aux institutions internationales est justifié par l'intérêt commun des États souverains qui décident de s'associer entre eux. Les fédérations sportives internationales ne réunissent pas des États, leur statut n'est pas réglé par des conventions internationales, et certaines d'entre elles poursuivent des objectifs de rentabilité sans aucun rapport avec l'intérêt général.

Au-delà des arguments juridiques, la mise en place d'un régime fiscal particulièrement dérogatoire, pour des motifs qui ne relèvent pas de manière évidente de l'intérêt de la Nation, est de nature à nuire au consentement à l'impôt. Alors que des efforts importants sont aujourd'hui nécessaires pour réduire le déficit et la dette, un tel « cadeau fiscal » du Gouvernement est tout simplement inacceptable.

Cet amendement vise donc à supprimer cet article.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

C	
G	

### ARTICLE 5

#### I. – Alinéa 6

Après le mot :

éoliennes

insérer les mots :

, d'électrolyseurs

#### II. – Après l'alinéa 33

Insérer trois alinéas ainsi rédigés :

« 5° Pour la production d'électrolyseurs :

« a) La fabrication des composants essentiels conçus et utilisés principalement comme intrants directs dans la production des anodes, des cathodes et des membranes ;

« b) L'extraction, la production, la transformation et la valorisation des matières premières critiques correspondantes nécessaires à la production des anodes, des cathodes et des membranes et des composants essentiels mentionnés au a.

#### III. – Alinéa 35

Compléter cet alinéa par une phrase ainsi rédigée :

Le même plan d'investissement prévoit qu'au moins 50 % du chiffre d'affaires des projets de production de composants mentionnés au a du 5° du même A est réalisé avec des entreprises exerçant des activités de fabrication d'électrolyseurs.

#### IV. – Alinéa 36

Compléter cet alinéa par une phrase ainsi rédigée :

Le même plan d'investissement prévoit qu'au moins 50 % du chiffre d'affaires des projets de production et de valorisation de matériaux mentionnés au b du 5° du même A est réalisé, directement

ou indirectement, avec des entreprises exerçant des activités mentionnées au a du même 5° ou des activités de fabrication d'électrolyseurs.

V. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – Le présent article ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

La création du crédit d'impôt en faveur des investissements dans l'industrie verte (C3IV) prévue par le présent article 5 concerne les investissements dans les capacités industrielles de production de quatre types d'équipements liés aux énergies renouvelables : les batteries, les panneaux solaires, les éoliennes et les pompes à chaleur.

Or, l'encadrement temporaire européen permettant la création du C3IV couvre également la filière des électrolyseurs.

L'électrolyse, dont la source d'énergie est électrique, constitue une solution stratégique pour le développement de l'hydrogène bas carbone. Ce développement constitue d'ailleurs une priorité affichée par le Gouvernement, notamment dans le cadre de la Stratégie nationale pour le développement de l'hydrogène décarboné présentée en 2020.

Dans ce contexte, d'importantes aides ont déjà été déployées pour le secteur, notamment dans le cadre d'un projet important d'intérêt européen commun (PIIEC). Outre le soutien à la production, certaines aides sont fléchées vers des projets industriels d'usines de fabrication d'électrolyseurs.

Le soutien à la filière industrielle située en amont (fabrication de composants et production/utilisation des matières premières) doit être renforcé, pour favoriser l'émergence d'une filière française de production des électrolyseurs, sur l'ensemble de la chaîne. Cet objectif s'inscrit en cohérence avec celui de l'indépendance énergétique.

Dans ce contexte, le présent amendement étend le C3IV à la filière de production des électrolyseurs pour ce qui concerne :

- la fabrication des composants essentiels conçus et utilisés principalement comme intrants directs dans la production des anodes, des cathodes et des membranes des électrolyseurs ;
- l'extraction, la production, la transformation et la valorisation des matières premières critiques pour la production d'électrolyseurs ou de leurs composants essentiels.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

C	
G	

### ARTICLE 5

Alinéa 11, première phrase

Après le mot :

ans

insérer les mots :

en France

### OBJET

Cet amendement de précision porte sur l'une des conditions pour bénéficier du C3IV.

En l'état, l'alinéa 11 de l'article précise que les entreprises bénéficiaires exploitent les investissements éligibles pendant au moins cinq ans à compter de leur mise en service (3 ans pour les PME).

Le présent amendement précise, en cohérence avec l'alinéa 10, que pendant cette période, l'exploitation a lieu en France.







## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

C	
G	

### ARTICLE 5 BIS

Alinéa 2

Remplacer l'année :

2027

par l'année :

2026

### OBJET

L'article 5 bis prévoit de proroger de trois ans la réduction d'impôt accordée aux entreprises qui mettent à disposition de leurs salariés une flotte de vélos. Cette prorogation intervient de façon anticipée : en effet, ce dispositif concerne les dépenses engagées jusqu'au 31 décembre 2024, et l'article 5 bis prolonge la réduction d'impôt aux dépenses engagées jusqu'aux 31 décembre 2027, ce qui conduit à porter à quatre ans la durée de cette dépense fiscale à compter de l'entrée en vigueur de la loi de finances pour 2024.

Ainsi, afin de respecter l'article 7 du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027, il est proposé de limiter cette prorogation à trois ans à compter de l'entrée en vigueur du présent article, soit aux dépenses engagées jusqu'au 31 décembre 2026.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. HUSSON

au nom de la commission des finances

C	
G	

ARTICLE 5 TER

## I. - Alinéa 2

Remplacer la date :

31 décembre 2026

Par la date :

15 juillet 2025

## II. - Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

...- Le Gouvernement remet au Parlement, avant le 1<sup>er</sup> octobre 2024, une évaluation de l'impact de la réduction d'impôt prévue à l'article 35 bis du code général des impôts, précisant notamment les principales caractéristiques de ses bénéficiaires, l'évaluation de son efficacité et celle de son coût.

**OBJET**

L'impact budgétaire de l'exonération d'impôt pour les produits de la location d'une partie de la résidence principale ou d'une chambre d'hôte, prévue à l'article 35 bis du CGI, n'a, jusqu'à maintenant, jamais été déterminé.

Le rapport du comité d'évaluation des dépenses fiscales et niches sociales, rendue en 2011, lui attribue le score de 1 qui correspond à une mesure « inefficace ». Par ailleurs, le tome II de l'annexe « Voies et moyens » annexée au présent projet de loi de finances indique que l'exonération est « non chiffrable » et que le nombre de bénéficiaires est « non déterminé ».

Pour cette raison, le présent amendement propose de modifier l'article 5 ter pour fixer la date de prorogation de l'exonération d'impôt au 15 juillet 2025, afin de limiter cette prolongation à un an, en l'absence d'évaluation.

Le présent amendement vise également à compléter l'article 5 ter afin d'évaluer son impact à l'issue de sa prolongation.





## AM E N D E M E N T

présenté par

M. HUSSON

au nom de la commission des finances

C	
G	

### ARTICLE 5 SEXIES

#### I. – Alinéa 3

Après les mots :

pile à combustible

insérer les mots :

à hydrogène

#### II. – Alinéa 4

Remplacer les mots :

entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 31 décembre 2030

par les mots

à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2030

#### III. – Après l'alinéa 4

Insérer trois alinéas ainsi rédigés :

« C. Pour les véhicules mentionnés au A du présent I bis dont le poids total autorisé en charge est supérieur ou égal à 16 tonnes et dont la transformation est intervenue à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2030, la déduction est de 70 %.

« Pour les véhicules mentionnés au même A dont le poids total autorisé en charge est supérieur ou égal à 3,5 tonnes et inférieur ou égal à 16 tonnes et dont la transformation est intervenue à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2030, la déduction est de 60 %.

« Pour les véhicules mentionnés au même A dont le poids total autorisé en charge est supérieur ou égal à 2,6 tonnes et inférieur à 3,5 tonnes et dont la transformation est intervenue à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2030, la déduction est de 50 %.

#### IV. – Compléter cet article par un alinéa ainsi rédigé :

« L'entreprise qui donne le bien en crédit-bail ou en location avec option d'achat ne peut pas pratiquer la déduction mentionnée au I bis. »

**OBJET**

Cet amendement vise à rendre opérationnel le dispositif de suramortissement que l'article 5 sexies propose d'appliquer aux opérations de transformation d'un véhicule lourd pour le faire passer d'une motorisation thermique à une motorisation électrique, un procédé qualifié de « retrofit » électrique.

En conséquence, le présent amendement vise à :

- mentionner les taux de déduction fiscale auxquels auraient droit les véhicules lourds en fonction de leur poids total autorisé en charge (PTAC), une précision qui ne figure actuellement dans l'article que pour le seul volet location de longue durée du dispositif mais pas pour le volet « transformation » ;
- préciser qu'en cas de transformation pour une motorisation alimentée par une pile à combustible, cette dernière doit fonctionner à l'hydrogène ;
- harmoniser la rédaction mentionnant la période d'application du dispositif avec celle qui figure dans le dispositif existant ;
- préciser, comme pour le dispositif existant, que le bénéfice de la déduction pour la même transformation ne peut pas bénéficier à la fois à l'entreprise qui prend le véhicule en crédit-bail ou en location et à celle qui le donne.





N°	I-176
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

C	
G	

### ARTICLE 5 SEPTIES

Supprimer cet article.

### OBJET

L'article 5 septies poursuit le même objectif que l'article 5 sexies et sa rédaction en est identique à un mot près. Cet amendement propose donc de supprimer l'article 5 septies au profit du 5 sexies.

Sur la forme, on ne peut que s'étonner que le Gouvernement n'ait pas choisi le dispositif de l'amendement qui lui paraissait le plus abouti dans le texte sur lequel il a engagé sa responsabilité. Il en résulte que le texte transmis au Sénat contient des dispositions qui sont juridiquement concurrentes et par la même inapplicables. Le souhait d'afficher le plus grand nombre et le plus large spectre politique d'amendements retenus a dû motiver ce mauvais choix, qui s'est fait au détriment de la clarté du texte et des débats.





**A M E N D E M E N T**

C	
G	

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

ARTICLE 5 OCTIES

Rédiger ainsi cet article :

Au 1<sup>o</sup> du I et au premier alinéa du III de l'article 39 decies C du code général des impôts le nombre : « 125 » est remplacé par le nombre : « 120 ».

**OBJET**

L'article 5 octies prévoit une évolution du cadre fiscal relatif au dispositif de suramortissement conçu pour accompagner le verdissement de la flotte de navires, présentée comme une adaptation nécessaire à la révision du cadre européen en matière d'aides d'État. Elle se traduirait par un régime fiscal beaucoup plus contraignant, avec la suppression ou la réduction de plusieurs taux de suramortissement.

En particulier, les taux de 125 % et de 105 % respectivement applicables, d'une part, à l'utilisation d'hydrogène ou de toute autre propulsion décarbonée comme énergie propulsive principale, et, d'autre part, à l'utilisation du gaz naturel liquéfié comme énergie propulsive principale, seraient supprimés au profit d'un taux de seulement 75 % pour l'utilisation d'une énergie décarbonée comme énergie propulsive principale.

Un nouveau taux de 115 % est certes institué, mais il serait réservé à l'utilisation d'une énergie décarbonée comme énergie propulsive à titre exclusif.

Certes, la réglementation européenne en matière d'aides d'État a récemment fait l'objet d'une révision avec l'adoption du règlement n° 2023/1315 de la Commission du 23 juin 2023, lequel a notamment modifié le règlement (UE) n° 651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité. Toutefois, les conclusions tirées par le Gouvernement quant à l'évolution du droit national semblent relever d'une sur-transposition préjudiciable à la transition écologique du secteur du transport maritime.

En effet, la nouvelle réglementation européenne autorise un taux maximum de suramortissement de 120 % et ne distingue pas entre l'utilisation d'une énergie décarbonée comme énergie propulsive principale et l'utilisation d'une énergie décarbonée comme énergie propulsive à titre exclusif.

En conséquence, le présent amendement vise à conserver le dispositif de suramortissement bénéficiant au verdissement de la flotte des navires dans sa version actuellement en vigueur, en modifiant uniquement le taux applicable à l'utilisation d'hydrogène ou de toute autre propulsion décarbonée comme énergie propulsive principale, qui serait réduit de 125 % à 120 % afin de se conformer à la révision du droit européen.







DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, rapport 128, 132)

N°	I-178
----	-------

15 NOVEMBRE 2023

**A M E N D E M E N T**

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

C	
G	

ARTICLE 5 NONIES

Alinéas 2 et 3

Remplacer l'année :

2027

par l'année :

2026

**OBJET**

Cet article prévoit de réinstaurer le mécanisme de suramortissement visant à soutenir l'achat d'engin à motorisation alternative au gazole non routier (GNR) pour accélérer la transition écologique du parc des secteurs concernés tout en les rendant moins dépendant des fluctuations des prix du gazole.

Cependant, la réinstauration de ce dispositif fiscal dérogatoire doit s'effectuer dans le respect des principes de bonne gestion des finances publiques et notamment des règles prévues à l'article 7 du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027.

Cet amendement prévoit ainsi de circonscrire à trois ans la durée de réinstauration du mécanisme.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

C	
G	

### ARTICLE 5 DECIES

Supprimer cet article.

### OBJET

Le présent amendement a pour objet de supprimer cet article.

En effet, l'élargissement proposé du dispositif des jeunes entreprises innovantes (JEI) se traduirait par une hausse du coût du dispositif de l'ordre de 190 millions d'euros, sans aucun élément circonstancié permettant d'apprécier l'utilité d'un tel élargissement, qui n'est proposé par aucune des évaluations récentes portant sur les dispositifs publics d'aide à l'innovation.

L'abaissement de 15 % à 10 % du seuil des dépenses de recherche permettant de bénéficier du dispositif induirait en outre un important effet d'aubaine pour des entreprises qui ne peuvent être considérées comme des moteurs de recherche et d'innovation.

Par conséquent, et au regard de la situation dégradée des comptes publics et de la nécessité de n'engager de nouvelles dépenses fiscales que lorsque leur utilité est solidement établie, il est proposé de supprimer cet article.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. HUSSON

au nom de la commission des finances

C	
G	

**ARTICLE 5 UNDECIES**

Supprimer cet article.

**OBJET**

Le présent amendement a pour objet de supprimer la création des catégories des jeunes entreprises d'innovation et de croissance (JEIC) et de jeune entreprise d'innovation de rupture (JEIR), proposée par cet article.

S'agissant des JEIC, en premier lieu l'article prévoit d'abaisser le seuil minimum des dépenses de recherche des JEIC à seulement 5 % de leurs charges fiscalement déductibles, ce qui n'est pas cohérent avec la finalité du dispositif des jeunes entreprises innovantes (JEI) qui est d'augmenter les dépenses de recherche des PME. Des entreprises qui ne peuvent être considérées comme des entreprises d'innovation et de recherche entreraient en effet dans le dispositif fiscal.

En second lieu la catégorie proposée des JEIC repose sur des critères relatifs à la croissance de l'activité de l'entreprise plutôt qu'à son caractère innovant, ce qui n'est pas non plus cohérent avec la finalité du dispositif des JEI.

S'agissant des JEIR, le présent article prévoit un allongement du statut de JEI qui ne s'applique que pour le volet fiscal du dispositif, alors même que l'article 5 septuagies du projet de loi, qui résulte du même député auteur de l'amendement dont est issu le présent article, prévoit la suppression de ce volet fiscal pour les entreprises créées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024. L'article est donc inopérant. Par ailleurs, la nécessité de prévoir un avantage fiscal bonifié pour les JEIR, c'est-à-dire les JEI dont les dépenses de recherche atteignent le seuil de 30% de leurs charges déductibles, n'est pas étayée.

Par conséquent et pour maintenir la cohérence du dispositif des JEI, il est proposé de supprimer cet article.



**A M E N D E M E N T**

C	
G	

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

ARTICLE 5 QUINDECIES

Rédiger ainsi cet article :

L'article 199 terdecies-0 A du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le VI bis est ainsi rétabli :

« VI bis. – Le taux de l'avantage fiscal mentionné au I est porté à 30 % pour les versements effectués au titre de souscriptions en numéraire réalisées au capital des entreprises qui, à la date de cette souscription, sont qualifiées de jeunes entreprises innovantes en application de l'article 44 sexies-0 A.

« Les versements ouvrant droit à la réduction d'impôt sont retenus dans les conditions prévues au II.

« Le bénéfice de la réduction d'impôt mentionnée au premier alinéa du présent VI bis est subordonné au respect de l'article 21 bis du règlement n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. » ;

2° Au premier alinéa du VI quater, après la référence : « VI, », est insérée la référence : « VI bis, ».

**OBJET**

Le présent amendement prévoit de recentrer le dispositif proposé à l'article 5 quindecies en supprimant, par coordination avec la position de la commission sur les articles 5 decies et 5 undecies, les dispositions relatives aux réductions d'impôt prévues pour les jeunes entreprises d'innovation et de croissance (JEIC) et pour les jeunes entreprises d'innovation et de rupture (JEIR). La commission a en effet proposé de supprimer les articles créant ces nouveaux régimes, en estimant, pour le premier, qu'il était contraire à l'objectif de favoriser la recherche au sein des PME et, pour le second, qu'il était inopérant.

Ainsi, le présent amendement ne préserve de l'article 5 quindecies que la disposition qui porte le taux de la réduction d'impôt sur le revenu au titre des souscriptions en numéraire au capital des jeunes entreprises innovantes (JEI) de 18 % à 30 %.

Le présent amendement vise également à soumettre la réduction d'impôt sur le revenu pour les JEI aux règles de droit commun du dispositif « Madelin » (IR-PME), s'agissant notamment du plafonnement de la réduction d'impôt et de sa conformité aux règles européennes en matière d'aides d'État.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. HUSSON

au nom de la commission des finances

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 QUINDECIES**

Après l'article 5 quindecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À la fin du second alinéa du 1<sup>o</sup> du I et du second alinéa du 1 du VI de l'article 199 terdecies-0 A du code général des impôts, l'année : « 2023 » est remplacée par l'année : « 2025 ».

II. – À la fin du IV de de l'article 157 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020, l'année : « 2023 » est remplacée par l'année : « 2025 ».

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement portant article additionnel vise à proroger de deux ans, jusqu'au 31 décembre 2025, la bonification temporaire du taux de la réduction d'impôt sur le revenu pour la souscription au capital des petites et moyennes entreprises, dit dispositif « Madelin » ou « IR PME », des entreprises solidaires d'utilité sociale et des foncières solidaires. Le taux de droit commun de 18 % serait maintenu à 25 % pendant deux années supplémentaires.

Ce dispositif de soutien au financement des entreprises apparaît plus qu'opportun en période de fortes incertitudes économiques (guerre en Ukraine, inflation durable, tensions d'approvisionnement).

Par ailleurs, la précédente prorogation, intervenue en loi de finances pour 2023, prévoyait la remise d'un rapport d'évaluation par le Gouvernement avant le 30 septembre 2023. Or ces éléments n'ont toujours pas été transmis : la nouvelle prorogation du dispositif pourrait sans doute l'inciter à transmettre les éléments demandés.





## A M E N D E M E N T

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

C	
G	

### ARTICLE 5 SEPTDECIES

Supprimer cet article.

### OBJET

Le présent article est inopérant.

Il vise à insérer un « k. Acquis par les éleveurs ou les entraîneurs de chevaux et affectés au transport de chevaux ; » à la suite d'un « j. Les sociétés interprofessionnelles de soins ambulatoires » dans la liste des sociétés pouvant opter pour l'imposition à l'impôt sur les sociétés au 3 de l'article 206 du code général des impôts, ce qui n'a pas de sens.

Il est probable qu'il visait en réalité à modifier la partie réglementaire du code général des impôts. Auquel cas, il est pour le moins étonnant que le Gouvernement engage sa responsabilité sur un dispositif qui méconnaît si manifestement la séparation constitutionnelle entre les domaines de la loi et du règlement.







## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

C	
G	

### ARTICLE 5 OCTODECIES

#### I. – Alinéa 1

Remplacer cet alinéa par trois paragraphes ainsi rédigés :

I. – L'article 210 F du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le I est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « ou d'un terrain à bâtir » sont supprimés ;

b) Le deuxième alinéa est ainsi modifié :

- à la première phrase, les mots : « ou les terrains à bâtir » sont supprimés ;

- la dernière phrase est supprimée ;

2° Le II est ainsi modifié :

a) Le premier alinéa est ainsi modifié :

- la première occurrence du mot : « soit » est supprimée ;

- à la fin de la première phrase, les mots : « soit, en cas d'acquisition d'un terrain à bâtir, à y construire des locaux à usage d'habitation dans ce même délai » sont supprimés ;

- à la seconde phrase, les deux occurrences des mots : « ou de construction » sont supprimées ;

b) Au troisième alinéa, les deux occurrences des mots : « ou de construction » sont supprimées ;

c) Le quatrième alinéa est ainsi modifié :

- à la première phrase, les mots : « ou de construction » sont supprimés ;

- à la deuxième phrase, les mots : « ou de construction » sont supprimés ;

II. – Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – Au III de l'article 1764 du code général des impôts, les mots : « ou de construction » sont supprimés.

**OBJET**

Le présent amendement a pour objet de recentrer l'avantage fiscal sur les cessions de locaux à usage professionnel, à l'exclusion des terrains à bâtir.

En effet, le dispositif actuel, qui a été élargi à l'initiative du Gouvernement aux terrains à bâtir par la loi de finances initiale pour 2018, se traduit par un avantage fiscal à la construction de logements sur des terrains à bâtir.

Cette dépense fiscale apparaît donc en totale contradiction avec l'objectif de « zéro artificialisation nette » (ZAN). C'est pourquoi le présent amendement a pour objet de recentrer le périmètre du dispositif en excluant de son champ d'application les cessions de terrains à bâtir et en le recentrant sur les seules cession d'un local à usage de bureau ou à usage commercial ou industriel.





## A M E N D E M E N T

présenté par

M. HUSSON

au nom de la commission des finances

C	
G	

### ARTICLE 5 OCTODECIES

Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – Le Gouvernement présente au Parlement, au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre 2026, une évaluation de l'impact de la réduction d'impôt prévue à l'article 210 F du code général des impôts, notamment les principales caractéristiques de ses bénéficiaires, une évaluation de son l'efficacité et le coût de celle-ci.

### OBJET

Le présent amendement a pour objet de prévoir une évaluation du dispositif de taux réduit d'impôt sur les sociétés applicable aux plus-values de cessions visant la transformation des biens en locaux à usage d'habitation, afin de s'assurer de son efficacité et éclairer le débat parlementaire dans l'hypothèse d'une évolution, d'une suppression ou d'une prorogation.

Il permet en outre de rendre le dispositif de dépense fiscale proposé conforme à l'article 7 du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027, présenté par le Gouvernement le 26 septembre 2022 et adopté en nouvelle lecture par le Sénat le 16 octobre 2023.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. HUSSON

au nom de la commission des finances

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 NOVODECIES**

Après l'article 5 novodecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après la section II bis du chapitre I bis du titre III de la deuxième partie du livre premier du code général des impôts, est insérée une section II ter ainsi rédigée :

« Section II ter

Taxe sur la diffusion en ligne d'enregistrements phonographiques musicaux ou de vidéomusiques

« Art. 1609 sexdecies C. – I. – Il est institué une taxe sur la diffusion en ligne d'enregistrements phonographiques musicaux ou de vidéomusiques due à raison des opérations :

« 1° De mise à disposition du public de services permettant l'accès à des enregistrements phonographiques musicaux ou des vidéomusiques, sur demande individuelle formulée par voie de communications électroniques dans le cadre des diffusions en flux et mis à disposition à titre onéreux à des personnes autres que des entreprises qui sont établies, ont leur domicile ou ont leur résidence habituelle en France ;

« 2° De mise à disposition du public de services de diffusion de messages publicitaires et de parrainage sur un service permettant l'accès à des enregistrements phonographiques musicaux ou des vidéomusiques, sur demande individuelle formulée par voie de communications électroniques et destiné à des personnes autres que des entreprises qui sont établies, ont leur domicile ou ont leur résidence habituelle en France ;

« 3° Sont exonérés les services répondant aux conditions cumulatives suivantes :

« a) L'accès aux enregistrements phonographiques musicaux ou vidéomusiques présente un caractère accessoire ;

« b) Leur objet principal n'est ni l'information du public ni la promotion auprès du public d'œuvres musicales, ni la fourniture d'informations relatives à ces œuvres.

« II. – Sont redevables de la taxe les personnes, qu'elles soient établies en France ou hors de France, qui mettent à disposition du public les services mentionnés au I.

« III. – La taxe est assise sur le montant, hors taxe sur la valeur ajoutée, du prix acquitté en contrepartie de l'accès aux services mentionnés au I.

« Ces sommes font l'objet d'un abattement de 66 % pour les services fournis à titre gratuit donnant l'accès à des contenus audiovisuels créés par des utilisateurs privés à des fins de partage et d'échanges au sein de communautés d'intérêt. À cette fin, les contreparties encaissées par une personne autre que le fournisseur qui sont reversées sont réputées être encaissées par le bénéficiaire de ce reversement. Lorsque plusieurs personnes sont redevables au titre d'un même service mentionné au présent I, le montant de la taxe est établi séparément pour chacune d'elles à partir des seules contreparties qu'elle a encaissées.

« Sont réputés constituer la contrepartie des services mentionnés au I :

« 1° Les prix perçus par les redevables concernés pour l'accès aux services mentionnés au 1° du I ;

« 2° Les sommes versées par les annonceurs et les parrains aux redevables pour la diffusion de leurs messages publicitaires et de parrainage sur les services mentionnés au 2° du I.

« Pour chaque opération, sont, le cas échéant, déduits de ces prix les montants acquittés au titre des impositions de toutes natures mises en place dans un autre État membre de l'Union européenne et portant spécifiquement sur ces services.

« IV. – L'exigibilité de la taxe intervient lors de l'encaissement d'une ou plusieurs contreparties d'un service taxable mentionné au I.

« V. – Le taux de la taxe appliqué au montant de la somme des contreparties est fixé à :

« 1° Pour les services mentionnés au 1° du I :

« a) 0 % pour la fraction inférieure à 20 millions d'euros ;

« b) 1,25 % pour la fraction comprise entre 20 millions d'euros et 400 millions d'euros ;

« c) 1,75 % pour la fraction supérieure à 400 millions d'euros ;

« 2° Pour les services mentionnés au 2° du I : 1,75 %.

« VI. – Par dérogation au V, pour les entreprises dont le montant des sommes encaissées en contrepartie des services mentionnés au 1° du I fournis au niveau mondial l'année civile précédente est inférieur à 750 millions d'euros, le taux est de :

« 1° Pour la fraction relevant du taux défini au b du 1° du V :

« a) 0,5 % pour l'imposition établie au titre de 2024 ;

« b) 1 % pour l'imposition établie au titre de 2025 ;

« 2° Pour la fraction relevant du taux défini au c du 1° du V :

« a) 1 % pour l'imposition établie au titre de 2024 ;

« b) 1,5 % pour l'imposition établie au titre de 2025.

« VII. – La taxe est constatée, liquidée, recouvrée et contrôlée selon les mêmes sanctions, garanties, sûretés et privilèges que la taxe sur la valeur ajoutée. Les réclamations sont présentées, instruites et jugées selon les mêmes règles applicables à cette même taxe.

« VIII. – Le produit de la taxe est affecté au Centre national de la musique dans la limite d'un plafond annuel. »



II. – Après l'article L. 163 du livre des procédures fiscales, il est inséré un article L. 163 bis ainsi rédigé :

« Art. L. 163 bis. – Le Centre national de la musique peut recevoir de l'administration des impôts tous les renseignements relatifs au montant de la taxe mentionnée à l'article 1609 sexdecies C du code général des impôts. »

### **OBJET**

Le Centre national de la musique (CNM) a été mis en place en 2020. Il est chargé de quatre missions principales : l'observation de la filière musicale ; le conseil et l'accompagnement des professionnels ; le soutien économique aux acteurs et le développement international du secteur musical français, alors que le nombre d'artistes produits en France ayant reçu une certification à l'international a augmenté de 39 % entre 2021 et 2023. L'action du CNM pendant la crise sanitaire a été indispensable au soutien de l'État au secteur musical, et a contribué à soutenir les petites et moyennes entreprises du secteur musical, ainsi que les salles de spectacle à faible jauge.

Cependant, comme le Sénat l'avait craint lors de la création du CNM, le Gouvernement n'a pas tenu ses engagements pour permettre au centre de disposer de moyens en adéquation avec ses missions.

Ainsi, le budget du CNM pour 2024, première année sans bénéfice des crédits exceptionnels post-crise sanitaire, devrait être d'environ 60 millions d'euros, permettant d'accorder entre 25 et 30 millions d'euros d'aides sélectives. Cela représente un montant largement en-deçà des besoins de la filière musicale, et il est donc indispensable de lui accorder de nouvelles ressources.

Le Président de la République avait indiqué aux acteurs du secteur que s'ils ne trouvaient pas ensemble une solution de financement pour le Centre national de la musique, une taxe spécifique serait mise en place, sur le modèle de la recommandation émise par le rapport de la mission confiée à Julien Bargeton, dont les conclusions ont été rendues en avril 2023.

Force est de constater que le Gouvernement ne tient pas ses engagements et n'avance pas sur la proposition de création d'une taxe alors même que les acteurs du secteur, rencontrés par le rapporteur général, ne sont pas en mesure de trouver un accord sur le financement du CNM.

Le présent amendement prévoit donc la création d'une taxe acquittée par les plateformes de diffusion de musique et affectée au CNM, sur le modèle de la taxe sur la diffusion en vidéo physique et en ligne de contenus audiovisuels (TSV), affectée au Centre national du cinéma. Le taux marginal de cette taxe, dont le rendement attendu est de 15 millions d'euros, serait assis sur le chiffre d'affaires des plateformes numériques de musique payantes d'une part et sur les revenus de la publicité de ces plateformes ainsi que des plateformes gratuites d'autre part. L'assiette large, la faiblesse du taux de cette taxe, ainsi que sa progressivité en fonction du chiffre d'affaires des plateformes, qui devrait permettre de protéger les entreprises les plus fragiles, devrait être absorbable par les acteurs du secteur, sans engendrer de répercussions sensibles sur le prix des abonnements.

Par ailleurs, la taxation de la musique enregistrée, autrement dit des acteurs du « streaming », permettrait de corriger un déséquilibre entre les acteurs du spectacle vivant, qui contribuent directement au financement du centre national de la musique (CNM) grâce à la taxe sur les recettes de billetterie, et ceux de la musique enregistrée, qui n'y contribuent aujourd'hui qu'indirectement et faiblement. Elle a donc pour avantage de constituer une mesure d'équité, alors que le financement du CNM repose essentiellement sur les financements apportés par le biais de la taxe sur les spectacles par les petites salles de spectacles, dont le maillage est indispensable à nos territoires.





## A M E N D E M E N T

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

C	
G	

### ARTICLE 5 VICIES

Remplacer l'année :

2027

par l'année :

2026

### OBJET

L'article 5 *vicies* prévoit de proroger de façon anticipée le bénéfice du crédit d'impôt pour dépenses de production d'œuvres phonographiques (CIPP) pour trois ans. Ce dispositif ne devant prendre fin qu'au 31 décembre 2024, l'article 5 *vicies* prolonge le crédit d'impôt jusqu'au 31 décembre 2027, soit quatre ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi de finances pour 2024.

Le CIPP doit permettre de maintenir une visibilité pour le secteur de la production musicale. Toutefois, afin de respecter le vote du Sénat et les engagements pris par le Gouvernement lui-même à l'article 7 du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027, il est proposé de limiter cette prorogation à trois ans à compter de l'entrée en vigueur du présent article, soit jusqu'à la fin de l'année 2026.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. HUSSON

au nom de la commission des finances

C	
G	

ARTICLE 5 DUOVICIES

Supprimer cet article.

**OBJET**

L'article 5 *duovicies* proroge le bénéfice du crédit d'impôt pour dépenses de production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles pour deux ans, soit jusqu'au 31 décembre 2026. Celui-ci doit actuellement prendre fin au 31 décembre 2024.

Sans remettre en cause la pertinence des dispositifs mis en place en vue de soutenir l'activité en France, on ne peut écarter les risques d'effets d'aubaine qu'induisent nécessairement des mécanismes de plus en plus avantageux ces dernières années, qui bénéficient de surcroît à un nombre croissant d'acteurs depuis leur lancement. Le coût de ce crédit d'impôt en 2022 est estimé à 120 millions d'euros, soit une progression de 36 % par rapport à 2021. Les dépenses éligibles ont progressé de 153 millions d'euros par rapport à 2019, le nombre de projets agréés ayant triplé par rapport à 2015.

En conséquence, le rapport de la commission des finances de notre collègue Roger KAROUTCHI, intitulé *Itinéraire d'un art gâté : le financement public du cinéma* de mai 2023 recommandait de réviser le crédit d'impôt pour dépenses de production de films et œuvres audiovisuelles étrangers en introduisant une modulation des taux en fonction des budgets de production et en réévaluant les plafonds de dépenses éligibles, afin d'éviter le risque d'effet d'aubaine. Ainsi, alors que la prorogation du crédit d'impôt n'est pas immédiatement nécessaire, il semble davantage pertinent d'exploiter l'année précédant son renouvellement pour préparer une nécessaire évolution du dispositif, plutôt que de le reconduire dès cette année à modalités inchangées.





N°	I-189
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

C	
G	

### ARTICLE 5 Tervicies

Remplacer l'année :

2027

par l'année :

2026

### OBJET

L'article 5 *tervicies* prévoit de proroger de façon anticipée le bénéfice du crédit d'impôt spectacles vivants musicaux ou de variétés (CISV) pour trois ans. Ce dispositif ne devant prendre fin qu'au 31 décembre 2024, l'article 5 *tervicies* prolonge en réalité le crédit d'impôt jusqu'au 31 décembre 2027, soit quatre ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi de finances pour 2024.

Le CISV est censé contribuer à préserver le tissu économique du secteur du spectacle musical. Encore faudra-t-il que ses effets soient évalués avant une nouvelle prorogation. Ainsi, afin de respecter l'article 7 du projet de loi de programmation des finances publiques pour 2023 à 2027, il est proposé de limiter cette prorogation à trois ans à compter de l'entrée en vigueur du présent article, soit jusqu'en 2026.







N°	I-190
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

M. HUSSON

au nom de la commission des finances

C	
G	

### ARTICLE 5 QUATERVICIES

Supprimer cet article.

### OBJET

L'article 5 *quaterVICIES* poursuit le même objectif que l'article 5 *terVICIES* mais dans une rédaction moins appropriée. On ne peut que s'étonner que le Gouvernement n'ait pas choisi le dispositif de l'amendement qui lui paraissait le plus abouti dans le texte sur lequel il a engagé sa responsabilité. Le texte transmis au Sénat contient donc des dispositions qui sont juridiquement concurrentes et par la même inapplicables. Le souhait d'afficher le plus grand nombre et le plus large spectre politique d'amendements retenus a dû motiver ce mauvais choix, qui s'est fait au détriment de clarté du texte et des débats.

Il est donc nécessaire de supprimer l'article 5 *quaterVICIES* pour éviter des dispositifs redondants.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. HUSSON

au nom de la commission des finances

C	
G	

ARTICLE 5 QUINVICIES

Supprimer cet article.

**OBJET**

L'article 5 *quinvicies* prévoit d'élargir le bénéfice du crédit d'impôt spectacles vivants musicaux ou de variétés (CISV) aux spectacles de musiques actuelles dont une des dates de la tournée se situe dans une salle supérieure à la jauge autorisée, dans la limite de 2 900 places. Le bénéfice du CISV est déjà accessible pour des représentations d'une jauge inférieure à 2 100 personnes

Le CISV a joué son rôle de soutien du spectacle vivant français pendant la crise sanitaire, contribuant à la reprise du secteur. Le montant de la dépense fiscale est désormais supérieur à celui antérieur à la crise sanitaire.

S'il était de 10 millions d'euros en 2021, le coût du CISV devrait être de 17 millions d'euros en 2023 contre 15 millions d'euros en 2018. Il devrait même continuer à s'accroître, dans la mesure où 2022, et vraisemblablement 2023, ont été des années exceptionnelles sur le plan de la fréquentation. Les recettes de billetterie des spectacles musicaux ont pour la première fois dépassé le seuil du milliard d'euros en 2022.

Dans un souci de stabilité des dispositifs fiscaux, afin de continuer à cibler le dispositif sur les artistes qui en ont réellement besoin et alors que le CISV devrait déjà être prorogé par l'article 5 *tervicies* du présent projet de loi, il ne semble pas nécessaire d'élargir outre mesure l'assiette des bénéficiaires. La rédaction choisie par le présent article serait par ailleurs source d'insécurité juridique, la notion de « tournée » qu'il mobilise n'étant pas définie en droit fiscal.





## A M E N D E M E N T

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

C	
G	

### ARTICLE 5 SEXVICIES

Supprimer cet article.

### OBJET

Le crédit d'impôt en faveur des représentations théâtrales d'œuvres dramatiques a été mis en place en loi de finances pour 2021 sur le modèle du crédit d'impôt pour dépenses de production de spectacles vivants musicaux (CISV) afin d'apporter un soutien supplémentaire au spectacle vivant.

L'article 5 *sexvicies* prévoit d'étendre aux spectacles de cirque le crédit d'impôt.

Il est cependant permis de s'interroger sur l'utilité réelle de celui-ci. D'après les documents annexés au présent projet de loi de finances, il semble que le crédit d'impôt ne bénéficie qu'à un nombre anecdotique d'entreprises (7 en 2022). La création d'un crédit d'impôt *ad hoc* ne semble donc pas avoir entraîné pour l'instant une plus-value quelconque pour le secteur, dans la mesure où les conditions pour en bénéficier sont si restrictives qu'il n'est pas certain que le dispositif soit opérant. Sa pertinence devra être réinterrogée lors de son éventuelle prorogation avant décembre 2024.

En outre, cette extension intervient sans aucune évaluation préalable ni chiffrage et ne permet pas au Parlement de prendre une décision de manière éclairée.

Dès lors, il ne semble pas opportun d'étendre le dispositif aux spectacles de cirque.





## A M E N D E M E N T

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

C	
G	

### ARTICLE 5 SEPTVICIES

Supprimer cet article.

### OBJET

L'article 5 *septvicies* prévoit de proroger pour 3 ans le crédit d'impôt pour dépenses d'édition d'œuvres musicales, créé en 2022 et devant prendre fin au 31 décembre 2024.

Alors que les textes d'application n'ont été publiés qu'en novembre 2022 et qu'à ce jour aucun éditeur de musique n'a donc pu en bénéficier, il est prématuré de proroger ce crédit d'impôt avant même qu'il ait pu produire ses premiers effets. Il sera toujours temps, lors de la préparation de la loi de finances pour 2025, d'envisager la prorogation du dispositif une fois que les premières évaluations sur ses résultats auront été menées.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. HUSSON

au nom de la commission des finances

C	
G	

ARTICLE 5 TERTRICIES

Supprimer cet article.

**OBJET**

L'article 5 *tertricies* n'apparaît pas du domaine des lois de finances défini par la loi organique relative aux lois de finances du 1<sup>er</sup> août 2001.

En effet, il vise tout d'abord à indiquer que l'attribution aux salariés d'actions résultant d'opérations de rachat d'actions se voit, le cas échéant, appliquer les régimes fiscaux favorables prévus pour les attributions gratuites d'actions, les options sur titres ou *stock-options*, et les bons de souscription de parts de créateur d'entreprise. Or, ces régimes fiscaux se rattachent aux opérations concernées, qu'elles soient précédées ou non par des rachats d'actions. Juridiquement, cette disposition est donc privée d'effet.

Par ailleurs, l'article 5 *tertricies* reprend l'article 5 du projet de loi portant transposition de l'accord national interprofessionnel relatif au partage de la valeur au sein de l'entreprise en cours de discussion au Parlement.

Seule une légère modification lui est apportée puisqu'il est prévu que la définition de l'augmentation exceptionnelle du bénéfice prenne également en compte la survenance d'une ou plusieurs opérations de rachat d'actions de l'entreprise suivie de leur annulation, dès lors que ces opérations n'ont pas été précédées des attributions d'actions gratuites aux salariés. Ces dispositions, qui traitent de la mise en œuvre de dispositifs d'épargne salariale dans le cadre de négociations au sein de l'entreprise, n'ont aucune incidence directe sur les finances de l'État, et donc n'appartiennent donc pas non plus au domaine des lois de finances.

Enfin, le présent article résulte d'un amendement déposé juste avant la commission mixte paritaire relative au projet de loi « Partage de la valeur » et enjambe donc la discussion parlementaire normale en modifiant un texte qui vient d'être adopté au Sénat. C'est là s'affranchir des règles élémentaires de la discussion parlementaire. Plus grave, en retenant cet amendement, le Gouvernement s'y montre également favorable. Il aurait donc dû – il en avait la possibilité – le déposer lors de l'examen du projet de loi « partage de la valeur », qui était le véhicule législatif pertinent – et pour cause, l'article reprend presque entièrement un article dudit projet de loi.

Pour l'ensemble de ces raisons, le présent amendement vise à supprimer l'article 5 *tertricies*.





## A M E N D E M E N T

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

C	
G	

### ARTICLE 5 SEXTRICIES

Supprimer cet article.

### OBJET

L'article 5 *sextricies* poursuit le même objectif que l'article 5 *quintricies* et sa rédaction est pratiquement identique à celui-ci. Cet amendement propose donc de supprimer l'article 5 *sextricies* au profit du 5 *quintricies*.

Sur la forme, on ne peut que s'étonner que le Gouvernement n'ait pas choisi le dispositif de l'amendement qui lui paraissait le plus abouti dans le texte sur lequel il a engagé sa responsabilité. Il en résulte que le texte transmis au Sénat contient des dispositions qui sont juridiquement concurrentes et par la même inapplicables. Le souhait d'afficher le plus grand nombre et le plus large spectre politique d'amendements retenus a dû motiver ce mauvais choix, qui s'est fait au détriment de la clarté du texte et des débats.





DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, rapport 128, 132)

N°	I-196
----	-------

15 NOVEMBRE 2023

**A M E N D E M E N T**

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

C	
G	

ARTICLE 6

Alinéa 42

Après le mot :

mentionnée

rédiger ainsi la fin de l'alinéa :

à l'article L. 98 E du livre des procédures fiscales.

**OBJET**

Amendement rédactionnel.





## A M E N D E M E N T

présenté par

M. HUSSON

au nom de la commission des finances

C	
G	

### ARTICLE 6

Alinéa 108

Remplacer les mots :

Sont exonérés de taxe foncière

par les mots :

Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre peuvent, par une délibération prise dans les conditions prévues au I de l'article 1639 A bis, exonérer de la taxe foncière

### OBJET

La rénovation lourde des logements sociaux anciens relève d'objectifs de politique nationale, tendant aussi bien à contribuer à la transition écologique qu'à améliorer le parc de logement social. Il n'est donc pas souhaitable d'en faire peser le coût sur les collectivités territoriales non volontaires.

En outre, une exonération de taxe foncière sur les logements rénovés, s'ajoutant à celle qui s'applique aux logements sociaux neufs pendant une période de vingt-cinq à trente ans, réduit le lien entre le logement et le territoire, déjà largement distendu par les réformes récentes de la fiscalité locale.

Il convient donc de rendre cette exonération de fiscalité locale facultative, sur décision des collectivités territoriales concernées, dans la mesure il n'est pas prévu qu'elle soit compensée par l'État.







DIRECTION  
DE LA SEANCE

# PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

## PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, rapport 128, 132)

N°	I-198
----	-------

15 NOVEMBRE 2023

## A M E N D E M E N T

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

C	
G	

### ARTICLE 6

I. – Alinéa 126

Remplacer l'année :

2028

par l'année :

2026

II. – Alinéa 127

Remplacer l'année :

2027

par l'année :

2026

### OBJET

En cohérence avec l'article 7 du projet de loi de programmation des finances publiques, qui prévoit que toute dépense fiscale est prorogée pour une durée maximale de trois années, cet amendement propose de limiter à 2026 la prorogation du prêt à taux zéro (PTZ) et de l'éco-prêt à taux zéro (éco-PTZ).





## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

C	
G	

### ARTICLE 6

Alinéa 130

Rédiger ainsi cet alinéa :

B. – Le a du 2° du II s'applique aux logements dont la construction est achevée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024. Le b du même 2° s'applique aux logements dont la construction est achevée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

### OBJET

Correction de la date d'entrée en vigueur des mesures d'ajustement du crédit d'impôt sur les sociétés compensant la suppression d'exonération de la TFPB.

L'accord du bénéfice du crédit d'impôt aux sociétés civiles de placement immobilier (SCPI) a vocation à s'appliquer postérieurement à la promulgation de la présente loi de finances. En revanche, il est souhaitable d'inclure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 le montant de la taxe spéciale d'équipement perçue au profit de l'établissement public local Société Grand Projet du Sud-Ouest (GPSO) parmi les taxes additionnelles à la TFPB compensées par le crédit d'impôt, cette taxe étant entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. HUSSON

au nom de la commission des finances

C	
G	

ARTICLE 7 TER

Alinéas 3, 4, 5, 8, 28, 32, 45, 47, 48, 61, 63, 64, 69, 70, 71, 72 et 73

Supprimer ces alinéas.

**OBJET**

Cet amendement vise à supprimer les dispositions du présent article qui restreignent le champ du bénéfice de l'aide fiscale aux investissements productifs en outre-mer.

En effet, l'article 7 *ter* prévoit, entre autre, la suppression du bénéfice de l'aide fiscale :

- pour tous les investissements productifs donnés en location ou mis à disposition de ménages et syndicats de co-propriétaires, y compris dans le cadre de contrats incluant la fourniture de prestations de services ce qui vise notamment les chauffe-eaux solaires équipant les ménages ;
- pour les investissements réalisés en faveur des véhicules de tourisme ;
- pour les investissements réalisés en faveur des activités de location de meublés de tourisme : les meublés individuels et collectifs (moins de 50 chambres) sont tous visés.

Or, cette restriction du champ de l'aide fiscale est proposée sans évaluation préalable et étude d'impact qui permettrait de connaître les entreprises concernées, l'impact sur l'emploi, sur la création de valeur ajoutée ou sur l'activité économique des territoires ultramarins.

Cette évolution du droit existant est basée sur les conclusions d'un récent rapport de l'inspection générale des finances qui préconise cependant de manière très claire « *de renforcer les contrôles réalisés dans le cadre des dispositifs de soutien à l'investissement productif avant d'envisager toute évolution, même à la marge, de ces aides* ».

Dans ce contexte, il semble plus raisonnable de reporter les suppressions du bénéfice de l'aide fiscale prévue dans le présent article afin de mettre en place une consultation préalable des acteurs locaux et de réaliser des études approfondies sur les conséquences de ces suppressions.





N°	I-201
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

M. HUSSON

au nom de la commission des finances

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7 QUATER

Après l'article 7 quater

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article L. 213-10 du code de l'environnement est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« La redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique n'est pas due à Mayotte pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2026. »

### OBJET

Cet amendement vise à exonérer Mayotte de la redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique, qui est la principale taxe sur la consommation d'eau potable.

Le département fait face aujourd'hui à une crise de l'eau particulièrement grave. Le niveau de précipitation sur l'année est jusqu'à présent le plus bas enregistré depuis 1997, et des mesures de restriction ont été mises en place. Il est prévu que 17 millions de litres d'eau soient acheminés à Mayotte par mois.

Il est donc indispensable d'exempter les habitants de Mayotte du paiement de cette redevance. Une exonération a d'ailleurs déjà été décidée entre septembre et décembre 2023.

De plus, la situation actuelle ne doit pas faire oublier que l'archipel connaît des difficultés sérieuses d'approvisionnement en eau depuis la sécheresse des années 2016 et 2017. La crise de l'eau que connaît le département est aussi structurelle. Une exonération jusqu'à la fin de l'année 2027 est donc justifiée.







DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, rapport 128, 132)

N°	I-202
----	-------

15 NOVEMBRE 2023

**A M E N D E M E N T**

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

C	
G	

ARTICLE 10

I. – Alinéa 32

Après le mot :

avocats

insérer les mots :

, les avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation

II. – Alinéas 57 et 60

Remplacer le montant :

100 000 €

par les mots :

le montant mentionné au 1° de l'article 293 B bis

III. – Alinéa 58

Après le mot :

communique

insérer les mots :

à l'administration, dans le même délai,

**OBJET**

Amendement rédactionnel.





## AM E N D E M E N T

C	
G	

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

### ARTICLE 10 BIS

#### I. – Alinéa 9

Remplacer cet alinéa par deux alinéas ainsi rédigés :

4° Après le d du V de l'article 271, il est inséré un e ainsi rédigé :

« e) Si elles sont réalisées jusqu'au 31 décembre 2026, les opérations exonérées en application des dispositions du 4° du 2 de l'article 261. » ;

#### II. – Alinéa 12

Après la première occurrence de la référence :

297 A

Insérer les mots :

réalisées jusqu'au 31 décembre 2026

#### III. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – Le Gouvernement présente au Parlement, au plus tard le 30 septembre 2026, une évaluation des principales caractéristiques des bénéficiaires de l'exonération de taxe sur la valeur ajoutée avec droit à déduction sur la vente par les pêcheurs et les armateurs de pêche du produit de leur pêche, qui précise l'efficacité et le coût de celle-ci.

.... – Le Gouvernement présente au Parlement, au plus tard le 30 septembre 2026, une évaluation des principales caractéristiques des bénéficiaires du taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée sur livraisons d'œuvre d'art, d'objets de collection ou d'antiquité, qui précise l'efficacité et le coût de celui-ci.

### OBJET

En application de l'article 7 du projet de loi de programmation des finances publiques 2023-2027, les nouvelles dépenses fiscales créées doivent être bornées à trois ans et faire l'objet d'une évaluation des principales caractéristiques de leurs bénéficiaires, de leur efficacité et de leur coût.

Conformément à cette volonté partagée par les deux chambres du Parlement et par le Gouvernement, cet amendement vise à borner les nouvelles dépenses fiscales créées par le présent article jusqu'à la fin de l'année 2026 et à prévoir leur évaluation en temps utile pour décider ou non de leur prorogation.





## A M E N D E M E N T

C	
G	

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

### ARTICLE 10 QUATER

Rédiger ainsi cet article :

L'article 262-0 bis du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après la référence : « 262, », la fin du premier alinéa du I est ainsi rédigée : « doivent, pour exercer leur activité, être agréées par l'administration en tant qu'opérateur de détaxe. » ;

2° Après le mot : « moyen », la fin du 1° du II est ainsi rédigée : « d'une plateforme d'échange de données informatisées certifiée par l'administration ; » ;

3° Le IV est ainsi modifié :

a) Au 2°, les mots : « même I » sont remplacés par la référence : « II » ;

b) Au 3°, après le mot : « au », il est inséré le mot : « même ».

### OBJET

Amendement rédactionnel.





DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, rapport 128, 132)

N°	I-205
----	-------

15 NOVEMBRE 2023

**A M E N D E M E N T**

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

C	
G	

ARTICLE 10 QUINQUIES

Alinéa 16

Remplacer les mots :

de revitalisation rurale

par les mots :

France ruralités revitalisation

**OBJET**

Amendement de cohérence avec la nouvelle dénomination des zones de revitalisation rurale introduite par l'article 7.





**A M E N D E M E N T**

C	
G	

présenté par

M. HUSSON

au nom de la commission des finances

ARTICLE 10 SEXIES

## I. – Alinéa 1

Rédiger ainsi cet alinéa :

I. – Le F de l'article 278-0 bis du code général des impôts est complété par un 3° ainsi rédigé :

« 3° Jusqu'au 31 décembre 2026, les droits d'entrée des spectateurs aux compétitions de jeux vidéo définies à l'article L. 321-8 du code de la sécurité intérieure. »

II. – Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – Le Gouvernement présente au Parlement, au plus tard le 30 septembre 2026, une évaluation des principales caractéristiques des bénéficiaires du taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée sur les compétitions de jeux vidéo prévu au I du présent article, qui précise l'efficacité et le coût de celui-ci.

**OBJET**

Cet article, pourtant retenu par le Gouvernement dans le texte sur lequel il a engagé sa responsabilité en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, est contraire au droit de l'Union européenne. La jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union européenne (voir par exemple CJUE, arrêt du 26 octobre 2017, *The English Bridge Union Limited contre Commissioners for Her Majesty's Revenue & Customs*, aff. C-90/16) juge en effet que la qualification de réunion sportive requiert une composante physique substantielle. Ainsi, le bridge, le go ou les échecs, jeux parfois qualifiés de « sports cérébraux » et dont nul ne conteste l'investissement qu'ils nécessitent de la part des joueurs, ne sont pas des activités sportives au sens du droit fiscal.

Pour autant, l'application d'un taux réduit de TVA aux droits d'admission aux compétitions de jeux vidéo, aussi dites « e-sport », apparaît à la commission comme une mesure pertinente de soutien à une filière en plein développement.

Afin d'assurer la conformité du présent article avec le droit européen, la commission propose de rattacher le taux réduit de TVA sur les billetteries des compétitions de jeux vidéo à une base légale plus robuste. Ainsi, les droits d'admission des spectateurs aux compétitions d'e-sport seraient calqués sur ceux des spectateurs aux compétitions de « sports cérébraux » comme les échecs, le bridge ou le go.

En effet, les compétitions de bridge, de go ou d'échecs sont soumises, pour leurs droits d'accès, à un taux de TVA de 5,5 % pour les spectateurs – au titre du taux réduit sur les spectacles.

En outre, en application de l'article 7 du projet de loi de programmation des finances publiques 2023-2027, les nouvelles dépenses fiscales créées doivent être bornées à trois ans et faire l'objet d'une évaluation des principales caractéristiques de leurs bénéficiaires, de leur efficacité et de leur coût.

Conformément à cette volonté partagée par les deux chambres du Parlement et par le Gouvernement, cet amendement vise à borner les nouvelles dépenses fiscales créées par le présent article jusqu'à la fin de l'année 2026 et à prévoir leur évaluation en temps utile pour décider ou non de leur prorogation.





## AM E N D E M E N T

présenté par

M. HUSSON

au nom de la commission des finances

C	
G	

### ARTICLE 10 SEPTIES

I. – Alinéa 2, début

Ajouter les mots :

Jusqu'au 31 décembre 2026,

II. – Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – Le Gouvernement présente au Parlement, au plus tard le 30 septembre 2026, une évaluation des principales caractéristiques des bénéficiaires du taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée sur les activités des centres équestres, qui précise l'efficacité et le coût de celui-ci.

### OBJET

En application de l'article 7 du projet de loi de programmation des finances publiques 2023-2027, les nouvelles dépenses fiscales créées doivent être bornées à trois ans et faire l'objet d'une évaluation des principales caractéristiques de leurs bénéficiaires, de leur efficacité et de leur coût.

Conformément à cette volonté partagée par les deux chambres du Parlement et par le Gouvernement, cet amendement vise à borner les nouvelles dépenses fiscales créées par le présent article jusqu'à la fin de l'année 2026 et à prévoir leur évaluation en temps utile pour décider ou non de leur prorogation.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. HUSSON

au nom de la commission des finances

C	
G	

ARTICLE 10 OCTIES

## I. – Alinéa 3

Rédiger ainsi cet alinéa :

« III. – A. – Les 2° et 4° du I et le II s'appliquent aux factures émises à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2025.

## II. – Alinéa 4

Remplacer cet alinéa par trois alinéas ainsi rédigés :

« Toutefois, pour les factures émises par les assujettis qui ne sont pas membres d'un assujetti unique mentionné à l'article 256 C du code général des impôts, les 2° et 4° du I et le II s'appliquent aux factures émises :

« 1° À compter du 1<sup>er</sup> septembre 2026 pour les entreprises de catégorie intermédiaire ;« 2° À compter du 1<sup>er</sup> septembre 2027 pour les microentreprises et les petites et moyennes entreprises. »**OBJET**

Le présent amendement apporte des ajustements au report de l'entrée en vigueur de la facturation électronique. Ce dispositif se compose de deux obligations pour les entreprises assujetties : celle de transmettre leurs factures sous format électronique et celle de communiquer à l'administration fiscale les données relatives aux mentions sur les factures électroniques qu'ils émettent. Il répond donc à un double enjeu de simplification pour les entreprises et de lutte contre la fraude fiscale.

Le présent article prévoit de décaler l'entrée en vigueur de ces dispositions au 1<sup>er</sup> septembre 2026 pour les grandes entreprises et les entreprises de taille intermédiaires (ETI) et au 1<sup>er</sup> septembre 2027 pour les microentreprises et les petites et moyennes entreprises (PME), ces deux dates étant susceptibles d'être décalées d'un trimestre par décret.

Le présent amendement propose, d'une part, de maintenir une distinction entre les grandes entreprises et les ETI quant à l'entrée en vigueur de la facturation électronique. Les grandes entreprises sont davantage préparées à cette réforme, qui leur serait applicable au 1<sup>er</sup> juillet 2025 au lieu du 1<sup>er</sup> septembre 2026 comme le propose l'article 10 *octies*, ce qui leur octroie déjà un délai supplémentaire d'un an par rapport au calendrier initial (1<sup>er</sup> juillet 2024).

D'autre part, il supprime la possibilité pour le Gouvernement de décaler une nouvelle fois ce calendrier par décret. Si un report doit être acté, il doit l'être par le Parlement.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. HUSSON

au nom de la commission des finances

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 11

Alinéa 2

Remplacer les mots :

relevant de la catégorie fiscale « ménages et assimilés » définie

par les mots :

des activités économiques relevant de la catégorie fiscale « ménages et assimilés » telles qu'elles sont définies

**OBJET**

Le projet de loi de finances prévoit un déficit de 144 milliards d'euros, dans un contexte de hausse des taux et d'alourdissement sans précédent de la charge de la dette dans les prochaines années.

Malgré cela et les promesses gouvernementales de mettre fin au « quoi qu'il en coûte », le présent article proroge un dispositif d'aide aux consommateurs d'électricité non ciblé, qui coûte 10 milliards d'euros, profite d'abord aux ménages les plus aisés les plus consommateurs d'électricité et génère des effets d'aubaine colossaux.

En effet, l'article 11 prévoit de proroger en 2024 la minoration des tarifs de l'accise sur l'électricité à leurs niveaux minimums autorisés par le droit de l'Union européenne (UE), c'est-à-dire 1 euro par mégawattheure (MWh) pour les ménages et consommateurs assimilés (notamment certaines TPE et petites communes) et 0,5 euros/MWh pour les autres consommateurs professionnels.

Appliquée en 2022 puis reconduite en 2023, cette mesure générale, qui profite à l'ensemble des consommateurs d'électricité sans aucune distinction, s'est déjà traduite par une perte de recettes de près de 20 milliards d'euros pour l'État.

La reconduction de cette mesure dénuée de tout ciblage se traduirait l'année prochaine par une nouvelle perte de recettes équivalente au budget annuel du ministère de la justice et ce alors même qu'en ce qui concerne les aides au carburant, le Gouvernement a renoncé à sa mesure initiale, non ciblée, pour un dispositif ciblé.

Le maintien d'un tel dispositif est en contradiction flagrante avec les affirmations maintes fois répétées de la sortie du « quoi qu'il en coûte » et d'une gestion des finances publiques à « l'euro près ».

Du fait notamment de l'adoption de mesures extrêmement coûteuses, non ciblées et fortement génératrices d'effets d'aubaine pour les ménages les plus aisés, d'après un rapport de l'Agence de coopération des régulateurs de l'énergie (ACER) du 14 juillet dernier, la France se classe au deuxième rang européen en ce qui concerne le coût budgétaire des mesures de soutien aux ménages prises dans le cadre de la crise des prix de l'énergie. Celles-ci auraient déjà représenté 4,2 % de son PIB contre 2,5 % en moyenne dans l'UE.

Toujours en juillet dernier, le Conseil d'analyse économique (CAE) a recommandé dans une note de mettre fin aux mesures de soutien sur les prix de l'électricité pour les ménages les plus aisés afin de réduire leur coût budgétaire et d'encourager la sobriété énergétique. Il proposait notamment de substituer aux mesures de soutien non ciblées un chèque énergie exceptionnel réservé aux foyers modestes. En effet, selon le CAE, cette option se révélerait plus optimale : *« des résultats similaires, sinon meilleurs, pourraient être obtenus avec une politique sous condition de ressources qui ne subventionnerait pas la consommation des ménages relativement insensibles aux variations des prix de l'énergie, et pourrait en revanche protéger les ménages à faible revenu de la précarité énergétique »*.

Le 24 mai dernier, dans ses recommandations faites à la France dans le cadre de la procédure du semestre européen, la Commission européenne s'est montrée particulièrement critique sur le coût des mesures non ciblées prises par la France dans le cadre de la crise des prix de l'énergie. Elle conseillait à la France de supprimer rapidement les dispositifs d'aide non ciblés afin de réduire son déficit budgétaire.

Le maintien de mesures non ciblées, extrêmement coûteuses pour les finances publiques et desquelles résultent des effets d'aubaine de plusieurs milliards d'euros n'est plus soutenable. C'est pour cette raison que le présent amendement entend annuler la reconduction sans distinctions de la minoration d'accise sur l'électricité pour les particuliers afin de lui substituer une aide ciblée et renforcée sur les ménages modestes et les classes moyennes. Cette aide prendra la forme d'un chèque énergie qui sera introduit dans le texte par un amendement déposé en deuxième partie de ce projet de loi de finances.

La non reconduction de la minoration de l'accise sur l'électricité pour les particuliers permettra, conjointement à un amendement en seconde partie du PLF sur la mission « Écologie », d'instaurer un dispositif ciblé qui garantira une aide renforcée aux ménages les plus fragiles tout en maintenant un soutien financier pour les classes moyennes. Cette mesure évitera les effets d'aubaine et fera un usage plus efficace et nettement moins dispendieux des deniers publics.





N°	I-210
----	-------

**A M E N D E M E N T**

<b>C</b>	
<b>G</b>	

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

ARTICLE 11

Alinéas 5 et 6

Supprimer ces alinéas.

**OBJET**

Les dispositions du présent article méconnaissent gravement les compétences du Parlement.

En effet, le présent article supprime toute fourchette d'encadrement du pouvoir exécutif en disposant que le tarif normal de l'accise sur le gaz naturel peut être majoré par arrêté du ministre chargé du budget, dans la limite de 16,37 euros par mégawattheure. Sachant que le niveau actuel de l'accise sur le gaz naturel est de 8,37 euros par mégawattheure, le relèvement du tarif jusqu'au plafond prévu par l'article équivaldrait à un quasi-doublement de celui-ci.

Il est estimé qu'un relèvement de 8 euros du tarif de l'accise sur le gaz naturel générerait 1,9 milliard d'euros de recettes supplémentaires pour le budget de l'État. Toutefois, cette disposition pourrait tout aussi bien ne générer aucune recette, puisqu'en renvoyant la mesure à un arrêté, le Gouvernement garde entièrement la main sur le rehaussement du tarif. La liberté accordée au pouvoir exécutif est trop grande au regard des enjeux.

La suppression de ces alinéas s'impose donc, et le Gouvernement est invité à indiquer devant la représentation nationale quel est le niveau précis du tarif qu'il compte retenir.





N°	I-211
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

C	
G	

### ARTICLE 13

Alinéa 23, tableau, dernière colonne

Supprimer cette colonne.

### OBJET

Amendement de simplification.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. HUSSON

au nom de la commission des finances

C	
G	

ARTICLE 13 BIS

Alinéa 4

Remplacer le pourcentage :

2 %

par le pourcentage :

1 %

**OBJET**

L'article 13 *bis* modifie les conditions de financement du fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages (FGAO).

Actuellement, la contribution des assurés est assise sur les primes et cotisations qu'ils versent. La fixation du taux, qui doit selon la loi être compris entre 0 et 2 %, est renvoyée à un arrêté. Il s'élève aujourd'hui à 1,2 %. En revanche, la contribution des assureurs est assise sur les charges de la section « Automobile » du FGAO : elle doit en représenter 14 %.

Or, les charges du FGAO sont très variables d'une année sur l'autre, en particulier parce qu'elles incluent les provisions mathématiques, c'est-à-dire les sommes que le fonds n'a pas à décaisser sur l'année d'exercice mais à l'avenir. Cela implique une contribution des assureurs elle-même très variable, ce qui constitue un premier problème. Par ailleurs, l'assiette de la contribution étant très instable et le taux retenu étant limité à 14 % des charges du FGAO, cette contribution ne permet pas s'assurer la pérennité financière nécessaire pour le FGAO alors même que le coût des dommages corporels évolue fortement, ce qui constitue un second problème.

L'article 13 *bis* vise à aligner l'assiette et la fourchette des taux de la contribution des assureurs sur la contribution des assurés : la contribution des assureurs serait ainsi assise sur les primes et cotisations que perçoivent les assureurs, à un taux fixé par arrêté et compris entre 0 et 2 %.

La fixation du taux à son plafond entraînerait une augmentation très conséquente de la contribution des assureurs, qui se répercuterait in fine sur les primes et cotisations versées par les assurés. Pour l'année 2022, la fixation du taux au niveau retenu pour les assurés (1,2 %) aurait ainsi entraîné un quadruplement de la participation des assureurs.

La borne supérieure de la contribution prévue pour les assureurs paraît donc trop élevée, d'autant que, d'après les informations recueillies auprès de l'administration, il est question pour le moment de fixer par arrêté un taux de 0,6 %, pour fixer la contribution des assureurs au niveau de sa tendance historique. Le présent amendement vise donc à ramener la borne supérieure de cette contribution de 2 % à 1 %. L'exécutif devrait ainsi revenir devant le Parlement s'il souhaite majorer davantage la contribution des assureurs.





## AM E N D E M E N T

C	
G	

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

### ARTICLE 15

I. – Alinéa 71

Après la référence :

Art. L. 425-20 –

insérer les mots :

I. – Sous réserve du II du présent article,

II. – Après l'alinéa 71

Insérer trois alinéas ainsi rédigés :

« II. – À compter de 2024 une fraction égale à un douzième du produit de la taxe est affectée aux communes exerçant la compétence définie au 5° de l'article L. 2122-21 du code général des collectivités territoriales et aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre auxquels cette compétence a été transférée dans les conditions prévues au II de l'article L. 5214-16, au II de l'article L. 5216-5, au I de l'article L. 5215-20 ou au I de l'article L. 5215-20-1 du même code.

« À compter de 2024 une fraction égale à un douzième du produit de la taxe est affectée aux départements, à la Ville de Paris, au Département de Mayotte, à la métropole de Lyon, à la collectivité territoriale de Guyane, à la collectivité territoriale de Martinique, à la collectivité de Corse et à la collectivité européenne d'Alsace.

« La répartition de ces fractions entre les affectataires est déterminée en fonction de la longueur de voirie en gestion selon des modalités définies par décret. »

### OBJET

L'affectation de la majeure partie du rendement prévisionnel de la nouvelle taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance à l'AFIT France se justifie pour contribuer à la transition écologique du secteur des transports, en participant notamment au financement des investissements nécessaires à la régénération et à la modernisation du réseau ferroviaire.

Cependant, et alors que l'essentiel du produit de cette taxe proviendra des sociétés concessionnaires d'autoroutes, il est également légitime qu'une fraction de celui-ci bénéficie aux usagers, souvent

contraints faute d'alternatives suffisantes en matière de transports collectifs, des réseaux routiers départemental et communal.

En 2022, selon le rapport de l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales, les départements ont dépensé 4,6 milliards d'euros pour entretenir leur voirie, soit une augmentation de 5 % en un an. Dans le même temps, la Cour des comptes signalait dans son rapport de mars 2022 portant sur l'entretien des routes nationales et départementales que l'entretien et l'exploitation des routes départementales restent malheureusement trop souvent des variables d'ajustement.

En 2022, les communes de plus de 3 500 habitants ont dépensé 3,6 milliards d'euros pour l'entretien de leur voirie, ce qui correspond à une augmentation de 7 % par rapport à l'année 2021. S'agissant des métropoles, des communautés urbaines, des communautés d'agglomération et des communautés de communes, ces dépenses se sont élevées à 3 milliards d'euros pour la même année 2022 (+ 5 % par rapport à 2021).

Alors que l'entretien des voiries départementale et communale est trop dépendant des aléas de la situation financière de ces collectivités, il semble logique que le produit de la taxation perçue sur les réseaux qui font l'objet d'une concession puissent être très partiellement redistribué au profit du réseau local non concédé. Ainsi, le présent amendement vise à affecter deux fractions du rendement prévisionnel de la nouvelle taxe égale à 50 millions d'euros, d'une part aux départements et d'autre part aux communes et aux groupements de communes qui exercent la compétence voirie.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. HUSSON

au nom de la commission des finances

C	
G	

ARTICLE 16

Supprimer cet article.

**OBJET**

L'article 16 opère une réforme des redevances de l'eau. Si l'article comprend des avancées, il ne présente pas dans l'ensemble suffisamment de garanties pour les acteurs qui sont redevables ou qui gèrent ces redevances.

La réforme prévue présente encore de nombreuses inconnues, qui ne permettent pas aux collectivités territoriales de réellement se l'approprier. Les effets de bord pour un grand nombre de collectivités territoriales sont en effet potentiellement nombreux. Selon Intercommunalités de France, les augmentations des redevances pourraient être « *de l'ordre de 50 % à l'échelle de certaines intercommunalités selon les scénarios* ». Or, le projet de loi reste flou sur les aides qui pourraient être apportées aux communes concernées.

De plus, rendre les collectivités territoriales redevables des deux nouvelles redevances pour la performance ne peut pas être réduit à un artifice comptable, même si elles ont la possibilité de répercuter ces redevances sur les usagers. La réforme conduira à une charge de travail très importante pour les services, dans la mesure où les logiciels de facturation et les contrats de délégation de service public devront être modifiés. En outre, avec la suppression de la prime pour performance épuratoire, les collectivités territoriales perdent une prime qui était à leur main, au profit d'une diminution de redevance qui n'est que potentielle.

Les effets de la réforme sur les agriculteurs ne sont pas non plus suffisamment évalués. Or, l'intégralité de la hausse de la redevance pour pollutions diffuses, et une partie de celle pour prélèvement sur la ressource en eau, pèsera sur les agriculteurs. Augmenter les tarifs des redevances pourrait conduire à menacer des modèles économiques qui sont parfois fragiles.

Enfin, d'après des représentants d'élus, les simulations chiffrées n'ont été présentées que 8 jours avant la présentation de la réforme au Comité national de l'eau du 14 mars 2023, ce qui n'avait pas permis aux collectivités de suffisamment apprécier les conséquences de la transformation de la redevance pour la modernisation des réseaux de collecte sur leurs territoires. Comme il est prévu que la réforme entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2025, cet amendement de suppression invite le Gouvernement à poursuivre les discussions en 2024.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. HUSSON

au nom de la commission des finances

C	
G	

ARTICLE 16 QUATER

Supprimer cet article.

**OBJET**

L'article 16 *quater* prévoit l'institution, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, d'une taxe incitative relative à la réduction de l'intensité d'émission de gaz à effet de serre (GES) dans les transports.

Inspirée très fortement du mécanisme de la taxe incitative relative à l'incorporation d'énergie renouvelable dans les transports (TIRUERT), cette nouvelle taxe fixerait un pourcentage national cible de réduction de l'intensité d'émission de GES dans les transports, dont le degré d'atteinte déterminerait le montant dû par les redevables. Ainsi, la taxe serait nulle en cas de réduction de l'intensité d'émission de GES supérieure ou égale au pourcentage national cible.

Si le principe de cette nouvelle taxe incitative, qui s'inscrit dans la suite des recommandations du rapport de la mission d'information du Sénat sur les biocarburants, permettrait de cibler directement la réduction de l'intensité d'émission de GES, le dispositif proposé, qui résulte d'un amendement déposé à l'Assemblée nationale, apparaît encore inabouti.

Premièrement, le cadre juridique prévu par cet article comporte des renvois importants au pouvoir réglementaire, révélant le manque de préparation de l'évolution législative proposée.

En particulier, la méthodologie de calcul de la réduction de l'intensité d'émission de GES serait déterminée par un arrêté conjoint des ministres chargés du budget, de l'écologie et de l'énergie. Il en serait de même pour la méthodologie de calcul de la valeur de référence correspondant au pourcentage national cible de réduction de l'intensité d'émission de GES. Aucune information claire n'a pu être obtenue sur les intentions du pouvoir exécutif à ce sujet.

Deuxièmement, les conditions de mise en œuvre opérationnelle sont peu évidentes, notamment au regard de l'articulation du système national d'échange de droits de comptabilisation de réduction de l'intensité d'émission, qui serait introduit par cet article, avec le système européen d'échange de quotas d'émission.

Enfin et surtout, les objectifs de réduction visés n'offrent pas une visibilité suffisante aux acteurs du secteur des transports.

En effet, si le pourcentage national cible de réduction est fixé à 5 % pour 2025, il n'est aucunement déterminé pour les années suivantes. Alors que cette absence de visibilité sur la trajectoire fiscale a été critiquée pour la TIRUERT, l'indétermination du pourcentage national cible de réduction sur un

horizon pluriannuel risque fortement de contrarier le caractère incitatif et, partant, la réussite de la nouvelle taxe.

L'instauration de la taxe n'étant prévue qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2025, le présent amendement propose de supprimer le dispositif tel que proposé, ce qui laisse un an au Gouvernement pour travailler sur un dispositif plus abouti.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. HUSSON

au nom de la commission des finances

C	
G	

ARTICLE 16 SEXIES

## I. Alinéa 5

Supprimer cet alinéa.

## II. Alinéa 7

Supprimer cet alinéa.

## III. Alinéa 23

Supprimer cet alinéa.

**OBJET**

Certaines dispositions de l'article 16 *sexies* visent, à compter de 2025, à profondément réviser les modalités de fixation par l'exécutif des tarifs qui s'appliquent aux aéroports au titre du tarif de sûreté et de sécurité de la taxe sur le transport aérien de passagers. En vertu de ces dispositions, à partir de cette date, plus aucune référence à un tarif ne figurerait dans la loi. L'encadrement actuel reposant sur la définition de tarifs minimums et maximums par classe d'aéroports que le Gouvernement doit respecter lorsqu'il détermine les niveaux de tarifs par aéroport serait ainsi supprimé. Si ce n'est la mention qui précise que les tarifs sont déterminés de manière à ce que le produit qui en résulte couvre au plus les coûts de sûreté et de sécurité aéroportuaires, le Gouvernement disposerait d'une latitude quasi-totale pour fixer par arrêté les tarifs propres à chaque aéroport.

L'article 34 de la Constitution du 4 octobre 1958 prévoit que la loi « *fixe l'assiette, le taux et les modalités de recouvrement des impositions de toutes natures* ». A cet égard, la latitude laissée à l'exécutif par le présent article entraînerait, sans nul doute, une censure par le Conseil constitutionnel au motif de l'incompétence négative du pouvoir législatif.

Au-delà même de cet aspect, ces dispositions ont pour objet de contourner le Parlement en n'ayant plus à soumettre à la représentation nationale les évolutions de tarifs maximums qui, le cas échéant, peuvent apparaître nécessaires pour équilibrer le système de financement des missions de sûreté et de sécurité aéroportuaires.

Pour ces deux raisons, le présent amendement entend supprimer les dispositions concernées.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. HUSSON

au nom de la commission des finances

C	
G	

ARTICLE 16 SEPTIES

Supprimer cet article.

**OBJET**

L'article 16 *septies* prévoit d'élargir aux bâtiments culturels non inscrits ou classés au titre des monuments historiques la possibilité de mettre en place des espaces d'affichage publicitaire sur les bâches d'échafaudage lors des travaux de restauration. Il supprime également l'obligation pour les monuments historiques d'affecter les recettes tirées de ces espaces publicitaires au financement des travaux.

L'adoption de cet article contreviendrait totalement aux limitations de l'affichage publicitaire prévues par le code de l'environnement. En outre, la notion « d'immeuble culturel non classé ou inscrit au titre des monuments historiques » n'est pas précisément définie. Ainsi, plus aucun garde-fou n'empêcherait la multiplication des bâches publicitaires.

Enfin, le présent article supprime le fléchage des recettes publicitaires vers le financement des travaux. Dans le cas de monuments détenus par l'État, ces recettes seraient ainsi affectées au budget général. Il n'y a aucune raison de supprimer le cercle vertueux que constitue le financement des travaux par les externalités liées aux travaux eux-mêmes.

En conséquence, ce dispositif apparaissant inopportun et juridiquement fragile, il convient de le supprimer.



**A M E N D E M E N T**

C	
G	

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

ARTICLE 18

## I. – Alinéa 11

Après le mot :

limite

insérer les mots :

, appréciée par ménage de fruiticulteurs,

## II. – Alinéa 12

Rédiger ainsi cet alinéa :

b) Après les mots : « la limite de », la fin de l'avant-dernier alinéa est ainsi rédigée : « 50 litres d'alcool pur par campagne de distillation et par ménage de fruiticulteurs dont le propriétaire est membre. » ;

**OBJET**

Amendement de mise en conformité avec le droit européen.

L'article 18 prévoit, à l'occasion de la poursuite du transfert de l'essentiel du recouvrement de la fiscalité des alcools et des tabacs de la direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI) à la direction générale des finances publiques (DGFIP), un assouplissement du régime fiscal des petits bouilleurs de cru particuliers (producteurs d'alcool pour leur consommation personnelle).

D'une part, les petits bouilleurs de cru particuliers bénéficieraient d'une exonération d'accise sur les alcools, en lieu et place du tarif particulier égal à la moitié du tarif normal actuellement en vigueur (soit 917,21 euros/hectolitre d'alcool pur, contre 1 834,42 euros pour le tarif normal en 2023).

D'autre part, cette exonération d'accise sur les alcools s'accompagnerait d'une révision du plafond de l'avantage fiscal permis par le régime des petits bouilleurs de cru particuliers, exprimé en volume de production, qui augmenterait à 50 litres d'alcool pur par bénéficiaire et par campagne de distillation annuelle, contre 10 litres d'alcool pur actuellement.

Il convient de mettre ce dispositif en conformité avec les termes de la directive (UE) 2020/1151 du Conseil du 29 juillet 2020 modifiant la directive 92/83/CEE du 19 octobre 1992 concernant l'harmonisation des structures des droits d'accises sur l'alcool et les boissons alcooliques, qui prévoit



que les États membres limitent l'application de l'exonération ou des taux réduits bénéficiant aux petits bouilleurs de cru particuliers à un maximum de 50 litres d'alcool de fruits par an et par ménage de fruiticulteurs.

Ainsi, le présent amendement vise à préciser que le plafond de l'avantage fiscal prévu pour ce régime, fixé à 50 litres d'alcool pur par an, s'entend bien par ménage de fruiticulteurs et non par personne.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. HUSSON

au nom de la commission des finances

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 18

Alinéa 52, première phrase

Remplacer les mots :

de deux ans

par les mots :

d'un an

**OBJET**

Cet amendement prévoit de réduire de deux à un an le délai d'habilitation laissé au Gouvernement par l'article 18 du projet de loi de finances.

L'article 18 prévoit en effet le renouvellement, pour une durée longue de deux ans et un champ étendu excédant la recodification à droit constant, de l'habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour recodifier les dispositions relatives à la fiscalité des biens et services, en vue de leur intégration dans le code des impositions sur les biens et services (CIBS).

À cet égard, on ne peut oublier les conditions dans lesquelles ce code a été créé. C'est en effet à partir d'une habilitation très large que ce nouveau code a été institué par l'ordonnance du 22 décembre 2021, avec de nombreuses dispositions méconnaissant le principe de la recodification à droit constant.

Ce contournement de la compétence législative du Parlement a ainsi justifié la décision de la commission des finances du Sénat de s'opposer à la ratification de l'ordonnance précitée, finalement actée par la loi de finances pour 2023, adoptée en dernière lecture à l'Assemblée nationale après que le Gouvernement ait engagé sa responsabilité sur ce texte en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution.

Eu égard à l'importance des objectifs à valeur constitutionnelle d'intelligibilité et d'accessibilité de la loi, notamment pour les acteurs économiques, directement concernés par la fiscalité indirecte, il convient d'autoriser la poursuite de ce travail de recodification, désormais bien engagé.

Pour autant, le Sénat veillera, dans le cadre du suivi et de la ratification de la future ordonnance, au strict respect du champ de l'habilitation accordée, conformément à l'équilibre défini par la jurisprudence constitutionnelle.

En effet, l'impératif d'accessibilité et d'intelligibilité attaché au travail de codification ne saurait conduire au renoncement progressif du Parlement à sa compétence législative, dans quelque domaine que ce soit, et plus particulièrement en matière fiscale, le principe du consentement à l'impôt étant au fondement des prérogatives parlementaires (article 13 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789).

Or une durée d'habilitation de deux ans risquerait, par sa longueur, d'affecter l'effectivité du contrôle du Parlement sur l'avancée du travail de codification.

En conséquence, le présent amendement vise à limiter la durée de l'habilitation ainsi conférée à un an.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

C	
G	

### ARTICLE 19

I. – Alinéa 60, au début

Ajouter les mots :

À titre expérimental et pour une durée de trois ans

II. – Après l'alinéa 107

Insérer un paragraphe ainsi rédigé :

.... – L'expérimentation prévue à l'article L. 10-0 AD du livre des procédures fiscales fait l'objet d'une évaluation dont les résultats sont transmis au Parlement au plus tard six mois avant son terme.

### OBJET

Le présent amendement vise à ce que l'enquête sous pseudonyme, nouvelle prérogative octroyée aux agents de l'administration fiscale, soit d'abord expérimentée, pendant une durée de trois ans, avant d'être pérennisée.

Les modalités de cette enquête et les prérogatives qui seraient octroyées aux agents de la direction générale des finances publiques (DGFIP) sont en effet particulièrement dérogatoires du droit commun : aucune autre administration ne dispose de la possibilité, de manière cumulée, de pouvoir accéder aux contenus en ligne même lorsqu'ils nécessitent une inscription sur un compte, de pouvoir participer à des échanges électroniques y compris avec les auteurs présumés des manquements et de pouvoir extraire et conserver des données.

La commission a donc proposé par deux amendements d'encadrer plus strictement les conditions d'exercice de l'enquête sous pseudonyme et propose par le présent amendement de l'expérimenter pendant trois ans. Cette durée est suffisamment longue pour que l'ensemble des textes d'application soient pris et pour disposer du recul nécessaire sur l'apport de ce nouveau pouvoir dans la lutte contre la fraude fiscale. Le rapport d'évaluation devra permettre au Parlement de se prononcer en toute connaissance de cause sur la pérennisation de ce dispositif, en y apportant le cas échéant des ajustements, par exemple sur son périmètre.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

C	
G	

### ARTICLE 19

Alinéa 65

Après le mot :

décret

insérer les mots :

en Conseil d'État

### OBJET

Le présent amendement vise à davantage encadrer la prérogative d'enquête sous pseudonyme qui serait octroyée aux agents de la direction générale des finances publiques (DGFIP) pour lutter contre la fraude fiscale.

Les modalités de ce nouveau dispositif sont en effet dérogatoires du droit commun : aucune autre administration ne dispose de la possibilité, de manière cumulée, de pouvoir accéder aux contenus en ligne même par l'inscription sur une plateforme, de pouvoir participer à des échanges électroniques y compris avec les auteurs présumés des manquements et de pouvoir extraire et conserver des données.

Il est seulement prévu qu'un décret « simple » en définisse les modalités, y compris s'agissant de l'encadrement de la durée de conservation des données personnelles des usagers. Or, au regard des enjeux soulevés par ce dispositif en termes de protection des données personnelles et de liberté d'expression et de communication, il est nécessaire qu'un décret en Conseil d'État vienne encadrer les modalités de fonctionnement de cette nouvelle prérogative.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. HUSSON

au nom de la commission des finances

C	
G	

ARTICLE 19

Alinéa 99

Compléter cet alinéa par une phrase rédigée :

La Commission peut également, dans les deux mois qui suivent la réception des transmissions des opérations de collecte, adresser des recommandations à l'administration fiscale et à l'administration des douanes et des droits indirects.

**OBJET**

Le présent amendement propose de renforcer le rôle de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) dans le cadre de la prorogation de l'expérimentation visant à permettre aux agents de l'administration fiscale et de la Douane de collecter et d'analyser les contenus publiquement accessibles sur les plateformes en ligne. La prorogation de l'expérimentation s'accompagne en effet de son extension, tant dans les contenus pouvant être collectés que dans les infractions pouvant être recherchées.

Si la mission d'information de la commission des finances relative à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales avait recommandé, au mois d'octobre 2022, de proroger et d'étendre l'expérimentation, qui avait démontré son efficacité pour lutter contre la fraude, elle avait également appelé à ce que de nouvelles garanties soient apportées au dispositif, pour assurer sa sécurité juridique et garantir les droits des personnes.

C'est pour cette raison qu'elle propose, par le présent amendement, que la CNIL puisse émettre des recommandations sur les opérations de collecte mises en œuvre par l'administration fiscale et par la Douane. Ces recommandations permettront à ces deux administrations d'ajuster en « temps réel » les traitements automatisés qu'elles ont mis en place, pour garantir la protection des données personnelles et la préservation de la liberté d'expression et de communication.





## AM E N D E M E N T

C	
G	

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

### ARTICLE 20

I. – Alinéa 3, première phrase

Après le mot :

ayant

insérer le mot :

sciemment

II. – Alinéa 10

Remplacer la référence :

L. 227

par la référence :

L. 228

III. – Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... - L'article L. 227 du livre des procédures fiscales est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Au cas de poursuites pénales sur le fondement de l'article 1744 du code général des impôts, le ministère public et l'administration doivent apporter la preuve du caractère intentionnel de la mise à disposition par une personne d'un ou de plusieurs moyens, services, actes ou instruments ayant permis à un ou des tiers de se soustraire frauduleusement à l'établissement ou au paiement total ou partiel de ses impôts. »

### OBJET

Le présent amendement vise à préciser qu'une personne ne pourra être poursuivie sur le fondement du nouveau délit de mise à disposition d'instruments de facilitation de la fraude fiscale que si elle a sciemment mis à disposition ces moyens au profit de tiers, dans l'objectif de se soustraire au paiement de ses impôts.

La caractérisation des délits de fraude fiscale repose en effet sur un élément matériel – la soustraction ou la tentative de soustraction au paiement des impôts – et un élément intentionnel, l'intention frauduleuse, c'est-à-dire, aux termes de la jurisprudence du Conseil constitutionnel, « *une violation volontaire et consciente de la loi fiscale dans l'intention de se soustraire à l'impôt* ».

Cet élément n'apparaissant pas de manière suffisamment claire dans le dispositif proposé par le présent article, la commission propose d'y remédier par deux modifications.

D'une part, une personne ne pourra être poursuivie que si elle a sciemment mis à disposition des outils destinés à faciliter la fraude fiscale.

D'autre part, la commission propose de compléter l'article L227 du livre des procédures fiscales (LPF), en prévoyant qu'une personne ne pourra être poursuivie pénalement sur le fondement de ce délit que si la preuve du caractère intentionnel de la mise à disposition de ces outils a été apportée par l'administration fiscale ou par le ministère public.



**A M E N D E M E N T**

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

C	
G	

ARTICLE 23

## I. – Alinéa 3

Compléter la deuxième phrase par les mots :

; le cas échéant, elle en informe le contribuable par une décision motivée

## II. – Alinéa 6

Compléter la deuxième phrase par les mots :

; le cas échéant, elle en informe l'organisme par une décision motivée

**OBJET**

L'article 23 permet que les vérifications de comptabilité ou les contrôles de la régularité de la délivrance de reçus fiscaux par des organismes à but non lucratif puissent avoir lieu dans un autre lieu que les locaux de l'entreprise ou de l'organisme, « d'un commun accord entre le contribuable et l'administration ». À défaut d'un tel accord, l'administration pourra décider que le contrôle ait lieu dans ses locaux.

En ce sens, il s'agit d'une évolution majeure : alors qu'aujourd'hui, l'administration ne peut pas être à l'initiative de la délocalisation des contrôles, l'article 23 lui permettra d'imposer au contribuable que les contrôles aient lieu dans ses locaux.

Si cette évolution peut être motivée par la nécessité de garantir l'intégrité physique des agents des finances publiques, la localisation de ces deux types de contrôle dans les locaux de l'administration ne saurait être généralisée et il convient de marquer le caractère dérogatoire d'une telle pratique. Ainsi, le présent amendement prévoit que lorsque l'administration fiscale souhaitera que les contrôles aient lieu dans ses locaux, elle devra produire une décision motivée, susceptible de recours par les contribuables.







DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, rapport 128, 132)

N°	I-225
----	-------

15 NOVEMBRE 2023

**A M E N D E M E N T**

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

C	
G	

ARTICLE 23 OCTIES

Alinéa 9

Après le mot :

individuellement

insérer les mots :

désignés et

**OBJET**

Amendement de précision rédactionnelle.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. HUSSON

au nom de la commission des finances

C	
G	

ARTICLE 24

## I. - Alinéa 2

Remplacer le montant :

27 145 046 362 €

par le montant :

27 215 046 362 €

## II. - Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

... - La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 56 rattaché du projet de loi de finances (répartition de la dotation globale de fonctionnement) prévoit que sur la hausse de 220 millions d'euros de DGF prévue pour 2024, 30 millions d'euros permettront de financer le tiers de la hausse de 90 millions d'euros de la dotation d'intercommunalités, le reste étant financé par un écrêtement de 60 millions de la dotation de compensation des EPCI-FP.

Le même article prévoit, par ailleurs, que la dotation de péréquation verticale des départements est augmentée de 10 millions d'euros par écrêtement de la dotation forfaitaire des départements.

Aussi, pour faire suite aux propositions formulées dans le rapport du groupe de travail transpartisan présidé par le Président du Sénat, le présent amendement prévoit une augmentation de la DGF de 70 millions d'euros afin de mettre en œuvre le principe défendu dans ce rapport selon lequel le renforcement de la péréquation verticale doit être assumé par l'État et non par les autres collectivités territoriales.

Cet amendement a pour effet d'augmenter les prélèvements sur recettes de l'État aux collectivités territoriales de 70 millions d'euros au titre de la hausse de la DGF pour abonder la dotation

d'intercommunalités (60 millions d'euros) et la dotation de péréquation des départements (10 millions d'euros).





## AM E N D E M E N T

C	
G	

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

### ARTICLE 24

#### I. – Alinéa 11

Remplacer les mots :

est minoré par application d'un taux qui, appliqué au montant total à verser au titre de l'année 2023, aboutit à un montant total de, respectivement, 1 243 315 500 € et 447 129 770 €

par les mots :

est égal au montant versé au titre de l'année 2023

#### II. - Alinéa 13

Remplacer les mots :

de cette dotation est minoré par application d'un taux qui, appliqué au montant total à verser au titre de l'année 2023, aboutit à un montant total de 1 130 768 465 €

par les mots :

à verser est égal au montant versé en 2023

#### III. – Alinéa 14

Remplacer les mots :

de cette dotation est minoré par application d'un taux qui, appliqué au montant total à verser au titre de l'année 2023, aboutit à un montant total de 271 278 401 €

par les mots :

à verser est égal au montant versé en 2023

IV.- Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

... - La perte de recettes résultant pour l'État du maintien en 2024 du niveau de la dotation globale de fonctionnement de 2023 est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Cet amendement a pour effet d'augmenter les prélèvements sur recettes de l'État aux collectivités territoriales de 67 millions d'euros, au titre de la suppression des minorations de la DCRTP et des FDPTP.

Instauré pour permettre de garantir le respect de la trajectoire des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales, le mécanisme de minoration des variables d'ajustement est contestable en ce qu'il revient à minorer des dotations supposées compenser à l'euro près les collectivités territoriales de précédentes réformes fiscales.

L'application de ce mécanisme, qui entraînerait en 2024 une perte de recettes de 67 millions d'euros pour les collectivités, qui sont par ailleurs fortement affectés par les conséquences de la crise économique et de l'inflation, semble difficilement justifiable.

En effet, retraitement fait de l'inflation, la hausse de 1 milliard d'euros des concours financiers revient à une contraction de près de 300 millions d'euros, et la hausse de 1,2 milliard d'euros des transferts financiers équivaut à une baisse de près de 1,4 milliard d'euros.

Par ailleurs, les collectivités territoriales ne sont pas responsables des déficits et de la dette publique actuelle, quasiment entièrement imputables à l'État, et appliquent une règle vertueuse de limitation de l'emprunt aux dépenses d'investissement.

Enfin, le Sénat a récemment réaffirmé sa position concernant les variables d'ajustement dans un rapport issu d'un groupe de travail transpartisan présidé par le président du Sénat Gérard Larcher. Y figure notamment une proposition visant à garantir une compensation pérenne des exonérations de fiscalité locale imposées aux collectivités locales, en contradiction avec les dispositions du présent article.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. HUSSON

au nom de la commission des finances

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24**

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. - Au titre de l'année 2024, il est institué, par prélèvement sur les recettes de l'État, une dotation au profit des départements confrontés à une forte dégradation de leur situation financière.

Le montant de cette dotation est fixé à 100 millions d'euros.

La dotation est répartie entre les départements, la ville de Paris, le Département de Mayotte, la métropole de Lyon, la collectivité territoriale de Guyane, la collectivité territoriale de Martinique et la collectivité de Corse selon les mêmes modalités que le fonds de sauvegarde mentionné au II de l'article 208 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020.

II. - Un décret précise les modalités d'application du présent article.

III. - La perte de recettes résultant pour l'État de la dotation versée aux départements prévue au I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à instituer une dotation de soutien exceptionnelle de 100 millions d'euros au profit des départements confrontés à une forte dégradation de leur situation financière.

Les droits de mutation à titre onéreux (DMTO), qui constituent l'une de leurs principales ressources, connaissent en effet une forte diminution dès 2023, dans un contexte de retournement du marché immobilier. D'après les estimations de Départements de France, celles-ci pourraient s'avérer bien supérieure à l'estimation gouvernementale (20 %), et s'établir à 30 %, soit une chute de 3 à de 4,4 milliards d'euros. Rien n'indique que cette tendance ne se poursuive pas en 2024.

Les dépenses des départements, largement contraintes compte tenu de leurs compétences en matière d'action sociale comprenant notamment le service des allocations individuelles de solidarité (revenu de solidarité active, allocation personnalisée d'autonomie, prestation de compensation du handicap), connaissent globalement une tendance inverse. En particulier, les dépenses exposées au titre de l'aide sociale à l'enfance ont connu ces dernières années une dynamique extrêmement importante, appelée à se poursuivre.

Pris dans cet « effet-ciseaux », de nombreux départements se trouvent placés dans une situation de grande difficulté financière. Départements de France estime que 15 départements se trouvent dans une situation particulièrement critique.

Le fonds de sauvegarde des départements mis en œuvre à compter de 2022, financé par la dynamique de la fraction de TVA de 250 millions d'euros qui avaient été attribuée aux départements dans le cadre de la réforme de la taxe d'habitation, a précisément pour objet de leur venir en aide. Le dispositif est cependant sous-dimensionné : en 2023, son montant serait ainsi limité à 53 millions d'euros, ce qui permettrait, selon Départements de France, de ne venir en aide qu'à 8 départements tout au plus. Ses modalités de répartition, fixées par décret, font l'objet de négociations entre l'État et les départements.

Dans un souci de lisibilité et de simplicité, il est proposé que cette dotation de soutien supplémentaire soit répartie selon les mêmes modalités que le fonds de sauvegarde existant.





DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, rapport 128, 132)

N°	I-229
----	-------

15 NOVEMBRE 2023

**A M E N D E M E N T**

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

C	
G	

ARTICLE 25 BIS

Alinéa 3

Remplacer les mots :

aux articles 38 et

par les mots :

à l'article

**OBJET**

Amendement de précision rédactionnelle.





## AM E N D E M E N T

C	
G	

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

### ARTICLE 25 TER

#### I. – Alinéa 1

Ajouter la mention :

I. –

II. – Compléter cet article par vingt-cinq alinéas ainsi rédigés :

.... – Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

A. – L'article L. 2113-20 est ainsi modifié :

1° Les deuxième et troisième alinéas du II sont supprimés ;

2° Le II bis est abrogé ;

B. – Les deuxième à avant-dernier alinéas de l'article L. 2113-22 sont supprimés ;

C. – L'article L. 2113-22-1 est ainsi modifié :

1° Le I est ainsi modifié :

a) Les mots : « au sein de la dotation globale de fonctionnement » sont remplacés par les mots : « par prélèvement sur les recettes de l'État » ;

b) Les mots : « d'amorçage » sont supprimés ;

c) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Cette dotation se compose d'une part d'amorçage et d'une part de garantie. » ;

2° Le II est ainsi modifié :

a) La première phrase du premier alinéa est ainsi modifiée :

– après le mot : « regroupant », sont insérés les mots : « , l'année suivant leur création, » ;

– à la fin, les mots : « cette dotation » sont remplacés par les mots : « la part d'amorçage » ;

b) À la deuxième phrase du même premier alinéa, le montant : « 6 € » est remplacé par le montant : « 10 € » ;

c) La troisième phrase dudit premier alinéa et le second alinéa sont supprimés ;

3° Il est ajouté un III ainsi rédigé :

« III. – La part de garantie est attribuée aux communes nouvelles regroupant, l'année suivant leur création, une population inférieure ou égale à 150 000 habitants.

« Pour les communes nouvelles dont l'arrêté de création a été pris avant le 2 janvier 2023, l'attribution au titre de la part de garantie est égale à la différence, si elle est positive, entre le montant perçu en 2023 au titre de la dotation globale de fonctionnement mentionnée au premier alinéa de l'article L. 2334-1, hors les montants perçus en application du premier alinéa de l'article L. 2334-18-3 par les communes mentionnées au I de l'article L. 2334-22-2, multiplié chaque année par le taux d'évolution de cette même dotation, et le montant perçu au titre de cette même dotation par la commune nouvelle l'année de répartition.

« Pour les communes nouvelles dont l'arrêté de création a été pris après le 2 janvier 2023, cette attribution est égale à la différence, si elle est positive, entre la somme des attributions perçues au titre de la dotation globale de fonctionnement mentionnée au premier alinéa de l'article L. 2334-1 par les communes fusionnées l'année précédant la création de la commune nouvelle, multipliée chaque année par le taux d'évolution de cette même dotation, et le montant perçu au titre de cette même dotation par la commune nouvelle l'année de répartition. » ;

D. – L'article L. 2334-13 est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les mots : « , une dotation d'amorçage en faveur des communes nouvelles » sont supprimés ;

2° À la première phrase du troisième alinéa, les mots : « , de la dotation d'amorçage en faveur des communes nouvelles » sont supprimés.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État de la dotation versée aux communes nouvelles prévue au I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

## **OBJET**

Le présent amendement vise, dans un souci de clarté et de sincérité du débat parlementaire, à inscrire à l'article 25 *ter* du présent projet de loi de finances les modalités de mise en œuvre de la dotation en faveur des communes nouvelles que cet article vise à instituer, et qui sont en l'état inscrites à l'article 60, figurant en seconde partie.

La dotation instituée par le présent article se substitue au « pacte de stabilité » jusqu'ici financé au sein de la dotation globale de fonctionnement (DGF). L'article 25 *ter* se borne à fixer les grands principes régissant le fonctionnement de cette dotation, qui serait composée de deux parts :

- une part d'amorçage destinée à accompagner la création de communes nouvelles ;
- une part de garantie destinée à compenser, pour les communes nouvelles bénéficiaires de la dotation, une éventuelle baisse des attributions perçues au titre de la DGF.

Les modalités précises de mise en œuvre de la nouvelle dotation sont renvoyées à l'article L. 2113-22-1 du code général des collectivités territoriales, qui est modifié à cette fin par l'article 60, en

seconde partie du présent projet de loi de finances. Cet article prévoit notamment que le montant de la part d'amorçage est fixée à 10 euros par habitant (contre 6 euros dans le cadre de la dotation d'amorçage actuelle) pour les communes éligibles, ainsi que les modalités de calcul précises de la part garantie, qui serait attribuée sans limitation de durée (contre trois ans dans le cadre actuel du « pacte de stabilité »).

Le montant de l'enveloppe, qui résulte des modalités de mise en œuvre définies à l'article 60 susmentionné, est évalué à 8 millions d'euros à l'article 27 du présent projet de loi de finances, figurant quant à lui en première partie.

Si, sur le fond, le dispositif proposé par le Gouvernement peut être salué en ce qu'il permet un soutien renforcé à la création de communes nouvelles, objectif que la commission des finances ne peut que partager, la méthode interroge.

En effet, compte tenu des règles de recevabilité organique, il ne sera pas possible, lors de l'examen de l'article 60, d'examiner d'éventuels amendements d'origine gouvernementale ou parlementaire qui auraient pour effet de rehausser le montant de la dotation. De tels amendements ne sont, en effet, recevables qu'en première partie en application de l'article 34 de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF).

Dès lors qu'un nouveau prélèvement sur les recettes de l'État est proposé, il est légitime que la discussion ne se fasse pas « à l'aveugle », mais permette d'appréhender l'ensemble des paramètres du dispositif.

Sur le fond, la commission des finances n'a toutefois pas entendu modifier les paramètres de la nouvelle dotation ni, par conséquent, faire évoluer son montant (8 millions d'euros).

C'est la raison pour laquelle le présent amendement entend rapatrier « à droit proposé constant », les dispositions contenues à l'article 60 au sein de l'article 25 *ter*.







N°	I-231
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

C	
G	

### ARTICLE 25 QUATER

Supprimer cet article.

### OBJET

L'article 25 *quater* résulte de la reprise par le Gouvernement, dans le texte considéré comme adopté par l'Assemblée nationale en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, d'un amendement déposé par la députée Stella Dupont et plusieurs de ses collègues. Il poursuit le même objectif que l'article 25 *ter* mais dans une rédaction moins appropriée.

Sur la forme, on ne peut que s'étonner que le Gouvernement n'ait pas choisi le dispositif de l'amendement qui lui paraissait le plus abouti dans le texte sur lequel il a engagé sa responsabilité. Il en résulte que le texte transmis au Sénat contient des dispositions qui sont juridiquement concurrentes et par là même inapplicables. Le souhait d'afficher le plus grand nombre et le plus large spectre politique d'amendements retenus a dû motiver ce mauvais choix, qui s'est fait au détriment de clarté du texte et des débats.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

C	
G	

### ARTICLE 26

#### I. - Alinéa 2

Remplacer les mots :

de l'article L. 2213-4-1

par les mots :

des articles L. 2213-4-1 et L. 2213-4-2

#### II. - Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

... - La perte de recettes résultant pour l'État de la garantie de transfert des amendes majorées issues des radars est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

L'article 26 prévoit la rétrocession au bloc communal, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025, du produit des amendes sanctionnant les infractions aux règles de circulations instaurées dans les zones à faibles émissions mobilité (ZFE-m).

Le présent amendement, de précision, vise à garantir que les amendes majorées issues des radars seront bien également concernées.





DIRECTION  
DE LA SEANCE

# PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

## PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, rapport 128, 132)

N°	I-233
----	-------

15 NOVEMBRE 2023

## A M E N D E M E N T

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

C	
G	

### ARTICLE 27

Alinéa 2, tableau, deuxième ligne, deuxième colonne

Remplacer le montant :

27 145 046 362

par le montant :

27 215 046 362

### OBJET

Cet amendement vise à actualiser le tableau d'évaluation des prélèvements sur recettes pour le mettre en cohérence avec l'augmentation de la dotation globale de fonctionnement proposée par amendement à l'article 24.



**A M E N D E M E N T**

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 27

Alinéa 2, tableau

I. – Treizième ligne, deuxième colonne

Remplacer le montant :

447 129 770

par le montant :

467 129 770

II. – Quatorzième ligne, deuxième colonne

Remplacer le montant :

1 243 315 500

par le montant :

1 263 315 500

III. – Quinzième et seizième lignes

Remplacer ces lignes par une ligne ainsi rédigée :

Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (EPCI et communes)	1 144 768 465
-----------------------------------------------------------------------------------------	---------------

IV. – Vingt et unième ligne, deuxième colonne

Remplacer le montant

272 278 000

par le montant

284 278 401



**OBJET**

Cet amendement vise à actualiser le tableau d'évaluation des prélèvements sur recettes pour le mettre en cohérence avec la suppression de la minoration des variables d'ajustement proposée par amendement à l'article 24.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

C	
G	

### ARTICLE 27

Alinéa 2, tableau, après la vingt-neuvième ligne

Insérer une ligne ainsi rédigée :

Soutien exceptionnel aux départements confrontés à une baisse importante de produit de droits de mutation à titre onéreux et à une hausse importante de leurs dépenses sociales	100 000 000
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------

### OBJET

Cet amendement de coordination vise à actualiser le tableau d'évaluation des prélèvements sur recettes pour le mettre en cohérence avec la création d'une dotation de soutien exceptionnel aux départements confrontés à une baisse importante de produit de droits de mutation à titre onéreux et à une hausse importante de leurs dépenses sociales proposée par l'amendement portant article additionnel après l'article 24 proposé par la commission des finances.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. HUSSON

au nom de la commission des finances

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL AVANT L'ARTICLE 27 BIS**

Avant l'article 27 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 43 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 est ainsi modifié :

1° Au I, après le mot : « affectés », sont insérés les mots : « , sous réserve des dispositions du I ter, » ;

2° Après le I bis, il est inséré un I ter ainsi rédigé :

« I ter. – Une fraction de 250 millions d'euros du produit de la mise aux enchères des quotas d'émission de gaz à effet de serre mentionné au I est affectée chaque année aux autorités organisatrices de la mobilité mentionnées aux I et II de l'article L. 1231-1 du code des transports ainsi qu'aux communes continuant à organiser un service de transport public en vertu du II du même article L. 1231-1. La répartition de cette fraction entre les affectataires est déterminée en tenant compte de critères de ressources et de charges selon des modalités définies par décret. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La mission d'information rapportée par MM. Hervé Maurey et Stéphane Sautarel au nom de la commission des finances qui a rendu ses travaux en juillet dernier l'a démontré, les autorités organisatrices de la mobilité (AOM) sont confrontées à des besoins de financements croissants, en raison notamment du choc d'offre de mobilité collective du quotidien incontournable pour que la France tienne ses engagements en matière de décarbonation du secteur des transports. Cette mission d'information a formulé une série de recommandations visant à poser les jalons de la « réforme indispensable du modèle de financement de la mobilité du quotidien ».

Le 26 septembre dernier un protocole financier pluriannuel a été conclu entre l'État et Île-de-France mobilités (IDFM) dans l'objectif de résoudre l'impasse financière dans laquelle se trouve l'AOM francilienne. La mise en œuvre de ce protocole doit notamment se traduire par une augmentation de 0,25 point du taux plafond du versement mobilité à Paris et dans les départements de la petite couronne ainsi que par l'affectation à IDFM d'une taxe de séjour additionnelle. Ces dispositions, qui vont dans le sens de certaines des recommandations de la mission d'information de la commission des finances, sont prévues par les articles 27 *bis* et 27 *ter* du présent projet de loi de finances.

Remédier à l'impasse de financement d'IDFM pour 2024 est nécessaire, notamment au regard des engagements qui avaient été pris en ce sens par l'État dès 2020 sans qu'ils soient depuis lors suivis d'effet. Cependant, aussi nécessaire soit-il, le traitement de la question francilienne ne peut raisonnablement faire l'impasse sur la situation, tout aussi difficile, de très nombreuses AOM de province. Le principe d'équité territoriale suppose que des mesures financières soient prises à leur endroit dès 2024, alors qu'on attend de celles-ci, pour que la France puisse tenir ses engagements en matière climatique, de proposer un « choc d'offre » dont la mise en œuvre est estimée à 60 milliards d'euros sur la période 2024-2030.

L'une des recommandations de la mission d'information de la commission des finances visait ainsi à affecter aux AOM une part du produit issu des mises aux enchères des quotas d'émission de gaz à effet de serre dans le cadre du système européen d'échange des quotas d'émissions (ETS). En effet, cette ressource particulièrement dynamique (2,4 milliards d'euros attendus en 2023 contre 2 milliards d'euros constatés en 2022) confère à l'État des moyens importants qui doivent servir à financer la transition écologique. La législation européenne prévoit d'ailleurs expressément que cette ressource doit être fléchée, à hauteur de 50 % au moins, vers des actions tendant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et plus largement à faire face aux conséquences du changement climatique. Or, aujourd'hui, la France ne respecte pas cette règle puisque seuls 700 millions d'euros sont affectés à l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) pour financer des actions de rénovation énergétique. L'affectation d'une partie de cette ressource aux AOM permettrait ainsi à la France de se mettre en conformité avec le droit de l'Union européenne.

Le présent amendement propose ainsi une affectation pérenne, de 250 millions d'euros dès 2024, et qui aurait vocation à augmenter au fil des années, à mesure de l'accroissement des besoins de financements des AOM et du dynamisme de cette ressource.

Outre son avantage, par rapport au versement mobilité, de ne pas renchérir le coût du travail, l'affectation de quotas carbone permet aussi d'envisager un financement pérenne de la croissance des besoins des AOM, sans avoir régulièrement à accroître les prélèvements obligatoires pesant sur les entreprises ou les particuliers. Cette solution pourrait, à terme, servir également de source de financement pour IdFM.

Cette ressource permettra aussi de répondre à la question de la mobilité en zone rurale, qui est une des oubliées du système de financement des transports du quotidien. Lors de l'examen de la loi d'orientation des mobilités (LOM) de 2019, le Sénat avait adopté des dispositions visant à couvrir ce vide. Malheureusement le Gouvernement ne l'avait alors pas écouté et toutes ses promesses ultérieures sont restées lettres mortes. Les petites communautés de communes situées en zone rurales dotées de bases fiscales très limitées et empêchées d'instaurer un versement mobilité si elles n'ont pas mis en place un service régulier de transport public seront également destinataires de cette nouvelle ressource. L'amendement prévoyant que la répartition des crédits soit opérée, selon une logique de péréquation, en fonction de critères de ressources et de charges, celles-ci ont vocation à bénéficier pleinement du dispositif.

Les modalités de répartition de cette ressource devront être déterminées dans le cadre d'une concertation approfondie avec les associations d'élus et le Groupement des autorités responsables de transport (GART), sur le modèle des négociations qui ont été conduites dans la même finalité s'agissant de la répartition de la subvention exceptionnelle de 100 millions d'euros attribuée aux AOM de province dans le cadre de la loi de finances initiale pour 2023.



**A M E N D E M E N T**

C	
G	

présenté par

M. HUSSON

au nom de la commission des finances

ARTICLE 27 QUATER

Supprimer cet article.

**OBJET**

L'article 27 *quater* vise à prolonger, tout en la modifiant, une exonération temporaire de taxe spéciale sur les conventions d'assurances (TSCA) sur les contrats assurant les véhicules électriques. L'exonération actuellement en vigueur, introduite par la loi de finances pour 2021, concerne les véhicules immatriculés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 et s'applique à l'intégralité du montant des primes, cotisations et accessoires dont l'échéance intervient à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 et jusqu'au 31 décembre 2023. L'article 27 *quater* vise à dédoubler cette exonération : elle serait totale pour les primes, cotisations et accessoires dont l'échéance intervient au cours de la première période de douze mois suivant l'immatriculation du véhicule, et abaissée à 50 % sur les douze mois suivants. Cette exonération concernerait les véhicules immatriculés entre le 1<sup>er</sup> janvier 2023 et le 31 décembre 2024.

Cette exonération ne présente aucun intérêt au regard de l'objectif poursuivi. En effet, il est totalement improbable que la décision d'achat d'un véhicule électrique soit liée à une exonération de TSCA. A l'inverse, l'exonération proposée serait constitutive d'un effet d'aubaine, d'autant plus important que la population des véhicules électriques est amenée à augmenter.

Surtout, du fait du remplacement progressif des véhicules thermiques par des véhicules électriques, cette exonération entraînerait un manque à gagner significatif et croissant pour les départements, qui utilisent en principe le produit de cette taxe pour financer les services départementaux d'incendie et de secours (SDIS). A l'heure où le réchauffement climatique entraîne une multiplication des feux de forêts, un affaiblissement du financement des SDIS doit, bien au contraire, être évité.

Cet article est caractéristique du mauvais usage par l'État d'un outil fiscal, auquel on ne peut assigner des objectifs multiples, et encore moins au détriment des finances des collectivités territoriales.

Pour l'ensemble de ces raisons, le présent amendement vise à supprimer l'article 27 *quater*.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. HUSSON

au nom de la commission des finances

C	
G	

ARTICLE 27 QUINQUIES

Supprimer cet article.

**OBJET**

Cet amendement vise à supprimer l'article 27 *quinquies* dans la mesure où il prévoit une exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties et de contribution foncière des entreprises (CFE) pour les mâts des éoliennes bétonnés non constitutifs d'un moyen d'exploitation d'un établissement industriel, qui en sont aujourd'hui exonérés.

Cette mesure n'a fait l'objet d'aucune évaluation préalable permettant d'avoir les informations utiles sur le nombre de mâts concernés et la perte de ressources qui découlerait de cette exonération pour les collectivités territoriales.

Or, l'exonération prévue est une exonération de droit permanente qui générera donc une perte de ressources pour les collectivités non compensée par l'Etat.

En outre, le lien fiscal entre les éoliennes et les territoires mérite de ne pas être supprimé, au risque d'annihiler toute volonté des populations et des collectivités territoriales d'accueillir ces équipements. Pour l'ensemble de ces raisons, le présent amendement propose de supprimer cette extension de l'exonération des mâts des éoliennes.





N°	I-239
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

C	
G	

### ARTICLE 27 DECIES

Supprimer cet article.

### OBJET

Cet amendement vise à supprimer l'article 27 *decies*.

Cet article élargit les cas d'exonération de cotisation foncière des entreprises (CFE) pour les artistes, auteurs et compositeurs.

Cette mesure n'a fait l'objet d'aucune évaluation préalable, ne permettant pas de disposer des informations utiles sur le nombre d'entreprises concernées et la perte de ressources qui en découlerait.

En outre, l'exonération prévue est une exonération de droit permanente, qui générera donc une perte de ressources, non-compensée par l'État, pour les collectivités.





## A M E N D E M E N T

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

C	
G	

### ARTICLE 28 A

Supprimer cet article.

### OBJET

L'article 28 A prévoit de prolonger pour un an le jeu de grattage en faveur de la biodiversité, dit « Loto de la biodiversité ».

Un tel jeu de hasard et d'argent n'est pas adapté au financement des politiques de la biodiversité. La protection de la biodiversité est une politique qui doit faire l'objet d'une véritable stratégie, et non pas d'un saupoudrage de crédits. La restauration d'un espace naturel suppose des dépenses continues et suivies.

De plus, la mise en place régulière de nouveaux « lotos » pour financer des objectifs divers risque d'affaiblir la lisibilité et la cohérence de ces dispositifs, tout en donnant l'impression que l'État se défait de ses politiques publiques.

Le présent amendement propose, en conséquence, de supprimer cet article.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. HUSSON

au nom de la commission des finances

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 28

I. – Alinéa 2, tableau, après la cinquante-cinquième ligne

Insérer une ligne ainsi rédigée :

Taxe sur la diffusion en ligne d'enregistrements phonographiques musicaux ou de vidéomusiques	CNM	15 000 000
--------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----	------------

II. – Alinéa 4, tableau, après la trente-septième ligne

Insérer une ligne ainsi rédigée :

Article 1609 sexdecies C du code général des impôts	CNM	15 000 000
--------------------------------------------------------	-----	------------

**OBJET**

Amendement de conséquence à l'amendement du rapporteur général proposant la création d'une taxe sur la diffusion en ligne d'enregistrements phonographiques musicaux ou de vidéomusiques, affectée au Centre national de la musique.







DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, rapport 128, 132)

N°	I-242
----	-------

15 NOVEMBRE 2023

**A M E N D E M E N T**

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

C	
G	

ARTICLE 28

Alinéa 4, tableau, dernière colonne, cinquième ligne

Remplacer le nombre

600 000 000

par le nombre

500 000 000

**OBJET**

L'amendement déposé sur l'article 15 vise à affecter une part du produit de la nouvelle taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance aux départements et aux communes pour contribuer au financement de l'entretien des voiries départementales et communales.

En conséquence, le présent amendement minore de 100 millions d'euros le plafond de l'affectation du produit de cette taxe au profit de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFIT France).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. HUSSON

au nom de la commission des finances

C	
G	

ARTICLE 28

Alinéa 27

Remplacer le nombre :

40

par le nombre :

25

**OBJET**

Les chambres de commerce et d'industrie (CCI) font l'objet d'un financement par l'État prenant la forme de la taxe pour frais de chambre de commerce et d'industrie (TCCI). La TCCI s'appuie sur deux composantes : la taxe additionnelle à la cotisation foncière des entreprises (TA-CFE) et la taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (TA-CVAE).

L'intégralité du produit de la TCCI ne revient pas directement aux CCI dans la mesure où l'affectation des recettes est soumise, depuis 2013, à un double plafonnement applicable au produit des recettes de la TA-CFE, d'une part, et de la TA-CVAE, d'autre part.

Les montants de ces plafonds sont à ce jour respectivement fixés à 280 millions d'euros et 245,117 millions d'euros, soit un total de 525,117 millions d'euros. Dans un contexte de réforme des missions et de réorganisation des CCI, ce montant a été progressivement réduit, de près de 62 % depuis 2013.

Le présent article 28 prévoyait dans sa version initiale une baisse du plafond d'affectation des recettes de la TA-CFE en 2024 de 25 millions d'euros par rapport à 2023. L'évaluation préalable de l'article mentionnait en outre que la baisse de la TCCI devait atteindre 100 millions d'euros en 2027, à raison de 25 millions d'euros de baisse annuelle.

Dans le texte sur lequel il a engagé sa responsabilité, le Gouvernement a repris des amendements de nos collègues députés substituant à cette baisse du plafond de recettes un prélèvement de même montant sur les fonds de roulement du réseau des CCI. Néanmoins, il a en outre intégré un sous-amendement de sa part visant à porter ledit prélèvement à 40 millions d'euros.

En l'absence de toute justification sur les raisons de cette évolution en cours de discussion parlementaire, le présent amendement vise à revenir à l'esprit des amendements de nos collègues députés en fixant le prélèvement à 25 millions d'euros.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

C	
G	

### ARTICLE 28

Alinéa 89

Rédiger ainsi cet alinéa :

1° Les mots : « À compter de 2006 » sont remplacés par les mots : « En 2024 » ;

### OBJET

La présent amendement, d'ordre rédactionnel, vise à clarifier la portée de la modification des modalités de calcul de la contribution de l'État au financement du Bataillon des marins pompiers de Marseille proposée au présent article 28.

Le montant de cette contribution, versée sous la forme d'un transfert d'une fraction de la taxe sur les conventions d'assurances (TSA), est fixée à 10 millions d'euros depuis 2006. Elle serait portée à 15 millions d'euros en 2024 puis évoluerait comme la dynamique nationale de cet impôt.

Le dernier alinéa du I de l'article 53 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005 qui résulterait de l'adoption du dispositif proposé prévoirait le versement à la Ville de Marseille d'une fraction de TSCA de 15 millions d'euros « à compter de 2024 ». Il est proposé de prévoir que ce montant soit versé « en 2024 » afin de ne pas laisser subsister d'ambiguïté sur le caractère dynamique de ce transfert.





**A M E N D E M E N T**

C	
G	

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

ARTICLE 31

Rédiger ainsi cet article :

À la seconde phrase du 2° du 1 du VI de l'article 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, l'année : « 2023 » est remplacée par l'année : « 2024 ».

**OBJET**

Cet amendement tire les conséquences de l'amendement adopté par la commission des finances sur le compte de concours financiers "Avances à l'audiovisuel public", qui prévoit de maintenir la fraction de taxe sur la valeur ajoutée accordée en 2024 aux sociétés de l'audiovisuel public au niveau de 2023.

En conséquence, il est nécessaire par coordination de revenir sur la hausse de 209 millions d'euros en 2024 prévue à l'article 31. Elle s'ajouterait à celle de 114 millions d'euros déjà constatée entre 2022 et 2023.

Le remplacement de la contribution à l'audiovisuel public par l'affectation d'une part du produit de la TVA ne constitue qu'une solution transitoire et ne sera plus compatible avec la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) dès le 1<sup>er</sup> janvier 2025. Alors que le temps presse désormais, le Gouvernement n'a toujours avancé ni piste ni calendrier pour l'établissement d'un nouveau mode de financement de l'audiovisuel public en 2025. Il semble incompréhensible, au regard de l'ampleur des enjeux et de la proximité de l'échéance, que le Gouvernement ne s'inquiète pas davantage de l'absence de prévisibilité de la ressource pour l'ensemble des six sociétés de l'audiovisuel public. Le risque est grand de voir pérennisée dans l'urgence et sans consultation une solution initialement présentée comme transitoire et qui nécessiterait une révision de la LOLF.

En outre, alors que le coût de l'audiovisuel public devrait dépasser 4,15 milliards d'euros en 2027, il est indispensable de mener à bien une réforme structurelle sur la gouvernance et les missions de l'audiovisuel public. Le Gouvernement ne semble pourtant pas prêt à s'emparer des multiples propositions du Sénat, alors que, au vu des montants toujours plus conséquents, le *statu quo* n'est pas tenable.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. HUSSON

au nom de la commission des finances

C	
G	

ARTICLE 32

## I. – Alinéa 2

Rédiger ainsi cet alinéa :

1° Au premier alinéa, après le taux : « 28,48 % », sont insérés les mots : « minorée d'un montant de 2,5 milliards d'euros en 2024, »

## II. – Alinéa 3

Supprimer cet alinéa.

**OBJET**

Cet amendement vise à supprimer le transfert à la sécurité sociale des 194 millions d'euros de « gains » résultant pour le régime de la fonction publique d'État (FPE), géré par le compte d'affectation spéciale (CAS) « Pensions », de la réforme des retraites votée en avril dernier.

La majoration de 0,09 point de la fraction de TVA affectée à la sécurité sociale prévue par l'article 32 correspond à un transfert de 194 millions d'euros de l'État à la sécurité sociale. Or, si le Gouvernement fait valoir que ce transfert vise à « partager les gains de la réforme des retraites » de 2023 entre le régime de la FPE et l'ensemble du système de retraites, il convient de rappeler que la situation du CAS « Pensions » ne permet en aucun cas un tel transfert.

En effet, le CAS « Pensions » est déficitaire depuis plusieurs années, et son solde cumulé deviendra négatif dès 2026, comme l'a relevé dans son rapport notre collègue Sylvie Vermeillet, rapporteure spéciale des crédits du CAS. Ce déficit devrait conduire à un relèvement des taux de cotisation employeur de l'État, déjà très élevés. Il paraît donc délicat de parler de « gains » de la réforme pour un régime dont la situation démographique et les perspectives financières sont à ce point dégradées.

En outre, aucune réponse gouvernementale n'a pu être apportée à la question de la soutenabilité des équilibres financiers du CAS, alors même que l'impasse de financement est proche. Dans ces conditions, réduire de 194 millions les recettes du CAS paraît inconséquent, c'est pourquoi cet amendement propose de supprimer ce transfert.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme MULLER-BRONN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS**

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. - Au premier alinéa du I de l'article 278-0 bis A, après le mot : « énergétique », sont insérés les mots : « , ainsi que les travaux induits qui leur sont indissociablement liés, ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à sécuriser juridiquement et clarifier, pour les professionnels et les particuliers, l'application du taux réduit de TVA à 5,5% des travaux induits et indissociablement liés aux travaux de rénovation énergétique.

En effet, lors de prestations de rénovation énergétique soumis à la TVA à 5,5%, plusieurs travaux induits et indissociablement liés sont souvent indispensables. Par exemple, lors de l'installation des pompes à chaleur ou d'équipements de production d'énergie utilisant une source d'ENR, l'adaptation du local recevant les équipements, les éventuelles modifications de l'installation électrique, ou encore l'installation d'un système de ventilation sont nécessaires.

Compte tenu de leur nature, ces travaux peuvent être réalisés par des entreprises artisanales différentes mais sont indissociablement liés aux travaux de rénovation énergétique et sont donc soumis au taux réduit de TVA.

Or, depuis sa réécriture en 2022, l'article 278-O bis A du CGI, relatif au taux réduit de TVA pour les travaux de rénovation énergétique, ne mentionne plus les travaux induits indissociablement liés. Cette situation a engendré une grande confusion et une insécurité juridique manifeste pour les acteurs de terrain et freine les objectifs de la trajectoire de performance énergétique et de décarbonation.

Cet amendement permet donc de lever toute confusion et sécuriser juridiquement l'ensemble du dispositif de taux réduit applicable aux travaux de rénovation énergétique.







## AMENDEMENT

présenté par

Mme MULLER-BRONN

C	
G	

### ARTICLE 6

I. – Alinéas 25, 28 à 31, 37 et 38

Supprimer ces alinéas.

II. – Alinéa 39

Supprimer les mots : et montants mentionnés aux 1° et 2°

III. – Alinéa 40

Supprimer cet alinéa.

### OBJET

Compte tenu des enjeux propres au vieillissement de la population et de la volonté de donner à chacun la possibilité de résider à son domicile, il convient de favoriser l'adaptation des logements à un maximum de contribuables.

Cet amendement vise donc à rétablir l'éligibilité au crédit d'impôt :

- des équipements spécialement conçus pour l'accessibilité des logements aux personnes âgées et handicapées, pour l'ensemble des contribuables ;
- des équipements permettant l'adaptation des logements à la perte d'autonomie ou au handicap, pour les foyers fiscaux dont l'un des membres est en situation de handicap ou de perte d'autonomie.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LAFON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 NOVODECIES

Après l'article 5 novodecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après la section II bis du chapitre I bis du titre III de la deuxième partie du livre premier du code général des impôts, est insérée une section II ter ainsi rédigée :

« Section II ter : Taxe sur la diffusion en ligne d'enregistrements phonographiques musicaux ou de vidéomusiques

« Art. 1609 sexdecies C. – I. – Il est institué une taxe sur la diffusion en ligne d'enregistrements phonographiques musicaux ou de vidéomusiques due à raison des opérations :

« 1° De mise à disposition du public de services permettant l'accès à des enregistrements phonographiques musicaux ou des vidéomusiques, sur demande individuelle formulée par voie de communications électroniques dans le cadre des diffusions en flux et mis à disposition à titre onéreux à des personnes autres que des entreprises qui sont établies, ont leur domicile ou ont leur résidence habituelle en France ;

« 2° De mise à disposition du public de services de diffusion de messages publicitaires et de parrainage sur un service permettant l'accès à des enregistrements phonographiques musicaux ou des vidéomusiques, sur demande individuelle formulée par voie de communications électroniques et destiné à des personnes autres que des entreprises qui sont établies, ont leur domicile ou ont leur résidence habituelle en France ;

« 3° Sont exonérés les services répondant aux conditions cumulatives suivantes :

« a) L'accès aux enregistrements phonographiques musicaux ou vidéomusiques présente un caractère accessoire ;

« b) Leur objet principal n'est ni l'information du public ni la promotion auprès du public d'œuvres musicales, ni la fourniture d'informations relatives à ces œuvres.

« II. – Sont redevables de la taxe les personnes, qu'elles soient établies en France ou hors de France, qui mettent à disposition du public les services mentionnés au I.

« III. – La taxe est assise sur le montant, hors taxe sur la valeur ajoutée, du prix acquitté en contrepartie de l'accès aux services mentionnés au I.

« Ces sommes font l'objet d'un abattement de 66 % pour les services fournis à titre gratuit donnant l'accès à des contenus audiovisuels créés par des utilisateurs privés à des fins de partage et d'échanges

au sein de communautés d'intérêt. À cette fin, les contreparties encaissées par une personne autre que le fournisseur qui sont reversées sont réputées être encaissées par le bénéficiaire de ce reversement. Lorsque plusieurs personnes sont redevables au titre d'un même service mentionné au présent I, le montant de la taxe est établi séparément pour chacune d'elles à partir des seules contreparties qu'elle a encaissées.

« Sont réputés constituer la contrepartie des services mentionnés au I :

« 1° Les prix perçus par les redevables concernés pour l'accès aux services mentionnés au 1° du I ;

« 2° Les sommes versées par les annonceurs et les parrains aux redevables pour la diffusion de leurs messages publicitaires et de parrainage sur les services mentionnés au 2° du I.

« Pour chaque opération, sont, le cas échéant, déduits de ces prix les montants acquittés au titre des impositions de toutes natures mises en place dans un autre État membre de l'Union européenne et portant spécifiquement sur ces services.

« IV. – L'exigibilité de la taxe intervient lors de l'encaissement d'une ou plusieurs contreparties d'un service taxable mentionné au I.

« V. – Le taux de la taxe appliqué au montant de la somme des contreparties est fixé à :

« 1° Pour les services mentionnés au 1° du I :

« a) 0 % pour la fraction inférieure à 20 millions d'euros ;

« b) 1,25 % pour la fraction comprise entre 20 millions d'euros et 400 millions d'euros ;

« c) 1,75 % pour la fraction supérieure à 400 millions d'euros ;

« 2° Pour les services mentionnés au 2° du I : 1,75 %.

« VI. – Par dérogation au V, pour les entreprises dont le montant des sommes encaissées en contrepartie des services mentionnés au 1° du I fournis au niveau mondial l'année civile précédente est inférieur à 750 millions d'euros, le taux est de :

« 1° Pour la fraction relevant du taux défini au b du 1° du V :

« a) 0,5 % pour l'imposition établie au titre de 2024 ;

« b) 1 % pour l'imposition établie au titre de 2025 ;

« 2° Pour la fraction relevant du taux défini au c du 1° du V :

« a) 1 % pour l'imposition établie au titre de 2024 ;

« b) 1,5 % pour l'imposition établie au titre de 2025.

« VII. – La taxe est constatée, liquidée, recouvrée et contrôlée selon les mêmes sanctions garanties, sûretés et privilèges que la taxe sur la valeur ajoutée. Les réclamations sont présentées, instruites et jugées selon les mêmes règles applicables à cette même taxe.

« VIII. – Le produit de la taxe est affecté au Centre national de la musique dans la limite d'un plafond annuel. »

II. – Après l'article L. 163 du livre des procédures fiscales, il est inséré un article L. 163 bis ainsi rédigé :

« Art. L. 163 bis. – Le Centre national de la musique peut recevoir de l’administration des impôts tous les renseignements relatifs au montant de la taxe mentionnée à l’article 1609 sexdecies C du code général des impôts. »

### **OBJET**

Le Centre national de la Musique (CNM) a été créé par la loi du 30 octobre 2019, après neuf années de réflexion de la part des pouvoirs publics et de la filière. Dès cette date, la commission de la culture, par la voix de son rapporteur Jean-Raymond Hugonet, avait marqué son fort soutien à cette initiative, mais également sa préoccupation quant aux moyens qui allaient permettre au CNM d’exercer une action significative sur le secteur. Les ressources initialement allouées étaient en effet inférieures à ce qui avait été envisagé dans les travaux préparatoires, la question autant alors renvoyée à plus tard.

Cependant, la crise pandémique qui a balayé le secteur a occupé toutes les énergies. Le CNM s’est trouvé dès sa constitution en charge du soutien au secteur, et a ainsi été amené à gérer les plus de 500 millions d’euros affectés par les pouvoirs publics pour éviter littéralement un naufrage de la création et de la filière du spectacle. Si du temps a été perdu sur la pérennité des financements, il a cependant été gagné par le CNM en termes de légitimité. Il a ainsi, de l’aveu général, exercé dans des conditions plus que complexes une action décisive et unanimement saluée par l’ensemble de la filière.

Aujourd’hui arrive pourtant l’heure des décisions, d’autant plus que les ressources initialement allouées se sont avérées inférieures aux prévisions en raison de l’impact de la pandémie et d’une décision de la cour de Justice de l’Union européenne. Le sujet des modalités de financement pérenne du Centre doit donc être traité. En effet, si le CNM a pu poursuivre son activité de soutien en 2023, c’est grâce aux reliquats des crédits d’urgence. En 2024, si aucune décision n’est prise, le montant des aides sélectives passera de 65 millions d’euros en 2023 à 25 millions, soit une baisse de plus de 60 %.

Le Gouvernement a donc confié l’année dernière une mission sur le futur du CNM à l’ancien rapporteur pour avis de la commission de la culture Julien Bargeton. Rendu le 20 avril 2023, après un travail minutieux d’écoute et d’analyse, le rapport conclut sans ambiguïté à la nécessité de prévoir des modalités de financement solides pour le CNM, et met en avant la solution d’une taxe sur les écoutes en ligne, dite « taxe streaming ». Cette proposition a d’ailleurs été soutenue par le Président de la République dans une déclaration du 21 juin dernier.

Le Gouvernement a jusqu’à présent privilégié le recours à des contributions « volontaires » des plateformes, en espérant que ces dernières s’engageraient pour un montant satisfaisant. Cet espoir a été réaffirmé par la ministre de la culture lors de son audition devant la commission de la culture le 25 octobre, et explique probablement pourquoi trois amendements identiques portés par les groupes Renaissance, Modem et Horizon créant la taxe « streaming » n’ont pas été retenus dans le cadre de l’utilisation de l’article 49-3 de la Constitution. Cependant, à date, les engagements sont très loin de correspondre aux besoins même minorés du CNM.

L’objet du présent amendement est donc d’instaurer une taxe sur l’écoute en ligne et de mettre ainsi à contribution, selon des modalités équilibrées, les plateformes d’écoute de musique gratuites et payantes.

Cette taxe suscite cependant de fortes oppositions du secteur de la musique enregistrée. Pour autant, il convient de replacer cette taxation dans le cadre global du marché de la musique.

Sans retrouver le niveau du pic de 2002, le chiffre d’affaire de la musique enregistrée s’est établi à 920 millions d’euros en 2022, dont 680 millions pour le numérique (streaming payant, vidéo et financé par la publicité), devenu la première ressource du secteur. En 2023, le secteur de la musique enregistrée devrait connaître sa 7<sup>ème</sup> année consécutive de hausse, avec une progression de 10 % au premier

semestre. Il s'agit donc d'un secteur en croissance, et rien ne permet de penser que le faible niveau de taxation envisagé par le présent amendement entraverait la dynamique du secteur. Bien au contraire, en confortant la création française via le soutien aux artistes, il agit comme un mécanisme vertueux, sur le modèle éprouvé depuis plus de 70 ans avec le Centre National du Cinéma.

Conformément à la préconisation du rapport, il est donc proposé d'appliquer un taux marginal (1,75 %) à une assiette élargie (chiffre d'affaires publicitaire et généré les abonnements). S'agissant de l'imposition du chiffre d'affaires des services d'accès par abonnement, il est en outre proposé d'introduire des mécanismes de progressivité pour préserver les équilibres économiques de la filière.

Tel est l'objet du présent amendement, qui permet d'assurer la cohérence temporelle de l'action publique en mettant à niveau des engagements et des espoirs de 2019 les moyens du CNM.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Laure DARCOS, MM. VERZELEN, Alain MARC, CHEVALIER, WATTEBLED, CHASSEING,  
GRAND et CAPUS et Mme PAOLI-GAGIN

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEXDECIES**

Après l'article 3 sexdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après la deuxième phrase du premier alinéa du 2 du II de l'article 1691 bis du code général des impôts, sont insérées trois phrases ainsi rédigées : « La situation patrimoniale nette du demandeur est appréciée, à la date de la demande, en tenant compte de l'ensemble des éléments constitutifs du patrimoine immobilier et mobilier du demandeur détenu en France ou à l'étranger, à l'exclusion du patrimoine détenu par les personnes vivant habituellement avec lui. Les biens à exclure de la situation patrimoniale du demandeur s'entendent de la résidence principale dont le demandeur est propriétaire ou titulaire d'un droit réel immobilier et des biens immobiliers et droits réels immobiliers détenus par le demandeur antérieurement à la date du mariage ou du pacte civil de solidarité. En outre, le patrimoine du demandeur reçu par donation ou succession n'est pas pris en compte pour apprécier sa situation patrimoniale. »

II. – Le I est applicable aux demandes en décharge de l'obligation de paiement déposées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le principe de solidarité fiscale est un principe qui prévoit que chacun des époux ou des partenaires de pacte civil de solidarité peut être recherché pour le paiement du montant total de l'imposition dû pendant la période de leur union sans qu'il y ait lieu de procéder entre eux à une répartition de la dette fiscale du foyer. Ainsi, en cas de divorce ou de dissolution du PACS, les ex-conjoints restent tenus solidairement des sommes dues pendant la période de vie commune.

Or, dans certains cas, une dette fiscale peut peser injustement et lourdement sur l'un des ex-conjoints. Il s'agit des femmes dans plus de 90 % des cas. Leur situation économique peut devenir dramatique avec l'exigence du paiement d'impositions dont elles n'avaient pas connaissance ou sur des revenus dont elles n'ont pas bénéficié.

Pour remédier à ces situations, la loi de finances pour 2008 a créé une décharge de solidarité fiscale, accordée sous trois conditions. La troisième, l'exigence d'une disproportion marquée entre le montant

de la dette et la situation financière et patrimoniale du débiteur, est difficile à remplir en raison de l'interprétation extensive de la loi faite par l'administration fiscale.

La loi de finances pour 2022 a assoupli l'une des conditions d'appréciation, celle afférant à la situation financière nette, désormais appréciée sur une période n'excédant pas trois années.

Toutefois, l'assouplissement obtenu n'a pas eu l'effet escompté sur la situation des débiteurs concernés. Ainsi, 59 % des demandes de décharge de l'obligation de paiement étaient toujours rejetées en 2022.

La raison de cette évolution marginale réside dans le fait que la situation patrimoniale est examinée préalablement à la situation financière. Dès que le patrimoine est supérieur à la dette, la décharge est rejetée et la situation financière n'est pas prise en compte.

Le présent amendement vise ainsi à encadrer l'appréciation de la situation patrimoniale du demandeur et à exclure la résidence principale dont le demandeur est propriétaire, les biens immobiliers détenus antérieurement à la date de son mariage ou de son Pacs, ainsi que le patrimoine reçu par donation ou succession.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme LAVARDE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 14**

Après l'article 14

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après la section 4 du chapitre I<sup>er</sup> du titre VI du livre II de la troisième partie du code du travail, est insérée une section ainsi rédigée

« Section 4 bis

Crédit mobilité

« Art L 3261-12. I. – L'employeur peut prendre en charge, dans les conditions définies par l'article L. 3261-13, tout ou partie des frais engagés par ses salariés utilisant leur véhicule personnel à des fins personnelles et professionnelles à travers le versement d'un crédit mobilité.

« II. – Le bénéfice du crédit mobilité est exclusif :

« 1° Des indemnités forfaitaires kilométriques telles que visées par l'article 4 de l'arrêté du 20 décembre 2002 relatif aux frais professionnels déductibles pour le calcul des cotisations de sécurité sociale ;

« 2° De la prise en charge par l'employeur, telle que définie par l'article L. 3261-3 du code du travail, des frais engagés pour leur déplacement entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail ;

« 3° De la mise à leur disposition permanente d'un véhicule tel que visé par l'article 3 ou 3 bis de l'arrêté du 10 décembre 2002 relatif à l'évaluation des avantages en nature en vue du calcul des cotisations de sécurité sociale.

« Art. L. 3261-13. I. – Sous réserve du respect des dispositions du présent article, le montant, les modalités et les critères d'attribution du crédit mobilité sont déterminés soit par accord collectif, soit par décision unilatérale de l'employeur, après consultation du comité social et économique, s'il existe.

« II. – Le crédit mobilité a un caractère annuel. Il peut, dans les conditions définies par l'accord ou la décision unilatérale visés au I, être versé selon une périodicité différente.

« III. – Le crédit mobilité peut être versé au bénéfice de tout ou partie des salariés de l'entreprise, selon les conditions et critères définis par l'accord ou la décision unilatérale visés au I.

« IV. – Le montant du crédit mobilité peut être uniforme ou modulé selon les salariés, dans les conditions définies par l'accord ou la décision unilatérale de l'employeur visés au I. Le montant du crédit mobilité est plafonné selon les modalités suivantes :

« 1° Si le véhicule personnel du salarié qu'il utilise habituellement est un véhicule acheté, dont la date de première circulation est inférieure à 5 ans au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de versement du crédit mobilité, le montant maximal du « crédit mobilité » est plafonné à hauteur de la somme de l'amortissement correspondant à 20 % du prix d'achat effectivement payé par le salarié toutes taxes comprises, de la valeur des assurances, frais d'entretien et taxes pris en charge selon les modalités définies au V.

« 2° Si le véhicule personnel du salarié qu'il utilise habituellement est un véhicule acheté, dont la date de première circulation est supérieure à 5 ans au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de versement du crédit mobilité, le montant maximal du « crédit mobilité » est plafonné à hauteur de la somme de l'amortissement correspondant à 10 % du prix d'achat effectivement payé par le salarié toutes taxes comprises, de la valeur des assurances, frais d'entretien et taxes pris en charge selon les modalités définies au V.

« Pour l'application du 1° ou du 2° , si le véhicule acheté est un véhicule d'occasion, l'âge du véhicule s'apprécie par rapport à la date de première mise en circulation, telle qu'elle figure sur la carte grise.

« 3° Si le véhicule personnel du salarié qu'il utilise habituellement est un véhicule loué, le montant maximal du « crédit mobilité » est plafonné à hauteur du coût global annuel de la location, de l'entretien et de l'assurance, toutes taxes comprises.

« V. – L'accord ou la décision unilatérale visés au I définit, le cas échéant, les conditions de prise en charge des frais de carburant ou d'électricité professionnels et le cas échéant personnels s'ajoutant au crédit mobilité.

« VI. – Pour l'application du présent article, les salariés bénéficiaires du crédit mobilité devront fournir annuellement à l'employeur, à une date fixée par l'accord ou la décision unilatérale visés au I, tous documents justificatifs sur la nature et l'ancienneté du véhicule utilisé.

« Art. L. 3261-14. Le montant du crédit mobilité attribué dans les conditions définies par l'article L. 3261-13 est soumis aux cotisations et contributions sociales dont l'assiette est définie en application de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale et à l'impôt sur le revenu à hauteur de :

« 1° 30 % du montant du crédit mobilité si l'employeur ne prend pas en charge des frais de carburant ou d'électricité personnels ;

« 2° 40 % du montant du crédit mobilité et des frais de carburant ou d'électricité effectivement supportés si l'employeur prend en charge au moins en partie les frais de carburant ou d'électricité personnels ou professionnels.

« Art. L. 3261-15. La gestion du crédit mobilité peut être externalisée auprès d'une entreprise tierce. »

II. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du II est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

## **OBJET**

A la suite de la promulgation de loi d'orientation des mobilités (LOM), certaines entreprises ont souhaité mettre en place des dispositifs incitatifs et alternatifs à la voiture de fonction permettant de développer des mobilités plus vertueuses.

Ainsi une entreprise propose depuis 2021 aux cadres dirigeants et cadre supérieurs de l'entreprise de remplacer leurs véhicules de fonction par l'un des dispositifs suivants :

- Renonciation au bénéfice d'un véhicule de fonction en contrepartie d'un crédit mobilité ;
- Remise d'un véhicule de fonction plus petit et électrique auquel est également associé un crédit mobilité.

A date, le seul moyen pour les entreprises françaises d'indemniser les salariés en raison de l'usage à des fins professionnelles de leur véhicule personnel est le recours aux indemnités kilométriques. Ce mode d'indemnisation est particulièrement lourd administrativement pour les entreprises (relevés kilométriques, attestation de non covoiturage). Il est par ailleurs beaucoup moins avantageux pour le salarié que la mise à disposition d'un véhicule professionnel qui peut être utilisé à des fins personnelles par un salarié.

L'entreprise a envisagé dans un premier temps de traiter le sujet de la flotte de véhicule de fonction au travers du Forfait Mobilité Durable (FMD), qui bénéficie d'un traitement fiscal et social clair en termes d'exonérations : remplacer le véhicule de fonction par un montant forfaitaire dédié à la mobilité, tout en conservant la logique d'avantage « statutaire ». L'entreprise a renoncé à recourir au FMD pour les raisons suivantes :

- Le traitement social et fiscal ainsi que la valorisation de l'avantage d'un véhicule de fonction par rapport au coût que représente un véhicule personnel rendent cet avantage très attractif et compétitif, très éloigné de l'avantage que représente le FMD (exonération proposée à hauteur de 700 € en 2023, quand, par exemple, un véhicule valorisé en coût annuel 5000 € – assurance, loyer, réparation – ne va représenter que 375 € de prélèvements sociaux) ;
- Le FMD proposé à l'ensemble des collaborateurs permet de financer une partie du trajet domicile / travail, quand le véhicule de fonction est autorisé pour tout type de mobilité, le salarié l'utilisant à des fins professionnelles et personnelles ;
- Le FMD est une disposition légale non obligatoire, mais devant être proposée à tous les collaborateurs dans les mêmes conditions dès lors qu'elle est mise en place, alors que le véhicule de fonction reste un avantage statutaire ou fonctionnel.

L'entreprise a fait le choix d'avoir recours au « Crédit Mobilité ». Ce dispositif a pour objet de compenser tout ou partie le véhicule de fonction par l'octroi d'une enveloppe financière uniquement dédiée aux solutions de mobilités plus vertueuses. Le crédit mobilité ne relevant pas d'un dispositif de régime fiscal et social particulier son traitement conduit à pouvoir le traiter de deux manières possibles :

- Option 1 : Soumettre la totalité du montant à cotisations sociales et impôts et donc considérer le crédit mobilité comme du salaire ;
- Option 2 : Considérer un traitement identique au véhicule de fonction et donc appliquer des règles URSSAF.

L'option 2 est plus favorable aux salariés. Cependant l'absence de cadre législatif sur le traitement dont relève le « Crédit Mobilité » fait courir aux entreprises qui auraient recours aux règles URSSAF un risque de redressement pouvant conduire à payer le complément de cotisations entre l'approche URSSAF et le traitement salarial classique.

Le présent amendement vise donc à clarifier le traitement fiscal et social du « Crédit Mobilité » afin d'en permettre un usage sécurisé par les entreprises. Ce crédit harmonise le régime social et fiscal entre les « avantages en nature » des véhicules mis à la disposition permanente des salariés et les indemnités versées par un employeur à leurs salariés en contrepartie de l'utilisation de leur véhicule

privé. Cette harmonisation se fera d'ailleurs sans perte pour les finances de la Sécurité sociale dans la mesure où une évaluation forfaitaire de l'assiette de l'avantage sera établie selon le montant du « crédit mobilité » accordé.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. VERZELEN, Mme Laure DARCOS et MM. Alain MARC, CHASSEING, BRAULT, CHEVALIER, Louis  
VOGEL et WATTEBLED

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 QUATER**

Après l'article 27 quater

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. Après le quatrième alinéa de l'article 53 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« À compter de 2024, cette fraction de taux est fixée à 12,90 %. »

II. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les services d'incendie et de secours ont été et seront à l'avenir largement sollicités pour lutter contre les conséquences du changement climatique. Ces interventions exceptionnelles se sont ajoutées aux sorties quotidiennes des pompiers qui ne cessent d'augmenter.

Ces événements ont mis en exergue le manque de moyens financiers auquel sont confrontés les services d'incendie et de secours dans l'exercice de leurs missions, récemment accentué par la hausse des coûts de l'énergie et des carburants.

Aussi, afin de donner aux services d'incendie et de secours les moyens nécessaires à l'exercice de leurs missions, cet amendement vise à augmenter la fraction de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance affectée aux départements. Sans obliger les départements à consacrer ce surplus aux SDIS, se rapportant à une fraction qui leur est affectée, les départements s'engagent politiquement à l'utiliser pour financer les SDIS.

Afin de ne pas grever les finances départementales, la part perçue par l'Etat au titre de la TSCA est diminuée à due concurrence.

Enfin, au regard des difficultés financières rencontrées ces dernières années par les SDIS, nous devrions réfléchir à un nouveau mode de répartition de la TSCA afin de donner aux SDIS les moyens nécessaires à l'accomplissement du service public qu'ils rendent chaque jour.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. VERZELEN, Mme Laure DARCOS et MM. Alain MARC, CHASSEING, BRAULT, CHEVALIER et  
WATTEBLED

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER**

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. Le A du 1 de l'article 266 nonies du code des douanes est ainsi modifié :

1° Le tableau du second alinéa du a est ainsi rédigé :

Désignation des installations de stockage de déchets non dangereux concernés	Unité de perception	Quotité 2023	Quotité 2024	Quotité 2025	Quotité 2026	quotité A partir de 2027
B. – Installations autorisées réalisant une valorisation énergétique de plus de 75 % du biogaz capté	Tonne	52	52	52	59	64
C.- Installations autorisées qui sont exploitées selon la méthode du bioréacteur et réalisent une valorisation énergétique du biogaz capté	Tonne	58	58	58	61	64
D. – Installations autorisées relevant à la fois des B et C	Tonne	51	51	51	58	64
E. – Autres installations autorisées	Tonne	61	61	61	63	64

;

2° Le tableau du second alinéa du b est ainsi rédigé :

Désignation des installations de traitement thermique de déchets non dangereux	Unité de perception	Quotité (en euros)				
		2023	2024	2025	2026	A partir de 2027

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

concernés						
A. Installations autorisées dont le système de management de l'énergie a été certifié conforme à la norme internationale ISO 500001 par un organisme accrédité	Tonne	20	20	20	22	25
B.- Installations autorisées dont les valeurs d'émission de Nox sont inférieures à 80 mg/Nm3	Tonne	20	20	20	22	25
C. – Installations autorisées réalisant une valorisation énergétique élevée dont le rendement énergétique est supérieur ou égal à 0,65	Tonne	14	14	14	14	15
D.- Installations relevant à la fois des A et B	Tonne	17	17	17	23	25
E. – Installations relevant à la fois des A et C	Tonne	12	12	12	13	14
F. – Installations relevant à la fois des B et C	Tonne	11	11	11	12	14
G.- Installation relevant à la fois des A, B et C	Tonne	11	11	11	12	14
H. Installations autorisées dont le rendement énergétique est supérieur ou égale à 0,70 et réalisant une valorisation énergétique des résidus à haut pouvoir calorifique qui sont issus des opérations de tri performantes	Tonne	5,5	5,5	5,5	6	7
I.- Autres installations autorisées	Tonne	23	23	23	24	25

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Si l'instauration de la TGAP a fait l'objet d'un consensus à l'époque, son augmentation sèche parce qu'importante et sur un temps restreint intervient à un moment où les collectivités font déjà face à de multiples hausses : de l'énergie, de l'inflation, du point d'indice....

Sans remettre en cause l'objectif de responsabilisation de cette taxe, l'amendement vise à décaler et à étaler davantage l'augmentation de la TGAP.

En effet, le risque est que cette hausse conduise les collectivités à augmenter les TEOM et REOM alors que les particuliers fournissent des efforts et auront par conséquent l'impression d'être pénalisés en voyant leur facture augmenter.

Aussi, il convient d'adopter un comportement transitoire afin d'accompagner les collectivités et les particuliers vers une trajectoire de réduction des déchets raisonnée.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. VERZELEN, Mme Laure DARCOS et MM. Alain MARC, CHASSEING, BRAULT et WATTEBLED

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER**

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Dans les six mois suivants la promulgation de la loi de finances 2024, le Gouvernement remet au Parlement un rapport sur l'opportunité, l'intérêt et les conséquences d'une telle augmentation de la taxe générale sur les activités polluantes au regard de l'engagement avéré des acteurs du secteur pour réduire les déchets.

**OBJET**

Si l'instauration de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) a fait l'objet d'un consensus à l'époque, son augmentation sèche parce qu'importante et sur un temps restreint intervient à un moment où les collectivités font déjà face à de multiples hausses : de l'énergie, de l'inflation, du point d'indice....

Sans remettre en cause l'objectif de responsabilisation, il semble que les collectivités, ainsi que les particuliers, ont pris conscience des enjeux en matière de réduction de déchets et se sont déjà engagés dans cette voie.

Cette hausse risque donc de conduire les collectivités à augmenter les TEOM et REOM alors que les particuliers fournissent des efforts et auront par conséquent l'impression d'être pénalisés en voyant leur facture augmenter.

Aussi, il semble opportun que le Gouvernement fournisse au Parlement un rapport sur tous les effets que pourraient produire la hausse de la TGAP afin d'éclairer les pouvoirs publics sur la politique à mener en la matière.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Laure DARCOS, MM. VERZELEN, Alain MARC, CHEVALIER, WATTEBLED, CHASSEING, GRAND, BRAULT et CAPUS et Mme PAOLI-GAGIN

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 DUOVICIES**

Après l'article 5 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le deuxième alinéa du V de l'article 1609 sexdecies B du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Pour les redevables mentionnés au 2° du II, la taxe est calculée à partir d'un chiffre d'affaires excédant cinq millions d'euros hors taxes sur la base d'imposition. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à créer un seuil de déclenchement de la taxe sur la diffusion en vidéo physique et en ligne de contenus audiovisuels (TSV) pour les éditeurs de services de vidéo à la demande réalisant plus de cinq millions d'euros de chiffres d'affaires.

Cette mesure permettra d'atténuer l'impact considérable de l'augmentation du taux de la taxe (+157,5 %) intervenue en 2020, qui a tout particulièrement pénalisé les acteurs français de la vidéo à la demande et entraîné une diminution des versements au profit des acteurs du cinéma français.

Elle ne concernerait que les acteurs du marché de la vidéo à la demande les plus fragiles représentés par une quinzaine d'entreprises, en majorité nationales, qui doivent faire face à une très forte concurrence dans un paysage d'offres multiples largement dominé par les grandes plateformes internationales.

Cet amendement aura un effet très limité sur les ressources du Centre national du cinéma et de l'image animée, de l'ordre de cinq millions d'euros. L'exonération pour les entreprises réalisant moins de cinq millions d'euros de chiffre d'affaire sera compensé par le très fort dynamisme de la TSV (107,4 M€ en 2022 et 131,2 M€ estimés en 2023).





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. BRISSON, Mmes LAVARDE et GRUNY, MM. BURGOA, BOUCHET, Jean-Baptiste BLANC, PANUNZI, LEFÈVRE, Henri LEROY et PIEDNOIR, Mmes DUMAS, LASSARADE et JOSENDE, MM. SAURY et LAMÉNIE, Mme MULLER-BRONN, MM. MILON et GENET, Mme BONFANTI-DOSSAT et M. BELIN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 10 TER**

Rédiger ainsi cet article :

Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 4° de l'article 261 D est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ... Aux locations de meublés de tourisme au sens du I de l'article L. 324-1-1 du code du tourisme. » ;

2° Après le III de l'article 293 B, il est inséré un paragraphe ainsi rédigé :

« ... Le chiffre d'affaires limite de la franchise prévue au I est fixé à 15 000 € pour les locations de meublés de tourisme au sens du I de l'article L. 324-1-1 du code de tourisme. »

**OBJET**

L'article 10 ter est issu d'un amendement du Gouvernement à l'Assemblée nationale et consiste à modifier le régime de TVA applicable au secteur hôtelier et aux locations touristiques.

Les locations de meublés de tourisme se sont, en effet, considérablement développées dans toutes les zones touristiques avec l'apparition des plateformes de location. En pratique, ces activités sont aujourd'hui en concurrence directe avec les activités traditionnelles d'hébergement. Or, contrairement aux hôtels, les locations de meublés de tourisme ne sont soumises à la TVA que si elles sont assorties d'au moins trois des prestations para-hôtelières suivantes : le petit déjeuner, le nettoyage régulier des locaux, la fourniture de linge de maison, et la réception de la clientèle. Le Conseil d'État vient de confirmer dans un avis du 5 juillet 2023 que ces critères n'étaient pas conformes au droit communautaire et créaient une distorsion de concurrence.

Pour mettre fin à cette distorsion de concurrence, au lieu de proposer la taxation à la TVA des locations de meublés de tourisme, le Gouvernement propose au contraire, d'étendre au secteur hôtelier les critères des locations de meublés de tourisme. En d'autres termes, le Gouvernement propose de ne rien changer puisqu'en pratique les locations de meublés de tourisme resteront toujours exonérées de TVA et les chambres d'hôtels resteront soumises à la TVA. Par conséquent, la proposition du Gouvernement dans ce projet de loi consiste à généraliser le modèle « Airbnb » au secteur de l'hôtellerie.

Par ailleurs, le Gouvernement, avec cet amendement va inciter à l'émergence d'hôtels sans services, ce qui ne sera pas sans conséquence sur l'emploi.

Enfin, la proposition du Gouvernement étant dépourvue de toute analyse économique, il ne peut être exclu que certains petits hôtels se retrouvent immédiatement exonérés de TVA avec pour conséquence de devoir reverser la TVA qu'ils ont pu déduire sur des travaux.

Cet amendement vise donc d'une part à assujettir à la TVA les locations de meublés de tourisme et d'autre part à abaisser le seuil de la franchise de la TVA à 15 000 € de recettes annuelles pour ce type d'activités.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. BRISSON, Mme LAVARDE, M. LEFÈVRE, Mme GRUNY, MM. BURGOA, BOUCHET, Jean-Baptiste BLANC, PANUNZI, Henri LEROY et PIEDNOIR, Mmes DUMAS, LASSARADE et JOSENDE, MM. SAURY et LAMÉNIE, Mme MULLER-BRONN, MM. MILON et GENET, Mme BONFANTI-DOSSAT et M. BELIN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 5 DUODECIES

Rédiger ainsi cet article :

I. - L'article 50-0 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 1 est ainsi rédigé :

« 1. Sont soumises au régime défini au présent article pour l'imposition de leurs bénéfices les entreprises dont le chiffre d'affaires hors taxes, ajusté s'il y a lieu au prorata du temps d'exploitation au cours de l'année de référence, n'excède pas, l'année civile précédente ou la pénultième année :

« 1° 188 700 € s'il s'agit d'entreprises dont le commerce principal est de vendre des marchandises, objets, fournitures et denrées à emporter ou à consommer sur place ou de fournir le logement, à l'exclusion de la location directe ou indirecte de locaux d'habitation meublés ou destinés à être loués meublés, autres que ceux mentionnés au 3° du III de l'article 1407 ;

« 2° 15 000 € s'il s'agit de la location directe ou indirecte de meublés de tourisme au sens de l'article L324-1-1 du code de tourisme ;

« 3° 77 700 € s'il s'agit d'autres entreprises.

« Lorsque l'activité d'une entreprise se rattache aux trois catégories définies aux 1°, 2° et 3°, le régime défini au présent article n'est applicable que si le chiffre d'affaires hors taxes global de l'entreprise respecte la limite mentionnée au 1° et si :

« - le chiffre d'affaires hors taxes afférent aux activités de la catégorie mentionnée au 2° respecte la limite mentionnée au même 2° et ;

« - le chiffre d'affaires hors taxes afférent aux activités de la catégorie mentionnée au 3° respecte la limite mentionnée au même 3° .

« Le résultat imposable, avant prise en compte des plus ou moins-values provenant de la cession des biens affectés à l'exploitation, est égal au montant du chiffre d'affaires hors taxes diminué d'un abattement, qui ne peut être inférieur à 305 €, de :

« a) 71 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 1° ;

« b) 30 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 2° ;

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

« c) 50 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 3° .

« Les plus ou moins-values mentionnées au cinquième alinéa sont déterminées et imposées dans les conditions prévues aux articles 39 duodecies à 39 quindecies, sous réserve des dispositions de l'article 151 septies. Pour l'application de la phrase précédente, les abattements mentionnés au huitième alinéa sont réputés tenir compte des amortissements pratiqués selon le mode linéaire.

« Les entreprises qui relèvent du présent régime bénéficient d'un abattement supplémentaire de 21 % pour le chiffre d'affaires afférent à leur activité de location de locaux classés meubles de tourisme mentionnés au 2° du III de l'article 1407, lorsque ces derniers ne sont pas situés dans des zones géographiques se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements, sous réserve que le chiffre d'affaires hors taxes, ajusté s'il y a lieu au prorata du temps d'exploitation au cours de l'année de référence, afférent à l'ensemble des activités de location de locaux meublés mentionnées au présent 1 n'excède pas au cours de l'année civile précédente 15 000 €. Le bénéfice de cet abattement supplémentaire est subordonné au respect du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2011 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

« Les seuils mentionnés au présent 1 sont actualisés tous les trois ans dans la même proportion que l'évolution triennale de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu et arrondis à la centaine d'euros la plus proche. » ;

2° Au a du 2, les mots : « 1° et 2° » sont remplacés par les mots : « 1° , 2° et 3° ».

II. Au premier alinéa du III de l'article 151-0 du code général des impôts, le mot : « sixième » est remplacé par le mot : « douzième ».

### **OBJET**

Les locations de meublés de tourisme se sont considérablement développées dans toutes les zones touristiques avec l'apparition des plateformes de location. En pratique, ces locations réduisent l'offre de logements pour les habitants de ces zones touristiques et alimentent ainsi largement la crise du logement qui se généralise sur le territoire français.

L'un des leviers identifiés pour remédier à cette crise est la fiscalité applicable aux locations de meublés touristiques qui bénéficient d'une véritable niche fiscale. Celle-ci restreint les possibilités d'accéder à un logement puisque ces locations de non taxées à l'impôt sur le revenu qu'après application d'un abattement forfaitaire pour charges de 50 % ou même de 71 % s'il s'agit de meublés de tourisme classés.

Le Gouvernement propose de modifier ce régime en prévoyant que la location de meublés de tourisme soit identique à celle des meublés classiques, soit un abattement de 50 % dans la limite d'un plafond de recettes de 77 700 €. Par ailleurs, pour les meublés classés situés en zones rurales, le taux d'abattement serait maintenu à 71 % mais avec un plafond de recettes abaissé à 50 000 €.

Ces propositions vont dans le bon sens mais sont malheureusement insuffisantes pour remettre sur le marché des logements qui seraient affectés à la résidence principale.

Cet amendement propose par conséquent d'aligner le régime fiscal des locations de meublés de tourisme sur celui du régime du micro foncier pour locations nues avec l'application d'un abattement de 30 % dans la limite de 15 000 € de recettes. Il propose également de maintenir un régime dérogatoire dans les zones rurales en prévoyant, comme le propose le Gouvernement, un abattement supplémentaire de 21 %, soit un taux d'abattement de 51 % dans la limite de 15 000 € de recettes.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. BRISSON, Mme LAVARDE, M. LEFÈVRE, Mme GRUNY, MM. BURGOA, BOUCHET, Jean-Baptiste BLANC, PANUNZI, Henri LEROY et PIEDNOIR, Mmes DUMAS, LASSARADE et JOSENDE, MM. SAURY et LAMÉNIE, Mme MULLER-BRONN, MM. MILON et GENET, Mme BONFANTI-DOSSAT et M. BELIN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 5 DUODECIES

Rédiger ainsi cet article :

I. - L'article 50-0 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 1 est ainsi rédigé :

« 1. Sont soumises au régime défini au présent article pour l'imposition de leurs bénéfices les entreprises dont le chiffre d'affaires hors taxes, ajusté s'il y a lieu au prorata du temps d'exploitation au cours de l'année de référence, n'excède pas, l'année civile précédente ou la pénultième année :

« 1° 188 700 € s'il s'agit d'entreprises dont le commerce principal est de vendre des marchandises, objets, fournitures et denrées à emporter ou à consommer sur place ou de fournir le logement, à l'exclusion de la location directe ou indirecte de locaux d'habitation meublés ou destinés à être loués meublés, autres que ceux mentionnés au 3° du III de l'article 1407 ;

« 2° 40 000 € s'il s'agit de la location directe ou indirecte de meublés de tourisme au sens de l'article L324-1-1 du code de tourisme ;

« 3° 77 700 € s'il s'agit d'autres entreprises.

« Lorsque l'activité d'une entreprise se rattache aux trois catégories définies aux 1°, 2° et 3°, le régime défini au présent article n'est applicable que si le chiffre d'affaires hors taxes global de l'entreprise respecte la limite mentionnée au 1° et si :

« - le chiffre d'affaires hors taxes afférent aux activités de la catégorie mentionnée au 2° respecte la limite mentionnée au même 2° et ;

« - le chiffre d'affaires hors taxes afférent aux activités de la catégorie mentionnée au 3° respecte la limite mentionnée au même 3° .

« Le résultat imposable, avant prise en compte des plus ou moins-values provenant de la cession des biens affectés à l'exploitation, est égal au montant du chiffre d'affaires hors taxes diminué : d'un abattement, qui ne peut être inférieur à 305 €, de :

« a) 71 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 1° ;

« b) 50 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 2° ;

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.



« c) 40 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 3° .

« Les plus ou moins-values mentionnées au cinquième alinéa sont déterminées et imposées dans les conditions prévues aux articles 39 duodécies à 39 quindecies, sous réserve des dispositions de l'article 151 septies. Pour l'application de la phrase précédente, les abattements mentionnés au huitième alinéa sont réputés tenir compte des amortissements pratiqués selon le mode linéaire.

« Les entreprises qui relèvent du présent régime bénéficient d'un abattement supplémentaire de 21 % pour le chiffre d'affaires afférent à leur activité de location de locaux classés meubles de tourisme mentionnés au 2° du III de l'article 1407, lorsque ces derniers ne sont pas situés dans des zones géographiques se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements, sous réserve que le chiffre d'affaires hors taxes, ajusté s'il y a lieu au prorata du temps d'exploitation au cours de l'année de référence, afférent à l'ensemble des activités de location de locaux meublés mentionnées au présent 1 n'excède pas au cours de l'année civile précédente 40 000 €. Le bénéfice de cet abattement supplémentaire est subordonné au respect du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2011 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

« Les seuils mentionnés au présent 1 sont actualisés tous les trois ans dans la même proportion que l'évolution triennale de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu et arrondis à la centaine d'euros la plus proche. » ;

2° Au a du 2, les mots : « 1° et 2° » sont remplacés par les mots : « 1° , 2° et 3° ».

II. Au premier alinéa du III de l'article 151-0 du code général des impôts, le mot : « sixième » est remplacé par le mot : « douzième ».

### **OBJET**

Les locations de meublés de tourisme se sont considérablement développées dans toutes les zones touristiques avec l'apparition des plateformes de location. En pratique, ces locations réduisent l'offre de logements pour les habitants de ces zones touristiques et alimentent ainsi largement la crise du logement qui se généralise sur le territoire français.

L'un des leviers identifiés pour remédier à cette crise est la fiscalité applicable aux locations de meublés touristiques qui bénéficient d'une véritable niche fiscale. Celle-ci restreint les possibilités d'accéder à un logement puisque ces locations de non taxées à l'impôt sur le revenu qu'après application d'un abattement forfaitaire pour charges de 50 % ou même de 71 % s'il s'agit de meublés de tourisme classés.

Le Gouvernement propose de modifier ce régime en prévoyant que la location de meublés de tourisme soit identique à celle des meublés classiques, soit un abattement de 50 % dans la limite d'un plafond de recettes de 77 700 €. Par ailleurs, pour les meublés classés situés en zones rurales, le taux d'abattement serait maintenu à 71 % mais avec un plafond de recettes abaissé à 50 000 €.

Ces propositions vont dans le bon sens mais sont malheureusement insuffisantes pour remettre sur le marché des logements qui seraient affectés à la résidence principale.

Cet amendement propose donc de prévoir un abattement de 40 % dans la limite de 40 000 € de recettes au lieu des 50 % et 77 700 € proposés par le Gouvernement. Il propose également de maintenir un régime dérogatoire dans les zones rurales en prévoyant, comme le propose le Gouvernement, un abattement supplémentaire de 21 %, soit un abattement total de 61 %, mais avec un seuil de recettes de 40 000 € au lieu des 50 000 € tel que proposé par le Gouvernement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. BRISSON, Mme LAVARDE, M. LEFÈVRE, Mme GRUNY, MM. BURGOA, BOUCHET, Jean-Baptiste BLANC, PANUNZI, Henri LEROY et PIEDNOIR, Mmes DUMAS, LASSARADE et JOSENDE, MM. SAURY et LAMÉNIE, Mme MULLER-BRONN, MM. MILON et GENET, Mme BONFANTI-DOSSAT et M. BELIN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 5 DUODECIES

Rédiger ainsi cet article :

I. – L'article 50-0 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 1 est ainsi rédigé :

« 1. Sont soumises au régime défini au présent article pour l'imposition de leurs bénéfices les entreprises dont le chiffre d'affaires hors taxes, ajusté s'il y a lieu au prorata du temps d'exploitation au cours de l'année de référence, n'excède pas, l'année civile précédente ou la pénultième année :

« 1° 188 700 €, s'il s'agit d'entreprises dont le commerce principal est de vendre des marchandises, objets, fournitures et denrées à emporter ou à consommer sur place ou de fournir le logement, à l'exclusion de la location directe ou indirecte de locaux d'habitation meublés ou destinés à être loués meublés, autres que ceux mentionnés au 3° du III de l'article 1407 ;

« 2° 30 000 €, s'il s'agit de la location directe ou indirecte de meublés de tourisme au sens de l'article L324-1-1 du code de tourisme ;

« 3° 77 700 €, s'il s'agit d'autres entreprises.

« Lorsque l'activité d'une entreprise se rattache aux trois catégories définies aux 1°, 2° et 3° du présent 1, le régime défini au présent article n'est applicable que si le chiffre d'affaires hors taxes global de l'entreprise respecte la limite mentionnée au 1° et si le chiffre d'affaires hors taxes afférent aux activités de la catégorie mentionnée au 2° respecte la limite mentionnée au même 2° et si le chiffre d'affaires hors taxes afférent aux activités de la catégorie mentionnée au 3° respecte la limite mentionnée au même 3°.

« Le résultat imposable, avant prise en compte des plus ou moins-values provenant de la cession des biens affectés à l'exploitation, est égal au montant du chiffre d'affaires hors taxes diminué : d'un abattement, qui ne peut être inférieur à 305 €, de :

« a) 71 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 1° ;

« b) 50 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 2° ;

« c) 50 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 3°.

« Les plus ou moins-values mentionnées au cinquième alinéa sont déterminées et imposées dans les conditions prévues aux articles 39 duodécies à 39 quindecies, sous réserve des dispositions de l'article 151 septies. Pour l'application de la première phrase du présent alinéa, les abattements mentionnés au huitième alinéa sont réputés tenir compte des amortissements pratiqués selon le mode linéaire.

« Les entreprises qui relèvent du présent régime bénéficient d'un abattement supplémentaire de 21 % pour le chiffre d'affaires afférent à leur activité de location de locaux classés meubles de tourisme mentionnés au 2° du III de l'article 1407, lorsque ces derniers ne sont pas situés dans des zones géographiques se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements, sous réserve que le chiffre d'affaires hors taxes, ajusté s'il y a lieu au prorata du temps d'exploitation au cours de l'année de référence, afférent à l'ensemble des activités de location de locaux meublés mentionnées au présent 1 n'excède pas au cours de l'année civile précédente 30 000 €. Le bénéfice de cet abattement supplémentaire est subordonné au respect du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

« Les seuils mentionnés au présent 1 sont actualisés tous les trois ans dans la même proportion que l'évolution triennale de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu et arrondis à la centaine d'euros la plus proche. » ;

2° Au a du 2, les mots : « 1° et 2° » sont remplacés par les mots : « 1°, 2° et 3° ».

II. – Au premier alinéa du III de l'article 151-0 du code général des impôts, le mot : « sixième » est remplacé par le mot : « douzième ».

### **OBJET**

Les locations de meublés de tourisme se sont considérablement développées dans toutes les zones touristiques avec l'apparition des plateformes de location. En pratique, ces locations réduisent l'offre de logements pour les habitants de ces zones touristiques et alimentent ainsi largement la crise du logement qui se généralise sur le territoire français.

L'un des leviers identifiés pour remédier à cette crise est la fiscalité applicable aux locations de meublés touristiques qui bénéficient d'une véritable niche fiscale. Celle-ci restreint les possibilités d'accéder à un logement puisque ces locations de non taxées à l'impôt sur le revenu qu'après application d'un abattement forfaitaire pour charges de 50% ou même de 71% s'il s'agit de meublés de tourisme classés.

Le Gouvernement propose de modifier ce régime en prévoyant que la location de meublés de tourisme soit identique à celle des meublés classiques, soit un abattement de 50 % dans la limite d'un plafond de recettes de 77 700 €. Par ailleurs, pour les meublés classés situés en zones rurales, le taux d'abattement serait maintenu à 71% mais avec un plafond de recettes abaissé à 50 000 €.

Ces propositions vont dans le bon sens mais sont malheureusement insuffisantes pour remettre sur le marché des logements qui seraient affectés à la résidence principale.

Cet amendement propose en conséquence de prévoir un abattement de 50 % dans la limite de 30 000 € de recettes au lieu des 77 700 € proposé par le Gouvernement. Il propose également de maintenir un régime dérogatoire dans les zones rurales en prévoyant, comme le propose le Gouvernement, un abattement supplémentaire de 21 %, soit 71 % au total, mais avec un seuil de recettes de 30 000 € au lieu de 50 000 € tel que proposé par le Gouvernement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BRISSON, BURGOA, BOUCHET, REYNAUD, Jean-Baptiste BLANC, BRUYEN, PANUNZI, Henri LEROY et PIEDNOIR, Mmes DUMAS et JOSENDE, MM. SAURY et LAMÉNIE, Mme MULLER-BRONN, MM. MILON et GENET, Mme BONFANTI-DOSSAT et M. BELIN

ARTICLE 16

I. – Alinéa 123, tableau, quatre dernières colonnes, troisième ligne

Rédiger ainsi cette ligne :

0,50	5,04	1,00	10,08
------	------	------	-------

II. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes pour les agences de l'eau résultant du présent article est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et les services.

**OBJET**

Le PLF pour 2024 prévoit un relèvement des taux plafonds de 40% et l'instauration de taux planchers, fixé à 28% du plafond pour les différents usages. Or, selon les bassins, pour l'irrigation, les taux actuels sont très différents, tant pour les prélèvements en catégorie 1 (hors zone de répartition des eaux, gestion par un Organisme Unique de Gestion Collective et retenues collinaires) et en catégorie 2 (en zone de répartition des eaux).

Selon le ministère de la Transition écologique, la hausse serait au minimum, pour les agriculteurs, de 6,22M€ en Rhône Méditerranée Corse (+144%), de 3,8M€ en AdourGaronne (+49%) et de 100 000€ en Rhin-Meuse. Les augmentations pourraient atteindre jusqu'à 60€/ha, par exemple pour AdourGaronne, pour un apport moyen à l'hectare de 3 760m<sup>3</sup> (passage de 46€/ha à 106€/ha). Des augmentations aussi fortes ne sont tenables par aucun acteur économique, d'autant qu'elles viendront affecter fortement l'ensemble des acteurs concernés, y compris ceux qui ont investis pour sortir de l'irrigation gravitaire.

Cet amendement vise par conséquent à abaisser le plancher de la redevance pour l'irrigation non gravitaire à 0,5 centime d'euro/m<sup>3</sup> en catégorie 1 et à 1 centime d'euro/m<sup>3</sup> en catégorie 2. Cela correspond à 10% du plafond, au lieu de 28% initialement prévu par le texte du Gouvernement.







**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. BRISSON, Mme GRUNY, MM. BURGOA, BOUCHET, REYNAUD, MICHALLET, Jean-Baptiste BLANC, BRUYEN, PANUNZI, Henri LEROY et PIEDNOIR, Mmes DUMAS, PUISSAT et JOSENDE, M. SAURY, Mme IMBERT, MM. LAMÉNIE et POINTEREAU, Mme MULLER-BRONN, MM. MILON et GENET, Mme BONFANTI-DOSSAT et M. BELIN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 28

I. – Alinéas 26 et 27

Supprimer ces alinéas.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

Le projet de loi de finances pour 2024 propose une nouvelle réduction des ressources des Chambres de Commerce et d'Industrie (CCI).

En effet, si l'article 28 prévoyait originelle une baisse de 25 millions d'euros dès 2024, avec une perspective de diminution de 100 millions d'euros sur les quatre prochaines années, la version issue de l'Assemblée Nationale prévoit quant à elle un nouveau mécanisme : l'instauration d'un prélèvement de 40 millions d'euros sur le fonds de roulement des CCI. Celui-ci viendrait ainsi compenser le maintien du niveau de produit des deux taxes composant la TCCI affectée aux chambres consulaires, évaluée à 525 millions d'euros en 2023.

Or les CCI connaissent déjà d'importantes diminutions de leur financement public depuis 2012, avec notamment une réduction de près de 60% de la ressource TCCI, ainsi que deux prélèvements exceptionnels sur fonds de roulement en 2014 puis en 2015. Mais elles ont tout de même continué à investir et à maintenir leurs missions, malgré ces coupes budgétaires et une réduction de leurs effectifs de 25 000 en 2013 à 14 000 en 2023.

Ce nouveau prélèvement sur fonds de roulement risque donc d'affecter lourdement la situation financière des CCI, alors même qu'elles déploient des efforts considérables pour réformer leur gouvernance et améliorer leur rôle dans le tissu économique local. Le réseau des CCI indique ainsi, en cas de baisse de leurs ressources, qu'il serait certainement contraint de procéder au licenciement de plus de 1 500 agents.

Pourtant, les CCI jouent un rôle crucial dans l'accompagnement des entreprises et des territoires, en s'impliquant dans diverses politiques publiques, notamment l'encouragement entrepreneurial, l'accompagnement des TPE-PME, la promotion de l'export et le développement de la formation.

Par conséquent, cet amendement propose de supprimer la disposition prévoyant un prélèvement de 40 millions d'euros sur fonds de roulement et ainsi maintenir la stabilité financière des CCI.





## A M E N D E M E N T

présenté par

Mme Laure DARCOS, MM. VERZELEN, Alain MARC, CHEVALIER, WATTEBLED, CHASSEING,  
GRAND, BRAULT, Vincent LOUAULT et CAPUS et Mme PAOLI-GAGIN

C	
G	

### ARTICLE 28

Alinéa 27

Supprimer cet alinéa.

### OBJET

Le présent amendement vise à supprimer le prélèvement de 40 millions d'euros opéré au profit du budget général sur le fonds de roulement du réseau des chambres de commerce et d'industrie.

Un tel prélèvement aura des conséquences particulières graves sur la capacité des CCI à agir au service des entreprises et des territoires ainsi qu'un impact élevé sur leurs effectifs, alors que les TPE et le PME n'ont jamais eu autant de besoin d'accompagnement pour faire face aux crises successives qui les frappent et s'engager dans la transition écologique de leurs modes de production.

En outre, il importe de rappeler que les CCI ont déjà largement contribué à la maîtrise de la dépense publique, leur financement ayant diminué de 60 % en 10 ans.

Réduire à nouveau les ressources des CCI emporte le risque de porter atteinte à la croissance française, aux investissements, aux exportations, à l'innovation et aux emplois.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme CANAYER, M. Pascal MARTIN, Mme MORIN-DESAILLY, M. CHAUVET, Mme GATEL, MM. MOUILLER, BAS et BRISSON, Mme GRUNY, M. DAUBRESSE, Mme BELLUROT, M. CHAIZE, Mme SCHALCK, M. LEVI, Mme AESCHLIMANN, MM. HINGRAY, GUERET, MENONVILLE, VANLERENBERGHE, GROSPERRIN et BELIN, Mme BONFANTI-DOSSAT, MM. GENET, Jean-Michel ARNAUD, POINTEREAU et CADEC, Mme PERROT, MM. SOMON et LONGEOT, Mmes BELRHITI, ROMAGNY, de LA PROVÔTÉ, LASSARADE, Marie MERCIER et VENTALON, MM. DUFFOURG et KLINGER, Mmes RICHER, GOSSELIN et PLUCHET, M. BOUCHET, Mme IMBERT, MM. FRASSA, HOUPERT, PANUNZI et PIEDNOIR, Mmes SOLLOGOUB, JOSENDE, JOSEPH, DREXLER et DUMONT, M. PERRIN, Mme PUISSAT, MM. COURTIAL et HENNO, Mmes VERMEILLET et DUMAS et MM. BURGOA, BONNECARRÈRE, PELLEVAL, SOL, Daniel LAURENT et GREMILLET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 5 TER****I. - Alinéa 2**

Rédiger ainsi cet alinéa :

1° Au I de l'article 35 bis du code général des impôts, l'année : « 2024 » est remplacée par l'année : « 2026 » ;

**II. -** Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Alors que la cohabitation intergénérationnelle solidaire apparaît comme une solution adéquate pour loger les jeunes, et contribuer au bien vieillir des aînés accueillants, la loi de finances pour 2024 prévoit que l'avantage fiscal lié à la location d'une chambre réalisée dans le cadre d'un montant « raisonnable », soit supprimé au 15 juillet 2024.

Face à la difficulté de se loger pour les plus jeunes, il est proposé de prolonger la durée d'application du régime prévu à l'article 35 bis du CGI qui permet aux personnes qui sous-louent une ou plusieurs pièces de leur habitation principale d'être exonérées de l'impôt sur le revenu sur les produits de cette location sous réserve de différentes conditions tenant notamment au montant du loyer pratiqué devant être « raisonnable ».

Lors de la loi de finances pour 2023, une prolongation avait déjà été adoptée par notre Haute assemblée.

Cette exonération contribue à convaincre les seniors de franchir le pas. Le maintien de cette suppression est particulièrement regrettable car le dispositif incite à lutter contre la sous-occupation des logements et mutualiser des ressources, au premier rang desquels l'énergie et l'eau.

Par ailleurs, la déclinaison de l'article 35 bis publiée au BOFIP chaque année dissocie deux types de territoires : l'Ile-de-France et les autres régions. Cette distinction n'est plus pertinente. Il conviendrait de moderniser la définition des plafonds en les indexant sur les niveaux réels des prix locatifs en s'appuyant sur les zones A, A1, B1, B et C précisées en application de l'article R. 304-1 du Code de la construction et de l'habitat.

Aussi, le présent amendement propose de proroger cette exonération jusqu'au 15 juillet 2026.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme MULLER-BRONN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

I. – Alinéas 2 à 6

Supprimer ces alinéas.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 6 du prévoit de recentrer le dispositif du PTZ dans le neuf aux seules zones tendues du territoire et pour les immeubles collectifs exclusivement. Ainsi, dans les zones B2 et C, le PTZ ne serait plus accessible qu'aux seules acquisitions de biens immobiliers dans l'ancien.

Alors que les ventes de logements neufs s'effondrent (-38 % des ventes dans l'individuel diffus entre les premiers semestres 2022 et 2023) et que les conditions de crédit ne cessent de se dégrader, cette amputation du PTZ conduira à une aggravation certaine de la crise du logement neuf.

En effet, l'hyper-recentrage envisagé exclut les deux-tiers des opérations financées jusqu'alors grâce à cette aide ainsi que plus de 90 % des communes en France.

Hors « zones tendues », le projet du Gouvernement condamne donc les plus jeunes et les foyers aux ressources modestes dans leur parcours résidentiel. Pour ces Français les plus modestes, l'accession à la propriété deviendrait un horizon impossible.

Par ailleurs, cet arbitrage budgétaire ne serait pas sans effet pour les nombreuses TPE/PME du Bâtiment et leurs effectifs salariés : la production de logements neufs représente près de la moitié de l'activité de la Profession du Bâtiment. Les marchés de rénovation-réhabilitation ne sauraient à eux seuls pallier cet effondrement de la production du neuf déjà constaté partout en France.

Enfin, une telle décision représenterait une perte nette pour le budget de la Nation puisque chaque opération de PTZ rapporte, en solde net, 35 000 euros au budget de l'Etat.

Il serait donc incompréhensible que ce projet de loi de finances 2024 acte la disparition d'un produit utile aux ménages dans une période où l'inflation et les problèmes de pouvoir d'achat sont appelés à perdurer. Cet amendement vise donc à rétablir le PTZ dans le neuf collectif et individuel sur l'ensemble de notre territoire.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes GUIDEZ, VERMEILLET, SOLLOGOUB et PERROT, MM. HENNO, BONNECARRÈRE, DUFFOURG, LONGEOT et VANLERENBERGHE, Mme de LA PROVÔTÉ, MM. BONNEAU, Jean-Michel ARNAUD, KERN et CANÉVET, Mme JACQUEMET, MM. GRAND, JOYANDET et Jean Pierre VOGEL, Mmes GOSSELIN, MORIN-DESAILLY et MULLER-BRONN, MM. CADEC et FARGEOT et Mmes MALET et NÉDÉLEC

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 28

I. – Alinéa 2, tableau, dernière colonne, quarante-neuvième ligne

Remplacer le montant :

309 800 000

par le montant :

322 156 800

II. – Alinéa 5, tableau, dernière colonne, trente-sixième ligne

Remplacer le montant :

309 800 000

par le montant :

322 156 800

III. – Alinéa 30

Compléter cet alinéa par les mots :

calculé à partir du plafond de l'année précédente revalorisé par un coefficient fixé annuellement en application du dernier alinéa de l'article 1518 bis du code général des impôts

IV. – Alinéa 32

Rédiger ainsi cet alinéa :

c) La troisième phrase du premier alinéa du II est supprimée ;

V. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par trois paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Le présent amendement vise à revaloriser annuellement le plafond via une indexation sur l'indice des prix à la consommation (comme la TATFNB) et, par conséquent, à relever le montant de taxe affectée aux Chambres d'agriculture pour 2024 et à supprimer totalement la limite maximale de hausse du montant perçu par une Chambre d'une année sur l'autre.

Actuellement, le montant attribué aux Chambres d'agriculture étant plafonné, et la base cadastrale imposable n'ayant cessé d'augmenter (revalorisation annuelle prévue par l'article 1518 bis du code général des impôts - pour 2024 : + 7,1%), cela a conduit mécaniquement à une baisse du taux de la taxe affectée aux Chambres d'agriculture et à un appauvrissement des Chambres d'agriculture.

En effet, la valeur de la base cadastrale imposable est passée de 2,347 Md€ en 2015 à 2,613 Md€ en 2022, soit une hausse de 11,3% alors que pendant la même période, le montant de la TATFNB est resté stable à 292 M€. Concrètement, cela signifie que le réseau des Chambres d'agriculture n'a pas bénéficié de l'accroissement de l'assiette de sa taxe car le taux de prélèvement de la TATFNB a baissé mécaniquement en raison du plafonnement du montant de la TATFNB. Ainsi, le taux de prélèvement de la TATFNB sur la base cadastrale imposable est passé de 12,5 en 2015 à 11,2% en 2022 et 10,5% en 2023. A titre d'illustration pour l'année 2023, cela correspond à une perte de ressources d'environ 35 M€ pour le réseau des Chambres. En effet, si on applique le taux de prélèvement de 2015 (12,5%) à la base cadastrale imposable de 2023, la taxe perçue aurait été de près de 336M€.

L'appauvrissement des Chambres d'agriculture lié au plafonnement de la TATFNB depuis 10 ans est d'autant plus préjudiciable que les missions des Chambres d'agriculture pour accompagner les agriculteurs n'ont cessé de croître sur cette période (animation des

concertations régionales sur le Pacte et la Loi d'Orientation et d'Avenir Agricoles, ESSOC, phytosanitaires, identification animale avec la Base Nationale Opérateurs, Registre National des Entreprises, guichet unique non transféré, point info installation-transmission, etc.) et il n'est plus tenable dans la durée.

En outre, les hausses en 2022 (+2,75%) puis en 2023 (+1,75%) de la valeur du point des chambres d'agriculture, pourtant plus faibles que celles accordées à la fonction publique (3,5% et 1,5%), a un impact financier annuel de plus de 21M€.

Enfin, dans le cadre du chantier gouvernemental prioritaire de planification écologique, le rôle des Chambres sera déterminant dans la réussite de la transition du monde agricole et nécessite un renforcement des moyens :

- Pour produire des analyses fondées sur des références réelles permettant de démontrer la faisabilité économique à l'échelle de l'exploitation de la transition (à l'instar de l'analyse des cheptels laitiers à partir de la base de données INOSYS) ;

- Pour aller chez les exploitants afin de leur démontrer l'intérêt de s'inscrire dans ces transitions pour leur exploitation et surmonter les résistances aux changements. Cela impliquera un coût de formation pour les conseillers évalué à plusieurs M€ et un coût d'accompagnement individuel évalué à 73 M€/an sur la base d'un accompagnement tous les 5 ans de 2 jours de conseils pour 80% des 416 000 exploitations agricoles (45 M€ si on vise uniquement 50%).

Le Gouvernement a retenu dans le texte sur lequel il a engagé sa responsabilité devant l'Assemblée nationale :

- Une hausse de 3% du plafond, soit un montant de 309 M€ ;
- Un rehaussement de la limite maximale de hausse du montant perçu par une Chambre d'une année sur l'autre de 3% à 10%.

Ces évolutions ne contentent absolument pas le réseau des Chambres qui alerte du risque de ne pas pouvoir bénéficier de moyens financiers suffisants pour accompagner des agriculteurs pour faire face aux enjeux climatiques et environnementaux faute d'une revalorisation de leurs ressources à hauteur de l'inflation (+ 7,1%).

- Une hausse du plafond pour atteindre un montant de 322 M€ (+ 7,1% par rapport au montant de 300,8 M€ prévu dans le PLF initial et + 4% par rapport au montant de 309,8 M€ proposé par le Gouvernement) ;
- Une suppression totale de la limite maximale de hausse du montant perçu par une Chambre d'une année sur l'autre, afin de permettre une répartition plus juste des ressources entre les Chambres via la péréquation ;
- Une revalorisation annuelle du plafond via une indexation sur l'indice des prix à la consommation (comme pour la TFNB, à travers l'article 1518 bis du CGI).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes GUIDEZ, VERMEILLET et SOLLOGOUB, MM. HENNO, LONGEOT, DUFFOURG et BONNECARRÈRE, Mme JACQUEMET, MM. KERN, CANÉVET et BONNEAU, Mme MORIN-DESAILLY, M. GRAND, Mme GOSSELIN, M. WATTEBLED, Mme MULLER-BRONN, M. FARGEOT et Mme MALET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 5 BIS

## I. – Alinéa 2

Remplacer cet alinéa par sept alinéa ainsi rédigés :

## II. – L'article 220 undecies A du code général des impôts est ainsi modifié :

## 1° Le I est ainsi modifié :

## a) Le premier alinéa est ainsi rédigé :

« I. – Les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt égal à 30 % des frais générés par la prise en charge d'au moins 70 % du prix d'achat ou de location d'une flotte de vélo pour leurs salariés, partagée ou attribuée, notamment pour assurer leurs déplacements entre leur domicile et le lieu de travail. » ;

b) Au deuxième alinéa, les mots : « la réduction d'impôt prévue » sont remplacés par les mots : « le crédit d'impôt prévu » ;

## 2° Le second alinéa du II ainsi rédigé :

« Le crédit d'impôt s'impute sur l'impôt sur les sociétés dû par l'entreprise au titre de l'exercice au cours duquel les frais mentionnés au I ont été générés. »

## II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

Cet amendement a pour objectif de favoriser la pratique du vélo pour les déplacements du quotidien.



Aujourd'hui, la part modale du vélo s'élève en France à seulement 4%, alors que la loi Climat et Résilience et le Plan Vélo et Mobilités durables ont fixé un objectif de 9% d'ici à 2024. La loi LOM a par ailleurs fixé un objectif de "Réduire les inégalités territoriales et contribuer à l'objectif de cohésion des territoires métropolitains".

Le présent amendement doit permettre d'atteindre cet objectif le plus rapidement possible en incitant davantage les entreprises à mettre à disposition de leurs salariés un service de location de vélos. Ce dispositif connaît notamment un premier succès chez les employeurs dans les territoires, là où le vélo est la seule mobilité alternative à la voiture. En effet, ce dispositif de location règle la difficulté du reste à charge pour financer un vélo (malgré les aides possibles, ce reste à charge est souvent équivalent au salaire médian français).

Cette pratique, sollicitée tant par les employés que les employeurs, se développe de plus en plus, présente des résultats encourageants et est déjà largement répandue parmi nos voisins européens dont la part modale dépasse les 10%.

Une telle pratique n'est donc pas une mise à disposition gratuite puisque le salarié loue son vélo à faible coût et, de plus, il a la possibilité d'en faire usage dans sa vie personnelle, en dehors des trajets entre son domicile et son lieu de travail.

Les modifications proposées doivent donc permettre aux entreprises de toutes tailles de mettre en place ce service et de disposer du dispositif fiscal ici présenté.

Cet amendement a été travaillé avec la Fédération des Acteurs du Vélo en Entreprise (FAVE).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. PIEDNOIR, RIETMANN et PERRIN, Mme GARNIER, M. SOL, Mme ESTROSI SASSONE, M. GROSPERRIN, Mme GOSSELIN, MM. PACCAUD, SAVIN, BOUCHET, CHATILLON, BRISSON et Henri LEROY, Mmes DUMAS, BORCHIO FONTIMP et JOSEPH, M. KLINGER, Mme BELRHITI, MM. Daniel LAURENT, GENET et RAPIN, Mmes DI FOLCO et LAVARDE et M. GREMILLET

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 1382 I du code général des impôts, il est inséré un article 1382... ainsi rédigé :

« Art. 1382 .... – Les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre peuvent, par délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A bis, exonérer totalement, pour la part de taxe foncière sur les propriétés bâties qui leur revient, les immeubles ou parties d'immeubles qui appartiennent à des établissements privés à but non lucratif en contrat avec l'État tels que définis à l'article L. 732-1 du code de l'éducation, et qui sont affectés au service public de l'enseignement supérieur et de la recherche tel que défini aux articles L. 123-3 du code de l'éducation et L. 112-2 du code de la recherche.

« Pour bénéficier de cette exonération, le redevable de la taxe doit adresser, avant le 1<sup>er</sup> janvier de la première année au titre de laquelle l'exonération est applicable, une déclaration au service des impôts du lieu de situation des biens comportant tous les éléments permettant leur identification et tout document justifiant de l'affectation de l'immeuble. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Dans la suite de la loi de programmation de la recherche, cet amendement a pour objet d'ouvrir la possibilité aux collectivités territoriales d'exonérer de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) les établissements d'enseignement supérieur d'intérêt général (EESPIG) en tant qu'opérateurs du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche (art. L732-1 du Code de l'éducation et art. L112-2 du Code de la recherche).

Il permet ainsi d'établir une équité de traitement avec les établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche, exonérés de plein droit du paiement de la TFPB au titre de l'article 1382 du Code général des impôts.

L'exonération proposée ici s'établit à l'initiative des collectivités territoriales pour les EESPIG, établissements d'enseignement supérieur privés en contrat avec l'État, et se veut ainsi le reflet de l'engagement des collectivités pour l'enseignement supérieur non lucratif et la recherche publique. Ces établissements soutiennent en effet l'économie locale, l'attractivité des territoires et le dynamisme des bassins d'emplois dans lesquels ils sont implantés, générant de nombreuses retombées pour les collectivités, tant économiques, que sociales et culturelles.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. PIEDNOIR, RIETMANN, PERRIN et SOL, Mmes ESTROSI SASSONE et Pauline MARTIN, M. GROSPERRIN, Mme GOSSELIN, MM. PACCAUD, SAVIN et BRUYEN, Mme LASSARADE, MM. BOUCHET, CHATILLON, REYNAUD, BRISSON et Henri LEROY, Mme DUMAS, MM. MEIGNEN et KLINGER, Mmes CARRÈRE-GÉE et BELRHITI, MM. Daniel LAURENT, GENET et RAPIN, Mmes DI FOLCO et LAVARDE, M. GREMILLET et Mme NÉDÉLEC

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. - Après le H du V de l'article 16 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« .... – À compter de 2024, une fraction du produit net de la taxe sur la valeur ajoutée, défini comme le produit brut budgétaire de l'année précédente, déduction faite des remboursements et restitutions effectués par les comptables assignataires, est affectée chaque année aux communes nouvelles dont le coefficient correcteur conduit à augmenter le prélèvement sur fiscalité mentionné au dernier alinéa du b du 1° du C du IV du présent article par rapport à la somme des montants prélevés à ce titre sur les anciennes communes l'année précédant la création de la commune nouvelle. Cette fraction est égale à la différence, si elle est positive, entre le prélèvement sur fiscalité mentionné au dernier alinéa du b du 1° du C du IV du présent article de la commune nouvelle, et la somme de ces prélèvements appliqués aux anciennes communes l'année précédant la création de la commune nouvelle. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le mode de calcul du "coco" peut pénaliser les regroupements en communes nouvelles, les faisant contribuer davantage que les communes fondatrices. Cet amendement vise donc à créer une fraction de TVA nationale (qui ne pèse donc pas sur les autres communes) au bénéfice des communes nouvelles concernées par cette problématique afin de les protéger d'une hausse de prélèvement sur leurs douzièmes de fiscalité du simple fait de leur groupement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. MIZZON et BONNECARRÈRE, Mmes de LA PROVÔTÉ et GUIDEZ, MM. LAUGIER et HENNO,  
Mme VERMEILLET, MM. Jean-Michel ARNAUD et KERN, Mme BILLON, M. DUFFOURG,  
Mme HERZOG et MM. LEVI et BLEUNVEN

ARTICLE 5 BIS

## I. – Alinéa 2

Remplacer cet alinéa par sept alinéas ainsi rédigés :

## II. – L'article 220 undecies A du code général des impôts est ainsi modifié :

## 1° Le I est ainsi modifié :

## a) Le premier alinéa est ainsi rédigé :

« I. – Les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt égal à 30 % des frais générés par la prise en charge d'au moins 70 % du prix d'achat ou de location d'une flotte de vélo pour leurs salariés, partagée ou attribuée, notamment pour assurer leurs déplacements entre leur domicile et le lieu de travail. » ;

b) Au deuxième alinéa, les mots : « la réduction d'impôt prévue » sont remplacés par les mots : « le crédit d'impôt prévu » ;

## 2° Le second alinéa du II est ainsi rédigé :

« Le crédit d'impôt s'impute sur l'impôt sur les sociétés dû par l'entreprise au titre de l'exercice au cours duquel les frais mentionnés au I ont été générés. »

## II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement a pour objectif de favoriser la pratique du vélo pour les déplacements du quotidien.

Aujourd'hui, la part modale du vélo s'élève en France à seulement 4%, alors que la loi Climat et Résilience et le Plan Vélo et Mobilités durables ont fixé un objectif de 9% d'ici à 2024. La loi LOM a



par ailleurs fixé un objectif de “Réduire les inégalités territoriales et contribuer à l’objectif de cohésion des territoires métropolitains”.

Le présent amendement doit permettre d’atteindre cet objectif le plus rapidement possible en incitant davantage les entreprises à mettre à disposition de leurs salariés un service de location de vélos. Ce dispositif connaît notamment un premier succès chez les employeurs dans les territoires, là où le vélo est la seule mobilité alternative à la voiture. En effet, ce dispositif de location règle la difficulté du reste à charge pour financer un vélo (malgré les aides possibles, ce reste à charge est souvent équivalent au salaire médian français).

Cette pratique, sollicitée tant par les employés que les employeurs, se développe de plus en plus, présente des résultats encourageants et est déjà largement répandue parmi nos voisins européens dont la part modale dépasse les 10%.

Une telle pratique n’est donc pas une mise à disposition gratuite puisque le salarié loue son vélo à faible coût et, de plus, il a la possibilité d’en faire usage dans sa vie personnelle, en dehors des trajets entre son domicile et son lieu de travail.

Les modifications proposées doivent donc permettre aux entreprises de toutes tailles de mettre en place ce service et de disposer du dispositif fiscal ici présenté.

Cet amendement a été travaillé avec la Fédération des Acteurs du Vélo en Entreprise (FAVE).





## AMENDEMENT

présenté par

Mme HERZOG, MM. CADIC, CHASSEING et CADEC, Mme DREXLER, M. DUFFOURG, Mme GUIDEZ, MM. HENNO, KERN, Henri LEROY, MEIGNEN et PANUNZI, Mmes ROMAGNY et Olivia RICHARD, M. SAVIN, Mme Pauline MARTIN et M. SAURY

C	
G	

### ARTICLE 6

I. – Alinéas 25 et 26

Supprimer ces alinéas.

II. – Alinéas 28 à 31

Supprimer ces alinéas.

III. – Alinéas 37 et 38

Supprimer ces alinéas.

IV. – Alinéa 39

Supprimer les mots :

et montants mentionnés aux 1<sup>o</sup> et 2

V. – Alinéa 40

Supprimer cet alinéa.

### OBJET

Compte-tenu des enjeux propres au vieillissement de la population, et de la volonté de donner à chacun la possibilité de résider à son domicile, il convient de favoriser l'adaptation des logements à un maximum de contribuables.

Cet amendement vise donc à rétablir l'éligibilité au crédit d'impôt :

des équipements spécialement conçus pour l'accessibilité des logements aux personnes âgées et handicapées pour l'ensemble des contribuables; des équipements permettant l'adaptation des logements à la perte d'autonomie ou au handicap, pour les foyers fiscaux dont l'un des membres est en situation de handicap ou de perte d'autonomie.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme HERZOG, MM. CHASSEING, CADIC et CADEC, Mme DREXLER, M. DUFFOURG, Mme GUIDEZ, MM. HENNO, KERN, Henri LEROY, MEIGNEN, PANUNZI et SAVIN, Mmes Olivia RICHARD et Pauline MARTIN et M. SAURY

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS**

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au premier alinéa du I de l'article 278-0 bis A, après le mot : « énergétique », sont insérés les mots : « , ainsi que les travaux induits qui leur sont indissociablement liés, ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à sécuriser juridiquement et clarifier, pour les professionnels et les particuliers, l'application du taux réduit de TVA à 5,5% des travaux induits et indissociablement liés aux travaux de rénovation énergétique.

En effet, lors de prestations de rénovation énergétique soumis à la TVA à 5,5%, plusieurs travaux induits et indissociablement liés sont souvent indispensables. Par exemple, lors de l'installation des pompes à chaleur ou d'équipements de production d'énergie utilisant une source d'ENR, l'adaptation du local recevant les équipements, les éventuelles modifications de l'installation électrique, ou encore l'installation d'un système de ventilation sont nécessaires.

Compte tenu de leur nature, ces travaux peuvent être réalisés par des entreprises artisanales différentes mais sont indissociablement liés aux travaux de rénovation énergétique et sont donc soumis au taux réduit de TVA.

Or, depuis sa réécriture en 2022, l'article 278-O bis A du CGI, relatif au taux réduit de TVA pour les travaux de rénovation énergétique, ne mentionne plus les travaux induits indissociablement liés. Cette situation a engendré une grande confusion et une insécurité juridique manifeste pour les acteurs de terrain et freine les objectifs de la trajectoire de performance énergétique et de décarbonation.

Cet amendement permet donc de lever toute confusion et sécuriser juridiquement l'ensemble du dispositif de taux réduit applicable aux travaux de rénovation énergétique.

Nb : La rectification consiste en un changement de place de l'article additionnel après l'article 10 septies vers l'article additionnel après l'article 6 bis.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. KERN, LONGEOT et HENNO, Mme BILLON, MM. Jean-Michel ARNAUD et BLEUNVEN,  
Mme GUIDEZ, M. LEVI et Mme de LA PROVÔTÉ

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 27 DUODECIES

Rédiger ainsi cet article :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 1520 est complété par un paragraphe V ainsi rédigé :

« V. – La taxe, lorsqu'elle est instituée, s'applique sur l'intégralité du territoire sous réserve des dispositions de l'article L. 2333-76 du code général des collectivités territoriales. Toutefois, à titre dérogatoire, si des différences objectives de service le justifient, la commune, l'établissement public de coopération intercommunale ou l'établissement public local compétent peut décider de n'instituer la taxe que sur une partie seulement de son territoire nonobstant les mécanismes transitoires prévus par l'article 1639 A bis du code général des impôts. » ;

2° Au I bis de l'article 1522 bis après la référence : « article 1639 A bis », la fin de la phrase est supprimée ;

3° L'article 1639 A bis est ainsi modifié :

a) La première phrase du deuxième alinéa du III est complétée par les mots : « sous réserve des dispositions du V de l'article 1520 » ;

b) Le premier alinéa du IV est complété par les mots : « , sous réserve des dispositions du V de l'article 1520 ».

II. – Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° L'article L. 2333-76 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« La redevance, lorsqu'elle est instituée, s'applique sur l'intégralité du territoire. Toutefois, à titre dérogatoire, si des différences objectives de service le justifient, la commune, l'établissement public de coopération intercommunale ou l'établissement public local compétent peut décider de n'instaurer la redevance que sur une partie seulement de son territoire nonobstant les mécanismes transitoires prévus par l'article 1639 A bis du code général des impôts et les deuxième et troisième alinéa du présent article. Le service du territoire couvert par la redevance fait l'objet d'un budget distinct. » ;

2° L'article L. 2333-78 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

a) La première phrase du troisième alinéa est ainsi rédigée : « Ils ne peuvent l'instituer que sur les secteurs géographiques où ils n'ont pas institué la redevance prévue à l'article L. 2333-76. » ;

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.



b) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque la taxe d'enlèvement des ordures ménagères est instaurée sur une partie seulement du territoire, la redevance spéciale ne peut s'appliquer que sur le ou les territoires concernés en application du paragraphe V de l'article 1520 du code général des impôts. » ;

3° Le premier alinéa de l'article L. 2333-79 est complété par une phrase ainsi rédigée : « Lorsque la redevance est instaurée sur une partie seulement du territoire, la suppression de la taxe ne s'applique que sur le territoire concerné en application de l'article L. 2333-76 précité et du V de l'article 1520 du code général des impôts. »

### **OBJET**

Cet amendement s'inscrit dans les ambitions portées par la loi relative à la lutte contre le gaspillage et l'économie circulaire (AGEC) qui fixe un objectif de réduction de 15% des déchets ménagers et assimilés par habitant d'ici 2030.

Cet amendement contribue également à l'atteinte des objectifs nationaux et européens d'augmentation des taux de collecte pour recyclage (77% des bouteilles en plastique pour 2025).

Cet amendement permettrait surtout de tendre vers l'objectif de 25 millions d'habitants en France bénéficiant d'une tarification incitative en 2025 fixé par la Loi de transition énergétique pour la croissance verte (LTECV). Seuls 7 millions de Français sont actuellement en tarification incitative selon le rapport de la Cour des comptes du 27 septembre 2022. Il est urgent d'accélérer.

Cet amendement propose de lever un frein au déploiement ou au maintien de la tarification incitative en France. Il donne ainsi la possibilité aux élus locaux de mettre en œuvre la tarification incitative sur une partie seulement de leur territoire et supprime le délai d'harmonisation des modes de financement du Service Public de Gestion des Déchets (SPGD).

Ce changement législatif éviterait les difficultés techniques rencontrées par les collectivités locales qui ont des territoires très différents : les collectivités pourraient ainsi déployer la tarification incitative sur la partie de leur territoire qui se situe en milieu périurbain et rural, et ne pas être obligées de le faire en milieu urbain où celui-ci peut apparaître comme plus complexe (plus grande difficulté pour suivre les usagers ainsi que pour implanter des conteneurs équipés de compteurs...).

En effet, la mise en place d'une tarification incitative en centre urbain dense est souvent complexe car il est nécessaire d'individualiser les facturations, alors qu'en zone pavillonnaire ou rurale l'habitat individuel est favorable à la tarification incitative car il simplifie cette identification. A l'échelle d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) compétent en matière de gestion des déchets ou d'un syndicat de traitement, les typologies de territoires diffèrent et répondent à des enjeux très distincts.

Cet amendement propose de donner la souplesse aux élus locaux, qui connaissent les réalités de leur territoire, pour adapter la tarification des déchets en fonction des freins et opportunités.

La suppression de l'obligation faite aux élus locaux d'harmoniser les modes de financement du SPGD permet par ailleurs de favoriser le maintien d'une tarification incitative sur les territoires nouvellement fusionnés. Cela permettrait ainsi de conserver un dispositif au service de la transition écologique qui a fait ses preuves, notamment en zone rurale. Les collectivités ayant recours à la tarification incitative sont en effet en général des collectivités de moins de 30 000 habitants actuellement en taxe d'enlèvement des ordures ménagères incitative (TEOMi) ou redevance incitative (REOMi). Si cet amendement n'est pas adopté, le risque est que ces collectivités reviennent vers une

taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) et perdent ainsi le caractère incitatif de la fiscalité des déchets. Or, ces territoires sont souvent des pionniers de la tarification incitative en France. Il serait particulièrement préjudiciable que des années d'efforts de la part d'élus locaux volontaires soient remises en cause par une simple limite juridique.

La Communauté d'Agglomération Pau Béarn Pyrénées fait actuellement face à ce problème. Le président de la Communauté d'Agglomération, François BAYROU, a écrit à la Première ministre Elisabeth BORNE pour demander le maintien de la possibilité au sein du même EPCI de deux modes de financement du SPGD et ainsi autoriser la cohabitation TEOM/TEOMI ou TEOM/RI. Caen, Grenoble, Bordeaux, Montpellier et Versailles s'intéressent par ailleurs de près à cette possibilité pour leurs territoires respectifs.

La Cour des comptes a par ailleurs publié le 27 septembre 2022 un rapport intitulé « Prévention, collecte et traitement des déchets ménagers : une ambition à concrétiser ». Les magistrats encouragent particulièrement la mise en place de la tarification incitative qui est vue comme « un levier important de responsabilisation. En effet, elle permet l'application du principe pollueur-payeur aux usagers du service en intégrant dans la facturation le niveau de production des déchets ». La tarification incitative permet ainsi de « réduire de 41% la quantité d'Ordures Ménagères Résiduelles (OMR), d'augmenter à due concurrence la collecte des recyclables et de réduire de 8% les Déchets Ménagers et Assimilés (DMA) ».

Les magistrats de la Cour des comptes notent par ailleurs : « Nombreux sont ceux qui considèrent que l'application sur l'intégralité du territoire sera difficile alors qu'elle pourrait être plus facilement envisagée sur seulement une partie du territoire (habitat pavillonnaire, communes périphériques, ...) : une dérogation à l'obligation d'uniformité du mode de financement sur un EPCI à fiscalité propre et donc l'autorisation de faire cohabiter formes classique et incitative d'un mode de financement donné (TEOM/TEOMi ou REOM/REOMi) au-delà des sept ans explicitement prévus au Code général des impôts pour la TEOMi pourrait répondre à cette difficulté et favoriserait le développement de la TI en milieu urbain, au prix sans doute d'une certaine complexité de gestion voire d'une insécurité juridique. »



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. KERN, LONGEOT et HENNO, Mme BILLON, MM. Jean-Michel ARNAUD et BLEUNVEN,  
Mme GUIDEZ, M. MENONVILLE, Mme ROMAGNY et M. LEVI

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

I. – Après l’alinéa 48

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

- après le g du 1° du 2 du I de l’article 244 quater U du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ...) Travaux d’installation d’équipements produisant de l’électricité utilisant l’énergie radiative du soleil d’une puissance inférieure ou égale à 9 kilowatt-crête. » ;

II. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – Le présent article ne s’applique qu’aux sommes venant en déduction de l’impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

Cet amendement vise à ouvrir le dispositif d’éco-PTZ aux travaux permettant l’installation d’équipements d’autoconsommation. Le développement de solutions d’autoconsommation accessibles aux ménages les plus modestes peut constituer un levier de réduction de leur facture importante et durable, tout en permettant d’engager les bénéficiaires dans la maîtrise de leur consommation en leur donnant les moyens de la suivre et de la piloter.

Afin d’accélérer le décollage de l’autoconsommation photovoltaïque individuelle en France, il est nécessaire de renforcer son soutien.

Il existe aujourd’hui deux aides complexes pour favoriser l’installation de solution d’autoconsommation : une aide à l’investissement versée en 5 annuités ainsi qu’une aide à la vente de surplus versée sur 20 ans. Cependant, aucune de ces aides ne permet de couvrir le coût d’acquisition d’une installation solaire en autoconsommation dont le prix peut osciller en maison individuelle entre 6 000 et 20 000€ en fonction de la puissance. Si pour la rénovation énergétique d’un logement, Ma Prime Rénov’ peut couvrir jusqu’à 90% du coût des travaux, la prime à l’investissement versée en 5 annuités ne couvre que 10% du prix de l’installation photovoltaïque.

Ces dispositifs ne sont donc pas suffisants en tant que tel, et l'éco-PTZ se présente comme une solution nécessaire pour aider les particuliers à installer ce type d'équipement onéreux et permettre le développement de l'autoconsommation solaire en France. Dans le cadre d'une rénovation, l'intégration d'un système d'autoconsommation permettra aux bâtiments de réduire leurs besoins extérieurs en énergie et aux ménages de prendre en main la maîtrise de leur consommation.

Afin d'aider les particuliers, notamment les plus modestes, dans le financement de leur installation d'autoconsommation résidentielle, il est essentiel que des solutions bancaires attractives leur soient proposées. Si les installations d'autoconsommation bénéficient aujourd'hui de soutien financier, il est opportun et nécessaire de leur ouvrir l'éco-PTZ. Cette ouverture ne constituera pas une aide venant s'ajouter aux dispositifs existants mais bien une mesure d'avancement du reste à charge, qui permettra de faciliter le développement des installations d'autoconsommation, à l'heure où la France est encore en retard sur ses objectifs climatiques. Cet amendement permet donc de tirer les conclusions du Secrétariat général à la planification écologique qui a récemment appelé dans son document de planification pour l'énergie à « renforcer les incitations à l'autoconsommation », afin de créer les conditions de ce renforcement et soutenir les Français se tournant vers l'autoconsommation solaire résidentielle grâce à l'éco-PTZ



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. KERN, LONGEOT et HENNO, Mme BILLON, MM. Jean-Michel ARNAUD et BLEUNVEN et  
Mme ROMAGNY

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 11

Après l'article 11

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code des impositions sur les biens et les services est ainsi modifié :

1° La dernière ligne du tableau de l'article L. 312-79 est ainsi rédigée :

«

Électricité d'origine renouvelable produite par : 1° ) De petites installations et consommée par le producteur 2° ) Ou par une opération d'autoconsommation collective telle que définie à l'article L. 315-2 du code de l'énergie	L. 312-87	0
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------	---

» ;

2° L'article L. 312-87 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « aux conditions cumulatives » sont remplacés par les mots : » à au moins trois des conditions » ;

b) Après le quatrième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Elle est produite par une opération d'autoconsommation collective telle que définie à l'article L. 315-2 du code de l'énergie. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Il convient de rappeler que les 50 projets d'autoconsommation collective ne représentaient en 2020 que 0.003 % de la puissance installée d'énergies renouvelables en France. Pourtant, alors que seulement 19,1 % de la consommation finale brute d'énergie provenait d'EnR en 2020, le développement de ces projets est essentiel si la France veut atteindre son objectif de 32 % de la consommation finale brute d'énergie provenant d'EnR d'ici 2030.

L'autoconsommation collective permet aux consommateurs de mutualiser la production d'énergie solaire pour se la partager et réaliser de substantielles économies sur les factures d'électricité. Pour le système électrique, l'autoconsommation collective contribue à la maîtrise des pics de consommation. L'objectif de cette évolution est double :

Encourager la création de projets d'autoconsommation collective en établissant un cadre réglementaire plus favorable sans devoir supporter de charges disproportionnées, conformément à la directive (UE) 2018/2001. Si les projets d'autoconsommation individuelle sont rentables grâce à des avantages fiscaux, ce n'est pour l'instant pas le cas des projets d'autoconsommation collective ; - Augmenter les rendements des projets d'EnR à l'échelle locale. Pour 1 € investi, 2,50 € profitent directement au territoire. Les projets citoyens sont donc un catalyseur essentiel de la transition énergétique des territoires. Ainsi, le présent amendement propose d'exonérer de TICFE la part d'électricité autoproduite par les projets d'autoconsommation collective, au même titre que pour l'autoconsommation individuelle, afin d'alléger de manière significative les charges sur les projets d'autoconsommation collective. Cette mesure est légitimée par la directive européenne 2003/96 qui autorise en son article 15 les États membres à appliquer sous contrôle fiscal des exonérations totales ou partielles ou des réductions du niveau de taxation à l'électricité d'origine solaire.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

MM. KERN, LONGEOT et HENNO, Mme BILLON, MM. Jean-Michel ARNAUD et BLEUNVEN,  
Mmes GUIDEZ et ROMAGNY et M. LEVI

ARTICLE 27 SEXIES

## I. – Alinéa 3

1° Après le mot :

énergétique

insérer les mots :

ou environnementale

2° Après le mot :

entretien,

insérer les mots :

ou d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil d'une puissance inférieure ou égale à 9 kilowatt-crête,

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement propose d'étendre l'exonération de droit de la TFPB par les collectivités aux propriétaires équipant leur logement d'une installation photovoltaïque d'une puissance inférieure ou égale à 9 kWc. Aujourd'hui, le dispositif d'exonération de TFPB n'est possible que pour les dépenses de rénovation énergétique. Pourtant, face à la hausse des prix de l'énergie, de plus en plus de Français font aussi le choix de s'équiper d'une installation photovoltaïque, pour des raisons économiques et pour s'inscrire dans une démarche environnementale. Au 30 septembre 2023, la France comptait ainsi

386 913 installations d'autoconsommation individuelle, en hausse de 86% sur 12 mois glissants. Cette hausse en trompe-l'œil masque le retard pris par la France par rapport à ses voisins européens dans le déploiement des solutions photovoltaïques résidentielles. Et pour cause : l'autoconsommation solaire résidentielle reste très peu soutenue puisque la prime à l'investissement ne représente, au mieux, que 10% du coût des panneaux photovoltaïques.

C'est pourquoi le Secrétariat général à la planification écologique a récemment appelé dans son document de planification pour l'énergie à « renforcer les incitations à l'autoconsommation ». Cet amendement tire donc les conclusions du SGPE pour créer les conditions de ce renforcement et soutenir les Français se tournant vers l'autoconsommation solaire résidentielle grâce à une exonération de leur TFPB.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

MM. KERN, LONGEOT et HENNO, Mme BILLON, MM. Jean-Michel ARNAUD et BLEUNVEN,  
Mme GUIDEZ, M. MENONVILLE, Mme ROMAGNY et M. LEVI

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 278-0 bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« .... La livraison et l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil d'une puissance inférieure ou égale à 9 kWc. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cette proposition vise à fixer un taux de TVA réduit à 5,5 % sur la fourniture et la pose des installations d'autoconsommation jusqu'à 9 kWc.

L'article 279-0 bis du code général des impôts prévoit un taux de TVA de 10 % pour les installations solaires dont la puissance n'excède pas 3 kW quand celle dont la puissance est située au-delà sont assujetties à un taux de 20 %.

En comparaison, le Royaume-Uni va mettre en place un taux de 0 % pour les panneaux photovoltaïques des particuliers alors que cette taxe était déjà réduite à 5,5 %. Le niveau de fiscalité appliqué en France contribue à une sous-exploitation du gisement et freine l'essor du photovoltaïque résidentiel dans le mix électrique français et ne lui permet pas de contribuer pleinement à l'atteinte de nos objectifs fixés par la stratégie énergie-climat (20.6 GW de solaire PV en 2023, 44.5 GW en 2028). En effet, alors que la puissance installée dans le secteur résidentiel ne s'élevait fin 2021 qu'à 0,6 GW, le gisement de développement pour les installations en toiture est estimé à 240 GW (Ademe, 2018).

L'Union européenne, à travers la récente révision de la directive TVA permet désormais aux États membres d'appliquer un taux réduit voire très réduits de TVA « sur la livraison et l'installation de panneaux solaires sur des logements privés, des logements et des bâtiments, publics et autres, utilisés pour des activités d'intérêt général, et à proximité immédiate de ceux-ci », ainsi que plus globalement

ceux qui favorisent les transitions environnementale et numérique. Cette évolution du régime fiscal communautaire s'inscrit dans le cadre des engagements environnementaux de l'Union européenne en matière de décarbonation ainsi que du Pacte vert pour l'Europe. Cette possibilité offerte depuis peu aux États membres a pour objectif de soutenir la transition vers les énergies renouvelables et de favoriser l'autosuffisance énergétique de l'Union européenne, notamment visée par le récent plan REPowerEU.

Cette diminution de notre fiscalité sur le solaire résidentiel répond à un triple enjeu :

- La baisse du coût d'une technologie qui permet de protéger les consommateurs face aux incertitudes liées à la fluctuation des prix de l'énergie puisque l'autoconsommation solaire résidentielle, avec des coûts fixes et connus, est un facteur de maîtrise de la facture d'électricité, de nature à protéger le pouvoir d'achat des ménages français ;
- Un amortissement du renchérissement du prix des panneaux solaires du fait de la crise des matériaux ;
- L'optimisation des usages dans le résidentiel qui accompagne l'autoconsommation photovoltaïque, par exemple le lissage de la recharge électrique d'un véhicule ou la synchronisation de la production de l'eau chaude sanitaire avec les heures d'ensoleillement. Par ailleurs, cette proposition de réduction de TVA, s'inscrit dans un contexte budgétaire où l'autoconsommation solaire résidentielle est très peu soutenue puisque la prime à l'investissement dédié, et versée en cinq fois, ne représente au maximum que 10 % du coût des panneaux solaires.

Enfin, l'application d'un taux de TVA réduit à 5,5 % sur l'ensemble des installations solaires résidentielles sur toitures, jusqu'à 9 kWc, permet de supprimer le seuil de 3 kWc qui ne correspond plus à la réalité du marché en raison de l'augmentation de la productivité des installations photovoltaïques mais également au regard du développement des outils de stockage et de pilotage de la consommation électrique. Cela mettra fin à un effet de seuil, incitant les particuliers à sous-dimensionner leurs installations et ainsi limiter l'installation de nouvelles capacités de production solaire. Cet amendement tire donc les conclusions du SGPE pour créer les conditions de ce renforcement et soutenir les Français se tournant vers l'autoconsommation solaire résidentielle grâce à un taux de TVA réduit à 5,5 % pour les installations jusqu'à 9 kWc.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

MM. KERN, LONGEOT et HENNO, Mme BILLON, MM. Jean-Michel ARNAUD, BLEUNVEN et  
MENONVILLE, Mme ROMAGNY et M. LEVI

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 256 A du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Ne sont pas considérés comme effectuant une des activités économiques mentionnées au cinquième alinéa les exploitants d'installations photovoltaïques dès lors que la puissance installée n'excède pas 9 kWc. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Conformément à l'article 256 A du code général des impôts (CGI), une personne qui effectue de manière indépendante des livraisons d'électricité et en retire des recettes ayant un caractère de permanence est assujettie à la TVA à 20 %. En raison du défaut de livraison effective, un producteur en autoconsommation totale n'est pas assujetti au taux normal de TVA mais au taux réduit de 10 % applicable aux travaux dans les logements achevés depuis plus de deux ans, conformément à l'article 279-0 bis du même code.

En pratique, la jurisprudence administrative précisée dans le rescrit n° 2007/50 du 04/12/07 du bulletin officiel des impôts présume qu'il n'y a pas de livraison, et donc pas d'assujettissement à la TVA à 20 %, dès lors que la puissance installée n'excède pas 3 kWc, quelle que soit la nature du contrat d'achat. Or, d'une part, ce seuil de 3 kWc ne correspond plus à la réalité du marché, en raison de l'augmentation de productivité des installations photovoltaïques sur toiture et du développement à venir des outils de pilotage et de stockage de la demande électrique. En effet, ces deux phénomènes vont conduire à augmenter le taux d'autoconsommation tout en permettant l'installation de puissances plus élevées. D'autre part, ce seuil induit une limitation des capacités installées en poussant les auto-consommateurs à sous-dimensionner leurs installations. Cet effet entraîne une sous-exploitation du gisement, freine l'essor du photovoltaïque dans le mix électrique français et ne permet pas d'atteindre nos objectifs fixés par la stratégie énergie-climat (20.6 GW de solaire PV en 2023, 44.5 GW en 2028).

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.



L'objet du présent amendement est ainsi de mettre la législation fiscale en cohérence avec la volonté politique forte du Gouvernement en faveur de l'accélération de la transition écologique (grâce aux énergies nouvelles combinées aux stockages), en proposant d'élever le seuil d'application du taux de 10 % de TVA de 3 à 9 kWc dans le cas d'une installation en autoconsommation avec revente de surplus, et d'assujettir seulement les installations supérieures à 9 kWc à une TVA à 20 %.

Il s'agit d'un amendement de repli au cas où le passage au taux de TVA réduit à 5,5 % ne serait pas accepté.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. KERN, LONGEOT et HENNO, Mme BILLON, MM. Jean-Michel ARNAUD et BLEUNVEN,  
Mme ROMAGNY et M. LEVI

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le deuxième alinéa de l'article 1499-00 A du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Les mots : « non dangereux » sont supprimés ;

2° Après le mot : « laquelle », la fin de l'alinéa est ainsi rédigée : « un courrier constatant un suivi post-exploitation de casiers a été notifié par l'inspection des installations classées à l'exploitant. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Les installations de stockage de déchets (ci-après « ISD ») sont conçues pour stocker des déchets ménagers ou d'activités économiques dans des casiers aménagés à cet effet et cela dans des conditions optimales de sécurité pour l'environnement. Une ISD est ainsi constituée de plusieurs casiers exploités l'un après l'autre, indépendants des uns des autres et conçus de façon à permettre la collecte des effluents générés par cette activité (biogaz et lixiviats). Une ISD contient donc plusieurs casiers. Chaque partie d'ISD regroupant un ou plusieurs casiers connaît une phase d'exploitation au cours de laquelle les déchets sont réceptionnés et enfouis puis une phase de post-exploitation au cours de laquelle cette partie ne reçoit plus de déchets et est soumise à une surveillance pour une durée de 27 ou 30 ans minimum. Les casiers en post-exploitation constituent ainsi des surfaces disponibles pour d'autres usages sous réserve que ces derniers soient conformes aux servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation des sols.

Dans le cadre du développement des énergies renouvelables et du besoin de sécurité énergétique du pays, les ISD peuvent être équipées de panneaux photovoltaïques sur ces casiers en post-exploitation qui présentent des caractéristiques techniques optimales (ensoleillement, orientation, topographie,

accessibilité,...) et limitent ainsi l'artificialisation de surfaces naturelles pour le développement des projets solaires. Une première estimation réalisée par les acteurs de la gestion des déchets, porte sur un potentiel de production de 300 GWh en 2030 et 600 GWh à l'horizon 2040. Actuellement, le changement d'affectation des casiers n'est pris en compte qu'une fois que l'ISD a cessé toute activité d'enfouissement de déchets et la couverture finale du dernier casier exploité, achevée. Ce n'est qu'à ce terme qu'il est possible de constater le changement d'affectation énoncée par l'article 1499 00 A du CGI, c'est-à-dire le passage d'une activité industrielle à une activité professionnelle.

Ce délai ne permet pas de tirer pleinement les conséquences des surfaces disponibles pour un projet d'énergie renouvelable au fur et à mesure de la libération des terrains qui entrent en post-exploitation avec le changement d'affectation fiscal précité. L'article 1499-00 A du CGI mérite d'être amendé à cet effet, afin de faire bénéficier au projet photovoltaïque du changement d'affectation prévu dès la libération des terrains d'accueil.

A noter qu'une telle mesure n'entraînera pas de perte fiscale pour la collectivité d'implantation du projet. Bien au contraire, le projet photovoltaïque générera une source de revenus supplémentaire pour la collectivité à deux égards : d'une part, car l'installation photovoltaïque sera soumise à la taxe foncière, créant ainsi une recette fiscale complémentaire pour la collectivité, et d'autre part car, dans le cas où le site appartient à la collectivité, elle pourra tirer un loyer de l'activité photovoltaïque mise en place par un développeur. L'implantation d'une installation photovoltaïque sur une ISD en post-exploitation serait d'ailleurs très avantageuse pour les collectivités car elle augmenterait l'assiette de la taxe foncière du site. Si une ISD en exploitation est considérée fiscalement comme un établissement industriel, dont l'assiette imposable est importante car se composant de toutes les immobilisations liées aux activités, l'ISD en post-exploitation fait passer le site en « locaux professionnels » d'un point de vue fiscal, entraînant une réduction de l'assiette puisque seule la valeur du terrain est considérée.

L'implantation d'une installation photovoltaïque, en faisant automatiquement repasser le site en établissement industriel du fait des activités menées, augmentera les recettes fiscales pour la collectivité. Les collectivités territoriales ont ainsi tout intérêt à favoriser l'émergence des projets photovoltaïques sur les ISD.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. KERN, LONGEOT et HENNO, Mme BILLON, MM. Jean-Michel ARNAUD et BLEUNVEN,  
Mme ROMAGNY et M. LEVI

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le 12° de l'article 1382 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au début, le mot : « Les » est remplacé par les mots : « Toutes les » ;

2° Sont ajoutés les mots : « y compris les structures porteuses des ombrières utilisant l'énergie solaire photovoltaïque ».

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Cet amendement vise à clarifier et à harmoniser l'exonération des structures porteuses des ombrières utilisant l'énergie solaire photovoltaïque de la Taxe Foncière sur les Propriété Bâties (ci-après la « TFPB ») et de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) afin d'accélérer la production d'énergie renouvelable en particulier d'origine solaire, et ce afin d'atteindre les objectifs portés par la programmation pluriannuelle de l'énergie.

Le champ d'application et les règles d'exonération de la TFPB – qui fondent également la base d'imposition de la CFE en vertu de l'article 1467 du CGI – sont aujourd'hui interprétés de manière divergente sur le territoire national par les services fiscaux, de sorte que, pour deux installations photovoltaïques en ombrières de parcs de stationnement de même nature et caractéristiques situées dans deux départements différents, la taxe foncière peut être jusqu'à 100 fois plus élevée pour l'une que pour l'autre.

Cette différence de traitement met en danger l'équilibre économique de certaines centrales en ombrières déjà installées et compromet le développement de cette typologie de projet, alors même que les lois climat et résilience, et plus récemment d'accélération de la production d'ENR du 10 mars 2023, renforcent les obligations d'installer des ombrières sur les parcs de stationnement de plus de

500 m<sup>2</sup>. A ce titre, il n'est pas contesté que les structures sur lesquelles les panneaux photovoltaïques sont fixés soient imposables à la TFPB, conformément aux dispositions combinées de l'article 1380 et du 1° de l'article 1381 du CGI, dès lors qu'elles sont fixées au sol à perpétuelle demeure et qu'elles présentent le caractère de véritables bâtiments ou d'ouvrages en maçonnerie, c'est-à-dire de véritables constructions (Rép. min. du 7 mars 2017, JOAN, page 2009, sur QE n° 57044 du 10 juin 2014, JOAN, page 4655 ; Rép. min. du 5 août 2010, JO Sénat, page 2037).

En revanche, certains services fiscaux considèrent que les structures porteuses des ombrières photovoltaïques entrent dans le champ d'application de la TFPB alors que ces structures sont boulonnées au sol et ne sont donc pas fixées à perpétuelle demeure, notamment en tant qu'elles seraient des « ouvrages servant de support aux moyens matériels d'exploitation » mentionnés au 1° de l'article 1381 du même code. De plus, ils écartent à leur égard l'exonération bénéficiant aux « immobilisations destinées à la production d'électricité d'origine photovoltaïque » à la TFPB issue du 12° de l'article 1382 du CGI.

Ces services fiscaux justifient cette position par le fait que les structures porteuses des ombrières de parking ne sont pas destinées directement (ou exclusivement) à la production d'électricité d'origine photovoltaïque puisqu'elles peuvent être considérées comme étant destinées à être des abris pour les véhicules garés en dessous conformément au 1° de l'article 1381 du CGI. Cette interprétation ne peut être utilement contestée dès lors que le champ d'application de cette exonération n'a pas été clairement précisé lors de l'introduction de ces dispositions par l'article 107 de la loi n° 2008-1443 du 30 décembre de finances rectificative pour 2008. Pourtant, le contexte jurisprudentiel est globalement favorable à une exonération de TFPB pour ces structures porteuses.

La jurisprudence du Conseil d'État a en effet pu clarifier le champ d'application de l'article 1382, 12° du CGI. En effet la Haute Juridiction a récemment :

Annulé un jugement de Tribunal administration ayant soumis à la TFPB des structures porteuses de panneaux photovoltaïques (Conseil d'État, 9ème chambre, 21/07/2022, 450831) Annulé un jugement de Cour administrative d'appel pour qui le producteur d'électricité photovoltaïque devait être imposé à la CFE à raison de la valeur locative de la « partie toiture » des bâtiments agricoles (Conseil d'État, 3ème – 8ème chambres réunies, 15/11/2022, 449273) ; Jugé dans le cas d'un parc solaire au sol, en se fondant sur l'article 1382-12° CGI, que les postes de transformation et de livraison ainsi que leurs terrassements, constituaient des immobilisations exonérées de TFPB, cette dernière décision étant d'autant plus importante que le Conseil d'État est venu affirmer que les constructions, qui sont le support nécessaire des installations photovoltaïques, entrent dans le champ de l'exonération visée au 1382-12° (Conseil d'État, 9ème chambre, 12/12/2022, 453995). Par conséquent, au regard du contexte jurisprudentiel favorable et des obligations légales renforçant l'obligation d'installer des ombrières sur parkings, le présent amendement permet de clairement exonérer les structures porteuses des ombrières utilisant l'énergie solaire photovoltaïque de la TFPB et de la CFE. Celles-ci doivent bénéficier, sans contestation possible, de l'exonération prévue pour les « immobilisations destinées à la production d'électricité d'origine photovoltaïque » énoncée au 12° de l'article 1382 du CGI, y compris si elles sont qualifiées comme des « ouvrages servant de support aux moyens matériels d'exploitation » mentionnés au 1° de l'article 1381 du même code. Cet amendement a pour objet que le Gouvernement précise les règles permettant de supprimer la taxe foncière sur ces ombrières, comme annoncé par le Rapporteur général de la Commission des Finances de l'Assemblée nationale.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. KERN, MARSEILLE, LONGEOT et HENNO, Mme BILLON, MM. Jean-Michel ARNAUD et  
BLEUNVEN, Mme GUIDEZ, M. COURTIAL et Mme de LA PROVÔTÉ

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER**

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le tableau constituant le second alinéa du b du A du 1 de l'article 266 nonies du code des douanes est complété par une ligne ainsi rédigée :

«

.... – : Installations autorisées dont le rendement énergétique est supérieur ou égal à 0,7 et dont la production de chaleur et vapeur est supérieure ou égale à 0,5, et relevant à la fois des A et B	Tonne	-	-	-	-	-	7	7,5
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------	---	---	---	---	---	---	-----

».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à instaurer une réfaction de TGAP pour les installations de valorisation des déchets raccordées à un réseau de chaleur.

Les installations de traitement énergétique peuvent déjà bénéficier d'une réfaction de TGAP si elles présentent une performance énergétique élevée (Performance supérieure à 0,65 (rubrique C) et à 0,70 (rubrique H).

Aujourd'hui, lorsque la chaleur ou la vapeur produites alimentent des réseaux de chaleur urbains résidentiels, notamment des habitations à loyers modérés, ou industriels, cette chaleur contribue à renforcer notre souveraineté énergétique, avec un lissage des prix tout en répondant au besoin d'exutoire des déchets non recyclables, dans le respect de la hiérarchie de traitement des déchets.

Pour les installations dont au moins 50 % de l'énergie totale produite est de l'énergie thermique (chaleur ou de la vapeur) il est créée une catégorie J, incitative fiscalement : l'incitation de cette réfaction de TGAP est un signal positif pour les territoires qui veulent privilégier la fourniture de chaleur à nos réseaux de chaleur urbains et à nos industriels.

Alors que la réduction des capacités de stockage pose un défi majeur pour le traitement des déchets, et que la crise énergétique appelle à multiplier les solutions en vue de notre souveraineté, cet amendement vise à renforcer l'intérêt financier, pour les collectivités locales, de mettre en œuvre les investissements nécessaires dès à présent, afin d'assurer le traitement de nos déchets avec valorisation énergétique très performante ( $Pe > 0,7$ ).

Cet amendement est porté conjointement avec le SMDO – Syndicat Mixte du Département de l'Oise.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Laure DARCOS, MM. VERZELEN, Alain MARC, CHEVALIER, WATTEBLED, CHASSEING, GRAND, BRAULT, Vincent LOUAULT et CAPUS et Mme PAOLI-GAGIN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

Alinéa 108

Rédiger ainsi cet alinéa :

« Art. 1384 C bis. – I. – Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre peuvent, par une délibération prise dans les conditions prévues au I de l'article 1639 A bis, exonérer de taxe foncière sur les propriétés bâties, pour une durée de quinze ans à compter de l'année suivant celle de l'achèvement de l'opération unique de travaux de rénovation lourde mentionnés au 4°, les logements locatifs qui remplissent les conditions cumulatives suivantes :

**OBJET**

L'article 1384 C bis du code général des impôts, créé par l'article 6 du projet de loi de finances pour 2024, introduit une exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements locatifs sociaux anciens faisant l'objet de travaux lourds de rénovation énergétique.

Cette exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties peut être portée à 25 ans lorsque la demande d'agrément délivrée par le représentant de l'Etat dans le département a été déposée entre le 1er janvier 2024 et le 31 décembre 2026.

Dans sa rédaction actuelle, elle s'impose aux communes et aux EPCI sans compensation des produits fiscaux exonérés. En cela, elle représente une perte de ressources intégralement supportée par les budgets locaux.

Il est primordial qu'il ne soit pas dérogé au principe selon lequel, soit les exonérations s'imposent aux collectivités territoriales et elles sont alors compensées, soit elles ne font pas l'objet d'aucune compensation et elles sont alors mises en œuvre sur décision de l'organe délibérant de la collectivité.

Le présent amendement vise ainsi à conditionner la mise en place de la nouvelle exonération créée par l'article 1384 C bis au vote d'une délibération par les communes ou les EPCI, dans les conditions prévues par le code général des impôts.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. MENONVILLE, Mme Olivia RICHARD, MM. BONNECARRÈRE et KERN, Mme VERMEILLET, MM. HENNO et Jean-Michel ARNAUD, Mme ROMAGNY, M. LEVI, Mmes GUIDEZ et JACQUEMET, MM. FARGEOT et CIGLOTTI et Mme PERROT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 28

## I. – Alinéa 27

Remplacer le nombre :

40

par le nombre :

25

## II. – Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes pour l'État résultant du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

Cet amendement prévoit de lisser sur 4 ans les prélèvements sur les fonds de roulement des CCI à hauteur de 25 millions chaque année.

Le projet de loi de finances pour 2024 prévoyait initialement de baisser de 25 millions les ressources des chambres de commerces et d'industrie.

Depuis 10 ans, les financements publics affectés aux CCI ont réduit de plus de 60%, les obligeant à réduire leurs effectifs de 40%. Elles ont néanmoins maintenu leur niveau d'investissement et assuré leur mission de proximité au service des acteurs économiques des territoires.

Au regard de la conjoncture actuelle les TPE-PME ont besoin d'un accompagnement plus important. En effet, elles jouent un rôle essentiel d'une part pour encourager et accompagner l'entrepreneuriat, pour déployer l'apprentissage et la formation et d'autre part pour développer l'attractivité des territoires .

Le présent amendement tend à soutenir le premier réseau de soutien aux entreprises présent sur l'ensemble du territoire en préservant leur capacité d'action et limitant l'impact sur leur budget. Il

prévoit un trajectoire de lissage des prélèvements plus adaptée de 25 millions chaque année pendant 4 ans plutôt en remplacement des 40 millions prélevés sur 2024 puis 20 millions les 3 années suivantes.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. MENONVILLE, Mme Olivia RICHARD, MM. BONNECARRÈRE et KERN, Mme VERMEILLET, MM. HENNO et Jean-Michel ARNAUD, Mmes PERROT, GUIDEZ et JACQUEMET et MM. FARGEOT, LEVI, CIGLOTTI et BLEUNVEN

ARTICLE 28

I. – Alinéa 2, tableau, dernière colonne, quarante-neuvième ligne

Remplacer le montant :

309 800 000

par le montant :

322 156 800

II. – Alinéa 4, tableau, dernière colonne, trente-sixième ligne

Remplacer le montant :

309 800 000

par le montant :

322 156 800

III. – Alinéa 30

Compléter cet alinéa par les mots :

calculé à partir du plafond de l'année précédente revalorisé par un coefficient fixé annuellement en application du dernier alinéa de l'article 1518 bis du code général des impôts

IV. – Alinéa 32

Rédiger ainsi cet alinéa :

c) La troisième phrase du premier alinéa du II est supprimée ;

V. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par trois paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Cet amendement tend à revaloriser chaque année le plafond de la taxe additionnelle additionnelle sur la taxe sur le foncier non bâti( TATFNB).

En effet, la TATFNB représente 42 % des ressources financières des chambres d'agriculture, elle est essentielle car elle leur permet de mener à bien leurs missions de service public.

Or, depuis 2012 le plafonnement de la TATFNB a réduit leurs ressources puisque son montant a stagné alors que celui de la TFNB a augmenté sur le même rythme que le taux de revalorisation cadastrale basé sur l'indice des prix à la consommation harmonisé.

En 2023, une hausse de 3 % a été actée, elle n'a pas empêché le décrochage de la taxe affectée aux chambres par rapport au montant de la base cadastrale imposable et à la TFNB depuis 2012.

Dans un contexte des hausses de coût et alors que les missions des chambres ne cessent de s'accroître, cet amendement prévoit d'aligner le montant du plafond actuel de la TATFNB sur le taux de valorisation cadastrale sur laquelle est construite la base de la TFNB afin d'éviter un décrochage encore plus important de la TATFNB. Cela ira aussi au bénéfice du CNPF et des communes forestières.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. LEVI, Mmes MORIN-DESAILLY, VENTALON et Olivia RICHARD, MM. LAUGIER, HENNO et Alain MARC, Mme JOSENDE, M. DUFFOURG, Mme BILLON, MM. Henri LEROY, CHATILLON, HINGRAY, CIGIOTTI, Jean-Michel ARNAUD, BONNECARRÈRE et KERN, Mme BONFANTI-DOSSAT et M. BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 QUINVICIES**

Après l'article 5 quinquies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 220 octies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa du III, le taux : « 20 % » est remplacé par le taux : « 30 % » ;

2° Le III bis est complété par une phrase ainsi rédigée : « Lorsqu'une entreprise ne satisfait plus, à la date de la clôture de son exercice, à la définition des micro, petites et moyennes entreprises donnée à l'article I au règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin précité, le taux du crédit d'impôt est maintenu à titre conservatoire à 40 % au titre de cet exercice et des deux exercices suivants. »

II. – Le I s'applique aux crédits d'impôt calculés au titre des exercices clos à compter du 31 décembre 2023.

III. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le crédit d'impôt pour la production phonographique (CIPP) a prouvé son efficacité dans le secteur musical en soutenant les entreprises dans leurs projets à risque.

Ce dispositif a des objectifs culturels, comme la promotion de la diversité et des talents émergents, et économiques, en renforçant les petites entreprises et en maintenant l'emploi.

Toutefois, l'application d'un taux réduit de 20% (au lieu de 40%) pour les entreprises de taille moyenne crée un effet de seuil défavorable, surtout pour celles en phase de croissance.

Ce seuil peut engendrer une incertitude économique, exacerbée par l'émergence du streaming musical, qui peut rapidement augmenter le chiffre d'affaires et réduire le soutien fiscal des entreprises moyennes, les poussant à privilégier les projets plus rentables au détriment de la diversité artistique.

De plus, les grandes entreprises investissant dans des petites et moyennes entreprises les exposent à ce taux réduit, limitant leur croissance et leur capacité à développer de nouveaux artistes.

L'amendement proposé vise donc à : Prolonger de deux ans l'éligibilité des entreprises de taille moyenne au taux bonifié du CIPP, offrant ainsi une meilleure visibilité pour leurs investissements à long terme.

Augmenter le taux pour les grandes entreprises de 20% à 30%, afin d'éviter de pénaliser les moyennes entreprises et les TPE/PME détenues en partie par une grande entreprise.

Cette mesure permettra d'équilibrer le soutien fiscal sans créer d'effets d'aubaine grâce au plafonnement existant du crédit d'impôt.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. LEVI et BONHOMME, Mmes VENTALON et Olivia RICHARD, MM. LAUGIER, HENNO et Alain MARC, Mme JOSENDE, M. DUFFOURG, Mme BILLON, MM. Henri LEROY et CHATILLON, Mme MORIN-DESAILLY et MM. HINGRAY, CIGOLOTTI, Jean-Michel ARNAUD, KERN, CHASSEING, PANUNZI et BLEUNVEN

C	
G	

ARTICLE 6

Alinéa 108

Rédiger ainsi cet alinéa :

« Art. 1384 C bis. – I. – Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre peuvent, par une délibération prise dans les conditions prévues au I de l'article 1639 A bis, exonérer de taxe foncière sur les propriétés bâties, pendant une durée de quinze ans à compter de l'année suivant celle de l'achèvement de l'opération unique de travaux de rénovation lourde mentionnés au 4°, les logements locatifs qui remplissent les conditions cumulatives suivantes :

OBJET

L'article 1384 C bis du code général des impôts, introduit par l'article 6, crée une exonération de taxe foncière pour les logements sociaux anciens qui subissent des travaux de rénovation énergétique. Cette exonération, valable pour 25 ans, s'applique aux logements sociaux de plus de 40 ans qui sont rénovés pour atteindre un classement énergétique de « B » ou « A » à partir d'un classement initial de « F » ou « G ».

Cette exonération est automatique et obligatoire pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), mais elle n'est pas compensée financièrement par l'État. Cela signifie une perte de revenus pour les budgets locaux, sans aucune estimation de l'impact financier.

L'amendement proposé cherche à modifier cette situation en rendant l'exonération conditionnelle à une décision des communes ou des EPCI. En d'autres termes, l'exonération ne serait mise en place que si elle est décidée par un vote de l'organe délibérant local, conformément aux règles du code général des impôts. L'idée est de maintenir le principe selon lequel les exonérations imposées aux collectivités locales doivent être compensées financièrement par l'État ou, si elles ne sont pas compensées, elles doivent être adoptées par une décision locale.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

MM. LEVI et BONHOMME, Mmes VENTALON et Olivia RICHARD, MM. LAUGIER, HENNO et Alain MARC, Mme JOSENDE, M. DUFFOURG, Mme BILLON, M. Henri LEROY, Mme MORIN-DESAILLY et MM. CHATILLON, HINGRAY, CIGOLOTTI, Jean-Michel ARNAUD, KERN, CANÉVET et BLEUNVEN

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 12

Après l'article 12

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Une fraction du produit de la fraction perçue en métropole sur les produits énergétiques, autres que les gaz naturels et les charbons, de l'accise sur les énergies prévue à l'article L. 312-1 du code des impositions sur les biens et services revenant à l'État, est attribuée aux collectivités territoriales, collectivités à statut particulier et établissements publics territoriaux ayant adopté un plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement. Cette fraction est calculée de manière à ce que le montant versé à chaque collectivité concernée s'élève à 10 euros par habitant pour les établissements publics de coopération intercommunale et la métropole de Lyon. Par exception, cette fraction est calculée pour être égale, sur le territoire de la métropole du Grand Paris, à hauteur de 5 euros par habitant pour la métropole du Grand Paris, à 5 euros par habitant pour ses établissements publics territoriaux et à 5 euros par habitant pour Paris.

II. – Une fraction du produit de la fraction perçue en métropole sur les produits énergétiques, autres que les gaz naturels et les charbons, de l'accise sur les énergies prévue à l'article L. 312-1 du code des impositions sur les biens et services revenant à l'État est attribuée aux collectivités territoriales ayant adopté un schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie conformément à l'article L. 222-1 du code de l'environnement ou un schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires conformément à l'article L. 4251-1 du code général des collectivités territoriales. Cette fraction est calculée de manière à ce que le montant versé à chaque collectivité concernée s'élève à 5 euros par habitant.

III. – Les modalités d'attribution des fractions prévues aux I et II du présent article sont fixées dans le contrat de relance et de transition écologique conclu entre l'État et la collectivité ou le groupement concerné, la région pouvant être cocontractante des contrats avec les collectivités territoriales de son territoire.

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État des I, II et III est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Pour atteindre les objectifs nationaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de la consommation énergétique, il est crucial que les collectivités territoriales, acteurs clés de la transition écologique et énergétique, aient les ressources budgétaires nécessaires. Le coût de la transition écologique est estimé à au moins 12 milliards d'euros par an pour respecter les objectifs de la stratégie nationale bas carbone.

Les collectivités territoriales ont besoin de financements stables pour mener à bien leurs responsabilités dans la transition écologique : rénovation énergétique de leurs bâtiments, soutien à la rénovation des logements privés, développement d'énergies renouvelables, mobilités durables, gestion de l'eau et prévention des inondations, entre autres.

Les plans climat-air-énergie territoriaux (PCAET) pour les intercommunalités et les schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) sont les cadres stratégiques de ces initiatives. Cependant, le manque de ressources propres limite l'action des collectivités, et sans financement adéquat, ces plans risquent de rester théoriques.

Alors que l'élaboration d'un plan coûte environ 1 euro par habitant, sa mise en œuvre peut coûter entre 100 et 200 euros par habitant. De plus, la taxe carbone, qui a généré 8 milliards d'euros de recettes, est acceptée par le public seulement si ses revenus sont clairement utilisés pour des actions concrètes en faveur de la transition écologique.

L'amendement proposé vise à allouer une dotation de 10 euros par habitant aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) avec un PCAET et de 5 euros par habitant aux régions avec un SRADDET, financée par une fraction de l'accise sur les énergies. Cette dotation serait conditionnée à des engagements précis des collectivités en faveur de la transition écologique, via des contrats de réussite écologique.

Cet amendement est similaire à celui adopté par le Sénat en novembre 2022, mais qui a été supprimé du texte final du projet de loi de finances pour 2023.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. LEVI et BONHOMME, Mmes VENTALON et Olivia RICHARD, MM. LAUGIER, HENNO et Alain MARC, Mme JOSENDE, M. DUFFOURG, Mme BILLON, MM. Henri LEROY et CHATILLON, Mme MORIN-DESAILLY et MM. HINGRAY, CIGOLOTTI, Jean-Michel ARNAUD, KERN et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER**

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le code de l'environnement est ainsi modifié :

1° L'article L. 541-10 est ainsi modifié :

a) Le premier alinéa est rédigé comme suit :

« I. – Toute personne physique ou morale qui élabore, fabrique, manipule, traite, vend ou importe des produits ou des éléments et matériaux entrant dans leur fabrication, dite producteur au sens de la présente sous-section, est soumis à la responsabilité élargie du producteur. En application de cette responsabilité, il peut être fait obligation au dit producteur de contribuer à la prévention et à la gestion des déchets qui proviennent des produits ou des éléments et matériaux entrant dans leur fabrication qu'il élabore, fabrique, manipule, traite, vend ou importe, ainsi que d'adopter une démarche d'éco-conception des produits, de soutenir les réseaux de réemploi et de réparation, tels que ceux gérés par les entreprises de l'économie sociale et solidaire ou favorisant l'insertion par l'emploi, et de développer le recyclage des déchets issus des produits.

b) Après le même premier alinéa, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

« Pour les producteurs de produits qui ne sont pas mentionnés à l'article L. 541-10-1, la responsabilité élargie des producteurs peut prendre la forme d'actions de réduction des déchets générés par leurs produits ou de facilitation de leur recyclage, via l'éco-conception ou le soutien au réemploi de leurs produits, d'un soutien au développement du recyclage de leurs produits, ou de contributions financières à la gestion des déchets issus de leurs produits. Ces actions ne sont pas soumises aux règles d'agrément définies dans la présente section.

« Les producteurs doivent justifier publiquement des actions mises en œuvre en application de l'alinéa précédent. Les producteurs dont la société est visée à l'article L. 225-102-1 du code de commerce doivent les intégrer à la déclaration de performance extra-financière mentionnée au I. Un décret fixe les modalités d'application de cet alinéa et les seuils de chiffre d'affaires et d'unité mises en marché en dessous desquels les producteurs ne sont pas visés par l'obligation. »

2° Au début du premier alinéa de l'article L. 541-10-1, les mots « Relèvent du principe de responsabilité élargie du producteur » sont remplacés par les mots : « » Les producteurs des produits

suivants sont tenus de contribuer à la prévention et à la gestion des déchets générés par les produits, élément et matériaux qu'ils élaborent, fabriquent, manipulent, traitent, vendent ou importent ».

### **OBJET**

La responsabilité élargie des producteurs (REP), en place en France depuis plus de vingt-cinq ans, a joué un rôle clé dans le développement du recyclage. En obligeant les producteurs à s'occuper de la gestion de fin de vie de leurs produits, la REP a favorisé l'essor des filières de recyclage en France et encouragé les producteurs à concevoir des produits plus respectueux de l'environnement.

Cependant, la REP ne couvre qu'une sélection limitée de produits. Environ un tiers des déchets dans les poubelles françaises provient de produits, hors produits fermentescibles, qui ne sont pas soumis à la REP. Ces produits représentent plus de 10 millions de tonnes de déchets non recyclables chaque année.

Nous sommes face à un paradoxe où les producteurs de produits recyclables contribuent au recyclage de leurs produits, tandis que les fabricants de produits non recyclables ne sont pas tenus responsables des déchets qu'ils génèrent. Ces derniers, souvent plus nuisibles à l'environnement, échappent aux principes de l'économie circulaire. La conception de ces produits est principalement guidée par des critères techniques et économiques, sans considération pour l'impact environnemental.

Cette incohérence n'a pas été résolue par la loi AGEC (loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire).

Cet amendement vise à étendre la REP à tous les produits, en précisant que la responsabilité des producteurs s'applique en principe à chaque produit. Toutefois, le modèle français de REP, basé sur un éco-organisme financé par les éco-contributions et gérant ou finançant le recyclage, ne convient pas à tous les produits. L'amendement propose donc que la REP puisse également prendre la forme d'autres engagements des producteurs pour réduire les déchets générés par leurs produits ou contribuer à leur recyclage ou traitement. Ainsi, tous les producteurs devront réfléchir à la gestion de fin de vie de leurs produits.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. LEVI et BONHOMME, Mmes VENTALON et Olivia RICHARD, MM. LAUGIER, HENNO et Alain MARC, Mme JOSENDE, M. DUFFOURG, Mme BILLON, MM. Henri LEROY et CHATILLON, Mme MORIN-DESAILLY et MM. HINGRAY, CIGOLOTTI, Jean-Michel ARNAUD, KERN, CANÉVET et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le I de l'article 1522 bis du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le deuxième alinéa est ainsi modifié :

a) Les mots : « pour chaque local imposable » sont supprimés ;

b) Sont ajoutées deux phrases ainsi rédigées : « Cette quantité de déchets est mesurée soit pour chaque local imposable, soit à l'échelle des résidences constituées en habitat vertical ou pavillonnaire, soit à l'échelle de secteurs, pour l'ensemble des locaux qui les composent, pour être ensuite répartie entre eux au prorata de leur valeur locative foncière retenue pour l'établissement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. Un décret en Conseil d'État viendra préciser les critères sur la base desquels seront déterminés ces secteurs. » ;

2° Le quatrième alinéa est supprimé.

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

La mise en place de la tarification incitative pour la gestion des déchets dans les zones urbaines denses est peu répandue, principalement en raison des défis opérationnels et des coûts associés, notamment dans les zones à forte densité de logements collectifs. La mesure individuelle des déchets y est

complexe, nécessitant des investissements conséquents et une gestion administrative lourde, avec un risque accru d'incivilités telles que les dépôts clandestins.

Cet amendement propose de simplifier ce processus en introduisant une Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères Incitative (TEOMi) à un niveau collectif plutôt qu'individuel. La TEOMi serait basée sur la mesure collective des déchets par secteurs définis, tels que des communes, quartiers, îlots ou immeubles. Ces secteurs seraient déterminés dans une délibération en fonction de critères objectifs et adaptés au territoire.

La part variable de la taxe pour chaque contribuable serait calculée en fonction du tonnage de déchets mesuré pour chaque secteur, en appliquant un prorata basé sur la valeur locative foncière utilisée pour la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. Cette méthode n'entraînerait pas de nouveaux zonages de taux de TEOM ni de surcharge de travail pour les services fiscaux, car les collectivités calculeraient et intégreraient la part variable dans les fichiers d'imposition.

Cette approche vise à encourager une dynamique collective pour changer les comportements et atteindre l'objectif de réduction des déchets. Elle a aussi l'avantage de limiter les incivilités liées aux dépôts sauvages, qui sont une préoccupation majeure dans les zones urbaines lors de l'introduction de la tarification incitative individuelle.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. LEVI et BONHOMME, Mmes VENTALON et Olivia RICHARD, MM. LAUGIER, HENNO et Alain MARC, Mme JOSENDE, M. DUFFOURG, Mme BILLON, MM. Henri LEROY et CHATILLON, Mme MORIN-DESAILLY et MM. HINGRAY, CIGOLOTTI, Jean-Michel ARNAUD, KERN, CHASSEING, DELCROS, CANÉVET et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 27 DUODECIES

Rédiger ainsi cet article :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 1520 est complété par un paragraphe V ainsi rédigé :

« V. – La taxe, lorsqu'elle est instituée, s'applique sur l'intégralité du territoire sous réserve des dispositions de l'article L. 2333-76 du code général des collectivités territoriales. Toutefois, à titre dérogatoire, si des différences objectives de service le justifient, la commune, l'établissement public de coopération intercommunale ou l'établissement public local compétent peut décider de n'instituer la taxe que sur une partie seulement de son territoire nonobstant les mécanismes transitoires prévus par l'article 1639 A bis du code général des impôts. » ;

2° Au I bis de l'article 1522 bis après la référence : « article 1639 A bis », la fin de la phrase est supprimée ;

3° L'article 1639 A bis est ainsi modifié :

a) La première phrase du deuxième alinéa du III est complétée par les mots : « sous réserve des dispositions du V de l'article 1520 » ;

b) Le premier alinéa du IV est complété par les mots : « , sous réserve des dispositions du V de l'article 1520 ».

II. – Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° L'article L. 2333-76 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« La redevance, lorsqu'elle est instituée, s'applique sur l'intégralité du territoire. Toutefois, à titre dérogatoire, si des différences objectives de service le justifient, la commune, l'établissement public de coopération intercommunale ou l'établissement public local compétent peut décider de n'instaurer la redevance que sur une partie seulement de son territoire nonobstant les mécanismes transitoires prévus par l'article 1639 A bis du code général des impôts et les deuxième et troisième alinéa du présent article. Le service du territoire couvert par la redevance fait l'objet d'un budget distinct. » ;

2° La première phrase du troisième alinéa de l'article L. 2333-78 est ainsi rédigée : « Ils ne peuvent l'instituer que sur les secteurs géographiques où ils n'ont pas institué la redevance prévue à l'article L. 2333-76. »

III. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

La loi de transition énergétique pour la croissance verte de 2015 a instauré une obligation de tarification incitative pour la gestion des déchets, avec pour objectif de réduire les ordures ménagères résiduelles et d'améliorer le tri. Les cibles étaient ambitieuses : couvrir 15 millions de Français en 2020 et 25 millions en 2025. Cependant, seulement 6 à 7 millions de personnes sont actuellement concernées, révélant un écart significatif entre les objectifs et la réalité.

Les collectivités rencontrent des difficultés dans le déploiement de cette tarification, notamment en raison de l'impossibilité pour les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) d'appliquer cette tarification incitative à une partie de leur territoire seulement. Actuellement, cette flexibilité n'existe que sous forme d'expérimentations temporaires. Sa généralisation est essentielle pour relancer la mise en œuvre de la tarification incitative là où elle est pertinente.

En zone urbaine dense, la mise en place de cette tarification est complexe du fait de la nécessité d'individualiser les facturations. En revanche, en zone pavillonnaire ou rurale, l'habitat individuel facilite l'identification et rend la tarification incitative plus aisée. Les EPCI et les syndicats de traitement des déchets, gérant des territoires aux caractéristiques variées, sont confrontés à des défis différents.

L'amendement propose de supprimer l'obligation d'harmonisation des modes de financement du service public de gestion des déchets, permettant ainsi le maintien de la tarification incitative sur les territoires récemment fusionnés. Cela aiderait à préserver un dispositif efficace, particulièrement en zone rurale, et à soutenir la transition écologique.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme MULLER-BRONN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES**

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

- I. – Les deuxième et quatrième alinéas de l'article 793 bis du code général des impôts sont supprimés.
- II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à la taxe visée à l'article 235 ter ZD du Code général des impôts.

**OBJET**

La stabilité du foncier attaché aux exploitations viticoles est indispensable à la pérennité de celles-ci. Lorsque des terres ou vignes louées à long terme font l'objet d'une transmission à titre gratuit (donation ou succession), ils bénéficient d'une exonération de 75 %, plafonnée à 300 000€.

Ce plafond est porté à 500 000 € si le bénéficiaire de la transmission s'engage à conserver le bien pendant au moins 10 ans. Au-delà de ces limites, l'exonération est de 50 %.

Or, d'une façon générale, la transmission à titre gratuit d'entreprises bénéficie d'une exonération de 75 % sans plafond, y compris s'agissant de parts ou actions détenues par des associés ne participant pas eux-mêmes à l'activité de la société et qui n'assurent que le portage des capitaux nécessaires à l'activité (dispositif « Dutreil »).

Une transposition de ce principe au capital foncier attaché durablement à une exploitation agricole ou viticole est d'autant plus nécessaire que la valeur de ce capital est très élevée au regard de sa rentabilité effective ce qui constitue un frein important aux transmissions des exploitations, en particulier dans un cadre familial.

Pour favoriser cette stabilité, le présent amendement vise à alléger la fiscalité applicable aux bénéficiaires d'une transmission à titre gratuit de biens ruraux loués par bail à long terme lorsque ces bénéficiaires s'engagent à les conserver pour une longue durée.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BURGOA, PANUNZI, SOL et HENNO, Mme GUIDEZ, M. Jean-Baptiste BLANC, Mme DUMONT, MM. de LEGGE, SAURY, REYNAUD, Daniel LAURENT, BRISSON et KLINGER, Mmes GRUNY, DREXLER, DUMAS, Marie MERCIER et LASSARADE, M. LONGEOT, Mme LOPEZ, MM. SOMON, CADEC et GENET, Mmes BONFANTI-DOSSAT et PERROT, MM. BELIN et LEVI et Mme IMBERT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS**

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au premier alinéa du I de l'article 278-0 bis A, après le mot : « énergétique », sont insérés les mots : « , ainsi que les travaux induits qui leur sont indissociablement liés, ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à sécuriser juridiquement et clarifier, pour les professionnels et les particuliers, l'application du taux réduit de TVA à 5,5% des travaux induits et indissociablement liés aux travaux de rénovation énergétique.

En effet, lors de prestations de rénovation énergétique soumis à la TVA à 5,5%, plusieurs travaux induits et indissociablement liés sont souvent indispensables. Par exemple, lors de l'installation des pompes à chaleur ou d'équipements de production d'énergie utilisant une source d'ENR, l'adaptation du local recevant les équipements, les éventuelles modifications de l'installation électrique, ou encore l'installation d'un système de ventilation sont nécessaires.

Compte tenu de leur nature, ces travaux peuvent être réalisés par des entreprises artisanales différentes mais sont indissociablement liés aux travaux de rénovation énergétique et sont donc soumis au taux réduit de TVA.

Or, depuis sa réécriture en 2022, l'article 278-O bis A du CGI, relatif au taux réduit de TVA pour les travaux de rénovation énergétique, ne mentionne plus les travaux induits indissociablement liés. Cette situation a engendré une grande confusion et une insécurité juridique manifeste pour les acteurs de terrain et freine les objectifs de la trajectoire de performance énergétique et de décarbonation.

Cet amendement permet donc de lever toute confusion et sécuriser juridiquement l'ensemble du dispositif de taux réduit applicable aux travaux de rénovation énergétique.

Nb : La rectification consiste en un changement de place de l'article additionnel après l'article 10 septies vers l'article additionnel après l'article 6 bis.







**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes JOSEPH, MICOULEAU et BERTHET, MM. DAUBRESSE et LEVI, Mme VALENTE LE HIR, MM. BOUCHET, HENNO et Henri LEROY, Mme DUMAS, MM. CHATILLON et MICHALLET, Mmes IMBERT et VENTALON, M. KERN, Mme GRUNY, M. ALLIZARD, Mmes LASSARADE et DREXLER et MM. GENET, KLINGER et GROSPERRIN

**ARTICLE 10**

I. – Alinéa 31, tableau, deux dernières colonnes, deux dernières lignes

Rédiger ainsi ces lignes :

42 500	18 750
46 750	20 625

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La franchise en base de TVA permet notamment aux entreprises étrangères et aux micro-entreprises de facturer leurs ventes et leurs prestations de services sans acquitter de TVA, et ce dans la limite d'un plafond de chiffre d'affaires. Or un tel régime de TVA constitue une source manifeste de concurrence déloyale pour les entreprises, spécialement dans le domaine du bâtiment travaux publics (BTP).

Si cette franchise en base de TVA a été étendue aux petites entreprises étrangères, le plafond proposé par l'article 10 peut poser des problèmes. Ni plus, ni moins, il y a un risque patent de distorsion de concurrence pour nos entreprises. En effet, une entreprise étrangère pourra bénéficier de la franchise de TVA applicable aux entreprises françaises qui, elles n'en bénéficieront pas, si elles dépassent le plafond de chiffre d'affaires. La situation est la même pour des micro-entreprises confrontées à des entreprises dont le chiffre d'affaires sera plus important, mais qui interviendraient dans le même domaine que ces micro-entreprises.

À la lumière de ces concurrences indues, il serait souhaitable de limiter le montant de cette franchise applicable. L'objet de cet amendement est donc de proposer un niveau de franchise deux fois moins important que celui retenu par l'actuel article 10 du projet de loi de finances pour 2024. En outre, la division par deux de ce plafond apporterait un gain pour nos finances publiques estimé entre 2 et 2,4 milliards d'euros d'après un récent rapport du Conseil des Prélèvements Obligatoires.



**A M E N D E M E N T**

<b>C</b>	
<b>G</b>	

présenté par

M. BURGOA, Mme MICOULEAU, MM. PANUNZI, Henri LEROY, HOUPERT, SAURY et BRUYEN,  
Mme DUMONT, MM. Daniel LAURENT, BRISSON et SIDO, Mmes JOSENDE et DUMAS, M. BOUCHET,  
Mme LOPEZ, M. CADEC, Mmes BONFANTI-DOSSAT et PERROT, MM. BELIN et GENET et  
Mme BERTHET

ARTICLE 28

I. – Alinéa 2, tableau, dernière colonne, quarante-neuvième ligne

Remplacer le montant :

309 800 000

par le montant :

322 156 800

II. – Alinéa 5, tableau, dernière colonne, trente-sixième ligne

Remplacer le montant :

309 800 000

par le montant :

322 156 800

III. – Alinéa 30

Compléter cet alinéa par les mots :

calculé à partir du plafond de l'année précédente revalorisé par un coefficient fixé annuellement en  
application du dernier alinéa de l'article 1518 bis du code général des impôts

IV. – Alinéa 32

Rédiger ainsi cet alinéa :

c) La troisième phrase du premier alinéa du II est supprimée ;

V. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par trois paragraphes  
ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Le présent amendement vise à revaloriser annuellement le plafond via une indexation sur l'indice des prix à la consommation (comme la TFNB et, par conséquent, à relever le montant de taxe affectée aux Chambres d'agriculture pour 2024 et à supprimer totalement la limite maximale de hausse du montant perçu par une Chambre d'une année sur l'autre.

Actuellement, le montant attribué aux Chambres d'agriculture étant plafonné, et la base cadastrale imposable n'ayant cessé d'augmenter (revalorisation annuelle prévue par l'article 1518 bis du code général des impôts - pour 2024 : + 7,1%), cela a conduit mécaniquement à une baisse du taux de la taxe affectée aux Chambres d'agriculture et à un appauvrissement des Chambres d'agriculture.

En effet, la valeur de la base cadastrale imposable est passée de 2,347 M€ en 2015 à 2,613 Md€ en 2022, soit une hausse de 11,3% alors que pendant la même période, le montant de la TATFNB est resté stable à 292 ME. Concrètement, cela signifie que le réseau des Chambres d'agriculture n'a pas bénéficié de l'accroissement de l'assiette de sa taxe car le taux de prélèvement de la TATFNB a baissé mécaniquement en raison du plafonnement du montant de la TATFNB. Ainsi, le taux de prélèvement de la TATFNB sur la base cadastrale imposable est passé de 12,5 en 2015 à 11,2% en 2022 et 10,5% en 2023. A titre d'illustration pour l'année 2023, cela correspond à une perte de ressources d'environ 35 M€ pour le réseau des Chambres. En effet, si on applique le taux de prélèvement de 2015 (12,5%) à la base cadastrale imposable de 2023, la taxe perçue aurait été de près de 336ME.

L'appauvrissement des Chambres d'agriculture lié au plafonnement de la TATFNB depuis 10 ans est d'autant plus préjudiciable que les missions des Chambres d'agriculture pour accompagner les agriculteurs n'ont cessé de croître sur cette période (animation des concertations régionales sur le Pacte et la Loi d'Orientation et d'Avenir Agricoles, ESSOC, phytos, identification animale avec la Base Nationale Opérateurs, Registre National des Entreprises, guichet unique non transféré, point info installation-transmission, etc.) et il n'est plus tenable dans la durée.

En outre, les hausses en 2022 (+2,75%) puis en 2023 (+1,75%) de la valeur du point des chambres d'agriculture, pourtant plus faibles que celles accordées à la fonction publique (3,5% et 1,5%), a un impact financier annuel de plus de 21 M€.

Enfin, dans le cadre du chantier gouvernemental prioritaire de planification écologique, le rôle des Chambres sera déterminant dans la réussite de la transition du monde agricole et nécessite un renforcement des moyens :

- Pour produire des analyses fondées sur des références réelles permettant de démontrer la faisabilité économique à l'échelle de l'exploitation de la transition (à l'instar de l'analyse des cheptels laitiers à partir de la base de données INOSYS);

- Pour aller chez les exploitants afin de leur démontrer l'intérêt de s'inscrire dans ces transitions pour leur exploitation et surmonter les résistances aux changements. Cela impliquera un coût de formation

pour les conseillers évalué à plusieurs M€ et un coût d'accompagnement individuel évalué à 73 M€/an sur la base d'un accompagnement tous les 5 ans de 2 jours de conseils pour 80% des 416 000 exploitations agricoles (45 M€ si on vise uniquement 50%).

Le Gouvernement a retenu dans le texte sur lequel il a engagé sa responsabilité devant l'Assemblée nationale:

- Une hausse de 3% du plafond, soit un montant de 309 M€;
- Un rehaussement de la limite maximale de hausse du montant perçu par une Chambre d'une année sur l'autre de 3% à 10%.

Ces évolutions ne contentent absolument pas le réseau des Chambres qui alerte du risque de ne pas pouvoir bénéficier de moyens financiers suffisants pour accompagner des agriculteurs pour faire face aux enjeux climatiques et environnementaux faute d'une revalorisation de leurs ressources à hauteur de l'inflation (+ 7,1%).

- Une hausse du plafond pour atteindre un montant de 322 M€ (+ 7,1% par rapport au montant de 300,8 M€ prévu dans le PLF initial et + 4% par rapport au montant de 309,8 M€ proposé par le Gouvernement);
- Une suppression totale de la limite maximale de hausse du montant perçu par une Chambre d'une année sur l'autre, afin de permettre une répartition plus juste des ressources entre les Chambres via la péréquation;
- Une revalorisation annuelle du plafond via une indexation sur l'indice des prix à la consommation (comme pour la TFNB, à travers l'article 1518 bis du CGI).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Stéphane DEMILLY

au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 SEXIES**

Après l'article 16 sexies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Au 1° de l'article L. 6360-1 du code des transports, après les mots : « aérodromes de », sont insérés les mots : « Bordeaux-Mérignac, ».

**OBJET**

Le nouveau plan de gêne sonore de l'aéroport de Bordeaux-Mérignac, qui devrait remplacer sous peu le plan actuel, datant de 2004, inclura dans son périmètre environ 1 200 logements supplémentaires. Actuellement, l'aéroport est classé dans le troisième groupe d'aérodromes, celui pour lesquels le taux de taxe sur les nuisances sonores aériennes (TNSA) est le plus faible. Il en résulte que, si la taxe se maintient à son niveau actuel, les travaux d'insonorisation des logements et des établissements scolaires et sanitaires financés en partie par la TNSA ne pourraient pas aboutir avant plusieurs décennies. Cette situation n'est pas justifiable au regard des impératifs de santé publique et de l'acceptabilité sociale du transport aérien.

Le présent amendement tend donc à classer l'aéroport de Bordeaux-Mérignac au sein du premier groupe d'aéroports au lieu du troisième actuellement, afin que la TNSA puisse financer les travaux d'insonorisation nécessaires dans des délais acceptables. Les ministres chargés respectivement du budget, de l'aviation civile et de l'environnement devront par conséquent prendre un arrêté modificatif afin de fixer un montant de TNSA compatible avec la limite minimum pour ce groupe, qui est de 20 € par décollage, selon l'article L. 422-54 du code des impositions sur les biens et services.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Stéphane DEMILLY

au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 NONIES

Après l'article 5 nonies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 39 decies A du code général des impôts, il est inséré un article 39 decies A ... ainsi rédigé :

« Art. 39 decies A .... – Les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés ou à l'impôt sur le revenu selon un régime réel d'imposition peuvent déduire de leur résultat imposable :

« 1° Une somme égale à 20 % de la valeur d'origine des véhicules immatriculés et des engins non immatriculés utilisés exclusivement sur le côté piste des aéroports, hors frais financiers, affectés à leur activité et qu'elles acquièrent neufs à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2026, lorsqu'ils utilisent exclusivement une ou plusieurs des énergies suivantes :

« a) Le gaz naturel et le biométhane carburant ;

« b) Le carburant ED95 composé d'un minimum de 90,0 % d'alcool éthylique d'origine agricole ;

« c) L'électricité ;

« d) L'hydrogène.

« 2° Une somme égale à 20 % de la valeur d'origine des biens destinés à l'alimentation électrique et en conditionnement d'air des aéronefs à tous les postes de stationnement au contact au sens de l'article 12 du règlement (UE) 2023/1804 du Parlement européen et du Conseil du 13 septembre 2023 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs et abrogeant la directive 2014/94/UE utilisés pour les opérations de transport aérien commercial, par le réseau terrestre, hors frais financiers, affectés à leur activité, qu'elles acquièrent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2024 ;

« 3° Une somme égale à 20 % de la valeur d'origine des biens destinés à l'alimentation électrique et en conditionnement d'air des aéronefs à tous les postes de stationnement au large au sens de l'article 12 du règlement (UE) 2023/1804 du Parlement européen et du Conseil du 13 septembre 2023 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs et abrogeant la directive 2014/94/UE utilisés pour les opérations de transport aérien commercial, par le réseau

terrestre, hors frais financiers, affectés à leur activité, qu'elles acquièrent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2026.

« La déduction est répartie linéairement sur la durée normale d'utilisation des biens. En cas de cession du bien avant le terme de cette période, elle n'est acquise à l'entreprise qu'à hauteur des montants déjà déduits du résultat à la date de la cession, qui sont calculés pro rata temporis.

« L'entreprise qui prend en location un bien neuf mentionné au 1° ou au 3° du présent I, dans les conditions prévues au 1 de l'article L. 313-7 du code monétaire et financier en application d'un contrat de crédit-bail ou dans le cadre d'un contrat de location avec option d'achat, conclu à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2026, peut déduire la somme prévue aux 1° et 3° du présent I, hors frais financiers, au moment de la signature du contrat. Cette déduction est répartie prorata temporis sur la durée normale d'utilisation du bien à compter de l'entrée en location. Si l'entreprise crédit-preneuse ou locataire acquiert le bien, elle est autorisée à appliquer la déduction. La déduction cesse à compter de la cession ou de la cessation par l'entreprise du contrat de crédit-bail ou de location avec option d'achat ou du bien et ne peut pas s'appliquer au nouvel exploitant.

« L'entreprise qui prend en location un bien neuf mentionné au 2° du présent I, dans les conditions prévues au 1 de l'article L. 313-7 du code monétaire et financier en application d'un contrat de crédit-bail ou dans le cadre d'un contrat de location avec option d'achat, conclu à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2024, peut déduire la somme prévue aux 2° du présent I, hors frais financiers, au moment de la signature du contrat. Cette déduction est répartie prorata temporis sur la durée normale d'utilisation du bien à compter de l'entrée en location. Si l'entreprise crédit-preneuse ou locataire acquiert le bien, elle est autorisée à appliquer la déduction. La déduction cesse à compter de la cession ou de la cessation par l'entreprise du contrat de crédit-bail ou de location avec option d'achat ou du bien et ne peut pas s'appliquer au nouvel exploitant.

« L'entreprise qui donne le bien en crédit-bail ou en location avec option d'achat ne peut pas pratiquer la déduction mentionnée au I. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

## **OBJET**

La décarbonation du transport aérien exige de mobiliser tous les leviers existants afin d'obtenir les résultats les plus élevés le plus rapidement possible. À cet égard, il ne faut pas concentrer seulement sur la décarbonation des aéronefs en vol, mais veiller aussi à celle des opérations au sol.

Le présent amendement tend à favoriser cette décarbonation des opérations au sol. Il prévoit tout d'abord un dispositif de déduction fiscale favorisant l'achat ou la location de longue durée d'engins de piste utilisant une énergie décarbonée. Favoriser l'achat de ces engins permettrait aussi de limiter les émissions d'oxyde d'azote.

Il tire également les conséquences du règlement européen du 13 septembre 2023 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs (dit "règlement Afir"). L'article 12 de ce règlement fixe des objectifs pour la fourniture d'électricité aux aéronefs en stationnement applicables le 31 décembre 2024 ou le 31 décembre 2029 en fonction de type de stationnement.

Cet amendement prévoit ainsi une déduction d'impôt afin de soutenir les aéroports dans la mise en conformité aux obligations fixées dans ce règlement, qui entreront en vigueur dans un très bref délai. Cette fourniture d'électricité permet d'éviter aux aéronefs d'utiliser leurs moteurs auxiliaires de puissance (APU) à l'arrêt. Ces moteurs ont une consommation de kérosène très élevée, et sont

également source de nuisances sonores et émettent des particules fines, néfastes pour la qualité de l'air. Il est donc nécessaire de donner aux aéroports le moyen de respecter le cadre juridique fixé par le règlement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Stéphane DEMILLY

au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 SEXIES

Après l'article 16 sexies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Les compagnies aériennes peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt au titre des dépenses d'achat de carburants d'aviation durables qu'elles exposent au cours de l'année pour les vols dont les émissions de gaz à effet de serre ne sont pas soumises aux obligations du système européen d'échange de quotas d'émission instauré par la directive 2003/87/ CE du Parlement et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans l'Union et modifié par la directive 2023/958 du Parlement et du Conseil du 10 mai 2023 modifiant la directive 2003/87/CE en ce qui concerne la contribution de l'aviation à l'objectif de réduction des émissions dans tous les secteurs de l'économie de l'Union et la mise en œuvre appropriée d'un mécanisme de marché mondial. Le taux du crédit d'impôt est de 50 % du surcoût entre l'achat effectif de carburants d'aviation durables et l'achat théorique de kérosène.

Lorsque les sociétés de personnes mentionnées aux articles 8 et 238 bis L ou groupements mentionnés aux articles 239 quater, 239 quater B et 239 quater C ne sont pas soumis à l'impôt sur les sociétés, le crédit d'impôt peut, sous réserve des dispositions prévues au dernier alinéa du I de l'article 199 ter B, être utilisé par les associés proportionnellement à leurs droits dans ces sociétés ou ces groupements.

II. – Les dépenses ouvrant droit au crédit d'impôt sont les achats de carburants d'aviation durables et d'autres carburants d'aviation qui ne sont pas dérivés de combustibles fossiles, recensés dans le règlement relatif à l'instauration d'une égalité des conditions de concurrence pour un secteur du transport aérien durable, exclusivement issus de projets industriels localisés au sein de l'Union européenne, ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

III. – Les subventions publiques reçues par les entreprises à raison des opérations ouvrant droit au crédit d'impôt sont déduites des bases de calcul de ce crédit, qu'elles soient définitivement acquises par elles ou remboursables. Lorsque ces subventions sont remboursables, elles sont ajoutées aux bases de calcul du crédit d'impôt de l'année au cours de laquelle elles sont remboursées à l'organisme qui les a versées.

Pour le calcul du crédit d'impôt, le montant des dépenses exposées par les entreprises auprès de tiers au titre de prestations de conseil pour l'octroi du bénéfice du crédit d'impôt est déduit des bases de calcul de ce dernier à concurrence :

Nb : La rectification consiste en un changement de place de l'article additionnel après l'article 5 vers l'article additionnel après l'article 16 sexies.

a) Du montant des sommes rémunérant ces prestations fixé en proportion du montant du crédit d'impôt pouvant bénéficier à l'entreprise ;

b) Du montant des dépenses ainsi exposées, autres que celles mentionnées au a, qui excède le plus élevé des deux montants suivants : soit la somme de 15 000 € hors taxes, soit 5 % du total des dépenses hors taxes mentionnées au II minoré des subventions publiques mentionnées au III.

IV. – Le crédit d'impôt défini au présent article est imputé sur l'impôt sur les bénéfices dû selon des modalités identiques à celles définies aux articles 199 ter B et 223 A et suivants en matière de crédit d'impôt recherche.

V. – Le présent article entre en vigueur, pour une durée de trois ans, à une date fixée par décret qui ne peut être postérieure de plus de trois mois à la date de réception par le Gouvernement de la réponse de la Commission européenne permettant de considérer ce dispositif législatif comme conforme au droit de l'Union européenne en matière d'aides d'État.

VI. – Un bilan de ce crédit d'impôt sera tiré deux ans après l'entrée en vigueur de cet article.

VII. – Le I n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

VIII. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

L'usage des carburants d'aviation durable (CAD) est la seule solution pour décarboner les vols de long-courrier. C'est pourquoi le règlement européen *ReFuel EU aviation* prévoit un usage croissant des CAD entre 2025 et 2050, échéance au-delà de laquelle ils devront représenter 70 % du carburant utilisé par les aéronefs.

Face à cet objectif ambitieux, c'est toute une filière qui devra se structurer. Ces carburants sont, en outre, actuellement particulièrement onéreux. Ils coûtent en effet entre trois et quatre fois le prix du kérosène. Il est donc légitime d'accompagner le secteur aérien dans sa décarbonation.

Le présent amendement prévoit un crédit d'impôt équivalent à 50 % du surcoût entre l'achat effectif de carburants d'aviation durables et l'achat théorique de kérosène.

Cette proposition est une reprise d'une recommandation de la mission commune d'information sur le développement d'une filière de biocarburants, carburants synthétiques durables et hydrogène vert.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Stéphane DEMILLY

au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 SEXIES

Après l'article 16 sexies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 39 decies C du code général des impôts, il est inséré un article 39 decies C... ainsi rédigé :

« Art. 39 decies C.... – I. – Les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés ou à l'impôt sur le revenu selon un régime réel d'imposition peuvent déduire de leur résultat imposable une somme égale à 20 % de la valeur d'origine, hors frais financiers, des avions de transport de passagers, des avions emportant des passagers, du fret et du courrier et des avions cargos, qui permettent une réduction d'au moins 15 % des émissions de dioxyde de carbone par rapport aux aéronefs qu'ils remplacent, que ces entreprises acquièrent neufs à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 et jusqu'au 31 décembre 2026. Les modalités de calcul de la réduction des émissions de dioxyde de carbone sont déterminées par voie réglementaire.

« Pour le calcul de la déduction prévue au présent I, la valeur d'origine des biens mentionnés à l'alinéa précédent est retenue dans la limite de 50 000 000 € par aéronef.

« II.- La déduction est répartie linéairement à compter de la mise en service des biens sur leur durée normale d'utilisation. En cas de cession ou de remplacement du bien avant le terme de cette période, elle n'est acquise à l'entreprise qu'à hauteur des montants déjà déduits du résultat à la date de la cession ou du remplacement, qui sont calculés prorata temporis.

« III. – L'entreprise qui prend en location un bien neuf mentionné au I du présent article dans les conditions prévues au 1 de l'article L. 313-7 du code monétaire et financier en application d'un contrat de crédit-bail ou dans le cadre d'un contrat de location avec ou sans option d'achat, conclu à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 et jusqu'au 31 décembre 2026, peut déduire une somme égale à 20 % s'il s'agit d'un bien mentionné au I du présent article, de la valeur d'origine du bien, hors frais financiers, au moment de la signature du contrat. Cette déduction est répartie prorata temporis sur la durée normale d'utilisation du bien à compter de l'entrée en location.

« Si l'entreprise crédit-preneuse ou locataire acquiert le bien et en remplit les conditions, elle peut continuer à appliquer la déduction. En cas de cession ou de cessation du contrat de crédit-bail ou de location avec ou sans option d'achat ou de cession du bien, la déduction n'est acquise à l'entreprise qu'à hauteur des montants déjà déduits du résultat à la date de la cession ou de la cessation, qui sont calculés prorata temporis.

« La valeur d'origine des biens mentionnés au second alinéa du I pris en location dans le cadre d'un contrat de crédit-bail ou de location avec option d'achat sont déterminés dans les conditions prévues au second alinéa du I.

« L'entreprise qui donne le bien en crédit-bail ou en location avec ou sans option d'achat peut pratiquer la déduction mentionnée au même I, sous réserve du respect des conditions suivantes :

« 1° Le locataire ou le crédit-preneur renonce à cette même déduction ;

« 2° L'avantage en impôt procuré par la déduction pratiquée en application du présent article est rétrocédé à l'entreprise locataire ou crédit-preneuse sous forme de diminution de loyers accordée en même temps et au même rythme que celui auquel la déduction est pratiquée.

« IV. – Le bénéfice de la déduction est subordonné au respect de l'article 36 du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

La décarbonation du transport aérien exige d'atteindre un objectif de neutralité carbone en 2050. Toutefois, il est aussi nécessaire, d'ici cette échéance, de parvenir à limiter la quantité de gaz à effet de serre émise par le secteur afin d'en limiter le stock présent dans l'atmosphère en 2050. La lutte contre le réchauffement climatique n'attend pas et exige en effet de limiter le stock total de gaz à effet de serre présent dans l'atmosphère.

Or, le moyen le plus efficace actuellement pour réduire les émissions de gaz à effet de serre du secteur est d'accélérer le renouvellement des flottes : les aéronefs d'ancienne génération émettent bien plus de gaz à effet de serre que ceux qui sont actuellement mis sur le marché puisqu'ils consomment bien plus de carburant.

Cette réduction de la consommation de carburant a un effet connexe bénéfique : elle facilite l'incorporation de carburants d'aviation durable (CAD) à des niveaux plus élevés. En effet, leur disponibilité étant actuellement faible, toute diminution de la quantité de carburant consommée accroît mécaniquement la part de CAD dans le carburant total utilisé.

Le présent amendement propose une mesure d'accompagnement nécessaire en créant un dispositif de déduction d'impôt en faveur des compagnies qui achètent ou louent pour une longue durée des aéronefs émettant moins de gaz à effet de serre que ceux qu'elles utilisaient précédemment.





## AM E N D E M E N T

C	
G	

présenté par

M. Stéphane DEMILLY

au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable

### ARTICLE 13

#### I. – Alinéa 4

Remplacer le montant :

280

par le montant :

125

#### II. – Alinéa 28

Après le mot :

exception

insérer la référence :

du a du 1<sup>o</sup>,

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Cet amendement porte sur la taxe incitative relative à l'utilisation d'énergie renouvelable dans les transports (Tiruert). Cette taxe est une taxe dite « comportementale » qui a pour objet d'inciter à intégrer un pourcentage cible de carburants aériens durables (CAD). Elle fixe un objectif d'utilisation de CAD au-delà duquel le montant dû au titre de cette taxe est nul pour le redevable. Ce pourcentage cible est de 1 % pour les carburéacteurs. Il passera à 1,5 % à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024. En cas de non-atteinte de cette cible, une pénalité de 168 euros l'hectolitre manquant est payée par les redevables. Ce montant que le PLF pour 2024 prévoit serait stable en 2023 et 2024. L'article 13 du PLF pour 2024 en revanche prévoit de le porter brutalement à 280 € en 2025.

La Tiruert poursuit un objectif légitime. Il est opportun d'inciter le secteur aérien à incorporer des CAD. Toutefois, la filière de CAD n'étant pas encore pleinement structurée en France, cette taxe a un effet plus marqué sur les prix que sur les quantités produites. La demande étant bien plus conséquente que l'offre, elle a des effets inflationnistes sur le prix des CAD en France par rapport au prix de marché constaté chez ses voisins européens. Cela nuit à la compétitivité des compagnies basées en France. Un retour au tarif existant en 2022 maintiendrait l'effet incitatif de la Tiruert tout en limitant ses conséquences inflationnistes.

En outre, l'augmentation à 280 euros du tarif à l'hectolitre de la Tiruert à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025 prévue au sein de l'article 13 du projet de loi de finances est doublement problématique. D'une part, ce montant est très élevé. D'autre part, la Tiruert a vocation à être supprimée en 2025 pour être remplacée par un dispositif issu du règlement « ReFuel EU Aviation », qui prévoit des objectifs d'incorporation de CAD au niveau de l'Union européenne. Ce dispositif aura ses propres règles d'application. Dans un objectif de clarté et d'intelligibilité de la loi, il ne paraît pas nécessaire de maintenir dans le PLF ce qui s'apparente à une mesure d'affichage vouée à n'être jamais appliquée.

Le présent amendement tend donc à faire passer le tarif de la Tiruert à l'hectolitre en 2024 de 168 € à 125 € et à de supprimer sa majoration à 280 € pour 2025.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. LEVI, Mmes VENTALON et Olivia RICHARD, MM. BONHOMME, LAUGIER, HENNO et Alain MARC, Mme JOSENDE, M. DUFFOURG, Mme BILLON, MM. Henri LEROY, CHATILLON et KERN, Mme MORIN-DESAILLY, MM. HINGRAY, PANUNZI et CIGOLOTTI, Mme BONFANTI-DOSSAT et MM. DELCROS et CANÉVET

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24**

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le II de l'article 1407 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

«...° Les locaux destinés au logement des personnes contraintes de résider dans un lieu distinct de celui de leur résidence principale en raison de l'éloignement du lieu de leur activité professionnelle. »  
;

2° Le II de l'article 1407 ter est ainsi modifié :

a) Le 1° est supprimé ;

b) Au 3°, les mots : « aux 1° et 2° » sont remplacés par les mots : « au 1° » ;

Au dernier alinéa, les mots : « des 1° à 3° » sont remplacés par les mots : « des 1° et 2° ».

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Le présent amendement vise à exonérer de taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) les personnes contraintes de résider dans un lieu distinct de celui de leur habitation principale en raison de l'éloignement du lieu de leur activité professionnelle.

Un citoyen-contribuable placé dans cette situation paye aujourd'hui la THRS et peut, sur réclamation, bénéficier d'un dégrèvement portant sur la fraction de cotisation de taxe d'habitation résultant de la majoration.

Cet amendement remédie à cet illogisme, en prévoyant une exonération de THRS et en supprimant, par coordination, la possibilité de réclamer un dégrèvement de surtaxe.







## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

C	
G	

### ARTICLE 19

I. – Alinéa 60

A. – Remplacer le mot :

à

par les mots :

aux b et c de

B. – Après la seconde occurrence des mots :

finances publiques

insérer les mots :

, affectés dans un service à compétence nationale désigné par décret

II. – Alinéa 62

Supprimer les mots :

Lorsqu'ils sont affectés dans un service à compétence nationale désigné par décret,

### OBJET

Le présent amendement vise à davantage encadrer la prérogative d'enquête sous pseudonyme qui serait octroyée aux agents de la direction générale des finances publiques (DGFIP) pour lutter contre la fraude fiscale.

Les modalités de ce nouveau dispositif sont en effet particulièrement dérogatoires du droit commun : aucune autre administration ne dispose de la possibilité, de manière cumulée, de pouvoir accéder aux contenus en ligne même par l'inscription sur une plateforme, de pouvoir participer à des échanges électroniques y compris avec les auteurs présumés des manquements et de pouvoir extraire et conserver des données.

Le présent amendement procède donc à deux ajustements.

D'une part, il précise que cette prérogative ne pourra être utilisée que pour les faits les plus graves, en excluant les infractions prévues à l'article 1729 du code général des impôts (CGI) et pour lesquelles est seulement encourue une majoration de 40 % des droits. Sont préservées les infractions pour lesquelles une majoration de 80 % est prévue.

D'autre part, il restreint l'exercice de l'enquête sous pseudonyme aux seuls agents affectés dans un service à compétence nationale. Cette dernière est en effet chargée des dossiers les plus complexes ou à plus forts enjeux.

Ces deux ajustements sont de nature à sécuriser juridiquement le dispositif tout en préservant sa portée opérationnelle pour lutter contre la fraude, un objectif prioritaire.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BURGOA, PANUNZI, SOL et HENNO, Mmes GUIDEZ et DUMONT, MM. de LEGGE, SAURY, Daniel LAURENT, BRISSON et KLINGER, Mmes DUMAS et Marie MERCIER, M. LONGEOT, Mme LOPEZ, MM. SOMON, CADEC et GENET, Mme PERROT, MM. BELIN et LEVI et Mme IMBERT

**ARTICLE 10**

I. – Alinéa 31, tableau, deux dernières colonnes, deux dernières lignes

Rédiger ainsi ces lignes :

42 500	18 750
46 750	20 625

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La franchise en base TVA permet aux petites entreprises (micro-entreprises) dans la limite d'un plafond de chiffre d'affaires de facturer leurs ventes et/ou prestations de services sans TVA.

Cette disposition du PLF vise au 1<sup>er</sup> janvier 2025, à étendre la franchise en base TVA aux petites entreprises étrangères (CA ne dépassant pas 85 000€), pour leurs opérations réalisées en France, sous réserve que leur CA européen soit inférieur à 100 K€ (sans obligation d'identification en France, l'ensemble des formalités étant réalisées dans leur Etat de résidence qui ensuite transmet les informations à la France).

La réciproque sera vraie pour les entreprises françaises pour leurs travaux réalisés dans les autres Etats membres, sous réserve que le CA européen soit inférieur à 100 K€.

Ce régime de TVA applicable aux microentreprises est source de concurrence déloyale. Il permet ainsi à certaines entreprises d'avoir un avantage concurrentiel par rapport aux entreprises qui facturent avec TVA spécialement dans le domaine des prestations de services.

Or, cette transposition de la directive risque de créer une nouvelle distorsion de concurrence : une entreprise étrangère pourra venir travailler en France et bénéficier de la franchise de TVA applicable aux entreprises françaises. Ainsi, par exemple une entreprise espagnole pourra dans le cadre d'un marché avec un particulier facturer sans TVA (alors qu'aujourd'hui l'entreprise espagnole doit facturer de la TVA française).

Enfin, ces entreprises étrangères n'ont aucune obligation d'identification en France. Il y a donc là un véritable risque de fraude.

Si la France se doit de respecter les règles européennes, il convient au regard des problématiques de concurrence de limiter le montant de la franchise applicable. Et cela d'autant plus que la France a l'un des montants de TVA les plus importants en Europe.

L'objet de cet amendement est donc de proposer de retenir un niveau de franchise deux fois moins important que celui retenu par cette disposition. Au-delà, il convient de rappeler que la franchise a un impact sur les recettes TVA (Cette franchise de TVA représente un coût estimé entre 2,2 et 2,4 Md€ selon le rapport du Conseil des Prélèvements Obligatoires de 2015. Une division par deux de cette franchise constituerait donc un gain pour les finances publiques de plus d'un milliard d'euros).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. BURGOA, Mme MICOULEAU, MM. PANUNZI, Henri LEROY, HOUPERT, SAURY et BRUYEN, Mmes DUMONT et Pauline MARTIN, MM. Daniel LAURENT, BRISSON et SIDO, Mmes JOSENDE et DUMAS, M. BOUCHET, Mmes LASSARADE et LOPEZ, MM. POINTEREAU, CADEC et Cédric VIAL, Mme PERROT, MM. BELIN et GENET et Mme BERTHET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

I. – Alinéa 2 à 6

Supprimer ces alinéas.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

L'article 6 du PLF pour 2024 prévoit de recentrer le dispositif du PTZ dans le neuf aux seules zones tendues du territoire et pour les immeubles collectifs exclusivement. Ainsi, dans les zones B2 et C, le PTZ ne serait plus accessible qu'aux seules acquisitions de biens immobiliers dans l'ancien.

Alors que les ventes de logements neufs s'effondrent (-38 % des ventes dans l'individuel diffus entre les premiers semestres 2022 et 2023) et que les conditions de crédit ne cessent de se dégrader, cette amputation du PTZ conduira à une aggravation certaine de la crise du logement neuf.

En effet, l'hyper-recentrage envisagé exclut les deux-tiers des opérations financées jusqu'alors grâce à cette aide ainsi que plus de 90 % des communes en France.

Hors « zones tendues », le projet du Gouvernement condamne donc les plus jeunes et les foyers aux ressources modestes dans leur parcours résidentiel. Pour ces Français les plus modestes, l'accession à la propriété deviendrait un horizon impossible.

Par ailleurs, cet arbitrage budgétaire ne serait pas sans effet pour les nombreuses TPE/PME du Bâtiment et leurs effectifs salariés : la production de logements neufs représente près de la moitié de



l'activité de la Profession du Bâtiment. Les marchés de rénovation-réhabilitation ne sauraient à eux seuls pallier cet effondrement de la production du neuf déjà constaté partout en France.

Enfin, une telle décision représenterait une perte nette pour le budget de la Nation puisque chaque opération de PTZ rapporte, en solde net, 35 000 euros au budget de l'État.

Il serait donc incompréhensible que ce projet de loi de finances 2024 acte la disparition d'un produit utile aux ménages et bien maîtrisé surtout dans une période où l'inflation et les problèmes de pouvoir d'achat sont appelés à perdurer.

Cet amendement vise donc à rétablir le PTZ dans le neuf collectif et individuel sur l'ensemble de notre territoire. Ce retour doit être assorti de deux mesures complémentaires importantes, à savoir le retour à une quotité de 40 % pour toutes les zones, en neuf comme dans l'ancien avec travaux et la réactualisation des barèmes pour tenir compte des évolutions de salaires et de prix de l'immobilier intervenues depuis 2016.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme MICOULEAU, M. BURGOA, Mmes BERTHET et BONFANTI-DOSSAT, MM. BOUCHET, BRISSON, BRUYEN et CHATILLON, Mme DUMAS, MM. GENET et KLINGER, Mme LASSARADE, MM. Henri LEROY, MILON, PANUNZI, REICHARDT et SIDO et Mme VENTALON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

Alinéa 108

Rédiger ainsi cet alinéa :

« Art. 1384 C bis. – I. – Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre peuvent, par une délibération prise dans les conditions prévues au I de l'article 1639 A bis, exonérer de taxe foncière sur les propriétés bâties, pendant une durée de quinze ans à compter de l'année suivant celle de l'achèvement de l'opération unique de travaux de rénovation lourde mentionnés au 4° , les logements locatifs qui remplissent les conditions cumulatives suivantes :

OBJET

L'article 1384 C bis du code général des impôts, créé par l'article 6, introduit une nouvelle exonération pour les logements sociaux par l'article 1384 C bis du code général des impôts.

Cette exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties prévue pour une durée de 25 ans vise les logements sociaux achevés depuis au moins 40 ans lorsqu'ils font l'objet de travaux de rénovation énergétique permettant le passage d'un classement « F » ou « G » à un classement « B » ou « A ».

Cette nouvelle exonération est créée de droit. Elle s'impose aux communes et EPCI sans compensation des produits fiscaux exonérés. En cela, elle est synonyme d'une perte de ressources intégralement supportée par les budgets locaux (sans même qu'une estimation soit proposée).

Il est primordial qu'il ne soit pas dérogé au principe selon lequel soit les exonérations s'imposent aux collectivités et elles sont alors compensées, soit elles ne font pas l'objet d'une compensation et elles sont alors mises en œuvre sur décision de l'organe délibérant local.

Cet amendement vise donc à conditionner la mise en place de la nouvelle exonération créée par l'article 1384 C bis (et dont il ne s'agit pas de remettre en question la raison d'être) à une délibération *ad hoc* des communes ou des EPCI, dans les conditions prévues par le code général des impôts.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme MICOULEAU, M. BURGOA, Mmes BERTHET et BONFANTI-DOSSAT, MM. BOUCHET, BRISSON et CHATILLON, Mme DUMAS, MM. GENET et KLINGER, Mme LASSARADE, MM. Henri LEROY, MILON, PANUNZI et SIDO et Mme VENTALON

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 12

Après l'article 12

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Une fraction du produit de la fraction perçue en métropole sur les produits énergétiques, autres que les gaz naturels et les charbons, de l'accise sur les énergies prévue à l'article L. 312-1 du code des impositions sur les biens et services revenant à l'État, est attribuée aux collectivités territoriales, collectivités à statut particulier et établissements publics territoriaux ayant adopté un plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement. Cette fraction est calculée de manière à ce que le montant versé à chaque collectivité concernée s'élève à 10 euros par habitant pour les établissements publics de coopération intercommunale et la métropole de Lyon. Par exception, cette fraction est calculée pour être égale, sur le territoire de la métropole du Grand Paris, à hauteur de 5 euros par habitant pour la métropole du Grand Paris, à 5 euros par habitant pour ses établissements publics territoriaux et à 5 euros par habitant pour Paris.

II. – Une fraction du produit de la fraction perçue en métropole sur les produits énergétiques, autres que les gaz naturels et les charbons, de l'accise sur les énergies prévue à l'article L. 312-1 du code des impositions sur les biens et services revenant à l'État est attribuée aux collectivités territoriales ayant adopté un schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie conformément à l'article L. 222-1 du code de l'environnement ou un schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires conformément à l'article L. 4251-1 du code général des collectivités territoriales. Cette fraction est calculée de manière à ce que le montant versé à chaque collectivité concernée s'élève à 5 euros par habitant.

III. – Les modalités d'attribution des fractions prévues aux I et II du présent article sont fixées dans le contrat de relance et de transition écologique conclu entre l'État et la collectivité ou le groupement concerné, la région pouvant être cocontractante des contrats avec les collectivités territoriales de son territoire.

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État des I, II et III est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

## **OBJET**

L'atteinte des objectifs nationaux en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de la consommation énergétique implique que les acteurs de la transition écologique et énergétique, au premier rang desquels les collectivités territoriales, disposent des moyens budgétaires nécessaires.

En effet, l'effort nécessaire en matière de transition est estimé à au moins 12 milliards d'euros par an pour respecter les objectifs de la stratégie nationale bas carbone.

Il est donc essentiel de procurer aux collectivités territoriales les ressources pérennes, propres à leur permettre d'assumer leurs responsabilités face au défi des transitions : rénovation énergétique de leur propre patrimoine, accompagnement de la rénovation des particuliers, développement de projets d'énergies renouvelables, renaturation, mobilités durables et ZFE, gestion de l'eau et risque inondation, etc.

L'élaboration et la mise en œuvre des plans climat-air-énergie territoriaux (PCAET) à l'échelle des intercommunalités et du volet énergie des schémas régionaux d'aménagement et de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) ont vocation à constituer le cadre stratégique de cette mise en mouvement.

Mais l'insuffisance de ressources propres obère la capacité d'agir des collectivités et groupements compétents, au risque de maintenir en grande partie à l'état d'intention ces schémas stratégiques.

Ainsi, si l'élaboration d'un plan ou schéma coûte environ 1 euro par habitant, sa mise en œuvre à l'échelle du territoire coûte 100 à 200 euros par habitant.

Dans le même temps, la taxe carbone a augmenté progressivement jusqu'en 2018, et représente aujourd'hui 8 milliards d'euros de recettes. Pour autant, l'acceptabilité d'une fiscalité orientée vers la décarbonation dépend notamment de la traçabilité de l'usage des ressources qu'elle procure au profit d'actions concrètes et opérationnelles au service de la transition écologique.

Le présent amendement vise, par l'affectation d'une fraction de l'accise sur les énergies, à verser une dotation de 10 euros par habitant aux EPCI ayant adopté un PCAET, de 5 euros par habitant aux régions ayant adopté un SRADDET.

Le versement de cette dotation pourrait être conditionné par des engagements concrets des collectivités bénéficiaires sur leurs actions en faveur de la transition écologique et énergétique, au travers des futurs contrats de réussite de la transition écologique (CRTE) annoncés par le Gouvernement.

Il convient de noter que le présent amendement est similaire à l'amendement I-279 (amendement identique I-885) déposé dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances pour 2023, et qui avait été adopté par le Sénat lors de sa séance du 22 novembre 2022. Cependant, l'article objet de l'amendement (article 8 quinquies A) a malheureusement été supprimé dans le texte sur lequel le gouvernement avait alors engagé sa responsabilité, le 9 décembre 2022.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme MICOULEAU, M. BURGOA, Mmes BERTHET et BONFANTI-DOSSAT, MM. BOUCHET, BRISSON et CHATILLON, Mme DUMAS, MM. GENET et KLINGER, Mme LASSARADE, MM. Henri LEROY, MILON, PANUNZI, REICHARDT et SIDO et Mme VENTALON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 1383 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° La première phrase du deuxième alinéa du I est complétée par les mots : « ; lorsque la construction s'effectue sur une parcelle ou section cadastrale non artificialisée au 1<sup>er</sup> janvier de l'année précédant celle de la demande d'autorisation d'urbanisme, la commune peut, par une délibération prise dans les mêmes conditions et, pour la part qui lui revient, supprimer l'exonération prévue au premier alinéa du présent I » ;

2° Après le premier alinéa du II, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« La commune peut, par une délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A bis et pour la part qui lui revient, limiter l'exonération prévue au premier alinéa du présent II à 40 %, 50 %, 60 %, 70 %, 80 % ou 90 % de la base imposable ou la supprimer intégralement lorsque la construction s'effectue sur une parcelle ou section cadastrale non artificialisée au 1<sup>er</sup> janvier de l'année précédant celle de la demande d'autorisation d'urbanisme. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Depuis la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales et le transfert de la part départementale de foncier bâti aux communes, toute construction nouvelle est exonérée de taxe foncière pendant deux ans, à hauteur de 40 % minimum.

Cet amendement vise à donner aux collectivités la possibilité de supprimer cette exonération minimale de 40 % de taxe foncière sur les propriétés bâties les deux premières années suivant la construction d'un local.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.



Dans un contexte de raréfaction du foncier et dès lors que les coûts engendrés par l'accueil de nouvelles populations ou activités sont pris en charge sans délai par la collectivité, il apparaît justifié de permettre aux collectivités de supprimer ce plancher de 40 %, vestige de la fraction départementale de taxe foncière, et de leur rendre la possibilité de supprimer l'intégralité de cette exonération, comme c'était le cas avant la suppression de la taxe d'habitation.

Cette proposition figurait parmi les propositions du rapport « Rebsamen » La Relance durable de la construction de logements (2021). En l'espèce, il s'agissait de la proposition n° 5 : Donner aux communes la possibilité de supprimer l'intégralité l'exonération de TFPB sur les deux premières années suivant la mise en service des logements neufs.

Toutefois, dans un contexte d'insuffisance de l'offre de logement, l'amendement propose de circonscrire cette possibilité aux seules constructions entraînant une artificialisation des sols.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme MICOULEAU, M. BURGOA, Mmes BERTHET et BONFANTI-DOSSAT, MM. BOUCHET, BRISSON, BRUYEN et CHATILLON, Mme DUMAS, MM. GENET et KLINGER, Mme LASSARADE, MM. Henri LEROY, MILON, PANUNZI et SIDO et Mme VENTALON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 8

Après l'article 8

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certains commerçants et artisans âgés est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les dispositions du présent article s'appliquent aux établissements de stockage et de logistique servant à la vente de biens à distance ainsi qu'aux surfaces commerciales conçues pour le retrait par la clientèle d'achats au détails commandés par voie télématique ».

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La taxe sur les surfaces commerciales (TaSCom) est un impôt dont l'assiette est constituée par les surfaces commerciales de vente au détail de plus de 400 m<sup>2</sup> et réalisant un chiffre d'affaires hors taxe de plus de 460 000 euros. Les surfaces considérées comme taxables sont celles qui sont affectées à la circulation de la clientèle, de l'exposition des produits, au paiement ou à la circulation des personnels pour la mise en rayon de ces produits.

N'étant pas ouverts à la circulation des clients, les drives ainsi que les établissements de stockage et de logistique servant à la vente à distance ne sont pas assujettis à la TaSCom. Or, ils constituent bien des équipements commerciaux qui concurrencent les autres formes de commerce. Par la qualification de leur local, ils bénéficient d'un non-assujettissement à la TaSCom qui n'est pas justifié alors que la nature de leur activité constitue bien de la vente au détail.

Les drives ainsi que la vente à distance, notamment à travers des sites de commerces en ligne, se sont très fortement développés en France. Cet amendement propose donc d'assujettir les drives ainsi que les établissements de stockage et de logistique servant à la vente de biens à distance à la TaSCom.

Il apparaît en effet important d'adapter notre fiscalité aux nouvelles formes de commerce qui ont des conséquences sur l'équilibre des territoires, et d'harmoniser la taxation à la TaSCom pour tous les établissements réalisant de la vente au détail, qu'elle soit en ligne ou en présentiel.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

C	
G	

Mme MICOULEAU, M. BURGOA, Mmes BERTHET et BONFANTI-DOSSAT, MM. BOUCHET, BRISSON, BRUYEN et CHATILLON, Mme DUMAS, MM. GENET et KLINGER, Mme LASSARADE, MM. Henri LEROY, MILON, PANUNZI et SIDO et Mme VENTALON

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

A. – L'article 232 est abrogé ;

B. – L'article 1407 bis est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est ainsi modifié :

a) La première phrase du premier alinéa est ainsi modifiée :

- les mots : « autres que celles visées à l'article 232 » sont supprimés ;

- les mots : « depuis plus de deux années » sont remplacés par les mots : « depuis plus d'une année » ;

b) La seconde phrase est remplacée par deux phrases ainsi rédigées : « Pour l'application de la taxe, est considéré comme vacant un logement dont la durée d'occupation est inférieure à quatre-vingt-dix jours au cours de la période de référence définie au présent alinéa. La taxe n'est pas due en cas de vacance indépendante de la volonté du contribuable » ;

2° À la seconde phrase du deuxième alinéa, les mots : « ainsi que sur celui des communes mentionnées à l'article 232 » sont supprimés.

C. – Le I. de l'article 1407 ter est ainsi rédigé :

« Le conseil municipal peut, par une délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A bis, majorer d'un pourcentage compris entre 5 % et 60 % la part lui revenant de la cotisation de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale due au titre des logements meublés et vacants dans :

1° Les communes appartenant à une zone d'urbanisation continue de plus de cinquante mille habitants où il existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements entraînant des difficultés sérieuses d'accès au logement sur l'ensemble du parc résidentiel existant, qui se caractérisent notamment par le niveau élevé des loyers, le niveau élevé des prix d'acquisition des logements

anciens ou le nombre élevé de demandes de logement par rapport au nombre d'emménagements annuels dans le parc locatif social ;

2° Les communes ne respectant pas les conditions prévues au 1° du présent I où il existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements entraînant des difficultés sérieuses d'accès au logement sur l'ensemble du parc résidentiel existant, qui se caractérisent notamment par le niveau élevé des loyers, le niveau élevé des prix d'acquisition des logements anciens ou la proportion élevée de logements affectés à l'habitation autres que ceux affectés à l'habitation principale par rapport au nombre total de logements.

Un décret fixe la liste des communes où la taxe peut être majorée.

Le produit de la majoration mentionnée au premier alinéa du présent I est versé à la commune l'ayant instituée. »

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Cet amendement vise à fusionner les deux taxes sur les logements vacants, pour :

- Doter les exécutifs locaux en zone tendue d'un outil de fiscalité comportementale pour lutter contre la vacance des logements ;
- Apporter une recette nouvelle aux budgets locaux au service des politiques locales de l'habitat ;
- Favoriser la simplification fiscale et l'intelligibilité de la loi en fusionnant deux taxes n'ayant aujourd'hui pas le même périmètre d'application, ni mêmes règles de fixation du taux ou de l'assiette, ni les mêmes bénéficiaires ;
- Neutraliser les phénomènes d'optimisation du statut d'occupation (résidence secondaire versus logement vacant) ;
- Simplifier le travail des services fiscaux de l'Etat et des agents des observatoires fiscaux mis en place par les collectivités.

Une telle simplification fiscale est d'autant plus urgente que les logements vacants, en particulier dans les zones tendues, représentent un obstacle majeur sur la route vers la sobriété énergétique du parc de logements et la réduction de l'empreinte carbone de l'habitat.

En effet, en immobilisant une partie du parc en dépit de la tension entre offre et demande de logements, ils incitent soit à l'artificialisation et à l'étalement urbain, soit à une densification évitable, qui renforce le phénomène d'îlot de chaleur urbain.

Par ailleurs, les logements vacants se détériorent plus rapidement et sont bien souvent à l'origine d'un phénomène de déperdition thermique infligé aux habitations mitoyennes.

Cette proposition de réforme a récemment été formulée par :

- les associations d'élus dans un courrier commun au gouvernement du 4 avril 2023
- les inspections générales des Finances, de l'Administration et de l'Environnement, dans leur rapport *Lutte contre l'attrition des résidences principales dans les zones touristiques*
- le Conseil des prélèvements obligatoires dans son rapport sur *La Fiscalité locale dans la perspective du Zéro artificialisation nette*
- ou encore la « mission Rebsamen » dans son rapport sur *La Relance durable de la construction de logements*.

Eu égard au contexte de crise du logement et aux enjeux de mobilisation des logements vacants, il est essentiel que, dès maintenant, les collectivités territoriales disposent d'outils efficaces.

Or l'annonce gouvernementale d'une mission parlementaire visant à définir les contours d'une « réforme globale de la fiscalité locative » conduit à reculer d'un an toute perspective de refonte. Ainsi, ce n'est que dans le cadre du PLF 2025 que les préconisations à venir de cette mission pourront être intégrées dans la loi.

Aussi, c'est sans attendre cette échéance, et compte tenu de l'acuité de la crise du logement que connaissent nos territoires, que le présent amendement propose d'opérer une telle fusion.

La taxe sur les logements vacants (TLV) abondant aujourd'hui le budget général de l'Etat, cet amendement propose enfin que les collectivités territoriales compensent l'Etat pour la perte du produit de TLV, soit 93 millions d'euros en 2022.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme MICOULEAU, M. BURGOA, Mmes BERTHET et BONFANTI-DOSSAT, MM. BOUCHET, BRISSON et CHATILLON, Mme DUMAS, MM. GENET et KLINGER, Mme LASSARADE, MM. Henri LEROY, MILON, PANUNZI et SIDO et Mme VENTALON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le douzième alinéa de l'article L. 2333-67 du code général des collectivités territoriales, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

« Lorsque le taux de versement atteint le niveau plafond et que l'autorité organisatrice de la mobilité s'engage dans le développement d'offres de mobilités nouvelles nécessitant de nouveaux investissements, le taux applicable peut être majoré de 0,30 %.

« Pour justifier cette majoration, l'autorité organisatrice de la mobilité indique les investissements à faire ainsi que les services complémentaires à développer sur son territoire. La mise en œuvre de cette majoration est par ailleurs conditionnée au recueil préalable de l'avis des contribuables employant plus de 11 salariés et assujettis à la cotisation foncière des entreprises définie à l'article 1447 du code général des impôts. Les modalités du recueil de l'avis sont précisées par décret. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à permettre une revalorisation du taux de versement mobilité au bénéfice des autorités organisatrices de la mobilité (AOM) qui ambitionnent d'accroître le niveau de leur offre et dont la capacité à financer les projets correspondants est contrariée par le fait qu'en dehors des bonus « intercommunalité » en 1999 (+ 0,05%) et « commune touristique » en 2010 (+ 0,2%), les taux plafonds des AOM non franciliennes n'ont pas évolué depuis 1992.

Sachant que, de plus en plus fréquemment, eu égard aux difficultés de recrutement dans nombre de secteurs d'activités, ce sont les chefs d'entreprises du bassin d'emploi correspondant au ressort territorial de l'AOM qui sont en demande d'une augmentation de l'offre de transport public, il est proposé que leur avis soit sollicité en amont.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

Concrètement, plutôt que de se référer au corps électoral des chambres consulaires, le présent amendement se réfère aux assujettis à l'impôt économique local dont l'assiette est la plus large, à savoir la cotisation foncière des entreprises (CFE).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BORCHIO FONTIMP, M. Henri LEROY, Mme Valérie BOYER, MM. GENET, Cédric VIAL et BELIN, Mmes BELLUROT, BELRHITI et BONFANTI-DOSSAT, MM. BOUCHET, BRISSON et CHATILLON, Mmes DREXLER, DUMAS et DUMONT, M. FAVREAU, Mme GOSSELIN, MM. GREMILLET, GROSPERRIN et HOUPERT, Mmes IMBERT, JOSENDE et JOSEPH, M. Daniel LAURENT, Mme LOPEZ, MM. MEIGNEN et MILON, Mme MULLER-BRONN et MM. PANUNZI, PELLEVAL, POINTEREAU, RAPIN et SOL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le 3° du 4 de l'article 261 du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« 3° ... Les interventions médicales et chirurgicales effectuées dans l'exercice de la profession de vétérinaire tel que défini au titre IV du livre II du code rural et de la pêche maritime, lorsqu'elles sont réalisées pour un refuge au sens du II de l'article L. 214-6 du même code ou pour une fondation reconnue d'utilité publique ou une association régulièrement déclarée depuis au moins cinq ans, dont l'objet social est la protection animale ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La France n'est guère une bonne élève dans le domaine de la protection animale. Et même si la conscience collective commence à s'éveiller sur le sujet, il est indéniable que notre pays est en retard par rapport à nos voisins. Alors que le nombre d'actes de maltraitance sur les animaux n'a jamais été aussi élevé et que le nombre d'animaux abandonnés chaque année est estimé à 100 000, il est essentiel que des actions fortes soient menées afin d'endiguer cette montée de la violence.

Le présent amendement poursuit cet objectif et propose d'exonérer de TVA les frais vétérinaires engagés par les refuges, fondations, associations qui récupèrent des animaux maltraités, blessés ou abandonnés. Les interventions vétérinaires pèsent généralement lourdement sur leur budget, les empêchant de disposer d'une certaine souplesse financière.

Cela étant, afin d'éviter un détournement de cette disposition par des individus peu scrupuleux qui ne créeraient une association qu'à la seule fin de bénéficier de cette exonération, cet amendement fixe un principe de reconnaissance statutaire et un cadre aux fondations et associations bénéficiaires.

Cette proposition est une véritable main tendue en faveur de toutes ces structures et de tous ces bénévoles qui œuvrent chaque jour avec passion pour les animaux.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme ESTROSI SASSONE, MM. BRISSON et LEFÈVRE, Mme VENTALON, M. MOUILLER, Mme RICHER, MM. CADEC, SAVIN, PIEDNOIR et DAUBRESSE, Mme DUMONT, M. SOL, Mme MICOULEAU, MM. SAURY, BURGOA et SAUTAREL, Mme DUMAS, M. BOUCHET, Mme DEMAS, MM. PANUNZI, PERRIN et RIETMANN, Mme LOPEZ, MM. de LEGGE, FAVREAU, PAUL, GROSPERRIN, KLINGER et TABAROT, Mmes Marie MERCIER et CANAYER, MM. Daniel LAURENT, CHAIZE, GENET et RAPIN, Mmes DI FOLCO, BERTHET, IMBERT et JOSENDE, M. CUYPERS et Mme CHAIN-LARCHÉ

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5**

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Toutes les entreprises, personnes physiques ou morales, exerçant une activité professionnelle sous forme individuelle ou en société, quels que soient leur régime d'imposition et leur chiffre d'affaires, ne sont éligibles aux dispositifs zonés d'exonérations fiscales et sociales mis en œuvre par l'État afin de soutenir le développement économique et l'emploi dans les territoires vulnérables, toutes autres conditions remplies par ailleurs, que lorsque le contribuable a fait réaliser, par un prestataire indépendant, un examen de conformité fiscale, prévu par le décret n° 2021-25 du 13 janvier 2021, et sous réserve que le compte rendu de mission retraçant les travaux réalisés dans le cadre de cet examen, délivré par le prestataire et communiqué à l'administration fiscale, atteste de la conformité de l'entreprise aux règles fiscales.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à accorder aux entreprises le bénéfice des exonérations fiscales et sociales liées aux dispositifs zonés (ZRR, ZFU, ZDP, QPV...) sous réserve, en premier lieu, de la réalisation par l'entreprise d'un Examen de conformité fiscale (ECF) par un tiers de confiance (organismes de gestion agréés - OGA -, experts-comptables, commissaires aux comptes ...), et, en second lieu, de l'obtention d'un compte rendu de mission positif adressé à l'administration fiscale.

Les principaux dispositifs zonés sont : les zones de revitalisation rurale (ZRR), les zones franches urbaines – territoires entrepreneurs (ZFU-TE), les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), les zones de restructuration de la défense (ZRD), les bassins d'emploi à redynamiser (BER), les bassins urbains à dynamiser (BUD) et les zones de développement prioritaires (ZDP).



Les exonérations fiscales et sociales pour l'implantation d'entreprises dans des zones de soutien du développement économique et de l'emploi dans les territoires représentent un coût de 620 millions d'euros par an.

Dès lors, compte tenu de ce coût substantiel pour l'Etat, les collectivités territoriales et les organismes de sécurité sociale, il est proposé de vérifier, chaque année, si l'entreprise bénéficiaire des exonérations répond toujours aux critères d'éligibilité.

Ces critères sont multiples et complexes et nécessitent l'expertise de professionnels, d'autant plus que l'activité de l'entreprise peut évoluer.

Les conditions d'application des exonérations sont dégressives et conduisent à effectuer des calculs au *prorata temporis*. Or, ces calculs sont hélas sources d'erreurs potentielles.

Du point de vue de l'entreprise, la réalisation d'un ECF lui permet ainsi d'apprendre les bons réflexes en matière de respect des règles fiscales.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme ESTROSI SASSONE, MM. BRISSON, LEFÈVRE, MOUILLER, MILON, CADEC, SAVIN, PIEDNOIR et DAUBRESSE, Mme DUMONT, M. SOL, Mme MICOULEAU, MM. SAURY, BURGOA et SAUTAREL, Mmes DUMAS et DEMAS, MM. BOUCHET, PANUNZI, PERRIN et RIETMANN, Mme LOPEZ, MM. de LEGGE, FAVREAU, PAUL, GROSPERRIN, KLINGER et TABAROT, Mmes Marie MERCIER et CANAYER, MM. Daniel LAURENT, CHAIZE, GENET et RAPIN, Mmes DI FOLCO, BERTHET, IMBERT et JOSENDE, M. CUYPERS et Mme CHAIN-LARCHÉ

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Les entreprises, personnes physiques ou morales, exerçant une activité professionnelle sous forme individuelle ou en société, quels que soient leur régime d'imposition et leur chiffre d'affaires, ne sont éligibles au bénéfice des exonérations de plus-values professionnelles prévues par les articles 151 septies, 151 septies A, 151 septies B, 151 octies, 238 quindecies du code général des impôts, toutes autres conditions remplies par ailleurs, que lorsque le contribuable a fait réaliser, par un prestataire indépendant, un examen de conformité fiscale, prévu par le décret n° 2021-25 du 13 janvier 2021, et sous réserve que le compte rendu de mission retraçant les travaux réalisés dans le cadre de cet examen, délivré par le prestataire et communiqué à l'administration fiscale, atteste de la conformité de l'entreprise aux règles fiscales.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à accorder le bénéfice des exonérations de plus-values professionnelles aux entreprises, sous réserve, d'une part, de la réalisation d'un Examen de conformité fiscale (ECF) par un tiers de confiance (organismes de gestion agréés – OGA -, experts-comptables, commissaires aux comptes...) et, d'autre part, de l'obtention d'un compte rendu de mission positif transmis à l'administration fiscale.

Les exonérations de plus-values professionnelles des TPE (art. 151 septies, art. 151 septies A, art. 151 septies B, art. 151 octies, art. 238 quindecies du CGI) constituent des dépenses fiscales dans la mesure où elles sont dérogoires aux prélèvements obligatoires normaux. Elles engendrent donc une perte de recettes fiscales pour l'État, qui, ipso facto, ne peut tolérer la moindre erreur déclarative (quoique souvent commise de bonne foi).

En conditionnant le bénéfice de ces exonérations de plus-values professionnelles à la réalisation d'un ECF, cet amendement tend à garantir la maîtrise, par un tiers de confiance, de ces dépenses fiscales et de les encadrer.

Le dispositif proposé présente l'avantage, au travers d'un contrôle supplémentaire de la part d'un tiers de confiance, d'éviter des pertes de recettes conséquentes pour l'État. Quant à l'entreprise, elle gagne en sérénité grâce à une sécurité fiscale accrue, du fait de la réalisation d'un ECF, et écarte la déconvenue d'un éventuel rappel d'impôts.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme ESTROSI SASSONE, MM. BRISSON, LEFÈVRE, MOUILLER, MILON, CADEC, SAVIN, PIEDNOIR et DAUBRESSE, Mme DUMONT, M. SOL, Mme MICOULEAU, MM. SAURY et BURGOA, Mmes DUMAS et DEMAS, MM. BOUCHET, PANUNZI, PERRIN et RIETMANN, Mme LOPEZ, MM. de LEGGE, SAUTAREL, FAVREAU, PAUL, GROSPERRIN, KLINGER et TABAROT, Mmes Marie MERCIER et CANAYER, MM. Daniel LAURENT, CHAIZE, GENET et RAPIN, Mmes DI FOLCO, BERTHET, IMBERT et JOSENDE, M. CUYPERS et Mme CHAIN-LARCHÉ

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Les professionnels dont les revenus imposables sont ceux des catégories des bénéfices industriels et commerciaux, des bénéfices non commerciaux et des bénéfices agricoles, ainsi que les dirigeants et gérants de sociétés, peuvent évaluer leurs frais de déplacement automobile sur la base du barème forfaitaire kilométrique publié à l'intention des bénéficiaires de traitements et salaires, mentionné au 3<sup>o</sup> de l'article 83 du code général des impôts, lorsque le contribuable a fait réaliser, par un prestataire indépendant, un examen de conformité fiscale de l'entreprise, prévu par le décret n° 2021-25 du 13 janvier 2021 portant création de l'examen de conformité fiscale, et sous réserve que le compte rendu de mission retraçant les travaux réalisés dans le cadre de cet examen, délivré par le prestataire et communiqué à l'administration fiscale, atteste de la conformité de l'entreprise aux règles fiscales.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à permettre, pour les travailleurs indépendants et les dirigeants ou gérants de sociétés, l'utilisation du forfait kilométrique avec option au 1<sup>er</sup> janvier, sous réserve, d'une part, de la réalisation d'un Examen de conformité fiscale (ECF) de l'entreprise par un tiers de confiance (organismes de gestion agréés - OGA -, experts-comptables, commissaires aux comptes ...), et, d'autre part, de l'obtention d'un compte rendu de mission positif transmis à l'administration fiscale.

Il convient de noter que les professionnels dont les revenus sont imposables dans la catégorie des bénéfices non commerciaux (BNC) bénéficient d'une tolérance administrative qui leur permet d'évaluer leurs frais de déplacement auto sur la base du barème forfaitaire kilométrique valable pour les salariés.

Le forfait kilométrique appelle un contrôle renforcé grâce à l'intervention d'un tiers de confiance car il s'agit d'un des postes de dépenses déductibles les plus surévalués par l'entreprise.

Il existe deux modes de déduction des frais de véhicule : l'évaluation forfaitaire (ou barème kilométrique ou forfait kilométrique) et les frais réels. Quel que soit le mode de déduction, l'option doit être réalisée au 1er janvier de l'année et doit être identique pour l'ensemble des véhicules utilisés à titre professionnel.

Par cet amendement, l'Etat bénéficiera d'un contrôle supplémentaire de la part d'un tiers de confiance d'un poste de dépenses déductibles susceptible de générer une perte de recettes conséquente pour l'Etat.

En contrepartie, l'entreprise gagne en sérénité - et donc en confiance - grâce à une sécurité fiscale accrue du fait de la réalisation d'un ECF et évite la déconvenue d'un éventuel rappel d'impôts.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme ESTROSI SASSONE, MM. BRISSON et LEFÈVRE, Mme VENTALON, M. MOUILLER, Mme RICHER, MM. MILON, CADEC, SAVIN, PIEDNOIR et DAUBRESSE, Mme LOPEZ, MM. RIETMANN, PERRIN et de LEGGE, Mme DUMONT, M. SOL, Mme MICOULEAU, MM. SAURY et BURGOA, Mmes DUMAS et DEMAS, MM. FAVREAU, PAUL, GROSPERRIN et KLINGER, Mmes Marie MERCIER et CANAYER, MM. Daniel LAURENT, CHAIZE, GENET et RAPIN, Mmes DI FOLCO, BERTHET, IMBERT et JOSENDE, M. CUYPERS et Mme CHAIN-LARCHÉ

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 4

Après l'article 4

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Les sommes versées par un contribuable domicilié en France, au sens de l'article 4 B du code général des impôts, pour le recours à un centre de gestion, une association ou un organisme mixte de gestion agréés définis aux articles 1649 quater C à 1649 quater K du code général des impôts, pour la réalisation de prestations d'assistance administrative et d'assistance informatique au domicile, telles que mentionnées aux 14° et 11° de l'article D. 7231-1 du code du travail, ouvrent droit au crédit d'impôt sur le revenu prévu à l'article 199 sexdecies du code général des impôts.

II. – Au premier alinéa de l'article L. 7232-1 du code du travail, le mot : « toute » est remplacé par les mots : « À l'exception des organismes de gestion agréés mentionnés aux articles 1649 quater C, 1649 quater F et 1649 quater K ter du code général des impôts, qui bénéficient d'un agrément délivré par l'administration fiscale, toute ».

III. – L'article L. 7232-1-2 du code du travail est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Pour leurs activités d'assistance administrative et d'assistance informatique à domicile rendues aux personnes mentionnées à l'article L. 7231-1, les organismes de gestion agréés mentionnés aux articles 1649 quater C, 1649 quater F et 1649 quater K ter du code général des impôts. »

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État des I à III est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à étendre les missions des organismes de gestion agréés (OGA) auprès des particuliers, dans le cadre de la réalisation de prestations d'assistance administrative (plus précisément dans l'élaboration de leurs déclarations fiscales) et d'assistance informatique à leur domicile. A ce titre, il est proposé que ces prestations soient éligibles au bénéfice du crédit d'impôt relatif aux services à la personne, prévu à l'article 199 sexdecies du code général des impôts (I).

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

Dans la mesure où les OGA bénéficient déjà d'un agrément délivré par l'administration fiscale pour leurs activités d'accompagnement dans leurs obligations fiscales des entreprises, TPE, travailleurs indépendants et professionnels libéraux, l'amendement prévoit que ces organismes soient exemptés de la procédure d'agrément à laquelle toute personne morale ou entreprise individuelle qui exerce des activités de services à la personne éligibles au crédit d'impôt de l'article 199 sexdecies doit déférer (II).

Dans le même esprit, l'amendement prévoit que les OGA, pour leurs activités d'assistance administrative et d'assistance informatique au domicile des particuliers, ne soient pas soumis à la clause d'exclusivité, leur évitant ainsi des lourdeurs administratives superflues, comme la nécessité de créer une association ad hoc dédiée exclusivement aux activités de services à la personne (III).

Actuellement, les OGA ne peuvent rendre des services qu'aux industriels, commerçants, artisans, agriculteurs et professionnels libéraux ou aux contribuables exerçant une activité professionnelle dont les revenus sont imposables dans les catégories des bénéfices industriels et commerciaux (BIC), des bénéfices non commerciaux (BNC), des bénéfices agricoles (BA) ou de l'impôt sur les sociétés (IS).

Le dispositif proposé par cet amendement vise à pallier en partie la perte de 25 % d'adhérents des OGA constatée en 2023, à la suite de la suppression de la majoration de revenu en cas de non-adhésion à un OGA (art. 34 de la loi n° 2020-1721 de finances pour 2021), qui était la principale incitation fiscale pour faire adhérer les TPE et indépendants aux OGA.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. BURGOA, Mmes LAVARDE et MICOULEAU, MM. PIEDNOIR, PANUNZI, Henri LEROY et SAURY, Mme DUMONT, MM. Daniel LAURENT, BRISSON et SIDO, Mmes JOSENDE et DUMAS, M. BOUCHET, Mmes ROMAGNY, LOPEZ et JOSEPH, M. CADEC, Mme PERROT et MM. BELIN, GENET et RAPIN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Toutes les entreprises, personnes physiques ou morales, exerçant une activité professionnelle sous forme individuelle ou en société, quels que soient leur régime d'imposition et leur chiffre d'affaires, ne sont éligibles aux dispositifs zonés d'exonérations fiscales et sociales mis en œuvre par l'État afin de soutenir le développement économique et l'emploi dans les territoires vulnérables, toutes autres conditions remplies par ailleurs, que lorsque le contribuable a fait réaliser, par un prestataire indépendant, un examen de conformité fiscale, prévu par le décret n° 2021-25 du 13 janvier 2021 portant création de l'examen de conformité fiscale, et sous réserve que le compte rendu de mission retraçant les travaux réalisés dans le cadre de cet examen, délivré par le prestataire et communiqué à l'administration fiscale, atteste de la conformité de l'entreprise aux règles fiscales.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à accorder aux entreprises le bénéfice des exonérations fiscales et sociales liées aux dispositifs zonés (ZRR, ZFU, ZDP, QPV...) sous réserve, d'une part, de la réalisation par l'entreprise d'un Examen de conformité fiscale (ECF) par un tiers de confiance (organismes de gestion agréés - OGA -, experts-comptables, commissaires aux comptes ...), et, d'autre part, de l'obtention d'un compte rendu de mission positif adressé à l'administration fiscale.

Les principaux dispositifs zonés sont : les zones de revitalisation rurale (ZRR), les zones franches urbaines – territoires entrepreneurs (ZFU-TE), les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), les zones de restructuration de la défense (ZRD), les bassins d'emploi à redynamiser (BER), les bassins urbains à dynamiser (BUD) et les zones de développement prioritaires (ZDP).

Les exonérations fiscales et sociales pour l'implantation d'entreprises dans des zones de soutien du développement économique et de l'emploi dans les territoires représentent un coût de 620 millions d'euros par an.

Dès lors, compte tenu de ce coût substantiel pour l'Etat, les collectivités territoriales et les organismes de sécurité sociale, il est proposé de vérifier, chaque année, si l'entreprise bénéficiaire des exonérations répond toujours aux critères d'éligibilité.

Ces critères sont multiples et complexes et nécessitent l'expertise de professionnels, d'autant plus que l'activité de l'entreprise peut évoluer.

Les conditions d'application des exonérations sont dégressives et conduisent à effectuer des calculs au prorata temporis. Or, ces calculs sont sources de potentielles erreurs.

Du point de vue de l'entreprise, la réalisation d'un ECF lui permet d'acquérir de bons réflexes en matière de respect des règles fiscales.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. BURGOA, Mmes LAVARDE et MICOULEAU, MM. PIEDNOIR, PANUNZI, Henri LEROY et SAURY, Mme DUMONT, MM. BRISSON, Daniel LAURENT et SIDO, Mmes JOSENDE et DUMAS, M. BOUCHET, Mmes ROMAGNY, LOPEZ et JOSEPH, M. CADEC, Mme PERROT et MM. BELIN, GENET et RAPIN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Les entreprises, personnes physiques ou morales, exerçant une activité professionnelle sous forme individuelle ou en société, quels que soient leur régime d'imposition et leur chiffre d'affaires, ne sont éligibles au bénéfice des exonérations de plus-values professionnelles prévues par les articles 151 septies, 151 septies A, 151 septies B, 151 octies, 238 quindecies du code général des impôts, toutes autres conditions remplies par ailleurs, que lorsque le contribuable a fait réaliser, par un prestataire indépendant, un examen de conformité fiscale, prévu par le décret n° 2021-25 du 13 janvier 2021 portant création de l'examen de conformité fiscale, et sous réserve que le compte rendu de mission retraçant les travaux réalisés dans le cadre de cet examen, délivré par le prestataire et communiqué à l'administration fiscale, atteste de la conformité de l'entreprise aux règles fiscales.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à accorder le bénéfice des exonérations de plus-values professionnelles aux entreprises, sous réserve, d'une part, de la réalisation d'un Examen de conformité fiscale (ECF) par un tiers de confiance (organismes de gestion agréés – OGA -, experts-comptables, commissaires aux comptes...) et, d'autre part, de l'obtention d'un compte rendu de mission positif transmis à l'administration fiscale.

Les exonérations de plus-values professionnelles des TPE (art. 151 septies, art. 151 septies A, art. 151 septies B, art. 151 octies, art. 238 quindecies du CGI) constituent des dépenses fiscales dans la mesure où elles sont dérogoires aux prélèvements obligatoires normaux. Elles engendrent une perte de recettes fiscales pour l'État, qui, de ce fait, ne peut tolérer la moindre erreur déclarative (pour autant souvent commise de bonne foi).

En conditionnant le bénéfice de ces exonérations de plus-values professionnelles à la réalisation d'un ECF, cet amendement tend à garantir la maîtrise, par un tiers de confiance, de ces dépenses fiscales et de les encadrer.

Le dispositif proposé présente l'avantage, au travers d'un contrôle supplémentaire de la part d'un tiers de confiance, d'éviter des pertes de recettes conséquentes pour l'État. Quant à l'entreprise, elle gagne en sérénité grâce à une sécurité fiscale accrue, du fait de la réalisation d'un ECF, et écarte la déconvenue d'un éventuel rappel d'impôts.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BURGOA, PANUNZI, SOL et HENNO, Mmes GUIDEZ et DUMONT, MM. de LEGGE, SAURY, BRISSON, Daniel LAURENT et KLINGER, Mmes DUMAS et Marie MERCIER, M. LONGEOT, Mme LOPEZ, MM. CADEC et GENET, Mme PERROT, MM. BELIN et RAPIN et Mme IMBERT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Les professionnels dont les revenus imposables sont ceux des catégories des bénéfices industriels et commerciaux, des bénéfices non commerciaux et des bénéfices agricoles, ainsi que les dirigeants et gérants de sociétés, peuvent évaluer leurs frais de déplacement automobile sur la base du barème forfaitaire kilométrique publié à l'intention des bénéficiaires de traitements et salaires, mentionné au 3° de l'article 83 du code général des impôts, lorsque le contribuable a fait réaliser, par un prestataire indépendant, un examen de conformité fiscale de l'entreprise, prévu par le décret n° 2021-25 du 13 janvier 2021 portant création de l'examen de conformité fiscale, et sous réserve que le compte rendu de mission retraçant les travaux réalisés dans le cadre de cet examen, délivré par le prestataire et communiqué à l'administration fiscale, atteste de la conformité de l'entreprise aux règles fiscales.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à permettre, pour les travailleurs indépendants et les dirigeants ou gérants de sociétés, l'utilisation du forfait kilométrique avec option au 1<sup>er</sup> janvier, sous réserve, d'une part, de la réalisation d'un Examen de conformité fiscale (ECF) de l'entreprise par un tiers de confiance (organismes de gestion agréés – OGA -, experts-comptables, commissaires aux comptes...), et, d'autre part, de l'obtention d'un compte rendu de mission positif transmis à l'administration fiscale.

Il est à noter que les professionnels dont les revenus sont imposables dans la catégorie des bénéfices non commerciaux (BNC) bénéficient d'une tolérance administrative leur permettant d'évaluer leurs frais de déplacement automobile sur la base du barème forfaitaire kilométrique valable pour les salariés.

Le forfait kilométrique nécessite un contrôle renforcé grâce à l'intervention d'un tiers de confiance car il s'agit d'un des postes de dépenses déductibles les plus surévalués par l'entreprise.

Il existe deux modes de déduction des frais de véhicule : l'évaluation forfaitaire (ou barème kilométrique ou forfait kilométrique) et les frais réels. Quel que soit le mode de déduction, l'option doit être réalisée au 1<sup>er</sup> janvier de l'année et doit être identique pour l'ensemble des véhicules utilisés à titre professionnel.

Par cet amendement, l'État bénéficiera d'un contrôle supplémentaire de la part d'un tiers de confiance d'un poste de dépenses déductibles susceptible de générer une perte de recettes conséquente pour l'État.

En contrepartie, l'entreprise gagne en sérénité grâce à une sécurité fiscale accrue du fait de la réalisation d'un ECF et évite la déconvenue d'un éventuel rappel d'impôts.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BURGOA, PANUNZI, SOL et HENNO, Mmes GUIDEZ et DUMONT, MM. de LEGGE, SAURY, BRISSON, Daniel LAURENT et KLINGER, Mmes DUMAS, Marie MERCIER et LASSARADE, M. LONGEOT, Mme LOPEZ, MM. CADEC et GENET, Mme PERROT, MM. BELIN, RAPIN et LEVI et Mme IMBERT

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 4**

Après l'article 4

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Les sommes versées par un contribuable domicilié en France, au sens de l'article 4 B du code général des impôts, pour le recours à un centre de gestion, une association ou un organisme mixte de gestion agréés définis aux articles 1649 quater C à 1649 quater K du code général des impôts, pour la réalisation de prestations d'assistance administrative et d'assistance informatique au domicile, telles que mentionnées aux 14° et 11° de l'article D. 7231-1 du code du travail, ouvrent droit au crédit d'impôt sur le revenu prévu à l'article 199 sexdecies du code général des impôts.

II. – Au premier alinéa de l'article L. 7232-1 du code du travail, le mot : « Toute » est remplacé par les mots : « À l'exception des organismes de gestion agréés mentionnés aux articles 1649 quater C, 1649 quater F et 1649 quater K ter du code général des impôts, qui bénéficient d'un agrément délivré par l'administration fiscale, toute ».

III. – L'article L. 7232-1-2 du code du travail est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Pour leurs activités d'assistance administrative et d'assistance informatique à domicile rendues aux personnes mentionnées à l'article L. 7231-1, les organismes de gestion agréés mentionnés aux articles 1649 quater C, 1649 quater F et 1649 quater K ter du code général des impôts. »

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État des I à III est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à étendre les missions des organismes de gestion agréés (OGA) auprès des particuliers, dans le cadre de la réalisation de prestations d'assistance administrative (en particulier l'élaboration de leurs déclarations fiscales) et d'assistance informatique à leur domicile. A ce titre, il est proposé que ces prestations soient éligibles au bénéfice du crédit d'impôt relatif aux services à la personne, prévu à l'article 199 sexdecies du code général des impôts (I).

Dans la mesure où les OGA bénéficient déjà d'un agrément délivré par l'administration fiscale pour leurs activités d'accompagnement dans leurs obligations fiscales des entreprises, TPE, travailleurs indépendants et professionnels libéraux, l'amendement prévoit que ces organismes soient exemptés de la procédure d'agrément à laquelle toute personne morale ou entreprise individuelle qui exerce des activités de services à la personne éligibles au crédit d'impôt de l'article 199 sexdecies doit déférer (II).

Dans le même esprit, l'amendement prévoit que les OGA, pour leurs activités d'assistance administrative et d'assistance informatique au domicile des particuliers, ne soient pas soumis à la clause d'exclusivité, leur évitant ainsi des lourdeurs administratives superflues, comme la nécessité de créer une association ad hoc dédiée exclusivement aux activités de services à la personne (III).

Actuellement, les OGA ne peuvent rendre des services qu'aux industriels, commerçants, artisans, agriculteurs et professionnels libéraux ou aux contribuables exerçant une activité professionnelle dont les revenus sont imposables dans les catégories des bénéfices industriels et commerciaux (BIC), des bénéfices non commerciaux (BNC), des bénéfices agricoles (BA) ou de l'impôt sur les sociétés (IS).

Le dispositif proposé par cet amendement vise à pallier en partie la perte de 25 % d'adhérents des OGA constatée en 2023, à la suite de la suppression de la majoration de revenu en cas de non-adhésion à un OGA (art. 34 de la loi n° 2020-1721 de finances pour 2021), qui était la principale incitation fiscale pour faire adhérer les TPE et indépendants aux OGA.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

MM. BURGOA, PANUNZI, SOL et HENNO, Mmes LAVARDE, GUIDEZ et DUMONT, MM. de LEGGE, SAURY, BRISSON, Daniel LAURENT et KLINGER, Mmes DUMAS et Marie MERCIER, M. LONGEOT, Mme LOPEZ, MM. CADEC et GENET, Mme PERROT, MM. BELIN, RAPIN et LEVI et Mme IMBERT

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5**

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le deuxième alinéa de l'article L. 169 du livre des procédures fiscales, sont insérés trois alinéas ainsi rédigés :

« Par exception aux dispositions du premier alinéa, la réception par l'administration fiscale d'un compte rendu de mission d'un examen de conformité fiscale positif, prévu par l'article 4 du décret n° 2021-25 du 13 janvier 2021, entraîne l'extinction du droit de reprise de l'administration sur les charges et dépenses de la période couverte par ledit examen de conformité fiscale.

« Cette exception s'applique pour toutes les entreprises, personnes physiques ou morales, exerçant une activité professionnelle sous forme individuelle ou en société, dont le montant du chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas les seuils du régime du réel simplifié.

« Cette exception ne s'applique pas en cas de découverte de manœuvres délibérées ou d'activités dissimulées lors d'un contrôle par l'administration fiscale sur les produits de l'entreprise. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'examen de conformité fiscale (ECF) institué par le décret n° 2021-25 du 13 janvier 2021 a pour objet d'inciter les entreprises à plus de transparence. Sur une cible de près de quatre millions d'entreprises, cet outil n'a attiré que 120 000 entreprises en 2023, soit à peine 3 % de la cible.

Le présent amendement vise donc à améliorer l'attractivité de ce dispositif auprès des petites entreprises et à accorder la prescription fiscale sur les dépenses et charges de l'entreprise dès lors que celle-ci se soumet à un examen de conformité fiscale (ECF), réalisé par un tiers de confiance (Organismes de gestion agréés – OGA -, experts-comptables, commissaires aux comptes...), et fait l'objet d'un compte-rendu de mission positif adressé à l'administration fiscale.



L'objectif de cette mesure est d'assurer la sécurité fiscale de l'entreprise afin de lui permettre de se concentrer sur son cœur de métier. La mesure s'inscrit dans le prolongement de la loi ESSOC du 10 août 2018 « Pour un État au service d'une société de confiance ».

Concrètement, dès lors que l'entreprise fait réaliser un ECF par un tiers de confiance, et que cet ECF aboutit à la communication d'un compte-rendu de mission positif à l'administration fiscale, celle-ci considérera que ses charges et dépenses sont « sanctuarisées ».

Dans le cadre de son contrôle selon les règles actuelles du droit commun, sur les produits de l'entreprise, et notamment en matière de TVA, si l'administration met au jour des anomalies traduisant des manœuvres délibérées ou des activités dissimulées, elle retrouve alors toutes ses prérogatives de contrôle en matière de dépenses. La prescription devient dès lors caduque.

Du point de vue de l'entreprise, la prescription fiscale représente une juste contrepartie, dans la mesure où elle se place volontairement dans une démarche de sincérité fiscale.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BURGOA, PANUNZI, SOL et HENNO, Mmes LAVARDE, GUIDEZ et DUMONT, MM. de LEGGE, SAURY, Daniel LAURENT, BRISSON et KLINGER, Mmes DUMAS et Marie MERCIER, M. LONGEOT, Mme LOPEZ, MM. CADEC et GENET, Mme PERROT, MM. BELIN, RAPIN et LEVI et Mme IMBERT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le livre des procédures fiscales est ainsi modifié :

1° Le deuxième alinéa des articles L. 169 et L. 176 est complété par les mots : « , soit a recouru à des manœuvres délibérées et organisées pour dissimuler des recettes » ;

2° Après le deuxième alinéa de l'article L. 169, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Par exception aux dispositions du premier alinéa, le droit de reprise de l'administration, pour les revenus imposables selon les dispositions des articles 50-0, 64 bis et 102 ter dans les catégories des bénéfices industriels et commerciaux, des bénéfices non commerciaux et des bénéfices agricoles, s'exerce jusqu'à la fin de la deuxième année qui suit celle au titre de laquelle l'imposition est due, lorsque le contribuable est adhérent d'un organisme agréé prévu par les articles 1649 quater C, 1649 quater F et 1649 quater K ter, ou faisant appel aux services d'un professionnel de l'expertise comptable ayant l'autorisation prévue par l'article 1649 quater L, ou un certificateur étranger prévu à l'article 1649 quater O, pour les périodes au titre desquelles le service des impôts des entreprises a reçu une copie du compte-rendu de mission prévu aux articles 1649 quater E et 1649 quater H du code général des impôts. » ;

3° Après le deuxième alinéa de l'article L. 176, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Par exception aux dispositions du premier alinéa, le droit de reprise de l'administration s'exerce jusqu'à la fin de la deuxième année qui suit celle au titre de laquelle la taxe est devenue exigible conformément au 2 de l'article 269 du code général des impôts pour les contribuables dont les revenus bénéficient des dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 169 et pour les périodes pour lesquelles le service des impôts des entreprises a reçu une copie du compte-rendu de mission prévu aux articles 1649 quater E et 1649 quater H du même code. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à inciter les micro-entrepreneurs imposés selon le régime micro-BIC (bénéfices industriels et commerciaux), BNC (bénéfices non commerciaux) ou BA (bénéfices agricoles) de faire appel aux acteurs de l'accompagnement des très petites entreprises, en particulier les organismes de gestion agréés (OGA), afin de favoriser la transparence fiscale des revenus et développer le civisme fiscal des très petites entreprises.

À cette fin, il est proposé de réduire le délai de reprise de l'administration à deux années, dès lors que ces contribuables sont adhérents d'un organisme de gestion agréé ou font appel aux services d'un professionnel de l'expertise comptable.

Ces acteurs auront une mission d'accompagnement (formation, information...), ainsi qu'une mission de contrôle du respect des obligations comptables (certes légères mais néanmoins existantes) par les bénéficiaires du régime micro. Ils s'assureront de la concordance, la cohérence et la vraisemblance (CCV) des données déclarées avec les documents comptables.

Un compte rendu de mission est établi chaque année, par l'accompagnateur et une copie est communiquée à l'administration fiscale.

En cas de manœuvres délibérées et organisées pour dissimuler les recettes, ces micro-entrepreneurs seront soumis aux règles de droit commun.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

Mmes GUIDEZ, VERMEILLET et SOLLOGOUB, M. HENNO, Mme GATEL, MM. DUFFOURG et LONGEOT, Mme GOSSELIN, M. GRAND, Mmes PERROT et JACQUEMET, MM. BONNEAU, Jean-Michel ARNAUD, CANÉVET, KERN et VANLERENBERGHE, Mme de LA PROVÔTÉ, M. MENONVILLE, Mme MORIN-DESAILLY, MM. WATTEBLED et FARGEOT et Mme MALET

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 NONIES**

Après l'article 3 nonies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 199 quinquies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° À la première phrase, les mots : « d'une réduction d'impôt égale » sont remplacés par les mots : « d'un crédit d'impôt égal » ;

2° À la seconde phrase, les mots : « à la réduction » sont remplacés par les mots : « au crédit ».

II. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Actuellement les personnes domiciliées fiscalement en France et accueillies dans un EHPAD ou dans un établissement de soins de longue durée, bénéficient d'une réduction d'impôt égale à 25 % des dépenses effectuées, dans une limite de 10 000 euros par personne hébergée. L'avantage fiscal sous forme de réduction d'impôt ne bénéficie donc qu'aux personnes imposables excluant de fait celles qui ne le sont pas ou dont le montant de l'impôt est inférieur au montant de la réduction. Sont donc exclues de cet avantage fiscal les personnes âgées en perte d'autonomie à revenu modeste hébergées en établissement.

A domicile, les personnes âgées en situation de perte d'autonomie peuvent, quant à elles bénéficier d'un crédit d'impôt, et ce depuis 2017. Par conséquent, une personne âgée en perte d'autonomie demeurant à domicile voit son avantage fiscal supprimé ou fortement réduit à la suite de son entrée en établissement ; ceci en raison d'un accident de la vie (chute, etc.) ou de l'apparition de troubles du comportement sévères.

Or, dans la très grande majorité des cas, les personnes entrant en établissement sont déjà bénéficiaires du crédit d'impôt à domicile.

Il convient par conséquent d'assurer la continuité de cet avantage fiscal lors de l'entrée en établissement, sans rupture et au profit de nos concitoyens dont les revenus sont les plus modestes.

Le présent amendement vise donc à transformer le mécanisme de la réduction en crédit d'impôt pour les personnes âgées en perte d'autonomie en établissement. Cette mesure n'a pas d'impact sur les finances publiques puisque les personnes âgées en perte d'autonomie bénéficient déjà d'un crédit d'impôt lorsqu'elles demeurent à domicile.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme JOSEPH, MM. PELLELAT, BOUCHET, HENNO et Henri LEROY, Mme DUMAS, MM. BRUYEN et CHATILLON, Mmes VENTALON et DEMAS, M. BONHOMME, Mme BILLON, M. KERN, Mmes JOSENDE et GRUNY, M. SAUTAREL, Mme PERROT et MM. CADEC, DUFFOURG, CAPO-CANELLAS, GROSPERRIN et LEVI

ARTICLE 11

I. – Après l’alinéa 4

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

... – À la dernière ligne de la dernière colonne du tableau du deuxième alinéa de l’article L. 312-36 du code des impositions sur les biens et services, le montant : « 8,45 » est remplacé par le montant « 0 ».

II. – Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à instituer une exonération d’accise sur le gaz pour les gaz renouvelables et bas carbone. En effet, il apparaît que dans sa rédaction actuelle, la fiscalité sur le gaz renouvelable passerait de 0€/MWh en 2020 à 16,37€/MWh en 2024, et ce sans compter les augmentations de TVA induites. Or une différenciation de fiscalité entre les gaz renouvelables et bas carbone, d’un côté, et le gaz fossile, de l’autre, n’a qu’une très faible incidence sur l’équilibre budgétaire tout en apportant de la cohérence au discours climatique. Les recettes envisagées par le jeu de l’article 11 sont évaluées à 4,1 milliards d’euros : l’amendement qui vous est proposé ne les diminue que de 200 millions d’euros. Il vise notamment à appuyer les filières comme celle du biométhane. Avec 600 projets en injection en France et l’équivalent de 11 TWh injectés, ce gaz d’avenir est aussi une réalité pour aujourd’hui. L’introduction d’une exonération d’accise sur le gaz renouvelable permettrait d’envoyer un signal fort à la filière de production et aux consommateurs, et ce dans des objectifs de transition écologique et de souveraineté énergétique de notre pays qui sont clairement d’actualité.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. BONNEAU

C	
G	

### ARTICLE 6

I. – Alinéas 13 à 16

Supprimer ces alinéas.

II. – Alinéas 17 à 21

Supprimer ces alinéas.

III. – Alinéas 25 et 26

Supprimer ces alinéas.

IV. – Alinéa 28

Supprimer cet alinéa.

### OBJET

Compte tenu des enjeux propres au vieillissement de la population et de la volonté de donner à chacun la possibilité de résider à son domicile, il convient de favoriser l'adaptation des logements à un maximum de contribuables.

Cet amendement vise donc à rétablir l'éligibilité au crédit d'impôt :

- des équipements spécialement conçus pour l'accessibilité des logements aux personnes âgées et handicapées, pour l'ensemble des contribuables ;
- des équipements permettant l'adaptation des logements à la perte d'autonomie ou au handicap, pour les foyers fiscaux dont l'un des membres est en situation de handicap ou de perte d'autonomie.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. BONNEAU

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS**

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. - Au premier alinéa du I de l'article 278-0 bis A, après le mot : « énergétique », sont insérés les mots : « , ainsi que les travaux induits qui leur sont indissociablement liés, ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à sécuriser juridiquement et clarifier, pour les professionnels et les particuliers, l'application du taux réduit de TVA à 5,5% des travaux induits et indissociablement liés aux travaux de rénovation énergétique.

En effet, lors de prestations de rénovation énergétique soumis à la TVA à 5,5%, plusieurs travaux induits et indissociablement liés sont souvent indispensables. Par exemple, lors de l'installation des pompes à chaleur ou d'équipements de production d'énergie utilisant une source d'ENR, l'adaptation du local recevant les équipements, les éventuelles modifications de l'installation électrique, ou encore l'installation d'un système de ventilation sont nécessaires.

Compte tenu de leur nature, ces travaux peuvent être réalisés par des entreprises artisanales différentes mais sont indissociablement liés aux travaux de rénovation énergétique et sont donc soumis au taux réduit de TVA.

Or, depuis sa réécriture en 2022, l'article 278-O bis A du CGI, relatif au taux réduit de TVA pour les travaux de rénovation énergétique, ne mentionne plus les travaux induits indissociablement liés. Cette situation a engendré une grande confusion et une insécurité juridique manifeste pour les acteurs de terrain et freine les objectifs de la trajectoire de performance énergétique et de décarbonation.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes BORCHIO FONTIMP et PRIMAS, M. Henri LEROY, Mme Valérie BOYER, MM. GENET, ALLIZARD, ANGLARS et BELIN, Mmes BELLUROT et BELRHITI, M. Jean-Baptiste BLANC, Mme BONFANTI-DOSSAT, MM. BOUCHET, BRISSON, CADEC et CHATILLON, Mmes DI FOLCO, DREXLER, DUMAS et DUMONT, M. FAVREAU, Mme GOSSELIN, MM. GREMILLET, GROSPERRIN et HOUPERT, Mmes IMBERT et JOSENDE, M. Daniel LAURENT, Mme LOPEZ, MM. MEIGNEN et MILON, Mme MULLER-BRONN et MM. PANUNZI, PELLEVAL, POINTEREAU, RAPIN et SOL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 3 QUINVICIES

## I. – Alinéa 1

Compléter l'alinéa par une phrase ainsi rédigée :

Ce taux de réduction d'impôt est porté à 85 % pour les dons et versements effectués, dans les conditions prévues au présent alinéa, au profit de la Fondation du patrimoine en vue d'assurer, dans le cadre de son activité d'intérêt général de sauvegarde du patrimoine local, la conservation et la restauration du patrimoine immobilier religieux appartenant aux communes de moins de 2 000 habitants.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le patrimoine rural de nos communes constitue une richesse inestimable qu'il nous faut préserver. Au coeur de nos villages, ces édifices participent aussi à l'attractivité touristique de nos territoires.

Si le dispositif existant à cet article ne peut qu'être félicité, il demeure indispensable d'envoyer un message fort aux communes rurales afin de prendre en compte leurs particularités.

Il est donc proposé de porter le taux de réduction, initialement prévu à 75% pour les communes de moins de 10 000 habitants ou aux communes d'outre-mer de moins de 20 000 habitants, à 85% pour celles de moins de 2 000 habitants.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme MULLER-BRONN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 NONIES**

Après l'article 3 nonies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À la seconde phrase de l'article 199 quindecies du code général des impôts, le montant : « 10 000 € » est remplacé par le montant : « 13 000 € ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Beaucoup de seuils de recouvrement ou réduction d'impôt sur le revenu établis au profit des ménages ne sont jamais réévalués dans le code général des impôts (CGI). On peut considérer cela comme une augmentation indirecte des impôts à laquelle le contribuable n'a pas consenti.

Dans un souci de justice et d'équité, une telle situation doit être corrigée. Au regard de la reprise de l'inflation, il ne s'agit là en définitive que d'un simple rattrapage. En 2022, l'Insee a chiffré l'inflation moyenne à 5,2 % sur un an. Mais, pour les ménages les plus exposés, la hausse des prix peut atteindre 8,5 %.

Cet amendement s'attache à modifier le seuil prévu pour la réduction d'impôt pour frais de dépendance. Les dépenses d'accueil dans un établissement pour personnes dépendantes ouvrent droit à un crédit d'impôt de 25 % des dépenses supportées au titre de la dépendance et de l'hébergement, retenue dans la limite annuelle de 10 000 € par personne hébergée. Ce montant n'a pas été réévalué depuis 2007, ce qui se traduit par une inflation cumulée de 28,2 %.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 10**

Alinéa 31, tableau, deux dernières colonnes, deux dernières lignes

Rédiger ainsi ces lignes :

42 500	18 750
46 750	20 625

**OBJET**

La franchise en base TVA permet aux petites entreprises (micro-entreprises) dans la limite d'un plafond de chiffre d'affaires de facturer leurs ventes et/ou prestations de services sans TVA.

Cette disposition du PLF vise au 1er janvier 2025, à étendre la franchise en base TVA aux petites entreprises étrangères (CA ne dépassant pas 85 000€), pour leurs opérations réalisées en France, sous réserve que leur CA européen soit inférieur à 100 K€ (sans obligation d'identification en France, l'ensemble des formalités étant réalisées dans leur Etat de résidence qui ensuite transmet les informations à la France).

La réciproque sera vraie pour les entreprises françaises pour leurs travaux réalisés dans les autres Etats membres, sous réserve que le CA européen soit inférieur à 100 K€.

Ce régime de TVA applicable aux microentreprises est source de concurrence déloyale. Il permet ainsi à certaines entreprises d'avoir un avantage concurrentiel par rapport aux entreprises qui facturent avec TVA spécialement dans le domaine des prestations de services.

Or, cette transposition de la directive risque de créer une nouvelle distorsion de concurrence : une entreprise étrangère pourra venir travailler en France et bénéficier de la franchise de TVA applicable aux entreprises françaises. Ainsi, par exemple une entreprise espagnole pourra dans le cadre d'un marché avec un particulier facturer sans TVA (alors qu'aujourd'hui l'entreprise espagnole doit facturer de la TVA française).

Enfin, ces entreprises étrangères n'ont aucune obligation d'identification en France. Il y a donc là un véritable risque de fraude.

Si la France se doit de respecter les règles européennes, il convient au regard des problématiques de concurrence de limiter le montant de la franchise applicable. Et cela d'autant plus que la France a l'un des montants de TVA les plus importants en Europe.

L'objet de cet amendement est donc de proposer de retenir un niveau de franchise deux fois moins important que celui retenu par cette disposition. Au-delà, il convient de rappeler que la franchise a un impact sur les recettes TVA (Une division par deux de ce plafond représenterait un gain pour les finances publiques évalué entre 2,2 et 2,4 Md€ selon le rapport du Conseil des Prélèvements Obligatoires de 2015).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS**

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

Après le b quater du 1° du I de l'article 31 du code général des impôts, il est inséré un b quinquies ainsi rédigé :

« b quinquies) Une déduction au titre de l'amortissement égale à 2 % du prix du bâti du bien immobilier. Pour les dépenses de travaux autres que celles prévues au b et b bis, une déduction au titre de l'amortissement égale à 7 % pour les 10 premières années et 6 % pour les 5 années suivantes. » ;

2° Le 1° ter du I de l'article 156 est abrogé ;

3° Les deux premiers alinéas du 3° du même I sont supprimés ;

II. – Le quatrième alinéa du 3° du I de l'article 156 du code général des impôts n'est pas applicable aux revenus fonciers perçus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.III. – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Les bailleurs personnes physiques (ménages) dominent le parc locatif en France. Ils détiennent 57 % des logements concernés en 2019, contre 41 % pour les bailleurs sociaux et moins de 2 % pour les autres personnes morales.

La place des ménages-bailleurs dans le parc locatif s'avère d'autant plus forte que les logements se situent dans des zones peu ou pas tendues. En territoires ruraux, il s'agit de la seule alternative à l'accession. Ce parc s'avère donc indispensable.

Or, l'alimentation du parc locatif privé dépend uniquement de la production neuve de logements. Le solde des entrées et des sorties dans l'existant ressort structurellement négatif, sans doute plus encore avec l'interdiction de louer des passoires thermiques qui entre progressivement en vigueur.

L'alimentation en neuf du segment du locatif privé détenu par des bailleurs personnes physiques s'avère très sensible aux dispositifs fiscaux de soutien. De fait, la suppression d'un dispositif puissant (Périssol, Robien, Scellier) ou son rabotage (Pinel) se traduisent systématiquement par une chute des ventes, de moitié en ordre de grandeur.

La fiscalité très lourde s'appliquant à l'investissement locatif en neuf (TVA à l'entrée, pas de prélèvement forfaitaire unique pour les revenus fonciers et éventuel IFI pendant la détention du bien, plus-values lourdement taxées à la revente jusqu'à 15-20 ans, ...) explique largement cela. Les dispositifs fiscaux de soutien viennent en réalité simplement corriger cette situation.

Leur instabilité constitue un lourd handicap, d'autant plus dans le cas du collectif où le délai entre commercialisation du projet et première mise en location du bien se révèle souvent supérieur à deux ans.

C'est pourquoi, cet amendement vise à créer un régime universel d'investissement locatif privé, lisible et stable.

Il repose sur la reconnaissance de la nature d'activité économique, créatrice de valeur, de l'investissement locatif privé.

L'architecture de la réforme proposée se résume ainsi :

- un amortissement du bâti pendant 50 ans, soit un taux de 2 % l'an, applicable dans le neuf et dans l'existant pour l'ensemble des logements locatifs privés (stock et flux) ;
- un amortissement des gros travaux sur 15 ans ;
- une déductibilité sans limite des intérêts d'emprunt, des petits travaux et des charges locatives des revenus fonciers bruts ;
- un déficit foncier imputable sans limite sur le revenu global positif ;
- une taxation des plus-values inchangée.

Son coût budgétaire s'établirait à 4,2 milliards d'euros par an dans un premier temps, puis 3,8 milliards d'euros par an, une fois résorbée l'imputation des déficits fonciers antérieurs. Au final ce nouveau mécanisme représenterait une économie annuelle de 100 millions d'euros pour le Budget de l'Etat en comparaison du dispositif actuel.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS**

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 199 novovicies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° La seconde phrase des 1° et 2° du VI est supprimée ;

2° La seconde phrase des 1° et 2° du A du VII bis est supprimée ;

3° La seconde phrase des 1° et 2° du E du VIII est supprimée ;

4° La seconde phrase des a) et b) du 3° du XII est supprimée.

II. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 168 de la loi de finances pour 2021 a prorogé de trois ans l'avantage fiscal lié au dispositif Pinel tout en en réduisant progressivement le taux. Il s'agissait, selon l'exposé des motifs, de mettre en place une « transition vers un dispositif plus efficient ».

Mais l'effondrement actuel des ventes de logements (en glissement annuel sur le premier semestre 2023, -38% dans l'individuel diffus et -33 % dans le collectif), sans compter les agréments HLM qui plafonnent à 95 000 unités par an depuis 2021 (contre 110 000 à 120 000 les années précédentes), sont générateurs d'une inévitable crise du logement.

Cette baisse des ventes bloque l'alimentation en neuf du segment du locatif privé détenu par des bailleurs personnes physiques. Or, lui seul permet le maintien en volume du parc, d'autant que les investisseurs institutionnels s'en retirent à nouveau. Ces ménages bailleurs s'avèrent, au surplus, très sensibles aux dispositifs fiscaux de soutien. La suppression d'un dispositif puissant (Périsol, Robien, Scellier) ou son rabetage (Pinel) se traduisent systématiquement par une chute des ventes, de moitié en ordre de grandeur.

Par ailleurs, les difficultés d'accès au crédit immobilier que subissent les acquéreurs, ralentissent la vente des logements éligibles, réduisant d'autant le nombre logements à loyer abordable destinés à la location dans les zones tendues.

L'objet de ce présent amendement est d'accroître l'offre de logements locatifs sous plafonds de loyer et de ressources, dans ce contexte de chute de l'accès à la propriété, en aménageant le dispositif Pinel pour le rendre plus attractif avant sa disparition programmée au 31 décembre 2024.

Ainsi, il est proposé de maintenir les taux de réduction d'impôt tels que prévus en 2022 sur les années 2023 et 2024, date à laquelle le dispositif Pinel prend fin.

Un tel délai permettrait de relancer à la fois la construction neuve et le logement locatif à loyers maîtrisés.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 6**

I. - Alinéas 2 à 6

Supprimer ces alinéas.

II. - Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 6 du PLF pour 2024 prévoit de recentrer le dispositif du PTZ dans le neuf aux seules zones tendues du territoire et pour les immeubles collectifs exclusivement. Ainsi, dans les zones B2 et C, le PTZ ne serait plus accessible qu'aux seules acquisitions de biens immobiliers dans l'ancien.

Alors que les ventes de logements neufs s'effondrent (-38 % des ventes dans l'individuel diffus entre les premiers semestres 2022 et 2023) et que les conditions de crédit ne cessent de se dégrader, cette amputation du PTZ conduira à une aggravation certaine de la crise du logement neuf.

En effet, l'hyper-recentrage envisagé exclut les deux-tiers des opérations financées jusqu'alors grâce à cette aide ainsi que plus de 90 % des communes en France.

Hors « zones tendues », le projet du Gouvernement condamne donc les plus jeunes et les foyers aux ressources modestes dans leur parcours résidentiel. Pour ces Français les plus modestes, l'accession à la propriété deviendrait un horizon impossible.

Par ailleurs, cet arbitrage budgétaire ne serait pas sans effet pour les nombreuses TPE/PME du Bâtiment et leurs effectifs salariés : la production de logements neufs représente près de la moitié de l'activité de la Profession du Bâtiment. Les marchés de rénovation-réhabilitation ne sauraient à eux seuls pallier cet effondrement de la production du neuf déjà constaté partout en France.

Enfin, une telle décision représenterait une perte nette pour le budget de la Nation puisque chaque opération de PTZ rapporte, en solde net, 35 000 euros au budget de l'Etat.

Il serait donc incompréhensible que ce projet de loi de finances 2024 acte la disparition d'un produit utile aux ménages et bien maîtrisé surtout dans une période où l'inflation et les problèmes de pouvoir d'achat sont appelés à perdurer.

Cet amendement vise donc à rétablir le PTZ dans le neuf collectif et individuel sur l'ensemble de notre territoire. Ce retour doit être assortie de deux mesures complémentaires importantes, à savoir le retour à une quotité de 40 % pour toutes les zones, en neuf comme dans l'ancien avec travaux et la réactualisation des barèmes pour tenir compte des évolutions de salaires et de prix de l'immobilier intervenues depuis 2016.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

C	
G	

ARTICLE 6

Alinéa 108

Rédiger ainsi cet alinéa :

« Art. 1384 C bis. – I. – Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre peuvent, par une délibération prise dans les conditions prévues au I de l'article 1639 A bis, exonérer de taxe foncière sur les propriétés bâties, pour une durée de quinze ans à compter de l'année suivant celle de l'achèvement de l'opération unique de travaux de rénovation lourde mentionnés au 4°, les logements locatifs qui remplissent les conditions cumulatives suivantes :

**OBJET**

L'article 1384 C bis du code général des impôts, créé par l'article 6, introduit une nouvelle exonération pour les logements sociaux par l'article 1384 C bis du code général des impôts.

Cette exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties prévue pour une durée de 25 ans vise les logements sociaux achevés depuis au moins 40 ans lorsqu'ils font l'objet de travaux de rénovation énergétique permettant le passage d'un classement « F » ou « G » à un classement « B » ou « A ».

Cette nouvelle exonération est créée de droit. Elle s'impose aux communes et EPCI sans compensation des produits fiscaux exonérés. En cela, elle est synonyme d'une perte de ressources intégralement supportée par les budgets locaux (sans même qu'une estimation soit proposée).

Il est primordial qu'il ne soit pas dérogé au principe selon lequel soit les exonérations s'imposent aux collectivités et elles sont alors compensées, soit elles ne font pas l'objet d'une compensation et elles sont alors mises en œuvre sur décision de l'organe délibérant local.

Cet amendement vise donc à conditionner la mise en place de la nouvelle exonération créée par l'article 1384 C bis à une délibération *ad hoc* des communes ou des EPCI, dans les conditions prévues par le code général des impôts.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 1383 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° La première phrase du deuxième alinéa du I est complétée par les mots : « ; lorsque la construction s'effectue sur une parcelle ou section cadastrale non artificialisée au 1<sup>er</sup> janvier de l'année précédant celle de la demande d'autorisation d'urbanisme, la commune peut, par une délibération prise dans les mêmes conditions et, pour la part qui lui revient, supprimer l'exonération prévue au premier alinéa du présent I » ;

2° Après le premier alinéa du II, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« La commune peut, par une délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A bis et pour la part qui lui revient, limiter l'exonération prévue au premier alinéa du présent II à 40 %, 50 %, 60 %, 70 %, 80 % ou 90 % de la base imposable ou la supprimer intégralement lorsque la construction s'effectue sur une parcelle ou section cadastrale non artificialisée au 1<sup>er</sup> janvier de l'année précédant celle de la demande d'autorisation d'urbanisme. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Depuis la suppression de la taxe d'habitation et le transfert de la part départementale de foncier bâti aux communes, toute construction nouvelle est exonérée de taxe foncière pendant deux ans, à hauteur de 40 % minimum.

Cet amendement vise à donner aux collectivités la possibilité de supprimer cette exonération minimale de 40 % de taxe foncière sur les propriétés bâties les deux premières années suivant la construction d'un local.

Dans un contexte de raréfaction du foncier et dès lors que les coûts engendrés par l'accueil de nouvelles populations ou activités sont pris en charge sans délai par la collectivité, il apparaît justifié

de permettre aux collectivités de supprimer ce plancher de 40 %, vestige de la fraction départementale de taxe foncière, et de leur rendre la possibilité de supprimer l'intégralité de cette exonération, comme c'était le cas avant la suppression de la taxe d'habitation.

Cette proposition figurait parmi les propositions du rapport « Rebsamen » La Relance durable de la construction de logements (2021). En l'espèce, il s'agissait de la proposition n°5 : Donner aux communes la possibilité de supprimer l'intégralité l'exonération de TFPB sur les deux premières années suivant la mise en service des logements neufs.

Toutefois, dans un contexte d'insuffisance de l'offre de logement, l'amendement propose de circonscrire cette possibilité aux seules constructions entraînant une artificialisation des sols.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa du I de l'article 1418 est ainsi modifié :

a) Les mots : « affectés à l'habitation » sont supprimés ;

b) Est ajoutée une phrase ainsi rédigée : « Lorsque l'occupation par des tiers donne lieu à une contrepartie financière, le montant annualisé de celle-ci figure dans la déclaration précitée. »

2° La section IV bis du chapitre I<sup>er</sup> du titre I<sup>er</sup> de la deuxième partie du livre I<sup>er</sup> est abrogée.

3° Le premier alinéa de l'article 1418 du code général des impôts est ainsi modifié :

a) Les mots « affectés à l'habitation » sont supprimés.

b) Est ajoutée une phrase ainsi rédigée : « Lorsque l'occupation par des tiers donne lieu à une contrepartie financière, le montant annualisé de celle-ci figure dans la déclaration précitée.

II. – La section IV bis du chapitre I<sup>er</sup> du titre I<sup>er</sup> de la deuxième partie du livre I<sup>er</sup> du code général des impôts et son intitulé sont supprimés.

**OBJET**

Cet amendement vise à étendre aux locaux professionnels l'obligation déclarative prévue sur les locaux d'habitation dans le cadre de la révision des valeurs locatives.

En effet, les propriétaires de locaux d'habitation déclarent, à compter de 2023 et via leur interface numérique « Gérer mes biens immobiliers » (GMBI), le statut d'occupation et l'occupant des logements qu'ils détiennent. Ils déclareront aussi prochainement le loyer acquitté par les locataires, ce qui donnera aux services fiscaux une image fidèle et exhaustive du marché immobilier, indispensable pour engager la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation.

Considérant les défaillances du mode de collecte des loyers des locaux professionnels ayant conduit, en 2022, à un premier exercice de révision sexennale largement insatisfaisant et de ce fait repoussé par l'article 103 de la loi de Finances initiale pour 2023, il est donc proposé de faire évoluer cette collecte de loyers des locaux professionnels en capitalisant sur l'outil GMBI.

Dans la mesure où les locaux professionnels apparaissent déjà dans GMBI, cet amendement n'entraîne aucune charge, ni pour les collectivités, ni pour la Direction générale des finances publiques, et permet à l'administration de susciter une source d'informations plus fiable que les déclarations actuellement prévue par le mode d'actualisation des valeurs locatives des locaux professionnels (données souvent partielles et imprécises, déclarées par les exploitants des locaux).

Enfin, cet amendement supprime la section IV bis « *Dispositions communes à la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale et à la taxe annuelle sur les locaux vacants* », pour replacer l'article 1418 dans sa section originelle : « *Dispositions communes aux taxes foncières et à la taxe d'habitation* ».



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 8**

Après l'article 8

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 est ainsi modifié :

1° À la première phrase du huitième alinéa, le montant : « 5,74 € » est remplacé par le montant : « 7 € » ;

2° À la seconde phrase du huitième alinéa, les mots : « supérieur à 12 000 €, le taux est fixé à 34,12 € » sont remplacés par les mots : « supérieur à 15 000 €, le taux est fixé à 43 € » ;

3° Au neuvième alinéa, les mots : « 8,32 € ou 35,70 € » sont remplacés par les mots : « 11 € ou 45 € » ;

4° Au treizième alinéa, les mots : « entre 3 000 et 12 000 €, le taux de la taxe est déterminé par la formule suivante :  $5,74 \text{ euros} + [0,00315 \times (\text{CA} / \text{S} - 3\,000)] \text{ €}$  » sont remplacés par les mots : « entre 3 000 et 15 000 €, le taux de la taxe est déterminé par la formule suivante :  $7 \text{ €} + [0,00399 \times (\text{CA} / \text{S} - 3\,000)] \text{ €}$  » ;5° Au quatorzième alinéa, les mots : «  $8,32 \text{ €} + [0,00304 \times (\text{CAS} / \text{S} - 3\,000)] \text{ €}$  » sont remplacés par les mots : «  $11 \text{ €} + [0,00385 \times (\text{CAS} / \text{S} - 3\,000)] \text{ €}$  ».

II – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Le présent amendement vise à rattraper la dévaluation intervenue sur les tarifs de la taxe sur les surfaces commerciales (TaSCOM) depuis leur dernière modification, en loi de finances initiale pour 2009. L'inflation cumulée sur la période est estimée à 26 %.

Or, la TaSCOM a été transféré aux collectivités pour compenser la suppression de la taxe professionnelle. Il n'est pas acceptable de substituer à une ressource dynamique, l'ex taxe professionnelle, une ressource qui subie l'érosion monétaire.

Le tarif pour les locaux de surface supérieure à 12 000 mètres carrés, à 34,12 euros, n'a pas évolué depuis la loi de finances initiale pour 2004, qui fixait par ailleurs le tarif plancher à 9,38 euros avant que celui-ci ne soit progressivement ramené à 5,74 euros.

Par cohérence, le seuil de 12 000 euros de chiffre d'affaires par mètre carré est aussi réhaussé conformément à l'inflation cumulée, et porté à 15 000 euros.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au I bis de l'article 1522 bis du code général des impôts, le mot : « sept » est remplacé par le mot : « dix ».

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte dispose que les collectivités territoriales progressent vers la généralisation d'une tarification incitative en matière de déchets, avec pour objectif que quinze millions d'habitants soient couverts par cette dernière en 2020 et vingt-cinq millions en 2025.

Force est de constater que l'objectif est aujourd'hui loin d'être atteint. Pourtant de nombreuses grandes agglomérations françaises réfléchissent à la mise en place d'une part incitative dans leur fiscalité déchets. Elles se heurtent néanmoins à de nombreuses difficultés liées à leurs caractéristiques de territoire : formes urbaines très disparates entre le centre et la périphérie, centre urbain extrêmement dense, habitat vertical fortement présent, etc.

Depuis 2012, la TEOM incitative (TEOMi) peut être instituée sur une partie du territoire d'une collectivité, dans le cadre d'une expérimentation initialement limitée à 7 ans – durée à l'issue de laquelle la tarification incitative doit être généralisée, ou abandonnée.

Pour permettre à de plus nombreuses collectivités de s'engager dans une tarification incitative, il est donc proposé d'allonger la période d'expérimentation à 10 ans.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES**

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

- I. – Les deuxième à quatrième alinéas de l'article 793 bis du code général des impôts sont supprimés.
- II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le Président de la République fait de la transmission des exploitations et de l'installation de jeunes agriculteurs et viticulteurs un axe majeur de sa future loi d'orientation agricole. Il nous revient d'harmoniser les dispositifs juridiques et fiscaux existants pour maîtriser en amont les facteurs de production que sont les actifs immobilisés d'exploitation et le foncier. Il s'agit d'un enjeu majeur qui doit nous pousser à répondre prioritairement et préalablement à notre problématique d'indépendance stratégique.

Dans ce contexte, le présent amendement vise à proposer une exonération partielle à hauteur du dispositif Dutreil, soit une exonération de 75 % sans limite de plafond. En effet, la stabilité du foncier attaché aux exploitations viticoles est indispensable à la pérennité de celles-ci. Dans le droit positif, lorsque des terres ou des vignes louées dans le cadre d'un bail rural à long terme font l'objet d'une transmission à titre gratuit (donation ou succession), elles bénéficient d'une exonération partielle de 75 %, plafonnée à 500 000 €. L'exonération est de 50 % au-delà de cette limite.

Or, la transmission à titre gratuit d'entreprises bénéficie d'une exonération de 75 % sans plafond, y compris s'agissant de parts ou actions détenues par des associés ne participant pas eux-mêmes à l'activité de la société et qui n'assurent que le portage des capitaux nécessaires à l'activité (dispositif « Dutreil »). Une transposition de ce principe au capital foncier attaché durablement à une exploitation agricole ou viticole est d'autant plus nécessaire que la valeur de ce capital est très élevée au regard de sa rentabilité effective.

Pour favoriser cette stabilité du foncier, le présent amendement vise à harmoniser les dispositifs fiscaux applicables aux outils d'exploitations en allégeant la fiscalité applicable aux bénéficiaires d'une transmission à titre gratuit de biens ruraux loués par bail à long terme lorsque ces bénéficiaires s'engagent à les conserver.

Nb : La rectification consiste en un changement de place de l'article additionnel après l'article 5 octotricies vers l'article additionnel après l'article 3 vicies.

Il s'agit de consentir un investissement fiscal pour l'avenir qui doit trouver sa contrepartie dans la durée de conservation des outils de production et de leur adaptation au croisement des mutations sociétales, climatiques, environnementales, technologiques, économiques et numériques qui sont aujourd'hui le lot de notre modèle agricole.

Cet amendement est la résultante du rapport que j'ai produit suite à la lettre de mission reçue par le Premier Ministre Jean Castex en 2022. Il a fait l'objet d'un travail commun avec la CNAOC.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes DUMAS, BELLUROT, BELRHITI, BERTHET, BILLON, CARRÈRE-GÉE, Laure DARCOS, DUMONT, GOSSELIN, IMBERT, LASSARADE, LOPEZ, MALET, Marie MERCIER, MICOULEAU, MULLER-BRONN, PERROT, ROMAGNY, VENTALON et VERMEILLET et MM. ALLIZARD, ANGLARS, BELIN, BONHOMME, BOUCHET, BRISSON, CADEC, CANÉVET, CHASSEING, CHATILLON, DUFFOURG, GENET, GREMILLET, HENNO, KLINGER, Daniel LAURENT, Henri LEROY, LEVI, MILON, PACCAUD, PANUNZI, PELLELAT, SIDO, SZPINER et WATTEBLED

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code des impositions des biens et services est ainsi modifié :

1° Au 3° de l'article L. 471-2, après le mot : « habillement », sont insérés les mots : « , de la maille et du textile » ;

2° L'article L. 471-6 est complété par des B et C ainsi rédigés :

« B. – Les biens des industries de la maille s'entendent des biens déterminés par arrêté du ministre chargé de l'économie au sein de la catégorie des vêtements en maille à l'exclusion des couvre-chefs et des produits de la corseterie, soutiens-gorge, corsets, gaines, bustiers, porte-jarretelles, jarretières et article similaires.

« C. – Les biens des industries du textile s'entendent des biens déterminés par arrêté du ministre chargé de l'économie au sein des catégories suivantes :

« 1° Les produits textiles de toutes matières et autres que des vêtements ;

« 2° La fabrication de fibres de verre ;

« 3° La fabrication de fibres artificielles ;

« 4° La fabrication de laines minérales, de fibres de carbone et d'ouvrages en ces matières. » ;

3° À la première phrase de l'article L. 471-25, après le mot : « habillement », sont insérés les mots : « , de la maille et du textile » ;

4° Au 1° de l'article L. 471-28 , après le mot : « habillement », sont insérés les mots : « , de la maille et du textile » ;

5° Au 3° l'article L. 471-32 , après le mot : « habillement », sont insérés les mots : « , de la maille et du textile » ;

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

6° Au 2° de l'article L. 471-33, après le mot : « habillement », sont insérés les mots : « , de la maille et du textile » ;

7° Le tableau constituant le deuxième alinéa de l'article L. 471-38 est complété par deux lignes ainsi rédigées :

«

Maille	0,005 %	0,010 %
Textile	0,010 %	0,020 %

» ;

8° A l'article 471-40, après le mot : « habillement », sont insérés les mots : « , de la maille et du textile » ;

9° Le tableau constituant le deuxième alinéa de l'article 471-53 est complété par deux lignes ainsi rédigées :

«

Maille	20 € sur une année civile
Textile	20 € sur une année civile

»

II. – Le code de la recherche est ainsi modifié :

1° L'article L. 521-8-1 est complété par un ...° ainsi rédigé :

« ...° À l'Institut français du textile et de l'habillement :

« a) À hauteur de la fraction perçue sur les biens des industries de la maille au sens du B de l'article L. 471-6 du même code ;

« b) À hauteur de la fraction perçue sur les biens des industries du textile au sens du C de l'article L. 471-6 du même code. » ;

2° Après le troisième alinéa de l'article L. 521-8-3, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« De même, pour les biens des industries de la maille et du textile mentionnés respectivement aux B et C de l'article L. 471-6 du code des impositions sur les biens et services, seul l'organisme mentionné au 3° de l'article 5-1 de la loi n° 78-654 du 22 juin 1978 est compétent. »

## **OBJET**

Le présent article vise à élargir la taxe fiscale affectée (TFA) du DEFI, comité professionnel de développement économique (CPDE) de l'habillement et de la mode, aux ressortissants de l'Institut Français du Textile et de l'Habillement (IFTH), qui est le centre technique industriel du textile et de l'habillement.

L'IFTH est le seul acteur sur le territoire national à disposer des compétences, des équipements et des laboratoires pour mener des projets d'innovation répondant aux besoins des entreprises du secteur du textile face aux transformations profondes auxquelles elles doivent répondre, notamment en matière



de développement durable, d'innovation matières, de formation aux nouveaux métiers, mais aussi pour soutenir la relocalisation.

Les projets collectifs de l'IFTH sont actuellement financés par une dotation budgétaire de l'Etat. Ils étaient auparavant financés par une taxe parafiscale collectée et reversée par le DEFI.

Le retour à un financement par TFA a été préconisé par le rapport Cattelot Grandjean Tolo, car l'IFTH reste le dernier grand centre technique industriel à rester sur un régime de dotation budgétaire. Sur la base de ce même rapport, la ministre en charge de l'industrie a demandé aux branches de la filière de rapprocher le DEFI et l'IFTH.

L'élargissement de la taxe affectée au DEFI aux ressortissants de l'IFTH s'inscrit dans ce processus de rapprochement. Il constituera un facteur de lisibilité et de garantie du financement des actions collectives, qu'elles relèvent de la recherche ayant trait à la transition écologique et énergétique, à l'industrie du futur, aux matières et procédés innovants ou aux missions fondamentales de normalisation, formation, veille technologique et transfert.

Avec cet élargissement de la taxe affectée au DEFI s'opérera un rapprochement attendu par la filière textile habillement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes DUMAS, BELLUROT, BELRHITI, BERTHET, BILLON, CARRÈRE-GÉE, Laure DARCOS, DUMONT, GOSSELIN, IMBERT, LOPEZ, MALET, Marie MERCIER, MICOULEAU, MULLER-BRONN, PERROT, ROMAGNY et VENTALON et MM. ALLIZARD, ANGLARS, BELIN, BONHOMME, BOUCHET, BRISSON, CANÉVET, CHATILLON, DUFFOURG, FOLLIOT, GENET, HENNO, KLINGER, Daniel LAURENT, Henri LEROY, LEVI, MILON, PACCAUD, PANUNZI, PELLEVAL, SIDO, SZPINER et WATTEBLED

ARTICLE 13

Alinéa 11

Supprimer cet alinéa.

**OBJET**

Le présent amendement a pour objet de maintenir à 1,1% le seuil d'incorporation des égouts pauvres issus des plantes sucrières, prévu par la Taxe Incitative à l'Utilisation d'Energie Renouvelable dans les Transports (TIRUERT).

L'article 13 du PLF 2024 propose d'augmenter ce taux à 1,2% au 1<sup>er</sup> janvier 2025. Les précédentes Lois de Finances avaient déjà introduit des augmentations significatives de ce taux à 0,2% en 2019, 0,4% en 2020, 0,8% en 2021, 1% en 2022, et à 1,1% en 2024.

Le présent amendement propose de maintenir le taux de 1,1% de la TIRUERT EP2, afin de préserver les valorisations alimentaires de ces co-produits sucriers, qui constituent notamment une matière première non substituable et particulièrement importante dans l'industrie de la levure.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme MULLER-BRONN

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 14**

Après l'article 14

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – La section 5 du chapitre III du titre III du livre III de la troisième partie du code général des collectivités territoriales, dans sa rédaction issue de l'ordonnance n° 2023-661 du 26 juillet 2023 prise en application des dispositions de l'article 137 de la loi du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets et de l'article 128 de la loi du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 est ainsi modifiée :

1° Au premier alinéa de l'article L. 3333-11, le mot : « départementales » est remplacé par les mots : « de son domaine public routier » ;

2° Le 4° de l'article L. 3333-12 est complété par les mots : « prévus par l'article L. 3333-18 qui sont adressés au prestataire mentionné à l'article L. 421-246 du code des impositions sur les biens et services, ainsi que la notification de la majoration mentionnée à l'article L. 3333-19 » ;

3° A la seconde phrase du troisième alinéa de l'article L. 3333-15, par deux fois, le mot : « liquidation » est remplacé par les mots : « constatation de la taxe » ;

4° L'article L. 3333-18 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le présent article n'est pas non plus applicable en cas de mise en œuvre de l'article L. 421-256 du code des impositions sur les biens et services. » ;

5° L'article L. 3333-19 est ainsi rédigé :

« Art. L. 3333-19.- En cas de mise en œuvre de l'article L. 421-256 du code des impositions sur les biens et services, l'acompte unique prévu à l'article L. 421-260 du même code fait l'objet d'une majoration de 30 € dans les cas suivants :

« 1° En cas d'absence de paiement ;

« 2° Lorsque le montant de l'acompte unique payé dans le délai minimal préalable mentionné à l'article L. 421-256 dudit code s'avère insuffisant au regard de l'utilisation effective du réseau mentionné à l'article L. 421-193 du même code ou des caractéristiques du poids lourd indiquées dans la déclaration mentionnée au même article L. 421-256 ;

« 3° Lorsque le dépôt de la déclaration ou le paiement de l'acompte est effectué après le délai minimal préalable mentionné au 2° du présent article, que le montant de l'acompte acquitté soit insuffisant ou non.

« Le paiement de cette majoration éteint l'action publique lorsqu'il intervient dans un délai déterminé par délibération du conseil départemental qui ne peut être supérieur à deux mois à compter de sa notification, dont les modalités sont déterminées par délibération du même conseil. » ;

6° À l'article L. 3333-22, les mots : « dans les conditions prévues au dernier alinéa de l'article L. 3333-27 » sont remplacés par les mots : « , dont les constatations font foi jusqu'à preuve du contraire » ;

7° Le second alinéa de l'article L. 3333-28 est ainsi modifié :

a) Après les mots : « au moyen », la fin est ainsi rédigée : « d'un appareil de contrôle automatique mentionné à l'article L. 3333-22. » ;

b) Est ajoutée une phrase ainsi rédigée : « Ces constatations peuvent faire l'objet d'un procès-verbal revêtu d'une signature manuelle numérisée. » ;

8° Le paragraphe 3 de la sous-section 3 est ainsi modifié :

a) Il est ajouté un article L. 3333-30-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 3333-30-1.- Le redevable de la taxe au sens de l'article L. 421-244 du code des impositions sur les biens et services est responsable pénalement des infractions prévues par le présent paragraphe. » ;

b) L'article L. 3333-31 est ainsi rédigé :

« Art. L. 3333-31. Le fait pour tout redevable de ne pas s'acquitter intégralement de la taxe mentionnée à l'article L. 421-186 du code sur les impositions des biens et des services ou, dans le cas prévu à l'article L. 421-260 du même code, d'un acompte suffisant, est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe.

« Le fait pour tout redevable de ne pas s'acquitter de la taxe ou de l'acompte mentionnés au premier alinéa de manière habituelle est puni d'une amende de 7 500 €.

« Est regardé comme contrevenant de manière habituelle à ces dispositions, le redevable qui a fait l'objet, sur une période inférieure ou égale à douze mois, de plus de cinq contraventions prévues au premier alinéa. »

II. – Le paragraphe 2 de la sous-section 3 de la section 6 du chapitre I<sup>er</sup> du titre II du livre IV du code des impositions sur les biens et services, dans sa rédaction issue de l'ordonnance n° 2023-661 du 26 juillet 2023 prise en application des dispositions de l'article 137 de la loi du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets et de l'article 128 de la loi du 30 décembre 2021 de finances pour 2022, est ainsi modifié :

1° Le sous-paragraphe 3 est complété par un article L. 421-211-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 421-211-1.- Est exonéré tout poids lourd utilisé dans le cadre des activités liées à la collecte en porte-à-porte et à l'élimination des déchets ménagers, dans un rayon maximal de 100 kilomètres autour du lieu d'établissement de l'entreprise. » ;

2° Le sous-paragraphe 4 est complété par des articles L. 421-217-1 et L. 421-217-2 ainsi rédigés :

« Art. L. 421-217-1.- L'autorité compétente peut instituer une exonération applicable à tout poids lourd spécialisé utilisé pour le transport de fonds.

« Le bénéfice de cette exonération est subordonné, au titre du droit européen des aides d'État, au respect des conditions prévues par le règlement général de minimis.

« Art. L. 421-217-2.- L'autorité compétente peut instituer une exonération applicable à tout poids lourd utilisé pour le transport de marchandises dans un rayon maximal de 100 kilomètres autour du lieu d'établissement de l'entreprise, propulsé au gaz naturel, au gaz liquéfié ou à l'électricité, dont la masse maximale autorisée, remorque ou semi-remorque comprise, ne dépasse pas 7,5 tonnes. »

III. – Le code de procédure pénale est ainsi modifié :

1° Après la section 2 bis du chapitre II bis du titre III du livre II du code de procédure pénale, est insérée une section 2 ter ainsi rédigée :

« Sections 2 ter :

« Dispositions applicables à certaines infractions au code général des collectivités territoriales

« Art. 529-12. – Lorsque l'avis d'amende forfaitaire concernant l'infraction mentionnée à l'article L. 3333-31 du code général des collectivités territoriales a été adressé aux personnes mentionnées à l'article L. 421-244 du code des impositions sur les biens et services, la requête en exonération prévue par l'article 529-2 ou la réclamation prévue par l'article 530 du code de procédure pénale n'est recevable que si elle est adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, utilisant le formulaire joint à l'avis d'amende forfaitaire, et si elle est accompagnée :

« 1° Soit de l'un des documents suivants :

« a) Le récépissé du dépôt de plainte pour vol ou destruction du véhicule ou pour le délit d'usurpation de plaque d'immatriculation prévu par l'article L. 317-4-1 du code de la route, ou une copie de la déclaration de destruction de véhicule établie conformément aux dispositions du code de la route ;

« b) La copie du contrat de location du véhicule ou du contrat de crédit-bail qui établit que la personne ayant reçu l'avis d'amende forfaitaire n'est pas redevable de la taxe au sens de l'article L. 421-244 du code des impositions sur les biens et services ;

« c) La copie de la déclaration de cession du véhicule et de son accusé d'enregistrement dans le système d'immatriculation des véhicules le cas échéant ;

« 2° Soit d'un document démontrant le paiement de la taxe ainsi que, le cas échéant, de la majoration prévue à l'article L. 3333-19 dans le délai prévu par la délibération prise par la collectivité territoriale ;

« 3° Soit d'un document démontrant qu'il a été acquitté une consignation préalable d'un montant égal à celui de l'amende forfaitaire dans le cas prévu par le premier alinéa de l'article 529-2, ou à celui de l'amende forfaitaire majorée dans le cas prévu par le deuxième alinéa de l'article 530 ; cette consignation n'est pas assimilable au paiement de l'amende forfaitaire.

« L'officier du ministère public vérifie si les conditions de recevabilité de la requête ou de la réclamation prévues par le présent article sont remplies.

« Les requêtes et réclamations prévues au présent article peuvent également être adressées de façon dématérialisée dans les mêmes conditions prévues par l'article 529-10 du code de procédure pénale ainsi que les textes pris pour son application » ;

2° Aux articles 529-2 et 530, les mots : « l'article 529-10 » sont remplacés par les mots : « les articles 529-10 et 529-12 » ;

3° Au deuxième alinéa de l'article 530-2-1, après les mots : « 529-10 » sont insérés les mots : « , 529-12 » ;

4° Au deuxième alinéa de l'article 530-4, les mots : « l'article 529-10 n'est pas applicable » sont remplacés par les mots : « les articles 529-10 et 529-12 ne sont pas applicables ».

IV. – Les I et II entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

V. – A compter d'une date fixée par décret qui ne peut être postérieure de plus de six mois à la date de réception par le Gouvernement de la réponse de la Commission européenne permettant de considérer ces dispositions lui ayant été notifiées comme conformes au droit de l'Union européenne en matière d'aides d'État, le deuxième alinéa de l'article L. 421-217-1, dans sa rédaction issue du 2° du II, est supprimé.

### **OBJET**

Cet amendement a pour objectif de clarifier et de rendre lisible le projet de « taxe poids lourds » dont le dispositif sera appliqué, dans un premier temps, par la Collectivité européenne d'Alsace, puis par la Région Grand Est et dans les autres régions volontaires, bénéficiant de la mise à disposition de certaines routes nationales.

Afin de rendre cette taxe acceptable par les redevables et techniquement applicable pour les opérateurs, l'amendement répond point par point aux difficultés et contraintes soulevées par l'ordonnance n° 2023-661 du 26 juillet 2023, qui procède à la codification, dans le code des impositions sur les biens et services (CIBS) et le code général des collectivités territoriales (CGCT), des dispositions visant à faire contribuer les poids-lourds à l'utilisation du réseau routier.

Le projet de taxation porté par la CeA doit être voté fin 2024 pour une entrée en vigueur en 2025.

Il est donc indispensable que les difficultés de mise en œuvre opérationnelle soient résolues par le vote de cet amendement dans le PLF 2024 afin de :

- Restreindre le champ de la contravention aux seuls cas d'absence de paiement de la taxe, à son paiement insuffisant ou tardif ;
- Eviter un cumul entre, d'une part, la majoration de retard prévue pour les redevables abonnés n'ayant pas procédé au paiement de la taxe dans les délais prescrits et, d'autre part, la majoration extinctive de l'action publique prévue pour les redevables occasionnels n'ayant pas procédé au pré-paiement du montant de taxe correspondant à leur trajet ou ayant procédé à un pré-paiement insuffisant ;
- Lorsque le poids lourd a fait l'objet d'un contrat de location ou d'un contrat de crédit-bail, préciser les modalités de la requête en exonération sur l'avis d'amende contraventionnelle que peut formuler le destinataire de l'avis ;
- Etendre le délai de paiement de ladite majoration extinctive de l'action publique de cinq jours à deux mois ;
- Simplifier les exigences sur le dispositif de contrôle afin qu'il soit cohérent avec la taille du réseau et les choix technologiques de la CeA ;
- Permettre la mise en place d'exonérations pour certains véhicules (par exemple, dans le cadre des activités d'élimination des déchets ménagers) conformément aux exonérations admises par le droit européen.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie GOULET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 SEPTDECIES**

Après l'article 5 septdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. - L'article 273 septies C du code général des impôts est ainsi rédigé :

« Art. 273 septies C. - Par dérogation au premier alinéa du 2 de l'article 273, la taxe sur la valeur ajoutée afférente aux livraisons, importations, acquisitions intracommunautaires et prestations de services, ne fait l'objet d'aucune exclusion ou restriction du droit à déduction en ce qui concerne les véhicules suivants :

« 1° Les véhicules tout terrain affectés exclusivement à l'exploitation des remontées mécaniques et des domaines skiables, selon des conditions fixées par décret ;

« 2° Les véhicules aménagés pour le transport des équidés. »

II. – La perte de recettes pour l'Etat résultant du I est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à permettre l'exercice du droit à déduction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au titre des livraisons, importations, acquisitions intracommunautaires et prestations de services concernant les véhicules aménagés pour assurer le transport des chevaux.

Or, en l'espèce, la rédaction retenue vise, à tort, l'article 206 du code général des impôts (CGI) en lieu en place de l'article 206 de l'annexe II au CGI. Le présent amendement procède à une réécriture de l'article.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. MOUILLER et FAVREAU, Mmes PETRUS et DUMAS, M. BURGOA, Mmes Valérie BOYER et ESTROSI SASSONE, M. SAUTAREL, Mme PUISSAT, MM. BAZIN et SOL, Mme CANAYER, MM. PERRIN et RIETMANN, Mme EVREN, M. SAVIN, Mmes DESEYNE et DEMAS, M. REYNAUD, Mmes BORCHIO FONTIMP, SCHALCK, JOSEPH, RICHER, MALET et AESCHLIMANN, MM. PIEDNOIR et PANUNZI, Mme BERTHET, M. Henri LEROY, Mme JOSENDE, M. FRASSA, Mme IMBERT, MM. HUGONET et BOUCHET, Mme LOPEZ, MM. Jean-Baptiste BLANC et CHATILLON, Mmes PLUCHET et GOSSELIN, M. MEIGNEN, Mme EUSTACHE-BRINIO, MM. BRISSON, REICHARDT et CADEC, Mmes GRUNY, VALENTE LE HIR, BELRHITI et DREXLER, M. SIDO, Mme VENTALON, M. DARNAUD et Mmes DUMONT et Marie MERCIER

**ARTICLE 6**

I – Alinéa 29

Remplacer les mots :

et 2°

par les mots :

2° et 3°

II. – Après l'alinéa 31

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

«...° Soit âgé de 70 ans ou plus, non concerné par une perte d'autonomie mentionnée au 1° . »

III. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale des I et II est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État des I et II est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le dispositif MaPrimeAdapt' (MPA), qui verra le jour en janvier 2024, constitue une avancée majeure en matière d'adaptation des logements au vieillissement, favorisant le maintien à domicile et la préservation de la perte d'autonomie au sein de son domicile (remplacement d'une baignoire par une douche, meilleure connectivité, motorisation des ouvrants...).

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

Elle va regrouper les aides existantes portées par la CNAV, l'ANAH et le Crédit d'impôts (CI) et sera réservée aux publics modestes et très modestes de 70 ans et plus, sans condition de fragilité et aux 60-69 ans, sous condition de fragilité (GIR).

Dans ce contexte, afin d'élargir les conditions d'accès à l'adaptation des logements au vieillissement, il a été décidé de prolonger le crédit d'impôt de deux ans pour les 60 et plus, sous condition de fragilité (GIR 1 à 4).

Si MPA est un outil d'accompagnement et de financement, elle doit aussi être un outil de communication et de pédagogie au service de la cause de l'adaptation des logements au vieillissement de manière préventive (sans attendre la première chute par exemple). Sur la base d'une campagne « grand public » mise en place par le Gouvernement, il est nécessaire de disposer d'outils (MPA & CI) cohérents, lisibles et complémentaires.

Cet amendement propose d'harmoniser les conditions d'éligibilité au crédit d'impôt en le rendant accessible à l'ensemble des seniors de 70 ans et plus, sans condition de fragilité.

D'un point de vue financier, une étude portée par un collectif de fédérations et d'acteurs du bâtiment (« L'adaptation des logements au vieillissement : coûts et bénéfices pour la puissance publique ») pointe les dépenses supplémentaires liées à l'adaptation des logements au vieillissement (modification des logements, soins à domicile induits) mais également les économies réalisées (réductions des chutes et donc des dépenses de santé, réduction des frais de prise en charge en établissement de courte et longue durée) et création de valeur (TVA, création d'emplois locaux et non délocalisables).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. PACCAUD, Mme VALENTE LE HIR, M. Henri LEROY, Mme JOSENDE, MM. SAUTAREL et BURGOA, Mmes Marie MERCIER et DUMAS, M. CHATILLON, Mmes JOSEPH et Laure DARCOS, M. PANUNZI, Mme GRUNY, MM. SOMON, BOUCHET, CADEC, FOLLIOT, BRISSON, BELIN, GENET, RAPIN et TABAROT et Mme BELRHITI

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER**

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le tableau constituant le second alinéa du b du A du 1 de l'article 266 nonies du code des douanes est complété par une ligne ainsi rédigée :

«

.... – : Installations autorisées dont le rendement énergétique est supérieur ou égal à 0,7 et dont la production de chaleur et vapeur est supérieure ou égale à 0,5, et relevant à la fois des A et B	Tonne	-	-	-	-	-	7	7,5
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------	---	---	---	---	---	---	-----

»

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à instaurer une réfaction supplémentaire de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) au profit des activités de traitement thermique de déchets alimentant des réseaux de chaleur urbains et industriels.

Ce mécanisme incitatif, encore plus avantageux que l'existant, favorisera le développement par les collectivités territoriales d'une alternative à la mise en décharge et à l'enfouissement des déchets - solutions ayant vocation à s'effacer depuis l'adoption en 2015 de la loi de transition énergétique pour la croissance verte qui a acté la diminution par trois des capacités de stockage de déchets en 2031.

Il concourra à assurer notre souveraineté énergétique en favorisant l'usage d'une source de chaleur domestique qui ne dépend pas de l'approvisionnement en ressources auprès d'États étrangers.

Enfin, il assurera le développement de réseaux de chaleur émettant deux à quatre fois moins de CO<sup>2</sup> que les réseaux classiques alimentés par des énergies fossiles.

La perte de recettes fiscales induite par cette mesure est modérée (60 millions d'euros par an dans l'hypothèse la plus pessimiste) et sera rapidement amortie par la hausse générale et graduelle des produits de la TGAP jusqu'en 2025.

Ainsi, alors que les installations de traitement énergétique peuvent déjà bénéficier d'une réduction de TGAP si elles présentent une performance énergétique élevée (Performance supérieure à 0,65 (rubrique C) et à 0,70 (rubrique H), le présent amendement crée une nouvelle catégorie "J" d'incitation fiscale pour les installations dont au moins 50 % de l'énergie totale produite est de l'énergie thermique (chaleur ou vapeur).





**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

MM. CHEVROLLIER, ALLIZARD et BELIN, Mmes BELLUROT et BERTHET, MM. Étienne BLANC et BONHOMME, Mme BORCHIO FONTIMP, MM. BOUCHET, BOULOUX, BRISSON, BURGOA et CHAIZE, Mme DUMONT, M. FAVREAU, Mme GOSSELIN, M. GROSPERRIN, Mmes IMBERT et JOSEPH, M. KLINGER, Mme LASSARADE, MM. Daniel LAURENT, de LEGGE et Henri LEROY, Mme Pauline MARTIN, M. MEIGNEN, Mmes Marie MERCIER, MULLER-BRONN, NÉDÉLEC et NOËL, MM. PELLELAT et PIEDNOIR, Mmes PLUCHET et PUISSAT, MM. RAPIN, REYNAUD et SAURY, Mme SCHALCK, M. TABAROT, Mme VENTALON et M. Jean Pierre VOGEL

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le I de l'article L. 1615-1 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Les travaux d'investissement dans les gîtes communaux. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La loi de finances pour 2021 a instauré le calcul automatique du Fonds de Compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) qui s'effectue désormais à partir des imputations comptables des dépenses des collectivités locales. Cette automatisation était bienvenue dans la mesure où elle a permis de réduire les délais de délivrance, mais elle a néanmoins exclu certaines dépenses jusque-là éligibles.

En effet, les dépenses liées aux travaux effectués dans les gîtes communaux ne font plus partie de l'assiette éligible au FCTVA. Cela est particulièrement regrettable car cette compensation financière est un dispositif essentiel pour les investissements des collectivités locales dans la promotion et la préservation de leur patrimoine. Les gîtes permettent notamment de faire vivre le tourisme et l'économie des communes rurales. Ils contribuent ainsi à la redynamisation des centre-bourgs et des villages.

Cet amendement propose donc de compléter la liste d'exceptions visées à l'article L. 1615-1 du code général des collectivités territoriales en y ajoutant les dépenses liées aux travaux dans les gîtes communaux.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. DELAHAYE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 QUINDECIES**

Après l'article 5 quindecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I – Le 2° du I de l'article 150-0 B ter du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le a est complété par les mots : « à l'exception des sociétés foncières agréées entreprises solidaires d'utilité sociale, ayant conclu une convention tenant lieu de mandat de service d'intérêt économique général au sens de l'article 4 de la décision 2012/21/UE conformément au 4° du II de l'article 199 terdecies-0 AB du présent code » ;

2° Au b, après le mot : « exclusion », sont insérés les mots : « et la même exception ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise s'assurer que les foncières solidaires SIEG puissent bénéficier du dispositif du remploi de produit cession.

Dans le cas d'une cession de titres de société, un chef d'entreprise peut bénéficier d'un report d'imposition ou d'une exonération sur la plus-value de cession, à condition qu'il réinvestisse le produit de cette cession, grâce au dispositif de « remploi de produit cession ». Ce dispositif vise à stimuler l'investissement, en encourageant les investisseurs à remployer rapidement leur capital.

Cependant, toutes les structures ne peuvent pas bénéficier de ces réinvestissements. En effet, les sociétés à prépondérance immobilière en sont exclues. Cette disposition vise à éviter l'optimisation fiscale abusive, la fiscalité des cessions de parts sociales étant plus avantageuse que la fiscalité de cession d'immeubles. Cependant, à la différence des textes régissant les dispositifs de réduction d'IRPP, ou les droits de mutation, il n'existe pas d'exception à cette exclusion pour les entreprises solidaires. Les entreprises solidaires à prépondérance immobilière sont donc exclues du dispositif.

L'État français a confié à certaines foncières solidaires un mandat de SIEG (Service d'Intérêt Economique Général), et mobilisent également de l'épargne solidaire grâce à l'agrément ESUS (entreprise solidaire d'utilité sociale). Ces foncières intègrent des activités de logement très social au

Nb : La rectification consiste en un changement de place de l'article additionnel après l'article 3 vicies vers l'article additionnel après l'article 5 quindecies.

sens de l'article L. 365-1 du code de la construction et de l'habitation, et leur statut de SIEG est proche d'une délégation de service social. A ce titre, leur activité est très encadrée.

Conditionner l'ouverture du emploi produit cession à l'agrément SIEG permettrait d'ajouter une garantie supplémentaire que ce dispositif n'est pas détourné pour financer des activités de gestion de patrimoine immobilier.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. DELAHAYE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10**

Après l'article 10

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le quatrième alinéa de l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« L'employeur peut également se libérer annuellement de cette obligation en prenant à sa charge une quote-part des intérêts échus d'un prêt d'une durée maximum de 25 ans, accordé entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2024, par un établissement de crédit, pour le financement de l'acquisition ou de la construction d'un logement affecté à la résidence principale d'un de ses salariés, ou à celle de son conjoint, de leurs ascendants ou descendants dès lors que ce prêt répond aux conditions du premier alinéa du 1<sup>o</sup> de l'article R. 313-7 du présent code, de la première, deuxième et dernière phrase du second alinéa du même 1<sup>o</sup>, et sous réserve que l'employeur verse directement à l'établissement de crédit les intérêts qu'il prend à sa charge, dans la limite d'un montant annuel de 3% des seuils par zone mentionnés au 1<sup>o</sup> du II de l'article R. 313-20-1. » ;

II. – Le 34<sup>o</sup> de l'article 81 du code général des impôts est rétabli dans la rédaction suivante :

« 34<sup>o</sup> L'avantage résultant pour le salarié de la réalisation par son employeur d'un des investissements directs en faveur du logement visés à l'article L313-1 du code de la construction et de l'habitation ; ».

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Face à la crise du logement, il est plus que jamais essentiel de favoriser l'accession à la propriété de tous les ménages - plus particulièrement les classes moyennes - notamment dans les zones tendues.

Dans cette perspective, de nombreuses entreprises accompagnent leurs salariés via le prêt immobilier subventionné, qui leur permet de prendre en charge une partie des intérêts du prêt immobilier des salariés. Ces entreprises financent jusqu'à 100% des intérêts d'une partie du prêt, soit à ce jour en moyenne 30 000 euros d'intérêts pris en charge pour un prêt de 200 000 euros. Cette aide traitée jusqu'à présent sous la forme d'un avantage en nature porté par l'employeur vient renforcer l'apport personnel du salarié, ce qui améliore sa capacité d'emprunt tout en respectant les normes définies par le Haut Conseil de Stabilité Financière, à savoir un taux d'endettement maximum de 35% et une durée des prêts limitée à 25 ans.



Le présent amendement vise à permettre aux entreprises d'au moins cinquante salariés, assujetties au versement d'une taxe annuelle de 0,45% au titre de la Participation des Employeurs à l'Effort de Construction (encore connue sous le nom de 1% logement) de se libérer de cette taxe, non plus seulement par l'octroi de prêts à taux réduit à ses salariés pour l'acquisition d'un logement ou de dépenses de construction ou d'amélioration (CCH, art. L313-1 et R313-7), mais également par la prise en charge directe d'une partie des intérêts de prêts immobiliers souscrits par leurs salariés pour l'acquisition de leur résidence principale.

Ce dispositif est institué à titre expérimental pour une durée d'un an et s'inscrit, par renvoi à l'article R313-7 du CCH, dans des conditions pour l'essentiel similaires à celles applicables aux prêts à taux réduit hormis en ce qui concerne les logements éligibles qui visent ici les logements anciens (répondant aux conditions de performance énergétique de l'arrêté visé à la deuxième phrase du second alinéa du 1° de l'article R313-7) et la durée de l'emprunt (limité à 25 ans au lieu de 30 ans). Les intérêts pris en charge sont calculés sur les seuils applicables aux prêts à taux réduit pouvant être accordés. Le taux d'intérêt de 3% retenu est fixe et correspond au taux actuel de rémunération du livret A.

Le dispositif proposé n'induit pas de perte de recettes pour l'Etat, mais un recentrage de l'aide à l'acquisition des logements sur les employeurs qui, si le dispositif prospère, se libèreront davantage de leur obligation au titre de la PEEC par des investissements directs (prêts à taux réduit, dépenses de construction et d'amélioration, prise en charge d'intérêt), que par un versement à Action Logement Services, ces deux modes étant aujourd'hui prévus à l'article L313-1 du CCH.

L'amendement propose en son II de formaliser légalement l'exonération d'impôt sur le revenu actuellement applicable au salarié qui bénéficie d'un des investissements directs réalisés par son employeur pour se libérer de la PEEC, conformément à l'article L313 du CCH, c'est-à-dire le salarié qui aujourd'hui se voit allouer par son employeur un prêt immobilier à taux réduit ou la prise en charge de travaux de constructions et qui, demain, verra son employeur prendre à sa charge une partie des intérêts de son prêt immobilier.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. MÉDEVIELLE et CAPUS, Mme PAOLI-GAGIN, MM. CHEVALIER, CHASSEING et BRAULT,  
Mme Laure DARCOS et M. WATTEBLED

**ARTICLE 16**

I. – Alinéa 123, tableau, quatre dernières colonnes, troisième ligne

Rédiger ainsi cette ligne :

0,50	5,04	1,00	10,08
------	------	------	-------

II. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes pour les agences de l'eau résultant du présent article est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et les services.

**OBJET**

Le PLF prévoit un relèvement des taux plafonds de 40 % et l'instauration de taux planchers, fixé à 28 % du plafond pour les différents usages.

Or, selon les bassins, pour l'irrigation, les taux actuels sont très différents, tant pour les prélèvements en catégorie 1 (hors zone de répartition des eaux, gestion par un Organisme Unique de Gestion Collective et retenues collinaires) et en catégorie 2 (en zone de répartition des eaux). Le tableau, ci-après, illustre les conséquences de l'instauration des taux planchers et des augmentations des plafonds selon les bassins et les zones de prélèvement. Les bassins les plus touchés en irrigation non gravitaire en zone de répartition des eaux sont les bassins Rhône Méditerranée Corse et Adour-Garonne, avec respectivement une multiplication par 3,5 et 2,3, du fait du plancher envisagé très élevé.

Selon le ministère de la Transition Ecologique, la hausse serait au minimum, pour les agriculteurs, de 6,22 M€ en Rhône Méditerranée Corse (+ 144 %), de 3,8 M€ en Adour-Garonne (+ 49 %) et de 100 K€ en Rhin-Meuse. Au total, c'est un minimum de 10 M€ d'augmentation de redevance prélèvement qui est mécaniquement attendu par la fixation des planchers, soit + 37 % (recette actuelle de l'ordre de 26,9 M€ en moyenne entre 2019 et 2022).

Les augmentations pourraient atteindre jusqu'à 60 €/ha, par ex en Adour-Garonne, pour un apport moyen à l'hectare de 3 760 m<sup>3</sup> (passage de 46 €/ha à 106 €/ha).

Elles pourraient même être bien supérieures avec le relèvement des plafonds de 40 %.

Des augmentations aussi fortes ne sont tenables par aucun acteur économique, d'autant qu'elles viendront impacter fortement y compris ceux qui ont investis pour gagner en efficacité à l'hectare. Elles limiteront en outre la capacité d'investissement des agriculteurs pour répondre aux différents enjeux de la planification écologique.

Elles sont d'autant plus inacceptables que, malgré les demandes pour une meilleure transparence, la profession agricole ne dispose pas de visibilité sur les financements actuels des agences de l'eau en faveur de la gestion quantitative de l'eau, en particulier sur la sécurisation des ressources en eau.

L'amendement vise donc à abaisser le plancher de la redevance pour l'irrigation non gravitaire à 0,5 centime d'€/m<sup>3</sup> en catégorie 1 et 1 centime d'€/m<sup>3</sup> en catégorie 2. Cela correspond à 10% du plafond, au lieu de 28 %.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. MÉDEVIELLE et CAPUS, Mme PAOLI-GAGIN, MM. CHEVALIER, CHASSEING et BRAULT,  
Mme Laure DARCOS et M. WATTEBLED

C	
G	

ARTICLE 16

## I. - Alinéas 110 et 111

Supprimer ces alinéas.

II. - Pour compenser la perte de recette résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes pour les agences de l'eau résultant du présent article est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – la perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et les services.

OBJET

L'augmentation de la redevance pour pollution diffuse est vécue comme un impôt supplémentaire de 37 millions d'euros sur la production, visant à assurer une recette permanente à la redevance pour pollution diffuse, même quand les utilisations de produits phytosanitaires baissent. Les 37 M€ s'ajouteraient aux 171 M€ déjà collectés en moyenne entre 2019 et 2022 (+ 22 %).

Cela aggraverait les distorsions de concurrence avec les producteurs des autres Etats-Membres de l'Union Européenne.

Une telle augmentation impacterait négativement les investissements sur les exploitations agricoles, quand est attendu de l'agriculture une accélération de la transition agroécologique et une contribution à la planification écologique.

Et ce d'autant plus que les éléments chiffrés enfin obtenus sur les actions financées par les agences de l'eau en matière de réduction de l'usage des produits phytosanitaires traduisent leur faible accompagnement de l'agriculture conventionnelle dans la transition.

Enfin, l'augmentation affecterait de manière différenciée les cultures, certains producteurs n'ayant plus accès, pour certaines maladies ou certains bioagresseurs, qu'à des produits fortement taxés.

En conséquence, l'amendement vise à maintenir les taux actuels pour la redevance pour pollution diffuse.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. MÉDEVIELLE et CAPUS, Mme PAOLI-GAGIN, MM. CHEVALIER, CHASSEING et BRAULT,  
Mme Laure DARCOS et M. WATTEBLED

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 16

I. – Alinéa 37

Supprimer cet alinéa.

II. – Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le PLF instaure un article spécifique pour la redevance élevage, en reprenant l'assiette et le taux inscrits actuellement dans le code de l'environnement. Il introduit en outre des possibilités d'adaptation, par unité géographique au sein des bassins, du taux et prévoit, comme pour les autres redevances, une indexation du taux de 3 € / Unité Gros Bétail sur l'inflation.

Les possibilités d'adapter la redevance élevage par territoire risquent de fragiliser encore l'élevage, au moment où l'enjeu premier est le renouvellement des générations d'éleveurs et notre souveraineté alimentaire.

Le présent amendement vise donc à retirer ces possibilités d'adapter le tarif de 3 € / UGB par unité géographique, en maintenant l'exception des activités agricoles.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. MÉDEVIELLE et CAPUS, Mme PAOLI-GAGIN, MM. CHEVALIER, CHASSEING et BRAULT,  
Mme Laure DARCOS et M. WATTEBLED

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 12

I. – Alinéas 2 à 7

Supprimer ces alinéas.

II. – Alinéa 85

Rédiger ainsi cet alinéa :

V. – A. – Le C s'applique à l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année 2024 et des années suivantes.

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant des I et II, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La remise en cause progressive de la détaxation du GNR représente un effort budgétaire annuel de 70 millions d'euros par an jusqu'en 2030, qui se traduit par une hausse de 2,85 € par hectolitre, dès le 1<sup>er</sup> janvier 2024 pour l'ensemble des exploitations agricoles pour 2024. Pour compenser la hausse des charges supportées par les exploitants agricoles, il a été acté un rehaussement des plafonds de plusieurs dispositifs fiscaux (l'exonération des plus-values des petites entreprises, la déduction pour épargne de précaution...). En l'état de la rédaction de l'article 12 du PLF, les mesures compensatoires présentées ne seront applicables qu'à compter de l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année 2024.

Un report de l'entrée en vigueur des mesures compensatoires aurait pour effet de faire supporter la hausse du prix du GNR aux agriculteurs dès le 1<sup>er</sup> janvier 2024 sans qu'ils bénéficient par ailleurs des mesures de compensations.

L'engagement pris par le gouvernement étant de compenser la réduction partielle de la détaxation du GNR « à l'euro près » en faveur des agriculteurs, l'entrée en vigueur des mesures compensatoires doit nécessairement être concomitante aux hausses de charges.

Le présent amendement a donc pour objet de rendre applicable l'augmentation des plafonds de la DEP et de l'exonération des plus-values dès le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. MÉDEVIELLE et CAPUS, Mme PAOLI-GAGIN, MM. CHEVALIER, CHASSEING et BRAULT,  
Mme Laure DARCOS et M. WATTEBLED

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 5 OCTOTRICIES**

I. – Alinéas 1 à 3 et 5 à 7

Remplacer le mot :

déduction

par le mot :

provision

II. – Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'objet de cet amendement est d'apporter une précision sur la nature fiscale et comptable de la déduction mise en place par l'article 5 octotricies.

En effet, le présent dispositif instaure une déduction fiscale dont l'objet est d'atténuer les conséquences de l'appréciation de leurs stocks par les éleveurs de bovins laitiers et allaitants. Le dispositif adopté vise ainsi à reporter l'imposition d'une partie de l'augmentation de la valeur des stocks de vaches laitières et allaitantes afin de limiter au mieux le sursaut d'imposition résultant des règles de valorisation spécifiques des stocks agricoles, lesquelles sont fonction du cours du jour de la viande.

Ce nouveau dispositif présente des caractéristiques très proches de celles de la provision pour hausse de prix (PHP) visée à l'article 39, 1-5° (11e à 14e al.) du CGI, laquelle constitue une provision règlementée au sens fiscal.

Cette dernière, applicable aux entreprises industrielles et commerciales, a pour seul objet de limiter les effets fiscaux de l'augmentation de la valeur des stocks due principalement à la flambée des matières premières, tout comme le présent dispositif adopté pour les exploitants agricoles limitant les conséquences de la valorisation fiscale du cheptel bovin.

En outre, à l'instar de la PHP, le montant de la provision fiscale déductible est plafonné. De même, elle est rapportée de plein droit aux bénéfices imposables de l'exercice en cours à l'expiration de la sixième année suivant celle de sa constitution, sauf à avoir été réintégrée au résultat avant cette échéance.

Cette déduction impose un suivi à l'animal et donc le déploiement de diligences comptables importante qui, par nature, ne peuvent être extra-comptables.

Il est important que le résultat fiscal et comptable ne s'éloignent pas trop l'un de l'autre quand la déduction opérée est la conséquence de la situation économique, à l'instar de la PHP.

Enfin, dans la logique de l'intégration du Plan comptable agricole au Plan comptable général (PCG) opérée en 2019 et 2020, il est primordial que les règles des entreprises agricoles suivent celles des autres entreprises. Ainsi, les agriculteurs ont la faculté de créer des provisions, non seulement en comptabilité, mais également en fiscalité, et la présente déduction doit donc s'inscrire pleinement dans le corpus des règles comptables applicables à toute entreprise.

C'est pourquoi, à l'instar du dispositif dont elle s'inspire, cette provision doit être comptabilisée au titre des « provisions réglementées », cette inscription conditionnera sa déductibilité fiscale (cf. article 313-1 du PCG).

Ainsi, il est proposé de préciser le régime de la déduction fiscale relative à la valorisation des stocks de vaches laitières et allaitantes en qualifiant cette déduction de provision réglementée au sens du droit comptable. Il est précisé que cette qualification n'emporte aucune conséquence pour le budget de l'Etat.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. MÉDEVIELLE et CAPUS, Mme PAOLI-GAGIN, MM. CHEVALIER, CHASSEING et BRAULT,  
Mme Laure DARCOS et MM. WATTEBLED et Vincent LOUAULT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 12

I. – Alinéas 2 à 7

Remplacer ces alinéas par six alinéas ainsi rédigés :

A. – Le 1 du I de l'article 73 est ainsi modifié :

1° Au a, le montant : « 28 612 € » est remplacé par le montant : « 56 239 € » ;

2° Au b, les deux occurrences du montant : « 28 612 € » sont remplacées par le montant : « 56 239 € » et, à la fin, le montant : « 52 985 € » est remplacé par le montant : « 80 612 € » ;

3° Au c, le montant : « 35 924 € » est remplacé par le montant : « 63 551 € », les deux occurrences du montant : « 52 985 € » sont remplacées par le montant : « 80 612 € » et, à la fin, le montant : « 79 478 € » est remplacé par le montant : « 107 105 € » ;

4° Au d, le montant : « 41 222 € » est remplacé par le montant : « 68 850 € », les deux occurrences du montant : « 79 478 € » sont remplacées par le montant : « 107 105 € » et, à la fin, le montant : « 105 970 € » est remplacé par le montant : « 133 597 € » ;

5° Au e, le montant : « 43 872 € » est remplacé par le montant « 71 500 € » et à la fin, le montant « 105 970 € » est remplacé par le montant : « 133 597 € » ;

II. – Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

Une entreprise agricole se doit d'anticiper au mieux les variations de résultats, mais également les variations de ses charges. Or, la récurrence des aléas climatiques s'est amplifiée ces dernières années rendant de plus en plus indispensable le pilotage économique pluriannuel des exploitations.

La déduction pour épargne de précaution, en tant que pierre angulaire de la gestion pluriannuelle des risques de l'exploitation agricole, occupe désormais une place centrale dans les outils à disposition des exploitants, mais doit être adaptée à la réalité économique des exploitations agricoles.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

L'évolution des plafonds de déduction de l'épargne de précaution, proposée à l'article 12 du projet de loi de finances et visant à compenser la suppression partielle de la détaxation du GNR, est insuffisante pour absorber en plus des charges supplémentaires en matière de carburants, les charges inhérentes à la volatilité des résultats agricoles.

L'objet de cet amendement est d'augmenter les plafonds de déduction pour épargne de précaution, tout en les rendant plus progressifs, afin de répondre au mieux aux besoins des exploitants agricoles. L'objectif est de parvenir à 100 % de déduction potentielle jusqu'à 56 239 € de résultat, puis d'aller progressivement jusqu'à 71 500€ de déduction dans la limite de 133 597 € de résultat.

La suppression partielle de la détaxation du GNR s'ajoute à la récurrence croissante des aléas climatiques et leur amplitude. Ces phénomènes nécessitent une augmentation des seuils de déduction comme du plafond pluriannuel de déduction, afin que les exploitants puissent, plus rapidement, atteindre un niveau de déduction à même de leur garantir un résultat moyen constant, gage de résilience. Cette évolution permettra lors des très bonnes années d'augmenter l'épargne dédiée à la gestion des risques de l'exploitation, tout en limitant l'impact fiscal et social de ces variations inhabituelles du revenu.

Le relèvement du plafond pluriannuel de déduction à 240 000€, pour maintenir le ratio actuel, fait l'objet d'un amendement indépendant.

Rappelons enfin que les sommes épargnées doivent être utilisées pour les besoins de l'exploitation, faisant de la constitution de cette épargne un élément de résilience déterminant.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. MÉDEVIELLE et CAPUS, Mme PAOLI-GAGIN, MM. CHEVALIER, CHASSEING et BRAULT,  
Mme Laure DARCOS et M. WATTEBLED

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUOVICIES**

Après l'article 3 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° À la première phrase du premier alinéa de l'article 29, après le mot : « articles », sont insérés les mots « 200 A, » ;

2° Le A du 1 de l'article 200 A est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ... Les revenus fonciers générés par les parts des groupements visés au 4° du 1 de l'article 793, pour la fraction correspondant aux biens visés au 3° du 2 de l'article 793, et par les biens donnés à bail dans les conditions visées au 3° du 2 de l'article 793. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'objectif de cet amendement est d'encourager le portage du foncier agricole par des investisseurs extérieurs au monde agricole. En effet, le rendement du foncier agricole est très faible par nature, en raison notamment de l'imposition importante affectée à ces biens (barème progressif de l'impôt sur le revenu et prélèvements sociaux à hauteur de 17,2%).

De ce fait, il est primordial d'attirer des investisseurs non issus du monde agricole, qui pourront ainsi alléger le coût d'installation d'un nouvel exploitant. Le foncier qui sera loué à ce nouvel exploitant, par bail à long terme ou par bail cessible, diminuera mécaniquement le coût de la reprise pour le nouvel installé. A l'heure où les rendements agricoles sont plus incertains que jamais, les coûts d'emprunt très élevés et le renouvellement de nombre d'exploitations imminent, il est urgent de favoriser le portage du foncier à tout type d'investisseurs.

L'objet de cet amendement est donc d'imposer les revenus fonciers issus de la location de biens ruraux par bail à long terme et par bail cessible au titre du prélèvement forfaitaire unique.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. MÉDEVIELLE et CAPUS, Mme PAOLI-GAGIN, MM. CHEVALIER, CHASSEING et BRAULT,  
Mme Laure DARCOS et M. WATTEBLED

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 17**

Après l'article 17

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article L. 136-8 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Au III ter, la référence : « III bis » est remplacée par les références : « , III bis, IV et V » ;

2° Les IV et V sont ainsi rétablis :

« IV. – Par dérogation au I et au V, sont également assujettis à la contribution sociale au taux de 3,8 %, les revenus mentionnés à l'article L. 136-6 perçus par les personnes percevant par ailleurs des revenus mentionnés aux 1° et 4° du II de l'article L. 136-1-2 et dont :

« 1° D'une part, les revenus définis au IV de l'article 1417 du code général des impôts perçus l'avant-dernière année excèdent 11 128 € pour la première part de quotient familial, majorés de 2 971 € pour chaque demi-part supplémentaire. Pour la Martinique, la Guadeloupe et La Réunion, les montants des revenus sont fixés à 13 167 € pour la première part, majorés de 3 268 € pour la première demi-part et 2 971 € pour chaque demi-part supplémentaire à compter de la deuxième. Pour la Guyane et Mayotte, ces montants sont fixés, respectivement, à 13 768 €, 3 417 € et 2 971 € ;

« 2° D'autre part, les revenus définis au IV du même article 1417 perçus l'avant-dernière ou l'antépénultième année sont inférieurs à 14 548 € pour la première part de quotient familial, majorés de 3 884 € pour chaque demi-part supplémentaire. Pour la Martinique, la Guadeloupe et La Réunion, les montants des revenus sont fixés à 15 915 € pour la première part, majorés de 4 271 € pour la première demi-part et 3 884 € pour chaque demi-part supplémentaire à compter de la deuxième. Pour la Guyane et Mayotte, ces montants sont fixés, respectivement, à 16 672 €, 4 467 € et 3 884 €.

« V. - Par dérogation au I, sont assujettis à la contribution sociale au taux de 6,6 %, les revenus mentionnés à l'article L. 136-6 du présent code perçus par les personnes dont les revenus de l'avant-dernière année, définis au IV de l'article 1417 du code général des impôts :

« 1° D'une part, excèdent 14 548 € pour la première part de quotient familial, majorés de 3 884 € pour chaque demi-part supplémentaire. Pour la Martinique, la Guadeloupe et La Réunion, les montants des revenus sont fixés à 15 915 € pour la première part, majorés de 4 271 € pour la première demi-part et 3 884 € pour chaque demi-part supplémentaire à compter de la deuxième. Pour la Guyane et Mayotte, ces montants sont fixés, respectivement, à 16 672 €, 4 467 € et 3 884 € ;

Nb : La rectification consiste en un changement de place de l'article additionnel après l'article 12 vers l'article additionnel après l'article 17.

« 2° D'autre part, sont inférieurs à 22 580 € pour la première part de quotient familial, majorés de 6 028 € pour chaque demi-part supplémentaire. »

II. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Le foncier non bâti, dans sa diversité (terres arables, prairies, zones humides, forêts) constitue une ressource très précieuse dans le cadre du maintien de la biodiversité, mais également en termes de captation de carbone.

Toutefois, ce foncier fait l'objet d'une taxation très défavorable, comparée à celle des valeurs mobilières, entraînant mathématiquement un rendement très faible, voire négatif dans certains cas.

Cela conduit à une tentation de plus en plus grande d'artificialiser ces terres, dans l'optique de vendre au prix des terrains à bâtir.

Or, pour un grand nombre de retraités agricoles, à la pension très modeste, les terres ont représenté, pendant leur période d'activité, leur outil de travail, et représentent désormais, à la retraite, un complément de revenu indispensable.

Plus du tiers des retraités agricoles perçoivent aujourd'hui la pension minimum, d'un montant de 1 138,63 € net par mois. Ce sont donc pour ces retraités qu'il faut adapter les prélèvements sociaux grevant les revenus fonciers issus de la mise en location de leurs terres.

Ainsi, l'alignement des taux de prélèvements sociaux de ces revenus fonciers, sur ceux appliqués aux retraités, permettrait de reconnaître la vraie nature de ces revenus, à savoir celle d'un complément de retraite, et non celui d'un investissement à caractère patrimonial.

Pour ne pas dénaturer la mesure, il est important de circonscrire le bénéfice de ces taux réduits de CSG aux revenus fonciers inclus dans un seuil de revenu global, afin que ne soient visés que les propriétaires les plus modestes.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. MÉDEVIELLE et CAPUS, Mme PAOLI-GAGIN, MM. CHEVALIER, CHASSEING et BRAULT,  
Mme Laure DARCOS et MM. WATTEBLED et Vincent LOUAULT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES**

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 238 quindecies du code général des impôts est complété par un paragraphe ainsi rédigé :

« .... – Les plus-values réalisées à l'occasion de la transmission d'une entreprise individuelle réalisant une activité agricole, sous la forme de plusieurs cessions concomitantes portant sur la totalité des éléments de son patrimoine professionnel, ne présentant pas le caractère de branche complète d'activité, au profit de jeunes agriculteurs visés à l'article D 343-3 du code rural et de la pêche maritime, peuvent bénéficier de l'exonération prévue au I, sous réserve de remplir les conditions du II. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La transmission, comme l'installation, doivent être soutenues par des leviers fiscaux qui participent à l'attractivité du métier d'agriculteur, et qui doivent être adaptés à la diversité des profils d'entrepreneurs et de projets économiques.

Dans l'objectif de soutenir les projets de transmission, il est proposé de faire évoluer les dispositifs d'exonération des plus-values professionnelles en permettant d'étendre le bénéfice de l'exonération des plus-values réalisées lors de la cession d'une exploitation agricole à plusieurs jeunes agriculteurs (500 000 € pour une exonération totale ou 1 000 000 € pour une exonération partielle).

En effet, actuellement, pour pouvoir bénéficier de l'exonération des plus-values, la transmission doit porter soit sur l'intégralité des éléments caractéristiques de l'entreprise individuelle ou sur des droits et parts détenus par l'associé dans une société soit sur une branche complète d'activité.

L'actuelle rédaction de l'article contraint les exploitants agricoles dont d'exploitation ne peut être divisée en branches d'activités à céder la totalité de leur exploitation à un unique cessionnaire pour pouvoir bénéficier des dispositions fiscales favorables alors qu'ils sont de plus en plus souvent sollicités pour céder leur exploitation à différents repreneurs. Les nouveaux installés et plus largement

les jeunes agriculteurs ne sont pas en mesure d'absorber des investissements d'une telle ampleur réduisant par conséquent le nombre de candidats à la reprise totale des exploitations agricoles.

Dès lors, afin d'encourager le renouvellement des générations, le présent amendement modifie le texte afin d'accorder au cédant le bénéfice du dispositif lorsque ce dernier accepte de fractionner son exploitation en vue d'une cession répartie entre différents repreneurs tous jeunes agriculteurs.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

C	
G	

MM. de LEGGE, Daniel LAURENT, LEFÈVRE et KLINGER, Mme IMBERT, MM. MOUILLER, SAURY et BOUCHET, Mme JOSEPH, M. Henri LEROY, Mme BERTHET, MM. PIEDNOIR, PANUNZI, BURGOA, SAUTAREL et SOMON, Mme CARRÈRE-GÉE, M. CHATILLON, Mmes LASSARADE, Marie MERCIER et DUMAS, M. DARNAUD, Mme MULLER-BRONN, MM. CADEC, PAUL, BELIN, GENET et CUYPERS, Mme VENTALON et MM. RAPIN, TABAROT, GREMILLET et MANDELLI

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 QUINDECIES**

Après l'article 5 quindecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 199 terdecies-0 AA est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Par dérogation au 1° du VI. de l'article 199 terdecies-0 A du code général des impôts, les contribuables domiciliés fiscalement en France peuvent bénéficier d'une réduction de leur impôt sur le revenu égale à 25 % des versements effectués au titre de souscriptions en numéraire au capital des entreprises d'utilité sociale mentionnées à l'article L. 3332-17-1 du code du travail. » ;

2° Le deuxième alinéa du 1 du VI de l'article 199 terdecies-0 A est supprimé.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les entreprises solidaires agréées « entreprises solidaires d'utilité sociale » (ESUS) mobilisent l'épargne citoyenne grâce au dispositif d'incitation fiscale IR-PME-ESUS. Fixé à 18% et indexé sur le taux de l'IR PME (incitation à l'investissement dans les petites et moyennes entreprises), ce taux a été porté à 25% chaque année depuis 2020.

Le coût du dispositif est de 2,5M€ par an. Grâce à cette incitation, les entreprises solidaires peuvent bénéficier d'investissements importants : en 2022, l'épargne collectée directement par les entreprises solidaires a crû de +9%, passant de 908M€ à 991M€.

Cette incitation diffère de celle dédiée aux PME. Tandis que les PME ont besoin de ressources principalement à l'amorçage, et peuvent se révéler lucratives, les ESUS n'ont qu'une très faible rentabilité du fait de leur lucrativité limitée : elles réinvestissent tout ou une grande partie de leurs bénéfices dans la poursuite de leur mission d'utilité sociale.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

Dans un contexte d'inflation et de remontée des taux, les entreprises ESUS sont encore moins attractives financièrement, malgré leur fort impact social et environnemental. Revenir à un taux de 18% aurait des conséquences dramatiques pour un grand nombre d'entreprises ESUS, qui verraient leur collecte baisser fortement. Certaines entreprises solidaires, déjà sorties du dispositif en raison de leur âge, ont pu observer des baisses de collecte jusqu'à 40%.

C'est pourquoi cet amendement vise à décorréliser les taux de l'IR PME et de l'IR PME ESUS, afin de pouvoir traiter séparément deux dispositifs de nature différente, et propose de maintenir le taux d'incitation à 25%.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

MM. de LEGGE, Daniel LAURENT, LEFÈVRE et KLINGER, Mme IMBERT, MM. MOUILLER, SAURY et BOUCHET, Mme JOSEPH, M. Henri LEROY, Mme BERTHET, MM. PIEDNOIR, PANUNZI, BURGOA, SAUTAREL, SOMON et POINTEREAU, Mme CARRÈRE-GÉE, M. CHATILLON, Mmes LASSARADE, Marie MERCIER et DUMAS, M. DARNAUD, Mme MULLER-BRONN, MM. CADEC, PAUL, BELIN, GENET et CUYERS, Mme VENTALON et MM. RAPIN, TABAROT, GREMILLET et MANDELLI

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 QUINDECIES**

Après l'article 5 quindecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 199 terdecies-0 AA est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Par dérogation au 1° du VI. de l'article 199 terdecies-0 A du code général des impôts , les contribuables domiciliés fiscalement en France peuvent bénéficier d'une réduction de leur impôt sur le revenu égale à 25 % des versements effectués au titre de souscriptions en numéraire au capital des entreprises d'utilité sociale mentionnées à l'article L. 3332-17-1 du code du travail pour les versements effectués jusqu'au 31 décembre 2025. »

2° Le deuxième alinéa du 1 du VI de l'article 199 terdecies-0 A est supprimé.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement de repli vise à maintenir le taux bonifié à 25% pour les épargnants des ESUS-PME, jusqu'au 31 décembre 2025.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme MICOULEAU, M. BURGOA, Mmes BERTHET et BONFANTI-DOSSAT, MM. BOUCHET, BRISSON, BRUYEN et CHATILLON, Mme DUMAS et MM. GENET, KLINGER, Henri LEROY, MILON, PANUNZI et SIDO

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5**

Après l'article 5, insérer l'article suivant :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le 1 quater de l'article 93, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« 1.... Les associés de sociétés d'exercice libéral à forme anonyme, par actions simplifiées, à responsabilité limitée ou en commandite par actions peuvent demander que leurs revenus provenant de l'exercice d'une activité libérale au sein de la société soient soumis à l'impôt sur le revenu, selon les règles prévues à l'article 62 du présent code, même en l'absence de lien de subordination avec la société au titre de cette activité.

« La demande doit être adressée au service des impôts du lieu d'exercice de l'activité avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année qui suit celle au titre de laquelle l'imposition est établie. L'option demeure valable tant qu'elle n'a pas été expressément dénoncée dans les mêmes conditions » ;

2° À l'article 204 C, au 5° du 2 de l'article 204 G et à la première phrase du 5 de l'article 1663 C, les mots : « et 1 quater » sont remplacés par les mots : « , 1 quater et 1 quinquies ».

II. – Le I s'applique aux rémunérations perçues ou réalisées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement permet aux associés d'une société d'exercice libéral (SEL) de pouvoir continuer à déclarer leur revenu dans les traitements et salaires et ne pas être obligé de faire une déclaration BNC.

Cette mesure fait l'unanimité, notamment au sein de la profession des Biologistes médicaux, afin d'éviter un changement de statut fiscal qui tend vers de la complexité administrative.

Un changement de doctrine imposerait obligatoirement une déclaration « BNC » en 2035 pour les travailleurs non-salariés, or nombreux sont ceux à être en déclaration « traitement et salaire » en 2042.

Cette évolution entraînerait non seulement cette importante complexité administrative mais aussi un surcoût obligatoire de tenue d'une comptabilité, exactement comme une entreprise.

En effet, le régime d'imposition des rémunérations perçues par les associés d'une société d'exercice libéral (SEL) au titre de l'exercice de l'activité libérale au sein de cette même société fait l'objet de dispositions doctrinales ambiguës lesquelles sont, par ailleurs, par certains aspects, contradictoires avec la jurisprudence récente du Conseil d'État.

Afin de clarifier le régime d'imposition de ces rémunérations, de mettre fin à l'insécurité juridique actuelle et de préserver la situation des contribuables concernés, le présent article propose :

- de préciser que les rémunérations des associés de sociétés d'exercice libéral à forme anonyme (SELAFA), par actions simplifiées (SELAS), à responsabilité limitée (SELARL) ou en commandite par actions (SELCA), allouées à raison de l'exercice d'une activité libérale au sein de ces mêmes sociétés, en principe imposables dans la catégorie des bénéfices non commerciaux, sont imposées dans la catégorie des traitements et salaires en présence d'un lien de subordination - au sens de la jurisprudence de la Cour de cassation en matière sociale - entre l'associé et la SEL au titre de l'exercice de cette activité ;

- de prévoir la possibilité, pour ces mêmes associés, d'opter pour l'imposition prévue à l'article 62 du CGI pour ces rémunérations lorsque l'absence de lien de subordination entre l'associé et la SEL au titre de l'exercice de l'activité libérale conduit à l'imposition des rémunérations afférentes dans la catégorie des bénéfices non commerciaux. Cette option serait tacitement reconductible.

S'agissant des associés gérants majoritaires de SELARL et des associés gérants de SELCA, les règles précédentes s'appliqueraient aux rémunérations qui leur sont allouées à raison de l'exercice d'une activité libérale, lorsqu'elles peuvent être distinguées des rémunérations qu'ils perçoivent au titre de leurs fonctions de gérance, conformément à la jurisprudence du Conseil d'État. Dans le cas contraire, elles demeureraient imposées dans les conditions prévues à l'article 62 du code général des impôts (CGI).

Les rémunérations perçues ès qualités par les associés gérants majoritaires de SELARL et les associés gérants de SELCA demeureraient imposées dans les conditions prévues par l'article 62 précité. De même, les rémunérations perçues ès qualités par les associés dirigeants de SELAS et de SELAFA ainsi que par les associés gérants minoritaires de SELARL continueraient à être imposées dans les conditions prévues à l'article 80 ter du CGI, i.e. comme des traitements et salaires



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. de LEGGE, Daniel LAURENT, LEFÈVRE, Jean-Baptiste BLANC et KLINGER, Mme IMBERT,  
MM. MOUILLER, SAURY et BOUCHET, Mme JOSEPH, M. Henri LEROY, Mme BERTHET,  
MM. PIEDNOIR, PANUNZI, BURGOA, SAUTAREL et SOMON, Mme CARRÈRE-GÉE, M. CHATILLON,  
Mmes LASSARADE, Marie MERCIER et DUMAS, M. DARNAUD, Mme MULLER-BRONN,  
MM. CADEC, PAUL, BELIN, GENET et CUYPERS, Mme VENTALON et MM. RAPIN, TABAROT,  
GREMILLET et MANDELLI

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 QUINDECIES**

Après l'article 5 quindecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au 1 du I de l'article 199 terdecies-0 AB du code général des impôts, le taux : « 18 % » est remplacé par le taux : « 25 % »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les foncières solidaires SIEG, qui agissent sans but lucratif, ont pour vocation d'agir en faveur de personnes en fragilité et sont soumises à de fortes contraintes : interdiction de distribuer des dividendes, peu ou pas de valorisation des parts sociales etc. Les foncières solidaires poursuivent un objectif de lutte contre les situations d'exclusion, et leurs activités en faveur du logement très social nécessitent des investissements en fonds propres importants et patients.

Les souscriptions au capital des foncières solidaires disposant du mandat SIEG bénéficient de la réduction d'impôt sur le revenu prévu à l'article 199 terdecies-0 AB du code général des impôts (CGI). Cette réduction d'impôt est justifiée par la finalité sociale des activités des foncières SIEG et a vocation à promouvoir l'investissement solidaire.

Mettre à fin à ce taux bonifié et revenir à 18% aurait des conséquences dramatiques pour les entreprises solidaires

C'est pourquoi cet amendement vise à maintenir un taux à 25%.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

C	
G	

MM. de LEGGE, Daniel LAURENT, LEFÈVRE, Jean-Baptiste BLANC et KLINGER, Mme IMBERT,  
MM. MOUILLER, SAURY et BOUCHET, Mme JOSEPH, M. Henri LEROY, Mme BERTHET,  
MM. PIEDNOIR, PANUNZI, BURGOA, SAUTAREL, SOMON et POINTEREAU, Mme CARRÈRE-GÉE,  
M. CHATILLON, Mmes LASSARADE, Marie MERCIER et DUMAS, M. DARNAUD,  
Mme MULLER-BRONN, MM. CADEC, PAUL, BELIN, GENET et CUYPERS, Mme VENTALON et  
MM. RAPIN, TABAROT, GREMILLET et MANDELLI

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 QUINDECIES

Après l'article 5 quindecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au IV de l'article 157 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020, l'année : « 2023 » est remplacée par l'année : « 2025 ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement de repli vise à prolonger le taux bonifié à 25% pour les investisseurs dans les foncières solidaires SIEG, jusqu'au 31 décembre 2025.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

C	
G	

MM. de LEGGE, Daniel LAURENT, LEFÈVRE et KLINGER, Mme IMBERT, MM. MOUILLER, SAURY, BOUCHET et Henri LEROY, Mme BERTHET, MM. PIEDNOIR, PANUNZI, BURGOA, SAUTAREL et SOMON, Mme CARRÈRE-GÉE, M. CHATILLON, Mmes LASSARADE, Marie MERCIER et DUMAS, M. DARNAUD, Mme MULLER-BRONN, MM. CADEC, PAUL, BELIN, GENET et CUYPERS, Mme VENTALON et MM. RAPIN, TABAROT, GREMILLET et MANDELLI

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 QUINDECIES**

Après l'article 5 quindecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I – Le 2° du I de l'article 150-0 B ter du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le a est complété par les mots : « à l'exception des sociétés foncières agréées entreprises solidaires d'utilité sociale, ayant conclu une convention tenant lieu de mandat de service d'intérêt économique général au sens de l'article 4 de la décision 2012/21/UE conformément au 4° du II de l'article 199 terdecies-0 AB du présent code » ;

2° Au b, après le mot : « exclusion », sont insérés les mots : « et la même exception ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise s'assurer que les foncières solidaires SIEG puissent bénéficier du dispositif du remploi de produit cession.

Dans le cas d'une cession de titres de société, un chef d'entreprise peut bénéficier d'un report d'imposition ou d'une exonération sur la plus-value de cession, à condition qu'il réinvestisse le produit de cette cession, grâce au dispositif de « remploi de produit cession ». Ce dispositif vise à stimuler l'investissement, en encourageant les investisseurs à remployer rapidement leur capital.

Cependant, toutes les structures ne peuvent pas bénéficier de ces réinvestissements. En effet, les sociétés à prépondérance immobilière en sont exclues. Cette disposition vise à éviter l'optimisation fiscale abusive, la fiscalité des cessions de parts sociales étant plus avantageuse que la fiscalité de cession d'immeubles. Cependant, à la différence des textes régissant les dispositifs de réduction d'IRPP, ou les droits de mutation, il n'existe pas d'exception à cette exclusion pour les entreprises solidaires. Les entreprises solidaires à prépondérance immobilière sont donc exclues du dispositif.

Nb : La rectification consiste en un changement de place de l'article additionnel après l'article 3 vicies vers l'article additionnel après l'article 5 quindecies.



Certaines foncières solidaires se sont vues confier par l'Etat français un mandat de SIEG (Service d'Intérêt Economique Général), et mobilisent également de l'épargne solidaire grâce à l'agrément ESUS (entreprise solidaire d'utilité sociale). Ces foncières intègrent des activités de logement très social au sens de l'article L. 365-1 du code de la construction et de l'habitation, et leur statut de SIEG est proche d'une délégation de service social. A ce titre, leur activité est très encadrée.

Conditionner l'ouverture du emploi de produit cession à l'agrément SIEG permettrait d'ajouter une garantie supplémentaire que ce dispositif n'est pas détourné pour financer des activités de gestion de patrimoine immobilier.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. de LEGGE, Daniel LAURENT, LEFÈVRE et KLINGER, Mme IMBERT, MM. MOUILLER, SAURY et BOUCHET, Mme JOSEPH, M. Henri LEROY, Mme BERTHET, MM. PIEDNOIR, PANUNZI, BURGOA, SAUTAREL et SOMON, Mme CARRÈRE-GÉE, M. CHATILLON, Mmes LASSARADE, Marie MERCIER et DUMAS, M. DARNAUD, Mme MULLER-BRONN, MM. CADEC, PAUL, BELIN, GENET et CUYPERS, Mme VENTALON et MM. RAPIN, TABAROT, GREMILLET et MANDELLI

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 QUINDECIES**

Après l'article 5 quindecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À la seconde phrase du troisième alinéa du 2° du I de l'article 726 du code général des impôts, après les mots : « sociétés foncières qui remplissent les conditions prévues au 1°, au a du 2° et aux 3° et 4° du 1 du II de l'article 199 terdecies-0 AB », sont insérés les mots : « les entreprises solidaires d'utilité sociale au sens de l'article L. 3332-17-1 du code du travail ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à harmoniser le régime des droits de mutation pour les acteurs de l'immobilier à vocation sociale.

Les foncières solidaires sont des entreprises exerçant des activités de logement très social au sens de l'article L. 365-1 du code de la construction et de l'habitation, qui mobilisent de l'épargne solidaire grâce à l'agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale » défini à l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Les cessions de droits sociaux sont soumises à un droit d'enregistrement dont le taux est fixé à l'article 726 du code général des impôts. Actuellement, des acteurs opérant sur un même marché de référence (bailleurs sociaux) se voient appliquer des taux de droits d'enregistrement différents. En effet, les organismes d'habitation à loyer modéré (HLM) et les sociétés d'économie mixte exerçant une activité de construction ou de gestion de logements sociaux sont soumises à un droit d'enregistrement de 0,1%. Depuis l'année dernière, les foncières solidaires sous mandat SIEG ont également accédé à ce même taux de 0,1%.

Cependant, d'autres sociétés à prépondérance immobilière agissant dans l'immobilier social ou l'économie sociale et solidaire, et à ce titre agréées ESUS, sont soumises à un taux de 5%. C'est le cas,

Nb : La rectification consiste en un changement de place de l'article additionnel après l'article 3 unvicies vers l'article additionnel après l'article 5 quindecies.

par exemple, de Solifap, société d'investissements solidaires créée par la Fondation Abbé Pierre avec pour mission de mettre la finance solidaire au service de la lutte contre le mal-logement, en appuyant l'action des porteurs de projet locaux et des associations sociales ou d'Emmaüs Epargne Solidaire, foncière dont l'activité vise à financer la création ou la rénovation de lieux d'activités pour les structures de l'économie sociale et solidaire, en particulier du Mouvement Emmaüs.

Ces structures sont aujourd'hui pénalisées en raison de leur activité dont la lucrativité est limitée (gestion immobilière à vocation sociale pour Solifap, financement de lieux d'activité dédiés à l'insertion socio-professionnelle pour Emmaüs Epargne) qui rend difficile leur équilibre économique. En compensation, elles devraient pouvoir bénéficier des mêmes conditions que les foncières solidaires SIEG, mécanisme dont elles ne peuvent pas bénéficier car n'exerçant pas l'une des activités mentionnées au 1° ou au 3° de l'article L. 365-1 du code de la construction et de l'habitation. En effet, l'utilité sociale de leurs activités, ainsi que leur lucrativité, sont garanties par l'agrément ESUS et justifient leur rattachement au régime des HLM et des foncières solidaires plutôt que des sociétés commerciales traditionnelles.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

C	
G	

M. de LEGGE, Mme DREXLER, MM. Daniel LAURENT, LEFÈVRE et KLINGER, Mme IMBERT, MM. MOUILLER, SAURY, BOUCHET et Henri LEROY, Mmes BERTHET et LAVARDE, MM. PIEDNOIR, PANUNZI, BURGOA, SAUTAREL, SOMON et CHATILLON, Mmes LASSARADE, Marie MERCIER et DUMAS, M. DARNAUD, Mme MULLER-BRONN, MM. CADEC, PAUL, BELIN, GENET et CUYPERS, Mme VENTALON et MM. RAPIN, TABAROT, GREMILLET et MANDELLI

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le premier alinéa du 1 du C du II de l'article 146 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 est ainsi rédigé :

« La valeur locative des locaux d'habitation qui présentent des caractéristiques exceptionnelles mentionnés au 3° du A du présent II est déterminée par voie d'appréciation directe, en appliquant à la valeur vénale de la propriété ou fraction de propriété, telle qu'elle serait constatée si elle était libre de toute location ou occupation à la date de référence définie au 2 du présent C, un taux déterminé de façon qu'au niveau national, la variation de l'ensemble des valeurs locatives de ces locaux, du fait de la révision, soit au plus égale à celle de l'ensemble des valeurs locatives des locaux d'habitation. Ces deux variations sont appréciées d'après des échantillons nationaux. Le taux ainsi déterminé ne peut excéder 4 % de la valeur vénale. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 146 de la loi de finances pour 2020 a prévu que la valeur locative des locaux d'habitation à caractère exceptionnel serait déduite de leur valeur vénale en lui en appliquant un taux de 8 %, chiffre imposé de manière arbitraire.

Ce taux de 8 % est en effet manifestement irréaliste et excessif, notamment pour les monuments classés ou inscrits.

Les études qui ont pu être réalisées font apparaître que ces bâtiments, souvent situés en zone rurale où la demande locative de bâtiments de grande taille est faible, et générant des contraintes onéreuses de chauffage et d'entretien, ne sauraient être loués sur la base d'une rentabilité de 8%.

L'analyse de toutes les charges et contraintes qui pèsent sur ces monuments fait que leur valeur locative brute est inférieure à 4 %.

Il paraît donc équitable et souhaitable pour le patrimoine de notre pays, de plafonner à ce niveau le taux qui sera retenu.

Il importe d'éviter un alourdissement de la charge de taxe foncière des monuments historiques, car il compromettrait le financement des travaux nécessaires, et découragerait les éventuels repreneurs. Aussi est-il proposé de fixer le taux applicable aux valeurs vénale à un niveau tel que la variation de l'ensemble des valeurs locatives des locaux d'habitation à caractère exceptionnel, du fait de la révision, ne puisse excéder la variation de l'ensemble des valeurs locatives des locaux d'habitation.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Laure DARCOS, M. CAPUS, Mme PAOLI-GAGIN, M. CHASSEING, Mme GUIDEZ, MM. HENNO et PELLEVAT, Mme JOSEPH, M. Alain MARC, Mme de LA PROVÔTÉ, MM. LEVI et WATTEBLED, Mmes VENTALON, ROMAGNY et Olivia RICHARD et MM. CADEC, BRAULT, HINGRAY et TABAROT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 5 UNVICIES

I. – Remplacer l'année :

2025

par les mots :

2028, ainsi qu'au titre des dépenses exposées postérieurement lorsque celles-ci se rapportent à des jeux vidéo pour lesquels l'agrément provisoire a été délivré avant cette date

II. – Compléter cet article par un alinéa ainsi rédigé :

Le Gouvernement remet au Parlement, au plus tard le 31 décembre 2027, un rapport évaluant les principales caractéristiques du crédit d'impôt mentionné à l'alinéa précédent.

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 5 unvicies borne le crédit d'impôt en faveur des créateurs de jeux vidéo aux dépenses engagées avant le 31 décembre 2025. S'il peut sembler logique de prévoir une clause de revoyure pour cet avantage fiscal consenti aux entreprises, conformément à la doctrine de Bercy, ce bornage apparaît bien trop anticipé et menace les cycles de développement de la filière.

L'industrie du jeu vidéo, première industrie créative et culturelle, est caractérisée par des cycles de production longs et ambitieux : les entreprises concernées ont donc tout particulièrement besoin d'avoir de la visibilité sur la consistance du crédit d'impôt dont elles pourront bénéficier, et ce sur toute la durée de leur projet. A défaut, elles risqueraient de renoncer à ces projets ou, à tout le moins, de les localiser en dehors du territoire national.

Ce dispositif fiscal permet à la France de posséder un vivier d'emploi de plus de 20 000 personnes en France et de centaines d'entreprises sur l'ensemble du territoire, mais également de se positionner en

leader en Europe en matière de production. Il s'agit également d'un outil de politique d'attractivité qui permet à des champions nationaux et des acteurs internationaux importants de s'ancrer sur le territoire national dans un écosystème ultra concurrentiel.

Le secteur, le Gouvernement et les administrations de tutelles (CNC et DGE) s'accordent à reconnaître sa cohérence, notamment à la suite de la modification du barème d'attribution en 2022 et de la validation par la commission européenne du nouveau barème de cette aide d'Etat culturelle exceptionnelle jusqu'à 2028.

Le présent amendement propose trois actions pour améliorer ce dispositif sans impacter les entreprises françaises et déstabiliser l'attractivité de notre territoire pour la première industrie culturelle et créative :

- porter le bornage du dispositif au 31 décembre 2028 ;
- ne pas appliquer ce bornage aux jeux vidéo pour lesquels l'agrément provisoire a été délivré avant le 31 décembre 2026, afin de ne pas créer de rétroactivité de la loi ;
- prévoir un rapport d'évaluation par le Gouvernement, sur la base duquel la prorogation du dispositif pourra être décidée.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Laure DARCOS, M. CAPUS, Mmes PAOLI-GAGIN et GUIDEZ, MM. HENNO et PELLEVAL, Mme JOSEPH, M. Alain MARC, Mme de LA PROVÔTÉ, MM. LEVI et WATTEBLED, Mmes VENTALON, ROMAGNY et Olivia RICHARD et MM. CADEC, BRAULT, HINGRAY et TABAROT

C	
G	

ARTICLE 5 UNVICIES

I. – Remplacer l'année :

2025

par les mots :

2027, ainsi qu'au titre des dépenses exposées postérieurement lorsque celles-ci se rapportent à des jeux vidéo pour lesquels l'agrément provisoire a été délivré avant cette date

II. – Compléter cet article par un alinéa ainsi rédigé :

Le Gouvernement remet au Parlement, au plus tard le 31 décembre 2026, un rapport évaluant les principales caractéristiques du crédit d'impôt mentionné à l'alinéa précédent.

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 5 unvicies borne le crédit d'impôt en faveur des créateurs de jeux vidéo aux dépenses engagées avant le 31 décembre 2025. S'il peut sembler logique de prévoir une clause de revoyure pour cet avantage fiscal consenti aux entreprises, conformément à la doctrine de Bercy, ce bornage apparaît bien trop anticipé et menace les cycles de développement de la filière.

L'industrie du jeu vidéo, première industrie créative et culturelle, est caractérisée par des cycles de production longs et ambitieux : les entreprises concernées ont donc tout particulièrement besoin d'avoir de la visibilité sur la consistance du crédit d'impôt dont elles pourront bénéficier, et ce sur toute la durée de leur projet. A défaut, elles risqueraient de renoncer à ces projets ou, à tout le moins, de les localiser en dehors du territoire national.

Ce dispositif fiscal permet à la France de posséder un vivier d'emploi de plus de 20 000 personnes en France et de centaines d'entreprises sur l'ensemble du territoire, mais également de se positionner en

leader en Europe en matière de production. Il s'agit également d'un outil de politique d'attractivité qui permet à des champions nationaux et des acteurs internationaux importants de s'ancrer sur le territoire national dans un écosystème ultra concurrentiel.

Le secteur, le Gouvernement et les administrations de tutelles (CNC et DGE) s'accordent à reconnaître sa cohérence, notamment à la suite de la modification du barème d'attribution en 2022 et de la validation par la commission européenne du nouveau barème de cette aide d'Etat culturelle exceptionnelle jusqu'à 2027.

Le présent amendement propose trois actions pour améliorer ce dispositif sans impacter les entreprises françaises et déstabiliser l'attractivité de notre territoire pour la première industrie culturelle et créative :

- porter le bornage du dispositif au 31 décembre 2027, en cohérence avec la durée de trois années des dépenses fiscales préconisée par le projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 ;
- ne pas appliquer ce bornage aux jeux vidéo pour lesquels l'agrément provisoire a été délivré avant cette date ;
- prévoir un rapport d'évaluation par le Gouvernement, sur la base duquel la prorogation du dispositif pourra être décidée.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. MIZZON et BONNECARRÈRE, Mmes de LA PROVÔTÉ et GUIDEZ, MM. LAUGIER et HENNO,  
Mmes VERMEILLET, GATEL, BILLON et ROMAGNY, MM. DUFFOURG et VANLERENBERGHE,  
Mme HERZOG et MM. LEVI et BLEUNVEN

ARTICLE 10

Alinéa 31, tableau, deux dernières colonnes, deux dernières lignes

Rédiger ainsi ces lignes :

42 500	18 750
46 750	20 625

**OBJET**

La franchise en base TVA permet aux petites entreprises (micro-entreprises) dans la limite d'un plafond de chiffre d'affaires de facturer leurs ventes et/ou prestations de services sans TVA.

Cette disposition du PLF vise au 1er janvier 2025, à étendre la franchise en base TVA aux petites entreprises étrangères (CA ne dépassant pas 85 000 €), pour leurs opérations réalisées en France, sous réserve que leur CA européen soit inférieur à 100 K€ (sans obligation d'identification en France, l'ensemble des formalités étant réalisées dans leur Etat de résidence qui ensuite transmet les informations à la France).

La réciproque sera vraie pour les entreprises françaises pour leurs travaux réalisés dans les autres Etats membres, sous réserve que le CA européen soit inférieur à 100 K€.

Ce régime de TVA applicable aux microentreprises est source de concurrence déloyale. Il permet ainsi à certaines entreprises d'avoir un avantage concurrentiel par rapport aux entreprises qui facturent avec TVA spécialement dans le domaine des prestations de services.

Or, cette transposition de la directive risque de créer une nouvelle distorsion de concurrence : une entreprise étrangère pourra venir travailler en France et bénéficier de la franchise de TVA applicable aux entreprises françaises. Ainsi, par exemple une entreprise espagnole pourra dans le cadre d'un marché avec un particulier facturer sans TVA (alors qu'aujourd'hui l'entreprise espagnole doit facturer de la TVA française).

Enfin, ces entreprises étrangères n'ont aucune obligation d'identification en France. Il y a donc là un véritable risque de fraude.

Si la France se doit de respecter les règles européennes, il convient au regard des problématiques de concurrence de limiter le montant de la franchise applicable. Et cela d'autant plus que la France a l'un des montants de TVA les plus importants en Europe.

L'objet de cet amendement est donc de proposer de retenir un niveau de franchise deux fois moins important que celui retenu par cette disposition. Au-delà, il convient de rappeler que la franchise a un impact sur les recettes TVA (Cette franchise de TVA représente un coût estimé entre 2,2 et 2,4 Md€ selon le rapport du Conseil des Prélèvements Obligatoires de 2015. Une division par deux de cette franchise constituerait donc un gain pour les finances publiques de plus d'un milliard d'euros).





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. MIZZON et BONNECARRÈRE, Mme GUIDEZ, MM. LAUGIER et HENNO, Mme VERMEILLET, M. Jean-Michel ARNAUD, Mmes BILLON et ROMAGNY, MM. DUFFOURG et VANLERENBERGHE, Mme HERZOG et MM. LEVI et BLEUNVEN

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS**

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le b quater du 1° du I de l'article 31, il est inséré un b quinquies ainsi rédigé :

« b ....) Une déduction au titre de l'amortissement égale à 2 % du prix du bâti du bien immobilier. Pour les dépenses de travaux autres que celles prévues au b et b bis, une déduction au titre de l'amortissement égale à 7 % pour les 10 premières années et 6 % pour les 5 années suivantes. » ;

2° Le 1° ter du I de l'article 156 est abrogé ;

3° Les deux premiers alinéas du 3° du même I sont supprimés ;

II. – Le quatrième alinéa du 3° du I de l'article 156 du code général des impôts n'est pas applicable aux revenus fonciers perçus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.III. – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Les bailleurs personnes physiques (ménages) dominent le parc locatif en France. Ils détiennent 57 % des logements concernés en 2019, contre 41 % pour les bailleurs sociaux et moins de 2 % pour les autres personnes morales.

La place des ménages-bailleurs dans le parc locatif s'avère d'autant plus forte que les logements se situent dans des zones peu ou pas tendues. En territoires ruraux, il s'agit de la seule alternative à l'accession. Ce parc s'avère donc indispensable.

Or, l'alimentation du parc locatif privé dépend uniquement de la production neuve de logements. Le solde des entrées et des sorties dans l'existant ressort structurellement négatif, sans doute plus encore avec l'interdiction de louer des passoires thermiques qui entre progressivement en vigueur.

L'alimentation en neuf du segment du locatif privé détenu par des bailleurs personnes physiques s'avère très sensible aux dispositifs fiscaux de soutien. De fait, la suppression d'un dispositif puissant (Périssol, Robien, Scellier) ou son rabotage (Pinel) se traduisent systématiquement par une chute des ventes, de moitié en ordre de grandeur.

La fiscalité très lourde s'appliquant à l'investissement locatif en neuf (TVA à l'entrée, pas de prélèvement forfaitaire unique pour les revenus fonciers et éventuel IFI pendant la détention du bien, plus-values lourdement taxées à la revente jusqu'à 15-20 ans, ...) explique largement cela. Les dispositifs fiscaux de soutien viennent en réalité simplement corriger cette situation.

Leur instabilité constitue un lourd handicap, d'autant plus dans le cas du collectif où le délai entre commercialisation du projet et première mise en location du bien se révèle souvent supérieur à deux ans.

C'est pourquoi, cet amendement vise à créer un régime universel d'investissement locatif privé, lisible et stable.

Il repose sur la reconnaissance de la nature d'activité économique, créatrice de valeur, de l'investissement locatif privé.

L'architecture de la réforme proposée se résume ainsi :

- un amortissement du bâti pendant 50 ans, soit un taux de 2 % l'an, applicable dans le neuf et dans l'existant pour l'ensemble des logements locatifs privés (stock et flux) ;
- un amortissement des gros travaux sur 15 ans ;
- une déductibilité sans limite des intérêts d'emprunt, des petits travaux et des charges locatives des revenus fonciers bruts ;
- un déficit foncier imputable sans limite sur le revenu global positif ;
- une taxation des plus-values inchangée.

Son coût budgétaire s'établirait à 4,2 milliards d'euros par an dans un premier temps, puis 3,8 milliards d'euros par an, une fois résorbée l'imputation des déficits fonciers antérieurs. Au final, ce nouveau mécanisme représenterait une économie annuelle de 100 millions d'euros pour le Budget de l'Etat en comparaison du dispositif actuel.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme GUIDEZ, M. MARSEILLE, Mmes VERMEILLET et SOLLOGOUB, MM. HENNO, DUFFOURG et LONGEOT, Mmes GOSSELIN et PERROT, M. VANLERENBERGHE, Mmes ROMAGNY, JACQUEMET et de LA PROVÔTÉ, MM. KERN, MENONVILLE, GRAND, BONNEAU et CANÉVET, Mme MORIN-DESAILLY, MM. WATTEBLED et FARGEOT et Mme MALET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUODECIES**

Après l'article 3 duodecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 199 sexdecies du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Ces dispositions s'appliquent également aux bénéficiaires de l'accueil non médicalisé. »

**OBJET**

L'article 199 sexdecies du code général des impôts, modifié par la loi de finances pour 2022, vise à préserver la stabilité du cadre fiscal du secteur des Services à la personne (SAP) en tenant compte de la décision n°442046 du Conseil d'État du 30 novembre 2020. En ce sens, il reprend la doctrine sur l'offre globale de services telle que précisée par la circulaire ECOI1907576C.

Le contenu et la nature de l'accueil non médicalisé à la demi-journée ou à la journée participe à la réponse que veulent donner les politiques publiques face au choc anthropologique du vieillissement de la population française — en particulier : maintien de la personne âgée à son domicile, combattre son isolement, et retarder une éventuelle entrée en institution.

Cet accueil doit pouvoir profiter et être accessible au plus grand nombre de personnes âgées, en particulier celles ne disposant que d'un revenu moyen ou faible. Dès lors, la meilleure solution de financement peut être la défiscalisation des frais d'accueil des bénéficiaires.

Les programmes de ce type d'accueil non médicalisé comprennent, pour l'essentiel et par demi-journée de présence :

- des ateliers thématiques au cours desquels des débats et des échanges favorisent un travail de stimulation de la mémoire et de réminiscence. Ils se font sous la conduite de professionnels du grand âge, comme une psychologue qui amène, par exemple, la personne âgée à relier ses souvenirs à des sujets d'actualité.
- un atelier de stimulation physique permettant le maintien et le renforcement de la musculature de la personne, de son acuité sensorielle et de ses réflexes.

De plus, cet accueil non médicalisé favorise l'accès aux soins, le "care", qui se fait naturellement dans le respect d'une relation triangulaire "Personnes Agées - Famille / Aidant - Médecin traitant / Professionnel de santé".

Une des finalités de cet accueil non médicalisé est la mise en place d'un "chainon de vie" auquel la personne âgée peut aisément faire appel et dans lequel elle verra comme un prolongement de son "chez soi".

Ainsi, cet amendement vise à étendre aux structures d'accueil non médicalisé le crédit d'impôt accordé au titre des sommes versées pour l'emploi d'un salarié à domicile, à une association agréée ou à un organisme habilité ou conventionné ayant le même objet.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie GOULET

ARTICLE 5 DUODECIES

<b>C</b>	
<b>G</b>	

Rédiger ainsi cet article :

Le code général des impôts est ainsi modifié :

I. – L'article 50-0 est ainsi modifié :

1° Le 1 est ainsi rédigé :

« 1. Sont soumises au régime défini au présent article pour l'imposition de leurs bénéfices les entreprises dont le chiffre d'affaires hors taxes, ajusté s'il y a lieu au prorata du temps d'exploitation au cours de l'année de référence, n'excède pas, l'année civile précédente ou la pénultième année :

« 1° 188 700 € s'il s'agit d'entreprises dont le commerce principal est de vendre des marchandises, objets, fournitures et denrées à emporter ou à consommer sur place ou de fournir le logement, à l'exclusion de la location directe ou indirecte de locaux d'habitation meublés ou destinés à être loués meublés, autres que ceux mentionnés au 3° du III de l'article 1407 ;

« 2° 15 000 € s'il s'agit de la location directe ou indirecte de meublés de tourisme au sens de l'article L. 324-1-1 du code de tourisme ;

« 3° 77 700 € s'il s'agit d'autres entreprises.

« Lorsque l'activité d'une entreprise se rattache aux trois catégories définies aux 1°, 2° et 3°, le régime défini au présent article n'est applicable que si le chiffre d'affaires hors taxes global de l'entreprise respecte la limite mentionnée au 1° et si le chiffre d'affaires hors taxes afférent aux activités de la catégorie mentionnée au 2° respecte la limite mentionnée au même 2° et le chiffre d'affaires hors taxes afférent aux activités de la catégorie mentionnée au 3° respecte la limite mentionnée au même 3°.

« Le résultat imposable, avant prise en compte des plus ou moins-values provenant de la cession des biens affectés à l'exploitation, est égal au montant du chiffre d'affaires hors taxes diminué d'un abattement, qui ne peut être inférieur à 305 €, de :

« - 71 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 1° ;

« - 30 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 2° ;

« - 50 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 3°.

« Les plus ou moins-values mentionnées au cinquième alinéa sont déterminées et imposées dans les conditions prévues aux articles 39 duodecies à 39 quindecies, sous réserve des dispositions



de l'article 151 septies. Pour l'application de la phrase précédente, les abattements mentionnés au huitième alinéa sont réputés tenir compte des amortissements pratiqués selon le mode linéaire.

« Les entreprises qui relèvent du présent régime bénéficient d'un abattement supplémentaire de 21 % pour le chiffre d'affaires afférent à leur activité de location de locaux classés meubles de tourisme mentionnés au 2° du III de l'article 1407, lorsque ces derniers ne sont pas situés dans des zones géographiques se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements, sous réserve que le chiffre d'affaires hors taxes, ajusté s'il y a lieu au prorata du temps d'exploitation au cours de l'année de référence, afférent à l'ensemble des activités de location de locaux meublés mentionnées au présent 1 n'excède pas au cours de l'année civile précédente 15 000 €. Le bénéfice de cet abattement supplémentaire est subordonné au respect du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2011 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

« Les seuils mentionnés au présent 1 sont actualisés tous les trois ans dans la même proportion que l'évolution triennale de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu et arrondis à la centaine d'euros la plus proche. » ;

2° Au a du 2, les références : « 1° et 2° » sont remplacés par les références : « 1°, 2° et 3° ».

II. – Au premier alinéa du III de l'article 151-0, le mot : « sixième » est remplacé par le mot : « douzième »

### **OBJET**

Les locations de meublés de tourisme se sont considérablement développées dans toutes les zones touristiques avec l'apparition des plateformes de location (Airbnb, etc.). En pratique, ces activités sont aujourd'hui en concurrence directe avec les activités traditionnelles d'hébergement : hôtels, campings, etc.

Par ailleurs, ces locations réduisent l'offre de logements pour les habitants de ces zones touristiques.

Or, la fiscalité applicable aux locations de meublés de tourisme est, en réalité, une véritable niche fiscale qui restreint les possibilités d'accéder à un logement. Ces locations ne sont, en effet, taxées à l'impôt sur le revenu qu'après application d'un abattement forfaitaire pour charges de 50 % ou même de 71 % s'il s'agit de meublés de tourisme classés.

Le Gouvernement propose de modifier ce régime en prévoyant que la location de meublés de tourisme soit identique à celle des meublés classiques : abattement de 50 % dans la limite d'un plafond de recettes de 77 700 €.

Par ailleurs, pour les meublés classés situés en zones rurales, le taux d'abattement serait maintenu à 71% mais avec un plafond de recettes abaissé à 50 000 €.

Ces propositions vont dans le bon sens mais sont malheureusement insuffisantes pour remettre sur le marché des logements qui seraient affectés à la résidence principale.

Il est donc proposé :

Ø d'aligner le régime fiscal des locations de meublés de tourisme sur celui du régime du micro foncier pour locations nues : application d'un abattement de 30 % dans la limite de 15 000 € de recettes ;

Ø de maintenir un régime dérogatoire dans les zones rurales en prévoyant, comme le propose le Gouvernement, un abattement supplémentaire de 21 %, soit un taux d'abattement de 51 % dans la limite de 15 000 € de recettes.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie GOULET

ARTICLE 5 DUODECIES

<b>C</b>	
<b>G</b>	

Rédiger ainsi cet article :

Le code général des impôts est ainsi modifié :

I. – L'article 50-0 est ainsi modifié :

1° Le 1 est ainsi rédigé :

« 1. Sont soumises au régime défini au présent article pour l'imposition de leurs bénéfices les entreprises dont le chiffre d'affaires hors taxes, ajusté s'il y a lieu au prorata du temps d'exploitation au cours de l'année de référence, n'excède pas, l'année civile précédente ou la pénultième année :

« 1° 188 700 € s'il s'agit d'entreprises dont le commerce principal est de vendre des marchandises, objets, fournitures et denrées à emporter ou à consommer sur place ou de fournir le logement, à l'exclusion de la location directe ou indirecte de locaux d'habitation meublés ou destinés à être loués meublés, autres que ceux mentionnés au 3° du III de l'article 1407 ;

« 2° 40 000 € s'il s'agit de la location directe ou indirecte de meublés de tourisme au sens de l'article L. 324-1-1 du code de tourisme ;

« 3° 77 700 € s'il s'agit d'autres entreprises.

« Lorsque l'activité d'une entreprise se rattache aux trois catégories définies aux 1°, 2° et 3°, le régime défini au présent article n'est applicable que si le chiffre d'affaires hors taxes global de l'entreprise respecte la limite mentionnée au 1° et si le chiffre d'affaires hors taxes afférent aux activités de la catégorie mentionnée au 2° respecte la limite mentionnée au même 2° et le chiffre d'affaires hors taxes afférent aux activités de la catégorie mentionnée au 3° respecte la limite mentionnée au même 3°.

« Le résultat imposable, avant prise en compte des plus ou moins-values provenant de la cession des biens affectés à l'exploitation, est égal au montant du chiffre d'affaires hors taxes diminué d'un abattement, qui ne peut être inférieur à 305 €, de :

« - 71 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 1° ;

« - 50 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 2° ;

« - 40 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 3°.

« Les plus ou moins-values mentionnées au cinquième alinéa sont déterminées et imposées dans les conditions prévues aux articles 39 duodecies à 39 quindecies, sous réserve des dispositions

de l'article 151 septies. Pour l'application de la phrase précédente, les abattements mentionnés au huitième alinéa sont réputés tenir compte des amortissements pratiqués selon le mode linéaire.

« Les entreprises qui relèvent du présent régime bénéficient d'un abattement supplémentaire de 21 % pour le chiffre d'affaires afférent à leur activité de location de locaux classés meublés de tourisme mentionnés au 2° du III de l'article 1407, lorsque ces derniers ne sont pas situés dans des zones géographiques se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements, sous réserve que le chiffre d'affaires hors taxes, ajusté s'il y a lieu au prorata du temps d'exploitation au cours de l'année de référence, afférent à l'ensemble des activités de location de locaux meublés mentionnées au présent 1 n'excède pas au cours de l'année civile précédente 15 000 €. Le bénéfice de cet abattement supplémentaire est subordonné au respect du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2011 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

« Les seuils mentionnés au présent 1 sont actualisés tous les trois ans dans la même proportion que l'évolution triennale de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu et arrondis à la centaine d'euros la plus proche. » ;

2° Au a du 2, les références : « 1° et 2° » sont remplacés par les références : « 1°, 2° et 3° ».

II. – Au premier alinéa du III de l'article 151-0, le mot : « sixième » est remplacé par le mot : « douzième »

### **OBJET**

Les locations de meublés de tourisme se sont considérablement développées dans toutes les zones touristiques avec l'apparition des plateformes de location (Airbnb, etc.). En pratique, ces activités sont aujourd'hui en concurrence directe avec les activités traditionnelles d'hébergement : hôtels, campings, etc.

Par ailleurs, ces locations réduisent l'offre de logements pour les habitants de ces zones touristiques.

Or, la fiscalité applicable aux locations de meublés de tourisme est devenue une véritable niche fiscale qui restreint les possibilités d'accéder à un logement. Ces locations ne sont, en effet, taxées à l'impôt sur le revenu qu'après application d'un abattement forfaitaire pour charges de 50 % ou même de 71 % s'il s'agit de meublés de tourisme classés.

Le Gouvernement propose de modifier ce régime en prévoyant que la location de meublés de tourisme soit identique à celle des meublés classiques : abattement de 50 % dans la limite d'un plafond de recettes de 77 700 €.

Par ailleurs, pour les meublés classés situés en zones rurales, le taux d'abattement serait maintenu à 71% mais avec un plafond de recettes abaissé à 50 000 €.

Ces propositions vont dans le bon sens mais sont malheureusement insuffisantes pour remettre sur le marché des logements qui seraient affectés à la résidence principale.

Il est donc proposé :

Ø de prévoir un abattement de 40 % dans la limite de 40 000 € de recettes au lieu des 50 % et 77 700 € proposés par le Gouvernement;

Ø de maintenir un régime dérogatoire dans les zones rurales en prévoyant, comme le propose le Gouvernement, un abattement supplémentaire de 21 %, soit un abattement total de 61 %, mais avec un seuil de recettes de 40 000 € au lieu des 50 000 € tel que proposé par le Gouvernement.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie GOULET

C	
G	

ARTICLE 5 DUODECIES

Rédiger ainsi cet article :

Le code général des impôts est ainsi modifié :

I. – L'article 50-0 est ainsi modifié :

1° Le 1 est ainsi rédigé :

« 1. Sont soumises au régime défini au présent article pour l'imposition de leurs bénéfices les entreprises dont le chiffre d'affaires hors taxes, ajusté s'il y a lieu au prorata du temps d'exploitation au cours de l'année de référence, n'excède pas, l'année civile précédente ou la pénultième année :

« 1° 188 700 € s'il s'agit d'entreprises dont le commerce principal est de vendre des marchandises, objets, fournitures et denrées à emporter ou à consommer sur place ou de fournir le logement, à l'exclusion de la location directe ou indirecte de locaux d'habitation meublés ou destinés à être loués meublés, autres que ceux mentionnés au 3° du III de l'article 1407 ;

« 2° 30 000 € s'il s'agit de la location directe ou indirecte de meublés de tourisme au sens de l'article L. 324-1-1 du code de tourisme ;

« 3° 77 700 € s'il s'agit d'autres entreprises.

« Lorsque l'activité d'une entreprise se rattache aux trois catégories définies aux 1°, 2° et 3°, le régime défini au présent article n'est applicable que si le chiffre d'affaires hors taxes global de l'entreprise respecte la limite mentionnée au 1° et si le chiffre d'affaires hors taxes afférent aux activités de la catégorie mentionnée au 2° respecte la limite mentionnée au même 2° et le chiffre d'affaires hors taxes afférent aux activités de la catégorie mentionnée au 3° respecte la limite mentionnée au même 3°.

« Le résultat imposable, avant prise en compte des plus ou moins-values provenant de la cession des biens affectés à l'exploitation, est égal au montant du chiffre d'affaires hors taxes diminué d'un abattement, qui ne peut être inférieur à 305 €, de :

« - 71 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 1° ;

« - 50 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 2° ;

« - 50 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 3°.

« Les plus ou moins-values mentionnées au cinquième alinéa sont déterminées et imposées dans les conditions prévues aux articles 39 duodecies à 39 quindecies, sous réserve des dispositions



de l'article 151 septies. Pour l'application de la phrase précédente, les abattements mentionnés au huitième alinéa sont réputés tenir compte des amortissements pratiqués selon le mode linéaire.

« Les entreprises qui relèvent du présent régime bénéficient d'un abattement supplémentaire de 21 % pour le chiffre d'affaires afférent à leur activité de location de locaux classés meubles de tourisme mentionnés au 2° du III de l'article 1407, lorsque ces derniers ne sont pas situés dans des zones géographiques se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements, sous réserve que le chiffre d'affaires hors taxes, ajusté s'il y a lieu au prorata du temps d'exploitation au cours de l'année de référence, afférent à l'ensemble des activités de location de locaux meublés mentionnées au présent 1 n'excède pas au cours de l'année civile précédente 15 000 €. Le bénéfice de cet abattement supplémentaire est subordonné au respect du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2011 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

« Les seuils mentionnés au présent 1 sont actualisés tous les trois ans dans la même proportion que l'évolution triennale de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu et arrondis à la centaine d'euros la plus proche. » ;

2° Au a du 2, les références : « 1° et 2° » sont remplacés par les références : « 1°, 2° et 3° ».

II. – Au premier alinéa du III de l'article 151-0, le mot : « sixième » est remplacé par le mot : « douzième »

### **OBJET**

Les locations de meublés de tourisme se sont considérablement développées dans toutes les zones touristiques avec l'apparition des plateformes de location (Airbnb, etc.). En pratique, ces activités sont aujourd'hui en concurrence directe avec les activités traditionnelles d'hébergement : hôtels, campings, etc.

Par ailleurs, ces locations réduisent l'offre de logements pour les habitants de ces zones touristiques.

Or, la fiscalité applicable aux locations de meublés de tourisme est devenue une véritable niche fiscale qui restreint les possibilités d'accéder à un logement. Ces locations ne sont, en effet, taxées à l'impôt sur le revenu qu'après application d'un abattement forfaitaire pour charges de 50 % ou même de 71 % s'il s'agit de meublés de tourisme classés.

Le Gouvernement propose de modifier ce régime en prévoyant que la location de meublés de tourisme soit identique à celle des meublés classiques : abattement de 50 % dans la limite d'un plafond de recettes de 77 700 €.

Par ailleurs, pour les meublés classés situés en zones rurales, le taux d'abattement serait maintenu à 71% mais avec un plafond de recettes abaissé à 50 000 €.

Ces propositions vont dans le bon sens mais sont malheureusement insuffisantes pour remettre sur le marché des logements qui seraient affectés à la résidence principale.

Il est donc proposé :

Ø de prévoir un abattement de 50 % dans la limite de 30 000 € de recettes au lieu des 77 700 € proposé par le Gouvernement;

Ø de maintenir un régime dérogatoire dans les zones rurales en prévoyant, comme le propose le Gouvernement, un abattement supplémentaire de 21 %, soit 71 % au total, mais avec un seuil de recettes de 30 000 € au lieu de 50 000 € tel que proposé par le Gouvernement.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie GOULET

ARTICLE 10 TER

Rédiger ainsi cet article :

Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 4° de l'article 261 D est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ... Aux locations de meublés de tourisme au sens du I de l'article L. 324-1-1 du code du tourisme. » ;

2° Après le III de l'article 293 B, il est inséré un paragraphe ainsi rédigé :

« ... Le chiffre d'affaires limite de la franchise prévue au I est fixé à 5 000 € pour les locations de meublés de tourisme au sens du I de l'article L. 324-1-1 du code de tourisme. »

**OBJET**

L'article 10 ter est issu d'un amendement du Gouvernement à l'Assemblée nationale et consiste à modifier le régime de TVA applicable au secteur hôtelier et aux locations touristiques.

Les locations de meublés de tourisme se sont, en effet, considérablement développées dans toutes les zones touristiques avec l'apparition des plateformes de location (Airbnb, etc.).

En pratique, ces activités sont aujourd'hui en concurrence directe avec les activités traditionnelles d'hébergement : hôtels, campings, etc. Les touristes consultent, en effet, les annonces en ligne et font des comparaisons avec les offres traditionnelles des hôtes /campings selon le prix, leur localisation etc...

Or, contrairement aux hôtels, les locations de meublés de tourisme ne sont soumises à la TVA que si elles sont assorties d'au moins trois des prestations para-hôtelières suivantes : le petit déjeuner, le nettoyage régulier des locaux, la fourniture de linge de maison, et la réception de la clientèle.

Le Conseil d'Etat vient de confirmer dans un avis du 5 juillet 2023 que ces critères n'étaient pas conformes au droit communautaire et créaient une distorsion de concurrence.

Or, pour mettre fin à cette distorsion de concurrence, au lieu de proposer naturellement la taxation à la TVA des locations de meublés de tourisme, le Gouvernement propose au contraire d'étendre au secteur hôtelier les critères des locations de meublés de tourisme !

En d'autres termes, le Gouvernement propose de ne rien changer puisqu'en pratique :

C	
G	

- les locations de meublés de tourisme resteront ne pratique toujours exonérées de TVA ;
- les chambres d'hôtels resteront soumises à la TVA.

Par ailleurs, le Gouvernement, avec cet amendement, dont le coût n'est pas mentionné, va inciter à l'émergence d'hôtels sans services, ce qui ne sera pas sans conséquence sur l'emploi.

La proposition du Gouvernement consiste donc à appliquer le modèle « Airbnb » au secteur de l'hôtellerie !

Enfin, la proposition du Gouvernement étant dépourvue de toute analyse économique, il ne peut être exclu que certains petits hôtels se retrouvent immédiatement exonérés de TVA avec pour conséquence de devoir reverser la TVA qu'ils ont pu déduire sur des travaux.

Il est donc proposé de soumettre à la TVA les locations de meublés de tourisme. Le seuil de la franchise de TVA serait également abaissé à 5 000 € de recettes annuelles pour ce type d'activités.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes BILLON, Olivia RICHARD et TETUANUI, M. CANÉVET, Mmes MORIN-DESAILLY et  
ROMAGNY et MM. BLEUNVEN et LEVI

ARTICLE 23 TER

Alinéa 8

Après le mot :

acquitter

insérer les mots :

, directement ou indirectement,

**OBJET**

L'article 23 ter, introduit par l'Assemblée nationale, vise à éviter les pratiques d'évitement de l'impôt utilisant les différences de règles d'imposition des cessions immobilières selon qu'elles interviennent directement ou par le biais de sociétés.

Le dispositif proposé a pour objectif de corriger une forte distorsion fiscale au détriment de nos concitoyens qui s'acquittent de droits de mutation à titre onéreux (DMTO) dont l'assiette est constituée de l'intégralité du prix d'acquisition de leurs immeubles sans possibilité d'une telle déduction; et, d'autre part, d'éviter des comportements d'optimisation fiscale pénalisant les comptes publics de l'État et des collectivités locales, étant donné que les sociétés à prépondérance immobilière ont recours à des emprunts et comptes courants à seule fin de minorer l'assiette du droit d'enregistrement.

Sont notamment soumis aux droits de mutation à titre onéreux (DMTO) :

La cession d'un bien immobilier (articles 683 et 1594 D du code général des impôts – CGI)

La cession de droits sociaux représentatifs d'actifs immobiliers (article 726 du CGI) par des personnes morales à prépondérance immobilière (PMPI).

Ces deux régimes présentent chacun leurs spécificités, notamment en matière de calcul de la base imposable, de taux applicable et d'affectation du produit de cet impôt.

Dans ce cadre, il est apparu que certains contribuables structurés en PMPI minoreraient l'assiette imposable aux DMTO applicables aux droits sociaux, ou éluderaient les DMTO applicables aux

cessions immobilières, alors même que les droits cédés confèrent en réalité la jouissance d'un bien immobilier.

En cohérence avec le plan de lutte contre toutes les fraudes, l'article 23 ter propose de renforcer les obligations déclaratives relatives aux cessions de droits sociaux de personnes morales à prépondérance immobilière en matière de DMTO.

L'obligation déclarative proposée permettra ainsi d'appliquer le régime des DMTO applicables aux cessions immobilières aux opérations qui en relèvent, conformément au droit en vigueur, tout en assurant la capacité de l'administration fiscale à les contrôler ensuite.

Cette nouvelle obligation déclarative vise à informer l'administration fiscale si :

Les droits sociaux cédés sont afférents à une société transparente au sens de l'article 1655 ter afin que soit appliqué, le cas échéant, le régime des DMTO applicable à la cession d'un bien immobilier ; L'opération de cession conduit à conférer à l'acquéreur la jouissance de tout ou partie de l'immeuble détenu par la société dont les droits sociaux sont cédés, qu'ils soient acquis directement ou par l'intermédiaire d'une ou plusieurs sociétés contrôlées par le cessionnaire ; L'acquéreur s'engage à acquitter des dettes, telles que les avances en compte courant d'associés, contractées par la société auprès du cédant.

C'est ce dernier point que le présent amendement propose de renforcer pour lui donner sa pleine effectivité. Lorsque l'acquéreur a acquitté ou s'engage à acquitter les dettes du cédant, le nouveau champ déclaratif couvre uniquement le paiement direct entre le cédant et le cessionnaire. Dans la plupart des cas, il n'y a pas de paiement direct entre le cédant et le cessionnaire. Le schéma usuel est une mise à disposition, par le cessionnaire à la société, des sommes nécessaires au remboursement par la société des sommes qu'elle doit au cédant. Il s'agit donc d'un paiement essentiellement indirect.

En l'état, le remboursement par l'acquéreur des dettes contractées par le cédant échapperait à l'obligation déclarative s'il continuait à s'effectuer de manière indirecte, par l'intermédiaire de la banque notamment.

C'est pourquoi, le présent amendement vise à préciser que le paiement, direct ou indirect, des dettes contractées par le cédant entre bien dans le champ déclaratif proposé.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie GOULET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5**

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 39 decies B du code général des impôts, il est inséré un article 39... ainsi rédigé :

« Art. 39.... – I.- Les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés ou à l'impôt sur le revenu selon un régime réel d'imposition peuvent déduire de leur résultat imposable une somme égale à 40 % de la valeur d'origine des biens hors frais financiers, affectés à leur activité commerciale de détail et qu'elles acquièrent ou fabriquent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2025 lorsque ces biens peuvent faire l'objet d'un amortissement selon le système prévu à l'article 39 A et qu'ils relèvent de l'une des catégories suivantes :

« 1° Equipements robotiques et cobotiques

« 2° Matériels de manutention ;

« 3° Logiciels ou solutions numériques qui contribuent à la modernisation des activités ;

« 4° Machines à commande programmable ou numérique ;

« 5° Capteurs physiques, dispositifs d'identification, de traçabilité et de géolocalisation des produits ;

« La déduction est répartie linéairement sur la durée normale d'utilisation des biens. En cas de cession du bien avant le terme de cette période, elle n'est acquise à l'entreprise qu'à hauteur des montants déjà déduits du résultat à la date de la cession, qui sont calculés pro rata temporis. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement propose de mettre en place un dispositif d'amortissement accéléré destiné à soutenir les investissements réalisés par les entreprises de commerce de détail dans la transformation digitale.

Ce dispositif est créé sur le modèle de celui mis en place par la loi de finances pour 2019 pour soutenir les investissements numériques des industriels.

Le dispositif proposé permettrait ainsi aux entreprises du commerce de détail d'accélérer leur modernisation numérique. Le commerce est confronté aujourd'hui à des besoins d'investissements massifs, semblables à ceux de l'industrie, couvrant autant la mise en place de systèmes d'information complexes que l'acquisition de matériels et équipements de haute technologie pour développer une logistique performante permettant de répondre aux nouvelles attentes des clients.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie GOULET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 39 decies B du code général des impôts, il est inséré un article 39 ... ainsi rédigé :

« Art. 39 ... I. – Les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés ou à l'impôt sur le revenu selon un régime réel d'imposition peuvent déduire de leur résultat imposable une somme égale à 40 % de la valeur d'origine des biens hors frais financiers, affectés à leur activité commerciale de détail et qu'elles acquièrent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2025, lorsque ces biens peuvent faire l'objet d'un amortissement selon le système prévu à l'article 39 A et qu'ils relèvent de l'une des catégories suivantes :

« 1. Systèmes informatiques de gestion technique du bâtiment ou de gestion technique centralisé

« 2. Systèmes d'automatisation de fermeture des portes donnant sur les espaces extérieurs

« 3. Acquisition et pose d'une porte automatisée donnant sur les espaces extérieurs

« 4. Acquisition et pose d'un système d'isolation thermique en rampant de toitures ou en plafond de combles ;

« 5. Acquisition et pose d'un système d'isolation thermique sur murs, en façade ou pignon, par l'intérieur ou par l'extérieur ;

« 6. Acquisition et pose d'un système d'isolation thermique en toiture terrasse ou couverture de pente inférieure à 5 % ;

« 7. Acquisition et pose d'un chauffe-eau solaire collectif ou d'un dispositif solaire collectif pour la production d'eau chaude sanitaire ;

« 8. Acquisition et pose d'une pompe à chaleur, autre que air/air, dont la finalité essentielle est d'assurer le chauffage des locaux ;

« 9. Acquisition et pose d'un système de ventilation mécanique simple flux ou double flux ;

« 10. Raccordement à un réseau de chaleur ou de froid ;

« 11. Acquisition et pose d'une chaudière biomasse ;

« 12. Acquisition et pose d'un système de régulation ou de programmation du chauffage et de la ventilation

« La déduction est répartie linéairement sur la durée normale d'utilisation des biens. En cas de cession du bien avant le terme de cette période, elle n'est acquise à l'entreprise qu'à hauteur des montants déjà déduits du résultat à la date de la cession, qui sont calculés pro rata temporis.

« II. Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'énergie, du commerce et du budget fixe la liste des équipements, matériaux et appareils dont l'acquisition et la pose ouvrent droit au suramortissement. Il précise les caractéristiques techniques des équipements et travaux mentionnés au I, ainsi que les travaux pour lesquels est exigé, pour l'application de ce dispositif, le respect de critères de qualification de l'entreprise réalisant ces travaux. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Le présent amendement propose de mettre en place un dispositif de suramortissement destiné à soutenir les investissements réalisés par les entreprises de commerce de détail dans la transformation écologique et énergétique.

Face aux conséquences de la guerre en Ukraine et à la nécessité de contribuer au plan de sobriété énergétique, les commerces doivent massivement investir pour atteindre l'objectif de réduction de 10% de leur consommation d'énergie d'ici 2024. Cet objectif s'ajoute à celui fixé par la loi ELAN en 2018 d'atteindre une baisse de 40% des consommations d'énergie d'ici 2030 (décret tertiaire).

Ces investissements massifs interviennent dans un contexte où le commerce a été fortement touché par la crise sanitaire et où les conséquences économiques et sur l'énergie de la Guerre en Ukraine entraînent une baisse de leur activité et une dégradation de leurs rentabilités.

Le dispositif proposé permettrait ainsi aux entreprises du commerce de détail d'accélérer leur transformation et leur mise en conformité avec la réglementation environnementale. Le commerce est en effet confronté aujourd'hui à des besoins d'investissements massifs, semblables à ceux de l'industrie, couvrant autant la mise en place de systèmes de gestion technique centralisé que l'acquisition de nouveaux matériels et équipements notamment pour l'isolation thermique.





N°	I-381
----	-------

**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie GOULET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5**

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 39 decies B du code général des impôts, il est inséré un article 39 ... ainsi rédigé :

« Art. 39 ... I.- Les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés ou à l'impôt sur le revenu selon un régime réel d'imposition peuvent déduire de leur résultat imposable une somme égale à 40 % du prix de revient hors taxe des dépenses relatives à l'acquisition et à la pose des infrastructures de recharge de véhicules électriques réalisées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2025, lorsque ces biens peuvent faire l'objet d'un amortissement selon le système prévu à l'article 39 A.

« La déduction est répartie linéairement sur la durée normale d'utilisation des biens. En cas de cession du bien avant le terme de cette période, elle n'est acquise à l'entreprise qu'à hauteur des montants déjà déduits du résultat à la date de la cession, qui sont calculés pro rata temporis. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement propose de mettre en place un dispositif de suramortissement destiné à soutenir les investissements réalisés par les entreprises de commerce de détail pour l'acquisition et la pose des infrastructures de recharge de véhicules électriques.

Ce dispositif est créé sur le modèle de celui mis en place par la loi de finances pour 2019 pour soutenir les investissements numériques des industriels.

Le dispositif proposé permettrait ainsi aux entreprises du commerce de détail d'accélérer leur transformation et remplir leur obligation d'installation, d'ici à 2025, de bornes électriques de recharge sur les parkings de plus de 20 places.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie GOULET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5**

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 39 decies B du code général des impôts, il est inséré un article 39 ... ainsi rédigé :

« Art. 39 ... I.- Les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés ou à l'impôt sur le revenu selon un régime réel d'imposition peuvent déduire de leur résultat imposable une somme égale à 40 % de la valeur d'origine des biens hors frais financiers qu'elles acquièrent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2025, lorsque ces biens peuvent faire l'objet d'un amortissement selon le système prévu à l'article 39 A et qu'ils relèvent de l'une des catégories suivantes :

« Acquisition et pose d'ombrière intégrant un procédé de production d'énergies renouvelables ;

« Acquisition et pose d'équipement de production d'énergie renouvelable ;

« Acquisition et pose de revêtement de surface, des aménagements hydrauliques ou des dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation ;

« La déduction est répartie linéairement sur la durée normale d'utilisation des biens. En cas de cession du bien avant le terme de cette période, elle n'est acquise à l'entreprise qu'à hauteur des montants déjà déduits du résultat à la date de la cession, qui sont calculés pro rata temporis.

« II. Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'énergie, du commerce et du budget fixe la liste des équipements, matériaux et appareils dont l'acquisition et la pose ouvrent droit au suramortissement. Il précise les caractéristiques techniques des équipements et travaux mentionnés au I, ainsi que les travaux pour lesquels est exigé, pour l'application de ce dispositif, le respect de critères de qualification de l'entreprise réalisant ces travaux.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement propose de mettre en place un dispositif de suramortissement destiné à soutenir les investissements réalisés par les entreprises de commerce de détail pour la mise en conformité avec les obligations issues de la loi Climat et résilience et de la loi relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables.

Ce dispositif est créé sur le modèle de celui mis en place par la loi de finances pour 2019 pour soutenir les investissements numériques des industriels.

La loi Climat et résilience du 22 août 2021, a étendu l'obligation d'installation de photovoltaïque ou de toits végétalisés lors d'une construction, d'une extension ou d'une rénovation lourde, aux surfaces commerciales de plus de 500 m<sup>2</sup> de création de surface et aux parkings de plus de 500 m<sup>2</sup>.

Dans son article 40, la loi pour l'accélération de la production des énergies renouvelables rend obligatoire l'implantation de panneaux photovoltaïques sur ombrières sur les parcs de stationnement extérieurs existants au 1<sup>er</sup> juillet 2023, de plus de 1 500 m<sup>2</sup>, sur au moins 50 % de la superficie des parcs. Sont également concernés les nouveaux parkings dont l'autorisation d'urbanisme a été déposée à compter du 10 mars 2023, avec des délais différents selon le type de gestion et la superficie concernée. Sans respect des obligations, des sanctions annuelles sont prévues et peuvent atteindre 40 000 € selon la superficie du parking. Les propriétaires de tous les parkings extérieurs existants devront également comporter des revêtements, des aménagements hydrauliques ou des végétalisations destinés à favoriser la perméabilité des sols, les infiltrations d'eau ou l'évaporation.

Cela représente entre 90 et 150 millions de m<sup>2</sup> en France. Selon l'association PERIFEM, cette obligation représente un investissement de 9 milliards d'euros.

Le dispositif proposé permettrait ainsi aux entreprises du commerce de détail d'accélérer la modernisation de leurs installations photovoltaïque et d'aménagements hydraulique et de végétalisation.

Le commerce a été fortement touché par la crise sanitaire et depuis février 2022 par les conséquences économique et énergétiques de la Guerre en Ukraine. Les entreprises sont aujourd'hui financièrement fragiles et ont besoin d'être soutenues pour investir et assurer leur pérennité.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie GOULET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 8**

Après l'article 8

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Les articles 3 à 7 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés sont abrogés.

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) représente une charge fiscale de près d'un milliard d'euros pour les commerçants (environ 800 millions pour les collectivités locales et 200 millions pour l'Etat). Elle n'a cessé de s'alourdir : le produit de la TASCOM est passé de 200 M€ en 2004 à 1Md € en 2021, soit une hausse de près de 500%.

Cette taxe est très concentrée sur les acteurs intégrés du commerce, et notamment sur les ETI et les PME. Ces entreprises sont des acteurs essentiels à la vitalité du tissu commercial français, en particulier dans les centres-villes. Or, c'est souvent dans ces centres-villes que se trouvent les magasins les plus en difficulté et qui sont les plus menacés par la crise vécue par le commerce.

Pour les entreprises de commerce en réseau, la TASCOM est en réalité le deuxième impôt (hors IS) après la CVAE, et elle est devenue généralement plus lourde que la C3S. Sa suppression s'inscrit donc pleinement dans la problématique de la réduction des impôts sur les facteurs de production portée par le gouvernement.

La TASCOM est devenu le symbole d'une fiscalité du commerce pesant excessivement sur le foncier, décorrélée de l'évolution des chiffres d'affaires et ne prenant pas en compte la digitalisation croissante de l'économie.

Cet amendement propose donc de supprimer la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) institué par la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972, ce qui aura pour conséquence de donner aux commerçants de nouvelles capacités pour investir et notamment dans leur transformation écologique et énergétique.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie GOULET

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 8**

Après l'article 8

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le montant de la taxe calculé selon le présent article est diminué de 50 % en 2024, puis de 75 % en 2025. »

II. À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, la taxe sur les surfaces commerciales mentionnée à l'article 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur est supprimée.

III. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) représente une charge fiscale de près d'un milliard d'euros pour les commerçants (environ 800 millions pour les collectivités locales et 200 millions pour l'État). Elle n'a cessé de s'alourdir : le produit de la TASCOM est passé de 200 M€ en 2004 à 1Md € en 2021.

Particulièrement impactés par la crise sanitaire et depuis 2022 par les conséquences économiques de la Guerre en Ukraine, la suppression de la TASCOM permettrait de donner aux commerçants de nouvelles capacités pour investir et notamment dans leur transformation numérique et leur transformation écologique et énergétique.

Cet amendement propose d'acter la suppression dès 2024 d'une partie de la TASCOM (50%), puis d'envisager dès 2025 la suppression à hauteur de 75%, pour enfin aboutir à la suppression totale de cette taxe en 2026.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie GOULET

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 8**

Après l'article 8

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À l'article 6 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, le nombre : « 460000 » est remplacé par le nombre : « 650 000 ».

II. – Le I du présent article s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022

III. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement prévoit de réévaluer le seuil d'imposition de la TASCOT pour tenir compte de l'inflation et de l'essor du commerce en ligne.

La taxe sur les surfaces commerciales (TASCOT) représente une charge fiscale de près d'un milliard d'euros pour les commerçants (environ 800 millions pour les collectivités locales et 200 millions pour l'État). Elle n'a cessé de s'alourdir : le produit de la TASCOT est passé de 200 M€ en 2004 à 1Md € en 2021.

Les entreprises subissent une forte hausse du prix de l'énergie, des matières premières et des transports qui réduit leur compétitivité et leur rentabilité. Elles doivent également faire face à un financement plus coûteux et moins accessible du fait de la hausse des taux d'intérêt.

L'inflation a également atteint son plus haut niveau depuis plus de 20 ans. Elle était de 5,2% en 2022 et devrait être de 4,9% 2023.

La taxe sur les surfaces commerciales (TASCOT) est due par toute entreprise qui exploite un commerce de détail de plus de 400 m<sup>2</sup> et dont le chiffre d'affaires annuel hors taxes est au moins égal à 460 000 €. Ce seuil de chiffre n'a pas été actualisé depuis le passage à l'euro soit le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

Afin de soutenir les établissements de commerce de détail notamment face l'essor du commerce électronique, il est nécessaire de réévaluer le seuil d'imposition de 460 000 à 650 000 euros.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie GOULET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 8

Supprimer cet article.

**OBJET**

L'article 55 de la loi de finances pour 2023 a prévu la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) en 2023 et 2024.

En 2023, le taux de la CVAE a été diminué de moitié, et l'autre moitié de la CVAE devait être totalement supprimée en 2024.

Or, cet article prévoit la suppression de la seconde moitié de la CVAE étalée sur quatre ans.

Contrairement aux engagements qu'il avait pris en loi de finances pour 2023 de supprimer toute la CVAE en 2024, le Gouvernement propose dans ce PLF de finalement la supprimer en quatre ans.

Nombres d'entreprises avaient pourtant anticipé cette baisse dans leurs plans d'investissement.

Particulièrement impactés par la crise sanitaire et depuis 2022 par les conséquences économiques de la Guerre en Ukraine, la suppression dès 2024 de la CVAE permettrait de donner aux commerçants de nouvelles capacités pour investir et notamment dans leur transformation numérique et leur transformation écologique et énergétique.

Cet amendement propose d'acter la suppression de la CVAE dès 2024.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie GOULET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 1383 du code général des impôts est complété par un paragraphe ainsi rédigé :

« .... – Les constructions nouvelles, reconstructions et additions de construction autres que celles à usage d'habitation situées sur des friches au sens de l'article L. 111-26 du code de l'urbanisme sont exonérées de la taxe foncière sur les propriétés bâties à hauteur de 100 % de la base imposable durant les cinq années qui suivent celle de leur achèvement. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Le présent amendement vise à créer une exonération de taxe foncière pour les constructions nouvelles à 5 ans lorsque le projet s'inscrit dans une reprise de friche.

L'installation sur une friche représente un surcoût de 20% à 30%, ce qui est non négligeable pour le porteur de projet. Elargir l'exonération de taxe foncière permettrait ainsi de compenser en partie ce surcoût.

La loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets a inscrit dans son principe une lutte contre l'artificialisation des sols. Afin de remplir cet objectif, la loi a défini la notion de friches dans le Code de l'urbanisme permettant ainsi d'y associer des dispositifs ad hoc. En allongeant la durée d'exonération de taxe foncière en cas de reprise de friches, ce dispositif permet d'adresser un signal fort et d'inciter les opérateurs à restructurer ces terrains en déshérence au profit de projets structurants pour la collectivité.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. SAVIN, Mme PUISSAT, MM. MICHALLET, PELLELAT, POINTERAU et SAURY, Mme DUMAS, M. KLINGER, Mme LAVARDE, M. Jean-Baptiste BLANC, Mme DREXLER, M. Jean Pierre VOGEL, Mmes NOËL et JOSENDE, M. CHAIZE, Mmes CHAIN-LARCHÉ et ESTROSI SASSONE, MM. Daniel LAURENT, BOUCHET, BRUYEN, MOUILLER, PERNOT, PANUNZI et BRISSON, Mmes LASSARADE et IMBERT, MM. BELIN, GROSPERRIN, ROJOUAN, BOULOUX, RIETMANN et PERRIN, Mme GRUNY, MM. PIEDNOIR, LEFÈVRE et GENET et Mmes BELLUROT et SCHALCK

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 16 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 est ainsi modifié :

1° Au a du 1° du A du IV, les mots : « appliqué en 2017 sur le territoire de la commune » sont remplacés par les mots : « porté en référence au titre de l'année 2017 dans l'état de vote des taux pour l'année 2018 » ;

2° Au a du 1° du 1 du B du V, les mots : « appliqué sur le territoire intercommunal en 2017 » sont remplacés par les mots : « porté en référence au titre de l'année 2017 dans l'état de vote des taux pour l'année 2018 » ;

3° Au dixième alinéa du V, les mots : « appliqué sur le territoire intercommunal en 2017 » sont remplacés par les mots : « porté en référence au titre de l'année 2017 dans l'état de vote des taux pour l'année 2018 ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

## **OBJET**

La loi de finances pour 2020 a entériné et précisé les conditions et modalités d'application de la réforme de la taxe d'habitation initiée en 2017. Les dispositions de l'article 16 de la loi de finances pour 2020 ont prévu qu'à compter de 2021, les établissements publics de coopération intercommunale bénéficieront d'une compensation de leur perte de la taxe d'habitation sur les résidences principales sous la forme de l'attribution d'une fraction de TVA égale au produit résultant des bases de taxe d'habitation de 2020 et du taux de TH adopté en 2017.

Pour les EPCI créés par fusion à compter du 1er janvier 2018, il est prévu que le calcul de leur fraction de TVA se fera par addition, à l'échelle de chaque commune membre, du produit résultant des bases intercommunales de 2020 sur le territoire de chaque commune membre et du taux de TH intercommunal appliqué en 2017 sur le territoire de chaque commune.

Toutefois, ce mode de calcul ne prend pas en compte le mécanisme dit de « rebasage » du taux de TH institué lors de la réforme de la taxe professionnelle par la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010. C'est-à-dire que le mode de calcul actuel de compensation de la suppression de la taxe d'habitation ne prend pas en compte au niveau de l'EPCI issu de la fusion la part de TH transférée des communes anciennement membres d'un EPCI à fiscalité additionnelle vers le nouvel EPCI issu de la fusion.

Cela conduit à minorer le montant de TVA perçu par le nouvel EPCI issu de la fusion fondé sur un taux de TH 2017 n'incluant pas le rebasage.

Surtout, l'EPCI issu de la fusion est contraint de continuer à verser aux communes anciennement membres d'un EPCI à fiscalité additionnelle dans le cadre de leurs attributions de compensation la contrepartie prévue par l'article 1609 nonies C du code général des impôts sans plus bénéficier de la recette de TH qui justifiait ce versement puisqu'elle n'est pas intégrée au calcul de la compensation de TVA perçue par l'EPCI issu de la fusion dans le cadre de la réforme de la taxe d'habitation. La perte financière a été évaluée à 1,2 million d'euros par an pour une communauté d'agglomération de plus de 90 000 habitants.

A l'inverse, les communes anciennement membres d'un EPCI à fiscalité additionnelle bénéficient quant à elles d'une double compensation dans la mesure où le calcul de la compensation de taxe foncière sur les propriétés bâties départementale des communes anciennement membres d'un EPCI à fiscalité additionnelle est fondé sur le taux de TH que ces communes ont voté en 2017, sans prise en compte du fait qu'une partie de ce taux de TH a été transféré au nouvel EPCI issu de la fusion à compter de 2018 et fait déjà l'objet d'une compensation obligatoire par l'EPCI en application de l'article 1609 nonies C du code général des impôts.

Cet amendement a donc pour but de mettre un terme à la rupture d'égalité dans le traitement des collectivités publiques locales s'agissant de la mise en œuvre de la réforme de la taxe d'habitation. Il s'inscrit en cohérence avec les engagements du Gouvernement d'une compensation à l'euro près de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales pour les collectivités.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme MICOULEAU, M. BURGOA, Mmes BERTHET, BONFANTI-DOSSAT et BORCHIO FONTIMP,  
MM. BOUCHET, BRISSON et CHATILLON, Mme DUMAS et MM. GENET, KLINGER, Henri LEROY,  
MILON, PANUNZI et SIDO

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEXDECIES**

Après l'article 3 sexdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après la deuxième phrase du 2 du II de l'article 1691 bis du code général des impôts, est insérée une phrase ainsi rédigée : « Pour apprécier la situation patrimoniale nette du demandeur, il n'est tenu compte ni de la résidence principale dont il est le propriétaire ou sur laquelle il détient des droits réels, ni des biens immobiliers et des droits réels immobiliers qu'il détient depuis une date antérieure au mariage ou à la conclusion du pacte civil de solidarité, ni des biens mobiliers et immobiliers qu'il a reçus par donation ou succession ».

II. – Le I est applicable aux demandes en décharge de l'obligation de paiement déposées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le principe de solidarité fiscale est un principe qui prévoit que chacun des époux ou des partenaires de PACS peut être recherché pour le paiement du montant total de l'imposition dû pendant la période de leur union sans qu'il y ait lieu de procéder entre eux à une répartition de la dette fiscale du foyer. Ainsi, en cas de divorce ou de dissolution du PACS, les ex conjoints restent tenus solidairement des sommes dues pendant leur période commune.

Or, dans certains cas, une dette fiscale peut peser injustement et lourdement sur l'un des ex conjoints. Il s'agit à plus de 90 % de femmes. Leur situation économique peut devenir dramatique avec l'exigence du paiement d'impositions dont elles n'avaient pas connaissance ou sur des revenus dont elles n'ont pas bénéficié.

Pour remédier à ces situations, la loi de finances pour 2008 a créé la décharge de solidarité fiscale qui doit remplir trois conditions afin d'être acceptée. La troisième, l'exigence d'une disproportion marquée entre la dette et la situation patrimoniale et financière du débiteur, est difficile à remplir en raison de l'interprétation extensive de la loi faite par l'Administration fiscale.

La loi de finances 2022 a assoupli une des conditions d'appréciation, celle de la situation financière en réduisant de 10 ans à 3 ans la période de paiement par les revenus nets de charge. L'assouplissement obtenu n'a pas eu l'effet escompté, en tout cas insuffisant. Ainsi 59 % des demandes de décharge sont toujours rejetées en 2022. C'est mieux qu'auparavant quand le taux de rejet était de 70%. (Rapporteur de la Commission des Finances.2023)

La raison de cet échec réside dans le fait que la situation patrimoniale est examinée préalablement à la situation financière. Dès que le patrimoine est supérieur à la dette, la décharge est rejetée et la situation financière n'est pas prise en compte.

Cet amendement vise à encadrer l'appréciation de la situation patrimoniale du demandeur et ainsi exclure la résidence principale dont le demandeur est propriétaire, les biens immobiliers détenus par le demandeur antérieurement à la date de son mariage ou de son Pacs, ainsi que le patrimoine du demandeur reçu par donation ou succession.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme MICOULEAU, M. BURGOA, Mmes BERTHET, BONFANTI-DOSSAT et BORCHIO FONTIMP,  
MM. BOUCHET, BRISSON et CHATILLON, Mme DUMAS et MM. GENET, KLINGER, Henri LEROY,  
MILON, PANUNZI et SIDO

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEXDECIES**

Après l'article 3 sexdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après la deuxième phrase du 2 du II de l'article 1691 bis du code général des impôts, sont insérées deux phrases ainsi rédigées : « La décharge de l'obligation de paiement est également accordée lorsque la dette fiscale résulte d'un contrôle fiscal personnel de l'ancien époux ou partenaire de pacte civil de solidarité ayant donné lieu par suite d'un manquement aux obligations déclaratives, d'une soustraction frauduleuse ou d'une tentative de soustraction frauduleuse au paiement des impositions mentionnées au 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> du I ainsi qu'à l'article 1723 ter-00 B, à une rectification d'un bénéfice ou revenu propre au conjoint ou au partenaire de pacte civil de solidarité du demandeur. La décharge de l'obligation de paiement n'est alors accordée que si le demandeur ne s'est pas enrichi à la faveur de cette fraude fiscale commise par son ancien conjoint ou partenaire de pacte civil de solidarité et n'a pas participé directement ou indirectement à celle-ci. »

II. – Le I est applicable aux demandes en décharge de l'obligation de paiement déposées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Chaque année en France plus de 300 000 couples se séparent par divorce ou dissolution du Pacs : près d'un mariage sur deux se termine par un divorce (46 %) et une rupture sur quatre survient dans les 6 premières années de vie commune (24 %).

L'immense majorité des couples trouve un accord pour payer leurs impôts. Quand la séparation est moins harmonieuse ou quand une rectification d'impôt surgit, l'accord devient plus difficile. L'administration fiscale n'attend pas la résolution de ce conflit. En l'absence de paiement, elle recherche l'ex-partenaire qui sera en mesure de payer le restant dû, en application du principe de solidarité fiscale.

L'article 1691 bis du Code Général des Impôts, introduit par la loi de finances de 2008, a prévu un dispositif dit de « Décharge en responsabilité solidaire » visant à permettre la répartition des dettes

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

fiscales de la période commune de l'union entre ces deux individus. Ainsi, la décharge de l'obligation de paiement des dettes fiscales du couple est accordée en cas de disproportion marquée entre le montant de la dette fiscale et la situation financière et patrimoniale du demandeur.

Aujourd'hui, 90 % des demandes de décharge sont déposées par des femmes. La loi de finances 2022 a assoupli une des conditions d'appréciation, celle de la situation financière en réduisant de 10 ans à 3 ans la période de paiement par les revenus nets de charge. L'assouplissement obtenu n'a pas eu l'effet escompté, en tout cas insuffisant. Ainsi 59 % des demandes de décharge sont toujours rejetées en 2022. C'est mieux qu'auparavant quand le taux de rejet était de 70%. (Rapporteur de la Commission des Finances.2023)

Il est anormal que la législation actuelle prévoie que le demandeur reste tenu de payer solidairement les majorations et pénalités exigées pour des revenus occultes ou dissimulés de son ex-conjoint.

Ainsi, pour rectifier cette situation, il est proposé d'inclure dans les conditions d'examen de la demande de décharge de responsabilité solidaire des ex-époux, l'appréciation de l'origine du montant de la dette fiscale de la période de vie commune.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes GUIDEZ, VERMEILLET et SOLLOGOUB, MM. HENNO, GRAND et DUFFOURG,  
Mme GOSSELIN, MM. LONGEOT, CANÉVET et KERN, Mmes MORIN-DESAILLY et JACQUEMET,  
M. FARGEOT, Mme MALET, M. MENONVILLE, Mmes PERROT et ROMAGNY et  
MM. WATTEBLED et VANLERENBERGHE

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le deuxième alinéa du I de l'article 1382 C bis du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre peuvent également, par une délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A bis, exonérer de taxe foncière sur les propriétés bâties les locaux qui appartiennent à des professionnels de santé exerçant leur activité au sein d'une maison de santé mentionnée à l'article L. 6323-3 du code de la santé publique. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement permet d'exonérer de la taxe foncière sur les propriétés bâties les maisons de santé financées par les professionnels de santé qui y travaillent. Ces établissements sont pluri-professionnels : des professionnels médicaux, auxiliaires médicaux ou pharmaciens ayant acquis ou louant les locaux y assurent des activités de soins de premier recours et, le cas échéant, de second recours.

Cette évolution permettrait de corriger une rupture d'égalité flagrante entre ces maisons de santé et celles portées par des collectivités (des communes ou des établissements publics de coopération). En effet, elles exercent toutes les deux la même mission de service public : proposer une offre de soins pluriprofessionnelle sans dépassement d'honoraires. Néanmoins, les unes ne bénéficient pas ou peu d'aides publiques et doivent en plus, faire face à la pression fiscale qui fragilise l'établissement et le met en péril en prenant une part importante du budget de fonctionnement.

Cette inégalité de traitement est injustifiée compte tenu de la similarité de la mission de service public exercée par les maisons de santé avec un financement privé et celles bénéficiant de l'aide de la collectivité. La disparition de ces maisons de santé est à redouter car elles représentent la plupart du temps, le seul service de santé auquel les personnes ont accès en raison du désert médical que connaissent certains territoires. Une étude menée en novembre 2013 par l'Institut de recherche et documentation en économie de la santé (IRDES) met en lumière la place importante de ces structures dans les dynamiques territoriales d'offre de soins en France ainsi que dans l'accessibilité aux soins de premiers recours, domaine encore peu analysé.

Les résultats de ce travail montrent que près des trois quarts des maisons de santé sont implantées dans des espaces à dominante rurale, autrement dit des espaces plus fragiles en termes d'offre de soin. En outre, un Accord Conventionnel Inter Professionnel relatif aux structures de santé pluri professionnelles a été signé le 20 avril 2017 par l'Union nationale des caisses d'assurance maladie (UNCAM) et les représentants d'organisations représentatives des médecins libéraux, infirmiers, pharmaciens, sages-femmes, biologistes, orthoptistes, pédicures-podologues, centres de santé et fournisseurs d'appareillage. La signature de cet accord renforce l'engagement des professionnels de santé tout en favorisant l'optimisation des parcours des patients et l'amélioration de la qualité des soins.

Cet amendement vise donc à mettre fin à une rupture d'égalité entre deux types de structures ayant le même objet, les professionnels libéraux exerçant dans des structures portées par les collectivités locales bénéficiant de conditions d'exercice et de loyer bien plus avantageuses que les professionnels de santé exerçant dans des structures privées, qui sont par ailleurs soumis aux mêmes obligations d'accès aux soins et aux mêmes conditions tarifaires.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie GOULET, MM. BONNECARRÈRE, CANÉVET, CAPO-CANELLAS, DELAHAYE,  
DELCROS, MAUREY et MIZZON et Mme VERMEILLET

ARTICLE 10

Alinéa 31, tableau, deux dernières colonnes, deux dernières lignes

Rédiger ainsi ces lignes :

42 500	18 750
46 750	20 625

**OBJET**

La franchise en base TVA permet aux petites entreprises (micro-entreprises), dans la limite d'un plafond de chiffre d'affaires, de facturer leurs ventes et/ou prestations de services sans TVA.

Cette disposition du PLF vise, au 1<sup>er</sup> janvier 2025, à étendre la franchise en base TVA aux petites entreprises étrangères (CA ne dépassant pas 85 000€), pour leurs opérations réalisées en France, sous réserve que leur CA européen soit inférieur à 100 K€ (sans obligation d'identification en France, l'ensemble des formalités étant réalisées dans leur Etat de résidence qui ensuite transmet les informations à la France).

La réciprocité sera vraie pour les entreprises françaises pour leurs travaux réalisés dans les autres Etats membres, sous réserve que le CA européen soit inférieur à 100 K€.

Ce régime de TVA applicable aux microentreprises est source de concurrence déloyale. Il permet ainsi à certaines entreprises d'avoir un avantage concurrentiel par rapport aux entreprises qui facturent avec TVA, spécialement dans le domaine des prestations de services.

Or, cette transposition de la directive risque de créer une nouvelle distorsion de concurrence : une entreprise étrangère pourra venir travailler en France et bénéficier de la franchise de TVA applicable aux entreprises françaises. Ainsi, par exemple, une entreprise espagnole pourra dans le cadre d'un marché avec un particulier facturer sans TVA (alors qu'aujourd'hui l'entreprise espagnole doit facturer de la TVA française).

Enfin, ces entreprises étrangères n'ont aucune obligation d'identification en France. Il y a donc là un véritable risque de fraude.

Si la France se doit de respecter les règles européennes, il convient au regard des problématiques de concurrence de limiter le montant de la franchise applicable. Et cela d'autant plus que la France a l'un des montants de TVA les plus importants en Europe.

L'objet de cet amendement est donc de proposer de retenir un niveau de franchise deux fois moins important que celui retenu par cette disposition. Au-delà, il convient de rappeler que la franchise a un impact sur les recettes TVA (Cette franchise de TVA représente un coût estimé entre 2,2 et 2,4 Md€ selon le rapport du Conseil des prélèvements obligatoires (CPO) de 2015. Une division par deux de cette franchise constituerait donc un gain pour les finances publiques de plus de 1 Md€).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CAPO-CANELLAS

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 NONIES**

Après l'article 5 nonies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 39 decies A du code général des impôts, il est inséré un article 39 decies A ... ainsi rédigé :

« Art. 39 decies A .... – Les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés ou à l'impôt sur le revenu selon un régime réel d'imposition peuvent déduire de leur résultat imposable :

« 1° Une somme égale à 25 % de la valeur d'origine des véhicules immatriculés et des engins non immatriculés utilisés exclusivement sur le côté piste des aéroports, hors frais financiers, affectés à leur activité et qu'elles acquièrent neufs à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2027, lorsqu'ils utilisent exclusivement une ou plusieurs des énergies suivantes :

« a) le gaz naturel et le biométhane carburant ;

« b) le carburant ED95 composé d'un minimum de 90,0 % d'alcool éthylique d'origine agricole ;

« c) l'électricité ;

« d) l'hydrogène.

« 2° Une somme égale à 25 % de la valeur d'origine des biens destinés à l'alimentation électrique et en conditionnement d'air des engins de pistes aéroportuaires et des avions durant l'escale, par le réseau terrestre, hors frais financiers, affectés à leur activité, qu'elles acquièrent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2025.

« La déduction est répartie linéairement à compter de la mise en service des biens sur leur durée normale d'utilisation. En cas de cession ou de désinstallation du bien avant le terme de cette période, elle n'est acquise à l'entreprise qu'à hauteur des montants déjà déduits du résultat à la date de la cession ou de la désinstallation, qui sont calculés prorata temporis.

« L'entreprise qui prend en location un bien neuf mentionné au 1° ou au 2° du présent I, dans les conditions prévues au 1 de l'article L. 313-7 du code monétaire et financier en application d'un contrat de crédit-bail ou dans le cadre d'un contrat de location avec option d'achat, conclu à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2027, peut déduire la somme prévue aux 1° et 2° du présent I, hors frais financiers, au moment de la signature du contrat. Cette déduction est répartie



prorata temporis sur la durée normale d'utilisation du bien à compter de l'entrée en location. Si l'entreprise crédit-preneuse ou locataire acquiert le bien, elle est autorisée à appliquer la déduction. La déduction cesse à compter de la cession ou de la cessation par l'entreprise du contrat de crédit-bail ou de location avec option d'achat ou du bien et ne peut pas s'appliquer au nouvel exploitant.

« L'entreprise qui donne le bien en crédit-bail ou en location avec option d'achat ne peut pas pratiquer la déduction mentionnée au 1° ou au 2° du présent article. »

« L'entreprise qui donne le bien en crédit-bail ou en location avec option d'achat ne peut pas pratiquer la déduction mentionnée au I. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Le présent amendement vise à soutenir la décarbonation des opérations au sol pratiquées dans des infrastructures aéroportuaires. Il propose d'une part, un suramortissement fiscal (25% de la valeur d'origine des engins de piste) pour l'achat ou la location de longue durée d'engins de piste à faibles émissions en remplacement des engins à moteur thermique et d'autre part, une déduction d'impôt pour les investissements réalisés par les exploitants aéroportuaires et les sociétés d'assistance en escale, aux biens destinés à l'alimentation électrique et en conditionnement d'air des engins de piste et des avions durant l'escale par le réseau terrestre (à hauteur de 25 % de la valeur d'origine des biens destinés à l'alimentation électrique et en conditionnement d'air). Cela favoriserait le déploiement des bornes de recharge électrique pour les engins de piste sur l'aéroport, et permettrait d'éviter l'utilisation des moteurs auxiliaires alimentant les avions au sol et consommant du kérosène.

L'objectif de cet amendement est d'encourager et accompagner les sociétés aéroportuaires à décarboner leurs opérations au sol. La décarbonation du transport aérien exige de mobiliser l'ensemble des leviers à sa disposition et le plus rapidement possible afin de respecter les engagements fixés par la France et par l'Union Européenne du 0 émission nette en 2050.

En effet, les véhicules et engins de piste sont responsables d'environ 5% des émissions de gaz à effet de serre (GES) du transport aérien, lui-même responsable d'environ 2% des émissions mondiales de GES. Dans ce contexte, il importe d'utiliser les moyens d'action à disposition pour réduire les émissions de polluants atmosphériques des activités aéroportuaires.

Cet amendement poursuit les conclusions émises par la Mission d'information sur le développement d'une filière de biocarburants, carburants synthétiques durables et hydrogène vert dans son rapport publié mois de juillet 2023. Il reprend une proposition concrète se basant sur la recommandation n°17 dudit rapport proposée par le rapporteur de cette mission Vincent CAPO-CANELLAS qui vise à inciter les compagnies aériennes à accélérer le renouvellement de leur flotte en créant un dispositif de suramortissement à l'adaptation au renouvellement des aéronefs ainsi qu'aux infrastructures d'avitaillement aéroportuaires, dès le prochain projet de loi de finances.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CAPO-CANELLAS

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 SEXIES**

Après l'article 16 sexies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 39 decies C du code général des impôts, il est inséré un article 39 decies C ... ainsi rédigé :

« Art. 39 decies C .... – I. – Les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés ou à l'impôt sur le revenu selon un régime réel d'imposition peuvent déduire de leur résultat imposable une somme égale à 25 % de la valeur d'origine, hors frais financiers, des avions de transport de passagers, des avions emportant des passagers, du fret et du courrier et des avions cargos, qui permettent une réduction d'au moins 15 % des émissions de dioxyde de carbone par rapport aux aéronefs qu'ils remplacent, que ces entreprises acquièrent neufs à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2027. Les modalités de calcul de la réduction des émissions de dioxyde de carbone sont déterminées par voie réglementaire.

« II.- La déduction est répartie linéairement à compter de la mise en service des biens sur leur durée normale d'utilisation. En cas de cession ou de remplacement du bien avant le terme de cette période, elle n'est acquise à l'entreprise qu'à hauteur des montants déjà déduits du résultat à la date de la cession ou du remplacement, qui sont calculés prorata temporis.

« III. – L'entreprise qui prend en location un bien neuf mentionné au I du présent article dans les conditions prévues au 1 de l'article L. 313-7 du code monétaire et financier en application d'un contrat de crédit-bail ou dans le cadre d'un contrat de location avec ou sans option d'achat, conclu à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2027, peut déduire une somme égale à 25 % s'il s'agit d'un bien mentionné au I du présent article, de la valeur d'origine du bien, hors frais financiers, au moment de la signature du contrat. Cette déduction est répartie prorata temporis sur la durée normale d'utilisation du bien à compter de l'entrée en location.

« Si l'entreprise crédit-preneuse ou locataire acquiert le bien et en remplit les conditions, elle peut continuer à appliquer la déduction. En cas de cession ou de cessation du contrat de crédit-bail ou de location avec ou sans option d'achat ou de cession du bien, la déduction n'est acquise à l'entreprise qu'à hauteur des montants déjà déduits du résultat à la date de la cession ou de la cessation, qui sont calculés prorata temporis.

« L'entreprise qui donne le bien en crédit-bail ou en location avec ou sans option d'achat peut pratiquer la déduction mentionnée au même I, sous réserve du respect des conditions suivantes :

« 1° Le locataire ou le crédit-preneur renonce à cette même déduction ;

« 2° L'avantage en impôt procuré par la déduction pratiquée en application du présent article est rétrocédé à l'entreprise locataire ou crédit-preneuse sous forme de diminution de loyers.

« IV. – Le bénéfice de la déduction est subordonné au respect de l'article 36 du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Le présent amendement vise à inciter les compagnies aériennes à accélérer le renouvellement de leur flotte en optant pour des avions qui permettent une réduction significative des émissions de CO<sub>2</sub> par rapport aux aéronefs qu'ils remplacent. Il fixe à 25 % le taux de suramortissement pour les avions neufs qui seront acquis par les compagnies aériennes entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 31 décembre 2027 afin de remplacer des aéronefs moins performants sur le plan environnemental, à la condition que les avions nouveaux permettent une réduction d'au moins 15 % des émissions de dioxyde de carbone par rapport aux seconds. Les nouveaux appareils permettront également une réduction de l'empreinte sonore de 30% en moyenne. Pour que le dispositif soit pleinement efficace, l'amendement prévoit la rétrocession de l'avantage fiscal au locataire ou crédit-preneur à l'instar du dispositif de financement similaire dans le secteur maritime.

Cet amendement poursuit les conclusions émises par la Mission d'information sur le développement d'une filière de biocarburants, carburants synthétiques durables et hydrogène vert dans son rapport publié mois de juillet 2023. Parmi les différents axes proposés pour accélérer la décarbonation du secteur des transports, le deuxième invitait l'État à « Faire des choix d'accompagnement industriel, économique et social » en soutenant le développement des filières.

À ce titre, cet amendement est une proposition concrète se basant sur la recommandation n°17 dudit rapport proposée par le rapporteur de cette mission Vincent CAPO-CANELLAS qui vise à inciter les compagnies aériennes à accélérer le renouvellement de leur flotte par un soutien complet en créant un dispositif de suramortissement à l'adaptation et au renouvellement des aéronefs ainsi qu'aux infrastructures d'avitaillement aéroportuaires, dès le prochain projet de loi de finances.

En effet, les objectifs de décarbonation du transport aérien visant la zéro émission nette d'ici 2050 sont désormais clairs et partagés par l'ensemble du secteur. Ils ne seront rendus possible que par un renouvellement des flottes d'aéronefs et l'incorporation de biocarburants durables d'aviation (SAF).

La décarbonation de l'économie constitue un enjeu majeur, d'une part pour lutter contre les dérèglements climatiques et atteindre les objectifs de neutralité carbone à l'horizon 2050 et de réduction de 55 % des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030 (fixés par la France et l'UE).

La mission s'est mise d'accord sur le fait que la France doit se doter d'une stratégie volontariste articulée autour d'un triptyque : « impulser, accompagner, simplifier » en matière de développement des filières de biocarburants, de carburants synthétiques durables et d'hydrogène vert, mais aussi de renouvellement de ses flottes les plus anciennes très gourmandes en carburants et bien plus émettrices en gaz à effet de serre que les nouvelles générations.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme SCHALCK, MM. SOMON, DAUBRESSE, MOUILLER, BOUCHET et Henri LEROY, Mmes JOSENDE et ESTROSI SASSONE, M. BURGOA, Mme BORCHIO FONTIMP, MM. ANGLARS et PANUNZI, Mmes BELRHITI, VENTALON, DUMONT et DUMAS, MM. BRISSON, KLINGER, Jean-Baptiste BLANC, PERRIN, RIETMANN, PELLELAT, CADEC et BRUYEN, Mmes LAVARDE et CANAYER, M. MEIGNEN, Mme Marie MERCIER, MM. TABAROT et GENET, Mme DI FOLCO, M. RAPIN, Mme BELLUROT et M. GREMILLET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEXDECIES**

Après l'article 3 sexdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après la deuxième phrase du premier alinéa du 2 du II de l'article 1691 bis du code général des impôts, est insérée une phrase ainsi rédigée : « Pour apprécier la situation patrimoniale nette du demandeur, il n'est tenu compte ni de la résidence principale dont il est le propriétaire ou sur laquelle il détient des droits réels, ni des biens immobiliers et des droits réels immobiliers qu'il détient depuis une date antérieure au mariage ou à la conclusion du pacte civil de solidarité, ni des biens mobiliers et immobiliers qu'il a reçus par donation ou succession. »

II. – Le I est applicable aux demandes en décharge de l'obligation de paiement déposées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

**OBJET**

Chaque année en France, plus de 300 000 couples se séparent par divorce ou dissolution du PACS.

Selon le principe de solidarité fiscale prévu au code général des impôts, chacun des ex-époux ou ex-partenaire de PACS est solidaire des dettes fiscales de leur ex-conjoint, même s'ils ne sont pas à l'origine de ces dettes et n'ont pas bénéficié de ces revenus.

Dès lors, en cas de divorce ou de dissolution du PACS, les ex-conjoints peuvent être recherchés pour le paiement du montant total de l'imposition dû pendant la période de leur union, sans qu'il y ait lieu de procéder entre eux à une répartition de la dette fiscale du foyer.

Dans certains cas, la dette fiscale peut donc peser lourdement et injustement sur l'un des ex conjoint, même malgré la signature d'un contrat de séparation de biens.

Afin de pallier cette difficulté, la loi de finances pour 2008 a créé la décharge de solidarité fiscale pouvant s'appliquer à trois conditions cumulatives, dont l'existence d'une disproportion marquée entre la dette et sa situation patrimoniale et financière personnelle. Cette condition de disproportion marquée demeure l'obstacle à l'accord de décharge.

Entre 2014 et 2022, 75 % des demandes de décharges ont été rejetées. A ce jour, 90 % des demandes annuelles de décharge en responsabilité solidaire sont faites par des femmes.

La loi de finances pour 2022 est venue assouplir ces conditions en réduisant la capacité de paiement par les revenus nets de charge de 10 à 3 ans. Il est reconnu que l'assouplissement de l'examen de la situation financière n'a pas eu l'effet escompté.

Malgré cet apport, 59 % des demandes de décharge sont toujours rejetées, du fait notamment que la situation patrimoniale est examinée préalablement à la situation financière. Lorsque le patrimoine se trouve être supérieur à la dette, la demande de décharge est rejetée sans que la situation financière ne soit prise en compte.

Pour remédier à ces situations, le présent amendement vise à encadrer l'appréciation de la situation patrimoniale du demandeur dans le cadre de la décharge et ainsi exclure la résidence principale dont le demandeur est propriétaire, les biens immobiliers détenus par le demandeur antérieurement à la date de son mariage ou de son PACS, ainsi que le patrimoine du demandeur reçu par donation ou succession.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme SCHALCK, MM. SOMON, DAUBRESSE, MOUILLER, BOUCHET et Henri LEROY, Mmes JOSENDE et ESTROSI SASSONE, M. BURGOA, Mme BORCHIO FONTIMP, MM. ANGLARS et PANUNZI, Mmes BELRHITI, VENTALON, DUMONT et DUMAS, MM. BRISSON, KLINGER, Jean-Baptiste BLANC, PERRIN, RIETMANN, PELLEVAL, CADEC et BRUYEN, Mmes LAVARDE et CANAYER, M. MEIGNEN, Mme Marie MERCIER, MM. TABAROT et GENET, Mme DI FOLCO, M. RAPIN, Mme BELLUROT et M. GREMILLET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEXDECIES**

Après l'article 3 sexdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après la deuxième phrase du 2 du II de l'article 1691 bis du code général des impôts, il est inséré une phrase ainsi rédigée :

« La décharge de l'obligation de paiement est également accordée lorsque la dette fiscale résulte d'un contrôle fiscal personnel de l'ancien époux ou partenaire de pacte civil de solidarité ayant donné lieu par suite d'un manquement aux obligations déclaratives, d'une soustraction frauduleuse ou d'une tentative de soustraction frauduleuse au paiement des impositions mentionnées au 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> du I ainsi qu'à l'article 1723 ter-00 B, à une rectification d'un bénéfice ou revenu propre au conjoint ou au partenaire de pacte civil de solidarité du demandeur. La décharge de l'obligation de paiement n'est alors accordée que si le demandeur ne s'est pas enrichi à la faveur de cette fraude fiscale commise par son ancien conjoint ou partenaire de pacte civil de solidarité et n'a pas participé directement ou indirectement à celle-ci. »

II. – Le I est applicable aux demandes en décharge de l'obligation de paiement déposées à compter du 1<sup>er</sup> juin 2023.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 1691 bis du code général des impôts prévoit un dispositif dit de « décharge en responsabilité solidaire » visant à permettre la répartition des dettes fiscales de la période commune de l'union entre les ex-conjoints.

La loi de finances pour 2022 est venue en assouplir les conditions.

Pour autant, 59 % des demandes sont encore rejetées en 2022. En effet, la situation patrimoniale est évaluée de manière très large par l'administration fiscale qui englobe l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers du demandeur, y compris pour ces derniers ceux acquis antérieurement au mariage ou au PACS ainsi que les biens hérités par succession ou reçus par donation. Or cette pratique s'éloigne de l'esprit du législateur et du souci de justice dû à chaque citoyen, en particulier lorsque l'union a été consentie sous le régime légal de la séparation de biens.

Cette situation est d'autant plus déséquilibrée que la législation actuelle prévoit que le demandeur reste tenu de payer solidairement les majorations et pénalités exigées pour des revenus occultes ou dissimulés de son ex-conjoint.

Ainsi, pour rectifier cette situation, il est donc proposé par cet amendement d'inclure dans les conditions d'examen de la demande de décharge de responsabilité solidaire des ex-époux l'appréciation de l'origine du montant de la dette fiscale de la période de vie commune.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes NOËL et DUMAS et MM. CHATILLON, PANUNZI, Cédric VIAL et LAMÉNIE

C	
G	

ARTICLE 27 TER

Alinéa 2

Remplacer le pourcentage :

200 %

par le pourcentage :

100 %

**OBJET**

-Créée par la loi du 13 avril 1910, la taxe de séjour est instituée à l'initiative des communes réalisant des dépenses favorisant l'accueil des touristes. A l'origine, elle pouvait être établie uniquement par les stations classées de tourisme. Cette possibilité s'est élargie au fur et à mesure des années, aux communes de montagne en 1985, un an après aux communes littorales, en 1988 aux communes réalisant des actions de promotion touristique et, enfin aux communes réalisant des actions de protection et de gestion de leurs espaces naturels en 1995. Elle est devenue possible pour les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) qui respectent les conditions applicables aux communes à compter de l'année 1999.

Le produit de la taxe de séjour est un produit affecté aux dépenses destinées à favoriser la fréquentation touristique d'une commune ou intercommunalité et à financer des équipements généraux liés au tourisme et un office de tourisme.

Depuis 1927, les départements qui le souhaitent peuvent instaurer une taxe additionnelle de 10 % sur la taxe de séjour adoptée par les communes et intercommunalités, dont le produit depuis 2019 est réservé à des dépenses pour promouvoir le tourisme.

L'idée d'une taxe régionale additionnelle est évoquée dans la seconde moitié des années 2010 et à partir du 1er janvier 2019, une taxe additionnelle de 15 % est appliquée sur la taxe de séjour perçue par les communes et communautés de communes de la région Île-de-France afin de participer au financement du Grand Paris Express.

Depuis le 1er janvier 2023, une taxe additionnelle de 34 % s'ajoute au tarif indiqué dans les départements des Alpes-Maritimes, des Bouches-du-Rhône et du Var. D'autres départements d'Occitanie et de Nouvelle Aquitaine verront aussi cette taxe additionnelle à partir du 1er janvier 2024. Ces taxes participent au financement de LGV.

-L'idée de la mise en place, à partir du 1er janvier 2024, d'une taxe additionnelle à la taxe de séjour dans la région Île-de-France, avec un taux plafonné à 200 %, équivaut à un triplement potentiel de la taxe de séjour actuelle. Cette taxe va être reversée non à une collectivité locale mais à Ile-de-France Mobilités qui est un établissement public.

Dans le contexte actuel d'une inflation qui porte atteinte au pouvoir d'achat des Français, ceux-ci ont déjà restreint leurs budgets de consommation durant leurs dernières vacances. Cette taxe additionnelle va encore freiner leurs dépenses dans les communes, notamment de restauration, animations et activités touristiques.

Cela va porter un bien mauvais signal envoyé à tous ceux qui comptent se rendre à Paris et en Île-de-France en 2024 et après. Le panier d'achat des touristes risque d'être moins élevé et avec lui la baisse de rentrée fiscale liée à la TVA.

Cette mesure prise sans concertation avec les élus investis dans le tourisme ni les professionnels de l'hébergement, pénaliserait durablement la compétitivité de la destination sur le tourisme d'affaires et de loisirs de la première région touristique de France.

Les élus des communes touristiques sont très inquiets que d'ici un ou deux ans, d'autres régions, fassent voter d'identiques augmentations, puisqu'un amendement similaire a été déposé pour la région de Bretagne.

Paris deviendrait de loin la capitale la plus lourdement taxée en Europe devant Rome, Bruxelles, Berlin, Athènes, Madrid et Londres.

Passés les Jeux Olympiques et Paralympiques, les hôteliers craignent pour la compétitivité de Paris face aux autres capitales européennes. Ce sont des éléments supplémentaires qui, peuvent peser dans le choix de la destination.

Considérant que nous sommes sur un détournement de la finalité au service du tourisme quant à la diminution de consommation qui induit une perte de TVA pour l'Etat et porte atteinte au tourisme social et aux familles pour lesquelles les vacances seront de plus en plus difficiles, cet amendement vise à réduire le plafonnement de cette taxe additionnelle avec un plafond de 100 % aux taxes de séjour en vigueur en Ile-de-France avec affectation à Ile-de-France Mobilités.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes NOËL et DUMAS et MM. CHATILLON, PANUNZI, Cédric VIAL et LAMÉNIE

C	
G	

ARTICLE 27 TER

Supprimer cet article.

**OBJET**

-Créée par la loi du 13 avril 1910, la taxe de séjour est instituée à l'initiative des communes réalisant des dépenses favorisant l'accueil des touristes. A l'origine, elle pouvait être établie uniquement par les stations classées de tourisme. Cette possibilité s'est élargie au fur et à mesure des années, aux communes de montagne en 1985, un an après aux communes littorales, en 1988 aux communes réalisant des actions de promotion touristique et, enfin aux communes réalisant des actions de protection et de gestion de leurs espaces naturels en 1995. Elle est devenue possible pour les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) qui respectent les conditions applicables aux communes à compter de l'année 1999.

Le produit de la taxe de séjour est un produit affecté aux dépenses destinées à favoriser la fréquentation touristique d'une commune ou intercommunalité et à financer des équipements généraux liés au tourisme et un office de tourisme.

Depuis 1927, les départements qui le souhaitent peuvent instaurer une taxe additionnelle de 10 % sur la taxe de séjour adoptée par les communes et intercommunalités, dont le produit depuis 2019 est réservé à des dépenses pour promouvoir le tourisme.

L'idée d'une taxe régionale additionnelle est évoquée dans la seconde moitié des années 2010 et à partir du 1er janvier 2019, une taxe additionnelle de 15 % est appliquée sur la taxe de séjour perçue par les communes et communautés de communes de la région Île-de-France afin de participer au financement du Grand Paris Express.

Depuis le 1er janvier 2023, une taxe additionnelle de 34 % s'ajoute au tarif indiqué dans les départements des Alpes-Maritimes, des Bouches-du-Rhône et du Var. D'autres départements d'Occitanie et de Nouvelle Aquitaine verront aussi cette taxe additionnelle à partir du 1er janvier 2024. Ces taxes participent au financement de LGV.

-L'idée de la mise en place, à partir du 1er janvier 2024, d'une taxe additionnelle à la taxe de séjour dans la région Île-de-France, avec un taux plafonné à 200 %, équivaut à un triplement potentiel de la taxe de séjour actuelle. Cette taxe va être reversée non à une collectivité locale mais à Ile-de-France Mobilités qui est un établissement public.

Dans le contexte actuel d'une inflation qui porte atteinte au pouvoir d'achat des Français, ceux-ci ont déjà restreint leurs budgets de consommation durant leurs dernières vacances. Cette taxe additionnelle

va encore freiner leurs dépenses dans les communes, notamment de restauration, animations et activités touristiques.

Cela va porter un bien mauvais signal envoyé à tous ceux qui comptent se rendre à Paris et en Île-de-France en 2024 et après. Le panier d'achat des touristes risque d'être moins élevé et avec lui la baisse de rentrée fiscale liée à la TVA.

Cette mesure prise sans concertation avec les élus investis dans le tourisme ni les professionnels de l'hébergement, pénaliserait durablement la compétitivité de la destination sur le tourisme d'affaires et de loisirs de la première région touristique de France.

Les élus des communes touristiques sont très inquiets que d'ici un ou deux ans, d'autres régions, fassent voter d'identiques augmentations, puisqu'un amendement similaire a été déposé pour la région de Bretagne.

Paris deviendrait de loin la capitale la plus lourdement taxée en Europe devant Rome, Bruxelles, Berlin, Athènes, Madrid et Londres.

Passés les Jeux Olympiques et Paralympiques, les hôteliers craignent pour la compétitivité de Paris face aux autres capitales européennes. Ce sont des éléments supplémentaires qui, peuvent peser dans le choix de la destination.

Considérant que nous sommes sur un détournement de la finalité au service du tourisme quant à la diminution de consommation qui induit une perte de TVA pour l'Etat et porte atteinte au tourisme social et aux familles pour lesquelles les vacances seront de plus en plus difficiles, cet amendement vise à supprimer la création d'une taxe additionnelle avec un plafond de 200 % aux taxes de séjour en vigueur en Ile-de-France avec





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes NOËL et DUMAS, MM. CHAILLOU, PANUNZI, Jean-Baptiste BLANC, Cédric VIAL, LAMÉNIE et  
RAPIN et Mme NÉDÉLEC

C	
G	

ARTICLE 5 DUODECIES

Rédiger ainsi cet article :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 1 de l'article 50-0 est ainsi modifié :

a) Au 1°, les mots : « aux 2° et 3° » sont remplacés par les mots : « au 3° » ;

b) Après le cinquième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les entreprises qui relèvent du présent régime bénéficient d'un abattement supplémentaire de 21 % pour le chiffre d'affaires afférent à leur activité de location de locaux classés meublés de tourisme mentionnés au 2° du III de l'article 1407, lorsque ces derniers ne sont pas situés dans des zones géographiques se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements, ou lorsque ces dernières sont situées dans des communes touristiques ou des stations classées de tourisme au sens des articles L. 133-11 et suivants du code de tourisme, sous réserve que le chiffre d'affaires hors taxe, ajusté s'il y a lieu au prorata du temps d'exploitation au cours de l'année de référence, afférent à l'ensemble des activités de location de locaux meublés mentionnées au présent 1 n'excède pas au cours de l'année civile précédente le montant plafond du chiffre d'affaires applicable pour bénéficier de la franchise de base de la taxe sur la valeur ajoutée tel que défini au 1° du I de l'article 293 B. Le bénéfice de cet abattement supplémentaire est subordonné au respect du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis » ;

2° Au premier alinéa du III de l'article 151-0, le mot : « sixième » est remplacé par le mot : « septième ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le régime forfaitaire d'imposition dit « micro-BIC » prévu à l'article 50-0 du code général des impôts prévoit deux seuils d'application différents d'abattements selon la catégorie d'activité exercée, notamment en ce qui concerne la location de logements meublés de tourisme.

Au regard d'une part des tensions sur le logement et du phénomène d'attrition des résidences principales, et d'autre part d'un principe d'équité de traitement, ces simplifications et allègements peuvent parfois aujourd'hui sembler disproportionnés.

Sachant que la France a néanmoins fait le choix de créer une offre de logement touristique structurée et qualitative reposant sur la résidence secondaire, en soutenant la construction d'un grand nombre de logements en zone touristique et en développant des dispositifs fiscaux favorables à la location touristique., il est donc important de maintenir une forme d'incitation pour conserver un parc de logements qualitatif.

Mais il s'agit par ailleurs de combattre des comportements opportunistes qui ont pu amener certains acteurs à professionnaliser leur activité de location de meublé touristique tout en tirant le meilleur parti des avantages fiscaux instaurés.

Concernant les meublés dits « classés », ils impliquent des enjeux spécifiques selon l'échelle observée :

- Au niveau local, les enjeux peuvent être très importants : ils permettent pour certaines stations d'être classées, ce qui leur fait accéder à un cadre particulier avec notamment des aides financières et des compétences particulières ;
- Au niveau national, l'enjeu est limité : les meublés classés représentent moins de 100 000 unités au niveau national.

Le présent amendement propose donc de modifier la fiscalité des revenus locatifs des locations de meublés classés (en régime micro-BIC) afin de maintenir une forme d'incitation tout en combattant la professionnalisation. L'amendement reprend en grande partie l'amendement du Gouvernement, et introduit les modifications suivantes :

- Ajout des meublés classés situés dans les communes touristiques et stations classées dans les activités pouvant bénéficier de l'abattement supplémentaire de 21 %,
- Et baisse du plafond d'abattement applicables aux revenus tirés des logements touristiques classés au niveau de la franchise de base de la TVA (91 900 € pour 2023), afin lutter contre les professionnels de la location de meublés.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes NOËL et DUMAS, MM. CHATILLON, PANUNZI, Jean-Baptiste BLANC et Cédric VIAL,  
Mme GOSSELIN et MM. BELIN, LAMÉNIE et RAPIN

C	
G	

**ARTICLE 5 DUODECIES**

Rédiger ainsi cet article :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 1 de l'article 50-0 est ainsi modifié :

a) Au 1°, les mots : « aux 2° et 3° » sont remplacés par les mots : « au 3° » ;

b) Après le cinquième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les entreprises qui relèvent du présent régime bénéficient d'un abattement supplémentaire de 10 % pour le chiffre d'affaires afférent à leur activité de location de locaux classés meublés de tourisme mentionnés au 2° du III de l'article 1407, lorsque ces derniers ne sont pas situés dans des zones géographiques se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements, ou lorsque ces dernières sont situées dans des communes touristiques ou des stations classées de tourisme au sens des articles L. 133-11 et suivants du code de tourisme, sous réserve que le chiffre d'affaires hors taxe, ajusté s'il y a lieu au prorata du temps d'exploitation au cours de l'année de référence, afférent à l'ensemble des activités de location de locaux meublés mentionnées au présent 1 n'excède pas au cours de l'année civile précédente 50 000 €. Le bénéfice de cet abattement supplémentaire est subordonné au respect du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis » ;

2° Au premier alinéa du III de l'article 151-0, le mot : « sixième » est remplacé par le mot : « septième ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le régime forfaitaire d'imposition dit « micro-BIC » prévu à l'article 50-0 du code général des impôts prévoit deux seuils d'application différents d'abattements selon la catégorie d'activité exercée, notamment en ce qui concerne la location de logements meublés de tourisme.

Au regard d'une part des tensions sur le logement et du phénomène d'attrition des résidences principales, et d'autre part d'un principe d'équité de traitement, ces simplifications et allègements peuvent parfois aujourd'hui sembler disproportionnés.

Sachant que la France a néanmoins fait le choix de créer une offre de logement touristique structurée et qualitative reposant sur la résidence secondaire, en soutenant la construction d'un grand nombre de logements en zone touristique et en développant des dispositifs fiscaux favorables à la location touristique., il est donc important de maintenir une forme d'incitation pour conserver un parc de logements qualitatif.

Mais il s'agit par ailleurs de combattre des comportements opportunistes qui ont pu amener certains acteurs à professionnaliser leur activité de location de meublé touristique tout en tirant le meilleur parti des avantages fiscaux instaurés.

Concernant les meublés dits « classés », ils impliquent des enjeux spécifiques selon l'échelle observée :

- Au niveau local, les enjeux peuvent être très importants : ils permettent pour certaines stations d'être classées, ce qui leur fait accéder à un cadre particulier avec notamment des aides financières et des compétences particulières ;
- Au niveau national, l'enjeu est limité : les meublés classés représentent moins de 100 000 unités au niveau national.

Le présent amendement propose donc de modifier la fiscalité des revenus locatifs des locations de meublés classés (en régime micro-BIC) afin de maintenir une forme d'incitation tout en combattant la professionnalisation. L'amendement reprend en grande partie l'amendement du Gouvernement, et introduit les modifications suivantes :

- Ajout des meublés classés situés dans les communes touristiques et stations classées dans les activités pouvant bénéficier de l'abattement supplémentaire de 10 %,
- Et baisse du plafond d'abattement applicables aux revenus tirés des logements touristiques classés à 50 k €, afin lutter contre les professionnels de la location de meublés.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes NOËL et DUMAS, MM. CHATILLON, PANUNZI, Jean-Baptiste BLANC et Cédric VIAL,  
Mme GOSSELIN et MM. BELIN, LAMÉNIE et RAPIN

C	
G	

ARTICLE 5 DUODECIES

Rédiger ainsi cet article :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 1. de l'article 50-0 est ainsi modifié :

a) Au 1°, les mots : « aux 2° et 3° » sont remplacés par les mots : « au 3° » ;

b) Après le cinquième alinéa, il est inséré deux alinéas ainsi rédigés :

« Les entreprises qui relèvent du présent régime bénéficient d'un abattement supplémentaire de 10 % pour le chiffre d'affaires afférent à leur activité de location de locaux classés meublés de tourisme mentionnés au 2° du III de l'article 1407, lorsque ces derniers ne sont pas situés dans des zones géographiques se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements, ou lorsque ces dernières sont situées dans des communes touristiques ou des stations classées de tourisme au sens des articles L. 133-11 et suivants du code de tourisme, sous réserve que le chiffre d'affaires hors taxe, ajusté s'il y a lieu au prorata du temps d'exploitation au cours de l'année de référence, afférent à l'ensemble des activités de location de locaux meublés mentionnées au présent 1 n'excède pas au cours de l'année civile précédente 50 000 €. Le bénéfice de cet abattement supplémentaire est subordonné au respect du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

Les entreprises qui relèvent du présent régime bénéficient d'un abattement minoré de 10 % pour le chiffre d'affaires afférent à leur activité de location de locaux meublés autres que ceux concernés par l'abattement supplémentaire de 10 %, sous réserve que le chiffre d'affaires hors taxe, ajusté s'il y a lieu au prorata du temps d'exploitation au cours de l'année de référence, afférent à l'ensemble des activités de location de locaux meublés mentionnées au présent 1 n'excède pas au cours de l'année civile précédente 50 000 €. » ;

2° Au premier alinéa du III de l'article 151-0, le mot : « sixième » est remplacé par le mot : « septième ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.



## **OBJET**

Le régime forfaitaire d'imposition dit « micro-BIC » prévu à l'article 50-0 du code général des impôts prévoit deux seuils d'application différents d'abattements selon la catégorie d'activité exercée, notamment en ce qui concerne la location de logements meublés de tourisme.

Au regard d'une part des tensions sur le logement et du phénomène d'attrition des résidences principales, et d'autre part d'un principe d'équité de traitement, ces simplifications et allègements peuvent parfois aujourd'hui sembler disproportionnés.

Sachant que la France a néanmoins fait le choix de créer une offre de logement touristique structurée et qualitative reposant sur la résidence secondaire, en soutenant la construction d'un grand nombre de logements en zone touristique et en développant des dispositifs fiscaux favorables à la location touristique., il est donc important de maintenir une forme d'incitation pour conserver un parc de logements qualitatif.

Mais il s'agit par ailleurs de combattre des comportements opportunistes qui ont pu amener certains acteurs à professionnaliser leur activité de location de meublé touristique tout en tirant le meilleur parti des avantages fiscaux instaurés.

Concernant les meublés dits « classés », ils impliquent des enjeux spécifiques selon l'échelle observée :

- Au niveau local, les enjeux peuvent être très importants : ils permettent pour certaines stations d'être classées, ce qui leur fait accéder à un cadre particulier avec notamment des aides financières et des compétences particulières ;
- Au niveau national, l'enjeu est limité : les meublés classés représentent moins de 100 000 unités au niveau national.

Le présent amendement propose donc de modifier la fiscalité des revenus locatifs des locations de meublés classés (en régime micro-BIC) afin de maintenir une forme d'incitation tout en combattant la professionnalisation. L'amendement reprend en grande partie l'amendement du Gouvernement, et introduit les modifications suivantes :

- Ajout des meublés classés situés dans les communes touristiques et stations classées dans les activités pouvant bénéficier de l'abattement supplémentaire de 10 %,
- Ajout d'un abattement minoré de 10 % pour les autres locations meublées afin de maintenir un différentiel incitatif,
- Et baisse du plafond d'abattement applicables aux revenus tirés des logements touristiques classés à 50 k €, afin lutter contre les professionnels de la location de meublés.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LONGEOT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 278-0 bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« .... – Les prestations de services de réparation concernant les bicyclettes et les vélos à assistance électrique. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Alors que nous devons faire face à d'importants enjeux de diminution du pouvoir d'achat, de raréfaction des matières premières et d'augmentation des gaz à effet de serre, la question de la réparation des véhicules non motorisés ne s'est jamais posée avec autant d'acuité. Dans une étude parue en mars 2020 l'ADEME a montré que le coût des services de réparation était le premier frein à cette pratique pour 68 % des français et qu'agir sur le coût de la réparabilité pouvait être un puissant levier pour inciter à la pratique de la réparation.

Dans cet esprit, cet amendement propose donc d'abaisser la TVA à 5,5% sur les activités de réparation de vélos classiques ou à assistance électrique.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LONGEOT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 279 du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ... Les prestations de services de réparation de bicyclettes et vélos à assistance électrique. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Il s'agit d'un amendement de repli pour abaisser la TVA sur les activités de réparation de vélo à 10% au cas où un taux à 5,5% prévu dans un autre amendement ne serait pas adopté.

Alors que nous devons faire face à d'importants enjeux de diminution du pouvoir d'achat, de raréfaction des matières premières et d'augmentation des gaz à effet de serre, la question de la réparation des véhicules non motorisés ne s'est jamais posée avec autant d'acuité. Dans une étude parue en mars 2020 l'ADEME a montré que le coût des services de réparation était le premier frein à cette pratique pour 68 % des français et qu'agir sur le coût de la réparabilité pouvait être un puissant levier pour inciter à la pratique de la réparation.

Dans cet esprit, cet amendement propose donc d'abaisser la TVA à 10% sur les activités de réparation de vélos classiques ou à assistance électrique.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. LONGEOT

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 278-0 bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

«... – Les prestations de services de réparation d'appareils électroménagers. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Cet amendement vise à appliquer un taux réduit de TVA (5,5%) aux activités de réparation d'appareils électroménagers. Il est urgent d'accroître le taux de réparation de ces appareils, qui bien souvent encore fonctionnels, sont jetés par leurs propriétaires sans avoir fait l'objet d'un diagnostic par un technicien.

Par ailleurs, le coût financier de cette mesure ne serait pas important, voire nul sur le plan économique, car cela participerait à la réduction de notre déficit commercial, les appareils électroménagers étant en grande partie importés depuis l'extérieur de l'Union européenne.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LONGEOT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 279 du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« .... – Les prestations de services de réparation d'appareils électroménagers. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Cet amendement est un amendement de repli pour proposer un taux de TVA réduit de 10%, dans la mesure où un autre amendement qui propose un taux à 5,5% ne serait pas retenu.

Cet amendement vise à appliquer un taux réduit de TVA (10%) aux activités de réparation d'appareils électroménagers. Il est urgent d'accroître le taux de réparation de ces appareils, qui bien souvent encore fonctionnels, sont jetés par leurs propriétaires sans avoir fait l'objet d'un diagnostic par un technicien.

Par ailleurs, le coût financier de cette mesure ne serait pas important, voire nul sur le plan économique, car cela participerait à la réduction de notre déficit commercial, les appareils électroménagers étant en grande partie importés de l'extérieur de l'Union européenne.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LONGEOT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 14

I. – Après l’alinéa 39

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

Le second alinéa de l’article L. 421-77 est complété par une phrase ainsi rédigée : « L’abattement est porté à 600 kilogrammes pour le véhicule utilisé pour le transport public particulier de personnes tel que défini aux articles L. 3120-1 et suivants du code des transports et pour le véhicule utilisé par les entreprises de transport public routier collectif de personnes, tel que définies aux articles L. 3161-1 du même code. »

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

... – La perte de recettes résultant pour l’État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à proroger le seuil de déclenchement du bonus masse actuellement en vigueur pour les véhicules de type VAN (véhicule d’au moins huit places) utilisés dans le transport public particulier de personnes (taxis, VTC) et transport LOTI pour tenir compte de la contribution active de ces véhicules à la réduction des émissions du secteur, à la baisse de la congestion urbain et de leur usage spécifique en faveur de l’intérêt général (transport de groupes, familles, ...).

Les véhicules VAN sont particulièrement utiles aux taxis, VTC et capacitaires LOTI pour transporter les groupes en un seul trajet (quand deux trajets auraient été nécessaires avec un véhicule classique), limitant ainsi leurs émissions de CO<sub>2</sub> et l’usage de la chaussée. De plus, leur gabarit est indispensable pour certains besoins spécifiques d’intérêt général, en particulier le transport des familles nombreuses (impossible pour 1 adulte et 4 enfants d’emprunter un seul taxi), le transport scolaire en zone peu dense, le transport de bébé dans un siège adapté, la prise en charge de personnes avec de nombreux bagages. La flotte de VAN est aujourd’hui insuffisante pour répondre en permanence à la demande et a tendance à décroître.

Les personnes morales qui font l’acquisition d’un véhicule d’au moins huit places bénéficient actuellement d’un abattement de 400 kilogrammes sur le malus masse. L’abaissement du seuil de déclenchement du malus de 1,6 à 1,8 tonnes impacte significativement les VAN avec une forte hausse des malus pour ces véhicules. Le texte issu de l’Assemblée nationale prévoit une augmentation cet

abattement de 400 à 500 kilogrammes, ce qui ne compense que partiellement les effets de la hausse du seuil de déclenchement du malus.

Cet amendement propose donc de porter à 600 kilogrammes l'abattement dont bénéficient les personnes morales pour l'acquisition d'un véhicule d'au moins huit places utilisé pour le transport public particulier de personnes ou transport LOTI, et ainsi maintenir le seuil de déclenchement du bonus masse actuellement en vigueur à 2,2 tonnes ces véhicules.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LONGEOT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS**

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au premier alinéa du I de l'article 278-0 bis A, après le mot : « énergétique », sont insérés les mots : « , ainsi que les travaux induits qui leur sont indissociablement liés, ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à sécuriser juridiquement et clarifier, pour les professionnels et les particuliers, l'application du taux réduit de TVA à 5,5% des travaux induits et indissociablement liés aux travaux de rénovation énergétique.

En effet, lors de prestations de rénovation énergétique soumis à la TVA à 5,5%, plusieurs travaux induits et indissociablement liés sont souvent indispensables. Par exemple, lors de l'installation des pompes à chaleur ou d'équipements de production d'énergie utilisant une source d'ENR, l'adaptation du local recevant les équipements, les éventuelles modifications de l'installation électrique, ou encore l'installation d'un système de ventilation sont nécessaires.

Compte tenu de leur nature, ces travaux peuvent être réalisés par des entreprises artisanales différentes mais sont indissociablement liés aux travaux de rénovation énergétique et sont donc soumis au taux réduit de TVA.

Or, depuis sa réécriture en 2022, l'article 278-O bis A du CGI, relatif au taux réduit de TVA pour les travaux de rénovation énergétique, ne mentionne plus les travaux induits indissociablement liés. Cette situation a engendré une grande confusion et une insécurité juridique manifeste pour les acteurs de terrain et freine les objectifs de la trajectoire de performance énergétique et de décarbonation.

Cet amendement permet donc de lever toute confusion et sécuriser juridiquement l'ensemble du dispositif de taux réduit applicable aux travaux de rénovation énergétique.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. LONGEOT

C	
G	

### ARTICLE 6

I. – Alinéas 25, 26, 28 à 31, 37, 38 et 40

Supprimer ces alinéas.

II. – Alinéa 39, première phrase

Supprimer les mots :

et mentionnés aux 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>

### OBJET

Compte tenu des enjeux propres au vieillissement de la population et de la volonté de donner à chacun la possibilité de résider à son domicile, il convient de favoriser l'adaptation des logements à un maximum de contribuables.

Cet amendement vise donc à rétablir l'éligibilité au crédit d'impôt :

- des équipements spécialement conçus pour l'accessibilité des logements aux personnes âgées et handicapées, pour l'ensemble des contribuables ;

- des équipements permettant l'adaptation des logements à la perte d'autonomie ou au handicap, pour les foyers fiscaux dont l'un des membres est en situation de handicap ou de perte d'autonomie.







N°	I-411
----	-------

**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LONGEOT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS**

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 199 novovicies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° La seconde phrase des 1° et 2° du VI est supprimée ;

2° La dernière phrase des 1° et 2° du A du VII bis est supprimée ;

3° La seconde phrase des 1° et 2° du E du VIII est supprimée ;

4° La seconde phrase des a et b du 3° du XII est supprimée.

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

L'article 168 de la loi de finances pour 2021 a prorogé de trois ans l'avantage fiscal lié au dispositif Pinel tout en en réduisant progressivement le taux.

Ce dispositif Pinel visait à mettre en place la transition énergétique des logements de manière plus efficace.

Or, l'effondrement actuel des mises en ventes de logements (-24,8 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2023 et - 37,9 % au 2<sup>ème</sup> trimestre 2023) sans compter les agréments HLM qui plafonnent à 95 000 unités par an depuis 2021 (contre 110 000 à 120 000 les années précédentes) sont révélateurs de la violence qui touche le secteur du logement.

Cette baisse des ventes bloque l'alimentation en neuf du segment du locatif privé détenu par des bailleurs personnes physiques. Or, lui seul permet le maintien en volume du parc, d'autant que les investisseurs institutionnels s'en retirent à nouveau. Ces ménages bailleurs s'avèrent, au surplus, sensibles aux dispositifs fiscaux de soutien. La suppression d'un dispositif puissant (Périsol, Robien, Scellier) ou son rabotage (Pinel) se traduit systématiquement par une chute des ventes, de moitié en ordre de grandeur.

L'objet de cet amendement est d'aménager le dispositif Pinel pour lui rendre son efficacité et son attractivité avant sa disparition programmée au 31 décembre 2024 et d'accroître ainsi l'offre de logements locatifs sous plafonds de loyer et de ressources.

Il est donc proposé de maintenir les taux de réduction d'impôt tels que prévus en 2022 sur les années 2023 et 2024, date à laquelle le dispositif Pinel prend fin.

Dans ce délai et avec des taux de réduction d'impôt adéquats, une relance à la fois de la construction neuve et du logement locatif à loyers maîtrisés est possible.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. LONGEOT

C	
G	

### ARTICLE 6

I. – Alinéas 2 à 5

Supprimer ces alinéas.

II. – Alinéa 8

Supprimer cet alinéa.

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I et du II, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Le dispositif de resserrement du PTZ prévu dans le projet de loi de finances au profit des métropoles constitue une injustice pour les zones rurales. En effet, le droit à être accompagné dans son accession à la propriété doit être valable sur l'ensemble du territoire, d'autant que les difficultés d'acquisition de biens existent aussi en zones rurales. Cet amendement vise donc à garantir l'équité territoriale et sociale du dispositif PTZ tout en continuant à soutenir le logement neuf dans un contexte de crise de la production.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LONGEOT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 10

I. – Alinéa 31, tableau, deux dernières colonnes, deux dernières lignes

Rédiger ainsi ces lignes :

42 500	18 750
46 750	20 625

II. – Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

....- La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La franchise en base TVA permet aux petites entreprises (micro-entreprises) dans la limite d'un plafond de chiffre d'affaires de facturer leurs ventes et/ou prestations de services sans TVA.

Cette disposition du PLF vise au 1<sup>er</sup> janvier 2025, à étendre la franchise en base TVA aux petites entreprises étrangères (CA ne dépassant pas 85 000 €), pour leurs opérations réalisées en France, sous réserve que leur CA européen soit inférieur à 100 K € (sans obligation d'identification en France, l'ensemble des formalités étant réalisées dans leur État de résidence qui ensuite transmet les informations à la France). La réciproque sera vraie pour les entreprises françaises pour leurs travaux réalisés dans les autres États membres, sous réserve que le CA européen soit inférieur à 100 K €. Ce régime de TVA applicable aux microentreprises est source de concurrence déloyale. Il permet ainsi à certaines entreprises d'avoir un avantage concurrentiel par rapport aux entreprises qui facturent avec TVA spécialement dans le domaine des prestations de services.

Or, cette transposition de la directive risque de créer une nouvelle distorsion de concurrence : une entreprise étrangère pourra venir travailler en France et bénéficier de la franchise de TVA applicable aux entreprises françaises. Ainsi, par exemple une entreprise espagnole pourra dans le cadre d'un marché avec un particulier facturer sans TVA (alors qu'aujourd'hui l'entreprise espagnole doit facturer de la TVA française). Enfin, ces entreprises étrangères n'ont aucune obligation d'identification en France. Il y a donc là un véritable risque de fraude.

Si la France se doit de respecter les règles européennes, il convient au regard des problématiques de concurrence de limiter le montant de la franchise applicable. Et cela d'autant plus que la France a l'un des montants de TVA les plus importants en Europe. L'objet de cet amendement est donc de proposer de retenir un niveau de franchise deux fois moins important que celui retenu par cette disposition.

Au-delà, il convient de rappeler que la franchise a un impact sur les recettes TVA (Une division par deux de ce plafond représenterait un gain pour les finances publiques évalué entre 2,2 et 2,4 Md € selon le rapport du Conseil des Prélèvements Obligatoires de 2015).





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LONGEOT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 4**

Après l'article 4

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À la quatrième phrase du premier alinéa du 1 de l'article 231 du code général des impôts, après le mot : « culturelle », sont insérés les mots : « ou environnementale ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent constituer avec l'État un établissement public de coopération culturelle (EPCC), chargé de la gestion d'un service public culturel présentant un intérêt pour chacune des personnes morales en cause et contribuant à la réalisation des objectifs nationaux dans le domaine de la culture, ou environnementale (EPCE), chargé d'accroître et d'améliorer les connaissances sur l'environnement, leur diffusion et la sensibilisation et l'information du public, d'apporter un concours scientifique et technique aux pouvoirs publics et d'assurer la conservation d'espèces ou la mise en place d'actions visant à préserver la biodiversité et à restaurer les milieux naturels.

Jusqu'en 2017, les établissements publics de coopération culturelle (EPCC) étaient soumis à la taxe sur les salaires. Considérant qu'individuellement, les collectivités publiques parts à l'EPCC sont exonérées de taxe sur les salaires, que la non exonération des EPCC pénalise la coopération entre des collectivités qui doivent payer un impôt supplémentaire dans le cas où elles veulent mutualiser leurs moyens pour mener un projet culturel par rapport à si elles le menaient individuellement et que cette situation est complètement contraire à l'injonction de maîtrise budgétaire faite aux collectivités, la loi de finances 2018 a modifié l'article 231 du code des impôts afin d'exonérer les EPCC de taxe sur les salaires.

Or la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages avait étendu (article 58) le champ d'application des EPCC à l'environnement en modifiant le code général des collectivités territoriales (articles L1431-1 et suivants) pour ouvrir la possibilité de créer des établissements publics de coopération environnementale. Il n'a pas été tenu compte de cette évolution dans la modification de l'article 231 du code général des impôts par la loi de finances 2018.

Le présent amendement vise donc à exonérer également les EPCE de taxe sur les salaires.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LONGEOT

C	
G	

ARTICLE 28

## I. – Alinéa 27

Remplacer le nombre :

40

par le nombre :

25

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 28 du projet de loi de finances (PLF) pour 2024 prévoit un prélèvement sur les fonds de roulement du réseau des Chambres de Commerce et d'Industrie (CCI) à hauteur de 40 millions d'euros dès 2024 en lieu et place de la baisse du plafond de taxe affectée aux CCI de 25 millions d'euros prévue initialement par le Gouvernement.

Depuis 2012, face à une diminution importante de la ressource publique qui leur est allouée, les CCI ont réduit leurs dépenses dans des proportions et une temporalité inédites dans le paysage des opérateurs publics :

Une taxe affectée aux CCI passée de 1,35 milliard d'euros en 2013 à 525 millions d'euros en 2023 ;

Deux prélèvements exceptionnels sur fonds de roulement de 170 millions d'euros en 2014 et 500 millions d'euros en 2015 ;

Des effectifs fortement réduits, de 25 000 en 2013 à 14 000 en 2023.

En dépit de cette trajectoire financière, les CCI ont maintenu un niveau élevé d'investissements et préservé au maximum leurs missions de proximité auprès des bassins économiques des territoires, notamment pendant la crise COVID ou le plan de relance. Le réseau des 122 CCI demeure le seul

service public d'accompagnement à l'entreprise présent sur tout le territoire national, en métropole en en outre-mer.

Par ailleurs, les CCI sont mobilisées sur de nombreuses politiques publiques prioritaires de l'État, qu'il s'agisse de l'encouragement à la création d'entreprises, de l'accompagnement des TPE-PME dans les grandes transitions, de la projection vers l'export, de l'objectif du plein-emploi, du développement de l'apprentissage et de la formation ou encore de l'aménagement durable des territoires.

Ces missions de service public étant structurellement déficitaires, leurs résultats sont compensés par les activités consulaires dans le champ de la formation et de la gestion d'infrastructures.

L'action des CCI est créatrice de valeur nette pour l'économie du pays, comme l'atteste l'enquête indépendante réalisée par OpinionWay. Cette même enquête permet d'affirmer que les CCI ont créé a minima 2,5 milliards d'euros de valeur en 2022 pour une ressource affectée de 525 millions d'euros, soit un effet levier de 1 à 5. Ces résultats sont l'œuvre des 9 000 cheffes et chefs d'entreprises bénévoles et des 14 000 collaboratrices et collaborateurs qui composent le réseau.

Afin de préserver la capacité d'action des CCI au service de l'activité économique et du plein emploi et limiter l'impact sur le budget des CCI, cet amendement propose de lisser le prélèvement sur leur fonds de roulement annoncé par le Gouvernement à l'Assemblée nationale.

Au lieu d'un prélèvement de 40 millions d'euros en 2024, cet amendement propose donc de lisser la trajectoire et de lui substituer un prélèvement de 25 millions d'euros.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LONGEOT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5**

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le c du 2 du I de l'article 27 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

«(...) De l'acquisition et de la pose de matériaux d'isolation thermique des parois vitrées et des protections solaires mobiles ; ».

II. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La loi de finances pour 2023 a rétabli le crédit d'impôt en faveur de la rénovation énergétique des locaux tertiaires des PME disparu fin 2021, après six mois d'existence compte tenu du délai de publication des textes réglementaires associés.

Ce crédit d'impôt vise certaines dépenses concernant l'isolation des parois opaques, le chauffage et la ventilation. On ne peut que se féliciter d'un tel dispositif pour des PME qui, par ailleurs, ne disposent d'aucune aide de l'État en faveur de la rénovation énergétique de leurs locaux tertiaires.

Pour autant, à la lecture du détail des équipements, matériels ou matériaux éligibles, il est à noter l'absence des menuiseries extérieures. Or, l'intérêt du remplacement des fenêtres, le cas échéant associé à des protections solaires mobiles, est déjà démontré pour atteindre la sobriété énergétique des bâtiments. Il permet d'isoler une grande partie de l'enveloppe extérieure du bâtiment et offre des apports de chaleur gratuite grâce aux apports solaires en hiver.

Par ailleurs, dans certains bâtiments tertiaires (type « façade rideaux »), les parois vitrées représentent la quasi-totalité de la surface des parois verticales. Et, après avoir vécu plusieurs épisodes de canicule, il est maintenant indispensable de maîtriser les températures intérieures et limiter les apports solaires

Nb : La rectification consiste en un changement de place de l'article additionnel après l'article 4 vers l'article additionnel après l'article 5.



en été. L'efficacité de ces bâtiments peut être améliorée par l'installation de protections solaires qui limitent l'entrée du froid et les déperditions thermiques en hiver, permettent de maîtriser les apports solaires en été et le recours à la climatisation.

Aussi, afin de donner à cette mesure une efficacité et une cohérence maximum, il apparaît important de les réintégrer dans la base du crédit d'impôt ; étant précisé que son plafonnement est de nature à limiter l'impact de la dépense fiscale.

Tel est l'objet de cet amendement.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. DHERSIN

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 2**

Après l'article 2

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le dernier alinéa du 6° du 1 de l'article 80 duodecies du code général des impôts est complété par les mots : « , ainsi qu'à l'indemnité mentionnée aux III et IV de l'article L. 2121-24 du code des transports ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Dans le contexte de l'ouverture à la concurrence, la loi Nouveau pacte ferroviaire de 2018 a instauré une indemnité de rupture à verser au salarié en cas de refus de transfert vers un nouvel attributaire d'un contrat de service public, conformément à l'article L.2121-24 du Code des Transports.

Cependant, cette indemnité de rupture spécifique n'est cependant pas reprise par l'article 80 duodecies du Code général des impôts (CGI) qui liste les indemnités versées à l'occasion de la rupture du contrat de travail faisant l'objet d'une exonération d'impôt sur le revenu.

Cette inégalité dans le traitement fiscal et social des indemnités de rupture entraîne pour certains salariés, en particulier les plus anciens, des incidences sociales et fiscales considérables.

Pourtant, dans les faits, le salarié dont le contrat de travail est interrompu à la suite de son refus de transfert se trouve dans la même situation qu'un salarié, soit licencié dans les conditions de droit commun, soit qui a conclu une convention de rupture conventionnelle avec son employeur : il est mis fin à son contrat de travail moyennant le versement d'une indemnité.

**Le présent amendement vise, par conséquent, à remédier à cette situation en introduisant une exonération fiscale et sociale dans la loi de finances pour l'année 2024, en modifiant l'article 80 duodecies du Code général des impôts.**

Cette évolution est d'autant plus importante dans un secteur en pleine mutation et confronté à de fortes évolutions sociales. Ainsi, une telle mesure aiderait à tempérer les risques de conflits sociaux sur ce sujet au sein de la branche ferroviaire.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SAUTAREL, Daniel LAURENT et BURGOA, Mme LAVARDE, MM. KLINGER et PANUNZI, Mme BERTHET, M. MILON, Mmes DUMAS, LASSARADE et Marie MERCIER, MM. Henri LEROY, CADEC, GENET, BELIN et RAPIN, Mme PETRUS et M. SZPINER

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 QUINQUIES**

Après l'article 3 quinquies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. - Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après la première phrase du premier alinéa du 11 de l'article 150-0 D, le mot : « exclusivement » est supprimé et après le mot : « nature », sont insérés les mots : « ou les plus-values en report prévues à l'article 151 octies, aux III et IV de l'article 151 nonies et devenues imposables au titre de la même année » ;

2° Au premier alinéa du a du I de l'article 151 octies et du III de l'article 151 nonies, est insérée une phrase ainsi rédigée : « La plus-value en report sera le cas échéant diminuée du montant de la moins-value réalisée lors de la cession du rachat ou de l'annulation des droits sociaux reçus en rémunération de l'apport de l'entreprise. » :

3° Après le premier alinéa du IV de l'article 151 nonies, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« La plus-value en report sera le cas échéant diminuée du montant de la moins-value réalisée lors de la cession du rachat ou de l'annulation des droits sociaux reçus en rémunération de l'apport de l'entreprise. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Afin de favoriser les mises en société par les entrepreneurs individuels, le législateur a prévu que l'exploitant qui apporte son entreprise individuelle dans une société peut se placer sous un régime spécial, qui lui permet d'éviter l'imposition immédiate des plus-values d'apport (régime de l'article 151 octies du code général des impôts)

L'article 151 octies du code général des impôts (CGI) prévoit que l'imposition des plus-values sur les éléments non amortissables (par exemple, les fonds de commerce) est reportée, notamment jusqu'au moment où interviendra la cession à titre onéreux des titres reçus en rémunération de l'apport.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

Le régime du report d'imposition est particulièrement justifié par le fait que le passage en société par apport de l'entreprise individuelle n'entraîne pas pour l'exploitant-apporteur la perception d'un prix de vente.

De même, au moment où une société de personne exerce une option pour être assujettie à l'impôt sur les sociétés les parts sociales doivent faire l'objet d'une évaluation pour déterminer la plus-value professionnelle qui fait l'objet d'un report d'imposition automatique prévue à l'article 151 nonies III du CGI.

Le report atteint son terme et la plus-value devient imposable au moment où l'associé cède les titres de la société qui à ce moment est à l'IS.

Enfin, lorsqu'un associé dans une société de personnes n'exerce plus d'activité dans une société de personnes il doit à cette date déterminer une plus-value professionnelle sur ses parts sociales qui est placée en report d'imposition de plein droit, en application de l'article 151 nonies IV du CGI.

Lorsqu'il cèdera ses parts, il réalisera une plus-value qui est décomposée en deux parties : d'une part, une plus-value professionnelle en report et une plus-value des particuliers calculée depuis le passage à l'impôt sur les sociétés.

Ces opérations peuvent être réalisés à une période où leur valeur sur le marché du fonds de commerce pouvait être plus élevée que celle correspondant à la valeur de cession des parts de la société au moment de la vente.

Dans une telle situation, si le prix de cession des titres de la société est moins élevé que la plus-value placée en report d'imposition, l'apporteur dégagera une moins-value sur la cession des titres et sera imposé sur la plus-value en report d'imposition. Cette différence peut être significative sans justification d'aucune sorte.

Comme les moins-values sur les ventes de titres de société peuvent être constatées dans une catégorie fiscale différente des plus-values en report d'imposition il n'est pas possible de composer et d'imposer le cédant sur le montant réel de la plus-value réalisée, c'est-à-dire celle qui correspond au prix de cession des titres.

L'existant d'un taux identique (PFU) applicable aux plus-values professionnelles à long terme et aux plus-values des particuliers sur cessions de valeurs mobilières facilite la compensation.

Ainsi, cet amendement rédigé avec le Conseil national de l'Ordre des experts-comptables vise à limiter l'imposition de la plus-value en report d'imposition au moment résultat de la compensation avec les éventuelles moins-values réalisées sur la cession des titres.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SAUTAREL, Daniel LAURENT et BURGOA, Mme LAVARDE, MM. KLINGER et PANUNZI, Mme BERTHET, MM. MILON et BRUYEN, Mmes DUMAS, LASSARADE et Marie MERCIER, MM. Henri LEROY, CADEC, GENET, BELIN et RAPIN, Mme PETRUS, M. SZPINER et Mme Pauline MARTIN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES**

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le II de l'article 150-0 D ter du code général des impôts, il est inséré un paragraphe ainsi rédigé :

« .... – L'abattement fixe mentionné au I s'applique :

« a) aux membres du groupe familial, tel que visé au b du II, d'un ou des cédants répondant aux conditions mentionnées au a à c du II de l'article 150-0 D ter, sous réserve de céder l'intégralité des actions, parts ou droits détenus directement ou indirectement dans la société concernée, à la même date que la cession effectuée par le ou les cédants et que les cessions réalisées par l'ensemble des membres du groupe familial portent sur plus de 25 % des droits de vote ou des droits dans les bénéfices sociaux de la société concernée. En cas de cession à une entreprise, les autres membres du groupe familial ne doivent pas détenir, directement ou indirectement, de participation dans la société cessionnaire.

« b aux co-fondateurs de la société dont les titres ou droits sont cédés par l'un ou des cédants répondant aux conditions mentionnées au a à c du II de l'article 150-0 D ter, sous réserve d'avoir été présent dans le capital de la société dont les titres sont cédés depuis sa constitution et de manière continue jusqu'à la cession, de céder l'intégralité des actions, parts ou droits détenus directement ou indirectement, dans la société concernée à la même date que la cession effectuée par le cédant remplissant les conditions mentionnées au a à c du II de l'article 150-0 D ter et que la cession effectuée par le ou les co-fondateurs porte sur plus de 25 % des droits de vote ou des droits dans les bénéfices sociaux de la société concernée. En cas de cession à une entreprise, les co-fondateurs ne doivent pas détenir, directement ou indirectement, de participation dans la société cessionnaire. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.



**OBJET**

L'article 150-0 D ter du code général des impôts (CGI) prévoit que la plus-value de cession des titres de sociétés d'une PME à l'IS par son dirigeant qui part à la retraite bénéficie d'un abattement fixe de 500 000 € sur le montant soumis à l'impôt sur le revenu. Cet abattement s'applique, tant en cas d'imposition au prélèvement forfaitaire unique (PFU) qu'en cas d'option pour l'imposition au barème progressif.

Toutefois, seules les plus-values sur les titres détenus par le dirigeant bénéficient de l'abattement. Les plus-values réalisées par le conjoint, les autres membres de la famille ou les co-fondateurs en sont exclues.

Ainsi, le présent amendement rédigé avec le Conseil national de l'Ordre des experts-comptables propose d'étendre à nouveau l'abattement de 500 000 € à la plus-value réalisée par le conjoint, les membres de la famille du dirigeant et les co-fondateurs de la société qui cèdent leurs titres en même temps que le dirigeant. Cette mesure permet de faciliter et d'encourager les transmissions d'entreprises, notamment familiales. Par ailleurs, cet abattement était étendu à ces personnes avant la modification du BOFiP du 14 octobre 2014.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

C	
G	

MM. SAUTAREL, Daniel LAURENT et BURGOA, Mme LAVARDE, MM. KLINGER et PANUNZI, Mme BERTHET, MM. MILON et BRUYEN, Mmes DUMAS, LASSARADE et Marie MERCIER, MM. Henri LEROY, CADEC, GENET, BELIN et RAPIN et Mme PETRUS

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES**

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le I de l'article 238 quindecies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au 1°, les mots : « des éléments transmis ou leur valeur vénale, auxquels sont ajoutées les charges en capital et les indemnités stipulées au profit du cédant, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, » sont remplacés par les mots : « du fonds de commerce et assimilés » ;

2° Le 2° est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « des éléments transmis ou leur valeur vénale, auxquels sont ajoutées les charges en capital et les indemnités stipulées au profit du cédant, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, » sont remplacés par les mots : « du fonds de commerce et assimilés » ;

b) Au second alinéa, les mots : « des éléments » sont remplacés par les mots : « du fonds de commerce transmis ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 19 de la loi de finances pour 2022 a relevé le seuil d'exonération des plus-values professionnelles prévu à l'article 238 quindecies du code général des impôts à 500 000 €. De plus, la définition de la valeur des éléments transmis a été modifiée et est désormais déterminée à partir du prix stipulé (ou la valeur vénale) des éléments transmis et non plus de l'assiette des droits d'enregistrement.

Ainsi, sont pris en compte pour la détermination du seuil d'exonération des plus-values, les immeubles, les stocks et les créances, ce qui entraîne des distorsions de traitement entre les contribuables.

L'administration fiscale a admis que les biens immobiliers ne soient pas pris en considération.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

Toutefois, pour les stocks, la nouvelle définition des éléments transmis peut corrélativement priver d'effet l'accroissement des seuils permettant de bénéficier de l'exonération dans certains secteurs d'activité. Il en est ainsi notamment dans les secteurs où les stocks représentent une partie importante du prix de cession (par exemple, les pharmacies ou les activités de négoce), alors même que les stocks sont généralement transmis pour leur prix de revient, donc sans générer de plus-values. Il s'agit là d'une inégalité de traitement entre entreprise de vente et entreprise de services. Il en est de même pour la prise en compte des créances susceptibles de priver d'effet l'accroissement des seuils.

Ainsi, le présent amendement rédigé par le Conseil national de l'ordre des experts comptables propose d'apprécier les seuils de l'exonération au regard de la valeur du fonds de commerce transmis, comme c'était le cas auparavant.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SAUTAREL, Daniel LAURENT et BURGOA, Mme LAVARDE, MM. KLINGER et PANUNZI, Mme BERTHET, M. MILON, Mmes DUMAS, LASSARADE et Marie MERCIER, MM. Henri LEROY, CADEC, GENET, BELIN et RAPIN et Mme PETRUS

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 4

Après l'article 4

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au premier alinéa du I de l'article 220 quinquies du code général des impôts, les mots : « dans la limite de la fraction non distribuée de ce bénéfice et » sont supprimés.

II. – Le I du présent article s'applique au report en arrière des déficits qui sont constatés au titre d'exercices clos à compter du 31 décembre 2021.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le dispositif de report en arrière des déficits (appelé carry-back) des entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés permet d'imputer le déficit constaté à la clôture d'un exercice sur le bénéfice de l'exercice précédent dans la limite de la fraction non distribuée de ce bénéfice. Il fait naître une créance au profit de l'entreprise correspondant à l'impôt sur les sociétés acquitté au titre du bénéfice constaté au cours de l'exercice précédent.

Cette limitation du report en arrière à la fraction non distribuée du bénéfice se justifiait par le passé dans la mesure où les distributions s'accompagnaient d'un avoir fiscal attribué aux associés, c'est-à-dire d'une créance correspondant à l'impôt sur les sociétés acquittés par l'entreprise. Il était donc justifié de ne pas accorder de surcroît à l'entreprise une créance d'impôt sur les bénéfices attribués.

Ainsi, alors que les distributions ne sont plus assorties de l'attribution d'un avoir fiscal aux associés, le présent amendement rédigé avec le Conseil national de l'Ordre des experts-comptables vise à supprimer cette limitation qui n'a plus de justification.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SAUTAREL, Daniel LAURENT et BURGOA, Mme LAVARDE, MM. KLINGER et PANUNZI, Mme BERTHET, M. MILON, Mmes DUMAS, LASSARADE et Marie MERCIER, MM. Henri LEROY, CADEC, GENET, BELIN et RAPIN et Mme PETRUS

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 4

Après l'article 4

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – La première phrase du cinquième alinéa du I de l'article 220 quinquies du code général des impôts est complétée par les mots : « sauf demande de remboursement anticipé réalisée par les entreprises qui satisfont à la définition des micro, petites et moyennes entreprises donnée à l'annexe I au règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission, du 6 août 2008, déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (règlement général d'exemption par catégorie). Cette demande peut être déposée au plus tard à la date limite de dépôt de la déclaration de résultat de l'exercice. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le report en arrière (dit aussi carry back) permet, sur option, d'imputer le déficit constaté au titre d'un exercice (n) sur le bénéfice réalisé au cours de l'exercice précédent (n-1). Cette imputation fait naître une créance fiscale en faveur de l'entreprise correspondant à l'excédent d'impôt sur les sociétés antérieurement acquitté.

Ainsi, le présent amendement rédigé avec le Conseil national de l'Ordre des experts-comptables vise à rendre immédiatement remboursable la créance de carry back pour les TPE et PME afin de leur permettre de renforcer leurs fonds propres, en accélérant la constatation de l'effet fiscal de leurs pertes et en contribuant ainsi à améliorer leur situation financière.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SAUTAREL, Daniel LAURENT, BURGOA, KLINGER et PANUNZI, Mme BERTHET, M. MILON, Mmes DUMAS et Marie MERCIER, MM. Henri LEROY, CADEC, GENET et BELIN et Mme PETRUS

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5**

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le deuxième alinéa de l'article L. 169 du livre des procédures fiscales, sont insérés trois alinéas ainsi rédigés :

« Par exception aux dispositions du premier alinéa, la réception par l'administration fiscale d'un compte rendu de mission d'un examen de conformité fiscale positif, prévu par l'article 4 du décret n° 2021-25 du 13 janvier 2021, entraîne l'extinction du droit de reprise de l'administration sur les charges et dépenses de la période couverte par ledit examen de conformité fiscale.

« Cette exception s'applique pour toutes les entreprises, personnes physiques ou morales, exerçant une activité professionnelle sous forme individuelle ou en société, dont le montant du chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas les seuils du régime du réel simplifié.

« Cette exception ne s'applique pas en cas de découverte de manœuvres délibérées ou d'activités dissimulées lors d'un contrôle par l'administration fiscale sur les produits de l'entreprise. »

II. – La perte éventuelle des recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'examen de conformité fiscale (ECF) institué par le décret n°2021-25 du 13 janvier 2021 a pour objet d'inciter les entreprises à plus de transparence. Sur une cible de près de 4 millions d'entreprises, cet outil n'a attiré que 120 000 entreprises en 2023, soit à peine 3% de la cible.

L'objectif de cette mesure est d'assurer la sécurité fiscale de l'entreprise afin de lui permettre de se concentrer sur son cœur de métier. La mesure s'inscrit dans le prolongement de la loi ESSOC du 10 août 2018 "Pour un Etat au service d'une société de confiance.

Concrètement, dès lors que l'entreprise fait réaliser un examen de conformité fiscale (ECF) par un tiers de confiance, et que cet ECF aboutit à la communication d'un compte-rendu de mission positif à l'administration fiscale, celle-ci considérera que ses charges et dépenses sont "sanctuarisées".

Dans le cadre de son contrôle selon les règles actuelles du droit commun, sur les produits de l'entreprise, et notamment en matière de TVA, si l'administration met au jour des anomalies traduisant des manoeuvres délibérées ou des activités dissimulées, elle retrouve alors toutes ses prérogatives de contrôle en matière de dépenses. La prescription devient dès lors caduque.

Du point de vue de l'entreprise, la prescription fiscale représente une juste contrepartie, dans la mesure où elle se place volontairement dans une démarque de sincérité fiscale.

Ainsi, le présent amendement vise donc à améliorer l'attractivité de ce dispositif auprès des petites entreprises et à accorder la prescription fiscale sur les dépenses et charges de l'entreprise dès lors que celle-ci se soumet à un examen de conformité fiscale, réalisé par un tiers de confiance (par exemple, les organismes de gestions agréés ou les experts comptables), et fait l'objet d'un compte-rendu de mission positif adressé à l'administration fiscale.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SAUTAREL, Daniel LAURENT, BURGOA, KLINGER et PANUNZI, Mme BERTHET, M. MILON,  
Mmes DUMAS et Marie MERCIER, MM. Henri LEROY, GENET et BELIN et Mme PETRUS

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5**

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Toutes les entreprises, personnes physiques ou morales, exerçant une activité professionnelle sous forme individuelle ou en société, quels que soient leur régime d'imposition et leur chiffre d'affaires, ne sont éligibles aux dispositifs zonés d'exonérations fiscales et sociales mis en œuvre par l'État afin de soutenir le développement économique et l'emploi dans les territoires vulnérables, toutes autres conditions remplies par ailleurs, que lorsque le contribuable a fait réaliser, par un prestataire indépendant, un examen de conformité fiscale, prévu par le décret n° 2021-25 du 13 janvier 2021, et sous réserve que le compte-rendu de mission retraçant les travaux réalisés dans le cadre de cet examen, délivré par un prestataire et communiqué à l'administration fiscale, atteste de la conformité de l'entreprise aux règles fiscales.

II. – La perte éventuelle de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à accorder aux entreprises le bénéfice des exonérations fiscales et sociales liées aux dispositifs zonés (ZRR, ZFU, ZDP, QPV, ...) sous réserve, d'une part, de la réalisation par l'entreprise d'un examen de conformité fiscale (ECF) par un tiers de confiance (par exemple, les organismes de gestion agréés dits OGA, les experts comptables ou encore les commissaires aux comptes), et, d'autre part, de l'obtention d'un compte rendu de mission positif adressé à l'administration fiscale.

Les principaux dispositifs zonés sont :

les zones de revitalisation rurale (ZRR), les zones franches urbaines - territoires entrepreneurs (ZFU-TE), les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), les zones de restructuration de la défense (ZRD), les bassins d'emploi à redynamiser (BER), les bassins urbains à dynamiser (BUD), les zones de développement prioritaires.

Les exonérations fiscales et sociales pour l'implantation d'entreprises dans des zones de soutien du développement économique et de l'emploi dans les territoires représentent un coût de 620 millions d'euros par an.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

Dès lors, compte tenu de ce coût substantiel pour l'Etat, les collectivités territoriales et les organismes de sécurité sociale, il est proposé de vérifier, chaque année, si l'entreprise bénéficiaire des exonérations répond toujours aux critères d'éligibilité.

Ces critères sont multiples et complexes et nécessitent l'expertise de professionnels, d'autant plus que l'activité de l'entreprise peut évoluer.

Les conditions d'application des exonérations sont dégressives et conduisent à effectuer des calculs au prorata temporis. Or, ces calculs sont sources de potentielles erreurs.

Du point de vue de l'entreprise, la réalisation d'un ECF lui permet d'acquérir de bons réflexes en matière de respect des règles fiscales.

Ainsi, le présent amendement vise à accorder aux entreprises le bénéfice des exonérations fiscales et sociales liées aux dispositifs zonés sous réserve des conditions précédemment mentionnées.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SAUTAREL, Daniel LAURENT, BURGOA, KLINGER et PANUNZI, Mme BERTHET, M. MILON,  
Mmes DUMAS et Marie MERCIER, MM. Henri LEROY, GENET et BELIN et Mme PETRUS

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 4**

Après l'article 4

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Les sommes versées par le contribuable domicilié en France, au sens de l'article 4 B du code général des impôts, pour le recours à un centre de gestion, une association ou un organisme mixte de gestion agréés définis aux articles 1649 quater C à 1649 quater K du code général des impôts, pour la réalisation de prestations d'assistance administrative et d'assistance informatique à domicile, telles que visées aux 11° et 14° de l'article D. 7231-1 du code du travail, ouvrent droit au crédit d'impôt sur le revenu prévu à l'article 199 sexdecies du code général des impôts.

II. – Au début du premier alinéa de l'article L. 7232-1 du code du travail, sont insérés les mots : « À l'exception des organismes de gestion agréés mentionnés aux articles 1649 quater C, 1649 quater F et 1649 quater K ter du code général des impôts, qui bénéficient d'un agrément délivré par l'administration fiscale, »

III. – L'article L. 7232-1-2 du code du travail est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Pour leurs activités d'assistance administrative et d'assistance informatique à domicile rendues aux personnes mentionnées à l'article L. 7231-1 du code du travail, les organismes de gestion agréés mentionnés aux articles 1649 quater C, 1649 quater F et 1649 quater K ter du code général des impôts. »

IV. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à étendre les missions des organismes de gestion agréés (OGA) auprès des particuliers, dans le cadre de la réalisation de prestations d'assistance administrative, en particulier l'élaboration de leurs déclarations fiscales) et d'assistance informatique à leur domicile. A ce titre, il est proposé que ces prestations soient éligibles au bénéfice du crédit d'impôt relatif aux services à la personne, prévu à l'article 199 sexdecies du code général des impôts.

Dans la mesure où les OGA bénéficient déjà d'un agrément délivré par l'administration fiscale pour leurs activités d'accompagnement dans leurs obligations fiscales des entreprises, TPE, travailleurs



indépendants et professionnels libéraux, l'amendement prévoit que ces organismes soient exemptés de la procédure d'agrément à laquelle toute personne morale ou entreprise individuelle qui exerce des activités de services à la personne éligibles au crédit d'impôt de l'article 199 sexdecies du code général doit déférer.

Dans le même esprit, l'amendement prévoit que les OGA, pour leurs activités d'assistance administrative et d'assistance informatique au domicile des particulier, ne soient pas soumis à la clause d'exclusivité, leur évitant ainsi des lourdeurs administratives superflues, comme la nécessité de créer une association ad hoc dédiée exclusivement aux activités de services à la personne.

Actuellement, les OGA ne peuvent rendre des services qu'aux industriels, commerçants, artisans, agriculteurs et professionnels libéraux ou aux contribuables exerçant une activité professionnelle dont les revenus sont imposables dans les catégories des bénéfices industriels et commerciaux (BIC), des bénéfices non commerciaux (BNC), des bénéfices agricoles (BA) ou de l'impôt sur les sociétés (IS).

Ainsi, le dispositif proposé par cet amendement vise à pallier en partie la perte de 25% d'adhérents des OGA constatée en 2023, à la suite de la suppression de la majoration de revenu en cas de non-adhésion à un OGA (article 34 de la loi n°2020-1721 de finances pour 2021), qui était la principale incitation fiscale pour faire adhérer les TPE et indépendants aux OGA.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SAUTAREL, Daniel LAURENT, BURGOA, KLINGER et PANUNZI, Mme BERTHET,  
MM. MILON et BRUYEN, Mmes DUMAS et Marie MERCIER, MM. Henri LEROY, SOMON, CADEC,  
GENET, BELIN et RAPIN et Mmes PETRUS et Pauline MARTIN

ARTICLE 28

I. – Alinéa 2, tableau, dernière colonne, neuvième ligne

Remplacer le montant :

2 347 620 000

par le montant :

2 600 000 000

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

Le mécanisme du plafond mordant vise la ponction par l'Etat des recettes des agences de l'eau au-delà du montant maximum de prélèvement des redevances. Ce plafond limite la capacité d'action des agences alors même que le onzième programme élargit leur champ d'action.

Cet amendement vise donc à rehausser le plafond mordant afin que les agences de l'eau puissent disposer de moyens en adéquation avec les enjeux d'aujourd'hui et des années à venir, et notamment pour accompagner les collectivités qui rencontrent aujourd'hui de graves difficultés pour faire financer leurs travaux. Cette hausse est équivalente à 252 380 000 euros.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SAUTAREL, Daniel LAURENT, BURGOA, KLINGER, PANUNZI et REICHARDT, Mme BERTHET, MM. MILON et BRUYEN, Mmes DUMAS et Marie MERCIER, MM. Henri LEROY et ANGLARS, Mme SCHALCK, MM. SOMON, CADEC, GENET, BELIN et RAPIN et Mmes PETRUS et Pauline MARTIN

ARTICLE 27

I. – Alinéa 2, tableau, seconde colonne, septième ligne

Remplacer le montant :

108 906 000

par le montant :

122 321 000

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Créée par la loi du 13 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux, la dotation particulière élu local (DPEL) vise à aider les communes rurales les moins peuplées à financer les dépenses liées à certaines mesures prévues par cette même loi. L'objectif de cette dotation est d'améliorer le statut des élus locaux, notamment la revalorisation des indemnités des maires et des adjoints, les autorisations d'absence et les frais de formation des élus.

En métropole, cette dotation est attribuée aux communes de moins de 1 000 habitants, sous condition de potentiel financier. Or, cette condition restrictive conduit à exclusion de son bénéfice près de 3 000 communes, en raison de potentiel financier dépassant le seuil d'éligibilité.

Dans la pratique, la prise en compte de ce critère financier soulève des difficultés. En effet, le potentiel financier d'une commune est calculé en intégrant "fictivement" une partie des ressources de son établissement public de coopération intercommunale (EPCI). Avec ce mode de calcul, le niveau de potentiel financier des communes se trouve mécaniquement augmenté. Chaque année, les communes perdent ainsi le bénéfice de la dotation ou au contraire deviennent éligibles en raison de l'évolution de

leur niveau de potentiel financier, alors que cette évolution peut par exemple résulter de modifications des ressources intercommunales sans pour autant que la situation financière des communes ait changé.

La loi de finances pour 2023 a fixé le montant de cette dotation à 108 506 000 euros. L'actuel projet de finances pour 2024 l'augmente de 400 000 euros. Or, cette augmentation reste insuffisante.

C'est pourquoi, le présent amendement supprime la condition de potentiel financier de manière à ce que la dotation élu local soit versée à l'ensemble des communes de moins de 1 000 habitants. Cela permettrait d'améliorer la prévisibilité de cette ressource et de faciliter, pour ces communes, la mise en oeuvre des dispositions relatives à l'exercice de mandats locaux. Pour atteindre cet objectif tout en conservant les attributions individuelles à leur niveau actuel, le présent amendement propose de relever le volume total de la dotation à 13 415 000 euros.

Ce montant pourrait être financé par le budget de l'Etat. Alors que le prélèvement à la source de l'impôt sur les revenus devait en principe être neutre pour l'ensemble des contribuables, la réforme s'est traduite pour les élus locaux par un alourdissement de la fiscalité de leurs indemnités de fonction, générant par conséquent un gain de ressources pour l'Etat sur cette catégorie de revenus.

L'amendement sera complété par un amendement en seconde partie du PLF pour 2024 visant à supprimer la condition de potentiel financier, actuellement inscrite à l'article L 2335- 1 du code général des collectivités territoriales.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SAUTAREL, Daniel LAURENT, BURGOA, KLINGER, PANUNZI et REICHARDT, Mme BERTHET, M. MILON, Mmes DUMAS et Marie MERCIER, M. Henri LEROY, Mme SCHALCK, MM. SOMON, CADEC, GENET, BELIN et RAPIN et Mmes PETRUS et Pauline MARTIN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le VI de la section II du chapitre I<sup>er</sup> du titre IV de la première partie du livre I<sup>er</sup> du code général des impôts est ainsi modifié :

1° À la première phrase du dernier alinéa de l'article 776 A et à l'article 776 ter, le mot : « quinze » est remplacé par le mot : « dix » ;

2° L'article 777 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les limites des tranches des tarifs prévus aux tableaux ci-dessus sont actualisées au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année dans la même proportion que la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu et arrondies à l'euro le plus proche. » ;

3° L'article 779 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa du I, le montant : « 100 000 € » est remplacé par le montant : « 150 000 € » ;

b) Le VI est ainsi rétabli :

« VI. – Le montant des abattements prévus aux I à V est actualisé au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année dans la même proportion que la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu et arrondi à l'euro le plus proche. » ;

4° Au deuxième alinéa de l'article 784, le mot : « quinze » est remplacé par le mot : « dix » ;

5° L'article 788 est complété par un V ainsi rédigé :

« V. – Le montant de l'abattement mentionné au IV est actualisé au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année dans la même proportion que la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu et arrondi à l'euro le plus proche. » ;

6° Les articles 790 B, 790 D, 790 E et 790 F sont complétés par un alinéa ainsi rédigé :



« Le montant de l'abattement prévu au premier alinéa est actualisé au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, dans la même proportion que la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu et arrondi à l'euro le plus proche. » ;

7° L'article 790 G est ainsi modifié :

a) À la fin du premier alinéa du I, le mot : « quinze » est remplacé par le mot : « dix »

b) Le V est ainsi rétabli :

« V. – Le montant mentionné au I est actualisé au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, dans la même proportion que la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu et arrondi à l'euro le plus proche. » ;

8° L'article 793 bis est ainsi modifié :

a) Le deuxième alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée : « Cette limite est actualisée au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, dans la même proportion que la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu et arrondie à l'euro le plus proche. » ;

b) Au quatrième alinéa, le mot : « quinze » est remplacé par le mot : « dix ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

L'objet de cet amendement est de rétablir des conditions plus favorables de transmission de l'épargne en réduisant la fiscalité sur les donations.

Sous l'effet de l'allongement de la durée de la vie, l'âge moyen auquel on hérite ne cesse de reculer. Il est aujourd'hui de plus de 50 ans et il sera de 58 ans en 2050. Il est donc primordial de contribuer à la mobilité intergénérationnelle de l'épargne en facilitant la transmission anticipée des patrimoines. Or, les donations profitent justement aux plus jeunes, qui ont souvent besoin d'une aide dans la vie pour s'établir et investir.

Afin de ne pas décourager le travail et l'épargne, en particulier des classes moyennes, la taxation du patrimoine transmis par donation ne doit donc intervenir qu'au-delà d'un seuil raisonnable, par application d'abattements de niveaux adaptés.

Un bon équilibre en ce sens avait été défini par différentes dispositions de la loi du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (TEPA). Cependant, elles ont été abrogées par l'article 5 de la loi de finances rectificative du 16 août 2012, contribuant ainsi à un choc fiscal et de défiance délétère.

Or, désormais le régime général d'imposition des successions et des donations est nettement plus favorable en Allemagne, au Royaume-Uni ou encore aux Etats-Unis qu'en France. La France fait même partie d'un groupe très restreint de quatre pays (Corée, Belgique, Japon) dont les impôts sur les successions et les donations représentant plus de 1% total de leurs recettes fiscales.

Cet amendement permet donc de rétablir des conditions plus favorables de transmission de l'épargne et des patrimoines, par donations, en modifiant le régime des droits de mutation à titre gratuit (DMTO). En effet, il réduit le délai de "rapport fiscal" au-delà duquel il n'est plus tenu compte, pour la

liquidation des DMTO, des donations passées, en le faisant passer de 15 ans à 10 ans, et ce afin d'augmenter la fréquence des dons.

La perte des DMTO devra bien-sûr être compensée aux communes et aux départements, qui se sont vus déjà privés par l'Etat de ressources dynamiques suite à la suppression de la taxe d'habitation.

Concrètement, tous les 10 ans (contre 15 ans en l'état actuel du droit), chaque parent ou grand-parent pourrait donner ainsi jusqu'à 150 000 € (contre 100 000€ en l'état actuel du droit) par enfant ou petits enfants sans qu'il y ait de droits de donation à payer. Ainsi, les générations les plus jeunes pourront en bénéficier, souvent à un âge de pleine activité professionnelle et principalement les classes moyennes et moyennes supérieures.

Cet amendement constituerait un coup de pouce bienvenu dans un contexte de forte inflation et de baisse du pouvoir d'achat, d'autant que durant sa campagne présidentielle le Président de la République s'est prononcé pour une baisse de la fiscalité sur les successions et les donations.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SAUTAREL, Daniel LAURENT, BURGOA, KLINGER, PANUNZI et MILON, Mmes DUMAS et Marie MERCIER, M. Henri LEROY, Mme SCHALCK, MM. SOMON et BELIN et Mme PETRUS

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNDECIES**

Après l'article 3 undecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 200 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa du 1, le taux : « 66 % » est remplacé par le taux : « 50 % » ;

2° À la première phrase du 1<sup>er</sup> ter, le taux : « 75 % » est remplacé par le taux : « 50 % ».

**OBJET**

Avec un déficit public attendu à plus de 4,9% l'année prochaine et un ratio d'endettement estimé à 109,7% du PIB fin 2024, le dégagement des marges de manoeuvres budgétaires supplémentaires doit être recherché pour contribuer à financer les mécanismes de protection déployés par ailleurs en cette période de crises.

Cela passe notamment par la rationalisation des dispositifs de réduction d'impôt.

Ainsi, le présent amendement propose de ramener à 50% le taux de réduction d'impôt sur le revenu, appliqués aux dons aux associations et organismes d'intérêt général effectués par les particuliers.

De la même manière que le crédit d'impôts services à la personne bénéficie aux particuliers employeurs à hauteur de 50% des dépenses qu'ils engagent, par cet amendement il est proposé que les contribuables et la solidarité nationale portent un effort financier partiaire dans les dons faits au bénéfice des associations et organismes d'intérêt général.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SAUTAREL, Daniel LAURENT, BURGOA, KLINGER et PANUNZI, Mme PUISSAT, M. MILON, Mmes DUMAS et Marie MERCIER, MM. Henri LEROY et ANGLARS, Mme SCHALCK, MM. CADEC, GENET et BELIN et Mmes PETRUS et Pauline MARTIN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° Le chapitre IV du titre III du livre III de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales est complété par une section ainsi rédigée :

« Section...

« Dotation de soutien à la défense contre les incendies dans les territoires ruraux

« Art. L. 2334-.... – Est instituée, par prélèvement sur les recettes de l'État, une dotation de soutien à la défense contre les incendies dans les territoires ruraux.

« Cette dotation est attribuer à compter de l'année 2024 aux communes et établissements publics de coopération intercommunales éligibles à la dotation d'équipement des territoires ruraux en application de l'article L. 2334-33 et compétents en matière de défense extérieure contre l'incendie.

« Son montant est fixé, pour chaque commune ou établissement public de coopération intercommunale, à 75 % de l'ensemble des dépenses réelles hors taxes acquittées par la commune ou l'établissement, lors de la pénultième année de l'attribution de cette dotation :

« 1° Pour son équipement en points d'eau, identifiés en application de l'article L. 2225-1 et pour leur entretien ;

« 2° Pour la réalisation de travaux de prévention en vue de la défense des forêts contre l'incendie sur des terrains inclus dans les bois classés en application de l'article L. 132-1 du code forestier ou dans les massifs visés aux articles L. 133-1 et L. 133-2 du même code.

« Toutefois, ne sont prises en compte que les dépenses ayant donné lieu à l'envoi au représentant de l'État dans le département, au plus tard le 30 septembre de l'année précédant son attribution, d'un inventaire des opérations réalisées accompagné des éléments établissant leur réalisation.

« Par dérogation à l'alinéa précédent, le montant de cette dotation au titre de l'année 2024 est fixé, pour chaque commune ou établissement public de coopération intercommunale, à 75 % des dépenses

réelles hors taxes acquittées par la commune ou l'établissement, au cours des années 2018 à 2021, au titre des dépenses relevant des 1° et 2°.

« Les attributions sont inscrites à la section d'investissement du budget des bénéficiaires. La dotation est versée au cours du premier trimestre de chaque année.

« Un décret pris en Conseil d'État fixe les modalités d'application du présent article. » ;

2° Au début de l'article L. 2334-38, sont ajoutés les mots : « Les opérations ouvrant droit au bénéfice de la dotation de soutien à la défense contre les incendies dans les territoires ruraux ainsi que ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Comme l'a parfaitement démontré la délégation au Sénat aux collectivités territoriales, sur un rapport rédigé par Hervé Maurey et Franck Montaugé, l'équipement de nos territoires en points d'eau contre l'incendie (y compris l'aménagement des réseaux) et leur entretien représentent pour les collectivités concernées un coût excédant de beaucoup leur capacité financière.

Le Parlement, à commencer par notre assemblée, ne peut que faire écho à la sagesse populaire lorsqu'elle proclame que, à l'impossible nul n'est tenu.. Il ne peut rester les yeux fermés devant la jurisprudence qui, ainsi que l'a récemment jugé la cour administrative d'appel de Marseille à propos de la commune de Mûrs, constate que la loi aboutit à mettre à charge des communes (ou des EPCI) des dépenses excédant à elles seules, souvent largement, leurs recettes d'investissement.

Le présent amendement propose d'instaurer, par un prélèvement sur les recettes de l'Etat, une dotation de soutien à la défense contre les incendies dans les territoires ruraux. Cette dotation prendrait en charge 75% des dépenses d'équipement en points d'eau contre l'incendie (y compris les aménagements de réseaux) et des dépenses consacrées à leur entretien. De plus, seraient couvertes les dépenses pour la réalisation de travaux de prévention en vue de la défense des forêts contre l'incendie dans les zones particulièrement à risque, qui sont des opérations qu'il convient évidemment d'accompagner.

Un peu comme la FCTVA, cette prise en charge interviendrait a posteriori, au cours de la deuxième année suivant la réalisation desdites dépenses. En effet, la première année suivant la réalisation de ces dépenses doit être consacrée à leur inventaire, adressé aux préfetures, pour prise en compte dans la loi de finances pour l'année considérée.

A titre exceptionnel, la dotation serait, pour la première année de sa mise en oeuvre (soit 2024), calculée sur les années 2018 à 2021, l'année 2018 étant la première année pleine suivant la prescription des règlements départementaux de défense extérieure contre l'incendie).





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SAUTAREL, Daniel LAURENT, BURGOA, KLINGER, PANUNZI et MILON, Mmes DUMAS et Marie MERCIER, MM. Henri LEROY et ANGLARS, Mme SCHALCK, MM. SOMON, GENET, BELIN et RAPIN et Mmes PETRUS et Pauline MARTIN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER**

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 266 nonies du code des douanes est ainsi modifié :

1° Le tableau constituant le second alinéa du a du A du 1 est ainsi rédigé :

«

Désignation des installations de stockage de déchets non dangereux concernés	Unité de perception	Quotité (en euros)				
		2022	2023	2024	2025	A partir de 2026
B. – Installations autorisées réalisant une valorisation énergétique de plus de 75 % du biogaz capté	tonne	45	45	52	59	65
C. – Installations autorisées qui sont exploitées selon la méthode du bioréacteur et réalisent une valorisation énergétique du biogaz capté	tonne	53	53	58	61	65
D. – Installations autorisées relevant à la fois des B et C	tonne	40	40	51	58	65
E. – Autres installations autorisées		58	58	61	63	65

» ;

2° Le tableau constituant le second alinéa du b du même A est ainsi rédigé :

«

Désignation des installations de traitement thermique de déchets non dangereux concernés	Unité de perception	Quotité (en euros)				
		2022	2023	2024	2025	A partir de 2026
A. – Installations autorisées dont le système de management de l'énergie a été certifié conforme à la norme internationale ISO 500001 par un organisme accrédité	tonne	18	18	20	22	25

B. – Installations autorisées dont les valeurs d'émission de Nox sont inférieures à 80 mg/Nm <sup>3</sup>	tonne	18	18	20	22	25
C. – Installations autorisées réalisant une valorisation énergétique élevée dont le rendement énergétique est supérieur ou égal à 0,65	tonne	14	14	14	14	15
D. – Installations relevant à la fois des A et B	tonne	14	14	17	20	25
E. – Installations relevant à la fois des A et C	tonne	12	12	13	14	15
F. – Installations relevant à la fois des B et C	tonne	11	11	12	14	15
G. – Installations relevant à la fois des A, B et C	tonne	11	11	12	14	15
H.- Installations autorisées dont le rendement énergétique est supérieur ou égale à 0,70 et réalisant une valorisation énergétique des résidus à haut pouvoir calorifique qui sont issus des opérations de tri performantes	tonne	5,5	5,5	6	7	7,5
I. Autres installations autorisées	tonne	22	22	23	24	25

».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

La réforme de la TGAP en 2019 s'est concrétisée par une hausse pluriannuelle de son taux, afin de créer un effet incitatif pour les collectivités locales en les poussant à trouver des moyens de réduire les déchets non recyclés, enfouis ou incinérés.

Or, la crise de la covid-19 a ralenti la mise en place des politiques de diminution des volumes d'ordures ménagères résiduelles. De plus, le retard pris dans la mise en place de filière à responsabilité élargie des producteurs pour le bâtiment et les travaux publics, qui représente de très loin le premier flux de déchets, pénalise nombre de collectivités locales car il est très compliqué d'accueillir ces grands volumes de déchets.

Ainsi, les collectivités territoriales sur lesquelles pèsent principalement cette réforme, ont dû faire face à un surcoût estimé à 104 millions d'euros en 2021. A terme en 2025, l'augmentation doit atteindre 210 millions d'euros.

Ainsi, cet amendement vise à geler le taux de la TGAP pour l'année 2024 à son niveau de 2023 afin de ne pas aggraver la situation financière des collectivités territoriales et de leurs administrés, sans remettre en cause sa trajectoire de hausse pluriannuelle et progressive.





**S O U S - A M E N D E M E N T**

à l'amendement n° I-230 de la commission des finances

présenté par

MM. SAUTAREL, Daniel LAURENT et BURGOA, Mme LAVARDE, MM. KLINGER, PANUNZI et MILON, Mmes DUMAS et Marie MERCIER, MM. Henri LEROY et ANGLARS, Mme SCHALCK, MM. GENET, BELIN et RAPIN et Mme PETRUS

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 25 TER**

Amendement I-230, alinéa 24

Remplacer les mots :

en 2023

par les mots :

la dernière année où la commune nouvelle bénéficiait de la garantie

**OBJET**

Sans vouloir changer l'esprit de l'amendement sous amendé, il est proposé de modifier les paramètres pour que la clause de garantie s'applique non pas en référence à 2023 mais en référence à la dernière année où la commune nouvelle bénéficiait de la garantie.

Ainsi, le sous-amendement vise à modifier l'année de référence pour que la garantie puisse s'appliquer.





## **S O U S - A M E N D E M E N T**

à l'amendement n° I-213 de la commission des finances

présenté par

MM. SAUTAREL, Daniel LAURENT, BURGOA, KLINGER, PANUNZI, MILON et BRUYEN,  
Mmes DUMAS et Marie MERCIER, MM. Henri LEROY et ANGLARS, Mme SCHALCK, MM. CADEC,  
GENET, BELIN et RAPIN et Mme PETRUS

C	
G	

### ARTICLE 15

Amendement n° I-213, alinéas 8 et 9

Remplacer les mots :

un douzième

par les mots :

un sixième

### OBJET

L'objet de cet sous-amendement n'est pas de modifier l'esprit de l'amendement mais vise à changer la valeur de la fraction du produit de la taxe.

Ainsi, le sous-amendement propose de remplacer la valeur de la fraction du produit de la taxe par un sixième au lieu d'un douzième.





**S O U S - A M E N D E M E N T**

à l'amendement n° I-213 de la commission des finances

présenté par

MM. SAUTAREL, Daniel LAURENT, BURGOA, KLINGER, PANUNZI et MILON, Mmes DUMAS et Marie MERCIER, MM. Henri LEROY et ANGLARS, Mme SCHALCK, MM. GENET et BELIN et Mme PETRUS

C	
G	

ARTICLE 15

Amendement n° I-213, alinéa 10

Après le mot :

gestion

insérer les mots :

et la longueur de voirie doublée en zone de montagne en référence aux critères de la dotation globale de fonctionnement

**OBJET**

L'objet du sous-amendement n'est pas de modifier l'esprit de l'amendement mais d'apporter une précision sur la détermination de la répartition des fractions.

Ainsi, le présent sous-amendement vise à ce que la répartition des fractions entre les affectataires soit déterminée en fonction de la longueur de la voirie doublée en zone de montagne en référence aux critères de la dotation globale de fonctionnement.







**S O U S - A M E N D E M E N T**

à l'amendement n° I-213 de la commission des finances

présenté par

MM. SAUTAREL, Daniel LAURENT, BURGOA, KLINGER, PANUNZI et MILON, Mmes DUMAS et Marie MERCIER, M. Henri LEROY, Mme SCHALCK, MM. GENET et BELIN et Mme PETRUS

C	
G	

ARTICLE 15

Amendement n° I-213, alinéa 10

Compléter cet alinéa par une phrase ainsi rédigée :

La répartition est réservée aux bénéficiaires qui ont moins de 40 habitants par kilomètre de voirie.

OBJET

L'objet du présent sous-amendement n'est pas de modifier l'esprit de l'amendement mais vise à apporter une précision.

Ainsi, le sous-amendement propose que la répartition des fractions soit réservée aux bénéficiaires qui ont moins de 40 habitants par km de voirie.





N°	I-436 rect.
----	-------------

**S O U S - A M E N D E M E N T**

à l'amendement n° I-168 de la commission des finances

présenté par

MM. SAUTAREL, Daniel LAURENT et BURGOA, Mme LAVARDE, MM. KLINGER, PANUNZI et MILON, Mmes DUMAS et Marie MERCIER, M. Henri LEROY, Mme SCHALCK, MM. GENET et BELIN et Mme PETRUS

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNVICIES

Amendement n° I-168, alinéa 5

Compléter cet alinéa par une phrase ainsi rédigée :

et ou pour le remboursement anticipé d'emprunt ayant permis ces acquisitions

**OBJET**

L'objet de ce sous-amendement n'est pas de modifier l'esprit de l'amendement mais de le préciser.

Ainsi, le sous-amendement vise à faire entrer dans le champ des exonérations de droits de mutation à titre gratuit dans la limite de 100 000 euros si ces sommes sont affectés par le donataire pour le remboursement anticipé d'emprunt ayant permis les acquisitions. Cela permettrait en effet, à la fois le désendettement et l'investissement pour les foyers concernés.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. DHERSIN

C	
G	

ARTICLE 6

## I. – Alinéa 4

1° Supprimer les mots :

dans un bâtiment d’habitation collectif, au sens du 6° de l’article L. 111-1, et

2° Remplacer les mots :

les conditions prévues au présent alinéa ne s’appliquent pas

par les mots :

la condition prévue au présent alinéa ne s’applique pas

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L’article 6 du présent projet de loi de finances propose de procéder à une prorogation de quatre ans, jusqu’au 31 décembre 2027, du prêt à taux zéro (PTZ) qui devait s’éteindre au 31 décembre 2023. Le PTZ ne porte pas intérêt sur une quotité de prêt pouvant atteindre 50% du total, afin de maintenir le soutien à la première accession à la propriété des ménages dont les revenus sont modestes. Cet article opère en outre un recentrage territorial du dispositif sur la construction neuve collective en zone tendue et l’ancien rénové en zone détendue, afin d’en renforcer l’efficacité et de limiter son impact en matière d’artificialisation des sols.

Dans le contexte de crise de la construction neuve, la restriction du PTZ pour les opérations nouvelles en zones tendues au seul habitat collectif risque de sur-contraindre le dispositif, alors que les documents de planification et d’urbanisme permettent déjà d’organiser une densification douce via le développement raisonné et de nouvelles formes d’habitat individuel. Cet amendement propose donc de revenir sur la limitation du PTZ neuf aux opérations d’habitat collectif.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. DHERSIN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

I. – Après l’alinéa 45

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

...) Après le II, il est inséré un paragraphe ainsi rédigé :

« .... – Pour les logements faisant l’objet d’un permis de construire délivré entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 31 décembre 2025 et achevés dans un délai maximal de quatre ans à compter de leur autorisation, le montant de la créance mentionnée au I est augmenté de 1 % du coût de construction au titre des cinq premières années de la durée d’application mentionnée au présent IV. »

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L’article 6 du présent projet de loi de finances prévoit plusieurs aménagements au régime fiscal en faveur du logement intermédiaire institutionnel (LLI), pour en accélérer la production en relais du dispositif Pinel. En particulier, il prévoit la possibilité de mobiliser le régime dans de nouveaux territoires en reconversion, pour des opérations en acquisition-amélioration ainsi que son extension aux sociétés civiles de placement immobilier (SCPI) détenues par des particuliers.

Toutefois, la rentabilité est aujourd’hui insuffisante pour attirer de nouveaux flux significatifs de fonds propres pour le logement intermédiaire, et nécessite d’activer un levier fiscal complémentaire au moins conjoncturellement pendant 2 à 3 ans afin d’assurer une production minimale jusqu’en 2025. Dans ce contexte, le présent amendement propose d’augmenter le montant de la créance d’IS prévue dans le régime LLI de 1 % du coût de construction pendant 5 ans, pour les logements autorisés entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 31 décembre 2025.







## AMENDEMENT

présenté par

Mme PRIMAS, MM. CUYPERS et CADEC, Mme CHAIN-LARCHÉ, M. BELIN, Mme BELRHITI, M. BONNUS, Mme BORCHIO FONTIMP, MM. BOUCHET, BOULOUX, BRISSON, BURGOA et DAUBRESSE, Mmes DI FOLCO, de CIDRAC, DUMONT et DUMAS, M. FAVREAU, Mmes GOSSELIN et GRUNY, M. Daniel LAURENT, Mme LASSARADE, M. Henri LEROY, Mme MICOULEAU, M. LEFÈVRE, Mme Marie MERCIER, MM. PANUNZI, PELLEVAL, RAPIN et RIETMANN et Mme SCHALCK

C	
G	

### ARTICLE 13

#### I. – Alinéa 6

Remplacer le taux :

9,4 %

par le taux :

9,2 %

#### II. – Alinéa 28

Après les mots :

à l'exception

insérer les mots :

du a bis du 1°,

### OBJET

Cet amendement vise à augmenter à 9,2%, au 1er janvier 2024, l'objectif d'incorporation d'énergie renouvelable prévu dans la trajectoire de décarbonation des gazoles.

En effet, l'article 13 prévoit la comptabilisation en compte double, des huiles végétales hydrotraitées (HVO) dans l'objectif d'incorporation d'énergie renouvelable notamment pour les quantités de gazole à destination de la pêche maritime.

Avec cet amendement, ces nouvelles matières premières seront ainsi prises en considération dans la trajectoire de décarbonation des gazoles tout en maintenant la contribution des autres matières premières qui participent aussi à cet objectif.

Cet amendement a été travaillé avec les filières concernées.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes VERMEILLET, de LA PROVÔTÉ et Nathalie GOULET, MM. CANÉVET et DELCROS, Mme GUIDEZ, MM. LAUGIER et HENNO, Mmes SOLLOGOUB, GATEL et Olivia RICHARD, M. DUFFOURG, Mmes BILLON et PERROT, M. KERN, Mme MORIN-DESAILLY, MM. Jean-Michel ARNAUD, VANLERENBERGHE et LEVI, Mmes DEVÉSA et JACQUEMET, M. CIGIOLTI, Mme DOINEAU et MM. FARGEOT, HINGRAY, DHERSIN et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 27 TERDECIES

Rédiger ainsi cet article :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° La première phrase du dernier alinéa du I de l'article 1407 ter et les deuxième à dernier alinéas des I, II et III de l'article 1638-0 bis sont supprimés.

2° Le 1 du III de l'article 1609 quinquies C, le 1° du III de l'article 1609 nonies C, l'article 1636 B decies, le 3 du II bis de l'article 1638 quater et l'article 1640 H sont abrogés ;

3° L'article 1636 B sexies est ainsi rédigé :

« Art. 1636 B sexies. – Les conseils municipaux et les instances délibérantes des organismes de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre votent chaque année les taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale et de la cotisation foncière des entreprises. Ces taux sont fixés librement sous réserve des dispositions de l'article 1636 B septies. » ;

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Avec la disparition de la taxe d'habitation sur la résidence principale, la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) occupe désormais une position centrale : son taux est lié à celui de la cotisation foncière des entreprises (CFE) depuis 2020 et à celui de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) depuis 2023.

La liberté des collectivités locales dans le vote des taux ne s'exerce donc que dans un cadre extrêmement contraint. Cela limite fortement l'autonomie fiscale locale et restreint par la même occasion le principe de libre administration qui leur est garanti par la Constitution.

De plus, les collectivités ne peuvent pas agir sur le taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) sans alourdir la taxe foncière. Pour les maires, cette corrélation les prive d'un outil précieux d'aménagement du territoire et d'accès au logement.

Avec l'apparition du « zéro artificialisation nette » (ZAN), le levier THRS n'est pas un moyen de faire de l'argent ; c'est bien une arme permettant de lutter contre la pression foncière. C'est-à-dire de limiter le développement des résidences secondaires au profit des résidences principales. Ce phénomène dépense largement le cadre des zones dites « tendues ».

Le présent amendement propose donc de décorrélérer la variation du taux de ces différents impôts, en laissant la liberté aux conseils municipaux et aux instances délibérantes des organismes de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre de les faire varier librement entre eux ou dans une même proportion.

Il donne ainsi corps au principe de libre administration des collectivités territoriales et offre la capacité aux élus locaux de lutter efficacement contre la multiplication des résidences secondaires, qui se fait au détriment des résidents permanents.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes VERMEILLET et Nathalie GOULET, MM. CANÉVET et DELCROS, Mme GUIDEZ, MM. LAUGIER et HENNO, Mmes SOLLOGOUB, GATEL et Olivia RICHARD, M. DUFFOURG, Mmes BILLON, ROMAGNY et PERROT, M. KERN, Mme MORIN-DESAILLY, MM. Jean-Michel ARNAUD et LEVI, Mmes DEVÉSA et JACQUEMET et MM. CIGOLOTTI, HINGRAY, MENONVILLE et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 3 QUINVICIES

Rédiger ainsi cet article :

L'article 200 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa du 1, le taux : « 66 % » est remplacé par le taux : « 50 % » ;

2° À la première phrase du 1 ter, le taux : « 75 % » est remplacé par le taux : « 50 % ».

**OBJET**

Avec un déficit public attendu à plus de 4 % l'année prochaine et un ratio d'endettement estimé à 109,7 % du PIB fin 2024, le dégagement de marges de manœuvres budgétaires supplémentaires doit être recherché, pour contribuer à assurer la soutenabilité de la dette publique, compte tenu de la hausse des taux d'intérêts.

Cela passe notamment par la rationalisation des dispositifs de réduction d'impôt.

Aussi, le présent amendement propose de ramener à 50 % les taux de réduction d'impôt sur le revenu, appliqués aux dons aux associations et organismes d'intérêt général effectués par les particuliers.

De la même manière que le crédit d'impôts services à la personne bénéficie aux particuliers employeurs à hauteur de 50 % des dépenses qu'ils engagent, l'auteur de l'amendement propose que les contribuables et la solidarité nationale porte un effort financier partiaire dans les dons faits au bénéfice des associations et organismes d'intérêt général.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes VERMEILLET et Nathalie GOULET, MM. CANÉVET et DELCROS, Mme GUIDEZ, MM. LAUGIER et HENNO, Mmes SOLLOGOUB, GATEL et Olivia RICHARD, M. DUFFOURG, Mmes BILLON, ROMAGNY et PERROT, M. KERN, Mme MORIN-DESAILLY, MM. Jean-Michel ARNAUD et LEVI, Mmes DEVÉSA et JACQUEMET et MM. CIGOLOTTI, HINGRAY, MENONVILLE et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 3 TERDECIES

Compléter cet article par un alinéa ainsi rédigé :

...° À la première et à la seconde phrase du premier alinéa du 2 de l'article 238 bis du code général des impôts, le taux : « 60 % » est remplacé par le taux : « 50 % ».

**OBJET**

Avec un déficit public attendu à plus de 4 % l'année prochaine et un ratio d'endettement estimé à 109,7 % du PIB fin 2024, le dégagement de marges de manœuvres budgétaires supplémentaires doit être recherché, pour contribuer à assurer la soutenabilité de la dette publique, compte tenu de la hausse des taux d'intérêts.

Cela passe notamment par la rationalisation des dispositifs de réduction d'impôt.

Aussi, le présent amendement propose de ramener à 50 % les taux de réduction d'impôt appliqués aux dons en faveur d'organismes sans but lucratif dans le cadre du mécénat d'entreprise.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes VERMEILLET et Nathalie GOULET, MM. CANÉVET et DELCROS, Mme GUIDEZ, MM. LAUGIER, HENNO et CAMBIER, Mmes SOLLOGOUB, GATEL et Olivia RICHARD, M. DUFFOURG, Mmes BILLON, de LA PROVÔTÉ, ROMAGNY et PERROT, M. KERN, Mme MORIN-DESAILLY, MM. Jean-Michel ARNAUD, VANLERENBERGHE et LEVI, Mmes DEVÉSA et JACQUEMET et MM. CIGLOTTI, FARGEOT, HINGRAY et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 27

I. – Alinéa 2, tableau, seconde colonne, septième ligne

Remplacer le montant :

108 906 000

par le montant :

122 606 000

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La dotation particulière élu local (DPEL) est attribuée, en métropole, aux communes de moins de 1 000 habitants sous condition de potentiel financier (le plafond est actuellement fixé à 1,25 fois le potentiel financier moyen des communes de moins de 1 000 habitants).

Chaque année, des communes perdent ainsi le bénéfice de la dotation ou, au contraire, deviennent éligibles en raison de l'évolution de leur niveau de potentiel financier, alors que cette évolution peut, par exemple, résulter de modifications des ressources intercommunales, sans que la situation financière des communes ait changé.

Cet amendement constitue la traduction dans le budget de l'État de celui déposé à l'article 13 du présent projet de loi de finances et qui supprime la condition de potentiel financier afin de rendre éligible à la dotation particulière élu local (DPEL) l'ensemble des communes, y compris celles de moins de 1 000 habitants.

Il est légitime que l'État participe au financement des indemnités des élus, par principe. Le soutien à l'exercice de la démocratie ne peut être conditionné à la richesse de la commune.

Le mouvement financier est opéré sur le budget de l'État et propose de relever le volume total de la dotation à 122,6 millions d'euros (M €), contre 108,9 M € actuellement.

La hausse proposée, à hauteur de 13,7 M €, intègre le versement de la DPEL pour les communes de moins de 1 000 habitants qui en sont actuellement exclues au regard de leur potentiel financier, ainsi que le versement de la majoration de DPEL pour celles d'entre elles ne dépassant pas 500 habitants.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes VERMEILLET et Nathalie GOULET, MM. CANÉVET et DELCROS, Mme GUIDEZ, MM. LAUGIER et HENNO, Mmes SOLLOGOUB, GATEL et Olivia RICHARD, M. DUFFOURG, Mmes BILLON, ROMAGNY et PERROT, M. KERN, Mme MORIN-DESAILLY, MM. FOLLIOU, Jean-Michel ARNAUD, Jean-Baptiste BLANC, VANLERENBERGHE et LEVI, Mmes DEVÉSA et JACQUEMET et MM. CIGIOTTI, HINGRAY, DHERSIN et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le I de l'article L. 1615-1 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Les opérations de déneigement et de salage des voies publiques, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, pour les communes situées en zone de montagne au sens de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

De nombreuses communes de montagne, disposant de faibles marges de manœuvre budgétaires, doivent prendre en charge des dépenses coûteuses liées au déneigement. Celles-ci ne sont pas éligibles au fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), à la différence des autres dépenses liées à l'entretien de la voirie (notamment élagage, fauchage, débroussaillage, entretien de la végétation des talus et des accotements, ...).

Les maires de communes de montagne sont pourtant chargés d'assurer le déneigement des voies de leurs communes au titre de leur pouvoir de police, durant plusieurs mois.

Le présent amendement propose ainsi de rendre, dès cette année, éligibles au FCTVA les opérations de déneigement des voies publiques réalisées par les communes situées en zone de montagne.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes VERMEILLET et Nathalie GOULET, MM. CANÉVET et DELCROS, Mme GUIDEZ, MM. LAUGIER et HENNO, Mmes SOLLOGOUB, GATEL et Olivia RICHARD, M. DUFFOURG, Mmes BILLON, de LA PROVÔTÉ, ROMAGNY et PERROT, M. KERN, Mme MORIN-DESAILLY, MM. FOLLIO, Jean-Michel ARNAUD, Jean-Baptiste BLANC et LEVI, Mmes DEVÉSA et JACQUEMET et MM. CIGIOLLOTTI, HINGRAY, DHERSIN et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le II de l'article L. 1615-1 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un paragraphe ainsi rédigé :

« .... – Les dispositions prévues au I s'appliquent pour les dépenses d'investissement comptabilisées en production immobilisée dans le cadre d'opérations réalisées spécifiquement en régie. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La réforme d'automatisation du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) conduit, au travers de l'ajustement de l'assiette des dépenses éligibles défini par l'arrêté publié le 31 décembre 2020, à exclure les travaux d'investissement réalisés en régie.

Cette formule de calcul pénalise de nombreuses communes, en particulier en zone rurale, qui font le choix de travaux en régie pour des raisons de coûts, de simplicité et d'efficacité. Elle fragilise les efforts de mutualisation faits par ces communes, ainsi que leur dynamique d'investissement.

Aussi, le présent amendement propose de rendre éligibles au FCTVA les opérations réalisées en régie.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes VERMEILLET et Nathalie GOULET, MM. CANÉVET et DELCROS, Mme GUIDEZ, MM. LAUGIER et HENNO, Mmes SOLLOGOUB, GATEL et Olivia RICHARD, M. DUFFOURG, Mmes BILLON, de LA PROVÔTÉ, ROMAGNY et PERROT, M. KERN, Mme MORIN-DESAILLY, MM. Jean-Michel ARNAUD, VANLERENBERGHE et LEVI, Mmes DEVÉSA et JACQUEMET et MM. CIGOLOTTI, HINGRAY, DHERSIN et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le B du I de la section II du chapitre premier du titre premier de la deuxième partie du livre premier du code général des impôts est complété par un article 1382... ainsi rédigé :

« Art. 1382.... – Les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre peuvent, par délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A bis, exonérer totalement, pour la part de taxe foncière sur les propriétés bâties qui leur revient, les immeubles ou parties d'immeubles qui appartiennent à des établissements privés à but non lucratif en contrat avec l'État tels que définis à l'article L732-1 du code de l'éducation, et qui sont affectés au service public de l'enseignement supérieur et de la recherche tel que défini aux articles L 123-3 du code de l'éducation et L 112-2 du code de la recherche.

« Pour bénéficier de cette exonération, le redevable de la taxe doit adresser, avant le 1<sup>er</sup> janvier de la première année au titre de laquelle l'exonération est applicable, une déclaration au service des impôts du lieu de situation des biens comportant tous les éléments permettant leur identification et tout document justifiant de l'affectation de l'immeuble. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Dans la suite de la loi de programmation de la recherche, cet amendement a pour objet d'ouvrir la possibilité aux collectivités territoriales d'exonérer de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) les établissements d'enseignement supérieur d'intérêt général (EESPIG) en tant qu'opérateurs du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche (art. L732-1 du Code de l'éducation et art. L112-2 du Code de la recherche).

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

Il permet ainsi d'établir une équité de traitement avec les établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche, exonérés de plein droit du paiement de la TFPB au titre de l'article 1382 du Code général des impôts.

L'exonération proposée ici s'établit à l'initiative des collectivités territoriales pour les EESPIG, établissements d'enseignement supérieur privés en contrat avec l'Etat. Ces établissements soutiennent en effet l'économie locale, l'attractivité des territoires et le dynamisme des bassins d'emplois dans lesquels ils sont implantés, générant de nombreuses retombées pour les collectivités, tant économiques, que sociales et culturelles.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. MILON, Mme DUMAS, M. KLINGER, Mme DUMONT, M. BOUCHET, Mmes Marie MERCIER et LASSARADE, MM. Henri LEROY et BELIN et Mme IMBERT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5**

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le 1<sup>er</sup> quater de l'article 93, il est inséré un 1<sup>er</sup> quinquies ainsi rédigé :

« 1<sup>er</sup> quinquies. Les associés de sociétés d'exercice libéral à forme anonyme, par actions simplifiée, à responsabilité limitée ou en commandite par actions, dont le revenu imposable provenant de l'exercice d'une activité libérale au sein de la société dont ils sont associés est déterminé au titre des bénéfices non commerciaux, peuvent demander, par dérogation que, au titre de cette activité, le revenu imposable soit déterminé selon les règles prévues à l'article 62 du présent code, en l'absence de lien de subordination entre l'associé et la SEL au titre de l'exercice de l'activité libérale.

« La demande doit être adressée au service des impôts du lieu d'exercice de l'activité avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année qui suit celle au titre de laquelle l'imposition est établie. L'option demeure valable tant qu'elle n'a pas été expressément dénoncée dans les mêmes conditions. » ;

2° À l'article 204 C, au 5° du 2 de l'article 204 G et à la première phrase du 5 de l'article 1663 C, les mots : « et 1<sup>er</sup> quater » sont remplacés par les mots : « , 1<sup>er</sup> quater et 1<sup>er</sup> quinquies » ;

3° Après le quatrième alinéa de l'article 62, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Sur option telle que prévue à l'article 93, 1<sup>er</sup> quinquies, aux associés des sociétés d'exercice libéral à forme anonyme, par actions simplifiée, à responsabilité limitée ou en commandite par actions. »

II. – Le I s'applique aux rémunérations perçues ou réalisées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le régime d'imposition des rémunérations perçues par les associés d'une société d'exercice libéral (SEL) au titre de l'exercice de l'activité libérale au sein de cette même société fait l'objet de dispositions doctrinales ambiguës lesquelles sont, par ailleurs, par certains aspects, contradictoires avec la jurisprudence récente du Conseil d'État.

Afin de clarifier le régime d'imposition de ces rémunérations, de mettre fin à l'insécurité juridique actuelle et de préserver la situation des contribuables concernés, le présent article propose :

- de préciser que les rémunérations des associés de sociétés d'exercice libéral à forme anonyme (SELAFA), par actions simplifiées (SELAS), à responsabilité limitée (SELARL) ou en commandite par actions (SELCA), allouées à raison de l'exercice d'une activité libérale au sein de ces mêmes sociétés, sont imposables dans la catégorie des bénéfices non commerciaux, sauf lorsqu'il est établi qu'un lien de subordination existe entre l'associé et la société d'exercice libéral au titre de l'exercice de cette activité. Ces rémunérations sont en effet imposées dans la catégorie des traitements et salaires en présence d'un lien de subordination - au sens de la jurisprudence de la Cour de cassation en matière sociale - entre l'associé et la SEL au titre de l'exercice de cette activité ;
- de prévoir la possibilité, pour ces mêmes associés, d'opter pour l'imposition selon les règles de l'article 62 du CGI, en l'absence de lien de subordination entre l'associé et la SEL au titre de l'exercice de l'activité libérale, en dérogation à l'article 92 du CGI. Cette option serait tacitement reconductible.

S'agissant des associés gérants majoritaires de SELARL et des associés gérants de SELCA, les règles précédentes s'appliqueraient aux rémunérations qui leur sont allouées à raison de l'exercice d'une activité libérale, lorsqu'elles peuvent être distinguées des rémunérations qu'ils perçoivent au titre de leurs fonctions de gérance, conformément à la jurisprudence du Conseil d'État. Dans le cas contraire, elles demeureraient imposées dans les conditions prévues à l'article 62 du code général des impôts (CGI).

Les rémunérations perçues ès qualités par les associés gérants majoritaires de SELARL et les associés gérants de SELCA demeureraient imposées dans les conditions prévues par l'article 62 précité. De même, les rémunérations perçues ès qualités par les associés dirigeants de SELAS et de SELAFA ainsi que par les associés gérants minoritaires de SELARL continueraient à être imposées dans les conditions prévues à l'article 80 ter du CGI, i.e. comme des traitements et salaires.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. MILON, Mme DUMAS, M. KLINGER, Mme DUMONT, M. BOUCHET, Mmes Marie MERCIER et LASSARADE, MM. BRISSON, Henri LEROY et BELIN et Mmes IMBERT et ESTROSI SASSONE

**ARTICLE 16**

I. – Alinéa 123, tableau, quatre dernières colonnes, troisième ligne

Rédiger ainsi cette ligne :

0,50	5,04	1,00	10,08
------	------	------	-------

II. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes pour les agences de l'eau résultant du présent article est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et les services.

**OBJET**

Le PLF prévoit un relèvement des taux plafonds de 40 % et l'instauration de taux planchers, fixé à 28 % du plafond pour les différents usages.

Or, selon les bassins, pour l'irrigation, les taux actuels sont très différents, tant pour les prélèvements en catégorie 1 (hors zone de répartition des eaux, gestion par un Organisme Unique de Gestion Collective et retenues collinaires) et en catégorie 2 (en zone de répartition des eaux).

L'instauration des taux planchers et des augmentations des plafonds selon les bassins et les zones de prélèvement génèrent d'importantes conséquences. Les bassins les plus touchés en irrigation non gravitaire en zone de répartition des eaux sont les bassins Rhône Méditerranée Corse et Adour-Garonne, avec respectivement une multiplication par 3,5 et 2,3, du fait du plancher envisagé très élevé.

Selon le ministère de la Transition Ecologique, la hausse serait au minimum, pour les agriculteurs, de 6,22 M€ en Rhône Méditerranée Corse (+ 144 %), de 3,8 M€ en AdourGaronne (+ 49 %) et de 100 K€ en Rhin-Meuse. Au total, c'est un minimum de 10 M€ d'augmentation de redevance prélèvement qui est mécaniquement attendu par la fixation des planchers, soit + 37 % (recette actuelle de l'ordre de 26,9 M€ en moyenne entre 2019 et 2022).

Les augmentations pourraient atteindre jusqu'à 60 €/ha, par ex en Adour-Garonne, pour un apport moyen à l'hectare de 3 760 m<sup>3</sup> (passage de 46 €/ha à 106 €/ha).

Elles pourraient même être bien supérieures avec le relèvement des plafonds de 40 %.

Des augmentations aussi fortes ne sont tenables par aucun acteur économique, d'autant qu'elles viendront impacter fortement y compris ceux qui ont investis pour gagner en efficacité à l'hectare. Elles limiteront en outre la capacité d'investissement des agriculteurs pour répondre aux différents enjeux de la planification écologique.

Elles sont d'autant plus inacceptables que, malgré les demandes pour une meilleure transparence, la profession agricole ne dispose pas de visibilité sur les financements actuels des agences de l'eau en faveur de la gestion quantitative de l'eau, en particulier sur la sécurisation des ressources en eau.

L'amendement vise donc à abaisser le plancher de la redevance pour l'irrigation non gravitaire à 0,5 centime d'€/m<sup>3</sup> en catégorie 1 et 1 centime d'€/m<sup>3</sup> en catégorie 2. Cela correspond à 10% du plafond, au lieu de 28 %.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. MILON, Mme DUMAS, MM. KLINGER et SAURY, Mme DUMONT, MM. BRUYEN et BOUCHET, Mmes Marie MERCIER et LASSARADE, MM. Henri LEROY et BELIN et Mmes IMBERT et ESTROSI SASSONE

C	
G	

ARTICLE 16

## I. – Alinéas 110 et 111

Supprimer ces alinéas.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... - La perte de recettes pour les agences de l'eau résultant du I est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services

**OBJET**

L'augmentation de la redevance pour pollution diffuse est vécue comme un impôt supplémentaire de 37 millions d'euros sur la production, visant à assurer une recette permanente à la redevance pour pollution diffuse, même quand les utilisations de produits phytosanitaires baissent. Les 37 M€ s'ajouteraient aux 171 M€ déjà collectés en moyenne entre 2019 et 2022 (+ 22 %).

Cela aggraverait les distorsions de concurrence avec les producteurs des autres EtatsMembres de l'Union Européenne.

Une telle augmentation impacterait négativement les investissements sur les exploitations agricoles, quand est attendu de l'agriculture une accélération de la transition agroécologique et une contribution à la planification écologique.

Et ce d'autant plus que les éléments chiffrés enfin obtenus sur les actions financées par les agences de l'eau en matière de réduction de l'usage des produits phytosanitaires traduisent leur faible accompagnement de l'agriculture conventionnelle dans la transition.

Enfin, l'augmentation affecterait de manière différenciée les cultures, certains producteurs n'ayant plus accès, pour certaines maladies ou certains bioagresseurs, qu'à des produits fortement taxés.

En conséquence, l'amendement vise à maintenir les taux actuels pour la redevance pour pollution diffuse.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. MILON, Mme DUMAS, M. KLINGER, Mme DUMONT, MM. BRUYEN et BOUCHET, Mmes Marie MERCIER et LASSARADE, MM. Henri LEROY et BELIN et Mme IMBERT

C	
G	

ARTICLE 16

I. – Alinéas 141 et 142

Supprimer ces alinéas.

II. – Pour compenser la perte de recette résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes pour les agences de l'eau résultant du présent article est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – la perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et les services.

OBJET

Le PLF instaure, pour l'irrigation gravitaire, une augmentation progressive de l'assiette, pour l'instant fixée forfaitairement à 10 000 m<sup>3</sup> par an, de 1 000 m<sup>3</sup> par an jusqu'à 2029 inclus et l'obligation, quand un compteur est installé, d'utiliser cet index. Cette augmentation de l'assiette s'additionne à une augmentation des tarifs de redevances, notamment par l'instauration d'un tarif plancher supérieur au taux actuel pour la majorité des bassins.

Or, dans certains territoires, l'irrigation gravitaire contribue à la préservation de zones humides et à la production d'eau potable. C'est le cas de la nappe de la Crau qui alimente en eau potable près de 300 000 habitants et dont l'alimentation en eau de la nappe est majoritairement d'origine artificielle. C'est l'irrigation traditionnelle des prairies de foin de Crau, dite « par submersion », qui assure la plus grande part de la recharge de la nappe (70%), la pluie complète cet apport principal.

Pour permettre de préserver l'irrigation gravitaire dans les territoires où elle répond aux enjeux sociétaux, l'amendement vise à retirer les alinéas modifiant l'assiette pour le calcul de la redevance.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. MILON, Mme DUMAS, M. KLINGER, Mme DUMONT, M. BOUCHET, Mmes Marie MERCIER et LASSARADE, MM. Henri LEROY et BELIN et Mme IMBERT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 16

I. – Alinéa 38

Supprimer cet alinéa.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le PLF instaure un article spécifique pour la redevance élevage, en reprenant l'assiette et le taux inscrits actuellement dans le code de l'environnement. Il introduit en outre des possibilités d'adaptation, par unité géographique au sein des bassins, du taux et prévoit, comme pour les autres redevances, une indexation du taux de 3 € / Unité Gros Bétail sur l'inflation.

Les possibilités d'adapter la redevance élevage par territoire risquent de fragiliser encore l'élevage, au moment où l'enjeu premier est le renouvellement des générations d'éleveurs et notre souveraineté alimentaire.

Le présent amendement vise donc à retirer ces possibilités d'adapter le tarif de 3 € / UGB par unité géographique, en maintenant l'exception des activités agricoles





N°	I-452
----	-------

## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme Nathalie GOULET

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 4

Après l'article 4

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° À la fin du 1 de l'article 206, sont insérés les mots : « , sauf lorsque celles-ci concernent la production d'énergie solaire photovoltaïque » ;

2° À la fin du premier alinéa de l'article 1654, sont insérés les mots : « , sauf lorsque celles-ci concernent la production d'énergie solaire photovoltaïque ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Le présent amendement vise à exonérer d'impôt sur les sociétés les bénéfices des communes tirés de la production d'électricité photovoltaïque.





## AM E N D E M E N T

présenté par

M. MENONVILLE, Mme Olivia RICHARD, MM. BONNECARRÈRE et KERN, Mme VERMEILLET, MM. HENNO et Jean-Michel ARNAUD, Mmes ROMAGNY et GUIDEZ, M. VANLERENBERGHE, Mme JACQUEMET et MM. FARGEOT, LEVI, CIGLOTTI et BLEUNVEN

C	
G	

### ARTICLE 13

#### I. – Alinéa 6

Remplacer le taux :

9,4 %

par le taux :

9,2 %

#### II. – Alinéa 28

Après les mots :

à l'exception

insérer les mots :

du a bis du 1°,

### OBJET

Cet amendement tend à augmenter à 9,2%, au 1er janvier 2024, l'objectif d'incorporation d'énergie renouvelable prévu pour les gazoles.

En effet, l'article 13 porte sur la taxe incitative relative à l'utilisation d'énergie renouvelable dans le transport (TIRUERT), l'Assemblée Nationale a inséré une mesure de soutien au secteur de la pêche en prévoyant de comptabiliser en compte double les huiles végétales hydrotraitées (HVO) issues de graisse animale dans l'objectif d'incorporation d'énergie renouvelable pour la catégorie fiscale des gazoles.

Ce dispositif s'appliquera uniquement en 2024, dans la limite de 15 % des quantités de gazoles destinées à une utilisation pour les besoins de la pêche mises à la consommation ou déplacées à des fins commerciales en France.

Afin de tenir compte de l'ajout de ces nouvelles matières premières additivées au gazole pêche dans la trajectoire des gazoles, et de maintenir la contribution des autres matières premières à la décarbonation des gazoles, il convient d'augmenter à 9,2%, au 1<sup>er</sup> janvier 2024, l'objectif d'incorporation d'énergie renouvelable prévu pour les gazoles.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. MENONVILLE, Mme Olivia RICHARD, MM. BONNECARRÈRE et KERN, Mme VERMEILLET, MM. HENNO et FOLLIO, Mmes PERROT, GUIDEZ et JACQUEMET et MM. FARGEOT, LEVI, CIGIOLLOTTI et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le c du 2 du I de l'article 27 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ...) De l'acquisition et de la pose de matériaux d'isolation thermique des parois vitrées et des protections solaires mobiles ; ».

II. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement tend à réintégrer dans le crédit d'impôt de la rénovation énergétique des locaux tertiaires des PME les menuiseries extérieures.

Ce crédit d'impôt rétabli par la loi de finances pour 2023 s'applique aux dépenses de chauffage, de ventilation et pour l'isolation des parois opaques. C'est une réelle avancée en faveur des PME qui ne disposaient jusqu'alors d'aucune aide en la matière.

Or, les menuiseries extérieures responsables de 10 à 15 % des déperditions thermiques ne sont pas éligibles au dispositif. Le présent amendement tend à corriger cette situation car force est de constater que le remplacement de ces dernières permet d'assurer une meilleure isolation thermique en maîtrisant les températures.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. MENONVILLE, Mme Olivia RICHARD, M. BONNECARRÈRE, Mme VERMEILLET, MM. HENNO et Jean-Michel ARNAUD, Mmes PERROT, GUIDEZ et JACQUEMET et MM. FARGEOT, LEVI, CIGOLOTTI et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

I. – Alinéas 2 à 6

Supprimer ces alinéas.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement a pour objet de rétablir le PTZ dans le neuf collectif et individuel sur tout le territoire.

Alors que nous devons faire face à une crise de l'immobilier et du logement, l'article 6 du projet de loi de finances modifie les règles applicables au PTZ en ciblant exclusivement les appartements neufs situés en zones tendue.

Force est de constater que la construction de logement neuf recule de 5,1%, la délivrance de permis de construire a chuté de 28,3% et la vente de maisons individuelles a baissé de 38,1%.

Cette situation s'explique notamment par la hausse des taux d'emprunts et l'explosion des coûts des matériaux.

Le recentrage du PTZ ainsi proposé risque d'aggraver la situation. D'une part car il exclut près des deux tiers des opérations financées jusqu'alors, d'autre part car il ne sera pas sans effet sur les TPE et PME du bâtiment. En effet, la production de logements neufs représente la moitié de l'activité du secteur.

Il est donc proposé de rétablir le PTZ dans le neuf individuel et collectif sur l'ensemble du territoire. Ce retour doit être assorti de deux mesures complémentaires importantes, à savoir le retour à une quotité de 40 % pour toutes les zones, en neuf comme dans l'ancien avec travaux et la

réactualisation des barèmes pour tenir compte des évolutions de salaires et de prix de l'immobilier intervenues depuis 2016.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. MENONVILLE, Mme Olivia RICHARD, M. BONNECARRÈRE, Mme VERMEILLET, MM. HENNO et Jean-Michel ARNAUD, Mmes PERROT, GUIDEZ et JACQUEMET et MM. LEVI, CIGOLOTTI et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS**

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

Après le b quater du 1° du I de l'article 31 du code général des impôts, il est inséré un b quinquies ainsi rédigé :

« b quinquies) Une déduction au titre de l'amortissement égale à 2 % du prix du bâti du bien immobilier. Pour les dépenses de travaux autres que celles prévues au b et b bis, une déduction au titre de l'amortissement égale à 7 % pour les 10 premières années et 6 % pour les 5 années suivantes. » ;

2° Le 1° ter du I de l'article 156 est abrogé ;

3° Les deux premiers alinéas du 3° du même I sont supprimés ;

II. – Le quatrième alinéa du 3° du I de l'article 156 du code général des impôts n'est pas applicable aux revenus fonciers perçus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à créer un régime universel d'investissement locatif privé, lisible et stable.

Il repose sur la reconnaissance de la nature d'activité économique, créatrice de valeur, de l'investissement locatif privé.

Il est ainsi proposé :

un amortissement du bâti pendant 50 ans, soit un taux de 2 % l'an, applicable dans le neuf et dans l'existant pour l'ensemble des logements locatifs privés (stock et flux)

un amortissement des gros travaux sur 15 ans ;

une déductibilité sans limite des intérêts d'emprunt, des petits travaux et des charges locatives des revenus fonciers bruts ;

un déficit foncier imputable sans limite sur le revenu global positif

une taxation des plus-values inchangée.

L'alimentation en neuf du segment du locatif privé détenu par des bailleurs personnes physiques s'avère très sensible aux dispositifs fiscaux de soutien. De fait, la suppression d'un dispositif puissant (Périssol, Robien, Scellier) ou son rabotage (Pinel) se traduisent systématiquement par une chute des ventes, de moitié en ordre de grandeur. La fiscalité très lourde s'appliquant à l'investissement locatif en neuf est un réel frein.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. MENONVILLE, Mme Olivia RICHARD, M. BONNECARRÈRE, Mme VERMEILLET, MM. HENNO et Jean-Michel ARNAUD, Mmes PERROT, GUIDEZ et JACQUEMET et MM. FARGEOT, CIGIOTTI et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 10

I. – Alinéa 31, tableau, deux dernières colonnes, deux dernières lignes

Rédiger ainsi ces lignes :

42 500	18 750
46 750	20 625

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La franchise en base de TVA permet d'alléger les obligations fiscales des petites entreprises en les exonérant de la déclaration et du paiement de la TVA sur les prestations ou ventes qu'elles réalisent. Cet amendement propose de retenir un niveau de franchise deux fois moins important que celui prévu par l'article 10.

Le présent article étend à compter du 1er janvier 2025 le bénéfice de la franchise en base TVA aux entreprises étrangères dont le chiffre d'affaires est inférieur à 100 000€.

Il s'agit d'une transposition de la directive UE 2020/285 du 18 février 2020 relative au système commun de TVA. Cette mesure peut être source de concurrence déloyale et de distorsion de concurrence. De ce fait, une entreprise étrangère pourra travailler en France et bénéficier de la franchise de TVA applicable aux entreprises françaises. Ainsi, par exemple une entreprise espagnole pourra dans le cadre d'un marché avec un particulier facturer sans TVA (alors qu'aujourd'hui l'entreprise espagnole doit facturer de la TVA française). De plus, ces entreprises étrangères n'ont aucune obligation d'identification en France. Il y a donc là un véritable risque de fraude.

Au regard de cela il convient de limiter la franchise applicable, il est ainsi proposé de fixer un montant deux fois moins important pour les entreprises étrangères.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. MENONVILLE, Mmes Olivia RICHARD et VERMEILLET, M. HENNO, Mmes GUIDEZ et JACQUEMET et MM. FARGEOT, LEVI, CIGOLOTTI et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS**

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 199 novovicies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° La seconde phrase des 1° et 2° du VI est supprimée ;

2° La seconde phrase des 1° et 2° du A du VII bis est supprimée ;

3° La seconde phrase des 1° et 2° du E du VIII est supprimée ;

4° La seconde phrase des a) et b) du 3° du XII est supprimée.

II. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement propose de maintenir les taux de réductions d'impôt du dispositif Pinel, tel que prévu en 2022 sur les années 2023, 2024.

Depuis plus de 10 ans, ce dispositif a soutenu et encouragé la vente de plus de 30.000 logements neufs chaque année en France. Il doit prendre fin en 2025, c'est un très mauvais signal pour le secteur du bâtiment, pour le marché de l'immobilier et pour les ménages.

Le projet de loi de finances pour 2021 a prorogé de 3 ans l'avantage fiscal tout en baissant progressivement. Le 1er janvier 2023, le dispositif Pinel a subi un premier coup de rabot. Tandis qu'il était jusqu'alors possible de bénéficier d'une réduction d'impôt de 12 %, 18 % ou 21 % pour un engagement de location de respectivement 6, 9 ou 12 ans, l'avantage fiscal a été fixé à 10,5 %, 15 % et 17,5 %. À partir du 1er janvier 2024, les taux de réduction d'impôt ont à nouveau abaissés à 9 %, 12 % et 14 % avant la disparition programmée du dispositif le 31 décembre 2024.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

Les ventes de logements neufs s'écroulent, et les stocks d'appartements à vendre n'ont jamais été aussi élevés depuis 2019.

Le volume des ventes a baissé dans l'ancien, de 10% concernant les appartements et 17% concernant les maisons. Sur le neuf, l'impact est encore plus fort. Les notaires enregistrent une baisse de 23%. Amplifiée sur les terrains à bâtir pour lesquels la demande dégringole, la baisse des ventes se chiffrent à 29%.

En parallèle, en 2023, selon les prévisions la production de logements sociaux devrait être inférieure à 85.000 agréments, soit une chute par rapport aux 96.000 de 2022. Selon une étude commandée par l'Union sociale pour l'habitat (USH, confédération des bailleurs), il faudrait créer 198.000 nouveaux logements sociaux par an, pour répondre aux grandes tendances démographiques et résorber le mal-logement.

Cette baisse bloque l'alimentation de logements neufs détenus notamment par des particuliers qui sont très sensibles aux avantages fiscaux. De plus, les difficultés d'accès au crédit immobilier, ralentissent la vente des logements éligibles, réduisant d'autant le nombre logements à loyer abordable destinés à la location dans les zones tendues.

Le présent amendement tend à accroître l'offre de logements locatifs sous plafonds de loyer et de ressources, en aménageant le dispositif Pinel pour le rendre plus attractif avant sa disparition programmée au 31 décembre 2024.

Ainsi, il est proposé de maintenir les taux de réduction d'impôt tels que prévus en 2022 sur les années 2023 et 2024, date à laquelle le dispositif Pinel prend fin. Cela permettra de relancer à la fois la construction neuve et le logement locatif à loyers maîtrisés.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. MENONVILLE, Mme Olivia RICHARD, MM. BONNECARRÈRE et KERN, Mme GUIDEZ,  
M. VANLERENBERGHE, Mme JACQUEMET et MM. FARGEOT, LEVI, CIGOLOTTI et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 QUATERDECIES**

Après l'article 27 quaterdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le 1° ter A de l'article 1395 du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« 1°... Les terrains classés au cadastre en nature de bois et forêts, appartenant à un même propriétaire et ayant fait l'objet d'une réunion de deux parcelles au moins, lorsque la surface après fusion est inférieure ou égale à 10 hectares. L'exonération est applicable pendant dix ans, à compter de la date de publication au service de la publicité foncière ; ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement tend à inciter le regroupement de parcelles cadastrales par fusion. Pour cela, il prévoit une exonération de taxe foncière sur la nouvelle parcelle fusionnée, dans la limite d'une fusion portant sur 10 hectares, pendant une durée de 10 années.

Il s'agit de favoriser la mise en place d'ensembles cohérents et beaucoup plus difficiles à subdiviser lors des mutations et de pérenniser la gestion forestière dès lors que l'entité aura une surface économiquement plus viable.

Le morcellement parcellaire du foncier forestier est un constat national. Il est le résultat des transmissions, suivies de partage, mais également de l'abandon de terres agricoles. Or, il est l'une des causes de la sous-exploitation de la forêt privée.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. MENONVILLE, Mme Olivia RICHARD, MM. BONNECARRÈRE et KERN, Mme VERMEILLET, MM. HENNO et FOLLIOT, Mme GUIDEZ, M. VANLERENBERGHE, Mme JACQUEMET et MM. LEVI, CIGIOLLOTTI et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 3 TER

Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... - Le deuxième alinéa du 1 de l'article 76 du code général des impôts est complété par les mots : « et qui sont mis en œuvre pour assurer le boisement ou la reconstitution de peuplements forestiers dégradés. »

**OBJET**

L'article 76 du Code général des impôts a été complété d'un alinéa visant à intégrer au forfait forestier les revenus provenant de la captation de carbone additionnelle réalisée dans le cadre de projets forestiers admis au label « bas-carbone » mentionné à l'article L 121-2 du Code forestier.

Ce label comprend actuellement 3 méthodes (boisement, reconstitution de peuplements dégradés et conversion de taillis et futaie sur souches). La suppression proposée vise à couvrir l'ensemble des méthodes labellisées, car seules les deux premières méthodes étaient visées.

Par ailleurs, cette modification vise à couvrir les méthodes existantes et à venir.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. MENONVILLE, Mme Olivia RICHARD, MM. BONNECARRÈRE et KERN, Mme VERMEILLET, MM. HENNO et Jean-Michel ARNAUD, Mme GUIDEZ, M. VANLERENBERGHE, Mme JACQUEMET et MM. LEVI, CIGOLOTTI et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 28

I. – Alinéa 2, tableau, dernière colonne, vingt-neuvième ligne

Remplacer le montant :

3 000 000

par le montant :

6 000 000

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le Fonds stratégique de la forêt et du bois mentionné à l'article L 156-4 du Code forestier a pour objectif de soutenir les actions de développement dans le domaine de la forêt et du bois. Les crédits qui lui sont attribués sont destinés au financement de projets d'investissements, d'actions de recherche, de développement et d'innovation pour la filière forêt-bois.

Ce fonds est alimenté par les crédits de l'Etat provenant du programme 149 « Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture », une partie de la taxe additionnelle à la taxe sur le foncier non bâti (TATFNB) mais également par la compensation financière pour défrichement.

Le produit de cette indemnité de défrichement est affecté à l'Agence de Service et de Paiement pour alimenter le Fonds stratégique de la forêt et du bois, dans la limite d'un plafond tel que cela est prévu à l'article 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012.

Ce plafond a été fixé à 2 millions d'euros par la loi de finances pour 2017 (art 36), le surplus abonde le budget général de l'État. Une telle limitation ne semble pas justifiée, notamment au regard des dispositions de l'article L 341-6 du Code forestier visant les conditions d'obtention de l'autorisation

de défrichement. Le 1° de cet article précise que les travaux de boisement ou reboisement ou les « travaux d'amélioration sylvicole d'un montant équivalent » doivent être exécutés. L'application d'un plafond au reversement limite ces dispositions et vient brider l'action pourtant indispensable du Fonds en matière de valorisation des forêts, de préservation de la biodiversité et de captation de carbone.

Il est donc proposé d'augmenter le plafond afin d'allouer une somme de 6 000 000 € de la compensation défrichement au fonds stratégique de la forêt et du bois, et permettre ainsi de financer plus de projets d'investissement et d'actions de recherche, de développement et d'innovation pour la filière forêt-bois.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. MENONVILLE, Mme Olivia RICHARD, MM. BONNECARRÈRE et KERN, Mme VERMEILLET, M. HENNO, Mmes ROMAGNY, GUIDEZ et JACQUEMET et MM. FARGEOT, LEVI, CIGOLOTTI et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7 TER

Après l'article 7 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. - Après l'article L. 244 quater Y du code général des impôts, il est inséré un article ainsi rédigé :

« Art. L. 244 quater.... – I. – Les entreprises agricoles engagées dans une démarche d'accompagnement à la transmission de l'entreprise bénéficient d'un crédit d'impôt au titre de leur inscription au point d'accueil installation-transmission départemental unique et des démarches engagées auprès d'une structure agréée par l'État appartenant au réseau départemental de structures chargées de conseil ou d'accompagnement.

« II. – Le montant du crédit d'impôt mentionné au I s'élève à 5 000 €.

« III. – 1. Le crédit d'impôt défini au I est imputé sur l'impôt sur le revenu dû par le contribuable au titre des années au cours desquelles il est justifié l'inscription au point d'accueil installation-transmission départemental unique et l'accompagnement par une structure agréée par l'État appartenant au réseau départemental de structures chargées de conseil ou d'accompagnement, dans la limite de cinq années. Le crédit d'impôt est imputé après les prélèvements non libératoires et les autres crédits d'impôt. Si le montant du crédit d'impôt excède le montant de l'impôt dû au titre de ladite année ou dudit exercice, l'excédent est restitué. Pour les exercices ne coïncidant pas avec l'année civile, le crédit d'impôt correspondant est imputé sur l'impôt sur le revenu dû par le contribuable au titre de l'année au cours de laquelle l'exercice est clos.

« 2. Le crédit d'impôt défini au I est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû par l'entreprise dans les conditions prévues au 1.

« VI. – Le bénéfice du crédit d'impôt mentionné au I est subordonné au respect du règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture ou du règlement (UE) n° 717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement tend à créer un crédit d'impôt d'accompagnement à la transmission des exploitations agricoles fixé à 5000€ par an et reconductible sur 5 ans, durée adaptée pour organiser la transmission.

Cette mesure tend à répondre aux enjeux du renouvellement des générations en agriculture en le favorisant.

Dans le cadre de la future loi d'orientation et d'avenir agricole il est prévu la création d'un réseau "France service agriculture" chargé de l'installation-transmission qui reposera sur un "guichet unique" ouvert à tous les porteurs de projet, "permettant de lier installation, formation, salariat et transmission".

Le crédit d'impôt proposé vise à inciter le plus grand nombre de cédants à s'inscrire auprès de ce point d'accueil et à se faire accompagner par des structures de conseil et d'accompagnement agréées par l'Etat.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. MENONVILLE, Mme Olivia RICHARD, MM. BONNECARRÈRE et KERN, Mme VERMEILLET, M. HENNO, Mmes ROMAGNY, GUIDEZ et JACQUEMET et MM. FARGEOT, LEVI, CIGOLOTTI et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 5 OCTOTRICIES

## I. - Rédiger ainsi cet article

L'article 199 viciés A du code général des impôts est ainsi rédigé :

« Art. 199 viciés A. – 1. Les contribuables domiciliés fiscalement en France au sens de l'article 4 B bénéficient d'un crédit d'impôt à raison des intérêts perçus au titre du différé de paiement ou dans le cadre de la vente de l'ensemble des éléments de l'actif affectés à l'exercice d'une activité agricole, d'une branche complète d'activité ou de l'intégralité de leurs parts d'un groupement ou d'une société agricole dans lequel ils exercent. La vente doit être réalisée au profit d'exploitants agricoles qui s'installent ou qui sont installés depuis moins de cinq ans justifiant d'une attestation de passage au guichet unique installation-transmission départemental.

« 2. Le crédit d'impôt s'applique lorsque les conditions suivantes sont remplies pour la vente avec différé de paiement :

« a) Le contrat de vente est passé en la forme authentique ;

« b) Le paiement d'au moins la moitié du prix de cession intervient à la date de conclusion du contrat mentionné au a et le solde au cours d'une période comprise entre la huitième et la douzième année qui suit celle de cet événement ;

« c) Le prix est payé en numéraire ;

d) La rémunération du différé de paiement est définie en fonction d'un taux d'intérêt arrêté à la date du contrat mentionné au a dans la limite du taux de l'échéance constante à dix ans.

« 3. Le crédit d'impôt s'applique lorsque les conditions suivantes sont remplies pour la vente sans différé de paiement :

« a) Le contrat de vente est passé en la forme authentique ;

« b) Le montants pratiqués doivent être évalués par un organisme comptable ;

« c) Le prix est payé en numéraire ;

« d) La société doit être gérée majoritairement par des associés exploitants ;

« 4. La cession d'actifs doit intervenir entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 31 décembre 2034.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

« 5. Le crédit d'impôt est égale à 50 % des intérêts perçus dans la limite d'un plafond annuel de 15 000 € pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés et de 20 000 € pour les contribuables mariés ou les partenaires liés par un pacte civil de solidarité.

« Le crédit d'impôt est égale à 50 % du prix de vente dans la limite d'un plafond annuel de 20 000 € pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés et de 25 000 € pour les contribuables mariés ou les partenaires liés par un pacte civil de solidarité.

« 6. En cas de résolution, annulation ou rescision pour lésion du contrat de vente, les réductions d'impôt obtenues font l'objet d'une reprise au titre de l'année de réalisation de l'un de ces événements. »

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Cet amendement tend à créer un crédit d'impôt pour favoriser la transmission des exploitations agricoles

Il est ainsi proposé d'adapter le dispositif existant en supprimant la réduction d'impôt sur le revenu à raison des intérêts perçus au titre du différé de paiement accordée à des exploitants agricoles âgés de moins de quarante ans ou qui sont installés depuis moins de cinq ans. Elle est devenue obsolète, inadaptée et trop peu utilisée.

Il s'agit là de favoriser la transmission des exploitations agricoles à des jeunes en lieu et place d'un agrandissement (soit par la perte d'un associé, soit par le rachat par un voisin).

Au regard des enjeux soulevés par la transmission des exploitations, ce dispositif ouvert aux ventes sans différé de paiement est destiné à inciter les cédants à transmettre leurs exploitations à des jeunes.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. MENONVILLE, Mme Olivia RICHARD, MM. BONNECARRÈRE et KERN, Mme VERMEILLET,  
M. HENNO, Mmes GUIDEZ et JACQUEMET et MM. LEVI, CIGLOTTI et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUOVICIES**

Après l'article 3 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° À la première phrase du premier alinéa de l'article 29, après le mot : « articles », est insérée la référence : « 200 A, » ;

2° Le A du 1 de l'article 200 A est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ... Les revenus fonciers générés par les parts des groupements visés au 4° du 1 de l'article 793, pour la fraction correspondant aux biens visés au 3° du 2 de l'article 793, et par les biens donnés à bail dans les conditions visées au 3° du 2 de l'article 793. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement tend à encourager le portage du foncier agricole par des investisseurs extérieurs au monde agricole.

Son objectif est d'imposer les revenus fonciers issus de la location de biens ruraux par bail à long terme et par bail cessible au titre du prélèvement forfaitaire unique.

En effet, le rendement du foncier agricole est très faible par nature, en raison notamment de l'imposition importante affectée à ces biens (barème progressif de l'impôt sur le revenu et prélèvements sociaux à hauteur de 17,2%).

De ce fait, il est primordial d'attirer des investisseurs non issus du monde agricole, qui pourront ainsi alléger le coût d'installation d'un nouvel exploitant. Le foncier qui sera loué à ce nouvel exploitant, par bail à long terme ou par bail cessible, diminuera mécaniquement le coût de la reprise pour le nouvel installé. A l'heure où les rendements agricoles sont plus incertains que jamais, les coûts d'emprunt très élevés et le renouvellement de nombre d'exploitations imminent, il est urgent de favoriser le portage du foncier à tout type d'investisseurs.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. MENONVILLE, Mme Olivia RICHARD, MM. BONNECARRÈRE et KERN, Mme VERMEILLET,  
M. HENNO, Mmes GUIDEZ et JACQUEMET et MM. FARGEOT, CIGIOTTI et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 17**

Après l'article 17

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article L. 136-8 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Au III ter, la référence : « III bis » est remplacée par les références : « , III bis, IV et V » ;

2° Les IV et V sont ainsi rétablis :

« IV. – Par dérogation au I et au V, sont également assujettis à la contribution sociale au taux de 3,8 %, les revenus mentionnés à l'article L. 136-6 perçus par les personnes percevant par ailleurs des revenus mentionnés aux 1° et 4° du II de l'article L. 136-1-2 et dont :

« 1° D'une part, les revenus définis au IV de l'article 1417 du code général des impôts perçus l'avant-dernière année excèdent 11 128 € pour la première part de quotient familial, majorés de 2 971 € pour chaque demi-part supplémentaire. Pour la Martinique, la Guadeloupe et La Réunion, les montants des revenus sont fixés à 13 167 € pour la première part, majorés de 3 268 € pour la première demi-part et 2 971 € pour chaque demi-part supplémentaire à compter de la deuxième. Pour la Guyane et Mayotte, ces montants sont fixés, respectivement, à 13 768 €, 3 417 € et 2 971 € ;

« 2° D'autre part, les revenus définis au IV du même article 1417 perçus l'avant-dernière ou l'antépénultième année sont inférieurs à 14 548 € pour la première part de quotient familial, majorés de 3 884 € pour chaque demi-part supplémentaire. Pour la Martinique, la Guadeloupe et La Réunion, les montants des revenus sont fixés à 15 915 € pour la première part, majorés de 4 271 € pour la première demi-part et 3 884 € pour chaque demi-part supplémentaire à compter de la deuxième. Pour la Guyane et Mayotte, ces montants sont fixés, respectivement, à 16 672 €, 4 467 € et 3 884 €.

« V. - Par dérogation au I, sont assujettis à la contribution sociale au taux de 6,6 %, les revenus mentionnés à l'article L. 136-6 du présent code perçus par les personnes dont les revenus de l'avant-dernière année, définis au IV de l'article 1417 du code général des impôts :

« 1° D'une part, excèdent 14 548 € pour la première part de quotient familial, majorés de 3 884 € pour chaque demi-part supplémentaire. Pour la Martinique, la Guadeloupe et La Réunion, les montants des revenus sont fixés à 15 915 € pour la première part, majorés de 4 271 € pour la première demi-part et 3 884 € pour chaque demi-part supplémentaire à compter de la deuxième. Pour la Guyane et Mayotte, ces montants sont fixés, respectivement, à 16 672 €, 4 467 € et 3 884 € ;

Nb : La rectification consiste en un changement de place de l'article additionnel après l'article 12 vers l'article additionnel après l'article 17.

« 2° D'autre part, sont inférieurs à 22 580 € pour la première part de quotient familial, majorés de 6 028 € pour chaque demi-part supplémentaire. »

II. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Cet amendement tend à aligner les taux de prélèvements sociaux des revenus fonciers sur ceux appliqués aux retraités.

Le foncier non bâti, dans sa diversité (terres arables, prairies, zones humides, forêts) constitue une ressource très précieuse dans le cadre du maintien de la biodiversité, mais également en termes de captation de carbone.

Toutefois, ce foncier fait l'objet d'une taxation très défavorable, comparée à celle des valeurs mobilières, entraînant mathématiquement un rendement très faible, voire négatif dans certains cas.

Cela conduit à une tentation de plus en plus grande d'artificialiser ces terres, dans l'optique de vendre au prix des terrains à bâtir.

Or, pour un grand nombre de retraités agricoles, à la pension très modeste, les terres ont représenté, pendant leur période d'activité, leur outil de travail, et représentent désormais, à la retraite, un complément de revenu indispensable.

Plus du tiers des retraités agricoles perçoivent aujourd'hui la pension minimum, d'un montant de 1138,63€ net par mois. Ce sont donc pour ces retraités qu'il faut adapter les prélèvements sociaux grevant les revenus fonciers issus de la mise en location de leurs terres.

Ainsi, l'alignement des taux de prélèvements sociaux de ces revenus fonciers, sur ceux appliqués aux retraités, permettrait de reconnaître la vraie nature de ces revenus, à savoir celle d'un complément de retraite, et non celui d'un investissement à caractère patrimonial.

Pour ne pas dénaturer la mesure, il est important de circonscrire le bénéfice de ces taux réduits de CSG aux revenus fonciers inclus dans un seuil de revenu global, afin que ne soient visés que les propriétaires les plus modestes.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. MENONVILLE, Mme Olivia RICHARD, MM. BONNECARRÈRE et KERN, Mme VERMEILLET,  
M. HENNO, Mmes ROMAGNY et GUIDEZ et MM. VANLERENBERGHE, FARGEOT, LEVI,  
CIGOLOTTI et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES**

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 238 quindecies du code général des impôts est complété par un paragraphe ainsi rédigé :

« .... – Les plus-values réalisées à l'occasion de la transmission d'une entreprise individuelle réalisant une activité agricole, sous la forme de plusieurs cessions concomitantes portant sur la totalité des éléments de son patrimoine professionnel, ne présentant pas le caractère de branche complète d'activité, au profit de jeunes agriculteurs visés à l'article D 343-3 du code rural et de la pêche maritime, peuvent bénéficier de l'exonération prévue au I, sous réserve de remplir les conditions du II. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement tend, soutenir les projets de transmission, à étendre le bénéfice de l'exonération des plus-values réalisées lors d'une cession à plusieurs jeunes agriculteurs (500 000 € pour une exonération totale ou 1 000 000 € pour une exonération partielle).

La transmission, comme l'installation, doivent être soutenues par des leviers fiscaux qui participent à l'attractivité du métier d'agriculteur, et qui doivent être adaptés à la diversité des profils d'entrepreneurs et de projets économiques.

En effet, actuellement, pour pouvoir bénéficier de l'exonération des plus-values, la transmission doit porter soit sur l'intégralité des éléments caractéristiques de l'entreprise individuelle ou sur des droits et parts détenus par l'associé dans une société soit sur une branche complète d'activité.

En l'état, l'article contraint les exploitants agricoles dont d'exploitation ne peut être divisée en branches d'activités à céder la totalité de leur exploitation à un unique cessionnaire pour pouvoir bénéficier des dispositions fiscales favorables alors qu'ils sont de plus en plus souvent sollicités pour céder leur exploitation à différents repreneurs. Les nouveaux installés et plus largement les jeunes



agriculteurs ne sont pas en mesure d'absorber des investissements d'une telle ampleur réduisant par conséquent le nombre de candidats à la reprise totale des exploitations agricoles.

Dès lors, afin d'encourager le renouvellement des générations, le présent amendement modifie le texte afin d'accorder au cédant le bénéfice du dispositif lorsque ce dernier accepte de fractionner son exploitation en vue d'une cession répartie entre différents repreneurs tous jeunes agriculteurs.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. MENONVILLE, Mme Olivia RICHARD, MM. BONNECARRÈRE et KERN, Mme VERMEILLET,  
MM. HENNO et Jean-Michel ARNAUD, Mmes ROMAGNY, GUIDEZ et JACQUEMET et  
MM. FARGEOT, LEVI, CIGOLOTTI et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le I ter de l'article 151 septies A du code général des impôts, il est inséré un I quater ainsi rédigé :

« I quater – Sont également exonérées, les plus-values soumises au régime des articles 39 duodecies à 39 quindecies, autres que celles mentionnées au III du présent article, réalisées dans le cadre d'une cession progressive d'une activité agricole, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

« 1° L'activité doit avoir été exercée pendant au moins cinq ans ;

« 2° La cession est réalisée au profit d'un jeune agriculteur au sens des dispositions de l'article D. 614-2 du code rural et de la pêche maritime ;

« 3° La cession progressive est réalisée, dans délai maximum de 120 mois, à titre onéreux et porte sur l'intégralité des droits ou parts détenus par un contribuable qui exerce, au jour de la première cession, son activité professionnelle dans le cadre d'une société ou d'un groupement dont les bénéfices sont, en application des articles 8 et 8 ter, soumis en son nom à l'impôt sur le revenu et qui sont considérés, au jour de la première cession, comme des éléments d'actif affectés à l'exercice de la profession au sens du I de l'article 151 nonies. Le délai susvisé court à compter de la première cession ;

« 4° Le cédant et le cessionnaire signent un pacte de transmission, préalablement à la réalisation de la première cession, dont les modalités sont précisées par voie de décret ;

« 5° Le cédant cesse toute fonction dans la société ou le groupement dont les droits ou parts sont cédés et fait valoir ses droits à la retraite, dans les deux années, suivant ou précédant la première cession ;

« 6° Les conditions prévues aux 4°, 5°, et 6° du I s'appliquent à la présente exonération. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement tend à mettre en place une cession progressive des parts sociales sur une durée de 120 mois pour faciliter la transmission des entreprises agricoles en société.

Le capital nécessaire à la reprise d'une exploitation agricole viable nécessite un soutien bancaire important, qui ne peut être souvent accordé qu'à la seule analyse du potentiel de résultat de l'exploitation cédée. Les banques exigent donc de prendre des garanties sur des actifs tangibles, en cas de défaillance du repreneur. Ces garanties vont bien souvent au-delà de la seule exploitation objet de l'acquisition. Cet état de fait induit une sorte de discrimination financière quant à la population en capacité d'opérer une telle reprise d'exploitation, qu'il s'agisse de transmissions familiales ou à des personnes non issues du milieu agricole.

Pour alléger le poids financier nécessaire à une reprise tout en ne lésant pas le cédant, il est nécessaire d'étaler dans le temps cette charge financière, par une cession progressive de l'exploitation. Ce schéma peut très facilement s'envisager dans un cadre sociétaire, les parts sociales constitutives du capital pouvant être cédées de manière échelonnée.

Pour autant, une telle cession progressive fait peser le risque sur le cédant, qui, par cette voie, va partager le risque lié à l'exploitation de l'entreprise avec le repreneur, pour une certaine durée. Par ailleurs, cela prive le cédant du paiement de l'intégralité du prix de cession de son exploitation, ce qui peut limiter la réalisation de ses futurs projets. La mise en place d'un pacte entre le cédant et le cessionnaire devrait ainsi permettre d'apporter toutes les garanties nécessaires pour chacun des co-contractants notamment sur le plan financier.

Pour encourager le cédant à s'engager dans la voie de cette cession progressive des parts de son exploitation, il est donc nécessaire de mettre en œuvre un dispositif d'exonération attaché aux plus-values générées par ces cessions de parts. En permettant ainsi, une cession échelonnée des parts sociales, le poids de la reprise d'une exploitation agricole en société pourrait être allégé octroyant ainsi conjointement au jeune repreneur un étalement du paiement de ces parts sociales.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. MENONVILLE, Mme Olivia RICHARD, MM. BONNECARRÈRE et KERN, Mme VERMEILLET, M. HENNO, Mmes GUIDEZ et JACQUEMET et MM. FARGEOT, LEVI, DELCROS et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 TER**

Après l'article 3 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 140 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa du I, les mots : « à 2023 » sont remplacés par les mots : « à 2024 » ;

2° Le VII est ainsi rédigé :

«VII. – Les I à VI entrent en vigueur à une date fixée par décret qui ne peut être postérieure de plus de six mois à la date de réception par le Gouvernement de la réponse de la Commission européenne permettant de les considérer comme étant conformes au droit de l'Union européenne en matière d'aides d'État. »

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à prolonger d'un an le crédit d'impôt "glyphosate".

L'article 140 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 a instauré un crédit d'impôt en faveur des entreprises agricoles du secteur des cultures permanentes qui n'utilisent pas de produits phytopharmaceutiques contenant la substance active du glyphosate au cours des années 2022 et 2023, afin d'inciter ces entreprises à renoncer à l'utilisation de tels produits.

Afin de maintenir le soutien apporté aux exploitants qui s'engagent dans la transition agroécologique de leurs systèmes de production, le présent amendement propose de proroger d'un an ce dispositif.

Pour assurer la compatibilité du dispositif avec le droit de l'Union européenne pour les années 2023 et 2024, le présent amendement propose d'autoriser de nouveau la mise en œuvre de ce dispositif en dehors de tout dispositifs d'encadrement d'aide d'état, comme dans sa version initiale.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. MENONVILLE, Mme Olivia RICHARD, MM. BONNECARRÈRE et KERN, Mme VERMEILLET, M. HENNO, Mmes GUIDEZ et JACQUEMET et MM. FARGEOT, CIGOLOTTI et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNDECIES**

Après l'article 3 undecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I.- Au II de l'article 1378 octies du code général des impôts, les mots : « articles 223-1-1, 313-2, 314-1, 321-1, 324-1, 421-1 à 421-2-6 ou 433-3-1 du code pénal » sont remplacés par les mots « articles 223-1-1, 225-2, 226-4, 226-8, 313-2, 314-1, 321-1, 322-1, 322-4-1, 322-6, 322-12, 322-14, 324-1, 421-1 à 421-2-6 ou 433-3-1 du code pénal et des articles 23, 24 et 29 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement tend à élargir la liste des infractions pénales susceptibles d'exclure les associations du champ de la réduction d'impôt accordée au titre des dons réalisés par les particuliers.

Depuis quelques temps les actes de malveillance opérés par des associations activistes envers les agricultures s'intensifient.

Selon l'article 1378 octies du code général des impôts l'administration fiscale est tenue de suspendre les avantages fiscaux des associations au titre des dons, versements et legs lorsqu'une décision pénale définitive a été rendue au titre de l'une des infractions limitativement énumérées dans le dispositif de l'article. Or, les actions illicites subies par les agriculteurs et entreprises alimentaires ne sont pas visées par cet article.

Afin de corriger cela, le présent amendement étend la liste en intégrant: l'entrave aux conditions de travail et à l'activité économique par discrimination (article 225-2 du code pénal), l'introduction dans le domicile d'autrui (article 226-4 du code pénal), le montage réalisé avec les paroles ou l'image d'une personne sans son consentement (article 226-8), le fait de « squatter » un terrain appartenant à autrui (article 322-4-1 du code pénal), la destruction ou la menace de la destruction d'un bien par l'emploi d'un engin explosif ou incendiaire (article 322-6 et 12 du code pénal), la communication ou la divulgation de fausses informations dans le but de faire croire qu'une destruction, une dégradation ou une détérioration dangereuse pour les personnes va être ou a été commise (article 322-14 du code

pénal) - ou encore la provocation à commission d'infractions par tout moyen de communication (articles 23 et 24 de la loi de 1881), ainsi que la diffamation (article 29 de ladite loi).

Ces actes peuvent faire l'objet de condamnations pénales à l'encontre des individus qui les ont perpétrés ; condamnations qui peuvent s'étendre à la personne morale de l'association dont ces personnes sont membres, s'il est établi qu'elles ont agi pour son compte (article 121-2 du code pénal).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DELCROS, MENONVILLE et LAUGIER, Mme VERMEILLET, MM. CANÉVET, HENNO et LEVI,  
Mmes BILLON et PERROT, MM. KERN, DUFFOURG, CHASSEING, COURTIAL, CHEVALIER et  
VANLERENBERGHE, Mme MORIN-DESAILLY et MM. CIGIOTTI et BLEUNVEN

ARTICLE 14

Après l'alinéa 5

Insérer un alinéa ainsi rédigé:

« Sont également exclus du présent 2° les véhicules dont la carrosserie intègre une unique cabine approfondie, deux demi portes antagonistes à l'arrière du véhicule et comportent deux sièges au rang avant et, après une manipulation aisée, deux places au rang arrière. » ;

**OBJET**

Cet amendement vise à maintenir hors du champ du malus écologique les véhicules professionnels pouvant être assimilés à tort à des véhicules de transport de personnes.

En effet, le Gouvernement a utilement pris la mesure d'une récente pratique industrielle artificielle visant à optimiser la carrosserie des véhicules de type « pick-up double cabine » pour éluder la taxe sur les émissions de dioxyde de carbone et la taxe sur la masse en ordre de marche. Cette mesure « anti-abus » était nécessaire en l'état actuel du droit.

Telle que rédigée dans le projet de loi de finances pour 2024, cette mesure pourrait néanmoins conduire à placer dans le champ matériel du malus écologique les véhicules dont la carrosserie comporte une unique cabine approfondie et deux portes antagonistes à l'arrière.

Or, en pratique, ces véhicules ont un usage exclusivement professionnels, et sont notamment utilisés par les agriculteurs, les artisans, les professionnels du BTP ou encore les agents d'EDF ou de l'Office nationale des forêts. Ils n'ont ainsi aucunement vocation à transporter des personnes au sens de l'article L421-2 du code des impositions sur les biens et services.

Dès lors, ils doivent être maintenus hors du champ du malus écologique du présent article, qui a pour objectif de ne viser que les véhicules de tourisme des particuliers et des entreprises.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DELCROS, MENONVILLE, SAUTAREL, BONNECARRÈRE, LAUGIER et HENNO,  
Mme VERMEILLET, MM. CANÉVET et LEVI, Mmes BILLON et PERROT, M. Jean-Michel ARNAUD,  
Mmes GUIDEZ et GATEL, M. FOLLIOT, Mme de LA PROVÔTÉ, MM. DUFFOURG, VERZELEN,  
CHASSEING, Louis VOGEL, COURTIAL, CHEVALIER, LEMOYNE et VANLERENBERGHE,  
Mme MORIN-DESAILLY et MM. CIGLOTTI, MAUREY et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 7

Alinéa 172

Rédiger ainsi cet alinéa :

2° L'article L. 5125-3 est complété par un 3° ainsi rédigé :

« 3° L'ouverture d'une officine par voie de création, de transfert ou de regroupement dans les zones France ruralités revitalisation définies à l'article 44 quindecies A du CGI, lorsque le nombre d'habitants recensés est au moins égal à 1 000 depuis deux ans à compter de la publication du dernier recensement. »

OBJET

Le présent amendement vise à faciliter l'implantation d'officines de pharmacie par voie de création, de transfert ou de regroupement dans les communes situées en zones France ruralités revitalisation (FRR).

En effet, l'article 7 du projet de loi de finances ne fait que proroger le dispositif applicable en zone de revitalisation rurale (ZRR), qui permet à l'agence régionale de santé d'autoriser l'ouverture d'une officine par voie de création, et plus seulement que par voie de transfert ou de regroupement, sans toutefois revenir sur le seuil de 2500 habitants prévu.

Ce palier de 2500 habitants n'est pas adapté à la situation des communes rurales situées en FRR. En effet, des communes de 1 000 à 2500 habitants jouent souvent un véritable rôle de bourg-centre et de bassin de vie. Prohiber l'ouverture d'une officine de pharmacie dans ces communes participe à l'accélération de leur perte d'attractivité et de la désertification du territoire alentour, ce qui va à l'encontre de l'objectif du dispositif « FRR ».

Le présent amendement a dès lors pour objet d'atténuer le déficit d'offre de soins dans les territoires ruraux. Il est ainsi proposé de permettre à l'agence régionale de santé d'autoriser la création, le transfert ou le regroupement d'une officine dans les communes situées en zones FRR qui comptent au moins 1000 habitants depuis au moins deux ans.

En plus de permettre aux habitants d'un bassin de vie d'avoir accès à une pharmacie, cet amendement aura pour effet de rendre la commune plus attractive pour les médecins et autres professionnels de santé, pour qui la présence d'une officine est une condition essentielle pour leur installation.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DELCROS, MENONVILLE, BONNECARRÈRE, LAUGIER et HENNO, Mme VERMEILLET, M. CANÉVET, Mme ESPAGNAC, MM. SAUTAREL et LEVI, Mmes BILLON et PERROT, M. Jean-Michel ARNAUD, Mmes GUIDEZ et GATEL, M. FOLLIOT, Mme de LA PROVÔTÉ, MM. DUFFOURG, VERZELEN, CHASSEING, COURTIAL, Jean Pierre VOGEL, CHEVALIER, LEMOYNE et VANLERENBERGHE, Mme MORIN-DESAILLY, MM. CIGIOTTI, MAUREY, BLEUNVEN et les membres du groupe Union Centriste

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 7

I.- Alinéa 20

1° Après le mot :

créent

Insérer les mots :

ou reprennent

2° Supprimer les mots :

ainsi que ceux qui reprennent, entre le 1<sup>er</sup> juillet 2024 et le 31 décembre 2029, une entreprise en difficulté qui fait l'objet d'une cession ordonnée par le tribunal en application des articles L. 626-1, L. 631-22 ou L. 642-1 à L. 642-17 du code de commerce, exerçant ces mêmes activités dans ces mêmes zones.

II. – Après l'alinéa 37

Insérer six alinéas ainsi rédigés :

« Par dérogation, pour bénéficier des exonérations mentionnées au I, l'entreprise faisant l'objet d'une reprise doit répondre aux conditions suivantes :

« 1° L'entreprise emploie moins de onze salariés. L'effectif salarié est apprécié, au titre de chaque exercice, selon les modalités prévues au I de l'article L. 130-1 du code de la sécurité sociale.

« Lorsqu'une entreprise bénéficiant déjà de l'exonération mentionnée au I du présent article constate un franchissement de seuil d'effectif déterminé selon les modalités prévues au II de l'article L. 130-1 du code de la sécurité sociale, cette circonstance lui fait perdre le bénéfice de cette exonération ;

« 2° L'entreprise n'exerce pas une activité bancaire, financière, d'assurances, de gestion ou de location d'immeubles, de pêche maritime ;

« 3° Le capital de l'entreprise créée ou reprise n'est pas détenu, directement ou indirectement, pour plus de 50 % par d'autres sociétés ;

« 4° L'entreprise n'est pas créée dans le cadre d'une extension d'activités préexistantes. L'existence d'un contrat, quelle qu'en soit la dénomination, ayant pour objet d'organiser un partenariat caractérise l'extension d'une activité préexistante lorsque l'entreprise créée ou reprenant l'activité bénéficie de l'assistance de ce partenaire, notamment en matière d'utilisation d'une enseigne, d'un nom commercial, d'une marque ou d'un savoir-faire, de conditions d'approvisionnement, de modalités de gestion administrative, contentieuse.

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant des I et II, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Cet amendement vise à intégrer les reprises d'activité aux dispositifs France ruralités revitalisation et France ruralités revitalisations « plus ». Ce faisant, nous proposons de pérenniser l'une des mesures les plus vectrices d'attractivité pour les territoires ruraux du dispositif « zones de revitalisation rurale » (ZRR).

En effet, jusqu'à présent, la création d'une entreprise ou d'une activité libérale, ainsi que sa reprise, en zone de revitalisation rurale ouvrent droit au dispositif « ZRR ». L'article 7 prévoit aujourd'hui de restreindre le champ du dispositif, en privant les repreneurs d'une activité industrielle, commerciale, artisanale ou libérale du bénéfice des mesures « FRR » et « FRR+ ».

Une telle restriction est dommageable au maintien des petits commerces en milieu rural. Elle est également source d'incompréhension au niveau local. En effet, comment justifier qu'un nouveau commerce puisse s'installer dans un village rural et bénéficier du dispositif, alors que la reprise d'un commerce existant en soit exclue ?

Le présent amendement propose dès lors de réintégrer les reprises d'activité dans le champ du dispositif des FRR, afin de favoriser le maintien des petits commerces en milieu rural et faciliter l'acceptabilité de la réforme localement.

Par mesure de responsabilité budgétaire, les entreprises faisant l'objet d'une reprise devront réunir les conditions d'éligibilité du dispositif « ZRR » actuel pour bénéficier de ces exonérations. Elles devront notamment employer moins de 11 salariés et ne pas exercer une activité bancaire, financière, d'assurances, de gestion ou de location d'immeubles.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DELCROS, MENONVILLE, BONNECARRÈRE, LAUGIER et HENNO, Mme VERMEILLET,  
MM. CANÉVET et LEVI, Mmes BILLON et PERROT, M. Jean-Michel ARNAUD, Mmes GUIDEZ et  
GATEL, M. FOLLIOT, Mme de LA PROVÔTÉ, MM. DUFFOURG, VERZELEN, CHASSEING, Louis  
VOGEL, COURTIAL, CHEVALIER, LEMOYNE et VANLERENBERGHE, Mme MORIN-DESAILLY et  
MM. CIGIOTTI, MAUREY et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 7

Aux alinéas 26 et 29

Remplacer les mots :

au 35<sup>e</sup> centile

par les mots

à la médiane

**OBJET**

Cet amendement vise à revenir sur le renforcement de la condition de revenu fiscal disponible par unité de consommation médian de l'EPCI, qui restreint le nombre de communes éligibles au classement en zone France ruralités revitalisation.

En effet, le dispositif « zone de revitalisation rurale » (ZRR) prévoyait jusqu'à présent deux conditions cumulatives pour permettre l'éligibilité d'un EPCI au dispositif :

- a) Présenter une densité de population inférieure ou égale à la médiane des densités par EPCI ;
- b) Présenter un revenu fiscal par unité de consommation médian inférieur ou égal à la médiane des revenus médians des EPCI métropolitains

Or, si la première condition d'éligibilité est reprise à l'identique par le présent article, le second critère est considérablement durci. Seules les communes membres d'un EPCI dont le revenu disponible par unité de consommation médian est inférieur ou égal au 35<sup>e</sup> centile des revenus médians par EPCI de France métropolitaine seraient en effet éligibles au dispositif. Cette restriction exclurait ainsi du dispositif de nombreuses communes qui étaient jusqu'alors éligibles au dispositif « ZRR ».

Cette restriction du champ du dispositif est non seulement source d'incompréhension au niveau local, mais également injuste sur le plan de sa légitimité. En effet, un EPCI qui présente un revenu fiscal inférieur au revenu médian de l'ensemble des EPCI métropolitains souffre de difficultés économiques évidentes que le dispositif France ruralités revitalisation vise à combler.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DELCROS, MENONVILLE, BONNECARRÈRE, LAUGIER et HENNO, Mme VERMEILLET,  
MM. CANÉVET et LEVI, Mmes BILLON et PERROT, M. Jean-Michel ARNAUD, Mme GUIDEZ,  
M. FOLLIOT, Mme de LA PROVÔTÉ, MM. DUFFOURG, CHASSEING, CHEVALIER, LEMOYNE et  
VANLERENBERGHE, Mme MORIN-DESAILLY et MM. CIGOLOTTI et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 7

Après l'alinéa 165

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

...° Après le huitième alinéa de l'article L. 2334-22, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les communes situées en zones France ruralités revitalisation telles que définies à l'article 44  
quindecies A du code général des impôts bénéficient d'un coefficient multiplicateur égal à 1,3. »

**OBJET**

Le présent amendement vise à faire bénéficier d'une majoration de 30% de la fraction « péréquation »  
de la dotation de solidarité rurale les communes situées en zones France ruralités revitalisation.

En effet, les communes situées en zones France ruralités revitalisation sont confrontées à des  
difficultés économiques, sociales et démographiques particulièrement importantes. Elles doivent à ce  
titre bénéficier d'un soutien accru de l'Etat, pour les aider à surmonter leur handicap géographique et  
leurs problématiques structurelles.

Depuis 2005, la fraction bourg-centre de la dotation de solidarité rurale a été majorée de 30 % pour les  
communes situées en zone de revitalisation rurale (ZRR). Il convient aujourd'hui de compléter ce  
dispositif au bénéfice des communes rurales fragiles, qui supportent des charges importantes tout en  
étant exclues de la fraction « bourg-centre » de la dotation de solidarité rurale.

Pour ce faire, la majoration de la fraction « péréquation » de la DSR est une réponse adaptée aux  
difficultés structurelles concrètes des communes en zones France ruralités revitalisation et s'inscrit  
dans la continuité du dispositif « zone de revitalisation rurale » préexistant.

En outre, la majoration proposée ne diminuera pas le montant de DSR « péréquation » perçu par les  
autres communes bénéficiaires, puisque son coût sera largement compensé par l'augmentation de  
l'enveloppe prévue à l'article 24 du projet loi de finances pour 2024.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

MM. DELCROS, MENONVILLE, BONNECARRÈRE, LAUGIER et HENNO, Mme VERMEILLET,  
MM. CANÉVET et LEVI, Mmes BILLON et PERROT, M. Jean-Michel ARNAUD, Mme GUIDEZ,  
M. FOLLIOT, Mme de LA PROVÔTÉ, MM. DUFFOURG, VERZELEN, CHASSEING, COURTIAL,  
CHEVALIER et LEMOYNE, Mme MORIN-DESAILLY et MM. CIGIOTTI et BLEUNVEN

ARTICLE 7

## I. - Après l'alinéa 175

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

...° Le III de l'article L. 241-19 est complété par une phrase ainsi rédigée : « La durée de l'exonération est portée à trente-six mois dans les zones France ruralités revitalisation ».

## II. - Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

Le présent amendement a pour objet de porter la durée de l'exonération de charges patronales au titre des assurances sociales et des allocations familiales pour les embauches de salariés en CDI ou CDD de longue durée de 12 mois actuellement à trente-six mois, au bénéfice des entreprises de moins de 50 salariés installées en zone France ruralités revitalisation.

En effet, l'article 7 ne prévoit actuellement qu'une exonération de charges patronales en zone France ruralités revitalisation, applicable sur les douze mois suivant une nouvelle embauche. Il reprend en ce sens l'exonération similaire prévue jusqu'alors en zone de revitalisation rurale (ZRR).

Le présent amendement vise à alléger davantage le coût de l'emploi en zone « FRR » pour y favoriser la création d'emplois attractifs et ainsi redynamiser les bassins de vie.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

MM. DELCROS, MENONVILLE, BONNECARRÈRE, LAUGIER et HENNO, Mme VERMEILLET, MM. CANÉVET et LEVI, Mmes BILLON et PERROT, M. Jean-Michel ARNAUD, Mme GUIDEZ, M. FOLLIOT, Mme de LA PROVÔTÉ, MM. DUFFOURG, VERZELEN, CHASSEING, COURTIAL, CHEVALIER et LEMOYNE, Mme MORIN-DESAILLY et MM. CIGIOTTI et BLEUNVEN

ARTICLE 7

## I. – Après l’alinéa 175

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

...° À l’article L. 241-20, après les mots : « dans les mêmes conditions », sont insérés les mots : « à l’exception du III dudit article » ;

...° Le même article L. 241-20 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« En zone France ruralités revitalisation, l’exonération prévue au I de l’article 241-19 est applicable, pour une durée de trente-six mois à compter de la date d’effet du contrat de travail, aux revenus d’activité versés aux salariés au titre desquels l’employeur est soumis à l’obligation édictée par l’article L. 5422-13 du code du travail et dont le contrat de travail est à durée indéterminée ou a été conclu en application du 2° de l’article L. 1242-2 du code du travail pour une durée d’au moins douze mois. En zone France ruralités revitalisation plus, la durée de cette exonération est portée à 75 mois ».

II.- Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du présent article est compensée, à due concurrence par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement a pour objet de porter à trente-six mois la durée d’exonération de charges patronales au titre des assurances sociales et des allocations familiales pour les embauches de salariés en zone France ruralités revitalisation, réalisées par des organismes d’intérêt général, des fondations, des associations reconnues d’utilité publique et d’autres structures similaires.

Il vise par ailleurs à porter la durée de cette exonération en zone France ruralités revitalisation « plus » à cinq ans, soit jusqu’à l’échéance du dispositif.

En effet, les organismes d’intérêt général ainsi que les structures similaires rencontrent des difficultés de recrutement particulièrement importantes dans les territoires ruraux. Le réseau associatif d’aide à

domicile en milieu rural nous alerte tout particulièrement, et depuis de nombreuses années, sur la perte d'attractivité de ses métiers et des difficultés de fonctionnement qui en découlent.

Dès lors, en zone « FRR », il convient de soutenir ces structures d'intérêt général en abaissant le coût de l'embauche afin de permettre de rendre plus attractifs ces métiers de première importance. Il paraît effectivement essentiel de défendre les acteurs de l'intérêt général en milieu rural, dont la pérennité n'est aujourd'hui pas assurée. La concrétisation de cet objectif est l'augmentation de la durée d'exonération de charges patronales à trente-six mois pour une structure d'intérêt général.

Les difficultés économiques et sociales des zones classées « FRR + » imposent par ailleurs de soutenir encore davantage les structures d'intérêt général qui parviennent à s'y maintenir. Pour ce faire, étendre la durée de l'exonération de charges patronales pour les structures d'intérêt général situées en FRR+ est une nécessité, qui conduira à faciliter l'embauche dans ces zones fortement impactées par le phénomène de désertification. Il est ainsi proposé d'étendre la durée de cette exonération à cinq ans, c'est-à-dire jusqu'au terme du dispositif des zones « FRR ».



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DELCROS, MENONVILLE, BONNECARRÈRE, LAUGIER et HENNO, Mme VERMEILLET,  
MM. CANÉVET et LEVI, Mmes BILLON et PERROT, M. Jean-Michel ARNAUD, Mmes GUIDEZ et de LA  
PROVÔTÉ, MM. DUFFOURG, CHASSEING, Jean Pierre VOGEL, COURTIAL, CHEVALIER,  
LEMOYNE et VANLERENBERGHE, Mme MORIN-DESAILLY et MM. CIGOLOTTI et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 7

Compléter cet article par trois paragraphes ainsi rédigés :

.... – Le I de l'article 19 de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 est complété par une phrase ainsi rédigée : « Les dispositions des articles 15 et 16 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 précitée continuent de s'appliquer dans les mêmes conditions dans les zones France Ruralités Revitalisation, telles que définies à l'article 44 quindecies A du code général des impôts. »

Le présent article s'applique à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2024.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à adapter le dispositif d'une loi d'abrogation non-codifiée, qui n'acte pas la substitution du dispositif « zone de revitalisation rurale » par le dispositif « zone France Ruralités Revitalisation ». Cette adaptation est pourtant de première importance pour de nombreux salariés d'organismes d'intérêt général embauchés avant le 1<sup>er</sup> novembre 2007 en zone de revitalisation rurale (ZRR), qui bénéficient depuis cette date d'une exonération de cotisations patronales jusqu'au terme de leur contrat de travail, et qui pourraient perdre ce bénéfice à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2024.

En effet, l'article 15 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux a introduit une exonération de charges sociales patronales sur les rémunérations versées aux salariés et employés d'organismes d'intérêt général situés en ZRR.

Ce texte a été abrogé en 2007, mettant fin à ce dispositif favorable aux organismes d'intérêt général. Toutefois, la loi d'abrogation du 19 décembre 2007 avait prévu de ne pas mettre un terme de façon brutale à ce dispositif spécifique, mais de le laisser péricliter dans le temps. Ainsi, la loi du 19 décembre 2007 a-t-elle prévu que l'article 15 de la loi du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux continuerait à s'appliquer aux contrats de travail conclus avant le 1<sup>er</sup> novembre 2007, et ce jusqu'à leur terme.

Ce dispositif a permis à de nombreux organismes d'intérêt général de conserver jusqu'à ce jour le personnel embauché avant le 1<sup>er</sup> novembre 2007, du fait du dispositif d'exonération de charges patronales qui était attaché à leur contrat de travail. Ce faisant, ce dispositif présente encore aujourd'hui un fort impact sur l'emploi des territoires ruraux et la prise en charge des publics les plus fragiles. Il convient dès lors de le pérenniser.

Cet amendement a été conçu en collaboration avec l'association des maires ruraux de France.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DELCROS, MENONVILLE, BONNECARRÈRE, LAUGIER et HENNO, Mme VERMEILLET,  
MM. CANÉVET et LEVI, Mmes BILLON et PERROT, M. Jean-Michel ARNAUD, Mmes GUIDEZ et de LA  
PROVÔTÉ, MM. DUFFOURG, CHASSEING, COURTIAL, CHEVALIER, LEMOYNE et  
VANLERENBERGHE, Mme MORIN-DESAILLY et MM. CIGIOTTI et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 7

## I. – Après l’alinéa 20

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

« Une entreprise qui emploie moins de onze salariés, dont le siège social est situé en zone France ruralités revitalisation plus depuis au moins soixante mois consécutifs et qui n’exerce pas une activité bancaire, financière, d’assurances, de gestion ou de location d’immeubles ou de pêche maritime bénéficie de cette exonération d’impôt sur le revenu ou d’impôt sur les sociétés, selon les mêmes conditions et pour une durée de trente-six mois à compter de son éligibilité ou de la date d’entrée en vigueur du présent article. L’effectif salarié est apprécié, au titre de chaque exercice, selon les modalités prévues au I de l’article L. 130-1 du code de la sécurité sociale.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du présent article est compensée, à due concurrence par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

Le présent amendement vise à enrichir le dispositif France ruralités revitalisation « plus » d’une véritable plus-value par rapport au dispositif socle. Il s’agit de permettre aux petites entreprises déjà installées en FRR « plus » depuis au moins cinq ans de bénéficier d’une exonération d’impôt sur le revenu ou d’impôt sur les sociétés pendant une durée de trois ans suivant la date de leur éligibilité.

Ainsi, au sein des zones FRR « plus », nous proposons de soutenir les commerçants qui participent de façon continue et durable au maintien de la vie dans nos villages les plus ruraux. Cette reconnaissance prend la forme d’une exonération d’impôt sur le revenu ou d’impôt sur les sociétés pour une durée de trois ans.

Il est en effet difficile pour un commerçant installé depuis plusieurs années dans un village rural en grande difficulté économique et sociale de comprendre la raison pour laquelle il est totalement exclu du dispositif de faveur, alors qu’un nouvel arrivant en bénéficie pleinement.

Pour une raison de responsabilité budgétaire, il est proposé de n'appliquer cette exonération que dans les zones FRR « plus » et de n'en faire bénéficier que les petites entreprises fortement intégrées au tissu économique local. La durée de l'exonération est par ailleurs réduite à trois ans et est exclusive de toute autre exonération prévue par le dispositif FRR pour les entreprises nouvellement créées.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DELCROS, BONNECARRÈRE, LAUGIER, HENNO, CANÉVET et LEVI, Mmes BILLON et PERROT, M. Jean-Michel ARNAUD, Mmes GUIDEZ et de LA PROVÔTÉ, MM. DUFFOURG, CHASSEING, Louis VOGEL, COURTIAL, CHEVALIER, LEMOYNE et VANLERENBERGHE, Mme MORIN-DESAILLY et MM. CIGIOTTI et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 7

I. – Alinéa 33

Rédiger ainsi cet alinéa :

III. – Sont classées en zone France ruralités revitalisation plus les communes classées dans une zone France ruralités revitalisation définie au II, membres d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et dont le potentiel fiscal est inférieur au potentiel fiscal moyen des communes des EPCI de France métropolitaine.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à privilégier l'indicateur du potentiel fiscal à l'indice synthétique pour la classification des communes situées en zone France ruralités revitalisation « plus ».

En effet, l'indice synthétique présenté ne repose pas sur des critères légitimes pour apprécier les difficultés structurelles d'une commune rurale.

Il est précisé que l'indice synthétique prendrait en compte, sur une période de dix ans, « des dynamiques liées au revenu, à la population et à l'emploi dans les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre concernés ». Les modalités de calculs de cet indice sont floues, dans la mesure où les facteurs cités ne sont ni définis, ni pondérés. Elles sont en outre sources de complexité et d'incompréhension au niveau local.

Le critère de « la dynamique d'emploi », constitutif de l'indice synthétique, est quant à lui intrinsèquement insatisfaisant. Un EPCI rural peut ne pas être touché par un fort taux de chômage, mais connaître des difficultés structurelles particulièrement handicapantes sur le plan social, économique, éducatif et démographique. Pour s'en convaincre, il suffit de constater que les départements qui concentrent les revenus médians par unité de consommation les plus élevés, que

sont Paris, les Hauts-de-Seine et les Yvelines ont un taux de chômage bien supérieur à celui de nombreux départements ruraux en 2023.

D'autres indicateurs de richesses existent et permettraient d'établir de façon claire, précise et équitable les communes les plus légitimes à être intégrées au zonage renforcé du dispositif FRR "plus".

Il est ainsi proposé d'utiliser le critère du potentiel fiscal, qui permet d'apprécier de manière objective les ressources fiscales libres d'emploi que peut mobiliser une commune. En tant qu'indicateur objectif de richesse, le potentiel fiscal fait d'ailleurs l'objet d'une large utilisation dans la répartition de nombreux dispositifs financiers, démontrant ainsi la cohérence qu'il y aurait à l'appliquer aussi au dispositif France ruralités revitalisation « plus ».



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DELCROS, BONNECARRÈRE, LAUGIER et HENNO, Mme VERMEILLET, MM. CANÉVET et LEVI, Mmes BILLON et PERROT, M. Jean-Michel ARNAUD, Mmes GUIDEZ et de LA PROVÔTÉ, MM. DUFFOURG, CHASSEING, Louis VOGEL, COURTIAL, CHEVALIER, LEMOYNE et VANLERENBERGHE, Mme MORIN-DESAILLY et MM. CIGOLOTTI et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 7

Alinéa 33, deuxième phrase

Supprimer les mots :

et à l'emploi

**OBJET**

Cet amendement de repli vise à rendre plus opérant l'indice synthétique, en supprimant le facteur de la dynamique d'emploi qui le compose.

En effet, il est précisé que l'indice synthétique, qui permet le classement des communes en zone France ruralités revitalisation « plus », prendrait en compte sur une période de dix ans, « des dynamiques liées au revenu, à la population et à l'emploi dans les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre concernés.

Le critère de « la dynamique d'emploi », constitutif de l'indice synthétique, est intrinsèquement insatisfaisant. Un EPCI rural peut ne pas être touché par un fort taux de chômage, mais connaître des difficultés structurelles particulièrement handicapantes sur le plan social, économique, éducatif et démographique.

Pour s'en convaincre, il suffit de constater que les départements qui concentrent les revenus médians par unité de consommation les plus élevés, que sont Paris, les Hauts-de-Seine et les Yvelines ont un taux de chômage bien supérieur à celui de nombreux départements ruraux en 2023.

Il est en ce sens erroné de considérer que les communes rurales les plus en difficulté sont celles qui connaissent une diminution de leur taux d'emploi sur une période de dix ans. Cela implique de supprimer le facteur de la dynamique d'emploi de l'indice synthétique présenté.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DELCROS, MENONVILLE, BONNECARRÈRE, LAUGIER et HENNO, Mme VERMEILLET,  
MM. CANÉVET et LEVI, Mmes BILLON et PERROT, M. Jean-Michel ARNAUD, Mmes GUIDEZ et de LA  
PROVÔTÉ, MM. DUFFOURG, CHASSEING, COURTIAL, CHEVALIER, LEMOYNE et  
VANLERENBERGHE, Mme MORIN-DESAILLY et MM. CIGLOTTI et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 7

I.- Après l'alinéa 176

Insérer trois alinéas ainsi rédigés :

.... Le code de l'éducation est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa de l'article L. 113-1, après le mot : « situées », sont insérés les mots : « en zone France ruralités revitalisation ou » ;

2° Au second alinéa de l'article L. 113-1, la première phrase est complétée par les mots : « dès lors qu'ils auront atteint l'âge de deux ans avant la fin du deuxième trimestre de l'année scolaire et que l'un de leurs responsables légaux aura manifesté sa volonté de les y inscrire ».

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

Le présent amendement propose de clarifier deux alinéas du code de l'éducation relatifs à la scolarisation des enfants de moins de trois ans en zone rurale.

Il vise d'abord à garantir aux enfants d'au moins deux ans qui vivent en zone France ruralités revitalisation de pouvoir être accueillis en école maternelle ou en classe enfantine, dans la continuité de l'esprit de l'état actuel du droit.

En effet, le code de l'éducation prévoit à ce jour que l'accueil des enfants d'au moins deux ans soit prioritairement organisé dans les écoles situées dans un environnement social défavorisé, y compris « en zone rurale et en zone de montagne ».

Cet amendement clarifie le dispositif légal applicable, en intégrant le zonage « FRR » institué par l'article 7 du PLF et permet de reconnaître les spécificités de ces territoires. Ce faisant, il participe au maintien d'un tissu scolaire adapté aux besoins des familles et des territoires ruraux.

Le présent amendement clarifie également les règles actuellement en vigueur de comptabilisation des enfants de moins de trois ans dans les prévisions d'effectifs d'élèves.





## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. DELCROS, LAUGIER et HENNO, Mme VERMEILLET, MM. CANÉVET et LEVI, Mmes BILLON et PERROT, M. Jean-Michel ARNAUD, Mmes GUIDEZ et GATEL, MM. KERN, DUFFOURG, CHASSEING, Louis VOGEL, COURTIAL, CHEVALIER et VANLERENBERGHE, Mme MORIN-DESAILLY et MM. CIGOLOTTI et BLEUNVEN

C	
G	

### ARTICLE 6

I.- Alinéas 2 à 5

Supprimer ces alinéas.

II.- Alinéa 7

Supprimer cet alinéa.

### OBJET

Le présent amendement vise à rétablir les conditions d'octroi du prêt à taux zéro, pour l'achat ou la construction d'un logement neuf en zone non-tendue B2 et C.

En effet, l'article 6 du PLF prévoit de restreindre le champ d'application du PTZ, qui ne pourrait plus financer la construction ou l'acquisition de logement neuf en zone détendue.

Cette évolution du prêt à taux zéro est particulièrement dommageable aux primo-accédants souhaitant résider dans un territoire rural.

Dans ces territoires, l'acquisition-rénovation d'un logement ancien est souvent bien plus onéreuse que la construction d'un logement neuf. Prohiber le recours au prêt à taux zéro pour l'achat ou la construction d'un logement neuf en zone rurale impacterait de ce fait les ménages modestes, qui seraient contraints d'abandonner leur projet d'accession à la propriété.

De plus, ce recentrage du prêt à taux zéro conduirait à restreindre l'attractivité de nombreux territoires ruraux.

Le présent amendement propose dès lors de revenir aux conditions d'attribution actuelles du prêt à taux zéro.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DELCROS, MENONVILLE, LAUGIER et HENNO, Mme VERMEILLET, MM. CANÉVET et LEVI,  
Mmes BILLON et PERROT, M. Jean-Michel ARNAUD, Mme GUIDEZ, MM. KERN, DUFFOURG,  
CHASSEING, Louis VOGEL, COURTIAL et CHEVALIER, Mme MORIN-DESAILLY et  
MM. CIGOLOTTI et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 5

Après l'alinéa 12

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Elles publient, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, un rapport annuel sur la soutenabilité de leur production, mentionnant notamment leur stratégie d'amélioration de la durabilité de leur produits ainsi que leur stratégie de réduction et de valorisation des déchets recyclables et non recyclables générés. Un décret détermine les modalités d'application de cette condition. »

OBJET

Le présent amendement vise à conditionner l'octroi du crédit d'impôt « industrie verte » à un engagement des industriels vis-à-vis de la durabilité de leurs produits.

Il s'agit d'abord d'encourager les entreprises éligibles à prolonger la durée de vie des produits qu'ils conçoivent. La question de la durabilité des panneaux solaires, éoliennes, batteries et pompes à chaleur est aujourd'hui centrale et il est nécessaire d'inciter les industriels à s'y investir davantage.

En effet, la demande croissante en matières premières qui composent ces productions stratégiques, et les incertitudes associées à la capacité de l'offre à y faire face, révèlent l'importance des enjeux associés à une augmentation de leur durée de vie effective. C'est ce que rappelle le Gouvernement dans son rapport adressé au Parlement en avril 2017, portant sur les enjeux économiques de l'obsolescence.

Il en découle que l'engagement financier de l'Etat doit s'accompagner, pour les industriels éligibles, de la mise en œuvre d'une stratégie ambitieuse en matière de durabilité de ces produits stratégiques pour la décarbonation de notre économie.

Il en va de même de la réduction et de la valorisation des déchets générés par ces industries innovantes, qui doivent être exemplaires au regard de la responsabilité qu'elles portent et dans un souci de cohérence vis-à-vis de la nature de leur production. Dès lors, le présent amendement propose, de la même façon qu'en matière de durabilité, d'inciter les entreprises éligibles au crédit d'impôt à mettre en œuvre une stratégie ambitieuse de réduction et de valorisation des déchets qu'ils génèrent.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DELCROS, MENONVILLE, LAUGIER et HENNO, Mme VERMEILLET, MM. CANÉVET et LEVI, Mmes BILLON et PERROT, M. Jean-Michel ARNAUD, Mme GUIDEZ, MM. KERN, DUFFOURG, CHASSEING, COURTIAL et CHEVALIER, Mme MORIN-DESAILLY, M. CIGOLOTTI, Mme DOINEAU et M. BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEPTVICIES**

Après l'article 3 septvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le premier alinéa du I de l'article 199 septies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le montant : « 1 525 € » est remplacé par le montant : « 1 625 € » ;

2° Le montant : « 300 € » est remplacé par le montant : « 320 € ».

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à indexer sur l'inflation le plafond de réduction d'impôt portant sur les versements réalisés par une personne en situation de handicap sur un contrat d'épargne handicap.

Ce contrat vise à garantir le versement de futurs revenus pour la personne en situation de handicap qui n'est pas en mesure d'exercer une profession dans des conditions normales.

La réduction d'impôt à laquelle ont droit les personnes éligibles qui réalisent des versements sur ce type de contrat d'épargne est égal à 25% du montant de ces versements, dans la limite de 1525 euros par an.

Ce plafond n'a jamais évolué depuis 2005 et n'a dès lors jamais intégré les effets cumulés de l'inflation de ces dernières années. Cette injustice doit être corrigée dans une perspective d'équité et d'engagement en faveur des personnes en situation de handicap, qui souffrent tout particulièrement de la hausse de l'inflation.



Dans un souci de responsabilité budgétaire et de justice fiscale, le présent amendement propose ainsi d'augmenter le plafond de cette réduction d'impôts de 6%, soit le taux d'inflation moyen sur l'année 2023.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DELCROS, MENONVILLE, LAUGIER et HENNO, Mme VERMEILLET, MM. CANÉVET et LEVI, Mmes BILLON et PERROT, M. Jean-Michel ARNAUD, Mme GUIDEZ, MM. FOLLIOT, KERN, DUFFOURG, CHASSEING, Louis VOGEL, COURTIAL, CHEVALIER et VANLERENBERGHE, Mme MORIN-DESAILLY et MM. CIGIOTTI et BLEUNVEN

ARTICLE 6

Alinéa 108

I. – Remplacer le mot :

exonérés

par le mot :

dégrévés

II.- Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 1384 C bis du code général des impôts, créé par l'article 6, introduit une nouvelle exonération de longue durée de taxe foncière sur les propriétés bâties, au bénéfice des logements sociaux faisant l'objet de travaux de rénovation énergétique « lourds ».

Cette exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties est prévue pour une durée de 15 ans ou 25 ans. Elle vise les logements sociaux achevés depuis au moins 40 ans qui font l'objet de travaux de rénovation énergétique « lourds ».

Cette nouvelle exonération s'impose aux communes et EPCI, sans compensation des produits fiscaux exonérés. En cela, elle est synonyme d'une perte de ressources pour les communes.

Afin d'assurer la juste compensation du dispositif pour les collectivités, il est proposé de transformer l'exonération de TFPB en un dégrèvement. Dans le cas d'un dégrèvement d'impôts locaux, le manque à gagner pour les collectivités est en effet intégralement compensé et pris en charge par l'État. Il s'agit d'une compensation dynamique, qui prendra en compte les valorisations futures des bases d'imposition.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.







## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. LONGEOT

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16

Après l'article 16

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le I de la section VII du chapitre premier du titre premier de la deuxième partie du livre I<sup>er</sup> du code général des impôts est complété par une nouvelle division ainsi rédigée :

« ... : Taxe sur les eaux commercialisées dans des bouteilles en plastique

« Art. 1519 ... – Est instituée, au profit des établissements publics de coopération intercommunale, une taxe sur les eaux minérales naturelles ou artificielles, eaux de source et autres eaux potables, lorsque ces eaux sont commercialisées dans des bouteilles en plastique.

« La taxe est due par le consommateur et collectée par le commerçant.

« Le tarif de la taxe est fixé à 5 centimes par litre.

« Les modalités de déclaration du produit collecté et de son reversement intégral aux établissements publics de coopération intercommunale, le contrôle, le recouvrement, le contentieux, les garanties et sanctions relatifs à la taxe sont précisées par décret. »

### OBJET

Face au sous-financement chronique des réseaux d'eau, cet amendement propose de créer une taxation sur la vente d'eau en bouteille plastique. Le tarif de la taxe serait fixé à 5 centimes par litre et le produit de cette dernière abonderait le budget des établissements publics de coopération intercommunale en charge de l'entretien et de l'amélioration des réseaux de distribution d'eau.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme ROMAGNY, MM. KERN, HENNO et CAMBIER, Mmes VERMEILLET et Olivia RICHARD,  
M. Jean-Michel ARNAUD, Mme GOSSELIN, MM. CADEC et DUFFOURG, Mme PERROT, M. LEVI,  
Mme NÉDÉLEC et M. BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES**

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Les deuxième et quatrième alinéas de l'article 793 bis du code général des impôts sont supprimés.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

La stabilité du foncier attaché aux exploitations viticoles est indispensable à la pérennité de celles-ci. Lorsque des terres ou vignes louées à long terme font l'objet d'une transmission à titre gratuit (donation ou succession), ils bénéficient d'une exonération de 75 %, plafonnée à 300 000€. Ce plafond est porté à 500 000 € si le bénéficiaire de la transmission s'engage à conserver le bien pendant au moins 10 ans. Au-delà de ces limites, l'exonération est de 50 %.

Or, d'une façon générale, la transmission à titre gratuit d'entreprises bénéficie d'une exonération de 75 % sans plafond, y compris s'agissant de parts ou actions détenues par des associés ne participant pas eux-mêmes à l'activité de la société et qui n'assurent que le portage des capitaux nécessaires à l'activité (dispositif « Dutreil »). Une transposition de ce principe au capital foncier attaché durablement à une exploitation agricole ou viticole est d'autant plus nécessaire que la valeur de ce capital est très élevée au regard de sa rentabilité effective ce qui constitue un frein important aux transmissions des exploitations, en particulier dans un cadre familial.

Pour favoriser cette stabilité, le présent amendement vise à alléger la fiscalité applicable aux bénéficiaires d'une transmission à titre gratuit de biens ruraux loués par bail à long terme lorsque ces bénéficiaires s'engagent à les conserver pour une longue durée.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme ROMAGNY, MM. KERN, HENNO et CAMBIER, Mmes VERMEILLET, Olivia RICHARD, GUIDEZ et de LA PROVÔTÉ, M. Jean-Michel ARNAUD, Mme GOSSELIN, M. CADEC, Mme PERROT, MM. VANLERENBERGHE et LEVI, Mme NÉDÉLEC et MM. DUFFOURG et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES**

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I.– L'article 793 bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le taux des exonérations visées au premier alinéa est porté 85 % à condition que le donataire, héritier et légataires s'engage, pour lui et ses ayants-cause à titre gratuit, à conserver le bien pendant une durée de 18 ans suivant la transmission et à maintenir son affectation à une exploitation agricole. »

II. – La perte de recettes pour l'État résultant du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Nous assistons à une forte concentration du secteur agricole marqué par une disparition progressive des exploitations familiales, et à une multiplication des acquisitions d'exploitations agricoles et viticoles par des investisseurs étrangers et/ou institutionnels qui ne sont pas exposés aux mutations à titre gratuit (Groupes étrangers, fonds de pension, institutionnels, GFV, montages juridiques avec holding offshore, etc.), dans le cadre de stratégies purement patrimoniales.

Les valeurs vénales du foncier d'exploitation ne permettent plus de financer le coût des mutations à titre gratuit sauf à passer par un endettement durable au détriment, d'une part, des capacités à investir des entreprises agricoles et de leur rentabilité, et d'autre part de leur capacité de résilience face aux aléas climatiques. Ce phénomène contribue aussi au mal-être du monde rural, notamment des agriculteurs / viticulteurs et à la déprise agricole.

Le présent amendement vise à protéger les exploitations agricoles et viticoles familiales, en allégeant la fiscalité des donations et successions lorsque l'un ou plusieurs héritiers souhaitent reprendre l'exploitation, et que les autres héritiers s'engagent à conserver les biens transmis et les laisser à la disposition des exploitants actuels pendant une longue durée – au moins 18 ans –.

La fiscalité qui s'applique actuellement à la transmission familiale des terres agricoles et des vignes, compte tenu de la valeur élevée de ces biens, incite les propriétaires à repousser à plus tard cette

transmission. Lorsque les successions s'ouvrent, les droits à payer par les héritiers les incite à vendre les biens. L'exploitation familiale poursuivie par un ou plusieurs de ces héritiers est alors menacée de dislocation.





## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme ROMAGNY, MM. KERN, HENNO et CAMBIER, Mmes VERMEILLET, Olivia RICHARD, DREXLER et GUIDEZ, M. Jean-Michel ARNAUD, Mme GOSSELIN, MM. CADEC et DUFFOURG, Mme PERROT et M. BLEUNVEN

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNVICIES

Après l'article 3 unvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 790 C du code général des impôts est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 790 C. – Pour la perception des droits de mutation à titre gratuit entre vifs, il est créé un abattement supplémentaire de 50 000 € sur la part de chacun des enfants lorsque le donateur est âgé de moins de quatre-vingts ans au jour de la transmission.

« Les enfants décédés du donateur sont, pour l'application de l'abattement, représentés par leurs descendants donataires dans les conditions prévues par le code civil en matière de représentation successorale. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Afin d'encourager les transmissions entre vifs, qui permettent d'éviter les difficultés de successions non anticipées, il est proposé de porter l'abattement en ligne directe de 100 000 à 150 000 € pour les donations effectuées par des donateurs âgés de moins de 80 ans.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme ROMAGNY, MM. KERN, HENNO et CAMBIER, Mmes VERMEILLET, Olivia RICHARD et  
GOSSELIN, MM. CADEC et DUFFOURG, Mme PERROT et MM. LÉVRIER et BLEUNVEN

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES**

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 777 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les limites des tranches des tarifs prévus aux tableaux ci-dessus sont actualisées au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année dans la même proportion que la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu et arrondies à l'euro le plus proche. »

2° Le VI de l'article 779 est ainsi rétabli :

« VI. – Le montant des abattements prévus aux I à V est actualisé au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année dans la même proportion que la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu et arrondi à l'euro le plus proche. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le mécanisme d'indexation des plafonds d'exonération des droits de mutation à titre gratuit (DMTG) existait jusqu'en 2012 pour faire face à l'inflation. Depuis le début de l'année 2022, l'inflation atteint un niveau très élevé.

Cet amendement vise à restaurer le mécanisme d'indexation des plafonds d'exonération de droits de mutation à titre gratuit tel qu'il existait avant 2012, ainsi que des tranches d'imposition des barèmes progressifs.

Le montant des abattements applicables et les tranches des barèmes d'imposition seraient ainsi actualisés au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année dans la même proportion que la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu et arrondies à l'euro le plus proche les tranches des tarifs prévus.







**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme ROMAGNY, MM. KERN, HENNO et CAMBIER, Mmes VERMEILLET, Olivia RICHARD et  
GOSSELIN, MM. CADEC et DUFFOURG, Mme PERROT et MM. LEVI et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES**

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le II de l'article 151 septies du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les seuils de recettes mentionnés au présent II sont actualisés tous les trois ans dans la même proportion que l'évolution triennale de la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu, arrondis à la centaine d'euros la plus proche. »

II. – Le I du présent article s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.**OBJET**

Cet amendement vise à indexer les plafonds d'exonération des plus-values des petites entreprises.

Or, le dispositif est aujourd'hui figé dans le temps. Depuis le début de l'année 2022, l'inflation atteint un niveau élevé. Il apparaît donc utile pour pallier cette situation d'augmenter les plafonds d'exonération des plus-values des petites entreprises si l'on veut maintenir et favoriser les petites entreprises sur le territoire français. Il est donc proposé de réévaluer le plafond d'exonération des plus-values de ces petites entreprises dans des conditions analogues à celles applicables aux seuils de recettes déterminant les régimes d'imposition applicables, soit tous les trois ans en fonction de l'évolution triennale de la limite supérieure de la première tranche de l'impôt sur le revenu.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme ROMAGNY, MM. KERN, HENNO et CAMBIER, Mmes VERMEILLET, Olivia RICHARD et  
GOSSELIN, M. DUFFOURG, Mme PERROT et MM. LEVI et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 16

I. – Alinéas 110 et 111

Supprimer ces alinéas.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... - La perte de recettes pour les agences de l'eau résultant du I est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services

OBJET

Alors que les exploitations agricoles sont soumises à une hausse des coûts importante (main d'œuvre, énergie...), l'augmentation de la redevance pour pollution diffuse prévue dans cet article est vécue comme un impôt supplémentaire de 37 millions d'euros sur la production.

Cette charge supplémentaire pénalisera les investissements nécessaires pour accélérer la transition agroécologique. De plus, la profession agricole dispose de peu de visibilité sur la réalité du fléchage de crédits des agences de l'eau vers l'agriculture, malgré les demandes pour une meilleure transparence.

Cet amendement supprime l'augmentation prévue par le Gouvernement et vise à maintenir les taux actuels pour la redevance pour pollution diffuse.





## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme ROMAGNY, MM. KERN, HENNO et CAMBIER, Mme VERMEILLET, M. JOYANDET,  
Mmes Olivia RICHARD et GUIDEZ, MM. Jean-Michel ARNAUD, CADEC et DUFFOURG, Mme PERROT  
et MM. LEVI et BLEUNVEN

C	
G	

### ARTICLE 28

I. – Alinéa 2, tableau, dernière colonne, quarante-neuvième ligne

Remplacer le montant :

309 800 000

par le montant :

322 156 800

II. – Alinéa 5, tableau, dernière colonne, trente-sixième ligne

Remplacer le montant :

309 800 000

par le montant :

322 156 800

III. – Alinéa 30

Compléter cet alinéa par les mots :

calculé à partir du plafond de l'année précédente revalorisé par un coefficient fixé annuellement en application du dernier alinéa de l'article 1518 bis du code général des impôts

IV. – Alinéa 32

Rédiger ainsi cet alinéa :

c) La troisième phrase du premier alinéa du II est supprimée ;

V. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par trois paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Le présent amendement vise à revaloriser annuellement le plafond de la taxe additionnelle à la taxe sur le foncier non bâti (TATFNB) via une indexation sur l'indice des prix à la consommation (comme la TFNB) et, par conséquent, à relever le montant de taxe affectée aux Chambres d'agriculture pour 2024 et à supprimer totalement la limite maximale de hausse du montant perçu par une Chambre d'une année sur l'autre.

La TATFNB représente 42% des ressources financières du réseau des Chambres d'agriculture ! Elle leur est essentielle pour mener leurs missions de service public.

Actuellement, le montant attribué aux Chambres d'agriculture est plafonné. Alors que la valeur de la base cadastrale imposable est passée de 2,347 Md€ en 2015 à 2,613 Md€ en 2022, (soit une hausse de 11,3%) alors que pendant la même période, le montant de la TATFNB est resté stable à 292 millions d'euros.

Concrètement, cela signifie que le réseau des Chambres d'agriculture n'a pas bénéficié de l'accroissement de l'assiette de sa taxe car le taux de prélèvement de la TATFNB a baissé mécaniquement en raison du plafonnement du montant de la TATFNB. Ainsi, le taux de prélèvement de la TATFNB sur la base cadastrale imposable est passé de 12,5 en 2015 à 11,2% en 2022 et 10,5% en 2023. A titre d'illustration pour l'année 2023, cela correspond à une perte de ressources d'environ 35 M€ pour le réseau des Chambres. En effet, si on applique le taux de prélèvement de 2015 (12,5%) à la base cadastrale imposable de 2023, la taxe perçue aurait été de près de 336M€.

L'appauvrissement des Chambres d'agriculture lié au plafonnement de la TATFNB depuis 10 ans est d'autant plus préjudiciable que les missions des Chambres d'agriculture pour accompagner les agriculteurs n'ont cessé de croître sur cette période (*animation des concertations régionales sur le Pacte et la Loi d'Orientation et d'Avenir Agricoles, ESSOC, phytosanitaires, identification animale avec la Base Nationale Opérateurs, Registre National des Entreprises, guichet unique non transféré, point info installation-transmission, etc.*). Enfin, dans le cadre du chantier gouvernemental prioritaire de planification écologique, le rôle des Chambres sera déterminant dans la réussite de la transition du monde agricole et nécessite un renforcement des moyens.

Le Gouvernement a retenu dans le texte sur lequel il a engagé sa responsabilité devant l'Assemblée nationale :

- Une hausse de 3% du plafond, soit un montant de 309 M€ ;
- Un rehaussement de la limite maximale de hausse du montant perçu par une Chambre d'une année sur l'autre de 3% à 10%.

Ces évolutions ne contentent absolument pas le réseau des Chambres qui demande :

- Une hausse du plafond pour atteindre un montant de 322 M€ ;

- Une suppression totale de la limite maximale de hausse du montant perçu par une Chambre d'une année sur l'autre, afin de permettre une répartition plus juste des ressources entre les Chambres via la péréquation ;
- Une revalorisation annuelle du plafond via une indexation sur l'indice des prix à la consommation (comme pour la TFNB, à travers l'article 1518 bis du CGI).





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme ROMAGNY, MM. KERN, HENNO et CAMBIER, Mmes VERMEILLET, Olivia RICHARD, DREXLER, de LA PROVÔTÉ et GOSSELIN et MM. DUFFOURG, LEVI et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUODECIES**

Après l'article 3 duodecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le 4 de l'article 199 sexdecies du code général des impôts est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Le crédit d'impôt est égal à 66 % des dépenses mentionnées au 3 au titre des services définis aux articles L. 7231-1 et D. 7231-1 du code du travail fournis dans les conditions prévues au 2, supportées par le contribuable dont les revenus du foyer fiscal annuel sont inférieurs à 27 600 euros, au titre de l'emploi d'un salarié ou en cas de recours à une association, une entreprise ou un organisme, mentionné aux b ou c du 1.

« Le crédit d'impôt est imputé sur l'impôt sur le revenu dans les mêmes conditions que celles mentionnées au second alinéa du présent 4. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à porter le taux du crédit d'impôt au titre des services à la personne de 50 à 66 % des sommes dépensées par les contribuables des classes dites populaires, dont les revenus annuels nets sont inférieurs à 27.600 euros (2.300 euros par mois).

En parallèle, le taux de 50% serait maintenu pour les autres ménages.

Contrairement aux idées reçues, l'accroissement du crédit d'impôt relatif aux services à la personne entraîne de nouvelles recettes en particulier issues des cotisations et contributions sociales correspondant à la hausse de la consommation de ces services (+~40% selon l'étude Fédésap/PwC « Compte de résultat CI-SAP » de septembre 2023), aux heures de travail additionnelles des salariés (qui, par exemple, confient à un intervenant à domicile la garde de leurs enfants et peuvent ainsi rester plus longtemps à leur poste de travail) et à la régularisation du travail informel.

Toujours selon cette étude, 1 euro investi par l'Etat en dépense fiscale au titre du crédit d'impôt relatif aux services à la personne génère, au final, dans le cadre du dispositif proposé par cet amendement, 1,24 euro de recettes supplémentaires pour les finances publiques et sociales.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme ROMAGNY, MM. KERN, HENNO et CAMBIER, Mmes VERMEILLET, Olivia RICHARD, DREXLER, de LA PROVÔTÉ et GOSSELIN et MM. DUFFOURG, VANLERENBERGHE, LEVI et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUODECIES

Après l'article 3 duodecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le 4 de l'article 199 sexdecies du code général des impôts est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Le crédit d'impôt est égal à 66 % des dépenses mentionnées au 3 au titre des services définis aux articles L. 7231-1 et D. 7231-1 du code du travail fournis dans les conditions prévues au 2, supportées par les contribuables célibataires, veufs ou divorcés ayant au moins un enfant à leur charge, au titre de l'emploi d'un salarié ou en cas de recours à une association, une entreprise ou un organisme, mentionné aux b ou c du 1.

« Le crédit d'impôt est imputé sur l'impôt sur le revenu dans les mêmes conditions que celles mentionnées au second alinéa du présent 4. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à porter le taux du crédit d'impôt au titre des services à la personne de 50 à 66 % des sommes dépensées par les familles monoparentales. En parallèle, le taux de 50% serait maintenu pour les autres ménages.

Cette mesure s'inscrit dans la filiation de la promesse de campagne du président Emmanuel Macron, votée dans la loi de financement de la sécurité sociale pour 2023, d'attribuer le complément du libre choix de mode de garde (CMG), normalement limité aux 6 ans de l'enfant, jusqu'aux 12 ans de l'enfant, pour les familles monoparentales.

En effet, au-delà de six ans, les dispositifs d'aide à la garde sont limités, alors même que les enjeux de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle restent importants, surtout pour les familles monoparentales. Le recours à un mode de garde individuel est peu accessible financièrement.

Faciliter l'accès des familles monoparentales ayant des enfants âgés de 6 à 12 ans à un mode de garde formel constitue un enjeu majeur en termes de soutien des familles monoparentales dans la conciliation de leurs différents temps de vie, d'accès et de maintien dans l'emploi - et donc de levier de sortie de la pauvreté - mais aussi de répit.

Selon une étude indépendante réalisée par le cabinet PwC pour la Fédésap (« Compte de résultat du crédit d'impôt relatif aux services à la personne », septembre 2023), l'accroissement du crédit d'impôt au titre des services à la personne entraîne de nouvelles recettes en particulier issues des cotisations et contributions sociales correspondant à la hausse de la consommation de ces services, aux heures de travail additionnelles des salariés (qui, par exemple, confient à un intervenant à domicile la garde de leurs enfants et peuvent ainsi rester plus longtemps à leur poste de travail) et à la régularisation du travail informel.

Toujours selon cette étude, 1 euro investi par l'Etat en dépense fiscale au titre du crédit d'impôt relatif aux services à la personne génère, au final, dans le cadre du dispositif proposé par cet amendement visant les familles monoparentales, 1,27 euro de recettes supplémentaires pour les finances publiques et sociales.

Les cotisations et contributions sociales des employeurs ainsi que la valorisation des heures supplémentaires des familles monoparentales aidées entraînent *in fine* un surcroît de recettes pour les finances publiques et sociales.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme ROMAGNY, MM. KERN, HENNO et CAMBIER, Mmes VERMEILLET et Olivia RICHARD,  
M. Jean-Michel ARNAUD, Mme GOSSELIN et MM. DUFFOURG et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le code de l'environnement est ainsi modifié :

1° L'article L. 541-10 est ainsi modifié :

a) Le premier alinéa est ainsi rédigé :

« I. – Toute personne physique ou morale qui élabore, fabrique, manipule, traite, vend ou importe des produits ou des éléments et matériaux entrant dans leur fabrication, dite producteur au sens de la présente sous-section, est soumis à la responsabilité élargie du producteur. En application de cette responsabilité, il peut être fait obligation au dit producteur de contribuer à la prévention et à la gestion des déchets qui proviennent des produits ou des éléments et matériaux entrant dans leur fabrication qu'il élabore, fabrique, manipule, traite, vend ou importe, ainsi que d'adopter une démarche d'éco-conception des produits, de soutenir les réseaux de réemploi et de réparation, tels que ceux gérés par les entreprises de l'économie sociale et solidaire ou favorisant l'insertion par l'emploi, et de développer le recyclage des déchets issus des produits.

b) Après le premier alinéa, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

« Pour les producteurs de produits qui ne sont pas mentionnés à l'article L. 541-10-1, la responsabilité élargie des producteurs peut prendre la forme d'actions de réduction des déchets générés par leurs produits ou de facilitation de leur recyclage, via l'éco-conception ou le soutien au réemploi de leurs produits, d'un soutien au développement du recyclage de leurs produits, ou de contributions financières à la gestion des déchets issus de leurs produits. Ces actions ne sont pas soumises aux règles d'agrément définies dans la présente section.

« Les producteurs doivent justifier publiquement des actions mises en œuvre en application de l'alinéa précédent. Les producteurs dont la société est visée à l'article L. 225-102-1 du code de commerce doivent les intégrer à la déclaration de performance extra-financière mentionnée au I. Un décret fixe les modalités d'application de cet alinéa et les seuils de chiffre d'affaires et d'unité mises en marché en dessous desquels les producteurs ne sont pas visés par l'obligation. »

2° Au début du premier alinéa de l'article L. 541-10-1, les mots « Relèvent du principe de responsabilité élargie du producteur » sont remplacés par les mots : « Les producteurs des produits



suivants sont tenus de contribuer à la prévention et à la gestion des déchets générés par les produits, élément et matériaux qu'ils élaborent, fabriquent, manipulent, traitent, vendent ou importent ».

### **OBJET**

Déployée en France depuis plus de vingt-cinq ans, la responsabilité élargie des producteurs (REP) a considérablement contribué au développement du recyclage en France.

En contraignant les metteurs sur le marché à contribuer à la gestion de leurs produits en fin de vie, la REP a permis de dégager les moyens nécessaires pour développer les filières de recyclage françaises et incite les metteurs sur le marché à améliorer la conception de leur produit pour réduire les déchets générés et les coûts associés.

Toutefois, celle-ci ne concerne qu'un nombre limité de produits. Ainsi, près d'un tiers de la poubelle des Français est issu de produits, hors produits fermentescible, non soumis à la REP. Ces produits génèrent plus de 10 millions de tonnes de déchets non recyclables chaque année.

Nous nous trouvons donc dans une situation paradoxale dans laquelle les producteurs de produits recyclables sont tenus de contribuer au recyclage de leurs produits, tandis que d'autres producteurs de produits non recyclables sont affranchis de toute responsabilité vis-à-vis des déchets issus de leurs produits, qui sont pourtant plus nocifs pour l'environnement.

Ce paradoxe est d'autant moins compréhensible qu'il conduit à laisser en dehors de l'économie circulaire des milliers de produits, générant la moitié des déchets envoyés en stockage.

Outre le fait qu'il vise à mettre fin à ce paradoxe, cet amendement vient préciser que la responsabilité élargie des producteurs (REP) s'applique par principe à tous les produits. Il vise à créer une REP dite « balai » afin d'en assujettir les productions manufacturières qui ne sont pas encore couvertes.

Toutefois, le modèle de REP à la française, s'appuyant sur un éco-organisme financé par les éco-contributions des metteurs sur le marché et mettant en place son propre système de recyclage ou finançant les solutions mises en place par les collectivités et leurs opérateurs, n'est pas adapté à tous les produits. Cet amendement précise donc également que la REP peut prendre la forme d'autres types d'engagements d'un producteur pour réduire les déchets générés par ces produits ou contribuer à leur valorisation ou leur traitement. La REP serait ainsi désormais mise en place soit sous la forme d'une filière REP traditionnelle, par application des dispositions de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, soit, pour les producteurs qui ne sont pas visés par des filières de ce type, sous la forme d'autres engagements, obligatoirement rendus publics.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme ROMAGNY, MM. KERN, HENNO et CAMBIER, Mmes VERMEILLET, GATEL, Olivia RICHARD et GOSSELIN et MM. CANÉVET, DUFFOURG, LEVI et BLEUNVEN

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 1383 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° La première phrase du deuxième alinéa du I est complétée par les mots : « ; lorsque la construction s'effectue sur une parcelle ou section cadastrale non artificialisée au 1<sup>er</sup> janvier de l'année précédant celle de la demande d'autorisation d'urbanisme, la commune peut, par une délibération prise dans les mêmes conditions et, pour la part qui lui revient, supprimer l'exonération prévue au premier alinéa du présent I » ;

2° Après le premier alinéa du II, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« La commune peut, par une délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A bis et pour la part qui lui revient, limiter l'exonération prévue au premier alinéa du présent II à 40 %, 50 %, 60 %, 70 %, 80 % ou 90 % de la base imposable ou la supprimer intégralement lorsque la construction s'effectue sur une parcelle ou section cadastrale non artificialisée au 1<sup>er</sup> janvier de l'année précédant celle de la demande d'autorisation d'urbanisme. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Depuis la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales et le transfert de la part départementale de foncier bâti aux communes, toute construction nouvelle est exonérée de taxe foncière pendant deux ans, à hauteur de 40 % minimum.

Cet amendement vise à créer une recette supplémentaire.

Cet amendement vise à donner aux collectivités la possibilité de supprimer cette exonération minimale de 40 % de taxe foncière sur les propriétés bâties les deux premières années suivant la construction d'un local aux seules constructions entraînant une artificialisation des sols.

Dans un contexte de raréfaction du foncier et dès lors que les coûts engendrés par l'accueil de nouvelles populations ou activités sont pris en charge sans délai par la collectivité, il apparaît justifié de permettre aux collectivités de supprimer ce plancher de 40 %, vestige de la fraction départementale de taxe foncière, et de leur rendre la possibilité de supprimer l'intégralité de cette exonération, comme c'était le cas avant la suppression de la taxe d'habitation.

Cette proposition figurait parmi les propositions du rapport « Rebsamen » La Relance durable de la construction de logements (2021). En l'espèce, il s'agissait de la proposition n°5 : Donner aux communes la possibilité de supprimer l'intégralité l'exonération de TFPB sur les deux premières années suivant la mise en service des logements neufs.

Toutefois, dans un contexte d'insuffisance de l'offre de logement, l'amendement propose de circonscrire cette possibilité de suppression aux seules constructions entraînant une artificialisation des sols.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme ROMAGNY, MM. KERN, HENNO et CAMBIER, Mmes VERMEILLET, GATEL et Olivia RICHARD, M. Jean-Michel ARNAUD, Mme GOSSELIN et MM. CANÉVET, DUFFOURG, VANLERENBERGHE, DELCROS et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 8

Après l'article 8

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certains commerçants et artisans âgés est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les dispositions du présent article s'appliquent aux établissements de stockage et de logistique servant à la vente de biens à distance ainsi qu'aux surfaces commerciales conçues pour le retrait par la clientèle d'achats au détails commandés par voie télématique ».

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à créer une recette supplémentaire, en adaptant notre fiscalité aux nouvelles formes de commerce qui ont des conséquences sur l'équilibre des territoires en assujettissant les « drives » et les entrepôts de stockage de vente à distance à la taxe sur les surfaces commerciales (TaSCom).

La taxe sur les surfaces commerciales (TaSCom) est un impôt dont l'assiette est constituée par les surfaces commerciales de vente au détail de plus de 400 m<sup>2</sup> et réalisant un chiffre d'affaires hors taxe de plus de 460 000 euros. Les surfaces considérées comme taxables sont celles qui sont affectées à la circulation de la clientèle, de l'exposition des produits, au paiement ou à la circulation des personnels pour la mise en rayon de ces produits.

N'étant pas ouverts à la circulation des clients, les drives ainsi que les établissements de stockage et de logistique servant à la vente à distance ne sont pas assujettis à la TaSCom. Or, ils constituent bien des équipements commerciaux qui concurrencent les autres formes de commerce. Par la qualification de leur local, ils bénéficient d'un non-assujettissement à la TaSCom qui n'est pas justifié alors que la nature de leur activité constitue bien de la vente au détail.

Il apparaît en effet important d'adapter notre fiscalité aux nouvelles formes de commerce qui ont des conséquences sur l'équilibre des territoires, et d'harmoniser la taxation à la TaSCom pour tous les établissements réalisant de la vente au détail, qu'elle soit en ligne ou en présentiel.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme ROMAGNY, MM. KERN, HENNO et CAMBIER, Mmes VERMEILLET, GATEL et Olivia RICHARD, M. Jean-Michel ARNAUD, Mme GOSSELIN et MM. CANÉVET, DUFFOURG, DELCROS et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 8

Après l'article 8

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés est ainsi modifié :

1° À la première phrase du huitième alinéa, le montant : « 5,74 € » est remplacé par le montant : « 7 € » ;

2° À la seconde phrase du huitième alinéa, les mots : « supérieur à 12 000 €, le taux est fixé à 34,12 € » sont remplacés par les mots : « supérieur à 15 000 €, le taux est fixé à 43 € » ;

3° Au neuvième alinéa, les mots : « 8,32 € ou 35,70 € » sont remplacés par les mots : « 11 € ou 45 € » ;

4° Au treizième alinéa, les mots : « entre 3 000 et 12 000 €, le taux de la taxe est déterminé par la formule suivante :  $5,74 \text{ euros} + [0,00315 \times (\text{CA} / \text{S} - 3\,000)] \text{ €}$  » sont remplacés par les mots : « entre 3 000 et 15 000 €, le taux de la taxe est déterminé par la formule suivante :  $7 \text{ €} + [0,00399 \times (\text{CA} / \text{S} - 3\,000)] \text{ €}$  » ;

5° Au quatorzième alinéa, les mots : «  $8,32 \text{ €} + [0,00304 \times (\text{CAS} / \text{S} - 3\,000)] \text{ €}$  » sont remplacés par les mots : «  $11 \text{ €} + [0,00385 \times (\text{CAS} / \text{S} - 3\,000)] \text{ €}$  ».

II – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à créer une recette supplémentaire. Il vise à rattraper la dévaluation intervenue sur les tarifs de la taxe sur les surfaces commerciales (TaSCOM) depuis leur dernière modification, en loi de finances initiale pour 2009.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

L'inflation cumulée sur la période est estimée à 26 %. Or, la TaSCOM a été transférée aux collectivités pour compenser la suppression de la taxe professionnelle. Il n'est pas acceptable de substituer à une ressource dynamique, l'ex taxe professionnelle, une ressource qui subit l'érosion monétaire.

Le tarif pour les locaux de surface supérieure à 12 000 mètres carrés, à 34,12 euros, n'a pas évolué depuis la loi de finances initiale pour 2004, qui fixait par ailleurs le tarif plancher à 9,38 euros avant que celui-ci ne soit progressivement ramené à 5,74 euros.

Par cohérence, le seuil de 12 000 euros de chiffre d'affaires par mètre carré est aussi rehaussé conformément à l'inflation cumulée, et porté à 15 000 euros.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme ROMAGNY, MM. KERN, HENNO et CAMBIER, Mmes VERMEILLET, GATEL et Olivia RICHARD, M. Jean-Michel ARNAUD, Mme GOSSELIN et MM. CANÉVET, DUFFOURG, DELCROS et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TER

Après l'article 27 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° L'article L. 2333-30 est ainsi modifié :

a) Le tableau constituant le troisième alinéa est ainsi rédigé :

«

(en pourcentage du coût par personne de la nuitée)

Catégories d'hébergements	Tarif plancher	Tarif plafond
Palaces	0,5	5
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	0,5	5
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	0,5	5
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	0,5	5
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	0,5	5
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1,2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, auberges collectives	0,5	5
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3,4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures.	0,5	5
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air	0,5	

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	
------------------------------------------------------	--

».

b) Le septième alinéa est ainsi rédigé :

« Pour tous les hébergements en attente de classement ou sans classement à l'exception des catégories d'hébergements mentionnées à la septième et à la huitième ligne du tableau du troisième alinéa du présent article, le tarif applicable par personne et par nuitée est compris entre 0,5 % et 5 dans la limite du taux le plus élevé adopté par la collectivité. »;

2° Le tableau du troisième alinéa de l'article L. 2333-41 est ainsi rédigé :

«

(en euros)

Catégories d'hébergements	Tarif plancher	Tarif plafond
Palaces	1,40	8
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	1,40	6
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	1,40	4,60
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	1,00	3
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	0,60	1,80
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1,2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, auberges collectives	0,40	1,60
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3,4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures.	0,40	1,20
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0,40	

».

II. – Par dérogation au deuxième alinéa de l'article L. 2330-3 du code général des collectivités territoriales, pour les impositions établies à compter de 2024, les collectivités territoriales peuvent délibérer jusqu'au 15 mars 2024 pour fixer le tarif applicable à compter de l'année suivante.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

IV. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

V. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Cet amendement vise à créer une recette supplémentaire. Il vise à introduire une dose de proportionnalité de la taxe de séjour en fonction du montant de la nuitée d'hébergement, en lieu et place d'un modèle en vigueur qui repose sur des tarifs forfaitaires.

Il modifie le modèle des tarifs fixes de la taxe de séjour par catégorie d'hébergement, en permettant aux collectivités territoriales de définir des taux au prix de la nuitée, dans une fourchette de 0,5 % à 5 % du montant facturé pour tous les hébergements de tourisme.

Un taux proportionnel s'appliquera à tous les hébergements, qu'ils soient classés, en attente de classement ou sans classement.

Un passage à la proportionnelle permettrait une meilleure adéquation entre les tarifs de la taxe de séjour et les prix pratiqués par les hôteliers et autres hébergements touristiques.

Par ailleurs, cet amendement vise également à donner davantage de marges de manœuvre budgétaires aux collectivités locales dans le cadre de la politique du tourisme. En effet, adapter la taxe de séjour à l'évolution de l'offre d'hébergement destinés au tourisme est d'autant plus nécessaire que, dans un contexte de raréfaction du foncier, de tensions sur les marchés du logement et d'éviction de certains ménages pour accéder à une résidence principale sur des territoires en zone tendue, force est de constater que l'hébergement touristique participe à l'augmentation des prix de l'immobilier sur les logements publics comme privés.

Cet amendement permet également de modifier les tarifs applicables à la taxe de séjour dès 2024, par dérogation au calendrier de droit commun. En cela, l'amendement permet d'être en cohérence avec le calendrier des Jeux Olympiques 2024 de Paris.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme ROMAGNY, MM. KERN, HENNO et CAMBIER, Mmes VERMEILLET et GATEL, M. JOYANDET,  
Mmes Olivia RICHARD et GOSSELIN et MM. CANÉVET, DUFFOURG, VANLERENBERGHE et  
BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24**

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 232 du code général des impôts est abrogé.

II. – L'article 1407 bis du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est ainsi modifié :

a) La première phrase du premier alinéa est ainsi modifiée :

- Les mots : « autres que celles visées à l'article 232 » sont supprimés ;

- Les mots : « depuis plus de deux années » sont remplacés par les mots : « depuis plus d'une année » ;

b) La seconde phrase est remplacée par deux phrases ainsi rédigées : « Pour l'application de la taxe, est considéré comme vacant un logement dont la durée d'occupation est inférieure à quatre-vingt-dix jours au cours de la période de référence définie au présent alinéa. La taxe n'est pas due en cas de vacance indépendante de la volonté du contribuable » ;

2° À la seconde phrase du deuxième alinéa, les mots : « ainsi que sur celui des communes mentionnées à l'article 232 » sont supprimés.

III. – Le I. de l'article 1407 ter du code général des impôts est ainsi rédigé :

« Le conseil municipal peut, par une délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A bis, majorer d'un pourcentage compris entre 5 % et 60 % la part lui revenant de la cotisation de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale due au titre des logements meublés et vacants dans :

1° Les communes appartenant à une zone d'urbanisation continue de plus de cinquante mille habitants où il existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements entraînant des difficultés sérieuses d'accès au logement sur l'ensemble du parc résidentiel existant, qui se caractérisent notamment par le niveau élevé des loyers, le niveau élevé des prix d'acquisition des logements anciens ou le nombre élevé de demandes de logement par rapport au nombre d'emménagements annuels dans le parc locatif social ;

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.



2° Les communes ne respectant pas les conditions prévues au 1° du présent I où il existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements entraînant des difficultés sérieuses d'accès au logement sur l'ensemble du parc résidentiel existant, qui se caractérisent notamment par le niveau élevé des loyers, le niveau élevé des prix d'acquisition des logements anciens ou la proportion élevée de logements affectés à l'habitation autres que ceux affectés à l'habitation principale par rapport au nombre total de logements.

Un décret fixe la liste des communes où la taxe peut être majorée.

Le produit de la majoration mentionnée au premier alinéa du présent I est versé à la commune l'ayant instituée. »

IV. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Cet amendement vise à fusionner les deux taxes sur les logements vacants (taxe sur les logements vacants – TLV- et taxe d'habitation sur les logements vacants -THLV), pour :

- Doter les exécutifs locaux en zone tendue d'un outil de fiscalité comportementale pour lutter contre la vacance des logements ;
- Apporter une recette nouvelle aux budgets locaux au service des politiques locales de l'habitat ;
- Favoriser la simplification fiscale et l'intelligibilité de la loi en fusionnant deux taxes n'ayant aujourd'hui pas le même périmètre d'application, ni mêmes règles de fixation du taux ou de l'assiette, ni les mêmes bénéficiaires ;
- Neutraliser les phénomènes d'optimisation du statut d'occupation (résidence secondaire versus logement vacant) ;
- Simplifier le travail des services fiscaux de l'État et des agents des observatoires fiscaux mis en place par les collectivités.

Une telle simplification fiscale est d'autant plus urgente que les logements vacants, en immobilisant une partie du parc en dépit de la tension entre offre et demande de logements, incitent soit à l'artificialisation et à l'étalement urbain.

Par ailleurs, les logements vacants se détériorent plus rapidement et sont bien souvent à l'origine d'un phénomène de déperdition thermique infligé aux habitations mitoyennes.

Cette proposition de réforme a récemment été formulée par :

- les associations d'élus dans un courrier au Gouvernement du 4 avril 2023
- les inspections générales des Finances, de l'Administration et de l'Environnement, dans leur rapport « Lutte contre l'attrition des résidences principales dans les zones touristiques »

- le Conseil des prélèvements obligatoires dans son rapport sur « La Fiscalité locale dans la perspective du Zéro artificialisation nette »
- ou encore la « mission Rebsamen » dans son rapport sur « La Relance durable de la construction de logements ».

Eu égard au contexte de crise du logement et aux enjeux de mobilisation des logements vacants, il est essentiel que, dès maintenant, les collectivités territoriales disposent d'outils efficaces.

La taxe sur les logements vacants (TLV) abondant aujourd'hui le budget général de l'État, cet amendement propose enfin que les collectivités territoriales compensent l'État pour la perte du produit de TLV, soit 93 millions d'euros en 2022.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme ROMAGNY, MM. KERN, HENNO et CAMBIER, Mmes VERMEILLET, GATEL et Olivia RICHARD, M. Jean-Michel ARNAUD, Mme GOSSELIN et MM. CANÉVET, DUFFOURG, DELCROS et BLEUNVEN

C	
G	

ARTICLE 27 TERDECIES

Rédiger ainsi cet article :

I. – À la fin du premier alinéa du 1° du I de l'article 1636 B sexies du code général des impôts, les mots : « et le taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale » sont supprimés.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, les taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et les taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale (THRS) sont liés et doivent évoluer dans la même proportion.

Cet amendement vise à créer une recette supplémentaire en assouplissant les règles de lien entre les taux d'imposition (dé Liaison THRS/TFPB).

En effet, il n'y a aucune logique à ce qu'une évolution de taux de THRS, levier de politique du logement visant notamment à réduire la sous-occupation et à promouvoir l'occupation des logements à titre de résidence principale, ait des effets de bord sur les entreprises. En d'autres termes, il s'avère que subordonner la politique fiscale sur les résidences secondaires à celle mise en œuvre à l'égard des entreprises (lesquelles sont assujetties à la TFPB) n'est aucunement protecteur du souci partagé de protéger les professionnels de l'accroissement de la pression fiscale.

De même, alors que la THRS permet de concentrer la politique fiscale locale sur les ménages multipropriétaires, impacter les ménages assujettis à la TFPB au titre de leur résidence principale et subissant de plein fouet l'inflation ne fait aucunement sens.

Cet amendement vise à substituer à la rédaction du texte sur lequel le Gouvernement a engagé sa responsabilité (amendement n° I-5254 intégré en tant qu'article 27 terdecies), la rédaction correspondant à l'amendement adopté par la commission des Finances de l'Assemblée nationale (amendement n° I-CF1329).

En effet, en l'état de leur rédaction, les dispositions de l'article 27 terdecies privent de tout intérêt la déliaison telle qu'elle est envisagée, celle-ci étant notamment conditionnée par le fait que seules les communes dont le taux est inférieur à 75 % de la moyenne départementale des taux communaux constatés l'année n-1 puissent actionner le levier fiscal.

Selon les simulations réalisées par France urbaine, seules 20 % des communes pourraient de ce fait bénéficier de la déliaison (pour une moyenne d'augmentation de taux de 0,50 point).

De plus, les communes touristiques (dans la mesure où leur niveau de taux reflète les charges spécifiques auxquelles elles sont exposées) et les communes en situation de centralité (dans la mesure où elles assument les charges induites par leur position de centralité) seraient presque systématiquement exclues de la déliaison, les charges qu'elles ont à assumer les conduisant à appliquer le plus souvent des taux supérieurs au seuil fixé proposé par le Gouvernement.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
Mme ROMAGNY

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I – Le I de l'article L. 1615-1 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° L'entretien du domaine public fluvial appartenant à l'État. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Cet amendement vise à permettre l'attribution du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) aux collectivités locales, syndicats mixtes ou intercommunaux qui assurent des travaux d'entretien sur les rivières et cours d'eau domaniaux de l'Etat.

Il est anormal que l'Etat bénéficie des recettes de TVA liées à des travaux d'entretien engagés par les collectivités territoriales ; dépenses qu'il aurait dû lui-même engager.

Les collectivités ou syndicats continueront à réaliser ces entretiens de cours d'eau afin d'assurer leur gestion écologique, la protection d'infrastructures, d'habitations ou de terrains naturels et de lutter contre les inondations.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DELCROS, Pascal MARTIN, LAUGIER, BONNECARRÈRE et LONGEOT, Mme BILLON, M. CHAUVET, Mme VERMEILLET, MM. HENNO et Stéphane DEMILLY, Mme MORIN-DESAILLY, M. CANÉVET, Mmes GACQUERRE et PERROT, M. DUFFOURG, Mme VÉRIEN et M. FOLLIOT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6 BIS

I. – Remplacer l'année :

2024

par l'année :

2026

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

Le présent amendement vise à proroger de trois ans, au lieu de un an, le dispositif dit « Denormandie » consistant à encourager fiscalement (élargissement des avantages issus du dispositif « Pinel ») l'investissement locatif dans le cas de travaux de rénovation réalisés dans le patrimoine dit « ancien ».

S'il s'est montré limité depuis son entrée en vigueur en 2019, le recours à ce dispositif montre des signes positifs, recueillant notamment l'intérêt des particuliers investisseurs après l'extinction effective de la réduction d'impôt du dispositif « Pinel ».

Face à l'ampleur de la crise du logement et la réduction de l'offre locative, notamment en centre ville, la prorogation de l'incitation fiscale « Denormandie » constituerait une garantie pour les engagements actuels et futurs, et un signe de mobilisation des pouvoirs publics.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. PLA et MONTAUGÉ

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES**

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

- I. – Les deuxième et quatrième alinéas de l'article 793 bis du code général des impôts sont supprimés.
- II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La stabilité du foncier attaché aux exploitations viticoles est indispensable à la pérennité de celles-ci. Lorsque des terres ou des vignes louées à long terme font l'objet d'une transmission à titre gratuit dans le cadre d'une donation ou d'une succession, les exploitants bénéficient d'une exonération de 75 %, plafonnée à 300 000€. L'exonération est de 50 % au-delà de cette limite.

La transmission à titre gratuit d'entreprises bénéficie d'une exonération de 75% sans plafond, y compris s'agissant de parts ou d'actions détenues par des associés ne participant pas eux-mêmes à l'activité de la société et n'assurant que le portage des capitaux nécessaires à l'activité.

Une transposition de ce principe au capital foncier attaché durablement à une exploitation agricole ou viticole est d'autant plus nécessaire que la valeur de ce capital est très élevée au regard de sa rentabilité effective.

Pour favoriser cette stabilité, le présent amendement proposé par la Confédération Nationale des producteurs de vins et eaux de vie de vin à Appellations d'Origine Contrôlées, vise à harmoniser la fiscalité applicable à la transmission à titre gratuit de biens ruraux loués par bail à long terme sur le dispositif applicable aux transmissions d'entreprises (ou pacte Dutreil).

C'est une demande formulée de longue date par la profession viticole.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. PLA et MONTAUGÉ

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES**

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 793 bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le taux des exonérations visées au premier alinéa est porté 85 % à condition que le donataire, héritier et légataires s'engage, pour lui et ses ayants-cause à titre gratuit, à conserver le bien pendant une durée de 18 ans suivant la transmission et à maintenir son affectation à une exploitation agricole. »

II. – La perte de recettes pour l'État résultant du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Afin de favoriser la transmission d'exploitations agricoles et viticoles dans un cadre familial, le présent amendement vise à porter le taux des exonérations visées au premier alinéa de l'article 793 bis du code général des impôts à 85 % en contrepartie d'un engagement d'affectation des biens à l'exploitation pendant au moins 18 ans.

En effet, face à la multiplication des acquisitions d'exploitations par des investisseurs étrangers ou institutionnels (groupes étrangers, fonds de pensions etc...) qui ne sont pas exposés aux mutations à titre gratuit, on assiste à une disparition progressive des exploitations familiales.

Il est ainsi proposé d'alléger la fiscalité des donations et successions lorsqu'un ou plusieurs héritiers s'engagent à reprendre l'exploitation, et que les autres héritiers s'engagent pour leur part à conserver les biens transmis, en les laissant à la disposition des exploitants pendant une longue durée.

En effet, les valeurs vénales du foncier d'exploitation ne permettent pas, le plus souvent, de financer le coût des mutations à titre gratuit, sauf à s'endetter, obérant ainsi les capacités à investir et à s'engager dans une démarche de transition énergétique.

Les propriétaires sont donc incités à repousser les transmissions voire à vendre les biens.

Tel est l'objet de cet amendement porté de longue date par la Confédération Nationale des producteurs de vins et eaux de vie de vin à Appellations d'Origine Contrôlées.





## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. PLA et MONTAUGÉ

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNVICIES

Après l'article 3 unvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 790 B du code général des impôts, il est inséré un article 790... ainsi rédigé :

« Art. 790 .... – Pour la perception des droits de mutation à titre gratuit entre vifs, il est créé un abattement supplémentaire de 50 000 € sur la part de chacun des enfants lorsque le donateur est âgé de moins de quatre-vingts ans au jour de la transmission.

« Les enfants décédés du donateur sont, pour l'application de l'abattement, représentés par leurs descendants donataires dans les conditions prévues par le code civil en matière de représentation successorale. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

L'objet du présent amendement proposé par la Confédération Nationale des producteurs de vins et eaux de vie de vin à Appellations d'Origine Contrôlées, vise à augmenter l'abattement de droit commun pour les donations entre vifs effectuées avant 80 ans, de 100 000 à 150 000€.

Il s'agit par cet amendement de favoriser et d'anticiper les transmissions d'exploitations agricoles et viticoles dans le cadre familial.







## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. PLA et MONTAUGÉ

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNVICIES

Après l'article 3 unvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 777 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les limites des tranches des tarifs prévus aux tableaux ci-dessus sont actualisées au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année dans la même proportion que la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu et arrondies à l'euro le plus proche. »

2° Le VI de l'article 779 est ainsi rétabli :

« VI. – Le montant des abattements prévus aux I à V est actualisé au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année dans la même proportion que la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu et arrondi à l'euro le plus proche. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Le présent amendement vise à soutenir les exploitations agricoles et viticoles pour faire face à l'inflation en adoptant un mécanisme d'indexation des plafonds d'exonération des droits de mutation à titre gratuit, qui existait jusqu'en 2012.

Les montants des abattements et les seuils des barèmes fiscaux arrondis au montant d'euro le plus proche seraient mis à jour au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, proportionnellement à l'évolution de la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu.

Tel est l'objet de cette proposition portée par la Confédération Nationale des producteurs de vins et eaux de vie de vin à Appellations d'Origine Contrôlées.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. PLA et MONTAUGÉ

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES**

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le II de l'article 151 septies du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les seuils de recettes mentionnés au présent II sont actualisés tous les trois ans dans la même proportion que l'évolution triennale de la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu, arrondis à la centaine d'euros la plus proche. »

II. – Le I du présent article s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.III. – La perte de recettes résultant pour l'État des I et II est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

L'objet de cet amendement est d'indexer les plafonds d'exonération des plus-values des petites entreprises.

Il est ainsi proposé de réévaluer le plafond d'exonération des plus-values de ces petites entreprises dans des conditions comparables à celles applicables aux seuils de recettes déterminant les régimes d'imposition applicables, soit tous les trois ans en fonction de l'évolution triennale de la limite supérieure de la première tranche de l'impôt sur le revenu.

Tel est l'objet du présent amendement proposé par la Confédération Nationale des producteurs de vins et eaux de vie de vin à Appellations d'Origine Contrôlées.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. PLA et MONTAUGÉ

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 4**

Après l'article 4

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le premier alinéa du b du I de l'article 219 du code général des impôts est complété par une phrase ainsi rédigée : « Le montant limite du bénéfice taxé au taux réduit est actualisé tous les trois ans dans la même proportion que l'évolution triennale de la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu, arrondis à la centaine d'euros la plus proche. »

II. – Le I du présent article s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Depuis plusieurs années, les entreprises agricoles sont encouragées à opter pour l'imposition sur les sociétés.

L'objet de cet amendement vise ainsi à revaloriser et indexer le plafond d'application du taux réduit de l'impôt des sociétés des petites et moyennes entreprises confrontées à un cadre fortement inflationniste.

Aussi, il est proposé de réévaluer le montant limite du bénéfice taxé au taux réduit dans des conditions analogues à celles applicables aux seuils de recettes déterminant les régimes d'imposition applicables, soit tous les trois ans en fonction de l'évolution triennale de la limite supérieure de la première tranche de l'impôt sur le revenu.

Tel est l'objet du présent amendement proposé par la Confédération Nationale des producteurs de vins et eaux de vie de vin à Appellations d'Origine Contrôlées.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. PLA et MONTAUGÉ

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEXIES**

Après l'article 3 sexies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au 5° du II de l'article 150 U, après le mot : « maritime », sont insérés les mots : « d'opérations exonérées de la taxe de publicité foncière ou, le cas échéant, du droit d'enregistrement conformément à l'article 708 du code général des impôts, » ;

2° Après le premier alinéa de l'article 708, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Ces dispositions s'appliquent également aux échanges réalisés en dehors du périmètre prévu au deuxième alinéa de l'article L. 124-3 du code rural et de la pêche maritime lorsque les immeubles échangés sont situés dans le même département ou dans un département limitrophe, à condition que, dans ce cas, lorsque l'un ou l'autre des immeubles échangés est donné à bail, l'accord du ou des preneurs soit recueilli dans l'acte d'échange. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Afin de remédier au morcellement des exploitations qui peut générer des coûts économiques et environnementaux importants, il est proposé dans cet amendement de permettre aux exploitants de procéder à des échanges de parcelles en adaptant la fiscalité.

En effet, dans la réglementation actuelle celle-ci peut s'avérer pénalisante. Des dispositifs d'exonération de la taxe de publicité foncière ou du droit d'enregistrement, dépassant le cadre du canton ou du département existantes, sont disponibles mais avec des conditions très restrictives.

En effet, les immeubles ruraux échangés doivent être situés, soit dans le même canton, soit dans un canton et dans une commune limitrophe de celui-ci. En dehors de ces limites, l'un des immeubles échangés doit être contigu aux propriétés du preneur du bien échangé.



Or dans la pratique on constate que les opérations d'échange permettant des regroupements parcellaires et des rapprochements sont d'autant plus bénéfiques que les immeubles cédés dans l'échange sont éloignés du siège de l'exploitation.

Le présent amendement proposé par Confédération Nationale des producteurs de vins et eaux de vie de vin à Appellations d'Origine Contrôlées a pour objet d'étendre le périmètre des échanges éligibles aux régimes fiscaux de faveur, tout en veillant à préserver les intérêts des preneurs s'il en existe sur l'un ou l'autre des biens échangés.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DELCROS, Pascal MARTIN, LAUGIER et LONGEOT, Mme BILLON, M. CHAUVET,  
Mme VERMEILLET, MM. HENNO et Stéphane DEMILLY, Mme MORIN-DESAILLY, M. CANÉVET,  
Mmes GACQUERRE et PERROT, M. DUFFOURG, Mme VÉRIEN et M. FOLLIOT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au 1<sup>o</sup> et au 2<sup>o</sup> du VI de l'article 199 novovicies du code général des impôts, la première occurrence du mot : « en » est remplacée par les mots : « à compter du 1<sup>er</sup> avril 2024 ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement est de précision et vise à stabiliser juridiquement les investissements réalisés dans le cadre du dispositif Pinel, en instaurant une mesure transitoire prorogeant la réduction pour 2023 de trois mois, à l'instar de l'amendement adopté en 2012 lors de la discussion du projet de loi de finances pour 2013.

En effet, la loi de finances pour 2021 prévoyait de moduler le taux de la réduction d'impôt inscrite à cet article. Cependant, cette disposition ne prend pas en compte le décalage temporel entre la signature de l'engagement d'investir (contrat de réservation sur un programme neuf) et la signature de l'acte authentique, entre lesquelles peuvent s'écouler plusieurs mois. Un volume non négligeable de projets d'investissement pour lesquelles des réservations seront signées mais non actée au 31 décembre 2023 risque donc d'être purement annulé sur les premiers mois de l'exercice 2024.

Il s'agit donc de réserver à ces investissements noués en fin d'année 2023 une forme de sécurité juridique, et de tenir compte du contexte actuellement très dégradé des transactions immobilières.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme LAVARDE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

A. – L'article 260 est ainsi modifié :

1° Après le onzième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« 7° ) Par dérogation aux a et b du 2° du présent article, les organismes de placement collectif relevant du III de l'article L. 214-24, des articles L. 214-33 à L. 214-125, des articles L. 214-148 à L. 214-151 et des articles L. 214-154 à L. 214-158 du code monétaire et financier qui donnent en location des locaux nus relevant de la sous-destination « logement » mentionnée au 2° de l'article R. 151-28 du code de l'urbanisme et dont, à la date de conclusion du bail, le loyer taxe sur la valeur ajoutée incluse est inférieur de 10 % au loyer de référence tel que défini par l'article 17-2 I de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1984. L'actif des organismes relevant du III de l'article L. 214-24 et des articles L. 214-154 à L. 214-158 du code monétaire et financier est composé à hauteur de 60 % au moins d'actifs immobiliers dont la nature sera précisée par décret. » ;

2° Au douzième alinéa, après les mots : « pour l'application du 6° » sont insérés les mots : « et du 7° » ;

3° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Le taux de TVA applicable pour les besoins du 7° est de 5,5 %. »

B – Après l'article 220 Z septies, il est inséré un article 220 Z... ainsi rédigé :

« Art. 220 Z... I. – Le montant de la taxe foncière sur les propriétés bâties prévue à l'article 1380 et mise en recouvrement au cours de l'exercice pour les locaux mentionnés au III fait naître une créance d'impôt sur les sociétés non imposable d'égale montant au profit des organismes de placement collectif et leurs filiales relevant du III de l'article L. 214-24, des articles L. 214-33 à L. 214-125, des articles L. 214-148 à L. 214-151 et des articles L. 214-154 à L. 214-158 du code monétaire et financier. L'actif des organismes relevant du III de l'article L. 214-24 et des articles L. 214-154 à L. 214-158 est composé à hauteur de 60 % au moins d'actifs immobiliers dont la nature sera précisée par décret.

« Lorsqu'elle fait naître une créance non imposable d'égale montant, la taxe foncière mise en recouvrement pour les logements mentionnés au III du présent article n'est pas admise dans les

charges déductibles pour la détermination du bénéfice imposable des personnes morales mentionnées au présent I.

« II.-Le montant de la taxe foncière sur les propriétés bâties s'entend de la taxe mentionnée à l'article 1380 et, le cas échéant :

« 1° De la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations prévue à l'article 1530 bis ;

« 2° De la taxe additionnelle spéciale annuelle au profit de la région d'Île-de-France prévue à l'article 1599 quater D ;

« 3° Des taxes spéciales d'équipement additionnelles à la taxe foncière sur les propriétés bâties prévues aux articles 1607 bis, 1607 ter et 1609 B à 1609 G ;

« 4° Des impositions additionnelles à la taxe foncière sur les propriétés bâties levées conformément à l'article 1609 quater ;

« 5° Des prélèvements opérés par l'État sur ces taxes et impositions en application de l'article 1641.

« III. – Le bénéfice du I du présent article est accordé aux organismes de placement collectif mentionnés au même I et leurs filiales qui détiennent des locaux nus relevant de la sous-destination « logement » visée au 2° de l'article R 151-28 du code de l'urbanisme.

« IV. – Le I du présent article s'applique pendant une durée de vingt ans à compter de la première mise en recouvrement de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les locaux mentionnés au III.

« La durée de vingt ans est réduite à due concurrence du nombre d'années d'exonération totale de la taxe foncière sur les propriétés bâties dont peuvent bénéficier les locaux.

« V. – Les entités mentionnées au I du présent article, redevables légaux de la taxe foncière sur les propriétés bâties, imputent la créance sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice au cours duquel a eu lieu la mise en recouvrement de cette taxe et, en cas d'excédent, au titre des trois exercices suivants. S'il y a lieu, la créance est remboursée à l'issue de cette période, à hauteur de la fraction non imputée.

« Par dérogation, pour les entités visées au I qui sont exonérées d'impôt sur les sociétés ou qui ne sont pas redevables de l'impôt sur les sociétés, la créance est immédiatement remboursable.

« La créance est inaliénable et incessible, sauf dans les conditions prévues aux articles L. 313-23 à L. 313-35 du code monétaire et financier.

« En cas de fusion ou d'opération assimilée intervenant au cours de la période mentionnée au premier alinéa du présent V, la fraction de la créance qui n'a pas encore été imputée par la société apporteuse est transférée à la société bénéficiaire de l'apport.

« VI. – La créance est déclarée dans les mêmes délais que ceux prévus pour le dépôt de la déclaration de résultats de l'exercice de mise en recouvrement de la taxe foncière sur les propriétés bâties ayant donné lieu à sa naissance et selon le modèle établi par l'administration.»

C – Après le deuxième alinéa de l'article 973, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Par dérogation au premier alinéa, les locaux nus relevant de la sous-destination « logement » mentionnée au 2° de l'article R. 151-28 du code de l'urbanisme donnés en location par les organismes de placement collectif relevant du III de l'article L. 214-24, des articles L. 214-33 à L. 214-125, des articles L. 214-148 à L. 214-151 et des articles L. 214-154 à L. 214-158 du code monétaire et financier bénéficient d'un abattement de 50 % sur leur valeur vénale réelle. L'actif des organismes

relevant du III de l'article L. 214-24 et des articles L. 214-154 à L. 214-158 est composé à hauteur de 60 % au moins d'actifs immobiliers dont la nature sera précisée par décret. »

D – Après l'article 155 B, il est inséré un article 155... ainsi rédigé :

« Art. 155... I. Les associés, actionnaires ou autres membres des organismes de placement collectif relevant du III de l'article L. 214-24, des articles L. 214-33 à L. 214-125, des articles L. 214-148 à L. 214-151 et des articles L. 214-154 à L. 214-158 du code monétaire et financier bénéficient d'un abattement notionnel dans les conditions prévues aux II et III lorsque ces organismes de placement collectif donnent en location, directement ou indirectement, des locaux nus relevant de la sous-destination « logement » mentionnée au 2° de l'article R. 151-28 du code de l'urbanisme. L'actif des organismes relevant du III de l'article L. 214-24 et des articles L. 214-154 à L. 214-158 du code monétaire et financier est composé à hauteur de 60 % au moins d'actifs immobiliers dont la nature sera précisée par décret.

« II. Pour l'application du I, l'abattement notionnel est égal à 1,5 % des revenus nets réalisés directement ou indirectement au titre de la location des locaux. L'abattement notionnel est alloué à chaque associé, actionnaire ou autre membre au prorata de leurs droits dans l'organisme de placement collectif et est déductible de l'assiette de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les sociétés ou de la retenue à la source visée aux 119 bis du présent code dus par ces associés.

« En cas de cession des titres de l'organisme de placement collectif, une fraction de l'abattement notionnel dont l'associé, l'actionnaire ou l'autre membre a bénéficié est déduite du prix de revient des titres cédés dans des conditions précisées par décret.

« III. Par dérogation au II du présent article,

« a) Lorsque l'organisme de placement collectif capitalise ses revenus, la plus-value réalisée à l'occasion de la cession de ses titres est réduite d'un abattement notionnel égal à 1,5 % pour chaque année de détention de la quote-part de la plus-value afférente aux locaux visés au I.

« b) Lorsque les titres de l'organisme de placement collectif sont détenus dans le cadre de contrats d'assurance sur la vie ou de capitalisation, l'abattement notionnel bénéficie à l'entreprise à la condition que la valorisation du contrat tienne compte de cet amortissement. »

E – Après l'article 1594 J bis, il est inséré un article 1594 ... ainsi rédigé :

« Art. 1594... Le conseil départemental peut exonérer de taxe de publicité foncière ou de droits d'enregistrement les cessions de locaux nus relevant de la sous-destination « logement » mentionnée au 2° de l'article R. 151-28 du code de l'urbanisme donnés en location par les organismes de placement collectif relevant du III de l'article L. 214-24, des articles L. 214-33 à L. 214-125, des articles L. 214-148 à L. 214-151 et des articles L. 214-154 à L. 214-158 du code monétaire et financier et réalisées par lesdits organismes de placement collectifs. L'exonération doit être mentionnée dans l'acte de vente. L'actif des organismes relevant du III de l'article L. 214-24 et des articles L. 214-154 à L. 214-158 du même code est composé à hauteur de 60 % au moins d'actifs immobiliers dont la nature sera précisée par décret.

« Les dispositions de l'article 1594 E sont applicables. »

F – Le 1° de l'article 1595 bis, est complété par les mots : « ou lorsque la mutation concerne les locaux nus relevant de la sous-destination « logement » visée au 2° de l'article R. 151-28 du code de l'urbanisme donnés en location par les organismes de placement collectif relevant du III de l'article L. 214-24, des articles L. 214-33 à L. 214-125, des articles L. 214-148 à L. 214-151 et des articles L. 214-154 à L. 214-158 du code monétaire et financier et réalisées par lesdits organismes de placement collectifs. L'actif des organismes relevant du III de l'article L. 214-24 et des articles L. 214-154 à L.

214-158 du code monétaire et financier est composé à hauteur de 60 % au moins d'actifs immobiliers dont la nature sera précisée par décret. »

G – Après le b. du V de l'article 1647, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

«... 1.18 % en sus du montant de la taxe de publicité foncière ou des droits d'enregistrement perçus au profit des départements en application de l'article 1594 J ter ; »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Lors de son audition devant la commission des finances du Sénat, le ministre chargé du logement a affirmé que le secteur du logement avait impérativement besoin des investisseurs privés.

La France compterait aujourd'hui seulement 140 000 logements à loyers abordables accessibles aux personnes considérées comme trop aisés pour prétendre au logement social mais pas assez riches pour accéder au marché libre.

Le retour des expériences antérieures (Pinel, etc.) révèle que le recours exclusif à des investisseurs locatifs particuliers qui investissent en direct est une impasse. Le présent amendement vise donc à faire appel aux investisseurs professionnels, seuls capables de garantir le maintien dans le temps des loyers abordables tout en assurant les dépenses nécessaires à la bonne maintenance des bâtiments. Les personnes morales sont plus à même de supporter des investissements dont les retours économiques se feront à long-terme. Ces investisseurs viendraient en soutien des acteurs publics spécialistes du LLI (logement à loyer intermédiaire) et du LAC (logement abordable contractualisé) comme CDC Habitat et In'li.

Ces investisseurs professionnels prendraient la forme de fonds evergreen à l'instar de ce qui existe pour l'immobilier tertiaire avec les sociétés civiles de placement immobilier (SCPI) et les organismes de placement collectif en immobilier (OPCI). Ils achèteraient uniquement des actifs résidentiels (soit des logements, des résidences étudiantes et seniors, des immeubles de coliving ou de colocation, des hébergements d'urgence ainsi que tout actif mixte à majorité résidentielle) situés dans les zones tendues.

Un soutien de l'État est indispensable pour attirer de l'épargne privée vers des fonds dédiés au logement abordable au regard du rendement dans le secteur du logement résidentiel. Alors qu'une SCPI détenant des bureaux peut atteindre un rendement souvent supérieur à 4,5 %, les véhicules qui achètent des logements abordables peinent aujourd'hui à dépasser les 3 %. Les différentes adaptations fiscales présentées ci-après doivent permettre d'atteindre une rentabilité du même ordre pour les fonds de logements résidentiels.

L'amendement applique aux actifs résidentiels le même régime TVA que celui qui s'applique à l'immobilier commercial : la TVA devient récupérable pour l'investisseur ; en contrepartie, une TVA très réduite est appliquée aux loyers facturés par les fonds logement, comme c'est le cas dans les



immeubles de bureaux ou pour les centres commerciaux. Pour les logements existants (LLA réhabilités ou Pinel/Duflot), l'effort porte sur les droits d'enregistrement portés de 7 à 3,5 %.

L'amendement transforme l'exonération de vingt ans de la TFPB en crédit d'impôt sur une même période. En effet, l'effort de construction ne doit pas peser sur les recettes fiscales des collectivités locales. Cette proposition fait partie des recommandations du rapport Rebsamen.

Pour diminuer l'écart entre le rendement net du fonds et le rendement final pour l'épargnant, l'amendement prévoit un abattement de 50 % sur la valeur des parts pour le calcul de l'assiette de l'IFI ainsi qu'un amortissement notional de 1,5 % par an pour les parts qui distribuent et une diminution de l'assiette de la plus-value de 1,5 % fois le nombre d'années de détention imposable pour les parts qui capitalisent.

Avec 150 000 logements bénéficiaires de la mesure dans les 20 prochaines années (50 000 LLI neufs et 100 000 LAC neufs avec des taux de TVA récupérables de 10 % et 20 %), le coût budgétaire oscille entre 400 et 500 millions d'euros par an. En tenant compte de la TVA récupérée sur les loyers, qui s'élèvent à environ 3 millions d'euros la première année pour augmenter chaque année et atteindre plus de 70 millions d'euros en 2040, le rendement fiscal de cette mesure pour l'État serait donc d'environ 0,75 % par an. La baisse des droits d'enregistrement pour 50 000 logements anciens sur 20 ans est de l'ordre de 15 millions d'euros.

Le coût budgétaire du crédit d'impôt à hauteur de la taxe foncière est évalué à 15 millions d'euros la première année, 250 millions d'euros en année pleine au bout de 20 ans. Il est plus difficile d'estimer le coût budgétaire des avantages accordés directement aux souscripteurs.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

MM. Jean Pierre VOGEL et RETAILLEAU, Mmes Muriel JOURDA et LOISIER, M. BAS, Mme Nathalie DELATTRE, MM. de LEGGE et CHEVROLLIER, Mme GRUNY, MM. ALLIZARD, KERN, CAPUS et VERZELEN, Mme BERTHET, MM. DELCROS, POINTEREAU et DUPLOMB, Mmes PRIMAS, PUISSAT et GATEL, M. GREMILLET, Mme BORCHIO FONTIMP, MM. MANDELLI et CUYPERS, Mme CHAIN-LARCHÉ, M. BITZ, Mmes BILLON, CANAYER et DUMAS, MM. FAVREAU, GUERET, GUÉRINI, BAZIN et BELIN, Mme LAVARDE, M. Daniel LAURENT, Mme LASSARADE, MM. PELLEVAL et SIDO, Mme SCHALCK, MM. SAUTAREL, SOL, LEVI, KLINGER, LAMÉNIE, BOUCHET, BURGOA et PACCAUD, Mmes LOPEZ et GOSSELIN, MM. BONHOMME, de NICOLAY et MENONVILLE, Mmes MICOULEAU et MULLER-BRONN, MM. COURTIAL, BRISSON et RIETMANN, Mme PLUCHET, MM. HENNO, GENET et PIEDNOIR, Mmes Nathalie GOULET, DUMONT, JACQUEMET et IMBERT et MM. PANUNZI, CHATILLON, PAUL et Jean-Marc BOYER

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 OCTIES**

Après l'article 10 octies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À l'article 273 septies C du code général des impôts, après les mots : « selon des conditions fixées par décret », sont insérés les mots : « et les véhicules aménagés pour le transport des équidés ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 5 septdecies adopté par l'Assemblée nationale contient une erreur matérielle par sa référence à l'article 206 du CGI qui renvoie à des dispositions réglementaires du code, qu'il convient de corriger afin de rendre le dispositif effectif. Sa suppression a été proposée par un amendement précédent. Le présent amendement vise quant à lui à opérer cette correction et à en assurer l'insertion correcte dans le CGI à l'article 273 septies C.

Les professionnels de la filière équine sont amenés pour les besoins de leurs activités (participation aux courses, à des compétitions équestres et autres manifestations) à transporter leurs chevaux ou ceux qui leurs sont confiés. Véritables outils de travail pour les professionnels du secteur, les véhicules de transport d'équidés se doivent d'être équipés d'espaces permettant d'accueillir les personnes nécessaires à la réalisation de la finalité du transport, à la sécurité et au bien-être des équidés transportés mais également de répondre aux besoins de première nécessité des personnes (notamment les chauffeurs, cavaliers, jockeys, soigneurs) accompagnant ces transports qui peuvent s'opérer sur plusieurs jours et dont la présence constante auprès des chevaux est indispensable

A ce titre, les véhicules de transport d'équidés présents sur le marché sont équipés de cabines approfondies (plus de 2 places assises) et/ou de cabines-logements permettant de répondre aux obligations réglementaires induites par le transport d'équidés et imposées aux professionnels de la filière équine. Ces espaces (places assises et/ou cabine-logement) représentent un volume marginal au regard du volume affecté au chargement et au transport des chevaux.

La législation fiscale actuelle et les services fiscaux excluent ces véhicules du droit à déduction de TVA au motif qu'au regard de leurs caractéristiques intrinsèques, ils sont considérés comme des véhicules à usage mixte, c'est-à-dire conçus pour le transport de marchandises et de personnes. A aucun moment, ni l'utilisation strictement professionnelle du véhicule, ni la nécessité de répondre aux contraintes induites par la réglementation liée aux transports d'équidés ne sont prises en considération.

En effet, le transport de chevaux est encadré par le code rural et la présence, au sein du convoi, d'une personne titulaire du certificat de compétences des conducteurs et des convoyeurs est obligatoire. Cette personne n'est pas nécessairement le chauffeur, ni même le cavalier ou jockey, d'où la nécessité de devoir déplacer plusieurs personnes lors des transports de chevaux.

Les camions de chevaux équipés d'une cabine-logement répondent, compte tenu de la surveillance permanente des équidés dont les salariés ont la garde, aux exigences du droit du travail en vertu duquel l'employeur a l'obligation de mettre « à la disposition des travailleurs les moyens d'assurer leur propreté individuelle notamment des vestiaires, des lavabos, des cabinets d'aisance et, le cas échéant, des douches[1] ».

Cet amendement vise à remédier à cette situation et à inclure ces véhicules de transport de chevaux à la liste des véhicules ouvrant droit à la déduction de TVA. En raison des contraintes d'usage et du confort relatif des places assises pour les passagers, aucune utilisation touristique à des fins personnelles n'est envisagée avec ces véhicules. Ceux-ci ne sont utilisés que dans le cadre d'activité professionnelle et permettent à la filière équine de respecter la législation sociale mais également sanitaire au titre du bien-être animal.

[1] Article R4228-1 du code du travail



**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

MM. Jean Pierre VOGEL et RETAILLEAU, Mmes Muriel JOURDA et LOISIER, MM. BAS, de LEGGE et CHEVROLLIER, Mme GRUNY, MM. ALLIZARD, KERN, CAPUS et VERZELEN, Mme BERTHET, MM. POINTEREAU, DELCROS et DUPLOMB, Mmes PRIMAS, PUISSAT et GATEL, M. GREMILLET, Mme BORCHIO FONTIMP, MM. de NICOLAY, MANDELLI et CUYPERS, Mme CHAIN-LARCHÉ, M. BITZ, Mmes BILLON, CANAYER et DUMAS, MM. FAVREAU, GUERET, GUÉRINI, BAZIN, BELIN et Daniel LAURENT, Mmes LAVARDE et LASSARADE, MM. PELLEVAL et RIETMANN, Mme SCHALCK, MM. SIDO, SAUTAREL, SOL, LEVI, KLINGER, LAMÉNIE, BOUCHET, BRISSON, BURGOA et PACCAUD, Mmes LOPEZ et GOSSELIN, MM. BONHOMME et MENONVILLE, Mmes MICOULEAU et MULLER-BRONN, M. COURTIAL, Mme PLUCHET, MM. PIEDNOIR, HENNO et GENET, Mmes Nathalie GOULET, DUMONT, JACQUEMET et IMBERT et MM. PANUNZI, CHATILLON, PAUL et Jean-Marc BOYER

ARTICLE 5 SEPTDECIES

Supprimer cet article.

**OBJET**

L'article 5 septdecies adopté par l'Assemblée nationale contient une erreur matérielle par sa référence à l'article 206 du CGI qui renvoie à des dispositions réglementaires du code, qu'il est corrigé via la rédaction d'un nouvel amendement après l'article 10 afin de rendre le dispositif effectif.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme LOISIER

C	
G	

ARTICLE 3 TER

Alinéa 2

Supprimer les mots :

et qui sont mis en œuvre pour assurer le boisement ou la reconstitution de peuplements forestiers dégradés

**OBJET**

L'article 76 du Code général des impôts a été complété à l'Assemblée nationale d'un alinéa visant à intégrer au forfait forestier les revenus provenant de la captation de carbone additionnelle réalisée dans le cadre de projets forestiers admis au label « bas-carbone » mentionné à l'article L 121-2 du Code forestier.

Ce label comprend actuellement 3 méthodes (boisement, reconstitution de peuplements dégradés et conversion de taillis et futaie sur souches). La suppression des termes de l'article 76 du CGI vise à couvrir l'ensemble des méthodes labellisées, puisqu'étaient visées uniquement les deux premières méthodes.

De plus, cette modification vise à couvrir les méthodes qui recevront le label « bas carbone » à l'avenir, et ainsi couvrir les méthodes existantes et à venir.







N°	I-521
----	-------

**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme LOISIER

C	
G	

ARTICLE 27

Alinéa 2, tableau, seconde colonne, septième ligne

Remplacer le montant :

108 906 000

par le montant :

122 306 000

II. – Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Créée par la loi du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux, la dotation particulière élu local (DPEL) vise à aider les communes rurales les moins peuplées à financer les dépenses liées à certaines mesures prévues par cette même loi. L'objectif de cette dotation est d'améliorer le statut des élus locaux, notamment la revalorisation des indemnités des maires et des adjoints, les autorisations d'absence et les frais de formation des élus.

En métropole, cette dotation est attribuée aux communes de moins de 1 000 habitants, sous condition de potentiel financier (le plafond est actuellement fixé à 1,25 fois le potentiel financier moyen des communes de moins de 1 000 habitants).

Cette condition restrictive conduit à exclure de son bénéfice environ 2 900 communes, en raison d'un niveau de potentiel financier dépassant le seuil d'éligibilité.

Or, la prise en compte de ce critère financier soulève des difficultés. En effet, le potentiel financier d'une commune est calculé en intégrant « fictivement » une partie des ressources de son établissement public de coopération intercommunale (EPCI). Avec ce mode de calcul, le niveau du potentiel financier des communes se trouve mécaniquement augmenté. Chaque année, des communes perdent ainsi le bénéfice de la dotation ou au contraire deviennent éligibles en raison de l'évolution de leur niveau de potentiel financier, alors que cette évolution peut par exemple résulter de modifications des ressources intercommunales, sans que la situation financière des communes ait changé.

Il est donc proposé de supprimer la condition de potentiel financier afin que la dotation élu local soit versée à l'ensemble des communes de moins de 1 000 habitants. Cela permettrait d'améliorer la prévisibilité de cette ressource et de faciliter pour ces communes la mise en œuvre des dispositions relatives à l'exercice des mandats locaux.

Pour atteindre cet objectif tout en conservant les attributions individuelles à leur niveau actuel, le présent amendement propose de relever le volume total de la dotation de 13,4 millions d'euros.

Ce montant pourrait être financé par le budget de l'Etat : en effet, alors que le prélèvement à la source de l'impôt sur les revenus devait en principe être neutre pour l'ensemble des contribuables, la réforme s'est traduite, pour les élus locaux, par un alourdissement de la fiscalité sur leurs indemnités de fonction, générant par conséquent un gain de ressources pour l'Etat sur cette catégorie de revenus.

Le présent amendement sera complété par un amendement en seconde partie du PLF, visant à supprimer la condition de potentiel financier, actuellement inscrite à l'article L2335-1 du CGCT.

Il est précisé que l'évolution proposée n'a pas d'impact pour les communes d'outre-mer : pour ces dernières, la DPEL est versée à l'ensemble des communes de moins de 5 000 habitants, quel que soit le niveau de potentiel financier.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme LOISIER

C	
G	

ARTICLE 27

Alinéa 2, tableau, seconde colonne, septième ligne

Remplacer le montant :

108 906 000

par le montant :

119 906 000

II. – Pour compenser la perte de recette résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

....-La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Créée par la loi du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux, la dotation particulière élu local (DPEL) vise à aider les communes rurales les moins peuplées à financer les dépenses liées à certaines mesures prévues par cette même loi. L'objectif de cette dotation est d'améliorer le statut des élus locaux, notamment la revalorisation des indemnités des maires et des adjoints, les autorisations d'absence et les frais de formation des élus.

En métropole, cette dotation est attribuée aux communes de moins de 1 000 habitants, sous condition de potentiel financier (le plafond est actuellement fixé à 1,25 fois le potentiel financier moyen des communes de moins de 1 000 habitants).

Cette condition restrictive conduit à exclusion de son bénéfice environ 2 900 communes, en raison d'un niveau de potentiel financier dépassant le seuil d'éligibilité.

Or, la prise en compte de ce critère financier soulève des difficultés. En effet, le potentiel financier d'une commune est calculé en intégrant « fictivement » une partie des ressources de son établissement public de coopération intercommunale (EPCI). Avec ce mode de calcul, le niveau du potentiel financier des communes se trouve mécaniquement augmenté. Chaque année, des communes perdent ainsi le bénéfice de la dotation ou au contraire deviennent éligibles en raison de l'évolution de leur niveau de potentiel financier, alors que cette évolution peut par exemple résulter de modifications des ressources intercommunales, sans que la situation financière des communes ait changé.

Il est donc proposé d'assouplir la condition de potentiel financier, en relevant le seuil d'éligibilité au double de la moyenne. Ainsi, la DPEL bénéficierait à environ 2 400 communes supplémentaires. Cela permettrait de faciliter pour ces communes la mise en œuvre des dispositions relatives à l'exercice des mandats locaux. 500 communes, dont le potentiel financier par habitant dépasse le double de la moyenne de leur strate, resteraient inéligibles.

Pour atteindre cet objectif tout en conservant les attributions individuelles à leur niveau actuel, le présent amendement propose de relever le volume total de la dotation de 11 millions d'euros.

Ce montant pourrait être financé par le budget de l'Etat : en effet, alors que le prélèvement à la source de l'impôt sur les revenus devait en principe être neutre pour l'ensemble des contribuables, la réforme s'est traduite, pour les élus locaux, par un alourdissement de la fiscalité sur leurs indemnités de fonction, générant par conséquent un gain de ressources pour l'Etat sur cette catégorie de revenus.

Le présent amendement sera complété par un amendement en seconde partie du PLF, visant à modifier la condition de potentiel financier, actuellement inscrite à l'article L2335-1 du CGCT.

Il est précisé que l'évolution proposée n'a pas d'impact pour les communes d'outre-mer : pour ces dernières, la DPEL est versée à l'ensemble des communes de moins de 5 000 habitants, quel que soit le niveau de potentiel financier.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme LOISIER

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 SEXDECIES**

Après l'article 5 sexdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au 1<sup>o</sup> du II de l'article 200 quindecies du code général des impôts, les mots : « lorsque la superficie de l'unité de gestion après acquisition est d'au moins 4 hectares » sont supprimés.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 200 quindecies du Code général des impôts permet aux contribuables de bénéficier d'un dispositif de crédit d'impôt en cas d'investissement forestier (DEFI Acquisition), sous réserve de remplir certaines conditions.

Parmi les conditions à remplir, le DEFI Acquisition impose que la superficie de l'unité de gestion après acquisition soit d'au moins 4 hectares.

La fixation de ce seuil minimal de surface écarte du dispositif les petits propriétaires qui cherchent à agrandir leur propriété, sans toutefois atteindre d'emblée ce seuil de 4 hectares.

Or, la forêt française est aujourd'hui très morcelée. Rappelons que la surface moyenne française est de 2,6 hectares par propriété et que 2,2 millions de propriétaires possèdent moins d'un hectare. Il convient donc d'inciter les propriétaires à constituer des ensembles progressivement de plus en plus cohérents, permettant une meilleure gestion forestière. Ainsi même les acquisitions n'atteignant pas ce seuil de 4ha sont favorables au regroupement forestier souhaité.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme LOISIER

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 SEXDECIES**

Après l'article 5 sexdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le A du IV de l'article 200 quindecies du code général des impôts est complété par une phrase ainsi rédigée : « Lorsque le prix d'acquisition ou de souscription ou la fraction du prix d'acquisition ou de souscription dépasse cette limite, la fraction excédentaire de celui-ci est retenue au titre des quatre années suivant celle de l'acquisition ou de la souscription et dans la même limite. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 200 quindecies du Code général des impôts permet aux contribuables de bénéficier d'un dispositif de crédit d'impôt en cas d'investissement forestier, notamment pour l'acquisition de bois et forêts (DEFI acquisition), pour la réalisation de travaux sylvicoles (DEFI travaux) ou pour la souscription d'assurance (DEFI assurance).

Il est proposé d'aligner les modalités de calcul du crédit d'impôt du DEFI acquisition sur celles du DEFI travaux. Ces dernières permettent en effet de reporter le montant des dépenses de travaux qui dépassent les plafonds au titre des 4 années suivant celle du paiement des travaux et dans les mêmes plafonds (ou 8 années en cas de sinistre forestier – non transposé au DEFI acquisition).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme LOISIER

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 28**

I. – Alinéa 2, tableau, dernière colonne, vingt-neuvième ligne

Remplacer le nombre :

3 000 000

par le nombre :

6 000 000

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le Fonds stratégique de la forêt et du bois mentionné à l'article L 156-4 du code forestier a pour objectif de soutenir les actions de développement dans le domaine de la forêt et du bois. Les crédits qui lui sont attribués sont destinés au financement de projets d'investissements, d'actions de recherche, de développement et d'innovation pour la filière forêt-bois.

Ce fonds est alimenté par les crédits de l'État provenant du programme 149 « Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture », une partie de la taxe additionnelle à la taxe sur le foncier non bâti (TATFNB) mais également par la compensation financière pour défrichement.

Le produit de cette indemnité de défrichement est affecté à l'Agence de Service et de Paiement pour alimenter le Fonds stratégique de la forêt et du bois, dans la limite d'un plafond tel que cela est prévu à l'article 46 de la loi n° 2011 1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012.

Ce plafond a été fixé à 2 millions d'euros par la loi de finances pour 2017 (art 36), le surplus abonde le budget général de l'État. Une telle limitation ne semble pas justifiée, notamment au regard des dispositions de l'article L 341-6 du code forestier visant les conditions d'obtention de l'autorisation de défrichement. Le 1° de cet article précise que les travaux de boisement ou reboisement ou les « travaux d'amélioration sylvicole d'un montant équivalent » doivent être exécutés. L'application d'un plafond au reversement limite ces dispositions et vient brider l'action pourtant indispensable du

Fonds en matière de valorisation des forêts, de préservation de la biodiversité et de captation de carbone.

Il est donc demandé d'augmenter le plafond afin d'allouer une somme de 6 000 000 € de la compensation défrichement au fonds stratégique de la forêt et du bois, et permettre ainsi de financer plus de projets d'investissement et d'actions de recherche, de développement et d'innovation pour la filière forêt-bois.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. BROSSAT, Mmes MARGATÉ et CORBIÈRE NAMINZO, MM. GAY, BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 10 TER

Rédiger ainsi cet article :

Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 4° de l'article 261 D est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ... Aux locations de meublés de tourisme au sens du I de l'article L. 324-1-1 du code du tourisme. » ;

2° Après le III de l'article 293 B, il est inséré un paragraphe ainsi rédigé :

« ... Le chiffre d'affaires limite de la franchise prévue au I est fixé à 15 000 € pour les locations de meublés de tourisme au sens du I de l'article L. 324-1-1 du code de tourisme. »

**OBJET**

L'article 10 ter est issu d'un amendement du Gouvernement à l'Assemblée nationale et consiste à modifier le régime de TVA applicable au secteur hôtelier et aux locations touristiques.

Les locations de meublés de tourisme se sont pourtant considérablement développées dans toutes les zones touristiques avec l'apparition des plateformes de location (Airbnb, etc.).

En pratique, ces activités sont aujourd'hui en concurrence directe avec les activités traditionnelles d'hébergement : hôtels, campings, etc. Les touristes consultent les annonces en ligne et font des comparaisons avec les offres traditionnelles des hôtes /campings selon le prix, leur localisation etc...

Or, contrairement aux hôtels, les locations de meublés de tourisme ne sont soumises à la TVA que si elles sont assorties d'au moins trois des prestations para-hôtelières suivantes : le petit déjeuner, le nettoyage régulier des locaux, la fourniture de linge de maison, et la réception de la clientèle.

Le Conseil d'Etat vient de confirmer dans un avis du 5 juillet 2023 que ces critères n'étaient pas conformes au droit communautaire et créaient une distorsion de concurrence.

Or, pour mettre fin à cette distorsion de concurrence, au lieu de proposer naturellement la taxation à la TVA des locations de meublés de tourisme, le Gouvernement propose au contraire d'étendre au secteur hôtelier les critères des locations de meublés de tourisme !

En d'autres termes, le Gouvernement propose de ne rien changer puisqu'en pratique :

les locations de meublés de tourisme resteront ne pratique toujours exonérées de TVA ;les chambres d'hôtels resteront soumises à la TVA.

Par ailleurs, le Gouvernement, avec cet amendement, dont le coût n'est pas mentionné, va inciter à l'émergence d'hôtels sans services, ce qui ne sera pas sans conséquence sur l'emploi.

La proposition du Gouvernement consiste donc à appliquer le modèle « Airbnb » au secteur de l'hôtellerie !

Enfin, la proposition du Gouvernement étant dépourvue de toute analyse économique, il ne peut être exclu que certains petits hôtels se retrouvent immédiatement exonérés de TVA avec pour conséquence de devoir reverser la TVA qu'ils ont pu déduire sur des travaux.

Les auteurs de cet amendement proposent donc de soumettre à la TVA les locations de meublés de tourisme. Le seuil de la franchise de TVA serait également abaissé à 5 000 € de recettes annuelles pour ce type d'activités.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. BROSSAT, Mmes MARGATÉ et CORBIÈRE NAMINZO, MM. GAY, BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 5 DUODECIES

Rédiger ainsi cet article :

I. - L'article 50-0 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 1 est ainsi rédigé :

« 1. Sont soumises au régime défini au présent article pour l'imposition de leurs bénéfices les entreprises dont le chiffre d'affaires hors taxes, ajusté s'il y a lieu au prorata du temps d'exploitation au cours de l'année de référence, n'excède pas, l'année civile précédente ou la pénultième année :

« 1° 188 700 € s'il s'agit d'entreprises dont le commerce principal est de vendre des marchandises, objets, fournitures et denrées à emporter ou à consommer sur place ou de fournir le logement, à l'exclusion de la location directe ou indirecte de locaux d'habitation meublés ou destinés à être loués meublés, autres que ceux mentionnés au 3° du III de l'article 1407 ;

« 2° 15 000 € s'il s'agit de la location directe ou indirecte de meublés de tourisme au sens de l'article L324-1-1 du code de tourisme ;

« 3° 77 700 € s'il s'agit d'autres entreprises.

« Lorsque l'activité d'une entreprise se rattache aux trois catégories définies aux 1°, 2° et 3°, le régime défini au présent article n'est applicable que si le chiffre d'affaires hors taxes global de l'entreprise respecte la limite mentionnée au 1° et si :

« - le chiffre d'affaires hors taxes afférent aux activités de la catégorie mentionnée au 2° respecte la limite mentionnée au même 2° et ;

« - le chiffre d'affaires hors taxes afférent aux activités de la catégorie mentionnée au 3° respecte la limite mentionnée au même 3° .

« Le résultat imposable, avant prise en compte des plus ou moins-values provenant de la cession des biens affectés à l'exploitation, est égal au montant du chiffre d'affaires hors taxes diminué d'un abattement, qui ne peut être inférieur à 305 €, de :

« a) 71 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 1° ;

« b) 30 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 2° ;

« c) 50 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 3° .

« Les plus ou moins-values mentionnées au cinquième alinéa sont déterminées et imposées dans les conditions prévues aux articles 39 duodecies à 39 quindecies, sous réserve des dispositions de l'article 151 septies. Pour l'application de la phrase précédente, les abattements mentionnés au huitième alinéa sont réputés tenir compte des amortissements pratiqués selon le mode linéaire.

« Les entreprises qui relèvent du présent régime bénéficient d'un abattement supplémentaire de 21 % pour le chiffre d'affaires afférent à leur activité de location de locaux classés meubles de tourisme mentionnés au 2° du III de l'article 1407, lorsque ces derniers ne sont pas situés dans des zones géographiques se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements, sous réserve que le chiffre d'affaires hors taxes, ajusté s'il y a lieu au prorata du temps d'exploitation au cours de l'année de référence, afférent à l'ensemble des activités de location de locaux meublés mentionnées au présent 1 n'excède pas au cours de l'année civile précédente 15 000 €. Le bénéfice de cet abattement supplémentaire est subordonné au respect du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2011 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

« Les seuils mentionnés au présent 1 sont actualisés tous les trois ans dans la même proportion que l'évolution triennale de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu et arrondis à la centaine d'euros la plus proche. » ;

2° Au a du 2, les mots : « 1° et 2° » sont remplacés par les mots : « 1°, 2° et 3° ».

II. Au premier alinéa du III de l'article 151-0 du code général des impôts, le mot : « sixième » est remplacé par le mot : « douzième ».

## **OBJET**

Les locations de meublés de tourisme se sont considérablement développées dans toutes les zones touristiques avec l'apparition des plateformes de location (Airbnb, etc.). En pratique, ces activités sont aujourd'hui en concurrence directe avec les activités traditionnelles d'hébergement : hôtels, campings, etc.

Par ailleurs, ces locations réduisent l'offre de logements pour les habitants de ces zones touristiques.

Or, la fiscalité applicable aux locations de meublés de tourisme est, en réalité, une véritable niche fiscale qui restreint les possibilités d'accéder à un logement. Ces locations ne sont taxées à l'impôt sur le revenu qu'après application d'un abattement forfaitaire pour charges de 50 % ou même de 71 % s'il s'agit de meublés de tourisme classés.

Le Gouvernement propose de modifier ce régime en prévoyant que la location de meublés de tourisme soit identique à celle des meublés classiques : abattement de 50 % dans la limite d'un plafond de recettes de 77 700 €.

Par ailleurs, pour les meublés classés situés en zones rurales, le taux d'abattement serait maintenu à 71% mais avec un plafond de recettes abaissé à 50 000 €.

Ces propositions vont dans le bon sens mais sont malheureusement insuffisantes pour remettre sur le marché des logements qui seraient affectés à la résidence principale.

Les sénatrices et sénateurs du groupe CRCE-K proposent :

d'aligner le régime fiscal des locations de meublés de tourisme sur celui du régime du micro foncier pour locations nues : application d'un abattement de 30 % dans la limite de 15 000 € de recettes ; de maintenir un régime dérogatoire dans les zones rurales en prévoyant, comme le propose le

Gouvernement, un abattement supplémentaire de 21 %, soit un taux d'abattement de 51 % dans la limite de 15 000 € de recettes.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. BROSSAT, Mmes MARGATÉ et CORBIÈRE NAMINZO, MM. GAY, BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 5 DUODECIES

Rédiger ainsi cet article :

I. - L'article 50-0 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 1 est ainsi rédigé :

« 1. Sont soumises au régime défini au présent article pour l'imposition de leurs bénéfices les entreprises dont le chiffre d'affaires hors taxes, ajusté s'il y a lieu au prorata du temps d'exploitation au cours de l'année de référence, n'excède pas, l'année civile précédente ou la pénultième année :

« 1° 188 700 € s'il s'agit d'entreprises dont le commerce principal est de vendre des marchandises, objets, fournitures et denrées à emporter ou à consommer sur place ou de fournir le logement, à l'exclusion de la location directe ou indirecte de locaux d'habitation meublés ou destinés à être loués meublés, autres que ceux mentionnés au 3° du III de l'article 1407 ;

« 2° 40 000 € s'il s'agit de la location directe ou indirecte de meublés de tourisme au sens de l'article L324-1-1 du code de tourisme ;

« 3° 77 700 € s'il s'agit d'autres entreprises.

« Lorsque l'activité d'une entreprise se rattache aux trois catégories définies aux 1°, 2° et 3°, le régime défini au présent article n'est applicable que si le chiffre d'affaires hors taxes global de l'entreprise respecte la limite mentionnée au 1° et si :

« - le chiffre d'affaires hors taxes afférent aux activités de la catégorie mentionnée au 2° respecte la limite mentionnée au même 2° et ;

« - le chiffre d'affaires hors taxes afférent aux activités de la catégorie mentionnée au 3° respecte la limite mentionnée au même 3° .

« Le résultat imposable, avant prise en compte des plus ou moins-values provenant de la cession des biens affectés à l'exploitation, est égal au montant du chiffre d'affaires hors taxes diminué d'un abattement, qui ne peut être inférieur à 305 €, de :

« a) 71 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 1° ;

« b) 50 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 2° ;

« c) 40 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 3° .

« Les plus ou moins-values mentionnées au cinquième alinéa sont déterminées et imposées dans les conditions prévues aux articles 39 duodecies à 39 quindecies, sous réserve des dispositions de l'article 151 septies. Pour l'application de la phrase précédente, les abattements mentionnés au huitième alinéa sont réputés tenir compte des amortissements pratiqués selon le mode linéaire.

« Les entreprises qui relèvent du présent régime bénéficient d'un abattement supplémentaire de 21 % pour le chiffre d'affaires afférent à leur activité de location de locaux classés meubles de tourisme mentionnés au 2° du III de l'article 1407, lorsque ces derniers ne sont pas situés dans des zones géographiques se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements, sous réserve que le chiffre d'affaires hors taxes, ajusté s'il y a lieu au prorata du temps d'exploitation au cours de l'année de référence, afférent à l'ensemble des activités de location de locaux meublés mentionnées au présent 1 n'excède pas au cours de l'année civile précédente 40 000 €. Le bénéfice de cet abattement supplémentaire est subordonné au respect du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2011 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

« Les seuils mentionnés au présent 1 sont actualisés tous les trois ans dans la même proportion que l'évolution triennale de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu et arrondis à la centaine d'euros la plus proche. » ;

2° Au a du 2, les mots : « 1° et 2° » sont remplacés par les mots : « 1°, 2° et 3° ».

II. Au premier alinéa du III de l'article 151-0 du code général des impôts, le mot : « sixième » est remplacé par le mot : « douzième ».

### **OBJET**

Les locations de meublés de tourisme se sont considérablement développées dans toutes les zones touristiques avec l'apparition des plateformes de location (Airbnb, etc.). En pratique, ces activités sont aujourd'hui en concurrence directe avec les activités traditionnelles d'hébergement : hôtels, campings, etc.

Par ailleurs, ces locations réduisent l'offre de logements pour les habitants de ces zones touristiques.

Or, la fiscalité applicable aux locations de meublés de tourisme est devenue une véritable niche fiscale qui restreint les possibilités d'accéder à un logement. Ces locations ne sont, en effet, taxées à l'impôt sur le revenu qu'après application d'un abattement forfaitaire pour charges de 50 % ou même de 71 % s'il s'agit de meublés de tourisme classés.

Le Gouvernement propose de modifier ce régime en prévoyant que la location de meublés de tourisme soit identique à celle des meublés classiques : abattement de 50 % dans la limite d'un plafond de recettes de 77 700 €.

Par ailleurs, pour les meublés classés situés en zones rurales, le taux d'abattement serait maintenu à 71% mais avec un plafond de recettes abaissé à 50 000 €.

Ces propositions vont dans le bon sens mais sont malheureusement insuffisantes pour remettre sur le marché des logements qui seraient affectés à la résidence principale.

Il est donc proposé :

de prévoir un abattement de 40 % dans la limite de 40 000 € de recettes au lieu des 50 % et 77 700 € proposés par le Gouvernement; de maintenir un régime dérogatoire dans les zones rurales en prévoyant, comme le propose le Gouvernement, un abattement supplémentaire de 21 %, soit un

abattement total de 61 %, mais avec un seuil de recettes de 40 000 € au lieu des 50 000 € tel que proposé par le Gouvernement.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. BROSSAT, Mmes MARGATÉ et CORBIÈRE NAMINZO, MM. GAY, BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

ARTICLE 5 DUODECIES

Rédiger ainsi cet article :

I. – L'article 50-0 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 1 est ainsi rédigé :

« 1. Sont soumises au régime défini au présent article pour l'imposition de leurs bénéfices les entreprises dont le chiffre d'affaires hors taxes, ajusté s'il y a lieu au prorata du temps d'exploitation au cours de l'année de référence, n'excède pas, l'année civile précédente ou la pénultième année :

« 1° 188 700 €, s'il s'agit d'entreprises dont le commerce principal est de vendre des marchandises, objets, fournitures et denrées à emporter ou à consommer sur place ou de fournir le logement, à l'exclusion de la location directe ou indirecte de locaux d'habitation meublés ou destinés à être loués meublés, autres que ceux mentionnés au 3° du III de l'article 1407 ;

« 2° 30 000 €, s'il s'agit de la location directe ou indirecte de meublés de tourisme au sens de l'article L324-1-1 du code de tourisme ;

« 3° 77 700 €, s'il s'agit d'autres entreprises.

« Lorsque l'activité d'une entreprise se rattache aux trois catégories définies aux 1°, 2° et 3° du présent 1, le régime défini au présent article n'est applicable que si le chiffre d'affaires hors taxes global de l'entreprise respecte la limite mentionnée au 1° et si le chiffre d'affaires hors taxes afférent aux activités de la catégorie mentionnée au 2° respecte la limite mentionnée au même 2° et si le chiffre d'affaires hors taxes afférent aux activités de la catégorie mentionnée au 3° respecte la limite mentionnée au même 3°.

« Le résultat imposable, avant prise en compte des plus ou moins-values provenant de la cession des biens affectés à l'exploitation, est égal au montant du chiffre d'affaires hors taxes diminué : d'un abattement, qui ne peut être inférieur à 305 €, de :

« a) 71 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 1° ;

« b) 50 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 2° ;

« c) 50 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 3°.

« Les plus ou moins-values mentionnées au cinquième alinéa sont déterminées et imposées dans les conditions prévues aux articles 39 duodecies à 39 quindecies, sous réserve des dispositions de l'article 151 septies. Pour l'application de la première phrase du présent alinéa, les abattements

mentionnés au huitième alinéa sont réputés tenir compte des amortissements pratiqués selon le mode linéaire.

« Les entreprises qui relèvent du présent régime bénéficient d'un abattement supplémentaire de 21 % pour le chiffre d'affaires afférent à leur activité de location de locaux classés meubles de tourisme mentionnés au 2° du III de l'article 1407, lorsque ces derniers ne sont pas situés dans des zones géographiques se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements, sous réserve que le chiffre d'affaires hors taxes, ajusté s'il y a lieu au prorata du temps d'exploitation au cours de l'année de référence, afférent à l'ensemble des activités de location de locaux meublés mentionnées au présent 1 n'excède pas au cours de l'année civile précédente 30 000 €. Le bénéfice de cet abattement supplémentaire est subordonné au respect du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

« Les seuils mentionnés au présent 1 sont actualisés tous les trois ans dans la même proportion que l'évolution triennale de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu et arrondis à la centaine d'euros la plus proche. » ;

2° Au a du 2, les mots : « 1° et 2° » sont remplacés par les mots : « 1°, 2° et 3° ».

II. – Au premier alinéa du III de l'article 151-0 du code général des impôts, le mot : « sixième » est remplacé par le mot : « douzième ».

### **OBJET**

Les locations de meublés de tourisme se sont considérablement développées dans toutes les zones touristiques avec l'apparition des plateformes de location (Airbnb, etc.). En pratique, ces activités sont aujourd'hui en concurrence directe avec les activités traditionnelles d'hébergement : hôtels, campings, etc.

Par ailleurs, ces locations réduisent l'offre de logements pour les habitants de ces zones touristiques.

Or, la fiscalité applicable aux locations de meublés de tourisme est devenue une véritable niche fiscale qui restreint les possibilités d'accéder à un logement. Ces locations ne sont, en effet, taxées à l'impôt sur le revenu qu'après application d'un abattement forfaitaire pour charges de 50 % ou même de 71 % s'il s'agit de meublés de tourisme classés.

Le Gouvernement propose de modifier ce régime en prévoyant que la location de meublés de tourisme soit identique à celle des meublés classiques : abattement de 50 % dans la limite d'un plafond de recettes de 77 700 €.

Par ailleurs, pour les meublés classés situés en zones rurales, le taux d'abattement serait maintenu à 71% mais avec un plafond de recettes abaissé à 50 000 €.

Ces propositions vont dans le bon sens mais sont malheureusement insuffisantes pour remettre sur le marché des logements qui seraient affectés à la résidence principale.

Il est donc proposé :

de prévoir un abattement de 50 % dans la limite de 30 000 € de recettes au lieu des 77 700 € proposé par le Gouvernement; de maintenir un régime dérogatoire dans les zones rurales en prévoyant, comme le propose le Gouvernement, un abattement supplémentaire de 21 %, soit 71 % au total, mais avec un seuil de recettes de 30 000 € au lieu de 50 000 € tel que proposé par le Gouvernement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. KERN, HENNO, DUFFOURG, Pascal MARTIN et LEVI, Mmes ROMAGNY et DOINEAU,  
MM. FARGEOT et LAUGIER, Mme JACQUEMET et M. BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

## I. - Alinéas 2 à 6

Supprimer ces alinéas.

## II. - Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à rétablir le PTZ dans le neuf collectif et individuel sur l'ensemble de notre territoire. Ce retour doit être assortie de deux mesures complémentaires importantes, à savoir le retour à une quotité de 40 % pour toutes les zones, en neuf comme dans l'ancien avec travaux et la réactualisation des barèmes pour tenir compte des évolutions de salaires et de prix de l'immobilier intervenues depuis 2016.

En effet, alors que les ventes de logements neufs s'effondrent (-38 % des ventes dans l'individuel diffus entre les premiers semestres 2022 et 2023) et les conditions de crédit ne cessent de se dégrader, l'amputation du PTZ telle que prévue au PLF par le Gouvernement conduira à une aggravation certaine de la crise du logement neuf.

L'hyper-recentrage envisagé exclut les deux-tiers des opérations financées jusqu'alors grâce à cette aide ainsi que plus de 90 % des communes en France.

Hors « zones tendues », ce projet du Gouvernement condamne donc les plus jeunes et les foyers aux ressources modestes dans leur parcours résidentiel. Pour ces Français les plus modestes, l'accession à la propriété deviendrait un horizon impossible.

Par ailleurs, cet arbitrage budgétaire ne serait pas sans effet pour les nombreuses TPE/PME du Bâtiment et leurs effectifs salariés : la production de logements neufs représente près de

la moitié de l'activité de la Profession du Bâtiment. Les marchés de rénovation-réhabilitation ne sauraient à eux seuls pallier cet effondrement de la production du neuf déjà constaté partout en France.

Enfin, une telle décision représenterait une perte nette pour le budget de la Nation puisque chaque opération de PTZ rapporte, en solde net, 35 000 euros au budget de l'Etat.

Il serait donc incompréhensible que ce PLF acte la disparition d'un produit utile aux ménages et bien maîtrisé surtout dans une période où l'inflation et les problèmes de pouvoir d'achat sont appelés à perdurer.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. KERN, HENNO, DUFFOURG, Pascal MARTIN, LEVI et LAUGIER, Mme JACQUEMET et  
M. BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS**

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 199 novovicies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° La seconde phrase des 1° et 2° du VI est supprimée ;

2° La dernière phrase des 1° et 2° du A du VII bis est supprimée ;

3° La seconde phrase des 1° et 2° du E du VIII est supprimée ;

4° La seconde phrase des a et b du 3° du XII est supprimée.

II. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Cet amendement vise à aménager le dispositif Pinel, en maintenant les taux de réduction d'impôt tels que prévus en 2022 sur les années 2023 et 2024, pour le rendre plus attractif avant sa disparition programmée au 31 décembre 2024. Ce délai permettrait de relancer à la fois la construction neuve et le logement locatif à loyers maîtrisés.

L'article 168 de la loi de finances pour 2021 a prorogé de trois ans l'avantage fiscal lié au dispositif Pinel tout en en réduisant progressivement le taux. Il s'agissait, selon l'exposé des motifs, de mettre en place une « transition vers un dispositif plus efficient ».

Mais l'effondrement actuel des ventes de logements (en glissement annuel sur le premier semestre 2023, -38% dans l'individuel diffus et -33 % dans le collectif), sans compter les agréments HLM qui plafonnent à 95 000 unités par an depuis 2021 (contre 110 000 à 120 000 les années précédentes), sont générateurs d'une inévitable crise du logement.



Cette baisse des ventes bloque l'alimentation en neuf du segment du locatif privé détenu par des bailleurs personnes physiques. Or, lui seul permet le maintien en volume du parc, d'autant que les investisseurs institutionnels s'en retirent à nouveau. Ces ménages bailleurs s'avèrent, au surplus, très sensibles aux dispositifs fiscaux de soutien. La suppression d'un dispositif puissant (Périssol, Robien, Scellier) ou son rabotage (Pinel) se traduisent systématiquement par une chute des ventes, de moitié en ordre de grandeur.

Par ailleurs, les difficultés d'accès au crédit immobilier que subissent les acquéreurs, ralentissent la vente des logements éligibles, réduisant d'autant le nombre logements à loyer abordable destinés à la location dans les zones tendues.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. KERN, HENNO, DUFFOURG, Pascal MARTIN et LEVI, Mmes ROMAGNY et DOINEAU,  
M. LAUGIER, Mme JACQUEMET et M. BLEUNVENARTICLE 10

Alinéa 31, tableau, deux dernières colonnes, deux dernières lignes

Rédiger ainsi ces lignes :

42 500	18 750
46 750	20 625

**OBJET**

La franchise en base TVA permet aux petites entreprises (micro-entreprises) dans la limite d'un plafond de chiffre d'affaires de facturer leurs ventes et/ou prestations de services sans TVA.

Cette disposition du PLF vise au 1er janvier 2025, à étendre la franchise en base TVA aux petites entreprises étrangères (CA ne dépassant pas 85 000€), pour leurs opérations réalisées en France, sous réserve que leur CA européen soit inférieur à 100 K€ (sans obligation d'identification en France, l'ensemble des formalités étant réalisées dans leur Etat de résidence qui ensuite transmet les informations à la France).

La réciproque sera vraie pour les entreprises françaises pour leurs travaux réalisés dans les autres Etats membres, sous réserve que le CA européen soit inférieur à 100 K€.

Ce régime de TVA applicable aux microentreprises est source de concurrence déloyale. Il permet ainsi à certaines entreprises d'avoir un avantage concurrentiel par rapport aux entreprises qui facturent avec TVA spécialement dans le domaine des prestations de services.

Or, cette transposition de la directive risque de créer une nouvelle distorsion de concurrence : une entreprise étrangère pourra venir travailler en France et bénéficier de la franchise de TVA applicable aux entreprises françaises. Ainsi, par exemple une entreprise espagnole pourra dans le cadre d'un marché avec un particulier facturer sans TVA (alors qu'aujourd'hui l'entreprise espagnole doit facturer de la TVA française).

Enfin, ces entreprises étrangères n'ont aucune obligation d'identification en France. Il y a donc là un véritable risque de fraude.

Si la France se doit de respecter les règles européennes, il convient au regard des problématiques de concurrence de limiter le montant de la franchise applicable. Et cela d'autant plus que la France a l'un des montants de TVA les plus importants en Europe.

L'objet de cet amendement est donc de proposer de retenir un niveau de franchise deux fois moins important que celui retenu par cette disposition. Au-delà, il convient de rappeler que la franchise a un impact sur les recettes TVA (Cette franchise de TVA représente un coût estimé entre 2,2 et 2,4 Md€ selon le rapport du Conseil des Prélèvements Obligatoires de 2015. Une division par deux de cette franchise constituerait donc un gain pour les finances publiques de plus d'un milliard d'euros)



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. KERN, HENNO, DUFFOURG, MENONVILLE, Pascal MARTIN et LEVI, Mme ROMAGNY,  
M. LAUGIER, Mme JACQUEMET et M. BLEUNVEN

ARTICLE 17

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**I. – Alinéa 43**

Remplacer cet alinéa par six alinéas ainsi rédigés :

.... – L'article 790 A bis est ainsi modifié :

1° Le I est ainsi modifié :

a) Le c du 1° est complété par les mots : « ou à son acquisition neuve ou en vente en l'état futur d'achèvement » ;

b) Après le c du 1°, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ...) Aux dons en nature d'un terrain, ou d'un immeuble destiné à être démoli, consentis en pleine propriété à un enfant, un petit-enfant, un arrière-petit-enfant ou, à défaut d'une telle descendance, un neveu ou une nièce, sont exonérés de droits de mutation à titre gratuit dans la limite de 100 000 € si cet immeuble est affecté par le donataire à la construction ou à l'acquisition de sa résidence principale dans le délai d'un an. » ;

2° Au II, les mots : « 15 juillet 2020 et le 30 juin 2021 » sont remplacés par les mots : « 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 31 décembre 2026 ».

**II. –** Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**III. –** Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les ventes de logements neufs s'effondrent (en glissement annuel sur le premier semestre 2023, 38% dans l'individuel diffus et -33 % dans le collectif) sous l'effet de la dégradation des conditions de crédit. En dix-huit mois, l'apport personnel nécessaire à l'équilibre du financement des projets d'accession à la propriété des ménages a doublé, pour atteindre 70 000€ en moyenne pour le primo-accession.

Or, le présent projet de loi de finances pour 2024 ne prévoit aucune mesure en soutien à la construction neuve.

Une mesure temporaire d'exonération des droits de mutation à titre gratuit à concurrence d'une somme de 100 000 € avait été adoptée par la 3ème loi de finances rectificative pour 2020 pour permettre, au sortir de la crise de la covid-19, de venir en aide au logement neuf dans la mesure où elle bénéficie à la construction de la résidence principale du donataire. De fait, elle n'a pas eu le temps de démontrer ses effets, car limitée à 6 mois et troublée par l'amorce de la crise des matériaux.

Cet amendement propose donc de rétablir cette disposition pour 3 ans et de l'élargir aux donations de terrains et d'immeubles destinés à être démolis ainsi qu'à l'acquisition neuve ou en VEFA de la résidence principale du donataire. Une telle mesure aurait pour effet de contribuer à renforcer l'apport personnel de nombreux ménages, facilitant ainsi l'octroi de leurs prêts immobiliers. Elle aurait en outre pour effet de permettre un écoulement des stocks de logements neufs détenus par les promoteurs.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. KERN, HENNO, DUFFOURG, MENONVILLE, Pascal MARTIN et LEVI, Mme ROMAGNY,  
M. LAUGIER, Mme JACQUEMET et M. BLEUNVEN

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEXIES**

Après l'article 3 sexies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I – Au 9° du II de l'article 150 U du code général des impôts, les mots : « au plus tard le 31 décembre 2024 » sont supprimés.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cette disposition du CGI, créée par l'article 42 de la loi de finances rectificative pour 2011 et maintes fois prorogée, notamment jusqu'au 31 décembre 2024 par l'article 7 de la loi de finances pour 2023 exonère pour les particuliers d'impôt sur le revenu, les cessions de droit de surélévation d'un immeuble à condition que l'acquéreur s'engage à créer et à achever exclusivement des locaux à usage d'habitation dans un délai de quatre ans.

Ce dispositif s'inscrit dans une volonté de favoriser la sobriété foncière en incitant à densifier le stock existant particulièrement au sein des zones urbaines tendues. Ainsi, elle participe au zéro artificialisation nette voulue par le Gouvernement. Par ailleurs, elle participe aussi à la résolution du manque de logements neufs spécialement dans ces zones.

Applicable jusqu'au fin 2024, cette mesure doit être pérennisée afin de donner de la visibilité aux acteurs, la mettre en cohérence avec la temporalité de la prise de décision en copropriété et donner un signal fort en faveur des personnes détentrices de tels droits afin qu'elles les exploitent.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. KERN, HENNO, DUFFOURG, MENONVILLE, Pascal MARTIN et LEVI, Mme ROMAGNY,  
M. LAUGIER, Mme JACQUEMET et M. BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I – Après le b du 2 de l'article 279-0 bis du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« (...) Par exception, le taux prévu au 1 s'applique d'une part, aux travaux de surélévation ou d'agrandissement sous condition d'améliorer la performance énergétique de l'immeuble existant et, d'autre part, aux travaux réalisés en cas de transformation de locaux tertiaires en logement conduisant à la production d'un immeuble neuf. Un décret fixe les conditions d'applications du présent alinéa. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Par cet amendement, il est proposé d'étendre le bénéfice du taux réduit de TVA (10 et/ou 5,5%) à certaines opérations exclues :

- En cas de transformation de locaux tertiaires en logements lorsque cette transformation aboutit à produire un immeuble neuf ;
- En cas de surélévation ou d'agrandissement sous réserve d'augmenter la performance énergétique de l'immeuble collectif ou individuel existant.

En effet, ces travaux lourds sur existant sont soumis à une TVA au taux normal de 20%. Pour autant, ils constituent des opportunités majeures pour engager des travaux de performance énergétique dans les parties existantes.

Or, ces opérations, qui présentent en outre la caractéristique d'être sobre sur le plan du foncier, sont fiscalement pénalisées alors même qu'elles devraient être encouragées. Cette singularité est un frein à

la réalisation de telles opérations techniquement et financièrement plus lourdes que de produire *ex-nihilo* un immeuble neuf.

L'objet de cet amendement est donc de corriger ce paradoxe afin que ces opérations puissent bénéficier d'un régime fiscal attractif de nature à encourager leur inscription dans l'indispensable sobriété énergétique intéressant le bâtiment.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme GATEL

C	
G	

ARTICLE 24

## I. – Alinéa 2

Remplacer le montant :

27 145 046 362 €

par le montant :

27 838 696 052 €

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement prévoit en 2024 de revaloriser la DGF attribuée aux communes et aux EPCI à hauteur de l'inflation annuelle estimée pour 2023, soit + 4,9 % (indice des prix à la consommation, septembre 2023).

En effet, la crise économique et sociale actuelle, sans précédent depuis plusieurs décennies, va durement affecter les ménages, en particulier les plus fragiles, et les acteurs économiques. Dans ce contexte, il est primordial que les collectivités du bloc communal soient en capacité d'agir pour amortir les impacts de la crise, en assurant la continuité de leurs services publics et en préservant l'investissement. Elles assurent en effet les services de proximité et l'action sociale ; les collectivités portent par ailleurs 72 % des investissements publics locaux (budgets principaux et annexes), indispensables au soutien de l'économie et de l'emploi.

Or de fortes inquiétudes pèsent sur la capacité à agir des collectivités du bloc communal. Les communes et les EPCI subissent eux aussi l'impact de l'inflation sur leurs dépenses, auquel s'ajoutent les effets de mesures telles que le transfert de nouvelles compétences (petite enfance par exemple).

En outre, après 4 années de baisse des dotations, la réduction des moyens des communes et des EPCI s'est poursuivie avec le gel de la DGF de 2018 à 2022. Ce gel en euros courants équivaut à une perte de pouvoir d'achat, qui s'avère particulièrement élevée depuis 2022 compte-tenu du niveau d'inflation. A noter que le pouvoir d'achat du bloc communal s'est réduit de 62 milliards d'euros

depuis 2010 en raison des réductions successives du montant de la DGF (non –revalorisation de la DGF sur le coût de la vie depuis 2010 et contribution au redressement des finances publiques de 2014 à 2017).

Si le PLF initial revalorise la DGF du bloc communal à hauteur de 220 millions d’euros, cette revalorisation ne permet pas de compenser l’inflation. Compte-tenu de l’inflation supportée en 2023, estimée à + 4,9 %, il manque encore 693 millions d’euros (M€) pour maintenir la DGF du bloc communal en euros constants.

De plus, les 220 M€ de hausse de la DGF ne suffiront pas à couvrir la totalité des besoins internes à la DGF. En effet, ces 220 M€ visent à couvrir les progressions des enveloppes péréquatrices de la DGF. Cependant, chaque année, d’autres besoins doivent également être financés, en particulier les besoins liés à la progression de la population (environ 30 M€ chaque année). Par conséquent, si la DGF n’est pas revalorisée de manière plus soutenue, les communes seront sollicitées en 2024 pour financer les besoins non couverts par la revalorisation de 220 M€. Cela signifie concrètement que les communes seront de nouveau soumises à un écrêtement alors qu’en 2023, aucun écrêtement ne s’est appliqué ; au total, avec une revalorisation de 220 M€, près de 40 % des communes devraient voir leur DGF diminuer en 2024, contre 10 % en 2023. A situation inchangée, la promesse d’un maintien de la DGF pour toutes les collectivités n’est donc pas respectée.

Au total, l’indexation proposée par le présent amendement représenterait une hausse de la DGF d’environ 693 millions d’euros, s’ajoutant à la revalorisation de 220 M€ déjà prévue en PLF initial.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme GATEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 24**

## I. – Alinéa 2

Remplacer le montant :

27 145 046 362 €

par le montant :

27 625 097 567 €

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement prévoit en 2024 de revaloriser la DGF, attribuée aux communes, aux EPCI et aux départements, à hauteur de l'évolution prévisionnelle de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour 2024, soit + 2,6 % (estimation du présent PLF).

En effet, la crise économique et sociale actuelle, sans précédent depuis plusieurs décennies, va durement affecter les ménages, en particulier les plus fragiles, et les acteurs économiques. Dans ce contexte, il est primordial que les collectivités locales, en particulier celles du bloc communal et les départements, soient en capacité d'agir pour amortir les impacts de la crise, en assurant la continuité de leurs services publics et en préservant l'investissement. Elles assurent en effet les services de proximité et l'action sociale ; les collectivités portent par ailleurs 72 % des investissements publics locaux (budgets principaux et annexes), indispensables au soutien de l'économie et de l'emploi.

Or de fortes inquiétudes pèsent sur la capacité à agir des collectivités.

En outre, après 4 années de baisse de la DGF, la réduction des moyens des communes, des EPCI et des départements s'est poursuivie avec le gel de l'enveloppe globale de la DGF depuis 2018. Ce gel en euros courants équivaut en effet à une perte de pouvoir d'achat, qui s'avère récemment particulièrement élevée, compte-tenu du niveau d'inflation atteint cette année. La non-indexation de la DGF a ainsi « coûté » aux Départements 438 M€ en 2022 et 865 M€ en 2023. S'agissant du bloc communal, l'absence d'indexation a « coûté » 957 M€ en 2022, auquel s'ajoute un « coût » de 1,586

Md€ en 2023, la revalorisation de 320 M€ de la DGF du bloc communal (+ 1,7 %) restant très en-deçà de l'inflation pour 2023 (estimée à + 4,9 %).

Dès lors, la revalorisation de la DGF à hauteur de l'inflation prévisionnelle pour 2024 permettrait de soutenir les budgets des départements et du bloc communal dans un contexte d'inflation encore élevée, afin qu'ils puissent accompagner les habitants tout en préservant le financement des investissements locaux.

Cette indexation représenterait une hausse de la DGF d'environ 480 millions d'euros, bénéficiant à la fois au bloc communal et aux départements, et s'ajoutant à la revalorisation de 220 M€ déjà prévue en PLF initial pour le bloc communal.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme GATEL

C	
G	

ARTICLE 24

## I. – Alinéa 2

Remplacer le montant :

27 145 046 362 €

par le montant :

27 275 046 362 €

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le PLF initial prévoit de revaloriser la DGF des communes et des EPCI de 220 millions d'euros en 2024. Le présent amendement propose d'aller au-delà en revalorisant la DGF du bloc communal de 130 millions d'euros supplémentaires. La DGF du bloc communal augmenterait au total de 350 M€ en 2024.

Les 220 M€ de hausse déjà prévus pour financer la péréquation ne suffiront pas à couvrir la totalité des besoins internes à la DGF. En effet chaque année, d'autres besoins doivent également être financés, en particulier les besoins liés à la progression de la population (environ 30 M€ chaque année). Par conséquent, si la DGF n'est pas revalorisée de manière plus soutenue, les communes seront sollicitées en 2024 pour financer les besoins non couverts par la revalorisation de 220 M€. Cela signifie concrètement que les communes seront de nouveau soumises à un écrêtement alors qu'en 2023, aucun écrêtement ne s'est appliqué.

Pour mémoire, pendant la période de gel de la DGF (2018 à 2022), l'ensemble des besoins ont été financés par les écrêtements internes, y compris le renforcement de la péréquation ; par conséquent, près de la moitié des communes ont subi une baisse de leur DGF en 2018 et en 2022 (avec respectivement 47 % et 49 % des communes), cette baisse touchant plus de la moitié des communes de 2019 à 2021 (entre 51 % et 53 % des communes selon les années).

A situation inchangée, la promesse d'un maintien de la DGF pour toutes les collectivités n'était donc pas respectée.

En outre, avec une hausse de 220 M€ en 2024, l'augmentation de la péréquation proposée pour 2024 est en retrait par rapport à la progression appliquée en 2023 (+ 320 M€).

Avec le dispositif retenu en 2023 (hausse de 320 M€ de la péréquation financée par l'Etat, et absence d'écrêtement sur les communes), 90 % des communes ont vu leur DGF augmenter, même s'il convient de souligner que pour la plupart d'entre elles, les hausses sont restées en-deçà du niveau de l'inflation.

Avec une hausse de la péréquation de 220 M€ en 2024 et le retour d'un écrêtement sur les communes, c'est de nouveau une forte proportion de communes (environ 40 %) qui devraient voir leur DGF diminuer, renouant avec les constats dressés pendant le gel de la DGF et contrecarrant une nouvelle fois la promesse d'un maintien de la DGF pour toutes les communes, à situation inchangée.

Ainsi, le présent amendement propose de revaloriser plus fortement la DGF du bloc communal afin de maintenir la DGF pour un maximum de communes comme en 2023.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. BELIN

C	
G	

ARTICLE 24

## I. - Alinéa 14

Supprimer cet alinéa.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La suppression de la taxe professionnelle en 2011 a conduit à la création d'un fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP), alimenté par une dotation de l'État égale pour chaque département à la somme des versements effectués au titre de l'année 2009 aux structures locales (communes, établissements publics de coopération intercommunales, agglomérations nouvelles) défavorisées par la faiblesse de leur potentiel fiscal ou l'importance de leurs charges.

L'article 1648A du code général des impôts qui prévoit cette dotation perçue par les Départements était stable depuis la loi de finances de 2019, après avoir subi une forte baisse en 2017 et 2018. Or dans le Projet de Loi de Finances 2024, l'Etat prévoit une baisse du fonds passant de 284,3 millions d'euros en 2023 à 271,3 millions d'euros en 2024.

Cette dotation est pourtant devenue indispensable pour l'équilibre des budgets des Départements.

L'amendement vise donc à supprimer l'alinéa indiquant la baisse du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP).







## AM E N D E M E N T

présenté par

M. POINTEREAU, Mme PUISSAT, MM. de LEGGE et CHATILLON, Mme DUMAS, MM. PERRIN et RIETMANN, Mme RICHER, MM. DAUBRESSE, BOUCHET et SAVIN, Mme GRUNY, MM. BURGOA, KERN et Alain MARC, Mme BELRHITI, MM. SOL et SOMON, Mme DUMONT, MM. Jean-Baptiste BLANC, PANUNZI, PIEDNOIR, PELLEVAL, SAURY, CADEC, WATTEBLED et ALLIZARD, Mme DESEYNE, M. SIDO, Mme LASSARADE, M. LEFÈVRE, Mme PERROT, M. Cédric VIAL, Mmes LOPEZ, BONFANTI-DOSSAT et CHAIN-LARCHÉ, MM. TABAROT, BRISSON, BELIN et MANDELLI, Mme PLUCHET, MM. CHASSEING, BOULOUX, FAVREAU, GENET, RAPIN et GUERET, Mmes JOSENDE, IMBERT et MULLER-BRONN et MM. ROJOUAN et Pascal MARTIN

### ARTICLE 7

I. – Alinéas 15, 161, 164, 169, 171, 174, 176, 179, 181 et 186

Supprimer ces alinéas.

II. – Alinéas 20, 42 et 132

Remplacer les mots :

France ruralités revitalisation « plus »

par les mots :

de revitalisation rurale « plus »

III. – Alinéas 21, 39, 41, 49, 50, 76, 77 et 131

Remplacer les mots :

France ruralités revitalisation

par les mots :

de revitalisation rurale

IV. – Alinéas 22 et 42

Remplacer les mots :

zones France ruralités revitalisation et France ruralités revitalisation « plus »

par les mots :

zones de revitalisation rurale et de revitalisation rurale « plus »

## V. – Alinéas 24 à 36

Remplacer ces alinéas par quatorze alinéas ainsi rédigés :

« II. – A. Sont classées en zone de revitalisation rurale les communes qui remplissent les deux conditions suivantes :

« 1° Une densité de population correspondant aux niveaux 5, 6 et 7 de la grille communale de densité ;

« 2° Le cumul d'au moins trois des critères suivants :

« a) Une diminution de la population communale observée sur les dix années précédant le renouvellement du classement en application du IV du présent article ;

« b) Un nombre d'équipements par habitant inférieur ou égal à la médiane du nombre d'équipements par commune de France métropolitaine ;

« c) Un taux de chômage supérieur ou égal à la médiane des taux de chômage par commune de France métropolitaine ;

« d) Un indicateur d'accessibilité potentielle localisée aux professionnels de santé inférieur ou égal à la médiane de l'accessibilité potentielle localisée aux professionnels de santé par commune de France métropolitaine ;

« e) Un taux de vacance de logements supérieur ou égal à la médiane du taux de vacance de logements par commune de France métropolitaine ;

« f) Un classement en zone agricole défavorisée, au sens du code rural et de la pêche maritime.

« Les données mentionnées au présent II sont établies à partir de celles disponibles au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de classement par l'Institut national de la statistique et des études économiques, à l'exception de l'indicateur d'accessibilité potentielle localisée aux professionnels de santé élaboré par la direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques.

« B. Sont classées en zone de revitalisation rurale les communes de Guyane et celles de La Réunion comprises dans la zone d'action spéciale d'action rurale délimitée par décret.

« C. Sont classées en zone de revitalisation rurale les communes de montagne définies à l'article 3 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne de moins de 20 000 habitants dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur ou égal au soixante-quinzième centile du potentiel fiscal médian par habitant de France métropolitaine.

« III. – Sont classées en zone de revitalisation rurale « plus » les communes classées en zone de revitalisation rurale cumulant au moins quatre des critères mentionnés au a à f du II du présent article.

« IV. – Le classement des communes en zone de revitalisation rurale et en zone de revitalisation rurale « plus » est établi par arrêté des ministres chargés des collectivités territoriales et du budget. Il est révisé tous les six ans. »

## VI. – Alinéas 63, 71, 185 et 188

Supprimer les mots :

de revitalisation rurale mentionnées

et les mots :

France ruralités revitalisation mentionnées

VII. – Alinéas 106, 159, 160, 166, 168, 172, 178, 180 et 187

Supprimer les mots :

de revitalisation rurale

et les mots :

France ruralités revitalisation

VIII. – Alinéa 165

1° Remplacer le mot :

zones

par le mot :

rurale

2° Supprimer les mots :

France ruralités revitalisation

IX. – Alinéa 175

Supprimer les mots :

dans les zones France ruralités revitalisation

X. – Alinéa 183

Supprimer le mot :

définies

et les mots :

France ruralités revitalisation mentionnée

XI. – Alinéa 204

Remplacer les mots :

France ruralités revitalisation

par les mots :

de revitalisation rurale.

XII. – Pour compenser la perte de recettes résultant du V, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

... – La perte de recettes résultant pour l'État de l'augmentation du nombre de communes classées en zones de revitalisation rurale est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe

additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Cet amendement reprend sous une forme retravaillée, notamment avec les associations représentatives d'élus locaux, les dispositions de la proposition de loi n° 642 (2022-2023) visant à rendre le zonage de revitalisation rurale plus juste et mieux ciblé, que j'ai déposé par avec plusieurs de nos collègues, qui concrétisait les recommandations du rapport d'information n° 245 du 17 janvier 2023 de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable (« Réforme des ZRR : pour un zonage plus juste et mieux ciblé »).

Le présent amendement propose une véritable réforme du zonage, avec une révision en profondeur des critères de classement, dans le cadre d'une approche plus fine et territorialisée : il prévoit que le classement s'effectue dorénavant à la maille communale, ce qui constitue un changement d'approche plébiscité par les associations d'élus. La maille intercommunale que le Gouvernement souhaite conserver, par facilité administrative, n'apparaît en effet plus en phase avec les réalités territoriales.

Les critères qui sont ici proposés, plus ciblés pour répondre à l'impératif de revitalisation et plus nombreux pour limiter les effets de bords, ont été concertés avec l'Association des maires de France (AMF) et l'Association des maires ruraux de France (AMRF).

Enfin, les communes situées en zone de montagne de moins de 20 000 habitants et dont le potentiel fiscal est faible sont classées en zone de revitalisation rurale, afin de prendre en compte la spécificité de ces territoires.

Le classement de départements entiers proposé par le Gouvernement est supprimé en raison de son absurdité : il présente un biais disqualificatif avec le classement en ZRR d'aires urbaines de plus de 25 000 habitants alors même que plus de 3 000 communes rurales sortent du zonage.

Enfin, l'amendement prévoit le maintien de la dénomination actuelle des zones de revitalisation rurale, bien identifiée par les parties prenantes, alors que le Gouvernement propose une nouvelle appellation « zones France Ruralités Revitalisation », de nature à créer de la confusion.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. POINTEREAU, Mme PUISSAT, MM. de LEGGE et CHATILLON, Mme DUMAS, MM. PERRIN et RIETMANN, Mme RICHER, MM. DAUBRESSE, BOUCHET et SAURY, Mme GRUNY, MM. BURGOA, Daniel LAURENT, KERN et Alain MARC, Mme BELRHITI, MM. SOL et SOMON, Mme DUMONT, MM. Jean-Baptiste BLANC, PANUNZI, PIEDNOIR, PELLEVAT, SAVIN, CADEC et ALLIZARD, Mme DESEYNE, M. SIDO, Mme LASSARADE, M. LEFÈVRE, Mme PERROT, M. Cédric VIAL, Mmes LOPEZ, BONFANTI-DOSSAT et CHAIN-LARCHÉ, MM. TABAROT, BRISSON, BELIN et MANDELLI, Mme PLUCHET, MM. CHASSEING, BOULOUX, FAVREAU, GENET, WATTEBLED, RAPIN et GUERET et Mmes JOSENDE, IMBERT et MULLER-BRONN

**ARTICLE 7**

Rédiger ainsi cet article :

I. – Au deuxième alinéa du I de l'article 44 sexies, à la première phrase du premier alinéa du I de l'article 44 octies A, à la première phrase du premier alinéa du I de l'article 44 duodecies, au premier alinéa du I de l'article 44 quindecies, au premier alinéa du I de l'article 44 sexdecies, deux fois, au premier alinéa du I de l'article 44 septdecies, au troisième alinéa de l'article 1383 C ter, à la première phrase du deuxième alinéa de l'article 1383 H, au dernier alinéa du I de l'article 1388 bis, au premier alinéa du I de l'article 1463 A, au premier alinéa du I de l'article 1463 B, à la première phrase du premier alinéa de l'article 1465, au premier alinéa de l'article 1465 B et au premier alinéa des I quinquies A et I septies de l'article 1466 A du code général des impôts, l'année : « 2023 » est remplacée par l'année : « 2024 » ;

II. – Au premier alinéa du VII de l'article 130 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificative pour 2006, l'article 7 de la loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne et à la fin du I de l'article 27 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, aux deuxième et troisième alinéas du III de l'article 30 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, l'année : « 2023 » est remplacée par l'année : « 2024 ».

**OBJET**

L'amendement actuel vise à prolonger le classement en vigueur des Zones de Revitalisation Rurale (ZRR) jusqu'au 31 décembre 2024.

Cette démarche s'explique par le constat que la réforme gouvernementale en cours n'a fait l'objet d'aucun débat approfondi. De plus, une proposition de loi déposée au Sénat, visant à rendre le zonage de revitalisation rurale (ZRR) plus équitable et mieux adapté, n'a pas encore été discutée mais pourrait l'être au premier trimestre 2024.

Il est à noter que la réforme en cours ne tient pas compte des recommandations des associations d'élus locaux, telles que l'Association des Maires de France (AMF) et l'Association des Maires Ruraux de France (AMRF), qui préconisent un classement basé sur la maille communale plutôt que la maille intercommunale, cette dernière ne reflétant pas de manière appropriée la réalité de la ruralité. En effet, la maille communale est considérée comme plus pertinente pour évaluer la dimension rurale des territoires.

Par ailleurs, selon certaines simulations, la réforme gouvernementale entraînerait le classement de 13 922 communes en zone "FRR" (France Ruralités Revitalisation), ce qui se traduirait par une sortie nette de 3 778 communes. Cette approche diffère de la proposition du Sénat, qui préconise une démarche plus fine et mieux adaptée au contexte territorial. Ainsi, il est proposé de prolonger le classement actuel des ZRR jusqu'au 31 décembre 2024.

Cette extension permettrait au Parlement, notamment au Sénat, d'examiner en détail la proposition de loi susmentionnée issue des travaux de la Commission de l'Aménagement du Territoire et du Développement Durable.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Jean-Michel ARNAUD, Mme BILLON, MM. BONNECARRÈRE, CAMBIER et CANÉVET,  
Mme DEVÉSA, MM. DHERSIN et HENNO, Mmes JACQUEMET, Olivia RICHARD et SOLLOGOUB,  
M. VANLERENBERGHE et Mme VERMEILLET

ARTICLE 10

Alinéa 31, tableau, deux dernières colonnes, deux dernières lignes

Rédiger ainsi ces lignes :

42 500	18 750
46 750	20 625

**OBJET**

L'article 10 du PLF prévoit notamment d'étendre la franchise en base TVA aux petites entreprises étrangères au 1<sup>er</sup> janvier 2025. Cette mesure vise uniquement les entreprises étrangères dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas 85 000€ pour leurs opérations réalisées en France et sous réserve que leur chiffre d'affaire européen soit inférieur à 100 000 euros. La réciproque sera vraie pour les opérations réalisées par des entreprises françaises dans les autres Etats membres dans les mêmes conditions.

Or, cette transposition de directive risque de créer une nouvelle distorsion de concurrence : une entreprise étrangère pourra venir travailler en France et bénéficier de la franchise de TVA applicable aux entreprises françaises. Ainsi, une entreprise espagnole ou allemande pourra, dans le cadre d'un marché avec un particulier, facturer une prestation sans appliquer la TVA (alors qu'aujourd'hui l'entreprise étrangère doit la facturer). Ce régime de TVA applicable aux microentreprises est une source de concurrence déloyale.

Si la France se doit de respecter les règles européennes, il convient au regard des problématiques de concurrence de limiter le montant de la franchise applicable. Et cela d'autant plus que la France a l'un des montants de TVA les plus importants en Europe. A noter également que ces entreprises étrangères n'ont aucune obligation d'identification en France, entraînant un véritable risque de fraude.

L'objet de cet amendement est donc de retenir un niveau de franchise deux fois moins important que celui actuellement retenu. Il convient de rappeler que la franchise a un impact sur les recettes TVA : une division par deux de cette franchise constitue un gain pour les finances publiques de plus d'un milliard d'euros.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Jean-Michel ARNAUD, Mme BILLON, MM. BONNECARRÈRE et CANÉVET, Mme DEVÉSA, M. HENNO, Mme JACQUEMET, M. LEVI et Mmes Olivia RICHARD, SOLLOGOUB et VERMEILLET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS**

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

Après le b quater du 1° du I de l'article 31 du code général des impôts, il est inséré un b quinquies ainsi rédigé :

« b quinquies) Une déduction au titre de l'amortissement égale à 2 % du prix du bâti du bien immobilier. Pour les dépenses de travaux autres que celles prévues au b et b bis, une déduction au titre de l'amortissement égale à 7 % pour les 10 premières années et 6 % pour les 5 années suivantes. » ;

2° Le 1° ter du I de l'article 156 est abrogé ;

3° Les deux premiers alinéas du 3° du même I sont supprimés ;

II. – Le quatrième alinéa du 3° du I de l'article 156 du code général des impôts n'est pas applicable aux revenus fonciers perçus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les bailleurs personnes physiques dominent le parc locatif en France. En 2019, ils détenaient 57% des logements concernés, en 2019, contre 41% pour les bailleurs sociaux et moins de 2 % pour les autres personnes morales. La place des ménages-bailleurs dans le parc locatif s'avère d'autant plus importante que les logements se situent dans des zones peu ou pas tendues. Dans les territoires ruraux, il s'agit de la seule alternative à l'accession. Ce parc s'avère donc indispensable.

Or, l'alimentation du parc locatif privé dépend uniquement de la production neuve de logements. Le solde des entrées et des sorties dans l'existant ressort structurellement négatif, sans doute plus encore avec l'interdiction de louer des passoires thermiques qui entre progressivement en vigueur.

L'alimentation en neuf du segment du locatif privé détenu par des bailleurs personnes physiques s'avère sensible aux dispositifs de soutien qu'ils soient fiscaux ou financiers. De fait, la suppression d'un dispositif puissant (Périssol, Robien) ou son rabotage (Pinel) se traduit par une chute significative des ventes.

La fiscalité s'appliquant à l'investissement locatif en neuf (TVA à l'entrée, pas de prélèvement forfaitaire unique pour les revenus fonciers, plus-values lourdement taxées à la revente jusqu'à 15-20 ans, ...) renforce les tensions sur le marché de l'immobilier.

En définitive, l'instabilité des dispositifs de soutien ainsi que leur faible prévisibilité constituent un frein non négligeable. C'est pourquoi, le présent amendement vise à créer un régime universel d'investissement locatif privé, lisible et stable.

L'architecture de la mesure proposée se résume ainsi :

- un amortissement du bâti pendant 50 ans, soit un taux de 2 % l'an, applicable dans le neuf et dans l'existant pour l'ensemble des logements locatifs privés ;
- un amortissement des gros travaux sur 15 ans ;
- une déductibilité sans limite des intérêts d'emprunt, des petits travaux et des charges locatives des revenus fonciers bruts ;
- un déficit foncier imputable sans limite sur le revenu global positif ;
- une taxation des plus-values inchangée.

Son coût budgétaire s'établirait à 4,2 milliards d'euros par an dans un premier temps, puis 3,8 milliards d'euros par an, une fois résorbée l'imputation des déficits fonciers antérieurs. Au final ce nouveau mécanisme représenterait une économie annuelle de 100 millions d'euros pour le budget de l'Etat en comparaison du dispositif actuel.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Jean-Michel ARNAUD, Mme BILLON, MM. CAMBIER et CANÉVET, Mme DEVÉSA,  
MM. DHERSIN et HENNO, Mme JACQUEMET, M. KERN, Mmes Olivia RICHARD et SOLLOGOUB,  
M. VANLERENBERGHE et Mme VERMEILLET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 16

I. – Alinéas 146 et 147

Supprimer ces alinéas.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

Le PLF instaure une augmentation progressive de l'assiette de la redevance « irrigation gravitaire » - actuellement fixée forfaitairement à 10 000 m<sup>3</sup> par an - de 1000 m<sup>3</sup> par an jusqu'en 2029 inclus.

Cet élargissement de l'assiette s'opère alors que les tarifs des redevances sont eux-mêmes en hausse en raison de l'instauration d'un tarif plancher supérieur aux taux actuels pour la majorité des bassins. Par ailleurs, dans certains territoires, l'irrigation gravitaire contribue à la préservation des zones humides et à la production d'eau potable.

L'augmentation globale des coûts des redevances ne doit pas venir fragiliser tout un modèle pour lequel les agriculteurs ont un rôle structurant.

Le présent amendement vise à retirer les deux alinéas modifiant l'assiette pour le calcul de la dite redevance.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Jean-Michel ARNAUD, Mme BILLON, MM. BONNECARRÈRE, CAMBIER et CANÉVET,  
Mme DEVÉSA, MM. DHERSIN et HENNO, Mme JACQUEMET, MM. KERN et LEVI, Mmes Olivia  
RICHARD et SOLLOGOUB, M. VANLERENBERGHE et Mme VERMEILLET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 SEPTIES**

Après l'article 16 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 200 decies A du code général des impôts, il est inséré un article ainsi rédigé :

« Art. 200 decies .... – Ouvrent droit à une réduction d'impôt sur le revenu les cotisations versées aux associations syndicales autorisées ayant pour objet la réalisation de travaux de prévention en vue d'aménager ou d'entretenir des cours d'eau, lacs ou plans d'eau, voies et réseaux divers.

« La réduction d'impôt est égale à 50 % des cotisations versées prises dans la limite de 1 000 € par foyer fiscal.

« La cotisation versée ouvre droit au bénéfice de la réduction d'impôt, sous réserve que le contribuable soit en mesure de présenter, à la demande de l'administration fiscale, la quittance de versement de la cotisation visée par le comptable public compétent de la commune ou du groupement de communes concerné. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La gestion et l'entretien des cours d'eau sont indispensables à la prévention des inondations. Les associations syndicales autorisées (ASA) y occupent une place structurante qu'il s'agit de consolider.

Or, ces ASA sont en grandes difficultés financières pour mener à bien les travaux d'aménagement engagés. Leurs trésoreries - généralement fragiles - subissent une conjonction de facteurs : explosion du coût des opérations, impossibilité d'obtenir des avances de subventions publiques et frilosité des établissements bancaires à accorder des prêts à des taux d'intérêt adéquates.

Ainsi, le présent amendement vise à mettre en place une réduction d'impôt sur le revenu pour les cotisations versées aux associations syndicales autorisées ayant pour objet la réalisation de travaux de prévention en vue d'aménager ou d'entretenir des cours d'eau, lacs ou plans d'eau, voies et réseaux



divers. Une telle réduction d'impôt est égale à 50 % des cotisations versées prises dans la limite de 1 000 euros par foyer fiscal.

Cette réduction d'impôt existe déjà pour la réalisation de travaux de prévention pour la défense des forêts contre l'incendie sur des terrains inclus dans les bois classés. Dans un souci de parallélisme des formes, la prévention des incendies et celles des inondations doivent bénéficier des mêmes avantages fiscaux.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Jean-Michel ARNAUD, Mme BILLON, MM. BONNECARRÈRE et CANÉVET, Mme DEVÉSA, M. HENNO, Mme JACQUEMET, MM. KERN et LEVI et Mmes ROMAGNY, MORIN-DESAILLY, Olivia RICHARD, SOLLOGOUB et VERMEILLET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 OCTOTRICIES**

Après l'article 5 octotricies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article L. 523-4-1 du code rural et de la pêche maritime est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Elles donnent droit à un intérêt dont les statuts peuvent fixer le taux à deux points au-dessus de celui des parts sociales d'activité. »

**OBJET**

L'amendement proposé a pour objectif de majorer le plafond existant des parts sociales d'épargne (PSE) de 2 points supplémentaires de façon à rendre la détention des PSE incitative pour les associés coopérateurs.

Les PSE sont de la ristourne transformée en parts sociales dites d'épargne, donc de la rémunération complémentaire réservée aux associés coopérateurs affectée en cas de résultat positif de la coopérative. Il s'agit bien d'un complément de rémunération des agriculteurs actifs qui apportent leurs productions et utilisent les services de la coopérative. Elles ont été créées par la loi d'orientation agricole afin de permettre aux coopératives de conserver une partie de la ristourne à verser pendant une durée déterminée (en pratique entre 3 et 5 ans) pour conforter leurs fonds propres. L'assemblée générale, sur proposition du conseil d'administration, peut donc, pour tout ou partie de la ristourne décider de distribuer de la ristourne et de la capitaliser directement.

L'avantage des PSE est multiple : la coopérative agricole « capitalise » de la ristourne sur un temps donné, l'agriculteur se constitue de l'épargne dans la coopérative, qui peut être rémunérée et n'est imposable qu'au moment où elle est débloquée (passé la période de 3 à 5 ans où les PSE doivent être conservées dans la coopérative, les associés coopérateurs la perçoivent quand ils le souhaitent).

Dans la mesure où les entreprises coopératives envisagent de recourir à l'émission de PSE afin de conforter leurs fonds propres, nécessaires à l'accompagnement des transitions, il serait plus juste et plus incitatif pour les associés coopérateurs de pouvoir rémunérer plus substantiellement ces parts « bloquées » momentanément pour le renforcement des fonds propres de leur coopérative.

Tel est l'objet du présent amendement.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Jean-Michel ARNAUD, Mme BILLON, M. CANÉVET, Mme DEVÉSA, M. HENNO,  
Mme JACQUEMET, MM. KERN et LEVI et Mmes ROMAGNY, Olivia RICHARD, SOLLOGOUB et  
VERMEILLET

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEXDECIES

Après l'article 3 sexdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – La section VIII du chapitre premier du titre premier de la première partie du livre premier du code général des impôts est ainsi modifiée :

1° Au dernier alinéa de l'article 204 E, le mot : « individualisé » est remplacé par le mot : « commun » ;

2° Après le II de l'article 204 H, il est inséré un paragraphe ainsi rédigé :

« II bis. – 1. Le taux de prélèvement des conjoints ou partenaires liés par un pacte civil de solidarité soumis à imposition commune est, à défaut d'option de chacun des conjoints ou partenaires pour un taux d'imposition unique intervenant selon les modalités prévues à l'article 204 M, individualisé selon les modalités prévues aux 2 et 3 du présent II bis.

« 2. Le taux individualisé du conjoint ou du partenaire qui a personnellement disposé des revenus les plus faibles au cours de la dernière année pour laquelle l'impôt a été établi est déterminé selon les règles prévues au I du présent article.

« Toutefois, les revenus pris en compte sont constitués de la somme de ceux dont il a personnellement disposé et de la moitié des revenus communs, et l'impôt sur le revenu y afférent est déterminé par l'application à ces mêmes revenus des règles prévues aux 1 à 4 du I de l'article 197 ou, le cas échéant, à l'article 197 A en retenant la moitié des déficits, charges et abattements déductibles du revenu global du foyer fiscal, ainsi que la moitié des parts de quotient familial dont le foyer fiscal bénéficie.

« 3. Le taux individualisé applicable à l'autre conjoint ou partenaire est déterminé selon les modalités prévues au I du présent article, en déduisant au numérateur l'impôt afférent aux revenus dont a personnellement disposé le premier conjoint, calculé en appliquant à leur assiette, établie dans les conditions prévues aux articles 204 F et 204 G, le taux individualisé mentionné au 2 du présent II bis, et celui afférent aux revenus communs du foyer fiscal, calculé en appliquant à leur assiette, établie dans les conditions prévues à l'article 204 G, le taux de prélèvement du foyer fiscal mentionné à l'article 204 M et en retenant au dénominateur les seuls revenus dont il a personnellement disposé.

« 4. Les taux individualisés prévus, respectivement, aux 2 et 3 du présent II bis s'appliquent, selon les modalités du 2 du I du présent article, à l'ensemble des revenus déterminés dans les conditions

prévues aux articles 204 F et 204 G dont chacun des conjoints ou partenaires a personnellement disposé.

« Le taux de prélèvement du foyer fiscal mentionné à l'article 204 M s'applique aux revenus communs du foyer fiscal. » ;

3° Le 3 de l'article 204 I est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa du 1°, après la première occurrence du mot : « article », sont insérés les mots : « et dès lors que les conjoints ou partenaires exercent l'option mentionnée à l'article 204 M lors de la déclaration mentionnée au 2 » ;

b) Au premier alinéa du 2° et au premier alinéa du 3°, après la première occurrence du mot : « article », sont insérés les mots : « et dès lors que les conjoints ou partenaires avaient préalablement exercé l'option mentionnée à l'article 204 M » ;

4° L'article 204 M est ainsi rédigé :

« Art. 204 M. – Le taux de prélèvement du foyer fiscal est, sur option de chacun des conjoints ou partenaires liés par un pacte civil de solidarité soumis à imposition commune, un taux commun unique, applicable à l'ensemble des revenus dont chacun des conjoints ou partenaires a personnellement disposé ainsi qu'aux revenus communs du foyer fiscal.

« L'option peut être exercée et dénoncée à tout moment. Le taux commun unique s'applique au plus tard le troisième mois suivant celui de la demande. Il cesse de s'appliquer au plus tard le troisième mois suivant celui de la dénonciation de l'option. L'option est tacitement reconduite. »

II. – Le I est applicable à l'imposition des revenus perçus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

### **OBJET**

Un des premiers biais financiers représentant un rempart à l'égalité de fait entre les hommes et les femmes est celui de l'imposition commune d'un foyer.

Une imposition commune augmenterait de 6 points le taux d'imposition marginale du conjoint ayant le plus petit revenu alors qu'il diminuerait de 13 points le taux d'imposition marginale du conjoint avec le plus haut revenu. Ce qui signifie que plus l'écart entre les salaires est grand, au plus cela est fiscalement avantageux pour les foyers. Or dans 78% des cas la personne avec le revenu le plus bas se révèle être une femme.

A l'inverse, un impôt individualisé augmenterait le taux de participation des femmes à la vie active de 0,6 points. En France, l'impôt sur les foyers fiscaux est par défaut un impôt qui ne tient pas compte du revenu de chaque individu mais qui s'applique sur l'ensemble des revenus des deux individus. Pourtant, il est légal de choisir un régime fiscal individualisé mais ce choix n'est pas celui proposé par défaut. Instaurer par défaut ce mode de prélèvement permettrait une meilleure répartition de la charge fiscale entre hommes et femmes.

C'est pourquoi, le présent amendement est issu de la proposition de loi visant renforcer l'égalité fiscale et successorale entre les femmes et les hommes que j'ai déposée le 23 août 2023. Celui-ci prévoit que le mode d'imposition institué par défaut soit un taux d'imposition individualisé et non plus un taux d'imposition commun aux deux conjoints.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Jean-Michel ARNAUD, Mme BILLON, M. CANÉVET, Mme DEVÉSA, M. HENNO,  
Mme JACQUEMET, M. KERN, Mmes Olivia RICHARD et SOLLOGOUB, M. VANLERENBERGHE et  
Mme VERMEILLET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEXDECIES**

Après l'article 3 sexdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 80 quater est abrogé ;

2° Le II de l'article 199 octodecies est ainsi rétabli :

« II. – Les sommes d'argent mentionnées à l'article 275 du code civil lorsqu'elles sont versées sur une période supérieure à douze mois à compter de la date à laquelle la convention de divorce par consentement mutuel mentionnée à l'article 229-1 du même code a acquis force exécutoire ou le jugement de divorce est passé en force de chose jugée ne constituent pas des revenus imposables pour leur bénéficiaire. » ;

3° Au premier alinéa de l'article 1133 ter, les mots : « et qui ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 80 quater du présent code » sont supprimés ;

II. – Le I est applicable à l'imposition des revenus perçus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Si des inégalités apparaissent parfois dans le couple, elles ne disparaissent pas après le divorce bien au contraire. Des mesures sont mises en place pour faire en sorte que chaque conjoint vive dignement. C'est le cas des prestations compensatoires, qui, si elles sont versées dans un délai de moins de 12 mois après le jugement sont déductibles pour le débiteur et non imposable pour le bénéficiaire.

Toutefois, si elles sont versées sous forme de rente ou bien plus de 12 mois après le jugement sont à la fois déductibles pour le débiteur et imposables pour le bénéficiaire. Ce biais fiscal en faveur des débiteurs peut alors constituer une injustice à l'encontre des bénéficiaires, qui sont bien souvent des femmes. En plus de devoir recevoir un paiement différé, les bénéficiaires voient également la somme qu'ils devaient acquérir amoindrie par les taxes.

Les prestations compensatoires versées sur une période supérieure à 12 mois ne doivent pas être considérées comme un revenu imposable pour les bénéficiaires.

Tel est l'objet du présent amendement qui est issu de la proposition de loi visant à renforcer l'égalité fiscale et successorale entre les femmes et les hommes que j'ai déposée le 23 août 2023.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Jean-Michel ARNAUD, Mme BILLON, MM. BONNECARRÈRE et CANÉVET, Mme DEVÉSA, M. HENNO, Mme JACQUEMET, MM. KERN et LEVI, Mmes MORIN-DESAILLY, Olivia RICHARD et SOLLOGOUB, M. VANLERENBERGHE et Mme VERMEILLET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 QUINDECIES

Après l'article 5 quindecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – La section V du chapitre premier du titre premier de la première partie du livre premier du code général des impôts est ainsi modifiée :

1° À la première phrase du dernier alinéa du II de l'article 199 terdecies-0 A, le mot : « premier » est remplacé par le mot : « deuxième » ;

2° Aux premier et second alinéas du 1 de l'article 200-0 A du code général des impôts, après la référence : « 199 undecies C », est insérée la référence : « , 199 terdecies-0 A ».

II. – Le I s'applique à compter de l'imposition des revenus l'année 2024.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les inégalités financières entre les hommes et les femmes concernent aussi le champ de l'investissement.

En France le dispositif « Madelin » a grandement contribué à ce que les Français investissent, puisqu'il permet un abattement fiscal sur le revenu correspondant à 25 % des sommes investies. Cependant ce dispositif est soumis au plafonnement global des avantages fiscaux qui est à hauteur de 10 000 €. Ce plafond prend en compte notamment les frais de garde d'enfant. Le rattachement du dispositif Madelin à ce plafond contribue ainsi à détériorer son attractivité notamment pour les familles monoparentales qui sont constituées à 85% de mères célibataires.

C'est pourquoi, le présent amendement prévoit que le dispositif Madelin soit inscrit dans le plafonnement global des réductions d'impôts à hauteur de 18 000 €.

Cet amendement est directement issu de la proposition de loi visant à renforcer l'égalité fiscale et successorale entre les femmes et les hommes que j'ai déposée le 23 août 2023.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

M. Jean-Michel ARNAUD, Mme BILLON, MM. BONNECARRÈRE et CANÉVET, Mme DEVÉSA, MM. DHERSIN et HENNO, Mme JACQUEMET, MM. KERN et LEVI, Mmes MORIN-DESAILLY, ROMAGNY, Olivia RICHARD et SOLLOGOUB, M. VANLERENBERGHE et Mme VERMEILLET

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le huitième alinéa du II de l'article L. 1615-6 du code général des collectivités territoriales, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

« Pour les bénéficiaires du fonds, à l'exclusion de ceux mentionnés au troisième et septième alinéa du présent II, qui s'engagent, entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> janvier 2025 et, après autorisation de leur assemblée délibérante, par convention avec le représentant de l'État dans le département, sur une progression de leurs dépenses réelles d'équipement en 2024 par rapport à la moyenne de leurs dépenses réelles d'équipement de 2019, 2020, 2021 et 2022, les dépenses à prendre en considération sont, à compter de 2024, celles afférentes à l'exercice précédent. En 2024, pour ces bénéficiaires, les dépenses réelles d'investissement éligibles de 2022 s'ajoutent à celles afférentes à l'exercice 2023 pour le calcul des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée.

« Si les dépenses réelles d'équipement constatées au titre de l'exercice 2024, établies par l'ordonnateur de la collectivité bénéficiaire avant le 15 février 2025 et visées par le comptable local, sont inférieures à la moyenne de celles inscrites dans les comptes administratifs 2019, 2020, 2021 et 2022, cette collectivité est à nouveau soumise, dès 2025, aux dispositions du premier alinéa du présent II ; elle ne perçoit alors aucune attribution au titre du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée en 2025 au titre des dépenses réelles d'investissement de 2023 ayant déjà donné lieu à attribution. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement a pour objet le raccourcissement des durées de versement du FCTVA pour les collectivités en N-2, en N-1.

Actuellement, trois régimes de versements du FCTVA coexistent, selon que le versement a lieu l'année de réalisation des dépenses, l'année suivant les dépenses, ou selon le régime de droit commun, deux ans après l'exécution des dépenses. Le droit commun prévoit effectivement que l'assiette des

dépenses éligibles est établie au vu du compte administratif de la pénultième année. Il existe donc un décalage de deux ans entre la réalisation de la dépense éligible et l'attribution du FCTVA.

Des exceptions ont été prévues. D'abord, pour les communautés d'agglomération, les communautés de communes et les communes nouvelles, l'assiette des dépenses éligibles est constituée des dépenses réalisées la même année. Pour bénéficier de la pérennisation de ce régime dérogatoire, les bénéficiaires du fonds devaient respecter un engagement conventionnel à réaliser des dépenses réelles d'équipement supérieures à la moyenne de celles constatées dans leurs comptes sur les quatre années précédentes.

C'est pourquoi, dans un contexte marqué par une inflation galopante, le soutien à l'investissement public local doit être une priorité nationale. Un raccourcissement des durées de versement du FCTVA pour les collectivités en N-2, en N-1 est indispensable. Cela permettrait aussi soutenir et de financer « le mur des investissements » que sont la transition écologique, la transformation numérique ou encore la réindustrialisation du pays.

Tel est l'objet du présent amendement.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Jean-Michel ARNAUD, Mme BILLON, MM. BONNECARRÈRE et CANÉVET, Mme DEVÉSA, M. HENNO, Mme JACQUEMET, MM. KERN et LEVI et Mmes MORIN-DESAILLY, ROMAGNY, Olivia RICHARD, SOLLOGOUB et VERMEILLET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 QUATERDECIES**

Après l'article 27 quaterdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le III de l'article 113 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Au titre de 2023, la dotation a fait l'objet d'un acompte versé en 2023, puis d'un ajustement en 2024. Si l'acompte est supérieur à la dotation définitive, la collectivité concernée doit reverser cet excédent. Ce reversement s'effectue par un prélèvement sur les avances mensuelles de fiscalité sur une durée de cinq ans.

« Une délibération de l'assemblée délibérante fixe la durée d'étalement du remboursement de l'acompte. »

II. - Un décret précise les modalités d'application du présent article.

**OBJET**

Le présent amendement a pour objet de mettre en place un mécanisme d'étalement des remboursements des acomptes du filet de sécurité « énergétique » de 2023, afin d'en lisser l'impact budgétaire et comptable sur plusieurs exercices. Les instructions budgétaires et comptables du secteur public local, mises à jour par arrêté interministériel publié au Journal Officiel prévoient qu'à l'exception des cas des frais d'études, de réorganisation ou de restructuration des services qui peuvent être étalés sur une durée maximale de cinq ans par la collectivité ou des indemnités de remboursement des emprunts, les autres charges ne peuvent être étalées que sur autorisation conjointe des ministres chargés du budget et des collectivités territoriales.

Les conditions exceptionnelles marquées par une inflation galopante nécessitent un assouplissement des modalités d'octroi de cette dérogation. Il est donc proposé d'autoriser, sans instruction préalable des dossiers par les administrations centrales, le recours à la procédure dérogatoire d'étalement de charges de remboursement des acomptes du filet de sécurité « énergétique » de 2023. Ce reversement s'effectuera par un prélèvement sur les avances mensuelles de fiscalité sur une durée de cinq ans maximums afin d'éviter tous déséquilibres budgétaires des communes et des EPCI. Une délibération de l'assemblée délibérante fixera la durée d'étalement du remboursement de l'acompte.

Le présent dispositif dérogatoire est optionnel. Il n'est, en outre, nullement exclusif de l'application du dispositif de « droit commun » de l'étalement de charges, tel que prévu par les instructions budgétaires et comptables.

Tel est l'objet du présent amendement.





## AM E N D E M E N T

présenté par

M. Jean-Michel ARNAUD, Mme BILLON, MM. BONNECARRÈRE et CANÉVET, Mme DEVÉSA,  
M. DHERSIN, Mme GATEL, M. HENNO, Mme JACQUEMET, MM. KERN et LEVI et  
Mmes MORIN-DESAILLY, Olivia RICHARD, SOLLOGOUB et VERMEILLET

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le I de l'article L. 1615-1 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...Le déneigement des voies ouvertes à la circulation publique par des engins équipés d'outils spécifiques destinés à lutter contre le verglas ou la neige. »

### OBJET

Il s'agit d'un amendement visant à demander au Gouvernement d'intégrer les dépenses liées au déneigement dans le périmètre du FCTVA.

Cette demande, relayée par les associations de représentants d'élus de la montagne, est motivée par le fait que les dites dépenses représentent un coût non négligeable pour les collectivités territoriales, notamment les communes, situées en zone de montagne.

Les attributions ouvertes chaque année par la loi à partir des ressources du FCTVA seraient élargies au "déneigement des voies ouvertes à la circulation publique par des engins équipés d'outils spécifiques destinés à lutter contre le verglas ou la neige".

Tel est l'objet du présent amendement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. COZIC et Mme BRIQUET

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le 1.2.4.1 de l'article 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité additionnelle opte pour la fiscalité professionnelle unique, les dispositions relatives à la taxe sur les surfaces commerciales et à la perception de son produit qui étaient en vigueur sur le territoire de chaque commune sont maintenues pour l'année au cours de laquelle ce changement de régime fiscal produit ses effets.

« L'établissement public de coopération intercommunale en fiscalité professionnelle unique doit se prononcer avant le 1<sup>er</sup> octobre de l'année au cours de laquelle le changement de régime fiscal a été appliqué pour produire ses effets au plan fiscal, sur les dispositions applicables à compter de l'année suivante sur l'ensemble de son territoire. Il peut décider, par délibération à la majorité simple, d'appliquer aux coefficients multiplicateurs décidés par les communes antérieurement au changement de régime fiscal, un dispositif de convergence progressive des coefficients vers le coefficient multiplicateur le plus élevé. Ce dispositif ne peut dépasser quatre ans. Les coefficients ne peuvent varier de plus de 0,05 chaque année. Le coefficient maximal ne peut être supérieur à 1,2. Ce coefficient maximal peut atteindre 1,3 pour les collectivités territoriales ou les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre qui ont mis en place des abattements sur la base d'imposition à la taxe foncière en application de l'article 1388 quinquies C du code général des impôts. »

**OBJET**

Certaines intercommunalités à fiscalité propre vont opter pour le régime de fiscalité professionnelle unique (FPU) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 alors qu'elles avaient fait le choix, jusqu'à maintenant, de rester en fiscalité additionnelle.

S'agissant de la taxe sur les surfaces commerciales (Tascom), aucun dispositif particulier n'est mentionné en cas de passage en régime de fiscalité unique. Plus particulièrement, le dispositif existant

Nb : La rectification consiste en un changement de place de l'article additionnel après l'article 8 vers l'article additionnel après l'article 27 terdecies.

de convergence progressive applicable en cas de fusion d'EPCI (instauré par la Loi de Finances 2010) ne s'applique pas pour les situations de changement de régime fiscal à périmètre identique.

En conséquence, le dispositif de droit commun, basé sur l'instauration d'une Tascom communautaire et l'application d'un coefficient minimum, s'applique la première année.

De fait une telle situation induirait une perte temporaire de recette de Tascom, le temps de pouvoir augmenter progressivement le coefficient applicable à cette taxe, conformément aux textes en vigueur, pour retrouver ceux préexistants au niveau des communes avant le transfert de la taxe à l'EPCI.

Parallèlement, de nombreux contribuables enregistreraient une fluctuation anormale de leurs cotisations (baisse la première année, puis augmentation jusqu'au niveau antérieur voire au-delà, selon les coefficients précédemment votés).

Le présent amendement, soutenu par France Urbaine, sollicite un aménagement de la loi actuelle pour permettre l'application du mécanisme existant en cas de fusion d'EPCI (convergence des coefficients de Tascom vers le coefficient préexistant le plus élevé) aux situations de changement de régime de fiscalité.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes TETUANUI, Olivia RICHARD et DEVÉSA, M. LEVI, Mme ROMAGNY, MM. CANÉVET et HENNO, Mme HERZOG, MM. CAMBIER et KERN et Mmes JACQUEMET, BILLON et GATEL

ARTICLE 7 TER

Rédiger ainsi cet article :

I. – L'article 199 undecies B du code général des impôts est ainsi modifié :

A. – Le I est ainsi modifié :

1° Au deuxième alinéa, après le mot : « investissements », sont insérés les mots : « donnés en location ou mis à la disposition de ménages ou de syndicats de copropriétaires, y compris dans le cadre de contrats incluant la fourniture de prestations de services, ni ceux » ;

2° Le g est complété par les mots : « et les activités de location de meublés de tourisme au sens de l'article L. 324-1-1 du code du tourisme à l'exception de celles offrant des services de para-hôtellerie classées et enregistrées auprès de la mairie » ;

3° Après les mots : « n'excédant pas », la fin du h est ainsi rédigée : « un mois des véhicules de tourisme au sens de l'article L. 421-2 du code des impositions sur les biens et services et dont le prix de revient unitaire hors taxe est inférieur à 30 000 euros » ;

4° Le quatorzième alinéa est ainsi modifié :

a) À la première phrase, après le mot : « classés », sont insérés les mots : « et aux travaux de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

b) Après le mot : « sont », la fin de la deuxième phrase est ainsi rédigée : « ni strictement indispensables à l'exercice d'une activité agricole, sylvicole, aquacole ou minière ni exploités dans le cadre d'une activité de transport public de voyageurs. » ;

5° La seconde phrase du quinzième alinéa est complétée par les mots et une phrase ainsi rédigés : « dont la production n'est pas principalement affectée à l'autoconsommation par l'exploitant. Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application de la phrase qui précède. » ;

6° À la dernière phrase du dix-neuvième alinéa, après le mot : « classés », sont insérés les mots : « ou de travaux de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

7° La deuxième phrase des vingt-deuxième et trente-deuxième alinéas est ainsi modifiée :

a) Après les mots : « résidences de tourisme », le mot : « ou » est remplacé par le signe « , » ;

b) Après les mots : « villages de vacances », sont insérés les mots : « ou de meublés de tourisme tels que mentionnés au g du I, ou en la construction ou la réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

B. – Après le I quater, sont insérés deux paragraphes I sexies et I septies ainsi rédigés :

« I sexies. – Le I s’applique aux investissements consistant en l’acquisition de friches faisant l’objet de travaux de réhabilitation lourde, sous réserve du respect des conditions suivantes :

« 1° Les immeubles sont en l’état d’abandon depuis au moins deux ans à la date d’acquisition ;

« 2° Les travaux portant sur ces investissements concourent à la production d’un immeuble neuf, au sens du 2° du 2 du I de l’article 257 ;

« 3° Les travaux portant sur ces investissements concourent à la production d’un immeuble destiné à un usage industriel ou hôtelier ;

« 4° Il n’existe aucun lien d’intérêt entre le cédant de la friche et les acquéreurs et exploitants à l’exception des investissements ayant reçus un agrément préalable du ministre du budget dans les conditions prévues au III de l’article 217 undecies.

« La réduction d’impôt est assise sur le prix de revient, hors taxes, frais et commissions de toute nature, du terrain d’assiette, des constructions qui y sont édifiées et des terrains formant une dépendance immédiate et nécessaire de ces constructions et sur le montant des travaux, hors taxes et hors frais de toute nature, diminués du montant des aides publiques accordées pour leur financement. ;

« I septies. – Par dérogation au deuxième alinéa du I du présent article, le même I s’applique aux investissements consistant en l’acquisition, l’installation et l’exploitation de chauffe-eaux solaire sous réserve d’avoir reçu l’agrément préalable du ministre chargé du budget dans les conditions prévues au III de l’article 217 undecies. » ;

C. – Après la référence : « I ter », la fin du III est ainsi rédigée : « I quater, I sexies et I septies. » ;

D. – Au IV, après la référence : « I quater », sont insérées les références : « I sexies et I septies » ;

E. – Au VI, après le mot : « hôtelière », sont insérés les mots : « et de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel ».

II. – L’article 217 undecies du code général des impôts est ainsi modifié :

A. – Le I est ainsi modifié :

1° À la onzième phrase du premier alinéa, après le mot : « hôtelière », sont insérés les mots : « ou de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

2° Le troisième alinéa est ainsi modifié :

a) À la première phrase, après le mot : « classés », sont insérés les mots : « et aux travaux de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

b) Après le mot : « sont », la fin de la seconde phrase est ainsi rédigée : « ni strictement indispensables à l’exercice d’une activité agricole, sylvicole, aquacole ou minière ni exploités dans le cadre d’une activité de transport public de voyageurs, ni pour la location directe au profit des personnes physiques utilisant pour une durée n’excédant pas un mois des véhicules de tourisme au sens de l’article L. 421-2 du code des impositions sur les biens et services et dont le prix de revient unitaire hors taxe est inférieur à 30 000 euros. » ;

3° La seconde phrase du quatrième alinéa est complétée par les mots et une phrase ainsi rédigés : « dont la production n'est pas principalement affectée à l'autoconsommation par l'exploitant. Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application de la phrase qui précède. » ;

4° Le cinquième alinéa est complété par deux phrases ainsi rédigées : « La déduction prévue au premier alinéa du présent I s'applique également aux investissements mentionnés aux I sexies et au I septies du même article 199 undecies B lorsque les conditions prévues aux mêmes I sexies et I septies sont satisfaites. Pour les investissements prévus au I sexies de l'article 199 undecies B, l'assiette de la déduction fiscale est déterminée dans les conditions prévues au dernier alinéa dudit I sexies. » ;

5° La deuxième phrase des neuvième et vingt et unième alinéas est ainsi modifiée :

a) Après les mots : « résidences de tourisme », le mot : « ou » est remplacé par le signe « , » ;

b) Sont ajoutés les mots : « ou de meublés de tourisme tels que mentionnés au g du I de l'article 199 undecies B, ou la construction ou la réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

B. – Le II est ainsi modifié :

1° À la seconde phrase du deuxième alinéa :

a) Après les mots : « résidences de tourisme », le mot : « ou » est remplacé par le signe « , » ;

b) Sont ajoutés les mots : « ou de meublés de tourisme tels que mentionnés au g du I de l'article 199 undecies B, ou la construction ou la réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

2° Au troisième alinéa, après le mot : « classés », sont insérés les mots : « et des travaux de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

C. – La première phrase du premier alinéa du I du III est ainsi modifiée :

1° Après le mot : « automobile, », sont insérés les mots : « de l'acquisition, l'installation et l'exploitation de chauffe-eau solaire, » ;

2° Après le mot : « classés », sont insérés les mots : « ou de friches hôtelières ou industrielles lorsqu'il existe un lien d'intérêt entre le cédant de la friche et les acquéreurs et les exploitants » ;

D. – Au deuxième alinéa du V, après le mot : « classés », sont insérés les mots : « et de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel ».

III. – L'article 244 quater W du code général des impôts est ainsi modifié :

A. – Le I est ainsi modifié :

1° Le 1 est ainsi modifié :

a) Le premier alinéa est complété par deux phrases ainsi rédigées : « Pour les investissements afférents à l'acquisition de friches faisant l'objet de travaux de réhabilitation lourde mentionnés au I sexies du même article 199 undecies B, le crédit d'impôt s'applique sous réserve du respect des conditions prévues au même I sexies. Pour les investissements afférents à l'acquisition, l'installation et l'exploitation de chauffe-eau solaire, mentionnés au I septies de l'article 199 undecies B, le crédit d'impôt s'applique sous réserve du respect des conditions prévues au même I septies. » ;

b) Au deuxième alinéa, après le mot : « classés », sont insérés les mots : « et aux travaux de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

2° Le 2 est ainsi modifié :

a) Après le mot : « sont », la fin du a est ainsi rédigée : « ni strictement indispensables à l'exercice d'une activité agricole, sylvicole, aquacole ou minière ni exploités dans le cadre d'une activité de transport public de voyageurs, ni pour la location directe au profit des personnes physiques utilisant pour une durée n'excédant pas un mois des véhicules de tourisme au sens de l'article L. 421-2 du code des impositions sur les biens et services et dont le prix de revient unitaire hors taxe est inférieur à 30 000 euros ; »

b) Le b est complété par les mots et une phrase ainsi rédigés : « dont la production n'est pas principalement affectée à l'autoconsommation par l'exploitant. Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application de la phrase qui précède ; » ;

c) Il est ajouté un c ainsi rédigé :

« c) Aux investissements donnés en location ou mis à la disposition de ménages ou de syndicats de copropriétaires, y compris dans le cadre de contrats incluant la fourniture de prestations de services. » ;

B. – Le 1 du II est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Pour les investissements afférents à l'acquisition de friches faisant l'objet de travaux de réhabilitation lourde mentionnés au I sexies du même article 199 undecies B, l'assiette du crédit d'impôt est déterminée dans les conditions prévues au même I sexies.

« Pour les investissements afférents à l'acquisition, l'installation et l'exploitation de chauffe-eau solaire, mentionnés au I septies de l'article 199 undecies B, le crédit d'impôt s'applique sous réserve du respect des conditions prévues au même I septies. » ;

C. – À la seconde phrase du dernier alinéa du III, le mot : « dernier » est remplacé par le mot : « troisième » ;

D. – La deuxième phrase du premier alinéa du 1 du VIII est ainsi modifiée :

1° Après les mots : « résidences de tourisme », le mot : « ou » est remplacé par le signe « , » ;

2° Après les mots : « villages de vacances », sont insérés les mots : « ou de meublés de tourisms tels que mentionnés au g du I de l'article 199 undecies B, ou la construction ou la réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

E. – Au 1 du IX, après le mot : « hôtelière », sont insérés les mots : « et de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel ».

IV. – L'article 244 quater Y du code général des impôts est ainsi modifié :

A. – Le I est ainsi modifié :

1° Le A est ainsi modifié :

a) Le second alinéa du 2° du 1 est ainsi modifié :

– aux première, deuxième et dernière phrases, les mots : « le crédit » sont remplacés par les mots : « la réduction » ;

– sont ajoutées deux phrases ainsi rédigées : « Pour les investissements afférents à l'acquisition de friches faisant l'objet de travaux de réhabilitation lourde mentionnés au I sexies du même article 199 undecies B, la réduction d'impôt s'applique sous réserve du respect des conditions prévues au même I sexies. Pour les investissements afférents à l'acquisition, l'installation et l'exploitation de chauffe-eau

solaire, mentionnés au I septies de l'article 199 undecies B, la réduction d'impôt s'applique sous réserve du respect des conditions prévues au même I septies. » ;

b) Le 2 est ainsi modifié :

– après le mot : « sont », la fin du 1° est ainsi rédigée : « ni strictement indispensables à l'exercice d'une activité agricole, sylvicole, aquacole ou minière ni exploités dans le cadre d'une activité de transport public de voyageurs, ni pour la location directe au profit des personnes physiques utilisant pour une durée n'excédant pas un mois des véhicules de tourisme au sens de l'article L. 421-2 du code des impositions sur les biens et services et dont le prix de revient unitaire hors taxe est inférieur à 30 000 euros ; »

– le 2° est complété par les mots et une phrase ainsi rédigés : « dont la production n'est pas principalement affectée à l'autoconsommation par l'exploitant. Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application de la phrase qui précède ; »

– il est ajouté un 3° ainsi rédigé :

« 3° L'acquisition de biens donnés en location ou mis à la disposition de ménages ou de syndicats de copropriétaires, y compris dans le cadre de contrats incluant la fourniture de prestations de services. » ;

2° Au B, après le mot : « classés », sont insérés les mots : « et aux travaux de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

B. – Le III est complété par un G et un H ainsi rédigés :

« G. – Pour les investissements afférents à l'acquisition de friches faisant l'objet de travaux de réhabilitation lourde mentionnés au I sexies de l'article 199 undecies B, l'assiette de la réduction d'impôt est déterminée dans les conditions prévues au même I sexies.

« H. – Pour les investissements afférents à l'acquisition, l'installation et l'exploitation de chauffe-eau solaire mentionnés au I septies de l'article 199 undecies B, l'assiette de la réduction d'impôt est déterminée dans les conditions prévues au même I septies. » ;

C. – La seconde phrase du deuxième alinéa du A et du deuxième alinéa du 2° du B du VII est ainsi modifiée :

1° Après les mots : « résidences de tourisme », le mot : « ou » est remplacé par le signe « , » ;

2° Sont ajoutés les mots : « ou de meublés de tourisms tels que mentionnés au g du I de l'article 199 undecies B, ou la construction ou la réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel. »

V. – A. – Les 1° à 3° et le b du 4° du A du I, le b du 2° et le c du 3° du A du II, les a et c du 2° du A du III et le deuxième et les deux derniers alinéas du b du 1° du A du IV s'appliquent aux investissements réalisés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024. Toutefois, les articles 199 undecies B, 217 undecies, 244 quater W et 244 quater Y du code général des impôts restent applicables dans leur rédaction antérieure à la présente loi pour :

1° Les investissements agréés au plus tard le 31 décembre 2023 ;

2° Les investissements pour l'agrément desquels une demande est parvenue à l'administration au plus tard le 31 décembre 2023 ;

3° Les acquisitions de biens meubles corporels qui font l'objet d'une commande au plus tard le 31 décembre 2023 et pour lesquels des acomptes au moins égaux à 50 % de leur prix ont été versés à cette date ;

4° Les constructions d'immeubles ayant fait l'objet d'une déclaration d'ouverture de chantier déposée au plus tard le 31 décembre 2023, dès lors que ces investissements sont achevés au plus tard le 31 décembre 2025.

B. – 1. Le a du 4° et les 5° à 8° du A et les B à E du I ainsi que le dernier alinéa du a et le troisième alinéa du b du 1° et le 2° du A et les B et C du IV s'appliquent aux investissements réalisés en Polynésie française, à Saint-Barthélemy, à Saint-Pierre-et-Miquelon, dans les îles Wallis et Futuna et en Nouvelle- Calédonie à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

2. Le a du 4° et les 5° à 8° du A et les B à E du I, le 1° , le a du 2° , les a et b du 3° et les 4° et 5° du A et les B et C du II, le 1° et le b du 2° du A et les B à E du III ainsi que le dernier alinéa du a et le troisième alinéa du b du 1° et le 2° du A et les B et C du IV s'appliquent aux investissements réalisés en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion, à Mayotte et à Saint-Martin à compter d'une date fixée par décret, qui ne peut être postérieure de plus de six mois à la date de réception par le Gouvernement de la réponse de la Commission européenne permettant de considérer la disposition lui ayant été notifiée comme conforme au droit de l'Union européenne en matière d'aides d'État.

VI. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

VII. – Le III n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû. »

## **OBJET**

L'article 7 ter nouveau , issu d'un amendement (I-5210) du rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale adopté sans examen préalable en commission et séance publique, supprime le bénéfice de l'aide fiscale à l'investissement productif sur des secteurs d'activité clés pour le tissu économique ultra- marin : les véhicules de tourisme (dont la location à destination touristique), les activités de location de meublés de tourisme et de gîtes, les biens d'équipements destinés à des ménages tels que les chauffe- eaux solaires.

Dans une logique de verdissement de l'économie, il ouvre par ailleurs le bénéfice de l'aide fiscale en faveur des friches hôtelières ou industrielles en vue de leur réhabilitation et réintègre dans son champ d'application les investissements portant sur des installations de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil, sous condition que l'électricité produite soit destinée à l'autoconsommation de l'exploitant.

Si ces deux dernières mesures sont positives, sous réserves de modifications techniques nécessaires pour les rendre opérationnelles, les trois premières mesures de suppression – sans ciblage, ni étude d'impact – sont lourdes de conséquence pour l'activité et l'emploi Outre-mer.

Selon les données communiquées dans le rapport de l'Inspection Générale des Finances (IGF) sur le régime d'aide fiscale à l'investissement productif en Outre-mer publié le 6 octobre dernier, le montant de la dépense fiscale générée par les investissements objets des mesures de suppression serait de l'ordre de 160 millions d'euros en 2022 : soit 59,6 millions d'euros pour les véhicules de tourisme, 13,8 millions d'euros pour les meublés touristiques et 86,7 millions d'euros pour les chauffe-eaux solaires. Ce sont des milliers d'emplois, dans le secteur touristique notamment, qui sont directement impactés par ces mesures de suppression. Pour le seul territoire de la Guadeloupe, ce sont près de 3000 emplois qui seraient directement menacés.

Si des évolutions stratégiques et paramétriques des régimes d'aides fiscales à l'investissement sont souhaitables afin de répondre aux enjeux légitimes soulevés par les pouvoirs publics pour mieux cibler certains investissements, la suppression sèche de certains dispositifs d'aide fiscale à l'investissement

VI. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

VII. – Le III n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû. »

sans étude d'impact préalable, ni concertation avec les milieux économiques concernés, n'est pas une solution envisageable, ces dispositifs restant indispensables à la préservation de l'emploi et la création de valeur ajoutée dans les Outre-mer.

Aussi, le présent amendement réécrit entièrement l'article 7 ter (nouveau) en y insérant des modifications visant :

- d'une part, à revenir sur les mesures de suppressions sèches tout en proposant certains ajustements afin de mieux cibler les investissements dans ces secteurs,
- et, d'autre part, à préciser certaines dispositions techniques afin de rendre pleinement opérationnelles les dispositions de l'article concernant la rénovation et la réhabilitation des friches et les installations de production d'électricité utilisant le photovoltaïque.

Afin d'encadrer au mieux la location de véhicules de tourisme, il est proposé de réserver le bénéfice de l'aide fiscale à la location de véhicules à usage touristique n'excédant pas un mois et assorti d'une condition de plafond d'acquisition par véhicule, de 30 000 € hors taxe. Cette limite privilégie ainsi le fléchage de l'aide sur des véhicules de petites catégories, électriques, hybrides et thermiques.

La sylviculture et l'aquaculture sont également intégrés dans le dispositif visant à maintenir l'aide fiscale pour les véhicules de tourisme utilisés pour les activités agricoles, répondant ainsi aux besoins spécifiques de certains territoires ultra-marins.

Par ailleurs, l'article dans sa version initiale supprime le bénéfice de l'aide fiscale à l'investissement Outre-mer sur une très grande partie de l'offre d'hébergement touristique. Ainsi sont visés toutes villas, appartements ou studios meublés, offerts à la location (avec ou sans prestations de services associées), de même que les gîtes. Le présent amendement propose de maintenir le bénéfice des aides fiscales pour cette offre d'hébergement essentielle pour satisfaire la demande croissante, en y ajoutant trois critères destinés à garantir un usage strictement professionnel : l'obligation d'offrir des services de para- hôtellerie et d'enregistrer le meublé en mairie ainsi que l'extension à 15 ans de la durée de conservation du bien (comme pour l'hôtellerie).

D'autre part, dans une logique de verdissement de l'investissement productif, il est proposé ici de maintenir le bénéfice de l'aide fiscale sur l'acquisition, l'installation et l'exploitation de chauffe-eau solaire sous réserve de l'obtention d'un agrément dès le premier euro du ministre chargé des comptes publics, permettant ainsi d'éviter toute dérive.

Concernant les investissements réalisés en faveur du photovoltaïque, le présent amendement vise à apporter des ajustements techniques indispensables pour rendre les dispositions visées opérantes. D'une part, il supprime le seuil d'éligibilité fixé à 500 000 euros afin de ne pas exclure les petits programmes d'investissement des TPE/PME destinés à leur seule autoconsommation. D'autre part, il substitue le terme « principalement » à « exclusivement » afin de permettre la revente nécessaire du surplus d'électricité produit sur le réseau. Un décret en conseil d'État vient en définir les modalités d'application (notamment la détermination d'une base éligible encadrée par un prix /plafond) en prenant en compte les diversités de situation selon les territoires.



Concernant la rénovation et la réhabilitation des friches, cet amendement précise que les travaux de rénovation ou de réhabilitation de friches peuvent aboutir à un changement de destination de l'immeuble seulement lorsqu'il s'agit d'un projet hôtelier ou industriel. La condition d'absence de lien d'intérêt entre le cédant et l'acquéreur de la friche est, par ailleurs, complétée par une exception pour les investissements ayant reçus un agrément préalable au premier euro par le ministre du budget.

Enfin, s'agissant des dispositions transitoires, pour le 2ème cas relatif aux investissements avec agrément, la demande de versement d'acomptes au moins égaux à 50 % de leur prix au plus tard au 31 décembre 2023 est supprimée car inapplicable pour les projets immobiliers.

Cet amendement a été travaillé avec la Fédération des Entreprises des Outre-mer (FEDOM).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BONHOMME et BRISSON, Mme DUMONT, MM. BELIN, DARNAUD, LEVI et PANUNZI,  
Mme PETRUS, M. HOUPERT, Mmes JOSENDE et VENTALON et M. Henri LEROY

C	
G	

ARTICLE 28

I. – Alinéa 2, tableau, neuvième ligne, dernière colonne

Remplacer le montant

2 347 620 000 €

par le montant :

2 497 000 000 €

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'État a mis en place à son profit un dispositif dit « plafond mordant » qui vise à ponctionner, au-delà d'un certain niveau maximum, les recettes collectées par les agences de l'eau.

Lors de l'examen du PLF 2023, nous avons espéré que ce mécanisme viendrait à disparaître. Force est de constater que le Gouvernement entend le maintenir.

Le principe de « l'eau paie l'eau » continue donc à être remis en cause puisque le surplus va directement alimenter le budget général de l'État, notamment pour combler d'autres déficits.

Depuis près de dix ans, plusieurs milliards d'euros n'ont pas été fléchés vers la mission première des agences de l'eau avec des conséquences très négatives sur l'assainissement. Ce manque de moyens financiers a aussi entraîné une forte baisse de 21 % des effectifs entre 2010 et 2021.

Tandis que les missions des agences de l'eau sont de plus en plus élargies (entretien et rénovation des infrastructures, adaptation au changement climatique, qualité de l'eau, lutte contre les pollutions) et que vient d'entrer en vigueur depuis 2022 le nouveau schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage) jusqu'en 2027, leur financement doit être fortement accentué.

Certes, dans l'article 16 de ce nouveau PLF, il est bien prévu une réforme des redevances des agences de l'eau qui devrait selon l'ADEME générer annuellement quelque 100 millions d'euros de recettes supplémentaires par an. Il est ainsi planifié une augmentation du budget des agences de l'eau de 475 millions d'euros par an avec une hausse progressive du plafond mordant d'environ 325 millions d'euros étalée entre 2023 et 2025.

Avant que cette réforme ne produise ses effets, il nous semble opportun, pour 2024, de porter le plafond à 2 497 000 000 euros, soit une enveloppe d'environ 300 millions d'euros de plus que l'année dernière (2 197 620 000 euros), d'autant plus que les agences de l'eau contribuent au financement de l'OFB pour un montant de 382,9 millions d'euros pour 2023.





## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme Nathalie GOULET

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – La seconde phrase du troisième alinéa de l'article L. 2333-78 du code général des collectivités territoriales est supprimée.

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Le présent amendement vise à supprimer la possibilité pour les syndicats mixtes d'instaurer, pour leurs communes et EPCI à fiscalité propre membres ayant déjà instauré pour leur propre compte la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, la redevance spéciale pour élimination des déchets non ménagers.

Cette « double imposition » est légitimement jugée inique pour les collectivités membres concernées.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. PANUNZI et GROSPERRIN, Mmes DUMAS et JACQUES, M. CADEC, Mme PETRUS,  
MM. MOUILLER et Daniel LAURENT et Mmes MULLER-BRONN et AESCHLIMANN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER**

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le A du 1 de l'article 266 nonies du code des douanes est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« (...) En Corse, est appliquée une réfaction de 35 %. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

En application de la loi de finances pour 2019, une trajectoire de hausse ambitieuse des tarifs de la composante de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) portant sur les déchets pour la période 2020-2025 a été introduite dans le code des douanes afin d'inciter les producteurs de déchets à privilégier la prévention, les opérations de recyclage et la valorisation énergétique par rapport à leur élimination.

A ce jour, la Corse souffre d'un manque de capacité d'enfouissement récurrent depuis 2015 et ne dispose plus que de deux centres d'enfouissement aux capacités insuffisantes. Elle ne bénéficie donc pas des tarifs de TGAP préférentiels appliqués aux installations recourant à la valorisation. La gestion des déchets (collecte + traitement) constitue en Corse, seule région insulaire de l'ensemble métropolitain, une difficulté majeure qui grève à minima pour moitié le budget des EPCI, notamment avec l'afflux massif de population en période estivale.

La Corse souffre d'un déficit d'infrastructures pour assurer différentes étapes techniques de prétraitement et de valorisation des déchets ménagers. Il n'y existe pas de centre de tri et de valorisation (CTV) permettant un pré-traitement des OMR.

Les précédents plans régionaux de gestion des déchets ménagers interdisant toute forme de valorisation énergétique, il n'existe pas à ce jour de solution de réduction de la part non triée à la source des déchets ménagers. Le traitement des déchets résiduels n'est possible à ce jour que du fait



des réquisitions opérées par les préfets visant à augmenter annuellement les capacités administratives des deux ISDND privées autorisées.

Malgré une bonne dynamique de prévention et de tri avec une baisse de la production de déchets de 15% par habitant en 2022 vs. 2010, un taux de tri de 38% (6% en 2007) et une diminution de 35% des DMA en 2022 vs. 2010, 61 % des déchets sont encore enfouis.

La Corse est encore loin des objectifs réglementaires en matière de DMA :

- 55% de recyclage en 2025, 60% en 2030 et 65% en 2035
- 70% de valorisation énergétique des déchets non valorisables en 2025
- Basse de l'enfouissement de 50% en 2025 par rapport à 2010 et limitation des DMA à 10% en 2035.

Pour atteindre ces objectifs, le futur plan territorial de prévention et de gestion des déchets prévoit l'accentuation des actions de prévention et du tri à la source, un programme d'économie circulaire ambitieux et la création de deux CTV qui manquent à la Corse d'ici 2029 et qui permettront de réduire significativement les tonnages enfouis.

Les perspectives de hausse du coût de gestion des déchets, déjà très élevé en Corse, sont insupportables pour les EPCI. En 2021, le coût aidé de la gestion des déchets y était 3 fois supérieur à la moyenne nationale tous types d'habitat confondu et s'élevait à 100 millions d'euros, soit 301 € TTC/hab.

L'importance des coûts de collecte s'explique par les longues distances à parcourir dues au relief montagneux de l'île, à l'éclatement de la population et à la très forte affluence touristique.

La 1ère cause d'augmentation des coûts de traitement est liée à la hausse des coûts d'enfouissement et à la forte trajectoire de la TGAP ; une refaction de la TGAP sur le principe de celle appliquée pour les territoires d'Outre-mer serait donc une juste mesure.

La TGAP sur l'enfouissement, à moins de 20 €/tonne jusqu'en 2018, a augmenté de façon beaucoup plus importante que la baisse des tonnages enfouis. Elle est de 56 €/tonne en 2023 et atteindra 65 €/tonne HT en 2025.

La mise en œuvre pour la Corse d'une refaction de TGAP de 35% serait une mesure adaptée et proportionnée à la situation particulière de la gestion des déchets ménagers en Corse.

Cela permettrait de compenser la hausse prévisionnelle des coûts de traitement pour les EPCI, leur donnant ainsi la possibilité d'assumer les coûts supplémentaires de fonctionnement induits par le déploiement du tri.

Une clause de revoyure fin 2029 permettrait d'adapter les dispositifs en fonction de l'évolution réelle des flux de déchets ménagers après la mise en service des deux CTV et le déploiement des mesures d'économie circulaire et de tri à la source.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

MM. Jean Pierre VOGEL et RETAILLEAU, Mmes Muriel JOURDA et LOISIER, M. BAS, Mme Nathalie DELATTRE, MM. de LEGGE et CHEVROLLIER, Mme GRUNY, MM. ALLIZARD, KERN, CAPUS et VERZELEN, Mme BERTHET, MM. POINTEREAU, DUPLOMB et DELCROS, Mmes BORCHIO FONTIMP, PRIMAS, PUISSAT et GATEL, M. GREMILLET, Mme GOSSELIN, MM. MANDELLI et CUYPERS, Mme CHAIN-LARCHÉ, M. BITZ, Mmes BILLON, CANAYER, DUMAS et DUMONT, MM. FAVREAU, GUERET, BELIN et Daniel LAURENT, Mme LASSARADE, MM. MENONVILLE, PACCAUD, PELLEVAL, PIEDNOIR et SIDO, Mme SCHALCK, MM. SAUTAREL, SOL, LEVI, KLINGER, BURGOA et BOUCHET, Mme JACQUEMET, M. LAMÉNIE, Mme LOPEZ, MM. BRISSON, BONHOMME, COURTIAL et MÉDEVIELLE, Mmes MULLER-BRONN et MICOULEAU, MM. RIETMANN, GENET et HENNO, Mme IMBERT, M. GUÉRINI, Mme Nathalie GOULET et MM. PANUNZI, PAUL et Jean-Marc BOYER

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 28**

Après l'article 28

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le prélèvement prévu au I de l'article 138 de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises s'applique au produit brut des jeux des loteries présentant un lien avec les courses de chevaux que les sociétés de courses de chevaux peuvent, par dérogation aux dispositions du I de l'article 137 de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 précitée, être autorisées à organiser dans les mêmes conditions que celles prévues au premier alinéa de l'article 5 de la loi du 2 juin 1891 ayant pour objet de réglementer l'autorisation et le fonctionnement des courses de chevaux.

Pour l'application du présent I, les références à la personne morale chargée de l'exploitation des jeux de loterie mentionnés au I de l'article 137 de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 précitée prévues au I de l'article 138 de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 précitée s'entendent comme des références au groupement d'intérêt économique Pari mutuel urbain.

II. – Au 2° de l'article 261 E du code général des impôts, après les mots : « loto national, », sont insérés les mots : « des jeux de tirage organisés en vertu d'une autorisation accordée en application du premier alinéa de l'article 5 de la loi du 2 juin 1891 ayant pour objet de réglementer l'autorisation et le fonctionnement des courses de chevaux, ».

III. – Au I de l'article L. 136-7-1 du code de la sécurité sociale, après les mots : « au I de l'article 137 de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises », sont insérés les mots : « et sur le produit brut des jeux des loteries organisées en vertu d'une autorisation accordée en application du premier alinéa de l'article 5 de la loi du 2 juin 1891 ayant pour objet de réglementer l'autorisation et le fonctionnement des courses de chevaux ».

IV. – Au I de l'article 18 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, après les mots : « au I de l'article 137 de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises », sont insérés les mots : « et sur le produit brut des jeux des loteries organisées en vertu d'une autorisation accordée en application du premier alinéa de l'article 5 de la loi du 2 juin 1891 ayant pour objet de réglementer l'autorisation et le fonctionnement des courses de chevaux ».

V. – Au 5° de l'article L. 320-6 du code de la sécurité intérieure, après les mots : « L'exploitation de paris hippiques », sont insérés les mots : « et de jeux de loterie présentant un lien avec les courses de chevaux ».

VI. – Les dispositions des articles L. 322-9 à L. 322-10 du code de la sécurité intérieure s'appliquent aux jeux de loterie organisés en vertu d'une autorisation accordée en application du premier alinéa de l'article 5 de la loi du 2 juin 1891 précitée. Aucune autre forme d'exploitation de ces jeux ne peut être autorisée.

VII. – Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application du présent article.

### **OBJET**

Avec 240 hippodromes et près de 14 000 points de vente PMU, la filière hippique représente 60 000 emplois directs et indirects ancrés dans les territoires. Elle contribue massivement à hauteur d'un milliard d'euros par an aux finances de l'Etat dont plus de 800M€ par le seul PMU. C'est une filière d'excellence, exportatrice nette et n°1 mondial à l'export sur son marché avec une qualité de produits aux meilleurs standards (élevage, courses, etc.). Cette filière est financée à plus de 95% par le résultat du PMU, lequel connaît une inquiétante perte d'attractivité depuis 10 ans avec une division par deux du nombre de clients PMU en France.

Des exemples étrangers, comme en Italie, montrent le danger de cette tendance qui pourrait conduire, demain, l'État et/ou les collectivités à devoir soutenir financièrement une filière qui contribue aujourd'hui à leurs ressources de manière très significative.

Pour pérenniser et augmenter les recettes publiques générées par cette filière et prévenir le développement d'un modèle d'exploitation intensif des paris hippiques, tout en contribuant au maintien des équilibres économiques de la filière hippique, le présent amendement crée de nouveaux prélèvements applicables à une nouvelle offre de loterie hippique.

La diversification de l'offre de jeux hippiques devrait ainsi permettre de renouveler et d'élargir le public du PMU, condition nécessaire au respect par le PMU de ses engagements visant à prévenir les pratiques excessives, sous le contrôle de l'Autorité Nationale des Jeux.

Les I, II, III et IV ont pour objet de créer des ressources nouvelles en instituant les prélèvements applicables à l'offre de jeux de loterie présentant un lien avec les courses de chevaux que le Pari Mutuel Urbain (PMU) est autorisé à commercialiser par ces mêmes dispositions, par dérogation aux dispositions de l'article 137 de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises, afin de rendre lesdits prélèvements effectifs. Les V et VI précisent les aspects essentiels du régime juridique de cette offre. Le VII renvoie à un décret en Conseil d'Etat le soin de préciser les modalités d'application de ces dispositions.

Cette nouvelle offre de jeux hippiques, sur laquelle sont basées ces ressources nouvelles, sera proposée uniquement en réseau physique de distribution et le PMU serait seul à pouvoir l'exploiter. Le régime des prélèvements applicables est aligné sur le régime existant en matière de jeux de loterie.

Cette nouvelle offre de jeux hippiques ne remet en cause ni les équilibres de la Française Des Jeux ni, plus généralement, ceux du marché des jeux et s'inscrit dans la préservation de l'équilibre des filières voulue par la loi.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. BURGOA, Mmes GUIDEZ et DUMAS, MM. SOMON, de LEGGE et PANUNZI, Mme DUMONT, MM. PIEDNOIR et PELLEVAL, Mme MULLER-BRONN, M. SAURY, Mme SOLLOGOUB, M. REYNAUD, Mmes GOSSELIN et PERROT, M. Daniel LAURENT, Mme MALET et MM. BRISSON, Henri LEROY, BELIN, LEVI, FAVREAU et Pascal MARTIN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 11**

Après l'article 11

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code des impositions sur les biens et services est ainsi modifié :

1° Après la neuvième ligne du tableau de l'article L. 312-79, sont insérées deux lignes ainsi rédigées :

Biopropane carburant	L. 312-88	0
Biopropane combustible	L. 312-88	0

2° Après l'article L. 312-87, il est inséré un article L. 312-87 – ... ainsi rédigé :

« Art. L. 312-87 – ... Relèvent d'un tarif particulier de l'accise, lorsqu'ils sont taxables en tant que combustible ou carburant, les gaz de pétrole liquéfiés produits à partir de la biomasse. »

II. – Le I entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Depuis la loi de finances pour 2018, l'application de la contribution climat-énergie au GPL combustible ne fait pas de distinction entre les gaz liquides traditionnels de ceux d'origine renouvelable. Or, les acteurs de la filière des gaz liquides multiplient leurs efforts pour accélérer le verdissement de l'approvisionnement en gaz liquides d'origine renouvelable, notamment grâce au biopropane.

Produit à partir de déchets industriels recyclés et d'huiles végétales, il présente des performances énergétiques et des usages identiques à celles du propane standard mais améliore très significativement ses performances environnementales. Son facteur d'émissions, enregistré à la Base carbone de l'Ademe, s'élève à seulement 74 g CO<sub>2</sub>/KWh PCI, soit une réduction des émissions de 73% par rapport aux gaz liquides traditionnels.

Ce biogaz liquide permet d'assurer une sécurité d'approvisionnement des zones rurales et notamment dans les territoires les plus agricoles ou touristiques : plus de 150 000 professionnels et artisans et 30 % de sites industriels se trouvent en milieu rural. Ces territoires situés hors réseau de gaz ou de chaleur ont le plus besoin de solutions énergétiques adaptées à leurs activités, notamment pour le chauffage et l'ECS, ainsi que leur process agricole et industriel. Le biopropane est indispensable à ces procédés industriels thermiques nécessitant des puissances élevées et pilotables ou une stabilité de la température de flamme difficilement substituables par l'électricité. Ainsi, il représente une énergie adaptée à nombre d'activités agricoles et agro-alimentaires (artisans, hôteliers, restaurateurs, parfumeurs, distilleurs, laitiers ou fromagers), qui participent à la vie de nos territoires, et permet aux PME de contribuer à la transition énergétique.

Par conséquent, afin d'accompagner la décarbonation des PME rurales et de pouvoir proposer une solution plus compétitive aux consommateurs des zones rurales ou de montagnes déjà lourdement affectés par la crise des prix de l'énergie, le présent amendement vise à appliquer un taux réduit de TICPE sur le biopropane.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. BURGOA, Mmes GUIDEZ et DUMAS, MM. SOMON, de LEGGE et PANUNZI, Mme DUMONT, MM. PIEDNOIR et PELLEVAL, Mme MULLER-BRONN, M. SAURY, Mme SOLLOGOUB, M. REYNAUD, Mmes GOSSELIN et PERROT, M. Daniel LAURENT, Mme MALET et MM. BRISSON, Henri LEROY, BELIN, LEVI, FAVREAU et Pascal MARTIN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER**

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au 1 septies du II de l'article 266 sexies du code des douanes, les mots : « production de chaleur ou d'électricité » sont remplacés par les mots : « production de chaleur, d'électricité ou gaz ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 266 sexies du code des douanes exonère de taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) les combustibles solides de récupération (CSR) destinés à la production de chaleur ou d'électricité.

Les combustibles solides de récupération (CSR) sont des déchets non recyclables issus des refus de tri.

En 2021, sur une capacité installée de production de 970 000 tonnes, seules 370 000 tonnes de CSR ont été consommées en France : 60 000 tonnes par des chaudières dédiées (près de 150 GWh) et 310 000 tonnes par l'industrie cimentière (source : SFIC – CSF Construction). On estime à 2,5 Mt le potentiel de production de CSR à horizon 2025 dont 1 Mt seront destinés à la décarbonation de l'industrie cimentière (source : Plan national déchets 2025, PPE et SVDU).

La mobilisation des CSR peut et doit être accélérée, notamment par le développement de nouvelles voies de valorisation énergétique comme la production de gaz renouvelables ou bas-carbone. Différentes technologies, dont certaines déjà matures, servent à produire à partir des CSR du méthane bas-carbone injectable dans les réseaux, de combustibles à base de carbone recyclé ou de l'hydrogène renouvelable ou bas-carbone.

Au même titre que les dispositions actuelles pour les installations de production d'électricité et de chaleur, l'exonération de TGAP des installations de production de gaz bas-carbone à partir de CSR permettra de faciliter le déploiement de ces nouvelles voies de valorisation énergétique. Cela permettra non seulement de contribuer à la décarbonation des usages gaz dans l'industrie et les

transports mais aussi de répondre aux enjeux de souveraineté énergétique des territoires, à effet immédiat, le gaz ainsi produit étant accessible et substituable au gaz importé pour tous ses usages. C'est une solution supplémentaire de réduction de l'enfouissement des refus de tri de déchets, contribuant aux objectifs fixés par la loi pour la Transition énergétique et la croissance verte (LTECV), en particulier celui de réduire de 50 % les tonnages de déchets enfouis d'ici 2025, ainsi qu'aux objectifs de la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire (AGEC) : assurer la valorisation énergétique d'au moins 70 % des déchets ne pouvant faire l'objet d'une valorisation matière d'ici 2025.

La valorisation énergétique des CSR pour la production de gaz a été reconnue au même titre que pour la production de chaleur ou d'électricité par la loi « Climat et résilience » du 22 août 2021 (article 93 de la loi), et d'autre part, la loi d'accélération des énergies renouvelables du 10 mars 2023 (article 98 de la loi) a reconnu le gaz bas-carbone en définissant ce que cette notion recouvre, et en étendant au gaz bas-carbone un ensemble de dispositions parmi lesquelles le droit à l'injection dans les réseaux de gaz.

Dans la continuité de ces évolutions législatives, il est nécessaire d'exonérer de TGAP la production de gaz à partir de CSR au même titre que la production de chaleur ou d'électricité.

Cette disposition est sans impact sur les dispositions applicables à la production de biogaz par méthanisation ou la récupération de biogaz d'installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND), non concernées par le 1 septies de l'article 266 sexies du code des douanes.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LONGEOT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Au I bis de l'article 1522 bis du code général des impôts, le mot : « sept » est remplacé par le mot : « dix ».

**OBJET**

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte dispose que les collectivités territoriales progressent vers la généralisation d'une tarification incitative en matière de déchets, avec pour objectif que quinze millions d'habitants soient couverts par cette dernière en 2020 et vingt-cinq millions en 2025.

Force est de constater que l'objectif est aujourd'hui loin d'être atteint. Pourtant de nombreuses grandes agglomérations françaises réfléchissent à la mise en place d'une part incitative dans leur fiscalité déchets. Elles se heurtent néanmoins à de nombreuses difficultés liées à leurs caractéristiques de territoire : formes urbaines très disparates entre le centre et la périphérie, centre urbain extrêmement dense, habitat vertical fortement présent...

Il convient donc de faciliter la mise en place de la part incitative en permettant aux structures d'expérimenter la part incitative de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères non pas sur 7 ans, délai trop court mais sur 10 ans.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. LONGEOT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le deuxième alinéa de l'article 1636 B undecies du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les communes et leurs établissements publics de coopération intercommunale ayant institué dans les conditions prévues au 1 du II de l'article 1639 A bis, une part incitative de la taxe, peuvent définir, dans les conditions prévues au 1 du II de l'article 1639 A bis, des zones de perception de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères avec ou sans part incitative en vue de conditionner l'application de la part incitative aux caractéristiques des zones ».

II. – L'article 1522 bis du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au I, après le mot : « instituer », sont insérés les mots : « sur la totalité ou sur une partie de leur territoire » ;

2° Au I bis, après le mot : « supprime » sont insérés les mots : « ou la maintient uniquement sur les parties du territoire qui ont fait l'objet de l'expérimentation » et les mots : « Par dérogation au I du présent article » sont supprimés.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte dispose que les collectivités territoriales progressent vers la généralisation d'une tarification incitative en matière de déchets, avec pour objectif que quinze millions d'habitants soient couverts par cette dernière en 2020 et vingt-cinq millions en 2025.

Force est de constater que l'objectif est aujourd'hui loin d'être atteint. Pourtant de nombreuses grandes agglomérations françaises réfléchissent à la mise en place d'une part incitative dans leur fiscalité déchets. Elles se heurtent néanmoins à de nombreuses difficultés liées à leurs caractéristiques de territoire : formes urbaines très disparates entre le centre et la périphérie, centre urbain extrêmement dense, habitat vertical fortement présent...

Il convient donc de faciliter la mise en place de la part incitative en permettant aux structures qui le souhaitent de ne développer la part incitative que sur certaines parties de leur territoire en se fondant sur des critères objectifs liés aux caractéristiques des zones.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LONGEOT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le I de l'article 1522 bis du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le deuxième alinéa est ainsi modifié :

a) Les mots : « pour chaque local imposable » sont supprimés ;

b) Sont ajoutées deux phrases ainsi rédigées : « Cette quantité de déchets est mesurée soit pour chaque local imposable, soit à l'échelle des résidences constituées en habitat vertical ou pavillonnaire, soit à l'échelle de secteurs, pour l'ensemble des locaux qui les composent, pour être ensuite répartie entre eux au prorata de leur valeur locative foncière retenue pour l'établissement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. Un décret en Conseil d'État viendra préciser les critères sur la base desquels seront déterminés ces secteurs. » ;

2° Le quatrième alinéa est supprimé.

**OBJET**

Peu de territoires urbains denses ont aujourd'hui déployé la tarification incitative pour le financement de leur politique publique de prévention et de gestion des déchets.

Ce faible engouement pour des dispositions existant pourtant depuis une dizaine d'années tient aux nombreuses contraintes de mise en œuvre du dispositif dans les zones urbaines denses, où la part importante de logements collectifs rend la mesure individuelle des tonnages de déchets opérationnellement complexes.

Le présent amendement vise à lever ces freins, en permettant l'instauration d'une taxe d'enlèvement des ordures ménagères incitative à une échelle collective.

Concrètement, et à la différence de la TEOM incitative individuelle actuelle, ce scénario repose sur l'instauration d'une TEOM incitative basée sur plusieurs flux de déchets ménagers et assimilés mesurée « collectivement » par secteurs (communes, quartiers, îlots ou immeubles).

La part variable de chaque contribuable sera obtenue en appliquant au tonnage de déchets mesuré à l'échelle du secteur, le prorata de la valeur locative foncière retenue pour l'établissement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

Ce dispositif ne crée pas de nouveaux zonages de taux de TEOM et n'induit aucun travail supplémentaire pour les services fiscaux, la part variable reposant sur les quantités de déchets étant calculée et intégrée aux fichiers d'imposition par les collectivités.

La philosophie de ce scénario novateur, proposé par Rennes Métropole, reposant sur des dynamiques collectives, constitue un élément moteur des changements de comportements et contribue à l'objectif de réduction de la quantité de déchets produite.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LONGEOT

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. - Après le dixième alinéa de l'article L. 2333-76 du code général des collectivités territoriales sont insérés quatre alinéas ainsi rédigés :

« La facturation de la redevance peut tenir compte du caractère indispensable du service de gestion des déchets ménagers pour les usagers en situation particulière de vulnérabilité en instaurant un tarif progressif ou une aide au paiement des factures. Le soutien financier accordé peut être modulé pour tenir compte des revenus ou du nombre de personnes composant le foyer.

« Par dérogation au premier alinéa de l'article L. 2224-2 du présent code, les communes, les établissements publics de coopération intercommunale et les syndicats mixtes instaurant la progressivité du tarif ou l'aide au paiement des factures peuvent contribuer à leur financement en prenant en charge dans leur budget propre tout ou partie du montant de l'aide attribuée pour le paiement des redevances des foyers en situation de précarité ou ayant des difficultés de paiement de leurs factures, dans la limite de 2 % du montant de la redevance perçue. Un versement peut être réalisé à ce titre aux centres communaux ou intercommunaux d'action sociale.

« Dans le cadre de la définition de tarifs ou de l'attribution d'une aide au paiement des factures de redevance tenant compte des difficultés particulières du foyer, si le bénéficiaire des mesures sociales ne reçoit pas directement de facture à son nom, les bailleurs et syndicats de copropriété établissent une convention pour définir les modalités de perception de l'aide.

« Les organismes de sécurité sociale, de gestion de l'aide au logement ou de l'aide sociale fournissent aux communes ou leurs groupements les données nécessaires pour établir la tarification progressive du service de gestion des déchets ou attribuer une aide au paiement des factures de redevances en faveur des foyers dont les ressources sont insuffisantes, la Commission nationale de l'informatique et des libertés étant préalablement consultée en application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le passage d'une taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) à une redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM) peut avoir des effets de redistribution importants entre ménages : elle peut par exemple avantager des ménages occupant des logements de grande superficie, mais s'avérer pénalisante pour les familles nombreuses occupant des logements de petite taille.

Sur le modèle de ce que la loi n°2013-312 du 15 mars 2013 dite « loi Brotte » a permis pour l'eau, il est proposé d'introduire une logique sociale dans la tarification des redevances, en permettant aux collectivités qui le souhaitent d'instaurer un tarif progressif modulé selon des critères sociaux, et d'octroyer des aides au paiement des factures.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LONGEOT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 39 decies G du code général des impôts, ajouter un article 39 decies... ainsi rédigé :

« Art. 39 decies... – Les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés ou à l'impôt sur le revenu selon un régime réel d'imposition peuvent déduire de leur résultat imposable une somme égale à 40 % de la valeur d'origine des biens hors frais financiers, affectés à leurs activités à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023 et jusqu'au 31 décembre 2027 et relevant de l'une des catégories suivantes :

« 1° Installations de procédés de production d'énergies renouvelables ;

« 2° Installations de systèmes de végétalisation basés sur un mode cultural ne recourant à l'eau potable qu'en complément des eaux de récupération, garantissant un haut degré d'efficacité thermique et d'isolation et favorisant la préservation et la reconquête de la biodiversité ;

« 3° Installations de systèmes de collecte des eaux de pluie ;

« 4° Matériels d'avitaillement des véhicules utilisant une ou plusieurs des énergies suivantes :

« a) Le gaz naturel et le biométhane carburant ;

« b) Une combinaison de gaz naturel et de gazole nécessaire au fonctionnement d'une motorisation bicarburant de type 1A telle que définie au 52 de l'article 2 du règlement (CE) n° 582/2011 de la Commission du 25 mai 2011 portant modalités d'application et modification du règlement (CE) n° 595/2009 du Parlement européen et du Conseil au regard des émissions des véhicules utilitaires lourds (Euro VI) et modifiant les annexes I et III de la directive 2007/46/ CE du Parlement européen et du Conseil ;

« c) Le carburant ED95 composé d'un minimum de 90,0 % d'alcool éthylique d'origine agricole ;

« d) L'énergie électrique ;

« e) L'hydrogène ;

« f) Le carburant B100 constitué à 100 % d'esters méthyliques d'acides gras, lorsque la motorisation du véhicule est conçue en vue d'un usage exclusif et irréversible de ce carburant.

Nb : La rectification consiste en un changement de place de l'article additionnel après l'article 5 septies vers l'article additionnel après l'article 5.



« 5° Matériels de manutention utilisant une ou plusieurs des énergies mentionnées au 4° ;

« 6° Opérations d'amélioration de la performance énergétique des bâtiments.

« La déduction est répartie linéairement sur la durée normale d'utilisation des biens. En cas de cession du bien avant le terme de cette période, elle n'est acquise à l'entreprise qu'à hauteur des montants déjà déduits du résultat à la date de la cession, qui sont calculés pro rata temporis. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

La transition énergétique est un enjeu majeur pour lequel les entreprises sont pleinement mobilisées. Elles le sont de façon volontaire en s'impliquant par exemple dans les programmes financés par les CEE, tels qu'Objectif CO2 -un engagement volontaire de réduction des émissions de CO2 du transport de marchandises- ou InterLud – qui promeut une logistique urbaine durable reposant sur une concertation entre les différents acteurs publics et privés pour la mise en œuvre de chartes spécifiques.

Elles le sont également de par les objectifs ambitieux, à réaliser dans de courts délais, qui s'appliquent à elles en termes de décarbonation de leurs parcs de véhicules poids lourds et de véhicules utilitaires légers et de verdissement de leurs bâtiments, avec notamment la couverture des parkings extérieurs d'ombrières photovoltaïques (au 1er juillet 2026 pour les parcs de stationnement dont la superficie est égale ou supérieure à 10 000 mètres carrés, et au 1er juillet 2028 pour ceux dont la superficie est comprise entre 1 500 et 10 000 mètres carrés), l'intégration soit d'un procédé de production d'énergies renouvelables soit d'un système de végétalisation sur les bâtiments nouveaux (objectif de 30 % à compter du 1er juillet 2023, de 40 % à compter du 1er juillet 2026, puis de 50 % à compter du 1er juillet 2027), la pose d'ombrières photovoltaïques ou de systèmes de végétalisation sur les bâtiments anciens (au 1er janvier 2028 pour les bâtiments ou parties de bâtiments existant à la date du 1er juillet 2023), la réduction de la consommation énergétique des bâtiments tertiaires de plus de 1 000m<sup>2</sup> (objectif de réduction de 40 % d'ici 2030, 50 % d'ici 2040, et 60 % d'ici 2050, par rapport à une année de référence qui ne peut être antérieure à l'année 2010)....

Le rapport de Jean Pisany-Ferry et Selma Mahfouz fait apparaître un supplément d'investissements de l'ordre de 66 milliards d'euros par an pour la décarbonation, en sachant que retarder les investissements ne ferait qu'augmenter l'effort à fournir dans les années à venir. Aussi, afin d'accompagner les entreprises dans les investissements massifs qu'elles doivent réaliser dans des délais restreints et soutenir ainsi le verdissement de l'économie tout en préservant leur compétitivité, le présent amendement propose de créer un dispositif de suramortissement de certains équipements liés à la transition énergétique.

Ce dispositif propose ainsi aux entreprises un avantage fiscal pour les installations de procédés de production d'énergies renouvelables (ombrières ou panneaux photovoltaïques par exemple), les systèmes de végétalisation, les matériels d'avitaillement des véhicules en énergies propres (notamment bornes électriques, cuves de biocarburants, pompes,...), les matériels de manutention utilisant de l'énergie propre, les travaux d'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (isolation, génie climatique...).



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LONGEOT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5**

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À l'article 39 decies A du code général des impôts, les douze occurrences des mots : « et jusqu'au 31 décembre 2030 » sont remplacées par les mots : « et jusqu'au 31 décembre 2040 ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à accompagner les entreprises dans la décarbonation de leurs flottes de véhicules poids lourds et véhicules utilitaires légers, en prolongeant le dispositif de suramortissement dont elles bénéficient pour l'acquisition de véhicules neufs utilisant des énergies propres.

Les projections de la Stratégie Nationale Bas Carbone en matière de transition énergétique des véhicules de transport de marchandises mettent clairement en évidence que la mutation sera longue. Ce temps long a deux explications principales, d'abord en raison de la durée nécessaire pour que l'offre des véhicules et la distribution des énergies nouvelles devienne mature, ensuite car, pour les seuls véhicules lourds (>3,5 tonnes), la moitié du parc français est exploité sous le régime du transport pour compte propre (par exemple chez les grossistes) dont les conditions d'exploitation se caractérisent par de faibles kilométrages annuels entraînant des rythmes de renouvellement longs (de l'ordre d'une dizaine d'années).

En outre, cette transition sera coûteuse ; les véhicules électriques sont par exemple beaucoup plus chers que leur équivalent gazole, avec un rapport actuellement de 1 à 3. Pour préserver la compétitivité et la capacité des entreprises à investir dans le verdissement de leurs activités, un soutien massif et pérenne de l'Etat est nécessaire. Les appels à projets, tels que celui en faveur des véhicules lourds électriques ouvert en avril dernier, sont les bienvenus mais restent toutefois très insuffisants au regard de l'enjeu (cet appel à projets permettra l'acquisition de 500 poids lourds électriques sur un parc d'environ 615 000 poids lourds en France) et ne permettront pas d'engager de véritables plans de renouvellement des véhicules par les entreprises.

Cet amendement donnera plus de visibilité aux entreprises pour leurs investissements en faveur de la décarbonation de leurs flottes.

Nb : La rectification consiste en un changement de place de l'article additionnel après l'article 5 septies vers l'article additionnel après l'article 5.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. BONNEAU

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le 3 de l'article 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, sont insérés vingt-quatre alinéas ainsi rédigés :

« ...° – A. - Il est institué à compter de 2024 un prélèvement sur les recettes de l'État permettant de verser une compensation :

« 1° Aux communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre qui enregistrent d'une année sur l'autre une perte importante de base de taxe foncière sur les propriétés bâties et une perte importante, au regard de leurs recettes fiscales, de produit de taxe foncière sur les propriétés bâties afférent aux entreprises à l'origine de la perte de base de taxe foncière sur les propriétés bâties.

« Pour l'application du premier alinéa du présent 1° :

a) Pour les communes :

« -les recettes fiscales s'entendent des impositions mentionnées au I de l'article 1379 du code général des impôts, de la taxe sur les surfaces commerciales prévue à l'article 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certains commerçants et artisans âgés, du complément prévu au 2° du C du IV de l'article 16 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020, des compensations de pertes de taxe foncière sur les propriétés bâties et de cotisation foncière sur les entreprises prévues au III de l'article 29 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, de la dotation de compensation mentionnée au 2 du B du même III, de la dotation de compensation mentionnée au II de l'article 41 de la loi n° 2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificative pour 2022 et de la fraction de taxe sur la valeur ajoutée mentionnée au XXIV de l'article 55 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023, majorées ou minorées des ressources perçues ou prélevées au titre du 2 du présent article ;

« -la cotisation foncière des entreprises mentionnée à l'article 1379 du code général des impôts comprend également la compensation prévue au III de l'article 29 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 précitée ;

« b) Pour les établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre :

« -les recettes fiscales s'entendent des impositions mentionnées au I de l'article 1379-0 bis du code général des impôts, de la taxe sur les surfaces commerciales prévue à l'article 3 de la loi n° 72-657

du 13 juillet 1972 précitée, de la fraction de taxe sur la valeur ajoutée mentionnée au V de l'article 16 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 précitée, des compensations de pertes de taxe foncière sur les propriétés bâties et de cotisation foncière sur les entreprises prévues au III de l'article 29 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 précitée, de la dotation de compensation mentionnée au 2 du B du même III, de la dotation de compensation mentionnée au II de l'article 41 de la loi n° 2022-1157 du 16 août 2022 précitée et de la fraction de taxe sur la valeur ajoutée mentionnée au XXIV de l'article 55 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023, majorées ou minorées des ressources perçues ou prélevées au titre du 2 du présent article ;

« -la cotisation foncière des entreprises mentionnée à l'article 1379 du code général des impôts comprend également la compensation prévue au III de l'article 29 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 précitée.

« Les pertes de base ou de produit liées au rattachement d'une commune à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, au changement de périmètre ou de régime fiscal d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ne donnent pas lieu à compensation.

« B — La compensation prévue au I est assise :

« 1° Pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre, sur la perte de produit de taxe foncière sur les propriétés bâties calculée conformément au 1° du même I ;

« Cette compensation est égale :

« -la première année, à 90 % de la perte de produit calculée conformément aux 1° à 2° du présent II ;

« -la deuxième année, à 75 % de la compensation reçue l'année précédente ;

« -la troisième année, à 50 % de la compensation reçue la première année.

« La durée de compensation est de cinq ans pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre qui constatent une perte exceptionnelle de produit, calculée conformément aux 1° à 2° du présent II, au regard de leurs autres recettes fiscales. Dans ce cas, les taux de la compensation mentionnés au présent II sont fixés :

« - pour la première année, à 90 % de la perte de produit calculée conformément aux 1° à 2° du présent II ;

« - pour la deuxième année, à 80 % du montant versé la première année ;

« - pour la troisième année, à 60 % du montant versé la première année ;

« - pour la quatrième année, à 40 % du montant versé la première année ;

« - pour la cinquième année, à 20 % du montant versé la première année.

« La première année est définie comme l'année au cours de laquelle une perte de produit calculée conformément aux 1° à 2° du présent II est constatée.

« Un décret en Conseil d'État fixe les modalités d'application du présent 3 bis ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Plusieurs décisions prises par l'Etat (fermeture de centrales nucléaires) ou par les entreprises (fermetures de sites industriels) entraînent généralement des pertes de recettes fiscales importantes pour les communes et les EPCI d'implantation.

Des dispositifs de compensation et de lissage des pertes de recettes pris en charge par l'Etat existent principalement pour des pertes de CVAE et de CFE.

Avec la suppression de la CVAE et de la TH sur les résidences principales, la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) devient la principale taxe directe locale perçue par le bloc communal.

Pourtant, des communes et des intercommunalités continuent de subir les conséquences de décisions d'entreprises décidant de démolir ou de délocaliser des sites industriels et occasionnant, par la même occasion, des pertes de bases colossales de TFPB pour la commune et l'intercommunalité d'implantation sans qu'aucun dispositif de lissage des pertes occasionnées soit prévu.

Cet amendement vise donc à mettre en place un dispositif de lissage des pertes importantes de TFPB pris en charge par le budget de l'Etat afin d'éviter aux communes et intercommunalités concernées par une délocalisation avec démolition de bâtiments industriels de subir des pertes graves de recettes fiscales.

Le coût de cette mesure pour l'Etat devrait être assez réduit en raison de l'exclusion du dispositif des communes et intercommunalités pour lesquelles, malgré la fermeture des usines, les bâtiments sont conservés sur les sites et demeurent pris en compte dans le calcul des bases de TFPB.

Un décret précisera les modalités de calcul des pertes importantes ou exceptionnelles de TFPB à compenser.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. DHERSIN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des collectivités locales est ainsi modifié :

1° Après le 3° de l'article L. 2333-64, est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Dans le ressort d'une communauté de communes sur lequel la région est autorité organisatrice de la mobilité au sens du II de l'article L. 1231-1 du code des transports. » ;

2° L'article L. 2333-66, est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« La région, autorité organisatrice de la mobilité au sens du II de l'article 1231-1 du code des transports peut également instaurer le versement destiné au financement des services de mobilité dans le ressort de la communauté de communes sur lequel elle est autorité organisatrice de la mobilité, lorsqu'elle organise au moins un des services mentionnés au 1° du I de l'article L. 1231-1-1 du code des transports. Les conditions de cette instauration sont celles de la communauté de communes si cette dernière était autorité organisatrice de la mobilité au sens du 1231-1 du code des transports. La délibération énumère les services de mobilité, mis en place ou prévus, qui justifient le taux du versement. » ;

3° Au premier alinéa du I de l'article L. 2333-67, après les mots : « du code des transports », sont insérés les mots : « ainsi que du conseil régional, autorité organisatrice de la mobilité au sens du II de l'article L. 1231-1 du code des transports » ;

4° Avant le dernier alinéa de l'article L. 2333-67, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque la région est autorité organisatrice de la mobilité au sens du II de l'article L. 1231-1 du code des transport dans le ressort d'une communauté de communes, le taux de versement applicable est identique à celui auquel la communauté de communauté aurait pu prétendre si le transfert prévu au III de l'article 8 de loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 était intervenu » ;

5° L'article L. 2333-68 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque la région est autorité organisatrice de la mobilité au sens du II de l'article L. 1231-1 du code des transport dans le ressort d'une communauté de communes, le versement mentionné au I de l'article 2333-67 est affecté au financement des dépenses de fonctionnement et d'investissement de toute action relevant des compétences des autorités organisatrices de la mobilité au sens des articles L. 1231-1 et L. 1231-1-1 que la région organise sur le territoire de la communauté de commune. » ;

6° Le II de l'article L. 2333-70 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « communes ou établissements publics territorialement compétents » sont remplacés par les mots : « communes, établissements publics territorialement compétents ou région en tant qu'autorité organisatrice de la mobilité au sens du II de l'article L. 1231-1 du code des transports » ;

b) Au deuxième alinéa, les mots : « communes ou aux établissements publics » sont remplacés par les mots : « communes, établissements publics ou région en tant qu'autorité organisatrice de la mobilité au sens du II de l'article L. 1231-1 du code des transports » ;

7° À l'article L. 2333-71, les mots : « commune ou établissement public » sont remplacés par les mots : « commune, établissement public ou région en tant qu'autorité organisatrice de la mobilité au sens du II de l'article L. 1231-1 du code des transports » ;

8° À l'article L. 2333-74, les mots : « commune ou établissement public » sont remplacés par les mots : « commune, établissement public ou région en tant qu'autorité organisatrice de la mobilité au sens du II de l'article L. 1231-1 du code des transports ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

A la suite de la loi d'orientation des mobilités (LOM), plus de 50% des communautés de communes, qui n'étaient pas encore AOM, ont laissé la compétence mobilité à leur région, devenue en conséquence AOM locale de substitution sur le territoire des communautés de communes concernées. Cet amendement vise donc à permettre aux régions, qui agissent en tant qu'AOM de substitution, de prélever le versement mobilité pour financer l'offre de mobilité locale, dans les mêmes conditions qu'une communauté de communes qui s'est emparée de la compétence mobilité.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. DHERSIN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa du II de l'article L. 2333-70, le mot : « annuellement » est remplacé par le mot : « mensuellement » et les mots : « qui en font la demande » sont supprimés ;

2° Au premier alinéa du II de l'article L. 2531-6, le mot : « annuellement » est remplacé par le mot : « mensuellement » et les mots : « à sa demande » sont supprimés.

**OBJET**

Le 4 juin 2019, dans le cadre des discussions parlementaires relatives à loi d'Orientation des mobilités, la ministre des Transports, Elisabeth BORNE a annoncé le lancement par l'Urssaf Caisse Nationale d'une expérimentation concernant la transmission mensuelle des données du versement mobilité aux autorités organisatrices de la mobilité. Cette expérimentation, débutée en octobre 2020, a abouti, le 19 septembre 2022, au déploiement d'un nouveau fichier de données détaillées par établissement pour toutes les AOM qui lèvent le versement mobilité.

Afin de sécuriser ces nouveaux échanges de données mensuels, il est nécessaire de faire évoluer les articles L. 2531.6 et L. 2333-70 du code général des collectivités territoriales qui fixent les modalités de transmission des données du versement mobilité pour Ile-de-France Mobilités et les autres autorités organisatrices de la mobilité urbaine.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. DHERSIN

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. - Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 278-0 bis est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« O- Les services de transport public de voyageurs conventionnés régionaux et locaux. » ;

2° Le b quater de l'article 279 est complété par les mots : « à l'exclusion des services de transport public de voyageurs conventionnés régionaux et locaux qui relèvent du taux prévu à l'article 278-0 bis » ;

3° Au dernier alinéa du 2° du 1 du I de l'article 297, après la référence : « H », est insérée la référence : « , O ».

II. - La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Cet amendement vise à appliquer le taux dévolu aux services de première nécessité aux transports publics de voyageurs du quotidien, définis au sens de l'article 2 du règlement 1370/2007 (règlement OSP), comme étant « les services de transport de voyageurs d'intérêt économique général offerts au public sans discrimination et en permanence » ce qui correspond, en France, aux services de transport conventionnés c'est-à-dire les transports publics urbains et régionaux, y compris le transport scolaire et le transport spécialisé pour les personnes en situation de handicap.

En effet, le rôle essentiel des transports publics de voyageurs favorisant la mobilité de tous et luttant contre les exclusions n'est plus à démontrer.

Il est donc primordial que les transports publics du quotidien soient désormais considérés comme un service de première nécessité comme ils le sont chez nos voisins européens : Belgique, Allemagne, Suède, ou au Portugal ou Angleterre.

Si la baisse du taux de TVA est généralement associée à une baisse tarifaire, l'objectif de cette mesure est plutôt de dégager des marges de manœuvre pour contribuer au développement des politiques de

mobilité des autorités organisatrices de la mobilité et au financement des investissements nécessaires à la lutte contre le réchauffement climatique, à la transition énergétique des flottes de véhicules, à l'amélioration du maillage des réseaux et de la fréquence de l'offre, à la rénovation des infrastructures et au développement de nouveaux services de mobilité.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. DHERSIN

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le onzième alinéa de l'article L. 2333-67 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Une autorité organisatrice de la mobilité peut majorer son taux de versement mobilité de 0,5 % en cas de développement, de refonte ou d'amélioration substantielle de l'offre de mobilité nécessitant des dépenses d'investissement ou de fonctionnement nouvelles. Cette majoration devra être justifiée dans la délibération d'évolution de taux en mentionnant les services qui seront développés ou renforcés. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les enjeux climatiques et les objectifs fixés par la France dans le cadre de sa stratégie nationale bas carbone à l'horizon 2050 imposent une accélération de la décarbonation des mobilités dans laquelle nos réseaux de transport public, facilitant la mobilité du quotidien, ont toute leur place.

Offrir des solutions de mobilité alternatives à tous les Français, quel que soit leur lieu de résidence ou d'activité, sur l'ensemble du territoire national, y compris dans les zones les moins peuplées : tel est le défi à relever pour les autorités organisatrices de la mobilité (AOM). Pour ce faire, ces dernières doivent à la fois poursuivre le développement de leurs réseaux de transport tout en favorisant leur intermodalité et en proposant des offres de mobilité adaptées dans les territoires où les transports collectifs ne sont pas efficaces.

Répondre à l'urgence environnementale nécessite un choc d'offre indispensable pour favoriser le report modal et apporter des alternatives à l'autosolisme, mais impose aussi de décarboner les flottes de véhicules de transport public. Maintenir une qualité de service optimale requiert la régénération des infrastructures existantes et la poursuite de leur développement.

Or, ces ambitions se traduisent par un mur de dépenses de fonctionnement et d'investissement qui se dresse devant les AOM. Face aux besoins urgents, cet amendement propose la création d'une majoration des taux de versement mobilité de 0,5% en cas de développement, refonte ou amélioration

substantielle de l'offre de mobilité nécessitant des dépenses de fonctionnement ou d'investissement nouvelles.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. DHERSIN

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le onzième alinéa de l'article L. 2333-67 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Une autorité organisatrice de la mobilité peut majorer son taux de versement mobilité de 0,25 % en cas de développement, de refonte ou d'amélioration substantielle de l'offre de mobilité nécessitant des dépenses d'investissement ou de fonctionnement nouvelles. Cette majoration devra être justifiée dans la délibération d'évolution de taux en mentionnant les services qui seront développés ou renforcés. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les enjeux climatiques et les objectifs fixés par la France dans le cadre de sa stratégie nationale bas carbone à l'horizon 2050 imposent une accélération de la décarbonation des mobilités dans laquelle nos réseaux de transport public, facilitant la mobilité du quotidien, ont toute leur place.

Offrir des solutions de mobilité alternatives à tous les Français, quel que soit leur lieu de résidence ou d'activité, sur l'ensemble du territoire national, y compris dans les zones les moins peuplées : tel est le défi à relever pour les autorités organisatrices de la mobilité (AOM). Pour ce faire, ces dernières doivent à la fois poursuivre le développement de leurs réseaux de transport tout en favorisant leur intermodalité et en proposant des offres de mobilité adaptées dans les territoires où les transports collectifs ne sont pas efficaces.

Répondre à l'urgence environnementale nécessite un choc d'offre indispensable pour favoriser le report modal et apporter des alternatives à l'autosolisme, mais impose aussi de décarboner les flottes de véhicules de transport public. Maintenir une qualité de service optimale requiert la régénération des infrastructures existantes et la poursuite de leur développement.

Or, ces ambitions se traduisent par un mur de dépenses de fonctionnement et d'investissement qui se dresse devant les AOM. Face aux besoins urgents, cet amendement propose la création d'une majoration des taux de versement mobilité de 0,25% en cas de développement, refonte ou

amélioration substantielle de l'offre de mobilité nécessitant des dépenses de fonctionnement ou d'investissement nouvelles.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. DHERSIN

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article L. 5722-7 du code général des collectivités locales est ainsi rédigé :

« Art. L. 5722-7. – Le syndicat mixte mentionné à l'article L. 1231-10 du code des transports peut prélever un versement destiné au financement des services de mobilité additionnel dans le ressort des établissements publics de coopération intercommunale qui le composent. Les conditions d'assujettissement, de recouvrement et de remboursement de ce versement sont identiques à celles prévues par les articles L. 2333-64 à L. 2333-75 du présent code. Le syndicat mixte mentionné à l'article L. 1231-10 du code des transports doit consulter le comité des partenaires avant toute instauration ou évolution du taux de versement destiné au financement des services de mobilité additionnel dans les conditions prévues à l'article L. 1231-5 du code des transports.

« Le taux de ce versement additionnel ne peut excéder 0,3 %. Lorsque le versement mobilité est déjà institué par une autorité compétente au titre de l'article L. 2333-67 du présent code, le taux de versement mobilité additionnel se cumule au taux de versement mobilité en vigueur.

« Le syndicat mixte mentionné à l'article L. 1231-10 du code des transports peut, en outre, par décision motivée, réduire ou porter à zéro le taux du versement, sur les périmètres des établissements publics de coopération intercommunale qui le composent, selon un critère qu'il détermine à partir de la densité de la population et du potentiel fiscal défini à l'article L. 2334-4 du présent code. La réduction du taux est en rapport avec l'écart constaté, en se fondant sur ce critère, entre les différents périmètres des établissements composant le syndicat.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services ».

**OBJET**

Créés par la loi SRU, les syndicats mixtes mentionnés à l'article 1231-10 du code des transports sont un outil de coopération entre autorités organisatrices de la mobilité à l'échelle d'un territoire et de développement de l'intermodalité. Le législateur a doté ce syndicat d'une ressource dédiée, le versement mobilité additionnel, pour financer ses activités de coordination des services, de mise en place de système d'information voyageurs et de tarification ou de billettique intégrées. Or, depuis la loi SRU, l'organisation de la compétence mobilité a évolué : il est donc nécessaire d'adapter cet outil de coordination entre AOM aux besoins de mobilité des territoires.



Le présent amendement vise donc à faire évoluer le périmètre de perception du versement mobilité additionnel à l'échelle des EPCI composant le syndicat. De même, au regard des enjeux financiers pour développer l'intermodalité entre les territoires urbains, périurbains et ruraux, il est également proposé d'accentuer son caractère additionnel en faisant évoluer les modalités de cumul entre le versement mobilité et le versement mobilité additionnel. Son taux est diminué de 0,5% à 0,3% en raison d'une assiette de perception plus large.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. DHERSIN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article L. 2333-32 du code général des collectivités territoriales est ainsi rétabli :

« Art. L. 2333-32. – Il peut être institué un prélèvement complémentaire de 200 % à la taxe de séjour ou à la taxe de séjour forfaitaire perçue par les communes.

« Ce prélèvement additionnel est établi et recouvré selon les mêmes modalités que la taxe à laquelle elle s'ajoute. Lorsque son produit est perçu par une commune ou par un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, les montants correspondants sont reversés à l'autorité organisatrice de la mobilité au sens l'article L. 1231-1 du code des transports. »

**OBJET**

Pour financer le « choc d'offre » des transports publics tant attendu par les usagers et indispensable à la transition écologique, cet amendement vise à créer un prélèvement additionnel, facultatif, à la taxe de séjour, dont le produit sera affecté aux autorités organisatrices de la mobilité (AOM).

La qualité de l'offre présentée par les professionnels du tourisme et l'attractivité de notre pays en font une destination touristique prisée.

Les visiteurs et touristes sont de plus en plus fréquemment les utilisateurs des réseaux de transports en commun et ils ne contribuent à leur financement que par le biais du tarif du titre de transport, alors que les usagers résidents financent via la tarification et l'impôt.

Il s'agit d'équilibrer cette situation en permettant aux collectivités qui le souhaitent de créer un prélèvement additionnel à la taxe de séjour. Le produit de ce prélèvement serait affecté à l'AOM compétente territorialement.

L'entrée en vigueur de cette mesure en 2024 pourra permettre aux collectivités intéressées, après concertation avec les professionnels du secteur, de décider de l'instauration de ce nouveau prélèvement à partir de l'année suivante.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CHASSEING, Mme Laure DARCOS, MM. MÉDEVIELLE, WATTEBLED et BRAULT, Mme LERMYTTE, M. Alain MARC, Mme PAOLI-GAGIN, M. CAPUS, Mme VERMEILLET, MM. Henri LEROY et SAURY, Mme Pauline MARTIN, MM. LEVI, HOUPERT, HENNO, LONGEOT et FOUASSIN et Mme JACQUEMET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS**

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 199 novovicies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° La seconde phrase des 1° et 2° du VI est supprimée ;

2° La seconde phrase des 1° et 2° du A du VII bis est supprimée ;

3° La seconde phrase des 1° et 2° du E du VIII est supprimée ;

4° La seconde phrase des a et b du 3° du XII est supprimée.

II. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 168 de la loi de finances pour 2021 a prorogé de trois ans l'avantage fiscal lié au dispositif Pinel tout en en réduisant progressivement le taux. Il s'agissait, selon l'exposé des motifs, de mettre en place une « transition vers un dispositif plus efficient ».

Mais l'effondrement actuel des ventes de logements (en glissement annuel sur le premier semestre 2023, -38% dans l'individuel diffus et -33 % dans le collectif), sans compter les agréments HLM qui plafonnent à 95 000 unités par an depuis 2021 (contre 110 000 à 120 000 les années précédentes), sont générateurs d'une inévitable crise du logement.

Cette baisse des ventes bloque l'alimentation en neuf du segment du locatif privé détenu par des bailleurs personnes physiques. Or, lui seul permet le maintien en volume du parc, d'autant que les

investisseurs institutionnels s'en retirent à nouveau. Ces ménages bailleurs s'avèrent, au surplus, très sensibles aux dispositifs fiscaux de soutien. La suppression d'un dispositif puissant (Périsol, Robien, Scellier) ou son rabotage (Pinel) se traduisent systématiquement par une chute des ventes, de moitié en ordre de grandeur.

Par ailleurs, les difficultés d'accès au crédit immobilier que subissent les acquéreurs, ralentissent la vente des logements éligibles, réduisant d'autant le nombre logements à loyer abordable destinés à la location dans les zones tendues.

L'objet de ce présent amendement est d'accroître l'offre de logements locatifs sous plafonds de loyer et de ressources, dans ce contexte de chute de l'accès à la propriété, en aménageant le dispositif Pinel pour le rendre plus attractif avant sa disparition programmée au 31 décembre 2024.

Ainsi, il est proposé de maintenir les taux de réduction d'impôt tels que prévus en 2022 sur les années 2023 et 2024, date à laquelle le dispositif Pinel prend fin.

Un tel délai permettrait de relancer à la fois la construction neuve et le logement locatif à loyers maîtrisés.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CHASSEING, Mme Laure DARCOS, MM. MÉDEVIELLE, WATTEBLED et BRAULT, Mme LERMYTTE, M. Alain MARC, Mme PAOLI-GAGIN, M. CAPUS, Mme VERMEILLET, MM. Henri LEROY et SAURY, Mme Pauline MARTIN, MM. LEVI, HOUPERT, HENNO, LONGEOT et FOUASSIN et Mme JACQUEMET

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5**

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le c du 2 du I de l'article 27 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

«(...) De l'acquisition et de la pose de matériaux d'isolation thermique des parois vitrées et des protections solaires mobiles ; ».

II. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La loi de finances pour 2023 a rétabli le crédit d'impôt en faveur de la rénovation énergétique des locaux tertiaires des PME disparu fin 2021, après six mois d'existence compte tenu du délai de publication des textes réglementaires associés.

Ce crédit d'impôt vise certaines dépenses concernant l'isolation des parois opaques, le chauffage et la ventilation. On ne peut que se féliciter d'un tel dispositif pour des PME qui, par ailleurs, ne disposent d'aucune aide de l'État en faveur de la rénovation énergétique de leurs locaux tertiaires.

Pour autant, à la lecture du détail des équipements, matériels ou matériaux éligibles, il est à noter l'absence des menuiseries extérieures. Or, l'intérêt du remplacement des fenêtres, le cas échéant associé à des protections solaires mobiles, est déjà démontré pour atteindre la sobriété énergétique des bâtiments. Il permet d'isoler une grande partie de l'enveloppe extérieure du bâtiment et offre des apports de chaleur gratuite grâce aux apports solaires en hiver.



Par ailleurs, dans certains bâtiments tertiaires (type « façade rideaux »), les parois vitrées représentent la quasi-totalité de la surface des parois verticales. Et, après avoir vécu plusieurs épisodes de canicule, il est maintenant indispensable de maîtriser les températures intérieures et limiter les apports solaires en été. L'efficacité de ces bâtiments peut être améliorée par l'installation de protections solaires qui limitent l'entrée du froid et les déperditions thermiques en hiver, permettent de maîtriser les apports solaires en été et le recours à la climatisation.

Aussi, afin de donner à cette mesure une efficacité et une cohérence maximum, cet amendement vise à intégrer dans la base du crédit d'impôt l'acquisition et la pose de matériaux d'isolation thermique des parois vitrées et des protections solaires mobiles ; étant précisé que son plafonnement est de nature à limiter l'impact de la dépense fiscale.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CHASSEING, Mme Laure DARCOS, MM. CHEVALIER, MÉDEVIELLE, WATTEBLED, BRAULT et Vincent LOUAULT, Mme LERMYTTE, M. Alain MARC, Mme PAOLI-GAGIN, M. CAPUS, Mme VERMEILLET, MM. Henri LEROY et SAURY, Mme Pauline MARTIN, MM. LEVI, HOUPERT, HENNO, LONGEOT et FOUASSIN et Mme JACQUEMET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

## I. - Alinéas 2 à 6

Supprimer ces alinéas.

## II. - Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

L'article 6 du PLF pour 2024 prévoit de recentrer le dispositif du PTZ dans le neuf aux seules zones tendues du territoire et pour les immeubles collectifs exclusivement. Ainsi, dans les zones B2 et C, le PTZ ne serait plus accessible qu'aux seules acquisitions de biens immobiliers dans l'ancien.

Alors que les ventes de logements neufs s'effondrent (-38 % des ventes dans l'individuel diffus entre les premiers semestres 2022 et 2023) et que les conditions de crédit ne cessent de se dégrader, cette amputation du PTZ conduira à une aggravation certaine de la crise du logement neuf.

En effet, l'hyper-recentrage envisagé exclut les deux-tiers des opérations financées jusqu'alors grâce à cette aide ainsi que plus de 90 % des communes en France.

Hors « zones tendues », le projet du Gouvernement condamne donc les plus jeunes et les foyers aux ressources modestes dans leur parcours résidentiel. Pour ces Français les plus modestes, l'accession à la propriété deviendrait un horizon impossible.

Par ailleurs, cet arbitrage budgétaire ne serait pas sans effet pour les nombreuses TPE/PME du Bâtiment et leurs effectifs salariés : la production de logements neufs représente près de la moitié de l'activité de la Profession du Bâtiment. Les marchés de rénovation-réhabilitation ne sauraient à eux seuls pallier cet effondrement de la production du neuf déjà constaté partout en France.

Enfin, une telle décision représenterait une perte nette pour le budget de la Nation puisque chaque opération de PTZ rapporte, en solde net, 35 000 euros au budget de l'Etat.

Il serait donc incompréhensible que ce projet de loi de finances 2024 acte la disparition d'un produit utile aux ménages et bien maîtrisé surtout dans une période où l'inflation et les problèmes de pouvoir d'achat sont appelés à perdurer.

Cet amendement vise donc à rétablir le PTZ dans le neuf collectif et individuel sur l'ensemble de notre territoire. Ce retour doit être assorti de deux mesures complémentaires importantes, à savoir le retour à une quotité de 40 % pour toutes les zones, en neuf comme dans l'ancien avec travaux et la réactualisation des barèmes pour tenir compte des évolutions de salaires et de prix de l'immobilier intervenues depuis 2016.





## AM E N D E M E N T

présenté par

M. CHASSEING, Mme Laure DARCOS, MM. CHEVALIER, MÉDEVIELLE, WATTEBLED et BRAULT, Mme LERMYTTE, M. Alain MARC, Mme PAOLI-GAGIN, M. CAPUS, Mme VERMEILLET, MM. Henri LEROY, LEVI, HOUPERT, HENNO, LONGEOT et FOUASSIN et Mme JACQUEMET

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3

Après l'article 3

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Au 2° de l'article L. 161-22-1 du code de la sécurité sociale, après la référence : « L. 653-7 », la fin de cet alinéa est supprimée.

### OBJET

Cet amendement vise à corriger une incohérence qui permet à des salariés ayant pris leur retraite de reprendre un emploi dans toute entreprise exceptée la dernière qui l'a employée, c'est-à-dire celle qu'il connaît le mieux et qui l'a formé.

Supprimer le délai de 6 mois imposé jusqu'ici par la loi pour réintégrer sa dernière entreprise employeuse permettrait de faciliter la vie du néo-pensionné souhaitant initier un cumul emploi-retraite et ouvrirait la possibilité pour l'employeur de ne pas voir partir à la concurrence un potentiel salarié dans la formation duquel il a investi.





## AM E N D E M E N T

présenté par

M. CHASSEING, Mme Laure DARCOS, MM. CHEVALIER, MÉDEVIELLE, WATTEBLED, BRAULT et Vincent LOUAULT, Mme LERMYTTE, M. Alain MARC, Mme PAOLI-GAGIN, M. CAPUS, Mme VERMEILLET, MM. Henri LEROY, LEVI, HOUPERT, HENNO et LONGEOT et Mme JACQUEMET

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3

Après l'article 3

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Au 2° de l'article L. 161-22-1 du code de la sécurité sociale, le mot : « six » est remplacé par le mot : « trois ».

### OBJET

Cet amendement de repli vise à corriger une incohérence qui permet à des salariés ayant pris leur retraite de reprendre un emploi dans toute entreprise exceptée la dernière qui l'a employée, c'est-à-dire celle qu'il connaît le mieux et qui l'a formé.

Limiter le délai de 6 mois imposé jusqu'ici par la loi à trois mois pour réintégrer sa dernière entreprise employeuse permettrait de faciliter la vie du néo-pensionné souhaitant initier un cumul emploi-retraite et limiterait le risque pour l'employeur de voir partir à la concurrence un potentiel salarié dans la formation duquel il a investi.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CHASSEING, Mme Laure DARCOS, MM. CHEVALIER, MÉDEVIELLE, WATTEBLED, BRAULT et Vincent LOUAULT, Mme LERMYTTE, M. Alain MARC, Mme PAOLI-GAGIN, M. CAPUS, Mme VERMEILLET, MM. Henri LEROY, LEVI, HOUPERT, HENNO, LONGEOT et FOUASSIN et Mme JACQUEMET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

I. – Après l’alinéa 48

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

- après le g du 1° du 2, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ... ) Travaux d’installation d’équipements produisant de l’électricité utilisant l’énergie radiative du soleil d’une puissance inférieure ou égale à 9 kilowatt-crête. » ;

II. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – Le présent article ne s’applique qu’aux sommes venant en déduction de l’impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

Cet amendement vise à ouvrir le dispositif d’éco-PTZ aux travaux permettant l’installation d’équipements d’autoconsommation.

Le développement de solutions d’autoconsommation accessibles aux ménages les plus modestes peut constituer un levier de réduction de leur facture importante et durable, tout en permettant d’engager les bénéficiaires dans la maîtrise de leur consommation en leur donnant les moyens de la suivre et de la piloter. Afin d’accélérer le décollage de l’autoconsommation photovoltaïque individuelle en France, il est nécessaire de renforcer son soutien.

Il existe aujourd’hui deux aides complexes pour favoriser l’installation de solution d’autoconsommation : une aide à l’investissement versée en 5 annuités ainsi qu’une aide à la vente de surplus versée sur 20 ans. Cependant, aucune de ces aides ne permet de couvrir le coût d’acquisition d’une installation solaire en autoconsommation dont le prix peut osciller en maison individuelle entre 6 000 et 20 000€ en fonction de la puissance. Si pour la rénovation énergétique d’un logement, MaPrimeRénov’ peut couvrir jusqu’à 90% du coût des travaux, la prime à l’investissement versée en 5 annuités ne couvre que 10% du prix de l’installation photovoltaïque. Ces dispositifs ne sont donc

pas suffisants en tant que tel, et l'éco-PTZ se présente comme une solution nécessaire pour aider les particuliers à installer ce type d'équipement onéreux et permettre le développement de l'autoconsommation solaire en France.

Dans le cadre d'une rénovation, l'intégration d'un système d'autoconsommation permettra aux bâtiments de réduire leurs besoins extérieurs en énergie et aux ménages de prendre en main la maîtrise de leur consommation. Afin d'aider les particuliers, notamment les plus modestes, dans le financement de leur installation d'autoconsommation résidentielle, il est essentiel que des solutions bancaires attractives leur soient proposées.

Si les installations d'autoconsommation bénéficient aujourd'hui de soutien financier, il est opportun et nécessaire de leur ouvrir l'éco-PTZ. Cette ouverture ne constituera pas une aide venant s'ajouter aux dispositifs existants mais bien une mesure d'avancement du reste à charge, qui permettra de faciliter le développement des installations d'autoconsommation, à l'heure où la France est encore en retard sur ses objectifs climatiques.

Cet amendement permet donc de tirer les conclusions du Secrétariat général à la planification écologique qui a récemment appelé dans son document de planification pour l'énergie à « renforcer les incitations à l'autoconsommation », afin de créer les conditions de ce renforcement et soutenir les Français se tournant vers l'autoconsommation solaire résidentielle grâce à l'éco-PTZ



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CHASSEING, Mme Laure DARCOS, MM. CHEVALIER, MÉDEVIELLE, WATTEBLED et BRAULT, Mme LERMYTTE, M. Alain MARC, Mme PAOLI-GAGIN, M. CAPUS, Mme VERMEILLET, MM. Henri LEROY, LEVI, HOUPERT, HENNO, LONGEOT et FOUASSIN et Mme JACQUEMET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 278-0 bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« .... La livraison et l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil d'une puissance inférieure ou égale à 9 kWc. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à fixer un taux de TVA réduit à 5,5% sur la fourniture et la pose des installations d'autoconsommation jusqu'à 9 kWc.

L'article 279-0 bis du code général des impôts prévoit un taux de TVA de 10 % pour les installations solaires dont la puissance n'excède pas 3 kW quand celle dont la puissance est située au-delà sont assujetties à un taux de 20%. Le niveau de fiscalité contribue à une sous-exploitation du gisement et freine l'essor du photovoltaïque résidentiel dans le mix électrique français et ne lui permet pas de contribuer pleinement à l'atteinte de nos objectifs fixés par la stratégie énergie-climat.

L'Union européenne, à travers la récente révision de la directive TVA permet désormais aux Etats membres d'appliquer un taux réduit voire très réduits de TVA « sur la livraison et l'installation de panneaux solaires sur des logements privés, des logements et des bâtiments, publics et autres, utilisés pour des activités d'intérêt général, et à proximité immédiate de ceux-ci », ainsi que plus globalement ceux qui favorisent les transitions environnementale et numérique. Cette possibilité offerte depuis peu aux Etats membres a pour objectif de soutenir la transition vers les énergies renouvelables et de favoriser l'autosuffisance énergétique de l'Union européenne, notamment visée par le récent plan REPowerEU.

Cette diminution de notre fiscalité sur le solaire résidentiel répond à un triple enjeu :

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

- La baisse du coût d'une technologie qui permet de protéger les consommateurs face aux incertitudes liées à la fluctuation des prix de l'énergie ;
- Un amortissement du renchérissement du prix des panneaux solaires du fait de la crise des matériaux ;
- L'optimisation des usages dans le résidentiel qui accompagne l'autoconsommation photovoltaïque.

Par ailleurs, cette proposition de réduction de TVA, s'inscrit dans un contexte budgétaire où l'autoconsommation solaire résidentielle est très peu soutenue puisque la prime à l'investissement dédié, et versée en cinq fois, ne représente au maximum que 10% du coûts des panneaux solaires.

Enfin, l'application d'un taux de TVA réduit à 5,5% permet de supprimer le seuil de 3 kWc qui ne correspond plus à la réalité du marché en raison de l'augmentation de la productivité des installations photovoltaïques mais également au regard du développement des outils de stockage et de pilotage de la consommation électrique. Cela mettra fin à un effet de seuil, incitant les particuliers à sous-dimensionner leurs installations et ainsi limiter l'installation de nouvelles capacités de production solaire.

Cet amendement tire donc les conclusions du SGPE pour créer les conditions de ce renforcement et soutenir les Français se tournant vers l'autoconsommation solaire résidentielle grâce à un taux de TVA réduit à 5,5% pour les installations jusqu'à 9 kWc.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CHASSEING, Mme Laure DARCOS, MM. MÉDEVIELLE, WATTEBLED et BRAULT,  
Mme LERMYTTE, M. Alain MARC, Mme PAOLI-GAGIN, M. CAPUS, Mme VERMEILLET, MM. Henri  
LEROY, LEVI, HOUPERT, HENNO, LONGEOT et FOUASSIN et Mme JACQUEMET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le 12° de l'article 1382 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au début, le mot : « Les » est remplacé par les mots : « Toutes les » ;

2° Sont ajoutés les mots : « y compris les structures porteuses des ombrières utilisant l'énergie solaire photovoltaïque ».

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Cet amendement vise à clarifier et à harmoniser l'exonération des structures porteuses des ombrières utilisant l'énergie solaire photovoltaïque de la Taxe Foncière sur les Propriété Bâties (TFPB) et de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) afin d'accélérer la production d'énergie renouvelable en particulier d'origine solaire, et ce afin d'atteindre les objectifs portés par la programmation pluriannuelle de l'énergie.

Le champ d'application et les règles d'exonération de la TFPB sont aujourd'hui interprétés de manière divergente sur le territoire national par les services fiscaux, de sorte que, pour deux installations photovoltaïques en ombrières de parcs de stationnement de même nature et caractéristiques situées dans deux départements différents, la taxe foncière peut être jusqu'à 100 fois plus élevée pour l'une que pour l'autre. Cette différence de traitement met en danger l'équilibre économique de certaines centrales en ombrières déjà installées et compromet le développement de cette typologie de projet, alors même que les lois climat et résilience, et plus récemment d'accélération de la production d'ENR du 10 mars 2023, renforcent les obligations d'installer des ombrières sur les parcs de stationnement de plus de 500 m<sup>2</sup>.



A ce titre, il n'est pas contesté que les structures sur lesquelles les panneaux photovoltaïques sont fixés soient imposables à la TFPB, dès lors qu'elles sont fixées au sol à perpétuelle demeure et qu'elles présentent le caractère de véritables bâtiments ou d'ouvrages en maçonnerie, c'est-à-dire de véritables constructions. En revanche, certains services fiscaux considèrent que les structures porteuses des ombrières photovoltaïques entrent dans le champ d'application de la TFPB alors que ces structures sont boulonnées au sol et ne sont donc pas fixées à perpétuelle demeure, notamment en tant qu'elles seraient des « ouvrages servant de support aux moyens matériels d'exploitation ». De plus, ils écartent à leur égard l'exonération bénéficiant aux « immobilisations destinées à la production d'électricité d'origine photovoltaïque » à la TFPB.

Ces services fiscaux justifient cette position par le fait que les structures porteuses des ombrières de parking ne sont pas destinées directement (ou exclusivement) à la production d'électricité d'origine photovoltaïque puisqu'elles peuvent être considérées comme étant destinées à être des abris pour les véhicules garés en dessous.

Cette interprétation ne peut être utilement contestée dès lors que le champ d'application de cette exonération n'a pas été clairement précisé lors de l'introduction de ces dispositions par l'article 107 de la loi n°2008-1443 du 30 décembre de finances rectificative pour 2008.

Pourtant, le contexte jurisprudentiel est globalement favorable à une exonération de TFPB pour ces structures porteuses. La jurisprudence du Conseil d'Etat a en effet pu clarifier le champ d'application de l'article 1382, 12° du CGI.

Le présent amendement permet de clairement exonérer les structures porteuses des ombrières utilisant l'énergie solaire photovoltaïque de la TFPB et de la CFE. Celles-ci doivent bénéficier, sans contestation possible, de l'exonération prévue pour les « immobilisations destinées à la production d'électricité d'origine photovoltaïque » énoncée au 12° de l'article 1382 du CGI, y compris si elles sont qualifiées comme des « ouvrages servant de support aux moyens matériels d'exploitation » mentionnés au 1° de l'article 1381 du même code.

Cet amendement a pour objet que le Gouvernement précise les règles permettant de supprimer la taxe foncière sur ces ombrières, comme annoncé par le Rapporteur général de la Commission des Finances de l'Assemblée nationale.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CHASSEING, Mme Laure DARCOS, MM. MÉDEVIELLE, WATTEBLED et BRAULT, Mme LERMYTTE, M. Alain MARC, Mme PAOLI-GAGIN, M. CAPUS, Mme VERMEILLET, MM. Henri LEROY, LEVI, HOUPERT, HENNO et LONGEOT et Mme JACQUEMET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Chaque année, en annexe au projet de loi de finances, le Gouvernement remet au Parlement un rapport sur la politique de l'économie sociale et solidaire. Celui-ci présente et rassemble l'ensemble des moyens dédiés à la politique de l'économie sociale, solidaire et responsable de l'État et des collectivités territoriales.

**OBJET**

L'Économie sociale et solidaire (ESS) regroupe les associations, fondations, mutuelles, coopératives et sociétés commerciales de l'ESS. Ce mode d'entreprendre dont les entreprises et organisations ont des principes de gestion communs (gouvernance démocratique et non lucrativité ou lucrativité limitée) définis par l'article 1 de la loi 2014 sur l'ESS, représente 2,6 millions d'emplois répartis dans tous les secteurs de l'économie, dans tous les territoires, soit 14% de l'emploi privé.

Les activités menées par l'ESS répondent aux besoins sociaux de la population, et jouent un rôle essentiel dans le quotidien des française et français (activité de solidarité, d'éducation populaire, culturelle, d'assurance, commerciales...). De plus l'ESS est très mobilisée dans les filières dites « d'avenir », qui sont en première ligne dans la perspective d'une transition écologique. L'ESS représente donc une vision de l'économie plus respectueuse des personnes et plus sobre pour les ressources naturelles.

Pourtant, la stagnation et la faiblesse des moyens dédiés par l'Etat au développement transversal de l'ESS dans le programme 305 du budget de l'État (19,2 millions d'euros), dans un contexte d'inflation qui fragilise durement les modèles de l'ESS, ne sont pas à la hauteur des potentialités de ce mode d'entreprendre. Contrairement à l'économie conventionnelle, l'ESS n'a pas bénéficié ces dernières années d'une politique publique ambitieuse dédiée au développement de ses entreprises et organisations.

Cet amendement vise à ce que le gouvernement publie un document de politique transversale sur l'ESS, une annexe dite « orange budgétaire », qui permettrait d'établir une vision plus claire des moyens déployés par l'Etat pour l'ESS. Un tel document constituerait certainement un premier pas très utile pour établir une authentique stratégie de développement de l'ESS.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CHASSEING, Mme Laure DARCOS, MM. MÉDEVIELLE, WATTEBLED et BRAULT,  
Mme LERMYTTE, M. Alain MARC, Mme PAOLI-GAGIN, M. CAPUS, Mme VERMEILLET, MM. Henri  
LEROY, LEVI, HOUPERT, HENNO, LONGEOT et FOUASSIN et Mme JACQUEMET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au 1° du II de l'article 1408 du code général des impôts, les mots : « I et II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles » sont remplacés par les mots : « I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles et à l'article L. 6161-5 du code de la santé publique ».

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Lors de l'examen du projet de loi de finances pour 2020, le Sénat avait adopté au 91ème alinéa de l'article 5 l'alignement de l'exonération de la taxe d'habitation pour les établissements sanitaires, sociaux et médico- sociaux privés non lucratifs, à l'image de celle dont bénéficient déjà les structures de secteur public assurant les mêmes missions, avec les mêmes modalités de financements de leurs charges, dont la taxe d'habitation en l'état.

En effet, rien ne justifie cette différence de traitement qui impacte également les usagers et leurs proches s'agissant des obligations auxquelles ils peuvent être soumis de concourir, notamment pour le coût de l'hébergement, au regard des règles relatives à l'aide sociale de l'Etat ou des conseils départementaux.

A l'écoute de cette demande légitime, le Gouvernement et l'Assemblée Nationale ont consenti en seconde lecture - avec l'amendement 1204 du Gouvernement - à l'exonération de la taxe d'habitation.

Toutefois à ce stade, cette exonération ne concerne que les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) privés non lucratifs.

Il convient aujourd'hui de faire bénéficier cette même mesure d'exonération aux établissements de santé d'intérêt collectif et aux établissements et services sociaux, médico-sociaux d'intérêt général, que le Sénat avait décidé d'exonérer dans leur globalité, à l'image de l'exonération des structures publiques.

Tel est l'objet du présent amendement, qui étend le périmètre concerné et apporte le gage nécessaire à cette extension.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SZCZUREK, HOCHART et DUROX

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 TERTRICIES**

Après l'article 5 tertricies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 117 quater est ainsi modifié :

a) Le I est ainsi modifié :

– le premier alinéa du 1 est complété par les mots : « , sous réserve des dispositions du 1° bis » ;

– il est ajouté un 1 bis ainsi rédigé :

« 1 bis. Les personnes physiques fiscalement domiciliées en France au sens de l'article 4 B qui bénéficient de revenus distribués mentionnés aux articles 108 à 117 bis par les sociétés redevables de l'impôt sur les sociétés qui réalisent un chiffre d'affaires de plus de 750 000 000 € et dont la somme des revenus distribués mentionnés aux articles 108 à 117 bis et des rachats par la société émettrice de ses propres titres au sens du 6 du II de l'article 150-0 A au titre de l'année 2023 et de l'année 2024 est supérieur à 1,20 fois la moyenne des revenus distribués et de ces rachats annuels entre 2018 et 2022 sont assujetties pour la part excédant 1,20 fois la moyenne des revenus distribués et des rachats annuels à un prélèvement au taux de 17,8 %.

« Sont exclues du calcul mentionné au premier alinéa du présent 1 bis de la moyenne de la somme des revenus distribués et des rachats d'actions les années où cette somme est inférieure à trente points de pourcentage du résultat net de la société considérée.

« Toutefois, les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année, tel que défini au 1° du IV de l'article 1417, est inférieur à 50 000 € pour les contribuables célibataires, divorcés ou veufs et à 75 000 € pour les contribuables soumis à une imposition commune peuvent demander à être dispensées de ce prélèvement dans les conditions prévues à l'article 242 quater. » ;

– au premier alinéa du 2, les mots : « au 1 » sont remplacés par les mots : « aux 1 et 1 bis » ;

b) À la première phrase du 1 du III, après la première occurrence de la référence : « 1 », sont insérés les mots : « et au premier alinéa du 1 bis » ;

2° Après le 2° ter de l'article 200 A, il est inséré un 2° ... ainsi rédigé :

Nb : La rectification consiste en un changement de place de l'article additionnel après l'article 3 vers l'article additionnel après l'article 5 tertricies.

« 2° ... Par dérogation au B du présent 1, le gain net au sens du 6 du II de l'article 150-0 A du présent code retiré par le bénéficiaire lors d'un rachat par une société émettrice de ses propres titres redevables de l'impôt sur les sociétés qui réalisent un chiffre d'affaires de plus de 750 000 000 € et dont la somme des revenus distribués mentionnés aux articles 108 à 117 bis et des rachats par la société émettrice de ses propres titres au sens du 6 du II de l'article 150-0 A au titre des années 2023 et 2024 est supérieur à 1,20 fois la moyenne des revenus distribués et de ces rachats annuels entre 2018 et 2022 sont assujetties pour la part excédant 1,20 fois la moyenne des revenus distribués et des rachats annuels à un prélèvement au taux de 17,8 %.

« Sont exclues du calcul mentionné à l'alinéa précédent de la moyenne de la somme des revenus distribués et des rachats d'actions les années où cette somme est inférieure à trente points de pourcentage du résultat net de la société considérée. » ;

3° Le I de l'article 216 est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Par dérogation au deuxième alinéa du présent I, la quote-part de frais et charges prévue au présent I est fixée pour les produits, crédit d'impôt compris, de participations perçus à raison d'une participation dans une société soumise à l'impôt sur les sociétés qui réalise un chiffre d'affaires de plus de 750 000 000 € et dont la somme des revenus distribués mentionnés aux articles 108 à 117 bis et des rachats par la société émettrice de ses propres titres au sens du 6 du II de l'article 150-0 A au titre des années 2023 et 2024 est supérieur à 1,20 fois la moyenne des revenus distribués et de ces rachats annuels entre 2018 et 2022 pour la part excédant 1,20 fois la moyenne à 10 %.

« Sont exclues du calcul mentionné à l'avant-dernier alinéa de la moyenne de la somme des revenus distribués et des rachats d'actions les années où cette somme est inférieure à trente points de pourcentage du résultat net de la société considérée. »

### **OBJET**

Le présent amendement propose d'imposer davantage les détenteurs de participations dans des entreprises qui distribuent des dividendes supérieurs de 20 % à la moyenne des années 2017 à 2021.

Cet amendement sur les superdividendes s'inspire donc de la rédaction retenue au Sénat, suite à l'adoption d'un amendement semblable au PLF 2023.

La présente proposition fixe le seuil de déclenchement à 750 000 000 € de chiffre d'affaires annuel.





DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, 128, 132)

N°	I-587
----	-------

20 NOVEMBRE 2023

**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SZCZUREK, DUROX et HOCHART

C	
G	

ARTICLE 12

Supprimer cet article.

**OBJET**

L'augmentation des taxes sur le GNR est inacceptable.

Ces carburants sont utilisés, pour leur travail, par les agriculteurs, les pêcheurs et le secteur du BTP.

Alors que nous sommes encore en hyperinflation sur l'alimentation, que les pêcheurs crient au secours et que les secteurs de la construction s'enfoncent dans une crise dramatique, le Gouvernement choisit d'obéir à la Commission Européenne et de se soumettre au dogme de l'écologie punitive.





## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. SZCZUREK, DUROX et HOCHART

C	
G	

### ARTICLE 24

I. – Alinéa 2

Remplacer le montant :

27 145 046 362 €

par le montant :

28 450 660 698 €

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Le présent amendement propose d'indexer la DGF sur l'inflation, avec rattrapage d'indexation pour l'année 2023.

L'augmentation de 220 millions d'euros proposée par le Gouvernement pour 2024 représente une baisse de la DGF en euros constants, insuffisante pour permettre aux collectivités de faire face aux augmentations de leurs coûts à raison de l'inflation (achats, énergie, hausse du point d'indice des fonctionnaires territoriaux).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SZCZUREK, HOCHART et DUROX

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNDECIES**

Après l'article 3 undecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 200 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le b du 1 est complété par une phrase ainsi rédigée : « Le bénéfice de la réduction d'impôt est exclu pour les dons aux associations dont les adhérents sont reconnus coupables d'actes d'intrusion ou de dégradations sur les installations nucléaires ou d'actes de violence vis-à-vis de professionnels. » ;

2° Le premier alinéa du 5 est complété par deux phrases ainsi rédigées : « Les associations dont les adhérents sont reconnus coupables d'actes d'intrusion ou de dégradations sur les installations nucléaires ou d'actes de violence vis-à-vis de professionnels ne peuvent délivrer les pièces justificatives susmentionnées. L'absence de respect de cette interdiction entraîne l'application de l'amende mentionnée à l'article 1740 A. »

**OBJET**

Depuis plus d'un an, des associations se revendiquant de l'action écologiste radicalisent leurs modes d'action, en s'attaquant à des propriétés et des installations agricoles, en s'attaquant à des œuvres d'art ou par des dégradations de biens publics.

Les actions visant les installations nucléaires sont, elles, historiquement plus ancrées dans le registre des actions militantes de certaines associations se revendiquant de l'écologie. Il est à craindre, dans le contexte des débats sur l'avenir énergétique de la France, une recrudescence de ce type d'actions.

Ce mode d'action, délictueux, fait rarement l'objet de poursuites judiciaires.

Or, ces associations sont financées par des dons et bénéficient par conséquent de la réduction d'impôt de l'article 200 du code général des impôts. C'est pourquoi, cet amendement a pour objet d'exclure du bénéfice de la réduction d'impôt de l'article 200 du code général des impôts les dons aux associations dont les adhérents sont reconnus coupables d'actes d'intrusion sur des installations nucléaires et/ou de violence vis à vis des professionnels. Il propose en outre d'interdire à ces mêmes associations de délivrer des reçus fiscaux, nécessaires pour permettre aux contribuables de bénéficier de la réduction d'impôt.







## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. SZCZUREK, DUROX et HOCHART

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3

Après l'article 3

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 81 quater du code général des impôts est ainsi modifié :

1° À la fin du I, les mots : « et dans une limite annuelle égale à 7 500 € » sont supprimés.

2° Le III est abrogé.

II. – Les dispositions du I s'appliquent aux rémunérations versées à raison des heures supplémentaires et complémentaires réalisées à compter du 1<sup>er</sup> août 2023.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Cet amendement prévoit la défiscalisation des heures supplémentaires de l'impôt sur le revenu.

Il prévoit également de supprimer la part patronale des cotisations sociales, sur le modèle de la loi TEPA de 2007, et l'exclusion de l'assiette de la CSG.





N°	I-591
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. SZCZUREK, HOCHART et DUROX

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 OCTIES

Après l'article 5 octies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 209-0 B du code général des impôts est abrogé.

### OBJET

Comme d'autres États européens, la France s'est dotée en 2004 d'un régime d'imposition forfaitaire selon le tonnage des navires, et non des bénéfices réels de la compagnie. Aux termes de l'article 209-0 B du CGI, ce régime s'applique aux entreprises dont le chiffre d'affaires provient pour 75 % au moins de l'exploitation de navires armés au commerce.

Cette mesure de soutien avait pour objectif de défendre les armateurs européens contre la concurrence étrangère. Force est de constater que cet objectif a échoué, le pourcentage de la flotte mondiale battant pavillon européen ayant reculé.

Cet amendement permettrait d'assujettir les compagnies de transport maritime au droit commun de l'impôt sur les sociétés et de mettre un terme à un avantage fiscal injustifié, dans un contexte où les plus grandes d'entre elles ont dégagé des bénéfices que l'on peut qualifier d'exceptionnels.





N°	I-592
----	-------

**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SZCZUREK, DUROX et HOCHART

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 NONIES**

Après l'article 5 nonies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après le 4° du II de l'article 199 ter B du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Les sociétés ainsi que, le cas échéant, leurs filiales et la société mère, qui, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, délocalisent ou transfèrent volontairement à l'étranger une partie ou la totalité de leur activité, impliquant une fermeture ou une forte réduction de l'activité de sites en France et une diminution du nombre d'emplois de l'entreprise en France, remboursent aux organismes de recouvrement le montant de la réduction perçue au titre du présent article au titre des trois exercices précédents et perdent le bénéfice de la réduction définie au présent article pour une durée de trois ans. »

**OBJET**

Le présent amendement vise à obliger les sociétés ayant bénéficié du Crédit d'impôt recherche (CIR) à rembourser le montant octroyé lors des trois précédents exercices fiscaux en cas de délocalisation, perdant également le droit de demander ce crédit d'impôt pour les trois prochains exercices.

La définition retenue pour la notion de délocalisation dans le présent amendement est la suivante : implantation totale ou partielle d'un appareil productif français, à l'exclusion des sociétés qui délocalisent ou transfèrent volontairement à l'étranger une partie ou la totalité de leur activité, impliquant une fermeture ou une forte réduction de l'activité de sites en France, et une diminution du nombre d'emplois de l'entreprise en France.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. SZCZUREK

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 285 quinquies du code des douanes est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa du 3 est complété par une phrase ainsi rédigée : « Cette limite ne s'applique pas au montant fixé pour la redevance perçue lors des importations relevant du 3 bis. » ;

2° Après le 3, il est inséré un 3 bis ainsi rédigé :

« 3 bis. Par dérogation au second alinéa du 3, le montant de la redevance perçue lors de l'importation de bovins vivants soumis aux contrôles à l'importation et lors de l'importation de viande bovine est fixé à 12,20 euros par tonne, avec un minimum de 60,98 euros et un maximum de 914,70 euros par lot. » ;

3° Au 5, le mot : « et » est remplacé par le mot : « à ».

### OBJET

Cet amendement vise à mettre en place une taxation sur les importations de bovins, accrues par l'accord CETA. Il permet ainsi de mettre fin à la concurrence déloyale et néfaste pour nos agriculteurs, ainsi que les risques sur la santé des Français que créent ces importations incontrôlées.

Le CETA supprime les droits de douane entre le Canada et l'Europe sur un panel de produits. Vendu comme une opportunité par les élites mondialistes, ce traité aura des effets positives quasi-nuls sur l'économie du pays. A l'inverse, l'impact négatif sur la filière bovine française sera important.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SZCZUREK, DUROX et HOCHART

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 1517 du code général des impôts, il est inséré un article 1517 ... ainsi rédigé :

« Art. 1517 .... – Pour l'année 2024, les valeurs locatives mentionnées à l'article 1516 du présent code ne peuvent excéder de 2 % le montant des valeurs locatives constaté pour l'année 2023 ».

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Le montant de la taxe foncière est censé refléter la valeur locative cadastrale du correspondant au loyer théorique d'un logement, calculé à partir de la « valeur locative cadastrale du bien ».

Or, depuis 2018, cette valeur locative est basée sur l'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) au mois de novembre précédent l'année d'imposition.

Après une année 2023 ayant vu les bases de taxe foncière exploser à +7 % par ce simple effet mécanique, le présent amendement propose à nouveau cette année de prévoir une augmentation maximale de 2 % du montant des valeurs locatives, soit le niveau du taux habituel d'inflation hors période très inflationniste.





## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. SZCZUREK, HOCHART et DUROX

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

À la première phrase du quatrième alinéa de l'article 1519 B du code général des impôts, le montant : « 19 405 € » est remplacé par le montant : « 38 810 € ».

### OBJET

La mise en service du parc éolien de Saint-Nazaire, composé de 80 éoliennes géantes de 180 mètres, est le premier d'une série de 7 parcs éoliens en mer.

La puissance de production du parc de Saint Nazaire équivaut au sixième de la puissance des deux réacteurs de Fessenheim désormais fermés, à la différence près qu'il s'agit d'une production intermittente.

En tout, un objectif de 40 gigawatts d'éolien offshore, soit environ 50 parcs, est prévu pour 2025.

En plus de leur caractère inesthétique, les parcs éoliens en mer constituent une menace pour les fonds marins. Au regard de leurs multiples désagréments et de leur caractère peu productif par rapport à l'énergie nucléaire, il est proposé de doubler le montant de la taxe sur les éoliennes en mer prévue à l'article 1519 B du code général des impôts.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SZCZUREK, HOCHART et DUROX

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10**

Après l'article 10

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Les contribuables domiciliés en France au sens de l'article 4 B du code général des impôts peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt correspondant à une fraction de surplus de la taxe sur la valeur ajoutée.

Le surplus de la taxe sur la valeur ajoutée mentionné à l'alinéa précédent est égal à la moitié de la différence entre le produit brut de la taxe sur la valeur ajoutée encaissée au profit du budget de l'État en 2023 et le produit brut de la taxe sur la valeur ajoutée encaissée au profit du budget de l'État en 2022.

Le montant de la fraction mentionnée au premier alinéa est déterminé, le 1<sup>er</sup> juillet 2024, par arrêté du ministre chargé du budget, en appliquant un quotient entre le surplus mentionné à l'alinéa précédent et le nombre de Français résidents au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Ce crédit d'impôt vient en réduction de l'impôt sur le revenu dû au titre de l'exercice 2024.

La méthodologie du calcul du produit brut de la taxe sur la valeur ajoutée encaissée au profit du budget de l'État mentionné au deuxième alinéa est déterminée par décret en Conseil d'État.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Depuis deux ans, le budget de l'État a bénéficié d'un surplus de TVA au détriment des ménages.

En 2022, la TVA a rapporté 272 milliards € de recettes brutes, soit +30 Mds € par rapport à 2021, et +60 Mds € par rapport à 2020.

Ce surplus de recettes de TVA est, de l'aveu même de la Cour des comptes, essentiellement lié à l'inflation.

Le présent amendement propose la mise en place d'un crédit d'impôt, en 2024, correspondant à un retour, pour les ménages, du surplus de TVA au profit du budget de l'État constaté en 2023, une fois retranchées les dépenses contraintes du budget de l'État indexées sur l'inflation.







**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. POINTEREAU et BOUCHET, Mme RICHER, MM. COURTIAL, BRISSON, TABAROT, Jean Pierre VOGEL, SOL, Henri LEROY, PANUNZI, BURGOA, Daniel LAURENT et BRUYEN, Mme LASSARADE, MM. LEVI, BELIN, PELLEVAL, Jean-Baptiste BLANC, Pascal MARTIN et GUERET, Mme JOSENDE, M. LEFÈVRE, Mme BELLUROT, M. DARNAUD et Mme BELRHITI

ARTICLE 28

I. – Alinéa 2, dernière colonne, neuvième ligne

Remplacer le montant :

2 347 620 000

par le montant :

2 447 620 000

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

Le Gouvernement prévoit une augmentation du plafond dit "mordant" des Agences de l'eau d'un montant de 150 M€ pour l'année 2024 de sorte à renforcer leur soutien aux collectivités dont les réseaux d'eau potable ont un rendement inférieurs à 50 % ou encore la création d'un fonds hydraulique agricole pour accompagner les agriculteurs face à la nouvelle donne climatique et hydrique.

Cette première augmentation s'inscrit dans l'objectif d'atteindre 2025 une enveloppe de 475 M€ en 2025, comme le prévoit le Plan "EAU" du gouvernement ; soit le montant que les Agences de l'eau ont dû allouer au financement de l'Office Français pour la Biodiversité (OFB).

Cette objectif s'inscrit dans le droit fil des recommandations du rapport sénatorial publié le 11 juillet 2023, portant "*Pour une politique de l'eau ambitieuse, responsable et durable*", afin de renouer avec un principe fondateur, celui de "*l'Eau paye l'Eau*".

Toutefois, eu égard l'urgence qu'il y a à agir pour accompagner les collectivités territoriales dans leurs projets liés à l'eau, il est proposé de modifier la répartition de l'augmentation des 475 M€, de sorte que l'enveloppe inscrite dans le PLF pour 2024 soit abondée de 100 M€.

Répartition du Gouvernement :

PLF 2024 : augmentation de 150 M€ PLF 2025 : augmentation de 325 M€

Total : 475 M€.

Répartition proposée :

PLF 2024 : 250 M€ PLF 2025 : 225 M€

Total : 475 M€



**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

MM. POINTEREAU et BOUCHET, Mme RICHER, MM. COURTIAL, BRISSON, TABAROT, Jean Pierre VOGEL, Henri LEROY, PANUNZI, BURGOA, Daniel LAURENT et BRUYEN, Mme LASSARADE, M. LEVI, Mme ROMAGNY, MM. BELIN, RIETMANN, PERRIN, Pascal MARTIN et GENET, Mme JOSENDE, MM. LEFÈVRE et MAUREY, Mme BELLUROT, M. DARNAUD et Mme BELRHITI

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 8 BIS**

Après l'article 8 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le 19° decies du II de la section V du chapitre I<sup>er</sup> du titre I<sup>er</sup> de la première partie du code général des impôts, il est inséré un 19° ... ainsi rédigé :

« 19° .... – Réduction d'impôt accordée au titre de locaux commerciaux situés dans des zones à revitaliser

« Art. 199.... – I. – A. – Les contribuables qui acquièrent, entre le 1<sup>er</sup> août 2020 et le 31 décembre 2021, alors qu'ils sont domiciliés en France au sens de l'article 4 B, un local commercial neuf ou en l'état futur d'achèvement situé dans une commune relevant du IV bis de l'article 199 novovicies bénéficient d'une réduction d'impôt sur le revenu.

« La réduction d'impôt s'applique, dans les mêmes conditions, à l'associé d'une société non soumise à l'impôt sur les sociétés, autre qu'une société civile de placement immobilier, lorsque l'acquisition du logement est réalisée, alors que l'associé est domicilié en France au sens de l'article 4 B, par l'intermédiaire d'une telle société.

« B. – La réduction d'impôt s'applique également dans les mêmes conditions :

« 1° Au local commercial que le contribuable fait construire et qui fait l'objet d'un dépôt de demande de permis de construire entre le 1<sup>er</sup> août 2020 et le 31 décembre 2021 ;

« 2° Au local commercial que le contribuable acquiert entre le 1<sup>er</sup> août 2020 et le 31 décembre 2021 et qui fait ou qui a fait l'objet de travaux concourant à la production ou à la livraison d'un immeuble neuf au sens du 2° du 2 du I de l'article 257 ;

« 3° Au local commercial que le contribuable acquiert entre le 1<sup>er</sup> août 2020 et le 31 décembre 2022 et qui fait ou qui a fait l'objet de travaux d'amélioration définis par décret. Le montant des travaux, facturés par une entreprise, doit représenter au moins 25 % du coût total de l'opération.

« C. – L'achèvement du local doit intervenir dans les trente mois qui suivent la date de la signature de l'acte authentique d'acquisition, dans le cas d'un local acquis en l'état futur d'achèvement, ou la date de l'obtention du permis de construire, dans le cas d'un local que le contribuable fait construire.

« Pour les locaux qui font l'objet des travaux mentionnés aux 2° et 3° du B du présent I après l'acquisition par le contribuable, l'achèvement de ces travaux doit intervenir au plus tard le 31 décembre de la deuxième année qui suit celle de l'acquisition du local concerné.

« Pour les locaux qui ont fait l'objet des travaux mentionnés aux mêmes 2° et 3° avant l'acquisition par le contribuable, la réduction d'impôt s'applique aux locaux qui n'ont pas été utilisés ou occupés à quelque titre que ce soit depuis l'achèvement des travaux.

« D. La réduction d'impôt n'est pas applicable aux immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques ou ayant reçu le label délivré par la Fondation du patrimoine, mentionnés au premier alinéa du 3° du I de l'article 156.

« E. – Un contribuable ne peut, pour un même local, bénéficier à la fois des réductions d'impôt prévues aux articles 199 undecies B et 199 tervicies et de la réduction d'impôt prévue au présent article.

« F. – Les dépenses de travaux retenues pour le calcul de la réduction d'impôt prévue au présent article ne peuvent faire l'objet d'une déduction pour la détermination des revenus fonciers.

« II. – La réduction d'impôt s'applique aux locaux pour lesquels le contribuable justifie du respect d'un niveau de performance énergétique globale fixé par décret en fonction du type de logement concerné.

« III. – Le montant de la réduction d'impôt est fixé à 18 % du prix d'acquisition du local augmenté du prix des travaux sans pouvoir dépasser la limite de 300 000 € par contribuable et pour une même année d'imposition.

« Lorsque le local est la propriété d'une société non soumise à l'impôt sur les sociétés, autre qu'une société civile de placement immobilier, le contribuable bénéficie de la réduction d'impôt dans la limite de la quote-part du prix mentionné à l'alinéa précédent correspondant à ses droits sur le local concerné.

« La réduction d'impôt est répartie sur neuf années. Elle est accordée au titre de l'année d'achèvement du local, ou de son acquisition si elle est postérieure, et imputée sur l'impôt dû au titre de cette même année, puis sur l'impôt dû au titre de chacune des huit années suivantes à raison d'un neuvième de son montant total au titre de chacune de ces années. En cas de transfert du domicile fiscal du contribuable hors de France durant cette période, la réduction d'impôt s'impute, dans les mêmes conditions, sur l'impôt établi dans les conditions prévues à l'article 197 A, avant imputation des prélèvements ou retenues non libératoires ; elle ne peut pas donner lieu à remboursement.

« La réduction d'impôt obtenue fait, le cas échéant, l'objet d'une reprise au titre de l'année au cours de laquelle il est mis fin à l'exploitation commerciale du local concerné.

« IV. Les locaux commerciaux concernés se situent dans un secteur d'intervention d'une opération de revitalisation de territoire définie au I de l'article L. 303-2 du code de la construction et de l'habitation. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

## **OBJET**

Cet amendement propose d'étendre aux locaux commerciaux des réductions d'impôts prévues en cas de rénovation de logements.

En effet, il est demandé que les propriétaires de locaux commerciaux qui se situent dans un secteur d'intervention d'une opération de revitalisation de territoire (ORT) puissent bénéficier des exonérations et réductions d'impôts locaux pour rénovation de ces locaux, de la même manière que les particuliers en bénéficient lorsqu'ils procèdent à la rénovation d'un bien d'habitation.

En l'espèce, l'amendement étend le dispositif dit « Pinel-Denormandie » (l'article 199 novovicies du CGI), qui prévoit une réduction d'impôts de 12 ou 18 % du prix de revient de diverses dépenses destinées à l'acquisition ou à la rénovation de locaux entre le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et le 31 décembre 2021 ou 2022, que le propriétaire s'engage à louer pour au moins 6 ou 9 ans à titre de résidence principale, aux propriétaires de locaux commerciaux.

L'auteur du présent amendement tient à rappeler qu'une ORT a précisément pour objectif légal de mettre en œuvre d'un projet global de territoire destiné à adapter et moderniser le parc de logements et de locaux commerciaux.

Cet amendement s'inscrit dans le droit fil des recommandations de la mission conjointe de contrôle du Sénat sur la revitalisation des centres-villes et centres-bourgs présentée dans son rapport du 29 septembre 2022.

Par ailleurs, il vient compenser la disparition du Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (Fisac).





## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. HOCHART, DUROX et SZCZUREK

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le B de l'article 278-0 bis du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« .... – Les énergies de première nécessité : le gaz, l'électricité, le fioul et les carburants ; ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Les énergies ne sont pas un produit de consommation ordinaire mais bien des produits de 1<sup>ère</sup> nécessité. Il est donc important de prendre une mesure qui permettra d'agir de façon immédiate, durable et équitable. Par ailleurs, la baisse massive de TVA sur l'énergie, secteur qui provoque l'essentiel de l'inflation importée, va permettre un effet déflationniste profond et durable sur le reste de l'économie, pour peu que l'État garantisse sa stricte répercussion sur les prix.

Le présent amendement propose une TVA à 5,5 % sur le gaz, l'électricité, le fioul et les carburants.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. HOCHART, SZCZUREK et DUROX

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 TERDECIES**

Après l'article 3 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le 1 de l'article 195 du code général des impôts est ainsi modifié :

- a) À la fin du *a*, les mots : « dont ces contribuables ont supporté à titre exclusif ou principal la charge pendant au moins cinq années au cours desquelles ils vivaient seuls » sont supprimés ;
- b) À la fin du *b*, les mots : « et que les contribuables aient supporté à titre exclusif ou principal la charge de l'un au moins de ces enfants pendant au moins cinq années au cours desquelles ils vivaient seuls » sont supprimés ;
- c) À la fin de la seconde phrase du *e*, les mots : « ou si l'enfant adopté n'a pas été à la charge exclusive ou principale des contribuables pendant au moins cinq années au cours desquelles ceux-ci vivaient seuls » sont supprimés.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La suppression de la demie-part fiscale des veufs et veuves sous la présidence de Nicolas Sarkozy, confirmée sous François Hollande, a constitué une profonde injustice et un traumatisme chez nos aînés qui n'ont jamais cessé de demander à juste titre son rétablissement.

La crise sanitaire et la crise du pouvoir d'achat actuelle ont révélé au grand jour les difficultés que traversent nombre de nos aînés, qui voient leurs ressources lourdement impactées.

La suppression de la demi-part fiscale pour les veufs et veuves entre 2008 et 2014 a provoqué une augmentation brutale de leur revenu fiscal de référence, devenant alors éligibles à certains impôts.

Si un pas a pu être fait avec son rétablissement partiel pour les veuves d'anciens combattants, cela reste bien insuffisant et ne concerne qu'un nombre restreint de veufs et veuves.

Le coût de cette disposition est estimé entre 300 et 700 millions d'euros.







## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. HOCHART, DUROX et SZCZUREK

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3

Après l'article 3

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après l'article 81 quater, il est inséré un article 81 ... ainsi rédigé :

« Art. 81 .... – Sont exonérés de l'impôt sur le revenu les paiements effectués par l'État aux agents des forces de l'ordre, aux agents des services départementaux d'incendie et de secours et aux professionnels de santé au titre des majorations et éléments de rémunérations mentionnés aux I et III de l'article L. 241-17 du code de la sécurité sociale, payées au titre des périodes d'emploi comprises entre le 1<sup>er</sup> mai et le 30 septembre 2024. » ;

2° Au c du 1° du IV de l'article 1417, après la référence : « 81 quater », est insérée la référence : « , 81 ... ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Cet amendement propose d'ouvrir, le temps des jeux olympiques et paralympiques, une défiscalisation des heures supplémentaires effectuées par les forces de l'ordre, les pompiers et les soignants.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. HOCHART, SZCZUREK et DUROX

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUOVICIES**

Après l'article 3 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 964 est ainsi rédigé :

« Art. 964. – Il est institué un impôt sur le patrimoine désigné sous le nom d'impôt sur la fortune financière.

« Sont soumises à cet impôt, lorsque la valeur de leurs actifs mentionnés à l'article 965 est supérieure à 1 300 000 € :

« 1° Les personnes physiques ayant leur domicile fiscal en France, à raison de leurs actifs mentionnés au même article 965 situés en France ou hors de France.

« Toutefois, les personnes physiques mentionnées au premier alinéa du présent 1° qui n'ont pas été fiscalement domiciliées en France au cours des cinq années civiles précédant celle au cours de laquelle elles ont leur domicile fiscal en France ne sont imposables qu'à raison des actifs mentionnés au 2° .

« Cette disposition s'applique au titre de chaque année au cours de laquelle le redevable conserve son domicile fiscal en France, jusqu'au 31 décembre de la cinquième année qui suit celle au cours de laquelle le domicile fiscal a été établi en France ;

« 2° Les personnes physiques n'ayant pas leur domicile fiscal en France, à raison des biens mentionnés à l'article 965 situés en France, à hauteur de la fraction de leur valeur représentative de ces mêmes biens et droits immobiliers.

« Sauf dans les cas prévus aux a et b du 4 de l'article 6, les couples mariés font l'objet d'une imposition commune.

« Les partenaires liés par un pacte civil de solidarité défini à l'article 515-1 du code civil et les personnes vivant en concubinage notoire font l'objet d'une imposition commune.

« Les conditions d'assujettissement sont appréciées au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année. » ;

2° L'article 965 est ainsi rédigé :

« Art. 965. – L’assiette de l’impôt sur la fortune financière est constituée par la valeur nette au 1<sup>er</sup> janvier de l’année de l’ensemble du patrimoine appartenant aux personnes mentionnées à l’article 964 du code général des impôts ainsi qu’à leurs enfants mineurs, lorsqu’elles ont l’administration légale du patrimoine de ceux-ci. » ;

3° Les articles 966 et 968 à 972 ter du code général des impôts sont abrogés ;

4° L’article 973 est ainsi modifié :

a) Le deuxième alinéa du I est supprimé ;

b) Le II et le III sont abrogés ;

5° L’article 974 est ainsi modifié :

a) Le I est ainsi modifié :

- Au premier alinéa, les mots : « des biens ou droits immobiliers et des parts ou actions taxables » sont remplacés par les mots : « de la valeur du patrimoine net » et les mots : « au 1° de l’article 965 » sont remplacés par les mots : « à l’article 964 » ;

- à la fin du 5°, les mots : « 2° de l’article 965 au prorata de la valeur des actifs mentionnés au 1° du même article 965 » sont remplacés par les mots : « 3° de l’article 966, au prorata de la valeur des actifs » ;

b) Le II est ainsi modifié :

- au premier alinéa, les mots : « mentionnés au I » sont supprimés ;

- au second alinéa, les mots : « mentionnés au même I » sont supprimés ;

6° L’article 975 du code général des impôts est ainsi rédigé :

« Art. 975. – Sont exclus de l’assiette du patrimoine net soumis à l’impôt sur la fortune financière :

« 1° La résidence principale ou unique, cette dernière correspondant à un bien détenu par les assujettis mais non nécessairement occupé par eux ;

« 2° Les actifs immobiliers ou mobiliers dont la détention est nécessaire à l’exercice d’une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale par les assujettis ;

« 3° Les parts ou actions détenues par les assujettis dans des très petites entreprises, des petites et moyennes entreprises ou des entreprises de taille intermédiaire, telles que définies par le décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008, à concurrence des trois quarts de leur valeur nette. »

II. – La perte de recettes résultant pour l’État du I est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

## **OBJET**

Cet amendement vise à remplacer l’Impôt sur la Fortune Immobilière (IFI) par un Impôt sur la Fortune Financière (IFF).

L’actuel IFI taxe la propriété à défaut d’imposer la fortune financière, dont une grande partie relève de la spéculation.



Cette transformation protégera les classes moyennes qui entraient parfois dans l'ISF du fait de la simple valorisation d'un patrimoine immobilier familial, notamment dans les grandes villes ou les zones littorales.

L'IFI aura les mêmes taux et les mêmes seuils que l'ancien ISF.





## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. HOCHART, DUROX et SZCZUREK

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le A du 1 de l'article 266 nonies du code des douanes est ainsi modifié :

1° La dernière colonne du tableau du a est supprimée ;

2° La dernière colonne du tableau du b est supprimée.

II. – La perte de recettes pour l'État résultant du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à la taxe visée à l'article 235 ter ZD du code général des impôts.

### OBJET

La trajectoire de la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) pénalise fortement les collectivités territoriales et, partant, les ménages via la taxe sur les ordures ménagères.

Les collectivités ont déjà largement anticipé les démarches de tri et de réduction du diptyque incinération/enfouissement générateur de pollutions à la fois présentes et futures.

L'objet du présent amendement est de ne pas surpénaliser les collectivités et les ménages par une trajectoire trop forte de la TGAP, en supprimant l'augmentation prévue au titre de l'année 2025.





## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. HOCHART, DUROX et SZCZUREK

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 4

Après l'article 4

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après l'article 219 quinquies du code général des impôts, il est inséré un article 219 ... ainsi rédigé :

« Art. 219 ... – À titre transitoire, les bénéfices exceptionnels réalisés entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2024 par les entreprises réalisant plus de 100 millions d'euros de chiffre d'affaires sont imposés au double du taux prévu par l'article 219 du présent code.

« Sont qualifiés d'exceptionnels les bénéfices supplémentaires observés entre les résultats enregistrés pour l'année 2019 et ceux observés pour l'année 2024. »

### OBJET

Après l'article 219 quinquies du code général des impôts, il est inséré un article 219 sexies ainsi rédigé :

« Art. 219 sexies. – À titre transitoire, les bénéfices exceptionnels réalisés entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2024 par les entreprises réalisant plus de 100 millions d'euros de chiffre d'affaires sont imposés au double du taux prévu par le présent code.

« Sont qualifiés d'exceptionnels les bénéfices supplémentaires observés entre les résultats enregistrés pour l'année 2019 et, d'autre part, ceux observés pour l'année 2024. »



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. HOCHART, SZCZUREK et DUROX

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7 QUATER**

Après l'article 7 quater

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 4 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer est complété par un ...° ainsi rédigé :

« ...° Les livraisons de biens en provenance d'un État membre de l'Union Européenne, s'il n'existe pas de production locale dans le secteur d'activité concerné. »

II. – La perte de recettes pour les collectivités territoriales est compensée à due concurrence par la majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à la taxe visée à l'article 235 ter ZD du code général des impôts.

**OBJET**

Cet amendement vise à réformer « l'octroi de mer » qui, en Guadeloupe, en Martinique, en Guyane, à la Réunion et à Mayotte, constitue une taxe particulière frappant les importations de biens et, dans certaines conditions, les biens produits localement.

Créé en 1670, cet impôt avait pour objectif de protéger les productions locales face aux importations. Or, elle a eu pour conséquence de renchérir le coût des biens pour le consommateur.

Il est ici proposé de réformer profondément l'octroi de mer pour faire baisser le coût de la vie : l'octroi de mer restera applicable pour les produits entrant en concurrence avec ceux fabriqués dans les cinq collectivités concernées ainsi que pour tous les produits importés des pays non-membres de l'Union européenne. Une réforme de l'octroi de mer exonérant les produits français et de l'Union européenne permettrait de redonner du pouvoir d'achat aux habitants d'Outre-mer.

La perte de recettes pour les collectivités locales qu'entraînera cette réforme sera compensée à l'euro près par une augmentation de leur dotation globale de fonctionnement. Le gage ainsi donné dans l'amendement n'est pas qu'un simple gage formel, mais un gage réel compte-tenu de l'importance de cette recette de fonctionnement dans le financement des collectivités locales d'outre-mer.







## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. HOCHART, DUROX et SZCZUREK

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUOVICIES

Après l'article 3 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le prélèvement forfaitaire unique institué par les articles 28 et 29 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 s'applique, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, aux revenus éligibles jusqu'à 60 000 euros par foyer fiscal et par an.

II. – Au delà des revenus maximums définis au I, les conditions d'impositions des revenus concernées par le prélèvement forfaitaire unique sont rétablies dans leur rédaction antérieure à la publication de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018.

### OBJET

Si l'instauration du prélèvement forfaitaire unique (PFU) a été une bonne chose pour protéger nos artisans, indépendants et certains entrepreneurs, elle a aussi constitué une injustice fiscale qui a aggravé les inégalités.

Loin des postures idéologiques, cet amendement est un aménagement de bon sens qui permet de conserver les avantages du PFU pour l'économie réelle tout en rétablissement des conditions d'imposition équitables pour les revenus financiers les plus importants qui doivent davantage contribuer au financement de l'État.





## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. HOCHART, DUROX et SZCZUREK

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 278 *septies* du code général des impôts, il est inséré un article 278 ... ainsi rédigé :

« Art. 278 .... – I. – La taxe sur la valeur ajoutée est perçue au taux de 0 % en ce qui concerne une liste de produits de première nécessité pour l'alimentation et l'hygiène fixée par décret ».

II. – La liste de produits mentionnée au I est établie par décret après concertation avec les associations de consommateurs.

III. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à la taxe visée à l'article 235 *ter* ZD du code général des impôts.

### OBJET

L'inflation touche particulièrement les produits de première nécessité, l'alimentation et l'hygiène.

D'après les dernières données de l'INSEE pour le mois d'août 2023, les prix alimentaires ont augmenté de 11,1 % sur un an.

Ainsi, seule la suppression de la TVA sur une centaine de produits de première nécessité pour une période d'un an permettra de baisser structurellement les tensions inflationnistes qui frappent l'économie et donc les prix à la consommation.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. HOCHART, DUROX et SZCZUREK

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 1636 B septies du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ... – Pour l'année 2024, les taux des taxes foncières votés par les communes de plus de 100 000 habitants ne peuvent être supérieurs aux taux constatés pour l'année 2023, lorsque ces derniers taux sont supérieurs de 50 % aux taux constatés pour l'année 2022. »

II. – La perte de recettes pour les collectivités territoriales est compensée à due concurrence par la majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à la taxe visée à l'article 235 ter ZD du code général des impôts.

**OBJET**

En plus de l'effet base (+7%) du fait de l'indexation des valeurs locatives, la taxe foncière a explosé en 2023, dans certaines communes, sous la pression d'augmentations exceptionnelles de taux, notamment à Paris (+52%).

Aussi, le présent amendement propose que le taux de taxe foncière, dans les communes de plus de 100 000 habitants ayant augmenté leur taux de + de 50% en 2023, ne pourront augmenter leur taux de taxe foncière en 2024.

Si le budget primitif de la commune ne trouve pas un équilibre réel compte tenu de cette dernière contrainte, la chambre régionale des comptes sera saisie, au titre du budget 2024, par application de l'article L. 1612-5 du code général des collectivités territoriales.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Cédric VIAL, ALLIZARD et ANGLARS, Mme BELLUROT, M. Jean-Baptiste BLANC, Mme BORCHIO FONTIMP, MM. BOUCHET, BRUYEN et BURGOA, Mmes DI FOLCO, DUMAS et DUMONT, M. GENET, Mmes GOSSELIN et JOSENDE, MM. Daniel LAURENT et MICHALLET, Mme NÉDÉLEC, MM. PACCAUD, PANUNZI et POINTEREAU, Mme PUISSAT, MM. RAPIN, ROJOUAN et SAVIN, Mme SCHALCK et MM. TABAROT, Jean Pierre VOGEL et GREMILLET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le I de l'article L. 1615-1 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° L'agencement et l'aménagement de terrains pour les dépenses engagées à partir de 2022. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La réforme d'automatisation du FCTVA opérée par la loi de finances pour 2021 produit ses effets progressivement. Même si l'automatisation est un gain d'efficacité dans le traitement du FCTVA, cette évolution s'est traduite par la perte d'éligibilité du FCTVA pour les dépenses des collectivités locales relatives à l'acquisition, l'agencement et l'aménagement de terrains.

Ces opérations d'aménagements impactent fortement le budget d'investissement des collectivités locales. Cette exclusion a entraîné une perte de recettes importantes qui va, *de facto*, réduire la capacité d'investissements des collectivités, d'autant plus dans le contexte que nous traversons.

Dès le PLF 2023, le Sénat, en lien étroit avec les associations représentant les collectivités territoriales, a alerté le Gouvernement sur les conséquences d'une telle exclusion pour le budget des collectivités.

Toutefois, après trois années blanches, la Première Ministre a annoncé sa réintégration, à l'assiette éligible au FCTVA, l'enveloppe budgétaire du PLF 2024 a été abondée dans ce sens.

Toutefois, le libellé de l'exposé des motifs du PLF 2024 laisse sous-entendre que la mesure s'appliquerait au FCTVA 2024. C'est-à-dire aux investissements 2022 (pour les collectivités qui perçoivent le FCTVA en N+2), aux investissements 2023 (pour celles qui perçoivent le FCTVA en

N+1) et en 2024 (pour celles qui perçoivent en année N : Communautés de communes, communauté d'agglomération et communes nouvelles).

Le présent amendement a pour objectif de rétablir le FCTVA pour les dépenses relatives à l'aménagement et à l'agencement de terrains dès 2022 pour éviter des années blanches qui sont la conséquence de l'inéligibilité de ces dernières au FCTVA.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. Patrice JOLY

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le VII de l'article 16 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 est ainsi modifié :

1° Au D, les mots : « de l'année 2022 » sont remplacés par les mots : « des années 2023 et 2024 » ;

2° Au E, l'année : « 2023 » est remplacée par l'année : « 2025 ».

**OBJET**

Il s'agit ici de reporter à 2025, la suppression totale de la taxe d'habitation pour les 20 % de contribuables les plus aisés.

Cette suppression de la taxe d'habitation pour les 20 % de foyers les plus riches a coûté près de 8 milliards d'euros, 45 % du coût total de la suppression de la taxe d'habitation.

La réduction de la dette et des dépenses publiques ne doit pas se faire sur le dos des collectivités locales, par le biais de baisses de dotations. Nos collectivités ont besoin de disposer d'un peu d'aisance financière pour faire face à leurs charges principales et importantes comme les églises et la voirie. Cette suppression qui s'élève à 8 milliards d'euros représentent une source de financement salubre pour nos communes qui peuvent ainsi investir pour lutter contre les inégalités sociales.

Au nom du principe constitutionnel de libre administration des collectivités territoriales, il est proposé le report de la suppression de la taxe d'habitation de 2023 à 2025.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Cédric VIAL, Mme BELLUROT, MM. ALLIZARD, ANGLARS et Jean-Baptiste BLANC, Mme BORCHIO FONTIMP, MM. BOUCHET, BRUYEN et BURGOA, Mmes DI FOLCO, DUMAS et DUMONT, M. GENET, Mmes GOSSELIN et JOSENDE, MM. Daniel LAURENT et MICHALLET, Mme NÉDÉLEC, MM. PACCAUD, PANUNZI et PELLEVAL, Mme PLUCHET, M. POINTEREAU, Mme PUISSAT, MM. RAPIN, ROJOUAN et SAVIN, Mme SCHALCK et MM. TABAROT, Jean Pierre VOGEL et GREMILLET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le huitième alinéa du II de l'article L. 1615-6 du code général des collectivités territoriales, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

« Pour les bénéficiaires du fonds, à l'exclusion de ceux mentionnés au troisième et septième alinéa du présent II, qui s'engagent, entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> janvier 2025 et, après autorisation de leur assemblée délibérante, par convention avec le représentant de l'État dans le département, sur une progression de leurs dépenses réelles d'équipement en 2024 par rapport à la moyenne de leurs dépenses réelles d'équipement de 2019, 2020, 2021 et 2022, les dépenses à prendre en considération sont, à compter de 2024, celles afférentes à l'exercice précédent. En 2024, pour ces bénéficiaires, les dépenses réelles d'investissement éligibles de 2022 s'ajoutent à celles afférentes à l'exercice 2023 pour le calcul des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée.

« Si les dépenses réelles d'équipement constatées au titre de l'exercice 2024, établies par l'ordonnateur de la collectivité bénéficiaire avant le 15 février 2025 et visées par le comptable local, sont inférieures à la moyenne de celles inscrites dans les comptes administratifs 2019, 2020, 2021 et 2022, cette collectivité est à nouveau soumise, dès 2025, aux dispositions du premier alinéa du présent II ; elle ne perçoit alors aucune attribution au titre du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée en 2025 au titre des dépenses réelles d'investissement de 2023 ayant déjà donné lieu à attribution. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement a pour objet le raccourcissement des durées de versement du FCTVA pour les collectivités en N-2, en N-1 afin de soutenir notre économie.

Actuellement, trois régimes de versements du FCTVA coexistent, selon que le versement a lieu l'année de réalisation des dépenses, l'année suivant les dépenses, ou selon le régime de droit commun, deux ans après l'exécution des dépenses. Le droit commun prévoit effectivement que l'assiette des dépenses éligibles est établie au vu du compte administratif de la pénultième année. Il existe donc un décalage de deux ans entre la réalisation de la dépense éligible et l'attribution du FCTVA. Des exceptions ont été prévues. D'abord, pour les communautés d'agglomération, les communautés de communes et les communes nouvelles, l'assiette des dépenses éligibles est constituée des dépenses réalisées la même année. Et surtout, dans les lois de finances rectificatives pour 2009 et la loi de finances initiale pour 2010 qui ont prévu que certaines collectivités territoriales peuvent bénéficier, à titre permanent, d'un versement du FCTVA dès l'année précédente, dans le cadre du plan de relance pour l'économie. Pour bénéficier de la pérennisation de ce régime dérogatoire, les bénéficiaires du fonds devaient respecter un engagement conventionnel à réaliser des dépenses réelles d'équipement supérieures à la moyenne de celles constatées dans leurs comptes sur les quatre années précédentes.

Aussi, celles n'ayant pas adhéré au plan de relance pour l'économie en 2009 et 2010 continuent effectivement de relever du régime de droit commun. Celui-ci conduit à ce que les dépenses éligibles au FCTVA soient celles de la pénultième année (N-2) au contraire de l'autre régime, plus favorable, qui rend éligibles les dépenses de la dernière année (N-1).

C'est pourquoi, dans un contexte marqué par une inflation galopante et une crise sur les différents marchés (exemple : énergétiques ; alimentaires ; financiers ; etc.), et la guerre en Ukraine, le soutien à l'investissement public local doit être une priorité nationale.

Un raccourcissement des durées de versement du FCTVA pour les collectivités en N-2, en N-1 est indispensable. Cela permettrait aussi soutenir et de financer « le mur des investissements » que sont la transition écologique, la transformation numérique, la réindustrialisation du pays, etc.

Cet amendement a été travaillé en lien avec l'Association des Maires de France.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Cédric VIAL, ALLIZARD et ANGLARS, Mme BELLUROT, M. Jean-Baptiste BLANC, Mme BORCHIO FONTIMP, MM. BOUCHET, BRUYEN et BURGOA, Mmes DUMAS et DUMONT, M. GENET, Mme JOSENDE, MM. MICHALLET, PACCAUD, PANUNZI, PELLELAT et PERRIN, Mme PUISSAT, MM. RIETMANN et SAVIN, Mme SCHALCK et MM. SOL, TABAROT et Jean Pierre VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 14

I. – Alinéa 5, première phrase :

Compléter cette phrase par les mots :

et les véhicules affectés aux travaux en montagne

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement (de repli) a pour objet de limiter le renforcement du malus CO2 ainsi que la taxe CO2 annuelle, introduit par le PLF2024, pour les véhicules, types pick-up 4x4 qui sont utilisés par les entreprises de travaux publics et de génie civil en zone de montagne.

En effet, le Gouvernement dans son article 14 du PLF 2024 souhaite abaisser le déclenchement de cet impôt aux véhicules « pick-up » comportant 4 places ou plus, contre 5 places ou plus aujourd'hui.

Les conséquences de cette décision viendront impacter lourdement ces entreprises qui n'ont pas d'autres choix que d'utiliser ce type de véhicules pour effectuer les travaux en montagne (entretien des pistes de ski et forestière, création et entretien des barrages en torrent, déneigement,...). Ce type de véhicules sont également essentiels pour transporter les équipes, assurer leur sécurité (forte pente, accès escarpé,...) et acheminer le matériel adéquate.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CAPO-CANELLAS

C	
G	

ARTICLE 15

Supprimer cet article.

**OBJET**

L'article 15 du présent projet de loi de finances prévoit l'instauration, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, d'une taxe sur l'exploitation d'infrastructures de transport de longue distance (c'est-à-dire les transports non urbains), qui remplissent une double condition de dépassement d'un seuil de revenus (revenus d'exploitation supérieurs à 120 M€) et d'un seuil de rentabilité (résultat net supérieur à 10 % en moyenne sur 7 années). Elle est assise sur la fraction des revenus excédant 120 M€ et son taux est fixé à 4,6 %.

Cette nouvelle taxe est contreproductive, pensée à l'origine pour assujettir uniquement les concessionnaires d'autoroutes, l'élargissement du seuil de revenus a conduit à inclure les plus grands aéroports qui n'ont toujours pas réussi à amortir le coût de la crise sanitaire.

En effet, cette taxe va considérablement dégrader les équilibres financiers de nos aéroports et les conduire à repousser, voire annuler, des investissements qui ont précisément pour but de couvrir les besoins de décarbonation, de maintenance lourde des infrastructures, de sécurité aéroportuaire et de performance opérationnelle. Celle-ci ne pourrait d'ailleurs pas être répercutée convenablement par les aéroports compte tenu d'un système tarifaire incapable d'assurer une juste rémunération de la caisse régulée et du capital.

En imposant une taxe supplémentaire sur les exploitations déjà assujetties à ces seuils, nous risquons de mettre en péril leur compétitivité. Cela pourrait entraîner des pertes d'emplois, une dégradation de la performance économique et la baisse de leur capacité d'investissement. De plus, elle viendrait frapper les aéroports alors que ceux-ci sont déjà fragilisés par les pertes subies pendant la crise Covid qui n'ont toujours pas fait l'objet d'un règlement concerté avec l'État.

L'aéroport de Lyon – Saint Exupéry en est le symbole, il joue un rôle stratégique dans le développement économique de sa région, favorisant le tourisme, en contribuant à la création d'emplois et à la croissance économique, avec cette taxe, nous risquons de compromettre la compétitivité de cet aéroport et d'une région. Cet aéroport a engagé d'importants investissements pour réduire son empreinte carbone et améliorer son efficacité énergétique. En instaurant cette taxe, nous diminuerons les moyens financiers des aéroports comme Lyon ou Nice pour investir dans la décarbonation de leur activité. Nous risquons d'empêcher les initiatives positives dans ce sens et de pénaliser des aéroports qui s'efforcent de réduire leur impact environnemental.

Pour ces raisons, le présent amendement propose de supprimer cette nouvelle taxe.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. HENNO, Mme BILLON, MM. BONNEAU, CAMBIER, CHAUVET et COURTIAL, Mme de LA PROVÔTÉ, MM. Stéphane DEMILLY et DUFFOURG, Mme HERZOG, M. HINGRAY, Mme JACQUEMET, MM. KERN, LAUGIER, LEVI, MARSEILLE, Pascal MARTIN, MAUREY et MIZZON, Mmes Olivia RICHARD, ROMAGNY et SOLLOGOUB, M. VANLERENBERGHE et Mme VERMEILLET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au titre de l'année 2024, il est institué, par prélèvement sur les recettes de l'État, une dotation au profit des communes et de leurs groupements satisfaisant aux critères cumulatifs suivants :

1° Leur épargne brute au 31 décembre 2023 représente moins de 20 % de leurs recettes réelles de fonctionnement ;

2° Leur épargne brute enregistre en 2023 une baisse de plus de 25 %, principalement du fait des effets de l'inflation sur les dépenses d'approvisionnement en énergie, électricité et chauffage urbain. L'évolution de la perte d'épargne brute, entendue comme la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement, est obtenue par la comparaison du niveau constaté en 2023 avec le niveau constaté en 2023, sur la base des comptes administratifs clos de chaque collectivité ;

3° Ils ne bénéficient pas des tarifs réglementés visés à l'article L. 337-1 du code de l'énergie.

Parmi les communes et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, seuls sont éligibles au versement de la dotation susmentionnée, d'une part, les communes dont le potentiel financier par habitant est inférieur au double du potentiel financier moyen par habitant de l'ensemble des communes appartenant au même groupe démographique, défini à l'article L. 2334-3 du code général des collectivités territoriales, et, d'autre part, les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur, l'année de répartition, au double du potentiel fiscal par habitant moyen des établissements appartenant à la même catégorie, telle que définie à l'article L. 5211-28 du même code.

II. – Pour chaque commune ou groupement bénéficiaire, cette dotation est égale à 50 % des hausses de dépenses d'approvisionnement en énergie, électricité et chauffage urbain en 2024.

III. – Pour les communes et leurs groupements qui anticipent, à la fin de l'exercice 2024, une baisse d'épargne brute de plus de 25 %, la dotation peut faire l'objet, à leur demande, d'un acompte versé sur le fondement d'une estimation de leur situation financière.

IV. – Un décret précise les modalités d'application du présent article.

V. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

VI. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

VII. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Cet amendement vise à alerter le Gouvernement sur la situation critique qu'éprouve certaines communes face à l'augmentation des coûts de l'énergie.

Cet amendement vise à reconduire le filet de sécurité à destination des communes en difficultés dans leur budget 2024.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. HENNO

C	
G	

### ARTICLE 6

I. – Alinéas 25 et 28

Supprimer ces alinéas.

II. – Alinéa 29

Remplacer la référence :

et 2°

par les références :

, 2° et 3°

III. – Alinéas 30 et 31

Remplacer ces alinéas par trois alinéas ainsi rédigés :

« 1° Soit âgé de 70 ans ou plus ;

« 2° Ou âgé de 60 à 69 ans et souffre d'une perte d'autonomie entraînant son classement dans l'un des groupes 1 à 4 de la grille nationale mentionnée à l'article L. 232-2 du code de l'action sociale et des familles ;

« 3° Ou présente un taux d'incapacité supérieur ou égal à 50 % déterminé par décision de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées mentionnée à l'article L. 241-5 du code de l'action sociale et des familles conformément aux dispositions du a du 3° du I de l'article L. 241-6 du même code ou bénéficie de la prestation de compensation du handicap ; »

IV. – Alinéa 40

Supprimer cet alinéa.

V. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Par souci de clarté et de cohérence, cet amendement vise à aligner les conditions d'éligibilité du crédit d'impôt sur celles envisagées pour Ma Prime Adapt', à savoir des conditions alternatives d'âges et/ou de perte d'autonomie ou de handicap.

De plus, la rédaction du présent article ôte au crédit d'impôt son volet préventif essentiel puisqu'il restreint l'éligibilité au crédit d'impôt aux personnes selon des critères cumulatifs d'âge et de perte d'autonomie ou de situation de handicap.

Cet amendement vise également à réintroduire la distinction entre les équipements spécifiquement conçus pour l'accessibilité des logements aux personnes âgées ou handicapées et les autres dépenses permettant l'adaptation des logements à la perte d'autonomie ou au handicap. Ces équipements spécifiquement conçus sont par nature et destination uniquement destinés à des personnes âgées et/ou handicapées et font l'objet de normalisation en ce sens. Exiger qu'ils répondent en plus aux conditions d'éligibilité retenues pour bénéficier du crédit d'impôt de répondre -hors conditions de revenus- reviendrait à leur faire supporter deux fois des conditions d'éligibilité.

L'adaptation des logements en prévention lorsque le grand âge arrive ou aux premiers signaux de perte d'autonomie a un impact direct et drastique sur la diminution du nombre de chutes et la prévention des prises en charges lourdes pour les personnes âgées, leurs proches et la collectivité.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CHASSEING, Mme Laure DARCOS, MM. MÉDEVIELLE, WATTEBLED et BRAULT,  
Mme LERMYTTE, M. Alain MARC, Mme PAOLI-GAGIN, M. CAPUS, Mme VERMEILLET, MM. Henri  
LEROY, LEVI, HOUPERT, HENNO, LONGEOT et FOUASSIN et Mme JACQUEMET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 29**

Après l'article 29

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les associations assurant des missions de service public pour le compte de ministères régaliens se voient communiquer, pour l'exécution de ces missions, un plan de financement triennal. »

**OBJET**

Parmi les enseignements du rapport d'information fait au nom de la commission des finances par nos collègues MM. Arnaud BAZIN et Éric BOCQUET sur la politique de conventionnement avec les associations intervenant dans le champ de la mission « Solidarité, insertion et égalité des chances », ressort le rôle croissant des associations dans la conduite de certaines politiques publiques, tant par la diversité des missions confiées que par la hausse des publics les sollicitants.

Parmi elles, figurent les associations qui œuvrent à protéger et à participer à la socialisation des victimes, adultes et enfants, des violences intrafamiliales et des violences sexuelles et sexistes.

Ces associations travaillent pour cela en collaboration avec les ministères régaliens, notamment celui de la Justice en ce qui concerne la gestion des bracelets anti-rapprochement et des téléphones grave danger.

Ces véritables auxiliaires de nos institutions ne bénéficient pas pour autant de la vision pluriannuelle qui est à l'œuvre au sein de l'administration qui doit être d'au moins deux années selon l'article 66 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Ces associations doivent en conséquence se battre chaque année pour obtenir les financements nécessaires à l'exécution des missions qui leur ont été confiées par l'État lui-même et pour lesquelles ce dernier a dû établir une politique pluriannuelle.

Cette situation est d'autant moins acceptable qu'elle précarise des salariés, principalement des femmes, qui travaillent principalement au service de femmes elles-mêmes précaires.

Il apparaît dès lors essentiel que ces associations, qui œuvrent à ce qui est un pan prépondérant de la grande cause de ce quinquennat, puissent construire des politiques internes de long terme dans la gestion de leurs ressources humaines en connaissant les financements que leur seront versés pour une période minimale de trois ans.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. DHERSIN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUOVICIES**

Après l'article 3 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le 1<sup>o</sup> de l'article 965 du code général des impôts est complété par deux phrases ainsi rédigées :  
« Pour l'année 2025, sont exclus de l'assiette les logements et droits immobiliers relatifs à ces logements, loués au titre de la résidence principale par des personnes physiques dont les ressources, appréciées à la date de conclusion du bail, n'excèdent pas les plafonds mentionnés au premier alinéa du III de l'article 199 novovicies et dont le loyer mensuel n'excède pas les plafonds mentionnés au même III. Le logement doit avoir été loué au cours d'une période au moins égale à huit mois entre le 1<sup>er</sup> octobre 2023 et le 31 décembre 2024. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Par cet amendement, il est proposé d'encourager les ménages aisés de mettre en location en 2024 des biens en sortant de l'assiette de l'IFI les logements qui seraient loués sous conditions de loyer et de ressources. Il pourrait être pertinent de renforcer la conditionnalité du dispositif en imposant un conventionnement de l'ANAH.

Une telle mesure est complémentaire et cohérente avec l'alourdissement de la fiscalité sur les logements vacants et la politique de baisse des loyers. Elle permettrait, à court terme, de remettre sur le marché de la location plusieurs dizaines de milliers de logement à court terme alors que les tensions sur le marché locatif n'ont jamais été aussi fortes : les biens disponibles à la location auraient baissé de près du tiers entre 2022 et 2023 selon une étude de la FNAIM.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. DHERSIN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 5 DUODECIES

## I. - Après l'alinéa 1

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

...° Au premier alinéa du 1 de l'article 32, le taux : « 30 % » est remplacé par le taux : « 40 % » ;

## II. - Après l'alinéa 3

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

...° La première phrase du cinquième alinéa est complétée par les mots : « , à l'exception des activités de location directe ou indirecte de locaux d'habitation meublés ou destinés à être meublés, pour lesquelles le chiffre d'affaires est diminué d'un abattement de 40 %, autres que ceux mentionnés au 3° du III de l'article 1407 ».

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement propose d'harmoniser à 40 % le taux d'abattement des revenus fonciers en location nue (micro-foncier) et en location meublée (micro-BIC) qu'il s'agisse de locations de courte ou de longue durée à l'exception des chambres d'hôtes qui continueraient à bénéficier d'un taux plus avantageux . Il ne modifie pas les plafonds respectifs à partir desquels la déclaration des revenus au réel s'impose (77 700 pour les meublés, 188 700 pour les meublés touristiques classé sous les chambres d'hôte), 15 000 euros pour les locations nues).

Le régime fiscal conduit aujourd'hui à sortir du marché de la location de longue durée des biens destinés à la location touristique. Alors qu'une véritable crise du logement est observée, il est proposé d'inciter les propriétaires à destiner leur bien à la location nue de longue durée. La location meublée de longue durée n'a pas vocation non plus à être privilégiée par rapport à la location nue alors que le rapport IGF-CGEDD de janvier 2016 "Évaluation de politique publique : Le logement locatif meublé" estime à 400 millions d'euros la dépense fiscale liée au régime dérogatoire de la location meublée.

Nb : La rectification consiste en un changement de place de l'article additionnel après l'article 5 duodecies vers l'article additionnel après l'article 5.







**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. DHERSIN

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 QUINQUIES

Après l'article 10 quinquies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – La deuxième phrase du II de l'article 270 du code général des impôts est supprimée.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

La loi de finances pour 2018 a raccourci le délai dont disposent les bailleurs sociaux pour payer la TVA due au titre des constructions de logements locatifs sociaux qu'ils réalisent (TVA due au titre des livraisons à soi-même).

Alors que l'ensemble des opérateurs construisant des immeubles peut différer le paiement de la TVA due au titre de la livraison à soi-même jusqu'à la fin de la 2<sup>ème</sup> année qui suit l'achèvement de l'immeuble, le délai est beaucoup plus court pour les logements locatifs sociaux : 3 mois entre 2018 et 2020, 6 mois depuis 2021. Si cette mesure a pu s'expliquer par rapport au contexte de l'époque, elle paraît aujourd'hui injustifiée : pourquoi les bailleurs sociaux, dont les finances sont les plus contraintes, se voient soumis à un délai bien plus court que les autres opérateurs ? Cette distorsion est pénalisante, surtout dans le contexte économique actuel.

En outre, ce délai réduit pose des difficultés pratiques puisque, à l'expiration de ces 6 mois, les bailleurs ne disposent pas encore de toutes les factures afférentes à la construction pour calculer la TVA due. Ils sont donc obligés de faire leur calcul en plusieurs fois. C'est pourquoi il est proposé de revenir au délai de droit commun.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. DHERSIN

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 1594 H-0 bis du code général des impôts, il est inséré un article 1594 H-0 ... ainsi rédigé :

« Art. 1594 H-0 .... – Le conseil départemental peut, sur délibération, exonérer de taxe de publicité foncière ou de droits d'enregistrement les acquisitions de logement par des personnes physiques auprès d'organismes d'habitations à loyer modéré dans les conditions définies au 5° de l'article L. 421-1 et au 2° de l'article L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation.

« La délibération prend effet dans les délais prévus à l'article 1594 E du présent code. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Cet amendement propose de donner la faculté aux départements d'exonérer les particuliers acquérant leur logement dans le cadre d'une accession sociale à la propriété.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. RAPIN, DARNAUD, PERRIN, RIETMANN et SAUTAREL, Mmes CARRÈRE-GÉE, IMBERT et DUMAS, MM. BURGOA et BOUCHET, Mme LOPEZ, M. BONHOMME, Mme LASSARADE et MM. BELIN, PANUNZI, Daniel LAURENT, LEFÈVRE, Henri LEROY et TABAROT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 DUOVICIES

Après l'article 5 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À la première phrase du premier alinéa du 1<sup>o</sup> de l'article L. 115-9 du code du cinéma et de l'image animée, le taux : « 5,15 % » est remplacé par le taux : « 3,5 % ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

A la suite de la publication d'un rapport de la Cour des comptes en septembre 2023, il est fait état des « ressources fiscales » et « provisions » du Centre National du Cinéma et de l'image animée (CNC) particulièrement « abondantes ».

Quatrième collecteur de taxes affectées, cet amendement concerne la taxe sur les services de télévision (TST-E) versée par les éditeurs de services de télévision au profit du CNC.

Il est proposé un rééquilibrage fiscal afin d'aligner le taux de la TST-E sur celui appliqué aux distributeurs. La taxe passerait ainsi de 5,15% à 3,5% de leur chiffre d'affaires.

Cette baisse représente un manque à gagner pour le CNC de 80 millions d'euros, réduisant son budget annuel de 746 millions d'euros attendus en 2024 à 660 millions d'euros (budget qui était le sien avant la crise sanitaire de 2020). En contrepartie, ce gain pour les éditeurs de services de télévision, communément appelés « chaînes de télévisions », leur permettrait de les accompagner afin qu'ils investissent dans la transformation digitale de leur activité ainsi que dans la production de contenus.

En effet, le niveau de taxation des éditeurs nationaux de télévision, confrontés à des difficultés économiques sans précédent en raison de la forte concurrence des plateformes étrangères (streaming, partage de vidéos, réseaux sociaux...), reste très élevé et n'a pas diminué par rapport à 2019. La

réforme fiscale qui avait été envisagée en 2020 pour y remédier n'a pas vu le jour. Pour autant, il est constaté que les groupes audiovisuels comprenant des chaînes de télévision sont, à aujourd'hui, beaucoup plus contributeurs aux ressources fiscales du CNC que le sont les offres à la demande.

Enfin, il est important de souligner que le taux de la TST appliqué aux éditeurs est à ce jour aligné sur celui appliqué aux GAFAN. Il paraît donc peu encourageant pour nos entreprises nationales de ne pas être valorisées pour les emplois qu'elles créent ainsi que pour le contenu créatif qu'elles financent et diffusent.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. RAPIN, DARNAUD, PERRIN, Daniel LAURENT, RIETMANN et SAUTAREL,  
Mmes CARRÈRE-GÉE, IMBERT et DUMAS, MM. BURGOA et BOUCHET, Mme LOPEZ,  
M. BONHOMME, Mme LASSARADE et MM. PANUNZI, LEFÈVRE, BELIN, Henri LEROY et TABAROT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 DUOVICIES**

Après l'article 5 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À la première phrase du premier alinéa du 1° de l'article L. 115-9 du code du cinéma et de l'image animée, le taux : « 5,15 % » est remplacé par les mots : « 3,5 % à compter des exercices ouverts au 1<sup>er</sup> janvier 2024, puis 5,15 % à compter des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027 ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à rééquilibrer la fiscalité sectorielle due par les éditeurs de services de télévision (TST-E) au Centre national du Cinéma et de l'image animée (CNC), en abaissant le taux de la taxe de 5,15 % qui est actuellement en vigueur à 3,5 % pour une durée de trois ans.

Il s'agit d'un amendement de repli afin de rendre expérimental cette baisse de ressources pour le CNC et l'inscrire sur une durée limitée.

Le caractère temporaire de cet aménagement doit permettre d'en évaluer les effets dans l'attente d'une réforme audiovisuelle d'envergure bénéficiant aux acteurs du secteur.

L'état des lieux exhaustif des comptes et de la gestion du CNC qui vient d'être réalisé par la Cour des comptes pour la période 2011-2022 apporte l'éclairage nécessaire pour mettre en place cette évolution de la fiscalité du CNC, à l'occasion de ce projet de loi de finances 2024.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme LAVARDE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES**

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le 2° du I de l'article L. 150-0 B ter du code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'avant-dernière phrase du d est remplacée par deux phrases ainsi rédigées : « Les fonds, les sociétés de libre partenariat ou organismes équivalents doivent s'engager à respecter le quota d'investissement défini au II de l'article 163 quinquies B, porté à 75 %. De même les sociétés de capital-risque doivent respecter le quota d'investissement fixé à l'article 1<sup>er</sup>-1 de la loi n° 85-695 du 11 juillet 1985, porté à 75 %. Il est toutefois précisé qu'en cas d'investissement dans une société, la part de cet investissement pouvant correspondre à une acquisition d'actions ne peut représenter plus de 10% du montant de l'investissement du fonds, sauf à ce que leur acquisition confère le contrôle de la société ou lorsque le fonds, la société ou l'organisme est partie à un pacte d'associés ou d'actionnaires et détient plus d'un quart du capital et des droits de vote de la société concernée par ce pacte à l'issue de cette acquisition. En outre, le montant d'un investissement dans une société pouvant être réalisé sous forme de titres donnant accès au capital, d'avances en compte courant ou de titres de créances, ne peut excéder 10% du montant total de l'investissement. » ;

2° Le sixième alinéa est ainsi rédigé : « Le non-respect de la condition de réinvestissement prévue au présent 2° met fin au report d'imposition au titre de l'année au cours de laquelle expire le délai de deux ans mentionné au premier alinéa du présent 2° . » ;

3° Le septième alinéa est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

« Si tout ou partie du réinvestissement est réalisé au travers d'une entité mentionnée au d du présent 2° , d'une part le non-respect de son quota par l'entité entraine la remise en cause du report d'imposition au titre de l'année au cours de laquelle l'entité ne respecte plus son quota, et d'autre part le non-respect de la condition prévue à la quatrième phrase du d du présent 2° met fin au report d'imposition au titre de l'année au cours de laquelle expire le délai de cinq ans mentionné à la même quatrième phrase.

« Dans les hypothèses de remise en cause visées à l'alinéa précédent, le report ne prend toutefois fin qu'à proportion de la quote-part du montant investi dans le fonds, la société ou l'organisme considéré prise en compte pour le respect de la condition de réinvestissement mentionnée au premier alinéa du présent 2° par rapport au montant de réinvestissement minimum de 60 %. »

4° Au dixième alinéa, les mots : « au titre de l'année d'expiration du délai de cinq ans mentionné audit d » sont remplacés par les mots : « dans les mêmes conditions que celles décrites aux septième, et

huitième alinéas du présent 2° » et après les mots : « le délai de cinq ans », sont ajoutés les mots : « mentionné au septième alinéa du présent 2° ».

II. – Le I entre en vigueur pour tous les fonds, organismes et constitués à compter de la promulgation de la présente loi.

III. – Les fonds, société de libre partenariat et organismes mentionnés au d du 2° du I de l'article 150-0 B ter du code général des impôts constitués avant la date de promulgation de la présente loi peuvent opter pour l'application des dispositions visées ci-dessus sous réserve d'être en mesure de démontrer avoir respecté le quota de 75 % tel que décrit au 1° du I ci-dessus à la clôture de chaque semestre suivant la clôture de leur deuxième exercice.

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État des I et II est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

## **OBJET**

Le dispositif dit de l'apport cession permet à un entrepreneur qui souhaite céder son entreprise, notamment à l'heure du départ à la retraite, de la céder à un tiers en ayant la possibilité de réinvestir le produit de sa cession dans l'économie réelle, y compris via un fonds de capital investissement, tout en bénéficiant d'un report d'imposition de la plus-value qu'il a créé en tant qu'entrepreneur.

Les dispositions relatives au réinvestissement dans un fonds de capital investissement sont peu claires et contraignantes. Aujourd'hui, seuls sont éligibles au dispositif d'apport cession, les fonds investis à hauteur de 75% de leur actif en titre de capital d'entreprises non-côtées à l'exclusion de tout autre instrument (sont donc exclus les titres donnant accès au capital, les avances en compte courants, les investissements réalisés au travers de holding ou de fonds d'investissement). Or ces instruments sont utilisés par les fonds de capital investissement en fonction de la maturité des entreprises et de la composition de leur capital.

Cet amendement a vocation à aligner le quota de 75% dans ses modalités de calcul et d'investissement sur les modalités de calcul et d'investissement du quota "fiscal" applicable au fonds de capital investissement (article 163 quinquies B du CGI) et qui est lui-même construit par référence à leur quota juridique (articles L. 214-28 et L. 214-160 du code monétaire et financier).

Dans la pratique, cette modification transformerait le quota de 75% qui est aujourd'hui théoriquement apprécié une seule fois si l'on se place du point de vue du contribuable mais en pratique vérifié un nombre illimité de fois par le gestionnaire du fonds et de manière erratique sur la période, en un quota apprécié par référence à la date de constitution du fonds (et non la date de souscription de chaque investisseur) et dans la durée, soit de l'ouverture du deuxième exercice à la clôture du sixième exercice.

Par ailleurs, il est proposé par cet amendement de limiter les conséquences du non-respect par le fonds de son quota à la proportion du produit de cession effectivement réinvestie dans le fonds en question.

Enfin, l'amendement précise les modalités d'application de la nouvelle référence. L'éligibilité des fonds de capital-investissement au réinvestissement permettant de maintenir le report date de la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 (en vigueur depuis le 1er janvier 2019). Aucun fonds n'a donc à ce jour encore eu à vérifier le respect du quota de 75%, ils auront à la faire au plus tôt au 1er janvier 2024. L'amendement propose que pour les fonds déjà constitués puissent bénéficier de la nouvelle définition du quota de 75% à condition qu'ils soient en mesure de démontrer qu'ils l'ont respecté depuis la clôture du deuxième exercice. Cette condition permet de s'assurer d'un financement de l'économie réelle sur le temps long.







N°	I-629
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par  
M. VERZELEN

C	
G	

### ARTICLE 7

Après l'alinéa 36

Insérer un alinéa ainsi rédigé : " Les communes classées en zone de revitalisation rurale au 1er juillet 2024 sont de plein droit classées en zone France ruralité revitalisation."

### OBJET

Cet amendement vise à ce que les communes actuellement classées en ZRR soient également classées en ZRR afin de ne pas pénaliser les communes qui bénéficient actuellement de ce dispositif.







DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, 128, 132)

N°	I-630
----	-------

20 NOVEMBRE 2023

## A M E N D E M E N T

présenté par  
M. VERZELEN

C	
G	

### ARTICLE 7

I. – Alinéa 24

Remplacer les mots :

membres d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre qui remplit  
par les mots :  
qui remplissent

II. – Alinéa 25

Remplacer les mots :

établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de France métropolitaine  
par le mot :  
départements

III. – Alinéa 26

Remplacer les mots :

établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre de France métropolitaine  
par le mot :  
département

IV – Alinéa 33

Remplacer les mots :

et membres d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre  
par les mots :  
appartenant à un département

V. – Alinéa 34

Supprimer les mots :

des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre

**OBJET**

Cet amendement porte sur la base retenue pour la réforme des Zones de Revitalisation Rurale, en privilégiant un zonage départemental et non intercommunal.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. PARIGI, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mmes OLLIVIER et PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 TRICIES

Après l'article 5 tricies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au 1<sup>o</sup> du I de l'article 244 quater E du code général des impôts, les mots : « , autres que de remplacement, » sont supprimés.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

II. – Le I n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

**OBJET**

Depuis la prorogation du crédit d'impôt pour les investissements en Corse (CIIC) en 2020 et la mise à jour du BOFIP d'août 2021 notamment, on assiste à un durcissement excessif des critères d'éligibilité des investissements ouvrant droit au CIIC.

Le durcissement brutal des règles, tout particulièrement sur l'achat de biens d'équipement qui sont qualifiés, de manière très discutable, de « remplacement » ou comme n'étant pas des « investissements initiaux » et donc non éligibles, met en difficulté de nombreuses PME et TPE insulaires actuellement.

A droit constant d'une année sur l'autre, on observe des refus qui interrogent. A titre d'exemple, si une tranche de travaux (par exemple la rénovation d'un étage d'un hôtel) a été considérée comme éligible en 2019, la deuxième tranche de travaux sur le même type d'investissements en 2022 n'est plus éligible selon l'administration ; et ce, bien que les « travaux de rénovation d'hôtels » soient explicitement listés dans les investissements éligibles au CIIC. Autre exemple : une autre entreprise demandait le bénéfice du CIIC dans le cadre d'un investissement permettant d'élargir la capacité de production. Alors même que le matériel concerné venait en complément d'une machine similaire, mais moins performante déjà présente à l'actif et amortie, l'administration a refusé l'investissement car elle a considéré qu'il s'agissait d'un matériel de remplacement.

Par conséquent, tout en souhaitant fortement un assouplissement de la part de l'administration fiscale ou, à tout le moins, une période de transition, il convient de modifier l'article 244 quater E du CGI qui exclut de manière explicite du bénéfice du crédit d'impôt sur les investissements en Corse les

investissements « autres que de remplacement ». On s'aperçoit à ce jour que depuis deux ans, cette rédaction crée de l'insécurité juridique pour les professionnels insulaires et donne lieu souvent à des surinterprétations par l'administration fiscale. Comme les auteurs de l'amendement l'avaient indiqué lors de l'examen du PLF 2023, l'année dernière, cette mention est de surcroît superfétatoire dès lors que le V de l'article 244 quater E subordonne déjà le CIIC au règlement UE n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 qui définit les exclusions.

De manière plus large, il convient de préciser les raisons pour lesquelles les auteurs de l'amendement insistent à chaque PLF sur ce crédit d'impôt pour la Corse. En effet, en l'absence de reconnaissance au niveau français et européen du fait insulaire et de ses conséquences structurelles en termes de compétitivité des entreprises, ce CIIC, dispositif fiscal créé en 2002 par la loi sur le statut de la Corse, est essentiel pour soutenir l'investissement des PME et TPE corses.

Comme l'indique le rapport « Pour une économie corse du XXI<sup>e</sup> siècle », publié en octobre 2018 par l'Inspection générale des finances, ce CIIC est une mesure fiscale majeure pour l'île en ce qu'elle permet aux entreprises corses de modérer les contraintes de l'insularité car « les besoins d'équipement sont supérieurs pour les PME corses, en comparaison de leurs homologues de France continentale ». On peut dire qu'il s'agit du seul dispositif véritablement efficient sur l'île soutenant directement l'investissement et la productivité des entreprises de l'île, mais qui est mis à mal depuis sa prorogation en 2020 par une interprétation excessive soudaine des textes européens, sans transition.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. PARIGI, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mmes OLLIVIER et PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 3 SEXIES

Alinéa 10

Après les mots :

demande de logements

insérer les mots :

à l'exception des zones qui connaissent une forte spéculation foncière

**OBJET**

Le présent amendement vise à exclure du dispositif visé par le présent article les zones tendues sujettes à une spéculation immobilière effrénée, comme la Corse ou d'autres zones en France continentale comme la Bretagne, le Pays-Basque...

Si dans le contexte immobilier actuel, nous comprenons la nécessité d'une incitation fiscale dans les territoires où le déficit foncier, ne permet pas de pallier la demande de logements ; la Corse, comme d'autres régions à forte pression touristique, est confrontée au phénomène inverse de sur- bétonisation alimentant de forts phénomènes spéculatifs. C'est précisément cette sur-spéculation qui est à l'origine du phénomène grandissant d'attrition de logements disponibles pour l'habitation principale en raison des prix élevés pratiqués tant à l'achat, qu'à la location.

Si l'arrêté venait à inclure les mêmes communes que celles listées par le décret n° 2023-822 du 25 août 2023 relatif au champ d'application de la taxe annuelle sur les logements vacants instituée par l'article 232 du code général des impôts une partie conséquente de ces zones serait concernée.

Or en l'état, la rédaction actuelle ne prévoit pas une amende suffisamment conséquente pour dissuader tout détournement ou manquement aux engagements prévus aux quatrième, septième et avant-dernier alinéas du 7° du présent II.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. PARIGI, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mmes OLLIVIER et PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 QUINDECIES

Après l'article 5 quindecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au premier alinéa du VI ter de l'article 199 terdecies-0 A du code général des impôts, le taux : « 30 % » est remplacé par le taux : « 45 % ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement entend renforcer le dispositif fiscal du Fonds d'Investissement de Proximité créée par la loi de finance de 2007, qui permet de favoriser pour les entreprises régionales, les investissements dans leur capital et par la même de soutenir leur développement.

C'est bien conscients de l'effet bénéfique de ce dispositif sur le développement en Corse d'un tissu économique de TPE/ PME dynamiques et face aux difficultés structurelles de l'économie corse en raison de son insularité, qu'il est ici proposé de majorer le taux de l'avantage fiscal mentionné.

Cela permettra de renforcer le dynamisme économique de l'île, de créer des emplois et de lutter contre l'inflation structurelle des prix sur l'île par le développement d'une économie corse diversifiée.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. PARIGI, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mmes GUHL et de MARCO, M. MELLOULI, Mmes OLLIVIER et PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEPTVVICES**

Après l'article 3 septvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À l'article 750 bis B du code général des impôts, l'année : « 2027 » est remplacée par l'année : « 2029 ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

En Corse, une exonération du droit de partage de 2,5 % est appliquée pour les actes de partage de succession et les licitations de biens héréditaires à hauteur de la valeur des immeubles situés en Corse jusqu'en 2027.

Dans une logique de clarification des successions, une politique d'assainissement cadastral et de résorption du désordre de propriété est menée depuis 2017. Les mesures adoptées ont eu un effet bénéfique notamment sur les indivisions et régimes fiscaux applicables aux transmissions d'immeubles en Corse.

Pleinement conscient des tensions qui existent sur le marché de l'immobilier de l'île, il est indispensable de prolonger ce dispositif qui va dans le sens du maintien du patrimoine par transmission au sein des familles de Corse.

L'extinction de ce régime dérogatoire est prévue en 2027. C'est précisément afin de permettre la poursuite de l'objectif d'assainissement cadastral qu'il est ici demandé sa prorogation jusqu'en 2029.





## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. PARIGI, Étienne BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC et GONTARD,  
Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mmes OLLIVIER et PONCET MONGE,  
M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

### ARTICLE 5

#### I. - Alinéa 6

Après le mot :

éoliennes

insérer les mots :

, d'installations de production d'hydrogène renouvelable ou bas carbone

#### II. – Après l'alinéa 33

Insérer cinq alinéas ainsi rédigés :

« ...° Pour la production d'installations de production d'hydrogène renouvelable ou bas carbone :

« a) La fabrication d'installations de production d'hydrogène renouvelable ou bas carbone ;

« b) La fabrication des composants essentiels conçus et utilisés principalement comme intrants directs dans la production des équipements mentionnés au a ;

« c) L'extraction, la production et la transformation de matériaux critiques entrant dans la fabrication des équipements ou composants d'équipements mentionnés aux a et b ;

« d) La valorisation des matières premières critiques nécessaires à la production des équipements et des composants d'équipements mentionnés aux a à c. »

#### III. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – Le I n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû. »

**OBJET**

Cet amendement entend élargir le champ d'application du crédit d'impôt aux installations de production d'hydrogène renouvelable ou bas carbone.

Dans les territoires insulaires non-interconnectés, comme la Corse, le potentiel de cette ressource est immense mais également synonyme de souveraineté énergétique.





## AMENDEMENT

présenté par

MM. PARIGI, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mmes OLLIVIER et PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 TERTRICIES

Après l'article 5 tertricies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le 1 bis de l'article 206 du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« 1 .... Ne sont pas passibles de l'impôt sur les sociétés prévu au 1 les installations de production d'hydroélectricité d'une puissance inférieure ou égale à 10 mégawatts mentionnées au 1<sup>o</sup> de l'article L. 314-2 du code de l'énergie et ne bénéficiant pas déjà des dispositions de l'article 44 quaterdecies du code général des impôts. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

L'objet de cet amendement est de renforcer les incitations à investir dans la petite hydraulique dans les zones non interconnectées, afin de limiter plus efficacement et plus rapidement les surcoûts de production dans les zones non interconnectées (ZNI) et réaliser des économies de CSPE dans le cadre de la compensation territoriale opérée par la Commission de régulation de l'énergie (CRE).





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. PARIGI, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mmes OLLIVIER et PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 TRICIES

Après l'article 5 tricies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À la première phrase du premier alinéa du 3° bis du I de l'article 244 quater E du code général des impôts, le mot : « onze », est remplacé par le mot : « vingt ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – Le I n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

**OBJET**

Cet amendement a pour objet d'étendre le bénéfice du crédit d'impôt pour certains investissements réalisés et exploités en Corse (CIIC) à un plus large panel d'entreprises afin de tenir compte de la spécificité du tissu économique territorial auquel il s'applique et atteindre le plein potentiel des bénéfices attendus de la mesure.

En corse, les microentreprises (moins de dix salariés) représentent 38 % des entreprises contre 19 % en métropole. Les PME y représentent quant à elles, 41 % du tissu économique corse contre 29 % en France métropolitaine. A

Dans le dispositif actuel, l'article 244 quater E du code général des impôts prévoit que le taux de 20 % est porté à 30 % pour les entreprises de moins de 11 salariés conduisant à un « effet de seuil », pénalisant nombre d'entreprises situées à la limite entre TPE et PME.

Aussi, cet amendement propose de révéler le seuil de 11 à 20 salariés afin d'étendre le bénéfice du CIIC aux plus petites PME corses.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. PARIGI, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mmes OLLIVIER et PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 TRICIES

Après l'article 5 tricies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le I de l'article 244 quater E du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa du 1°, le taux : « 25 % » est remplacé par le taux : « 40 % » ;

2° Au premier alinéa du 3°, le taux : « 20 % » est remplacé par le taux : « 35 % » ;

3° À la première phrase du premier alinéa et au second alinéa du 3° bis, le taux : « 30 % » est remplacé par le taux : « 45 % ».

II. – Le I n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Cet amendement a pour objet d'augmenter les taux prévus à l'article 244 quater E du code général des impôts relatif au CIIC (le crédit d'impôt pour certains investissements réalisés et exploités en Corse).

Si les moyens mobilisés par l'Etat pour assurer la relance économique de la Corse ont été les bienvenus, il est important de renforcer dans la durée les dispositifs essentiels à la pérennité de l'économie de l'île.

La fiscalité doit apporter une réponse équitable aux territoires en tenant compte pour chacun d'eux de leur contraintes et des mécanismes de compensation différentiels qu'ils induisent.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. PARIGI, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mmes OLLIVIER et PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 TRICIES

Après l'article 5 tricies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au b du 1° du I de l'article 244 quater E du code général des impôts, les mots : « , le transport » sont supprimés.

II. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les dispositions actuelles de l'article 244 *quater* E relatives au CIIC excluent le domaine des transports du bénéfice de ce dernier.

Or précisément ce domaine pâtit d'une situation inégalitaire pour les transporteurs corses par rapport comparativement à leurs homologues continentaux en raison des surcoûts auxquels qu'ils doivent absorber (coût de transport du fret maritime et des frais portuaires, contraintes logistiques afférentes à ce mode de transport ; prix des carburants etc.).

Ce sont précisément ces surcoûts qui justifient une aide fiscale compensatrice de l'État outre le bénéfice qu'il aurait pour ces entreprises déjà fragilisées par la crise tout en les guidant sur le chemin de la relance.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. PARIGI, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mmes OLLIVIER et PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 TRICIES

Après l'article 5 tricies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le I de l'article 244 quater E du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa du 1° est ainsi modifié :

a) Le taux : « 25 % » est remplacé par le taux : « 40 % » ;

b) L'année : « 2027 » est remplacée par l'année : « 2030 » ;

2° Au premier alinéa du 3°, le taux : « 20 % » est remplacé par le taux : « 35 % » ;

3° À la première phrase du premier alinéa et au second alinéa du 3° bis, le taux : « 30 % » est remplacé par le taux : « 45 % ».

II. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Cet amendement entend renforcer et prolonger les taux du crédit d'impôt pour certains investissements réalisés et exploités en Corse(CIIC).

Depuis 2002, ce CIIC a joué un rôle essentiel dans le soutien du tissu économique corse et il apparaît essentiel de le réviser pour renforcer ses effets bénéfiques sur les TPE et les PME.

Cet amendement permet dans le même temps de renforcer les taux applicables au CIIC et de proroger le dispositif.

La fiscalité doit apporter une réponse équitable à chaque territoire en fonction des contraintes structurelles qui pèsent sur son économie et qui sont inhérentes à sa géographie.



De plus, afin de donner de la visibilité et de la confiance aux chefs d'entreprises, cet amendement vise également à prolonger le crédit d'impôt investissement Corse jusqu'en 2030. Cette prolongation s'inscrit pleinement dans la volonté du Gouvernement de rassurer les entreprises en leur assurant une sécurité juridique fiscale sur le long terme.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. PARIGI, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, M. BENARROCHE, Mme de MARCO,  
MM. DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT et MELLOULI, Mmes OLLIVIER,  
PONCET MONGE, Mélanie VOGEL et SOUYRIS et M. SALMON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 TRICIES

Après l'article 5 tricies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au premier alinéa du 1° du I de l'article 244 quater E du code général des impôts, l'année :  
« 2027 » est remplacée par l'année : « 2030 ».

II. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise uniquement à proroger le dispositif du CIIC jusqu'en 2030.

Le CIIC existe depuis 2002 et il a fait ses preuves. Depuis plus de 20 ans, cet outil fiscal accompagne et aide les TPE et PME corses.

Actuellement, le CIIC est voué à disparaître en 2027. Il est donc proposé d'actualiser immédiatement le code général des impôts, sans attendre, afin de prolonger le crédit d'impôt jusqu'en 2030.

Cette prolongation permettra de rassurer les chefs d'entreprises et les opérateurs économiques corses. En ce sens, cet amendement s'inscrit pleinement dans la ligne défendue par l'administration fiscale : donner de la visibilité, de la stabilité et de la sécurité juridique aux entreprises.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. PARIGI, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mmes de MARCO, OLLIVIER et PONCET MONGE, MM. MELLOULI et SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 TRICIES

Après l'article 5 tricies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le premier alinéa du I de l'article 44 septdecies du code général des impôts, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

« À titre exceptionnel, dans le cadre de la reprise économique postérieure aux crises sanitaires et énergétiques qui ont traversées le pays ces trois dernières années, les exonérations prévues au premier alinéa du I sont cumulables avec le crédit d'impôt défini à l'article 244 quater E. Ce cumul est applicable aux secteurs des transports routiers, du commerce de proximité, des activités culturelles et du spectacle, du sport ainsi qu'à toutes les entreprises et commerces dont le chiffre d'affaires dépend à plus de 50 % de l'activité touristique.

« Le régime du cumul mentionné au deuxième alinéa est applicable jusqu'au 31 décembre 2024. »

II. – Le I n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement propose à titre exceptionnel et temporaire de permettre le cumul entre deux avantages fiscaux pour la Corse : les exonérations prévues à l'article 44 septdecies (zone de développement prioritaire) et crédit d'impôt CIIC défini à l'article 244 *quater* E du code général des impôts.

Ce cumul doit permettre de favoriser la reprise économique pour le territoire de la Corse quia été particulièrement affecté par les deux crises successives, sanitaire et énergétique, qui ont traversé notre pays.

Afin de calibrer au mieux ce cumul exceptionnel il est proposé de ne favoriser que les entreprises corses les plus touchées, celles qui dépendent de l'activité touristique. Ce critère devrait permettre d'éviter les effets d'aubaine.

En outre, le cumul est strictement limité dans le temps pour l'année 2024.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. PARIGI, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT et MELLOULI, Mmes de MARCO, OLLIVIER et PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 7

## I. – Alinéa 58

Rédiger ainsi cet alinéa :

a) Au premier alinéa du I, les mots : « sont créées entre le 1<sup>er</sup> janvier 2019 et le 31 décembre 2023 et qui » sont supprimés ;

## II. – Après l'alinéa 58

Insérer cinq alinéas ainsi rédigés :

...) Le second alinéa du I est remplacé par quatre alinéas ainsi rédigés :

« Les bénéfices ne sont soumis à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés que pour :

« a) Le quart de leur montant durant les huit mois qui suivent la création de l'entreprise ;

« b) La moitié de leur montant durant les seize mois qui suivent la création de l'entreprise ;

« c) Les trois quarts de leur montant au-delà des seize mois qui suivent la création de l'entreprise. »

## III. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – Le présent article ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'objet de cet amendement est de supprimer les bornes temporelles permettant aux entreprises corses d'accéder aux avantages liés au dispositif de ZDP (zones de développements prioritaires).

Actuellement, ce mécanisme est amené à disparaître. L'article 44 septdies du code général des impôts prévoit qu'il ne pourra concerner que les entreprises créées entre le 1<sup>er</sup> janvier 2019 et jusqu'au 31 décembre 2023.



Le mécanisme des ZDP est essentiel en corse et permet d'accompagner un grand nombre d'entreprises qui, peu importe leur date de création, en ont grandement besoin.

Le présent amendement propose donc de permettre le bénéfice des avantages de la ZDP pour toutes les entreprises sans que leur date de création ne constitue une barrière infranchissable. Pour conserver un cadre il maintient un système progressif en trois temps : 8 mois, 16 mois et au-delà de 16 mois après la date de création de l'entreprise.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. PARIGI, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mmes PONCET MONGE et OLLIVIER, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 14 BIS**

Après l'article 14 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au premier alinéa de l'article L. 312-41 du code des impositions sur les biens et services, le montant : « 1,125 € » est remplacé par le montant : « 1,50 € ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement d'appel entend attirer l'attention du Gouvernement et des législateurs la problématique majeure des prix des carburants en Corse.

La Corse doit composer avec son insularité en matière de contrôle des prix des biens de consommation. L'inflation structurelle est d'environ 15 % en 2023 par rapport aux prix continentaux et touche également les biens de consommation essentiels.

L'essence, qui alimente les voitures, bus et camions, est à ce titre indispensable à la vie sur l'île malgré les efforts conséquents fournis par les élus locaux dans le renforcement des offres de transport publics notamment le train.

La minoration applicable en Corse des produits fiscaux issus de la vente des carburants est essentielle, bien qu'insuffisante, à la réduction des coûts au litre à la pompe.

Le dispositif de minoration, tel que prévu, a pour échéance fin 2024, dans le cadre de la décision d'exécution (UE) 2019/372 du Conseil du 5 mars 2019 autorisant la France à appliquer un taux d'imposition réduit à l'essence sans-plomb utilisée comme carburant et mise à la consommation dans les départements de Corse.

Conscient de l'impérieuse nécessité de respecter le droit européen, l'auteur de cet amendement d'appel souhaite inviter le Gouvernement à prendre des mesures en lien avec les autorités européennes sans tarder afin d'accroître cette exonération qui viendrait renforcer les dispositifs nécessaires à la préservation du pouvoir d'achat des corses.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. PARIGI, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mmes OLLIVIER et PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

ARTICLE 15

I. – Alinéas 15 à 19

Supprimer ces alinéas.

II. – Compléter cet article par un alinéa ainsi rédigé :

.... – Le I n'est pas applicable sur le territoire de la collectivité de Corse.

**OBJET**

Le Gouvernement entend instaurer une taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance. Selon l'exposé des motifs, cette taxe devrait principalement concerner les autoroutes et aéroports et doit financer les investissements dans le transport ferroviaire.

Si nous souhaitons une hausse de la fiscalité sur les concessionnaires d'autoroutes, cela ne peut se faire au détriment de la continuité territoriale. Le présent article ne prévoit en effet aucune modalité pour éviter que les exploitants des infrastructures concernées ne reportent la hausse de la fiscalité sur les tarifs appliqués aux usagers. Dès lors, ce sont bien les voyageurs qui paieront cette nouvelle taxe et la marge des sociétés concessionnaires d'autoroute sera préservée. Ceci est confirmé par l'avis rendu par le Conseil d'Etat en juin 2023 sur les moyens de taxer les concessions d'autoroutes.

Dès lors, il est demandé d'exclure du périmètre de cet articles l'ensemble des territoires insulaires de la République. Le PLF vise en effet, par le nouvel article L425-3 du code des impositions sur les biens et services, les collectivités de la Guadeloupe, de la Martinique, la Guyane, La Réunion, Mayotte ainsi que Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon. Enfin, pour les mêmes raisons de sauvegarde du pouvoir d'achat et de préservation de l'efficacité des dispositifs de continuité territoriale, il est proposé d'exclure la Corse du périmètre du présent article.

Le gage sur les tabacs est proposé afin de respecter les règles de la recevabilité financière. Les signataires du présent amendement ne souhaitent pas que cette taxe additionnelle sur les tabacs soit créée et demandent au Gouvernement de lever le gage.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. PARIGI, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT et MELLOULI, Mmes de MARCO, OLLIVIER et PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 266 sexies du code des douanes est complété par un paragraphe ainsi rédigé :

« .... – Le produit de la taxe générale mentionnée au I perçu sur le territoire de la collectivité de Corse lui est attribué. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement d'appel propose de réserver la fraction du produit de la TGAP déchets collectée sur le territoire corse à la collectivité de Corse.

En 2019, l'Assemblée de Corse avait adopté une délibération n° 19/142 AC portant adoption d'une motion en faveur du transfert du produit de la TGAP récolté sur le territoire à la collectivité de Corse. Avec plus de 170 000 tonnes d'ordures ménagères résiduelles enfouies en Corse, le produit de TGAP généré sur le territoire pour le stockage de déchets atteignait les 5,5 millions d'euros.

Ces recettes contribueraient fortement au budget de la Corse et permettraient de renforcer le lien territorial dans la fiscalité locale. Ce lien contribue pleinement au consentement à l'impôt.

En outre, la Corse connaît une véritable crise des déchets depuis plusieurs années. Face à ce phénomène le territoire s'est déjà doté d'un plan pluriannuel sur les déchets. La fraction de TGAP ainsi remise à la Corse permettrait de contribuer financièrement à la politique déployée par la Corse en la matière.

Enfin, il faut souligner que cette fraction (5,5 millions d'euros) représente peu de chose face aux recettés de la TGAP déchets (plus de 900 millions en loi de finances initiale pour 2021).





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. PARIGI, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT et MELLOULI, Mmes de MARCO, OLLIVIER et PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 25 QUATER**

Après l'article 25 quater

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le premier alinéa de l'article L. 4425-26 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° À la fin de la première phrase, les mots : « évolue comme la dotation globale de fonctionnement » sont remplacés par les mots : « est fixé chaque année en loi de finances en fonction de l'évolution annuelle de l'indice des prix à la consommation en France sur l'ensemble hors tabac établi par l'Institut national de la statistique et des études économiques, sous réserve que cette évolution soit positive » ;

2° La seconde phrase est supprimée.

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à mettre fin au gel de la dotation de continuité territoriale (DCT) reversée au profit de la Corse.

L'article L. 4425-26 du code général des collectivités territoriales (CGCT) a acté la fin du dynamisme de cette dotation à compter de 2009. Cet amendement propose de mettre un fin à ce gel en prévoyant une indexation automatique sur le niveau de l'inflation effectivement constaté votée annuellement en loi de finances.

Pour rappel, la DCT constitue une dotation spécifique qui vise à atténuer les contraintes liées à l'insularité, garantir le financement des dépenses de continuité territoriale entre l'île et le continent notamment concernant les transports aériens et maritimes.

La hausse générale des prix énergétiques se fait déjà sentir dans le secteur des transports. En dépit de l'urgence de la situation, le montant de la DCT n'est pas revalorisé à la hauteur des besoins et des dépenses à couvrir. Ce gel nuit gravement à l'île et accentue encore un peu plus les fractures territoriales.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. PARIGI, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT et MELLOULI, Mmes de MARCO, OLLIVIER et PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 27

I. - Alinéa 2, tableau, seconde colonne, huitième ligne

Remplacer le montant :

42 946 742

par le montant :

43 946 742

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à appliquer l'alinéa 10 de l'article 7 de la loi montagne de 1985(modifié par l'article 25 de la loi du 22 janvier 2002 sur le statut de la Corse), en augmentant de 1 million d'euros le prélèvement opéré sur les recettes de l'État au profit de la collectivité de Corse, au titre du comité de massif de Corse.

Pour rappel, contrairement aux autres comités de massif hexagonaux, le pilotage du comité de massif a été transféré à la collectivité de Corse (CdC) depuis 2002. A ce titre, il n'existe donc pas en Corse de commissariat de massif ou de convention interrégionale de massif.

Cependant, en raison des choix politiques des majorités politiques territoriales passées et de l'État (qui détenait la compétence avant 2002), la Corse n'avait pas activé de comité de massif et a, de plus, été particulièrement absente des discussions dans le cadre du Conseil national de la montagne depuis plus de 30ans. Ce vide historique est particulièrement regrettable, compte tenu du statut d'île-montagne que constitue la Corse (reconnue d'ailleurs comme tel par l'article 5 de la loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne). L'île a donc perdu de nombreuses années de politiques publiques et de financement en faveur du développement de l'intérieur de l'île, pourtant indispensables eu égard à la désertification et la pauvreté que nous connaissons.

En 2016, la nouvelle majorité territoriale a réactivé le comité de massif et l'Assemblée de Corse a adopté le tout premier schéma de développement de la montagne en février 2017 (éducation, numérique, infrastructures, tourisme et patrimoine, agropastoralisme).

Au titre du transfert de la compétence de l'État vers la CdC, l'article 7 de la loi montagne dispose que les crédits relatifs à la montagne font l'objet d'une subvention globale à la collectivité de Corse. A ce jour, celle-ci s'élève autour de la modique somme de 150 00 €.

C'est pourquoi, cet amendement opère un rattrapage des crédits en faveur du comité de massif de la Corse et une remise à niveau par rapport aux autres massifs de superficie équivalente comme le Jura (13,5 millions d'euros de l'État sur 5 ans).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. PARIGI, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT et MELLOULI, Mmes de MARCO, OLLIVIER et PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 27

I. – Alinéa 2, tableau, seconde colonne, huitième ligne

Remplacer le montant :

42 946 742

par le montant :

44 063 357

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La LFI 2023 prévoit un PSR pour la Collectivité de Corse de 42,94 M€. Ce montant est inchangé dans le PLF 2024, malgré le maintien d'une inflation élevée.

Par ailleurs, le Président de la République a annoncé une réforme d'ampleur afin de donner plus d'autonomie à la Corse dans la République.

Il apparaît dès lors inapproprié d'acter la réduction du PSR dédié en euros constants. La Corse, par l'intermédiaire sa collectivité à statut particulier, doit anticiper dès 2024 l'impact budgétaire de la future réforme, notamment en ce qui concerne l'exercice de nouvelles compétences.

En l'absence d'annonces relatives à une plus grande autonomie fiscale pour l'île, l'équilibre budgétaire de la Collectivité ne peut se faire sans une revalorisation du PSR qui soit au moins équivalente au niveau de l'inflation.

Le gage sur les tabacs est proposé afin de respecter les règles de la recevabilité financière. Les signataires du présent amendement ne souhaitent pas que cette taxe additionnelle sur les tabacs soit créée et demandent au Gouvernement de lever le gage.







**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. PARIGI, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT et MELLOULI, Mmes de MARCO, OLLIVIER et PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 27

I. – Alinéa 2, tableau, avant la dernière ligne

Insérer une ligne ainsi rédigée :

Compensation de la perte des recettes liées aux frais de gestion consécutive à la baisse des impôts de production pour la collectivité de Corse	1 500 000
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à compenser la perte des frais de gestion qui a été déclenchée par la baisse des impôts de production actée par le Gouvernement.

En Corse cette perte est chiffrée à un coût oscillant entre 1 et 2 millions d'euros et n'a pas été compensée. Il est donc proposé d'instituer une compensation de 1,5 millions d'euros afin de combler ce trou budgétaire pour la collectivité.

Lors de l'examen de cet amendement la commission des finances à l'Assemblée nationale, en dépit de la reconnaissance de cette perte pour les finances locales, aucune solution n'a été apportée.

L'objet du présent amendement est donc d'obtenir des précisions et des engagements du Gouvernement sur ce point.

Force est de constater que la réforme a conduit à une perte pour le budget de la collectivité et que cette perte n'a pas été comblée. Il ne revient pas à la Corse d'assumer seule les conséquences des choix budgétaires de l'Exécutif.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. PARIGI, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT et MELLOULI, Mmes de MARCO, OLLIVIER et PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 27

I. – Alinéa 2, tableau, avant la dernière ligne

Insérer une ligne ainsi rédigée :

Prélèvement sur les recettes de l'État issues de la taxe générale sur les activités polluantes déchets au profit de la collectivité de Corse	5 500 000
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement d'appel propose d'instituer un nouveau prélèvement sur les recettes de l'État au profit de la collectivité de Corse.

Ce prélèvement permettrait de restituer à la collectivité de Corse les recettes liées à la TGAP déchets (taxe sur les activités polluantes) récoltées sur son territoire.

En 2019, l'Assemblée de Corse avait adopté une délibération n° 19/142 AC portant adoption d'une motion en faveur du transfert du produit de la TGAP récolté sur le territoire à la collectivité de Corse. Avec plus de 170 000 tonnes d'ordures ménagères résiduelles enfouies en Corse, le produit de TGAP généré sur le territoire pour le stockage de déchets atteignait les 5,5 millions d'euros.

Ces recettes contribueraient fortement au budget de la Corse et permettrait de renforcer le lien territorial dans la fiscalité locale. En outre, la Corse connaît une véritable crise des déchets depuis plusieurs années. Face à ce phénomène le territoire s'est déjà doté d'un plan pluriannuel sur les déchets. La fraction de TGAP ainsi remise à la Corse permettrait de contribuer financièrement à la politique déployée par l'île en la matière.

Enfin, il faut souligner que cette fraction (5,5 millions d'euros) représente peu de chose face aux recettes de la TGAP déchets (plus de 900 millions en loi de finances initiale pour 2021).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. PARIGI, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT et MELLOULI, Mmes de MARCO, OLLIVIER et PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 27

I. – Alinéa 2, tableau, avant la dernière ligne

Insérer une ligne ainsi rédigée :

Compensation à la collectivité de Corse de la revalorisation du point d'indice dans la fonction publique	5 600 000
----------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à assurer une compensation par l'État à l'euro près à destination de la Collectivité de Corse pour compenser la revalorisation du point d'indice dans la fonction publique à hauteur de 5,6 million d'euros.

Les élus locaux soutiennent cette revalorisation à 3,5 % du point d'indice mise en place en 2023, cependant, cette revalorisation qui bénéficie à la fonction publique territoriale induit un coût conséquent pour les collectivités alors même qu'elles ont été confrontées à une forte inflation portée par la hausse des prix de l'énergie.

Cette décision de revalorisation a été actée de manière unilatérale par l'État et s'est imposée aux budgets locaux, il est normal que l'État assure seul le coût des décisions qu'il prend.

La revalorisation s'est traduite par un coût de 7,5Md€ en année pleine (réparti potentiellement ainsi parmi les trois fonctions publiques : 3,2Md FPE ; 2,3Md FPT ; 2Md FPH).

Il est ici question de soutenir la libre administration des collectivités territoriales, principe qui implique que les collectivités rémunèrent leurs fonctionnaires.

Les finances de la Collectivité de Corse doivent se concentrer sur l'investissement afin de soutenir le tissu économique local, pour cela, il est nécessaire que les élus corses conservent des marges de manœuvre financières. Pour la Collectivité, avec près de 4 330 agents le coût est estimé à 5,6 millions

d'euros en année pleine pour 2023. Afin d'éviter que l'autonomie financière de la Collectivité de Corse ne soit encore un peu plus réduite, cet amendement assure une juste compensation à titre exceptionnel.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. PARIGI, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT et MELLOULI, Mmes de MARCO, OLLIVIER et PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 27

I. – Alinéa 2, tableau, avant la dernière ligne

Insérer une ligne ainsi rédigée :

Fonds d'urgence à la suite d'une reconnaissance de l'État de catastrophe naturelle en Corse	1 000 000
---------------------------------------------------------------------------------------------	-----------

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement d'appel vise à attirer l'attention sur la lenteur des procédures d'indemnisation à la suite de la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle.

La Corse connaît chaque année des épisodes catastrophiques liés à une météo en pleine mutation sous les effets du dérèglement climatique. Sécheresse, incendies, tempêtes sont à l'origine de dégâts majeurs sur l'île. Ces événements risquent d'être de plus en plus fréquents et la procédure d'indemnisation n'est pas à la hauteur des enjeux.

Aussi, les élus des communes corses constatent toujours des blocages a posteriori. En ce sens, l'association des maires de Haute-Corse regrette encore la lourdeur administrative des dossiers. Il est impératif que l'Exécutif fasse preuve de plus de confiance envers les élus locaux.

Certes, les élus savent que les décaissements auront bien lieu, mais cela peut souvent prendre des mois. Les communes font parfois face à des dépenses lourdes pour les travaux, notamment de voiries, et sans indemnisation, il leur est parfois difficile de mener à bien ces opérations essentielles.

Cet amendement propose donc de créer un PSR-CT sous la forme d'un fonds d'urgence qui pourrait permettre un décaissement plus rapide pour les communes corses. Il s'agit avant tout d'un amendement d'appel, la meilleure solution étant de rationaliser les procédures administratives propres à la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle afin de permettre une indemnisation plus rapide.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. PARIGI, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC et FERNIQUE, Mme GUHL, MM. GONTARD, JADOT et MELLOULI, Mmes de MARCO, OLLIVIER et PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le chapitre VI du titre X du code des douanes est complété par un article 285 ... ainsi rédigé :

« Art. 285 .... – I. – À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, sur le territoire de la collectivité de Corse spécifiquement, les propriétaires de véhicules de catégorie M1 tels que définis à l'article R. 111-37 du code de l'urbanisme qui empruntent le réseau routier corse sont soumis à une écotaxe.

« II. – Le réseau routier corse est constitué par les routes territoriales et communales présentes sur le territoire de la collectivité de Corse.

« III. – La taxe est due par le propriétaire des véhicules mentionnés, ou, lorsque le véhicule fait l'objet d'un contrat de crédit-bail ou d'un contrat de location, par le locataire ou le sous-locataire, d'une part, et le propriétaire solidairement.

« IV. – La taxe est exigible à l'arrivée dans un espace portuaire de l'île de Corse.

« V. – Son acquittement est attesté par la délivrance d'une vignette apposée sur le véhicule.

« VI. – Le tarif de la taxe est composé d'une part fixe et d'une part variable.

« La part fixe est établie en fonction du taux d'émission de dioxyde de carbone de la manière suivante :

«

Taux d'émission de dioxyde de carbone (en grammes par kilomètre)	Tarif de la part fixe applicable par camping-car (en euros)
N'excédant pas 200	100
Fraction supérieure à 200 et inférieure ou égale à 250	150
Fraction supérieure à 250	200

« L'organe délibérant de la collectivité de Corse applique, chaque année, à cette part fixe un coefficient multiplicateur compris entre 1 et 1,75 établi en fonction de la durée de séjour.

« Le montant total de la taxe établie n'excède pas 350 € pour tout le séjour.

« VII. – Le produit de la taxe est affecté à la collectivité de Corse qui en fixe le montant chaque année.

« VIII. – La collectivité de Corse rembourse la taxe sur présentation de justificatifs, par l'assujetti, attestant du stationnement du véhicule dans des aires adaptées ou dans un établissement délivrant des prestations d'hébergement de plein air relevant de la réglementation du camping-caravanage et de l'habitat de loisirs.

« IX. – Un décret en Conseil d'État précise les modalités de collecte, de communication, de vente et distribution ainsi que les sanctions en cas de non-respect de la présente obligation. »

II. – Le Gouvernement remet au Parlement, dans un délai de douze mois à compter de la promulgation de la présente loi, un rapport d'information et d'évaluation sur la mise en place de l'écotaxe.

### **OBJET**

Cet amendement se fonde sur un rapport présenté par le Président du conseil exécutif de Corse l'Assemblée de Corse lors de sa séance du 28 juillet 2017.

Il avait reçu un avis favorable de la Commission des Finances de l'Assemblée nationale à l'occasion du débat budgétaire 2017.

Sur le fondement de l'article L. 4422-16 du CGCT, la Collectivité de Corse a approuvé une délibération n° 17/226 du 28 juillet 2017 portant sur la demande de modification législative afférente à la création d'une écotaxe affectée à la régulation des camping-cars en Corse, en vue notamment de la création d'aires de stationnement.

Cette proposition se fonde et fait suite à l'entrée en vigueur de l'article 8 bis nouveau de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985, issue de la loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne (« Acte II de la Loi Montagne »).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. PARIGI, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC et FERNIQUE, Mme GUHL, MM. GONTARD et JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mmes OLLIVIER et PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le I de l'article. L. 4425-22 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° Au 1°, les mots : « et à l'article 575 E bis, » sont supprimés ;

2° Après le 6°, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ... La fraction prélevée sur le produit net de la taxe sur la valeur ajoutée, en application du II de l'article 149 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017, selon les modalités définies au d du 1° du III du même article 149. »

II. – Le 1° du III de l'article 149 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...) Du produit perçu par la collectivité de Corse au titre du droit de consommation sur les tabacs prévu à l'article 575 E bis du code général des impôts ; ».

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

La perception par la collectivité de Corse de l'intégralité du produit des droits de consommation sur les tabacs vendus en Corse (obtenue à la suite du transfert des routes nationales vers la collectivité de Corse en 1993) doit désormais être réformée.

Il s'agit d'une demande constante des élus insulaires, mais notamment de l'Inspection Générale des Finances qui l'a formulée dans son rapport publié en octobre 2018 « Pour une économie corse du XXI<sup>e</sup> siècle ». Les inspecteurs généraux des finances expliquent que cette affectation du produit des droits de tabacs « ne répond à aucune logique économique » et « soumet l'équilibre du budget de la CdC à l'évolution de la politique gouvernementale en matière de santé publique ainsi qu'à l'évolution des comportements au sein de la population corse ».



C'est pourquoi, la même mission recommande de transférer les droits de consommation sur les tabacs vendus en Corse aux organismes de sécurité sociale et, condition sine qua non, de remplacer la recette par une fraction de produit de la TVA, de façon similaire à la Dotation Globale de Décentralisation ;d'où l'objet de cet amendement.

A noter que cette demande s'inscrit dans le cadre de la convergence des prix du tabac en Corse avec ceux du continent, dont la baisse des volumes des ventes potentiellement envisagée ou espérée, dans le cadre d'une politique de santé publique que les auteurs de l'amendement soutiennent, pourrait porter préjudice à terme aux finances de la CdC.

Grâce à cet amendement, la collectivité de Corse pourrait bénéficier d'une recette dynamique de TVA indispensable à l'investissement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. PARIGI, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. DANTEC, BENARROCHE et FERNIQUE,  
Mme GUHL, MM. GONTARD, JADOT et MELLOULI, Mmes de MARCO, OLLIVIER et PONCET  
MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 1394 B du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« En Corse, les bâtiments agricoles à usage mixte sont également concernés par l'exonération de la  
taxe foncière. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

L'objet de cet amendement est d'élargir l'exonération de taxe foncière aux bâtiments agricoles à usage mixte sur le territoire de la Collectivité de Corse.

Sur le territoire insulaire, les exploitants agricoles mènent fréquemment des activités annexes qui peuvent venir en complément de leur activité principale ou s'inscrire dans des domaines bien plus variés et qui peuvent être liées à des activités d'énergie, de commerce ou encore d'accueil du public.

Cette diversification des activités des exploitations est un levier essentiel de la pérennité financière du monde agricole de l'île. Cependant, l'état actuel du droit entraîne un risque de voir la nature du bâtiment redéfini et ainsi l'exonération de la taxe foncière suspendue.

Le présent amendement vise à sécuriser les exploitants agricoles corses en excluant de la taxe foncière les bâtiments agricoles mixtes quelle que soit la surface du bâti consacrée à d'autres activités non agricoles.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. PARIGI, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. DANTEC, BENARROCHE, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mmes OLLIVIER et PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le I de la section III du chapitre I<sup>er</sup> du titre I<sup>er</sup> de la deuxième partie du livre I<sup>er</sup> du code général des impôts est complété par un article 1407 .... ainsi rédigé :

« Art. 1407 .... – I. – Dans les communes classées dans les zones géographiques mentionnées au I de l'article 232, le conseil municipal ou, en Corse, l'Assemblée de Corse peut, par une délibération, instaurer une taxe forfaitaire sur la cession à titre onéreux de biens immobiliers, à partir d'un seuil défini par délibération du conseil municipal ou, en Corse, de l'Assemblée de Corse.

« Lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale est compétent pour l'élaboration des documents locaux d'urbanisme, il peut instituer et percevoir cette taxe forfaitaire, en lieu et place et avec l'accord de l'ensemble des communes qu'il regroupe. L'établissement public de coopération intercommunale peut décider de reverser aux communes membres une partie du montant de la taxe. En Corse, le produit de la taxe est reversé à la collectivité de Corse qui peut en reverser une partie aux communes.

« II. – Cette taxe forfaitaire est assise sur un montant égal au prix de cession du bien défini à l'article 150 VA diminué du prix d'acquisition stipulé dans les actes, actualisé en fonction du coefficient d'érosion monétaire.

« La taxe ne peut excéder 45 % de ce montant. Elle est exigible lors de la cession et est due par le cessionnaire.

« III. – Elle ne s'applique pas aux cessions mentionnées aux 1<sup>o</sup> à 6<sup>o</sup> du II de l'article 150 U du présent code. En Corse, elle ne s'applique pas aux immeubles ou droits immobiliers pour lesquels le droit de propriété du défunt n'a pas été constaté avant son décès par un acte régulièrement transcrit ou publié.

« Cette taxe est également due en cas de cession de titres sociaux d'une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 736.

« IV. – Un décret en Conseil d'État fixe les modalités d'application du présent article.

**OBJET**

Cet amendement vise à mettre en place une taxation sur les transactions immobilières, hors résidences principales, dans les communes situées dans des zones tendues, occasionnant une spéculation immobilière croissante et un obstacle à l'accès à la propriété ou à la location pour les résidents permanents de ces communes.

Il s'agit d'une taxe anti-spéculative afin de contribuer à réguler les résidences secondaires sur tout le littoral touristique français et dans les zones de montagne où de nombreuses communes deviennent des "villages de vacances". Cette situation crée de très fortes inégalités entre les résidents et les vacanciers.

Le produit de la taxe est reversée au bloc communal. En Corse, compte tenu des compétences élargies de la collectivité de Corse en matière d'aménagement du territoire (PADDUC), il convient que cette taxe soit instaurée et pilotée par la collectivité de Corse afin de mettre en place une politique globale de régulation du phénomène de spéculation immobilière qui prend une ampleur considérable et provoque des inégalités sociales dangereuses pour la cohésion de l'île.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. PARIGI, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mmes OLLIVIER et PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 8

Après l'article 8

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972, il est inséré un article 3-... ainsi rédigé :

« Art. 3-.... – I. – En Corse, par dérogation à l'article 3 :

« 1° La taxe s'applique aux établissements dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur 230 000 euros ;

« 2° La majoration de 50 % de la taxe, telle que prévue au dernier alinéa de l'article 3, est appliquée aux établissements dont la surface de vente excède 1 000 mètres carrés et est affectée au budget de la collectivité de Corse.

« II. – Les modalités d'application du présent article sont déterminées par décret en Conseil d'État, pris après consultation de l'Assemblée de Corse. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

En Corse, la concentration de grandes surfaces a des effets délétères sur les commerces de proximité et sur l'activité des commerces de centre-ville, sans compter la consommation de terres agricoles qui en découle.

Dans la lignée de ce constat, il est proposé une majoration de la TASCOT en Corse.

Les seuils d'application de la majoration sont adaptés à l'échelle de ce territoire insulaire qui est la région où la concentration de grandes surfaces au m<sup>2</sup> rapporté au nombre d'habitants est la plus élevée de l'Hexagone.

Cette majoration serait affectée à la Collectivité en charge de l'aménagement stratégique de la Corse, notamment à travers la rédaction du PADDUC. Ainsi, l'Assemblée de Corse pourrait affecter par délibération une part, qui ne peut être inférieure à 40 %, du produit de cette majoration, à l'Office foncier de Corse chargé de préempter au nom des communes certains espaces fonciers en notament d'opérer un développement équilibré des activités.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. MENONVILLE et BONNECARRÈRE, Mme Olivia RICHARD, MM. CHAUVET, KERN, CAMBIER et LEVI, Mmes JACQUEMET, PERROT et BILLON, M. BLEUNVEN et Mme ANTOINE

ARTICLE 14

## I. – Alinéas 2 à 6

Supprimer ces alinéas.

## II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement tend à maintenir l'exonération des pick-up 4 et 5 places du malus écologique et au poids

Les pick up sont des véhicules utilisés par de très nombreux professionnels et corps constitués, tels que les agriculteurs, les artisans, la police, la gendarmerie, l'armée, les collectivités, les professionnels des métiers de secours (SMUR, SDIS...). Leurs quatre roues motrices facilitent l'accès aux zones difficiles. Ils disposent également d'une grande capacité de tractation et de chargement qui leur permet d'emprunter des routes étroites.

Le présent projet de loi de finances remet en cause les dispositifs fiscaux actuels en prévoyant de renforcer le malus CO2 et le malus poids en durcissant les critères. Le malus maximal est porté à 60 000 euros contre 50 000 euros actuellement, et il est atteint dès 194 grammes de CO2/km contre 226 grammes en 2023.

Cette mesure aura de lourdes conséquences sur les ventes, sur la TVA, sur la compétitivité des entreprises productrices du secteur et sur la distribution.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. FAVREAU

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3**

Après l'article 3

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 200 sexdecies du code général des impôts, il est inséré un article 200 ... ainsi rédigé :

« Art. 200 .... – Les contribuables fiscalement domiciliés en France au sens de l'article 4 B peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des dépenses effectivement supportées, dans la limite de 10 000 euros, pour le règlement des prestations fournies par un professionnel exerçant une profession juridique ou judiciaire dans le cadre des activités définies par leurs statuts respectifs.

« Ce crédit d'impôt vient en réduction de l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle les dépenses sont effectivement supportées, après imputation des réductions d'impôt mentionnées aux articles 199 quater B à 200 bis, des crédits d'impôt et des prélèvements ou retenues non libératoires. Si le crédit d'impôt excède l'impôt dû, l'excédent est restitué.

« Les dépenses mentionnées au premier alinéa ouvrent droit au bénéfice du crédit d'impôt, sous réserve que le contribuable soit en mesure de présenter, à la demande de l'administration fiscale, la facture d'honoraires du professionnel ayant réalisé les prestations.

« Ce crédit d'impôt est égal à 50 % des dépenses mentionnées au premier alinéa. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à créer un crédit d'impôt pour nos concitoyens, en règlement de services juridiques fournis par des professions judiciaires ou juridiques.

On constate, depuis plusieurs années, une difficulté grandissante pour nos concitoyens d'accéder à leurs droits. La 3<sup>ème</sup> édition du baromètre des droits et de l'accès au droit en France (2022), réalisée par le Conseil national des barreaux en partenariat avec l'institut ODOXA, dresse à ce sujet un bilan particulièrement inquiétant de la perception de nos concitoyens sur l'exercice de leurs droits :

- 40% des Français, soit 21 millions de nos concitoyens, affirment qu'il est difficile de faire valoir leurs droits là où ils habitent ;

- pour 68% des Français, l'accès au droit est devenu plus difficile au cours des dernières années.

Cet amendement tend donc à créer un crédit d'impôt sur le revenu pour l'ensemble des particuliers au titre des dépenses qu'ils ont engagées en règlement des prestations fournies par un professionnel exerçant une profession juridique réglementée dont le titre est protégé, dans la limite de 10.000€ par an. Le crédit d'impôt proposé est égal à 50% du montant des dépenses ainsi engagées par le particulier.

Il constituerait un moyen efficace de favoriser l'accès de nos concitoyens à un professionnel du droit, soumis à une déontologie et à des obligations strictes, assurant une qualité et une sécurité juridique optimale pour les prestations qui lui seront fournies.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. FAVREAU

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 278-0 bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« .... – Les services juridiques fournis aux personnes sous contrat de travail et aux chômeurs dans le cadre de procédures devant une juridiction du travail, ainsi que les services juridiques fournis dans le cadre du régime d'aide juridictionnelle. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement a pour objet de prévoir un taux réduit de TVA à 5,5% pour les honoraires d'avocats afin de renforcer l'accès au droit de nos concitoyens.

En effet, si les entreprises, assujetties à la TVA, peuvent déduire de leur base imposable les coûts engendrés par la consultation d'avocats et récupèrent ainsi la TVA, les personnes physiques ne peuvent pas bénéficier de ce dispositif et doivent donc supporter un coût d'accès au droit, au conseil et au contentieux qui est supérieur à celui supporté par les entreprises.

Le 5 avril 2022, l'Union européenne a définitivement adopté la directive révisant la politique des taux de TVA et modifiant l'annexe III de la directive 2006/112/CE de 2006 qui fixe la liste des biens et services pour lesquels les États membres peuvent opter pour un ou plusieurs taux réduits de TVA. Est ainsi ajouté dans cette annexe, les services juridiques suivants :

- services juridiques rendus à des salariés,
- services juridiques rendus à des personnes au chômage dans le cadre de procédures juridictionnelles,
- services juridiques rendus dans le cadre de l'aide juridictionnelle telle que définie par les États membres.

Afin de renforcer concrètement l'accès au droit de nos concitoyens, il est proposé d'appliquer un taux réduit de TVA aux honoraires d'avocats payés par les salariés et les chômeurs dans le cadre de

procédures devant les juridictions du travail et aux services juridiques fournis dans le cadre du régime de l'AJ.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BONHOMME et BRISSON, Mme DUMONT, MM. BELIN, DARNAUD, LEVI et PANUNZI,  
Mme PETRUS, M. HOUPERT, Mme JOSENDE et M. Henri LEROY

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 NONIES**

Après l'article 5 nonies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. - Après l'article 39 decies F du code général des impôts, il est inséré un article 39 decies F ... ainsi rédigé :

« Art. 39 decies F.... – I. – Les entreprises de commerce de gros livrant des denrées alimentaires sous contrainte de température dirigée soumises à l'impôt sur les sociétés peuvent déduire de leur résultat imposable une somme égale à 40 % de la fraction de la valeur d'origine, hors frais financiers, des véhicules immatriculés inscrits à l'actif immobilisé correspondant au dispositif embarqué de production de froid fonctionnant au gaz naturel, à l'énergie électrique, à l'azote ou à l'hydrogène.

« La déduction est applicable au dispositif mentionné au premier alinéa acquis à l'état neuf ou transformé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2027.

« II. – La déduction est répartie linéairement sur la durée normale d'utilisation des biens. En cas de cession du bien avant le terme de cette période, elle n'est acquise à l'entreprise qu'à hauteur des montants déjà déduits du résultat à la date de la cession, qui sont calculés pro rata temporis.

« III. – L'entreprise qui prend en location un bien mentionné au I du présent article dans les conditions prévues au 1 de l'article L. 313-7 du code monétaire et financier en application d'un contrat de crédit-bail ou dans le cadre d'un contrat de location avec option d'achat, conclu à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2027, peut déduire, au moment de la signature du contrat, une somme égale à 40 % de la fraction de la valeur d'origine, hors frais financiers, de ce bien correspondant au dispositif embarqué de production de froid fonctionnant au gaz naturel, à l'énergie électrique, à l'azote ou à l'hydrogène.

« Cette déduction est répartie pro rata temporis sur la durée normale d'utilisation du bien. Si l'entreprise crédit-preneuse ou locataire acquiert le bien, elle peut continuer à appliquer la déduction. La déduction cesse à compter de la cession ou de la cessation par l'entreprise du contrat de crédit-bail ou de location avec option d'achat ou du bien et ne peut pas s'appliquer au nouvel exploitant.

« L'entreprise qui donne le bien en crédit-bail ou en location avec option d'achat ne peut pas pratiquer la déduction mentionnée au premier alinéa du I.

« IV. – Le bénéfice de la déduction est subordonné au respect du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

« V. – La déduction est portée à une somme égale à 60 % de la valeur des biens mentionnés aux I et III pour les petites et moyennes entreprises.

« VI. – Pour l'application du V, les petites et moyennes entreprises s'entendent de celles mentionnées à l'annexe I du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité.  
»

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

L'activité des entreprises grossistes spécialisées dans l'approvisionnement alimentaire de la restauration hors domicile (RHD) consiste non seulement à vendre à la restauration, publique et privée, les denrées alimentaires nécessaires à son activité, mais également à les leur livrer, en compte propre, à l'aide de véhicules équipés de blocs froid.

Ces blocs sont indispensables pour garantir le respect de la chaîne du froid et, donc, la qualité et la sécurité sanitaire de leurs marchandises.

À date, ils fonctionnent tous, à peu de choses près, au gazole non-routier (GNR).

Si ces entreprises ne contestent pas l'objectif du Gouvernement de supprimer progressivement le tarif réduit de TICPE sur le GNR, donc d'encourager la décarbonation de leur activité, elles se heurtent à des difficultés à la fois techniques et financières.

Sur le plan technique, les solutions alternatives au GNR demeurent insuffisamment accessibles. Sur le plan financier, elles représentent un surcoût significatif qui, compte tenu de la structure des charges d'exploitation de la profession, n'est pas neutre, sachant que le niveau de marges n'excède pas 3 % du chiffre d'affaires.

Afin de les accompagner dans la transition attendue, le présent amendement, inspiré par celui mis en place au bénéfice du BTP, organise la mise en place d'un sur-amortissement des investissements dans les alternatives au GNR auquel celles-ci seraient éligibles.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BILLON, MM. LEVI et CANÉVET, Mmes Olivia RICHARD et TETUANUI et M. BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

I. – Alinéas 2 à 5

Supprimer ces alinéas.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

Cet article prévoit de recentrer le dispositif du PTZ dans le neuf aux seules zones tendues du territoire et pour les immeubles collectifs exclusivement. Dans les zones B2 et C, le PTZ ne serait plus accessible qu'aux seules acquisitions de biens immobiliers dans l'ancien.

Alors que les ventes de logements neufs s'effondrent (-38 % des ventes dans l'individuel diffus entre les premiers semestres 2022 et 2023) et que les conditions de crédit ne cessent de se dégrader, cette amputation du PTZ conduira à une aggravation certaine de la crise du logement neuf. L'hyper-recentrage envisagé :

Exclut les deux-tiers des opérations financées jusqu'alors grâce à cette aide ;Exclut plus de 90 % des communes en France.

Cet amendement vise donc à rétablir le PTZ dans le neuf collectif et individuel sur l'ensemble de notre territoire.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BONHOMME, BRISSON, POINTEREAU et BELIN, Mme DUMONT, MM. DARNAUD, LEVI et  
HOUPERT, Mmes JOSENDE et VENTALON et M. Henri LEROY

C	
G	

ARTICLE 12

Alinéas 27 à 34

Supprimer ces alinéas.

**OBJET**

Le Gouvernement entend mettre en place une augmentation de la fiscalité du gazole non routier pour les agriculteurs, les exploitants forestiers ainsi que les professionnels du secteur Bâtiment Travaux Publics (BTP).

Or, ces professionnels ont besoin d'une fiscalité avantageuse sur le gazole non routier (GNR) afin d'alimenter leurs engins et outils de travail.

Le Gouvernement a annoncé son intention d'aligner la fiscalité du GNR de ces catégories socio-professionnelles avec celle en place pour les automobilistes avec la TICPE, ce qui représenterait une hausse considérable des coûts.

Mis en place en 2011, afin de remplacer l'utilisation du fioul domestique pour les véhicules mobiles non routiers, le GNR, suivant la même tendance que le gazole, a connu de fortes augmentations depuis 2015. En effet, le prix du GNR au litre est passé de 70 centimes d'euros, en juillet 2015, à 1 euro en octobre 2018 puis désormais à 1,15 euro en juillet 2023, tandis qu'il avait connu un pic à 1,73 euro en mars 2022.

L'ambition portée par le Gouvernement d'une sortie progressive des énergies fossiles est avancée comme la principale motivation de cette d'augmentation de la fiscalité associée au GNR.

Or ce n'est en l'état qu'un objectif budgétaire à court terme, pour générer de nouvelles recettes fiscales, sans impact environnemental : en effet, plusieurs années seront nécessaires afin de déployer l'utilisation des biocarburants et de l'hydrogène pour les engins agricoles, forestiers et du BTP.

Cette transition ne pourra se faire sans un véritable accompagnement des agriculteurs, exploitants forestiers et professionnels du BTP, compte tenu de l'investissement que représente l'adaptation du parc d'engins.

Ainsi, sans véritables mesures d'accompagnement, la hausse conséquente du GNR pour les agriculteurs aurait pour seul effet de mettre à mal la souveraineté alimentaire du pays et l'ambition de transition énergétique portée par l'agriculture française. Et les mêmes conséquences se répercuteraient sur les professionnels du secteur BTP.

Elle entraînerait un surcoût immédiat pesant lourdement sur ces professionnels et artisans, déjà confrontés à une forte inflation des matières premières et impacterait gravement leur compétitivité. De plus, cette mesure aurait, in fine, un impact supplémentaire sur l'assiette des consommateurs, déjà victimes de l'inflation : selon la profession, elle entraînerait une envolée des coûts de 15 %.

Ainsi, cet amendement vise à supprimer l'augmentation de la fiscalité du gazole non routier pour les professionnels susmentionnés.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LE RUDULIER

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après l'article L. 2333-67 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 2333-... ainsi rédigé :

« Art. L. 2333-.... – Par dérogation à l'article L. 2333-67, dans la métropole d'Aix-Marseille-Provence, le taux de versement, exprimé en pourcentage des salaires définis à l'article L. 2333-65, est fixé ou modifié par délibération de l'organe compétent de l'établissement public qui est l'autorité organisatrice de la mobilité au sens de l'article L. 1231-1 du code des transports, dans les limites de :

« 1° 2,55 % dans les communes appartenant aux bassins de vie d'Aix-en-Provence, d'Istres, de Le Rove, de Marignane, de marseille, de Martigues, et de Miramas tels que définis par l'Institut national de la statistique et des études économiques en 2022 ;

« 2° 2,00 % dans les communes appartenant aux bassins de vie de Salon-de-Provence, de Toulon, de Le Puy-Sainte-Reparate et de Pertuis tels que définis par le même institut en 2022 ;

« 3° 1,70 % dans les autres communes. ».

**OBJET**

L'objet du présent amendement est d'obtenir un déplafonnement du taux de Versement mobilité pour la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les limites du dernier cadre dérogatoire (fixé à 2,95 %) ouvert en 2010 à la Région Île-de-France. Ce déplafonnement constituerait ainsi un des leviers de financement des 300 millions d'euros d'investissement nécessaires par an, s'agissant des équipements de mobilité prévus dans le plan « Marseille en Grand ».

Sachant que le budget annexe des Transports souffrait déjà d'un déséquilibre financier structurel de l'ordre de -114 millions d'euros dès 2021, la réalisation du Plan « Marseille en Grand » de 2023 à 2030 engendrera mécaniquement l'aggravation de ce déséquilibre à hauteur de -200 millions d'euros annuels. Le déséquilibre étant aujourd'hui assumé par une subvention issue du budget général de la métropole. Compte tenu des charges de fonctionnement induites des équipements qui seront livrés, outre les aides de l'État, la soutenabilité financière de ce plan nécessite donc des ressources fiscales nouvelles.

À ce titre, le recours au levier du Versement mobilité (VM), ressource spécifiquement affectée au financement des politiques de transport et de mobilité, est une voie logique au regard du volume d'investissement en comparaison avec les 400 millions d'euros prévus sur le budget principal.

Sa mise en œuvre s'inspirerait des mesures appliquées en Région Île-de-France où le taux plafond est différencié par zone. En l'occurrence, cette différenciation se ferait en se basant sur les différents bassins de vie tels qu'ils sont définis par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). On aurait donc une première zone, principalement composée des communes appartenant aux bassins de vie d'Aix-en-Provence, de Marseille, et de ceux autour de l'Étang de Berre ; une deuxième zone composée des communes appartenant aux autres bassins de vie les plus peuplés de la métropole ; puis une troisième et dernière zone composée des communes restantes, et qui sont pour la plupart isolées.

À l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ce nouveau cadre législatif permettrait d'augmenter le produit global du Versement Mobilité en déplaçant le versement actuel pour les bassins les plus favorisés tout en fixant un taux moins élevé pour les autres. La hausse globale serait ainsi associée à un rééquilibrage de la contribution qui protégerait les zones les moins favorisées par les transports.

Concrètement, en y regardant dans le détail, cet amendement aurait pour conséquence, par rapport à aujourd'hui, d'augmenter de 28% le Versement mobilité acquitté par les entreprises dans la première zone, de conserver un versement égal dans la deuxième zone et de diminuer de 15% le versement acquitté dans la troisième zone, ce qui équivaldrait à une augmentation totale de 25% de cette ressource dans toute la métropole.

Les origines du Versement mobilité remontent aux années 1970, avec une première loi de 1971 instaurant spécifiquement pour Paris et sa petite couronne un versement destiné aux transports en commun afin de faire face aux besoins spécifiques de mobilité de la capitale qui se traduisaient déjà par un déficit budgétaire. La question s'est également posée pour d'autres grandes communes et, dès 1973, une loi a été votée pour étendre la mise en place de ce nouveau versement, avec toutefois un taux moins élevé eu égard au fait que les autres communes avaient moins de besoins que Paris, ce qui expliquait donc le régime dérogatoire appliqué à la *Ville Lumière*.

Or, il est impossible d'argumenter qu'aujourd'hui Marseille et ses alentours ont moins de besoins que Paris. Si hier le déficit et les importants besoins de Paris justifiaient un cadre dérogatoire, ces mêmes arguments devraient pouvoir encore et toujours justifier la mise en place d'un cadre dérogatoire au profit de la métropole Aix-Marseille-Provence. Une dérogation longuement réfléchie et étudiée, limitée à un territoire précis, fort de ses spécificités, et sur un modèle semblable à celui d'Île-de-France avec des taux modulables en fonction de trois zones déterminées, loin des propositions démagogiques prônant une augmentation nationale et uniforme.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme LOISIER

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 19**

Après l'article 19

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

À la première phrase du troisième alinéa de l'article L. 112-6 du code monétaire et financier, après le mot : « métaux », sont insérés les mots : « ou achète des palettes en bois utilisées comme support pour le rassemblement, le gerbage, l'entreposage, la manutention ou le transport de marchandises et de charges ».

**OBJET**

Une modification identique a été apportée en 2011 à l'article 112-6 du code monétaire et financier pour l'achat des métaux ferreux et non ferreux par l'article 51 de loi n°2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011.

L'approvisionnement en palettes en bois est principalement réalisé auprès de particuliers les déposant directement sur le site des professionnels du reconditionnement, moyennant un paiement en espèces, dit « achats comptoir ».

Par palettes en bois, on entend les palettes compatibles avec la manutention au moyen de transpalettes et/ou de chariots élévateurs utilisées comme support pour le rassemblement, le gerbage, l'entreposage, la manutention ou le transport de marchandises et de charges (NF EN ISO 445).

L'interdiction des achats en espèces des palettes en bois d'occasion par les professionnels du recyclage permettrait de remédier aux dysfonctionnements et pratiques frauduleuses existantes sur le marché.

En effet, nonobstant le respect de certaines obligations existantes, ce mode de paiement facilite l'existence de réseaux parallèles alimentés par des pratiques courantes de vols, de détournement et de fraudes. En outre, la concurrence entre les entreprises s'en trouve faussée, faute pour les concurrents d'avoir un même niveau d'éthique et de conformité.

L'économie souterraine suscitée par ce trafic représente chaque année, selon les études de la Fédération Nationale du Bois, plus de 125 millions d'euros qui échappent à tout contrôle fiscal, conduisant une perte nette de recettes fiscales pour l'Etat par an de l'ordre de 33 millions d'euros au titre de la TVA, et de plus de 3 millions au titre de l'impôt sur les sociétés.

Il est impératif d'encadrer ce commerce, alimenté par la recrudescence des vols, en contrôlant la vente au détail pour imposer une traçabilité minimale des transactions, comme cela a été fait pour les métaux ferreux et non ferreux.







## AM E N D E M E N T

présenté par  
Mme LOISIER

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 28

Après l'article 28

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Au second alinéa de l'article L. 251-1 du code forestier (nouveau), les mots : « dans la limite de 5 % » sont remplacés par les mots : « représentant entre 5 % et 10 % ».

### OBJET

Cet amendement vise à conforter la part de la TATFNB revenant à la Fédération nationale des communes forestières sous forme de cotisation.

En effet les forêts communales représentent plus de 20% de la surface boisée de métropole et ne bénéficient à ce jour qu'à hauteur de 5% des recettes de la TATFNB lié au foncier forestier.

Cet amendement vise donc à conforter les recettes dédiées aux forêts communales à un niveau minimum de 5 % (et non plus à un maximum comme précédemment) sans pour autant bouleverser les équilibres de la TATFNB.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Jean-Baptiste BLANC

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 DUOTRICIES**

Après l'article 5 duotricies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au premier alinéa du 3 de l'article 238 bis du code général des impôts, le chiffre : « 5 » est remplacé par le nombre : « 10 ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à augmenter le plafond des versements ouvrant droit à une réduction d'impôt pour les entreprises qui font du mécénat.

En effet, les entreprises ont actuellement la possibilité d'obtenir 60 % de réduction d'impôt sur les versements effectués auprès des associations, mais seulement dans la limite d'un versement de 10 000 euros ou de 5 pour mille du chiffre d'affaires lorsque ce dernier montant est plus élevé.

Mais, cette limitation empêche les entreprises qui le souhaitent de faire davantage de mécénat et ce, alors que notre patrimoine, qu'ils soient mondialement connus ou bien encore méconnus, nécessite d'être sauvegardés.

Chaque église centenaire, chaque ruelle pavée, chaque fontaine contribue à tisser la trame de notre histoire commune et il est importante, en cette période de crise, de soutenir toutes ces associations qui œuvrent pour leur sauvegarde.





DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, 128, 132)

N°	I-670
----	-------

21 NOVEMBRE 2023

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. DUROX, HOCHART et SZCZUREK

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEPTIES

Après l'article 3 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le 2 du VII de l'article 167 bis du code général des impôts est abrogé.

### OBJET

Cet amendement, repris par plusieurs groupes et voté en commission, propose de revenir sur le système de l'exit tax, et de rétablir le système d'exit tax antérieur à 2019 sur les plus-values latentes sans régime d'extinction, et de supprimer tout régime d'extinction (aujourd'hui fixé à deux ans).





## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. DUROX, HOCHART et SZCZUREK

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10

Après l'article 10

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

La dernière phrase du premier alinéa du I de l'article 1649 AC du code général des impôts est complétée par les mots : « sous réserve, concernant l'application de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers signé à Paris le 14 novembre 2013, de la transmission au Gouvernement de la République française des mêmes informations par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique. »

### OBJET

Cet amendement appelle à une application réciproque, entre les États-Unis d'Amérique et la France, de l'accord intergouvernemental relatif au Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) du 14 novembre 2013, visant à lutter contre l'évasion fiscale.

Depuis son entrée en vigueur, les institutions financières françaises sont dans l'obligation de signaler leurs clients de nationalité américaine à l'administration fiscale des États-Unis, l'Internal revenue service (IRS).

Or, cet accord a des conséquences des milliers de compatriotes français dits « Américains accidentels » soumis à l'impôt sur le revenu aux États-Unis sans y avoir habité.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DUROX, SZCZUREK et HOCHART

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNDECIES**

Après l'article 3 undecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 200 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le b du 1 est complété par une phrase ainsi rédigée : « Le bénéfice de la réduction d'impôt est exclu pour les dons aux associations dont les adhérents sont reconnus coupables d'avoir, par aide directe ou indirecte, facilité ou tenté de faciliter l'entrée, la circulation ou le séjour irréguliers d'un étranger en France. » ;

2° Le premier alinéa du 5 est complété par deux phrases ainsi rédigées : « Les associations dont les adhérents sont reconnus coupables d'avoir facilité ou tenté de faciliter l'entrée, la circulation ou le séjour irréguliers d'un étranger en France ne peuvent délivrer les pièces justificatives susmentionnées. L'absence de respect de cette interdiction entraîne l'application de l'amende mentionnée à l'article 1740 A. ».

**OBJET**

Certaines associations subventionnées par des fonds publics aident directement, voire organisent l'entrée illégale d'étrangers en situation irrégulière en France. Ce mode d'action, délictueux, fait rarement l'objet de poursuites judiciaires.

Cette situation est non seulement inacceptable du point de vue du droit, mais le fait qu'elle provienne d'associations parfaitement connues et bénéficiant de l'aide financière des pouvoirs publics l'est davantage.

Ces associations sont donc, entre autres, financées par des dons et bénéficient par conséquent de la réduction d'impôt de l'article 200 du code général des impôts. C'est pourquoi, cet amendement a pour objet d'exclure du bénéfice de la réduction d'impôt de l'article 200 du code général des impôts les dons aux associations dont les adhérents sont reconnus coupables d'avoir apporté une aide directe ou indirecte, facilité ou tenté de faciliter l'entrée, la circulation ou le séjour irréguliers d'un étranger en France. Il propose en outre d'interdire à ces mêmes associations de délivrer des reçus fiscaux, nécessaires pour permettre aux contribuables de bénéficier de la réduction d'impôt.





## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. DUROX, SZCZUREK et HOCHART

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16

Après l'article 16

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article L. 841-5 du code de l'éducation est abrogé.

II. – La perte de recettes résultant du présent article pour les établissements publics d'enseignement supérieur, des établissements mentionnés aux articles L. 443-1 et L. 753-1 du code de l'éducation ou à l'article L. 1431-1 du code général des collectivités territoriales dispensant des formations initiales d'enseignement supérieur, des établissements d'enseignement supérieur privés d'intérêt général et des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

La CVEC est une taxe affectée aux CROUS, et représente 100 euros par étudiant depuis la rentrée 2023, en hausse de 5 euros depuis la rentrée 2022.

Son usage est toutefois opaque, et des syndicats étudiants dénoncent son usage parfois politique.

En tout état de cause, il faut constater l'absence de données sur l'usage de ces cotisations imposées aux étudiants.

Cette version de l'amendement, pour les besoins de la recevabilité financière, est gagée sur l'accise sur les tabacs.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. PACCAUD, Mme VALENTE LE HIR, MM. BOUCHET, POINTEREAU, SOL, Henri LEROY, PANUNZI, BURGOA, MEIGNEN, SAURY, LEVI et BELIN, Mmes GOSSELIN et GRUNY, M. PELLEVAL, Mme PUISSAT, M. HENNO, Mme HERZOG, M. GENET et Mmes JOSEPH, GARNIER et JOSENDE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 14

## I. – Alinéas 2 à 6

Supprimer ces alinéas.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

A la fin de la dernière décennie, le marché du pick-up a vu ses ventes démultipliées à travers la commercialisation de modèles destinés à une clientèle non professionnelle. Totalement exempté de malus écologiques jusqu'en 2019, le pick-up a fait office d'alternative aux 4x4 premiums lourdement taxés. Pour y remédier, le Gouvernement a étendu, dès 2019, les malus écologiques aux pick-up comportant 5 places afin d'assujettir à ces taxes les modèles de pick-up essentiellement destinés à être vendus à des particuliers.

En prévoyant désormais d'assimiler tous les pick-up à double cabine à des véhicules de tourisme (y compris les pick-up ne comportant que 4 places), le Gouvernement souhaite les soumettre aux barèmes très prohibitifs de la taxe sur les émissions de dioxyde de carbone (malus CO<sup>2</sup>) et de la taxe sur la masse en ordre de marche (malus au poids).

Ce faisant, le Gouvernement méconnaît l'usage essentiellement professionnel qui est fait de ces véhicules et pénalise les agriculteurs, artisans, secouristes (SMUR, SDIS) et autres professions qui sont les principaux utilisateurs de ces engins qui s'avèrent difficilement remplaçables pour acheminer hommes, matériaux et marchandises sur des terrains ou chantiers accidentés.

Si elle était adoptée, une telle mesure frapperait ces véhicules – qui sont avant tout des utilitaires professionnels – d'une taxation plus élevée que leur coût d'achat (le malus CO<sup>2</sup> atteignant 60 000 euros, ce qui est largement supérieur au prix de vente de ces véhicules) et acterait sans nul doute la fin

de ce segment automobile en France. Elle serait d'ailleurs contre-productive puisqu'elle détournerait la demande française vers les pays étrangers et priverait l'État de rentrées substantielles et immédiates de TVA (140 millions d'euros) pour un apport fiscal ridicule. Par ailleurs, les retombées environnementales escomptées seraient négligeables – représentant moins de 0,5 % des ventes de véhicules neufs et une part insignifiante des véhicules en circulation, la contribution des pick-up aux émissions de GES du parc automobile s'avère modeste.

Ainsi donc, le présent amendement supprime les dispositions de l'article 14 qui permettront de faire basculer, par décret, les pick-up à double cabine dans la catégorie des véhicules de tourisme et ce afin que les professionnels qui ont besoin de ces véhicules puissent continuer à en faire l'acquisition en France.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. PACCAUD, Mme VALENTE LE HIR, MM. BOUCHET, POINTEREAU, PIEDNOIR, SOL, Henri LEROY, PANUNZI, BURGOA, MEIGNEN, SAURY, CHASSEING, FOLLIOT, LEVI et BELIN, Mmes GOSSELIN et GRUNY, M. PELLEVAL, Mme PUISSAT, M. HENNO, Mme HERZOG, M. GENET, Mmes JOSEPH et GARNIER, M. WATTEBLED et Mme JOSENDE

**ARTICLE 14**

Alinéa 5

Remplacer cet alinéa par quatre alinéas ainsi rédigés :

« Sont exclus du 2° :

« a) Les véhicules exclusivement affectés à l'exploitation des remontées mécaniques et des domaines skiables ;

« b) Les véhicules dont l'acquisition et l'exploitation répond à un besoin strictement professionnel.

« Un décret détermine les conditions dans lesquelles l'exploitation exclusive et le besoin professionnel sont constatés. » ;

**OBJET**

Cet amendement de repli tend à exclure du champ des véhicules de tourisme les pick-up à double cabine dont l'acquisition et l'exploitation répondent à un besoin strictement professionnel. Il s'agit de permettre aux professionnels qui acquièrent ces véhicules d'échapper à la taxation prohibitive que le Gouvernement souhaite imposer à ceux qui acquièrent ces automobiles comme simple véhicule de loisir voire d'agrément.

Il est donc proposé d'étendre l'exception concernant les véhicules exclusivement affectés à l'exploitation des remontées mécaniques et des domaines skiables à tous les véhicules pick-up acquis pour motif professionnel. A charge pour le pouvoir réglementaire de définir les professionnels concernés et les conditions dans lesquelles ils le seront.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BILLON, MM. LEVI et CANÉVET, Mmes Olivia RICHARD et TETUANUI et M. BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS**

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 199 novovicies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° La seconde phrase des 1° et 2° du VI est supprimée ;

2° La seconde phrase des 1° et 2° du A du VII bis est supprimée ;

3° La seconde phrase des 1° et 2° du E du VIII est supprimée ;

4° La seconde phrase des a et b du 3° du XII est supprimée.

II. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

L'article 168 de la loi de finances pour 2021 a prorogé de trois ans l'avantage fiscal lié au dispositif Pinel tout en en réduisant progressivement le taux. Il s'agissait, selon l'exposé des motifs, de mettre en place une « transition vers un dispositif plus efficient ».

Mais l'effondrement actuel des ventes de logements (en glissement annuel sur le premier semestre 2023, -38 % dans l'individuel diffus et -33 % dans le collectif), sans compter les agréments HLM qui plafonnent à 95 000 unités par an depuis 2021 (contre 110 000 à 120 000 les années précédentes), sont générateurs d'une inévitable crise du logement.

Cette baisse des ventes bloque l'alimentation en neuf du segment du locatif privé détenu par des bailleurs personnes physiques. Or, la suppression d'un dispositif puissant (Périsol, Robien, Scellier) ou son rabotage (Pinel) se traduisent systématiquement par une chute des ventes, de moitié en ordre de grandeur. Par ailleurs, les difficultés d'accès au crédit immobilier que subissent les acquéreurs

ralentissent la vente des logements éligibles, réduisant d'autant le nombre logements à loyer abordable destinés à la location dans les zones tendues.

Cet amendement vise à aménager le dispositif Pinel, en maintenant les taux de réduction d'impôt tels que prévus en 2022 sur les années 2023 et 2024, pour le rendre plus attractif avant sa disparition programmée au 31 décembre 2024. Ce délai permettrait de relancer à la fois la construction neuve et le logement locatif à loyers maîtrisés.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BILLON, MM. LEVI et CANÉVET, Mmes Olivia RICHARD et TETUANUI, M. BLEUNVEN et  
Mme ROMAGNY

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le premier alinéa de l'article L. 255-2 du code de la construction et de l'habitation est complété par une phrase ainsi rédigée : « Les plafonds de ressources du preneur ne peuvent être inférieurs aux plafonds de ressources mentionnés au premier alinéa du III de l'article 199 novovicies du code général des impôts. »

II. – Au premier alinéa de l'article 1388 octies du code général des impôts, après les mots : « concurrence de », est inséré le taux : « 25 %, ».

III. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'accession sociale à la propriété permet aux ménages ayant des revenus modestes de devenir propriétaire à des conditions avantageuses. Son efficacité semble aujourd'hui limitée : le taux de propriétaires occupants, de 57 % en 2022, ne progresse plus depuis dix ans, alors qu'environ 80 % des Français sont ou souhaitent devenir propriétaires de leur logement.

Malgré la difficulté croissante pour les ménages (et notamment pour les plus modestes) d'obtenir des prêts bancaires, la propriété reste un objectif attractif pour de nombreux Français alors que le marché locatif ne peut absorber seul la forte augmentation de la demande.

En 2015, le bail réel solidaire (BRS) a été mis en place pour permettre de développer une offre de logements en accession sociale pérenne. Ce dispositif permet à des ménages d'accéder à la propriété à des prix 30 à 50 % plus faibles que sur le marché.

Afin d'accélérer le développement des BRS, et de lui donner un nouveau souffle, le présent amendement vise à élargir le champ des bénéficiaires pour permettre à davantage de ménages de pouvoir être éligibles à ce dispositif. Le décret concerné ne pourra pas fixer des plafonds de ressources

inférieurs aux plafonds de ressources existants pour le LLI / Pinel et le champ des bénéficiaires sera ainsi élargi.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. PELLEVAT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 6**

Alinéas 2 à 6

Supprimer ces alinéas.

**OBJET**

L'article 6 du PLF pour 2024 prévoit de recentrer le dispositif du PTZ dans le neuf aux seules zones tendues du territoire et pour les immeubles collectifs exclusivement. Ainsi, dans les zones B2 et C, le PTZ ne serait plus accessible qu'aux seules acquisitions de biens immobiliers dans l'ancien. Alors que les ventes de logements neufs s'effondrent (-38 % des ventes dans l'individuel diffus entre les premiers semestres 2022 et 2023) et que les conditions de crédit ne cessent de se dégrader, cette amputation du PTZ conduira à une aggravation certaine de la crise du logement neuf. En effet, l'hyper-recentrage envisagé exclut les deux-tiers des opérations financées jusqu'alors grâce à cette aide ainsi que plus de 90 % des communes en France. Hors « zones tendues », le projet du Gouvernement condamne donc les plus jeunes et les foyers aux ressources modestes dans leur parcours résidentiel. Pour ces Français les plus modestes, l'accession à la propriété deviendrait un horizon impossible. Par ailleurs, cet arbitrage budgétaire ne serait pas sans effet pour les nombreuses TPE/PME du Bâtiment et leurs effectifs salariés : la production de logements neufs représente près de la moitié de l'activité de la Profession du Bâtiment. Les marchés de rénovation-réhabilitation ne sauraient à eux seuls pallier cet effondrement de la production du neuf déjà constaté partout en France. Enfin, une telle décision représenterait une perte nette pour le budget de la Nation puisque chaque opération de PTZ rapporte, en solde net, 35 000 euros au budget de l'Etat. Il serait donc incompréhensible que ce projet de loi de finances 2024 acte la disparition d'un produit utile aux ménages et bien maîtrisé surtout dans une période où l'inflation et les problèmes de pouvoir d'achat sont appelés à perdurer. Cet amendement vise donc à rétablir le PTZ dans le neuf collectif et individuel sur l'ensemble de notre territoire. Ce retour doit être assortie de deux mesures complémentaires importantes, à savoir le retour à une quotité de 40 % pour toutes les zones, en neuf comme dans l'ancien avec travaux et la réactualisation des barèmes pour tenir compte des évolutions de salaires et de prix de l'immobilier intervenues depuis 2016.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. PELLELAT

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS**

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 199 novovicies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° La seconde phrase des 1° et 2° du VI est supprimée ;

2° La dernière phrase des 1° et 2° du A du VII bis est supprimée ;

3° La seconde phrase des 1° et 2° du E du VIII est supprimée ;

4° La seconde phrase des a et b du 3° du XII est supprimée.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 168 de la loi de finances pour 2021 a prorogé de trois ans l'avantage fiscal lié au dispositif Pinel tout en en réduisant progressivement le taux. Il s'agissait, selon l'exposé des motifs, de mettre en place une « transition vers un dispositif plus efficient ». Mais l'effondrement actuel des ventes de logements (en glissement annuel sur le premier semestre 2023, -38% dans l'individuel diffus et -33 % dans le collectif), sans compter les agréments HLM qui plafonnent à 95 000 unités par an depuis 2021 (contre 110 000 à 120 000 les années précédentes), sont générateurs d'une inévitable crise du logement. Cette baisse des ventes bloque l'alimentation en neuf du segment du locatif privé détenu par des bailleurs personnes physiques. Or, lui seul permet le maintien en volume du parc, d'autant que les investisseurs institutionnels s'en retirent à nouveau. Ces ménages bailleurs s'avèrent, au surplus, très sensibles aux dispositifs fiscaux de soutien. La suppression d'un dispositif puissant (Périsol, Robien, Scellier) ou son rabotage (Pinel) se traduisent systématiquement par une chute des ventes, de moitié en ordre de grandeur.

Par ailleurs, les difficultés d'accès au crédit immobilier que subissent les acquéreurs, ralentissent la vente des logements éligibles, réduisant d'autant le nombre logements à loyer abordable destinés à la location dans les zones tendues. L'objet de ce présent amendement est d'accroître l'offre de logements locatifs sous plafonds de loyer et de ressources, dans ce contexte de chute de l'accès à la propriété, en aménageant le dispositif Pinel pour le rendre plus attractif avant sa disparition programmée au 31 décembre 2024. Ainsi, il est proposé de maintenir les taux de réduction d'impôt

tels que prévus en 2022 sur les années 2023 et 2024, date à laquelle le dispositif Pinel prend fin. Un tel délai permettrait de relancer à la fois la construction neuve et le logement locatif à loyers maîtrisés.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. PELLEVAT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS**

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le b quater du 1° du I de l'article 31, il est inséré un b quinquies ainsi rédigé :

« b quinquies) Une déduction au titre de l'amortissement égale à 2 % du prix du bâti du bien immobilier. Pour les dépenses de travaux autres que celles prévues au b et b bis, une déduction au titre de l'amortissement égale à 7 % pour les 10 premières années et 6 % pour les 5 années suivantes. » ;

2° Le I de l'article 156 est ainsi modifié :

a) Le 1° ter est abrogé ;

b) Les deux premiers alinéas du 3° sont supprimés.

II. – Le quatrième alinéa du 3° du I de l'article 156 du code général des impôts n'est pas applicable aux revenus fonciers perçus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du présent article, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les bailleurs personnes physiques (ménages) dominent le parc locatif en France. Ils détiennent 57 % des logements concernés en 2019, contre 41 % pour les bailleurs sociaux et moins de 2 % pour les autres personnes morales. La place des ménages-bailleurs dans le parc locatif s'avère d'autant plus forte que les logements se situent dans des zones peu ou pas tendues. En territoires ruraux, il s'agit de la seule alternative à l'accession. Ce parc s'avère donc indispensable. Or, l'alimentation du parc locatif privé dépend uniquement de la production neuve de logements. Le solde des entrées et des sorties dans l'existant ressort structurellement négatif, sans doute plus encore avec l'interdiction de louer des passoires thermiques qui entre progressivement en vigueur. L'alimentation en neuf du segment du locatif privé détenu par des bailleurs personnes physiques s'avère très sensible aux dispositifs fiscaux

de soutien. De fait, la suppression d'un dispositif puissant (Périssol, Robien, Scellier) ou son rabotage (Pinel) se traduisent systématiquement par une chute des ventes, de moitié en ordre de grandeur. La fiscalité très lourde s'appliquant à l'investissement locatif en neuf (TVA à l'entrée, pas de prélèvement forfaitaire unique pour les revenus fonciers et éventuel IFI pendant la détention du bien, plus-values lourdement taxées à la revente jusqu'à 15-20 ans, ...) explique largement cela. Les dispositifs fiscaux de soutien viennent en réalité simplement corriger cette situation. Leur instabilité constitue un lourd handicap, d'autant plus dans le cas du collectif où le délai entre commercialisation du projet et première mise en location du bien se révèle souvent supérieur à deux ans. C'est pourquoi, cet amendement vise à créer un régime universel d'investissement locatif privé, lisible et stable. Il repose sur la reconnaissance de la nature d'activité économique, créatrice de valeur, de l'investissement locatif privé. L'architecture de la réforme proposée se résume ainsi : un amortissement du bâti pendant 50 ans, soit un taux de 2 % l'an, applicable dans le neuf et dans l'existant pour l'ensemble des logements locatifs privés (stock et flux) ; un amortissement des gros travaux sur 15 ans ; une déductibilité sans limite des intérêts d'emprunt, des petits travaux et des charges locatives des revenus fonciers bruts ; un déficit foncier imputable sans limite sur le revenu global positif ; une taxation des plus-values inchangée.

Son coût budgétaire s'établirait à 4,2 milliards d'euros par an dans un premier temps, puis 3,8 milliards d'euros par an, une fois résorbée l'imputation des déficits fonciers antérieurs. Au final ce nouveau mécanisme représenterait une économie annuelle de 100 millions d'euros pour le Budget de l'Etat en comparaison du dispositif actuel.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. PELLELAT

C	
G	

**ARTICLE 10**

Alinéa 31, tableau, deux dernières colonnes, deux dernières lignes

Rédiger ainsi ces lignes :

42 500	18 750
46 750	20 625

**OBJET**

La franchise en base TVA permet aux petites entreprises (micro-entreprises) dans la limite d'un plafond de chiffre d'affaires de facturer leurs ventes et/ou prestations de services sans TVA. Cette disposition du PLF vise au 1<sup>er</sup> janvier 2025, à étendre la franchise en base TVA aux petites entreprises étrangères (CA ne dépassant pas 85 000€), pour leurs opérations réalisées en France, sous réserve que leur CA européen soit inférieur à 100 K€ (sans obligation d'identification en France, l'ensemble des formalités étant réalisées dans leur Etat de résidence qui ensuite transmet les informations à la France). La réciproque sera vraie pour les entreprises françaises pour leurs travaux réalisés dans les autres Etats membres, sous réserve que le CA européen soit inférieur à 100 K€. Ce régime de TVA applicable aux microentreprises est source de concurrence déloyale. Il permet ainsi à certaines entreprises d'avoir un avantage concurrentiel par rapport aux entreprises qui facturent avec TVA spécialement dans le domaine des prestations de services. Or, cette transposition de la directive risque de créer une nouvelle distorsion de concurrence : une entreprise étrangère pourra venir travailler en France et bénéficier de la franchise de TVA applicable aux entreprises françaises. Ainsi, par exemple une entreprise espagnole pourra dans le cadre d'un marché avec un particulier facturer sans TVA (alors qu'aujourd'hui l'entreprise espagnole doit facturer de la TVA française). Enfin, ces entreprises étrangères n'ont aucune obligation d'identification en France. Il y a donc là un véritable risque de fraude. Si la France se doit de respecter les règles européennes, il convient au regard des problématiques de concurrence de limiter le montant de la franchise applicable. Et cela d'autant plus que la France a l'un des montants de TVA les plus importants en Europe. L'objet de cet amendement est donc de proposer de retenir un niveau de franchise deux fois moins important que celui retenu par cette disposition. Au-delà, il convient de rappeler que la franchise a un impact sur les recettes TVA (Cette franchise de TVA représente un coût estimé entre 2,2 et 2,4 Md€ selon le rapport du Conseil des Prélèvements Obligatoires de 2015. Une division par deux de cette franchise constituerait donc un gain pour les finances publiques de plus d'un milliard d'euros).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. PELLELAT

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5**

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le c du 2 du I de l'article 27 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ...) De l'acquisition et de la pose de matériaux d'isolation thermique des parois vitrées et des protections solaires mobiles ; ».

II - La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La loi de finances pour 2023 a rétabli le crédit d'impôt en faveur de la rénovation énergétique des locaux tertiaires des PME disparu fin 2021, après six mois d'existence compte tenu du délai de publication des textes réglementaires associés. Ce crédit d'impôt vise certaines dépenses concernant l'isolation des parois opaques, le chauffage et la ventilation. On ne peut que se féliciter d'un tel dispositif pour des PME qui, par ailleurs, ne disposent d'aucune aide de l'État en faveur de la rénovation énergétique de leurs locaux tertiaires. Pour autant, à la lecture du détail des équipements, matériels ou matériaux éligibles, il est à noter l'absence des menuiseries extérieures. Or, l'intérêt du remplacement des fenêtres, le cas échéant associé à des protections solaires mobiles, est déjà démontré pour atteindre la sobriété énergétique des bâtiments. Il permet d'isoler une grande partie de l'enveloppe extérieure du bâtiment et offre des apports de chaleur gratuite grâce aux apports solaires en hiver. Par ailleurs, dans certains bâtiments tertiaires (type « façade rideaux »), les parois vitrées représentent la quasi-totalité de la surface des parois verticales. Et, après avoir vécu plusieurs épisodes de canicule, il est maintenant indispensable de maîtriser les températures intérieures et limiter les apports solaires en été. L'efficacité de ces bâtiments peut être améliorée par l'installation de protections solaires qui limitent l'entrée du froid et les déperditions thermiques en hiver, permettent de maîtriser les apports solaires en été et le recours à la climatisation. Aussi, afin de donner à cette mesure une efficacité et une cohérence maximum, il apparaît important de les réintégrer dans la base du crédit d'impôt ; étant précisé que son plafonnement est de nature à limiter l'impact de la dépense fiscale. Tel est l'objet de cet amendement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. PELLELAT

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEXIES**

Après l'article 3 sexies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I – Au 9° du II de l'article 150 U du code général des impôts, les mots : « au plus tard le 31 décembre 2024 » sont supprimés.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cette disposition du CGI, créée par l'article 42 de la loi de finances rectificative pour 2011 et maintes fois prorogée, notamment jusqu'au 31 décembre 2024 par l'article 7 de la loi de finances pour 2023 exonère pour les particuliers d'impôt sur le revenu, les cessions de droit de surélévation d'un immeuble à condition que l'acquéreur s'engage à créer et à achever exclusivement des locaux à usage d'habitation dans un délai de quatre ans. Ce dispositif s'inscrit dans une volonté de favoriser la sobriété foncière en incitant à densifier le stock existant particulièrement au sein des zones urbaines tendues. Ainsi, elle participe au zéro artificialisation nette voulue par le Gouvernement. Par ailleurs, elle participe aussi à la résolution du manque de logements neufs spécialement dans ces zones. Applicable jusque fin 2024, cette mesure doit être pérennisée afin de donner de la visibilité aux acteurs, la mettre en cohérence avec la temporalité de la prise de décision en copropriété et donner un signal fort en faveur des personnes détentrices de tels droits afin qu'elles les exploitent.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. PELLELAT

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I – Après le b du 2 de l'article 279-0 bis du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« (...) Par exception, le taux prévu au 1 s'applique d'une part, aux travaux de surélévation ou d'agrandissement sous condition d'améliorer la performance énergétique de l'immeuble existant et, d'autre part, aux travaux réalisés en cas de transformation de locaux tertiaires en logement conduisant à la production d'un immeuble neuf. Un décret fixe les conditions d'applications du présent alinéa. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Par cet amendement, il est proposé d'étendre le bénéfice du taux réduit de TVA (10 et/ou 5,5%) à certaines opérations exclues : En cas de transformation de locaux tertiaires en logements lorsque cette transformation aboutit à produire un immeuble neuf ; En cas de surélévation ou d'agrandissement sous réserve d'augmenter la performance énergétique de l'immeuble collectif ou individuel existant. En effet, ces travaux lourds sur existant sont soumis à une TVA au taux normal de 20%. Pour autant, ils constituent des opportunités majeures pour engager des travaux de performance énergétique dans les parties existantes. Or, ces opérations, qui présentent en outre la caractéristique d'être sobres sur le plan du foncier, sont fiscalement pénalisées alors même qu'elles devraient être encouragées. Cette singularité est un frein à la réalisation de telles opérations techniquement et financièrement plus lourdes que de produire ex-nihilo un immeuble neuf. L'objet de cet amendement est donc de corriger ce paradoxe afin que ces opérations puissent bénéficier d'un régime fiscal attractif de nature à encourager leur inscription dans l'indispensable sobriété énergétique intéressant le bâtiment.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. PELLELAT

C	
G	

ARTICLE 27 DUODECIES

Rédiger ainsi cet article :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 1520 est complété par un paragraphe V ainsi rédigé :

« V. – La taxe, lorsqu'elle est instituée, s'applique sur l'intégralité du territoire sous réserve des dispositions de l'article L. 2333-76 du code général des collectivités territoriales. Toutefois, à titre dérogatoire, si des différences objectives de service le justifient, la commune, l'établissement public de coopération intercommunale ou l'établissement public local compétent peut décider de n'instituer la taxe que sur une partie seulement de son territoire nonobstant les mécanismes transitoires prévus par l'article 1639 A bis du code général des impôts. » ;

2° Au I bis de l'article 1522 bis après la référence : « article 1639 A bis », la fin de la phrase est supprimée ;

3° L'article 1639 A bis est ainsi modifié :

a) La première phrase du deuxième alinéa du III est complétée par les mots : « sous réserve des dispositions du V de l'article 1520 » ;

b) Le premier alinéa du IV est complété par les mots : « , sous réserve des dispositions du V de l'article 1520 ».

II. – Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° L'article L. 2333-76 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« La redevance, lorsqu'elle est instituée, s'applique sur l'intégralité du territoire. Toutefois, à titre dérogatoire, si des différences objectives de service le justifient, la commune, l'établissement public de coopération intercommunale ou l'établissement public local compétent peut décider de n'instaurer la redevance que sur une partie seulement de son territoire nonobstant les mécanismes transitoires prévus par l'article 1639 A bis du code général des impôts et les deuxième et troisième alinéa du présent article. Le service du territoire couvert par la redevance fait l'objet d'un budget distinct. » ;

2° La première phrase du troisième alinéa de l'article L. 2333-78 est ainsi rédigée : « Ils ne peuvent l'instituer que sur les secteurs géographiques où ils n'ont pas institué la redevance prévue à l'article L. 2333-76. »

**OBJET**

S'inscrivant dans la volonté de tendre vers une consommation responsable et raisonnée, la tarification incitative pour la collecte des déchets ménagers est une des solutions puisqu'elle limite la production de déchets en facturant à l'utilisateur uniquement ceux qu'il produit. La loi de transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) de 2015 impose de déployer un financement incitatif pour le service public des déchets. Elle a fixé l'objectif à 25 millions d'habitants en 2025. Selon une étude de l'ADEME, la mise en place de la redevance incitative permet de réduire de 41 % la quantité d'ordures ménagères résiduelles (OMR), d'augmenter de 30 % la collecte des emballages et papiers et de réduire de 8 % la quantité de déchets ménagers et assimilés (DMA). La tarification incitative a déjà fait ses preuves. L'exemple écossais d'Edimbourg, en 2014, l'a montré. La commune a changé la taille des bacs de collecte d'ordures ménagères pour des modèles moitié moins grands, et accompagnés d'un bac de grande taille pour le tri. Quatre mois seulement après la mise en place de ce dispositif, le volume de déchets triés a augmenté de 85 % (3,5 kg par foyer par semaine contre 2 kg avant la mise en place) et le volume des ordures ménagères a baissé de 40 %. Malgré un consensus sur son utilité, la tarification incitative n'est que peu appliquée sur le territoire en raison de difficultés techniques rencontrées par les collectivités locales pour la mettre en œuvre. En effet, seuls 6 millions de Français sont actuellement en tarification incitative selon le rapport de la Cour des comptes du 27 septembre 2022. L'absence de souplesse pour les collectivités et de possibilité d'appliquer cette mesure uniquement à une partie de leur territoire est un frein majeur à son adoption. Concrètement, la mise en place d'une tarification incitative en centre urbain dense est souvent plus complexe qu'en zone rurale du fait de l'individualisation des facturations ou de l'iniquité d'une telle mesure selon pour certains habitants en zone plus défavorisée.

Enfin, le Ministre de la Transition écologique a rappelé, lors de son discours aux Assises des Déchets de Nantes le 27 septembre dernier, que pour atteindre les objectifs ambitieux d'un taux de recyclage de 77 % des bouteilles en plastique pour boisson en 2025 et 90 % en 2029, d'autres leviers seront activés, comme la simplification de la tarification incitative ; ce qui a été salué par les collectivités, associations et professionnels du recyclage.

Cet amendement permet donc de lever un frein au déploiement de la tarification incitative en France dans la continuité des politiques publiques annoncées, en donnant la possibilité aux élus locaux de mettre en œuvre la tarification incitative sur une partie seulement de leur territoire et en supprimant le délai d'harmonisation des modes de financement du Service Public de Gestion des Déchets (SPGD).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. PELLELAT

ARTICLE 5

I. – Alinéa 6

Après le mot :

production

insérer les mots :

au recyclage, au réemploi et à la réutilisation

II – Après les alinéas 18, 23, 28 et 33

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

...) Le recyclage, le réemploi et la réutilisation des équipements et des composants d'équipements mentionnés aux a et b.

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à étendre le crédit d'impôt au titre des investissements dans l'industrie verte (C3IV) aux entreprises qui investissent dans le recyclage, le réemploi et la réutilisation des équipements et composants d'équipements cités dans le présent article amendé. Ce crédit d'impôt, qui vise à conforter la place de la France en tant que Nation leader de l'économie décarbonée, est un outil fondamental dans la poursuite d'une transition écologique pragmatique. Le gouvernement agit pour l'avenir en encourageant les investissements et en montrant que la décarbonation de nos économies est une priorité absolue. Le présent crédit d'impôt n'inclut néanmoins pas suffisamment la totalité des chaînes de valeur d'une économie décarbonée. En effet, il est capital de penser aux cycles de fin de vie des panneaux solaires, des pompes à chaleur, des éoliennes et des batteries, tant leur expansion dans les prochaines années est inévitable. Ainsi, inclure l'investissement dans le recyclage, le réemploi et la réutilisation des équipements et composants des secteurs clés est une mesure bénéfique à la fois pour la planète, l'économie et pour la cohésion sociale. En recyclant les équipements et composants clés, nous évitons une déperdition de matériaux tout en développant des filières d'économie circulaire, ce

qui participe in fine à la résilience et à la souveraineté de la France. Cet amendement a été travaillé avec l'INEC (Institut National de l'Économie Circulaire) et Fairmat.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. PELLELAT

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5**

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. - Après l'article 39 de la partie B du code général des impôts, il est inséré un article ... ainsi rédigé :

« Art. .... – I. – Les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés ou à l'impôt sur le revenu selon un régime réel d'imposition peuvent déduire de leur résultat imposable une somme égale à 40 % de la valeur d'origine des matériels destinés à la collecte, au tri et au recyclage des déchets métalliques ferreux et non-ferreux hors frais financiers, affectés à leur activité industrielle et qu'elles acquièrent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 lorsque ces biens peuvent faire l'objet d'un amortissement selon le système prévu à l'article 39 A ;

« II. – La déduction est répartie linéairement sur la durée normale d'utilisation des biens. En cas de cession du bien avant le terme de cette période, elle n'est acquise à l'entreprise qu'à hauteur des montants déjà déduits du résultat à la date de la cession, qui sont calculés pro rata temporis.

« III. Un décret détermine la liste des matériels éligibles au présent dispositif. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à inciter les entreprises de recyclage à soutenir les projets d'amélioration des performances de recyclage et de valorisation des entreprises du recyclage. En seulement 3 ans, les entreprises du recyclage ont investi plus de 1,5 milliard d'euros dans l'outil productif. Elles ont automatisé leurs procédés en réduisant les interventions manuelles, en augmentant les performances obtenues et ainsi la qualité des matières recyclées afin de fournir aux industries des matières toujours plus qualitatives en réponse à l'écoconception. La guerre en Ukraine a fait flamber les prix de l'énergie et a laissé planer une incertitude de long terme sur le contexte économique décourageant de nombreuses entreprises à investir. Par ailleurs, les tâtonnements dans le déploiement des filières REP (renforcé par la loi AGECE) et l'inadéquation entre la réalité du terrain et les mesures législatives bouleversent l'écosystème de l'industrie du recyclage, qui ne peuvent plus élaborer des stratégies d'entreprises d'avenir. Pourtant, ces entreprises sont des acteurs clés dans le développement de l'économie circulaire et dans la décarbonation de pans entiers de l'économie. Seul le déploiement

Nb : La rectification consiste en un changement de place de l'article additionnel après l'article 12 vers l'article additionnel après l'article 5.

d'une technologie compétitive et de pointe en matière de tri et de transformation de nos déchets permettra de répondre aux enjeux environnementaux complexes. À titre d'exemple, l'incorporation de métaux recyclés dans les chaînes de valeur de l'industrie réduit les émissions de CO2 de 58% pour l'acier et 92% pour l'aluminium, par rapport aux matières premières extraites (Source : Rapport de l'ADEME et FEDEREC de 2017). A travers cet amendement proposant l'instauration d'un dispositif de suramortissement pour les entreprises du recyclage, plus que le financement d'un outil productif, ce sont les conditions de réussite de la planification écologique qui sont en jeu. Un décret définit la liste des matériels éligibles à ce dispositif.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. PELLELAT

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I – L'article 39 decies du code général des impôts est ainsi rédigé :

« Art. 39 decies. – I. – Les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés ou à l'impôt sur le revenu selon un régime réel d'imposition peuvent déduire de leur résultat imposable une somme égale à 40 % de la valeur d'origine des biens hors frais financiers, affectés à leur activité et qu'elles acquièrent ou fabriquent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2026 lorsque ces biens peuvent faire l'objet d'un amortissement selon le système prévu à l'article 39 A et qu'ils relèvent de l'une des catégories suivantes :

« 1° Matériels et outillages utilisés pour des opérations industrielles de fabrication ou de transformation fonctionnant à l'énergie électrique ou hydraulique ;

« 2° Matériels de manutention fonctionnant à l'énergie électrique ou hydraulique ;

« La déduction s'applique également aux biens mentionnés au présent I ayant fait l'objet, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024, d'une commande assortie du versement d'acomptes d'un montant au moins égal à 10 % du montant total de la commande et dont l'acquisition intervient dans un délai de vingt-quatre mois à compter de la date de la commande

« La déduction est répartie linéairement sur la durée normale d'utilisation des biens. En cas de cession du bien avant le terme de cette période, elle n'est acquise à l'entreprise qu'à hauteur des montants déjà déduits du résultat à la date de la cession, qui sont calculés prorata temporis ;

« L'entreprise qui prend en location un bien neuf mentionné aux 1° et 2° du présent I dans les conditions prévues au 1 de l'article L. 313-7 du code monétaire et financier en application d'un contrat de crédit-bail ou dans le cadre d'un contrat de location avec option d'achat peut déduire une somme égale à 40 % de la valeur d'origine du bien hors frais financiers, au moment de la signature du contrat. Ces contrats sont ceux conclus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et jusqu'au 15 décembre 2026 pour les biens mentionnés aux 1° et 2°. Cette déduction est répartie sur la durée mentionnée au cinquième alinéa du présent I. Si l'entreprise crédit-preneuse ou locataire acquiert le bien, elle peut continuer à appliquer la déduction. La déduction cesse à compter de la cession ou de la cessation par celle-ci du contrat de crédit-bail ou de location avec option d'achat ou du bien et ne peut pas s'appliquer au nouvel exploitant.

« L'entreprise qui donne le bien en crédit-bail ou en location avec option d'achat ne peut pas pratiquer la déduction mentionnée au premier alinéa

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Le présent amendement vise à inciter les entreprises de recyclage à instaurer un dispositif de suramortissement jusqu'en 2040 pour l'acquisition ou le remplacement d'engins non routiers polluants par des engins peu polluants (fonctionnant aux énergies non fossiles). En vertu de l'article 39 decies du code général des impôts, institué par l'article 142 de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 et modifié par l'article 99 de la loi n° 2016-1918 de finances rectificatives pour 2016, les entreprises réalisant un investissement productif éligible ont pu bénéficier jusqu'en 2017 d'un avantage fiscal leur permettant de déduire de leur résultat imposable, 40 % du prix de revient de cet investissement. Aujourd'hui, face à l'absence sur le marché, d'engins de substitution fiables et à des prix abordables, un grand nombre d'entreprises ne se sont pas engagées dans une modernisation de leur parc matériel. Le renouvellement des flottes d'engins professionnels ne doit pas se limiter au remplacement des poids lourds mais également prendre en compte le verdissement des engins de manutention.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. PELLELAT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5**

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À l'article 39 decies A du code général des impôts, les douze occurrences des mots : « et jusqu'au 31 décembre 2030 » sont remplacées par les mots : « et jusqu'au 31 décembre 2040 ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à inciter les entreprises de recyclage à instaurer un dispositif de suramortissement pour l'acquisition de poids lourds peu polluants. Le transport est l'activité qui contribue le plus aux émissions de gaz à effet de serre (GES) de la France. En 2022, les transports étaient à l'origine de 129 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> eq, ce qui représente 30 % des émissions GES totales de la France. Les véhicules utilitaires légers (VUL) et les poids lourds représentent respectivement 15% et 27% de l'empreinte carbone du secteur. Aujourd'hui, face à l'absence sur le marché, d'engins de substitution fiables et à des prix abordables, un grand nombre d'entreprises ne se sont pas engagées dans une modernisation de leur parc matériel. Selon une étude menée par FEDEREC en septembre 2022 dans le cadre de l'instauration des ZFE, avec l'interdiction de la circulation aux vignettes Crit'Air 3 en 2025, plus de la moitié de la flotte actuelle de Poids Lourds et Super Poids Lourds des entreprises de gestion des déchets ne pourra plus circuler en 2025 ; ce qui ne permettrait pas d'assurer la continuité du service de collecte des déchets. Concernant les Véhicules légers et véhicules utilitaires légers, ça sera 40% de la flotte qui sera à l'arrêt. Parmi les VL/VUL ne pouvant plus circuler, seuls 35% sont en cours de renouvellement pour atteindre cet objectif. C'est pourquoi, pour accélérer la transition écologique de ce secteur, il est indispensable d'apporter un soutien aux entreprises du recyclage afin qu'elles puissent convertir leur flotte.





## AMENDEMENT

présenté par  
M. PELLELAT

C	
G	

### ARTICLE 6

I. – Alinéa 13

Supprimer cet alinéa.

II. – Alinéas 16 à 19

Supprimer ces alinéas.

III. – Alinéas 25 et 26

Supprimer ces alinéas

IV. – Alinéa 27

Supprimer les mots :

et montants mentionnés aux 1° et 2°

V. – Alinéa 28

Supprimer cet alinéa.

### OBJET

Compte tenu des enjeux propres au vieillissement de la population et de la volonté de donner à chacun la possibilité de résider à son domicile, il convient de favoriser l'adaptation des logements à un maximum de contribuables. Cet amendement vise donc à rétablir l'éligibilité au crédit d'impôt :

des équipements spécialement conçus pour l'accessibilité des logements aux personnes âgées et handicapées, pour l'ensemble des contribuables ; des équipements permettant l'adaptation des logements à la perte d'autonomie ou au handicap, pour les foyers fiscaux dont l'un des membres est en situation de handicap ou de perte d'autonomie.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. PELLELAT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS**

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. - Au premier alinéa du I de l'article 278-0 bis A du code général des impôts, après le mot : « énergétique », sont insérés les mots : « , ainsi que les travaux induits qui leur sont indissociablement liés, ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à sécuriser juridiquement et clarifier, pour les professionnels et les particuliers, l'application du taux réduit de TVA à 5,5% des travaux induits et indissociablement liés aux travaux de rénovation énergétique. En effet, lors de prestations de rénovation énergétique soumises à la TVA à 5,5%, plusieurs travaux induits et indissociablement liés sont souvent indispensables. Par exemple, lors de l'installation des pompes à chaleur ou d'équipements de production d'énergie utilisant une source d'ENR, l'adaptation du local recevant les équipements, les éventuelles modifications de l'installation électrique, ou encore l'installation d'un système de ventilation sont nécessaires. Compte tenu de leur nature, ces travaux peuvent être réalisés par des entreprises artisanales différentes mais sont indissociablement liés aux travaux de rénovation énergétique et sont donc soumis au taux réduit de TVA. Or, depuis sa réécriture en 2022, l'article 278-0 bis A du CGI, relatif au taux réduit de TVA pour les travaux de rénovation énergétique, ne mentionne plus les travaux induits indissociablement liés. Cette situation a engendré une grande confusion et une insécurité juridique manifeste pour les acteurs de terrain et freine les objectifs de la trajectoire de performance énergétique et de décarbonation.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. PELLEVAL

C	
G	

**ARTICLE 28**

I. – Alinéa 4, tableau, dernière colonne, dix-septième ligne

Remplacer le montant :

34 600 000

par le montant :

100 000 000

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La participation de l'Etat au financement des politiques publiques sportives en France est principalement gérée depuis 2019 par l'Agence nationale du Sport. Au-delà des crédits budgétaires alloués par le Ministère des Sport et des jeux olympiques et paralympique, une large part des recettes de l'ANS proviennent de trois taxes affectées : la « taxe buffet », la taxe sur les paris sportifs et la taxe sur les jeux FDJ. Plus spécifiquement, le rendement de la taxe sur les paris sportifs constitue aujourd'hui le moteur de ces ressources fiscales. Pourtant, son produit fiscal est verrouillé, depuis 2015, à 34,6M€. Or, la croissance soutenue et permanente du rendement de cette taxe sur les paris sportifs ne bénéficie pas aux acteurs sportifs, nationaux et territoriaux. En 2015, le rendement de cette taxe représentait 61 M€ et 57% de ce produit était directement affecté au CNDS. Le PLF 2024 estime, comme en 2023, que cette taxe sur les paris sportifs va générer 181 M€, mais seulement 19% est désormais affecté à l'ANS. Or, l'accueil de deux grands événements sportifs internationaux sur le territoire français (Coupe du Monde de Rugby, JOP2024) va amplifier encore le rendement de cette taxe, comme en attestent les premiers résultats enregistrés par l'Autorité Nationale des Jeux sur les trois premières semaines de la coupe du monde de rugby. Alors que le sport peut financer le sport, il paraît donc nécessaire de dé plafonner la taxe sur les paris sportifs, dès 2024, dans la limite de 100M€, afin d'accompagner l'ambition partagée – et démultipliée par la Grande Cause Nationale 2024 voulue par le Président de la République – de construire collectivement une nation plus sportive.

Sourcing : Cet amendement est proposé par l'ANDES (Association nationale des élus en charge du sport)







N°	I-693
----	-------

**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. PELLELAT

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 28**

Après l'article 28

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 1609 tricies du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Un prélèvement complémentaire de 0,3 % est effectué de 2024 à 2030 sur les sommes mentionnées au premier alinéa. Ce prélèvement complémentaire est plafonné à 25 millions d'euros par an. Son produit est affecté à l'Agence du numérique en santé, indépendamment du montant déjà affectées, en vue du financement des maisons Sport-Santé. »

**OBJET**

Afin de financer la mise aux normes des grands stades lors de l'Euro 2016 de Football, la loi de finances 2011 a adopté, à titre temporaire, une surtaxe de 0,3% sur les Jeux FDJ, hors paris sportifs. Dans cet esprit et afin de préparer une loi héritage des grands événements sportifs internationaux (Coupe du Monde, JOP 2024), il est proposé de mettre en œuvre un fonds d'amorçage héritage, alimenté par une surtaxe de 0,3% sur les paris sportifs. Pour cette nouvelle opération, il est proposé d'orienter le rendement dû à ce taux exceptionnel à l'Agence nationale du Sport, afin d'assurer la pérennisation des 573 Maisons Sport Santé, qui maillent et irriguent le territoire hexagonal et ultramarin. En effet, le modèle économique des Maisons Sport Santé est en grande fragilité, avec un niveau médian d'accompagnement public de 12 000 euros, alors que les besoins planchers des MSS sont appréciés à 50 000 euros par an, en l'absence de reconnaissance financière des APA. Le produit attendu de la surtaxe de 0,3% sur les paris sportifs doit permettre de financer à hauteur de 25 M€ ce fonds héritage de l'ANS.

Sourcing : Cet amendement est proposé par l'ANDES (Association nationale des élus en charge du sport)



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. PELLEVAT

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le I de l'article L. 1615-1 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° L'agencement et l'aménagement de terrains pour les dépenses engagées à partir de 2021. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'automatisation du Fonds de Compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) de 2021 a exclu de l'assiette éligible le compte 212 « Agencements et aménagements de terrains ». Les projets d'aménagement sont pourtant essentiels pour les collectivités territoriales, qu'il s'agisse d'aménagement nécessaire à l'atteinte de l'objectif ZAN, de l'aménagement de terrains affectés par les incendies ou encore des projets en faveur de la transition écologique ou du sport. Le Gouvernement s'est néanmoins rendu compte qu'il faisait fausse route, et a annoncé leur réintégration au dispositif à l'occasion du PLF 2024, ce qui ne peut être que salué, mais sans pour autant prévoir une rétroactivité de cette réintégration. En raison de la courte période durant laquelle les dépenses d'aménagement ont été rendues inéligibles, il serait pourtant injuste de pénaliser les collectivités ayant fait le choix de continuer à investir durant celle-ci. D'autant plus que la plupart n'étaient pas informées du fait que les dépenses d'aménagement étaient exclues et escomptaient bénéficier du FCTVA. L'absence de rétroactivité pénalisera donc les budgets de nombreuses communes. Cet amendement propose donc d'intégrer rétroactivement les dépenses d'investissement réalisées par les collectivités depuis trois ans pour les aménagements et agencements de terrains parmi les dépenses éligibles au FCTVA.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. PELLELAT

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24**

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

A. – L'article 232 est abrogé ;

B. – L'article 1407 bis est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est ainsi modifié :

a) La première phrase du premier alinéa est ainsi modifiée :

- les mots : « autres que celles visées à l'article 232 » sont supprimés ;

- les mots : « depuis plus de deux années » sont remplacés par les mots : « depuis plus d'une année » ;

b) La seconde phrase est remplacée par deux phrases ainsi rédigées : « Pour l'application de la taxe, est considéré comme vacant un logement dont la durée d'occupation est inférieure à quatre-vingt-dix jours au cours de la période de référence définie au présent alinéa. La taxe n'est pas due en cas de vacance indépendante de la volonté du contribuable » ;

2° À la seconde phrase du deuxième alinéa, les mots : « ainsi que sur celui des communes mentionnées à l'article 232 » sont supprimés.

C. – Le I. de l'article 1407 ter est ainsi rédigé :

« I. - Le conseil municipal peut, par une délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A bis, majorer d'un pourcentage compris entre 5 % et 60 % la part lui revenant de la cotisation de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale due au titre des logements meublés et vacants dans :

« 1° Les communes appartenant à une zone d'urbanisation continue de plus de cinquante mille habitants où il existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements entraînant des difficultés sérieuses d'accès au logement sur l'ensemble du parc résidentiel existant, qui se caractérisent notamment par le niveau élevé des loyers, le niveau élevé des prix d'acquisition des logements anciens ou le nombre élevé de demandes de logement par rapport au nombre d'emménagements annuels dans le parc locatif social ;

« 2° Les communes ne respectant pas les conditions prévues au 1° du présent I où il existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements entraînant des difficultés sérieuses d'accès au logement sur l'ensemble du parc résidentiel existant, qui se caractérisent notamment par le niveau élevé des loyers, le niveau élevé des prix d'acquisition des logements anciens ou la proportion élevée de logements affectés à l'habitation autres que ceux affectés à l'habitation principale par rapport au nombre total de logements.

« Un décret fixe la liste des communes où la taxe peut être majorée.

« Le produit de la majoration mentionnée au premier alinéa du présent I est versé à la commune l'ayant instituée. »

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

L'article 25 introduit un nouveau prélèvement sur recettes pour neutraliser les pertes budgétaires des collectivités concernées par l'élargissement des zones tendues (d'un peu plus de 1100 à près de 3700 communes selon le décret du 26 août 2023 d'application de l'article 73 de la LFI 2023). En effet, en zone tendue s'applique de droit la taxe « logement vacant » (TLV, perçue par l'État) et cela conduit corrélativement à la suppression de la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV) qui est perçue par les communes ou les EPCI l'ayant instituée. L'instauration de la majoration sur la taxe d'habitation des résidences secondaires (MajoTHRS) ne permet pas toujours de compenser la perte de THLV découlant de l'élargissement des zones tendues. Cet amendement vise à fusionner les deux taxes sur les logements vacants dans un souci de simplification et de lisibilité : les deux taxes ont le même objet (lutter contre la sous-occupation des logements en zone tendue) mais un périmètre d'application, un taux, une assiette et un bénéficiaire différents. Par ailleurs, la fusion des deux taxes éviteraient tout comportement d'optimisation du statut d'occupation (résidence secondaire ou logement vacant). La fusion de ces deux taxes a été proposée à de multiples reprises : courrier commun des associations d'élus au gouvernement le 4 avril 2023 ; rapport Lutte contre l'attrition des résidences principales dans les zones touristiques des inspections générales des Finances, de l'Administration et de l'Environnement ; rapport sur La Fiscalité locale dans la perspective du Zéro artificialisation nette du Conseil des prélèvements obligatoires ; « mission Rebsamen ». Si cet amendement était conservé dans le texte final, dans un souci de cohérence, il conviendrait de réviser le PSR de l'article 25. En 2022, le produit de TLV s'est élevé à 93 millions d'euros en 2022.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. PELLELAT

C	
G	

**ARTICLE 27 TERDECIES**

Rédiger ainsi cet article :

I. – À la fin du premier alinéa du 1<sup>o</sup> du 1 du I de l'article 1636 B sexies du code général des impôts, les mots : « et le taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale » sont supprimés.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, les taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et les taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale (THRS) sont liés et doivent évoluer dans la même proportion. Cependant, il n'y a aucune logique à ce qu'une évolution de taux de THRS, levier de politique du logement visant notamment à réduire la sous-occupation et à promouvoir l'occupation des logements à titre de résidence principale, ait des effets de bord sur les entreprises ou sur les ménages propriétaires de leur résidence principale. Cet amendement vise à substituer à la rédaction du texte sur lequel le Gouvernement a engagé sa responsabilité (amendement n° I-5254 intégré en tant qu'article 27 terdecies), la rédaction correspondant à l'amendement adopté par la commission des Finances de l'Assemblée nationale (amendement n° I-CF1329). En effet, en l'état de leur rédaction, les dispositions de l'article 27 terdecies privent de tout intérêt la déliaison telle qu'elle est envisagée, celle-ci étant notamment conditionnée par le fait que seules les communes dont le taux est inférieur à 75 % de la moyenne départementale des taux communaux constatés l'année n-1 puissent actionner le levier fiscal. Selon les simulations réalisées par France urbaine, seules 20 % des communes pourraient de ce fait bénéficier de la déliaison (pour une moyenne d'augmentation de taux de 0,50 point). De plus, les communes touristiques (dans la mesure où leur niveau de taux reflète les charges spécifiques auxquelles elles sont exposées) et les communes en situation de centralité (dans la mesure où elles assument les charges induites par leur position de centralité) seraient presque systématiquement

exclues de la déliaison, les charges qu'elles ont à assumer les conduisant à appliquer le plus souvent des taux supérieurs au seuil fixé proposé par le Gouvernement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. PELLEVAT

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 273 septies B du code général des impôts, il est inséré un article 273 septies B ... ainsi rédigé :

« Art. 273 septies B .... – Un employeur assujetti peut récupérer la taxe sur la valeur ajoutée afférente à la construction, l'acquisition ou le maintien des logements destinés à loger ses salariés. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Aujourd'hui, la pénurie de main d'œuvre sur l'ensemble des territoires touristiques touche toutes les branches. Un dénominateur commun de cette pénurie est la carence de logements disponibles pour les travailleurs, et singulièrement la carence de logements saisonniers. Cette carence a été documentée dans les conventions prévues à l'article 47 de la loi de modernisation, de développement et de protection de la montagne, n°2016-1888. Le présent amendement vise à permettre la récupération de TVA des investissements réalisés dans des logements dès lors qu'ils sont mis à disposition des salariés du détenteur direct ou indirect de l'hébergement. Dans ces zones en tension en effet, les employeurs sont souvent conduits à construire, acquérir ou maintenir eux-mêmes, le cas échéant via une société dédiée, des logements aux fins de loger leurs propres salariés. Les dépenses supportées par l'entreprise pour construire, acquérir ou maintenir ne donnent aujourd'hui pas lieu à récupération de TVA. Le présent amendement vise à les rendre éligibles à la récupération de TVA.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. PELLEVAT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24**

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au 2° de l'article L. 2334-21 du code général des collectivités territoriales, après les mots : « habitants, », sont insérés les mots : « sauf si le chef-lieu est une commune nouvelle formée après le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et ».

II. – Les pertes de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article L. 2334-21 du code général des collectivités territoriales prévoit que les communes dont la population représente 15% de la population du canton bénéficie de la première fraction de la dotation de solidarité rurale. Cependant, les communes situées dans un canton dont la commune chef-lieu compte plus de 10 000 habitants ne peuvent pas en bénéficier.

Or, lorsqu'une fusion en commune nouvelle inclut la commune chef-lieu, et que la commune nouvelle devient donc de fait le nouveau chef-lieu, certaines communes qui bénéficiaient de la première fraction la perdent au moment de la fusion ou quelques années plus tard lorsque la commune nouvelle atteint les 10 000 habitants, ce qui n'aurait jamais pu arriver sans la fusion.

Aussi, cet amendement propose de permettre aux communes conserver la première fraction lorsque la commune chef-lieu de 10 000 habitants est une commune nouvelle formée après le 1er janvier 2014.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. PELLELAT

C	
G	

**ARTICLE 5 DUODECIES**

I. - Alinéa 5, première phrase

Après les mots :

demande de logements,

rédiger ainsi la fin de cette phrase :

ou lorsque ces dernières sont situées dans des communes touristiques ou des stations classées de tourisme au sens des articles L. 133-11 et suivants du code de tourisme, sous réserve que le chiffre d'affaires hors taxe, ajusté s'il y a lieu au prorata du temps d'exploitation au cours de l'année de référence, afférent à l'ensemble des activités de location de locaux meublés mentionnées au présent 1 n'exécède pas au cours de l'année civile précédente le montant plafond du chiffre d'affaires applicable pour bénéficier de la franchise de base de la taxe sur la valeur ajoutée tel que défini à l'article 293 B I.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le régime forfaitaire d'imposition dit « micro-BIC » prévu à l'article 50-0 du code général des impôts prévoit deux seuils d'application différents d'abattements selon la catégorie d'activité exercée, notamment en ce qui concerne la location de logements meublés de tourisme. Au regard d'une part des tensions sur le logement et du phénomène d'attrition des résidences principales, et d'autre part d'un principe d'équité de traitement, ces simplifications et allègements peuvent parfois aujourd'hui sembler disproportionnés. Sachant que la France a néanmoins fait le choix de créer une offre de logement touristique structurée et qualitative reposant sur la résidence secondaire, en soutenant la construction d'un grand nombre de logements en zone touristique et en développant des dispositifs fiscaux favorables à la location touristique, il est donc important de maintenir une forme d'incitation pour conserver un parc de logements qualitatif. Mais il s'agit par ailleurs de combattre des comportements opportunistes qui ont pu amener certains acteurs à professionnaliser leur activité de

location de meublé touristique tout en tirant le meilleur parti des avantages fiscaux instaurés. Concernant les meublés dits « classés », ils impliquent des enjeux spécifiques selon l'échelle observée : Au niveau local, les enjeux peuvent être très importants : ils permettent pour certaines stations d'être classées, ce qui leur fait accéder à un cadre particulier avec notamment des aides financières et des compétences particulières ; Au niveau national, l'enjeu est limité : les meublés classés représentent moins de 100 000 unités au niveau national. Le présent amendement propose donc de modifier la fiscalité des revenus locatifs des locations de meublés classés (en régime micro-BIC) afin de maintenir une forme d'incitation tout en combattant la professionnalisation. L'amendement reprend en grande partie l'amendement du gouvernement, et introduit les modifications suivantes : Ajout des meublés classés situés dans les communes touristiques et stations classées dans les activités pouvant bénéficier de l'abattement supplémentaire de 21%, Et baisse du plafond d'abattement applicables aux revenus tirés des logements touristiques classés au niveau de la franchise de base de la TVA (91 900 € pour 2023), afin lutter contre les professionnels de la location de meublés.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. PELLELAT

ARTICLE 27 TER

Alinéa 2

Remplacer le taux :

200 %

par le taux :

100 %

**OBJET**

Créée par la loi du 13 avril 1910, la taxe de séjour est instituée à l'initiative des communes réalisant des dépenses favorisant l'accueil des touristes. A l'origine, elle pouvait être établie uniquement par les stations classées de tourisme. Cette possibilité s'est élargie au fur et à mesure des années, aux communes de montagne en 1985, un an après aux communes littorales, en 1988 aux communes réalisant des actions de promotion touristique et, enfin aux communes réalisant des actions de protection et de gestion de leurs espaces naturels en 1995. Elle est devenue possible pour les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) qui respectent les conditions applicables aux communes à compter de l'année 1999. Le produit de la taxe de séjour est un produit affecté aux dépenses destinées à favoriser la fréquentation touristique d'une commune ou intercommunalité et à financer des équipements généraux liés au tourisme et un office de tourisme. Depuis 1927, les départements qui le souhaitent peuvent instaurer une taxe additionnelle de 10 % sur la taxe de séjour adoptée par les communes et intercommunalités, dont le produit depuis 2019 est réservé à des dépenses pour promouvoir le tourisme. L'idée d'une taxe régionale additionnelle est évoquée dans la seconde moitié des années 2010 et à partir du 1er janvier 2019, une taxe additionnelle de 15 % est appliquée sur la taxe de séjour perçue par les communes et communautés de communes de la région Île-de-France afin de participer au financement du Grand Paris Express. Depuis le 1er janvier 2023, une taxe additionnelle de 34 % s'ajoute au tarif indiqué dans les départements des Alpes-Maritimes, des Bouches-du-Rhône et du Var. D'autres départements d'Occitanie et de Nouvelle Aquitaine verront aussi cette taxe additionnelle à partir du 1er janvier 2024. Ces taxes participent au financement de LGV. - L'idée de la mise en place, à partir du 1er janvier 2024, d'une taxe additionnelle à la taxe de séjour dans la région Île-de-France, avec un taux plafonné à 200 %, équivaut à un triplement potentiel de la taxe de séjour actuelle. Cette taxe va être reversée non à une collectivité locale mais à Ile-de-France Mobilités qui est un établissement public. Dans le contexte actuel d'une inflation qui porte atteinte au pouvoir d'achat des Français, ceux-ci ont déjà restreint leurs budgets de consommation durant leurs dernières vacances. Cette taxe additionnelle va encore freiner leurs dépenses dans les communes, notamment de restauration, animations et activités

touristiques. Cela va porter un bien mauvais signal envoyé à tous ceux qui comptent se rendre à Paris et en Île-de-France en 2024 et après. Le panier d'achat des touristes risque d'être moins élevé et avec lui la baisse de rentrée fiscale liée à la TVA. Cette mesure prise sans concertation avec les élus investis dans le tourisme ni les professionnels de l'hébergement, pénaliserait durablement la compétitivité de la destination sur le tourisme d'affaires et de loisirs de la première région touristique de France. Les élus des communes touristiques sont très inquiets que d'ici un ou deux ans, d'autres régions, fassent voter d'identiques augmentations, puisqu'un amendement similaire a été déposé pour la région de Bretagne. Paris deviendrait de loin la capitale la plus lourdement taxée en Europe devant Rome, Bruxelles, Berlin, Athènes, Madrid et Londres. Passés les Jeux Olympiques et Paralympiques, les hôteliers craignent pour la compétitivité de Paris face aux autres capitales européennes. Ce sont des éléments supplémentaires qui, peuvent peser dans le choix de la destination. Considérant que nous sommes sur un détournement de la finalité au service du tourisme quant à la diminution de consommation qui induit une perte de TVA pour l'Etat et porte atteinte au tourisme social et aux familles pour lesquelles les vacances seront de plus en plus difficiles, cet amendement vise à réduire le plafonnement de cette taxe additionnelle avec un plafond de 100 % aux taxes de séjour en vigueur en Ile-de-France avec affectation à Ile-de-France Mobilités.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. PELLELAT

C	
G	

ARTICLE 27 TER

Supprimer cet article.

**OBJET**

Créée par la loi du 13 avril 1910, la taxe de séjour est instituée à l'initiative des communes réalisant des dépenses favorisant l'accueil des touristes. A l'origine, elle pouvait être établie uniquement par les stations classées de tourisme. Cette possibilité s'est élargie au fur et à mesure des années, aux communes de montagne en 1985, un an après aux communes littorales, en 1988 aux communes réalisant des actions de promotion touristique et, enfin aux communes réalisant des actions de protection et de gestion de leurs espaces naturels en 1995. Elle est devenue possible pour les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) qui respectent les conditions applicables aux communes à compter de l'année 1999. Le produit de la taxe de séjour est un produit affecté aux dépenses destinées à favoriser la fréquentation touristique d'une commune ou intercommunalité et à financer des équipements généraux liés au tourisme et un office de tourisme. Depuis 1927, les départements qui le souhaitent peuvent instaurer une taxe additionnelle de 10 % sur la taxe de séjour adoptée par les communes et intercommunalités, dont le produit depuis 2019 est réservé à des dépenses pour promouvoir le tourisme. L'idée d'une taxe régionale additionnelle est évoquée dans la seconde moitié des années 2010 et à partir du 1er janvier 2019, une taxe additionnelle de 15 % est appliquée sur la taxe de séjour perçue par les communes et communautés de communes de la région Île-de-France afin de participer au financement du Grand Paris Express. Depuis le 1er janvier 2023, une taxe additionnelle de 34 % s'ajoute au tarif indiqué dans les départements des Alpes-Maritimes, des Bouches-du-Rhône et du Var. D'autres départements d'Occitanie et de Nouvelle Aquitaine verront aussi cette taxe additionnelle à partir du 1er janvier 2024. Ces taxes participent au financement de LGV. L'idée de la mise en place, à partir du 1er janvier 2024, d'une taxe additionnelle à la taxe de séjour dans la région Île-de-France, avec un taux plafonné à 200 %, équivaut à un triplement potentiel de la taxe de séjour actuelle. Cette taxe va être reversée non à une collectivité locale mais à Ile-de-France Mobilités qui est un établissement public. Dans le contexte actuel d'une inflation qui porte atteinte au pouvoir d'achat des Français, ceux-ci ont déjà restreint leurs budgets de consommation durant leurs dernières vacances. Cette taxe additionnelle va encore freiner leurs dépenses dans les communes, notamment de restauration, animations et activités touristiques. Cela va porter un bien mauvais signal envoyé à tous ceux qui comptent se rendre à Paris et en Île-de-France en 2024 et après. Le panier d'achat des touristes risque d'être moins élevé et avec lui la baisse de rentrée fiscale liée à la TVA. Cette mesure prise sans concertation avec les élus investis dans le tourisme ni les professionnels de l'hébergement, pénaliserait durablement la compétitivité de la destination sur le tourisme d'affaires et de loisirs de la première région touristique de France. Les élus des communes touristiques sont très inquiets que d'ici un ou deux ans, d'autres régions, fassent voter d'identiques augmentations, puisqu'un amendement similaire a été déposé pour la région de Bretagne. Paris deviendrait de loin la capitale la plus lourdement taxée en Europe devant Rome,

Bruxelles, Berlin, Athènes, Madrid et Londres. Passés les Jeux Olympiques et Paralympiques, les hôteliers craignent pour la compétitivité de Paris face aux autres capitales européennes. Ce sont des éléments supplémentaires qui, peuvent peser dans le choix de la destination. Considérant que nous sommes sur un détournement de la finalité au service du tourisme quant à la diminution de consommation qui induit une perte de TVA pour l'Etat et porte atteinte au tourisme social et aux familles pour lesquelles les vacances seront de plus en plus difficiles, cet amendement vise à supprimer la création d'une taxe additionnelle avec un plafond de 200 % aux taxes de séjour en vigueur en Ile-de-France avec affectation à Ile-de-France Mobilités.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BILLON

C	
G	

**ARTICLE 10**

I. – Alinéa 31, tableau, deux dernières colonnes, deux dernières lignes

Rédiger ainsi ces lignes :

42 500	18 750
46 750	20 625

**OBJET**

La franchise en base TVA permet aux petites entreprises (micro-entreprises) dans la limite d'un plafond de chiffre d'affaires de facturer leurs ventes et/ou prestations de services sans TVA.

Cette disposition du PLF vise au 1er janvier 2025, à étendre la franchise en base TVA aux petites entreprises étrangères (CA ne dépassant pas 85 000€), pour leurs opérations réalisées en France, sous réserve que leur CA européen soit inférieur à 100 K€ (sans obligation d'identification en France, l'ensemble des formalités étant réalisées dans leur Etat de résidence qui ensuite transmet les informations à la France).

La réciproque sera vraie pour les entreprises françaises pour leurs travaux réalisés dans les autres Etats membres, sous réserve que le CA européen soit inférieur à 100 K€.

Ce régime de TVA applicable aux microentreprises est source de concurrence déloyale. Il permet ainsi à certaines entreprises d'avoir un avantage concurrentiel par rapport aux entreprises qui facturent avec TVA spécialement dans le domaine des prestations de services.

Cette transposition de la directive risque de créer une nouvelle distorsion de concurrence : une entreprise étrangère pourra venir travailler en France et bénéficier de la franchise de TVA applicable aux entreprises françaises. Par exemple, une entreprise espagnole pourra, dans le cadre d'un marché avec un particulier, facturer sans TVA (alors qu'aujourd'hui l'entreprise espagnole doit facturer de la TVA française).

Enfin, ces entreprises étrangères n'ont aucune obligation d'identification en France. Il y a donc là un véritable risque de fraude.

Si la France se doit de respecter les règles européennes, il convient au regard des problématiques de concurrence de limiter le montant de la franchise applicable. Et cela d'autant plus que la France a l'un des montants de TVA les plus importants en Europe.

L'objet de cet amendement est donc de proposer de retenir un niveau de franchise deux fois moins important que celui retenu par cette disposition. Au-delà, il convient de rappeler que la franchise a un impact sur les recettes TVA (une division par deux de ce plafond représenterait un gain pour les finances publiques évalué entre 2,2 et 2,4 Md€ selon le rapport du Conseil des Prélèvements Obligatoires de 2015).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. MENONVILLE et BONNECARRÈRE, Mme Olivia RICHARD, M. CHAUVET, Mme ROMAGNY,  
MM. KERN, CAMBIER et LEVI, Mmes JACQUEMET et BILLON et M. BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 12**

Après l'article 12

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Lorsque le contrat de prestation signé entre une entreprise de travaux et services agricoles, ruraux et forestiers et une collectivité territoriale ou un organisme relevant du code des marchés publics, mentionne les charges de produits énergétiques de propulsion retenues pour l'établissement du prix de la prestation, le prix de transport initialement convenu est révisé de plein droit pour couvrir la variation des charges liée à la variation du coût de ces produits entre la date du contrat et la date de réalisation de l'opération de la prestation. La facture fait apparaître les charges de produits énergétiques de propulsion supportées par l'entreprise pour la réalisation de la prestation.

II. – À défaut de stipulations contractuelles identifiant les charges de produits énergétiques de propulsion dans les conditions définies au I, celles-ci sont déterminées, à la date du contrat, par référence au prix de ces produits publié par le Comité national routier et à la part des charges de ces produits dans le prix de la prestation, telle qu'établie dans les indices synthétiques du Comité national routier. Le prix du transport initialement convenu est révisé de plein droit en appliquant aux charges de produits énergétiques la variation des indices de ces produits publiés par le Comité national routier ou, par défaut, de l'indice relatif au gazole non-routier publié par ce comité, sur la période allant de la date du contrat à la date de réalisation de la prestation. En l'absence d'indice synthétique du Comité national routier définissant la part des charges des produits énergétiques dans le prix du transport, la part retenue de ces charges est celle relative au gazole non-routier publiée par ce comité. La facture fait apparaître les charges de produits énergétiques de propulsion supportées par l'entreprise pour la réalisation de la prestation.

**OBJET**

Les articles L3222-1 et L3222-2 du code des Transports prévoient un processus d'indexation carburant (aussi appelée surcharge carburant ou indexation gasoil). Ces dispositions imposent une indexation carburant aux chargeurs afin de protéger les transporteurs des fluctuations des prix du gasoil. Les variations de charges de carburant doivent être répercutées, à la hausse comme à la baisse, selon l'évolution du prix du carburant et mentionnées en « pied de facture ».

Aujourd'hui, les entreprises de travaux et services agricoles représentent plus du tiers de la consommation annuelle de GNR en France. Alors que le vote de l'article 12 qui prévoit à terme la suppression de l'avantage fiscal sur le GNR devrait entraîner une hausse des prestations de moisson



d'environ 9%, voire 10 à 12% pour les tarifs des prestations forestières, il est primordial pour les entreprises de bénéficier d'outils qui existent dans d'autres secteurs d'activité.

Il faut permettre aux ETARF de réguler les tarifs par rapport à une donnée qu'elles ne maîtrisent pas à l'établissement du contrat : l'évolution du prix du gazole. Les entreprises doivent pouvoir ajuster leurs prix de prestations en fonction des variations du coût du carburant.

La variation continue du prix des carburants – exacerbée depuis le conflit en Ukraine – est une source de stress récurrente, de décalage permanent entre les coûts de revient et les prix facturés, une source de conflits éventuels avec la clientèle qui n'en est pas forcément consciente.

Cet amendement vise donc à la création d'une indexation sur le gazole non-routier agricole et forestier obligatoire sur les marchés de travaux agricoles et forestiers.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. MENONVILLE et BONNECARRÈRE, Mme Olivia RICHARD, M. CHAUVET, Mme ROMAGNY,  
MM. KERN et LEVI, Mmes JACQUEMET et BILLON et M. BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 TER

Après l'article 3 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au second alinéa du I de l'article 140 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, après le mot : « éleveurs », sont insérés les mots : « et les entreprises de travaux et services agricoles, ruraux et forestiers ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 140 de la loi 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 prévoit un crédit d'impôt temporaire de 2500 € en vue d'encourager les entreprises agricoles à sortir du glyphosate, conformément au plan d'actions du Gouvernement présenté début novembre 2020.

Cet amendement vise également à envoyer un signal politique fort en apportant un soutien économique aux entreprises de travaux et services agricoles, ruraux et forestiers qui entendent jouer le jeu en leur permettant de bénéficier de ce crédit d'impôt, tout en ne modifiant pas les critères d'attribution.

Cette disposition serait perçue comme un véritable accompagnement à la décarbonation pour les ETARF.





## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. MENONVILLE et BONNECARRÈRE, Mme Olivia RICHARD, M. CHAUVET, Mme ROMAGNY,  
MM. KERN et LEVI, Mmes JACQUEMET et BILLON et M. BLEUNVEN

C	
G	

### ARTICLE 12

Alinéa 76

Remplacer les mots :

excéder trois

par les mots :

être inférieure à quatre

### OBJET

Cet alinéa dispose que le nombre des avances de remboursement de TICPE au bénéfice du secteur agricole ne pourra excéder trois par année civile.

A titre indicatif, le montant de remboursement de TICPE actuel pour les entreprises de travaux et services agricoles va de 4.000 euros à 50.000 euros par an. Ce montant est donc très éloigné du montant de 3500€ qui a été diffusé dans la presse comme manque à gagner annuel pour un exploitant agricole.

C'est donc à un choc sur les marges qu'il faut s'attendre et à des tarifs à prix cassés ou à des prix excessifs qui déstabilisent les marchés. Il en va de la survie des 21.000 entreprises de travaux agricoles, forestières et rurales et de leurs 100.000 salariés permanents ou occasionnels, qui subissent de plein fouet le choc de l'inflation, les différentes conséquences économiques d'une situation internationale perturbée et le sentiment d'un certain abandon des pouvoirs publics.

Pour ces raisons et éviter un véritable choc de trésorerie pour ces entreprises, cet amendement prévoit que ces avances seront trimestrielles.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. MENONVILLE et BONNECARRÈRE, Mme Olivia RICHARD, M. CHAUVET, Mme ROMAGNY,  
M. LEVI, Mmes JACQUEMET et BILLON et MM. KERN et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 12**

Après l'article 12

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au premier alinéa de l'article L. 312-53 du code des impositions sur les biens et services, après les mots : « véhicules routiers » sont insérés les mots : « et agricoles ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'ordonnance n°2021-1843 du 22 décembre 2021 est venu créer l'article L312-53 du code des impositions sur les biens et services qui dispose qu'une entreprise de transport routier de marchandises peut demander le remboursement partiel de la taxe intérieure sur la consommation des produits énergétiques (TICPE), si elle remplit les conditions liées aux véhicules et à l'entreprise.

L'amendement propose d'ajouter les véhicules agricoles affectés au transport public de marchandises aux véhicules déjà mentionnés à l'article L312-53 du code des impositions sur les biens et services.

Le coût est limité car seules des activités de petites entreprises sont concernées.







## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. DUFFOURG

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 OCTOTRICIES

Après l'article 5 octotricies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le II de la section II du chapitre IV du titre premier de la première partie du livre premier du code général des impôts est complété par une division ainsi rédigée :

«... : Crédit d'impôt exceptionnel en faveur des entreprises viticoles au titre des intérêts des prêts contractés dans le cadre de leur activité professionnelle

« Art. ... – I. – Les entreprises viticoles bénéficient, au titre de la seule année 2024, d'un crédit d'impôt au titre des intérêts des prêts contractés dans le cadre de leur activité professionnelle.

« II. – Un décret en Conseil d'État précise les conditions d'application du présent article. »

II. – Le I n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

III. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

L'amendement vise à créer un crédit d'impôt exceptionnel pour les viticulteurs au titre de l'année 2024 en raison de la situation dramatique de la filière.

Des calamités successives touchent la filière depuis plusieurs années: sécheresse, grêle, gel, maladies de la vigne comme le mildiou... et impactent les récoltes, déficitaires depuis des années, avec des pertes considérables, elles mettent en péril les exploitations, dont nombre d'entre elles menacent de fermer. Face à cette situation dramatique, la filière viticole demande une année blanche et le soutien des pouvoirs publics.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE et DANTEC, Mme de MARCO, MM. FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT et MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 784 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au deuxième alinéa, les mots : « , à l'exception de celles passées depuis plus de quinze ans, » sont supprimés ;

2° Au dernier alinéa, les mots : « la même personne » sont remplacés par les mots : « toute personne au profit du bénéficiaire ».

**OBJET**

Le présent amendement vise à calculer les droits de mutation à titre gratuit sur l'ensemble des flux successoraux perçus tout au long de la vie.

Nous assistons depuis la fin du XXe siècle à un renforcement des inégalités patrimoniales fondées sur la naissance. Selon une note du conseil d'analyse économique publiée en décembre 2021, la fortune héritée représente désormais 60 % du patrimoine total contre 35 % en moyenne dans les années 1970. Le système actuel d'imposition des droits de mutation à titre gratuit contribue à accentuer ce phénomène inégalitaire, notamment en taxant chaque transmission séparément. Ce système incite les plus riches à effectuer des donations de leur vivant, pour bénéficier d'exonérations d'impôts.

Le présent amendement propose ainsi de revenir sur ce dispositif qui exclut les donations effectuées il y a plus de quinze ans dans les déclarations de succession ou tout acte constatant une transmission entre vifs à titre gratuit, conformément à l'article 784 du code général des impôts. Ce dispositif s'inscrit dans une logique de refonte globale de la taxation de l'héritage, qui supprime les niches fiscales d'une part en faisant rentrer l'ensemble des successions dans le barème des DMTG, et augmente la progressivité de l'impôt d'autre part dans une logique de justice sociale.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Grégory BLANC, SALMON et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE et DANTEC, Mme de MARCO, MM. FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT et MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI et Mmes PONCET MONGE, SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 5 DUODECIES

## I. - Après l'alinéa 1

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

...° Le 5° bis du I de l'article 35 est abrogé ;

## II. - Alinéa 3

Rédiger ainsi cet alinéa :

a) À la fin du 1°, les mots : « , à l'exclusion de la location directe ou indirecte de locaux d'habitation meublés ou destinés à être loués meublés, autres que ceux mentionnés aux 2° et 3° du III de l'article 1407 » sont supprimés.

III – Pour compenser la perte de recettes résultant des I et II, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Des biais fiscaux favorisent la location des meublés de tourisme par rapport à la location de longue durée : ils doivent être supprimés. L'enjeu est d'avantager la location longue durée classique.

Cette fiscalité - que l'on peut qualifier de « pousse au crime » - incite les propriétaires à se tourner vers des locations aux touristes en lieu et place des locations de longue durée qui profitent aux habitants-es. Ce constat est celui qui résulte du rapport préparé par une mission interministérielle - composée de l'inspection des finances (IGF), du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) et de l'inspection générale de l'administration (IGA) - à la demande du Gouvernement et qui fait notamment des propositions visant à supprimer l'avantage dont bénéficie la location meublée touristique : « les incitations en faveur des meublés de tourisme continuent de mobiliser une part importante de la dépense fiscale (...) Il est recommandé d'en accélérer l'extinction définitive ».

Cet amendement vise à exclure les bénéfices tirés de la location directe ou indirecte des locaux d'habitation meublés du régime des bénéfices industriels et commerciaux (BIC). En effet dès lors que

le logement est loué meublé, les revenus issus de cette location relèvent des bénéfices industriels et commerciaux et ouvrent droit à des réductions d'impôts très importantes. Cela inclut les meublés de tourisme. Les auteurs de cet amendement estiment que ces revenus doivent réintégrer le droit commun de l'imposition des revenus fonciers pour remédier aux déséquilibres en défaveur de la location classique.

Cet amendement a été travaillé avec la Fondation Abbé Pierre.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Grégory BLANC, SALMON et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE et DANTEC, Mme de MARCO, MM. FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT et MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI et Mmes PONCET MONGE, SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 5 DUODECIES

## I – Alinéa 3

Rédiger ainsi cet alinéa :

a) À la fin du 1<sup>o</sup>, les mots : « mentionnés aux 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> du III de l'article 1407 », sont remplacés par les mots : « qui ne constituent pas l'habitation principale ou secondaire du locataire et qui sont classés « gîte de France » dans les conditions prévues à l'article L. 324-1 du code du tourisme et que les chambres d'hôtes au sens de l'article L. 324-3 du même code » ;

## II. – Après l'alinéa 6

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

1<sup>o</sup>bis Le 2 de l'article 50-0 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...) Les contribuables qui perçoivent des revenus de la location directe ou indirecte de meublés de tourisme au sens du I de l'article L. 324-1-1 du code du tourisme, qu'ils soient classés dans les conditions prévues à l'article L. 324-1 du même code ou non, à l'exception des logements meublés qui ne constituent pas l'habitation principale ou secondaire du locataire et qui sont classés « gîte de France » dans les conditions prévues à l'article L. 324-1 dudit code. »

## III. – Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – Les dispositions des a du 1<sup>o</sup> et du 1 bis du I du présent article entrent en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

## IV – Pour compenser la perte de recettes résultant des A aux C, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Des biais fiscaux favorisent la location des meublés de tourisme par rapport à la location de longue durée : ils doivent être supprimés. L'enjeu est d'avantager la location longue durée classique.



Cette fiscalité - que l'on peut qualifier de « pousse au crime » - incite les propriétaires à se tourner vers des locations aux touristes en lieu et place des locations de longue durée qui profitent aux habitants. Ce constat est celui qui résulte du rapport préparé par une mission interministérielle - composée de l'inspection des finances (IGF), du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) et de l'inspection générale de l'administration (IGA) - à la demande du Gouvernement et qui fait notamment des propositions visant à supprimer l'avantage dont bénéficie la location meublée touristique : « les incitations en faveur des meublés de tourisme continuent de mobiliser une part importante de la dépense fiscale (...) Il est recommandé d'en accélérer l'extinction définitive ».

Cet amendement vise ainsi à exclure les meublés de tourisme, autres que les gîtes ruraux, du bénéfice du régime des micro bénéfices industriels et commerciaux non professionnels qui permet de bénéficier d'un abattement de 71 % du montant des revenus locatifs en-deçà de 188 200 euros de chiffre d'affaires en cas de meublé de tourisme classé ou de 50 % en deçà de 72 600 euros de chiffre d'affaires pour les meublés non classés.





## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE et DANTEC, Mme de MARCO,  
MM. FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT et MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI,  
Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

### ARTICLE 7

I. – Alinéas 6, 10, 18, 20 (deux occurrences), 21, 68, 116, 118, 132, 189, 191, 192, 194, 200, 201, 202, 203 et 204

Remplacer l'année :

2024

par l'année :

2026

II. – Alinéa 52

Remplacer l'année :

2026

par l'année :

2027

III. – Alinéa 54

Remplacer le mot :

neuf

par le mot :

dix

IV. – Alinéa 55

Remplacer le mot :

huit

par le mot :

neuf

V. – Alinéa 111

Remplacer la date :

30 juin 2024

par la date :

30 juin 2026

VI. – Alinéa 205

Remplacer l'année :

2025

par l'année :

2027

VII. – Pour compenser la perte de recettes résultant des I à VI, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Le groupe Ecologiste, Solidarité et Territoires s'oppose fermement à la réforme projetée à l'article 7 par le Gouvernement des zones de revitalisation rurale, rare mécanisme d'aide automatique à nos territoires les moins densément peuplés.

Les propositions faites par le Gouvernement sont pour certaines dignes d'intérêt, notamment la création de zones à davantage aider au sein des zonages de ZRR révisées. Néanmoins, les associations d'élus ont relevé l'opacité qui entoure le projet de réforme et la difficulté à déterminer les territoires gagnants et ceux perdants.

D'où le présent amendement qui appelle à reconduire les ZRR, dans l'attente d'un travail autrement mieux finalisés avec toutes les parties prenantes. Et notre présent amendement propose également de prolonger d'un an en plus la durée du dispositif des bassins urbains à dynamiser (BUD), pour pousser ce dispositif jusqu'à la fin 2028 et tenir l'engagement de l'État d'une politique menée sur 10 ans.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE et DANTEC, Mme de MARCO,  
MM. FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT et MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI,  
Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 7

I. – Alinéa 35, seconde phrase

Remplacer le mot :

six

par le mot :

neuf

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement porte un allongement de la durée de révision du classement des communes en zone France Ruralités Revitalisation et en zone France Ruralités Revitalisation « plus » de six à neuf ans.

L'objectif visé par une telle modification est d'offrir aux communes classées une plus grande visibilité sur les dispositions financières qui leur sont applicables et ainsi permettre un meilleur pilotage des politiques publiques locales qu'elles peuvent mener.

Une durée de six ans n'est en effet pas à même de pouvoir garantir cette projection dans la mesure où le présent dispositif devrait entrer en vigueur en juillet 2024 et donc conduire à des révisions successives du classement en cours de mandat municipal et intercommunal. A contrario, une révision plus espacée du classement conduira à une sécurisation de la pluriannualité.





N°	I-714
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. Grégory BLANC, SALMON et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE et DANTEC, Mme de MARCO, MM. FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT et MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI et Mmes PONCET MONGE, SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Au premier alinéa du I de l'article 1407 ter du code général des impôts, le taux : « 60 % » est remplacé par le taux : « 100 % ».

### OBJET

Cet amendement vise à permettre aux communes qui le souhaitent, et où le marché locatif est particulièrement tendu (zones urbaines denses classées A et A bis), de majorer la taxe d'habitation sur les résidences secondaires d'une proportion allant de 5 % à 100 % (et non plus à 60 % maximum comme la loi le leur permet actuellement).





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE et DANTEC, Mme de MARCO, MM. FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT et MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Au second alinéa de l'article 1594 D du code général des impôts, le taux : » 4,50 % » est remplacé par le taux : » 4,8 % ».

**OBJET**

Cet amendement vise à permettre aux départements qui le souhaitent d'augmenter le taux de la taxe de publicité foncière ou du droit d'enregistrement (DMTO) jusqu'à 4,8 %.

Dans un contexte d'inflation marquée, les départements font face à une augmentation de leurs dépenses (masse salariale, fluides, coût des matières premières, etc.). Les DMTO sont un seul levier fiscal susceptible de leur permettre d'ajuster le niveau de leurs recettes pour faire face à leurs dépenses. Or, à trois exceptions près, tous les départements appliquent aujourd'hui le taux maximal de 4,5 %.

La possibilité d'augmenter à la marge le taux de DMTO permettrait aux départements de disposer des ressources financières pour faire face à cette augmentation de leurs dépenses et mieux accompagner certains publics fragiles.





## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE et DANTEC, Mme de MARCO, MM. FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT et MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

### ARTICLE 7

Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – Dans un délai de deux mois à compter de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport présentant une simulation détaillée des communes potentiellement éligibles au classement dans les zones mentionnées à l'article 44 quinquies A du code général des impôts.

### OBJET

Le présent amendement vise à la publication d'une simulation détaillée des communes éligibles au dispositif France Ruralités Revitalisation avant son entrée en vigueur prévue au 1<sup>er</sup> juillet 2024. C'est une demande des associations d'élus locaux et des communes actuellement classées en zones de revitalisation rurale afin d'obtenir une visibilité sur les effets attendus du nouveau dispositif et les évolutions que celui-ci engendrera pour les collectivités territoriales. Par cet ajout, il s'agit d'offrir une évaluation claire au Parlement et aux communes des effets attendus du dispositif, particulièrement pour les communes qui se verraient être déclassées.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE et DANTEC, Mme de MARCO, MM. FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT et MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 QUINQUIES

Après l'article 10 quinquies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 278 sexies A du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le I est ainsi modifié :

a) Le 2° est abrogé ;

b) Au premier alinéa du 3°, les mots : « et les travaux mentionnés au 2° du présent I, » sont supprimés ;

c) Le a du 3° est abrogé ;

d) Au b du 3°, le mot : « autres » est supprimé ;

2° Le tableau constituant le deuxième alinéa du II est ainsi modifié :

a) Les deuxième et troisième lignes sont supprimées ;

b) Aux quatrième et cinquième lignes, le taux : « 10 % » est remplacé par le taux : « 5,5 % ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement propose de rétablir le taux de TVA de 5,5 % pour l'ensemble des travaux réalisés dans les logements sociaux existants. Cette mesure a pour objectif de soutenir l'effort des bailleurs sociaux pour accroître la rénovation de leur patrimoine, en particulier en termes de performance énergétique mais également pour l'amélioration et l'entretien de celui-ci.

Il convient de rappeler que le taux applicable à la plupart de ces travaux a été augmenté à 10 % en 2018 dans un contexte de mise en place progressive de la réduction du loyer de solidarité (RLS). Cette mesure n'est plus justifiée aujourd'hui dès lors que la RLS a largement augmenté et que le contexte

économique a profondément évolué : envolée des coûts de construction, hausse du taux du Livret A etc.

Les enjeux du retour à un taux de 5,5 % sur l'ensemble des travaux réalisés dans les logements sociaux sont multiples :

- Faire face à l'urgence climatique et aux enjeux actuels relatifs aux coûts de l'énergie
- Baisser les charges supportées par les locataires du parc social s'agissant de l'énergie mais également de l'entretien courant des immeubles.
- Contribuer à la relance de l'économie par un investissement massif dans la rénovation de logements, secteur créateur d'emplois non délocalisables
- Simplifier le régime actuellement applicable aux travaux dans les logements sociaux qui impose des taux différents (5,5 % ou 10 %) selon la nature des travaux, l'âge du logement, le contexte de l'opération, sa situation géographique etc et donc une gestion extrêmement complexe.

Amendement travaillé avec USH





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE et DANTEC, Mme de MARCO,  
MM. FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT et MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI,  
Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 24

## I. – Alinéa 2

Remplacer le montant :

27 145 046 362 €

par le montant :

27 850 817 567 €

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement prévoit une revalorisation de la DGF attribuée aux communes, aux EPCI et aux départements, à hauteur de l'évolution prévisionnelle de l'indice des prix à la consommation (IPC) hors tabac pour 2024, soit + 2,6 % selon les estimations du projet de loi de finances.

L'indexation de la DGF sur l'inflation permet aux collectivités de disposer de ressources suffisantes pour couvrir les coûts croissants liés à l'augmentation des prix. C'est aussi un mécanisme de stabilité budgétaire. Elles peuvent ainsi planifier leurs dépenses à long terme sans craindre une dégradation de leur situation financière due à l'érosion de la valeur réelle de la DGF.

L'indexation sur l'inflation réduit les incertitudes budgétaires pour les collectivités territoriales. Elles peuvent mieux anticiper leurs besoins financiers futurs, ce qui facilite la planification des investissements et des projets à long terme.

La revalorisation de la DGF à hauteur de l'inflation prévisionnelle pour 2024 permettrait de soutenir les budgets locaux dans un contexte d'inflation encore élevée, afin qu'ils puissent accompagner les habitants tout en préservant le financement des investissements locaux.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE et DANTEC, Mme de MARCO, MM. FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT et MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au titre de l'année 2024, il est institué, par prélèvement sur les recettes de l'État, une dotation au profit des communes et de leurs groupements satisfaisant aux critères cumulatifs suivants :

1° Leur épargne brute au 31 décembre 2021 représentait moins de 10 % de leurs recettes réelles de fonctionnement ;

2° Leur épargne brute a enregistré en 2022 une baisse de plus de 25 % principalement du fait, d'une part, de la mise en œuvre du décret n° 2022-994 du 7 juillet 2022 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'État, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation et, d'autre part, des effets de l'inflation sur les dépenses d'approvisionnement en énergie, électricité et chauffage urbain. L'évolution de la perte d'épargne brute, entendue comme la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement, est obtenue par la comparaison du niveau constaté en 2022 avec le niveau constaté en 2021 sur la base des comptes administratifs clos de chaque collectivité.

Seuls sont éligibles, au versement de la dotation susmentionnée, d'une part, les communes dont le potentiel financier par habitant est inférieur au double du potentiel financier moyen par habitant de l'ensemble des communes appartenant au même groupe démographique, tels que définis à l'article L. 2334-3 du code général des collectivités territoriales et d'autre part, les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur l'année de répartition au double du potentiel fiscal par habitant moyen des établissements appartenant à la même catégorie, telles que définies à l'article L. 5211-28 du même code.

II. – Pour chaque commune ou groupement bénéficiaire, cette dotation est égale à 50 % des hausses de dépenses constatées en 2022 au titre, d'une part, de la mise en œuvre du décret n° 2022-994 du 7 juillet 2022 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'État, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation et, d'autre part, de la hausse des dépenses d'approvisionnement en énergie, électricité et chauffage urbain.

III. – Pour les communes et leurs groupements qui anticipent, à la fin de l'exercice de l'année 2022, une baisse d'épargne brute de plus de 25 %, la dotation peut faire l'objet, à leur demande, d'un acompte versé sur le fondement d'une estimation de leur situation financière.

Nb : La rectification consiste en un changement de place de l'article additionnel après l'article 25 vers l'article additionnel après l'article 27.

IV. – Un décret précise les modalités d'application du présent article.

V. – La perte de recettes résultant pour l'État des I à IV du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Cet amendement vise à, au titre de l'année 2024, à instituer, par prélèvement sur les recettes de l'État, une dotation au profit des communes et de leurs groupements dont l'épargne brute à fin 2021 était inférieure à un seuil et qui enregistrent en 2022 une perte significative de celle-ci du fait, principalement, de l'inflation des prix de l'énergie et de la hausse de leurs dépenses contraintes. Cette dotation a pour objet de compenser à hauteur de 50 % le coût de l'augmentation du point d'indice et les effets de l'inflation.

En effet, les collectivités ont été confronté en 2022 à une dégradation de leur épargne brute en raison d'une conjonction de trois surcoûts exceptionnels :

- la revalorisation du point d'indice de la fonction publique, y compris territoriale ;
- et la hausse spontanée de l'inflation, notamment des prix de l'énergie.

La situation financière des collectivités territoriales est fragilisée par la hausse de ces dépenses contraintes, à laquelle s'ajoute la chute des recettes de DMTO constatée en 2023, et prévue pour 2024.

Le rapport de Selma Mahfouz et Jean Pisani-Ferry estime à 34 milliards d'euros annuels l'investissement public supplémentaire nécessaire pour la transition écologique. Le Gouvernement a programmé 6,7 milliards d'euros de crédits de paiement et 10 milliards d'euros d'autorisation d'engagement le financement supplémentaire du budget de l'État en faveur de la transition écologique. C'est donc que vous comptez sur un effort supplémentaire de plus de 20 milliards d'euros des collectivités. Il serait donc incohérent, de contraindre leur trajectoire de dépenses, et de ne pas compenser les effets des décisions prises par le Gouvernement, en l'espèce sur l'évolution du point d'indice pour les communes en difficulté financière.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE et DANTEC, Mme de MARCO, MM. FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT et MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 27

I. – Alinéa 2, tableau

1° Après la trente-deuxième ligne

Insérer une ligne ainsi rédigée :

Compensation aux collectivités territoriales de la revalorisation du point d'indice dans la fonction publique territoriale	3 200 000 000
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------

2° Première colonne, trente-troisième ligne

Supprimer les mots :

et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique en 2022

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'objet de cet amendement est d'assurer, pour les collectivités territoriales, une compensation à l'euro près de la revalorisation du point d'indice dans la fonction publique de juillet 2023 pour l'année 2024.

Les moyens des collectivités territoriales sont en grande partie contraints par la hausse des charges, laissant progressivement moins d'espace pour l'amélioration des services rendus et la mise en place de politiques publiques locales ambitieuses. Pourtant c'est au niveau local que nos concitoyens perçoivent le plus l'action publique.

Ainsi, la revalorisation du point d'indice de la fonction publique de 1,5 % à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023, pour souhaitable qu'elle est, induit un coût pour les collectivités. Et même si, par principe, la libre administration des collectivités territoriales implique qu'elles assurent seules le paiement des traitements de leurs fonctionnaires, la décision de revalorisation est actée de manière unilatérale par

l'État et s'impose aux budgets locaux, il est donc normal que l'État assume le coût des décisions qu'il prend.

Or, la soutenabilité financière à moyen et long terme de l'action des collectivités et la considération de leurs agents publics sont essentielles au bon fonctionnement de la République, et cet amendement vise à les garantir.

La fiche d'impact annexée au décret du 29 juin et qui acte la revalorisation de 1,5 % du point d'indice, évalue, en année pleine, cette mesure à près de 3,2 milliards d'euros. C'est pourquoi notre amendement propose la création d'un prélèvement opéré sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales qui couvre le montant pour 2024 qu'implique la revalorisation de 1,5 % de juillet 2023 du point d'indice dans la fonction publique territoriale.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE et DANTEC, Mme de MARCO, MM. FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT et MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 27

I. – Alinéa 2, tableau, avant la dernière ligne

Insérer une ligne ainsi rédigée :

Compensation aux départements de la revalorisation du revenu de solidarité active	1 196 000 000
-----------------------------------------------------------------------------------	---------------

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement propose que l'Etat finance par une dotation directe aux collectivités une augmentation du Revenu Solidaire d'Activité pour amener le montant forfaitaire d'une personne seule au niveau de 850 euros mensuels.

Spécialement dans une période d'inflation chronique, cette proposition est une mesure de dignité pour soutenir les ménages les plus défavorisés. Au total 4,34 millions (+0,4 % en 2022) de personnes bénéficient d'un minimum social. Le RSA rassemblait à lui seul, fin 2022, 1,89 million de foyers.

Après paiement de ces dépenses contraintes ou pré-engagées -comme le loyer, les remboursements d'emprunt ou les assurances - le niveau de vie mensuel est inférieur à 470 euros pour la moitié des membres des ménages bénéficiaires du RSA. En particulier, après paiement des dépenses contraintes, il reste moins de 10 euros par jour et par unité de consommation à un quart des membres des ménages bénéficiaires du RSA.

L'augmentation du RSA peut contribuer à réduire la pauvreté en offrant un soutien financier supplémentaire aux personnes et aux familles à faible revenu. Cela permettrait de répondre aux besoins fondamentaux tels que l'alimentation, le logement et les soins de santé. Le RSA est souvent dépensé immédiatement pour répondre aux besoins essentiels, ce qui peut stimuler la demande intérieure et soutenir l'économie locale, en particulier dans les régions économiquement défavorisées.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE et DANTEC, Mme de MARCO, MM. FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT et MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 QUATER**

Après l'article 27 quater

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article L. 2333-27 du code général des collectivités territoriales est complété par un paragraphe ainsi rédigé :

« .... – Une partie du produit de la taxe de séjour ou de la taxe de séjour forfaitaire, comprise entre 1 % et 5 % du montant, est affectée au service d'incendie et de secours du territoire sur lequel se trouve la commune. Ce taux est arrêté par la délibération du conseil municipal instituant la taxe. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les services d'incendie et de secours (SIS) sont confrontés à un fort besoin de financement lié à l'accroissement de leurs missions, qui ne cesseront d'augmenter en raison du réchauffement climatique - qu'il s'agisse du secours à personne ou de la lutte contre les incendies. Par conséquent, il est nécessaire, comme le recommandent à la fois le rapport de l'Inspection générale de l'administration et le rapport Falco, de trouver de nouvelles pistes de financement.

Cet amendement prévoit par conséquent d'affecter une part du produit de la taxe de séjour, comprise entre 1% et 5% du montant total, aux services d'incendie et de secours du département sur le territoire duquel se trouve la commune. L'augmentation ponctuelle de la population liée au tourisme, particulièrement durant la période estivale, peut en effet conduire à une sur-sollicitation des sapeurs-pompiers, ce qui justifie un supplément de financement par une fraction de la taxe de séjour, payée par les personnes n'habitant pas sur le département et venant y séjourner.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DOSSUS et Grégory BLANC, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE et DANTEC, Mme de MARCO, MM. FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT et MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 QUATER**

Après l'article 27 quater

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au 5° bis de l'article 1001 du code général des impôts, le taux : « 18 % » est remplacé par le taux : « 20 % ».

II. – Après le quatrième alinéa de l'article 53 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« À compter de 2024, cette fraction de taux est fixée à 12,90 %. »

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

IV. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les sapeurs-pompiers professionnels sauvent des vies et protègent des biens. Ce faisant, ils réduisent les dédommagements versés par les assurances en cas de sinistres. Il est donc légitime que les assureurs contribuent davantage aux moyens financiers des SDIS.

Le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) est un service public essentiel à la protection des populations, de la nature et de la biodiversité. Depuis plusieurs années, les SDIS traversent une crise profonde caractérisée par un manque de moyens financiers, matériels et humains. Ses acteurs, tels que les sapeurs-pompiers professionnels et volontaires, témoignent régulièrement de leur détresse, du manque de considération et de leur faible rémunération.

La question du financement est au cœur des préoccupations, d'autant que le réchauffement climatique et la multiplication des phénomènes extrêmes engendrent toujours plus de dépenses. Un extrait du rapport d'information du Sénat relatif à la prévention et à la lutte contre l'intensification et l'extension

Nb : La rectification consiste en un changement de place de l'article additionnel après l'article 27 terdecies vers l'article additionnel après l'article 27 quater.

du risque incendie l'expose clairement (p.59): "La difficulté est que ces coûts sont potentiellement exponentiels : avec l'émergence de feux à la fois plus extrêmes et plus fréquents, les moyens de lutte peuvent être dépassés, en particulier dans le cas où des départs simultanés mettent en péril la stratégie d'attaque rapide sur feux naissants. Lors de la table ronde des deux commissions réunies, le colonel Allione a ainsi rappelé que les sapeurs-pompiers étaient de plus en plus proches de la rupture capacitaire et donc de la rupture du contrat opérationnel qui les lie à la Nation".

Il est urgent que les SDIS disposent de financements supplémentaire pour être en mesure d'augmenter ses capacités de réaction ainsi que d'assurer des conditions de travail dignes à son personnel. Pour ce faire, les auteurs de cet amendement ont engagé un cycle de discussions avec les Présidents des départements français ainsi qu'avec les sapeurs-pompiers professionnels pour aboutir à cette proposition.

En concertation avec l'Association des Départements de France (ADF), il est ainsi proposé d'augmenter la TSCA en augmentant le taux de 18% à 20% pour les assurances facultatives contre les risques de toute nature relatifs aux véhicules terrestres à moteur(5° bis de l'article 1001 du code des impôts). Cette hausse devra être compensée par les compagnies d'assurance. L'intervention décisive des sapeurs-pompiers limite les dégâts et donc les dépenses des compagnies d'assurance. Cette « valeur du sauvé » justifie de solliciter fiscalement les assureurs. Une fois l'augmentation du montant de la TSCA établie, l'amendement prévoit également que la fraction de cette taxe dédiée aux départements, qui s'élève aujourd'hui à 6,45%, soit doublée pour atteindre le taux de 12,90%.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE et DANTEC, Mme de MARCO,  
MM. FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT et MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI,  
Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après l'article 1382 D, il est inséré un article 1382 D ... ainsi rédigé :

« Art. 1382 D .... – Les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre peuvent, par délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A bis, exonérer pour la part de taxe foncière sur les propriétés bâties qui leur revient, les ouvrages de distribution, les installations de production et les bâtiments de toute nature qui appartiennent aux communes ou à un établissement public et sont affectés à l'exploitation d'un réseau public de chaleur au sens de l'article L. 2224-38 du code général des collectivités territoriales alimenté à 50 % au moins par des énergies renouvelables au sens de l'article L. 211-2 du code de l'énergie ou de récupération lorsque l'énergie calorifique livrée aux usagers par ce réseau est inférieure à 10 GWh.

« Lorsqu'elle est prévue par les collectivités territoriales, pour bénéficier de cette exonération, le propriétaire doit adresser, avant le 1<sup>er</sup> janvier de la première année à compter de laquelle l'exonération est applicable, une déclaration, dont le modèle est fixé par l'administration, au service des impôts du lieu de situation des biens. Cette déclaration comporte les éléments permettant d'identifier les installations et bâtiments concernés et de vérifier le respect des conditions mentionnées au premier alinéa. Lorsque cette déclaration est souscrite hors délai, l'exonération s'applique pour la période restant à courir après le 31 décembre de l'année de souscription. » ;

2° Après l'article 1464 A, il est inséré un article 1464 A ... ainsi rédigé :

« Art. 1464 A .... – Les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre peuvent, par délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A bis, exonérer, pour la part de cotisation foncière des entreprises qui leur revient, des établissements produisant de la chaleur issue à 50 % au moins de sources d'énergie renouvelable au sens de l'article L. 211-2 du code de l'énergie ou de récupération et la distribuant par un réseau public de chaleur au sens de l'article L. 2224-38 du code général des collectivités territoriales lorsque l'énergie calorifique livrée aux usagers par ce réseaux est inférieure à 10 GWh.

« Lorsqu'elle est prévue par les collectivités territoriales, pour bénéficier de cette exonération, le propriétaire doit adresser, avant le 1<sup>er</sup> janvier de la première année à compter de laquelle l'exonération



est applicable, une déclaration, dont le modèle est fixé par l'administration, au service des impôts du lieu de situation des biens. Cette déclaration comporte les éléments permettant d'identifier les installations et bâtiments concernés et de vérifier le respect des conditions mentionnées au premier alinéa. Lorsque cette déclaration est souscrite hors délai, l'exonération s'applique pour la période restant à courir après le 31 décembre de l'année de souscription. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Le présent amendement vise à permettre aux collectivités territoriales qui le souhaitent d'exonérer les réseaux de chaleur alimentés à plus de 50% par des énergies renouvelables ou de récupération, dès lors qu'ils livrent moins de 10 GWh (soit environ 1 000 équivalents-logements). Les réseaux possiblement concernés livrent au total un peu plus de 400 GWh, soit 2% des livraisons totales des réseaux de chaleur. Leur livraison moyenne s'élève à moins de 3 GWh (soit moins de 300 équivalent-logements).

Contrairement aux grands réseaux de chaleur urbains historiques, ces petits réseaux ont été pour les trois quarts créés depuis moins de 15 ans en zone rurale, dans des gros bourgs et petites villes, souvent dans les régions continentales montagnardes isolées. Ce sont pour l'essentiel des réseaux faisant appel au bois énergie en base (plus de 95 %) avec le fioul ou le propane en appoint/secours.

L'installation de tels réseaux de chaleur est particulièrement pertinente pour les collectivités locales de taille modeste (remplacement du fioul par le bois énergie, valorisation des ressources locales, circuit court, maîtrise des charges de chauffage pour les usagers), mais ces petits et moyens réseaux sont en revanche confrontés à un équilibre économique fragile.

Cet amendement ne vise pas à exonérer l'ensemble des réseaux de chaleur du paiement de ces impositions, mais de circonscrire la mesure à ceux pour lesquels ces impositions auraient un impact trop important sur leurs comptes et aux réseaux les plus vertueux pour l'environnement. Il vise à permettre aux collectivités territoriales qui perçoivent ces impositions locales de pouvoir volontairement, exonérer certains réseaux de chaleur. Celles-ci pourraient maintenir voire renforcer leur soutien à ce service public par ce biais.

Cet amendement est issu de discussions avec l'association AMORCE.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Grégory BLANC, SALMON et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE et DANTEC, Mme de MARCO, MM. FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT et MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI et Mmes PONCET MONGE, SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le b du 1 du I de l'article 1636 B sexies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° À la fin du premier alinéa, les mots : « Dans ce cas : » sont supprimés ;

2° Le 1° est abrogé.

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Cet amendement vise à supprimer l'obligation, instaurée dans la loi de finances pour 2020, pour les communes d'augmenter dans la même proportion la taxe sur les résidences secondaires et celle sur le foncier bâti.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE et DANTEC, Mme de MARCO, MM. FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT et MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article L. 331-4 du code de l'urbanisme, il est inséré un article L. 331-4-... ainsi rédigé :

« Art. L. 331-4-.... – Il est accordé un dégrèvement de taxe d'aménagement pour les travaux qui n'artificialisent pas les sols au sens de l'article 192 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, ou qui contribuent à la désartificialisation des sols au sens de ce même article. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

L'objet de cet amendement est de créer un dégrèvement pour les aménagements qui n'artificialisent pas les sols ainsi que pour les aménagements qui contribuent à leur renaturation.

Pour les premiers, ces aménagements deviendront plus avantageux pour le secteur du bâtiment que la création de nouvelles constructions. Cela contribuera à accroître les travaux de réparation, de réhabilitation ou de rénovation par rapport aux nouvelles constructions.

D'autre part, la renaturation reste encore extrêmement coûteuse. La loi sur la mise en œuvre du ZAN votée en juin 2023 avait notamment pour but de favoriser la renaturation, ce qui ne saurait avoir effectivement lieu sans des incitations fiscales.

Tel est l'objet de cet amendement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE et DANTEC, Mme de MARCO, MM. FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT et MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article L. 331-35 du code de l'urbanisme est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. L. 331-35. – I. – La densité de la construction est définie par le rapport entre la surface de plancher d'une construction déterminée conformément à l'article L. 112-1 et la surface du terrain de l'unité foncière sur laquelle cette construction est ou doit être implantée. N'est pas retenue dans l'unité foncière la partie des terrains rendus inconstructibles pour des raisons physiques ou du fait de prescriptions ou de servitudes administratives.

« II. – En vue de financer les actions et opérations contribuant à la réalisation des objectifs définis à l'article L. 121-1, les communes et établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de plan local d'urbanisme ou de plan d'occupation des sols instituent un seuil minimal de densité en deçà duquel un versement pour sous-densité est dû par les personnes mentionnées au V du présent article. Le seuil minimal de densité est déterminé par secteurs du territoire de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale, dans les zones urbaines et à urbaniser, définis sur un document graphique figurant, à titre d'information, dans une annexe au plan local d'urbanisme ou au plan d'occupation des sols. Le seuil minimal de densité est fixé pour une durée minimale de trois ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération l'ayant institué. Le versement pour sous-densité constitue un élément du prix de revient de l'ensemble immobilier au sens de l'article 302 septies B du code général des impôts.

« III. – Pour chaque secteur, le seuil minimal de densité ne peut être inférieur à la moitié de la densité maximale autorisée par les règles définies dans le plan local d'urbanisme.

« IV. – Le bénéficiaire d'une autorisation de construire expresse ou tacite ou, en cas de construction sans autorisation ou en infraction aux obligations résultant de l'autorisation de construire, la personne responsable de la construction est assujetti au paiement du versement pour sous-densité pour toute construction nouvelle d'une densité inférieure au seuil minimal défini au II du présent article. Ce versement est égal au produit de la valeur du terrain par le rapport entre la surface manquante pour que la construction atteigne le seuil minimal de densité et la surface de la construction résultant de l'application du seuil minimal de densité. Le versement pour sous-densité ne peut en tout état de cause être supérieur à 25 % de la valeur du terrain. Les projets d'extension ou les projets de construction de locaux annexes aux bâtiments déjà existants et les constructions situées sur les terrains de camping ou parcs résidentiels de loisirs ne sont pas considérés comme des constructions nouvelles au sens du

premier alinéa. Lorsque le seuil minimal de densité ne peut être atteint du fait des servitudes administratives qui frappent le terrain, aucun versement n'est dû.

« V. – Lors du dépôt de la demande de permis de construire relatif à une construction d'une densité n'atteignant pas le seuil minimal de densité, le demandeur déclare la valeur du terrain sur lequel la construction doit être édifiée. La valeur du terrain est appréciée à la date du dépôt de la demande de permis de construire.

« VI. – Lorsqu'un contribuable de bonne foi, avant le dépôt de la demande d'autorisation de construire et à partir d'une présentation écrite, précise et complète de la situation de fait, a demandé à l'administration de l'État chargée de l'urbanisme dans le département des éclaircissements sur l'application à sa situation au I et au IV du présent article, l'administration doit répondre de manière motivée dans un délai de trois mois. A défaut de réponse dans ce délai, les propositions de solution présentées par le contribuable dans sa demande sont opposables à l'administration. Lorsque l'administration de l'État chargée de l'urbanisme dans le département a pris formellement position à la suite d'une demande écrite, précise et complète déposée au titre des premier et deuxième alinéas par un contribuable, ce dernier peut saisir l'administration centrale chargée de l'urbanisme, dans un délai de deux mois, pour solliciter un second examen de cette demande, à la condition qu'il n'invoque pas d'éléments nouveaux. Lorsqu'elle est saisie d'une telle demande, l'administration répond selon les mêmes règles et délais que ceux applicables à la demande initiale, décomptés à partir de la nouvelle saisine. Pour l'application du présent article, l'administration répond au moins un mois après avoir transmis la demande du contribuable au maire de la commune qui dispose de ce délai pour formuler des observations.

« VII. – Le produit des versements dus au titre des densités de construction inférieures au seuil minimal de densité et le produit de ceux dus en application des articles L. 112-2 et L. 333-2 du présent code sont attribués aux communes ou établissements publics de coopération intercommunale mentionnés au II du présent article.

« VIII. – Ces dispositions sont applicables aux demandes d'autorisations d'urbanisme déposées à compter du 1<sup>er</sup> mars 2024. »

## **OBJET**

L'objet de cet amendement est de rétablir le versement pour sous-densité. Créé en 2010, il s'agissait d'un dispositif explicitement destiné à lutter contre l'artificialisation. En effet, il ciblait les nouvelles constructions qui n'atteignaient pas un seuil minimal de densité de bâti. De plus, cet outil fiscal avait l'avantage de permettre de construire davantage (notamment de logements) tout en limitant l'étalement urbain, faisant de lui l'un des rares outils favorable à la protection des sols et à la construction de logements. Néanmoins, son caractère facultatif n'avait pas conduit un assez grand nombre de communes à le mettre en œuvre. Il est donc proposé de le rétablir tout en le rendant obligatoire, moyennant une marge d'appréciation importante par les communes pour sa mise en œuvre.

Tel est l'objet de cet amendement.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE et DANTEC, Mme de MARCO, MM. FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT et MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 8**

Après l'article 8

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés est ainsi modifié :

1° Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les surfaces consacrées pour tout ou partie aux activités du e-commerce au sens de l'alinéa 9 de l'article L. 101-2-1 du code de l'urbanisme sont concernées par le présent article. » ;

2° Après le sixième alinéa, sont insérés trois alinéas ainsi rédigés :

« Pour les établissements situés en centre-ville, tel que défini aux articles L. 141-5 et L. 141-6 du code de l'urbanisme, le montant de la taxe est réduit de 50 %.

« Pour les établissements situés en zone périphérique telle que mentionnée à l'article L. 141-7 du code de l'urbanisme, le montant de la taxe est majoré de 50 %.

« Un décret en Conseil d'État détaille les modalités de la différenciation géographique. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'objet de cet amendement est de moduler la TASCOM, afin d'en faire un outil fiscal au service de la préservation des sols et de la redynamisation de nos centres et bourgs. Pour ce faire, son taux est majoré en dehors des centres, là où les surfaces commerciales sont consommatrices d'espaces naturels. Son taux est minoré en centre-ville.

Nb : La rectification consiste en un changement de place de l'article additionnel après l'article 28 vers l'article additionnel après l'article 8.

A cela s'ajoute une taxation des surfaces accueillant des entreprises de e-commerce, qui contribuent à artificialiser les sols mais ne sont pour le moment pas concernés par cette taxe.

Tel est l'objet de cet amendement, issu de propositions d'Humanités et Biodiversité.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE et DANTEC, Mme de MARCO, MM. FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT et MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

## I. – Alinéa 108

Rédiger ainsi cet alinéa :

« Art. 1384 C bis. – I. – Il est accordé un dégrèvement pendant une durée de quinze année sur la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements locatifs sociaux, au sens du 1° du I de l'article 278 sexies, ayant fait l'objet d'une opération unique de travaux de rénovation lourde mentionnés au 4° à compter de l'année suivant celle de l'achèvement des travaux lorsqu'ils remplissent les conditions cumulatives suivantes :

## II. – Alinéa 117

Remplacer les mots :

de l'exonération

par les mots :

du dégrèvement

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Afin d'assurer la compensation à l'euro près le coût du dispositif pour les collectivités, il est proposé de transformer l'exonération de TFPB en un dégrèvement. Dans le cas d'un dégrèvement d'impôts locaux, le manque à gagner pour les collectivités est en effet intégralement compensé et pris en charge par l'État.

Il n'est en effet pas acceptable que les collectivités se voient privées d'une recette de manière unilatérale sans que leurs pertes soient compensées par l'État.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE et DANTEC, Mme de MARCO, MM. FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT et MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

ARTICLE 27

I. Alinéa 2, tableau, après l'avant-dernière ligne

Insérer une ligne ainsi rédigée :

Abondement du fonds de sauvegarde pour les départements en difficulté	60 000 000
-----------------------------------------------------------------------	------------

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

Cet amendement vise à soutenir les départements qui font face à des difficultés financières importantes, aggravées par la baisse des droits de mutations (DMTO).

Dès l'année 2020, les Départements sont mis en place entre eux, de façon volontaire et aboutie, un fonds de péréquation horizontale, qui s'élève pour 2023 à 1,9 milliard d'euros.

Il revient à la solidarité nationale, donc au budget de l'État, de contribuer à l'appui nécessaire qu'il convient d'apporter aux départements les plus en difficulté en abondant le fonds de sauvegarde. En effet, le rendement de la dynamique est insuffisant pour apporter le soutien financier nécessaire. Le financement du fonds de sauvegarde passerait :

- D'une part, par l'attribution du fonds de sauvegarde financé par la dynamique associée à la part de 250 millions de TVA attribuée dans le cadre du transfert du foncier bâti, soit sur la base des hypothèses de la loi de finances 2023, 59 millions d'euros ;

- D'autre part, par un abondement de l'État afin de doubler ce fonds de sauvegarde, de 60 millions d'euros, objet du présent amendement.

L'identification des Départements les plus en difficulté a fait l'objet d'un travail approfondi au sein de Départements de France, avec les principes suivants :



- La raison d'être du fonds de sauvegarde étant d'apporter une aide financière aux Départements les plus en difficulté, il doit cibler ceux qui ont un niveau d'épargne faible ;
- Le niveau des dépenses étant plus déterminant que celui des recettes dans le niveau d'épargne, l'éligibilité au fonds de sauvegarde doit privilégier des critères de charge ;
- Il est donc proposé de retenir trois critères : le taux d'épargne brut, le reste à charge en matière d'allocations individuelles de solidarité final majoré des dépenses d'hébergement au titre de l'ASE (aide social à l'enfance) ainsi que le revenu par habitant.

Le nombre de Départements identifiés comme en difficulté (huit en 2022) est évolutif. Il nécessite, pour rétablir a minima leur situation financière, un doublement de l'enveloppe actuellement disponible.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE et DANTEC, Mme de MARCO, MM. FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT et MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 1383 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° La première phrase du deuxième alinéa du I est complétée par les mots : « ; lorsque la construction s'effectue sur une parcelle ou section cadastrale non artificialisée au 1<sup>er</sup> janvier de l'année précédant celle de la demande d'autorisation d'urbanisme, la commune peut, par une délibération prise dans les mêmes conditions et, pour la part qui lui revient, supprimer l'exonération prévue au premier alinéa du présent I » ;

2° Après le premier alinéa du II, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« La commune peut, par une délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A bis et pour la part qui lui revient, limiter l'exonération prévue au premier alinéa du présent II à 40 %, 50 %, 60 %, 70 %, 80 % ou 90 % de la base imposable ou la supprimer intégralement lorsque la construction s'effectue sur une parcelle ou section cadastrale non artificialisée au 1<sup>er</sup> janvier de l'année précédant celle de la demande d'autorisation d'urbanisme. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Depuis la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales et le transfert de la part départementale de foncier bâti aux communes, toute construction nouvelle est exonérée de taxe foncière pendant deux ans, à hauteur de 40 % minimum.

Cet amendement vise à donner aux collectivités la possibilité de supprimer cette exonération minimale de 40 % de taxe foncière sur les propriétés bâties les deux premières années suivant la construction d'un local.

Dans un contexte de raréfaction du foncier et dès lors que les coûts engendrés par l'accueil de nouvelles populations ou activités sont pris en charge sans délai par la collectivité, il apparaît justifié de permettre aux collectivités de supprimer ce plancher de 40 %, vestige de la fraction départementale de taxe foncière, et de leur rendre la possibilité de supprimer l'intégralité de cette exonération, comme c'était le cas avant la suppression de la taxe d'habitation.

Cette proposition figurait parmi les propositions du rapport « Rebsamen » La Relance durable de la construction de logements (2021). En l'espèce, il s'agissait de la proposition n°5 : Donner aux communes la possibilité de supprimer l'intégralité l'exonération de TFPB sur les deux premières années suivant la mise en service des logements neufs.

Toutefois, dans un contexte d'insuffisance de l'offre de logement, l'amendement propose de circonscrire cette possibilité aux seules constructions entraînant une artificialisation des sols.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

C	
G	

MM. Grégory BLANC, SALMON et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE et DANTEC, Mme de MARCO, MM. FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT et MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI et Mmes PONCET MONGE, SOUYRIS et Mélanie VOGEL

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 8

Après l'article 8

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certains commerçants et artisans âgés est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les dispositions du présent article s'appliquent aux établissements de stockage et de logistique servant à la vente de biens à distance ainsi qu'aux surfaces commerciales conçues pour le retrait par la clientèle d'achats au détails commandés par voie télématique ».

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La taxe sur les surfaces commerciales (TaSCom) est un impôt dont l'assiette est constituée par les surfaces commerciales de vente au détail de plus de 400 m<sup>2</sup> et réalisant un chiffre d'affaires hors taxe de plus de 460 000 euros. Les surfaces considérées comme taxables sont celles qui sont affectées à la circulation de la clientèle, de l'exposition des produits, au paiement ou à la circulation des personnels pour la mise en rayon de ces produits.

N'étant pas ouverts à la circulation des clients, les drives ainsi que les établissements de stockage et de logistique servant à la vente à distance ne sont pas assujettis à la TaSCom. Or, ils constituent bien des équipements commerciaux qui concurrencent les autres formes de commerce. Par la qualification de leur local, ils bénéficient d'un non-assujettissement à la TaSCom qui n'est pas justifié alors que la nature de leur activité constitue bien de la vente au détail.

Les drives ainsi que la vente à distance, notamment à travers des sites de commerces en ligne, se sont très fortement développés en France. Cet amendement propose donc d'assujettir les drives ainsi que les établissements de stockage et de logistique servant à la vente de biens à distance à la TaSCom.

Il apparaît en effet important d'adapter notre fiscalité aux nouvelles formes de commerce qui ont des conséquences sur l'équilibre des territoires, et d'harmoniser la taxation à la TaSCom pour tous les établissements réalisant de la vente au détail, qu'elle soit en ligne ou en présentiel.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Grégory BLANC, SALMON et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE et DANTEC, Mme de MARCO, MM. FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT et MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI et Mmes PONCET MONGE, SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 8

Après l'article 8

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés est ainsi modifié :

1° À la première phrase du huitième alinéa, le montant : « 5,74 € » est remplacé par le montant : « 7 € » ;

2° À la seconde phrase du huitième alinéa, les mots : « supérieur à 12 000 €, le taux est fixé à 34,12 € » sont remplacés par les mots : « supérieur à 15 000 €, le taux est fixé à 43 € » ;

3° Au neuvième alinéa, les mots : « 8,32 € ou 35,70 € » sont remplacés par les mots : « 11 € ou 45 € » ;

4° Au treizième alinéa, les mots : « entre 3 000 et 12 000 €, le taux de la taxe est déterminé par la formule suivante :  $5,74 \text{ euros} + [0,00315 \times (\text{CA} / \text{S} - 3\,000)] \text{ €}$  » sont remplacés par les mots : « entre 3 000 et 15 000 €, le taux de la taxe est déterminé par la formule suivante :  $7 \text{ €} + [0,00399 \times (\text{CA} / \text{S} - 3\,000)] \text{ €}$  » ;

5° Au quatorzième alinéa, les mots : «  $8,32 \text{ €} + [0,00304 \times (\text{CAS} / \text{S} - 3\,000)] \text{ €}$  » sont remplacés par les mots : «  $11 \text{ €} + [0,00385 \times (\text{CAS} / \text{S} - 3\,000)] \text{ €}$  ».

II – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à rattraper la dévaluation intervenue sur les tarifs de la taxe sur les surfaces commerciales (TaSCOM) depuis leur dernière modification, en loi de finances initiale pour 2009. L'inflation cumulée sur la période est estimée à 26 %.

Or, la TaSCOM a été transférée aux collectivités pour compenser la suppression de la taxe professionnelle. Il n'est pas acceptable de substituer à une ressource dynamique, l'ex taxe professionnelle, une ressource qui subit l'érosion monétaire.

Le tarif pour les locaux de surface supérieure à 12 000 mètres carrés, à 34,12 euros, n'a pas évolué depuis la loi de finances initiale pour 2004, qui fixait par ailleurs le tarif plancher à 9,38 euros avant que celui-ci ne soit progressivement ramené à 5,74 euros.

Par cohérence, le seuil de 12 000 euros de chiffre d'affaires par mètre carré est aussi réhaussé conformément à l'inflation cumulée, et porté à 15 000 euros.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE et DANTEC, Mme de MARCO, MM. FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT et MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TER**

Après l'article 27 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° L'article L. 2333-30 est ainsi modifié :

a) Le tableau constituant le troisième alinéa est ainsi rédigé :

Catégories d'hébergements	Tarif plancher	Tarif plafond
Palaces	0,5 % du coût par personne de la nuitée	5 % du coût par personne de la nuitée
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	0,5 % du coût par personne de la nuitée	5 % du coût par personne de la nuitée
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	0,5 % du coût par personne de la nuitée	5 % du coût par personne de la nuitée
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	0,5 % du coût par personne de la nuitée	5 % du coût par personne de la nuitée
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	0,5 % du coût par personne de la nuitée	5 % du coût par personne de la nuitée
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1,2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, auberges collectives	0,5 % du coût par personne de la nuitée	5 % du coût par personne de la nuitée
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3,4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de	0,5 % du coût par personne de la nuitée	5 % du coût par personne de la nuitée

Nb : La rectification consiste en un changement de place de l'article additionnel après l'article 27 vers l'article additionnel après l'article 27 ter.

stationnement touristiques par tranche de 24 heures.	
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0,5 % du coût par personne de la nuitée

b) Le septième alinéa est ainsi rédigé :

« Pour tous les hébergements en attente de classement ou sans classement à l'exception des catégories d'hébergements mentionnées à la septième et à la huitième ligne du tableau du troisième alinéa du présent article, le tarif applicable par personne et par nuitée est compris entre 0,5 % et 5 % du coût par personne de la nuitée dans la limite du taux le plus élevé adopté par la collectivité. »;

2° Le tableau du troisième alinéa de l'article L. 2333-41 est ainsi rédigé :

Catégories d'hébergements	Tarif plancher	Tarif plafond
Palaces	1,40 euros	8 euros
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	1,40 euros	6 euros
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	1,40 euros	4,60 euros
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	1,00 euros	3 euros
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	0,60 euros	1,80 euros
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1,2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, auberges collectives	0,40 euros	1,60 euros
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3,4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures.	0,40 euros	1,20 euros
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0,40 euros	

II. – Par dérogation au deuxième alinéa de l'article L. 2330-3 du code général des collectivités territoriales, pour les impositions établies à compter de 2024, les collectivités territoriales peuvent délibérer jusqu'au 15 mars 2024 pour fixer le tarif applicable à compter de l'année suivante.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

IV. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

V. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Le présent amendement modifie le modèle des tarifs fixes de la taxe de séjour par catégorie d'hébergement, en permettant aux collectivités territoriales de définir des taux au prix de la nuitée, dans une fourchette de 0,5 % à 5 % du montant facturé pour tous les hébergements de tourisme.

Un taux proportionnel s'appliquera à tous les hébergements, qu'ils soient classés, en attente de classement ou sans classement. Comme pour le modèle précédent, l'amendement prévoit la faculté de moduler le taux proportionnel en fonction de la catégorie d'hébergement afin de faire évoluer le tarif de la taxe de séjour en fonction du prestige des hébergements et pour de tenir compte des spécificités locales du territoire.

Un passage à la proportionnelle permettrait une meilleure adéquation entre les tarifs de la taxe de séjour et les prix pratiqués par les hôteliers et autres hébergements touristiques.

Par ailleurs, cet amendement vise également à donner davantage de marges de manœuvre budgétaires aux collectivités locales dans le cadre de la politique du tourisme. En effet, adapter la taxe de séjour à l'évolution de l'offre d'hébergement destinés au tourisme est d'autant plus nécessaire que, dans un contexte de raréfaction du foncier, de tensions sur les marchés du logement et d'éviction de certains ménages pour accéder à une résidence principale sur des territoires en zone tendue, force est de constater que l'hébergement touristique participe à l'augmentation des prix de l'immobilier sur les logements publics comme privés.

Cet amendement permet également de modifier les tarifs applicables à la taxe de séjour dès 2024, par dérogation au calendrier de droit commun. En cela, l'amendement permet d'être en cohérence avec le calendrier des Jeux Olympiques 2024 de Paris.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Grégory BLANC, SALMON et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE et DANTEC, Mme de MARCO, MM. FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT et MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI et Mmes PONCET MONGE, SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

A. – L'article 232 est abrogé ;

B. – L'article 1407 bis est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est ainsi modifié :

a) La première phrase du premier alinéa est ainsi modifiée :

- les mots : « autres que celles visées à l'article 232 » sont supprimés ;

- les mots : « depuis plus de deux années » sont remplacés par les mots : « depuis plus d'une année » ;

b) La seconde phrase est remplacée par deux phrases ainsi rédigées : « Pour l'application de la taxe, est considéré comme vacant un logement dont la durée d'occupation est inférieure à quatre-vingt-dix jours au cours de la période de référence définie au présent alinéa. La taxe n'est pas due en cas de vacance indépendante de la volonté du contribuable » ;

2° À la seconde phrase du deuxième alinéa, les mots : « ainsi que sur celui des communes mentionnées à l'article 232 » sont supprimés.

C. – Le I. de l'article 1407 ter est ainsi rédigé :

« I. - Le conseil municipal peut, par une délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A bis, majorer d'un pourcentage compris entre 5 % et 60 % la part lui revenant de la cotisation de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale due au titre des logements meublés et vacants dans :

« 1° Les communes appartenant à une zone d'urbanisation continue de plus de cinquante mille habitants où il existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements entraînant des difficultés sérieuses d'accès au logement sur l'ensemble du parc résidentiel existant, qui se caractérisent notamment par le niveau élevé des loyers, le niveau élevé des prix d'acquisition des logements anciens ou le nombre élevé de demandes de logement par rapport au nombre d'emménagements annuels dans le parc locatif social ;



« 2° Les communes ne respectant pas les conditions prévues au 1° du présent I où il existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements entraînant des difficultés sérieuses d'accès au logement sur l'ensemble du parc résidentiel existant, qui se caractérisent notamment par le niveau élevé des loyers, le niveau élevé des prix d'acquisition des logements anciens ou la proportion élevée de logements affectés à l'habitation autres que ceux affectés à l'habitation principale par rapport au nombre total de logements.

«Un décret fixe la liste des communes où la taxe peut être majorée.

Le produit de la majoration mentionnée au premier alinéa du présent I est versé à la commune l'ayant instituée. »

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Cet amendement vise à fusionner les deux taxes sur les logements vacants, pour :

- Doter les exécutifs locaux en zone tendue d'un outil de fiscalité comportementale pour lutter contre la vacance des logements ;
- Apporter une recette nouvelle aux budgets locaux au service des politiques locales de l'habitat ;
- Favoriser la simplification fiscale et l'intelligibilité de la loi en fusionnant deux taxes n'ayant aujourd'hui pas le même périmètre d'application, ni mêmes règles de fixation du taux ou de l'assiette, ni les mêmes bénéficiaires ;
- Neutraliser les phénomènes d'optimisation du statut d'occupation (résidence secondaire versus logement vacant) ;
- Simplifier le travail des services fiscaux de l'Etat et des agents des observatoires fiscaux mis en place par les collectivités.

Une telle simplification fiscale est d'autant plus urgente que les logements vacants, en particulier dans les zones tendues, représentent un obstacle majeur sur la route vers la sobriété énergétique du parc de logements et la réduction de l'empreinte carbone de l'habitat.

En effet, en immobilisant une partie du parc en dépit de la tension entre offre et demande de logements, ils incitent soit à l'artificialisation et à l'étalement urbain, soit à une densification évitable, qui renforce le phénomène d'îlot de chaleur urbain.

Par ailleurs, les logements vacants se détériorent plus rapidement et sont bien souvent à l'origine d'un phénomène de déperdition thermique infligé aux habitations mitoyennes.

Cette proposition de réforme a récemment été formulée par :

- les associations d'élus dans un courrier commun au gouvernement du 4 avril 2023
- les inspections générales des Finances, de l'Administration et de l'Environnement, dans leur rapport Lutte contre l'attrition des résidences principales dans les zones touristiques
- le Conseil des prélèvements obligatoires dans son rapport sur La Fiscalité locale dans la perspective du Zéro artificialisation nette
- ou encore la « mission Rebsamen » dans son rapport sur La Relance durable de la construction de logements.

Eu égard au contexte de crise du logement et aux enjeux de mobilisation des logements vacants, il est essentiel que, dès maintenant, les collectivités territoriales disposent d'outils efficaces.

Or l'annonce gouvernementale d'une mission parlementaire visant à définir les contours d'une « réforme globale de la fiscalité locative » conduit à reculer d'un an toute perspective de refonte. Ainsi, ce n'est que dans le cadre du PLF 2025 que les préconisations à venir de cette mission pourront être intégrées dans la loi.

Aussi, c'est sans attendre cette échéance, et compte tenu de l'acuité de la crise du logement que connaissent nos territoires, que le présent amendement propose d'opérer une telle fusion.

La taxe sur les logements vacants (TLV) abondant aujourd'hui le budget général de l'Etat, cet amendement propose enfin que les collectivités territoriales compensent l'Etat pour la perte du produit de TLV, soit 93 millions d'euros en 2022.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BILLON, MM. LEVI et CANÉVET, Mmes Olivia RICHARD et TETUANUI et M. BLEUNVEN

C	
G	

ARTICLE 5 DUODECIES

## I. - Après l'alinéa 1

Insérer trois alinéas ainsi rédigés :

...° Le 1 de l'article 32 est ainsi modifié :

- a) À la fin du premier alinéa, le taux : « 30 % », est remplacé par le taux : « 40 % » ;
- b) Aux premier et second alinéa, le montant : « 15 000 € » est remplacé par le montant : « 23 000 € » ;

## II. - Après l'alinéa 6

Insérer sept alinéas ainsi rédigés :

2° Le 1 de l'article 50-0 est ainsi modifié :

- a) Au 1° , après les mots : « à consommer sur place », la fin de l'alinéa est supprimée ;
- b) Après le 1° , sont insérés trois alinéas ainsi rédigés :

« 1° bis 100 000 € s'il s'agit d'entreprises dont le commerce principal est de fournir le logement, à l'exclusion de la location directe ou indirecte de locaux d'habitation meublés ou destinés à être loués meublés, autres que ceux mentionnés au 2° du III de l'article 1407, lorsqu'ils satisfont d'un classement de trois étoiles au moins selon les catégories visées à l'article D. 324-2 du code du tourisme, et au 3° du même III ;

« 1° ter 46 000 € s'il s'agit d'entreprises dont le commerce principal est de louer directement ou indirectement des locaux d'habitation meublés ou destinés à être loués meublés pour une durée minimale de neufs mois consécutifs ;

« 1° quater 15 000 € s'il s'agit d'entreprises dont le commerce principal est de louer directement ou indirectement des locaux d'habitation meublés ou destinés à être loués meublés pour une durée n'excédant pas neufs mois consécutifs ou mentionnés au 2° du III de l'article 1407 lorsqu'ils n'entrent pas dans la catégorie visée au 1° bis du présent article ; »

- c) À la première phrase du troisième alinéa du 2° , après la référence : « 1° », sont insérés les mots : « , d'un abattement de 60 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 1° bis, d'un abattement de 40 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie

mentionnée au 1° ter, d'un abattement de 30 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 1° quater ».

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Dans de nombreuses villes, la pénurie de logements se fait cruellement sentir pour les ménages à la recherche d'une location :

- Environ 12% des jeunes de moins de 35 ans ont dû renoncer à poursuivre leurs études, faute de logement.
- 14% des moins de 35 ans déclarent ainsi avoir renoncé à un emploi, faute de logement.

Notre pays fait face à une crise du logement pour laquelle l'attente est grande et unanime. Au mois de novembre 2023, la Première ministre a annoncé qu'un projet de loi sur le logement sera déposé au Parlement au printemps 2024. Nous devons exercer des changements en profondeur et repenser les dispositifs fiscaux, notamment sur la fiscalité relative à la location des logements. Cette dernière, qui est actuellement fondée sur une distinction entre bien meublé et bien non meublé, n'est pas satisfaisante.

Cet amendement vise donc à proposer une alternative qui repose non pas sur l'aspect meublé, ou non, du logement, mais sur la distinction entre location de courte durée et location de longue durée.

L'amendement fait trois distinctions :

- La location d'un bien immobilier meublé de courte durée ou d'un meublé de tourisme non classé ou classé moins de 3 étoiles ouvre droit à un abattement de 30 % des revenus locatifs jusqu'à 15 000 euros ;
- La location d'un bien immobilier non meublé ou meublé de longue durée (bail de plus de 9 mois) ouvre droit à un abattement de 40 % des revenus locatifs jusqu'à 23 000 euros pour les non meublés et 46 000 euros pour les meublés ;
- La location d'un bien immobilier meublé de tourisme classé au moins 3 étoiles, d'un gîte rural ou d'une chambre d'hôtes ouvre droit à un abattement de 60 % jusqu'à 100 000 euros.

L'objectif poursuivi est de créer un écart entre les meublés de courte durée et ceux de longue durée, tout en maintenant un avantage pour les meublés classés (3 étoiles minimum en l'état actuel des critères de classement) pour inciter à une montée en gamme des locations de vacances et ne pas tarir l'offre dans les territoires touristiques.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BILLON, MM. LEVI et CANÉVET, Mmes Olivia RICHARD et TETUANUI, M. BLEUNVEN et  
Mme ROMAGNY

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 23**

Après l'article 23

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À titre expérimental et pour une durée de trois ans, les professionnels qui, par voie électronique, assurent un service de réservation ou de location ou de mise en relation en vue de la location d'hébergements mentionnés aux I et II de l'article L. 2333-34 du code général des collectivités territoriales et qui collectent la taxe de séjour ainsi que les taxes additionnelles qui s'y ajoutent en application des dispositions précitées, peuvent, par dérogation au III du même article et pour une durée d'un an renouvelable, déposer auprès de l'administration fiscale une déclaration unique relative aux versements effectués à l'ensemble des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale en application des I et II du même article L. 2333-34.

La déclaration unique est déposée au plus tard le dernier jour de chaque période de versement.

La déclaration prévue au premier alinéa comporte, pour chaque perception de taxe de séjour, les informations suivantes :

- le numéro SIREN de la commune de l'hébergement ;
- le numéro SIREN de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale ayant institué la taxe de séjour ;
- la date à laquelle débute le séjour ;
- la date à laquelle se termine le séjour ;
- la date de la perception ;
- l'adresse de l'hébergement ;
- le nombre de personnes ayant séjourné ;
- le nombre de nuitées constatées ;
- le prix de chaque nuitée réalisée lorsque l'hébergement n'est pas classé ;
- le montant de la taxe perçue ;

- la nature et la catégorie de l'hébergement ;
- le cas échéant, le numéro d'enregistrement de l'hébergement prévu à l'article L. 324-1-1 du code du tourisme ;
- le cas échéant, les motifs d'exonération de la taxe.

La déclaration prévue au premier alinéa peut comporter, pour chaque perception de la taxe de séjour, le numéro d'identification du séjour utilisé par le système d'information du professionnel mentionné au premier alinéa du présent article, ainsi que le nom du loueur.

La déclaration prévue au premier alinéa est déposée au moyen d'un service numérique centralisé de télédéclaration.

Chaque collectivité territoriale ou établissement public de coopération intercommunale ayant institué la taxe de séjour est notifiée par l'administration fiscale du dépôt d'informations relatives aux versements la concernant et a accès à ces informations.

Les sanctions prévues au I de l'article L. 2333-34-1 du code général des collectivités territoriales pour omissions ou inexactitudes constatées dans la déclaration prévue au III de l'article L. 2333-34 du même code s'appliquent dans les mêmes conditions pour la déclaration prévue au premier alinéa du présent I.

Les modalités d'application du présent I sont fixées par décret.

II. – Le I ne s'applique pas à Mayotte.

III. – Le I entre en vigueur le lendemain de la publication du décret prévu au dernier alinéa du même I et au plus tard le 1<sup>er</sup> juin 2024.

IV. – L'expérimentation prévue au I fait l'objet d'une évaluation dont les résultats sont transmis au Parlement au plus tard six mois avant son terme.

## **OBJET**

En réponse à la difficulté d'exploitation par les collectivités territoriales et EPCI des déclarations de taxe de séjour adressées par les plateformes numériques de réservation de séjour, cet amendement propose d'expérimenter un service de télédéclaration centralisé de cette taxe pour ces professionnels, mis en œuvre par l'administration fiscale.

La centralisation et la standardisation du flux déclaratif de la taxe de séjour dans le cadre de cette expérimentation doit concourir au renforcement de la capacité de contrôle de cette collecte par les collectivités territoriales ou EPCI tout en permettant une meilleure conformité pour les plateformes numériques par la simplification de cette démarche. L'amélioration de l'utilisabilité de ces données déclaratives apportera en outre aux collectivités territoriales une meilleure connaissance des flux et de la répartition touristique sur leur territoire, information capitale pour nombre de leurs autres politiques publiques comme le logement, l'urbanisme, la sécurité ou encore le transport public.

Le présent article a ainsi pour objet de déroger, dans le cadre d'une expérimentation législative, à l'actuel processus déclaratif déconcentré de la taxe de séjour (chaque plateforme déclare à chaque collectivité concernée). Pour chaque période de versement de la taxe, il permet le dépôt d'une déclaration unique couvrant l'ensemble du territoire national, auprès de l'administration fiscale, qui assurera la ventilation des informations et leur mise à disposition à chacune des collectivités concernées.



Le recours à l'expérimentation législative permettra de répondre rapidement aux irritants du processus déclaratif actuel grâce à un dispositif suffisamment incitatif de par sa couverture nationale pour garantir que les acteurs numériques qui le souhaitent puissent l'utiliser au plus tôt de ce que leur autorisent leurs moyens techniques et financiers sans pénaliser les nombreux opérateurs de petite taille qui auront besoin de plus de temps de mise en œuvre. La période d'observation et d'échange avec les acteurs concernés que constitue cette expérimentation législative avant une généralisation éventuelle permettra par ailleurs d'adapter le cas échéant le cadre définitif à travers le bilan qui sera fait dans le cadre de son évaluation.

Sans changer le calendrier déclaratif ou les sanctions applicables, cette expérimentation prévoit la transmission de nouveaux éléments par rapport à ceux actuellement demandés par l'article L. 2333-34 du code général des collectivités territoriales :

- le numéro SIREN de la commune de l'hébergement et le numéro SIREN de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale ayant institué la taxe de séjour afin de pouvoir répartir les séjours entre chaque collectivité concernée ;
- la nature de l'hébergement dont dépend le régime d'imposition forfaitaire ou réel applicable à l'hébergement et qui permettra à la collectivité de mieux contrôler la bonne liquidation de la taxe ;
- la date à laquelle se termine le séjour comme élément de contrôle de cohérence des informations déclarées, en référence notamment au nombre de « nuitées ».

Cet article prévoit par ailleurs que les opérateurs numériques puissent transmettre aux collectivités :

- le numéro d'identification du séjour utilisé par le système d'information de l'opérateur afin de pouvoir servir de référence dans les échanges entre collectivités et plateformes numériques dans le cadre de procédures de contrôle ;
- le nom du loueur afin de permettre l'identification précise de l'hébergement, notamment dans les zones urbaines où les adresses communiquées par les opérateurs numériques et concernant de l'habitat collectif ne permettent pas aux collectivités de mener à bien leurs procédures de contrôle.

L'expérimentation donnera lieu à un bilan qui permettra de proposer la pérennisation, l'ajustement ou l'abandon du dispositif.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Cédric VIAL, Mme BELLUROT, MM. ALLIZARD, ANGLARS et Jean-Baptiste BLANC, Mme BORCHIO FONTIMP, MM. BOUCHET et BURGOA, Mmes DI FOLCO, DUMAS et DUMONT, M. GENET, Mme JOSENDE, M. Daniel LAURENT, Mme Pauline MARTIN, MM. MEIGNEN et MICHALLET, Mme NÉDÉLEC, MM. PACCAUD, PANUNZI et PELLEVAL, Mme PLUCHET, M. POINTEREAU, Mme PUISSAT, MM. RAPIN, ROJOUAN, SAURY et SAVIN, Mme SCHALCK, M. TABAROT, Mme VENTALON et MM. Jean Pierre VOGEL et GREMILLET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 24

## I. – Alinéa 2

Remplacer le montant :

27 145 046 362 €

par le montant :

27 670 882 844 €

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement prévoit en 2024 de revaloriser la DGF attribuée aux communes et aux EPCI à hauteur de l'inflation annuelle estimée pour 2023, soit + 4,0 % (indice des prix à la consommation, octobre 2023).

En effet, la crise économique et sociale actuelle, sans précédent depuis plusieurs décennies, va durement affecter les ménages, en particulier les plus fragiles, et les acteurs économiques. Dans ce contexte, il est primordial que les collectivités du bloc communal soient en capacité d'agir pour amortir les impacts de la crise, en assurant la continuité de leurs services publics et en préservant l'investissement. Elles assurent en effet les services de proximité et l'action sociale ; les collectivités portent par ailleurs 72 % des investissements publics locaux (budgets principaux et annexes), indispensables au soutien de l'économie et de l'emploi.

Or de fortes inquiétudes pèsent sur la capacité à agir des collectivités du bloc communal. Les communes et les EPCI subissent eux aussi l'impact de l'inflation sur leurs dépenses, auquel s'ajoutent les effets de mesures telles que le transfert de nouvelles compétences (petite enfance par exemple).

En outre, après 4 années de baisse des dotations, la réduction des moyens des communes et des EPCI s'est poursuivie avec le gel de la DGF de 2018 à 2022. Ce gel en euros courants équivaut à une perte de pouvoir d'achat, qui s'avère particulièrement élevée depuis 2022 compte-tenu du niveau d'inflation. A noter que le pouvoir d'achat du bloc communal s'est réduit de 62 milliards d'euros depuis 2010 en raison des réductions successives du montant de la DGF (non –revalorisation de la DGF sur le coût de la vie depuis 2010 et contribution au redressement des finances publiques de 2014 à 2017).

Si le PLF initial revalorise la DGF du bloc communal à hauteur de 220 millions d'euros, cette revalorisation ne permet pas de compenser l'inflation. Compte-tenu de l'inflation supportée en 2023, estimée à + 4,0 %, il manque encore 525 millions d'euros (M€) pour maintenir la DGF du bloc communal en euros constants.

De plus, les 220 M€ de hausse de la DGF ne suffiront pas à couvrir la totalité des besoins internes à la DGF. En effet, ces 220 M€ visent à couvrir les progressions des enveloppes péréquatrices de la DGF. Cependant, chaque année, d'autres besoins doivent également être financés, en particulier les besoins liés à la progression de la population (environ 30 M€ chaque année). Par conséquent, si la DGF n'est pas revalorisée de manière plus soutenue, les communes seront sollicitées en 2024 pour financer les besoins non couverts par la revalorisation de 220 M€. Cela signifie concrètement que les communes seront de nouveau soumises à un écrêtement alors qu'en 2023, aucun écrêtement ne s'est appliqué ; au total, avec une revalorisation de 220 M€, près de 40 % des communes devraient voir leur DGF diminuer en 2024, contre 10 % en 2023. A situation inchangée, la promesse d'un maintien de la DGF pour toutes les collectivités n'est donc pas respectée.

Au total, l'indexation proposée par le présent amendement représenterait une hausse de la DGF d'environ 525 millions d'euros, s'ajoutant à la revalorisation de 220 M€ déjà prévue en PLF initial.

Cet amendement a été fait en lien avec l'Association des Maires de France.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Cédric VIAL, Mme BELLUROT, MM. ALLIZARD, ANGLARS et Jean-Baptiste BLANC, Mme BORCHIO FONTIMP, MM. BOUCHET et BURGOA, Mmes DI FOLCO, DUMAS et DUMONT, M. GENET, Mme JOSENDE, M. Daniel LAURENT, Mme Pauline MARTIN, MM. MEIGNEN et MICHALLET, Mme NÉDÉLEC, MM. PACCAUD, PANUNZI, PELLELAT et POINTÉREAU, Mme PUISSAT, MM. RAPIN, ROJOUAN, SAURY et SAVIN, Mme SCHALCK, M. TABAROT, Mme VENTALON et MM. Jean Pierre VOGEL et GREMILLET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 24

## I. – Alinéa 2

Remplacer le montant :

27 145 046 362 €

par le montant :

27 625 097 567 €

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement prévoit en 2024 de revaloriser la DGF, attribuée aux communes, aux EPCI et aux départements, à hauteur de l'évolution prévisionnelle de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour 2024, soit + 2,6 % (estimation du présent PLF).

En effet, la crise économique et sociale actuelle, sans précédent depuis plusieurs décennies, va durement affecter les ménages, en particulier les plus fragiles, et les acteurs économiques. Dans ce contexte, il est primordial que les collectivités locales, en particulier celles du bloc communal et les départements, soient en capacité d'agir pour amortir les impacts de la crise, en assurant la continuité de leurs services publics et en préservant l'investissement. Elles assurent en effet les services de proximité et l'action sociale ; les collectivités portent par ailleurs 72 % des investissements publics locaux (budgets principaux et annexes), indispensables au soutien de l'économie et de l'emploi.

Or de fortes inquiétudes pèsent sur la capacité à agir des collectivités. Départements de France et l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité soutiennent le projet

d'amendement et rappellent que les départements et le bloc communal subissent eux aussi l'impact de l'inflation sur leurs dépenses, auquel s'ajoutent les effets de mesures telles que la revalorisation du point d'indice qui, si elle est nécessaire pour soutenir le pouvoir d'achat des agents, va peser de manière importante sur les budgets locaux.

En outre, après 4 années de baisse de la DGF, la réduction des moyens des communes, des EPCI et des départements s'est poursuivie avec le gel de l'enveloppe globale de la DGF depuis 2018. Ce gel en euros courants équivaut en effet à une perte de pouvoir d'achat, qui s'avère récemment particulièrement élevée, compte-tenu du niveau d'inflation atteint cette année. La non-indexation de la DGF a ainsi « coûté » aux Départements 438 M€ en 2022 et 865 M€ en 2023. S'agissant du bloc communal, l'absence d'indexation a « coûté » 957 M€ en 2022, auquel s'ajoute un « coût » de 1,586 Md€ en 2023, la revalorisation de 320 M€ de la DGF du bloc communal (+ 1,7 %) restant très en-deçà de l'inflation pour 2023 (estimée à + 4,9 %).

Dès lors, la revalorisation de la DGF à hauteur de l'inflation prévisionnelle pour 2024 permettrait de soutenir les budgets des départements et du bloc communal dans un contexte d'inflation encore élevée, afin qu'ils puissent accompagner les habitants tout en préservant le financement des investissements locaux.

Cette indexation représenterait une hausse de la DGF d'environ 480 millions d'euros, bénéficiant à la fois au bloc communal et aux départements, et s'ajoutant à la revalorisation de 220 M€ déjà prévue en PLF initial pour le bloc communal.

Cet amendement a été travaillé en lien avec l'Association des Maires de France.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Cédric VIAL, Mme BELLUROT, MM. ALLIZARD, ANGLARS et Jean-Baptiste BLANC, Mme BORCHIO FONTIMP, MM. BOUCHET et BURGOA, Mmes DI FOLCO, DUMAS et DUMONT, M. GENET, Mme JOSENDE, M. Daniel LAURENT, Mme Pauline MARTIN, MM. MEIGNEN et MICHALLET, Mme NÉDÉLEC, MM. PACCAUD, PANUNZI, PELLELAT et POINTÉREAU, Mme PUISSAT, MM. RAPIN, ROJOUAN, SAURY et SAVIN, Mme SCHALCK, M. TABAROT, Mme VENTALON et MM. Jean Pierre VOGEL et GREMILLET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 24

## I. – Alinéa 2

Remplacer le montant :

27 145 046 362 €

par le montant :

27 275 046 362 €

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le PLF initial prévoit de revaloriser la DGF des communes et des EPCI de 220 millions d'euros en 2024. Le présent amendement propose d'aller au-delà en revalorisant la DGF du bloc communal de 130 millions d'euros supplémentaires. La DGF du bloc communal augmenterait au total de 350 M € en 2024.

Les 220 M € de hausse déjà prévus pour financer la péréquation ne suffiront pas à couvrir la totalité des besoins internes à la DGF. En effet chaque année, d'autres besoins doivent également être financés, en particulier les besoins liés à la progression de la population (environ 30 M € chaque année). Par conséquent, si la DGF n'est pas revalorisée de manière plus soutenue, les communes seront sollicitées en 2024 pour financer les besoins non couverts par la revalorisation de 220 M €. Cela signifie concrètement que les communes seront de nouveau soumises à un écrêtement alors qu'en 2023, aucun écrêtement ne s'est appliqué.

Pour mémoire, pendant la période de gel de la DGF (2018 à 2022), l'ensemble des besoins ont été financés par les écrêtements internes, y compris le renforcement de la péréquation ; par conséquent, près de la moitié des communes ont subi une baisse de leur DGF en 2018 et en 2022 (avec respectivement 47 % et 49 % des communes), cette baisse touchant plus de la moitié des communes de 2019 à 2021 (entre 51 % et 53 % des communes selon les années).

A situation inchangée, la promesse d'un maintien de la DGF pour toutes les collectivités n'était donc pas respectée.

En outre, avec une hausse de 220 M € en 2024, l'augmentation de la péréquation proposée pour 2024 est en retrait par rapport à la progression appliquée en 2023 (+ 320 M €).

Avec le dispositif retenu en 2023 (hausse de 320 M € de la péréquation financée par l'État, et absence d'écrêtement sur les communes), 90 % des communes ont vu leur DGF augmenter, même s'il convient de souligner que pour la plupart d'entre elles, les hausses sont restées en-deçà du niveau de l'inflation.

Avec une hausse de la péréquation de 220 M € en 2024 et le retour d'un écrêtement sur les communes, c'est de nouveau une forte proportion de communes (environ 40 %) qui devraient voir leur DGF diminuer, renouant avec les constats dressés pendant le gel de la DGF et contrecarrant une nouvelle fois la promesse d'un maintien de la DGF pour toutes les communes, à situation inchangée.

Ainsi, le présent amendement propose de revaloriser plus fortement la DGF du bloc communal afin de maintenir la DGF pour un maximum de communes comme en 2023.

Cet amendement a été travaillé en lien avec l'Association des maires de France.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Cédric VIAL, Mme BELLUROT, MM. ALLIZARD, ANGLARS et Jean-Baptiste BLANC, Mme BORCHIO FONTIMP, MM. BOUCHET et BURGOA, Mmes DI FOLCO, DUMAS et DUMONT, M. GENET, Mme JOSENDE, M. Daniel LAURENT, Mme Pauline MARTIN, MM. MEIGNEN et MICHALLET, Mme NÉDÉLEC, MM. PACCAUD, PANUNZI et PELLEVAL, Mme PUISSAT, MM. RAPIN, ROJOUAN, SAURY et SAVIN, Mme SCHALCK, M. TABAROT, Mme VENTALON et MM. Jean Pierre VOGEL et GREMILLET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 8

## I. – Après l’alinéa 47

Insérer deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – Au a du 1<sup>o</sup> des A et B du XXIV et au a du 1<sup>o</sup> du XXV, les mots : « la moyenne du produit de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises perçu en 2020, 2021 et 2022 et » sont remplacés par les mots : « le produit de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises » ;

... - Au b du 1<sup>o</sup> des A et B du XXIV et au b du 1<sup>o</sup> du XXV, les mots : « la moyenne du montant des compensations d’exonérations de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises perçu en 2020, 2021 et 2022 et » sont remplacés par les mots : « le montant des compensations d’exonérations de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises qui aurait été perçu en 2023 ».

II. – La perte de recettes résultant pour l’État du I est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

En dépit des oppositions réitérées de l’Association des Maires de France et des Départements de France, le Gouvernement a procédé dans la dernière loi de finances à la suppression en deux ans de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) et à son remplacement, auprès des collectivités territoriales, par une fraction de taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

A ce titre, la période de référence retenue dans la loi de finances pour 2023 a été la moyenne du montant CVAE 2020-2023. Ainsi, avec une progression record de près de 20% de la CVAE entre 2022 et 2023, la compensation perçue par les collectivités territoriales est très en deçà de ce qu’elles auraient obtenu si elles avaient conservé la CVAE. Pour autant, leur besoin de financement progresse de manière constante et importante sous l’effet des décisions prises par l’Etat, partiellement ou pas compensées, ainsi que du contexte inflationniste.

Qui plus est, si le Gouvernement est bien évidemment en charge de la définition de la politique économique et fiscale de la Nation, il s’avère qu’il vient d’annoncer le report de la suppression de la

CVAE au-delà de 2024. Les recettes de la CVAE, taxe locale, sont désormais affectée au Budget de l'Etat.

Dans ces conditions, le présent amendement, en modifiant l'année de référence de la compensation, porte une mesure de justice à l'égard des collectivités territoriales qui ont été privées en 2023 du bénéfice plein et entier de la dynamique de la CVAE.

Cet amendement a été travaillé en lien avec l'Association des Maires de France.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Cédric VIAL, Mme BELLUROT, MM. ALLIZARD, ANGLARS et Jean-Baptiste BLANC, Mme BORCHIO FONTIMP, MM. BOUCHET et BURGOA, Mmes DI FOLCO, DUMAS et DUMONT, M. GENET, Mme JOSENDE, M. Daniel LAURENT, Mme Pauline MARTIN, MM. MEIGNEN et MICHALLET, Mme NÉDÉLEC, MM. PACCAUD, PANUNZI et PELLEVAT, Mme PUISSAT, MM. RAPIN, ROJOUAN, SAURY et SAVIN, Mme SCHALCK, M. TABAROT, Mme VENTALON et MM. Jean Pierre VOGEL et GREMILLET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le 3 de l'article 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, sont insérés vingt-quatre alinéas ainsi rédigés :

« ...° – A. - Il est institué à compter de 2024 un prélèvement sur les recettes de l'État permettant de verser une compensation :

« 1° Aux communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre qui enregistrent d'une année sur l'autre une perte importante de base de taxe foncière sur les propriétés bâties et une perte importante, au regard de leurs recettes fiscales, de produit de taxe foncière sur les propriétés bâties afférent aux entreprises à l'origine de la perte de base de taxe foncière sur les propriétés bâties.

« Pour l'application du premier alinéa du présent 1° :

a) Pour les communes :

« -les recettes fiscales s'entendent des impositions mentionnées au I de l'article 1379 du code général des impôts, de la taxe sur les surfaces commerciales prévue à l'article 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certains commerçants et artisans âgés, du complément prévu au 2° du C du IV de l'article 16 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020, des compensations de pertes de taxe foncière sur les propriétés bâties et de cotisation foncière sur les entreprises prévues au III de l'article 29 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, de la dotation de compensation mentionnée au 2 du B du même III, de la dotation de compensation mentionnée au II de l'article 41 de la loi n° 2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificative pour 2022 et de la fraction de taxe sur la valeur ajoutée mentionnée au XXIV de l'article 55 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023, majorées ou minorées des ressources perçues ou prélevées au titre du 2 du présent article ;

« -la cotisation foncière des entreprises mentionnée à l'article 1379 du code général des impôts comprend également la compensation prévue au III de l'article 29 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 précitée ;

« b) Pour les établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre :

« -les recettes fiscales s'entendent des impositions mentionnées au I de l'article 1379-0 bis du code général des impôts, de la taxe sur les surfaces commerciales prévue à l'article 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 précitée, de la fraction de taxe sur la valeur ajoutée mentionnée au V de l'article 16 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 précitée, des compensations de pertes de taxe foncière sur les propriétés bâties et de cotisation foncière sur les entreprises prévues au III de l'article 29 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 précitée, de la dotation de compensation mentionnée au 2 du B du même III, de la dotation de compensation mentionnée au II de l'article 41 de la loi n° 2022-1157 du 16 août 2022 précitée et de la fraction de taxe sur la valeur ajoutée mentionnée au XXIV de l'article 55 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023, majorées ou minorées des ressources perçues ou prélevées au titre du 2 du présent article ;

« -la cotisation foncière des entreprises mentionnée à l'article 1379 du code général des impôts comprend également la compensation prévue au III de l'article 29 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 précitée.

« Les pertes de base ou de produit liées au rattachement d'une commune à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, au changement de périmètre ou de régime fiscal d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ne donnent pas lieu à compensation.

« B — La compensation prévue au I est assise :

« 1° Pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre, sur la perte de produit de taxe foncière sur les propriétés bâties calculée conformément au 1° du même I ;

« Cette compensation est égale :

« -la première année, à 90 % de la perte de produit calculée conformément aux 1° à 2° du présent II ;

« -la deuxième année, à 75 % de la compensation reçue l'année précédente ;

« -la troisième année, à 50 % de la compensation reçue la première année.

« La durée de compensation est de cinq ans pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre qui constatent une perte exceptionnelle de produit, calculée conformément aux 1° à 2° du présent II, au regard de leurs autres recettes fiscales. Dans ce cas, les taux de la compensation mentionnés au présent II sont fixés :

« - pour la première année, à 90 % de la perte de produit calculée conformément aux 1° à 2° du présent II ;

« - pour la deuxième année, à 80 % du montant versé la première année ;

« - pour la troisième année, à 60 % du montant versé la première année ;

« - pour la quatrième année, à 40 % du montant versé la première année ;

« - pour la cinquième année, à 20 % du montant versé la première année.



« La première année est définie comme l'année au cours de laquelle une perte de produit calculée conformément aux 1° à 2° du présent II est constatée.

« Un décret en Conseil d'État fixe les modalités d'application du présent 3 bis ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Plusieurs décisions prises par l'Etat (fermeture de centrales nucléaires) ou par les entreprises (fermetures de sites industriels) entraînent généralement des pertes de recettes fiscales importantes pour les communes et les EPCI d'implantation.

Des dispositifs de compensation et de lissage des pertes de recettes pris en charge par l'Etat existent principalement pour des pertes de CVAE et de CFE.

Avec la suppression de la CVAE et de la TH sur les résidences principales, la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) devient la principale taxe directe locale perçue par le bloc communal.

Pourtant, des communes et des intercommunalités continuent de subir les conséquences de décisions d'entreprises décidant de démolir ou de délocaliser des sites industriels et occasionnant, par la même occasion, des pertes de bases colossales de TFPB pour la commune et l'intercommunalité d'implantation sans qu'aucun dispositif de lissage des pertes occasionnées soit prévu.

Cet amendement vise donc à mettre en place un dispositif de lissage des pertes importantes de TFPB pris en charge par le budget de l'Etat afin d'éviter aux communes et intercommunalités concernées par une délocalisation avec démolition de bâtiments industriels de subir des pertes graves de recettes fiscales.

Le coût de cette mesure pour l'Etat devrait être assez réduit en raison de l'exclusion du dispositif des communes et intercommunalités pour lesquelles, malgré la fermeture des usines, les bâtiments sont conservés sur les sites et demeurent pris en compte dans le calcul des bases de TFPB.

Un décret précisera les modalités de calcul des pertes importantes ou exceptionnelles de TFPB à compenser.

Cet amendement a été travaillé en lien avec l'Association des Maires de France.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Cédric VIAL, Mme BELLUROT, MM. ALLIZARD, ANGLARS et Jean-Baptiste BLANC, Mme BORCHIO FONTIMP, MM. BOUCHET et BURGOA, Mmes DI FOLCO, DUMAS et DUMONT, M. GENET, Mme JOSENDE, M. Daniel LAURENT, Mme Pauline MARTIN, MM. MEIGNEN et MICHALLET, Mme NÉDÉLEC, MM. PACCAUD, PANUNZI et PELLELAT, Mme PUISSAT, MM. RAPIN, ROJOUAN, SAURY et SAVIN, Mme SCHALCK, MM. SOL et TABAROT, Mme VENTALON et MM. Jean Pierre VOGEL et GREMILLET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 27 TERDECIES

Rédiger ainsi cet article :

Le premier alinéa du I. de l'article 1407 ter du code général des impôts est ainsi rédigé :

« Le conseil municipal peut, par une délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A bis, majorer d'un pourcentage compris entre 5 % et 60 % la part lui revenant de la cotisation de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale due au titre des logements meublés. »

OBJET

Cet article vise à laisser la possibilité à n'importe quelle commune d'ajuster la fiscalité sur les résidences secondaires (THRS) pour faire en sorte qu'elle serve les objectifs de la commune et d'intérêt général, indépendamment de son zonage lié à la taxe sur les logements vacants. Aujourd'hui seules les communes visées par l'article 232 peuvent en effet majorer la THRS jusqu'à 60%.

En 2014, au moment de sa création, l'Assemblée Nationale avait même évalué que l'article 1407 ter qui permet de majorer la THRS était « de nature à contribuer à la lutte contre l'étalement urbain et à la re-densification des centres-villes, avec toutes les incidences environnementales qui en résultent (notamment une réduction des déplacements motorisés, de la consommation d'espaces ruraux agricoles et des ressources naturelles) ». Aujourd'hui, après la loi Climat et l'introduction de l'objectif ZAN, qui s'applique sur toute le territoire, toutes les communes devraient donc avoir accès à un tel outil fiscal, et non plus seulement celles qui sont visées par la taxe sur les logements vacants.

L'adoption de cet article permettrait par ailleurs de participer à décorrèler la fiscalité sur la résidence secondaire de la fiscalité sur les logements vacants. Cette décorellation est souhaitée par la totalité des associations représentant les élus locaux.

Cet amendement a été travaillé avec l'Association des Maires de France.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Cédric VIAL, Mme BELLUROT, MM. ALLIZARD, ANGLARS et Jean-Baptiste BLANC, Mme BORCHIO FONTIMP, MM. BOUCHET et BURGOA, Mmes DI FOLCO, DUMAS et DUMONT, M. GENET, Mme JOSENDE, M. Daniel LAURENT, Mme Pauline MARTIN, MM. MEIGNEN et MICHALLET, Mme NÉDÉLEC, MM. PACCAUD, PANUNZI, PELLEVAL et POINTEREAU, Mme PUISSAT, MM. RAPIN, ROJOUAN, SAURY et SAVIN, Mme SCHALCK, M. TABAROT, Mme VENTALON et MM. Jean Pierre VOGEL et GREMILLET

ARTICLE 24

## I. – Alinéa 13

Remplacer les mots :

de cette dotation est minoré par application d'un taux qui, appliqué au montant total à verser au titre de l'année 2023, aboutit à un montant total de 1 130 768 465 €

par les mots :

à verser est égal au montant versé en 2023

## II. – Alinéa 14

Remplacer les mots :

de cette dotation est minoré par application d'un taux qui, appliqué au montant total à verser au titre de l'année 2023, aboutit à un montant total de 271 278 401 €.

par les mots :

à verser est égal au montant versé en 2023

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant des I et II, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 24 prévoit de diminuer en 2024 la Dotation de compensation de réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) des communes et des EPCI ainsi que la Dotation de garantie des

versements des fonds départementaux de péréquation de taxe professionnelle (FDPTP). Les baisses prévues sur ces transferts de l'Etat, utilisés comme variables d'ajustement, s'élèveraient au total à 27 millions d'euros pour le bloc communal.

La DC RTP du bloc communal et les FDPTP ont déjà fait l'objet de diminutions avant 2020 au titre du mécanisme des variables ; ils ont depuis été préservés de nouvelles ponctions.

Pour mémoire, la DC RTP a été instituée lors de la suppression de la taxe professionnelle et de son remplacement par la CFE et la CVAE. La minoration de la DC RTP, déjà entamée entre 2018 et 2020 pour le bloc communal, remet en cause ce principe de garantie, et est en outre inéquitable au regard des communes et EPCI concernés. En effet, la DC RTP visait à compenser de manière intégrale et pérenne les pertes de recettes des collectivités les plus perdantes à la réforme, principalement des territoires industriels.

Quant aux FDPTP, ils sont attribués aux communes et EPCI défavorisés au regard des critères de ressources ou de charges ; ils ont donc un objectif de péréquation au sein des départements, en direction des territoires identifiés comme plus fragiles. Alors que les FDPTP ont déjà perdu un tiers de leur montant de 2017 à 2019 au titre des variables d'ajustement, une nouvelle diminution de leur montant apparaît donc également inéquitable.

Afin de ne pas amputer davantage les FDPTP et la DC RTP du bloc communal, le présent amendement propose donc de supprimer les nouvelles diminutions envisagées sur ces deux transferts.

Cet amendement a été travaillé en lien avec l'Association des Maires de France.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Cédric VIAL, Mme BELLUROT, MM. ALLIZARD, ANGLARS et Jean-Baptiste BLANC, Mme BORCHIO FONTIMP, MM. BOUCHET, BRUYEN et BURGOA, Mmes DI FOLCO, DUMAS et DUMONT, M. GENET, Mme JOSENDE, M. Daniel LAURENT, Mme Pauline MARTIN, MM. MEIGNEN et MICHALLET, Mme NÉDÉLEC, MM. PACCAUD, PANUNZI et PELLEVAL, Mme PLUCHET, M. POINTEREAU, Mme PUISSAT, MM. RAPIN, ROJOUAN, SAURY et SAVIN, Mme SCHALCK, M. TABAROT, Mme VENTALON et MM. Jean Pierre VOGEL et GREMILLET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le III de l'article 14 de la loi n° 2022 -1157 du 16 août 2022 de finances rectificative pour 2022 est ainsi complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Au titre de 2022, la dotation a fait l'objet d'un acompte versé en 2022, puis d'un ajustement en 2023. Si l'acompte est supérieur à la dotation définitive, la collectivité concernée doit reverser cet excédent. Ce reversement s'effectuera par un prélèvement sur les avances mensuelles de fiscalité sur une durée de 5 ans.

« Une délibération de l'assemblée délibérante fixera la durée d'étalement du remboursement de l'acompte.

**OBJET**

Le présent amendement a pour objet de mettre en place un mécanisme d'étalement des remboursements des acomptes du filet de sécurité « inflation » de 2022, afin d'en lisser l'impact budgétaire et comptable sur plusieurs exercices.

Les instructions budgétaires et comptables du secteur public local, mises à jour par arrêté interministériel publié au Journal Officiel prévoient qu'à l'exception des cas des frais d'études, de réorganisation ou de restructuration des services qui peuvent être étalés sur une durée maximale de cinq ans par la collectivité ou des indemnités de remboursement des emprunts, les autres charges ne peuvent être étalées que sur autorisation conjointe des ministres chargés du budget et des collectivités territoriales.

Les conditions exceptionnelles marquées par une inflation galopante et une crise sur les différents marchés (exemple : énergétiques ; alimentaires ; financiers ; etc.), et la guerre en Ukraine conduisent à proposer un assouplissement des modalités d'octroi de cette dérogation.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.



Cet amendement propose d'autoriser, sans instruction préalable des dossiers par les administrations centrales, le recours à la procédure dérogatoire d'étalement de charges de remboursement des acomptes du filet de sécurité « inflation » de 2022.

Ce reversement s'effectuera par un prélèvement sur les avances mensuelles de fiscalité sur une durée de cinq ans maximums afin d'éviter tous déséquilibres budgétaires des communes et des EPCI.

Une délibération de l'assemblée délibérante fixera la durée d'étalement du remboursement de l'acompte.

Le présent dispositif dérogatoire est optionnel ; il n'est, en outre, nullement exclusif de l'application du dispositif de « droit commun » de l'étalement de charges, tel que prévu par les instructions budgétaires et comptables.

Cet amendement a été travaillé en lien avec l'Association des maires de France.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

M. Cédric VIAL, Mme BELLUROT, MM. ALLIZARD, ANGLARS et Jean-Baptiste BLANC, Mme BORCHIO FONTIMP, MM. BOUCHET, BRUYEN et BURGOA, Mmes DI FOLCO, DUMAS et DUMONT, M. GENET, Mmes JOSENDE et LASSARADE, M. Daniel LAURENT, Mme Pauline MARTIN, MM. MEIGNEN et MICHALLET, Mme NÉDÉLEC, MM. PACCAUD, PANUNZI et PELLEVAL, Mme PLUCHET, M. POINTEREAU, Mme PUISSAT, MM. RAPIN, ROJOUAN, SAURY et SAVIN, Mme SCHALCK, M. TABAROT, Mme VENTALON et MM. Jean Pierre VOGEL et GREMILLET

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le III de l'article 113 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 est ainsi complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Au titre de 2023, la dotation a fait l'objet d'un acompte versé en 2023, puis d'un ajustement en 2024. Si l'acompte est supérieur à la dotation définitive, la collectivité concernée doit reverser cet excédent. Ce reversement s'effectuera par un prélèvement sur les avances mensuelles de fiscalité sur une durée de 5 ans.

« Une délibération de l'assemblée délibérante fixera la durée d'étalement du remboursement de l'acompte. »

**OBJET**

Le présent amendement a pour objet de mettre en place un mécanisme d'étalement des remboursements des acomptes du filet de sécurité « énergétique » de 2023, afin d'en lisser l'impact budgétaire et comptable sur plusieurs exercices.

Les instructions budgétaires et comptables du secteur public local, mises à jour par arrêté interministériel publié au Journal Officiel prévoient qu'à l'exception des cas des frais d'études, de réorganisation ou de restructuration des services qui peuvent être étalés sur une durée maximale de cinq ans par la collectivité ou des indemnités de remboursement des emprunts, les autres charges ne peuvent être étalées que sur autorisation conjointe des ministres chargés du budget et des collectivités territoriales.

Les conditions exceptionnelles marquées par une inflation galopante et une crise sur les différents marchés (exemple : énergétiques ; alimentaires ; financiers ; etc.), et la guerre en Ukraine conduisent à proposer un assouplissement des modalités d'octroi de cette dérogation.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

Il est donc proposé d' autoriser, sans instruction préalable des dossiers par les administrations centrales, le recours à la procédure dérogatoire d'étalement de charges de remboursement des acomptes du filet de sécurité « énergétique » de 2023.

Ce reversement s'effectuera par un prélèvement sur les avances mensuelles de fiscalité sur une durée de cinq ans maximums afin d'éviter tous déséquilibres budgétaires des communes et des EPCI.

Une délibération de l'assemblée délibérante fixera la durée d'étalement du remboursement de l'acompte. Le présent dispositif dérogatoire est optionnel ; il n'est, en outre, nullement exclusif de l'application du dispositif de « droit commun » de l'étalement de charges, tel que prévu par les instructions budgétaires et comptables.

Cet amendement a été travaillé en lien avec l'Association des maires de France.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Cédric VIAL, Mme BELLUROT, MM. ALLIZARD, ANGLARS et Jean-Baptiste BLANC,  
Mme BORCHIO FONTIMP, MM. BOUCHET, BRUYEN et BURGOA, Mmes DI FOLCO, DUMAS et  
DUMONT, M. GENET, Mme JOSENDE, M. Daniel LAURENT, Mme Pauline MARTIN, MM. MEIGNEN et  
MICHALLET, Mme NÉDÉLEC, MM. PACCAUD, PANUNZI, PELLELAT et POINTÉREAU,  
Mme PUISSAT, MM. RAPIN, ROJOUAN, SAURY et SAVIN, Mme SCHALCK, MM. SOL et TABAROT,  
Mme VENTALON et MM. Jean Pierre VOGEL et GREMILLET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 27

I. – Alinéa 2, tableau, seconde colonne, septième ligne

Remplacer le montant :

108 906 000

par le montant :

122 306 000

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Créée par la loi du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux, la dotation particulière élu local (DPEL) vise à aider les communes rurales les moins peuplées à financer les dépenses liées à certaines mesures prévues par cette même loi. L'objectif de cette dotation est d'améliorer le statut des élus locaux, notamment la revalorisation des indemnités des maires et des adjoints, les autorisations d'absence et les frais de formation des élus.

En métropole, cette dotation est attribuée aux communes de moins de 1 000 habitants, sous condition de potentiel financier (le plafond est actuellement fixé à 1,25 fois le potentiel financier moyen des communes de moins de 1 000 habitants).

Cette condition restrictive conduit à exclusion de son bénéfice environ 2 900 communes, en raison d'un niveau de potentiel financier dépassant le seuil d'éligibilité.

Or, la prise en compte de ce critère financier soulève des difficultés. En effet, le potentiel financier d'une commune est calculé en intégrant « fictivement » une partie des ressources de son établissement public de coopération intercommunale (EPCI). Avec ce mode de calcul, le niveau du potentiel financier des communes se trouve mécaniquement augmenté. Chaque année, des communes perdent ainsi le bénéfice de la dotation ou au contraire deviennent éligibles en raison de l'évolution de leur niveau de potentiel financier, alors que cette évolution peut par exemple résulter de modifications des ressources intercommunales, sans que la situation financière des communes ait changé.

Il est donc proposé de supprimer la condition de potentiel financier afin que la dotation élu local soit versée à l'ensemble des communes de moins de 1 000 habitants. Cela permettrait d'améliorer la prévisibilité de cette ressource et de faciliter pour ces communes la mise en œuvre des dispositions relatives à l'exercice des mandats locaux.

Pour atteindre cet objectif tout en conservant les attributions individuelles à leur niveau actuel, le présent amendement propose de relever le volume total de la dotation de 13,4 millions d'euros.

Ce montant pourrait être financé par le budget de l'Etat : en effet, alors que le prélèvement à la source de l'impôt sur les revenus devait en principe être neutre pour l'ensemble des contribuables, la réforme s'est traduite, pour les élus locaux, par un alourdissement de la fiscalité sur leurs indemnités de fonction, générant par conséquent un gain de ressources pour l'Etat sur cette catégorie de revenus.

Le présent amendement sera complété par un amendement en seconde partie du PLF, visant à supprimer la condition de potentiel financier, actuellement inscrite à l'article L2335-1 du CGCT.

Il est précisé que l'évolution proposée n'a pas d'impact pour les communes d'outre-mer : pour ces dernières, la DPEL est versée à l'ensemble des communes de moins de 5 000 habitants, quel que soit le niveau de potentiel financier.

Cet amendement a été travaillé en lien avec l'Association des Maires de France.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Cédric VIAL, Mme BELLUROT, MM. ALLIZARD, ANGLARS et Jean-Baptiste BLANC, Mme BORCHIO FONTIMP, MM. BOUCHET et BURGOA, Mmes DUMAS et DUMONT, M. GENET, Mme JOSENDE, M. Daniel LAURENT, Mme Pauline MARTIN, MM. MEIGNEN et MICHALLET, Mme NÉDÉLEC, MM. PACCAUD, PANUNZI, PELLEVAL et POINTEREAU, Mme PUISSAT, MM. ROJOUAN, SAURY et SAVIN, Mme SCHALCK, M. TABAROT, Mme VENTALON et MM. Jean Pierre VOGEL et GREMILLET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 27

I. – Alinéa 2, tableau, seconde colonne, septième ligne

Remplacer le montant :

108 906 000

par le montant :

119 906 000

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Créée par la loi du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux, la dotation particulière élu local (DPEL) vise à aider les communes rurales les moins peuplées à financer les dépenses liées à certaines mesures prévues par cette même loi. L'objectif de cette dotation est d'améliorer le statut des élus locaux, notamment la revalorisation des indemnités des maires et des adjoints, les autorisations d'absence et les frais de formation des élus.

En métropole, cette dotation est attribuée aux communes de moins de 1 000 habitants, sous condition de potentiel financier (le plafond est actuellement fixé à 1,25 fois le potentiel financier moyen des communes de moins de 1 000 habitants).

Cette condition restrictive conduit à exclusion de son bénéfice environ 2 900 communes, en raison d'un niveau de potentiel financier dépassant le seuil d'éligibilité.

Or, la prise en compte de ce critère financier soulève des difficultés. En effet, le potentiel financier d'une commune est calculé en intégrant « fictivement » une partie des ressources de son établissement public de coopération intercommunale (EPCI). Avec ce mode de calcul, le niveau du potentiel financier des communes se trouve mécaniquement augmenté. Chaque année, des communes perdent ainsi le bénéfice de la dotation ou au contraire deviennent éligibles en raison de l'évolution de leur niveau de potentiel financier, alors que cette évolution peut par exemple résulter de modifications des ressources intercommunales, sans que la situation financière des communes ait changé.

Il est donc proposé d'assouplir la condition de potentiel financier, en relevant le seuil d'éligibilité au double de la moyenne. Ainsi, la DPEL bénéficierait à environ 2 400 communes supplémentaires. Cela permettrait de faciliter pour ces communes la mise en œuvre des dispositions relatives à l'exercice des mandats locaux. 500 communes, dont le potentiel financier par habitant dépasse le double de la moyenne de leur strate, resteraient inéligibles.

Pour atteindre cet objectif tout en conservant les attributions individuelles à leur niveau actuel, le présent amendement propose de relever le volume total de la dotation de 11 millions d'euros.

Ce montant pourrait être financé par le budget de l'État : en effet, alors que le prélèvement à la source de l'impôt sur les revenus devait en principe être neutre pour l'ensemble des contribuables, la réforme s'est traduite, pour les élus locaux, par un alourdissement de la fiscalité sur leurs indemnités de fonction, générant par conséquent un gain de ressources pour l'État sur cette catégorie de revenus.

Le présent amendement sera complété par un amendement en seconde partie du PLF, visant à modifier la condition de potentiel financier, actuellement inscrite à l'article L2335-1 du CGCT.

Il est précisé que l'évolution proposée n'a pas d'impact pour les communes d'outre-mer : pour ces dernières, la DPEL est versée à l'ensemble des communes de moins de 5 000 habitants, quel que soit le niveau de potentiel financier.

Cet amendement a été travaillé en lien avec l'Association des maires de France.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Cédric VIAL, ALLIZARD et ANGLARS, Mme BELLUROT, M. Jean-Baptiste BLANC, Mme BORCHIO FONTIMP, MM. BOUCHET et BURGOA, Mmes DI FOLCO, DUMAS et DUMONT, M. GENET, Mmes GOSSELIN et JOSENDE, MM. Daniel LAURENT et MICHALLET, Mme NÉDÉLEC, MM. PACCAUD, PANUNZI, PELLELAT et POINTÉREAU, Mme PUISSAT, MM. RAPIN, ROJOUAN et SAVIN, Mme SCHALCK et MM. TABAROT, Jean Pierre VOGEL et GREMILLET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le II de l'article L. 1615-6 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les mots : « et dix-septième » sont remplacés par les mots : « , dix-septième et dix-huitième » ;

2° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, pour les communes comptant moins de 1 500 habitants ainsi que pour les nouveaux établissements publics de coopération intercommunale constitués après cette date, les dépenses éligibles en application de l'article L. 1615-1 à prendre en considération sont celles afférentes à l'exercice précédent. La première année d'application de ce nouveau régime, les dépenses éligibles de la pénultième année s'ajoutent à celles afférentes à l'exercice précédent pour le calcul des attributions au Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée. À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, ce nouveau régime est étendu aux communes comptant entre 1 500 et 3 500 habitants. À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, il est étendu à l'ensemble des communes et des établissements publics de coopération intercommunale. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement a pour objectif de raccourcir les durées de versement du FCTVA pour les collectivités en N-2, en N-1.

L'objectif est de faire cette transition de N-2 à N-1 de manière progressive :

En 2024 : N-1 pour toutes les nouvelles structures et pour les communes de -1500 hab. En 2025 : Les communes de – 3500 hab. En 2026 : toutes les communes et EPCI. Etant précisé que les collectivités

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

en année N resteront ainsi, l'amendement concerne uniquement les collectivités qui sont en année N-2.

Cet amendement est un amendement de repli.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Cédric VIAL, ALLIZARD et ANGLARS, Mme BELLUROT, M. Jean-Baptiste BLANC, Mme BORCHIO FONTIMP, MM. BOUCHET et BURGOA, Mmes DUMAS et DUMONT, M. GENET, Mme JOSENDE, MM. Daniel LAURENT, MICHALLET, PACCAUD et PANUNZI, Mme PUISSAT, M. SAVIN, Mme SCHALCK, M. TABAROT, Mme VENTALON et MM. Jean Pierre VOGEL et GREMILLET

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24**

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le VIII de l'article 232 du code général des impôts est ainsi rétabli :

« VIII. Le produit de la taxe annuelle sur les logements vacants est perçu par les communes visées au I du présent article pour ce qui concerne les logements vacants au sens du II du présent article situés sur leur territoire. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement a pour objectif de redonner du pouvoir aux communes afin d'encaisser directement la TLV en lieu et place de l'État.

En effet, aujourd'hui, les communes qui sont classées en zones tendues peuvent mettre en place la THRS mais perdent la THLV (si elles l'avaient mise en place), en revanche le Gouvernement met automatiquement en place la TLV, recettes qui « tombent » automatiquement dans le budget général de l'État (représentant 206 M €).

Le Gouvernement a prévu une compensation pour les communes qui perdent la THLV (pour rappel : 4 M € au titre du classement des communes en zones tendues en 2013 et 24,7 M € au titre de celles classées en 2023, totalisant 28,7 M €)

Le présent amendement modifierait cette fiscalité pour redonner du pouvoir aux collectivités, de la manière suivante :

- Pour les communes en zones tendues : la TLV est automatiquement mis en place mais elle est totalement reversée à la Commune

- Pour les communes en zones non tendues : les communes peuvent faire le choix de mettre en place la THLV.
- Pas de changement en ce qui concerne la THRS.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Cédric VIAL, ALLIZARD et ANGLARS, Mme BELLUROT, M. Jean-Baptiste BLANC, Mme BORCHIO FONTIMP, MM. BOUCHET et BURGOA, Mmes DI FOLCO, DUMAS et DUMONT, M. GENET, Mme JOSENDE, MM. Daniel LAURENT, MICHALLET, PACCAUD, PANUNZI, PELLEVAL, PERRIN et POINTEREAU, Mme PUISSAT, MM. RAPIN, RIETMANN, ROJOUAN et SAVIN, Mme SCHALCK, M. TABAROT, Mme VENTALON et MM. Jean Pierre VOGEL et GREMILLET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6 BIS

I. – Remplacer la date :

2024

par la date :

2026

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

Le présent amendement a pour objectif d'allonger la durée de prorogation du dispositif "Denormandie".

Sachant que la France traverse une très grande tension sur le secteur immobilier il est essentiel de pouvoir donner de la visibilité sur plusieurs années pour permettre de pérenniser voir de lancer des projets de construction.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Cédric VIAL, ALLIZARD et ANGLARS, Mme BELLUROT, M. Jean-Baptiste BLANC, Mme BORCHIO FONTIMP, MM. BOUCHET et BURGOA, Mmes DI FOLCO, DUMAS et DUMONT, M. GENET, Mme JOSENDE, MM. Daniel LAURENT, MICHALLET, PACCAUD, PANUNZI, PELLEVAL, PERRIN et POINTEREAU, Mme PUISSAT, MM. RAPIN, RIETMANN, ROJOUAN et SAVIN, Mme SCHALCK, M. TABAROT, Mme VENTALON et MM. Jean Pierre VOGEL et GREMILLET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 3 UNDECIES**

I. – Remplacer la date :

2024

par la date :

2026

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement a pour objectif d'allonger la durée de prorogation du dispositif "Malraux".

Le dispositif Malraux donne droit à une réduction d'impôt sur le montant des travaux de restauration engagés par le contribuable.

Compte tenu de notre patrimoine et de l'importance de ce dernier dans de nombreux secteurs, notamment le tourisme, il est proposé d'allonger la durée de prorogation jusqu'en 2026 pour permettre de lancer de nouvelles rénovations d'immeubles à caractère historique ou esthétique.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Cédric VIAL, ALLIZARD et ANGLARS, Mme BELLUROT, M. Jean-Baptiste BLANC, Mme BORCHIO FONTIMP, MM. BOUCHET et BURGOA, Mmes DUMAS et DUMONT, M. GENET, Mme JOSENDE, M. Daniel LAURENT, Mme Pauline MARTIN, MM. MICHALLET, PACCAUD, PANUNZI et PELLEVAL, Mme PUISSAT, MM. ROJOUAN et SAVIN, Mme SCHALCK et MM. TABAROT, Jean Pierre VOGEL et GREMILLET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

À la dernière phrase du premier alinéa du IV de l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales, après les mots : « le cas échéant », sont insérés les mots : « des attributions de compensations versées par un établissement public de coopération intercommunal qui transitent par le budget d'une commune pour être reversées à un syndicat de communes ».

**OBJET**

Le présent amendement a pour objectif de déduire du calcul du potentiel financier d'une commune, l'attribution de compensation qu'elle touche de l'EPCI et qu'elle reverse en intégralité au syndicat de communes qui assure les compétences qui n'ont pu être transférées à la nouvelle intercommunalité, lors de la fusion d'EPCI.

En effet, la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe) avait confié à chaque préfet le soin d'élaborer, en concertation avec les élus, un schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI). Ce SDCI s'est traduit par des fusions entre communautés de communes et communautés d'agglomération dont le périmètre de compétences était différent, notamment en ce qui concerne les compétences liées aux actions sociales, aux activités scolaires ou encore au secteur de la petite enfance.

Face à cette situation, de nombreuses intercommunalités ont créé des syndicats intercommunaux pour gérer ces compétences en lieu et place des anciens établissements publics de coopération intercommunale (EPCI). Dans le cadre des équilibres financiers entre les anciens EPCI et la nouvelle intercommunalité, l'attribution de compensation versée aux communes fondatrices, vient compenser les transferts et « détransferts » de compétences. En ce qui concerne les « détransferts », l'attribution de compensation est reversée à une des communes fondatrices de l'EPCI (communauté de communes ou d'agglomération), charge à elle de reverser la somme correspondante au syndicat intercommunal gérant les compétences non transférées à la nouvelle intercommunalité.

La commune sert donc de « boîte aux lettres » . Pourtant, cette recette (qui n'est au final pas une recette pour la Commune) vient augmenter artificiellement son potentiel financier et impact le montant de sa DGF et les taux de subventions qu'il lui est appliqué.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. KULIMOETOKEARTICLE 7 TER

C	
G	

Rédiger ainsi cet article :

I. – L'article 199 undecies B du code général des impôts est ainsi modifié :

A. – Le I est ainsi modifié :

1° Au deuxième alinéa, après le mot : « investissements », sont insérés les mots : « donnés en location ou mis à la disposition de ménages ou de syndicats de copropriétaires, y compris dans le cadre de contrats incluant la fourniture de prestations de services, ni ceux » ;

2° Le g est complété par les mots : « et les activités de location de meublés de tourisme au sens de l'article L. 324-1-1 du code du tourisme à l'exception de celles offrant des services de para-hôtellerie classées et enregistrées auprès de la mairie » ;

3° Après les mots : « n'excédant pas », la fin du h est ainsi rédigée : « un mois des véhicules de tourisme au sens de l'article L. 421-2 du code des impositions sur les biens et services et dont le prix de revient unitaire hors taxe est inférieur à 30 000 euros » ;

4° Le quatorzième alinéa est ainsi modifié :

a) À la première phrase, après le mot : « classés », sont insérés les mots : « et aux travaux de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

b) Après le mot : « sont », la fin de la deuxième phrase est ainsi rédigée : « ni strictement indispensables à l'exercice d'une activité agricole, sylvicole, aquacole ou minière ni exploités dans le cadre d'une activité de transport public de voyageurs. » ;

5° La seconde phrase du quinzième alinéa est complétée par les mots et une phrase ainsi rédigés : « dont la production n'est pas principalement affectée à l'autoconsommation par l'exploitant. Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application de la phrase qui précède. » ;

6° À la dernière phrase du dix-neuvième alinéa, après le mot : « classés », sont insérés les mots : « ou de travaux de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

7° La deuxième phrase des vingt-deuxième et trente-deuxième alinéas est ainsi modifiée :

a) Après les mots : « résidences de tourisme », le mot : « ou » est remplacé par le signe « , » ;

b) Après les mots : « villages de vacances », sont insérés les mots : « ou de meublés de tourisme tels que mentionnés au g du I, ou en la construction ou la réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

B. – Après le I quater, sont insérés deux paragraphes I sexies et I septies ainsi rédigés :

« I sexies. – Le I s’applique aux investissements consistant en l’acquisition de friches faisant l’objet de travaux de réhabilitation lourde, sous réserve du respect des conditions suivantes :

« 1° Les immeubles sont en l’état d’abandon depuis au moins deux ans à la date d’acquisition ;

« 2° Les travaux portant sur ces investissements concourent à la production d’un immeuble neuf, au sens du 2° du 2 du I de l’article 257 ;

« 3° Les travaux portant sur ces investissements concourent à la production d’un immeuble destiné à un usage industriel ou hôtelier ;

« 4° Il n’existe aucun lien d’intérêt entre le cédant de la friche et les acquéreurs et exploitants à l’exception des investissements ayant reçus un agrément préalable du ministre du budget dans les conditions prévues au III de l’article 217 undecies.

« La réduction d’impôt est assise sur le prix de revient, hors taxes, frais et commissions de toute nature, du terrain d’assiette, des constructions qui y sont édifiées et des terrains formant une dépendance immédiate et nécessaire de ces constructions et sur le montant des travaux, hors taxes et hors frais de toute nature, diminués du montant des aides publiques accordées pour leur financement. ;

« I septies. – Par dérogation au deuxième alinéa du I du présent article, le même I s’applique aux investissements consistant en l’acquisition, l’installation et l’exploitation de chauffe-eaux solaire sous réserve d’avoir reçu l’agrément préalable du ministre chargé du budget dans les conditions prévues au III de l’article 217 undecies. » ;

C. – Après la référence : « I ter », la fin du III est ainsi rédigée : « , I quater, I sexies et I septies. » ;

D. – Au IV, après la référence : « I quater », sont insérées les références : « , I sexies et I septies » ;

E. – Au VI, après le mot : « hôtelière », sont insérés les mots : « et de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel ».

II. – L’article 217 undecies du code général des impôts est ainsi modifié :

A. – Le I est ainsi modifié :

1° À la onzième phrase du premier alinéa, après le mot : « hôtelière », sont insérés les mots : « ou de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

2° Le troisième alinéa est ainsi modifié :

a) À la première phrase, après le mot : « classés », sont insérés les mots : « et aux travaux de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

b) Après le mot : « sont », la fin de la seconde phrase est ainsi rédigée : « ni strictement indispensables à l’exercice d’une activité agricole, sylvicole, aquacole ou minière ni exploités dans le cadre d’une activité de transport public de voyageurs, ni pour la location directe au profit des personnes physiques utilisant pour une durée n’excédant pas un mois des véhicules de tourisme au sens de l’article L. 421-2 du code des impositions sur les biens et services et dont le prix de revient unitaire hors taxe est inférieur à 30 000 euros. » ;

3° La seconde phrase du quatrième alinéa est complétée par les mots et une phrase ainsi rédigés : « dont la production n’est pas principalement affectée à l’autoconsommation par l’exploitant. Un décret en Conseil d’État précise les modalités d’application de la phrase qui précède. » ;

4° Le cinquième alinéa est complété par deux phrases ainsi rédigées : « La déduction prévue au premier alinéa du présent I s'applique également aux investissements mentionnés aux I sexies et au I septies du même article 199 undecies B lorsque les conditions prévues aux mêmes I sexies et I septies sont satisfaites. Pour les investissements prévus au I sexies de l'article 199 undecies B, l'assiette de la déduction fiscale est déterminée dans les conditions prévues au dernier alinéa dudit I sexies. » ;

5° La deuxième phrase des neuvième et vingt et unième alinéas est ainsi modifiée :

a) Après les mots : « résidences de tourisme », le mot : « ou » est remplacé par le signe « , » ;

b) Sont ajoutés les mots : « ou de meublés de tourisme tels que mentionnés au g du I de l'article 199 undecies B, ou la construction ou la réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

B. – Le II est ainsi modifié :

1° À la seconde phrase du deuxième alinéa :

a) Après les mots : « résidences de tourisme », le mot : « ou » est remplacé par le signe « , » ;

b) Sont ajoutés les mots : « ou de meublés de tourisme tels que mentionnés au g du I de l'article 199 undecies B, ou la construction ou la réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

2° Au troisième alinéa, après le mot : « classés », sont insérés les mots : « et des travaux de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

C. – La première phrase du premier alinéa du I du III est ainsi modifiée :

1° Après le mot : « automobile, », sont insérés les mots : « de l'acquisition, l'installation et l'exploitation de chauffe-eau solaire, » ;

2° Après le mot : « classés », sont insérés les mots : « ou de friches hôtelières ou industrielles lorsqu'il existe un lien d'intérêt entre le cédant de la friche et les acquéreurs et les exploitants » ;

D. – Au deuxième alinéa du V, après le mot : « classés », sont insérés les mots : « et de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel ».

III. – L'article 244 quater W du code général des impôts est ainsi modifié :

A. – Le I est ainsi modifié :

1° Le 1 est ainsi modifié :

a) Le premier alinéa est complété par deux phrases ainsi rédigées : « Pour les investissements afférents à l'acquisition de friches faisant l'objet de travaux de réhabilitation lourde mentionnés au I sexies du même article 199 undecies B, le crédit d'impôt s'applique sous réserve du respect des conditions prévues au même I sexies. Pour les investissements afférents à l'acquisition, l'installation et l'exploitation de chauffe-eau solaire, mentionnés au I septies de l'article 199 undecies B, le crédit d'impôt s'applique sous réserve du respect des conditions prévues au même I septies. » ;

b) Au deuxième alinéa, après le mot : « classés », sont insérés les mots : « et aux travaux de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

2° Le 2 est ainsi modifié :

a) Après le mot : « sont », la fin du a est ainsi rédigée : « ni strictement indispensables à l'exercice d'une activité agricole, sylvicole, aquacole ou minière ni exploités dans le cadre d'une activité de transport public de voyageurs, ni pour la location directe au profit des personnes physiques utilisant

pour une durée n'excédant pas un mois des véhicules de tourisme au sens de l'article L. 421-2 du code des impositions sur les biens et services et dont le prix de revient unitaire hors taxe est inférieur à 30 000 euros ; »

b) Le b est complété par les mots et une phrase ainsi rédigés : « dont la production n'est pas principalement affectée à l'autoconsommation par l'exploitant. Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application de la phrase qui précède ; » ;

c) Il est ajouté un c ainsi rédigé :

« c) Aux investissements donnés en location ou mis à la disposition de ménages ou de syndicats de copropriétaires, y compris dans le cadre de contrats incluant la fourniture de prestations de services. » ;

B. – Le 1 du II est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Pour les investissements afférents à l'acquisition de friches faisant l'objet de travaux de réhabilitation lourde mentionnés au I sexies du même article 199 undecies B, l'assiette du crédit d'impôt est déterminée dans les conditions prévues au même I sexies.

« Pour les investissements afférents à l'acquisition, l'installation et l'exploitation de chauffe-eau solaire, mentionnés au I septies de l'article 199 undecies B, le crédit d'impôt s'applique sous réserve du respect des conditions prévues au même I septies. » ;

C. – À la seconde phrase du dernier alinéa du III, le mot : « dernier » est remplacé par le mot : « troisième » ;

D. – La deuxième phrase du premier alinéa du 1 du VIII est ainsi modifiée :

1° Après les mots : « résidences de tourisme », le mot : « ou » est remplacé par le signe « , » ;

2° Après les mots : « villages de vacances », sont insérés les mots : « ou de meublés de tourisms tels que mentionnés au g du I de l'article 199 undecies B, ou la construction ou la réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

E. – Au 1 du IX, après le mot : « hôtelière », sont insérés les mots : « et de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel ».

IV. – L'article 244 quater Y du code général des impôts est ainsi modifié :

A. – Le I est ainsi modifié :

1° Le A est ainsi modifié :

a) Le second alinéa du 2° du 1 est ainsi modifié :

– aux première, deuxième et dernière phrases, les mots : « le crédit » sont remplacés par les mots : « la réduction » ;

– sont ajoutées deux phrases ainsi rédigées : « Pour les investissements afférents à l'acquisition de friches faisant l'objet de travaux de réhabilitation lourde mentionnés au I sexies du même article 199 undecies B, la réduction d'impôt s'applique sous réserve du respect des conditions prévues au même I sexies. Pour les investissements afférents à l'acquisition, l'installation et l'exploitation de chauffe-eau solaire, mentionnés au I septies de l'article 199 undecies B, la réduction d'impôt s'applique sous réserve du respect des conditions prévues au même I septies. » ;

b) Le 2 est ainsi modifié :

– après le mot : « sont », la fin du 1° est ainsi rédigée : « ni strictement indispensables à l'exercice d'une activité agricole, sylvicole, aquacole ou minière ni exploités dans le cadre d'une activité de transport public de voyageurs, ni pour la location directe au profit des personnes physiques utilisant pour une durée n'excédant pas un mois des véhicules de tourisme au sens de l'article L. 421-2 du code des impositions sur les biens et services et dont le prix de revient unitaire hors taxe est inférieur à 30 000 euros ; »

– le 2° est complété par les mots et une phrase ainsi rédigés : « dont la production n'est pas principalement affectée à l'autoconsommation par l'exploitant. Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application de la phrase qui précède ; »

– il est ajouté un 3° ainsi rédigé :

« 3° L'acquisition de biens donnés en location ou mis à la disposition de ménages ou de syndicats de copropriétaires, y compris dans le cadre de contrats incluant la fourniture de prestations de services. » ;

2° Au B, après le mot : « classés », sont insérés les mots : « et aux travaux de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

B. – Le III est complété par un G et un H ainsi rédigés :

« G. – Pour les investissements afférents à l'acquisition de friches faisant l'objet de travaux de réhabilitation lourde mentionnés au I sexies de l'article 199 undecies B, l'assiette de la réduction d'impôt est déterminée dans les conditions prévues au même I sexies.

« H. – Pour les investissements afférents à l'acquisition, l'installation et l'exploitation de chauffe-eau solaire mentionnés au I septies de l'article 199 undecies B, l'assiette de la réduction d'impôt est déterminée dans les conditions prévues au même I septies. » ;

C. – La seconde phrase du deuxième alinéa du A et du deuxième alinéa du 2° du B du VII est ainsi modifiée :

1° Après les mots : « résidences de tourisme », le mot : « ou » est remplacé par le signe « , » ;

2° Sont ajoutés les mots : « ou de meublés de tourisms tels que mentionnés au g du I de l'article 199 undecies B, ou la construction ou la réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel. »

V. – A. – Les 1° à 3° et le b du 4° du A du I, le b du 2° et le c du 3° du A du II, les a et c du 2° du A du III et le deuxième et les deux derniers alinéas du b du 1° du A du IV s'appliquent aux investissements réalisés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024. Toutefois, les articles 199 undecies B, 217 undecies, 244 quater W et 244 quater Y du code général des impôts restent applicables dans leur rédaction antérieure à la présente loi pour :

1° Les investissements agréés au plus tard le 31 décembre 2023 ;

2° Les investissements pour l'agrément desquels une demande est parvenue à l'administration au plus tard le 31 décembre 2023 ;

3° Les acquisitions de biens meubles corporels qui font l'objet d'une commande au plus tard le 31 décembre 2023 et pour lesquels des acomptes au moins égaux à 50 % de leur prix ont été versés à cette date ;

4° Les constructions d'immeubles ayant fait l'objet d'une déclaration d'ouverture de chantier déposée au plus tard le 31 décembre 2023, dès lors que ces investissements sont achevés au plus tard le 31 décembre 2025.

B. – 1. Le a du 4° et les 5° à 8° du A et les B à E du I ainsi que le dernier alinéa du a et le troisième alinéa du b du 1° et le 2° du A et les B et C du IV s'appliquent aux investissements réalisés en Polynésie française, à Saint-Barthélemy, à Saint-Pierre-et-Miquelon, dans les îles Wallis et Futuna et en Nouvelle-Calédonie à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

2. Le a du 4° et les 5° à 8° du A et les B à E du I, le 1°, le a du 2°, les a et b du 3° et les 4° et 5° du A et les B et C du II, le 1° et le b du 2° du A et les B à E du III ainsi que le dernier alinéa du a et le troisième alinéa du b du 1° et le 2° du A et les B et C du IV s'appliquent aux investissements réalisés en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion, à Mayotte et à Saint-Martin à compter d'une date fixée par décret, qui ne peut être postérieure de plus de six mois à la date de réception par le Gouvernement de la réponse de la Commission européenne permettant de considérer la disposition lui ayant été notifiée comme conforme au droit de l'Union européenne en matière d'aides d'État.

VI. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

VII. – Le III n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû. »

### **OBJET**

L'article 7 ter nouveau, issu d'un amendement (I-5210) du rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale adopté sans examen préalable en commission et séance publique, supprime le bénéfice de l'aide fiscale à l'investissement productif sur des secteurs d'activité clés pour le tissu économique ultra-marin : les véhicules de tourisme (dont la location à destination touristique), les activités de location de meublés de tourisme et de gîtes, les biens d'équipements destinés à des ménages tels que les chauffe-eaux solaires.

Dans une logique de verdissement de l'économie, il ouvre par ailleurs le bénéfice de l'aide fiscale en faveur des friches hôtelières ou industrielles en vue de leur réhabilitation et réintègre dans son champ d'application les investissements portant sur des installations de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil, sous condition que l'électricité produite soit destinée à l'autoconsommation de l'exploitant.

Si ces deux dernières mesures sont positives, sous réserves de modifications techniques nécessaires pour les rendre opérationnelles, les trois premières mesures de suppression – sans ciblage, ni étude d'impact – sont lourdes de conséquence pour l'activité et l'emploi Outre-mer.

Selon les données communiquées dans le rapport de l'Inspection Générale des Finances (IGF) sur le régime d'aide fiscale à l'investissement productif en Outre-mer publié le 6 octobre dernier, le montant de la dépense fiscale générée par les investissements objets des mesures de suppression serait de l'ordre de 160 millions d'euros en 2022 : soit 59,6 millions d'euros pour les véhicules de tourisme, 13,8 millions d'euros pour les meublés touristiques et 86,7 millions d'euros pour les chauffe-eaux solaires. Ce sont des milliers d'emplois, dans le secteur touristique notamment, qui sont directement impactés par ces mesures de suppression. Pour le seul territoire de la Guadeloupe, ce sont près de 3000 emplois qui seraient directement menacés.

Si des évolutions stratégiques et paramétriques des régimes d'aides fiscales à l'investissement sont souhaitables afin de répondre aux enjeux légitimes soulevés par les pouvoirs publics pour mieux cibler certains investissements, la suppression sèche de certains dispositifs d'aide fiscale à l'investissement

VI. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

VII. – Le III n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû. »

sans étude d'impact préalable, ni concertation avec les milieux économiques concernés, n'est pas une solution envisageable, ces dispositifs restant indispensables à la préservation de l'emploi et la création de valeur ajoutée dans les Outre-mer.

Aussi, le présent amendement réécrit entièrement l'article 7 ter (nouveau) en y insérant des modifications visant :

- d'une part, à revenir sur les mesures de suppressions sèches tout en proposant certains ajustements afin de mieux cibler les investissements dans ces secteurs,
- et, d'autre part, à préciser certaines dispositions techniques afin de rendre pleinement opérationnelles les dispositions de l'article concernant la rénovation et la réhabilitation des friches et les installations de production d'électricité utilisant le photovoltaïque.

Afin d'encadrer au mieux la location de véhicules de tourisme, il est proposé de réserver le bénéfice de l'aide fiscale à la location de véhicules à usage touristique n'excédant pas un mois et assorti d'une condition de plafond d'acquisition par véhicule, de 30 000 € hors taxe. Cette limite privilégie ainsi le fléchage de l'aide sur des véhicules de petites catégories, électriques, hybrides et thermiques.

La sylviculture et l'aquaculture sont également intégrés dans le dispositif visant à maintenir l'aide fiscale pour les véhicules de tourisme utilisés pour les activités agricoles, répondant ainsi aux besoins spécifiques de certains territoires ultra-marins.

Par ailleurs, l'article dans sa version initiale supprime le bénéfice de l'aide fiscale à l'investissement Outre-mer sur une très grande partie de l'offre d'hébergement touristique. Ainsi sont visés toutes villas, appartements ou studios meublés, offerts à la location (avec ou sans prestations de services associées), de même que les gîtes. Le présent amendement propose de maintenir le bénéfice des aides fiscales pour cette offre d'hébergement essentielle pour satisfaire la demande croissante, en y ajoutant trois critères destinés à garantir un usage strictement professionnel : l'obligation d'offrir des services de para- hôtellerie et d'enregistrer le meublé en mairie ainsi que l'extension à 15 ans de la durée de conservation du bien (comme pour l'hôtellerie).

D'autre part, dans une logique de verdissement de l'investissement productif, il est proposé ici de maintenir le bénéfice de l'aide fiscale sur l'acquisition, l'installation et l'exploitation de chauffe-eau solaire sous réserve de l'obtention d'un agrément dès le premier euro du ministre chargé des comptes publics, permettant ainsi d'éviter toute dérive.

Concernant les investissements réalisés en faveur du photovoltaïque, le présent amendement vise à apporter des ajustements techniques indispensables pour rendre les dispositions visées opérantes. D'une part, il supprime le seuil d'éligibilité fixé à 500 000 euros afin de ne pas exclure les petits programmes d'investissement des TPE/PME destinés à leur seule autoconsommation. D'autre part, il substitue le terme « principalement » à « exclusivement » afin de permettre la revente nécessaire du surplus d'électricité produit sur le réseau. Un décret en conseil d'Etat vient en définir les modalités d'application (notamment la détermination d'une base éligible encadrée par un prix /plafond) en prenant en compte les diversités de situation selon les territoires.

Concernant la rénovation et la réhabilitation des friches, cet amendement précise que les travaux de rénovation ou de réhabilitation de friches peuvent aboutir à un changement de destination de l'immeuble seulement lorsqu'il s'agit d'un projet hôtelier ou industriel. La condition d'absence de

lien d'intérêt entre le cédant et l'acquéreur de la friche est, par ailleurs, complétée par une exception pour les investissements ayant reçus un agrément préalable au premier euro par le ministre du budget.

Enfin, s'agissant des dispositions transitoires, pour le 2ème cas relatif aux investissements avec agrément, la demande de versement d'acomptes au moins égaux à 50% de leur prix au plus tard au 31 décembre 2023 est supprimée car inapplicable pour les projets immobiliers.

Cet amendement a été travaillé avec la Fédération des Entreprises des Outre-mer (FEDOM).







## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. LONGEOT  
et les membres du groupe Union Centriste

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le I de l'article L. 1615-1 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° L'agencement et l'aménagement de terrains pour les dépenses engagées à partir de 2021. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

L'automatisation du FCTVA a visé à simplifier et à accélérer la gestion de ce fonds pour les collectivités locales.

Cette compensation financière, versée au titre des investissements portés par les collectivités, représente un réel levier au développement de projets locaux structurants.

Si la mise en place de ce système informatisé et le raccourcissement des délais d'attente qui en a découlé sont globalement à saluer, les équipements sportifs ont néanmoins été lésés.

L'automatisation a en effet eu pour conséquence d'exclure de l'assiette éligible du FCTVA le compte 212 « Agencements et aménagements de terrains ».

Après trois années blanches, et devant l'alerte lancée par un grand nombre d'élus dont ceux de notre groupe, la Première ministre a opportunément décidé de leur réintégration dans l'assiette éligible dans le cadre du PLF pour 2024.

Cette amélioration devrait toutefois pouvoir s'accompagner d'une mesure de rattrapage. En effet, les collectivités ont été privées de ce retour d'investissement FCTVA pour les années 2021, 2022 et 2023.

Au titre de la seule année 2022, les collectivités ont par exemple investi 170 M€ dans des projets sportifs imputables au compte 212.

C'est la raison pour laquelle le présent amendement du groupe Union centriste propose, en ce qui concerne les équipements sportifs, un rattrapage des sommes non recouvrées sur les années d'automatisation du FCTVA excluant le compte 212.





## AM E N D E M E N T

présenté par

M. FOUASSIN, Mme HAVET, MM. PELLELAT, IACOVELLI et WATTEBLED,  
Mmes PHINERA-HORTH et DURANTON et M. BITZ

C	
G	

### ARTICLE 5

#### I. – Alinéa 5

Compléter cet alinéa par les mots :

et des charges d'exploitation

#### II. – Alinéa 6

Après le mot :

titre

insérer les mots :

des dépenses d'exploitation et

#### III. – Après l'alinéa 12

Insérer quatre alinéas ainsi rédigés :

« Les entreprises mentionnées au présent I bénéficient du crédit d'impôt au titre :

« a) Des salaires et charges sociales afférents aux salariés directement affectés aux activités visées au II du présent article ;

« b) Des dotations aux amortissements des immobilisations créées ou acquises à l'état neuf qui sont directement affectées à l'activité mentionnée au II du présent article ;

« c) Des crédits-baux pour les équipements de production affectés à l'activité mentionnée au II du présent article. »

#### IV. – Après l'alinéa 44

Insérer quatre alinéas ainsi rédigés :

« L'assiette du crédit d'impôt est également constituée par les dépenses engagées au titre :

« – des salaires et charges sociales afférents aux salariés directement affectés aux activités visées au II du présent article ;

« – des dotations aux amortissements des immobilisations créées ou acquises à l'état neuf qui sont directement affectées à l'activité mentionnée au II du présent article ;

« – des crédits-baux pour les équipements de production affectés à l'activité mentionnée au II du présent article. »

V. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

VI. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Le présent amendement vise à étendre le bénéfice du crédit d'impôt annoncé dans le cadre du projet de loi industrie verte aux charges d'exploitation des usines fabriquant les équipements/composantes pour les filières concernées par l'article 5.

Dans sa rédaction actuelle, l'article 5 ne vise que les nouveaux projets d'usines. Or, pour réduire le différentiel de compétitivité des usines françaises et rééquilibrer la concurrence internationale, il est indispensable de diminuer les charges d'exploitation (OPEX) des industries vertes, ce qui stimulera d'autant plus l'implantation de giga-factories sur notre territoire.

Les crédits d'impôts doivent être fléchés non pas uniquement sur les dépenses d'investissement (CAPEX) mais aussi sur les dépenses d'exploitation (OPEX).

La modification proposée de l'article 5 permet ainsi (i) de préciser que le crédit d'impôt couvre à la fois les dépenses d'investissement et les dépenses d'exploitation engagées au titre des salaires et charges sociales, des amortissements des immobilisations ainsi qu'aux crédits-baux pour les équipements de production et (ii) élargit en conséquence l'assiette du crédit d'impôt à ces dépenses.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. FOUASSIN, Mmes DURANTON et HAVET, M. BITZ, Mme PHINERA-HORTH et  
MM. WATTEBLED, IACOVELLI, PELLEVAL et PATIENT

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le premier alinéa du B de l'article 278-0 bis du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le mot : « calorifique », sont insérés les mots : « ou frigorifique » ;

2° Après les mots : « des déchets et d'énergie de récupération », sont insérés les mots : « et la fourniture de froid distribuée par réseaux. » ;

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Cet amendement, adopté en Commission des finances à l'Assemblée nationale, a pour objet d'appliquer un taux réduit de TVA réduit aux réseaux de froid justifiant d'un taux d'énergie renouvelable et de récupération supérieur à 50%, comme le permet la Directive 2022/542, qui les intègre dans le champ de l'article 98 de la Directive 2006/112/CE relatif à la TVA à taux réduit.

Conséquence indéniable du réchauffement climatique, les canicules deviennent de plus en plus régulières et ne sont pas sans conséquences dans notre vie quotidienne. C'est pourquoi de plus en plus de Français ont recours à des climatiseurs individuels qui utilisent fluides frigorigènes fort polluants et qui rejettent de la chaleur dans les rues, ce qui aggrave les îlots de chaleur. La climatisation serait aujourd'hui responsable de près de 5% des émissions de CO2 dans le secteur du bâtiment.

Cet engrenage, notamment pointé par l'Agence Internationale de l'Energie depuis 2018, impose le développement de solutions efficaces et durables pour adapter les territoires au réchauffement climatiques.

Les réseaux de froid urbains bénéficient de nombreux atouts, au premier rang desquels leur capacité à valoriser les ressources durables et locales de nos territoires (lacs, rivières, nappes phréatiques, mers, etc.). D'un point de vue énergétique et environnemental, les réseaux de froid sont 2 à 5 fois plus performants que la majorité des installations autonomes. C'est d'ailleurs pourquoi l'Union européenne encourage le développement des réseaux de froid urbains.



Conformément aux évolutions du droit européen en la matière, l'émergence du froid renouvelable doit être encouragée par des outils économiques efficaces. Cette mesure permettra d'apporter une réponse sanitaire et durable aux enjeux liés au réchauffement climatique, tout en évitant de nombreuses émissions de chaleur et d'émissions de CO2 liées à l'explosion du recours à des climatiseurs individuels.

A noter que la baisse du taux de TVA pour les énergies renouvelables et de récupération distribuées par réseaux de froid sera répercutée en toute transparence dans la facture des abonnés aux réseaux de froid concernés.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. FOUASSIN, Mmes DURANTON et HAVET, M. BITZ, Mme PHINERA-HORTH et  
MM. WATTEBLED, IACOVELLI et PELLEVAT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7 QUATER**

Après l'article 7 quater

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 244 quater X du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 4 du I est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Ouvrent également droit au bénéfice du crédit d'impôt les travaux de rénovation ou de réhabilitation des logements satisfaisant aux conditions fixées au 1, achevés depuis plus de vingt ans, permettant aux logements d'acquérir des performances techniques définies par décret voisines de celles des logements neufs ; ou permettant leur confortation contre le risque sismique ou cyclonique. »

II. – Le présent I s'applique aux travaux de rénovation et de réhabilitation pour lesquels une déclaration préalable de travaux ou une demande de permis de construire est déposée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

III. – Le présent I n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement a pour objectif de préciser le périmètre d'intervention et le champ d'application du crédit d'impôt dont l'extension aux opérations de rénovation et de réhabilitation des logements sociaux a été annoncée par le CIOM. En effet, les critères des opérations éligibles à cette réduction sont aujourd'hui arrêtés par un bulletin officiel (circulaire/doctrine) échappant à une définition précise des critères.

Par ailleurs, la mention « voisines du neuf » est capitale et doit faire l'objet d'une définition par décret pour rendre opérationnelle la mesure.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. FOUASSIN, Mmes DURANTON et HAVET, M. BITZ, Mme PHINERA-HORTH et  
MM. WATTEBLED, IACOVELLI et PELLELAT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7 QUATER**

Après l'article 7 quater

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le 4 du I de l'article 244 quater X du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Ouvrent également droit au bénéfice du crédit d'impôt les travaux de rénovation ou de réhabilitation des logements satisfaisant aux conditions fixées au I, achevés depuis plus de vingt ans, permettant aux logements d'acquiescer des performances énergétiques et environnementales définies par décret.

II. – Le présent I s'applique aux travaux de rénovation et de réhabilitation pour lesquels une déclaration préalable de travaux ou une demande de permis de construire est déposée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

III. – Le présent I n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement a pour objectif d'appliquer le bénéfice du CI aux opérations de réhabilitations qui ont pour objectif de participer à l'effort national pour atteindre la neutralité Carbone.

En effet, la mise en place du DPE Outre-mer a été reculée jusqu'en 2028. Les performances énergétiques (en cohérence avec l'objectif national de neutralité carbone) ne peuvent dès lors qu'être arrêtées par voie réglementaire. Il s'agit ici, d'éviter la planification du retard engendré par la mise en place tardive des DPE.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. SZPINER

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 278-0 bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ... – Les services juridiques fournis aux personnes sous contrat de travail et aux chômeurs dans le cadre de procédures devant une juridiction du travail, ainsi que les services juridiques fournis dans le cadre du régime d'aide juridictionnelle. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement propose la mise en place d'un taux réduit de TVA à 5,5% pour les honoraires d'avocats afin de renforcer l'accès au droit de nos concitoyens.

En effet, si les entreprises, assujetties à la TVA, peuvent déduire de leur base imposable les coûts engendrés par la consultation d'avocats et récupèrent ainsi la TVA, les personnes physiques ne peuvent pas bénéficier de ce dispositif et doivent donc supporter un coût d'accès au droit, au conseil et au contentieux qui est supérieur à celui supporté par les entreprises.

Depuis avril 2022, l'Union européenne a définitivement adopté la directive révisant la politique des taux de TVA et modifiant l'annexe III de la directive 2006/112/CE de 2006 qui fixe la liste des biens et services pour lesquels les États membres peuvent opter pour un ou plusieurs taux réduits de TVA. Est ainsi ajouté dans cette annexe, les services juridiques suivants :

- services juridiques rendus à des salariés,
- services juridiques rendus à des personnes au chômage dans le cadre de procédures juridictionnelles,
- services juridiques rendus dans le cadre de l'aide juridictionnelle telle que définie par les États membres.

Afin de renforcer concrètement l'accès au droit de nos concitoyens, les auteurs de cet amendement proposent donc d'appliquer un taux réduit de TVA aux honoraires d'avocats payés par les salariés et

les chômeurs dans le cadre de procédures devant les juridictions du travail et aux services juridiques fournis dans le cadre du régime de l'aide juridictionnelle.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme VERMEILLET  
et les membres du groupe Union Centriste

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 4**

Après l'article 4

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Il est institué, au profit de l'État, une contribution exceptionnelle de solidarité sur le bénéfice net réalisé en 2023 par les sociétés redevables de l'impôt sur les sociétés prévu à l'article 205 du code général des impôts, lorsque celui-ci a dépassé 10 millions d'euros et a été supérieur de 20 % ou plus à la moyenne des trois bénéfices nets les plus élevés réalisés en 2018, 2019, 2020 et 2021.

Le montant de la contribution est calculé en appliquant un taux de 33 % à la différence entre, d'une part, le bénéfice net réalisé en 2023 et, d'autre part, la moyenne majorée de 20 % des trois bénéfices nets les plus élevés réalisés en 2018, 2019, 2020 et 2021.

Lorsque, du fait de la date de création d'une entreprise, la moyenne de ses bénéfices nets ne peut être calculée sur les années 2018 à 2021, la moyenne prise en compte pour l'application des deux alinéas précédents est calculée sur la base des derniers exercices clos avant le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

II. – Pour la détermination des bases d'imposition à la contribution exceptionnelle de solidarité mentionnée au I, la contribution sur la rente infra-marginale de la production d'électricité prévue à l'article 8 bis de la présente loi est admise en déduction du bénéfice imposable de l'année de son paiement.

III. – A. – Pour les redevables qui sont placés sous le régime prévu aux articles 223 A ou 223 A bis du même code, la contribution exceptionnelle de solidarité est due par la société mère. Cette contribution est assise sur l'impôt sur les sociétés afférent au résultat d'ensemble et à la plus-value nette d'ensemble définis aux articles 223 B, 223 B bis et 223 D dudit code, déterminé avant imputation des réductions et crédits d'impôt et des créances fiscales de toute nature.

B. – Le bénéfice net mentionné au I du présent article s'entend du bénéfice net réalisé par le redevable au cours de l'exercice ou de la période d'imposition, ramené à douze mois le cas échéant et, pour la société mère d'un groupe mentionné aux articles 223 A ou 223 A bis du même code, de la somme des bénéfices nets de chacune des sociétés membres de ce groupe.

C. – Les réductions et crédits d'impôt et les créances fiscales de toute nature ne sont pas imputables sur la contribution exceptionnelle de solidarité.

D. – La contribution exceptionnelle de solidarité est établie, contrôlée et recouvrée comme l'impôt sur les sociétés et sous les mêmes garanties et sanctions. Les réclamations sont présentées, instruites et jugées selon les règles applicables à ce même impôt.

E. – La contribution exceptionnelle de solidarité est payée spontanément au comptable public compétent, au plus tard à la date prévue au 2 de l'article 1668 du code général des impôts pour le versement du solde de liquidation de l'impôt sur les sociétés.

### **OBJET**

Le présent amendement du groupe Union centriste vise à instituer une « contribution exceptionnelle de solidarité sur les superprofits », tous secteurs d'activités économiques confondus.

Les entreprises dont le bénéfice net aurait été en 2023 supérieur à 10 millions d'euros et supérieur de 20 % à la moyenne des trois bénéfices nets les plus élevés réalisés au cours des quatre années 2018, 2019, 2020 et 2021 se verraient appliquer une contribution à hauteur de 33 % calculée sur la différence entre les deux montants.

La contribution sur la rente infra-marginale de la production d'électricité prorogée à l'article articles 8 bis du présent projet de loi de finances serait admise en déduction du bénéfice imposable au titre de la « contribution exceptionnelle de solidarité sur les superprofits ».

Il s'agit là, dans un contexte financier et budgétaire dégradé, d'un dispositif de mise à contribution exceptionnelle des entreprises les mieux loties (au-delà du seul secteur de l'électricité).





N°	I-762
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par  
M. DELCROS  
et les membres du groupe Union Centriste

C	
G	

### ARTICLE 8

Supprimer cet article.

### OBJET

Le présent amendement du groupe Union centriste vise à reporter la suppression progressive de la seconde tranche de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), échelonnée sur quatre ans jusqu'en 2027.

L'état de nos finances publiques ne nous permet pas de nous priver de recettes fiscales aussi substantielles (0,9 Md € en 2024, 1,8 Md € en 2025, 2,8 Md € en 2026 et 3,9 Md € en 2027 si la réforme de l'article 8 venait à entrer en vigueur).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. DELCROS

et les membres du groupe Union Centriste

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 TERTRICIES**

Après l'article 5 tertricies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après la section XX bis du chapitre III du titre premier de la première partie du livre premier du code général des impôts, est insérée une section ainsi rédigée :

« Section...

« Taxe sur les programmes de rachats d'actions

« Art. 235 ter ZD... – I. – Une taxe s'applique à toute opération d'achat par la société émettrice de ses propres actions au sens du II de l'article L. 225-206 du code de commerce.

« II. – La taxe est assise sur la valeur d'acquisition des actions.

« III. – Le taux de la taxe est fixé à 2 %.

« IV. – La taxe est due par la société émettrice procédant au rachat de ses propres titres.

« V. – La taxe s'applique aux sociétés dont le siège social est situé en France, dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé ou sur un système multilatéral de négociation selon le chapitre X du code de commerce et qui réalisent un chiffre d'affaires supérieur à 500 000 000 €.

« VI. – La taxe est exigible le premier jour du mois suivant celui au cours duquel s'est produite l'opération d'achat de ses propres actions par la société émettrice.

« VII. – La taxe est constatée, recouvrée et contrôlée selon les procédures et sous les mêmes sanctions, garanties et privilèges que les taxes sur le chiffre d'affaires. Les réclamations sont présentées, instruites et jugées selon les règles applicables à ces mêmes taxes. »

**OBJET**

Selon les données de Natixis, les sociétés cotées au SBF 120 avaient déjà acquis pour 23,3 Md € de leurs propres actions à la fin du mois de septembre dernier, soit un nouveau record à cette époque de l'année.

Nb : La rectification consiste en un changement de place de l'article additionnel après l'article 17 vers l'article additionnel après l'article 5 tertricies.

Sur trois ans (2021, 2022 et 2023), les opérations de rachats d'actions, qui servent en large part des objectifs de court terme (soutenir les cours boursiers, rémunérer les actionnaires en complément du versement de dividendes, augmenter le bénéfice par action, etc.) devraient avoisiner les 85 Md €.

Afin d'améliorer le solde budgétaire et afin d'inciter les entreprises à adopter une allocation plus équilibrée de leur trésorerie entre rachats d'actions, versement de dividendes, mise en réserve, investissement et partage de la valeur, les membres du groupe Union centriste proposent par le présent amendement de mettre en place une taxe sur les programmes de rachats d'actions.

Le taux serait égal à 2 % de l'opération, et la taxe serait acquittée par les entreprises procédant aux rachats.

Seules les entreprises cotées dont le chiffre d'affaires est supérieur à 500 M € seraient concernées par cette taxe.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme VERMEILLET  
et les membres du groupe Union Centriste

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUOVICIES

Après l'article 3 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – A. – Le chapitre II bis du titre IV de la première partie du livre premier du code général des impôts est ainsi modifié :

1° À l'intitulé, le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive » ;

2° L'article 964 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, le mot : « immobiliers » est remplacé par le mot : « improductifs » et le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive » ;

b) Au deuxième alinéa, le montant : « 1 300 000 € » est remplacé par le montant : « 2 570 000 € » ;

c) Après les mots : « à raison », la fin du premier alinéa du 2° est ainsi rédigée : « de leurs actifs mentionnés audit article 965 situés en France. » ;

3° L'article 965 est ainsi rédigé :

« Art. 965. – L'assiette de l'impôt sur la fortune improductive est constituée par la valeur nette, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année, des actifs détenus directement ou indirectement par les personnes mentionnées à l'article 964 ainsi que leurs enfants mineurs, lorsqu'elles ont l'administration légale des biens de ceux-ci, et relevant de l'une des catégories suivantes :

« 1° Logements dont le redevable se réserve la jouissance ;

« La réserve de jouissance est établie pour les logements occupés à titre de résidence principale ou utilisés comme résidence secondaire par les personnes mentionnées au même article 964, mis gratuitement à la disposition d'un tiers, loués fictivement ou laissés vacants.

« Ne sont pas considérés comme étant réservés à la jouissance du redevable :

« a) Les locaux vacants que le redevable établit avoir mis en location en effectuant toutes diligences à cet effet ;

« b) Les immeubles en cours de construction, lorsque le redevable a manifesté clairement, auprès de l'administration, son intention de louer le logement, une fois celui-ci achevé.

« 2° Immeubles non bâtis qui ne sont pas affectés à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale ;

« 3° Liquidités et placements financiers assimilés.

« Sont notamment considérés comme relevant de cette catégorie les comptes à vue, les comptes sur livret, les comptes à terme, les comptes sur lesquels sont inscrits des avoirs et dépôts au titre des produits d'épargne mentionnés aux sections 1 à 5 du chapitre I<sup>er</sup> du titre II du livre II de la partie législative du code monétaire et financier ainsi que les actions et parts de sociétés ou organismes appartenant à la classe « monétaire » ou à la classe « monétaire à court terme » ;

« 4° Biens meubles corporels ;

« 5° Droits de la propriété littéraire, artistique et industrielle dont le redevable n'est pas l'auteur ou l'inventeur ;

« 6° Actifs numériques mentionnés à l'article L. 54-10-1 du code monétaire et financier. » ;

4° Le I et le premier alinéa du II de l'article 966 sont remplacés par un alinéa ainsi rédigé :

« Pour l'application de l'article 965, sont considérées comme des activités commerciales les activités mentionnées aux articles 34 et 35. » ;

5° À la fin de l'article 967, le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive » ;

6° Au I de l'article 971, les mots : « , qu'il soit le redevable mentionné au 1° du même article 965 ou une société ou un organisme mentionné au 2° dudit article 965 » sont supprimés ;

7° Les articles 972 à 972 ter sont abrogés ;

8° L'article 973 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, la mention : « I.- » est supprimée ;

b) Les II et III sont abrogés ;

9° L'article 974 est ainsi modifié :

a) Le I est ainsi modifié :

– après les mots : « valeur des », la fin du premier alinéa est ainsi rédigée : « actifs imposables les dettes, existantes au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition, contractées par l'une des personnes mentionnées au 1° de l'article 965 et effectivement supportées par celle-ci, afférentes aux dépenses d'acquisition desdits actifs. » ;

– après le même premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Pour les actifs mentionnés au 1°, 2° ou 4° du même article 965, sont également déductibles les dépenses : » ;

– au 1°, les mots : « d'acquisition de biens ou droits immobiliers » sont remplacés par les mots : « de réparation et d'entretien effectivement supportées par le propriétaire » ;

– les 2° et 3° sont ainsi rédigés :

« 2° Afférentes à des dépenses d'amélioration, de construction, de reconstruction ou d'agrandissement ;

« 3° Afférentes aux impositions, autres que celles incombant normalement à l'occupant, dues à raison des actifs. Ne relèvent pas de cette catégorie les impositions dues à raison des revenus générés par lesdits actifs. » ;

– les 4° et 5° sont abrogés ;

– le IV est abrogé ;

10° L'article 975 est ainsi rédigé :

« Art. 975. – Sont exonérés de l'impôt sur la fortune improductive :

« 1° Les propriétés en nature de bois et forêts, à concurrence des trois quarts de leur valeur imposable, si les conditions prévues au 2° du 2 de l'article 793 sont satisfaites ;

« 2° Les objets d'antiquité, d'art ou de collection. » ;

11° L'article 976 est abrogé ;

12° Le 2° de l'article 977 est ainsi modifié :

a) Le montant : « 1 300 000 € » est remplacé par le montant : « 2 570 000 € » ;

b) Le montant : « 1 400 000 € » est remplacé par le montant : « 2 770 000 € » ;

c) Les mots : « 17 500 €-1,25 % » sont remplacés par les mots : « 83 100 €-3 % » ;

13° Au premier alinéa du I de l'article 978, le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive » ;

14° Au premier alinéa du I, à la première phrase du deuxième alinéa du même I et au second alinéa du II de l'article 979, le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive » ;

15° Aux première et seconde phrases de l'article 980, le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive » ;

16° À l'article 981, le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive » ;

17° À la fin du II de l'article 982, les mots : « et aux sociétés ou organismes mentionnés à l'article 965 » sont supprimés.

B. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au 1° ter du II et au III de l'article 150 U, le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive » ;

2° À la fin de l'intitulé du titre IV de la première partie du livre premier, le mot : « , immobilière » est remplacé par le mot : « improductive » ;

3° Aux a, b et dernier alinéa du 2° du III de l'article 990 J, le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive » ;

4° Au second alinéa du I de l'article 1391 B ter, le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive » ;

5° À l'article 1413 bis, le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive » ;

6° Au c du 3° de l'article 1605 bis, le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive » ;

7° Le 8 du II de la section I du chapitre I<sup>er</sup> du livre II est ainsi modifié :

a) À l'intitulé, le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive » ;

b) À l'article 1679 ter, le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive » ;

8° Le 2 du II de l'article 1691 bis est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa du c, les deux occurrences du mot : « immobilière » sont remplacées par le mot : « improductive » ;

b) À la seconde phrase du d, le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive » ;

9° À l'intitulé de la section IV du chapitre I<sup>er</sup> du livre II, le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive » ;

10° Au premier alinéa du I de l'article 1716 bis, le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive » ;

11° À l'intitulé du VII-0 A de la section IV du chapitre I<sup>er</sup> du livre II, le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive » ;

12° À l'article 1723 ter-00 B, le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive » ;

13° Au troisième alinéa du 1 du IV de l'article 1727, le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive » ;

14° Au 1 de l'article 1730, le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive » ;

15° Au 2 de l'article 1731 bis, le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive ».

II. – Le livre des procédures fiscales est ainsi modifié :

1° Aux intitulés du II de la section II du chapitre I<sup>er</sup> du titre II de la première partie et du B de ce même II, le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive » ;

2° Aux premier et dernier alinéas de l'article L. 23 A, le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive » ;

3° À l'article L. 59 B, le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive » ;

4° À l'article L. 72 A, le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive » ;

5° Au premier alinéa de l'article L. 107 B, le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive » ;

6° À l'intitulé de la section IV du chapitre IV du titre II de la première partie, le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive » ;

7° Aux premier et second alinéas de l'article L. 180, le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive » ;

8° À l'article L. 181-0 A, le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive » ;

9° À l'intitulé du III de la même section IV du chapitre IV du titre II de la première partie, le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive » ;

10° À l'article L. 183 A, le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive » ;

11° À la première phrase du second alinéa de l'article L. 199, le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive » ;

12° À la première phrase de l'avant-dernier alinéa de l'article L. 247, le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive » ;

13° Au premier alinéa de l'article L. 253, le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive ».

III. – Le livre II du code monétaire et financier est ainsi modifié :

1° Au IV de l'article L. 212-3, le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive » ;

2° Au dernier alinéa de l'article L. 214-121, les mots : « , à l'exception de l'article 976 du code général des impôts » sont supprimés.

IV. – Le code du patrimoine est ainsi modifié :

1° L'article L. 122-10 est ainsi rétabli :

« Art. L. 122-10. – Les règles fiscales applicables aux objets d'antiquité, d'art ou de collection pour l'impôt sur la fortune improductive sont fixées à l'article 975 du code général des impôts. » ;

2° À l'article L. 623-1, les mots : « à l'article 795 A et à l'article 975 » sont remplacés par les mots : « et à l'article 795 A ».

V. – À la première phrase de l'article L. 822-8 du code de la construction et de l'habitation, le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive ».

VI. – À la seconde phrase du premier alinéa du I de l'article 5 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive ».

VII. – La perte de recettes éventuelle résultant pour l'État du remplacement de l'impôt sur la fortune immobilière par un impôt sur la fortune improductive est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

## **OBJET**

Le présent amendement vise à remplacer l'IFI, impôt sur la fortune « immobilière », en impôt sur la fortune « improductive ».

En effet, l'assiette de l'IFI, composée des actifs immobiliers non affectés à l'activité professionnelle de leur propriétaire, apparaît incohérente économiquement.

D'une part, la « pierre-papier » et l'investissement locatif sont inclus dans le périmètre de l'IFI, alors même qu'il s'agit indéniablement de placements productifs qui contribuent à la croissance, tout en répondant aux besoins des ménages et des entreprises. De ce point de vue, il est faux de considérer l'immobilier comme un investissement improductif.

D'autre part, l'IFI exclut de son assiette des actifs qui ne contribuent manifestement pas au dynamisme de l'économie française. En effet, le choix de circonscrire le périmètre de l'actuel IFI aux seuls actifs immobiliers conduit à exonérer des éléments du patrimoine tels que les liquidités et les biens de consommation, qui représentaient une part substantielle de l'assiette de l'ISF et peuvent difficilement être qualifiés de « productifs ».

Paradoxalement, une stratégie indubitablement « anti-économique » consistant à vendre un appartement aujourd'hui loué à titre non professionnel pour laisser le produit de la vente sur son compte courant ou acheter un *yatch* permet aujourd'hui d'échapper à l'IFI.

Avec le présent amendement, seraient notamment inclus dans l'assiette de cet IFI rénové :

- les immeubles non bâtis (ex : terrains constructibles), lorsqu'ils ne sont pas affectés à une activité économique ;
- les liquidités et placements financiers assimilés (compte courant, livrets, fonds monétaires, etc.) ;
- les biens meubles corporels (objets précieux, voitures, yachts, avions, meubles meublants, etc.) ;
- les actifs numériques (ex : *bitcoins*) ;
- les droits de la propriété littéraire, artistique et industrielle, lorsque le redevable n'en est ni l'auteur, ni l'inventeur.

Avec cette assiette, les incitations économiques seraient en conformité avec l'objectif initialement affiché, qui était d'encourager l'investissement productif. À titre d'exemple :

- un particulier qui déciderait de mobiliser un terrain constructible pour réaliser un investissement locatif serait exonéré d'impôt au titre du logement mis en location, ce qui n'est pas le cas avec l'IFI actuel ;
- un contribuable qui déciderait d'investir dans une PME serait mieux traité fiscalement qu'un redevable qui choisirait de laisser son épargne sur son compte courant, ce qui n'est pas le cas avec l'IFI actuel.

Par rapport à l'IFI actuel, le seuil d'assujettissement serait en outre relevé, afin de ne pas imposer les ménages qui, sans pouvoir être qualifiés de fortunés, sont devenus imposables du seul fait de l'inflation cumulée.

Pour rappel, le présent amendement avait déjà été adopté par le Sénat, à l'initiative de l'ancien rapporteur général de la commission des finances, Albéric de Montgolfier, lors de l'examen du projet de loi de finances pour 2020, avec cependant une entrée en vigueur différée (1<sup>er</sup> janvier 2021).

La présente mouture prévoit, quant à elle, un remplacement de l'impôt sur la fortune immobilière par un impôt sur la fortune improductive dès 2024.

Ce même amendement a été adopté par le Sénat lors de l'examen du projet de loi de finances initiale (PLFI) et du premier projet de loi de finances rectificative (PLFR) pour 2022, ainsi que l'an dernier à l'occasion de l'examen du projet de loi de finances pour 2023.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. DELAHAYE

et les membres du groupe Union Centriste

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEXIES

Après l'article 3 sexies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après la première phrase du premier alinéa du I de l'article 150 VB, est insérée une phrase ainsi rédigée : « Le prix d'acquisition s'entend également de l'effet de l'érosion de la valeur de la monnaie pendant la durée de détention du bien. » ;

2° Les premier à sixième alinéas du I de l'article 150 VC sont remplacés par un alinéa ainsi rédigé :

« I. – Pour la prise en compte de l'effet de l'érosion de la valeur de la monnaie mentionnée au I de l'article 150 VB, dans l'établissement du prix d'acquisition, la durée de détention est décomptée : » ;

3° L'article 200 B est ainsi modifié :

a) À la première phrase du premier alinéa, le taux : « 19 % » est remplacé par le taux : « 9 % » ;

b) Après la même première phrase, est insérée une phrase ainsi rédigée : « Pour les cessions intervenant après moins de deux ans de détention, les plus-values réalisées sont, par exception, imposées au taux forfaitaire de 18 %. » ;

4° L'article 235 ter est complété par un paragraphe ainsi rédigé :

« ... – Par exception au III du présent article, les plus-values de cessions immobilières mentionnées au septième alinéa du I de l'article L. 136-6 sont soumises à un taux de 4 % de prélèvements de solidarité pour les cessions intervenant après moins de deux ans de détention. Pour les cessions intervenant après plus de deux ans de détention, le taux de prélèvements de solidarité est de 3 %.

« Le produit de ces prélèvements est ainsi réparti :

« 1° Une part correspondant à un taux de 1 % à la caisse d'amortissement de la dette sociale, quelle que soit la durée de détention ;

« 2° Une part correspondant à un taux de 1 % à la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés, quelle que soit la durée de détention ;

« 3° Une part correspondant à un taux de 2 % à la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés pour les cessions intervenant après moins de deux ans de détention. Pour les cessions intervenant après plus de deux ans de détention, le taux correspondant est de 1 %. » ;

5° L'article 1609 nonies G est abrogé.

II. – Le code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Le I de l'article L. 136-6 est ainsi modifié :

a) Au e, après les mots : « plus-values », sont insérés les mots : « de cessions mobilières » ;

b) Après le même e, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ... ) Des plus-values de cessions immobilières et de terrains à bâtir soumises à l'impôt sur le revenu ; »

2° Le I de l'article L. 136-8 est ainsi modifié :

a) Au 2°, après la référence : « L. 136-6 », sont insérés les mots : « , à l'exception des plus-values de cessions immobilières mentionnées au septième alinéa du I du même article L. 136-6, » ;

b) Après le même 2°, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ...° À 8 % pour les plus-values mentionnées au septième alinéa du I de l'article L. 136-6 pour les cessions intervenant après moins de deux ans de détention. À 3 % pour les plus-values mentionnées au même septième alinéa pour les cessions intervenant après plus de deux ans de détention ; ».

III. – Le III de l'article 27 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 est abrogé.

IV. – Le présent article s'applique aux cessions intervenant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

V. – La perte de recettes résultant pour l'État des I à IV est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

VI. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du II est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

## **OBJET**

Le présent amendement a pour objet de réformer le régime des plus-values de cessions immobilières.

Le régime actuel repose sur un principe simple : lutter contre la spéculation en favorisant les détentions longues. Juridiquement, cela se traduit par un taux d'imposition de 19 %, un taux de prélèvements sociaux de 17,2 % et un double régime d'abattements fiscal et social suivant la durée de détention.

Cette double finalité a eu son utilité et sa justification économique. Toutefois, ce régime ne semble plus en mesure de répondre à la fois à la crise du logement et à la crise de la construction dont souffre une large partie de la population.

Aussi, afin de dynamiser le rythme des transactions en toute neutralité fiscale, le présent amendement propose :

- de diminuer le taux réel d'imposition de 36,2 % à 15 % (dont 9 % au titre de l'impôt sur le revenu et 6 % au titre de la CSG et des prélèvements sociaux) après deux années de détention ;
- de prévenir la spéculation immobilière en maintenant un taux réel d'imposition de 30 % pour les cessions intervenant après une période de détention des biens de moins de deux ans ;
- de rendre le taux réel d'imposition de droit commun unique et permanent, quelle que soit la durée de détention, afin de favoriser les cessions des biens détenus depuis peu, à l'image des régimes en vigueur dans de nombreux pays européens comme la Suède, le Royaume-Uni ou encore l'Espagne ;
- de supprimer le régime actuel d'abattements pour durée de détention, ainsi que les abattements exceptionnels, tout en prenant en compte l'érosion monétaire dans le calcul de la plus-value, afin de contribuer à la neutralité fiscale et sociale de la mesure dans le respect du principe constitutionnel d'égalité devant les charges publiques.

Afin de ne pas pénaliser les propriétaires qui ont fait le choix de la détention longue, les dispositions du présent amendement n'entreraient en vigueur que pour les cessions intervenant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025. Les propriétaires de biens détenus de longue date pourraient ainsi profiter des prochains mois pour réaliser leur vente avant la modification du régime fiscal applicable.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DELCROS, CANÉVET, DELAHAYE  
et les membres du groupe Union Centriste

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 QUINQUIES**

Après l'article 3 quinquies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 91 du code général des impôts est ainsi rétabli :

« Art. 91. – Lorsque le titulaire d'un plan d'épargne retraite mentionné à l'article 71 de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises décède, les sommes perçues au titre de ce plan sous forme de rente ou de capital, par ses héritiers ou par les personnes désignées comme bénéficiaires, sont soumises à l'impôt sur le revenu dans les conditions de droit commun. »

**OBJET**

Créé en 2019 au moyen de la loi relative à la croissance et la transformation des entreprises (PACTE), le nouveau plan d'épargne retraite (PER) a créé une niche fiscale implicite sur la transmission du patrimoine des plus aisés, qui peuvent contourner l'impôt sur le revenu (IR) grâce à une faille du dispositif.

Lorsqu'ils abondent leur PER, les contribuables peuvent déduire le montant versé de leur impôt, jusqu'à un plafond fixé à 10 % de leur revenu imposable. Lorsqu'ils récupèrent leur épargne pendant leur retraite, les versements de leur assurance sont imposés au titre de l'IR.

Ce mécanisme porte une faille permettant d'échapper au rattrapage fiscal. En effet, si le PER n'est jamais liquidé, les fonds échappent à l'imposition sur le revenu. Lors du décès du souscripteur, ses héritiers pourront les récupérer sans avoir à compenser la réduction fiscale initiale, et devront seulement régler les droits de succession

Ce comportement d'optimisation fiscale n'était pas possible avec le plan d'épargne retraite populaire (PERP), qui constituait la principale offre individuelle pour les salariés avant la loi PACTE, et ne pouvait être légué sous forme de capital.

Cet avantage est d'autant plus important que les revenus du foyer fiscal sont élevés. Dans les faits, a ainsi estimé l'économiste Antoine Levy, qui évaluait entre 3 et 4 Md€ la faille du dispositif, « ce n'est intéressant que pour les 1 à 2 millions de foyers les plus aisés, qui paient beaucoup d'IR et ont suffisamment de patrimoine pour ne pas avoir besoin de débloquer leur PER à la retraite ».

Le présent amendement a donc pour objet de corriger cette faille, au nom de la justice fiscale comme de la résorption du déficit budgétaire.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. DELCROS

et les membres du groupe Union Centriste

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 2**

Après l'article 2

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le 1 du I de l'article 223 sexies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au troisième alinéa, après le montant : « 500 000 € », sont insérés les mots : « et inférieure ou égale à 750 000 € » et après le montant : « 1 000 000 € », sont insérés les mots : « et inférieure ou égale à 1 250 000 € » ;

2° Après le troisième alinéa, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

« – 5 % à la fraction de revenu fiscal de référence supérieure à 750 000 € et inférieure ou égale à 1 000 000 € pour les contribuables célibataires, veufs, séparés ou divorcés et à la fraction de revenu fiscal de référence supérieure à 1 250 000 € et inférieure ou égale à 1 500 000 € pour les contribuables soumis à imposition commune ;

« – 6 % à la fraction de revenu fiscal de référence supérieure à 1 000 000 € pour les contribuables célibataires, veufs, séparés ou divorcés et à la fraction de revenu fiscal de référence supérieure à 1 500 000 € pour les contribuables soumis à imposition commune. »

**OBJET**

Le présent amendement vise à renforcer la progressivité de la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus (CEHR) créée en loi de finances pour 2012 à l'initiative de Nicolas Sarkozy.

Le barème de la CEHR est aujourd'hui le suivant : 3 % entre 250 001 euros et 500 000 euros et 4 % au-delà de 500 000 euros pour une personne seule (célibataire, veuve, séparée ou divorcée) ; 3 % entre 500 001 euros et 1 M€ et 4 % au-delà de 1 M€ pour un couple (marié ou pacsé) soumis à imposition commune.

Il est ici proposé d'appliquer un taux de 5 % entre 750 001 euros et 1 M€ et de 6 % au-delà de 1 M€ pour une personne seule ; et un taux de 5 % entre 1,25 M€ et 1,5 M€ et de 6 % au-delà de 1,5 M€ pour un couple.

Ce renforcement de la CEHR (dite « surtaxe Sarkozy »), qui a généré 1,5 Md€ de recettes fiscales en 2022, est justifiée autant par la nécessité de redresser les comptes publics que par la justice fiscale.



En effet, une partie importante des revenus assujettis est constituée de plus-values mobilières et de revenus de capitaux mobiliers (intérêts, produits ou dividendes) qui échappent à la progressivité de l'impôt sur le revenu depuis la mise en place du prélèvement forfaitaire unique (PFU) en 2018.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Stéphane DEMILLY, CAPO-CANELLAS, HENNO, COURTIAL et HOUPERT, Mme SOLLOGOUB,  
MM. KERN, BRAULT et CHAUVET, Mme JACQUEMET, M. HINGRAY, Mme Pauline MARTIN,  
M. LEVI, Mme BILLON et M. BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 15

Après l'alinéa 71

Insérer un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La taxe objet du I prend fin au dernier exercice clos à l'achèvement de l'année 2029.

**OBJET**

Cet amendement vise à limiter dans le temps la taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance, créée par l'article 15 du projet de loi de finances pour 2024.

Cette taxe a pour objet, d'après l'exposé des motifs du présent projet de loi, de financer « des investissements massifs dans les infrastructures, notamment ferroviaires, favorisant la réduction de l'impact des mobilités sur l'environnement ».

Il est impératif, au regard de l'enjeu climatique et de notre souveraineté économique, que la taxation du secteur aérien contribue à financer la transition écologique de ce secteur, qu'il s'agisse du renouvellement des flottes ou du soutien au carburants d'aviation durables. Notre pays ne dispose, à ce jour, d'aucune filière industrielle nationale capable de fournir à nos compagnies aériennes des carburants d'aviation durables en quantités suffisantes.

Les annonces gouvernementales selon lesquelles cette taxe serait applicable pendant cinq ans ne sont pas inscrites dans le présent projet de loi.

Or un tel prélèvement impacterait de manière durable les capacités d'investissements des exploitants visés, et limiterait d'autant les efforts des sociétés concernés pour assurer leur transition écologique et leur modernisation.

Cet amendement vise ainsi à s'assurer qu'une telle taxe ne serait pas maintenu au-delà de l'année 2029.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Stéphane DEMILLY et LAUGIER, Mme DEVÉSA, MM. HENNO, COURTIAL et HOUPERT, Mmes SOLLOGOUB et GUIDEZ, MM. LEMOYNE, CAMBIER, KERN, BRAULT, MAUREY et CHAUVET, Mme JACQUEMET, MM. CAPO-CANELLAS, CHASSEING et HINGRAY, Mmes Pauline MARTIN, PERROT et BILLON et MM. Jean-Michel ARNAUD et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 26**

Après l'article 26

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article L. 2334-24 du code général des collectivités territoriales est complété par cinq alinéas ainsi rédigés :

« Le produit des amendes de police relatives aux actes d'incivilités listés à l'article R. 15-33-29-3 du code de procédure pénale est reversé au profit des communes proportionnellement au nombre de contraventions dressées sur le territoire communal, le budget de l'État conservant les "frais de recouvrement".

« Elles sont imputées dans les comptes de l'État sur le compte 65312 correspondant à des "transferts directs autres que prélèvements sur recettes" au profit des collectivités territoriales du plan comptable de l'État.

« L'encaissement par la commune se traduit comptablement par la création d'une pièce de recettes : débit du compte 515 "Compte au Trésor" par le crédit du compte 4648 "Autres encaissements pour le compte de tiers".

« La part des recettes issues de ces amendes correspondant au coût de leur mise en œuvre est retracé dans les comptes de la commune par l'émission d'un titre de recettes au crédit du compte 703 "Redevances et recettes d'utilisation du domaine".

« Un décret en Conseil d'État fixe, en tant que de besoin, les modalités d'application de cet article.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à reverser aux communes concernées par des actes d'incivilités le produit des amendes de police qui y sont liées.

Dépôts sauvages, mégots jetés à même le sol, déjections canines non ramassées, pollutions sonores des boosters pétaradant et voitures « trafiquées » ... Ces incivilités quotidiennes détériorent la qualité des espaces publics, dégradent l'environnement et nuisent à la qualité de vie des administrés.

Des sanctions pénales existent, et le pouvoir de police municipale du maire peut également régir la lutte contre une grande partie des incivilités (article L.2212-2 du Code général des collectivités territoriales).

Nos élus sont ainsi en première ligne face à ces comportements inciviques et il est nécessaire qu'ils puissent être soutenus afin de pouvoir appliquer l'ensemble de leurs prérogatives.

Les actes d'incivilités engendrent un impact financier non négligeable pour nos communes, notamment dans le cadre de dégradations.

C'est pourquoi il convient d'affecter aux budgets des communes le produit des contraventions dressées sur leur territoire. Le Budget de l'Etat conserve une part de ce produit correspondant aux frais de recouvrement.

Ce reversement s'effectue en section de fonctionnement par une recette libre d'emploi et dans le respect du principe de libre administration des collectivités territoriales.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Stéphane DEMILLY, HENNO, COURTIAL et HOUPERT, Mmes SOLLOGOUB et GUIDEZ,  
MM. KERN, BRAULT et CHAUVET, Mme JACQUEMET, MM. CAPO-CANELLAS, HINGRAY et LEVI,  
Mme BILLON, M. Jean-Michel ARNAUD, Mme ROMAGNY et M. BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 278-0 bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ... – Les matériaux issus du réemploi de déchets provenant des matériaux et produits, y compris de décoration, fabriqués en vue d'être incorporés, assemblés, utilisés ou installés de façon durable dans des ouvrages ou des parties d'ouvrages de construction, ainsi que pour l'aménagement des parcelles sur lesquelles sont construits ces ouvrages. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement a pour objectif de soutenir la valorisation et le réemploi des déchets provenant des matériaux et produits de chantiers en leur appliquant un taux réduit de Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de 5,5 %.

En France, le secteur du bâtiment représente plus de 46 millions de tonnes de déchets par an. Selon le Plan Régional de Gestion des Déchets, 90 % de ces déchets sont dits « non dangereux » et donc potentiellement valorisables, s'ils ne sont pas enfouis ni incinérés.

Compte tenu de la raréfaction des sites d'enfouissement, ainsi que d'une prise de conscience environnementale générale sur la question des déchets et des ressources, une meilleure valorisation doit aujourd'hui être soutenue, dans la continuité de la récente législation française.

La loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (loi AGEC) a créé une nouvelle filière REP du bâtiment (responsabilité élargie des producteurs), afin de permettre la mise en place de filières de recyclage et de réemploi des déchets issus du secteur du bâtiment.

Cette loi met également en place l'obligation de mener un diagnostic des matériaux et déchets concernant les opérations de réhabilitation ou de construction de plus de 1000 m<sup>2</sup>. Cela permet d'avoir



un aperçu préalable des matériaux nécessaires et des déchets créés, afin d'optimiser l'utilisation de matériaux de réemploi et de mener les déchets vers la filière la plus adaptée.

Ainsi, de nombreuses démarches collaboratives ont été initiées entre l'État et les professionnels du secteur pour encourager le tri et le recyclage des déchets du bâtiment. Mais malgré cela, ce type de déchets n'est pas encore suffisamment valorisé en France.

Cela représente un gâchis de matériaux mais aussi une pollution liée à l'enfouissement et à l'incinération.

En effet, l'enfouissement des déchets provoque un risque important de pollution des sols et des nappes phréatiques, et l'incinération engendre des émissions de CO<sup>2</sup> et de métaux lourds.

Les matériaux provenant du réemploi répondent à un enjeu majeur de notre époque, celui de bâtir un monde plus résilient au travers de la réhabilitation de ce qui existe déjà.

Pour que ces matériaux soient retenus au moment de la passation des marchés, leurs prix doivent être compétitifs. Notre fiscalité peut et doit soutenir la transition écologique et énergétique dans le secteur du bâtiment.

Il sera bien sûr nécessaire de proposer et d'engager une évolution du droit européen. En effet, la fixation des taux de TVA est encadrée par la *Directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée*, qui comporte en annexe une liste de biens et services auquel peut s'appliquer un taux de TVA réduit.

En ce qui concerne le secteur du bâtiment, la directive prévoit que le taux réduit peut s'appliquer à la livraison, à la construction, à la rénovation et à la transformation de logements sociaux. Il peut également s'appliquer à la rénovation et à la réparation de logements privés. Cette directive ne vise ainsi pas les matériaux en tant que tels.

Une évolution du droit européen et national permettrait de soutenir la compétitivité du secteur du bâtiment en France, de lutter contre les pollutions liées à l'enfouissement et à l'incinération, et de favoriser l'émergence de filières de revalorisation des déchets, avec comme bénéfice directe la création de nombreux emplois qualifiés, adaptés à ces solutions constructives et bas carbone.





N°	I-771
----	-------

**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme CAZEBONNE

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le 3° du 4 de l'article 261 du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« 3° ... Les interventions médicales et chirurgicales effectuées dans l'exercice de la profession de vétérinaire tel que défini au titre IV du livre II du code rural et de la pêche maritime, lorsqu'elles sont réalisées pour un refuge au sens du II de l'article L. 214-6 du même code ou pour une fondation reconnue d'utilité publique ou une association régulièrement déclarée depuis au moins cinq ans, dont l'objet social est la protection animale ; ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les frais vétérinaires pèsent lourdement dans les dépenses des refuges, fondations, associations qui récupèrent des animaux maltraités, blessés, abandonnés. La société compte sur elles pour faire ce travail d'intérêt général. Il est proposé une exonération de la TVA sur ces frais vétérinaires pour soulager leurs finances. Toutefois, afin d'éviter un détournement de cette disposition par des personnes peu scrupuleuses qui créeraient une association à seule fin de bénéficier de tarifs vétérinaires exonérés de taxe, cet amendement fixe un principe de reconnaissance statutaire et un cadre aux fondations et associations bénéficiaires.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Stéphane DEMILLY, HENNO et COURTIAL, Mmes SOLLOGOUB et GUIDEZ, MM. KERN et CHAUVET, Mme JACQUEMET, MM. CAPO-CANELLAS, HINGRAY et LEVI, Mme BILLON et  
MM. Jean-Michel ARNAUD et BLEUNVEN

ARTICLE 16

I. - Alinéa 123, tableau, treizième ligne

1° Deuxième colonne

Remplacer le nombre :

1,41

par le nombre :

0,5

2° Quatrième colonne

Remplacer le nombre :

2,82

par le nombre :

1

II.- Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

....- La perte de recettes pour les agences de l'eau résultant du I est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

....- La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le PLF prévoit un relèvement des taux plafonds de 40 % et l'instauration de taux planchers, fixé à 28 % du plafond pour les différents usages.Or, selon les bassins, pour l'irrigation, les taux actuels sont

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

très différents, tant pour les prélèvements en catégorie 1 (hors zone de répartition des eaux, gestion par un Organisme Unique de Gestion Collective et retenues collinaires) et en catégorie 2 (en zone de répartition des eaux).

Les bassins les plus touchés en irrigation non gravitaire en zone de répartition des eaux sont les bassins Rhône Méditerranée Corse et Adour-Garonne, avec respectivement une multiplication par 3,5 et 2,3, du fait du plancher envisagé très élevé.

Selon le ministère de la Transition Ecologique, la hausse serait au minimum, pour les agriculteurs, de 6,22 M€ en Rhône Méditerranée Corse (+ 144 %), de 3,8 M€ en Adour-Garonne (+ 49 %) et de 100 K€ en Rhin-Meuse.

Au total, c'est un minimum de 10 M€ d'augmentation de redevance prélèvement qui est mécaniquement attendu par la fixation des planchers, soit + 37 % (recette actuelle de l'ordre de 26,9 M€ en moyenne entre 2019 et 2022). Les augmentations pourraient atteindre jusqu'à 60 €/ha, par ex en Adour-Garonne, pour un apport moyen à l'hectare de 3 760 m<sup>3</sup> (passage de 46 €/ha à 106 €/ha).

Elles pourraient même être bien supérieures avec le relèvement des plafonds de 40 %. Des augmentations aussi fortes ne sont tenables par aucun acteur économique, d'autant qu'elles viendront impacter fortement y compris ceux qui ont investis pour gagner en efficacité à l'hectare. Elles limiteront en outre la capacité d'investissement des agriculteurs pour répondre aux différents enjeux de la planification écologique.

Elles sont d'autant plus inacceptables que, malgré les demandes pour une meilleure transparence, la profession agricole ne dispose pas de visibilité sur les financements actuels des agences de l'eau en faveur de la gestion quantitative de l'eau, en particulier sur la sécurisation des ressources en eau.

L'amendement vise donc à abaisser le plancher de la redevance pour l'irrigation non gravitaire à 0,5 centime d'€/m<sup>3</sup> en catégorie 1 et 1 centime d'€/m<sup>3</sup> en catégorie 2. Cela correspond à 10% du plafond, au lieu de 28 %.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Stéphane DEMILLY, HENNO et COURTIAL, Mmes SOLLOGOUB et GUIDEZ, M. CHAUVET, Mme JACQUEMET, MM. CAPO-CANELLAS, HINGRAY et LEVI, Mme BILLON et MM. Jean-Michel ARNAUD et BLEUNVEN

C	
G	

ARTICLE 16

I. – Alinéas 110 et 111

Supprimer ces alinéas.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – La perte de recettes pour les agences de l'eau résultant du I est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'augmentation de la redevance pour pollution diffuse est vécue comme un impôt supplémentaire de 37 millions d'euros sur la production, visant à assurer une recette permanente à la redevance pour pollution diffuse, même quand les utilisations de produits phytosanitaires baissent.

Les 37 M€ s'ajouteraient aux 171 M€ déjà collectés en moyenne entre 2019 et 2022 (+ 22 %).

Cela aggraverait les distorsions de concurrence avec les producteurs des autres Etats Membres de l'Union Européenne.

Une telle augmentation impacterait négativement les investissements sur les exploitations agricoles, quand est déjà attendu de l'agriculture une accélération de la transition agroécologique et une contribution à la planification écologique. Et ce d'autant plus que les éléments chiffrés enfin obtenus sur les actions financées par les agences de l'eau en matière de réduction de l'usage des produits phytosanitaires traduisent leur faible accompagnement de l'agriculture conventionnelle dans la transition.



Enfin, l'augmentation affecterait de manière différenciée les cultures, certains producteurs n'ayant plus accès, pour certaines maladies ou certains bioagresseurs, qu'à des produits fortement taxés.

En conséquence, l'amendement vise à maintenir les taux actuels pour la redevance pour pollution diffuse.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Stéphane DEMILLY, HENNO et COURTIAL, Mmes SOLLOGOUB et GUIDEZ, MM. KERN et CHAUVET, Mme JACQUEMET, MM. CAPO-CANELLAS et HINGRAY, Mme BILLON et M. BLEUNVEN

ARTICLE 16

## I. – Alinéa 38

Supprimer cet alinéa.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent projet de loi instaure un article spécifique pour la redevance élevage, en reprenant l'assiette et le taux inscrits actuellement dans le code de l'environnement.

Il introduit en outre des possibilités d'adaptation, par unité géographique au sein des bassins, du taux et prévoit, comme pour les autres redevances, une indexation du taux de 3 € / Unité Gros Bétail sur l'inflation.

Les possibilités d'adapter la redevance élevage par territoire risquent de fragiliser encore l'élevage, au moment où l'enjeu premier est le renouvellement des générations d'éleveurs et notre souveraineté alimentaire.

Le présent amendement vise donc à retirer ces possibilités d'adapter le tarif de 3 € / UGB par unité géographique, en maintenant l'exception des activités agricoles.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Stéphane DEMILLY, HENNO et COURTIAL, Mmes SOLLOGOUB et GUIDEZ, MM. KERN et CHAUVET, Mme JACQUEMET, MM. CAPO-CANELLAS, HINGRAY et LEVI, Mme BILLON et M. BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 12

## I. – Alinéa 85

Remplacer les mots :

Les A et C s'appliquent

par les mots

Le C s'applique

## II. – Alinéa 86

Supprimer cet alinéa.

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant des I et II, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La remise en cause progressive de la détaxation du gazole non routier (GNR) représente un effort budgétaire annuel de 70 millions d'euros par an jusqu'en 2030, qui se traduit par une hausse de 2,85 € par hectolitre, dès le 1er janvier 2024 pour l'ensemble des exploitations agricoles pour 2024.

Pour compenser la hausse des charges supportées par les exploitants agricoles, il a été acté un rehaussement des plafonds de plusieurs dispositifs fiscaux (l'exonération des plus-values des petites entreprises, la déduction pour épargne de précaution...).

En l'état de la rédaction de l'article 12 du présent projet de loi, les mesures compensatoires présentées ne seront applicables qu'à compter de l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année 2024. Un report de l'entrée en vigueur des mesures compensatoires aurait pour effet de faire supporter la hausse du prix du GNR aux agriculteurs dès le 1er janvier 2024 sans qu'ils bénéficient par ailleurs des mesures de compensations.

L'engagement pris par le gouvernement étant de compenser la réduction partielle de la détaxation du GNR « à l'euro près » en faveur des agriculteurs, l'entrée en vigueur des mesures compensatoires doit nécessairement être concomitante aux hausses de charges.

Le présent amendement a donc pour objet de rendre applicable l'augmentation des plafonds de la déduction pour épargne de précaution (DEP) et de l'exonération des plus-values dès le 1er janvier 2023.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Stéphane DEMILLY, HENNO et COURTIAL, Mme SOLLOGOUB, MM. KERN et CHAUVET,  
Mme JACQUEMET, MM. CAPO-CANELLAS et HINGRAY, Mme BILLON et  
MM. VANLERENBERGHE et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 5 OCTOTRICIES**

I. – Alinéas 1, 2, 3, 5, 6, 7

Remplacer chaque occurrence du mot :

déduction

par le mot :

provision

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'objet de cet amendement est d'apporter une précision sur la nature fiscale et comptable de la déduction mise en place par l'article 5 octotricies.

En effet, le présent dispositif instaure une déduction fiscale dont l'objet est d'atténuer les conséquences de l'appréciation de leurs stocks par les éleveurs de bovins laitiers et allaitants. Le dispositif adopté vise ainsi à reporter l'imposition d'une partie de l'augmentation de la valeur des stocks de vaches laitières et allaitantes afin de limiter au mieux le sursaut d'imposition résultant des règles de valorisation spécifiques des stocks agricoles, lesquelles sont fonction du cours du jour de la viande.

Ce nouveau dispositif présente des caractéristiques très proches de celles de la provision pour hausse de prix (PHP) visée à l'article 39, 1-5° (11e à 14e al.) du CGI, laquelle constitue une provision règlementée au sens fiscal.

Cette dernière, applicable aux entreprises industrielles et commerciales, a pour seul objet de limiter les effets fiscaux de l'augmentation de la valeur des stocks due principalement à la flambée des



matières premières, tout comme le présent dispositif adopté pour les exploitants agricoles limitant les conséquences de la valorisation fiscale du cheptel bovin.

En outre, à l'instar de la PHP, le montant de la provision fiscale déductible est plafonné. De même, elle est rapportée de plein droit aux bénéfices imposables de l'exercice en cours à l'expiration de la sixième année suivant celle de sa constitution, sauf à avoir été réintégrée au résultat avant cette échéance.

Cette déduction impose un suivi à l'animal et donc le déploiement de diligences comptables importante qui, par nature, ne peuvent être extra-comptables.

Il est important que le résultat fiscal et comptable ne s'éloignent pas trop l'un de l'autre quand la déduction opérée est la conséquence de la situation économique, à l'instar de la PHP.

Enfin, dans la logique de l'intégration du Plan comptable agricole au Plan comptable général (PCG) opérée en 2019 et 2020, il est primordial que les règles des entreprises agricoles suivent celles des autres entreprises. Ainsi, les agriculteurs ont la faculté de créer des provisions, non seulement en comptabilité, mais également en fiscalité, et la présente déduction doit donc s'inscrire pleinement dans le corpus des règles comptables applicables à toute entreprise.

C'est pourquoi, à l'instar du dispositif dont elle s'inspire, cette provision doit être comptabilisée au titre des « provisions réglementées », cette inscription conditionnera sa déductibilité fiscale (cf. article 313-1 du PCG).

Ainsi, il est proposé de préciser le régime de la déduction fiscale relative à la valorisation des stocks de vaches laitières et allaitantes en qualifiant cette déduction de provision réglementée au sens du droit comptable. Il est précisé que cette qualification n'emporte aucune conséquence pour le budget de l'Etat.





## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. Stéphane DEMILLY, HENNO et COURTIAL, Mme SOLLOGOUB, MM. KERN et CHAUVET,  
Mme JACQUEMET, MM. CAPO-CANELLAS, HINGRAY et LEVI, Mmes BILLON et ROMAGNY et  
M. BLEUNVEN

C	
G	

### ARTICLE 12

#### I. – Alinéa 3

Remplacer le montant :

32 608 €

par le montant :

56 239 €

#### II. – Alinéa 4

a) Remplacer le montant :

32 608 €

par le montant :

56 239 €

b) Remplacer le montant :

60 385 €

par le montant :

80 612 €

#### III. – Alinéa 5

a) Remplacer le montant :

40 942 €

par le montant :

63 551 €

b) Remplacer le montant :

60 385 €

par le montant :

80 612 €

c) Remplacer le montant :

90 579 €

par le montant :

107 105 €

IV. – Alinéa 6

a) Remplacer le montant :

46 979 €

par le montant :

68 850 €

b) Remplacer le montant :

90 579 €

par le montant :

107 105 €

c) Remplacer le montant :

120 771 €

par le montant :

133 597 €

V. – Alinéa 7

a) Remplacer le montant :

50 000 €

par le montant :

71 500 €

b) Remplacer le montant :

120 771 €

par le montant :

133 597 €

VI. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Une entreprise agricole se doit d'anticiper au mieux les variations de résultats, mais également les variations de ses charges. Or, la récurrence des aléas climatiques s'est amplifiée ces dernières années rendant de plus en plus indispensable le pilotage économique pluriannuel des exploitations.

La déduction pour épargne de précaution, en tant que pierre angulaire de la gestion pluriannuelle des risques de l'exploitation agricole, occupe désormais une place centrale dans les outils à disposition des exploitants, mais doit être adaptée à la réalité économique des exploitations agricoles.

L'évolution des plafonds de déduction de l'épargne de précaution, proposée à l'article 12 du projet de loi de finances et visant à compenser la suppression partielle de la détaxation du GNR, est insuffisante pour absorber en plus des charges supplémentaires en matière de carburants, les charges inhérentes à la volatilité des résultats agricoles.

L'objet de cet amendement est d'augmenter les plafonds de déduction pour épargne de précaution, tout en les rendant plus progressifs, afin de répondre au mieux aux besoins des exploitants agricoles. L'objectif est de parvenir à 100 % de déduction potentielle jusqu'à 56 239 € de résultat, puis d'aller progressivement jusqu'à 71 500€ de déduction dans la limite de 133 597 € de résultat.

La suppression partielle de la détaxation du GNR s'ajoute à la récurrence croissante des aléas climatiques et leur amplitude. Ces phénomènes nécessitent une augmentation des seuils de déduction comme du plafond pluriannuel de déduction, afin que les exploitants puissent, plus rapidement, atteindre un niveau de déduction à même de leur garantir un résultat moyen constant, gage de résilience Cette évolution permettra lors des très bonnes années d'augmenter l'épargne dédiée à la gestion des risques de l'exploitation, tout en limitant l'impact fiscal et social de ces variations inhabituelles du revenu.

Le relèvement du plafond pluriannuel de déduction à 240 000€, pour maintenir le ratio actuel, fait l'objet d'un amendement indépendant.

Rappelons enfin que les sommes épargnées doivent être utilisées pour les besoins de l'exploitation, faisant de la constitution de cette épargne un élément de résilience déterminant.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Stéphane DEMILLY, HENNO et COURTIAL, Mmes SOLLOGOUB et GUIDEZ, MM. KERN et CHAUVET, Mme JACQUEMET, MM. CAPO-CANELLAS, HINGRAY et LEVI, Mme BILLON et M. BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 12

## I. – Après l’alinéa 7

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

...° Aux 1° et 2° du 2 du I, les deux occurrences du montant : « 150 000 € » sont remplacées par le montant : « 240 000 € ».

II. – La perte de recettes résultant pour l’État du I est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Une entreprise agricole se doit d’anticiper au mieux les variations de son résultat, mais également les variations de ses charges. Or, la récurrence des aléas climatiques s’est amplifiée ces dernières années rendant de plus en plus indispensable le pilotage économique pluriannuel des exploitations.

La déduction pour épargne de précaution, en tant que pierre angulaire de la gestion pluriannuelle des risques de l’exploitation agricole, occupe désormais une place centrale dans les outils à disposition des exploitants, mais doit être adaptée à la réalité économique des exploitations agricoles.

L’évolution des plafonds de déduction de l’épargne de précaution fixés par exercice de douze mois, proposée à l’article 12 du projet de loi de finances et visant à compenser la suppression partielle de la détaxation du GNR, n’a de sens que si le plafond global pluriannuel de déduction pratiquée par les exploitants agricoles est également augmenté.

Un maintien du plafond pluriannuel à 150 000 € réduirait drastiquement la portée de l’augmentation des seuils de déduction fixés par exercice de douze mois.

L’augmentation du plafond pluriannuel de la déduction pour épargne de précaution doit permettre aux agriculteurs de faire face à l’augmentation des charges induites par la suppression partielle de la détaxation du GNR.

De plus, la récurrence croissante des aléas climatiques et leur amplitude nécessitent une augmentation d’une part des seuils de déduction mais également du plafond pluriannuel de déduction, afin que les exploitants puissent, plus rapidement, atteindre un niveau de déduction à même de leur garantir un

résultat moyen constant, gage de résilience Cette évolution permettra lors des très bonnes années d'augmenter l'épargne dédiée à la gestion des risques de l'exploitation, tout en limitant l'impact fiscal et social de ces variations inhabituelles du revenu.

Le plafond pluriannuel de déduction devra être relevé à 240 000€, pour maintenir le ratio actuel.

Rappelons enfin que les sommes épargnées doivent être utilisées pour les besoins de l'exploitation, faisant de la constitution de cette épargne un élément de résilience déterminant.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Stéphane DEMILLY, HENNO et COURTIAL, Mmes SOLLOGOUB et GUIDEZ, MM. KERN, Vincent LOUAULT, BRAULT, MAUREY et CHAUVET, Mme JACQUEMET, MM. CAPO-CANELLAS, HINGRAY et LEVI, Mme BILLON et M. BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 12

Après l'article 12

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Sous la condition préalable de mise en place de mesures d'accompagnement permettant le maintien de la compétitivité des exploitations agricoles, il est instauré une trajectoire de sortie des dépenses fiscales sur les énergies carbonées dont bénéficie le secteur agricole, dans l'objectif d'atteindre un mix énergétique composé d'énergies décarbonées, défini par décret en Conseil d'État, d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2031. Cette évolution est compensée par une trajectoire d'augmentation des incitations fiscales pour le recours aux biocarburants, énergie de transition, et autres énergies décarbonées, afin que la compétitivité des exploitations agricoles ne soit pas obérée.

II. – Avant le 1<sup>er</sup> janvier 2025, le Gouvernement remet au Parlement un rapport détaillant les outils permettant d'atteindre l'objectif mentionné au I, notamment par une diminution de la fiscalité sur les biocarburants à usage agricole, la mise en place de crédits d'impôt favorisant le développement de l'offre de véhicules et engins agricoles à motorisation alternative au gazole d'origine fossile mis sur le marché et des réseaux correspondants d'avitaillement en énergie. Le rapport étudie également les modalités du soutien renforcé à la transition énergétique du secteur, notamment par le renouvellement des parcs de véhicules, leur transformation ou le recours aux énergies alternatives au gazole dont le bilan énergétique et carbone est vertueux.

**OBJET**

Cet amendement vise à engager le Gouvernement à délivrer une feuille de route claire sur les moyens à mettre en oeuvre pour mener à bien la transition de la Ferme France.

La Ferme France a perdu un soutien direct à sa compétitivité, en raison de la remise en cause de la détaxation des taux réduits de TICPE sur le Gazole Non Routier (GNR) initiée le 1<sup>er</sup> janvier 2024. Ce soutien était indispensable au maintien de la viabilité économique des exploitations françaises, dans leur diversité et leur pluralité. Les territoires français, la structuration du monde rural, l'emploi et la revitalisation de ces zones passent par le maintien du paysage agricole actuel, donc le maintien et l'amélioration d'une compétitivité sans cesse menacée.

Par ailleurs, la Ferme France est un acteur de premier plan dans la transition énergétique de nombreux secteurs par la captation de carbone d'une part et la production de biocarburants d'autre part.

Ces biocarburants sont incorporés aux carburants classiques depuis plusieurs années maintenant et sont plébiscités dans la loi Climat comme mesure alternative de transition, de nature à accompagner le secteur du transport routier dans sa transition énergétique.

Ce qui est bon pour le transport et les particuliers (E5, E10, E85, B7) l'est tout autant pour le monde agricole, qui a la particularité de produire la matière première nécessaire à l'élaboration de ces biocarburants.

Une nouvelle étape doit donc être franchie pour les usages agricoles de carburant, quels qu'ils soient, en actant la sortie progressive du GNR telle que présentée dans le PLF pour 2024. Le mix énergétique futur d'une exploitation agricole sera pluriel, les solutions à mettre en œuvre doivent donc répondre à la diversité de ces besoins.

Cette trajectoire devra évidemment prendre en compte les impératifs économiques des exploitants agricoles, mais également la réalité technique : à ce jour, un tracteur ne peut pas rouler sans surcoût au biodiesel à 100%, c'est donc aux pouvoirs publics et constructeur d'avancer ensemble sur de meilleurs schémas au niveau de la motorisation, des carburants et aussi du réseau d'alimentation pour proposer une solution économiquement viable dans le temps.

L'objet de cet amendement est donc d'envoyer un signal clair à tous les acteurs de la filière, d'amont comme d'aval : l'avenir énergétique de la Ferme France est en pleine transition, il est donc urgent que le Gouvernement délivre une feuille de route claire sur les moyens à mettre en œuvre pour mener à bien cette transition.

Une fois ce cap affiché, les différentes filières vont pouvoir s'organiser et lever les freins techniques et économiques à l'émergence de ces alternatives.

Si le petit matériel de ferme, nécessitant peu de puissance et d'autonomie, voit déjà arriver des motorisations électriques ou au biogaz, les usages liés à la traction nécessiteront, pour un temps encore, un carburant facilement stockable et à forte valeur énergétique. Réduire l'emploi de GNR ne pourra donc se faire dans un premier temps sans les biocarburants, aussi souhaitons nous que des mesures d'accompagnement soient prises pour lever les derniers freins à cette transition.

L'état doit donc affirmer sa politique de transition énergétique et coordonner les efforts du machinisme agricole et des fournisseurs d'énergie afin que l'ensemble des acteurs de cette transition aient une réelle conviction et motivation à tenir ce cap.

Une fois les solutions techniques sur le marché, l'atteinte de l'objectif de substitution passera nécessairement par la preuve par la pratique : des expérimentations « grandeur nature » doivent être conduites et cofinancées avec les filières pour éprouver la solidité du modèle proposé (au sein de CUMA ou d'ETA, structures éprouvant de manière accélérée les matériels).

Enfin, l'accompagnement fiscal des exploitants souhaitant s'engager dans cette transition passera notamment par une exonération de TICPE sur les biocarburants pour les usages agricoles, afin que progressivement, le soutien initial de l'Etat quitte la ligne budgétaire du GNR pour soutenir l'usage d'un carburant renouvelable, local et vecteur de nombreuses aménités positives (emploi, souveraineté protéique et alimentaire, bilan carbone).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

C	
G	

MM. Stéphane DEMILLY, HENNO et COURTIAL, Mme SOLLOGOUB, MM. KERN et CHAUVET, Mme JACQUEMET, MM. CAPO-CANELLAS et HINGRAY, Mme BILLON et MM. Jean-Michel ARNAUD et BLEUNVEN

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 17

Après l'article 17

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article L. 136-8 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Au III ter, la référence : « III bis » est remplacée par les références : « , III bis, IV et V » ;

2° Les IV et V sont ainsi rétablis :

« IV. – Par dérogation au I et au V, sont également assujettis à la contribution sociale au taux de 3,8 %, les revenus mentionnés à l'article L. 136-6 perçus par les personnes percevant par ailleurs des revenus mentionnés aux 1° et 4° du II de l'article L. 136-1-2 et dont :

« 1° D'une part, les revenus définis au IV de l'article 1417 du code général des impôts perçus l'avant-dernière année excèdent 11 128 € pour la première part de quotient familial, majorés de 2 971 € pour chaque demi-part supplémentaire. Pour la Martinique, la Guadeloupe et La Réunion, les montants des revenus sont fixés à 13 167 € pour la première part, majorés de 3 268 € pour la première demi-part et 2 971 € pour chaque demi-part supplémentaire à compter de la deuxième. Pour la Guyane et Mayotte, ces montants sont fixés, respectivement, à 13 768 €, 3 417 € et 2 971 € ;

« 2° D'autre part, les revenus définis au IV du même article 1417 perçus l'avant-dernière ou l'antépénultième année sont inférieurs à 14 548 € pour la première part de quotient familial, majorés de 3 884 € pour chaque demi-part supplémentaire. Pour la Martinique, la Guadeloupe et La Réunion, les montants des revenus sont fixés à 15 915 € pour la première part, majorés de 4 271 € pour la première demi-part et 3 884 € pour chaque demi-part supplémentaire à compter de la deuxième. Pour la Guyane et Mayotte, ces montants sont fixés, respectivement, à 16 672 €, 4 467 € et 3 884 €.

« V. - Par dérogation au I, sont assujettis à la contribution sociale au taux de 6,6 %, les revenus mentionnés à l'article L. 136-6 du présent code perçus par les personnes dont les revenus de l'avant-dernière année, définis au IV de l'article 1417 du code général des impôts :

« 1° D'une part, excèdent 14 548 € pour la première part de quotient familial, majorés de 3 884 € pour chaque demi-part supplémentaire. Pour la Martinique, la Guadeloupe et La Réunion, les montants des revenus sont fixés à 15 915 € pour la première part, majorés de 4 271 € pour la première demi-part et

3 884 € pour chaque demi-part supplémentaire à compter de la deuxième. Pour la Guyane et Mayotte, ces montants sont fixés, respectivement, à 16 672 €, 4 467 € et 3 884 € ;

« 2° D'autre part, sont inférieurs à 22 580 € pour la première part de quotient familial, majorés de 6 028 € pour chaque demi-part supplémentaire. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Cet amendement vise à aligner les taux de prélèvements sociaux des revenus fonciers sur ceux appliqués aux retraités.

Le foncier non bâti, dans sa diversité (terres arables, prairies, zones humides, forêts) constitue une ressource très précieuse dans le cadre du maintien de la biodiversité, mais également en termes de captation de carbone.

Toutefois, ce foncier fait l'objet d'une taxation très défavorable, comparée à celle des valeurs mobilières, entraînant mathématiquement un rendement très faible, voire négatif dans certains cas.

Cela conduit à une tentation de plus en plus grande d'artificialiser ces terres, dans l'optique de vendre au prix des terrains à bâtir.

Or, pour un grand nombre de retraités agricoles, à la pension très modeste, les terres ont représenté, pendant leur période d'activité, leur outil de travail, et représentent désormais, à la retraite, un complément de revenu indispensable.

Plus du tiers des retraités agricoles perçoivent aujourd'hui la pension minimum, d'un montant de 1 138,63 € net par mois. Ce sont donc pour ces retraités qu'il faut adapter les prélèvements sociaux grevant les revenus fonciers issus de la mise en location de leurs terres.

Ainsi, l'alignement des taux de prélèvements sociaux de ces revenus fonciers, sur ceux appliqués aux retraités, permettrait de reconnaître la vraie nature de ces revenus, à savoir celle d'un complément de retraite, et non celui d'un investissement à caractère patrimonial.

Pour ne pas dénaturer la mesure, il est important de circonscrire le bénéfice de ces taux réduits de CSG aux revenus fonciers inclus dans un seuil de revenu global, afin que ne soient visés que les propriétaires les plus modestes.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Stéphane DEMILLY, HENNO et COURTIAL, Mme SOLLOGOUB, MM. KERN, MAUREY et CHAUVET, Mme JACQUEMET, MM. CAPO-CANELLAS, HINGRAY et LEVI, Mmes BILLON et NÉDÉLEC et M. BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES**

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 238 quindecies du code général des impôts est complété par un paragraphe ainsi rédigé :

« .... – Les plus-values réalisées à l'occasion de la transmission d'une entreprise individuelle réalisant une activité agricole, sous la forme de plusieurs cessions concomitantes portant sur la totalité des éléments de son patrimoine professionnel, ne présentant pas le caractère de branche complète d'activité, au profit de jeunes agriculteurs visés à l'article D 343-3 du code rural et de la pêche maritime, peuvent bénéficier de l'exonération prévue au I, sous réserve de remplir les conditions du II. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à étendre le bénéfice de l'exonération des plus-values réalisées lors de la cession d'une exploitation agricole à plusieurs jeunes agriculteurs.

La transmission, comme l'installation, doivent être soutenues par des leviers fiscaux qui participent à l'attractivité du métier d'agriculteur, et qui doivent être adaptés à la diversité des profils d'entrepreneurs et de projets économiques.

Dans l'objectif de soutenir les projets de transmission, il est proposé de faire évoluer les dispositifs d'exonération des plus-values professionnelles en permettant d'étendre le bénéfice de l'exonération des plus-values réalisées lors de la cession d'une exploitation agricole à plusieurs jeunes agriculteurs (500 000 € pour une exonération totale ou 1 000 000 € pour une exonération partielle).

En effet, actuellement, pour pouvoir bénéficier de l'exonération des plus-values, la transmission doit porter soit sur l'intégralité des éléments caractéristiques de l'entreprise individuelle ou sur des droits et parts détenus par l'associé dans une société soit sur une branche complète d'activité.



L'actuelle rédaction de l'article contraint les exploitants agricoles dont d'exploitation ne peut être divisée en branches d'activités à céder la totalité de leur exploitation à un unique cessionnaire pour pouvoir bénéficier des dispositions fiscales favorables alors qu'ils sont de plus en plus souvent sollicités pour céder leur exploitation à différents repreneurs. Les nouveaux installés et plus largement les jeunes agriculteurs ne sont pas en mesure d'absorber des investissements d'une telle ampleur réduisant par conséquent le nombre de candidats à la reprise totale des exploitations agricoles.

Dès lors, afin d'encourager le renouvellement des générations, le présent amendement modifie le texte afin d'accorder au cédant le bénéfice du dispositif lorsque ce dernier accepte de fractionner son exploitation en vue d'une cession répartie entre différents repreneurs tous jeunes agriculteurs.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Stéphane DEMILLY

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES**

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le I ter de l'article 151 septies A du code général des impôts, il est inséré un I quater ainsi rédigé :

« I quater – Sont également exonérées, les plus-values soumises au régime des articles 39 duodecies à 39 quindecies, autres que celles mentionnées au III du présent article, réalisées dans le cadre d'une cession progressive d'une activité agricole, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

« 1° L'activité doit avoir été exercée pendant au moins cinq ans ;

« 2° La cession est réalisée au profit d'un jeune agriculteur au sens des dispositions de l'article D. 614-2 du code rural et de la pêche maritime ;

« 3° La cession progressive est réalisée, dans délai maximum de 120 mois, à titre onéreux et porte sur l'intégralité des droits ou parts détenus par un contribuable qui exerce, au jour de la première cession, son activité professionnelle dans le cadre d'une société ou d'un groupement dont les bénéfices sont, en application des articles 8 et 8 ter, soumis en son nom à l'impôt sur le revenu et qui sont considérés, au jour de la première cession, comme des éléments d'actif affectés à l'exercice de la profession au sens du I de l'article 151 nonies. Le délai susvisé court à compter de la première cession ;

« 4° Le cédant et le cessionnaire signent un pacte de transmission, préalablement à la réalisation de la première cession, dont les modalités sont précisées par voie de décret ;

« 5° Le cédant cesse toute fonction dans la société ou le groupement dont les droits ou parts sont cédés et fait valoir ses droits à la retraite, dans les deux années, suivant ou précédant la première cession ;

« 6° Les conditions prévues aux 4°, 5°, et 6° du I s'appliquent à la présente exonération. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à introduire un levier fiscal facilitant la transmission des entreprises agricoles en société par la mise en place d'une cession progressive des parts sociales sur une durée de 120 mois.

Le capital nécessaire à la reprise d'une exploitation agricole viable nécessite un soutien bancaire important, qui ne peut être souvent accordé qu'à la seule analyse du potentiel de résultat de l'exploitation cédée. Les banques exigent donc de prendre des garanties sur des actifs tangibles, en cas de défaillance du repreneur. Ces garanties vont bien souvent au-delà de la seule exploitation objet de l'acquisition. Cet état de fait induit une sorte de discrimination financière quant à la population en capacité d'opérer une telle reprise d'exploitation, qu'il s'agisse de transmissions familiales ou à des personnes non issues du milieu agricole.

Pour alléger le poids financier nécessaire à une reprise tout en ne lésant pas le cédant, il est nécessaire d'étaler dans le temps cette charge financière, par une cession progressive de l'exploitation. Ce schéma peut très facilement s'envisager dans un cadre sociétaire, les parts sociales constitutives du capital pouvant être cédées de manière échelonnée.

Pour autant, une telle cession progressive fait peser le risque sur le cédant, qui, par cette voie, va partager le risque lié à l'exploitation de l'entreprise avec le repreneur, pour une certaine durée. Par ailleurs, cela prive le cédant du paiement de l'intégralité du prix de cession de son exploitation, ce qui peut limiter la réalisation de ses futurs projets. La mise en place d'un pacte entre le cédant et le cessionnaire devrait ainsi permettre d'apporter toutes les garanties nécessaires pour chacun des co-contractants notamment sur le plan financier.

Pour encourager le cédant à s'engager dans la voie de cette cession progressive des parts de son exploitation, il est donc nécessaire de mettre en œuvre un dispositif d'exonération attaché aux plus-values générées par ces cessions de parts. En permettant ainsi, une cession échelonnée des parts sociales, le poids de la reprise d'une exploitation agricole en société pourrait être allégé octroyant ainsi conjointement au jeune repreneur un étalement du paiement de ces parts sociales.

Il est donc proposé d'introduire un levier fiscal facilitant la transmission des entreprises agricoles en société par la mise en place d'une cession progressive des parts sociales sur une durée de 120 mois.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Stéphane DEMILLY, HENNO et COURTIAL, Mme SOLLOGOUB, MM. MAUREY et CHAUVET, Mme JACQUEMET, MM. CAPO-CANELLAS, HINGRAY et LEVI, Mme BILLON et MM. Jean-Michel ARNAUD, VANLERENBERGHE et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 TER

Après l'article 3 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 140 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa du I, les mots : « à 2023 » sont remplacés par les mots : « à 2024 » ;

2° Le VII est ainsi rédigé :

« VII. – Les I à VI entrent en vigueur à une date fixée par décret qui ne peut être postérieure de plus de six mois à la date de réception par le Gouvernement de la réponse de la Commission européenne permettant de les considérer comme étant conformes au droit de l'Union européenne en matière d'aides d'État. »

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à proroger d'un an le crédit d'impôt dit "glyphosate", afin d'inciter les entreprises à renoncer à l'utilisation de tels produits.

L'article 140 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 a instauré un crédit d'impôt en faveur des entreprises agricoles du secteur des cultures permanentes qui n'utilisent pas de produits phytopharmaceutiques contenant la substance active du glyphosate au cours des années 2022 et 2023, afin d'inciter ces entreprises à renoncer à l'utilisation de tels produits.

L'abstention de la France lors du Comité européen permanent face à la proposition de la commission, jugée comme insuffisante par le ministre de l'agriculture vis-à-vis des « engagements pour restreindre

les usages et pour accompagner les agriculteurs vers la recherche de solutions », traduit plus que jamais l'importance de ce dispositif.

Afin de maintenir le soutien apporté aux exploitants qui s'engagent dans la transition agroécologique de leurs systèmes de production, le présent amendement propose de proroger d'un an ce dispositif.

Concernant la conformité de ce dispositif vis-à-vis de la commission européenne, cette dernière a fait droit, dans sa décision en date du 10 janvier 2023, à la demande de la France de considérer ce crédit d'impôt comme conforme au droit de l'union européenne en matière d'aide d'Etat au titre de l'année 2022 ou 2023. Pour autant, cette approbation de la commission a été rendu dans le cadre du dispositif temporaire de crise d'encadrement des aides économiques accordées aux entreprises dans le contexte de guerre entre la Russie et l'Ukraine.

Dès lors, afin de maintenir la compatibilité du dispositif avec le droit de l'Union européenne pour les années 2023 et 2024, le présent amendement propose d'autoriser de nouveau la mise en œuvre de ce dispositif en dehors de tout dispositifs d'encadrement d'aide d'état, comme dans sa version initiale. Il est à noter que par une décision du 12 mai 2021, la commission avait délivré son autorisation pour ce qui concerne les crédits d'impôts accordés au titre de l'année 2021.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Stéphane DEMILLY, HENNO et COURTIAL, Mme SOLLOGOUB, MM. KERN, MAUREY et CHAUVET, Mme JACQUEMET, MM. HINGRAY et LEVI, Mme BILLON et MM. Jean-Michel ARNAUD et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNDECIES**

Après l'article 3 undecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au II de l'article 1378 octies du code général des impôts, les mots : « articles 223-1-1, 313-2, 314-1, 321-1, 324-1, 421-1 à 421-2-6 ou 433-3-1 du code pénal » sont remplacés par les mots « articles 223-1-1, 225-2, 226-4, 226-8, 313-2, 314-1, 321-1, 322-1, 322-4-1, 322-6, 322-12, 322-14, 324-1, 421-1 à 421-2-6 ou 433-3-1 du code pénal et des articles 23, 24 et 29 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à élargir la liste des infractions pénales susceptibles d'exclure les associations du champ de la réduction d'impôt accordée au titre des dons réalisés par les particuliers.

Aux termes du II de l'article 1378 octies du code général des impôts, l'administration fiscale est tenue de suspendre les avantages fiscaux des associations au titre des dons, versements et legs lorsqu'une décision pénale définitive a été rendue au titre de l'une des infractions limitativement énumérées dans ce dispositif.

Depuis plusieurs mois, les professionnels de l'agriculture ne cessent d'alerter les pouvoirs publics et les parlementaires sur la recrudescence d'actes de malveillance envers les agriculteurs de la part d'associations activistes.

Toutefois, ces actions illicites subies par les agriculteurs et entreprises alimentaires ne sont pas visées au II de l'article 1378 octies du code général des impôts.

Afin de conjuguer l'objectif poursuivi et les exigences de constitutionnalité, il est proposé d'élargir la liste des infractions pénales susceptibles d'exclure les associations du champ de la réduction d'impôt accordée au titre des dons réalisés par les particuliers (article 1378 octies du CGI) en visant : l'entrave aux conditions de travail et à l'activité économique par discrimination (article 225-2 du code pénal), l'introduction dans le domicile d'autrui (article 226-4 du code pénal), le montage réalisé avec les

paroles ou l'image d'une personne sans son consentement (article 226-8), le fait de « squatter » un terrain appartenant à autrui (article 322-4-1 du code pénal), la destruction ou la menace de la destruction d'un bien par l'emploi d'un engin explosif ou incendiaire (article 322-6 et 12 du code pénal), la communication ou la divulgation de fausses informations dans le but de faire croire qu'une destruction, une dégradation ou une détérioration dangereuse pour les personnes va être ou a été commise (article 322-14 du code pénal) ou encore la provocation à commission d'infractions par tout moyen de communication (articles 23 et 24 de la loi de 1881), ainsi que la diffamation (article 29 de ladite loi).

Ces actes peuvent faire l'objet de condamnations pénales à l'encontre des individus qui les ont perpétrés ; condamnations qui peuvent s'étendre à la personne morale de l'association dont ces personnes sont membres, s'il est établi qu'elles ont agi pour son compte (article 121-2 du code pénal).

Le complément législatif proposé vient ainsi renforcer un dispositif existant tout en étant conforme aux principes qui régissent la Constitution de la République Française.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. DELCROS

et les membres du groupe Union Centriste

C	
G	

ARTICLE 3 SEXIES

I.- Après l'alinéa 41

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

« Ces taux sont portés à 75 % lorsque le cessionnaire s'engage à ce que la surface habitable des logements ainsi réalisés soit affectée dès leur achèvement, pour au moins 25 % de la surface totale des constructions mentionnées sur le permis de construire du programme immobilier, à du logement social défini aux 3°, 5° et 6° de l'article L. 831-1 du code de la construction et de l'habitation, à du logement social faisant l'objet d'un bail réel solidaire défini à l'article L. 255-1 du même code ou à du logement intermédiaire défini à l'article L. 302-16 dudit code dont le loyer n'excède pas les plafonds fixés au 3° du A du I de l'article 199 *tricies* du présent code.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à favoriser la construction de logements sociaux en zones tendues.

En effet, l'article 3 *sexies* prévoit d'encourager la libération du foncier dans les zones tendues, en y ouvrant l'abattement prévu à l'article 150 VE du code général des impôts (CGI). Cet abattement est de 60 % sur la plus-value de cession immobilière en zones tendues.

Ce taux est porté à 85 % lorsque le cessionnaire s'engage à ce que la surface habitable des logements réalisés soit affectée pour au moins 50 % de leur surface à du logement social ou intermédiaire.

Toutefois, afin de favoriser la création de logements sociaux en zones tendues, il est opportun de créer un taux d'abattement intermédiaire dans le cas où l'équilibre économique du projet ne permet pas d'atteindre 50 % de logements sociaux. Ainsi, un abattement intermédiaire pourrait s'appliquer dès que le cessionnaire s'engage à construire des logements sociaux sur au moins le quart de la surface habitable totale du bien immobilier acquis ou construit.

Le présent amendement propose ainsi de créer un taux d'abattement intermédiaire à 75 % dès lors que le projet intègre au moins 25 % de logements sociaux. L'abattement majoré initial de 85 % serait conservé.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme PONCET MONGE, MM. Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, MM. PARIGI et SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES**

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À la fin de la seconde phrase du dernier alinéa du 1 de l'article 200 du code général des impôts, les mots : « peuvent être évalués sur le fondement du barème forfaitaire prévu au huitième alinéa du 3° de l'article 83 » sont remplacés par les mots : « ouvrent le droit à un crédit d'impôt sur le fondement d'un barème forfaitaire fixé par arrêté du ministre chargé du budget. »

II. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à compléter par un crédit d'impôt, dans le cadre d'une activité bénévole, la réduction d'impôt pour les frais kilométriques engagés.

Si les frais de déplacement en véhicule automobile, en vélomoteur, en scooter ou en moto des bénévoles peuvent bénéficier d'une réduction d'impôt sur le fondement du barème forfaitaire prévu au huitième alinéa du 3° de l'article 83 du Code des impôts, cette dernière concerne seulement les bénévoles imposables. Or, les bénévoles non imposables, au même titre que ceux qui sont imposables, donnent de leur temps et engagent des dépenses afin d'œuvrer à améliorer le quotidien des personnes.

Selon le Baromètre France Bénévolat / IFOP 2023 avec l'appui de Recherches & Solidarités, au début de l'année 2023, il y avait 13 millions de bénévoles (associations et autres organismes).

En ce qui concerne le nombre d'associations et de bénévoles en Auvergne-Rhône-Alpes, il y a un nombre stable d'associations actives situé entre 180 000 et 190 000 associations dans la région. Le nombre de bénévoles dans la région Auvergne-Rhône-Alpes se situe entre 1,6 et 1,7 million de bénévoles associatifs dont 660 000 à 700 000 bénévoles réguliers.

Nb : La rectification consiste en un changement de place de l'article additionnel après l'article 3 undecies vers l'article additionnel après l'article 3 vicies.

Rappelons-le, certaines associations, et à travers elles, leurs bénévoles, pallient notamment les manquements de l'État en termes de lutte contre la grande pauvreté et de réduction des inégalités sociales. Ainsi, le recours à l'aide alimentaire s'est accru depuis plusieurs années. Selon l'étude du CREDOC publiée le 17 mai 2023, 16 % des Français déclarent ne pas manger à leur faim[1]. Dans un contexte de crise inflationniste qui n'est pas contenue, les personnes qui ont recours à l'aide alimentaire augmentent. Aucun territoire n'est épargné et au fil des réformes anti-sociales, les publics sont de plus en plus étendus : travailleurs pauvres, jeunes, familles monoparentales, retraités, bébés de moins de trois ans dont le nombre accueilli a augmenté de 16 % cet hiver. La hausse des prix a structurellement déstabilisé l'équilibre budgétaire des associations d'aide.

Les bénévoles non imposables, qui disposent de plus faibles revenus, font face, comme l'ensemble de la population, à une inflation croissante. Cet amendement propose de remédier à l'inégalité de traitement vécue par les bénévoles non imposables.

Soutenu par le Mouvement associatif dont le secours catholique qui en rappelait l'urgence lors de sa quatrième rencontre du groupe parlementaire du 15 novembre, du fait du coût dissuasif des frais de déplacements de ses bénévoles en milieu rural.

[1] <https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sites/default/files/2022-01/er1218.pdf>





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme PONCET MONGE, MM. Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, MM. PARIGI et SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNVICIES**

Après l'article 3 unvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après le 2° de l'article L. 14-10-4 du code de l'action sociale et des familles, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Une contribution au taux de 1 % sur les successions définies à l'article 779 du code général des impôts, dont l'actif successoral net est supérieur à 150 000 euros ; ».

**OBJET**

Cet amendement vise à répondre à la nécessité de créer de nouvelles ressources structurantes pour la cinquième branche « Autonomie » en créant une contribution autonomie sur les successions à 1%.

Actuellement le rendement de la taxation sur les successions est très faible car seule une minorité des successions donne lieu à un prélèvement : sur les 280 Md€ d'assiette de transmission, seuls 55 Md€ représentent la part taxable. Le rendement de la taxation existante est donc très faible par rapport à l'assiette globale.

Or l'idée d'une taxation des successions n'est pas nouvelle et représente en outre un outil de rééquilibrage des inégalités de patrimoine. De fait actuellement, selon l'observatoire des inégalités, « le patrimoine est très inégalement réparti. Les 10 % les plus fortunés possèdent près de la moitié du patrimoine du pays. Les 10 % les moins fortunés n'ont rien ». L'observatoire ajoute que les 10 % les plus fortunés possèdent des biens financiers, immobiliers ou professionnels d'un montant de 716 000 euros au minimum et d'1,3 million d'euros en moyenne.

Tenant compte de ces inégalités, une note du CAE en 2021 propose une « réforme en profondeur de la taxation de l'héritage », qui permettrait de « réduire les droits de succession pour 99% de la population tout en apportant un surplus de recettes fiscales substantiel », soulignant que « la part de la fortune héritée dans le patrimoine total représente désormais 60 % contre 35 % au début des années 1970. Ce retour de l'héritage, extrêmement concentré, nourrit une dynamique de renforcement des inégalités patrimoniales fondées sur la naissance et dont l'ampleur est beaucoup plus élevée que les inégalités observées pour les revenus du travail. ».

Nb : La rectification consiste en un changement de place de l'article additionnel après l'article 3 bis vers l'article additionnel après l'article 3 unvicies.

Ce dernier aspect était également souligné par l'OCDE en 2021 qui indiquait que «les impôts sur les successions et les donations pourraient jouer un rôle plus important pour réduire les inégalités et améliorer les finances publiques».

Dans le prolongement de ces études, le rapport Vachey avait préconisé la mise en place d'un prélèvement obligatoire sur les succession pour un rendement de 500 M€ en 2020 en direction de la Branche Autonomie.

Ce financement pourrait ainsi, en plus de constituer une mesure de justice intergénérationnelle importante dans la redistribution du patrimoine, financer en partie les besoins financiers de la perte d'autonomie : le rapport Libault les ayant chiffrés à 6 milliards d'euros annuels à partir de 2024 et à 9 milliards d'euros annuels à partir de 2030.

A l'heure où le système de sécurité sociale assure un nouveau risque social, cet amendement suit les préconisations du rapport Vachey, et prolonge les travaux de l'OCDE et du CAE, en permettant la création d'une source de financement importante à partir d'une contribution de 1 % sur les successions supérieures à 150 000 €.

Une disposition par ailleurs sans conséquence sur les successions les plus modestes puisque 87 % des héritages sont inférieurs à 100 000 euros.

Ce financement présente l'avantage de ne pas peser sur les revenus d'activité mais sur les inégalités patrimoniales bien plus inégales.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme PONCET MONGE, MM. Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, MM. PARIGI et SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 8

Après l'article 8

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 231 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa du 2 bis est ainsi rédigé :

« Le taux de la taxe sur les salaires prévu au 1 est progressif pour les rémunérations individuelles annuelles au-dessus du salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC), en les proratisant en fonction de la quotité de travail. » ;

2° Le b du 3 est complété par les mots : « et les tranches de rémunération individuelles annuelles au-dessus du SMIC ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Depuis 2021, le Gouvernement a initié une baisse significative des impôts de production et en 2023, la suppression progressive de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) a été engagée, avec une nouvelle division par deux de son taux.

Le présent projet de loi de finances prévoit une suppression progressive de la CVAE restante. Si les mutuelles sont assujetties à la CVAE, ce n'est pas le cas des associations à but non lucratif. De manière équitable, il conviendrait de réformer la taxe sur les salaires à laquelle sont assujetties les associations.

Selon la Cour des comptes dans un référé adressé au Premier ministre fin juillet 2018 : " La taxe sur les salaires est un impôt ancien, dont les règles de calcul doivent être réformées rapidement". La Cour des comptes appelait ainsi le gouvernement à réformer sans délai ce dispositif. La haute juridiction financière suggérait au Premier ministre de proposer « une modification du barème de la taxe sur les salaires dans les textes financiers de l'automne ».

La taxe comporte un barème progressif avec trois taux (4,25 %, 8,50 % et 13,60 %) en fonction de la rémunération annuelle du salarié, non proratisé en fonction de la durée dans l'emploi.

Les seuils de rémunération auxquels s'appliquent le premier taux majoré de 8,50 % sont aujourd'hui situés bien en dessous du SMIC annuel d'un temps plein, ce dernier étant très proche du taux maximal de 13,60 %, ce qui a pour conséquence d'assujettir la majorité des salaires aux taux maximaux.

Pour tenir compte de cela, un abattement pour les associations et une franchise ont été mis en place.

Pour compenser l'inéligibilité des associations au CICE, l'abattement sur le montant de la taxe a été porté à 21 381 € pour la taxe due au titre des salaires versés en 2022.

La taxe sur les salaires est ainsi un impôt qui induit une grande complexité. Les règles de calcul de cette taxe vont à l'encontre des intérêts des salariés et d'une politique de l'emploi qui voudrait promouvoir des emplois durables : le barème de la taxe sur les salaires s'applique par salarié en fonction de seuils de rémunérations annuelles, non proratisés en fonction de la durée dans l'emploi. Or recourir à des salariés à temps partiel ou employer plusieurs salariés successivement sur le même poste dans l'année permet ainsi d'éviter ou de limiter l'application des taux majorés.

Dans une logique de justice et d'équité entre entreprises et associations à but non lucratif et dans l'intérêt d'une politique de l'emploi qui encourage la promotion d'emploi durable, cet amendement vise à ce que la disparition programmée de la CVAE d'ici 2027 s'accompagne d'une réforme de la taxe sur les salaires qui constitue l'impôt de production le plus contreproductif pour l'emploi.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme PONCET MONGE, MM. Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, MM. PARIGI et SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNDECIES

Après l'article 3 undecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le b du 1 de l'article 200 est complété par une phrase ainsi rédigée : « Cette disposition s'applique également aux regroupements d'organismes d'intérêt général mentionnés à cet alinéa lorsqu'ils concourent, directement ou indirectement, à la réalisation de leurs missions ; » ;

2° Le a du 1 de l'article 238 bis est complété par une phrase ainsi rédigée : « Elles s'appliquent également aux regroupements d'organismes d'intérêt général mentionnés à cet alinéa lorsqu'ils concourent, directement ou indirectement, à la réalisation de leurs missions ; ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement a pour objectif de clarifier les articles 200 et 238 bis du code général des impôts en précisant textuellement dans leur champ d'application l'inclusion des coordinations et fédérations d'associations lorsque celles-ci concourent à l'objectif d'intérêt général des associations qu'elles représentent.

En effet, la lecture actuelle de ces deux textes maintient un doute quant à la possible inclusion de ces structures de mutualisation et de support. Ainsi, certains groupements se sont vu refuser la possibilité de recourir au mécénat malgré leur rôle primordial dans l'exécution des missions des associations d'intérêt général qu'ils rassemblent. A l'heure où la puissance publique insiste sur la mutualisation des fonctions supports, induisant un coût financier conséquent pour les coordinations et fédérations d'associations assurant cette mutualisation, le bénéfice de la déduction des dons pour assurer ces missions d'appui technique, juridique, d'information auprès des citoyens et de plaidoyer paraît essentiel.



Dès lors, ces modifications de forme du code général des impôts permettraient simplement de garantir aux coordinations et fédérations d'associations d'intérêt général de pouvoir se financer aux côtés de la subvention publique, auprès des particuliers, fondations et entreprises en bénéficiant de mécénat dont le mécénat de compétences.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme PONCET MONGE, MM. Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, MM. PARIGI et SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au a de l'article 296 bis du code général des impôts, après les mots : « l'article 281 quater », sont insérés les mots : « : ainsi que l'eau et les boissons autres que les boissons alcooliques ainsi que les produits destinés à l'alimentation humaine à l'exception des produits de confiserie, des margarines et graisses végétales et du caviar ; les produits de toilette et d'hygiène personnelle, y compris de protection hygiénique féminine ; les produits d'entretien domestique ; les produits pharmaceutiques ; les fournitures scolaires ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Un rapport flash de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) – datant de septembre 2022 - met en exergue une augmentation des prix à la consommation de 4,7% en Guadeloupe, entre juillet 2021 et août 2022, et permet de constater une augmentation de 6,4% des prix de l'alimentation et de 18,8% des prix de l'énergie (au cours de ces treize mois).

Un second rapport flash de l'Institut - datant d'octobre 2022 - souligne qu'entre juillet 2021 et septembre 2022, les prix à la consommation ont augmenté de 3,8% en Martinique, et permet de noter une augmentation de 8,9% des prix de l'alimentation et de 7,9% des prix de l'énergie (au cours de ces quatorze mois).

L'inflation dans les Outre-mer gonfle des prix déjà élevés. En effet, une étude de l'Autorité de la concurrence datant de 2019 relevait que le niveau général des prix était plus élevé que dans l'hexagone ; soulignant un écart de 12,3% en Martinique, 12,5% en Guadeloupe, 11,6% en Guyane, 7,1% à la Réunion ou encore 6,9% à Mayotte.

Quant aux produits alimentaires, l'Autorité indiquait que leurs prix était de 19 % (Mayotte) à 38 % (Martinique) plus élevé que dans l'hexagone.

Nb : La rectification consiste en un changement de place de l'article additionnel après l'article 3 nonies vers l'article additionnel après l'article 10 septies.

La grande pauvreté, définie comme la combinaison de faibles revenus et de privations matérielles et sociales sévères, est plus présente dans les collectivités territoriales d'Outre-mer. Selon l'INSEE (en 2018), 24 % des personnes concernées par une situation de grande pauvreté vivent dans les DROM (dont 10 % à Mayotte) alors que ces territoires rassemblent seulement 3 % de la population nationale.

De plus, selon un rapport récent, datant du 20 novembre 2023 et publié par l'UNICEF (« Grandir dans les Outre-mer : état des lieux des droits de l'enfant »), la pauvreté touche 6 enfants sur 10 en Guyane et 8 enfants sur 10 à Mayotte. Ce dernier est le département le plus jeune et le plus pauvre de France avec un taux de pauvreté de 77 %, soit cinq fois supérieur à celui de l'Hexagone. La proportion d'enfants vivant sous le seuil de pauvreté est trois à quatre fois plus importante que dans l'Hexagone.

À La Réunion, les enfants sont particulièrement touchés par la pauvreté puisque 46 % d'entre eux vivent dans un ménage pauvre, cela concerne 110 500 enfants.

Ainsi, on peut lire : « Concrètement, des milliers d'enfants ont faim, ont soif, ne peuvent se laver, ne peuvent aller à l'école... et cette situation demeure largement méconnue des citoyens français ».

Par conséquent, les hausses de prix dans les territoires d'Outre-mer, combinées à un taux de pauvreté largement supérieur à l'hexagone, multiplient les situations sociales critiques.

Selon le rapport de la Cour des comptes « Les financements de l'Etat en Outre-mer » - datant de mars 2022 et présenté à la commission des finances du Sénat - « malgré les investissements importants réalisés par l'État dans les territoires ultramarins, d'évidentes inégalités persistent en matière de transports, d'infrastructures, d'assainissement, d'électricité, de télécommunications ou d'accès au logement social ».

Enfin, Vie Publique France souligne « des inégalités persistantes avec la métropole et des retards de développement », tout en notant que « 5% des Guyanais n'ont pas accès à l'eau potable, et [que] les coupures d'eau sont quotidiennes en Guadeloupe ».

Depuis 2013, la Guyane et Mayotte sont placés sous un régime particulier de TVA à 0 % afin de limiter la hausse de la population en extrême pauvreté et redonner du pouvoir d'achat aux habitantes et aux habitants.

Cet amendement se propose de définir un taux particulier de TVA à 1,05% en Guadeloupe, en Martinique et à la Réunion (taux qui existe déjà pour ces territoires à l'article 296 bis du code général des impôts pour les opérations définies à l'article 281 quater), en ciblant particulièrement un certain nombre de biens de première nécessité.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CAPO-CANELLAS

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6

Après l'article 6

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le II de la section V du chapitre premier du titre premier de la première partie du livre premier du code général des impôts est complété par un ...° ainsi rédigé :

« ...° Crédit d'impôt au titre des intérêts des prêts contractés pour l'acquisition de la résidence principale

« Art. 200 .... – I. – Les contribuables fiscalement domiciliés en France au sens de l'article 4 B qui acquièrent leur résidence principale en accession à la première propriété, peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts des prêts contractés auprès d'un établissement financier à raison de cette opération, tels que définis à l'article L. 312-2 du code de la consommation.

« Le premier alinéa s'applique également aux contribuables qui font construire leur résidence principale en accession à la première propriété. Dans cette situation, les prêts mentionnés au premier alinéa s'entendent de ceux qui sont contractés en vue de financer l'acquisition du terrain et les dépenses de construction.

« Le premier alinéa s'applique également aux contribuables qui entreprennent des travaux de rénovation énergétique au moment où ils acquièrent leur résidence principale en accession à la première propriété. Dans cette situation, les prêts mentionnés au premier alinéa s'entendent de ceux qui sont contractés en vue de financer les travaux et prestations en faveur de la rénovation énergétique du logement.

« Le logement doit, au jour de l'affectation à usage d'habitation principale du bénéficiaire du crédit d'impôt, satisfaire aux normes minimales de surface et d'habitabilité mentionnées à l'article 244 quater J. En outre, le logement acquis neuf, faisant le cas échéant l'objet d'une rénovation énergétique, ou en l'état futur d'achèvement que le contribuable fait construire doit respecter un niveau de performance énergétique et environnementale, déterminé selon la méthode du diagnostic de performance énergétique, correspondant à la classe A au sens de l'article L. 173-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

« II. – Le I ne s'applique pas aux intérêts des prêts affectés au remboursement en tout ou partie d'autres crédits ou découverts en compte. Toutefois, les intérêts des emprunts souscrits pour se substituer aux prêts mentionnés au I ou rembourser ceux-ci ouvrent droit au crédit d'impôt, dans la limite des intérêts qui figurent sur les échéanciers des emprunts initiaux et de celles des annuités mentionnées au III restant à courir.

« III. – Ouvrent droit au crédit d'impôt les intérêts payés au titre des cinq premières annuités de remboursement des prêts mentionnés au I, à l'exclusion des frais d'emprunt et des cotisations d'assurances contractées en vue de garantir le remboursement des prêts.

« IV. – Le montant des intérêts mentionnés au III ouvrant droit au crédit d'impôt ne peut excéder, au titre de chaque année d'imposition, la somme de 2 000 € pour une personne célibataire, veuve ou divorcée et de 4 000 € pour un couple soumis à imposition commune. Cette somme est majorée chaque année de 500 € par personne à charge au sens des articles 196 à 196 bis. La somme de 500 € est divisée par deux lorsqu'il s'agit d'un enfant réputé à charge égale de l'un et l'autre de ses parents.

« V. – Le taux du crédit d'impôt n'excède pas 20 % du montant des intérêts mentionnés au III, dans la limite mentionnée au IV.

« VI. – Le crédit d'impôt mentionné au I est imputé sur l'impôt sur le revenu après imputation des réductions d'impôt mentionnées aux articles 199 quater B à 200 bis, 200 octies et 200 decies I, des crédits d'impôt et des prélèvements ou retenues non libératoires. S'il excède l'impôt dû, l'excédent est restitué.

« VII. – Le I s'applique aux intérêts des prêts souscrits dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, et qui satisfont à une réglementation équivalente.

« VIII. – Les dispositions du présent article sont exclusives de celles mentionnées au a du 2 de l'article 199 undecies A.

« IX. – Le présent article s'applique aux opérations pour lesquelles chacun des prêts concourant à leur financement a fait l'objet d'une offre de prêt émise avant le 1<sup>er</sup> janvier 2026, sous réserve que l'acquisition du logement achevé ou en l'état futur d'achèvement intervienne au plus tard le 30 septembre 2026 ou, s'agissant d'opérations de construction de logements, que la déclaration d'ouverture de chantier intervienne au plus tard à la même date.

« X. – Un décret en Conseil d'État précise les conditions d'application du présent article. »

II. – Le I n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

## **OBJET**

Dans un contexte de raréfaction de l'accès au crédit, le présent amendement propose d'instaurer un dispositif permettant aux Français en quête d'un premier logement de bénéficier d'une déductibilité de leurs intérêts d'emprunt, dès lors que celui-ci répond aux exigences de construction environnementale. Les contribuables qui entreprennent des travaux de rénovation énergétique à la suite de l'acquisition de leur premier logement peuvent également bénéficier de ce dispositif.

Dans le but de répondre à l'urgence écologique et de solvabiliser les emprunteurs, ce remboursement d'une partie des intérêts d'emprunt, sous forme de crédit d'impôt sur le revenu, ne pourra être accordé que si le logement concerné présente, au moment de l'achat, ou, le cas échéant, une fois les travaux de construction ou de rénovation terminés, un niveau de performance énergétique et environnementale, déterminé selon la méthode du diagnostic de performance énergétique, correspondant à la classe A.

Afin de limiter l'impact sur le déficit budgétaire, ce crédit d'impôt, réservé aux primo-accédants, est non seulement borné dans le temps mais également plafonné (2 000 euros pour une personne seule et 4 000 euros pour un couple soumis à imposition commune au titre de chaque année d'imposition). Par ailleurs, il ne pourra pas excéder 20 % des intérêts d'emprunt. Enfin, il ne sera appliqué qu'au titre des 5 premières annuités de l'échéancier.





**A M E N D E M E N T**

C	
G	

présenté par  
M. DELCROS  
et les membres du groupe Union Centriste

ARTICLE 9

Supprimer cet article.

**OBJET**

Le présent amendement vise à supprimer le plafonnement du produit de l'IFER fixe, qui est une perte de recettes pour les collectivités territoriales estimée à près de 300 M€ par an d'ici 2030. Ce manque à gagner n'est ni légitime, ni en cohérence avec l'objectif de réduction du déficit public de ce projet de loi de finances.

En effet, le produit de l'IFER fixe est issu de la multiplication suivante : nombre de lignes de communication, multiplié par un tarif par ligne de communication fixé annuellement.

Or, les lignes de communication intégrées à l'assiette sont actuellement limitées aux seules lignes en cuivre, à l'exclusion des lignes en fibre optique qui bénéficient depuis 2015 d'une exonération de 5 ans à compter de leur première installation.

L'échéance de cette exonération pour la plupart des lignes en fibre optique en activité implique leur réintégration à l'assiette de l'IFER, qui augmentera dès l'année prochaine. Cela entraîne mécaniquement l'accroissement du produit de la taxe, qui est estimé par Bercy à 800 M€ par an d'ici 2030.

Pourtant, l'article 9 du PLF prévoit d'amputer le budget des collectivités de cette augmentation de recettes, en plafonnant le produit de la taxe à 400 M€ par an. D'ici 2030, cela sera donc une perte de 300 à 400 M€ par an pour nos collectivités, y compris lorsqu'on prend en compte l'annonce d'un rééquilibrage annuel en fonction de l'inflation.

La cause de ce plafonnement est que les opérateurs de ligne en fibre optique, qui bénéficiaient jusque-là d'une exonération d'IFER pour la quasi-intégralité de leurs lignes, pourraient répercuter le coût de la fin de l'exonération sur leurs consommateurs.

Cette explication ne nous paraît pas juste dans son principe, car une exonération fiscale n'est pas destinée à durer indéfiniment. Si la dépense fiscale était justifiée lors du lancement de la technologie de la fibre optique, la réduction pérenne de la charge fiscale d'opérateurs dont les activités sont rentables n'est pas légitime et pénalise nos collectivités territoriales.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme VERMEILLET  
et les membres du groupe Union Centriste

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 DECIES**

Après l'article 5 decies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après l'article 244 quater B bis du code général des impôts, il est inséré un article 244 quater ... ainsi rédigé :

« Art. 244 quater .... – Les articles 244 quater B et 244 quater B bis ne sont pas applicables :

« 1° Aux entités constituées en conformité avec la législation d'un État qui n'est pas membre de l'Union européenne ;

« 2° Aux entités constituées en conformité avec la législation d'un État membre de l'Union européenne lorsque celles-ci sont contrôlées au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce ou lorsque 25 % des droits de vote sont détenus par une ou plusieurs personnes physiques non ressortissantes de l'Union européenne ou entités visées au 1°. »

**OBJET**

Le présent amendement du groupe Union centriste vise à réserver le crédit d'impôt en faveur de la recherche (CIR) aux seules entreprises européennes, à l'exclusion donc des entreprises étrangères (sur le fondement, en l'espèce, du critère de la nationalité des détenteurs du capital).

Seraient ainsi exclues du bénéfice du CIR :

- Les entités constituées en conformité avec la législation d'un État qui n'est pas membre de l'Union européenne (UE) ;
- Les entités constituées en conformité avec la législation d'un État membre de l'Union européenne lorsque celles-ci sont contrôlées (au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce) ou lorsque 25 % des droits de vote sont détenus par une ou plusieurs personnes physiques non ressortissantes de l'UE ou entités constituées en conformité avec la législation d'un État qui n'est pas membre de l'UE.

Cette mesure se justifie tout particulièrement par le coût de cette dépense (ou « niche ») fiscale pour les finances publiques : plus de 7,6 Md€ en 2024.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie GOULET  
et les membres du groupe Union Centriste

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 22**

Après l'article 22

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 119 bis A du code général des impôts est ainsi modifié :

A. – Le 1 est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est ainsi modifié :

a) Au début, est ajoutée la mention : « I. – » ;

b) Les mots : « , dans la limite du montant correspondant à la distribution de produits de parts ou d'actions mentionnée au b, » sont supprimés ;

2° Les a et b sont remplacés par six alinéas ainsi rédigés :

« a) Le versement est conditionné, directement ou indirectement, à la distribution de produits d'actions, de parts sociales ou de revenus assimilés mentionnés aux articles 108 à 117 bis, ou son montant est établi en tenant compte de ladite distribution ;

« b) Le versement est lié, directement ou indirectement :

« – à une cession temporaire desdites parts ou actions d'une durée inférieure à une durée fixée par décret réalisée par la personne qui n'est pas établie ou n'a pas sa résidence en France au profit, directement ou indirectement, de la personne qui est établie ou a sa résidence en France ;

« – ou à une opération donnant le droit ou faisant obligation à la personne qui est établie ou a sa résidence en France de revendre ou de restituer, directement ou indirectement, lesdites parts ou actions à la personne qui n'est pas établie ou n'a pas sa résidence en France ;

« – ou à un accord ou instrument financier ayant, directement ou indirectement, pour la personne qui n'est pas établie ou n'a pas sa résidence en France, un effet économique similaire à la possession desdites parts ou actions.

« Le présent I n'est pas applicable aux dividendes distribués à une personne morale dans les conditions prévues à l'article 119 ter. »

B. – Il est ajouté un II ainsi rédigé :

« II. – Lorsque les produits des actions et parts sociales et les produits assimilés mentionnés aux articles 108 à 117 bis sont versés à une personne qui est établie ou a sa résidence dans un État ou territoire ayant signé avec la France une convention d'élimination des doubles impositions qui ne prévoit pas ou exonère de retenue à la source ces produits, l'établissement payeur des produits applique, lors de la mise en paiement, la retenue à la source prévue au 2 de l'article 119 bis.

« Le premier alinéa du présent II n'est pas applicable aux dividendes distribués à une personne morale dans les conditions prévues à l'article 119 ter.

« Le bénéficiaire des produits mentionnés au premier alinéa du présent II peut obtenir le remboursement de la retenue à la source s'il apporte la preuve qu'il en est le bénéficiaire effectif et que la distribution de ces produits dans cet État ou territoire a principalement un objet ou un effet autres que d'éviter l'application d'une retenue à la source ou d'obtenir l'octroi d'un avantage fiscal.

« L'établissement payeur des produits mentionnés au même premier alinéa adresse chaque année à l'administration fiscale, par voie électronique et au plus tard le 31 janvier de l'année suivant celle au titre de laquelle les versements ont été effectués, une déclaration mentionnant le montant, la date, l'émetteur et le destinataire de chacun des versements. »

II. – Le I entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

### **OBJET**

Les révélations en 2019 de l'affaire des « CumEx Files » avaient mis à jour un scandale de fraude et d'évasion fiscales reposant sur l'arbitrage de dividendes, technique qui consiste à transférer artificiellement la propriété d'actions autour de la date du versement des dividendes afin d'échapper aux retenues à la source prévues ou, dans le cas de certains pays, de bénéficier indûment de crédits d'impôt.

Le présent amendement du groupe Union centriste propose de modifier la rédaction de l'article 119 *bis* A du code général des impôts, inséré à l'issue de l'examen du projet de loi de finances pour 2019 dans la rédaction qu'en avait finalement proposée l'Assemblée nationale, afin de revenir strictement au mécanisme de lutte contre les schémas frauduleux d' « arbitrage de dividendes » (ou « CumCum ») formulé initialement par le groupe de suivi de la commission des finances du Sénat sur la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, mécanisme à la fois plus ambitieux et plus complet.

La France est en effet la première victime de cette fraude aux dividendes, qui aurait coûté en vingt ans plus de 30 Md€ à nos finances publiques.

Les perquisitions menées en mars dernier par le parquet national financier (PNF) au sein de cinq grandes banques françaises, soupçonnées d'avoir permis à leurs clients étrangers d'échapper à l'impôt en France, illustrent la nécessité de renforcer les dispositifs existants.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CAPUS, Mmes PAOLI-GAGIN et BOURCIER, MM. BRAULT et CHASSEING, Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC, MÉDEVIELLE, ROCHETTE, VERZELEN et WATTEBLED

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 3 UNDECIES**

I. – Remplacer l'année :

2024

par l'année :

2026

Insérer un paragraphe ainsi rédigé :

II – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 3 undecies proroge d'un an, jusqu'au 31 décembre 2024, la réduction d'impôt applicable, dans le cadre du dispositif « Malraux », aux immeubles situés dans un quartier ancien dégradé (QAD) ou dans un quartier présentant une concentration élevée d'habitat ancien dégradé et faisant l'objet d'une convention pluriannuelle dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU).

Cette prorogation est la bienvenue car elle favorise l'investissement dans les territoires en faveur de la préservation du patrimoine bâti et le renouvellement urbain. Cet amendement vise donc à aligner la durée de cette prorogation sur la durée de référence de 3 ans telle que prévue par la loi de programmation pour les finances publiques. Il s'agit de donner davantage de visibilité aux investisseurs et d'éviter l'instabilité fiscale.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CAPUS, Mmes PAOLI-GAGIN et BOURCIER, MM. BRAULT et CHASSEING, Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC, MÉDEVIELLE, ROCHETTE, VERZELEN et WATTEBLED

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 3 QUINVICIES

## I. - Alinéa 1

Compléter cet alinéa par une phrase ainsi rédigée :

Dans le cas d'une commune nouvelle, ces seuils s'appliquent aux anciennes communes qui la composent.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 3 quinvicies encourage les Français à financer la rénovation du patrimoine religieux des petites communes. Il s'inscrit dans la droite ligne des annonces faites par le Président de la République lors des Journées européennes du patrimoine du 15 septembre 2023, notamment concernant le lancement d'une souscription nationale de dons pour financer les travaux de conservation et de restauration des édifices religieux des communes de moins de 10 000 habitants en métropole et 20 000 habitants en outre-mer.

Le seuil de 10 000 habitants semble, de prime abord, pertinent, puisqu'il permet de cibler les communes disposant des ressources les moins importantes pour entretenir ce patrimoine.

Cependant, un seuil risque toujours de produire un effet d'éviction sur des cibles qui devaient, a priori, être intégrées dans le dispositif. C'est tout particulièrement le cas pour les communes nouvelles, dont la création a été encouragée par l'État. Les communes nouvelles regroupent des communes historiques, qui sont bien souvent des villages. Or c'est au centre de ces villages que se trouvent les églises qui seraient concernées par le fonds dont la création a été annoncée par le Président de la République.

De très nombreuses communes nouvelles se retrouverait ainsi exclues du dispositif, puisqu'elles comptent désormais plus de 10 000 habitants, alors même qu'elles comptent en leur sein plusieurs

églises. À titre d'exemple, on recense sur la commune de Segré-en-Anjou bleu, en maine-et-Loire, 17 660 habitants pour 17 églises et 11 chapelles.

Cet amendement vise à prévoir que le seuil des 10 000 habitants annoncé par le Président de la République s'applique, dans le cas des communes nouvelles, aux communes déléguées, et non pas à la commune nouvelle dans son ensemble.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CAPUS, Mmes PAOLI-GAGIN et BOURCIER, M. BRAULT, Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC, MÉDEVIELLE, ROCHETTE, VERZELEN et WATTEBLED

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 3 QUINVICIES

I. – Alinéa 2, première phrase

Remplacer le nombre :

1 000

par le nombre :

10 000

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 3 quinvicies encourage les Français à financer la rénovation du patrimoine religieux des petites communes. Il s'inscrit dans la droite ligne des annonces faites par le Président de la République lors des Journées européennes du patrimoine du 15 septembre 2023, notamment concernant le lancement d'une souscription nationale de dons pour financer les travaux de conservation et de restauration des édifices religieux des communes de moins de 10 000 habitants en métropole et 20 000 habitants en outre-mer.

Le dispositif prévu par l'article fixe le plafond pour les dons déductibles à 1 000 € par an. Afin de renforcer l'attractivité de ce dispositif et d'encourager les dons plus conséquents, il est proposé de relever ce dispositif à 10 000 €.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

M. CAPUS, Mmes PAOLI-GAGIN et BOURCIER, MM. BRAULT, CHASSEING et CHEVALIER,  
Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC,  
MÉDEVIELLE, ROCHETTE et VERZELEN

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le 1 quater de l'article 93, il est inséré un 1 quinquies ainsi rédigé :

« 1 quinquies. Les associés de sociétés d'exercice libéral à forme anonyme, par actions simplifiée, à responsabilité limitée ou en commandite par actions, dont le revenu imposable provenant de l'exercice d'une activité libérale au sein de la société dont ils sont associés est déterminé au titre des bénéfices non commerciaux, peuvent demander par dérogation que, au titre de cette activité, le revenu imposable soit déterminé selon les règles prévues à l'article 62 du code général des impôts, en l'absence de lien de subordination entre l'associé et la société d'exercice libéral au titre de l'exercice de l'activité libérale. La demande doit être adressée au service des impôts du lieu d'exercice de l'activité avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année qui suit celle au titre de laquelle l'imposition est établie. L'option demeure valable tant qu'elle n'a pas été expressément dénoncée dans les mêmes conditions. » ;

2° Au 1° du B de l'article 204 C, au 5° du 2 de l'article 204 G et à la première phrase du 5 de l'article 1663 C, les mots : « et 1 quater » sont remplacés par les mots : « , 1 quater et 1 quinquies » ;

3° Avant le dernier alinéa de l'article 62 du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Sur option telle que prévue au 1 quinquies de l'article 93 aux associés des sociétés d'exercice libéral à forme anonyme, par actions simplifiée, à responsabilité limitée ou en commandite par actions. »

II. – Le I s'applique aux rémunérations perçues ou réalisées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.



**OBJET**

Le régime d'imposition des rémunérations perçues par les associés d'une société d'exercice libéral (SEL) au titre de l'exercice de l'activité libérale au sein de cette même société fait l'objet de dispositions doctrinales ambiguës lesquelles sont, par ailleurs, par certains aspects, contradictoires avec la jurisprudence récente du Conseil d'État.

Afin de clarifier le régime d'imposition de ces rémunérations, de mettre fin à l'insécurité juridique actuelle et de préserver la situation des contribuables concernés, le présent article propose :

- de préciser que les rémunérations des associés de sociétés d'exercice libéral à forme anonyme (SELAFA), par actions simplifiées (SELAS), à responsabilité limitée (SELARL) ou en commandite par actions (SELCA), allouées à raison de l'exercice d'une activité libérale au sein de ces mêmes sociétés, sont imposables dans la catégorie des bénéfices non commerciaux, sauf lorsqu'il est établi qu'un lien de subordination existe entre l'associé et la société d'exercice libéral au titre de l'exercice de cette activité. Ces rémunérations sont en effet imposées dans la catégorie des traitements et salaires en présence d'un lien de subordination - au sens de la jurisprudence de la Cour de cassation en matière sociale - entre l'associé et la SEL au titre de l'exercice de cette activité ;

- de prévoir la possibilité, pour ces mêmes associés, d'opter pour l'imposition selon les règles de l'article 62 du CGI, en l'absence de lien de subordination entre l'associé et la SEL au titre de l'exercice de l'activité libérale, en dérogation à l'article 92 du CGI. Cette option serait tacitement reconductible.

S'agissant des associés gérants majoritaires de SELARL et des associés gérants de SELCA, les règles précédentes s'appliqueraient aux rémunérations qui leur sont allouées à raison de l'exercice d'une activité libérale, lorsqu'elles peuvent être distinguées des rémunérations qu'ils perçoivent au titre de leurs fonctions de gérance, conformément à la jurisprudence du Conseil d'État. Dans le cas contraire, elles demeureraient imposées dans les conditions prévues à l'article 62 du code général des impôts (CGI).

Les rémunérations perçues ès qualités par les associés gérants majoritaires de SELARL et les associés gérants de SELCA demeureraient imposées dans les conditions prévues par l'article 62 précité. De même, les rémunérations perçues ès qualités par les associés dirigeants de SELAS et de SELAFA ainsi que par les associés gérants minoritaires de SELARL continueraient à être imposées dans les conditions prévues à l'article 80 ter du CGI, i.e. comme des traitements et salaires.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

M. CAPUS, Mmes PAOLI-GAGIN et BOURCIER, MM. BRAULT, CHASSEING et CHEVALIER,  
Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC,  
MÉDEVIELLE, ROCHETTE, VERZELEN et WATTEBLED

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 DUOTRICIES

Après l'article 5 duotricies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 244 quater O du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le 1° du I, il est inséré un 1° bis ainsi rédigé :

« 1° bis De la rémunération, charges sociales incluses, des dirigeants, correspondant à leur participation directe à la création d'ouvrages mentionnés au 1°, dans la limite de 45 000 € par an. Cette rémunération n'est éligible au crédit d'impôt que pour les petites entreprises, au sens de l'article 2 de l'annexe I au règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ; » ;

2° Après le 1° du I bis, il est inséré un 1° bis ainsi rédigé :

« 1° bis De la rémunération, charges sociales incluses, des dirigeants, correspondant à leur participation directe à l'activité mentionnée au 1°, dans la limite de 45 000 € par an. Cette rémunération n'est éligible au crédit d'impôt que pour les petites entreprises, au sens de l'article 2 de l'annexe I au règlement (UE) n° 651/2014 précité ; ».

II. – Les 1° et 2° du I s'appliquent aux crédits d'impôt calculés au titre des dépenses exposées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

III. – Le présent article ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

IV – La perte de recettes résultant pour l'État des I à IV est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Cet amendement vise à adapter le crédit d'impôt métier d'arts en étendant son assiette aux rémunérations des dirigeants non-salariés correspondant à leur participation directe à l'activité. Le

montant de rémunération ouvrant droit à crédit d'impôt est plafonné à 45 000 € par an et n'est pris en compte dans l'assiette du crédit d'impôt que pour les petites entreprises.

Cette adaptation à la marge permet de prendre en compte la réalité de la taille de la majorité des entreprises des métiers d'art et de garantir un soutien efficace à l'activité d'entreprises hautement qualifiées dont il convient de maintenir et de développer les compétences et les savoir-faire. Il s'agit, de plus, d'emplois non-délocalisables.

De fait, compte tenu de la structuration des entreprises concernées et du niveau de plafond proposé, la mesure couvre essentiellement des entreprises soumises à l'impôt sur le revenu, soit environ 13,5% de l'ensemble.

Cette proposition s'inscrit dans la continuité du plan ambitieux pour les métiers d'art présenté le 30 mai dernier par le Gouvernement. Son coût annuel est estimé à 1,5 M€.





## AM E N D E M E N T

présenté par

M. CAPUS, Mmes PAOLI-GAGIN et BOURCIER, MM. BRAULT et CHASSEING, Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC, MÉDEVIELLE, ROCHETTE et VERZELEN

C	
G	

### ARTICLE 5 TERTRICIES

Alinéa 5

Remplacer le mot :

porte

par les mots :

peut porter

### OBJET

L'article 5 tertricies prévoit l'obligation pour les entreprises, lorsqu'elles ouvrent une négociation sur un dispositif d'intéressement ou de participation, de négocier la définition d'une augmentation exceptionnelle de leur bénéfice et les conséquences d'une augmentation exceptionnelle de leur bénéfice, en matière de partage de la valeur dans l'entreprise.

Si les mécanismes de partage de la valeur peuvent s'avérer pertinents pour aligner les intérêts des entreprises et ceux des collaborateurs, il ne semble pas nécessaire d'ajouter davantage de contraintes aux entreprises, qui sont d'ores et déjà tenues de mettre en place un régime de participation.

C'est pourquoi cet amendement vise à rendre cette négociation optionnelle et non plus obligatoire.





## AM E N D E M E N T

présenté par

M. CAPUS, Mme PAOLI-GAGIN, M. MALHURET, Mme BOURCIER, MM. BRAULT, CHASSEING, CHEVALIER et GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC, MÉDEVIELLE, ROCHETTE, VERZELEN et WATTEBLED

C	
G	

### ARTICLE 8

Supprimer cet article.

### OBJET

L'article 8 prévoit de modifier le calendrier retenu par la précédente loi de finances pour la suppression de la CVAE.

Si les raisons budgétaires qui président à ce report sont évidentes, cette décision ne paraît pas opportune. En effet, la suppression de la CVAE est essentielle pour soutenir la dynamique de réindustrialisation engagée par le Gouvernement. En outre, une telle bifurcation à mi-chemin entretient l'idée d'une forte instabilité fiscale en France, ce qui pénalise autant les entreprises que les collectivités.

C'est pourquoi cet amendement vise à supprimer cet article, afin d'en rester au calendrier de suppression prévu par la LFI pour 2023.







**S O U S - A M E N D E M E N T**

à l'amendement n° I-208 de la commission des finances

présenté par

C	
G	

M. CAPUS, Mmes PAOLI-GAGIN et BOURCIER, MM. BRAULT, CHASSEING et CHEVALIER,  
Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC,  
MÉDEVIELLE, ROCHETTE et VERZELEN

ARTICLE 10 OCTIES

Amendement I-208

I. – Alinéa 7

1° Après le mot :

les

insérer le mot :

grandes

2° Supprimer les mots :

de catégorie intermédiaire

II. – Alinéa 8

Remplacer les mots :

et les petites et moyennes entreprises

par les mots :

les petites et moyennes entreprises et les entreprises de taille intermédiaire

**OBJET**

L'article 10 octies présente le nouveau calendrier d'entrée en vigueur de la généralisation de la facturation électronique et de la transmission des données de transaction, dite « e-reporting », avec un déploiement en deux étapes : à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, les ETI et les grandes entreprises, puis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027, les PME et les microentreprises.

Cet amendement vise à intégrer les ETI dans le second volet, afin de leur laisser le même délai que celui dont les PME disposeront. Les ETI n'ont pas la même surface, en matière de fonctions supports, que les grandes entreprises et il ne semble donc pas juste de les soumettre au même calendrier.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

M. CAPUS, Mmes PAOLI-GAGIN et BOURCIER, MM. BRAULT, CHASSEING et CHEVALIER,  
Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC,  
MÉDEVIELLE, ROCHETTE et VERZELEN

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 13**

Après l'article 13

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article L. 3261-2 du code du travail est complété par les mots : « et la location de véhicules électriques, hybrides rechargeables ou hydrogène par les salariés ».

II. – Après le 19° bis de l'article 81 du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ...° L'avantage résultant de la contribution de l'employeur à la location de véhicules électriques, hybrides rechargeables ou hydrogène par les salariés, conformément à l'article L. 3261-2 du code du travail ; ».

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La Loi d'Orientation des Mobilités a instauré le « Forfait mobilités durables », qui permet à l'employeur de prendre en charge tout ou partie des frais engagés par ses salariés se déplaçant à vélo, faisant du covoiturage ou utilisant des mobilités douces pour se rendre au travail.

Cependant, la location de véhicules propres par les salariés en est aujourd'hui exclue. Si l'objectif du forfait est d'encourager les salariés à utiliser des modes de transports plus propres et moins coûteux pour se rendre à leur travail, il convient d'y intégrer la location de véhicules électriques, hybrides rechargeables ou hydrogène.

Afin d'atteindre ces objectifs ambitieux de planification écologique et de respecter les trajectoires établies par les feuilles de route de décarbonation, cet amendement vise à inclure les services de location de véhicules propres dans le dispositif du forfait mobilités durables.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CAPUS, Mmes PAOLI-GAGIN et BOURCIER, MM. BRAULT, CHASSEING et CHEVALIER,  
Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC,  
MÉDEVIELLE, ROCHETTE et VERZELEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 5 BIS

## I. - Alinéa 2

Rédiger ainsi cet alinéa :

II. Au premier alinéa du I de l'article 220 undecies A du code général des impôts, l'année : « 2024 » est remplacée par l'année : « 2026 » et le taux : « 25 % » est remplacé par le taux : « 50 % ».

II. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

Cet amendement a pour objectif de favoriser la pratique du vélo pour les déplacements du quotidien, en incitant les entreprises à mettre à disposition de leurs salariés des flottes de vélos, notamment pour réaliser les déplacements entre leur domicile et leur lieu de travail.

Il vise ainsi à prolonger de deux ans la réduction d'impôt auxquelles ont droit les entreprises mettant à la disposition de leurs salariés des flottes de vélos, en portant ainsi la durée du dispositif à trois ans, en phase avec la durée retenue en LPFP, et en doublant le plafond de défiscalisation.







## AM E N D E M E N T

présenté par

M. CAPUS, Mmes PAOLI-GAGIN et BOURCIER, MM. BRAULT, CHASSEING et CHEVALIER,  
Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC,  
MÉDEVIELLE, ROCHETTE et VERZELEN

C	
G	

### ARTICLE 21

Alinéa 2

1° Remplacer les mots :

peut également être

par les mots :

est également

2° Remplacer les mots :

ne pouvant excéder

par le mot :

de

### OBJET

L'article 21 vise à renforcer les sanctions pénales encourues en cas de fraude fiscale aggravée, qui correspondent aujourd'hui à une peine d'emprisonnement de 7 ans et une amende de 3 M€. Il s'agit d'instaurer une peine complémentaire visant à priver temporairement, pour une durée ne pouvant excéder 3 ans, le fraudeur du droit à l'octroi de réductions ou crédits d'impôt sur le revenu (IR) ou d'impôt sur la fortune immobilière (IFI).

Le présent amendement propose de renforcer ces sanctions en prévoyant l'automatisme de la suspension de ces avantages fiscaux pour une durée de trois ans, sans possibilité de réduire cette durée.





## AM E N D E M E N T

présenté par

M. CAPUS, Mmes PAOLI-GAGIN et BOURCIER, MM. BRAULT, CHASSEING et CHEVALIER,  
Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC,  
MÉDEVIELLE, ROCHETTE et VERZELEN

C	
G	

### ARTICLE 22

Alinéa 14

Supprimer cet alinéa.

### OBJET

L'article 22 vise à renforcer la capacité de l'administration à détecter et sanctionner les utilisations abusives des règles de prix de transfert, conformément aux annonces du plan de lutte contre toutes les fraudes aux finances publiques.

Ces pratiques abusives sont essentiellement le fait de grands groupes internationalisés. Aussi n'apparaît-il pas nécessaire d'abaisser le plafond d'éligibilité au dispositif de contrôle renforcé par cet article. C'est pourquoi cet amendement vise à supprimer l'alinéa 14, qui prévoit l'abaissement du seuil portant sur le chiffre d'affaires ou le total bilan de 400 M€ à 140 M€.





## A M E N D E M E N T

présenté par

M. CAPUS, Mmes PAOLI-GAGIN et BOURCIER, MM. BRAULT, CHASSEING et CHEVALIER,  
Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC,  
MÉDEVIELLE, ROCHETTE et VERZELEN

C	
G	

### ARTICLE 23 SEPTIES

Supprimer cet article.

### OBJET

L'article 23 septies vise à pérenniser l'expérimentation, avancée comme probante, de la rémunération par l'administration fiscale d'un aviseur fiscal, c'est-à-dire d'une personne ayant fourni des renseignements ayant amené l'administration fiscale à la découverte d'une fraude fiscale.

Notre Groupe salue les différentes dispositions de ce texte visant à mettre en œuvre le plan anti-fraude et propose même d'en renforcer plusieurs. La lutte contre la fraude est en effet un facteur de justice fiscale et de consentement à l'impôt. Mais la « prime à la délation » prévue par cet article ne semble pas à même de renforcer la cohésion sociale du pays.

C'est pourquoi cet amendement propose de supprimer cet article.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CAPUS, Mmes PAOLI-GAGIN et BOURCIER et MM. BRAULT, CHASSEING, CHEVALIER, GRAND,  
Vincent LOUAULT, Alain MARC, MÉDEVIELLE, ROCHETTE et VERZELEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 1383 du code général des impôts est complété par un paragraphe ainsi rédigé :

« .... – Les constructions nouvelles, reconstructions et additions de construction autres que celles à usage d'habitation situées sur des friches au sens de l'article L. 111-26 du code de l'urbanisme sont exonérées de la taxe foncière sur les propriétés bâties à hauteur de 100 % de la base imposable durant les cinq années qui suivent celle de leur achèvement. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à créer une exonération de taxe foncière pour les constructions nouvelles à 5 ans lorsque le projet s'inscrit dans une reprise de friche.

Il s'agit d'une part d'alléger le coût pour l'entreprise de l'installation sur une friche, qui implique généralement des surcoûts importants, et de faire correspondre les mécanismes d'incitation fiscale aux objectifs de sobriété foncière dans le cadre du ZAN.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

C	
G	

M. CAPUS, Mmes PAOLI-GAGIN et BOURCIER, MM. BRAULT, CHASSEING et CHEVALIER,  
Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC,  
MÉDEVIELLE, ROCHETTE, VERZELEN et WATTEBLED

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 1382 I du code général des impôts, il est inséré un article 1382... ainsi rédigé :

« Art. 1382 .... – Les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre peuvent, par délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A bis, exonérer totalement, pour la part de taxe foncière sur les propriétés bâties qui leur revient, les immeubles ou parties d'immeubles qui appartiennent à des établissements privés à but non lucratif en contrat avec l'État tels que définis à l'article L. 732-1 du code de l'éducation, et qui sont affectés au service public de l'enseignement supérieur et de la recherche tel que défini aux articles L. 123-3 du code de l'éducation et L. 112-2 du code de la recherche.

« Pour bénéficier de cette exonération, le redevable de la taxe doit adresser, avant le 1<sup>er</sup> janvier de la première année au titre de laquelle l'exonération est applicable, une déclaration au service des impôts du lieu de situation des biens comportant tous les éléments permettant leur identification et tout document justifiant de l'affectation de l'immeuble. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Dans la suite de la loi de programmation de la recherche, cet amendement a pour objet d'ouvrir la possibilité aux collectivités territoriales d'exonérer de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) les établissements d'enseignement supérieur d'intérêt général (EESPIG) en tant qu'opérateurs du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche (art. L732-1 du Code de l'éducation et art. L112-2 du Code de la recherche).

Il permet ainsi d'établir une équité de traitement avec les établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche, exonérés de plein droit du paiement de la TFPB au titre de l'article 1382 du Code général des impôts.

L'exonération proposée ici s'établit à l'initiative des collectivités territoriales pour les EESPIG, établissements d'enseignement supérieur privés en contrat avec l'État, et se veut ainsi le reflet de l'engagement des collectivités pour l'enseignement supérieur non lucratif et la recherche publique. Ces établissements soutiennent en effet l'économie locale, l'attractivité des territoires et le dynamisme des bassins d'emplois dans lesquels ils sont implantés, générant de nombreuses retombées pour les collectivités, tant économiques, que sociales et culturelles.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

M. CAPUS, Mmes PAOLI-GAGIN et BOURCIER, MM. BRAULT, CHASSEING et CHEVALIER,  
Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC,  
MÉDEVIELLE, ROCHETTE, VERZELEN et WATTEBLED

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le 12° de l'article 1382 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au début, le mot : « Les » est remplacé par les mots : « Toutes les » ;

2° Sont ajoutés les mots : « y compris les structures porteuses des ombrières utilisant l'énergie solaire photovoltaïque ».

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à clarifier et à harmoniser l'exonération de la Taxe Foncière sur les Propriété Bâties (TFPB) et de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) dont peuvent bénéficier les structures porteuses des ombrières utilisant l'énergie solaire photovoltaïque. Il s'agit de préciser le droit actuel afin d'adapter la doctrine fiscale applicable en la matière.

La pose de panneaux photovoltaïques dans les parcs de stationnement est en effet un moyen d'optimiser la surface disponible pour la production d'énergie renouvelable sans recourir à l'artificialisation des sols. Il faut encourager ces pratiques et clarifier le cadre juridique actuel pour sécuriser les acteurs économiques.





## AM E N D E M E N T

présenté par

M. CAPUS, Mme PAOLI-GAGIN, M. MALHURET, Mme BOURCIER, MM. BRAULT, CHASSEING et CHEVALIER, Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC, MÉDEVIELLE, ROCHETTE, VERZELEN et WATTEBLED

C	
G	

### ARTICLE 27 SEXIES

#### I. – Alinéa 3

Remplacer les mots :

Sont exonérés

par les mots :

Peuvent être exonérés, dans les conditions prévues au II du présent article,

#### II. – Alinéa 7

Après la référence :

1639 A bis

rédiger ainsi la fin de cet alinéa :

appliquer l'exonération prévue au I du présent article, éventuellement en la limitant, pour la part qui leur revient, à un pourcentage de la base imposable.

#### III. – Alinéa 10

Remplacer les mots :

Sont exonérées

par les mots :

Peuvent être exonérées, dans les conditions prévues au II du présent article,

#### IV. – Alinéa 13

Rédiger ainsi cet alinéa :

« 1° Appliquer l'exonération prévue au I du présent article, éventuellement en la limitant, pour la part qui leur revient, à un pourcentage de la base imposable ;

**OBJET**

L'article 23 sexies vise à modifier les conditions de bénéfice des exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) pour les bâtiments pour lesquels des travaux sont effectués afin d'en améliorer la performance énergétique. Cette mesure est une mesure de bon sens qui doit inciter les propriétaires à franchir le pas et entreprendre des travaux de rénovation, avec l'objectif d'accélérer la transition écologique en y associant davantage les collectivités locales.

Toutefois, la rédaction actuelle du dispositif attribue le « mauvais » rôle aux collectivités, qui peuvent choisir de ne pas appliquer le dispositif, et donc de fiscaliser davantage les propriétaires qui entreprennent ces travaux.

Afin de renverser cette logique, le présent amendement vise à rendre le dispositif applicable sur décision des élus locaux, afin qu'ils s'en emparent et, par conséquent, en assurent le portage politique sur le terrain. Ainsi la mesure ne sera-t-elle pas perçue par ces élus comme une nouvelle injonction venue de Paris, mais bien comme une possibilité supplémentaire à leur disposition, qu'ils pourront intégrer dans leur action en faveur de la transition écologique sur le terrain, en créant un lien direct avec leurs contribuables.







## AM E N D E M E N T

présenté par

M. CAPUS, Mme PAOLI-GAGIN, M. MALHURET, Mme BOURCIER, MM. BRAULT, CHASSEING et CHEVALIER, Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC, MÉDEVIELLE, ROCHETTE, VERZELEN et WATTEBLED

C	
G	

### ARTICLE 28

I. – Alinéa 2, tableau, dernière colonne, quarante-neuvième ligne

Remplacer le nombre :

309 800 000

par le nombre :

322 156 800

II. – Alinéa 5, tableau, dernière colonne, trente-cinquième ligne

Remplacer le nombre :

309 800 000

par le nombre :

322 156 800

III. – Alinéa 30

Compléter cet alinéa par les mots :

calculé à partir du plafond de l'année précédente revalorisé par un coefficient fixé annuellement en application du dernier alinéa de l'article 1518 bis du code général des impôts

IV. – Alinéa 35

Rédiger ainsi cet alinéa :

c) La troisième phrase du premier alinéa du II de l'article 1604 du code général des impôts est supprimée ;

V. – Pour compenser la perte de recettes résultant des I à IV, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Cet amendement vise à revaloriser annuellement le plafond via une indexation sur l'indice des prix à la consommation (comme la TFNB) et, par conséquent, à relever le montant de taxe affectée aux Chambres d'agriculture pour 2024 et à supprimer totalement la limite maximale de hausse du montant perçu par une Chambre d'une année sur l'autre.





## A M E N D E M E N T

présenté par

M. CAPUS, Mme PAOLI-GAGIN, M. MALHURET, Mme BOURCIER, MM. BRAULT et CHASSEING,  
Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC,  
MÉDEVIELLE, ROCHETTE, VERZELEN et WATTEBLED

C	
G	

### ARTICLE 31

Alinéa 5

Supprimer les mots :

et, à la fin, le montant : “3 815 713 610 euros” est remplacé par le montant : “4 025 228 396 euros”

### OBJET

Cet amendement vise à annuler l’augmentation des moyens attribués à l’audiovisuel public, à hauteur de +209,4 M€ par rapport à la dotation 2023 telle que prévue par la loi de finances pour 2023.

Selon l’étude d’impact du Gouvernement, "le niveau de la dotation publique en 2024 intègre le financement de la hausse tendancielle des charges des sociétés et d’une part des effets de l’inflation sur les charges d’exploitation".

Alors que la situation de nos finances publiques est préoccupante et que la dette ne cesse d’augmenter, l’augmentation de cette dotation ne semble en effet pas opportune et il paraît judicieux d’y revenir.





## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme Nathalie GOULET, MM. DELCROS, CANÉVET, CAPO-CANELLAS, DELAHAYE, MAUREY et  
MIZZON et Mme VERMEILLET

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 QUINVICIES

Après l'article 3 quinvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 222 bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« L'octroi des réductions d'impôt mentionnées au premier alinéa est subordonné à un accord préalable de l'administration lorsque l'organisme bénéficiaire du don ou versement a un lien direct ou indirect avec une activité culturelle. »

### OBJET

Depuis la loi 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, les organismes bénéficiaires de dons sont soumis à une nouvelle obligation déclarative s'agissant du montant global perçu et du nombre de reçus délivrés.

Cette nouvelle obligation déclarative constitue un premier pas intéressant, mais insuffisant faute de contrôles à priori.

Le présent amendement propose de subordonner l'octroi des réductions d'impôt prévues aux articles 200, 238 bis et 978 à un accord préalable de l'administration lorsque l'organisme bénéficiaire du versement a un lien direct ou indirect avec une activité culturelle.

La liberté de donner des fonds ou des legs à des organismes ayant un lien avec les cultes constitue une liberté fondamentale. Elle relève néanmoins de la liberté de chacun, et non de la générosité collective des contribuables par le truchement de niches fiscales.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SAUTAREL, BURGOA, Jean-Baptiste BLANC et PIEDNOIR, Mme ESTROSI SASSONE,  
MM. BOUCHET et BELIN, Mmes DUMONT, JOSEPH et LASSARADE, M. MILON, Mme LAVARDE,  
M. DARNAUD, Mmes PETRUS et VENTALON et MM. Henri LEROY, SIDO et GREMILLET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 2

Après l'article 2

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, il est institué de manière pérenne des conférences fiscales réunissant les administrations financières et les administrations des ministères. Ces conférences ont pour objet de procéder à un examen global des dispositifs fiscaux attachés aux politiques publiques. Ainsi, ces conférences jouent un rôle important dans le pilotage des dépenses fiscales en examinant les dispositifs mal ciblés ou contraires à des objectifs stratégiques de politiques publiques tout en s'attachant à une rationalisation de leur nombre.

Un décret pris en Conseil d'État fixe les modalités d'organisation de ces conférences fiscales.

**OBJET**

Créées en 2013 par une circulaire ces conférences fiscales réunissent les administrations financières d'une part et les administrations des autres ministères d'autre part. Elles ont pour objet l'examen global des dispositifs fiscaux attachés aux politiques publiques. Les résultats des conférences de l'exercice 2022 s'inscrivent dans la lignée observée depuis 10 ans. Les dépenses fiscales proposées à la suppression étaient pour l'essentiel des mesures n'ayant plus d'incidence budgétaire ou reprises par d'autres dispositifs. Seulement quatre propositions de suppression ont fait consensus à l'issue des conférences fiscales.

Or, ces conférences doivent trouver une place centrale. Renforcer l'articulation entre les dépenses fiscales et les finalités des politiques publiques doit devenir une priorité.

En effet, le pilotage des dépenses fiscales souffre d'un défaut récurrent d'appropriation. Les ministères responsables des programmes affirment ne pas détenir la compétence et les informations nécessaires pour en évaluer l'impact tandis que le ministère en charge du budget voit son action limitée à un rôle d'observateur et de conseil juridique sur les risques d'invalidation constitutionnelle ou communautaire de telle ou telle nouvelle mesure envisagée.

La Cour des comptes relève depuis plusieurs années que la cohérence entre les dépenses fiscales et les objectifs des programmes auxquels elles se rattachent n'est pas toujours assurée. Par ailleurs, il n'existe aucun indicateur qui rend compte de la performance des dépenses fiscales. De surcroît, plusieurs dépenses fiscales relèvent de politiques plus larges que celles soutenues par leur programme



de rattachement. Ainsi, une même dépense fiscale peut concourir à plusieurs politiques publiques ou programmes, faussant l'évaluation du total des moyens consacrés à une politique donnée et fait échapper plusieurs dépenses fiscales, y compris les plus importantes, aux objectifs, indicateurs et résultats de performance qui s'imposent aux dépenses budgétaires.

Pour toutes ces raisons, le présent amendement vise à pérenniser l'existence des conférences fiscales tout en renforçant leur rôle, notamment en pilotant de manière plus rigoureuse.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SAUTAREL, BURGOA, RIETMANN, PERRIN, Jean-Baptiste BLANC et PIEDNOIR, Mme ESTROSI SASSONE, MM. BOUCHET et BELIN, Mmes DUMONT, JOSEPH et LASSARADE, M. MILON, Mme LAVARDE, M. DARNAUD, Mmes PETRUS et VENTALON, MM. Henri LEROY et SIDO, Mme MICOULEAU et M. GREMILLET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 2

Après l'article 2

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Les créations ou extensions de dépenses fiscales, d'une part, et les créations ou extensions d'exonérations ou d'abattements d'assiette et de réductions de taux s'appliquant aux cotisations et contributions de sécurité sociale affectées aux régimes obligatoires de base ou aux organismes concourant à leur financement, d'autre part, instaurées par un texte postérieur au 1<sup>er</sup> janvier 2024, sont revues au plus tard avant l'expiration d'une période de quatre années suivant la date de leur entrée en vigueur.

Sont exclues de ce champ, les dépenses fiscales relatives aux déductions et abattements, les demi-parts supplémentaires et l'aménagement du territoire.

**OBJET**

Le PLF pour 2023 compte 465 dispositifs fiscaux dérogatoires classés comme dépenses fiscales. Les dépenses fiscales regroupent l'ensemble des avantages fiscaux et réductions d'impôt prévus par la loi et susceptible de bénéficier à différentes catégories de contribuables. Bien que les dépenses fiscales constituent un instrument de politique publique alternatif à la dépense budgétaire, il convient de l'encadrer.

En effet, selon le rapport de la Cour des comptes « Piloter et évaluer les dépenses fiscales » de juillet 2023, si on reprend les 465 dispositions fiscales du PLF pour 2023, celles-ci représentent une diminution des recettes fiscales dont le coût est chiffré à 94,2 Md€ en 2022, soit l'équivalent de 29,1% des recettes fiscales nettes de l'Etat en 21,1% des dépenses du budget général. En l'espace de 10 ans, le coût des dépenses fiscales a augmenté de 16%. Ainsi, ces régimes fiscaux dérogatoires présentent un manque à gagner pour le budget de l'Etat, ils constituent une charge au même titre que les dépenses budgétaires. Leur coût a pratiquement doublé entre 2003 et 2009 et s'est stabilisé jusqu'en 2013. Il est reparti à la hausse avec le crédit d'impôt compétitivité emploi mais aussi, et surtout, avec la hausse des pratiques de défiscalisation.

Si le nombre et le coût des niches recensées sont élevés, les données officielles sont cependant sous-estimées. En effet, depuis 2006, certaines niches ont été déclassées et ne figurent plus dans le

rapport qui les recense (rapport « voies et moyens tome II » annexé tous les ans aux projets de loi de finances). Pire, depuis 2017, aucun document officiel ne les mentionne alors que ces dispositifs existent toujours. Il en va notamment ainsi de la « niche Copé », du nom de son initiateur, qui prévoit une exonération de plus-values sur les cessions de titres de participation détenus depuis plus de 2 ans par des sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés, pour un coût annuel de 7 milliards d'euros.

Au regard de leur montant, les dépenses fiscales constituent un enjeu majeur pour le respect de la trajectoire des finances publiques. Or, l'évaluation de ces dépenses fiscales est embryonnaire. En 2010, un rapport du conseil des prélèvements obligatoires pointait l'absence de réelle évaluation des niches, lesquelles étaient pourtant toujours reconduites. La loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 a prévu leur évaluation systématique. L'inspection générale des finances a rendu en 2011 un rapport couvrant 315 niches et a jugé les dispositifs « inefficients » ou « peu efficaces ». Malgré tout, ils ont tous été maintenus en raison d'un manque de volonté politique.

Au-delà de leur coût, les niches fiscales accroissent la complexité de l'impôt puisqu'elles sont toutes assorties de conditions particulières. De plus, elles sont peu contrôlées et donnent lieu à des fraudes importantes ou à des détournements de leur objet. Elles sont aussi parfois inadaptées et des aides publiques directes conditionnées seraient souvent plus efficaces.

Ainsi, pour ces raisons il est proposé d'apporter des modifications sur ces niches fiscales.

Le présent amendement vise à limiter dans le temps la création de nouvelles niches fiscales à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SAUTAREL, BURGOA, RIETMANN, PERRIN, Jean-Baptiste BLANC et PIEDNOIR, Mme ESTROSI SASSONE, MM. BOUCHET et BELIN, Mmes DUMONT et JOSEPH, M. MILON, Mme LAVARDE, M. DARNAUD, Mmes PETRUS et VENTALON et MM. Henri LEROY, SIDO et GREMILLET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 2

Après l'article 2

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, sont supprimées toutes les dépenses fiscales qui n'ont pas été reconsidérées depuis au moins quatre ans.

Sont exclus de ce champ, les dépenses fiscales relatives aux déductions et abattements, les demi-parts supplémentaires et l'aménagement du territoire.

**OBJET**

Le PLF pour 2023 compte 465 dispositifs fiscaux dérogatoires classés comme dépenses fiscales. Les dépenses fiscales regroupent l'ensemble des avantages fiscaux et réductions d'impôt prévus par la loi et susceptible de bénéficier à différentes catégories de contribuables. Bien que les dépenses fiscales constituent un instrument de politique publique alternatif à la dépense budgétaire, il convient de l'encadrer.

En effet, selon le rapport de la Cour des comptes « Piloter et évaluer les dépenses fiscales » de juillet 2023, si on reprend les 465 dispositions fiscales du PLF pour 2023, celles-ci représentent une diminution des recettes fiscales dont le coût est chiffré à 94,2 Md€ en 2022, soit l'équivalent de 29,1% des recettes fiscales nettes de l'Etat en 21,1% des dépenses du budget général. En l'espace de 10 ans, le coût des dépenses fiscales a augmenté de 16%. Ainsi, ces régimes fiscaux dérogatoires présentent un manque à gagner pour le budget de l'Etat, ils constituent une charge au même titre que les dépenses budgétaires. Leur coût a pratiquement doublé entre 2003 et 2009 et s'est stabilisé jusqu'en 2013. Il est reparti à la hausse avec le crédit d'impôt compétitivité emploi mais aussi, et surtout, avec la hausse des pratiques de défiscalisation.

Si le nombre et le coût des niches recensées sont élevés, les données officielles sont cependant sous-estimées. En effet, depuis 2006, certaines niches ont été déclassées et ne figurent plus dans le rapport qui les recense (rapport « voies et moyens tome II » annexé tous les ans aux projets de loi de finances). Pire, depuis 2017, aucun document officiel ne les mentionne alors que ces dispositifs existent toujours. Il en va notamment ainsi de la « niche Copé », du nom de son initiateur, qui prévoit une exonération de plus-values sur les cessions de titres de participation détenus depuis plus de 2 ans par des sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés, pour un coût annuel de 7 milliards d'euros.

Au regard de leur montant, les dépenses fiscales constituent un enjeu majeur pour le respect de la trajectoire des finances publiques. Or, l'évaluation de ces dépenses fiscales est embryonnaire. En 2010, un rapport du conseil des prélèvements obligatoires pointait l'absence de réelle évaluation des niches, lesquelles étaient pourtant toujours reconduites. La loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 a prévu leur évaluation systématique. L'inspection générale des finances a rendu en 2011 un rapport couvrant 315 niches et a jugé les dispositifs « inefficients » ou « peu efficaces ». Malgré tout, ils ont tous été maintenus en raison d'un manque de volonté politique.

Au-delà de leur coût, les niches fiscales accroissent la complexité de l'impôt puisqu'elles sont toutes assorties de conditions particulières. De plus, elles sont peu contrôlées et donnent lieu à des fraudes importantes ou à des détournements de leur objet. Elles sont aussi parfois inadaptées et des aides publiques directes conditionnées seraient souvent plus efficaces.

Ainsi, pour ces raisons il est proposé d'apporter des modifications sur ces niches fiscales.

Le présent amendement supprime à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 toutes les dépenses fiscales qui n'ont pas été reconsidérées depuis au moins quatre ans.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SAUTAREL, BURGOA, Jean-Baptiste BLANC et PIEDNOIR, Mme ESTROSI SASSONE,  
MM. BOUCHET et BELIN, Mmes DUMONT et JOSEPH, M. MILON, Mme LAVARDE, M. DARNAUD,  
Mmes PETRUS et VENTALON et MM. Henri LEROY, SIDO et GREMILLET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 2

Après l'article 2

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, il est mis en place un comité ad hoc chargé de l'évaluation des dépenses fiscales et des niches sociales qui existent. Ce comité effectue une analyse coût / efficacité des niches fiscales et sociales en vigueur. Les travaux du comité sont remis au Parlement le premier mardi d'octobre 2024.

Un décret pris en Conseil d'État précise les modalités d'organisation du comité ad hoc.

**OBJET**

La dernière évaluation globale des dépenses fiscales date de 2011. Elle avait été faite par le Comité d'évaluation des dépenses fiscales et des niches sociales, aussi appelé Comité Guillaume du nom de son président. Le Comité avait alors analysé le coût et l'efficacité des 538 niches fiscales et sociales. 72% de ces niches avaient pu être évalués, sans pour autant que cela débouche sur des suppressions puisque la quasi-totalité des dispositifs jugés inefficients ou peu efficaces ont été maintenus.

Pour modifier de manière opportune les dépenses fiscales, il faut nécessairement disposer des données quantitatives et qualitatives et donc d'une évaluation exhaustive.

Une telle évaluation est précieuse pour identifier les niches susceptibles d'être encadrées ou supprimées, celles qui devraient au contraire être étendues ou assouplies et plus généralement pour apprécier l'opportunité de certaines initiatives.

Ainsi, ce comité prolongerait les travaux des conférences fiscales de deux manières. D'une part, il exploiterait les évaluations existantes et les actualiserait si nécessaire, dans le but de décider, dans la perspective des prochains projets de loi de finances, des suppressions ou des rationalisations des dispositifs jugés inefficients. D'autre part, ce comité programmerait sur trois ans de nouvelles évaluations des dispositifs majeurs qui requièrent des travaux approfondis, en sollicitant des organismes de recherche reconnus et en pilotant leurs travaux dans le but de proposer des ajustements de ces dépenses d'ici 2026.

Le présent amendement vise donc à instituer un comité ad hoc chargé de l'évaluation exhaustive de l'ensemble des dépenses fiscales pour l'examen du prochain projet de loi de finances.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SAUTAREL, BURGOA, Jean-Baptiste BLANC et PIEDNOIR, Mme ESTROSI SASSONE,  
MM. BOUCHET et BELIN, Mmes DUMONT et JOSEPH, M. MILON, Mme LAVARDE, M. DARNAUD,  
Mmes PETRUS et VENTALON et MM. Henri LEROY, SIDO et GREMILLET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 2

Après l'article 2

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, il est mis en place un comité ad hoc chargé de l'évaluation des dépenses fiscales et des niches sociales qui existent. Ce comité effectue une analyse coût / efficacité des niches fiscales et sociales en vigueur. Les travaux du comité sont remis au Parlement le premier mardi d'octobre 2026.

Un décret pris en Conseil d'État précise les modalités d'organisation du comité ad hoc.

**OBJET**

La dernière évaluation globale des dépenses fiscales date de 2011. Elle avait été faite par le Comité d'évaluation des dépenses fiscales et des niches sociales, aussi appelé Comité Guillaume du nom de son président. Le Comité avait alors analysé le coût et l'efficacité des 538 niches fiscales et sociales. 72 % de ces niches avaient pu être évalués, sans pour autant que cela débouche sur des suppressions puisque la quasi-totalité des dispositifs jugés inefficients ou peu efficaces ont été maintenus.

Pour modifier de manière opportune les dépenses fiscales, il faut nécessairement disposer des données quantitatives et qualitatives et donc d'une évaluation exhaustive.

Une telle évaluation est précieuse pour identifier les niches susceptibles d'être encadrées ou supprimées, celles qui devraient au contraire être étendues ou assouplies et plus généralement pour apprécier l'opportunité de certaines initiatives.

Ainsi, ce comité prolongerait les travaux des conférences fiscales de deux manières. D'une part, il exploiterait les évaluations existantes et les actualiserait si nécessaire, dans le but de décider, dans la perspective des prochains projets de loi de finances, des suppressions ou des rationalisations des dispositifs jugés inefficients. D'autre part, ce comité programmerait sur trois ans de nouvelles évaluations des dispositifs majeurs qui requièrent des travaux approfondis, en sollicitant des organismes de recherche reconnus et en pilotant leurs travaux dans le but de proposer des ajustements de ces dépenses d'ici 2026.

Le présent amendement de repli propose que les travaux du comité puissent être réalisés à horizon 2027.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SAUTAREL, BURGOA, Jean-Baptiste BLANC et PIEDNOIR, Mme ESTROSI SASSONE, MM. BOUCHET et BELIN, Mmes DUMONT, JOSEPH et LASSARADE, M. MILON, Mme LAVARDE, M. DARNAUD, Mmes PETRUS et VENTALON, MM. Henri LEROY et SIDO, Mme Pauline MARTIN et M. GREMILLET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 2

Après l'article 2

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Les dépenses fiscales sont soumises aux mêmes règles de plafonnement que les dépenses ordinaires, limitées dans le temps et sont assujetties aux mêmes exigences de performance.

Sont exclues de ce champ, les dépenses fiscales relatives aux déductions et abattements, les demi-parts supplémentaires et l'aménagement du territoire.

Un décret pris en Conseil d'État précise les modalités d'application du présent article.

**OBJET**

Le PLF pour 2023 compte 465 dispositifs fiscaux dérogatoires classés comme dépenses fiscales. Les dépenses fiscales regroupent l'ensemble des avantages fiscaux et réductions d'impôt prévus par la loi et susceptible de bénéficier à différentes catégories de contribuables. Bien que les dépenses fiscales constituent un instrument de politique publique alternatif à la dépense budgétaire, il convient de l'encadrer.

En effet, selon le rapport de la Cour des comptes « Piloter et évaluer les dépenses fiscales » de juillet 2023, si on reprend les 465 dispositions fiscales du PLF pour 2023, celles-ci représentent une diminution des recettes fiscales dont le coût est chiffré à 94,2 Md € en 2022, soit l'équivalent de 29,1 % des recettes fiscales nettes de l'État en 21,1 % des dépenses du budget général. En l'espace de 10 ans, le coût des dépenses fiscales a augmenté de 16 %. Ainsi, ces régimes fiscaux dérogatoires présentent un manque à gagner pour le budget de l'État, ils constituent une charge au même titre que les dépenses budgétaires. Leur coût a pratiquement doublé entre 2003 et 2009 et s'est stabilisé jusqu'en 2013. Il est reparti à la hausse avec le crédit d'impôt compétitivité emploi mais aussi, et surtout, avec la hausse des pratiques de défiscalisation.

Si le nombre et le coût des niches recensées sont élevés, les données officielles sont cependant sous-estimées. En effet, depuis 2006, certaines niches ont été déclassées et ne figurent plus dans le rapport qui les recense (rapport « voies et moyens tome II » annexé tous les ans aux projets de loi de finances). Pire, depuis 2017, aucun document officiel ne les mentionne alors que ces dispositifs existent toujours. Il en va notamment ainsi de la « niche Copé », du nom de son initiateur, qui prévoit

une exonération de plus-values sur les cessions de titres de participation détenus depuis plus de 2 ans par des sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés, pour un coût annuel de 7 milliards d'euros.

Au regard de leur montant, les dépenses fiscales constituent un enjeu majeur pour le respect de la trajectoire des finances publiques. Or, l'évaluation de ces dépenses fiscales est embryonnaire. En 2010, un rapport du conseil des prélèvements obligatoires pointait l'absence de réelle évaluation des niches, lesquelles étaient pourtant toujours reconduites. La loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 a prévu leur évaluation systématique. L'inspection générale des finances a rendu en 2011 un rapport couvrant 315 niches et a jugé les dispositifs « inefficients » ou « peu efficaces ». Malgré tout, ils ont tous été maintenus en raison d'un manque de volonté politique.

Au-delà de leur coût, les niches fiscales accroissent la complexité de l'impôt puisqu'elles sont toutes assorties de conditions particulières. De plus, elles sont peu contrôlées et donnent lieu à des fraudes importantes ou à des détournements de leur objet. Elles sont aussi parfois inadaptées et des aides publiques directes conditionnées seraient souvent plus efficaces.

Ainsi, pour ces raisons il est proposé de procéder à une revue des niches fiscales.

Le présent amendement vise à ce que les niches fiscales soient considérées comme des dépenses ordinaires, soumises à des règles de plafonnement similaires, limitées dans le temps et assujetties aux mêmes exigences de performance. Cette mesure permet de supprimer les dispositifs dont le rapport coût / efficacité / effets pervers est défavorable et éventuellement de maintenir ou de réformer les dispositifs justes et efficaces.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SAUTAREL, BURGOA, Jean-Baptiste BLANC et PIEDNOIR, Mme ESTROSI SASSONE,  
MM. BOUCHET et BELIN, Mmes DUMONT, JOSEPH et LASSARADE, M. MILON, Mme LAVARDE,  
M. DARNAUD, Mmes PETRUS et VENTALON et MM. Henri LEROY, SIDO et GREMILLET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 2

Après l'article 2

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Les dépenses fiscales ayant un coût individuel inférieur à 50 millions d'euros pour un coût total de plus de 2,5 milliards d'euros sont supprimés.

Sont exclues de ce champ, les dépenses fiscales relatives aux déductions et abattements, les demi-parts supplémentaires et l'aménagement du territoire.

**OBJET**

Le PLF pour 2023 compte 465 dispositifs fiscaux dérogatoires classés comme dépenses fiscales. Les dépenses fiscales regroupent l'ensemble des avantages fiscaux et réductions d'impôt prévus par la loi et susceptible de bénéficier à différentes catégories de contribuables. Bien que les dépenses fiscales constituent un instrument de politique publique alternatif à la dépense budgétaire, il convient de l'encadrer.

En effet, selon le rapport de la Cour des comptes « Piloter et évaluer les dépenses fiscales » de juillet 2023, si on reprend les 465 dispositions fiscales du PLF pour 2023, celles-ci représentent une diminution des recettes fiscales dont le coût est chiffré à 94,2 Md € en 2022, soit l'équivalent de 29,1 % des recettes fiscales nettes de l'État en 21,1 % des dépenses du budget général. En l'espace de 10 ans, le coût des dépenses fiscales a augmenté de 16 %. Ainsi, ces régimes fiscaux dérogatoires présentent un manque à gagner pour le budget de l'État, ils constituent une charge au même titre que les dépenses budgétaires. Leur coût a pratiquement doublé entre 2003 et 2009 et s'est stabilisé jusqu'en 2013. Il est reparti à la hausse avec le crédit d'impôt compétitivité emploi mais aussi, et surtout, avec la hausse des pratiques de défiscalisation.

Si le nombre et le coût des niches recensées sont élevés, les données officielles sont cependant sous-estimées. En effet, depuis 2006, certaines niches ont été déclassées et ne figurent plus dans le rapport qui les recense (rapport « voies et moyens tome II » annexé tous les ans aux projets de loi de finances). Pire, depuis 2017, aucun document officiel ne les mentionne alors que ces dispositifs existent toujours. Il en va notamment ainsi de la « niche Copé », du nom de son initiateur, qui prévoit une exonération de plus-values sur les cessions de titres de participation détenus depuis plus de 2 ans par des sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés, pour un coût annuel de 7 milliards d'euros.

Au regard de leur montant, les dépenses fiscales constituent un enjeu majeur pour le respect de la trajectoire des finances publiques. Or, l'évaluation de ces dépenses fiscales est embryonnaire. En 2010, un rapport du conseil des prélèvements obligatoires pointait l'absence de réelle évaluation des niches, lesquelles étaient pourtant toujours reconduites. La loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 a prévu leur évaluation systématique. L'inspection générale des finances a rendu en 2011 un rapport couvrant 315 niches et a jugé les dispositifs « inefficients » ou « peu efficaces ». Malgré tout, ils ont tous été maintenus en raison d'un manque de volonté politique.

Au-delà de leur coût, les niches fiscales accroissent la complexité de l'impôt puisqu'elles sont toutes assorties de conditions particulières. De plus, elles sont peu contrôlées et donnent lieu à des fraudes importantes ou à des détournements de leur objet. Elles sont aussi parfois inadaptées et des aides publiques directes conditionnées seraient souvent plus efficaces.

Ainsi, pour ces raisons il est proposé d'apporter des modifications sur ces niches fiscales.

Le présent amendement vise à supprimer dès 2024 les dépenses fiscales qui ont un coût individuel inférieur à 50 millions d'euros pour un coût total de plus de 2,5 milliards d'euros.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes MALET, JACQUES et PETRUS, MM. LAMÉNIE et BURGOA, Mmes DUMAS et DUMONT, MM. FAVREAU et Daniel LAURENT, Mmes LASSARADE et JOSENDE, M. MILON et Mme JOSEPH

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER**

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le i du A du I de l'article 266 nonies du code des douanes est ainsi rédigé :

« i) Sur les territoires des collectivités d'outre-mer relevant de l'article 73 de la Constitution, une exonération complète est applicable :

« – jusqu'au 31 décembre 2028 à La Réunion ;

« – jusqu'au 31 décembre 2030 en Guadeloupe et en Martinique ;

« – jusqu'au 31 décembre 2033 en Guyane et à Mayotte. »

II. – Le 2° du I et le II de l'article 63 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 sont abrogés.

III. - Le 2° du I et le II de l'article 14 de la loi n° 2021-1549 du 1<sup>er</sup> décembre 2021 de finances rectificatives pour 2021 sont abrogés.IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Cet amendement est la traduction exacte de la recommandation n° 12 du rapport d'information n° 195 (2022-2023) par Mmes Gisèle Jourda et Viviane Malet sur « La gestion des déchets dans les outre-mer » déposé par la Délégation sénatoriale aux outre-mer en décembre 2022.

Ce rapport a démontré que, contrairement à l'objectif assigné à l'origine à la TGAP, cette taxe était un frein à la transition vers une sortie de l'enfouissement en étouffant progressivement les capacités d'investissement des collectivités organisatrices. La charge sur les dépenses de fonctionnement est devenue insupportable.

En effet, les outre-mer souffrent d'un retard massif d'équipements : c'est ainsi que les déchets ménagers sont enfouis à 67 % dans les territoires ultramarins, contre 15 % dans l'Hexagone. Du fait de ce retard persistant en matière d'infrastructure, notamment de traitement, et alors même que certains flux de déchets sont toujours non recyclables (et donc destinés à l'enfouissement), faute de filières de valorisation locale, le poids de la TGAP pèse directement sur les collectivités territoriales, déjà soumis à des équilibres financiers précaires.

En effet, la taxe générale sur les activités polluantes pèse tout particulièrement sur ces territoires, car malgré des réfections importantes, en particulier à Mayotte et en Guyane (- 75 %), la charge de la TGAP est amenée à s'alourdir du fait de la hausse programmée des barèmes. La dernière modification importante est intervenue avec la loi ° 2021-1549 du 1<sup>er</sup> décembre 2021 de finances rectificative pour 2021 qui a porté de 25 % à 35 % la réfaction de la TGAP pour La Réunion, la Guadeloupe et la Martinique. mais cette réfaction est provisoire. Le taux de 25 % sera de nouveau applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2024. Quant à la réfaction de 75 % dont bénéficient la Guyane et Mayotte, elle passera à 70 % au 1<sup>er</sup> janvier 2024. Au-delà de 2025, la visibilité est donc nulle pour les acteurs.

En 2021, la TGAP représentait environ 5 % du coût du service public de gestion des déchets sur le périmètre des 5 DROM. La dynamique de la taxe porterait ce coût à près de 10 % en 2025 !

Afin de leur donner davantage de visibilité, de restaurer leur capacité d'autofinancement et de mettre en place des plans pluriannuels de rattrapage, cet amendement propose des exonérations de la TGAP de 5 ans pour La Réunion, de 7 ans pour la Guadeloupe et la Martinique, de 10 ans pour Mayotte et la Guyane.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes MALET, JACQUES et PETRUS, MM. LAMÉNIE et BURGOA, Mmes DUMAS et DUMONT, MM. FAVREAU et Daniel LAURENT, Mme LASSARADE, M. MOUILLER, Mmes GUIDEZ, JOSENDE et JOSEPH et M. MILON

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER**

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le 2° du I et le II de l'article 14 de la loi n° 2021-1549 du 1<sup>er</sup> décembre 2021 de finances rectificatives pour 2021 sont abrogés.

II. – Le 2° du I et le II de l'article 63 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 sont abrogés.

III. – Le i du A du I de l'article 266 nonies du code des douanes est ainsi modifié :

1° Au début du deuxième alinéa, le taux : « 35 % » est remplacé par le taux : « 50 % » ;

2° Après le troisième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les tarifs en vigueur en 2023 demeurent applicables aux opérations pour lesquelles le fait générateur de la taxe intervient à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024. »

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La TGAP doit théoriquement inciter financièrement à réduire l'enfouissement des déchets et leur incinération sans valorisation énergétique au profit d'autres modes de traitement.

Or, les outre-mer connaissent une situation spécifique en matière de gestion des déchets en raison de leurs spécificités géographiques, de leur insularité et de l'absence de solutions de recyclage et de valorisation. Surtout, ces territoires ont beaucoup de retard et manquent encore de certaines infrastructures de base comme des déchetteries ou des centres de tri.

Aussi, la TGAP déstabilise les acteurs du déchet outre-mer et les pénalise alors qu'ils font face à l'urgence d'un rattrapage d'investissement.



Quelques chiffres :

- A La Réunion, en 2021, le syndicat Ileva s'est acquitté de 5,6 millions d'euros, soit déjà 16,5 % des dépenses de fonctionnement. En 2022, ce sont 6,7 M euros et pour 2025, les prévisions sont de 10,2 M euros. La trajectoire est difficilement tenable, sauf à sacrifier les investissements vitaux.

- En Guyane, selon la communauté de communes des Savanes (CCDS), en 2025, à son taux maximum, la TGAP pourrait représenter 50 % du coût actuel de gestion des déchets.

Le constat est le même dans tous les territoires et la trajectoire de la TGAP va encore aggraver la situation financière. Un doublement de la TGAP dans les prochaines années est attendu. Face au mur d'investissements que doivent engager les collectivités organisatrices, il est urgent de sauvegarder des capacités d'autofinancement.

À défaut d'une nécessaire exonération de la TGAP pour plusieurs années, cet amendement propose de relever le taux de la réfaction pour La Réunion, la Martinique et la Guadeloupe de 35 à 50 % et de geler le barème pour tous les territoires aux tarifs 2023 pour toutes les tonnes incinérées et stockées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes MALET, JACQUES et PETRUS, MM. LAMÉNIE et BURGOA, Mmes DUMAS et DUMONT,  
M. FAVREAU, Mme GUIDEZ, M. Daniel LAURENT, Mme LASSARADE, M. MOUILLER,  
Mmes JOSENDE et JOSEPH et M. MILON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER**

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le 2° du I et le II de l'article 14 de la loi n° 2021-1549 du 1<sup>er</sup> décembre 2021 de finances rectificatives pour 2021 sont abrogés.

II. – Le 2° du I et le II de l'article 63 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 sont abrogés.

III. – Après le troisième alinéa du i du A du I de l'article 266 nonies du code des douanes, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les tarifs en vigueur en 2023 demeurent applicables aux opérations pour lesquelles le fait générateur de la taxe intervient à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024. »

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La TGAP doit théoriquement inciter financièrement à réduire l'enfouissement des déchets et leur incinération sans valorisation énergétique au profit d'autres modes de traitement.

Or, les outre-mer connaissent une situation spécifique en matière de gestion des déchets en raison de leurs spécificités géographiques, de leur insularité et de l'absence de solutions de recyclage et de valorisation. Surtout, ces territoires ont beaucoup de retard et manquent encore de certaines infrastructures de base comme des déchetteries ou des centres de tri.

Aussi, la TGAP déstabilise les acteurs du déchet outre-mer et les pénalise alors qu'ils font face à l'urgence d'un rattrapage d'investissement.

Quelques chiffres :

Nb : La rectification consiste en un changement de place de l'article additionnel après l'article 16 vers l'article additionnel après l'article 16 ter.

- A La Réunion, en 2021, le syndicat Ileva s'est acquitté de 5,6 millions d'euros, soit déjà 16,5 % des dépenses de fonctionnement. En 2022, ce sont 6,7 M euros et pour 2025, les prévisions sont de 10,2 M euros. La trajectoire est difficilement tenable, sauf à sacrifier les investissements vitaux.

- En Guyane, selon la communauté de communes des Savanes (CCDS), en 2025, à son taux maximum, la TGAP pourrait représenter 50 % du coût actuel de gestion des déchets.

Le constat est le même dans tous les territoires et la trajectoire de la TGAP va encore aggraver la situation financière. Un doublement de la TGAP dans les prochaines années est attendu. Face au mur d'investissements que doivent engager les collectivités organisatrices, il est urgent de sauvegarder des capacités d'autofinancement.

A défaut d'une nécessaire exonération de la TGAP pour plusieurs années, cet amendement propose a minima de geler le taux de la réfaction applicable aux territoires ultramarins à partir de 2024 aux taux actuels, et de maintenir les tarifs 2023 pour toutes les tonnes incinérées et stockées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Ce simple gel de la taxe permettra au moins de ne pas alourdir encore plus les dépenses de fonctionnement des EPCI et des syndicats mixtes et de préserver l'épargne brute qui subsiste, sans laquelle aucun investissement ne sera possible.





**S O U S - A M E N D E M E N T**  
à l'amendement n° I-230 de la commission des finances  
présenté par  
Mme GATEL  
et les membres du groupe Union Centriste

C	
G	

ARTICLE 25 TER

Amendement n° I-230

I. – Après l'alinéa 17

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

– le mot : « trois » est remplacé par le mot : « six » ;

II. – Alinéa 20

Remplacer le chiffre :

10

par le chiffre

15

III. – Alinéas 24 et 25

Rédiger ainsi ces alinéas :

« Pour les communes nouvelles dont l'arrêté de création a été pris après le 2 janvier 2023, l'attribution au titre de la part de garantie est égale à la différence, si elle est positive, entre la somme des attributions perçues au titre de la dotation globale de fonctionnement mentionnée au premier alinéa de l'article L. 2334-1 par les communes fusionnées l'année précédant la création de la commune nouvelle et le montant perçu au titre de cette même dotation par la commune nouvelle l'année de répartition. Ce montant évolue chaque année selon un taux égal au taux d'évolution de l'enveloppe de la dotation globale de fonctionnement s'il est positif.

« Pour les communes nouvelles dont l'arrêté de création a été pris avant le 2 janvier 2023, l'attribution au titre de la part de garantie est calculée selon les modalités prévues au précédent alinéa. Si le montant perçu au titre de la dotation globale de fonctionnement mentionnée au premier alinéa de l'article L. 2334-1 en 2023 par la commune nouvelle, hors les montants perçus en application du premier alinéa de l'article L. 2334-18-3 par les communes mentionnées au I de l'article L. 2334-22-2, est plus important que la somme des attributions perçues au titre de cette même dotation par les communes fusionnées l'année précédant la création de la commune nouvelle, l'attribution au titre de la part de garantie est égale à la différence, si elle est positive, entre le montant perçu au titre de la dotation globale de fonctionnement en 2023 et le montant perçu au titre de cette même dotation par la commune nouvelle l'année de répartition. Dans ces deux cas, le montant de l'attribution au titre de la

part garantie évolue chaque année selon un taux égal au taux d'évolution de l'enveloppe de la dotation globale de fonctionnement s'il est positif. »

### **OBJET**

De nombreuses modifications législatives ont diminué l'importance et l'aspect incitatif du pacte de stabilité de la DGF des communes nouvelles : il est désormais inefficace, voire parfois très pénalisant. En effet, les garanties auparavant attribuées aux communes nouvelles ont subi des réductions d'assiette, des conditions évolutives de seuils de population ou des modifications d'application dans le temps en fonction de la date de création de la commune nouvelle.

Or, les élus qui souhaitent créer une commune nouvelle ont besoin d'un cadre stable leur garantissant qu'ils ne perdront pas de dotations du fait de leur regroupement, au-delà de la dotation d'amorçage. Si la loi n'évolue pas, les pertes de DGF à venir risquent d'aggraver drastiquement et définitivement la situation des communes nouvelles.

1/ Le régime actuel de la DGF des communes nouvelles n'est pas protecteur et mérite d'être simplifié en offrant de la visibilité et de la stabilité aux élus.

Les propositions Gouvernementales de l'article 60 du projet de loi de finances pour 2024 vont dans le bon sens en créant une garantie de long terme pour les communes nouvelles, financée par le budget de l'État. Elles restent cependant incomplètes car elles excluent plusieurs communes nouvelles des garanties du fait de son mode de calcul, et notamment les communes nouvelles existantes qui ont perdu des sommes de DGF avant l'année de référence proposée par ce projet de loi de finances (qui sanctuarise les montants perçus en 2023).

C'est pourquoi, en se basant sur les propositions de Gouvernement dans le cadre du PLF pour 2024, le présent amendement propose de compléter la part « garantie » de la dotation commune nouvelle en :

- o assurant aux communes nouvelles futures (créées à compter du 3 janvier 2023) de percevoir au moins les montants de DGF (somme de la DF, de la DSR, de la DNP, de la DSU) perçus par les communes fondatrices de la commune nouvelle avant sa création, cette garantie serait indexée sur le taux l'évolution de la DGF s'il est positif ; il s'agit ainsi de disposer d'une garantie dynamique ;

- o assurant aux communes nouvelles existantes (créées avant le 2 janvier 2023) de disposer d'une réelle garantie de DGF : – soit calculée à partir des montants de DGF perçus par les communes fondatrices de la commune nouvelle avant sa création -ce qui est le minimum-, soit calculée à partir du montant de DGF perçu par la commune nouvelle en 2023, s'il est supérieur. Cette part de garantie serait indexée sur le taux d'évolution de la DGF, s'il est positif.

Il s'agit donc bien de créer un régime de garantie réel et cohérent pour les communes nouvelles qui seront créées à l'avenir mais aussi pour les communes nouvelles existantes qui ont pu perdre des parts importantes de leur DGF.

L'objectif est bien de s'assurer que les communes nouvelles auront au moins le même montant de DGF que si elles n'avaient pas fusionné.

Le coût total de cette attribution de garantie, toutes choses égales par ailleurs (et sans prendre en compte les potentielles augmentations de DGF que pourraient connaître les communes nouvelles en 2024 qui minimiseront mécaniquement les besoins de financement) est estimé à environ 21,8 millions et concernerait 274 communes nouvelles, soit 8,4 millions d' € supplémentaires par rapport au coût de la garantie DSR des communes nouvelles en 2023. La liste des communes nouvelles concernées figure en annexe de cet amendement.

Ce dispositif permettra de sortir des mesures de rattrapage extrêmement compliquées qui ont été créées récemment et qui ont généré de nouveaux effets de bord.

L'objectif est bien de créer un dispositif stable pour l'avenir sans avoir à revenir chaque année sur la situation des communes nouvelles existantes.

2 / Par ailleurs, il est proposé de prolonger la perception de la dotation d'amorçage à 6 ans (au lieu des 3 années suivant la création des communes nouvelles), d'en augmenter le montant à 15 € par habitant (au lieu de 6 € ou 10 € par hab.), afin de relancer la dynamique et soutenir les projets de regroupement de communes.

Sans compter les projets de communes nouvelles qui aboutiront au 1<sup>er</sup> janvier 2024 dont nous ne connaissons pas l'existence, et toutes choses égales par ailleurs, le coût de cette augmentation pour les communes nouvelles existantes qui bénéficieront encore de la dotation d'amorçage en 2024 est estimé à environ 383 685 €.

Il est essentiel d'accompagner réellement la transformation en commune nouvelle (notamment pour pallier les surcoûts au démarrage : adaptation de logiciels, ingénierie financière et en matière de ressources humaines, alignement des régimes indemnitaires, etc.) sur une durée correspondant au moins à un mandat et permettant ainsi aux élus de s'engager plus sereinement.







N°	I-828
----	-------

**S O U S - A M E N D E M E N T**  
à l'amendement n° I-230 de la commission des finances  
présenté par  
Mme GATEL

C	
G	

ARTICLE 25 TER

Amendement n°I-230

Après l'alinéa 21

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

...) Le dernier alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée : « En cas de création d'une commune nouvelle regroupant toutes les communes membres d'un ou de plusieurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, cette attribution est égale 25 euros par habitant. »

**OBJET**

Cet amendement propose que la nouvelle dotation d'amorçage prenne en compte les enjeux liés à la création de communes-communautés et la complexité liée à leur réalisation du fait de l'absorption d'un EPCI à fiscalité propre. Cette bonification serait portée pour les communes-communautés à 25 € / hab. pendant 3 ans.

Il est essentiel d'accompagner les projets de transformation en commune-communauté pour les territoires intéressés, notamment pour pallier les surcoûts au démarrage : fusion des administrations communales et intercommunales (adaptations des logiciels, ingénierie financière, juridique et en matière de ressources humaines, alignement des régimes indemnitaires, etc..) mais aussi réorganisation financière et fiscale, etc.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme GATEL

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 25 TER**

Après l'article 25 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. - Au début de l'article L. 2113-22-2 du code général des collectivités territoriales, les mots : « Jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux suivant leur création, » sont remplacés par les mots : « Jusqu'au deuxième renouvellement général des conseils municipaux suivant la création de la commune nouvelle, ».

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Certains projets de regroupement de communes en commune nouvelle ont été freinés – voire abandonnés – du fait de la perte inévitable et pérenne de la dotation « élu local » lorsque le projet de commune nouvelle regroupe plusieurs communes de moins de 200 habitants éligibles (qui perçoivent à ce titre 6 058 € en 2023 par exemple). C'est également le cas des projets de communes nouvelles dont la population regroupée dépasse 1 000 habitants et qui deviennent mécaniquement inéligibles à cette dotation.

La loi de finances pour 2023 a repris partiellement une proposition de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité afin de lever un frein au regroupement des plus petites communes en termes de population ; elle permet de maintenir la dotation « élu local » des communes nouvelles créées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023. Ainsi, jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux suivant leur création, les communes nouvelles dont l'arrêté de création a été pris à compter du 2 janvier 2022 bénéficient, au titre de chacune des parts de la dotation élu local, d'une attribution au moins égale à la somme des attributions perçues au titre de chacune de ces parts par les anciennes communes l'année précédant la création de la commune nouvelle.

Malgré cette avancée, la période de garantie reste trop courte et continue de pénaliser les projets de regroupement qui peuvent d'ores et déjà estimer les pertes inévitables à court terme (en 2026). Les communes gagnent ainsi à ne pas se regrouper.

C'est pourquoi, le présent amendement propose de prolonger la durée de garantie de la DPEL jusqu'au deuxième renouvellement général du conseil municipal après la création de la commune nouvelle afin de donner plus de visibilité aux élus qui s'engageront en 2024 et 2025, sans pour autant que ce montant évolue à la hausse.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme GATEL

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 25 TER**

Après l'article 25 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 1595 bis est complété par une phrase ainsi rédigée : « Les modalités de répartition adoptées pour les communes nouvelles doivent tenir compte du nombre de leurs communes fondatrices. » ;

2° Le premier alinéa du II de l'article 1648 A est complété par une phrase ainsi rédigée : « Les modalités de répartition adoptées pour les communes nouvelles doivent tenir compte du nombre de leurs communes fondatrices. »

**OBJET**

De nombreuses communes nouvelles ont connu une baisse significative des montants perçus au titre du fonds de péréquation départemental de la taxe professionnelle (FDPTP), et du fonds de péréquation départemental des droits de mutations à titre onéreux (FDPDMTO) par rapport à ce que percevaient leurs communes fondatrices.

Bien que l'article 1595 bis du code général des impôts (FDPDMTO) et l'article 1648 A du même code (FDPTP) laissent quelques marges de manœuvres aux conseils départementaux dans le choix des critères de répartition des montants de ces fonds de péréquation départementaux, il est nécessaire de prévoir une évolution législative afin d'éviter que les communes nouvelles ne soient clairement pénalisées dans l'attribution de ces fonds.

C'est pourquoi, le présent amendement propose de prendre en compte le nombre de communes fondatrices dans la répartition de chacun de ces fonds départementaux, de sorte que ces répartitions ne pénalisent pas les regroupements de communes (sans les favoriser spécifiquement par ailleurs).







N°	I-832
----	-------

**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme GATEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 8**

Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

... – Chaque année entre 2024 et 2026, l'État reverse au programme Territoires d'industrie, la différence entre la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises qu'il perçoit et la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises perçue l'année précédente, diminuée d'un quart en 2024, puis de deux quarts en 2025, puis de trois quarts en 2026 de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises qu'il aura perçue en 2023. »

**OBJET**

La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises a longtemps constitué une ressource majeure des intercommunalités. Sa suppression en loi de finances pour 2023 est principalement compensée par une fraction de la TVA nationale.

Toutefois, la CVAE perçue par l'État ayant connu un excellent résultat (+20 %), le Gouvernement avait admis que cette croissance soit reversée aux collectivités qui aurait dû en bénéficier en 2023 notamment par l'intermédiaire du Fonds vert.

L'initiative « Territoires d'Industrie », lancée fin 2018 a porté ses fruits en matière de création d'emplois, de reconquête de notre indépendance industrielle et de développement de territoires souvent en souffrance économiques et sociales. Elle s'inscrit, à raison, dans une stratégie pertinente de l'État de reconquête industrielle et de développement des territoires. Une deuxième phase a été lancée (2023-2027) pour amplifier cette dynamique de réindustrialisation dans les territoires. Elle comprend notamment une offre de services renforcée qui trouve sa traduction dans le cadre du projet de loi « Industrie Verte ».

La croissance de la CVAE, désormais perçue par l'État jusqu'en 2027, devrait bénéficier aux collectivités du bloc local au travers du Programme « Territoires d'industrie », considérant que la CVAE est, notamment le fruit des dynamiques locales et que ce programme doit être encouragé.

L'étalement jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2027 de la suppression de la CVAE acquittée par les entreprises au bénéfice de l'État tel que proposé dans le PLF pour 2024 doit se voir appliquer le même principe. En effet même dans le scénario de sa suppression progressive jusqu'en 2027 la CVAE reste une ressource dynamique. En 2023, la CVAE perçue par l'État est estimée par le PLF à 5 789 millions d'euros. Ce montant sera diminué chaque année d'un quart de sa valeur. Le surplus correspond à la croissance de la CVAE liée au développement local.

Cet amendement vise ainsi à affecter, de manière vertueuse, le produit de la croissance de la CVAE au programme Territoires d'industrie.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme GATEL

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le premier alinéa du I de l'article L. 2335-1 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° Les mots : « petites communes rurales » sont remplacés par les mots : « communes de moins de 3 500 habitants » ;

2° Les mots : « ainsi que de leur potentiel financier » sont supprimés.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement poursuit un double objectif :

- il supprime la condition de potentiel financier dans le calcul de la DPEL ;
- il augmente le seuil d'éligibilité à la DPEL de 1 000 à 3 500 habitants

Cet amendement traduit ainsi la recommandation n°2 du rapport de la délégation aux collectivités territoriales, adopté le 16 novembre 2023 et signé par Françoise GATEL, François BONHOMME et Éric KERROUCHE.

Ce rapport, intitulé « Indemnités des élus locaux : reconnaître l'engagement à sa juste valeur », formule huit fortes recommandations pour garantir une meilleure protection matérielle des élus et pour remédier à la dégradation des conditions matérielles d'exercice des mandats locaux.

Le présent amendement est complété par un amendement sur l'article 27 relatif aux prélèvements sur recettes de l'État au profit des collectivités territoriales.







## AM E N D E M E N T

présenté par  
Mme GATEL

C	
G	

### ARTICLE 27

I. – Alinéa 2, tableau, seconde colonne, septième ligne

Remplacer le montant :

108 906 000

par le montant :

145 579 000

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Le présent amendement est la conséquence de l'amendement tendant à insérer un article additionnel après l'article 26.

Il traduit la recommandation n°2 du rapport de la délégation aux collectivités territoriales, adopté le 16 novembre 2023 et signé par Françoise GATEL, François BONHOMME et Éric KERROUCHE.







## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme GATEL

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au premier alinéa du I de l'article L. 2335-1 du code général des collectivités territoriales, les mots : « ainsi que de leur potentiel financier » sont supprimés.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Le présent amendement constitue un amendement de repli.

En effet, il supprime la condition de potentiel financier dans le calcul de la DPEL, sans augmenter le seuil d'éligibilité à la DPEL de 1 000 à 3 500 habitants.

Cet amendement traduit ainsi en partie la recommandation n° 2 du rapport de la délégation aux collectivités territoriales, adopté le 16 novembre 2023 et signé par Françoise GATEL, François BONHOMME et Éric KERROUCHE.

Ce rapport, intitulé « Indemnités des élus locaux : reconnaître l'engagement à sa juste valeur », formule huit fortes recommandations pour garantir une meilleure protection matérielle des élus et pour remédier à la dégradation des conditions matérielles d'exercice des mandats locaux.

Le présent amendement, déjà adopté l'an passé ([https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/114/Amdt\\_I-536.html](https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/114/Amdt_I-536.html)), est complété par un amendement sur l'article 27 relatif aux prélèvements sur recettes de l'État au profit des collectivités territoriales.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme GATEL

C	
G	

ARTICLE 27

I. – Alinéa 2, tableau, seconde colonne, septième ligne

Remplacer le montant :

108 906 000

par le montant :

122 721 000

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement est la conséquence de l'amendement de repli tendant à insérer un article additionnel après l'article 26.

Il traduit en partie la recommandation n°2 du rapport de la délégation aux collectivités territoriales, adopté le 16 novembre 2023 et signé par Françoise GATEL, François BONHOMME et Éric KERROUCHE.

Cet amendement a déjà été adopté l'an passé  
([https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/114/Amdt\\_I-528.html](https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/114/Amdt_I-528.html)).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. PARIGI, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC et GONTARD,  
Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mmes OLLIVIER et PONCET MONGE,  
M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 5 DUODECIES

## I. - Après l'alinéa 1

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

1° À la fin du premier alinéa de l'article 32 du code général des impôts, le taux : « 30 % » est remplacé par le taux : « 40 % » ;

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Afin de lutter contre la crise du logement, il devient indispensable de renverser la situation fiscale actuelle qui favorise presque la location saisonnière par rapport à la location à l'année.

C'est pourquoi, le présent amendement propose d'augmenter le taux d'abattement applicables aux revenus tirés des locations nues afin de rendre la location longue durée plus attractive, en augmentant l'abattement fiscal de 30% à 40%.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. BAZIN, Mme EUSTACHE-BRINIO, MM. BELIN et PACCAUD, Mmes DUMAS et MULLER-BRONN, M. BURGOA, Mmes AESCHLIMANN et GOSSELIN, MM. HOUPERT, BOUCHET, Daniel LAURENT et LEFÈVRE, Mme DUMONT, M. BRISSON, Mme BELLUROT, M. DARNAUD, Mme PETRUS, M. MILON, Mme VENTALON et M. CHATILLON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I – À l'article L. 2333-94 du code général des collectivités territoriales, les mots : « 1,5 euro » sont remplacés par les mots : « 2 euros ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État des I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale des I et II est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le montant de la taxe sur les déchets stockés 1.5 € la tonne n'a pas été réévalué depuis 2006.

L'enfouissement diminue, alors que les activités se multiplient dans les centres d'enfouissement et les nuisances perdurent pour nombre de municipalités.

Il s'agit donc de faire passer cette taxe à 2 euros.

Tel est l'objet de cet amendement.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. BAZIN, Mme EUSTACHE-BRINIO, MM. BELIN et PACCAUD, Mmes DUMAS et MULLER-BRONN, M. BURGOA, Mmes AESCHLIMANN et GOSSELIN, MM. HOUPERT, BOUCHET, Daniel LAURENT et LEFÈVRE, Mme DUMONT, M. BRISSON, Mme BELLUROT, M. DARNAUD, Mme PETRUS, MM. MILON, PELLEVAL, Jean-Baptiste BLANC et REYNAUD, Mme IMBERT, MM. BRUYEN et ANGLARS, Mmes LASSARADE, NÉDÉLEC et BORCHIO FONTIMP et M. CHATILLON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 15

## I. – Alinéa 71

Compléter cet alinéa par les mots :

et par le 6° de l'article 1586 du code général des impôts

## II. – Après l'alinéa 74

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

...° Le 6° de l'article 1586 est rétabli dans la rédaction suivante :

« 6° Le tiers de la taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance mentionnée à l'article L. 425-1 du code des impositions sur les biens et services. »

## III. – Alinéa 76

Remplacer les mots :

La taxe

par les mots :

Les deux tiers de la taxe

OBJET

L'infrastructure routière supporte globalement aujourd'hui près de 90% de la mobilité des personnes et des biens et continuera à tenir cette place à l'avenir.

Elle doit donc jouer un rôle déterminant pour décarboner les mobilités. Elle nécessite des investissements supplémentaires indispensables pour faire face aux conséquences du réchauffement climatique, à l'adaptation de la voirie à de nouveaux usages (voies dédiées, pistes cyclables, aires de covoiturage, électrification...) et à sa modernisation (route intelligente, durable...) alors que le réseau

est vieillissant et nécessite notamment des travaux, voire des reconstructions de nombreux ouvrages d'art.

Ainsi, les besoins de maintenance et de développement augmentent alors que les capacités d'investissement des collectivités sont bridées, les départements n'ayant plus de levier fiscal.

Les départements ont dépensé 3,8 milliards d'euros en 2021 d'investissement dans l'entretien, l'adaptation et la modernisation de ce réseau structurant. Paradoxalement alors que la route génère au niveau national 40 milliards de recettes fiscales, aucune n'est attribuée aux Départements – l'absence de mise en œuvre de l'écotaxe poids lourd n'a pas permis de leur attribuer la part qui leur revenait initialement. Il est donc nécessaire de rééquilibrer le modèle économique de la route.

Dans cet article, les 600 millions de rendement estimés pour cette nouvelle taxe devraient être essentiellement affectés au ferroviaire. Or la route ne doit pas être négligée dans la chaîne des mobilités, les différents modes de transports étant complémentaires. Il est donc contre-productif de favoriser une infrastructure de transport (le fer) au détriment d'une autre (la route).

C'est pourquoi le présent amendement prévoit de rediriger une partie de produit de cette taxe (un tiers) vers les départements, qui gèrent 380 000 kilomètres de routes.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. BAZIN, Mme EUSTACHE-BRINIO, MM. BELIN et PACCAUD, Mmes DUMAS et MULLER-BRONN, M. BURGOA, Mmes AESCHLIMANN et GOSSELIN, MM. HOUPERT, BOUCHET, Daniel LAURENT et LEFÈVRE, Mme DUMONT, M. BRISSON, Mme BELLUROT, M. DARNAUD, Mme PETRUS, MM. MILON, PELLEVAL et Jean-Baptiste BLANC, Mme IMBERT, MM. GENET, REYNAUD, REICHARDT et BRUYEN, Mmes NÉDÉLEC, SCHALCK, VENTALON, Pauline MARTIN et LASSARADE, M. ANGLARS, Mme MALET et MM. CHATILLON et SAURY

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 24

## I. – Alinéa 2

Remplacer le montant :

27 145 046 362 €

par le montant :

27 850 817 567 €

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement prévoit en 2024 de revaloriser la DGF, attribuée aux communes, aux EPCI et aux départements, à hauteur de l'évolution prévisionnelle de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour 2024, soit + 2,6 % (estimation du présent PLF).

En effet, la crise économique et sociale actuelle, sans précédent depuis plusieurs décennies, va durement affecter les ménages, en particulier les plus fragiles, et les acteurs économiques.

Dans ce contexte, il est primordial que les collectivités locales, en particulier celles du bloc communal et les départements, soient en capacité d'agir pour amortir les impacts de la crise, en assurant la continuité de leurs services publics et en préservant l'investissement. Elles assurent en effet les services de proximité et l'action sociale ; les collectivités portent par ailleurs 72 % des investissements publics locaux (budgets principaux et annexes), indispensables au soutien de l'économie et de l'emploi.

Or de fortes inquiétudes pèsent sur la capacité à agir des collectivités. L'Assemblée des Départements de France et l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité soutiennent le projet d'amendement et rappellent que les départements et le bloc communal subissent eux aussi l'impact de l'inflation sur leurs dépenses, auquel s'ajoutent les effets de mesures telles que la revalorisation du point d'indice qui, si elle est nécessaire pour soutenir le pouvoir d'achat des agents, va peser de manière importante sur les budgets locaux.

En outre, après 4 années de baisse de la DGF, la réduction des moyens des communes, des EPCI et des départements s'est poursuivie avec le gel de l'enveloppe globale de la DGF depuis 2018. Ce gel en euros courants équivaut en effet à une perte de pouvoir d'achat, qui s'avère récemment particulièrement élevée, compte-tenu du niveau d'inflation atteint cette année. La non-indexation de la DGF a ainsi « coûté » aux départements 438 M€ en 2022 et 865 M€ en 2023. S'agissant du bloc communal, l'absence d'indexation a « coûté » 957 M€ en 2022, auquel s'ajoute un « coût » de 1,586 Md€ en 2023, la revalorisation de 320 M€ de la DGF du bloc communal (+ 1,7 %) restant très en-deçà de l'inflation pour 2023 (estimée à + 4,9 %).

Dès lors, la revalorisation de la DGF à hauteur de l'inflation prévisionnelle pour 2024 permettrait de soutenir les budgets des départements et du bloc communal dans un contexte d'inflation encore élevée, afin qu'ils puissent accompagner les habitants tout en préservant le financement des investissements locaux.

Cette indexation représenterait une hausse de la DGF d'environ 705 millions d'euros, bénéficiant à la fois au bloc communal et aux départements.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. BAZIN, Mme EUSTACHE-BRINIO, MM. BELIN et PACCAUD, Mmes DUMAS et MULLER-BRONN, M. BURGOA, Mmes AESCHLIMANN et GOSSELIN, MM. HOUPERT, BOUCHET, Daniel LAURENT et LEFÈVRE, Mme DUMONT, M. BRISSON, Mme BELLUROT, M. DARNAUD, Mme PETRUS, MM. MILON, PELLEVAL, Jean-Baptiste BLANC, REYNAUD et GENET, Mme IMBERT, M. BRUYEN, Mme MALET, M. ANGLARS, Mmes LASSARADE, Pauline MARTIN, VENTALON, SCHALCK et BORCHIO FONTIMP et MM. CHATILLON et SAURY

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 24

## I. – Alinéa 2

Remplacer le montant :

27 145 046 362 €

par le montant :

27 245 046 362 €

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les finances départementales sont actuellement impactées, d'une part par un certain nombre de mesures décidées par le Gouvernement mais financées en tout ou partie par les départements (avenant 43, médico-social, RSA, hausse du point d'indice, diverses revalorisations salariales, primes de feu, etc.), d'autre part par la dégradation du contexte international et par extension de la conjoncture économique (hausse du coût de l'énergie, du prix des matières premières dans les domaines de la restauration, du bâtiment, des transports). Le coût supplémentaire des dépenses « subies », pour la plupart décidées par le Gouvernement, est d'environ 2,5 milliards d'euros par an. Cela s'ajoute aux compensations très insuffisantes des charges historiquement transférées, plus particulièrement en matière sociale.

C'est pourquoi, à l'instar de l'augmentation de la dotation globale de fonctionnement (DGF) annoncée à hauteur de 220 millions d'euros pour le bloc communal, un effort dans les mêmes proportions (100 millions d'euros) est nécessaire pour les départements, qui sont exposés au même titre que les communes et intercommunalités à la hausse de l'inflation et donc de leurs dépenses.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.







**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BERTHET

C	
G	

ARTICLE 27 TER

Supprimer cet article.

**OBJET**

Cet amendement vise à supprimer la création d'une taxe additionnelle avec un plafond de 200 % aux taxes de séjour en vigueur en Ile-de-France avec affectation à Ile-de-France Mobilités. Cette proposition s'oppose ainsi au détournement de la finalité de cette fiscalité et défend de fait le tourisme social et familial dans la région Ile de France.

A l'origine, le produit de la taxe de séjour est un produit affecté aux dépenses destinées à favoriser la fréquentation touristique d'une commune ou intercommunalité et à financer des équipements généraux liés au tourisme et un office de tourisme.

Cependant, depuis plusieurs années, on observe l'instauration d'une fiscalité additionnelle visant à financer uniquement les infrastructures de transport. A partir du 1er janvier 2019, une taxe additionnelle de 15 % est appliquée sur la taxe de séjour perçue par les communes et communautés de communes de la région Île-de-France afin de participer au financement du Grand Paris Express. Depuis le 1er janvier 2023, une taxe additionnelle de 34 % s'ajoute au tarif indiqué dans les départements des Alpes-Maritimes, des Bouches-du-Rhône et du Var. D'autres départements d'Occitanie et de Nouvelle Aquitaine verront aussi cette taxe additionnelle à partir du 1er janvier 2024. Ces taxes participent au financement de LGV.

Or dans le contexte actuel d'une inflation qui porte atteinte au pouvoir d'achat des Français, cette taxe additionnelle va encore freiner leurs dépenses dans les communes, notamment de restauration, d'animations et d'activités touristiques. Le panier d'achat des touristes risque ainsi d'être moins élevé entraînant une baisse de rentrée fiscale liée à la TVA.

Dans ce contexte, cette mesure prise sans concertation avec les élus investis dans le tourisme ni les professionnels de l'hébergement, pénaliserait durablement la compétitivité de la destination sur le tourisme d'affaires et de loisirs de la première région touristique de France.

C'est pourquoi, cet amendement demande la suppression de cet article.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BERTHET, M. PANUNZI, Mme DUMAS, MM. Henri LEROY, REICHARDT et de NICOLAY,  
Mme DUMONT et M. CHATILLON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 27 TER

Alinéa 2

Remplacer le taux :

200 %

par le taux :

100 %

**OBJET**

L'idée de la mise en place, à partir du 1er janvier 2024, d'une taxe additionnelle à la taxe de séjour dans la région Île-de-France, avec un taux plafonné à 200 %, équivaut à un triplement potentiel de la taxe de séjour actuelle.

Cette mesure prise sans concertation avec les élus investis dans le tourisme ni les professionnels de l'hébergement, pénaliserait durablement la compétitivité de la destination sur le tourisme d'affaires et de loisirs de la première région touristique de France.

Paris deviendrait de loin la capitale la plus lourdement taxée en Europe devant Rome, Bruxelles, Berlin, Athènes, Madrid et Londres.

Passés les Jeux Olympiques et Paralympiques, les hôteliers craignent pour la compétitivité de Paris face aux autres capitales européennes. Ce sont des éléments supplémentaires qui, peuvent peser dans le choix de la destination.

Dans ce contexte, cet amendement de repli vise à réduire le plafonnement de cette taxe additionnelle avec un plafond de 100 % aux taxes de séjour en vigueur en Ile-de-France avec affectation à Ile-de-France Mobilités.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BERTHET, M. BELIN, Mmes PETRUS et DUMONT, M. BOUCHET, Mmes NOËL, DUMAS et LASSARADE, M. Jean-Baptiste BLANC, Mmes PLUCHET, NÉDÉLEC et BONFANTI-DOSSAT et  
MM. CHATILLON et Henri LEROY

ARTICLE 5 DUODECIES

I. – Alinéa 5, première phrase

1° Après le mot :

logements,

insérer les mots :

ou lorsque ces dernières sont situées dans des communes touristiques ou des stations classées de tourisme au sens des articles L. 133-11 et suivants du code de tourisme,

2° Remplacer les mots :

50 000 € au cours de l'année civile précédente

par les mots :

au cours de l'année civile précédente le montant plafond du chiffre d'affaires applicable pour bénéficier de la franchise de base de la taxe sur la valeur ajoutée tel que défini au 1° du I de l'article 293 B

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement propose de modifier la fiscalité des revenus locatifs des locations de meublés classés (en régime micro-BIC) tout en maintenant une incitation au classement.

Au niveau national, cette politique de classement des meublés de tourisme a permis de créer une offre de logement touristique structurée et qualitative reposant sur la résidence secondaire. Ils représentent, à date, 100 000 unités.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

Au niveau local, les enjeux peuvent être également très importants. Ils permettent pour certaines stations d'être classées, ce qui leur fait accéder à un cadre particulier avec notamment des aides financières et des compétences particulières.

C'est pourquoi cet amendement, tout en partageant le souhait de combattre des comportements opportunistes qui ont pu amener certains acteurs à professionnaliser leur activité de location de meublé touristique, préserve une forme d'incitation au classement.

Il propose ainsi l'ajout des meublés classés situés dans les communes touristiques et stations classées dans les activités pouvant bénéficier de l'abattement supplémentaire de 21%. Il prévoit également la baisse du plafond d'abattement applicables aux revenus tirés des logements touristiques classés au niveau de la franchise de base de la TVA (91 900 € pour 2023)







## AMENDEMENT

présenté par

Mme BERTHET, M. BELIN, Mmes PETRUS et DUMONT, M. BOUCHET, Mmes NOËL, DUMAS et LASSARADE, M. Jean-Baptiste BLANC, Mme BONFANTI-DOSSAT et MM. CHATILLON et Henri LEROY

C	
G	

### ARTICLE 5 DUODECIES

I. – Alinéa 5, première phrase

1° Remplacer le taux :

21 %

par le taux :

10 %

2° Après le mot :

logements,

insérer les mots :

ou lorsque ces dernières sont situées dans des communes touristiques ou des stations classées de tourisme au sens des articles L. 133-11 et suivants du code de tourisme,

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Le présent amendement propose de modifier la fiscalité des revenus locatifs des locations de meublés classés (en régime micro-BIC) tout en maintenant une incitation au classement.

Au niveau national, cette politique de classement des meublés de tourisme a permis de créer une offre de logement touristique structurée et qualitative reposant sur la résidence secondaire. Ils représentent, à date, 100 000 unités.

Au niveau local, les enjeux peuvent être également très importants. Ils permettent pour certaines stations d'être classées, ce qui leur fait accéder à un cadre particulier avec notamment des aides financières et des compétences particulières.

C'est pourquoi cet amendement, tout en partageant le souhait de combattre des comportements opportunistes qui ont pu amener certains acteurs à professionnaliser leur activité de location de meublé touristique, préserve une forme d'incitation.

Il propose ainsi l'ajout des meublés classés situés dans les communes touristiques et stations classées dans les activités pouvant bénéficier de l'abattement supplémentaire de 10%. Il conserve en revanche le plafond proposé par le gouvernement à 50 000 euros afin de lutter contre les professionnels de la location de meublés.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BERTHET, M. BELIN, Mmes PETRUS et DUMONT, M. BOUCHET, Mmes NOËL, DUMAS et LASSARADE, M. Jean-Baptiste BLANC, Mme BONFANTI-DOSSAT et MM. CHATILLON et Henri LEROY

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 5 DUODECIES

I. – Alinéa 5, première phrase

1° Remplacer le taux :

21 %

par le taux :

10 %

2° Après le mot :

logements,

insérer les mots :

ou lorsque ces dernières sont situées dans des communes touristiques ou des stations classées de tourisme au sens des articles L. 133-11 et suivants du code de tourisme,

II. – Après l'alinéa 5

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

« Les entreprises qui relèvent du présent régime bénéficient d'un abattement minoré de 10 % pour le chiffre d'affaires afférent à leur activité de location de locaux meublés autres que ceux concernés par l'abattement supplémentaire de 10 %, sous réserve que le chiffre d'affaires hors taxe, ajusté s'il y a lieu au prorata du temps d'exploitation au cours de l'année de référence, afférent à l'ensemble des activités de location de locaux meublés mentionnées au présent 1 n'excède pas au cours de l'année civile précédente 50 000 €. » ;

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant des I et II, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement propose de modifier la fiscalité des revenus locatifs des locations de meublés classés (en régime micro-BIC) tout en maintenant une incitation au classement.

Au niveau national, cette politique de classement des meublés de tourisme a permis de créer une offre de logement touristique structurée et qualitative reposant sur la résidence secondaire. Ils représentent, à date, 100 000 unités.

Au niveau local, les enjeux peuvent être également très importants. Ils permettent pour certaines stations d'être classées, ce qui leur fait accéder à un cadre particulier avec notamment des aides financières et des compétences particulières.

C'est pourquoi cet amendement, tout en partageant le souhait de combattre des comportements opportunistes qui ont pu amener certains acteurs à professionnaliser leur activité de location de meublé touristique, préserve une forme d'incitation au classement.

Il propose d'une part l'ajout des meublés classés situés dans les communes touristiques et stations classées dans les activités pouvant bénéficier de l'abattement supplémentaire de 10%. Il introduit d'autre part l'ajout d'un abattement minoré de 10% pour les autres locations meublées afin de maintenir un différentiel incitatif.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BERTHET, M. BELIN, Mmes PETRUS et DUMONT, M. BOUCHET, Mmes NOËL, DUMAS et LASSARADE, M. Jean-Baptiste BLANC, Mme Pauline MARTIN, M. SAURY, Mme BONFANTI-DOSSAT et MM. CHATILLON et Henri LEROY

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le c du 2 du I de l'article 27 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ...) De l'acquisition et de la pose de matériaux d'isolation thermique des parois vitrées et des protections solaires mobiles ; ».

II – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à intégrer les menuiseries d'extérieures au crédit d'impôt en faveur de la rénovation énergétique des locaux tertiaires des PME.

Rétabli par la loi de finances pour 2023, ce crédit d'impôt vise certaines dépenses concernant l'isolation des parois opaques, le chauffage et la ventilation. Il est cependant à noter l'absence des menuiseries extérieures. Or, l'intérêt du remplacement des fenêtres, le cas échéant associé à des protections solaires mobiles, est déjà démontré pour atteindre la sobriété énergétique des bâtiments. Il permet d'isoler une grande partie de l'enveloppe extérieure du bâtiment et offre des apports de chaleur gratuite grâce aux apports solaires en hiver.

Par ailleurs, dans certains bâtiments tertiaires (type « façade rideaux »), les parois vitrées représentent la quasi-totalité de la surface des parois verticales. L'efficacité de ces bâtiments peut être améliorée par l'installation de protections solaires qui limitent l'entrée du froid et les déperditions thermiques en hiver, permettent de maîtriser les apports solaires en été et le recours à la climatisation.

Nb : La rectification consiste en un changement de place de l'article additionnel après l'article 5 quinquies vers l'article additionnel après l'article 5.

Aussi, afin de donner à cette mesure une efficacité et une cohérence maximum, il apparaît important de les réintégrer dans la base du crédit d'impôt ; étant précisé que son plafonnement est de nature à limiter l'impact de la dépense fiscale.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. JOMIER, COZIC et KANNER, Mme BLATRIX CONTAT, MM. ÉBLÉ, FÉRAUD et LUREL, Mmes BÉLIM, BONNEFOY, BROSEL, CANALÈS et CARLOTTI, M. CHANTREL, Mmes DANIEL et de LA GONTRIE, MM. DEVINAZ et FAGNEN, Mme FÉRET, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mmes LE HOUEROU et LINKENHELD, MM. LOZACH et MARIE, Mme NARASSIGUIN, M. OUIZILLE, Mmes POUMIROL et Sylvie ROBERT, M. ROS, Mme ROSSIGNOL et MM. TISSOT et Mickaël VALLET

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 11**

Après l'article 11

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Les boissons alcooliques ne peuvent être vendues à un prix toutes taxes comprises inférieur à leur prix minimum.

Le prix minimum d'une boisson alcoolique est le produit du prix minimum par unité de l'alcool, du titre alcoométrique volumique de la boisson et du volume de celle-ci en litres.

Une unité d'alcool correspond à 10 grammes d'alcool pur.

Le prix minimum par unité de l'alcool est déterminé chaque année par décret après consultation de la Haute Autorité de Santé.

II. – L'accise applicable aux boissons alcooliques mentionnées aux articles L. 313-15, L. 313-20, L. 313-21, L. 313-23, L. 313-24 et L. 313-25 du code des impositions des biens et des services est réduite de 0,1 %.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement, inspiré par la législation écossaise, vise à amorcer une réforme d'ensemble de la tarification et de la fiscalité des alcools en fixant un prix minimum par unité d'alcool aux boissons alcooliques et en abaissant la fiscalité sur les boissons dont le prix excède d'ores et déjà ce prix minimum.

Alors que l'OMS recommande depuis 2010 d'agir sur le prix afin de lutter contre les risques sanitaires liés à la consommation d'alcool, en France, huitième pays le plus consommateur d'alcool de l'OCDE, le prix des boissons alcooliques diminue relativement à celui des autres denrées alimentaires.

L'instauration en 2018 d'un prix minimum par unité d'alcool a permis à l'Écosse de diminuer significativement la consommation excessive d'alcool et la morbidité associée et ce sans effet néfaste sur les recettes du secteur. Dès 2020, était observée une réduction de 13,4% du nombre de décès directement liés à la consommation d'alcool. Pour autant, le prix minimum n'a pas eu d'effet notoire sur la consommation des personnes respectant les repères de consommation à moindre risques anglais - 14 verres par semaine.

Il s'agit donc d'une mesure qui cible particulièrement la réduction de la consommation de consommateurs les plus à risque. En France, 8% des adultes consomment la moitié de l'alcool vendu et 22% des français dépassent les seuils de consommation à moindre risque ; une telle mesure y est donc particulièrement pertinente.

Le consensus économique propose que le prix minimum d'une unité de 10 grammes d'alcool soit fixé à 50 centimes hors-inflation. Ainsi, une bouteille de vin titrant à 12° ne pourrait être vendue moins de 3,50€. Les alcools dont les prix de vente sont aujourd'hui supérieurs au prix minimum par unité d'alcool ne sont pas concernés. Pour le secteur, la compensation de la baisse en volume par l'augmentation des marges implique que les petits producteurs bénéficieront de cette mesure.

Aussi, afin de dégager des marges de manœuvre financières qui pourront faciliter l'adaptation des producteurs à une réforme globale sans conséquences notables sur le prix de vente, nous proposons d'abaisser marginalement le montant de celles-ci sur les boissons alcooliques non-concernées par le prix minimal

Au plan sanitaire, outre les bénéfices attendus en matière de réduction de la mortalité par cancers attribuable à l'alcool (22%), la mesure permettrait à horizon 2050 de réduire les dépenses de santé dans l'ensemble de 237 millions d'euros par an.

Si le prix minimum permet de préserver le secteur en comparaison d'une augmentation de la taxation, les taxes existantes demeurent nécessaires afin notamment de financer le coût de l'alcool pour la collectivité. Le supplément de taxe sur la valeur ajoutée perçu en raison de l'instauration du prix plancher sera opportunément affecté au fonds de lutte contre les addictions. L'instauration d'un prix minimum ne dispensant pas, en effet, d'une politique offensive de prévention.

La détermination d'un prix minimal de l'alcool semble constituer, au regard de l'objectif de protection de la santé qu'elle poursuit, une limitation justifiée et proportionnée à la liberté de fixation des prix.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. MENONVILLE, Jean-Michel ARNAUD et BONNECARRÈRE, Mme Olivia RICHARD, MM. KERN et LEVI, Mme JACQUEMET, M. DELCROS, Mme BILLON, M. BLEUNVEN et Mme ANTOINE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 26**

Après l'article 26

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au premier alinéa du I de l'article L. 2335-1 du code général des collectivités territoriales, après les mots : « ces communes », la fin est supprimée ;

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'attribution de la DPEL est, en métropole, réservée aux communes répondant à deux conditions : compter moins de 1 000 habitants ; avoir un potentiel financier inférieur à 1,25 % du potentiel financier moyen des communes de moins de 1 000 habitants. Ces conditions sont fixées par voie réglementaires (art. R. 2335-1 du CGCT) mais c'est la loi (art. L. 2335-1) qui en pose le principe en prévoyant que « les petites communes rurales reçoivent une dotation particulière prélevée sur les recettes de l'État et déterminée chaque année en fonction de la population totale de ces communes ainsi que de leur potentiel financier ».

Cette dotation est destinée à compenser certaines dépenses obligatoires entraînées par les dispositions législatives relatives aux autorisations d'absence, aux frais de formation des élus locaux et à la revalorisation des indemnités des maires et des adjoints.

Force est de constater que dans les petites communes la moindre variation de potentiel fiscal et financier peut avoir de lourdes incidences.

L'objet de cet amendement est de supprimer le potentiel financier comme cela a déjà été voté lors des précédentes lois de finances.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. MENONVILLE, Jean-Michel ARNAUD, BONNECARRÈRE, CHAUVET, KERN et LEVI,  
Mme JACQUEMET, M. DELCROS, Mme BILLON, M. BLEUNVEN et Mme ANTOINE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 26**

Après l'article 26

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au premier alinéa du I de l'article L. 2335-1 du code général des collectivités territoriales, après les mots : « ainsi que », sont insérés les mots : « , pour les communes de plus de deux cents habitants, ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement tend à supprimer la condition de potentiel financier pour l'éligibilité à la DPEL des communes de moins de 200 habitants.

L'attribution de la DPEL est, en métropole, réservée aux communes répondant à deux conditions : compter moins de 1 000 habitants ; avoir un potentiel financier inférieur à 1,25 % du potentiel financier moyen des communes de moins de 1 000 habitants.

Ces conditions sont fixées par voie réglementaires (art. R. 2335-1 du CGCT) mais c'est la loi (art. L. 2335-1) qui en pose le principe en prévoyant que « les petites communes rurales reçoivent une dotation particulière prélevée sur les recettes de l'État et déterminée chaque année en fonction de la population totale de ces communes ainsi que de leur potentiel financier ».

Cette dotation est destinée à compenser certaines dépenses obligatoires entraînées par les dispositions législatives relatives aux autorisations d'absence, aux frais de formation des élus locaux et à la revalorisation des indemnités des maires et des adjoints.

Force est de constater que dans les petites communes la moindre variation de potentiel fiscal et financier peut avoir de lourdes incidences. Au regard de l'investissement incroyable des élus, il est nécessaire que toutes les communes de 200 habitants et moins puissent bénéficier de la DPEL sans condition.







**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. MENONVILLE, Jean-Michel ARNAUD et BONNECARRÈRE, Mme Olivia RICHARD, MM. KERN, CAMBIER et LEVI, Mme JACQUEMET, M. DELCROS, Mme BILLON, M. BLEUNVEN et Mme ANTOINE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24**

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au premier alinéa du I de l'article L. 2335-1 du code général des collectivités territoriales, après les mots : « ainsi que », sont insérés les mots : « , pour les communes de plus de cinq cents habitants, ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'attribution de la DPEL est, en métropole, réservée aux communes répondant à deux conditions : compter moins de 1 000 habitants ; avoir un potentiel financier inférieur à 1,25 % du potentiel financier moyen des communes de moins de 1 000 habitants. Ces conditions sont fixées par voie réglementaires (art. R. 2335-1 du CGCT) mais c'est la loi (art. L. 2335-1) qui en pose le principe en prévoyant que « les petites communes rurales reçoivent une dotation particulière prélevée sur les recettes de l'État et déterminée chaque année en fonction de la population totale de ces communes ainsi que de leur potentiel financier ».

Cette dotation est destinée à compenser certaines dépenses obligatoires entraînées par les dispositions législatives relatives aux autorisations d'absence, aux frais de formation des élus locaux et à la revalorisation des indemnités des maires et des adjoints.

Force est de constater que dans les petites communes la moindre variation de potentiel fiscal et financier peut avoir de lourdes incidences. Au regard de l'investissement incroyable des élus, il est nécessaire que toutes les communes de 500 habitants et moins puissent bénéficier de la DPEL.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. MENONVILLE et Jean-Michel ARNAUD, Mme Olivia RICHARD, M. BONNECARRÈRE,  
Mme JACQUEMET, MM. LEVI et CHAUVET, Mme BILLON, MM. DELCROS et BLEUNVEN et  
Mme ANTOINE

ARTICLE 27

I. – Alinéa 2, tableau, seconde colonne, septième ligne

Remplacer le montant :

108 906 000

par le montant :

122 721 000

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à sanctuariser la dotation d' élu local.

En métropole, cette dotation est attribuée aux communes de moins de 1 000 habitants, sous condition de potentiel financier. Pour les communes de moins de 500 habitants, la dotation « élu local » est complétée depuis 2020 par une majoration destinée à aider ces communes à financer les possibilités de modulation des indemnités de fonction, prévues par la loi « Engagement et proximité » de décembre 2019.

En effet, le potentiel financier d'une commune est calculé en intégrant fictivement une partie des ressources de son établissement public de coopération intercommunale (EPCI). Avec ce mode de calcul, le niveau du potentiel financier des communes se trouve mécaniquement augmenté. Chaque année, des communes perdent ainsi le bénéfice de la dotation ou au contraire deviennent éligibles en raison de l'évolution de leur niveau de potentiel financier, alors que cette évolution peut par exemple résulter de modifications des ressources intercommunales, sans que la situation financière des communes ait changé.

Il est donc proposé de supprimer la condition de potentiel financier de manière à ce que la dotation « élu local » soit versée à l'ensemble des communes de moins de 1 000 habitants. Cela permettrait d'améliorer la prévisibilité de cette ressource et de faciliter pour ces communes la mise en œuvre des dispositions relatives à l'exercice des mandats locaux.

Pour atteindre cet objectif tout en conservant les attributions individuelles à leur niveau actuel, le présent amendement propose de relever le volume total de la dotation à 122,3 millions d'euros, contre 108,5 millions actuellement. La hausse proposée, à hauteur de 13,82 millions d'euros, intègre le versement de la DPEL pour les communes de moins de 1 000 habitants qui en sont actuellement exclues au regard de leur potentiel financier, ainsi que le versement de la majoration de DPEL pour celles d'entre elles qui ne dépassent pas 500 habitants. Ce montant pourrait être financé par le budget de l'Etat.



**S O U S - A M E N D E M E N T**

à l'amendement n° I-230 de la commission des finances

présenté par

Mme GATEL

et les membres du groupe Union Centriste

C	
G	

ARTICLE 25 TER

Amendement n° I-230

I. – Alinéa 20

Remplacer le montant :

10

par le montant :

15

II. – Alinéas 24 et 25

Rédiger ainsi ces alinéas :

« Pour les communes nouvelles dont l'arrêté de création a été pris après le 2 janvier 2023, l'attribution au titre de la part de garantie est égale à la différence, si elle est positive, entre la somme des attributions perçues au titre de la dotation globale de fonctionnement mentionnée au premier alinéa de l'article L. 2334-1 par les communes fusionnées l'année précédant la création de la commune nouvelle et le montant perçu au titre de cette même dotation par la commune nouvelle l'année de répartition. Ce montant évolue chaque année selon un taux égal au taux d'évolution de l'enveloppe de la dotation globale de fonctionnement s'il est positif.

« Pour les communes nouvelles dont l'arrêté de création a été pris avant le 2 janvier 2023, l'attribution au titre de la part de garantie est calculée selon les modalités prévues au précédent alinéa. Si le montant perçu au titre de la dotation globale de fonctionnement mentionnée au premier alinéa de l'article L. 2334-1 en 2023 par la commune nouvelle, hors les montants perçus en application du premier alinéa de l'article L. 2334-18-3 par les communes mentionnées au I de l'article L. 2334-22-2, est plus important que la somme des attributions perçues au titre de cette même dotation par les communes fusionnées l'année précédant la création de la commune nouvelle, l'attribution au titre de la part de garantie est égale à la différence, si elle est positive, entre le montant perçu au titre de la dotation globale de fonctionnement en 2023 et le montant perçu au titre de cette même dotation par la commune nouvelle l'année de répartition. Dans ces deux cas, le montant de l'attribution au titre de la part garantie évolue chaque année selon un taux égal au taux d'évolution de l'enveloppe de la dotation globale de fonctionnement s'il est positif. » ;

## **OBJET**

De nombreuses modifications législatives ont diminué l'importance et l'aspect incitatif du pacte de stabilité de la DGF des communes nouvelles : il est désormais inefficace, voire parfois très pénalisant. En effet, les garanties auparavant attribuées aux communes nouvelles ont subi des réductions d'assiette, des conditions évolutives de seuils de population ou des modifications d'application dans le temps en fonction de la date de création de la commune nouvelle.

Or, les élus qui souhaitent créer une commune nouvelle ont besoin d'un cadre stable leur garantissant qu'ils ne perdront pas de dotations du fait de leur regroupement, au-delà de la dotation d'amorçage. Si la loi n'évolue pas, les pertes de DGF à venir risquent d'aggraver drastiquement et définitivement la situation des communes nouvelles.

1/ Le régime actuel de la DGF des communes nouvelles n'est pas protecteur et mérite d'être simplifié en offrant de la visibilité et de la stabilité aux élus.

Les propositions Gouvernementales de l'article 60 du projet de loi de finances pour 2024 vont dans le bon sens en créant une garantie de long terme pour les communes nouvelles, financée par le budget de l'État. Elles restent cependant incomplètes car elles excluent plusieurs communes nouvelles des garanties du fait de son mode de calcul, et notamment les communes nouvelles existantes qui ont perdu des sommes de DGF avant l'année de référence proposée par ce projet de loi de finances (qui sanctuarise les montants perçus en 2023).

C'est pourquoi, en se basant sur les propositions de Gouvernement dans le cadre du PLF pour 2024, le présent amendement propose de compléter la part « garantie » de la dotation commune nouvelle en :

- o assurant aux communes nouvelles futures (créées à compter du 3 janvier 2023) de percevoir au moins les montants de DGF (somme de la DF, de la DSR, de la DNP, de la DSU) perçus par les communes fondatrices de la commune nouvelle avant sa création, cette garantie serait indexée sur le taux l'évolution de la DGF s'il est positif ; il s'agit ainsi de disposer d'une garantie dynamique ;

- o assurant aux communes nouvelles existantes (créées avant le 2 janvier 2023) de disposer d'une réelle garantie de DGF : – soit calculée à partir des montants de DGF perçus par les communes fondatrices de la commune nouvelle avant sa création -ce qui est le minimum-, soit calculée à partir du montant de DGF perçu par la commune nouvelle en 2023, s'il est supérieur. Cette part de garantie serait indexée sur le taux d'évolution de la DGF, s'il est positif.

Il s'agit donc bien de créer un régime de garantie réel et cohérent pour les communes nouvelles qui seront créées à l'avenir mais aussi pour les communes nouvelles existantes qui ont pu perdre des parts importantes de leur DGF.

L'objectif est bien de s'assurer que les communes nouvelles auront au moins le même montant de DGF que si elles n'avaient pas fusionné.

Le coût total de cette attribution de garantie, toutes choses égales par ailleurs (et sans prendre en compte les potentielles augmentations de DGF que pourraient connaître les communes nouvelles en 2024 qui minimiseront mécaniquement les besoins de financement) est estimé à environ 21,8 millions et concernerait 274 communes nouvelles, soit 8,4 millions d' € supplémentaires par rapport au coût de la garantie DSR des communes nouvelles en 2023. La liste des communes nouvelles concernées figure en annexe de cet amendement.

Ce dispositif permettra de sortir des mesures de rattrapage extrêmement compliquées qui ont été créées récemment et qui ont généré de nouveaux effets de bord.

L'objectif est bien de créer un dispositif stable pour l'avenir sans avoir à revenir chaque année sur la situation des communes nouvelles existantes.



2 / Par ailleurs, il est proposé d'augmenter le montant de la dotation d'amorçage à 15 € par habitant (au lieu de 6 € ou 10 € par hab.), afin de relancer la dynamique et soutenir les projets de regroupement de communes.

Sans compter les projets de communes nouvelles qui aboutiront au 1<sup>er</sup> janvier 2024 dont nous ne connaissons pas l'existence, et toutes choses égales par ailleurs.

Il est essentiel d'accompagner réellement la transformation en commune nouvelle (notamment pour pallier les surcoûts au démarrage : adaptation de logiciels, ingénierie financière et en matière de ressources humaines, alignement des régimes indemnitaires, etc.) et permettant ainsi aux élus de s'engager plus sereinement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Jean-Baptiste BLANC

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le chapitre IV du titre III du livre III de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales est complété par une section ainsi rédigée :

« Section ...

« Dotation d'aide à l'assurance contre les inondations

« Art. L. 2334-.... - Il est institué, par prélèvement sur les recettes de l'État, une dotation d'aide à l'assurance contre les inondations.

« Cette dotation est attribuée chaque année à compter de 2023 aux groupements de communes exerçant la compétence mentionnée au 5° du I de l'article L. 211-7 du code de l'environnement dans des territoires définis à l'article L. 566-5 du même code.

« Son montant est fixé, pour chaque groupement, à 70 % du montant de la prime d'assurance acquittée l'année précédente au titre de la garantie des dommages contre les inondations dans ces territoires.

« Un décret en Conseil d'État fixe les modalités d'application du présent article. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à instituer, par prélèvement sur les recettes de l'Etat, une dotation d'aide à l'assurance contre les inondations dans les territoires " dans lesquels il existe un risque d'inondation important ayant des conséquences de portée nationale " (art. L. 566-5 du code de l'environnement).

La dotation servirait à rembourser au groupement de communes en charge de la compétence "défense contre les inondations" une part (70%) de la prime d'assurance.

La perte de recettes pour l'Etat serait compensée dans une large mesure par un prélèvement sur les primes d'assurance contre les inondations. Il s'agirait donc, ce qui correspond à la même logique que le Fonds Barnier, de faire jouer la solidarité nationale : chaque souscripteur contribuerait, à un

modeste niveau (0,5% de sa prime d'assurance), au soutien des territoires soumis à des risques d'inondation de portée nationale.





N°	I-855
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

Mme Nathalie GOULET  
et les membres du groupe Union Centriste

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 23 DECIES

Après l'article 23 decies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le deuxième alinéa de l'article 238-0 A du code général des impôts est complété par les mots : « , et après avis conforme des commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat ».

### OBJET

La loi du 30 décembre 2009 de finances rectificative pour 2009 a introduit dans la loi et codifié à l'article 238-0 A du code général des impôts la notion d' « État ou territoire non coopératif » (ETNC).

Il revient aux ministres chargés de l'économie et du budget, après avis du ministre des affaires étrangères, d'en fixer la liste.

La liste des ETNC doit faire l'objet d'une mise à jour, en principe annuelle, au 1<sup>er</sup> janvier.

Le présent amendement vise à préciser que la mise à jour ne peut intervenir qu'après avis conforme des commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme SAINT-PÉ, M. BRISSON et Mme ESPAGNAC

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 1520 est complété par un paragraphe V ainsi rédigé :

« V. – La taxe, lorsqu'elle est instituée, s'applique sur l'intégralité du territoire sous réserve des dispositions de l'article L. 2333-76 du code général des collectivités territoriales. Toutefois, à titre dérogatoire, si des différences objectives de service le justifient, la commune, l'établissement public de coopération intercommunale ou l'établissement public local compétent peut décider de n'instituer la taxe que sur une partie seulement de son territoire nonobstant les mécanismes transitoires prévus par l'article 1639 A bis du code général des impôts. » ;

2° Au I bis de l'article 1522 bis, après la référence : « article 1639 A bis », la fin de la phrase est supprimée ;

3° L'article 1639 A bis est ainsi modifié :

a) À la première phrase du deuxième alinéa du III, après les mots : « sept années suivant la fusion » sont insérés les mots : « sous réserve des dispositions du V de l'article 1520 » ;

b) Au premier alinéa du IV, après les mots : « la cinquième année qui suit celle du rattachement », sont insérés les mots : « sous réserve des dispositions du V de l'article 1520 ».

II. – Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° L'article L. 2333-76 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« La redevance, lorsqu'elle est instituée, s'applique sur l'intégralité du territoire. Toutefois, à titre dérogatoire, si des différences objectives de service le justifient, la commune, l'établissement public de coopération intercommunale ou l'établissement public local compétent peut décider de n'instaurer la redevance que sur une partie seulement de son territoire nonobstant les mécanismes transitoires prévus par l'article 1639 A bis du code général des impôts et les 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> alinéa du présent article. Le service du territoire couvert par la redevance fait l'objet d'un budget distinct. » ;

2° L'article L. 2333-78 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

a) La première phrase du troisième alinéa est ainsi rédigée : « Ils ne peuvent l'instituer que sur les secteurs géographiques où ils n'ont pas institué la redevance prévue à l'article L. 2333-76. » ;



b) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque la taxe d'enlèvement des ordures ménagères est instaurée sur une partie seulement du territoire, la redevance spéciale ne peut s'appliquer que sur le ou les territoires concernés en application du paragraphe V de l'article 1520 du code général des impôts. » ;

3° A la fin du premier alinéa de l'article L. 2333-79, il est ajouté un paragraphe ainsi rédigé : « Lorsque la redevance est instaurée sur une partie seulement du territoire, la suppression de la taxe ne s'applique que sur le territoire concerné en application de l'article L.2333-76 précité et du V de l'article 1520 du code général des impôts.»

III – La perte de recettes pour les collectivités territoriales est compensée à due concurrence par la majoration de la dotation globale de fonctionnement et, corrélativement pour l'État, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services..

### **OBJET**

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015 posait l'objectif de 15 millions d'habitants couverts par la tarification incitative en 2020 et 25 millions en 2025.

Néanmoins, seulement 6 millions de Français sont actuellement en tarification incitative, selon un rapport de la Cour des comptes du 27 septembre 2022.

Pourtant, la Cour relève que la tarification incitative permet une réduction des déchets jusqu'à 40 %. Elle encourage par conséquent sa mise en place, voyant celle-ci comme « un levier important de responsabilisation. En effet, elle permet l'application du principe pollueur-payeur aux usagers du service en intégrant dans la facturation le niveau de production des déchets ».

Il s'agit donc d'un des leviers les plus efficaces pour que les taux de collecte pour recyclage de la France progressent.

Malheureusement, la tarification incitative est plus compliquée à mettre en place dans les zones urbaines, en raison de la verticalité des habitations (plus grande difficulté pour suivre les usagers, pour implanter des conteneurs équipés de compteurs...), que dans les zones rurales.

Cette verticalité complique en effet singulièrement l'individualisation des factures, à l'inverse aisée à faire dans les zones pavillonnaires ou rurales avec beaucoup plus d'habitat individuel.

C'est pourquoi certains Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) compétents en matière de gestion des déchets ou d'un syndicat de traitement, comptant en leur sein des zones urbaines, périurbaines et rurales, souhaiteraient pouvoir mettre en œuvre ou continuer à appliquer la tarification incitative sur une partie seulement de leur territoire.

La Communauté d'Agglomération Pau Béarn Pyrénées est par exemple concernée. Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération Bayonne Pays Basque (158 communes) s'intéresse de près à cette possibilité pour son territoire.

Cependant, un verrou important les en empêche aujourd'hui, puisqu'ils sont obligés d'harmoniser les modalités de financement du Service Public de Gestion des Déchets (SPGD) au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Aussi le présent amendement vise à donner de la souplesse aux élus locaux, parce qu'ils connaissent les réalités de leur territoire, en supprimant le délai d'harmonisation des modes de financement du SPGD. Ils seront alors libres de déployer la tarification incitative sur les parties de leur territoire en milieu périurbain et rural, sans être tenu de le faire en milieu urbain.

Les magistrats de la Cour des comptes notent ainsi dans le rapport précédemment mentionné : « Nombreux sont ceux qui considèrent que l'application sur l'intégralité du territoire sera difficile alors qu'elle pourrait être plus facilement envisagée sur seulement une partie du territoire (habitat pavillonnaire, communes périphériques, ...) : une dérogation à l'obligation d'uniformité du mode de financement sur un EPCI à fiscalité propre et donc l'autorisation de faire cohabiter formes classique et incitative d'un mode de financement donné au-delà des sept ans explicitement prévus au code général des impôts pour la TEOMi pourrait répondre à cette difficulté et favoriserait le développement de la TI en milieu urbain ».

Cet amendement permettrait enfin d'accélérer pour tenir les objectifs de collecte par matériaux ambitieux fixés par l'Union européenne et ceux de la loi relative à la lutte contre le gaspillage et l'économie circulaire (AGEC), qui fixe un objectif de réduction de 15 % des déchets ménagers et assimilés par habitant d'ici 2030.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CUYPERS

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10**

Après l'article 10

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le c du 1<sup>o</sup> du A de l'article 278-0 bis du code général des impôts est abrogé.II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Cet amendement d'appel vise à demander des explications au Gouvernement sur le chiffrage du coût pour l'État d'une éventuelle baisse de TVA applicable à la margarine de 20 % à 5,5 %, faisant ainsi rentrer ce produit dans le droit commun de quasiment l'ensemble des produits alimentaires (TVA à 5,5 %).

Lors de la discussion du Projet de loi de finances 2023, Monsieur Gabriel Attal, alors Ministre délégué chargé des Comptes publics avait déclaré « la baisse du taux de TVA sur la margarine coûterait aux finances publiques 115 millions d'euros. »

Ce chiffre, particulièrement élevé, avait fait l'objet de demandes d'explications sur les modalités de calculs au ministère de l'Économie et des Finances, sans réponses malgré les multiples sollicitations.

Pour rappel, l'instauration d'une TVA différenciée pour la margarine est intervenue au début des années 1960 dans un contexte agricole français particulier aujourd'hui anachronique. La margarine est désormais un symbole de notre incohérence fiscale : alors que qu'elle est taxée au même taux que le caviar, une grande marque de pâte à tartiner aux noisettes et au cacao est taxée à 5,5 %.

Non seulement un tel taux de TVA à 20 % n'est aujourd'hui plus du tout justifié, mais il pèse sur les ménages les plus modestes (principalement du nord et de l'est de la France) ainsi que sur les foyers de personnes âgées, pour lesquels la consommation de margarine est recommandée en raison de ses allégations nutritionnelles.

Enfin, la France est le seul pays européen à pratiquer un tel taux de TVA pour la margarine.





N°	I-858
----	-------

## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. DELCROS  
et les membres du groupe Union Centriste

C	
G	

### ARTICLE 24

#### I. – Alinéa 2

Remplacer le montant :

27 145 046 362 €

par le montant :

27 245 046 362 €

#### II. – Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

... – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Afin de soutenir les collectivités les plus fragiles, le Gouvernement a prévu une augmentation de la dotation globale de fonctionnement (DGF) pour 2024 de 220 millions d'euros.

Le présent amendement vise à porter cette hausse à 320 millions d'euros, soit 100 millions d'euros supplémentaires. En effet, l'augmentation du montant de la DSR a été diminué de moitié par rapport à celui voté en 2023, contrairement aux augmentations de la DSU et de la dotation intercommunalités qui sont restées identiques. Cette diminution, qui se fait au détriment des territoires ruraux fragiles, est particulièrement injuste.

Ce faisant, le présent amendement propose de maintenir la même augmentation de la DGF qu'en 2023, c'est-à-dire une augmentation globale de 320 millions d'euros. Il permet ainsi de conserver la même augmentation de DSR qu'en 2023. Il en va de la cohésion de nos territoires.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BERTHET, M. BELIN, Mmes PETRUS et DUMONT, M. BOUCHET, Mmes NOËL, DUMAS,  
LASSARADE et BONFANTI-DOSSAT et MM. CHATILLON et Henri LEROY

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le treizième alinéa de l'article L. 2333-67 du code général des collectivités territoriales est complété par une phrase ainsi rédigée : « Ce taux peut être majoré de 0,05 % pour les territoires équipés pour la pratique des sports d'hiver et d'alpinisme. »

**OBJET**

En première ligne face aux conséquences du réchauffement climatique, les communes supports de stations se mobilisent depuis de nombreuses années pour diminuer l'empreinte carbone de leur saison touristique d'hiver.

Sur ce sujet, le développement d'alternative viable à la voiture individuelle est l'un des enjeux majeurs alors que 70% de l'empreinte carbone des stations est liée au transport des touristes jusqu'au pied des pistes.

Dans ce contexte, bien que l'affection du versement mobilité soit désormais clarifiée, puisqu'il peut financer tout investissement et fonctionnement de services ou d'actions relevant de l'AOM, la conjonction de nombreuses rigidités du dispositif empêche encore beaucoup de communes de mettre en œuvre les projets de mobilité répondant aux besoins de leurs territoires.

C'est le cas de plusieurs communes de la Savoie qui souhaiteraient étendre les horaires de fonctionnement des ascenseurs valléens et des remontées mécaniques pour transporter davantage de travailleurs, saisonniers et touristes en leur offrant de fait une alternative écologique à la voiture.

Dans ce contexte, cet amendement vise à permettre de majorer le taux du versement mobilité de 0,05% pour les AOM de moins de 10 000 habitants comprenant une ou plusieurs communes équipées pour la pratique des sports d'hiver et d'alpinisme.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BERTHET, M. BELIN, Mmes PETRUS et DUMONT, M. BOUCHET, Mmes NOËL, DUMAS,  
LASSARADE et BONFANTI-DOSSAT et MM. CHATILLON et Henri LEROY

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

La section 8 du chapitre III du titre III du livre III de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales est ainsi modifiée :

1° A la première phrase de l'article L. 2333-66, les mots : « 1° du » sont supprimés ;

2° Après le cinquième alinéa de l'article L. 2333-67, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« – 0,2 % des salaires définis à l'article L. 2333-65 lorsque la commune ou l'établissement public n'organise pas au moins un des services mentionnés au 1° du I de l'article L. 1231-1-1 du code des transports. »

**OBJET**

Cet amendement reprend une préconisation du rapport parlementaire « Transports du quotidien : Comment résoudre l'équation financière » rédigé par les sénateurs Hervé Maurey et Stéphane Sautarel.

Il vise à supprimer la condition de mise en place d'un service de transport régulier de personnes pour être autorisé à instituer le versement mobilité.

Aujourd'hui cette condition prive de nombreuses communes rurales, pourtant porteuses de projets écologiques pertinents et mesurés à l'échelle de leur territoire, de moyens d'agir. C'est le cas de plusieurs communes de la Savoie qui souhaiteraient étendre les horaires de fonctionnement des ascenseurs valléens et des remontées mécaniques pour transporter davantage de travailleurs, saisonniers et touristes en leur offrant de fait une alternative à la voiture individuelle.

Ainsi il est proposé que lorsque l'AOM n'organise pas de services réguliers de transport public de personnes, cette dernière puisse tout de même lever le versement mobilité sur son territoire, en appliquant un taux réduit plafonné à 0,2 %.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BERTHET, M. BELIN, Mmes PETRUS et DUMONT, M. BOUCHET, Mmes NOËL, DUMAS, LASSARADE et BONFANTI-DOSSAT et MM. CHATILLON et Henri LEROY

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article L. 2333-67 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° Le quatorzième alinéa est ainsi rédigé :

« Le taux de versement destiné au financement des services de mobilité applicable sur le territoire des communes incluses peut être réduit ou porté à zéro par décision de l'organe délibérant de l'établissement public ou du syndicat mixte, sur les périmètres des communes qui le composent. » ;

2° L'avant-dernier alinéa est supprimé.

II. – La perte de recettes résultant du I pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une augmentation des taxes locales.

**OBJET**

Cet amendement reprend une préconisation du rapport parlementaire « Transports du quotidien : Comment résoudre l'équation financière » rédigé par les sénateurs Hervé Maurey et Stéphane Sautarel.

Il vise à donner aux autorités organisatrices de la mobilité (AOM) la faculté de moduler le taux du versement mobilité par zone à l'intérieur de leur territoire.

Aujourd'hui, cette possibilité dépend de la forme juridique de l'AOM. Ainsi, les syndicats mixtes AOM (pour le versement mobilité) et les syndicats mixtes dit « SRU » (pour le versement mobilité additionnel) peuvent moduler au niveau des EPCI le taux de ces prélèvements. A l'inverse, les EPCI à fiscalité propre n'ont pas cette possibilité.

Cette disposition vise donc à enrichir la boîte à outil des élus locaux en leur permettant, à pression fiscale constante, une répartition plus juste de la charge entre les entreprises du territoire au regard de l'offre de transport existante.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes MARGATÉ et CORBIÈRE NAMINZO, MM. GAY, BROSSAT, BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

I. – Alinéa 108

Remplacer les mots :

les conditions cumulatives suivantes

par les mots :

l'une des conditions suivantes

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 6 du PLF 2024 prévoit, afin d'inciter à la rénovation lourde du parc de logements sociaux anciens, de faire bénéficier les logements éligibles d'une exonération de longue durée de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) à l'instar de celle dont bénéficient les constructions neuves, ainsi que d'un taux de TVA de 5,5% sur les travaux engagés dans ce cadre.

Cette proposition s'inscrit dans le cadre du projet « seconde vie » sur lequel l'Etat a travaillé avec l'USH et la banque des territoires, en alternative à la démolition-reconstruction, dans une logique de décarbonation du parc existant. Ces opérations ont pour but de redonner quarante ans de durée de vie aux bâtiments traités. Il s'agit de rénovations particulièrement ambitieuses dont le coût se rapproche de celui d'une construction neuve.

L'article réserve ce dispositif aux logements conventionnés à l'APL, achevés depuis plus de 40 ans. Il ajoute également une condition supplémentaire à savoir que les logements doivent avoir été, pendant toute cette période de 40 ans, conventionnés à l'APL ou assimilés. Cette double conditionnalité paraît restrictive. Il est donc proposé de permettre l'exonération de TFPB lorsque l'une des conditions seulement est remplie.







**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes MARGATÉ et CORBIÈRE NAMINZO, MM. GAY, BROSSAT, BOCQUET et SAVOLDELLI,  
Mme VARAILLAS  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

Alinéa 111

I. – Après le mot :

classes

insérer le mot :

E,

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 6 du PLF 2024 prévoit, afin d'inciter à la rénovation lourde du parc de logements sociaux anciens, de faire bénéficier les logements éligibles d'une exonération de longue durée de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) à l'instar de celle dont bénéficient les constructions neuves, ainsi que d'un taux de TVA de 5,5% sur les travaux engagés dans ce cadre.

Cette proposition s'inscrit dans le cadre du projet « seconde vie » sur lequel l'Etat a travaillé avec l'USH et la banque des territoires, en alternative à la démolition-reconstruction, dans une logique de décarbonation du parc existant. Ces opérations ont pour but de redonner quarante ans de durée de vie aux bâtiments traités. Il s'agit de rénovations particulièrement ambitieuses dont le coût se rapproche de celui d'une construction neuve.

L'article réserve ce dispositif aux travaux permettant cumulativement une amélioration de la performance énergétique et environnementale des logements avec le passage d'un classement « F » ou « G » avant travaux à un classement « B » ou « A » après travaux.

Le gouvernement, via le document signé au congrès USH de Nantes « Engagements pour la transition écologique et la production de logements sociaux 2024-2026 » a pour objectif de favoriser « les travaux de réhabilitation lourde par la pérennisation du dispositif de seconde vie, permettant des avantages fiscaux et de taux. Ce dispositif visera prioritairement dans la logique du calendrier fixé par la loi Climat et Résilience, les logements d'étiquettes G, F, E. »

Le présent amendement vise donc à ouvrir les aides fiscales aux logements locatifs sociaux à un niveau de performance énergétique et environnementale correspondant à un classement « E », au sens de l'article L. 173-1-1 du code de la construction et de l'habitation, afin d'être en adéquation avec les objectifs de l'article 160 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 définissant de nouveaux critères d'indécence pour les logements (pour être qualifié de « décent » et pouvoir être mis en location, un logement doit, à partir du 1er janvier 2025, avoir au moins la classe F du DPE ; à partir du 1er janvier 2028, avoir au moins la classe E du DPE ; à partir du 1er janvier 2034, avoir au moins la classe D du DPE).





## AM E N D E M E N T

C	
G	

présenté par

Mme MARGATÉ, M. GAY, Mme CORBIÈRE NAMINZO, MM. BROSSAT, SAVOLDELLI et BOCQUET,  
Mme VARAILLAS  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

### ARTICLE 6

#### I. – Alinéa 81

Remplacer les mots :

en logements extrêmement performants ou très performants

par les mots :

par la réalisation d'une rénovation énergétique performante au sens du 17° bis de l'article L 111-1 du code de la construction et de l'habitation

#### II. – Alinéa 113

Remplacer les mots :

aux classes A ou B au sens du même article L. 173-1-1

par les mots :

à une rénovation énergétique performante au sens du 17° bis de l'article L. 111-1 du code de la construction et de l'habitation »

#### III. – Alinéa 116

Remplacer les mots :

aux classes A ou B au sens du même article L. 173-1-1

par les mots :

à une rénovation énergétique performante au sens du 17° bis de l'article L. 111-1

IV. – Pour compenser la perte de recettes résultant des I, II et III, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

L'article 6 du PLF 2024 prévoit, afin d'inciter à la rénovation lourde du parc de logements sociaux anciens, de faire bénéficier les logements éligibles d'une exonération de longue durée de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) à l'instar de celle dont bénéficient les constructions neuves, ainsi que d'un taux de TVA de 5,5% sur les travaux engagés dans ce cadre.

Cette proposition s'inscrit dans le cadre du projet « seconde vie » sur lequel l'Etat a travaillé avec l'USH et la banque des territoires, en alternative à la démolition-reconstruction, dans une logique de décarbonation du parc existant. Ces opérations ont pour but de redonner quarante ans de durée de vie aux bâtiments traités. Il s'agit de rénovations particulièrement ambitieuses dont le coût se rapproche de celui d'une construction neuve.

L'article réserve ce dispositif aux travaux permettant cumulativement une amélioration de la performance énergétique et environnementale des logements avec le passage d'un classement « F » ou « G » avant travaux à un classement « B » ou « A » après travaux.

Il est proposé de mieux définir le niveau exigé après travaux en faisant référence à des travaux qui atteignent un niveau de performance énergétique et environnementale au sens d'une « rénovation énergétique performante » telle qu'elle a été définie par la loi au 17° bis de l'article L111-1 du code de la construction et de l'habitation.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes MARGATÉ et CORBIÈRE NAMINZO, MM. GAY, BROSSAT, BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

ARTICLE 10 QUINQUIES

## I. – Alinéa 2

Rédiger ainsi cet alinéa :

1° Au a du 2° du III de l'article 278 sexies, les mots : « faisant l'objet d'un contrat de ville prévu à l'article 6 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 précitée » sont supprimés ;

## II. – Alinéa 13

Supprimer cet alinéa.

III – Pour compenser la perte de recettes résultant des I et II, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les opérations d'accession sociale à la propriété réalisées dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) ou à proximité peuvent, sous certaines conditions, bénéficier d'une TVA à 5,5%. L'article 278 sexies du CGI précise que ce taux de 5,5% ne s'applique que si, à la date de demande de permis de construire, l'opération est située dans un QPV (ou à proximité) qui fait l'objet d'un contrat de ville. Ces taux réduits favorisent l'acquisition d'un logement pour des primo-accédants et la mixité sociale dans les QPV et aux abords.

La date de signature des futurs contrats de ville ayant été reportée à fin mars 2024, les opérations dont les demandes de permis seraient déposées entre le 1er janvier 2024 et la date de signature du contrat de ville ne pourraient pas bénéficier du taux de 5,5%.

Pour résoudre ce problème, le texte adopté à l'Assemblée nationale prévoit que, pour les demandes de permis de construire déposées en 2024, « la condition tenant à la conclusion d'un contrat de ville est appréciée le 31 décembre 2024 ».

Toutefois, cette rédaction pose la difficulté suivante : pour les demandes de permis déposées à partir du 1er janvier 2024, les opérateurs seront dans l'incertitude sur le taux de TVA applicable jusqu'à la

date de signature du contrat de ville...et si dans certains quartiers, cette signature était décalée après le 31/12/2024, l'opération relèverait du taux de 20%.

Afin d'éviter que cette situation d'incertitude ne bloque toutes les opérations et, afin de simplifier le régime applicable, le présent amendement propose de supprimer la condition relative à la signature du contrat de ville, condition qui ne paraît pas indispensable pour justifier le taux réduit : Les opérations d'accession sociale pourraient bénéficier du taux de 5,5% dès lors qu'elles sont situées en QPV ou à proximité, sans qu'il soit nécessaire de justifier que le quartier a fait l'objet d'un contrat de ville.

Cet amendement a été travaillé avec l'USH.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes MARGATÉ et CORBIÈRE NAMINZO, MM. GAY, BROSSAT, BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 QUINQUIES**

Après l'article 10 quinquies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 2° du A du II de l'article 278 sexies est ainsi modifié :

- a) À la fin du premier alinéa, les mots : « lorsqu'ils sont situés » sont supprimés ;
- b) Les quatre derniers alinéas sont supprimés ;

2° Le tableau du deuxième alinéa de l'article 278 sexies-0 A est ainsi modifié :

- a) À la troisième ligne de la première colonne, les mots : « et relevant de la politique de renouvellement urbain » sont supprimés ;
- b) À la quatrième ligne de la dernière colonne, le taux : « 10 % » est remplacé par le taux : « 5,5 % ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement propose de rétablir le taux de TVA de 5,5 % pour l'ensemble des opérations de construction de logements locatifs sociaux. Depuis 2018, le taux de 5,5 % concerne uniquement les opérations financées en PLAI et celles financées en PLUS dans le cadre du NPNRU – le taux applicable aux autres opérations, c'est-à-dire celles financées en PLUS hors NPNRU ou en PLS, ayant été augmenté à 10 %.

Cette augmentation, décidée en 2018 dans un contexte de mise en place progressive de la réduction du loyer de solidarité (RLS), n'est plus justifiée aujourd'hui dès lors que la RLS a largement augmenté et que le contexte économique a profondément évolué, avec notamment une envolée des coûts de construction et un taux du Livret A beaucoup plus élevé. Les résultats d'exploitation des organismes seront significativement dégradés jusqu'en 2025 au moins et les marges dégagées pour l'investissement réduites d'autant.

Dès lors, il semble urgent de rétablir un taux de TVA de 5,5 % sur l'ensemble des opérations visées afin de permettre aux bailleurs sociaux de poursuivre leurs efforts pour lancer davantage d'opérations, sachant que le nombre de demandeurs de logement sociaux ne cesse de croître (plus de 2,4 millions). De plus, la relance de l'économie passe par un investissement massif dans la construction et la rénovation de logements, secteur créateur d'emplois non délocalisables. Les logements neufs contribueront en outre à renforcer la cohésion sociale et territoriale en améliorant le quotidien de nos concitoyens les plus fragiles.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes MARGATÉ et CORBIÈRE NAMINZO, MM. GAY, BROSSAT, BOCQUET et SAVOLDELLI,  
Mme VARAILLAS  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 QUINQUIES

Après l'article 10 quinquies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 278 sexies A du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le I est ainsi modifié :

a) Le 2° est abrogé ;

b) Au premier alinéa du 3°, les mots : « et les travaux mentionnés au 2° du présent I, » sont supprimés ;

c) Le a du 3° est abrogé ;

d) Au b du 3°, le mot : « autres » est supprimé ;

2° Le tableau du II est ainsi modifié :

a) Les deuxième et troisième lignes sont supprimées ;

b) La quatrième ligne est ainsi rédigée :

Travaux portant sur les logements locatifs sociaux	b du 3° du I	5,5 %
----------------------------------------------------	--------------	-------

;

c) À la cinquième ligne de la dernière colonne, le taux : « 10 % » est remplacé par le taux : « 5,5 % ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement, travaillé avec l'Union sociale pour l'Habitat, propose de rétablir le taux de TVA de 5,5 % pour l'ensemble des travaux réalisés dans les logements sociaux existants. Cette

mesure a pour objectif de soutenir l'effort des bailleurs sociaux pour accroître la rénovation de leur patrimoine, en particulier en termes de performance énergétique mais également pour l'amélioration et l'entretien de celui-ci.

Il convient de rappeler que le taux applicable à la plupart de ces travaux a été augmenté à 10 % en 2018 dans un contexte de mise en place progressive de la réduction du loyer de solidarité (RLS). Cette mesure est encore moins justifiée aujourd'hui dès lors que la RLS a largement augmenté et que le contexte économique a profondément évolué : envolée des coûts de construction, hausse du taux du Livret A etc.

Les enjeux du retour à un taux de 5,5 % sur l'ensemble des travaux réalisés dans les logements sociaux sont multiples :

Faire face à l'urgence climatique et aux enjeux actuels relatifs aux coûts de l'énergie Baisser les charges supportées par les locataires du parc social s'agissant de l'énergie mais également de l'entretien courant des immeubles. Contribuer à la relance de l'économie par un investissement massif dans la rénovation de logements, secteur créateur d'emplois non délocalisables Simplifier le régime actuellement applicable aux travaux dans les logements sociaux qui impose des taux différents (5,5 % ou 10 %) selon la nature des travaux, l'âge du logement, le contexte de l'opération, sa situation géographique etc et donc une gestion extrêmement complexe.

Avec la crise du logement, cumulée à la crise climatique, il est urgent d'agir véritablement pour des logements accessibles, dignes, et moins énergivores.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes MARGATÉ et CORBIÈRE NAMINZO, MM. GAY, BROSSAT, BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le dernier alinéa de l'article 1518 bis du code général des impôts est complété par une phrase ainsi rédigée : « Les communes et les groupements de commune à fiscalité propre peuvent, par une délibération de portée générale prise dans les conditions définies à l'article 1639 A bis pour la part de taxe foncière sur les propriétés bâties qui leur revient, ne pas appliquer le présent alinéa aux logements à usage locatif mentionnés à l'article L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le secteur HLM est fortement touché par la hausse du taux du livret A et les coûts de construction qui demeurent à un niveau très élevé en 2023. Si sa situation financière était solide à la fin de l'année 2021 comme la dernière étude « Perspectives » de la Banque des territoires l'a montré, celle-ci ne va pas cesser de se dégrader dans les prochaines années. Selon les informations transmises par l'USH, l'autofinancement net des organismes Hlm est en forte baisse et devrait passer de 16% en 2021 à 8% en 2024.

Cette situation entrave les capacités des organismes au titre de la rénovation de leur parc et la construction de nouveaux logements.

Le présent amendement donne la faculté aux collectivités territoriales de geler les bases locatives déterminant l'assiette de la TFPB des logements sociaux.

En effet, si les collectivités ont parfois dû réhausser la taxe foncière pour faire face au manque d'engagement de l'Etat, tous les bailleurs sociaux ne peuvent y faire face, souffrant eux-mêmes de ce manque d'engagement de l'Etat.



On rappelle que, depuis 2018, ces bases sont revalorisées chaque année en fonction de la variation de l'indice des prix à la consommation – ce qui, en période d'inflation, conduit à des revalorisations importantes.

Il est donc proposé aux communes qui le souhaitent d'écarter l'application de cette revalorisation automatique pour les logements sociaux.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes MARGATÉ et CORBIÈRE NAMINZO, MM. GAY, BROSSAT, BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3**

Après l'article 3

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 743 bis du code général des impôts, il est inséré un article 743 ... ainsi rédigé :

« Art. 743 .... – Pour les logements faisant l'objet d'un bail réel solidaire conclus en application de l'article L. 255-2 ou de l'article L. 255-4 du code de la construction et de l'habitation, l'assiette de la taxe de publicité foncière est égale à vingt fois la moyenne annuelle du loyer et des charges afférents à toute la durée de ces baux, majoré des sommes versées à la signature au titre de la constitution des droits réels. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'Ordonnance n° 2016 985 du 20 juillet 2016 a créé le mécanisme du bail réel solidaire (BRS) afin de favoriser des opérations d'accession à la propriété très sociale en instituant une dissociation de la propriété du foncier (foncier acquis par un Organisme de foncier solidaire) et du bâti (acquis par le ménage). Ces opérations, encadrées par un mécanisme anti spéculatif strict, se développent sur l'ensemble du territoire, avec l'appui d'un certain nombre de collectivités locales.

Ce dispositif nouveau rencontre des impensés législatifs qu'il convient de rectifier pour ne pas rendre ce type d'acquisition plus cher que les autres types de logements.

Par exemple, elles impliquent plusieurs mutations immobilières, chacune étant en principe soumise à la taxe de publicité foncière ou aux droits d'enregistrement.

La loi de finances rectificative pour 2016 a en partie remédié à ce cumul de taxes en prévoyant, pour les BRS conclus sur le schéma de l'article L 255-3 du CCH, une exonération de taxe de publicité foncière (art. 743 du CGI).

En revanche les BRS de l'article L255-2 du CCH sont soumis à la taxe sur la publicité foncière selon le régime de l'article 742 du CGI, c'est-à-dire au taux de 0,70 % (0,715 % avec les taxes additionnelles) liquidée sur le montant cumulé des contreparties du BRS au titre de toutes les années à courir.

Or, dans un BRS de l'art. L 255-2, le preneur paie un prix pour la constitution des droits réels et une redevance foncière pendant toute la durée du bail, soit, en général entre 60 et 80 ans.

L'assiette est donc élevée, d'autant que le preneur est un ménage de ressources modestes et que cette assiette sert également de base de calcul pour les émoluments des notaires.

Il est proposé de limiter cette assiette à 20 fois la moyenne annuelle du loyer et des charges afférents à toute la durée de ces baux, par analogie avec la règle appliquée aux baux à durée illimitée, majoré des sommes versées à la signature au titre de la constitution des droits réels.

Cette solution, travaillée avec l'USH, paraît équitable.





## AM E N D E M E N T

présenté par

Mmes MARGATÉ et CORBIÈRE NAMINZO, MM. GAY, BROSSAT, BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 6 BIS

Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... - L'article 199 novovicies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa du D, après les mots : « foyer fiscal », sont insérés les mots : « ou un ascendant ou un descendant du contribuable ou avec une personne occupant déjà le logement, sauf à l'occasion du renouvellement du bail, » ;

2° À la deuxième phrase du III, les mots : « des plafonds fixés par décret en fonction de la localisation du logement et de son type » sont remplacés par les mots : « les plafonds fixés pour les logements financés avec un prêt locatif social ».

### OBJET

Cette proposition, travaillée avec la Fondation Abbé Pierre, interdit la location des logements bénéficiant du dispositif d'investissement locatif « Pinel » aux ascendants et aux descendants de l'acquéreur, afin de ne plus soutenir la constitution de patrimoine des ménages aisés, et renforce la contrepartie sociale à l'aide publique versée en ramenant les loyers plafonds au niveau du logement social intermédiaire et des logements sociaux PLS.





N°	I-871
----	-------

**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes MARGATÉ et CORBIÈRE NAMINZO, MM. GAY, BROSSAT, BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 8

Après l'article 8

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Au premier alinéa de l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation, le taux :  
« 0,45 % » est remplacé par le taux : « 1 % ».

**OBJET**

Lors de la mise en place du « 1% logement » dans les années 1950, les entreprises de plus de 10 salariés versaient 1% de leur masse salariale à une caisse destinée à financer les logements. Ce sont aujourd'hui seulement les entreprises de plus de 50 salariés qui versent 0,45% de leur masse salariale. Une part de 0,5% est également versée pour financer le fonds national d'aide au logement, ce qui ne résout pas la crise de l'offre.

L'ensemble de la politique du logement est à revoir, à commencer par son financement. Afin d'allouer plus de moyens à Action logement qui est aujourd'hui ponctionné par l'Etat pour pallier son désinvestissement dans l'aide à la pierre et la réduction de loyer de solidarité (RLS), les sénatrices et sénateurs du groupe CRCE-K proposent de réhausser la cotisation des entreprises de 0,45 à 1%.

Ces moyens bénéficieront directement aux salariés qui ont de plus en plus de mal à se loger dans des conditions acceptables et à proximité de leur lieu de travail, ce qui sera bénéfique pour les entreprises elles-mêmes.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes MARGATÉ et CORBIÈRE NAMINZO, MM. GAY, BROSSAT, BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

ARTICLE 6

I. Alinéas 43 à 45

Supprimer ces alinéas.

II. Alinéas 48 à 50

Supprimer ces alinéas.

**OBJET**

L'article 6 crée de nouvelles exonérations destinées aux sociétés civiles de placement immobilier, aux sociétés d'investissement à capital variable, aux sociétés de placement à prépondérance immobilière à capital variable, ainsi qu'aux sociétés de libre partenariat, pour soi-disant favoriser les investissements dans les logements intermédiaires. En effet, avec cet article, la taxe foncière due par ces sociétés seraient déduites de leurs impôts sur les sociétés. Pourtant, ces acquisitions, rentables à moyen-terme, favoriseront des recettes supplémentaires pour ces sociétés qui justifient leur participation à l'impôt.

De plus, avec des loyers relativement élevés, ces logements intermédiaires ne permettent pas aujourd'hui de répondre de façon satisfaisante à la crise du logement, qui pourrait se résoudre plus efficacement par davantage d'investissements dans le logement social. Pour ce faire, des moyens budgétaires supplémentaires sont nécessaires et la défiscalisation contribue au contraire à réduire ces moyens.

Les sénatrices et sénateurs du groupe CRCE-K proposent donc de ne pas créer une nouvelle niche fiscale favorisant les investissements dans le logement intermédiaire, au détriment du budget de l'Etat.





## A M E N D E M E N T

présenté par

Mmes MARGATÉ et CORBIÈRE NAMINZO, MM. GAY, BROSSAT, BOCQUET et SAVOLDELLI,  
Mme VARAILLAS  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 6

Alinéas 2 à 5

Supprimer ces alinéas.

### OBJET

Cet amendement vise à supprimer les modifications de déploiement du prêt à taux zéro (PTZ), recentré aux zones tendues et logements en immeubles collectifs au détriment des zones B2 et C initialement éligibles au PTZ.

Cet amendement avait été adopté par l'Assemblée nationale et retiré après l'utilisation du 49-3 par le gouvernement.

Au-delà de l'enjeu d'égalité d'accès à ce dispositif sur le territoire national, en pleine crise du logement et pour favoriser l'accès à la propriété des moins riches, il y a également un enjeu démocratique à respecter le vote des députés élus au suffrage universel direct.

Cet amendement vise donc à rétablir le prêt à taux zéro dans sa forme initiale, tel qu'adopté à l'Assemblée.





## A M E N D E M E N T

présenté par

Mmes MARGATÉ et CORBIÈRE NAMINZO, MM. GAY, BROSSAT, BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 6

Alinéa 4

Compléter cet alinéa par les mots :

Lorsque le logement ayant bénéficié du dispositif prévu à cet alinéa est mis en location, les loyers ne peuvent dépasser les plafonds fixés pour les logements financés avec un prêt locatif social.

### OBJET

Le prêt à taux zéro est un dispositif qui bénéficie à des particuliers au détriment des recettes de l'Etat. Lorsque l'utilisation de ce prêt permet l'enrichissement personnel de particuliers, il est alors indispensable d'exiger des contreparties. La crise du logement frappe 4 millions de mal-logés, et 2,4 millions de demandeurs de logement social en attente, il est donc impératif d'utiliser les leviers existants, comme le PTZ, pour proposer des solutions de logements plus accessibles.

Par cet amendement, les sénatrices et sénateurs du groupe CRCE-K proposent donc que les logements ayant bénéficié d'un PTZ respectent des plafonds de loyer lorsqu'ils sont mis en location.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes MARGATÉ et CORBIÈRE NAMINZO, MM. GAY, BROSSAT, BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24**

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

À la seconde phrase du IV de l'article 232 du code général des impôts :

1° Le taux : « 17 % » est remplacé par le taux : « 25 % » ;

2° Le taux : « 34 % » est remplacé par le taux : « 50 % ».

**OBJET**

Les taux de la taxe sur les logements vacants sont insuffisamment incitatifs.

En France, il y a 1 personne sans domicile fixe pour 10 logements vacants, soit 330 000 personnes sans domicile fixe pour plus de 3 millions de logements vacants. Ce n'est pas le seul indicateur permettant d'apprécier la crise du logement à laquelle il est urgent de répondre, car il faut également noter les 2,4 millions de personne en attente de logement social, les 4 millions de personnes mal-logées, et les 12 millions de personnes fragilisées par la crise du logement. Ces chiffres ne cessent d'augmenter, année après année.

Les auteurs de l'amendement, membres du groupe CRCE-K, proposent d'augmenter le taux applicable aux logements vacants afin d'inciter à la réalisation de travaux de rénovation, le cas échéant, facilités par l'éco-PTZ, et la mise en location des logements vacants.

Ici, en montant le taux à 25% la première année, et à 50% la deuxième année.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

C	
G	

Mmes MARGATÉ et CORBIÈRE NAMINZO, MM. GAY, BROSSAT, BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 150 VC du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa du I, après la référence : « 150 UC », sont insérés les mots : « , autres que des terrains à bâtir définis au 1° du 2 du I de l'article 257 ou des droits s'y rapportant » ;

2° Le II est rétabli dans la rédaction suivante :

« II.- La plus-value brute réalisée sur les terrains à bâtir définis au 1° du 2 du I de l'article 257 ou les droits s'y rapportant est augmentée de :

« – 4 % pour chaque année de détention au-delà de la cinquième ;

« – 6 % au titre de la vingt-deuxième année de détention.

« Le montant calculé est diminué de l'inflation. »

**OBJET**

La rétention foncière des terrains à bâtir est un frein important à la construction logement, qui raréfie sa disponibilité tout en augmentant la valeur du foncier. La mise en oeuvre des objectifs du zéro artificialisation nette des sols (ZAN) risque d'aggraver la situation. Il est nécessaire de libérer du foncier à un prix abordable pour produire les logements nécessaires à la satisfaction des besoins.

Alors que moins de 90 000 logements sociaux seront produits sur l'année 2023, l'objectif de construire 198 000 logements sociaux porté par l'Union sociale pour l'Habitat, et 150 000 logements PLAI et PLUS comme le demande la Fondation Abbé Pierre, nécessitera un accès facilité au foncier.

La revendication très large et de longue date d'inversion de cette logique a notamment été portée par la commission Rebsamen. La réforme alors proposée repose sur l'instauration d'une augmentation de l'impôt de 4 % au-delà de la 5ème année de détention, puis de 6 % au titre de la 22ème année de détention révolue, conduisant ainsi à un doublement de l'impôt sur les plus-values immobilières à l'impôt sur le revenu au terme de vingt-deux ans de détention. Il est également juste que la collectivité récupère une partie de la plus-value qu'elle a elle-même générée en ouvrant un terrain à la construction et en investissant dans les réseaux urbains pour les desservir.

Cet amendement porté par les sénatrices et sénateurs du groupe CRCE-K a été travaillé avec la Fondation Abbé Pierre.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. BROSSAT, Mme MARGATÉ, MM. BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 DUODECIES**

Après l'article 5 duodecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après l'article 3 duodecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le chapitre VII nonies du titre II de la première partie du livre I<sup>er</sup> du code général des impôts est ainsi rétabli :

**« CHAPITRE VII NONIES****« Taxe sur les services fournis par les plateformes de locations de logements entre particuliers**

« Art. 302 bis KI. – I. – Il est institué une taxe due par toute personne physique ou morale qui se livre ou prête son concours contre rémunération, par une activité d'entremise ou de négociation ou par la mise à disposition d'une plateforme numérique, à la mise en location d'un logement soumis à l'article L. 324-1-1 du code du tourisme et aux articles L. 631-7 à L. 631-9 du code de la construction et de l'habitation.

« II. – Lorsque le domicile ou le siège social du redevable n'est pas situé sur le territoire métropolitain, la taxe est notifiée à son représentant légal.

« III. – La taxe est assise sur le montant global des commissionnements opérés par la personne, physique ou morale, qui se livre ou prête son concours contre rémunération, par une activité d'entremise ou de négociation ou par la mise à disposition d'une plateforme numérique, à la mise en location d'un logement situé sur le territoire métropolitain et soumis à l'article L. 324-1-1 du code du tourisme et aux articles L. 631-7 à L. 631-9 du code de la construction et de l'habitation transactions opérées par les clients dont le bien est situé sur le sol national.

« IV. – La taxe est calculée en appliquant un taux de 2 % à l'assiette mentionnée au III qui excède 50 000 000 €. La taxe est recouvrée et contrôlée selon les mêmes procédures et sous les mêmes sanctions, garanties, sûretés et privilèges que la taxe sur la valeur ajoutée. Les réclamations sont présentées, instruites et jugées selon les règles applicables à cette même taxe. »

II. – Le présent article est applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

**OBJET**

Les membres du groupe CRCE-k souhaitent créer une taxe sur les opérateurs de plateforme en ligne qui opèrent sur le marché de la location. Cette taxe viserait à compenser les effets négatifs de ce mode de location en permettant le cas échéant d'affecter une part des recettes au Fonds national des aides à la pierre.





## A M E N D E M E N T

présenté par

M. BROSSAT, Mme MARGATÉ, MM. BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 5 DUODECIES

I. - Après l'alinéa 1

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

...° Le 5° bis du I de l'article 35 est abrogé.

II. - Alinéa 3

Rédiger ainsi cet alinéa :

a) Au 1° du 1 de l'article 50-0 du code général des impôts, les mots : « à l'exclusion de la location directe ou indirecte de locaux d'habitation meublés ou destinés à être loués meublés, autres que ceux mentionnés aux 2° et 3° du III de l'article 1407 » sont supprimés ;

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K proposent de sortir les locations meublées du régime fiscal des bénéfices industriels. Les bénéfices tirés de ces locations seront dorénavant imposés selon le régime foncier réel et micro-foncier qui permettent déjà certaines déductions ou imputations de charges.







## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL AVANT L'ARTICLE 12

Avant l'article 12

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le code des impositions sur les biens et services est ainsi modifié :

1° L'article L. 422-20 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Le tarif de la taxe sur les jets privés déterminé dans les conditions prévues à l'article L. 422-24-.... » ;

2° Après l'article L. 422-24, il est inséré un article L. 422-24-... ainsi rédigé :

« Art. L. 422-24-.... – La circulation d'aéronefs privés, à l'exception des aéronefs individuels de plaisance, pouvant transporter moins de 25 passagers et dont le poids au décollage à vide est inférieur à 30 tonnes est soumise à une taxe en fonction des émissions de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) lors du survol de l'espace aérien national et des espaces aériens placés sous juridiction française. Le tarif de la taxe est fixé à 44,60 euros par tonne émise. »

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K entendent taxer tout jet privé qui traverse l'espace aérien français, qu'il soit immatriculé en France ou non, qu'il se pose en France ou non, en fonction de ses émissions de gaz à effet de serre.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 14

I. – Alinéa 37, tableau, deuxième à dernière ligne

Rédiger ainsi ces lignes :

Jusqu'à 1299	0
De 1300 à 1499	2,5
De 1500 à 1599	5
De 1600 à 1699	10
De 1700 à 1799	50
À partir de 1800	150

II. – Alinéas 40 et 41

Remplacer ces alinéas par quatre alinéas ainsi rédigés :

4° À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, l'article L. 421-78 est ainsi rédigé :

« Art. L. 421-78. – Est exonéré tout véhicule dont la source d'énergie est exclusivement l'hydrogène ou une combinaison hydrogène-électricité.

« Pour le véhicule dont la source d'énergie est exclusivement l'électricité, la masse en ordre de marche fait l'objet d'un abattement de 300 kilogrammes, dans la limite de 15 % de cette même masse. » ;

4° bis L'article L. 421-79 est abrogé.

**OBJET**

Les membres du groupe CRCE-K souhaitent mettre en place une taxation écologique véritablement incitative qui réoriente l'achat de véhicule neuf, et ainsi leur production, vers des modèles plus légers, moins consommateurs de matières premières critiques et sobres énergétiquement. Aussi l'empreinte environnementale des véhicules électriques serait drastiquement réduite par leur intégration dans le champ de la taxe sur le malus au poids. En complément, le seuil et le tarif par kilogramme est adapté selon que le véhicule est thermique ou électrique en prévoyant un abattement de 300 kilogrammes pour les véhicules électriques.





N°	I-881
----	-------

## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 11

Après l'article 11

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 267 bis du code général des impôts, il est inséré un article 267 ... ainsi rédigé :

« Art. 267 .... – Les impôts, taxes, droits et prélèvements de toute nature sont exclus de la base d'imposition de la taxe sur la valeur ajoutée pour la fourniture de gaz par le réseau de distribution de gaz naturel, d'électricité et sur l'essence et le gazole utilisés comme carburants pour véhicule »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K veulent mettre un terme à un phénomène complètement injuste et incompréhensible : les « taxes sur les taxes » des produits de l'énergie. Pour ce faire, ils souhaitent retirer de l'assiette de la TVA des consommations de la fourniture de gaz, d'électricité et des carburants les impôts et taxes énergétiques et ainsi en finir avec la double taxation sur les dépenses d'énergie.





N°	I-883
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 19

Après l'article 19

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 41-1-2 du code de procédure pénale est abrogé.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE s'opposent à la possibilité offerte aux personnes morales délictueuses de pouvoir conclure sur un coin de table des accords transactionnels avec le procureur de la République validés ensuite par le président du tribunal. La convention judiciaire d'intérêt public (CJIP) est en parfaite opposition avec le devoir de fermeté imputable aux fraudeurs. En effet, cette procédure dérogatoire « n'a pas la nature ni les effets d'un jugement de condamnation » et relève donc d'une justice d'exception à l'avantage des multinationales. Cet amendement traduit le contenu de leur proposition de loi déposée en novembre 2023.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI, GAY  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 2

Après l'article 2

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article L. 410-2 du code de commerce, il est inséré un article L. 410-2-... ainsi rédigé :

« Art. L. 410-2-.... – I. – Nonobstant toute disposition contraire, et jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 2024 :

« 1° Les prix des carburants à la pompe ne peuvent excéder les tarifs en vigueur l'année précédente au même mois que celui de la promulgation de la loi n° ... du ... de finances pour 2024 ;

« 2° Les prix figurant sur les factures d'électricité et de gaz émises après la promulgation de la même loi ne peuvent dépasser ceux qui figurent sur la dernière facture reçue par le même abonné. Les nouveaux abonnés ne peuvent se voir appliquer des prix supérieurs à ceux pratiqués à l'égard des anciens abonnés facturés le même jour ;

« 3° Les produits d'alimentation générale et les produits de toilette, d'hygiène, d'entretien et de puériculture vendus dans la grande distribution ne peuvent augmenter au-delà des prix pratiqués à la date de la promulgation de ladite loi.

« II. – Pour les produits mentionnés aux 1°, 2° et 3° du I du présent article, l'article L. 420-5 n'est pas applicable.

« III. – Le maintien ou l'application de prix non conformes au présent article constitue une infraction constatée, poursuivie et réprimée dans les conditions mentionnées au I de l'article L. 442-4 et selon l'un des trois montants prévus aux quatrième à dernier alinéas du même I. »

II. – À compter du 1<sup>er</sup> mars 2024, il est mis fin au blocage par décret en Conseil d'État mentionné à l'article L. 410-2 du code de commerce, au vu notamment des accords de régulation conclus avec les professionnels.**OBJET**

Les membres du groupe CRCE-K entendent permettre au Parlement de pouvoir prononcer temporairement un blocage des prix sur les produits énergétiques et alimentaires et poursuivre les

fournisseurs d'énergie, les industriels et les distributeurs qui contreviendraient au gel des prix ainsi décidé.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 2

## I. – Alinéas 4 à 8

Remplacer ces alinéas par douze alinéas ainsi rédigés :

a) Le 1 est ainsi rédigé :

« 1. L'impôt est calculé en appliquant à la fraction le taux de :

« – 5 % pour la fraction supérieure à 10 000 € et inférieure ou égale à 20 000 € ;

« – 10 % pour la fraction supérieure à 20 000 € et inférieure ou égale à 30 000 € ;

« – 20 % pour la fraction supérieure à 30 000 € et inférieure ou égale à 40 000 € ;

« – 25 % pour la fraction supérieure à 40 000 € et inférieure ou égale à 50 000 € ;

« – 30 % pour la fraction supérieure à 50 000 € et inférieure ou égale à 60 000 € ;

« – 35 % pour la fraction supérieure à 60 000 € et inférieure ou égale à 75 000 € ;

« – 40 % pour la fraction supérieure à 75 000 € et inférieure ou égale à 100 000 € ;

« – 45 % pour la fraction supérieure à 100 000 € et inférieure ou égale à 125 000 € ;

« – 50 % pour la fraction supérieure à 125 000 € et inférieure ou égale à 150 000 € ;

« – 55 % pour la fraction supérieure à 150 000 €. »

## II. – Après l'alinéa 23

Insérer un paragraphe ainsi rédigé :

.... – Le a du 2° du I est applicable à compter de l'imposition des revenus de 2023.

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les membres du groupe CRCE-K proposent l'instauration d'un barème de l'impôt sur le revenu plus progressif, composé de 11 tranches, avec un taux marginal supérieur à 55 % et dont le rendement sera au moins équivalent au rendement de l'actuel barème, tout en diminuant l'imposition des plus modestes de nos concitoyennes et de nos concitoyens.





## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 2

#### I. – Alinéas 7 et 8

Supprimer ces alinéas.

#### II. – Après l'alinéa 18

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

... Après le même tableau du second alinéa du a, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Pour les contribuables déclarant des revenus excédant 78 570 €, la base mensuelle de prélèvement fixée au a du 1 du III du présent article dans sa rédaction issue de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 s'applique. » ;

#### III. – Après l'alinéa 20

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

... Après le même tableau du second alinéa du b, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Pour les contribuables déclarant des revenus excédant 78 570 €, la base mensuelle de prélèvement fixée au b du 1 du III du présent article dans sa rédaction issue de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 s'applique. » ;

#### IV. – Après l'alinéa 22

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

... Après le même tableau du second alinéa du c, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Pour les contribuables déclarant des revenus excédant 78 570 €, la base mensuelle de prélèvement fixée au c du 1 du III du présent article dans sa rédaction issue de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 s'applique. » ;

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K actent la revalorisation du barème à hauteur de l'inflation proposée par le présent article. Toutefois, ils considèrent que l'imposition des contribuables déclarant des



revenus supérieurs à 78 570 € ne doit pas être diminuée proportionnellement aux autres catégories de contribuables. Autrement dit, nous proposons pour ces revenus de leur appliquer la même imposition qu'en 2023.





N°	I-887
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI, GAY  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 3

Supprimer cet article.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K par cohérence avec leur rejet de ce nouveau produit d'épargne financiarisé adopté lors de la loi dite « industrie verte » s'opposent à sa défiscalisation et sa désocialisation. Les rendements attendus et son ciblage sur les mineurs en font un outil financier en inadéquation avec les besoins relatifs au financement de la réindustrialisation et la décarbonation de ce secteur d'activité indispensable.





N°	I-888 rect.
----	-------------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 3 TER

Supprimer cet article.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K estiment que la gestion forestière ne peut avoir pour modèle, soutenu par cette disposition fiscale nouvelle, d'inciter la pratique de captation carbone et ainsi la compensation des émissions d'acteurs peu scrupuleux de réduire leurs émissions de gaz à effets de serre.





N°	I-889
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 3 QUINQUIES

Supprimer cet article.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K s'opposent à cet article qui sous prétexte de clarification des règles « anti-abus » entérine le droit à l'imposition au prélèvement forfaitaire unique les obligations remboursables en action (ORA) dont les conditions d'imposition sont extrêmement dérogatoires au droit commun du fait de la part importante d'exonération des plus-values de cession.







N°	I-890
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 3 OCTIES

Rédiger ainsi cet article :

Le 2 du VII de l'article 167 bis du code général des impôt est abrogé.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K renouvellent leur proposition de rétablir l'exit tax, amendement adopté depuis deux années à l'Assemblée nationale, dans ses conditions initiales afin de lutter contre l'évitement à l'impôt que permet l'abaissement à deux années de la taxation des plus-values latentes permises lors du premier quinquennat d'E. Macron.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUOVICIES

Après l'article 3 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le chapitre II bis du titre IV de la première partie du code général des impôts, il est inséré un chapitre ... ainsi rédigé :

« Chapitre ...

« Impôt de solidarité sur la fortune

« Section 1

« Détermination de l'assiette

« Art. 984. – Il est institué un impôt de solidarité sur la fortune destinée à financer et à répartir, à proportion de leurs facultés contributives, la transition écologique et solidaire et l'essor économique, dont les règles d'assujettissement sont prévues aux articles 985 et 986.

« Art. 985. – Sont soumises à l'impôt de solidarité sur la fortune lorsque la valeur de leurs biens est supérieure à 800 000 € :

« 1° Les personnes physiques ayant leur domicile fiscal en France, à raison de leurs biens situés en France ou hors de France.

« Toutefois, les personnes physiques mentionnées au premier alinéa qui n'ont pas été fiscalement domiciliées en France au cours des cinq années civiles précédant celle au cours de laquelle elles ont leur domicile fiscal en France ne sont imposables qu'à raison de leurs biens situés en France.

« Cette disposition s'applique au titre de chaque année au cours de laquelle le redevable conserve son domicile fiscal en France, et ce jusqu'au 31 décembre de la cinquième année qui suit celle au cours de laquelle le domicile fiscal a été établi en France ;

« 2° Les personnes physiques n'ayant pas leur domicile fiscal en France, à raison de leurs biens situés en France.

« Les biens professionnels définis aux articles 885 N à 885 R dans leur version antérieure à la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 sont pris en compte pour l'assiette de l'impôt institué par le présent article, après un abattement fiscal 2 000 000 € ;

« Les propriétés non bâties incluses dans une zone visée au titre des articles R 123-8 et R 123-9 du code de l'urbanisme sont exonérées à concurrence des trois quarts de leur valeur imposable sous réserve que lesdites propriétés comportent en tout ou en partie un ou plusieurs des habitats naturels désignés à l'article R 411-17-7 du code de l'environnement. L'exonération est possible sous condition de présentation d'un certificat délivré « sans frais » par le directeur départemental des territoires ou le directeur départemental des territoires et de la mer attestant de garanties de bonne gestion des habitats naturels susmentionnés. »

« Art. 985 A. – Les dispositions de l'article 754 B sont applicables à l'impôt de solidarité sur la fortune.

« Art. 985 B. – L'impôt de solidarité sur la fortune est assis et les bases d'imposition déclarées selon les mêmes règles et sous les mêmes sanctions que les droits de mutation par décès sous réserve des dispositions particulières du présent chapitre.

« Art. 985 C. – L'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune est constituée par la valeur nette, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année, de l'ensemble des biens, droits et valeurs imposables appartenant aux personnes visées à l'article 985, ainsi qu'à leurs enfants mineurs lorsqu'elles ont l'administration légale des biens de ceux-ci. Dans le cas de concubinage notoire, l'assiette de l'impôt est constituée par la valeur nette, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année, de l'ensemble des biens, droits et valeurs imposables appartenant à l'un et l'autre concubins et aux enfants mineurs mentionnés au premier alinéa.

« Art. 985 C bis. – Les dettes contractées par le redevable pour l'acquisition de biens composant l'assiette imposable de l'impôt de solidarité sur la fortune ne sont pas déductibles. À ce titre, les exonérations prévues en matière de droits de mutation par décès par les articles 787 B et 787 C, les 4° à 6° du 1 et les 3° à 7° du 2 de l'article 793 et les articles 795 A et 1135 bis ne sont pas applicables à l'impôt de solidarité sur la fortune.

« Sous-section 1

« Évaluation des biens composant l'assiette

« Art. 986. – La valeur des biens est déterminée suivant les règles en vigueur en matière de droits de mutation par décès. Par dérogation aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 761, un abattement de 50 % est effectué sur la valeur vénale réelle de l'immeuble lorsque celui-ci est occupé à titre de résidence principale par son propriétaire.

« En cas d'imposition commune, un seul immeuble est susceptible de bénéficier de l'abattement précité.

« Art. 986 A. – L'évaluation des biens suivants sera déterminée ainsi :

« – Les stocks de vins et d'alcools d'une entreprise industrielle, commerciale ou agricole sont retenus pour leur valeur comptable.

« – Les valeurs mobilières cotées sur un marché sont évaluées selon le dernier cours connu ou selon la moyenne des trente derniers cours qui précèdent la date d'imposition.

« – Les créances détenues, directement ou par l'intermédiaire d'une ou plusieurs sociétés interposées, par des personnes n'ayant pas leur domicile fiscal en France, sur une société à prépondérance immobilière mentionnée au 2° du I de l'article 726, ne sont pas déduites pour la détermination de la valeur des parts que ces personnes détiennent dans la société.

## « Section 2

## « Calcul de l'impôt

« Art. 987. – Le tarif de la contribution est fixé à : «

Fraction de la valeur nette taxable du patrimoine	Tarif applicable (en pourcentage)
N'excédant pas 800 000 €	0 %
Supérieure à 800 000 € et inférieure ou égale à 1 300 000 €	0,50 %
Supérieure à 1 300 000 € et inférieure ou égale à 2 570 000 €	0,80
Supérieure à 2 570 000 € et inférieure ou égale à 5 000 000 €	1,4 %
Supérieure à 5 000 000 € et inférieure ou égale à 10 000 000 €	1,9 %
Supérieure à 10 000 000 €	2,6 %

« Art. 987 B. – Les plus-values ainsi que tous les revenus sont déterminés sans considération des exonérations, seuils, réductions et abattements prévus au présent code, à l'exception de ceux représentatifs de frais professionnels.

« Lorsque l'impôt sur le revenu a frappé des revenus de personnes dont les biens n'entrent pas dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune, il est réduit suivant le pourcentage du revenu de ces personnes par rapport au revenu total.

## « Section 3

## « Obligations déclaratives

« Art. 988 I. – 1. Les redevables doivent souscrire au plus tard le 15 juin de chaque année une déclaration de leur fortune déposée au service des impôts de leur domicile au 1<sup>er</sup> janvier et accompagnée du paiement de l'impôt.

« II. – Les époux et les partenaires liés par un pacte civil de solidarité défini par l'article 515-1 du code civil doivent conjointement signer la déclaration prévue au 1 du I.

« III. – En cas de décès du redevable, les dispositions du 2 de l'article 204 sont applicables. La déclaration mentionnée au 1 du I est produite par les ayants droit du défunt dans les six mois de la date du décès. Le cas échéant, le notaire chargé de la succession peut produire cette déclaration à la demande des ayants droit si la succession n'est pas liquidée à la date de production de la déclaration.

« Art. 988 A. – Les personnes possédant des biens en France sans y avoir leur domicile fiscal ainsi que les personnes mentionnées au 2 de l'article 4 B peuvent être invitées par le service des impôts à désigner un représentant en France dans les conditions prévues à l'article 164 D.

« Art. 988 B – Lors du dépôt de la déclaration de l'impôt de solidarité sur la fortune mentionnée au 1 du I de l'article 988, les redevables doivent joindre à leur déclaration les éléments justifiant de l'existence, de l'objet et du montant des dettes dont la déduction est opérée. »

II. – Les articles du code général des impôts modifiés et abrogés par les dispositions de l'article 31 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 sont rétablis dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2017.

III. – Le chapitre II bis du titre IV de la première partie du livre premier, l'article 1679 ter et le VII-0 A de la section IV du chapitre premier du livre II du même code sont abrogés.

IV. – Le présent article entre en vigueur la promulgation de la présente loi.

### **OBJET**

Cet amendement du groupe CRCE-K propose de rétablir une imposition sur le patrimoine, imposition aujourd'hui limitée au seul patrimoine immobilier avec l'IFI. Il reprend ainsi les dispositions de l'ISF tel qu'il existait en 2017, en intégrant toutefois les patrimoines dits « professionnels ».





N°	I-892
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 2

Après l'article 2

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le 1 du I de l'article 223 sexies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au début du deuxième alinéa, le taux : « 3 % » est remplacé par le taux : « 8 % » ;

2° Au début du troisième alinéa, le taux : « 4 % » est remplacé par le taux : « 10 % ».

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K sont convaincus que la progressivité de l'impôt et la justice fiscale constituent un élément essentiel pour mettre en place une transformation économique, écologique et sociale.

Cet amendement poursuit cette logique en renforçant la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus qui instaure un prélèvement supplémentaire de 3 % et 4 % pour les revenus dépassant respectivement 250 000 et 500 000 euros par contribuable célibataire (500 000 et 1 million d'euros pour un couple), nous proposons de la porter à 8 % et 10 %.







N°	I-893
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le 6° du II de la section V du chapitre premier du titre premier de la première partie du livre premier du code général des impôts est complété par un article 199 quater ... ainsi rédigé :

« Art. 199 quater .... – Les contribuables qui ont leur domicile fiscal en France bénéficient d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre de dépenses de restauration scolaire pour chacun des enfants à leur charge scolarisés du primaire et du secondaire.

« Le montant du crédit d'impôt est fixé par enfant à 30 % des dépenses de restauration scolaire dans la limite de 300 €.

« L'excédent éventuel de crédit d'impôt est remboursé. »

### OBJET

Les sénatrices et sénateurs du groupe CRCE-K souhaitent par cet amendement consacrer un droit à une alimentation saine et équilibré. Constatant l'augmentation de 5 à 10 % des prix des cantines scolaires du fait de l'inflation des denrées alimentaires et que les collectivités sont dans l'obligation de répercuter sur les tarifs des repas, nous proposons un crédit d'impôts de 30% des dépenses de cantine. Il serait disponible à tous les parents et plafonné à 300 €. Son coût est raisonnable, son utilité indéniable.





N°	I-894
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le B de l'article 278-0 bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le même taux est applicable à la première tranche de consommation appelée "tranche de consommation de première nécessité". Le niveau de cette tranche applicable aux seules résidences principales est fixé par décret en Conseil d'État. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K souhaitent lutter contre la précarité énergétique en appliquant un taux réduit de TVA sur les premières tranches de consommation d'énergie. Cette mesure de pouvoir d'achat est juste et équitable.





N°	I-895
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 QUATER

Après l'article 3 quater

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. - À l'article L. 3261-2 du code du travail, les mots : « dans une proportion et » sont remplacés par les mots : « intégralement et dans ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K entendent redonner du pouvoir d'achat à nos concitoyennes et nos concitoyens en rendant intégrale la prise en charge des abonnements de transports publics par les employeurs de ce pays.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SAVOLDELLI et BOCQUET, Mme MARGATÉ  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 OCTODECIES**

Après l'article 3 octodecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le premier alinéa du II de l'article 726, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« S'agissant des titres mentionnés au 2° du I, à l'exception des titres de sociétés civiles de placement immobilier offerts au public, l'assiette du droit d'enregistrement est égale, à concurrence de la fraction des titres cédés, à la valeur réelle des seuls biens et droits immobiliers détenus, directement ou indirectement, au travers d'autres personnes morales à prépondérance immobilière. » ;

2° À l'article 1594 B, les mots : « aux droits dus sur les actes de société, » sont supprimés.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les membres du groupe CRCE-K souhaitent modifier l'assiette des droits d'enregistrement applicable lors de la cession des participations dans des personnes morales à prépondérance immobilière, notamment les SCI. L'assiette de ce droit d'enregistrement est actuellement la valeur nette des parts ou actions cédées, obtenue en déduisant de la valeur réelle des biens et droits immobiliers le montant de la totalité des dettes (emprunts et comptes courants) contractées par la société à prépondérance immobilière.

Or cette situation crée, d'une part une distorsion par rapport à l'ensemble des concitoyens qui s'acquittent des DMTO pour l'achat de leurs biens immobiliers et, d'autres part, accroît les



possibilités d'optimisation fiscale par l'accroissement des emprunts dans le seul but de réduire la fiscalité.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

ARTICLE 3 VICIES

## I. – Alinéa 9

Rédiger ainsi cet alinéa :

« Font l'objet d'un abattement de 2 000 000 € dans le calcul des droits de mutation à titre gratuit, les parts ou les actions d'une société ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale transmises par décès, entre vifs ou, en pleine propriété, à un fonds de pérennité mentionné à l'article 177 de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises si les conditions suivantes sont réunies : ».

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les membres du groupe CRCE-K proposent cet amendement de repli visant à modifier le pacte Dutreil. Celui-ci exonère de droits de mutation à titre gratuit aujourd'hui, à concurrence de 75 % de leur valeur, les parts ou les actions d'une société lors de la succession ou de la donation.

Conscient de la nécessité de pérenniser l'activité de certaines petites entreprises qui pourraient être remise en cause en cas de succession, le groupe communiste souhaite néanmoins limiter le pacte Dutreil afin qu'il ne constitue pas un outil d'optimisation fiscale.

Plutôt qu'une exonération en pourcentage qui permet de retirer de l'assiette des DMTG des sommes considérables, nous souhaitons mettre en place un abattement en valeur, qui permet à la fois d'exonérer totalement de DMTG les petites entreprises et de faire entrer pleinement dans l'assiette la transmission des plus grandes entreprises.





N°	I-898
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 3 VICIES

Rédiger ainsi cet article :

L'article 787 B du code général des impôts est abrogé.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K proposent de démanteler le Pacte Dutreil un outil manifeste d'optimisation fiscale qui n'a pas démontré sa pertinence sur la continuité de l'activité productive telle qu'en était l'intention initiale.





## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 278-0 bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Les matériaux biosourcés définis par l'arrêté du 19 décembre 2012 relatif au contenu et aux conditions d'attribution du label « bâtiment biosourcés. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K souhaitent réduire le taux de TVA des matériaux biosourcés.

Le secteur du bâtiment est le deuxième secteur émetteur de gaz à effet de serre en France. Ainsi, le béton est produit à partir de ciment dont la production représente à elle seule de 5 à 7 % des émissions globales de gaz à effet de serre dans le monde. Sans remettre en cause la nécessité d'amplifier la rénovation thermique des bâtiments, il semble essentiel de favoriser l'utilisation de matériaux biosourcés. C'est l'objet de cet amendement qui propose d'appliquer un taux réduit de TVA à ces matériaux.







N°	I-900
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 12

Après l'article 12

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

La dernière colonne de la cinquième ligne du tableau constituant le second alinéa de l'article L.312-48 du code des impositions sur les biens et services est ainsi modifiée :

1° À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, le montant : « 45,19 » est remplacé par le montant : « 47,19 » ;

2° À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, le montant : « 47,19 » est remplacé par le montant : « 49,19 ».

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K souhaitent supprimer, d'ici 2026, le dégrèvement supplémentaire accordé au transport routier de marchandises.





## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 12

Après l'article 12

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le code des impositions sur les biens et services est ainsi modifié :

1° L'article L. 423-22 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Un terme déterminé dans les conditions prévues à l'article L. 423-25 bis. » ;

2° Après l'article L. 423-25, il est inséré un article L. 423-25 bis ainsi rédigé :

« Art. L. 423-25-bis – La présence dans les espaces maritimes relevant de la souveraineté ou de la juridiction de la République française d'un engin flottant privé armé pour la navigation maritime à usage professionnel ou personnel hors transport de marchandises est soumise à une taxe supplémentaire en fonction des émissions de dioxyde de carbone (CO2) lorsque l'engin flottant armé est d'une longueur de coque supérieure à 40 mètres. Le tarif de la taxe est fixé à 44,6 euros par tonne émise. »

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K veulent taxer tout yacht qui traverse l'espace maritime français en fonction de ses émissions de gaz à effet de serre, qu'il soit immatriculé en France ou non, qu'il s'amarre ou non.





## AMENDEMENT

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le dernier alinéa de l'article 256 B est supprimé ;

2° Le c du 3° du II de l'article 291 est rétabli dans la rédaction suivante :

« c. Pour chaque année civile, les premiers 14,6 mètres cubes d'eau de consommation immédiate pour les personnes physiques, au prorata de leur durée d'abonnement sur la période de l'année civile en cours ; ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Cet amendement du groupe CRCE-K vise à exonérer de TVA l'usage domestique des premiers 14,6 m<sup>3</sup> d'eau, ce qui correspond à la quantité d'eau nécessaire pour toute personne physique par an (40 litres par jour, d'après les normes OMS).

L'eau est bien à ce titre un produit de première nécessité qui doit faire l'objet d'une exonération de TVA pour rendre son accès moins onéreux pour nos concitoyens.





N°	I-903
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 QUINDECIES

Après l'article 5 quindecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 199 terdecies-0 A est abrogé.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K estiment que la niche fiscale dite Madelin est absolument inefficace, ce pour quoi nous plaçons pour sa suppression pure et simple.







N°	I-904
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 OCTIES

Après l'article 5 octies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 209-0 B du code général des impôts est abrogé.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K entendent abroger la taxe dite au « tonnage » qui n'a plus aucune pertinence fiscale et économique au regard des bénéfices historiques réalisés par exemple par la CMA-CGM. Une entreprise de ce type devrait être imposée à l'impôt sur les sociétés et ne pas déroger au droit commun. C'est le sens de cet amendement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEPTVICIES

Après l'article 3 septvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Il est institué en 2024 une contribution sur les bénéfices exceptionnels réalisés par les redevables de l'impôt sur les sociétés prévue à l'article 205 du code général des impôts qui réalisent un chiffre d'affaires supérieur à 100 millions d'euros.

Cette contribution exceptionnelle est égale à :

1° 10 % du résultat imposable lorsque le bénéfice réalisé est inférieur à 100 millions d'euros ;

2° 20 % du résultat imposable lorsque le bénéfice réalisé est compris entre 100 millions d'euros et 1 milliard d'euros ;

3° 30 % du résultat imposable lorsque le bénéfice réalisé est supérieur à 1 milliard d'euros.

II. – La contribution prévue au I est assise sur la fraction du résultat net réalisé au titre de la moyenne des exercices 2021, 2022, 2023 et 2024 qui excède la moyenne des résultats nets réalisés au titre des exercices 2017, 2018 et 2019.

III. – A. – Pour les redevables qui sont placés sous le régime prévu aux articles 223 A ou 223 A bis du code général des impôts, la contribution exceptionnelle est due par la société mère. Cette contribution est assise sur la fraction du résultat net réalisé au titre des exercices 2021, 2022, 2023 et 2024 qui excède le résultat d'ensemble et la plus-value nette d'ensemble définis aux articles 223 B, 223 B bis et 223 D du même code correspondant à la moyenne des résultats des exercices 2018, 2019 et 2021. Ce résultat est déterminé avant imputation des réductions et crédits d'impôt et des créances fiscales de toute nature.

B. – Le chiffre d'affaires mentionné au I du présent article s'entend comme le chiffre d'affaires réalisé par le redevable au cours de l'exercice ou de la période d'imposition, ramené à douze mois le cas échéant et, pour la société mère d'un groupe mentionné aux articles 223 A ou 223 A bis du code général des impôts, de la somme des chiffres d'affaires de chacune des sociétés membres de ce groupe.

C. – Les réductions et crédits d'impôt et les créances fiscales de toute nature ne sont pas imputables sur la contribution exceptionnelle.

D. – La contribution exceptionnelle est établie, contrôlée et recouvrée comme l'impôt sur les sociétés et sous les mêmes garanties et sanctions. Les réclamations sont présentées, instruites et jugées selon les règles applicables à ce même impôt.

E. – La contribution exceptionnelle est payée spontanément au comptable public compétent, au plus tard à la date prévue au 2 de l'article 1668 du même code pour le versement du solde de liquidation de l'impôt sur les sociétés.

F. – L'intérêt de retard prévu à l'article 1727 dudit code et la majoration prévue à l'article 1731 du même code est fixé à 1 % du chiffre d'affaires mondial de la société ou de la société mère tel que constaté lors de l'exercice comptable antérieur.

IV. – La contribution exceptionnelle n'est pas admise dans les charges déductibles pour l'établissement de l'impôt sur les sociétés.

### **OBJET**

Les sénatrices et les sénateurs du groupe CRCE-K entendent faire contribuer les richesses exceptionnelles générées par quelques entreprises, au détriment parfois de toutes les autres. Pour ce faire, cet amendement vise à créer une taxe exceptionnelle sur les surprofits pour les entreprises dont le chiffre d'affaires excède 100 millions. Cette contribution progressive tient compte de la moyenne des trois derniers résultats préalables à la crise sanitaire de sorte à évaluer l'activité économique qu'elle réalise au plus proche et ainsi la comparer avec les quatre années suivantes pour y déterminer les surprofits.

Après l'article 3 septuagies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Il est institué en 2024 une contribution sur les bénéfices exceptionnels réalisés par les redevables de l'impôt sur les sociétés prévue à l'article 205 du code général des impôts qui réalisent un chiffre d'affaires supérieur à 100 millions d'euros.

Cette contribution exceptionnelle est égale à :

1° 10 % du résultat imposable lorsque le bénéfice réalisé est inférieur à 100 millions d'euros ;

2° 20 % du résultat imposable lorsque le bénéfice réalisé est compris entre 100 millions d'euros et 1 milliard d'euros ;

3° 30 % du résultat imposable lorsque le bénéfice réalisé est supérieur à 1 milliard d'euros.

II. – La contribution prévue au I est assise sur la fraction du résultat net réalisé au titre de la moyenne des exercices 2021, 2022, 2023 et 2024 qui excède la moyenne des résultats nets réalisés au titre des exercices 2017, 2018 et 2019.

III. – A. – Pour les redevables qui sont placés sous le régime prévu aux articles 223 A ou 223 A bis du code général des impôts, la contribution exceptionnelle est due par la société mère. Cette contribution est assise sur la fraction du résultat net réalisé au titre des exercices 2021, 2022, 2023 et 2024 qui excède le résultat d'ensemble et la plus-value nette d'ensemble définis aux articles 223 B, 223 B bis et 223 D du même code correspondant à la moyenne des résultats des exercices 2018, 2019 et 2021. Ce résultat est déterminé avant imputation des réductions et crédits d'impôt et des créances fiscales de toute nature.

B. – Le chiffre d'affaires mentionné au I du présent article s'entend comme le chiffre d'affaires réalisé par le redevable au cours de l'exercice ou de la période d'imposition, ramené à douze mois le cas échéant et, pour la société mère d'un groupe mentionné aux articles 223 A ou 223 A bis du code général des impôts, de la somme des chiffres d'affaires de chacune des sociétés membres de ce groupe.

C. – Les réductions et crédits d'impôt et les créances fiscales de toute nature ne sont pas imputables sur la contribution exceptionnelle.

D. – La contribution exceptionnelle est établie, contrôlée et recouvrée comme l'impôt sur les sociétés et sous les mêmes garanties et sanctions. Les réclamations sont présentées, instruites et jugées selon les règles applicables à ce même impôt.

E. – La contribution exceptionnelle est payée spontanément au comptable public compétent, au plus tard à la date prévue au 2 de l'article 1668 du même code pour le versement du solde de liquidation de l'impôt sur les sociétés.

F. – L'intérêt de retard prévu à l'article 1727 dudit code et la majoration prévue à l'article 1731 du même code est fixé à 1 % du chiffre d'affaires mondial de la société ou de la société mère tel que constaté lors de l'exercice comptable antérieur.

IV. – La contribution exceptionnelle n'est pas admise dans les charges déductibles pour l'établissement de l'impôt sur les sociétés.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 2**

Après l'article 2

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Les articles du code général des impôts modifiés par les articles 28 et 29 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 sont rétablis dans leur rédaction antérieure à la publication de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018.

II. – Les articles du code monétaire et financier modifiés par l'article 28 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 sont rétablis dans leur rédaction antérieure à la publication de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018.

III. – L'article L. 315-4 du code de la construction et de l'habitation modifié par l'article 28 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 est rétabli dans sa rédaction antérieure à la publication de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018.

IV. – Les articles du code de la sécurité sociale modifiés par l'article 28 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 sont rétablis dans leur rédaction antérieure à la publication de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018.

V. – L'article L. 16 du livre des procédures fiscales modifié par l'article 28 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 est rétabli dans sa rédaction antérieure à la publication de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018.

VI. – Les articles 28 et 29 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 sont abrogés.

VII. – Les articles modifiés par les dispositions de l'article 44 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 sont rétablis dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2018.

**OBJET**

Les membres du groupe CRCE-K proposent de supprimer le PFU afin que les revenus du capital soient de nouveau soumis à l'imposition au barème progressif.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 4

Après l'article 4

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après la section XX bis du chapitre III du titre premier de la première partie du code général des impôts, est insérée une section ... ainsi rédigée :

« Section ...

« Contribution sur les dividendes exceptionnels des grandes entreprises

« Art. 235 ter ZD .... – I. – A. – Il est institué une taxe sur les dividendes des sociétés redevables de l'impôt sur les sociétés prévu à l'article 205 qui réalisent un chiffre d'affaires supérieur à 750 000 000 euros.

« B. – La taxe est due lorsque les dividendes, tels que définis aux articles L. 232-10 à L. 232-20 du code de commerce, versés par une société lors de l'exercice considéré est supérieur ou égal à 1,25 fois la moyenne des dividendes versés lors des exercices 2017, 2018 et 2019.

« C. – La taxe est assise sur la fraction des dividendes versés par la société excédant 1,25 fois la moyenne des dividendes versés durant les trois exercices précités. La taxe est calculée en appliquant à la fraction de chaque part de dividendes versés supérieure ou égale à 1,25 fois la moyenne des dividendes versés durant les trois exercices précités le taux de :

« a) 20 % pour la fraction supérieure ou égale à 1,25 fois et inférieure à 1,5 fois le résultat imposable moyen des trois exercices précités ;

« b) 25 % pour la fraction supérieure ou égale à 1,5 fois et inférieure à 1,75 fois le résultat imposable moyen des trois exercices précités ;

« c) 33 % pour la fraction supérieure ou égale à 1,75 fois le résultat imposable moyen des trois exercices précités.

« II. – A. – Le chiffre d'affaires mentionné au I du présent article s'entend du chiffre d'affaires réalisé par le redevable au cours de l'exercice ou de la période d'imposition, ramené à douze mois le cas échéant et, pour la société mère d'un groupe mentionné aux articles 223 A ou 223 A bis du présent code, de la somme des chiffres d'affaires de chacune des sociétés membres de ce groupe.

« B. – Un décret fixe les modalités de contrôle et de recouvrement ainsi que les garanties, les sanctions et les règles de présentation, d'instruction des réclamations. »

II. – Les dispositions du présent article entrent en vigueur à compter de la publication de la présente loi et sont applicables jusqu’au 31 décembre 2025. Elles s’appliquent également à l’exercice fiscal de l’année de son entrée en vigueur.

### **OBJET**

Les membres du groupe CRCE souhaitent instaurer une taxe sur les super dividendes, c’est-à-dire les dividendes exceptionnels qui ont été permis par des bénéfices exceptionnels durant la crise. L’objectif est de taxer l’entreprise qui les versent, avec l’intention des les en dissuader de sorte à inciter à ce que la rémunération du capital ne soit pas privilégiée au détriment de la rémunération du travail et des investissements.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 4

Après l'article 4

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 117 quater est ainsi modifié :

a) Le I est ainsi modifié :

– le premier alinéa du 1 est complété par les mots : « sous réserve des dispositions du 1° bis » ;

– après le même 1, il est inséré un 1 bis ainsi rédigé :

« 1 bis. Les personnes physiques fiscalement domiciliées en France au sens de l'article 4 B qui bénéficient de revenus distribués mentionnés aux articles 108 à 117 bis par les sociétés redevables de l'impôt sur les sociétés qui réalisent un chiffre d'affaires de plus de 750 000 000 euros et dont la somme des revenus distribués mentionnés aux articles 108 à 117 bis et des rachats par la société émettrice de ses propres titres au sens du 6 du II de l'article 150-0 A au titre des années 2023 et 2024 est supérieur à 1,20 fois la moyenne des revenus distribués et de ces rachats annuels entre 2017 et 2021 sont assujetties à un prélèvement en 2024 au taux de 17,8 %.

« Toutefois, les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année, tel que défini au 1° du IV de l'article 1417, est inférieur à 50 000 € pour les contribuables célibataires, divorcés ou veufs et à 75 000 € pour les contribuables soumis à une imposition commune peuvent demander à être dispensées de ce prélèvement dans les conditions prévues à l'article 242 quater. » ;

– au premier alinéa du 2, les mots : « au 1 » sont remplacés par les mots : « aux 1 et 1. bis » ;

b) À la première phrase du 1 du III, après les mots : « du 1 », sont insérés les mots : « et au premier alinéa du 1 bis ».

2° Après le 2° du B du 1 de l'article 200 A, il est inséré un 2° .... ainsi rédigé :

« 2° ... Par dérogation au 1° du présent B, le gain net au sens du 6 du II de l'article 150-0 A du présent code retiré par le bénéficiaire lors d'un rachat par une société émettrice de ses propres titres redevables de l'impôt sur les sociétés qui réalisent un chiffre d'affaires de plus de 750 000 000 euros et dont la somme des revenus distribués mentionnés aux articles 108 à 117 bis et des rachats par la société émettrice de ses propres titres au sens du 6 du II de l'article 150-0 A au titre des années 2023 et

2024 est supérieur à 1,20 fois la moyenne des revenus distribués et de ces rachats annuels entre 2017 et 2021 sont assujetties en 2024 à un prélèvement au taux de 17,8 %. »

### **OBJET**

Cet amendement de repli des membres du groupe CRCE porte sur la taxation des dividendes. Ils font leur la proposition adoptée à l'Assemblée nationale à l'initiative des députés du MoDem, membre de la majorité, visant à majorer de 5 points le niveau du prélèvement forfaitaire unique (PFU). L'adoption de ce dispositif a minima constituerait un signe positif quant à l'impunité des entreprises soucieuses d'abord de rémunérer leurs actionnaires au détriment de la rémunération du travail et des investissements.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 4

Après l'article 4

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le I de l'article 219 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au deuxième alinéa, le taux : « 25 % » est remplacé par le taux : « 33,3 % » ;

2° Après le b, sont insérés quatre alinéas ainsi rédigés :

« ... Le taux normal de l'impôt sur les sociétés mentionné au deuxième alinéa du présent I est fixé à :

« – 20 % pour la fraction de bénéfice imposable par période de douze mois comprise entre 38 120 € et 76 240 € ;

« – 25 % pour la fraction de bénéfice imposable par période de douze mois comprise entre 76 241 € et 152 480 € ;

« – 30 % pour la fraction de bénéfice imposable par période de douze mois comprise entre 152 481 € et 304 960 € ; ».

**OBJET**

Acceptée comme une fatalité pour certains, érigée comme une impérieuse nécessité pour parfaire « la compétitivité », le groupe CRCE-K ne tombera ni dans la résignation, ni dans des arguments faussement objectivés : la baisse de la trajectoire de l'impôt sur les sociétés à 25% est totalement dogmatique au vu du contexte dans lequel se trouvent les finances publiques.

Aussi, les auteurs de cet amendement souhaitent rétablir le taux normal de l'impôt sur les sociétés à 33,3 %, taux stabilisé avant l'érosion décidée par la majorité présidentielle. Pour améliorer la justice fiscale et son acceptation, il est introduit un élément de progressivité, parce qu'un euro gagné de vaut pas la même chose selon que ce soit le premier ou le millionième.







## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET et SAVOLDELLI, Mmes APOURCEAU-POLY, BRULIN, SILVANI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 NONIES

Après l'article 3 nonies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 199 quindecies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° La première phrase est complétée par les mots : « jusqu'au 31 décembre 2023 » ;

2° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Au titre des dépenses supportées du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2025, les contribuables bénéficient d'un crédit d'impôt égal à 25 % de celles-ci. Le montant annuel des dépenses ouvrant droit au crédit d'impôt ne peut pas excéder 10 000 € par personne hébergée. »

II. – Le I n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

III. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K souhaitent transformer la réduction d'impôt au titre des dépenses d'hébergement des personnes dépendantes en un crédit d'impôt incontestable, de sorte à ce que les individus non-imposables puissent eux aussi bénéficier d'une aide financière indispensable du fait du coût de ces structures d'accueil.





N°	I-911
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 2

Après l'article 2

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 4 *bis* du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Pour une durée de dix ans, et sous réserve des conventions fiscales signées par la France, les personnes de nationalité française ayant résidé au moins trois ans en France sur les dix années ayant précédé leur changement de résidence fiscale vers un État pratiquant une fiscalité inférieure de plus de 50 % à celle de la France en matière d'imposition sur les revenus du travail, du capital ou du patrimoine. Les personnes soumises aux obligations du présent alinéa bénéficient d'un crédit d'impôt égal à l'impôt sur ces mêmes revenus qu'elles ont déjà acquitté dans leur pays de résidence. »

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K s'approprient cet amendement adopté à l'Assemblée nationale qui permettrait d'élargir la notion de résidence fiscale afin de dissuader les contribuables, candidats à l'exil.





N°	I-912
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI, GAY  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 3

Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

... – Avant le 30 juin 2025, le Gouvernement remet au Parlement un rapport sur l'évaluation du plan d'épargne avenir climat distinguant notamment les contributions financières par décile de revenu et sur l'estimation du coût de l'exonération d'impôt sur le revenu et sur les prélèvements sociaux pour les administrations publiques.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K s'opposent à cet article qui crée un plan d'avenir climat financiarisé à destination des mineurs. Ils estiment a minima que ce produit d'épargne doit faire l'objet d'une évaluation sur sa capacité à mobiliser l'épargne des parents de ces jeunes et étudier le coût pour les finances publiques qui est aujourd'hui prétendument « inconnu » si l'on en croit l'étude d'impact.





N°	I-913
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI, GAY  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 5

Alinéa 6

Après le mot :

chaleur

insérer les mots :

au sein de l'Union européenne

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K s'opposent aux largesses financières prévus par cet article qui paraît disproportionné et empêche un véritable pilotage public. Il conviendrait que ces crédits permettent de structurer la production industrielle européenne des biens concourants à la fabrication d'énergies renouvelables. Sinon, à l'instar de l'argent public dépensé pour les aides à la transition du parc automobile, il y a un effet d'éviction ne favorisant pas la structuration de filière européenne, voir la desservant.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 TERTRICIES

Après l'article 5 tertricies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après la section XX bis du chapitre trois du titre premier de la première partie du livre premier du code général des impôts, il est inséré une section XX ... ainsi rédigée :

« Section XX ...

« Taxe sur les programmes de rachats d'actions

« Art. 235 ter ZD .... – I. – Une taxe s'applique à toute opération d'achat par la société émettrice de ses propres actions au sens du II de l'article L. 225-206 du code de commerce.

« II. – La taxe est assise sur la valeur d'acquisition des actions.

« III. – Le taux de la taxe est fixé à 1 %.

« IV. – La taxe est due par la société émettrice procédant au rachat de ses propres titres.

« V. – La taxe s'applique aux sociétés dont le siège social est situé en France, dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé ou sur un système multilatéral de négociation selon le chapitre X du code de commerce et qui réalisent un chiffre d'affaires de plus d'un milliard d'euros.

« VI. – La taxe est exigible le premier jour du mois suivant celui au cours duquel s'est produite l'opération d'achat de ses propres actions par la société émettrice.

« VII. – La taxe est constatée, recouvrée et contrôlée selon les procédures et sous les mêmes sanctions, garanties et privilèges que les taxes sur le chiffre d'affaires. Les réclamations sont présentées, instruites et jugées selon les règles applicables à ces mêmes taxes. »

**OBJET**

Les membres du groupe CRCE-K, par cet amendement adopté à l'Assemblée nationale, s'opposent à l'accroissement exponentielle de rachats d'action visant simplement à répondre au besoin insatiable de rémunération des actionnaires. Il s'agit de prévoir une imposition modeste de ces rachats d'action qui si elle ne permet pas de les dissuader aurait le mérite de générer des recettes fiscales nouvelles.







## AMENDEMENT

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI, OUZOULIAS  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 OCTOTRICIES

Après l'article 5 octotricies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le premier alinéa du II de l'article 244 quater B du code général des impôts est ainsi rédigé :

« II. – Les dépenses de recherche ouvrant droit au crédit d'impôt doivent concourir à la conversion du système productif vers une économie non carbonée. Les catégories de dépenses éligibles sont celles qui ne sont ni défavorables ni mixtes au sens du rapport remis par au Parlement conformément à l'article 179 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 : ».

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K inscrivent cet amendement dans leur volonté de supprimer des financements publics en faveur d'activités carbonées. Recentré comme un outil de planification, le crédit d'impôt recherche contribuerait à une allocation des ressources à destination des innovations de procédés et technologiques opérant une véritable conversion de l'économie compatible avec les accords de Paris sur le climat.

Le « budget vert », document de prédilection du Gouvernement pour attester des efforts en matière d'utilisation vertueuse écologiquement des dépenses publiques, apparaît être le référentiel le plus approprié pour s'assurer des objectifs de chaque euro dépensé par la puissance publique. Les dépenses fiscales au premier rang desquelles la plus importante, devraient s'inscrire naturellement dans ce cadre.





N°	I-916
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI, OUZOULIAS  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 OCTOTRICIES

Après l'article 5 octotricies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après le I de l'article 244 quater B du code général des impôts, il est inséré un paragraphe ainsi rédigé :

« .... – Par dérogation au I, les entreprises du secteur financier sont exclues du bénéfice du crédit d'impôt au titre des dépenses de recherche. »

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K souhaitent, par cet amendement adopté à l'Assemblée nationale, exclure des dépenses éligibles aux crédits d'impôts recherche (CIR) celles engagées par des entreprises du secteur financier.





N°	I-917
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI, OUZOULIAS  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 OCTOTRICIES

Après l'article 5 octotricies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

La deuxième phrase du premier alinéa du I de l'article 244 quater B du code général des impôts est ainsi rédigée : « Le taux du crédit d'impôt est de 30 % pour la fraction des dépenses de recherche inférieure à 50 millions d'euros, de 15 % pour la fraction des dépenses de recherche compris entre 50 millions d'euros et 100 millions d'euros et de 5 % pour la fraction des dépenses de recherche supérieure à 100 millions d'euros. »

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K entendent insérer une tranche intermédiaire de remboursement de 15% entre 50 et 100 millions d'euros de dépenses de recherches afin d'alléger le coût mirobolant de cette dépense fiscale qui atteindrait selon les estimations contenues dans les documents budgétaires à 7,651 milliards d'euros.







N°	I-918
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

M. BROSSAT

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUOVICIES

Après l'article 3 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Au 1° du V de l'article 975 du code général, après les mots : « loués meublés ou destinés à être loués meublés » sont insérés les mots : « à l'exclusion des locations meublées touristiques ».

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K s'opposent à l'exonération d'Impôt sur la fortune immobilière (IFI) pour les biens loués en meublés touristiques. En effet, la suppression de l'impôt sur la fortune (ISF) a débouché sur l'IFI, un impôt largement minimaliste en matière de justice fiscale qui ne doit pas être davantage affaibli par des mécanismes de contournement encourageant à la mise en location temporaire et qui génère une distorsion avec les professionnels du tourisme.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEXDECIES

Après l'article 3 sexdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le 2 du II de l'article 1691 bis du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les mots : « en cas de disproportion marquée entre le montant de la dette fiscale et, à la date de la demande, la situation financière et patrimoniale, nette de charges, du demandeur. La situation financière nette du demandeur est appréciée sur une période n'excédant pas trois années. La décharge de l'obligation de paiement est alors prononcée selon les modalités suivantes » sont supprimés ;

2° Après le premier alinéa, sont insérés trois alinéas ainsi rédigés :

« 1° Dans le cas de disproportion marquée entre le montant de la dette fiscale et, à la date de la demande, la situation financière et patrimoniale, nette de charges, du demandeur. La situation financière nette du demandeur est appréciée sur une période n'excédant pas trois années ;

« 2° Dans le cas où le montant de la dette fiscale résulte d'un contrôle fiscal personnel de son ancien conjoint ou partenaire de pacte civil de solidarité ayant donné lieu, par suite d'un manquement aux obligations déclaratives, d'une soustraction frauduleuse ou d'une tentative de soustraction frauduleuse au paiement des impositions mentionnées au 1° et 2° du I ainsi qu'à l'article 1723 ter-00 B, à une rectification d'un bénéfice ou revenu propre au conjoint ou au partenaire de pacte civil de solidarité du demandeur. La décharge de l'obligation de paiement n'est alors accordée que si le demandeur ne s'est pas enrichi à la faveur de cette fraude fiscale commise par son ancien conjoint ou partenaire de pacte civil de solidarité et n'a pas participé directement ou indirectement à celle-ci ,

« 3° La décharge de l'obligation de paiement est alors prononcée selon les modalités suivantes : ».

II. – Le I est applicable aux demandes en décharge de l'obligation de paiement déposées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les membres du groupe CRCE-K proposent d'inclure dans les conditions d'examen de la demande de décharge de responsabilité solidaire des ex-époux, l'appréciation de l'origine du montant de la dette fiscale de la période de vie commune, en appliquant la décharge lorsque la conjointe ou le conjoint solidaire n'a pas pris part aux activités frauduleuses incriminées.





N°	I-920
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 2

Après l'article 2

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au début de l'article 80 septies, est insérée une phrase ainsi rédigée : « Les pensions alimentaires reçues pour l'entretien d'un enfant mineur ne sont pas soumises à l'impôt sur le revenu dans la limite de 4 000 euros par enfant plafonnée à 12 000 euros par an. » ;

2° Après le deuxième alinéa du 2° du II de l'article 156, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Le contribuable ne peut opérer de déduction que pour les sommes versées pour ses descendants mineurs au-delà du seuil fixé à l'article 80 septies lorsqu'ils ne sont pas pris en compte pour la détermination de son quotient familial. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K souhaitent défiscaliser la pension alimentaire perçue par le parent ayant la charge des enfants et à retirer, en parallèle, la possibilité de déduire de l'impôt le versement des sommes afin de neutraliser le coût de la mesure.







N°	I-921
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET et SAVOLDELLI, Mmes APOURCEAU-POLY, BRULIN, SILVANI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 2

Après l'article 2

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 4 de la loi n° 2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificatives pour 2022 est abrogé.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K sont opposés au modèle économique alimenté par les heures supplémentaires plutôt que par la résorption du chômage structurel. Dans un contexte attendu, sauf pour le Gouvernement, de remontée du nombre de privés d'emplois, il convient de revenir sur le rehaussement du seuil d'exonération fiscale à 7500 €.





N°	I-922
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 3 Tervicies

Supprimer cet article.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE s'opposent à la prolongation de la défiscalisation et la désocialisation des pourboires qui empêchent de poser la seule question légitime : l'augmentation des salaires. Aucune évaluation de ce dispositif n'a été conduite empêchant de déterminer ses effets.





N°	I-923
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 3 SEXVICIES

Supprimer cet article.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K ne peuvent consentir à ce nouveau cadeau fiscal aux fédérations sportives au nom de la sacro-sainte « attractivité » qui nous conduirait à devenir un paradis fiscal au cœur de l'Europe, pour espérer rapatrier une partie des activités de la Fédération sportive internationale de football (FIFA) dans notre pays.





N°	I-924
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 5 QUINQUIES

Supprimer cet article.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K se félicitent du développement du « rétrofitage ». Ils contestent toutefois cet article qui détourne l'objectif initial de la déduction d'impôt qui consistait surtout à soutenir le marché de l'électrique et les industries. L'intégration de l'acquisition de véhicule rétrofité dans son champ de nous paraît opportune, au contraire d'une aide centrée sur la conversion même des véhicules par leurs détenteurs tel que le suramortissement prévu à l'article 5 sexies.







N°	I-925
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 5 DECIES

Supprimer cet article.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K considéraient déjà que le dispositif des Jeunes entreprises innovantes (JEI) comportaient des largesses trop importantes. L'abaissement du seuil de dépenses de recherches de 15 à 10% et l'intégration au marché de partenariat innovant au seul titre que la société soit une JEI paraît complètement exagéré.





DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, 128, 132)

N°	I-926
----	-------

21 NOVEMBRE 2023

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 5 UNDECIES

Supprimer cet article.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K s'opposent à la création d'une nouvelle catégorie de société innovante encore plus aberrantes que les Jeunes entreprises innovantes (JEI) les JEI de croissance (JEIC).





N°	I-927
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 5 QUINDECIES

Supprimer cet article.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE s'opposent à cet article qui souhaite élargir la réduction d'impôt sur le revenu dite « Madelin » aux catégories des jeunes entreprises innovantes et leurs dérivées notamment créée aux articles précédents. Ce ne sont pas aux contribuables d'estimer les entreprises qui méritent ou pas d'être soutenues, qui plus est quand les dépenses de recherche de ces entreprises, censées être le cœur de ce dispositif est abaissée à 10% et au regard de l'opacité desdites « recherches » rend impossible un investissement éclairé.





N°	I-928
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 5 OCTOVICIES

Supprimer cet article.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K entendent supprimer cette entorse supplémentaire au bénéfice de la conservation du régime fiscal mère-fille déjà particulièrement accommodant.







N°	I-929
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET et SAVOLDELLI, Mmes APOURCEAU-POLY, BRULIN, SILVANI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 5 TERTRICIES

Supprimer cet article.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K s'opposent à la définition proposée pour la détermination de la règle des bénéfices exceptionnels supposée débouche sur le partage de la valeur. Il apparaît d'ailleurs qu'une telle disposition n'a pas sa place dans une loi de finances mais aurait dû être discutée lors du débat sur le partage de la valeur.





N°	I-930
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 5 QUATERTRICIES

Supprimer cet article.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K avaient eu l'occasion de contester le régime fiscal dérogatoire accordé au chronométrateur des JOP 2024 lors du dernier projet de loi de finances mais constatent que cet article élargit aux filiales les exonérations d'impôts en tout genre, ce qui nous conduit à demander la suppression de l'article.





N°	I-931
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 16 SEPTIES

Supprimer cet article.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K sont opposés à cet article qui prévoit la possibilité d'installer des bâches d'échafaudage comportant une dimension publicitaire dès lors que cet article ne définit pas explicitement quels sont les lieux limitativement assujettis à cette disposition, menaçant ainsi l'objectif de ne pas réduire les habitantes et habitants à de simple consommateurs.





N°	I-932
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 18

Supprimer cet article.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K souhaitent enrayer le transfert des missions fiscales auparavant dévolues aux services des douanes vers les services de la Direction générale des finances publiques (DGFIP).

S'il fallait ne donner que deux raisons précises à la suppression de cet article les auteurs de cet amendement insisteraient sur le transfert de la DGDDI à la DGFIP de la gestion de la taxe sur le transport maritime à destination d'espaces naturels protégés, dont nous savons qu'elle ne fera l'objet d'aucun contrôle sur les bases à l'issue. Ensuite, la nouvelle habilitation à légiférer par ordonnance porterait à 4 années le dessaisissement du Parlement de cette recodification qui lorsqu'elle sera amenée à être ratifiée contiendra des centaines d'articles absolument impossibles à analyser dans les délais contraints dont disposent le Parlement.







## AM E N D E M E N T

présenté par

M. GAY, Mme CUKIERMAN, MM. SAVOLDELLI, BOCQUET  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 25 TER

Alinéa 1

Remplacer le nombre :

150 000

par le nombre :

130 000

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K s'opposent aux deux articles identiques 25 ter et 25 quater qui refondent les dotations à destination des communes nouvelles en les décorrélant de la DGF et en instaurant un prélèvement sur recettes. Si une incitation financière renouvelée peut apparaître légitime, l'ambition de créer des communes nouvelles ne peut en aucun cas porter sur des collectivités qui avoisineraient les 150 000 habitants à l'issue de la fusion sauf à dévoyer l'intention initiale des regroupements. Ce plafond était considéré comme une borne haute, poursuivre les incitations en ce sens, après une expérience décennale depuis de la réforme territoriale de 2010, nous apparaît en contradiction avec l'ambition qui présidait à leur création.

Cet amendement propose ainsi d'abaisser le régime dérogatoire accordée en matière de financement des communes nouvelles à 130 000 habitants.





N°	I-934
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. SAVOLDELLI, BOCQUET et GAY, Mme CUKIERMAN  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 25 QUATER

Supprimer cet article.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K s'opposent aux deux articles identiques 25 ter et 25 quater qui refondent les dotations à destination des communes nouvelles en les décorrélant de la DGF et en instaurant un prélèvement sur recettes. Si une incitation financière renouvelée peut apparaître légitime, l'ambition de créer des communes nouvelles ne peut en aucun cas porter sur des collectivités qui avoisineraient les 150 000 habitants à l'issue de la fusion sauf à dévoyer l'intention initiale des regroupements.





N°	I-935
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 28 A

Supprimer cet article.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K estiment que l'Office français de la biodiversité (OFB) mérite davantage que le produit d'une imposition issue des jeux de hasard. Un symbole fort regrettable qui consiste à procéder à des affectations de taxe qui n'ont pas de sens et sont assises sur des phénomènes décorrélés de leurs destinataires. Aussi, les auteurs proposent que les recettes issues des jeux de loterie de La Française des Jeux soient reversées au budget général et qu'une dotation pérenne sur le budget général soit affectée à l'OFB.





N°	I-936
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI, GAY  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7

Après l'article 7

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

À l'article 6 de la loi n° 2022-1158 du 16 août 2022 portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat, l'année : « 2023 » est remplacée par l'année : « 2024 ».

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K souhaitent reconduire, dans un contexte de forte inflation du prix des denrées alimentaires, la possibilité pour nos concitoyennes et concitoyens de régler leur course avec des tickets-restaurants.







N°	I-937
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI, GAY  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7

Après l'article 7

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le 19° de l'article 81 du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, le montant retenu pour l'année 2024 est arrondi à 7 € par titre. »

II. – À l'article 6 de la loi n° 2022-1158 du 16 août 2022 portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat, l'année : « 2023 » est remplacée par l'année : « 2024 ».

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K souhaitent reconduire, dans un contexte de forte inflation du prix des denrées alimentaires, la possibilité pour nos concitoyennes et concitoyens de régler leur course avec des tickets-restaurants et porter le montant d'exonération d'impôt à 7 € pour l'année 2024.





N°	I-938 rect.
----	-------------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI, BARROS, GAY  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 28

Alinéas 26 et 27

Supprimer ces alinéas.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K souhaitent supprimer le rabot prévu sur le fonds de roulement des chambres de commerce et d'industrie (CCI). Ces dispositions s'inscrivent dans une logique de long terme qui grève les capacités financières des CCI. La pluriannualité qui résulte d'une contractualisation avec le réseau démontre que le Gouvernement prend des décisions unilatérales au mépris des engagements qu'il a pris lui-même.





## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI, BARROS, GAY  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 28

I. – Alinéa 27

Remplacer le montant :

40 millions

par le montant :

25 millions

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K, par cet amendement de repli souhaitent réaffirmer la nécessité qu'aucune nouvelle baisse de taxe pour frais de chambres de commerce et d'industrie (TCCI) n'interviendra d'ici à 2027. Aussi, cet amendement a minima estime que la ponction s'opère sur 4 années, débutant par un premier prélèvement de 25 millions d'euros dès 2024 contre 40 millions d'euros inscrits dans ce projet de loi de finances pour 2024.





N°	I-940
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10

Après l'article 10

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

La section VI du chapitre premier du titre II de la première partie du livre premier du code général des impôts est complétée par un article ainsi rédigé :

« Art. 285.... – Par dérogation au 8° et 11° de l'article 262 code général des impôts, les locations de courtes durées d'un navire de plaisance, accueillant moins de 20 passagers y compris lorsqu'elles font l'objet d'un trajet prédéfini, en provenance, à destination ou donnant lieu à des escales, sont assujetties au taux normal de TVA. »

### OBJET

Les membres du groupe CRCE souhaitent remédier au contournement de la loi sur la TVA auquel s'adonnent les loueurs et les preneurs de yacht en détournant le taux normal de TVA via un contrat de transport. Définir un trajet, et faire une escale y compris de quelques minutes dans un port étranger permet de bénéficier d'une exonération totale de TVA sur l'intégralité du séjour pouvant s'élever jusqu'à 90 jours.







DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, 128, 132)

N°	I-941
----	-------

21 NOVEMBRE 2023

**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

ARTICLE 4

I. – Alinéas 135 et 471

Remplacer le taux :

15 %

par le taux :

25 %

II. – Alinéa 471

Remplacer le taux :

16 %

par le taux :

25 %

et le taux :

17 %

par le taux :

25 %

**OBJET**

Les membres du groupe CRCE ne peuvent se résoudre à ce que la norme mondiale en matière d'imposition des bénéfices se bornent à un taux de 15% ce qui revient à aligner la fiscalité des bénéfices sur les pays aux fiscalités les plus basses des membres de l'OCDE.





## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 4

Alinéas 143, 636, 637, 639 et 640

Remplacer le montant :

750 millions d'euros

par le montant :

50 millions d'euros

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K souhaitent abaisser le montant de chiffre d'affaires des entreprises éligibles à l'accord d'imposition minimal en l'alignant sur la limite d'exclusion des PME et en y intégrant de ce fait les entreprises de tailles intermédiaires susceptibles de pouvoir opérer des schémas fiscaux internationaux.





N°	I-943 rect.
----	-------------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 4

Alinéas 846 à 857

Supprimer ces alinéas.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K s'opposent à toute exemption temporaire pour des raisons qui paraissent extrêmement contestables. L'exemption pourrait porter pendant 5 années sur l'imposition des bénéfices d'entreprises sous prétexte qu'elles commenceraient à être imposées. Les auteurs demandent la suppression de ces dispositions.





N°	I-944
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 4

Alinéas 849, 850, 851 et 852

Remplacer le mot :

cinq

par le mot :

deux

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K, par cet amendement de repli continuent de contester les motifs illégitimes d'exemption à l'imposition minimale mondiale. Ils proposent alors de réduire de cinq à deux ans les facteurs d'exemption tout aussi surréalistes les uns que les autres.







N°	I-945
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 4

Alinéa 876

Supprimer cet alinéa.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K ne peuvent accepter de laisser le Gouvernement légiférer par ordonnance sur un sujet aussi fondamental que l'imposition mondial des multinationales. Après un article qui comporte des dizaines de pages, il est paradoxal de vouloir au cas où s'assurer de toute la latitude pour imposer ses vues au Parlement. Les auteurs ne peuvent le cautionner.





N°	I-946
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 15

Alinéa 14

Remplacer le pourcentage :

10 %

par le pourcentage :

5 %

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K souhaitent permettre que cet article soit bien *in fine* en mesure de rapporter le moindre euro pour les finances publiques ce qui, en l'état, n'est pas certain au regard du niveau de rentabilité déclenchant la taxation et les modalités de calcul de celle-ci.





N°	I-947
----	-------

## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 15

Après l'alinéa 58

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

« Les sociétés concessionnaires d'autoroutes ne peuvent intégrer cette taxe dans les redevances pour services rendus et ne peuvent par conséquent pas majorer le tarif des péages conformément à l'alinéa 5 de l'article L. 122-4 du code de la voirie routière.

« Le montant de la taxe prévue au chapitre V ne peut être inclus dans l'assiette prise en compte pour la détermination des redevances dues par les transporteurs aériens publics. »

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K par cet amendement souhaitent s'assurer qu'aucun usager des autoroutes ne se verra répercuté, par des hausses de tarifs, la taxe instaurée à cet article. Il est donc précisé que cette taxe ne peut justifier aucune majoration des tarifs, car il ne s'agit pas d'une redevance pour services rendus. La même logique est appliquée au secteur de l'aviation.





DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, 128, 132)

N°	I-948
----	-------

21 NOVEMBRE 2023

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 15

Alinéa 51

Remplacer le taux :

4,6 %

par le taux :

10 %

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K proposent de majorer le taux de la taxe sur les infrastructures de transport afin de la mettre en conformité avec la hausse de la profitabilité des concessionnaires.







N°	I-949
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 15

Après l'alinéa 51

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

« ...<sup>o</sup> Le taux est porté à 15 % si pour l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance dans le cadre d'un contrat de concession mentionné à l'article L. 1121-1 du code de la commande publique, le concessionnaire ne respecte pas le niveau d'investissement prévu par le contrat. »

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K entendent, par cet amendement de repli, majorer la taxation des concessionnaires ne respectant par leurs engagements en matière d'investissements en augmentant le taux de 10,4 points.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SAVOLDELLI et BOCQUET, Mme MARGATÉ, M. BROSSAT  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 23 TERDECIES

Après l'article 23 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° L'article L. 2333-30 est ainsi modifié :

a) Le tableau au troisième alinéa est ainsi rédigé :

«

(en pourcentage du coût par personne de la nuitée)

Catégories d'hébergements	Tarif plancher	Tarif plafond
Palaces	1	7
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	1	7
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	1	7
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	1	7
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	1	7
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1,2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, auberges collectives	1	7
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3,4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures.	1	7
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	1	7

».

b) Le septième alinéa est ainsi modifié :

- Le mots : « dans le » sont remplacés par les mots : « à la septième et à la huitième ligne du » ;
- Le taux : « 5 % » est remplacé par le taux : « 7 % » ;
- La seconde occurrence du mot : « tarif » est remplacée par le mot : « taux ».

2° Le tableau du troisième alinéa du I de l'article L. 2333-41 est ainsi rédigé :

«

(en euros)

Catégories d'hébergements	Tarif plancher	Tarif plafond
Palaces	2,5	10
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	2	10
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	1	4
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	0,5	1,5
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	0,3	0,9
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1,2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, auberges collectives	0,2	0,8
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3,4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures.	0,2	0,6
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0,2	0,2

».

### **OBJET**

Les membres du groupe CRCE-K souhaitent modifier l'échelle de tarifs fixes par catégorie d'hébergement, en permettant aux collectivités de définir des tarifs proportionnels au prix de la nuitée, dans une fourchette de 1 % à 7 % du montant facturé, sur le modèle de ce qui existe déjà pour les meublés de tourisme.

Ce taux proportionnel s'appliquera à tous les hébergements, qu'ils soient classés, en attente de classement ou sans classement. Il est néanmoins proposé de moduler ce taux proportionnel en fonction de la catégorie d'hébergement afin de moduler le tarif de la taxe de séjour en fonction du prestige des hébergements.





N°	I-951 rect.
----	-------------

## A M E N D E M E N T

présenté par

Mmes CUKIERMAN et MARGATÉ, MM. SAVOLDELLI, BOCQUET, BROSSAT  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

À la première phrase du premier alinéa de l'article 1407 bis du code général des impôts, les mots :  
« de deux années » sont remplacés par les mots : « d'une année ».

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K entendent permettre au conseil municipal de délibérer de sorte à soumettre les logements vacants depuis une année à la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV) contre deux années actuellement.





N°	I-952 rect.
----	-------------

## A M E N D E M E N T

présenté par

Mme CUKIERMAN, MM. SAVOLDELLI, BOCQUET, BROSSAT  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Au premier alinéa du I de l'article 1407 ter du code général des impôts, les mots : « Dans les communes classées dans les zones géographiques mentionnées au I de l'article 232, » sont supprimés.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K veulent permettre à toutes les communes qui le souhaitent de majorer la taxe d'habitation sur les résidences secondaires.







## A M E N D E M E N T

présenté par

Mme CUKIERMAN, MM. SAVOLDELLI, BOCQUET, BROSSAT  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 27 TERDECIES

Rédiger ainsi cet article :

Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 1407 ter est ainsi modifié :

- a) Au I les mots : « d'un pourcentage compris entre 5 % et 60 % » sont supprimés ;
- b) Au troisième alinéa, la seconde phrase est supprimée.

2° Au I de l'article 1636 septies B, les mots : « et de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale » sont supprimés.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K entendent dé plafonner la surtaxe d'habitation sur les résidences en restaurant aux conseils municipaux une complète liberté dans la fixation des taux.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme CUKIERMAN, MM. SAVOLDELLI, BOCQUET  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le b du 1 du I de l'article 1636 B sexies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est ainsi rédigé :

« b) Soit faire varier librement entre eux les taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties, de la taxe foncière sur les propriétés non bâties, de la cotisation foncière sur les entreprises. Dans ce cas, le taux de cotisation foncière des entreprises : » ;

2° Le deuxième alinéa est supprimé ;

3° Au troisième alinéa, le mot : « peuvent » est remplacé par le mot : « peut » et le mot : « augmentés » est remplacé par le mot : « augmenté » ;

4° Au quatrième alinéa, le mot : « doivent » est remplacé par le mot : « doit » et le mot « diminués » est remplacé par le mot : « diminué » ;

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Les membres du groupe CRCE-K reviennent sur la modification des règles de lien entre les taux de taxe foncière (TFPB), de cotisation foncière des entreprises (CFE) et de taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) issu de l'article 16 de la LFI pour 2020.





N°	I-955
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

Mme CUKIERMAN, MM. SAVOLDELLI, BOCQUET  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le b du 1 du I de l'article 1636 B sexies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° La seconde phrase est supprimée ;

2° Le 1° est abrogé.

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K souhaitent revenir sur l'obligation pour les communes, instaurée dans la loi de finances pour 2020, d'augmenter dans la même proportion la taxe sur les résidences secondaires et celle sur le foncier bâti.





N°	I-956
----	-------

**A M E N D E M E N T**

<b>C</b>	
<b>G</b>	

présenté par

Mme CUKIERMAN, MM. SAVOLDELLI, BOCQUET  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

ARTICLE 24

I. – Après l’alinéa 1

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

« À compter de 2024, la dotation globale de fonctionnement évolue au minimum chaque année en fonction d’un indice égal au taux prévisionnel d’évolution de la moyenne annuelle du prix de la consommation des ménages, hors tabac, annexé au projet de loi de finances de l’année de versement, arrondi au demi-entier supérieur.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les membres du groupe CRCE-K conformément à leur proposition de loi entendent indexer la DGF sur l’inflation. En 2024, la DGF attribuée aux communes, aux EPCI et aux départements, à hauteur de l’évolution prévisionnelle de l’indice des prix à la consommation (IPC) pour 2024, soit + 2,6 % (estimation du présent PLF).

Cette indexation représenterait une hausse de la DGF d’environ 480 millions d’euros, bénéficiant à la fois au bloc communal et aux départements, et s’ajoutant à la revalorisation de 220 M€ déjà prévue en PLF initial pour le bloc communal.







## A M E N D E M E N T

présenté par

Mme CUKIERMAN, MM. SAVOLDELLI, BOCQUET  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 24

I. – Alinéa 2

Remplacer le montant :

27 145 046 362 €

par le montant :

27 670 882 844 €

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K par cet amendement de repli entendent indexer la DGF sur l'inflation pour la seule année 2024.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme CUKIERMAN, MM. SAVOLDELLI, BOCQUET, BROSSAT  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24**

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le livre I<sup>er</sup> du code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 232 est abrogé ;

2° L'article 1407 bis est ainsi modifié :

a) La première phrase du premier alinéa est ainsi modifiée :

– les mots : « autres que celles visées à l'article 232 » sont supprimés ;

– les mots : « de deux années » sont remplacés par les mots : « d'une année » ;

b) La seconde phrase du premier alinéa est remplacée par deux phrases ainsi rédigées : « Pour l'application de la taxe, est considéré comme vacant un logement dont la durée d'occupation est inférieure à quatre-vingt-dix jours au cours de la période de référence définie au présent alinéa. La taxe n'est pas due en cas de vacance indépendante de la volonté du contribuable » ;

c) À la seconde phrase du deuxième alinéa, après le mot : « alinéa », la fin de la phrase est supprimée ;

3° Le I de l'article 1407 ter du code général des impôts est ainsi rédigé :

« I. – Le conseil municipal peut, par une délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A bis, majorer d'un pourcentage compris entre 5 % et 60 % la part lui revenant de la cotisation de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale due au titre des logements meublés et vacants. « Le produit de la majoration mentionnée au premier alinéa du présent I est versé à la commune l'ayant instituée. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les membres du groupe CRCE-K souhaitent, sur proposition des associations d'élus, fusionner la taxe sur les logements vacants (TLV) et la Taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV) qui permettra de simplifier la fiscalité pour les collectivités territoriales et renforcer les outils à leur disposition pour lutter contre les logements vacants en permettant à toutes les communes d'introduire une majoration de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires.





N°	I-959
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. SAVOLDELLI et BROSSAT, Mme MARGATÉ, MM. BARROS, GAY  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 27 BIS

Rédiger ainsi cet article :

I. – Le 1<sup>o</sup> et le 1<sup>o</sup> bis de l'article L. 2531-4 du code général des collectivités territoriales sont ainsi rédigés :

« 1<sup>o</sup> De 4 % dans les I<sup>er</sup>, II<sup>e</sup>, VII<sup>e</sup>, VIII<sup>e</sup>, IX<sup>e</sup>, X<sup>e</sup>, XV<sup>e</sup>, XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> arrondissements de Paris et les communes de Boulogne-Billancourt, Courbevoie, Issy-les-Moulineaux, Levallois-Perret, Neuilly-sur-Seine et Puteaux ;

« 1<sup>o</sup> bis De 3,05 % dans les arrondissements de Paris et les communes du département des Hauts- de-Seine autres que ceux mentionnés au 1<sup>o</sup> et dans les communes des départements de la Seine- Saint-Denis et du Val-de-Marne ; ».

II. – Le I entre en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K entendent par cet amendement maintenir la trajectoire d'augmentation des contributions des territoires d'IDF assujettis au versement mobilité, en conservant l'ambition initiale de zonage différencié afin d'accroître l'attractivité du Val-de-Marne, de la Seine-Saint-Denis et des autres départements en leur permettant de conserver un taux réduit.







## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 BIS

Après l'article 27 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article L. 2333-67 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

- 1° Au deuxième alinéa, le taux : « 0,55 % » est remplacé par le taux : « 0,85 % » ;
- 2° Au troisième alinéa, le taux : « 0,85 % » est remplacé par le taux : « 1,15 % » ;
- 3° Au quatrième alinéa, le taux : « 1 % » est remplacé par le taux : « 1,15 % » ;
- 4° Au cinquième alinéa, le taux : « 1,75 % » est remplacé par le taux : « 2,05 % ».

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K souhaitent majorer de 0,3 points, pour toutes les villes hors Île-de-France, le plafond de versement mobilité qui peut être prélevé par les collectivités pour financer les transports en commun.





N°	I-961
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

Mme CUKIERMAN, MM. SAVOLDELLI, BOCQUET  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 106 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 est abrogé.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K réitèrent, comme lors du dernier budget, leur volonté que soit conduite instamment la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation pour éviter la confusion et les injustices vécues cette année par les contribuables et les élus locaux.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

Mme CUKIERMAN, MM. BOCQUET et SAVOLDELLI, Mmes APOURCEAU-POLY et SILVANI, M. OUZOULIAS, Mme MARGATÉ, M. LAHELLEC, Mme GRÉAUME, MM. GAY et CORBISEZ, Mmes CORBIÈRE NAMINZO et BRULIN, MM. BROSSAT, BARROS, BACCHI, XOWIE et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le III de l'article 113 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023, il est inséré un paragraphe ainsi rédigé :

« .... – L'acompte prévu au III versé aux communes et à leur groupement ne peut pas faire l'objet d'une reprise. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les membres du groupe CRCE-K ont la confirmation que les filets de sécurité sont manifestement illisibles et difficiles à mobiliser pour les collectivités territoriales. Prétendument élargi, par rapport à celui prévu en loi de finances rectificatives à l'été 2022, il apparaît qu'il pourrait générer les mêmes causes à savoir des reprises financières massives pour les collectivités territoriales qui auraient daigné vouloir en profiter.

Les auteurs de cet amendement suppriment toute possibilité de reprise financière par le Gouvernement.





## A M E N D E M E N T

présenté par

Mme CUKIERMAN, MM. SAVOLDELLI et BOCQUET, Mme MARGATÉ  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 1594 D du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Dans le cas de transactions d'un montant supérieur à un million d'euros, ce taux peut être rehaussé par les conseils départementaux jusqu'à 6 %. »

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K entendent permettre aux départements qui le souhaitent d'augmenter le taux de la taxe de publicité foncière ou du droit d'enregistrement (DMTO) jusqu'à 6 % pour les transactions d'un montant supérieur à un million d'euros.

La possibilité d'augmenter à la marge le taux de DMTO permettrait aux départements de disposer des ressources financières pour accompagner certains publics fragiles et financer la hausse des dépenses sociales, tout en pesant faiblement sur les acheteurs de biens immobiliers.

Cette faculté donnée aux conseils départementaux ne concernerait par ailleurs que les transactions immobilières supérieures à 1 million d'euros.







## A M E N D E M E N T

présenté par

Mme CUKIERMAN, MM. SAVOLDELLI, BOCQUET  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au premier alinéa du I de l'article L. 1615-1 du code général des collectivités territoriales, après les mots : « dépenses d'investissement », sont insérés les mots : « , y compris celles relatives à l'acquisition, l'agencement et l'aménagement des terrains, ».

II. – Sont éligibles les dépenses engagées, intégrées au I par les collectivités au titre de leur exercice 2022 et 2023 et devant être considérées conformément aux règles définies à l'article L. 1615-6 du code général des collectivités territoriales.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K proposent d'intégrer les dépenses d'acquisition et d'aménagement des terrains dans l'assiette du Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA). Cet amendement adopté par le Sénat répond à une aberration qui a conduit à sortir depuis la loi de finances pour 2021 ces dépenses, auparavant éligibles sans pénaliser les collectivités territoriales ayant procédé à des dépenses réelles d'investissements dans l'intervalle.





## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme CUKIERMAN, MM. SAVOLDELLI, BOCQUET  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le II de l'article L. 1615-6 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :

« II. – Pour les bénéficiaires du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée mentionnés à l'article L. 1615-2 les dépenses éligibles en application du même article L. 1615-2 à prendre en considération pour la détermination des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre d'une année déterminée sont celles afférentes à l'année en cours. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K souhaitent contemporanéiser le fonds de compensation pour la TVA à destination des collectivités locales.

Verser l'année même de la dépense l'attribution du FCTVA permettrait de soutenir la commande publique locale et de lutter contre la baisse de l'investissement public alors que les collectivités sont des acteurs essentiels de la relance.

Défendue par le ministre Sébastien Lecornu devant notre délégation sénatoriale aux collectivités territoriales en 2020 comme une mesure envisagée par le Gouvernement, la contemporanéisation n'a pas refait surface depuis.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SAVOLDELLI, BOCQUET

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le chapitre I<sup>er</sup> du titre II bis de la deuxième partie du livre I<sup>er</sup> du code général des impôts est complété par une section ainsi rédigée :

« .... – Taxes perçues pour le financement des infrastructures de transport

« Art. 1599 quinquies .... – I. – À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, il est institué, au profit de l'Agence de financement des infrastructures de transports de France, une taxe annuelle sur les surfaces de stationnement annexées à des locaux commerciaux exerçant une activité de commerce de détail sur une surface de vente de plus de 2 500 mètres carrés.

« II. – Sont soumises à la taxe les personnes privées et publiques propriétaires de surfaces de stationnement ou titulaires d'un droit réel portant sur celles-ci.

« La taxe est acquittée par le propriétaire, l'usufruitier, le preneur à bail à construction, l'emphytéote ou le titulaire d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public constitutive d'un droit réel qui dispose, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition, d'une surface taxable.

« III. – Le montant de la taxe est de 40 euros le mètre carré.

« IV. – Ces tarifs sont actualisés au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année en fonction du dernier indice du coût de la construction publiée par l'Institut national de la statistique et des études économiques. Les valeurs sont arrondies, s'il y a lieu, au centime d'euro supérieur.

« V. – Les redevables déposent une déclaration selon les modalités prévues au VII de l'article 231 ter.

« VI. – Le contrôle, le recouvrement, le contentieux, les garanties et les sanctions relatifs à la taxe sont régis par les règles applicables en matière de taxe sur les salaires jusqu'au 31 décembre 2003. »

II. – Le I entre en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

**OBJET**

Les membres du groupe CRCE-K proposent d'élargir la taxe qui s'applique en Île-de-France aux surfaces de stationnements des hypermarchés et centres commerciaux de tout le territoire, pour celles qui représentent une surface de vente supérieure à 2 500 m<sup>2</sup>.

Les recettes ainsi générées seraient mises à disposition de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SAVOLDELLI et BOCQUET, Mme MARGATÉ, M. BROSSAT  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

La section II bis du chapitre III du titre premier de la première partie du livre premier du code général des impôts est complétée par un article 231-... ainsi rédigé :

« Art. 231-.... – I. – Une taxe annuelle sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux, les locaux de stockage et les surfaces de stationnement est perçue dans l'ensemble des métropoles.

« II. – Sont soumises à la taxe les personnes privées ou publiques qui sont propriétaires de locaux imposables ou titulaires d'un droit réel portant sur de tels locaux.

« La taxe est acquittée par le propriétaire, l'usufruitier, le preneur à bail à construction, l'emphytéote ou le titulaire d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public constitutive d'un droit réel qui dispose, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition, d'un local taxable.

« III. – La taxe est due : « 1° Pour les locaux à usage de bureaux, qui s'entendent, d'une part, des bureaux proprement dits et de leurs dépendances immédiates et indispensables destinés à l'exercice d'une activité, de quelque nature que ce soit, par des personnes physiques ou morales privées, ou utilisés par l'État, les collectivités territoriales, les établissements ou organismes publics et les organismes professionnels, et, d'autre part, des locaux professionnels destinés à l'exercice d'activités libérales ou utilisés par des associations ou organismes privés poursuivant ou non un but lucratif ;

« 2° Pour les locaux commerciaux, qui s'entendent des locaux destinés à l'exercice d'une activité de commerce de détail ou de gros et de prestations de services à caractère commercial ou artisanal ainsi que de leurs réserves attenantes couvertes ou non et des emplacements attenants affectés en permanence à ces activités de vente ou de prestations de service ;

« 3° Pour les locaux de stockage, qui s'entendent des locaux ou aires couvertes destinés à l'entreposage de produits, de marchandises ou de biens et qui ne sont pas intégrés topographiquement à un établissement de production ;

« 4° Pour les surfaces de stationnement, qui s'entendent des locaux ou aires, couvertes ou non couvertes, destinés au stationnement des véhicules et qui font l'objet d'une exploitation commerciale ou sont annexés aux locaux mentionnés aux 1° à 3° sans être intégrés topographiquement à un établissement de production.



« IV. – Pour l’appréciation du caractère immédiat, attenant et annexé des locaux mentionnés au III et pour le calcul des surfaces mentionnées au 5° du V et au VI, il est tenu compte de tous les locaux de même nature, hors parties communes, qu’une personne privée ou publique possède à une même adresse ou, en cas de pluralité d’adresses, dans un même groupement topographique.

« Pour l’appréciation du caractère annexé des surfaces de stationnement mentionnées au 4° du III, il est également tenu compte des surfaces qui, bien que non intégrées à un groupement topographique comprenant des locaux taxables, sont mises à la disposition, gratuitement ou non, des utilisateurs de locaux taxables situés à proximité immédiate.

« V. – Sont exonérés de la taxe :

« 1° Les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux, les locaux de stockage et les surfaces de stationnement, situés dans une zone franche urbaine-territoire entrepreneur, telle que définie au B du 3 de l’article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d’orientation pour l’aménagement et le développement du territoire ;

« 2° Les locaux et les surfaces de stationnement appartenant aux fondations et aux associations, reconnues d’utilité publique, dans lesquels elles exercent leur activité ;

« 3° Les locaux spécialement aménagés pour l’archivage administratif et pour l’exercice d’activités de recherche ou à caractère sanitaire, social, éducatif ou culturel ;

« 4° Les locaux administratifs et les surfaces de stationnement des établissements publics d’enseignement du premier et du second degré et des établissements privés sous contrat avec l’État au titre des articles L. 442-5 et L. 442-12 du code de l’éducation ;

« 5° Les locaux à usage de bureaux d’une superficie inférieure à 100 mètres carrés, les locaux commerciaux d’une superficie inférieure à 2 500 mètres carrés, les locaux de stockage d’une superficie inférieure à 5 000 mètres carrés et les surfaces de stationnement de moins de 500 mètres carrés ;

« 6° Les locaux de stockage appartenant aux sociétés coopératives agricoles ou à leurs unions ;

« 7° Les locaux et aires des parcs relais, qui s’entendent des parcs de stationnement assurant la liaison vers différents réseaux de transport en commun et dont la vocation exclusive est de faciliter l’accès des voyageurs à ces réseaux, ainsi que les seules places de stationnement qui sont utilisées en tant que parc relais au sein des locaux mentionnés au 4° du III.

« VI. – Le tarif applicable est de 10 euros par mètres carrés. »

## **OBJET**

Les membres du groupe CRCE-K proposent de créer une nouvelle recette issue de la taxation des bureaux implantés dans les métropoles qui pourrait utilement être orientée vers le budget de l’ANAH et ainsi participer à l’effort national de rénovation thermique des bâtiments. Cette recette contribuerait utilement à la rénovation énergétique des bâtiments de sorte à permettre que le Gouvernement puisse tenir les objectifs qu’il s’est lui-même fixé.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme CUKIERMAN, MM. SAVOLDELLI et BOCQUET, Mme VARAILLAS  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le premier alinéa du 1<sup>o</sup> du C du IV de l'article 16 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 est ainsi rédigé :

« L'excédent de maximum de 10 000 € de la somme mentionnée au 2<sup>o</sup> du A par rapport à celle mentionnée au 1<sup>o</sup> du même A que chaque commune conserve, le produit de taxe foncière sur les propriétés bâties versé à la commune est égal à la somme : ».

II. – Les pertes de recettes résultant pour l'État du I du présent article sont compensées, à due concurrence, par un relèvement du taux et un élargissement de l'assiette de la taxe sur les transactions financières prévue à l'article 235 ter ZD du code général des impôts.

**OBJET**

Les membres du groupe CRCE-K entendent revenir sur l'un des nombreux effets pervers de la réforme de la taxe d'habitation. L'instauration du coefficient correcteur, dispositif peu lisible et extrêmement technique, avait vocation à éviter que les communes qui auraient perçu plus de taxe foncière que ce qu'elles percevaient de taxe d'habitation reversent aux communes sous-compensées qui subiraient l'effet inverse. Or, le projet de finances pour 2020 prévoyait de laisser un maigre gain de 10 000 euros pour les communes surcompensées. Un effet de seuil manifeste engendre la perte de l'intégralité de cette somme lorsque le « coco » dépasse d'un euros cette somme. Cet amendement vise à remédier à cette incohérence.





## A M E N D E M E N T

présenté par

Mme CUKIERMAN, MM. SAVOLDELLI, BOCQUET  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 8

Rédiger ainsi cet article :

I – Les articles du code général des impôts modifiés par les articles 8 et 29 de la loi n° 2020 -1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 sont rétablis dans leur version antérieure à cette même loi.

II. – Les articles du code général des impôts modifiés par l’article 55 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 sont rétablis dans leur version antérieure à cette même loi.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K souhaitent revenir sur les baisses de CVAE, y compris celles contenues dans le plan de relance qui pèsent sur les finances publiques, et qui cumulées apparaissent comme proche d’un dixième du déficit public.





N°	I-970
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

Mme CUKIERMAN, MM. SAVOLDELLI, BOCQUET  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 8

Rédiger ainsi cet article :

Les articles du code général des impôts modifiés par l'article 55 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 sont rétablis dans leur version antérieure à cette même loi.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE souhaitent, par cet amendement de repli, revenir sur la suppression de la CVAE en supprimant la baisse entérinée lors de la loi de finances pour 2023 et la présente diminution, certes fractionnée en 4 années, mais fatale pour les finances publiques et les finances locales.







## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme CUKIERMAN, MM. SAVOLDELLI, BOCQUET  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 8

I. – Après l’alinéa 47

Insérer trois alinéas ainsi rédigés :

« A.... – Les XXIV et XXV sont ainsi modifiés :

1° Au a du 1° des A et B du XXIV et au a du 1° du A du XXV, les mots : « la moyenne du produit de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises perçu en 2020, 2021 et 2022 et » sont remplacés par les mots : « le produit de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises » ;

2° Au b du 1° des A et B du XXIV et au b du 1° du A du XXV, les mots : « la moyenne du montant des compensations d’exonérations de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises perçu en 2020, 2021 et 2022 et » sont remplacés par les mots : « le montant des compensations d’exonérations de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises ».

II.- L’excédent retiré en application du I est intégralement reversé au fond prévu au 2° du B du XXIV et destiné à financer des opérations au titre de l’article L. 300-1 du code de l’urbanisme.

III. – La perte de recettes résultant pour l’État du I est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K souhaitent permettre au bloc local de bénéficier de la dynamique de la CVAE en leur permettant d’exclure les années négatives du calcul de la compensation de TVA. Les auteurs de cet amendement estiment qu’il serait utile que cet excédent soit affecté fonds national de l’attractivité économique des territoires dont l’objet pour la fraction de cet excédent serait de financer des projets d’aménagement de friches.





## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. BACCHI, LAHELLEC, OUZOULIAS, BOCQUET et SAVOLDELLI, Mme CUKIERMAN  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 28

I. – Alinéa 4, tableau, troisième colonne

1<sup>o</sup> Seizième ligne

Remplacer le montant :

71 844 000

par le montant :

246 087 951

2<sup>o</sup> Dix-septième ligne

Remplacer le montant :

34 600 000

par le montant :

181 700 607

II. – Compléter cet article par un alinéa ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Cet amendement propose le déplafonnement de deux des trois taxes affectées à l'Agence nationale du sport : le prélèvement de 5,1 % effectué sur le produit brut des jeux de loterie et le prélèvement assis sur les paris sportifs.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. GAY, BACCHI, LAHELLEC, OUZOULIAS, BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 NOVODECIES

Après l'article 5 novodecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après la section II bis du chapitre I bis du titre III de la deuxième partie du livre premier du code général des impôts, est insérée une section ainsi rédigée :

« Section ... :

« Centre national de la musique »

« Article 1609 sexdecies .... – I. – Il est institué une taxe sur les locations en France de phonogrammes et de vidéomusiques destinés à l'usage privé du public dans le cadre d'une mise à disposition à la demande sur les réseaux en ligne.

« Pour l'application de la taxe, est assimilé à une activité de location de phonogrammes ou de vidéomusiques, la mise à disposition du public d'un service offrant l'accès à titre onéreux ou gratuit à des enregistrements phonographiques ou vidéomusicaux, sur demande individuelle formulée par un procédé de communication électronique.

« II. – Les services mentionnés au I du présent article sont réputés mis à disposition du public en France lorsqu'ils sont effectués en faveur des personnes non assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée qui sont établies, ont leur domicile ou leur résidence habituelle en France.

« III. – Sont redevables de la taxe, les personnes, qu'elles soient établies en France ou hors de France, qui louent, à toute personne qui elle-même n'a pas pour activité la location de phonogrammes ou de vidéomusiques, sous forme d'un abonnement payant via un service d'écoute en ligne à la demande des enregistrements phonographiques ou vidéomusicaux ou les mettent à disposition du public en ligne de façon gratuite afin que chacun puisse y avoir accès à la demande.

« IV. – La taxe est assise sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée :

« 1° Du prix acquitté par le public au titre des opérations mentionnées au I ;

« 2° Des sommes versées par les annonceurs et les parrains pour la diffusion de leurs messages publicitaires sur un service donnant ou permettant l'accès, à titre gratuit, à des enregistrements phonographiques ou vidéomusicaux.

« 3° des revenus générés par des services proposant des contenus créés par des utilisateurs prouvés à des fins de partage au sein de communautés d'intérêt.

« V. – N'est pas compris dans l'assiette de la taxe :

« Pour les redevables établis en France, le montant acquitté au titre d'une taxe due à raison des opérations visées au présent article dans un autre État membre de l'Union européenne, autre que la taxe sur la valeur ajoutée.

« VI. – Le taux est fixé à 1,75 %.

« La taxe est exigible dans les mêmes conditions que celles applicables en matière de taxe sur la valeur ajoutée.

« Elle est constatée, liquidée, recouvrée et contrôlée selon les mêmes procédures et sous les mêmes sanctions, garanties, sûretés et privilèges que la taxe sur la valeur ajoutée. Les réclamations sont présentées, instruites et jugées selon les règles applicables à cette même taxe.

« La présente taxe entre en application à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

« VII. – Le produit de la taxe est affecté au Centre national de la musique. »

### **OBJET**

Cet amendement est issu notamment des travaux de l'Union des producteurs phonographiques français indépendants. Il reprend la demande des producteurs de spectacles, des labels indépendants et des éditeurs de créer une taxe de 1,75 % assise sur l'ensemble des revenus issus des abonnements payants aux formules de streaming musical et des revenus publicitaires et de l'affecter au Centre national de la musique (CNM). Cet amendement reprend également la recommandation du rapport de l'ex sénateur Julien Bargeton. Le président de la République lui-même s'est exprimé en faveur d'un tel mécanisme. Les négociations avec les entreprises sont en cours.

Le rendement de cette taxe est estimé à 21 millions d'euros.





## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. BACCHI, LAHELLEC, OUZOULIAS, BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 DUOVICIES

Après l'article 5 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 1609 sexdecies B du code général des impôts est ainsi modifié :

I. – Le V est ainsi modifié :

- a) À la fin de la première phrase, le taux : « 5,15 % » est remplacé par le taux : « 10,30 % » ;
- b) À la deuxième phrase, le taux : « 15 % » est remplacé par le taux : « 30 % ».

II. – Le VI est ainsi rédigé :

« VI. - Le produit de la taxe est affecté pour moitié au Centre national du cinéma et de l'image animée et pour l'autre moitié aux sociétés et établissement public visés par les articles 44 ,45 et 49 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication ainsi que de la société TV5 Monde. »

### OBJET

Cet amendement propose de doubler le rendement de la taxe due par les plateformes de diffusion physique ou en ligne de vidéos.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes MARGATÉ et CORBIÈRE NAMINZO, MM. GAY, BROSSAT, BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24**

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

À la seconde phrase du IV de l'article 232 du code général des impôts :

1° Le taux « 17 % » est remplacé par le taux : « 50 % » ;

2° Le taux « 34 % » est remplacé par le taux : « 100 % ».

**OBJET**

Les taux de la taxe sur les logements vacants sont insuffisamment incitatifs.

En France, il y a 1 personne sans domicile fixe pour 10 logements vacants, soit 330 000 personnes sans domicile fixe pour plus de 3 millions de logements vacants. Ce n'est pas le seul indicateur permettant d'apprécier la crise du logement à laquelle il est urgent de répondre, car il faut également noter les 2,4 millions de personne en attente de logement social, les 4 millions de personnes mal-logées, et les 12 millions de personnes fragilisées par la crise du logement. Ces chiffres ne cessent d'augmenter, année après année.

Les auteurs de l'amendement, membres du groupe CRCE-K, proposent d'augmenter le taux applicable aux logements vacants afin d'inciter à la réalisation de travaux de rénovation, le cas échéant, facilités par l'éco-PTZ, et la mise en location des logements vacants.

Ici, le taux de la taxe serait monté à 50% la première année d'imposition et à 100% de la valeur locative des logements la deuxième année.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

C	
G	

Mmes MARGATÉ et CORBIÈRE NAMINZO, MM. GAY, BROSSAT, BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après l'article 683 bis du code général des impôts, il est inséré un article 683 bis A ainsi rédigé :

« Art. 683 bis A. – Le vendeur de tout bien immobilier assujetti aux droits de publicité foncière est également assujetti à une contribution de solidarité urbaine. Cette contribution est prélevée dès lors que la valeur de la transaction effectuée est supérieure de 25 % du prix moyen au mètre carré de surface habitable observé sur l'agglomération.

« La contribution est fixée à 10 % de la différence entre le montant de la transaction effectuée et le prix de référence défini au premier alinéa.

« Le produit de cette taxe est versé au fonds national des aides à la pierre et est affecté à la production de logements sociaux, ainsi qu'à la réhabilitation et au conventionnement des logements existants ».

**OBJET**

La contribution de solidarité urbaine, sorte de "taxe Tobin" de l'immobilier, consiste à taxer plus fortement les transactions des biens immobiliers dont les prix se situent 25 % au-dessus des prix moyens observés dans l'agglomération, ce qui constitue un seuil relativement raisonnable compte-tenu des niveaux de rentabilité du secteur.

Cette disposition poursuit l'objectif d'intérêt général de corriger les effets ségrégatifs des marchés immobiliers en faisant participer à l'effort public de mixité sociale les propriétaires qui vendent leurs biens à un prix très élevé dans les quartiers les plus chers.

Cette contribution est prélevée dès lors que la valeur de la transaction effectuée est supérieure de 25 % du prix moyen au mètre carré de surface habitable observé sur l'agglomération. Elle est fixée à 10 % de la différence entre le montant de la transaction effectuée et le prix de référence défini au premier alinéa.

La recette pourra servir à financer la production de logements abordables dans les quartiers où ils manquent, faute pour le marché immobilier de s'être équilibré lui-même, voire en raison de la volonté d'un entre-soi, ou la réhabilitation et le conventionnement des logements existants.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme VARAILLAS, MM. BARROS, CORBISEZ, BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 10**

I. – L'article 278-0 bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

«... – Les matériaux biosourcés, soit une matière issue de la biomasse végétale ou animale pouvant être utilisée comme matière première dans des produits de construction et de décoration, de mobilier fixe et comme matériau de construction dans un bâtiment. »

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Afin d'encourager la transition écologique dans le secteur du bâtiment, cet amendement vise à abaisser à 5.5 % le taux de TVA applicable à l'acquisition de matériaux biosourcés tel que défini par l'arrêté du 19 décembre 2012 relatif au contenu et aux conditions d'attribution du label « bâtiment biosourcé ».

En effet, et l'industrie française du ciment produit à elle seule 2,9% des émissions de dioxyde de carbone du pays. Selon l'ADEME, en 2019 la construction d'un nouveau bâtiment était responsable d'environ 60% de l'empreinte carbone du secteur, lui-même responsable de 26% des émissions françaises de gaz à effet de serre.





## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme CUKIERMAN, MM. SAVOLDELLI, BOCQUET  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 15

#### I. – Alinéa 71

Compléter cet alinéa par les mots :

et par le 6° de l'article 1586 du code général des impôts

#### II. – Après l'alinéa 74

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

...° Le 6° de l'article 1586 est ainsi rétabli :

« 6° Le tiers de la taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance mentionnée à l'article L. 425-1 du code des impositions sur les biens et services. »

#### III. – Alinéa 76

Remplacer les mots :

La taxe

par les mots :

Les deux tiers de la taxe

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K souhaitent que soit affecté un tiers de la taxe sur les infrastructures de transport de longue distance au profit des départements afin de participer à l'entretien du réseau des routes départementales, vitales pour les déplacements du quotidien de nos concitoyennes et de concitoyens.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme CUKIERMAN, MM. SAVOLDELLI, BOCQUET  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 27

## I. – Alinéa 1

Remplacer le montant :

44 842 463 483 €

par le montant :

45 187 463 483 €

## II. – Alinéa 2, tableau

1° Après l'avant-dernière ligne

Insérer une ligne ainsi rédigée :

Compensation aux départements de la revalorisation du revenu de solidarité active	345 000 000
-----------------------------------------------------------------------------------	-------------

2° Seconde colonne, dernière ligne

Remplacer le montant :

44 842 463 483 €

par le montant :

45 187 463 483 €

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les membres du groupe CRCE souhaitent par cet amendement anticiper les annonces du ministre de l'Economie et des Finances quant à la revalorisation du revenu de solidarité active (RSA) à hauteur de 4,6 % au 1er avril prochain. Il est ainsi proposé de la compenser aux départements.







N°	I-980
----	-------

## A M E N D E M E N T

présenté par

Mme CUKIERMAN, MM. SAVOLDELLI, BOCQUET  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Au 5° bis de l'article 1001 du code général des impôts, le taux : « 18 % » est remplacé par le taux : « 20 % ».

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K proposent de majorer la taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) afin d'accroître la part de financement au titre de cette taxe, afin de soulager les départements qui aujourd'hui assument à 60% des financements des services d'incendie et des secours (SDIS).





## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme CUKIERMAN, MM. SAVOLDELLI, BOCQUET  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 24

#### I. – Alinéa 13

Rédiger ainsi cet alinéa :

« Au titre de 2024, le montant à verser est égal au montant versé en 2023. »

#### II. – Alinéa 14

Remplacer les mots :

de cette dotation est minoré par application d'un taux qui, appliqué au montant total à verser au titre de l'année 2023, aboutit à un montant total de 271 278 401 €

par les mots :

à verser est égal au montant versé en 2023

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant des I et II, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K s'opposent à toute diminution en 2024 de la Dotation de compensation de réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) des communes et des EPCI ainsi que la Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de péréquation de taxe professionnelle (FDPTP). Les baisses prévues sur ces transferts de l'Etat, utilisés comme variables d'ajustement, s'élèveraient au total à 27 millions d'euros pour le bloc communal.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes JACQUEMET, VERMEILLET et GUIDEZ, M. LAUGIER, Mme SOLLOGOUB, MM. KERN, CANÉVET et HENNO, Mmes PERROT, BILLON, ROMAGNY et GATEL et MM. VANLERENBERGHE, LEVI et BLEUNVEN

**ARTICLE 8****I. – Après l’alinéa 49**

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

.... – Au a du 1<sup>o</sup> du A et au a du 1<sup>o</sup> du B du XXIV, les mots : « la moyenne du produit de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises perçu en 2020, 2021 et 2022 et qui aurait été perçu en 2023 » sont remplacés par les mots : « le produit de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises qui aurait été perçu en 2023 » ;

.... – Au a du 1<sup>o</sup> du XXV, les mots : « la moyenne du produit de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises perçu en 2020, 2021 et 2022 et qui aurait été perçu en 2023 » sont remplacés par les mots : « le produit de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises qui aurait été perçu en 2023 » ;

**II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :**

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Malgré les oppositions réitérées de l’Association des Maires de France et de Départements de France, le Gouvernement a procédé dans la dernière loi de finances à la suppression en deux ans de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) et à son remplacement, auprès des collectivités territoriales, par une fraction de taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

A ce titre, la période de référence retenue dans la loi de finances pour 2023 a été la moyenne du montant CVAE 2020-2023. Ainsi, avec une progression record de près de 20% de la CVAE entre 2022 et 2023, la compensation perçue par les collectivités territoriales est très en deçà de ce qu’elles auraient obtenu si elles avaient conservé la CVAE. Pour autant, leur besoin de financement progresse de manière constante et importante sous l’effet des décisions prises par l’Etat, partiellement ou pas compensées, ainsi que du contexte inflationniste.

Qui plus est, le Gouvernement a annoncé le report de la suppression de la CVAE au-delà de 2024. Les recettes de la CVAE, taxe locale, sont désormais affectée au Budget de l'Etat.

Cet amendement, en modifiant l'année de référence de la compensation, porte une mesure de justice à l'égard des collectivités territoriales qui ont été privées en 2023 du bénéfice plein et entier de la dynamique de la CVAE.

Je précise enfin que la présente démarche s'inscrit dans la continuité de ma question d'actualité posée au Gouvernement le 5 avril 2023 sur le non respect de l'engagement pris de compenser "à l'euro près" la suppression de la CVAE.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme PAOLI-GAGIN, M. CAPUS, Mme BOURCIER, MM. BRAULT, CHASSEING et CHEVALIER,  
Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC,  
MÉDEVIELLE, ROCHETTE et VERZELEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le 2° du I de l'article 150-0 B ter du code général des impôts est ainsi modifié :

1° La cinquième phrase du d est remplacée par quatre phrases ainsi rédigées : « Les fonds, les sociétés de libre partenariat ou organismes équivalents doivent s'engager à respecter le quota d'investissement défini au II de l'article 163 quinquies B, porté à 75 %. De même les sociétés de capital-risque doivent respecter le quota d'investissement fixé à l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 85-695 du 11 juillet 1985, porté à 75 %. Il est toutefois précisé qu'en cas d'investissement dans une société, la part de cet investissement pouvant correspondre à une acquisition d'actions ne peut représenter plus de 10 % du montant de l'investissement du fonds, sauf à ce que leur acquisition confère le contrôle de la société ou lorsque le fonds, la société ou l'organisme est partie à un pacte d'associés ou d'actionnaires et détient plus d'un quart du capital et des droits de vote de la société concernée par ce pacte à l'issue de cette acquisition. En outre, le montant d'un investissement dans une société pouvant être réalisé sous forme de titres donnant accès au capital, d'avances en compte courant ou de titres de créances, ne peut excéder 10 % du montant total de l'investissement. » ;

2° Au sixième alinéa, les mots : « ou des quotas d'investissement mentionnés au d » sont supprimés ainsi que les mots : « ou le délai de cinq ans mentionné au d » sont supprimés ;

3° Le septième alinéa est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

« Si tout ou partie du réinvestissement est réalisé au travers d'une entité mentionnée au d du présent 2° d'une part le non-respect de son quota par l'entité entraîne la remise en cause du report d'imposition au titre de l'année au cours de laquelle l'entité ne respecte plus son quota, et d'autre part le non-respect de la condition prévue à la quatrième phrase du d du présent 2° met fin au report d'imposition au titre de l'année au cours de laquelle expire le délai de cinq ans mentionné à la même quatrième phrase.

« Dans les hypothèses de remise en cause visées à l'alinéa précédent, le report ne prend toutefois fin qu'à proportion de la quote-part du montant investi dans le fonds, la société ou l'organisme considéré prise en compte pour le respect de la condition de réinvestissement mentionnée au premier alinéa du présent 2° par rapport au montant de réinvestissement minimum de 60 %. » ;

4° Au dernier alinéa, les mots : « au titre de l'année d'expiration du délai de cinq ans mentionné audit d » sont remplacés par les mots : « dans les mêmes conditions que celles décrites aux septième et huitième alinéas du présent 2° » et, après les mots : « Pour l'application du présent alinéa, le délai de cinq ans », sont insérés les mots : « visé au septième alinéa du présent 2° ».

II. – 1 Le I entre en vigueur pour tous les fonds, organismes et constitués à compter de la promulgation de la présente loi.

2 Les fonds, société de libre partenariat et organismes visés au d du 2° de l'article 150-0 B ter du code général des impôts constitués avant la date de promulgation de la présente loi pourront opter pour l'application des dispositions visées ci-dessus sous réserve d'être en mesure de démontrer avoir respecté le quota de 75 % tel que décrit au 1° du I du présent article à la clôture de chaque semestre suivant la clôture de leur deuxième exercice.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

À ce jour, peu de sociétés de gestion de portefeuille proposent des véhicules d'investissement éligibles au régime du report d'imposition prévu par l'article 150-0 B ter du CGI (« apport-cession ») compte tenu d'un certain nombre d'incertitudes et d'incohérences entre les conditions d'investissement s'appliquant classiquement aux véhicules de capital-investissement (quota juridique et quota fiscal notamment) et les conditions d'éligibilité de ces véhicules au dispositif d'apport-cession.

En effet, pour être éligible au réinvestissement prévu à l'article 150-0 B ter, les fonds de capital investissement doivent respecter un quota de 75% dont les modalités d'appréciation et de calcul sont différentes de celles des autres quotas applicables à ces fonds de capital investissement (le quota juridique prévu aux articles L. 214-28 et L. 214-160 du code monétaire et financier et le quota fiscal prévu à l'article 163 quinquies B du CGI).

D'une part, leur respect ne s'apprécie pas aux mêmes dates et, d'autre part, les titres qui sont éligibles à ces quotas sont différents et l'assiette n'est pas la même. Pour respecter l'esprit du texte, qui prévoit de réinvestir dans des entreprises pour renforcer leurs fonds propres, il est proposé d'ajouter des limites pour les investissements en quasi-fonds propres ou en dette afin qu'ils restent accessoires à un investissement en fonds propres dans la société. De même, en dehors des cas d'acquisition du contrôle de la société, la possibilité de racheter des actions de la société à des actionnaires existants doit être l'accessoire d'un investissement en fonds propre de la société.

Ces incohérences non seulement nuisent à la lisibilité du dispositif, mais elles sont également source de telles contraintes sur l'investissement et le désinvestissement du fonds qu'elles conduisent à inhiber l'offre de fonds éligibles au dispositif, voire à construire une offre qui n'est pas cohérente avec les stratégies d'investissement professionnelles des gestionnaires.

Cet amendement a vocation à aligner le quota de 75% dans ses modalités de calcul et d'investissement sur les modalités de calcul et d'investissement du quota "fiscal" applicable au fonds de capital investissement et qui est lui-même construit par référence à leur quota juridique.

Cela permettra notamment aux gestionnaires de proposer des fonds ayant des stratégies d'investissement classiques pour accompagner des PME et ETI non cotées à différents stades de leur développement : de l'amorçage à la transmission en passant par la croissance et le développement.

Par ailleurs, il est proposé par cet amendement de limiter les conséquences du non-respect par le fonds de son quota à la proportion du produit de cession effectivement réinvestie dans le fonds en question.

Enfin, ces modifications changeant les modalités de respect dans le temps du quota de 75%, il est proposé qu'il puisse être appliqué sur option à des fonds existants qui pourront démontrer avoir respecté la nouvelle version du quota depuis le début de leur période d'investissement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme PAOLI-GAGIN, M. CAPUS, Mme BOURCIER, MM. CHASSEING et CHEVALIER, Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC, MÉDEVIELLE, ROCHETTE et VERZELEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 3 QUATERDECIES**

Supprimer cet article.

**OBJET**

L'article 3 quaterdecies allonge de 3 ans, pour la porter à 11 ans au total, la durée au cours de laquelle les plans de prévention des risques technologiques (PPRT) peuvent prescrire aux particuliers la réalisation de travaux de renforcement de leur logement contre des risques technologiques liés aux sites industriels Seveso seuil haut. Ces travaux sont financés par les collectivités et les entreprises (pour ce qui concerne les diagnostics et les travaux, à hauteur de 50%) et par l'État (pour ce qui concerne les travaux, à hauteur de 40%).

La durée de 8 ans au cours de laquelle les particuliers peuvent effectuer les travaux paraît déjà suffisamment longue pour leur permettre de prendre connaissance des dispositifs existants et s'organiser en conséquence. Rallonger le délai de trois ans augmente le risque auquel sont exposées collectivités et entreprises. Ce rallongement ne semble ni nécessaire, ni compatible avec les ambitions portées par le Gouvernement de réindustrialiser le pays.







## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme PAOLI-GAGIN, M. CAPUS, Mme BOURCIER, MM. BRAULT, CHASSEING et CHEVALIER,  
Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC,  
MÉDEVIELLE, ROCHETTE et VERZELEN

C	
G	

### ARTICLE 3 SEXDECIES

Supprimer cet article.

### OBJET

L'article 3 sexdecies vise à appliquer par défaut, à compter de 2025 et sauf option contraire du contribuable, le taux individualisé dans le cadre du prélèvement à la source (PAS) de l'impôt sur le revenu (IR). Cette mesure, présentée comme un moyen de lutter contre les inégalités entre les hommes et les femmes, risque surtout de complexifier l'application du PAS et ne permet en rien de réduire les écarts de rémunération entre les sexes.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme PAOLI-GAGIN, M. CAPUS, Mme BOURCIER, MM. BRAULT, CHASSEING et CHEVALIER,  
Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC,  
MÉDEVIELLE, ROCHETTE et VERZELEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES**

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Les deuxième et quatrième alinéas de l'article 793 bis du code général des impôts sont supprimés.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

La stabilité du foncier attaché aux exploitations viticoles est indispensable à la pérennité de celles-ci. Lorsque des terres ou vignes louées à long terme font l'objet d'une transmission à titre gratuit (donation ou succession), ils bénéficient d'une exonération de 75%, plafonnée à 300 000€. Ce plafond est porté à 500 000€ si le bénéficiaire de la transmission s'engage à conserver le bien pendant au moins 10 ans. Au-delà de ces limites, l'exonération est de 50%.

Or, d'une façon générale, la transmission à titre gratuit d'entreprises bénéficie d'une exonération de 75% sans plafond, y compris s'agissant de parts ou actions détenues par des associés ne participant pas eux-mêmes à l'activité de la société et qui n'assurent que le portage des capitaux nécessaires à l'activité (dispositif « Dutreil »). Une transposition de ce principe au capital foncier attaché durablement à une exploitation agricole ou viticole est d'autant plus nécessaire que la valeur de ce capital est très élevée au regard de sa rentabilité effective, ce qui constitue un frein important aux transmissions des exploitations, en particulier dans un cadre familial.

Pour favoriser cette stabilité, le présent amendement vise à alléger la fiscalité applicable aux bénéficiaires d'une transmission à titre gratuit de biens ruraux loués par bail à long terme lorsque ces bénéficiaires s'engagent à les conserver pour une longue durée.

Il s'agit ainsi d'encourager la transmission des exploitations et le renouvellement générationnel des agriculteurs.





## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme PAOLI-GAGIN, M. CAPUS, Mme BOURCIER, MM. BRAULT, CHASSEING et CHEVALIER,  
Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC,  
MÉDEVIELLE, ROCHETTE, VERZELEN et WATTEBLED

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNVICIES

Après l'article 3 unvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 790 B du code général des impôts, il est inséré un article 790... ainsi rédigé :

« Art. 790 .... – Pour la perception des droits de mutation à titre gratuit entre vifs, il est créé un abattement supplémentaire de 50 000 € sur la part de chacun des enfants lorsque le donateur est âgé de moins de quatre-vingts ans au jour de la transmission.

« Les enfants décédés du donateur sont, pour l'application de l'abattement, représentés par leurs descendants donataires dans les conditions prévues par le code civil en matière de représentation successorale. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Afin d'encourager les transmissions entre vifs, qui permettent d'éviter les difficultés de successions non anticipées, il est proposé de porter l'abattement en ligne directe de 100 000 à 150 000 € pour les donations effectuées par des donateurs âgés de moins de 80 ans.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

Mme PAOLI-GAGIN, M. CAPUS, Mme BOURCIER, MM. BRAULT, CHASSEING et CHEVALIER,  
Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC,  
MÉDEVIELLE, ROCHETTE, VERZELEN et WATTEBLED

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 OCTOTRICIES**

Après l'article 5 octotricies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 793 bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le taux des exonérations visées au premier alinéa est porté 85 % à condition que le donataire, héritier et légataires s'engage, pour lui et ses ayants-cause à titre gratuit, à conserver le bien pendant une durée de 18 ans suivant la transmission et à maintenir son affectation à une exploitation agricole. »

II. – La perte de recettes pour l'État résultant du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à protéger les exploitations agricoles et viticoles familiales en allégeant la fiscalité des donations et successions, lorsque l'un ou plusieurs héritiers souhaitent reprendre l'exploitation et lorsque les autres héritiers s'engagent à conserver les biens transmis et les laisser à la disposition des exploitants actuels pendant une longue durée.

La fiscalité qui s'applique actuellement à la transmission familiale des terres agricoles et des vignes, compte tenu de la valeur élevée de ces biens, incite les propriétaires à retarder cette transmission. Lorsque les successions s'ouvrent, les droits à payer par les héritiers s'avèrent trop élevés pour la reprise, ce qui les conduit bien souvent à vendre les biens. L'exploitation familiale poursuivie par un ou plusieurs de ces héritiers est alors menacée de dislocation.

Les règles actuelles sont insuffisantes pour endiguer ce phénomène.

Le présent texte prévoit un engagement de conservation beaucoup plus long – au moins 18 ans – constituant une garantie pérenne de stabilité pour les exploitations familiales, en contrepartie d'une majoration de 10 points du taux d'exonération de droits de mutation à titre gratuit applicable aux biens loués par bail à long terme.



Il s'agit ainsi d'encourager la transmission des exploitations et le renouvellement générationnel des agriculteurs, tout en encourageant la stabilité foncière.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme PAOLI-GAGIN, M. CAPUS, Mme BOURCIER, MM. BRAULT, CHASSEING et CHEVALIER,  
Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE, MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC,  
MÉDEVIELLE et ROCHETTE, Mme Sylvie ROBERT et MM. VERZELEN et WATTEBLED

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 5

## I. – Après l’alinéa 33

Insérer six alinéas ainsi rédigés :

« ...° Pour la production de chauffage :

« a) La fabrication de systèmes de chauffage ou de cogénération utilisant la biomasse, quelle que soit la technologie utilisée ;

« b) La fabrication des composants essentiels conçus et utilisés principalement comme intrants directs dans la production des équipements mentionnés au a ;

« c) L’extraction, la production et la transformation de matériaux critiques entrant dans la fabrication des équipements ou composants d’équipements mentionnés aux a et b ;

« d) La valorisation des matières premières critiques nécessaires à la production des équipements et des composants d’équipements mentionnés aux a à c ;

« e) La production de biocombustibles solides utilisés pour le chauffage sous forme de granulés, de plaquettes ou de bûches et bénéficiant d’un signe de qualité.

## II. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – Le présent article ne s’applique qu’aux sommes venant en déduction de l’impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.OBJET

Cet amendement vise à intégrer le bois-énergie dans le périmètre du crédit d’impôt au titre des investissements dans l’industrie verte (C3IV). Le bois-énergie est en effet une filière stratégique pour la souveraineté nationale, avec des débouchés pour le chauffage domestique et dans les secteurs collectif, tertiaire et industriel et un effet d’entraînement sur la filière-bois et la préservation de nos forêts.

Cet amendement vise donc à soutenir cette filière en lui faisant bénéficier de l'effet levier du C3IV.





## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme PAOLI-GAGIN, M. CAPUS, Mme BOURCIER, MM. BRAULT, CHASSEING et CHEVALIER,  
Mme Laure DARCOS et MM. GRAND, Vincent LOUAULT, Alain MARC, MÉDEVIELLE, ROCHETTE,  
VERZELEN et WATTEBLED

C	
G	

### ARTICLE 6

I. – Après l’alinéa 48

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

- après le g du 1<sup>o</sup> du 2 du I de l’article 244 quater U du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ...) Travaux d’installation d’équipements produisant de l’électricité utilisant l’énergie radiative du soleil d’une puissance inférieure ou égale à 9 kilowatt-crête. » ;

II. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – Le présent article ne s’applique qu’aux sommes venant en déduction de l’impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Cet amendement vise à ouvrir le dispositif d’éco-PTZ aux travaux d’installation d’équipements d’autoconsommation photovoltaïque individuelle. Le développement de l’autoconsommation est en effet un levier d’accélération de la transition écologique et de renforcement de la souveraineté énergétique.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme PAOLI-GAGIN, M. CAPUS, Mme BOURCIER, MM. BRAULT, CHASSEING et CHEVALIER,  
Mme Laure DARCOS, MM. GRAND et Vincent LOUAULT, Mme LERMYTTE et MM. Alain MARC,  
MÉDEVIELLE, ROCHETTE, VERZELEN et WATTEBLED

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au premier alinéa du k du II de l'article 244 quater B du code général des impôts, l'année :  
« 2024 » est remplacée par l'année : « 2026 ».

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe  
additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des  
impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le crédit d'impôt innovation (CII) est subordonné au respect du règlement (UE) n° 651/2014 de la  
Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché  
intérieur en application des articles 107 et 108 du traité (RGEC).

En l'état du droit, le CII est borné au 31 décembre 2024. Le présent amendement propose de le  
proroger jusqu'au 31 décembre 2026, afin d'aligner la durée du dispositif sur la durée maximale de 3  
ans telle que prévue par la loi de programmation des finances publiques.

L'objectif est de poursuivre le soutien aux dépenses d'innovation des PME, conformément aux  
objectifs du Gouvernement en faveur de la recherche et l'innovation et en soutien à la trésorerie  
parfois fragile des entreprises innovantes.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

C	
G	

Mme PAOLI-GAGIN, M. CAPUS, Mme BOURCIER, MM. BRAULT, CHASSEING et CHEVALIER,  
Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC,  
MÉDEVIELLE, ROCHETTE, VERZELEN et WATTEBLED

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au septième alinéa du k du II de l'article 244 quater B du code général des impôts, le montant : « 400 000 » est remplacé par le montant : « 800 000 ».

II. – Le I entre en vigueur à une date fixée par décret, qui ne peut être postérieure de plus de trois mois à la date de réception par le Gouvernement de la réponse de la Commission européenne permettant de considérer ces dispositions lui ayant été notifiées comme conformes au droit de l'Union européenne en matière d'aides d'État.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Dans son rapport : « Transformer l'essai de l'innovation : un impératif pour réindustrialiser la France », la mission d'information sénatoriale a constaté que les dispositifs de soutien à l'innovation devaient être adaptés aux contraintes et aux spécificités de l'industrie. Ainsi, la mission d'information conclut que le plafond du crédit d'impôt innovation (CII) est trop limité pour produire pleinement ses effets, notamment lorsqu'il s'agit de financer des gros démonstrateurs et des infrastructures industrielles, dont les coûts sont très élevés.

C'est la raison pour laquelle le présent amendement propose de doubler le plafond du CII et de le passer de 400 000 à 800 000 euros.

Pour des raisons de recevabilité financière, cet amendement doit s'accompagner d'un gage dans la mesure où il entraîne une perte de recettes. Toutefois, compte tenu de la situation budgétaire de la France, il est proposé de financer ce dispositif par les économies réalisées par la rationalisation de l'assiette du CIR et qui ont été proposées dans les amendements précédents.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes PAOLI-GAGIN et BOURCIER, MM. CHASSEING et CHEVALIER, Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC, MÉDEVIELLE, ROCHETTE, VERZELEN et WATTEBLED

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 199 ter B du code général des impôts est complété par un paragraphe ainsi rédigé :

« V. – Les entreprises mentionnées au II peuvent obtenir, sur demande, le remboursement immédiat d'une estimation de la différence positive entre, d'une part, le montant du crédit d'impôt calculé à raison des dépenses de recherche engagées au titre de l'année et, d'autre part, le montant de l'impôt sur le revenu dû au titre de la même année.

« Le montant de crédit d'impôt calculé à raison des dépenses de recherche engagées au titre de l'année et utilisé pour le paiement de l'impôt sur le revenu dû au titre de cette année est diminué du montant du remboursement mentionné au premier alinéa du présent V. Si le montant du remboursement mentionné au même premier alinéa excède le montant du crédit d'impôt prévu au présent alinéa, le montant de l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année est majoré de cet excédent.

« Lorsque le montant du remboursement mentionné au même premier alinéa excède de plus de 20 % la différence positive entre, d'une part, le montant du crédit d'impôt à raison des dépenses de recherche engagées au titre de l'année et, d'autre part, le montant de l'impôt sur le revenu dû au titre de la même année, cet excédent fait l'objet :

« a) De la majoration prévue, selon le cas, à l'article 1730 ou à l'article 1731 ;

« b) D'un intérêt de retard dont le taux correspond à celui mentionné à l'article 1727. Cet intérêt de retard est calculé à partir du premier jour du mois qui suit le remboursement mentionné au premier alinéa du présent article jusqu'au dernier jour du mois du dépôt de la déclaration de crédit d'impôt calculé à raison des dépenses engagées au titre de l'année de crédit d'impôt recherche considéré. ».

II. – Cet article s'applique aux dépenses engagées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

III. – Ces dispositions ne sont applicables qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

IV. – Les II et III s'appliquent dans les mêmes conditions aux entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés.

V. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

La trésorerie des PME et des jeunes entreprises innovantes est fragilisée : la crise oblige les entreprises quand elles le peuvent à puiser dans leurs réserves financières pour continuer à financer leurs activités de recherche et de développement. Or, si le I de l'article 199 ter B du code général des impôts permet à ces entreprises de bénéficier du remboursement « immédiat » de leur crédit d'impôt après le dépôt de leur déclaration, en pratique il n'en est rien.

En effet, les demandes de remboursement sont fiscalement considérées comme des réclamations contentieuses. Dès lors, les services de l'administration fiscale disposent d'un délai de six mois, qu'ils utilisent très largement pour procéder à leur examen et à leur remboursement. Afin de soutenir la trésorerie des PME et des jeunes entreprises innovantes, vitales pour la croissance et la compétitivité de notre économie, et de garantir les ressources publiques, il est proposé que ces entreprises puissent demander le remboursement du CIR dès le 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante.



**S O U S - A M E N D E M E N T**

à l'amendement n° I-175 de la commission des finances

présenté par

Mme PAOLI-GAGIN, M. CAPUS, Mme BOURCIER, MM. BRAULT, CHASSEING et CHEVALIER,  
Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC,  
MÉDEVIELLE, ROCHETTE, VERZELEN et WATTEBLED

C	
G	

ARTICLE 5 SEXIES

Amendement n° I-175

I. - Alinéas 10, 13, 14 et 15

Remplacer les mots :

à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et jusqu'au

par les mots :

avant le

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet amendement par un paragraphe ainsi rédigé :

... – La perte de recettes résultant pour l'État de l'alinéa 10, 13, 14 et 15 est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

L'article 5 sexies vise à étendre le dispositif de suramortissement, déjà applicable aux véhicules équipés d'une motorisation électrique ou à pile à hydrogène ou fonctionnant au GNV/bioGNV, aux véhicules utilitaires légers et aux poids lourds rétrofités. Cette mesure est un signal très positif pour les acteurs de la filière du retrofit, qui représente un levier très puissant pour convertir les flottes existantes de véhicules à des motorisations moins polluantes, dans une logique d'économie circulaire.

Il semble donc très pertinent de soutenir cette filière d'avenir, qui connaît une croissance soutenue en France depuis quelques années. C'est pourquoi ce sous-amendement, qui s'inscrit dans la lignée de l'amendement présenté par le Rapporteur général, propose d'augmenter la portée de ce dispositif, en y intégrant les véhicules déjà rétrofités, et non seulement ceux qui seront rétrofités à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.







**S O U S - A M E N D E M E N T**

à l'amendement n° I-175 de la commission des finances

présenté par

C	
G	

Mme PAOLI-GAGIN, M. CAPUS, Mme BOURCIER, MM. BRAULT, CHASSEING et CHEVALIER,  
Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC,  
MÉDEVIELLE, ROCHETTE, VERZELEN et WATTEBLED

ARTICLE 5 SEXIES

Amendement n° I-175

I. Alinéas 10, 13, 14 et 15

Remplacer les mots :

à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024

par les mots :

à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet amendement par un paragraphe ainsi rédigé :

... – La perte de recettes résultant pour l'État des alinéas 10, 13, 14 et 15 est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

L'article 5 sexies vise à étendre le dispositif de suramortissement, déjà applicable aux véhicules équipés d'une motorisation électrique ou à pile à hydrogène ou fonctionnant au GNV/bioGNV, aux véhicules utilitaires légers et aux poids lourds rétrofités. Cette mesure est un signal très positif pour les acteurs de la filière du retrofit, qui représente un levier très puissant pour convertir les flottes existantes de véhicules à des motorisations moins polluantes, dans une logique d'économie circulaire.

Il semble donc très pertinent de soutenir cette filière d'avenir, qui connaît une croissance soutenue en France depuis quelques années. C'est pourquoi ce sous-amendement de repli, qui s'inscrit dans la lignée de l'amendement présenté par le Rapporteur général, propose d'augmenter la portée de ce dispositif, en y intégrant les véhicules déjà rétrofités en 2023, et non seulement ceux qui seront rétrofités à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes PAOLI-GAGIN et BOURCIER, MM. BRAULT, CHASSEING et CHEVALIER, Mme Laure DARCOS et MM. GRAND, Vincent LOUAULT, Alain MARC, MÉDEVIELLE, ROCHETTE, VERZELEN et WATTEBLED

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 278-0 bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« .... – La livraison et l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil d'une puissance inférieure ou égale à 9 kWc. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à abaisser à 5,5% le taux de TVA sur la fourniture et la pose des installations d'autoconsommation jusqu'à 9 kWc. Il s'agit :

- d'une part, en appliquant un seuil généralisé à 9 kWc, de supprimer le seuil de 3 kWc qui ne correspond plus à la réalité du marché en raison de l'augmentation de la productivité des installations photovoltaïques et des outils de stockage et de pilotage de la consommation électrique ;
- d'autre part, de soutenir le développement d'une filière d'avenir pour la transition écologique et la souveraineté énergétique de la France.

Il s'agit ainsi d'intégrer, au plan économique, les externalités positives de l'autoconsommation pour l'environnement, dans une nouvelle approche de la valeur.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme PAOLI-GAGIN, M. CAPUS, Mme BOURCIER, MM. BRAULT, CHASSEING et CHEVALIER,  
Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC,  
MÉDEVIELLE, ROCHETTE, VERZELEN et WATTEBLED

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le g du 2° du A de l'article 278-0 bis du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ...) Les autopiqueurs, les lancettes et les lecteurs de mesure de la mesure normalisée internationale calculée pour la coagulation sanguine. »

II. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 278-0 Bis du Code Général des Impôts prévoit déjà que « les autopiqueurs, les appareils pour lecture automatique chiffrée de la glycémie, les seringues pour insuline, les stylos injecteurs d'insuline et les bandelettes et comprimés pour l'autocontrôle du diabète » sont soumis à un taux réduit de TVA de 5,5%.

D'autres dispositifs, comme les kits d'automesure permettant aux patients sous antivitamines K de contrôler les valeurs d'INR à partir d'une goutte de sang font appel à un procédé similaire de contrôle. Ces kits sont constitués de la même façon d'un autopiqueur pour effectuer le prélèvement sanguin, de lancettes et d'un lecteur de mesure de la coagulation sanguine. Toutefois, ces kits sont soumis à une TVA à 20%.

Des études cliniques ont mis en évidence l'intérêt de l'utilisation des dispositifs d'automesure par rapport à la surveillance habituelle (amélioration significative de la période passée dans la zone thérapeutique et diminution significative du risque d'hémorragie majeure, d'incident thrombo-embolique majeur et de décès, dans le cadre d'une autosurveillance de l'INR).

En France, plus de 1% de la population française est potentiellement concernée par l'autosurveillance et tous les patients ne bénéficient pas d'une éducation sur leur pathologie et leur traitement.

Cet amendement vise donc à appliquer un taux de TVA réduit pour ce type de dispositif. Ces derniers étant remboursés à 100%, cette réduction de taux permettra de réduire le coût final des dépenses de santé.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme PAOLI-GAGIN, M. CAPUS, Mme BOURCIER, MM. BRAULT, CHASSEING et CHEVALIER,  
Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC,  
MÉDEVIELLE, ROCHETTE, VERZELEN et WATTEBLED

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le g du 2° du A de l'article 278-0 bis du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ...) Les dispositifs médicaux numériques pris en charge au titre des activités de télésurveillance médicale définies aux articles L. 162-48 et L. 162-52 dudit code, et dont la liste est fixée par arrêté conjoint des ministres chargés de la santé et du budget. »

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à appliquer un taux de TVA réduit à 5,5% pour les activités de télésurveillance médicale.

Les activités de télésurveillance médicale, rémunérées en droit commun depuis juillet 2023 grâce à la loi de financement pour la Sécurité sociale pour 2022, bénéficient de taux de TVA variés en fonction des pathologies télésurveillées : 20% par défaut ou 5,5% au titre des opérations complexes selon la pathologie télésurveillée. Or, cette importante disparité est la source d'une grande insécurité fiscale pour les entreprises développant ces solutions, qui constituent de véritables réponses aux enjeux de santé publique et qui concourent au leadership de la France en santé numérique.

En conséquence, afin de donner de la visibilité aux entreprises et de prévenir tout changement préjudiciable de régime de TVA ou toute iniquité de traitement entre les entreprises, cet amendement vise à clarifier le régime de TVA applicable aux forfaits techniques de télésurveillance médicale, dans un souci de simplification et d'harmonisation fiscale.

Cette dépense se justifie dans la mesure où les techniques de télésurveillance médicale constituent un moyen efficace pour lutter contre les déserts médicaux et renforcer l'accessibilité de l'offre de soins sur tout les territoires, notamment les territoires ruraux.







**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme PAOLI-GAGIN, M. CAPUS, Mme BOURCIER, MM. BRAULT, CHASSEING et CHEVALIER,  
Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC,  
MÉDEVIELLE, ROCHETTE, VERZELEN et WATTEBLED

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 11

I. – Alinéas 5 et 6

Rédiger ainsi ces alinéas :

II. – Le tableau constituant le deuxième alinéa de l'article L. 312-36 du code des impositions sur les biens et services est complété par une ligne ainsi rédigée :

«

Gaz renouvelables et bas carbone	0
----------------------------------	---

».

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à instaurer une exonération d'accise sur le gaz naturel pour les gaz renouvelables et bas carbone dans un objectif de taxation différenciée des énergies renouvelables (EnR) et des énergies fossiles. L'objectif de la TICGN étant d'inciter les consommateurs à réduire leur consommation d'énergie afin de limiter les émissions de gaz à effet de serre (GES).

La production de biogaz sur notre territoire, grâce à la méthanisation agricole, aux boues de stations d'épuration ou aux biodéchets, permet le développement d'une énergie locale et renouvelable qui participe de la transition écologique et renforce la souveraineté énergétique.

Alors qu'une augmentation de l'accise sur le gaz naturel a été annoncée, une hausse identique de l'accise sur le biométhane injecté serait un très mauvais signal envoyé aux producteurs et aux consommateurs de cette EnR, allant à l'encontre de tous les principes de fiscalité écologique.

Par ailleurs, l'article 11 prévoit la suppression de la baisse de taxe régulière au prorata du verdissement du réseau de gaz. C'est pourquoi le présent amendement propose de revenir à une exonération totale de TICGN pour les gaz renouvelables et bas carbone.

Il est en effet logique que les gaz renouvelables et bas carbone définis aux articles L.445-1 et L.447-1 du code de l'énergie, utilisés comme combustible pour produire directement de l'énergie thermique, soient exonérés d'accise sur le gaz puisque cette taxe est par construction constituée d'une composante carbone, la Contribution Climat Énergie (CCE), qui vise à créer un différentiel de prix entre les énergies fossiles et les EnR pour favoriser le développement de ces dernières.

Faute de maintenir une différenciation nette, en matière fiscale, entre les offres de gaz fossile et les offres de gaz verts, il est à craindre un déficit d'attractivité pour le développement de ces dernières, et partant un impact négatif sur le développement de cette EnR qui manquerait de visibilité auprès des consommateurs.

En se rapportant au 430 TWh de gaz consommé en France en 2022, une hausse de 8€ de l'accise sur le gaz rapporterait 3,4 Md€ d'accise sur le gaz auxquels il faut ajouter un surcoût de TVA de 680 M€. L'exonération totale d'accise sur le gaz pour les gaz renouvelables et bas carbone prévue au présent amendement diminuerait cette hausse de 176 M€ et 35 M€ de TVA tout en permettant d'envoyer un signal clair aux producteurs et consommateurs d'EnR. Ainsi modifié, l'article 11 permet d'augmenter le budget de l'État de 3,9 Md€, payés par les consommateurs de gaz naturel en France.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme PAOLI-GAGIN, M. CAPUS, Mme BOURCIER, MM. BRAULT, CHASSEING et CHEVALIER,  
Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC,  
MÉDEVIELLE, ROCHETTE, VERZELEN et WATTEBLED

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 11

Après l'article 11

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après l'article 11

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code des impositions sur les biens et les services est ainsi modifié :

1° La dernière ligne du tableau de l'article L. 312-79 est ainsi rédigée :

«

Électricité d'origine renouvelable produite par : 1° ) De petites installations et consommée par le producteur 2° ) Ou par une opération d'autoconsommation collective telle que définie à l'article L. 315-2 du code de l'énergie	L. 312-87	0
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------	---

» ;

2° L'article L. 312-87 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « aux conditions cumulatives » sont remplacés par les mots : « à au moins trois des conditions » ;

b) Après le quatrième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Elle est produite par une opération d'autoconsommation collective telle que définie à l'article L. 315-2 du code de l'énergie. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à exonérer de TICFE les kWh autoconsommés produits par les installations d'une puissance inférieure à 1 000 kWc dans le cadre de l'autoconsommation collective. Le développement de l'autoconsommation est en effet un levier d'accélération de la transition écologique et de renforcement de la souveraineté énergétique.







## AM E N D E M E N T

présenté par

Mmes PAOLI-GAGIN et BOURCIER, MM. BRAULT, CHASSEING, CHEVALIER et GRAND,  
Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC, MÉDEVIELLE, ROCHETTE, VERZELEN et  
WATTEBLED

C	
G	

### ARTICLE 27 SEXIES

#### I. – Alinéa 3

1° Après le mot :

énergétique

insérer les mots :

ou environnementale

2° Après le mot :

entretien,

insérer les mots :

ou d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil d'une puissance inférieure ou égale à 9 kilowatt-crête,

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Cet amendement vise à étendre l'exonération de TFPB prévue par l'article 27 sexies aux propriétaires équipant leur logement d'une installation photovoltaïque d'une puissance inférieure ou égale à 9 kWc. Dans sa rédaction actuelle, l'article prévoit que seules les dépenses de rénovation énergétique sont concernées. Alors que l'autoconsommation solaire résidentielle permet tout à la fois de réduire la facture énergétique, d'accélérer la transition écologique et de renforcer la souveraineté énergétique, il

semble pertinent d'intégrer dans ce dispositif les dépenses d'investissement visant à l'installation des équipements nécessaires à son développement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

C	
G	

Mme PAOLI-GAGIN, M. CAPUS, Mme BOURCIER, MM. BRAULT, CHASSEING et CHEVALIER,  
Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC,  
MÉDEVIELLE, ROCHETTE, VERZELEN et WATTEBLED

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 DUOTRICIES

Après l'article 5 duotricies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Une souscription nationale est ouverte à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour la conservation et la rénovation du site de l'abbaye de Clairvaux.

Elle est placée sous la haute autorité du Président de la République française.

II. – Les fonds recueillis au titre de la souscription nationale sont exclusivement destinés au financement des travaux de conservation et de rénovation du site de l'abbaye de Clairvaux et de son mobilier dont l'État est propriétaire.

Les travaux de conservation et de rénovation du site de l'abbaye de Clairvaux financés au titre de la souscription nationale mentionnée au premier alinéa du présent article préservent l'intérêt historique et architectural du site.

III. – Le produit des dons et versements effectués à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2024, au titre de la souscription nationale, par les personnes physiques ou morales dont la résidence ou le siège se situe en France ou dans un autre État membre de l'Union européenne ou dans un autre État étranger auprès du Trésor public, du Centre des monuments nationaux ainsi que des fondations reconnues d'utilité publique dénommées « Fondation de France » et « Fondation du patrimoine » est reversé à l'État pour assurer la conservation et la rénovation du site de l'abbaye de Clairvaux.

Les modalités de reversement peuvent faire l'objet de conventions prévoyant également une information des donateurs.

IV. – Pour les dons et versements, y compris l'abandon exprès de revenus ou produits, effectués en vue de la rénovation du site de l'abbaye de Clairvaux entre le 1<sup>er</sup> juillet 2024 et le 31 décembre 2025 auprès du Trésor public, du Centre des monuments nationaux ou des fondations mentionnées au III du présent article, le taux de la réduction d'impôt prévue au 1 de l'article 200 et au 1 de l'article 238 bis du code général des impôts est porté à 75 %. Ces versements sont retenus dans la limite de 10 000 € pour les personnes physiques et de 100 000 € pour les personnes morales. Il n'en est pas tenu compte pour l'application de la limite de 20 % du revenu imposable mentionnée au 1 de l'article 200 et de 5 pour mille du chiffre d'affaires mentionnée au 3 de l'article 238 bis du code général des impôts.

V. – Le Gouvernement remet au Parlement, avant le 30 juin 2026, un rapport précisant, pour les personnes physiques et les personnes morales dont la résidence ou le siège se situe en France ou dans un autre État membre de l'Union européenne ou dans un autre État étranger le montant des dons et versements effectués au titre de la souscription nationale. Il rend compte du montant des dons et versements ayant donné lieu aux réductions d'impôt mentionnées aux articles 200 et 238 bis du code général des impôts. Il précise enfin le montant des dons et versements ayant bénéficié du taux de réduction d'impôt prévu au V du présent article ainsi que le montant des dons des personnes physiques excédant la limite de 10 000 € et celui des dons des personnes morales excédant la limite de 100 000 € prévue au même IV.

VI. – L'État gère les fonds recueillis et, sans préjudice des contrôles de la Cour des comptes, en rend compte à un comité réunissant le premier président de la Cour des comptes et les présidents des commissions permanentes de l'Assemblée nationale et du Sénat chargées des finances et de la culture ou leurs représentants désignés au sein de leur commission.

VII. – La perte de recettes pour l'État est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Cet amendement vise à ouvrir une souscription nationale pour permettre aux particuliers et aux entreprises de contribuer, sous la forme de dons, aux travaux de conservation et de rénovation du site de l'Abbaye de Clairvaux.

L'Abbaye de Clairvaux, fondée en 1115 par Saint Bernard, constitue un site patrimonial, culturel et historique hors du commun. En effet, cette abbaye cistercienne s'est développée dans le Val d'Absinthe pendant près de huit siècles, jusqu'à devenir un bien national, en 1792, après la Révolution. À l'initiative de Napoléon, elle est reconvertie au début du XIX<sup>e</sup> siècle en prison, devenant de ce fait un haut lieu de l'histoire carcérale française. Elle a notamment accueilli Claude Gueux, dont Victor Hugo s'est inspiré pour l'un de ses romans.

Désormais, l'État a engagé la fermeture de la prison et lancé un appel à manifestation d'intérêt (AMI) pour la reconversion du site, dont les résultats définitifs seront été annoncés le 19 décembre 2023. Tous les dossiers de candidature encore en lice partagent l'ambition de faire de Clairvaux un lieu de culture au rayonnement international et de redynamisation pour le tissu économique local, en exploitant au mieux toute la richesse patrimoniale du site.

La reconversion de Clairvaux implique ainsi une mobilisation massive de capitaux privés afin d'engager d'importants travaux de restauration et le lancement de nouvelles activités en lien avec le projet qui sera finalement retenu dans le courant de l'année 2023. Ce flux financier s'articulera avec des fonds publics, qui seront permis par l'ouverture de crédits budgétaires inscrits et votés dans la deuxième partie du projet de loi de finances pour 2024. Ainsi, l'étude d'impact du PLF pour 2024 prévoit les crédits suivants pour la restauration du grand cloître de l'ancienne abbaye : 20 M€ en AE et 12 M€ en CP (soit +5 M€ d'AE et +10 M€ de CP).

Selon les termes de l'AMI, les fonds publics sont estimés à 150 M€, dont 33 M€ seront investis à court terme par l'État sur la période 2023-2026 pour restaurer le clos et couvert du grand-cloître. L'AMI précise également que « l'État ne participera pas au financement des travaux de restauration et d'aménagement intérieurs des bâtiments inscrits ou classés au titre des monuments historiques », pas plus qu'au « financement des travaux de toutes natures portant sur les immeubles non protégés au titre des monuments historiques ». Aussi, il apparaît nécessaire de mobiliser massivement des capitaux privés afin de garantir la meilleure qualité pour les travaux qui seront engagés dans la préservation de ce patrimoine exceptionnel.

Le présent amendement propose donc d'instaurer une souscription nationale, placée sous la haute autorité du Président de la République, sur le modèle de celle qui avait été ouverte pour Notre-Dame avec la loi n° 2019-803 du 29 juillet 2019 pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet. Il est proposé d'ouvrir cette souscription à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2024 afin de laisser le temps d'organiser une communication nationale après la promulgation de la loi de finances initiale.

Comme pour la souscription nationale en faveur de la restauration de Notre-Dame, cet amendement prévoit que les dons et versements, y compris l'abandon exprès de revenus ou produits, effectués en vue de la conservation et de la rénovation du site de l'abbaye de Clairvaux, entre le 1<sup>er</sup> juillet 2024 et le 31 décembre 2026 auprès de l'État, de la Fondation de France ou de la Fondation du patrimoine, le taux de la réduction d'impôt prévue au 1 de l'article 200 et au 2 de l'article 238 bis du code général des impôts est porté à 75 %. Les versements sont retenus dans la limite de 10 000 € (et non de 1 000 €, comme prévu pour Notre-Dame, étant que cette souscription s'adresse à un public moins large) pour les personnes physiques et 100 000 € pour les personnes morales. Ces versements n'entrent pas dans la limite de 20 % du revenu imposable mentionnée au 1 de l'article 200 et dans celle de 0,5% du chiffre d'affaires mentionnée au 3 de l'article 238 bis du code général des impôts.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CANÉVET, Mme Nathalie GOULET, M. BONNECARRÈRE, Mme VERMEILLET, M. KERN,  
Mme JACQUEMET, MM. LONGEOT, HINGRAY, DUFFOURG, MENONVILLE et Pascal MARTIN,  
Mmes SAINT-PÉ, BILLON et PERROT, M. MARSEILLE  
et les membres du groupe Union Centriste

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 2**

Après l'article 2

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le deuxième alinéa du III de l'article 80 quaterdecies du code général des impôts est ainsi rédigé :

« Il en est de même en cas d'opérations d'apport d'actions réalisées dans les conditions prévues au second alinéa du III de l'article L. 225-197-1 du code de commerce par une personne respectant la limite individuelle calculée conformément au II de L. 225-197-1 du code de commerce, et lorsque l'attribution a été réalisée au profit d'au moins 50 % des salariés de l'entreprise, et que la société bénéficiaire de l'apport détient, directement ou indirectement, moins de 40 % du capital et des droits de vote de la société émettrice. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Conformément à l'article 27 de l'accord national interprofessionnel sur le partage de la valeur et afin de favoriser le déploiement de l'actionnariat salarié dans les PME et ETI, cet amendement propose de supprimer de la liste des faits générateur d'imposition du gain d'acquisition l'apport de titres par les bénéficiaires à une société de salariés, lorsqu'au moins 50 % des salariés de l'entreprise bénéficient de l'attribution d'actions gratuites.

Cet amendement permet ainsi d'étendre le régime applicable dans le cas des attributions démocratiques d'actions au nouveau régime intermédiaire créé par l'article 13 du projet de loi portant transposition de l'accord national interprofessionnel relatif au partage de la valeur au sein de l'entreprise.

En effet, lorsqu'un plus grand nombre de salariés bénéficient d'actions gratuites, il devient nécessaire pour garantir la bonne gouvernance de l'entreprise que tous les salariés porteurs de titres soient regroupés au sein d'une même société de salariés actionnaires. L'apport des titres par les bénéficiaires à cette société de salariés est aujourd'hui considéré comme un fait générateur d'imposition du gain d'acquisition, alors que cet événement ne donne lieu à aucune création de liquidité pour le porteur, ce



qui bloque *de facto* les opérations de regroupement de salariés au sein des mêmes sociétés d'actionnaires.

Par l'article 80 quaterdecies du CGI, le législateur a reconnu la nécessité d'aménager ce régime en cas d'attribution démocratique afin de ne pas contraindre les salariés à s'acquitter de l'impôt sans avoir reçu de liquidités.

Le même raisonnement s'applique dans le cas du nouveau régime intermédiaire, qui concerne les attributions d'actions bénéficiant à 50 % ou plus de l'effectif salarié d'une entreprise.

Cet amendement avait été adopté en séance publique, au Sénat, à l'occasion de l'examen du projet de loi « Partage de la valeur au sein de l'entreprise », mais n'avait pas survécu à la CMP, au motif que la mesure qu'il prévoyait relevait du projet de loi de finances.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BACCHI, LAHELLEC, OUZOULIAS, BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL AVANT L'ARTICLE 28****Avant l'article 28**

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

La section V du chapitre I<sup>er</sup> du titre III de la deuxième partie du livre premier du code général des impôts est ainsi rétablie :

« Contribution à l'audiovisuel public

« Article 1605. – I. – Il est institué au profit des sociétés et de l'établissement public visés par les articles 44, 45 et 49 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication ainsi que de la société TV5 Monde une taxe dénommée contribution à l'audiovisuel public.

« II. – La contribution à l'audiovisuel public est due par l'ensemble des personnes physiques à la proportion de 0,25 % du revenu imposable tel que défini à l'article 1 A du code général des impôts.

« III. – La contribution mentionnée au I est liquidée, déclarée, recouvrée et contrôlée selon les procédures et sous les mêmes sanctions, garanties et privilèges que l'impôt sur le revenu établi au chapitre premier du titre premier de la première partie du livre premier du code général des impôts. »

**OBJET**

Afin d'assurer le financement du service public de l'audiovisuel, les cosignataires proposent l'instauration d'un prélèvement de 0,25 % sur les revenus imposables des contribuables, reprenant une des propositions de l'économiste Julia Cagé émise dans son rapport « Une autre redevance est possible, pour un financement affecté mais plus juste de l'audiovisuel public, Fondation Jean Jaurès ».

Cette contribution universelle a plusieurs avantages. Ce nouveau mode de calcul permettra à plus de 35 millions de foyers fiscaux de bénéficier d'une baisse importante du montant de la contribution. L'ensemble des foyers fiscaux déclarant moins de 55000 euros par an de revenu imposable verront diminuer le coût de la contribution. Une personne gagnant 2000 par mois ne paiera que 60 euros de contribution.





N°	I-1008
----	--------

## A M E N D E M E N T

présenté par

Mme CUKIERMAN, MM. SAVOLDELLI, BOCQUET  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le II de l'article L. 1615-6 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :

« II. – Pour les bénéficiaires du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée mentionnés à l'article L. 1615-2 les dépenses éligibles en application du même article L. 1615-2 à prendre en considération pour la détermination des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre d'une année déterminée sont celles réalisés par tranche de six mois. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K souhaitent, par cet amendement de repli, permettre que le fonds de compensation pour la TVA à destination des collectivités locales s'appliquent aux dépenses éligibles engagées avec un délai de 6 mois de sorte à ce que l'avance de trésorerie soit limitée et que l'investissement local soit soutenu.





## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme Nathalie GOULET et M. CANÉVET

C	
G	

### ARTICLE 22

Alinéa 18

Remplacer le mot :

sixième

par le mot :

dixième

### OBJET

Les excellentes dispositions de l'article 22 visent au renforcement des prix de transfert des entreprises multinationales.

Le dispositif proposé par le gouvernement prévoit un droit de reprise s'exerçant jusqu'à la fin de la 6<sup>ème</sup> année qui suit celle au titre de laquelle l'imposition est due.

Le présent amendement vise à porter à dix ans le délai de reprise dont dispose l'administration pour les transferts d'actifs incorporels.

Il s'agit de la recommandation numéro 11 du rapport fait au nom de la commission des finances de l'Assemblée nationale, annexe 26 « lutte contre l'évasion fiscale » déposé dans le cadre du Projet de loi de finances pour 2024.







## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme Nathalie GOULET et M. CANÉVET

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 22

Après l'article 22

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après le 3 du II de l'article L. 13 AA du livre des procédures fiscales, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« L'administration dispose d'un délai de cinq ans pour procéder à une révision automatique des accords préalables en matière de prix des transferts lui permettant de revoir les hypothèses de l'accord. »

### OBJET

La procédure de l'accord préalable en matière de prix des transferts constitue une sécurité pour les entreprises.

Néanmoins en cas de contrôle fiscal, portant sur les exercices couverts par l'accord préalable les investigations du vérificateur ne permettent pas en l'état de remettre en cause cet accord.

Il semble que cette impossibilité générale constitue un obstacle pour les vérifications et les redressements éventuels.

L'administration doit pouvoir être en mesure de demander la révision des hypothèses pendant une certaine durée après la conclusion de l'accord afin de vérifier qu'il n'a pas servi à sécuriser une transaction irrégulière.

Le présent amendement vise donc à renforcer les pouvoirs de l'administration.



**A M E N D E M E N T**

C	
G	

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

ARTICLE 21

Rédiger ainsi cet article :

I.- Après le III de la section V du chapitre I<sup>er</sup> du titre I<sup>er</sup> de la première partie du code général des impôts, il est inséré un III .... ainsi rédigé :

« III ... : Déchéance des droits à perception de certains avantages fiscaux

« Article 200 .... – I. – Les personnes physiques qui ont fait l’objet d’une condamnation définitive pour l’une des infractions prévues aux articles 1729 A bis et 1741 du code général des impôts sont inéligibles à l’un des avantages fiscaux suivants :

« 1° L’avantage en impôt procuré par les déductions au titre de l’amortissement prévues aux h et l du 1° du I de l’article 31 et à l’article 31 bis ;

« 2° Les réductions, y compris, le cas échéant, pour leur montant acquis au titre d’une année antérieure et reporté, et crédits d’impôt sur le revenu ;

« 3° La réduction d’impôt acquise au titre des investissements mentionnés à la première phrase des vingt-sixième et vingt-septièmes alinéas du I de l’article 199 undecies B. La réduction d’impôt acquise au titre des investissements mentionnés à la deuxième phrase du vingt-sixième alinéa du I de l’article 199 undecies B et à l’article 199 undecies C. »

II. – L’inéligibilité à l’un des avantages fiscaux énumérés au I est automatique et porte pour une durée de 10 ans à compter de la condamnation définitive.

III. – Un décret fixe les modalités d’application du présent article.

**OBJET**

Les membres du groupe CRCE-K estiment que toute condamnation pénale pour une infraction fiscale doit entraîner la déchéance fiscale qui aurait pour conséquence de priver de droit à bénéficier de tout avantage fiscal les contribuables fraudeurs, pour une durée de 10 années.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 21

Compléter cet article par trois paragraphes ainsi rédigés :

...- Après le III de la section V du chapitre I<sup>er</sup> du titre I<sup>er</sup> de la première partie, il est inséré un III bis ainsi rédigé :

« III bis : Déchéance des droits à perception de certains avantages fiscaux

« Article 200 .... – I. – Les personnes morales qui ont fait l’objet d’une condamnation définitive pour l’une des infractions prévues aux articles 1729 A bis et 1741 du code général des impôts sont inéligibles à l’un des avantages fiscaux suivants :

« 1° Les allègements d’imposition prévus aux articles 44 septies, 44 octies, 44 octies A, 44 terdecies, 44 quaterdecies, 44 quindecies et 208 sexies ;

« 2° Les crédits d’impôts prévus aux articles 244 quater B, 244 quater C ;

« 3° Les réductions d’impôts prévus à l’article 238 bis. »

.... – L’inéligibilité à l’un des avantages fiscaux énumérés au précédent paragraphe est automatique et porte pour une durée de 10 ans à compter de la condamnation définitive.

..... – Un décret fixe les modalités d’application du présent article.

**OBJET**

Les membres du groupe CRCE-K estiment que toute condamnation pénale d’une entreprise pour une infraction fiscale lourde doit entraîner la déchéance fiscale qui aurait pour conséquence de la priver de droit à bénéficier de tout avantage fiscal pour une durée de 10 années. Ils espèrent qu’il s’agit peut-être d’un oubli du gouvernement qui a décidé de ne prévoir l’impossibilité de percevoir des avantages fiscaux uniquement pour les particuliers condamnés pour fraude fiscale. Ils corrigent ainsi cet oubli.





N°	I-1014
----	--------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 21

Après l'article 21

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le dernier alinéa du I de l'article 228 du livre des procédures fiscales est ainsi rédigé :

« Les dispositions du présent I sont applicables aux contribuables n'ayant pas déposé de déclaration rectificative dans les deux années suivant le fait générateur des faits relevant de la transmission obligatoire. »

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K entendent lever un obstacle se subsistant au « verrou de Bercy » qui, par des manœuvres dilatoires, permet aux individus suspectés de fraudes de pouvoir déposer une déclaration rectificative suspendant ainsi la procédure en cours. Même si cette possibilité est encadrée, elle entrave le fonctionnement de la justice fiscale et constitue un ressort des mauvaises pratiques des contribuables enclins à contourner l'impôt.







## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. BAS

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 QUATERDECIES

Après l'article 27 quaterdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le chapitre II du titre II de la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances est ainsi modifié :

1° Le I de l'article 7 est ainsi modifié :

a) À la seconde phrase du troisième alinéa, le mot : « deux » est remplacé par le mot : « trois » ;

b) Après le 2°, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Une dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements. » ;

2° Au premier alinéa de l'article 11, après le mot : « imprévisibles », sont insérés les mots : « et sur la dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements » ;

3° Après le même article 11, il est inséré un article ... ainsi rédigé :

« Art. .... I. – Chaque année, le bureau de chaque assemblée adresse au Gouvernement la liste des projets que les députés et sénateurs proposent pour soutenir l'investissement des communes et de leurs groupements pour l'exercice suivant.

« Ces projets répondent aux critères cumulatifs suivants :

« 1° Ils correspondent à la réalisation de projets d'investissement matériel ou immatériel des communes, de leurs groupements ainsi que de leurs établissements publics ;

« 2° Ils présentent un caractère exceptionnel ;

« 3° Ils permettent la mise en œuvre d'une politique d'intérêt général ;

« 4° Les fonds qu'il est envisagé de verser n'excèdent pas la moitié du montant total du projet concerné et le plafond de 20 000 euros ;

« 5° Un même projet ne peut être proposé par plusieurs députés ou sénateurs ;

« 6° Leur délai prévisionnel d'exécution est égal ou inférieur à sept ans.

« Cette liste précise, pour chaque projet proposé, le nom de l'éventuel bénéficiaire, le montant proposé, la nature du projet à financer, et le nom du membre du Parlement à l'origine de cette proposition. Chaque assemblée la publie dans un format ouvert, aisément réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé.

« II. – Avant le 31 mai de chaque année, le Gouvernement publie la liste des projets ayant bénéficié, au cours du précédent exercice, de la dotation prévue au I. Elle est publiée dans les conditions prévues au dernier alinéa du même I. »

II. – Le présent article entre en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

III. – L'article 14 de la loi organique n° 2017-1338 du 15 septembre 2017 pour la confiance dans la vie politique est abrogé.

IV. – Les conséquences financières pour l'État résultant du I sont compensées, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et les services.

### **OBJET**

La loi organique n° 2017-1338 du 15 septembre 2017 pour la confiance dans la vie politique a supprimé sèchement la réserve parlementaire (147 millions d'euros en loi de finances pour 2017), ce qui pénalise considérablement les petites communes, notamment pour des « petits projets » difficiles à financer.

Cet amendement, déjà adopté par le Sénat lors de l'examen de la loi organique du 15 septembre 2017 pour la confiance dans la vie politique, propose d'inscrire dans la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) un dispositif de soutien parlementaire aux communes et à leurs groupements sous la forme d'une dotation au sein de la mission prévue par l'article 7 de la LOLF qui comporte déjà une dotation pour dépenses accidentelles et pour dépenses imprévisibles, et une dotation pour mesures générales en matière de rémunérations et d'en préciser les modalités d'attribution.

Intégré à la procédure budgétaire, ce dispositif serait centré sur le soutien aux opérations de taille modeste des communes et de leurs groupements, qui souffrent de la baisse des concours financiers de l'État.

Ce dispositif présenterait d'importantes garanties en matière de transparence :

- chaque année, le bureau de chaque assemblée transmettrait au Gouvernement, avant la discussion du projet de loi de finances, une liste de projets ayant vocation à être soutenus, liste qui serait publiée en open data. La publication de la liste « en amont » permettrait notamment de prévenir et de traiter tout éventuel conflit d'intérêts ;
- ces projets devraient respecter six critères précis, notamment en ce qui concerne leur nature (investissement matériel ou immatériel et caractère exceptionnel) et leur finalité (mise en œuvre d'une politique d'intérêt général). Les subventions issues de la dotation seraient soumises à un double seuil : elles ne pourraient pas représenter plus de 50 % du projet et 20 000 euros ;
- le Gouvernement vérifierait que ces projets respectent les critères précités ; il pourrait les faire bénéficier de la dotation dont il aura lui-même proposé le montant dans le projet de loi de finances ;
- avant le 31 mai de chaque année, le Gouvernement publierait en open data la liste des projets ayant bénéficié, au cours du précédent exercice, du présent dispositif.

Au total, le dispositif serait donc soumis à un triple mécanisme de transparence (avant le vote du budget, pendant la procédure budgétaire et lors de l'exécution de la dépense).



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. BAS

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 QUATERDECIES**

Après l'article 27 quaterdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au premier alinéa de l'article L. 2335-1 du code général des collectivités territoriales, les mots : « ainsi que de leur potentiel financier » sont supprimés.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Afin de garantir aux élus des conditions matérielles acceptables d'exercice de leur mandat, la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, dite « Engagement et proximité », a rehaussé les taux maximaux d'indemnités pour les maires et adjoints des communes de moins de 3 500 habitants, avant qu'un rehaussement ultérieur de la dotation particulière relative aux conditions d'exercice des mandats locaux (DPEL) renforce l'effectivité de la mesure.

Néanmoins, la DPEL est distribuée pour partie en fonction du potentiel financier par habitant des communes concernées. Ce critère financier pose difficulté, pour plusieurs raisons. En premier lieu, il se traduit par un effet de seuil particulièrement dommageable pour les communes de petite taille, notamment de moins de 200 habitants, qui peuvent d'une année sur l'autre passer de la perception du montant maximal de DPEL (6 054 euros) à l'absence de toute dotation au motif que leur potentiel financier a subitement crû. En second lieu, la pertinence même de cet indicateur, sur lequel un travail de révision est d'ailleurs engagé, notamment par la commission des finances du Sénat et le comité des finances locales, pour apprécier la richesse d'une commune pose question, en ce qu'il peut inclure des ressources fiscales perçues par le groupement auquel appartient celle-ci. Pour l'ensemble de ces raisons, la prise en compte de ce critère financier ne paraît pas souhaitable.

Déjà adopté par le Sénat lors de l'examen du projet de loi de finances pour 2022 et pour 2023, à l'initiative de nos collègues Sylvie Vermeillet, Christian Bilhac, et Didier Marie notamment, le présent amendement prévoit en conséquence de supprimer la soumission de la perception de cette dotation à une condition relative au potentiel financier. Celle-ci serait désormais uniquement sur des critères démographiques, fixés par voie réglementaire, et qui n'ont pas vocation à différer de ce qui est actuellement prévu : l'ensemble des communes de moins de 1 000 habitants percevraient désormais cette taxe, qui demeurerait majorée pour les plus petites d'entre elles.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. BAS

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 QUATERDECIES**

Après l'article 27 quaterdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. - Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 2 du II de l'article 1609 quinquies C est ainsi modifié :

a) Au a, les mots : « et aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent installées avant le 1er janvier 2019 » sont supprimés ;

b) Au b, les mots : « installées à compter du 1er janvier 2019 » sont supprimés ;

2° Au 1 bis du I bis de l'article 1609 nonies C, les mots : « , installées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 » sont supprimés.

II. – Par dérogation au quatrième alinéa du 1° du V de l'article 1609 nonies C du code général des impôts, le conseil d'un établissement public de coopération intercommunale peut, par une délibération prise avant le 1<sup>er</sup> juillet 2023, procéder à une réduction de l'attribution de compensation d'une commune sur le territoire de laquelle sont implantées des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent installées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2019 lorsque le montant de l'attribution a été calculé en prenant en compte le produit auparavant perçu par la commune au titre de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux prévue à l'article 1519 D. Le montant de cette réduction ne peut excéder celui pris en compte pour le calcul de l'attribution de compensation.

**OBJET**

Depuis la loi de finances pour 2019, les communes sont attributaires, sauf si elles y renoncent au profit de leur EPCI, de 20 % du produit de l'IFER versée au titre des éoliennes implantées sur leur territoire après le 1er janvier 2019.

Les communes qui supportent des éoliennes implantées avant cette date ne peuvent donc y prétendre. Même si une compensation pouvait leur être accordée via la prise en compte de ce produit dans le calcul de leur attribution de compensation, les sommes en jeu ne sont pas vraiment comparables (d'autant que l'attribution de compensation ne peut être indexée). Il en résulte une inégalité choquante sur le plan financier et difficile à accepter juridiquement, car on cherche en vain en quoi une commune qui supporterait des éoliennes depuis décembre 2018 et une commune qui en supporterait depuis janvier 2019 seraient dans une situation différente justifiant une telle inégalité de traitement.



Le présent amendement propose donc de loger à la même enseigne toutes les communes supportant des éoliennes : toutes pourraient percevoir 20 % du produit de l'IFER (1°) ; en contrepartie, les EPCI pourraient diminuer l'attribution de compensation des communes comprenant des éoliennes installées avant 2019 dès lors que cette circonstance aurait été prise en compte dans cette attribution (2°).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. BAS

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 27 TERDECIES**

I. – Le 1° du b du 1 du I de l'article 1636 B sexies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les mots : « et le taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale » sont supprimés ;

2° Au deuxième alinéa, le mot : « peuvent » est remplacé par le mot : « peut » et le mot : « augmentés » est remplacé par le mot : « augmenté » ;

3° Au troisième alinéa, le mot : « doivent » est remplacé par le mot : « doit » et le mot : « diminués » est remplacé par le mot : « diminué » ;

4° Après le même troisième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Le taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale ne peut être augmenté dans une proportion supérieure à 25 % de la moyenne des taux constatés dans la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre au cours des six années précédentes. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Depuis le 1er janvier 2023, les taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties et de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale doivent varier dans la même proportion.

Cette disposition est particulièrement pénalisante pour les communes littorales qui souhaitent se donner le moyen de fixer sur leur territoire de nouvelles familles.

Les foyers modestes propriétaires de leur logement seraient en effet lourdement pénalisés si ces communes devaient augmenter le taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires car il faudrait alors aussi augmenter la taxe sur le foncier bâti.

Afin de permettre à de nombreuses communes du littoral, confrontées à des difficultés budgétaires qui ne cessent de s'aggraver, de pouvoir augmenter les recettes fiscales de leur commune sans alourdir la charge de la taxe sur le foncier bâti, cet amendement, déjà adopté par le Sénat l'an dernier lors de l'examen du projet de loi de finances pour 2023, vise à décorréliser les taux de ces deux taxes dans une certaine limite.

Le Gouvernement avait retenu dans le texte final un dispositif plus restreint visant les seules communes touristiques figurant sur un décret et laissant ainsi de côté de nombreuses communes.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. RIETMANN et BACCI, Mme LOISIER, MM. Pascal MARTIN et PERRIN, Mme VENTALON, M. DARNAUD, Mmes SCHALCK et PRIMAS, MM. FAVREAU et LONGEOT, Mme Pauline MARTIN, MM. LEFÈVRE, GENET, KLINGER, LAUGIER, PELLEVAL, BONNUS et Daniel LAURENT, Mme DEMAS, MM. BRUYEN, POINTEREAU, SAUTAREL et BOUCHET, Mmes DUMAS, VERMEILLET et RICHER, MM. PIEDNOIR, Henri LEROY, PANUNZI, BURGOA et GROSPERRIN, Mme PLUCHET, M. LEVI, Mme LASSARADE, MM. BOULOUX et BELIN, Mmes GOSSELIN, DEVÉSA, BORCHIO FONTIMP et GRUNY, MM. Jean-Baptiste BLANC et HOUPERT, Mme JOSEPH, M. HINGRAY, Mmes BELRHITI et VÉRIEN et MM. MANDELLI, GREMILLET et SIDO

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 TER**

Après l'article 3 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le 34° du II de la section 5 du chapitre I<sup>er</sup> du titre I<sup>er</sup> de la première partie du livre I<sup>er</sup> du code général des impôts, est insérée une section ainsi rédigée :

« ...° : Crédit d'impôt pour dépenses de travaux de débroussaillage

« Art. 200 .... – Les contribuables, personnes physiques, fiscalement domiciliés en France au sens de l'article 4 B, bénéficient d'un crédit d'impôt au titre des dépenses engagées pour des travaux réalisés en application des obligations de débroussaillage et de maintien en l'état débroussaillé résultant du titre III du livre I<sup>er</sup> du code forestier. Le bénéfice du crédit d'impôt est subordonné au respect des mêmes obligations.

« Les dépenses définies au premier alinéa du présent article s'entendent des sommes versées à un entrepreneur certifié dans des conditions définies par décret, ayant réalisé les travaux de débroussaillage.

« Le crédit d'impôt est égal à 50 % des dépenses effectivement supportées et retenues dans la limite de 2 000 euros par foyer fiscal.

« Le crédit d'impôt est imputé sur l'impôt sur le revenu après imputation des réductions d'impôt mentionnées aux articles 199 quater B à 200 bis, des crédits d'impôt et des prélèvements ou retenues non libératoires. S'il excède l'impôt dû, l'excédent est restitué. »

II. – Le I n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du II est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Cet amendement vise à instaurer un crédit d'impôt pour la réalisation des obligations légales de débroussaillage (OLD). Il reprend l'article 10 du texte initial de la proposition de loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie, dans sa rédaction issue de la commission spéciale constituée pour l'examen de ce texte.

Le président de la commission spéciale Jean Bacci et les rapporteurs Olivier Rietmann, Anne-Catherine Loisier et Pascal Martin avaient pris acte avec regret du retrait du texte de la commission mixte paritaire, à l'initiative de l'Assemblée nationale, de cette disposition pourtant adoptée à l'unanimité par le Sénat.

La création de ce crédit d'impôt permettrait de provoquer un véritable électrochoc pour inciter les propriétaires à réaliser leurs OLD, pour préserver nos forêts et protéger les habitations dans un contexte où seulement 30 % des OLD sont aujourd'hui respectées. Ce crédit d'impôt constituerait notamment un coup de pouce bienvenu pour les foyers modestes, pour lesquels les travaux de réalisation d'OLD, particulièrement onéreux, représentent un coût prohibitif.

Le bénéfice de ce crédit d'impôt serait limité aux personnes physiques et aux cas dans lesquels les travaux de débroussaillage ou de maintien en état débroussaillé seraient réalisés par des entrepreneurs de travaux forestiers certifiés dans des conditions définies par décret. Son montant serait limité à 50 % des dépenses engagées, dans une limite de 2 000 euros par foyer fiscal, ce qui permet de concentrer la dépense sur les foyers les plus modestes et de limiter le risque d'effet d'aubaine.

Dans la droite ligne de la position exprimée dans le rapport de la mission conjointe de contrôle publié en août 2022 et lors de l'examen de la proposition de loi, les auteurs de cet amendement entendent convaincre le Gouvernement à aller au bout de la logique qui l'a conduit à soutenir le texte désormais promulgué sous le nom de loi n° 2023-580 du 10 juillet 2023 visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. RIETMANN et DARNAUD, Mme PRIMAS, M. LEFÈVRE, Mme VENTALON, MM. FAVREAU, PANUNZI et GENET, Mme DEMAS, MM. PIEDNOIR, Henri LEROY, LONGEOT et BACCI, Mmes RICHER, VERMEILLET et DUMAS, MM. BOUCHET, SAUTAREL, Daniel LAURENT, BONNUS, KLINGER, PELLELAT, PERRIN, BURGOA, GROSPERRIN et LEVI, Mme LASSARADE, M. BELIN, Mmes GOSSELIN, DEVESA et GRUNY, M. HOUPERT, Mme JOSEPH, MM. Pascal MARTIN et HINGRAY, Mme BELRHITI et MM. MANDELLI, GREMILLET et SIDO

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 23 TERDECIES

Après l'article 23 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À l'article 1649 bis du code général des impôts, après les mots : « Toute personne physique ou morale se livrant à titre habituel à l'achat au détail de métaux ferreux et non ferreux », sont insérés les mots : « ou à l'achat au détail de palettes en bois utilisées comme support pour le rassemblement, le gerbage, l'entreposage, la manutention ou le transport de marchandises et de charges ».

II. – Au troisième alinéa de l'article L. 112-6 du code monétaire et financier, après les mots : « Lorsqu'un professionnel achète des métaux », sont insérés les mots : « ou achète des palettes en bois utilisées comme support pour le rassemblement, le gerbage, l'entreposage, la manutention ou le transport de marchandises et de charges ».

**OBJET**

Sur un marché tendu, le trafic des palettes en bois explose. Le paiement en espèces facilite l'existence de réseaux parallèles alimentés par des pratiques courantes de vols, de détournement et de fraudes.

Dans ces conditions, il ne permet pas de tracer correctement la collecte des palettes en bois, allant dès lors à l'encontre de l'impératif de traçabilité pour atteindre les objectifs français et européens de réemploi et de recyclage des emballages. Plus précisément, si l'interdiction d'achat de palettes en espèces n'est pas effective avant la mise en place de la REP Emballages Industriels et Commerciaux, un volume important de palettes échappera à cet écocontribution.

Dans une situation comparable, une modification identique a été apportée en 2011 pour l'achat des métaux ferreux et non ferreux (article 51 de loi n°2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011).

Le présent amendement s'inspire de ce contrôle en modifiant, d'une part, l'article 1649 bis du code général des impôts, et d'autre part, l'article 112-6 du code monétaire et financier, afin d'interdire le paiement en espèces, et, d'autre part, d'obliger de déclarer les achats à titre habituel de palettes en bois auprès de la direction départementale des finances publiques.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

L'Etat pourrait ainsi percevoir des recettes de l'ordre de 33 millions d'euros par an, au titre de la TVA qui lui échappait jusqu'alors du fait de l'existence d'un marché parallèle.

Cet amendement a été travaillé avec la Fédération nationale du bois.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. RIETMANN, Mme BERTHET, MM. BONNUS, CANÉVET, CHAUVET et CUYPERS, Mmes Nathalie DELATTRE et DEVÉSA, MM. Daniel LAURENT et LÉVRIER, Mme Pauline MARTIN, MM. MENONVILLE et PELLEVAL, Mmes ROMAGNY et VALENTE LE HIR, M. LONGEOT, Mme PRIMAS, MM. GREMILLET, SAUTAREL, LEVI, BELIN et GENET, Mmes VERMEILLET, DUMONT et JOSEPH, MM. CADEC et PANUNZI, Mme MULLER-BRONN, M. CAMBIER, Mme JOSENDE, MM. MEIGNEN et Pascal MARTIN, Mmes JACQUEMET, IMBERT, BELLUROT, CANAYER et VENTALON, M. BURGOA, Mme PLUCHET, M. MILON, Mmes BILLON, GOSSELIN, GRUNY, Olivia RICHARD et DUMAS, MM. SOMON, BOUCHET, HOUPERT, SIDO, POINTEREAU et BRAULT, Mme NÉDÉLEC, M. HINGRAY, Mmes MICOULEAU et BELRHITI, M. CHEVROLLIER et Mme DI FOLCO

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 22

Alinéa 14

Supprimer cet alinéa.

**OBJET**

Le présent amendement vise à supprimer l'abaissement de 400 à 150 millions d'euros du seuil du chiffre d'affaires déclenchant l'obligation de documentation relative aux prix de transfert. L'élargissement du champ d'application de cette obligation très lourde pour les entreprises, prévue à l'article L.13 AA du livre des procédures fiscales, ne paraît pas acceptable à deux titres.

Tout d'abord parce qu'elle est disproportionnée :

De nombreuses PME et ETI se verraient dans l'obligation de changer leurs systèmes d'information et de faire appel à des cabinets externes pour répondre à cette obligation, ce qui entraînerait pour chacune un surcoût de 100 000 à 300 000 euros, alors que l'administration a déjà le pouvoir de demander toute information jugée utile à ses contrôles. Le législateur avait prévu, dans un esprit de proportionnalité, de ne soumettre que les plus grandes entreprises à l'obligation de produire *ex ante* une documentation conséquente de ses pratiques en matière de prix de transfert. En outre, aucune étude d'impact n'est proposée pour cette réforme.

Ensuite parce que sa justification n'est pas acceptable :

Ces contraintes, qui viendront encore une fois grever la compétitivité-coût et la productivité des entreprises françaises, et complexifier leur quotidien, n'ont d'autre finalité que de simplifier la vie de l'administration qui n'aura plus à solliciter de pièces complémentaires dans le cadre des contrôles menés : c'est là une justification bien insuffisante. Elle reflète un mal bien français, celui d'imposer

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

sans cesse de nouvelles obligations « préventives » dont l'utilité réelle reste à démontrer, mais dont le poids est indubitablement néfaste pour les entreprises du pays.

Il est donc proposé de supprimer l'abaissement du seuil de chiffres d'affaires déclenchant l'obligation de documentation pour en rester au droit existant, dans un esprit de stabilité et de proportionnalité de la norme.



**S O U S - A M E N D E M E N T**

à l'amendement n° I-230 de la commission des finances

présenté par

Mme GATEL

C	
G	

ARTICLE 25 TER

Amendement n° I-230, alinéa 18

Remplacer le mot :

suivant

par le mot :

de

**OBJET**

Les communes nouvelles, issues de la fusion de plusieurs communes, représentent une réponse adaptée aux défis contemporains de rationalisation des dépenses publiques, d'optimisation des services offerts aux citoyens et de renforcement de la cohésion territoriale. Elles incarnent une dynamique de modernisation de l'organisation territoriale de notre pays, à la main des élus qui décident de se saisir volontairement de ce dispositif.

Celles-ci bénéficient déjà de dispositions favorables dans le cadre du calcul des différentes composantes de la dotation globale de fonctionnement (DGF). Ce dispositif, dit « pacte de stabilité », repose sur :

- une protection des communes nouvelles créées à compter du 2 janvier 2017 contre les baisses de dotations (dotation forfaitaire et dotations de péréquation) pendant leurs trois premières années d'existence ;
- une aide au démarrage pour les communes créées en 2020 et les années suivantes, dite « dotation d'amorçage ».

Cependant, le caractère transitoire du pacte de stabilité est vécu comme une source d'insécurité financière pour les communes nouvelles concernées et constitue un frein au mouvement de fusion des communes. Il est donc essentiel que l'État accompagne de manière renforcée ces communes nouvelles dans leur phase de transition et de consolidation.

Cet amendement vise à donner une visibilité financière dans la durée aux communes nouvelles pour réussir leur fusion, assurer une continuité de service public et favoriser leur développement territorial. L'objectif est ainsi d'engager un nouveau mouvement de création de communes nouvelles en remplaçant le pacte de stabilité actuel par une dotation dédiée aux communes nouvelles, distincte de la

dotation globale de fonctionnement (DGF) et financée par un prélèvement sur les recettes de l'État (PSR).

Cet amendement vise à apprécier la population de la commune nouvelle l'année où les conseils municipaux des communes concernées approuvent par délibération la création d'une commune nouvelle.







## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 278-0 *bis* est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« .... – Les transports de voyageurs, à l'exception du transport aérien. » ;

2° Le b *quater* de l'article 279 est ainsi rédigé :

« b *quater*. Le transport aérien ; ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K souhaitent appliquer le taux réduit de TVA aux transports collectifs autres que le transport aérien.





## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. DELCROS, Jean-Michel ARNAUD, HENNO, FOLLIOT et CHAUVET, Mme VÉRIEN,  
M. DUFFOURG, Mmes PERROT, GATEL et GACQUERRE, M. CANÉVET, Mme MORIN-DESAILLY,  
MM. Stéphane DEMILLY, Pascal MARTIN et LONGEOT et Mmes BILLON et VERMEILLET

C	
G	

### ARTICLE 27 TERDECIES

#### I.- Alinéa 3

Remplacer les mots :

de 75 % de

par les mots :

égal à

#### II.- Alinéa 5

Remplacer les mots :

inférieur à 75 % de

par les mots :

égal à

### OBJET

Le présent amendement vise à assouplir les conditions de déliaison des impôts locaux, qui empêchent l'effectivité de cette mesure.

En effet, le projet de loi de finances introduit la faculté d'augmenter sans lien le taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, sous réserve de respecter les conditions suivantes :

- pour les communes, le taux de THRS doit être inférieur à un plafond de 75 % du taux moyen constaté dans les communes du département l'année précédente et la hausse est limitée à 5 % de ce plafond ;
- pour les EPCI à fiscalité propre, le taux de THRS doit être inférieur à un plafond de 75 % du taux moyen national constaté dans les EPCI de sa catégorie l'année précédente et la hausse est limitée à 5 %.

Ces plafonds excluraient de trop nombreuses communes du dispositif. Pour s'en convaincre, il suffit de prendre l'exemple d'une commune située dans un département dont le taux moyen de THRS serait de 20%. Pour pouvoir délier ses taux d'impôts locaux, la commune devrait avoir votée l'année précédente un taux de THRS inférieur à 15%. De plus, dans un tel contexte, l'augmentation permise ne serait que de 0,75%. Cela rend de ce fait cette mesure plus symbolique qu'effective.

Dans un contexte marqué par l'attrition de logements affectés à l'habitation principale, il convient d'offrir de réelles marges de manœuvre aux élus locaux en assouplissant davantage les règles de lien applicables aux impôts directs locaux.

Pour ce faire, le présent amendement propose d'assouplir les conditions prévus par cet article, en remplaçant les plafonds de 75% prévus pour les communes et les EPCI, par un plafond égal :

- Pour les communes, au taux moyen constaté dans les communes du département l'année précédente.
- Pour les EPCI, au taux moyen national constaté dans les EPCI d'une même catégorie l'année précédente.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DELCROS, Pascal MARTIN et Stéphane DEMILLY, Mme MORIN-DESAILLY, M. CANÉVET, Mmes GACQUERRE, GATEL et PERROT, M. DUFFOURG, Mme VÉRIEN, MM. CHAUVET, FOLLIOT, HENNO, LAUGIER, BONNECARRÈRE et LONGEOT et Mmes BILLON et VERMEILLET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7

Après l'article 7

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. - Les organismes à but non lucratif ayant pour objet l'aide à domicile mentionnés au c du 1 de l'article 199 sexdecies du code général des impôts, réalisant leur activité en zone France ruralités revitalisation, bénéficient d'une location avec option d'achat leur permettant de louer un véhicule ayant une motorisation électrique pour un montant n'excédant pas 100 € par mois. Un décret détermine les modalités d'application du présent article.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement d'appel vise à intégrer les associations d'aide à domicile au dispositif du « leasing social » promis par le Président de la République.

La mise en place de ce dispositif, dont les modalités d'application restent à déterminer, est un message positif adressé aux ménages modestes.

Il convient d'étendre son champ d'application aux organismes à but non lucratif ayant pour objet l'aide à domicile, qui jouent un rôle primordial en matière de cohésion sociale au sein de nos territoires.

Ces dernières bénéficieraient de façon particulièrement utile de ce leasing, dans le cadre de leur accompagnement quotidien au domicile des personnes en perte d'autonomie. En effet, les coûts liés au transport grèvent lourdement les budgets de ces associations, notamment en milieu rural et en zone de montagne où les trajets sont plus longs et l'usage de la voiture plus fréquent.

Dans de nombreux territoires, ces coûts participent à la remise en cause du modèle économique de ces associations essentielles, qui menacent parfois de disparaître. Cet amendement poursuit dès lors l'objectif de pérenniser les missions des organismes à but non lucratif ayant pour objet l'aide à domicile en milieu rural et en zone de montagne.







**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DELCROS, Pascal MARTIN et Stéphane DEMILLY, Mme MORIN-DESAILLY, M. CANÉVET, Mmes GACQUERRE et PERROT, M. DUFFOURG, Mme VÉRIEN, MM. CHAUVET, FOLLIOT, HENNO, Jean-Michel ARNAUD, LAUGIER, BONNECARRÈRE et LONGEOT et Mmes BILLON et VERMEILLET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7

Après l'article 7

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Les porteurs de projets situés en zone France ruralités revitalisation, ou réalisant leur activité non-sédentaire de façon au moins partielle dans ces zones, sont éligibles de façon prioritaire au programme de reconquête commerciale en milieu rural.

**OBJET**

Le présent amendement vise à permettre aux commerçants situés en zone France ruralités revitalisation (FRR), de bénéficier de façon prioritaire du dispositif « reconquête commerciale en milieu rural » pour financer leur installation.

En effet, les territoires ruraux classés en FRR rencontrent des difficultés économiques, sociales et démographiques qu'il convient de prendre en compte lors de la sélection des projets de ce dispositif.

Le présent amendement propose dès lors de rendre les porteurs de projets privés ou publics situés en FRR ou réalisant leur activité non-sédentaire au moins en partie en FRR éligibles de façon prioritaire au dispositif « reconquête commerciale en milieu rural », qui favorise l'implantation de commerces de proximité en milieu rural. Cet amendement n'influe pas sur les critères d'éligibilité du dispositif, mais priorise les porteurs de projets éligibles au moment de la sélection des projets.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DELCROS, Pascal MARTIN et Stéphane DEMILLY, Mme MORIN-DESAILLY, M. CANÉVET, Mmes GACQUERRE, GATEL et PERROT, M. DUFFOURG, Mme VÉRIEN, MM. CHAUVET, FOLLIOT, HENNO, Jean-Michel ARNAUD, LAUGIER et BONNECARRÈRE et Mmes BILLON et VERMEILLET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7

Après l'article 7

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Les communes situées en zone France ruralités revitalisation sont éligibles de façon prioritaire au fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires.

**OBJET**

Le fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires, aussi appelé fonds vert, vise à subventionner des investissements locaux favorisant la performance environnementale, l'adaptation au changement climatique et l'amélioration du cadre de vie.

Le fonds est actuellement destiné à tout type de collectivités territoriales. Sa gestion est déconcentrée au niveau des préfets de région et de département et ses enveloppes financières sont fongibles entre les différentes mesures proposées.

Le présent amendement propose de rendre éligibles de façon prioritaire à ce dispositif les communes situées en zone France ruralités revitalisation, dont les difficultés économiques, sociales et démographiques impliquent souvent une faible capacité d'autofinancement.

Il convient dès lors d'examiner leurs projets de façon particulière et prioritaire, car leur mise en œuvre est souvent conditionnée à l'obtention de ces subventions.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DELCROS, Pascal MARTIN et Stéphane DEMILLY, Mme MORIN-DESAILLY, M. CANÉVET, Mmes GACQUERRE, GATEL et PERROT, M. DUFFOURG, Mme VÉRIEN, MM. CHAUVET, FOLLIOT, HENNO, Jean-Michel ARNAUD, LAUGIER et BONNECARRÈRE et Mmes BILLON et VERMEILLET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

I. – Alinéas 2 à 5

Supprimer ces alinéas.

II. – Alinéa 8

Supprimer cet alinéa.

III. – Alinéa 12

Supprimer cet alinéa.

**OBJET**

Le présent amendement de repli vise à rétablir les conditions d'octroi du prêt à taux zéro, pour l'achat ou la construction d'un logement neuf en zone non-tendue B2 et C. Il prévoit en outre de conserver la quotité de 40% actuellement applicable.

En effet, l'article 6 du PLF restreint le champ d'application du PTZ, qui ne pourrait plus financer la construction ou l'acquisition de logement neuf en zone détendue.

Cette évolution du prêt à taux zéro est particulièrement dommageable aux primo-accédants souhaitant résider dans un territoire rural.

Dans ces territoires, l'acquisition-rénovation d'un logement ancien est souvent bien plus onéreuse que la construction d'un logement neuf. Prohiber le recours au prêt à taux zéro pour l'achat ou la construction d'un logement neuf en zone rurale impacterait de ce fait les ménages modestes, qui seraient contraints d'abandonner leur projet d'accession à la propriété.

De plus, ce recentrage du prêt à taux zéro conduirait à restreindre l'attractivité de nombreux territoires ruraux.

Le présent amendement propose dès lors de revenir aux conditions d'attribution actuelles du prêt à taux zéro.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. CHAIZE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 25 TER**

Après l'article 25 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

La deuxième partie du livre premier du code général des impôts est ainsi modifiée :

1° Le dernier alinéa de l'article 1595 *bis* est complété par une phrase ainsi rédigée : « Les modalités de répartition adoptées pour les communes nouvelles tiennent compte du nombre de leurs communes fondatrices. » ;

2° Le premier alinéa du II de l'article 1648 A est complété par une phrase ainsi rédigée : « Les modalités de répartition adoptées pour les communes nouvelles tiennent compte du nombre de leurs communes fondatrices. »

**OBJET**

De nombreuses communes nouvelles ont connu une baisse significative des montants perçus au titre du fonds de péréquation départemental de la taxe professionnelle (FDPTP), et du fonds de péréquation départemental des droits de mutations à titre onéreux (FDPDMTO) par rapport à ce que percevaient leurs communes fondatrices.

Bien que l'article 1595 bis du code général des impôts (FDPDMTO) et l'article 1648 A du même code (FDPTP) laissent quelques marges de manœuvre aux conseils départementaux dans le choix des critères de répartition des montants de ces fonds de péréquation départementaux, il est nécessaire de prévoir une évolution législative afin d'éviter que les communes nouvelles ne soient clairement pénalisées dans l'attribution de ces fonds.

C'est pourquoi, le présent amendement propose de prendre en compte le nombre de communes fondatrices dans la répartition de chacun de ces fonds départementaux, de sorte que ces répartitions ne pénalisent pas les regroupements de communes (sans les favoriser spécifiquement par ailleurs).





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes JACQUEMET et VERMEILLET, M. LAUGIER, Mmes GUIDEZ et SOLLOGOUB, MM. KERN,  
CANÉVET et HENNO, Mmes PERROT et BILLON et MM. LEVI et BLEUNVEN

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES**

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 238 quindecies du code général des impôts est complété par un paragraphe ainsi rédigé :

« .... – Les plus-values réalisées à l'occasion de la transmission d'une entreprise individuelle réalisant une activité agricole, sous la forme de plusieurs cessions concomitantes portant sur la totalité des éléments de son patrimoine professionnel, ne présentant pas le caractère de branche complète d'activité, au profit de jeunes agriculteurs visés à l'article D 343-3 du code rural et de la pêche maritime, peuvent bénéficier de l'exonération prévue au I, sous réserve de remplir les conditions du II. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La transmission, comme l'installation, doivent être soutenues par des leviers fiscaux qui participent à l'attractivité du métier d'agriculteur, et qui doivent être adaptés à la diversité des profils d'entrepreneurs et de projets économiques.

Dans l'objectif de soutenir les projets de transmission, il est proposé de faire évoluer les dispositifs d'exonération des plus-values professionnelles en permettant d'étendre le bénéfice de l'exonération des plus-values réalisées lors de la cession d'une exploitation agricole à plusieurs jeunes agriculteurs (500 000 € pour une exonération totale ou 1 000 000 € pour une exonération partielle).

En effet, actuellement, pour pouvoir bénéficier de l'exonération des plus-values, la transmission doit porter soit sur l'intégralité des éléments caractéristiques de l'entreprise individuelle ou sur des droits et parts détenus par l'associé dans une société soit sur une branche complète d'activité.

L'actuelle rédaction de l'article contraint les exploitants agricoles dont d'exploitation ne peut être divisée en branches d'activités à céder la totalité de leur exploitation à un unique cessionnaire pour pouvoir bénéficier des dispositions fiscales favorables alors qu'ils sont de plus en plus souvent sollicités pour céder leur exploitation à différents repreneurs. Les nouveaux installés et plus largement

les jeunes agriculteurs ne sont pas en mesure d'absorber des investissements d'une telle ampleur réduisant par conséquent le nombre de candidats à la reprise totale des exploitations agricoles.

Dès lors, afin d'encourager le renouvellement des générations, le présent amendement modifie le texte afin d'accorder au cédant le bénéfice du dispositif lorsque ce dernier accepte de fractionner son exploitation en vue d'une cession répartie entre différents repreneurs tous jeunes agriculteurs.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme JACQUEMET, M. MAUREY, Mmes VERMEILLET et GUIDEZ, M. LAUGIER, Mme SOLLOGOUB,  
MM. KERN, CANÉVET et HENNO, Mmes PERROT et BILLON et MM. LEVI et BLEUNVEN

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNVICIES

Après l'article 3 unvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au IV de l'article 788 du code général des impôts, le montant : « 1 594 » est remplacé par le montant : « 150 000 ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Amendement de repli

Le présent amendement vise à réformer les droits de donation et de succession, afin de favoriser la mobilité du patrimoine entre les générations.

En effet, si l'on souhaite favoriser le pouvoir d'achat des jeunes générations, il est indispensable de permettre aux ascendants de disposer pleinement de leurs biens, jusqu'à en faire don à leurs descendants, sans être surtaxés.

La France se situe bien en retard de ses voisins européens, quand on pense que certains pays comme l'Autriche ou la Suède ont entièrement supprimé les impôts sur les transmissions afin de favoriser la mobilité du patrimoine envers les jeunes, ou que le seuil d'abattement en Allemagne est actuellement fixé à 400 000 euros.

De plus, la fiscalité des donations revient à taxer une nouvelle fois des biens qui ont déjà été taxés au moment où ils ont été achetés ou détenus par leurs donataires. Cet effet de « double peine » est encore plus violent lorsqu'il survient au moment des successions, la fiscalité étant alors perçue comme un « impôt sur la mort ».

Par ailleurs, en ce qui concerne les grands-parents, la fiscalité est particulièrement injuste, puisqu'en cas de décès, l'abattement est réduit à une part symbolique de seulement 1 594 euros par petit-enfant. C'est pourquoi cet amendement vise à aligner la fiscalité des successions des grands-parents sur celle des donations en rehaussant l'abattement à 150 000 euros de succession libres de droits par petit-enfant.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme JACQUEMET, M. MAUREY, Mme VERMEILLET, M. LAUGIER, Mme SOLLOGOUB,  
MM. CANÉVET et HENNO, Mmes PERROT et BILLON et MM. LEVI et BLEUNVEN

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNVICIES

Après l'article 3 unvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa du I de l'article 779, le montant : « 100 000 € » est remplacé par le montant :  
« 200 000 € » ;

2° Au deuxième alinéa de l'article 784, le mot : « quinze » est remplacé par le mot : « dix ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et les services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à réformer les droits de donation et de succession, afin de favoriser la mobilité du patrimoine entre les générations.

En effet, si l'on souhaite favoriser le pouvoir d'achat des jeunes générations, il est indispensable de permettre aux ascendants de disposer pleinement de leurs biens, jusqu'à en faire don à leurs descendants, sans être surtaxés.

La France se situe bien en retard de ses voisins européens, quand on pense que certains pays comme l'Autriche ou la Suède ont entièrement supprimé les impôts sur les transmissions afin de favoriser la mobilité du patrimoine envers les jeunes, ou que le seuil d'abattement en Allemagne est actuellement fixé à 400 000 euros.

De plus, la fiscalité des donations revient à taxer une nouvelle fois des biens qui ont déjà été taxés au moment où ils ont été achetés ou détenus par leurs donataires. Cet effet de « double peine » est encore plus violent lorsqu'il survient au moment des successions, la fiscalité étant alors perçue comme un « impôt sur la mort ».

C'est pourquoi cet amendement vise à :



- 1 - Revenir sur la baisse du seuil d'abattement à 100 000 euros par François Hollande et fixer l'abattement à 200 000 euros ;
- 2 - Assigner cet abattement à une durée de 10 ans contre une durée de 15 ans actuellement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Jean-Baptiste BLANC

**ARTICLE 6****I. - Alinéa 5**

Remplacer cet alinéa par deux alinéas ainsi rédigés :

...) Au deuxième alinéa, les mots : « et de localisation de ce logement dans les communes classées dans une zone géographique ne se caractérisant pas par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements entraînent des difficultés d'accès au logement dans le parc résidentiel existant » sont supprimés ;

...) Les troisième et quatrième alinéas sont supprimés ;

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 83 de la loi de finances pour 2018 a restreint les conditions d'obtention du prêt à taux zéro (PTZ) dans un logement ancien sous condition de travaux, en limitant son application aux zones non tendues, c'est-à-dire les zones B2 ou C. Cette restriction, peu justifiée à l'époque, l'est encore moins dans le contexte de la crise actuelle du logement : d'une part, la hausse des taux d'intérêt a pour effet une désolvabilisation massive des ménages, dont le pouvoir d'achat immobilier a diminué de dix mètres carrés en deux ans ; d'autre part, tous les leviers doivent être mis en œuvre afin de favoriser et d'accélérer la rénovation énergétique de l'ensemble du parc de logements anciens. Le PTZ dans l'ancien apparaît donc comme l'un des outils qui peuvent encourager les ménages à rester ou revenir dans les centres de nombreuses villes où la qualité du bâti et le coût des travaux les contraignent aujourd'hui à partir vers la périphérie. En ce sens, la suppression de cette incitation fiscale entre aujourd'hui en contradiction avec les objectifs de réduction de l'artificialisation.

Le rapport d'évaluation du prêt à taux zéro réalisé par l'Inspection générale des finances en 2019 s'étonnait déjà de cette restriction, soulignant que le financement de la rénovation du parc ancien est un enjeu important pour la revitalisation des centres anciens, tout particulièrement dans des villes moyennes qui font l'objet d'une opération « Action Cœur de ville ». Le même rapport estimait à

64 millions d'euros seulement l'économie apportée à l'État par la suppression du PTZ dans l'ancien en 2018.

Il est proposé en conséquence de donner à nouveau la possibilité d'accéder au prêt à taux zéro pour un logement ancien, sous condition de travaux, sur l'ensemble du territoire.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Stéphane DEMILLY, Mmes PETRUS et PERROT, M. CANÉVET, Mme JACQUES et MM. BELIN,  
Pascal MARTIN, LEVI, KERN et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 16 SEXIES

I. – Après l’alinéa 8

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

...° L’article L. 422-25 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« 3° D’une exonération du tarif de péréquation aéroportuaire prévu au 4° du même article L. 422-20. »

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement modifie les règles du tarif de péréquation prélevé à chaque embarquement de passagers aériens. En application de l’article L. 422-24 du code des impositions sur les biens et les services, le tarif de péréquation de la taxe sur le transport aérien de passagers (TTAP) est déterminé par arrêté conjoint du ministre chargé du budget et du ministre chargé de l’aviation civile, dans la limite de 1,25 €.

Ainsi, afin de mieux tenir compte des moindres coûts induits pour les embarquements réalisés en correspondance et d’adapter l’application de la règle fiscale en conséquence, le présent amendement propose de compléter les exonérations existantes par une exonération de tarif de péréquation aéroportuaire, avec l’objectif de s’aligner sur la situation observée dans plusieurs autres pays européens. Cette exonération vient en complément du taux d’abattement sur les passagers à correspondance





DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, rapport 128, 132)

N°	I-1035
----	--------

22 NOVEMBRE 2023

**A M E N D E M E N T**

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

C	
G	

ARTICLE 7

Alinéa 92

Remplacer les mots :

à 2030

par les mots :

et 2026

**OBJET**

En cohérence avec l'article 7 du projet de loi de programmation des finances publiques, qui prévoit que toute dépense fiscale est prorogée pour une durée maximale de trois années, cet amendement propose de limiter à 2026 la prorogation de l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) de 30 % pour les logements situés dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV).







N°	I-1036
----	--------

## A M E N D E M E N T

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

C	
G	

### ARTICLE 7

Alinéa 159

Supprimer cet alinéa.

### OBJET

Le présent amendement a pour objet de lever une incompatibilité, dans le texte considéré comme adopté par l'Assemblée nationale, entre le cent-cinquante neuvième alinéa du présent article et le nouvel article 10 *quinquies*.

En effet, le 1<sup>o</sup> du II de l'article 10 *quinquies* vise à réécrire partiellement l'article L. 441-3 du code de la construction et de l'habitation mais ne tient pas compte de coordinations opérées parallèlement s'agissant des nouvelles FRR à l'article 7. En conséquence, le présent amendement propose de supprimer le III de l'article 7, sans remettre en cause l'évolution proposée, pour procéder à une réécriture globale des quatrième et cinquième alinéas de l'article L. 441-3 du code de la construction et de l'habitation précité, afin de coordonner les dispositifs portés aux articles 7 et 10 *quinquies* du présent projet de loi de finances.





DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, rapport 128, 132)

N°	I-1037
----	--------

22 NOVEMBRE 2023

**A M E N D E M E N T**

présenté par  
M. HUSSON  
au nom de la commission des finances

C	
G	

ARTICLE 7

Alinéa 174

Supprimer les mots :

l'article L. 141-4-3 et à

**OBJET**

Le présent amendement a pour objet, parmi l'ensemble des coordinations opérées du fait de l'entrée en vigueur du nouveau type de zonage « FRR », de modifier le 1° du X, correspondant au cent-soixante-quatorzième alinéa, pour supprimer la modification proposée de l'article L. 141-4-3 du code de la sécurité sociale, lequel n'existe pas.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. MAUREY

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le 5 du K du VI de l'article 16 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« ...° Aux communes qui ont changé entre 2017 et 2019 d'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, dès lors que la hausse du taux communal de taxe d'habitation décidée à la suite de ce changement n'a pas abouti à une hausse globale du produit communal et intercommunal de taxe d'habitation sur le territoire de la commune ;

« ...° Aux communes qui ont quitté entre 2017 et 2019 un syndicat de communes financé par le produit de la taxe d'habitation, dès lors que la hausse du taux communal de taxe d'habitation décidée à la suite de ce changement n'a pas abouti à une hausse globale du produit communal et intercommunal de taxe d'habitation sur le territoire de la commune. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Dans le cadre de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, un système de dégrèvement pris en charge par l'Etat a été mis en place jusqu'en 2020.

Le montant du dégrèvement était calculé sur la base du taux de taxe d'habitation et des abattements adoptés par la commune ou l'EPCI à fiscalité propre au titre de l'année 2017.

En cas d'augmentation du taux de taxe d'habitation entre 2017 et 2019, celle-ci était prise en charge par les contribuables dégrévés et, en 2020, le Gouvernement a décidé une remise à la charge de la commune, contre l'avis du Sénat.

L'article 37 de la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 prévoit trois dérogations à cette remise à la charge pour l'année 2020 notamment « lorsque la hausse du taux communal de taxe d'habitation entre 2017 et 2019 s'accompagne d'une baisse du taux intercommunal de taxe d'habitation de leur établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, sur la même période et à bases constantes, n'aboutissant pas à une hausse globale du produit communal et intercommunal de taxe d'habitation sur le territoire de la commune ».

Cette disposition ne couvre toutefois pas les cas des communes qui ont augmenté le taux communal de taxe d'habitation après avoir intégré un nouvel EPCI à fiscalité propre, sans que cette augmentation n'ait eu une conséquence fiscale sur leurs administrés, le taux intercommunal de taxe d'habitation appliqué par le nouvel EPCI étant inférieur à l'ancien EPCI.

De la même manière, elle ne s'applique pas aux communes qui ont « intégré » le taux additionnel de taxe d'habitation à leur taux communal après avoir quitté un syndicat bénéficiant d'une contribution fiscalisée.

Dans les deux cas, les communes ont pu être contraintes d'augmenter le taux communal de taxe d'habitation pour financer la reprise d'une compétence.

Un certain nombre de communes se voient ainsi réclamer une somme importante par l'Etat, situation qui les met en difficultés d'autant que celle-ci est prélevée rétroactivement.

Aussi, le présent amendement prévoit, dans l'esprit des dérogations déjà accordées par le législateur, qu'une exception puisse être également appliquée aux communes ayant augmenté ce taux à la suite d'un changement d'EPCI à fiscalité propre ou d'un retrait d'un syndicat intervenu entre 2017 et 2019.

L'exception ne serait appliquée qu'à la condition que cette hausse du taux communal n'ait pas d'incidence sur le contribuable, c'est-à-dire que le taux global (communal et intercommunal) de taxe d'habitation n'ait pas augmenté.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. MAUREY

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le 5 du K du VI de l'article 16 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« ...° Aux communes qui, ayant changé entre 2017 et 2019 d'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, ont dû prendre en charge l'exercice d'une ou plusieurs compétences qui relevaient de l'établissement dont elles étaient membres et ne relèvent pas de leur nouvel établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, dès lors que la hausse du taux communal de taxe d'habitation décidée à la suite de ce changement n'a pas abouti à une hausse globale du produit communal et intercommunal de taxe d'habitation sur le territoire de la commune ;

« ...° Aux communes qui, ayant quitté entre 2017 et 2019 un syndicat de communes financé par le produit de la taxe d'habitation, ont dû assumer l'exercice d'une ou plusieurs compétences auparavant exercées par le syndicat, dès lors que la hausse du taux communal de taxe d'habitation décidée à la suite de ce changement n'a pas abouti à une hausse globale du produit communal et intercommunal de taxe d'habitation sur le territoire de la commune. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement constitue un amendement de repli qui prévoit d'accorder une dérogation en matière de reprise du produit de la taxe d'habitation lorsque la commune a augmenté son taux à la suite d'un changement d'EPCI à fiscalité propre ou d'un retrait d'un syndicat entre 2017 et 2019, si l'augmentation a visé à financer la reprise d'une compétence à la suite de ce changement.

Dans l'esprit des dérogations déjà accordées par le législateur en la matière, l'exception ne serait appliquée qu'à la condition que cette hausse du taux communal n'ait pas d'incidence sur le contribuable, c'est-à-dire que le taux global (communal et intercommunal) de taxe d'habitation n'ait pas augmenté.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CANÉVET, DELCROS, CAPO-CANELLAS et DELAHAYE, Mme Nathalie GOULET,  
MM. MAUREY et MIZZON, Mmes VERMEILLET et Olivia RICHARD, MM. BONNECARRÈRE et  
HENNO, Mmes SOLLOGOUB et HAVET, M. LONGEOT, Mme JACQUEMET, MM. HINGRAY et  
CIGIOLLOTTI, Mme BILLON et MM. Jean-Michel ARNAUD, BLEUNVEN et PILLEFER

C	
G	

ARTICLE 5 DUODECIES

Après l'alinéa 3

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

... ) Après le deuxième alinéa, est inséré un 1° ... ainsi rédigé :

« 1° ... 50 000 € s'il s'agit d'entreprises dont le commerce principal est de louer directement ou indirectement des meublés de tourisme, en dehors de ceux qui sont mentionnés au 1° du présent 1 ; »

**OBJET**

L'article 5 duodecies aligne les conditions d'application du régime de simplification micro-BIC applicables à la location de locaux classés meublés de tourisme sur celui de la location de locaux meublés classiques. Dès lors, la location de locaux classés meublés de tourisme relèvera désormais du second seuil et bénéficiera de l'abattement forfaitaire représentatif de charges de 50 %.

En complément, afin de soutenir l'offre de logements touristiques en zone rurale, il instaure un dispositif incitatif au maintien et au développement d'une offre de locaux classés meublés de tourisme dans les territoires en déficit d'offre touristique, non concernés par la problématique d'attrition des résidences principales.

Ainsi, les contribuables imposés au régime micro-BIC et réalisant un chiffre d'affaires inférieur à 50 000 € au titre de leurs activités de location meublée, proposant à la location des locaux classés meublés de tourisme en zone rurale, bénéficieront d'un abattement supplémentaire de 21 % (soit 71 %). Ce dispositif a vocation à s'appliquer à la location de locaux classés meublés de tourisme situés dans des zones géographiques ne se caractérisant pas par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements.

En complément, et afin d'assurer un seul et même niveau de plafond de chiffre d'affaires, le présent amendement propose d'abaisser à 50 000 euros (contre 77 700 euros actuellement) le seuil d'imposition des locations de meublés de tourisme.





## AM E N D E M E N T

présenté par

M. Jean-Baptiste BLANC

### ARTICLE 3 SEXIES

C	
G	

#### I. – Alinéa 4

Rédiger ainsi cet alinéa :

a) Au premier alinéa, les mots : « jusqu'au 31 décembre 2023 : » sont remplacés par les mots : « , à la suite d'une promesse unilatérale ou synallagmatique de vente signée et ayant acquis date certaine entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 31 décembre 2025, au plus tard le 31 décembre de la deuxième année suivant celle au cours de laquelle cette promesse a acquis date certaine : » ;

#### II. – Alinéa 10

Compléter cet alinéa par une phrase ainsi rédigée :

L'exonération s'applique également lorsque l'acquisition porte sur un immeuble bâti que l'acquéreur s'engage à affecter, en tout ou partie, aux différents types de logements sociaux et intermédiaires précités sous réserve du respect des mêmes conditions.

#### III- Après l'alinéa 11

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

...) Après le quatrième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque l'opération ne fait pas l'objet d'un permis de construire ou que ce permis n'a pas encore été obtenu, il est remplacé par une attestation de l'acquéreur » ;

IV. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

L'article 3 sexies du projet de loi de finances tel qu'adopté à l'Assemblée nationale prévoit 2 mesures :

- Il prolonge de 2 ans le régime de l'article 150 U, II, 7° du CGI, à savoir une exonération d'impôt sur les plus-values immobilières constatées par les personnes physiques au prorata des surfaces de logements sociaux que l'acquéreur s'engage à réaliser. Il est également prévu que, dans les zones tendues, l'engagement pourra désormais porter sur des logements locatifs intermédiaires.
- Parallèlement, il crée un nouveau régime d'abattement sur les plus-values, codifié à l'article 150 VE du CGI, au profit de toute cession destinée au logement privé en zone tendue (l'abattement pouvant être bonifié si une partie du programme est affecté au logement social ou intermédiaire).

Concernant la durée d'application de ces deux régimes :

L'article 3 sexies prévoit que pour le premier régime (art. 150 U du CGI), la vente doit intervenir au plus tard le 31 décembre 2025. En revanche, pour le second régime (vente destinée au logement privé – art. 150 VE du CGI) la vente peut être réalisée jusqu'au 31 décembre 2027 dès lors qu'une promesse de vente a été signée avant fin 2025.

Aucun élément ne semble expliquer cette distorsion dans la durée d'application. Il est donc proposé d'aligner les deux régimes en retenant la solution la plus souple (promesse signée avant fin 2025 et vente dans les 2 ans qui suivent).

Concernant les modalités d'application du premier régime (vente destinée au logement social, art. 150 U du CGI) :

Le présent amendement propose de préciser que ce régime peut s'appliquer, sous les mêmes conditions (conditions liées au délai, au zonage, au caractère de bâtiments d'habitation collectifs et au gabarit ...), aux opérations d'acquisition d'immeubles anciens destinés à être transformés en logements sociaux ou intermédiaires et ceci même si l'opération ne fait pas l'objet d'un permis de construire.

Cette précision est nécessaire car, depuis 2020, le texte de l'article 150 U du CGI impose que l'acquéreur présente, au jour de l'acquisition, un permis de construire afin de justifier la surface qui sera affectée au logement social.

Cette référence au permis de construire pose deux difficultés :

- Elle peut être comprise comme réservant le régime aux opérations de construction neuves. C'est en tout cas l'interprétation retenue par plusieurs contrôleurs fiscaux, même si les services centraux de la DGFIP ont pris des positions qui semblent aller en sens contraire. Les opérateurs Hlm demandent depuis plusieurs années une clarification sur ce point.
- On rappelle que les organismes Hlm disposent d'un délai de 10 ans pour réaliser leur engagement, ce délai ayant été fixé par le législateur pour leur permettre d'intervenir dans certaines opérations complexes et donc, longues. Dans des situations de ce type, si l'organisme peut s'engager sur une future surface de logements sociaux, il n'est, par hypothèse, pas en mesure de présenter un permis de construire le jour de l'acquisition du bien.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Jean-Baptiste BLANC

ARTICLE 6

I. – Alinéa 21, dernière phrase

Compléter cet alinéa par les mots :

ainsi que les nouveaux plafonds de ressources applicables

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 6 du projet de loi de finances prévoit, afin d'inciter à la rénovation lourde du parc de logements sociaux anciens, de faire bénéficier les logements éligibles d'une exonération de longue durée de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) à l'instar de celle dont bénéficient les constructions neuves, ainsi que d'un taux de TVA de 5,5% sur les travaux engagés dans ce cadre.

Cette proposition s'inscrit dans le cadre du projet « seconde vie » sur lequel l'Etat a travaillé avec l'USH et la banque des territoires, en alternative à la démolition-reconstruction, dans une logique de décarbonation du parc existant. Ces opérations ont pour but de redonner quarante ans de durée de vie aux bâtiments traités. Il s'agit de rénovations particulièrement ambitieuses dont le coût se rapproche de celui d'une construction neuve.

Ce dispositif concerne les logements sociaux dont la construction remonte à plus de 40 ans et qui ont donc connu des modes de financement et des niveaux de loyer maximum inscrits dans les conventions APL très différents de ce qui est appliqué aujourd'hui pour le neuf.

Or, les ambitions des projets seconde vie impliquent une consommation importante de fonds propres. Pour faciliter la reconstitution de ces fonds propres, l'article 6, tel que modifié à l'Assemblée nationale, propose que l'organisme puisse adapter les marges de loyers.

Le présent amendement propose d'adapter également les plafonds de ressources des locataires éligibles. Comme c'est le cas pour une opération neuve, l'organisme proposera au représentant de l'Etat lors de l'instruction de l'agrément, une nouvelle grille de loyers et de plafonds de ressources (PLAI/PLUS/PLS) applicables à la relocation. Cette grille sera élaborée en tenant compte des

C	
G	



objectifs de mixité sociale de l'opération. L'évolution de la masse totale des loyers plafonds avant et après travaux devra être justifiée au regard des équilibres financiers de l'opération.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Jean-Baptiste BLANC

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

I. – Alinéa 78

Supprimer les mots :

, pendant cette période de quarante ans,

II. – Alinéa 110

Supprimer les mots :

, depuis au moins quarante ans,

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

L'article 6 du PLF 2024 prévoit, afin d'inciter à la rénovation lourde du parc de logements sociaux anciens, de faire bénéficier les logements éligibles d'une exonération de longue durée de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) à l'instar de celle dont bénéficient les constructions neuves, ainsi que d'un taux de TVA de 5,5% sur les travaux engagés dans ce cadre.

Cette proposition s'inscrit dans le cadre du projet « seconde vie » sur lequel l'Etat a travaillé avec l'USH et la banque des territoires, en alternative à la démolition-reconstruction, dans une logique de décarbonation du parc existant. Ces opérations ont pour but de redonner quarante ans de durée de vie aux bâtiments traités. Il s'agit de rénovations particulièrement ambitieuses dont le coût se rapproche de celui d'une construction neuve.

L'article réserve ce dispositif aux logements conventionnés à l'APL, achevés depuis plus de 40 ans. Il ajoute également une condition supplémentaire à savoir que les logements doivent avoir été, pendant toute cette période de 40 ans, conventionnés à l'APL ou assimilés. Cette double conditionnalité paraît restrictive. En effet, c'est l'âge du bâtiment qui doit justifier de pouvoir bénéficier du dispositif. La

seconde exigence conduirait à exclure les opérations portant sur les logements locatifs sociaux qui, bien qu'achevés depuis plus de 40 ans, ont été acquis par l'organisme de logement social il y a moins de quarante ans dans le cadre, par exemple, d'une acquisition-amélioration.

Il est donc proposé de supprimer cette seconde exigence.





## AM E N D E M E N T

présenté par

M. Jean-Baptiste BLANC

C	
G	

### ARTICLE 6

I. – Alinéa 81, première phrase

Après la première occurrence du mot :

logements

insérer les mots :

peu performants

II. – Alinéa 111

Après le mot :

classes

insérer la lettre et le signe :

E,

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

L'article 6 du PLF 2024 prévoit, afin d'inciter à la rénovation lourde du parc de logements sociaux anciens, de faire bénéficier les logements éligibles d'une exonération de longue durée de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) à l'instar de celle dont bénéficient les constructions neuves, ainsi que d'un taux de TVA de 5,5% sur les travaux engagés dans ce cadre.

Cette proposition s'inscrit dans le cadre du projet « seconde vie » sur lequel l'Etat a travaillé avec l'USH et la banque des territoires, en alternative à la démolition-reconstruction, dans une logique de

décarbonation du parc existant. Ces opérations ont pour but de redonner quarante ans de durée de vie aux bâtiments traités. Il s'agit de rénovations particulièrement ambitieuses dont le coût se rapproche de celui d'une construction neuve.

L'article réserve ce dispositif aux travaux permettant cumulativement une amélioration de la performance énergétique et environnementale des logements avec le passage d'un classement « F » ou « G » avant travaux à un classement « B » ou « A » après travaux.

Le gouvernement, via le document signé au congrès USH de Nantes « Engagements pour la transition écologique et la production de logements sociaux 2024-2026 » a pour objectif de favoriser « les travaux de réhabilitation lourde par la pérennisation du dispositif de seconde vie, permettant des avantages fiscaux et de taux. Ce dispositif visera prioritairement dans la logique du calendrier fixé par la loi Climat et Résilience, les logements d'étiquettes G, F, E. »

Le présent amendement vise donc à ouvrir les aides fiscales aux logements locatifs sociaux à un niveau de performance énergétique et environnementale correspondant à un classement « E », au sens de l'article L. 173-1-1 du code de la construction et de l'habitation, afin d'être en adéquation avec les objectifs de l'article 160 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 définissant de nouveaux critères d'indécence pour les logements (pour être qualifié de « décent » et pouvoir être mis en location, un logement doit, à partir du 1er janvier 2025, avoir au moins la classe F du DPE ; à partir du 1er janvier 2028, avoir au moins la classe E du DPE ; à partir du 1er janvier 2034, avoir au moins la classe D du DPE).





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Jean-Baptiste BLANC

ARTICLE 6

<b>C</b>	
<b>G</b>	

I. – Alinéa 81, première phrase

Remplacer les mots :

en logements extrêmement performants ou très performants

par les mots :

par la réalisation d'une rénovation énergétique performante au sens du 17° bis de l'article L 111-1 du code de la construction et de l'habitation

II. – Alinéa 113

Remplacer les mots :

aux classes A ou B au sens l'article L. 173-1-1

par les mots :

à une rénovation énergétique performante au sens du 17° bis de l'article L 111-1

III. – Alinéa 116

Remplacer les mots :

aux classes A ou B au sens de l'article L. 173-1-1 du code de la construction et de l'habitation

par les mots :

à une rénovation énergétique performante au sens du 17° bis de l'article L 111-1 du code de la construction et de l'habitation

IV. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 6 du PLF 2024 prévoit, afin d'inciter à la rénovation lourde du parc de logements sociaux anciens, de faire bénéficier les logements éligibles d'une exonération de longue durée de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) à l'instar de celle dont bénéficient les constructions neuves, ainsi que d'un taux de TVA de 5,5% sur les travaux engagés dans ce cadre.

Cette proposition s'inscrit dans le cadre du projet « seconde vie » sur lequel l'Etat a travaillé avec l'USH et la banque des territoires, en alternative à la démolition-reconstruction, dans une logique de décarbonation du parc existant. Ces opérations ont pour but de redonner quarante ans de durée de vie aux bâtiments traités. Il s'agit de rénovations particulièrement ambitieuses dont le coût se rapproche de celui d'une construction neuve.

L'article réserve ce dispositif aux travaux permettant cumulativement une amélioration de la performance énergétique et environnementale des logements avec le passage d'un classement « F » ou « G » avant travaux à un classement « B » ou « A » après travaux.

Il est proposé de mieux définir le niveau exigé après travaux en faisant référence à des travaux qui atteignent un niveau de performance énergétique et environnementale au sens d'une « rénovation énergétique performante » telle qu'elle a été définie par la loi au 17° bis de l'article L111-1 du code de la construction et de l'habitation.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Jean-Baptiste BLANC

ARTICLE 6

I. – Alinéa 106

Compléter cet alinéa par les mots :

sauf les travaux pour lesquels l'article 278-0 bis A prévoit un taux réduit inférieur

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement propose une correction technique à l'article 6 du PLF qui prévoit d'étendre l'application du taux de TVA de 10% prévu en faveur du logement locatif intermédiaire aux travaux d'amélioration réalisés dans le cadre d'une opération d'acquisition-amélioration.

En effet, le texte proposé prévoit que l'ensemble des travaux d'amélioration réalisés dans ce cadre relèvera du taux de 10%, ce qui aurait pour conséquence de supprimer le bénéfice du taux de 5,5% qui s'applique en principe sur certains travaux de rénovation énergétique réalisés dans des logements de plus de 2 ans.

Il est proposé de corriger ce point qui ne correspond manifestement pas au but poursuivi.

<b>C</b>	
<b>G</b>	



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Jean-Baptiste BLANC

ARTICLE 7

C	
G	

## I. – Alinéa 90

Remplacer cet alinéa par deux alinéas ainsi rédigés :

- Le deuxième alinéa est remplacé par un alinéa ainsi rédigé :

« Cet abattement s'applique aux logements au titre desquels le propriétaire, mentionné au premier alinéa du présent I, s'est engagé conventionnellement sur un programme d'actions relatives à l'entretien et à la gestion du parc et ayant pour but d'améliorer la qualité du service rendu aux locataires dans les quartiers concernés. Cet engagement doit être formalisé, avant le 1<sup>er</sup> janvier de la première année d'application de l'abattement, soit dans un contrat de ville prévu à l'article 6 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, soit dans une convention annexe portant sur la période restant à courir entre l'année suivant sa signature et l'année 2030 ».

## II. – Alinéa 93

Rédiger ainsi cet alinéa :

b) le II est remplacé par un alinéa ainsi rédigé : « Pour bénéficier de l'abattement prévu au I, les organismes concernés adressent au service des impôts du lieu de situation des biens, avant le 1<sup>er</sup> janvier de la première année d'application de l'abattement, une déclaration conforme au modèle établi par l'administration comportant tous les éléments d'identification des biens. Elle doit être accompagnée d'une copie du contrat de ville ou de la convention annexe. Cette déclaration doit être actualisée en cas de modification des biens concernés avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivant la modification. Lorsque la déclaration est souscrite après cette date, l'abattement s'applique pour la période restant à courir après le 31 décembre de l'année de la souscription. Les organismes concernés transmettent annuellement aux signataires du contrat de ville ou de la convention annexe les documents justifiant du montant et du suivi des actions entreprises par ces organismes pour l'amélioration des conditions de vie des habitants en contrepartie de l'abattement prévu au même I. Ces documents sont également transmis, à titre consultatif, aux représentants des associations de locataires et au conseil citoyen »

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant des I et II, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

L'article 7 du projet de loi de finances adopté à l'Assemblée nationale prévoit de prolonger jusqu'en 2030 le régime prévu à l'article 1388 bis du CGI qui permet aux organismes Hlm de bénéficier, sous certaines conditions, d'un abattement de 30% sur la taxe foncière des logements sociaux situés dans les quartiers prioritaires de la ville. Dans ce cadre, les organismes Hlm doivent s'engager sur un programme d'actions relatives à l'entretien et à la gestion du parc et ayant pour but d'améliorer la qualité du service rendu aux locataires. Afin de simplifier les modalités de ce régime, il est proposé que cet engagement puisse être pris soit dans un contrat de ville, soit dans une convention annexe (le texte antérieur prévoyait la signature cumulative du contrat de ville et d'une convention annexe). De plus, il est proposé que ces engagements soient pris sur une période pluriannuelle afin de se caler sur le calendrier des futurs contrats de ville.

Enfin, il est proposé de rectifier une des propositions de l'article 7 concernant les obligations déclaratives des bailleurs vis-à-vis des services fiscaux. Le texte de l'article 7, tel qu'il est rédigé, impose aux bailleurs de déclarer les logements concernés chaque année alors que, précédemment, cette déclaration était réalisée une seule fois pour la durée du contrat de ville. Le présent amendement propose de rétablir ce principe de déclaration unique pour toute la durée du contrat de ville en précisant toutefois que cette déclaration doit être actualisée en cas de modification des biens concernés avant le 1er janvier de l'année suivant la modification. Il propose également que le bilan des actions par les organismes soit transmis aux représentants des locataires (en plus d'être transmis, comme le texte actuel l'impose, aux signataires du contrat de ville et au conseil citoyen)

Cet amendement n'a pas d'impact budgétaire supplémentaire à ce qui résulte de l'article 7 adopté à l'Assemblée nationale.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Jean-Baptiste BLANC

**ARTICLE 10 QUINQUIES****I. – Alinéa 2**

Rédiger ainsi cet alinéa :

1° Au a du 2° du III de l'article 278 sexies, supprimer les mots : « faisant l'objet d'un contrat de ville prévu à l'article 6 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 précitée »

**II. – Alinéa 13**

Supprimer cet alinéa.

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les opérations d'accession sociale à la propriété réalisées dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) ou à proximité peuvent, sous certaines conditions, bénéficier d'une TVA à 5,5%. L'article 278 sexies du CGI précise que ce taux de 5,5% ne s'applique que si, à la date de demande de permis de construire, l'opération est située dans un QPV (ou à proximité) qui fait l'objet d'un contrat de ville.

La date de signature des futurs contrats de ville ayant été reportée à fin mars 2024, les opérations dont les demandes de permis seraient déposées entre le 1er janvier 2024 et la date de signature du contrat de ville ne pourraient pas bénéficier du taux de 5,5%.

Pour résoudre ce problème, le texte adopté à l'Assemblée nationale prévoit que, pour les demandes de permis de construire déposées en 2024, « la condition tenant à la conclusion d'un contrat de ville est appréciée le 31 décembre 2024 ».

Toutefois, cette rédaction pose la difficulté suivante : pour les demandes de permis déposées à partir du 1er janvier 2024, les opérateurs seront dans l'incertitude sur le taux de TVA applicable jusqu'à la date de signature du contrat de ville...et si dans certains quartiers, cette signature était décalée après le 31/12/2024, l'opération relèverait du taux de 20%.

<b>C</b>	
<b>G</b>	

Afin d'éviter que cette situation d'incertitude ne bloque toute les opérations et, afin de simplifier le régime applicable, le présent amendement propose de supprimer la condition relative à la signature du contrat de ville, condition qui ne paraît pas indispensable pour justifier le taux réduit : Les opérations d'accession sociale pourraient bénéficier du taux de 5,5% dès lors qu'elles sont situées en QPV ou à proximité, sans qu'il soit nécessaire de justifier que le quartier a fait l'objet d'un contrat de ville.





## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme HAVET, MM. MOHAMED SOILIHI et OMAR OILI, Mme SCHILLINGER, M. HAYE,  
Mme DURANTON, MM. FOUASSIN, BITZ, IACOVELLI, BUIS et RAMBAUD et Mme NADILLE

C	
G	

### ARTICLE 5

#### I. – Alinéa 6

Après les mots :

d'éoliennes

insérer les mots :

d'électrolyseurs

#### II. – Après l'alinéa 33

Insérer trois alinéas ainsi rédigés :

« ...° Pour la production d'électrolyseurs :

« a) L'extraction, la production et la transformation des matériaux critiques et des composants entrant dans la fabrication des anodes, des cathodes et des membranes ;

« b) La valorisation des matières premières critiques nécessaires à la production des équipements mentionnés au a »

### OBJET

Soutien au développement d'une industrie manufacturière française sur l'électrolyseur

Le présent article propose d'élargir le crédit d'impôt au titre des investissements dans l'industrie verte à la fabrication des composants nécessaires au développement d'une industrie manufacturière française sur une des technologies clés de l'hydrogène, l'électrolyseur.

L'Etat soutient déjà le développement de cette chaîne de valeur par des aides directes à des gigafactories d'électrolyseurs et de piles à combustible dans le cadre de la première vague du des projets importants d'intérêt européen commun

Il s'agit par cet amendement de créer une incitation fiscale de nature à soutenir les activités industrielles en amont.

Ce soutien complémentaire apparaît notamment nécessaire au regard des fortes tensions anticipées à horizon 2030 sur l’approvisionnement en platine et iridium, deux métaux stratégiques pour le développement d’une industrie hydrogène souveraine.

Ce soutien doit par ailleurs permettre part de localiser en France une plus grande part de la chaîne de valeur hydrogène, particulièrement sur les activités de transformation et recyclage des matières premières critiques liées.

Cet amendement s’inscrit dans le cadre des négociations en cours au sein de l’Union Européenne autour du “Critical Raw Material Act” qui vient notamment définir les platinoïdes (et les projets afférents) comme matières premières critiques stratégiques.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme HAVET, MM. MOHAMED SOILIHI et OMAR OILI, Mme SCHILLINGER, M. HAYE,  
Mme DURANTON, MM. FOUASSIN, BITZ, IACOVELLI, BUIS et RAMBAUD et Mme NADILLE

C	
G	

ARTICLE 5 BIS

## I. – Alinéa 2

Remplacer cet alinéa par six alinéas ainsi rédigés :

## II. – L'article 220 undecies A du code général des impôts est ainsi modifié :

## 1° Le premier alinéa du I est ainsi rédigé :

« I. – Les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt égal à 30 % des frais générés par la prise en charge d'au moins 70 % du prix d'achat ou de location d'une flotte de vélo pour leurs salariés, partagée ou attribuée, notamment pour assurer leurs déplacements entre leur domicile et le lieu de travail. » ;

## 2° Au deuxième alinéa, les mots : « la réduction d'impôt » sont remplacés par les mots : « un crédit d'impôt » ;

## 3° Le deuxième alinéa du II est ainsi rédigé :

« Le crédit d'impôt s'impute sur l'impôt sur les sociétés dû par l'entreprise au titre de l'exercice au cours duquel les frais mentionnés au I ont été générés. »

## II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Soutenir la mise à disposition par les entreprises d'un service de location de vélos

La Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets a fixé un objectif de 9% pour la part modale du vélo en France d'ici à 2024.

Le présent amendement entend contribuer à l'atteinte de cet objectif en incitant davantage les entreprises à mettre à disposition de leurs salariés un service de location de vélos, en priorité lorsque le vélo est la seule mobilité alternative à la voiture.

Cette pratique, sollicitée tant par les employés que les employeurs, se développe de plus en plus, présente des résultats encourageants et est déjà largement répandue parmi nos voisins européens.

Les modifications proposées doivent permettre aux entreprises de toutes tailles de mettre en place ce service et de disposer du dispositif fiscal ici proposé.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme HAVET, MM. MOHAMED SOILIHI et OMAR OILI, Mme SCHILLINGER, M. HAYE et  
Mmes DURANTON et NADILLE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. - Au premier alinéa du I de l'article 278-0 bis A du code général des impôts, après le mot : « énergétique », sont insérés les mots : « , ainsi que les travaux induits qui leur sont indissociablement liés, ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Application du taux réduit de TVA à 5,5% des travaux induits et indissociablement liés aux travaux de rénovation énergétique

Cet amendement vise à sécuriser juridiquement et clarifier, pour les professionnels et les particuliers, l'application du taux réduit de TVA à 5,5% des travaux induits et indissociablement liés aux travaux de rénovation énergétique.

En effet, lors de prestations de rénovation énergétique soumis à la TVA à 5,5%, plusieurs travaux induits et indissociablement liés sont souvent indispensables.

Par exemple, lors de l'installation des pompes à chaleur ou d'équipements de production d'énergie utilisant une source d'ENR, l'adaptation du local recevant les équipements, les éventuelles modifications de l'installation électrique, ou encore l'installation d'un système de ventilation sont nécessaires.

Compte tenu de leur nature, ces travaux peuvent être réalisés par des entreprises artisanales différentes mais sont indissociablement liés aux travaux de rénovation énergétique et sont donc soumis au taux réduit de TVA.

Or, depuis sa réécriture en 2022, l'article 278-O bis A du CGI, relatif au taux réduit de TVA pour les travaux de rénovation énergétique, ne mentionne plus les travaux induits indissociablement liés. Cette situation a engendré une grande confusion et une insécurité juridique manifeste pour les acteurs de terrain et freine les objectifs de la trajectoire de performance énergétique et de décarbonation.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

Cet amendement permet donc de lever toute confusion et sécuriser juridiquement l'ensemble du dispositif de taux réduit applicable aux travaux de rénovation énergétique.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme HAVET, MM. MOHAMED SOILIH et OMAR OILI, Mme SCHILLINGER, M. HAYE,  
Mme DURANTON, MM. FOUASSIN, BITZ, IACOVELLI, BUIS et RAMBAUD et Mme NADILLE

C	
G	

ARTICLE 5 DUODECIES

## I. – Après l’alinéa 1

Insérer trois alinéas ainsi rédigés :

...° Le 1 de l’article 32 est ainsi modifié :

- a) À la fin du premier alinéa, le taux : « 30 % » est remplacé par le taux : « 40 % » ;
- b) Aux premier et second alinéas, le montant : « 15 000 € », est remplacé par le montant : « 30 000 € » ;

## II. – Après l’alinéa 6

Insérer douze alinéas ainsi rédigés :

...° L’article 50-0 est ainsi modifié :

- a) À la fin du 1° du 1, les mots : « ceux mentionnés aux 2° et 3° du III de l’article 1407 », sont remplacés par les mots : « les locaux classés « gîte de France » dans les conditions prévues à l’article L. 324-1 du code du tourisme, que les chambres d’hôtes au sens de l’article L. 324-3 du code du tourisme et que les meublés de tourisme classés mentionnés au 2° du III de l’article 1407 du présent code lorsqu’ils sont situés dans une commune classée station de sports d’hiver et d’alpinisme au titre du code du tourisme » ;

- b) Après le 1° du 1, sont insérés un 1° bis et un 1° ter ainsi rédigés :

« 1° bis 30 000 € s’il s’agit d’entreprises dont le commerce principal est de louer directement ou indirectement des meublés de tourisme classés mentionnés au 2° du III de l’article 1407 du présent code, en dehors de ceux qui sont mentionnés au 1° du présent 1 ; »

« 1° ter 15 000 € s’il s’agit d’entreprises dont le commerce principal est de louer directement ou indirectement des meublés de tourisme qui ne sont pas classés au sens de l’article L. 324-1-1 du code de tourisme ou des logements d’habitation meublés au sens de l’article 25-4 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 et si ils ne sont pas situés dans une commune classée station de sports d’hiver et d’alpinisme au titre du code du tourisme. »

- c) Le quatrième alinéa est ainsi modifié :

– Les mots : « deux catégories définies aux 1° et 2° », sont remplacés par les mots : « quatre catégories définies aux 1° à 2° » ;

– Les mots : « de la catégorie mentionnée au 2° respecte la limite mentionnée au même 2° », sont remplacés par les mots : « des catégories mentionnées aux 1° bis à 2° respectent les limites mentionnées aux mêmes 1° bis à 2° respectivement » ;

d) La première phrase du cinquième alinéa est ainsi modifiée :

– Le mot : « et » est remplacé par le signe : « , » ;

– Sont ajoutés les mots : « et d'un abattement de 40 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités des catégories mentionnées au 1° bis et 1° ter » ;

e) Aux septième et neuvième alinéas, les mots : « 1° et 2° » sont remplacés par les mots : « 1° à 2° ».

III – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Harmonisation des abattements fiscaux relatifs aux meublés touristiques sur les taux de la location longue durée

Cet amendement déposé à l'Assemblée nationale vise à rééquilibrer le marché locatif en harmonisant, à un taux de 40%, les abattements fiscaux relatifs aux meublés touristiques – notamment la niche fiscale dite « AirBnB » - sur ceux de la location de longue durée.

Il exclut volontairement de son champ d'application les maisons d'hôtes, gîtes ruraux, les logements en stations de ski et d'alpinisme afin de ne pas venir déstabiliser une économie touristique indispensable au développement de nos territoires.

Si ces abattements pouvaient être justifiés par le passé, force est de constater qu'ils constituent désormais un frein considérable à l'accès au logement. En effet, en créant des effets d'aubaine trop importants, cette niche contribue à assécher le nombre de biens en location longue durée et à faire monter les prix, notamment en Bretagne et dans le département du Finistère.

L'omniprésence de locations touristiques dans certains quartiers affecte aussi leur vitalité, la diversification de leur économie et la présence de service public.

Pour inciter les propriétaires à louer leurs biens sur le long terme, cet amendement propose donc de modifier les plafonds et les taux de ces abattements comme suit :

- Pour les meublés de tourisme classés, l'abattement fiscal en Micro-BIC diminuerait de 71 à 40% avec un plafond de chiffre d'affaires limité à 30 000 € (contre 188 700€ actuellement).

- Pour les meublés non classés, l'abattement fiscal en Micro-BIC diminuerait de 50 à 40% avec un plafond de chiffre d'affaires limité à 15 000 € (contre 77 700€ actuellement).

La différence de plafond entre ces deux régimes permettra de conserver une incitation en faveur des logements classés afin d'accompagner la montée en gamme des logements destinés à la location de tourisme.

Enfin, pour un logement en location longue durée classique, sous le régime microfoncier, le taux serait réhaussé de 30 à 40%, et le plafond de 15 000 à 30 000€, afin de rendre ses dispositions plus incitatives pour les propriétaires et les encourager à aller davantage vers de la location à long terme pour rééquilibrer le marché locatif.

Cette proposition d'amendement repose sur la base d'un certain nombre de rapports récents (rapport IGF-CGEDD-IGA sur la lutte contre l'attrition des résidences principales dans les zones touristiques en Corse et sur le territoire continental ; rapport d'information n°1083 de Vincent Rolland et d'Annaïg Le Meur sur les moyens de faire baisser les prix du logement en zones tendues hors Île-de-France ; rapport d'information n°1536 de Charles de Courson et de Daniel Labaronne relatif aux « dépenses fiscales et budgétaires en faveur du logement et de l'accession à la propriété » ; rapport d'information n°1678 de Jean-Paul Matteï et Nicolas Sansu, relatif à la fiscalité du patrimoine).





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme HAVET, MM. MOHAMED SOILIHI et OMAR OILI, Mme SCHILLINGER, M. HAYE,  
Mme DURANTON, MM. FOUASSIN, BITZ, IACOVELLI, BUIS et RAMBAUD et Mme NADILLE

ARTICLE 11

Après l'alinéa 6

Insérer un paragraphe ainsi rédigé :

.... – Le tableau constituant le deuxième alinéa du même article L. 312-36 du code des impositions sur les biens et services est complété par une ligne ainsi rédigée :

«

Gaz renouvelables et bas carbone	0
----------------------------------	---

».

II – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Instauration d'une exonération d'accise sur le gaz naturel pour les gaz renouvelables et bas carbone dans un objectif de taxation différenciée des énergies renouvelables et des énergies fossiles

La mise en place de la la Taxe Intérieure sur la Consommation de Gaz Nature (TICGN) visait à inciter les consommateurs à réduire leur consommation de gaz, afin de faire baisser les émissions de gaz à effet de serre (GES).

Or, le développement de la production de biogaz sur notre territoire, grâce à la méthanisation agricole, à celle des boues de stations d'épuration ou des biodéchets, permet le développement d'une énergie locale et renouvelable qu'il faut au contraire encourager pour des raisons climatiques comme de souveraineté énergétique.

Le Gouvernement a annoncé le doublement du rythme de son développement, pour atteindre 15% de gaz verts en 2030.

Alors qu'une augmentation de l'accise sur le gaz naturel a été annoncée, une hausse identique de l'accise sur le biométhane injecté apparaîtrait comme un mauvais signal envoyé aux producteurs et aux consommateurs de cette énergie renouvelable.

Par ailleurs, l'article 11 prévoit la suppression de la baisse de taxe régulière au prorata du verdissement du réseau de gaz.

C'est pourquoi le présent amendement propose de revenir à une exonération totale de TICGN pour les gaz renouvelables et bas carbone.

Il est en effet logique que les gaz renouvelables et bas carbone définis aux articles L.445-1 et L.447-1 du code de l'énergie, utilisés comme combustible pour produire directement de l'énergie thermique, soient exonérés d'accise sur le gaz puisque cette taxe est par construction constituée d'une composante carbone, la Contribution Climat Énergie (CCE), qui vise à créer un différentiel de prix entre les énergies fossiles et les énergies renouvelables pour favoriser le développement de ces dernières.

Faute de maintenir une différenciation nette, en matière fiscale, entre les offres de gaz fossile et les offres de gaz verts, il est à craindre un déficit d'attractivité pour le développement de ces dernières, et partant, un impact négatif sur le développement de cette énergie renouvelable qui manquerait de visibilité auprès des consommateurs.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme HAVET, MM. MOHAMED SOILIHI et OMAR OILI, Mme SCHILLINGER, M. HAYE,  
Mme DURANTON, MM. FOUASSIN, BITZ, IACOVELLI, BUIS et RAMBAUD et Mme NADILLE

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I – L'article L. 1615-1 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° La location des biens utilisés dans les opérations d'investissement. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Remboursement de la TVA sur la location d'équipements par les collectivités

L'économie de fonctionnalité consiste à remplacer l'achat d'un bien par l'usage de ce bien. Dans ce cadre, l'échange économique ne repose plus sur le transfert de propriété du bien, le producteur restant propriétaire du bien tout au long de son cycle de vie, mais sur le consentement des usagers à payer une valeur d'usage de celui-ci.

Aujourd'hui, les collectivités ne bénéficient pas du remboursement de la TVA pour la location des produits mais uniquement pour leur acquisition.

En effet, l'Etat rembourse actuellement aux collectivités locales, par l'intermédiaire du fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) la taxe qu'elles ont supportée lors de l'acquisition d'un bien d'équipement, ce qui n'est pas le cas pour la location, entrant dans les dépenses de fonctionnement.

Il est proposé de mettre ces deux modes de fonctionnement sur un pied d'égalité et d'adapter les règles de fiscalité aux changements des pratiques.

Les collectivités sont ainsi incitées à se tourner vers l'achat d'équipements comme des engins de chantier ou de déneigeuses, entraînant des problématiques de stockage, de maintenance et de rentabilisation par leur utilisation effective.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme HAVET, MM. MOHAMED SOILIH et OMAR OILI, Mme SCHILLINGER, M. HAYE,  
Mme DURANTON, MM. FOUASSIN, BITZ, IACOVELLI, BUIS et RAMBAUD et Mme NADILLE

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 26**

Après l'article 26

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après le douzième alinéa de l'article L. 2333-67 du code général des collectivités territoriales, sont insérés sept alinéas ainsi rédigés :

« Dans les territoires qui ont établi plusieurs infrastructures et services de mobilité douce définis ci-après, le taux applicable peut être majoré jusqu'à 0,3 %.

« - à partir de deux services mis en place, le taux applicable peut être majoré de 0,1 % ;

« - à partir de trois services mis en place, le taux applicable peut être majoré de 0,2 % ;

« - à partir de quatre services mis en place, le taux applicable peut être majoré de 0,3 %.

« En complémentarité avec les transports en communs, la majoration a pour objectif de financer les infrastructures et les services de mobilités douces.

« Les mobilités douces sont entendues comme les transports à la demande, les transports en libre service, dont l'autopartage, les vélos et les trottinettes, le covoiturage, les transports en location, dont la location de véhicules entre particuliers. Ces services peuvent être proposés par les collectivités territoriales ou par des entreprises.

« Pour qu'un type de mobilité douce soit considéré comme étant mis en place, il doit intégrer une politique globale d'infrastructures et de services permettant le bon fonctionnement du moyen de transport concerné. »

**OBJET**

Majoration du taux du versement mobilité au nombre d'infrastructures et de services de mobilité douce proposés sur le territoire

Cet amendement a pour objectif de développer les mobilités douces dans les transports du quotidien et de faire progresser la transition écologique, en encourageant l'intermodalité et la diversification des moyens de mobilité douce sur le territoire.

La LOM établit des objectifs ambitieux en termes de réduction des émissions de GES, de couverture en transports suffisante des territoires, de proposition de nouveaux moyens de mobilité. La réalisation de ces objectifs passe par la proposition d'un éventail de moyens de transport moins émetteurs offrant une alternative à la voiture individuelle, qui représente la moitié des émissions de GES du secteur. De plus, le rapport d'information du Sénat sur les modes de financement des autorités organisatrices de la mobilité (AOM) du 4 juillet 2023 recommande d'utiliser les versements de mobilité comme un outil d'incitation fiscale à la mise en place de nouveaux services de mobilité durable.

Le présent amendement vise donc à permettre la majoration du taux du versement mobilité au nombre d'infrastructures et de services de mobilité douce proposés sur le territoire. L'objectif est ainsi d'encourager la diversification des moyens de transport du quotidien publics et privés qui permettent un maillage territorial optimal.







## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme HAVET, MM. MOHAMED SOILIHI et OMAR OILI, Mme SCHILLINGER, M. HAYE,  
Mme DURANTON, MM. FOUASSIN, BITZ, IACOVELLI, BUIS et RAMBAUD et Mme NADILLE

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 QUATERDECIES

Après l'article 27 quaterdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le III de l'article L. 1111-10 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Pour les projets d'investissements ayant pour objet la rénovation énergétique des bâtiments scolaires, la participation minimale du maître d'ouvrage peut être fixée par le représentant de l'État dans le département à 10 % du montant total des financements apportés par des personnes publiques, lorsque ce dernier estime que la participation minimale prévue au deuxième alinéa du présent III est disproportionnée au vu de la capacité financière du maître d'ouvrage. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Le présent amendement tire les conséquences de la recommandation n°9 du rapport de la mission d'information du Sénat sur « le bâti scolaire à l'épreuve de la transition écologique », adoptée le 28 juin, qui propose d'étendre aux investissements ayant pour objet la rénovation énergétique des bâtiments scolaires la faculté ouverte aux préfets, en fonction de la capacité financière des maîtres d'ouvrage, de moduler le seuil de 20% de participation minimale prévue à l'article L. 1111-10 du CGCT.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme HAVET, MM. MOHAMED SOILIH et OMAR OILI, Mme SCHILLINGER, M. HAYE,  
Mme DURANTON, MM. FOUASSIN, BITZ, IACOVELLI, BUIS et RAMBAUD et Mme NADILLE

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le 1 du I de l'article 1636 B sexies est ainsi rédigé :

1 Sous réserve des dispositions des articles 1636 B septies et 1636 B decies les conseils municipaux et les instances délibérantes des organismes de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre votent chaque année les taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale et de la cotisation foncière des entreprises. Ils peuvent :

a) Soit faire varier dans une même proportion les taux des quatre taxes appliqués l'année précédente ;

b) Soit faire varier librement entre eux les taux des quatre taxes. Dans ce cas :

1° Le taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale ne peut être majoré que d'un pourcentage compris entre 5 % et 40 % de la part lui revenant de la cotisation de taxe d'habitation due au titre des logements meublés non affectés à l'habitation principale ;

2° Le taux de cotisation foncière des entreprises :

- ne peut, par rapport à l'année précédente, être augmenté dans une proportion supérieure à l'augmentation du taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties ou, si elle est moins élevée, à celle du taux moyen des taxes foncières, pondéré par l'importance relative des bases de ces deux taxes pour l'année d'imposition ;

- ou doit être diminué, par rapport à l'année précédente, dans une proportion au moins égale, soit à la diminution du taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties ou à celle du taux moyen pondéré des taxes foncières, soit à la plus importante de ces diminutions lorsque ces deux taux sont en baisse.

3° Le taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties ne peut augmenter plus ou diminuer moins que le taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties.

## **OBJET**

Décorrélation des évolutions de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et de la taxe foncière avec une hausse limitée à 40%

L'artificialisation des sols, conséquence directe de l'extension urbaine et de la construction de nouveaux habitats en périphérie des agglomérations, est l'une des causes premières du changement climatique et de l'érosion de la biodiversité.

C'est dans ce cadre que le Parlement a adopté, dans le cadre de l'examen de la loi climat et résilience, promulguée et publiée le 24 août 2021, l'objectif de "zéro artificialisation nette", afin de réduire efficacement l'artificialisation des sols.

Ainsi, le rythme d'artificialisation devra être divisé par deux d'ici 2030 et le zéro artificialisation nette devra être atteint d'ici 2050.

Cet objectif ambitieux et nécessaire de densification des zones urbaines va néanmoins avoir pour effet de créer un déficit de foncier disponible qui risque d'accélérer les tensions sur un marché déjà en situation très critique, dans certaines zones du pays.

Dans ces territoires, très attractifs, la demande de logements y est devenue supérieure à l'offre, provoquant une inflation très soutenue du coût de l'accession, dans un contexte de forte progression du taux de résidences secondaires.

Dès lors, de nombreux territoires voient les jeunes ménages dans l'impossibilité de se loger face à la concurrence de nouveaux arrivants disposant d'un pouvoir d'achat très important. En outre, le monde économique, notamment celui dont l'activité principale est liée à la saisonnalité (agriculture et tourisme principalement) éprouvent de grandes difficultés à recruter du personnel, du fait de l'impossibilité pour ces derniers de trouver des logements à proximité de leur lieu de travail.

Cet engouement résidentiel pour certaines zones du territoire entraîne plusieurs effets pervers, et provoque des déséquilibres importants : inaccessibilité des logements, réduction de la population sédentarisée, vieillissement de la population, fermetures d'écoles, phénomènes de surpopulation en périodes estivales, ou encore difficultés de recrutement pour les entreprises.

Parmi les outils à disposition des élus locaux pour réguler la pression foncière, figure, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, la taxe d'habitation qui ne s'appliquera plus que sur les résidences secondaires. Or, la loi n°2019-1479 du 28 décembre 2019, par un article 16(M) a institué une corrélation entre l'évolution du taux de la taxe foncière et celui de la taxe d'habitation, en modifiant l'article 1636 B Sexies du Code Général des Impôts.

Alors que jusqu'à présent, les élus locaux pouvaient librement faire varier ces deux taxes de façon indépendante l'une de l'autre, elles doivent, depuis 2023, les faire varier dans les mêmes proportions. Par conséquent, une hausse de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires aura pour effet de pénaliser les ménages les plus modestes, propriétaires de leur logement.

Cette disposition s'inscrit dans le cadre de la réforme générale de la taxe d'habitation.

Si l'instauration d'un plafonnement de l'évolution de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires pour ne pas constater d'augmentation trop brutale de la fiscalité apparaît nécessaire, il conviendrait, néanmoins, de permettre la décorrélation, des deux taxes, tout en en limitant l'augmentation à 40 %.

Ce dispositif permettrait aux élus locaux de se saisir librement de cet outil, qui offre un double avantage : permettre aux collectivités concernées de disposer de marges de manœuvre fiscales, dans

un contexte de tension des finances publiques, et d'autre part de mener une politique volontariste d'aménagement de leur territoire, en faisant le choix d'appliquer une fiscalité destinée à favoriser l'implantation et le maintien de résidents principaux.

Cet article ouvre également la voie à l'exercice de la différenciation territoriale ; chaque collectivité concernée pourra se saisir librement de cet outil.

Il s'inspire des modalités de mise en œuvre des contributions spécifiques assises sur la circulation des véhicules de transport routier de marchandises sur les voies principales mises à leur disposition par l'État, dispositif adopté dans le cadre de la loi Climat Résilience, qui laisse la liberté aux Régions d'instaurer cette contribution.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme HAVET, MM. MOHAMED SOILIHI et OMAR OILI, Mme SCHILLINGER, M. HAYE,  
Mme DURANTON, MM. FOUASSIN, IACOVELLI, BUIS et RAMBAUD et Mme NADILLE

C	
G	

ARTICLE 28

Alinéa 2

Compléter ce tableau par une ligne ainsi rédigée :

«

Taxe sur les produits de la mer		France Agrimer	80 000 000
---------------------------------	--	----------------	------------

»

**OBJET**

Institution d'une taxe sur les produits de la mer au profit de France Agrimer

Alors même que nous sommes un pays bénéficiant de vastes façades maritimes, la France est largement déficitaire dans l'approvisionnement en poisson.

Dans ce contexte de déséquilibre, de nombreux armements à la pêche voient leur équilibre économique en forte dégradation, impactant la rémunération des marins, notamment à cause du coût du carburant qui pèse fortement sur les charges d'exploitation de navires.

Face à cet état de fait, il n'existe pas encore de solutions de motorisation alternatives aux moteurs thermiques. C'est pourquoi un effort de recherche doit être soutenu afin de permettre aux pêcheurs de réaliser la décarbonation de leur activité.

Il est aussi nécessaire de trouver des moyens financiers permettant d'assurer le fonctionnement actuel des navires de pêche tout en accompagnant la transition. C

Comme cela avait été fait en 2007, le présent amendement propose d'instituer une taxe sur les produits de la mer au taux de 0,5% qui sera perçue au profit de France Agrimer.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Jean-Baptiste BLANC

ARTICLE 6

Alinéa 4

Remplacer cet alinéa par six alinéas ainsi rédigés :

« Lorsque le logement est neuf, les prêts sont octroyés sous condition de localisation de ce logement dans un bâtiment d'habitation collectif, au sens du 6° de l'article L. 111-1, et dans une commune classée dans une zone géographique se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements entraînant des difficultés d'accès au logement dans le parc résidentiel existant.

« Par dérogation, les conditions prévues au deuxième alinéa du présent article ne s'appliquent pas pour :

« 1° L'acquisition d'un logement neuf faisant l'objet d'un contrat régi par la loi n° 84-595 du 12 juillet 1984 définissant la location-accession à la propriété immobilière ;

« 2° La conclusion d'un contrat de bail réel solidaire régi par le chapitre V du titre V du livre II du présent code ;

« 3° La conclusion d'un contrat d'accession à la propriété respectant les conditions prévues au 2° du III de l'article 278 sexies du code général des impôts.

« 4° L'acquisition d'un logement neuf situé sur un terrain issu d'une opération d'aménagement, au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme, dont le permis d'aménager a été délivré ou le dossier de réalisation de ZAC approuvé avant le 31 décembre 2023. »

**OBJET**

Le montage d'une opération d'aménagement, aussi bien sur le plan architectural que sur le plan programmatique, est réalisé en s'appuyant sur des éléments de contexte notamment financiers. Les conditions d'accès au Prêt à Taux Zéro font partie de ces critères structurants qui permettent d'anticiper la typologie des futurs habitants du quartier, et adapter la programmation en conséquence.

L'instabilité actuelle autour des conditions d'accès au Prêt à Taux Zéro crée un véritable risque pour l'achèvement des projets tels qu'imaginés avec l'ensemble des parties prenantes : élus, services, architectes, paysagistes... Avec le changement de conditions, de nombreux ménages ne pourront plus se positionner sur les logements envisagés et c'est tout l'équilibre de l'opération qui s'en trouvera modifié. Pour les territoires concernés, le risque est également de voir se multiplier des projets inachevés au détriment de toute cohérence urbaine et architecturale. Concrètement le recentrage du

PTZ risque d'entraîner la multiplication de zones aménagées qui resteront néanmoins désertes, faute de trouver des acquéreurs permettant de lancer les constructions.

Afin de garantir le bon déroulement des opérations déjà actées par les collectivités, cet amendement propose de « cristalliser » les règles du PTZ actuel pour l'ensemble des opérations approuvées avant l'entrée en vigueur du présent texte de loi.

Cette proposition s'appuie sur le mécanisme existant de cristallisation des règles d'urbanisme au jour de la délivrance du permis d'aménager afin de sécuriser les acquéreurs des terrains, qu'ils soient promoteurs, bailleurs sociaux ou particuliers, de pouvoir réaliser les constructions projetées dans l'opération, quand bien même les conditions d'urbanisme évolueraient (article L.442-14 C.urb).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Jean-Baptiste BLANC

ARTICLE 6

Alinéa 4

1° Première phrase

Supprimer les mots :

dans un bâtiment d'habitation collectif, au sens du 6° de l'article L. 111-1,

2° Deuxième phrase

Remplacer le mot :

le

par les mots :

les dispositions du

C	
G	

**OBJET**

Le prêt à taux zéro est un prêt complémentaire qui peut couvrir jusqu'à 40 % d'un projet immobilier. Il a pour objectif l'aide à l'accession pour les ménages aux revenus modestes. Mais plus récemment, un nouveau critère est entré en vigueur. Le prêt à taux zéro ne doit plus financer que les Français souhaitant vivre en appartement quel que soit l'identité architecturale du territoire concerné. Pourtant la forme urbaine d'un projet n'est que la résultante d'une étude du contexte local et de la demande des ménages. Imposer telle ou telle forme urbaine reviendrait à mettre de côté tout ce qui constitue l'histoire urbaine d'un territoire. De plus, cela reviendrait à expliquer d'entrée de jeu que la notion de demande des ménages de rentre pas en compte au risque de produire des logements inadaptés au marché.

Cet amendement vise donc à supprimer ce distingue collectif / individuel qui n'a pas de fondement et qui risque de générer de nombreux effets pervers.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Jean-Baptiste BLANC

ARTICLE 6

Alinéa 4, première phrase

1° Remplacer les mots :

dans un bâtiment d'habitation collectif, au sens du 6° de l'article L. 111-1, et

par le signe :

,

2° Compléter cette phrase par le signe et les mots :

, dans un périmètre d'un kilomètre autour d'une gare ferroviaire, dans le périmètre d'une opération d'aménagement en « recyclage foncier » telle que prévue par l'article L. 111-26 du code de l'urbanisme.

**OBJET**

Le prêt à taux zéro est un prêt complémentaire qui peut couvrir jusqu'à 40 % d'un projet immobilier. Il a pour objectif l'aide à l'accession pour les ménages aux revenus modestes. Mais plus récemment, un nouveau critère est entré en vigueur. Plébiscité par la population, il a généré jusqu'à près de 200 000 dossiers chaque année. Cependant depuis 2020, il a été recentré dans ce qu'on appelle les « zones tendues » c'est-à-dire globalement les agglomérations métropolisées et quelques villes moyennes attractives. Il s'agit d'un non-sens puisque ce fléchage ne fait qu'accroître le phénomène de métropolisation et donc de spéculation et de renchérissement du foncier et du logement.

A défaut de le généraliser à nouveau et quitte à le flécher, il serait plus judicieux de l'utiliser comme un levier pour accompagner et accélérer d'autres politiques publiques. Il s'agirait d'une occasion de démontrer enfin la capacité de notre pays à réconcilier logement et aménagement du territoire. Aujourd'hui, nombre de politiques publiques actuelles cherchent à redonner une attractivité à d'autres territoires comme les petites villes, la ruralité et le péri-urbain déjà constitué. Le ZAN encourage par ailleurs à construire sur du foncier déjà artificialisé. Or, c'est justement dans les secteurs dits « détendus » que le modèle économique reste encore difficile à trouver.

Cet amendement vise donc à ouvrir également le PTZ aux projets situés sur des terrains déjà artificialisés, sur des friches ou encore dans des quartiers de gare sans distinction de formes urbaines (collectif ou individuel).

C	
G	







**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Jean-Baptiste BLANC

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

Alinéa 4

Rédiger ainsi cet alinéa :

« Lorsque le logement est neuf, les prêts sont octroyés sous condition de localisation de ce logement, dans une commune classée dans une zone géographique se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements entraînant des difficultés d'accès au logement dans le parc résidentiel existant ou dans un périmètre d'un kilomètre autour d'une gare ferroviaire. Par dérogation, les conditions prévues au présent alinéa ne s'appliquent pas pour l'acquisition d'un logement neuf faisant l'objet d'un contrat régi par la loi n° 84-595 du 12 juillet 1984 définissant la location-accession à la propriété immobilière, d'un contrat de bail réel solidaire régi par les dispositions du chapitre V du titre V du livre II ou d'un contrat d'accession à la propriété respectant les conditions prévues au 2° du III l'article 278 sexies du code général des impôts. »

**OBJET**

Le prêt à taux zéro (PTZ) est un prêt complémentaire qui peut couvrir jusqu'à 40 % d'un projet immobilier. Il a pour objectif l'aide à l'accession pour les ménages aux revenus modestes. Mais plus récemment, un nouveau critère est entré en vigueur. Plébiscité par la population, il a généré jusqu'à près de 200 000 dossiers chaque année. Cependant depuis 2020, il a été recentré dans ce qu'on appelle les « zones tendues » c'est-à-dire globalement les agglomérations métropolisées et quelques villes moyennes attractives. Il s'agit d'un non-sens puisque ce fléchage ne fait qu'accroître le phénomène de métropolisation et donc de spéculation et de renchérissement du foncier et du logement.

A défaut de le généraliser à nouveau et quitte à le flécher, il serait plus judicieux de l'utiliser comme un levier pour accompagner et accélérer d'autres politiques publiques. Il s'agirait d'une occasion de démontrer enfin la capacité de notre pays à réconcilier logement et aménagement du territoire. Aujourd'hui, l'objectif affiché de la transition écologique en matière d'urbanisme est la réduction des trajets individuels motorisés. Il est donc indispensable d'attirer les ménages autour des gares dans le cadre de leurs projets de logement neuf notamment dans les secteurs ruraux et péri-urbains les plus concernés par la dépendance à la voiture.

Cet amendement vise donc à ouvrir également le PTZ aux projets situés dans le périmètre d'un kilomètre autour d'une gare ferroviaire.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Jean-Baptiste BLANC

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

Alinéa 4

Rédiger ainsi cet alinéa :

« Lorsque le logement est neuf, les prêts sont octroyés sous condition de localisation de ce logement, dans une commune classée dans une zone géographique se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements entraînant des difficultés d'accès au logement dans le parc résidentiel existant ou dans le périmètre d'une opération d'aménagement en « recyclage foncier » telle que prévue par l'article L111-26 du code de l'urbanisme. Par dérogation, les conditions prévues au présent alinéa ne s'appliquent pas pour l'acquisition d'un logement neuf faisant l'objet d'un contrat régi par la loi n° 84-595 du 12 juillet 1984 définissant la location-accession à la propriété immobilière, d'un contrat de bail réel solidaire régi par les dispositions du chapitre V du titre V du livre II ou d'un contrat d'accession à la propriété respectant les conditions prévues au 2° du III l'article 278 sexies du code général des impôts. »

OBJET

Le prêt à taux zéro (PTZ) est un prêt complémentaire qui peut couvrir jusqu'à 40 % d'un projet immobilier. Il a pour objectif l'aide à l'accession pour les ménages aux revenus modestes. Mais plus récemment, un nouveau critère est entré en vigueur. Plébiscité par la population, il a généré jusqu'à près de 200 000 dossiers chaque année. Cependant depuis 2020, il a été recentré dans ce qu'on appelle les « zones tendues » c'est-à-dire globalement les agglomérations métropolisées et quelques villes moyennes attractives. Il s'agit d'un non-sens puisque ce fléchage ne fait qu'accroître le phénomène de métropolisation et donc de spéculation et de renchérissement du foncier et du logement.

A défaut de le généraliser à nouveau et quitte à le flécher, il serait plus judicieux de l'utiliser comme un levier pour accompagner et accélérer d'autres politiques publiques. Il s'agirait d'une occasion de démontrer enfin la capacité de notre pays à réconcilier logement et aménagement du territoire. Aujourd'hui, le ZAN est devenu l'alpha et l'oméga de l'urbanisme durable. Pour atteindre cet objectif la construction sur des terrains déjà artificialisés devrait devenir progressivement la norme. Or, c'est justement dans les secteurs dits « détendus » que le modèle économique reste encore très difficile à trouver que ce soit pour réhabiliter les centres-villes, densifier le péri-urbain existant ou restructurer les zones commerciales identifiées récemment comme un enjeu majeur.

Cet amendement vise donc à ouvrir également le PTZ aux projets situés sur des terrains déjà artificialisés, sur des friches ou encore dans des quartiers de gare sans distinction de formes urbaines (collectif ou individuel).





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Jean-Baptiste BLANC

C	
G	

ARTICLE 6

Alinéa 4

Rédiger ainsi cet alinéa :

« Lorsque le logement est neuf, les prêts sont octroyés sous condition de localisation de ce logement, dans une commune classée dans une zone géographique se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements entraînant des difficultés d'accès au logement dans le parc résidentiel existant, dans le périmètre d'une opération d'aménagement en « recyclage foncier » telle que prévue par l'article L111-26 du code de l'urbanisme ou dans les opération d'aménagement multi-sites faisant l'objet d'un projet de renaturation équivalent telles que prévues par dérogation à l'article L. 442-1 du code de l'urbanisme. Par dérogation, les conditions prévues au présent alinéa ne s'appliquent pas pour l'acquisition d'un logement neuf faisant l'objet d'un contrat régi par la loi n° 84-595 du 12 juillet 1984 définissant la location-accession à la propriété immobilière, d'un contrat de bail réel solidaire régi par les dispositions du chapitre V du titre V du livre II ou d'un contrat d'accession à la propriété respectant les conditions prévues au 2° du III l'article 278 sexies du code général des impôts. »

**OBJET**

Le prêt à taux zéro (PTZ) est un prêt complémentaire qui peut couvrir jusqu'à 40 % d'un projet immobilier. Il a pour objectif l'aide à l'accession pour les ménages aux revenus modestes. Mais plus récemment, un nouveau critère est entré en vigueur. Plébiscité par la population, il a généré jusqu'à près de 200 000 dossiers chaque année. Cependant depuis 2020, il a été recentré dans ce qu'on appelle les « zones tendues » c'est-à-dire globalement les agglomérations métropolisées et quelques villes moyennes attractives. Il s'agit d'un non-sens puisque ce fléchage ne fait qu'accroître le phénomène de métropolisation et donc de spéculation et de renchérissement du foncier et du logement.

A défaut de le généraliser à nouveau et quitte à le flécher, il serait plus judicieux de l'utiliser comme un levier pour accompagner et accélérer d'autres politiques publiques. Il s'agirait d'une occasion de démontrer enfin la capacité de notre pays à réconcilier logement et aménagement du territoire. Aujourd'hui, le ZAN est devenu l'alpha et l'oméga de l'urbanisme durable. Pour atteindre cet objectif la construction sur des terrains déjà artificialisés devrait devenir progressivement la norme. Or, c'est justement dans les secteurs dits « détendus » que le modèle économique reste encore très difficile à trouver que ce soit pour réhabiliter les centres-villes, densifier le péri-urbain existant ou restructurer les zones commerciales identifiées récemment comme un enjeu majeur. De même, ouvrir le ptz pour les projets faisant l'objet d'un projet de renaturation dans le cadre d'opération muti-sites pourraient aussi accélérer ce volet essentiel du ZAN à l'heure où le changement climatique s'accélérer.

Cet amendement vise donc à ouvrir également le PTZ aux projets situés sur des terrains déjà artificialisés, sur des friches ou encore dans des quartiers de gare sans distinction de formes urbaines (collectif ou individuel).





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Jean-Baptiste BLANC

ARTICLE 3 SEXIES

<b>C</b>	
<b>G</b>	

## I. - Alinéas 3 à 18

Remplacer ces alinéas par 7 alinéas ainsi rédigés :

1° Le 7° du II de l'article 150 U II du code général des impôts est ainsi rédigé :

« 7° Qui sont cédés jusqu'au 31 décembre 2025 à tout cessionnaire qui s'engage, par une mention portée dans l'acte authentique d'acquisition :

« a) À réaliser et à achever des logements sociaux mentionnés aux 3° et 5° de l'article L. 831- 1 dudit code dans un délai de quatre ans à compter de la date de l'acquisition.

« b) À revendre, dans un délai de deux ans, le terrain après l'avoir viabilisé à un opérateur s'engageant à son tour, dans les conditions prévues au a du présent 7°.

« L'exonération est calculée au prorata de la surface habitable de logements sociaux par rapport au nombre de logements mentionnés dans le permis d'aménager ou dans le programme de construction de logements du traité de concession et au prorata de la surface habitable des logements sociaux construits par rapport à la surface totale des constructions mentionnées dans le permis de construire du programme immobilier.

« En cas de manquement à l'engagement pris, le cessionnaire est redevable d'une amende d'un montant égal à 10 % du prix de cession mentionné dans l'acte. En cas de fusion de sociétés, l'engagement souscrit par le cessionnaire n'est pas rompu lorsque la société absorbante s'engage, dans l'acte de fusion, à se substituer à la société absorbée pour le respect de l'engagement d'achèvement des locaux dans le délai restant à courir.

« Le non-respect par la société absorbante de l'engagement d'achèvement des locaux entraîne l'application de l'amende prévue pour le cessionnaire. Le présent 7° ne s'applique pas dans les quartiers faisant l'objet d'une convention prévue à l'article 10-3 de la loi n° 2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine.

II – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

L'article 150 U 7° du code général des impôts institue une exonération d'imposition visant les plus-values réalisées par les particuliers lors des cessions immobilières intervenant au profit :

- des organismes d'HLM mentionnés à l'article L. 411-2 du CCH ;
- des SEM gérant des logements sociaux, notamment celles réalisant des opérations au titre du service d'intérêt général soumises aux dispositions des articles L. 481-1-1 à L. 481-5 du CCH ;
- de l'Association foncière logement (AFL) et des SCI dont cette association détient la majorité des parts, pour les logements conventionnés (CCH, art. L. 313-34) ;
- des organismes mentionnés à l'article L. 365-1 du CCH, qui concourent aux objectifs de la politique d'aide au logement et ont par conséquent une activité d'utilité sociale. Il s'agit des organismes sans but lucratif et unions d'économie sociale ;

Ce dispositif, qui prend fin au 31 décembre 2023, cultive actuellement une distorsion de concurrence entre les différents opérateurs dans la mesure où les organismes HLM ou les bailleurs sociaux qui acquièrent un terrain à bâtir auprès d'un particulier permettent à ce dernier d'être totalement exonéré de plus-values immobilières. Cette exonération totale est acquise du seul fait de la qualité du cessionnaire, sans lien avec le programme qui sera effectivement réalisé sur le terrain. Or, ces acteurs exercent d'autres activités que le logement social tel que la division par lots.

Supprimer toute mention relative à la qualité du cessionnaire pour ne prendre en compte que la seule programmation de l'opération projetée sur le terrain permet de faire bénéficier de cette exonération tout opérateur s'engageant pour le logement social, et mettant en œuvre les politiques d'habitat des collectivités en la matière.

En outre, la rédaction actuelle place hors du champ de cette exonération les ventes aux aménageurs publics ou privés, lesquels ne réalisent pas les logements sociaux alors qu'ils ont vocation à préparer les fonciers destinés à les accueillir. Concrètement, le même particulier qui vend un terrain à un aménageur lequel viabilise un terrain en vue de la réalisation de logements sociaux, cesse d'être éligible à cette exonération d'impôt.

L'aménageur devra alors, à la demande du particulier cédant, supporter économiquement le poids de l'impôt qui en résulte. Cette charge financière, qui n'existe pas pour les organismes HLM ou les bailleurs sociaux, affecte le jeu de la libre concurrence au préjudice des aménageurs publics et privés.

Il convient ainsi d'autoriser les aménageurs à entrer dans ce dispositif dès lors que ceux-ci s'engagent à vendre à tout opérateur qui s'engagerait à son tour à construire des logements sociaux.

Un tel dispositif, qui vise à contribuer à la production de logements sociaux par tous les acteurs, s'avérerait efficace pour encourager les propriétaires privés souhaitant céder leur bien à des opérateurs qui s'engagent à réaliser ou à faire réaliser des logements sociaux et à libérer du foncier constructible. Il permettrait également une modération des prix de vente favorisant ainsi l'équilibre des opérations d'aménagement et de construction qui prévoient la réalisation de logements sociaux.

Il est proposé :

- d'étendre le champ de l'exonération de plus-values immobilières aux cas de cession par un propriétaire particulier en fonction de la destination du bien immobilier (production de logement sociaux) indépendamment du statut de l'acquéreur.

- de fonder le calcul de l'exonération sur le nombre de logements sociaux (à partir de la surface affectée) réalisés à l'échelle de l'opération (quel que soit l'opérateur, le promoteur, l'aménageur ou le bailleur) et non sur la seule base de la surface totale des constructions mentionnées sur le permis de construire du programme immobilier.

Tel est l'objet du présent amendement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme HAVET, MM. MOHAMED SOILIHI et OMAR OILI, Mme SCHILLINGER, M. HAYE,  
Mme DURANTON, MM. FOUASSIN, IACOVELLI, BUIS et RAMBAUD et Mme NADILLE

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 28**

Après l'article 28

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Il est institué une contribution volontaire obligatoire de 0,5 % sur les produits de la mer consommés en France, perçue au profit de l'association interprofessionnelle France Filière Pêche.

**OBJET**

Institution d'une taxe sur les produits de la mer au profit de France Filière Pêche

Alors même que nous sommes un pays bénéficiant de vastes façades maritimes, la France est largement déficitaire dans l'approvisionnement en poisson.

Dans ce contexte de déséquilibre, de nombreux armements à la pêche voient leur équilibre économique en forte dégradation, impactant la rémunération des marins, notamment à cause du coût du carburant qui pèse fortement sur les charges d'exploitation de navires.

Face à cet état de fait, il n'existe pas encore de solutions de motorisation alternatives aux moteurs thermiques. C'est pourquoi un effort de recherche doit être soutenu afin de permettre aux pêcheurs de réaliser la décarbonation de leur activité.

Il est aussi nécessaire de trouver des moyens financiers permettant d'assurer le fonctionnement actuel des navires de pêche tout en accompagnant la transition.

Comme cela avait été fait en 2007, le présent amendement propose d'instituer une taxe sur les produits de la mer au taux de 0,5% qui sera perçue au profit de l'organisation interprofessionnelle France Filière Pêche.





DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, 128, 132)

N°	I-1067
----	--------

22 NOVEMBRE 2023

## A M E N D E M E N T

présenté par

Mme Nathalie GOULET, M. CANÉVET et Mme VERMEILLET

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 22

Après l'article 22

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Les transferts de fonds d'un compte situé entre la France et l'Union européenne et les établissements situés dans un État ou territoire non coopératif sont interdits.

### OBJET

Si on veut éviter les fraudes, il faut isoler les établissements situés dans les ETNC. C'est l'objet du présent amendement.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Jean-Baptiste BLANC

ARTICLE 23 TER

Alinéa 8

Après les mots :

Lors que le cessionnaire a acquitté ou s'engage à acquitter

insérer les mots :

, directement ou indirectement,

**OBJET**

L'article 23 ter introduit par l'Assemblée nationale vise à éviter les pratiques d'évitement de l'impôt utilisant les différences de règles d'imposition des cessions immobilières selon qu'elles interviennent directement ou par le biais de sociétés.

Le dispositif proposé a pour objectif de corriger une forte distorsion fiscale au détriment de nos concitoyens qui s'acquittent de droits de mutation à titre onéreux (DMTO) dont l'assiette est constituée de l'intégralité du prix d'acquisition de leurs immeubles sans possibilité d'une telle déduction; et, d'autre part, d'éviter des comportements d'optimisation fiscale pénalisant les comptes publics de l'État et des collectivités locales, étant donné que les sociétés à prépondérance immobilière ont recours à des emprunts et comptes courants à seule fin de minorer l'assiette du droit d'enregistrement.

Sont notamment soumis aux droits de mutation à titre onéreux (DMTO) :

- La cession d'un bien immobilier (articles 683 et 1594 D du code général des impôts – CGI)
- La cession de droits sociaux représentatifs d'actifs immobiliers (article 726 du CGI) par des personnes morales à prépondérance immobilière (PMPI).

Ces deux régimes présentent chacun leurs spécificités, notamment en matière de calcul de la base imposable, de taux applicable et d'affectation du produit de cet impôt.

Dans ce cadre, il est apparu que certains contribuables structurés en PMPI minoreraient l'assiette imposable aux DMTO applicables aux droits sociaux, ou éluderaient les DMTO applicables aux cessions immobilières, alors même que les droits cédés confèrent en réalité la jouissance d'un bien immobilier.

<b>C</b>	
<b>G</b>	

Par conséquent, en cohérence avec le plan de lutte contre toutes les fraudes, l'article 23 ter propose de renforcer les obligations déclaratives relatives aux cessions de droits sociaux de personnes morales à prépondérance immobilière en matière de DMTO.

L'obligation déclarative proposée permettra ainsi d'appliquer le régime des DMTO applicables aux cessions immobilières aux opérations qui en relèvent, conformément au droit en vigueur, tout en assurant la capacité de l'administration fiscale à les contrôler ensuite.

Cette nouvelle obligation déclarative vise à informer l'administration fiscale si :

- Les droits sociaux cédés sont afférents à une société transparente au sens de l'article 1655 ter afin que soit appliqué, le cas échéant, le régime des DMTO applicable à la cession d'un bien immobilier ;
- L'opération de cession conduit à conférer à l'acquéreur la jouissance de tout ou partie de l'immeuble détenu par la société dont les droits sociaux sont cédés, qu'ils soient acquis directement ou par l'intermédiaire d'une ou plusieurs sociétés contrôlées par le cessionnaire ;
- L'acquéreur s'engage à acquitter des dettes, telles que les avances en compte courant d'associés, contractées par la société auprès du cédant.

C'est ce dernier point que le présent amendement propose de renforcer pour lui donner sa pleine effectivité. Lorsque l'acquéreur a acquitté ou s'engage à acquitter les dettes du cédant, le nouveau champ déclaratif couvre uniquement le paiement direct entre le cédant et le cessionnaire.

Mais dans la plupart des cas, il n'y a pas de paiement direct entre le cédant et le cessionnaire. Le schéma usuel est une mise à disposition, par le cessionnaire à la société, des sommes nécessaires au remboursement par la société des sommes qu'elle doit au cédant. Il s'agit donc d'un paiement essentiellement indirect.

En l'état, le remboursement par l'acquéreur des dettes contractées par le cédant échapperait à l'obligation déclarative s'il continuait à s'effectuer de manière indirecte, par l'intermédiaire de la banque notamment.

Le présent amendement vise à préciser que le paiement, direct ou indirect, des dettes contractées par le cédant entre bien dans le champ déclaratif proposé.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. MOUILLER

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7**

Après l'article 7

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I – Après l'article 44 septdecies du code général des impôts, il est inséré un article ainsi rédigé :

« Art. .... – Les professionnels de santé libéraux qui s'installent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 dans les zones mentionnées au 1° de l'article L. 1434-4 du code de la santé publique sont exonérés d'impôt sur le revenu pour une durée de 5 ans. »

II – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les médecins nécessaires au maintien d'une offre de soins suffisante pour répondre aux besoins de santé de la population.

Ce problème de désertification médicale doit être pris à bras le corps en multipliant les dispositifs en faveur de l'installation des professionnels de santé, sous peine de voir l'écart se creuser dans l'accès aux soins selon le lieu de résidence.

En effet, le droit, constitutionnellement garanti, à la protection de la santé ne pourra être assuré que dans la mesure où une accessibilité géographique est maintenue. Nous proposons donc de faciliter l'accès aux soins en permettant aux médecins libéraux qui s'installent en zone sous dense de bénéficier d'une exonération d'impôts sur le revenu pendant cinq ans.

Cette disposition nous apparaît donc essentielle. Elle devra s'inscrire dans un ensemble de mesures permettant de lutter contre les déserts médicaux et bénéficiera aux professionnels de santé libéraux, médicaux ou non, spécialistes ou non.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. BAZIN, Mme EUSTACHE-BRINIO, M. BELIN, Mme DUMAS, M. DAUBRESSE, Mme DUMONT et  
MM. PACCAUD, LEFÈVRE et BOUCHET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 16 SEXIES

I. – Après l’alinéa 8

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

...° – L’article L. 422-25 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° D’une exonération du tarif de péréquation aéroportuaire prévu au 4° dudit article L. 422-20. »

II. – La perte de recettes résultant pour l’État du I est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement modifie les règles du tarif de péréquation prélevé à chaque embarquement de passagers aériens. En application de l’article L. 422-24 du code des impositions sur les biens et les services, le tarif de péréquation de la taxe sur le transport aérien de passagers (TTAP) est déterminé par arrêté conjoint du ministre chargé du budget et du ministre chargé de l’aviation civile, dans la limite de 1,25 €. Ainsi, afin de mieux tenir compte des moindres coûts induits pour les embarquements réalisés en correspondance et d’adapter l’application de la règle fiscale en conséquence, le présent amendement propose de compléter les exonérations existantes par une exonération de tarif de péréquation aéroportuaire avec l’objectif de s’aligner sur la situation observée dans plusieurs autres pays européens. Cette exonération vient en complément du taux d’abattement sur les passagers à correspondance.







N°	I-1071
----	--------

## AM E N D E M E N T

présenté par

M. GENET

au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable

C	
G	

### ARTICLE 8 BIS

Alinéa 5

Supprimer cet alinéa.

### OBJET

La contribution sur la rente inframarginale (CRIM) – instaurée par la loi de finances pour 2023 – a permis de taxer les superprofits réalisés par les producteurs d'électricité dans un contexte d'envolée des prix de vente. Les producteurs d'énergie renouvelable ayant résilié leur contrat de soutien avant la date d'échéance afin de bénéficier de l'envolée des prix de marché ont été les principaux contributeurs de cette taxe.

Sa prorogation en 2024, opportunément votée par l'Assemblée nationale en première lecture, permettra donc de dégager des recettes supplémentaires pour l'État, qui concourront notamment à financer les augmentations de crédits liées à la transition énergétique.

Les députés ont toutefois retenu un taux de prélèvement de 50 %, inférieur à celui pratiqué en 2023 (90 %).

Le présent amendement vise à rétablir le taux de 90 %, afin d'optimiser la contribution du prélèvement au budget de l'État.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. GENET

au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable

C	
G	

ARTICLE 27 QUINQUIES

Supprimer cet article.

**OBJET**

Cet amendement vise à supprimer l'article 27 *quinquies*, introduit à l'Assemblée nationale, visant à exonérer de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) l'ensemble des mâts d'éoliennes.

À ce jour, les mâts boulonnés au socle en béton ne constituent pas un élément de l'éolienne imposable à la TFPB. En revanche, dès lors que ces mâts sont fixés à perpétuelle demeure aux socles en béton, ils constituent un élément de l'ouvrage et sont situés dans le champ d'application de la taxe, sauf si les éoliennes constituent un moyen d'exploitation d'un établissement industriel (source : BOFIP).

En étendant le champ de l'exonération existante à l'ensemble des mâts d'éoliennes, cet article conduirait à réduire les recettes perçues par les collectivités territoriales au titre du déploiement des énergies renouvelables, à rebours de la logique instaurée par la loi d'accélération des énergies renouvelables (AER) de 2023, dont les articles 93, 95 et 96 visaient à accroître les retombées économiques des projets d'énergies renouvelables dans les territoires pour en renforcer l'acceptabilité. Supprimer le bénéfice de la TFPB associée à l'ensemble des mâts d'éoliennes enverrait également un mauvais signal aux communes, chargées d'identifier des zones d'accélération des énergies renouvelables en application de la même loi AER.



**A M E N D E M E N T**

C	
G	

présenté par

M. GENET

au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable

ARTICLE 6

I. – Après l'alinéa 48

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

– Après le g du 1<sup>o</sup> du 2, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ...) Travaux d'installation d'équipements produisant de l'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil d'une puissance inférieure ou égale à 9 kilowatts-crête dans le cadre prévu à l'article L. 315-1 du code de l'énergie ;

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – Les deuxième et troisième alinéas du a du 3<sup>o</sup> du II ne sont applicables qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à ouvrir l'éco-PTZ aux travaux d'installation de panneaux photovoltaïques d'une puissance inférieure ou égale à 9 kilowatts-crête, dans le cadre d'une opération d'autoconsommation. Une disposition analogue avait été adoptée par le Sénat dans le projet de loi d'accélération des énergies renouvelables (article 10 octies C) avant d'être supprimée en commission mixte paritaire (CMP).

Si une prime à l'investissement est aujourd'hui versée pour soutenir le déploiement de panneaux en autoconsommation individuelle, cette prime ne couvre qu'une petite partie du coût de l'installation (moins de 20 % du total, selon un acteur auditionné par le rapporteur). Il en découle un reste à charge important pour les ménages aux revenus modestes ou médians, souvent rédhibitoire dans un contexte de taux d'intérêt élevés qui limitent les possibilités de recours à l'endettement.

Cette proposition d'extension de l'éco-PTZ est cohérente avec les travaux menés par le Secrétariat général à la planification écologique (SGPE), qui estime nécessaire de doubler le rythme annuel de développement des capacités de production photovoltaïque pour tenir nos objectifs énergétiques et

climatiques. À cette fin, le SGPE recommande notamment de "renforcer les incitations à l'autoconsommation", ce à quoi concourt le présent amendement.

Comme le notait le récent rapport de la commission d'enquête sénatoriale sur la rénovation énergétique des bâtiments, l'éco-PTZ présente un autre avantage : son coût reste encore largement absorbable par les finances publiques - moins de 50 millions d'euros par an sur les dernières années - en dépit de l'augmentation des taux d'intérêt.





N°	I-1074
----	--------

**A M E N D E M E N T**

<b>C</b>	
<b>G</b>	

présenté par

M. GENET

au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable

ARTICLE 6

## I. Après l'alinéa 74

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

...° Le I de l'article 278-0 bis A est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Ces prestations portent également sur la pose et l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil d'une puissance inférieure ou égale à 9 kilowatts-crête dans le cadre prévu à l'article L. 315-1 du code de l'énergie. »

II. Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

VIII. – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à étendre le taux de TVA réduit à 5,5 %, dont disposent aujourd'hui les travaux de rénovation énergétique, à la pose et à l'installation de panneaux photovoltaïques d'une puissance inférieure ou égale à 9 kilowatts-crête (KWc), dans le cadre d'une opération d'autoconsommation.

Aujourd'hui, les installations photovoltaïques raccordées au réseau d'une puissance inférieure ou égale à 3 kWc peuvent déjà bénéficier d'un taux de TVA à 10 %. Ce taux semble, d'une part, insuffisamment incitatif, notamment au regard des taux pratiqués par certains de nos voisins (ex. taux de 0 % au Royaume-Uni). D'autre part, le seuil de 3 KWc ne semble plus correspondre à la réalité du marché en raison de l'augmentation de la productivité des installations photovoltaïques, ce seuil contribuant à cet égard au sous-dimensionnement des panneaux installés par les particuliers.

Cette proposition est cohérente avec les travaux menés par le Secrétariat général à la planification écologique (SGPE), qui estime nécessaire de doubler le rythme annuel de développement des capacités de production photovoltaïque pour tenir nos objectifs énergétiques et climatiques. À cette fin, le SGPE recommande notamment de « renforcer les incitations à l'autoconsommation », ce à quoi concourt le présent amendement.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. GENET

au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le premier alinéa du B de l'article 278-0 bis du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le mot : « calorifique », sont insérés les mots : « ou frigorifique » ;

2° Après le mot : « chaleur », sont insérés les mots : « ou de froid » ;

3° Les mots : « lorsqu'elle est produite » sont remplacés par les mots : « lorsqu'ils sont produits ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I ci-dessus est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Le présent amendement vise à étendre aux abonnements et à la fourniture de froid renouvelable le taux réduit de TVA réduit de 5,5 % actuellement applicable aux abonnements et à la fourniture de chaleur renouvelable.

Le développement des réseaux de froid doit en effet être plus largement soutenu pour adapter les territoires et protéger les populations face au réchauffement climatique, tout en limitant le recours à la climatisation individuelle, source d'îlots de chaleur et émettrice de gaz à effet de serre : selon les acteurs de la filière, un réseau de froid consomme 90 % de fluide frigorigène en moins et émet en moyenne 50 % d'électricité et de dioxyde de carbone en moins qu'une série de climatiseurs individuels à puissance équivalente.

Tel est le sens de cet amendement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. GENET

au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 12

Après l'article 12

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après la première phrase du second alinéa du 9<sup>o</sup> du I de l'article 1379 du code général des impôts, est insérée une phrase ainsi rédigée : « Cette fraction s'applique en cas de rééquipement de l'installation à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024. »

**OBJET**

Depuis la loi de finances pour 2019, les communes bénéficient d'une fraction (20 %) de l'impôt forfaitaire sur les entreprises de réseaux (Ifer) pour les éoliennes installées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. Les intercommunalité à fiscalité professionnelle unique perçoivent, pour ces installations, 50 % du produit de l'impôt ; 30 % est orientée en direction des département.

L'objectif de cette réforme était d'accroître les retombées économiques des projets d'énergies renouvelables au plus près des territoires pour en renforcer l'acceptabilité. La loi d'accélération des énergies renouvelables (AER) de 2023, par ses articles 93, 95 et 96, relatifs au partage territorial de la valeur, a poursuivi cette dynamique, tout en confiant aux communes la responsabilité d'identifier des zones d'accélération des énergies renouvelables.

Le fléchage d'une part de l'Ifer en direction des communes n'est toutefois pas prévu dans le cas des éoliennes installées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2019 ; pour ces installations, le produit de l'impôt est orienté à 70 % vers l'intercommunalité, et à 30 % vers le département. Cette répartition vaut également en cas de rééquipement (*repowering*) des éoliennes existantes.

Les communes devraient pourtant pour bénéficier des retombées des projets de *repowering*, qui engagent leur territoire pour une nouvelle période d'au moins quinze ans. Le présent amendement corrige cette anomalie, en étendant la répartition de l'Ifer issue de la loi de finances pour 2019 aux communes d'implantation des éoliennes faisant l'objet d'un projet de rééquipement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. TABAROT et GILLÉ

au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 278-0 bis est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« .... – Les services de transport collectif de voyageurs ferroviaires, guidés et routiers, à l'exception des services librement organisés. » ;

2° Le b quater de l'article 279 est complété par les mots : « , à l'exception des services de transport collectif de voyageurs ferroviaires, guidés et routiers, qui relèvent du taux prévu à l'article 278-0 bis ».

II. – Le I est applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et pour une durée de deux ans.III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Le développement de l'offre de transports publics du quotidien constitue l'un des principaux leviers de décarbonation du secteur des transports. Pour autant, le secteur des transports collectifs doit dans le même temps répondre à une importante demande supplémentaire, sous l'effet notamment du déploiement des zones à faibles émissions mobilité (ZFE-m), mais également répondre lui-même à des impératifs de décarbonation. Ainsi en va-t-il par exemple des obligations de renouvellement des flottes de bus fixées aux autorités organisatrices de la mobilité (AOM) dans les années à venir.

Les AOM sont au cœur de ce défi. Aussi, et pour résoudre la crise de financement du secteur des transports publics en leur donnant davantage de marges de manœuvre, le présent amendement vise à diminuer le taux de la taxe sur la valeur ajoutée sur les services de transports collectifs de voyageurs, qu'ils soient ferroviaires, guidés ou routiers, à l'exception toutefois des services librement organisés.

Cette évolution vise en premier lieu à donner de l'oxygène aux AOM qui, à l'heure actuelle, et sous l'effet de l'inflation et de la hausse des coûts de l'énergie, ne sont pas en capacité d'augmenter – voire même de maintenir – leur offre de services. Alors que de nombreuses AOM se préparent, pour

certaines, au déploiement de services express régionaux métropolitains et, pour d'autres, au renforcement des règles de restriction de circulation applicables en zones à faibles émissions mobilité, il convient de redonner des marges de manœuvre aux AOM dans le cadre du financement de cette nouvelle offre. C'est pourquoi l'évolution ainsi proposée ne saurait être vue comme constituant une réduction de la part de financement assurée par les usagers des transports publics. Il est en outre prévu de la limiter à deux ans.

Le coût de cette mesure est estimé par le rapport sur le modèle économique des transports collectifs à 280 millions d'euros.







N°	I-1078
----	--------

**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. TABAROT

au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 OCTIES**

Après l'article 5 octies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au sixième alinéa de l'article 238 sexdecies du code général des impôts, le montant : « 100 000 € » est remplacé par le montant : « 200 000 € ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à doubler le plafond de l'exonération des plus-values réalisées lors de la cession de bateaux de navigation intérieure affectés au transport de marchandises, aujourd'hui fixé à 100 000 euros.

Les années précédentes, le Gouvernement s'était opposé à une suppression de ce plafond, au motif qu'une telle évolution ne serait pas conforme au droit européen encadrant le régime des aides d'État. Cet argument interroge toutefois au regard du régime applicable chez plusieurs de nos voisins européens concernés par le transport fluvial, en particulier l'Allemagne, les Pays-Bas et la Belgique, pays dans lesquels aucun plafond n'est prévu par le régime d'exonération.

À terme, une suppression pure et simple du plafond devrait être étudiée, dans la perspective de la mise en service du Canal Seine-Nord Europe qui nécessitera d'assurer des conditions de concurrence similaires à celles de nos voisins européens pour nos entreprises fluviales.

Cet amendement qui prévoit de doubler le plafond actuel pour le fixer à 200 000 euros constitue une première étape dans cette direction. Il envoie en outre un signal important pour favoriser la compétitivité des entreprises fluviales et encourager le renouvellement de leur flotte au profit de bateaux plus récents ou plus capacitaires et, donc, moins polluants.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. TABAROT

au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 NONIES**

Après l'article 5 nonies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 39 decies C du code général des impôts, il est inséré un article 39 decies CA ainsi rédigé :

« Art 39 decies CA. – I. – Les entreprises du secteur ferroviaire soumises à l'impôt sur les sociétés ou à l'impôt sur le revenu selon un régime réel d'imposition peuvent déduire de leur résultat imposable une somme égale à 40 % de la valeur d'origine, hors frais financiers, des matériels et équipements qui relèvent de l'une des catégories suivantes :

« 1° Locomotives et wagons dont les émissions sont inférieures ou égales à une valeur fixée par décret ;

« 2° Équipements de propulsion électrique ou hydrogène pour la traction ferroviaire ;

« La déduction est applicable aux biens mentionnés aux 1° et 2° acquis à l'état neuf à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2026.

« II. – La déduction est répartie linéairement sur la durée normale d'utilisation des biens. En cas de cession du bien avant le terme de cette période, elle n'est acquise à l'entreprise qu'à hauteur des montants déjà déduits du résultat à la date de la cession, qui sont calculés prorata temporis. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à créer un dispositif de suramortissement fiscal au bénéfice des entreprises ferroviaires s'équipant de matériels peu polluants.

Le report modal vers le transport ferroviaire constitue un levier important de décarbonation, compte tenu de la faible empreinte environnementale du transport ferroviaire de voyageurs et de marchandises. Pour autant, le secteur du transport ferroviaire doit lui aussi répondre aux impératifs de décarbonation. Ainsi, 45 % du réseau ferroviaire n'est, à ce jour, pas électrifié.

La décarbonation du transport ferroviaire suppose notamment l'acquisition, par les entreprises ferroviaires, de matériels moins polluants (wagons et locomotives décarbonés, trains légers, équipements de propulsion électrique, etc.).

C'est pourquoi, afin de renforcer l'incitation à la décarbonation du transport ferroviaire, cet amendement institue un dispositif de suramortissement sur l'acquisition par des entreprises ferroviaires de matériels peu polluants. Cette évolution permettra en outre de renforcer la compétitivité de la filière industrielle ferroviaire, réputée d'excellence.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. GILLÉ et TABAROT

au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 SEXIES**

Après l'article 5 sexies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le premier alinéa de l'article 107 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets est ainsi modifié :

1° Le mot : « deux » est remplacé par le mot : « trois » ;

2° Les mots : « domiciliées dans ou à proximité d'une commune ayant mis en place une zone à faibles émissions mobilité rendue obligatoire en application du deuxième alinéa du I de l'article L. 2213-4-1 du code général des collectivités territoriales et dont les normes de qualité de l'air mentionnées à l'article L. 221-1 du code de l'environnement ne sont pas respectées de manière régulière au 1<sup>er</sup> janvier 2023, » sont supprimés.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à élargir le champ de l'expérimentation du prêt à taux zéro institué à l'article 107 de la loi « Climat et résilience » de 2021 et à en allonger la durée d'application.

Comme rappelé par le rapport d'information du Sénat de juin 2023 intitulé « ZFE-m : sortir de l'impasse », la mise en œuvre des zones à faibles émissions mobilité (ZFE-m) devrait concerner 43 agglomérations d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 2025. D'une part, les cinq agglomérations rencontrant des dépassements réguliers des normes de qualité de l'air (Paris, Marseille, Lyon, Strasbourg et Rouen) doivent mettre en place des schémas de restriction de circulation, qui conduiront à interdire à la circulation des véhicules classés Crit'air 5, 4 puis 3 à horizon 2025. D'autre part, d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 2025, les agglomérations de 150 000 habitants doivent mettre en place une ZFE-m, avec un calendrier de restrictions laissé à leur main. Le déploiement de ce dispositif nécessite d'accompagner les usagers, particuliers et professionnels, dans le renouvellement de leurs véhicules. Cet amendement vise donc à étendre le bénéfice de prêt à taux zéro pour l'acquisition d'un véhicule propre institué en 2021 sous la forme d'une expérimentation à l'ensemble du territoire.

Deuxièmement, plus de six mois après le début de l'expérimentation, le prêt à taux zéro peine encore à être mis en œuvre du fait du retard pris par le Gouvernement pour publier les textes d'application

prévus par la loi. Il apparaît donc opportun de prolonger la durée de l'expérimentation d'un an pour permettre au dispositif de produire ses effets et encourager les usagers à acquérir un véhicule propre.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. GILLÉ et TABAROT

au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 SEXIES

Après l'article 5 sexies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – La section 6 du chapitre IV du titre II du livre II du code de la consommation est complétée par une sous-section... ainsi rédigée :

« Sous-section...

« Prêt à taux zéro pour l'achat d'un véhicule lourd affecté au transport de marchandises ou d'un autobus peu polluants

« Art. L. 224-68-..... – Les établissements de crédit et les sociétés de financement mentionnés à l'article L. 511-1 du code monétaire et financier peuvent consentir un prêt ne portant pas intérêt aux personnes physiques et morales, y compris aux autorités organisatrices de la mobilité mentionnées à l'article L. 1231-1 du code des transports, pour financer l'acquisition d'un véhicule lourd peu polluant neuf ou transformé affecté au transport de marchandises dont le poids total autorisé en charge est supérieur ou égal à 2,6 tonnes ou d'un autobus peu polluant, et qui utilise exclusivement une ou plusieurs des énergies suivantes :

« 1° Le gaz naturel et le biométhane carburant ;

« 2° Une combinaison de gaz naturel et de gazole nécessaire au fonctionnement d'une motorisation biocarburant de type 1A telle que définie au 52 de l'article 2 du règlement (UE) n° 582/2011 de la Commission du 25 mai 2011 portant modalités d'application et modification du règlement (CE) n° 595/2009 du Parlement européen et du Conseil au regard des émissions des véhicules utilitaires lourds (Euro VI) et modifiant les annexes I et III de la directive 2007/46/ CE du Parlement européen et du Conseil ;

« 3° Le carburant ED95 composé d'un minimum de 90,0 % d'alcool éthylique d'origine agricole ;

« 4° L'énergie électrique ;

« 5° L'hydrogène ;

« 6° Le carburant B100 constitué à 100 % d'esters méthyliques d'acides gras, lorsque la motorisation du véhicule est conçue en vue d'un usage exclusif et irréversible de ce carburant.

« Ces prêts leur ouvrent droit au bénéfice de la réduction d'impôt prévue à l'article 244 quater... du code général des impôts.

« Aucun frais de dossier, frais d'expertise, intérêt ou intérêt intercalaire ne peut être perçu sur ces prêts. Il ne peut être accordé qu'un seul prêt ne portant pas intérêt pour une même acquisition.

« Les conditions d'attribution du prêt sont définies par décret. »

II. – La section II du chapitre IV du titre I<sup>er</sup> de la première partie du livre I<sup>er</sup> du code général des impôts est complétée par une division ainsi rédigée :

« ... : Réduction d'impôt au profit des établissements de crédit et des sociétés de financement qui octroient des prêts à taux zéro permettant l'acquisition de véhicules lourds affectés au transport de marchandises ou d'autobus peu polluants

« Art. 244 quater.... – I. – Les établissements de crédit et les sociétés de financement mentionnés à l'article L. 511-1 du code monétaire et financier passibles de l'impôt sur les sociétés, de l'impôt sur le revenu ou d'un impôt équivalent, ayant leur siège dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, peuvent bénéficier d'une réduction d'impôt au titre des prêts ne portant pas intérêt mentionnés à l'article L. 224-68-... du code de la consommation.

« II. – Le montant de la réduction d'impôt mentionnée au présent article est égal à l'écart entre la somme actualisée des mensualités dues au titre du prêt ne portant pas intérêt et la somme actualisée des montants perçus au titre d'un prêt de mêmes montant et durée de remboursement, consenti à des conditions normales de taux à la date d'émission de l'offre de prêt ne portant pas intérêt.

« Les modalités de calcul de la réduction d'impôt et de détermination du taux mentionné au premier alinéa du présent II sont fixées par décret.

« La réduction d'impôt s'impute sur l'impôt dû par l'établissement de crédit ou la société de financement au titre de l'exercice au cours duquel l'établissement de crédit ou la société de financement a versé des prêts ne portant pas intérêt. Lorsque le montant de la réduction d'impôt imputable au titre d'une année d'imposition excède le montant de l'impôt dû par l'établissement de crédit ou la société de financement au titre de cette même année, le solde peut être imputé sur l'impôt dû des quatre années suivantes. Le solde qui demeurerait non imputé au terme de ces quatre années n'est pas restituable. »

III. – Le présent article s'applique aux prêts émis du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2026.

IV. – Les pertes de recettes résultant pour l'État du I du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

## **OBJET**

Le présent amendement vise à créer un prêt à taux zéro pour l'acquisition de véhicules lourds (de plus de 2,6 tonnes) peu polluants affectés au transport routier de marchandises ainsi que pour l'acquisition d'autobus peu polluants par les collectivités territoriales.

Le verdissement des flottes de véhicules lourds se heurte à des contraintes fortes liées à un coût d'acquisition qui demeure prohibitif : s'agissant des poids lourds, le coût d'un véhicule électrique est 3,5 à 4,5 fois plus élevé que celui d'un véhicule diesel ; concernant les bus, selon l'Union des transports publics (UTP), un véhicule électrique serait environ deux fois plus onéreux que son équivalent diesel.

Or, dans les prochaines années, le déploiement des zones à faibles émissions mobilité (ZFE-m) prévoyant des restrictions de circulation au sein d'une quarantaine d'agglomérations va nécessiter une

accélération du verdissement des flottes de véhicules lourds, tant en matière de transport de marchandises que de passagers.

À ce titre, un projet de règlement européen en cours d'examen vise à interdire les véhicules lourds thermiques à la vente de manière progressive d'ici à 2035. Le texte adopté par le Conseil de l'Union européenne en octobre dernier prévoit l'interdiction des bus urbains thermiques en 2035, avec un objectif intermédiaire de 85 % de bus « zéro émissions » à horizon 2030. S'agissant des autres véhicules lourds, est proposée une réduction des émissions de CO<sub>2</sub> par rapport à 2019 de 45 % en 2030, 65 % en 2035 et 90 % en 2040.

Ces éléments plaident en faveur du renforcement des aides à l'acquisition de véhicules lourds peu polluants, à travers l'instauration d'un prêt à taux zéro. Il importe que ce dispositif soit ouvert aux collectivités territoriales, afin que le « choc d'offre » de transports collectifs rendu nécessaire par la mise en œuvre des ZFE-m ne se traduise pas par un accroissement des émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. GILLÉ et TABAROT

au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 28

I. – Alinéa 2, tableau, dernière colonne, troisième ligne

Remplacer le montant :

2 090 357 000

par le montant :

2 190 357 000

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

Cet amendement vise à sécuriser la trajectoire de recettes et de dépenses de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF France), dont le montant prévisionnel est fixé à 4,576 milliards d'euros pour l'année 2024.

Le financement des infrastructures de transport répondant à une logique de temps long, cette sécurisation par la loi semble impérative. Cette évolution semble nécessaire compte tenu de l'amendement de la commission des finances visant à limiter l'affectation du produit de la nouvelle taxe créée par l'article 15 du projet de loi de finances à 500 millions d'euros (contre 600 millions d'euros initialement prévus), pour affecter 100 millions d'euros aux départements et aux communes. Il est donc nécessaire de compenser cette diminution des ressources de l'Afitf par une plus large fraction de TICPE.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. GILLÉ et TABAROT

au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 BIS**

Après l'article 27 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article L. 2333-67 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° Après le cinquième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« – 1,85 % des salaires définis à l'article L. 2333-65 dans les communes et établissements publics de coopération intercommunale ayant mis en place une zone à faibles émissions mobilité rendue obligatoire en application du deuxième alinéa du I de l'article L. 2213-4-1 du présent code et dont les normes de qualité de l'air mentionnées à l'article L. 221-1 du code de l'environnement ne sont pas respectées de manière régulière au 1<sup>er</sup> janvier 2024. Ce taux maximal est applicable sous condition d'une décision de l'autorité organisatrice de la mobilité tendant à accélérer le déploiement d'infrastructures de transport et à mettre en œuvre des mesures d'accompagnement des usagers au renouvellement de leurs véhicules. » ;

2° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Par dérogation à l'avant-dernier alinéa du présent article, les taux du versement destiné au financement des services de mobilité applicables en 2024 sont fixés par délibération de l'organe délibérant de l'autorité organisatrice de la mobilité lors de sa séance suivant la publication de la loi n° ... du... de finances pour 2024, avec prise d'effet le premier jour du deuxième mois qui suit cette délibération. »

**OBJET**

L'article 27 bis du projet de loi de finances pour 2024 prévoit un relèvement du taux plafond applicable au versement mobilité de 0,25 points à Paris et dans les trois départements de la petite couronne (Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne) en 2024.

Or, compte tenu de la décision du Gouvernement de maintenir le calendrier initialement prévu, les quatre agglomérations (Marseille, Lyon, Strasbourg et Rouen) – en dehors du Grand Paris – ayant mis en place une zone à faibles émissions mobilité (ZFE-m) en application du deuxième alinéa du I de l'article L. 2213-4-1 du code général des collectivités territoriales du fait de dépassements réguliers des normes de qualité de l'air, vont faire face à des besoins accrus en termes d'offre de transports collectifs. Le schéma de restrictions de circulation prévu par la loi conduira en effet à exclusion de la

circulation les véhicules classés Crit'air 5 à 3 dans ces quatre agglomérations d'ici un an (1<sup>er</sup> janvier 2025).

Afin de soutenir ces agglomérations dans le développement de leurs services de transport collectif, le présent amendement propose de relever le taux plafond du versement mobilité de 1,75 % à 1,85 % les concernant. Cette possibilité sera toutefois conditionnée à la décision tendant à accélérer le déploiement d'infrastructures de transport et à mettre en œuvre de mesures d'accompagnement des usagers au renouvellement de leurs véhicules.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Pascal MARTIN

au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 3 QUATERDECIES

## I. – Après l'alinéa 5

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

...) À première phrase du II, le montant : « 20 000 € » est remplacé par le montant : « 25 000 € » ;

## II. – Après l'alinéa 8

...° Au troisième alinéa du I de l'article L. 515-19, après les mots « travaux obligatoires » sont insérés les mots « ou 20 000 € par logement » ;

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État de l'augmentation du montant maximal est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les travaux prescrits dans le cadre d'un plan de prévention des risques technologiques font l'objet d'un cofinancement par l'État (40 % du montant des travaux), par les collectivités territoriales (25 %) ainsi que par l'industriel à l'origine du risque (25 %), laissant un reste à charge de 10 % pour les particuliers. Depuis 2013, ces travaux prescrits font l'objet d'un double-plafond : leur montant ne peut excéder 20 000 € ou 10 % de la valeur vénale du bien.

Ce plafond n'a pas été révisé depuis 2013. Pourtant, durant la même période, les prix du bâtiment ont augmenté d'environ 25 %, selon l'indice du prix du bâtiment de l'Insee. L'augmentation est particulièrement élevée depuis 2022, en raison de tensions sur l'offre de matériaux.

Cet amendement propose donc d'augmenter le montant maximal des travaux prescrits de 20 000 € à 25 000 €, afin de suivre l'évolution des prix des matériaux et de renforcer les incitations à l'exécution des travaux, alors que 75 % des logements privés exposés n'ont fait l'objet d'aucun travaux de mise en sécurité.

Afin d'assurer la recevabilité financière de cet amendement, il est prévu que le relèvement de ce plafond entraîne uniquement une augmentation de la participation financière de l'État.

Cet amendement a été travaillé avec l'association nationale des collectivités pour la maîtrise des risques technologiques majeurs (AMARIS).





## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. CIGLOTTI, SAUTAREL, MENONVILLE, ANGLARS, DELCROS, MÉDEVIELLE, LEVI et Stéphane DEMILLY, Mme VERMEILLET, MM. LAUGIER, CHAUVET et HENNO, Mme PERROT, MM. DUFFOURG et HINGRAY, Mme LOISIER, M. CANÉVET, Mme BILLON, MM. COURTIAL, KERN et FOLLIOT et Mmes SOLLOGOUB, GUIDEZ, ROMAGNY et HERZOG

C	
G	

### ARTICLE 7

Alinéa 31

Remplacer cet alinéa par trois alinéas ainsi rédigés :

« C. – Sont également classées en zone France Ruralités Revitalisation, les communes métropolitaines situées dans un département qui remplit les conditions suivantes :

« 1° Sa densité de population est inférieure à 33 habitants par kilomètre carré ;

« 2° Son revenu médian disponible par unité de consommation est inférieur à la médiane des revenus médians disponibles par unité de consommation par département. »

### OBJET

Cet amendement a pour objectif de permettre le classement en zone France Ruralités Revitalisation de l'ensemble des communes situées dans les départements ruraux à très faible densité de population.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Jean-Baptiste BLANC

ARTICLE 6

Après l'alinéa 129

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

.... – Le a du 1<sup>o</sup> du I s'applique à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2025 et le deuxième alinéa de l'article L. 31-10-2 du code de la construction ne s'applique pas entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 30 juin 2025.

**OBJET**

Le recentrage du PTZ sur l'immobilier neuf collectif en zone tendue et dans l'ancien en zone détendue est nécessaire à terme pour honorer la feuille de route environnementale de la France : lutter contre l'artificialisation des sols et renforcer la densification de l'habitat en zone urbaine.

Mais à court-terme, une telle mesure aura pour conséquence de rendre encore plus difficile l'accès à la propriété des ménages modestes dont la part parmi les primo-accédants connaît une baisse forte depuis plusieurs années (moins de 20 % en mars 2023 contre près de 30 % en 2019).

En 2022, 60 % des PTZ étaient accordés pour les zones B2 et C, correspondant principalement à des maisons individuelles. Restreindre le PTZ en zone détendue uniquement aux logements anciens conduirait à une décrue rapide des PTZ pour les ménages des territoires dans un contexte d'augmentation rapide des taux d'intérêts passés de 1 % (début 2022) à près de 3,5 % aujourd'hui

Alors que le secteur du logement est aujourd'hui en souffrance et pourrait peser à la baisse sur la croissance avec la destruction de milliers d'emploi à la clef, le présent amendement vise à reporter à juillet 2025 le recentrage du PTZ et d'ouvrir durant les prochains 18 mois le dispositif aux logements anciens en zone tendue.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BONHOMME, BRISSON et POINTEREAU, Mme DUMONT, MM. BELIN, DARNAUD, LEVI, Jean-Baptiste BLANC et PANUNZI, Mme PETRUS, M. HOUPERT, Mmes JOSENDE et VENTALON et  
MM. MANDELLI et Henri LEROY

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le premier alinéa du I de l'article L. 2335-1 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° Les mots : « petites communes rurales » sont remplacés par les mots : « communes de moins de 3 500 habitants » ;

2° Les mots : « ainsi que de leur potentiel financier » sont supprimés.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Créée par la loi du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux, la dotation particulière élu local (DPEL) vise à aider les communes rurales les moins peuplées à financer les dépenses liées à certaines mesures prévues par cette même loi. L'objectif de cette dotation vise à améliorer le statut des élus locaux, notamment la revalorisation des indemnités des maires et des adjoints, les autorisations d'absence et les frais de formation des élus.

Actuellement, la DPEL se divise en deux parts : La première est attribuée aux communes de moins de 1 000 habitants, sous condition de potentiel financier par habitant (dont le plafond est fixé à 1,25 fois le potentiel financier moyen des communes de moins de 1 000 habitants). La seconde part permet de majorer la première pour les communes dont la population est inférieure à 500 habitants.

Ce dispositif restrictif qui exclut encore trop de petites communes n'est pas satisfaisant.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

Si nous voulons reconnaître l'engagement de tous les élus locaux à leur juste valeur, encourager de nouvelles vocations au service de la collectivité, la question d'une juste indemnisation devient urgente. Dans ce cadre, l'Etat doit prendre sa part en garantissant un accompagnement financier pour favoriser cet indispensable engagement citoyen.

Aussi, le présent amendement poursuit un double objectif :

- il supprime la condition de potentiel financier dans le calcul de la DPEL ;
- il augmente le seuil d'éligibilité à la DPEL de 1 000 à 3 500 habitants.

Cet amendement traduit ainsi la recommandation n°2 du rapport de la délégation aux collectivités territoriales, adopté le 16 novembre 2023 et signé par Françoise GATEL, François BONHOMME et Eric KERROUCHE

Ce rapport, intitulé « Indemnités des élus locaux : reconnaître l'engagement à sa juste valeur », formule huit fortes recommandations pour garantir une meilleure protection matérielle des élus et pour remédier à la dégradation des conditions matérielles d'exercice des mandats locaux.

Le présent amendement est complété par un amendement sur l'article 27 relatif aux prélèvements sur recettes de l'État au profit des collectivités territoriales.





## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. BONHOMME, BRISSON et POINTEREAU, Mme DUMONT, MM. BELIN, DARNAUD, LEVI,  
Jean-Baptiste BLANC et PANUNZI, Mme PETRUS, M. HOUPERT, Mmes JOSENDE et VENTALON et  
MM. MANDELLI et Henri LEROY

C	
G	

### ARTICLE 27

I. – Alinéa 2, tableau, seconde colonne, septième ligne

Remplacer le montant :

108 906 000

par le montant :

145 579 000

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Le présent amendement est la conséquence de l'amendement tendant à insérer un article additionnel après l'article 26.

Il traduit la recommandation n°2 du rapport de la délégation aux collectivités territoriales, adopté le 16 novembre 2023 et signé par Françoise GATEL, François BONHOMME et Eric KERROUCHE, qui vise à étendre de le bénéfice de la DPEL aux plus petites communes.





N°	I-1089
----	--------

**S O U S - A M E N D E M E N T**

à l'amendement n° I-241 de la commission des finances

présenté par

M. LAFON

C	
G	

ARTICLE 28

Amendement n° 241, alinéas 3 et 6

Remplacer le nombre :

15 000 000

Par le nombre :

20 000 000

**OBJET**

Les amendements identiques 186 de la commission des finances et 249 de Laurent Lafon et plusieurs Sénatrices et Sénateurs de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication ont institué une taxe sur l'écoute en ligne de musique, afin de doter le Centre National de la Musique d'une ressource fiscale le mettant en capacité d'exercer ses missions.

En application des articles 2 et 36 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF) et de l'article 46 de la loi de finances pour 2012, la commission des finances fixe avec l'amendement 241 à l'article 28 du projet de loi de finances pour 2024 le plafonnement des montants affectés au CNM à hauteur de 15 millions d'euros.

Or ce montant ne correspond pas aux besoins réels du CNM, estimés à environ 40 millions d'euros pour 2024. Dès lors, il paraît plus prudent de fixer un plafond plus élevé afin que la charge du financement du Centre n'incombe pas, in fine, au budget général, ou que les actions du Centre ne soient trop réduites. Le rendement estimé de la taxe étant compris entre 15 et 20 millions d'euros pour la première année, l'adoption du sous-amendement permet ainsi de l'affecter en totalité au CNM.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. DOSSUS, Mmes OLLIVIER et de MARCO, M. Grégory BLANC, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT, MELLOULI et PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 NOVODECIES

Après l'article 5 novodecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après la section II bis du chapitre I bis du titre III de la deuxième partie du livre premier du code général des impôts, est insérée une section II ... ainsi rédigée :

« Section II ...

« Taxe sur la diffusion en ligne d'enregistrements phonographiques musicaux ou de vidéomusiques

« Art. 1609 sexdecies ..... – I. – Il est institué une taxe sur la diffusion en ligne d'enregistrements phonographiques musicaux ou de vidéomusiques due à raison des opérations :

« 1° De mise à disposition du public de services permettant l'accès à des enregistrements phonographiques musicaux ou des vidéomusiques, sur demande individuelle formulée par voie de communications électroniques dans le cadre des diffusions en flux et mis à disposition à titre onéreux à des personnes autres que des entreprises qui sont établies, ont leur domicile ou ont leur résidence habituelle en France ;

« 2° De mise à disposition du public de services de diffusion de messages publicitaires et de parrainage sur un service permettant l'accès à des enregistrements phonographiques musicaux ou des vidéomusiques, sur demande individuelle formulée par voie de communications électroniques et destiné à des personnes autres que des entreprises qui sont établies, ont leur domicile ou ont leur résidence habituelle en France ;

« 3° Sont exonérés les services répondant aux conditions cumulatives suivantes :

« a) L'accès aux enregistrements phonographiques musicaux ou vidéomusiques présente un caractère accessoire ;

« b) Leur objet principal n'est ni l'information du public ni la promotion auprès du public d'œuvres musicales, ni la fourniture d'informations relatives à ces œuvres.

« II. – Sont redevables de la taxe les personnes, qu'elles soient établies en France ou hors de France, qui mettent à disposition du public les services mentionnés au I.

« III. – La taxe est assise sur le montant, hors taxe sur la valeur ajoutée, du prix acquitté en contrepartie de l'accès aux services mentionnés au I.



« Ces sommes font l'objet d'un abattement de 66 % pour les services fournis à titre gratuit donnant l'accès à des contenus audiovisuels créés par des utilisateurs privés à des fins de partage et d'échanges au sein de communautés d'intérêt. À cette fin, les contreparties encaissées par une personne autre que le fournisseur qui sont reversées sont réputées être encaissées par le bénéficiaire de ce reversement. Lorsque plusieurs personnes sont redevables au titre d'un même service mentionné au présent I, le montant de la taxe est établi séparément pour chacune d'elles à partir des seules contreparties qu'elle a encaissées.

« Sont réputés constituer la contrepartie des services mentionnés au I :

« 1° Les prix perçus par les redevables concernés pour l'accès aux services mentionnés au 1° du I ;

« 2° Les sommes versées par les annonceurs et les parrains aux redevables pour la diffusion de leurs messages publicitaires et de parrainage sur les services mentionnés au 2° du I.

« Pour chaque opération, sont, le cas échéant, déduits de ces prix les montants acquittés au titre des impositions de toutes natures mises en place dans un autre État membre de l'Union européenne et portant spécifiquement sur ces services.

« IV. – L'exigibilité de la taxe intervient lors de l'encaissement d'une ou plusieurs contreparties d'un service taxable mentionné au I.

« V. – Le taux de la taxe appliqué au montant de la somme des contreparties est fixé à :

« 1° Pour les services mentionnés au 1° du I :

« a) 0 % pour la fraction inférieure à 20 millions d'euros ;

« b) 1,25 % pour la fraction comprise entre 20 millions d'euros et 400 millions d'euros ;

« c) 1,75 % pour la fraction supérieure à 400 millions d'euros ;

« 2° Pour les services mentionnés au 2° du I : 1,75 %.

« VI. – Par dérogation au V, pour les entreprises dont le montant des sommes encaissées en contrepartie des services mentionnés au 1° du I fournis au niveau mondial l'année civile précédente est inférieur à 750 millions d'euros, le taux est de :

« 1° Pour la fraction relevant du taux défini au b du 1° du V :

« a) 0,5 % pour l'imposition établie au titre de 2024 ;

« b) 1 % pour l'imposition établie au titre de 2025 ;

« 2° Pour la fraction relevant du taux défini au c du 1° du V :

« a) 1 % pour l'imposition établie au titre de 2024 ;

« b) 1,5 % pour l'imposition établie au titre de 2025.

« VII. – La taxe est constatée, liquidée, recouvrée et contrôlée selon les mêmes sanctions, garanties, sûretés et privilèges que la taxe sur la valeur ajoutée. Les réclamations sont présentées, instruites et jugées selon les mêmes règles applicables à cette même taxe.

« VIII. – Le produit de la taxe est affecté au Centre national de la musique dans la limite d'un plafond annuel. »

II. – Après l'article L. 163 du livre des procédures fiscales, il est inséré un article L. 163 .... ainsi rédigé :

« Art. L. 163 ..... – Le Centre national de la musique peut recevoir de l'administration des impôts tous les renseignements relatifs au montant de la taxe mentionnée à l'article 1609 sexdecies C du code général des impôts. »

### **OBJET**

Cet amendement du Groupe Ecologiste, Solidarité et Territoires, vise à faire écho à une demande forte des acteurs du milieu musical ainsi que de donner corps à une préconisation du rapport du Julien Bargeton, en mettant en place une taxe streaming pour financer le Centre national de la musique



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Laure DARCOS, M. CHASSEING, Mme LERMYTTE, MM. WATTEBLED, CHEVALIER, BRAULT,  
Alain MARC et CAPUS, Mme PAOLI-GAGIN et M. VERZELEN

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 NOVOVICIES**

Après l'article 5 novovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 1609 sexdecies B est ainsi modifié :

I. – Le premier alinéa du I est ainsi rédigé :

« Une taxe sur la diffusion en vidéo physique de contenus audiovisuels et sur la diffusion en ligne de contenus audiovisuels et musicaux est due à raison des opérations : »

II. – Après le 3° du I, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« 3° bis De mise à disposition du public en France de services donnant accès, à titre gratuit, à des phonogrammes de manière que chacun puisse y avoir accès de sa propre initiative, dans le cadre des diffusions en flux ; »

III. – Après le 3° du II, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Mettent à disposition du public en France des services mentionnés au ...° du I. »

IV. – Après le 3° du III, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Des sommes versées par les annonceurs et les parrains, pour la diffusion de leurs messages publicitaires et de parrainage sur les services mentionnés au ...° dudit I, aux redevables concernés. »

V. – Après la première phrase du V, est insérée une phrase ainsi rédigée : « Il est porté à 7 % pour les services mentionnés aux 3° et 3° bis du I ».

VI. – Le VI est ainsi rédigé :

« Le produit de la taxe est affecté au Centre national de la musique à hauteur du produit issu du ...° du III, ainsi qu'à hauteur de 26,4 % des produits issus de l'assiette visée au 3° du III. Le solde est affecté au Centre national du cinéma et de l'image animée. »

VII. – L'intitulé de la section II bis du chapitre I bis du titre III de la deuxième partie du code général des impôts est complété par les mots : « et sur la diffusion en ligne de contenus musicaux. »

## **OBJET**

A l'issue de la consultation organisée par le ministère de la Culture sur le financement du Centre national de la musique, trois scénarii ont émergé :

1° une nouvelle taxe (dite « taxe streaming ») portant à la fois sur les revenus de l'abonnement et de la publicité des plateformes diffusant de la musique ;

2° un aménagement de la taxe sur les services vidéos pour appréhender les seuls revenus publicitaires de ces mêmes plateformes ;

3° une contribution volontaire desdites plateformes et des ayants droit.

La contribution volontaire des plateformes a été votée à l'Assemblée nationale en première lecture du projet de loi de finances mais la plupart des Majors n'ont, pour l'instant, pas l'intention de s'y plier.

La création de la taxe « streaming », qui sera proposée au Sénat par différents amendements dans le cadre du projet de loi de finances pour 2024 est, quant à elle, peu satisfaisante dans la mesure où elle n'est pas bornée en fonction du chiffre d'affaires réalisé, ce qui fera contribuer indistinctement l'ensemble des plateformes diffusant des contenus musicaux. Elle risque en outre d'être contreproductive pour les artistes et les créateurs, en sus de la hausse prévisible de l'abonnement payé par le consommateur.

Le présent amendement met en œuvre le scénario 2, qui consiste à aménager la taxe sur la diffusion en vidéo physique et en ligne de contenus audiovisuels (TSV) pour prendre en compte la part des revenus publicitaires monétisant des contenus musicaux, gratuits pour l'utilisateur, sur les plateformes diffusant de la musique. Cet aménagement se justifie par la place prépondérante qu'occupent les contenus musicaux sur ces services. Il permet d'assurer un financement adéquat du Centre National de la Musique.

Les revenus publicitaires des services de streaming vidéo, adossés à la part « YouTube » de la TSV, seraient assujettis au taux de 7 % (contre 5,15 % actuellement) : ce taux continuerait de s'exercer sur un tiers du chiffre d'affaires, l'abattement de 66 % au titre du partage de vidéos étant maintenu. Les produits de la taxe alimenteraient le Centre National de la Musique à hauteur de 26,4% du rendement et le Centre National du Cinéma et de l'image animée à hauteur de 73,6 %. Ce partage garantirait au CNC un maintien de ses ressources, le CNM étant financé par la hausse du taux.

Par cohérence et équité, les revenus publicitaires des services de streaming audio (freemium) seraient inclus dans le dispositif et assujettis au même taux de 7 %.

Le rendement attendu d'un tel aménagement est d'environ 15 millions d'euros, notamment dans le contexte actuel d'un élargissement des redevables à de nouveaux acteurs. Il s'agirait d'une ressource dynamique, la part de marché des offres gratuites musicales étant en constante progression.

Cette option présente plusieurs avantages :

- elle ne crée pas de nouvelle taxe affectée à faible rendement ;
- elle corrige une anomalie de marché en opérant un transfert de valeur des plateformes de streaming vidéo, qui rémunèrent encore trop peu la musique, vers le soutien aux projets artistiques ;
- elle met à contribution l'offre gratuite des plateformes de streaming audio, qui se développe de manière disproportionnée en France ;
- elle préserve le marché de l'abonnement qui nourrit l'ensemble de la chaîne de valeur : auteurs, artistes, producteurs, éditeurs, distributeurs.







## AM E N D E M E N T

C	
G	

présenté par

M. de NICOLAY

au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable

### ARTICLE 7

I. – Alinéas 15, 161, 164, 169, 171, 174, 176, 179, 181 et 186

Supprimer ces alinéas.

II. – Alinéas 20, 42 et 132

Remplacer les mots :

France ruralités revitalisation « plus »

par les mots :

de revitalisation rurale « plus »

III. – Alinéas 21, 39, 41, 49, 50, 76, 77 et 131

Remplacer les mots :

France ruralités revitalisation

par les mots :

de revitalisation rurale

IV. – Alinéas 22 et 42

Remplacer les mots :

zones France ruralités revitalisation et France ruralités revitalisation « plus »

par les mots :

zones de revitalisation rurale et de revitalisation rurale « plus »

V. – Alinéas 24 à 36

Remplacer ces alinéas par quatorze alinéas ainsi rédigés :

« II. – A. Sont classées en zone de revitalisation rurale les communes qui remplissent les deux conditions suivantes :



« 1° Une densité de population correspondant aux niveaux 5, 6 et 7 de la grille communale de densité ;

« 2° Le cumul d'au moins trois des critères suivants :

« a) Une diminution de la population communale observée sur les dix années précédant le renouvellement du classement en application du IV du présent article ;

« b) Un nombre d'équipements par habitant inférieur ou égal à la médiane du nombre d'équipements par commune de France métropolitaine ;

« c) Un taux de chômage supérieur ou égal à la médiane des taux de chômage par commune de France métropolitaine ;

« d) Un indicateur d'accessibilité potentielle localisée aux professionnels de santé inférieur ou égal à la médiane de l'accessibilité potentielle localisée aux professionnels de santé par commune de France métropolitaine ;

« e) Un taux de vacance de logements supérieur ou égal à la médiane du taux de vacance de logements par commune de France métropolitaine ;

« f) Un classement en zone agricole défavorisée, au sens du code rural et de la pêche maritime.

« Les données mentionnées au présent II sont établies à partir de celles disponibles au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de classement par l'Institut national de la statistique et des études économiques, à l'exception de l'indicateur d'accessibilité potentielle localisée aux professionnels de santé élaboré par la direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques.

« B. Sont classées en zone de revitalisation rurale les communes de Guyane et celles de La Réunion comprises dans la zone d'action spéciale d'action rurale délimitée par décret.

« C. Sont classées en zone de revitalisation rurale les communes de montagne définies à l'article 3 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne de moins de 15 000 habitants dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur ou égal au soixante-quinzième centile du potentiel fiscal médian par habitant de France métropolitaine.

« III. – Sont classées en zone de revitalisation rurale « plus » les communes classées en zone de revitalisation rurale cumulant au moins quatre des critères mentionnés au a à f du II du présent article.

« IV. – Le classement des communes en zone de revitalisation rurale et en zone de revitalisation rurale « plus » est établi par arrêté des ministres chargés des collectivités territoriales et du budget. Il est révisé tous les six ans. »

VI. – Alinéas 63, 71, 185 et 188

Supprimer les mots :

de revitalisation rurale mentionnées

et les mots :

France ruralités revitalisation mentionnées

VII. – Alinéas 106, 159, 160, 166, 168, 172, 178, 180 et 187

Supprimer les mots :

de revitalisation rurale

et les mots :

France ruralités revitalisation

VIII. – Alinéa 165

1° Remplacer le mot :

zones

par le mot :

rurale

2° Supprimer les mots :

France ruralités revitalisation

IX. – Alinéa 175

Supprimer les mots :

dans les zones France ruralités revitalisation

X. – Alinéa 183

Supprimer le mot :

définies

et les mots :

France ruralités revitalisation mentionnée

XI. – Alinéa 204

Remplacer les mots :

France ruralités revitalisation

par les mots :

de revitalisation rurale.

XII. – Pour compenser la perte de recettes résultant du V, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

... – La perte de recettes résultant pour l'État de l'augmentation du nombre de communes classées en zones de revitalisation rurale est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement reprend sous une forme retravaillée, notamment avec les associations représentatives d'élus locaux, les dispositions de la proposition de loi n° 642 (2022-2023) visant à rendre le zonage de revitalisation rurale plus juste et mieux ciblé, déposée par Rémy Pointereau et plusieurs de ses collègues, qui concrétisait les recommandations du rapport d'information n° 245 du 17 janvier 2023 de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable (« Réforme des ZRR : pour un zonage plus juste et mieux ciblé »).

Le présent amendement propose une véritable réforme du zonage, avec une révision en profondeur des critères de classement, dans le cadre d'une approche plus fine et territorialisée : il prévoit que le classement s'effectue dorénavant à la maille communale, ce qui constitue un changement d'approche plébiscité par les associations d'élus. La maille intercommunale que le Gouvernement souhaite conserver, par facilité administrative, n'apparaît en effet plus en phase avec les réalités territoriales.

Les critères qui sont ici proposés, plus ciblés pour répondre à l'impératif de revitalisation et plus nombreux pour limiter les effets de bords, ont été concertés avec l'Association des maires de France (AMF) et l'Association des maires ruraux de France (AMRF).

Enfin, les communes situées en zone de montagne de moins de 15 000 habitants et dont le potentiel fiscal est faible sont classées en zone de revitalisation rurale, afin de prendre en compte la spécificité de ces territoires.

Le classement de départements entiers proposé par le Gouvernement est supprimé en raison de son caractère anormal : il présente un biais disqualificatif avec le classement en ZRR d'aires urbaines de plus de 25 000 habitants alors même que plus de 3 000 communes rurales sortent du zonage.

Enfin, l'amendement prévoit le maintien de la dénomination actuelle des zones de revitalisation rurale, bien identifiée par les parties prenantes, alors que le Gouvernement propose une nouvelle appellation « zones France Ruralités Revitalisation », de nature à créer de la confusion.





## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. BONHOMME, BRISSON et POINTEREAU, Mme DUMONT, MM. BELIN, DARNAUD, LEVI, Jean-Baptiste BLANC et PANUNZI, Mme PETRUS, M. HOUPERT, Mmes JOSENDE et VENTALON et  
MM. Henri LEROY et MANDELLI

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au premier alinéa du I de l'article L. 2335-1 du code général des collectivités territoriales, les mots : « ainsi que de leur potentiel financier » sont supprimés.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Le présent amendement supprime la condition de potentiel financier dans le calcul de la DPEL, sans augmenter le seuil d'éligibilité à la DPEL de 1 000 à 3 500 habitants.

Cet amendement traduit en partie la recommandation n°2 du rapport de la délégation aux collectivités territoriales, adopté le 16 novembre 2023 et signé par Françoise GATEL, François BONHOMME et Éric KERROUCHE.

Ce rapport, intitulé « Indemnités des élus locaux : reconnaître l'engagement à sa juste valeur », formule huit fortes recommandations pour garantir une meilleure protection matérielle des élus et pour remédier à la dégradation des conditions matérielles d'exercice des mandats locaux.

Le présent amendement, déjà adopté au Sénat dans le cadre de l'examen du PLF 2023 (amendement I-536), est complété par un amendement à l'article 27 relatif aux prélèvements sur recettes de l'État au profit des collectivités territoriales.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BONHOMME, BRISSON et POINTEREAU, Mme DUMONT, MM. BELIN, DARNAUD, LEVI, Jean-Baptiste BLANC, PANUNZI et HOUPERT, Mmes JOSENDE et VENTALON et MM. Henri LEROY et MANDELLI

C	
G	

ARTICLE 27

I. – Alinéa 2, tableau, seconde colonne, septième ligne

Remplacer le montant :

108 906 000

par le montant :

122 721 000

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement est la conséquence de l'amendement de repli tendant à insérer un article additionnel après l'article 26 qui supprime la condition de potentiel financier dans le calcul de la DPEL (sans augmenter le seuil d'éligibilité à la DPEL de 1 000 à 3 500 habitants).

Il traduit en partie la recommandation n°2 du rapport de la délégation aux collectivités territoriales, adopté le 16 novembre 2023 et signé par Françoise GATEL, François BONHOMME et Éric KERROUCHE.

Cet amendement avait déjà été adopté au Sénat lors de l'examen du PLF 2023 ([https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/114/Amdt\\_I-528.html](https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/114/Amdt_I-528.html)).





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. WATTEBLED

ARTICLE 6

I. – Alinéas 2 à 6

Supprimer ces alinéas.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 6 du PLF pour 2024 prévoit de recentrer le dispositif du PTZ dans le neuf aux seules zones tendues du territoire et pour les immeubles collectifs exclusivement.

Ainsi, dans les zones B2 et C, le PTZ ne serait plus accessible qu'aux seules acquisitions de biens immobiliers dans l'ancien. Alors que les ventes de logements neufs s'effondrent (-38 % des ventes dans l'individuel diffus entre les premiers semestres 2022 et 2023) et que les conditions de crédit ne cessent de se dégrader, cette amputation du PTZ conduira à une aggravation certaine de la crise du logement neuf.

En effet, l'hyper-recentrage envisagé exclut les deux-tiers des opérations financées jusqu'alors grâce à cette aide ainsi que plus de 90 % des communes en France. Hors « zones tendues », le projet du Gouvernement condamne donc les plus jeunes et les foyers aux ressources modestes dans leur parcours résidentiel. Pour ces Français les plus modestes, l'accession à la propriété deviendrait un horizon impossible.

Par ailleurs, cet arbitrage budgétaire ne serait pas sans effet pour les nombreuses TPE/PME du Bâtiment et leurs effectifs salariés : la production de logements neufs représente près de la moitié de l'activité de la Profession du Bâtiment.

Les marchés de rénovation-réhabilitation ne sauraient à eux seuls pallier cet effondrement de la production du neuf déjà constaté partout en France. Enfin, une telle décision représenterait une perte nette pour le budget de la Nation puisque chaque opération de PTZ rapporte, en solde net, 35 000 euros au budget de l'Etat.

C	
G	

Il serait donc incompréhensible que ce projet de loi de finances 2024 acte la disparition d'un produit utile aux ménages et bien maîtrisé surtout dans une période où l'inflation et les problèmes de pouvoir d'achat sont appelés à perdurer.

Cet amendement vise donc à rétablir le PTZ dans le neuf collectif et individuel sur l'ensemble de notre territoire. Ce retour doit être assortie de deux mesures complémentaires importantes, à savoir le retour à une quotité de 40 % pour toutes les zones, en neuf comme dans l'ancien avec travaux et la réactualisation des barèmes pour tenir compte des évolutions de salaires et de prix de l'immobilier intervenues depuis 2016.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. WATTEBLED

ARTICLE 17

<b>C</b>	
<b>G</b>	

## I. – Alinéa 43

Remplacer cet alinéa par six alinéas ainsi rédigés :

.... – L'article 790 A bis est ainsi modifié :

1° Le I est ainsi modifié :

a) Le c du 1° est complété par les mots : « ou à son acquisition neuve ou en vente en l'état futur d'achèvement » ;

b) Après le c du 1°, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ...) Aux dons en nature d'un terrain, ou d'un immeuble destiné à être démoli, consentis en pleine propriété à un enfant, un petit-enfant, un arrière-petit-enfant ou, à défaut d'une telle descendance, un neveu ou une nièce, sont exonérés de droits de mutation à titre gratuit dans la limite de 100 000 € si cet immeuble est affecté par le donataire à la construction ou à l'acquisition de sa résidence principale dans le délai d'un an. » ;

2° Au II, les mots : « 15 juillet 2020 et le 30 juin 2021 » sont remplacés par les mots : « 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 31 décembre 2026 ».

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les ventes de logements neufs s'effondrent (en glissement annuel sur le premier semestre 2023, -38% dans l'individuel diffus et -33 % dans le collectif) sous l'effet de la dégradation des conditions de crédit. En dix-huit mois, l'apport personnel nécessaire à l'équilibre du financement des projets d'accession à la propriété des ménages a doublé, pour atteindre 70 000€ en moyenne pour le primo-accession.

Or, le présent projet de loi de finances pour 2024 ne prévoit aucune mesure en soutien à la construction neuve.

Une mesure temporaire d'exonération des droits de mutation à titre gratuit à concurrence d'une somme de 100 000 € avait été adoptée par la 3ème loi de finances rectificative pour 2020 pour permettre, au sortir de la crise de la covid-19, de venir en aide au logement neuf dans la mesure où elle bénéficie à la construction de la résidence principale du donataire.

De fait, elle n'a pas eu le temps de démontrer ses effets, car limitée à 6 mois et troublée par l'amorce de la crise des matériaux.

Cet amendement propose donc de rétablir cette disposition pour 3 ans et de l'élargir aux donations de terrains et d'immeubles destinés à être démolis ainsi qu'à l'acquisition neuve ou en VEFA de la résidence principale du donataire.

Une telle mesure aurait pour effet de contribuer à renforcer l'apport personnel de nombreux ménages, facilitant ainsi l'octroi de leurs prêts immobiliers. Elle aurait en outre pour effet de permettre un écoulement des stocks de logements neufs détenus par les promoteurs.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. WATTEBLED

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS**

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 199 novovicies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° La seconde phrase des 1° et 2° du VI est supprimée ;

2° La dernière phrase des 1° et 2° du A du VII bis est supprimée ;

3° La seconde phrase des 1° et 2° du E du VIII est supprimée ;

4° La seconde phrase des a et b du 3° du XII est supprimée.

II. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 168 de la loi de finances pour 2021 a prorogé de trois ans l'avantage fiscal lié au dispositif Pinel tout en en réduisant progressivement le taux. Il s'agissait, selon l'exposé des motifs, de mettre en place une « transition vers un dispositif plus efficient ».

Mais l'effondrement actuel des ventes de logements (en glissement annuel sur le premier semestre 2023, -38% dans l'individuel diffus et -33 % dans le collectif), sans compter les agréments HLM qui plafonnent à 95 000 unités par an depuis 2021 (contre 110 000 à 120 000 les années précédentes), sont générateurs d'une inévitable crise du logement.

Cette baisse des ventes bloque l'alimentation en neuf du segment du locatif privé détenu par des bailleurs personnes physiques. Or, lui seul permet le maintien en volume du parc, d'autant que les investisseurs institutionnels s'en retirent à nouveau.

Ces ménages bailleurs s'avèrent, au surplus, très sensibles aux dispositifs fiscaux de soutien. La suppression d'un dispositif puissant (Périssol, Robien, Scellier) ou son rabotage (Pinel) se traduisent systématiquement par une chute des ventes, de moitié en ordre de grandeur.

Par ailleurs, les difficultés d'accès au crédit immobilier que subissent les acquéreurs, ralentissent la vente des logements éligibles, réduisant d'autant le nombre logements à loyer abordable destinés à la location dans les zones tendues.

L'objet de ce présent amendement est d'accroître l'offre de logements locatifs sous plafonds de loyer et de ressources, dans ce contexte de chute de l'accès à la propriété, en aménageant le dispositif Pinel pour le rendre plus attractif avant sa disparition programmée au 31 décembre 2024.

Ainsi, il est proposé de maintenir les taux de réduction d'impôt tels que prévus en 2022 sur les années 2023 et 2024, date à laquelle le dispositif Pinel prend fin. Un tel délai permettrait de relancer à la fois la construction neuve et le logement locatif à loyers maîtrisés.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. ROCHETTE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 3 VICIES

Supprimer cet article.

**OBJET**

Par voie d'amendement lors de l'examen à l'Assemblée nationale du Projet de Loi de Finance pour 2024 et intégré au texte adopté suite au recours à l'article 49.3, le gouvernement a précisé le champ des activités éligibles à l'exonération partielle, dite « Dutreil » de droits de mutation à titre gratuit prévue par le CGI.

Le Pacte Dutreil, qui vise à favoriser la transmission d'entreprise, sanctuarisé par tous les gouvernements depuis 20 ans pour mettre fin à l'hémorragie du tissu d'entreprises françaises et pour encourager les actionnariats de long terme, est remis en cause par cet amendement.

En effet, il prévoit une quote-part d'affectation fixée à 15%, le reste étant présumé non affecté à l'activité de l'entreprise et ne bénéficiant pas des abattements Dutreil et ainsi soumis à l'appréciation discrétionnaire du contrôle fiscal.

Cela aurait un impact majeur sur la trésorerie des entreprises, nécessaire aux stratégies d'investissement, à la préparation et à la mobilisation des sommes pour leur transmission, ou encore à la protection des à-coups conjoncturels qui se multiplient (COVID, énergie, cyber attaques ou incidents graves sur les sites...).

Cela aurait ainsi pour conséquence de bloquer leur transmission tout en étant source de complexité et de litiges avec l'administration fiscale.

C'est pourquoi il est proposé de supprimer l'article 3 Vicies.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE et DANTEC, Mme de MARCO, MM. FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT et MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24**

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 1407 est ainsi modifié :

a) Le I est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« 4° Pour les logements vacants depuis plus de deux années au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition, dans les communes autres que celles mentionnées au I de l'article 232. Sont toutefois exonérés les logements détenus par les organismes d'habitat à loyer modéré et les sociétés d'économie mixte destinés à être attribués sous condition de ressource. » ;

b) Il est ajouté un paragraphe ainsi rédigé :

« ... – Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre compétents peuvent, par une délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 bis, exonérer de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale les biens mentionnés au 4° du I du présent article. »

2° L'article 1407 bis est abrogé.

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Des leviers efficaces doivent être trouvés pour réduire rapidement le nombre de logements vacants dans un contexte de fortes tensions dans le secteur. Afin de renforcer le pouvoir dissuasif des taxes sur les logements vacants, il est proposé à travers cet amendement que la taxe d'habitation sur les logements vacants soit mise en place par défaut dans les communes éligibles (toutes les communes où

la TLV n'est pas appliquée) sauf si le conseil municipal décide de s'y opposer alors qu'aujourd'hui nous sommes dans la situation contraire. Cette inversion de la logique décisionnelle permettrait de se prémunir de situations où les exécutifs locaux en viendraient à méconnaître leur éligibilité à cet outil fiscal qui est d'autant plus efficace si son usage est le plus étendu possible.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme SCHALCK, M. TABAROT, Mme PUISSAT, MM. PANUNZI, FRASSA et BRUYEN, Mmes DUMAS, PLUCHET et JOSENDE, MM. BACCI, REYNAUD, SIDO, PERRIN, RIETMANN et Henri LEROY, Mme NÉDÉLEC, M. FAVREAU, Mme BORCHIO FONTIMP, MM. PAUL et de NICOLAY, Mme BELLUROT, M. CHAIZE, Mme GARNIER, M. SOMON, Mmes DUMONT, ESTROSI SASSONE et GOSSELIN, MM. GREMILLET, DARNAUD, KLINGER et BELIN, Mmes VENTALON, JOSEPH et IMBERT et M. BRISSON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le I de l'article L. 1615-1 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° L'aménagement de terrains pour les dépenses engagées à partir de 2022. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La réforme portant automatisation du FCTVA a introduit dans le cadre de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 un changement d'assiette des dépenses éligibles. Certaines dépenses ont ainsi été exclues, notamment celles du compte 212 « agencement et aménagement de terrain »

La non-intégration de ces dépenses dans l'assiette du FCTVA a lourdement impacté les finances locales, d'ores et déjà fortement contraintes et les projets d'aménagement, pourtant essentiels pour les communes.

À l'heure où il est demandé aux collectivités de maintenir leur niveau d'investissement, l'esprit initial du dispositif du FCTVA s'est trouvé remis en cause. Les collectivités territoriales ayant fait le choix de continuer d'investir se sont retrouvées pénalisées.

Dans le projet de loi de finances rectificatif de juillet 2022, le Sénat s'était prononcé en faveur de cette mesure. Ce fut également le cas dans le projet de loi de finances pour 2023, où le Sénat a voté à l'unanimité en faveur de la réintégration de ces dépenses.

C'est ainsi que le Gouvernement a annoncé la réintégration des dépenses d'aménagement de terrains dans l'assiette du FCTVA dans le cadre du projet de loi de finances pour 2024.

Or il semblerait que les investissements réalisés par les communes en 2022 et en 2023 ne soient pas compris dans cette réintégration.

Par souci d'équité, il est nécessaire que les communes ayant engagé des dépenses d'aménagement de terrain à partir de 2022 puissent également bénéficier de l'éligibilité de leurs dépenses aux FCTVA, afin d'éviter des années blanches.

C'est l'objet du présent amendement.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. GONTARD, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, Grégory BLANC, DANTEC, DOSSUS et FERNIQUE, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

DIVISION ADDITIONNELLE APRES L'ARTICLE 3 UNDECIES

Après l'article 3 undecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le II de la section V du chapitre premier du titre premier de la première partie du livre premier du code général des impôts est complété par un ...° ainsi rédigé :

« ...° Crédit d'impôt pour les dépenses de réparation sur certains biens

« Art. 200.... – I. – Les contribuables domiciliés en France au sens de l'article 4 B peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des dépenses effectivement supportées pour des travaux de réparation et de réemploi portant sur :

« 1° Les biens électroménagers, électroniques grand public et informatiques ;

« 2° Les vélos et vélos à assistance électrique ;

« 3° L'ameublement ;

« 4° Les équipements et appareils de chauffage ou de fourniture d'eau chaude sanitaire utilisant une source d'énergie renouvelable.

« II. – Le crédit d'impôt est égal à 50 % des dépenses effectivement supportées prises dans la limite cumulée de 500 € par foyer fiscal. Si le crédit d'impôt excède l'impôt dû, l'excédent est restitué.

« III. – Les dépenses supportées ouvrent droit au bénéfice du crédit d'impôt, sous réserve que le contribuable soit en mesure de présenter, à la demande de l'administration fiscale, la facture d'un réparateur professionnel, suivant les conditions définies par un décret en Conseil d'État. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Pour faire face au réchauffement climatique et à l'épuisement des ressources et dans l'objectif de promouvoir l'économie circulaire cet amendement propose un crédit d'impôt pour les dépenses de

réparation engagées sur les biens électroménagers, électroniques grand public et informatiques, les vélos, l'ameublement, et le chauffage renouvelable dans la limite de 500€ par foyer fiscal.

Cette mesure remplit un double objectif social et écologique en incitant à la réparation de produits usagers souvent presque aussi onéreuse que leur remplacement par du neuf.

Un tel crédit d'impôt viendrait utilement s'ajouter au Fonds réparation voté dans la loi AGEC qui peine encore à trouver sa pleine mesure.





## AM E N D E M E N T

C	
G	

présenté par

M. GONTARD, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, Grégory BLANC, DANTEC, DOSSUS et FERNIQUE,  
Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET  
MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

### ARTICLE 6

#### I. – Après l’alinéa 49

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

- à la deuxième phrase du 4, le montant : « 50 000 € », est remplacé par le montant : « 70 000 € » ;

#### II. – Après l’alinéa 53

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

– au second alinéa du 6 bis, le montant : « 50 000 € », est remplacé par le montant : « 70 000 € » ;

#### III. – Après l’alinéa 54

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

– À la seconde phrase du 9, les mots : « deux cent quarante » sont remplacés par les mots : « trois cents » ;

#### IV. – Alinéas 59 à 72

Remplacer ces alinéas par quatre alinéas ainsi rédigés :

b) Le VI bis est ainsi modifié :

1° À la fin de la seconde phrase du quatrième alinéa, le montant : « 50 000 € », est remplacé par le montant : « 70 000 € » ;

2° À la seconde phrase du sixième alinéa, le montant : « 50 000 € », est remplacé par le montant : « 70 000 € » ;

3° À la fin de la dernière phrase du dernier alinéa, le montant : « 50 000 € », est remplacé par le montant : « 70 000 € » ;

#### V. – Après l’alinéa 73

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

...) À la fin de la dernière phrase du dernier alinéa du VI ter, le montant : « 50 000 € », est remplacé par le montant : « 70 000 € ».

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – Le I n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

### **OBJET**

Le rapport de la commission d'enquête sénatoriale sur la rénovation énergétique des logements a souligné la nécessité d'augmenter le plafond des éco-prêts à taux zéro (dit « éco-PTZ ») pour aider les ménages à financer leurs travaux de rénovation énergétique (proposition numéro 12). Il s'agit en effet d'un produit peu mis à contribution malgré ses avantages financiers et fiscaux.

« L'éco-PTZ » désigne une avance remboursable sans intérêts destinée au financement des travaux d'amélioration de la performance énergétique globale des logements. Peuvent y prétendre, sans condition de ressources, les propriétaires bailleurs ou occupants, les copropriétaires pour le financement de travaux d'intérêt collectif portant sur les parties privatives, ainsi que certaines sociétés civiles non soumises à l'impôt sur les sociétés. Suivant la catégorie des travaux, le montant maximal de l'éco-PTZ peut varier de 7 000 euros à 30 000 euros par logement. Le plafond peut atteindre 50 000 euros pour des travaux permettant d'atteindre une performance énergétique globale minimale du logement.

La propension des banques et sociétés de crédit à proposer des éco-PTZ dépend fondamentalement de la rémunération qui s'attache à l'offre de prêts. Celle-ci repose en pratique sur le crédit d'impôt auquel peuvent prétendre les établissements conventionnés en vertu de l'article 244 U du code général des impôts (CGI). Le montant de ce dernier correspond à la différence actualisée entre le taux d'intérêt d'un prêt immobilier classique et un taux zéro. La méthode de calcul vise à compenser l'écart entre les mensualités dues par l'emprunteur à la banque et celles qui auraient été dues si le prêt avait été « consenti à des conditions normales de taux ».

Afin d'inciter les organismes bancaires et de crédit à distribuer l'éco-PTZ, il semble pertinent d'assurer à ce produit bancaire des avantages comparatifs de nature à renforcer sa place parmi les autres outils proposés par ces entités. Ainsi, il est proposé de conforter le caractère rémunérateur de l'éco-PTZ en relevant le montant du crédit d'impôt précédemment cité par la modification de deux paramètres :

- Augmenter le plafond de l'avance remboursable, uniquement pour les travaux finançant des rénovations performantes (gain énergétique de 35 %), à 70 000 € (au lieu de 50 000 € aujourd'hui), ce qui correspond aux recommandations de la commission d'enquête sénatoriale.
- Augmenter la durée maximale de remboursement de l'avance à 25 ans (au lieu de 20 ans) compte tenu d'un relèvement du plafond de la somme empruntable.

Ce mécanisme bancaire ainsi réajusté comporte plusieurs atouts :

- Il encourage les banques et établissements de crédit à privilégier la distribution de l'éco-PTZ à condition qu'il finance des travaux de rénovation globale et performante (et non des mono-gestes).
- Il répond aux réalités économiques relatives au fait que les rénovations globales de certaines habitations exigent de plus en plus fréquemment de déboursier des sommes bien au-delà de 50 000 euros.

- Il permet de rendre le crédit d'impôt systématiquement plus avantageux que la version actuelle sans toucher au mode de calcul : une hausse des sommes à rembourser (70 000 euros au lieu de 50 000 euros) conjuguée à une hausse de la durée de son remboursement (25 ans au lieu de 20 ans) conduisent automatiquement à une hausse du taux d'intérêt « normal » et donc à une hausse de la compensation (mensualité à taux normal – mensualité à taux zéro) convertie en crédit d'impôt qui reviendra aux banques et établissements de crédit.

-Il s'adapte aux délicates conjonctures économiques, comme celle d'actualité dans le secteur du logement, caractérisées par des relèvements progressifs des taux d'intérêt. Ainsi, plus le taux d'intérêt est relevé, plus le crédit d'impôt sera avantageux.

Tel est l'objectif du présent amendement qui est une proposition du rapport de la commission d'enquête sénatoriale sur la rénovation énergétique des logements.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. GONTARD, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, Grégory BLANC, DANTEC, DOSSUS et FERNIQUE, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

ARTICLE 6

Après l'alinéa 42

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

...) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque l'avance est consentie pour financer des travaux mentionnés au d du 1<sup>o</sup> du 2 du I, la demande d'avance s'appuie sur un descriptif des travaux envisagés, des éléments fournis à l'emprunteur par l'Agence nationale de l'habitat et la justification que l'ensemble des travaux permettront une rénovation énergétique performante au sens du 17<sup>o</sup> bis de l'article L. 111-1 du code la construction et de l'habitation lorsque le logement est de classe E, F ou G avant les rénovations. » ;

**OBJET**

Le présent amendement vise à intégrer dans l'éco-prêt à taux zéro (Éco-PTZ) une condition de couplage systématique des gestes d'installation de systèmes de chauffage, dont les pompes à chaleur (PAC), dans les logements classés E, F et G du DPE, avec une rénovation énergétique globale et performante. Il s'agit d'un amendement originellement proposé par le groupe Ecologiste-NUPES à l'Assemblée nationale, fondé sur les recommandations du rapport de la commission d'enquête du Sénat sur la rénovation énergétique des logements.

Les PAC, dont l'installation est largement soutenue par l'État (156 004 dossiers financés dans le cadre de Ma Prime Rénov' en 2022, selon les chiffres de l'Anah), ont certes un rôle central à jouer dans la transition énergétique du secteur des bâtiments. Néanmoins, leur installation présente des risques dans le cadre de situations inadaptées, et en particulier en cas de mauvaise isolation des logements, comme l'a démontré une étude du Réseau pour la transition énergétique – CLER et de l'association négaWatt, parue en novembre 2022.

L'une des principales conclusions de cette étude est que les PAC ne peuvent fonctionner de manière efficace et optimale que dans le cas où la température nécessaire aux émetteurs de chaleur des logements est inférieure ou égale à 55° C. Par temps froid, les PAC ne peuvent pas fournir une puissance suffisante dans des logements mal isolés. En revanche, après la réalisation d'une rénovation globale (permettant d'abaisser la température des radiateurs à 45 ° C), les PAC divisent par 100 les émissions initiales de gaz à effet de serre (GES), par 15 les consommations d'énergie primaire et réduisent jusqu'à 70 % la facture énergétique des ménages.

Tout l'enjeu de l'efficacité des PAC réside dans l'isolation et la performance du bâtiment. Il est donc nécessaire, pour qu'une PAC puisse fonctionner efficacement, d'ordonnancer correctement les travaux de rénovation. Plus globalement, ce constat est valable pour tout changement de système de chauffage : il faut d'abord isoler pour réduire les consommations d'énergie avant de changer de système de chauffage. Or, l'orientation actuelle des aides va a contrario de ce principe puisque, par exemple, 66,5 % de l'aide Ma Prime Rénov' a financé des changements de chauffage en 2022, contre 20 % pour l'isolation (chiffres 2022 de l'Anah sur Ma Prime Rénov').

L'ensemble des aides (Ma Prime Rénov', Certificats d'Économies d'Énergie, Éco-PTZ...) à l'acquisition et l'installation de systèmes de chauffage doivent ainsi être conditionnées au couplage avec une rénovation énergétique globale et performante, au sens légal du terme.

Le présent amendement, issu de discussions avec le Réseau pour la transition énergétique – CLER, propose d'amorcer cette réorientation, en introduisant dans l'Éco-PTZ la condition de coupler l'installation d'un système de chauffage, dont les PAC, à la réalisation d'une rénovation performante pour les logements énergivores (classes E, F et G). Cette mesure est cohérente avec la réforme de Ma Prime Rénov' pour 2024, annoncée par le Gouvernement, puisque le pilier « Efficacité » ne devrait plus permettre de financer un changement de système de chauffage pour les logements énergivores.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. GONTARD, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, Grégory BLANC, DANTEC, DOSSUS et FERNIQUE, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

Après l'alinéa 50

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

– après le 4, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« 4.... – Dans le cadre des travaux prévus aux a, b, c et g du 1° du 2, si l'utilisation de matériaux biosourcés représente au moins 75 % du coût final des travaux, tous les montants des plafonds d'avances remboursables mentionnés au 4 sont majorés de 30 %. » ;

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La réglementation environnementale fait la place belle aux matériaux biosourcés dans la construction et c'est une excellente chose.

Ces matériaux présentent de nombreux avantages tant d'un point de vue environnemental qu'en matière de performances techniques.

En effet, ils permettent de capter et de stocker le CO2 présent dans l'air. Ils présentent également un cycle de production court demandant moins d'énergie. Fabriqués localement, ils demandent moins de transport et favorisent l'emploi local. Enfin, ils utilisent des produits issus du recyclage, évitant ainsi les déchets. Ce sont des matériaux renouvelables et recyclables qui contribuent à la préservation des ressources naturelles.

D'un point de vue technique, les matériaux biosourcés présentent des performances équivalentes, voire supérieures aux matériaux de construction classiques. En effet, ils offrent une excellente efficacité thermique et acoustique, améliorant le bien-être des habitants. Ils contribuent également à la qualité de l'air intérieur puisque leurs émissions de composés organiques volatils (COV) sont quasi inexistantes.

En matière d'isolation, ils présentent des capacités hygroscopiques en captant l'humidité. Ils laissent respirer le bâtiment et permettent un déphasage thermique efficace, assurant un confort optimal.

Enfin, ce sont des matériaux à la durée de vie très longue. Ils conservent leurs propriétés pendant de nombreuses années.

Il n'y a aucune raison que l'emploi des matériaux biosourcés ne soient encouragés que pour la construction neuve. Il convient d'encourager leur utilisation dans les travaux de rénovation thermiques pour lesquels ils sont particulièrement adaptés.

C'est le sens de cet amendement qui rehausse les plafonds de l'éco prêt à taux 0 quand, pour les travaux d'isolation des toitures, des murs, des planchers et des portes et fenêtres, l'utilisation de matériaux biosourcés représentent plus de 75 % de la facture.

Cette majoration aurait pour double effet d'inciter au recours aux matériaux biosourcés et de prendre en charge des coûts souvent supérieurs, s'agissant notamment du bois, pour des matériaux produits localement.

Les filières agricoles et industrielles françaises existent mais leur croissance reste lente. Il faut encourager leur développement. Cette mesure aurait une action bénéfique sur l'emploi et les filières locales. Le coût pour l'État de cette mesure pourrait ainsi être fortement réduit, voire compensé, par de nouvelles recettes fiscales générées par un surcroît d'activité.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. GONTARD, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, Grégory BLANC, DANTEC, DOSSUS et FERNIQUE, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 278-0 bis A du code général des impôts, il est inséré un article 278-0 bis... ainsi rédigé :

« Art. 278-0 bis.... – La taxe sur la valeur ajoutée est perçue au taux réduit mentionné au premier alinéa de l'article 278-0 bis sur l'achat de bois labellisé garantissant son caractère durable et local et une exploitation forestière durable. La liste des labels et certifications de bois entrant dans le champ d'application du présent article comprend Bois des Alpes, AOP Bois de Chartreuse, AOC Bois du Jura, Compagnie du hêtre, Terre de hêtre, Bois qualité Savoie, Bois Sud de France, Bois des Territoires du Massif central et Bois de France ou tout autre production justifiant des mêmes critères de production locale ou durable. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Afin de garantir à nos concitoyens l'utilisation de bois en provenance de forêts exploitées durablement, et de favoriser la relance économique de la foresterie locale et nationale, il convient d'appliquer le taux réduit de TVA à tout achat de bois labellisé ou certifié, attestant de son caractère local et durable.

Soutenir l'achat d'un tel bois permet de favoriser une gestion forestière durable, soit, écologiquement adaptée, socialement bénéfique et économiquement viable, selon la définition qui en a été donnée au Sommet de la terre à Rio en 1992.

Une telle mesure permet également à l'État de soutenir la filière bois et forêts qui fait actuellement face à une crise économique et sanitaire, liée non seulement à l'épidémie de Covid-19, mais également aux scolytes qui ont fortement impactées les finances communales dépendantes de ce secteur économique.

Les auteurs de cet amendement souhaitent non seulement favoriser le bois durable, mais également le bois produit localement. Une telle démarche permet de limiter les émissions de GES liées aux

transports des bois importés, d'introduire des circuits courts en limitant le nombre d'intermédiaires, et enfin, de dynamiser le développement économique des filières de bois locales en provenance de forêts françaises.

Un tel taux réduit, permettrait aux consommateurs de s'orienter vers un matériau biosourcé peu accessible d'un point de vue financier. Cette mesure aurait, par ailleurs, une action bénéfique sur l'emploi et les filières locales.

Le coût pour l'État de cette mesure pourrait être fortement réduit, voire compensé, par de nouvelles recettes fiscales générées par un surcroît d'activité.

Plus que jamais, alors que les dramatiques incendies, qui ont ravagé de nombreuses forêts françaises, interrogent sur l'adaptation de nos forêts au dérèglement climatique, alors que la question de diversification des essences ne se posent plus jamais, il convient de valoriser les modèles de forêts durables qui doivent se généraliser.

Une telle mesure s'inscrit dans l'ambition du Gouvernement français de faire évoluer la directive européenne sur la TVA pour permettre, à l'avenir, de faire évoluer ses taux dans l'objectif de promouvoir des pratiques de consommation vertueuses d'un point de vue écologique.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. GONTARD, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, Grégory BLANC, DANTEC, DOSSUS et FERNIQUE,  
Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET  
MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 278 bis est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Produits de grande consommation non alimentaires vendus en vrac au sens de l'article L. 120-1 du code de la consommation. » ;

2° Le I de la section V du chapitre 1<sup>er</sup> du titre II de la première partie est complété par un article 281... ainsi rédigé :

« Art. 281.... – La taxe sur la valeur ajoutée est perçue au taux de 2,10 % sur les produits alimentaires vendus en vrac au sens de l'article L. 120-1 du code de la consommation. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

En application de l'article 23 III de la Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets : « L'action des pouvoirs publics vise à encourager la vente de produits sans emballage primaire, en particulier la vente en vrac, dans les commerces de détail ».

Afin d'encourager la vente en vrac, les auteurs de cet amendement souhaitent :

- Appliquer le taux super-réduit de TVA aux produits alimentaires vendus en vrac

- Appliquer le taux réduit de TVA à 10 % sur les produits de grande consommation non alimentaires vendus en vrac.

Ils estiment que cette filière, qui répond à des objectifs écologiques de limitation des déchets d'emballages jetables et de réduction du gaspillage notamment alimentaire, doit disposer d'encouragements afin de se développer.

L'article L.120-1 du code de la consommation issu de la Loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, définit la vente en vrac comme suit : « La vente en vrac se définit comme la vente au consommateur de produits présentés sans emballage, en quantité choisie par le consommateur, dans des contenants réemployables ou réutilisables. La vente en vrac est proposée en libre-service ou en service assisté. »

Le dispositif de TVA réduite sur les produits achetés en vrac dans des contenants réemployables et réutilisables constituerait un moyen incitatif fort pour encourager les consommateurs à réemployer les emballages dans les commerces de détail, comme les y autorise l'article L. 120-2 du code de la consommation issu de la Loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire.

Un consommateur qui achèterait en boulangerie une baguette sans emballage jetable, ou en charcuterie des tranches de jambon dans un contenant apporté par ses soins ou mis à sa disposition par le commerçant, ou encore de la lessive ou des céréales dans un commerce de détail dans un contenant réemployé apporté par ses soins ou mis à disposition par le point de vente, serait récompensé par l'application d'un taux de TVA réduit.

Ce dispositif faciliterait ainsi la mise en œuvre par les producteurs des obligations qui leur incombent en vertu du :

- Décret n° 2021-517 du 29 avril 2021 relatif aux objectifs de réduction, de réutilisation et de réemploi, et de recyclage des emballages en plastique à usage unique pour la période 2021-2025 qui encourage les producteurs à faire progresser le réemploi, y compris l'offre de produits en vrac dans des contenants réemployés directement par le consommateur, c'est-à-dire lavés par ses soins (sans dispositif de consigne) ;

- Décret n° 2022-507 du 8 avril 2022 relatif à la proportion minimale d'emballages réemployés à mettre sur le marché annuellement qui définit la notion d'emballages réemployés ou réutilisés comme : « un emballage faisant l'objet d'au moins une deuxième utilisation pour un usage de même nature que celui pour lequel il a été conçu, et dont le réemploi ou la réutilisation est organisé par ou pour le compte du producteur. Un emballage faisant l'objet d'au moins une deuxième utilisation en étant rempli au point de vente dans le cadre de la vente en vrac, ou à domicile s'il s'agit d'un dispositif de recharge organisé par le producteur, est réputé être réemployé. »

Une telle mesure s'inscrit dans l'ambition du Gouvernement français de faire évoluer la directive européenne sur la TVA pour permettre, à l'avenir, de faire évoluer ses taux dans l'objectif de promouvoir des pratiques de consommation vertueuses d'un point de vue écologique.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. GONTARD, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, Grégory BLANC, DANTEC, DOSSUS et FERNIQUE,  
Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET  
MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 11

Après l'article 11

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le premier alinéa de l'article L. 312-55 du code des impositions sur les biens et services est supprimé.

**OBJET**

Le régime fiscal applicable aux activités de navigation maritime et au transport de marchandises sur ces voies questionne la pertinence de la politique environnementale française.

Responsable d'une pollution dont l'impact environnemental est supérieur à celui de l'automobile, le transport maritime demeure toutefois bénéficiaire d'une exonération de taxe sur les carburants. Alors que l'acheminement de marchandises se fait essentiellement au moyen du fret maritime, les émissions d'oxyde de soufre qu'il génère et leurs lourdes conséquences sanitaires et écologiques ne peuvent que contraster avec la faiblesse des réglementations sur ces carburants.

Afin de rétablir une cohérence dans le traitement de l'urgence environnementale par la France, le présent amendement propose que le fret maritime participe à hauteur de son impact sur les écosystèmes à l'effort fiscal français en faveur de la transition écologique. En ce sens, il est estimé nécessaire que ce secteur soit concerné par les prélèvements de taxe sur les carburants.

Alors que les armateurs français, au premier rang desquels CMA – CGM, réalisent des profits très importants (3,3 milliards de dollars pour CMA-CGM au premier semestre 2023), le maintien de cette exonération paraît d'autant plus aberrant.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. GONTARD, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, Grégory BLANC, DANTEC, DOSSUS et FERNIQUE, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 14

Après l'article 14

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article L. 421-178 du code des impositions sur les biens et services est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, le tarif est fixé à 21,96 € par 1 000 kilomètres parcourus pour les véhicules routiers à moteur destinés au transport de marchandises dont le poids total autorisé en charge est égal ou supérieur à 7,5 tonnes et à 7,32 € par 1 000 kilomètres parcourus pour les autres véhicules. Pour les années civiles ultérieures, il est égal à ce montant, majoré de 70 % de l'évolution de l'indice des prix à la consommation hors tabac et arrondi au centième d'euro par 1 000 kilomètres, la fraction égale à 0,005 comptant pour 0,01. »

**OBJET**

La taxe sur la distance parcourue sur le réseau autoroutier concédé, appelée également taxe d'aménagement du territoire, est due par les concessionnaires d'autoroutes à raison du nombre de kilomètres parcourus par les usagers. Elle est répercutée par les concessionnaires autoroutiers, sur les péages perçus.

Le présent amendement propose pour les poids lourds de plus 7,5 tonnes un montant de taxe avec un coefficient multiplicateur de 3 par rapport à la taxe perçue pour les autres véhicules.

Une telle mesure permettra de faire contribuer l'ensemble des poids lourds, y compris les pavillons étrangers, à l'amélioration des infrastructures de transport en accroissant les moyens de l'AFITF.

Cette proposition est inspirée d'une proposition de France Nature Environnement.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. GONTARD, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, Grégory BLANC, DANTEC, DOSSUS et FERNIQUE, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le code des douanes est ainsi modifié :

1° Le I de l'article 266 sexies est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« 11. Les metteurs sur le marché de tout produit manufacturé polluant à destination des ménages et ne bénéficiant d'aucune filière de recyclage dans les conditions techniques et économiques du moment, y compris visé par les mécanismes de responsabilité élargie du producteur définis aux articles L. 541-10-1 à L. 541-10-10 du code de l'environnement, à l'exclusion de tout produit destiné à l'alimentation humaine et de tout produit énergétique visé par la taxe intérieure de consommation. La définition de produit manufacturé polluant est précisée par décret. » ;

2° L'article 266 septies est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« .... La mise sur le marché du produit générateur de déchets par les personnes mentionnées au 11 du I de l'article 266 sexies. » ;

3° L'article 266 octies est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« .... Le nombre de produits générateurs de déchets remplissant les conditions fixées au 11 du I de l'article 266 sexies devant faire l'objet d'un registre national géré par l'Agence de la transition écologique. » ;

4° L'article 266 nonies est ainsi modifié :

a) Le tableau constituant le second alinéa du B du 1 est complété par une ligne ainsi rédigée :

«

Produits générateurs de déchets selon les conditions fixées au 11 du I de l'article sexies	Unité de vente mise sur le marché	0,10
--------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------	------

» ;

b) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« .... Le paiement d'une contribution financière au titre d'une responsabilité élargie du producteur sur l'emballage n'exonère pas du paiement de la taxe, mentionnée au I de l'article 266 sexies, les personnes physiques ou morales mentionnées au 11 du 1 du même article. »

### **OBJET**

La France a produit 39 millions de tonnes de déchets ménagers et assimilés en 2019. Alors que près de la moitié a pu être orientée vers des installations de recyclage ou de compostage, 32 % ont été brûlés et 21 % enfouis en décharge.

Cette gestion polluante des déchets est pénalisée en France par la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP). Si cet impôt sanctionne à juste titre l'incinération et le stockage des déchets, dont les coûts aussi bien environnementaux qu'économiques sont exorbitants, il fait peser la responsabilité de la production de déchets davantage sur l'aval. Or, les produits destinés in fine à la décharge ou l'incinération le sont car leur fin de vie n'a pas été correctement anticipée dès l'amont. Plus que la conséquence d'actes de consommation, le recours aux modes de traitement polluants des déchets tient aussi et surtout de productions non soutenables qui s'obstinent à mettre sur le marché des objets qui ne pourront être ni réparés, ni réemployés, ni recyclés.

Le système de responsabilité élargie du producteur (REP) vise à consacrer la responsabilité, notamment financière, des metteurs en marché de produits inéluctablement voués à devenir déchets. Force est de constater que le mécanisme montre ses limites, puisque plus de la moitié des déchets reste privée de nouveaux cycles de vie. Les modulations des éco-contributions versées par les producteurs font montre d'une intention tout à fait louable mais de résultats foncièrement décevants dans la pratique. L'exemple du PET opaque est éclairant : malgré une éco-contribution malussée à 100 % depuis 2018, cet emballage non recyclable et par ailleurs perturbateur de recyclage est toujours utilisé. C'est tout juste si la R&D (coûteuse et chronophage) pour son recyclage commence à se concrétiser.

Dans cette perspective, il est fondamental de renforcer l'incitation-prix à développer des productions plus vertueuses. Pour diminuer la production de déchets à la source et l'envoi de ces derniers en décharge ou en incinération, la mise en marché de produits réparables ou réemployables et recyclables est indispensable.

C'est l'objet du présent amendement, qui propose la création d'une TGAP « amont », applicable dès la mise en marché de produits non éco-conçus dans une logique d'économie circulaire. Envisagée à 0,10 euros par unité, cette taxe vise à pénaliser la production de biens dont le coût futur de la mise en décharge ou l'incinération pèseront financièrement sur les contribuables. Elle devrait permettre de créer un signal-prix sur l'amont et d'encourager des productions plus soutenables des points de vue aussi bien environnementaux qu'économiques.

Cet amendement a été travaillé avec l'ONG Zero Waste France.





N°	I-1110
----	--------

**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. GONTARD, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, Grégory BLANC, DANTEC, DOSSUS et FERNIQUE, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le A du I de l'article 266 nonies du code des douanes est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Sur les territoires performants en matière de prévention des déchets, une réfaction de 15 % est appliquée. La définition de territoires performants en matière de prévention des déchets est précisée par décret. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Parce qu'elles ont la charge du service public de gestion des déchets, les collectivités territoriales sont un maillon clé de la lutte contre la production de déchets et le gaspillage de ressources.

En fonction du volume de déchets que leurs habitantes et habitants envoient en traitement ultime, elles doivent s'acquitter d'un certain montant de taxe générale sur les activités polluantes (TGAP). Plus une collectivité a recours à l'incinération ou la mise en décharge, plus le traitement de leurs déchets est coûteux.

Pour encourager encore davantage les collectivités à mettre en œuvre des actions pérennes de prévention des déchets, le présent amendement propose d'accoler à l'incitation que représente le coût de la TGAP un signal positif, sous la forme d'une remise sur TGAP pour les territoires qui présentent des résultats performants en matière de déchets. L'intérêt financier à réduire les déchets serait particulièrement renforcé pour les collectivités, qui s'acquitteraient d'une TGAP d'autant plus faible si elles répondent aux critères de territoires performants.

La définition de territoires performants en matière de prévention des déchets devra être précisée par décret, sur la base des performances identifiées par l'ADEME dans son étude sur les territoires pionniers de la prévention des déchets. Elle devra prendre garde à ne pas omettre le volume de déchets ménagers et assimilés produits dans les collectivités en plus de celui d'ordures ménagères résiduelles.

Cet amendement a été travaillé avec l'ONG Zero Waste France.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. GONTARD, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, Grégory BLANC, DANTEC, DOSSUS et FERNIQUE,  
Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET  
MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 SEXIES

Après l'article 16 sexies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le chapitre II du titre II du livre IV du code des impositions sur les biens et services est ainsi modifié :

1° Après l'article L. 422-3, il est inséré un article L. 422-3-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 422-3-1 – Un siège vide s'entend par tout siège laissé vacant à bord d'un aéronef dont la vacance n'est pas justifiée par le bon déroulement du vol ou l'exécution des opérations inhérentes au vol. » ;

2° Au premier alinéa de l'article L. 422-14, après le mot : « taxe », sont insérés les mots : « tout siège vide au sens de l'article L. 422-3-1 ou » ;

3° L'article L. 422-20 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« 5° Le tarif de compensation carbone déterminé dans les conditions prévues à l'article L. 422-22-1. » ;

4° Après l'article L. 422-22, il est inséré un article L. 422-22-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 422-22-1 – Le tarif de compensation carbone prévue au 5° de l'article L. 422-20 est déterminé par arrêté conjoint du ministre chargé du budget et du ministre chargé de l'aviation civile dans les limites inférieures et supérieures suivantes, qui sont fonction du taux de remplissage de l'aéronef :

«

Taux de remplissage de l'aéronef	MINIMUM (€)	MAXIMUM (€)
Supérieur à 50 % de la capacité en sièges	10	20
Inférieur à 50 % de la capacité en sièges	100	200

»

**OBJET**

De nombreuses compagnies aériennes effectuent des vols à vide ou très peu remplis, faute de passagers et contraints par la réglementation européenne sur la conservation des « slots » (créneaux horaires qui autorisent une compagnie à décoller d'un aéroport ou à y atterrir à un moment précis).

Des compagnies comme Lufthansa ont tenté de blâmer cette réglementation pour justifier devoir effectuer 18 000 vols à vide qui produiraient 700 000 tonnes de CO<sub>2</sub> (soit l'empreinte carbone annuelle de dizaines de milliers de Français produite en quelques heures). Si la réglementation européenne n'oblige pas réellement la compagnie à opérer des vols à vide, elle l'empêche d'annuler massivement des vols insuffisamment remplis pour être profitables. Or un vol insuffisamment rempli pour être profitable est un vol quasiment vide, pour sûr rempli à moins de 30 % de sa capacité maximale.

Le droit français alerte le droit européen, les vols à vide sont une aberration écologique à laquelle il faut mettre un terme dans les plus brefs délais, et c'est ce pourquoi nous proposons cette mesure.

Il fait savoir qu'un avion vide ou peu rempli émet autant de GES qu'un avion complet, seulement il n'a aucun but puisqu'il ne permet pas de déplacer des gens ou marchandises et l'impact écologique ne peut donc pas se répartir sur les individus. Un avion émet 9 kg de CO<sub>2</sub> par 100km par passager en moyenne. Ainsi, un vol à vide intra-européen, par exemple un Paris-Athènes qui aurait pu accueillir 236 passagers, produit 45 tonnes de CO<sub>2</sub>. À raison de milliers de vols vides par an, des centaines de milliers de tonnes de CO<sub>2</sub> sont produites, dans la plus grande impunité légale.

Cet amendement a donc pour objet d'instaurer une taxe sur les sièges sans passager dans les avions, « pendant de la taxe sur les billets d'avions ». Elle aura pour double effet de limiter les vols en sous-effectifs qui coûtent cher écologiquement et économiquement (carburant), mais aussi de forcer les compagnies aériennes à mettre en vente des billets moins chers pour favoriser le remplissage de leurs avions. Cette mesure présente donc un double intérêt écologique et social, permettant à nos compatriotes les plus modestes de voyager à des prix abordables.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. GONTARD, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, Grégory BLANC, DANTEC, DOSSUS et FERNIQUE, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 17

Après l'article 17

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le chapitre I<sup>er</sup> du titre II bis de la deuxième partie du livre premier du code général des impôts est complété par une section ainsi rédigée :

«... – Taxes perçues pour le financement des infrastructures de transport

« Art. 1599 quinquies.... – I. – Est instituée, au profit de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France, une taxe annuelle sur les surfaces de stationnement annexées à des locaux commerciaux exerçant une activité de commerce de détail sur une surface de vente de plus de 2 500 mètres carrés.

« II. – Sont soumises à la taxe les personnes privées et publiques propriétaires de surfaces de stationnement ou titulaires d'un droit réel portant sur celles-ci.

« La taxe est acquittée par le propriétaire, l'usufruitier, le preneur à bail à construction, l'emphytéote ou le titulaire d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public constitutive d'un droit réel qui dispose, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition, d'une surface taxable.

« III. – Le montant de la taxe est de 40 euros le mètre carré.

« IV. – Ces tarifs sont actualisés au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année en fonction du dernier indice du coût de la construction publié par l'Institut national de la statistique et des études économiques. Les valeurs sont arrondies, s'il y a lieu, au centime d'euro supérieur.

« V. – Les redevables déposent une déclaration selon les modalités prévues au VII de l'article 231 ter.

« VI. – Le contrôle, le recouvrement, le contentieux, les garanties et les sanctions relatifs à la taxe sont régis par les règles applicables en matière de taxe sur les salaires. »

II. – Le présent article entre en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

**OBJET**

Les hypermarchés détiennent en France une part de marché unique en Europe.

Avec leurs 1,6 million de places de parkings, ils génèrent de très nombreux déplacements automobiles, qui constituent une nuisance environnementale, et concurrencent les commerces de centre-ville et de centre-bourg.

Pour corriger ces excès et privilégier les autres formes de commerces alimentaires, supermarchés, supérettes et commerces spécialisés, et participer à la revitalisation des villes et villages dans le pays ; pour limiter également l'artificialisation des sols en incitant à un urbanisme moins consommateur d'espaces, il est nécessaire de prendre des mesures énergiques, d'autant que les besoins d'investissements en matière de mobilité sont très importants.

Il est nécessaire d'investir ainsi beaucoup plus dans le réseau ferré, les transports publics routiers et les aménagements cyclables. En 2015, a été créée dans la seule région Île-de-France, une taxe additionnelle annuelle sur les surfaces de stationnement annexées aux locaux à usage de bureaux, aux locaux commerciaux et aux locaux de stockage, en vue de financer les dépenses d'investissement de la Région Ile-de-France en faveur des transports en commun. Cette taxe vertueuse du point de vue écologique concerne les surfaces de stationnements des hypermarchés et centres commerciaux offrant plus de 2 500 m<sup>2</sup> de surface de vente.

Les auteurs de l'amendement proposent ici de l'étendre à l'ensemble du territoire participant ainsi à la lutte contre l'artificialisation des terres.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. DUFFOURG

C	
G	

ARTICLE 5 DUODECIES

Après l'alinéa 3

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

«...») La première phrase du cinquième alinéa est complétée par les mots : « , à l'exclusion des locaux meublés de tourisme non classés dont l'abattement pour le chiffre d'affaires est égal à 30 % » ;

**OBJET**

Le présent amendement tend à différencier les bénéfices fiscaux dont bénéficient les locaux meublés de tourisme classés et non classés.

Le régime applicable aux premiers a été révisé par le Gouvernement à l'article 5 *duodecies* du projet de loi de finances pour 2024, afin de lutter contre le phénomène d'attrition des résidences principales dans les zones touristiques.

Ce faisant les conditions d'application du régime de simplification micro-BIC applicables à la location de locaux classés meublés de tourisme sont désormais alignées sur celui de la location de locaux meublés classiques.

Afin de poursuivre la politique nationale d'encouragement au classement et à la qualité de l'offre, il convient de différencier les locaux meublés de tourisme classés et non classés par des incitateurs fiscaux.

En effet, les meublés de tourisme classés en zones rurales, les gîtes ruraux, répondent à un cahier des charges propre à la marque de qualité Gîtes de France devant respecter 151 critères et se caractérisent par un tourisme rural et de proximité.

Tel est l'objet du présent amendement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Jean-Baptiste BLANC

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Les dispositions de l'article 279-0 bis A du code général des impôts s'appliquent, par dérogation au 3° du I de cet article, aux opérations pour lesquelles le permis de construire a été déposé à une date antérieure au 4 octobre 2023 et dont la déclaration d'achèvement des travaux (DACT) n'a pas été déposée avant le 4 octobre 2023, date d'entrée en vigueur de l'arrêté du 2 octobre 2023 modifiant l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 2014 pris en application de l'article D. 304-1 du code de la construction et de l'habitation pour définir les communes classées dans les zones géographiques se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements entraînant des difficultés d'accès au logement sur le parc locatif.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement a pour objet de préciser l'application du régime fiscal du logement locatif intermédiaire, taux réduit de 10 % de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et créance d'impôt sur les sociétés (IS) aux communes classées en zones tendues.

Le zonage conventionnellement appelé ABC effectue un « classement des communes du territoire national en zones géographiques en fonction du déséquilibre entre l'offre et de la demande de logements ». Par ordre décroissant de tension, les zones géographiques sont : Abis, A, B1, B2 et C.

La zone A bis est incluse dans la zone A, les zones B1 et B2 forment la zone B.

Un arrêté du 2 octobre dernier a ainsi reclassé 154 communes en zone tendue (B1 ou A) alors qu'elles étaient précédemment classées en zone B2 ou C. Ces communes ont été confrontées depuis plusieurs années à une augmentation rapide des prix de vente et de loyers mesurés par les indicateurs de suivi mis en place. Cet engagement, pris par la Première ministre lors de la restitution du CNR Logement en juin 2023, a été concrétisé après des concertations tenues avec les préfets de département et les élus locaux concernés, au travers notamment de leurs associations, de sorte d'affiner la liste des communes.

Il s'agit donc de donner le plein effet à ce reclassement en prévoyant son application à toutes les opérations pour lesquelles le permis de construire, considéré comme fait générateur, a été déposé à

une date antérieure au 4 octobre 2023 et dont la déclaration d'achèvement des travaux (DAACT) n'a pas été déposée avant le 4 octobre 2023, date d'entrée en vigueur de l'arrêté du 2 octobre 2023.







## AMENDEMENT

présenté par

M. Jean-Baptiste BLANC

C	
G	

### ARTICLE 6

I. – Après l’alinéa 4

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

...) Après le mot : « travaux », la fin du deuxième alinéa est supprimée ;

II. – Alinéa 5

Rédiger ainsi cet alinéa :

...) Les troisième et quatrième alinéas sont supprimés ;

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Cet amendement vise à supprimer les critères géographiques liés à l’attribution du prêt à taux zéro (PTZ). Le PTZ vise à soutenir l’accession pour les ménages sous plafonds de ressources, en complément d’un crédit immobilier souscrit auprès d’un établissement bancaire.

La hausse des taux d’intérêts combinée aux critères obligatoires d’octroi des crédits fixés par le haut Conseil de Stabilité Financière (HCSF) depuis le 1er janvier 2022 ont fait chuter la production de crédits à l’habitat de près de 40 % entre les mois de février 2022 et 2023 selon les chiffres publiés par la Banque de France début avril, s’établissant ainsi en dessous de la moyenne des cinq dernières années.

Pour relancer l’accession à la propriété et ainsi réduire la pression sur le marché locatif, il est proposé de supprimer les conditions de zonage pour l’attribution de ces prêts.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Jean-Baptiste BLANC

**ARTICLE 6**

Après l'alinéa 128

Insérer un paragraphe ainsi rédigé :

.... – Le a du 1<sup>o</sup> du I s'applique à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2025 et le deuxième alinéa de l'article L. 31-10-2 du code de la construction ne s'applique pas entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 30 juin 2025.

**OBJET**

Le recentrage du PTZ sur l'immobilier neuf collectif en zone tendue et dans l'ancien en zone détendue est nécessaire à terme pour honorer la feuille de route environnementale de la France : lutter contre l'artificialisation des sols et renforcer la densification de l'habitat en zone urbaine. Mais à court-terme, une telle mesure aura pour conséquence de rendre encore plus difficile l'accès à la propriété des ménages modestes dont la part parmi les primo-accédants connaît une baisse forte depuis plusieurs années (moins de 20 % en mars 2023 contre près de 30 % en 2019).

En 2022, 60 % des PTZ étaient accordés pour les zones B2 et C, correspondant principalement à des maisons individuelles. Restreindre le PTZ en zone détendue uniquement aux logements anciens conduirait à une décrue rapide des PTZ pour les ménages des territoires dans un contexte d'augmentation rapide des taux d'intérêts passés de 1 % (début 2022) à près de 3,5 % aujourd'hui.

Alors que le secteur du logement est aujourd'hui en souffrance et pourrait peser à la baisse sur la croissance avec la destruction de milliers d'emploi à la clef, cet amendement propose de reporter à juillet 2025 le recentrage du PTZ et d'ouvrir durant les prochains 18 mois le dispositif aux logements anciens en zone tendue.





DIRECTION  
DE LA SEANCE

N°	I-1117
----	--------

22 NOVEMBRE 2023

## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. ROCHETTE

C	
G	

### ARTICLE 28

I. – Alinéa 2, tableau, dernière colonne, quarante-neuvième ligne

Remplacer le montant :

309 800 000

par le montant :

322 156 800

II. – Alinéa 4, tableau, dernière colonne, trente-sixième ligne

Remplacer le montant :

309 800 000

par le montant :

322 156 800

III. – Alinéa 30

Après le mot :

annuel

insérer les mots :

calculé à partir du plafond de l'année précédente revalorisé par un coefficient fixé annuellement en application du dernier alinéa de l'article 1518 bis du code général des impôts

IV. – Alinéa 32

Rédiger ainsi cet alinéa :

c) La troisième phrase du premier alinéa du II est supprimée ;

V. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par trois paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Le présent amendement vise à revaloriser annuellement le plafond via une indexation sur l'indice des prix à la consommation (comme la TATFNB) et, par conséquent, à relever le montant de taxe affectée aux Chambres d'agriculture pour 2024 et à supprimer totalement la limite maximale de hausse du montant perçu par une Chambre d'une année sur l'autre.

Actuellement, le montant attribué aux Chambres d'agriculture étant plafonné, et la base cadastrale imposable n'ayant cessé d'augmenter (revalorisation annuelle prévue par l'article 1518 bis du code général des impôts - pour 2024 : + 7,1%), cela a conduit mécaniquement à une baisse du taux de la taxe affectée aux Chambres d'agriculture et à un appauvrissement des Chambres d'agriculture.

En effet, la valeur de la base cadastrale imposable est passée de 2,347 Md€ en 2015 à 2,613 Md€ en 2022, soit une hausse de 11,3% alors que pendant la même période, le montant de la TATFNB est resté stable à 292 M€. Concrètement, cela signifie que le réseau des Chambres d'agriculture n'a pas bénéficié de l'accroissement de l'assiette de sa taxe car le taux de prélèvement de la TATFNB a baissé mécaniquement en raison du plafonnement du montant de la TATFNB. Ainsi, le taux de prélèvement de la TATFNB sur la base cadastrale imposable est passé de 12,5 en 2015 à 11,2% en 2022 et 10,5% en 2023. A titre d'illustration pour l'année 2023, cela correspond à une perte de ressources d'environ 35 M€ pour le réseau des Chambres. En effet, si on applique le taux de prélèvement de 2015 (12,5%) à la base cadastrale imposable de 2023, la taxe perçue aurait été de près de 336M€.

L'appauvrissement des Chambres d'agriculture lié au plafonnement de la TATFNB depuis 10 ans est d'autant plus préjudiciable que les missions des Chambres d'agriculture pour accompagner les agriculteurs n'ont cessé de croître sur cette période (animation des

concertations régionales sur le Pacte et la Loi d'Orientation et d'Avenir Agricoles, ESSOC, phytosanitaires, identification animale avec la Base Nationale Opérateurs, Registre National des Entreprises, guichet unique non transféré, point info installation-transmission, etc.) et il n'est plus tenable dans la durée.

En outre, les hausses en 2022 (+2,75%) puis en 2023 (+1,75%) de la valeur du point des chambres d'agriculture, pourtant plus faibles que celles accordées à la fonction publique (3,5% et 1,5%), a un impact financier annuel de plus de 21M€.

Enfin, dans le cadre du chantier gouvernemental prioritaire de planification écologique, le rôle des Chambres sera déterminant dans la réussite de la transition du monde agricole et nécessite un renforcement des moyens :

- Pour produire des analyses fondées sur des références réelles permettant de démontrer la faisabilité économique à l'échelle de l'exploitation de la transition (à l'instar de l'analyse des cheptels laitiers à partir de la base de données INOSYS) ;

- Pour aller chez les exploitants afin de leur démontrer l'intérêt de s'inscrire dans ces transitions pour leur exploitation et surmonter les résistances aux changements. Cela impliquera un coût de formation pour les conseillers évalué à plusieurs M€ et un coût d'accompagnement individuel évalué à 73 M€/an sur la base d'un accompagnement tous les 5 ans de 2 jours de conseils pour 80% des 416 000 exploitations agricoles (45 M€ si on vise uniquement 50%).

Le Gouvernement a retenu dans le texte sur lequel il a engagé sa responsabilité devant l'Assemblée nationale :

- Une hausse de 3% du plafond, soit un montant de 309 M€ ;
- Un rehaussement de la limite maximale de hausse du montant perçu par une Chambre d'une année sur l'autre de 3% à 10%.

Ces évolutions ne permettent pas au réseau des Chambres de pouvoir bénéficier de moyens financiers suffisants pour accompagner des agriculteurs à faire face aux enjeux climatiques et environnementaux faute d'une revalorisation de leurs ressources à hauteur de l'inflation (+ 7,1%).

C'est pourquoi cet amendement propose :

- Une hausse du plafond pour atteindre un montant de 322 M€ (+ 7,1% par rapport au montant de 300,8 M€ prévu dans le PLF initial et + 4% par rapport au montant de 309,8 M€ proposé par le Gouvernement) ;
- Une suppression totale de la limite maximale de hausse du montant perçu par une Chambre d'une année sur l'autre, afin de permettre une répartition plus juste des ressources entre les Chambres via la péréquation ;
- Une revalorisation annuelle du plafond via une indexation sur l'indice des prix à la consommation (comme pour la TFNB, à travers l'article 1518 bis du CGI).





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Jean-Baptiste BLANC

C	
G	

ARTICLE 6

I. – Après l’alinéa 15

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

...) À la deuxième phrase du troisième alinéa, le montant : « 156 000 € » est remplacé par le montant : « 203 000 € »

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à augmenter les plafonds des opérations pouvant être financées par un prêt à taux zéro (PTZ) afin de tenir compte des restrictions d’accès au crédit et des conditions du marché.

Le PTZ est un prêt complémentaire à un crédit immobilier, qui permet aux ménages modestes de financer l’acquisition de leur logement sous certaines conditions.

Le gouvernement a intégré dans la dernière version de la PLF 24 une série de mesures salutaires consistant à :

- Proroger le dispositif PTZ jusqu’à fin 2027
- Recentrer ce dispositif sur le logement collectif neuf en zone tendues (A, Abis et B1) et sur le logement collectif ancien sous condition de rénovation en zones détendues
- Augmenter le niveau des ressources des ménages éligibles les plus modestes (tranches 1 et 2)
- Augmenter la quotité de PTZ de 40 % à 50 % pour les ménages les plus modestes (éligibles à la tranche 1)
- Créer une nouvelle tranche (4) éligible à des ménages aux revenus un peu plus élevés mais qui ne pourront bénéficier que d’une quotité de 20 % de PTZ

Ces dispositions sont les bienvenues et permettront de resolvabiliser les ménages modestes.

Cependant un élément a été oublié.

En effet le code de la construction et de l'habitation dispose que le montant du PTZ est égal à une quotité (20, 40 ou 50 % dans le dispositif décrit ci-dessus) appliqué à un coût total de l'opération retenu dans la limite de plafonds.

Depuis 2014, les montants de ces plafonds n'ont pas été révisés. Or les prix immobiliers ont augmenté de plus de 30% sur cette décennie.

En conséquence beaucoup de ménages n'atteignent pas les quotités de PTZ au motif que le prix de vente du bien est supérieur au plafond.

Ainsi, pour de nombreux ménages, il est désormais beaucoup plus difficile de devenir propriétaire de leur logement. Par ailleurs, le soutien à la production de logements neufs est aujourd'hui urgent, pour éviter d'aggraver dans les prochaines années une pénurie de logements aux conséquences économiques et sociales désastreuses.

Pour ces raisons, il est proposé d'augmenter les plafonds du coût des opérations de 30% pour palier l'augmentation des prix de l'immobilier.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Jean-Baptiste BLANC

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Les dispositions de l'article 279-0 bis A du code général des impôts s'appliquent, par dérogation au 3° du I de cet article, aux opérations pour lesquelles la déclaration d'achèvement et de conformité des travaux interviendra après le 1<sup>er</sup> janvier 2024, postérieur à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du 2 octobre 2023 modifiant l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 2014 pris en application de l'article D. 304-1 du code de la construction et de l'habitation pour définir les communes classées dans les zones géographiques se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements entraînant des difficultés d'accès au logement sur le parc locatif.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement a pour objet de préciser l'application du régime fiscal du logement locatif intermédiaire, taux réduit de 10 % de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et créance d'impôt sur les sociétés (IS) aux communes classées en zones tendues.

Un arrêté du 2 octobre dernier a reclassé 200 communes en zone tendue (B1 ou A) alors qu'elles étaient précédemment classées en zone B2 ou C. L'objectif de ces reclassements tel qu'annoncé par la Première Ministre lors de la restitution du CNR logement en juin dernier est de permettre d'augmenter l'offre de logements locatifs intermédiaires en faisant mieux correspondre les zonages aux réalités des marchés immobiliers des territoires concernés.

Cependant, en l'état des dispositions apportées, ces nouveaux zonages ne sont applicables qu'aux opérations ayant fait l'objet d'un dépôt de demande de permis de construire à compter du 4 octobre 2023.

Compte tenu des délais d'instruction, puis de recours ou de retrait administratif et de traitement des recours (toujours nombreux), le délai moyen écoulé entre le dépôt de la demande de PC et le début des travaux est d'environ 1 an ½, vient ensuite le temps de la construction entre 18 et 24 mois selon l'importance du projet. Les conditions d'application actuelles du nouveau zonage ne permettront donc pas de proposer l'offre locative supplémentaire espérée avant 2027.

Pour accélérer la sortie de cette offre, il est nécessaire de rendre éligible au nouveau zonage les opérations dont la Déclaration d'Achèvement et de Conformité des Travaux interviendra après le 1<sup>er</sup> janvier 2024.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Jean-Baptiste BLANC

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3**

Après l'article 3

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I – Après l'article 200 quaterdecies du code général des impôts est inséré un article 200 ... ainsi rédigé :

« Art. 200 ... – I. – Les contribuables fiscalement domiciliés en France au sens de l'article 4 B qui acquièrent un logement neuf affecté à leur habitation principale ou qui s'engagent à le louer nu à usage d'habitation principale, directement ou par l'intermédiaire d'une société non soumise à l'impôt sur les sociétés qui le met gratuitement à leur disposition, peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des annuités de remboursement des prêts contractés auprès d'un établissement financier à raison de cette opération, tels que définis à l'article L. 312-2 du code de la consommation.

« Le premier alinéa s'applique également aux contribuables qui font construire un logement destiné à être affecté, dès son achèvement, à leur habitation principale ou qui s'engagent à le louer nu à usage d'habitation principale. Dans cette situation, les prêts mentionnés au premier alinéa s'entendent de ceux qui sont contractés en vue de financer l'acquisition du terrain et les dépenses de construction.

« II. – Le I ne s'applique pas aux annuités de remboursement des prêts affectés :

« 1° Au remboursement en tout ou partie d'autres crédits ou découverts en compte. Toutefois, les amortissements des emprunts souscrits pour se substituer aux prêts mentionnés au I ou rembourser ceux-ci ouvrent droit au crédit d'impôt, dans la limite des amortissements qui figurent sur les échéanciers des emprunts initiaux et de celles des annuités mentionnées au III restant à courir ;

« 2° À l'acquisition d'un logement par l'intermédiaire d'une société non soumise à l'impôt sur les sociétés, lorsque ce logement a antérieurement appartenu au contribuable directement ou par l'intermédiaire d'une société non soumise à l'impôt sur les sociétés.

« III. – Ouvrent droit au crédit d'impôt les annuités de remboursement payées au titre des cinq premières annuités de remboursement des prêts mentionnés au I.

« Lorsque les prêts sont consentis à une société non soumise à l'impôt sur les sociétés dont le contribuable est membre et qui met gratuitement à la disposition de celui-ci un immeuble ou une partie d'immeuble lui appartenant qu'il affecte à son habitation principale, il est tenu compte des annuités de remboursement payées à proportion de la quote-part des droits du contribuable dans la société correspondant au logement concerné.



« IV. – Le montant des annuités de remboursement mentionnées au III ouvrant droit au crédit d'impôt ne peut excéder, au titre de chaque année d'imposition, la somme de 5 000 € pour une personne célibataire, veuve ou divorcée et de 10 000 € pour un couple soumis à imposition commune. Cette somme est majorée de 1 000 € par personne à charge au sens des articles 196 à 196 bis. La somme de 1 000 € est divisée par deux lorsqu'il s'agit d'un enfant réputé à charge égale de l'un et l'autre de ses parents.

« V. – Le crédit d'impôt est égal à 15 % du montant des annuités de remboursement mentionnées au III, dans la limite mentionnée au IV.

« VI. – Le I s'applique à la condition que le logement faisant l'objet du prêt soit, à la date de paiement des annuités de remboursement, affecté à l'usage d'habitation principale du contribuable ou qu'il s'engage à le louer nu à usage d'habitation principale.

« Toutefois, le I s'applique également aux annuités versées avant l'achèvement du logement que le contribuable fait construire ou qu'il acquiert en l'état futur d'achèvement, lorsque celui-ci prend l'engagement d'affecter ce logement à son habitation principale ou qu'il s'engage à le louer nu à usage d'habitation principale au plus tard le 31 décembre de la deuxième année qui suit celle de la conclusion du contrat de prêt.

« Lorsque cet engagement n'est pas respecté, le crédit d'impôt obtenu par le contribuable fait l'objet d'une reprise au titre de l'année au cours de laquelle l'engagement n'a pas été respecté et au plus tard au titre de la deuxième année qui suit celle de la conclusion du contrat de prêt. Il est fait application, le cas échéant, des sanctions prévues à l'article 1729.

« Le I s'applique également aux annuités de remboursement versées par le contribuable qui, à la suite d'une mutation professionnelle, n'est plus en mesure d'affecter le logement objet du prêt à son habitation principale, s'il s'engage à le louer nu à usage d'habitation principale, sous réserve que le contribuable n'ait pas fait l'acquisition d'un nouveau logement affecté à son habitation principale ou destiné à cet usage.

« La date à partir de laquelle sont décomptées les cinq premières annuités mentionnées au III est constituée par celle du premier remboursement fixé dans l'échéancier d'amortissement du prêt.

« VII. – Le crédit d'impôt mentionné au I est imputé sur l'impôt sur le revenu après imputation des réductions d'impôt mentionnées aux articles 199 quater B à 200 bis, 200 octies et 200 decies A, des crédits d'impôt et des prélèvements ou retenues non libératoires. S'il excède l'impôt dû, l'excédent est restitué.

« VIII. – Le I s'applique aux annuités de remboursement des prêts souscrits dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, et qui satisfont à une réglementation équivalente.

« IX. – Le présent article s'applique aux opérations pour lesquelles chacun des prêts concourant à leur financement a fait l'objet d'une offre de prêt émise avant le 1<sup>er</sup> janvier 2025, sous réserve que l'acquisition du logement achevé ou en l'état futur d'achèvement intervienne au plus tard le 30 septembre 2025 ou, s'agissant d'opérations de construction de logements, que la déclaration d'ouverture de chantier intervienne au plus tard à la même date. »

II. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Un tel crédit d'impôt se justifie par le fait que l'entrée en vigueur de cette réglementation environnementale (RE2020), bien que nécessaire au regard de l'objectif affiché de transition écologique, n'en génère pas moins pour les ménages acquéreurs, un endettement supplémentaire.

Il est ainsi estimé que les surcoûts de construction liés à sa mise en œuvre sont de l'ordre de 10 % et, compte tenu des coûts fonciers et des prestations intellectuelles, le coût global d'acquisition d'un logement neuf progresserait de ce fait d'au moins 5 %.

Aussi, afin de concilier le double objectif de soutien à la transition écologique et de sauvegarde du pouvoir d'achat des ménages, cet amendement propose d'accompagner les ménages dans leurs projets immobiliers jusqu'au 31 décembre 2024, en instaurant un crédit d'impôt équivalent à 15 % des annuités d'emprunt pendant cinq ans au bénéfice des acquéreurs d'un logement neuf en 2022 dans la limite d'un plafond égal à 5 000 € pour une personne seule et de 10 000 € pour un couple majoré de 1 000 € par personne à charge. Il est précisé que le logement devra répondre aux exigences de la RE2020 et être destiné à une occupation au titre de résidence principale.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Jean-Baptiste BLANC

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNVICIES**

Après l'article 3 unvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – La première partie du livre premier du code général des impôts est ainsi modifiée :

1° Après l'article 173, il est inséré un article 173 ... ainsi rédigé :

« Art. 173 .... – L'exonération prévue au 4° bis du 2 de l'article 793 est plafonnée à 150 000 € par part reçue par chacun des donataires ou héritiers. Pour l'appréciation de cette limite de 150 000 €, il est tenu compte de l'ensemble des transmissions à titre gratuit consenties par la même personne. »

2° Après le 4° du 2 de l'article 793, il est inséré un 4° bis ainsi rédigé :

« 4° bis Lors de leur première transmission à titre gratuit, les immeubles acquis neufs ou en état futur d'achèvement dont l'acte authentique d'achat est signé par le donateur ou le défunt entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 30 juin 2025.

« L'exonération est subordonnée à la condition que le contribuable s'engage à l'affecter exclusivement et de manière continue, à un usage de résidence principale de l'occupant, pendant une durée minimale de six ans à compter de l'acquisition ou de l'achèvement s'il est postérieur.

« En cas de location, le contrat de bail ne peut pas être conclu avec un membre du foyer fiscal du contribuable.

« L'engagement de location doit prendre effet dans les douze mois qui suivent la date d'achèvement de l'immeuble ou de son acquisition si elle est postérieure. Cet engagement prévoit que le loyer et les ressources du locataire appréciées à la date de conclusion du bail ne doivent pas excéder des plafonds mentionnés au premier alinéa du III de l'article 199 novovicies.

« L'exonération s'applique aux logements pour lesquels le contribuable justifie du respect des exigences de performance énergétique en vigueur lors du dépôt de la demande de permis de construire. » ;

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à instituer une exonération temporaire des droits de mutation à titre gratuit normalement dus lors de la première transmission d'immeubles neufs ou en état futur d'achèvement acquis par acte authentique signé entre le 1er janvier 2024 et le 30 juin 2025.

Ce dispositif temporaire a pour objectif de relancer rapidement la commercialisation des logements neufs, y compris en réduisant le stock des logements neufs invendus détenus par les promoteurs immobiliers en raison de la crise du logement qui sévit actuellement.

Cette mesure permet de soutenir, pendant une période transitoire, le marché du logement, en accession, comme en location, en mobilisant l'épargne privée pour l'acquisition de logements neufs ou en VEFA.

L'application de cette mesure est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- L'engagement d'affecter le bien à un usage de résidence principale pendant une période minimale de six ans ;

- En cas de mise en location, celle-ci doit respecter des plafonds de loyer et de ressources.

L'exonération accordée est plafonnée à 150 000 € par part reçue par chaque donataire ou héritier, pour en limiter le coût.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DOSSUS et Grégory BLANC, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

ARTICLE 26

Alinéa 4

Rédiger ainsi cet alinéa :

« II. – À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, lorsqu'en application de l'article L. 2213-4-1 du code général des collectivités territoriales, le maire, le président d'un établissement public de coopération intercommunale ou le président de la métropole de Lyon a mis en place sur le territoire de la commune, de l'établissement public ou de la métropole de Lyon une zone à faibles émissions mobilité, le produit des amendes forfaitaires et des amendes forfaitaires majorées perçues au titre de l'année écoulée sanctionnant les infractions aux règles de circulation arrêtées en application du même article est affecté à la commune, à l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou à la métropole de Lyon, déduction faite de la quote-part de ce produit affectée à l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions. »

OBJET

L'article 26 de PLF prévoit l'exclusion du produit des amendes relatives aux infractions aux règles de circulation dans les zones à faibles émissions mobilité (ZFE-m) du compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers », ainsi que la rétrocession des recettes des amendes forfaitaires (dont les amendes majorées) générées au titre de ces ZFE-m par des systèmes de contrôle sanction automatisés aux collectivités locales mettant en place ces contrôles, ainsi qu'à l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions (ANTAI) au titre des coûts de traitement des avis de contravention qu'elle supporte.

La rétrocession du produit des amendes permet d'accompagner une mobilisation des collectivités territoriales pour le contrôle sanction automatisé, qui est nécessaire au fonctionnement des zones à faibles émissions mobilité ainsi que pour le développement de mobilités moins polluantes. Toutefois, dans sa rédaction actuelle, l'article 26 ne mentionne pas expressément la Métropole de Lyon, collectivité à statut particulier compétente en matière de ZFE-m.

Cet amendement corrige cette omission.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DOSSUS et Grégory BLANC, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 TERTRICIES

Après l'article 5 tertricies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le 1 ter et le A du 1 quater de l'article 150-0 D code général des impôts sont abrogés.

**OBJET**

Cet amendement vise à supprimer les abattements sur les rachats d'action pour les personnes dont les actions sont rachetées, et qui créent un biais fiscal en faveur des rachats d'action.

Entre 2017 et 2021, les rachats d'actions ont représenté 61,5 Md€ (soit 3 % des 231 Md€ de dividendes versés). Cette part a fortement évolué en 2021 (22 Md€ de rachats pour 57 Md€ de dividendes). Un rachat d'action est financé par la trésorerie de l'entreprise en lieu et place de la réalisation d'investissements productifs.

Le 6 de l'article 112 CGI dispose que « Les sommes ou valeurs attribuées aux associés ou actionnaires au titre du rachat de leurs parts ou actions » ne sont pas considérés comme revenus distribués et que, dès lors, s'appliquent le régime des plus-values prévu, selon les cas, aux articles 39 duodecimes, 150-0 A ou 150 UB est alors applicable.

Or selon le 117 quater, les personnes physiques fiscalement domiciliées en France qui bénéficient de revenus distribués mentionnés aux articles 108 à 117 bis et 120 à 123 bis sont assujetties à un prélèvement au taux de 12,8 %

Le 6 du II de l'article 150-0 A CGI soumet à l'IR le « gain net retiré par le bénéficiaire lors d'un rachat par une société émettrice de ses propres titres et défini au 8 ter de l'article 150-0 D ». D'autre part, ce gain net est « constitué par la différence entre le prix effectif de cession des titres ou droits, net des frais et taxes acquittés par le cédant » (150-0 D CGI).

Cependant, les I ter et I quater de l'article 150-0-D CGI définissent les abattements éligibles sur ces gains nets.

· Pour les actions acquises avant 2018, de 50 % si les actions sont détenues entre 2 à 8 ans et de 65 % si la période de détention est supérieure à 8 ans ;

Nb : La rectification consiste en un changement de place de l'article additionnel après l'article 3 vicies vers l'article additionnel après l'article 5 tertricies.

· Pour les actions acquises depuis 2018, de 50 % si la période de détention est comprise entre un an et 4 ans ; de 65 % entre 4 et 8 ans et de 85 % depuis plus de 8 ans

Enfin, lors de sa prise de parole en mars 2023, le Président de la République a fustigé les « grandes entreprises qui font des revenus tellement exceptionnels qu'elles en arrivent à utiliser cet argent pour racheter leurs propres actions ». Le Président a demandé au Gouvernement de mettre en place une contribution exceptionnelle pour « que leurs travailleurs puissent en profiter »



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DOSSUS et Grégory BLANC, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEXIES

Après l'article 3 sexies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 150 VC code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa du I, après la référence : « 150 UC », sont insérés les mots : « , autres que des terrains à bâtir définis au 1° du 2 du I de l'article 257 ou des droits s'y rapportant, » ;

2° Il est ajouté un III ainsi rédigé :

« III – La plus-value brute réalisée sur les terrains à bâtir définis au 1° du 2 du I de l'article 257 ou les droits s'y rapportant est augmentée de :

« 1° 4 % pour chaque année de détention au-delà de la cinquième ;

« 2° 6 % au titre de la vingt-deuxième année de détention.

« Le montant calculé est diminué de l'inflation. »

**OBJET**

Il s'agit de décourager la rétention foncière des terrains à bâtir, qui est un frein important identifié depuis de nombreuses années à la libération du foncier à un prix abordable pour y produire les logements nécessaires à la satisfaction des besoins. Cette revendication très large, de longue date, d'inversion de cette logique attentiste a été portée par la commission Rebsamen. La réforme repose sur l'instauration d'une augmentation de l'impôt de 4 % au-delà de la 5ème année de détention, puis de 6 % au titre de la 22ème année de détention révolue, conduisant ainsi à un doublement de l'impôt sur les plus-values immobilières à l'impôt sur le revenu au terme de vingt-deux ans de détention. Il est également juste que la collectivité reprenne une partie de la plus-value qu'elle a elle-même générée en ouvrant un terrain à la construction et en investissant dans les réseaux urbains pour les desservir.

Amendement travaillé avec la Fondation Abbé Pierre



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DOSSUS et Grégory BLANC, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3

Après l'article 3

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le 2° du II de l'article 156 du code général des impôts est abrogé.

**OBJET**

Le présent amendement propose de supprimer la déduction fiscale actuellement octroyée aux époux, en l'occurrence principalement aux pères (rappelons que la pension est versée par le père dans 97 % des cas d'après le « Rapport sur les ruptures familiales » du Haut Conseil de la famille), en cas de versement d'une pension alimentaire pour l'entretien des enfants dans le cadre d'une séparation ou d'un divorce lorsque les enfants sont mineurs.

Cette anomalie du droit fiscal français est à l'opposé de ce qui se pratique à l'étranger. En effet, rien ne semble pouvoir justifier le mécanisme fiscal de taxation-déduction de la pension versée par le père, qui s'ajoute à l'infériorité des revenus propres de la mère.

Du côté du père, la déductibilité des pensions versées constitue un dispositif extrêmement favorable. Concrètement, déduire une pension de 12 000 euros par an permet au père de réaliser une économie d'impôt de 3 600 euros s'il est dans la tranche marginale à 30 %, économie qui grimpe à 4 500 euros s'il atteint la tranche la plus élevée à 45 %.

Pour Céline Bessière et Sibylle Gollac, autrices de l'essai *Le Genre du capital*, « la fiscalisation des pensions alimentaires est un cadeau de l'Etat aux hommes des classes moyennes et supérieures, qui renforce l'inégalité avec leur ex-conjointe ». Car, de son côté, la mère est imposable sur la pension reçue, ce qui peut lui faire perdre le bénéfice de certaines prestations sociales et réduire le montant des aides au logement auxquelles elle peut prétendre.

Aussi semble-t-il injustifié et disproportionné au regard du droit que le parent le plus pauvre, en l'occurrence dans 97% des cas la mère, supporte une imposition sur les sommes nécessaires à l'entretien de l'enfant, alors que le parent le plus riche, très majoritairement le père, peut déduire ces mêmes sommes de son propre impôt sur le revenu.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DOSSUS et Grégory BLANC, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 DUOTRICIES**

Après l'article 5 duotricies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 1 de l'article 200 est complété par un h ainsi rédigé :

« h) De sociétés coopératives d'intérêt collectif régies par le titre II ter de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, qui répondent aux caractéristiques mentionnées au b ou au f du présent 1 et pour lesquelles la notion de gestion désintéressée s'apprécie au regard du seul critère tenant à l'engagement pris dans leurs statuts de ne pas affecter leurs excédents au versement d'un intérêt aux parts sociales. » ;

2° Le 1 de l'article 238 bis est complété par un h ainsi rédigé :

« h) De sociétés coopératives d'intérêt collectif régies par le titre II ter de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, qui répondent aux caractéristiques mentionnées au b ou au e du présent 1 et pour lesquelles la notion de gestion désintéressée s'apprécie au regard du seul critère tenant à l'engagement pris dans leurs statuts de ne pas affecter leurs excédents au versement d'un intérêt aux parts sociales. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement a été élaboré avec la Confédération générale des Scop et des Scic et vise à rendre les Sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC) éligibles au régime du mécénat sous conditions. Le mécénat peut ouvrir droit à une réduction d'impôt pour les personnes effectuant les versements, sous réserve que le bénéficiaire remplisse un certain nombre de conditions, dont une gestion désintéressée.

En l'occurrence, les Scic ne peuvent verser à leurs associés qu'un intérêt au capital (dividendes) dont sont déduits les subventions, encouragements et autres moyens financiers versés à la société par les

Nb : La rectification consiste en un changement de place de l'article additionnel après l'article 3 undecies vers l'article additionnel après l'article 5 duotricies.



collectivités publiques. Au surplus, l'intérêt est plafonné (taux au plus égal à la moyenne, sur trois années civiles, du taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées, majorée de deux points). Légalement, les Scic peuvent donc répartir leurs excédents de manière très limitée, et si les statuts renoncent au versement d'un intérêt, elles peuvent être assimilables à un organisme à but non lucratif (au regard de la notion de gestion désintéressée).

Un élargissement du dispositif du mécénat aux Scic qui répondent à ces conditions permettrait de proposer, notamment, aux associations, une solution lorsqu'elles souhaitent pour des raisons diverses mais souvent liées au mode de gouvernance, adopter le statut de Scic mais que la perte du dispositif du mécénat freine. En effet, un grand nombre de Scic sont issues de transformations d'associations. Le statut Scic présente comme principaux avantages une gouvernance multipartite, qui permet d'associer non seulement les salariés, ou les producteurs de services, mais également les bénéficiaires, et toutes autres parties prenantes au projet, et d'avoir plus d'agilité dans la prise de décision, ce qui en fait une solution attractive pour les associations ayant besoin d'évoluer.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DOSSUS et Grégory BLANC, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNDECIES**

Après l'article 3 undecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le 21° du II de la section V du chapitre premier du titre premier de la première partie du livre premier du code général des impôts est complété par un article 200 ter ainsi rédigé :

« Art. 200 ter. – Les dépenses engagées par les contribuables domiciliés en France pour l'hébergement d'un réfugié au sens des articles L. 711-1 et L. 741-1 du code d'entrée et de séjour des étrangers et du droit d'asile, ayant obtenu son statut depuis moins d'un an, ouvrent droit à un crédit d'impôt sur le revenu.

« Le crédit d'impôt est égal à 6 euros par nuitée dans la limite d'un plafond annuel de 2 000 euros.

« Les conditions d'obtention de ce crédit d'impôt sont précisées par décret. »

II. – Le I n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

III. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement a pour objet de réinsérer le crédit d'impôt solidarité pour les foyers hébergeant gratuitement un réfugié, en France depuis moins d'un an. Cette mesure a pour objectif de permettre une meilleure intégration des réfugiés en France.

À l'image de la réduction d'impôt pour dons à des associations d'intérêt général ou d'utilité publique qui est ouverte aux frais supportés par les bénévoles, le crédit d'impôt repose sur la déclaration par une association agréée de dons de nuitées d'hébergement bénévole. L'incitation financière est fixée à 6 euros par nuitée dans la limite de 2 000 euros par an.

Les associations en charge de l'hébergement des réfugiés, délivreront les certificats permettant aux particuliers de demander le crédit d'impôt.

Cette disposition figurait comme une des propositions du rapport « 72 propositions pour une politique ambitieuse d'intégration des étrangers arrivant en France », remis au Premier Ministre, en février 2018.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DOSSUS et Grégory BLANC, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 2

Après l'article 2

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le 1 du I de l'article 223 sexies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le deuxième alinéa est ainsi modifié :

- a) Au début, le taux : « 3 % » est remplacé par le taux : « 4,25 % » ;
- b) Après le mot : « divorcés », sont insérés les mots : « ou les contribuables soumis à imposition commune » ;

2° Le troisième alinéa est ainsi modifié :

- a) Au début, le taux : « 4 % » est remplacé par le taux : « 6,5 % » ;
- b) Après les mots : « divorcés », sont insérés les mots : « ou les contribuables soumis à imposition commune ».

II. – Le I du présent article s'applique à compter de l'imposition des revenus de l'année 2024.

**OBJET**

Cet amendement propose une augmentation de la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus (CEHR). En France, les plus aisés contribuent proportionnellement moins au pot commun que les classes moyennes, allant ainsi à l'encontre du principe de progressivité de l'impôt. Il est proposé de rattraper cette injustice en réhaussant dans le contexte actuel les taux de la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus.

Cette imposition sur le revenu n'est pas affectée par le plafonnement des prélèvements obligatoires organisé dans le cadre du prélèvement forfaitaire unique. Cela permet une plus juste imposition des revenus du capital des plus aisés, davantage justifiée par souci de solidarité en temps de crise.

Cette contribution permettrait de renforcer le pacte républicain et de se donner un peu de moyens pour financer la transition écologique.







**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DOSSUS et Grégory BLANC, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUOVICIES

Après l'article 3 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Les articles du code général des impôts modifiés ou abrogés par l'article 31 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 sont rétablis dans leur rédaction antérieure à la publication de la même loi.

II. – Le chapitre II bis du titre IV de la première partie du livre I<sup>er</sup> du code général des impôts est abrogé.

III. – Après la référence : « 885 R, », la fin du dernier alinéa de l'article 885 A, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, est ainsi rédigée : « sont pris en compte après application d'un abattement de 2 000 000 euros. »

IV. – Les article 885 I bis, 885 I ter, 885 I quater et 885 V bis du code général des impôts, rétablis dans leur rédaction antérieure à la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 par le présent article, sont abrogés.

V. – L'article 885 I du même code, rétabli dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 précitée, est ainsi rédigé :

« Art. 885 I. – Les objets d'antiquité, d'art ou de collection, dont la valeur est inférieure à 250 000 euros, ne sont pas compris dans les bases d'imposition à l'impôt de solidarité sur la fortune.

« Les droits de la propriété littéraire et artistique, dont la valeur est inférieure à 250 000 euros, ne sont pas compris dans la base d'imposition à l'impôt de solidarité sur la fortune de leur auteur. Cette exonération s'applique également aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et des producteurs de vidéogrammes. »

VI. – À la première phrase du second alinéa de l'article 885 S, rétabli dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017, les mots : « de 30 % » sont remplacés par les mots : « de 500 000 euros ».

VII. – Compléter l'article L. 533-22-1 du code monétaire et financier par deux alinéas ainsi rédigés :

« IV. – À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, les sociétés de gestion de portefeuille fournissent, sur demande de leurs souscripteurs ou de l'État, un score carbone des actifs possédés par le souscripteur.

« Un décret précise la méthodologie et les modalités de mise en œuvre de cette notation carbone. »

VIII. – L'article 885 U, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 est ainsi rédigé :

« Art. 885 U. – I. – Le tarif de l'impôt est fixé à :

«

Fraction de la valeur nette taxable du patrimoine	Taux applicable (En %)
0 ; 800 000 euros	0
800 000 – 1 300 000 euros	0,5
1 300 000 – 8 000 000 euros	1,00
8 000 000 – 1 000 000 000 euros	2,00
supérieur à 1 000 000 000 euros	3,00

« II. – Le tarif mentionné au I du présent article est modulé par un "bonus-malus" pour les biens immobiliers à usage d'habitation tels que définis aux articles L. 173-1 à L. 173-2 du code de la construction et de l'habitation, en fonction de leur niveau de performance énergétique et de leur performance en matière d'émissions de gaz à effet de serre.

« Cette modulation résulte de l'application aux tarifs mentionnés au I, des coefficients suivants :

Classement du bien immobilier à usage d'habitation	Bonus-Malus Applicable
Extrêmement performants Classe A	0,5
Très performants Classe B	0,5
Assez performants Classe C	1 – neutre
Assez peu performants Classe D	1 – neutre
Peu performants Classe E	1,5
Très peu performants Classe F	1,5
Extrêmement peu performants Classe G	1,5

« III. – Le tarif mentionné au I du présent article est modulé pour les placements financiers par un "bonus-malus" écologique établi de la manière suivante :

« 1° le tarif est multiplié par 0,75 pour la valeur nette taxable des placements financiers ne participant pas au financement de projets nucléaires ou gaziers, et répondant à l'un des six objectifs environnementaux :

« a) L'atténuation du changement climatique ;

« b) L'adaptation au changement climatique ;

« c) L'utilisation durable et la protection des ressources aquatiques et marines ;

« d) La transition vers une économie circulaire ;

« e) La prévention et la réduction de la pollution ;

« f) La protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes.

« 2° Le tarif est multiplié par 1,3 pour la valeur nette taxable des placements financiers ne répondant à aucun des six objectifs environnementaux mentionnés au f du 1°, ou participant au financement de projets nucléaires ou gaziers.

« IV. – Un décret définit les conditions dans lesquelles les redevables joignent à la déclaration de leur fortune mentionnée à l'article 885 W, les informations nécessaires à l'application des modulations prévues par les II et III du présent article.

« V. – Sont assimilés aux biens immobiliers extrêmement peu performants et se voient appliquer le coefficient mentionné à la dernière ligne du tableau du II du présent article :

« 1° Les aéronefs privés ;

« 2° Les navires d'une longueur de coque supérieure ou égale à 30 mètres et d'une puissance propulsive nette maximale supérieure ou égale à 750 kilowatts dits "de grande plaisance" mentionnés à l'article L. 423-25 du code des impositions sur les biens et services. »

### **OBJET**

Cet amendement vise à mettre en place un outil de justice climatique incluant un système de bonus-malus, en fonction de l'empreinte environnementale des actifs immobiliers et financiers. Cela permet de responsabiliser les plus aisés sur leur empreinte carbone, et de reconnaître également les efforts réalisés pour la réduire.

L'objectif est triple :

- Rétablir un outil de justice sociale et fiscale : l'Impôt de Solidarité sur la Fortune, pour contribuer à la lutte contre les inégalités ;
- Inciter les ménages les plus fortunés à décarboner leur patrimoine immobilier comme financier, par le système de bonus/malus. Cela passera par la rénovation thermique de leur patrimoine immobilier, l'abandon d'actifs sur consommateurs d'énergie comme les « jets » privés ou les yachts, et la réorientation de leurs investissements vers des projets durables, in fine moins carbonés. La méthodologie s'appuie en première année sur les 6 objectifs environnementaux mentionnés par le Règlement « Taxonomie » 2020/852 adopté par l'Union européenne (UE). Cette méthodologie a vocation à s'affiner avec un calcul d'empreinte carbone des actifs financiers.
- Utiliser les recettes pour l'investissement dans l'atténuation et l'adaptation au dérèglement climatique, en particulier dans la rénovation thermique des logements, au profit de toutes et tous.

Dans un monde fini, marqué par des crises qui renchérissent les besoins budgétaires de l'État, où les coûts sociaux, environnementaux et économiques s'annoncent importants pour les prochaines décennies, cet amendement qui vise à instaurer un ISF climatique apparaît comme un outil indispensable de justice fiscale et climatique. Toutes les citoyennes et les citoyens doivent prendre leur part à la lutte contre le dérèglement climatique.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DOSSUS et Grégory BLANC, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUOVICIES

Après l'article 3 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le chapitre I bis du titre IV de la première partie du livre premier du code général des impôts est ainsi rétabli :

« Chapitre I bis : Prélèvement forfaitaire exceptionnel sur les ménages les plus aisés

« Section I : Champ d'application

« 1° Personnes imposables

« Art. 885 A. – Sont soumises au prélèvement forfaitaire exceptionnel sur les ménages les plus aisés, lorsque la valeur de leurs biens est supérieure à 716 300 € :

« 1° Les personnes physiques ayant leur domicile fiscal en France, à raison de leurs biens situés en France ou hors de France ;

« Toutefois, les personnes physiques mentionnées au premier alinéa du présent 1° qui n'ont pas été fiscalement domiciliées en France au cours des cinq années civiles précédant celle au cours de laquelle elles ont leur domicile fiscal en France ne sont imposables qu'à raison de leurs biens situés en France.

« Le présent 1° s'applique au titre de chaque année au cours de laquelle le redevable conserve son domicile fiscal en France, et ce jusqu'au 31 décembre de la cinquième année qui suit celle au cours de laquelle le domicile fiscal a été établi en France ;

« 2° Les personnes physiques n'ayant pas leur domicile fiscal en France, à raison de leurs biens situés en France.

« Sauf dans les cas prévus aux a et b du 4 de l'article 6, les couples mariés font l'objet d'une imposition commune.

« Les partenaires liés par un pacte civil de solidarité défini à l'article 515-1 du code civil font l'objet d'une imposition commune.

« Les conditions d'assujettissement sont appréciées au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, de l'année civile 2024 à l'année civile 2053.

## « 2° Présomptions de propriété

« Art. 885 B. – L'article 754 B est applicable au prélèvement forfaitaire exceptionnel sur les ménages les plus aisés.

## « Section II : Assiette de l'impôt

« Art. 885 C. – Cet impôt est dû à raison du patrimoine net du redevable.

« Art. 885 D. – Sont exclus de l'assiette l'ensemble des actifs immobiliers.

« Art. 885 E. – L'ensemble des actifs mobiliers dont la détention est nécessaire dans l'exercice professionnel d'une activité industrielle, commerciale, libérale, artisanale ou agricole bénéficient d'un abattement de 2 000 000 euros.

## « Section III : Évaluation des biens

« Art. 885 F. – Chacun des biens est évalué à sa valeur vénale, que le redevable en soit ou non usufruitier.

« Art. 885 G. – Les valeurs mobilières cotées sur un marché sont évaluées selon le dernier cours connu ou selon la moyenne des trente derniers cours qui précèdent la date d'imposition.

« Art. 885 H. – Les créances détenues, directement ou par l'intermédiaire d'une ou plusieurs sociétés interposées, par des personnes n'ayant pas leur domicile fiscal en France, sur une société à prépondérance immobilière mentionnée au 2° du I de l'article 726, ne sont pas déduites pour la détermination de la valeur des parts que ces personnes détiennent dans la société.

## « Section IV : Calcul de l'impôt

« Art. 885 I. – 1. Le tarif de l'impôt est fixé à :

« (En pourcentage)

Tarif applicable sur la valeur nette taxable du patrimoine	0,17
------------------------------------------------------------	------

« 2. Le tarif du prélèvement forfaitaire exceptionnel sur les ménages les plus aisés est mis en place jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2053. »

## OBJET

Cet amendement propose de mettre en place un impôt sur le patrimoine financier des 10% les plus aisés pour parvenir à financer la transition environnementale sur les 30 prochaines années.

Jean Pisani-Ferry, économiste, professeur à Sciences Po et ancien commissaire général de France Stratégie publiait avec Selma Mahfouz, inspectrice générale des finances, un rapport plus concret qu'alarmiste au sujet de la transition écologique en mai 2023. Il démontre que 25 à 34 milliards d'euros par an d'investissements publics sont nécessaires pour tenir les engagements de la France en matière de diminution de nos gaz à effet de serre. Un ordre de grandeur que la présente loi de finances ne permet pas encore d'atteindre.

Pour parvenir à cet objectif de financement, la dette publique peut être mobilisée, mais aussi, pour ces deux économistes, la possibilité de taxer le décile ayant le plus de patrimoine et étant par ailleurs le plus émetteur de gaz à effets de serre : « Nous préconisons un impôt exceptionnel et temporaire, assis sur le patrimoine financier des 10 % de ménages les plus aisés, et calibré en fonction du coût anticipé de la transition pour les finances publiques. »

Cet impôt exceptionnel doit rapporter selon l'économiste 150 milliards sur 30 ans, soit 5 milliards d'euros par an, en taxant le patrimoine financier des plus aisés, c'est-à-dire un impôt de 0,17% par an sur les 3 000 milliards de capital financier détenus par les 10% les plus riches.

Le groupe Écologiste, Solidarité et Territoires reprend ainsi cette recommandation afin que l'Etat puisse remplir les engagements qu'il s'est lui-même fixés pour 2030.

Lorsque des politiques environnementales doivent être mises en œuvre, l'imposition des plus riches peut être considérée comme un moyen de garantir que les coûts sont répartis de manière plus équitable. L'imposition des plus aisés pour financer la transition environnementale peut contribuer à promouvoir la justice environnementale en aidant les communautés les plus vulnérables qui sont souvent les plus touchées par les problèmes environnementaux.

Rappelons que les 10 % de ménages les plus aisés ont une empreinte carbone 3 fois plus importante que les 10 % les plus pauvres.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DOSSUS et Grégory BLANC, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUOVICIES

Après l'article 3 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après le 2° de l'article 965 du code général des impôts, il est inséré un 2° ... ainsi rédigé :

« 2° ... De l'ensemble des biens suivants :

« a) Les aéronefs privés ;

« b) Les navires d'une longueur de coque supérieure ou égale à 30 mètres et d'une puissance propulsive nette maximale supérieure ou égale à 750 kilowatts dits "de grande plaisance" tels que mentionnés à l'article L. 423-25 du code des impositions sur les biens et services. »

**OBJET**

Cet amendement vise ainsi à créer un malus financier sur des éléments hyper-consommateur en énergie, en particulier les yachts et les jets privés, en les (ré)introduisant dans l'assiette de l'Impôt sur la Fortune Immobilière.

L'utilisation des jets privés et des yachts par quelques individus fait partie des pratiques qui sont incompatibles avec les objectifs écologiques.

Ainsi, nous devons mettre en place des mesures limitant l'achat et l'utilisation de produits ostentatoires particulièrement émetteurs en CO2, in fine néfastes pour le climat et notre planète.

En se focalisant sur les actifs immobiliers, l'impôt sur la fortune immobilière (IFI) a permis à de nombreux biens de luxe – comme les yachts et les jets privés qui ont par ailleurs un impact environnemental considérable – d'échapper au nouvel Impôt sur la Fortune.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DOSSUS et Grégory BLANC, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUOVICIES**

Après l'article 3 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 976 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le I est ainsi modifié :

a) Les mots : « trois quarts » sont remplacés par les mots : « de la moitié » ;

b) Est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« La fraction de l'exonération est portée au trois quarts lorsque les terrains sont ouverts à la libre circulation des personnes. » ;

2° Au II, les mots : « trois quarts » sont remplacés par les mots : « de la moitié ».

**OBJET**

Par cet amendement, le groupe Écologiste, Solidarité et Territoires entend promouvoir le libre accès à la nature en réservant les avantages fiscaux actuellement en vigueur aux seules propriétés forestières ouvertes à la libre circulation des personnes. Il s'agit concrètement de limiter le bénéfice de l'exonération de l'impôt sur la fortune immobilière à hauteur de 75 % aux propriétaires forestiers qui respectent une telle démarche et de le réduire à 50 % dans le cas contraire.

Contrairement aux pays scandinaves, le droit d'accès à la nature ne bénéficie d'aucune protection en droit français. Alors que 75 % des forêts sont des propriétés privées, notre conception exclusive du droit de propriété rend impraticable le principe pourtant consacré au plus haut niveau de la hiérarchie des normes, selon lequel « l'environnement est le patrimoine commun des êtres humains » (Alinéa 3 du Préambule de la Charte de l'environnement). En pratique, ce sont donc les propriétaires qui décident d'ouvrir ou non au public des espaces naturels perçus à juste titre par nos concitoyens comme des biens communs.

Cette situation s'est aggravée avec la pénalisation récente des intrusions introduite par la loi du 2 février 2023 visant à limiter l'engrillagement des espaces naturels et à protéger la propriété privée.

Rien pourtant ne justifie qu'une minorité d'individus anéantisse, par le simple fait qu'ils disposent d'un titre de propriété, la relation que chacun devrait pouvoir entretenir avec le milieu naturel, à savoir une circulation en toute liberté, dans le respect des règles de préservation de l'environnement.

Faute de pouvoir dans le cadre de ce débat parlementaire, accorder un statut juridique nouveau aux espaces naturels pour les rendre accessibles, nous proposons plus modestement de recourir au levier fiscal afin d'encourager les propriétaires privés à faire un usage plus juste de leur droit de propriété.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DOSSUS et Grégory BLANC, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUOVICIES

Après l'article 3 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 977 du code général des impôts est complété par un 3 ainsi rédigé :

« 3. Pour les redevables dont le patrimoine brut a une valeur égale ou supérieure à 1 000 000 000 €, il est ajouté au tarif mentionné au 1 du présent article un montant forfaitaire de 50 euros par tonne de carbone émise provenant de leur patrimoine.

« Un décret détermine les modalités d'application du premier alinéa du présent 3, notamment les obligations déclaratives incombant aux redevables et aux sociétés ou organismes mentionnés à l'article 965. »

**OBJET**

Cet amendement a pour but d'imposer une taxe carbone sur les patrimoines des milliardaires assujettis à l'IFI.

Les milliardaires peuvent investir leur argent dans des entreprises liées à des industries fortement émettrices de gaz à effet de serre, telles que l'industrie pétrolière, gazière et minière. Leurs investissements peuvent ainsi contribuer à la pollution de l'environnement. Les conséquences de ces placements sont délétères et doivent être corrigées par un système pollueur-payeur.

Par ailleurs, les personnes riches ont souvent accès à une large gamme de biens et de services, ce qui peut les amener à consommer davantage. Cela inclut l'achat de voitures de luxe, de maisons spacieuses, de voyages fréquents en avion, etc. Toutes ces activités entraînent une augmentation des émissions de gaz à effet de serre et un bilan carbone individuel bien plus élevé que le reste de la population.

La lutte contre la pollution et le changement climatique nécessite une action collective à tous les niveaux de la société, des individus aux entreprises en passant par les gouvernements. Les politiques publiques, les innovations technologiques et les changements de comportement sont tous des éléments importants pour réduire l'impact environnemental de manière significative. Toutefois ils doivent être proportionnels au coût que chacun fait peser sur la société et incitatif pour accompagner la décarbonation de nos économies contemporaines.







**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DOSSUS et Grégory BLANC, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 OCTOTRICIES**

Après l'article 5 octotricies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après le 1<sup>o</sup> quater du 1 de l'article 39 du code général des impôts, il est inséré un 1<sup>o</sup> ... ainsi rédigé :

« 1<sup>o</sup> quinquies. Au sein de chaque entreprise, il est déterminé un plafond de rémunération correspondant à vingt fois la rémunération moyenne du décile de salariés disposant de la rémunération la plus faible. Pour chaque salarié et associé, la fraction de rémunération supérieure à ce plafond n'est pas prise en compte pour le calcul des dépenses de personnel déductibles en application du 1<sup>o</sup> du présent 1. Il en va de même des charges sociales afférentes à cette fraction de rémunération supérieure au plafond précité. Le présent 1<sup>o</sup> quinquies s'applique à toutes les rémunérations directes et indirectes du salarié ou associé.

« Un décret fixe les modalités d'application du présent 1<sup>o</sup> quinquies. »

**OBJET**

Cet amendement vise à déterminer un plafond de rémunération correspondant à vingt fois la rémunération moyenne du décile de salariés disposant de la rémunération la plus faible.

Tout le monde doit jouer sa part. C'est pourquoi nous proposons cet amendement qui incite vertueusement les entreprises pratiquant des écarts de salaires que nous pouvons considérer comme déraisonnables à mieux partager leur valeur.

Pour ce faire, nous proposons la mise en place d'un levier fiscal qui permettra d'aller vers plus d'équité dans les politiques de rémunération.

Ce concept de pay ratio, effort de transparence destiné à limiter les dérives, prend ainsi de plus en plus d'ampleur et se situe dans la mouvance des doctrines de bonne gouvernance telles qu'elles se développent depuis plus d'une décennie autant sur le plan national qu'international.

Nous pouvons ainsi citer l'article 953 (b) du Dodd Franck Act états-unien — voté en 2010, la directive du conseil de l'Europe datée du 3 avril 2017 visant à renforcer « un engagement transparent des actionnaires dans les grandes entreprises européennes » et enfin la Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises — dite Loi Pacte — instaurant

l'obligation pour les entreprises cotées de communiquer sur les écarts de rémunération entre dirigeants et salariés.

En encourageant les entreprises à augmenter les rémunérations les plus faibles pour accroître le plafond de déductibilité ou à maîtriser ses rémunérations les plus élevées, cette mesure s'inscrit dans la lutte contre les inégalités salariales telle que nous la concevons.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DOSSUS et Grégory BLANC, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Au premier alinéa du 3<sup>o</sup> du 4 de l'article 39 du code général des impôts, après le mot : « moteur », sont insérés les mots : « et d'aéronefs privés ».

**OBJET**

L'amendement vise à aligner la fiscalité applicable aux aéronefs privés avec les yachts et bateaux de plaisance.

L'article 39 du code général des impôts exclut des charges déductibles les dépenses de toute nature relative aux yacht et bateaux de plaisance, sans mentionner les aéronefs tels que les jets privés.

Cette incohérence fiscale est lourde de conséquences sur l'environnement : les entreprises ont ainsi un avantage financier à acheter ou louer un jet privé puisqu'elles ont la possibilité de déduire les frais relatifs aux jets privés de leurs charges. Cet amendement vise à mettre fin à cette absurdité écologique et fiscale. Toutes les dépenses liées à un jet privé doivent être réintégrées au bénéfice fiscal, afin que l'entreprise paie des impôts sur ces dépenses, au même titre que ce que la loi prévoit déjà pour les yachts et bateaux de plaisance.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DOSSUS et Grégory BLANC, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 4

Après l'article 4

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 237 du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Ne sont également pas admises en déduction pour la détermination des bénéfices soumis à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés, les dépenses de publicité lumineuse, de publicité supportant des affiches éclairées par projection ou transparence ou de toute publicité numérique en agglomération et hors agglomération, sur les voies ouvertes à la circulation publique ainsi que dans les aéroports, les gares ferroviaires et routières et les stations et arrêts de transports en commun de personnes. »

**OBJET**

Dans le contexte d'urgence énergétique grandissant, et avant la programmation d'un véhicule législatif adéquat, le Groupe Écologiste, Solidarité et Territoires porte dès à présent une mesure claire visant à se placer en rupture sur le sujet des publicités lumineuses, afin d'en organiser sinon la fin immédiate tout au moins un profond virage dans sa pratique.

Nous intégrons ainsi explicitement la publicité lumineuse dans l'article excluant la déductibilité des dépenses publicitaires interdites en faveur de l'alcool.

Ainsi, ces dépenses sur fiscalisées doivent à court terme susciter des revenus pour le budget de l'État, utiles pour nos enjeux de solidarité et de transition. A moyen terme, ce saut de renchérissement doit nous permettre de largement réguler le tout recours actuel à la publicité lumineuse, énergivore et attentatoire par son omniprésence à notre environnement quotidien.

Le périmètre des dépenses de publicité est aussi géographiquement délimité et reprend l'avancée votée par le Sénat, sur le sujet du devoir express de réglementer dont est investi le ministre chargé de l'énergie, pour interdire en cas de situation de crise énergétique ces procédés publicitaires (article 31 de la loi n° 2022-1158 du 16 août 2022 portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat).

Cet amendement s'inscrit dans l'objectif C2 de la Convention Citoyenne pour le Climat « Réguler la publicité pour réduire les incitations à la surconsommation ».







**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DOSSUS et Grégory BLANC, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 NONIES

Après l'article 5 nonies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après le III bis de l'article 244 quater B du code général des impôts, il est inséré un III ... ainsi rédigé :

« III .... – Lorsque le résultat imposable d'une entreprise redevable de l'impôt sur les sociétés prévu à l'article 205, dont le chiffre d'affaires annuel dépasse 1,9 milliard d'euros et dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé, pour l'exercice considéré au titre de l'impôt sur les sociétés précité, est supérieur ou égal à 1,25 fois la moyenne de son résultat imposable des exercices 2020, 2021, 2022, l'État peut exiger le remboursement du crédit d'impôt perçu l'année de la croissance dudit résultat. »

**OBJET**

Par le présent amendement, le Groupe Écologiste, Solidarité et Territoires propose d'exiger le remboursement du crédit d'impôt recherche (CIR) versé sur l'année lorsqu'une entreprise pharmaceutique réalise un bénéfice excessif.

Le coût du CIR a augmenté ces dernières années pour atteindre 7,4 milliards d'euros en 2022. Destiné initialement à favoriser l'innovation scientifique, la légitimité de la créance fiscale liée au CIR à destination des multinationales pharmaceutiques se pose cependant lorsque celles-ci ont généré des milliards d'euros de bénéfices ces dernières années.

Selon une étude de la People's Vaccine Alliance, les multinationales Pfizer, BioNTech et Moderna ont ainsi engrangé rien qu'en 2021 des bénéfices record de 34 milliards de dollars, soit 1000 dollars par seconde. Malgré un financement public de plus de 8 milliards de dollars, les entreprises du Big Pharma ont réalisé des marges exorbitantes sur la vente des vaccins, facturés au moins 5 fois leur coût de production.

Les superprofits des industries pharmaceutiques, loin d'être d'abord destinés à l'embauche de nouveaux chercheurs, sont redistribués massivement aux actionnaires. Sanofi, malgré les 1,3 milliard d'euros perçus au titre du CIR ces 10 dernières années, a ainsi non seulement été incapable de trouver un vaccin à temps contre le coronavirus mais a également licencié 400 chercheurs et chercheuses. Pourtant, le montant des dividendes versés à ces actionnaires a, à nouveau, augmenté en 2022 pour atteindre 4.4 milliards d'euros.

De plus, malgré l'existence de ces superprofits, les industries pharmaceutiques n'hésitent pas à négocier certains médicaments à prix d'or. Le Keytruda, traitement anticancéreux produit par le laboratoire américain, a ainsi été vendu pour 1.2 milliards d'euros à la sécurité sociale en 2021. Cette somme n'explique pourtant pas les coûts d'invention puisque selon l'ONG suisse Public Eye, pour ce produit, MSD réaliserait une marge d'environ 80 %.

Quelle utilité et quelle légitimité le crédit d'impôt recherche revêt-il ici alors qu'il ne fait que surfinancer publiquement des entreprises générant déjà des milliards d'euros de bénéfices ?

Alors que le Gouvernement envisage de doubler la franchise des médicaments afin de faire des économies sur les dépenses de médicaments, nous proposons donc de responsabiliser les industries pharmaceutiques en exigeant le remboursement du crédit d'impôt recherche (CIR) lorsqu'elles génèrent des bénéfices démesurés.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DOSSUS et Grégory BLANC, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 4

Après l'article 4

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 1655 septies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa du I, après le mot : « capital », sont insérés les mots : « , qui respectent les engagements écoresponsables des organisateurs d'événements décrits au III, » ;

2° Le III est ainsi rétabli :

« III. – Les engagements écoresponsables des organisateurs d'événements requis pour le bénéfice du I sont :

« 1° Une offre alimentaire mise à disposition à 80 % issue d'origine biologique ou locale ;

« 2° Une part des trajets en avion réalisables en moins de cinq heures par d'autres moyens de transport qui n'excède pas 5 % du total des voyages en avion nécessaires à l'organisation de l'événement ;

« 3° Une limitation de l'usage du plastique non-réutilisable par l'absence de couverts à usage unique en cas de consommation alimentaire sur place, d'emballages constitués de polymères ou de copolymères styréniques ou non-recyclables, de contenants alimentaires de cuisson, de réchauffage et de service en plastique ;

« 4° Une préservation de 100 % des sites naturels et des espaces verts concernés par l'événement ;

« 5° Une mise en œuvre d'un programme d'actions pour la biodiversité et l'éducation à l'environnement, d'actions contribuant à une société plus inclusive, d'actions visant à réduire les inégalités de genre et d'actions à destination des personnes en situation de handicap ;

« 6° Un usage de matériaux biosourcés à hauteur d'au moins 40 % des constructions et rénovations d'équipements sportifs ;

« 7° Une participation à hauteur de 80 % des sponsors dans l'atteinte des engagements du présent III ;

« 8° Un état des lieux ou un diagnostic de l'empreinte numérique de l'événement et un état des lieux ou diagnostic de la consommation en eau et en énergies de l'événement.

« Les organismes bénéficiaires du I remettent chaque année un rapport présentant le respect de ces engagements auprès de l'administration fiscale, qui peut constater sur pièce et sur place les informations contenues dans ledit rapport. La non-publication de ce rapport ou le non-respect de ces engagements entraîne l'annulation immédiate du bénéfice du même I ainsi que le recouvrement par l'administration fiscale des sommes correspondant à ce bénéfice.

« Les modalités d'application du présent III sont précisées par décret. »

### **OBJET**

Cet amendement vise à revenir sur la réforme de l'imposition des organismes chargés de l'organisation en France d'une compétition sportive internationale par un conditionnement des exonérations prévues par le code général des impôts à l'organisation d'événements écoresponsables prenant appui sur la charte des 15 engagements écoresponsables présenté par le ministère des sports.

Le régime d'aménagement fiscal pour les sociétés organisatrices de compétitions sportives internationales leur permet de dégager des bénéfices dont les montants peuvent apparaître indécents au regard des sommes en jeu. Le seul argument de l'attractivité de la France pour l'accueil de tels événements ne peut être à lui seul valable.

Si les retombées économiques sur le tissu associatif, économique et social sont bienvenues, elles doivent se combiner désormais aux nécessaires respect et protection de l'environnement. La vivacité économique ne peut plus être l'argument président à toute politique et décision publiques. Il l'est d'autant moins dans la mesure où la France doit faire preuve d'exemplarité sur la scène internationale en matière d'engagements en faveur de la transition écologique. Le Gouvernement ne peut se targuer d'un plan d'adaptation de la pratique sportive au réchauffement climatique si l'ensemble des activités qui engendrent de fortes émissions ne sont pas réglementées.

C'est pourquoi, il n'est pas entendable qu'encore aujourd'hui, des sociétés organisatrices d'événements sportifs internationaux dégagent des bénéfices si conséquents soient-ils sans qu'elles ne s'engagent à limiter leur impact environnemental, tant à l'échelle nationale qu'internationale.

Le ministère des sports, en partenariat avec l'ONG WWF, a érigé une charte qui comprend 15 engagements écoresponsables à destination des organisateurs d'événements à l'horizon 2024, charte, dont un certain nombre d'acteurs et actrices du sport sont signataires. Bien que solide même si largement perfectible, son caractère facultatif en limite actuellement l'impact.

Cet amendement propose d'y remédier en inscrivant ces engagements dans la loi. Il prévoit également une procédure d'évaluation, ainsi que, dans le cas où les engagements ne sont pas respectés, un pouvoir donné à l'administration fiscale de faire cesser le bénéfice fiscal et de recouvrer les sommes dues.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DOSSUS et Grégory BLANC, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 8

Après l'article 8

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le deuxième alinéa de l'article 302 bis ZK du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au début, le taux : « 27,9 % » est remplacé par le taux : « 31,6 % » ;

2° Le taux : « 33,7 % » est remplacé par le taux : « 38,18 % ».

**OBJET**

Par cet amendement du groupe Écologiste, Solidarité et Territoires, il est proposé une augmentation des taux de prélèvement sur les paris sportifs afin d'apporter des recettes supplémentaires à l'Agence nationale du sport chargée de la haute performance sportive et du développement de l'accès à la pratique sportive (ANS).

Une étude réalisée conjointement par l'association Société d'entraide et d'action psychologique (SEDAP) et l'Autorité nationale des jeux en 2021 révèle que, malgré l'interdiction de la vente de jeux d'argent et de hasard aux mineurs, 34,8% des jeunes de 15 à 17 ans déclarent être joueurs et 12,1% d'entre eux ont développé une pratique à risque. Cette recrudescence est à porter au crédit d'une publicité toujours plus stylisée et codée des paris sportifs à destination d'un public de plus en plus jeune.

Les sociétés opératrices de paris sportifs vantent auprès d'un jeune public, souvent issu de milieux populaires et/ou précaires, le mirage d'une ascension sociale et économique rapide, à l'heure où les inégalités se renforcent et l'avenir demeure incertain. Ces sociétés n'hésitent pas à recourir aux services de personnalités célèbres pour faire la promotion des paris alors que les risques financiers, sociaux et psychologiques sont importants.

En effet, comme pour l'ensemble des comportements addictifs, les conséquences peuvent être dramatiques : perte de repères, isolement, dépression. A cela s'ajoute pour les joueurs l'absence souvent d'un regard lucide et objectif sur le montant des pertes. Un phénomène qui se trouve être largement amplifié par l'organisation de paris en ligne et en temps réel.

L'augmentation de la taxe sur les paris sportifs vise en conséquence à une élévation du prix, tout autant qu'à appeler à une politique de préservation du jeune public et des personnes en situation de précarité.







N°	I-1141
----	--------

## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. DOSSUS et Grégory BLANC, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le 1<sup>o</sup> bis du A de l'article 278-0 bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...) Les boissons et les préparations liquides destinées à la consommation humaine et soumises à contribution en application de l'article 1613 ter du présent code ; ».

### OBJET

Cet amendement est issu d'une recommandation du rapport d'information sénatorial sur la lutte contre l'obésité publié en juin 2022 : il vise à rétablir un taux de TVA normal (20 %) sur les boissons contenant des sucres ajoutés et soumises à la « taxe soda », qui se voient aujourd'hui appliquer un taux de TVA réduit (5,5 %) qui nuit à la cohérence et à l'efficacité de la politique fiscale.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DOSSUS et Grégory BLANC, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 15

Après l'alinéa 51

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

« Les sociétés concessionnaires d'autoroutes ne peuvent intégrer cette taxe dans les redevances pour services rendus.

**OBJET**

Depuis des années, les sociétés concessionnaires d'autoroutes accumulent des profits records. En 2021, selon l'ART, le bénéfice net des sociétés autoroutières frôlait les 4 milliards d'euros, un résultat s'expliquant notamment par le cadeau fiscal du gouvernement (baisse de l'IS). Un profit distribué aux actionnaires avec 3,3 milliards d'euros de dividendes en 2021.

D'après l'ART, la baisse de l'IS fera gagner à ces sociétés près de 8 milliards d'euros sur la durée des concessions. L'IGF pointe également, dans son dernier rapport, cette "sur rentabilité" et révèle que les 2 principaux opérateurs, Vinci et Eiffage, pourraient réaliser 55 milliards d'euros de profits d'ici le terme des concessions dont ils sont titulaires.

Cet argent doit être rendu aux français. Dès lors, il ne serait pas acceptable que les sociétés concessionnaires d'autoroutes répercutent le coût de la nouvelle taxe prévue par l'article 15 du présent PLF sur les usagers. On relèvera, de surcroît, que le Conseil d'Etat a récemment annulé le décret du 28 janvier 2022 en tant qu'il approuvait une disposition ayant pour objet de permettre un adossement tarifaire total du Contournement Ouest de Montpellier à la concession d'ASF, au nom de la méconnaissance de la "règle de proportionnalité entre le montant du tarif et la valeur du service rendu" (CE, 27 janvier 2023, M. Boda, n° 462752). Il serait donc parfaitement malvenu juridiquement de permettre aux sociétés concessionnaires d'autoroutes de répercuter sur les usagers des coûts sans lien avec le service rendu.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DOSSUS et Grégory BLANC, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 15

Alinéa 51

Remplacer le taux :

4,6 %

par le taux :

10 %

**OBJET**

Cet amendement vise à porter le taux de la taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance de 4,6 % à 10 %.

Depuis des années, les concessionnaires autoroutiers accumulent les profits. En 2021, selon l'ART, le bénéfice net des sociétés autoroutières frôlait les 4 milliards d'euros, un résultat s'expliquant notamment par le cadeau fiscal du gouvernement (baisse de l'impôt sur les sociétés). Ce profit a été massivement distribué aux actionnaires avec 3,3 milliards d'euros de dividendes en 2021.

D'après l'Autorité de régulation des transports (ART), la baisse de l'impôt sur les sociétés leur fera gagner près de 8 milliards d'euros sur la durée des concessions. L'Inspection générale des finances (IGF) pointe également, dans son dernier rapport, cette "sur rentabilité" et révèle que les 2 principaux opérateurs, Vinci et Eiffage, pourraient réaliser 55 milliards d'euros de profits d'ici la fin des concessions.

Le groupe Écologiste, Solidarité et Territoires a appelé à mettre en place des mesures structurelles pour redistribuer ces superprofits aux français. Cette proposition de taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance est donc une réaction à cette demande mais elle est tardive et insuffisante.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat ayant indiqué au gouvernement qu'il ne devait pas limiter cette taxe aux autoroutes, elle est étendue à quelques aéroports et devient l'outil par lequel le gouvernement prétend vouloir répondre au problème de fiscalité sur le secteur aérien. Sur ce sujet aussi, la proposition est insuffisante au regard des enjeux.

En France, prendre le train coûte en moyenne 2,6 fois plus cher que l'avion. Pour certains trajets, le fossé se creuse encore davantage : un Barcelone-Londres coûte jusqu'à trente fois plus cher par le réseau ferroviaire. Les effets du train sur le climat sont pourtant jusqu'à « 100 fois moins important » que ceux de l'avion. Notre système fiscal encourage pourtant toujours à utiliser l'avion plutôt que le train notamment à cause de la dépense fiscale associée à la niche sur le kérosène de l'aviation, estimée à plus de 7 milliards d'euros.

En l'état, la taxe proposée coûterait 130 millions d'euros pour les aéroports, soit 50 fois moins que ce que rapporterait la taxe kérosène.

Le groupe Écologiste, Solidarité et Territoires demande depuis des années que la fiscalité sur l'aérien soit refondue pour encourager le train au détriment de l'avion. Si nous soutenons toutes les mesures allant dans ce sens (renforcement de la TSBA, éco contribution, taxe sur les aéroports, etc.), nous alertons sur les ordres de grandeur. Des ajustements à la marge rapportant quelques dizaines de millions d'euros ne permettront pas de faire évoluer les comportements.

C'est pourquoi, la hausse de cette taxe est également pertinente pour le secteur des aéroports.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DOSSUS et Grégory BLANC, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après la section III du chapitre III du titre premier de la première partie du livre premier du code général des impôts, est insérée une section ... ainsi rédigée :

« Section ...

« Taxe sur les compléments de loyer

« Art. 232 bis. – I. – Il est institué une taxe annuelle due à raison des loyers perçus au titre de logements situés dans des communes classées dans des zones géographiques se caractérisant par un déséquilibre particulièrement important entre l'offre et la demande de logements, donnés en location nue ou meublée, lorsque le montant du loyer mensuel, charges non comprises, des logements concernés excède le loyer de référence majoré en vigueur en application de l'article 140 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ou un montant fixé par décret sur le reste du territoire.

« Le montant mentionné au premier alinéa du présent I peut être majoré, par le décret mentionné au même premier alinéa, au maximum de 10 % pour les locations meublées. Il peut, par le même décret, être modulé selon la tension du marché locatif au sein des zones géographiques concernées.

« Le montant mentionné audit premier alinéa, éventuellement majoré ou modulé dans les conditions prévues au deuxième alinéa, est révisé au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année selon les modalités prévues au premier alinéa de l'article L. 353-9-2 du code de la construction et de l'habitation et arrondis au centime d'euro le plus proche.

« La taxe s'applique exclusivement aux loyers perçus au titre des logements donnés en location nue ou meublée et exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée conformément aux 2° et 4° de l'article 261 D.

« II. – La taxe, due par le bailleur, est assise sur le montant des loyers perçus au cours de l'année civile considérée au titre des logements imposables définis au I.

« III. – Le taux de la taxe est fixé à 33 % de l'écart entre le montant du loyer mensuel, charges non comprises, et la valeur du loyer mensuel de référence.

« IV. – 1. Pour les personnes physiques, la taxe est établie, contrôlée et recouvrée comme en matière d'impôt sur le revenu et sous les mêmes garanties et sanctions. Le seuil de mise en recouvrement mentionné au 1 bis de l'article 1657 s'applique à la somme de la taxe et de la cotisation initiale d'impôt sur le revenu.

« 2. Pour les personnes soumises à l'impôt sur les sociétés, la taxe est déclarée, contrôlée et recouvrée selon les mêmes règles d'assiette, d'exigibilité, de liquidation, de recouvrement et de contrôle que l'impôt sur les sociétés et sous les mêmes garanties et sanctions.

« 3. Pour les sociétés ou groupements dont les bénéfices sont imposés au nom des associés, la taxe est déclarée et acquittée par ces sociétés ou groupements auprès du comptable de la direction générale des finances publiques compétent au plus tard à la date prévue pour le dépôt de la déclaration de leur résultat. La taxe est contrôlée et recouvrée selon les mêmes garanties et sanctions qu'en matière d'impôt sur les sociétés.

« V. – La taxe n'est pas déductible des revenus soumis à l'impôt sur le revenu ou du résultat imposable à l'impôt sur les sociétés. »

### **OBJET**

Il s'agit de taxer les compléments de loyers qui est une somme qui s'ajoute au loyer de référence majoré qui se situe déjà 20 % au-dessus des loyers médians.

Le 3ème baromètre de l'observatoire de l'encadrement des loyers montre que les dépassements de loyers sont encore fréquents et représente des montants très élevés : 198 € en moyenne (237 euros à Paris, 190 € à Lyon-Villeurbanne, 133 € à Lille, 160 € à Montpellier, 210 € à Bordeaux), équivalent à un revenu locatif de 2 376 € par an de plus.

Une enquête de Médiapart fait état, sur 112 saisines de la commission départementale de conciliation, entre août 2019 et février 2022, d'un montant moyen du complément de loyer de 19,6 % à Paris, 245 € par mois, 2 940 € par an (« Compléments de loyer » : plongée inédite dans les dossiers des locataires abusés, 23 juillet 2023).

Si le législateur ouvre cette possibilité aux propriétaires de logements revêtant certaines caractéristiques exceptionnelles de localisation et de confort, cette ressource supplémentaire non négligeable, parfois abusive et peu contestée par les locataires, devrait être spécifiquement taxée.

Amendement travaillé avec la Fondation Abbé Pierre.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DOSSUS et Grégory BLANC, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 17

Après l'article 17

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Au premier alinéa du I de l'article 235 ter ZD du code général des impôts, les mots : « un milliard » sont remplacés par les mots : « 750 millions ».

**OBJET**

Cet amendement vise à élargir l'assiette de la TTF en abaissant le seuil d'imposition des sociétés de 1 milliard à 750 millions d'euros.

Cette mesure permettrait une rentabilité accrue de cette taxe indolore pour les sociétés dans un objectif de justice fiscale, de lutte contre les inégalités mondiales et d'encadrement de la financiarisation croissante de notre économie.

Il est important de rappeler que la TTF ne taxe pas l'économie réelle, c'est-à-dire qu'elle ne vise pas les ménages, ni l'immense majorité des entreprises : elle vise à taxer le secteur financier. En effet, elle ne s'applique actuellement qu'aux transferts d'actions des grandes entreprises : seules les sociétés dont la capitalisation boursière dépasse un milliard d'euros sont concernées par cette taxe, soit seulement 129 entreprises en 2020. La spéculation financière est en revanche une vraie source de risque pour l'économie réelle, comme l'a démontré la crise de 2008.

Le ministre Olivier Dussopt a lui-même affirmé devant l'Assemblée nationale en 2020 que la TTF avait « battu des records » et a témoigné de l'attractivité de la place financière de Paris qui a bénéficié de récents mouvements de relocalisations de services.

La TTF, conçue pour corriger l'ampleur des inégalités dues à la mondialisation et comme un instrument de justice fiscale, doit ainsi permettre au secteur financier de contribuer à la lutte contre l'extrême pauvreté. Ce besoin est plus que jamais d'actualité, exacerbé par les inégalités creusées par les différentes crises qui nous frappent depuis plusieurs années.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DOSSUS et Grégory BLANC, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 17

Après l'article 17

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

À la fin du V de l'article 235 ter ZD du code général des impôts, le taux : « 0,3 % » est remplacé par le taux : « 0,5 % ».

**OBJET**

Cet amendement vise à relever le taux de la taxe sur les transactions financières (TTF) à 0,5 %.

Aujourd'hui, la TTF est un levier essentiel pour influencer sur l'aide au développement au sein du budget, et nous pensons qu'il s'agit d'un outil à notre disposition qu'il faudrait améliorer. Améliorer le rendement de la TTF permettrait ainsi d'augmenter la part allouée à l'aide publique au développement tout en maintenant le même montant dans le budget général de l'État, une équation donc indolore pour les finances publiques. Il est essentiel pour la bonne clarté des débats de préciser que renforcer la TTF n'aurait pas non plus d'impact sur l'économie française. En effet, aucune baisse du nombre de transactions ou de l'attractivité de la place de Paris n'a été constatée depuis sa mise en place en 2011, ni lors de l'augmentation de son taux en 2016 et 2017.

Toutefois, la TTF est actuellement sous-utilisée avec un taux bas (0,3% contre 0,5% au Royaume-Uni) et un champ d'application limité (elle ne couvre pas les opérations intrajournalières, c'est-à-dire les plus spéculatives).

Bien que la taxe ait été instaurée pour impliquer le secteur financier dans le financement de la solidarité internationale, seule une fraction de ses recettes est réellement allouée à cette cause (moins de 30%).

C'est donc pour toutes ces raisons que nous souhaitons porter le taux de la TTF à 0,5%.

Cet amendement a notamment été travaillé avec l'association Action Santé Mondiale.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DOSSUS et Grégory BLANC, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après l'article L. 2333-67 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 2333-67-... ainsi rédigé :

« Art. L. 2333-67-.... – Par dérogation à l'article L. 2333-67, le taux de versement exprimé en pourcentage des salaires définis à l'article L. 2333-65 du code des transports est fixé par l'autorité organisatrice des mobilités des territoires lyonnais dans la limite de 2,95 % sur le territoire des communes de Lyon et de Villeurbanne. »

**OBJET**

Cet amendement vise à augmenter le plafond du taux de Versement Mobilité pour la Métropole de Lyon en l'alignant sur le taux en vigueur en Île-de-France, soit 2,95 %.

Les représentants de SYTRAL Mobilités, l'autorité organisatrice de mobilité (AOM) lyonnaise, dans le cadre de leur engagement en faveur d'un développement significatif de l'offre de transport, ont approuvé lors d'une réunion du conseil d'administration l'augmentation des taux du versement mobilité, applicables à partir du 1er janvier 2023, avec une modulation par strate allant de 0,6 % à 2 %.

Les raisons sous-jacentes à cette augmentation étaient doubles : premièrement, le versement mobilité représente la principale source de revenus pour l'AOM lyonnaise, contribuant à hauteur de 47 % à son budget, soit environ 400 millions d'euros pour l'année 2021. Deuxièmement, la quasi-totalité des grandes métropoles françaises avait déjà fixé leur taux de versement mobilité au maximum autorisé par la loi, c'est-à-dire à 2 % (Nice, Bordeaux, Lille, Rennes, Aix-Marseille, Strasbourg...).

Avec un taux de versement mobilité fixé à 1,85 % jusqu'en 2022, la Métropole de Lyon constituait jusqu'à présent une exception. Cela est d'autant plus remarquable que son réseau de transport est le plus utilisé en dehors de l'Île-de-France, avec une moyenne de plus de 300 voyages par an et par habitant.

Cette première augmentation des taux est néanmoins insuffisante pour couvrir les besoins d'exploitation d'une offre de transport prévue en fort développement dans les années à venir, notamment avec les projets T6 Nord, T9, T10 et BHNS.



Pour toutes ces raisons, nous souhaitons inscrire dans la loi le relèvement du plafond à 2,95 %, à hauteur du taux en vigueur en Île-de-France. Comme mentionné précédemment, le réseau de transport lyonnais est le deuxième plus important de France, et à ce titre, il nécessite des ressources adéquates pour développer son offre de transport de manière optimale.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DOSSUS et Grégory BLANC, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 28

I. - Alinéa 4, tableau, dernière colonne

1° Seizième ligne

Remplacer le montant :

71 844 000

par le montant :

140 600 000

2° Dix-septième ligne

Remplacer le montant :

34 600 000

par le montant :

66 800 000

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement du groupe Écologiste, Solidarité et Territoires vise à l'augmentation du plafond deux taxes affectées à l'Agence nationale du sport (ANS), à savoir le prélèvement sur les jeux exploités par la Française des jeux (FdJ) hors paris sportifs et la prélèvement sur les paris sportifs en ligne de la FdJ et des nouveaux opérateurs agréés. Les deux plafonds proposés dans cet amendement correspondent aux recommandations du rapport pour avis de Mme la députée Claudia ROUAUX, sur la mission Sport, jeunesse et vie associative du projet de loi de finances pour 2023.

En ce qui concerne la taxe sur les jeux de la FdJ, le projet de loi de finances pour 2024 évalue le rendement prévisionnel de ce prélèvement à 246 millions d'euros mais n'en affecte la part du produit à l'ANS qu'à hauteur de 29%. Pour la taxe sur les paris sportifs, la part affectée est encore plus faible à 19% alors que le rendement prévisionnel est estimé à 181,7 millions d'euros.

L'augmentation du plafond de ces deux taxes permettrait de réduire le poids sur le budget général de l'Etat, et particulièrement sur le programme Sport de la baisse de ces dernières années du rendement de la troisième taxe affectée affectée à l'ANS qu'est la contribution sur la cession à un service de télévision des droits de diffusion de manifestations ou de compétitions sportives (dite « taxe Buffet »).

De plus, ces nouvelles ressources offriraient des possibilités plus étendues de soutien au développement de la pratique amateur du sport, notamment pour les publics et territoires prioritaires, ainsi que des financements à la construction et à la rénovation énergétique des équipements sportifs.





N°	I-1149
----	--------

## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. DOSSUS et Grégory BLANC, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUODECIES

Après l'article 3 duodecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au huitième alinéa du 3<sup>o</sup> de l'article 83 du code général des impôts, les mots : « de la puissance administrative du véhicule, retenue dans la limite maximale de sept chevaux, du type de motorisation » sont remplacés par les mots : « des émissions de dioxyde de carbone, de la masse en ordre de marche ».

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Le présent amendement a pour objet de moduler le remboursement des frais de déplacement déductibles de l'impôt sur le revenu en fonction des émissions de CO<sub>2</sub> et de la masse en ordre de marche des véhicules de tourisme, en cohérence avec les évolutions fiscales proposées par la Convention citoyenne pour le climat et inscrites dans la loi de finances pour 2021.

Il répond à la proposition SD – A1.2 de la Convention citoyenne pour le climat.





N°	I-1150
----	--------

**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DOSSUS et Grégory BLANC, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 40 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 est ainsi modifié :

1° Au I, après l'année : « 2022 », sont insérés les mots : « et du premier exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 » ;

2° Au premier alinéa du II, les mots : « de l'exercice mentionné » sont remplacés par les mots : « de l'un des deux exercices mentionnés » ;

3° Le A du III est ainsi modifié :

a) Le premier alinéa est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

« A. – Au titre de l'année 2022, l'assiette de la contribution temporaire de solidarité est égale à la différence, si elle est positive, entre le résultat imposable constaté au titre du premier exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 et 120 % du montant défini au troisième alinéa du présent A.

« Au titre de l'année 2023, l'assiette de la contribution temporaire de solidarité est égale à la différence, si elle est positive, entre le résultat imposable constaté au titre du premier exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 et 120 % du même montant défini au troisième alinéa du présent A. » ;

b) Au deuxième alinéa, les mots : « au premier alinéa » sont remplacés par les mots : « aux deux premiers alinéas » et les mots : « l'exercice mentionné au I » sont remplacés par les mots : « le premier exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 » ;

c) Au troisième alinéa, les mots : « au deuxième alinéa » sont remplacés par les mots : « aux deux premiers alinéas ».

**OBJET**

Cet amendement vise à proroger pour un an la contribution temporaire de solidarité instituée par l'article 40 de la loi de finances pour 2023 et portant sur les secteurs de l'extraction, de l'exploitation minière, du raffinage du pétrole ou de la fabrication de produits de cokerie.



Cette prorogation se justifie par le caractère prolongé de l'inflation des prix de l'énergie.

Le groupe Écologiste Solidarité et Territoires rappelle que cet amendement, déposé par le député M. Pascal Lecamp appartenant à la majorité, a été adopté en commission des finances de l'Assemblée nationale sans être retenu dans le texte du gouvernement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DOSSUS et Grégory BLANC, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 2

## I. – Alinéa 5

Remplacer le montant :

11 294 €

par le montant :

11 380 €

## II. – Alinéas 7 et 8

Supprimer ces alinéas.

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant des I et II, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement propose d'indexer de manière différenciée les différentes tranches du barème de l'IR afin de mieux cibler les efforts financiers consentis à l'article 2 du PLF pour 2024 vers les classes moyennes pour un coût inférieur à la mesure présentée par le Gouvernement. Dans ce sens, il est proposé de surindexer la première tranche d'imposition, de conserver l'indexation sur l'inflation pour la deuxième tranche et de ne pas indexer sur l'inflation les deux dernières tranches. D'après l'outil de chiffrage Leximpact, cette mesure coûterait aux finances publiques 5,97 Mds € contre 6,1 Mds € pour l'indexation sur l'inflation de toutes les tranches. Elle permettrait de faire baisser en moyenne de 15 euros par an l'imposition des ménages du 5<sup>ème</sup> décile et de faire baisser de 20 euros par an l'imposition des ménages du 6<sup>ème</sup> décile. Enfin, seuls les ménages du dixième décile verraient, très légèrement, leur niveau d'imposition sur le revenu augmenter.

Le groupe Écologiste Solidarité et Territoire rappelle que cet amendement de bon sens, déposé par le député M. Pascal Lecamp appartenant à la majorité, a été adopté en commission des finances de l'Assemblée nationale sans être retenu dans le texte du gouvernement.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DOSSUS et Grégory BLANC, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 5 QUINVICIES

Alinéa 1

Compléter cet alinéa par une phrase ainsi rédigée :

Les dépenses engagées pour cette représentation n'entrent pas dans les bases de calcul du crédit d'impôt mentionné au présent I.

**OBJET**

Le crédit d'impôt spectacle vivant (CISV) est un outil d'une importance majeure pour la scène du spectacle vivant. Il permet aux producteurs de bénéficier d'un crédit d'impôt pour les frais liés aux tournées des artistes en début de carrière et ainsi favoriser la vitalité de la culture française.

Dans le droit actuel, pour ouvrir droit au crédit d'impôt, les dépenses doivent porter sur un spectacle présenté dans un lieu dont la jauge est inférieure à un nombre défini par catégorie de spectacle, soit 2100 places. Si cette jauge est dépassée, alors le droit au crédit d'impôt tombe pour le reste de la tournée car le législateur a considéré que l'artiste a atteint un seuil de notoriété suffisant pour pouvoir s'en passer.

Or, il arrive souvent que des artistes, pour des raisons promotionnelles, réalisent en milieu de tournée des dates dans des salles importantes, avant ensuite de revenir à des jauges plus limitées, ce qui fait perdre à leur producteur le bénéfice du crédit d'impôt.

Pour y remédier, un amendement voté à l'Assemblée nationale au présent PLF prévoit d'autoriser une date "importante" dans une tournée sans que cela n'enlève le bénéfice du crédit d'impôt. Lors de l'examen en commission des finances au Sénat, il a été souligné que cet amendement serait trop généreux et qu'un retour au droit actuel serait préférable.

Les auteurs de l'amendement - bien que favorables au dispositif voté à l'Assemblée nationale - souhaitent ici proposer une solution de compromis : le crédit d'impôt serait maintenu en cas de dépassement des jauges à l'occasion d'une date particulière MAIS cette date en question n'ouvrirait pas droit au crédit d'impôt. Les auteurs de l'amendement estiment que cette rédaction nouvelle pourrait satisfaire à la fois les parlementaires soucieux de soutenir la création que celles et ceux attachés à la bonne tenue des finances publiques.

Cet amendement a été rédigé en coordination avec le Syndicat des Musiques Actuelles







**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DOSSUS et Grégory BLANC, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 3 SEXIES

## I. - Alinéa 11

Remplacer cet alinéa par deux alinéas ainsi rédigés :

e) Le quatrième alinéa est remplacé par un alinéa ainsi rédigé :

« L'exonération est calculée au prorata de la surface habitable des logements sociaux ou intermédiaires que le cessionnaire s'est engagé à réaliser et à achever, ou à réhabiliter, par rapport à la surface totale des constructions mentionnées sur le permis de construire ou la déclaration préalable du programme immobilier ou de l'opération. Elle est totale pour les organismes mentionnés au a du présent 7° lorsque le prorata dépasse 80 %. » ;

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La rédaction actuelle du 4<sup>ème</sup> alinéa du 7° du II de l'article 150 U du Code général des impôts subordonne l'exonération fiscale de la plus-value réalisée sur la vente d'un bien immobilier au dépôt d'un permis de construire. Elle limite donc les projets de réalisation de logements sociaux éligibles.

Cette contrainte est contreproductive dès lors que la réalisation de logements ne suppose pas systématiquement des demandes de permis de construire : un grand nombre d'opérations sont, en effet, des opérations de réhabilitation qui ne nécessitent pas de telles demandes d'autorisation d'urbanisme.

Cependant, lors des négociations foncières, cet argument d'exonération de plus-values constitue un réel levier en vue de faire aboutir la cession desdits biens, couplé au besoin de conduire le développement du logement social dans les quartiers où les prix de l'immobilier sont élevés et où ce type d'offre sociale est rare.

Le présent amendement vise à adapter la rédaction de l'article 150 U du Code général des impôts. Il élargit l'exonération fiscale des plus-values en vue de la création de logements sociaux aux cas de réhabilitations ne nécessitant pas de permis de construire.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme GUHL, M. Grégory BLANC, Mme SENÉE, MM. DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE, GONTARD et JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le A de l'article 278-0 bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Les activités relatives à la réparation de cycles, chaussures et articles en cuir et retouches textiles ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement a pour objet de fixer un taux de TVA réduit de 5,5 % sur les activités de réparation de cycles, chaussures et articles en cuir et retouches textiles.

Il vise à favoriser et à encourager ces activités de proximité, qui à ce jour peinent à trouver un essor économique.

La nécessité d'introduire des dispositifs permettant de réduire les coûts de réparation et d'allonger la durée de vie des produits est de plus en plus évidente. La loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie prévoit la création de fonds de réparation pour les produits des filières à responsabilité élargie des producteurs. Cependant, le déploiement se fait progressivement selon le calendrier d'approbation des différentes filières, et les travaux relatifs à la mise en place du premier fonds de réparation montrent qu'il ne sera pas suffisant pour encourager les consommateurs à faire réparer leurs produits plus souvent.

Il est crucial d'inciter les consommateurs à adopter progressivement des comportements plus responsables en promouvant la réparation plutôt que l'achat de produits neufs. En effet, prolonger la durée de vie des produits est un des piliers de l'économie circulaire.

Cet amendement a pour objet de fixer un taux de TVA réduit de 5,5 % sur les activités de réparation de cycles, chaussures et articles en cuir et retouches textiles.

Il vise à favoriser et encourager ces activités de proximité, qui à ce jour peinent à trouver un essor économique.

La Directive européenne 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) permet déjà d'instaurer en France un taux réduit pour la réparation des cycles, des chaussures, des articles en cuir et des vêtements (article 106 et annexe IV). Sept pays de l'Union européenne ont déjà adopté une TVA réduite sur ces activités avec des taux allant de 5 à 8 % (Belgique, Suède, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, et Portugal).

Ces trois secteurs représentent plus de 12 000 entreprises, emploient environ 19 000 actifs et pèsent près de 492 millions d'euros de chiffre d'affaires.

L'impact d'une TVA à taux réduit à 5,5 % aboutirait, à périmètre constant, à une baisse de recettes pour l'État de 50 millions d'euros. Mais cette baisse de recettes pour l'État serait financièrement compensée par les effets positifs du développement du secteur, en termes de chiffres d'affaires et d'emploi de proximité (indemnités chômage), mais également par une réduction à la source de déchets et de leur coût de traitement, ainsi que par l'ancrage de services et activités propres à développer du lien social dans les territoires.

L'adoption d'une TVA à taux réduit permettrait :

- l'envoi d'un signal fort adressé aux acteurs de la réparation, cohérent avec la feuille de route du Gouvernement pour une économie 100 % circulaire et le projet de loi de lutte contre le gaspillage et l'économie circulaire ;
- une consolidation des métiers de la réparation, qui reposent aujourd'hui sur un modèle économique fragile ;
- une incitation forte à la réduction du travail dissimulé qui pourrait freiner le développement d'un véritable secteur économique ;
- des créations d'emploi.

Une TVA à taux réduit contribuerait également à l'implantation ou la réimplantation de ces activités dans les centres-villes, en cohérence avec les programmes Action Cœur de Ville et Petites Villes de Demain porté par le Gouvernement et conformément à l'esprit du plan France Relance.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

C	
G	

Mme GUHL, MM. Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, M. BENARROCHE, Mme DANIEL, MM. FERNIQUE, GONTARD et JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, MM. PARIGI et SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 OCTODECIES**

Après l'article 3 octodecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 757 B du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le I est ainsi modifié :

a) À la fin du premier alinéa, les mots : « à concurrence de la fraction des primes versées après l'âge de soixante-dix ans » sont supprimés ;

b) Le second alinéa est supprimé ;

2° Le II est abrogé.

**OBJET**

Le présent amendement vise à intégrer la transmission d'assurances-vie au barème général des droits de mutation à titre gratuit.

À l'heure actuelle, la transmission d'assurance-vie fait l'objet d'une fiscalité dérogatoire complexe, avec des barèmes hétérogènes en fonction de la date de l'ouverture du contrat et des âges auxquels ont été effectués les versements. La transmission de patrimoine via l'assurance-vie est en très forte augmentation.

Selon la fédération française de l'assurance, les transmissions de contrat d'assurance-vie se sont élevées à 44 milliards d'euros en 2019, soit plus du double qu'en 2006. Le conseil d'analyse économique évalue le coût de ce dispositif fiscal à environ 4 à 5 milliards d'euros.

L'abrogation de cette exonération spécifique à la transmission d'un contrat d'assurance-vie, en la faisant rentrer dans le barème global des DMTG, constitue une mesure de justice fiscale qui s'inscrit dans une logique globale de réduction des droits de succession pour la majorité des Françaises et des Français, et une progressivité renforcée pour les plus gros patrimoines afin de réduire les inégalités liées à la transmission du patrimoine.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme GUHL, MM. Étienne BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE, GONTARD et JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 17

Après l'article 17

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – La section XX ter du chapitre III du titre I<sup>er</sup> de la première partie du livre I<sup>er</sup> du code général des impôts est ainsi rétablie :

« Section XX ter

« Taxe sur les programmes de rachats d'actions

« Art. 235 ter ZD ter. – I. – Une taxe s'applique à toute opération d'achat par la société émettrice de ses propres actions au sens du II de l'article L. 225-206 du code de commerce.

« II. – La taxe est assise sur la valeur d'acquisition des actions.

« III. – Le taux de la taxe est fixé à 1 %.

« IV. – La taxe est due par la société émettrice procédant au rachat de ses propres titres.

« V. – La taxe s'applique aux sociétés dont le siège social est situé en France, dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé ou sur un système multilatéral de négociation selon le chapitre X du code de commerce et qui réalisent un chiffre d'affaires de plus d'un milliard d'euros.

« VI. – La taxe est exigible le premier jour du mois suivant celui au cours duquel s'est produite l'opération d'achat de ses propres actions par la société émettrice.

« VII. – La taxe est constatée, recouvrée et contrôlée selon les procédures et sous les mêmes sanctions, garanties et privilèges que les taxes sur le chiffre d'affaires. Les réclamations sont présentées, instruites et jugées selon les règles applicables à ces mêmes taxes. »

**OBJET**

Cet amendement vise à mettre en place une taxe sur les programmes de rachats d'actions à un taux de 1 % de l'opération.

Les rachats d'actions, opérations par lesquelles les entreprises rachètent leurs propres actions sur le marché, ont considérablement augmenté en France et à l'international ces dernières années et ont quasi doublé sur un an.

Ces opérations servent dans les faits en grande partie des objectifs de court terme : rémunérer les actionnaires en complément du versement de dividendes, soutenir le cours de la Bourse ou encore augmenter le bénéfice par action.

Afin d'inciter les entreprises à adopter une allocation plus équilibrée de leur trésorerie entre rachats d'actions, versement de dividendes, mise en réserve, investissement et partage de la valeur, cet amendement vise à mettre en place une taxe sur les programmes de rachats d'actions à un taux de 1 % de l'opération. Cette taxe serait payée par les entreprises procédant à ces rachats.

Seules les entreprises cotées dont le chiffre d'affaires excéderait 1 Md€ seraient concernées par cette taxe.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme GUHL, MM. Étienne BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE, GONTARD et JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mmes OLLIVIER et PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUOVICIES

Après l'article 3 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Les articles du code général des impôts modifiés par les articles 28 et 29 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 sont rétablis dans leur rédaction antérieure à la publication de cette même loi.

II. – L'article L. 315-4 du code de la construction et de l'habitation est rétabli dans sa rédaction antérieure à la publication de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018.

III. – Les articles du code monétaire et financier modifiés par l'article 28 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 sont rétablis dans leur rédaction antérieure à la publication de cette même loi.

IV. – Les articles du code de la sécurité sociale modifiés par l'article 28 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 sont rétablis dans leur rédaction antérieure à la publication de cette même loi.

V. – L'article L. 16 du livre des procédures fiscales est rétabli dans sa rédaction antérieure à la publication de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018

**OBJET**

Notre amendement propose de mettre un terme au mécanisme du prélèvement forfaitaire unique (PFU)

Mettre en place un mécanisme de lisibilité fiscale tel que celui proposé alors ne peut effacer que cette flat tax s'est adressée et s'adresse justement à ceux parmi nos concitoyens qui ont les moyens financiers pour obtenir l'information nécessaire à la compréhension des règles d'imposition.

Le mécanisme aussi rapidement institué dès 2018 présente de plus un effet d'éviction pour les hauts cadres dirigeants et grands détenteurs des actions contribuable redevable de l'impôt sur le revenu déjà présent sur le territoire : incités à immédiatement tirer bénéfice d'une législation soudainement permissive, les plus aisés sont structurellement poussés à s'affranchir de prélèvements au moins temporairement affranchis du principe pourtant essentiel de progressivité de l'impôt.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

Le mécanisme du PFU additionné à la transformation de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune (ISF) ramené à un Impôt sur la Fortune Immobilière (IFI) a pourtant été présenté comme un outil pour faire revenir dans l'impôt français des citoyens domiciliés fiscalement à l'étranger. Et plus généralement, des promesses faites pour un retour substantiel de l'investissement productif privé n'ont pas donné d'effets notables, cela avant que la puissance publique se fasse le soutien direct massif de l'ensemble du secteur privé marchand avec la crise pandémique.

Face à l'échec de cette politique publique, ses effets profondément lésionnaires à moyen et long terme pour nos finances publiques et nos politiques publiques qu'elles financent, nous insistons pour relever le côté destructeur vis-à-vis de notre environnement : le PFU pousse les acteurs économiques et leurs dirigeants à faire primer le choix comptable immédiat le plus avantageux, au détriment de choix plus complexes pondérant dans la donne économique les enjeux sociaux et environnementaux, par essence alimentés par des facteurs davantage long terme.

Dans ce contexte, nous ne pouvons que proposer la suppression la plus rapide de ce bouclier fiscal.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme GUHL, MM. Étienne BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE, GONTARD et JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEXIES

Après l'article 3 sexies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le titre Ier de la première partie du livre Ier du code général des impôts est ainsi modifié :

1° À l'article 160 quater, après la première occurrence du mot : « prévues », sont insérés les mots : « à l'article 19 quaterdecies de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération ou » ;

2° L'article 210 D est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, après le mot : « visée », sont insérés les mots : « à l'article 19 quaterdecies de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération ou » ;

b) À la fin de la première phrase du a, les mots : « de production » sont supprimés ;

c) À la première phrase du b, après le mot : « dans », sont insérés les mots : « les excédents d'exploitation ou » ;

d) Le dernier alinéa est ainsi modifié :

- après le mot : « mentionné », sont insérés les mots : « au dernier alinéa de l'article 19 quaterdecies de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 et » ;

- le mot : « précitée » est supprimé.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à adapter le régime fiscal des plus-values pour un associé d'une Scic sur celui d'un associé d'une Scop par souci de cohérence et de simplification.

Cela permet par ailleurs de faciliter le processus de transformation en Scic.

L'article 19 quaterdecies de la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 prévoit la possibilité et les conditions pour qu'une société puisse se transformer en société coopérative d'intérêt collective (Scic). Notamment, il prévoit que : « L'écart de valorisation qui peut résulter de l'opération entre la valeur nominale des parts sociales annulées et la valeur déterminée lors de la modification des statuts peut être comptabilisé, pour tout ou partie, à l'actif du bilan de la société, dans les conditions fixées par un règlement de l'Autorité des normes comptables. » L'Autorité des normes comptables a récemment publié ce règlement (règlement ANCn°2021-04 du 2 juillet 2021 modifiant le règlement CRC n°2009-07 du 3 décembre 2009 relatif à la transformation d'une société en Scop) en appliquant aux Scic le même régime qu'aux sociétés coopératives de production (Scop).

Or, le régime encadrant le traitement des opérations de transformation d'une Scop inclut également les 160 quater et 210-D du CGI. Ces deux articles précisent le régime applicable et aménagent ses conséquences dans le temps, mais n'ont pas d'effet sur la base ou le taux d'imposition.

Cette mesure n'aura donc pas de coût pour les finances publiques, mais si la perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

L'article 160 quater précise que la plus-value correspondant à la différence entre la valeur de remboursement du titre et son prix de revient est assimilée pour l'associé qui se retire de la société à l'issue de sa transformation en Scop, à une plus-value de cession de valeurs mobilières ou de droits sociaux.

L'article 210-D applique à l'écart de revalorisation une imposition décalée dans le temps calquée sur le régime des fusions : les plus-values afférentes aux immobilisations amortissables sont réintégrées par cinquième dans les excédents nets de gestion imposables sur une période de cinq ans à compter de l'exercice de transformation. En contrepartie, les amortissements et les plus-values ultérieures sont calculés sur la nouvelle base comptable. Les plus-values sur éléments non amortissables font l'objet d'un report de taxation jusqu'à la cession à titre onéreux par la Scop.

Cet amendement est issu d'une proposition de la Confédération générale des Scop.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme GUHL, MM. Étienne BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE, GONTARD et JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 237 bis A du code général des impôts, il est inséré un article 237 bis B ainsi rédigé :

« Art. 237 bis B. – Jusqu'au 31 décembre 2030, les sociétés peuvent pratiquer une déduction pour transformation afin de permettre leur transformation en société coopérative de production.

« La déduction pour transformation s'exerce à la condition que l'entreprise ait inscrit à un compte courant ou affecté ouvert auprès d'un établissement de crédit une somme correspondant au montant de la déduction. Les intérêts produits par cette réserve et qui sont capitalisés dans le compte d'affectation ne sont pas soumis à l'impôt.

« II. – 1. Le montant de la déduction est plafonné, pour chaque exercice, au montant du résultat net imposable de l'exercice précédent.

« La totalité de la déduction ne peut pas dépasser un montant maximum de 500 000 €.

« 2. Les sommes placées en réserves et leurs intérêts capitalisés doivent être utilisés au cours des sept exercices qui suivent celui au cours duquel la déduction a été réalisée pour procéder au rachat ou au remboursement du capital d'associés par l'entreprise dans le cadre de sa transformation en société coopérative de production en application des articles 48 et suivants de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives de production.

« Le compte courant ou affecté mentionné au I retrace exclusivement les opérations définies au premier alinéa du présent 2.

« Les sommes déduites et les intérêts capitalisés ainsi utilisés sont rapportés au résultat de l'exercice suivant celui de leur utilisation.

« Lorsque la déduction n'est pas utilisée en totalité pour le rachat ou le remboursement d'associés dans le cadre de la transformation, le surplus est rapporté au résultat de l'exercice suivant celui de la transformation en société coopérative de production.

« Lorsque ces sommes et intérêts ne sont pas utilisés dans le délai prévu au premier alinéa du 2 du II, ils sont rapportés aux résultats du septième exercice suivant celui au titre duquel la déduction a été

pratiquée et sont majorés d'un montant égal au produit de ces sommes et intérêts par le taux d'intérêt légal en vigueur à la date de clôture de l'exercice au cours duquel les sommes et intérêts sont rapportés au résultat.

« Lorsque ces sommes et intérêts sont prélevés dans des cas autres que celui mentionné au premier alinéa du présent II, ils sont rapportés au résultat imposable de l'exercice d'utilisation, majorés d'un montant égal au produit de cette somme par le taux de l'intérêt de retard prévu à l'article 1727.

« III. – Le présent article n'est pas applicable aux transformations qui utiliseraient les dispositions de l'article 25 et du titre IV de la loi du 19 juillet 1978 précitée.

« Une société coopérative de production qui bénéficie des dispositifs prévus à l'article 49 ter de la loi du 19 juillet 1978 peut pratiquer une déduction pour transformation dans les conditions prévues au I et II du présent article.

« IV. – Un décret fixe les obligations déclaratives des sociétés concernées. »

II. – Le second alinéa de l'article 32 de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production est ainsi rédigé :

« La provision pour investissement définitivement libérée à l'expiration du délai visé à l'article L. 3324-10 du code du travail, ou rapportée au bénéfice imposable dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 442-9 du même code, ainsi que les sommes épargnées et rapportées en application de l'article 237 bis B du code général des impôts sont affectés à un compte de réserves exceptionnelles et n'entrent pas dans les excédents nets de gestion. »

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

## **OBJET**

Cet amendement a été élaboré avec la Confédération générale des Scop et propose la création d'un dispositif favorisant l'épargne de trésorerie avant transformation pour les entreprises souhaitant se transformer en Scop.

La transformation de société en Scop se heurte souvent au coût de rachat des parts du chef d'entreprise sortant, dès lors que l'entreprise est en bonne santé.

Le dispositif proposé permettrait de faciliter le rachat par l'entreprise d'actions du ou des associés sortant avant transformation, et s'inspire du dispositif de l'ancienne déduction pour aléa, aujourd'hui déduction pour épargne de précaution définie à l'article 73 du Code général des impôts.

Ce dispositif permet à un exploitant agricole de verser une partie de son résultat sur un compte bancaire spécifique, pour ne l'utiliser que dans des conditions prévues par la loi.

Les sommes versées sont exclues de l'assiette de l'impôt sur les sociétés. Lors de leur utilisation, ces sommes sont réintégrées dans l'assiette de l'IS.

Transposé aux Scop, ce dispositif leur permettrait de se verser une partie de leur résultat sur un compte spécifique pour être utilisé au plus tard dans les 7 ans pour le rachat des actions ou parts sociales des associés sortants. Lors de leur utilisation, ces sommes seraient réintégrées dans l'assiette de l'IS. En cas de non-utilisation ou de mauvaise utilisation, les sommes seraient réintégrées et majorées au taux d'intérêt légal ou de retard.

La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme GUHL, MM. Étienne BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE, GONTARD et JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL AVANT L'ARTICLE 32****Avant l'article 32**

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article L. 124-6 du code de l'éducation est ainsi rédigé :

« Art. L. 124-6. – Lorsque la durée du stage ou de la période de formation en milieu professionnel est comprise entre un mois et trois mois au cours d'une même année scolaire ou universitaire, le stage ou la période de formation en milieu professionnel fait l'objet d'une rémunération versée mensuellement dont le montant minimal est fixé à 60 % du salaire minimum de croissance, qui peut être majorée par convention de branche, par accord professionnel étendu ou par accord entre le stagiaire et l'organisme d'accueil.

« Lorsque la durée du stage ou de la période de formation en milieu professionnel est supérieure à trois mois au cours d'une même année scolaire ou universitaire, le stage ou la période de formation en milieu professionnel fait l'objet d'une rémunération versée mensuellement dont le montant minimal est fixé à 80 % du salaire minimum de croissance, qui peut être majorée par convention de branche, par accord professionnel étendu ou par accord entre le stagiaire et l'organisme d'accueil.

« La rémunération est due dès le premier jour du stage pour les stages concernés par une rémunération obligatoire des alinéas un et deux de l'article L. 124-6 du code de l'éducation. Son montant minimal forfaitaire n'est pas fonction du nombre de jours ouvrés dans le mois. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

De plus en plus d'étudiant-e-s s'enfoncent dans la précarité. Une enquête menée par l'IFOP a révélé que 36 % des étudiant-e-s se privent régulièrement d'un repas par manque d'argent. 58 % d'entre eux sont inscrits aux distributions alimentaires. Cette situation préoccupante appelle des mesures politiques urgentes visant à leur assurer une vie digne.

Au cours de leurs années universitaires, le recours au stage est soit encouragé, soit obligatoire pour valider une formation. Le stage doit permettre une meilleure connaissance du monde du travail et ce faisant une meilleure adaptation une fois le parcours universitaire terminé. Si son principe n'est pas remis en cause, la précarité des stagiaires est l'une des composantes des difficultés des étudiant-e-s. Pourtant, les stagiaires participent activement aux tâches quotidiennes d'une entreprise et doivent donc être rémunéré-e-s à la hauteur de leur travail.

Cet amendement propose ainsi qu'ils et elles bénéficient d'une rémunération valorisée et corrélée à la durée du stage. Actuellement, la même indemnité pour tous les types de stage défavorisent les stages d'observation et précarisent les quasi-diplômés.

Les stages de courte durée (moins d'un mois) peuvent être utiles pour les étudiant-e-s au début de leur cursus dans une optique d'observation et de découverte. Ils sont donc appréhendés de manière différente par rapport aux stages réalisés à la fin du cursus professionnel par des étudiants formés et quasi-diplômés. Une indemnité trop basse ne fait que les paupériser davantage et créer une situation de dumping social; les entreprises ayant la possibilité de préférer des personnes formées à des emplois juniors. Il est donc proposé les rémunérations suivantes :

Les stages compris entre un et trois mois feront l'objet d'une rémunération versée mensuellement dont le montant minimal est fixé à 60% du salaire minimum. Les stages d'une durée supérieure à trois mois feront l'objet d'une rémunération versée mensuellement dont le montant minimal est fixé à 80% du salaire minimum.

La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme GUHL, MM. Étienne BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE, GONTARD et JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3

Après l'article 3

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article L. 221-3 du code monétaire et financier est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est ainsi rédigé :

« Le livret A est ouvert aux personnes physiques, aux associations mentionnées au 5 de l'article 206 du code général des impôts, aux organismes d'habitations à loyer modéré et organismes agréés au titre de l'article L. 365-2 du code de la construction et de l'habitation, et aux syndicats de copropriétaires. » ;

2° Le troisième alinéa est ainsi rédigé :

« Une même personne ne peut être titulaire que d'un seul livret A ou d'un seul compte spécial sur livret du Crédit mutuel ouvert avant le 1<sup>er</sup> janvier 2009. Toutefois, les organismes d'habitations à loyer modéré et les organismes agréés au titre de l'article L. 365-2 du code de la construction et de l'habitation peuvent ouvrir un ou plusieurs livrets A auprès des établissements de crédit mentionnés à l'article L. 221-1. »

**OBJET**

Les organismes de logement social peuvent contracter des emprunts à long terme assis sur le Livret A, pour financer leur activité de production : Prêt locatif à usage social, Prêt locatif aidé d'intégration. Ils peuvent également placer leur trésorerie sur des Livrets A sans limite de plafond, la loi ALUR ayant étendu la possibilité pour un organisme d'ouvrir plusieurs livrets.

Cette disposition permet ainsi d'améliorer l'utilité et le rendement de cette trésorerie dans un cadre sécurisé et contributif à l'effort de logement.

Les organismes de maîtrise d'ouvrage d'insertion sont issus d'initiatives associatives et ont comme activité la production de logements sociaux d'insertion. Ils sont agréés dans le cadre du Code de la Construction et de l'Habitation article L 365-1 et 2 comme organismes « concourant aux objectifs de la politique d'aide au logement » et constituent à ce titre « des services sociaux relatifs au logement social au sens du j du 2 de l'article 2 de la directive 2006 / 123 / CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur ».

Étant au même titre que les organismes d'habitation à loyer modéré des « services sociaux relatifs au logement social », habilités à souscrire des prêts assis sur le Livret A, il serait légitime et utile qu'ils puissent également ouvrir des Livret A sans plafond afin de placer la trésorerie inhérente à leur activité de maîtrise d'ouvrage d'insertion et de foncière solidaire.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme GUHL, MM. Étienne BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE, GONTARD et JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 UNDECIES**

Après l'article 5 undecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 44 sexies A du code général des impôts, il est inséré un article 44 sexies B ainsi rédigé :

« Art. 44 sexies B. – I. – 1. Les entreprises commerciales de l'économie sociale et solidaire de moins de 10 ans sont exonérées d'impôt sur le revenu ou d'impôt sur les sociétés à raison des bénéfices réalisés au titre du premier exercice ou de la première période d'imposition bénéficiaire, cette période d'exonération totale des bénéfices réalisés ne pouvant excéder douze mois. Les bénéfices réalisés au titre de l'exercice ou période d'imposition bénéficiaire suivant cette période d'exonération ne sont soumis à l'impôt sur le revenu ou l'impôt sur les sociétés que pour la moitié de leur montant.

« 2. Le bénéfice de l'exonération est réservé aux entreprises qui réunissent les conditions fixées au 1 au cours de chaque exercice ou période d'imposition au titre duquel ou de laquelle l'exonération est susceptible de s'appliquer.

« 3. Si à la clôture d'un exercice ou d'une période d'imposition l'entreprise ne satisfait plus à l'une des conditions requises pour bénéficier du statut d'entreprise commerciale de l'économie sociale et solidaire, elle perd définitivement le bénéfice de l'exonération prévue au 1. Toutefois, le bénéfice réalisé au cours de cet exercice ou période d'imposition et de l'exercice ou période d'imposition suivant n'est soumis à l'impôt sur le revenu ou l'impôt sur les sociétés que pour la moitié de son montant.

« 4. La durée totale d'application de l'abattement de 50 % prévu au 1 et au 3 ne peut en aucun cas excéder douze mois. »

II. – Le bénéfice exonéré au titre d'un exercice ou d'une période d'imposition est celui déclaré selon les modalités prévues aux articles 50-0, 53 A, 96 à 100, 102 ter et 103, diminué des produits bruts ci après qui restent imposables dans les conditions de droit commun :

a. Les produits des actions ou parts de société, et les résultats de sociétés ou organismes soumis au régime prévu à l'article 8 ;

b. Les produits correspondant aux subventions, libéralités et abandons de créances ;

c. Les produits de créances et d'opérations financières pour le montant qui excède celui des frais financiers engagés au cours du même exercice ou de la période d'imposition.

III. – Lorsqu'elle répond aux conditions requises pour bénéficier des dispositions de l'un des régimes prévus aux articles 44 sexies, 44 quinquies, 44 sexdecies, 44 septdecies, 244 quater E du code général des impôts ou du régime prévu au présent article, l'entreprise commerciale de l'économie sociale et solidaire peut opter pour ce dernier régime, dans les neuf mois suivants celui de son début d'activité, ou dans les neuf premiers mois de l'exercice ou de la période au titre duquel ou de laquelle l'option est exercée.

IV. – Le bénéfice de l'exonération prévue au I est subordonné au respect du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission, du 18 décembre 2013, relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

V. – Le présent article entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

VI. – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Cet amendement vise à soutenir le développement de l'innovation sociale et environnementale au même titre que l'innovation technologique, en faisant bénéficier les entreprises commerciales de l'ESS des mêmes avantages que les "jeunes entreprises innovantes".

Les jeunes entreprises de l'ESS sont celles qui développent en France l'innovation écologique et sociale qui permet de répondre aux 17 objectifs du développement durable posés par l'ONU et aux grandes transitions d'aujourd'hui et de demain.

Elles doivent donc être au moins autant encouragées que les entreprises faisant de l'innovation purement technique ou scientifique en France qui bénéficient, par exemple, de nombreux avantages grâce au statut de « jeunes entreprises innovantes » (JEI/JEU), notamment fiscaux, et d'une exonération des cotisations patronales de Sécurité sociale pour leur personnel participant à la R&D.

En effet, une JEI peut notamment bénéficier d'une exonération d'impôts sur les bénéfices égale à 100 % lors de son 1<sup>er</sup> exercice bénéficiaire. Elle peut ensuite bénéficier d'une exonération d'impôts sur les bénéfices égale à 50 % pour l'exercice bénéficiaire suivant. Elles peuvent également disposer d'exonération de taxe sur les propriétés bâties ou encore de cotisation foncière des entreprises.

Cela permettrait alors de corriger une distorsion de concurrence existante pour les entreprises sociales et environnementales vis-à-vis des entreprises de la tech.

Cet amendement a été proposé par le Mouvement Impact France



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme GUHL, MM. Étienne BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE, GONTARD et JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 QUINDECIES**

Après l'article 5 quindecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I – Au premier alinéa du 1<sup>o</sup> du I de l'article 199 terdecies-0 A du code général des impôts, le taux : « 18 % » est remplacé par le taux : « 25 % ».

II – Le second alinéa du 1<sup>o</sup> du IV de l'article 199 terdecies-0 A du code général des impôts est supprimé.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à prolonger le taux à 25% de l'incitation fiscale à la prise de capital auprès des PME et des entreprises solidaires agréées ESUS.

L'expérience de ces dernières années nous a prouvé l'efficacité de la majoration du taux à 25%. L'investissement au capital des ESUS l'illustre parfaitement : après avoir chuté de 38% en 2018 à la suppression de l'ISF, il a connu un bond en 2020 au retour du dispositif, avec une hausse de plus de 20% (chiffres issus des Zooms de la finance solidaire de FAIR). Il ne faut ainsi pas sous-estimer l'incitation créée par ces taux majorés, qui jouent un rôle capital dans la décision d'investir des particuliers.

Le dispositif a un coût mesuré : en 2022, les dépenses fiscales liées aux réductions d'impôt pour la souscription en numéraire au capital initial ou aux augmentations de capital des PME était estimé à 57M€ (chiffres issus des observations définitives de la Cour des Comptes sur l'épargne réglementée 2016-2021). Cela représente une différence d'environ 16M€ entre un taux à 18% et un taux à 25%. Pour les ESUS seules, la dépense fiscale est estimée à 10M€.

En parallèle, en permettant aux PME et aux ESUS d'avoir accès à des financements en fonds propres, l'incitation fiscale leur permet de maintenir et de développer des activités économiques sur les territoires, ainsi que des activités à fort impact social et environnemental, ce qui a un impact budgétaire positif.

Un prolongement du taux à 25% du taux de réduction de l'impôt sur le revenu pour les investissements réalisés dans des PME, notamment agréées ESUS, permettrait de continuer d'inciter l'investissement de particuliers dans ces sociétés à forte utilité sociale et au rendement financier limité.

En raison des délais de notification à la Commission européenne, le taux bonifié prend chaque année un retard d'application qui rend plus difficile la collecte d'épargne solidaire. La bonification de ce taux ne devrait donc pas être annuelle, mais pluriannuelle, jusqu'à 2025 comme le permet la décision de la Commission européenne. Cela garantirait une stabilité et une meilleure visibilité, permettant aux entreprises ESUS de mieux planifier leurs levées de fonds.

Cet amendement a été proposé par FAIR





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme GUHL, MM. Étienne BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE, GONTARD et JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 28 A

Après l'article 28 A

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le dernier alinéa de l'article 1 A de l'ordonnance n° 2005-722 du 29 juin 2005 relative à la Banque publique d'investissement est complété par les mots : « et à la publication d'un bilan carbone et d'un plan de transition, tels que définis dans l'article R. 229-47 du code de l'environnement, pour toute entreprise de plus de cinq-cents salariés ».

**OBJET**

L'article 1 A de l'ordonnance du n° 2005-722 dispose que la Banque publique d'investissement « apporte son soutien à la mise en œuvre de la transition écologique et énergétique ».

Toutefois, force est de constater qu'aujourd'hui de trop nombreuses entreprises bénéficiant du soutien de la BPI considèrent leur impact environnemental comme une variable d'ajustement plutôt que comme un périmètre essentiel de leur stratégie et de leur modèle d'affaires.

Pour transformer notre tissu économique vers un modèle plus durable, plus sobre et plus efficace, et pour aligner nos entreprises sur l'objectif de l'Accord de Paris, il est essentiel que l'argent public injecté dans les entreprises françaises permette également de les inciter à réduire leurs émissions de gaz à effets de serre.

Cet amendement propose donc de conditionner le soutien de Bpifrance à la publication d'un bilan carbone et d'un plan de transition pour toute entreprise de plus de cinq-cent salariés.

Cette disposition de bon sens ne pèsera pas sur le développement des entreprises françaises compte tenu des nombreuses subventions publiques déjà existantes pour ces prestations, comme celles de l'ADEME ou de Bpifrance. Cette disposition leur permettra même de prendre de l'avance sur la réglementation européenne et de faire de ces données environnementales un réel avantage concurrentiel.

Enfin, cette disposition permettra de renforcer le caractère exemplaire de l'État, et de décupler la réalisation du bilan carbone pour les entreprises, mesure qui peine à décoller malgré son importance cruciale et son caractère obligatoire. En effet, selon l'évaluation de la réglementation des bilans d'émissions de gaz à effet de serre publiée par l'ADEME, le taux de conformité à la réglementation en 2018 n'était que de 35 % pour les entreprises soumises à cette obligation. L'ADEME a même

observé que ces chiffres ont baissé d'année en année, malgré l'instauration d'une sanction depuis 2016 ! Si la sanction ne fonctionne pas pour faire appliquer cette loi, la conditionnalité aux investissements publics semble être un levier efficace et simple à mettre en place pour y parvenir.

Cette mesure indolore pour les finances publiques permettrait donc à la fois d'accompagner efficacement les entreprises dans leurs efforts de décarbonation, et de renforcer l'application des dispositions déjà existantes concernant l'empreinte carbone des entreprises.

Cet amendement a été proposé par le Mouvement Impact France



**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme GUHL

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 4**

Après l'article 4

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après le a septies du I de l'article 219 du code général des impôts, il est inséré deux alinéas ainsi rédigés :

« (...) La part du résultat net bénéficiaire, défini à l'article 38 et non déterminé en application de l'article 238, attribuée aux dividendes des associés ou actionnaires, est soustrait du résultat soumis au taux normal et fait l'objet d'une imposition séparée au taux de 30 %.

« La part du résultat net bénéficiaire, défini à l'article 38 et non déterminé en application de l'article 238, redistribuée aux salariés par des mécanismes transparents ou attribuée à des actions d'intérêt général contribuant aux objectifs de développement durable, est soustrait du résultat soumis au taux normal et fait l'objet d'une imposition séparée au taux de 20 %. »

**OBJET**

L'article 219 du Code général des Impôts dispose que le taux normal de l'impôt sur les sociétés est fixé à 25 %, sans faire de distinction dans les choix d'attribution des bénéfices des entreprises.

Pourtant, la crise sanitaire, puis les pressions sur les prix de l'énergie et sur certains biens essentiels ont révélé le décalage entre le montant des bénéfices alloués aux actionnaires et la réalité vécue par les salariés et les consommateurs. Or, les entreprises ont un rôle majeur à jouer pour converger vers une économie plus juste, moins inégalitaire et respectueuse des limites planétaires.

Cet amendement propose donc d'instaurer un taux majoré d'impôt sur les sociétés à hauteur de 30 % pour la part des bénéfices distribuée aux actionnaires et de minorer ce taux à hauteur de 20 % pour la part des bénéfices réinvestie dans l'entreprise, redistribuée aux salariés ou attribuée à des actions d'intérêt général. Ce mécanisme à encaissement constant pour l'Etat encouragera les entreprises à partager la valeur qu'elles créent aux salariés et à réinvestir leurs bénéfices dans des actions concrètes en faveur de la transition écologique et sociale.

Cet amendement a été travaillé avec le Mouvement Impact France.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme GACQUERRE

ARTICLE 6

<b>C</b>	
<b>G</b>	

## I. – Alinéas 2 à 6

Supprimer ces alinéas.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 6 du projet de loi de finances pour 2024 limite le bénéfice du prêt à taux zéro (PTZ) à l'acquisition d'un logement collectif neuf situé en zone tendue.

Ce recentrage, supprimé par voie d'amendement à l'Assemblée nationale et réintroduit par le Gouvernement, présente plusieurs conséquences préjudiciables.

D'abord, il exclut du PTZ les zones dites détendues dans lesquelles le marché immobilier n'est pas plus favorable aux ménages modestes : prix élevés par rapport aux revenus disponibles, taux d'intérêt élevés, et offre de logement social raréfiée. Outil indispensable pour soutenir la demande dans ces zones, le PTZ favorise aussi la revitalisation des centres-villes et des territoires ruraux.

Ensuite, il contraint les ménages modestes éligibles au PTZ à opter pour l'habitat collectif, ce qui peut avoir des incidences sur leur choix de vie et leur pouvoir d'achat. En effet, l'habitat collectif implique souvent des charges de copropriété plus élevées que dans l'habitat individuel, ce qui peut peser sur le budget des ménages.

Enfin et surtout, ce recentrage sur les seuls logements collectifs va accentuer les difficultés d'accès à la propriété sur les logements individuels et dans les zones détendues.

Afin de garantir l'équité territoriale dans toutes les zones, qui toutes subissent la crise du logement, le présent amendement propose de supprimer le recentrage du PTZ pour maintenir le dispositif tel qu'actuellement en vigueur pour les logements neufs dans toutes les zones, qu'ils soient habitat collectif ou individuel.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme GACQUERRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS**

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 199 novovicies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° La seconde phrase des 1° et 2° du VI est supprimée ;

2° La dernière phrase des 1° et 2° du A du VII bis est supprimée ;

3° La seconde phrase des 1° et 2° du E du VIII est supprimée ;

4° La seconde phrase des a et b du 3° du XII est supprimée.

II. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La loi de finances pour 2021 a prorogé de trois ans l'avantage fiscal lié au dispositif Pinel tout en en réduisant progressivement son taux.

Mais l'effondrement actuel des ventes de logements (en glissement annuel sur le premier semestre 2023, -38% dans l'individuel diffus et -33 % dans le collectif), sans compter les agréments HLM qui plafonnent à 95 000 unités par an depuis 2021 (contre 110 000 à 120 000 les années précédentes), sont générateurs d'une inévitable crise du logement.

Cette baisse des ventes bloque l'alimentation en neuf du segment du locatif privé détenu par des bailleurs personnes physiques. Or, ce levier permet le maintien en volume du parc, d'autant que les investisseurs institutionnels s'en retirent à nouveau. Ces ménages bailleurs s'avèrent, au surplus, très sensibles aux dispositifs fiscaux de soutien. La suppression d'un dispositif puissant (Périssol, Robien, Scellier) ou son rabotage (Pinel) se traduisent systématiquement par une chute des ventes, de moitié en ordre de grandeur.

Par ailleurs, les difficultés d'accès au crédit immobilier que subissent les acquéreurs, ralentissent la vente des logements éligibles, réduisant d'autant le nombre logements à loyer abordable destinés à la location dans les zones tendues.

Ainsi, il est proposé de maintenir les taux de réduction d'impôt tels que prévus en 2022 sur l'année 2024, date à laquelle le dispositif Pinel prend fin. Un tel délai permettrait de relancer à la fois la construction neuve et le logement locatif à loyers maîtrisés.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme GACQUERRE

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Les dispositions de l'article 279-0 bis A du code général des impôts s'appliquent, par dérogation au 3° du I de cet article, aux opérations pour lesquelles le permis de construire a été déposé à une date antérieure au 4 octobre 2023 et dont la déclaration d'achèvement des travaux n'a pas été déposée avant le 4 octobre 2023, date d'entrée en vigueur de l'arrêté du 2 octobre 2023 modifiant l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 2014 pris en application de l'article D. 304-1 du code de la construction et de l'habitation pour définir les communes classées dans les zones géographiques se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements entraînant des difficultés d'accès au logement sur le parc locatif.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement a pour objet de préciser l'application du régime fiscal du logement locatif intermédiaire, taux réduit de 10 % de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et créance d'impôt sur les sociétés (IS) aux communes classées en zones tendues.

Le zonage conventionnellement appelé ABC effectue un « classement des communes du territoire national en zones géographiques en fonction du déséquilibre entre l'offre et de la demande de logements ». Par ordre décroissant de tension, les zones géographiques sont : Abis, A, B1, B2 et C. La zone A bis est incluse dans la zone A, les zones B1 et B2 forment la zone B.

Un arrêté du 2 octobre dernier a ainsi reclassé 154 communes en zone tendue (B1 ou A) alors qu'elles étaient précédemment classées en zone B2 ou C. Ces communes ont été confrontées depuis plusieurs années à une augmentation rapide des prix de vente et de loyers mesurés par les indicateurs de suivi mis en place. Cet engagement, pris par la Première ministre lors de la restitution du CNR Logement en juin 2023, a été concrétisé après des concertations tenues avec les préfets de département et les élus locaux concernés, au travers notamment de leurs associations, de sorte d'affiner la liste des communes.

Suite à l'entrée en vigueur à compter du 4 octobre 2023 de l'arrêté de reclassement de 154 communes en LLI, cet amendement précise que le dispositif peut s'appliquer aux opérations dès lors que le permis de construire, considéré comme le fait générateur, a été déposé à une date antérieure à l'entrée

en vigueur de l'arrêté et dont la déclaration d'achèvement des travaux n'a pas été déposée avant le 4 octobre 2023.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme GACQUERRE

ARTICLE 5 DUODECIES

<b>C</b>	
<b>G</b>	

Rédiger ainsi cet article :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 1 de l'article 32 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, le taux : « 30 % », est remplacé par le taux : « 40 % » ;

b) Au premier et au second alinéas, le montant : « 15 000 € » est remplacé par le montant : « 23 000 € » ;

2° Le 1 de l'article 50-0 est ainsi modifié :

a) Au 1°, après les mots : « à consommer sur place », la fin de l'alinéa est supprimée ;

b) Après le même 1°, sont insérés trois alinéas ainsi rédigés :

« 1° bis 100 000 € s'il s'agit d'entreprises dont le commerce principal est de fournir le logement, à l'exclusion de la location directe ou indirecte de locaux d'habitation meublés ou destinés à être loués meublés, autres que ceux mentionnés au 2° du III de l'article 1407, lorsqu'ils satisfont d'un classement de trois étoiles au moins selon les catégories mentionnées à l'article D. 324-2 du code du tourisme, et au 3° du même III ;

« 1° ter 46 000 € s'il s'agit d'entreprises dont le commerce principal est de louer directement ou indirectement des locaux d'habitation meublés ou destinés à être loués meublés pour une durée minimale de neuf mois consécutifs ;

« 1° quater 15 000 € s'il s'agit d'entreprises dont le commerce principal est de louer directement ou indirectement des locaux d'habitation meublés ou destinés à être loués meublés pour une durée n'excédant pas neuf mois consécutifs ou mentionnés au 2° du III de l'article 1407 lorsqu'ils n'entrent pas dans la catégorie visée au 1° bis du présent article ; »

c) À la première phrase du troisième alinéa du 2°, après la référence « 1° », sont insérés les mots : « , d'un abattement de 60 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 1° bis, d'un abattement de 40 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 1° ter, d'un abattement de 30 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 1° quater ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Le secteur du logement est confronté à une grave crise, qui touche à la fois la demande et l'offre. L'offre, en particulier, est contrainte par des chiffres de la construction en berne, aboutissant à une pénurie de logement touchant particulièrement les zones tendues. A cela vient s'ajouter une fiscalité locative qui désavantage la location longue durée et qui favorise la location à courte durée.

Le présent amendement propose une refonte de la fiscalité relative à la location des logements, fondée sur la distinction entre location courte et longue durée, alors que la distinction en vigueur dans la loi fiscale fait une différence entre meublé et non meublé.

Pour ce faire, cet amendement propose que :

- la location d'un bien immobilier meublé de courte durée ou d'un meublé de tourisme non classé ou classé moins de 3 étoiles ouvre droit à un abattement de 30 % des revenus locatifs jusqu'à 15 000 euros ;
- la location d'un bien immobilier non meublé ou meublé de longue durée (bail de plus de 9 mois) ouvre droit à un abattement de 40 % des revenus locatifs jusqu'à 23 000 euros pour les non meublés et 46 000 euros pour les meublés ;
- la location d'un bien immobilier meublé de tourisme classé au moins 3 étoiles, d'un gîte rural ou d'une chambre d'hôtes ouvre droit à un abattement de 60 % jusqu'à 100 000 euros.

L'amendement vise donc à créer un écart entre les meublés de courte durée et ceux de longue durée, tout en maintenant un avantage pour les meublés classés (3 étoiles minimum en l'état actuel des critères de classement) pour soutenir une offre touristique qualitative tout en garantissant la disponibilité d'une offre de logements à l'année dans les territoires touristiques.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme GACQUERRE

C	
G	

ARTICLE 5 DUODECIES

Rédiger ainsi cet article :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 1 de l'article 32 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa et à la première phrase du second alinéa, le montant : « 15 000 € » est remplacé par le montant : « 30 000 € » ;

b) Au premier alinéa, le taux : « 30 % », est remplacé par le taux : « 37 % » ;

2° L'article 50-0 est ainsi modifié :

a) Le 1 est ainsi modifié :

– Au 1°, les mots : « ceux mentionnés aux 2° et 3° du III de l'article 1407 » sont remplacés par les mots : « les locaux classés gîte de France dans les conditions prévues à l'article L. 324-1 du code du tourisme, que les chambres d'hôtes au sens de l'article L. 324-3 du même code et que les meublés de tourisme classés mentionnés au 2° du III de l'article 1407 du présent code lorsqu'ils sont situés dans une commune classée station de sports d'hiver et d'alpinisme au titre du code du tourisme. » ;

– Après le même 1°, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

« 1° bis 30 000 € s'il s'agit d'entreprises dont le commerce principal est de louer directement ou indirectement des meublés de tourisme classés mentionnés au 2° du III de l'article 1407, en dehors de ceux qui sont mentionnés au 1° du présent 1 ;

« 1° ter 15 000 € s'il s'agit d'entreprises dont le commerce principal est de louer directement ou indirectement des meublés de tourisme qui ne sont pas classés au sens de l'article L. 324-1-1 du code de tourisme ou des logements d'habitation meublés au sens de l'article 25-4 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, lorsque lesdits meublés de tourisme ou logements d'habitation ne sont pas situés dans une commune classée station de sports d'hiver et d'alpinisme au titre du code du tourisme. » ;

– Le quatrième alinéa est ainsi modifié :

i. Les mots : « deux catégories définies aux 1° et », sont remplacés par les mots : « quatre catégories définies aux 1° à » ;

ii. Les mots : « de la catégorie mentionnée au 2° respecte la limite mentionnée au même 2° » sont remplacés par les mots : « des catégories mentionnées aux 1° bis à 2° respectent les limites mentionnées aux mêmes 1° bis à 2° respectivement » ;

– La première phrase du cinquième alinéa est complétée par les mots : « et d'un abattement de 37 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités des catégories mentionnées au 1° bis et 1° ter » ;

– Au dernier alinéa, la première occurrence du mot : « et » est remplacée par le mot : « à » ;

b) Au a du 2, le mot : « et » est remplacé par le mot : « à ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Le secteur du logement est confronté à une grave crise, qui touche à la fois la demande et l'offre. L'offre, en particulier, est contrainte par des chiffres de la construction en berne, aboutissant à une pénurie de logement touchant particulièrement les zones tendues. A cela vient s'ajouter une fiscalité locative qui désavantage la location longue durée et qui favorise la location à courte durée.

Cet amendement propose donc de rééquilibrer le marché locatif en harmonisant, à un taux de 37%, les abattements fiscaux relatifs aux meublés touristiques sur ceux de la location de longue durée.

Il procède ainsi à 3 ajustements:

- Pour les meublés de tourisme classés, l'abattement fiscal en Micro-BIC diminuerait de 71 à 37% avec un plafond de chiffre d'affaires limité à 30 000 € (contre 188 700€ actuellement).

- Pour les meublés non classés, l'abattement fiscal en Micro-BIC diminuerait de 50 à 37% avec un plafond de chiffre d'affaires limité à 15 000 € (contre 77 700€ actuellement).

- Pour un logement en location longue durée classique, sous le régime microfoncier, le taux serait réhaussé de 30 à 37%, et le plafond de 15 000 à 30 000€.

Le taux de 37% permettrait un équilibre budgétaire entre la perte de recettes engendrée par la hausse du taux du régime microfoncier de 7% et les gains de recettes qui résulteraient de la réduction de la niche fiscale pour les meublés et meublés de tourisme.

Ne sont pas concernés par le champ d'application de l'amendement : les maisons d'hôtes, gîtes ruraux, les logements en stations de ski et d'alpinisme qui contribuent au tourisme et au dynamisme économique des territoires.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme GACQUERRE

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au titre de l'année 2024, il est institué, par prélèvement sur les recettes de l'État, une dotation budgétaire de soutien à l'investissement des régions d'un montant de 350 000 000 € en faveur des régions, du département de Mayotte, de la collectivité de Corse et des collectivités territoriales de Martinique et de Guyane.

II. – La dotation de soutien à l'investissement régional est destinée au soutien de projets de :

1° Rénovation thermique, transition énergétique, développement des énergies renouvelables ;

2° Développement d'infrastructures en faveur de la mobilité ;

3° Création, transformation et rénovation des bâtiments scolaires.

III. – La dotation de soutien à l'investissement des régions est répartie entre les collectivités qui y sont éligibles au prorata de la population de ces collectivités.

IV. – Par dérogation, lorsque la subvention s'inscrit dans le cadre d'un contrat signé avec le représentant de l'État, les maîtres d'ouvrage désignés par le contrat peuvent être bénéficiaires de la subvention. Ces subventions sont attribuées par le représentant de l'État dans la région ou dans la collectivité régie par l'article 73 de la Constitution. Le représentant de l'État dans le département présente chaque année à la commission prévue à l'article L. 2334-37 du code général des collectivités territoriales les orientations que le représentant de l'État dans la région prévoit de mettre en œuvre en ce qui concerne la dotation pour l'exercice en cours.

Le représentant de l'État dans la région ou dans la collectivité régie par l'article 73 de la Constitution communique aux membres de la commission prévue à l'article L. 2334-37 du code général des collectivités territoriales, dans un délai d'un mois à compter de sa décision, la liste des projets subventionnés dans le ressort de leur département ou de leur collectivité régie par l'article 73 de la Constitution. Cette liste est communiquée dans les mêmes délais aux membres du Parlement élus dans ce département ou cette collectivité régie par l'article 73. Le représentant de l'État dans le département transmet aux membres de la commission prévue à l'article L. 2334-37 ainsi qu'aux membres du Parlement élus dans ce département un rapport faisant le bilan de la dotation pour chaque exercice. Il présente ce rapport à la commission prévue au même article L. 2334-37.

Avant le 31 juillet de l'exercice en cours, la liste des opérations ayant bénéficié d'une subvention ainsi que le montant des projets et celui de la subvention attribuée par l'État sont publiés sur le site internet

officiel de l'État dans la région, dans un format ouvert et aisément réutilisable. Si cette liste est modifiée ou complétée entre cette publication et la fin de l'exercice, une liste rectificative ou complémentaire est publiée selon les mêmes modalités avant le 30 janvier de l'exercice suivant.

V. – Les attributions sont inscrites à la section d'investissement du budget des bénéficiaires.

VI. – Le refus d'attribution de subventions au titre de cette dotation ne peut être fondé sur le cumul, le cas échéant, de cette dotation avec d'autres dotations ou subventions, dans le respect des règles d'attribution de ces dernières.

VII. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Les Régions sont appelées à investir fortement pour le développement des mobilités décarbonées, accompagner la transition écologique, sociale et économique et améliorer la performance énergétique des lycées.

En raison des conséquences de la crise sanitaire et de l'implication des Régions au titre de la relance, de l'impact de l'inflation et des revalorisations salariales des agents de la fonction publique sur les dépenses des Régions (évalué à 1 milliard d'euros en 2023) et de la perte de dynamisme des recettes régionales carbonées, les Régions sont la seule catégorie de collectivité à ne pas retrouver en 2021 et 2022 les niveaux d'épargne brute et de capacité de désendettement constatés en 2019.

Par ailleurs, les Régions ont été exclues des dispositifs de soutien mis en œuvre par l'État. En effet, les Régions n'ont pas bénéficié de la dotation de 430 M€ instaurée par la 1<sup>ère</sup> loi de finances rectificative pour 2022 visant à compenser partiellement aux collectivités la hausse des dépenses énergétiques et la revalorisation du point d'indice, ne bénéficient pas de l'aide exceptionnelle de 100 M€ accordées aux AOM urbaines en 2023 et ne sont que très marginalement traitées par le « filet de sécurité » instauré par la LFI 2023 (1,3 Md€) car ne prenant en compte leurs principales dépenses énergétiques qu'elles assument dans les lycées et les transports scolaires et interurbains.

La dernière note de conjoncture de La Banque postale prévoit par ailleurs une nouvelle baisse de l'épargne brute des Régions de - 1,7 % en 2023.

Cet amendement vise ainsi à instaurer pour l'année 2024 une dotation de soutien aux dépenses d'investissement des Régions en faveur de la transition écologique de 350 M€ et dont le montant global correspond :

- A la part du fonds vert consacré à la rénovation énergétique des écoles (500 M€) rapporté aux dépenses totales des Régions, soit 130 M€ ;
- A la perte cumulée de recettes depuis 2020 correspondant à l'exonération de droit de taxe sur les immatriculations pour les véhicules électriques, soit 120 M€ ;
- Au montant de l'aide exceptionnelle de 100 M€ accordée en 2023 aux AOM urbaines et dont sont exclues les Régions.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme GACQUERRE

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au titre de l'année 2024, il est institué, par prélèvement sur les recettes de l'État, une dotation au profit des communes et de leurs groupements satisfaisant aux critères cumulatifs suivants :

1° Leur épargne brute au 31 décembre 2023 représentait moins de 20 % de leurs recettes réelles de fonctionnement ;

2° Leur épargne brute a enregistré en 2023 une baisse de plus de 25 %, principalement du fait des effets de l'inflation sur les dépenses d'approvisionnement en énergie, électricité et chauffage urbain. L'évolution de la perte d'épargne brute, entendue comme la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement, est obtenue par la comparaison du niveau constaté en 2023 avec le niveau constaté en 2023, sur la base des comptes administratifs clos de chaque collectivité ;

3° Ils ne bénéficient pas des tarifs réglementés visés à l'article L. 337-1 du code de l'énergie.

Parmi les communes et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, seuls sont éligibles au versement de la dotation susmentionnée, d'une part, les communes dont le potentiel financier par habitant est inférieur au double du potentiel financier moyen par habitant de l'ensemble des communes appartenant au même groupe démographique, défini à l'article L. 2334-3 du code général des collectivités territoriales, et, d'autre part, les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur, l'année de répartition, au double du potentiel fiscal par habitant moyen des établissements appartenant à la même catégorie, telle que définie à l'article L. 5211-28 du même code.

II. – Pour chaque commune ou groupement bénéficiaire, cette dotation est égale à 50 % des hausses de dépenses d'approvisionnement en énergie, électricité et chauffage urbain en 2024.

III. – Pour les communes et leurs groupements qui anticipent, à la fin de l'exercice 2024, une baisse d'épargne brute de plus de 25 %, la dotation peut faire l'objet, à leur demande, d'un acompte versé sur le fondement d'une estimation de leur situation financière.

IV. – Un décret précise les modalités d'application du présent article.

V. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.



VI. – La perte de recettes pour les collectivités territoriales est compensée à due concurrence par la majoration de la dotation globale de fonctionnement et, corrélativement pour l'État, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

La loi de finances pour 2023 a instauré un « filet de sécurité » visant à compenser partiellement aux collectivités territoriales la forte augmentation de leurs dépenses dues à l'inflation des coûts de l'énergie, dès lors qu'une collectivité enregistre une baisse de 15 % de son épargne brute entre 2022 et 2023. Il s'agissait, pour le législateur, d'inciter les collectivités à maintenir en 2023 leur niveau d'investissement local pour continuer de soutenir l'économie, en dépit des fortes incertitudes sur l'évolution de leurs recettes et de leurs dépenses.

Alors que l'investissement public local représente 70% de l'investissement public, il est essentiel de soutenir les collectivités face à l'augmentation brutale de leurs dépenses de fonctionnement qui fragilisent aujourd'hui encore leur capacité d'investissement alors que les communes préparent en ce moment leurs budgets pour l'exercice 2024.

Ainsi, le présent amendement propose de prolonger le "filet de sécurité". La dotation proposée est égale à 50 % des hausses de dépenses d'approvisionnement en énergie, électricité et chauffage urbain pour les communes et leurs groupements dont l'épargne brute a enregistré en 2023 une baisse de plus de 25 %.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme GACQUERRE

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 25**

Après l'article 25

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article L. 1615-1 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les sommes non recouvrées sur les années d'automatisation du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, excluant le compte 212, en ce qui concerne les équipements sportifs, sont compensées pour un montant de 100 millions d'euros. Cette compensation est rétroactive pour les années 2021, 2022 et 2023, pendant lesquelles les collectivités ont été privées de ce retour d'investissement du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée. »

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'automatisation du FCTVA (Fonds de Compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée), dont les principes ont été posés par l'article 251 de la loi de finances pour 2021, vise à simplifier et accélérer la gestion de cette taxe pour les collectivités locales.

Cette compensation financière, qui leur est versée pour les investissements consentis portée par les collectivités, représente un réel levier au développement de projets structurants locaux. Si la mise en place de ce système informatisé et les délais d'attente raccourcis qui en découlent sont à saluer, force est de constater que les équipements sportifs ont été lésés.

En effet, cette révision a aussi eu pour conséquence d'exclure de l'assiette éligible le compte 212 « Agencements et aménagements de terrains ». En conséquence, la Première Ministre a annoncé sa réintégration, après trois années blanches, à l'assiette éligible lors du PLF 2024.

Ce signal positif doit être accompagné d'une mesure de rattrapage. En effet, les collectivités ont été privées de ce retour d'investissement FCTVA pour les années 2021, 2022 et 2023. A titre d'exemple, en 2022, les collectivités ont investi 170M € dans des projets sportifs imputables au compte 212, au titre du plan 5 000 terrains de sport et des programmes de l'Agence nationale du Sport autour des

équipements structurants. Au total, près de 40 M € habituellement récupérés par les collectivités ne rebasculeront pas – dont 15M € pour le seul plan 5 000 terrains de sport.

Les Collectivités Territoriales ne pensaient pas être privées de cette manne financière en ayant consentis ces investissements.

C'est pourquoi il est proposé un rattrapage rétroactifs des sommes non recouvrées sur les années d'automatisation du FCTVA excluant le compte 212, en ce qui concerne les équipements sportifs, pour un montant de 100M €.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme GACQUERRE

**ARTICLE 28**

I. – Alinéa 4, tableau, dernière colonne, dix-septième ligne

Remplacer le montant :

34 600 000

par le montant :

100 000 000

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La participation de l'Etat au financement des politiques publiques sportives en France est principalement gérée depuis 2019 par l'Agence nationale du Sport (ANS). Au-delà des crédits budgétaires alloués par le Ministère des Sport et des jeux olympiques et paralympique, une large part des recettes de l'ANS proviennent de trois taxes affectées : la « taxe buffet », la taxe sur les paris sportifs et la taxe sur les jeux FDJ.

Plus spécifiquement, le rendement de la taxe sur les paris sportifs constitue aujourd'hui le moteur de ces ressources fiscales. Pourtant, son produit fiscal est verrouillé, depuis 2015, à 34,6M€.

Or, la croissance soutenue et permanente du rendement de cette taxe sur les paris sportifs ne bénéficie pas aux acteurs sportifs, nationaux et territoriaux.

En 2015, le rendement de cette taxe représentait 61 M€ et 57% de ce produit était directement affecté au Centre National pour le développement du sport (CNDS). Le PLF 2024 estime, comme en 2023, que cette taxe sur les paris sportifs va générer 181 M€, mais seulement 19% est désormais affecté à l'ANS.

Or, l'accueil de deux grands événements sportifs internationaux sur le territoire français (Coupe du Monde de Rugby, JOP 2024) va amplifier encore le rendement de cette taxe, comme en attestent les

<b>C</b>	
<b>G</b>	

premiers résultats enregistrés par l'Autorité Nationale des Jeux sur les trois premières semaines de la coupe du monde de rugby.

Déclarée grande cause nationale de l'année 2024, la promotion de l'activité sportive doit être encouragée.

Ainsi, pour que le sport puisse encore davantage financer le sport, il est proposé de dé plafonner la taxe sur les paris sportifs, dès 2024, dans la limite de 100M€.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme GACQUERRE

C	
G	

**ARTICLE 28**

Après l'alinéa 40

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

...° L'article 1609 tricies du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Un prélèvement complémentaire de 0,3 % est effectué de 2024 à 2030 sur les sommes mentionnées au premier alinéa. Ce prélèvement complémentaire est plafonné à 25 millions d'euros par an. Son produit est affecté à l'Agence nationale du sport, indépendamment du montant déjà affecté, en vue du financement des maisons Sport-Santé. »

**OBJET**

Afin de financer la mise aux normes des grands stades lors de l'Euro 2016 de Football, la loi de finances 2011 a adopté, à titre temporaire, une surtaxe de 0,3% sur les Jeux FDJ, hors paris sportifs.

Dans cet esprit et afin de préparer une loi héritage des grands événements sportifs internationaux (Coupe du Monde, JOP 2024), il est proposé de mettre en œuvre un fonds d'amorçage héritage, alimenté par une surtaxe de 0,3% sur les paris sportifs.

Pour cette nouvelle opération, il est proposé d'orienter le rendement dû à ce taux exceptionnel à l'Agence nationale du Sport, à la pérennisation des 573 Maisons Sport Santé, qui maillent et irriguent le territoire hexagonal et ultramarin.

En effet, le modèle économique des Maisons Sport Santé est en grande fragilité, avec un niveau médian d'accompagnement public de 12 000 euros, alors que les besoins planchers des MSS sont appréciés à 50 000 euros par an, en l'absence de reconnaissance financière des APA.

Le produit attendu de la surtaxe de 0,3% sur les paris sportifs doit permettre de financer à hauteur de 25 M€ ce fonds héritage de l'Agence Nationale du Sport (ANS).





N°	I-1177
----	--------

**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme GACQUERRE

C	
G	

ARTICLE 6

## I. – Après l’alinéa 45

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

...) Après le II, il est inséré un paragraphe ainsi rédigé : « .... – Pour les logements faisant l’objet d’un permis de construire délivré entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 31 décembre 2025 et achevés dans un délai maximal de quatre ans à compter de leur autorisation, le montant de la créance mentionnée au I est augmenté de 1 % du coût de construction au titre des cinq premières années de la durée d’application mentionnée au présent ... » ;

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L’article 6 du projet de loi de finances prévoit plusieurs aménagements à la fiscalité du logement. Cet article prévoit la possibilité de mobiliser le régime dans de nouveaux territoires en reconversion, pour des opérations en acquisition-amélioration ainsi que son extension aux sociétés civiles de placement immobilier (SCPI) détenues par des particuliers.

Cependant, la rentabilité est insuffisante pour attirer de nouveaux flux significatifs de fonds propres pour le logement intermédiaire, et nécessite d’activer un levier fiscal complémentaire au moins conjoncturellement pendant 2 à 3 ans afin d’assurer une production minimale jusqu’en 2025. Le présent amendement propose donc d’augmenter le montant de la créance d’IS prévue dans le régime LLI de 1 % du coût de construction pendant 5 ans, pour les logements autorisés entre le 1er janvier 2024 et le 31 décembre 2025.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme GACQUERRE

ARTICLE 6

C	
G	

## I. – Alinéas 89 à 93

Remplacer ces alinéas par un alinéa ainsi rédigé :

« 1° Les logements sont destinés par le preneur à la location à usage de résidence principale ou dans le cadre de l'une des situations visées à l'article 25-12 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; »

## II – Alinéa 100

Compléter cet alinéa par les mots :

et au 1° du I du présent article

## III. – Après l'alinéa 106

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

... ) Après le II, il est inséré un III ainsi rédigé :

« III – La location du logement consentie à une personne morale publique ou privée qui le donne en sous-location meublée ou non à une personne physique l'occupant à titre de résidence principale ou justifiant de l'une des situations visées à l'article 25-12 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ne fait pas obstacle au bénéfice du taux réduit sur la taxe sur la valeur ajoutée fixé au présent article, à la condition que le loyer ou la part de la quittance relative au loyer pour les résidences services visées à l'article L. 631 -13 du code de la construction et de l'habitation facturé à cette personne physique n'excède pas ceux du III de l'article 199 novovicies précité et que les ressources, appréciées à la date de conclusion du bail par la personne physique, n'excèdent pas les plafonds mentionnés au premier alinéa du III de l'article 199 novovicies. » ;

IV. – Pour compenser la perte de recettes résultant des I à III, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

## **OBJET**

Les résidences gérées avec services permettent une réduction des coûts des logements grâce à la mise en commun d'espaces et de services. Les dépenses, notamment énergétiques mais également l'impact carbone de chaque résident sont réduits grâce à la mutualisation. Le mode de gestion par des entreprises spécialisées permet une grande efficacité du modèle.

L'offre en la matière, traditionnellement tournée vers les seniors et les étudiants concerne désormais les jeunes actifs avec le « coliving » et plus récemment les familles.

Ainsi, le « build-to-rent », propose des logements familiaux nus prêts à vivre (équipés de divers éléments, tels que cuisine, tringles à rideaux, luminaires, etc., permettant de n'avoir qu'à poser ses meubles) et offre des services permettant de compresser les coûts pour les locataires.

Pour autant, cette offre se concentre dans le secteur libre, avec une offre premium, et dans le secteur social.

Le projet de loi de finances pour 2024 étend aux résidences services gérées le régime applicable aux investissements institutionnels en logement locatif intermédiaire (« LLI ») : taux réduit de 10 % de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et créance d'impôt sur les sociétés (IS). Cependant sa rédaction limite le bénéfice du LLI aux logements loués « en exonération de taxe sur la valeur ajoutée » c'est-à-dire aux logements loués nus ou situés dans des résidences services qui ne proposent pas trois des prestations suivantes : petit déjeuner, nettoyage régulier des locaux, fourniture de linge de maison et réception, même non personnalisée, qui sont exonérées de TVA.

Les autres résidences services sont soumises à TVA sur les loyers au même titre que les prestations d'hébergement fournies dans les hôtels, les résidences de tourisme ou les villages de vacances et ne peuvent pas dès lors qu'elles proposent trois ou plus des prestations sus visées bénéficier du régime du LLI.

Par ailleurs, les investisseurs en LLI confient les résidences services en gestion ou les donnent à bail à des exploitants, sociétés commerciales spécialisées ou associations qui mettent les logements à disposition des résidents et leurs proposent les services.

La rédaction actuelle ne permet pas d'appliquer la mesure proposée à cette seconde modalité de gestion, qui est pourtant la plus répandue.

Le régime du LLI doit pouvoir bénéficier à l'ensemble des investissements dans des logements appartenant à une résidence services dès lors que les logements sont destinés à la location à usage de résidence principale à des personnes physiques dans le respect des conditions de ressources et plafond de loyers du LLI et ce quel que soit le nombre de services rendus. Il est également important de pouvoir appliquer ce régime dans les situations de salariés en mobilité ou concernés par des contrats de travail de courte, de moyenne ou de longue durée (stage, CDD, intérim, formation en alternance, mutation professionnelle, travailleurs saisonniers...), ceux-ci rencontrant des difficultés croissantes d'accès au logement, notamment dans les zones touristiques.

Le présent amendement prévoit donc de :

- Supprimer la référence à la location « en exonération de TVA » pour que le régime du LLI s'applique à l'ensemble des résidences services, que les loyers facturés aux personnes physiques qui les loueront conformément au régime du LLI soient exonérés de TVA ou non en fonction du nombre de prestations fournies.
- Etendre le bénéfice du dispositif aux situations de bail-mobilité ;

- Permettre aux investisseurs en LLI de donner à bail la résidence à une personne morale qui en assure l'exploitation et fournit les services aux occupants lorsque les logements font partie d'une résidence-services mentionnée à l'article L. 631-13 du code de la construction et de l'habitation.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. Cédric VIAL

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 25 TER**

Après l'article 25 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. - À l'article L. 2113-22-2 du code général des collectivités territoriales, le mot : « prochain » est remplacé par le mot : « deuxième ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Certains projets de regroupement de communes en commune nouvelle ont été freinés - voire abandonnés - du fait de la perte inévitable et pérenne de la **dotation « élu local »** lorsque le projet de commune nouvelle regroupe plusieurs communes de moins de 200 habitants éligibles (qui perçoivent à ce titre 6 058 € en 2023 par exemple). C'est également le cas des projets de communes nouvelles dont la population regroupée dépasse 1 000 habitants et qui deviennent mécaniquement inéligibles à cette dotation.

La loi de finances pour 2023 a repris partiellement une proposition de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité afin de lever un frein au regroupement des plus petites communes en termes de population ; elle permet de maintenir la dotation « élu local » des communes nouvelles créées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023. Ainsi, jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux suivant leur création, les communes nouvelles dont l'arrêté de création a été pris à compter du 2 janvier 2022 bénéficient, au titre de chacune des parts de la dotation élu local, d'une attribution au moins égale à la somme des attributions perçues au titre de chacune de ces parts par les anciennes communes l'année précédant la création de la commune nouvelle.

**Malgré cette avancée, la période de garantie reste trop courte et continue de pénaliser les projets de regroupement qui peuvent d'ores et déjà estimer les pertes inévitables à court terme (en 2026). Les communes gagnent ainsi à ne pas se regrouper.**

**C'est pourquoi, le présent amendement propose de prolonger la durée de garantie de la DPEL jusqu'au deuxième renouvellement général du conseil municipal après la création de la commune nouvelle afin de donner plus de visibilité aux élus qui s'engageront en 2024 et 2025, sans pour autant que ce montant évolue à la hausse.**

Cet amendement a été travaillé avec l'Association des Maires de France.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme LERMYTTE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 23**

Après l'article 23

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le 16° du II de la section V du chapitre I<sup>er</sup> du titre I<sup>er</sup> de la première partie du livre I<sup>er</sup> du code général des impôts, il est inséré un ...° ainsi rédigé :

« ...° Crédit d'impôt accordé au titre des dépenses afférentes à la prise en charge par un établissement ou service d'aide par le travail

« Art. 199 quinquies .... – Les contribuables, domiciliés en France au sens de l'article 4 B et qui sont accueillis dans un établissement ou dans un service mentionné au a du 5° du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, bénéficient d'un crédit d'impôt égal à 50 % du montant des dépenses qu'ils supportent effectivement au titre des transports utilisés pour se rendre sur le lieu de l'établissement ou du service susmentionné. Le montant annuel des dépenses ouvrant droit à la réduction d'impôt ne peut pas excéder 10 000 € par personne.

« Ce crédit d'impôt vient en réduction de l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle les dépenses sont effectivement supportées, après imputation des réductions d'impôt mentionnées aux articles 199 quater bis à 200 bis du présent code, des crédits d'impôt et des prélèvements ou retenues non libératoires. Si le crédit d'impôt excède l'impôt dû, l'excédent est restitué. »

II. – Le I n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

IV. – Le présent article entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

**OBJET**

Cet amendement a pour objet de créer un crédit d'impôt pour subvenir et rembourser les frais de transport des personnes en situation de handicap se rendant sur leur lieu de travail au sein d'un

établissement ou service d'aide au travail mentionné au a du 5° du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles.

Il répond au besoin de certaines personnes qui, faute d'obtenir une place dans un établissement proche de leur domicile et résidant dans un département rural peu desservi en termes de transports publics, se trouvent obligées de prendre un moyen de transport onéreux tel que le taxi pour se rendre sur leur lieu de travail.

Ces dépenses excèdent souvent la rémunération de ces personnes, les mettant ainsi en grave difficulté financière et compromettant leur présence même dans ce type d'établissement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme LERMYTTE

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 23**

Après l'article 23

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le II de la section V du chapitre I<sup>er</sup> du titre I<sup>er</sup> de la première partie du livre I<sup>er</sup> du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au début de l'intitulé du 16°, les mots : « Réduction d'impôt accordée » sont remplacés par les mots : « Crédit d'impôt accordé » ;

2° L'article 199 quindecies est ainsi modifié :

a) À la première phrase, les mots : « une réduction d'impôt égale » sont remplacés par les mots : « un crédit d'impôt égal » ;

b) À la seconde phrase, les mots : « à la réduction » sont remplacés par les mots : « au crédit » ;

c) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Ce crédit d'impôt vient en réduction de l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle les dépenses sont effectivement supportées, après imputation des réductions d'impôt mentionnées aux articles 199 quater bis à 200 bis, des crédits d'impôt et des prélèvements ou retenues non libératoires. Si le crédit d'impôt excède l'impôt dû, l'excédent est restitué. »

II. – Le I n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

IV. – Le présent article entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

**OBJET**

Cet amendement a pour objet de transformer la réduction d'impôt accordée aux résidents d'EHPAD d'un montant de 25% des dépenses supportées au titre de la dépendance et de l'hébergement dans la limite de 10 000 € par an en un crédit d'impôt dans les mêmes conditions.

Il permettra un élargissement de l'aide de l'État pour subvenir aux frais liés à l'accueil au sein d'un EHPAD, qui sont par ailleurs trop élevés pour nombre de nos concitoyens, aux personnes qui ne sont pas assujetties à l'impôt sur les revenus ainsi qu'aux personnes ne pouvant pas profiter de l'entière de cette réduction d'impôt en raison de revenus et donc d'impôts plus faibles.







DIRECTION  
DE LA SEANCE

# PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

## PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, 128, 132)

N°	I-1184 rect.
----	--------------

23 NOVEMBRE 2023

## AM E N D E M E N T

présenté par  
Mme LERMYTTE

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6

Après l'article 6

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 200 quaterdecies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 2° du V est abrogé ;

2° Le X est abrogé.

II. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Notre pays traverse une crise du logement et de la construction expliquée par de nombreux facteurs au premier rang desquels nous comptons le resserrement des condition d'accès au crédit, la baisse du pouvoir d'achat.

Pour apporter un soutien au ménages dans l'acquisition d'une résidence principale, cet amendement propose de rétablir le crédit d'impôt au titre des intérêts d'emprunt supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale qui a été supprimée par la loi de finances pour l'année 2011.

Le dispositif prévoit un crédit d'impôt équivalant à 20 % des intérêts du prêt immobilier dont 40 % pour la première année bénéficiant aux contribuables dans la limite de 3 750 € pour une personne célibataire, veuve ou divorcée, de 7 500 € pour un couple soumis à imposition commune avec une majoration de 500 € par personne à charge.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. ROCHETTE

C	
G	

ARTICLE 28

## I. – Alinéa 27

Remplacer le nombre :

40

par le nombre :

25

## II. – Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes pour l'État résultant du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Depuis 10 ans, les financements publics affectés aux CCI ont été diminués de plus de 60%, les obligeant à réduire leurs effectifs de 40%. Elles ont néanmoins maintenu leur niveau d'investissement et assuré leurs missions de proximité au service des acteurs économiques des territoires.

Au regard de la conjoncture actuelle, les TPE-PME ont toujours besoin d'un accompagnement important. Or, les CCI jouent un rôle essentiel d'une part pour encourager et accompagner l'entrepreneuriat, pour déployer l'apprentissage et la formation et d'autre part pour développer l'attractivité des territoires.

Dans le projet de loi adopté, les députés avaient conclu à un prélèvement sur le fonds de roulement des CCI à hauteur de 25 millions d'euros par an sur 4 ans. Or, le Gouvernement a réintroduit une accélération des prélèvements sur ces fonds de roulement (40 millions puis 20 millions les 3 années suivantes).

Cela pourrait avoir pour conséquence d'obérer les capacités d'investissement des CCI et même la fermeture de certaines CCI plus réduites.

Le présent amendement tend donc à préserver la capacité d'action des CCI et limiter l'impact sur leur budget en prévoyant de revenir à un lissage des prélèvements à hauteur de 25 millions chaque année pendant 4 ans.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CAPO-CANELLAS

ARTICLE 16 SEXIES

C	
G	

I. – Après l’alinéa 8

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

...° L’article L. 422-25 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° D’une exonération du tarif de péréquation aéroportuaire prévu au 4° du même article L. 422-20. »

II. – La perte de recettes pour l’État est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Le présent amendement modifie les règles du tarif de péréquation prélevé à chaque embarquement de passagers aériens.

En application de l’article L. 422-23 du code des impositions sur les biens et les services, le tarif de sûreté et de sécurité de la taxe sur le transport aérien de passagers (TTAP) est déterminé par arrêté conjoint du ministre chargé du Budget et du ministre chargé de l’Aviation civile, de manière que le produit qui en résulte couvre, compte tenu des besoins en financement d’exploitation de l’aérodrome, les coûts mentionnés à l’article L. 6328-3 du code des transports.

Conformément à ce dernier, les recettes résultant du tarif de sûreté et de sécurité (T2S) de la TTAP financent des missions d’intérêt général, confiées aux exploitants d’aérodromes, en matière de sécurité-incendie-sauvetage, de sûreté, de lutte contre le péril animalier et de mesures effectuées dans le cadre des contrôles environnementaux.

Par ailleurs, en application de l’article L. 422-24 du code des impositions sur les biens et les services, le tarif de péréquation de la TTAP est déterminé par arrêté conjoint du ministre chargé du Budget et du ministre chargé de l’Aviation civile, dans la limite de 1,25 €.

Ainsi, afin de mieux tenir compte des moindres coûts induits pour les embarquements réalisés en correspondance et d’adapter l’application de la règle fiscale en conséquence, le présent amendement propose de compléter les exonérations existantes par une exonération de tarif de péréquation aéroportuaire avec l’objectif de s’aligner sur la situation observée dans plusieurs autres pays européens. Cette exonération vient en complément du taux d’abattement applicable sur le tarif de sûreté et de sécurité sur les passagers en correspondance.







**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. JOMIER, Mme ROSSIGNOL, M. KANNER, Mme de LA GONTRIE, M. FÉRAUD, Mme LE HOUEROU,  
M. ROIRON et Mmes CANALÈS et NARASSIGUIN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 11**

Après l'article 11

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le Gouvernement remet au Parlement, avant le 1<sup>er</sup> juin 2024, un rapport présentant l'opportunité économique, sanitaire et sociale globale d'établir un prix minimum par unité d'alcool aux boissons alcoolisées et de diminuer marginalement la fiscalité sur celles dont le prix hors taxes excède le prix minimum afin de préserver le secteur et les petits producteurs.

**OBJET**

Cet amendement, inspiré par la législation écossaise, vise à demander un rapport permettant amorcer une réforme d'ensemble de la tarification et de la fiscalité des alcools en fixant un prix minimum par unité d'alcool aux boissons alcooliques et en abaissant la fiscalité sur les boissons dont le prix excède d'ores et déjà ce prix minimum.

Alors que l'OMS recommande depuis 2010 d'agir sur le prix afin de lutter contre les risques sanitaires liés à la consommation d'alcool, en France, huitième pays le plus consommateur d'alcool de l'OCDE, le prix des boissons alcooliques diminue relativement à celui des autres denrées alimentaires.

L'instauration en 2018 d'un prix minimum par unité d'alcool a permis à l'Écosse de diminuer significativement la consommation excessive d'alcool et la morbidité associée et ce sans effet néfaste sur les recettes du secteur. Dès 2020, était observée une réduction de 13,4% du nombre de décès directement liés à la consommation d'alcool. Pour autant, le prix minimum n'a pas eu d'effet notoire sur la consommation des personnes respectant les repères de consommation à moindre risques anglais - 14 verres par semaine.

Il s'agit donc d'une mesure qui cible particulièrement la réduction de la consommation de consommateurs les plus à risque. En France, 8% des adultes consomment la moitié de l'alcool vendu et 22% des français dépassent les seuils de consommation à moindre risque ; une telle mesure y est donc particulièrement pertinente.

Le consensus économique propose que le prix minimum d'une unité de 10 grammes d'alcool soit fixé à 50 centimes hors-inflation. Ainsi, une bouteille de vin titrant à 12° ne pourrait être vendue moins de 3,50€. Les alcools dont les prix de vente sont aujourd'hui supérieurs au prix minimum par unité d'alcool ne sont pas concernés. Pour le secteur, la compensation de la baisse en volume par l'augmentation des marges implique que les petits producteurs bénéficieront de cette mesure.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

Aussi, afin de dégager des marges de manœuvre financières qui pourront faciliter l'adaptation des producteurs à une réforme globale sans conséquences notables sur le prix de vente, il paraîtrait pertinent d'abaisser marginalement le montant de celles-ci sur les boissons alcooliques non-concernées par le prix minimal

Au plan sanitaire, outre les bénéfices attendus en matière de réduction de la mortalité par cancers attribuable à l'alcool (22%), la mesure permettrait à horizon 2050 de réduire les dépenses de santé dans l'ensemble de 237 millions d'euros par an.

Si le prix minimum permet de préserver le secteur en comparaison d'une augmentation de la taxation, les taxes existantes demeurent nécessaires afin notamment de financer le coût de l'alcool pour la collectivité. Le supplément de taxe sur la valeur ajoutée perçu en raison de l'instauration du prix plancher pourrait opportunément être affecté au fonds de lutte contre les addictions. L'instauration d'un prix minimum ne dispensant pas, en effet, d'une politique offensive de prévention.

La détermination d'un prix minimal de l'alcool semble constituer, au regard de l'objectif de protection de la santé qu'elle poursuit, une limitation justifiée et proportionnée à la liberté de fixation des prix.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Jean-Baptiste BLANC

ARTICLE 7

I. – Alinéa 164

Après la référence :

L. 1511-8,

rédiger ainsi la fin de cet alinéa :

les mots : « , les zones de revitalisation rurale ou les territoires ruraux de développement prioritaire, » sont remplacés par les mots : « ainsi que les communes caractérisées comme rurales, au sens de l’Institut national de la statistique et des études économiques, » ;

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement rend éligibles au FCTVA (fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée) les investissements immobiliers en faveur de l’accès aux soins pour l’ensemble des communes rurales alors qu’actuellement, seules les communes localisées en ZRR (amenées à disparaître au profit des zones France Ruralités Revitalisation en vertu de l’article 7 du présent projet de loi de finances) en bénéficient.

Or, l’accès aux soins en milieu rural est de plus en plus difficile avec des centres médicaux éloignés, des professionnels de la santé rares et concentrés dans les bassins de vie urbains.

Il est donc important de renforcer les dispositifs des communes rurales, de toutes les communes rurales, pour faciliter l’installation de professionnels de santé dans la ruralité. Cela peut passer par différents leviers dont celui-ci.

<b>C</b>	
<b>G</b>	



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. CHAIZE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 9**

Après l'article 9

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le dernier alinéa du III de l'article 1519 H du code général des impôts est supprimé.

**OBJET**

Le dernier alinéa du III de l'article 1519 H du code général des impôts prévoit que des opérateurs mobiles partageant leurs équipements radio partagent également le coût de l'Imposition Forfaitaire des Entreprises de Réseaux (IFER).

Cela permet à deux des quatre opérateurs mobiles de partager le coût de l'IFER sur un très grand nombre de leurs sites mobiles, ce qui réduit considérablement le montant de leur contribution.

Les deux autres opérateurs ne pouvant procéder au même partage d'équipements radio sur leurs installations mobiles, cette situation crée une forte distorsion sur le marché et fragilise le dispositif au détriment des recettes des collectivités locales.

Il est donc proposé, sans attendre une hypothétique réforme d'ensemble, de supprimer cette disposition, ce qui génèrera un complément de recettes au profit des collectivités locales.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes VÉRIEN, Nathalie GOULET et DOINEAU, MM. LAUGIER et HENNO, Mmes PERROT et GUIDEZ, M. CANÉVET, Mmes BILLON et GATEL, MM. Pascal MARTIN, LEVI, VANLERENBERGHE, CAPO-CANELLAS et KERN et Mmes SOLLOGOUB et Olivia RICHARD

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 33 BIS

Après l'article 33 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code de l'action sociale et des familles, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2023-140 du 28 février 2023 créant une aide universelle d'urgence pour les victimes de violences conjugales, est ainsi modifié :

1° Après l'article L. 214-10, il est inséré un article L. 214-10-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 214-10-1. – Les organismes débiteurs de prestations familiales communiquent aux juridictions, dès la notification de l'octroi du prêt à son bénéficiaire, les attestations d'attribution de l'aide prévue à l'article L. 214-9 consentie sous forme de prêt ainsi que la pièce justificative ayant conduit à son attribution. » ;

2° L'article L. 214-12 est ainsi rédigé :

« I. – Dans le cas où l'aide a été consentie sous la forme d'un prêt et lorsque les faits prévus au premier alinéa de l'article L. 214-9 ont donné lieu à une procédure pénale, son remboursement ne peut être demandé au bénéficiaire tant que cette procédure est en cours. Ce remboursement est demandé à l'auteur des violences lorsque celui-ci :

« 1° A été définitivement condamné à la peine complémentaire prévue à l'article 222-44-1 du code pénal ;

« 2° Ou a fait l'objet de la mesure de composition pénale prévue au 20° de l'article 41-2 du code de procédure pénale ou de la mesure de classement sous condition de versement pécuniaire prévue au 4° de l'article 41-1 du même code.

« Lorsque le remboursement est demandé à l'auteur en application du 1°, le recouvrement de la créance est effectué selon les procédures, garanties et privilèges applicables au recouvrement des amendes pénales. Un extrait de la décision de justice établi par le greffe de la juridiction qui a prononcé la condamnation ainsi qu'une attestation mentionnant le montant du prêt que l'auteur doit rembourser, est communiqué au comptable public désigné par arrêté du ministre chargé du budget.

« Cette demande est possible même si la créance correspondante n'est pas encore exigible auprès du bénéficiaire.

« II. – Les juridictions communiquent aux organismes débiteurs des prestations familiales, à leur demande, des informations sur l’absence et l’existence de procédures pénales en cours engagées pour les faits ayant justifié l’attribution des prêts. Les organismes sont autorisés à conserver ces informations jusqu’à ce qu’ils aient pu recouvrer le prêt auprès du bénéficiaire ou annuler la créance, et pour une durée maximale prévue par décret.

« III. – Dans le cas où le remboursement du prêt incombe au bénéficiaire, des remises ou des réductions de créance peuvent lui être consenties en fonction de sa situation financière.

« IV. – Les ayants droits du bénéficiaire et de l’auteur sont exonérés du remboursement du prêt.

« V. – Lorsque l’organisme qui a attribué le prêt est informé qu’une décision de justice définitive a demandé à un conjoint, un partenaire ou un concubin au sens de l’article 132-80 du code pénal d’un bénéficiaire de prêt de rembourser celui-ci après que ce dernier l’a remboursé ou a commencé de le rembourser, il reverse à celui-ci la part du prêt qu’il a remboursée et suspend, le cas échéant, la procédure de remboursement encore en cours. » ;

3° À l’article L. 214-14, après les mots : « L. 262-1 du présent code, » sont insérés les mots : « de l’allocation aux adultes handicapés mentionnée aux articles L. 821-1- et L. 821-2 du code de la sécurité sociale, de l’allocation journalière de proche aidant mentionnée à l’article L. 168-8 du même code » ;

4° L’article L. 214-16 est ainsi modifié :

a) Les mots : « relatives aux contrôles et à la lutte contre la fraude » sont supprimés ;

b) Les mots : « et L. 161-1-4 du code de la sécurité sociale » sont remplacés par les mots : « , L. 133-3, L. 161-1-4, L. 161-1-5, et à la dernière phrase du premier alinéa de l’article L 553-2 du code de la sécurité sociale, ainsi qu’à l’article L. 725-3-1 du code rural et de la pêche maritime ».

II. – L’article L. 152 A du livre des procédures fiscales est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les agents de l’administration fiscale peuvent communiquer aux services ou organismes compétents les informations nécessaires au recouvrement de l’aide universelle d’urgence pour les victimes de violences conjugales prévue à l’article L. 214-9 du code de l’action sociale et des familles lorsqu’elle est attribuée sous forme de prêt, auprès de son bénéficiaire. ».

III. – Au II de l’article 2 de la loi n° 2023-140 du 28 février 2023, les mots : « un an » sont remplacés par les mots : « quinze mois » et, après le mot : « Mayotte », sont insérés les mots : « et à Saint-Pierre-et-Miquelon ».

IV. – Les dispositions du présent article sont applicables aux aides reçues à compter du mois de décembre 2023.

## **OBJET**

Le présent amendement vise à compléter le cadre juridique applicable à l’aide universelle d’urgence pour les victimes de violences conjugales prévue à l’article L. 214-9 du code de l’action sociale et des familles créée par la loi n°2023-140 du 28 février 2023.

Il prévoit que les ayants droits du bénéficiaire du prêt et de son conjoint, concubin ou partenaire, au sens de l’article 132-80 du code pénal sont dispensés de son remboursement en cas de décès de l’un ou l’autre (I. 2° IV).

Il prévoit par ailleurs plusieurs dispositions permettant de faciliter le remboursement de l'aide lorsqu'elle est attribuée sous forme de prêt, que ce soit auprès de l'auteur des violences lorsqu'il a été condamné à le rembourser, ou du bénéficiaire, ainsi que des indus le cas échéant. Pour ce faire, il prévoit des dispositions permettant :

- aux caisses de transmettre aux juridictions les informations relatives aux prêts afin de faciliter le prononcé de décisions prévoyant son remboursement par les conjoints violents (I. 1°) ;
- le recouvrement du prêt mis à charge des auteurs au titre de peine complémentaire par l'Etat selon les mêmes modalités que celles prévues pour les amendes (le remboursement en cas de composition pénale et de réparation s'effectuera auprès de l'Etat selon les règles du droit commun) (I. 2° I) ;
- aux caisses d'avoir communication et de conserver des informations sur l'existence de procédures pénales en cours engagées pour les faits ayant justifié l'attribution des prêts, afin de pouvoir engager ou suspendre les procédures de remboursement auprès des bénéficiaires de prêts ou annuler les créances à leur encontre (I. 2° II) ;
- de compléter la liste des prestations sur lesquelles peuvent être opérées des retenues en cas d'indus et pour le remboursement du prêt par les bénéficiaires, en cohérence avec les règles applicables aux indus d'autres prestations (I. 3°) ;
- la mise en œuvre d'un recouvrement forcé en cas de refus du bénéficiaire de rembourser le prêt (I. 4° application du L. 161-1-5 du CSS et du L. 725-3-1 du CRPM) ;
- la transmission aux caisses gestionnaires de l'aide, par les administrations fiscales, de données nominatives permettant de retrouver les bénéficiaires et de faciliter le recouvrement du prêt et des indus (II) ;
- l'application des règles d'admission en non-valeur des créances des caisses liées à l'attribution de l'aide (I. 4° application du L. 133-3 du CSS).

Il prévoit que la part du prêt remboursé par son bénéficiaire lui soit reversée par la caisse dans le cas où une décision pénale met ce remboursement à la charge du conjoint postérieurement à ce remboursement par le bénéficiaire (I 2° V).

Il élargit et prolonge l'habilitation à adapter en tant que de besoins les dispositions de la loi à Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon (III).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Jean-Michel ARNAUD

C	
G	

ARTICLE 7

Alinéa 31

Remplacer cet alinéa par trois alinéas ainsi rédigés :

« C. – A l'exception des communes dont la population légale est supérieure à 20 000 habitants, sont également classées en zone France Ruralités Revitalisation les communes métropolitaines situées dans un département qui remplit les conditions suivantes :

« 1° Sa densité de population est inférieure à 30 habitants par kilomètre carré ;

« 2° Son revenu médian disponible par unité de consommation est inférieur à la médiane des revenus médians disponibles par unité de consommation par département.

**OBJET**

Le classement en zone "France Ruralités Revitalisation" doit favoriser les territoires ruraux à faible densité mais ne doit pas systématiquement s'appliquer à l'ensemble des communes. Y compris dans les espaces ruraux, les communes chef-lieu de département ou chef-lieu de canton concentrent l'attractivité d'un territoire donné au détriment des communes situées en périphérie. Le classement en FRR de l'ensemble d'un territoire peu dense perd alors de sa pertinence. Les critères retenus doivent permettre un maillage plus précis des zones classées en FRR.

C'est pourquoi, l'amendement a pour objet de classer toutes les communes métropolitaines situées dans les départements où la densité est inférieure à 30 habitants au kilomètre carré, seuil souvent retenu pour définir les départements à faible densité, et en prenant en compte une condition de revenu. L'amendement exclut d'office les communes dont la population est supérieure à 20 000 habitants, seuil également retenu par l'INSEE pour la classification des unités urbaines.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. CHAIZE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 9**

Après l'article 9

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 302 bis KH du code général des impôts est abrogé.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

La Taxe sur les Opérateurs de Communications Électroniques (TOCE) a été instituée par la loi du 5 mars 2009 pour financer la fin de la publicité sur les chaînes de France Télévisions.

La part de cette taxe affectée à France Télévisions a été supprimée par la loi de finances pour 2019 et alimente désormais directement le budget général de l'État. Cette taxe représente aujourd'hui près de 15 % de la fiscalité totale spécifique des acteurs télécoms. Ce prélèvement, qui impacte fortement les capacités d'investissement des opérateurs (2,8 milliards d'euros versés depuis 2009 soit l'équivalent de plus de 20 000 antennes 4G) obère les capacités de déploiement des opérateurs.

Cette taxe alimentant aujourd'hui le budget de l'État, les opérateurs télécoms estiment dans un souci de cohérence, que devrait être envisagée la suppression ou a minima la révision de son assiette afin de rendre éligibles d'autres acteurs du numérique tout en diminuant le montant versé par les opérateurs en contrepartie des investissements réalisés chaque année en matière d'aménagement numérique du territoire.

En outre, alors que la contribution à l'audiovisuel public est supprimée, la fiscalité culturelle est amenée à évoluer et à s'adapter aux nouveaux usages. Il n'est en effet pas équitable que les opérateurs télécoms, engagés dans un grand plan d'investissement dans les réseaux, se voient imposer une hausse de leur fiscalité sectorielle. L'Espagne, qui avait instauré une taxe similaire à la TOCE, a promulgué une loi en juillet 2022 qui rend éligible les plateformes de vidéos telles que Netflix à cette taxe et qui exempte les opérateurs de télécommunication de leur contribution directe reversée à l'audiovisuel public.

La suppression de la TOCE constituerait un signal positif en direction des opérateurs télécoms engagés dans le déploiement concomitant de la 4G, de la 5G et de la fibre optique et qui sont assujettis à près de 1,5 milliards d'euros de fiscalité sectorielle spécifique qui s'ajoute aux 14,9 milliards d'euros investis dans les réseaux en 2021.







**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. CHAIZE

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 9

Après l'article 9

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le chapitre VII octies du titre II de la première partie du livre I<sup>er</sup> du code général des impôts est complété par un article 302 bis ... ainsi rédigé :

« Art. 302 bis .... – I. – Est instituée une contribution de solidarité numérique due par les usagers des services de communications électroniques. Cette contribution est recouvrée par tout opérateur de communications électroniques au sens de l'article L. 32 du code des postes et des communications électroniques, qui fournit un service en France.

« II. – Cette contribution est assise sur le montant hors taxe de la valeur ajoutée des abonnements et autres sommes acquittés par les usagers aux opérateurs mentionnés au I en rémunération des services de communications électroniques qu'ils fournissent, à l'exclusion des services de téléphonie fixe par le réseau commuté et des services de téléphonie mobile prépayés.

« III. – L'exigibilité de la contribution est constituée par l'encaissement du produit des abonnements et autres sommes mentionnés au II.

« IV. – Le montant de la contribution s'élève à 75 centimes d'euros par mois et par abonnement.

« V. – Les opérateurs de communications électroniques procèdent à la liquidation de la contribution due au titre de l'année civile précédente lors du dépôt de la déclaration mentionnée au 1 de l'article 287 du présent code du mois de mars ou du premier trimestre de l'année civile.

« VI. – La contribution est recouvrée et contrôlée selon les mêmes procédures et sous les mêmes sanctions, garanties, sûretés et privilèges que la taxe sur la valeur ajoutée. Les réclamations sont présentées, instruites et jugées selon les règles applicables à cette même taxe. »

II. – La majoration des sommes demandées par les opérateurs de communications électroniques aux usagers résultant de l'institution de la contribution prévue par l'article 302 bis ... du code général des impôts ne peut être assimilée à une augmentation du prix des abonnements susceptible d'entraîner leur résiliation.

## **OBJET**

Le présent amendement vise à dégager des crédits qui pourraient être utilisés par les opérateurs pour alimenter le Fonds d'Aménagement Numérique des Territoires (FANT) : l'article 40 de la Constitution fait obstacle à ce que ce fléchage soit expressément prévu à ce stade même si le Gouvernement pourrait, lui, y procéder par sous-amendement.

Le FANT a été créé par la loi n° 2009-1572 du 17 décembre 2009 relative à la lutte contre la fracture numérique, mais reste à ce jour une « coquille vide ».

Il est donc urgent de vraiment financer les évolutions et l'exploitation de ce grand plan national du Très Haut Débit (THD) par l'activation du Fonds d'Aménagement Numérique Territorial déjà inscrit dans la loi, qui permettrait aux Réseaux d'Initiative Publique (RIP) d'assumer, sans grever leur viabilité économique, les investissements inhérents à la phase d'exploitation qui s'ouvre pour la plupart d'entre eux désormais (gros entretien renouvellement ou GER, renforcement, dévoiements, extensions, etc.).

Les objets à financer seraient :

- l'extension et les raccordements de nouveaux locaux (dont les locaux industriels) et de nouveaux usages, y compris les stations de base, équipements de réseaux IoT ;
- la densification et la mise en sécurité des réseaux ;
- les raccordements longs et locaux raccordables sur demande, les raccordements nécessitant du génie civil entre le point de branchement optique (PBO) et la limite de propriété ;
- les dévoiements et les enfouissements des lignes aériennes fibre optique pris en charge par les collectivités locales ;
- les impacts liés aux intempéries ;

et en péréquation, les coûts d'exploitation exceptionnels.

A l'instar du Fonds d'Amortissement des Charges d'Électrification (FACE) dans le secteur énergétique, ce fonds de péréquation devrait accompagner le développement continu des infrastructures et réseaux numériques, tant dans les phases d'extension que de modernisation technologique.

Cet amendement vise donc à instituer une « contribution de solidarité numérique » due par les usagers des services de communications électroniques et liquidée par les opérateurs. Cette contribution présente l'intérêt de constituer un financement, par le secteur, péréqué à l'échelle nationale.

Le montant de cette taxe est fixé à 75 centimes d'euros par mois et par abonnement, et générerait un produit de 540 millions d'euros par an.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
Mme BERTHET

C	
G	

### ARTICLE 14

I. - Alinéa 5, première phrase

1° Remplacer le mot :

et

par le signe :

,

2° Après les mots :

domaines skiables

insérer les mots :

et aux activités de travaux publics exercées en zone de montagne.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

L'article 92 de la loi de finances pour 2019 a étendu, à compter du 1er janvier 2019, le champ de la taxe sur les véhicules de sociétés (TVS) aux véhicules comprenant au moins cinq places assises dont le code de carrosserie européen est camions pick-up.

En pratique, sont concernés par cet aménagement les pick-up à double cabine dont le certificat d'immatriculation porte la mention « camionnette » ou « CTTE ».

Toutefois, ce même article a maintenu hors du champ de la TVS les pick-up à double cabine affectés exclusivement à l'exploitation des remontées mécaniques et des domaines skiables dès lors que, d'une part, leur utilisation répond à un impératif de sécurité pour les salariés et, d'autre part, qu'ils comprennent certains équipements techniques listés à l'article 84 de l'annexe III du code général des impôts (CGI).

L'article 14 du PLF reprend cette exclusion au bénéfice des exploitants de remontées mécaniques et de domaines skiables.

Le présent amendement vise à élargir le champ d'application de cette exonération aux entreprises de travaux publics qui exercent leurs activités en montagne et qui utilisent des véhicules 4x4 dotées de 5 places assises pour transporter leurs salariés et matériel sur les sites d'intervention.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. de NICOLAY et Jean Pierre VOGEL, Mmes MULLER-BRONN et PLUCHET, MM. Henri LEROY, de LEGGE, PACCAUD et KERN, Mme HERZOG et M. BRISSON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le 3° de l'article L. 314-1 du code de l'énergie est complété par les mots : « à l'exception de toutes les installations, existantes ou à venir, utilisant l'énergie mécanique du vent, implantées à terre et possédant un aérogénérateur de puissance nominale inférieure à 6 MW et regroupant moins de 10 aérogénérateurs par installation. »

**OBJET**

Cet amendement a pour but d'exclure les petites installations éoliennes des systèmes de prix garanti et de complément de rémunération tels qu'appliqués aujourd'hui, dans la mesure où ils leur permettent de bénéficier de subventions plus importantes que les grandes installations. L'objectif poursuivi est de mettre un terme à cette course aux aides publiques tout en satisfaisant un souci de protection de la biodiversité et du patrimoine et également un souci d'économie pour le budget de l'Etat et celui d'EDF.

L'article L314-1 du Code de L'Energie pose le principe du rachat à prix garanti de l'électricité produite par les installations d'énergie renouvelable et l'article L314-18 pose celui d'un complément de rémunération. Actuellement c'est ce prix garanti et ce complément de rémunération qui conduisent les promoteurs à multiplier de manière incohérente des projets que ne sont viables que parce qu'ils sont subventionnés.

Il est donc demandé de supprimer le régime des subventions dispendieuses et inefficaces qui conduit les promoteurs à multiplier les petits projets dans les zones rurales déjà défavorisées, nuisant fortement au patrimoine, à la biodiversité et au tourisme et générant des surcoûts de raccordement au réseau très élevés pour une production d'énergie renouvelable relativement médiocre (notamment par rapport à des installations plus industrielles dotées d'une véritable taille critique les rendant compétitives).

Il convient de cesser de favoriser les petites installations qui se multiplient seulement parce qu'elles perçoivent des subventions beaucoup plus substantielles que les grandes alors même qu'elles polluent davantage et sont moins efficaces à tous égards (écologique, énergétique, économique, opérationnel, en dépense publique...) : voir notamment l'article D 314-23-7° du Code de l'Energie.







**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. de NICOLAY et Jean Pierre VOGEL, Mmes MULLER-BRONN et PLUCHET, MM. PACCAUD, de LEGGE, Henri LEROY et KERN, Mme HERZOG et M. BRISSON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

La section 3 du chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code de l'énergie est complétée par un article L. 314-28 ainsi rétabli :

« Art. L. 314-28. – Par dérogation au premier alinéa de l'article L. 311-10 du présent code, les installations terrestres de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent ne peuvent bénéficier du complément de rémunération prévu à l'article L. 314-18 qu'au terme de la procédure de mise en concurrence prévue à l'article L. 311-10 du présent code. »

**OBJET**

Dans un souci d'optimisation de la dépense publique, d'une meilleure allocation du capital, mais également afin d'éviter la multiplication des petits projets éoliens qui mitent nos territoires, notamment dans les zones rurales, il est proposé par cet amendement, d'homogénéiser le système actuel de revente d'électricité via le complément de rémunération qui, en l'état, favorise les petits projets, ce qui nous apparaît comme moins compatibles avec un objectif écologique.

En effet depuis le 1er janvier 2016, la revente de l'électricité éolienne implanté sur terre n'est possible que via le mécanisme du complément de rémunération. Pour les installations inférieures à 6 éoliennes de 3 MW chacune au maximum, le tarif de référence du complément de rémunération est fixe (guichet ouvert) ; au-delà, le tarif de référence est fixé à la suite d'un appel d'offres.

Ce mécanisme aboutit *in fine* à ce que les petits projets soient de fait plus subventionnés, donc se multiplient.

Nous considérons en effet que le système des appels d'offres conduit, à un tarif de référence moindre que celui du guichet ouvert.

Aussi nous proposons de soumettre à la procédure de mise en concurrence tout projet d'installations éoliennes, quelque soit sa taille.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme SENÉE, MM. Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD,  
Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET  
MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 SEXIES

Après l'article 16 sexies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le premier alinéa de l'article L. 6361-13 du code des transports est ainsi modifié :

1° La première phrase est ainsi modifiée :

a) Le montant : « 1 500 € » est remplacé par le montant « 3 000 € » ;

b) Le montant : « 20 000 € » est remplacé par le montant « 40 000 € » ;

2° À la seconde phrase, le montant : « 40 000 € » est remplacé par le montant « 80 000 € ».

**OBJET**

Cet amendement du groupe Écologiste – Solidarité et Territoires vise à doubler les plafonds des amendes que l'Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires peut prononcer à l'encontre des personnes ne respectant pas les réglementations en matière environnementale.

Le montant maximum des amendes prononcées par l'Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires à l'encontre des personnes ne respectant pas les réglementations en matière environnementale sur un aéroport n'a pas été revalorisé depuis 2012.

Ces amendes ne sont plus suffisamment dissuasives et les compagnies aériennes sont parfois conduites à arbitrer en faveur d'intérêts économiques au détriment du respect des règles environnementales. Afin de permettre à l'Autorité de contrôle de disposer à nouveau d'un instrument dissuasif, il est proposé de doubler les plafonds des amendes qu'elle peut prononcer.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme SENÉE, MM. Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD,  
Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET  
MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 5

Alinéa 11, première phrase

Remplacer le mot :

cinq

par le mot :

dix

**OBJET**

Le projet de loi de finances pour 2024 propose un crédit d'impôt au titre des investissements en faveur de l'industrie verte exploités pendant au moins cinq ans à compter de la date de leur mise en service. Le Groupe Écologiste - Solidarité et Territoires partage l'objectif de soutien public au développement des technologies servant la transition énergétique et écologique, et accueille favorablement par conséquent de la présence de l'article 5 au sein du projet de loi de finances. Toutefois, le dispositif peut être amélioré afin d'en garantir la pleine efficacité.

Pour être éligibles à ce nouveau crédit d'impôt pour leurs investissements, les entreprises ne doivent exploiter qu'à minima cinq ans ces investissements à compter de la date de leur mise en service. Le Groupe Écologiste - Solidaire et Territoires considère que cette durée est trop courte au regard des enjeux de décarbonation de l'industrie française. Ce secteur représente encore 18 % des émissions annuelles de gaz à effet de serre nationales et constitue le 3e secteur d'activité le plus émetteur en France, selon le dernier bilan annuel du Haut Conseil Pour le Climat.

Notre groupe considère qu'une planification écologique maîtrisée et réussie exige que les investissements en faveur des technologies au service de la transition s'inscrivent dans le temps long.

Cet amendement du groupe Ecologiste - Solidarité et Territoires propose donc d'étendre le délai minimum d'exploitation des investissements verts sur le territoire national à au moins 10 ans, afin d'éviter que ces entreprises éligibles au crédit d'impôt au titre des investissements verts ne cessent, au bout de cinq ans, d'exploiter les investissements pour lesquels elles auront bénéficié de soutiens publics.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme SENÉE, MM. Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 5

Après l'alinéa 12

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

« ...° Elles souscrivent à des engagements annuels en matière de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre. Ces engagements doivent être en cohérence avec une trajectoire minimale de réduction des émissions de gaz à effet de serre définie pour la période 2020–2030 qui doit être compatible avec le plafond national des émissions de gaz à effet de serre défini par secteur en application de l'article L. 222–1A du code de l'environnement ainsi qu'avec l'accord de Paris.

« ...° À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, les entreprises ayant souscrit les engagements mentionnés au 7° publient, au plus tard le 1<sup>er</sup> avril de chaque année, un rapport annuel sur le respect de leurs obligations climatiques. Il présente le bilan de leurs émissions directes et indirectes de gaz à effet de serre au cours de l'exercice clos ainsi que leur stratégie de réduction de ces émissions, assortie d'un plan de transition conformément à la directive (UE) 2022/2464. Le bilan précité est établi conformément à une méthodologie reconnue par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie. »

**OBJET**

Cet amendement du groupe Écologiste - Solidarité et Territoires vise à conditionner le crédit d'impôt au titre des investissements en faveur de l'industrie verte à des engagements climatiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre prises par les entreprises bénéficiaires.

Dans le cadre de sa stratégie verte, le gouvernement entend favoriser par la création d'un nouveau dispositif fiscal appelé C3IV l'implantation d'industries “vertes” sur le territoire national pour retrouver une place dans la compétition internationale.

Le groupe Écologiste - Solidarité et Territoires soutient le développement de ces filières stratégiques sur le territoire national et accueille favorablement le dispositif institué par l'article 5. Toutefois, le groupe considère que le dispositif peut être amélioré afin de renforcer l'efficacité de la dépense publique au service de la transition écologique.

Le dispositif proposé n'exige aucune garantie écologique au soutien public à ces industries vertes. Le C3IV semble donc viser presque exclusivement l'objectif le retour de l'industrie française dans la compétition internationale, et laisse de côté l'objectif de décarbonation de l'industrie dite verte.

Cet amendement prévoit donc qu'en contrepartie des aides versées, les industries éligibles au C3IV sont tenues de respecter des engagements annuels en matière de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre. Elles devront publier, au plus tard le 1er avril de chaque année, un rapport annuel présentant le bilan de leurs émissions directes et indirectes de gaz à effet de serre au cours de l'exercice clos, ainsi que leur stratégie de réduction de ces émissions, assortie d'un plan de transition.

S'agissant du plan de transition comportant un plan d'investissement, les entreprises pourront s'aider de la norme climatique conformément à la directive (UE) 2022/2464, dite « CSRD » (Corporate Sustainability Reporting Directive) ainsi que de la méthodologie générique et/sectorielle "ACT initiative" de l'ADEME (Assessing low Carbon Transition). L'objectif de ACT initiative est de massifier le nombre d'entreprises qui se dotent de stratégies de décarbonation, ainsi que d'évaluer des plans de transition d'entreprise, afin de rendre compte de façon transparente leur stratégie.

Cet amendement s'inspire des travaux du RAC sur l'éco-conditionnalité. Avec près de 160 milliards d'euros versés en 2019, les aides publiques aux entreprises sont devenues le premier poste de dépenses de l'État. Entre 2000 et 2019, la part des aides de l'État reçues par le secteur privé dans le PIB français est ainsi passée de 2,7 % à 6,4 %. Un rapport de l'IRES sur les aides publiques aux entreprises, publié en octobre 2022, évoque même "Un Etat Providence caché en faveur des entreprises". Il est donc impératif que ces dépenses publiques ne soient pas seulement au service des entreprises, mais poursuivent également des objectifs d'intérêt général, et puissent notamment financer la transition écologique à la hauteur de l'urgence et de nos objectifs. Un impératif d'autant plus important à énoncer ici que le projet de loi de finances pour 2023 contenait plus de 67 milliards d'euros de dépenses néfastes pour le climat et la biodiversité, selon le Réseau Action Climat.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme SENÉE, MM. FERNIQUE, Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC et GONTARD,  
Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET  
MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 5

I – Alinéa 6

après le mot :

production

insérer les mots :

au recyclage, au réemploi et à la réutilisation

II – Après les alinéas 18, 23,28 et 33

insérer un alinéa ainsi rédigé :

« ...) Le recyclage, le réemploi et la réutilisation des équipements et des composants d'équipements mentionnés aux a et b.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les enjeux de décarbonation ne peuvent pas se départir de la question des ressources. Chacune des politiques publiques menées en la matière doit intégrer un volet de sobriété et de circularité, y compris celles touchant à la décarbonation de notre pays.

Le crédit d'impôt "Industrie verte" est une initiative intéressante mais il demeure incomplet s'il ne tient pas compte du coût "ressources" qu'il implique. C'est pourquoi il doit intégrer les entreprises qui travaillent à réduire ce coût pour faire en sorte que notre décarbonation soit la plus durable et circulaire possible. En effet, il est capital de penser aux cycles de fin de vie des panneaux solaires, des pompes à chaleur, des éoliennes et des batteries, tant leur expansion dans les prochaines années est inévitable.

Ainsi, cet amendement du groupe Écologiste - Solidarité et Territoires propose d'élargir le bénéfice du C3IV aux entreprises investissant dans le réemploi, la réutilisation et le recyclage des moyens de production d'énergies propres.

Inclure l'investissement dans le recyclage, le réemploi et la réutilisation des équipements et composants des secteurs clé est une mesure bénéfique à la fois pour la planète, l'économie et pour la cohésion sociale. En recyclant les équipements et composants clés, nous évitons une déperdition de matériaux tout en développant des filières d'économie circulaire ce qui participe in fine à la résilience et à la souveraineté de la France.

Cet amendement a été travaillé avec l'INEC.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme SENÉE, MM. Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD,  
Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET  
MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 5

Après l'alinéa 77

insérer un alinéa ainsi rédigé :

« X .... – Sont exclus du présent crédit des sociétés et groupes de sociétés redevables de l'impôt sur les sociétés prévu à l'article 205 du code général des impôts qui réalisent un chiffre d'affaires supérieur à 750 000 000 euros dont le résultat imposable pour l'exercice 2023 considéré au titre de l'impôt sur les sociétés précité est supérieur ou égal à 1,25 fois la moyenne de son résultat imposable des exercices 2020, 2021 et 2022. »

**OBJET**

Année après année, les records de profits des multinationales françaises s'enchaînent sans qu'aucune mesure ambitieuse n'ait été prise pour limiter leur progression. Entre avril et juin 2023, la hausse des dividendes versées a été particulièrement marquée en France, avec un bond de 13,3% par rapport à 2022, soit une augmentation supérieure à celle observées dans le monde (+4,9%), et dans les grandes économies européennes, comme l'Allemagne (+9,6%) ou l'Italie (+9,4%). La part des dividendes en France représente près d'un tiers du total des dividendes versées en Europe.

En parallèle, les français subissent une forte inflation qui grève leur pouvoir d'achat.

Fidèle à sa position de réguler les superprofits dans un objectif de justice sociale, et considérant que les aides publiques n'ont pas vocation à faciliter la réalisation de profits records et le versement de toujours davantage de dividendes, le Groupe Écologiste - Solidarité et Territoires propose d'exclure du crédit d'impôt au titre de l'investissement vert les industries qui réalisent des superprofits.







## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme SENÉE, MM. Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD,  
Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET  
MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

### ARTICLE 12

#### I. – Après l’alinéa 26

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

.... – L’article L. 312-31 est abrogé.

#### II. – Après l’alinéa 36

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

.... – Les articles L. 312-49, L. 312-52 et L. 312-53 sont abrogés ;

.... – Au premier alinéa de l’article L. 312-51, les mots : « les gazoles et » sont supprimés ;

#### III. – Alinéas 37 à 41

Remplacer ces alinéas par un alinéa ainsi rédigé :

.... – L’article L. 312-54 est abrogé ;

#### IV. – Alinéas 42 et 43

Remplacer ces alinéas par un alinéa ainsi rédigé :

.... – L’article L. 312-55 est abrogé ;

#### V. – Après l’alinéa 43

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

.... – L’article L. 312-58 est abrogé ;

#### VI. – Alinéas 44 à 51

Remplacer ces alinéas par un alinéa ainsi rédigé :

.... – L’article L. 312-60 est abrogé ;

#### VII. – Alinéa 52

Rédiger ainsi cet alinéa :

.... – L'article L. 312-64 est abrogé ;

VIII. – Alinéa 53 :

Rédiger ainsi cet alinéa :

.... – L'article L. 312-69 est abrogé ;

IX. – Alinéas 57 à 60

Remplacer ces alinéas par un alinéa ainsi rédigé :

.... – L'article L312-75 est abrogé ;

X – Alinéa 67

Rédiger ainsi cet alinéa :

.... – L'article L312-78 est abrogé ;

### **OBJET**

La transition écologique nécessite de réorienter les financements mobilisés vers des activités et des solutions vertueuses, et de mettre fin au financement des activités polluantes. Aussi, si le groupe Écologiste - Solidarité et Territoires accueille positivement l'article 12, qui vise à réduire progressivement les dépenses fiscales défavorables à l'environnement, il considère cependant que le dispositif proposé manque d'ambition et n'est pas à la hauteur de l'urgence climatique, notamment en ce qu'il ne vise pas l'ensemble des avantages fiscaux défavorables à l'environnement, et qu'il ne prévoit qu'une réduction progressive de ceux-ci.

Aussi, le présent amendement propose donc de compléter le dispositif proposé par le Gouvernement, en supprimant, dès l'entrée en vigueur de la loi de finances pour 2024, la plupart des avantages fiscaux liés à la consommation d'énergie fossile.

Cet amendement a été travaillé avec *Amorce*.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme SENÉE, MM. JADOT, Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mmes GUHL et de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le premier alinéa du B de l'article 278-0 bis du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le mot : « calorifique », sont insérés les mots : « ou frigorifique » ;

2° Sont ajoutés les mots : « et la fourniture de froid distribuée par réseaux. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Cet amendement du groupe Ecologiste - Solidarité et Territoires a pour objet d'appliquer un taux réduit de TVA réduit aux réseaux de froid justifiant d'un taux d'énergie renouvelable et de récupération supérieur à 50%, comme le permet la Directive 2022/542, qui les intègre dans le champ de l'article 98 de la Directive 2006/112/CE relatif à la TVA à taux réduit.

Conséquence indéniable du réchauffement climatique, les canicules deviennent de plus en plus régulières et ne sont pas sans conséquences dans notre vie quotidienne. C'est pourquoi de plus en plus de Français ont recours à des climatiseurs individuels qui utilisent fluides frigorigènes fort polluants et qui rejettent de la chaleur dans les rues, ce qui aggrave les îlots de chaleur. La climatisation serait aujourd'hui responsable de près de 5% des émissions de CO2 dans le secteur du bâtiment.

Cet engrenage, notamment pointé par l'Agence Internationale de l'Energie depuis 2018, impose le développement de solutions efficaces et durables pour adapter les territoires au réchauffement climatiques. Les réseaux de froid urbains bénéficient de nombreux atouts, au premier rang desquels leur capacité à valoriser les ressources durables et locales de nos territoires (lacs, rivières, nappes phréatiques, mers, etc.). D'un point de vue énergétique et environnemental, les réseaux de froid sont 2 à 5 fois plus performants que la majorité des installations autonomes. C'est d'ailleurs pourquoi l'Union européenne encourage le développement des réseaux de froid urbains.

Conformément aux évolutions du droit européen en la matière, l'émergence du froid renouvelable doit être encouragée par des outils économiques efficaces. Cette mesure permettra d'apporter une

réponse sanitaire et durable aux enjeux liés au réchauffement climatique, tout en évitant de nombreuses émissions de chaleur et d'émissions de CO<sub>2</sub> liées à l'explosion du recours à des climatiseurs individuels.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme SENÉE, MM. JADOT, Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mmes GUHL et de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article L. 278-0 bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« .... – La livraison et l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil d'une puissance inférieure ou égale à 9 kWc. »

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cette proposition du groupe Ecologiste - Solidarité et Territoires vise à fixer un taux de TVA réduit à 5,5% sur la fourniture et la pose des installations d'autoconsommation jusqu'à 9 kWc.

L'article 279-0 bis du code général des impôts prévoit un taux de TVA de 10 % pour les installations solaires dont la puissance n'excède pas 3 kW quand celle dont la puissance est située au-delà sont assujetties à un taux de 20%. En comparaison, le Royaume-Uni va mettre en place un taux de 0% pour les panneaux photovoltaïques des particuliers alors que cette taxe était déjà réduite à 5,5%.

Le niveau de fiscalité appliqué en France contribue à une sous-exploitation du gisement et freine l'essor du photovoltaïque résidentiel dans le mix électrique français et ne lui permet pas de contribuer pleinement à l'atteinte de nos objectifs fixés par la stratégie énergie-climat (20.6 GW de solaire PV en 2023, 44.5 GW en 2028). En effet, alors que la puissance installée dans le secteur résidentiel ne s'élevait fin 2021 qu'à 0,6 GW, le gisement de développement pour les installations en toiture est estimé à 240 GW (Ademe, 2018).

L'Union européenne, à travers la récente révision de la directive TVA permet désormais aux Etats membres d'appliquer un taux réduit voire très réduits de TVA « sur la livraison et l'installation de panneaux solaires sur des logements privés, des logements et des bâtiments, publics et autres, utilisés pour des activités d'intérêt général, et à proximité immédiate de ceux-ci », ainsi que plus globalement ceux qui favorisent les transitions environnementale et numérique. Cette évolution du régime fiscal communautaire s'inscrit dans le cadre des engagements environnementaux de l'Union européenne en matière de décarbonation ainsi que du pacte vert pour l'Europe. Cette possibilité offerte depuis peu

aux Etats membres a pour objectif de soutenir la transition vers les énergies renouvelables et de favoriser l'autosuffisance énergétique de l'Union européenne, notamment visée par le récent plan REPowerEU.

Cette diminution de notre fiscalité sur le solaire résidentiel répond à un triple enjeu :

- La baisse du coût d'une technologie qui permet de protéger les consommateurs face aux incertitudes liées à la fluctuation des prix de l'énergie puisque l'autoconsommation solaire résidentielle, avec des coûts fixes et connus, est un facteur de maîtrise de la facture d'électricité, de nature à protéger le pouvoir d'achat des ménages français;
- Un amortissement du renchérissement du prix des panneaux solaires du fait de la crise des matériaux;
- L'optimisation des usages dans le résidentiel qui accompagne l'autoconsommation photovoltaïque, par exemple le lissage de la recharge électrique d'un véhicule ou la synchronisation de la production de l'eau chaude sanitaire avec les heures d'ensoleillement.

Par ailleurs, cette proposition de réduction de TVA, s'inscrit dans un contexte budgétaire où l'autoconsommation solaire résidentielle est très peu soutenue puisque la prime à l'investissement dédié, et versée en cinq fois, ne représente au maximum que 10% du coûts des panneaux solaires.

Enfin, l'application d'un taux de TVA réduit à 5,5% sur l'ensemble des installations solaires résidentielles sur toitures, jusqu'à 9 kWc, permet de supprimer le seuil de 3 kWc qui ne correspond plus à la réalité du marché en raison de l'augmentation de la productivité des installations photovoltaïques mais également au regard du développement des outils de stockage et de pilotage de la consommation électrique. Cela mettra fin à un effet de seuil, incitant les particuliers à sous-dimensionner leurs installations et ainsi limiter l'installation de nouvelles capacités de production solaire.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme SENÉE, MM. Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD,  
Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET  
MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 8

## I. – Après l’alinéa 4

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

aa) Le premier alinéa est complété par les mots : « pour les entreprises respectant leurs obligations légales, et notamment environnementales telles que fixées à l’article L. 229-25 du code de l’environnement ;

## II. – Après l’alinéa 20

Insérer neuf alinéas ainsi rédigés :

1° bis Sont ajoutés huit alinéas ainsi rédigés :

« Le taux appliqué à la valeur ajoutée mentionnée au même 1 est calculé de la manière suivante pour les entreprises ne respectant pas leurs obligations légales, et notamment environnementales telles que fixées à l’article L. 229-25 du code de l’environnement :

« 1° Pour les entreprises dont le chiffre d’affaires est inférieur à 500 000 €, le taux est nul ;

« 2° Pour les entreprises dont le chiffre d’affaires est compris entre 500 000 € et 3 000 000 €, le taux est égal à :  $0,125 \% \times (\text{montant du chiffre d’affaires} - 500\,000\,€) / 2\,500\,000\,€$  ;

« 3° Pour les entreprises dont le chiffre d’affaires est compris entre 3 000 000 € et 10 000 000 €, le taux est égal à :  $0,125 \% + 0,225 \% \times (\text{montant du chiffre d’affaires} - 3\,000\,000\,€) / 7\,000\,000\,€$  ;

« 4° Pour les entreprises dont le chiffre d’affaires est compris entre 10 000 000 € et 50 000 000 €, le taux est égal à :  $0,35 \% + 0,025 \% \times (\text{montant du chiffre d’affaires} - 10\,000\,000\,€) / 40\,000\,000\,€$  ;

« 5° Pour les entreprises dont le chiffre d’affaires est supérieur à 50 000 000 €, à 0,375 %.

« Les taux mentionnés aux 2°, 3° et 4° du présent I sont exprimés en pourcentages et arrondis au centième le plus proche.

« Pour l’application du présent article, le chiffre d’affaires s’entend de celui mentionné au 1 du II de l’article 1586 ter. »

### **OBJET**

Afin de répondre à la triple contrainte à laquelle doit faire face l'économie française (transition écologique, maîtrise budgétaire et compétitivité), cet amendement du groupe Écologiste - Solidarité et Territoires propose d'instaurer un dispositif de conditionnalité écologique pour bénéficier de la baisse de CVAE.

Avant tout octroi de la baisse de CVAE aux entreprises de plus de 500 salariés il s'agirait de vérifier qu'elles respectent une obligation légale trop peu appliquée aujourd'hui (43% des entreprises en conformité fin 2021 selon l'ADEME) : la publication d'un bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre et une trajectoire de réduction de celles-ci.

Une telle disposition permettrait aux entreprises d'être en conformité avec leurs obligations environnementales, d'anticiper l'évolution des normes européennes sur le reporting extra-financier (CSRD) et de s'inscrire dans une logique de planification de la réduction de leurs émissions.

Cette mesure n'applique pas de nouvelle contrainte aux entreprises de plus de 500 salariés puisqu'il s'agit d'une obligation légale depuis 2012. Elle vise par ailleurs à faire la transparence sur des données que les entreprises ont déjà pu mesurer pour avoir une vision de leur impact environnemental ou répondre aux attentes de leurs parties prenantes.

L'impact de cette mesure pour les finances publiques serait neutre, la baisse de 1 milliard d'euros de CVAE étant répartie entre les entreprises non soumises à l'obligation de BEGES (moins de 500 salariés) et les entreprises respectant leur obligation légale. Seules les autres entreprises (plus de 500 salariés et n'ayant pas respecté leurs obligations de publication de BEGES) ne bénéficieraient pas de la baisse de CVAE. L'effort serait supporté par des entreprises de plus de 500 salariés, disposant de moyens suffisants pour réaliser un BEGES.

Cet amendement a été travaillé avec le Mouvement Impact France.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme SENÉE, MM. Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD,  
Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET  
MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le dernier alinéa de l'article 256 B est supprimé;

2° Le c du 3° du II de l'article 291 est rétabli dans la rédaction suivante :

« c. Pour chaque année civile, les premiers 18,2 mètres cubes d'eau de consommation immédiate pour les personnes physiques, au prorata de leur durée d'abonnement sur la période de l'année civile en cours ; ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement du groupe Écologiste - Solidarité et Territoires vise à exonérer de TVA l'usage domestique des premiers 18,2 m<sup>3</sup> d'eau, ce qui correspond à la quantité d'eau nécessaire pour toute personne physique par an, d'après l'OMS.

L'accès à l'eau pour les besoins élémentaires est un droit fondamental. La franchise de TVA permettra une baisse de facture qui permettra de garantir ce droit dans la pratique.

Cet amendement s'inscrit dans une politique plus large défendue par les écologistes en faveur de l'accès à l'eau. Nous soutenons la multiplication des régies publiques qui permettent un meilleur service, un contrôle démocratique de la ressource, et souvent une baisse de prix et une tarification sociale;

La TVA sur l'eau sur les premiers m<sup>3</sup> est un impôt injuste qui accentue les inégalités d'accès à cette ressource essentielle. La supprimer permet de corriger cette injustice.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme SENÉE, MM. Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD,  
Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET  
MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16

Après l'article 16

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I – L'article 46 de la Loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 est ainsi modifié :

1° La cinquième ligne du tableau du deuxième alinéa du I du présent article est supprimée ;

2° Le III bis est abrogé.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement du groupe Écologiste - Solidarité et Territoires vise à mettre en œuvre la proposition n°40 du rapport d'information du Sénat sur la gestion durable de l'eau, qui suggère de supprimer le plafond mordant des redevances prélevées par les Agences de l'eau.

Ce mécanisme introduit par la loi de finances pour 2018 écrête les recettes des agences de l'eau et conduit au versement de l'excédent au budget général de l'État.

Le récent rapport de la mission d'information du Sénat sur la gestion durable de l'eau critique ce mécanisme budgétaire. Le rapport indique notamment que ce dispositif est générateur d'effets pervers, son existence même ayant contraint nombre d'agences de l'eau à diminuer le montant de leurs taxes et redevances, pour n'avoir pas à reverser les recettes excédentaires et devoir ainsi se justifier auprès de leur comité de bassin. Ce mécanisme contribue donc à abaisser la valeur réelle de l'eau. Il remet par ailleurs en cause le principe de l'eau paie l'eau et la biodiversité.

Le gouvernement a publié dans le courant de l'année 2023 un Plan Eau visant à accélérer la transition écologique de la gestion de l'eau et à faire face aux épisodes de sécheresse qui s'accroissent, qui prévoit notamment l'augmentation des moyens financiers des Agences à hauteur de 475 millions

d'euros. C'est dans ce cadre que le plafond de recettes est réhaussé de 150 millions d'euros en 2024 et 325 millions d'euros en 2025, ce dont nous nous réjouissons. Toutefois, nous considérons que la meilleure mesure pour assurer un financement suffisant et pérenne des agences de l'eau demeure la suppression de ce plafond mordant.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme SENÉE, MM. Grégory BLANC, DOSSUS, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER**

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le code des douanes est ainsi modifié :

1° Le I de l'article 266 sexies est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ... Les metteurs sur le marché de tout produit contenant des substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées, y compris visé par les mécanismes de responsabilité élargie du producteur définis aux articles L. 541-10- 1 à L. 541-10-10 du code de l'environnement. La liste des produits concernés est précisée par décret. » ;

2° L'article 266 septies est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« .... La mise sur le marché du produit générateur de déchets par les personnes mentionnées au 11 du I de l'article 266 sexies. » ;

3° L'article 266 octies est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« .... Le nombre de produits générateurs de déchets remplissant les conditions fixées au 11 du I de l'article 266 sexies devant faire l'objet d'un registre national géré par l'Agence de la transition écologique. » ;

4° À l'article 266 nonies, le tableau du B du 1 est complété par une ligne ainsi rédigée :

«

(Unité de vente mise sur le marché)

Produits contenant des substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées selon les conditions fixées au 11 du I de l'article 266 sexies	0,10
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------

» ;

5° Le même article 266 nonies est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le paiement d'une contribution financière au titre d'une responsabilité élargie du producteur n'exonère pas les personnes physiques ou morales mentionnées au 11 du I de l'article 266 sexies du paiement de la taxe mentionnée au I du même article. »

### **OBJET**

Cet amendement du groupe Écologiste - Solidarité et Territoires propose la création d'une taxe générale sur les activités polluantes (TGAP), applicable dès la mise sur le marché de produits contenant des substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées (PFAS), désignés également comme polluants éternels.

Les polluants éternels sont des composés largement utilisés dans l'industrie et les produits manufacturés depuis les années 1940. Utilisés pour leurs propriétés chimiques recherchées, ces composés synthétiques représentent aujourd'hui une pollution majeure et persistante, à l'origine d'une déstabilisation probablement irréversible de l'environnement et de risques graves pour la santé.

Quelques jours seulement avant le début de l'examen du projet de loi de finances pour 2024, le 20 novembre dernier, l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France a rendu une étude maintenant sa recommandation de ne pas consommer les oeufs de poulaillers domestiques de l'agglomération parisienne, après la mise en évidence de teneurs importants de polluants organiques persistants (POP). Pour près de la moitié des œufs constituant l'échantillon de l'étude, le seuil réglementaire européen pour la somme des quatre principaux PFAS est dépassé, avec des taux parfois jusqu'à sept à dix fois supérieures à la limite réglementaire. Ces résultats inquiétants confirment une contamination généralisée des sols à l'échelle du territoire urbain. Ces alertes sanitaires doivent nous pousser à agir contre l'utilisation des ces polluants.

Dans cette perspective, il est crucial de développer une incitation fiscale à la réduction de l'utilisation de ces substances et au développement de productions alternatives plus soutenables.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme SENÉE, MM. Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD,  
Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET  
MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

ARTICLE 16

Après l'alinéa 34

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

– le tableau du deuxième alinéa est complété par une ligne ainsi rédigée :

«

Substances per- et polyfluoroalkylées (pour les substances identifiées dans la Directive (UE) n° 2020/2184 du 16/12/20 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine)	10	100 nl
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----	--------

» ;

**OBJET**

Cet amendement propose d'ajouter les Substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) à la liste des substances assujetties à la redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique.

Les polluants éternels sont des composés largement utilisés dans l'industrie et les produits manufacturés depuis les années 1940. Utilisés pour leurs propriétés chimiques recherchées, ces composés synthétiques représentent aujourd'hui une pollution majeure et persistante, à l'origine d'une déstabilisation probablement irréversible de l'environnement et de risques graves pour la santé.

Quelques jours seulement avant le début de l'examen du projet de loi de finances pour 2024, le 20 novembre dernier, l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France a rendu une étude maintenant sa recommandation de ne pas consommer les oeufs de poulaillers domestiques de l'agglomération parisienne, après la mise en évidence de teneurs importantes de polluants organiques persistants (POP). Pour près de la moitié des œufs constituant l'échantillon de l'étude, le seuil réglementaire européen pour la somme des quatre principaux PFAS est dépassé, avec des taux parfois jusqu'à sept à dix fois supérieures à la limite réglementaire. Ces résultats inquiétants confirment une contamination généralisée des sols à l'échelle du territoire urbain. Ces alertes sanitaires doivent nous pousser à agir contre l'utilisation des ces polluants.

Dans cette perspective, il est crucial de développer une incitation fiscale à la réduction de l'utilisation de ces substances et au développement de productions alternatives plus soutenables. Ainsi, en application du principe de prévention et du principe de réparation des dommages à l'environnement (le principe pollueur-payeur), l'intégration des PFAS à la liste des substance assujetties à redevance à l'agence de l'eau est tout à fait cohérente et permet de mieux sensibiliser les entreprises à participer à diminuer leur rejet de PFAS dans la nature, au profit de la santé et de la biodiversité.

Cet amendement a été voté à l'unanimité par la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale, démontrant un consensus politique sur cette mesure. Nous invitons donc le Sénat à adopter cette proposition, qui, au demeurant, n'affecte aucunement les recettes de l'Etat.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme SENÉE, MM. SALMON, Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI et Mmes PONCET MONGE, SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 TER

Après l'article 3 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 793 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 3° du 1 est ainsi modifié :

- a) Au premier alinéa, les mots : « des trois-quarts » sont remplacés par les mots : « de la moitié » ;
- b) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« La fraction de l'exonération est portée au trois-quarts lorsque le groupement forestier prend l'engagement prévu au trois derniers alinéas du 2° du 2. »

2° Le 2° du 2 est ainsi modifié :

- a) Au premier alinéa, les mots : « des trois-quarts » sont remplacés par les mots : « de la moitié » ;
- b) Sont ajoutés cinq alinéas ainsi rédigés :

« la fraction de l'exonération prévue au premier alinéa est portée au trois-quarts lorsque l'héritier, le légataire ou le donataire prend l'engagement pour lui et ses ayants cause sur les terrains concernés de mettre en œuvre une gestion sylvicole contribuant significativement aux objectifs suivants :

« - augmenter le puits de carbone, en particulier dans les sols forestiers ;

« - améliorer l'état de conservation de l'habitat forestier.

« L'exonération est totale lorsque l'héritier, le légataire ou le donataire prend l'engagement pour lui et ses ayants cause de laisser les terrains concernés en libre évolution. Cette exonération est conditionnée à l'existence de garanties de gestion durable visées aux articles L. 124-1 à L. 124-3 et L. 313-2 du code forestier ou d'une obligation réelle environnementale prévue à l'article L. 132-3 du code de l'environnement mentionnant l'engagement relatif à la libre évolution.

« Les conditions des engagements prévus aux deux derniers alinéas et de leur attestation sont définies par décret. »



II. – La perte de recettes pour l'État, les chambres d'Agriculture et les caisses d'assurances accidents agricoles dans les départements d'Alsace-Moselle sont compensées, à due concurrence, par la création et l'affectation d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre 1<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services, à la taxe incitative relative à l'utilisation d'énergie renouvelable dans les transports telle que définie par l'article 266 quindecies du code des douanes, aux taxes s'appliquant aux industries de la plasturgie et des composites prévues à l'article L471-2 du code des impositions sur les biens et services, à la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, à la taxe sur l'avion civile prévue à l'article 302 bis K du code général des impôts.

### **OBJET**

Cet amendement du groupe Écologiste - Solidarité et Territoires reprend une proposition de nos collègues de l'Assemblée nationale, suggérant une modernisation du régime dit « Sérot-Monichon » qui résulte d'une loi du 16 avril 1930. Dans le cadre des successions et donations à titre gratuit, ce régime vise à exonérer des droits de mutation à titre gratuit 75% de la valeur des propriétés forestières.

Pour bénéficier de cette exonération, le bénéficiaire doit présenter une garantie de gestion durable prévue par le code forestier, c'est-à-dire disposer d'un document de gestion forestière. Or, ces documents ne permettent qu'une prise en compte largement insuffisante des enjeux liés à la biodiversité et au climat.

Pour favoriser une sylviculture plus proche des cycles naturels, il est proposé, d'une part, de baisser l'actuelle exonération à 50% au lieu de 75% pour les bénéficiaires ayant de simples garanties de gestion durable et, d'autre part, d'ajouter une exonération à 75% pour les bénéficiaires contribuant de façon significative à la préservation de la biodiversité et à la conservation des puits de carbone, en insistant particulièrement sur le rôle des sols forestiers dont la préservation est désormais reconnue d'intérêt général (article L.112-1 du code forestier) suite à l'adoption de la loi Climat et Résilience.

Pour évaluer l'atteinte de ces objectifs, il est possible de s'appuyer sur la méthodologie bas carbone développée par le ministère de la Transition écologique et une sélection de critères applicables à l'ensemble des habitats forestiers issues de la méthodologie d'évaluation des habitats d'intérêt communautaire développée par le Muséum National d'Histoire naturelle

Ces critères, déjà existants et évaluables de façon objective à un coût raisonnable, pourront être précisés par décret. Les économies réalisées permettent de créer une exonération à 100 % pour les surfaces en libre évolution particulièrement intéressantes pour la conservation de la biodiversité et le stockage de carbone. Cet amendement participe ainsi à la mise en œuvre des engagements internationaux de la France.

Cet amendement a été travaillé avec Canopée.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme SENÉE, MM. SALMON, Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI et Mmes PONCET MONGE, SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le 1° de l'article 1395 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° À la première phrase, après le mot : « bois », sont insérés les mots : « respectant les conditions prévues aux alinéas suivants » ;

2° Sont ajoutés douze alinéas ainsi rédigés :

« Sont exclus de cette exonération, les reboisements après une coupe rase, sauf pour motif sanitaire reconnu par un diagnostic.

« Le bénéfice de l'exonération est soumis aux conditions cumulatives suivantes :

« a) Les terrains concernés bénéficient de garanties de gestion durable visées aux articles L. 124-1 à L. 124-3 et L. 313-2 du code forestier ;

« b) Pour les terrains appartenant à des personnes visées à l'article L. 211-1 du code forestier éligibles au régime forestier, le régime forestier doit être appliqué ;

« c) Un mélange d'au moins deux essences pour les parcelles de moins de deux hectares, et de trois essences dont au moins une essence autochtone au-delà de ce seuil doit être assuré, chacune représentant au moins 20 % des semis ou plants ;

« d) Seuls sont utilisés des graines et des plants forestiers conformes aux prescriptions des arrêtés régionaux relatifs aux aides de l'État à l'investissement forestier pris conformément à la partie réglementaire du même code ;

« e) Les essences plantées doivent être adaptées à la station, ne pas présenter de risque d'invasion et de supplantation du cortège local, et doivent pouvoir être gérées en mélange avec les essences locales ;

« f) Les essences plantées doivent représenter un progrès vers la stabilité, la résilience et la diversification future du peuplement ;

« g) Les plantations doivent permettre, à terme, un mélange le plus intime possible du peuplement et les plantations en plein d'une seule essence doivent être limitées à 5 000 mètres carrés.

« Le propriétaire ou l'Office national des forêts pour les forêts domaniales adresse, avant le 1<sup>er</sup> janvier de la première année au titre de laquelle l'application de l'exonération est demandée, une déclaration à l'administration indiquant la liste des parcelles concernées et son engagement à respecter les conditions prévues aux alinéas précédents.

« Lorsque la déclaration est souscrite après l'expiration de ce délai, l'exonération s'applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivant celle du dépôt de la déclaration, pour les périodes définies au premier alinéa, diminuée du nombre d'années qui sépare celle du dépôt de la déclaration de la dixième année suivant celle de l'achèvement de la coupe définitive.

« Les conditions de l'exonération, notamment les essences forestières pouvant ouvrir droit à cette exonération, les modalités de déclaration, les conditions de réalisation du diagnostic sanitaire en cas de coupes rases, sont définis par un décret qui comporte des dispositions particulières en cas de dégradations naturelles exceptionnelles. »

### **OBJET**

Cet amendement du groupe Écologiste - Solidarité et Territoires vise à conditionner l'exonération de la taxe foncière octroyée aux terrainsensemencés, plantés ou replantés en bois à des conditions permettant d'assurer une sylviculture plus proche des cycles naturels.

Les parcelles forestières nouvellement plantées bénéficient d'une exonération de taxe foncière (définie à l'article 1395 du CGI).

Nous proposons d'exclure du spectre des parcelles concernées les parcelles ayant fait l'objet d'une coupe rase (à l'exception des coupes rases réalisées pour motif sanitaire). En effet, l'exonération produit actuellement l'effet d'une subvention à la coupe rase, puisque la coupe rase et la plantation qui s'en suivent déclenchent l'exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties. Or, une récente expertise commandée par le Ministère de la transition écologique et Ministère de l'agriculture et de l'alimentation pointe les effets néfastes des coupes rases sur plusieurs facteurs (sols, biodiversité, puits de carbone...).

Nous proposons également de conditionner cette exonération à la plantation d'essences diversifiées, afin de décourager la plantation en monoculture. Ainsi, l'exonération serait ciblée pour les travaux d'ensemencement ou de plantation vertueux (plantation d'enrichissement, nouvelle plantation...).

Cet amendement permet par ailleurs de réaliser des économies de dépenses publiques, en ce qu'il a pour effet d'exclure certaines parcelles du bénéfice de l'exonération de taxe foncière.

Cet amendement a été travaillé avec *Canopée*.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme SENÉE, MM. Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD,  
Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET  
MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6

Après l'article 6

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après l'article 199 novovicies du code général des impôts, il est inséré un article 199 novovicies ...  
ainsi rédigé :

« Art. 199 novovicies .... – Les constructions neuves envisagées dans les aires protégées telles que mentionnées aux articles L. 331-1 à L. 332-27, L. 334-1 à L. 336-2 et L. 414-1 du code de l'environnement, aux articles L. 113-1 à L. 113-30 du code de l'urbanisme ou les constructions neuves envisagées dans les sites inscrits tels que mentionnés aux articles L. 341-1 à L. 341-22 du code de l'environnement et ayant fait l'objet d'un avis défavorables des architectes des bâtiments de France ne sont pas éligibles aux subventions, aides publiques et régimes fiscaux incitatifs visés au 1° de l'article L. 31-10-2 et au I-1° des articles L. 313-1 à L. 313-6 du code de la construction et de l'habitation et aux articles 199 novovicies et 278 sexies du présent code.

« Les travaux sur bâtiments existants demeurent éligibles à ces régimes dans les conditions propres aux statuts des divers espaces concernés. »

**OBJET**

L'objet de cet amendement du groupe Écologiste - Solidarité et Territoires est de supprimer des niches fiscales incitant à la construction neuve dans les espaces naturels protégés. Ces niches fiscales sont favorables à l'artificialisation des sols, ce qui est incompatible avec la loi et l'atteinte de l'objectif de zéro artificialisation nette en 2050. Cette artificialisation des sols est d'autant plus dommageable dans les espaces naturels protégés.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme SENÉE, MM. Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD,  
Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET  
MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le 1° de l'article 1394 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le mot : « nationales, », sont insérés les mots : « dont la gestion a été transférée à une collectivité » ;

2° Sont ajoutés les mots : « les chemins ruraux, les chemins d'exploitation ouverts au public et les chemins de randonnées sous convention avec une collectivité ».

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'objet de cet amendement du groupe Ecologiste - Solidarité et Territoires consiste à supprimer l'exonération fiscale dont font l'objet les routes nationales dans leur ensemble, concernant la taxe foncière sur les propriétés non bâties. Seules celles gérées par une collectivité restent concernées, afin d'éviter de grever leurs finances.

A l'inverse, ce n'est pas le cas des chemins ruraux, des chemins d'exploitation ouverts au public et des chemins de randonnées sous convention avec une collectivité, qui ne sont pas exonérés de la TFPNB. Ceux-ci peuvent avoir un rôle pour la biodiversité en tant qu'espaces lisières. En outre, ils constituent une garantie forte d'accessibilité de la nature, particulièrement reconnue comme un besoin collectif et individuel, notamment depuis la pandémie du COVID-19. Il faut donc les préserver, en réduisant leur taxation, contrairement aux routes.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme SENÉE, MM. SALMON, Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI et Mmes PONCET MONGE, SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 5 SEXTRICIES

Supprimer cet article.

**OBJET**

Le présent amendement du groupe Ecologiste - Solidarité et Territoires entend revenir sur la prolongation du crédit d'impôt Haute Valeur Environnementale jusqu'à la fin de l'année 2024, ajoutée dans le projet de loi de finances pour 2024 après l'utilisation de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution.

Le crédit d'impôt HVE est un dispositif faussement écologique, épinglé à de très nombreuses reprises pour ses faibles performances (OFB en 2020, Cour des comptes, Autorité environnementale, Institut du développement durable et des relations internationales en 2021, Haut conseil pour le climat en 2022).

Le crédit d'impôt HVE continue donc de capter des financements publics destinés à la transition écologique, sans pour autant y contribuer : des exploitations peuvent être certifiées HVE tout en utilisant des pesticides dangereux, comme les produits classés CMR (Cancérogène, mutagènes et reprotoxiques), ou des OGM.

Cette labellisation est donc également trompeuse pour les consommateurs et a d'ailleurs été récemment épinglée en ce sens par la Cour des comptes dans un rapport d'évaluation des politiques publiques de soutien à l'agriculture biologique. Elle porte ainsi préjudice à des pratiques véritablement durables, et notamment à l'agriculture biologique dont l'effet positif sur la santé et sur l'environnement est quant à lui avéré.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme SENÉE, MM. Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD,  
Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET  
MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 23 DECIES**

Après l'article 23 decies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après la deuxième phrase du 2 du II de l'article 1691 bis du code général des impôts, sont insérées trois phrases ainsi rédigées : » La situation patrimoniale nette du demandeur est appréciée, à la date de la demande, en tenant compte de l'ensemble du patrimoine immobilier et mobilier du demandeur détenu en France ou à l'étranger à l'exclusion du patrimoine détenu par les personnes vivant habituellement avec lui. Les biens à exclure de la situation patrimoniale du demandeur s'entendent de la résidence principale dont le demandeur est propriétaire ou titulaire d'un droit réel immobilier et des biens immobiliers et droits réels immobiliers détenus par le demandeur antérieurement à la date du mariage ou du pacte civil de solidarité. En outre, le patrimoine du demandeur reçu par donation ou succession n'est pas pris en compte pour apprécier sa situation patrimoniale. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à faciliter l'octroi des décharges de solidarité fiscale pour les personnes ayant divorcées ou ayant rompu un pacs, en excluant de l'appréciation patrimoniale la résidence principale dont le demandeur est propriétaire, les biens immobiliers détenus antérieurement à la date du mariage ou du pacs, et le patrimoine reçu par donation ou succession.

Le principe de solidarité fiscale est un principe qui prévoit que chacun des époux ou des partenaires de PACS peut être recherché pour le paiement du montant total de l'imposition dû pendant la période de leur union sans qu'il y ait lieu de procéder entre eux à une répartition de la dette fiscale du foyer. Ainsi, en cas de divorce ou de dissolution du PACS, les ex conjoints restent tenus solidairement des sommes dues pendant leur période commune.

Or, dans certains cas, une dette fiscale peut peser injustement et lourdement sur l'un des ex conjoints, à plus de 90 % des femmes. Leur situation économique peut devenir dramatique avec l'exigence du paiement d'impositions dont elles n'avaient pas connaissance ou sur des revenus dont elles n'ont pas bénéficié.

Pour remédier à ces situations, la loi de finances pour 2008 a créé la décharge de solidarité fiscale qui doit remplir trois conditions afin d'être acceptée.

La troisième, l'exigence d'une disproportion marquée entre la dette et la situation patrimoniale et financière du débiteur, est difficile à remplir, notamment en raison d'une méthode d'appréciation de la situation patrimoniale du demandeur largement favorable à l'administration fiscale, et défavorable au demandeur en décharge de solidarité fiscale. En effet, la situation patrimoniale est examinée préalablement à la situation financière. Dès que le patrimoine est supérieur à la dette, la décharge est rejetée et la situation financière n'est pas prise en compte. De surcroît, la résidence principale, les biens immobiliers détenus avant le mariage ou le pacs et le patrimoine reçu par donation ou succession sont pris en compte dans l'estimation de la situation patrimoniale du demandeur, conduisant ainsi à un fort taux de rejet des demandes de décharge en responsabilité (59% en 2022).

Cet amendement vise à encadrer l'appréciation de la situation patrimoniale du demandeur et ainsi exclure la résidence principale dont le demandeur est propriétaire, les biens immobiliers détenus par le demandeur antérieurement à la date de son mariage ou de son Pacs, ainsi que le patrimoine du demandeur reçu par donation ou succession.

Cet amendement a été adopté par la commission des finances de l'Assemblée nationale, mais n'a malheureusement pas été retenu par le Gouvernement après l'engagement de sa responsabilité sur le fondement de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution. Nous invitons le Sénat à l'adopter, afin de demander clairement au Gouvernement de prendre au sérieux cette demande émanant des deux assemblées.

Cet amendement a été travaillé avec le collectif des femmes divorcées.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme SENÉE, MM. Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD,  
Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET  
MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 NONIES

Après l'article 5 nonies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 244 quater B du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le I est ainsi rédigé :

« I. – Les entreprises industrielles et commerciales ou agricoles imposées d'après leur bénéfice réel ou exonérées en application des articles 44 sexies, 44 sexies A, 44 octies, 44 octies A, 44 duodecies, 44 terdecies à 44 septdecies peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt au titre des dépenses de recherche qu'elles exposent au cours de l'année si leur activité économique contribue à la recherche médico-sociale ou à, au moins, l'un des six objectifs environnementaux présenté par la taxonomie verte européenne, à l'exclusion de la recherche en lien avec les énergies gazières et nucléaires, et de ne pas porter atteinte aux autres objectifs :

« 1° Atténuation du changement climatique : l'impact d'une organisation sur l'environnement ;

« 2° Adaptation au changement climatique : l'impact de l'environnement sur une organisation ;

« 3° Utilisation durable et protection de l'eau et des ressources marines ;

« 4° Transition vers une économie circulaire, prévention et recyclage des déchets ;

« 5° Prévention et réduction de la pollution ;

« 6° Protection des écosystèmes sains.

« Le taux du crédit d'impôt est de 30 % pour la fraction des dépenses de recherche inférieure ou égale à 100 millions d'euros et de 5 % pour la fraction des dépenses de recherche supérieure à ce montant. Le premier de ces deux taux est porté à 50 % pour les dépenses de recherche exposées dans des exploitations situées dans un département d'outre-mer.

« Pour les dépenses mentionnées au k du II, le taux du crédit d'impôt est de 20 %. Ce taux est porté à 40 % pour les dépenses mentionnées au même k exposées dans des exploitations situées dans un département d'outre-mer. Ce même taux est porté respectivement à 35 % pour les moyennes entreprises et à 40 % pour les petites entreprises pour les dépenses mentionnées audit k exposées dans des exploitations situées sur le territoire de la collectivité de Corse.

« Lorsque les sociétés de personnes mentionnées aux articles 8 et 238 bis L ou les groupements mentionnés aux articles 239 quater, 239 quater B et 239 quater C ne sont pas soumis à l'impôt sur les sociétés, le crédit d'impôt peut, sous réserve des dispositions prévues au dernier alinéa du I de l'article 199 ter B, être utilisé par les associés proportionnellement à leurs droits dans ces sociétés ou ces groupements. » ;

2° Avant le 1 du II bis, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« .... Le bénéfice du crédit d'impôt pour dépenses de recherche effectuées par les entreprises industrielles et commerciales ou agricoles est conditionné au maintien à minima constant de leur effectif salarié consacré à la recherche et développement au cours de l'exercice précédent. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Cet amendement d'appel du groupe Ecologiste - Solidarité et Territoires vise à proposer une réécriture du CIR afin de conditionner son bénéfice aux projets compatibles avec la transition écologique, sur la base des critères de la taxonomie verte.

La transformation de cette niche fiscale, dont bénéficient quelque 20.000 entreprises pour un coût estimé à 7 031 M€ dans le budget de l'État selon la loi de finances pour 2023, est fréquemment recommandée. D'une part, il pénalise les PME qui constituent 91 % des bénéficiaires du CIR mais ne représentent que 32 % de la créance fiscale. D'autre part, il ne contribue pas assez au financement de la recherche environnementale malgré l'urgence écologique (la recherche en environnement ne représente que 10 % de la dépense intérieure de R&D en).

En février 2022, le Conseil des Prélèvements Obligatoires, organe rattaché à la Cour des comptes, estimait qu'à côté des financements directs, l'outil fiscal pouvait être utilisé pour augmenter le niveau de la dépense de R&D allouée par l'ensemble des secteurs de l'économie à la protection de l'environnement.

Le verdissement du CIR avait déjà été débattu lors du vote de la loi de finances en 2023 mais abandonné en raison de la complexité de la définition et de son application.

Par cet amendement d'appel, notre groupe souhaite rappeler l'urgence de conditionner les dépenses du CIR à des activités qui satisfont des objectifs écologiques et rappeler que les critères de la taxonomie peuvent constituer des critères écologiques communs au large spectre des secteurs d'activités des entreprises bénéficiaires du crédit d'impôt recherche.

Pour rappel, les activités économiques des organisations recensées dans la taxonomie doivent contribuer à, au moins, l'un des six objectifs environnementaux et ne pas porter atteinte aux autres objectifs :

- Atténuation du changement climatique : l'impact d'une organisation sur l'environnement
- Adaptation au changement climatique : l'impact de l'environnement sur une organisation
- Utilisation durable et protection de l'eau et des ressources marines
- Transition vers une économie circulaire, prévention et recyclage des déchets
- Prévention et réduction de la pollution



- Protection des écosystèmes sains

Pour notre groupe, le travail engagé sur la taxonomie verte au niveau européen doit nous inspirer pour construire un référentiel écologique susceptible de mieux orienter le CIR vers des projets compatibles avec nos objectifs climat et biodiversité.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme SENÉE, MM. Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD,  
Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET  
MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le II de l'article 266 undecies du code des douanes, il est inséré un II bis ainsi rédigé :

« II bis. – Toute personne mentionnée au 1 du I de l'article 266 sexies peut obtenir, sur demande de sa part, le remboursement d'une fraction de la taxe générale sur les activités polluantes.

« Ce remboursement est égal à 30 % du montant des investissements sur l'année considérée en matière d'économie circulaire réalisés par les collectivités en charge du service public de gestion des déchets, au sens des articles L. 2224-13 et L. 2224-14 du code général des collectivités territoriales, dont elle réceptionne les déchets.

« Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret. »

II. Au 4 de l'article 266 decies du code des douanes, après les mots : « la taxe afférente » sont insérés les mots : « et le remboursement en application de l'article 266 undecies du code des douanes ».

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement du Groupe Écologiste - Solidarité et Territoires vise à créer une réfaction de TGAP pour les collectivités qui réalisent au cours de l'année des investissements en faveur de l'économie circulaire.

Actuellement, la TGAP fonctionne comme une taxe essentiellement punitive, qui pénalise les collectivités et les entreprises responsables de la gestion des déchets lorsqu'elles sont contraintes de traiter un déchet dans leurs installations de traitement thermique ou de stockage. Elle pénalise en premier lieu les collectivités, qui sont déjà lourdement taxées sur la gestion des déchets (25 % du coût du service public).

Cet amendement vise à compléter ce dispositif par un volet incitatif, permettant d'inciter les collectivités à améliorer leurs dispositifs et leurs installations, tout en évitant de sanctionner lourdement les collectivités qui ont réalisé ces efforts.

Cet amendement instaure donc un "crédit d'impôt" de TGAP au bénéfice des collectivités ayant réalisé des investissements en faveur de l'économie circulaire (valorisation énergétique, tri à la source des biodéchets...). Il crée un effet incitatif à l'investissement sans limiter le signal prix et l'incitation à augmenter le réemploi ou le recyclage.

Cet amendement a été travaillé avec *Amorce*.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme SENÉE, MM. Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD,  
Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET  
MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER**

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le tableau du second alinéa du I de l'article 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 est complété par une ligne ainsi rédigée :

«

Article 266 sexies du code des douanes	ADEME	350 000
----------------------------------------	-------	---------

»

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Avec la réforme de la TGAP, les recettes de cette taxe passeront à un niveau compris entre 800 millions d'euros et 1,4 milliard d'euros (selon les quantités de déchets qui seront encore envoyés en stockage ou traitement thermique) d'ici 2025. L'objectif de cette réforme, à savoir encourager le recyclage des déchets plutôt que l'élimination en rendant cette dernière solution plus chère, est positif.

Toutefois, un tiers des déchets ménagers ne dispose aujourd'hui d'aucune filière de recyclage, et doit donc nécessairement être éliminé par les collectivités. La première conséquence de cette réforme sera donc une hausse de la fiscalité payée par les collectivités responsables de la gestion des déchets, sans assurance que les déchets résiduels pourront être réduits.

Pour contribuer à la cohérence de cette réforme, cet amendement du groupe Écologiste - Solidarité et Territoires vise donc à affecter les recettes générées par la TGAP déchets à l'économie circulaire, en les distribuant à l'ADEME qui contribue au financement d'actions visant à réduire les déchets résiduels via son Fonds économie circulaire.

L'objectif est donc d'orienter les recettes que génère l'augmentation de la TGAP depuis la révision de sa trajectoire vers les dispositifs d'accompagnement des collectivités mis en place par l'ADEME pour réduire les déchets résiduels. Ainsi, cette réforme contribuerait véritablement à développer l'économie circulaire.

Cet amendement a été travaillé avec Amorce.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CAPUS, Mmes PAOLI-GAGIN et BOURCIER, MM. BRAULT, CHASSEING et CHEVALIER,  
Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC,  
MÉDEVIELLE, ROCHETTE, VERZELEN et WATTEBLED

ARTICLE 28

I. – Alinéa 4, tableau, dernière colonne, trentième ligne

Remplacer le montant :

12 000 000

par le nombre :

24 000 000

II. – En conséquence, après l'alinéa 20

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

...° L'article 1529 est abrogé ;

III. – Alinéa 33

Remplacer cet alinéa par quinze alinéas ainsi rédigés :

« 6° L'article 1605 nonies est ainsi rédigé :

« Art. 1605 nonies. – I. – Il est perçu une taxe sur la cession à titre onéreux des terrains nus ou des droits relatifs à des terrains nus rendus constructibles du fait de leur classement par un plan local d'urbanisme ou par un document d'urbanisme en tenant lieu, en zone urbaine ou à urbaniser ouverte à l'urbanisation ou par une carte communale dans une zone constructible.

« Le produit de cette taxe est affecté :

« – aux communes à hauteur de 50 % du montant perçu pour les cessions réalisées sur leur territoire ;

« – à hauteur de 10 %, dans la limite d'un plafond annuel fixé en loi de finances, à un fonds inscrit au budget de l'Agence de services et de paiement. Ce fonds finance des mesures en faveur de l'installation et de la transmission en agriculture. Il permet de soutenir notamment des actions facilitant la transmission et l'accès au foncier, des actions d'animation, de communication et d'accompagnement, des projets innovants et des investissements collectifs ou individuels. Celles de ces mesures qui sont dans le champ de compétences de l'Etablissement national des produits de l'agriculture et de la mer mentionné à l'article L. 621-1 du code rural et de la pêche maritime sont

prises en œuvre par cet établissement dans le cadre d'une convention avec l'Agence de services et de paiement ;

« – à hauteur de 40 % et de l'excédent éventuel des sommes perçues au-delà du plafond prévu à l'alinéa précédent au profit des agences de l'eau définies à l'article L. 213-8-1 du code de l'environnement.

« II. – La taxe s'applique aux cessions réalisées par les personnes physiques, les personnes morales et les contribuables qui ne sont pas fiscalement domiciliés en France assujettis à l'impôt sur le revenu, soumis au prélèvement, dans les conditions prévues à l'article 244 bis A.

« Elle ne s'applique pas aux cessions mentionnées aux 3° à 8° du II de l'article 150 U.

« III. – La taxe est assise sur un montant égal au prix de cession du terrain défini à l'article 150 VA diminué du prix d'acquisition défini à l'article 150 VB ou, à défaut, de la valeur vénale réelle à la date d'entrée dans le patrimoine du cédant d'après une déclaration détaillée et estimative des parties, actualisé en fonction du dernier indice des prix à la consommation hors tabac publié par l'institut national de la statistique et des études économiques, et incluant la majoration prévue au II de l'article 150 VB.

« En l'absence d'éléments de référence, la taxe est assise sur les deux tiers du prix de cession.

« La taxe est égale à 30 % de ce montant lorsque le rapport entre le prix de cession et le prix d'acquisition est égal ou supérieur à 3. Elle est exigible lors de la première cession à titre onéreux du terrain intervenue après son classement en terrain constructible ou des droits relatifs à ce terrain. Elle est due par le cédant.

« IV. – Une déclaration, conforme à un modèle établi par l'administration, retrace les éléments servant à la liquidation de la taxe. Elle est déposée dans les conditions prévues aux 1° et 4° du I et au II de l'article 150 VG.

« Lorsque la cession est exonérée en application du II, aucune déclaration n'est déposée. L'acte de cession soumis à la formalité fusionnée ou présenté à l'enregistrement précise, sous peine de refus de dépôt ou de la formalité d'enregistrement, la nature et le fondement de cette exonération ou de cette absence de taxation. Les deux derniers alinéas du III de l'article 150 VG sont applicables.

« V. – La taxe est versée lors du dépôt de la déclaration prévue au VI. Les I et II de l'article 150 VF, le second alinéa du I et les II et III de l'article 150 VH et le IV de l'article 244 bis A sont applicables. »

« VI. – Le III s'applique aux cessions réalisées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024. » ;

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

## **OBJET**

La taxation des plus-values de cession de terrains nus rendus constructibles par une décision d'urbanisme repose actuellement sur deux taxes, l'une nationale codifiée à l'article 1605 nonies du code général des impôts (CGI), l'autre communale prise sur délibération prévue à l'article 1529 du CGI.

Le cumul de taxes dont l'objet est identique ou proche mais qui présentent des champs et des modalités d'application différentes, induit une complexité inutile et coûteuse. Par ailleurs, ces taxes n'apparaissent pas efficaces en termes de désincitation des propriétaires fonciers à céder des terrains

nus rendus constructibles, destinés à l'artificialisation et d'exercer pour ce faire une forme de pression à la modification des règles d'urbanisme contribuant ainsi à l'étalement urbain et à l'artificialisation des sols.

Le présent article a pour objet de créer une nouvelle taxe nationale obligatoire en remplacement et sur la base des paramètres des deux taxes actuelles à travers :

- une harmonisation des assujettis sur la base la plus large (celle retenue dans l'article 1605 nonies) et une extension du champ de la taxe qui s'applique dès que le rapport entre le prix de cession et le prix d'acquisition est supérieur ou égal à 3 (champ sensiblement équivalent à celui de la taxe de l'article 1529 du CGI) ;
- une unification de l'assiette, en supprimant l'abattement pour durée de détention et en réexaminant certaines des exonérations actuelles afin d'en améliorer le rendement ;
- un relèvement des taux ;
- une affectation du produit de la taxe, en plus de la part réservée à l'Agence de services (ASP) et de paiement et de celle réservée aux communes sur le territoire desquelles interviennent ces transactions, aux agences de l'eau.

À ce titre, le présent amendement prévoit également de doubler le plafond du produit de la taxe à l'ASP, le portant à 24 000 000 €.

Cette mesure conjuguera ainsi, outre son objectif de simplification juridique, des objectifs de désincitation à l'artificialisation et de rendement. Elle permettra la diversification des recettes perçues par les agences de l'eau. Cette nouvelle affectation est motivée par le fait que, depuis la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, les agences de l'eau financent des projets du domaine de la biodiversité alors que les agences sont financées essentiellement par des redevances liées à l'usage de l'eau. La réforme vise ainsi à mettre en cohérence les sources de financement des agences de l'eau avec les priorités de leurs politiques d'intervention définies dans le cadre de leur programme, et les priorités de financement à venir au regard des politiques portées par le Gouvernement (notamment la lutte contre l'artificialisation, les actions en faveur de la désimperméabilisation et le développement de la nature en ville), dans la perspective des prochains programmes d'intervention. Ces mesures permettraient de combiner un effet de rendement et un effet incitatif. Cette proposition a été étayée par un rapport de l'IGEDD et de l'IGF en novembre 2022.

Elle permettra également à l'ensemble des communes concernées par ces opérations de percevoir une quote-part de la taxe, et de ne pas réduire le budget des collectivités locales qui appliquaient jusqu'alors la taxe communale.

Le cumul de ces deux taxes s'élève pour l'année 2022 à environ 100 M €. Au vu des nouveaux critères de taxation (hausse des taux, taxation dès que le rapport entre prix de cession et prix d'acquisition corrigé de l'indice des prix à la consommation hors tabac est supérieur ou égal à 3), le rendement devrait être plus que doublé, même en tenant compte d'une moindre artificialisation du fait du ZAN.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme SENÉE, MM. FERNIQUE, Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC et GONTARD,  
Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET  
MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 27 BIS

## I. - Alinéas 2 à 4

Remplacer ces alinéas par quatre alinéas ainsi rédigés :

1° Le 1° est ainsi rédigé :

« De 3,45 % à Paris, Puteaux, Courbevoie, Nanterre, Levallois-Perret, Neuilly-sur-Seine, Boulogne-Billancourt et Issy-les-Moulineaux ; »

1°bis Le 1° bis est ainsi rédigé :

« De 3,20% dans les départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne ; »

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le groupe Écologiste - Solidarité et Territoires accueille favorablement l'augmentation de 0,25 point du versement mobilité à Paris et dans les trois départements de petite couronne, mesure retenue par le Gouvernement après l'utilisation de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution. Le versement mobilité, c'est-à-dire la contribution des employeurs au financement des transports publics, était la seule contribution dont le taux n'avait pas augmenté en 2022, contrairement à la contribution des collectivités (+7,5%) et la tarification pour les usagers et usagers (+11,8%). Or, les transports contribuent au bon fonctionnement des entreprises et ont un impact direct sur la productivité. Il était donc impératif d'augmenter significativement le taux du versement mobilité.

Toutefois, notre groupe considère que le taux du versement mobilité devrait être d'autant plus important que l'entreprise se situe dans une zone bénéficiant d'une très bonne desserte, considérant

que 68% des emplois se trouvent sur 6% du territoire de la région. Nous soutenons donc le principe de la modulation du versement mobilité, qui pourra passer par la création d'une quatrième zone se caractérisant par une excellente desserte en transports en commun (au moins 2 lignes ferrées à moins de 10 min à pied) et par une hyperconcentration de bureaux sans les logements et services publics utiles, générant des demandes de déplacement

Cet amendement vise donc à augmenter le plafond du versement mobilité de 0,25 point supplémentaire par rapport à l'augmentation adoptée après le 49.3, dans les zones où l'offre de transports est la plus développée, à savoir les villes de Paris, Puteaux, Courbevoie, Nanterre, Levallois-Perret, Neuilly-sur-Seine, Boulogne-Billancourt et Issy-les-Moulineaux. Ainsi, dans ces zones, le taux du versement mobilité passerait de 3,20% à 3,45%.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme SENÉE, MM. FERNIQUE, Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC et GONTARD,  
Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET  
MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 BIS

Après l'article 27 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Il est institué une contribution aux plateformes numériques de ventes de biens physiques donnant lieu à une livraison dans un lieu autre qu'un point relais ou un magasin.

Les services contribuable sont les activités de vente directe par le redevable de biens ou services commandés à partir d'une interface numérique, à l'exclusion des services dans le champ de la taxe sur les services numériques mentionnés au II de l'article 299 du code général des impôts.

II. – Les entreprises mentionnées au I du présent article sont celles, quel que soit leur lieu d'établissement, pour lesquelles le montant des sommes encaissées en contrepartie de la fourniture des services mentionnés au I excède les deux seuils suivants :

1° 750 millions d'euros au titre des ventes effectuées au niveau mondial ;

2° 25 millions d'euros au titre des ventes effectuées ou faisant l'objet d'une livraison en France, comme défini au VI ;

Pour les entreprises, quelle que soit leur forme, qui sont liées, directement ou indirectement, au sens du II de l'article L. 233-16 du code de commerce, le respect des seuils mentionnés aux 1° et 2° du présent II s'apprécie au niveau du groupe qu'elles constituent.

III. - La contribution correspond à un montant forfaitaire de 1 euro, prélevé sur chaque expédition d'une commande sur une plateforme en ligne qui rentre dans les critères des articles I et II. Le montant forfaitaire de 1 euro ne s'applique qu'une fois sur l'expédition d'une commande, quel que soit le nombre de biens expédiés.

IV. - Les recettes de la contribution mentionnée au III sont exclusivement distribuées sous forme de subventions aux établissements publics de coopération intercommunale pour leurs autorités organisatrices des mobilités s'ils en ont pris la compétence et, le cas échéant, à l'autorité organisatrice des mobilités gérée par la région.

V. Un décret en Conseil d'État précise les conditions d'application du présent IV, notamment via des modalités de répartition équitables entre les territoires urbains et ruraux.

VI. – Pour l'application du présent article :



1° La France s'entend du territoire national, à l'exception des collectivités régies par l'article 74 de la Constitution, de la Nouvelle-Calédonie, des Terres australes et antarctiques françaises et de l'île de Clipperton ;

2° La fourniture du service taxable mentionné aux I et II est effectuée en France si l'un des deux critères suivants est respecté :

a) L'utilisateur qui effectue l'achat sur une interface numérique est localisé en France s'il la consulte au moyen d'un terminal situé en France. La localisation en France de ce terminal est déterminée par tout moyen, y compris en fonction de son adresse IP, dans le respect des règles relatives au traitement de données à caractère personnel ;

b) La livraison du bien ou service est à destination de toute personne physique ou morale domiciliée en France.

### **OBJET**

Cet amendement vise à mettre en place une contribution des grands acteurs du e-commerce sur les 1,5 milliards de colis annuels livrés en France, afin de générer une source de financement pérenne pour les AOM et AOMR.

Les fonds générés seraient investis dans l'amélioration des infrastructures de transport, le développement des mobilités durables et actives ainsi que la mise en place de projets favorisant des déplacements respectueux de l'environnement.

Une proposition similaire figure dans le rapport commandé par le Ministère des transports à l'ex-député Philippe Duron en 2021, puis dans celui du Sénat, publié en juillet 2023. Cette piste a également été partagée par des groupes politiques de tous bords lors des Assises du financement des transports franciliens en début d'année. Plus récemment, le Groupement des autorités responsables de transport (GART) a encore proposé une mesure similaire. Outre le consensus qui se dessine autour d'une telle proposition, les exemples de mise en place de mesures similaires à l'étranger (Barcelone, État du Colorado bientôt suivi par celui du Minnesota) montrent son applicabilité.

Les plateformes d'e-commerce profitent doublement des investissements des collectivités territoriales dans les transports et mobilités. D'une part, elles tirent avantage pour leur activité des bénéfices des transports en commun, qui en libérant de l'espace sur la voirie et en participant à la décongestionner, permettent à leurs véhicules de livraisons d'opérer avec plus d'efficacité. Toutefois, ces gains d'espace sont annihilés en partie par le surplus de véhicules logistiques engendré par l'expansion toujours croissante du e-commerce. Cette expansion vient augmenter la congestion urbaine et l'usure des infrastructures routières et emplacements de livraisons, à la charge des collectivités. Ainsi, l'expansion de leurs activités se fait au détriment des finances publiques.

L'amendement vise également à défendre les petits commerçants en rééquilibrant la concurrence déloyale avec les géants du e-commerce et lutter contre les oligopoles. Bien que l'e-commerce puisse être une opportunité pour des petits commerçants et créateurs de nouveaux clients, ils ne sont pas égaux face aux plateformes et n'ont pas les mêmes moyens. En exemptant les petits commerçants de cette contribution via un chiffre d'affaires minimum à réaliser et en y excluant les livraisons en magasin physique, l'amendement encourage un équilibre plus juste entre les plateformes d'e-commerce et les vendeurs indépendants. Une exemption pour les services de livraison en point-relais participerait également à favoriser l'activité et le dynamisme des commerces de proximité tout en limitant les déplacements inutiles du dernier kilomètre dus aux échecs de livraisons des destinataires absents. Enfin, en faisant payer à la plateforme un montant forfaitaire au moment de la validation du panier pour l'envoi du colis, peu importe le nombre de colis, on favorise le

regroupement des envois, évitant la multiplication des envois à l'unité, ce qui aide également les entreprises de logistique à consolider leurs envois pour une meilleure efficacité.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme SENÉE, MM. FERNIQUE, Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC et GONTARD,  
Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET  
MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 BIS

Après l'article 27 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. - L'article L. 2333-67 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° Au début du deuxième alinéa, le taux : « 0,55 % » est remplacé par le taux : « 0,80 % » ;

2° Le troisième alinéa est ainsi modifié :

a) Au début de la première phrase, le taux : « 0,85 % » est remplacé par le taux : « 1,10 % » ;

b) À la seconde phrase, le taux : « 0,55 % » est remplacé par le taux : « 0,80 % » ;

3° Au début du quatrième alinéa, le taux : « 1 % » est remplacé par le taux : « 1,25 % » ;

4° Le cinquième alinéa est ainsi modifié :

a) Au début de la première phrase, le taux : « 1,75 % » est remplacé par le taux : « 2 % » ;

b) À la deuxième phrase, le taux : « 1 % » est remplacé par le taux : « 1,25 % » ;

5° Au treizième alinéa, le taux : « 0,55 % » est remplacé par le taux : « 0,80 % ».

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services**OBJET**

Cet amendement du groupe Écologiste - Solidarité et Territoires vise à augmenter de 0,25 point le plafond du taux du versement mobilité des autorités organisatrices de la mobilité situées en dehors de la région Île-de-France.

Il rectifie l'inégalité de traitement entre l'AOM de l'Ile-de-France, Ile-de-France Mobilités, et les autres AOM de notre pays, conformément au principe d'égalité entre les territoires. Les besoins de financements complémentaires pour le financement des transports en Ile-de-France concernent à la fois certaines spécificités de ce réseau (tenue des Jeux Olympiques et mise en service de nouvelles infrastructures) mais également découlent des conséquences de l'inflation sur l'exploitation (salaires des agents et coût de l'énergie principalement). Or, le niveau de l'inflation est le même pour l'ensemble des AOM.

Elles ont donc toutes un besoin de financement complémentaire pour assurer un équilibre de leurs budgets et limiter les hausses de tarifs susceptibles de réduire l'attractivité des transports publics.

Cette proposition présente un avantage majeur face aux contraintes budgétaires : elle n'engendre aucun coût pour le budget de l'État et fournit des ressources aux autorités organisatrices de la mobilité. Il convient de rappeler que le versement mobilité constitue la principale source de financement de ces autorités. En outre, cet amendement garantit la constitutionnalité de l'application de l'accord Beaune-Pécresse sur le financement des transports en Ile-de-France puisqu'il rétablit l'égalité de traitement entre les territoires.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme SENÉE, MM. FERNIQUE, Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC et GONTARD,  
Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET  
MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 BIS

Après l'article 27 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le douzième alinéa de l'article L. 2333-67 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Dans les territoires où l'instauration des zones à faibles émissions mobilité est obligatoire en application de l'article L. 2213-4-1 du présent code, le taux applicable peut être majoré jusqu'à 0,25 %. »

II. – La perte de recettes pour les collectivités territoriales est compensée à due concurrence par la majoration de la dotation globale de fonctionnement et, corrélativement pour l'État, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement du Groupe Écologiste - Solidarité et Territoires vise à permettre une revalorisation du taux de versement mobilité de 0,25 point au bénéfice de l'ensemble des territoires potentiellement concernés par l'instauration des zones à faibles émissions mobilité (ZFE).

La mise en place des ZFE a pour condition préalable l'effectivité d'un « choc de l'offre ». Or ce dernier n'est guère réaliste à budget constant pour les autorités organisatrices de la mobilité (AOM).

De la même façon que le chantier du Grand Paris Express s'est accompagné d'une revalorisation des plafonds des taux de VM, et qu'une nouvelle augmentation a été retenue par le Gouvernement après l'utilisation de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, un réexamen de ces derniers s'impose dans les agglomérations concernées par les ZFE.

A titre d'information, alors que le taux de versement mobilité a été porté à 3,20 % à Paris et dans les département de petite couronne suite au protocole signé entre le ministre des Transports et la présidente de la région Île-de-France et d'Île-de-France Mobilités, et à l'utilisation du 49.3, il est actuellement plafonné à 1,80 % dans les AOM de plus de 100 000 habitants et disposant d'une offre de transport en commun en site propre (TCSP) et à 2 % s'il y a une ou plusieurs communes touristiques dans l'AOM.

Le relèvement du plafond proposé par le présent conduirait à réduire l'écart entre le taux plafond du cœur de l'agglomération francilienne et le taux plafond des AOM des grandes agglomérations non franciliennes.

Cet amendement s'inspire d'une proposition de *France Urbaine*.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme SENÉE, MM. FERNIQUE, Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC et GONTARD,  
Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET  
MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 BIS

Après l'article 27 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le douzième alinéa de l'article L. 2333-67 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque le taux de versement atteint le niveau plafond et que l'autorité organisatrice de la mobilité développe de nouvelles offres de mobilités impliquant une hausse des coûts d'exploitation, le taux applicable peut être majoré de 0,25 %.

« Cette majoration peut intervenir l'année précédant le début de l'exploitation de l'offre nouvelle. »

II. – La perte de recettes pour les collectivités territoriales est compensée à due concurrence par la majoration de la dotation globale de fonctionnement et, corrélativement pour l'État, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement du Groupe Écologiste - Solidarité et Territoires vise à permettre une revalorisation de 0,25 point du taux de versement mobilité au bénéfice des autorités organisatrices de la mobilité (AOM) qui développent des nouvelles offres de transport.

En dehors des bonus « intercommunalité » en 1999 (+ 0,05%) et « commune touristique » en 2010 (+ 0,2%), les taux plafonds des AOM hors Ile-de-France n'ont pas évolué depuis 1992. La capacité des AOM non franciliennes à financer de nouveaux projets est donc largement contrariée par un manque de ressources.

Cette revalorisation du taux de versement mobilité a pour objectif de financer les coûts d'exploitation des offres nouvelles lorsqu'elles entrent en activité. Aussi, cet amendement prévoit que ce taux ne peut être relevé que l'année précédant le début d'exploitation de l'offre nouvelle, au titre de la pré-exploitation.

Cet amendement s'inspire d'une proposition de *France urbaine*.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme SENÉE, MM. FERNIQUE, Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC et GONTARD,  
Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET  
MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 BIS**

Après l'article 27 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le cinquième alinéa de l'article L. 2333-67 du code général des collectivités territoriales, sont insérés trois alinéas ainsi rédigés :

« Sans contrevenir aux deuxième à cinquième alinéas, le conseil municipal ou le conseil de l'organisme compétent de l'établissement public qui est l'autorité organisatrice de la mobilité au sens de l'article L. 1231-1 du code des transports qui fixe et modifie le taux de versement mobilité en application du premier alinéa du présent article attribue un bonus, dit " bonus au report modal", aux sociétés qui mettent en place des mesures relatives à la mobilité durable.

« Le bonus précité prend la forme d'une réduction du taux du versement destiné au financement des mobilités pour les sociétés ayant développé leur propre offre de transports collectifs établissant une liaison entre le lieu de travail collectif et les terminaux de transports en commun, ou pour les sociétés prenant en charge plus de 75 % des frais engagés par ses salariés se déplaçant à l'aide de services de mobilité partagée.

« Un décret précise les modalités d'attribution et de versement du bonus au report modal. »

II. – La perte de recettes pour les collectivités territoriales est compensée à due concurrence par la majoration de la dotation globale de fonctionnement et, corrélativement pour l'État, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement du groupe Écologiste - Solidarité et Territoires vise à créer « bonus au report modal », consistant en un abaissement du taux de versement mobilité pour les sociétés qui mettent en place des mesures relatives à la mobilité durable.

Plus précisément, l'Autorité Organisatrice de la Mobilité, chargée de déterminer le taux de versement sur son territoire, aura la possibilité d'attribuer un bonus, appelé « bonus au report modal », lorsque l'entreprise présente au moins une des caractéristiques suivantes :

- l'entreprise prend en charge plus de 75% des frais engagés par ses salariés se déplaçant à l'aide de services de mobilité partagée ;
- l'entreprise a développé un service de transports collectifs permettant de déplacer ses salariés entre les terminaux de transports en commun (gares, arrêts de bus ou de tram...) et le site de l'entreprise, comme les services de navettes d'entreprises.

L'objectif de cet amendement vise à favoriser le report modal des salariés en incitant positivement les entreprises à développer des solutions de mobilité durable.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme SENÉE, MM. FERNIQUE, Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC et GONTARD, Mmes GUHL et de MARCO, MM. JADOT et MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 BIS

Après l'article 27 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Dans un délai de six mois à compter de la publication de la présente loi, le Gouvernement remet un rapport au Parlement sur l'opportunité fiscale, la faisabilité et les conséquences du transfert de la compétence de fixation du taux du plafond du versement mobilité vers les autorités organisatrices des mobilités.

**OBJET**

Cet amendement d'appel du groupe Écologiste - Solidarité et Territoires propose d'élargir le périmètre de compétence des collectivités dans la gestion opérationnelle des mobilités dans leurs territoires.

Il demande au Gouvernement de présenter au Parlement un rapport sur l'opportunité fiscale, la faisabilité et les conséquences de la décentralisation de la compétence de fixation du plafond du Versement Mobilité par les Autorités Organisatrices des Mobilités.

Afin de financer des variations des coûts de fonctionnement, les AOM n'ont, comme leviers, que l'évolution de la tarification et l'éventuelle contribution complémentaire des collectivités. Elles sont, en effet, tributaires des décisions du gouvernement dans la loi de Finances pour l'évolution des recettes issues de la fiscalité (Versement Mobilité ou TICPE).

Plusieurs AOM demandent la compétence de fixation du taux plafond du Versement Mobilité dans leurs territoires afin de pouvoir réellement faire des arbitrages politiques lorsque des besoins de financement se présentent.

Ce rapport permettra d'éclairer les débats dans le cadre de la mission décentralisation que le Président de la République a confiée à Eric Woerth.

Cet amendement permet, *in fine*, d'améliorer la liberté d'administration des collectivités territoriales, consacrée par l'article 72 de la constitution, considérant que les élus locaux sont les plus à même de fixer, en fonction des spécificités de leur réseau de transport, le plafond du taux le plus adapté.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BAZIN et BELIN, Mmes BELLUROT et LASSARADE, MM. FAVREAU et Daniel LAURENT, Mme DUMONT, M. DAUBRESSE, Mme PETRUS, M. PANUNZI, Mme BELRHITI et MM. BRUYEN, SIDO, GREMILLET et MANDELLI

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 NONIES**

Après l'article 5 nonies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le II de l'article 244 quater B du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les dépenses de recherche directement liées aux animaux vivants sont exclues du bénéfice du crédit d'impôt recherche, hors tests réglementaires. »

**OBJET**

Cet amendement vise à exclure du bénéfice du crédit d'impôt recherche (CIR) les dépenses directement liées à l'utilisation des animaux à des fins scientifiques ou éducatives, hors tests réglementaires.

En France, le nombre d'animaux utilisés à des fins scientifiques est stable depuis 2015 (environ 1,9 million), malgré d'importants progrès scientifiques dans le domaine des méthodes alternatives et une réglementation qui encourage ces alternatives (dès lors qu'elles sont scientifiquement validées).

Pourtant, conformément à la directive européenne 2010/63/UE du 22 septembre 2010, l'objectif final est de parvenir au remplacement total des tests sur les animaux dès que cela sera possible sur le plan scientifique (considérant n°10). La nécessité pour tous les Etats membres d'accompagner activement la transition vers une recherche non-animale a été réaffirmée dans une résolution adoptée le 16 septembre 2021 par la quasi-unanimité du Parlement européen.

Dans cette optique, un groupement d'intérêt scientifique nommé FC3R a été créé en 2021 pour soutenir le développement des méthodes de remplacement, de réduction et de raffinement (règle des 3R) prévu dans la loi n°2020-1674 du 24 décembre 2020 de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030. Ce groupement peine toutefois à trouver les financements nécessaires pour réaliser ses missions.

Tandis que les moyens manquent pour accompagner la transition vers une recherche non-animale, le CIR ne saurait soutenir les activités liées à l'expérimentation animale et contribuer ainsi à leur pérennisation au détriment de méthodes alternatives. Ces dernières présentent en effet un fort potentiel dans le parcours de soins mais aussi dans la médecine personnalisée et dans le renforcement de notre souveraineté technologique.

Les recettes dégagées pourront ainsi être affectées à des projets de développement de ces méthodes alternatives.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BAZIN et BELIN, Mmes BELLUROT et LASSARADE, MM. FAVREAU et Daniel LAURENT,  
Mme DUMONT, M. DAUBRESSE, Mme PETRUS, M. PANUNZI, Mme BELRHITI et MM. SIDO,  
GREMILLET et MANDELLI

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 NONIES

Après l'article 5 nonies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 244 quater B du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après la troisième phrase du premier alinéa du I, est insérée une phrase ainsi rédigée :

« Pour les dépenses mentionnées au I du II, le premier de ces deux taux est porté à 50 %. »

2° Le II est complété par un ... ainsi rédigé :

« (...) Les dépenses de recherche directement liées aux méthodes alternatives à l'utilisation d'animaux vivants.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

L'objectif de cet amendement est de stimuler la recherche et le développement de méthodes d'expérimentation n'utilisant pas d'animaux, en leur accordant un taux préférentiel de crédit impôt recherche (CIR).

Ces dernières années les méthodes in vitro (organoïdes, et organoïdes sur puce notamment) et in silico (modélisations, simulations) ont connu un développement considérable au niveau mondial. Cependant, en France, les moyens font défaut et beaucoup de jeunes entreprises pourtant très innovantes se trouvent restreintes dans le développement de leurs projets, faute de financements suffisants.

Le succès de l'appel à projets lancé en mars 2023 par le centre français des 3R (créé en 2021 par la loi n° 2020-1674 du 24 décembre 2020 de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030) pour valoriser les projets favorisant le remplacement des animaux ou des sous-produits d'origine animale utilisés dans la recherche témoigne du grand potentiel d'innovation de nos entreprises dans ce domaine.

En effet, 162 projets ont été déposés dans le cadre de cet appel à projets. Mais, faute de dotation suffisante, le comité scientifique du FC3R n'a pu sélectionner que 19 d'entre eux (pour un financement total de 784 467 euros).

Au-delà de la réduction d'utilisation d'animaux vivants, ces nouvelles technologies et leurs applications offrent des perspectives considérables, tant sur le plan scientifique (parcours de soins et médecine personnalisée) qu'économique. La concurrence internationale est très forte (particulièrement celle des États-Unis) et il est important que la France ne perde pas sa souveraineté sur ces marchés d'avenir.

C'est aussi dans ce contexte de reconquête de l'indépendance technologique qu'il est nécessaire de soutenir les entreprises dans leur effort de développement d'approches et de méthodes permettant de remplacer l'utilisation d'animaux à des fins scientifiques et éducatives.

Par cet amendement, les dépenses liées au développement des méthodes alternatives aux animaux bénéficieront d'un taux de CIR préférentiel, soit dans le cadre d'une activité principale de l'entreprise, soit dans le cadre d'un projet spécifique.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BAZIN et BELIN, Mmes BELLUROT et LASSARADE, MM. FAVREAU et Daniel LAURENT,  
Mme DUMONT, M. DAUBRESSE, Mme PETRUS, M. PANUNZI, Mme BELRHITI et MM. SIDO,  
GREMILLET et MANDELLI

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 NONIES

Après l'article 5 nonies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 244 quater B du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après la troisième phrase du premier alinéa du I, il est inséré une phrase ainsi rédigée :

« Pour les dépenses mentionnées au b ter du II, le premier de ces deux taux est porté à 50 %. »

2° Après le b bis du II, il est inséré un b ter ainsi rédigé :

« b ter) Les dépenses de personnel liées à la reconversion vers des méthodes alternatives à l'utilisation d'animaux vivants.

« Ce crédit d'impôt ne pourra s'appliquer qu'aux entreprises ayant préalablement présenté un plan de reconversion détaillé à l'autorité publique compétente ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

L'objectif de cet amendement est de favoriser le développement des méthodes alternatives à l'utilisation d'animaux vivants à des fins scientifiques et éducatives.

Il s'inscrit en cohérence avec la directive 2010/63/UE du 22 septembre 2010 qui tend vers le remplacement total des procédures appliquées aux animaux à des fins scientifiques et éducatives dès que cela sera possible sur le plan scientifique (considérant n°10 ).

Cela suppose un soutien significatif à la recherche pour le développement de nouvelles approches et méthodes alternatives mais également, pour que celles-ci soient appliquées à grande échelle, un accompagnement par les pouvoirs publics des entreprises qui souhaiteraient opérer une transition technologique.

Au-delà de la réduction du nombre d'animaux vivants utilisés, ces nouvelles technologies et leurs applications offrent des perspectives considérables, tant sur le plan scientifique (parcours de soins et médecine personnalisée) qu'économique.

La concurrence internationale est très forte (particulièrement celle des Etats-Unis) et il est important que la France ne perde pas sa souveraineté sur ces marchés.

Cet amendement permet donc d'accompagner les entreprises vers des méthodes de recherche innovantes en soutenant les investissements nécessaires pour la reconversion de leur personnel.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. RAMBAUD et BUIS, Mme HAVET, MM. MOHAMED SOILIHI, IACOVELLI et LÉVRIER,  
Mmes SCHILLINGER et CAZEBONNE et M. PATIENT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 5

Alinéas 17, 22, 27 et 32

Après le mot :

transformation

insérer les mots :

le recyclage

**OBJET**

La transition énergétique et écologique de la France et de l'Europe nécessite de soutenir et d'accélérer le développement des industries produisant les outils réduisant la dépendance aux énergies fossiles et permettant la production d'énergie renouvelable et l'électrification des usages.

Le crédit d'impôt au titre des investissements pour les industries vertes vise à soutenir les investissements dans l'industrie verte et cible le photovoltaïque, les éoliennes, les batteries ainsi que les pompes à chaleur.

Ce développement – impératif – va induire une explosion de la consommation des matières premières associées à l'électrification, en particulier les métaux stratégiques (lithium, cobalt, manganèse, cuivre, aluminium...). Les ressources disponibles de ces métaux stratégiques sont limitées à l'échelle mondiale et quasi inexistantes en France et en Europe. L'ouverture de nouvelles mines prendra des années et aura un impact environnemental majeur. Pour faire face aux besoins qui vont émerger, renforcés par l'impact de la loi industrie verte, pour limiter la dépendance française et européenne aux ressources étrangères, les tensions sur ces ressources et pour augmenter notre résilience il est indispensable de soutenir les activités de recyclage des matières premières associées.

C'est d'ailleurs l'objet des directives européennes 2008/98/CE et (UE)2018/851, en cours de révision.

Les objectifs de recyclage imposés par ces directives, qui s'appliqueront aux productions issues des industries vertes soutenues par le C3IV, ne seront pas soutenables sans accompagnement aux investissements industriels pour le recyclage. Cet accompagnement public est d'autant plus nécessaire que les modèles économiques du recyclage pour les éoliennes ou les panneaux photovoltaïque n'existent pas aujourd'hui.

L'article 5 du PLF 2024 n'évoque à ce stade que l'aide aux investissements pour la « valorisation » des matières premières.

Le code de l'environnement définit, à l'article L. 541-1-1, la valorisation comme « toute opération dont le résultat principal est que des déchets servent à des fins utiles en substitution à d'autres substances, matières ou produits qui auraient été utilisés à une fin particulière, ou que des déchets soient préparés pour être utilisés à cette fin, y compris par le producteur de déchets ».

Le recyclage y est défini comme « toute opération de valorisation par laquelle les déchets, y compris les déchets organiques, sont retraités en substances, matières ou produits aux fins de leur fonction initiale ou à d'autres fins. Les opérations de valorisation énergétique des déchets, celles relatives à la conversion des déchets en combustible et les opérations de remblaiement ne peuvent pas être qualifiées d'opérations de recyclage ».

La version initiale du C13V telle que présentée aux représentants des professionnels de la batterie et du recyclage et à l'Union Européenne intégrait le recyclage des batteries comme une activité industrielle verte devant être soutenue.

L'objet du présent amendement a donc pour objectif d'élargir le domaine d'application du C3IV aux autres domaines d'activités industrielles soutenues par la loi industrie verte afin de renforcer la disponibilité des matières premières indispensables à leur production et de limiter l'impact sur l'environnement de cette loi dont l'objectif est d'œuvrer à la transition écologique.

La vertu environnementale voulue et affichée par cette loi impose que soit intégré dès le départ le traitement des déchets dont elle va faciliter la production de masse, et leur réintégration aux chaînes de valeur

Le dispositif fiscal doit pouvoir bénéficier aux investissements industriels sur l'ensemble de la chaîne de valeur. Autrement dit, depuis la production de matières premières, y compris celles issues du recyclage, jusqu'aux technologies de recyclage des différents équipements et produits en fin de vie.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. RAMBAUD et BUIS, Mme HAVET, MM. MOHAMED SOILIHI, IACOVELLI et LÉVRIER,  
Mmes SCHILLINGER et CAZEBONNE et M. PATIENT

**ARTICLE 11**

I. – Alinéas 5 et 6

Rédiger ainsi ces alinéas :

II. – Le tableau constituant le deuxième alinéa de l'article L. 312-36 du code des impositions sur les biens et services est complété par une ligne ainsi rédigée :

«

Gaz renouvelables et bas carbone	0
----------------------------------	---

».

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à instaurer une exonération d'accise sur le gaz naturel pour les gaz renouvelables et bas carbone dans un objectif de taxation différenciée des énergies renouvelables et des énergies fossiles.

La mise en place de la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel (TICGN) visait à inciter les consommateurs à réduire leur consommation de gaz, afin de faire baisser les émissions de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère. Or, le développement de la production de biogaz sur notre territoire, grâce à la méthanisation agricole, à celle des boues de stations d'épuration ou des biodéchets, permet le développement d'une énergie locale et renouvelable qu'il faut au contraire encourager pour des raisons climatiques comme de souveraineté énergétique. Le Gouvernement annonce le doublement du rythme de son développement, pour atteindre 15% de gaz verts en 2030.

Alors qu'une augmentation de l'accise sur le gaz naturel a été annoncée, une hausse identique de l'accise sur le biométhane injecté serait un très mauvais signal envoyé aux producteurs et aux

consommateurs de cette énergie renouvelable et va à l'encontre de tous les principes de fiscalité écologique.

Par ailleurs, l'article 11 du PLF pour 2024 prévoit la suppression de la baisse de taxe régulière au prorata du verdissement du réseau de gaz. C'est pourquoi le présent amendement propose de revenir à une exonération totale de TICGN pour les gaz renouvelables et bas carbone.

Il est en effet logique que les gaz renouvelables et bas carbone définis aux articles L.445-1 et L.447-1 du code de l'énergie, utilisés comme combustible pour produire directement de l'énergie thermique, soient exonérés d'accise sur le gaz puisque cette taxe est par construction constituée d'une composante carbone, la Contribution Climat Énergie (CCE), qui vise à créer un différentiel de prix entre les énergies fossiles et les énergies renouvelables pour favoriser le développement de ces dernières.

Faute de maintenir une différenciation nette, en matière fiscale, entre les offres de gaz fossile et les offres de gaz verts, il est à craindre un déficit d'attractivité pour le développement de ces dernières, et partant, un impact négatif sur le développement de cette énergie renouvelable qui manquerait de visibilité auprès des consommateurs.

En se rapportant au 430TWh de gaz consommé en France en 2022, une hausse de 8 euros de l'accise sur le gaz rapporterait 3,440 milliards d'euros d'accise sur le gaz auxquels il faut ajouter un surcoût de TVA de 680 millions d'euros. L'exonération totale d'accise sur le gaz pour les gaz renouvelables et bas carbone prévue au présent amendement diminuerait cette hausse de 176 millions et 35 millions de TVA tout en permettant d'envoyer un signal clair aux producteurs et consommateurs d'énergie renouvelable. Ainsi modifié, l'article 11 permet d'augmenter le budget de l'Etat de 3,9 milliards d'euros, payés par les consommateurs de gaz naturel en France.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

MM. RAMBAUD et BUIS, Mme HAVET, MM. MOHAMED SOILIHI, IACOVELLI et LÉVRIER,  
Mmes SCHILLINGER et CAZEBONNE et M. PATIENT

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 26**

Après l'article 26

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après le douzième alinéa de l'article L. 2333-67 du code général des collectivités territoriales, sont insérés sept alinéas ainsi rédigés :

« Dans les territoires qui ont établi plusieurs infrastructures et services de mobilité douce définis ci-après, le taux applicable peut être majoré jusqu'à 0,3 %.

« – à partir de deux services mis en place, le taux applicable peut être majoré de 0,1 % ;

« – à partir de trois services mis en place, le taux applicable peut être majoré de 0,2 % ;

« – à partir de quatre services mis en place, le taux applicable peut être majoré de 0,3 %.

« Les mobilités douces sont entendues comme les transports à la demande, les transports en libre service dont l'autopartage, les vélos, les trottinettes, les infrastructures et services de covoiturage, les transports en location dont la location de véhicules entre particuliers. Ces services peuvent être proposés par les collectivités territoriales ou par des entreprises.

« Un décret publié avant le 31 décembre 2024 précisera les modalités d'application du présent alinéa. »

**OBJET**

L'objectif de cet amendement consiste à développer les mobilités douces dans les transports du quotidien et à faire progresser la transition écologique, en encourageant l'intermodalité et la diversification des moyens de mobilité douce sur le territoire.

La loi d'orientation des mobilités établit des objectifs ambitieux en termes de réduction des émissions de gaz à effet serre (GES), de couverture en transports suffisante des territoires, de proposition de nouveaux moyens de mobilité. La réalisation de ces objectifs passe par la proposition d'un éventail de moyens de transport moins émetteurs offrant une alternative à la voiture individuelle, qui représente la moitié des émissions de GES du secteur. De plus, le rapport d'information du Sénat sur les modes de financement des autorités organisatrices de la mobilité (AOM) du 4 juillet 2023 recommande



d'utiliser les versements de mobilité comme un outil d'incitation fiscale à la mise en place de nouveaux services de mobilité durable.

Le présent amendement vise donc à permettre la majoration du taux du versement mobilité au nombre d'infrastructures et de services de mobilité douce proposés sur le territoire. En complémentarité avec les transports en communs, la majoration vise à financer les infrastructures et les services de mobilités douces. L'objectif est ainsi d'encourager la diversification des moyens de transport du quotidien publics et privés qui permettent un maillage territorial optimal.





## AM E N D E M E N T

présenté par

C	
G	

MM. RAMBAUD et BUIS, Mme HAVET, MM. MOHAMED SOILIHI, IACOVELLI et LÉVRIER,  
Mmes SCHILLINGER et CAZEBONNE et M. PATIENT

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 28

Après l'article 28

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 1609 tricies est ainsi modifié :

a) À la première phrase du premier et au troisième alinéas, après les mots : « paris sportifs », sont insérés les mots : « et casinos en ligne » ;

b) Le quatrième alinéa est complété par les mots : « et casinos en ligne » ;

2° Après l'article 302 bis ZO, il est inséré un article 302 bis Z... ainsi rédigé :

« Art. 302 bis Z.... – Il est institué, pour les jeux de casino en ligne organisés et exploités dans les conditions fixées à l'article 14 de la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne, un prélèvement sur le produit brut des jeux, constitué par la différence entre les sommes mises par les joueurs et les sommes versées ou à reverser aux gagnants. »

« Ce prélèvement est dû par les personnes devant être soumises, en tant qu'opérateur de casino en ligne, à l'agrément mentionné à l'article 21 de la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 précitée. »

« Le produit de ce prélèvement est affecté à concurrence de 15 % et dans la limite indexée, chaque année, sur la prévision de l'indice des prix à la consommation hors tabac retenue dans le projet de loi de finances de l'année, de 11 532 413 € aux communes dans le ressort territorial desquelles sont ouverts au public un ou plusieurs établissements visés au premier alinéa de l'article L. 321-1 du code de la sécurité intérieure, au prorata du produit brut des jeux de ces établissements. »

II. – Au 6° de l'article L. 320-6 du code de la sécurité intérieure, les mots : « et des jeux de cercle en ligne » sont remplacés par les mots : « , des jeux de cercle en ligne et des jeux de casinos en ligne » ;

III. – La loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne est ainsi modifiée :

1° L'article 14 est ainsi modifié :

a) Au I, après le mot : « ligne », sont insérés les mots : « ou de jeux de casinos en ligne » ;

b) Le II est ainsi modifié :

- le premier alinéa est complété par les mots : « et les jeux de table fondés sur le principe de la contrepartie et les machines à sous, tels que définis par l'article L. 321-5-1 du code de la sécurité intérieure » ;

- au deuxième alinéa, après le mot : « autorisés », sont insérés les mots : « les jeux de casinos en ligne et » ;

- au troisième alinéa, après le mot : « cercle », sont insérés les mots : « ou des jeux de casinos en ligne » ;

c) Au IV, après le mot : « cercle », sont insérés les mots : « et de jeux de casinos en ligne » ;

2° La deuxième phrase du I de l'article 21, les mots : « et les jeux de cercle en ligne » sont remplacés par les mots : « , les jeux de cercle en ligne et les jeux de casinos en ligne ».

## **OBJET**

Cet amendement vise à instaurer un prélèvement sur les jeux de casinos en ligne.

D'après une récente étude de l'Autorité nationale des jeux, les casinos en ligne attiraient entre 3 et 4 millions de Français en 2023, en dépit de leur totale interdiction. En 2016 ils n'étaient que 500 000, signe d'un développement fulgurant de ce marché illégal, non contrôlé et non fiscalisé.

La singularité du cadre réglementaire français, en comparaison du cadre européen, génère une confusion importante auprès des joueurs qui se traduit par une méconnaissance de l'illégalité des offres de casino en ligne. Selon une étude Harris Interactive de 2022, plus de 80% des Français ignorent totalement son illégalité. Cette confusion s'accroît par la normalisation de ce marché, en raison de la promotion de cette offre illégale sur les principaux moteurs de recherche et, de surcroît, par l'intermédiaire de personnalités particulièrement populaires auprès des jeunes mineurs.

L'interdiction pure et simple des casinos en ligne revient en effet aujourd'hui à l'acceptation tacite de l'existence de sites illégaux qui ne mettent en place aucune des mesures nécessaires pour protéger les publics les plus vulnérables, à commencer par les mineurs et les joueurs à risques alors que les prévalences de jeu excessif sont bien plus élevées pour les activités non régulées (taux de près de 20% pour le casino en ligne illégal). Face à ce constat, 3 Français sur 4 sont favorables à la régulation et au contrôle par l'État des jeux de casinos en ligne selon l'étude Toluna Harris 2023.

Les associations pointent elles aussi l'inefficacité de la politique d'interdiction. Aussi, dans son dernier rapport, SOS Joueurs, indique: « *Les chiffres sont éloquentes. Nous ne pouvons que constater l'augmentation de joueurs pathologiques pratiquant des jeux de casino sur des sites en .com. Les jeux proposés par le secteur non régulé sont particulièrement addictogènes. [...] A défaut de parvenir à enrayer le marché non régulé, qui selon nous ne serait possible qu'avec le concours du secteur bancaire, ne serait-il pas temps d'examiner l'ouverture de ce secteur au marché français ?* »

Pour remédier à cette situation et protéger les 3 à 4 millions de Français fréquentant cette offre illégale, cet amendement propose donc d'encadrer la pratique de casinos en ligne tout en les assujettissant à un double prélèvement sur le chiffre d'affaires, ou produit brut des jeux :

- Un premier prélèvement est instauré au profit de l'Agence nationale du sport afin de financer la pratique sportive de haut-niveau à moins d'un an des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024;

- Un second prélèvement est instauré au profit du budget de l'État et des communes accueillant un établissement de jeux, dans un souci de préserver l'équilibre des filières et ainsi sécuriser les recettes fiscales des collectivités locales financées par les jeux.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

C	
G	

Mme PAOLI-GAGIN, M. CAPUS, Mme BOURCIER, MM. BRAULT, CHASSEING et CHEVALIER,  
Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC,  
MÉDEVIELLE, ROCHETTE et VERZELEN

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 DUOTRICIES

Après l'article 5 duotricies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I.- Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le 1 ter de l'article 200, il est inséré un 1 ... ainsi rédigé :

« 1 .... Le taux de la réduction d'impôt visée au 1 est porté à 75 % pour les versements effectués en vue de la rénovation du site de Clairvaux. Ces versements sont retenus dans la limite d'un million d'euros à compter de l'imposition des revenus de l'année 2023 et jusqu'à l'imposition des revenus de l'année 2026. Il n'en est pas tenu compte pour l'application de la limite mentionnée au 1.

« La limite de versements mentionnée au premier alinéa est relevée chaque année dans la même proportion que la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu de l'année précédant celle des versements. Le montant obtenu est arrondi, s'il y a lieu, à l'euro supérieur. » ;

2° Le 2 de l'article 238 bis est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Par dérogation aux deux alinéas précédents, pour l'ensemble des versements effectués avant le 31 décembre 2026 en vue de la rénovation du site de Clairvaux, la fraction inférieure ou égale à 5 millions d'euros ouvre droit à une réduction d'impôt au taux de 75 %. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à instaurer un taux majoré de défiscalisation pour les dons effectués par des particuliers et des entreprises, dans le cadre du mécénat, qui souhaitent contribuer, sous la forme de dons, à la réhabilitation du site de l'Abbaye de Clairvaux.

L'Abbaye de Clairvaux, fondée en 1115 par Saint Bernard, constitue un site patrimonial, culturel et historique hors du commun. En effet, cette abbaye cistercienne s'est développée dans le Val

d'Absinthe pendant près de huit siècles, jusqu'à devenir un bien national, en 1792, après la Révolution. À l'initiative de Napoléon, elle est reconvertie au début du XIX<sup>e</sup> siècle en prison, devenant de ce fait un haut lieu de l'histoire carcérale française. Elle a notamment accueilli Claude Gueux, dont Victor Hugo s'est inspiré pour l'un de ses romans.

Désormais, l'État a engagé la fermeture de la prison et lancé un appel à manifestation d'intérêt (AMI) pour la reconversion du site, dont les résultats définitifs seront annoncés le 19 décembre 2023. Tous les dossiers de candidature encore en lice partagent l'ambition de faire de Clairvaux un lieu de culture au rayonnement international et de redynamisation pour le tissu économique local, en exploitant au mieux toute la richesse patrimoniale du site.

La reconversion de Clairvaux implique ainsi une mobilisation massive de capitaux privés afin d'engager d'importants travaux de restauration et le lancement de nouvelles activités en lien avec le projet qui sera finalement retenu dans le courant de l'année 2023. Ce flux financier s'articulera avec des fonds publics, qui seront permis par l'ouverture de crédits budgétaires inscrits et votés dans la deuxième partie du projet de loi de finances pour 2024. Ainsi, l'étude d'impact du PLF pour 2024 prévoit les crédits suivants pour la restauration du grand cloître de l'ancienne abbaye : 20 M€ en AE et 12 M€ en CP (soit +5 M€ d'AE et +10 M€ de CP).

Selon les termes de l'AMI, les fonds publics sont estimés à 150 M€, dont 33 M€ seront investis à court terme par l'État sur la période 2023-2026 pour restaurer le clos et couvert du grand-cloître. L'AMI précise également que « l'État ne participera pas au financement des travaux de restauration et d'aménagement intérieurs des bâtiments inscrits ou classés au titre des monuments historiques », pas plus qu'au « financement des travaux de toutes natures portant sur les immeubles non protégés au titre des monuments historiques ». Aussi, il apparaît nécessaire de mobiliser massivement des capitaux privés afin de garantir la meilleure qualité pour les travaux qui seront engagés dans la préservation de ce patrimoine exceptionnel.

Le présent amendement propose donc d'instaurer un taux majoré pour les dons effectués au profit de la reconversion de Clairvaux, et ce pendant une durée limitée de trois ans. La mobilisation de capitaux privés devrait, finalement, s'avérer rentable pour l'État au plan budgétaire, étant entendu que l'implication des particuliers permettra l'élaboration d'un modèle économique viable pour ce site hors du commun.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. DELCROS

et les membres du groupe Union Centriste

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEPTIES**

Après l'article 3 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le premier alinéa du 2 du VII de l'article 167 bis du code général des impôts, sont insérés trois alinéas ainsi rédigés :

« Ces délais sont doublés lorsque les conditions suivantes sont réunies :

« 1° Le contribuable contrôle une société dans les conditions prévues au premier alinéa du 1 du I ;

« 2° La société contrôlée a bénéficié depuis sa création d'un montant cumulé d'aides fiscales ou budgétaires au moins égal à 100 000 euros. »

II. – Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'État.

**OBJET**

Les délais de dégrèvement de l'exit tax ont considérablement diminué ces dernières années, passant de 15 ans en 2019 à 2 ans ou 5 ans aujourd'hui. Il en découle une perte d'effectivité du dispositif, à laquelle il convient de remédier.

Le présent amendement du groupe Union centriste propose d'instaurer une légère augmentation des délais de dégrèvement, qui ne porterait que sur les contribuables cédant les titres de sociétés qu'ils contrôlent, ayant bénéficié d'importants montants d'aides publiques (au moins 100 000 euros) pour le financement de leur entreprise. Le délai de dégrèvement passerait alors à 4 ans pour les contribuables dont la valeur des titres détenus est inférieure à 2,57 M €, et à 10 ans au-delà.

En effet, il est injuste que le détenteur d'une entreprise qui a bénéficié d'importantes aides publiques pour croître, se développer et prendre de la valeur, puisse complètement éluder l'impôt français sur les plus-values lorsqu'il la cède après deux années de vie à l'étranger. Cela l'est d'autant plus lorsque la plus-value de l'entreprise cédée à l'étranger est directement assise sur l'engagement financier de l'État et du contribuable national.

Le présent amendement vise à répondre à cette configuration, qui relève d'un véritable enjeu de justice fiscale. Il est circonscrit dans son champ d'application et n'est pas vecteur de perte d'attractivité pour la France. Pour s'en convaincre, il suffit de constater que les États-Unis ont instauré

au cours de ces dix dernières années un arsenal législatif bien plus contraignant vis-à-vis des entrepreneurs nationaux souhaitant s'expatrier.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CAPUS, Mmes PAOLI-GAGIN et BOURCIER, MM. BRAULT, CHASSEING et CHEVALIER,  
Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC,  
MÉDEVIELLE, ROCHETTE et VERZELEN

ARTICLE 3 VICIES

Alinéa 8, seconde phrase

Supprimer le mot :

principale

**OBJET**

L'objet de cet amendement est de clarifier les conditions dans lesquelles est éligible au dispositif du Dutreil une holding animatrice qui exerce également une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale.

L'état du droit, avant l'entrée en vigueur de l'article 3 vicies, sur cette question est le suivant :

- la jurisprudence de la Cour de cassation assimile l'animation de ses filiales par une holding à une activité éligible ;
- la doctrine de l'administration fiscale admet qu'il suffit que l'activité qualifiante soit l'activité principale ;
- elle admet également que si une société exerce plusieurs activités de nature industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale, il est tenu compte de l'ensemble de ces activités pour l'appréciation de leur caractère prépondérant.

Il en résulte qu'une holding animatrice qui exerce également une autre activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale est éligible au dispositif Dutreil si, prises ensemble, l'activité d'animation et la ou les autres activités opérationnelles sont exercées à titre principal.

L'article 3 vicies a un double objet :

- donner une base légale à la doctrine administrative qui admet qu'il suffit que l'activité qualifiante soit l'activité principale ;
- donner une définition légale de la notion de holding animatrice dégagée par la jurisprudence de la Cour de cassation : serait considérée comme exerçant une activité commerciale « la société qui, outre

la gestion d'un portefeuille de participations, a pour activité principale la participation active à la conduite de la politique de son groupe... »

L'article 3 vicies réserve la qualification commerciale aux holdings dont l'animation constitue l'activité principale. Cette exigence est motivée par la volonté d'écarter du dispositif Dutreil les holdings qui exerceraient de manière prépondérante une activité de gestion passive de leur patrimoine.

Mais s'il était lu littéralement, sans souci de l'esprit du dispositif, il pourrait aboutir à cette conséquence qu'une activité d'animation qui ne présente pas un caractère prépondérant, parce que la société exerce également d'autres activités opérationnelles, ne pourrait venir s'agréger à ces dernières pour apprécier le caractère prépondérant des activités éligibles. Ainsi, une société ayant une activité industrielle ou commerciale (par ex. pour 40 % de son actif), une activité d'animation de filiales (par ex. pour 40 % de son actif) et à la marge détiendrait des actifs patrimoniaux pour 20 % pourrait se trouver écartée du dispositif Dutreil, alors pourtant qu'elle exerce des activités commerciales et industrielles pour 80 %.

Un tel résultat, qui se traduirait par une régression par rapport à l'état du droit actuel, n'est certainement pas conforme à l'intention des auteurs de l'amendement et à l'esprit du dispositif : le caractère principal de l'animation n'est exigé que pour écarter les holdings qui exercent de manière prépondérante une activité de gestion passive d'un patrimoine. On comprendrait mal pourquoi une société ayant choisi de ne pas filialiser une partie de ses activités opérationnelles serait plus défavorablement traitée qu'une société les ayant toutes filialisées.

Pour clarifier le sort des holdings animatrices qui exercent également une autre activité éligible, il serait donc opportun de supprimer dans la définition de l'activité d'animation la condition d'exercice à titre principal de cette activité. Elle est superflue puisque cette condition a déjà été rajoutée par l'article 3 vicies dans le paragraphe qui définit de manière générique les activités éligibles (alinéa 4 de l'article 3 vicies), ce qui suffit à écarter du dispositif Dutreil les holdings qui ont pour activité principale la gestion passive de leur patrimoine.





## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme PAOLI-GAGIN, M. CAPUS, Mme BOURCIER, MM. BRAULT et CHASSEING, Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC, MÉDEVIELLE, ROCHETTE et VERZELEN

C	
G	

### ARTICLE 14

I. – Alinéa 5

1° Première phrase

Après le mot :

véhicules

rédiger ainsi la fin de cette phrase :

dont la carrosserie est « camion pick-up » et qui sont exclusivement destinés à un usage professionnel.

2° Seconde phrase

Remplacer les mots :

l'exploitation exclusive est constatée

par les mots :

l'usage exclusif est constaté

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Dans sa rédaction actuelle, l'article 14 exclut tous les camions "pick-up" du dispositif. Ces véhicules sont particulièrement sollicités par les artisans, professionnels du BTP, agriculteurs, viticulteurs, paysagistes, apiculteurs, dépanneurs... dans l'exercice de leurs missions. Plusieurs entreprises comme EDF ou ENEDIS font également appel à ce type de véhicules pour leurs employés, tout comme l'Office national des forêts (ONF) ou les services départementaux d'incendie et de secours (SDIS).



Imposer une grille tarifaire équivalente aux véhicules de tourisme pour ceux utilisés quasi-exclusivement par des professionnels entraînera une véritable condamnation fiscale des travailleurs pour qui ce véhicule demeure leur principal outil de travail.

C'est pourquoi cet amendement vise à exclure tous les camions "pick-up" destinés à des usages professionnels.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CADIC, Mmes Olivia RICHARD et BILLON, M. CANÉVET, Mmes GUIDEZ et JACQUEMET,  
M. Pascal MARTIN et Mmes MORIN-DESAILLY, SAINT-PÉ et SOLLOGOUB

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEPTIES**

Après l'article 3 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le troisième alinéa du 1 du I de l'article 155 B du code général des impôts est ainsi modifié :

1° À la fin de la première phrase, les mots : « appartenant au même groupe » sont supprimés ;

2° La seconde phrase est supprimée.

II. – La perte de recettes éventuelle pour l'État est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

L'actuel régime des « impatriés » vise à attirer des résidents étrangers afin qu'ils viennent travailler au sein d'entreprises établies en France.

Dans des secteurs soumis à une forte concurrence internationale ou en tension, pour faire face à une pénurie de main-d'œuvre ou attirer des talents, un tel régime est indispensable à l'attractivité de notre pays, en particulier pour les emplois les plus qualifiés. Beaucoup de pays voisins ont d'ailleurs adopté des dispositifs comparables, parfois plus offensifs que le régime français, à l'instar de celui en vigueur en Italie.

Ce mécanisme est d'autant plus nécessaire pour la France que le niveau des prélèvements obligatoires applicables aux revenus des travailleurs les plus qualifiés y est très élevé.

Créé en 2003, le régime français a été aménagé à plusieurs reprises par les différentes majorités parlementaires afin d'en améliorer l'efficacité. Il souffre toutefois d'une faiblesse déplorée par beaucoup de salariés concernés : ceux-ci en perdent le bénéfice s'ils veulent ou sont amenés à changer d'employeur en France, à l'exception des entreprises du même groupe que celui les ayant fait venir dans le pays.

Cette limitation représente une entrave à la mobilité des salariés concernés, contraire à l'esprit du droit du travail européen et français. Les impatriés se retrouvent ainsi attachés au même groupe pendant toute la durée d'application des dispositions fiscales du régime (jusqu'à 8 ans après l'année d'arrivée), sauf à subir une très forte hausse de leur imposition en France. C'est aussi un obstacle à la concurrence

pour les talents au sein d'un même secteur, puisqu'il est de ce fait très difficile de recruter un salarié impatrié travaillant pour un autre groupe.

Par ailleurs, ce frein à la mobilité professionnelle rend le régime beaucoup moins attractif en amont, lorsque les salariés recherchés sont encore à l'étranger et peuvent être sollicités pour des emplois dans différents pays. Cette faille du mécanisme français est d'ailleurs bien connue de pays concurrents de la France, qui ne manquent pas d'en faire état aux candidats à l'impatriation, ou encore aux groupes mondiaux s'interrogeant sur le meilleur pays d'accueil d'une nouvelle entité.

Il est donc proposé de supprimer cette contrainte afin de rendre le régime français des impatriés plus compétitif et de ne plus entraver la mobilité professionnelle des salariés au sein des activités concernées.

La disposition proposée ne génère aucune charge supplémentaire pour les finances publiques puisque les autres paramètres du régime demeurent inchangés, en particulier la durée maximale de son application : les salariés éligibles y auront droit pour la même durée qu'aujourd'hui, mais le cas échéant au sein de plusieurs employeurs au lieu d'un seul. Une telle mesure devrait même apporter de nouvelles recettes fiscales et sociales en favorisant l'implantation en France de davantage de salariés résidant à l'étranger, ainsi que la création d'entreprises qui auraient été sinon localisées dans un autre pays.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. LEMOYNE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 7

Alinéa 39, première phrase

Après les mots :

une activité

Insérer les mots :

sédentaire ou

**OBJET**

Par cet amendement, il est proposé que les professionnels répertoriés comme sédentaires et installés dans une zone France Ruralités Revitalisation, comme des professions médicales par exemple, puissent également exercer hors de la zone FRR dans la limite de 25 % du chiffre d'affaires, comme c'est le cas pour les activités non sédentaires.

En effet, les professionnels de santé exerçant en cabinet sont réputés sédentaires au terme de la jurisprudence découlant de l'arrêt du Conseil d'État n° 444526 du 22 novembre 2022. Or, dans la pratique, compte tenu de la persistance de déserts médicaux, les professionnels de santé sont régulièrement sollicités pour installer des permanences ou antennes décentralisées dans des zones qui bien que n'étant pas classés en ZRR, désormais FRR, sont néanmoins en déprise médicale.

Afin de ne pas pénaliser ces territoires, l'amendement prévoit d'aligner le régime des activités sédentaires sur celui prévu pour les activités non sédentaires avec un encadrement de ces activités qui ne pourront dépasser 25 % du chiffre d'affaires.

Sans modification de l'article 44 quindecies A, la doctrine administrative demeurera et empêchera donc d'apporter des solutions pragmatiques répondant aux attentes de nos concitoyens en termes d'accès aux professions de santé.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. ROCHETTE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 28

I.- Alinéa 4, trentième ligne de la dernière colonne du tableau

Remplacer le nombre :

12 000 000

par le nombre :

24 000 000

II.- Après l'alinéa 20

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

...° L'article 1529 est abrogé ;

III.- Alinéa 33

Remplacer cet alinéa par quinze alinéas ainsi rédigés :

6° L'article 1605 nonies est ainsi rédigé :

« Art. 1605 nonies. – I. – Il est perçu une taxe sur la cession à titre onéreux des terrains nus ou des droits relatifs à des terrains nus rendus constructibles du fait de leur classement par un plan local d'urbanisme ou par un document d'urbanisme en tenant lieu, en zone urbaine ou à urbaniser ouverte à l'urbanisation ou par une carte communale dans une zone constructible.

« II. – Le produit de cette taxe est affecté :

« – aux communes à hauteur de 50 % du montant perçu pour les cessions réalisées sur leur territoire ;

« – à hauteur de 10 %, dans la limite d'un plafond annuel fixé en loi de finances, à un fonds inscrit au budget de l'Agence de services et de paiement. Ce fonds finance des mesures en faveur de l'installation et de la transmission en agriculture. Il permet de soutenir notamment des actions facilitant la transmission et l'accès au foncier, des actions d'animation, de communication et d'accompagnement, des projets innovants et des investissements collectifs ou individuels. Celles de ces mesures qui sont dans le champ de compétences de l'établissement national des produits de l'agriculture et de la mer mentionné à l'article L. 621-1 du code rural et de la pêche maritime sont mises en œuvre par cet établissement dans le cadre d'une convention avec l'Agence de services et de paiement ;



« – à hauteur de 40 % et de l'excédent éventuel des sommes perçues au-delà du plafond prévu à l'alinéa précédent au profit des agences de l'eau définies à l'article L. 213-8-1 du code de l'environnement.

« II. – La taxe s'applique aux cessions réalisées par les personnes physiques, les personnes morales et les contribuables qui ne sont pas fiscalement domiciliés en France assujettis à l'impôt sur le revenu, soumis au prélèvement, dans les conditions prévues à l'article 244 bis A.

« Elle ne s'applique pas aux cessions mentionnées aux 3° à 8° du II de l'article 150 U.

« III. – La taxe est assise sur un montant égal au prix de cession du terrain défini à l'article 150 VA diminué du prix d'acquisition défini à l'article 150 VB ou, à défaut, de la valeur vénale réelle à la date d'entrée dans le patrimoine du cédant d'après une déclaration détaillée et estimative des parties, actualisé en fonction du dernier indice des prix à la consommation hors tabac publié par l'institut national de la statistique et des études économiques, et incluant la majoration prévue au II de l'article 150 VB.

« En l'absence d'éléments de référence, la taxe est assise sur les deux tiers du prix de cession.

« La taxe est égale à 30 % de ce montant lorsque le rapport entre le prix de cession et le prix d'acquisition est égal ou supérieur à 3. Elle est exigible lors de la première cession à titre onéreux du terrain intervenue après son classement en terrain constructible ou des droits relatifs à ce terrain. Elle est due par le cédant.

« IV. – Une déclaration, conforme à un modèle établi par l'administration, retrace les éléments servant à la liquidation de la taxe. Elle est déposée dans les conditions prévues aux 1° et 4° du I et au II de l'article 150 VG.

« Lorsque la cession est exonérée en application du II, aucune déclaration n'est déposée. L'acte de cession soumis à la formalité fusionnée ou présenté à l'enregistrement précise, sous peine de refus de dépôt ou de la formalité d'enregistrement, la nature et le fondement de cette exonération ou de cette absence de taxation. Les deux derniers alinéas du III de l'article 150 VG sont applicables.

« V. – La taxe est versée lors du dépôt de la déclaration prévue au VI. Les I et II de l'article 150 VF, le second alinéa du I et les II et III de l'article 150 VH et le IV de l'article 244 bis A sont applicables.

« VI. – Le III s'applique aux cessions réalisées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024. »

IV.- Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes pour l'État résultant du présent article est compensée par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

La taxation des plus-values de cession de terrains nus rendus constructibles par une décision d'urbanisme repose actuellement sur deux taxes, l'une nationale codifiée à l'article 1605 nonies du code général des impôts (CGI), l'autre communale prise sur délibération prévue à l'article 1529 du CGI.

Le cumul de taxes dont l'objet est identique ou proche mais qui présentent des champs et des modalités d'application différentes, induit une complexité inutile et coûteuse. Par ailleurs, ces taxes n'apparaissent pas efficaces en termes de désincitation des propriétaires fonciers à céder des terrains nus rendus constructibles, destinés à l'artificialisation et d'exercer pour ce faire une forme de pression

à la modification des règles d'urbanisme contribuant ainsi à l'étalement urbain et à l'artificialisation des sols.

Le présent article a pour objet de créer une nouvelle taxe nationale obligatoire en remplacement et sur la base des paramètres des deux taxes actuelles à travers :

- une harmonisation des assujettis sur la base la plus large (celle retenue dans l'article 1605 nonies) et une extension du champ de la taxe qui s'applique dès que le rapport entre le prix de cession et le prix d'acquisition est supérieur ou égal à 3 (champ sensiblement équivalent à celui de la taxe de l'article 1529 du CGI) ;
- une unification de l'assiette, en supprimant l'abattement pour durée de détention et en réexaminant certaines des exonérations actuelles afin d'en améliorer le rendement ;
- un relèvement des taux ;
- une affectation du produit de la taxe, en plus de la part réservée à l'Agence de services (ASP) et de paiement et de celle réservée aux communes sur le territoire desquelles interviennent ces transactions, aux agences de l'eau.

A ce titre, le présent amendement prévoit également de doubler le plafond du produit de la taxe à l'ASP, le portant à 24 000 000 €.

Cette mesure conjuguera ainsi, outre son objectif de simplification juridique, des objectifs de désincitation à l'artificialisation et de rendement. Elle permettra la diversification des recettes perçues par les agences de l'eau. Cette nouvelle affectation est motivée par le fait que, depuis la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, les agences de l'eau financent des projets du domaine de la biodiversité alors que les agences sont financées essentiellement par des redevances liées à l'usage de l'eau. La réforme vise ainsi à mettre en cohérence les sources de financement des agences de l'eau avec les priorités de leurs politiques d'intervention définies dans le cadre de leur programme, et les priorités de financement à venir au regard des politiques portées par le gouvernement (notamment la lutte contre l'artificialisation, les actions en faveur de la désimperméabilisation et le développement de la nature en ville), dans la perspective des prochains programmes d'intervention. Ces mesures permettraient de combiner un effet de rendement et un effet incitatif. Cette proposition a été étayée par un rapport de l'IGEDD et de l'IGF en novembre 2022.

Elle permettra également à l'ensemble des communes concernées par ces opérations de percevoir une quote-part de la taxe, et de ne pas réduire le budget des collectivités locales qui appliquaient jusqu'alors la taxe communale.

Le cumul de ces deux taxes s'élève pour l'année 2022 à environ 100M€. Au vu des nouveaux critères de taxation (hausse des taux, taxation dès que le rapport entre prix de cession et prix d'acquisition corrigé de l'indice des prix à la consommation hors tabac est supérieur ou égal à 3), le rendement devrait être plus que doublé, même en tenant compte d'une moindre artificialisation du fait du ZAN.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. LEMOYNE

C	
G	

### ARTICLE 28

I – Alinéa 4, trentième-huitième ligne, dernière colonne

Remplacer le montant :

182 899 000

par le montant :

le nombre :

196 149 000

II. – Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Cet amendement vise à maintenir pour 2024 le montant du plafond de la taxe pour frais de Chambres de métiers et de l'artisanat (TFCMA) de 2023 revenant au réseau des Chambres de métiers et de l'artisanat (CMA).

En effet, celles-ci ont déjà fait l'objet d'une baisse de plafond et donc de recettes dans le cadre de la loi de finances pour 2023 à hauteur de 7 millions d'euros.

Or, les Chambres de métiers et de l'artisanat sont des relais précieux pour déployer les politiques publiques en matière de formation, d'apprentissage et d'emploi dans le secteur artisanal qui constitue une part importante de la vitalité économique de nos territoires. C'est pourquoi il convient de ne pas fragiliser leur action et de maintenir les recettes affectées au niveau de 2023, ce qui constitue déjà un effort au regard de l'inflation.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LEMOYNE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 DUOTRICIES**

Après l'article 5 duotricies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 244 quater O du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le 1° du I, il est inséré un 1° bis ainsi rédigé :

« 1° bis de la rémunération, charges sociales incluses, des dirigeants, correspondant à leur participation directe à la création d'ouvrages mentionnés au 1°, dans la limite de 45 000 € par an. Cette rémunération n'est éligible au crédit d'impôt que pour les petites entreprises, au sens de l'article 2 de l'annexe I au règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ; » ;

2° Après le 1° du I bis, il est inséré un 1° bis ainsi rédigé :

« 1° bis de la rémunération, charges sociales incluses, des dirigeants, correspondant à leur participation directe à l'activité mentionnée au 1°, dans la limite de 45 000 € par an. Cette rémunération n'est éligible au crédit d'impôt que pour les petites entreprises, au sens de l'article 2 de l'annexe I au règlement (UE) n° 651/2014 précité ; ».

II. – Les 1° et 2° du I s'appliquent aux crédits d'impôt calculés au titre des dépenses exposées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

III. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – Le présent article ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'amendement vise à adapter le crédit d'impôt en faveur des métiers d'art en étendant son assiette aux rémunérations des dirigeants non-salariés correspondant à leur participation directe à l'activité. Le montant de rémunération ouvrant droit à crédit d'impôt est plafonné à 45 000 € par an et n'est pris en compte dans l'assiette du crédit d'impôt que pour les petites entreprises.

Cette adaptation à la marge permet de prendre en compte la réalité de la taille de la majorité des entreprises des métiers d'art et de garantir un soutien efficace à l'activité d'entreprises hautement qualifiées dont il convient de maintenir et de développer les compétences et les savoir-faire. Il s'agit, de plus, d'emplois non-délocalisables.

De fait, compte tenu de la structuration des entreprises concernées et du niveau de plafond proposé, la mesure couvre essentiellement des entreprises soumises à l'impôt sur le revenu, soit environ 13,5% de l'ensemble.

Cette proposition s'inscrit dans la continuité du plan ambitieux pour les métiers d'art présenté le 30 mai dernier par le Gouvernement.

Coût annuel estimé de l'élargissement du CI : 1,5 M€ (rémunérations des dirigeants non-salariés).







DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, 128, 132)

N°	I-1246
----	--------

22 NOVEMBRE 2023

## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. POINTEREAU

C	
G	

### ARTICLE 7

Alinéa 30, première phrase

Remplacer les mots :

la région

Par les mots :

le département

### OBJET

La présent amendement vise à territorialiser davantage la procédure de dite « de rattrapage » du Gouvernement en attribuant ce pouvoir au préfet du département et non celui de la région comme le prévoit l'article 7 du PLF 2024. Ainsi, il appartiendra au préfet de département de proposer le classement de l'ensemble des communes appartenant à un bassin de vie





## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. POINTEREAU, LONGEOT et Jean-Baptiste BLANC, Mme RICHER, MM. DAUBRESSE, SOL et RIETMANN, Mme BELLUROT, M. PERRIN, Mmes DEMAS, VERMEILLET, JACQUES et PUISSAT, MM. GENET, GUERET, PANUNZI, BRISSON et TABAROT, Mme JOSENDE, M. REYNAUD, Mme DUMAS, M. Henri LEROY, Mmes LASSARADE, BELRHITI et DUMONT et M. Daniel LAURENT

C	
G	

### ARTICLE 7

Alinéa 24, 27 et 31

Après le mot :

communes

Insérer les mots :

de moins de 20 000 habitants

### OBJET

La présent amendement vise à exclure les communes de plus de 20 000 habitants du Zonage « France Ruralités revitalisation » (FRR). En effet, il n'est logique d'intégrer des aires urbaines dans un zonage dédié aux territoires ruraux les plus fragiles.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. LEVI, Mmes VENTALON et Olivia RICHARD, MM. LAUGIER, HENNO et Alain MARC,  
Mme JOSENDE, M. DUFFOURG, Mme BILLON, MM. Henri LEROY, CHATILLON et KERN,  
Mme MORIN-DESAILLY et MM. HINGRAY, CIGOLOTTI, BONNECARRÈRE, FOLLIOT et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNVICIES

Après l'article 3 unvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À la première phrase du dernier alinéa de l'article 776 A, à l'article 776 ter, au deuxième alinéa de l'article 784, au premier alinéa du I de l'article 790 G et à l'avant-dernier alinéa de l'article 793 bis du code général des impôts, le nombre : « quinze » est remplacé par le nombre : « six ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement propose d'abaisser de quinze à six ans le délai du rappel fiscal des donations consenties entre les mêmes personnes.

Par cohérence, il est proposé de fixer à six ans le délai de rappel applicable aux donations et donations-partages transgénérationnelles, aux transmissions de parts de groupements fonciers agricoles, de groupements agricoles fonciers et de biens ruraux donnés à bail à long terme ou à bail cessible, ainsi qu'au renouvellement de la limite d'exonération des dons familiaux de sommes d'argent.

De six ans pour les successions intervenues entre janvier 2006 et juillet 2011, le délai du rappel fiscal, qui consiste à réintégrer les donations antérieures effectuées par le défunt dans le montant de la succession pour calculer l'impôt, a progressivement été relevé à dix ans puis à quinze pour les successions postérieures au 16 août 2012.

Il est donc proposé de revenir au délai initial.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme JACQUEMET, M. BLEUNVEN, Mmes GATEL et SOLLOGOUB et M. LEVI

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5**

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le deuxième alinéa de l'article L. 169 du livre des procédures fiscales, sont insérés trois alinéas ainsi rédigés :

« Par exception aux dispositions du premier alinéa, la réception par l'administration fiscale d'un compte rendu de mission d'un examen de conformité fiscale positif, prévu par l'article 4 du décret n° 2021-25 du 13 janvier 2021, entraîne l'extinction du droit de reprise de l'administration sur les charges et dépenses de la période couverte par ledit examen de conformité fiscale.

« Cette exception s'applique pour l'ensemble des entreprises, personnes physiques ou morales, exerçant une activité professionnelle sous forme individuelle ou en société, dont le montant du chiffre d'affaire annuel ne dépasse pas les seuils du régime du réel simplifié.

« Cette exception ne s'applique pas en cas de découverte de manœuvres délibérées ou d'activités dissimulées lors d'un contrôle par l'administration fiscale sur les produits de l'entreprise. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'examen de conformité fiscale (ECF) institué par le décret n° 2021-25 du 13 janvier 2021 a pour objet d'inciter les entreprises à plus de transparence. Sur une cible de près de quatre millions d'entreprises, cet outil n'a attiré que 120 000 entreprises en 2023, soit à peine 3 % de la cible.

Le présent amendement vise donc à améliorer l'attractivité de ce dispositif auprès des petites entreprises et à accorder la prescription fiscale sur les dépenses et charges de l'entreprise dès lors que celle-ci se soumet à un examen de conformité fiscale (ECF), réalisé par un tiers de confiance (Organismes de gestion agréés – OGA -, experts-comptables, commissaires aux comptes...), et fait l'objet d'un compte-rendu de mission positif adressé à l'administration fiscale.

L'objectif de cette mesure est d'assurer la sécurité fiscale de l'entreprise afin de lui permettre de se concentrer sur son cœur de métier. La mesure s'inscrit dans le prolongement de la loi ESSOC du 10 août 2018 « Pour un État au service d'une société de confiance ».

Concrètement, dès lors que l'entreprise fait réaliser un ECF par un tiers de confiance, et que cet ECF aboutit à la communication d'un compte-rendu de mission positif à l'administration fiscale, celle-ci considèrera que ses charges et dépenses sont « sanctuarisées ».

Dans le cadre de son contrôle selon les règles actuelles du droit commun, sur les produits de l'entreprise, et notamment en matière de TVA, si l'administration met au jour des anomalies traduisant des manœuvres délibérées ou des activités dissimulées, elle retrouve alors toutes ses prérogatives de contrôle en matière de dépenses. La prescription devient dès lors caduque.

Du point de vue de l'entreprise, la prescription fiscale représente une juste contrepartie, dans la mesure où elle se place volontairement dans une démarche de sincérité fiscale.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme JACQUEMET, M. BLEUNVEN, Mmes GATEL et SOLLOGOUB et M. LEVI

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5**

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Les professionnels dont les revenus imposables sont ceux des catégories des bénéfices industriels et commerciaux, des bénéfices non commerciaux et des bénéfices agricoles, ainsi que les dirigeants et gérants de sociétés, peuvent évaluer leurs frais de déplacement automobile sur la base du barème forfaitaire kilométrique publié à l'intention des bénéficiaires de traitements et salaires, mentionné au 3° de l'article 83 du code général des impôts, lorsque le contribuable a fait réaliser, par un prestataire indépendant, un examen de conformité fiscale de l'entreprise, prévu par le décret n° 2021-25 du 13 janvier 2021 portant création de l'examen de conformité fiscale, et sous réserve que le compte rendu de mission retraçant les travaux réalisés dans le cadre de cet examen, délivré par le prestataire et communiqué à l'administration fiscale, atteste de la conformité de l'entreprise aux règles fiscales.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à permettre, pour les travailleurs indépendants et les dirigeants ou gérants de sociétés, l'utilisation du forfait kilométrique avec option au 1<sup>er</sup> janvier, sous réserve, d'une part, de la réalisation d'un Examen de conformité fiscale (ECF) de l'entreprise par un tiers de confiance (organismes de gestion agréés – OGA -, experts-comptables, commissaires aux comptes, etc.), et, d'autre part, de l'obtention d'un compte rendu de mission positif transmis à l'administration fiscale.

Il est à noter que les professionnels dont les revenus sont imposables dans la catégorie des bénéfices non commerciaux (BNC) bénéficient d'une tolérance administrative leur permettant d'évaluer leurs frais de déplacement automobile sur la base du barème forfaitaire kilométrique valable pour les salariés.

Le forfait kilométrique nécessite un contrôle renforcé grâce à l'intervention d'un tiers de confiance car il s'agit d'un des postes de dépenses déductibles les plus surévalués par l'entreprise.

Il existe deux modes de déduction des frais de véhicule : l'évaluation forfaitaire (ou barème kilométrique ou forfait kilométrique) et les frais réels. Quel que soit le mode de déduction, l'option

doit être réalisée au 1<sup>er</sup> janvier de l'année et doit être identique pour l'ensemble des véhicules utilisés à titre professionnel.

Par cet amendement, l'État bénéficiera d'un contrôle supplémentaire de la part d'un tiers de confiance d'un poste de dépenses déductibles susceptible de générer une perte de recettes conséquente pour l'État.

En contrepartie, l'entreprise gagne en sérénité grâce à une sécurité fiscale accrue du fait de la réalisation d'un ECF et évite la déconvenue d'un éventuel rappel d'impôts.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme JACQUEMET, M. BLEUNVEN, Mme SOLLOGOUB et M. LEVI

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5**

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Les entreprises, personnes physiques ou morales, exerçant une activité professionnelle sous forme individuelle ou en société, quels que soient leur régime d'imposition et leur chiffre d'affaires, ne sont éligibles au bénéfice des exonérations de plus-values professionnelles prévues par les articles 151 septies, 151 septies A, 151 septies B, 151 octies, 238 quindecies du code général des impôts, toutes autres conditions remplies par ailleurs, que lorsque le contribuable a fait réaliser, par un prestataire indépendant, un examen de conformité fiscale, prévu par le décret n° 2021-25 du 13 janvier 2021, et sous réserve que le compte rendu de mission retraçant les travaux réalisés dans le cadre de cet examen, délivré par le prestataire et communiqué à l'administration fiscale, atteste de la conformité de l'entreprise aux règles fiscales.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à accorder le bénéfice des exonérations de plus-values professionnelles aux entreprises, sous réserve, d'une part, de la réalisation d'un Examen de conformité fiscale (ECF) par un tiers de confiance (organismes de gestion agréés - OGA -, experts-comptables, commissaires aux comptes ...) et, d'autre part, de l'obtention d'un compte rendu de mission positif transmis à l'administration fiscale.

Les exonérations de plus-values professionnelles des TPE (art. 151 septies, art. 151 septies A, art. 151 septies B, art. 151 octies, art. 238 quindecies du CGI) constituent des dépenses fiscales dans la mesure où elles sont dérogatoires aux prélèvements obligatoires normaux. Elles engendrent une perte de recettes fiscales pour l'Etat, qui, de ce fait, ne peut tolérer la moindre erreur déclarative (pour autant souvent commise de bonne foi).

En conditionnant le bénéfice de ces exonérations de plus-values professionnelles à la réalisation d'un ECF, cet amendement tend à garantir la maîtrise, par un tiers de confiance, de ces dépenses fiscales et de les encadrer.

Le dispositif proposé présente l'avantage, au travers d'un contrôle supplémentaire de la part d'un tiers de confiance, d'éviter des pertes de recettes conséquentes pour l'Etat. Quant à l'entreprise, elle gagne

en sérénité grâce à une sécurité fiscale accrue, du fait de la réalisation d'un ECF, et écarte la déconvenue d'un éventuel rappel d'impôts.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme JACQUEMET, M. BLEUNVEN, Mmes GATEL et SOLLOGOUB et M. LEVI

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 4**

Après l'article 4

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Les sommes versées par le contribuable domicilié en France, au sens de l'article 4 B du code général des impôts, pour le recours à un centre de gestion, une association ou un organisme mixte de gestion agréés définis aux articles 1649 quater C à 1649 quater K du code général des impôts, pour la réalisation de prestations d'assistance administrative et d'assistance informatique à domicile, telles que visées aux 11° et 14° de l'article D. 7231-1 du code du travail, ouvrent droit au crédit d'impôt sur le revenu prévu à l'article 199 sexdecies du code général des impôts.

II. – Au début du premier alinéa de l'article L. 7232-1 du code du travail, sont insérés les mots : « À l'exception des organismes de gestion agréés mentionnés aux articles 1649 quater C, 1649 quater F et 1649 quater K ter du code général des impôts, qui bénéficient d'un agrément délivré par l'administration fiscale, »

III. – L'article L. 7232-1-2 du code du travail est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Pour leurs activités d'assistance administrative et d'assistance informatique à domicile rendues aux personnes mentionnées à l'article L. 7231-1 du code du travail, les organismes de gestion agréés mentionnés aux articles 1649 quater C, 1649 quater F et 1649 quater K ter du code général des impôts. »

IV. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à étendre les missions des organismes de gestion agréés (OGA) auprès des particuliers, dans le cadre de la réalisation de prestations d'assistance administrative (en particulier l'élaboration de leurs déclarations fiscales) et d'assistance informatique à leur domicile. A ce titre, il est proposé que ces prestations soient éligibles au bénéfice du crédit d'impôt relatif aux services à la personne, prévu à l'article 199 sexdecies du code général des impôts (I).

Dans la mesure où les OGA bénéficient déjà d'un agrément délivré par l'administration fiscale pour leurs activités d'accompagnement dans leurs obligations fiscales des entreprises, TPE, travailleurs indépendants et professionnels libéraux, l'amendement prévoit que ces organismes soient exemptés



de la procédure d'agrément à laquelle toute personne morale ou entreprise individuelle qui exerce des activités de services à la personne éligibles au crédit d'impôt de l'article 199 sexdecies doit déferer (II).

Dans le même esprit, l'amendement prévoit que les OGA, pour leurs activités d'assistance administrative et d'assistance informatique au domicile des particuliers, ne soient pas soumis à la clause d'exclusivité, leur évitant ainsi des lourdeurs administratives superflues, comme la nécessité de créer une association *ad hoc* dédiée exclusivement aux activités de services à la personne (III).

Actuellement, les OGA ne peuvent rendre des services qu'aux industriels, commerçants, artisans, agriculteurs et professionnels libéraux ou aux contribuables exerçant une activité professionnelle dont les revenus sont imposables dans les catégories des bénéfices industriels et commerciaux (BIC), des bénéfices non commerciaux (BNC), des bénéfices agricoles (BA) ou de l'impôt sur les sociétés (IS).

Le dispositif proposé par cet amendement vise à pallier en partie la perte de 25 % d'adhérents des OGA constatée en 2023, à la suite de la suppression de la majoration de revenu en cas de non-adhésion à un OGA (art. 34 de la loi n° 2020-1721 de finances pour 2021), qui était la principale incitation fiscale pour faire adhérer les TPE et indépendants aux OGA.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme JACQUEMET, M. BLEUNVEN et Mme SOLLOGOUB

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5**

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Toutes les entreprises, personnes physiques ou morales, exerçant une activité professionnelle sous forme individuelle ou en société, quels que soient leur régime d'imposition et leur chiffre d'affaires, ne sont éligibles aux dispositifs zonés d'exonérations fiscales et sociales mis en œuvre par l'État afin de soutenir le développement économique et l'emploi dans les territoires vulnérables, toutes autres conditions remplies par ailleurs, que lorsque le contribuable a fait réaliser, par un prestataire indépendant, un examen de conformité fiscale, prévu par le décret n° 2021-25 du 13 janvier 2021, et sous réserve que le compte rendu de mission retraçant les travaux réalisés dans le cadre de cet examen, délivré par le prestataire et communiqué à l'administration fiscale, atteste de la conformité de l'entreprise aux règles fiscales.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à accorder aux entreprises le bénéfice des exonérations fiscales et sociales liées aux dispositifs zonés (ZRR, ZFU, ZDP, QPV, etc.) sous réserve, d'une part, de la réalisation par l'entreprise d'un Examen de conformité fiscale (ECF) par un tiers de confiance (organismes de gestion agréés - OGA -, experts-comptables, commissaires aux comptes, etc.), et, d'autre part, de l'obtention d'un compte rendu de mission positif adressé à l'administration fiscale.

Les principaux dispositifs zonés sont : les zones de revitalisation rurale (ZRR), les zones franches urbaines – territoires entrepreneurs (ZFU-TE), les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), les zones de restructuration de la défense (ZRD), les bassins d'emploi à redynamiser (BER), les bassins urbains à dynamiser (BUD) et les zones de développement prioritaires (ZDP).

Les exonérations fiscales et sociales pour l'implantation d'entreprises dans des zones de soutien du développement économique et de l'emploi dans les territoires représentent un coût de 620 millions d'euros par an.

Dès lors, compte tenu de ce coût substantiel pour l'Etat, les collectivités territoriales et les organismes de sécurité sociale, il est proposé de vérifier, chaque année, si l'entreprise bénéficiaire des exonérations répond toujours aux critères d'éligibilité.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

Ces critères sont multiples et complexes et nécessitent l'expertise de professionnels, d'autant plus que l'activité de l'entreprise peut évoluer.

Les conditions d'application des exonérations sont dégressives et conduisent à effectuer des calculs au *prorata temporis*. Or, ces calculs sont sources de potentielles erreurs.

Du point de vue de l'entreprise, la réalisation d'un ECF lui permet d'acquérir de bons réflexes en matière de respect des règles fiscales.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. GENET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 28

1° Alinéa 2, tableau, quarante-neuvième ligne, dernière colonne

Remplacer le nombre :

309 800 000

par le nombre :

322 156 800

2° Alinéa 4, tableau, trente-sixième ligne, dernière colonne

Remplacer le nombre :

309 800 000

par le nombre :

322 156 800

3° Alinéa 30

Compléter cet alinéa par les mots :

calculé à partir du plafond de l'année précédente revalorisé par un coefficient fixé annuellement en application du dernier alinéa de l'article 1518 bis du code général des impôts

4° Alinéa 32

Rédiger ainsi cet alinéa :

c) La troisième phrase du premier alinéa du II est supprimée ;

5° Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes pour l'État résultant du présent article est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – La perte de recettes pour les collectivités territoriales résultant du présent article est compensée à due concurrence par la majoration de la dotation globale de fonctionnement et, corrélativement pour

l'État, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Le présent amendement vise à revaloriser annuellement le plafond via une indexation sur l'indice des prix à la consommation (comme la TFNB) et, par conséquent, à relever le montant de taxe affectée aux Chambres d'agriculture pour 2024 et à supprimer totalement la limite maximale de hausse du montant perçu par une Chambre d'une année sur l'autre.

Actuellement, le montant attribué aux Chambres d'agriculture étant plafonné, et la base cadastrale imposable n'ayant cessé d'augmenter (revalorisation annuelle prévue par l'article 1518 bis du code général des impôts - pour 2024 : + 7,1%), cela a conduit mécaniquement à une baisse du taux de la taxe affectée aux Chambres d'agriculture et à un appauvrissement des Chambres d'agriculture.

En effet, la valeur de la base cadastrale imposable est passée de 2,347 Md€ en 2015 à 2,613 Md€ en 2022, soit une hausse de 11,3% alors que pendant la même période, le montant de la TATFNB est resté stable à 292 M€. Concrètement, cela signifie que le réseau des Chambres d'agriculture n'a pas bénéficié de l'accroissement de l'assiette de sa taxe car le taux de prélèvement de la TATFNB a baissé mécaniquement en raison du plafonnement du montant de la TATFNB. Ainsi, le taux de prélèvement de la TATFNB sur la base cadastrale imposable est passé de 12,5 en 2015 à 11,2% en 2022 et 10,5% en 2023. A titre d'illustration pour l'année 2023, cela correspond à une perte de ressources d'environ 35 M€ pour le réseau des Chambres. En effet, si on applique le taux de prélèvement de 2015 (12,5%) à la base cadastrale imposable de 2023, la taxe perçue aurait été de près de 336M€.

L'appauvrissement des Chambres d'agriculture lié au plafonnement de la TATFNB depuis 10 ans est d'autant plus préjudiciable que les missions des Chambres d'agriculture pour accompagner les agriculteurs n'ont cessé de croître sur cette période (animation des concertations régionales sur le Pacte et la Loi d'Orientation et d'Avenir Agricoles, ESSOC,

phytos, identification animale avec la Base Nationale Opérateurs, Registre National des Entreprises, guichet unique non transféré, point info installation-transmission, etc.) et il n'est plus tenable dans la durée.

En outre, les hausses en 2022 (+2,75%) puis en 2023 (+1,75%) de la valeur du point des chambres d'agriculture, pourtant plus faibles que celles accordées à la fonction publique (3,5% et 1,5%), a un impact financier annuel de plus de 21M€.

Enfin, dans le cadre du chantier gouvernemental prioritaire de planification écologique, le rôle des Chambres sera déterminant dans la réussite de la transition du monde agricole et nécessite un renforcement des moyens :

- Pour produire des analyses fondées sur des références réelles permettant de démontrer la faisabilité économique à l'échelle de l'exploitation de la transition (à l'instar de l'analyse des cheptels laitiers à partir de la base de données INOSYS) ;
- Pour aller chez les exploitants afin de leur démontrer l'intérêt de s'inscrire dans ces transitions pour leur exploitation et surmonter les résistances aux changements. Cela impliquera un coût de formation pour les conseillers évalué à plusieurs M€ et un coût d'accompagnement individuel évalué à 73 M€/an sur la base d'un accompagnement tous les 5 ans de 2 jours de conseils pour 80% des 416 000 exploitations agricoles (45 M€ si on vise uniquement 50%).

Le Gouvernement a retenu dans le texte sur lequel il a engagé sa responsabilité devant l'Assemblée nationale :

- Une hausse de 3% du plafond, soit un montant de 309 M€ ;
- Un rehaussement de la limite maximale de hausse du montant perçu par une Chambre d'une année sur l'autre de 3% à 10%.

Ces évolutions ne contentent absolument pas le réseau des Chambres qui alerte du risque de ne pas pouvoir bénéficier de moyens financiers suffisants pour accompagner des agriculteurs pour faire face aux enjeux climatiques et environnementaux faute d'une revalorisation de leurs ressources à hauteur de l'inflation (+ 7,1%).

- Une hausse du plafond pour atteindre un montant de 322 M€ (+ 7,1% par rapport au montant de 300,8 M€ prévu dans le PLF initial et + 4% par rapport au montant de 309,8 M€ proposé par le Gouvernement) ;
- Une suppression totale de la limite maximale de hausse du montant perçu par une Chambre d'une année sur l'autre, afin de permettre une répartition plus juste des ressources entre les Chambres via la péréquation ;
- Une revalorisation annuelle du plafond via une indexation sur l'indice des prix à la consommation (comme pour la TFNB, à travers l'article 1518 bis du CGI).





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. GENET

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 1520 est complété par un paragraphe V ainsi rédigé :

« V. – La taxe, lorsqu'elle est instituée, s'applique sur l'intégralité du territoire sous réserve des dispositions de l'article L. 2333-76 du code général des collectivités territoriales. Toutefois, à titre dérogatoire, si des différences objectives de service le justifient, la commune, l'établissement public de coopération intercommunale ou l'établissement public local compétent peut décider de n'instituer la taxe que sur une partie seulement de son territoire nonobstant les mécanismes transitoires prévus par l'article 1639 A bis du code général des impôts. » ;

2° Au I bis de l'article 1522 bis, après la référence : « article 1639 A bis », la fin de la phrase est supprimée ;

3° L'article 1639 A bis est ainsi modifié :

a) À la première phrase du deuxième alinéa du III, après les mots : « sept années suivant la fusion » sont insérés les mots : « sous réserve des dispositions du V de l'article 1520 » ;

b) Au premier alinéa du IV, après les mots : la cinquième année qui suit celle du rattachement », sont insérés les mots : « sous réserve des dispositions du V de l'article 1520 ».

II. – Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° L'article L. 2333-76 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« La redevance, lorsqu'elle est instituée, s'applique sur l'intégralité du territoire. Toutefois, à titre dérogatoire, si des différences objectives de service le justifient, la commune, l'établissement public de coopération intercommunale ou l'établissement public local compétent peut décider de n'instaurer la redevance que sur une partie seulement de son territoire nonobstant les mécanismes transitoires prévus par l'article 1639 A bis du code général des impôts et les 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> alinéa du présent article. Le service du territoire couvert par la redevance fait l'objet d'un budget distinct. » ;

2° L'article L. 2333-78 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

a) La première phrase du troisième alinéa est ainsi rédigée : « Ils ne peuvent l'instituer que sur les secteurs géographiques où ils n'ont pas institué la redevance prévue à l'article L. 2333-76. » ;

b) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque la taxe d'enlèvement des ordures ménagères est instaurée sur une partie seulement du territoire, la redevance spéciale ne peut s'appliquer que sur le ou les territoires concernés en application du paragraphe V de l'article 1520 du code général des impôts. » ;

3° A la fin du premier alinéa de l'article L. 2333-79, il est ajouté un paragraphe ainsi rédigé : « Lorsque la redevance est instaurée sur une partie seulement du territoire, la suppression de la taxe ne s'applique que sur le territoire concerné en application de l'article L.2333-76 précité et du V de l'article 1520 du code général des impôts.»

III – La perte de recettes pour les collectivités territoriales est compensée à due concurrence par la majoration de la dotation globale de fonctionnement et, corrélativement pour l'État, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services..

## **OBJET**

Issue de la loi de transition énergétique pour la croissance verte de 2015, l'obligation de proposer une tarification incitative des déchets visait à réduire la quantité d'ordures ménagères résiduelles (OMR) produite en France et à améliorer également le geste de tri.

Les objectifs fixés étaient alors ambitieux puisque 15 millions de français devaient être couverts par cette tarification incitative en 2020 et près de 25 millions d'entre eux devaient l'être en 2025. Aujourd'hui, c'est seulement entre 6 et 7 millions de nos concitoyens qui sont soumis à cette tarification démontrant ainsi la forte disparité entre les objectifs fixés et la réalité de l'application de cette mesure sur le terrain.

Le constat est sans appel, le déploiement de cette tarification pose un certain nombre de difficultés aux collectivités. L'une d'entre elle réside dans l'absence de possibilité pour les EPCI de déployer une tarification incitative sur une partie seulement d'un territoire donné.

Permettre aux collectivités de mettre en place cette distinction représente une souplesse qui existe déjà mais sous la forme d'expérimentations limitées dans le temps. La généralisation de ce dispositif est une nécessité pour remettre en marche le déploiement de la tarification incitative dans des zones où elle est pertinente.

Concrètement, cela permettrait le déploiement de la tarification incitative en milieu périurbain et rural, sans pour autant la déployer en milieu urbain dense où elle est plus complexe à mettre en œuvre.

En effet, la mise en place d'une tarification incitative en centre urbain dense est souvent complexe car il est nécessaire d'individualiser les facturations, alors qu'en zone pavillonnaire ou rurale l'habitat individuel est favorable à la tarification incitative car il simplifie cette identification. A l'échelle d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) compétent en matière de gestion des déchets ou d'un syndicat de traitement, les typologies de territoires diffèrent et répondent à des enjeux très distincts.

La suppression de l'obligation faite aux élus locaux d'harmoniser les modes de financement du SPGD permet par ailleurs de favoriser le maintien d'une tarification incitative sur les territoires nouvellement fusionnés. Cela permettrait ainsi de conserver un dispositif au service de la transition écologique qui a fait ses preuves, notamment en zone rurale.

Les collectivités ayant recours à la tarification incitative sont généralement des collectivités de moins de 30 000 habitants actuellement en taxe d'enlèvement des ordures ménagères incitative (TEOMi) ou redevance incitative (REOMi).





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. GENET

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au h de l'article 1641 du code général des impôts, le mot : « cinq » est remplacé par le mot : « dix ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement a vocation à allonger à dix ans au lieu de cinq actuellement, la réduction des frais de gestion de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) (de 8 % à 3 %) lors de la mise en place d'une part incitative à la TEOM.

Mise en place par la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 afin d'inciter les collectivités à mettre en place une part incitative à leur TEOM, cette mesure a pour objectif d'encourager sur le long terme les collectivités à adopter la TEOMi (TEOM incitative) plutôt que de rester en TEOM qui est le mode historique de financement en France. De plus, cette réduction permettra de réduire la pression fiscale du contribuable qui paye ces frais de gestion et qui pour autant ne sont pas perçus par la collectivité, mais reversés dans leur totalité au budget général.

La tarification incitative permettant la réduction de la production d'ordures ménagères résiduelles de l'ordre de 20% à 50%, selon les collectivités et les modes de tarification, cet amendement s'inscrit pleinement dans la continuité des ambitions portées par la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire, qui fixe un objectif de réduction de 15% des déchets ménagers et assimilés par habitant d'ici 2030. L'objectif est, au-delà d'une aide au lancement d'une TEOMi, d'avoir une réelle politique volontariste en la matière et de pérenniser ces réformes structurelles vertueuses.

Par ailleurs, la tarification incitative permettant également de meilleures performances de tri des emballages, de l'ordre de 30%, cet amendement contribue à l'atteinte des objectifs nationaux et

européens d'augmentation des taux de collecte pour recyclage (77% des bouteilles en plastique pour 2025).

La tarification incitative contribue également au développement et à l'amélioration des performances de tri à la source des biodéchets. Cet amendement contribuerait ainsi à anticiper la mise en place obligatoire de la collecte à la source des biodéchets prévue pour 2024, conformément à la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire.

Enfin, cet amendement s'inscrit pleinement dans l'objectif de 25 millions d'habitants en France en tarification incitative d'ici 2025, fixé par la loi de transition énergétique pour la croissance verte (LTECV). Aujourd'hui, seulement 6 millions de Français, soit un Français sur dix, contribue au service de gestion et traitement des déchets via une tarification incitative.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. GENET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le A de l'article 278-0 bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Les opérations de réparations de l'électroménager, des chaussures et articles de cuir, des vêtements et du linge de maison ; »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Pilier de la transition vers une économie circulaire, le secteur de la réparation a besoin d'être soutenu. Sans cordonnier, couturier, réparateur, nos produits, même éco-conçus pour être réparés, ne le seront pas.

Or il est encore trop peu développé et le nombre de réparateurs a même chuté en vingt ans. Le secteur est confronté à des difficultés croissantes dues à un modèle économique peu rentable, à une profession qui vieillit et à une activité qui stagne.

Sans un soutien d'envergure reposant sur des piliers comme le bonus réparation, l'indice de réparabilité et la TVA circulaire pour la réparation des produits, nous risquons de faire face à une perte de compétences, de savoir-faire qui nous ferons perdre des années dans la bataille que nous menons pour le climat.

C'est pourquoi la première des mesures à prendre est de mettre en place un taux de TVA réduit visant le secteur de la réparation. Les difficultés administratives auxquelles les réparateurs indépendants se trouvent confrontés pour être éligibles au bonus réparation récemment mis en place, rendent d'autant plus urgent le déploiement d'une mesure qui touchera autant les indépendants, la frange la plus en danger économiquement, que les grandes surfaces.

Sans cette fondation solide que constitue la TVA circulaire, les autres mesures mises en œuvre comme le bonus réparation et l'indice de réparabilité n'auront qu'un impact superficiel sur l'activité économique des réparateurs. Pire encore, leurs effets pervers accéléreraient la disparition des réparateurs de proximité.

D'autre part, la directive européenne 2022/542 délimitant les activités ayant droit à un taux de TVA réduit ouvre cette possibilité pour le secteur de la réparation.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. GENET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6**

Après l'article 6

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article L. 2331-5 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024, une fraction de 25 % du produit net de la taxe sur la valeur ajoutée perçue en application de l'article 257 du code général des impôts. ».

II. – Le montant de la taxe sur la valeur ajoutée mentionnée au I est perçu par les communes pour toute construction de logements collectifs neufs au sens de l'article 257 du code général des impôts, autorisée au-delà de la moyenne de la production de ces logements observée sur le territoire de ladite commune sur la période du précédent mandat municipal.

III. – Un décret précise les modalités d'application du II.

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Alors que l'accès au logement n'a jamais été aussi difficile, dans le même temps, on observe une baisse continue du nombre de logements neufs mis en vente.

Cette baisse, qui risque d'accroître les tensions sur le marché du logement dans les zones attractives, constitue une « bombe sociale ».

L'une des causes de cette diminution du nombre de logements autorisés est notamment liée au fait que, pour les communes qui délivrent les permis de construire, la construction de nouveaux logements se traduit par des dépenses supplémentaires liées à la nécessaire réalisation d'équipements publics, scolaires, sportifs, etc. alors que, par ailleurs, les recettes, compte tenu de la suppression de taxes locales (taxe d'habitation en particulier), sont en baisse.

Le présent amendement a pour objet d'affecter aux recettes communales de la section d'investissement une fraction de 25 % du produit de la TVA perçue sur les opérations concourant à la production ou à la livraison d'immeubles.

L'affectation, telle que proposée par cet amendement, d'une part de la TVA aux communes, contribuerait, en apportant des ressources financières supplémentaires aux communes, à les inciter à accueillir des logements neufs, en vue de réduire les tensions sur l'ensemble de la chaîne du marché immobilier (neuf comme ancien, libre, intermédiaire et social).



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. GENET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS**

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 199 novovicies est ainsi modifié :

1° Aux 1° et 2° du VI, la seconde phrase est supprimée ;

2° Aux 1° et 2° du A du VII bis, la troisième phrase est supprimée ;

3° Aux 1° et 2° du E du VIII, la seconde phrase est supprimée ;

4° Aux a) et b) du 3° du XII, la seconde phrase est supprimée.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 168 de la loi de finances pour 2021 a prorogé de trois ans l'avantage fiscal lié au dispositif Pinel tout en en réduisant progressivement le taux. Il s'agissait, selon l'exposé des motifs, de mettre en place une transition vers un dispositif plus efficient.

Mais l'effondrement actuel des mises en ventes de logements (-24,8% au 1<sup>er</sup> trimestre 2023 et -37,9% au 2<sup>ème</sup> trimestre 2023) sans compter les agréments HLM qui plafonnent à 95 000 unités par an depuis 2021 (contre 110 000 à 120 000 les années précédentes) sont révélateurs d'une violente crise du logement.

Cette baisse des ventes bloque l'alimentation en neuf du segment du locatif privé détenu par des bailleurs personnes physiques. Or, lui seul permet le maintien en volume du parc, d'autant que les investisseurs institutionnels s'en retirent à nouveau. Ces ménages bailleurs s'avèrent, au surplus, sensibles aux dispositifs fiscaux de soutien. La suppression d'un dispositif puissant (Périssol, Robien, Scellier) ou son rabotage (Pinel) se traduit systématiquement par une chute des ventes, de moitié en ordre de grandeur.

L'objet de cet amendement est d'aménager le dispositif Pinel pour lui rendre son efficacité et son attractivité avant sa disparition programmée au 31 décembre 2024 et d'accroître ainsi l'offre de logements locatifs sous plafonds de loyer et de ressources.

Il est donc proposé de maintenir les taux de réduction d'impôt tels que prévus en 2022 sur les années 2023 et 2024, date à laquelle le dispositif Pinel prend fin.

Dans ce délai et avec des taux de réduction d'impôt adéquats, une relance à la fois de la construction neuve et du logement locatif à loyers maîtrisés est possible.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. GENET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. Le code général des impôts est ainsi modifié :

A. Après l'article 279-0 bis A du code général des impôts, il est inséré un nouvel article ... ainsi rédigé :

« Art ... I.-Relèvent du taux réduit de 10 % les livraisons de logements situés dans un bâtiment d'habitation collectif au sens du 6° de l'article L. 111-1, 6° du code de la construction et de l'habitation, répondant aux conditions suivantes :

« 1° Les logements sont destinés par le preneur, personne physique ou société civile constituée exclusivement entre parents et alliés jusqu'au quatrième degré inclus, à la location à usage de résidence principale pour des personnes physiques dont les ressources, appréciées à la date de conclusion du bail, n'excèdent pas les plafonds mentionnés au premier alinéa du III de l'article 199 novovicies et dont le loyer mensuel n'excède pas les plafonds mentionnés au même III ;

« 2° Les logements sont situés, à la date du dépôt de la demande de permis de construire, sur le territoire de communes classées par l'arrêté mentionné au IV de l'article 199 novovicies du présent code ;

« 3° Les logements répondent aux conditions de localisation mentionnées au A du II du présent article ou sont intégrés au sein d'ensembles immobiliers répondant à la condition de mixité prévue au B du même II ;

« 4° Les logements résultent soit d'une construction nouvelle, soit de travaux concourant à la production ou à la livraison d'un immeuble neuf au sens du 2° du 2 du I de l'article 257, soit d'une transformation de locaux affectés à un usage autre que l'habitation par des travaux mentionnés au 2° du 2 du I de l'article 257.

« II. – A. – En application du 3° du I du présent article, les terrains des logements à construire sont situés, à la date du dépôt de la demande de permis de construire, sur le territoire d'une commune comptant déjà plus de 25 % de logements locatifs sociaux, au sens de l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation, ou dans un quartier prioritaire de la politique de la ville, au sens du 8° du I de l'article 278 sexies du présent code.

« B. – En application du 3° du I du présent article, la proportion du nombre des logements locatifs sociaux, au sens du 1° du I de l'article 278 sexies, excède 25 % des logements de l'ensemble immobilier.

« III. – Le contribuable ne peut, pour un même logement, bénéficier à la fois de l'une des réductions d'impôt prévues à l'article 164 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020, à l'article 199 tricies, au A du I et aux 2° et 4° du B du I de l'article 199 novovicies du présent code, et du taux de taxe sur la valeur ajoutée prévu au présent article. » ;

B. Après l'article 200 sexdecies, sont insérés une nouvelle division et un article ainsi rédigés :

« 36° Crédit d'impôt en faveur du logement locatif intermédiaire

« Art ... I. – Le montant de la taxe foncière sur les propriétés bâties prévue à l'article 1380 et mise en recouvrement au cours de l'exercice pour les logements mentionnés au III du présent article ouvre droit à un crédit d'impôt sur les revenus au profit des contribuables, personnes physiques, y compris les associés des sociétés civiles constituées exclusivement entre parents et alliés jusqu'au quatrième degré inclus, domiciliées en France au sens de l'article 4 B.

« II. – Le montant de la taxe foncière sur les propriétés bâties s'entend de la taxe mentionnée à l'article 1380 et, le cas échéant :

« 1° De la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations prévue à l'article 1530 bis ;

« 2° De la taxe additionnelle spéciale annuelle au profit de la région d'Île-de-France prévue à l'article 1599 quater D ;

« 3° Des taxes spéciales d'équipement additionnelles à la taxe foncière sur les propriétés bâties prévues aux articles 1607 bis, 1607 ter et 1609 B à 1609 G ;

« 4° Des impositions additionnelles à la taxe foncière sur les propriétés bâties levées conformément à l'article 1609 quater ;

« 5° Des prélèvements opérés par l'État sur ces taxes et impositions en application de l'article 1641.

« III. – Le bénéfice du I du présent article est accordé aux contribuables mentionnés au même I qui sont propriétaires de logements répondant aux conditions prévues à l'article 279-0 bis B.

« IV. – Le I du présent article s'applique pendant une durée de dix ans à compter de la première mise en recouvrement de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements mentionnés au III.

« La durée de dix ans est réduite à due concurrence du nombre d'années d'exonération totale de la taxe foncière sur les propriétés bâties dont peuvent bénéficier les logements.

« Le I cesse de s'appliquer à compter de l'exercice suivant celui au cours duquel le bénéfice de l'article 279-0 bis B est remis en cause dans les conditions prévues au II ter de l'article 284.

« V. – Le crédit d'impôt est imputé sur l'impôt sur le revenu après imputation des réductions d'impôt, des crédits d'impôt et des prélèvements ou retenues non libératoires. S'il excède l'impôt dû, l'excédent est restitué. » ;

C. Après le II bis de l'article 284, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ... – Toute personne qui a acquis un logement au taux prévu à l'article 279-0 bis B est tenue au paiement du complément d'impôt lorsqu'elle cesse de louer le logement dans les conditions prévues

au 1° du I du même article dans les dix ans qui suivent le fait générateur de l'opération de construction, y compris lorsque cette cessation résulte de la cession du logement. »

II. – Après l'article L. 302-16-2 du code de la construction et de l'habitation sont insérés deux articles ainsi rédigés :

« Art ... : La production et la mise en location de logements intermédiaires dont la livraison relève de l'article 279-0 bis B du code général des impôts font l'objet d'une information de l'administration à partir du dépôt de la demande de permis de construire ou, en cas de vente en l'état futur d'achèvement, de l'acquisition, jusqu'à l'expiration de la durée au cours de laquelle un complément de taxe est susceptible d'être dû conformément au II ter de l'article 284 du même code.

« Un décret précise :

« 1° La personne à laquelle s'impose cette obligation d'information ;

« 2° La périodicité selon laquelle cette information est réalisée et les conditions dans lesquelles l'administration peut demander des éléments complémentaires ;

« 3° Le contenu de cette information ;

« 4° Les modalités selon lesquelles elle est réalisée, notamment s'agissant du format et des conditions de transmission. »

« Article ... Les manquements à l'article L. 302-16-3 entraînent l'application des amendes suivantes, appréciées pour chaque ensemble immobilier :

« 1° 1 500 € pour les manquements suivants :

« a) Information non communiquée ou communiquée au-delà du premier jour du deuxième mois qui suit l'échéance définie par le décret mentionné au même article L. 302-16-3 ;

« b) Inexactitude ou omission en cas de manquement délibéré ou de manœuvres frauduleuses ;

« 2° 2 500 € en cas de défaut de production de l'information à l'échéance prévue dans les situations autres que celles mentionnées au a du 1° du présent article.

« Ces amendes sont recouvrées selon les mêmes procédures et sous les mêmes sanctions, garanties, sûretés et privilèges que la taxe sur les salaires. Les réclamations sont présentées, instruites et jugées selon les règles applicables à cette même taxe.

« Les services chargés de la réception de l'information prévue à l'article L. 302-16-3 du présent code communiquent à l'administration fiscale tout élément utile pour le contrôle de l'application des articles 279-0 bis B du code général des impôts. »

III. A. Les dispositions du A du I du présent article s'appliquent aux livraisons de logements pour lesquels la demande de permis de construire est déposée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024. Toutefois, pour les ventes en l'état futur d'achèvement, elles s'appliquent aux livraisons de logements pour lesquels l'acte de vente ou, le cas échéant, le contrat préliminaire, est signé à compter de cette même date.

B. Les dispositions du B du I du présent article s'appliquent aux logements répondant aux conditions prévues à l'article 279-0 bis B du code général des impôts dont la construction est achevée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

C. Les dispositions du C du I et du II s'appliquent aux livraisons de logements réalisées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

IV. La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

V- Le I n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

### **OBJET**

À ce jour, seuls les investisseurs institutionnels sont aidés pour s'engager dans la construction de logements locatifs intermédiaires (LLI). Ces derniers bénéficient d'une TVA à 10 % et pour les logements achevés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, la loi de finances pour 2022 a supprimé l'exonération de TFPB et l'a remplacée par un crédit d'impôt sur les sociétés (nouvel article 220 Z septies du CGI) d'égale montant (TFPB et taxes additionnelles sauf taxe d'enlèvement des ordures ménagères) et de même durée.

Dans un souci d'équité fiscale et afin d'encourager le développement du logement intermédiaire, il est proposé que les particuliers, y compris à travers des SCI familiales, souhaitant acquérir un logement en vue de le louer à des personnes sous plafonds de ressources et de loyer, puissent également bénéficier d'une TVA à 10 % sur l'achat du logement et d'un crédit d'impôt pendant les 10 premières années, en contrepartie d'un engagement de location à usage de résidence principale du locataire pendant une période minimale de dix ans.

Le non-respect de cet engagement, y compris en cas de revente du logement avant l'échéance des dix ans, est sanctionné par le versement, par le bailleur, de la différence du taux de TVA entre 10 % et 20 %.

Enfin, les logements concernés par cet amendement sont ceux situés dans un bâtiment à usage principal d'habitation regroupant plus de deux logements partiellement ou totalement superposés. Définis à l'article L111-1, 6° du CCH, ces bâtiments contribuent, par leur sobriété foncière, à la lutte contre l'artificialisation des sols.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. GENET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

I. – Après l’alinéa 8

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

...) Les mots : « trois ans » sont remplacés par les mots : « quatre ans »

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le bénéfice du prêt à taux zéro pour les ménages accédants sous plafonds de ressources, en cas d’acquisition d’un logement neuf est conditionné au respect d’un délai d’achèvement des travaux fixé à trois ans à compter de la date d’émission de l’offre de prêt.

Lors de la crise sanitaire ce délai avait été suspendu par l’effet de l’ordonnance « délais et procédures ».

Depuis cette crise sanitaire, les délais de réalisation des projets se sont malheureusement considérablement rallongés sous l’effet combiné à la fois :

- des réticences à l’acte de construire, ralentissant les délais d’obtention des autorisations requises, souvent contestées,
- de l’entrée en vigueur de nouvelles réglementations requérant des études plus nombreuses et détaillées des projets, sources de délais (RE 2020, clause-filet, diagnostic PEMD, ...),
- des négociations lors de l’établissement des marchés de travaux, à raison de l’augmentation des coûts et de la pénurie de certains matériaux de construction,
- des conditions de financement des programmes immobilières résultant de la commercialisation ralentie à raison de la hausse des taux et du durcissement des conditions d’octroi des crédits immobiliers aux acquéreurs.

Dans un contexte de ralentissement fort du secteur de la construction, le présent amendement vise à allonger d'un an ce délai pour sécuriser le financement des ménages accédants.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. GENET

C	
G	

ARTICLE 6

I. – Après l’alinéa 9

insérer un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Dans la deuxième phrase du troisième alinéa de l’article L. 31-10-10, le montant : « 156 000 € » est remplacé par le montant : « 195 000 € ».

II. – La perte de recettes résultant pour l’État du I est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le prêt à taux zéro (PTZ) vise à soutenir l’accession pour les ménages sous plafonds de ressources, en complément d’un crédit immobilier souscrit auprès d’un établissement bancaire.

La hausse des taux d’intérêts combinée aux critères obligatoires d’octroi des crédits fixés par le haut Conseil de Stabilité Financière (HCSF) depuis le 1er janvier 2022 ont fait chuter la production de crédits à l’habitat de près de 40 % entre février 2023 et 2022 selon les chiffres publiés par la Banque de France début avril, s’établissant ainsi en dessous de la moyenne des cinq dernières années.

Pour relancer l’accession à la propriété et ainsi réduire la pression sur le marché locatif, il est proposé d’actualiser le montant maximal du PTZ, inchangé depuis 2014, pour tenir compte notamment de l’inflation.

Cette mesure devrait permettre de resolvabiliser une partie des ménages accédants éligibles.

Tel est l’objet du présent amendement.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. GENET

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3

Après l'article 3

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le 33° du II de la section V du chapitre premier du titre premier de la première partie du livre premier du code général des impôts est complété par un article ainsi rédigé :

« Art. .... – I. – Les contribuables fiscalement domiciliés en France au sens de l'article 4 B qui acquièrent un logement neuf ou en l'état futur d'achèvement, situé dans un bâtiment d'habitation collectif, destiné à leur résidence principale en accession à la première propriété, directement ou par l'intermédiaire d'une société non soumise à l'impôt sur les sociétés qui le met gratuitement à leur disposition, peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts des prêts contractés auprès d'un établissement financier à raison de cette opération, tels que définis à l'article L. 312-2 du code de la consommation.

« Les prêts mentionnés au premier alinéa s'entendent de ceux contractés en vue de financer l'acquisition du terrain et les dépenses de travaux de construction.

« II. – Le I ne s'applique pas aux intérêts des prêts affectés :

« 1° Au remboursement en tout ou partie d'autres crédits ou découverts en compte. Toutefois, les intérêts des emprunts souscrits pour se substituer aux prêts mentionnés au I ou rembourser ceux-ci ouvrent droit au crédit d'impôt, dans la limite des intérêts qui figurent sur les échéanciers des emprunts initiaux et de celles des annuités mentionnées au III du présent article restant à courir ;

« 2° A l'acquisition d'un logement par l'intermédiaire d'une société non soumise à l'impôt sur les sociétés, lorsque ce logement a antérieurement appartenu au contribuable directement ou par l'intermédiaire d'une société non soumise à l'impôt sur les sociétés.

« III. – Ouvrent droit au crédit d'impôt les intérêts payés au titre des cinq premières annuités de remboursement des prêts mentionnés au I du présent article, à l'exclusion des frais d'emprunt et des cotisations d'assurances contractées en vue de garantir le remboursement des prêts.

« Lorsque les prêts sont consentis à une société non soumise à l'impôt sur les sociétés dont le contribuable est membre et qui met gratuitement à la disposition de celui-ci un immeuble ou une partie d'immeuble lui appartenant qu'il affecte à son habitation principale, il est tenu compte des intérêts payés à proportion de la quote-part des droits du contribuable dans la société correspondant au logement concerné.

« Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, lorsque le contribuable acquiert ou fait construire un logement neuf dont le niveau élevé de performance énergétique et environnementale supérieur à celui qu'impose la législation en vigueur, satisfaisant aux exigences fixées par l'arrêté du 8 mars 2023 modifiant l'arrêté du 12 octobre 2016 relatif aux conditions à remplir pour bénéficier du dépassement des règles de constructibilité prévu au 3° de l'article L. 151-28 du code de l'urbanisme, les intérêts ouvrant droit au crédit d'impôt sont ceux payés au titre des sept premières annuités. Le contribuable justifie du respect de cette dernière condition par la production des documents visés dans l'arrêté du 8 mars 2023 modifiant l'arrêté du 12 octobre 2016 relatif aux conditions à remplir pour bénéficier du dépassement des règles de constructibilité prévu au 3° de l'article L. 151-28 du code de l'urbanisme.

« IV. – Le montant des intérêts mentionnés au III du présent article ouvrant droit au crédit d'impôt ne peut excéder, au titre de chaque année d'imposition, la somme de 3 750 € pour une personne célibataire, veuve ou divorcée et de 7 500 € pour un couple soumis à imposition commune. Cette somme est majorée chaque année de 500 € par personne à charge au sens des articles 196 à 196 bis. La somme de 500 € est divisée par deux lorsqu'il s'agit d'un enfant réputé à charge égale de l'un et l'autre de ses parents.

« Les montants de 3 750 € et 7 500 € sont respectivement portés à 7 500 € pour une personne handicapée célibataire, veuve ou divorcée et à 15 000 € pour un couple soumis à imposition commune lorsque l'un de ses membres est handicapé.

« V. – Le crédit d'impôt est égal à 20 % du montant des intérêts mentionnés au III du présent article, dans la limite mentionnée au IV du présent article.

« Ce taux est porté à 40 % pour les intérêts payés au titre de la première annuité de remboursement.

« Toutefois, lorsque l'acquisition ou la construction porte sur un logement mentionné au dernier alinéa du III du présent article, le taux mentionné au premier alinéa du présent V est porté à 40 %.

« VI. – Le I du présent article s'applique aux intérêts versés avant l'achèvement du logement que le contribuable acquiert neuf ou en l'état futur d'achèvement, lorsque celui-ci prend l'engagement d'affecter ce logement à son habitation principale au plus tard le 31 décembre de la troisième année qui suit celle de la conclusion du contrat de prêt.

« Lorsque cet engagement n'est pas respecté, le crédit d'impôt obtenu par le contribuable fait l'objet d'une reprise au titre de l'année au cours de laquelle l'engagement n'a pas été respecté et au plus tard au titre de la deuxième année qui suit celle de la conclusion du contrat de prêt. Il est fait application, le cas échéant, des sanctions prévues à l'article 1729.

« La date à partir de laquelle sont décomptées les cinq ou les sept premières annuités mentionnées au III est fixée, à la demande du contribuable, à la date de l'achèvement ou de la livraison du logement. Cette demande, irrévocable et exclusive de l'application des deuxième et troisième alinéas, doit être exercée au plus tard lors du dépôt de la déclaration de revenus de l'année au cours de laquelle intervient l'achèvement ou la livraison du logement.

« VII. – Le crédit d'impôt mentionné au I du présent article est imputé sur l'impôt sur le revenu après imputation des réductions d'impôt, des crédits d'impôt et des prélèvements ou retenues non libératoires. S'il excède l'impôt dû, l'excédent est restitué.

« VIII. – Le I du présent article s'applique aux intérêts des prêts souscrits dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, et qui satisfont à une réglementation équivalente.

« IX. – Les dispositions du présent article sont exclusives de celles mentionnées au a du 2 de l'article 199 undecies A.

« X. — Le présent article s'applique aux opérations pour lesquelles chacun des prêts concourant à leur financement a fait l'objet d'une offre de prêt émise à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, sous réserve que l'acquisition du logement achevé ou en l'état futur d'achèvement intervienne au plus tard six mois après l'émission de l'offre de prêt.

« Toutefois, il est admis que le présent article s'applique aux opérations d'acquisition pour lesquelles l'acte authentique d'acquisition a été signé à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023. »

II. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Lors de la précédente crise du financement, pesant sur le pouvoir d'achat, la loi TEPA de 2008, avait instauré un crédit d'impôt « TEPA » portant sur les intérêts d'emprunt.

Plusieurs années après, il est proposé de rétablir ce dispositif pour les mêmes motifs dont l'ampleur est beaucoup plus prégnante aujourd'hui.

Une telle mesure permettrait de resolvabiliser les ménages primo-accédants, fragilisés par la crise du crédit immobilier.

Il est donc proposé d'adapter ces dispositions pour tenir compte de l'inflation, tout en le recentrant sur l'acquisition d'un logement neuf, avec un avantage accru lorsque le logement satisfait à des exigences de performance énergétique et environnementale supérieures à la réglementation en vigueur, dans la logique de verdissement de la dépense publique.

En effet, par sa compacité, le logement collectif neuf est peu artificialisant comme l'avaient souligné les membres de la Conférence citoyenne sur le climat (cf. propositions SL3.9 et SL3.11).

Tel est l'objet du présent amendement.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. GENET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3

Après l'article 3

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – La première partie du livre premier du code général des impôts est ainsi modifiée :

1° Après l'article 173, il est inséré un article ainsi rédigé :

« Art. .... – L'exonération prévue au 4° bis du 2 de l'article 793 est plafonnée à 150 000 € par part reçue par chacun des donataires ou héritiers. Pour l'appréciation de cette limite de 150 000 €, il est tenu compte de l'ensemble des transmissions à titre gratuit consenties par la même personne. »

2° Après le 4° du 2 de l'article 793, il est inséré un ...° ainsi rédigé :

« ...° Lors de leur première transmission à titre gratuit, les immeubles acquis neufs ou en état futur d'achèvement dont l'acte authentique d'achat est signé par le donateur ou le défunt entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 30 juin 2025.

« L'exonération est subordonnée à la condition que le contribuable s'engage à l'affecter exclusivement et de manière continue, à un usage de résidence principale de l'occupant, pendant une durée minimale de six ans à compter de l'acquisition ou de l'achèvement s'il est postérieur.

« En cas de location, le contrat de bail ne peut pas être conclu avec un membre du foyer fiscal du contribuable.

« L'engagement de location doit prendre effet dans les douze mois qui suivent la date d'achèvement de l'immeuble ou de son acquisition si elle est postérieure. Cet engagement prévoit que le loyer et les ressources du locataire appréciées à la date de conclusion du bail ne doivent pas excéder des plafonds mentionnés au premier alinéa du III de l'article 199 novovicies.

« L'exonération s'applique aux logements pour lesquels le contribuable justifie du respect des exigences de performance énergétique en vigueur lors du dépôt de la demande de permis de construire. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.



**OBJET**

Cet amendement propose d'instituer une exonération temporaire des droits de mutation à titre gratuit normalement dus lors de la première transmission d'immeubles neufs ou en état futur d'achèvement acquis par acte authentique signé entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 30 juin 2025.

Ce dispositif temporaire a pour objectif de relancer rapidement la commercialisation des logements neufs, y compris en réduisant le stock des logements neufs invendus détenus par les promoteurs immobiliers en raison de la crise du logement qui sévit actuellement.

Cette mesure permet de soutenir, pendant une période transitoire, le marché du logement, en accession, comme en location, en mobilisant l'épargne privée pour l'acquisition de logements neufs ou en VEFA.

L'application de cette mesure est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- L'engagement d'affecter le bien à un usage de résidence principale pendant une période minimale de six ans ;
- En cas de mise en location, celle-ci doit respecter des plafonds de loyer et de ressources.

L'exonération accordée est plafonnée à 150 000 € par part reçue par chaque donataire ou héritier, pour en limiter le coût.

De surcroît, les moindres recettes fiscales sont notablement différées dans le temps.

Tel est l'objet du présent amendement.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. GENET

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le c de l'article L. 1615-7 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« L'accueil de jeunes enfants au sein d'une maison d'assistantes maternelles construite ou aménagée par une commune ou un groupement de communes est considéré comme une mission d'intérêt général au sens du b du présent article. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article L. 1615-7 du code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose que les immobilisations confiées dès leur réalisation ou leur acquisition à un tiers exerçant une activité ne lui ouvrant pas droit à déduction de la taxe sur la valeur ajoutée ayant grevé le bien donnent lieu à attribution du fonds pour les dépenses réelles d'investissement réalisées dans certaines situations.

Lorsqu'une commune construit un immeuble qu'elle envisage de mettre à la disposition d'assistantes maternelles en vue d'y exercer l'activité d'accueil et de garde, soit les assistantes maternelles sont titulaires d'un contrat de marché public de service ou d'une délégation de service public, auquel cas l'opération est éligible au FCTVA ; soit les assistantes maternelles sont locataires et l'opération n'est dès lors pas éligible au FCTVA.

Le Ministère de l'économie et des finances considère en effet que l'activité qu'elles exercent dans les locaux publics peut entrer en concurrence avec celle des assistantes maternelles qui effectuent leur travail à domicile. Une telle activité est donc considérée comme n'ayant pas le caractère d'intérêt général au sens du b) de l'article L1615-7 du CGCT. Cette situation est regrettable car les petites communes rurales ne peuvent pas toujours financer la création d'une crèche. La solution des maisons d'assistantes maternelles (MAM) est une alternative pertinente néanmoins leur construction ou aménagement n'ouvre pas droit au remboursement de la TVA par le FCTVA puisque seuls les biens confiés à un tiers en vue de l'exercice d'une mission d'intérêt général sont concernés.

Cet amendement vise donc à prévoir que la construction ou l'aménagement d'une MAM est éligible au FCTVA dans les mêmes conditions qu'une crèche.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. GENET

C	
G	

ARTICLE 6

I. - Alinéas 2 à 6

Supprimer ces alinéas.

II. - Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 6 du PLF pour 2024 prévoit de recentrer le dispositif du PTZ dans le neuf aux seules zones tendues du territoire et pour les immeubles collectifs exclusivement. Ainsi, dans les zones B2 et C, le PTZ ne serait plus accessible qu'aux seules acquisitions de biens immobiliers dans l'ancien.

Alors que les ventes de logements neufs s'effondrent (-38 % des ventes dans l'individuel diffus entre les premiers semestres 2022 et 2023) et que les conditions de crédit ne cessent de se dégrader, cette amputation du PTZ conduira à une aggravation certaine de la crise du logement neuf.

En effet, l'hyper-recentrage envisagé exclut les deux-tiers des opérations financées jusqu'alors grâce à cette aide ainsi que plus de 90 % des communes en France.

Hors « zones tendues », le projet du Gouvernement condamne donc les plus jeunes et les foyers aux ressources modestes dans leur parcours résidentiel. Pour ces Français les plus modestes, l'accession à la propriété deviendrait un horizon impossible.

Par ailleurs, cet arbitrage budgétaire ne serait pas sans effet pour les nombreuses TPE/PME du Bâtiment et leurs effectifs salariés : la production de logements neufs représente près de la moitié de l'activité de la Profession du Bâtiment. Les marchés de rénovation-réhabilitation ne sauraient à eux seuls pallier cet effondrement de la production du neuf déjà constaté partout en France.

Enfin, une telle décision représenterait une perte nette pour le budget de la Nation puisque chaque opération de PTZ rapporte, en solde net, 35 000 euros au budget de l'Etat.

Il serait donc incompréhensible que ce projet de loi de finances 2024 acte la disparition d'un produit utile aux ménages et bien maîtrisé surtout dans une période où l'inflation et les problèmes de pouvoir d'achat sont appelés à perdurer.

Cet amendement vise donc à rétablir le PTZ dans le neuf collectif et individuel sur l'ensemble de notre territoire. Ce retour doit être assortie de deux mesures complémentaires importantes, à savoir le retour à une quotité de 40 % pour toutes les zones, en neuf comme dans l'ancien avec travaux et la réactualisation des barèmes pour tenir compte des évolutions de salaires et de prix de l'immobilier intervenues depuis 2016.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. GENET

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS**

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

Après le b quater du 1<sup>o</sup> du I de l'article 31 du code général des impôts, il est inséré un b quinquies ainsi rédigé :

« b quinquies) Une déduction au titre de l'amortissement égale à 2 % du prix du bâti du bien immobilier. Pour les dépenses de travaux autres que celles prévues au b et b bis, une déduction au titre de l'amortissement égale à 7 % pour les 10 premières années et 6 % pour les 5 années suivantes. » ;

2<sup>o</sup> Le 1<sup>o</sup> ter du I de l'article 156 est abrogé ;3<sup>o</sup> Les deux premiers alinéas du 3<sup>o</sup> du même I sont supprimés ;II. – Le quatrième alinéa du 3<sup>o</sup> du I de l'article 156 du code général des impôts n'est pas applicable aux revenus fonciers perçus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.III. – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Les bailleurs personnes physiques (ménages) dominent le parc locatif en France. Ils détiennent 57 % des logements concernés en 2019, contre 41 % pour les bailleurs sociaux et moins de 2 % pour les autres personnes morales.

La place des ménages-bailleurs dans le parc locatif s'avère d'autant plus forte que les logements se situent dans des zones peu ou pas tendues. En territoires ruraux, il s'agit de la seule alternative à l'accession. Ce parc s'avère donc indispensable.

Or, l'alimentation du parc locatif privé dépend uniquement de la production neuve de logements. Le solde des entrées et des sorties dans l'existant ressort structurellement négatif, sans doute plus encore avec l'interdiction de louer des passoires thermiques qui entre progressivement en vigueur.

L'alimentation en neuf du segment du locatif privé détenu par des bailleurs personnes physiques s'avère très sensible aux dispositifs fiscaux de soutien. De fait, la suppression d'un dispositif puissant (Périsol, Robien, Scellier) ou son rabotage (Pinel) se traduisent systématiquement par une chute des ventes, de moitié en ordre de grandeur.

La fiscalité très lourde s'appliquant à l'investissement locatif en neuf (TVA à l'entrée, pas de prélèvement forfaitaire unique pour les revenus fonciers et éventuel IFI pendant la détention du bien, plus-values lourdement taxées à la revente jusqu'à 15-20 ans, ...) explique largement cela. Les dispositifs fiscaux de soutien viennent en réalité simplement corriger cette situation.

Leur instabilité constitue un lourd handicap, d'autant plus dans le cas du collectif où le délai entre commercialisation du projet et première mise en location du bien se révèle souvent supérieur à deux ans.

C'est pourquoi, cet amendement vise à créer un régime universel d'investissement locatif privé, lisible et stable.

Il repose sur la reconnaissance de la nature d'activité économique, créatrice de valeur, de l'investissement locatif privé.

L'architecture de la réforme proposée se résume ainsi :

- un amortissement du bâti pendant 50 ans, soit un taux de 2 % l'an, applicable dans le neuf et dans l'existant pour l'ensemble des logements locatifs privés (stock et flux) ;
- un amortissement des gros travaux sur 15 ans ;
- une déductibilité sans limite des intérêts d'emprunt, des petits travaux et des charges locatives des revenus fonciers bruts ;
- un déficit foncier imputable sans limite sur le revenu global positif ;
- une taxation des plus-values inchangée.

Son coût budgétaire s'établirait à 4,2 milliards d'euros par an dans un premier temps, puis 3,8 milliards d'euros par an, une fois résorbée l'imputation des déficits fonciers antérieurs. Au final ce nouveau mécanisme représenterait une économie annuelle de 100 millions d'euros pour le Budget de l'Etat en comparaison du dispositif actuel.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. GENET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 10

I. – Alinéa 31, tableau, deuxième et dernière colonnes, deuxième et dernière lignes

Rédiger ainsi ces lignes :

42 500	18 750
46 750	20 625

II. – Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La franchise en base TVA permet aux petites entreprises (micro-entreprises) dans la limite d'un plafond de chiffre d'affaires de facturer leurs ventes et/ou prestations de services sans TVA.

Cette disposition du PLF vise au 1<sup>er</sup> janvier 2025, à étendre la franchise en base TVA aux petites entreprises étrangères (CA ne dépassant pas 85 000€), pour leurs opérations réalisées en France, sous réserve que leur CA européen soit inférieur à 100 K€ (sans obligation d'identification en France, l'ensemble des formalités étant réalisées dans leur Etat de résidence qui ensuite transmet les informations à la France).

La réciproque sera vraie pour les entreprises françaises pour leurs travaux réalisés dans les autres Etats membres, sous réserve que le CA européen soit inférieur à 100 K€.

Ce régime de TVA applicable aux microentreprises est source de concurrence déloyale. Il permet ainsi à certaines entreprises d'avoir un avantage concurrentiel par rapport aux entreprises qui facturent avec TVA spécialement dans le domaine des prestations de services.

Or, cette transposition de la directive risque de créer une nouvelle distorsion de concurrence : une entreprise étrangère pourra venir travailler en France et bénéficier de la franchise de TVA applicable aux entreprises françaises. Ainsi, par exemple une entreprise espagnole pourra dans le cadre d'un marché avec un particulier facturer sans TVA (alors qu'aujourd'hui l'entreprise espagnole doit facturer de la TVA française).

Enfin, ces entreprises étrangères n'ont aucune obligation d'identification en France. Il y a donc là un véritable risque de fraude.

Si la France se doit de respecter les règles européennes, il convient au regard des problématiques de concurrence de limiter le montant de la franchise applicable. Et cela d'autant plus que la France a l'un des montants de TVA les plus importants en Europe.

L'objet de cet amendement est donc de proposer de retenir un niveau de franchise deux fois moins important que celui retenu par cette disposition. Au-delà, il convient de rappeler que la franchise a un impact sur les recettes TVA (Cette franchise de TVA représente un coût estimé entre 2,2 et 2,4 Md€ selon le rapport du Conseil des Prélèvements Obligatoires de 2015. Une division par deux de cette franchise constituerait donc un gain pour les finances publiques de plus d'un milliard d'euros).



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. GENET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 17

## I. – Alinéa 43

Remplacer cet alinéa par six alinéas ainsi rédigés :

.... – L'article 790 A bis est ainsi modifié :

1° Le I est ainsi modifié :

a) Le c du 1° est complété par les mots : « ou à son acquisition neuve ou en vente en l'état futur d'achèvement » ;

b) Après le c du 1°, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ...) Aux dons en nature d'un terrain, ou d'un immeuble destiné à être démoli, consentis en pleine propriété à un enfant, un petit-enfant, un arrière-petit-enfant ou, à défaut d'une telle descendance, un neveu ou une nièce, sont exonérés de droits de mutation à titre gratuit dans la limite de 100 000 € si cet immeuble est affecté par le donataire à la construction ou à l'acquisition de sa résidence principale dans le délai d'un an. » ;

2° Au II, les mots : « 15 juillet 2020 et le 30 juin 2021 » sont remplacés par les mots : « 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 31 décembre 2026 ».

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les ventes de logements neufs s'effondrent (en glissement annuel sur le premier semestre 2023, -38% dans l'individuel diffus et -33 % dans le collectif) sous l'effet de la dégradation des conditions de

crédit. En dix-huit mois, l'apport personnel nécessaire à l'équilibre du financement des projets d'accession à la propriété des ménages a doublé, pour atteindre 70 000€ en moyenne pour le primo-accession.

Or, le présent projet de loi de finances pour 2024 ne prévoit aucune mesure en soutien à la construction neuve.

Une mesure temporaire d'exonération des droits de mutation à titre gratuit à concurrence d'une somme de 100 000 € avait été adoptée par la 3ème loi de finances rectificative pour 2020 pour permettre, au sortir de la crise de la covid-19, de venir en aide au logement neuf dans la mesure où elle bénéficie à la construction de la résidence principale du donataire. De fait, elle n'a pas eu le temps de démontrer ses effets, car limitée à 6 mois et troublée par l'amorce de la crise des matériaux.

Cet amendement propose donc de rétablir cette disposition pour 3 ans et de l'élargir aux donations de terrains et d'immeubles destinés à être démolis ainsi qu'à l'acquisition neuve ou en VEFA de la résidence principale du donataire. Une telle mesure aurait pour effet de contribuer à renforcer l'apport personnel de nombreux ménages, facilitant ainsi l'octroi de leurs prêts immobiliers. Elle aurait en outre pour effet de permettre un écoulement des stocks de logements neufs détenus par les promoteurs.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. GENET

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le c du 2 du I de l'article 27 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« (...) De l'acquisition et de la pose de matériaux d'isolation thermique des parois vitrées et des protections solaires mobiles ; ».

II. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La loi de finances pour 2023 a rétabli le crédit d'impôt en faveur de la rénovation énergétique des locaux tertiaires des PME disparu fin 2021, après six mois d'existence compte tenu du délai de publication des textes réglementaires associés.

Ce crédit d'impôt vise certaines dépenses concernant l'isolation des parois opaques, le chauffage et la ventilation. On ne peut que se féliciter d'un tel dispositif pour des PME qui, par ailleurs, ne disposent d'aucune aide de l'État en faveur de la rénovation énergétique de leurs locaux tertiaires.

Pour autant, à la lecture du détail des équipements, matériels ou matériaux éligibles, il est à noter l'absence des menuiseries extérieures. Or, l'intérêt du remplacement des fenêtres, le cas échéant associé à des protections solaires mobiles, est déjà démontré pour atteindre la sobriété énergétique des bâtiments. Il permet d'isoler une grande partie de l'enveloppe extérieure du bâtiment et offre des apports de chaleur gratuite grâce aux apports solaires en hiver.

Par ailleurs, dans certains bâtiments tertiaires (type « façade rideaux »), les parois vitrées représentent la quasi-totalité de la surface des parois verticales. Et, après avoir vécu plusieurs épisodes de canicule, il est maintenant indispensable de maîtriser les températures intérieures et limiter les apports solaires en été. L'efficacité de ces bâtiments peut être améliorée par l'installation de protections solaires qui

limitent l'entrée du froid et les déperditions thermiques en hiver, permettent de maîtriser les apports solaires en été et le recours à la climatisation.

Aussi, afin de donner à cette mesure une efficacité et une cohérence maximum, il apparaît important de les réintégrer dans la base du crédit d'impôt ; étant précisé que son plafonnement est de nature à limiter l'impact de la dépense fiscale.

Tel est l'objet de cet amendement.





N°	I-1271
----	--------

**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. GENET

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEXIES**

Après l'article 3 sexies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I – Au 9° du II de l'article 150 U du code général des impôts, les mots : « au plus tard le 31 décembre 2024 » sont supprimés.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cette disposition du CGI, créée par l'article 42 de la loi de finances rectificative pour 2011 et maintes fois prorogée, notamment jusqu'au 31 décembre 2024 par l'article 7 de la loi de finances pour 2023 exonère pour les particuliers d'impôt sur le revenu, les cessions de droit de surélévation d'un immeuble à condition que l'acquéreur s'engage à créer et à achever exclusivement des locaux à usage d'habitation dans un délai de quatre ans.

Ce dispositif s'inscrit dans une volonté de favoriser la sobriété foncière en incitant à densifier le stock existant particulièrement au sein des zones urbaines tendues. Ainsi, elle participe au zéro artificialisation nette voulue par le Gouvernement. Par ailleurs, elle participe aussi à la résolution du manque de logements neufs spécialement dans ces zones.

Applicable jusqu'à fin 2024, cette mesure doit être pérennisée afin de donner de la visibilité aux acteurs, la mettre en cohérence avec la temporalité de la prise de décision en copropriété et donner un signal fort en faveur des personnes détentrices de tels droits afin qu'elles les exploitent.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. GENET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I – Après le b du 2 de l'article 279-0 bis du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« (...) Par exception, le taux prévu au 1 s'applique d'une part, aux travaux de surélévation ou d'agrandissement sous condition d'améliorer la performance énergétique de l'immeuble existant et, d'autre part, aux travaux réalisés en cas de transformation de locaux tertiaires en logement conduisant à la production d'un immeuble neuf. Un décret fixe les conditions d'applications du présent alinéa. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Par cet amendement, il est proposé d'étendre le bénéfice du taux réduit de TVA (10 et/ou 5,5%) à certaines opérations exclues :

- En cas de transformation de locaux tertiaires en logements lorsque cette transformation aboutit à produire un immeuble neuf ;
- En cas de surélévation ou d'agrandissement sous réserve d'augmenter la performance énergétique de l'immeuble collectif ou individuel existant.

En effet, ces travaux lourds sur existant sont soumis à une TVA au taux normal de 20%. Pour autant, ils constituent des opportunités majeures pour engager des travaux de performance énergétique dans les parties existantes.

Or, ces opérations, qui présentent en outre la caractéristique d'être sobre sur le plan du foncier, sont fiscalement pénalisées alors même qu'elles devraient être encouragées. Cette singularité est un frein à la réalisation de telles opérations techniquement et financièrement plus lourdes que de produire *ex-nihilo* un immeuble neuf.

L'objet de cet amendement est donc de corriger ce paradoxe afin que ces opérations puissent bénéficier d'un régime fiscal attractif de nature à encourager leur inscription dans l'indispensable sobriété énergétique intéressant le bâtiment.







N°	I-1273
----	--------

**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. GENET

C	
G	

ARTICLE 8

Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

... – Chaque année entre 2024 et 2026, l'État reverse au programme Territoires d'industrie, la différence entre la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises qu'il perçoit et la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises perçue l'année précédente, diminuée d'un quart en 2024, puis de deux quarts en 2025, puis de trois quarts en 2026 de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises qu'il aura perçue en 2023.

**OBJET**

La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises à longterm constitué une ressource majeure des intercommunalités. Sa suppression décidée en loi de finances pour 2023 est principalement compensée par une fraction de la TVA nationale.

Toutefois, le produit de la CVAE perçu par l'Etat ayant connu un excellent résultat (+20%), le gouvernement avait admis que cette croissance soit reversée aux collectivités qui aurait dû en bénéficier en 2023 notamment par l'intermédiaire du Fonds vert.

L'étalement jusqu'au 1er janvier 2027 de la suppression de la CVAE acquittée par les entreprises au bénéfice de l'Etat tel que proposé dans le PLF pour 2024 doit se voir appliquer le même principe. En effet même dans le scénario de sa suppression progressive jusqu'en 2027 la CVAE reste une ressource dynamique. En 2023, la CVAE perçue par l'Etat est estimée par le PLF à 5 789 millions d'euros. Ce montant sera diminué chaque année d'un quart de sa valeur. Le surplus correspond à la croissance de la CVAE liée au développement local.

La croissance de la CVAE, désormais perçue par l'Etat jusqu'en 2027, devrait bénéficier aux collectivités du bloc local au travers du Programme « Territoires d'industrie », considérant que la CVAE est, notamment le fruit des dynamiques locales et que ce programme doit être encouragé.

En effet, l'initiative « Territoires d'Industrie », lancée fin 2018, s'inscrit dans une stratégie de l'Etat de reconquête industrielle et de développement des territoires. Une deuxième phase a été lancée (2023-2027) afin de poursuivre et amplifier la dynamique de réindustrialisation dans les territoires. Cette nouvelle phase du programme comprend notamment une offre de services renforcée qui trouve sa traduction dans le cadre du projet de loi « Industrie Verte ».

Cet amendement, travaillé avec Intercommunalités de France, vise ainsi à affecter le produit de la croissance de la CVAE au programme Territoires d'industrie.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. GENET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 8**

Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – Chaque année entre 2024 et 2026, l'État reverse aux collectivités précédemment bénéficiaires, la différence entre la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises qu'il perçoit et la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises qu'il a perçue l'année précédente, diminuée d'un quart en 2024, puis de deux quarts en 2025, puis de trois quarts en 2026 de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises qu'il aura perçue en 2023.

**OBJET**

La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises à longterm constitué une ressource majeure des intercommunalités. Sa suppression décidée en loi de finances pour 2023 est principalement compensée par une fraction de la TVA nationale.

Toutefois, le produit de la CVAE perçue par l'Etat ayant connu un excellent résultat (+20%), le gouvernement avait admis que cette croissance soit reversée aux collectivités qui aurait dû en bénéficier en 2023 notamment par l'intermédiaire du Fonds vert.

L'étalement jusqu'au 1er janvier 2027 de la suppression de la CVAE acquittée par les entreprises au bénéfice de l'Etat tel que proposé dans le PLF pour 2024 doit se voir appliquer le même principe. En effet même dans le scénario de sa suppression progressive jusqu'en 2027 la CVAE reste une ressource dynamique. La croissance de la CVAE, désormais perçue par l'Etat jusqu'en 2027, devrait bénéficier aux collectivités du bloc local qui en étaient précédemment bénéficiaires.

En 2023, la CVAE perçue par l'Etat est estimée par le PLF à 5 789 millions d'euros. Ce montant sera diminué chaque année d'un quart de sa valeur. Le surplus correspond à la croissance de la CVAE liée au développement local.

L'amendement, travaillé en lien avec Intercommunalités de France, vise ainsi à affecter le produit de la croissance de la CVAE aux collectivités considérant qu'elle est le fruit des dynamiques locales.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. GENET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 8

Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

«... – Chaque année et jusqu'à extinction de son produit, l'État communique aux établissements publics de coopération intercommunale et aux communes qui la percevaient, le montant de cotisation sur la valeur ajoutée sur les entreprises reçu.

**OBJET**

La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises à longterms constitué une ressource majeure des intercommunalités. Sa suppression décidée en loi de finances pour 2023 est principalement compensée par une fraction de la TVA nationale.

En 2023, la CVAE a connu une très forte progression supérieure à + 20 %. L'étalement jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2027 de la suppression de la CVAE acquittée par les entreprises au bénéfice de l'Etat tel qu'il a été récemment annoncé implique de connaître le montant pour cet impôt qui est avant tout local.

En effet même dans le scénario de sa suppression progressive jusqu'en 2027 la CVAE reste une ressource dynamique. A ce titre, cet amendement travaillé avec Intercommunalités de France permet que soit rendu public le montant de cette CVAE résiduelle qui sera perçue par l'Etat jusqu'en 2027.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. GENET

C	
G	

ARTICLE 8

Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – Le montant de référence sur lequel s’applique le reversement de taxe sur la valeur ajoutée venant en compensation de la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises est égal à la totalité de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises perçue par l’État en 2022.

Ce montant sert aussi de point départ pour l’alimentation du fonds d’attractivité économique des territoires, tel que défini dans l’article 55 de la loi de finances initiale pour 2023.

**OBJET**

En 2022 l’Etat à perçu un montant de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) d’un montant de 11 265 millions d’euros. Sur ce montant 10 608 millions d’euros ont été reversés aux collectivités locales, soit 10 007 millions d’euros au titre de la part fixe (moyenne quadriennale) et 608 millions d’euros au titre de la part dite « dynamique ». Le solde a été affecté au fonds vert pour 500 millions d’euros et au SDIS pour un montant de 150 millions d’euros.

La compensation de la suppression de la CVAE doit correspondre au montant réellement perçu par l’Etat au moment de cette suppression, soit 11 265 millions d’euros.

Il n’est pas normal que lorsque la croissance d’un impôt local semble aux yeux de l’Etat trop favorable, il en capte une partie pour sa propre politique même si cette dernière concerne in fine les territoires locaux.

Les budgets locaux sont appelés à s’engager fortement dans la transition écologique et énergétique ce qui demandera des investissements conséquents mais également un effort supplémentaire en matière de charges de fonctionnement.

Il est donc essentiel que les collectivités ne supportent pas une double peine : la suppression de la CVAE qu’elles n’avaient pas demandée et une base de référence de la compensation inférieure à la réalité des montants versés par les entreprises.







N°	I-1277
----	--------

**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. GENET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

Alinéas 75 à 85

Supprimer ces alinéas.

**OBJET**

L'article 6 introduit une nouvelle exonération pour les logements sociaux concernant la taxe foncière sur les propriétés bâties.

Cette exonération prévue pour une durée de 25 ans vise les logements sociaux achevés depuis au moins 40 ans lorsqu'ils font l'objet de travaux de rénovation énergétique permettant le passage d'un classement « F » ou « G » à un classement « B » ou « A ».

Cette nouvelle exonération est créée de droit. Elle s'impose aux communes et intercommunalités sans compensation des produits fiscaux exonérés. En cela, elle est synonyme d'une perte de ressources intégralement supportée par les budgets locaux (sans même qu'une estimation soit proposée).

Aucune concertation préalable n'a été conduite concernant cette suppression d'une recette fiscale locale. Les évaluations préalables (Tome 1 des Annexes) réalisées par la DGFIP indiquent une perte de recettes de l'ordre de 9 M€ par an en régime de croisière, soit une somme relativement conséquente.

Alors qu'aucune compensation n'est envisagée pour les collectivités concernées.

Si on peut comprendre que la situation tendue des organismes de logement social impose une aide financière pour les accompagner dans la mise à niveau de leur parc de logements, il semble toutefois difficilement acceptable que les collectivités, dont le budget est très contraint, assument financièrement cette disposition qui relève d'une politique souhaitée par l'Etat.

Cet amendement, travaillé avec Intercommunalités de France, propose la suppression de cette exonération.





N°	I-1278
----	--------

**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. GENET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 16

Supprimer cet article.

**OBJET**

L'article 16 du PLF envisage une réforme concernant les redevances des Agences de l'eau.

Si le montant total des redevances est inchangé, il prend bien en compte les primes pour performance épuratoire (1,45 milliard d'euros par an). Cependant la réforme prévoit des modifications significatives : les collectivités seraient redevables pour une partie des redevances (au lieu des usagers actuellement), et les impacts financiers à l'échelle de certains services pourraient être importants.

La concertation a été menée sur la base d'éléments insuffisants, envoyés tardivement, et laisse de côté certains chantiers, notamment le financement de la biodiversité.

Cette réforme soulève de nombreuses difficultés :

- L'absence de garanties quant à la proportion deux tiers – un tiers entre les redevances consommation d'une part et performance d'autre part ;
- La désignation des collectivités comme redevables pour les redevances sur la performance des systèmes d'assainissement et sur la performance des réseaux d'eau potable ;
- Des impacts financiers potentiels pouvant être significatifs à l'échelle des services : les éléments communiqués soulignent des augmentations des redevances de l'ordre de 50 % à l'échelle de certaines intercommunalités selon les scénarios ;
- Une réforme conduite à marche forcée : les éléments d'appréciation, notamment les simulations financières, ont été communiqués quelques jours avant la réunion du Comité national de l'eau.

Cet amendement, travaillé avec Intercommunalités de France, propose en conséquence la suppression de cet article.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. GENET

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24**

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Au premier alinéa du I de l'article 1407 ter du code général des impôts, les mots : « Dans les communes classées dans les zones géographiques mentionnées au I de l'article 232, » sont supprimés.

**OBJET**

Le code général des impôts donne la possibilité aux communes classées dans les zones géographiques dites « tendues » de délibérer pour majorer d'un pourcentage compris entre 5 % et 60 %, la part leur revenant de la cotisation de taxe d'habitation sur les résidences secondaires. Le produit de la majoration est versé à la commune l'ayant instituée.

Le classement en zone dite « tendue » est établi en évaluant un éventuel « déséquilibre entre l'offre et la demande de logements entraînant des difficultés sérieuses d'accès au logement sur l'ensemble du parc résidentiel existant, qui se caractérisent notamment par le niveau élevé des loyers, le niveau élevé des prix d'acquisition des logements anciens ou la proportion élevée de logements affectés à l'habitation autres que ceux affectés à l'habitation principale par rapport au nombre total de logements » précise l'article 232 du code des impôts.

La question du déséquilibre entre l'offre et la demande est appréciée en fonction du taux de pression sur la demande de logements locatifs sociaux (ratio entre le nombre de demandes de logement locatif social et le nombre d'emménagements annuels, hors mutations internes au sein du parc locatif social), ainsi que du taux de pression sur la demande dans le parc privé.

Le poids du parc de logements locatifs sociaux joue un rôle important dans la détermination de la tension de la demande. Les communes disposant peu de logements sociaux ont ainsi une probabilité plus forte d'avoir un taux de tension élevé. Le classement en zone tendue concerne un nombre assez réduit de communes.

En outre, la majoration de la THRS peut-être un outil d'inflexion du marché de l'immobilier dans des secteurs tendus non visés par le classement en zone dite tendue.

Cet amendement, travaillé avec Intercommunalités de France, vise donc à généraliser le recours à la THRS.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. GENET

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après le premier alinéa du I de l'article 1407 ter du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Le précédent alinéa s'applique aux établissements publics de coopération intercommunale mentionnés aux I ou II de l'article 1379-0 bis. »

**OBJET**

Le code général des impôts donne la possibilité aux communes classées dans les zones géographiques dites « tendues » de délibérer pour majorer d'un pourcentage compris entre 5 % et 60 % la part leur revenant de la cotisation de taxe d'habitation sur les résidences secondaires. Le produit de la majoration est versé à la commune l'ayant instituée.

Le classement en zone dite « tendue » est établi en évaluant un éventuel « déséquilibre entre l'offre et la demande de logements entraînant des difficultés sérieuses d'accès au logement sur l'ensemble du parc résidentiel existant, qui se caractérisent notamment par le niveau élevé des loyers, le niveau élevé des prix d'acquisition des logements anciens ou la proportion élevée de logements affectés à l'habitation autres que ceux affectés à l'habitation principale par rapport au nombre total de logements » précise l'article 232 du code des impôts.

La question du déséquilibre entre l'offre et la demande est appréciée en fonction du taux de pression sur la demande de logements locatifs sociaux (ratio entre le nombre de demandes de logement locatif social et le nombre d'emménagements annuels, hors mutations internes au sein du parc locatif social), ainsi que du taux de pression de pression sur la demande dans le parc privé.

La majoration de la THRS peut-être un outil d'inflexion du marché de l'immobilier dans des secteurs tendus non visés par le classement en zone dite tendue. Alors que les politiques de l'habitat sont désormais largement sous la responsabilité des intercommunalités, il serait logique qu'elles puissent disposer de cet outil fiscal.

Cet amendement, travaillé avec Intercommunalités de France, vise donc à généraliser le recours à la THR pour les intercommunalités.







## A M E N D E M E N T

présenté par  
M. GENET

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Aux 3 et 5 du I de l'article 1636 B sexies du code général des impôts, après les mots : « la cotisation foncière des entreprises » sont insérés les mots : « ou de la taxe d'habitation »

### OBJET

Actuellement il existe une liaison des taux entre taxe d'habitation résiduelle sur les résidence et taxe foncière.

Toutefois la cotisation foncière des entreprises bénéficie de deux mécanismes dérogatoires aux règles de lien :

- la majoration spéciale prévue pour les collectivités ayant une relative surfiscalisation des ménages par rapport aux entreprises

ð- la déliaison à la hausse prévue au 5 du I de l'article 1636 B sexies du CGI pour les collectivités ayant un taux inférieur à 75 % du taux moyen

Avec la mise en œuvre du taux de taxe foncière comme taux pivot de la fiscalité, il serait pertinent de permettre les mêmes dérogations pour la taxe d'habitation restante.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. GENET

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le code général des collectivités territoriales est complété :

1° Après le 2° du II de l'article L. 2336-3, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les délibérations prises en application du 1° ou du 2° peuvent prévoir une répartition applicable sur plusieurs années, sans excéder l'année précédant le prochain renouvellement général des conseils municipaux et communautaires. Si les conditions du prélèvement sur l'ensemble intercommunal ne permettent plus d'appliquer un accord trouvé dans les conditions du présent alinéa, le représentant de l'État dans le département en informe les communes et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre lors de la notification prévue au premier alinéa du présent II. » ;

2° Après le 2° du II de l'article L. 2336-5, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les délibérations prises en application du 1° ou du 2° peuvent prévoir une répartition applicable sur plusieurs années, sans excéder l'année précédant le prochain renouvellement général des conseils municipaux et communautaires. Si les conditions de l'attribution revenant à l'ensemble intercommunal ne permettent plus d'appliquer un accord trouvé dans les conditions du présent alinéa, le représentant de l'État dans le département en informe les communes et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre lors de la notification prévue au premier alinéa du présent II. »

**OBJET**

Chaque année, les intercommunalités à fiscalité propre et leurs communes membres sont amenées à délibérer si elles souhaitent opérer une répartition différente de leur prélèvement ou de leur attribution au titre du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) par rapport à ce que prévoit la loi en l'absence d'accord local.

Ces délibérations doivent intervenir dans un délai contraint. Leur caractère répété d'année en année revêt pour beaucoup une certaine lourdeur administrative dès lors que l'accord de répartition du FPIC au sein de l'ensemble intercommunal a été politiquement défini au sein d'un pacte fiscal et financier sur plusieurs années et que ces délibérations viennent seulement l'entériner.

L'objet du présent amendement, travaillé avec Intercommunalités de France, est donc de permettre, pour les communes et intercommunalités volontaires, de délibérer dans le sens d'une répartition

valable sur plusieurs années, au plus tard jusqu'à l'année précédant le renouvellement général des conseils municipaux et communautaires. Il prévoit par ailleurs que le préfet informe les communes et intercommunalités de tout changement de situation impactant la délibération initiale.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. GENET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 8**

Après l'article 8

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après le deuxième alinéa de l'article 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« La taxe est instituée sur les entrepôts d'une superficie de plus de 10 000 mètres carrés. »

**OBJET**

Le présent amendement, travaillé avec Intercommunalités de France, vise deux objectifs : d'une part, répondre à la demande d'équité entre le e-commerce et le commerce physique concernant la taxe sur les surfaces commerciales (Tascom) et, d'autre part, financer la reconversion des zones commerciales dans un objectif de transition écologique.

La taxe sur les surfaces commerciales (Tascom) s'applique aux surfaces commerciales de vente au détail, couvertes et accessibles au public de plus de 400 mètres carrés de surface de vente et réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 460 000 euros. Le montant de cette taxe est déterminé par application à la surface de vente de l'établissement, d'un tarif qui varie en fonction du chiffre d'affaires annuel au mètre carré.

Les entreprises du e-commerce ne disposent pas de surfaces commerciales accessibles au public et ne sont donc pas actuellement assujetties à la Tascom. Or, leurs activités relèvent d'une activité commerciale au même titre que les entreprises dotées d'un espace physique pour recevoir du public.

L'extension de la Tascom aux entrepôts de plus de 10 000 mètres carrés proposée par cet amendement permettrait donc de rétablir l'équité fiscale entre les entreprises disposant d'installations physiques recevant du public et les entreprises du e-commerce.

Par ailleurs, l'impact environnemental des acteurs du e-commerce dépend aussi de leur niveau d'optimisation des surfaces artificialisées pour la logistique et il y a lieu de faire contribuer ces derniers à hauteur des externalités négatives qu'ils engendrent.

En effet, la surproduction de surfaces commerciales et d'entrepôts qui ensuite deviennent vacants laisse aux collectivités la charge de transformer ce foncier dans le cadre d'opérations de densification et de relocalisation de l'activité économique, de production de logements et de renaturation. Ces différents types d'opérations sont coûteux, longs et complexes.







**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. GENET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le I de l'article 1530 du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Par une délibération motivée prise dans les conditions prévues au II de l'article 1639 A, la taxe prévue aux précédents alinéas peut être instaurée sur certains secteurs si l'importance des opérations d'aménagement ou de requalification en cours ou à venir dans ces secteurs rend nécessaire la réalisation de travaux substantiels de voirie ou de réseaux, de restructuration ou de renouvellement urbain. »

**OBJET**

L'objectif de cet amendement est d'autoriser les communes et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre à instaurer la taxe sur les friches commerciales sur certains secteurs uniquement.

Actuellement, la taxe sur les friches commerciales est une taxe facultative inspirée de la taxe sur les logements vacants. Elle a vocation à contribuer à la limitation de l'artificialisation des sols en taxant les biens commerciaux laissés à l'abandon et en poussant à leur réemploi. L'assiette de cette taxe est adossée à la taxe foncière sur les propriétés bâties et son produit est le résultat d'un taux progressant dans le temps avec des possibilités locales de modulation.

La loi de finances pour 2013 a renforcé la portée de cette taxe en réduisant le délai de vacance pris en compte et en permettant un doublement du taux, toutefois cette taxe reste encore peu utilisée aujourd'hui. Plusieurs raisons expliquent cette sous-utilisation et parmi ces dernières l'impossibilité à ce jour de sectoriser cette taxe. De fait, toutes les friches commerciales ne sont pas également porteuses des mêmes enjeux fonciers. Ainsi, de nombreuses communes et EPCI à fiscalité propre souhaiteraient instituer cette taxe uniquement sur les sites destinés à une reconversion, ce qui n'est pas possible aujourd'hui.

Dans un contexte de sobriété foncière, l'instauration de cette taxe doit pourtant inciter la reconversion des sites sinistrés ou inutilisés vers de nouvelles destinations citons par exemple le logement, de nouvelles activités économiques et industrielles, ou plus simplement de la renaturation.

Il est proposé de faciliter le recours à cet outil fiscal en autorisant une instauration sur les secteurs décidés par la collectivité. Le conseil municipal ou communautaire serait conduit à en motiver le périmètre eu égard à l'importance des opérations d'aménagement ou de requalification en cours ou à

venir ou aux travaux substantiels de voirie ou de réseaux, de restructuration ou de renouvellement urbain pour renforcer l'attractivité des zones concernées. En cela, le présent amendement s'inspire de ce que dispose d'ores et déjà la loi pour sectoriser la taxe d'aménagement.

Cet amendement a été travaillé avec Intercommunalités de France.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. LEVI, Mmes VENTALON et Olivia RICHARD, MM. LAUGIER, HENNO et Alain MARC, Mme JOSENDE, M. DUFFOURG, Mme BILLON, MM. Henri LEROY, CHATILLON et KERN, Mme MORIN-DESAILLY et MM. HINGRAY, CIGOLOTTI, BONNECARRÈRE, Jean-Michel ARNAUD, CAPO-CANELLAS, CANÉVET et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNVICIES**

Après l'article 3 unvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 779 est ainsi modifié :

a) Au IV, le montant : « 15 932 € » est remplacé par le montant : « 100 000 € » ;

b) Au V, le montant : « 7 967 € » est remplacé par le montant : « 100 000 € » ;

2° Au premier alinéa de l'article 790 B, le montant : « 31 865 € » est remplacé par le montant : « 100 000 € » ;

3° À l'article 790 D, le montant : « 5 310 € » est remplacé par le montant : « 100 000 € » ;

4° À l'article 790 E et au premier alinéa de l'article 790 F, le montant : « 80 724 € » est remplacé par le montant : « 100 000 € ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Le présent amendement vise à unifier le montant des abattements applicables aux droits de mutation à titre gratuit (DMTG), quels que soient les rapports de parenté, et à abandonner par conséquent les discriminations fondées sur les liens familiaux.

On cherche vainement une justification cohérente aux discriminations qui frappent les bénéficiaires selon leur degré de parenté avec le défunt ou le donateur, surtaxant ainsi les collatéraux.

Il est nécessaire d'adapter les droits de succession et de donation à l'allongement de l'espérance de vie et à l'évolution des relations familiales ou sociales. Se développe une solidarité intergénérationnelle

entre petits-enfants et grands-parents, lesquels assurent souvent par leur aide le relais de parents qui, du fait de l'allongement de la durée de vie, n'accèdent au patrimoine familial que tardivement. Il ne faut pas non plus négliger les liens collatéraux, également facteurs de solidarité familiale, les célibataires âgés pouvant compter sur l'aide des frères et sœurs ou des nièces ou neveux.

Le présent amendement vise tout à la fois la simplification et l'équité : un seul et même niveau d'abattement, soit 100 000 euros, quelle que soit la volonté exprimée par le donateur ou le défunt.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. LEVI, Mmes VENTALON et Olivia RICHARD, MM. LAUGIER, HENNO et Alain MARC,  
Mme JOSENDE, M. DUFFOURG, Mme BILLON, MM. Henri LEROY, CHATILLON et KERN,  
Mme MORIN-DESAILLY et MM. HINGRAY, CIGLOTTI, BONNECARRÈRE, Jean-Michel ARNAUD,  
SAURY et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNVICIES**

Après l'article 3 unvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au premier alinéa du I de l'article 790 G du code général des impôts, le montant : « 31 865 € » est remplacé par le montant : « 50 000 € ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à relever de 31 865 euros à 50 000 euros le plafond de l'exonération de certains dons familiaux de sommes d'argent (par chèque, par virement, par mandat ou par remise d'espèces).

Chaque enfant pourrait ainsi recevoir, en exonération de droits, jusqu'à 50 000 euros de la part de chacun de ses parents, grands-parents et arrière-grands-parents.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Jean-Baptiste BLANC

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 279-0 bis A du code général des impôts, il est inséré un article ainsi rédigé :

« Art. ... I.- Relèvent du taux réduit de 10 % les livraisons de logements répondant aux conditions suivantes :

« – l'acquéreur est une ou plusieurs personnes physiques dont les ressources répondent aux conditions fixées par le premier alinéa du III de l'article 199 novovicies du présent code ;

« – le logement est destiné à constituer la résidence principale du destinataire pour une durée minimum de dix années à compter de la livraison ;

« – le prix du logement est inférieur à un plafond fixé par décret qui tient, notamment, compte de sa surface et de sa localisation ;

« – le logement répond à des caractéristiques environnementales fixées par décret ;

« II. L'acquéreur mentionné au deuxième alinéa du I bénéficie d'un crédit d'impôt sur le revenu dont le montant correspond à celui de l'impôt versé en application de la section du II du chapitre premier du titre premier de la deuxième partie du livre premier du présent code ,au titre du logement visé au même I, pour l'année civile au cour de laquelle le bien a été livré ainsi que les neuf années suivantes.

« En cas de méconnaissance de la condition fixée au troisième alinéa du I, le ou les acquéreurs s'acquittent solidairement d'une indemnité compensatrice au profit de l'État.

« Le montant de cette indemnité est égal à la somme de l'avantage procuré par l'application du taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée prévu au I et des montants annuels cumulés du crédit d'impôt prévu au II, au prorata de la durée d'occupation du logement. Ce prorata correspond au nombre de mois d'occupation du logement en tant que résidence principale divisé par 120.

« L'indemnité n'est pas due lorsque la méconnaissance de la condition fixée au troisième alinéa du I résulte d'un motif légitime ou relève de la force majeure dans des conditions prévues par décret. »

II. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les Françaises et les Français désireux d'accéder à la propriété ne peuvent plus acheter de logement aujourd'hui. La remontée brutale des taux d'intérêts a désolubilisé une grande partie de la classe intermédiaire.

Cet amendement vise à créer un nouveau marché immobilier de l'accession intermédiaire, de biens vendus à des prix environ 10 à 15% inférieurs au marché et dont les plafonds seront fixés par décret.

Ces logements seront réservés à des ménages dont les ressources seront identiques à celles du LLI, et qui pourront ainsi bénéficier :

- d'une TVA à taux réduit de 10% ;
- d'un crédit d'impôt compensant la TFPB.

Ces logements devront être réservés à la résidence principale pour une durée minimum de 10 ans (même durée que celle imposée aux acquéreurs bénéficiant d'un taux réduit de 5,5% en ANRU).





## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme PAOLI-GAGIN, M. CAPUS, Mme BOURCIER, MM. BRAULT, CHASSEING et CHEVALIER,  
Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC,  
MÉDEVIELLE, ROCHETTE et VERZELEN

C	
G	

### ARTICLE 14

Alinéa 40

Remplacer l'année :

2025

par l'année :

2026

### OBJET

Cet amendement vise à décaler d'un an la mise en application du malus masse pour les véhicules hybrides rechargeables de l'extérieur dont l'autonomie équivalente en mode tout électrique en ville, déterminée lors de la réception, est supérieure à 50 kilomètres.

Le projet de loi de Finances prévoit de faire entrée en application ce malus masse au 1<sup>er</sup> janvier 2025.

En l'absence d'étude d'impact sur la mise en place du malus masse depuis son entrée en vigueur en janvier 2022, et afin de donner davantage de visibilité aux constructeurs dans leurs investissements, nous proposons de décaler d'un an la date de mise en application.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. LEVI, Mmes VENTALON et Olivia RICHARD, MM. LAUGIER, HENNO et Alain MARC, Mme JOSENDE, M. DUFFOURG, Mme BILLON, MM. Henri LEROY, CHATILLON et KERN, Mme MORIN-DESAILLY et MM. HINGRAY, CIGOLOTTI, Jean-Michel ARNAUD, SAURY, FOLLIOT, VANLERENBERGHE, CAPO-CANELLAS, CANÉVET et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNVICIES**

Après l'article 3 unvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 777 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les limites des tranches des tarifs prévus aux tableaux ci-dessus sont actualisées au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année dans la même proportion que la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu et arrondies à l'euro le plus proche. »

2° Le VI de l'article 779 est ainsi rétabli :

« VI. – Le montant des abattements prévus aux I à V est actualisé au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année dans la même proportion que la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu et arrondi à l'euro le plus proche. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à indexer sur l'inflation les seuils des tranches du barème des droits de mutation à titre gratuit (DMTG) ainsi que le montant des abattements associés.

Les droits de succession et de donation sont d'autant plus lourds en France que les tranches des barèmes progressifs, ainsi que les différents niveaux d'abattements associés, ne font l'objet d'aucune mesure d'indexation sur l'inflation. Ce procédé revient, insidieusement et en l'absence même de mesures nouvelles, à accroître chaque année la pression fiscale, et à l'accroître d'autant plus fortement que l'inflation est elle-même élevée.







**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. LEVI, Mmes VENTALON, MORIN-DESAILLY et Olivia RICHARD, MM. LAUGIER, HENNO et Alain MARC, Mme JOSENDE, M. DUFFOURG, Mme BILLON et MM. Henri LEROY, CHATILLON, KERN, HINGRAY, CIGOLOTTI, Jean-Michel ARNAUD, VANLERENBERGHE, CHASSEING, CAPO-CANELLAS et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNVICIES**

Après l'article 3 unvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article L. 14-10-4 du code de l'action sociale et des familles est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° La fraction du produit des droits de mutation à titre gratuit excédant le produit de 2023. Les modalités de répartition de ladite fraction entre le fond de financement des prestations individuelles et le fond de financement des établissements et services médico-sociaux sont déterminées par décret en Conseil d'État. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les besoins financiers pour soutenir les établissements et services accompagnant des personnes âgées ont été évalués à environ 10 Md€ d'ici la fin de la décennie (rapport Libault). Il s'agit à la fois d'améliorer l'offre existante qui se trouve aujourd'hui en grande difficulté et de la développer pour faire face à l'évolution démographique, et il faut donc programmer la croissance de l'offre. Le secteur doit recruter massivement, améliorer le niveau de qualification et les perspectives professionnelles d'évolution des professionnels et investir dans les nouvelles technologies et la rénovation des structures d'hébergement.

En regard, la branche autonomie n'est pas en mesure aujourd'hui de financer cet effort : les recettes nouvelles se limitent à 2,4 Md€ prévus en 2024. Il y a donc un important besoin de financement qui s'ajoute à la nécessité de conforter nombre d'établissements et de services à court terme pour éviter une réduction de l'offre qui serait dramatique. Les solutions de financement aujourd'hui identifiées (hausse de la CSG, fin de l'abattement pour frais professionnels des personnes retraitées) sont difficilement praticables, car elles reviendraient à réduire le pouvoir d'achat.

A contrario, le vieillissement de la population dans un contexte où le patrimoine a doublé en 15 ans permettrait de manière assez indolore de générer une recette fiscale significative, ce qui en fait un outil

tout particulièrement adapté et dynamique pour financer la politique grand âge avec un lien générationnel évident. Par ailleurs, l'extrême concentration des successions rend de fait ce prélèvement totalement indolore pour 95 % de la population.

Aussi, la piste consistant à affecter la croissance prévisible de recettes fiscales issues des droits de mutation à titre gratuit à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) qui finance la nouvelle Branche autonomie créée en 2021 apparaît prometteuse : le patrimoine nettement plus important de la génération née après la Seconde Guerre mondiale par rapport aux générations nées dans l'entre-deux guerres s'ajoute au fait que cette génération est nettement plus nombreuse. Le nombre de successions va donc inévitablement augmenter fortement. Au global, une génération plus nombreuse avec un patrimoine plus important ne peut qu'entraîner une forte croissance des flux successoraux et donc, à droit constant, des recettes fiscales. Il y a donc là un outil puissant et totalement indolore pour financer la croissance des besoins du grand âge. Il s'agit de flécher une recette publique croissante sur un besoin, de tout évidence, croissant.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes CUKIERMAN et VARAILLAS, MM. BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 QUATERDECIES**

Après l'article 27 quaterdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 1607 bis du code général des impôts est ainsi modifié :

a) Au sixième alinéa, après le mot : « principale », sont insérés les mots : « , à la taxe annuelle sur les friches commerciales » ;

b) Après le sixième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Pour les personnes physiques ou morales assujetties à la taxe annuelle sur les friches commerciales qui se situent dans le périmètre d'un établissement public foncier, une majoration d'un pourcentage de 5 % du produit total de ces cotisations est affectée au financement dudit établissement public. »

2° Au premier alinéa du I et au III de l'article 1636 B octies, après le mot : « principale », sont insérés les mots : « ,la taxe annuelle sur les friches commerciales ».

**OBJET**

Cet amendement permet d'élargir l'assiette de référence du produit de la taxe spéciale d'équipement destinée à permettre à aux établissements publics fonciers (EPF) de financer les acquisitions foncières et immobilières. Cette taxe est aujourd'hui une ressource importante pour les EPF qui contribuent à lutter contre le phénomène des friches.

Grâce à leur intervention, les EPF recyclent le foncier bâti et les friches non-bâties pour permettre des aménagements en cohérence avec les projets portés par les collectivités.

Les friches constituent de réelles opportunités pour assurer, dans les collectivités, le respect de des objectifs de Zéro artificialisation nette des sols (ZAN). Pour rappel, le recensement effectué en septembre 2022 grâce à l'outil Cartofriches dénombre plus de 7200 sites de friches d'activité pour une surface de plus de 100 000 ha. Par ailleurs, le CEREMA a dénombré 27127 sites qualifiées de « friches de logements », correspondant à une surface de 73 160 ha.

Les EPF manquent aujourd'hui de moyens financiers pour intervenir, et l'élargissement de leur recette, sera employé à la réduction des friches. Les sénatrices et sénateurs du groupe CRCE-K proposent donc de majorer le taux directement reversé aux EPF pour les personnes assujettis à la taxe annuelle sur les friches commerciales.





## AM E N D E M E N T

présenté par

Mmes CUKIERMAN et VARAILLAS, MM. BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

La première phrase du V de l'article 1530 du code général des impôts est ainsi modifiée :

1° Le taux : « 10 % » est remplacé par le taux : « 20 % » ;

2° Le taux : « 15 % » est remplacé par le taux : « 30 % » ;

3° Le taux : « 20 % » est remplacé par le taux : « 40 % ».

### OBJET

Par cet amendement, les sénatrices et sénateurs du groupe CRCE-K propose de relever le taux de la taxe sur les friches pour inciter davantage à ne pas créer des réserves foncières qui nuisent à la transition écologique et à l'atteinte de l'objectif de zéro artificialisation nette des sols (ZAN).

De plus, le réemploi de ces friches contribue à dynamiser davantage les collectivités qui subissent cet accaparement du foncier, ou bien à atteindre des objectifs de renaturation favorables à l'amélioration des paysages et à la qualité de vie des riverains.

La fiscalité sur les friches demeure un outil trop peu employé qu'il faut encourager en réhaussant les taux qui généreront ainsi des recettes nouvelles pour les collectivités territoriales, afin de porter une politique de réhabilitation de ces espaces essentiels à la réduction de l'artificialisation des sols.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes CUKIERMAN et VARAILLAS, MM. BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 QUATERDECIES**

Après l'article 27 quaterdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après le deuxième alinéa de l'article 1635 quater N du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Dans les agglomérations de plus de 250 000 habitants, mentionnées dans la liste prévue au V de l'article L222-4 du code de l'environnement, le taux peut également être augmenté jusqu'à 20 % sur toute parcelle ou section cadastrale non artificialisée au 1<sup>er</sup> janvier de l'année précédant celle de la demande d'autorisation d'urbanisme. »

**OBJET**

Par cet amendement, les sénatrices et sénateurs membres du groupe CRCE-K proposent de rendre coûteuses les opérations d'aménagement situées sur des espaces n'étant pas artificialisés jusqu'à présent dans les zones très denses, c'est-à-dire les agglomérations de plus de 250 000 habitants. Cela permettrait, aux collectivités qui le souhaiteront, d'inciter à recycler des espaces déjà artificialisés pour la construction de bâtiments, et de préserver davantage les espaces non-bâties.

Pour ce faire, la taxe d'aménagement pourra être majorée lorsqu'une demande d'autorisation d'urbanisme est formulée sur des espaces non-artificialisés.

De plus, la hausse de cette taxe créera des recettes supplémentaires qui pourront contribuer à financer des politiques publiques utiles aux collectivités concernées.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme de CIDRAC

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 1641 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le h du A du I est abrogé ;

2° Après le A, il est inséré un paragraphe A bis ainsi rédigé :

« A bis. – Par dérogation au d du 1 du B, en contrepartie des frais de dégrèvement mentionnés au A, l'État perçoit 0,5 % du montant de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères au titre des cinq premières années au cours desquelles est mise en œuvre la part incitative mentionnée au I de l'article 1522 bis. » ;

3° Au d du 1 du B, les mots : « h du A » sont remplacés par la référence : « A bis » ;

4° À la première phrase du II, après la référence : « A », sont insérés les mots : « et au A bis ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Compte tenu des retards observés dans le déploiement de la tarification incitative, pourtant essentielle à l'atteinte de nos objectifs de collecte et de recyclage des emballages et, au-delà, à l'amélioration de la collecte sélective, il est primordial de lever les freins financiers, techniques, réglementaires ou législatifs qui entravent son développement par les collectivités territoriales en charge du service public de prévention et de gestion des déchets.

Comme le rappelle un rapport de la Cour des comptes de septembre 2022, un des principaux obstacles existants est le coût de mise en place du dispositif, estimé entre 20 et 40 euros par habitant, ramené à 15 euros après prise en compte des aides (soit de 45 à 75 % d'aides) : ce surcoût est dû principalement aux investissements à réaliser au démarrage, mais aussi à l'accompagnement de la démarche qui doit se poursuivre sur une longue période.

Reprenant une recommandation de la Cour des comptes, le rapport d'information « Réduction, réemploi et recyclage des emballages : sortir du statu quo », adopté par la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable en juillet 2023, a proposé une atténuation supplémentaire des frais de gestion grevant la taxe d'enlèvement des ordures ménagères incitative (TEOMi) (proposition n° 12 du rapport).

Le présent amendement traduit cette proposition, en faisant passer ces frais de gestion de 3 % à 1,5 % (pour une durée de cinq ans), sans modifier le taux de gestion de droit commun s'appliquant à la TEOM (8 %).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme de CIDRAC

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER**

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 1522 bis du code général des impôts est ainsi modifié :

1° La seconde phrase du premier alinéa du I est remplacée par deux phrases ainsi rédigées : « Cette part incitative peut être instituée sur l'intégralité du territoire des communes ou des établissements publics de coopération intercommunale. Elle peut aussi être instituée dans une ou plusieurs parties de leur territoire, en excluant les zones dans lesquelles la part de locaux imposables situés dans des immeubles collectifs est supérieure à un seuil défini par voie réglementaire. » ;

2° Le I bis est abrogé.

**OBJET**

Compte tenu des retards observés dans le déploiement de la tarification incitative, pourtant essentielle à l'atteinte de nos objectifs de collecte et de recyclage des emballages et, au-delà, à l'amélioration de la collecte sélective, il est primordial de lever les freins financiers, techniques, réglementaires ou législatifs qui entravent son développement par les collectivités territoriales en charge du service public de prévention et de gestion des déchets.

Le rapport d'information « Réduction, réemploi et recyclage des emballages : sortir du statu quo », adopté par la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable en juillet 2023, préconise notamment de laisser aux collectivités territoriales une plus grande souplesse dans la mise en œuvre de cette tarification.

Le I bis de l'article 1522 bis du code général des impôts prévoit que les communes et leurs établissements publics de coopération intercommunale peuvent instituer la part incitative de la taxe dans une ou plusieurs parties de leur territoire et pour une période maximale de sept ans ; à l'issue de cette période, la part incitative est étendue à l'ensemble du territoire, sauf si la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale la supprime par une délibération prise dans les mêmes conditions.

La proposition n° 13 du rapport précité recommande, afin de mieux tenir compte des contextes locaux, de permettre de faire cohabiter de manière pérenne TEOM et TEOMi : cette dernière pourrait alors être déployée sur certaines parties du territoire, sans limite de temps, en excluant les zones dans lesquelles la part de locaux situés dans des immeubles d'habitat collectif est supérieure à un seuil défini par voie réglementaire.

Le présent amendement vise à traduire cette proposition. Il supprime par ailleurs une redondance au I de l'article L. 1522 bis du code général des impôts.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme de CIDRAC

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16**

Après l'article 16

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le I de l'article 1522 bis du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le deuxième alinéa est ainsi modifié :

- a) Les mots : « pour chaque local imposable » sont supprimés ;
- b) Sont ajoutées deux phrases ainsi rédigées : « Cette quantité de déchets est mesurée pour chaque local imposable ou pour plusieurs locaux imposables. Lorsqu'elle est mesurée pour plusieurs locaux imposables, cette quantité est répartie entre eux par la collectivité au prorata de leur valeur locative foncière retenue pour l'établissement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. » ;

2° Le quatrième alinéa et le cinquième alinéas sont supprimés.

**OBJET**

Compte tenu des retards observés dans le déploiement de la tarification incitative, pourtant essentielle à l'atteinte de nos objectifs de collecte et de recyclage des emballages et, au-delà, à l'amélioration de la collecte sélective, il est primordial de lever les freins financiers, techniques, réglementaires ou législatifs qui entravent son développement par les collectivités territoriales en charge du service public de prévention et de gestion des déchets.

Le rapport d'information « Réduction, réemploi et recyclage des emballages : sortir du statu quo », adopté par la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable en juillet 2023, préconise notamment de permettre la mise en œuvre d'une « tarification incitative collective », pour faciliter son déploiement dans les zones urbaines (proposition n° 14 du rapport). Le présent amendement traduit cette recommandation, en permettant l'instauration d'une tarification collective à l'échelle de plusieurs locaux imposables.

La tarification incitative collective faciliterait le développement de dynamiques collectives de réduction des déchets dans les zones concernées, en plus de permettre aux collectivités de consacrer plus de moyens aux actions de prévention, plutôt que de les affecter aux tâches administratives et opérationnelles nécessaires à la mise en œuvre d'une tarification individuelle. Ainsi, une étude réalisée par Rennes Métropole montre qu'alors que la tarification incitative individuelle nécessite un investissement de 7 millions d'euros et l'emploi d'entre 15 à 21 équivalents temps plein (ETP)

supplémentaires, celui de la « tarification incitative collective » limiterait les ressources nécessaires à 6 ETP, permettant la mobilisation de plus de ressources au profit des actions de prévention.

L'amendement supprime par ailleurs une redondance au I de l'article L. 1522 *bis* du code général des impôts.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme de CIDRAC

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16**

Après l'article 16

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le I de l'article 1522 *bis* du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le deuxième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Dans les résidences constituées en habitat vertical ou pavillonnaire, la part incitative peut aussi être déterminée en multipliant la quantité de déchets produits dans l'ensemble de la résidence l'année précédant celle de l'imposition par un ou des tarifs par unité de quantité de déchets produits. La personne morale ou physique chargée de la gestion de la résidence est alors considérée comme l'usager du service public et procède à la répartition de la taxe entre les locaux imposables au prorata du nombre de résidents. » ;

2° Le quatrième alinéa et le cinquième alinéas sont supprimés.

**OBJET**

Compte tenu des retards observés dans le déploiement de la tarification incitative, pourtant essentielle à l'atteinte de nos objectifs de collecte et de recyclage des emballages et, au-delà, à l'amélioration de la collecte sélective, il est primordial de lever les freins financiers, techniques, réglementaires ou législatifs qui entravent son développement par les collectivités territoriales en charge du service public de prévention et de gestion des déchets.

Le rapport d'information « Réduction, réemploi et recyclage des emballages : sortir du statu quo », adopté par la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable en juillet 2023, préconise notamment de permettre la mise en œuvre d'une « tarification incitative collective », pour faciliter son déploiement dans les zones urbaines (proposition n° 14 du rapport).

Le présent amendement, de repli, traduit cette recommandation, en permettant l'instauration d'une tarification collective à l'échelle de résidences constituées en habitat vertical ou pavillonnaire. Le dispositif s'inspire du droit applicable à la redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM) (article L. 2333-76 du code général des collectivités territoriales).

L'amendement supprime par ailleurs une redondance au I de l'article L. 1522 *bis* du code général des impôts.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme de CIDRAC

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16**

Après l'article 16

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

En application de l'article 72 de la Constitution, une expérimentation est engagée pour une période de cinq années à compter de la date de promulgation de la présente loi en vue de mettre en œuvre une modulation sociale de la fiscalité des déchets.

Cette expérimentation peut être engagée, par une délibération prise dans les conditions prévues au I du II de l'article 1639 A bis du code général des impôts, par les communes, les établissements publics de coopération intercommunale et les syndicats mixtes qui bénéficient de la compétence prévue à l'article L. 2224-13 du code général des collectivités territoriales. La demande d'expérimentation est transmise au représentant de l'État dans le département concerné avant le 31 décembre 2025.

L'expérimentation peut inclure la définition de tarifs tenant compte de la composition ou des revenus du foyer. Pour la mise en œuvre de l'expérimentation, les collectivités territoriales, les établissements publics de coopération intercommunale et les syndicats mixtes mentionnés au deuxième alinéa sont autorisés à déroger :

1° Aux modalités de calcul de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères définies à l'article 1522 du code général des impôts et au I de l'article 1522 bis du même code ;

2° Aux modalités de calcul de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères définies à l'article L. 2333-76 du code général des collectivités territoriales.

**OBJET**

Compte tenu des retards observés dans le déploiement de la tarification incitative, pourtant essentielle à l'atteinte de nos objectifs de collecte et de recyclage des emballages et, au-delà, à l'amélioration de la collecte sélective, il est primordial de lever les freins financiers, techniques, réglementaires ou législatifs qui entravent son développement par les collectivités territoriales en charge du service public de prévention et de gestion des déchets.

Pour limiter les effets parfois anti-redistributifs du passage à la tarification incitative pour les ménages les plus défavorisés, le rapport d'information « Réduction, réemploi et recyclage des emballages : sortir du statu quo », adopté par la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable en juillet 2023, préconise notamment la mise en place d'une tarification sociale s'inspirant de ce qui existe aujourd'hui pour l'eau, d'abord sous la forme d'une expérimentation dans certains

territoires avant une généralisation éventuelle, au choix des collectivités territoriales (proposition n° 15 du rapport).

Tel est le sens du présent amendement, qui crée un dispositif expérimental, inspiré de la tarification sociale de l'eau introduite par l'article 28 de la loi du 15 avril 2013 visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre (loi « Brottes »), dispositif aujourd'hui généralisé en application de la loi « Engagement et proximité » du 27 décembre 2019.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme de CIDRAC

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16**

Après l'article 16

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le paragraphe 1 de la sous-section 1 de la section 6 du chapitre III du titre III du livre III de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° Après le premier alinéa du II de l'article L. 2333-26, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« La délibération précise également si une fraction de la taxe de séjour ou de la taxe de séjour forfaitaire est affectée aux dépenses destinées à la prévention et à la gestion des déchets découlant de la fréquentation touristique de la commune, conformément au I bis de l'article L. 2333-27. » ;

2° Après le I de l'article L. 2333-27, il est inséré un paragraphe ainsi rédigé :

« ... – Une fraction de la taxe de séjour ou de la taxe de séjour forfaitaire peut également être affectée aux dépenses destinées à la prévention et à la gestion des déchets découlant de la fréquentation touristique de la commune. »

**OBJET**

Le rapport d'information « Réduction, réemploi et recyclage des emballages : sortir du statu quo », adopté par la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable en juillet 2023, préconise d'adapter la collecte des déchets à la réalité des territoires assujettis à des contraintes limitant structurellement leur performance.

En particulier, le rapport constate que les territoires à forte activité touristique connaissent des problèmes spécifiques pour adapter leurs fréquences de collecte à la variation parfois très importante des populations les fréquentant.

Reprenant une recommandation formulée par la Cour des comptes en septembre 2022, la proposition n° 25 du rapport de la commission préconise donc de mobiliser, dans les zones touristiques, des moyens complémentaires financés par une part additionnelle à la taxe de séjour payée par les usagers à l'origine de ces surcoûts.

Le présent amendement vise à traduire cette proposition.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme de CIDRAC

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16**

Après l'article 16

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

En application de l'article 72 de la Constitution, une expérimentation est engagée pour une période de trois années à compter de la date de promulgation de la présente loi en vue d'affecter une fraction de la taxe de séjour ou de la taxe de séjour forfaitaire aux dépenses destinées à la prévention et à la gestion des déchets découlant de la fréquentation touristique de la commune.

Cette expérimentation peut être engagée par les communes mentionnées au I de l'article L. 2333-26 du code général des collectivités territoriales, par une délibération prise par le conseil communal prévue au même article L. 2333-26. La demande d'expérimentation est transmise au représentant de l'État dans le département concerné avant le 31 décembre 2025.

Pour la mise en œuvre de l'expérimentation, les communes sont autorisées à déroger aux règles d'affectation du produit de la taxe de séjour ou de la taxe de séjour forfaitaire définies à l'article L. 2333-27 du même code.

**OBJET**

Le rapport d'information « Réduction, réemploi et recyclage des emballages : sortir du statu quo », adopté par la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable en juillet 2023, préconise d'adapter la collecte des déchets à la réalité des territoires assujettis à des contraintes limitant structurellement leur performance.

En particulier, le rapport constate que les territoires à forte activité touristique connaissent des problèmes spécifiques pour adapter leurs fréquences de collecte à la variation parfois très importante des populations les fréquentant.

Reprenant une recommandation formulée par la Cour des comptes en septembre 2022, la proposition n° 25 du rapport de la commission préconise donc de mobiliser, dans les zones touristiques, des moyens complémentaires financés par une part additionnelle à la taxe de séjour payée par les usagers à l'origine de ces surcoûts.

Le présent amendement, de repli, vise à traduire cette proposition sous forme d'expérimentation, pour une durée de trois ans.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme de CIDRAC

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 28

I. – Alinéa 2, tableau, dernière colonne, neuvième ligne

Remplacer le montant :

2 347 620 000

par le montant :

2 447 620 000

II. – Alinéa 4, tableau, dernière colonne, huitième ligne

Remplacer le montant :

2 347 620 000

par le montant :

2 447 620 000

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement propose de relever le "plafond mordant" des recettes affectées aux agences de l'eau de 100 millions d'euros supplémentaires par rapport à ce que propose l'article 28. Compte tenu de la situation de stress hydrique de nombreux territoires, ainsi que l'urgence climatique qui fait peser sur la ressource en eau de grandes incertitudes, il apparaît nécessaire de donner plus de moyens aux agences de l'eau. Par ailleurs, cette montée en puissance de leurs moyens est conforme aux préconisations de plusieurs rapports parlementaires sur le sujet, ainsi qu'aux objectifs du "Plan eau" du gouvernement.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme de CIDRAC

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16

Après l'article 16

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après la section 15 du chapitre III du titre III du livre III de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales, il est inséré une section... ainsi rédigée :

« Section...

« Taxe pour la gestion des eaux pluviales urbaines

« Art. L. 2333-98. – La gestion des eaux pluviales urbaines correspondant à la collecte, au transport, au stockage et au traitement des eaux pluviales des aires urbaines constitue un service public administratif relevant des communes, qui peuvent instituer une taxe annuelle pour la gestion des eaux pluviales urbaines, dont le produit est affecté à son financement. Ce service est désigné sous la dénomination de service public de gestion des eaux pluviales urbaines.

« La taxe pour la gestion des eaux pluviales urbaines est due par les propriétaires publics ou privés des terrains et des voiries situés dans une zone urbaine ou dans une zone à urbaniser ouverte à l'urbanisation du fait de leur classement par un plan local d'urbanisme ou par un document d'urbanisme en tenant lieu, ou dans une zone constructible délimitée par une carte communale.

« Lorsque tout ou partie des missions de gestion des eaux pluviales urbaines est réalisé par un établissement public de coopération intercommunale ou un syndicat mixte, la taxe est instituée par ce groupement. Les communes membres ne peuvent alors pas instituer cette taxe.

« À défaut de son institution par l'établissement public de coopération intercommunale ou le syndicat mixte compétent, la taxe peut être instituée par leurs membres. Toute délibération du groupement compétent visant à mettre en œuvre la taxe rend caduques les délibérations de ses membres ayant le même objet.

« L'établissement public de coopération intercommunale ou le syndicat mixte instituant la taxe reverse une part du produit de la taxe aux communes, établissements publics de coopération intercommunale ou syndicats mixtes exerçant partiellement ces missions sur son territoire. La répartition de ce produit est réalisée au prorata des dépenses engagées par les différentes collectivités assurant conjointement le service public de gestion des eaux pluviales urbaines.

« La taxe est assise sur la superficie cadastrale des terrains. Lorsque ces terrains ne sont pas répertoriés au cadastre, la superficie prise en compte est évaluée par la commune ou le groupement qui institue la taxe.



« Lorsque le terrain assujetti à la taxe comporte une partie non imperméabilisée, la superficie de cette partie, déclarée par le propriétaire dans les conditions prévues à l'article L. 2333-100, est déduite de l'assiette de la taxe.

« Le tarif de la taxe est fixé par l'assemblée délibérante de la commune ou du groupement compétent, dans la limite de 1 € par mètre carré. Les délibérations instituant et fixant le tarif de la taxe sont adoptées dans les conditions prévues à l'article 1639 A bis du code général des impôts.

« Toutefois, la taxe n'est pas mise en recouvrement lorsque la superficie mentionnée au sixième alinéa du présent article, déduction faite des superficies non imperméabilisées mentionnées au septième alinéa, est inférieure à une superficie minimale fixée par délibération de l'assemblée délibérante de la commune ou du groupement compétent pour instituer la taxe. Cette superficie ne peut excéder 600 mètres carrés ;

« Art. L. 2333-99. – La taxe est due par les propriétaires, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition, des terrains assujettis à la taxe. En cas de pluralité de propriétaires, la taxe est due par la copropriété ou la société immobilière de copropriété ou, à défaut, chacun des propriétaires indivis au prorata des droits qu'il détient. En cas de démembrement du droit de propriété, la taxe est due par l'usufruitier. En cas de terrain loué par bail emphytéotique, par bail à construction ou par bail à réhabilitation, la taxe est établie au nom de l'emphytéote ou du preneur du bail à construction ou à réhabilitation.

« La taxe ne constitue pas une taxe récupérable par les propriétaires au sens de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986.

« Les propriétaires qui ont réalisé des dispositifs évitant ou limitant le déversement des eaux pluviales hors de leur terrain bénéficient d'un abattement compris entre 20 % et 100 % du montant de la taxe, et déterminé en fonction de l'importance de la réduction des rejets permise par ces dispositifs ;

« Art. L. 2333-100. – La commune ou le groupement qui institue la taxe adresse au propriétaire un formulaire de déclaration prérempli indiquant la superficie cadastrale ou évaluée des terrains concernés par la taxe. La déduction pour surfaces non imperméabilisées prévue au septième alinéa de l'article L. 2333-98 et les éventuels taux d'abattement prévus au dernier alinéa de l'article L. 2333-99 sont établis sur la base du formulaire de déclaration complété par le redevable. À défaut de déclaration, il est procédé à la taxation sur la base des éléments en la possession de la commune ou du groupement compétent pour instituer la taxe. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du syndicat mixte qui institue la taxe désigne des personnes qualifiées chargées de contrôler les déclarations des personnes redevables, l'état et le fonctionnement des dispositifs mentionnés à l'article L. 2333-99. Le bénéfice de la déduction ou de l'abattement est subordonné à la possibilité d'accéder, pour les personnes qualifiées précitées, aux propriétés privées afin de procéder à l'examen de ces dispositifs. Les personnes redevables effectuant des déclarations inexactes ou s'opposant au contrôle prévu à l'alinéa précédent ne bénéficient pas de la déduction ou de l'abattement. Le bénéfice de l'abattement peut également être retiré si le contrôle effectué met en évidence un mauvais fonctionnement des dispositifs déclarés ;

« Art. L. 2333-101. – La taxe est recouvrée par le comptable de la commune, de l'établissement public de coopération intercommunale ou du syndicat mixte comme en matière d'impôts directs.

« Le produit de la taxe est exclusivement affecté à la création, à l'exploitation, au renouvellement, à l'extension des installations de gestion des eaux pluviales urbaines, à l'entretien de ces ouvrages ainsi qu'au contrôle des dispositifs évitant ou limitant le déversement de ces eaux dans les ouvrages publics. Un état annexe au compte administratif retrace les recettes procurées par cette taxe et leur emploi ;

« Art. L. 2333-102. – Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application de la présente section.

**OBJET**

La gestion des eaux pluviales n'intègre pas le budget annexe de l'eau mais s'inscrit dans le budget général des collectivités. La gestion intégrée des eaux pluviales nécessite des investissements spécifiques et un fonctionnement propre aux infrastructures de gestion à la source.

La taxe pluviale instaurée en 2011 et supprimée en 2015 visait à encourager les propriétaires publics et privés, par une fiscalité incitative, à la déconnexion des m2 imperméabilisés du service public de gestion des eaux pluviales, dans le but de réduire les investissements à réaliser par la collectivité en aval.

Il est proposé de ré-instaurer une taxe eaux pluviales déterminée et collectée par les collectivités en charge de cette compétence.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. LEVI, Mmes VENTALON et Olivia RICHARD, MM. LAUGIER, HENNO et Alain MARC, Mme JOSENDE, M. DUFFOURG, Mme BILLON, MM. Henri LEROY, CHATILLON et KERN, Mme MORIN-DESAILLY et MM. HINGRAY, CIGIOTTI, Jean-Michel ARNAUD, CAPO-CANELLAS et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNVICIES**

Après l'article 3 unvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article L. 241-6-2 du code de la sécurité sociale est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Une fraction du produit des droits de mutation à titre gratuit fixée chaque année dans la loi de financement de la sécurité sociale. Les modalités de répartition de ladite fraction entre le fond de financement des prestations individuelles et le fond de financement des établissements et services médico-sociaux sont déterminées par décret en Conseil d'État. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les besoins financiers pour soutenir les établissements et services accompagnant des personnes âgées ont été évalués à environ 10 Md € d'ici la fin de la décennie (rapport Libault). Il s'agit à la fois d'améliorer l'offre existante qui se trouve aujourd'hui en grande difficulté et de la développer pour faire face à l'évolution démographique, et il faut donc programmer la croissance de l'offre. Le secteur doit recruter massivement, améliorer le niveau de qualification et les perspectives professionnelles d'évolution des professionnels et investir dans les nouvelles technologies et la rénovation des structures d'hébergement.

En regard, la branche autonomie n'est pas en mesure aujourd'hui de financer cet effort : les recettes nouvelles se limitent à 2,4 Md € prévus en 2024. Il y a donc un important besoin de financement qui s'ajoute à la nécessité de conforter nombre d'établissements et de services à court terme pour éviter une réduction de l'offre qui serait dramatique. Les solutions de financement aujourd'hui identifiées (hausse de la CSG, fin de l'abattement pour frais professionnels des personnes retraitées) sont difficilement praticables, car elles reviendraient à réduire le pouvoir d'achat.

A contrario, le vieillissement de la population dans un contexte où le patrimoine a doublé en 15 ans permettrait de manière assez indolore de générer une recette fiscale significative, ce qui en fait un outil tout particulièrement adapté et dynamique pour financer la politique grand âge avec un lien générationnel évident. Par ailleurs, l'extrême concentration des successions rend de fait ce prélèvement totalement indolore pour 95 % de la population.

Aussi, la piste consistant à affecter la croissance prévisible de recettes fiscales issues des droits de mutation à titre gratuit à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) qui finance la nouvelle Branche autonomie créée en 2021 apparaît prometteuse : le patrimoine nettement plus important de la génération née après la Seconde Guerre mondiale par rapport aux générations nées dans l'entre-deux guerres s'ajoute au fait que cette génération est nettement plus nombreuse. Le nombre de successions va donc inévitablement augmenter fortement. Au global, une génération plus nombreuse avec un patrimoine plus important ne peut qu'entraîner une forte croissance des flux successoraux et donc, à droit constant, des recettes fiscales. Il y a donc là un outil puissant et totalement indolore pour financer la croissance des besoins du grand âge. Il s'agit de flécher une recette publique croissante sur un besoin, de tout évidence, croissant.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. LEVI, Mmes VENTALON et Olivia RICHARD, MM. LAUGIER, HENNO et Alain MARC, Mme JOSENDE, M. DUFFOURG, Mme BILLON, MM. Henri LEROY et KERN, Mme MORIN-DESAILLY et MM. HINGRAY, CIGOLOTTI, Jean-Michel ARNAUD, CHASSEING, CAPO-CANELLAS et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 23 TERDECIES**

Après l'article 23 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

À compter de 2024, une fraction de 0,02 point de contribution sociale généralisée affectée à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie sera dédiée à l'aide à l'investissement dans des conditions déterminées par décret en Conseil d'État.

**OBJET**

Dans le cadre du Ségur de la Santé dédié à l'investissement, les établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESMS) ont pu bénéficier de 1,5 Md€ d'aides à l'investissement pour la période 2021 à 2024. Au-delà de cette échéance, aucune source de financement n'est clairement identifiée afin de poursuivre le soutien à l'investissement des ESMS.

La loi du 7 août 2020 relative à la dette sociale et à l'autonomie qui a créé la branche autonomie prévoit l'affectation de 0,15 point de CSG à cette branche à compter de 2024.

Afin de répondre à l'objectif de rénovation de l'offre aujourd'hui inadaptée, il est proposé d'en affecter une quote-part à hauteur de 0,02 point parmi les 0,15 point de CSG, assurant ainsi une ressource pérenne à la branche pour soutenir les aides à l'investissement des établissements médico-sociaux. Un flux d'aide à l'investissement de 300 M€ est indispensable à la modernisation architecturale et technologique du secteur médico-social pour prolonger l'effort engagé à l'occasion du Ségur de la Santé.







DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, 128, 132)

N°	I-1305
----	--------

22 NOVEMBRE 2023

## AM E N D E M E N T

présenté par  
Mme PERROT

C	
G	

### ARTICLE 14

Alinéa 5

Après le mot :

skiables

insérer les mots :

et aux travaux agricoles, notamment viticoles, ainsi qu'aux activités artisanales.

### OBJET

Le Gouvernement souhaite soumettre au malus les véhicules de transport de marchandises assimilés à des voitures particulières au regard de leur usage de type « pick-up » comportant quatre places ou plus (contre cinq places ou plus aujourd'hui) et les « camions hors route » comportant cinq places ou plus. Pourtant, les véhicules de type « pick-up » ont prouvé leur utilité pour les travaux quotidiens des exploitants agricoles, qu'ils soient éleveurs, maraîchers ou vignerons, ainsi que par les artisans. Cet amendement intègre ces véhicules très utiles aux agriculteurs et artisans dans les domaines exclus du champ du malus.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. LEVI, Mmes VENTALON et Olivia RICHARD, MM. LAUGIER, HENNO et Alain MARC, Mme JOSENDE, M. DUFFOURG, Mme BILLON, MM. Henri LEROY, CHATILLON et KERN, Mme MORIN-DESAILLY et MM. HINGRAY, CIGOLOTTI, Jean-Michel ARNAUD, CHASSEING, CAPO-CANELLAS et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 QUINQUIES**

Après l'article 10 quinquies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le 2° du I de l'article 279-0 bis A du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

«...° Les contribuables domiciliés en France au sens de l'article 4 B du présent code qui acquièrent un logement neuf ou en l'état futur d'achèvement dans un bâtiment d'habitation, lorsqu'ils s'engagent à louer celui-ci nu à usage d'habitation principale pendant une durée minimale fixée, sur option du contribuable, à dix ans. Cette option, qui est exercée lors du dépôt de la déclaration des revenus de l'année d'achèvement de l'immeuble ou de son acquisition si elle est postérieure, est irrévocable pour le logement considéré. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La chute de la production de logements locatifs intermédiaires constitue un défi pour la cohésion sociale, en particulier dans les zones tendues (métropoles, littoraux, territoires frontaliers...).

Dans ce contexte dégradé, le législateur doit pouvoir mobiliser tous les leviers de l'investissement immobilier. Aux côtés des investisseurs institutionnels, les particuliers, qui ont largement contribué à la création de logements intermédiaires depuis la crise de l'immobilier des années 1990, pourraient être mobilisés, en ayant accès au bénéfice des dispositions incitatives liées au logement locatif intermédiaire (LLI). Cette orientation ne reviendrait pas à recréer un nouveau dispositif fiscal mais s'appuierait au contraire sur un régime créé en 1948 (statut de loueur meublé non-professionnel), et activerait une source de financement complémentaire à celle des opérateurs institutionnels, lesquels ne privilégient pas toujours le résidentiel dans leurs arbitrages financiers.

Cet amendement propose donc, pour contribuer au choc d'investissement appelé par la crise actuelle, de ramener à 10 % la TVA à travers un remboursement de 50 % de la TVA acquittée (« ISO LLI ») pour les particuliers investisseurs.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. LEVI, Mmes VENTALON et Olivia RICHARD, MM. LAUGIER, HENNO et Alain MARC, Mme JOSENDE, M. DUFFOURG, Mme BILLON, MM. Henri LEROY, CHATILLON et KERN, Mme MORIN-DESAILLY et MM. HINGRAY, CIGOLOTTI, CAPO-CANELLAS et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le II de l'article 1383 du code général des impôts, il est inséré un paragraphe ainsi rédigé :

« .... – Les constructions nouvelles à usage d'habitation sont exonérées de la taxe foncière sur les propriétés bâties durant les dix années qui suivent celle de leur achèvement au profit des contribuables domiciliés en France au sens de l'article 4 B du présent code qui acquièrent un logement neuf ou en l'état futur d'achèvement dans un bâtiment d'habitation, lorsqu'ils s'engagent à le louer nu à usage d'habitation principale pendant une durée minimale fixée, sur option du contribuable, à dix ans. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

La chute de la production de logements locatifs intermédiaires constitue un défi pour la cohésion sociale, en particulier dans les zones tendues (métropoles, littoraux, territoires frontaliers...).

Dans ce contexte dégradé, le législateur doit pouvoir mobiliser tous les leviers de l'investissement immobilier. Aux côtés des investisseurs institutionnels, les particuliers, qui ont largement contribué à la création de logements intermédiaires depuis la crise de l'immobilier des années 1990, pourraient être mobilisés, en ayant accès au bénéfice des dispositions incitatives liées au logement locatif intermédiaire (LLI). Cette orientation ne reviendrait pas à recréer un nouveau dispositif fiscal mais s'appuierait au contraire sur un régime créé en 1948 (statut de loueur meublé non-professionnel), et activerait une source de financement complémentaire à celle des opérateurs institutionnels, lesquels ne privilégient pas toujours le résidentiel dans leurs arbitrages financiers.

Cet amendement propose donc, pour contribuer au choc d'investissement appelé par la crise actuelle, d'exonérer l'investissement effectué par les particuliers de taxe foncière pendant dix ans.







**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. LEVI, Mmes VENTALON et Olivia RICHARD, MM. LAUGIER, HENNO et Alain MARC,  
Mme JOSENDE, M. DUFFOURG, Mme BILLON, MM. Henri LEROY, CHATILLON et KERN,  
Mme MORIN-DESAILLY et MM. HINGRAY, CIGIOTTI, Jean-Michel ARNAUD, CAPO-CANELLAS et  
BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 1° du I de l'article 31 est complété par dix-huit alinéas ainsi rédigés :

« ... ) Pour les logements situés en France, acquis neufs ou en l'état futur d'achèvement, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et à la demande du contribuable domicilié en France au titre de l'article 4 B du présent code, une déduction annuelle au titre de l'amortissement égale à 5 % du prix d'acquisition du logement durant dix années.

« 1. Le bénéfice de la déduction au titre de l'amortissement s'applique aussi :

« A. – Au logement situé dans un bâtiment d'habitation collectif que le contribuable fait construire et qui fait l'objet d'un dépôt de demande de permis de construire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 ;

« B. – Au logement que le contribuable acquiert à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et qui fait ou qui a fait l'objet de travaux concourant à la production ou à la livraison d'un immeuble neuf au sens du 2° du 2 du I de l'article 257 du présent code ;

« C. – Au logement qui ne satisfait pas aux caractéristiques de décence, prévues à l'article 6 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, que le contribuable acquiert à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et qui fait ou qui a fait l'objet de travaux de réhabilitation, définis par décret, permettant au logement d'acquiescer des performances techniques voisines de celles d'un logement neuf ;

« D. – Au local affecté à un usage autre que l'habitation que le contribuable acquiert entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 31 décembre 2029 et qui fait ou qui a fait l'objet de travaux de transformation en logement à condition que le logement respecte au moins une classe C du DPE au sens de l'article L. 173-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

« Pour les logements qui font l'objet des travaux mentionnés aux 2° à 5° du B après l'acquisition par le contribuable, l'achèvement de ces travaux doit intervenir au plus tard le 31 décembre de la deuxième année qui suit celle de l'acquisition du local ou du logement concerné.

« 2. Le bénéfice du statut s'applique exclusivement aux logements situés dans des communes classées, par arrêté des ministres chargés du budget et du logement, dans des zones géographiques se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements entraînant des difficultés d'accès au logement sur le parc locatif existant et aux logements situés dans des communes dont le territoire est couvert par un contrat de redynamisation de site de défense ou l'a été dans un délai de huit ans précédant l'investissement.

« 3. Le bénéfice du statut pour les logements mentionnés aux C et D du point 1 ci-dessus s'appliquera aussi aux logements situés dans les communes dont le besoin de réhabilitation de l'habitat en centre-ville est particulièrement marqué ou qui ont conclu une convention d'opération de revitalisation de territoire prévue à l'article L. 303-2 du code de la construction et de l'habitation. Les modalités d'application du présent point 3, notamment la liste des communes répondant à la condition liée au besoin de réhabilitation de l'habitat en centre-ville, sont fixées par arrêté des ministres chargés du logement et du budget.

« 4. La période d'amortissement a pour point de départ le premier jour du mois de l'achèvement de l'immeuble ou de son acquisition si elle est postérieure ou le premier jour du mois de l'achèvement de ces travaux pour les logements définis aux B, C et D du point 1 ci-dessus.

« L'option, qui doit être exercée lors du dépôt de la déclaration des revenus de l'année d'achèvement de l'immeuble ou l'année de l'achèvement des travaux ou de son acquisition si elle est postérieure, est irrévocable pour le logement considéré et comporte l'engagement du propriétaire de louer le logement nu à titre de résidence principale pendant une durée de dix ans pour la première période d'amortissement. Cette location doit prendre effet dans les douze mois qui suivent la date d'achèvement de l'immeuble ou de son acquisition si elle est postérieure. La location ne peut pas être conclue avec un membre du foyer fiscal du contribuable ou, lorsque le logement est la propriété d'une société non soumise à l'impôt sur les sociétés, autre qu'une société civile de placement immobilier, avec l'un des associés ou un membre du foyer fiscal de l'un des associés. Cet engagement prévoit que le loyer et les ressources du locataire appréciées à la date de conclusion du bail ne doivent pas excéder des plafonds fixés par décret en fonction de la localisation du logement et de son type.

« Le bénéfice d'amortissement n'est pas applicable aux logements dont le droit de propriété est démembre ou aux logements appartenant à une société non soumise à l'impôt sur les sociétés, autre qu'une société civile de placement immobilier, dont le droit de propriété des parts est démembre.

« Il n'est pas non plus applicable aux immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques ou ayant reçu le label délivré par la « Fondation du patrimoine », mentionnés au premier alinéa du 3° du I de l'article 156, et aux logements financés au moyen d'un prêt mentionné à l'article D. 331-1 du code de la construction et de l'habitation.

« Les plafonds de loyer mentionnés au premier alinéa peuvent être réduits, dans des conditions définies par décret, par le représentant de l'État dans la région après avis du comité régional de l'habitat et de l'hébergement mentionné à l'article L. 364-1 du code de la construction et de l'habitation, afin d'être adaptés aux particularités des marchés locatifs locaux.

« Les dispositions des premier au septième alinéas s'appliquent dans les mêmes conditions lorsque les immeubles sont la propriété d'une société non soumise à l'impôt sur les sociétés à la condition que les porteurs de parts s'engagent à conserver les titres jusqu'à l'expiration de la durée de dix ans mentionnée au quatrième alinéa.

« À l'issue de la période couverte par l'engagement de location mentionnée au deuxième alinéa du présent point 4, et sous condition que le logement reste loué, le contribuable peut continuer à bénéficier une déduction au titre d'un amortissement de 5 % du prix d'acquisition par an pour une nouvelle durée de dix ans, à la condition de proroger son engagement initial de location pour une nouvelle durée de dix ans.

« 5. Le revenu net foncier de l'année au cours de laquelle l'un des engagements définis au point 4 ci-dessus n'est pas respecté est majoré du montant des amortissements déduits. Pour son imposition, la fraction du revenu net foncier correspondant à cette majoration est divisée par le nombre d'années civiles pendant lesquelles l'amortissement a été déduit ; le résultat est ajouté au revenu global net de l'année de la rupture de l'engagement et l'impôt correspondant est égal au produit de la cotisation supplémentaire ainsi obtenue par le nombre d'années utilisé pour déterminer le quotient. En cas d'invalidité correspondant au classement dans la deuxième ou la troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale, de licenciement ou de décès du contribuable ou de l'un des époux soumis à imposition commune, cette majoration ne s'applique pas.

« Un décret en Conseil d'État détermine les modalités d'application du présent p), notamment les obligations déclaratives incombant aux contribuables et aux sociétés qui y sont mentionnés, ainsi que les modalités de décompte des déductions pratiquées au titre des amortissements considérés. » ;

2° Le deuxième alinéa du 3° du I de l'article 156 est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Il n'est pas appliqué de limite à l'imputation du déficit foncier pour les contribuables qui constatent un déficit foncier résultant d'un ou plusieurs logements pour lesquels est pratiqué l'amortissement fiscal prévu au p) du 1° du I de l'article 31 du présent code. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

## **OBJET**

La chute de la production de logements locatifs intermédiaires constitue un défi pour la cohésion sociale, en particulier dans les zones tendues (métropoles, littoraux, territoires frontaliers...).

Dans ce contexte dégradé, le législateur doit pouvoir mobiliser tous les leviers de l'investissement immobilier. Aux côtés des investisseurs institutionnels, les particuliers, qui ont largement contribué à la création de logements intermédiaires depuis la crise de l'immobilier des années 1990, pourraient être mobilisés, en ayant accès au bénéfice des dispositions incitatives liées au logement locatif intermédiaire (LLI). Cette orientation ne reviendrait pas à recréer un nouveau dispositif fiscal mais s'appuierait au contraire sur un régime créé en 1948 (statut de loueur meublé non-professionnel), et activerait une source de financement complémentaire à celle des opérateurs institutionnels, lesquels ne privilégient pas toujours le résidentiel dans leurs arbitrages financiers.

Cet amendement propose donc, pour contribuer au choc d'investissement appelé par la crise actuelle, d'ajouter, au bénéfice de l'investissement particulier mené en faveur du logement locatif intermédiaire, une possibilité d'amortissement du prix de revient et de l'investissement sur deux périodes de 10 ans, à hauteur de 5 % par an.

Concernant le financement du logement locatif intermédiaire par des particuliers, le plafond de déficit serait par ailleurs relevé à 15 300 €, sur le modèle du dispositif Périssol.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. LEVI et BONNECARRÈRE, Mmes VENTALON et Olivia RICHARD, MM. LAUGIER, HENNO et Alain MARC, Mme JOSENDE, M. DUFFOURG, Mme BILLON, MM. Henri LEROY, CHATILLON et KERN, Mme MORIN-DESAILLY et MM. HINGRAY, CIGOLOTTI, Jean-Michel ARNAUD, CAPO-CANELLAS et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS**

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le b quater du 1° du I de l'article 31 du code général des impôts, il est inséré un b quinquies ainsi rédigé :

« b quinquies) Une déduction au titre de l'amortissement égale à 2 % du prix du bâti du bien immobilier. Pour les dépenses de travaux autres que celles prévues au b et b bis, une déduction au titre de l'amortissement égale à 7 % pour les 10 premières années et 6 % pour les 5 années suivantes. » ;

2° Le 1° ter du I de l'article 156 est abrogé ;

3° Les deux premiers alinéas du 3° du même I sont supprimés ;

II. – Le quatrième alinéa du 3° du I de l'article 156 du code général des impôts n'est pas applicable aux revenus fonciers perçus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les bailleurs personnes physiques (ménages) dominent le parc locatif en France. Ils détiennent 57 % des logements concernés en 2019, contre 41 % pour les bailleurs sociaux et moins de 2 % pour les autres personnes morales.

La place des ménages-bailleurs dans le parc locatif s'avère d'autant plus forte que les logements se situent dans des zones peu ou pas tendues. En territoires ruraux, il s'agit de la seule alternative à l'accession. Ce parc s'avère donc indispensable.

Or, l'alimentation du parc locatif privé dépend uniquement de la production neuve de logements. Le solde des entrées et des sorties dans l'existant ressort structurellement négatif, sans doute plus encore avec l'interdiction de louer des passoires thermiques qui entre progressivement en vigueur.

L'alimentation en neuf du segment du locatif privé détenu par des bailleurs personnes physiques s'avère très sensible aux dispositifs fiscaux de soutien. De fait, la suppression d'un dispositif puissant (Périsol, Robien, Scellier) ou son rabotage (Pinel) se traduit systématiquement par une chute des ventes, de moitié en ordre de grandeur.

La fiscalité très lourde s'appliquant à l'investissement locatif en neuf (TVA à l'entrée, pas de prélèvement forfaitaire unique pour les revenus fonciers et éventuel IFI pendant la détention du bien, plus-values lourdement taxées à la revente jusqu'à 15-20 ans, etc.) explique largement cela. Les dispositifs fiscaux de soutien viennent en réalité simplement corriger cette situation.

Leur instabilité constitue un lourd handicap, d'autant plus dans le cas du collectif où le délai entre commercialisation du projet et première mise en location du bien se révèle souvent supérieur à 2 ans.

C'est pourquoi cet amendement vise à créer un régime universel d'investissement locatif privé, lisible et stable.

Il repose sur la reconnaissance de la nature d'activité économique, créatrice de valeur, de l'investissement locatif privé.

L'architecture de la réforme proposée se résume ainsi :

- un amortissement du bâti pendant 50 ans, soit un taux de 2 % l'an, applicable dans le neuf et dans l'existant pour l'ensemble des logements locatifs privés (stock et flux) ;
- un amortissement des gros travaux sur 15 ans ;
- une déductibilité sans limite des intérêts d'emprunt, des petits travaux et des charges locatives des revenus fonciers bruts ;
- un déficit foncier imputable sans limite sur le revenu global positif ;
- une taxation des plus-values inchangée.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. LEVI, Mmes VENTALON et Olivia RICHARD, MM. LAUGIER, HENNO et Alain MARC, Mme JOSENDE, M. DUFFOURG, Mme BILLON, MM. Henri LEROY, CHATILLON et KERN, Mme MORIN-DESAILLY et MM. HINGRAY, CIGOLOTTI, Jean-Michel ARNAUD, CAPO-CANELLAS et BLEUNVEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 QUINQUIES**

Après l'article 10 quinquies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Les dispositions de l'article 279-0 bis A du code général des impôts s'appliquent, par dérogation au 3° du I de cet article, aux opérations pour lesquelles l'ouverture de chantier est intervenue à compter du 4 octobre 2023, date d'entrée en vigueur de l'arrêté du 2 octobre 2023 modifiant l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 2014 pris en application de l'article D. 304-1 du code de la construction et de l'habitation pour définir les communes classées dans les zones géographiques se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements entraînant des difficultés d'accès au logement sur le parc locatif.

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement a pour objet de préciser l'application du régime fiscal du logement locatif intermédiaire, taux réduit de 10 % de la TVA et créance d'impôt sur les sociétés (IS) aux communes classées en zones tendues. Le zonage conventionnellement appelé ABC effectue un « classement des communes du territoire national en zones géographiques en fonction du déséquilibre entre l'offre et de la demande de logements ». Par ordre décroissant de tension, les zones géographiques sont : A bis, A, B1, B2 et C. La zone A bis est incluse dans la zone A, les zones B1 et B2 forment la zone B.

Un arrêté du 2 octobre dernier a ainsi reclassé 154 communes en zone tendue (B1 ou A) alors qu'elles étaient précédemment classées en zone B2 ou C. Ces communes ont été confrontées depuis plusieurs années à une augmentation rapide des prix de vente et de loyers mesurés par les indicateurs de suivi mis en place. Cet engagement, pris par la Première ministre lors de la restitution du CNR Logement en juin 2023, a été concrétisé après des concertations tenues avec les préfets de département et les élus locaux concernés, au travers notamment de leurs associations, de sorte d'affiner la liste des communes. Il s'agit donc de donner le plein effet à ce reclassement en prévoyant son application à toutes les opérations pour lesquelles l'ouverture de chantier est intervenue à compter de l'entrée en vigueur de cet arrêté.









## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. RIETMANN et SAUTAREL, Mmes GRUNY et GOSSELIN, MM. BELIN, HOUPERT, BOULOUX et LEVI, Mmes LASSARADE et DEVÉSA, MM. GROSPERRIN, BURGOA et Henri LEROY, Mme DEMAS, M. PIEDNOIR, Mme RICHER, MM. BACCI et DARNAUD, Mmes VENTALON et DUMAS et MM. BOUCHET, PELLELAT, KLINGER et BONNUS

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

À l'article 1649 bis du code général des impôts, après les mots : « non ferreux », sont insérés les mots : « ou à l'achat au détail de palettes en bois utilisées comme support pour le rassemblement, le gerbage, l'entreposage, la manutention ou le transport de marchandises et de charges ».

### OBJET

Le présent amendement modifie l'article 1649 bis du code général des impôts afin de rendre obligatoire la déclaration des achats à titre habituel de palettes en bois auprès de la direction départementale des finances publiques.

L'État pourrait ainsi percevoir des recettes de l'ordre de 33 millions d'euros par an, au titre de la TVA, qui lui échappait jusqu'alors du fait d'un trafic des palettes en bois qui explose.

Cet amendement a été travaillé avec la Fédération nationale du bois.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DOSSUS et Grégory BLANC, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 QUATERDECIES

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le premier alinéa de l'article L. 2511-33 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° Après la référence : « L. 2123-3, », est insérée la référence : « L. 2123-4, » ;

2° Après la référence : « L. 2123-9, », sont insérés les références : « L. 2123-10, L. 2123-11-1, L. 2123-11-2 » ;

3° Après la référence : « L. 2123-15, », sont insérés les références : « L. 2123-18-1 et L. 2123-18-2, » ;

4° Après la référence : « L. 2123-20, », est insérée la référence : « L. 2123-22, ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les élus d'arrondissement (exerçant comme maire d'arrondissement, adjoint au maire d'arrondissement ou comme conseiller d'arrondissement) sont, pour l'essentiel, soumis et concernés par les mêmes obligations et droits que les élus des communes, les conseillers de Paris et les conseillers municipaux de Marseille et Lyon.

Ainsi, l'article L 272-1 du code électoral dispose que « *les conditions d'éligibilité, les inéligibilités et les incompatibilités applicables aux conseillers d'arrondissement sont les mêmes que pour les conseillers municipaux* ».

Dans l'exercice du mandat, les règles relatives au statut, visées au code général des collectivités territoriales, sont alignées sur celles s'appliquant aux conseillers municipaux et aux conseillers de Paris par application des articles L. 2511-1, L. 2511-10 et L. 2511-33. Cela concerne notamment l'affiliation à la sécurité sociale, l'ouverture des droits à la retraite, les indemnités (à l'exception des modulations pour absence, majorations et fin de fonctions), pour les élus poursuivant une activité

professionnelle : les autorisations d'absence et crédits d'heures (sauf majoration), les relations avec l'employeur, la protection fonctionnelle des maires d'arrondissement et adjoints et conseillers d'arrondissement délégués, le droit à la formation de tous les conseillers d'arrondissement, dont le droit individuel à la formation (DIF) et les validations des acquis de l'expérience (VAE).

Cependant, quelques différences notables persistent en matière de frais de garde, droit au détachement, formation, accompagnement des élus en situation de handicap, etc.

Pour parachever l'alignement entre le régime applicable aux élus d'arrondissement et celui en vigueur s'agissant des conseillers de Paris et conseillers municipaux de Lyon et Marseille, le présent amendement prévoit ainsi la transposition aux élus d'arrondissement de certains droits, à savoir :

- la prise en charge les frais de garde des élus d'arrondissement ;
- l'ouverture aux élus d'arrondissement du droit au détachement au titre du mandat ;
- la majoration des crédits d'heures au titre du mandat pour les conseillers d'arrondissement ;
- la garantie d'un droit à la formation et à un bilan de compétences en fin de mandat aux conseillers d'arrondissement ;
- l'éligibilité des maires et adjoints au maire d'arrondissement à une allocation différentielle de fin de mandat ;
- la majoration d'indemnité au titre de ville chef-lieu de département au bénéfice des conseillers d'arrondissement ;
- la prise en charge des dépenses d'accompagnement et d'aide technique pour les élus d'arrondissement en situation de handicap.





N°	I-1313
----	--------

## AM E N D E M E N T

présenté par

M. Jean-Baptiste BLANC

C	
G	

### ARTICLE 10 QUINQUIES

Après l'alinéa 2

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

Le III de l'article 278 sexies est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Pour l'application des a et b du 2° du III du même article 278 sexies, les logements construits à 800 mètres maximum des limites de la zone dite « ANRU » dans un quartier prioritaire de la politique de la ville. »

### OBJET

Afin de renforcer la construction de logements dans les zones géographiques se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements entraînant des difficultés d'accès au logement dans le parc résidentiel existant, il est proposé par le présent amendement que le taux de TVA réduite à 5.5% puisse s'appliquer à la construction de logements au-delà de 300 mètres à la limite d'un quartier prioritaire de la politique de la ville.

Cet amendement étend donc le métrage prévu de 300 à 800 mètres pour bénéficier de la TVA à 5.5% dans la construction de logements neufs en zone ANRU.







## AMENDEMENT

présenté par

MM. DUPLOMB, Jean-Marc BOYER et CUYPERS

C	
G	

### ARTICLE 16

I. – Alinéa 123, tableau, deuxième ligne

1° Deuxième colonne

Remplacer le nombre :

1,41

par le nombre :

0,5

2° Quatrième colonne

Remplacer le nombre :

2,82

par le nombre :

1

II. – La perte de recettes pour les agences de l'eau résultant du I est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

L'amendement permet d'abaisser le plancher de la redevance pour l'irrigation non gravitaire à 0,5 centime d'€/m<sup>3</sup> en catégorie 1 et 1 centime d'€/m<sup>3</sup> en catégorie 2. Cela correspond à 10% du plafond, au lieu de 28 %.

En effet, Le PLF prévoit un relèvement des taux plafonds de 40 % et l'instauration de taux planchers, fixé à 28 % du plafond pour les différents usages. Au total, c'est un minimum de 10 M€

d'augmentation de redevance prélèvement qui est mécaniquement attendu par la fixation des planchers, soit + 37 % (recette actuelle de l'ordre de 26,9 M€ en moyenne entre 2019 et 2022).

Les augmentations pourraient atteindre jusqu'à 60 €/ha, par ex en Adour-Garonne, pour un apport moyen à l'hectare de 3 760 m<sup>3</sup> (passage de 46 €/ha à 106 €/ha).

Elles pourraient même être bien supérieures avec le relèvement des plafonds de 40 %.

Des augmentations aussi fortes ne sont tenables par aucun acteur économique, d'autant qu'elles viendront impacter fortement y compris ceux qui ont investis pour gagner en efficacité à l'hectare. Elles limiteront en outre la capacité d'investissement des agriculteurs pour répondre aux différents enjeux de la planification écologique.





## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. DUPLOMB, Jean-Marc BOYER et CUYPERS

C	
G	

### ARTICLE 16

I. - Alinéas 109 à 113

Supprimer ces alinéas.

II. - Pour compenser la perte de recette résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

....- La perte de recettes pour les agences de l'eau résultant du présent article est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

....- La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

L'amendement vise à maintenir les taux actuels pour la redevance pour pollution diffuse.

L'augmentation de la redevance pour pollution diffuse est vécue comme un impôt supplémentaire de 37 millions d'euros sur la production, visant à assurer une recette permanente à la redevance pour pollution diffuse, même quand les utilisations de produits phytosanitaires baissent. Les 37 M€ s'ajouteraient aux 171 M€ déjà collectés en moyenne entre 2019 et 2022 (+ 22 %).

Cela aggraverait les distorsions de concurrence avec les producteurs des autres Etats-Membres de l'Union Européenne.

Une telle augmentation impacterait négativement les investissements sur les exploitations agricoles, quand est attendu de l'agriculture une accélération de la transition agroécologique et une contribution à la planification écologique.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DUPLOMB, Jean-Marc BOYER et CUYPERS

C	
G	

ARTICLE 16

I. - Alinéas 141 et 142

Supprimer ces alinéas.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... - La perte de recettes pour les agences de l'eau résultant du I est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Afin de permettre de préserver l'irrigation gravitaire dans les territoires où elle répond aux enjeux sociétaux, l'amendement vise à retirer les alinéas modifiant l'assiette pour le calcul de la redevance.

En effet, le PLF instaure, pour l'irrigation gravitaire, une augmentation progressive de l'assiette, pour l'instant fixée forfaitairement à 10 000 m<sup>3</sup> par an, de 1 000 m<sup>3</sup> par an jusqu'à 2029 inclus et l'obligation, quand un compteur est installé, d'utiliser cet index. Cette augmentation de l'assiette s'additionne à une augmentation des tarifs de redevances, notamment par l'instauration d'un tarif plancher supérieur au taux actuel pour la majorité des bassins.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DUPLOMB, Jean-Marc BOYER et CUYPERS

ARTICLE 16

I. – Alinéa 38

Supprimer cet alinéa.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à retirer ces possibilités d'adapter le tarif la redevance élevage de 3 € / UGB par unité géographique, en maintenant l'exception des activités agricoles.

Le PLF instaure un article spécifique pour la redevance élevage, en reprenant l'assiette et le taux inscrits actuellement dans le code de l'environnement. Il introduit en outre des possibilités d'adaptation, par unité géographique au sein des bassins, du taux et prévoit, comme pour les autres redevances, une indexation du taux de 3 € / Unité Gros Bétail sur l'inflation.

Les possibilités d'adapter la redevance élevage par territoire risquent de fragiliser encore l'élevage, au moment où l'enjeu premier est le renouvellement des générations d'éleveurs et notre souveraineté alimentaire.

C	
G	





## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. DUPLOMB, Jean-Marc BOYER et CUYPERS

C	
G	

### ARTICLE 12

I. – Alinéa 85

Rédiger ainsi cet alinéa :

« V. – Le C s'applique à l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année 2024 et des années suivantes.

II. – Alinéa 86

Supprimer cet alinéa.

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Le présent amendement a pour objet de rendre applicable l'augmentation des plafonds de la déduction pour épargne de précaution (DEP) et de l'exonération des plus-values dès le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

L'engagement pris par le gouvernement étant de compenser la réduction partielle de la détaxation du GNR « à l'euro près » en faveur des agriculteurs, l'entrée en vigueur des mesures compensatoires doit nécessairement être concomitante aux hausses de charges.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DUPLOMB, Jean-Marc BOYER et CUYPERS

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 5 OCTOTRICIES**

I. – Alinéas 1, 2 première et seconde phrases, 3 deux fois, 5, 6 et 7

Remplacer le mot :

déduction

par le mot :

provision

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'objet de cet amendement est d'apporter une précision sur la nature fiscale et comptable de la déduction mise en place dans le présent article et dont l'objet est d'atténuer les conséquences de l'appréciation de leurs stocks par les éleveurs de bovins laitiers et allaitants.

Le dispositif adopté vise ainsi à reporter l'imposition d'une partie de l'augmentation de la valeur des stocks de vaches laitières et allaitantes afin de limiter au mieux le sursaut d'imposition résultant des règles de valorisation spécifiques des stocks agricoles, lesquelles sont fonction du cours du jour de la viande.

Cette déduction impose notamment un suivi à l'animal et donc le déploiement de diligences comptables importante qui, par nature, ne peuvent être extra-comptables.

Ainsi, il est proposé de préciser le régime de la déduction fiscale relative à la valorisation des stocks de vaches laitières et allaitantes en qualifiant cette déduction de provision réglementée au sens du droit comptable. Il est précisé que cette qualification n'emporte aucune conséquence pour le budget de l'État.





DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, 128, 132)

N°	I-1320
----	--------

22 NOVEMBRE 2023

## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. DUPLOMB, Jean-Marc BOYER et CUYPERS

C	
G	

### ARTICLE 12

I. – Alinéa 3

Remplacer le montant :

32 608 €

par le montant :

56 239 €

II. – Alinéa 4

a) Remplacer le montant :

32 608 €

par le montant :

56 239 €

b) Remplacer le montant :

60 385 €

par le montant :

80 612 €

III. – Alinéa 5

a) Remplacer le montant :

40 942 €

par le montant :

63 551 €

b) Remplacer le montant :

60 385 €

par le montant :

80 612 €

c) Remplacer le montant :

90 579 €

par le montant :

107 105 €

IV. – Alinéa 6

a) Remplacer le montant :

46 979 €

par le montant :

68 850 €

b) Remplacer le montant :

90 579 €

par le montant :

107 105 €

c) Remplacer le montant :

120 771 €

par le montant :

133 597 €

V. – Alinéa 7

a) Remplacer le montant :

50 000 €

par le montant :

71 500 €

b) Remplacer le montant :

120 771 €

par le montant :

133 597 €

VI. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :



.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

L'objet de cet amendement est d'augmenter les plafonds de déduction pour épargne de précaution, tout en les rendant plus progressifs, afin de répondre au mieux aux besoins des exploitants agricoles. L'objectif est de parvenir à 100 % de déduction potentielle jusqu'à 56 239 € de résultat, puis d'aller progressivement jusqu'à 71 500€ de déduction dans la limite de 133 597 € de résultat.

La suppression partielle de la détaxation du GNR s'ajoute à la récurrence croissante des aléas climatiques et leur amplitude. Ces phénomènes nécessitent une augmentation des seuils de déduction comme du plafond pluriannuel de déduction, afin que les exploitants puissent, plus rapidement, atteindre un niveau de déduction à même de leur garantir un résultat moyen constant, gage de résilience Cette évolution permettra lors des très bonnes années d'augmenter l'épargne dédiée à la gestion des risques de l'exploitation, tout en limitant l'impact fiscal et social de ces variations inhabituelles du revenu.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DUPLOMB, Jean-Marc BOYER et CUYPERS

ARTICLE 12

I. – Après l’alinéa 7

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

.... – Aux 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> du 2 du I de l’article 73, le montant : « 150 000 € » est remplacé par le montant : « 240 000 € ».

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement a pour objet d’augmenter le plafond pluriannuel de la déduction pour épargne de précaution qui doit permettre aux agriculteurs de faire face à l’augmentation des charges induites par la suppression partielle de la détaxation du GNR.

Une entreprise agricole se doit d’anticiper au mieux les variations de son résultat, mais également les variations de ses charges. Or, la récurrence des aléas climatiques s’est amplifiée ces dernières années rendant de plus en plus indispensable le pilotage économique pluriannuel des exploitations.

La déduction pour épargne de précaution, en tant que pierre angulaire de la gestion pluriannuelle des risques de l’exploitation agricole, occupe désormais une place centrale dans les outils à disposition des exploitants, mais doit être adaptée à la réalité économique des exploitations agricoles.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. DUPLOMB

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 12

Après l'article 12

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article L. 136-8 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Au III ter, la référence : « III bis » est remplacée par les références : « , III bis, IV et V » ;

2° Les IV et V sont ainsi rétablis :

« IV. – Par dérogation au I et au V, sont également assujettis à la contribution sociale au taux de 3,8 %, les revenus mentionnés à l'article L. 136-6 perçus par les personnes percevant par ailleurs des revenus mentionnés aux 1° et 4° du II de l'article L. 136-1-2 et dont :

« 1° D'une part, les revenus définis au IV de l'article 1417 du code général des impôts perçus l'avant-dernière année excèdent 11 128 € pour la première part de quotient familial, majorés de 2 971 € pour chaque demi-part supplémentaire. Pour la Martinique, la Guadeloupe et La Réunion, les montants des revenus sont fixés à 13 167 € pour la première part, majorés de 3 268 € pour la première demi-part et 2 971 € pour chaque demi-part supplémentaire à compter de la deuxième. Pour la Guyane et Mayotte, ces montants sont fixés, respectivement, à 13 768 €, 3 417 € et 2 971 € ;

« 2° D'autre part, les revenus définis au IV du même article 1417 perçus l'avant-dernière ou l'antépénultième année sont inférieurs à 14 548 € pour la première part de quotient familial, majorés de 3 884 € pour chaque demi-part supplémentaire. Pour la Martinique, la Guadeloupe et La Réunion, les montants des revenus sont fixés à 15 915 € pour la première part, majorés de 4 271 € pour la première demi-part et 3 884 € pour chaque demi-part supplémentaire à compter de la deuxième. Pour la Guyane et Mayotte, ces montants sont fixés, respectivement, à 16 672 €, 4 467 € et 3 884 €.

« V. - Par dérogation au I, sont assujettis à la contribution sociale au taux de 6,6 %, les revenus mentionnés à l'article L. 136-6 du présent code perçus par les personnes dont les revenus de l'avant-dernière année, définis au IV de l'article 1417 du code général des impôts :

« 1° D'une part, excèdent 14 548 € pour la première part de quotient familial, majorés de 3 884 € pour chaque demi-part supplémentaire. Pour la Martinique, la Guadeloupe et La Réunion, les montants des revenus sont fixés à 15 915 € pour la première part, majorés de 4 271 € pour la première demi-part et 3 884 € pour chaque demi-part supplémentaire à compter de la deuxième. Pour la Guyane et Mayotte, ces montants sont fixés, respectivement, à 16 672 €, 4 467 € et 3 884 € ;

« 2° D'autre part, sont inférieurs à 22 580 € pour la première part de quotient familial, majorés de 6 028 € pour chaque demi-part supplémentaire. »

II. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Cet amendement vise à circonscrire le bénéfice de ces taux réduits de CSG aux revenus fonciers inclus dans un seuil de revenu global, afin que ne soient visés que les propriétaires les plus modestes.

En effet, le foncier non bâti, dans sa diversité (terres arables, prairies, zones humides, forêts) constitue une ressource très précieuse dans le cadre du maintien de la biodiversité, mais également en termes de captation de carbone.

Toutefois, ce foncier fait l'objet d'une taxation très défavorable, comparée à celle des valeurs mobilières, entraînant mathématiquement un rendement très faible, voire négatif dans certains cas.

Cela conduit à une tentation de plus en plus grande d'artificialiser ces terres, dans l'optique de vendre au prix des terrains à bâtir.

Or, pour un grand nombre de retraités agricoles, à la pension très modeste, les terres ont représenté, pendant leur période d'activité, leur outil de travail, et représentent désormais, à la retraite, un complément de revenu indispensable.

Plus du tiers des retraités agricoles perçoivent aujourd'hui la pension minimum, d'un montant de 1138,63€ net par mois. Ce sont donc pour ces retraités qu'il faut adapter les prélèvements sociaux grevant les revenus fonciers issus de la mise en location de leurs terres.





## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. DUPLOMB, Jean-Marc BOYER et CUYPERS

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUOVICIES

Après l'article 3 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° À la première phrase du premier alinéa de l'article 29, après le mot : « articles », sont insérés les mots « 200 A, » ;

2° Le A du 1 de l'article 200 A est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ... Les revenus fonciers générés par les parts des groupements visés au 4° du 1 de l'article 793, pour la fraction correspondant aux biens visés au 3° du 2 de l'article 793, et par les biens donnés à bail dans les conditions visées au 3° du 2 de l'article 793. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

L'objet de cet amendement est d'imposer les revenus fonciers issus de la location de biens ruraux par bail à long terme et par bail cessible au titre du prélèvement forfaitaire unique.

Il permet ainsi d'encourager le portage du foncier agricole par des investisseurs extérieurs au monde agricole. En effet, le rendement du foncier agricole est très faible par nature, en raison notamment de l'imposition importante affectée à ces biens (barème progressif de l'impôt sur le revenu et prélèvements sociaux à hauteur de 17,2%).





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DUPLOMB, Jean-Marc BOYER et CUYPERS

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES**

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 238 quindecies du code général des impôts est complété par un paragraphe ainsi rédigé :

« ... – Les plus-values réalisées à l'occasion de la transmission d'une entreprise individuelle réalisant une activité agricole, sous la forme de plusieurs cessions concomitantes portant sur la totalité des éléments de son patrimoine professionnel, ne présentant pas le caractère de branche complète d'activité, au profit de jeunes agriculteurs visés à l'article D 343-3 du code rural et de la pêche maritime, peuvent bénéficier de l'exonération prévue au I, sous réserve de remplir les conditions du II. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Afin d'encourager le renouvellement des générations, le présent amendement modifie le texte afin d'accorder au cédant le bénéfice du dispositif lorsque ce dernier accepte de fractionner son exploitation en vue d'une cession répartie entre différents repreneurs tous jeunes agriculteurs.

La transmission, comme l'installation, doivent être soutenues par des leviers fiscaux qui participent à l'attractivité du métier d'agriculteur, et qui doivent être adaptés à la diversité des profils d'entrepreneurs et de projets économiques.

Dans l'objectif de soutenir les projets de transmission, il est proposé de faire évoluer les dispositifs d'exonération des plus-values professionnelles en permettant d'étendre le bénéfice de l'exonération des plus-values réalisées lors de la cession d'une exploitation agricole à plusieurs jeunes agriculteurs (500 000 € pour une exonération totale ou 1 000 000 € pour une exonération partielle).

En effet, actuellement, pour pouvoir bénéficier de l'exonération des plus-values, la transmission doit porter soit sur l'intégralité des éléments caractéristiques de l'entreprise individuelle ou sur des droits et parts détenus par l'associé dans une société soit sur une branche complète d'activité.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DUPLOMB, Jean-Marc BOYER et CUYPERS

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES**

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le I ter de l'article 151 septies A du code général des impôts, il est inséré un I quater ainsi rédigé :

« I quater – Sont également exonérées, les plus-values soumises au régime des articles 39 duodecies à 39 quindecies, autres que celles mentionnées au III du présent article, réalisées dans le cadre d'une cession progressive d'une activité agricole, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

« 1° L'activité doit avoir été exercée pendant au moins cinq ans ;

« 2° La cession est réalisée au profit d'un jeune agriculteur au sens des dispositions de l'article D. 614-2 du code rural et de la pêche maritime ;

« 3° La cession progressive est réalisée, dans délai maximum de 120 mois, à titre onéreux et porte sur l'intégralité des droits ou parts détenus par un contribuable qui exerce, au jour de la première cession, son activité professionnelle dans le cadre d'une société ou d'un groupement dont les bénéfices sont, en application des articles 8 et 8 ter, soumis en son nom à l'impôt sur le revenu et qui sont considérés, au jour de la première cession, comme des éléments d'actif affectés à l'exercice de la profession au sens du I de l'article 151 nonies. Le délai susvisé court à compter de la première cession ;

« 4° Le cédant et le cessionnaire signent un pacte de transmission, préalablement à la réalisation de la première cession, dont les modalités sont précisées par voie de décret ;

« 5° Le cédant cesse toute fonction dans la société ou le groupement dont les droits ou parts sont cédés et fait valoir ses droits à la retraite, dans les deux années, suivant ou précédant la première cession ;

« 6° Les conditions prévues aux 4°, 5°, et 6° du I s'appliquent à la présente exonération. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'amendement propose d'introduire un levier fiscal facilitant la transmission des entreprises agricoles en société par la mise en place d'une cession progressive des parts sociales sur une durée de 120 mois

En effet, le capital nécessaire à la reprise d'une exploitation agricole viable nécessite un soutien bancaire important, qui ne peut être souvent accordé qu'à la seule analyse du potentiel de résultat de l'exploitation cédée. Les banques exigent donc de prendre des garanties sur des actifs tangibles, en cas de défaillance du repreneur. Ces garanties vont bien souvent au-delà de la seule exploitation objet de l'acquisition. Cet état de fait induit une sorte de discrimination financière quant à la population en capacité d'opérer une telle reprise d'exploitation, qu'il s'agisse de transmissions familiales ou à des personnes non issues du milieu agricole.

Pour alléger le poids financier nécessaire à une reprise tout en ne lésant pas le cédant, il est nécessaire d'étaler dans le temps cette charge financière, par une cession progressive de l'exploitation. Ce schéma peut très facilement s'envisager dans un cadre sociétaire, les parts sociales constitutives du capital pouvant être cédées de manière échelonnée.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DUPLOMB, Jean-Marc BOYER et CUYPERS

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNDECIES**

Après l'article 3 undecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I.- Au II de l'article 1378 octies du code général des impôts, les mots : « articles 223-1-1, 313-2, 314-1, 321-1, 324-1, 421-1 à 421-2-6 ou 433-3-1 du code pénal » sont remplacés par les mots « articles 223-1-1, 225-2, 226-4, 226-8, 313-2, 314-1, 321-1, 322-1, 322-4-1, 322-6, 322-12, 322-14, 324-1, 421-1 à 421-2-6 ou 433-3-1 du code pénal et des articles 23, 24 et 29 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à élargir la liste des infractions pénales susceptibles d'exclure les associations du champ de la réduction d'impôt accordée au titre des dons réalisés par les particuliers (article 1378 octies du CGI) en visant : l'entrave aux conditions de travail et à l'activité économique par discrimination (article 225-2 du code pénal), l'introduction dans le domicile d'autrui (article 226-4 du code pénal), le montage réalisé avec les paroles ou l'image d'une personne sans son consentement (article 226-8), le fait de « squatter » un terrain appartenant à autrui (article 322-4-1 du code pénal), la destruction ou la menace de la destruction d'un bien par l'emploi d'un engin explosif ou incendiaire (article 322-6 et 12 du code pénal), la communication ou la divulgation de fausses informations dans le but de faire croire qu'une destruction, une dégradation ou une détérioration dangereuse pour les personnes va être ou a été commise (article 322-14 du code pénal) ou encore la provocation à commission d'infractions par tout moyen de communication (articles 23 et 24 de la loi de 1881), ainsi que la diffamation (article 29 de ladite loi).

Ces actes peuvent faire l'objet de condamnations pénales à l'encontre des individus qui les ont perpétrés ; condamnations qui peuvent s'étendre à la personne morale de l'association dont ces personnes sont membres, s'il est établi qu'elles ont agi pour son compte (article 121-2 du code pénal).

Depuis plusieurs mois, les professionnels de l'agriculture ne cessent d'alerter les pouvoirs publics et les parlementaires sur la recrudescence d'actes de malveillance envers les agriculteurs de la part d'associations activistes. Toutefois, ces actions illicites subies par les agriculteurs et entreprises alimentaires ne sont pas visées au II de l'article 1378 octies du code général des impôts. Le complément législatif proposé vient ainsi renforcer un dispositif existant.







**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DUPLOMB, Jean-Marc BOYER et CUYPERS

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 5 OCTOTRICIES****I. – Après l’alinéa 3**

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

Par exception, celle-ci est définitivement acquise en cas d’augmentation de l’effectif dudit stock, constatée au terme du sixième exercice suivant celui de sa constitution.

**II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :**

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Dans un contexte de forte hausse des prix des matières premières agricoles et du cours de la viande, le présent projet de loi instaure une provision fiscale temporaire en faveur de l’élevage laitier et allaitant afin de limiter les impacts fiscaux de la hausse de la valeur des stocks des animaux.

Afin d’encourager au mieux les éleveurs à maintenir, voire à développer économiquement leur activité, un aménagement technique est ainsi proposé au présent dispositif.

Ainsi, dans l’objectif de faire croître la production de lait et de la viande bovine eu égard à un déficit structurel, il est ainsi proposé de considérer cette provision comme définitivement acquise en cas d’augmentation de l’effectif du cheptel constatée à l’issue de la période de réintégration, soit à l’issue du 6<sup>ème</sup> exercice suivant celui de sa constitution. En effet, dans l’objectif de croissance du troupeau national de vaches laitières comme allaitantes, d’augmentation des productions et donc de renforcement de notre souveraineté alimentaire, il doit être admis que cette provision n’a pas à être réintégrée et doit être ainsi considérée comme définitivement acquise en cas de croît du cheptel de l’exploitation à l’issue de la période de réintégration.

Si l’exploitant ne constate aucune augmentation de son cheptel à l’issue de cette période de six ans, la provision sera réintégrée au résultat fiscal.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DUPLOMB, Jean-Marc BOYER et CUYPERS

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 12

Après l'article 12

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. - Après l'article L. 244 quater Y du code général des impôts, il est inséré un article ainsi rédigé :

« Art. L. 244 quater.... – I. – Les entreprises agricoles engagées dans une démarche d'accompagnement à la transmission de l'entreprise bénéficient d'un crédit d'impôt au titre de leur inscription au point d'accueil installation-transmission départemental unique et des démarches engagées auprès d'une structure agréée par l'État appartenant au réseau départemental de structures chargées de conseil ou d'accompagnement.

« II. – Le montant du crédit d'impôt mentionné au I s'élève à 5 000 €.

« III. – 1. Le crédit d'impôt défini au I est imputé sur l'impôt sur le revenu dû par le contribuable au titre des années au cours desquelles il est justifié l'inscription au point d'accueil installation-transmission départemental unique et l'accompagnement par une structure agréée par l'État appartenant au réseau départemental de structures chargées de conseil ou d'accompagnement, dans la limite de cinq années. Le crédit d'impôt est imputé après les prélèvements non libératoires et les autres crédits d'impôt. Si le montant du crédit d'impôt excède le montant de l'impôt dû au titre de ladite année ou dudit exercice, l'excédent est restitué. Pour les exercices ne coïncidant pas avec l'année civile, le crédit d'impôt correspondant est imputé sur l'impôt sur le revenu dû par le contribuable au titre de l'année au cours de laquelle l'exercice est clos.

« 2. Le crédit d'impôt défini au I est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû par l'entreprise dans les conditions prévues au 1.

« IV. – Le bénéfice du crédit d'impôt mentionné au I est subordonné au respect du règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture ou du règlement (UE) n° 717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Afin d'encourager au maximum les agriculteurs à anticiper leur transmission il est proposé la création d'un crédit d'impôt d'accompagnement à la transmission.

La création d'un guichet unique dédié à l'installation et à la transmission est une demande ancienne de la jeunesse agricole afin d'accompagner au mieux les projets d'installation mais également les projets de cession. Dans le cadre de la future loi d'orientation et d'avenir agricole ce guichet devrait prendre la forme d'un Réseau France Service Agriculture. Le premier point d'entrée dans ce réseau serait le point d'accueil installation-transmission départemental unique. Le présent crédit d'impôt vise à inciter le plus grand nombre de cédants à s'inscrire auprès de ce point d'accueil et à se faire accompagner par des structures de conseil et d'accompagnement agréées par l'Etat.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DUPLOMB, Jean-Marc BOYER et CUYPERS

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 12**

Après l'article 12

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I.- L'article 199 viciés A du code général des impôts est ainsi modifié

« Art. 199 viciés A. - 1. Les contribuables domiciliés fiscalement en France au sens de l'article 4 B bénéficient d'un crédit d'impôt à raison des intérêts perçus au titre d'un paiement différé ou du prix de vente au titre d'un paiement sans différé dans le cadre de la vente de l'ensemble des éléments de l'actif affectés à l'exercice d'une activité agricole, d'une branche complète d'activité ou de l'intégralité de leurs parts d'un groupement ou d'une société agricole dans lequel ils exercent. La vente doit être réalisée au profit d'exploitants agricoles qui s'installent ou qui sont installés depuis moins de cinq ans justifiant d'une attestation de passage au guichet unique installation-transmission départemental.

« 2. Le crédit d'impôt s'applique lorsque les conditions suivantes sont remplies pour la vente avec différé de paiement :

« a) Le contrat de vente est passé en la forme authentique ;

« b) Le paiement d'au moins la moitié du prix de cession intervient à la date de conclusion du contrat mentionné au a et le solde au cours d'une période comprise entre la huitième et la douzième année qui suit celle de cet événement ;

« c) Le prix est payé en numéraire ;

« d) La rémunération du différé de paiement est définie en fonction d'un taux d'intérêt arrêté à la date du contrat mentionné au a dans la limite du taux de l'échéance constante à dix ans.

« 3. Le crédit d'impôt s'applique lorsque les conditions suivantes sont remplies pour la vente sans différé de paiement :

« a) Le contrat de vente est passé en la forme authentique ;

« b) Le montants pratiqués doivent être évalués par un organisme comptable ;

« c) Le prix est payé en numéraire ;

« d) La société doit être gérée majoritairement par des associés exploitants ;

« 4. La cession d'actifs doit intervenir entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 31 décembre 2034.

« 5. Le crédit d'impôt est égal à 50 % des intérêts perçus dans la limite d'un plafond annuel de 15 000 € pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés et de 20 000 € pour les contribuables mariés ou les partenaires liés par un pacte civil de solidarité.

« Le crédit d'impôt est égal à 50 % du prix de vente dans la limite d'un plafond annuel de 20 000 € pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés et de 25 000 € pour les contribuables mariés ou les partenaires liés par un pacte civil de solidarité.

« 6. En cas de résolution, annulation ou rescision pour lésion du contrat de vente, les réductions d'impôt obtenues font l'objet d'une reprise au titre de l'année de réalisation de l'un de ces événements.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Dans le souci de favoriser la transmission des exploitations agricoles à des jeunes en lieu et place d'un agrandissement (soit par la perte d'un associé, soit par le rachat par un voisin), il est proposé une adaptation du dispositif de l'article 199 viciés A du Code général des impôts par la création d'un crédit d'impôt transmission à ce titre supprimant au passage la réduction d'impôt et l'ouverture dudit dispositif à des ventes sans différé de paiement.

Depuis plusieurs années la mobilisation des outils fiscaux pour favoriser la transmission à des jeunes afin de faire face aux défis de renouvellement de générations en agriculture est demandée par la profession. En effet, l'idée est de rénover une mesure presque en désuétude. Il s'agit de la réduction d'impôt sur le revenu à raison des intérêts perçus au titre du différé de paiement qu'ils accordent à des exploitants agricoles âgés de moins de moins de quarante ans ou sont moins installés depuis moins de cinq ans.

Ce dispositif créé dans les années 2000 n'a pas été suffisamment utilisé. Or le contexte démographique actuel justifie de redonner un intérêt économique à une transmission. Ainsi, les adaptations proposées consistent, d'une part, à ouvrir le dispositif aux ventes sans différé de paiement, et d'autre part à proposer un crédit d'impôt plutôt qu'une réduction d'impôt.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DUPLOMB, Jean-Marc BOYER et CUYPERS

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 12**

Après l'article 12

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le I de l'article 73 du code général des impôts est complété par quatre alinéas ainsi rédigés :

« 4. Une déduction supplémentaire est ouverte aux exploitants agricoles visés au 1, sous réserve qu'ils souscrivent un engagement contractuel pluriannuel, portant sur la vente ou l'achat d'une quantité de céréales, fourrages ou aliment du bétail déterminée à un prix convenu.

« Cette déduction supplémentaire peut être librement pratiquée au titre de chacun des exercices clos durant la période d'exécution du contrat. Son montant cumulé réalisé au titre desdits exercices ne peut excéder 30 000 €.

« En cas d'inexécution, même partielle, du contrat visé au premier alinéa, la fraction de déduction supplémentaire visée au présent 4 non encore rapportée est rapportée au résultat de l'exercice de constatation de cette inexécution, majorée d'un montant égal au produit de cette somme par le taux de l'intérêt de retard prévu à l'article 1727.

« Un décret précise les modalités d'application du présent 4. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Le dispositif vise à permettre aux exploitations ayant contractualisé de bénéficier de plafonds majorés de la déduction pour épargne de précaution (DEP), afin de limiter l'impact financier de cette contractualisation les années où les cours leur sont défavorables (cours supérieurs au tarif contractuel, pour les vendeurs, et inversement pour les acheteurs).

En effet, les différentes productions agricoles sont dépendantes les unes des autres. Un éleveur a nécessairement besoin d'aliment provenant de l'extérieur pour ses animaux, aliment qui est bien souvent produit, sur le territoire national, par des producteurs spécialisés dans les cultures végétales.

Le contexte de fortes variations des prix agricoles appelle des synergies entre les filières animales et végétales.

Et, la forte variabilité des prix des produits agricoles impacte aujourd'hui particulièrement les filières d'élevage avec un cours des matières premières agricoles qui s'envolent.

Parallèlement, les producteurs de grandes cultures voient d'une année sur l'autre leurs prix de vente fluctuer considérablement. Chacun gagnerait ainsi à avoir une meilleure visibilité sur les coûts de production ou les prix de vente pour piloter son exploitation au mieux.

Une contractualisation entre cultures animales et cultures végétales permettrait d'assurer aux seconds un prix de vente minimum, sur une partie de leur production, et aux éleveurs un prix d'achat maximum de l'alimentation animale, et ce, quelles que soient les fluctuations du marché.

L'objectif est de développer la pratique de contrats, sur la base du volontariat, à prix déterminé, sur un volume donné, sur une période de trois ans.

Le système, sécurisant, est vertueux par sa nature même, en raison de l'application d'un prix moyen négocié et contractualisé favorable aux acheteurs et aux vendeurs, mais il n'en demeure pas moins difficile à mettre en œuvre avant que les effets bénéfiques sur les exploitations ne soient constatés : les éleveurs n'ont aucune envie de contractualiser quand le prix est bas, il en va de même pour les cultivateurs quand le prix est haut.

Aussi, une incitation fiscale serait à même d'amorcer ces pratiques contractuelles pluriannuelles. Il s'agit de compenser une partie de la perte de résultat induite par la contractualisation, par l'économie d'impôt obtenue du fait du rehaussement ponctuel du plafond de DEP.





## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. DUPLOMB, Jean-Marc BOYER et CUYPERS

### ARTICLE 28

C	
G	

1° Alinéa 2, tableau, quarante-neuvième ligne, dernière colonne

Remplacer le nombre :

309 800 000

par le nombre :

322 156 800

2° Alinéa 4, tableau, trente-sixième ligne, dernière colonne

Remplacer le nombre :

309 800 000

par le nombre :

322 156 800

3° Alinéa 30

Compléter cet alinéa par les mots :

calculé à partir du plafond de l'année précédente revalorisé par un coefficient fixé annuellement en application du dernier alinéa de l'article 1518 bis du code général des impôts

4° Alinéa 32

Rédiger ainsi cet alinéa :

c) La troisième phrase du premier alinéa du II est supprimée ;

5° Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes pour l'État résultant du présent article est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – La perte de recettes pour les collectivités territoriales résultant du présent article est compensée à due concurrence par la majoration de la dotation globale de fonctionnement et, corrélativement pour

l'État, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Le présent amendement vise à revaloriser annuellement le plafond via une indexation sur l'indice des prix à la consommation (comme la TFNB) et, par conséquent, à relever le montant de taxe affectée aux Chambres d'agriculture pour 2024 et à supprimer totalement la limite maximale de hausse du montant perçu par une Chambre d'une année sur l'autre.

Actuellement, le montant attribué aux Chambres d'agriculture étant plafonné, et la base cadastrale imposable n'ayant cessé d'augmenter (revalorisation annuelle prévue par l'article 1518 bis du code général des impôts - pour 2024 : + 7,1%), cela a conduit mécaniquement à une baisse du taux de la taxe affectée aux Chambres d'agriculture et à un appauvrissement des Chambres d'agriculture.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DUPLOMB, Jean-Marc BOYER, Jean Pierre VOGEL, PIEDNOIR et CUYPERS

C	
G	

ARTICLE 10 SEPTIES

Rédiger ainsi cet article :

I. – L'article 278 0 bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« .... – Les livraisons d'équidés vivants et les prestations de service suivantes relatives à leur exploitation, à savoir la préparation et l'entraînement, la location et la prise en pension des équidés et l'enseignement et la pratique de l'équitation, les animations et activités de démonstration aux fins de découverte de l'environnement équestre et de familiarisation avec celui-ci ainsi que l'accès aux installations sportives dédiées à l'utilisation des équidés. »

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement modifie le texte pour permettre de faire bénéficier de l'abaissement du taux de TVA à tous les acteurs de la filière équine.

En effet, l'article 10 septies tel qu'issu de l'Assemblée nationale abaisse à 5,5% le taux de TVA pour l'enseignement et la pratique de l'équitation.

Cependant, la filière équine regroupe une diversité de situation, qui n'est pas représentative de la rédaction adoptée. Un tel taux réduit de TVA à 5,5 % était applicable pour toute la filière à compter de 2004 (Loi de finances de 2004 et loi relative au développement des territoires ruraux du 23 février 2005) avant que l'arrêt du 8 mars 2012 de la Cour de Justice de l'Union européenne ait contraint l'administration française à revoir les taux de TVA applicables à la filière équine afin de se conformer à la Directive 2006/112 du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée. L'augmentation de 14,5 points de TVA a été très préjudiciable à la filière en termes de développement économique, d'emplois et de compétitivité par rapport aux prestataires étrangers.







## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. DUPLOMB et Jean Pierre VOGEL

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

- I. – Le J de l'article 278-0 bis du code général des impôts est complété par les mots : « ou hippique ».
- II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Afin de soutenir l'attractivité des réunions hippiques et leur développement, cet amendement a pour objet d'aligner le taux de TVA réduit pour les droits d'entrées sur les hippodromes qui permettent de faire rayonner leur territoires grâce à l'implication des plus de 6000 bénévoles actifs au sein des associations organisatrices de courses hippiques (sociétés de courses),.

Chaque année en France sont organisées 2 300 réunions hippiques sur les 233 hippodromes français qui accueillent plus de 2 millions de visiteurs.

La billetterie est une source de revenus importante pour une majorité d'hippodrome, avec des coûts d'accès majoritairement réduits (compris entre 5 et 10€).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

M. CAPUS, Mmes PAOLI-GAGIN et BOURCIER, MM. BRAULT, CHASSEING et CHEVALIER,  
Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC,  
MÉDEVIELLE, ROCHETTE et VERZELEN

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3

Après l'article 3

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le code général des impôts est ainsi modifié :

I. – Avant l'article 199 sexdecies, il est inséré un article 199 sexdecies ... ainsi rédigé :

« Art. 199 sexdecies .... – 1. Lorsqu'elles n'entrent pas en compte pour l'évaluation des revenus des différentes catégories, ouvrent droit à un crédit d'impôt sur le revenu les sommes versées par un contribuable domicilié en France au sens de l'article 4B pour l'emploi d'un salarié mentionné à l'article L. 7221-1 du code du travail qui rend des services définis à l'article D. 7231-1 du même code.

« 2. Les services doivent être fournis à la résidence, située en France, du contribuable ou d'un de ses ascendants remplissant les conditions prévues au premier alinéa de l'article L. 232-2 du code de l'action sociale et des familles.

« Les services rendus en dehors du domicile de l'employeur par les salariés mentionnés à l'article L. 7221-1 du code du travail sont regardés comme des services fournis à la résidence lorsqu'ils sont compris dans un ensemble de services incluant des activités effectuées à cette même résidence.

« Dans le cas où les services sont fournis à la résidence d'un ascendant du contribuable, ce dernier renonce au bénéfice des dispositions de l'article 156 relatives aux pensions alimentaires, pour la pension versée à ce même ascendant.

« L'aide financière mentionnée aux articles L. 7233-4 et L. 7233-5 du code du travail exonérée en application du 37° de l'article 81, n'est pas prise en compte pour le bénéfice des dispositions du présent article.

« 3. Les dépenses mentionnées au 1 sont retenues, pour leur montant effectivement supporté, dans la limite de 12 000 €, sous réserve des plafonds prévus à l'article D. 7233-5 du code du travail dans sa rédaction en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

« La limite de 12 000 € est portée à 15 000 € pour la première année d'imposition pour laquelle le contribuable bénéficie des dispositions du présent article au titre du a du 1.

« Cette limite est portée à 20 000 € pour les contribuables mentionnés au 3° de l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale, ainsi que pour les contribuables ayant à leur charge une personne, vivant sous leur toit, mentionnée au même 3°, ou un enfant donnant droit au complément d'allocation d'éducation de l'enfant handicapé prévu par le deuxième alinéa de l'article L. 541-1 du même code.

« La limite de 12 000 € est majorée de 1 500 € par enfant à charge au sens des articles 196 et 196 Bis au titre de chacun des membres du foyer fiscal âgé de plus de soixante-cinq ans. La majoration s'applique également aux ascendants visés au premier alinéa du 2 remplissant la même condition d'âge. Le montant de 1 500 € est divisé par deux pour les enfants réputés à charge égale de l'un et l'autre de leurs parents. La limite de 12 000 € augmentée de ces majorations ne peut excéder 15 000 €.

« Toutefois, lorsque les dispositions du deuxième alinéa sont applicables, la limite de 15 000 € fait l'objet des majorations prévues au présent alinéa et le montant total des dépenses ne peut excéder 18 000 €.

« 4. Le crédit d'impôt est égal à 50 % des dépenses mentionnées au 3 au titre des services définis à l'article D. 7241-1 du code du travail fournis dans les conditions prévues au 2, supportée par le contribuable au titre de l'emploi d'un salarié mentionnée au 1.

« Le crédit d'impôt est imputé sur l'impôt sur le revenu après l'imputation des réductions d'impôt mentionnées aux articles 199 quater B à 200 bis, des crédits d'impôt et prélèvements ou retenues non libératoires. S'il excède l'impôt dû, l'excédent est restitué.

« 5. Les sommes mentionnées au 1 ouvrent droit au bénéfice du crédit d'impôt, sous réserve que le contribuable indique, dans la déclaration prévue à l'article 170 du présent code, les activités relevant de l'article D. 7231-1 du code du travail au titre desquelles elles ont été versées et qu'il soit en mesure de présenter, à la demande de l'administration fiscale, les pièces justifiant du paiement des salaires et des cotisations sociales, de l'identité du bénéficiaire, de la nature et du montant des prestations effectuées. »

II. – Le a) du 1. de l'article 199 sexdecies est abrogé.

### **OBJET**

Cet amendement vise à clarifier le régime fiscal du crédit d'impôt service à la personne. Dans un souci d'améliorer la lisibilité de ce dispositif, il est proposé de disjoindre, dans le code général des impôts, les dépenses engagées par des particuliers employeurs (qui seraient dorénavant encadrées par l'article 199 sexdecies A du code général des impôts) et celles versées à des organismes de service à la personne (qui resteraient encadrées par l'article 199 sexdecies).

Il s'agit de clarifier l'utilisation de cette dépense fiscale, à droit constant, afin d'améliorer la lisibilité budgétaire. Cet amendement n'implique donc pas de pertes de recettes pour l'État.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes CORBIÈRE NAMINZO et MARGATÉ, MM. GAY, BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

ARTICLE 6

Après l'alinéa 74

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

4° bis A Au 4 du I de l'article 224 quater, après le mot : « neufs », sont insérés les mots : « définies par décret ».

II. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

« .... – Le 4° bis A du II n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

« .... – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services. »

**OBJET**

Cet amendement des sénatrices et sénateurs du groupe CRCE-K et travaillé avec l'Union Sociale pour l'Habitat Outre-Mer et l'USH, a pour objectif de préciser le périmètre d'intervention et le champ d'application du crédit d'impôt dont l'extension aux opérations de rénovation et de réhabilitation des logements sociaux hors QPV a été annoncée par le CIOM du 18 Juillet 2023.

En effet, les critères des opérations éligibles à cette réduction échappe à une définition précise des critères.

Par ailleurs, la mention « voisines du neuf » est capitale et doit faire l'objet d'une définition par décret pour rendre opérationnelle une telle mesure.

Il est donc proposé de faire paraître un décret qui permettra aux logements sociaux situés hors QPV de bénéficier des crédits d'impôt applicables pour le reste du territoire Français.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes Sylvie ROBERT et MONIER, MM. KANNER et ÉBLÉ, Mme BROSEL, M. CHANTREL,  
Mme DANIEL et MM. LOZACH, ROS, ZIANE et FAGNEN

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 VICIES**

Après l'article 5 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À la troisième phrase du b du II de l'article 220 octies du code général des impôts, les mots : « dans la limite du nombre d'albums d'expression française ou dans une langue régionale en usage en France, produits la même année au cours du même exercice par la même entreprise » sont supprimés.

II. – Le I s'applique aux demandes d'agrément à titre provisoire prévues au IV de l'article 220 octies du code général des impôts déposées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

III. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le crédit d'impôt pour production phonographique (CIPP) a été créé en 2007, il a pour but de préserver la filière musicale francophone et française et promouvoir le rayonnement culturel français. En 2020, il a été aménagé avec l'introduction d'une disposition qui permet aux producteurs phonographiques microentreprises qui produisent un album non francophone d'être aidés dans la mesure où ils produisent par ailleurs un album francophone dans leur catalogue la même année.

Cet aménagement se révèle inadapté et continue d'exclure *de facto* les producteurs phonographiques dont le catalogue n'est pas très majoritairement francophone, quand bien même leur production est française, soutient l'émergence de nouveaux talents et est effectuée au sein d'une microentreprise, conformément aux objectifs de ce dispositif fiscal.

L'objectif de cet amendement est donc d'aménager le critère de francophonie pour les labels microentreprises exclusivement, conformément aux préconisations rendues par le cabinet Technopolis pour le compte du Centre National de la Musique et du ministère de la Culture dans sa dernière évaluation du CIPP.

En effet il existe des petits labels spécialisés qui contribuent à assurer la diversité culturelle (musiques du monde, classique protégé, etc.) et le renouvellement de la production phonographique française et qui selon cette même étude, mériteraient de bénéficier pleinement du dispositif.

Cet aménagement permettrait ainsi aux micro-labels qui produisent en France, salarient les artistes et les techniciens en France, paient leurs cotisations sociales et leurs impôts en France de bénéficier enfin de ce dispositif fiscal.

Cela permettrait à ce secteur économique de se renforcer et de se développer, grâce à un soutien à la prise de risque plus affirmé.

Cela représenterait enfin un soutien significatif à cette production qui fait rayonner la France à l'export, au travers de la diversité des musiques produites pour un coût relativement modeste, évalué à moins de 800 000 euros.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes Sylvie ROBERT et MONIER, MM. KANNER et ÉBLÉ, Mme BROSSEL, M. CHANTREL,  
Mme DANIEL et MM. LOZACH, ROS, ZIANE et FAGNEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 5 SEXVVICES****I. - Après l'alinéa 4**

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

...° Au e du 2° du II de l'article 220 sexdecies du code général des impôts, le mot : « douze » est remplacée par le mot : « dix-huit ».

**II. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :**

.... – Le présent article ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le crédit d'impôt théâtre créé par la LOI n°2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 - art. 22 (V) n'a pu être que partiellement mobilisé par les entreprises en 2021 compte tenu de la crise COVID.

En 2022, elles ont commencé à pouvoir s'emparer de ce dispositif.

Au regard de ce qui précède, les travaux d'évaluation du crédit d'impôt théâtre sur la dynamique de la filière théâtrale n'ont pas pu être menés de façon satisfaisante.

Néanmoins, à l'instar de l'étude qui a pu être menée par le CNM pour le crédit d'impôt spectacle vivant (CISV) on peut par parallélisme légitimement estimer que ce crédit d'impôt contribue à préserver la richesse et la diversité du tissu des producteurs de théâtre en soutenant principalement les PME et TPE du secteur.

Le Crédit d'impôt théâtre a aussi un effet notable sur l'emploi, dès lors qu'il n'est accessible qu'à partir de l'emploi de six artistes. Il permet l'augmentation de l'ambition et de la qualité des spectacles de théâtre tout en préservant leur diversité artistique et en soutenant leur diffusion sur l'ensemble du territoire national.

Il apparaît néanmoins que le critère restrictif de diffusion dans deux lieux différents sur une période de douze mois consécutifs ne correspond pas au cycle d'exploitation d'une pièce de théâtre avec une phase de création dans un lieu pour une première série de dates plus ou moins longue, puis d'organisation de la tournée. C'est pourquoi un allongement de la période à dix-huit mois apparaît nécessaire pour justifier de la diffusion dans au moins deux lieux distincts.

Le présent amendement propose par conséquent de modifier l'un des critères non efficient du crédit d'impôt théâtre.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. FÉRAUD, Mmes BROSSEL et de LA GONTRIE et M. JOMIER

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 10 TER**

Rédiger ainsi cet article :

Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 4° de l'article 261 D est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ... Aux locations de meublés de tourisme au sens du I de l'article L. 324-1-1 du code du tourisme. » ;

2° Après le III de l'article 293 B, il est inséré un paragraphe ainsi rédigé :

« ... Le chiffre d'affaires limite de la franchise prévue au I est fixé à 5 000 € pour les locations de meublés de tourisme au sens du I de l'article L. 324-1-1 du code de tourisme. »

**OBJET**

L'article 10 ter est issu d'un amendement du Gouvernement à l'Assemblée nationale et consiste à modifier le régime de TVA applicable au secteur hôtelier et aux locations touristiques.

Les locations de meublés de tourisme se sont, en effet, considérablement développées dans toutes les zones touristiques avec l'apparition des plateformes de location (Airbnb, etc.).

En pratique, ces activités sont aujourd'hui en concurrence directe avec les activités traditionnelles d'hébergement : hôtels, campings, etc. Les touristes consultent, en effet, les annonces en ligne et font des comparaisons avec les offres traditionnelles des hôtes /campings selon le prix, leur localisation etc...

Or, contrairement aux hôtels, les locations de meublés de tourisme ne sont soumises à la TVA que si elles sont assorties d'au moins trois des prestations para-hôtelières suivantes : le petit déjeuner, le nettoyage régulier des locaux, la fourniture de linge de maison, et la réception de la clientèle.

Le Conseil d'Etat vient de confirmer dans un avis du 5 juillet 2023 que ces critères n'étaient pas conformes au droit communautaire et créaient une distorsion de concurrence.

Or, pour mettre fin à cette distorsion de concurrence, au lieu de proposer naturellement la taxation à la TVA des locations de meublés de tourisme, le Gouvernement propose au contraire d'étendre au secteur hôtelier les critères des locations de meublés de tourisme !

En d'autres termes, le Gouvernement propose de ne rien changer puisqu'en pratique :

- les locations de meublés de tourisme resteront une pratique toujours exonérées de TVA ;
- les chambres d'hôtels resteront soumises à la TVA.

Par ailleurs, le Gouvernement, avec cet amendement, dont le coût n'est pas mentionné, va inciter à l'émergence d'hôtels sans services, ce qui ne sera pas sans conséquence sur l'emploi.

La proposition du Gouvernement consiste donc à appliquer le modèle « Airbnb » au secteur de l'hôtellerie !

Enfin, la proposition du Gouvernement étant dépourvue de toute analyse économique, il ne peut être exclu que certains petits hôtels se retrouvent immédiatement exonérés de TVA avec pour conséquence de devoir reverser la TVA qu'ils ont pu déduire sur des travaux.

Il est donc proposé de soumettre à la TVA les locations de meublés de tourisme. Le seuil de la franchise de TVA serait également abaissé à 5 000 € de recettes annuelles pour ce type d'activités.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. FÉRAUD, Mmes BROSSEL et de LA GONTRIE et M. JOMIER

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 23 TER**

Alinéa 8

Après le mot :

acquitter

insérer les mots :

, directement ou indirectement,

**OBJET**

**L'article 23 ter introduit par l'Assemblée nationale** vise à éviter les pratiques d'évitement de l'impôt utilisant les différences de règles d'imposition des cessions immobilières selon qu'elles interviennent directement ou par le biais de sociétés.

Le dispositif proposé a pour objectif de corriger une forte distorsion fiscale au détriment de nos concitoyens qui s'acquittent de droits de mutation à titre onéreux (DMTO) dont l'assiette est constituée de l'intégralité du prix d'acquisition de leurs immeubles sans possibilité d'une telle déduction; et, d'autre part, d'éviter des comportements d'optimisation fiscale pénalisant les comptes publics de l'État et des collectivités locales, étant donné que les sociétés à prépondérance immobilière ont recours à des emprunts et comptes courants à seule fin de minorer l'assiette du droit d'enregistrement.

Sont notamment soumis aux droits de mutation à titre onéreux (DMTO) :

- La cession d'un bien immobilier (articles 683 et 1594 D du code général des impôts – CGI)
- La cession de droits sociaux représentatifs d'actifs immobiliers (article 726 du CGI) par des personnes morales à prépondérance immobilière (PMPI).

Ces deux régimes présentent chacun leurs spécificités, notamment en matière de calcul de la base imposable, de taux applicable et d'affectation du produit de cet impôt.

Dans ce cadre, il est apparu que certains contribuables structurés en PMPI minoreraient l'assiette imposable aux DMTO applicables aux droits sociaux, ou éluderaient les DMTO applicables aux cessions immobilières, alors même que les droits cédés confèrent en réalité la jouissance d'un bien immobilier.

Par conséquent, en cohérence avec le plan de lutte contre toutes les fraudes, l'article 23 ter propose de renforcer les obligations déclaratives relatives aux cessions de droits sociaux de personnes morales à prépondérance immobilière en matière de DMTO.

L'obligation déclarative proposée permettra ainsi d'appliquer le régime des DMTO applicables aux cessions immobilières aux opérations qui en relèvent, conformément au droit en vigueur, tout en assurant la capacité de l'administration fiscale à les contrôler ensuite.

Cette nouvelle obligation déclarative vise à informer l'administration fiscale si :

- Les droits sociaux cédés sont afférents à une société transparente au sens de l'article 1655 ter afin que soit appliqué, le cas échéant, le régime des DMTO applicable à la cession d'un bien immobilier ;
- L'opération de cession conduit à conférer à l'acquéreur la jouissance de tout ou partie de l'immeuble détenu par la société dont les droits sociaux sont cédés, qu'ils soient acquis directement ou par l'intermédiaire d'une ou plusieurs sociétés contrôlées par le cessionnaire ;
- L'acquéreur s'engage à acquitter des dettes, telles que les avances en compte courant d'associés, contractées par la société auprès du cédant.

C'est ce dernier point que le présent amendement propose de renforcer pour lui donner sa pleine effectivité. Lorsque l'acquéreur a acquitté ou s'engage à acquitter les dettes du cédant, le nouveau champ déclaratif couvre uniquement le paiement direct entre le cédant et le cessionnaire.

Mais dans la plupart des cas, il n'y a pas de paiement direct entre le cédant et le cessionnaire. Le schéma usuel est une mise à disposition, par le cessionnaire à la société, des sommes nécessaires au remboursement par la société des sommes qu'elle doit au cédant. Il s'agit donc d'un paiement essentiellement indirect.

En l'état, le remboursement par l'acquéreur des dettes contractées par le cédant échapperait à l'obligation déclarative s'il continuait à s'effectuer de manière indirecte, par l'intermédiaire de la banque notamment.

C'est pourquoi, le présent amendement vise à préciser que le paiement, direct ou indirect, des dettes contractées par le cédant entre bien dans le champ déclaratif proposé.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. FÉRAUD, Mmes BROSSEL et de LA GONTRIE et M. JOMIER

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 23 TER**

Après l'article 23 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le premier alinéa du II de l'article 726, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« S'agissant des titres visés au 2° du I, à l'exception des titres de sociétés civiles de placement immobilier offerts au public, l'assiette du droit d'enregistrement est égale, à concurrence de la fraction des titres cédés, à la valeur réelle des seuls biens et droits immobiliers détenus, directement ou indirectement, au travers d'autres personnes morales à prépondérance immobilière. » ;

2° A l'article 1594 B, les mots : « aux droits dus sur les actes de société, » sont supprimés ;

II. Le 3° de l'article L. 213-1 du code de l'urbanisme est ainsi modifié :

1° A la première phrase, les mots : « civile immobilière » sont supprimés ;

2° Est ajoutée une phrase ainsi rédigée : « La déclaration d'intention d'aliéner est alors accompagnée d'un état de la situation sociale, financière et patrimoniale de la société. »

**OBJET**

Le présent amendement vise à modifier le calcul de l'assiette du droit d'enregistrement au taux de 5 % applicable lors de la cession des participations dans des personnes morales à prépondérance immobilière.

L'assiette de ce droit d'enregistrement est actuellement la valeur nette des parts ou actions cédées, obtenue en déduisant de la valeur réelle des biens et droits immobiliers le montant de la totalité des dettes (emprunts et comptes courants) contractés par la société à prépondérance immobilière.

Or, cette méthode de calcul conduit, d'une part, à une forte distorsion fiscale au détriment de nos concitoyens qui s'acquittent de droits de mutation à titre onéreux (DMTO) dont l'assiette est constituée de l'intégralité du prix d'acquisition de leurs immeubles sans possibilité d'une telle déduction et, d'autre part, à des comportements d'optimisation fiscale pénalisant les comptes publics de l'État et des collectivités locales, étant donné que les sociétés à prépondérance immobilière ont recours à des emprunts et comptes courants à seule fin de minorer l'assiette du droit d'enregistrement.

Il est donc proposé, dans un souci d'équité fiscale et de limitation des abus, d'asseoir les droits d'enregistrement, à concurrence du nombre de titre cédés, sur la valeur réelle des seuls immeubles et droits immobiliers détenues par ces personnes morales.

En outre, cet amendement propose donc d'intégrer dans le champ du droit de préemption prévu par le code de l'urbanisme les transactions immobilières effectuées sous la forme de « share deals » dès lors que la cession des titres de la société a pour objet de conférer à la société bénéficiaire la majorité des droits sur un actif immobilier.

Le droit de préemption s'appliquerait à l'ensemble des sociétés, y compris commerciales, au-delà des seules sociétés civiles immobilières (SCI).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. FÉRAUD, Mmes BROSSEL et de LA GONTRIE et M. JOMIER

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 QUATERDECIES**

Après l'article 27 quaterdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le A de l'article 1594-0-G du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le I est ainsi modifié :

a) Les mots : « d'acquisition » sont remplacés par les mots : « initial d'acquisition, ou un acte complémentaire signé dans les douze mois suivants celui-ci, » ;

b) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Un décret précise les pièces justificatives accompagnant l'engagement mentionné au présent I, incluant notamment, le cas échéant, la demande d'autorisation d'urbanisme nécessaire à la réalisation des travaux. » ;

2° Le IV est ainsi modifié :

a) À la dernière phrase, les mots : « notification d'un refus motivé de l'administration » sont remplacés par le mot « réponse » et le mot : « acceptation » est remplacé par le mot : « refus » ;

b) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Un décret précise les pièces justificatives permettant de démontrer que les travaux mentionnés au I ont connu un début de réalisation et d'attester la nécessité de la prorogation. » ;

3° Après le IV bis, il est inséré un IV ... ainsi rédigé :

« IV .... – L'autorité compétente de l'État mentionnée aux IV et IV bis informe les collectivités du montant des exonérations accordées en application du présent A pour les acquisitions réalisées sur leur territoire et des motifs qui les ont justifiées. Les modalités de cette information sont prévues par décret. »



**OBJET**

L'article 1594-0 G du code général des impôts permet aux entreprises assujetties à la TVA de bénéficier d'une exonération de DMTO si elles s'engagent à réaliser des travaux concourant à la production d'un immeuble neuf dans leur acte d'acquisition dans un délai de 4 ans.

Ces demandes sont adressées aux services de l'État, qui, suite à l'instruction des dossiers, peuvent accorder le dégrèvement. Celui-ci est à la charge des collectivités territoriales ayant bénéficié du produit des droits d'enregistrement au moment de la mutation à titre onéreux.

Cet amendement vise à renforcer les contrôles sur l'accord de ces dégrèvements par quatre moyens.

Tout d'abord, il impose de demander des pièces complémentaires au moment de l'engagement pris dans l'acte d'acquisition de l'immeuble. Ainsi, le seul engagement ne suffit plus, il s'agit désormais de prouver que cet engagement s'inscrit dans une démarche réelle notamment avec la production d'une autorisation d'urbanisme.

De même, les restitutions de droit d'enregistrement peuvent survenir plusieurs années après la perception du produit par les collectivités car l'engagement est pris dans un acte complémentaire. Il est ainsi proposé de limiter à un an le délai entre l'acte initial de vente et l'acte complémentaire afin de bénéficier de cette exonération.

De plus, en l'état actuel du droit, le délai de 4 ans peut être prorogé sur simple courrier recommandé adressé à la DRFIP. Cet amendement propose donc de renforcer le contrôle lors de la prorogation du délai notamment par la communication de preuves sur le début des travaux et sur la justification de l'impossibilité de tenir le délai de 4 ans.

Enfin, du fait de la charge financière que représentent ces restitutions dans les budgets locaux, il est proposé un renforcement de l'information auprès des collectivités territoriales qui sont amenées à reverser ces DMTO parfois plusieurs années après la mutation elle-même. Il permettrait donc la communication des dossiers et justificatifs réalisés par les entreprises demandant le bénéfice de l'exonération permise par l'article 1594-0 G du CGI aux collectivités territoriales.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DANTEC, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 12

Après l'article 12

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Une fraction du produit de la fraction perçue en métropole sur les produits énergétiques, autres que les gaz naturels et les charbons, de l'accise sur les énergies prévue à l'article L. 312-1 du code des impositions sur les biens et services revenant à l'État, est attribuée aux collectivités territoriales, collectivités à statut particulier et établissements publics territoriaux ayant adopté un plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement. Cette fraction est calculée de manière à ce que le montant versé à chaque collectivité concernée s'élève à 10 euros par habitant pour les établissements publics de coopération intercommunale et la métropole de Lyon. Par exception, cette fraction est calculée pour être égale, sur le territoire de la métropole du Grand Paris, à hauteur de 5 euros par habitant pour la métropole du Grand Paris, à 5 euros par habitant pour ses établissements publics territoriaux et à 5 euros par habitant pour Paris.

II. – Une fraction du produit de la fraction perçue en métropole sur les produits énergétiques, autres que les gaz naturels et les charbons, de l'accise sur les énergies prévue à l'article L. 312-1 du code des impositions sur les biens et services revenant à l'État est attribuée aux collectivités territoriales ayant adopté un schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie conformément à l'article L. 222-1 du code de l'environnement ou un schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires conformément à l'article L. 4251-1 du code général des collectivités territoriales. Cette fraction est calculée de manière à ce que le montant versé à chaque collectivité concernée s'élève à 5 euros par habitant.

III. – Les modalités d'attribution des fractions prévues aux I et II du présent article sont fixées dans le contrat de relance et de transition écologique conclu entre l'État et la collectivité ou le groupement concerné, la région pouvant être cocontractante des contrats avec les collectivités territoriales de son territoire.

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État des I, II et III est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

## **OBJET**

Cet amendement est voté par le Sénat depuis le Projet de loi de finances pour 2017, puis est supprimé par l'Assemblée nationale lors de la seconde lecture. Il a également été adopté par le Sénat, avec cette rédaction, lors du Projet de loi « Climat et Résilience », mais n'a pas été conservé en commission mixte paritaire.

En France, l'élaboration et la mise en œuvre des plans climat-air-énergie territoriaux (PCAET) à l'échelle des intercommunalités, et celles du volet climat et énergie des schémas régionaux d'aménagement et de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) doivent permettre de structurer l'engagement généralisé des territoires en faveur de la transition énergétique.

Ces dernières années, le champ d'action des collectivités territoriales dans la transition énergétique et la planification écologique s'est considérablement élargi. La perspective de devoir préparer les territoires à une augmentation moyenne des températures de 4°C dans le courant du XXI<sup>e</sup> siècle va nécessiter pour les territoires, beaucoup d'études, de personnels formés et d'informations pour la population, donc de nouveaux moyens dédiés. La dotation climat s'inscrit donc résolument dans la logique de ces évolutions :

- Prendre en charge, dans la durée, les coûts de fonctionnement liés à la mise en œuvre des PCAET ; - Permettre de démultiplier les actions dans les territoires, en donnant notamment aux petites intercommunalités plus de moyens pour monter les dossiers de financement de leurs projets (efficacité énergétique, ENR, adaptation...). Il est aujourd'hui admis que « l'argent existe » (tiers financement, prêts...), mais que le facteur limitant est souvent celui de l'ingénierie territoriale ; - Accompagner la mise en place de COP régionales, le renforcement des besoins d'ingénierie territoriale du fonds vert, l'élaboration urgente des diagnostics de vulnérabilité des PCAET ; - Renforcer les moyens d'information et de mobilisation des populations, dont le rôle est essentiel, notamment pour la rénovation du parc bâti privé et l'évolution des comportements qu'impliquent des modes de vie « bas-carbone ».

Si l'élaboration d'un plan ou schéma coûte environ 1 euro par habitant, sa mise en œuvre et son animation à l'échelle du territoire coûte 100 à 200 euros par habitant. Mais entre les deux, la capacité d'ingénierie dans le montage des projets et d'animation du territoire est centrale. Cet amendement vise donc à doter les collectivités en charge de l'élaboration et de la mise en œuvre des PCAET et des SRADDET d'un montant de 10 euros par habitant pour les EPCI et de 5 euros par habitant pour les SRADDET. Ces montants ayant été estimés par les réseaux de collectivités portant cette proposition de dotation climat.

L'action des collectivités dans ce domaine implique également de développer des moyens d'ingénierie dans les territoires, ce qui suppose des moyens financiers pérennes. Elle peut par ailleurs se concrétiser via les contrats de relance et de transition écologique (CRTE).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DANTEC, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

I. – Alinéas 2 à 5

Supprimer ces alinéas.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

Prêt bancaire ayant pour objectif de favoriser l'octroi de prêts aux ménages les moins favorisés, le prêt à taux zéro a permis l'accession à la propriété de nombreux ménages depuis sa mise en place en 1995.

Au vu de son intérêt social et de son efficacité économique pour inciter à construire de nouveaux logements, les mesures envisagées par le gouvernement pour en prolonger l'application jusqu'en 2027, ainsi que le relèvement des plafonds de revenus des deux premières tranches de bénéficiaires, la création d'une quatrième tranche de bénéficiaires, et l'augmentation de la part du prix d'achat du logement pouvant être financée par le PTZ (à 50 %) apparaissent logiques.

Toutefois, le fait de conditionner son octroi à la localisation du logement neuf dans une zone géographique se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements, dite zone tendue, pose plusieurs problèmes :

- elle limite fortement le nombre de communes et, partant, de primo-accédants pouvant prétendre à ce prêt : 1434 communes sont classées en zone tendue sur 34 945, soit 4 % des communes ;
- elle suggère que les problèmes d'accession à la propriété et de construction de logements seraient exclusivement circonscrits aux zones tendues.

La mise en place de cette nouvelle condition conduit paradoxalement à augmenter la demande de logements en zone tendue, en y créant une incitation financière, alors que l'enjeu est au contraire de favoriser une meilleure répartition de cette demande sur tout le territoire.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DANTEC, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le b quater de l'article 279 du code général des impôts est complété par les mots : « , à l'exception des transports aériens intérieurs ».

**OBJET**

Dans la droite ligne des propos du ministre délégué chargé des Transports, Clément Beaune, qui affirmait en septembre 2023, que le principe d'une « contribution supplémentaire du secteur aérien » était « acté[e] » pour « financer les secteurs [du transport] les moins polluants », cet amendement vise à supprimer la politique accommodante dont bénéficie le transport aérien national en instaurant un taux de TVA de 20 % sur les billets d'avion des vols domestiques (hors régimes spécifiques applicables aux vols à destination et provenance des territoires d'Outre-mer et de la Corse).

Il s'agit ici de lutter contre les distorsions de concurrence favorables à l'aviation et d'envoyer un signal cohérent avec l'accord de Paris et les engagements climatiques de la France.

D'après l'ADEME, le transport aérien émet 14 à 40 fois plus de CO2 que le train par kilomètre parcouru et personne transportée. En plus de l'impact sur le climat, l'aviation génère des polluants qui dégradent la qualité de l'air et la santé humaine (particules fines, monoxyde de carbone).

Rien ne justifie donc que le transport aérien bénéficie d'un taux de TVA réduit.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DANTEC, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 SEXIES

Après l'article 16 sexies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le tableau constituant le deuxième alinéa de l'article L. 422-22 du code des impositions sur les biens et services est ainsi rédigé :

«

Destination finale	Services additionnels à bord dont bénéficie le passager, sans supplément de prix, par rapport à d'autres passagers	Minimum (€)	Maximum (€)	Usage d'un jet privé (€)
Européenne ou assimilée	Aucun service additionnel	1,13	2,63	810€
	Présence de services additionnels	11,27	20,27	
Tierce	Aucun service additionnel	4,51	7,51	2550€
	Présence de services additionnels	45,07	63,07	

».

II. – Le I entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

**OBJET**

Cet amendement vise à rendre cohérente et efficiente la taxe de solidarité sur les billets d'avion, dite « taxe Chirac », en appliquant un montant spécifique aux avions privés affrétés par un particulier ou une entreprise, hors vols commerciaux classiques.

Il est anormal que l'aviation d'affaires soit exemptée de cette éco contribution solidaire. C'est pourquoi, il est ajouté une tranche concernant l'usage de jets privés dont la pollution a augmenté de près d'un tiers en 15 ans selon un rapport de l'ONG Environnement et Transport datant du 27 mai 2021. Cette croissance est même supérieure à celle des lignes commerciales. Ce mode de transport est dix fois plus polluant qu'un avion de ligne et cinquante fois plus que le train. C'est sur cette base d'émissions 10 fois supérieures par passager, pour un nombre moyen de 4 passagers transportés et bénéficiant de services additionnels, que nous avons calculé à partir du montant maximum applicable un forfait de 810 euros pour un vol dont la destination finale est européenne ou assimilée, et de 2550 euros pour une destination finale tierce.

Il s'agit ici de simple justice fiscale et climatique. Les Français ne comprennent pas cette exonération des jets privés de l'effort collectif, et cette absence de taxation d'un transport particulièrement polluant a pour effet de décrédibiliser la totalité de l'action climatique du gouvernement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DANTEC, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 SEXIES

Après l'article 16 sexies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Au 1<sup>o</sup> de l'article L. 422-45 du code des impositions sur les biens et services, le montant : « 1,38 € » est remplacé par le montant : « 46,60 € ».

**OBJET**

Cet amendement prévoit d'augmenter le montant actuel de la taxe sur le fret aérien afin de lutter contre les distorsions de concurrence favorables à l'aviation et d'envoyer un signal cohérent avec l'Accord de Paris et les engagements climatiques de la France.

La taxe sur l'aviation civile est assise sur le nombre de passagers et la masse de fret ou de courrier embarqués en France, quelles que soient les conditions tarifaires accordées par le transporteur.

La direction générale de l'aviation civile considère qu'une unité de trafic correspond à 1 passager ou à 100 kg de fret, soit 0,1 tonne.

Pourtant, le niveau de la taxe sur l'aviation civile ne respecte pas ce principe. En effet, un passager, soit une unité de trafic, paie entre 4,66 € de taxe pour un vol intra Union européenne et 8,37 € pour toutes autres destinations, tandis qu'une tonne de fret, soit 10 unités de trafic, est actuellement taxée à 1,38 €. Cette absence de proportion équivaut à une niche fiscale hautement contestable accordée au fret aérien, sans justification.

Dans un contexte de prise de conscience de l'empreinte carbone du transport aérien, et alors même que le transport de fret aérien alimente essentiellement la mainmise des GAFA sur le commerce en ligne, il serait à la fois logique et cohérent de remonter la taxe de l'aviation civile sur le fret à 46,6 € soit le même montant, rapporté au poids, que pour les passagers.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DANTEC, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 QUATERDECIES**

Après l'article 27 quaterdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après l'article 1607 bis du code général des impôts, il est inséré un article ainsi rédigé :

« Art. 1607 .... – Il est institué, au profit des établissements mentionnés au premier alinéa de l'article 1607 bis, une taxe additionnelle à la taxe d'habitation due au titre des résidences secondaires et autres logements meublés non affectés à l'habitation principale situés dans les zones géographiques mentionnées au I de l'article 232.

« Le taux de la taxe additionnelle, applicable à l'assiette de la taxe d'habitation déterminée en application de l'article 1409, est compris entre 0 et 25 %. Il est arrêté dans les conditions mentionnées aux deuxième à quatrième alinéas de l'article 1607 bis pour le produit de la taxe spéciale d'équipement.

« Le II de l'article 1407 ter et les articles 1408, 1413 et 1414 sont applicables.

« Les cotisations sont établies et recouvrées, les réclamations sont présentées et jugées comme en matière de contributions directes.

« Les conditions d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'État. »

**OBJET**

Au cours des vingt-cinq dernières années, la France a connu une hausse vertigineuse des prix de l'immobilier et du foncier. Elle frappe aujourd'hui la quasi-totalité des régions et oblige les populations locales à se loger toujours plus loin de leurs lieux de travail et de socialisation. L'un des facteurs explicatifs de ce renchérissement des prix de l'immobilier et du coût du logement est l'accroissement rapide du nombre de résidences secondaires, notamment du fait de la transformation d'habitations principales.

Cet amendement vise à instituer, au profit des établissements publics fonciers d'État et locaux ainsi qu'au profit de l'office foncier de Corse, une taxe additionnelle à la taxe d'habitation due au titre des résidences secondaires et autres logements meublés non affectés à l'habitation principale.

Nb : La rectification consiste en un changement de place de l'article additionnel après l'article 6 vers l'article additionnel après l'article 27 quaterdecies.

Cette taxe, dont le taux peut être fixé dans une fourchette de 0 à 25 %, vise à permettre à ces établissements de préempter et de financer les acquisitions foncières et immobilières participant du rééquilibrage de l'habitat et des activités économiques. Cette action joue un rôle important pour la réalisation de logements, notamment de logements sociaux, en cohérence avec les priorités définies par les programmes locaux de l'habitat.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DANTEC, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 11

Après l'article 11

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article L. 312-58 du code des impositions sur les biens et services est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Ce tarif réduit n'est pas applicable aux produits mentionnés au premier alinéa lorsque le déplacement s'effectue par voie aérienne et à l'intérieur du territoire français, hors vols à destination et en provenance des territoires d'Outre-mer et de la Corse. »

**OBJET**

Cet amendement vise à mettre fin au tarif réduit pour les carburants ou combustibles consommés pour les vols aériens internes.

Le kérosène (ou carburéacteur) utilisé par les avions est exonéré de l'imposition sur les produits énergétiques (ex-TICPE), alors qu'il est fortement émetteur de gaz à effet de serre (GES). En effet, le transport aérien est aujourd'hui le mode de transport qui émet le plus de dioxyde de carbone (CO2) par passager transporté.

Le kérosène est le seul carburant à échapper totalement à toute taxe alors que les autres carburants sont tous taxés à des degrés divers. Cette exception est non seulement une aberration écologique mais également une distorsion de concurrence favorable au secteur aérien au détriment du rail, ce qui va à l'encontre des engagements climatiques de la France.

Si la convention de Chicago de 1944 exempte de toute taxe le carburant aérien destiné aux vols internationaux, elle n'empêche pas la taxation pour les vols domestiques, qui est effective dans des pays comme les États-Unis ou le Japon. En France, pourtant, le carburant utilisé pour les vols intérieurs est totalement exonéré de taxe sur la consommation énergétique.

D'après le Réseau Action Climat, la suppression de cette dépense néfaste au climat permettrait à la France d'économiser 500 millions d'euros par an.

À travers cet amendement, il s'agit donc de rétablir une fiscalité socialement plus juste et davantage conforme aux objectifs de lutte contre le dérèglement climatique.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DANTEC, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 11

Après l'article 11

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article L. 312-58 du code des impositions des biens et services est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Ce tarif réduit n'est pas applicable aux produits mentionnés au premier alinéa lorsque la prestation relève d'un service non régulier de transport aérien public concernant les liaisons aériennes à l'intérieur du territoire français ».

**OBJET**

Cet amendement vise la suppression de l'exonération du kérosène pour les entreprises de transport aérien public qui offre des services aériens non réguliers. Ces services correspondent aux locations de jets privés.

Le kérosène (ou carburéacteur) utilisé par ces avions est exonéré de l'imposition sur les produits énergétiques (ex-TICPE), alors qu'il est fortement émetteur de gaz à effet de serre (GES). En effet, le transport aérien est aujourd'hui le mode de transport qui émet le plus de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) par passager transporté. En particulier, les jets privés sont un mode déplacement particulièrement émetteur de gaz à effet de serre et son exonération injustifiée de taxe sur les carburants réduit l'acceptabilité sociale de la transition climatique.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme BERTHET

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I.- Le septième alinéa de l'article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques est ainsi rédigé :

« Par dérogation aux dispositions du premier alinéa du présent article, l'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public est délivrée gratuitement pour toute activité soumise au paiement de redevances sous la forme de baux ou de licences consentis à titre onéreux l'autorisant déjà à occuper ou utiliser le domaine public. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Depuis le dernier renouvellement des baux de pêche fluviaux et lacustres de l'Etat pour la période 2017-2021, l'autorisation d'amarrage et de stationnement des bateaux de pêche n'est attribuée aux pêcheurs professionnels que moyennant le paiement de la redevance prévue à l'article L.2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques (CG3P).

Or, contrairement aux autres navigants professionnels du domaine public, les pêcheurs professionnels paient déjà un droit d'occupation de ce domaine, sous forme de loyers, les autorisant à amarrer et stationner leurs embarcations, naviguer et exercer une activité économique.

Afin de répondre à cette situation, l'article 172 de la Loi de Finances pour 2022 devait permettre aux pêcheurs professionnels de pouvoir continuer à occuper le domaine public sans paiement supplémentaire pour la délivrance de l'autorisation d'occupation.

Cependant, cette disposition n'est qu'une possibilité laissée à l'appréciation de la structure qui gère le domaine public fluvial ou lacustre. On constate ainsi déjà des disparités.

C'est pourquoi il est proposé que les pêcheurs professionnels en eau douce puissent bénéficier de la gratuité systématique pour la délivrance de l'AOT.









## AM E N D E M E N T

présenté par  
Mme BERTHET

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Au deuxième alinéa de l'article 1609 quater du code général des impôts, après la première occurrence des mots : « coopération intercommunale », sont insérés les mots : « , ou exclusivement d'établissements publics de coopération intercommunale, ».

### OBJET

Cet amendement souhaite permettre aux syndicats mixtes composés exclusivement d'établissement public de coopération intercommunale de lever une part additionnelle aux quatre taxes directes locales (TFPB, TFPNB, taxe d'habitation sur les résidences secondaires, CFE).

Selon l'article 1609 quater du code général des impôts, cette possibilité est aujourd'hui réservée aux seuls syndicats mixtes composés exclusivement de communes ou les syndicats mixtes composés de communes et d'EPCI, en remplacement de la contribution budgétaire des communes associées.

Il s'agit donc d'élargir cette possibilité à d'autres types de syndicats de mixte.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes BERTHET et PUISSAT, MM. GENET, PELLEVAT, PANUNZI, CHATILLON, BOUCHET et Daniel LAURENT, Mme DUMAS, M. Henri LEROY et Mmes DUMONT et LASSARADE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le g du 2° du A de l'article 278-0 bis du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« (...) Les dispositifs médicaux numériques pris en charge au titre des activités de télésurveillance médicale définies aux articles L. 162-48 et L. 162-52 dudit code, et dont la liste est fixée par arrêté conjoint des ministres chargés de la santé et du budget. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La télésurveillance médicale est une nouvelle modalité de prise en charge des patients, introduite dans le Code de la sécurité sociale par l'article 36 de la Loi de financement de la sécurité sociale pour 2022. Ces activités, entrées récemment dans le droit commun, bénéficient de taux de TVA variés en fonction des pathologies télésurveillées : 20% par défaut ou 5,5% au titre des opérations complexes selon la pathologie télésurveillée.

Alors que la directive TVA 2006/112/CE, récemment modifiée, donne la possibilité d'accorder un taux réduit « aux équipements médicaux, appareils, dispositifs, articles, équipements auxiliaires et équipements de protection, y compris les masques sanitaires, normalement destinés à être utilisés dans le domaine de la santé », cet amendement propose d'harmoniser à 5,5% le taux de TVA des dispositifs médicaux numériques de télésurveillance inscrit sur cette liste.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes BERTHET et PUISSAT, MM. GENET, PELLELAT, PANUNZI, CHATILLON, BOUCHET et Daniel LAURENT, Mme DUMAS, M. Henri LEROY et Mme DUMONT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 11

I. – Alinéas 5 et 6

Supprimer ces alinéas.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Dans un contexte de crise énergétique, les activités industrielles, se retrouvent confrontées à une hausse importante de leurs coûts de production, tandis que leurs concurrentes à l'international bénéficient de ressources énergétiques abondantes et compétitives. A titre d'exemple, le prix du gaz en France est aujourd'hui 5 fois supérieur à celui dont bénéficient les entreprises américaines.

Cette perte de compétitivité a déjà des conséquences concrètes avec des pertes de marchés à l'exportation et une forte hausse des importations de biens manufacturés. Par ailleurs, plusieurs entreprises ont connu des arrêts de production, reportent leurs investissements ou encore privilégient une production sur d'autres continents.

Dans ce contexte, il est donc proposé d'adapter cette augmentation de fiscalité sur le gaz pour en exclure les quantités utilisées dans les procédés et activités industriels.





## AM E N D E M E N T

présenté par

Mmes BERTHET et PUISSAT, MM. GENET, PELLEVAT, PANUNZI, CHATILLON, BOUCHET et Daniel LAURENT, Mme DUMAS, M. Henri LEROY et Mme DUMONT

C	
G	

### ARTICLE 11

I. - Alinéa 6, première phrase

Après le mot :

naturels

insérer les mots :

hors combustibles consommées dans les procédés et activités industriels

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Dans un contexte de crise énergétique, les activités industrielles, se retrouvent confrontées à une hausse importante de leurs coûts de production, tandis que leurs concurrentes à l'international bénéficient de ressources énergétiques abondantes et compétitives. A titre d'exemple, le prix du gaz en France est aujourd'hui 5 fois supérieur à celui dont bénéficient les entreprises américaines.

Cette perte de compétitivité a déjà des conséquences concrètes avec des pertes de marchés à l'exportation et une forte hausse des importations de biens manufacturés. Par ailleurs, plusieurs entreprises ont connu des arrêts de production, reportent leurs investissements ou encore privilégient une production sur d'autres continents.

Dans ce contexte, il est donc proposé d'adapter cette augmentation de fiscalité sur le gaz pour en exclure les quantités utilisées dans les procédés et activités industriels.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes BERTHET et PUISSAT, MM. GENET, PELLEVAT, PANUNZI, CHATILLON, BOUCHET et Daniel LAURENT, Mme DUMAS, M. Henri LEROY et Mmes DUMONT, LASSARADE et BORCHIO FONTIMP

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À l'article 273 septies D du code général des impôts, les mots : « reconnues d'utilité publique » sont supprimés.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à étendre l'exception permettant aux entreprises réalisant des dons d'invendus alimentaires et non alimentaires neufs de déduire la TVA supporté en amont.

Aujourd'hui cette exception est possible uniquement lorsque les dons sont réalisés auprès d'associations reconnues d'utilité publique. Ce cadre restrictif exclue ainsi de très nombreuses associations.

C'est pourquoi, il est proposé de ne plus limiter l'application de ces dispositions aux seuls dons à des associations reconnues d'utilité publique mais de l'étendre plus largement aux associations d'intérêt général à caractère humanitaire, éducatif, social ou charitable.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BILLON

C	
G	

ARTICLE 27 TER

Supprimer cet article.

**OBJET**

Créée par la loi du 13 avril 1910, la taxe de séjour est instituée à l'initiative des communes réalisant des dépenses favorisant l'accueil des touristes. Le produit de la taxe de séjour est affecté aux dépenses destinées à favoriser la fréquentation touristique d'une commune ou d'une intercommunalité et à financer des équipements généraux liés au tourisme et aux offices de tourisme.

La mise en place, à partir du 1er janvier 2024, d'une taxe additionnelle à la taxe de séjour dans la région Île-de-France, avec un taux plafonné à 200 %, équivaut à un triplement potentiel de la taxe de séjour actuelle. Cette taxe va être reversée non à une collectivité locale, mais à Ile-de-France Mobilités qui est un établissement public.

Dans le contexte actuel d'une inflation qui porte atteinte au pouvoir d'achat des Français, ceux-ci ont déjà restreint leurs budgets de consommation durant leurs dernières vacances. Cette taxe additionnelle va encore freiner leurs dépenses dans les communes, notamment de restauration, animations et activités touristiques.

Cela va donc envoyer un bien mauvais signal à tous ceux qui comptent se rendre à Paris et en Île-de-France en 2024, et après. Paris deviendrait de loin la capitale la plus lourdement taxée en Europe devant Rome, Bruxelles, Berlin, Athènes, Madrid et Londres. Le panier d'achat des touristes risque d'être moins élevé et avec lui la baisse de rentrée fiscale liée à la TVA.

Cette mesure prise sans concertation avec les élus investis dans le tourisme ni les professionnels de l'hébergement, pénaliserait durablement la compétitivité de la destination sur le tourisme d'affaires et de loisirs de la première région touristique de France.

Par ailleurs, les élus des communes touristiques sont très inquiets que d'ici un ou deux ans, d'autres régions, fassent voter d'identiques augmentations, puisqu'un amendement similaire a été déposé pour la région de Bretagne.

Considérant que nous sommes sur un détournement de la finalité au service du tourisme quant à la diminution de consommation qui induit une perte de TVA pour l'Etat et porte atteinte au tourisme social et aux familles pour lesquelles les vacances seront de plus en plus difficiles, cet amendement vise à supprimer la création d'une taxe additionnelle avec un plafond de 200 % aux taxes de séjour en vigueur en Ile-de-France avec affectation à Ile-de-France Mobilités.





## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme BILLON, MM. LEVI et CANÉVET, Mmes Olivia RICHARD et TETUANUI et M. BLEUNVEN

C	
G	

### ARTICLE 27 TER

Alinéa 2

Remplacer le taux :

200 %

par le taux :

100 %

### OBJET

L'article 27 ter vise à mettre en place, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024, d'une taxe additionnelle à la taxe de séjour dans la région Île-de-France, avec un taux plafonné à 200 %. Cette taxe doit être reversée non à une collectivité locale, mais à Ile-de-France Mobilités qui est un établissement public.

A défaut de suppression de l'article 27 *ter*, cet amendement vise à abaisser le plafond de ladite taxe à 100% (au lieu de 200%) afin de limiter les retombées dommageables pour le secteur du tourisme.





## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme BILLON, MM. LEVI et CANÉVET, Mmes Olivia RICHARD et TETUANUI et M. BLEUNVEN

C	
G	

### ARTICLE 27 TER

Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... - Le présent article entre en application à compter du 1<sup>er</sup> avril 2024.

### OBJET

L'article 27 *ter* vise à mettre en place, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024, d'une taxe additionnelle à la taxe de séjour dans la région Île-de-France, avec un taux plafonné à 200 %.

Cet amendement vise à repousser la mise en application de cet article au 1<sup>er</sup> avril 2024 afin de laisser le temps aux hébergeurs et aux professionnels du secteur du tourisme de s'organiser, le plafonnement à 200% ayant des répercussions très conséquentes sur l'ensemble du secteur.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. POINTEREAU

C	
G	

ARTICLE 7

Alinéa 26

Compléter cet alinéa par les mots :

ou son taux de vacance de logements est supérieur ou égal à la médiane du taux de vacance de logements par commune de France métropolitaine

**OBJET**

Cet amendement reprend une disposition de la proposition de loi n° 642 (2022-2023) visant à rendre le zonage de revitalisation rurale plus juste et mieux ciblé, qui concrétisait les recommandations du rapport d'information n° 245 du 17 janvier 2023 de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable (« Réforme des ZRR : pour un zonage plus juste et mieux ciblé »).

Le rapport, qui appelait à une prise en compte de la ruralité dans toutes ses dimensions, proposait ainsi d'intégrer aux critères de classement en ZRR le taux de logements vacants, qui constitue un indice de dévitalisation : la vacance des logements en milieu rural peu dense est le signe de communes en perte d'attractivité qu'il convient de soutenir.

Ce troisième critère serait pris en compte alternativement avec le critère de revenu disponible : une commune serait classée en zonage France Ruralités Revitalisation si elle répond, d'une part, au critère de densité et, d'autre part, au critère de revenu ou de taux de logements vacants.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. FÉRAUD, RAYNAL et COZIC, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ,  
Mme ESPAGNAC et MM. JEANSANNETAS et LUREL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 TER

Après l'article 3 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le VII de l'article 140 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique est ainsi modifié :

1° Au deuxième alinéa, le montant de « 5 000 € » est remplacé par « 10 000 € » et le montant de « 15 000 € » est remplacé par « 30 000 € ».

2° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque le représentant de l'État dans le département a délégué ses attributions en application de l'alinéa précédent, l'amende est recouvrée au bénéfice des collectivités ou groupements de collectivités mentionnés au même alinéa. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 85 de la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (3DS), modifiant l'article 140 de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN), permet désormais aux préfets de déléguer ses attributions en matière de contrôle de l'encadrement des loyers aux collectivités volontaires à l'expérimentation de l'encadrement des loyers sur leur territoire.

Cet amendement propose de permettre aux collectivités délégataires de ces attributions de bénéficier du produit des amendes suite aux sanctions qui pourraient découler, en l'absence de médiation, de l'instruction des signalements de dépassement des loyers de référence majorés reçus.

De même, afin de favoriser le respect de l'encadrement des loyers, en complément des moyens d'information mobilisés sur leur territoire par les collectivités expérimentatrices, de renforcer le caractère dissuasif des sanctions encourues en cas de dépassement des loyers de référence et d'inciter à la médiation, il est proposé de porter le montant des amendes à, respectivement, 10 000€ pour les personnes physiques et 30 000€ pour les personnes morales.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. FÉRAUD, RAYNAL et COZIC, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ,  
Mme ESPAGNAC et MM. JEANSANNETAS et LUREL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24**

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa de l'article 1407 ter, le taux : « 60 % » est remplacé par le taux : « 100 % » ;

2° Après le 1° du b du 1 du I de l'article 1636 B sexies, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« 1° *bis* Dans les communes classées dans les zones géographiques mentionnées au I de l'article 232 du code général des impôts, le taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale, les dispositions du 1° ne s'appliquent pas. Le taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale est fixé dans les limites de l'article 1636 B septies. »

**OBJET**

Au 1<sup>er</sup> janvier 2022, la France comptait 37,6 millions de logements, dont 81,9% de résidences principales et 9,8% de résidences secondaires et logements occasionnels. Dans un contexte croissant de crise du logement en France, l'Etat a déployé un arsenal législatif visant à favoriser la mise en location de logements au titre des résidences principales, pour lutter contre la vacance des logements.

Cela s'est traduit par la mise en place de la taxe sur les logements vacants, dont le périmètre a été étendu en loi de finances pour 2023. Les « zones tendues » concernent désormais 1 434 communes, regroupant 26 millions d'habitants, 13,4 millions de logements et 848 000 résidences secondaires. En plus de la taxe sur les logements vacants, le législateur a ouvert la possibilité aux communes se trouvant en « zones tendues » de majorer la taxe sur les résidences secondaires, jusqu'à 60%.

Pour renforcer la lutte contre le mal logement, il est proposé de renforcer la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, en ouvrant la possibilité pour les communes de la majorer jusqu'à 100%. Il propose également, de supprimer la règle de liaison des taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et de la taxe foncière sur les propriétés bâties, pour que les communes puissent moduler leur taux en fonction des réalités observées sur leurs territoires. Elles ne pourront toutefois pas augmenter les taux à plus de deux fois et demie le taux moyen constaté l'année précédente pour la même taxe dans l'ensemble des communes du département ou deux fois et demie le taux moyen constaté au niveau national s'il est plus élevé.









## A M E N D E M E N T

présenté par

Mme VARAILLAS, MM. CORBISEZ, BARROS, BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 16

Alinéa 123, tableau, quatrième ligne

Remplacer les montants :

2,82

et :

5,64

par le montant :

0,00

### OBJET

La redevance sur l'eau versée aux agences de l'eau ne permet pas à ce jour de permettre la gratuité pour les usagers. Si la raréfaction de cette ressource et la lutte contre le gaspillage expliquent l'augmentation des plafonds, l'accès à ce bien de première nécessité pour toutes et tous devrait également permettre un prix plancher fixé à 0€ pour l'alimentation en eau potable aux particuliers

En ce sens, les sénatrices et sénateurs du groupe CRCE-K proposent d'abaisser le prix plancher ou "minima" à 0€.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme VARAILLAS, MM. CORBISEZ, BARROS, BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16**

Après l'article 16

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Au premier alinéa du I de l'article L. 213-10-8 du code de l'environnement, les mots : « , à l'exception de celles qui exercent une activité professionnelle relevant du 1° du II de l'article L. 254-1 ou du II de l'article L. 254-6 du code rural et de la pêche maritime, » sont supprimés.

**OBJET**

Les vendeurs de produits phytopharmaceutiques, nocifs pour l'environnement, sont aujourd'hui exonérés du paiement de la redevance pour pollutions diffuses.

Cette redevance sert à financer la dépollution des eaux par l'intermédiaire des agences de l'eau.

S'il est juste de considérer que ce sont les usagers qui polluent effectivement les eaux, le fait de faire commerce de ces produits polluants est tout aussi responsable de la présence de produits nocifs pour la santé dans l'eau et dans les sols.

Afin de limiter au maximum l'usage des substances toxiques pour la santé de toutes et tous, il est important que chaque acteur qui profite de cette atteinte à l'environnement soit mis à contribution.

Alors que la Commission européenne, sans opposition de la France, a prolongé de 10 ans l'autorisation de mise sur le marché du glyphosate, les sénatrices et sénateurs du groupe CRCE-K proposent de taxer davantage la vente de ces produits, reconnus comme cancérogènes probables par l'Organisation mondiale de la santé, en supprimant l'exonération du paiement de la redevance pour pollutions diffuses valable pour les vendeurs.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme VARAILLAS, MM. CORBISEZ, BARROS, BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 16

Alinéa 111, tableau

Rédiger ainsi ce tableau :

«

18
10,2
6
1,8
10
5

» ;

**OBJET**

Le gouvernement propose de réhausser les redevances aux agences de l'eau due pour l'utilisation des substances les plus toxiques pour les milieux aquatiques.

Si cette proposition peut être soulignée, l'augmentation proposée apparaît comme relativement faible, et donc insuffisante pour inciter à limiter l'usage de ces substances, mais aussi pour faire face aux dégâts causés sur l'environnement et la biodiversité.

Afin d'y remédier, les sénatrices et sénateurs du groupe CRCE-K proposent de doubler le taux de la redevance, exprimé en euros par kilogramme, pour ces substances particulièrement toxiques.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Olivia RICHARD et M. CADIC

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**DIVISION ADDITIONNELLE APRES L'ARTICLE 27 NONIES**

Après l'article 27 nonies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le IV de la section III du chapitre I<sup>er</sup> du titre I<sup>er</sup> de la deuxième partie du livre I<sup>er</sup> du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Dans l'intitulé du V, les mots : « d'office » sont supprimés ;

2° L'article 1414 A est ainsi rétabli :

« Art. 1414 A – Sur réclamation présentée dans le délai prévu à l'article R. 196-2 du livre des procédures fiscales, et dans les formes prévues par ce même livre, les personnes domiciliées hors de France bénéficient d'un dégrèvement de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale pour le logement qui constituait leur résidence principale à la date du transfert de leur domicile fiscal hors de France, au titre de l'année de leur retour en France, faisant suite à un appel à quitter la zone où était établie leur résidence ou à une opération de retour collectif décidé par le ministre des affaires étrangères ou le chef de la mission diplomatique.

« La liste des appels et opérations concernées est fixée chaque année par arrêté conjoint du ministre des affaires étrangères et du ministre chargé du budget. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement concrétise la création d'une « résidence de repli » pour les Français établis à l'étranger, engagement pris pendant la campagne présidentielle. Il s'agit d'une proposition issue de travaux transpartisants.

Il propose la création d'un dégrèvement de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale (THRS) en faveur des personnes qui n'ont pas leur domicile fiscal en France, sous certaines conditions et au titre de l'année de leur retour en France depuis une zone de crise politique, militaire, environnementale ou sanitaire.



La liste des appels et opérations concernés sera publiée et actualisée par voie d'arrêté.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. MANDELLI

ARTICLE 5 NONIES

<b>C</b>	
<b>G</b>	

## I. – Après l’alinéa 1

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

...° Au I, après le mot : « solides, », sont insérés les mots : « celles réalisant une activité de manutention portuaire au sein des ports visés par le 2° de l’article L. 312-57-1 du code des impositions sur les biens et les services, ».

## II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Afin d’accompagner les entreprises affectées par la trajectoire d’augmentation progressive des tarifs du gazole non routier (GNR) prévue par le présent projet de loi de finances, l’article 5 nonies prévoit de réintroduire deux déductions exceptionnelles pour les acquisitions réalisées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et jusqu’au 31 décembre 2027.

Ces deux déductions, initialement prévues à compter de 2020, permettaient d’accompagner, de manière transitoire, les entreprises affectées par la suppression progressive du tarif réduit applicable au GNR en soutenant l’acquisition d’engins non routiers utilisant des carburants alternatifs par les entreprises de bâtiment et travaux publics, celles produisant des substances minérales solides, les exploitants aéroportuaires ainsi que les exploitants de remontées mécaniques et de domaines skiables.

Initialement, les entreprises de la manutention portuaire ne disposaient pas de matériels viables et matures technologiquement, utilisant un carburant alternatif au GNR. Aussi, les professionnels du secteur n’avaient pas demandé à bénéficier de cette mesure.

Depuis lors, de nouveaux matériels ont été conçus pour le secteur de la manutention portuaire, qui est, comme ceux bénéficiant de la réintroduction de ce dispositif, également concerné par l’augmentation progressive du GNR.

Afin de soutenir la transition des entreprises de manutention portuaire vers des carburants alternatifs plus vertueux pour l'environnement, le présent amendement propose d'étendre le dispositif de déduction exceptionnelle à ces dernières.

Dans un contexte de forte concurrence intra-européenne entre les places portuaires, l'inclusion de la manutention portuaire est indispensable pour assurer la transition énergétique tout en préservant la compétitivité des places portuaires françaises.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. THÉOPHILE

C	
G	

### ARTICLE 27 QUATERDECIES

#### I. – Alinéa 8

Remplacer l'année :

2026

par l'année :

2027

#### II. – Alinéa 9

Remplacer l'année :

2027

par l'année :

2028

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

L'article 27 quaterdecies du présent projet de loi, adopté en première lecture à l'Assemblée nationale a décalé d'un an, soit du 1<sup>er</sup> janvier 2026 au 1<sup>er</sup> janvier 2027 la date d'abrogation du dispositif transitoire de ventes hors taxes au bénéfice des touristes effectuant des croisières en Guadeloupe ou en Martinique, et corrélativement, la date de son évaluation du 1<sup>er</sup> juillet 2025 au 1<sup>er</sup> juillet 2026.

Pour rappel, ce régime expérimental qui prévoit des dispositions en matière de taxe sur la valeur ajoutée, d'accises sur les alcools et sur les tabacs, ainsi que d'octroi de mer, vise à renforcer la

compétitivité des territoires sur lesquels il s'applique par le biais du développement du commerce local.

Ce dispositif avait été créé initialement pour 4 ans par la loi de finances pour 2020. Or, il n'est toujours pas entré en vigueur à ce jour et ses effets ne seront pleinement qu'à compter de la prochaine saison touristique au dernier trimestre 2024.

Afin de permettre que cette expérimentation puisse être réellement menée tel que prévu initialement, et au dispositif d'être évalué, le présent amendement vise donc à prolonger d'un an supplémentaire le dispositif, soit de l'abroger seulement au 1er janvier 2028 et à décaler de même la date de son évaluation au 1er juillet 2027.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. BROSSAT, Mmes MARGATÉ et CORBIÈRE NAMINZO, MM. GAY, SAVOLDELLI, BOCQUET  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 QUATERDECIES**

Après l'article 27 quaterdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. - Après l'article 1388 nonies du code général des impôts, il est inséré un article 1388 ... ainsi rédigé :

« Art 1388 .... – Les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre peuvent, par une délibération de portée générale prise dans les conditions prévues au I de l'article 1639 A bis, prévoir que la base d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties des logements à usage locatif relevant du service d'intérêt général défini à l'article L. 411-2 appartenant à, l'un des organismes cités audit article ou à une société d'économie mixte visée à l'article L. 481-1 du même code, ou sur lesquels ces organismes ou sociétés sont titulaires d'un droit réel, fait l'objet d'un abattement à un taux maximum de 35 %. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La crise du logement rend nécessaire une accélération de la production de logements sociaux, pour faire face à l'augmentation du nombre de demandeurs (+7% en 2022, portant à 2,5 millions le nombre de compatriotes en attente d'un logement social). La production est en revanche en baisse, compte tenu de coûts de production en hausse et de la remontée des taux d'intérêt.

Par ailleurs, l'augmentation de la taxe foncière sur les propriétés bâties ("TFPB") à l'échelle nationale entraîne aujourd'hui une augmentation significative de la charge fiscale des organismes HLM et des sociétés d'économie mixte propriétaires de logements sociaux. Cette augmentation pénalise le développement du service d'intérêt général du logement social alors que les besoins en ce domaine sont croissants dans un contexte de pénurie structurelle.

Le présent article insère un nouvel article 1388 *decies* dans le code général des impôts, afin de permettre aux collectivités territoriales et aux établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre de préserver le secteur du logement social des conséquences de l'augmentation de la TFPB en introduisant un dispositif d'abattement de TFPB. Une telle disposition est de nature à accroître les fonds propres des organismes de logement social (et donc leur capacité d'investissement) et de permettre à de nouvelles opérations de voir le jour en améliorant leur rentabilité.

Compte tenu de la disparité de besoins de logements sur le territoire national et des différences de situations entre les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre au regard de l'augmentation constatée ce texte a pour objet de permettre d'appliquer un abattement à la base d'imposition de la TFPB à un taux compris dans une fourchette de 0 à 35 %.

Les logements visés par cet abattement sont les logements à usage locatif relevant du service d'intérêt général défini à l'article L 411-2 propriété de l'un des organismes cités à l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation ou à une société d'économie mixte (ou pour lesquelles ces sociétés sont titulaires d'un droit réel).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme MARGATÉ, MM. BOCQUET, SAVOLDELLI, BROSSAT et GAY, Mme CORBIÈRE NAMINZO  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6

Après l'article 6

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1 À l'intitulé du 19° decies du II de la section V du chapitre premier du titre premier de la première partie du livre premier, après le mot : « Réduction », sont insérés les mots : « et crédit »

2° L'article 199 tricies est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « d'une réduction » sont remplacés par les mots : « d'un crédit » ;

b) Au 1° du A du I, les mots : « aux articles L. 321-4 ou » sont remplacés par les mots : « à l'article » et l'année : « 2024 » est remplacée par l'année : « 2027 » ;

c) Au 3° du A du I, le mot et le signe : « intermédiaire, » sont supprimés ;

d) Au début du B, les mots : « la réduction » sont remplacés par les mots : « le crédit » ;

e) Le premier alinéa du III est ainsi rédigé :

« Le crédit d'impôt est calculé sur l'écart entre les revenus bruts du logement mentionnés au I et le loyer de marché hors charges déterminé selon une méthode fixée par décret en fonction de la localisation et de la catégorie du logement ».

f) Le IV est ainsi rédigé :

« Le montant du crédit d'impôt est fixé à 50 %.

« Toutefois, lorsque le logement est donné en mandat de gestion ou en location à un organisme public ou privé agréé en application de l'article L. 365-4 dudit code en vue de sa location ou de sa sous-location, meublée ou non, à des personnes mentionnées au II de l'article L. 301-1 du même code ou aux personnes physiques dont la situation nécessite une solution locative de transition, le taux est porté à 65 %.

« Lorsque le logement est donné en mandat de gestion, une prime de 3 000 euros est accordée au propriétaire. »

II. – À l'article 18-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, le mot : « libre » est remplacé par les mots : « fixé par référence aux loyers habituellement constatés dans le voisinage pour des logements comparables au sens de l'article 17-2, sans pouvoir dépasser le loyer de référence majoré en vigueur en application de l'article 140 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ».

### **OBJET**

Le dispositif d'investissement locatif « Loc'avantages » est transformé en crédit d'impôt, prolongé jusqu'en 2027 et adapté à l'impératif de production d'une offre de logements privée sociale et très sociale (et non plus de logements intermédiaires, dont les loyers sont trop élevés pour être aidés par la collectivité).

Le dispositif est rendu plus clair et incitatif pour les propriétaires : un crédit d'impôt compense 50 % de la perte de loyer en cas de location directe et 65 % en cas d'intermédiation locative *via* un organisme agréé.

Il est également prévu que l'augmentation du loyer en fin de conventionnement se fera en fonction des loyers de voisinage dans la limite du plafond majoré dans les zones concernées par l'encadrement des loyers.

Par cet amendement, les sénatrices et sénateurs membres du groupe CRCE-K souhaite mobiliser les logements privés pour les mettre à disposition des publics les plus éloignés du logement privé, plutôt que pour favoriser le logement intermédiaire comme le permet aujourd'hui le dispositif.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. Étienne BLANC

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 BIS**

Après l'article 27 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article L. 5722-7 du code général des collectivités territoriale est ainsi modifié :

1° À la première phrase du premier alinéa, après le mot : « mobilité », rédiger ainsi la fin de cette phrase : « au sein des établissements publics de coopération intercommunale de son périmètre. »

2° La seconde phrase du deuxième alinéa est ainsi rédigée : « Dans le ressort territorial d'une autorité organisatrice de la mobilité, il s'applique de manière additionnelle au taux de versement institué par l'autorité compétente au titre de l'article L. 2333-67. ».

**OBJET**

Le versement mobilité additionnel (VMA) est régi par l'article L. 5722-7 du code général des collectivités territoriales qui prévoit que les syndicats SRU peuvent « prélever un versement destiné au financement des services de mobilité dans une aire urbaine d'au moins 50 000 habitants et dans les communes multipolarisées des grandes aires urbaines, au sens de l'Institut national de la statistique et des études économiques ».

Or, cette définition ne correspond plus à la réalité des besoins, ni en termes de mobilités, ni en termes de gouvernance. Elle comporte en effet divers biais, entraînant iniquité et discontinuité territoriales.

Il convient de l'adapter, pour la rendre plus efficace et plus équitable dans sa raison d'être.

Sa complexité et son obsolescence deviennent de fait contre-productives pour les raisons suivantes :

- Les notions issues de l'INSEE ne reposent sur aucun outil de gouvernance existant ou à venir, et n'ont aucun lien avec les préconisations de la LOM et la mise en œuvre des SERM ;
- Les règles de superposition avec le versement mobilité sont illisibles et inéquitables : elles créent de fait une discontinuité géographique, au sein et entre les EPCI ;
- Le VMA tel qu'il est défini aujourd'hui renvoie à l'échelle communale, à contresens de l'esprit de la LOM et de la reconnaissance des EPCI comme territoires de projet.

Cet amendement vise donc à définir le périmètre de perception du VMA à l'échelle des EPCI.







**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. Étienne BLANC

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 BIS**

Après l'article 27 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

La seconde phrase du deuxième alinéa de l'article L. 5722-7 du code général des collectivités territoriales est supprimée.

**OBJET**

Le plafonnement du versement mobilité additionnel (VMA) au regard d'un taux de versement mobilité appliqué sur un ressort territorial donné entraîne un déséquilibre entre territoires et pourrait entraver le financement des services express régionaux métropolitains (SERM). Le plafonnement peut en effet, dans certains cas, traduire un prélèvement priorisé en dehors du centre des agglomérations.

Or, les mobilités concernent tous les territoires, indistinctement. Les modalités d'adaptation du taux de VMA, permettant de le réduire ou de le porter à zéro, facilitent déjà la modulation concertée entre territoires et garantissent une juste charge de celui-ci.

Il apparaît donc nécessaire de confier aux autorités organisatrices des mobilités un pouvoir effectif de taux afin de garantir le financement suffisant et adapté pour le fonctionnement des SERM, en pleine responsabilité pour les élus concernés.

Le présent amendement vise donc à faire du VMA un levier réellement additionnel permettant de prélever 0,5% supplémentaires quelle que soit la situation du territoire, afin de contribuer au financement de ces services express, sans préjudice des taux de versement mobilité propre aux AOM urbaines.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. Étienne BLANC

### ARTICLE 24

C	
G	

I. – Alinéa 13

Remplacer les mots :

de cette dotation

par les mots :

des dotations versées au titre des 1.2 et 1.3

l'année :

2023

par l'année :

2022

et après la deuxième occurrence du mot :

total

rédigé ainsi la fin de cette phrase :

de, respectivement, 1 243 315 500 € et 467 129 770 €

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

En 2023, la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) des Régions représente 467 M€ et constitue une ressource à part entière des budgets des Régions. Entre 2017 et 2022, la DCRTP des Régions a enregistré une baisse de 207 M€ pour financer des mesures qui ne les concernent pas.

Pour 2024, le Gouvernement propose d'appliquer une nouvelle minoration de la DCRTP des Régions de 20 M€, soit une baisse de - 4,3 %. Cette baisse est d'autant plus injuste qu'elle concerne une dotation en substitution à des recettes dynamiques et qui pénalise les Régions les plus « perdantes » lors de la suppression de la taxe professionnelle. Par ailleurs, ainsi que la Cour des comptes a pu le souligner, les Régions sont la seule catégorie de collectivités à ne pas avoir retrouvé en 2021 et 2022 le niveau d'épargne brute constaté en 2019. La dernière note de conjoncture de La Banque postale prévoyant par ailleurs une nouvelle baisse de l'épargne brute des Régions de - 1,7 % en 2023.

Ainsi, afin de préserver les ressources dédiées à la formation professionnelle, au fonctionnement des lycées et aux aides aux entreprises et la capacité d'investissement des Régions dans un contexte de forte inflation et de baisse de leurs ressources liées à la fiscalité automobile (produit des cartes grises et parts variables de TICPE), le présent amendement vise à figer le montant de la DCRTP sur celui versé aux Régions en 2023.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. Étienne BLANC

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 25**

Après l'article 25

I. – Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Il est institué à partir de l'année 2024, par prélèvement sur les recettes de l'État, une dotation de 107 000 000 euros versée aux régions, au département de Mayotte, à la collectivité de Corse et aux collectivités territoriales de Martinique et de Guyane au titre de la compensation de la perte en 2022 des produits mentionnés au I de l'article 41 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 résultant de l'application du I de l'article 8 et du 1° du I de l'article 29 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Une fraction des frais de gestion relatifs à la CFE, à la CVAE et à la taxe d'habitation (TH) a été affectée aux Régions en compensation de la dotation générale de décentralisation (DGD), dans le cadre de la refonte du financement de la formation professionnelle intervenue en 2014.

Conformément à l'article 41 de la loi de finances initiale pour 2014, le montant en vigueur du droit à compensation au titre du transfert de la formation professionnelle est désormais fixé à 1015 M€.

Toutefois, afin de neutraliser l'intégralité de la baisse des frais de gestion de CVAE et CFE et que les Régions puissent percevoir en 2022 et 2023 le même montant au titre du financement de la formation professionnelle que celui perçu en 2021, soit 1 122 M€, le Gouvernement a instauré en LFI 2022 et en LFI 2023 une dotation de 107 M€, estimant que cette perte de la dynamique des frais de gestion alloués aux Régions découlait d'une décision de l'État.

Ainsi, afin d'assurer dans la durée une neutralité budgétaire de la réforme des impôts de production pour les Régions et conserver pour les années 2024 et suivantes le même niveau de recettes que celui perçu en 2022 et 2023 au titre du financement de la formation professionnelle, (soit 1 122 M€) cet amendement vise à pérenniser la dotation de 107 M€ qui a été versée aux Régions en 2022 et 2023.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. BOURGI

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 BIS**

Après l'article 27 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article L. 2333-67 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° Au début du quatrième alinéa, le taux : « 1 % » est remplacé par le taux : « 1,2 % ».

2° Le cinquième alinéa est ainsi modifié :

a) Au début de la première phrase, le taux : « 1,75 % » est remplacé par le taux : « 1,95 % » ;

b) À la deuxième phrase, le taux : « 1 % » est remplacé par le taux : « 1,2 % ».

**OBJET**

Dans sa rédaction actuelle, l'article L2333-67 du code général des collectivités territoriales prévoit 4 taux de versement mobilité différents pour les autorités organisatrice de mobilité (AOM) non franciliennes, qui varient selon la strate de population :

- 0,55 % maximum lorsque la population est comprise entre 10 000 et 100 000 habitants ; - 0,85 % maximum lorsque la population est comprise entre 50 000 et 100 000 habitants et que l'AOM a décidé de réaliser une infrastructure de transport collectif en site propre ; - 1 % maximum lorsque la population est supérieure à 100 000 habitants ; - 1,75 % maximum lorsque la population est supérieure à 100 000 habitants et que l'AOM a décidé de réaliser une infrastructure de transport collectif en mode routier ou guidé.

A ces taux s'ajoutent deux majorations possibles : l'une de 0,05% applicable à l'ensemble des AOM, l'autre de 0,2% applicable aux AOM dont au moins l'une des communes est classée « commune touristique ».

Le présent amendement entend revaloriser de 0,2% le plafond des deux taux applicables aux AOM dont la population est supérieure à 100 000 habitants.

Cette mesure de revalorisation est particulièrement demandée par les villes de plus de 100 000 habitants au regard des investissements massifs qu'elles sont amenées à réaliser pour densifier leurs réseaux de transports en commun.

Par ailleurs, cette mesure au bénéfice des AOM non franciliennes constituerait une véritable mesure d'équité. Alors que l'État et Île-de-France Mobilités (IDFM) ont récemment signé un protocole de financement des transports en commun franciliens, prévoyant notamment une revalorisation du taux du versement mobilité applicable à l'Île-de-France, il est souhaitable qu'un relèvement du plafond puisse concerner l'ensemble des réseaux de transports urbains, sur l'entièreté du territoire national.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. BOURGI

C	
G	

ARTICLE 5 DUOVICIES

I. - Remplacer l'année :

2026

par l'année :

2027

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le Crédit d'impôt international (C2I) concerne les films d'initiatives étrangères dont tout ou partie de la fabrication a lieu en France. En sont bénéficiaires des entreprises françaises qui assurent la production exécutive (tournage, effets spéciaux, post-production) pour le compte d'un commanditaire étranger.

Dans un contexte international très particulier – grève des scénaristes et des acteurs américains, Jeux Olympiques de Paris rendant indisponibles certains lieux de tournages – le C2I est un outil qui vient garantir l'attractivité du territoire français en matière de production cinématographique.

Préalablement au passage à l'Assemblée nationale du PLF pour 2024, le C2I était borné aux dépenses réalisées avant le 31 décembre 2024. Une telle situation n'était pas satisfaisante, puisque l'efficacité d'un tel dispositif fiscal requiert une visibilité à moyen terme pour les investisseurs étrangers. En effet, les tournages et productions prennent parfois plusieurs années et nécessiteraient donc la garantie de bénéficier du C2I sur une durée plus grande qu'une seule année.

Nous constatons que le Gouvernement a fait le choix à l'Assemblée nationale de retenir un amendement prorogeant ce dispositif jusqu'en 2026.

Afin de sécuriser le cadre fiscal applicable aux productions internationales et de garantir cette visibilité nécessaire aux investisseurs étrangers, le présent amendement entend proroger d'une année supplémentaire ce dispositif, jusqu'en 2027.

Le dispositif initial étant prévu jusqu'à la fin de l'année 2024, le présent amendement n'induit aucune dépense supplémentaire pour l'année à venir.





## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. DANTEC, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

### ARTICLE 28

I. – Alinéa 4, trentième ligne de la dernière colonne du tableau

Remplacer le nombre :

12 000 000

par le nombre :

24 000 000

II. – Après l'alinéa 20

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

...° L'article 1529 est abrogé ;

III. – Alinéa 33

Remplacer cet alinéa par quinze alinéas ainsi rédigés :

6° L'article 1605 nonies est ainsi rédigé :

« Art. 1605 nonies. – I. – Il est perçu une taxe sur la cession à titre onéreux des terrains nus ou des droits relatifs à des terrains nus rendus constructibles du fait de leur classement par un plan local d'urbanisme ou par un document d'urbanisme en tenant lieu, en zone urbaine ou à urbaniser ouverte à l'urbanisation ou par une carte communale dans une zone constructible.

« II. – Le produit de cette taxe est affecté :

« – aux communes à hauteur de 50 % du montant perçu pour les cessions réalisées sur leur territoire ;

« – à hauteur de 10 %, dans la limite d'un plafond annuel fixé en loi de finances, à un fonds inscrit au budget de l'Agence de services et de paiement. Ce fonds finance des mesures en faveur de l'installation et de la transmission en agriculture. Il permet de soutenir notamment des actions facilitant la transmission et l'accès au foncier, des actions d'animation, de communication et d'accompagnement, des projets innovants et des investissements collectifs ou individuels. Celles de ces mesures qui sont dans le champ de compétences de l'établissement national des produits de l'agriculture et de la mer mentionné à l'article L. 621-1 du code rural et de la pêche maritime sont

prises en œuvre par cet établissement dans le cadre d'une convention avec l'Agence de services et de paiement ;

« – à hauteur de 40 % et de l'excédent éventuel des sommes perçues au-delà du plafond prévu à l'alinéa précédent au profit des agences de l'eau définies à l'article L. 213-8-1 du code de l'environnement.

« II. – La taxe s'applique aux cessions réalisées par les personnes physiques, les personnes morales et les contribuables qui ne sont pas fiscalement domiciliés en France assujettis à l'impôt sur le revenu, soumis au prélèvement, dans les conditions prévues à l'article 244 bis A.

« Elle ne s'applique pas aux cessions mentionnées aux 3° à 8° du II de l'article 150 U.

« III. – La taxe est assise sur un montant égal au prix de cession du terrain défini à l'article 150 VA diminué du prix d'acquisition défini à l'article 150 VB ou, à défaut, de la valeur vénale réelle à la date d'entrée dans le patrimoine du cédant d'après une déclaration détaillée et estimative des parties, actualisé en fonction du dernier indice des prix à la consommation hors tabac publié par l'institut national de la statistique et des études économiques, et incluant la majoration prévue au II de l'article 150 VB.

« En l'absence d'éléments de référence, la taxe est assise sur les deux tiers du prix de cession.

« La taxe est égale à 30 % de ce montant lorsque le rapport entre le prix de cession et le prix d'acquisition est égal ou supérieur à 3. Elle est exigible lors de la première cession à titre onéreux du terrain intervenue après son classement en terrain constructible ou des droits relatifs à ce terrain. Elle est due par le cédant.

« IV. – Une déclaration, conforme à un modèle établi par l'administration, retrace les éléments servant à la liquidation de la taxe. Elle est déposée dans les conditions prévues aux 1° et 4° du I et au II de l'article 150 VG.

« Lorsque la cession est exonérée en application du II, aucune déclaration n'est déposée. L'acte de cession soumis à la formalité fusionnée ou présenté à l'enregistrement précise, sous peine de refus de dépôt ou de la formalité d'enregistrement, la nature et le fondement de cette exonération ou de cette absence de taxation. Les deux derniers alinéas du III de l'article 150 VG sont applicables.

« V. – La taxe est versée lors du dépôt de la déclaration prévue au VI. Les I et II de l'article 150 VF, le second alinéa du I et les II et III de l'article 150 VH et le IV de l'article 244 bis A sont applicables.

« VI. – Le III s'applique aux cessions réalisées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024. »

IV. – Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes pour l'État résultant du présent article est compensée par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

La taxation des plus-values de cession de terrains nus rendus constructibles par une décision d'urbanisme repose actuellement sur deux taxes, l'une nationale codifiée à l'article 1605 nonies du code général des impôts (CGI), l'autre communale prise sur délibération prévue à l'article 1529 du CGI.



Le cumul de taxes dont l'objet est identique ou proche mais qui présentent des champs et des modalités d'application différentes, induit une complexité inutile et coûteuse. Par ailleurs, ces taxes n'apparaissent pas efficaces en termes de désincitation des propriétaires fonciers à céder des terrains nus rendus constructibles, destinés à l'artificialisation et d'exercer pour ce faire une forme de pression à la modification des règles d'urbanisme contribuant ainsi à l'étalement urbain et à l'artificialisation des sols.

Le présent article a pour objet de créer une nouvelle taxe nationale obligatoire en remplacement et sur la base des paramètres des deux taxes actuelles à travers :

- une harmonisation des assujettis sur la base la plus large (celle retenue dans l'article 1605 nonies) et une extension du champ de la taxe qui s'applique dès que le rapport entre le prix de cession et le prix d'acquisition est supérieur ou égal à 3 (champ sensiblement équivalent à celui de la taxe de l'article 1529 du CGI) ;
- une unification de l'assiette, en supprimant l'abattement pour durée de détention et en réexaminant certaines des exonérations actuelles afin d'en améliorer le rendement ;
- un relèvement des taux;
- une affectation du produit de la taxe, en plus de la part réservée à l'Agence de services (ASP) et de paiement et de celle réservée aux communes sur le territoire desquelles interviennent ces transactions, aux agences de l'eau.

A ce titre, le présent amendement prévoit également de doubler le plafond du produit de la taxe à l'ASP, le portant à 24 000 000 €.

Cette mesure conjuguera ainsi, outre son objectif de simplification juridique, des objectifs de désincitation à l'artificialisation et de rendement. Elle permettra la diversification des recettes perçues par les agences de l'eau. Cette nouvelle affectation est motivée par le fait que, depuis la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, les agences de l'eau financent des projets du domaine de la biodiversité alors que les agences sont financées essentiellement par des redevances liées à l'usage de l'eau. La réforme vise ainsi à mettre en cohérence les sources de financement des agences de l'eau avec les priorités de leurs politiques d'intervention définies dans le cadre de leur programme, et les priorités de financement à venir au regard des politiques portées par le gouvernement (notamment la lutte contre l'artificialisation, les actions en faveur de la désimperméabilisation et le développement de la nature en ville), dans la perspective des prochains programmes d'intervention. Ces mesures permettraient de combiner un effet de rendement et un effet incitatif. Cette proposition a été étayée par un rapport de l'IGEDD et de l'IGF en novembre 2022.

Elle permettra également à l'ensemble des communes concernées par ces opérations de percevoir une quote-part de la taxe, et de ne pas réduire le budget des collectivités locales qui appliquaient jusqu'alors la taxe communale.

Le cumul de ces deux taxes s'élève pour l'année 2022 à environ 100 M€. Au vu des nouveaux critères de taxation (hausse des taux, taxation dès que le rapport entre prix de cession et prix d'acquisition corrigé de l'indice des prix à la consommation hors tabac est supérieur ou égal à 3), le rendement devrait être plus que doublé, même en tenant compte d'une moindre artificialisation du fait du ZAN.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. GENET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6

Après l'article 6

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre 2024, le Gouvernement remet au Parlement un rapport sur les enjeux et l'impact de l'éligibilité des logements propriétés des communes au dispositif MaPrimeRénov'. Ce rapport identifie les opportunités ainsi que les freins à lever.

**OBJET**

Si la refonte annoncée de MaPrimeRénov' – dispositif de financement des travaux de rénovation énergétique des logements privés – constitue un motif de satisfaction, la hausse affichée (+ 1,6 milliard) des crédits doit être relativisée et des inquiétudes demeurent.

En effet, selon le rapport Pisani-Ferry & Mahfouz de mai 2023, l'atteinte des objectifs énergétiques et climatiques de la France nécessitera le fléchage de 10 milliards d'euros supplémentaires d'ici la fin de la décennie pour la rénovation énergétique du bâti public. Compte tenu de la taille du parc des collectivités territoriales, c'est 1 milliard d'euros par an qui devra être mobilisé localement. La rénovation des logements propriétés des communes et mises en location n'est pas éligible aux dotation d'équipement d'Etat comme la DETR. Pour autant, elle ,est pas éligible au dispositif MaPrimeRénov'. C'est pourquoi, afin de soutenir plus massivement la rénovation énergétique des bâtiments des collectivités territoriales, il serait pertinent que ces biens soient éligibles au dispositif MaPrimeRénov'.

Cet amendement vise donc à demander au Gouvernement de remettre au Parlement un rapport sur la question avant le 1er septembre 2024.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BILLON, MM. LEVI et CANÉVET, Mmes Olivia RICHARD et TETUANUI, M. BLEUNVEN et  
Mmes MORIN-DESAILLY et ROMAGNY

C	
G	

**ARTICLE 5 TERTRICIES**

I. – Après l’alinéa 10

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

« 4° Soit effectuer un versement à une association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d’association, dont le siège se situe dans la communauté de communes, au sens de l’article L. 5214-1 du code général des collectivités territoriales, où est établie l’entreprise précitée et ayant un caractère philanthropique, éducatif, scientifique, social, humanitaire, sportif, familial, culturel ou concourant à la mise en valeur du patrimoine artistique, à la défense de l’environnement naturel ou à la diffusion de la culture, de la langue et des connaissances scientifiques françaises ; ce versement ouvre droit à la réduction d’impôt prévue à l’article 238 bis du code général des impôts ;

« Un décret en Conseil d’État précise les modalités d’applications du présent 4°.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L’article 5 *tertricies* instaure que le partage de la valeur en entreprise, en cas d’augmentation exceptionnelle du bénéfice net fiscal, peut prendre la forme d’un supplément de participation, d’un supplément d’intéressement ou de la mise en place un dispositif d’intéressement lorsqu’il n’existe pas.

Cet amendement propose de créer un quatrième type de dispositif de partage de la valeur plébiscité par les salariés des entreprises mais encore trop peu pratiqué : le mécénat à destination des associations qui agissent sur le territoire de l’entreprise.

Aujourd’hui, seules 9% des entreprises françaises font du mécénat, et la majorité d’entre elles sont des grandes entreprises. Pourtant les salariés attendent de leurs entreprises qu’elles s’engagent aux côtés des associations de leurs territoires pour répondre aux enjeux sociaux, environnementaux qui sont les leurs. Ce mécénat, qui peut prendre la forme d’un don financier ou d’un mécénat de compétences, crée une fierté d’appartenance des collaborateurs dans leur entreprise.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

En proposant le mécénat (fiscalement déductible au titre de l'article 238bis du CGI) comme une quatrième forme de partage de la valeur, nous donnons aux entreprises et à leurs salariés les moyens d'investir dans l'avenir de leur territoire en soutenant les associations locales créatrices d'un nouveau lien social.

Le mécénat local est un investissement d'avenir que réclament les salariés. Il constitue une forme essentielle de partage de la valeur au service d'alliances nouvelles entre le tissu économique et le tissu associatif du territoire.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme BRIQUET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER**

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le code de l'environnement est ainsi modifié :

1° L'article L. 541-10 est ainsi modifié :

a) Le premier alinéa est rédigé comme suit :

« I. – Toute personne physique ou morale qui élabore, fabrique, manipule, traite, vend ou importe des produits ou des éléments et matériaux entrant dans leur fabrication, dite producteur au sens de la présente sous-section, est soumis à la responsabilité élargie du producteur. En application de cette responsabilité, il peut être fait obligation au dit producteur de contribuer à la prévention et à la gestion des déchets qui proviennent des produits ou des éléments et matériaux entrant dans leur fabrication qu'il élabore, fabrique, manipule, traite, vend ou importe, ainsi que d'adopter une démarche d'éco-conception des produits, de soutenir les réseaux de réemploi et de réparation, tels que ceux gérés par les entreprises de l'économie sociale et solidaire ou favorisant l'insertion par l'emploi, et de développer le recyclage des déchets issus des produits.

b) Après le même premier alinéa, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

« Pour les producteurs de produits qui ne sont pas mentionnés à l'article L. 541-10-1, la responsabilité élargie des producteurs peut prendre la forme d'actions de réduction des déchets générés par leurs produits ou de facilitation de leur recyclage, via l'éco-conception ou le soutien au réemploi de leurs produits, d'un soutien au développement du recyclage de leurs produits, ou de contributions financières à la gestion des déchets issus de leurs produits. Ces actions ne sont pas soumises aux règles d'agrément définies dans la présente section.

« Les producteurs doivent justifier publiquement des actions mises en œuvre en application de l'alinéa précédent. Les producteurs dont la société est visée à l'article L. 225-102-1 du code de commerce doivent les intégrer à la déclaration de performance extra-financière mentionnée au I. Un décret fixe les modalités d'application de cet alinéa et les seuils de chiffre d'affaires et d'unité mises en marché en dessous desquels les producteurs ne sont pas visés par l'obligation. »

2° Au début du premier alinéa de l'article L. 541-10-1, les mots « Relèvent du principe de responsabilité élargie du producteur » sont remplacés par les mots : « Les producteurs des produits suivants sont tenus de contribuer à la prévention et à la gestion des déchets générés par les produits, élément et matériaux qu'ils élaborent, fabriquent, manipulent, traitent, vendent ou importent ».



## **OBJET**

Déployée en France depuis plus de vingt-cinq ans, la responsabilité élargie des producteurs (REP) a considérablement contribué au développement du recyclage en France.

En contraignant les metteurs sur le marché à contribuer à la gestion de leurs produits en fin de vie, la REP a permis de dégager les moyens nécessaires pour développer les filières de recyclage françaises et incite les metteurs sur le marché à améliorer la conception de leur produit pour réduire les déchets générés et les coûts associés.

Toutefois, celle-ci ne concerne qu'un nombre limité de produits. Ainsi, près d'un tiers de la poubelle des Français est issu de produits, hors produits fermentescible, non soumis à la REP. Ces produits génèrent plus de 10 millions de tonnes de déchets non recyclables chaque année.

Nous nous trouvons donc dans une situation paradoxale dans laquelle les producteurs de produits recyclables sont tenus de contribuer au recyclage de leurs produits, tandis que d'autres producteurs de produits non recyclables sont affranchis de toute responsabilité vis-à-vis des déchets issus de leurs produits, qui sont pourtant plus nocifs pour l'environnement.

Ce paradoxe est d'autant moins compréhensible qu'il conduit à laisser en dehors de l'économie circulaire des milliers de produits, générant la moitié des déchets envoyés en stockage. Les producteurs de ces produits non recyclables ne sont le plus souvent pas interrogés sur ce qu'il allait advenir de leurs produits en fin de vie, faute d'incitation à le faire. Leurs choix dans la conception des produits sont orientés uniquement par des critères techniques et économiques, sans tenir compte des déchets générés et de l'ensemble des externalités de leur activité.

Cette incohérence n'a malheureusement pas été corrigée par les dispositions de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, dite loi « AGEC ».

Outre le fait qu'il vise à mettre fin à ce paradoxe, cet amendement vient préciser que la responsabilité élargie des producteurs s'applique par principe à tous les produits.

Toutefois, le modèle de REP à la française, s'appuyant sur un éco-organisme financé par les éco-contributions des metteurs sur le marché et mettant en place son propre système de recyclage ou finançant les solutions mises en place par les collectivités et leurs opérateurs, n'est pas adapté à tous les produits. Cet amendement précise donc également que la REP peut prendre la forme d'autres types d'engagements d'un producteur pour réduire les déchets générés par ces produits ou contribuer à leur valorisation ou leur traitement. La REP serait ainsi désormais mise en place soit sous la forme d'une filière REP traditionnelle, par application des dispositions de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, soit, pour les producteurs qui ne sont pas visés par des filières de ce type, sous la forme d'autres engagements, obligatoirement rendus publics.

De cette manière, tous les producteurs seront amenés à s'interroger sur la gestion de leurs produits en fin de vie.

Cet amendement a été travaillé avec France Urbaine.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme BRIQUET

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 8**

Après l'article 8

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés est ainsi modifié :

1° À la première phrase du huitième alinéa, le montant : « 5,74 € » est remplacé par le montant : « 7 € » ;

2° À la seconde phrase du huitième alinéa, les mots : « supérieur à 12 000 €, le taux est fixé à 34,12 € » sont remplacés par les mots : « supérieur à 15 000 €, le taux est fixé à 43 € » ;

3° Au neuvième alinéa, les mots : « 8,32 € ou 35,70 € » sont remplacés par les mots : « 11 € ou 45 € » ;

4° Au treizième alinéa, les mots : « entre 3 000 et 12 000 €, le taux de la taxe est déterminé par la formule suivante :  $5,74 \text{ euros} + [0,00315 \times (\text{CA} / \text{S} - 3\,000)] \text{ €}$  » sont remplacés par les mots : « entre 3 000 et 15 000 €, le taux de la taxe est déterminé par la formule suivante :  $7 \text{ €} + [0,00399 \times (\text{CA} / \text{S} - 3\,000)] \text{ €}$  » ;

5° Au quatorzième alinéa, les mots : «  $8,32 \text{ €} + [0,00304 \times (\text{CAS} / \text{S} - 3\,000)] \text{ €}$  » sont remplacés par les mots : «  $11 \text{ €} + [0,00385 \times (\text{CAS} / \text{S} - 3\,000)] \text{ €}$  ».

II – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à rattraper la dévaluation intervenue sur les tarifs de la taxe sur les surfaces commerciales (TaSCOM) depuis leur dernière modification, en loi de finances initiale pour 2009. L'inflation cumulée sur la période est estimée à 26 %.

Or, la TaSCOM a été transférée aux collectivités pour compenser la suppression de la taxe professionnelle. Il n'est pas acceptable de substituer à une ressource dynamique, l'ex taxe professionnelle, une ressource qui subit l'érosion monétaire.

Le tarif pour les locaux de surface supérieure à 12 000 mètres carrés, à 34,12 euros, n'a pas évolué depuis la loi de finances initiale pour 2004, qui fixait par ailleurs le tarif plancher à 9,38 euros avant que celui-ci ne soit progressivement ramené à 5,74 euros.

Par cohérence, le seuil de 12 000 euros de chiffre d'affaires par mètre carré est aussi réhaussé conformément à l'inflation cumulée, et porté à 15 000 euros.

Cet amendement a été travaillé avec France Urbaine.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme BRIQUET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24**

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

A la fin du I de l'article 1407 ter du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Le précédent alinéa s'applique aux établissements publics de coopération intercommunale mentionnés aux I ou II de l'article 1379-0 bis. »

**OBJET**

Le code général des impôts donne la possibilité aux communes classées dans les zones géographiques dites « tendues » de délibérer pour majorer d'un pourcentage compris entre 5 % et 60 % la part leur revenant de la cotisation de taxe d'habitation sur les résidences secondaires. Le produit de la majoration est versé à la commune l'ayant instituée.

Le classement en zone dite « tendue » est établi en évaluant un éventuel « déséquilibre entre l'offre et la demande de logements entraînant des difficultés sérieuses d'accès au logement sur l'ensemble du parc résidentiel existant, qui se caractérisent notamment par le niveau élevé des loyers, le niveau élevé des prix d'acquisition des logements anciens ou la proportion élevée de logements affectés à l'habitation autres que ceux affectés à l'habitation principale par rapport au nombre total de logements » précise l'article 232 du code des impôts.

La question du déséquilibre entre l'offre et la demande est appréciée en fonction du taux de pression sur la demande de logements locatifs sociaux (ratio entre le nombre de demandes de logement locatif social et le nombre d'emménagements annuels, hors mutations internes au sein du parc locatif social), ainsi que du taux de pression de pression sur la demande dans le parc privé.

La majoration de la THRS peut-être un outil d'inflexion du marché de l'immobilier dans des secteurs tendus non visés par le classement en zone dite tendue. Alors que les politiques de l'habitat sont

désormais largement sous la responsabilité des intercommunalités, il serait logique qu'elles puissent disposer de cet outil fiscal.

Cet amendement vise donc à généraliser le recours à la THRS pour les intercommunalités.

Cet amendement a été travaillé avec Intercommunalités de France.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme BRIQUET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 8**

Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

V. – Chaque année entre 2024 et 2026, l'État reverse aux collectivités précédemment bénéficiaires, la différence entre la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises qu'il perçoit et la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises qu'il a perçue l'année précédente, diminuée d'un quart en 2024, puis de la moitié en 2025, puis de trois quarts en 2026 de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises qu'il aura perçue en 2023.

**OBJET**

La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises à longterm constitué une ressource majeure des intercommunalités. Sa suppression décidée en loi de finances pour 2023 est principalement compensée par une fraction de la TVA nationale.

Toutefois, le produit de la CVAE perçue par l'Etat ayant connu un excellent résultat (+20%), le gouvernement avait admis que cette croissance soit reversée aux collectivités qui aurait dû en bénéficier en 2023 notamment par l'intermédiaire du Fonds vert. L'étalement jusqu'au 1er janvier 2027 de la suppression de la CVAE acquittée par les entreprises au bénéfice de l'Etat tel que proposé dans le PLF pour 2024 doit se voir appliquer le même principe. En effet même dans le scénario de sa suppression progressive jusqu'en 2027 la CVAE reste une ressource dynamique. Intercommunalités de France considère que la croissance de la CVAE, désormais perçue par l'Etat jusqu'en 2027, devrait bénéficier aux collectivités du bloc local qui en étaient précédemment bénéficiaires.

En 2023, la CVAE perçue par l'Etat est estimée par le PLF à 5 789 millions d'euros. Ce montant sera diminué chaque année d'un quart de sa valeur. Le surplus correspond à la croissance de la CVAE liée au développement local. L'amendement proposé par Intercommunalités de France vise ainsi à affecter le produit de la croissance de la CVAE aux collectivités considérant qu'elle est le fruit des dynamiques locales.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme BRIQUET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 8**

Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

... - Chaque année et jusqu'à extinction de son produit, l'État communique aux établissements publics de coopération intercommunale et aux communes qui la percevaient, le montant de cotisation sur la valeur ajoutée sur les entreprises reçu.

**OBJET**

La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises à longterm constitué une ressource majeure des intercommunalités. Sa suppression décidée en loi de finances pour 2023 est principalement compensée par une fraction de la TVA nationale.

En 2023, la CVAE a connu une très forte progression supérieure à + 20 %. L'étalement jusqu'au 1er janvier 2027 de la suppression de la CVAE acquittée par les entreprises au bénéfice de l'Etat tel qu'il a été récemment annoncé implique de connaître le montant pour cet impôt qui est avant tout local.

En effet même dans le scénario de sa suppression progressive jusqu'en 2027 la CVAE reste une ressource dynamique. A ce titre, Intercommunalités de France souhaite que soit rendu public le montant de cette CVAE résiduelle qui sera perçue par l'Etat jusqu'en 2027.

Cet amendement a été travaillé avec Intercommunalités de France.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme BRIQUET

C	
G	

**ARTICLE 8**

Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – Le montant de référence sur lequel s’applique le reversement de TVA venant en compensation de la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises est égal à la totalité de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises perçue par l’État en 2022.

Ce montant sert aussi de point départ pour l’alimentation du fonds d’attractivité économique des territoires, tel que défini dans l’article 55 de la loi n° 2022–1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023.

**OBJET**

En 2022 l’Etat à perçu un montant de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) d’un montant de 11 265 millions d’euros. Sur ce montant 10 608 millions d’euros ont été reversés aux collectivités locales, soit 10 007 millions d’euros au titre de la part fixe (moyenne quadriennale) et 608 millions d’euros au titre de la part dite « dynamique ». Le solde a été affecté au fonds vert pour 500 millions d’euros et au SDIS pour un montant de 150 millions d’euros.

Intercommunalités de France considère que la compensation de la suppression de la CVAE doit correspondre au montant réellement perçu par l’Etat au moment de cette suppression, soit 11 265 millions d’euros.

Il n’est pas normal que lorsque la croissance d’un impôt local semble aux yeux de l’Etat trop favorable, il en capte une partie pour sa propre politique même si cette dernière concerne in fine les territoires locaux.

Les budgets locaux sont appelés à s’engager fortement dans la transition écologique et énergétique ce qui demandera des investissements conséquents mais également un effort supplémentaire en matière de charges de fonctionnement.

Il est donc essentiel que les collectivités ne supportent pas une double peine : la suppression de la CVAE qu’elles n’avaient pas demandée et une base de référence de la compensation inférieure à la réalité des montants versés par les entreprises.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme BRIQUET

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6

Après l'article 6

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I.- Après l'article 200 sexdecies du code général des impôts, insérer un article 200 ... ainsi rédigé :

« Art. 200 .... – I. – Les contribuables fiscalement domiciliés en France au sens de l'article 4 B qui acquièrent leur résidence principale en accession à la première propriété, peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts des prêts contractés auprès d'un établissement financier à raison de cette opération, tels que définis à l'article L. 312-2 du code de la consommation.

« Le logement doit, au jour de l'affectation à usage d'habitation principale du bénéficiaire du crédit d'impôt, satisfaire aux normes minimales de surface et d'habitabilité mentionnées à l'article 244 quater J. En outre, le logement acquis doit respecter un niveau de performance énergétique et environnementale, déterminé selon la méthode du diagnostic de performance énergétique, correspondant aux classes A, B ou C au sens de l'article L. 173-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

« II. – Le I ne s'applique pas aux intérêts des prêts affectés au remboursement en tout ou partie d'autres crédits ou découverts en compte. Toutefois, les intérêts des emprunts souscrits pour se substituer aux prêts mentionnés au I ou rembourser ceux-ci ouvrent droit au crédit d'impôt, dans la limite des intérêts qui figurent sur les échéanciers des emprunts initiaux et de celles des annuités mentionnées au III restant à courir ;

« III. – Ouvrent droit au crédit d'impôt les intérêts payés au titre des neuf premières annuités de remboursement des prêts mentionnés au I, à l'exclusion des frais d'emprunt et des cotisations d'assurances contractées en vue de garantir le remboursement des prêts.

« IV. – Le montant des intérêts mentionnés au III ouvrant droit au crédit d'impôt ne peut excéder :

« - au titre des trois premières années d'imposition, la somme de 3 750 € pour une personne célibataire, veuve ou divorcée et de 7 500 € pour un couple soumis à imposition commune. Cette somme est majorée chaque année de 500 € par personne à charge au sens des articles 196 à 196 bis. La somme de 500 € est divisée par deux lorsqu'il s'agit d'un enfant réputé à charge égale de l'un et l'autre de ses parents. Les montants de 3 750 € et 7 500 € sont respectivement portés à 7 500 € pour une personne handicapée célibataire, veuve ou divorcée et à 15 000 € pour un couple soumis à imposition commune lorsque l'un de ses membres est handicapé.

« - Au titre des trois années suivantes d'imposition, la somme de 1 875 € pour une personne célibataire, veuve ou divorcée et de 3 750 € pour un couple soumis à imposition commune. Cette

somme est majorée chaque année de 500 € par personne à charge au sens des articles 196 à 196 bis. La somme de 500 € est divisée par deux lorsqu'il s'agit d'un enfant réputé à charge égale de l'un et l'autre de ses parents. Les montants de 1 875 € et 3 750 € sont respectivement portés à 3 750 € pour une personne handicapée célibataire, veuve ou divorcée et à 7 500 € pour un couple soumis à imposition commune lorsque l'un de ses membres est handicapé.

« - Au titre des trois dernières années d'imposition, la somme de 938 € pour une personne célibataire, veuve ou divorcée et de 1 875 € pour un couple soumis à imposition commune. Cette somme est majorée chaque année de 500 € par personne à charge au sens des articles 196 à 196 bis. La somme de 500 € est divisée par deux lorsqu'il s'agit d'un enfant réputé à charge égale de l'un et l'autre de ses parents. Les montants de 938 € et 1 875 € sont respectivement portés à 1 875 € pour une personne handicapée célibataire, veuve ou divorcée et à 3 750 € pour un couple soumis à imposition commune lorsque l'un de ses membres est handicapé.

« V. – Le taux du crédit d'impôt n'excède pas 30 % du montant des intérêts mentionnés au III, dans la limite mentionnée au IV.

« VI. – Le crédit d'impôt mentionné au I est imputé sur l'impôt sur le revenu après imputation des réductions d'impôt mentionnées aux articles 199 quater B à 200 bis, 200 octies et 200 decies I, des crédits d'impôt et des prélèvements ou retenues non libératoires. S'il excède l'impôt dû, l'excédent est restitué.

« VII. – Le I s'applique aux intérêts des prêts souscrits dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, et qui satisfont à une réglementation équivalente.

« VIII. – Les dispositions du présent article sont exclusives de celles mentionnées au a du 2 de l'article 199 undecies A. »

II. – Les dispositions du présent article sont exclusives de celles mentionnées au a du 2 de l'article 199 undecies A.

III. – Le présent article s'applique aux opérations pour lesquelles chacun des prêts concourant à leur financement a fait l'objet d'une offre de prêt avant le 1<sup>er</sup> janvier 2027, sous réserve que l'acquisition du logement achevé ou en l'état futur d'achèvement intervienne au plus tard le 30 septembre 2027.

IV. – Un décret en Conseil d'État précise les conditions d'application du présent article.

V. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

## **OBJET**

Environ 40% de Français font face à des barrières les empêchant d'accéder au logement tandis que 60% des futurs acquéreurs d'un bien immobilier en 2023 se voient refuser leur crédit par les banques. Ces refus touchent notamment les jeunes actifs primo-accédants dont les dossiers ne sont pas jugés suffisamment « solides ». D'autres jeunes actifs renoncent du fait d'un niveau trop élevé des taux d'intérêt.

Dans ce contexte fortement dépressif et de difficultés grandissantes d'accès au crédit, le présent amendement propose d'instaurer une aide fiscale temporaire qui permettra aux primo-accédants, non seulement de renforcer la validité de leur dossier de prêt pour obtenir un crédit, mais aussi de pouvoir tout simplement emprunter dans le contexte actuel de forte hausse des taux d'intérêt.



Les primo-accédants d'une résidence principale – dans le neuf, l'ancien ou en état futur d'achèvement – pourront ainsi déduire fiscalement leurs intérêts d'emprunt, dès lors que le logement acquis répond aux exigences de construction environnementale du diagnostic de performance énergétique (classes A, B,C). Concrètement, cet avantage fiscal prendra la forme d'un remboursement d'une partie des intérêts d'emprunt, sous forme de crédit d'impôt sur le revenu.

Le HCSF fera des recommandations afin que les banques intègrent la présente aide fiscale dans le calcul du taux d'effort des emprunteurs pour faciliter l'octroi des crédits immobiliers par les banques.

Afin de limiter l'impact sur les finances publiques, ce crédit d'impôt sera :

- Réserve aux primo-accédants pour l'acquisition de leur résidence principale
- Temporaire en s'appliquant à toutes les offres de prêt émises entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 31 décembre 2026
- Limité aux 9 premières annuités de l'échéancier de remboursement
- Dégressif sur la durée, l'augmentation progressive des revenus des jeunes actifs venant prendre le relais de l'aide fiscale
- Doublement plafonné en n'excédant pas 30 % des intérêts d'emprunt dans le respect d'un plafond en euros.

L'amendement a été travaillé avec la Chambre des Notaires de Paris.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme NARASSIGUIN et M. ZIANE

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 11**

Après l'article 11

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le I de l'article L. 337-7 du code de l'énergie est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Aux collectivités territoriales, à leurs groupements et à leurs établissements publics. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Le présent amendement vise à permettre à l'ensemble des collectivités locales d'accéder, de manière transitoire et à celles qui en feraient la demande, aux tarifs réglementés de vente de l'électricité (TRVe).

Actuellement, seules les petites collectivités de moins de 10 employés et 2 millions d'euros de recettes sont éligibles aux tarifs réglementés de vente d'électricité. Elles peuvent ainsi bénéficier de ce bouclier tarifaire qui limite la hausse de leur tarif à 10% en moyenne.

Les budgets de toutes les collectivités, en particulier les communes, sont touchés par l'inflation et les tarifs de l'énergie, en raison des nombreux équipements et bâtiments publics qui devront être chauffés cet hiver. C'est ainsi le cas des écoles, des crèches, des piscines, des gymnases, ou encore des centres communaux d'action sociale, mais également des bâtiments administratifs dans lesquels travaillent les agents territoriaux.

Les perspectives d'achats d'énergie pour les collectivités laissent à penser que cette situation risque, au mieux, de se poursuivre, et, au pire, de s'aggraver. Les récentes prévisions d'augmentation de 10 à 20% des seuls tarifs réglementés de vente de l'électricité réalisées par la présidente de la Commission de régulation de l'énergie (CRE) en septembre 2023 laissent présager une situation tendue du prix de l'électricité sur les marchés en 2024.

Cette annonce inquiète d'autant plus les élus locaux que le gouvernement a acté, pour ce budget 2024, la fin des mesures de soutien exceptionnelles face à la hausse des prix de l'énergie, avec une économie de près de 4,93 milliards d'euros réalisée sur les dispositifs destinés à aider les collectivités (non reconduction d'1,93 Mds € pour les deux filets de sécurité votés en 2022 et de 3 Mds € pour l'amortisseur électricité ...).

Ainsi, et afin de protéger les collectivités locales face à un marché de l'énergie dont nous avons vu les fluctuations excessives l'année dernière avec des records à plus de 1.000 € le mégawattheure (MWh), il est proposé de rendre éligible, de manière transitoire et pour celles qui en feraient la demande, le dispositif des TRVe à l'ensemble des collectivités territoriales.

Ce dispositif est par nature transitoire car, conformément aux recommandations de la CRE, le futur marché européen devra donner à l'ensemble des collectivités des assurances contre la volatilité excessive d'un mécanisme purement établi aujourd'hui sur des prix spot.

En l'attente d'un tel mécanisme d'assurance à l'échelon européen, et dans un contexte de suppression de près de 5 milliards d'euros d'aides sur le prix de l'énergie, il paraît essentiel d'élargir le dispositif des TRVe à l'ensemble des collectivités locales, pour éviter des fermetures de services publics cet hiver, pénalisant fortement les publics les plus fragiles.

Le présent amendement vise donc à permettre à l'ensemble des collectivités locales d'accéder, de manière transitoire et lorsque qu'elles en font la demande, aux tarifs réglementés de vente de l'électricité (TRVe).

Amendement proposé par l'Association des Maires d'Ile-de-France.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme NARASSIGUIN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le I de l'article L. 1615-1 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« III° L'agencement et l'aménagement de terrains pour les dépenses engagées à partir de 2021. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'automatisation du FCTVA (Fonds de Compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée), dont les principes ont été posés par l'article 251 de la loi de finances pour 2021, vise à simplifier et accélérer la gestion de cette taxe pour les collectivités locales.

Cette compensation financière, qui leur est versée pour les investissements consentis portée par les collectivités, représente un réel levier au développement de projets structurants locaux. Si la mise en place de ce système informatisé et les délais d'attente raccourcis qui en découlent sont à saluer, force est de constater que les équipements sportifs ont été lésés.

En effet, cette révision a aussi eu pour conséquence d'exclure de l'assiette éligible le compte 212 « Agencements et aménagements de terrains ». En conséquence, la Première Ministre a annoncé sa réintégration, après trois années blanches, à l'assiette éligible lors du PLF 2024.

Ce signal positif doit être accompagné d'une mesure de rattrapage. En effet, les collectivités ont été privées de ce retour d'investissement FCTVA pour les années 2021, 2022 et 2023. A titre d'exemple, en 2022, les collectivités ont investi 170M€ dans des projets sportifs imputables au compte 212, au titre du plan 5 000 terrains de sport et des programmes de l'Agence nationale du Sport autour des équipements structurants. Au total, près de 40 M€ habituellement récupérés par les collectivités ne rebasculeront pas – dont 15M€ pour le seul plan 5 000 terrains de sport.

C'est pourquoi le réseau des élus locaux en charge du sport propose un rattrapage des sommes non recouvrées sur les années d'automatisation du FCTVA excluant le compte 212, en ce qui concerne les équipements sportifs, pour un montant de 100M€.









## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme HAVET, MM. MOHAMED SOILIHI, OMAR OILI et HAYE, Mmes SCHILLINGER et DURANTON,  
MM. FOUASSIN, BITZ et IACOVELLI et Mme NADILLE

C	
G	

### ARTICLE 5

#### I. – Alinéa 6

Après le mot :

éoliennes

insérer les mots :

, de dispositifs d'élimination du dioxyde de carbone atmosphérique

#### II. – Après l'alinéa 33

Insérer quatre alinéas ainsi rédigés :

« ...° Pour la production de dispositifs d'élimination du dioxyde de carbone atmosphérique :

« a) La fabrication et l'installation de modules permettant la captation directe du dioxyde de carbone dans l'atmosphère, sa liquéfaction pour le transport et la stabilisation de biomasse ;

« b) La fabrication des composants essentiels conçus et utilisés principalement comme intrants directs dans la production des équipements mentionnés au a ;

« c) L'extraction, la production, la transformation et la valorisation des matières premières critiques correspondantes nécessaires à la production des équipements ou composants d'équipements mentionnés aux a et b.

#### III. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – Le présent article ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Rendre les investissements dans les dispositifs d'élimination du dioxyde de carbone atmosphérique éligibles au C3IV

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

L'article 5 du projet de loi de finances prévoit la création d'un crédit d'impôt au titre des investissements dans l'industrie verte contribuant à la transition vers une économie décarbonée, le C3IV.

Sont éligibles les investissements productifs dans les batteries, les panneaux solaires, les turbines éoliennes et les pompes à chaleur, mais pas dans l'élimination du dioxyde de carbone atmosphérique (EDC), pourtant indispensable pour atteindre la neutralité carbone, via la production d'émissions négatives.

Définie par le GIEC comme « un ensemble d'activités humaines visant à retirer du CO<sub>2</sub> de l'atmosphère et à le stocker durablement dans des réservoirs géologiques, terrestres ou océaniques, ou dans des produits », l'EDC est aujourd'hui considérée comme le 3<sup>ème</sup> pilier de la lutte contre le changement climatique, en complément de la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>.

Quand plusieurs de nos voisins, mais aussi les Etats-Unis, investissent fortement dans l'EDC, son déploiement en France constitue un enjeu tant environnemental que de souveraineté industrielle et technologique. Il est essentiel qu'il soit accompagné par la puissance publique, en cohérence avec le niveau européen, où l'EDC pourrait prochainement intégrer la liste des technologies éligibles aux mesures du Net-Zero Industry Act (NZIA).

En conséquence, le présent amendement vise à rendre les investissements dans les dispositifs d'élimination du dioxyde de carbone atmosphérique éligibles au C3IV.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BARROS et CORBISEZ, Mme VARAILLAS, MM. BROSSAT, SAVOLDELLI, BOCQUET  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 278-0 bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« .... – Les vélos de tous types. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Par cet amendement, les sénatrices et sénateurs du groupe CRCE-K proposent de fixer le taux de TVA sur l'acquisition de tous types de vélos à 5,5%.

Plébiscité par les usagers depuis la sortie du confinement, l'usage du vélo connaît un essor de grande ampleur tant en zone rurale, avec une augmentation du nombre de déplacement en vélo de +16%, qu'en zone périurbaine, avec une augmentation de 17%, ou a plus forte raison en milieu urbain avec une fréquentation des pistes cyclables de 67% à Paris, 26 % dans la métropole de Lille, de 24 % à Lyon ou encore 23 % à Dunkerque.

Il convient d'encourager cette dynamique bénéfique sur le plan environnemental qui s'avère également efficace sur le plan de la mobilité en proposant des temps de parcours significativement réduit en milieu dense en comparaison aux trajets réalisés en voitures et autres véhicules motorisés. L'objectif du gouvernement avec la loi LOM était de tripler la part modale du vélo, en passant de moins de 3% à 9% en 2024. Si la France atteint peu à peu les 4%, le chemin est encore long. Cette disposition contribuera à favoriser l'atteinte ces objectifs, nécessaire en termes de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> et de santé publique.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. BARROS, Mme VARAILLAS, MM. CORBISEZ, BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16

Après l'article 16

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Les deux dernières colonnes du tableau constituant le deuxième alinéa de l'article L. 422-22 du code des impositions sur les biens et services sont ainsi rédigées :

«

MINIMUM ( € )	MAXIMUM ( € )
5,13	6,53
31,27	40,27
8,51	11,51
65,07	83,07

»

**OBJET**

Par cet amendement travaillé avec le collectif « Oui aux trains de nuit », les sénatrices et sénateurs du groupe CRCE-K proposent de créer une contribution sur les billets d'avion afin de contribuer au financement d'un parc de trains de nuit.

Ce mode de transport est parmi les plus écologiques et peut également devenir plus économique en soutenant son développement. La décarbonation du secteur des transports est fondamentale, puisque les transports représentent pour la France environ 30% du total des émissions annuelles de CO<sub>2</sub>. L'objectif « fit for 55 », mené à l'échelle de l'Union Européenne, vise une réduction d'au moins 55% des émissions de CO<sub>2</sub> d'ici 2030, par rapport aux émissions de 1990.

Les recettes attendues grâce à cet amendement sont de l'ordre de 200 millions d'euros par an, ce qui permettrait d'équiper notre pays avec le parc de trains de nuit prévu pour 2030.

Des moyens existent pour que les transports financent les transports, conformément aux engagements gouvernementaux qui nécessitent de passer à l'action.





DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, 128, 132)

N°	I-1393
----	--------

22 NOVEMBRE 2023

## A M E N D E M E N T

présenté par  
MM. CANÉVET et DELAHAYE

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 2

Après l'article 2

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le 6° du 1 de l'article 80 duodecies du code général des impôts est abrogé.

### OBJET

Le présent amendement vise à soumettre à l'impôt sur le revenu les indemnités reçues par les salariés en cas de rupture conventionnelle du contrat de travail.

Il n'y a aucune justification à leur exonération, qui devrait coûter 279 millions d'euros au budget de l'État en 2024.







DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, 128, 132)

N°	I-1394
----	--------

22 NOVEMBRE 2023

## A M E N D E M E N T

présenté par  
MM. CANÉVET et DELAHAYE

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 2

Après l'article 2

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le 17° de l'article 81 du code général des impôts est abrogé.

### OBJET

Le présent amendement vise à soumettre à l'impôt sur le revenu les indemnités versées aux réservistes en période d'instruction, aux personnes accomplissant un service civique ou une autre forme de volontariat.

Il n'y a aucune justification à leur exonération, qui devrait coûter 93 millions d'euros au budget de l'État en 2024.





DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, 128, 132)

N°	I-1395
----	--------

22 NOVEMBRE 2023

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. CANÉVET et DELAHAYE

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 2

Après l'article 2

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le 18° de l'article 81 et les articles 163 bis AA et 163 bis B du code général des impôts sont abrogés.

### OBJET

Toujours dans une perspective de rationalisation du système fiscal, et afin d'optimiser les recettes de l'État, le présent amendement propose de supprimer l'exonération des revenus provenant de l'épargne salariale.

Le coût de cette « niche fiscale » pour le budget de l'État est évalué à 550 M€ en 2024.





DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, 128, 132)

N°	I-1396
----	--------

22 NOVEMBRE 2023

**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CANÉVET et DELAHAYE

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 2

Après l'article 2

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le 10 de l'article 93 du code général des impôts est abrogé.

**OBJET**

Le présent amendement vise à soumettre à l'impôt sur le revenu les sommes perçues par les arbitres et juges sportifs.

Il n'y a aucune justification à leur exonération, dont le coût pour le budget de l'État est chiffré à 7 M€.





N°	I-1397
----	--------

## A M E N D E M E N T

présenté par  
MM. CANÉVET et DELAHAYE

C	
G	

### ARTICLE 3 SEXVICIES

Supprimer cet article.

### OBJET

L'article 3 *sexvicies* prévoit la création d'un système fiscal dérogatoire au bénéfice des fédérations sportives internationales reconnues par le CIO.

Celles-ci seraient rien de moins qu'exonérées d'impôt sur le revenu, d'impôt sur les sociétés, de cotisation foncière des entreprises et de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises.

Manifestement attentatoire au principe d'égalité devant l'impôt, cette giga « niche fiscale » est d'autant plus inacceptable que son coût, non chiffré, serait possiblement important pour nos finances publiques.







N°	I-1398
----	--------

## A M E N D E M E N T

présenté par  
MM. CANÉVET et DELAHAYE

C	
G	

### ARTICLE 5 QUATERTRICIES

Supprimer cet article.

### OBJET

L'article 5 *quatertricies* prévoit d'appliquer le régime fiscal des grands événements sportifs à l'ensemble des organismes liés au chronométreur officiel (exonérations des rémunérations perçues du comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de certaines impositions).

Cette nouvelle niche fiscale ne semble pas justifiée.

Il est par conséquent proposé de la supprimer.





DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, 128, 132)

N°	I-1399
----	--------

22 NOVEMBRE 2023

**A M E N D E M E N T**

présenté par  
MM. CANÉVET et DELAHAYE

C	
G	

ARTICLE 10 SEXIES

Supprimer cet article.

**OBJET**

L'article 10 *sexies* prévoit d'aligner le taux de TVA des billets d'entrée des spectateurs de compétitions de jeux vidéo (*e-sport*), aujourd'hui fixé au taux normal de 20 %, sur celui des autres spectacles (concerts, théâtre, etc.), des salles de cinéma et des compétitions sportives, soit 5,5 %.

Dans un contexte budgétaire extrêmement dégradé, et alors que la part des recettes de TVA dans le budget de l'État est aujourd'hui fragilisée, cette extension de niche fiscale ne semble pas justifiée.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CAPO-CANELLAS et LAUGIER, Mme SOLLOGOUB, M. LEVI, Mmes GUIDEZ et VERMEILLET,  
M. Pascal MARTIN et Mmes ROMAGNY, JACQUEMET et GACQUERRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6

Après l'article 6

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le II de la section V du chapitre premier du titre premier de la première partie du livre premier du code général des impôts est complété par une division ainsi rédigée :

« ...° Crédit d'impôt au titre des intérêts des prêts contractés pour l'acquisition de la résidence principale

« Art. 200 septdécies. – I. – Les contribuables fiscalement domiciliés en France au sens de l'article 4 B qui acquièrent leur résidence principale en accession à la première propriété, peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts des prêts contractés auprès d'un établissement financier à raison de cette opération, tels que définis à l'article L. 312-2 du code de la consommation.

« Le premier alinéa s'applique également aux contribuables qui font construire leur résidence principale en accession à la première propriété. Dans cette situation, les prêts mentionnés au premier alinéa s'entendent de ceux qui sont contractés en vue de financer l'acquisition du terrain et les dépenses de construction.

« Le premier alinéa s'applique également aux contribuables qui entreprennent des travaux de rénovation énergétique au moment où ils acquièrent leur résidence principale en accession à la première propriété. Dans cette situation, les prêts mentionnés au premier alinéa s'entendent de ceux qui sont contractés en vue de financer les travaux et prestations en faveur de la rénovation énergétique du logement.

« Le logement doit, au jour de l'affectation à usage d'habitation principale du bénéficiaire du crédit d'impôt, satisfaire aux normes minimales de surface et d'habitabilité mentionnées à l'article 244 quater J. En outre, le logement acquis neuf, faisant le cas échéant l'objet d'une rénovation énergétique, ou en l'état futur d'achèvement que le contribuable fait construire doit respecter un niveau de performance énergétique et environnementale, déterminé selon la méthode du diagnostic de performance énergétique, correspondant à la classe A au sens de l'article L. 173-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

« II. – Le I ne s'applique pas aux intérêts des prêts affectés au remboursement en tout ou partie d'autres crédits ou découverts en compte. Toutefois, les intérêts des emprunts souscrits pour se substituer aux prêts mentionnés au I ou rembourser ceux-ci ouvrent droit au crédit d'impôt, dans la

limite des intérêts qui figurent sur les échéanciers des emprunts initiaux et de celles des annuités mentionnées au III restant à courir ;

« III. – Ouvrent droit au crédit d'impôt les intérêts payés au titre des cinq premières annuités de remboursement des prêts mentionnés au I, à l'exclusion des frais d'emprunt et des cotisations d'assurances contractées en vue de garantir le remboursement des prêts.

« IV. – Le montant des intérêts mentionnés au III ouvrant droit au crédit d'impôt ne peut excéder, au titre de chaque année d'imposition, la somme de 2 000 € pour une personne célibataire, veuve ou divorcée et de 4 000 € pour un couple soumis à imposition commune. Cette somme est majorée chaque année de 500 € par personne à charge au sens des articles 196 à 196 bis. La somme de 500 € est divisée par deux lorsqu'il s'agit d'un enfant réputé à charge égale de l'un et l'autre de ses parents.

« V. – Le taux du crédit d'impôt n'excède pas 20 % du montant des intérêts mentionnés au III, dans la limite mentionnée au IV.

« VI. – Le crédit d'impôt mentionné au I est imputé sur l'impôt sur le revenu après imputation des réductions d'impôt mentionnées aux articles 199 quater B à 200 bis, 200 octies et 200 decies I, des crédits d'impôt et des prélèvements ou retenues non libératoires. S'il excède l'impôt dû, l'excédent est restitué.

« VII. – Le I s'applique aux intérêts des prêts souscrits dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, et qui satisfont à une réglementation équivalente.

« VIII. – Les dispositions du présent article sont exclusives de celles mentionnées au a du 2 de l'article 199 undecies A.

« IX. – Le présent article s'applique aux opérations pour lesquelles chacun des prêts concourant à leur financement a fait l'objet d'une offre de prêt émise avant le 1<sup>er</sup> janvier 2026, sous réserve que l'acquisition du logement achevé ou en l'état futur d'achèvement intervienne au plus tard le 30 septembre 2026 ou, s'agissant d'opérations de construction de logements, que la déclaration d'ouverture de chantier intervienne au plus tard à la même date.

« X. – Un décret en Conseil d'État précise les conditions d'application du présent article. »

II. – Le I n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

III. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

## **OBJET**

Dans un contexte de raréfaction de l'accès au crédit, le présent amendement propose d'instaurer un dispositif permettant aux Français en quête d'un premier logement de bénéficier d'une déductibilité de leurs intérêts d'emprunt, dès lors que celui-ci répond aux exigences de construction environnementale. Les contribuables qui entreprennent des travaux de rénovation énergétique à la suite de l'acquisition de leur premier logement peuvent également bénéficier de ce dispositif.

Dans le but de répondre à l'urgence écologique et de solvabiliser les emprunteurs, ce remboursement d'une partie des intérêts d'emprunt, sous forme de crédit d'impôt sur le revenu, ne pourra être accordé que si le logement concerné présente, au moment de l'achat, ou, le cas échéant, une fois les travaux de

construction ou de rénovation terminés, un niveau de performance énergétique et environnementale, déterminé selon la méthode du diagnostic de performance énergétique, correspondant à la classe A.

Afin de limiter l'impact sur le déficit budgétaire, ce crédit d'impôt, réservé aux primo-accédants, est non seulement borné dans le temps mais également plafonné (2 000 euros pour une personne seule et 4 000 euros pour un couple soumis à imposition commune au titre de chaque année d'imposition). Par ailleurs, il ne pourra pas excéder 20 % des intérêts d'emprunt. Enfin, il ne sera appliqué qu'au titre des 5 premières annuités de l'échéancier.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. REDON-SARRAZY, Mme ARTIGALAS et MM. BOUAD, CARDON, MÉRILLOU, MICHAU,  
MONTAUGÉ, PLA, STANZIONE, TISSOT et FAGNEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 SEXIES**

Après l'article 27 sexies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le premier alinéa de l'article 1388 octies du code général des impôts, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

« Cette disposition peut également s'appliquer, dans les mêmes conditions, pour des biens immobiliers acquis par des personnes physiques et destinés à leur résidence principale, lorsque, compte tenu de leur état dégradé, le coût des biens est inférieur au cout estimé des travaux de rénovation et de remise en état.

« La durée et les modalités d'application de cette disposition, ainsi que les plafonds de ressources des personnes éligibles, sont définis par décret. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Aider les jeunes ménages d'un territoire à s'y maintenir : possibilité pour les collectivités territoriales (commune/EPCI) qui le souhaitent de prendre une délibération pour appliquer un abattement sur la taxe foncière sur les propriétés bâties due par les ménages (sous plafonds de ressources) qui acquièrent un bâti existant dégradé dont le coût des travaux de rénovation est supérieur à la valeur du bien.

Comment accepter aujourd'hui que le foncier ne soit plus abordable, ni même disponible pour des jeunes ménages qui souhaitent construire leur projet de vie au cœur des villes et des villages qui les ont vu naître.

Ce phénomène d'éviction inquiète et impacte la vie des Français jusque dans les territoires ruraux.

Les élus locaux doivent pouvoir avoir les moyens de donner des signes pour répondre aux aspirations bien légitimes des habitants.

Par ailleurs, cette mesure favorise la mise en œuvre du "zéro artificialisation nette" puisqu'ils encourage les ménages à réinvestir le bâti existant.

Aussi notre amendement propose de donner la possibilité aux collectivités territoriales qui le souhaitent de prendre une délibération pour appliquer un abattement sur la taxe foncière sur les propriétés bâties due par les ménages (sous plafonds de ressources) qui acquièrent un bâti existant dégradé dont le coût des travaux de rénovation est supérieur à la valeur du bien dans des conditions à définir par décret.

Cette proposition permet de réserver les abattements et exonérations de taxes locales aux opérations sur zones déjà artificialisées, qui est également une recommandation formulée par le conseil des prélèvements obligatoires dans son rapport sur "la fiscalité locale dans la perspective du ZAN" du 25 octobre 2022.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme ARTIGALAS et MM. REDON-SARRAZY, BOUAD, CARDON, MÉRILLOU, MICHAU,  
MONTAUGÉ, PLA, STANZIONE, TISSOT et FAGNEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Les dispositions de l'article 279-0 bis A du code général des impôts s'appliquent, par dérogation au 3<sup>o</sup> du I de cet article, aux opérations pour lesquelles le permis de construire a été déposé à une date antérieure au 4 octobre 2023 et dont la déclaration d'achèvement des travaux n'a pas été déposée avant le 4 octobre 2023, date d'entrée en vigueur de l'arrêté du 2 octobre 2023 modifiant l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 2014 pris en application de l'article D. 304-1 du code de la construction et de l'habitation.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Soutenir la production logements intermédiaires dans les communes récemment passées en zones tendues

L'article 279-0 bis A du code général des impôts prévoit un taux de TVA à 10 % pour les opérations de logements situées, à la date du dépôt de la demande de permis de construire, sur le territoire de communes classées en zones tendue.

Un arrêté du 2 octobre dernier a reclassé 154 communes en zone tendue (B1 ou A) alors qu'elles étaient précédemment classées en zone B2 ou C.

Ce reclassement était attendu, et depuis plusieurs années, par les élus locaux de ces communes confrontées à une augmentation rapide des prix de vente et de loyers, et générant une tension importante sur l'offre de logements disponibles.

Pour donner le plein effet à ce reclassement, il est proposé d'élargir le champ du taux de TVA à 10 % prévu par le projet de loi pour soutenir la construction de logements intermédiaires dans les zones tendues, pour englober les opérations en cours et notamment celles pour lesquelles le permis de construire, considéré comme fait générateur, a été déposé à une date antérieure au 4 octobre 2023 et dont la déclaration d'achèvement des travaux (DAACT) n'a pas été déposée avant le 4 octobre 2023, date d'entrée en vigueur de l'arrêté du 2 octobre 2023.







## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme ARTIGALAS et MM. BOUAD, CARDON, MÉRILLOU, MICHAU, MONTAUGÉ, PLA,  
REDON-SARRAZY, STANZIONE, TISSOT et FAGNEN

C	
G	

### ARTICLE 3 SEXIES

#### I. – Alinéa 4

Rédiger ainsi cet alinéa :

a) Au premier alinéa, les mots : « jusqu'au 31 décembre 2023 : » sont remplacés par les mots : « , à la suite d'une promesse unilatérale ou synallagmatique de vente signée et ayant acquis date certaine entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 31 décembre 2025, au plus tard le 31 décembre de la deuxième année suivant celle au cours de laquelle cette promesse a acquis date certaine : » ;

#### II. – Alinéa 10

Compléter cet alinéa par une phrase ainsi rédigée :

L'exonération s'applique également lorsque l'acquisition porte sur un immeuble bâti que l'acquéreur s'engage à affecter, en tout ou partie, aux différents types de logements sociaux et intermédiaires précités sous réserve du respect des mêmes conditions.

#### III- Après l'alinéa 11

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

...) Après le quatrième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque l'opération ne fait pas l'objet d'un permis de construire ou que ce permis n'a pas encore été obtenu, il est remplacé par une attestation de l'acquéreur » ;

IV. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.



**OBJET**

L'article 3 sexies du projet de loi de finances prolonge de 2 ans l'exonération d'impôt sur les plus-values immobilières au bénéfice d'un particulier au prorata des surfaces de logements sociaux que l'acquéreur s'engage à réaliser. Il est également prévu que, dans les zones tendues, l'engagement pourra également porter sur des logements locatifs intermédiaires.

Parallèlement, il crée un nouveau régime d'abattement sur les plus-values, codifié à l'article 150 VE du CGI, au profit de toute cession destinée au logement privé en zone tendue (l'abattement pouvant être bonifié si une partie du programme est affecté au logement social ou intermédiaire).

Notre amendement propose :

1) D'aligner la durée des 2 dispositifs à savoir : promesse signée avant fin 2025 et vente dans les 2 ans qui suivent, soit jusqu'à fin 2027.

2) De prévoir que l'exonération de plus-value puisse s'appliquer aux opérations d'acquisition d'immeubles anciens destinés à être transformés en logements sociaux ou intermédiaires, et ceci même si l'opération ne fait pas l'objet d'un permis de construire. Cette précision est nécessaire car, depuis 2020, le texte de l'article 150 U du CGI impose que l'acquéreur présente, au jour de l'acquisition, un permis de construire afin de justifier la surface qui sera affectée au logement social.

L'objectif de notre amendement est d'inciter effectivement les particuliers à vendre leur bien en vue de la réalisation de logements sociaux, et d'assurer la lisibilité et la pérennité des incitations proposées.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme ARTIGALAS et MM. BOUAD, CARDON, MÉRILLOU, MICHAU, MONTAUGÉ, PLA,  
REDON-SARRAZY, STANZIONE, TISSOT et FAGNENARTICLE 6

## I. – Alinéa 78

Supprimer les mots :

pendant cette période de quarante ans

## II. – Alinéa 110

Supprimer les mots :

, depuis au moins quarante ans,

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Permettre l'application du dispositif "seconde vie" sur le seul critère d'ancienneté du patrimoine (et non de l'ancienneté du conventionnement APL)

Avec l'article 6 du PLF 2024, le gouvernement souhaite soutenir la rénovation lourde du parc de logements sociaux anciens.

Le dispositif dit « seconde vie » est réservé aux logements achevés depuis plus de 40 ans et à condition d'avoir été, pendant toute cette période de 40 ans, conventionnés à l'APL ou assimilés. Cette double conditionnalité paraît restrictive. C'est en effet l'âge du bâtiment qui doit justifier de pouvoir bénéficier du dispositif. La seconde exigence conduirait à exclure les opérations portant sur les logements locatifs sociaux qui, bien qu'achevés depuis plus de 40 ans, ont été acquis par l'organisme

de logement social il y a moins de quarante ans dans le cadre, par exemple, d'une acquisition-amélioration.

Cet amendement propose de supprimer cette seconde exigence.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme ARTIGALAS et MM. BOUAD, CARDON, MÉRILLOU, MICHAU, MONTAUGÉ, PLA,  
REDON-SARRAZY, STANZIONE, TISSOT et FAGNEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 QUINQUIES**

Après l'article 10 quinquies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 2° du A du II de l'article 278 sexies est ainsi modifié :

a) À la fin du premier alinéa, les mots : « lorsqu'ils sont situés » sont supprimés ;

b) Les quatre derniers alinéas sont supprimés ;

2° Le tableau constituant le deuxième alinéa de l'article 278 sexies-0 A est ainsi modifié :

a) À la troisième ligne de la première colonne, les mots : « et relevant de la politique de renouvellement urbain » sont supprimés ;

b) À la quatrième ligne de la dernière colonne, le taux : « 10 % » est remplacé par le taux : « 5,5 % ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Retour de la TVA à 5,5% sur toutes les constructions neuves de logements locatifs sociaux (amendement politique que le groupe porte depuis 2018)

Cet amendement propose de rétablir le taux de TVA de 5,5 % pour l'ensemble des opérations de construction de logements locatifs sociaux.

Depuis 2018, le taux de 5,5 % concerne uniquement les opérations financées en PLAI et celles financées en PLUS dans le cadre du NPNRU – le taux applicable aux autres opérations, c'est-à-dire celles financées en PLUS hors NPNRU ou en PLS, ayant été augmenté à 10 %.

Cette augmentation, décidée en 2018 dans un contexte de mise en place progressive de la réduction du loyer de solidarité (RLS), n'est plus justifiée aujourd'hui dès lors que la RLS a largement augmenté et

que le contexte économique a profondément évolué, avec notamment une envolée des coûts de construction et un taux du Livret A beaucoup plus élevé.

Une étude de la banque des territoires confirme que les résultats d'exploitation des organismes seront significativement dégradés au moins jusqu'en 2025, et les marges dégagées pour l'investissement réduites d'autant.

Dès lors, il semble urgent de rétablir un taux de TVA de 5,5 % sur l'ensemble des opérations visées afin de permettre aux bailleurs sociaux de poursuivre leurs efforts pour lancer davantage d'opérations, sachant que le nombre de demandeurs de logement sociaux ne cesse de croître (plus de 2,4 millions).





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme ARTIGALAS et MM. BOUAD, CARDON, MÉRILLOU, MICHAU, MONTAUGÉ, PLA,  
REDON-SARRAZY, STANZIONE et TISSOT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I.- Le B du VII de l'article 65 loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 est complété par une phrase ainsi rédigée : « Toutefois, les dispositions du I bis de l'article 1384 A dans sa version antérieure à l'article 65 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 continuent de s'appliquer aux constructions de logements pour lesquelles la demande de permis de construire a été déposée avant le 1<sup>er</sup> janvier 2023. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Ajustement de l'exonération de TFPB au regard de l'entrée en vigueur de l'application des nouveaux critères de performances énergétiques

Les constructions neuves de logements locatifs sociaux bénéficient d'une exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties de 25 ans, durée qui, depuis 2005, est portée à 30 ans lorsque la construction répond à certains critères de performance énergétique (article 1384 A, I bis, du code général des impôts). Il est rappelé que l'article 177 de la loi de finances pour 2022 prévoit la compensation intégrale de cette exonération.

L'article 65 de la loi de finances pour 2023 (n° 2022-1726) a posé le principe d'une révision de ces critères qui s'appliquent aux constructions de logements pour lesquelles l'ouverture du chantier est intervenue à compter du 1<sup>er</sup> avril 2023.

Cette date d'entrée en vigueur pose différentes difficultés :

- Le décret d'application définissant les nouveaux critères applicables et la procédure à suivre n'a été publié au JO que le 5 juillet 2023, soit plus de 3 mois après l'entrée en vigueur ;

- En outre, le critère choisi par la loi pour définir l'entrée en vigueur, à savoir la date « d'ouverture de chantier » pénalise gravement les opérateurs qui avaient engagé des projets de construction en 2021/2022 en se fondant sur les anciens critères et qui, dès lors que le chantier n'a ouvert qu'après le 1er avril 2023, se voient privés du bénéfice de la mesure alors qu'ils avaient construit l'équilibre de leur opération en intégrant cette exonération de TFPB de 30 ans.

Afin d'éviter ces situations, il est proposé de permettre aux opérations dont la demande de permis de construire a été déposée avant le 1er janvier 2023 de continuer à bénéficier de la mesure sur la base des anciens critères.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme ARTIGALAS et MM. BOUAD, CARDON, MÉRILLOU, MICHAU, MONTAUGÉ, PLA,  
REDON-SARRAZY, STANZIONE et TISSOT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 QUATERDECIES**

Après l'article 27 quaterdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le B de l'article 1594-0 G du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« .... Les acquisitions d'immeubles effectuées par les organismes de foncier solidaire visés à l'article L. 329-1 du code de l'urbanisme en vue de la conclusion d'un contrat de bail réel solidaire mentionné à l'article L. 255-1 du code de la construction et de l'habitation. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Opérations en BRS : éviter la double perception des droits de mutation

Les opérations de bail réel solidaire(BRS) portant sur des logements anciens sont soumises à la perception de droits au taux plein une première fois lors de l'acquisition réalisée par l'organisme de foncier solidaire, puis une seconde fois lorsque les droits sur le bâti sont cédés aux ménages.

Cette sur-taxation a été dénoncée par le Rapport Rebsamen en 2021 et plus récemment par le dernier rapport du Congrès des Notaires de France.

Afin d'éviter cette situation, il est proposé de soumettre les acquisitions immobilières réalisées par les organismes de foncier solidaire au droit fixe de 125 euros, la cession des droits aux ménages restant, quant à elle, soumise aux droits d'enregistrement selon les règles de droit commun.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. RAYNAL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 QUINDECIES**

Après l'article 5 quindecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le 2° de l'article 199 terdecies-0 AA, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Par dérogation au 1° du I. et au 1° du VI. de l'article 199 terdecies-0 A du code général des impôts, les contribuables domiciliés fiscalement en France peuvent bénéficier d'une réduction de leur impôt sur le revenu égale à 30 % des versements effectués au titre de souscriptions en numéraire au capital des entreprises d'utilité sociale mentionnées à l'article L. 3332-17-1 du code du travail. » ;

2° Le deuxième alinéa du 1° du VI de l'article 199 terdecies-0 A est supprimé.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les entreprises solidaires agréées entreprises solidaires d'utilité sociale (ESUS) mobilisent l'épargne citoyenne grâce au dispositif d'incitation fiscale IR-PME-ESUS. Fixé à 18% et indexé sur le taux de l'IR PME (incitation à l'investissement dans les petites et moyennes entreprises), ce taux a été bonifié chaque année successivement depuis 2020.

En 2022, la Cour des comptes a recensé 465 dispositifs d'incitations fiscales, coûtant 94,4 milliards d'euros à l'État. L'IR PME ESUS a un impact significatif sur le financement des entreprises solidaires pour un coût mesuré (2,5M€ par an environ à l'État).

Grâce à cette incitation, les entreprises solidaires peuvent bénéficier d'investissements importants : en 2022, l'épargne collectée directement par les entreprises solidaires membres de FAIR a cru de +9%, passant de 908M€ à 991M€.

Dans ce contexte d'inflation et de remontée des taux, revenir à un taux de 18 % aurait des conséquences dramatiques pour un grand nombre d'entreprises ESUS, qui verraient leur collecte

fortement baisser. Certaines entreprises solidaires, déjà sorties du dispositif en raison de leur âge, ont pu observer des baisses de collecte jusqu'à 40 %.

Cet amendement vise donc à décorréliser les taux de l'IR PME et de l'IR PME ESUS, afin de pouvoir traiter séparément les deux dispositifs qui sont de nature différente. Il propose de prolonger le taux à 30 %. Pour aligner ce dispositif aux incitations concernant par exemple les FIP Outre Mer, il est proposé d'introduire un taux à 30 %.







## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. RAYNAL

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 QUINDECIES

Après l'article 5 quindecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le 2° de l'article 199 terdecies-0 AA , il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Par dérogation au 1° du I et au 1° du VI. de l'article 199 terdecies-0 A du code général des impôts , les contribuables domiciliés fiscalement en France peuvent bénéficier d'une réduction de leur impôt sur le revenu égale à 30 % des versements effectués au titre de souscriptions en numéraire au capital des entreprises d'utilité sociale mentionnées à l'article L. 3332-17-1 du code du travail pour les versements effectués jusqu'au 31 décembre 2025. »

2° Le deuxième alinéa du 1° du VI de l'article 199 terdecies-0 A est supprimé.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Amendement de repli.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. RAYNAL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 QUINDECIES**

Après l'article 5 quindecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le I de l'article 150-0 B ter du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au a du 2° , après les mots : « sont exclues du bénéfice de cette dérogation », sont insérés les mots : « à l'exception des sociétés foncières agréées entreprises solidaires d'utilité sociale, ayant conclu une convention tenant lieu de mandat de service d'intérêt économique général au sens de l'article 4 de la décision 2012/21/UE conformément au 4° du II de l'article 199 terdecies-0 AB du code général des impôts » ;

2° Au b du 2° , après les mots : « sous la même exclusion », sont insérés les mots : « et la même exception »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise s'assurer que les foncières solidaires SIEG (Service d'Intérêt Economique Général), puissent bénéficier du dispositif du remploi de produit cession.

Dans le cas d'une cession de titres de société, un chef d'entreprise peut bénéficier d'un report d'imposition ou d'une exonération sur la plus-value de cession, à condition qu'il réinvestisse le produit de cette cession, grâce au dispositif de « remploi de produit cession ». Ce dispositif vise à stimuler l'investissement, en encourageant les investisseurs à remployer rapidement leur capital. Toutes les structures ne peuvent pas bénéficier de ces réinvestissements.

En effet, les sociétés à prépondérance immobilière en sont exclues. Cela évite l'optimisation fiscale abusive, la fiscalité des cessions de parts sociales étant plus avantageuse que la fiscalité de cession d'immeubles. Cependant, à la différence des textes régissant les dispositifs de réduction d'IRPP, ou les droits de mutation, il n'existe pas d'exception à cette exclusion pour les entreprises solidaires. Les entreprises solidaires à prépondérance immobilière sont donc exclues du dispositif.

Certaines foncières solidaires se sont vues confier par l'État français un mandat de SIEG et mobilisent également de l'épargne solidaire grâce à l'agrément ESUS (entreprise solidaire d'utilité sociale). Ces foncières intègrent des activités de logement très social, et leur statut de SIEG est proche d'une délégation de service social.

À ce titre, leur activité est très encadrée. Conditionner l'ouverture du emploi produit cession à l'agrément SIEG permettrait d'ajouter une garantie supplémentaire que ce dispositif n'est pas détourné pour financer des activités de gestion de patrimoine immobilier.





N°	I-1411
----	--------

**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. RAYNAL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au 2 de l'article 266 decies du code des douanes, le montant : « 171 000 euros » est remplacé par le montant : « 250 000 euros » et le taux : « 25 % » est remplacé par le taux : « 50 % ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La pollution de l'air a de graves conséquences sanitaires et économiques. C'est également un sujet à forte sensibilité médiatique, et une préoccupation croissante pour les Français, qui réclament une information de plus en plus précise et accessible.

Les Associations Agréées de Surveillance de la Qualité de l'Air (organismes régionaux regroupés au sein de la Fédération Atmo France), dont la gouvernance est quadripartite (État, Collectivités, Entreprises, Associations et personnalités qualifiées santé/environnement) et dont le financement est diversifié (État, Collectivités, Entreprises via notamment des dons libératoires de Taxes Générales sur les Activités Polluantes), sont des organismes indépendants, impartiaux et neutres. Leur ancrage territorial les place au plus près des acteurs locaux, dont les collectivités territoriales.

Les dons libératoires de TGAP-air contribuent au financement de ces associations tout en permettant l'établissement de relations territoriales avec le tissu industriel régional. Or cette ressource financière est amenée à diminuer au regard des perspectives, très positives, de décarbonation de l'industrie qui cherche à réduire les consommations d'énergie fossiles, polluantes et donc génératrices de TGAP.

Aussi, afin que cette évolution, qui doit être encouragée, n'impacte pas significativement le financement des AASQA, il est proposé dans cet amendement de relever les seuils limite des dons possibles.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. RAYNAL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

## I. – Après l’alinéa 16

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

...° À la seconde phrase du troisième alinéa de l’article L. 31-10-10, le montant : « 156 000 € » est remplacé par le montant : « 170 000 € ».

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le prêt à taux zéro (PTZ) vise à soutenir l’accession pour les ménages sous plafonds de ressources, en complément d’un crédit immobilier souscrit auprès d’un établissement bancaire.

La hausse des taux d’intérêt combinée aux critères obligatoires d’octroi des crédits fixés par le haut Conseil de Stabilité Financière (HCSF) depuis le 1er janvier 2022 a fait chuter la production de crédits à l’habitat de près de 40 % entre février 2023 et 2022 selon les chiffres publiés par la Banque de France début avril, s’établissant ainsi en dessous de la moyenne des cinq dernières années.

Pour relancer l’accession à la propriété et ainsi réduire la pression sur le marché locatif, il est proposé d’actualiser le montant maximal du PTZ, inchangé depuis 2014. Cette mesure devrait permettre de resolvabiliser une partie des ménages accédants éligibles.

Tel est l’objet du présent amendement.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. RAYNAL

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 NONIES

Après l'article 5 nonies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 39 decies A du code général des impôts, il est inséré un article 39 decies ... ainsi rédigé :

« Art. 39 decies .... – Les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés ou à l'impôt sur le revenu selon un régime réel d'imposition peuvent déduire de leur résultat imposable :

« 1° Une somme égale à 40 % de la valeur d'origine des véhicules immatriculés et des engins non immatriculés utilisés exclusivement côté piste des aéroports, hors frais financiers, affectés à leur activité et qu'elles acquièrent neufs à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 et jusqu'au 31 décembre 2025, lorsqu'ils utilisent exclusivement comme énergie le gaz naturel et le biométhane carburant, ou le carburant ED95 composé d'un minimum de 90,0 % d'alcool éthylique d'origine agricole ou l'électricité ou l'hydrogène ;

« 2° Une somme égale à 20 % de la valeur d'origine des biens destinés à l'alimentation électrique et en conditionnement d'air des engins de pistes aéroportuaires et des avions durant l'escale, par le réseau terrestre, hors frais financiers, affectés à leur activité, qu'elles acquièrent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 et jusqu'au 31 décembre 2025.

« La déduction est répartie linéairement à compter de la mise en service des biens sur leur durée normale d'utilisation. En cas de cession ou de désinstallation du bien avant le terme de cette période, elle n'est acquise à l'entreprise qu'à hauteur des montants déjà déduits du résultat à la date de la cession ou de la désinstallation, qui sont calculés prorata temporis.

« L'entreprise qui prend en location un bien neuf mentionné au 1° ou au 2° du présent article, dans les conditions prévues au 1 de l'article L. 313-7 du code monétaire et financier en application d'un contrat de crédit-bail ou dans le cadre d'un contrat de location avec option d'achat, conclu à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 et jusqu'au 31 décembre 2025, peut déduire la somme prévue aux 1° et 2° du présent article, hors frais financiers, au moment de la signature du contrat. Cette déduction est répartie prorata temporis sur la durée normale d'utilisation du bien à compter de l'entrée en location. Si l'entreprise crédit-preneuse ou locataire acquiert le bien, elle est autorisée à appliquer la déduction. La déduction cesse à compter de la cession ou de la cessation par l'entreprise du contrat de crédit-bail ou de location avec option d'achat ou du bien et ne peut pas s'appliquer au nouvel exploitant.

« L'entreprise qui donne le bien en crédit-bail ou en location avec option d'achat ne peut pas pratiquer la déduction mentionnée au 1° ou au 2° du présent article. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Le présent amendement propose de prolonger jusqu'au 31 décembre 2025 un mécanisme de suramortissement fiscal pour les investissements réalisés par les exploitants aéroportuaires et les sociétés d'assistance en escale, afin de les inciter à s'engager résolument dans la transition énergétique des engins de piste lors du renouvellement de leur flotte.

Le dispositif proposé ici consiste en une incitation fiscale pour l'acquisition de véhicules et d'engins de piste à faibles émissions en remplacement des engins à moteur thermique. Il s'agit donc de renouveler, via le dispositif de suramortissement fiscal, le parc d'engins de piste au profit d'engins plus propres dont une part en flotte à motorisation électrique.

En effet, les véhicules et engins de piste sont responsables d'environ 5% des émissions de gaz à effet de serre (GES) du transport aérien, lui-même responsable d'environ 2% des émissions mondiales de GES.

Il est nécessaire d'utiliser les moyens d'action à disposition pour réduire les émissions de polluants atmosphériques des activités aéroportuaires. Le dispositif de suramortissement pour l'acquisition d'engins de piste « propres » fait partie de ces moyens d'action.

Il s'appliquerait également aux biens destinés à l'alimentation électrique et en conditionnement d'air des engins de piste et des avions durant l'escale par le réseau terrestre. Cela favoriserait le déploiement des bornes de recharge électrique pour les engins de piste sur l'aéroport, et permettrait d'éviter l'utilisation des moteurs auxiliaires alimentant les avions au sol et consommant du kérosène.





N°	I-1414
----	--------

## AMENDEMENT

présenté par  
M. RAYNAL

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 39 decies A du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 2° du I est ainsi modifié :

a) Au deuxième alinéa, les mots : « a à d », sont remplacés par les mots : « c à e » ;

b) Au troisième alinéa, les mots : « a à d » sont remplacés par les mots : « c à e » ;

2° A la fin de la deuxième phrase du III, les mots : « a à d du 1 dudit I » sont remplacés par les mots : « c à e du 1 dudit I » ;

II- La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la majoration de la taxe sur la masse en ordre de marche des véhicules de tourisme prévue aux articles L. 421-71 à L. 421-81-1 du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Cet amendement prolonge le dispositif de suramortissement pour l'acquisition de poids lourds peu polluants.

Il vise à concentrer le dispositif visant à accompagner les entreprises dans l'acquisition de poids lourds et véhicules utilitaires légers sur l'énergie électrique, hydrogène ainsi que le biocarburant de type B100.

Le ministère de la Transition écologique indique qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2022 le parc de poids lourds est constitué de 180 poids lourds électriques et de 3 poids lourds hydrogène sur un parc de plus de 616 000 poids lourds. En outre, plusieurs réglementations vont contraindre les entreprises à verdir leurs flottes professionnelles de poids-lourds : la loi Climat et Résilience interdit en 2040 la vente de poids lourds fossiles, les ZFE-m vont interdire la circulation des poids-lourds Euro 2 à 5 d'ici 2030 et la Commission européenne veut interdire la vente de poids lourds thermiques en 2040.

La transition vers un parc de poids lourds consommant des énergies propres sera coûteuse. Pour préserver la compétitivité et la capacité des entreprises à investir dans le verdissement de leurs activités, un soutien massif et pérenne de l'État est nécessaire.

Cet amendement vise donc à donner plus de visibilité aux entreprises pour leurs investissements en faveur de la décarbonation de leurs flottes.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme VARAILLAS, MM. BARROS, CORBISEZ  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER**

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code des douanes est ainsi modifié :

1° À l'article 266 sexies, le I est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« 11. Les metteurs sur le marché de tout produit manufacturé polluant à destination des ménages et ne bénéficiant d'aucune filière de recyclage dans les conditions techniques et économiques du moment, y compris visé par les mécanismes de responsabilité élargie du producteur définis aux articles L. 541-10-1 à L. 541-10-10 du code de l'environnement, à l'exclusion de tout produit destiné à l'alimentation humaine et de tout produit énergétique visé par la taxe intérieure de consommation. La définition de produit manufacturé polluant est précisée par décret. »

2° L'article 266 septies est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« .... La mise sur le marché du produit générateur de déchets par les personnes mentionnées au 11 du I de l'article 266 sexies. »

3° L'article 266 octies est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« .... Le nombre de produits générateurs de déchets remplissant les conditions fixées au 11 du I de l'article 266 sexies devant faire l'objet d'un registre national géré par l'Agence de la transition écologique. »

4° L'article 266 nonies est ainsi modifié :

a) Le tableau constituant le second alinéa du B du 1 est complété par une ligne ainsi rédigée :

«

Produits générateurs de déchets selon les conditions fixées au 11 du I de l'article sexies	Unité de vente mise sur le marché	0,10
--------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------	------

» ;



b) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Le paiement d'une contribution financière au titre d'une responsabilité élargie du producteur sur l'emballage n'exonère pas du paiement de la taxe, mentionnée au I de l'article 266 sexies, les personnes physiques ou morales mentionnées au 11 du 1 du même article. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

La France a produit 39 millions de tonnes de déchets ménagers et assimilés en 2019. Alors que près de la moitié a pu être orientée vers des installations de recyclage ou de compostage, 32 % ont été brûlés et 21 % enfouis en décharge. C'est par exemple le cas des pots de yaourt, qui sont pour la plupart incinérés, alors que 500 pots sont jetés chaque seconde.

Cette gestion polluante des déchets donne lieu au paiement de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP). Si cet impôt prévoit l'incinération et le stockage des déchets, dont les coûts aussi bien environnementaux qu'économiques sont important pour la collectivité, qui repose très peu sur le producteur du déchet. Or, les produits destinés in fine à la décharge ou l'incinération le sont car leur fin de vie n'a pas été correctement anticipée dès l'amont. Ce n'est pas l'acte du consommateur qui est responsable de ce déchet, alors que les alternatives sont encore trop insuffisantes. Les producteurs s'obstinent à mettre sur le marché des objets qui ne pourront être ni réparés, ni réemployés, ni recyclés, notamment parce que cela leur est moins coûteux que de travailler à des alternatives durables.

Le système de responsabilité élargie du producteur (REP) vise à consacrer la responsabilité, notamment financière, des metteurs en marché de produits voués à devenir déchets. Toutefois, le mécanisme montre ses limites, puisque plus de la moitié des déchets reste privée de solution de recyclage.

Dans cette perspective, il est fondamental de renforcer l'incitation-prix à développer des productions plus vertueuses. Pour diminuer la production de déchets à la source et l'envoi de ces derniers en décharge ou en incinération, la vente de produits réparables ou réemployables et recyclables est indispensable.

C'est l'objet du présent amendement, qui propose la création d'une TGAP « amont », applicable dès la mise en marché de produits qui n'ont pas été conçus dans une logique d'économie circulaire. Proposée à 0,10 euros par unité, cette taxe prévient les coûts de la décharge ou de l'incinération qui pèse aujourd'hui sur les contribuables. Cette taxe permettra ainsi d'encourager des productions plus soutenables.

Cet amendement présenté par les sénatrices et sénateurs du groupe CRCE-K a été travaillé avec l'ONG Zero Waste France.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme VARAILLAS, MM. BARROS, CORBISEZ, BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER**

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le i du A du I de l'article 266 nonies du code des douanes, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ... Sur les territoires performants en matière de prévention des déchets, une réfaction de 15 % est appliquée. La définition de territoires performants en matière de prévention des déchets est précisée par décret. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Parce qu'elles ont la charge du service public de gestion des déchets, les collectivités territoriales sont un maillon clé de la lutte contre la production de déchets et le gaspillage de ressources.

Elles doivent s'acquitter d'un certain montant de taxe générale sur les activités polluantes (TGAP), proportionnel aux déchets jetés par leurs habitantes et habitants. Plus une collectivité a recours à l'incinération ou la mise en décharge, plus le traitement de leurs déchets est coûteux.

Ceci a incité certaines collectivités à limiter les collectes, afin de sensibiliser les citoyens, qui n'y trouvent pas directement d'intérêt.

En donnant un avantage financier aux collectivités qui mettent en œuvre des dispositifs de prévention parfois mal perçus, la contrepartie permettra une meilleure acceptation.

Cet avantage pourra prendre la forme d'une remise sur TGAP pour les territoires qui présentent des résultats performants en matière de déchets. L'intérêt financier à réduire les déchets serait particulièrement renforcé pour les collectivités, qui s'acquitteraient d'une TGAP d'autant plus faible si elles répondent aux critères de territoires performants.

La définition de territoires performants en matière de prévention des déchets devra être précisée par décret, par exemple sur la base des performances identifiées par l'Ademe dans son étude sur les territoires pionniers de la prévention des déchets. Elle pourra notamment intégrer le volume de

déchets ménagers et assimilés produits dans les collectivités en plus de celui d'ordures ménagères résiduelles.

Cet amendement proposé par les sénatrices et sénateurs du groupe CRCE-K a été travaillé avec l'ONG Zero Waste France



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. FERNIQUE, Mme SENÉE, MM. Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 278-0 bis est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ... – Les billets de train pour le transport des voyageurs. » ;

2° Le b quater de l'article 279 est complété par les mots : « , à l'exception des billets de train pour le transport des voyageurs ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Cet amendement vise à appliquer aux billets de trains pour le transport de voyageurs le taux réduit de 5,5% de TVA, tel qu'adopté par le Sénat dans le cadre de la loi Climat et Résilience.

Tandis que le secteur ferroviaire traverse une crise financière importante, cette mesure permettrait de soutenir les régions face aux effets délétères de l'inflation et de la hausse des coûts de l'énergie, et leur donnant des marges de manoeuvre pour le développement et le financement des politiques de mobilité, en particulier les investissements dans le renouvellement du matériel roulant, la rénovation des infrastructures et les coûts de fonctionnement des services.

Il est également primordial de réduire la dépendance à la voiture individuelle des ménages, afin d'atteindre les objectifs de report modal du routier vers le ferroviaire. Une telle mesure laisserait la possibilité aux régions d'éviter une hausse des tarifs, voire, d'envisager des baisses de tarifs, afin d'aider les ménages face à la hausse des prix des carburants et à l'inflation que ces derniers subissent.

Il est donc proposé d'intégrer dans le projet de loi de finances pour 2024, la réduction du taux de TVA à 5,5% imputée sur le prix des billets de train pour le transport de voyageurs.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. FERNIQUE, Mme SENÉE, MM. Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 278-0 bis est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« O. - Les services de transport public de voyageurs conventionnés régionaux et locaux. » ;

2° Le b quater de l'article 279 est complété par les mots : « à l'exclusion des services de transport public de voyageurs conventionnés régionaux et locaux qui relèvent du taux prévu à l'article 278-0 bis » ;

3° Au dernier alinéa du 2° du 1 du I de l'article 297, après la référence : « H », est insérée la référence : «, O ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Cet amendement vise à reconnaître les transports collectifs publics et privés de voyageurs comme des services de première nécessité par l'abaissement du taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à 5,5%. Cette mesure va donc plus loin encore que la baisse de TVA dévolue aux seuls billets de train, telle que votée par le Sénat dans la loi Climat et Résilience.

Cet amendement permet de consacrer à nouveau les transports collectifs du quotidien au rang de service public de première nécessité, comme tel était le cas jusqu'au 1er janvier 2012, avant que la TVA applicable ne soit augmentée à 7 % puis à 10 % au 1er janvier 2014. Par ailleurs, cette mesure permettrait d'aider les AOM à retrouver des marges de manœuvre financière pour investir.

En effet, si la baisse du taux de TVA est généralement associée à une baisse tarifaire, l'objectif de cette mesure est plutôt de dégager des marges de manœuvre pour contribuer au développement des politiques de mobilité des autorités organisatrices de la mobilité et au financement des investissements nécessaires à la lutte contre le réchauffement climatique, à la transition énergétique



des flottes de véhicules, à l'amélioration du maillage des réseaux et de la fréquence de l'offre, à la rénovation des infrastructures et au développement de nouveaux services de mobilité.

Le coût de la mesure s'élèverait à environ 280 millions d'euros, d'après le rapport sur le modèle économique des transports collectifs établi par Philippe Duron.

Il s'agit d'une réponse particulièrement adaptée aux difficultés actuelles des transports publics, qui disposeraient ainsi de moyens pour sortir du choix contraint dans lequel ils se trouvent : augmenter le prix des billets, évolution particulièrement malvenue dans un contexte de pouvoir d'achat fortement mis à mal, ou, réduire l'offre de transport, évolution particulièrement malvenue au regard des impératifs climatiques.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. FERNIQUE, Mme SENÉE, MM. Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 QUATER

Après l'article 3 quater

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article L. 3261-3-1 du code du travail est ainsi modifié :

1° À la première phrase, les mots : « peut prendre » sont remplacés par le mot : « prend » ;

2° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« L'obligation de prise en charge issue du premier alinéa entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024, y compris dans les entreprises de moins de cinquante salariés. Dans les entreprises de moins de onze salariés, la prise en charge prévue par le premier alinéa est facultative. Au sein de la fonction publique territoriale, elle entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2025. Avant ces dates, l'employeur peut prendre en charge ces frais dans les conditions définies par le présent article. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à rendre obligatoire pour l'employeur le Forfait Mobilités Durables (FMD) afin d'encourager un plus grand nombre de salariés du secteur privé et d'agents de la fonction publique territoriale à modifier de façon structurante et durable leurs habitudes dans les déplacements domicile-travail, en les incitant véritablement à utiliser des modes de transports décarbonés.

Ce dispositif participerait à la réalisation de l'objectif ambitieux d'atteindre une part modale du vélo de 12% d'ici à 2030 - objectif affiché dans le cadre du plan Vélo et mobilités actives lancé en 2019. Les associations qui travaillent sur ce sujet en France évaluent actuellement cette part à 4 %.

D'après l'INSEE, la voiture reste le mode de déplacement majoritaire pour se rendre au travail, et seuls 2,9 % des salariés utilisent le vélo pour les trajets domicile-travail alors que 75 % de l'ensemble des trajets domicile-travail font moins de 5 km.

En 2019, la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) dans son article 82 a créé le FMD. Si celui-ci est obligatoire pour les fonctions publiques d'Etat et hospitalière, il reste facultatif au sein de la fonction

publique territoriale et du secteur privé. Cependant, la LOM rend obligatoire l'intégration des mobilités domicile-travail aux négociations annuelles obligatoires (NAO) pour les entreprises employant plus de 50 salariés pour un même site.

Les entreprises ayant mis en place le FMD constatent un fort intérêt de leurs salariés pour cet outil, qui favorise le report modal vers les mobilités actives. Une hausse de la part modale vers les moyens de transport actifs est constatée dès la première année. Pourtant, d'après le 1er Baromètre du FMD publié en avril 2021, seuls 20% des employeurs interrogés l'avaient déployé.

Si la création du FMD a permis des progrès dans la prise en charge des déplacements domicile-travail des salariés à vélo, et que son montant plafond a largement été rehaussé, la question de sa généralisation se pose pour une mise en œuvre effective de la mesure et une égalité entre salariés. C'est l'objet du présent amendement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. FERNIQUE, Mme SENÉE, MM. Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 14

Après l'article 14

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le code des impositions sur les biens et les services est ainsi modifié :

1° L'article L. 421-74 est abrogé ;

2° L'article L. 421-75 est ainsi rédigé :

« Art. L. 421-75 – Pour tout véhicule dont la source d'énergie ne comprend ni l'électricité ni l'hydrogène, le tarif unitaire, exprimé en euros par kilogramme, et le seuil minimal, exprimé en kilogrammes, sont, pour chaque année de première immatriculation du véhicule, les suivants :

«

Masse en ordre de marche (en kilogrammes)	Tarif unitaire (en euros par kilogramme)
Inférieure à 1500	5
Supérieure ou égale à 1500 et inférieure à 1700	10
Supérieure ou égale à 1700	20

» ;

3° L'article L. 421-78 est ainsi rédigé :

« Art. L. 421-78 – Pour tout véhicule dont la source d'énergie est exclusivement ou partiellement l'électricité ou bien exclusivement ou partiellement l'hydrogène, le tarif unitaire, exprimé en euros par kilogramme, et le seuil minimal, exprimé en kilogrammes, sont, pour chaque année de première immatriculation du véhicule, les suivants :

«

Masse en ordre de marche (en kilogrammes)	Tarif unitaire (en euros par kilogramme)
Inférieure à 1500	5
Supérieure ou égale à 1500 et inférieure à 1700	10
Supérieure ou égale à 1700	20

» ;

4° L'article L. 421-79 est abrogé.

### **OBJET**

Cet amendement vise à ajuster le barème de la taxe sur la masse, le « malus poids », adopté dans le projet de loi de finances pour 2021, afin d'inverser la tendance actuelle de hausse du poids moyen des véhicules produits par nos constructeurs automobiles, dont la part de marché ne fait qu'augmenter en dépit de leurs émissions nocives.

Cette tendance pourrait sembler bénéfique à courte vue pour notre production nationale, mais serait dévastatrice à terme, puisqu'à l'avenir les producteurs automobiles compétitifs seront ceux qui répondront efficacement à la demande de véhicules sobres et moins émetteurs de CO2.

Les SUV émettent en moyenne 20% de CO2 de plus qu'une voiture de poids standard, et représentent une source importante de la hausse des émissions. Il s'agit d'une tendance forte du marché automobile qui touche l'ensemble des gammes de véhicules. Entre 2008 et 2020, les SUV sont ainsi passés de 5 à 41 % des ventes en France. Ils ont en effet représenté 41% des ventes de véhicules neufs en France en septembre 2020, ce qui traduit une progression de 3,28% par rapport à septembre 2019.

Bien que nous saluions l'amendement adopté à l'Assemblée, abaissant le malus poids à 1,6 t à partir de 2024, au lieu de 1,8 t, avec un barème progressif, il est encore insuffisant. Un seuil à 1,3 t permettrait en effet de couvrir 40% des véhicules thermiques, et 18% des électriques.

Pour contenir, voire inverser la tendance d'augmentation du poids moyen qui affecte tous les segments de l'offre automobile, le présent amendement prévoit donc la baisse progressive du seuil d'entrée dans la taxe sur la masse en ordre de marche à 1300 kg, l'application d'un barème progressif, ainsi que l'élargissement de ce mécanisme aux véhicules hybrides rechargeables et électriques. Bien que ces voitures soient moins émissives, il nous semble approprié de les inclure dans la démarche de sobriété énergétique que la transition énergétique requiert.

Cet amendement a été travaillé avec le WWF France.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. FERNIQUE, Mme SENÉE, MM. Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 12

Après l'article 12

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article L. 312-53 du code des impositions sur les biens et services est abrogé.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à supprimer le tarif réduit sur l'accise sur les gazoles dont bénéficient les entreprises du transport routier de marchandises, répondant aux conditions cumulatives prévues à l'article L. 312-53 du code des impositions sur les biens et services.

Depuis la loi de finances de 2016, le secteur du transport routier de marchandises est exonéré des hausses de la TICPE sur le gazole. Cette exonération a toujours été annoncée comme temporaire, pour autant, cette mesure transitoire dure maintenant depuis 8 ans.

Les poids lourds à moteur diesel ne sont donc pas taxés pour les émissions de gaz à effet de serre qu'ils génèrent par leur consommation de carburant. Une telle exonération n'incite nullement à engager une transition efficace vers des modes de transports de marchandises plus soutenables. Il est pourtant nécessaire de favoriser par des incitations fiscales le report vers le fret ferroviaire ou le fret fluvial, afin de réduire notre dépendance aux énergies fossiles et engager une véritable politique publique qui redynamise en outre le rail.

Il est évident que la suppression des avantages fiscaux pour le gazole doit être accompagnée de mesures de compensation. Une telle disposition ne doit en aucun cas pénaliser les TPE et les PME qui seront soumises aux nouveaux barèmes.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. FERNIQUE, Mme SENÉE, MM. Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER**

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code des douanes est ainsi modifié :

1° Le I de l'article 266 sexies est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« 11. Les metteurs sur le marché de tout produit composé en tout ou partie de plastique à destination des ménages, y compris visé par les mécanismes de responsabilité élargie du producteur définis aux articles L. 541-10-1 à L. 541-10-10 du code de l'environnement, à l'exclusion de tout produit destiné à l'alimentation humaine et de tout produit énergétique visé par la taxe intérieure de consommation. La liste de produits en plastique concernés est précisée par décret. » ;

2° L'article 266 septies est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« 11. La mise sur le marché du produit générateur de déchets par les personnes mentionnées au 11 du I de l'article 266 sexies. » ;

3° L'article 266 octies est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« 10. Le nombre de produits générateurs de déchets remplissant les conditions fixées au 11 du I de l'article 266 sexies devant faire l'objet d'un registre national géré par l'Agence de la transition écologique. » ;

4° L'article 266 nonies est ainsi modifié :

a) Le tableau constituant le deuxième alinéa du B du 1 est complété par une ligne ainsi rédigée :

«

Produits générateurs de déchets selon les conditions fixées au 11 du I de l'article 266 sexies	Unité de vente mise sur le marché	0,10
------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------	------

» ;

b) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Le paiement d'une contribution financière au titre d'une responsabilité élargie du producteur sur l'emballage n'exonère pas du paiement de la taxe, mentionnée au I de l'article 266 sexies, les personnes physiques ou morales mentionnées au 11 du 1 du même article. »

### **OBJET**

Cet amendement propose la création d'une TGAP « amont », applicable dès la mise en marché de produits composés en tout ou partie de plastique. Envisagée à 0,10 euros par unité, cette taxe vise à pénaliser la production de biens dont le coût futur de la mise en décharge ou l'incinération pèseront financièrement sur les contribuables. Elle devrait permettre de créer un signal-prix sur l'amont et d'encourager des productions plus soutenables des points de vue aussi bien environnementaux qu'économiques.

La France a produit 39 millions de tonnes de déchets ménagers et assimilés en 2019. Alors que près de la moitié a pu être orientée vers des installations de recyclage ou de compostage, 32 % ont été brûlés et 21 % enfouis en décharge.

Cette gestion polluante des déchets est pénalisée en France par la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP). Si cet impôt sanctionne à juste titre l'incinération et le stockage des déchets, dont les coûts aussi bien environnementaux qu'économiques sont exorbitants, il fait peser la responsabilité de la production de déchets davantage sur l'aval. Or, les produits destinés in fine à la décharge ou l'incinération le sont car leur fin de vie n'a pas été correctement anticipée dès l'amont. Plus que la conséquence d'actes de consommation, le recours aux modes de traitement polluants des déchets tient aussi et surtout de productions non soutenables qui s'obstinent à mettre sur le marché des objets pas ou peu réparables, réemployables ou recyclables. C'est notamment le cas des produits composés de plastique. En effet, la production et l'incinération de plastiques pourraient générer près de 56 milliards de tonnes de CO2 d'ici à 2050, dont 53,3 milliards imputables à la seule production.

Le système de responsabilité élargie du producteur (REP) vise à consacrer la responsabilité, notamment financière, des metteurs en marché de produits inéluctablement voués à devenir déchets. Force est de constater que le mécanisme montre ses limites, puisque plus de la moitié des déchets reste privée de nouveaux cycles de vie. Les modulations des éco-contributions versées par les producteurs font montre d'une intention tout à fait louable mais de résultats foncièrement décevants dans la pratique. En matière de plastique, l'exemple du PET opaque est éclairant : malgré une éco-contribution malussée à 100 % depuis 2018, cet emballage non recyclable et par ailleurs perturbateur de recyclage est toujours utilisé.

Dans cette perspective, il est fondamental de renforcer l'incitation-prix à développer des productions plus vertueuses. Pour diminuer la production de déchets plastiques à la source et l'envoi de ces derniers en décharge ou en incinération, la mise en marché de produits réparables ou réemployables et recyclables est indispensable.

Cet amendement a été travaillé avec l'ONG Zero Waste France.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. FERNIQUE, Mme SENÉE, MM. Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 27 DUODECIES

Rédiger ainsi cet article :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 1520 est complété par un paragraphe V ainsi rédigé :

« V. – La taxe, lorsqu'elle est instituée, s'applique sur l'intégralité du territoire sous réserve des dispositions de l'article L. 2333-76 du code général des collectivités territoriales. Toutefois, à titre dérogatoire, si des différences objectives de service le justifient, la commune, l'établissement public de coopération intercommunale ou l'établissement public local compétent peut décider de n'instituer la taxe que sur une partie seulement de son territoire nonobstant les mécanismes transitoires prévus par l'article 1639 A bis du code général des impôts. » ;

2° Au I bis de l'article 1522 bis après la référence : « article 1639 A bis », la fin de la phrase est supprimée ;

3° L'article 1639 A bis est ainsi modifié :

a) La première phrase du deuxième alinéa du III est complétée par les mots : « sous réserve des dispositions du V de l'article 1520 » ;

b) Le premier alinéa du IV est complété par les mots : « , sous réserve des dispositions du V de l'article 1520 ».

II. – Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° L'article L. 2333-76 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« La redevance, lorsqu'elle est instituée, s'applique sur l'intégralité du territoire. Toutefois, à titre dérogatoire, si des différences objectives de service le justifient, la commune, l'établissement public de coopération intercommunale ou l'établissement public local compétent peut décider de n'instaurer la redevance que sur une partie seulement de son territoire nonobstant les mécanismes transitoires prévus par l'article 1639 A bis du code général des impôts et les deuxième et troisième alinéa du présent article. Le service du territoire couvert par la redevance fait l'objet d'un budget distinct. » ;

2° L'article L. 2333-78 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

a) La première phrase du troisième alinéa est ainsi rédigée : « Ils ne peuvent l'instituer que sur les secteurs géographiques où ils n'ont pas institué la redevance prévue à l'article L. 2333-76. » ;

b) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque la taxe d'enlèvement des ordures ménagères est instaurée sur une partie seulement du territoire, la redevance spéciale ne peut s'appliquer que sur le ou les territoires concernés en application du paragraphe V de l'article 1520 du code général des impôts. » ;

3° Le premier alinéa de l'article L. 2333-79 est complété par une phrase ainsi rédigée : « Lorsque la redevance est instaurée sur une partie seulement du territoire, la suppression de la taxe ne s'applique que sur le territoire concerné en application de l'article L. 2333-76 précité et du V de l'article 1520 du code général des impôts. »

### **OBJET**

L'obligation de proposer une tarification incitative des déchets, issue de la loi de transition énergétique pour la croissance verte de 2015, vise à réduire la quantité d'ordures ménagères résiduelles produite en France ainsi qu'à améliorer le geste de tri.

Tandis que les objectifs de cette taxe étaient de couvrir 25 millions de personnes d'ici à 2025, c'est seulement entre 6 et 7 millions de nos concitoyens qui sont soumis à cette tarification.

Son déploiement pose en effet un certain nombre de difficultés aux collectivités. L'une d'entre elle réside dans l'absence de possibilité pour les EPCI de déployer une tarification incitative sur une partie seulement d'un territoire donné.

Permettre aux collectivités de mettre en place cette distinction représente une souplesse qui existe déjà mais sous la forme d'expérimentations limitées dans le temps. La généralisation de ce dispositif est une nécessité pour remettre en marche le déploiement de la tarification incitative dans des zones où elle est pertinente.

Concrètement, cela permettrait le déploiement de la tarification incitative en milieu périurbain et rural, sans pour autant la déployer en milieu urbain dense où elle est plus complexe à mettre en œuvre.

En effet, la mise en place d'une tarification incitative en centre urbain dense est souvent complexe car il est nécessaire d'individualiser les facturations, alors qu'en zone pavillonnaire ou rurale l'habitat individuel est favorable à la tarification incitative car il simplifie cette identification. A l'échelle d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) compétent en matière de gestion des déchets ou d'un syndicat de traitement, les typologies de territoires diffèrent et répondent à des enjeux très distincts.

La suppression de l'obligation faite aux élus locaux d'harmoniser les modes de financement du SPGD permet par ailleurs de favoriser le maintien d'une tarification incitative sur les territoires nouvellement fusionnés. Cela permettrait ainsi de conserver un dispositif au service de la transition écologique qui a fait ses preuves, notamment en zone rurale.

Les collectivités ayant recours à la tarification incitative sont généralement des collectivités de moins de 30 000 habitants actuellement en taxe d'enlèvement des ordures ménagères incitative (TEOMi) ou redevance incitative (REOMi).

Cet amendement a été travaillé avec l'Institut National de l'Economie Circulaire.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. FERNIQUE, Mme SENÉE, MM. Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le I de l'article L. 1615-1 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° La location des biens utilisés dans les opérations d'investissement. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à favoriser le développement de l'économie de la fonctionnalité dans les collectivités, en permettant de leur rembourser la taxe sur la valeur ajoutée pour les opérations de location.

Aujourd'hui, les collectivités ne bénéficient pas du remboursement de la TVA pour la location des produits mais uniquement pour leur acquisition, encourageant ainsi les comportements les moins vertueux. En effet, l'Etat rembourse actuellement aux collectivités locales, par l'intermédiaire du fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) la taxe qu'elles ont supportée lors de l'acquisition d'un bien d'équipement, ce qui n'est pas le cas pour la location, entrant dans les dépenses de fonctionnement.

Pour développer l'économie de fonctionnalité, le levier de la commande publique est primordial : les achats réalisés par les collectivités locales représentent à eux seuls près de 45,6 milliards d'euros par an.

Il convient donc de mettre fin à cette inégalité en autorisant également le remboursement pour les opérations de location, généralement plus vertueuses et économes en ressources.

Cet amendement a été travaillé avec l'Institut National de l'Économie Circulaire.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. FERNIQUE, Mme SENÉE, MM. Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 39 decies A du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa du I, après les mots : « biens acquis neufs », sont insérés les mots : « ou dont la motorisation thermique a fait l'objet d'une transformation en motorisation électrique à batterie ou à pile à combustible » ;

2° À la première phrase du premier alinéa du III, après les mots : « bien neuf », sont insérés les mots : « ou dont la motorisation thermique a fait l'objet d'une transformation en motorisation électrique à batterie ou à pile à combustible » ;

3° Au deuxième alinéa du III, après les mots : « aux véhicules neufs », sont insérés les mots : « ou dont la motorisation thermique a fait l'objet d'une transformation en motorisation électrique à batterie ou à pile à combustible ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement propose d'étendre le dispositif de suramortissement (déduction assise sur la valeur d'origine de certains biens) pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés ou à l'impôt sur le revenu selon un régime réel d'imposition, aux véhicules rétrofités.

La loi de finances pour 2019 avait étendu ce dispositif aux véhicules équipés d'une motorisation électrique ou à pile à hydrogène, GNV/bioGNV, alors qu'il était déjà en vigueur pour les véhicules de 3,5 tonnes fonctionnant au gaz naturel, au biométhane, ou utilisant le carburant ED95. La loi Climat et Résilience a par ailleurs prorogé cette déduction jusqu'au 31 décembre 2030.

Tandis que le droit communautaire a acté la fin de la vente des véhicules thermiques neufs d'ici à 2035, il est nécessaire de verdir rapidement le parc roulant existant. L'activité de rétrofit, qui consiste à convertir un véhicule thermique en véhicule électrique à batterie ou à pile à combustible, peut être un levier efficace à actionner. Cette activité s'inscrit dans le développement de l'économie circulaire,

de la résilience de l'industrie automobile européenne et française, et donc de la préservation de l'emploi, et bien sûr possède des vertus au niveau environnemental.

Cette activité qui se développe depuis plusieurs années en France, permet de donner une seconde vie à des véhicules polluants sans les mettre au rebut, il abaisse le coût d'entrée vers l'électromobilité puisque seule la motorisation thermique est remplacée et il permet de proposer des véhicules durables, un enjeu important dans le cadre de la mise en place des ZFE-m. Cet enjeu est d'autant plus important s'agissant des véhicules utilitaires légers et des poids lourds qui roulent encore massivement au diesel et qui seront les plus concernés par l'exclusion annoncée par certaines métropoles des véhicules Crit'Air 2 de leur ZFE-m.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. FERNIQUE, Mme SENÉE, MM. Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 11**

Après l'article 11

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Les plafonds prévus à l'article 312-39 du code des impositions sur les biens et services peuvent être majorés de 0,02 euro sur délibération de la région.

Ces ressources supplémentaires sont affectées aux dépenses de fonctionnement et d'investissement de toute action relevant des compétences des autorités organisatrices de la mobilité au sens de l'article L. 1231-3 du code des transports.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Face au mur de dépenses de fonctionnement et d'investissement qui se dresse devant les autorités organisatrices de la mobilité et notamment les régions, il est nécessaire de leur octroyer des ressources supplémentaires pour qu'elles puissent développer leurs offres de mobilité afin de faciliter le report modal et contribuer à la transition énergétique de leur territoire.

Pour répondre à ces besoins urgents, cet amendement propose un relèvement de la majoration régionale de TICPE de 0,02 euro affecté au financement des services de mobilité des régions dans l'attente d'une réflexion plus globale sur la consolidation du modèle économique des AOM.

Cet amendement a été travaillé avec le GART.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. FERNIQUE, Mme SENÉE, MM. Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 5 BIS

## I. – Alinéa 2

Remplacer cet alinéa par six alinéas ainsi rédigés :

## II. – L'article 220 undecies A du code général des impôts est ainsi modifié :

## 1° Le premier alinéa du I est ainsi rédigé :

« I. – Les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt égal à 30 % des frais générés par la prise en charge d'au moins 70 % du prix d'achat ou de location d'une flotte de vélo pour leurs salariés, partagée ou attribuée, notamment pour assurer leurs déplacements entre leur domicile et le lieu de travail. » ;

2° Au deuxième alinéa, les mots : « la réduction d'impôt » sont remplacés par les mots : « un crédit d'impôt » ;

## 3° Le deuxième alinéa du II est ainsi rédigé :

« Le crédit d'impôt s'impute sur l'impôt sur les sociétés dû par l'entreprise au titre de l'exercice au cours duquel les frais mentionnés au I ont été générés. »

## II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La part modale du vélo s'élève en France à seulement 4%, alors que la loi Climat et Résilience et le Plan Vélo et Mobilités durables ont fixé un objectif de 9% d'ici à 2024 et de 12% d'ici à 2030. La loi LOM a par ailleurs fixé un objectif de "Réduire les inégalités territoriales et contribuer à l'objectif de cohésion des territoires métropolitains".

Le présent amendement doit permettre d'atteindre ces objectifs en incitant davantage les entreprises à mettre à disposition de leurs salariés un service de location de vélos. Ce dispositif connaît notamment

un premier succès chez les employeurs dans les territoires, là où le vélo est la seule mobilité alternative à la voiture. En effet, ce dispositif de location règle la difficulté du reste à charge pour financer un vélo (malgré les aides possibles, ce reste à charge est souvent équivalent au salaire médian français).

Cette pratique, sollicitée tant par les employés que les employeurs, se développe de plus en plus, présente des résultats encourageants et est déjà largement répandue parmi nos voisins européens dont la part modale dépasse les 10%.

Une telle pratique n'est donc pas une mise à disposition gratuite puisque le salarié loue son vélo à faible coût et a la possibilité d'en faire usage dans sa vie personnelle, en dehors des trajets entre son domicile et son lieu de travail.

Les modifications proposées doivent donc permettre aux entreprises de toutes tailles de mettre en place ce service et de disposer du dispositif fiscal ici présenté.

Cet amendement a été travaillé avec la Fédération des Acteurs du Vélo en Entreprise (FAVE).





## AMENDEMENT

présenté par  
Mme LINKENHELD

C	
G	

### ARTICLE 5

I. – Après l’alinéa 33

Insérer six alinéas ainsi rédigés :

« ...° Pour la production de chauffage :

« a) La fabrication de systèmes de chauffage ou de cogénération utilisant la biomasse, quelle que soit la technologie utilisée ;

« b) La fabrication des composants essentiels conçus et utilisés principalement comme intrants directs dans la production des équipements mentionnés au a ;

« c) L’extraction, la production et la transformation de matériaux critiques entrant dans la fabrication des équipements ou composants d’équipements mentionnés aux a et b ;

« d) La valorisation des matières premières critiques nécessaires à la production des équipements et des composants d’équipements mentionnés aux a à c ;

« e) La production de biocombustibles solides utilisés pour le chauffage sous forme de granulés, de plaquettes ou de bûches et bénéficiant d’un signe de qualité.

II. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – Le présent article ne s’applique qu’aux sommes venant en déduction de l’impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Cet amendement vise à étendre le crédit d’impôt au titre des investissements dans l’industrie verte (C3IV) à l’industrie du bois-énergie, secteur stratégique pour la transition vers une économie décarbonée.

A ce jour, le bois-énergie (domestique et dans les secteurs collectif, tertiaire et industriel) est la première énergie renouvelable en France (plus de 102 TWh de production de chaleur en 2021)[1].

Dans l'habitat individuel, les 7 millions de ménages qui se chauffent au bois disposent d'une énergie renouvelable compétitive et grâce à eux la pointe électrique hivernale est écrêtée de près de 10 GW[2], soit l'équivalent de la puissance de 10 réacteurs nucléaires. Le développement de cette filière en parallèle des pompes à chaleur permettra ainsi de soulager les tensions grandissantes sur le réseau électrique.

Par ailleurs, plus de 7 000 chaudières biomasse collectives répondent aux besoins de chaleur renouvelable des bâtiments tertiaires ou industriels et à la décarbonation des réseaux de chaleur.

Soutenir les investissements dans l'outil de production industriel national des appareils de chauffage au bois et de biocombustibles de qualité est essentiel pour notre indépendance énergétique et contribuer à la décarbonation de la chaleur majoritairement issue de sources fossiles importées.

Selon l'ADEME[3], la fabrication française des équipements de chauffage au bois représentait en 2021, pour le secteur domestique 240 M € (et 220 M € d'équipements importés), pour les secteurs collectif, industriel et tertiaire, 239 M € (et 66 M € pour les équipements importés), avec 1 933 M € pour la partie collecte et commercialisation de la ressource en bois énergie.

La fabrication d'équipements de chauffage au bois domestique s'est beaucoup délocalisée ces dernières années : en 2012, 65 % des appareils vendus étaient fabriqués en France, contre seulement 28 % des appareils en 2022[4].

En complément, il faut soutenir l'augmentation des capacités nationales de production de biocombustibles de qualité (bûches séchées, granulés, ...) pour sécuriser nos approvisionnements.

Amendement proposé par le syndicat des énergies renouvelables.

[1] ADEME – Marchés et emplois concourant à la transition énergétique dans le secteur des énergies renouvelables, Sept 2022

[2] Etude Observ'ER Suivi du marché 2022 des appareils domestiques au bois

[3] Panorama de la chaleur renouvelable et de récupération 2022

[4] Etude IFOP/Poujoulat – Le bois, énergie indispensable au réseau électrique, déc 2022



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme LINKENHELD

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 6**

I. – Après l’alinéa 48

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

- après le g du 1<sup>o</sup> du 2 du I de l’article 244 quater U du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ...) Travaux d’installation d’équipements produisant de l’électricité utilisant l’énergie radiative du soleil d’une puissance inférieure ou égale à 9 kilowatt-crête. » ;

II. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – Le présent article ne s’applique qu’aux sommes venant en déduction de l’impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à ouvrir le dispositif d’éco-PTZ aux travaux permettant l’installation d’équipements d’autoconsommation.

Le développement de solutions d’autoconsommation accessibles aux ménages les plus modestes peut constituer un levier de réduction de leur facture importante et durable, tout en permettant d’engager les bénéficiaires dans la maîtrise de leur consommation en leur donnant les moyens de la suivre et de la piloter. Afin d’accélérer le décollage de l’autoconsommation photovoltaïque individuelle en France, il est nécessaire de renforcer son soutien.

Il existe aujourd’hui deux aides complexes pour favoriser l’installation de solution d’autoconsommation : une aide à l’investissement versée en 5 annuités ainsi qu’une aide à la vente de surplus versée sur 20 ans. Cependant, aucune de ces aides ne permet de couvrir le coût d’acquisition d’une installation solaire en autoconsommation dont le prix peut osciller en maison individuelle entre 6 000 et 20 000 € en fonction de la puissance. Si pour la rénovation énergétique d’un logement, MaPrimeRénov’ peut couvrir jusqu’à 90 % du coût des travaux, la prime à l’investissement versée en 5 annuités ne couvre que 10 % du prix de l’installation photovoltaïque. Ces dispositifs ne sont donc pas suffisants en tant que tel, et l’éco-PTZ se présente comme une solution nécessaire pour aider les particuliers à installer ce type d’équipement onéreux et permettre le développement de l’autoconsommation solaire en France.

Dans le cadre d'une rénovation, l'intégration d'un système d'autoconsommation permettra aux bâtiments de réduire leurs besoins extérieurs en énergie et aux ménages de prendre en main la maîtrise de leur consommation. Afin d'aider les particuliers, notamment les plus modestes, dans le financement de leur installation d'autoconsommation résidentielle, il est essentiel que des solutions bancaires attractives leur soient proposées.

Si les installations d'autoconsommation bénéficient aujourd'hui de soutien financier, il est opportun et nécessaire de leur ouvrir l'éco-PTZ. Cette ouverture ne constituera pas une aide venant s'ajouter aux dispositifs existants mais bien une mesure d'avancement du reste à charge, qui permettra de faciliter le développement des installations d'autoconsommation, à l'heure où la France est encore en retard sur ses objectifs climatiques.

Cet amendement permet donc de tirer les conclusions du Secrétariat général à la planification écologique qui a récemment appelé dans son document de planification pour l'énergie à « renforcer les incitations à l'autoconsommation », afin de créer les conditions de ce renforcement et soutenir les Français se tournant vers l'autoconsommation solaire résidentielle grâce à l'éco-PTZ

Amendement proposé par le syndicat des énergies renouvelables.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme LINKENHELD

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 278-0 bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« .... La livraison et l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil d'une puissance inférieure ou égale à 9 kWc. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Cette proposition vise à fixer un taux de TVA réduit à 5,5% sur la fourniture et la pose des installations d'autoconsommation jusqu'à 9 kWc.

L'article 279-0 bis du code général des impôts prévoit un taux de TVA de 10 % pour les installations solaires dont la puissance n'excède pas 3 kW quand celle dont la puissance est située au delà sont assujetties à un taux de 20%. En comparaison, le Royaume-Uni va mettre en place un taux de 0% pour les panneaux photovoltaïques des particuliers alors que cette taxe était déjà réduite à 5,5%.

Le niveau de fiscalité appliqué en France contribue à une sous-exploitation du gisement et freine

l'essor du photovoltaïque résidentiel dans le mix électrique français et ne lui permet pas de contribuer pleinement à l'atteinte de nos objectifs fixés par la stratégie énergie-climat (20.6 GW de solaire PV en 2023, 44.5 GW en 2028). En effet, alors que la puissance installée dans le secteur résidentiel ne s'élevait fin 2021 qu'à 0,6 GW, le gisement de développement pour les installations en toiture est estimé à 240 GW (Ademe, 2018).

L'Union européenne, à travers la récente révision de la directive TVA permet désormais aux Etats membres d'appliquer un taux réduit voire très réduits de TVA « sur la livraison et l'installation de panneaux solaires sur des logements privés, des logements et des bâtiments, publics et autres, utilisés pour des activités d'intérêt général, et à proximité immédiate de ceux-ci », ainsi que plus globalement ceux qui favorisent les transitions environnementale et numérique. Cette évolution du régime fiscal communautaire s'inscrit dans le cadre des engagements environnementaux de l'Union européenne en matière de décarbonation ainsi que du Pacte vert pour l'Europe. Cette possibilité offerte depuis peu aux Etats membres a pour objectif de soutenir la transition vers les énergies renouvelables et de

favoriser l'autosuffisance énergétique de l'Union européenne, notamment visée par le récent plan REPowerEU.

Cette diminution de notre fiscalité sur le solaire résidentiel répond à un triple enjeu :

- La baisse du coût d'une technologie qui permet de protéger les consommateurs face aux incertitudes liées à la fluctuation des prix de l'énergie puisque l'autoconsommation solaire résidentielle, avec des coûts fixes et connus, est un facteur de maîtrise de la facture d'électricité, de nature à protéger le pouvoir d'achat des ménages français ;
- Un amortissement du renchérissement du prix des panneaux solaires du fait de la crise des matériaux ;
- L'optimisation des usages dans le résidentiel qui accompagne l'autoconsommation photovoltaïque, par exemple le lissage de la recharge électrique d'un véhicule ou la synchronisation de la production de l'eau chaude sanitaire avec les heures d'ensoleillement.

Par ailleurs, cette proposition de réduction de TVA, s'inscrit dans un contexte budgétaire où, l'autoconsommation solaire résidentielle est très peu soutenue puisque la prime à l'investissement dédié, et versée en cinq fois, ne représente au maximum que 10% du coût des panneaux solaires.

Enfin, l'application d'un taux de TVA réduit à 5,5% sur l'ensemble des installations solaires résidentielles sur toitures, jusqu'à 9 kWc, permet de supprimer le seuil de 3 kWc qui ne correspond plus à la réalité du marché en raison de l'augmentation de la productivité des installations photovoltaïques mais également au regard du développement des outils de stockage et de pilotage de la consommation électrique. Cela mettra fin à un effet de seuil, incitant les particuliers à sous-dimensionner leurs installations et ainsi limiter l'installation de nouvelles capacités de production solaire.

Cet amendement tire donc les conclusions du SGPE pour créer les conditions de ce renforcement et soutenir les Français se tournant vers l'autoconsommation.

Amendement proposé par le syndicat des énergies renouvelables.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme LINKENHELD

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 256 A du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Ne sont pas considérés comme effectuant une des activités économiques mentionnées au cinquième alinéa les exploitants d'installations photovoltaïques dès lors que la puissance installée n'excède pas 9 kilowatts crête. »

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Conformément à l'article 256 A du code général des impôts (CGI), une personne qui effectue de manière indépendante des livraisons d'électricité et en retire des recettes ayant un caractère de permanence est assujettie à la TVA à 20 %. En raison du défaut de livraison effective, un producteur en autoconsommation totale n'est pas assujéti au taux normal de TVA mais au taux réduit de 10% applicable aux travaux dans les logements achevés depuis plus de deux ans, conformément à l'article

279-0 bis du même code. En pratique, la jurisprudence administrative précisée dans le rescrit

n°2007/50 du 04/12/07 du bulletin officiel des impôts présume qu'il n'y a pas de livraison, et donc pas d'assujettissement à la TVA à 20 %, dès lors que la puissance installée n'excède pas 3 kWc, quelle que soit la nature du contrat d'achat.

Or, d'une part, ce seuil de 3 kWc ne correspond plus à la réalité du marché, en raison de l'augmentation de productivité des installations photovoltaïques sur toiture et du développement à venir des outils de pilotage et de stockage de la demande électrique. En effet, ces deux phénomènes vont conduire à augmenter le taux d'autoconsommation tout en permettant l'installation de puissances plus élevées.

D'autre part, ce seuil induit une limitation des capacités installées en poussant les auto consommateurs à sous-dimensionner leurs installations. Cet effet entraîne une sous-exploitation du gisement, freine l'essor du photovoltaïque dans le mix électrique français et ne permet pas d'atteindre nos objectifs fixés par la stratégie énergie-climat (20.6 GW de solaire PV en 2023, 44.5 GW en 2028).

L'objet du présent amendement est ainsi de mettre la législation fiscale en cohérence avec la volonté politique forte du gouvernement en faveur de l'accélération de la transition écologique (grâce aux énergies nouvelles combinées aux stockages), en proposant d'élever le seuil d'application du taux de 10 % de TVA de 3 à 9 kWc dans le cas d'une installation en autoconsommation avec revente de surplus, et d'assujettir seulement les installations supérieures à 9 kWc à une TVA à 20 %. Il s'agit d'un amendement de repli au cas où le passage au taux de TVA réduit à 5,5% ne serait pas accepté.

Amendement proposé par le syndicat des énergies renouvelables.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. JACQUIN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 BIS**

Après l'article 27 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Une fraction du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques prévue à l'article 265 du code des douanes revenant à l'État est attribuée annuellement aux communautés de communes qui exercent la compétence d'organisation de la mobilité en application du III de l'article 8 de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités et qui n'ont pas institué le versement mentionné à l'article L. 2333-66 du code général des collectivités territoriales.

Cette fraction est calculée de manière à ce que le montant versé aux communautés de communes s'élève à 10 euros par habitant.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du II est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Lors de l'examen du projet de loi d'orientation des mobilités, le Sénat s'était alarmé de l'absence de financement prévu pour permettre aux communautés de communes qui se saisiront de cette compétence de développer une offre de transports dans les territoires qui en sont aujourd'hui dépourvus. Dans la mesure où la plupart de ces intercommunalités ne mettront pas en place des services réguliers de transport, compte tenu du coût que de tels services représentent, elles ne bénéficieront pas des recettes du versement mobilité.

C'est pourquoi, le présent amendement vise à attribuer aux communautés de communes qui exercent la compétence d'organisation des mobilités, et qui ne perçoivent pas de versement mobilité, une fraction de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) pour financer la mise en place de services de mobilité, d'un montant de 10 €/hab, c'est-à-dire le montant moyen que coûte la mise en place d'un « bouquet de services de mobilité » (transport à la demande, plateforme d'autopartage ou de covoiturage, vélos en libre-service, etc.).

Alors que le Gouvernement souhaite déployer des services express régionaux de mobilité dans plusieurs métropoles, qu'il entame des concertations avec les régions pour développer un « passe rail », que l'ensemble des collectivités et d'abord les régions et les intercommunalités souhaitent faire

Nb : La rectification consiste en un changement de place de l'article additionnel après l'article 12 vers l'article additionnel après l'article 27 bis.



plus mais manquent de moyens, que les zones à faibles émissions mobilités continuent de monter en puissance, il est plus que jamais nécessaire de ne pas laisser de « zone blanche de mobilité » pour reprendre l'expression de la Ministre des transports de 2019 aujourd'hui Première Ministre et apporter de véritables solutions pour les « espaces peu denses ». Le plan France rurale présenté cet été était une première pierre, mais ce n'est pas avec 90M € sur 3 ans que les problèmes seront résolus.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. JACQUIN

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 BIS**

Après l'article 27 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

À l'article L. 2333-66 du code général des collectivités territoriales, après la mention « 1° », sont insérés les mots « ou au 5° ».

**OBJET**

Les lignes de covoiturage permettent de développer un service de transport dans les territoires péri-urbains et ruraux, lesquels sont de plus en plus dotés d'autorités organisatrices. Les autorités organisatrices sont fondées à lever le versement mobilité dès lors qu'elles mettent en place un service de transport « régulier » de personnes.

Alors que les espaces peu denses sont déjà sous dotés financièrement pour développer des services de transports type bus, il est proposé à travers cet amendement d'ouvrir la possibilité aux AOM de lever du versement mobilité pour développer des « lignes de covoiturage » et l'écosystème qui va avec (parkings relai, abri-covoit...) et ainsi contribuer au développement à des frais infiniment moindres pour la collectivité de solutions de mobilités partagées dans les territoires.

Cet amendement s'inscrit dans la continuité des conclusions du rapport 313 de janvier 2021 « mobilités dans les espaces peu denses en 2040 : un défi à relever dès aujourd'hui ».

Il est encore plus pertinent aujourd'hui à l'aune de la crise énergétique, du retour de l'inflation, notamment des prix des carburants, et de la nécessité de réduire l'autosolisme.

Surtout, à l'initiative de l'auteur et du groupe socialiste, écologiste et républicain, le Sénat a adopté un amendement lors de l'examen de la proposition de loi sur les services express régionaux métropolitains afin d'inclure dans la définition de ces systèmes de mobilité la « création de lignes de covoiturage express ». Cette mention a été conservée à la suite de la CMP et est ainsi inscrite dans le texte adopté définitivement par l'Assemblée nationale et qui le sera prochainement par la Sénat. Il convient donc d'agir en cohérence à l'heure de l'examen budgétaire.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. JACQUIN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 QUATER**

Après l'article 16 quater

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après le chapitre VIII bis du titre II du livre premier de la première partie du code général des impôts, il est inséré un chapitre... ainsi rédigé :

« Chapitre ...

« Taxe sur les dépenses de publicité en faveur des véhicules polluants

« Art. 302 bis .... – Est instituée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 une taxe sur les dépenses de publicité en faveur de l'achat de véhicules dont le taux d'émission de dioxyde de carbone par kilomètre dépasse 95 grammes.

« II. – Cette taxe est due par toute personne assujettie à la taxe sur la valeur ajoutée. Elle est assise sur les dépenses engagées au cours de l'année civile précédente.

« III. – Le taux de la taxe est fixé à 10 % du montant hors taxe sur la valeur ajoutée de ces dépenses.

« IV. – La taxe est déclarée et liquidée sur l'annexe à la déclaration des opérations du mois de mars de l'année au titre de laquelle la taxe est due, déposée en application de l'article 287. Elle est acquittée au plus tard lors du dépôt de cette déclaration.

« V. – La taxe est constatée, recouvrée et contrôlée selon les mêmes procédures et sous les mêmes sanctions, garanties et privilèges que la taxe sur la valeur ajoutée. Les réclamations sont présentées, instruites et jugées selon les règles applicables à cette même taxe. »

**OBJET**

Cet amendement vise à créer une taxe sur les dépenses de publicité en faveur des véhicules polluants.

S'inspirant de la « taxe sur certaines dépenses de publicité », elle sera due par toute personne physique ou morale assujettie à la TVA engageant des dépenses concourant à la réalisation (conception de la campagne, recherche de l'argumentation, réalisation de maquettes finalisées ou non...) et à la distribution de tout type de publicité (affiche, télévision, internet...) en faveur des véhicules polluants.

Le seuil de pollution retenu correspond à celui retenu dans le cadre de la nouvelle réglementation européenne (le parc vendu par les constructeurs automobiles devant avoir, à partir de 2020, une moyenne d'émissions inférieure à 95 grammes de CO<sub>2</sub> / km.).

Nous ne disposons pas de chiffres permettant d'estimer correctement le montant des recettes attendues. Néanmoins, étant donné que tous les ans, en France, l'industrie automobile dépense environ 3,3 milliards d'euros de publicité, soit environ 1 500 € de dépenses par voiture vendue en France, les recettes attendues sont importantes.

A l'heure de l'urgence écologique, il est temps d'envoyer un signal fort aux constructeurs, aux concessionnaires, aux publicitaires et aux consommateurs pour changer la motorisation et la nature des véhicules qui sont toujours plus gros, toujours plus lourds et toujours plus gourmands en ressources.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. JACQUIN

C	
G	

ARTICLE 14

I – Alinéa 54, tableau

Rédiger ainsi cet alinéa

Emissions de dioxyde de carbone (en gramme par kilomètre)	Tarif par véhicule à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2024 (en euros)	Tarif par véhicule à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2025 (en euros)	Tarif par véhicule à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2026 (en euros)	Tarif par véhicule à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2027 (en euros)	Tarif par véhicule à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2028 (en euros)
En deçà de 39	0	0	0	0	0
Entre 40 et 56	100	100 à 102	100 à 132	100 à 176	100 à 241
Entre 57 et 76	100	107 à 254	139 à 330	185 à 439	254 à 602
Entre 77 et 100	104 à 228	264 à 579	343 à 751	457 à 1000	626 à 1372
Entre 101 et 150	234 à 768	596 à 1953	774 à 2536	1030 à 3375	1413 à 4630
Entre 151 et 200	830 à 4475	1992 à 4630	2587 à 6011	3443 à 8000	4723 à 10000
Entre 201 et 216	4523 à 5373	4699 à 5832	6101 à 7572	8121 à 10000	10000
Entre 217 et 237	5425 à 6755	5913 à 7704	7677 à 10000	10000	10000
Entre 238 et 250	6843 à 7750	7802 à 8934	10000	10000	10000
Au-delà de 250	7813	9042	10 000 plus 25 par gramme par kilomètre supplémentaire	10 000 plus 25 par gramme par kilomètre supplémentaire	10 000 plus 25 par gramme par kilomètre supplémentaire

II. - Alinéas 59, 60, 61, 67, 68, 74 et 75

Supprimer ces alinéas

III. - Alinéas 81 à 85

Remplacer ces alinéas par un alinéa ainsi rédigé :

g) L'article L. 421-125 du code des impositions sur les biens et services est abrogé ;

IV. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.



**OBJET**

Cet amendement vise à aligner la fiscalité de la taxe sur les véhicules de société avec les ambitions de décarbonation du parc automobile et l'atteinte des objectifs de l'Accord de Paris.

La loi Climat et Résilience a fixé des seuils minimaux de véhicules à faibles émissions lors du renouvellement des flottes des entreprises. Or, les entreprises choisissent plutôt des hybrides et hybrides rechargeables pour respecter ces seuils. Cela leur permet, par ailleurs, d'être exonérées de taxe annuelle sur les émissions de dioxyde de carbone, qui ne s'applique pas à ces véhicules.

L'objectif était pourtant de favoriser l'achat de véhicules électriques, qui, à terme, abonderaient le marché de l'occasion, permettant de rendre les véhicules électriques en général plus abordables.

Afin d'orienter correctement les entreprises, cet amendement appelle à mettre fin aux exemptions de taxe annuelle sur les émissions de dioxyde de carbone pour les véhicules hybrides et hybrides rechargeables. Il propose également de mettre en place un barème progressif d'évolution de cette taxe pour donner de la visibilité aux acteurs, et leur donner le temps de renouveler leurs flottes. Ce barème progressif permet d'accélérer le mouvement vers une parité de prix entre véhicules à énergie fossile et véhicules électriques.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. JACQUIN

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 QUATER**

Après l'article 16 quater

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Les deux dernières colonnes du tableau du deuxième alinéa de l'article L. 422-22 du code des impositions sur les biens et services sont ainsi rédigées :

«

MINIMUM (€)	MAXIMUM (€)
2,63	4,13
20,27	29,27
6,01	9,01
54,07	72,07

»

**OBJET**

Cet amendement propose de dégager des financements pour permettre la construction d'un parc de trains de nuit.

Dans son rapport sur les trains d'équilibre du territoire (TET) publié en mai 2021, le Gouvernement montre la pertinence de constituer un parc de 600 voitures de trains de nuit pour un investissement de 1,5Md€ d'ici 2030. En décembre 2021, le ministère des Transports a promis la construction de 300 voitures de nuit pour 800M€. Cet investissement est urgent, vu la pénurie de trains de nuit en Europe et l'état de vieillissement du parc. Nous proposons ici une ressource permettant de le financer en mettant à contribution le principal concurrent à ce mode de transport écologique longue distance : le secteur aérien.

En effet, sur les distances 1000 à 1500km, l'avion a pris une part de marché très importante au point de réduire l'offre en transports terrestres et de quasi faire disparaître l'offre en trains de nuit. Diversifier l'offre est une garantie d'avenir et une nécessité à l'heure de la crise climatique. Le train permet de réduire de 80 % la consommation d'énergie par passager et, d'après le rapport TET, le report de l'avion sur le train de nuit permet de diminuer de 95 % les émissions de CO2 ! Ceci sans compter que la niche fiscale sur le kérosène rend l'avion imbattable, même pour la route pourtant ultra libéralisée.

C'est pourquoi il est proposé d'appliquer le principe « pollueur-payeur » en ajoutant 1,5€ à la taxe de solidarité sur les billets d'avion en classe économique et 9€ en classe affaire.

Cette nouvelle contribution n'augmente pas avec la distance, car c'est justement sur les courtes distances qu'il est important d'agir. C'est là que l'avion concurrence fortement les transports terrestres, ce qui retarde les efforts de report sur le rail.

Il ne s'agit donc pas ici de défavoriser l'aviation, l'auteur considère qu'il s'agit d'un autre débat, mais d'équilibrer la concurrence pour diversifier l'offre de transports et valorisant les transports les moins polluants et carbonés.

Les recettes attendues sont légèrement inférieures à celles de l'écotaxe sur les billets d'avion, qui rapporte de l'ordre de 180M€/an. Cumulées sur une décennie, elles permettront d'équiper le parc de trains de nuit d'ici 2030.

Cet amendement a été travaillé avec le collectif « Oui au train de nuit ».



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. JACQUIN

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 SEXIES**

Après l'article 16 sexies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article L. 422-22 du code des impositions sur les biens et services est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Les aéronefs d'affaires sont assujettis au tarif de solidarité. Les aéronefs d'affaires sont les aéronefs de moins de 19 passagers exploités par des entreprises de transport aériens pour un service non régulier au sens du règlement (CE) n° 1008/2008 du Parlement européen et du Conseil du 24 septembre 2008 établissant des règles communes pour l'exploitation de services aériens dans la Communauté. Le tarif de solidarité pour les aéronefs d'affaires est fonction de la destination finale du passager :

«

DESTINATION FINALE	Tarif ( € )
Européenne ou assimilée	639,7
Tierce	2006,1

»

**OBJET**

Cet amendement vise à égaliser la charge fiscale de l'aviation d'affaire commerciale (jets privés) avec l'aviation d'affaires non commerciale.

En effet, l'aviation d'affaires non-commerciale est assujettie à la TICPE à hauteur de 0,75 €/L et l'aviation d'affaires commerciale est exonérée de TICPE. Cet amendement permet une égalisation des niveaux de taxation entre ces deux catégories juridiques en créant une catégorie spécifique à l'aviation d'affaires commerciale dans le tarif de solidarité. Cette taxe pour ces vols serait ainsi égale, en moyenne par catégorie de vol (intra-UE / pays tiers), à la TICPE payée par l'aviation d'affaires non-commerciale.

L'article 40 empêchant le fléchage, l'auteur suggère ainsi dans l'objet que les recettes supplémentaires dégagées soient affectées au financement des infrastructures de transports tel qu'identifié par le Conseil d'orientation des infrastructures et pour lesquelles le gouvernement peine à apporter de véritables solutions. Nous sommes en effet toujours en attente des détails concernant le

plan à 100Mds€ pour l'avenir du ferroviaire tout comme pour le financement du réseau routier non concédé sur lequel il alerte depuis plusieurs années, pour ne prendre que ces deux exemples.

Cet amendement a été travaillé avec la fédération d'ONG Transport et Environnement, s'inscrit comme tous les autres, dans la logique pollueur-payeur.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. JACQUIN

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 BIS**

Après l'article 27 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le douzième alinéa de l'article L. 2333-67 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Dans les territoires où l'instauration des zones à faible émissions mobilité est obligatoire au sens de l'article L. 2213-4-1 du présent code, le taux applicable peut être majoré jusqu'à 0,50 %. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement s'inscrit dans la réflexion globale que l'auteur propose de mener concernant le versement mobilité (VM) et le financement des transports publics. Il vise à permettre une revalorisation du taux de VM au bénéfice de l'ensemble des territoires potentiellement concernés par l'instauration des zones à faible émissions mobilité (ZFE).

La mise en place des ZFE a pour condition préalable l'effectivité d'un « choc d'offre ». Or ce dernier n'est guère réaliste à budget constant pour les autorités organisatrices de la mobilité (AOM). De la même façon que le chantier du Grand Paris Express s'est accompagné d'une revalorisation des plafonds des taux de VM en Ile-de-France en plusieurs étapes, encore cette année avec l'article 27 bis, un réexamen de ces derniers s'impose dans les agglomérations concernées par les ZFE.

Alors que le taux de VM est actuellement plafonné à 1,80 % sur le périmètre des AOM de plus de 100 000 habitants et disposant d'une offre de transport en commun en site propre (TCSP) et à 2 % si ce périmètre comporte une ou plusieurs communes touristiques, l'article 27 bis du présent projet de loi de finances a porté de 2,95 % à 3,20 % (soit + 0,25 point), le taux plafond pour Paris et les trois départements de la petite couronne.

Le relèvement du plafond permettrait de réduire l'écart grandissant entre le taux plafond du cœur de l'agglomération francilienne et celui des autres grandes agglomérations d'une part et de leur permettre de faire face aux investissements qu'elles identifient comme indispensables qu'appelle le défi de la transition écologique.

Cette augmentation du plafond paraît d'autant plus nécessaire qu'au cours des débats sur la proposition de loi sur les services express régionaux métropolitains au mois d'octobre, le Sénat a unanimement regretté qu'aucun volet financement ne soit adjoint ni même communiqué. Les AOM concernées par ces SERM ont un besoin vital de financements complémentaires conséquents. L'augmentation du plafond du VM pourra y contribuer. Cet amendement est donc une proposition de mise en cohérence entre les discours et les actes.

Enfin il précise qu'alors que le gouvernement offre des milliards d'euros aux entreprises avec la suppression de la CVAE, même échelonnée, il pense tout à fait acceptable que celles ci reversent une petite partie de ces gains pour faciliter les conditions de transports de leurs salariés.

Cet amendement est travaillé en lien avec France Urbaine



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. JACQUIN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TER

Après l'article 27 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article L. 331-15 du code de l'urbanisme, il est inséré un article L. 331-15-... ainsi rédigé :

« Art. L. 331-15-.... – I. – Une majoration du taux de la part communale ou intercommunale de la taxe d'aménagement peut être instituée par une délibération motivée afin de prendre en compte les conséquences sur la valorisation des projets d'aménagement résultant de la mise en place d'infrastructures de transports collectifs en site propre devant faire l'objet d'une déclaration d'utilité publique ou, lorsque celle-ci n'est pas nécessaire, d'une déclaration de projet.

« La majoration s'applique dans un périmètre arrêté par la commune, en accord avec l'autorité organisatrice de la mobilité et selon des critères définis par un décret en Conseil d'État. Les terrains et les immeubles soumis à la taxe ne peuvent être situés à plus de 1 200 mètres d'une station de transports collectifs créée ou desservie à l'occasion de la réalisation du projet de transports collectifs en site propre.

« Le taux de cette majoration est fixé en fonction de la part que la commune ou l'établissement de coopération intercommunale a prise dans la réalisation de l'infrastructure et ne peut excéder 20 % du taux de la part communale ou intercommunale.

« II. Les dispositions du I s'appliquent à la métropole de Lyon sur la part de taxe d'aménagement prévue au 3° de l'article L. 331-2 et à la Ville de Paris sur la part de taxe d'aménagement prévue au 1° de l'article L. 331-2. »

II. – Après l'article 1584 ter du code général des impôts, il est inséré un article 1584-... ainsi rédigé :

« Art. 1584-.... – Une commune peut, sur délibération, majorer le taux de la taxe additionnelle aux droits d'enregistrement ou à la taxe de publicité foncière jusqu'à 0,5 % afin de prendre en compte les conséquences sur la valorisation des projets d'aménagement résultant de la mise en place d'infrastructures de transports collectifs en site propre devant faire l'objet d'une déclaration d'utilité publique ou, lorsque celle-ci n'est pas nécessaire, d'une déclaration de projet. L'entrée en vigueur de la majoration, dont la date est fixée par la délibération, ne peut intervenir plus de deux ans après la publication ou l'affichage de la déclaration d'utilité publique ou de la déclaration de projet. La délibération précise également la durée pendant laquelle cette taxe est exigible, qui ne peut excéder quinze ans.

« La majoration s'applique dans un périmètre arrêté par la commune, en accord avec l'autorité organisatrice de la mobilité et selon des critères définis par un décret en Conseil d'État. Les terrains et les immeubles soumis à la taxe ne peuvent être situés à plus de 1 200 mètres d'une station de transports collectifs créée ou desservie à l'occasion de la réalisation du projet de transports collectifs en site propre.

« La majoration s'applique lors de la première cession suivant la mise en exploitation de l'infrastructure dans ce périmètre.

« Le taux de cette majoration est fixé en fonction de la part que la commune ou l'établissement de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle fait partie a prise dans la réalisation de l'infrastructure. »

## **OBJET**

### **AMENDEMENT D'APPEL**

Lors de la réalisation de coûteuses infrastructures par financement public, difficiles à financer, il y a fréquemment de fortes hausses des valeurs immobilières autour des gares, embranchements routiers ou autoroutiers, arrêt de métros ou de trams.

Afin de faciliter le financement de celles-ci, cet amendement donne la possibilité aux collectivités de collecter une quote-part du gain suite à la construction de la structure qui l'a induit et que la collectivité a financé ou co-financé.

Il ne s'agit aucunement de la création d'une nouvelle taxe mais bien d'une revalorisation de taxes existantes dans des conditions très encadrées :

La majoration de la taxe communale est limitée à +20% du taux en vigueur au moment de la prise de décision ; La majoration des taxes additionnelle aux droits d'enregistrement ou de publicité foncière est limitée à 0,5 %, et n'est opérante que sur une durée prédéterminée ; Les terrains et bâtiments concernés sont situés dans un périmètre restreint (1200m) autour d'une gare ou station créée.

Un tel dispositif se révèle être de pure justice, puisque l'investissement public réalisé avec l'effort de tous, génère une plus-value aux seuls propriétaires riverains. Le marché immobilier étant régi par la loi de l'offre et de la demande il n'y aura pas d'impact sur le prix du foncier.

L'auteur de l'amendement ne méconnaît pas les difficultés actuelles du marché immobilier et les conséquences pour les finances des collectivités à commencer par les départements du fait de l'effondrement des DMTO. Cependant, alors que tous les acteurs concernés recherchent des solutions pour financer les infrastructures de transports puis le financement des nouveaux services déployés.

Cet amendement d'appel vise donc à contribuer à la réflexion plus que jamais nécessaire alors que nous venons d'adopter la proposition de loi sur les services régionaux express métropolitains.





N°	I-1441
----	--------

**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. JACQUIN

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 278-0 bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« .... – L'achat et la réparation des vélos et cycles »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Cet amendement vise à proposer un taux réduit de TVA (5,5%) l'achat et la réparation des vélos, soit le taux dévolu aux produits de première nécessité.

Tout comme le développement des transports collectifs constitue un des principaux leviers permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le secteur des transports, tous les efforts en faveur de la pratique du vélo doivent être encouragés. La mesure proposée permettrait de les rendre plus attractifs, en réduisant leur coût pour les usagers, tant à l'achat que tout au long du cycle de vie dès lors que sont incluses les prestations de réparations.

Il s'agit d'une mesure de bon sens pour favoriser le report modal vers ces mobilités douces et actives et donc l'avantage compétitif du vélo et des cycles en général vis à vis de la voiture individuelle.

L'auteur rappelle que 80% des déplacements du quotidien se font aujourd'hui en voiture individuelle et que, d'après une enquête du Forum Vies Mobiles de 2020, « 36% des gens parcourent moins de 10km par jour pour leur travail » soit une distance tout à fait réalisable avec un autre mode de transport.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. JACQUIN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 5 BIS

## I. – Alinéa 2

Remplacer cet alinéa par six alinéas ainsi rédigés :

## II. – Le I de l'article 220 undecies A du code général des impôts est ainsi modifié :

## 1° Le premier alinéa est ainsi modifié :

a) L'année : « 2024 » est remplacée par l'année : « 2030 » ;

b) Le mot : « gratuite » est supprimé ;

c) Les mots : « , pour leurs déplacements entre leur domicile et le lieu de travail, » sont supprimés ;

2° Au deuxième alinéa, le mot : « trois » est remplacé par le mot : « deux ».

## II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'auteur de l'amendement souhaite favoriser la pratique du vélo pour les déplacements du quotidien, et tout particulièrement pour les trajets domicile-travail. Dès lors il souhaite assouplir l'article 220 undecies A du CGI qui prévoit que les entreprises peuvent bénéficier d'une réduction d'impôt lorsqu'elles proposent un service de mise à disposition gratuite de vélo (sous conditions).

Alors que ce dispositif est prolongé d'année en année, cet amendement propose de donner une perspective de long terme aux entreprises en pérennisant ce système jusqu'en 2030, en élargissant à toutes les mises à disposition de vélo pour entamer un rapport modale le plus large possible et de ne pas circonscrire cette réduction d'impôt aux seuls trajets domicile travail permettant aux salarié-es d'utiliser les cycles pour leurs déplacements de loisirs.

Alors que la part modale du vélo s'élève en France à seulement 4 %, que la loi Climat et Résilience et le Plan Vélo et Mobilités durables ont fixé un objectif de 9 % d'ici à 2024, il faut actionner d'urgence tous les leviers pour assurer un développement bien plus rapide de la pratique.

Cette propositions a été travaillée en lien avec la start up Zenride.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. JACQUIN

ARTICLE 5 BIS

<b>C</b>	
<b>G</b>	

## I. – Alinéa 2

Remplacer cet alinéa par cinq alinéas ainsi rédigés :

## II. – Le I de l'article 220 undecies A du code général des impôts est ainsi modifié :

## 1° Le premier alinéa est ainsi modifié :

a) L'année : « 2024 » est remplacée par l'année : « 2030 » ;

b) Les mots « , pour leurs déplacements entre leur domicile et le lieu de travail, » sont supprimés ;

2° Au second alinéa, le mot : « trois » est remplacé par le mot : « deux ».

## II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

amendement de repli

L'auteur de l'amendement souhaite favoriser la pratique du vélo pour les déplacements du quotidien, et tout particulièrement pour les trajets domicile-travail. Dès lors il souhaite assouplir l'article 220 undecies A du CGI qui prévoit que les entreprises peuvent bénéficier d'une réduction d'impôt lorsqu'elles proposent un service de mise à disposition gratuite de vélo (sous conditions).

Alors que ce dispositif est prolongé d'année en année, cet amendement propose de donner une perspective de long terme aux entreprises en pérennisant ce système jusqu'en 2030 et de ne pas circonscrire cette réduction d'impôt aux seuls trajets domicile travail permettant aux salarié-es d'utiliser les cycles pour leurs déplacements de loisirs, tout en en augmentant le taux de 25 à 30 %.

Alors que la part modale du vélo s'élève en France à seulement 4 %, que la loi Climat et Résilience et le Plan Vélo et Mobilités durables ont fixé un objectif de 9 % d'ici à 2024, il faut actionner d'urgence tous les leviers pour assurer un développement bien plus rapide de la pratique.

Cette propositions a été travaillée en lien avec la start up Zenride.





N°	I-1444
----	--------

**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. JACQUIN

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 SEPTIES**

Après l'article 5 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Aux articles 3, 4 et 5 de l'ordonnance n° 2023-661 du 26 juillet 2023, après chaque occurrence des mots : « poids lourds », sont insérés les mots : « et les véhicules dont le poids total autorisé en charge est supérieur ou égal à 2,5 tonnes ».

**OBJET**

Cet amendement vise à inclure les véhicules utilitaires légers (VUL) dans le périmètre de l'écotaxe telle que définie par l'ordonnance prise à la suite de la loi Climat-résilience puisque celle ci ne concerne pour le moment que les poids lourds.

Or, comme le souligne le rapport sénatorial (n° 604 mai 2021) de la mission d'information relative au transport de marchandises face aux impératifs environnementaux de Nicole BONNEFOY et Rémy POINTEREAU, le parc de VUL n'a cessé de croître ces dernières années à tel point que ceux-ci, de plus de plus en plus utilisés pour le transport de marchandises, concurrencent les poids lourds, y compris sur les longues distances. Le rapport souligne par ailleurs que « les VUL sont soumis à une réglementation plus souple que les poids lourds ». Leur développement participe donc à la déréglementation, notamment sociale, du secteur par contournement des règles qui s'appliquent uniquement aux poids lourds.

Dans un contexte où le transport de marchandises routier représente un bilan carbone très problématique, il s'agit d'encourager à la limitation de ce mode de transport entraînant des émissions de gaz à effet de serre élevées, selon le principe « pollueur-payeur ». À moyen terme, l'objectif est d'encourager au report modal vers le transport ferroviaire ou fluvial et en tout état de cause à massifier les flux routiers en faveur des poids lourds.

Alors que la région Grand Est sera la première à instaurer une écotaxe sur une partie du réseau routier la traversant, en partie déjà saturé comme c'est le cas sur le Sillon Lorrain et l'A31, il faut absolument apporter davantage de régulation et de massification des flux pour désengorger cet axe. Soumettre les VUL à cette écotaxe permettra donc de limiter les dérives attendues.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. JACQUIN

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 BIS**

Après l'article 3 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le dernier alinéa du 6° du 1 de l'article 80 duodecies du code général des impôts est complété par les mots : « , ainsi qu'à l'indemnité mentionnée aux III et IV de l'article L. 2121-24 du code des transports ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le nouveau pacte ferroviaire (NPF) de 2018, en plus de la « simple » ouverture à la concurrence du transport de voyageurs, a posé défini les bases procédurales concernant les transferts de personnels, notamment dans son article 16. L'une des finalités de cet article consiste à organiser et encadrer la sortie des salariés de l'entreprise en cas de refus de transfert, ou, de refus de reclassement. L'élément de différenciation considéré repose sur le taux d'affectation des salariés sur les lignes transférées.

Si le groupe socialiste, avec l'ensemble des syndicats de cheminots, s'est opposé à cette loi il convient aujourd'hui d'en atténuer les effets les plus néfastes notamment concernant les cheminots.

La création, par cette loi, de la « rupture du contrat de travail du salarié » est particulièrement injuste tant collectivement qu'individuellement.

Collectivement parce qu'elle distingue les indemnités de rupture de contrat de celles prévues dans le reste du monde du travail. Elle fait même obstacle au bénéfice d'indemnités conventionnelles de licenciement plus favorables issues du dialogue social entre l'UTP et les syndicats de cheminots ; dialogue social que le Gouvernement disait pourtant vouloir encourager.

Individuellement parce que ces indemnités ne bénéficient pas des exonérations d'imposition prévues à l'article 80 duodecies du code général des impôts. Il est tout de même singulier de constater que le procédé cherche à coller aux mécanismes classiques du licenciement ou de la rupture conventionnelle mais qu'il s'en distingue par la fiscalité qu'il impose.

L'auteur de l'amendement propose donc de réparer cette double injustice en revoyant ce dernier point. Il s'agirait ainsi d'étendre le champs des revenus non imposables aux indemnités des quelques dizaines de cheminots qui seraient concernés chaque année par cette disposition. Aucune effet d'aubaine ou d'opportunité n'est à craindre de ce dispositif dès lors qu'il ne concerne que les cheminots bénéficiant du statut supprimé en 2018. Nous connaissons donc parfaitement les effectifs concernés.

Cet amendement a été travaillé avec la CFDT Cheminots



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LUREL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 3 QUATER

## I. – Après l’alinéa 4

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

...) Est ajoutée une phrase ainsi rédigée : « Par exception, dans les collectivités régies par l’article 73 de la Constitution, la limite globale est portée à 900 €, dont 600 € pour les frais de carburant ; »

## II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement propose de compléter l’article 3 quater du présent texte, introduit par un amendement du groupe Les Républicains à l’Assemblée nationale et conservé dans le texte soumis au 49-3 par le Gouvernement, afin de l’adapter au contexte économique vécu par les automobilistes des outre-mer.

Afin d’inciter les employeurs à soutenir le pouvoir d’achat des salariés face à la crise inflationniste des prix des carburants, le PLFR pour 2022 a procédé à un relèvement du plafond annuel d’exonération fiscale et sociale de la « prime carburant » de 200 € à 400 € (dont 600 € pour les outre-mer) et du plafond d’exonération fiscale et sociale commun au forfait mobilités durables et à la « prime de transport » de 500 € à 700 € (900 € pour les outre-mer).

Alors que ce nouvel article 3 quater vise à majorer de façon pérenne, à compter de l’imposition des revenus 2025, les plafonds de droit commun de 100 €, cet amendement propose de rétablir les plafonds différenciés outre-mer adoptés en 2022 afin de donner un coup de pouce aux consommateurs de ces territoires.

Ainsi donc, avec cet amendement, le plafond annuel d’exonération fiscale et sociale de la « prime carburant » serait ainsi porté

- de 200 € à 300 € pour l’Hexagone et de 200 à 600 euros outre-mer pour la « prime carburant » ;
- de 500 € à 600 € pour l’Hexagone et de 500 à 900 euros outre-mer pour la « prime de transport »







## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. LUREL

C	
G	

### ARTICLE 3 QUATER

#### I. – Après l’alinéa 4

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

...) Est ajoutée une phrase ainsi rédigée : « Par exception, dans les collectivités régies par l’article 73 de la Constitution, la limite globale est portée à 800 €, dont 500 € pour les frais de carburant ; »

#### II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Le présent amendement de repli propose de conserver le même différentiel outre-mer (200 euros) que les plafonds différenciés adoptés en 2022 afin de donner un coup de pouce aux consommateurs de ces territoires.

Ainsi donc, avec cet amendement, le plafond annuel d’exonération fiscale et sociale de la « prime carburant » serait ainsi porté :

- de 200 € à 300 € pour l’Hexagone et de 200 à 500 euros outre-mer pour la « prime carburant » ;
- de 500 € à 600 € pour l’Hexagone et de 500 à 800 euros outre-mer pour la « prime de transport »





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LUREL

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7 TER

Après l'article 7 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au 4 de l'article 199 undecies A, les mots : « deux millions d'euros » sont remplacés par les mots : « 2 500 000 euros » ;

2° Le 1 du II de l'article 199 undecies B est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, le montant : « 1 000 000 » est remplacé par le montant : « 1 415 000 » ;

b) À la première et à la seconde phrase du second alinéa, le montant : « 250 000 » est remplacé par le montant : « 317 500 » ;

3° Le II quater de l'article 217 undecies est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, le montant : « 1 000 000 » est remplacé par le montant : « 1 415 000 » ;

b) Au second alinéa, le montant : « 250 000 » est remplacé par le montant : « 317 500 ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Cet amendement, travaillé avec la Fedom, vise à réévaluer les seuils marquant la frontière entre les procédures dite « de plein droit » et celles « soumises à agrément fiscal », en fonction de l'inflation constatée par l'INSEE, afin qu'ils demeurent pertinents. Peu à peu, en effet, la non-revalorisation de ces montants, qui marquent la frontière entre le plein droit et l'agrément (procédure beaucoup plus longue et complexe), peuvent conduire à ce qu'un investissement qui relevait à l'origine du plein droit ait franchi un des seuils et nécessite aujourd'hui une procédure soumise à agrément, avec toutes les complexités que cela engendre.

Concrètement, les dernières réévaluations sont anciennes : 2003 pour le seuil à 1.000.000 € et 2009 pour le seuil à 250.000 €. Notons que, dans le même temps, l'inflation cumulée a été de +41,6% depuis 2003 et +27% depuis 2009.

Cet amendement vise donc à réévaluer strictement lesdits seuils en fonction de l'inflation constatée par l'INSEE depuis leurs dernières mises à jour, permettant ainsi que ces seuils demeurent pertinents pour les investisseurs.





N°	I-1449
----	--------

**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LUREL

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7 TER

Après l'article 7 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 199 undecies A du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 1 est ainsi rédigé :

« 1. Il est institué une réduction d'impôt sur le revenu pour les contribuables domiciliés en France au sens de l'article 4 B qui investissent en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Mayotte, à La Réunion, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, à Saint-Martin, à Saint-Barthélemy, dans les îles Wallis et Futuna et les Terres australes et antarctiques françaises, entre :

« a) La date de promulgation de la loi n° 2003-660 du 21 juillet 2003 de programme pour l'outre-mer et le 31 décembre 2017 pour les investissements mentionnés aux a à d et g du 2 ;

« b) La date de promulgation de la loi n° 2003-660 du 21 juillet 2003 précitée et le 31 décembre 2029 pour les investissements mentionnés au e du même 2 ;

« c) La date de promulgation de la loi n° 2003-660 du 21 juillet 2003 précitée et le 31 décembre 2017, puis entre le 1<sup>er</sup> janvier 2025 et le 31 décembre 2029 pour les investissements mentionnés au f » ;

2° Au 2, les mots : « de sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun effectuant dans les douze mois de la clôture de la souscription des investissements productifs neufs dans ces départements ou collectivités et dont l'activité réelle se situe dans les secteurs éligibles pour l'application des dispositions du I de l'article 199 undecies B » sont remplacés par les mots : « de sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés et situées dans ces départements ou collectivités ».

II. – Le I entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2025.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement, travaillé avec la Fedom, vise à apporter une réponse concrète à la sous-capitalisation des PME Outre-mer en créant un nouveau dispositif de souscription au capital des PME ultramarines, type IR PME Madelin.

Mesuré par le besoin en fonds de roulement d'exploitation (BFRE), le besoin de financement à court terme des entreprises ultramarines s'établissait à 45 jours de chiffre d'affaires en 2018, en progression de 7 jours par rapport à 2017 et presque trois fois supérieur à celui de la France entière.

Le présent amendement réouvre le bénéfice de la réduction d'impôt prévue au f) du 2 de l'article 199 undecies A. La disposition vise les versements effectués au titre de souscriptions en numéraire au capital de sociétés qui ont pour objet le financement, par souscriptions en numéraire au capital des sociétés de développement régional des départements ou collectivités d'outre-mer ou de sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés et situées dans ces départements ou collectivités. L'investisseur s'engage à conserver ses parts ou actions pendant au moins cinq ans à compter de la date de souscription.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LUREL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 11**

Après l'article 11

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À la fin du premier alinéa du I de l'article L. 337-7 du code de l'énergie, les mots : « , pour leurs sites souscrivant une puissance inférieure ou égale à 36 kilovoltampères » sont supprimés.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à étendre le bénéfice des tarifs réglementés de vente d'électricité (TRVe) à l'ensemble des très petites entreprises et des petites communes, sans considération de puissance de compteur électrique. Cette évolution attendue par les petits artisans et commerçants durement affectés par la crise actuelle des prix de l'électricité, leur apportera une protection structurelle et pérenne face aux fluctuations des prix de marché de l'électricité.

Aujourd'hui, sans que cette condition soit requise par le droit de l'Union européenne, le bénéfice de ces TRVe est limité aux TPE et aux petites communes qui disposent d'un compteur électrique d'une puissance inférieure ou égale à 36 kilovoltampères (kVA). Cette condition imposée par le droit national exclut notamment une grande majorité de boulangers, de restaurateurs, de fleuristes ainsi que d'autres secteurs économiques dont les activités exigent une importante consommation d'électricité.

Ce dispositif correspond parfaitement à la rédaction proposée par notre ancien collègue Gérard Longuet, alors rapporteur de la proposition de loi de nationalisation du groupe Électricité de France, et adoptée par notre assemblée en mars dernier.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LUREL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 11**

Après l'article 11

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le I de l'article L. 337-7 du code de l'énergie est ainsi modifié :

1° À la fin du premier alinéa, les mots : « , pour leurs sites souscrivant une puissance inférieure ou égale à 36 kilovoltampères » sont supprimés ;

2° Après le mot : « moins », la fin du 2° est ainsi rédigée : « de 250 personnes et ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 50 millions d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 43 millions d'euros ainsi qu'aux collectivités et aux établissements publics de coopération intercommunale de moins de 50 000 habitants ; »

3° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Aux organismes d'habitations à loyer modéré mentionnés à l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Cet amendement vise à étendre le bénéfice des tarifs réglementés de vente d'électricité (TRVe) à l'ensemble des très petites entreprises et des communes dans une version issue de l'examen, en seconde lecture par l'Assemblée nationale, de la proposition de loi de nationalisation du groupe Électricité de France.

Outre la référence à la puissance installée (36kva) cet amendement étend le bénéfice des TRVE :

- Aux entreprises de 250 salariés et ayant un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 50 millions d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 43 millions d'euros ;
- Aux collectivités et aux établissements publics de coopération intercommunale de moins de 50 000 habitants ;
- Aux organismes d'habitations à loyer modéré.







N°	I-1452
----	--------

## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. LUREL

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7 BIS

Après l'article 7 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le 2° du I de l'article 44 quaterdecies du code général des impôts est complété par les mots : « ou correspond à l'une des activités suivantes : comptabilité, conseil aux entreprises, ingénierie ou études techniques à destination des entreprises ».

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Cet amendement vise à rétablir dans les DROM l'éligibilité au régime de « compétitivité renforcée » les activités de comptabilité, de conseil aux entreprises, d'ingénierie ou d'études techniques.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LUREL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 3 QUINDECIES

## I. – Alinéa 3

Rédiger ainsi cet alinéa :

2° Au 5, les mots : « 300 € par système de charge » sont remplacés par les mots : « 500 € par système de charge installé en France hexagonale et 800 € par système de charge installé dans une collectivité régie par l'article 73 de la Constitution ».

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Introduit par amendement à l'Assemblée nationale, le présent article prévoit de rehausser le plafond du crédit d'impôt (fixé à 75%) de 300€ à 500 € pour les contribuables installant des bornes de recharges électriques pilotables domestiques.

Considérant le faible taux d'électrification du parc automobile privé dans les outre-mer (en Guadeloupe seuls 3260 sur les 200 000 véhicules du parc automobile sont électriques - soit 1,6%), cet amendement propose d'inciter fiscalement le déploiement de ces véhicules bas carbone en augmentant le plafond du CI à 800€.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LUREL

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNVICIES**

Additionnel après 3 unvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article L. 312-1-4 du code monétaire et financier est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa du 2° , les mots : « et le versement des sommes y figurant » sont remplacés par les mots : « et le versement de l'intégralité des sommes y figurant, sur lesquelles aucun frais d'aucune nature ne peut être prélevé » ;

2° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Dès lors que le montant total des sommes détenues par l'établissement est supérieur au montant fixé par arrêté mentionné au 2° , la clôture des comptes du défunt et le versement des sommes y figurant ne peuvent donner lieu au prélèvement de frais d'un niveau supérieur à 1 % du montant total des sommes détenues par l'établissement dans la limite d'un plafond fixé par arrêté du ministre chargé de l'économie. »

**OBJET**

Le présent amendement, repris d'une disposition introduite par notre collègue M. MAUREY adopté lors de l'examen de la proposition de loi de protection des épargnants toujours en navette, propose d'encadrer la pratique des « frais bancaires de succession ».

Ces sommes facturées par les banques sont censées couvrir le traitement des opérations administratives et le transfert des avoirs des défunts, ne sont soumises à aucun encadrement et présentent une forte hétérogénéité des tarifs pratiqués et des règles de calcul selon les établissements.

Selon l'association de défense des consommateurs UFC-Que choisir, ces frais prélevés lors de la clôture du compte d'un défunt, au détriment des descendants, dont l'héritage est réduit d'autant. génèrent au total « 150 millions d'euros de recettes pour les banques » pour un coût « de l'ordre de 233 € en moyenne ».

Le présent amendement propose ainsi d'encadrer les frais bancaires de succession en supprimant tout frais en cas de clôture d'un compte inférieur à 5000 euros dans le cadre d'une succession, pour laquelle la procédure simplifiée, sans intervention du notaire, est applicable.



Au-delà de ce montant, la clôture des comptes du défunt ne pourrait donner lieu à un prélèvement de frais d'un niveau supérieur à 1 % du montant total des sommes détenues par l'établissement, dans la limite d'un plafond fixé par arrêté.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LUREL

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3**

Après l'article 3

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 80 sexies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, le mot : « trois » est remplacé par le mot : « quatre » ;

2° Au deuxième alinéa, le mot : « quatre » est remplacé par le mot : « cinq ».

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Cet amendement, adopté en commission des finances à l'Assemblée nationale, a pour objet de renforcer l'abattement forfaitaire dont bénéficient les assistants maternels ainsi que les assistants familiaux agrémentés.

Ces professions peuvent en effet aujourd'hui opter soit pour l'imposition selon les règles de droit commun des traitements et salaires, soit bénéficier d'un abattement permettant de réduire leur revenu imposable.

Ce régime, dont le coût pour les finances publiques est évalué à 491 millions d'euros selon le tome 2 de l'annexe « Voies et moyens » du PLF 2023, concerne à la fois les assistantes maternelles et assistants familiaux ayant fait l'objet d'un agrément ainsi que les assistants maternels exerçant au sein des maisons d'assistants maternels et employés uniquement par des particuliers.

Selon ce régime spécifique d'imposition, le revenu brut à déclarer est égal à la différence entre, d'une part, le total des rémunérations et indemnités perçues pour l'entretien et l'hébergement des enfants et, d'autre part, une somme égale à trois fois le montant horaire du salaire minimum de croissance par jour et par enfant confié, cette dernière somme étant majorée dans certaines situations.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LUREL

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUOVICIES**

Après l'article 3 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 111 du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ... Les revenus perçus par les entités mentionnées au chapitre VII du titre I<sup>er</sup> du livre V du code monétaire et financier, au prorata des parts possédées, lorsqu'est exercé un contrôle sur l'entité au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce. »

**OBJET**

Cet amendement vise à lutter contre les pratiques d'évitement de l'impôt en soumettant au barème de l'impôt sur le revenu les montants versés à des sociétés holdings sur lesquelles le redevable exerce un contrôle effectif.

En effet, en laissant les revenus distribués sur le compte des holdings qu'ils contrôlent au lieu de se verser des dividendes, certains actionnaires réussissent à échapper à la taxation de ce qui est effectivement des revenus qu'ils contrôlent. Bernard Arnault possède par exemple 31 sociétés au Luxembourg comme l'a révélé le scandale « OpenLux ». Sur ces 31 holdings, seules 3 ont une activité identifiable. Comme l'ont montré les travaux de l'institut des politiques publiques, les milliardaires français ne paient que 2 % d'impôts sur le revenu en moyenne.





N°	I-1457
----	--------

**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LUREL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7 TER**

Après l'article 7 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le vingt-troisième alinéa du I de l'article 199 undecies B du code général des impôts est complété par une phrase ainsi rédigée : « Ce délai est porté à trente mois pour les investissements portant sur les véhicules électriques. »

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'activité de location outre-mer de véhicules de tourisme aux particuliers pour une durée n'excédant pas deux mois constitue une activité éligible à la réduction d'impôt accordée au titre du « secteur du tourisme ».

Les acquisitions de véhicules électriques destinés à la location dans le secteur du tourisme ouvrent ainsi droit sous certaines conditions au bénéfice de l'avantage fiscal. Parmi ces conditions, la loi prévoit que, pendant un délai de cinq ans ou pendant sa durée normale d'utilisation si elle est inférieure, l'investissement ayant ouvert droit à l'aide fiscale ne doit pas être cédé ou ne doit pas cesser d'être affecté à l'activité pour laquelle il a été acquis ou créé.

Le présent amendement propose de réduire ce délai pour les véhicules électriques et de le ramener à 30 mois, de sorte à inciter davantage les loueurs à investir dans ce type de véhicules – ils auraient la possibilité de proposer à la location des véhicules très peu anciens – et de développer localement un marché de l'occasion à destination des particuliers.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LUREL

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 TER

Après l'article 3 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 199 vicies A du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est ainsi rédigé :

» 1. Les contribuables domiciliés fiscalement en France au sens de l'article 4 B bénéficient d'un crédit d'impôt à raison des intérêts perçus au titre du différé de paiement ou du paiement de la sans différé dans le cadre de la vente de l'ensemble des éléments de l'actif affectés à l'exercice d'une activité agricole, d'une branche complète d'activité ou de l'intégralité de leurs parts d'un groupement ou d'une société agricole dans lequel ils exercent. La vente doit être réalisée au profit d'exploitants agricoles qui s'installent ou qui sont installés depuis moins de cinq ans justifiant d'une attestation de passage au guichet unique installation-transmission départemental. » ;

2° Le deuxième alinéa est ainsi rédigé :

« 2. Le crédit d'impôt s'applique lorsque les conditions suivantes sont remplies pour la vente avec différé de paiement : » ;

3° Le 3 est remplacé par huit alinéas ainsi rédigés :

« 3. Le crédit d'impôt s'applique lorsque les conditions suivantes sont remplies pour la vente sans différé de paiement :

« a) Le contrat de vente est passé en la forme authentique ;

« b) Le montants pratiqués doivent être évalués par un organisme comptable ;

« c) Le prix est payé en numéraire ;

« d) La société doit être gérée majoritairement par des associés exploitants ;

« 4. La cession d'actifs doit intervenir entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 31 décembre 2034.

« 5. Le crédit d'impôt est égal à 50 % des intérêts perçus dans la limite d'un plafond annuel de 15 000 € pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés et de 20 000 € pour les contribuables mariés ou les partenaires liés par un pacte civil de solidarité.

« Le crédit d'impôt est égal à 50 % du prix de vente dans la limite d'un plafond annuel de 20 000 € pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés et de 25 000 € pour les contribuables mariés ou les partenaires liés par un pacte civil de solidarité. » ;

6° Au début du dernier alinéa, la mention : « 4 » est remplacée par la mention : « 6 ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Cet amendement propose d'adapter le dispositif de l'article 199 viciés A du CGI par la création d'un crédit d'impôt transmission, supprimant la réduction d'impôt actuellement prévue. Son objectif est de favoriser la transmission des exploitations agricoles en lieu et place d'un agrandissement.

Depuis plusieurs années la mobilisation des outils fiscaux pour favoriser la transmission à des jeunes afin de faire face aux défis de renouvellement de générations en agriculture est demandée par la profession. Cet amendement propose la réduction d'impôt sur le revenu à raison des intérêts perçus au titre du différé de paiement qu'ils accordent à des exploitants agricoles âgés de moins de quarante ans ou sont installés depuis moins de cinq ans. Les adaptations proposées consistent, d'une part, à ouvrir le dispositif aux ventes sans différé de paiement, et d'autre part à proposer un crédit d'impôt plutôt qu'une réduction d'impôt. Enfin, cet amendement vise à ressusciter l'article 199 viciés A du CGI en créant un crédit d'impôt qui incite les cédants à transmettre leurs exploitations à des jeunes.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LUREL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNDECIES**

Après l'article 3 undecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 200 sexdecies du code général des impôts, il est inséré un article 200 ... ainsi rédigé :

« Art. 200 .... – À compter de l'imposition des revenus de 2024, il est institué un crédit d'impôt sur le revenu, dans la limite de 100 euros par an, pour les contribuables domiciliés en France au sens de l'article 4 B, qui réalisent des dépenses pour la réparation d'équipements électriques et électroniques. »

II. – Le I n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

III. – La perte de recettes pour l'État est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 du code général des impôts et L. 314-24 du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement propose la création d'un crédit d'impôt sur la réparation limité à 100 euros par an- proposition issue du rapport final de la Convention citoyenne et qui a également été évoquée à plusieurs reprises pendant les travaux sur la feuille de route économie circulaire.

Cette mesure viserait à inciter financièrement à réparer les produits plutôt que d'en acheter de nouveaux, et donc à réduire les déchets d'une part mais également favoriser le pouvoir d'achat des ménages. Il est primordial que les mesures pour soutenir celui-ci s'inscrivent également dans les objectifs de réduction du gaspillage et des déchets.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LUREL

C	
G	

ARTICLE 5

## I. – Alinéa 50

Remplacer le taux :

40 %

par le taux :

50 %

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement propose d'augmenter à 50%, pour les DROM et Saint-Martin, le taux du crédit d'impôt créé par cet article 5 au titre des investissements dans l'industrie verte.

Les critères de ce nouveau crédit d'impôt pour les sociétés investissant dans la production de batteries, de panneaux solaires, d'éoliennes ou de pompes à chaleur est partiellement régis par le régime européen des aides aux entreprises. Ce régime propose un taux commun national de 20% et des taux différenciés pour les zones d'aide à finalité régionale outre-mer (40% en Martinique, 50% en Guadeloupe et à La Réunion, 60% à St Martin et 70% à Mayotte et en Guyane) et peut être majoré de 10 points ou de 20 points selon la taille des entreprises.

Cet amendement propose ainsi de renforcer l'attractivité des DROM pour ces investissements d'avenir.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LUREL

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7 TER

Après l'article 7 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le I de l'article L. 452-4 du code de la construction et de l'habitation est ainsi modifié :

1° La première phrase du deuxième alinéa est complétée par les mots : « au titre des logements situés en France hexagonale » ;

2° La première phrase du troisième alinéa est complétée par les mots : « au titre des logements situés en France hexagonale ».

II. La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Le présent amendement propose de supprimer le supplément de loyer solidaire de l'assiette de la cotisation pour ce qui concerne les logements situés dans les départements d'Outre-mer sans pour autant le modifier pour les logements situés en France hexagonale.

Les cotisations que les organismes HLM versent à la Caisse de garantie du logement locatif social (articles L. 452-4 et L. 452-4-1 du code de la construction et de l'habitation) servent à alimenter le Fonds National des Aides à la Pierre (FNAP).

Or le FNAP, qui est financé par ces cotisations de l'ensemble des bailleurs (y compris les Outre-mer) et par la taxe des communes carencées SRU (y compris les Outre-mer) finance le Prêt Locatif Aidé d'Intégration qui ne s'applique qu'en France hexagonale.

Le présent amendement, travaillé avec l'Ushom, propose donc de moduler le montant de la cotisation CGLLS pour les logements locatifs sociaux situés Outre-Mer.

Pour rappel, cette cotisation a pour assiette les loyers encaissés au cours de l'année précédente, ainsi que le produit du supplément de loyer de solidarité mentionné à l'article L. 441-3 perçu (ces montants étant minorés ensuite par différents correctifs). Le taux applicable est, au maximum, de 2,5 % sur les loyers et de 100 % sur le supplément de loyer de solidarité.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LUREL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7 BIS

Après l'article 7 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le deuxième alinéa du I de l'article 44 octies A est supprimé ;

2° Après le 1° du III de l'article 44 quaterdecies, sont insérés cinq alinéas ainsi rédigés :

« 2° Pour les bénéfices provenant d'exploitations situées dans les îles des Saintes, à Marie-Galante, à La Désirade et dans les communes de La Réunion définies par l'article 2 du décret n° 78-690 du 23 juin 1978 portant création d'une zone spéciale d'action rurale dans le département de La Réunion ;

« 2° bis Pour les bénéfices provenant d'exploitations situées dans des communes de Guadeloupe ou de Martinique, dont la liste est fixée par décret et qui satisfont cumulativement aux trois critères suivants :

« a) Elles sont classées en zone de montagne au sens de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne ;

« b) Elles sont situées dans un arrondissement dont la densité de population, déterminée sur la base des populations légales en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2009, est inférieure à 270 habitants par kilomètre carré ;

« c) Leur population, au sens de l'article L. 2334-2 du code général des collectivités territoriales, était inférieure à 10 000 habitants en 2008 ; »

3° L'article 1465 A est ainsi modifié :

a) Le second alinéa du I est supprimé ;

b) Au B du II, après les mots : « ainsi que celles de », sont insérés les mots : « la Guadeloupe, de la Martinique et de ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement propose de revenir sur la suppression actée en 2018 des zones franches urbaines et des zones de revitalisation rurales outre-mer.

Selon l'avocate fiscaliste Isabel Michel-Gabriel, « la suppression pure et simple des dispositifs de ZFU et de ZRR uniquement en Outre-Mer n'est pas neutre d'un point de vue économique, social et fiscal ». Pour rappel, le dispositif actuel ZFU consistait avant 2019 en une exonération totale d'impôt sur le revenu ou d'impôt sur les sociétés pendant 5 ans, puis dégressive, et s'appliquant aux bénéfices provenant de toutes les activités professionnelles implantées dans une ZFU.

Le dispositif des ZFU permettait ainsi, en Guadeloupe, d'inciter fiscalement à l'installation d'entreprise dans des centre-villes victimes de désertion tels que ceux de de Pointe-à-Pitre ou de Basse Terre.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LUREL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7 TER

Après l'article 7 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le 4 du I de l'article 244 quater W du code général des impôts est complété par trois alinéas ainsi rédigés :

« ...<sup>o</sup> Aux acquisitions ou constructions de logements neufs situés dans les départements d'outre-mer si les conditions suivantes sont réunies :

« a) L'entreprise signe avec une personne physique, dans les douze mois de l'achèvement de l'immeuble, ou de son acquisition si elle est postérieure, un bail réel solidaire tel que défini à l'article L. 255-1 du code de la construction et de l'habitation ;

« b) Les trois quarts de l'avantage en impôt procuré par le crédit d'impôt pratiqué au titre de l'acquisition ou la construction de l'immeuble sont rétrocédés à la personne physique signataire du bail réel solidaire sous forme de diminution du prix de cession de l'immeuble. »

II. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement propose d'appliquer le crédit d'impôt aux opérations d'accession sociale à la propriété s'appuyant sur un bail réel solidaire permettant ainsi des prix de sortie plus en cohérence avec les ressources des ménages des départements et régions d'Outre-mer. Contrairement au Prêt social location-accession qui peut faire l'objet de spéculation foncière lors de la revente par le ménage, le bail réel solidaire (BRS) est un logement durablement abordable.

Les ménages qui en bénéficient ne pourront revendre le logement qu'à un prix de cession encadré, inférieur au prix du marché, et à un ménage répondant aux mêmes critères de ressources auxquels ils étaient soumis. mais aujourd'hui, malgré les avantages évidents de ce modèle, le coût d'acquisition en BRS est équivalent voire plus cher que le PSLA pour le ménage, puisqu'il ne bénéficie d'aucune solution de financement.

Ce dispositif pouvant être mobilisé notamment en RHI, ou dans les zones de menaces graves des vies humaines (notamment zones exposées aux risques), perdrait de son intérêt s'il n'est pas éligible au CI d'autant que la redevance foncière à charge de l'accédant à la propriété n'est pas éligible non plus aux allocations logement (ALS et ALF).

Cet amendement a été travaillé avec le concours de l'Etablissement public foncier de Guadeloupe.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LUREL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7 TER

Après l'article 7 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 199 undecies A du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 1 est ainsi rédigé :

« 1. Il est institué une réduction d'impôt sur le revenu pour les contribuables domiciliés en France au sens de l'article 4 B qui investissent en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Mayotte, à La Réunion, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, à Saint-Martin, à Saint-Barthélemy, dans les îles Wallis et Futuna et les Terres australes et antarctiques françaises, entre :

« a) La date de promulgation de la loi n° 2003-660 du 21 juillet 2003 de programme pour l'outre-mer et le 31 décembre 2017 pour les investissements mentionnés aux a, c, d, f et g du 2 ;

« b) La date de promulgation de la loi n° 2003-660 du 21 juillet 2003 précitée et le 31 décembre 2029 pour les investissements mentionnés au e du même 2 ;

« c) La date de promulgation de la loi n° 2003-660 du 21 juillet 2003 précitée et le 31 décembre 2017, puis entre le 1<sup>er</sup> janvier 2025 et le 31 décembre 2029 pour les investissements mentionnés au b. » ;

2° Le b du 2 est ainsi rédigé :

« b) Au prix de revient de l'acquisition ou de la construction régulièrement autorisée par un permis de construire d'un immeuble neuf situé dans les départements ou collectivités visés au 1, que le propriétaire prend l'engagement de louer nu dans les six mois de l'achèvement ou de l'acquisition si elle est postérieure pendant neuf ans au moins à des personnes, autres que son conjoint ou un membre de son foyer fiscal, qui en font leur habitation principale. Pour l'application de cette disposition, le loyer et les ressources du locataire n'excèdent pas des plafonds fixés par décret ; »

C. – Après le 2° du 6 bis, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Aux investissements mentionnés au b du 2 engagés entre le 1<sup>er</sup> janvier 2025 et le 31 décembre 2029. Par dérogation au 6, le taux de la réduction d'impôt est, pour ces investissements, de 35 %. ».

II. – Le I entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2025.



III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Cet amendement, travaillé avec la Fedom, vise à rouvrir, sous condition de loyer et de ressources, le bénéfice de la réduction d'impôt prévue à l'article 199 undecies A du code général des impôts aux investissements relatifs à l'acquisition ou à la construction d'un logement destiné à la location nue.

La suppression annoncée du PINEL Outre-mer à compter de 2025 ainsi que le recentrage à venir du Prêt à Taux Zéro (PTZ) sur le logement collectif en zone tendue menace l'équilibre économique des entreprises ultramarines du BTP.

Cet amendement incite donc les particuliers à investir dans la construction ou l'acquisition de logements locatifs intermédiaires en Outre-mer. Dans sa nouvelle rédaction, le bénéfice de réduction d'impôt est effectivement encadré par des plafonds de ressources et de loyers fixés par décret.

Enfin, et de sorte de conforter leur intérêt pour la qualité et la localisation du bien, les contribuables devront donner le logement en location nue et conserver le bien pendant au moins neuf ans à compter de la date de l'achèvement ou de l'acquisition du logement – contre cinq ans seulement dans la précédente rédaction.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LUREL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 199 novovicies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Aux 1° et 2° du A du VII bis, les deux occurrences des mots : « en 2024 et pour les constructions mentionnées au 1° du même B dont le permis de construire a été déposé cette même année » sont remplacées par les mots : « en 2024, en 2025 ou en 2026 et pour les constructions mentionnées au 1° du même B dont le permis de construire a été déposé ces mêmes années » ;

2° Après le 2° du XII, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Par dérogation aux I et VIII, la réduction d'impôt sur le revenu est ouverte aux investissements réalisés entre le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et le 31 décembre 2026. » ;

3° Au a et b du 3° du XII, les deux occurrences des mots : « réalisées en 2024, pour les constructions mentionnées au 1° du même B dont le permis de construire a été déposé cette même année et pour les souscriptions mentionnées au VIII réalisées cette même année » sont remplacées par les mots : « réalisées en 2024, en 2025 ou en 2026 pour les constructions mentionnées au 1° du même B dont le permis de construire a été déposé ces mêmes années et pour les souscriptions mentionnées au VIII réalisées ces mêmes années ».

II. – Le I entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2025.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement, travaillé avec la Fedom, vise à prolonger ainsi pour 2 ans la réduction d'impôt sur le revenu, dite PINEL Outre-mer.

Le logement locatif intermédiaire joue effectivement un rôle essentiel Outre-mer pour la mixité sociale en apportant aux classes moyennes une solution de logement qualitative et à un prix abordable dans les zones tendues. Au regard de la pression foncière, des enjeux d'attractivité des emplois et du retour des jeunes au pays, le logement intermédiaire apparaît donc, notamment Outre-mer, comme un véritable outil de développement économique et social des territoires.

L'échéance fixée à l'article 199 novovicies du CGI risque de rompre le modèle économique de ce précieux levier fiscal pour le financement des logements intermédiaires dans nos territoires. Il représente 70 % des ventes en état futur d'achèvement à La Réunion.

La prolongation du dispositif en Outre-mer, appelée de leurs vœux par l'ensemble des collectivités, des acteurs politiques et économiques, sera un signal fort envoyé au secteur du BTP. Ces deux années supplémentaires donneront au Gouvernement et à la mission parlementaire qu'il doit mandater, le temps de travailler sereinement, avec les parties prenantes, à la création de nouveaux outils.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LUREL

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7 TER

Après l'article 7 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I – Le VI ter A de l'article 199 terdecies-0 A du code général des impôts est ainsi modifié :

A – Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les versements ouvrant droit à la réduction d'impôt mentionnée au présent VI ter A sont retenus, après imputation des droits ou frais d'entrée, dans les limites annuelles de 12 000 € pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés et de 24 000 € pour les contribuables mariés ou pour ceux liés par un pacte civil de solidarité et soumis à imposition commune. » ;

B – Au deuxième alinéa, le chiffre : « 2, » est supprimée.

II. – Le I. entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2025.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement, travaillé avec la Fedom, propose de donner une nouvelle dynamique au Fonds d'investissement de proximité Outre-mer.

Concrètement, ce dispositif FIP DOM permet de diriger des capitaux vers des sociétés ignorées des grands investisseurs et de réinjecter régulièrement et rapidement les sommes collectées, en renforçant les fonds propres des PME ultramarines.

Alors que la loi Egalité réelle avait permis de renforcer l'attractivité du FIP, on constate, depuis la réforme de 2020 un effondrement de la dépense fiscale. La raison de cette chute résulte en effet du rapprochement des taux de réductions d'impôts entre ce qui est fait au niveau et cce qui est fait dans nos territoires : en 2020, les FIP Hexagone sont passés de 18% à 25% de réduction d'impôts, là où les FIP Outre-Mer et les FIP Corse passaient de 38% à 30%. Ainsi donc l'écart entre les 2 produits est ainsi passé de 20points (38%-18%) à 5points (30%-25%).

Afin de retrouver cet avantage comparatif pré-2020 et ne pouvant pas modifier les taux pour des raisons communautaires, cet amendement propose donc de modifier le calcul de l'assiette sur laquelle

est assise la réduction d'impôt. L'assiette de la réduction d'impôt s'effectuerait donc sur la base du montant total investi dans les FIP Outre-mer et non plus sur le seul quota investi dans des entreprises éligibles, ce qui permettrait concrètement de maintenir un différentiel effectif avec le FIP hexagonal.

C'est donc un retour à la version en vigueur avant août 2020.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LUREL

C	
G	

ARTICLE 7 BIS

## I. – Alinéa 3

Rédiger ainsi cet alinéa :

« j) Nautisme, y compris la location, la construction, l'entretien, la réparation et la conciergerie de navire, l'exploitation d'installations de transport de plaisance ainsi que la vente à titre principal de bateaux et de fournitures pour bateaux tels que les pièces d'accastillage et autres accessoires liés à la pratique du nautisme ; ».

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement, travaillé avec la Fedom, vise à préciser la rédaction de l'article tel qu'inséré par 49-3 à l'Assemblée nationale et visant à intégrer au bénéfice des majorations renforcées dans le régime des exonérations de charges sociales patronales le secteur du nautisme.

La lettre du BOFIP et l'amendement tel que rédigé restreignent considérablement le périmètre des activités de nautisme éligible aux abattements fiscaux majorés des ZFANG en précisant que « les activités de loisirs et de nautisme ne sont éligibles au bénéfice de l'abattement que si elles se rapportent au secteur du tourisme, c'est à dire à condition qu'elles s'intègrent directement et à titre principal à une activité hôtelière ou touristique. »

A travers la mesure 2 du CIOM, le gouvernement s'est donc engagé à revenir sur la liste des secteurs d'activités éligibles aux abattements renforcés de la ZFANG et notamment s'agissant du nautisme.

Toutefois, en se restreignant à ajouter uniquement « la réparation et la maintenance navale » à cette liste, l'amendement adopté à l'Assemblée nationale continue d'exclure un pan entier de la filière tel que la vente de pièces d'accastillage ou les shipchangers. Cet amendement corrige donc ces omissions afin d'apporter de la cohérence entre les dispositifs applicables aux entreprises ultramarines et permettre enfin à l'intégralité de la filière nautique de bénéficier d'un maximum d'intensité d'aide.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LUREL

C	
G	

ARTICLE 7 TER

Supprimer cet article.

**OBJET**

Le amendement vise à supprimer cet article 7 ter opportunément rédigé par les services de Bercy, introduit par le truchement du rapporteur général du Budget à l'Assemblée nationale et conservé dans le texte sur lequel le Gouvernement a engagé sa responsabilité.

Cet article, présenté sans aucune étude d'impact sérieuse et chiffrée, sans aucune concertation avec les socioprofessionnels ou les parlementaires, prévoit de supprimer plusieurs dispositifs fiscaux dont bénéficient les Outre-mer, à savoir :

- les 59,6 millions d'euros d'aide fiscale sur les véhicules de tourisme impactant ainsi 1257 loueurs de voitures en Guadeloupe ;
- les 86,7 millions d'euros d'aide fiscale sur les chauffe-eaux solaires équipant les particuliers ;
- les 13,8 millions d'euros d'aide fiscale sur les meublés touristiques impactant 1239 meublé rien qu'en Guadeloupe.

Selon les données du rapport de l'IGF de juillet 2023 sur lequel se base cet amendement, le montant de la dépense fiscale générée par les investissements qui font l'objet de cette suppression serait de l'ordre de 160 millions d'euros en 2022.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LUREL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 SEXIES

Après l'article 16 sexies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – A l'article L 422-27 du code des impositions sur les biens et services, après le mot « embarquements », sont insérés les mots « dans les collectivités régies par l'article 73 de la Constitution, ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement a pour objet d'exclure les embarquements depuis les collectivités régies par l'article 73 de la Constitution de la taxe de solidarité sur les billets d'avions comme c'est le cas pour les embarquements depuis Saint-Barthélemy, Saint-Martin, la Polynésie française ou la Nouvelle-Calédonie.

Face à la fièvre inflationniste subie ces derniers mois par les voyageurs ultramarins, cette proposition d'alignement aux DROM des exonérations dont bénéficient quelques collectivités d'outre-mer sur la taxe Chirac qui peut aller de 1 à 20 euros constitue une mesure de pouvoir d'achats attendue par nos compatriotes.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. LUREL

C	
G	

### ARTICLE 16

I. – Alinéa 8

Après le mot :

due

insérer les mots :

en Guadeloupe et

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Alors que le présent article 16 entend modifier plusieurs redevances affectées aux agences de l'eau pour permettre d'augmenter leur rendement à hauteur de 325 millions afin de financer le « Plan eau » annoncé par le Président de la République le 30 mars 2023, cet amendement propose d'élargir à la population guadeloupéenne l'exonération totale de la nouvelle redevance sur la consommation d'eau potable obtenue par amendement à l'Assemblée nationale pour la population mahoraise jusqu'à fin 2027.

Dans le contexte de la pénurie d'eau et de la distribution d'une eau couleur marron aux robinets domestiques, il apparaît injustifié de demander tant aux Mahorais et qu'aux Guadeloupéens de payer une redevance sur l'eau potable.







N°	I-1471
----	--------

**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LUREL

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER**

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au deuxième alinéa du i du A du I de l'article 266 nonies du code des douanes, le taux : « 35 % » est remplacé par le taux : « 50 % ».

II. - Le 2° du I et le II de l'article 14 de la loi n° 2021-1549 du 1er décembre 2021 de finances rectificative pour 2021 sont abrogés.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État des I et II est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Compte tenu de la situation spécifique outre-mer en matière de gestion des déchets, cet amendement propose l'augmentation de la réfaction de la Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) à 50 % pour permettre à la Guadeloupe, à la Martinique et à La Réunion de ne pas être pénalisées financièrement et puissent ainsi investir dans la réalisation des infrastructures nécessaires pour sortir du tout enfouissement.

La TGAP a été instituée pour inciter financièrement les collectivités à réduire l'enfouissement des déchets et leur incinération sans valorisation énergétique au profit d'autres modes de traitement.

Si cette fiscalité incitative permet d'engager une transition vertueuse, son application dans les outre-mer s'avère particulièrement problématique pour les finances des collectivités locales.

Comme le rappelle le rapport de la Délégation sénatoriale aux outre-mer sur les déchets, si le barème national de la TGAP bénéficie outre-mer de réfections importantes (-75 % pour Mayotte et la Guyane, -35 % pour la Guadeloupe, à la Martinique et à La Réunion), « le poids de la TGAP est devenu écrasant » outre-mer et « accable des acteurs territoriaux aux équilibres financiers déjà précaires ».

Conscient de cette situation, le Parlement a dû réduire, à plusieurs reprises, les barèmes de la TGAP applicables outre-mer. Ainsi, la dernière modification importante est intervenue avec la loi n° 2021-1549 du 1er décembre 2021 de finances rectificative pour 2021 qui a porté de 25 % à 35 % la réfaction de la TGAP pour La Réunion, la Guadeloupe et la Martinique.

Cependant cette réfaction reste provisoire et le taux de 25 % sera de nouveau applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2024. Quant à la réfaction de 75 % dont bénéficient la Guyane et Mayotte, elle passera à 70 % au 1<sup>er</sup> janvier 2024. Au-delà de 2025, la visibilité est nulle pour les acteurs.

Concrètement cet amendement propose :

dans son I : de faire passer le taux de réfaction de 35% à 50% pour la Guadeloupe, à la Martinique et à La Réunion  
dans son II : de supprimer la réduction des taux à 25% et 70% prévue à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et ainsi bloquer les taux à 50% et à 75% selon les collectivités.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LUREL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 25**

Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

....- Dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport sur l'application de la taxe annuelle sur les logements vacants instituée par l'article 232 du code général des impôts et de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires prévue à l'article 1407 et suivants du code général des impôts dans les collectivités régies par l'article 73 de la Constitution. Ce rapport présente les conditions de déploiement de ces taxes dans les collectivités concernées, leurs effets sur l'offre de logements disponibles localement et sur l'évolution des prix des logements et des loyers.

**OBJET**

Le présent amendement propose que le Gouvernement remette au Parlement un rapport sur l'application de la taxe annuelle sur les logements vacants et sur la taxe d'habitation sur les résidences secondaires dans les collectivités régies par l'article 73 de la Constitution.

Ce rapport doit permettre de présenter les conditions de déploiement de ces taxes dans les collectivités concernées, leurs effets sur l'offre de logements disponibles localement et sur l'évolution des prix des logements et des loyers.

Comme le rappelle le rapport de la Délégation aux outre-mer sur le logement de juillet 2021, le déploiement de la TLV et de la THRS apparaissent comme inaboutis outre-mer.

Malgré la publication d'un décret le 26 août dernier modifiant la liste des communes pouvant instaurer la TLV et pouvant instaurer une majoration de la THRS et la possibilité d'une montée du taux de la THRS, ce décret a suscité quelques interrogations en raison du fait que 410 communes perdraient de la TLV au profit de la THRS (le cumul de ces deux taxes étant impossible). Ainsi, la fiche d'impact présentée par le Gouvernement aux membres du Comité des finances locales en juin dernier précisait « qu'une « vingtaine de communes (notamment en outre-mer) ne compenseront pas la perte y compris en majorant la THRS à hauteur de 60 % ».

L'objectif de cet amendement est donc d'obtenir un état des lieux précis sur le traitement de la problématique des logements vacants dans les outre-mer où le manque de logements reste criant et où, parallèlement, le parc de logements vacants s'établit à près de 118 442 logements soit un taux de vacance de 12,5 % (15,5% aux Antilles), bien supérieur à celui de l'Hexagone, estimé à 8,1 %.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LUREL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24**

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° L'article L. 2336-4 est ainsi modifié :

- a) Au I, les deux premières occurrences des mots : « des départements d'outre-mer, » sont remplacées par les mots : « du département de Mayotte, » ;
- b) La dernière phrase du même I est supprimée ;
- c) Le II est abrogé ;

2° L'article L. 2336-5 est ainsi modifié :

- a) Au premier alinéa du I et au b du 2° du même I, après les mots : « de métropole », sont insérés les mots : « et des départements d'outre-mer à l'exception de Mayotte » ;
- b) Au a du 1° du I, le taux : « 60 % » est remplacé par le taux : « 60,6 % ».

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) a été créé par la Loi de finances de 2012. Il constitue le premier mécanisme national de péréquation horizontal pour le secteur communal. Il s'appuie sur la notion d'ensemble intercommunal composé d'un établissement public de coopération intercommunal à fiscalité propre (EPCI) et de ses communes membres. Ce mécanisme prévoit un prélèvement auprès des groupes communaux éligibles et un

reversement selon les modalités prévues à l'article L.2336-5 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le prélèvement est calculé de manière identique pour toutes les collectivités. Par contre, le reversement est établi en premier lieu sur la base de l'appartenance du bloc communal à l'ensemble « métropolitain » ou « ultramarin ». Puis dans chacun de ces ensembles ce sont les 60% des collectivités les plus pauvres qui bénéficient du reversement.

Ce mode de reversement pénalise les 40% des collectivités ultramarines les moins pauvres, exclues aujourd'hui des versements du FPIC, mais qui pourtant font tous partie des 60% les plus pauvres au plan national. Elles auraient donc le droit de percevoir un versement au titre du FPIC sans cette distinction préalable entre Outre-mer et Hexagone. En 2022, il y a 8 EPCI des DROM dans ce cas. Ils ne sont pas éligibles au FPIC, tout en y contribuant lourdement pour certains, alors qu'ils sont parmi les plus pauvres de France.

Le Président de la République avait reconnu en février 2019 lors du Grand débat avec les maires d'outremer à l'Élysée que la péréquation était défailante à l'égard des communes des DROM. Il s'était engagé à rétablir l'équité. Mais depuis seule la DACOM a fait l'objet d'un rattrapage.

Le présent amendement propose que le principe du droit commun appliqué aux collectivités des DROM hors Mayotte (ce dernier, pour des raisons tenant aux difficultés de comparabilité de ses indicateurs fiscaux du fait des modalités de mise en œuvre récente de la fiscalité locale), déjà en vigueur pour ce qui concerne le dispositif de prélèvement, soit étendu au dispositif de reversement du FPIC, ce qui permettrait d'accorder la même valeur aux critères de répartition du FPIC sur l'ensemble du territoire national.

Par ailleurs, pour éviter que des EPCI de l'hexagone éligibles jusque-là, ne se retrouvent exclus par l'augmentation du nombre d'EPCI ultra-marins éligibles, il est proposé de faire passer la part des EPCI éligibles au versement du FPIC de 60% à 60,6%.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LUREL

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7 QUATER**

Après l'article 7 quater

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° À la deuxième phrase du I de l'article L. 2336-4, le taux : « 33 % » est remplacé par le taux : « 63 % » ;

2° Le a du 1° du I de l'article L. 2336-5 est complété par les mots : « et 100 % des ensembles intercommunaux classés de la même manière pour l'enveloppe destinée à l'ensemble des départements d'outre-mer à l'exception de Mayotte telle que définie au I de l'article L. 2336-4 du même code ».

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Cet amendement, à défaut de faire basculer les communes des DROM (hors Mayotte) dans le droit commun du FPIC, propose d'appliquer à la quote-part ultramarine du FPIC le même rattrapage que celui de la quote-part outre-mer de la dotation d'aménagement en fixant le coefficient de majoration démographique au même niveau comme c'était le cas jusqu'en 2019.

Enfin cet amendement modifie les modalités de reversement du FPIC DOM en rendant l'ensemble des EPCI de Guadeloupe, Guyane, Martinique et de La Réunion éligibles et non plus les seuls 60% les plus pauvres.





N°	I-1475
----	--------

**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LUREL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 20**

Après l'article 20

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

À l'article L. 721-17 du code monétaire et financier, après la référence : « article L. 312-1 », sont insérés les mots : « , notamment les frais de tenue de compte, les frais bancaires sur succession appliqués à la clôture des comptes du défunt, les frais de fourniture de carte de débit et de cotisation à une offre d'assurance perte ou vol des moyens de paiement ».

**OBJET**

Cet amendement propose de compléter le dispositif prévu par la loi Lurel interdisant aux établissements bancaires de pratiquer des tarifs supérieurs dans les territoires ultramarins à ceux tarifs pratiqués dans l'Hexagone en précisant les prestations soumises à cette interdiction.

En effet, selon le rapport de la Commission d'enquête sur la vie chère de juillet 2023 et contrairement aux obligations légales, certains tarifs bancaires outre-mer demeureraient nettement plus élevés pour certaines prestations telles que les frais de tenue de compte (+6 euros en Martinique), les frais de fourniture de carte de débit (+2,4 euros en Guyane) et de cotisation à une offre d'assurance perte ou vol des moyens de paiement (+4,2 euros en Guadeloupe).



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LUREL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 28

## I. - Alinéa 2, tableau, dernière colonne

Les montants du tableau de l'alinéa 2 sont ainsi modifiés :

## 1° Septième ligne

Remplacer le montant :

997 000

par le montant :

1 045 854

## 2° Huitième ligne

Remplacer le montant :

975 000

par le montant :

1 022 776

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement propose de revaloriser, selon l'évolution réelle de l'inflation à 4,9%, le montant de l'affectation de ressources dévolues aux agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des " 50 pas géométriques pour la Guadeloupe et la Martinique.





DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, 128, 132)

N°	I-1477
----	--------

22 NOVEMBRE 2023

## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. LUREL

C	
G	

### ARTICLE 6

I. – Alinéa 74

Compléter cet alinéa par les mots :

et après le mot : « technique » sont insérés les mots : « définies par décret »

II. – Alinéa 129

Remplacer l'année :

2024

par l'année :

2023

III. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – Le présent article ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Le présent amendement, travaillé avec l'Union sociale de l'Habitat Outre-mer -USHOM, propose de conserver l'ouverture du crédit d'impôt outre-mer aux opérations de rénovation et de réhabilitation des logements sociaux au delà des QPV mais précise que la mention « voisines du neuf » doit faire l'objet d'une définition par décret pour rendre opérationnelle cette mesure.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LUREL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

## I. – Alinéa 74

Compléter cet alinéa par les mots :

et après le mot : « techniques », sont insérés les mots : « , énergétiques et environnementales définies par décret »

## II. – Alinéa 129

Remplacer l'année :

2024

par l'année :

2023

## III. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – Le présent article ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Cet amendement, travaillé avec l'Union sociale de l'Habitat Outre-mer -USHOM, a pour objectif d'appliquer le bénéfice du CI aux opérations de réhabilitations qui ont pour objectif de participer à l'effort national pour atteindre la neutralité Carbone.

En effet, la mise en place tardive du DPE Outre-mer (reculée jusqu'en 2028) ne doit pas entraver la rénovation du parc social. Cette mesure vise à éviter que cette mise en place tardive du DPE n'entrave la remise sur le marché en tension de logements.

Par ailleurs, les performances énergétiques (en cohérence avec l'objectif national de neutralité carbone) doivent être arrêtée par voie de décret et non de circulaire afin de permettre au législateur de s'assurer du respect de l'esprit et objectifs de la loi .







## AMENDEMENT

présenté par  
M. LUREL

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7 QUATER

Après l'article 7 quater

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au premier alinéa du 2 du VII de l'article 244 quater X du code général des impôts, le mot « deux » est remplacé par le mot : « trois ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

L'objectif de ce cet amendement, travaillé avec l'Union sociale de l'Habitat Outre-mer -USHOM, est d'évacuer le risque de reprise de l'avantage fiscal pour les opérations des bailleurs sociaux qui bénéficient du crédit d'impôt et qui accusent un retard de chantier lié aux défaillances des entreprises.

En effet, la crise du BTP que connaissent les DROM impactent les donneurs d'ordre (bailleurs sociaux) qui engendrent des retards importants, voire des défaillances. Ces défaillances font subir un double préjudice aux bailleurs sociaux qui au-delà des pertes financières liées à la non-perception des loyers (compte tenu du report de la livraison des logements), portent également un risque lié à la perte de l'avantage fiscal si le délai de 24 mois entre l'achèvement des fondations et l'achèvement n'est pas respecté.

Compte tenu de la structuration de la filière du BTP dans les DROM, il nous paraît pertinent que le délais de 2 ans soit étendu à 3 ans.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LUREL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

I. – Alinéas 3 à 5

Supprimer ces alinéas

II. – Alinéa 8

Supprimer cet alinéa.

**OBJET**

Cet amendement vise à supprimer les modifications de déploiement du prêt à taux zéro (PTZ) qui prévoient un recentrage du dispositif en direction des logements collectifs et dans les zones tendues où il est très difficile d'acheter voir impossible pour les plus modestes. Ainsi, les administrés de milliers de communes perdraient le bénéfice du PTZ par la modification de son application.

Alors que la France traverse l'une des plus graves crises du logement de son histoire, que l'accession à la propriété est paralysée par l'inflation et les taux d'intérêt bancaires, qu'on ne construit pas assez face à la demande et que les ventes de logements neufs ont baissé de 38 %, affaiblir la portée du prêt à taux zéro est un mauvais signal.

Cet amendement vise ainsi à rétablir le prêt à taux zéro dans sa forme initiale : possibilité d'acheter un terrain et construire, acquérir un logement neuf ou un logement dans lequel sont effectués d'importants travaux, transformer un local en logement, ainsi qu'acquérir et améliorer un logement ancien dans les communes classées en zone B2 et C.







N°	I-1481
----	--------

## A M E N D E M E N T

présenté par  
M. LUREL

C	
G	

### ARTICLE 6

Alinéa 4, seconde phrase

Après le mot :

neuf

insérer les mots :

dans une collectivité régie par l'article 73 de la Constitution ou

### OBJET

Cet amendement vise à supprimer, pour les logements situés dans les DROM, les modifications de déploiement du prêt à taux zéro (PTZ) qui prévoient un recentrage du dispositif en direction des logements collectifs et dans les zones tendues où il est très difficile d'acheter voir impossible pour les plus modestes.





DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, 128, 132)

N°	I-1482
----	--------

22 NOVEMBRE 2023

## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. LUREL

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6

Après l'article 6

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Au I de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2018-1244 du 27 décembre 2018 visant à faciliter la sortie de l'indivision successorale et à relancer la politique du logement outre-mer, le mot : « dix » est remplacé par le mot : « cinq ».

### OBJET

Le présent amendement propose de porter de 10 à 5 ans le délai d'ouverture des succession pouvant bénéficier du dispositif permettant de faciliter la sortie de l'indivision successorale.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. LUREL

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3

Après l'article 3

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le premier alinéa de l'article L. 3262-1 du code du travail est ainsi rédigé :

« Le titre-restaurant est un titre spécial de paiement remis par l'employeur aux salariés pour leur permettre d'acquitter en tout ou en partie le prix du repas consommé au restaurant ou de tout produit alimentaire, qu'il soit ou non directement consommable acheté auprès d'une personne ou d'un organisme mentionné au deuxième alinéa de l'article L. 3262-3 et de tout commerce de détail alimentaire. »

### OBJET

Le présent amendement propose de pérenniser le droit d'acheter tout produit alimentaire avec les titres-restaurant.

Alors que cette facilité d'utilisation des titres restaurant permise par la loi du 16 août 2022 portant des mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat devait disparaître à la fin de l'année, le Gouvernement a annoncé, suite à la mobilisation d'associations et d'acteurs politiques qu'elle serait maintenue en 2024 pour soutenir le pouvoir d'achat des Français.

Le présent amendement propose de rendre cette faculté pérenne.





DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, 128, 132)

N°	I-1484
----	--------

22 NOVEMBRE 2023

**A M E N D E M E N T**

présenté par  
M. LUREL

C	
G	

ARTICLE 6

Alinéa 81

Compléter cet alinéa par une phrase ainsi rédigée :

À La Réunion, en Guyane et à Mayotte, ces niveaux s'entendent de critères de performance énergétique et environnementale déterminés par les collectivités en concertation avec le comité maîtrise de la demande d'énergie.

**OBJET**

Cet amendement est proposé pour rendre effectif le dispositif « seconde vie » en Guyane, à La Réunion et à Mayotte.







DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, 128, 132)

N°	I-1485
----	--------

22 NOVEMBRE 2023

**A M E N D E M E N T**

présenté par  
M. LUREL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 2

Après l'article 2

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au 3 du I de l'article 197, les montants : « 2 450 € » et « 4 050 € » sont remplacés, respectivement, par les montants : « 3 500 € » et « 5 000 € ».

II. – Le I s'applique aux revenus perçus ou réalisés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

III. La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement de repli propose de porter les plafonds de cette réfaction à 3 500 € et 5 000€.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LUREL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNVICIES**

Après l'article 3 unvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport sur les frais bancaires de succession appliqués par les établissements bancaires et présente des mesures visant à encadrer et à réguler ces tarifs.

**OBJET**

Le présent amendement propose que le Gouvernement remette au Parlement un rapport sur les frais bancaires de succession appliqués par les établissements bancaires et présente des mesures visant à encadrer et à réguler ces tarifs.

Ces sommes facturées par les banques sont censées couvrir le traitement des opérations administratives et le transfert des avoirs des défunts, ne sont soumises à aucun encadrement et présentent une forte hétérogénéité des tarifs pratiqués et des règles de calcul selon les établissements.

Selon l'association de défense des consommateurs UFC-Que choisir, ces frais prélevés lors de la clôture du compte d'un défunt, au détriment des descendants, dont l'héritage est réduit d'autant, génèrent au total « 150 millions d'euros de recettes pour les banques » pour un coût « de l'ordre de 233 € en moyenne ».

Le présent amendement propose ainsi la présentation d'un état des lieux sur ces pratiques et de mesures permettant encadrer les frais bancaires de succession.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. LUREL

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le 2<sup>o</sup> du I et le II de l'article 14 de la loi n° 2021-1549 du 1<sup>er</sup> décembre 2021 de finances rectificative pour 2021 sont abrogés.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Compte tenu de la situation spécifique outre-mer en matière de gestion des déchets, cet amendement propose de bloquer l'évolution des barèmes de la TGAP applicables outre-mer aux taux obtenus lors de l'examen de la loi ° 2021-1549 du 1<sup>er</sup> décembre 2021 de finances rectificative pour 2021 à savoir 35 % pour La Réunion, la Guadeloupe et la Martinique et 75% pour la Guyane et Mayotte.

En effet, si cet amendement n'est pas adopté, le taux obtenu provisoirement de 35% passera de nouveau à 25 % au 1<sup>er</sup> janvier 2024.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LUREL

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7 TER

Après l'article 7 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – La seconde phrase du seizième alinéa du I de l'article 199 undecies B du code général des impôts est supprimée.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à rendre de nouveau éligibles à la réduction d'impôt au titre de l'aide à l'investissement Outre-Mer les installations de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil.

Car depuis la loi de finances pour 2011, la réduction d'impôt ne s'appliquait plus, à compter du 29 septembre 2010, aux investissements portant sur des installations de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil.

Le Gouvernement s'était exprimé l'année dernière sur le sujet et avait déclaré : « Dix ans après, cette demande apparaît légitime, en particulier dans le contexte international que nous connaissons et après la hausse des prix de l'énergie. Est-il toujours justifié aujourd'hui d'exclure l'équipement photovoltaïque de la défiscalisation outre-mer ? Le secteur des énergies renouvelables fait également partie des secteurs pour lesquels nous devons étudier la pertinence d'une défiscalisation. Son exclusion était peut-être justifiée il y a dix ans mais l'est peut-être moins aujourd'hui ».

Dans les départements et régions d'Outre-mer, la production électrique dépend ainsi toujours majoritairement du pétrole et du charbon, malgré le potentiel des énergies renouvelables.

L'Outre-mer conserve un taux important de dépendance des énergies importées, avec par exemple :

- En Guadeloupe, 93,9 % de taux de dépendance énergétique en 2019 ;
- En Martinique, 93,3 % de taux de dépendance énergétique en 2019

Utiliser l'énergie solaire est un levier incontestable pour économiser l'énergie et modérer la croissance de la demande en électricité. En effet, l'Outre-mer est la zone la plus propice de France à

l'installation de panneaux solaires. Le rendement solaire des douze derniers mois en Outre-mer permet d'obtenir en moyenne 1 450 Wh/Wc versus 1 100Wh/Wc en moyenne pour la Métropole.

Pour illustrer ce potentiel, un foyer de 4 personnes consomme en moyenne 7 500kWh par an aux Antilles. Le rendement d'un panneau solaire de 4 kWc est en moyenne de 5800 kWh aux Antilles. L'utilisation du photovoltaïque permettrait donc de couvrir 77 % des besoins énergétiques d'un foyer.

Ainsi, le degré d'autonomie énergétique est de près de 80 % et la facture électrique diminue dans le même ordre de grandeur. En outre, grâce à cet investissement, les foyers se mettraient à l'abri des coupures électriques récurrentes dans certains territoires d'Outre-Mer, généralement dues à des pannes sur le réseau ou aux aléas climatiques tels que les intempéries et les cyclones. Les ménages deviennent ainsi plus autonomes et résilients.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LUREL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER**

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le i du A du I de l'article 266 nonies du code des douanes est ainsi rédigé :

« i) Sur les territoires des collectivités d'outre-mer relevant de l'article 73 de la Constitution, une exonération complète est applicable :

« – jusqu'au 31 décembre 2028 à La Réunion ;

« – jusqu'au 31 décembre 2030 en Guadeloupe et en Martinique ;

« – jusqu'au 31 décembre 2033 en Guyane et à Mayotte. »

II. – Le 2° du I et le II de l'article 63 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 sont abrogés.

III. - Le 2° du I et le II de l'article 14 de la loi n° 2021-1549 du 1<sup>er</sup> décembre 2021 de finances rectificatives pour 2021 sont abrogés.IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Cet amendement est la traduction exacte de la recommandation n° 12 du rapport d'information n° 195 (2022-2023) par Mmes Gisèle Jourda et Viviane Malet sur « La gestion des déchets dans les outre-mer » déposé par la Délégation sénatoriale aux outre-mer en décembre 2022 et propose des exonérations de la TGAP de 5 ans pour La Réunion, de 7 ans pour la Guadeloupe et la Martinique, de 10 ans pour Mayotte et la Guyane

Ce rapport a démontré que, contrairement à l'objectif assigné à l'origine à la TGAP, cette taxe était un frein à la transition vers une sortie de l'enfouissement en étouffant progressivement les capacités d'investissement des collectivités organisatrices. La charge sur les dépenses de fonctionnement est devenue insupportable.

En effet, les outre-mer souffrent d'un retard massif d'équipements : c'est ainsi que les déchets ménagers sont enfouis à 67 % dans les territoires ultramarins, contre 15 % dans l'Hexagone. Du fait de ce retard persistant en matière d'infrastructure, notamment de traitement, et alors même que certains flux de déchets sont toujours non recyclables (et donc destinés à l'enfouissement), faute de filières de valorisation locale, le poids de la TGAP pèse directement sur les collectivités territoriales, déjà soumis à des équilibres financiers précaires.

En effet, la taxe générale sur les activités polluantes pèse tout particulièrement sur ces territoires, car malgré des réfections importantes, en particulier à Mayotte et en Guyane (- 75 %), la charge de la TGAP est amenée à s'alourdir du fait de la hausse programmée des barèmes. La dernière modification importante est intervenue avec la loi °2021-1549 du 1er décembre 2021 de finances rectificative pour 2021 qui a porté de 25 % à 35 % la réfaction de la TGAP pour La Réunion, la Guadeloupe et la Martinique. Mais cette réfaction est provisoire. Le taux de 25 % sera de nouveau applicable au 1er janvier 2024. Quant à la réfaction de 75 % dont bénéficient la Guyane et Mayotte, elle passera à 70 % au 1er janvier 2024. Au-delà de 2025, la visibilité est donc nulle pour les acteurs.

En 2021, la TGAP représentait environ 5% du coût du service public de gestion des déchets sur le périmètre des 5 DROM. La dynamique de la taxe porterait ce coût à près de 10% en 2025 !



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LUREL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER**

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le 2° du I et le II de l'article 14 de la loi n° 2021-1549 du 1<sup>er</sup> décembre 2021 de finances rectificatives pour 2021 sont abrogés.

II. – Le 2° du I et le II de l'article 63 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 sont abrogés.

III. – Le i du A du I de l'article 266 nonies du code des douanes est ainsi modifié :

1° Au début du deuxième alinéa, le taux : « 35 % » est remplacé par le taux : « 50 % » ;

2° Après le troisième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les tarifs en vigueur en 2023 demeurent applicables aux opérations pour lesquelles le fait générateur de la taxe intervient à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024. »

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

À défaut d'une nécessaire exonération de la TGAP pour plusieurs années, cet amendement propose de relever le taux de la réfaction pour La Réunion, la Martinique et la Guadeloupe de 35 à 50% et de geler le barème pour tous les territoires aux tarifs 2023 pour toutes les tonnes incinérées et stockées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.





N°	I-1491
----	--------

**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LUREL

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16**

Après l'article 16

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le 2° du I et le II de l'article 14 de la loi n° 2021-1549 du 1<sup>er</sup> décembre 2021 de finances rectificatives pour 2021 sont abrogés.

II. – Le 2° du I et le II de l'article 63 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 sont abrogés.

III. – Après le troisième alinéa du i du A. du I de l'article 266 nonies du code des douanes, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les tarifs en vigueur en 2023 demeurent applicables aux opérations pour lesquelles le fait générateur de la taxe intervient à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024. »

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement propose *a minima* de geler le taux de la réfaction applicable aux territoires ultramarins à partir de 2024 aux taux actuels, et de maintenir les tarifs 2023 pour toutes les tonnes incinérées et stockées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Ce simple gel de la taxe permettra au moins de ne pas alourdir encore plus les dépenses de fonctionnement des EPCI et des syndicats mixtes et de préserver l'épargne brute qui subsiste, sans laquelle aucun investissement ne sera possible.







## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. LUREL

C	
G	

### ARTICLE 7

I. – Alinéa 32

Après les mots :

ainsi que celles

insérer les mots :

de la Guadeloupe, de la Martinique et

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Le présent amendement propose, à l'instar des communes de Guyane et de certaines communes de La Réunion, d'élargir aux communes de la Guadeloupe et de la Martinique le bénéfice du nouveau zonage unique « France Ruralités Revitalisation » créé par cet article 7.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. LUREL

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16

Après l'article 16

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. - L'article L. 213-10 du code de l'environnement est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« La redevance sur la consommation d'eau potable n'est pas due en Guadeloupe et à Mayotte pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2027. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Anticipant la suppression de l'article 16, cet amendement propose que le Sénat se prononce sur la proposition d'élargissement à la population guadeloupéenne l'exonération totale de la nouvelle redevance sur la consommation d'eau potable obtenue par amendement à l'Assemblée nationale pour la population mahoraise jusqu'à fin 2027.

Dans le contexte de la pénurie d'eau et de la distribution d'une eau couleur marron aux robinets domestiques, il apparaît injustifié de demander tant aux Mahorais et qu'aux Guadeloupéens de payer une redevance sur l'eau potable.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LUREL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 5 SEXDECIES

Alinéa 3

I. – Remplacer le taux :

60 %

par le taux :

75 %

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Cet amendement vise à augmenter le taux du crédit d'impôt au titre des dépenses de remplacement pour congé de certains exploitants agricoles à 75% contre les 60% actuellement prévus par le présent article.

L'agriculture française est confrontée à l'enjeu crucial de renouvellement des générations et d'installation de paysannes. Alors que le nombre d'exploitants baisse de 1 à 3 % par an et qu'on compte une installation pour deux ou trois départs à la retraite, ce renouvellement implique de redonner de l'attractivité à la profession.

Un crédit d'impôt permet aux agriculteurs contraints à une présence quotidienne sur la ferme de bénéficier d'un financement égal à 50 % des dépenses de remplacement pour congé, dans la limite de quatorze jours par an. Selon le Service de remplacement, cette mesure a permis de développer l'accès aux congés, les remplacements pour congés passant de 80 000 journées à 180 000 journées, et le nombre de bénéficiaires de 10 000 à 20 000.

Cet amendement vise à l'extension de cette mesure, par une prise en charge à 75 % des dépenses de remplacement pour les 17 premiers jours de congés. Ce dispositif, aux effets positifs en terme de diminution du stress et des risques psychosociaux pour les agriculteurs aurait également un impact favorable de dynamique territoriale, avec la création d'emplois stables et sécurisés au sein des services de remplacement. Ces salariés, qui resteront plus longtemps et connaîtront davantage les

fermes dans lesquelles ils travaillent, constitueront en outre un vivier de renouvellement des générations.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LUREL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 5 SEXDECIES

Rédiger ainsi cet article :

I. – L'article 200 undecies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° À la première phrase du premier alinéa du I, après le mot : « congé », sont insérés les mots : « ou dans le cadre d'une formation en application du livre I<sup>er</sup> de la sixième partie du code du travail » ;

2° Le premier alinéa du II est ainsi modifié :

a) La première phrase est ainsi modifiée :

- le taux : « 50 % » est remplacé par le taux : « 60 % » ;

- le mot : « quatorze » est remplacé par le mot : « dix-sept » ;

- après le mot : « congé », sont insérés les mots : « ou dans le cadre d'une formation en application du livre I<sup>er</sup> de la sixième partie du code du travail » ;

b) La deuxième phrase est ainsi modifiée :

- le taux : « 60 % » est remplacé par le taux : « 80 % » ;

- après le mot : « maladie », la fin est ainsi rédigée : « , d'un accident du travail ou d'une formation professionnelle. »

II. – Le I s'applique aux dépenses engagées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Le présent amendement propose de conserver les modifications opérées par cet article (17 jours de congés et taux du CI à 60%) mais également de l'ouvrir aux exploitants partant en formation, et non plus seulement lors de la prise de congés.

Pour rappel, ce CI permet aux exploitants agricoles de bénéficier du crédit d'impôt sur les dépenses engagées pour leur remplacement pendant leurs congés.



Cette disposition renforcerait la cohérence de la politique agricole du Gouvernement, qui met de plus en plus l'accent sur la formation des actifs du secteur agricole dans le cadre de la nécessaire transition agroécologique. Elle permettrait de faciliter le départ en formation pour l'exploitant, et de favoriser l'innovation et la montée en compétence dans le secteur agricole.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. LUREL

C	
G	

### ARTICLE 5 SEXDECIES

#### I. – Alinéas 2 à 4

Remplacer ces alinéas par un alinéa ainsi rédigé :

1° La première phrase est ainsi rédigée : « Pour les dix premiers jours de remplacement pour congé, le crédit d'impôt est égal à 75 % des dépenses mentionnées au I et effectivement supportées et de 60 % pour les sept jours suivants. »

#### II. – Après l'alinéa 8

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

.... – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Le présent amendement propose de conserver les modifications opérées par cet article (17 jours de congés) mais également de porter le taux du crédit d'impôt à 75% pour les 10 premiers jours de congés et à 60% pour les 7 suivants.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. OUIZILLE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16

Après l'article 16

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le tableau constituant le second alinéa du b du A du 1 de l'article 266 nonies du code des douanes est complété par une ligne ainsi rédigée :

«

J : Installations autorisées dont le rendement énergétique est supérieur ou égal à 0,7 et dont la production de chaleur et vapeur est supérieure ou égale à 0,5, et relevant à la fois des A et B	Tonne	-	-	-	-	-	7	7,5
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------	---	---	---	---	---	---	-----

».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La France compte 129 unités de valorisation énergétique (UVE) qui assurent la valorisation de 56 % des déchets incinérés, à la fois les déchets ménagers et assimilés (DMA) et les déchets d'activités économiques (DAE). La valorisation énergétique est soumise à la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP), définie selon une trajectoire d'augmentation jusqu'en 2025, avec neuf catégories existantes ayant un effet incitatif pour favoriser leur caractère environnemental (émissions NOx) et leur rendement énergétique. Parmi ces UVE, 90 sont connectées à un ou plusieurs réseaux de chaleur urbains (RCU).

Les UVE participent de l'objectif environnemental de limitation du recours à l'enfouissement (mise en décharge). Alors que la loi de transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) de 2015 a fixé un objectif de réduction de l'enfouissement de moitié en 2025 par rapport à 2010, les capacités de stockage vont donc diminuer drastiquement d'ici à 2031. Si aucune mesure incitative n'est prise aujourd'hui, ce sont 14 millions de tonnes de déchets qui risquent de se retrouver sans solution de traitement, avec un impact inégal sur le territoire national.

Ainsi, la France manque d'OVE pour répondre à ces besoins croissants, si bien que l'on évalue à 6 milliards d'euros le montant des investissements nécessaires pour développer la filière de la valorisation énergétique (OVE et chaufferies CSR - combustibles solides de récupération).

En outre, la valorisation énergétique des déchets présente un réel atout pour le pouvoir d'achat des ménages, dans un contexte inflationniste sur les prix de l'énergie. Lorsque la chaleur ou la vapeur produites par les OVE alimentent des RCU résidentiels, notamment des habitations à loyers modérés, ou industriels, cela contribue à renforcer notre souveraineté énergétique, avec un lissage des prix tout en répondant au besoin d'exutoire des déchets non recyclables, dans le respect de la hiérarchie des modes de traitement des déchets.

Le présent amendement propose donc, pour les installations dont au moins 50 % de l'énergie totale produite est de l'énergie thermique (chaleur ou de la vapeur), de créer une catégorie J, incitative fiscalement : l'incitation de cette réfaction de TGAP serait un signal positif pour les territoires qui veulent privilégier la fourniture de chaleur à nos RCU et à nos industriels. Cet amendement permet de renforcer l'intérêt financier pour les collectivités territoriales de mettre en œuvre les investissements nécessaires, afin d'assurer le traitement de nos déchets avec valorisation énergétique très performante ( $P_e > 0,7$ ).

Cet amendement a été travaillé avec le Syndicat mixte du département de l'Oise (SMDO) qui assure la gestion d'un centre de valorisation énergétique de haute technologie, situé à Villers-Saint-Paul, avec un raccordement existant en RCU.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. OUIZILLE

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3

Après l'article 3

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au 5 de l'article 200 quater C du code général des impôts, le montant : « 300 € » est remplacé par le montant : « 500 € ».

II. – Le I n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

III. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services. »

### OBJET

Cet amendement a pour objet de renforcer le crédit d'impôt soutenant l'installation de bornes de recharge à domicile pour les particuliers, pour un montant maximal allant jusqu'à 500 euros mis en place par la loi de finances pour 2021 et prorogé l'an passé jusqu'à fin 2025.

Ce renforcement est indispensable compte tenu du coût constaté de l'installation des systèmes de bornes à domicile, évalué entre 1000 et 2000 euros.

La perte de recettes est compensée de manière classique par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. OUIZILLE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3**

Après l'article 3

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 4 bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Pour une durée de dix ans, et sous réserve des conventions fiscales signées par la France, les personnes de nationalité française ayant résidé au moins trois ans en France sur les dix années ayant précédé leur changement de résidence fiscale vers un État pratiquant une fiscalité inférieure de plus de 50 % à celle de la France en matière d'imposition sur les revenus du travail, du capital ou du patrimoine. Les personnes soumises aux obligations du présent alinéa bénéficient d'un crédit d'impôt égal à l'impôt sur ces mêmes revenus qu'elles ont déjà acquitté dans leur pays de résidence. »

**OBJET**

Cet amendement vise à instaurer en France un "impôt universel ciblé" en s'inspirant de mécanismes déjà présents dans d'autres pays européens. Reprenant la proposition 3 du rapport de la mission d'information Coquerel-Mattei de 2019, ce dispositif permet de lutter contre l'exil fiscal.

L'objectif est d'introduire un principe global d'imposition basé sur la nationalité ou une résidence significative en France. Ce principe serait applicable à tous les impôts liés au revenu des individus, tels que l'impôt sur le revenu, les successions, les plus-values et les dividendes, même lorsque ces revenus sont perçus à l'étranger, créant ainsi un impôt universel.

Dans le but de combattre l'évasion fiscale, cette mesure vise les pays où les taux d'imposition sont au moins 50 % plus bas que ceux de la France, que ce soit en termes d'impôts sur les revenus du travail, du capital ou du patrimoine.





N°	I-1500
----	--------

**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. OUIZILLE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 8

Après l'article 8

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 302 bis MA du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le 2° du III, il est inséré un 3° ainsi rédigé :

« 3° La location ou la pose de panneaux publicitaires numériques. »

2° Le IV est complété par une phrase ainsi rédigée : « Le taux de la taxe est fixé à 10 % pour les dépenses relatives au 3° du III. »

**OBJET**

Cet amendement propose de taxer les panneaux publicitaires numériques.

Ces écrans consomment une quantité significative d'énergie à rebours de l'urgence sociale et climatique : l'ADEME estime qu'un écran LCD de 2m2 consomme 2 000 kWh/an, ce qui est la consommation moyenne d'un ménage français (hors chauffage).

Or, le nombre de ces panneaux a considérablement augmenté atteignant 55 000 selon l'ADEME.

Outre leur impact énergétique, ces écrans sont également source de pollution lumineuse et visuelle, nuisant à l'environnement et à la santé humaine.

En taxant leur installation ou location, l'amendement vise à décourager les nouvelles installations ou locations de tels panneaux et à recueillir des recettes pour financer la transition écologique.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. OUIZILLE

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 SEXIES**

Après l'article 16 sexies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le chapitre II du titre II du livre IV du code des impositions sur les biens et services est complété par une section ... ainsi rédigée :

« Section ... :

« Taxe annuelle sur les aéronefs équipés d'un moteur à réaction à usage personnel

« Art. L. 422-.... Tout aéronef équipé d'un moteur à réaction, à l'exception des hélicoptères, utilisé pour au moins une navigation aérienne, dans l'année de l'imposition, par son propriétaire ou la personne physique ou morale qui peut l'utiliser à la suite d'une location où à un autre titre, à des fins autres que commerciales et, en particulier, autres que le transport de personnes ou de marchandises ou la prestation de services à titres onéreux ou pour les besoins des autorités publiques, est soumis au paiement d'une taxe annuelle, à la charge de son propriétaire, au 31 décembre de l'année considérée.

« Art. L. 422-.... Le tarif de la taxe annuelle est égal aux montants suivants :

«

Puissance (en kilowatts)	Tarif (en euros)
750 kW à 999 kW	1 000
1 000 kW à 1 199 kW	5 000
1 200 kW à 1 499 kW	10 000
1 500 kW et plus	50 000

« À compter de 2025, ce tarif est indexé sur l'inflation dans les conditions prévues par la sous-section 2 de la section 1 du présent chapitre.

« Art. L. 422-.... – Les règles relatives au contrôle, au recouvrement et au contentieux de la taxe annuelle sur les aéronefs à usage personnel sont déterminées par les dispositions du titre VIII du livre premier. »

**OBJET**

Cet amendement propose l'instauration d'une taxe sur les jets privés.

Les 1 % les plus riches en France génèrent autant de pollution que les 50 % les plus pauvres de la planète. Ce bilan écologique est lié à des modes de consommation ostentatoires et irresponsables, dont la détention d'un jet privé est le parangon.

Alors qu'un avion sur dix décollant en France est un jet privé, près de 40 % de ces vols se font sans passagers.

Cette proposition de taxe vise à dissuader la détention de jets privés..





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. OUIZILLE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après le cinquième alinéa de l'article 1499 du code général des impôts, sont insérés trois alinéas ainsi rédigés :

« Pour les entrepôts, centres de tri et agences de livraison du e-commerce, les taux d'intérêts mentionnés au premier alinéa sont fixés à :

« – 8 % pour les terrains et les sols ;

« – 12 % pour les constructions et installations soumises à la taxe foncière sur les propriétés bâties. »

**OBJET**

Cet amendement vise à restaurer la Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) pour les entrepôts du e-commerce, réduite de moitié dans le PLF 2021.

Les entrepôts logistiques du e-commerce, qualifiés de sites industriels, bénéficient d'une réduction destinée à stimuler la compétitivité industrielle. Cependant, cette mesure favorise principalement les géants du e-commerce, notamment Amazon, qui exploite trois fois plus d'entrepôts que ses concurrents français.

Les magasins physiques, non considérés comme des sites industriels, ne bénéficient pas de cette réduction et sont assujettis à une taxe commerciale supplémentaire (TASCOM), que les entrepôts de e-commerce ne paient pas.

Face à cette distorsion fiscale, l'amendement propose de rétablir la TFPB à son état antérieur pour égaliser les coûts entre les acteurs locaux et les géants étrangers du e-commerce. Cela viserait à restaurer l'équité, à soutenir les libraires locaux impactés par la pandémie, et à mettre fin aux subventions étatiques aux géants étrangers du e-commerce, responsables de la fraude fiscale massive et de la destruction d'emplois dans le commerce physique.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. LONGEOT

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 11**

Après l'article 11

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code des impositions sur les biens et services est ainsi modifié :

1° Après la neuvième ligne du tableau de l'article L. 312-79, sont insérées deux lignes ainsi rédigées :

Biopropane carburant	L. 312-88	0
Biopropane combustible	L. 312-88	0

2° Après l'article L. 312-87, il est inséré un article L. 312-87 – ... ainsi rédigé :

« Art. L. 312-87 – ... Relèvent d'un tarif particulier de l'accise, lorsqu'ils sont taxables en tant que combustible ou carburant, les gaz de pétrole liquéfiés produits à partir de la biomasse. »

II. – Le I entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024.III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Cet amendement a pour objectif de soutenir la transition énergétique et la décarbonation des entreprises rurales en particulier les PME situées en marge des réseaux de gaz naturel et les PMI ayant recours à des processus industriels non électrifiables. L'exonération de TICPE sur le biopropane serait un signal fort pour ces entreprises présentes sur l'ensemble des territoires.

Au total, ce sont près de 150 000 TPE et PME des secteurs industriels, agricoles et tertiaires qui ont recours aux gaz propane (GPL) dans les 25.000 communes non raccordées au réseau de gaz de ville. Viticulteurs, laitiers, fromagers, artisans, hôteliers, restaurateurs, participent à la vitalité des territoires et exercent leurs activités dans des zones rurales.

A noter que ces entreprises n'ont pas été éligibles aux boucliers énergétiques davantage fléchés sur les consommateurs de gaz naturel et d'électricité. Pourtant, dans ces zones rurales, le surcoût moyen des dépenses affectées à l'énergie est de +20% (hors inflation) par rapport à la moyenne nationale.

Produit à partir de déchets industriels recyclés et d'huiles végétales, le biopropane présente des performances énergétiques et des usages identiques à celles du propane standard (carburation,

chauffage, eau chaude sanitaire...) mais améliore très significativement ses performances environnementales. Son facteur d'émissions, enregistré à la Base carbone de l'Ademe, s'élève à seulement 74 g CO<sub>2</sub>/KWh PCI, soit une réduction des émissions de -73% par rapport au propane traditionnel.

Cette proposition soutient les objectifs de souveraineté énergétique. En effet, les gaz liquides (propane, biopropane) ne sont pas dépendants de la Russie et les acteurs de la filière biopropane s'approvisionnent exclusivement sur le territoire Français.

Enfin, cette prise en compte du niveau des émissions de gaz à effet de serre est pleinement compatible avec la directive n°2003/96 relative à la taxation des produits énergétiques, dont l'article 5 permet la différenciation de tarifs en raison de la qualité intrinsèque des produits concernés. Dans son rapport d'évaluation de la directive n°2003/96 paru en septembre 2019, la Commission européenne relevait ainsi que beaucoup d'Etats membres « *choisissent de profiter de la flexibilité offerte par l'Energy Taxation Directive et taxent certains produits à des taux inférieurs, en fonction par exemple de la teneur en soufre, de la teneur énergétique, des émissions de CO<sub>2</sub> ou de la part des biocarburants dans le produit* ».



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. KERROUCHE, Mme BRIQUET, MM. BOURGI et TISSOT, Mmes NARASSIGUIN et CARLOTTI et  
MM. GILLÉ et OUIZILLE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° Au dernier alinéa de l'article L. 2333-92 le montant : « 1,5 euros » est remplacé par le montant : « 3 euros » ;

2° À l'article L. 2333-94, le montant : « 1,5 euros » est remplacé par le montant : « 3 euros ».

**OBJET**

L'article L.2333-92 du code général des collectivités territoriales prévoit qu'une commune peut établir une taxe sur les déchets réceptionnés dans une installation de stockage des déchets ménagers et assimilés, soumise à la taxe générale sur les activités polluantes, installée sur son territoire.

Le plafond de cette taxe a été abaissé de 3 euros en 1,50 euros par la loi de finances 2007 et n'a pas été réévalué depuis. Or, la majorité des taxes ou impôts n'est pas plafonnée. La taxe générale sur les activités polluantes augmente quant à elle régulièrement. Enfin, on ne peut pas ignorer le contexte inflationniste qui impacte également les collectivités locales.

Il apparaît donc que les communes qui accueillent une installation de stockage des déchets ménagers et assimilés doivent pouvoir, si elles le souhaitent, augmenter le montant de cette taxe.

Cet amendement a été adopté par la Sénat lors de l'examen de la loi de finances 2023 puis supprimé à l'Assemblée nationale.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. KERROUCHE, Mmes CANALÈS et BRIQUET, M. ROIRON, Mme de LA GONTRIE, MM. PLA, BOURGI, MICHAU et REDON-SARRAZY, Mme FÉRET, MM. CHAILLOU et TISSOT, Mme NARASSIGUIN, M. Michaël WEBER, Mme CARLOTTI et MM. OUIZILLE, MÉRILLOU et LUREL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le huitième alinéa du II de l'article L. 1615-6 du code général des collectivités territoriales, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

« Pour les bénéficiaires du fonds, à l'exclusion de ceux mentionnés au troisième et septième alinéa du présent II, qui s'engagent, entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> janvier 2025 et, après autorisation de leur assemblée délibérante, par convention avec le représentant de l'État dans le département, sur une progression de leurs dépenses réelles d'équipement en 2024 par rapport à la moyenne de leurs dépenses réelles d'équipement de 2019, 2020, 2021 et 2022, les dépenses à prendre en considération sont, à compter de 2024, celles afférentes à l'exercice précédent. En 2024, pour ces bénéficiaires, les dépenses réelles d'investissement éligibles de 2022 s'ajoutent à celles afférentes à l'exercice 2023 pour le calcul des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée.

« Si les dépenses réelles d'équipement constatées au titre de l'exercice 2024, établies par l'ordonnateur de la collectivité bénéficiaire avant le 15 février 2025 et visées par le comptable local, sont inférieures à la moyenne de celles inscrites dans les comptes administratifs 2019, 2020, 2021 et 2022, cette collectivité est à nouveau soumise, dès 2025, aux dispositions du premier alinéa du présent II ; elle ne perçoit alors aucune attribution au titre du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée en 2025 au titre des dépenses réelles d'investissement de 2023 ayant déjà donné lieu à attribution. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement a pour objet le raccourcissement des durées de versement du FCTVA pour les collectivités en N-2, en N-1 afin de soutenir notre économie.

Actuellement, trois régimes de versements du FCTVA coexistent, selon que le versement a lieu l'année de réalisation des dépenses, l'année suivant les dépenses, ou selon le régime de droit commun, deux ans après l'exécution des dépenses. Le droit commun prévoit effectivement que l'assiette des



dépenses éligibles est établie au vu du compte administratif de la pénultième année. Il existe donc un décalage de deux ans entre la réalisation de la dépense éligible et l'attribution du FCTVA. Des exceptions ont été prévues. D'abord, pour les communautés d'agglomération, les communautés de communes et les communes nouvelles, l'assiette des dépenses éligibles est constituée des dépenses réalisées la même année. Et surtout, dans les lois de finances rectificatives pour 2009 et la loi de finances initiale pour 2010 qui ont prévu que certaines collectivités territoriales peuvent bénéficier, à titre permanent, d'un versement du FCTVA dès l'année précédente, dans le cadre du plan de relance pour l'économie. Pour bénéficier de la pérennisation de ce régime dérogatoire, les bénéficiaires du fonds devaient respecter un engagement conventionnel à réaliser des dépenses réelles d'équipement supérieures à la moyenne de celles constatées dans leurs comptes sur les quatre années précédentes.

Aussi, celles n'ayant pas adhéré au plan de relance pour l'économie en 2009 et 2010 continuent effectivement de relever du régime de droit commun. Celui-ci conduit à ce que les dépenses éligibles au FCTVA soient celles de la pénultième année (N-2) au contraire de l'autre régime, plus favorable, qui rend éligibles les dépenses de la dernière année (N-1).

C'est pourquoi, dans un contexte marqué par une inflation galopante et une crise sur les différents marchés (exemple : énergétiques ; alimentaires ; financiers ; etc.), et la guerre en Ukraine, le soutien à l'investissement public local doit être une priorité nationale.

Un raccourcissement des durées de versement du FCTVA pour les collectivités en N-2, en N-1 est indispensable. Cela permettrait aussi soutenir et de financer « le mur des investissements » que sont la transition écologique, la transformation numérique, la réindustrialisation du pays, etc.

Amendement proposé par l'Association des maires de France.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. KERROUCHE, Mme BRIQUET, MM. ROIRON, PLA, BOURGI et REDON-SARRAZY, Mme FÉRET,  
M. TISSOT, Mmes NARASSIGUIN et CARLOTTI et MM. OUIZILLE, MÉRILLOU et LUREL

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 25 TER**

Après l'article 25 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après le d du 2° de l'article L. 2334-33 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ...) Les communes nouvelles dont au moins une commune fondatrice respecte les conditions d'éligibilité mentionnées au 2°. Le cas échéant, les communes-communautés dont l'ancien établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre respecte les conditions d'éligibilité mentionnées au 1°. L'attribution de cette dotation tient compte du nombre de leurs communes fondatrices. »

**OBJET**

Chaque année, les circulaires envoyées par la DGCL aux préfetures précisent que « les communes nouvelles sont éligibles de droit à la DETR durant trois années à compter de leur création si l'une de leurs communes constitutives y était éligible l'année précédant leur création ».

Cependant, de nombreuses communes nouvelles connaissent une baisse significative du nombre de dossiers éligibles à l'attribution de la DETR sur leur territoire.

C'est pourquoi, le présent amendement propose d'inscrire dans la loi le principe de l'éligibilité à la DETR des communes nouvelles dont une commune fondatrice remplissait les critères nécessaires, ainsi que de tenir compte du nombre de communes fondatrices des communes nouvelles afin qu'elles ne soient pas pénalisées dans l'attribution de cette dotation du seul fait de leur regroupement.

Amendement proposé par l'Association des maires de France



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. KERROUCHE, Mme BRIQUET, MM. ROIRON, MARIE, PLA et BOURGI, Mme FÉRET, M. TISSOT, Mme NARASSIGUIN, M. Michaël WEBER, Mme CARLOTTI et MM. OUIZILLE, MÉRILLOU et LUREL

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 26

Après l'article 26

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au premier alinéa du I de l'article L. 2335-1 du code général des collectivités territoriales, les mots : « ainsi que de leur potentiel financier » sont supprimés.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement constitue un amendement de repli.

En effet, il supprime la condition de potentiel financier dans le calcul de la DPEL, sans augmenter le seuil d'éligibilité à la DPEL de 1 000 à 3 500 habitants.

Cet amendement traduit ainsi en partie la recommandation n°2 du rapport de la délégation aux collectivités territoriales, adopté le 16 novembre 2023 et signé par Françoise GATEL, François BONHOMME et Éric KERROUCHE.

Ce rapport, intitulé « *Indemnités des élus locaux : reconnaître l'engagement à sa juste valeur* », formule huit fortes recommandations pour garantir une meilleure protection matérielle des élus et pour remédier à la dégradation des conditions matérielles d'exercice des mandats locaux.

Le présent amendement, déjà adopté l'an passé ([https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/114/Amdt\\_I-536.html](https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/114/Amdt_I-536.html)), est complété par un amendement sur l'article 27 relatif aux prélèvements sur recettes de l'État au profit des collectivités territoriales.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. KERROUCHE, Mme BRIQUET, MM. ROIRON, MARIE, PLA et BOURGI, Mme FÉRET, M. TISSOT,  
Mme NARASSIGUIN et MM. Michaël WEBER, OUIZILLE, MÉRILLOU et LUREL

C	
G	

ARTICLE 27

I. – Alinéa 2, tableau, seconde colonne, septième ligne

Remplacer le montant :

108 906 000

par le montant :

122 721 000

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

Le présent amendement est la conséquence de l'amendement de repli tendant à insérer un article additionnel après l'article 26.

Il traduit en partie la recommandation n°2 du rapport de la délégation aux collectivités territoriales, adopté le 16 novembre 2023 et signé par Françoise GATEL, François BONHOMME et Éric KERROUCHE.

Cet amendement a déjà été adopté l'an passé  
([https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/114/Amdt\\_I-528.html](https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/114/Amdt_I-528.html)).







**S O U S - A M E N D E M E N T**  
à l'amendement n° I-171 de la commission des finances  
présenté par  
M. GREMILLET

C	
G	

ARTICLE 5

I. - Amendement n° 171, après l'alinéa 8

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

« ...) La fabrication d'électrolyseurs, quelle que soit la technologie utilisée ;

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet amendement par un paragraphe ainsi rédigé :

... – La perte de recettes résultant pour l'État de l'alinéa [...] est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent sous-amendement a pour objet de compléter la prise en compte des électrolyseurs d'hydrogène dans le cadre du crédit d'impôt pour l'industrie verte (C3IV), en visant leur fabrication en tant que telle, selon des modalités similaires à celles déjà prévues pour les autres technologies (batteries électriques, panneaux solaires, éoliennes, pompes à chaleur).

Ses conséquences budgétaires restent maîtrisées, puisque l'article 5 du PLF2024 prévoit la précision par décret des équipements éligibles, ainsi que l'exclusion des projets qui bénéficieraient déjà d'une aide publique.





N°	I-1510
----	--------

## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. GREMILLET

C	
G	

### ARTICLE 5

#### I. – Alinéa 26

Remplacer les mots :

et des câbles dynamiques et électriques de raccordement notamment inter-éoliens

par les mots :

, des câbles dynamiques et électriques de raccordement notamment inter-éoliens et des équipements liés aux infrastructures portuaires dédiées

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I ci-dessus, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Le présent amendement a pour objet d'élargir le champ du crédit d'impôt pour l'industrie verte à certains équipements liés aux infrastructures portuaires dédiées à la production d'éoliennes, dans un souci de complétude avec les autres équipements déjà prévus (mâts, pales, nacelles, fondations, sous-stations, câbles).

Ses conséquences budgétaires restent maîtrisées, puisque l'article 5 du PLF2024 prévoit la précision par décret des équipements éligibles, ainsi que l'exclusion des projets qui bénéficieraient déjà d'une aide publique.





N°	I-1511
----	--------

**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. GREMILLET

C	
G	

ARTICLE 13

## I. – Après l’alinéa 23

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

– À la dernière ligne de la première colonne du même tableau, dans sa rédaction résultant de l’article 67 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023, après le mot : « hydrogène » sont insérés les mots : « renouvelable ou bas-carbone, définis aux deuxième et troisième alinéas de l’article L. 811-1 du code de l’énergie » ;

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement a pour objet d’appliquer une complète neutralité technologique entre l’hydrogène renouvelable et celui bas-carbone, dans la taxe incitative relative à l’utilisation d’énergie renouvelable dans les transports (Tiruert).

Pour ce faire, il prévoit un même coefficient multiplicateur dans les deux cas de figure.

Ce faisant, il poursuit l’application de l’article L. 100-4 du code de l’énergie, adopté par le Sénat dans la loi « Énergie-Climat » de 2019, et de la Stratégie nationale pour le développement de l’hydrogène de 2020, qui mettent sur le même plan les sources décarbonées – nucléaire et renouvelable – de l’hydrogène.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. GREMILLET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 16 QUATER****I. – Alinéa 15**

Remplacer les mots :

durable et d'hydrogène bas-carbone durable produit par électrolyse utilisé dans les conditions prévues à l'article 266 quindecies du présent code

par les mots :

ou bas-carbone, définis aux deuxième et troisième alinéas de l'article L. 811-1 du code de l'énergie, produit par électrolyse

**II. –** Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement a pour objet d'appliquer une complète neutralité technologique entre l'hydrogène renouvelable et celui bas-carbone, dans la taxe incitative relative à la réduction de l'intensité d'émission de gaz à effet de serre (GES) dans les transports.

Pour ce faire, il supprime un renvoi superflu à l'article 266 quindecies du code de l'énergie, qui prévoit actuellement des modalités de traitement différenciées entre l'hydrogène renouvelable et celui bas-carbone.

Ce faisant, il poursuit l'application de l'article L. 100-4 du code de l'énergie, adopté par le Sénat dans la loi « Énergie-Climat » de 2019, et de la Stratégie nationale pour le développement de l'hydrogène de 2020, qui mettent sur le même plan les sources décarbonées –nucléaire et renouvelable – de l'hydrogène.







N°	I-1513
----	--------

## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. GREMILLET

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le b du 3° du I de l'article 278-0 bis A du code général des impôts est complété par les mots : « ,  
quelle que soit l'énergie décarbonée utilisée ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I ci-dessus est compensée, à due concurrence, par la  
création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III  
du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Le présent amendement a pour objet d'appliquer une complète neutralité technologique dans les  
équipements de chauffage et de ventilation éligibles au taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée (TVA)  
de 5,5%, quelle que soit la source d'énergie décarbonée utilisée (nucléaire comme renouvelable).





N°	I-1514
----	--------

## A M E N D E M E N T

présenté par  
M. GREMILLET

C	
G	

### ARTICLE 11

I. – Alinéas 5 et 6

Supprimer ces alinéas.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Le présent amendement a pour objet de supprimer la faculté pour le Gouvernement de majorer le taux de l'accise sur le gaz naturel par voie réglementaire.

Cette disposition n'est pas opportune car elle aurait pour conséquence d'augmenter la charge fiscale pesant sur le gaz de 4 Mds€, selon France Gaz.

De plus, elle aurait aussi pour effet de supprimer la minoration prévue pour le gaz de source renouvelable.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. GREMILLET

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 11**

Après l'article 11

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code des impositions sur les biens et services est ainsi modifié :

1° Après la huitième ligne du tableau constituant le second alinéa de l'article L. 312-79, sont insérées deux lignes ainsi rédigées :

«

Biopropane carburant	L. 312-88	0
Biopropane combustible	L. 312-88	0

» ;

2° Après l'article L. 312-87, il est inséré un article L. 321-87-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 312-87-.... – Relèvent d'un tarif particulier de l'accise, lorsqu'ils sont taxables en tant que combustible ou carburant, les gaz de pétrole liquéfiés produits à partir de la biomasse et non mélangés à d'autres produits. »

II. – Le I entre en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

III. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Le présent amendement a pour objet d'instituer un tarif particulier de l'accise pour le biopropane, produit à partir de la biomasse et non mélangé à d'autre produit, selon des modalités similaires à celles déjà prévues pour les autres énergies renouvelables (biogaz, bioéthanol, biogazole).





N°	I-1516
----	--------

## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. GREMILLET

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au 1 septies du II de l'article 266 sexies du code des douanes, les mots : « chaleur ou d'électricité » sont remplacés par les mots : « chaleur, d'électricité ou de gaz ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Le présent amendement a pour objet d'exonérer les combustibles solides de récupération (CSR) de taxe générale sur les activités polluantes (TGAP). Aussi propose-t-il de mettre le gaz sur le même plan que la chaleur et l'électricité, qui bénéficient déjà d'une exonération.

Ce faisant l'article se place dans la continuité de la loi « Énergie-Climat » de 2021, dans laquelle le Sénat a prévu, à l'article L. 541-1 du code de l'environnement, de soutenir la production de gaz à partir de CSR ainsi que les installations y concourant.







N°	I-1517
----	--------

## A M E N D E M E N T

présenté par

Mme VARAILLAS, MM. BARROS, CORBISEZ, BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16

Après l'article 16

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Dans un délai de 6 mois, le Gouvernement remet au Parlement un rapport sur l'évolution de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères. Ce rapport intègre notamment des propositions de scénarios évolutifs vers une tarification sociale incitative.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K constatent que le financement du traitement des déchets intègre insuffisamment les conditions de ressources des familles. Elles peuvent ainsi s'avérer couteuses sans toutefois permettre un ramassage adapté aux besoins des habitants, qui subissent parfois une absence d'alternative à la production de déchets.

Cette situation met en difficulté bon nombre de concitoyennes et concitoyens, notamment les plus précaires, ainsi que les personnes âgées et leurs aidants, parfois démunis pour l'enlèvement de produits hygiéniques personnels.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme VARAILLAS, MM. BARROS, CORBISEZ, BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 16 BIS

Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – Dans un délai de 6 mois, le Gouvernement remet au Parlement un rapport sur la fiscalité des déchets, intégrant notamment l'évolution de la taxe générale sur les activités polluantes, de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères. Ce rapport intègre notamment des propositions de scénarios évolutifs vers une tarification sociale incitative.

**OBJET**

Les déchets sont aujourd'hui appréhendés de façon à limiter leur production, et à favoriser un cycle plus favorable au réemploi. Cette approche concerne différents types de déchets, qui vont des déchets les moins courants, qui ne sont pas pour autant les moins dangereux, à ceux plus quotidiens, notamment les déchets ménagers.

Les membres du groupe CRCE-K constatent que le financement du traitement des déchets intègre aujourd'hui insuffisamment les conditions de ressources des familles. La contribution peut ainsi s'avérer couteuse et inéquitable, sans toutefois permettre une collecte et un traitement adaptés aux besoins des habitants, qui subissent parfois une absence d'alternative à la production de déchets.

Cette situation cause des difficultés, notamment pour les plus précaires, mais également pour les personnes âgées et leurs aidants, parfois démunis pour l'enlèvement de produits hygiéniques personnels.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CAPO-CANELLAS, CANÉVET, DELAHAYE et DELCROS, Mme Nathalie GOULET et M. MIZZON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 11**

Après l'article 11

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le tableau constituant le second alinéa du 9° du VI de l'article 9 de la loi n° 2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificative pour 2022 est ainsi rédigé :

«

Alimentation des aéronefs lors de leur stationnement sur les aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique	Electricité consommée pour les besoins des activités économiques	L. 312-58-1	0,5
	Electricité consommée pour les besoins des activités non économiques		1

».

**OBJET**

Le présent amendement précise le tarif réduit dont bénéficie l'électricité consommée pour les besoins des aéronefs.

L'article 27 de la loi de finances pour 2022 a prévu l'instauration d'un tarif réduit d'accise de 0,5 €/MWh en faveur de l'électricité fournie dans les aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique des aéronefs lors de leur stationnement, après autorisation préalable du Conseil de l'Union européenne. Cette mesure vise à favoriser la transition énergétique du secteur du transport aérien en incitant les opérateurs à recourir aux moyens de substitution électrique. Or, le tarif réduit par la loi de finances pour 2022 n'est pas applicable tant que la Commission européenne ne l'a pas validé.

La fiscalité des produits énergétiques et de l'électricité est encadrée par le droit de l'Union européenne. A ce titre, les tarifs fixés en droit national doivent respecter les minima de taxation prévus par la directive 2003/96/CE du Conseil du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité. S'agissant de l'électricité, ces minima sont de 0,5 €/MWh ou de 1 €/MWh selon que les consommations sont effectuées pour les besoins des activités économiques ou pour ceux des activités non économiques. Afin de respecter la distinction opérée par cette directive, il est précisé que les aéronefs de tourisme privé se verront appliquer le tarif de 1€/MWh plutôt que celui de 0,5 €/MWh.

Cet amendement permettra une validation par la Commission européenne et l'application du tarif réduit prévu par la loi de finances pour 2022 au bénéfice du secteur aérien.





## AM E N D E M E N T

présenté par

M. DELCROS, Mme VERMEILLET, MM. CANÉVET et CAPO-CANELLAS, Mme Nathalie GOULET et  
M. MIZZON

C	
G	

### ARTICLE 27 TERDECIES

#### I. – Alinéa 3

1° Supprimer les mots :

un plafond de

2° Après les mots :

du département

rédigier ainsi la fin de cet alinéa :

ou, pour la ville de Paris, constatée l'année précédente au niveau national, il peut faire l'objet d'une majoration dans cette limite sans que l'augmentation du taux soit supérieure à 5 % de cette moyenne.

#### II. – Alinéa 5

1° Supprimer les mots :

de sa catégorie

2° Compléter cet alinéa par les mots :

de cette moyenne

### OBJET

Le présent amendement renforce la portée des dispositions adoptées en première lecture à l'Assemblée nationale qui prévoient, sous conditions, la faculté d'accroître le taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale (THRS) pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI).

Cette faculté est ainsi permise, en franchise des règles de lien avec la taxe foncière sur les propriétés bâties :

- pour les communes, dans la limite de 5 % du taux moyen constaté dans les communes du département l'année précédente (au lieu de 5 % du plafond de 75 % de ce taux moyen) ;

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.



- pour les EPCI à fiscalité propre, dans la limite de 5 % du taux moyen national constaté l'année précédente dans les EPCI (au lieu de 5 % du taux de l'EPCI constaté l'année précédente).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie GOULET, MM. CANÉVET, CAPO-CANELLAS, DELAHAYE, DELCROS et MIZZON et  
Mme VERMEILLET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 28**

Après l'article 28

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – La transmission universelle de patrimoine réalisée entre le comité de développement et de promotion de l'habillement et l'Institut français du textile et de l'habillement est exonérée de tous droits, impôts ou taxes.

II. – Le bénéfice de l'exonération prévue au I est subordonné au respect du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

III. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le rapport de l'inspection générale des finances et du conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies du 30 mai 2019 préconise le rapprochement entre l'institut français du textile et de l'habillement (IFTH), centre technique industriel du textile et de l'habillement, et le comité de développement et de promotion de l'habillement (Défi), comité professionnel de développement économique consacré au secteur de l'habillement, au regard de la similitude de leurs secteurs d'intervention et des liens financiers entre ces deux entités.

Le présent amendement vise à faciliter ce rapprochement, en créant un pôle unique d'innovation dans les secteurs du textile et de l'habillement, afin de renforcer le soutien à ces filières tout en réduisant les coûts de gestion.

Il prévoit ainsi que la transmission universelle de patrimoine entre le Défi et l'IFTH est exonérée de tous droits, impôts ou taxes.





## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. CANÉVET, CAPO-CANELLAS, DELAHAYE et DELCROS, Mme Nathalie GOULET, M. MIZZON et  
Mme VERMEILLET

C	
G	

### ARTICLE 13

I. – Alinéa 23, tableau, quatrième colonne

Rédiger ainsi la colonne :

15 % des quantités d'énergie contenues dans les produits suivants mis à la consommation en France ou déplacés à des fins commerciales vers la France : gazoles dont les spécifications techniques les destinent à une utilisation pour les besoins de la pêche et essences destinées à une telle utilisation

II. – Alinéa 25

Après le mot :

gazoles

insérer les mots :

et essences

III. – Après l'alinéa 27

Insérer un paragraphe ainsi rédigé :

« .... – Au troisième alinéa du b du 2° du I de l'article 67 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023, le taux : « 9 % » est remplacé par le taux : « 9,2 % ».

### OBJET

L'amendement n° 5842, adopté à l'Assemblée nationale dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances pour 2024, permet aux redevables qui mettent à la consommation en France du gazole pour les besoins de la pêche de bénéficier, à titre temporaire, de la minoration de taxe incitative relative à l'utilisation d'énergie renouvelable dans le transport (TIRUERT), au titre de l'incorporation d'huiles végétales au sein des gazoles routiers ou du gazole non-routier (GNR).

Le présent amendement propose d'étendre ce dispositif aux redevables qui mettent également à la consommation en France de l'essence utilisée pour les besoins de la pêche.

Afin de renforcer les incitations fiscales relatives à l'utilisation d'énergies renouvelables dans les transports au 1<sup>er</sup> janvier 2024, en cohérence avec les objectifs européens et nationaux, l'amendement augmente les niveaux d'incorporation d'huiles végétales que les redevables doivent atteindre pour éviter l'imposition à cette taxe, en les portant à 9,2 % pour les gazoles.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes BLATRIX CONTAT et ARTIGALAS, M. CARDON, Mme CONCONNE, M. MÉRILLOU, Mme MONIER, MM. REDON-SARRAZY et BOURGI, Mme BRIQUET et MM. CHANTREL, FAGNEN, JEANSANNETAS, Patrice JOLY, KERROUCHE, LUREL, MICHAU, MONTAUGÉ et ROIRON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après le 2° du g du 1 de l'article 238 bis du code général des impôts, sont insérés cinq alinéas ainsi rédigés :

« L'attribution d'une réduction d'impôt aux entreprises effectuant des versements sous forme de dons en nature de denrées alimentaires au profit d'organismes sans but lucratif qui procèdent à la fourniture gratuite de repas à des personnes en difficulté est conditionnée au respect des critères suivants :

« a) Les denrées redistribuées doivent être conformes aux principes de l'analyse des risques et de la maîtrise des points critiques (HACCP) énoncés dans le règlement (CE) n° 852/2004.

« b) La traçabilité des denrées doit être assurée pour les rendre identifiables.

« c) Les produits ne doivent être ni détériorés, ni abîmés. L'emballage doit être intact et doit inclure un dispositif d'étiquetage complet, renseignant notamment la date limite de consommation du produit.

« Pour rendre compte du respect des critères susmentionnés et ouvrir droit à la réduction d'impôt, les organismes qui bénéficient des versements complètent et signent l'attestation de don dans un délai défini par arrêté du ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire. »

**OBJET**

Conditionner le crédit d'impôt pour les dons alimentaires des entreprises (grande distribution, restauration collective) à la qualité des denrées

Le gaspillage alimentaire, défini par la loi de février 2020, représente chaque année 10 millions de tonnes en France, soit 150 kg par personne, avec un coût économique de 16 milliards d'euros. Selon l'ADEME, la distribution génère 14 % de ces pertes, équivalant à 1,4 million de tonnes, soit 2.8 milliards de repas non consommés. Cela entraîne un prélèvement inutile de ressources, une consommation d'eau excessive et des émissions de CO2 correspondant à 3 % des émissions nationales.



À cet égard, adoptée en 2016, la loi Garot interdit la destruction des produits alimentaires invendus consommables et impose aux grandes et moyennes surfaces (GMS) de plus de 400m<sup>2</sup> de signer un partenariat conventionné avec une association d'aide alimentaire habilitée pour le don des invendus alimentaires. Aussi, l'article 238 bis du Code général des impôts prévoit une réduction d'impôt de 60 % pour les entreprises effectuant des versements au profit d'organismes sans but lucratif fournissant gratuitement des repas à des personnes en difficulté.

Bien que les décrets de décembre 2016 et octobre 2020 précisent les conditions des dons, un rapport du Sénat, en date de 2018 et intitulé « Aide alimentaire : un dispositif vital, un financement menacé », révèle des plaintes d'associations concernant la diminution de la qualité des dons. Cela se traduit par l'absence de tri des denrées par la grande distribution, la fourniture de produits proches de leur date limite de consommation, voire déjà impropres à la consommation. Les associations se retrouvent à faire le tri des produits et à supporter les coûts de collecte des déchets à la place des opérateurs de la GMS. L'aide alimentaire ne devrait pas entériner une hiérarchie entre les individus et les personnes bénéficiaires ne devraient pas récupérer des denrées jugées impropres à la consommation en GMS.

Conditionner les crédits d'impôts à certains critères pourrait améliorer la qualité des denrées pour les publics les plus précaires, tout en suscitant un changement de mentalité. Le « Guide des bonnes pratiques d'hygiène de la distribution de produits alimentaires par les organismes caritatifs » peut servir de référence pour identifier ces critères. Enfin, les associations qui reçoivent les dons devraient pouvoir bénéficier d'un délai avant de signer l'attestation de don pour pouvoir trier correctement les denrées et en convenir de leur qualité.

Cet amendement a été travaillé en collaboration avec Déclic, association d'étudiants et de jeunes diplômés.





## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme BLATRIX CONTAT

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le 2° du g du 1 de l'article 238 bis du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« L'attribution d'une réduction d'impôts aux opérateurs de la grande et moyenne distribution effectuant des versements sous forme de dons en nature de denrées alimentaires au profit d'organismes sans but lucratif qui procèdent à la fourniture gratuite de repas à des personnes en difficulté est conditionnée au respect de critères définis par décret. Pour rendre compte du respect des critères susmentionnés et ouvrir droit à la réduction d'impôt, les organismes qui bénéficient des versements complètent et signent l'attestation de don dans un délai défini par arrêté du ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire. »

### OBJET

Amendement de repli - Conditionner le crédit d'impôt pour les dons alimentaires des entreprises (grande distribution, restauration collective) à la qualité des denrées

Cet amendement est un amendement de repli laissant le soin à un décret de définir les critères de qualité des dons alimentaires à respecter pour bénéficier de la réduction d'impôts.

Cet amendement a été travaillé en collaboration avec Déclic, association d'étudiants et de jeunes diplômés.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BLATRIX CONTAT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 237 bis A du code général des impôts, il est inséré un article 237 bis B ainsi rédigé :

« Art. 237 bis B. – Jusqu'au 31 décembre 2030, les sociétés peuvent pratiquer une déduction pour transformation afin de permettre leur transformation en société coopérative de production.

« La déduction pour transformation s'exerce à la condition que l'entreprise ait inscrit à un compte courant ou affecté ouvert auprès d'un établissement de crédit une somme correspondant au montant de la déduction. Les intérêts produits par cette réserve et qui sont capitalisés dans le compte d'affectation ne sont pas soumis à l'impôt.

« II. – 1. Le montant de la déduction est plafonné, pour chaque exercice, au montant du résultat net imposable de l'exercice précédent.

« La totalité de la déduction ne peut pas dépasser un montant maximum de 500 000 €.

« 2. Les sommes placées en réserves et leurs intérêts capitalisés doivent être utilisés au cours des sept exercices qui suivent celui au cours duquel la déduction a été réalisée pour procéder au rachat ou au remboursement du capital d'associés par l'entreprise dans le cadre de sa transformation en société coopérative de production en application des articles 48 et suivants de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives de production.

« Le compte courant ou affecté mentionné au I retrace exclusivement les opérations définies au premier alinéa du présent 2.

« Les sommes déduites et les intérêts capitalisés ainsi utilisés sont rapportés au résultat de l'exercice suivant celui de leur utilisation.

« Lorsque la déduction n'est pas utilisée en totalité pour le rachat ou le remboursement d'associés dans le cadre de la transformation, le surplus est rapporté au résultat de l'exercice suivant celui de la transformation en société coopérative de production.

« Lorsque ces sommes et intérêts ne sont pas utilisés dans le délai prévu au premier alinéa du 2 du II, ils sont rapportés aux résultats du septième exercice suivant celui au titre duquel la déduction a été pratiquée et sont majorés d'un montant égal au produit de ces sommes et intérêts par le taux d'intérêt légal en vigueur à la date de clôture de l'exercice au cours duquel les sommes et intérêts sont rapportés au résultat.

« Lorsque ces sommes et intérêts sont prélevés dans des cas autres que celui mentionné au premier alinéa du présent II, ils sont rapportés au résultat imposable de l'exercice d'utilisation, majorés d'un montant égal au produit de cette somme par le taux de l'intérêt de retard prévu à l'article 1727.

« III. – Le présent article n'est pas applicable aux transformations qui utiliseraient les dispositions de l'article 25 et du titre IV de la loi du 19 juillet 1978 précitée.

« Une société coopérative de production qui bénéficie des dispositifs prévus à l'article 49 ter de la loi du 19 juillet 1978 peut pratiquer une déduction pour transformation dans les conditions prévues au I et II du présent article.

« IV. – Un décret fixe les obligations déclaratives des sociétés concernées. »

II. – Le second alinéa de l'article 32 de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production est ainsi rédigé :

« La provision pour investissement définitivement libérée à l'expiration du délai visé à l'article L. 3324-10 du code du travail, ou rapportée au bénéfice imposable dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 442-9 du même code, ainsi que les sommes épargnées et rapportées en application de l'article 237 bis B du code général des impôts sont affectés à un compte de réserves exceptionnelles et n'entrent pas dans les excédents nets de gestion. »

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

## **OBJET**

Création d'un dispositif favorisant l'épargne de trésorerie avant transformation pour les entreprises souhaitant se transformer en Scop

Cet amendement vise à instaurer un dispositif propice à l'épargne de trésorerie avant la transformation des entreprises désireuses de devenir des Scop.

La transition d'une société vers le statut de Scop se trouve fréquemment confrontée au coût d'acquisition des parts du dirigeant sortant, surtout lorsque l'entreprise est en bonne santé. La proposition formulée a pour objectif de simplifier l'acquisition par l'entreprise des actions du ou des associés sortants avant la transformation. Elle s'inspire du dispositif antérieur de déduction pour aléa, aujourd'hui déduction pour épargne de précaution définie à l'article 73 du Code général des impôts.

Ce dispositif offre la possibilité à un exploitant agricole de verser une fraction de son résultat sur un compte bancaire dédié, en vue d'une utilisation conforme aux conditions prévues par la loi. Les sommes versées sont exclues de l'assiette de l'impôt sur les sociétés. Lors de leur utilisation, ces montants sont réintégrés dans l'assiette de l'IS.

Appliqué aux Scop, ce dispositif autoriserait le versement d'une partie de leur résultat sur un compte spécifique, à être utilisé dans un délai maximal de 7 ans pour le rachat des actions ou parts sociales des associés sortants. Lors de cette utilisation, ces montants seraient réintégrés dans l'assiette de l'IS. En cas de non-utilisation ou mauvaise utilisation, les sommes seraient réintégrées et majorées au taux d'intérêt légal ou de retard.

Cet amendement a été travaillé en collaboration avec la Confédération générale des Scop.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BLATRIX CONTAT

C	
G	

ARTICLE 8

## I. – Après l’alinéa 4

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

...) Le premier alinéa est complété par les mots : « pour les entreprises respectant leurs obligations légales, et notamment environnementales telles que fixées par l’article L. 229-25 du code de l’environnement » ;

## II. – Après l’alinéa 20

Insérer neuf alinéas ainsi rédigés :

...° Après le I, il est inséré un paragraphe ainsi rédigé :

« .... – Le taux appliqué à la valeur ajoutée mentionnée au 1 du II de l’article 1586 ter est calculé de la manière suivante pour les entreprises ne respectant pas leurs obligations légales, et notamment environnementales telles que fixées par l’article L. 229-25 du code de l’environnement :

« a) Pour les entreprises dont le chiffre d’affaires est inférieur à 500 000 €, le taux est nul ;

« b) Pour les entreprises dont le chiffre d’affaires est compris entre 500 000 € et 3 000 000 €, le taux est égal à :  $0,125 \% \times (\text{montant du chiffre d'affaires} - 500\,000\,€) / 2\,500\,000\,€$  ;

« c) Pour les entreprises dont le chiffre d’affaires est compris entre 3 000 000 € et 10 000 000 €, le taux est égal à :  $0,125 \% + 0,225 \% \times (\text{montant du chiffre d'affaires} - 3\,000\,000\,€) / 7\,000\,000\,€$  ;

« d) Pour les entreprises dont le chiffre d’affaires est compris entre 10 000 000 € et 50 000 000 €, le taux est égal à :  $0,35 \% + 0,025 \% \times (\text{montant du chiffre d'affaires} - 10\,000\,000\,€) / 40\,000\,000\,€$  ;

« e) Pour les entreprises dont le chiffre d’affaires est supérieur à 50 000 000 €, à 0,375 %.

« Les taux mentionnés aux b, c et d sont exprimés en pourcentages et arrondis au centième le plus proche.

« Pour l’application du présent article, le chiffre d’affaires s’entend de celui mentionné au 1 du II de l’article 1586 ter. » ;



**OBJET**

Instaurer un dispositif de conditionnalité écologique pour bénéficier de la baisse de CVAE

Afin de répondre aux défis conjoints de la transition écologique, de la maîtrise budgétaire, et de la compétitivité de l'économie française, cet amendement suggère l'introduction d'un dispositif de conditionnalité écologique pour bénéficier de la réduction de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE).

Avant d'accorder cette réduction aux entreprises employant plus de 500 salariés, il serait nécessaire de vérifier leur conformité à une obligation légale insuffisamment observée à ce jour (43% des entreprises étant en conformité à fin 2021) : la publication d'un bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre, accompagnée d'une trajectoire de réduction de ces émissions.

Cette disposition aurait plusieurs effets, notamment l'accélération du processus de décarbonation des entreprises et de leur conformité aux obligations environnementales, l'anticipation des normes européennes sur le *reporting* extra-financier (CSRD) entrant en vigueur en 2024, et le maintien ainsi que l'accélération des investissements prévus par les entreprises dans leurs outils de production.

L'impact financier de cette mesure serait neutre pour les finances publiques, la réduction de 1 milliard d'euros de la CVAE étant répartie entre les entreprises exemptes de l'obligation de Bilan des Émissions de Gaz à Effet de Serre (BEGES) (moins de 500 salariés) et celles respectant leur obligation légale. Seules les entreprises dépassant les 500 salariés et négligeant leurs obligations de publication du BEGES ne bénéficieraient pas de la baisse de la CVAE. Cet effort serait assumé par les entreprises de plus de 500 salariés, disposant des moyens nécessaires pour réaliser un BEGES.

Cet amendement a été travaillé en collaboration avec le Mouvement Impact France.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BLATRIX CONTAT

ARTICLE 5 DUODECIES

<b>C</b>	
<b>G</b>	

## I. – Alinéa 3

Rédiger ainsi cet alinéa :

a) Au 1°, après le mot : « ceux », la fin est ainsi rédigée : « classés “gîte de France” dans les conditions prévues à l’article L. 324-1 du code du tourisme, les chambres d’hôtes au sens de l’article L. 324-3 du même code et les locaux mentionnés au 2° du III de l’article 1407 s’ils sont situés dans une commune classée station de sports d’hiver et d’alpinisme au titre du code du tourisme. » ;

## II. – Après l’alinéa 5

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

b) Le 2 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...) Les contribuables qui perçoivent des revenus de la location directe ou indirecte de meublés de tourisme au sens du I de l’article L. 324-1-1 du code du tourisme, qu’ils soient classés dans les conditions prévues à l’article L. 324-1 du même code ou non, à l’exception de ceux situés dans une commune classée station de sports d’hiver et d’alpinisme au titre du même code, de ceux qui sont classés “gîte de France” dans les conditions prévues au même article et des chambres d’hôtes au sens de l’article L. 324-3 du même code. » ;

**OBJET**

Exclure les logements meublés de tourisme (autres que les gîtes ruraux, maisons d’hôtes et meublés de tourisme en zones de stations de sports d’hiver et d’alpinisme) du bénéfice du régime des micro BIC

Cet amendement vise à exclure les logements meublés de tourisme, autres que les gîtes ruraux, maisons d’hôtes et meublés de tourisme en zones de stations de sports d’hiver et d’alpinisme, du bénéfice du régime des micro bénéfices industriels et commerciaux qui permet de bénéficier d’un abattement de 71 % du montant des revenus locatifs en-deçà de 188 700 euros de chiffre d’affaires en cas de meublé de tourisme classé ou 50 % en deçà de 77 700 euros de chiffre d’affaires pour les meublés non classés. D’une part, ces plafonds sont bien supérieurs à toute notion d’activité accessoire et, d’autre part, la dépense fiscale correspondant à cet abattement est manifestement incompatible avec les objectifs de la politique du logement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BLATRIX CONTAT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

Après l'alinéa 53

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

- Le même 5 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque l'avance est consentie pour financer des travaux mentionnés au d du 1° du 2 du présent I, la demande d'avance s'appuie sur un descriptif des travaux envisagés, des éléments fournis à l'emprunteur par l'Agence nationale de l'habitat et la justification que l'ensemble des travaux permettent une rénovation énergétique performante au sens du 17° bis de l'article L. 111-1 du code la construction et de l'habitation lorsque le logement est de classe E, F ou G avant les rénovations. » ;

OBJET

Conditionner l'éco-prêt à taux zéro pour l'installation d'un système de chauffage dans les logements énergivores à la réalisation d'une rénovation performante

Cet amendement a pour objet d'instaurer une condition de couplage systématique des installations de systèmes de chauffage, notamment les pompes à chaleur (PAC), dans les logements classés E, F et G du Diagnostic de Performance Énergétique (DPE) avec une rénovation énergétique performante, au sein de l'éco-prêt à taux zéro (éco-PTZ).

Les PAC, largement soutenues par l'État (156 004 dossiers financés dans le cadre de MaPrimeRénov'2 en 2022), occupent un rôle central dans la décarbonation du bâtiment et la transition énergétique. Cependant, leur installation présente des risques dans des situations inadaptées, comme souligné dans une note technique du CLER – Réseau pour la transition énergétique et de l'Association négaWatt.

L'étude indique clairement que les PAC ne peuvent fonctionner de manière optimale que lorsque la température nécessaire aux émetteurs de chaleur des logements est inférieure ou égale à 55°C. En conséquence, le couplage PAC/rénovation performante, après la réalisation d'une rénovation globale, se révèle bénéfique en réduisant considérablement les émissions de gaz à effet de serre, les consommations d'énergie primaire et les factures énergétiques des ménages.

Ce couplage présente des avantages multiples, tels que l'abaissement de la température nécessaire au fonctionnement efficace des PAC, la réduction des émissions de GES, la protection des ménages

précaires et la diminution des consommations électriques. Il est donc impératif d'ordonnancer correctement les travaux de rénovation pour assurer le bon fonctionnement des PAC.

Cette proposition s'inscrit dans une logique plus large visant à conditionner l'ensemble des aides à l'acquisition et à l'installation de systèmes de chauffage au couplage avec une rénovation énergétique performante, conformément à la définition légale du terme. L'amendement vise à amorcer cette réorientation en introduisant dans l'éco-PTZ la condition de coupler l'installation d'un système de chauffage, incluant les PAC, à la réalisation d'une rénovation performante pour les logements énergivores (classes E, F et G). Cette mesure est cohérente avec la réforme de MaPrimeRénov' envisagée pour 2024 puisque le pilier « Efficacité » ne devrait plus permettre de financer de changement de chaudières pour les logements énergivores.

Cet amendement a été travaillé en collaboration avec CLER - Réseau pour la transition énergétique.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BLATRIX CONTAT

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au 1<sup>o</sup> du N de l'article 278-0 bis du code général des impôts, après le mot : « habitation », sont insérés les mots : « et des établissements de santé ainsi que des établissements et service médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Réduire la TVA sur les travaux de rénovation énergétique entrepris des établissements de santé, des établissements et services sociaux et médico-sociaux

Les travaux de rénovation énergétique, lorsqu'ils concernent des locaux à usage d'habitation, bénéficient actuellement d'un taux réduit de TVA à 5,5%.

La loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (Elan) du 23 novembre 2018, conjointement avec son décret tertiaire, ambitionne une réduction significative de 40% des consommations d'énergie d'ici à 2030 pour l'ensemble des établissements de santé ainsi que les établissements sociaux et médico-sociaux dépassant une superficie de 1.000 m<sup>2</sup>, le tout sans altérer leur empreinte carbone.

Dans la perspective d'encourager et de dynamiser la transition énergétique au sein du secteur de la santé, nous proposons l'application d'un taux réduit de TVA aux travaux de rénovation énergétique entrepris par les établissements de santé, ainsi que les établissements et services sociaux et médico-sociaux. Cette démarche s'inspire du dispositif déjà en vigueur pour les locaux à usage d'habitation.

D'une part, il est essentiel de souligner que cette TVA n'est pas recouvrée par les établissements, et d'autre part, imposer un taux normal sur des investissements financés par des fonds publics serait contre-productif.

Notons que cette proposition s'inscrit harmonieusement dans le cadre du plan de relance de l'investissement en santé décidé dans le cadre du Ségur de la santé. Ce plan offrira une opportunité unique de concrétiser des projets ambitieux sur la décennie à venir.



Cet amendement a été travaillé en collaboration avec la Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne privés solidaires (FEHAP).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BLATRIX CONTAT

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 1520 est complété par un paragraphe ainsi rédigé :

« ... – La taxe, lorsqu'elle est instituée, s'applique sur l'intégralité du territoire sous réserve des dispositions de l'article L. 2333-76 du code général des collectivités territoriales. Toutefois, à titre dérogatoire, si des différences objectives de service le justifient, la commune, l'établissement public de coopération intercommunale ou l'établissement public local compétent peut décider de n'instituer la taxe que sur une partie seulement de son territoire nonobstant les mécanismes transitoires prévus par l'article 1639 A bis du code général des impôts. » ;

2° Le I bis de l'article 1522 bis est ainsi rédigé :

« I bis. – Par dérogation au I du présent article, les communes et leurs établissements publics de coopération intercommunale peuvent instituer la part incitative de la taxe dans une ou plusieurs parties de leur territoire, dans les conditions prévues au 1 du II de l'article 1639 A bis. » ;

3° L'article 1639 A bis est ainsi modifié :

a) Au III, la première phrase du deuxième alinéa est complétée par les mots : « , sous réserve des dispositions du V de l'article 1520 » ;

b) Au IV, le premier alinéa est complété par les mots : « , sous réserve des dispositions du V de l'article 1520 ».

II. – Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° L'article L. 2333-76 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« La redevance, lorsqu'elle est instituée, s'applique sur l'intégralité du territoire. Toutefois, à titre dérogatoire, si des différences objectives de service le justifient, la commune, l'établissement public de coopération intercommunale ou l'établissement public local compétent peut décider de n'instaurer la redevance que sur une partie seulement de son territoire nonobstant les mécanismes transitoires prévus par l'article 1639 A bis du code général des impôts et les 2ème et 3ème alinéa du présent article. Le service du territoire couvert par la redevance fait l'objet d'un budget distinct. » ;

2° L'article L. 2333-78 est ainsi modifié :

a) La première phrase du troisième alinéa est ainsi rédigée : « Ils ne peuvent l'instituer que sur les secteurs géographiques où ils n'ont pas institué la redevance prévue à l'article L. 2333-76. » ;

b) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque la taxe d'enlèvement des ordures ménagères est instaurée sur une partie seulement du territoire, la redevance spéciale ne peut s'appliquer que sur le ou les territoires concernés en application du V de l'article 1520 du code général des impôts. »

3° Le premier alinéa de l'article L. 2333-79 est complété par une phrase ainsi rédigée : « Lorsque la redevance est instaurée sur une partie seulement du territoire, la suppression de la taxe ne s'applique que sur le territoire concerné en application de l'article L. 2333-76 précité et du V de l'article 1520 du code général des impôts. »

III. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Donner la possibilité aux EPCI de mettre en place la tarification incitative des déchets de manière différenciée

Issue de la loi de transition énergétique pour la croissance verte de 2015, l'obligation de proposer une tarification incitative des déchets visait à réduire la quantité d'ordures ménagères résiduelles (OMR) produite en France et à améliorer également le geste de tri.

Les objectifs fixés étaient alors ambitieux puisque 15 millions de français devaient être couverts par cette tarification incitative en 2020 et près de 25 millions d'entre eux devaient l'être en 2025. Aujourd'hui, c'est seulement entre 6 et 7 millions de nos concitoyens qui sont soumis à cette tarification démontrant ainsi la forte disparité entre les objectifs fixés et la réalité de l'application de cette mesure sur le terrain.

Le constat est sans appel, le déploiement de cette tarification pose un certain nombre de difficultés aux collectivités. L'une d'entre elles réside dans l'absence de possibilité pour les EPCI de déployer une tarification incitative sur une partie seulement d'un territoire donné.

Permettre aux collectivités de mettre en place cette distinction représente une souplesse qui existe déjà mais sous la forme d'expérimentations limitées dans le temps. La généralisation de ce dispositif est une nécessité pour remettre en marche le déploiement de la tarification incitative dans des zones où elle est pertinente.

Concrètement, cela permettrait le déploiement de la tarification incitative en milieu périurbain et rural, sans pour autant la déployer en milieu urbain dense où elle est plus complexe à mettre en œuvre.

En effet, la mise en place d'une tarification incitative en centre urbain dense est souvent complexe car il est nécessaire d'individualiser les facturations, alors qu'en zone pavillonnaire ou rurale l'habitat individuel est favorable à la tarification incitative car il simplifie cette identification. À l'échelle d'un Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) compétent en matière de gestion des déchets ou d'un syndicat de traitement, les typologies de territoires diffèrent et répondent à des enjeux très distincts.

La suppression de l'obligation faite aux élus locaux d'harmoniser les modes de financement du SPGD permet par ailleurs de favoriser le maintien d'une tarification incitative sur les territoires nouvellement fusionnés. Cela permettrait ainsi de conserver un dispositif au service de la transition écologique qui a fait ses preuves, notamment en zone rurale.

Les collectivités ayant recours à la tarification incitative sont généralement des collectivités de moins de 30 000 habitants actuellement en taxe d'enlèvement des ordures ménagères incitative (TEOMi) ou redevance incitative (REOMi).

Cet amendement a été travaillé en collaboration avec l'Institut national de l'économie circulaire.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme BELLUROT

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au 1<sup>o</sup> du A de l'article 278-0 bis du code général des impôts, après le mot : « humaine », sont insérés les mots : « et animale ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement a pour objet l'uniformisation de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au taux réduit de 5,5 % sur les denrées alimentaires destinées à l'alimentation de tous les animaux.

En effet, le taux réduit de 5,5% de la TVA est appliqué sur les denrées alimentaires destinées à la consommation des animaux producteurs de denrées alimentaires elles-mêmes destinées à la consommation humaine (bétail, animaux de basse-cour, poissons d'élevage destinés à la consommation humaine, escargots, abeilles, gibiers d'élevage et cailles) alors que le taux appliqué à l'alimentation des animaux de compagnies, tels que définis et mentionnés au I de l'article L. 214-6 du code rural et de la pêche maritime, est aujourd'hui de 20%.

Les prix des produits alimentaires destinés aux animaux de compagnies est l'un des rayons les plus touchés par l'inflation, sont en hausse de 15% sur an en moyenne (18 % pour les croquettes). Les foyers propriétaires, les refuges d'animaux et les associations de protection animale font également face à la hausse des coûts de l'électricité et du gaz ainsi qu'à l'augmentation des frais de soins vétérinaires. Pour exemple, le séjour d'un animal dans un de ses refuges coûte désormais 1 000 euros en moyenne, contre 850 euros avant le début de la crise. Les abandons d'animaux augmentent fortement, atteignant un seuil sans précédent, après que l'année 2022 ait comptabilisé l'un des niveaux les plus haut, avec 44 199 animaux abandonnés, un chiffre en augmentation par rapport à 2021. Pour les mêmes raisons financières, les demandes d'adoption sont en chute libre.

Face à ces difficultés, il apparaît urgent de mettre en place une mesure sociale et financière afin de lutter contre l'abandon des animaux de compagnie.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme BELLUROT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 27

I. – Alinéa 2, tableau

1° Après l'avant-dernière ligne, insérer une ligne ainsi rédigée :

«

Compensation aux départements de la revalorisation du revenu de solidarité active	345 000 000
--------------------------------------------------------------------------------------	-------------

»

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le ministre de l'Economie et des Finances a annoncé une revalorisation du revenu de solidarité active (RSA) à hauteur de 4,6 % au 1<sup>er</sup> avril prochain.

Si cette hausse, en fonction de l'inflation, est prévue par les textes et permet de soutenir le pouvoir d'achat des Français concernés, elle s'ajoute aux diverses dépenses nouvelles annoncées par l'Etat – pour certaines non concertées et dans tous les cas partiellement voire pas compensées – qui se sont accumulées entre 2022 et 2023 : avenant 43, médico-social, hausse du point d'indice à deux reprises, diverses revalorisations salariales, etc.

Comme les augmentations des années précédentes, elle est pérenne et structurelle et devra être absorbée par les Départements qui subissent une baisse conjoncturelle de leur seule ressource directe, les droits de mutation (DMTO). Elle vient creuser davantage le « reste à charge » : le RSA fait partie des compétences décentralisées que l'Etat s'était engagé à compenser par le passé ; or, sur les 9,2 milliards d'euros de dépenses d'allocation RSA, les Départements ont un reste à charge de 4,5 milliards.

Pour toutes ces raisons, le présent amendement prévoit une compensation à hauteur de 345 millions d'euros pour compenser la hausse à venir à compter du 1<sup>er</sup> avril (soit 460 millions d'euros en année

pleine). Le montant de 200 millions d'euros avancé dans certains documents budgétaires est sous-évalué.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BELLUROT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Au 5° bis de l'article 1001 du code général des impôts, le taux « 18 % » est remplacé par le taux « 20 % ».

**OBJET**

Face aux défis du réchauffement climatique et de multiplication des risques, les services d'incendie et des secours (SDIS) sont de plus en plus sollicités et le seront encore davantage.

Pour augmenter leurs moyens, l'une des possibilités est d'augmenter la taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA), dont ils bénéficient. En effet, leur financement est assuré à hauteur de 60 % par les Départements, mais ces derniers contribuent déjà pour des montants deux fois supérieurs à la fraction de TSCA qui leur est dédiée.

C'est pourquoi le présent amendement prévoit de passer cette taxe à un taux de 20 % (au lieu de 18 % actuellement) pour les assurances facultatives contre les risques de toute nature relatifs aux véhicules terrestres à moteur.

Afin qu'elle ne se répercute pas sur les assurés, cette hausse devra en responsabilité être compensée par les compagnies d'assurance. L'intervention décisive des sapeurs-pompiers limite les dégâts, et donc les dépenses des compagnies d'assurance. Cette « valeur du sauvé », justifie de solliciter fiscalement les assureurs.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme BELLUROT

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au vingt-troisième alinéa de l'article 1001 du code général des impôts, le taux : « 13,3 % » est remplacé par le taux : « 11,8 % »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Face aux défis du réchauffement climatique et de multiplication des risques, les services d'incendie et des secours sont de plus en plus sollicités et le seront encore davantage.

Il est donc indispensable de faciliter et optimiser leur financement, assuré à hauteur de 60% par les Départements. Ces derniers bénéficient au titre du financement des SDIS d'une fraction de taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA), mais leur contribution est plus de deux fois supérieure aux montants ainsi perçus.

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au vingt-troisième alinéa de l'article 1001 du code général des impôts, le taux : « 13,3 % » est remplacé par le taux : « 11,8 % »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au vingt-troisième alinéa de l'article 1001 du code général des impôts, le taux : « 13,3 % » est remplacé par le taux : « 11,8 % »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

Le programme P162 (mission sécurité – Sécurité Civile), de son côté, prévoit une dotation de soutien à l'investissement des SDIS dont l'enveloppe n'est pas pérenne et ne permet aucune projection d'avenir.







DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, 128, 132)

N°	I-1535
----	--------

22 NOVEMBRE 2023

## AM E N D E M E N T

présenté par  
Le Gouvernement

C	
G	

### ARTICLE 7

Alinéas 26 et 29

Remplacer les mots :

au 35<sup>e</sup> centile

par les mots :

à la médiane

### OBJET

Amendement ayant pour objectif d'assouplir le critère de revenu proposé pour le classement des communes en zone France Ruralités Revitalisation.





DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, 128, 132)

N°	I-1536
----	--------

22 NOVEMBRE 2023

## AM E N D E M E N T

présenté par  
Mme LOISIER

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – En 2024, les communes de moins de 500 habitants bénéficient d'une attribution au titre de la dotation globale de fonctionnement au moins égale à celle dont elles étaient attributaires en 2023.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Les communes connaissent actuellement de grandes difficultés budgétaires.

Cet amendement vise à protéger les plus petites, celles de moins de 500 habitants, d'une baisse de DGF, dans un contexte d'explosion des charges énergétiques ou liées à l'inflation.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme LOISIER

C	
G	

ARTICLE 8

I. – Après l’alinéa 47

Insérer un paragraphe ainsi rédigé :

... – Aux a et b du 1<sup>o</sup> du A et aux a et b du 1<sup>o</sup> du B du XXIV, les mots : « de la moyenne » et les mots : « perçu en 2020, 2021 et 2022 et » sont supprimés.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La loi de finance pour 2023 a prévu la suppression de la CVAE et organisé une compensation pour les collectivités. Ainsi, les EPCI bénéficient d’une compensation socle correspondant à la moyenne 2020-2023 de l’ex-CVAE et la dynamique, issue de l’évolution de la TVA nationale, est affectée dans un fonds puis répartie entre les EPCI selon des critères définis par décret.

Cependant, le décret du 13 mai dernier réparti la part dynamique selon les mêmes critères que...la CVAE, alors que cette dernière a été supprimée au prétexte de sa volatilité et du caractère inopérant de ses critères de territorialisation (dont les effectifs déclarés).

On peut donc s’interroger sur l’intérêt d’avoir supprimé une recette A pour répartir la ressource de substitution B, selon les mêmes critères que l’ex-ressource A... A moins que l’objectif n’ait été de prélever et de priver les EPCI de la dynamique 2023 de la CVAE !

En effet, la base de compensation prévue au PLF 2024 est en fait la moyenne 2020-2023 de CVAE perçue.

Cette dernière est très en deçà du niveau qui aurait été perçu en 2023 par les EPCI au regard de la forte reprise économique post-COVID.

Si les critères de la TVA sont les mêmes que ceux de l’ex-CVAE, rien ne change pour les EPCI, sauf qu’au lieu de bénéficier d’une dynamique de 20 % en 2023, les EPCI ont bénéficié d’une base de référence la divisant par quatre.

Cet amendement vise donc à conserver pour 2024 les critères de l'ex-CVAE pour répartir la dynamique de TVA, en prévoyant que la compensation socle soit, non pas égale à la moyenne 2020-2023 mais égale au montant perçu par l'EPCI en 2023 au titre de la CVAE.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. RAMBAUD, PATIENT, ROHFRITSCH, PATRIAT, BITZ, BUIS et BUVAL, Mmes CAZEBONNE et DURANTON, M. FOUASSIN, Mme HAVET, MM. HAYE, IACOVELLI, KULIMOETOKE, LEMOYNE, LÉVRIER et MOHAMED SOILIHI, Mme NADILLE, M. OMAR OILI, Mmes PHINERA-HORTH et SCHILLINGER, M. THÉOPHILE  
et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 33**

Après l'article 33

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués mentionnée à l'article 706-159 du code de procédure pénale reverse au budget général de l'État 90 % des sommes inférieures à 1 000 € saisies lors de procédures pénales engagées entre 2016 et 2020 et n'ayant pas fait l'objet d'une décision de justice ou pour lesquelles cette décision n'a pas été transmise à l'agence. Ce versement est opéré au plus tard le 31 mars 2024.

Le solde de 10 % est conservé par l'agence jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2029 afin de pouvoir exécuter d'éventuelles décisions de restitution rendues par les tribunaux à propos de ces sommes. Une fois ce montant utilisé et en cas de nouvelle demande de restitution ou en cas de décision de restitution postérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2029, l'agence déduit le montant de ces demandes de restitution des sommes confisquées qu'elle doit reverser à l'État. Si le montant de ce reversement s'avère insuffisant, l'État verse à l'agence les sommes nécessaires à l'exécution de la décision de restitution.

II. – A. – L'article 706-160 du code de procédure pénale est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Pour les besoins de l'accomplissement de sa mission de recouvrement des avoirs saisis et confisqués, l'agence dispose d'un droit d'accès direct aux informations contenues dans les fichiers tenus en application des articles 1649 A et 1649 ter du code général des impôts, aux données relatives aux mutations à titre onéreux ou gratuit et aux actes relatifs aux sociétés ainsi qu'aux informations mentionnées à l'article L. 107 B du livre des procédures fiscales. »

B. – Le II de l'article 92 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 est abrogé.

**OBJET**

L'AGRASC dispose dans ses comptes d'un nombre importants de biens saisis, qui sont éventuellement placés lorsqu'il s'agit de liquidités, mais pour lesquels aucune décision judiciaire de confiscation ne lui a été transmise, et donc pour lesquels aucun reversement au budget général ne peut être effectué (92 000 dossiers au total depuis 2011, date de création de l'agence).



Les dossiers les plus complexes, c'est-à-dire ceux concernant potentiellement des avoirs confisqués de montant élevés, peuvent être instruits durant 3 à 4 ans, et aboutir à un jugement définitif 3 à 4 ans après la fin de l'instruction, soit au total 6 à 8 ans.

Plutôt que de garder ces sommes bloquées sur un compte d'attente, en attendant la transmission d'une éventuelle décision judiciaire constatant leur confiscation définitive, le présent amendement prévoit que les petites sommes, saisies sur la période 2016-2020, seraient traitées de manière automatique, avec un transfert direct de ces avoirs au budget général : 17 000 dossiers engagent des sommes inférieures à 1 000 €, soit 4 M€ au total. Un traitement manuel d'un tel volume de dossiers, qui consisterait à interroger chaque juridiction sur le statut de ces biens, n'est pas envisageable.

En parallèle, l'AGRASC a intégré dans son activité le suivi et le traitement des dossiers aux enjeux financiers plus élevés. Un pilotage renforcé a été mis en place, notamment au moyen d'un indicateur mesurant le « taux d'actualisation du stock d'affaires enregistrées jusqu'au 31/12/N-5 et d'un montant supérieur à 10 000 € » (objectif à 100 %).

Un premier plan d'action pour la période 2011-2015 avait permis de traiter les dossiers à fort enjeu (montant supérieur à 10 000 €) avec la mise en place d'une équipe de renfort et une priorisation par les services. S'agissant des affaires à enjeu modéré (montant inférieur à 10 000 €), un traitement automatique, permis par le II de l'article 92 de la loi de finances pour 2020, avait été mis en œuvre et s'était conclu par la clôture d'environ 28 000 affaires et par le versement en 2020 de 20,4 M€ au budget général.

Par ailleurs, le présent amendement codifie le II de l'article 92 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 au code de procédure pénale, dans un souci de lisibilité.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. RAMBAUD, PATIENT, ROHFRITSCH, PATRIAT, BUIS, BITZ et BUVAL, Mmes CAZEBONNE et DURANTON, M. FOUASSIN, Mme HAVET, MM. HAYE, IACOVELLI, KULIMOETOKE, LEMOYNE, LÉVRIER et MOHAMED SOILIHI, Mme NADILLE, M. OMAR OILI, Mmes PHINERA-HORTH et SCHILLINGER, M. THÉOPHILE  
et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants

C	
G	

**ARTICLE 5 OCTOTRICIES**

I. – Après l’alinéa 2 :

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

Pour les groupements agricoles d’exploitation en commun et les exploitations agricoles à responsabilité limitée qui n’ont pas opté pour le régime fiscal des sociétés de capitaux, le plafond mentionné au précédent alinéa est multiplié par le nombre des associés exploitants, dans la limite de quatre.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L’article 5 *octotricies* du projet de loi de finances pour 2024 instaure une déduction temporaire qui vise à reporter l’imposition d’une partie de l’augmentation de la valeur des stocks de vaches laitières et allaitantes. La déduction correspondant à un montant forfaitaire de 150 euros par vache est plafonnée à 15 000 euros.

Le présent amendement assouplit les conditions d’application du dispositif pour les exploitants qui se regroupent au sein de groupements agricoles d’exploitation en commun (GAEC) ou d’exploitations agricoles à responsabilité limitée (EARL), qui n’ont pas opté pour le régime fiscal des sociétés de capitaux. À l’instar du dispositif d’épargne de précaution, le plafond applicable à ces groupements ou entreprises est déterminé en multipliant le plafond de 15 000 euros par le nombre d’associés exploitants, dans la limite de 4.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. RAMBAUD, PATIENT, ROHFRITSCH, PATRIAT, BITZ, BUIS et BUVAL, Mmes CAZEBONNE et DURANTON, M. FOUASSIN, Mme HAVET, MM. HAYE, IACOVELLI, KULIMOETOKE, LEMOYNE, LÉVRIER et MOHAMED SOILIHI, Mme NADILLE, M. OMAR OILI, Mmes PHINERA-HORTH et SCHILLINGER, M. THÉOPHILE  
et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 5

Alinéas 17, 22, 27 et 32

Après le mot :

transformation

insérer les mots :

le recyclage

OBJET

La transition énergétique et écologique de la France et de l'Europe nécessite de soutenir et d'accélérer le développement des industries produisant les outils réduisant la dépendance aux énergies fossiles et permettant la production d'énergie renouvelable et l'électrification des usages.

Le crédit d'impôt au titre des investissements pour les industries vertes vise à soutenir les investissements dans l'industrie verte et cible le photovoltaïque, les éoliennes, les batteries ainsi que les pompes à chaleur.

Ce développement – impératif – va induire une explosion de la consommation des matières premières associées à l'électrification, en particulier les métaux stratégiques (lithium, cobalt, manganèse, cuivre, aluminium...). Les ressources disponibles de ces métaux stratégiques sont limitées à l'échelle mondiale et quasi inexistantes en France et en Europe. L'ouverture de nouvelles mines prendra des années et aura un impact environnemental majeur. Pour faire face aux besoins qui vont émerger, renforcés par l'impact de la loi industrie verte, pour limiter la dépendance française et européenne aux ressources étrangères, les tensions sur ces ressources et pour augmenter notre résilience il est indispensable de soutenir les activités de recyclage des matières premières associées.

C'est d'ailleurs l'objet des directives européennes 2008/98/CE et (UE)2018/851, en cours de révision.

Les objectifs de recyclage imposés par ces directives, qui s'appliqueront aux productions issues des industries vertes soutenues par le C3IV, ne seront pas soutenables sans accompagnement aux investissements industriels pour le recyclage. Cet accompagnement public est d'autant plus

nécessaire que les modèles économiques du recyclage pour les éoliennes ou les panneaux photovoltaïques n'existent pas aujourd'hui.

L'article 5 du PLF 2024 n'évoque à ce stade que l'aide aux investissements pour la « valorisation » des matières premières.

Le code de l'environnement définit, à l'article L. 541-1-1, la valorisation comme « toute opération dont le résultat principal est que des déchets servent à des fins utiles en substitution à d'autres substances, matières ou produits qui auraient été utilisés à une fin particulière, ou que des déchets soient préparés pour être utilisés à cette fin, y compris par le producteur de déchets ».

Le recyclage y est défini comme « toute opération de valorisation par laquelle les déchets, y compris les déchets organiques, sont retraités en substances, matières ou produits aux fins de leur fonction initiale ou à d'autres fins. Les opérations de valorisation énergétique des déchets, celles relatives à la conversion des déchets en combustible et les opérations de remblaiement ne peuvent pas être qualifiées d'opérations de recyclage ».

La version initiale du C3V telle que présentée aux représentants des professionnels de la batterie et du recyclage et à l'Union Européenne intégrait le recyclage des batteries comme une activité industrielle verte devant être soutenue.

L'objet du présent amendement a donc pour objectif d'élargir le domaine d'application du C3V aux autres domaines d'activités industrielles soutenues par la loi industrie verte afin de renforcer la disponibilité des matières premières indispensables à leur production et de limiter l'impact sur l'environnement de cette loi dont l'objectif est d'œuvrer à la transition écologique.

La vertu environnementale voulue et affichée par cette loi impose que soit intégré dès le départ le traitement des déchets dont elle va faciliter la production de masse, et leur réintégration aux chaînes de valeur.

Le dispositif fiscal doit pouvoir bénéficier aux investissements industriels sur l'ensemble de la chaîne de valeur. Autrement dit, depuis la production de matières premières, y compris celles issues du recyclage, jusqu'aux technologies de recyclage des différents équipements et produits en fin de vie.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. RAMBAUD, PATIENT, ROHFRITSCH, PATRIAT, BITZ, BUIS et BUVAL, Mmes CAZEBONNE et DURANTON, M. FOUASSIN, Mme HAVET, MM. HAYE, IACOVELLI, KULIMOETOKE, LEMOYNE, LÉVRIER et MOHAMED SOILIH, Mme NADILLE, M. OMAR OILI, Mmes PHINERA-HORTH et SCHILLINGER, M. THÉOPHILE  
et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 15

I. – Alinéa 71

Après la référence :

Art. L. 425-20 –

insérer les mots :

I. – Sous réserve du II du présent article,

II. – Après l'alinéa 71

Insérer trois alinéas ainsi rédigés :

« II. – À compter de 2024 une fraction égale à un douzième du produit de la taxe est affectée aux communes exerçant la compétence définie au 5° de l'article L. 2122-21 du code général des collectivités territoriales et aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre auxquels cette compétence a été transférée dans les conditions prévues au II de l'article L. 5214-16, au II de l'article L. 5216-5, au I de l'article L. 5215-20 ou au I de l'article L. 5215-20-1 du même code.

« À compter de 2024 une fraction égale à un douzième du produit de la taxe est affectée aux départements, à la Ville de Paris, au Département de Mayotte, à la métropole de Lyon, à la collectivité territoriale de Guyane, à la collectivité territoriale de Martinique, à la collectivité de Corse et à la collectivité européenne d'Alsace.

« La répartition de ces fractions entre les affectataires est déterminée en fonction de la longueur de voirie en gestion selon des modalités définies par décret. »

**OBJET**

Lors de l'examen à l'Assemblée nationale, notre collègue Joel Giraud a déposé un amendement visant à rediriger une partie de produit de la taxe prévue à l'article 15 vers les départements, qui gèrent 380 000 kilomètres de routes. Il a ainsi souligné le paradoxe que la route génère au niveau national 40



milliards de recettes fiscales, alors qu'aucune n'est attribuée aux départements. Cette mesure n'a pas été retenue à l'issue de l'examen à l'Assemblée nationale.

Notre rapporteur général a repris cette idée en commission des finances et élargi cette affectation aux communes, en plus de la part affectée aux départements. Cette mesure permettra de rééquilibrer le modèle économique de la route et de soutenir les collectivités dans les dépenses d'entretien de voirie qui leur incombe. A cet effet, il affecte deux fractions du rendement prévisionnel de la nouvelle taxe, d'une part aux départements et d'autre part aux communes et aux groupements de communes qui exercent la compétence voirie.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme CAZEBONNE, MM. LEMOYNE, RAMBAUD, PATIENT, ROHFRIETSCH, PATRIAT, BITZ, BUIS et BUVAL, Mme DURANTON, M. FOUASSIN, Mme HAVET, MM. HAYE, IACOVELLI, KULIMOETOKE, LÉVRIER et MOHAMED SOILIHI, Mme NADILLE, M. OMAR OILI, Mmes PHINERA-HORTH et SCHILLINGER, M. THÉOPHILE  
et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24**

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le IV de la section III du chapitre premier du titre premier de la deuxième partie du livre premier du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Dans l'intitulé, les mots : « d'office » sont supprimés ;

2° L'article 1414 A est ainsi rétabli :

« Art. 1414 A – Sur réclamation présentée dans le délai prévu à l'article R.\*196-2 du livre des procédures fiscales, et dans les formes prévues par ce même livre, les personnes domiciliées hors de France bénéficient d'un dégrèvement de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale pour le logement qui constituait leur résidence principale à la date du transfert de leur domicile fiscal hors de France, au titre de l'année de leur retour en France, faisant suite à un appel à quitter la zone où était établie leur résidence ou à une opération de retour collectif décidé par le ministre des affaires étrangères ou le chef de la mission diplomatique.

« La liste des appels et opérations concernées est fixée chaque année par arrêté conjoint du ministre des affaires étrangères et du ministre chargé du budget. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement concrétise l'engagement du président de la République s'agissant de la création d'une « résidence de repli » pour les Français établis à l'étranger.

Il propose la création d'un dégrèvement de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale (THRS) en faveur des personnes qui n'ont pas leur domicile fiscal en France, sous certaines conditions et au titre de l'année de leur retour en France depuis une zone de crise politique, militaire, environnementale ou sanitaire.

La liste des appels et opérations concernés sera publiée et actualisée par voie d'arrêté.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. RAMBAUD, PATIENT, ROHFRITSCH, PATRIAT, BITZ, BUIS et BUVAL, Mmes CAZEBONNE et DURANTON, M. FOUASSIN, Mme HAVET, MM. HAYE, IACOVELLI, KULIMOETOKE, LEMOYNE, LÉVRIER et MOHAMED SOILIHI, Mme NADILLE, M. OMAR OILI, Mmes PHINERA-HORTH et SCHILLINGER, M. THÉOPHILE  
et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 28

I. – Alinéa 4, tableau, dernière colonne, trentième ligne

Remplacer le nombre :

12 000 000

par le nombre :

24 000 000

II. – Après l'alinéa 20

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

...° L'article 1529 est abrogé ;

III. – Alinéa 33

Remplacer cet alinéa par quinze alinéas ainsi rédigés :

6° L'article 1605 nonies est ainsi rédigé :

« Art. 1605 nonies. – I. – Il est perçu une taxe sur la cession à titre onéreux des terrains nus ou des droits relatifs à des terrains nus rendus constructibles du fait de leur classement par un plan local d'urbanisme ou par un document d'urbanisme en tenant lieu, en zone urbaine ou à urbaniser ouverte à l'urbanisation ou par une carte communale dans une zone constructible.

« Le produit de cette taxe est affecté :

« – aux communes, à hauteur de 50 % du montant perçu pour les cessions réalisées sur leur territoire ;

« – à hauteur de 10 %, dans la limite d'un plafond annuel fixé en loi de finances, à un fonds inscrit au budget de l'Agence de services et de paiement. Ce fonds finance des mesures en faveur de l'installation et de la transmission en agriculture. Il permet de soutenir notamment des actions facilitant la transmission et l'accès au foncier, des actions d'animation, de communication et d'accompagnement, des projets innovants et des investissements collectifs ou individuels. Celles de ces mesures qui sont dans le champ de compétences de l'Etablissement national des produits de

l'agriculture et de la mer mentionné à l'article L. 621-1 du code rural et de la pêche maritime sont mises en œuvre par cet établissement dans le cadre d'une convention avec l'Agence de services et de paiement ;

« – à hauteur de 40 % et de l'excédent éventuel des sommes perçues au-delà du plafond prévu à l'alinéa précédent, au profit des agences de l'eau définies à l'article L. 213-8-1 du code de l'environnement.

« II. – La taxe s'applique aux cessions réalisées par les personnes physiques, les personnes morales et les contribuables qui ne sont pas fiscalement domiciliés en France assujettis à l'impôt sur le revenu, soumis au prélèvement, dans les conditions prévues à l'article 244 bis A.

« Elle ne s'applique pas aux cessions mentionnées aux 3° à 8° du II de l'article 150 U.

« III. – La taxe est assise sur un montant égal au prix de cession du terrain défini à l'article 150 VA diminué du prix d'acquisition défini à l'article 150 VB ou, à défaut, de la valeur vénale réelle à la date d'entrée dans le patrimoine du cédant d'après une déclaration détaillée et estimative des parties, actualisé en fonction du dernier indice des prix à la consommation hors tabac publié par l'institut national de la statistique et des études économiques, et incluant la majoration prévue au II de l'article 150 VB.

« En l'absence d'éléments de référence, la taxe est assise sur les deux tiers du prix de cession.

« La taxe est égale à 30 % de ce montant lorsque le rapport entre le prix de cession et le prix d'acquisition est égal ou supérieur à 3. Elle est exigible lors de la première cession à titre onéreux du terrain intervenue après son classement en terrain constructible ou des droits relatifs à ce terrain. Elle est due par le cédant.

« IV. – Une déclaration, conforme à un modèle établi par l'administration, retrace les éléments servant à la liquidation de la taxe. Elle est déposée dans les conditions prévues aux 1° et 4° du I et au II de l'article 150 VG.

« Lorsque la cession est exonérée en application du II du présent article, aucune déclaration n'est déposée. L'acte de cession soumis à la formalité fusionnée ou présenté à l'enregistrement précise, sous peine de refus de dépôt ou de la formalité d'enregistrement, la nature et le fondement de cette exonération ou de cette absence de taxation. Les deux derniers alinéas du III de l'article 150 VG sont applicables.

« V. – La taxe est versée lors du dépôt de la déclaration prévue au VI du présent article. Les I et II de l'article 150 VF, le second alinéa du I et les II et III de l'article 150 VH et le IV de l'article 244 bis A sont applicables. »

« VI. – Le III du présent article s'applique aux cessions réalisées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024. »

IV. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

## **OBJET**

La taxation des plus-values de cession de terrains nus rendus constructibles par une décision d'urbanisme repose actuellement sur deux taxes, l'une nationale codifiée à l'article 1605 nonies du

code général des impôts (CGI), l'autre communale prise sur délibération prévue à l'article 1529 du CGI.

Le cumul de taxes dont l'objet est identique ou proche mais qui présentent des champs et des modalités d'application différentes, induit une complexité inutile et coûteuse. Par ailleurs, ces taxes n'apparaissent pas efficaces en termes de désincitation des propriétaires fonciers à céder des terrains nus rendus constructibles, destinés à l'artificialisation et d'exercer pour ce faire une forme de pression à la modification des règles d'urbanisme contribuant ainsi à l'étalement urbain et à l'artificialisation des sols.

Le présent article a pour objet de créer une nouvelle taxe nationale obligatoire en remplacement et sur la base des paramètres des deux taxes actuelles à travers :

- une harmonisation des assujettis sur la base la plus large (celle retenue dans l'article 1605 nonies) et une extension du champ de la taxe qui s'applique dès que le rapport entre le prix de cession et le prix d'acquisition est supérieur ou égal à 3 (champ sensiblement équivalent à celui de la taxe de l'article 1529 du CGI) ;
- une unification de l'assiette, en supprimant l'abattement pour durée de détention et en réexaminant certaines des exonérations actuelles afin d'en améliorer le rendement ;
- un relèvement des taux;
- une affectation du produit de la taxe, en plus de la part réservée à l'Agence de services (ASP) et de paiement et de celle réservée aux communes sur le territoire desquelles interviennent ces transactions, aux agences de l'eau.

A ce titre, le présent amendement prévoit également de doubler le plafond du produit de la taxe à l'ASP, le portant à 24 000 000 €.

Cette mesure conjuguera ainsi, outre son objectif de simplification juridique, des objectifs de désincitation à l'artificialisation et de rendement. Elle permettra la diversification des recettes perçues par les agences de l'eau. Cette nouvelle affectation est motivée par le fait que, depuis la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, les agences de l'eau financent des projets du domaine de la biodiversité alors que les agences sont financées essentiellement par des redevances liées à l'usage de l'eau. La réforme vise ainsi à mettre en cohérence les sources de financement des agences de l'eau avec les priorités de leurs politiques d'intervention définies dans le cadre de leur programme, et les priorités de financement à venir au regard des politiques portées par le gouvernement (notamment la lutte contre l'artificialisation, les actions en faveur de la désimperméabilisation et le développement de la nature en ville), dans la perspective des prochains programmes d'intervention. Ces mesures permettraient de combiner un effet de rendement et un effet incitatif. Cette proposition a été étayée par un rapport de l'IGEDD et de l'IGF en novembre 2022.

Elle permettra également à l'ensemble des communes concernées par ces opérations de percevoir une quote-part de la taxe, et permettra même aux collectivités locales qui appliquaient jusqu'alors la taxe communale d'accroître les recettes perçues à ce titre. Les communes percevront mécaniquement 50% du montant perçu pour les cessions réalisées sur leur territoire.

Le cumul de ces deux taxes s'élève pour l'année 2022 à environ 100M€. Au vu des nouveaux critères de taxation (hausse des taux, taxation dès que le rapport entre prix de cession et prix d'acquisition corrigé de l'indice des prix à la consommation hors tabac est supérieur ou égal à 3), le rendement devrait être plus que doublé, même en tenant compte d'une moindre artificialisation du fait du ZAN.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. GENET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 266 nonies du code des douanes est ainsi modifié :

1° Le tableau constituant le second alinéa du a du A du 1 est ainsi rédigé :

Désignation des installations de stockage de déchets non dangereux concernés	Unité de perception	Quotité (en euros)			
		2023	2024	2025	A partir de 2026
B. – Installations autorisées réalisant une valorisation énergétique de plus de 75 % du biogaz capté	tonne	52	52	59	65
C. – Installations autorisées qui sont exploitées selon la méthode du bioréacteur et réalisent une valorisation énergétique du biogaz capté	tonne	58	58	61	65
D. – Installations autorisées relevant à la fois des B et C	tonne	51	51	58	65
E. – Autres installations autorisées		61	61	63	65

2° Le tableau constituant le second alinéa du b du même A est ainsi rédigé :

Désignation des installations de traitement thermique de déchets non dangereux concernés	Unité de perception				
		2023	2024	2025	A partir de 2026
A. – Installations autorisées dont le système de management de l'énergie a été certifié conforme à la norme internationale ISO 500001 par un organisme accrédité	tonne	20	20	22	25
B. – Installations autorisées dont les valeurs d'émission de Nox sont inférieures à 80 mg/Nm3	tonne	20	20	22	25
C. – Installations autorisées réalisant une valorisation énergétique élevée dont le rendement énergétique est supérieur ou égal	tonne	14	14	14	15

à 0,65					
D. – Installations relevant à la fois des A et B	tonne	17	17	20	25
E. – Installations relevant à la fois des A et C	tonne	13	13	14	15
F. – Installations relevant à la fois des B et C	tonne	12	12	14	15
G. – Installations relevant à la fois des A, B et C	tonne	12	12	14	15
H.- Installations autorisées dont le rendement énergétique est supérieur ou égale à 0,70 et réalisant une valorisation énergétique des résidus à haut pouvoir calorifique qui sont issus des opérations de tri performantes	tonne	6	6	7	7,5
I.-Autres installations autorisées	tonne	23	23	24	25

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

La réforme de la TGAP en 2019 s'est concrétisée par une hausse pluriannuelle de son taux, afin de créer un effet incitatif pour les collectivités locales en les poussant à trouver des moyens de réduire les déchets non recyclés, enfouis ou incinérés.

Or, la crise de la covid-19 a ralenti la mise en place des politiques de diminution des volumes d'ordures ménagères résiduelles. De plus, le retard pris dans la mise en place de filière à responsabilité élargie des producteurs pour le bâtiment et les travaux publics, qui représente de très loin le premier flux de déchets, pénalise nombre de collectivités locales car il est très compliqué d'accueillir ces grands volumes de déchets.

Ainsi, les collectivités territoriales sur lesquelles pèsent principalement cette réforme, vont faire face à un surcoût estimé à 210 millions d'euros à l'horizon 2025.

Cet amendement vise donc à geler le taux de la TGAP pour l'année 2024 à son niveau de 2023 afin de ne pas aggraver la situation financière des collectivités locales et de leurs administrés, sans remettre en cause sa trajectoire de hausse pluriannuelle et progressive.





## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. RAMBAUD, PATIENT, ROHFRITSCH, PATRIAT, BITZ, BUIS et BUVAL, Mmes CAZEBONNE et DURANTON, M. FOUASSIN, Mme HAVET, MM. HAYE, IACOVELLI, KULIMOETOKE, LEMOYNE, LÉVRIER et MOHAMED SOILIHI, Mme NADILLE, M. OMAR OILI, Mmes PHINERA-HORTH et SCHILLINGER, M. THÉOPHILE  
et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le 1° bis du A de l'article 278-0 bis du code général des impôts, il est inséré un 1° ... ainsi rédigé :

« 1° ... Les préservatifs masculins et féminins ; ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Le présent amendement a pour objet de sécuriser l'application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée de 5,5 % aux livraisons, importations et acquisitions intracommunautaires de préservatifs masculins et féminins, admise par l'administration fiscale par voie doctrinale.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. RAMBAUD, PATIENT, ROHFRITSCH, PATRIAT, BITZ, BUIS et BUVAL, Mmes CAZEBONNE et DURANTON, M. FOUASSIN, Mme HAVET, MM. HAYE, IACOVELLI, KULIMOETOKE, LEMOYNE, LÉVRIER et MOHAMED SOILIHI, Mme NADILLE, M. OMAR OILI, Mmes PHINERA-HORTH et SCHILLINGER, M. THÉOPHILE  
et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 8

Après l'article 8

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code de l'action sociale et des familles est ainsi modifié :

1° Après l'article L. 214-10, il est inséré un article L. 214-10-... ainsi rédigé :

« Art. L. 214-10-.... – Les organismes débiteurs de prestations familiales communiquent dès la notification de l'octroi du prêt à son bénéficiaire aux juridictions les attestations d'attribution de l'aide prévue à l'article L. 214-9 consentie sous forme de prêt ainsi que la pièce justificative ayant conduit à son attribution. »

2° L'article L. 214-12 est ainsi rédigé :

« I. Dans le cas où l'aide a été consentie sous la forme d'un prêt et lorsque les faits prévus au premier alinéa de l'article L. 214-9 ont donné lieu à une procédure pénale, son remboursement ne peut être demandé au bénéficiaire tant que cette procédure est en cours. Ce remboursement est demandé à l'auteur des violences lorsque celui-ci :

« 1° A été définitivement condamné à la peine complémentaire prévue à l'article 222-44-1 du code pénal ;

« 2° Ou a fait l'objet de la mesure de composition pénale prévue au 20° de l'article 41-2 du code de procédure pénale ou de la mesure de classement sous condition de versement pécuniaire prévue au 4° de l'article 41-1 du même code.

« Lorsque le remboursement est demandé à l'auteur en application du 1°, le recouvrement de la créance est effectué selon les procédures, garanties et privilèges applicables au recouvrement des amendes pénales. Un extrait de la décision de justice établi par le greffe de la juridiction qui a prononcé la condamnation ainsi qu'une attestation mentionnant le montant du prêt que l'auteur doit rembourser, est communiqué au comptable public désigné par arrêté du ministre chargé du budget.

« Cette demande est possible même si la créance correspondante n'est pas encore exigible auprès du bénéficiaire.

« II. Les juridictions communiquent aux organismes débiteurs des prestations familiales, à leur demande, des informations sur l'absence ou l'existence de procédures pénales en cours engagées pour les faits ayant justifié l'attribution des prêts.

« Les organismes sont autorisés à conserver ces informations jusqu'à ce qu'ils aient pu recouvrer le prêt auprès du bénéficiaire ou annuler la créance, et pour une durée maximale prévue par décret.

« III. Dans le cas où le remboursement du prêt incombe au bénéficiaire, des remises ou des réductions de créance peuvent lui être consenties en fonction de sa situation financière.

« IV. Les ayants droit du bénéficiaire sont exonérés du remboursement du prêt.

« V. Lorsque l'organisme qui a attribué le prêt est informé qu'une décision de justice définitive a demandé à un conjoint, un partenaire ou un concubin au sens de l'article 132-80 du code pénal d'un bénéficiaire de prêt de rembourser celui-ci après que ce dernier l'a remboursé ou a commencé de le rembourser, il reverse à celui-ci la part du prêt qu'il a remboursée et suspend, le cas échéant, la procédure de remboursement encore en cours. » ;

3° À l'article L. 214-14, après les mots : « L. 262-1 du présent code, » sont insérés les mots : « de l'allocation aux adultes handicapés mentionnée aux articles L. 821-1 et L. 821-2 du code de la sécurité sociale, de l'allocation journalière de proche aidant mentionnée à l'article L. 168-8 du même code » ;

4° L'article L. 214-16 est ainsi modifié :

a) Les mots : « relatives aux contrôles et à la lutte contre la fraude » sont supprimés ;

b) Les mots : « et L. 161-1-4 du code de la sécurité sociale » sont remplacés par les mots : « , L. 133-3, L. 161-1-4, L. 161-1-5, et à la dernière phrase du premier alinéa de l'article L 553-2 du code de la sécurité sociale, ainsi qu'à l'article L. 725-3-1 du code rural et de la pêche maritime. »

II. – L'article L. 152 A du livre des procédures fiscales est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les agents de l'administration fiscale peuvent communiquer aux services ou organismes compétents les informations nécessaires au recouvrement de l'aide universelle d'urgence pour les victimes de violences conjugales prévue à l'article L. 214-9 du code de l'action sociale et des familles lorsqu'elle est attribuée sous forme de prêt, auprès de son bénéficiaire. ».

III. – Au II de l'article 2 de la loi n° 2023-140 du 28 février 2023 créant une aide universelle d'urgence pour les victimes de violences conjugales, les mots : « d'un an » sont remplacés par les mots : « de quinze mois » et après le mot : « « Mayotte », sont insérés les mots : « et à Saint-Pierre-et-Miquelon ».

IV. Les dispositions du présent article sont applicables aux aides reçues à compter du mois de décembre 2023.

## **OBJET**

Le présent amendement vise à compléter le cadre juridique applicable à l'aide universelle d'urgence pour les victimes de violences conjugales prévue à l'article L. 214-9 du code de l'action sociale et des familles créée par la loi n°2023-140 du 28 février 2023.

Il prévoit que les ayants droits du bénéficiaire du prêt et de son conjoint, concubin ou partenaire, au sens de l'article 132-80 du code pénal sont dispensés de son remboursement en cas de décès de l'un ou l'autre.



Par ailleurs, il comporte plusieurs dispositions permettant de faciliter le remboursement de l'aide lorsqu'elle est attribuée sous forme de prêt, que ce soit auprès de l'auteur des violences lorsqu'il a été condamné à le rembourser, ou du bénéficiaire, ainsi que des indus le cas échéant. Pour ce faire, il prévoit des dispositions permettant :

- aux caisses de transmettre aux juridictions les informations relatives aux prêts afin de faciliter le prononcé de décisions prévoyant son remboursement par les conjoints violents ;
- le recouvrement du prêt mis à charge des auteurs par l'Etat, selon les mêmes modalités que celles prévues pour les amendes ;
- aux caisses d'avoir communication et de conserver des informations sur l'existence de procédures pénales en cours engagées pour les faits ayant justifié l'attribution des prêts, afin de pouvoir engager ou suspendre les procédures de remboursement auprès des bénéficiaires de prêts ou annuler les créances à leur encontre ;
- de compléter la liste des prestations sur lesquelles peuvent être opérée des retenues en cas d'indus et pour le remboursement du prêt par les bénéficiaires, en cohérence avec les règles applicables aux indus d'autres prestations ;
- la mise en œuvre d'un recouvrement forcé en cas de refus du bénéficiaire de rembourser le prêt ;
- la transmission aux caisses gestionnaires de l'aide, par les administrations fiscales, de données nominatives permettant de retrouver les bénéficiaires et de faciliter le recouvrement du prêt et des indus ;
- l'application des règles d'admission en non-valeur des créances des caisses liées à l'attribution de l'aide.

En outre, il prévoit que la part du prêt remboursé par son bénéficiaire lui soit reversée par la caisse dans le cas où une décision pénale met ce remboursement à la charge du conjoint postérieurement à ce remboursement par le bénéficiaire.

En dernier lieu, il élargit et prolonge l'habilitation à adapter en tant que de besoins les dispositions de la loi à Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. RAMBAUD, PATIENT, ROHFRITSCH, PATRIAT, BITZ, BUIS et BUVAL, Mmes CAZEBONNE et DURANTON, M. FOUASSIN, Mme HAVET, MM. HAYE, IACOVELLI, KULIMOETOKE, LEMOYNE, LÉVRIER et MOHAMED SOILIHI, Mme NADILLE, M. OMAR OILI, Mmes PHINERA-HORTH et SCHILLINGER, M. THÉOPHILE  
et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

## I. – Après l’alinéa 93

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

– Le 2° est ainsi rédigé :

« 2° Le destinataire de la livraison, ou en cas de démembrement, l’usufruitier, est une personne morale ; »

## II. – Après l’alinéa 106

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

5° ... Au premier alinéa du II bis de l’article 284, la référence : « c » est remplacée par la référence : « 1° ou 4° du I » ;

## III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Pour répondre à la forte demande de logements locatifs intermédiaires (LLI), le présent amendement étend l’application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 10 % aux investisseurs qui interviennent à travers tous types de structures d’investissement dotées de la personnalité morale, notamment celles dont le capital est détenu par des personnes physiques intervenant aux côtés d’investisseurs institutionnels.

Cet amendement, pris en cohérence avec l’extension déjà opérée par le présent article en ce qui concerne le dispositif de créance à l’impôt sur les sociétés, permettra ainsi de mieux mobiliser l’épargne des particuliers, aux côtés de l’intervention des investisseurs institutionnels, au profit de la construction de LLI.

Par ailleurs, il opère la coordination rédactionnelle de l'article 284 du code général des impôts qui prévoit un dispositif de régularisation du bénéfice du taux réduit de la TVA lorsque les conditions liées aux ressources des locataires, aux loyers pratiqués par le bailleur ou de mixité ne sont plus respectées.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme HAVET, MM. RAMBAUD, PATIENT, ROHFRITSCH, PATRIAT, BITZ, BUIS et BUVAL,  
Mmes CAZEBONNE et DURANTON, MM. FOUASSIN, HAYE, IACOVELLI, KULIMOETOKE,  
LEMOYNE, LÉVRIER et MOHAMED SOILIHI, Mme NADILLE, M. OMAR OILI,  
Mmes PHINERA-HORTH et SCHILLINGER, M. THÉOPHILE  
et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 5 OCTIES

## I. – Alinéa 31

Remplacer les mots :

rédaction résultant du I du présent article

par les mots :

version applicable jusqu'au 31 décembre 2023

## II. – Compléter cet article par vingt-quatre alinéas ainsi rédigés :

IV. – Après l'article 39 decies C du code général des impôts, il est inséré un article 39 decies C ...  
ainsi rédigé :

« Art. 39 decies C .... – I. – Les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés ou à l'impôt sur le  
revenu selon un régime réel d'imposition peuvent déduire de leur résultat imposable :

« 1° Une somme égale à 125 % des coûts supplémentaires immobilisés, hors frais financiers,  
directement liés à l'installation d'équipements, acquis à l'état neuf, permettant l'utilisation  
d'hydrogène ou de toute autre propulsion décarbonée comme énergie propulsive principale ou pour la  
production d'énergie électrique destinée à la propulsion principale des navires de transport de  
marchandises ou de passagers et qui sont affectés à leur activité, lorsque le contrat d'acquisition de ces  
équipements ou de construction du navire est conclu à compter de la date prévue par le décret  
mentionné au V de l'article 5 octies de la loi n° ... du ... décembre 2023 de finances pour 2024 et  
jusqu'au 31 décembre 2027 ;

« 2° Une somme égale à 105 % des coûts supplémentaires immobilisés, hors frais financiers,  
directement liés à l'installation d'équipements, acquis à l'état neuf, permettant l'utilisation du gaz  
naturel liquéfié comme énergie propulsive principale ou pour la production d'énergie électrique  
destinée à la propulsion principale des navires de transport de marchandises ou de passagers et qui  
sont affectés à leur activité, lorsque le contrat d'acquisition de ces équipements ou de construction du  
navire est conclu à compter de la date prévue par le décret mentionné au V de l'article 5 octies de la  
loi n° ... du ... décembre 2023 de finances pour 2024 et jusqu'au 31 décembre 2027 ;

« Le présent 2° s'applique également, dans les mêmes conditions, aux équipements acquis à l'état neuf permettant l'utilisation du gaz de pétrole liquéfié, du gaz naturel comprimé, de l'ammoniac, du méthanol, de l'éthanol ou du diméthyl éther comme énergie propulsive principale ou pour la production d'énergie électrique destinée à la propulsion principale des navires de transport de marchandises ou de passagers et qui sont affectés à leur activité, lorsque le contrat d'acquisition de ces équipements ou de construction du navire est conclu à compter de la date prévue par le décret mentionné au V de l'article 5 octies de la loi n° ... du ... décembre 2023 de finances pour 2024 et jusqu'au 31 décembre 2027 ;

« 3° Une somme égale à 85 % des coûts supplémentaires immobilisés, hors frais financiers, directement liés à l'installation des biens destinés au traitement des oxydes de soufre, oxydes d'azote et particules fines contenus dans les gaz d'échappement, qu'elles acquièrent à l'état neuf à compter de la date prévue par le décret mentionné au V de l'article 5 octies de la loi n° ... du ... décembre 2023 de finances pour 2024 et jusqu'au 31 décembre 2027, en vue de les installer sur un navire en service pour améliorer le niveau d'exigence environnementale au regard d'au moins un des deux critères suivants :

« – un niveau d'émission d'oxydes de soufre inférieur à celui fixé à la règle 14 de l'annexe 6 de la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires ou, lorsque le navire y est soumis, par la directive (UE) 2016/802 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 concernant une réduction de la teneur en soufre de certains combustibles liquides ;

« – un niveau d'émission d'oxydes d'azote inférieur à celui correspondant au niveau III tel que défini au paragraphe 5.1 de la règle 13 de l'annexe 6 de la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires.

« 4° Une somme égale à 20 % de la valeur d'origine, hors frais financiers, des biens destinés à l'alimentation électrique durant l'escale par le réseau terrestre ou au moyen de moteurs auxiliaires utilisant le gaz naturel liquéfié ou une énergie décarbonée, qu'elles acquièrent à l'état neuf, à compter de la date prévue par le décret mentionné au V de l'article 5 octies de la loi n° ... du ... décembre 2023 de finances pour 2024 et jusqu'au 31 décembre 2027, en vue de les installer sur un navire en service ;

« Le présent 4° s'applique également aux biens destinés à compléter la propulsion principale du navire par une propulsion décarbonée, acquis à l'état neuf, à compter de la date prévue par le décret mentionné au V de l'article 5 octies de la loi n° ... du ... décembre 2023 de finances pour 2024 et jusqu'au 31 décembre 2027. Pour ces biens, le taux de la déduction est porté à 85 % de leur valeur d'origine, hors frais financiers.

« Les 1° à 4° du présent I s'appliquent aux navires armés au commerce battant pavillon d'un des États membres de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen.

« Les coûts supplémentaires, hors frais financiers, directement liés à l'installation des équipements mentionnés aux 1° et 2° du présent I sont déterminés par différence entre la valeur d'origine, hors frais financiers, de ces équipements et la valeur d'origine, hors frais financiers, des équipements similaires qui auraient permis l'utilisation du fuel lourd ou du diesel marin comme mode de propulsion principale ou pour la production d'électricité destinée à la propulsion principale du navire de transport de marchandises et de passagers considéré.

« Les coûts supplémentaires, hors frais financiers, directement liés à l'installation des biens mentionnés au 3° du présent I sont déterminés par différence entre la valeur d'origine, hors frais financiers, de ces équipements et la valeur d'origine, hors frais financiers, des équipements similaires qui auraient dû être installés sur le navire considéré pour satisfaire à la règle 14 de l'annexe 6 de la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires ou, lorsque le navire y est soumis, aux dispositions de la directive (UE) 2016/802 du Parlement européen et du Conseil

du 11 mai 2016 précitée, ou au niveau III d'émission d'oxydes d'azote selon les stipulations du paragraphe 5.1 de la règle 13 de l'annexe 6 de la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires.

« Pour le calcul de la déduction prévue au présent I, le montant des coûts supplémentaires immobilisés mentionnés au 2° est retenu dans la limite de 15 millions d'euros par navire et le montant des coûts supplémentaires immobilisés mentionnés au 3° ainsi que la valeur d'origine des biens mentionnés au second alinéa du 4° sont retenus dans la limite de 10 millions d'euros par navire.

« II. – La déduction est répartie linéairement à compter de la mise en service des biens sur leur durée normale d'utilisation. En cas de cession ou de remplacement du bien avant le terme de cette période, elle n'est acquise à l'entreprise qu'à hauteur des montants déjà déduits du résultat à la date de la cession ou du remplacement, qui sont calculés pro rata temporis.

« III. – L'entreprise qui prend en location un bien neuf mentionné au I, dans les conditions prévues au 1 de l'article L. 313-7 du code monétaire et financier dans le cadre d'un contrat de crédit-bail ou de location avec option d'achat, conclu à compter de la date prévue par le décret mentionné au V de l'article 5 octies de la loi n° ... du ... décembre 2023 de finances pour 2024 et jusqu'au 31 décembre 2027, peut déduire une somme égale à 125 % des coûts d'investissement supplémentaires s'il s'agit d'équipements mentionnés au 1° du I, 105 % des coûts d'investissement supplémentaires s'il s'agit d'équipements mentionnés au premier alinéa du 2° du même I, 85 % des coûts d'investissement supplémentaires s'il s'agit d'un bien mentionné au premier alinéa du 3° ou 20 % de la valeur d'origine, hors frais financiers, s'il s'agit d'un bien mentionné au 4° dudit I, au moment de la signature du contrat. Elle peut également déduire une somme égale à 105 % des coûts d'investissement supplémentaires s'il s'agit d'équipements mentionnés au second alinéa du 2° du I, lorsqu'elle prend en location un bien neuf mentionné au même I dans les conditions prévues au 1 de l'article L. 313-7 du code monétaire et financier, dans le cadre d'un contrat de crédit-bail ou de location avec option d'achat, conclu à compter de la date prévue par le décret mentionné au V de l'article 6 octies de la loi n° ... du ... décembre 2023 de finances pour 2024 et jusqu'au 31 décembre 2027. L'entreprise peut déduire une somme égale à 85 % de la valeur d'origine, hors frais financiers, des biens mentionnés au second alinéa du 4° du I du présent article, lorsqu'elle prend en location un bien neuf mentionné au même I dans les conditions prévues au 1 de l'article L. 313-7 du code monétaire et financier, dans le cadre d'un contrat de crédit-bail ou de location avec option d'achat, conclu à compter de la date prévue par le décret mentionné au V de l'article 5 octies de la loi n° ... du ... décembre 2023 de finances pour 2024 et jusqu'au 31 décembre 2027. Cette déduction est répartie pro rata temporis sur la durée normale d'utilisation du bien à compter de l'entrée en location. Si l'entreprise crédit-preneuse ou locataire acquiert le bien et en remplit les conditions, elle peut continuer à appliquer la déduction. En cas de cession ou de cessation du contrat de crédit-bail ou de location avec option d'achat ou de cession du bien, la déduction n'est acquise à l'entreprise qu'à hauteur des montants déjà déduits du résultat à la date de la cession ou de la cessation, qui sont calculés pro rata temporis.

« Les coûts d'investissement supplémentaires des équipements mentionnés aux 1°, 2° et 3° du I ainsi que la valeur d'origine des biens mentionnés au second alinéa du 4° du même I pris en location dans le cadre d'un contrat de crédit-bail ou de location avec option d'achat sont déterminés dans les conditions prévues aux trois derniers alinéas du I.

« L'entreprise qui donne le bien en crédit-bail ou en location avec option d'achat peut pratiquer les déductions mentionnées au même I, sous réserve du respect des conditions suivantes :

« 1° Le locataire ou le crédit-preneur a opté pour le régime prévu à l'article 209-0 B ;

« 2° l'avantage en impôt procuré par les déductions pratiquées en application du présent article est intégralement rétrocédé à l'entreprise locataire ou crédit-preneuse sous forme de diminution de loyers accordée en même temps et au même rythme que celui auquel la déduction est pratiquée.



« IV. – Sur demande de l’administration, le contribuable présente tout document, visé par l’administration chargée du transport maritime, certifiant que la condition prévue au dixième alinéa du I est respectée.

« V. – Si l’une des conditions prévues aux I à IV cesse d’être respectée pendant la durée normale d’utilisation du navire prévue aux II et III, le contribuable perd le droit à la déduction prévue aux I et III et les sommes déduites au cours de l’exercice et des exercices antérieurs sont rapportées au résultat imposable de l’entreprise qui en a bénéficié au titre de l’exercice au cours duquel cet événement se réalise.

« VI. – L’application du dispositif prévu au présent article est, au titre d’un même bien, exclusive du bénéfice de la déduction prévue à l’article 39 decies C. »

V. – Le IV entre en vigueur à une date fixée par décret, qui ne peut être postérieure de plus de trois mois à la date de réception par le Gouvernement de la réponse de la Commission européenne permettant de considérer le dispositif lui ayant été notifié comme étant conforme au droit de l’Union européenne en matière d’aides d’État.

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

L’article 39 decies C du code général des impôts prévoit un dispositif de déduction exceptionnelle au profit des entreprises soumises à l’impôt sur les sociétés ou à l’impôt sur le revenu selon un régime réel d’imposition, qui investissent dans des équipements permettant aux navires et aux bateaux de transport de marchandises ou de passagers d’utiliser des énergies propres.

L’objectif de ce dispositif est d’inciter les entreprises de transport maritime et fluvial à s’engager résolument dans la transition écologique à l’occasion du renouvellement progressif de leur flotte.

En raison de son caractère sélectif, et afin de garantir la conformité du dispositif à la réglementation européenne en matière d’aides d’État, le bénéfice de la déduction exceptionnelle prévue à l’article 39 decies C du CGI est subordonné au respect de l’article 36 du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d’aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l’Union européenne.

Toutefois, la Commission européenne a approuvé le 23 juin 2023 le règlement n° 2023/1315 qui porte une modification ciblée du règlement général d’exemption par catégorie (règlement (UE) n° 651/2014 du 17 juin 2014 précité – « RGEC »).

Afin de prendre en compte cette évolution de la réglementation européenne applicable en matière d’aides d’État, et de garantir la compatibilité du dispositif avec le droit de l’Union, l’article 5 octies du présent projet de loi de finances, adopté en première lecture à l’Assemblée nationale, prévoit de mettre le dispositif prévu à l’article 39 decies C du CGI en conformité avec l’article 36 ter du RGEC modifié, qui constitue désormais l’encadrement le plus adapté au présent mécanisme de déduction exceptionnelle (notamment s’agissant du périmètre des équipements éligibles, des taux de déduction applicables, ainsi que des conditions que doivent respecter les navires ou bateaux concernés en vue de bénéficier de la déduction).

Le dispositif ainsi modifié sera applicable aux équipements acquis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2024.

Toutefois, les aménagements ainsi rendus nécessaires pourraient en pratique conduire à limiter la portée et donc l'efficacité de ce dispositif, dont l'objet initial était d'inciter les entreprises de transport maritime à s'engager dans le renouvellement et le verdissement progressif de leur flotte.

Dans ce contexte, le présent amendement prévoit l'instauration d'un nouveau dispositif, codifié à l'article 39 decies C bis du CGI, dont les paramètres seraient très largement inspirés des modalités d'application du mécanisme prévu à l'article 39 decies C du CGI, dans sa version applicable jusqu'au 31 décembre 2023. Ce dispositif présentant un caractère sélectif, et étant constitutif d'une aide d'État non couverte par l'article 36 ter du RGEC modifié, son entrée en vigueur est subordonnée à la réception par le Gouvernement de la réponse de la Commission européenne permettant de considérer le dispositif lui ayant été notifié comme étant conforme au droit de l'Union européenne en matière d'aides d'État.

Enfin, le présent amendement procède à une correction d'ordre rédactionnel. A cet égard, le dispositif prévu à l'article 39 decies C du code général des impôts, ainsi modifié par le présent article 5 octies du projet de loi de finances, sera applicable aux équipements acquis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2024. Toutefois, les déductions exceptionnelles résiduelles résultant de contrats d'acquisition ou de location, ou de devis, conclus au plus tard le 31 décembre 2023 demeureront régies par les dispositions de l'article 39 decies C du CGI applicables jusqu'à cette date.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. RAMBAUD, PATIENT, ROHFRITSCH, PATRIAT, BITZ, BUIS et BUVAL, Mmes CAZEBONNE et DURANTON, M. FOUASSIN, Mme HAVET, MM. HAYE, IACOVELLI, KULIMOETOKE, LEMOYNE, LÉVRIER et MOHAMED SOILIHI, Mme NADILLE, M. OMAR OILI, Mmes PHINERA-HORTH et SCHILLINGER, M. THÉOPHILE  
et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

## I. – Après l’alinéa 45

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

...) Le III est complété par les mots : « , à l’exception de la condition de location en exonération de la taxe sur la valeur ajoutée prévue au 1<sup>o</sup> de l’article 279-0 bis A précité »

## II. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – Le présent article ne s’applique qu’aux sommes venant en déduction de l’impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

L’article 6 du présent projet de loi étend, sous conditions, le taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et la créance d’impôt sur les sociétés (IS) en faveur du logement locatif intermédiaire (LLI) aux résidences de services mises en location à usage de résidences principales en exonération de TVA, dans un objectif de développement de l’offre de logements intermédiaires avec services.

Le présent amendement opère une coordination afin d’étendre le bénéfice de la créance IS en faveur du logement locatif intermédiaire à toutes les résidences de services, quel que soit leur régime de TVA, afin de donner son plein effet au dispositif.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. RAMBAUD, PATIENT, ROHFRITSCH, PATRIAT, BITZ, BUIS et BUVAL, Mmes CAZEBONNE et DURANTON, M. FOUASSIN, Mme HAVET, MM. HAYE, IACOVELLI, KULIMOETOKE, LEMOYNE, LÉVRIER et MOHAMED SOILIHI, Mme NADILLE, M. OMAR OILI, Mmes PHINERA-HORTH et SCHILLINGER, M. THÉOPHILE  
et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3

Après l'article 3

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le I de l'article 39 quinquies G du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est ainsi modifié :

a) Après le mot : « pollution », la fin de la première phrase est ainsi rédigée : « , les risques spatiaux, les risques liés aux attentats ou au terrorisme, les risques liés au transport aérien, ainsi que les risques dus aux atteintes aux systèmes d'information et de communication. » ;

b) La seconde phrase est supprimée ;

2° Les deux dernières phrases du troisième alinéa sont remplacées par une phrase ainsi rédigée : « Les dotations annuelles à la provision couvrant le risque atomique, les risques de responsabilité civile dus à la pollution, les risques liés aux attentats ou au terrorisme et les risques liés au transport aérien qui, dans un délai de quinze ans, n'ont pu être utilisés conformément à cet objet sont rapportées au bénéfice imposable de la seizième année suivant celle de leur comptabilisation. »

II. – Le I s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les provisions pour égalisation sont destinées à permettre aux organismes d'assurance de faire face à leurs obligations en cas de survenance de risques exceptionnels (grêle, catastrophes naturelles, autres risques climatiques, risques spatiaux, risques aériens, risque atomique, responsabilité civile pollution, attentats). Elles leur permettent de provisionner des sommes sur des durées compatibles avec les risques qu'elles visent à couvrir, soit une durée de reprise fixée à dix ans (douze ans pour les risques d'attentat et quinze ans pour les risques aériens).

Les paramètres de ces provisions pour égalisation n'ont pas été révisés depuis 2002, alors que de nouveaux risques ont émergé, notamment le risque cyber, qui nécessitent d'étendre le champ de ces provisions.

En effet, les provisions usuelles de l'assurance non-vie permettent de faire face aux événements répétés de faible ampleur, mais ne peuvent suffire à couvrir financièrement les événements majeurs tels que les demandes de cyber-rançons ou les attaques cyber massives. Ces nouveaux risques ont vocation à être garantis grâce à une provision recouvrant les risques de forte intensité, ce qui est l'objet même de la provision pour égalisation.

Par ailleurs, les paramètres retenus lors de la création de certaines provisions pour égalisation se sont révélés mal adaptés à la couverture des risques les plus longs. En particulier, les risques attentat, atomique et de pollution ont une durée maximale avant reprise (douze ans pour le risque attentat, dix ans pour les autres) sensiblement inférieure au risque aérien (quinze ans) alors que leur fréquence est similaire, voire moindre.

Dans ce contexte, le présent amendement a pour objet :

- d'étendre la provision pour égalisation aux risques cyber, afin de faire face aux aléas exceptionnels en la matière. Les paramètres d'une telle provision pour égalisation dédiée au cyber seront équivalents à ceux qui s'appliquent aux risques climatiques (durée de reprise de dix ans) ;
- d'allonger la durée de reprise pour les risques attentat, atomique et de pollution, laquelle sera portée à quinze ans, afin de mieux prendre en compte leur fréquence.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. RAMBAUD, PATIENT, ROHFRITSCH, PATRIAT, BITZ, BUIS et BUVAL, Mmes CAZEBONNE et DURANTON, M. FOUASSIN, Mme HAVET, MM. HAYE, IACOVELLI, KULIMOETOKE, LEMOYNE, LÉVRIER et MOHAMED SOILIHI, Mme NADILLE, M. OMAR OILI, Mmes PHINERA-HORTH et SCHILLINGER, M. THÉOPHILE  
et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5**

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au III des articles 5 et 6 de la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020, l'année : « 2024 » est remplacée par l'année : « 2025 ».

II. – La perte de recettes pour l'État résultant du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les articles 5 et 6 de la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020 ont permis, dans le contexte de l'urgence sanitaire, l'application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée de 5,5 % pour les ventes de masques, tenues de protection et produits destinés à l'hygiène corporelle adaptés à la lutte contre la propagation du virus de la Covid-19.

Ces mesures, qui sont codifiées aux K bis et K ter de l'article 278-0 bis du code général des impôts, arrivent à échéance en fin d'année.

Le présent amendement les proroge à titre exceptionnel jusqu'au 31 décembre 2024.





## AMENDEMENT

présenté par

MM. RAMBAUD, BITZ, BUIS et BUVAL, Mmes CAZEBONNE et DURANTON, M. FOUASSIN, Mme HAVET, MM. HAYE, IACOVELLI, KULIMOETOKE, LEMOYNE, LÉVRIER et MOHAMED SOILIHI, Mme NADILLE, MM. OMAR OILI, PATIENT et PATRIAT, Mme PHINERA-HORTH, M. ROHFRITSCH, Mme SCHILLINGER et M. THÉOPHILE

C	
G	

### ARTICLE 5

Alinéa 60

1° À la première phrase

Après le mot :

agrément

insérer le mot :

préalable

2° À la fin de la dernière phrase

Supprimer les mots :

du présent article

### OBJET

Amendement rédactionnel.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. RAMBAUD, PATIENT, ROHFRITSCH, PATRIAT, BITZ, BUIS et BUVAL, Mmes CAZEBONNE et DURANTON, M. FOUASSIN, Mme HAVET, MM. HAYE, IACOVELLI, KULIMOETOKE, LEMOYNE, LÉVRIER et MOHAMED SOILIHI, Mme NADILLE, M. OMAR OILI, Mmes PHINERA-HORTH et SCHILLINGER, M. THÉOPHILE  
et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 28

Alinéa 27, première phrase

Remplacer le montant :

40 millions d'euros

par le montant :

25 millions d'euros

OBJET

Le financement des chambres de commerce et d'industrie (CCI) est assuré par la taxe pour frais de chambre de commerce et d'industrie (TCCI) qui comprend une taxe additionnelle à la cotisation foncière des entreprises (TA-CFE) et une taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (TA-CVAE).

L'examen à l'Assemblée nationale du présent projet de loi de finances a permis de revenir sur la baisse du plafond de la TA-CFE qui s'inscrit dans la réforme des CCI engagée dans la loi relative à la croissance et la transformation des entreprises (PACTE) de 2019. Le texte substitue à cette baisse du plafond un prélèvement de 40 millions d'euros sur les fonds de roulement du réseau des CCI.

Le présent amendement travaillé avec CCIFrance prévoit d'abaisser le prélèvement à 25 millions d'euros afin de préserver les ressources des chambres de commerce et d'industrie.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. MÉRILLOU

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 SEXDECIES**

Après l'article 5 sexdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 200 quindecies du code général des impôts est ainsi modifié :

I. – Le A du VI de l'article 200 quindecies est complété par les mots : « et de 40 % s'ils sont réalisés par une organisation de producteurs telle que mentionnée à l'article L. 551-1 du code rural et de la pêche maritime. »

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

En France 2.5 millions de propriétaires détiennent une propriété forestière de moins de quatre hectares et qui se répartit souvent sur plusieurs parcelles. La protection de la biodiversité et la valorisation économique et écologique des forêts impliquent un entretien régulier de celles-ci. Pourtant, la fragmentation des parcelles est un frein à la réalisation de travaux forestiers. En effet, quand les propriétaires décident d'en réaliser, ils peinent à trouver une entreprise intéressée pour réaliser l'entretien d'une si faible surface. En outre, le montant des travaux forestiers n'a eu de cesse d'augmenter depuis 3 ans (+ 18 à 25% selon le type de travaux effectués), absorbant en conséquence les bénéfices du crédit d'impôt.

Les organisations de producteurs ont un rôle à jouer dans la gestion des petites parcelles forestières. Elles ont en effet pour mission de regrouper la petite propriété forestière afin d'en faire des unités de gestion viables et cohérentes.

Cet amendement travaillé avec l'Union de la Coopération Forestière Française propose ainsi de mettre en place une incitation à la réalisation de travaux pour la petite propriété forestière. Le différentiel au bénéfice des propriétaires, sous la condition qu'ils adhèrent à une organisation de producteurs reconnue par l'État, est rétabli selon le barème suivant : 25% si via un opérateur classique et 40% si via une organisation de producteur.

Cette mesure aura en outre un impact positif sur les recettes liées à la TVA perçue par l'État sur les travaux forestiers.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BLATRIX CONTAT

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNDECIES**

Après l'article 3 undecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le b du 1 de l'article 200 est complété par une phrase ainsi rédigée : « Cette disposition s'applique également aux regroupements d'organismes d'intérêt général mentionnés à cet alinéa lorsqu'ils concourent, directement ou indirectement, à la réalisation de leurs missions ; » ;

2° Le a du 1 de l'article 238 bis est complété par une phrase ainsi rédigée : « Elles s'appliquent également aux regroupements d'organismes d'intérêt général mentionnés à cet alinéa lorsqu'ils concourent, directement ou indirectement, à la réalisation de leurs missions ; ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à éclaircir les dispositions des articles 200 et 238 bis du code général des impôts en précisant explicitement l'inclusion des coordinations et fédérations d'associations dans leur champ d'application, lorsque celles-ci contribuent à l'objectif d'intérêt général des associations qu'elles représentent.

Actuellement, la lecture de ces deux textes suscite des doutes quant à l'éventuelle prise en compte de ces structures de mutualisation et de soutien. En conséquence, certains regroupements se voient refuser la possibilité de recourir au mécénat malgré leur rôle essentiel dans l'exécution des missions des associations d'intérêt général qu'ils regroupent. À un moment où les autorités publiques soulignent l'importance de la mutualisation des fonctions de soutien, engendrant des coûts financiers substantiels pour les coordinations et fédérations d'associations assurant cette mutualisation, il apparaît essentiel de permettre la déduction des dons pour assurer ces missions d'appui technique, juridique, d'information auprès des citoyens et de plaidoyer.

Ainsi, ces ajustements formels du code général des impôts viseraient simplement à garantir aux coordinations et fédérations d'associations d'intérêt général la possibilité de se financer aux côtés de

la subvention publique, en bénéficiant du mécénat et du mécénat de compétences auprès des particuliers, des fondations et des entreprises.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BLATRIX CONTAT

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24**

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Au premier alinéa du I de l'article 1407 ter du code général des impôts, les mots : « Dans les communes classées dans les zones géographiques mentionnées au premier alinéa du I de l'article 232, » sont supprimés.

**OBJET**

La part des ménages propriétaires de leur résidence principale (58 %) ne progresse plus depuis 2010, alors que dans le même temps, le nombre de résidences secondaires et de logements occasionnels augmente plus vite que l'ensemble du parc. Et cette hausse s'est accentuée sur les cinq dernières années.

En ne traitant pas ce sujet, on laisse s'installer un sentiment d'abandon, d'injustice et une incompréhension profonde, particulièrement chez les jeunes générations.

Notre amendement propose d'étendre la possibilité de majorer le plafond de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires à toutes les communes qui le souhaitent, pas seulement à celles situées en zones tendues.

Cela permettra d'ouvrir cette possibilité dans des zones moins denses mais qui sont néanmoins impactées par le phénomène de résidences secondaires. C'est notamment le cas de certains territoires ruraux, au détriment des populations vivant dans ces territoires.

Il propose également de permettre de majorer jusqu'à 100 % (au lieu de 60 % actuellement) le plafond de la taxe d'habitation pour les résidences secondaires.

Cette recommandation a été faite par le conseil des prélèvements obligatoires dans son rapport sur « la fiscalité locale dans la perspective du ZAN » du 25 octobre 2022



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. RAMBAUD

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 8**

Après l'article 8

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Au dernier alinéa du 1 du II de l'article 1600 du code général des impôts, le taux : « 0,89 % » est remplacé par le taux : « 1,12 % ».

**OBJET**

La taxe additionnelle à la cotisation foncière des entreprises (TACFE) et la taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (TACVAE) sont les deux composantes de la taxe pour frais de chambre et d'industrie (TCCI), prévue à l'article 1600 du code général des impôts (CGI). Depuis 2020, la TCCI est affectée à CCI France, établissement public tête de réseau des CCI, et non plus à chaque CCI régionale.

Le montant des deux taxes additionnelles, qui forment la TCCI, est plafonné chaque année en loi de finances.

L'affectation de la TACFE à CCI France à compter de 2020, conjuguée aux baisses de plafonds intervenues depuis, ont conduit à une diminution progressive des taux régionaux de la TACFE, dans le but de converger vers un taux unique national fixé en loi de finances pour 2020 à 0,89 % à compter de 2023.

L'article 55 de la loi de finances pour 2023 a prévu le décalage d'un an, de 2023 à 2024, de la convergence des taux de TACFE, garantissant ainsi pour 2023 le maintien des ressources à hauteur du besoin du réseau des CCI.

Le présent amendement propose de fixer à 1,12 % au lieu de 0,89 % le taux national applicable à compter de 2024.

En effet, en 2023, les taux différenciés s'échelonnaient, selon les régions, entre 1,12 % et 2,47 %. Dès lors, le taux de 1,12 % correspond au niveau minimal aujourd'hui constaté dans le cadre du mécanisme de convergence des taux. L'application de ce taux n'entraînera donc aucune hausse de d'impôt pour les ressortissants des chambres consulaires.





N°	I-1559
----	--------

**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BLATRIX CONTAT

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article L. 1394 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Les parcelles en nature de bois et forêt d'un seul tenant d'une surface inférieure ou égale à quatre hectares, et les ensembles de parcelles en nature de bois et forêt d'une surface inférieure ou égale à quatre hectares appartenant à un même propriétaire, situées sur le territoire d'une même commune, dont le propriétaire en a fait l'apport à un groupement forestier au titre de l'article L. 331-1 du code forestier ou à un groupement d'intérêt économique et environnemental forestier au titre de l'article L. 332-7 du code forestier. »

2° L'article L. 1396 est complété par un paragraphe ainsi rédigé :

« .... – La taxe foncière sur les parcelles de terrains en nature de bois et forêts d'une superficie inférieure à quatre hectares est d'un montant minimal de treize euros. » ;

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Trois millions de propriétaires détiennent en France des parcelles forestières particulièrement réduites, d'une superficie égale ou inférieure à 4 hectares. Cela rend difficile une gestion efficace et freine la mise en place d'actions de protection de la biodiversité. L'amendement se propose d'encourager et d'inciter ces propriétaires soit à céder leur propriété, soit à rejoindre ou à constituer des groupements forestiers susceptibles de mettre en œuvre des actions de gestion à plus large échelle. Les parcelles dont les propriétaires confieraient la gestion à un groupement forestier seraient exonérées de taxe foncière.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BLATRIX CONTAT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article L. 278-0 bis du code général des impôts est complété par un paragraphe ainsi rédigé :

« .... – La livraison et l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil d'une puissance inférieure ou égale à 9 kilowatt-crête qui répondent aux critères suivants :

« 1° Les installations utilisant l'énergie radiative du soleil sont installées sur les toits de locaux à usage d'habitation et sont destinées aux résidents ;

« 2° La configuration technique des équipements et les critères de qualification de la personne qui procède à la livraison et à l'installation de ces équipements sont définis par un arrêté conjoint des ministres chargés du budget et de l'énergie. » ;

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les dispositions actuelles du code général des impôts fixent un taux de TVA de 10 % pour les installations solaires d'une puissance ne dépassant pas 3 kWc, tandis que celles dont la puissance excède ce seuil sont soumises à un taux de 20 %. En comparaison, le Royaume-Uni et les Pays-Bas appliqueront un taux de 0 % aux panneaux photovoltaïques des particuliers, alors que ce taux était respectivement de 5,5 % et 21 %. De même, la Belgique a instauré un taux de TVA de 6 % pour les panneaux solaires résidentiels.

Le niveau actuel de fiscalité en France entrave l'exploitation optimale du potentiel solaire et limite le développement du photovoltaïque résidentiel dans le mix énergétique français, compromettant ainsi la réalisation de nos objectifs fixés par la stratégie énergie-climat (20,6 GW de solaire PV en 2023, 44,5 GW en 2028).

La révision de la directive TVA de l'Union européenne n° 2022/542 permet désormais aux États membres d'appliquer un taux réduit, voire très réduit, de TVA sur la livraison et l'installation de panneaux solaires sur des logements privés, publics et autres, utilisés à des fins d'intérêt général et situés à proximité immédiate de ceux-ci. Cette évolution du cadre fiscal communautaire s'inscrit dans

les engagements environnementaux de l'Union européenne en matière de décarbonation, conformément au pacte vert pour l'Europe. Cette possibilité vise à soutenir la transition vers les énergies renouvelables et à favoriser l'autosuffisance énergétique de l'Union européenne.

La réduction de la fiscalité sur le solaire résidentiel répond donc à un triple enjeu : la diminution de coût d'une technologie permettant de protéger les consommateurs contre l'incertitude liée à la fluctuation des prix de l'énergie, l'amortissement de la hausse des prix des panneaux solaires due à la crise des matériaux, et l'optimisation des usages résidentiels accompagnant l'autoconsommation photovoltaïque, tels que le lissage de la recharge électrique des véhicules ou la synchronisation de la production d'eau chaude sanitaire avec les heures d'ensoleillement.

En outre, cette proposition de réduction de la TVA s'inscrit dans un contexte budgétaire où l'autoconsommation solaire résidentielle bénéficie de peu de soutien, la prime à l'investissement dédiée ne représentant au maximum que 10 % du coût des panneaux solaires.

Enfin, l'application d'un taux de TVA réduit à 5,5 % sur l'ensemble des installations solaires résidentielles sur toitures, jusqu'à 9 kWc, vise à éliminer le seuil de 3 kWc qui ne correspond plus à la réalité du marché en raison de l'augmentation de la productivité des installations photovoltaïques et du développement des outils de stockage et de pilotage de la consommation électrique. Cette mesure mettra fin à l'effet de seuil incitant les particuliers à sous-dimensionner leurs installations, limitant ainsi l'installation de nouvelles capacités de production solaire.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. RAMBAUD, PATIENT, ROHFRITSCH, PATRIAT, BITZ, BUIS et BUVAL, Mmes CAZEBONNE et DURANTON, M. FOUASSIN, Mme HAVET, MM. HAYE, IACOVELLI, KULIMOETOKE, LEMOYNE, LÉVRIER et MOHAMED SOILIHI, Mme NADILLE, M. OMAR OILI, Mmes PHINERA-HORTH et SCHILLINGER, M. THÉOPHILE  
et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants

C	
G	

ARTICLE 19

Après l'alinéa 4

Insérer quatre alinéas ainsi rédigés :

A. .... – L'article 259 C est ainsi modifié :

1° Au 1°, les trois occurrences des mots : « la Communauté » sont remplacées par les mots : « l'Union » ;

2° Au 2°, les deux occurrences des mots : « la Communauté » sont remplacées par les mots : « l'Union » ;

3° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Les locations de biens meubles corporels, autres que des moyens de transport, fournies à un preneur qui n'est pas établi ou n'a pas son domicile ou sa résidence habituelle dans un État membre de l'Union européenne. »

**OBJET**

Afin de renforcer les outils de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, le présent amendement prévoit l'imposition à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) des locations de biens meubles corporels autres que les moyens de transport, fournis à des personnes non-assujetties établies en dehors de l'Union européenne (UE), lorsque ces biens sont utilisés en France.

Actuellement, ces locations ne sont pas imposables en France, conformément à l'article 259 B du code général des impôts (CGI), alors même que les biens loués sont utilisés sur le territoire national. Or, ces locations ne sont pas imposées non plus dans les États de résidence de leurs bénéficiaires car cela impliquerait que ces États puissent en avoir connaissance et instaurent une taxation spécifique dans leur droit national. Un certain nombre de touristes résidant hors UE profitent de ce vide juridique pour ne pas être imposés sur la location de matériel sportif et de loisir lors de leur séjour. Cette situation est contraire au principe d'égalité devant l'impôt, nous proposons de la corriger par le présent amendement.

Le présent amendement vise donc à garantir une application effective du principe de taxation au lieu de consommation finale du service. Il s'inscrit dans le cadre fixé par la directive n° 2006/112/CE relative au système commun de la TVA, dont l'article 59 *bis* comprend une clause anti-abus permettant aux États membres de déroger à certaines règles de territorialité pour prévenir les cas de non-imposition.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BLATRIX CONTAT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER**

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le 1<sup>er</sup> sexdecies du II de l'article 266 sexies du code des douanes, il est inséré un 1... ainsi rédigé :

« 1.... Aux réceptions de résidus d'unités de préparation de combustibles solides de récupération ; ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La production et la valorisation des combustibles solides de récupération (CSR) offrent une alternative au stockage en valorisant énergétiquement des déchets qui ne peuvent pas être recyclés, contribuant ainsi à la production d'énergie locale.

La fabrication d'un CSR requiert l'utilisation d'une unité de préparation dédiée. Cette installation a pour mission d'extraire la fraction combustible du déchet, de la concentrer afin d'obtenir un contenu énergétique significatif (au moins 1,5 fois supérieur à celui des déchets ménagers), de la stabiliser et de la conditionner en vue de son transport en tant que CSR. Les résidus qui ne peuvent être associés à la fraction combustible sont éliminés par incinération (UVE/UIOM) et/ou stockage. On estime que le gisement annuel de CSR produit d'ici 2025 atteindra 2,5 millions de tonnes. Cependant, la filière peine actuellement à décoller et ne peut progresser sans un soutien financier.

Les unités de valorisation énergétique de CSR ne sont pas directement assujetties à la TGAP (Taxe Générale sur les Activités Polluantes) pour les déchets reçus en entrée. Néanmoins, la TGAP reste applicable aux refus provenant des unités de préparation de CSR, qui doivent être dirigés vers l'incinération ou le stockage. Une exonération de la TGAP sur ces refus pourrait constituer un levier essentiel pour favoriser le développement de la filière.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BLATRIX CONTAT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le B de l'article 278-0 bis du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est ainsi modifié :

a) Les mots : « , ainsi que la » sont remplacés par le mot : « . La » ;

b) Après le mot : « chaleur », sont insérés les mots : « ou de froid » ;

2° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« La part de fourniture d'électricité et de gaz produite à partir d'énergies renouvelables ; ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

La TVA réduite sur l'énergie est actuellement en vigueur pour la fourniture de chaleur produite à partir d'énergies renouvelables et de récupération à plus de 50%, ainsi que sur les abonnements de chaleur, de gaz et d'électricité.

Face aux offres actuelles des fournisseurs qui intègrent une part, voire la totalité, d'électricité ou de gaz provenant de sources renouvelables, il est proposé, conformément à la directive "TVA", d'étendre l'application de cette TVA réduite à la portion des factures d'électricité et de gaz couverte par des énergies renouvelables. De plus, il est suggéré d'appliquer cette TVA réduite également à la fourniture de froid produite à partir d'énergie renouvelable et de récupération.

Cette mesure vise à diminuer les coûts supportés par les consommateurs finals tout en encourageant l'utilisation des énergies renouvelables.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. BROSSAT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24**

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le I de l'article 1407 ter du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, le taux : « 60 % » est remplacé par les mots : « un taux modulable pouvant aller jusqu'à 300 % fixé en fonction de la situation de déséquilibre entre l'offre et la demande de logements sur le territoire de la commune, défini par une délibération du maire » ;

2° Après le même premier alinéa, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

« Les zones géographiques utilisées pour déterminer le taux maximal applicable dans chaque commune sont celles fixées par arrêté des ministres chargés du logement et du budget pris pour l'application de certaines aides au logement, et classées par ordre de déséquilibre décroissant.

« Le taux maximal est fixé à 300 % dans la zone A et 60 % dans les zones B et C. »

II. – Le I entre en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.**OBJET**

La captation grandissante d'une partie des logements par des résidences secondaires est un phénomène croissant que les communes situées en zones tendues peinent à endiguer. Cette dynamique entraîne la disparition chaque année de milliers de logements du parc résidentiel principal entravant l'accès au logement pour la population résidente, déséquilibrant la vie et l'économie de quartiers entiers et limitant l'efficacité des outils classiques de la politique du logement.

Parmi les villes qui peuvent appliquer une surtaxe sur les résidences secondaires, certaines sont particulièrement touchées par le phénomène. Par exemple, Paris comptabilise 134 000 résidences secondaires, soit 10% de ses logements, alors que 234 000 ménages sont en attente de logement social. La part de résidences secondaires est encore beaucoup plus importante à Nice, en Corse et dans nombre de communes de zones touristiques du littoral par exemple sur la Côte d'Azur, sur la côte basque comme sur l'ensemble du littoral atlantique. Des zones encore peu touchées comme l'intérieur de la Bretagne connaissent aussi une augmentation continue de la part des résidences secondaires.

D'autres villes de moindre ampleur comptabilisent des taux de résidences secondaires très élevés. À Sète, le nombre de résidences secondaires s'est ainsi accru de plus de 6% depuis 2013 pour s'établir à plus de 20%.

Cet amendement propose de donner la possibilité aux villes les plus durement touchée par ce phénomène de pouvoir rehausser à 300% le taux de la taxe sur les résidences secondaires afin de libérer des logements pour les actifs résidents.

Il y a environ 500 000 résidences secondaires en zones tendues en France. Mobiliser le maximum de logements de cette offre pour en faire des résidences principales est également essentiel pour éviter de construire des logements excédentaires. Un niveau de construction de logements bien calibré est essentiel pour éviter des émissions excédentaires de gaz à effet de serre, l'enjeu se comptant en millions de tonnes de CO2 annuelles, soit un enjeu majeur à l'échelle de la Stratégie Nationale Bas Carbone et du dispositif de Zéro Artificialisation Nette.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. MOHAMED SOILIHI, OMAR OILI, PATRIAT, PATIENT et ROHFRITSCH, Mme NADILLE, M. THÉOPHILE, Mme PHINERA-HORTH, MM. BUVAL, KULIMOETOKE, FOUASSIN, RAMBAUD, BITZ et BUIS, Mmes CAZEBONNE, DURANTON et HAVET, MM. HAYE, IACOVELLI, LEMOYNE et LÉVRIER, Mme SCHILLINGER  
et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7 TER**

Après l'article 7 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'aide instituée par le décret n° 2023-982 du 25 octobre 2023 portant création d'une aide pour les entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques résultant de la situation hydrique de Mayotte et des mesures de restriction d'usage de l'eau prises pour y remédier, dans sa rédaction en vigueur le 23 novembre 2023, est exonérée d'impôt sur les sociétés et d'impôt sur le revenu et est exclue de l'assiette de la contribution mentionnée à l'article L. 136-1 du code de la sécurité sociale.

Il n'est pas tenu compte du montant de cette aide pour l'appréciation des limites et seuils prévus aux articles 50-0, 69, 102 ter, 151 septies et 302 septies A bis du code général des impôts.

II. – Le bénéfice du premier alinéa du I est subordonné au respect du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, du règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture ou du règlement (UE) n° 717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture.

III. – La perte de recettes résultant du I pour l'État et pour les organismes de sécurité sociale est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le département de Mayotte est actuellement confronté à une crise de l'eau qui a conduit à la mise en place de mesures restrictives d'usage de cette ressource qui contraignent certaines entreprises à réduire, parfois très fortement, leur activité économique.

Nb : La rectification consiste en un changement de place de l'article additionnel après l'article 3 vers l'article additionnel après l'article 7 ter.

Le plan d'urgence de soutien à l'économie mahoraise, annoncé en septembre 2023, prévoit la création d'une aide visant à accompagner les entreprises dans cette période particulièrement difficile, dont les modalités de versement et la définition du champ d'entreprises qui y sont éligibles ont été précisées dans le décret n° 2023-982 du 25 octobre 2023. Cette aide a pour objet de compenser les coûts fixes des entreprises ayant une activité économique à Mayotte et étant particulièrement touchées par les conséquences économiques découlant de la situation hydrique de l'île et des mesures de restriction d'usage.

Dans ce contexte, le présent amendement prévoit que ces subventions sont exonérées de tout impôt sur les bénéfices et exclues de l'assiette de la contribution sociale sur les revenus d'activité. Les effets du versement de ces aides sont par ailleurs neutralisés pour l'application du régime d'imposition applicable au bénéficiaire, afin de maximiser leur effet. Il sécurise enfin, au plan européen, le bénéfice de l'exonération en la soumettant au respect des règlements dits « *de minimis* ».





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BLATRIX CONTAT

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 15**

Après l'article 15

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article L. 213-10-8 du code de l'environnement est ainsi modifié :

1° Le I est ainsi modifié :

a) Au début du premier alinéa, est ajoutée la référence : « A » ;

b) Sont ajoutés cinq alinéas ainsi rédigés :

« B. Toute personne, à l'exception des personnes mentionnées au A du présent I, qui produit, vend ou importe des médicaments, des biocides, des produits cosmétiques ou des produits d'hygiène contenant un ou plusieurs micropolluants est également assujettie à la redevance pour pollutions diffuses à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

« Sont considérés comme des micropolluants, au sens du présent article :

« 1° Les substances mentionnées à l'annexe 8 de l'arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement ;

« 2° Les substances mentionnées au tableau 24 de l'annexe II et aux tableaux 25 à 30 de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 modifié relatif au programme de surveillance de l'état des eaux en application de l'article R. 212-22 du code de l'environnement ;

« 3° Les substances mentionnées par la décision d'exécution (UE) 2018/840 de la Commission du 5 juin 2018 établissant une liste de vigilance relative aux substances soumises à surveillance à l'échelle de l'Union dans le domaine de la politique de l'eau en vertu de la directive 2008/105/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la décision d'exécution (UE) 2015/495 de la Commission. »

2° À la fin du premier alinéa du II, la référence : « I » est remplacée par la référence : « A du I » ;

3° Après le II, il est inséré un II ... ainsi rédigé :

« II....- Pour les produits mentionnés au B du I, l'assiette est la présence d'une ou plusieurs substances mentionnées au même B. » ;

4° Au premier alinéa du III, après le mot : « redevance », sont insérés les mots : « pour les personnes mentionnées au A du I » ;

5° Après le même III, il est inséré un III ... ainsi rédigé :

« III ... – Pour les personnes mentionnées au A du I, les agences et offices de l'eau fixent un taux de redevance pour l'ensemble du territoire national, dans la limite de :

« 1° 1,5 % du prix du produit, hors taxe, par substance mentionnée au 1° du B du même I ;

« 2° 0,5 % du prix du produit, hors taxe, par substance pour les substances mentionnées au 2° et au 3° du même B ;

« 3° Ce taux est cumulable dans la limite de 3 % du prix du produit hors taxe. » ;

7° Au début du premier alinéa du IV, sont ajoutés les mots : « Pour les personnes mentionnées au A du I, la » ;

8° Après le même IV, il est inséré un IV ... ainsi rédigé :

« IV. ... – Le fait générateur de la redevance pour les produits mentionnées au B du I est leur mise sur le marché. Elle est exigible auprès de la personne qui produit, vend ou importe le produit. » ;

9° Il est ajouté un paragraphe ainsi rédigé :

«... – Pour les produits mentionnés au B du I, les sommes collectées permettent de proposer de nouvelles actions ou de renforcer les actions accompagnées par les agences de l'eau dans le domaine de la prévention et des modifications des pratiques mais aussi d'amélioration de la collecte et du traitement des eaux usées. »

## **OBJET**

Les micropolluants des milieux aquatiques regroupent des substances issues de produits commerciaux ou industriels, qu'ils soient organiques ou métalliques. Ces substances peuvent avoir des effets toxiques pour l'homme et/ou les organismes aquatiques, même à des concentrations très faibles dans l'eau. En mai 2018, l'Agence européenne des produits chimiques en répertoriait plus de 20 000 dans le règlement REACH, et plusieurs centaines de nouvelles substances sont introduites sur le marché chaque année par les industriels.

Ces micropolluants peuvent atteindre les milieux aquatiques de diverses manières : rejets aqueux des industriels, lessivage des champs et des espaces naturels, déversements dans les eaux usées domestiques de résidus de médicaments, produits d'hygiène corporelle et domestique, ou encore par la dégradation de dépôts sauvages directement dans les milieux aquatiques.

La lutte contre les micropolluants nécessite des actions à la fois préventives et curatives, comprenant : Des actions de réduction à la source ; L'encouragement à l'écoconception pour limiter l'utilisation de substances les plus polluantes ; Des actions pour réduire l'utilisation de produits contenant des micropolluants, impliquant la sensibilisation des consommateurs et l'utilisation de signaux prix ; Des actions de prévention des mauvais usages, en évitant le rejet inapproprié de certains produits dans l'eau ; Des actions curatives, visant à mettre en place des équipements et installations pour intercepter et traiter les micropolluants des eaux usées, pluviales et potables selon les enjeux locaux.

Les dispositifs de soutien financier existants, notamment via les agences de l'eau ne couvrent pas ces actions à grande échelle.

Cet amendement propose l'extension de la redevance « pollution diffuse ». Cette redevance serait appliquée aux acteurs mettant sur le marché des produits contenant un ou plusieurs micropolluants, incluant des produits tels que certains médicaments, biocides (même domestiques), produits cosmétiques, ou d'hygiène.

Pour éviter toute contestation sur la nocivité des substances, les micropolluants visés feraient partie des listes de vigilance déjà existantes au niveau français et européen : SDE / SDPE (substances dangereuses (prioritaires) pour l'eau), PSEE (Polluants spécifiques de l'état écologique).

En appliquant un taux modulé selon la nocivité de la substance indésirable (de 1,5 % à 0,5 % sur le prix du produit) et cumulable selon le nombre de substances (plafonné à 3 %), cette redevance permettrait : De créer un signal prix incitant à l'écoconception par les industriels (substitution des substances les plus dangereuses) et à l'achat responsable des citoyens ; mais aussi de mobiliser de nouveaux financements collectés par les agences de l'eau pour soutenir des actions des services publics de gestion de l'eau sur l'ensemble du territoire national.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. RAMBAUD, PATIENT, ROHFRIETSCH, PATRIAT, BITZ, BUIS et BUVAL, Mmes CAZEBONNE et DURANTON, M. FOUASSIN, Mme HAVET, MM. HAYE, IACOVELLI, KULIMOETOKE, LEMOYNE, LÉVRIER et MOHAMED SOILIHI, Mme NADILLE, M. OMAR OILI, Mmes PHINERA-HORTH et SCHILLINGER, M. THÉOPHILE  
et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 3 DUODECIES

I. – Remplacer l'année :

2024

par l'année :

2020

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Aux termes du 1<sup>er</sup> de l'article 200 du code général des impôts, le taux de la réduction d'impôt en faveur des dons prévue au 1 du même article est porté de 66 % à 75 % pour les dons et versements effectués au profit d'organismes qui procèdent à la fourniture gratuite de repas à des personnes en difficulté, contribuent à favoriser leur logement ou procèdent, à titre principal, à la fourniture gratuite de soins à des personnes en difficulté.

Ce taux de 75 % s'applique dans la limite d'un plafond de dons qui est relevé chaque année dans la même proportion que la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu de l'année précédant celle des versements (593 € pour l'imposition des revenus 2023).

À titre exceptionnel et dérogatoire, face aux conséquences économiques de l'épidémie de covid-19, ce plafond a été porté à 1 000 € pour les années 2020 (article 14 de la deuxième loi de finances rectificative pour 2020), 2021 (article 187 de la loi de finances pour 2021), puis 2022 et 2023 (article 76 de la loi de finances pour 2022).

Afin de soutenir les organismes venant en aide aux plus démunis, particulièrement sollicités en cette période d'inflation alimentaire, l'article 3 *duodecies* du projet de loi de finances pour 2024 vise à prolonger pour trois années supplémentaires, soit jusqu'au 31 décembre 2026, le rehaussement du plafond à 1 000 euros. Or, sa rédaction a pour effet de supprimer l'application du plafond majoré pour l'année 2023.

Par conséquent, le présent amendement revient sur cette suppression et maintient le plafond de 1000 € pour l'année 2023.







N°	I-1568
----	--------

**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. BROSSAT

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24**

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

À la seconde phrase du IV de l'article 232 du code général des impôts, le taux : « 17 % » est remplacé par le taux : « 50 % » et le taux : « 34 % » est remplacé par le taux : « 100 % ».

**OBJET**

En février 2020 a été lancé le plan national pour inciter les propriétaires de logements vides en zone tendue à les louer. L'objectif poursuivi est de remettre sur le marché environ 200 000 logements, sur les plus de 3 millions de logements vides que compte notre pays. Pour les auteurs de l'amendement, il est nécessaire, comme le suggère la Convention citoyenne pour le climat, d'une part de faciliter la réquisition de ces logements, d'autre part, d'inciter plus fortement leurs propriétaires à les occuper, les vendre ou les louer.

Les taux de la taxe sur les logements vacants sont à cet égard insuffisamment incitatifs. C'est pourquoi les auteurs de l'amendement proposent de porter le taux de la taxe à 50% la première année d'imposition et à 100% de la valeur locative des logements la deuxième année. De tels taux permettront ainsi une incitation très forte pour les propriétaires à ne pas laisser vacant ces logements.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. BROSSAT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 278-0 bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ... – Les vélos de tous types. »

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

**OBJET**

Cet amendement propose de fixer le taux TVA sur l'acquisition de tous types de vélos à 5.5%. Plébiscité par les usagers depuis la sortie du confinement, l'usage du vélo connaît un essor de grande ampleur tant en zone rurale, avec une augmentation du nombre de déplacement en vélo de

+16%, qu'en zone périurbaine, avec une augmentation de 17%, ou a plus forte raison en milieu urbain avec une fréquentation des pistes cyclables de 67% à Paris, 26 % dans la métropole de Lille, de 24 % à Lyon ou encore 23 % à Dunkerque. Il convient d'encourager cette dynamique bénéfique sur le plan environnemental qui s'avère également efficace sur le plan de la mobilité en proposant des temps de parcours significativement réduit en milieu dense en comparaison aux trajets réalisé en voitures et autres véhicules motorisés.





## AM E N D E M E N T

présenté par

M. GILLÉ, Mmes HARRIBEY, LE HOUEROU et BRIQUET, MM. PLA, BOURGI, Michaël WEBER,  
TISSOT, ROIRON et ROS et Mmes Sylvie ROBERT et CARLOTTI

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 200 sexdecies du code général des impôts, il est inséré un article 200 ... ainsi rédigé :

« Art. 200 .... – À compter de l'imposition des revenus de 2022, il est institué un crédit d'impôt sur le revenu, dans la limite de 100 euros par an, pour les contribuables domiciliés en France au sens de l'article 4 B, qui acquièrent un matériel hydroéconome ou un dispositif de récupération d'eau de pluie. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Le présent amendement vise à faciliter l'acquisition par les ménages de dispositifs permettant de réduire leur consommation d'eau potable et ainsi de réduire leurs factures. Cet amendement vise également en conséquence la préservation des ressources en eau dans une période de sécheresse importante.





## AM E N D E M E N T

présenté par

M. GILLÉ, Mmes HARRIBEY et LE HOUEROU, MM. PLA, BOURGI, MICHAU, ROIRON et ROS et  
Mme CARLOTTI

C	
G	

### ARTICLE 5

I. – A l’alinéa 6

Après les mots :

de pompes à chaleur

insérer les mots :

d’installations hydroélectriques et de stations de transfert d’énergie par pompage

II. – Après l’alinéa 33

Insérer cinq alinéas ainsi rédigés :

« ...° Pour la réalisation d’installations hydroélectriques et de stations de transfert d’énergie par pompage :

« a) La fabrication et l’installation des ouvrages, turbines, pompes, conduites, vannes, alternateurs et transformateurs

« b) La fabrication des composants essentiels conçus et utilisés principalement comme intrants directs dans la production des équipements mentionnés au a ;

« c) L’extraction, la production et la transformation de matériaux critiques entrant dans la fabrication des équipements ou composants d’équipements mentionnés aux a et b ;

« d) La valorisation des matières premières critiques nécessaires à la production des équipements et des composants d’équipements mentionnés aux a et c.

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La mission d'information sénatoriale relative à la gestion durable de l'eau dont le rapport a été adopté à l'unanimité en juillet 2023 a étudié les pistes de mobilisation de la ressource en eau à des fins énergétiques dans le cadre d'une transition énergétique décarbonée facilitée. Parmi elles, figurent les concessions hydroélectriques et les stations de transfert d'énergie par pompage qui constituent un outil intelligent de stockage d'énergie.

En France, l'hydroélectricité est la première des énergies renouvelables électriques ; elle représente plus de 10% du mix électrique, mais 20 à 25% lors des pics de consommation d'électricité. L'hydroélectricité est ainsi le premier moyen de stockage grâce aux stations de transfert d'énergie par pompage.

La récente mise à jour du potentiel hydroélectrique par le ministère de la transition énergétique en août 2023 recense ainsi plus d'1GW de nouvelles installations qui pourraient être développées, et rappelle le potentiel déjà identifié de 500 MW d'augmentations de puissance sur les ouvrages existants et de 3 GW de nouvelles stations de transferts d'énergie par pompage (STEP).

Le présent amendement vise donc à ajouter la production des équipements permettant, le développement de l'hydroélectricité et du stockage par STEP parmi les activités bénéficiant d'un crédit d'impôt au titre des investissements dans l'industrie vert.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. GILLÉ et Mmes HARRIBEY et LE HOUEROU

**ARTICLE 16**

I. – Alinéa 123, tableau :

Rédiger ainsi ce tableau :

«

Usages	Catégorie 1	Catégorie 2
Irrigation (sauf irrigation gravitaire)	1,7 - 7,2	3,4 - 14,4
Irrigation gravitaire		
Alimentation en eau potable		
Refroidissement industriel conduisant à une restitution supérieure à 99 %		
Alimentation d'un canal		
Autres usages économiques		

II. – Après l'alinéa 123

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

« Les deux taux planchers cibles définis dans le tableau sont appliqués de manière effective au premier janvier 2028. Les taux planchers pour tous les usages augmentent progressivement selon la trajectoire définie dans le tableau suivant :

«

	Catégorie 1	Catégorie 2
2024	0,51	1,02
2025	1,02	2,04
2027	1,53	3,06
2028	1,70	3,40

**OBJET**

Les usagers du service public local de l'eau restent et de loin les principaux financeurs de la politique de l'eau. Sur la base de ce constat, le présent amendement vise à mettre en place une imposition plus juste de l'eau en proposant un rééquilibrage du niveau des redevances prélèvements afin que l'effort consenti par les usagers domestiques portant sur l'alimentation en eau soit également consentis pour

les autres usages. Ainsi, sur les 2,2 Mds€ de recettes annuelles, la part des taxes et redevances pour l'usage domestique prélevées dans le prix de l'eau potable représente à ce jour près de 83% des recettes des agences alors que seulement 31% des dépenses sont affectées aux collectivités.

Le tarif de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau est fixé par l'Agence de l'eau en centimes d'euros par mètre cube, dans la limite des plafonds indiqués par l'article L. 213-19-9 du code de l'environnement, en fonction des différents usages auxquels donnent lieu les prélèvements. Actuellement, les comités de bassin délibèrent des taux moyens qui se situent à 50% de ces plafonds.

Pour inciter à réduire les prélèvements sur la ressource, il est proposé (pour la catégorie 1) de :

- Aligner les plafonds avec celui de l'eau potable qui est le plus élevé : 7,2ct€/m<sup>3</sup> (catégorie 1) et 14,4ct€/m<sup>3</sup> (catégorie 2)
- Intégrer des seuils planchers pour chaque usage basés sur le plus petit taux actuel appliqué pour l'alimentation en eau potable : 1,7ct€/m<sup>3</sup> (catégorie 1) et 3,4 ct€/m<sup>3</sup>.

Concernant ces nouveaux seuils planchers, il est proposé d'instaurer une trajectoire progressive des taux planchers de 30% en 2024, +30% en 2025 et +30% en 2027 tout en visant une mise en œuvre effective des taux planchers cibles au 1er janvier 2028. Les comités de bassins auront donc l'obligation de voter un taux compris entre les seuils planchers et plafonds tels que définis dans le tableau.

Cette mesure pourrait générer en 2028 de l'ordre de 210 millions d'euros supplémentaires aux 400 millions d'euros de recettes « prélèvement » actuelles.

En ce sens, le comité de bassin devra donc fixer, pour chaque usage, le taux de la redevance au regard de ces seuils planchers et plafonds. Par ailleurs, chaque taux de la redevance devra être déterminé et modulé selon la consommation réelle de l'eau prélevée.

Cet amendement a été travaillé avec AMORCE.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. GILLÉ et Mmes HARRIBEY et LE HOUEROU

ARTICLE 16

Après l'alinéa 34

Insérer cinq alinéas ainsi rédigés :

- les deux premiers alinéas sont remplacés par quatre alinéas ainsi rédigés :

« IV. – Pour chaque élément constitutif de la pollution, les tarifs plancher et plafond de la redevance et le seuil au-dessous duquel la redevance n'est pas due sont fixés comme suit :

«

Eléments constitutifs de la pollution	Tarif (en euros par unité)	Seuils
Matières en suspension (par kg)	0,8 – 1,6	5 200 kg
Demande chimique en oxygène (par kg)	0,6 – 1,2	9 900 kg
Demande biochimique en oxygène en cinq jours (par kg)	0,9 – 1,8	4 400 kg
Azote réduit (par kg)	2,0 – 4,0	880 kg
Azote oxydé, nitrites et nitrates (par kg)	0,6 – 1,2	880 kg
Phosphore total, organique ou minéral (par kg)	4,5 – 9,0	220 kg
Métox (par kg)	10,9 – 21,8	200 kg
Métox rejetées dans les masses d'eau souterraines (par kg)	27 – 54	200 kg
Toxicité aiguë (par kiloéquitox)	64 – 128	50 kiloéquitox
Rejet en masse d'eau souterraine de toxicité aiguë (par kiloéquitox)	135 – 270	50 kiloéquitox
Composés halogénés adsorbables sur charbon actif (par kg)	33 – 66	50 kg
Composés halogénés adsorbables sur charbon actif rejetés en masse d'eau souterraine (par kg)	80 – 160	50 kg
Substances dangereuses pour l'environnement rejetées dans les	32 – 64	9

masses d'eau superficielles (par kg)		
Substances dangereuses pour l'environnement rejetées dans les masses d'eau souterraines	48 – 96	9
Sels dissous (m3 [siemens/centimètre])	0,4 – 0,8	2 000 m3*S/ cm
Chaleur rejetée en mer, excepté en hiver (par mégathermie)	22 – 44	100 Mth
Chaleur rejetée en rivière, excepté en hiver (par mégathermie)	210 – 420	10 Mth

« Les tarifs planchers cibles définis dans le tableau sont appliqués de manière effective au 1<sup>er</sup> janvier 2028. Les tarifs planchers pour chacun des paramètres augmentent progressivement selon la trajectoire définie dans le tableau suivant :

«

Eléments constitutifs de la pollution	2024	2025	2027	2028
Matières en suspension (par kg)	0,2	0,5	0,7	0,8
Demande chimique en oxygène (par kg)	0,2	0,3	0,5	0,6
Demande biochimique en oxygène en cinq jours (par kg)	0,3	0,5	0,8	0,9
Azote réduit (par kg)	0,6	1,2	1,8	2,0
Azote oxydé, nitrites et nitrates (par kg)	0,2	0,4	0,6	0,6
Phosphore total, organique ou minéral (par kg)	1,3	2,7	4,0	4,5
Métox (par kg)	3,3	6,5	9,8	10,9
Métox rejetées dans les masses d'eau souterraines (par kg)	8,0	16,0	24,0	27
Toxicité aiguë (par kiloéquitox)	19,3	38,6	57,9	64
Rejet en masse d'eau souterraine de toxicité aiguë (par kiloéquitox)	40,4	80,8	121,2	135
Composés halogénés adsorbables sur charbon actif (par kg)	9,9	19,9	29,8	33
Composés halogénés adsorbables sur charbon actif rejetés en masse d'eau souterraine (par kg)	23,9	47,8	71,7	80
Substances dangereuses pour l'environnement rejetées dans les masses d'eau superficielles (par	9,7	19,4	29,0	32

kg)				
Substances dangereuses pour l'environnement rejetées dans les masses d'eau souterraines	14,5	29,1	43,6	48
Sels dissous (m3 [siemens/ centimètre])	0,1	0,2	0,4	0,4
Chaleur rejetée en mer, excepté en hiver (par mégathermie)	6,7	13,4	20,1	22
Chaleur rejetée en rivière, excepté en hiver (par mégathermie)	62,9	125,9	188,8	210

» ;

« Ces tarifs maximum sont indexés sur l'inflation dans les conditions prévues au chapitre II du titre III du livre I<sup>er</sup> du code des impositions sur les biens et services. » ;

### **OBJET**

Sur la base du constat que la part des taxes et redevances pour l'usage domestique prélevées dans le prix de l'eau potable constitue à ce jour près de 83% des recettes des agences de l'eau, le présent amendement propose un rééquilibrage entre les redevances pour pollutions domestiques et non domestiques (industrielles) qui sont insuffisamment mises à contribution.

Concernant les redevances pollutions industrielles, les recettes générées par ces redevances couvrent les dépenses dédiées à ce secteur. Pour chaque élément constitutif de la pollution, l'article L. 213-10-2 du code de l'environnement fixe le tarif maximum de la redevance et le seuil au-dessus duquel la redevance n'est pas due. L'idée est d'inciter à la réduction de l'usage de ces substances constitutives de pollutions impactant le milieu et de proposer un seuil plancher et un seuil plafond plus ambitieux (multiplication par 5) en anticipation des traitements supplémentaires à mettre en place pour limiter les émissions de micropolluants notamment.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. GILLÉ et Mmes HARRIBEY et LE HOUEROU

C	
G	

ARTICLE 16

Alinéas 109 à 114

Remplacer ces alinéas par vingt-deux alinéas ainsi rédigés :

8° Le III de l'article L. 213-10-8 est ainsi rédigé :

« III. – 1° Les personnes, à l'exception de celles qui exercent une activité professionnelle relevant du 1° du II de l'article L. 254-1 ou du II de l'article L. 254-6 du code rural et de la pêche maritime, qui acquièrent un produit phytopharmaceutique au sens du 1 de l'article 2 du règlement (CE) n° 1107/2009 ou une semence traitée au moyen de ces produits, commande une prestation de traitement de semence au moyen de ces produits, ou acquière toute matière fertilisante et support de culture, tels que définis à l'article L. 255-1 du code rural et de la pêche maritime, sont assujetties à une redevance pour pollutions diffuses.

« 2° L'assiette de la redevance est la masse de substances contenues dans les produits mentionnés au 1° :

« a) Appartenant, en raison de leur cancérogénicité, de leur mutagénicité sur les cellules germinales ou de leur toxicité pour la reproduction, à une classe de danger prévue par le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/ CEE et 1999/45/ CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006 ;

« b) Appartenant, en raison de leur toxicité aiguë de catégorie 1,2 ou 3 ou en raison de leur toxicité spécifique pour certains organes cibles, de catégorie 1, à la suite d'une exposition unique ou après une exposition répétée, soit en raison de leurs effets sur ou via l'allaitement, à une classe de danger prévue par le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 précité ;

« c) Appartenant, en raison de leur toxicité aiguë pour le milieu aquatique de catégorie 1 ou de leur toxicité chronique pour le milieu aquatique de catégorie 1 ou 2, à une classe de danger prévue par le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 précité ;

« d) Appartenant, en raison de leur toxicité chronique pour le milieu aquatique de catégorie 3 ou 4, à une classe de danger prévue par le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 précité ;

« e) Qui ne répondent pas aux critères des paragraphes 3.6 et 3.7 de l'annexe II au règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le

marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/ CEE et 91/414/ CEE du Conseil mais qui sont encore commercialisées ;

« f) Dont on envisage la substitution au sens de l'article 24 du règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 précité ;

« g) Appartenant à la famille de substances des pesticides et insecticides et listées ci-après : Terbutryne, Chloroprophame, Glyphosate, Diuron, Imidaclopride, 2,4 MCPA, 2,4-D, Aminotriazole, Cyperméthrine, Chlorothalonil, S-métolachlore, Chloridazone, ESA alachlore ; en raison de la contamination de l'eau liée à leurs usages agricoles et en tant que produits de jardin ;

« h) Appartenant à la famille des métaux lourds et contenus dans les engrais minéraux ; les substances concernées étant le Zinc, le Cuivre et le Cadmium.

« Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture fixe la liste des substances relevant des a à f du présent 2° ;

« 3° Le taux de la redevance, exprimé en euros par kilogramme, est fixé selon le tableau suivant :

«

Substances	Taux (en euros par kg)
Substances relevant du 1° du II	45,0
Substances relevant du 2° du II	25,5
Substances relevant du 3° du II	15,0
Substances relevant du 4° du II	4,5
Substances relevant du 5° du II	25,0
Substances relevant du 6° du II	12,5
Substances relevant du 7° du II	25,0
Substances relevant du 8° du II	45,0

« Lorsqu'une substance relève de plusieurs catégories mentionnées aux a à d du 2°, le taux de redevance appliqué est le plus élevé parmi les catégories dont elle relève. Lorsqu'une substance relève de plusieurs catégories mentionnées aux e et f du même 2°, le taux de redevance appliqué est le plus élevé parmi les catégories dont elle relève. Lorsqu'une substance relève d'une ou de plusieurs catégories mentionnées aux a à h dudit 2°, le taux retenu est la somme des taux calculés en application des troisième et quatrième alinéas du présent 3° .

« Pour chacun des produits mentionnés au 1° , la personne détentrice de l'autorisation de mise sur le marché, responsable de la mise sur le marché, met les informations relatives à ce produit nécessaires au calcul de la redevance à la disposition des agences et offices de l'eau, des distributeurs et des prestataires de service réalisant un traitement de semences au moyen de ce produit ainsi que des responsables de la mise en marché de semences traitées au moyen de ce produit. Le responsable de la mise sur le marché de semences traitées au moyen de ce même produit met les informations relatives à ces semences nécessaires au calcul de la redevance à la disposition des agences et offices de l'eau et des distributeurs de ces semences.

« 4° La redevance est exigible :

« a) Auprès des personnes qui exercent les activités mentionnées au a du 2° de l'article L. 254-1 du code rural et de la pêche maritime, sauf si la redevance est exigible auprès de la personne mentionnée au b du présent 4° . Le fait générateur de la redevance est alors l'acquisition, à titre onéreux ou gratuit, des produits ou des semences traitées ;

« b) Auprès des personnes qui exercent comme prestataires de service l'activité de traitement de semences soumise à l'agrément prévu au b du 2° du même article ou qui vendent, mettent en vente ou

distribuent à titre gratuit les semences traitées. Le fait générateur de la redevance est alors respectivement la commande du traitement de semence auprès du prestataire de service et l'acquisition, à titre onéreux ou gratuit, des produits ou des semences traitées ;

« c) Auprès de l'assujetti lorsque celui-ci est dans l'obligation de tenir le registre prévu à l'article L. 254-3-1 du même code. Le fait générateur est alors l'acquisition, à titre onéreux ou gratuit, des produits ou des semences traitées ou la commande d'un traitement de semence auprès d'un prestataire de service.

« Les distributeurs de produits phytopharmaceutiques font apparaître le montant de la redevance qu'ils ont acquittée au titre du produit distribué sur leurs factures, à l'exception des produits distribués portant la mention « emploi autorisé dans les jardins ». Les registres prévus à l'article L. 254-3-1 et à l'article L. 254-6 du code rural et de la pêche maritime mentionnent également les éléments nécessaires au calcul de l'assiette de la redevance et, le cas échéant, les destinataires des factures et les montants de redevance correspondants. Ces registres sont mis à disposition des agences de l'eau et de l'autorité administrative.

« 5° Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application du présent article. »

### **OBJET**

Le rapport de la mission sénatoriale portant sur une gestion durable de l'eau adoptée cet été à la majorité porte à la recommandation n° 52 la proposition suivante : il nous faut renforcer l'application du principe pollueur-payeur sur la politique de l'eau en augmentant les tarifs de redevance pour les rejets industriels et en instaurant une redevance pour les polluants aujourd'hui exonérés.

L'objectif visé par cet amendement est en effet est d'augmenter les recettes des agences de l'eau tout en dissuadant de manière conséquente l'utilisation de polluants afin de pouvoir redonner des marges de manœuvres aux agences de l'eau afin qu'elles puissent davantage financer des mesures d'aides à la transition agricole.

Il est proposé d'augmenter le taux de la redevance « pollution diffuse » pour modifier les pratiques et inciter à diminuer l'usage des pesticides. La proposition est de multiplier par 5 cette redevance qui ne couvre à ce jour que 5 % des recettes des agences.

Sans impacter l'activité d'élevage, cette mesure pourrait générer de l'ordre de 385 millions d'euros supplémentaires aux 100 millions d'euros de recettes « pollutions agricoles » actuelles, afin de permettre de financer les installations de traitement nécessaires pour la production d'eau potable sur les captages déjà impactés.

Il est également proposé d'étendre la redevance sur les pollutions diffuses et les produits phytosanitaires en y ajoutant les pesticides mis en évidence dans les campagnes de suivi mais non taxés à ce jour ainsi que les engrais utilisés lors de l'exploitation agricole pour la culture et l'élevage (matières fertilisantes et supports de culture) pour les pollutions aux métaux lourds qu'ils engendrent.

Le présent amendement vise donc à reprendre la recommandation n° 52 formulée dans le rapport de la mission d'information sénatoriale sur la mise en œuvre d'une gestion durable de l'eau adopté à l'unanimité par la Commission de l'Aménagement du territoire et du Développement Durable du Sénat.

Amendement travaillé avec AMORCE.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. GILLÉ et Mmes HARRIBEY et LE HOUEROU

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER**

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Une fraction des recettes de la taxe mentionnée à l'article 266 sexies du code des douanes est affectée aux collectivités en charge du service public mentionné à l'article L. 2224-13 du code général des collectivités territoriales qui envoient en installation de stockage de déchets non dangereux une quantité de déchets, mesurée en tonnes, inférieure de 50 % à la quantité de déchets qu'ils ont envoyé dans des installations du même type en 2010.

II. – Cette fraction ne peut être supérieure à 100 millions d'euros. Sa répartition entre les collectivités territoriales ayant atteint l'objectif mentionné au I est fixée par décret en Conseil d'État.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Actuellement, la TGAP fonctionne comme une taxe essentiellement punitive, qui pénalise les collectivités et les entreprises responsables de la gestion des déchets lorsqu'elles sont contraintes de traiter un déchet dans leurs installations de traitement thermique ou de stockage. La nouvelle augmentation de la TGAP proposée par le gouvernement fonctionnera de la même manière. Elle pénaliserait en premier lieu les collectivités, qui sont déjà lourdement taxées sur la gestion des déchets (25 % du coût du service public).

Cet amendement viserait à compléter ce dispositif par un volet incitatif. Il créerait une réfaction de TGAP pour les collectivités qui sont parvenues à atteindre l'objectif de réduction du stockage porté par le gouvernement (division par 2 des déchets envoyés en stockage par rapport à 2010). Cela renforcerait la cohérence du dispositif fiscal en vigueur sur l'élimination des déchets, en maintenant un signal prix sur le stockage et l'incinération pour les collectivités qui n'ont pas atteint leurs objectifs de réduction du stockage, tout en évitant de sanctionner lourdement les collectivités qui ont réalisé les efforts.

Afin de simplifier la mise en œuvre de cette réfaction, et notamment les difficultés liées à l'identification des tonnages issues des collectivités performantes, cet amendement vise à instaurer cette réfaction sous forme d'un reversement des recettes de la TGAP aux collectivités ayant atteint leurs objectifs de stockage. Ainsi, les installations de traitement resteraient les assujettis à la TGAP, et

n'auraient pas à distinguer les taux à appliquer entre les différentes collectivités ou entreprises dont elles réceptionnent les déchets. En réduisant l'impact sur les finances publiques à 100 millions d'euros, cet amendement crée un effet incitatif très important pour les premières collectivités qui atteindront l'objectif de division par deux du stockage prévu par la loi de transition énergétique.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. GILLÉ et Mmes HARRIBEY et LE HOUEROU

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 12**

Après l'article 12

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Une fraction du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques prévue à l'article L. 312-1 du code des impositions sur les biens et services revenant à l'État est attribuée aux collectivités territoriales ou leurs groupements ayant adopté un plan climat-air-énergie territorial conformément au I de l'article L. 229-26 du code de l'environnement.

Cette fraction est calculée de manière à ce que le montant versé à chaque collectivité concernée s'élève à 15 € par habitant.

II. – Une fraction du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques prévue à l'article L. 312-1 du code des impositions sur les biens et services revenant à l'État est attribuée aux collectivités territoriales ayant adopté un schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie conformément à l'article L. 222-1 du code de l'environnement ou un schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires conformément à l'article L. 4251-1 du code général des collectivités territoriales.

Cette fraction est calculée de manière à ce que le montant versé à chaque collectivité concernée s'élève à 7 € par habitant.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I et du II ci-dessus est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 du code général des impôts et L. 314-24 du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les travaux de planification écologique fixent des objectifs précis et ambitieux à la France et aux territoires en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, réduction de la consommation d'énergie finale et d'augmentation de la part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie. Or, force est de constater que la France accumule des retards dans ces domaines ce qui a pu être observé malheureusement par l'augmentation de l'urgence climatique et durant la crise énergétique. Le manque de moyens financiers des acteurs potentiels de la transition énergétique se fait aujourd'hui criant.

En France, l'élaboration et la mise en œuvre des Plans Climat-Air-Énergie territoriaux (PCAET) à l'échelle des intercommunalités, du volet énergie des Schémas Régionaux d'Aménagement et de



Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) et des schémas régionaux climat, air, énergie à l'échelle des régions doivent permettre de structurer cette mise en mouvement généralisée des territoires en faveur de la transition énergétique.

Mais les collectivités compétentes (EPCI, Région) se sont vues transférer de nouvelles compétences sans aucun transfert de moyens. Sans moyens, ces plans et schémas ne peuvent être mis en œuvre et risquent de rester en grande partie à l'état d'intention. Ce risque est aggravé en cette période de restriction budgétaire et de réforme des finances publiques locales privant quasiment de toute marge de manœuvre les collectivités.

Si l'élaboration d'un plan ou schéma coûte environ 1 euro/habitant, sa mise en œuvre à l'échelle du territoire coûte 100 à 200 euros/habitant. L'atteinte des objectifs de ces documents de planification suppose en effet de l'ingénierie et des actions importantes et coûteuses pour les collectivités : rénovation énergétique de leur propre patrimoine (rendue obligatoire par la loi de transition énergétique pour les bâtiments à usage tertiaire), accompagnement de la rénovation des particuliers (notamment via la mise en place des Plateformes Territoriales de la Rénovation Énergétique, qui doivent couvrir l'ensemble du territoire d'après la loi de transition énergétique, et dont le financement est assuré en partie par les collectivités), développement de projets d'énergies renouvelables électriques et thermiques...

Le présent amendement vise donc à affecter une partie de la fiscalité environnementale au financement de l'ingénierie territoriale permettant la mise en œuvre des contrats de relance et de transition écologique. Cette dotation donnerait droit à un versement de 15 euros par habitant aux EPCI ayant adopté un PCAET, ou de 7 euros par habitant aux régions ayant adopté un SRCAE ou un SRADDET. Son versement pourrait être conditionné par des engagements concrets des collectivités bénéficiaires sur leurs actions en faveur de la transition énergétique, ces engagements pouvant se traduire par une contractualisation par exemple.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. GILLÉ et Mmes HARRIBEY et LE HOUEROU

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER**

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le tableau du second alinéa du I de l'article 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2022-1499 du 1<sup>er</sup> décembre 2022 de finances rectificative pour 2022, est complété par une ligne ainsi rédigée :

«

Article 266 sexies du code des douanes	ADEME	350 000
----------------------------------------	-------	---------

».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La hausse des recettes de la TGAP déchets se poursuit en 2023. Avec la réforme de la TGAP, les recettes de cette taxe passeront à un niveau compris entre 800 millions d'euros et 1,4 milliard d'euros d'ici 2025. L'objectif de cette réforme, à savoir encourager le recyclage des déchets plutôt que l'élimination en rendant cette dernière solution plus chère, est positif. Toutefois, un tiers des déchets ménagers ne dispose aujourd'hui d'aucune filière de recyclage, et doit donc nécessairement être éliminé par les collectivités. La première conséquence de cette réforme sera donc une hausse de la fiscalité payée par les collectivités responsables de la gestion des déchets, sans assurance que les déchets résiduels pourront être réduits.

Pour contribuer à la cohérence de cette réforme, cet amendement vise donc à affecter les recettes générées par la TGAP déchets à l'économie circulaire, en les redistribuant à l'ADEME qui contribue au financement d'actions visant à réduire les déchets résiduels via son Fonds économie circulaire.

L'objectif est donc d'orienter les recettes que génère l'augmentation de la TGAP depuis la révision de sa trajectoire vers les dispositifs d'accompagnement des collectivités mis en place par l'ADEME pour réduire les déchets résiduels. Ainsi, cette réforme contribuerait véritablement à développer l'économie circulaire.

Amendement travaillé avec AMORCE.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. GILLÉ et JACQUIN et Mmes HARRIBEY et LE HOUEROU

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le douzième alinéa de l'article L. 2333-67 du code général des collectivités territoriales, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

« Lorsque le taux de versement atteint le niveau plafond et que l'autorité organisatrice de la mobilité s'engage dans le développement d'offres de mobilités nouvelles nécessitant de nouveaux investissements, le taux applicable peut être majoré de 0,30 %.

« Pour justifier cette majoration, l'autorité organisatrice de la mobilité indique les investissements à faire ainsi que les services complémentaires à développer sur son territoire. La mise en œuvre de cette majoration est par ailleurs conditionnée au recueil préalable de l'avis des contribuables employant plus de 11 salariés et assujettis à la cotisation foncière des entreprises définie à l'article 1447 du code général des impôts. Les modalités du recueil de l'avis sont précisées par décret. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Proposé par le groupe socialiste et apparentés de l'Assemblée nationale, le présent amendement vise à permettre une revalorisation du taux de versement mobilité au bénéfice des autorités organisatrices de la mobilité (AOM) qui ambitionnent d'accroître le niveau de leur offre et dont la capacité à financer les projets correspondants est contrariée par le fait qu'en dehors des bonus « intercommunalité » en 1999 (+0,05 %) et « commune touristique » en 2010 (+0,2 %), les taux plafonds des AOM non franciliennes n'ont pas évolué depuis 1992.

Sachant que, de plus en plus fréquemment, eu égard aux difficultés de recrutement dans nombre de secteurs d'activités, ce sont les chefs d'entreprises du bassin d'emploi correspondant au ressort territorial de l'AOM qui sont en demande d'une augmentation de l'offre de transport public, il est proposé que leur avis soit sollicité en amont. Concrètement, plutôt que de se référer au corps électoral

des chambres consulaires, le présent amendement se réfère aux assujettis à l'impôt économique local dont l'assiette est la plus large, à savoir la cotisation foncière des entreprises (CFE).





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. GILLÉ et JACQUIN et Mmes HARRIBEY et LE HOUEROU

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 BIS**

Après l'article 27 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des collectivités locales est ainsi modifié :

1° Après le 3° de l'article L. 2333-64, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Dans le ressort d'une communauté de communes sur lequel la région est autorité organisatrice de la mobilité au sens du II de l'article L. 1231-1 du code des transports ; »

2° L'article L. 2333-66 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« La région, autorité organisatrice de la mobilité au sens du II de l'article 1231-1 du code des transports peut également instaurer le versement destiné au financement des services de mobilité dans le ressort de la communauté de communes sur lequel elle est autorité organisatrice de la mobilité, lorsqu'elle organise au moins un des services mentionnés au 1° du I de l'article L. 1231-1-1 du code des transports. Les conditions de cette instauration sont celles de la communauté de communes si cette dernière était autorité organisatrice de la mobilité au sens du 1231-1 du code des transports. La délibération énumère les services de mobilité, mis en place ou prévus, qui justifient le taux du versement. » ;

3° Au premier alinéa du I de l'article L. 2333-67, après les mots : « du code des transports », sont insérés les mots : « ainsi que du conseil régional, autorité organisatrice de la mobilité au sens du II de l'article L. 1231-1 du code des transports » ;

4° Avant le dernier alinéa de l'article L. 2333-67, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque la région est autorité organisatrice de la mobilité au sens du II de l'article L. 1231-1 du code des transports dans le ressort d'une communauté de communes, le taux de versement applicable est identique à celui auquel la communauté de communes aurait pu prétendre si le transfert prévu au III de l'article 8 de loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 était intervenu » ;

5° L'article L. 2333-68 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque la région est autorité organisatrice de la mobilité au sens du II de l'article L. 1231-1 du code des transports dans le ressort d'une communauté de communes, le versement mentionné au I de l'article 2333-67. »

**OBJET**

Le présent amendement s'inscrit dans la réflexion globale que les auteurs proposent de mener concernant le versement mobilité (VM) et le financement des transports publics.

A la suite de la loi d'orientation des mobilités (LOM), plus de 50% des communautés de communes, qui n'étaient pas encore Autorité Organisatrice des Mobilités, ont laissé la compétence mobilité à leur région, devenue en conséquence AOM locale de substitution sur le territoire des communautés de communes concernées.

Cet amendement vise donc à permettre aux régions, qui agissent en tant qu'AOM de substitution, de prélever le versement mobilité pour financer l'offre de mobilité locale, dans les mêmes conditions qu'une communauté de communes qui s'est emparée de la compétence mobilité.

Enfin il précise qu'alors que le gouvernement offre des milliards d'euros aux entreprises avec la suppression de la CVAE, même échelonnée, il pense tout à fait acceptable que celles ci reversent une petite partie de ces gains pour faciliter les conditions de transports de leurs salariés.

Cet amendement a été travaillé avec le GART.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. GILLÉ et JACQUIN et Mmes HARRIBEY et LE HOUEROU

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 14**

Après l'alinéa 32

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

« Le montant de la taxe est également déterminé au moyen du barème de l'année de première immatriculation du véhicule mentionné à l'article L. 421-75 associant les barèmes en puissance administrative, exprimée en chevaux administratifs à l'article L. 421-64. »

**OBJET**

Le renforcement en 2024 et 2025 des malus au poids des véhicules de tourisme est un signal politique important en termes de décarbonation des transports dans le cadre de la transition environnementale.

La mission flash de l'Assemblée nationale portant sur les mesures d'accompagnement à la mise en œuvre des ZFE-m a d'ailleurs mis en avant la nécessité de combiner plusieurs critères pour évaluer l'impact réel sur l'environnement d'un véhicule : sa puissance, sa masse mais également sa consommation.

Taxer davantage les véhicules lourds est essentiel. Néanmoins, il est important de prendre également en compte l'effet combiné du poids et de la puissance. Par exemple, les SUV correspondent à ce type de véhicules : plus gros que la moyenne mais également plus puissants et donc plus émetteurs de CO<sub>2</sub>.

Le présent amendement vise donc à intégrer, dans les règles relatives au montant de la taxe sur la masse en ordre de marche dit « malus au poids » des véhicules de tourisme, les barèmes en puissance administrative, exprimée en chevaux administratifs, tel que c'est le cas pour le malus CO<sub>2</sub> à l'immatriculation.





## AM E N D E M E N T

présenté par

M. CARDON

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16

Après l'article 16

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au III de l'article 272 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020, le taux : « 20 % » est remplacée par le taux : « 40 % ».

II. – Le I entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Depuis la suppression par la loi du 15 septembre 2017 pour la confiance dans la vie politique des fonds auparavant attribués par les parlementaires pour des projets territoriaux , le fonds de développement de la vie associative soutient désormais les associations à travers deux volets de financement : l'aide au développement et aux projets innovants des associations ainsi que le soutien à la formation des bénévoles.

La mise en place par la loi de Finances pour l'année 2020 du fléchage d'une partie des fonds des comptes bancaires inactifs vers le FDVA a permis une augmentation significative de son enveloppe. Cependant, cela reste très insuffisant au regard des besoins associatifs – et ce en particulier pour ce qui concerne le soutien à la formation des bénévoles. Cet amendement vise à répondre à cet enjeu en renforçant la quote-part des fonds des comptes bancaires inactifs fléchée vers le FDVA.

Cet amendement a été travaillé avec Le Mouvement Associatif.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CARDON

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNDECIES**

Après l'article 3 undecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À la fin du second alinéa du 2<sup>o</sup> du 1 de l'article 200 du code général des impôts, les mots : « peuvent être évalués sur le fondement du barème forfaitaire prévu au huitième alinéa du 3<sup>o</sup> de l'article 83 » sont remplacés par les mots : « ouvrent le droit à un crédit d'impôt sur le fondement d'un barème forfaitaire fixé par arrêté du ministre chargé du budget. »

II. – Le I est abrogé au 31 décembre 2026.

III. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement poursuit le travail des Députés Socialistes et Apparentés et vise à transformer la réduction d'impôt pour les frais kilométriques engagés dans le cadre d'une activité bénévole par un crédit d'impôt à titre expérimental pendant 3 ans.

Si les frais de déplacement en véhicule automobile, vélomoteur, scooter ou moto des bénévoles peuvent être soumis à une réduction d'impôt sur le fondement du barème forfaitaire prévu au huitième alinéa du 3<sup>o</sup> de l'article 83 du Code des impôts, cette dernière ne peut concerner que les bénévoles imposables. Or, les bénévoles non imposables donnent de leur temps et de leurs moyens pour œuvrer à améliorer le quotidien des personnes au même titre que les bénévoles imposables.

Selon l'enquête IFOP « Les Français et le bénévolat en 2023 », le bénévolat, bien qu'en progression, n'a pas rattrapé son niveau d'avant crise sanitaire. L'engagement régulier diminue au profit d'un engagement plus ponctuel. Cette évolution des formes de bénévolat traduit une nouvelle volonté des bénévoles qui souhaitent s'engager sur des actions de terrain. Ces dernières comprennent souvent des déplacements et nécessitent une assistance de l'Etat. Or il ne peut être fait de différence entre bénévoles imposables et bénévoles non imposables. La situation inflationniste et les problèmes de pouvoir d'achat pèsent lourdement sur les bénévoles non imposables. Le prix du carburant et de l'énergie en général décourage fortement les initiatives personnelles de nombreux bénévoles non imposables. Cette mesure permettrait donc de soutenir et d'encourager le bénévolat.







**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CARDON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5**

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après le 2° du g du 1 de l'article 238 bis du code général des impôts, sont insérés cinq alinéas ainsi rédigés :

« L'attribution d'une réduction d'impôt aux entreprises effectuant des versements sous forme de dons en nature de denrées alimentaires au profit d'organismes sans but lucratif qui procèdent à la fourniture gratuite de repas à des personnes en difficulté est conditionnée au respect des critères suivants :

« a) Les denrées redistribuées doivent être conformes aux principes de l'analyse des risques et de la maîtrise des points critiques énoncés dans le règlement (CE) n° 852/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires.

« b) La traçabilité des denrées doit être assurée pour les rendre identifiables.

« c) Les produits ne doivent être ni détériorés, ni abîmés. L'emballage doit être intact et doit inclure un dispositif d'étiquetage complet, renseignant notamment la date limite de consommation du produit.

Pour rendre compte du respect des critères susmentionnés et ouvrir droit à la réduction d'impôt, les organismes qui bénéficient des versements complètent et signent l'attestation de don dans un délai défini par arrêté du ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire. »

**OBJET**

Le gaspillage alimentaire, tel que défini par la loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire du 10 février 2020, concerne « toute nourriture destinée à la consommation humaine qui, à un endroit de la chaîne alimentaire, est perdue, jetée, dégradée ». En France, chaque année, 10 millions de tonnes de nourriture sont gaspillées, soit 150 kg par personne par an. Le coût économique du gaspillage alimentaire est estimé à 16 milliards d'euros. D'après un rapport de l'ADEME, la distribution dans son ensemble produit 14 % des pertes alimentaires : cela revient à 1,4 million de tonnes de produits jetés chaque année, soit 2.8 milliards de repas de 500g qui n'ont pas été consommés. Le gaspillage de denrées alimentaires induit le prélèvement inutile de ressources naturelles, une consommation d'eau qui aurait pu être réduite et des émissions de gaz à effet de serre qui auraient pu être évitées. D'après l'étude de l'ADEME, les émissions de CO<sub>2</sub> générées par le gaspillage alimentaire correspondent à 3 % de l'ensemble des émissions nationales en France.

Adoptée en 2016, la loi n° 2016-138, dite loi Garot, interdit la destruction des produits alimentaires invendus encore consommables et oblige les grandes et moyennes surfaces (GMS) de plus de 400m<sup>2</sup> à signer un partenariat conventionné avec une association d'aide alimentaire habilitée pour le don des invendus alimentaires. L'article 238 bis du Code général des impôts prévoit, à l'alinéa 24, « une réduction d'impôt au taux de 60 % de leur montant les versements effectués par les entreprises au profit d'organismes sans but lucratif qui procèdent à la fourniture gratuite de repas à des personnes en difficulté ».

Les décrets du 28 décembre 2016 et du 20 octobre 2020 précisent les conditions dans lesquelles les dons doivent être réalisés. Pourtant, d'après le rapport « Aide alimentaire : un dispositif vital, un financement menacé », publié par le Sénat en 2018, des associations se plaignent d'une diminution de la qualité des dons, se traduisant par une absence de tri des denrées de la part de la grande distribution, par la fourniture de denrées à J-1 de leur date limite de consommation ou déjà impropres à la consommation. Les associations doivent alors effectuer elles-mêmes le tri des produits et sont contraintes de payer, à la place des opérateurs de la GMS, pour la collecte des déchets. L'aide alimentaire n'a pas vocation à entériner une hiérarchie entre les individus : les personnes qui y ont recours ne sont pas supposées récupérer les denrées jugées impropres à la consommation en GMS. Si le gaspillage alimentaire doit être drastiquement réduit, cela ne peut se faire au détriment d'une catégorie de la population, confrontée à des difficultés multiples.

Conditionner les crédits d'impôts à certains critères permettrait d'améliorer la qualité des denrées fournies aux publics les plus précaires, tout en engageant un changement dans les mentalités. Les dispositions établies dans le « Guide des bonnes pratiques d'hygiène de la distribution de produits alimentaires par les organismes caritatifs » peuvent servir de référence à l'identification de ces critères de qualité. Par ailleurs, les associations qui reçoivent les dons doivent bénéficier d'un délai avant de signer l'attestation de don, afin d'avoir le temps de trier correctement les denrées et de convenir de leur qualité.

Cet amendement repris des députés Socialistes et Apparentés a été travaillé en lien avec les propositions de l'association Déclic.





## AM E N D E M E N T

présenté par

M. CARDON

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après le 2° du g du 1 de l'article 238 bis du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« L'attribution d'une réduction d'impôts aux opérateurs de la grande et moyenne distribution effectuant des versements sous forme de dons en nature de denrées alimentaires au profit d'organismes sans but lucratif qui procèdent à la fourniture gratuite de repas à des personnes en difficulté est conditionnée au respect de critères définis par décret. Pour rendre compte du respect des critères susmentionnés et ouvrir droit à la réduction d'impôt, les organismes qui bénéficient des versements complètent et signent l'attestation de don dans un délai défini par arrêté du ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire. »

### OBJET

Cet amendement laisse le soin à un décret de définir les critères de qualité des dons alimentaires à respecter pour bénéficier de la réduction d'impôts.<sup>[L 127 L 128 L 132]</sup> Cet amendement a été travaillé en lien avec les propositions de l'association Déclic et poursuit le travail effectué par le député Guillaume Garot et les députés Socialistes et Apparentés à l'Assemblée nationale.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CARDON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 261 du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« .... Les opérations d'achat de denrées alimentaires effectuées par les personnes morales habilitées en application des dispositions de l'article L. 266-2 du code de l'action sociale et des familles, lorsque ces denrées sont destinées à l'aide alimentaire telle que définie à l'article L. 266-1 du même code. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement poursuit le travail effectué par Guillaume Garot et les députés Socialistes et Apparentés et met en place une exonération de la TVA pour achats de denrées par les associations d'aide alimentaire habilitées, lorsque ces denrées sont destinées à être redistribuées aux bénéficiaires.

Les achats directs représentent une partie importante des dépenses et des produits distribués des associations d'aide alimentaire. Les Restaurants du coeur en tirent par exemple près d'un tiers de leurs volumes distribués, selon un rapport de l'Inspection générale des Affaires sociales publié en 2021. Les achats directs constituent également la principale variable d'ajustement à la disposition des associations d'aide alimentaire pour s'adapter aux besoins ; en septembre 2022, l'État avait ainsi débloqué une enveloppe de 28,5 millions € pour financer les achats directs face à la hausse de la précarité alimentaire en France, qui s'est encore aggravée depuis.

Dans le contexte actuelle de crise de ressources pour les associations d'aide alimentaire, exonérer celles-ci de la TVA sur leurs achats de denrées est un moyen efficace et d'application immédiate de les soulager financièrement, tout en favorisant une diversification des sources d'approvisionnement, qui pourront s'échelonner sur l'ensemble de la chaîne alimentaire.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CARDON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 281 septies du code général des impôts est ainsi rétabli :

« Art. 281 septies. – Les opération de vente directe aux particuliers de produits locaux végétaux issus de l'agriculture biologique réalisées par les exploitants sont soumises à une taxe sur la valeur ajoutée spécifique de 2,1 %. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'urgence climatique et écologique à laquelle nous faisons face nous impose de revoir nos modes de consommation. Nous ne pouvons plus nous permettre d'alimenter un système dans lequel nos aliments parcourent des milliers de kilomètres avant de finir dans nos assiettes. Cet amendement favorisera l'implantation de circuits-courts de produits issus de l'agriculture biologique, favorisant de fait une alimentation saine et respectueuse de l'environnement.

Cet amendement permettra également d'augmenter la rémunération des exploitants agricoles qui souffrent encore aujourd'hui d'un rapport de force défavorable avec les différents intermédiaires et les distributeurs dans le processus de revente de leurs produits. Dans un contexte de marché agricole mondialisé, les avancées des différentes lois EGALIM sont insuffisantes pour garantir une juste rémunération de nos agriculteurs qui doivent faire face à une pression constante sur les prix venue de l'étranger.

De même, le pouvoir d'achat des françaises et des français s'est largement dégradé ces dernières années et des milliers de français ne parviennent pas à manger des fruits et des légumes tous les jours. L'augmentation du nombre de bénéficiaires de l'aide alimentaire, porté à huit millions de personnes, nous impose de trouver des solutions pérennes. Cet amendement permettra aux consommateurs de s'approvisionner en produits locaux à tarifs réduits et donc de réduire la situation de détresse alimentaire dans laquelle certains de nos concitoyens sont plongés.

Nous proposons donc de baisser la taxe sur la valeur ajoutée sur les opérations de vente directe aux particuliers réalisées par les exploitants agricoles à 2,1% pour les produits végétaux locaux issus de l'agriculture biologique.

Cet amendement conjugue mesures de justice sociale, de justice écologique et de santé publique en posant les fondements d'un cercle vertueux pour les exploitants agricoles, les consommateurs et pour l'environnement.





DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, 128, 132)

N°	I-1587
----	--------

23 NOVEMBRE 2023

## A M E N D E M E N T

présenté par  
M. DELCROS

C	
G	

### ARTICLE 7

Après l'alinéa 26

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

« Pour les communes mentionnées au V de l'article L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales, les critères de classement sont évalués au niveau communal.

### OBJET

Cet amendement a pour objectif de préciser l'échelle d'application des critères de classement pour les îles monocommunes : l'île d'Yeu, l'île de Bréhat, l'île de Sein et l'île d'Ouessant.





N°	I-1588
----	--------

## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. DELCROS

C	
G	

### ARTICLE 7

Alinéa 36

1<sup>o</sup> Première phrase

Remplacer les mots :

1<sup>er</sup> janvier de l'année du classement

par les mots :

1<sup>er</sup> juillet de l'année précédant le classement

2<sup>o</sup> Compléter cet alinéa par une phrase ainsi rédigée :

Le périmètre des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre mentionnés au A du II et au III est celui arrêté au 1<sup>er</sup> janvier de l'année précédant la révision du zonage France ruralités revitalisation.

### OBJET

Pour classer les communes en zone France Ruralités Revitalisation et France Ruralités Revitalisation « plus », afin d'assurer la cohérence entre les données relatives à la densité de population, fondées sur la population municipale, et celles relatives au revenu disponible par unité de consommation et à l'emploi, seront utilisées pour l'année de classement en 2024, les données du recensement 2020 et les données emploi et Filosofi 2020 disponibles au 1<sup>er</sup> juillet 2023. En outre, cet amendement propose de clarifier le périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre à prendre en compte dans la définition de ce classement.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme AESCHLIMANN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNDECIES**

Après l'article 3 undecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au deuxième alinéa du 2° du 1. de l'article 200 du code général des impôts, les mots : « la réduction d'impôt les » sont remplacés par les mots : « un crédit d'impôt sur le revenu égal à 75 % de leur montant, dans la limite de 1 000 €, les sommes qui correspondent aux ».

II. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à adapter la politique fiscale aux impératifs des organismes à but non lucratif, dont la liste figure à l'article 200 du Code général des impôts. De tels impératifs découlent de l'augmentation des cas de précarité en France, exacerbée par la situation économique actuelle.

Dans ce contexte, les associations caritatives doivent faire face à une demande croissante d'aide qu'elles ne peuvent toujours accepter, faute de moyens. Ce contexte alarmant nécessite une action immédiate pour soutenir les bénévoles, en particulier ceux qui se trouvent eux-mêmes dans une situation de précarité.

Aussi cet amendement, élaboré avec les Restos du Cœur, a-t-il pour objectif de modifier la réduction d'impôt actuellement accordée pour les frais non remboursés des bénévoles, en la convertissant en un crédit d'impôt. Cette modification permettra d'étendre le bénéfice de cette mesure aux bénévoles qui ne sont pas imposables, renforçant ainsi leur pouvoir d'achat et leur engagement au service des plus démunis.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme AESCHLIMANN

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNDECIES**

Après l'article 3 undecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À la fin du deuxième alinéa du 2° du 1. de l'article 200 du code général des impôts, les mots : « peuvent être évalués sur le fondement du barème forfaitaire prévu au huitième alinéa du 3° de l'article 83 » sont remplacés par les mots : « ouvrent le droit à un crédit d'impôt sur le fondement d'un barème forfaitaire fixé par arrêté du ministre chargé du budget. »

II. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les organismes à but non lucratif visés par cet amendement, parmi lesquels figurent les associations caritatives, assurent la protection des personnes les plus vulnérables et contribuent, au surplus, à l'enrichissement de la vie culturelle, civique ou sportive.

Ces derniers doivent néanmoins faire face à une crise du bénévolat résultant de multiples facteurs, en particulier de la crise sanitaire, puis énergétique. Les bénévoles, souvent contraints à engager des frais personnels, singulièrement pour leurs déplacements, font face à une pression financière accrue due à la hausse des prix du carburant et à l'inflation. En conséquence, un nombre croissant de bénévoles demande le remboursement de leurs frais kilométriques, ce qui augmente les charges des associations.

Or, le droit positif se borne actuellement à permettre le bénéfice d'une réduction d'impôt aux bénévoles qui renoncent au remboursement de leurs frais de déplacement pour des missions au sein d'associations à but non lucratif. Cependant, cette mesure ne prend pas en compte les bénévoles non imposables, c'est-à-dire ceux qui, pourtant, ont les plus faibles revenus.

Cet amendement de repli, élaboré avec les Restos du Cœur, propose donc de transformer la réduction d'impôt actuelle en un crédit d'impôt. Ce changement vise à traiter avec équité l'ensemble des bénévoles, qu'ils soient ou non assujettis à l'impôt sur le revenu, en reconnaissant l'utilité publique de leur engagement.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. MANDELLI

C	
G	

ARTICLE 14

Compléter cet article par cinq alinéas ainsi rédigés :

... – L'article 39 decies C du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au 1° du I, après les mots : « acquis à l'état neuf », sont insérés les mots : « ou ayant fait l'objet d'une opération de conversion » ;

2° Au même 1° du I, après les mots : « permettant l'utilisation d'hydrogène », sont insérés les mots : « d'ammoniac, de méthanol » ;

2° Au 2° du I, les mots : « de l'ammoniac, du méthanol » sont supprimés ;

3° Au quatrième alinéa du 3° du I, après les mots : « acquis à l'état neuf », sont insérés les mots : « ou ayant fait l'objet d'une opération de conversion ».

**OBJET**

L'article 39 decies C au Code général des impôts, introduit par la loi de finances pour 2019, a créé un dispositif de déduction fiscale exceptionnelle pour faciliter l'installation sur les navires d'équipements (opérations de retrofit incluses) permettant l'utilisation d'hydrogène, d'électricité ou d'énergie vélique comme propulsion principale ou auxiliaire.

L'installation d'équipements permettant l'utilisation d'ammoniac ou de méthanol comme énergie propulsive dans les navires est traitée avec le gaz naturel liquéfié (GNL), et bénéficie ainsi d'un taux de suramortissement fiscal moindre que l'hydrogène. Or, ces vecteurs dérivés de l'hydrogène sont amenés à jouer un rôle central dans la décarbonation du transport maritime, l'hydrogène (y compris liquéfié) ne pouvant à date être envisagée pour des navires présentant un tonnage particulièrement important, du fait de sa faible densité volumique.

La feuille de route de décarbonation du maritime remise au Gouvernement en avril 2023 souligne notamment le rôle du méthanol, et les commandes passées par l'armateur français CMA-CGM illustrent cette dynamique. A l'instar de la conversion des navires existants à des motorisations hydrogène, les activités de conversion des navires existants à des motorisations ammoniac ou méthanol constituent une opportunité de relocalisation en France d'une part des activités industrielles de construction navale sur d'autres segments que les navires de croisières. Enfin, les moteurs des navires s'amortissent sur des temps longs ce qui explique le besoin d'opérations de retrofit de moteurs fossiles existants.

Le présent amendement propose de valoriser à un taux de suramortissement fiscal de 125%, l'installation d'équipements (neufs ou rétrofités) permettant l'utilisation d'ammoniac ou de méthanol sur les navires.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. MANDELLI

C	
G	

ARTICLE 14

Compléter cet article par trois alinéas ainsi rédigés :

....- L'article 39 decies A du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au 1° du I, après les mots : « acquis neufs », sont insérés les mots : « ou sur la valeur de l'opération de conversion des véhicules à motorisation thermique en motorisation électrique à batterie ou à pile à combustible, ou en motorisation thermique à hydrogène » ;

2° Au premier alinéa du III, après les mots : « bien neuf », sont insérés les mots : « ou ayant fait l'objet d'une conversion de motorisation ».

**OBJET**

Le dispositif de suramortissement fiscal permet aux entreprises de déduire de leur résultat imposable, en plus de l'amortissement classique, entre 20% et 60% de la valeur d'origine des véhicules fonctionnant avec des énergies propres (hydrogène, électrique, GNV) acquis neufs, affectés à leur activité, dont le poids total autorisé en charge (PTAC) est au moins égal à 2,6 tonnes.

Au mois d'avril dernier, le gouvernement a lancé un plan d'action national en faveur du rétrofit avec comme engagement le renforcement des aides à l'acquisition pour les véhicules rétrofités. Dans cet objectif, il apparaît nécessaire d'élargir le champ d'application du dispositif de suramortissement aux véhicules thermiques convertis à l'hydrogène ou à l'électrique. L'étude sur le Rétrofit rendue publique par l'ADEME au mois de mai 2021 souligne en effet que celui-ci permet de réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre par rapport au scénario de conservation d'un véhicule diesel ou de l'achat d'un véhicule décarboné neuf.

L'article 2 de l'arrêté du 13 mars 2020 relatif aux conditions de transformation des véhicules à motorisation thermique en motorisation électrique à batterie ou à pile à combustible n'envisage cependant le retrofit que sous l'angle de la motorisation électrique : un dispositif qui permet de convertir un véhicule à motorisation thermique en un véhicule à motorisation électrique à batterie ou à pile à combustible.

En limitant le rétrofit à l'hypothèse de la motorisation électrique, cela exclut de fait les véhicules à motorisation thermiques transformés en véhicules propres à motorisation à hydrogène. Or, ces derniers n'émettent que très peu de dioxyde de carbone et peuvent être classés comme zéro-émissions, en lien avec les discussions européennes en cours sur la définition des poids-lourds zéro-émissions (révision du Règlement UE 2019/1242). De plus, l'existence de chaînes de production en France sur les motorisations thermiques peut permettre de produire rapidement des motorisations hydrogène à un coût compétitif tout en maintenant de l'emploi industriel national.



Le présent amendement a pour objet d'élargir le champ d'application du dispositif de suramortissement aux véhicules thermiques convertis à l'hydrogène ou à l'électrique batterie.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. MANDELLI

C	
G	

**ARTICLE 14**

Compléter cet article par quatre alinéas ainsi rédigés :

....- Le 4° du I de l'article 39 decies C du code général des impôts, est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les mots : « par le réseau terrestre » sont supprimés ;

2° Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Le présent 4° s'applique également aux biens destinés à l'alimentation électrique du navire durant l'escale par le réseau terrestre ou au moyen d'une solution électro-hydrogène. Pour ces biens, le taux de la déduction est porté à 80 % de leur valeur d'origine, hors frais financiers. »

**OBJET**

L'article 39 decies C au Code général des impôts, introduit par la loi de finances pour 2019, a créé un dispositif de déduction fiscale exceptionnelle pour les équipements facilitant la recharge à quai des navires. Ce volet de la transition énergétique du transport maritime représente non seulement un enjeu climatique, mais également un enjeu de pollution de l'air des zones portuaires, et indirectement de l'acceptabilité dans les métropoles portuaires de dispositifs plus globaux de type zones à faibles émissions mobilité (ZFE-m ; voir rapport Leseul-Millienne sur le sujet).

S'il est légitime d'encourager au développement des solutions à partir de gaz naturel liquéfié, qui représentent déjà une amélioration importante relativement à l'utilisation actuelle des moteurs auxiliaires, il apparaît nécessaire d'accorder un taux de déduction fiscale exceptionnelle supérieur pour les biens permettant de réaliser cette alimentation électrique de manière décarbonée. C'est notamment le cas des groupes électro-hydrogène, dont le développement devrait de surcroît générer de l'activité industrielle pour partie localisée en France.

Le présent amendement propose de valoriser de 80% le dispositif de déduction fiscale exceptionnelle pour les équipements facilitant la recharge à quai des navires.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. MANDELLI

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 14

Compléter cet article par onze alinéas ainsi rédigés :

....- La section II du chapitre IV du titre Ier de la première partie du livre I<sup>er</sup> du code général des impôts est complétée par une division ainsi rédigée :

« ... : Crédit d'impôt en faveur de l'acquisition de véhicules commerciaux légers fonctionnant avec une Pile à Combustible à hydrogène.

« Art. 244 quater .... I. – Les entreprises industrielles et commerciales ou agricoles imposées d'après leur bénéfice réel ou exonérées en application des articles 44 sexies, 44 sexies A, 44 octies A, 44 duodécies, 44 terdecies à 44 septdecies peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt, entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 31 décembre 2029, au titre de l'acquisition ou de la location, dans le cadre d'un contrat d'une durée supérieure ou égale à deux ans, un véhicule de catégorie N1, N2, M1 ayant un poids maximal supérieur ou égal à 2,4 tonnes ou M2, au sens de l'article R. 311-1 du code de la route, qui, à la date de sa facturation ou à la date de versement du premier loyer prévu par le contrat de location du véhicule :

« 1° N'a pas fait l'objet précédemment d'une première immatriculation en France ou à l'étranger ;

« 2° N'est pas cédé par l'acquéreur ou le titulaire d'un contrat de location dans les deux années suivant sa première immatriculation ni avant d'avoir parcouru au moins 40 000 kilomètres

« 3° émet une quantité de dioxyde de carbone de 0 gramme par kilomètre

« 4° utilise l'hydrogène ou une combinaison d'hydrogène et d'électricité comme source exclusive d'énergie

« II. - Le crédit d'impôt au titre des dépenses mentionnées au I. est égale à 80% de la différence du prix d'acquisition du véhicule à hydrogène tel que défini au I. 1° à 4° et du prix catalogue d'un véhicule équivalent à moteur à combustion interne dans la limite de 55 000 euros.

« III. – Les entreprises mentionnées au I. doivent, à la demande de l'administration fiscale, pouvoir justifier de l'écart de prix mentionné au II. en fournissant l'offre de prix du véhicule à hydrogène tel que défini au I. 1° à 4° et d'un véhicule équivalent à moteur à combustion interne (prix catalogue). »

**OBJET**

Dans le cadre de la première vague H2Tech de l'IPCEI Hydrogène, en 2022, la France a financé 10 gigafactories d'équipements pour un soutien public total de 2,1 milliards d'euros. Sur ces 10 projets, 5 concernaient la fabrication d'équipements clés pour la mobilité routière à hydrogène, avec un dimensionnement des équipements particulièrement ciblé pour les véhicules utilitaires légers (VUL ). Cette mise à échelle est en adéquation avec les orientations des constructeurs. Les constructeurs et équipementiers français s'organisent pour répondre aux besoins, avec pour objectif qu'en 2030 les VUL hydrogène tendent vers la compétitivité à l'achat avec leurs équivalents diesel.

La réussite d'une telle trajectoire exige la mise en place de dispositifs permettant une massification des commandes. La Plateforme Automobile (PFA) estime qu'il est nécessaire de soutenir (en cumulé) l'amorçage des 50 000 premiers VUL à hydrogène, seuil critique pour que les industriels puissent ensuite adresser durablement un marché - domestique et à l'export- sans soutien de l'Etat. Bien que conséquent, ce soutien de l'Etat pour le déploiement de cette filière reste proportionné au regard du retour industriel fiscal durable généré.

Aussi, le présent amendement propose de créer un crédit d'impôt pour l'acquisition de véhicules commerciaux légers hydrogène qui permettra de financer jusqu'à 80% de ce surcoût initial avec un plafonnement de l'aide unitaire à 55 000€. La sécurisation d'une commande française en 2024 permettra aux acteurs industriels d'assurer leur montée en charge progressive, impérative pour réaliser la forte réduction des coûts visés d'ici fin 2026. Par ailleurs, l'existence de ce dispositif servirait de rampe de lancement pour la mise en place ultérieure de dispositifs ciblés plus efficaces, qui devront être discutés entre les services de l'Etat et la filière.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET et Olivia RICHARD, MM. BONNECARRÈRE et HENNO, Mmes SOLLOGOUB, HAVET et GUIDEZ, MM. LONGEOT, CAMBIER et FOLLIOU, Mme JACQUEMET, MM. HINGRAY et CIGOLOTTI et Mme BILLON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7

Après l'article 7

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 1530 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa du I, après les mots : « friches commerciales », sont insérés les mots : « et industrielles ».

2° Au II, les mots « , à l'exception de ceux visés à l'article 1500, » sont supprimés.

3° À la fin du II, est insérée une phrase ainsi rédigée : « La délibération est prise avant le 1<sup>er</sup> octobre de l'année N pour une application en année N+1. A titre exceptionnel pour l'année 2024, la délibération peut être prise avant le 31 mars, pour une application dès l'année 2024. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'introduction d'un objectif de réduction de consommation foncière introduite par la loi climat et résilience oblige à engager des actions plus significatives de réhabilitation ou de requalification des espaces déjà urbanisés.

Parmi les difficultés identifiées, on trouve de nombreuses friches qui, d'une part constituent fréquemment des espaces abandonnés au sein ou en périphérie des agglomérations, d'autre part peuvent nécessiter des coûts de dépollution, donc une certaine inertie, enfin présenter des dangers pour les riverains.

Il est donc nécessaire que de nouveaux outils soient mis à disposition des élus afin de pouvoir inciter à des mutations de ces espaces urbanisés délaissés. Des dispositions fiscales existent pour le logement, comme par exemple, la possibilité pour les collectivités territoriales d'instituer des majorations de taxe d'habitation sur les résidences secondaires jusqu'à 60% dans les zones tendues ou pour les friches commerciales, dispositif qu'il est proposé d'étendre aux friches industrielles.



Ainsi, il est proposé dans le présent amendement d'étendre le dispositif actuel permettant aux collectivités territoriales de définir une stratégie fiscale tendant à favoriser les requalifications des zones économiques délaissées.

L'objectif est d'inciter les propriétaires de friches industrielles, soit à les céder pour une autre activité économique quand cela est possible, mais surtout à céder à prix corrects aux pouvoirs publics pour des projets divers : habitat, renaturation, parcs économiques.

Ceci participe également à réinventer la fiscalité locale dans le cadre du ZAN, qui limite les droits à construire, alors même que la fiscalité locale avantage l'urbanisation, comme l'explique le maire de Rosporden (29), Michel Loussouarn.

La délibération serait à prendre avant le 1<sup>er</sup> octobre de l'année N-1, sauf pour l'année 2024, compte tenu de l'urgence à agir en lien avec les évolutions législatives récentes où les collectivités concernées pourraient délibérer jusqu'au 31 mars 2024, pour une mise en œuvre en 2024.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET et Olivia RICHARD, M. HENNO,  
Mmes HAVET et SOLLOGOUB, MM. LONGEOT, FOLLIOT, HINGRAY et CIGLOTTI et Mme BILLON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7**

Après l'article 7

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 1530 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa du I de l'article L 1530, après les mots : « friches commerciales », sont insérés les mots : « et industrielles » ;

2° Au II, les mots « , à l'exception de ceux visés à l'article 1500, » sont supprimés ;

3° À la fin du II est insérée une phrase ainsi rédigée : « La délibération est prise avant le 1<sup>er</sup> octobre de l'année N pour une application en année N+1. A titre exceptionnel pour l'année 2024, la délibération peut être prise avant le 31 mars, pour une application dès l'année 2024 ».

4° Le V est ainsi rédigé : « Le taux de la taxe sur les friches commerciales et industrielles situées sur leur territoire peut être fixé par le conseil municipal entre 10 % et 50 % . »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'introduction d'un objectif de réduction de consommation foncière introduite par la loi climat et résilience oblige à engager des actions plus significatives de réhabilitation ou de requalification des espaces déjà urbanisés.

Parmi les difficultés identifiées, on trouve de nombreuses friches qui, d'une part constituent fréquemment des espaces abandonnés au sein ou en périphérie des agglomérations, d'autre part peuvent nécessiter des coûts de dépollution, donc une certaine inertie, enfin présenter des dangers pour les riverains.

Il est donc nécessaire que de nouveaux outils soient mis à disposition des élus afin de pouvoir inciter à des mutations de ces espaces urbanisés délaissés. Des dispositions fiscales existent pour le logement, comme par exemple, la possibilité pour les collectivités territoriales d'instituer des majorations de taxe d'habitation sur les résidences secondaires jusqu'à 60% dans les zones tendues ou pour les friches commerciales, dispositif qu'il est proposé d'étendre aux friches industrielles.

Ainsi, il est proposé dans le présent amendement d'étendre le dispositif actuel permettant aux collectivités territoriales de définir une stratégie fiscale tendant à favoriser les requalifications des zones économiques délaissées.

L'objectif est d'inciter les propriétaires de friches industrielles, soit à les céder pour une autre activité économique quand cela est possible, mais surtout à céder à prix corrects aux pouvoirs publics pour des projets divers : habitat, renaturation, parcs économiques.

Ceci participe également à réinventer la fiscalité locale dans le cadre du ZAN, qui limite les droits à construire, alors même que la fiscalité locale avantage l'urbanisation, comme l'explique le maire de Rosporden (29), Michel Loussouarn.

La délibération serait à prendre avant le 1<sup>er</sup> octobre de l'année N-1, sauf pour l'année 2024, compte tenu de l'urgence à agir en lien avec les évolutions législatives récentes où les collectivités concernées pourraient délibérer jusqu'au 31 mars 2024, pour une mise en œuvre en 2024.

La marge de taux entre 10 et 50% est destinée à laisser à l'initiative locale la définition de la stratégie pour permettre l'atteinte des objectifs fixés.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET, Olivia RICHARD et HAVET, M. HENNO,  
Mme SOLLOGOUB, MM. LONGEOT, FOLLIOT, HINGRAY et CIGLOTTI et Mme BILLON

ARTICLE 28

Alinéa 2, tableau

Compléter cet alinéa par une ligne ainsi rédigée :

Taxe sur les produits de la mer		France Agrimer	80 0
---------------------------------	--	----------------	------

**OBJET**

La France est largement déficitaire dans l'approvisionnement en poisson alors même que nous sommes un pays avec de vastes façades maritimes.

Aujourd'hui, de nombreux armements à la pêche voient leur équilibre économique, et donc la rémunération des marins, en forte dégradation.

Ceci est dû au coût du carburant qui pèse fortement sur les charges d'exploitation de navires conçus pour assurer la sécurité de leurs équipages.

La difficulté est qu'aujourd'hui il n'existe pas de solutions de motorisation alternatives aux moteurs thermiques.

Un effort de recherche et mise au point doit donc être amplifié pour cela et permettre aux pêcheurs de réaliser la décarbonation de leur activité.

En attendant, il est nécessaire de trouver des moyens financiers permettant d'assurer le fonctionnement actuel des navires de pêche et d'accompagner la transition

C'est pourquoi, comme cela avait été fait en 2007, il est proposé d'instituer une taxe sur les produits de la mer au taux de 0,5% qui sera perçue au profit de France Agrimer.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET, Olivia RICHARD, HAVET et MORIN-DESAILLY, MM. BONNECARRÈRE et HENNO, Mme SOLLOGOUB, MM. LONGEOT, HINGRAY et CIGIOTTI et Mme BILLON

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 28**

Après l'article 28

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Il est institué une contribution volontaire obligatoire de 0,5 % sur les produits de la mer consommés en France, perçue au profit de l'association interprofessionnelle France Filière Pêche

**OBJET**

La France est largement déficitaire dans l'approvisionnement en produit de la mer alors même que nous sommes un pays avec de vastes façades maritimes.

Aujourd'hui, de nombreux armements à la pêche voient leur équilibre économique, et donc la rémunération des marins, en forte dégradation.

Ceci est dû au coût du carburant qui pèse fortement sur les charges d'exploitation de navires conçus pour assurer la sécurité de leurs équipages.

La difficulté est qu'aujourd'hui il n'existe pas de solutions de motorisation alternatives aux moteurs thermiques.

Un effort de recherche et mise au point doit donc être amplifié pour cela et permettre aux pêcheurs de réaliser la décarbonation de leur activité.

En attendant, il est nécessaire de trouver des moyens financiers permettant d'assurer le fonctionnement actuel des navires de pêche et d'accompagner la transition

C'est pourquoi, comme cela avait été fait en 2007, il est proposé d'instituer une contribution sur les produits de la mer perçue au profit de l'organisation interprofessionnelle France Filière Pêche.







## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET, Olivia RICHARD et MORIN-DESAILLY,  
M. HENNO, Mmes SOLLOGOUB, HAVET et GUIDEZ, M. LONGEOT, Mme JACQUEMET,  
MM. HINGRAY et CIGOLOTTI et Mme BILLON

C	
G	

### ARTICLE 12

#### I. - Alinéa 28

Remplacer le nombre :

24,81

par le nombre :

21,67

#### II. -Alinéa 29

Remplacer le nombre :

24,81

par le nombre :

21,67

et le nombre :

30,8

par le nombre :

24,52

#### III. Alinéa 30

Remplacer le nombre :

30,8

par le nombre :

24,52

et le nombre :

36,79

par le nombre :

27,37

IV. Alinéa 31,

Remplacer le nombre :

36,79

par le nombre :

27,37

et le nombre :

42,78

par le nombre :

30,22

V. Alinéa 32,

Remplacer le nombre :

42,78

par le nombre :

30,22

et le nombre :

48,77

par le nombre :

33,07

VI. Alinéa 33

Remplacer le nombre :

48,77

par le nombre :

33,07

et le nombre :

54,76

par le nombre :

35,92

**OBJET**

L'incitation des entreprises à investir dans des outils moins polluants par la réduction d'incitation fiscales défavorables à l'environnement, a aujourd'hui tous son sens.

Toutefois, l'équité de traitement doit être au cœur de cette transition énergétique.

Or en prévoyant une augmentation progressive du tarif d'accise sur l'achat de gazole non routier (GNR) de 5,99 centimes par litre par an pour le secteur du BTP, et une évolution différenciée de 2,85 centimes par litre par an pour les entreprises agricoles conduit à amplifier la distorsion de la situation entre les entreprises des travaux publics et celles du secteur agricole qui interviennent sur les chantiers BTP.

C'est pourquoi cet amendement vise à aligner la trajectoire de la suppression du GNR des entreprises du travaux publics sur celle des entreprises agricoles, ce qui est cohérent pour simplifier les évolutions de taxations.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET et Olivia RICHARD, MM. BONNECARRÈRE et HENNO, Mmes SOLLOGOUB et HAVET, M. LONGEOT, Mme JACQUEMET, MM. HINGRAY et CIGIOTTI et Mme BILLON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 17**

Après l'article 17

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article L. 8241-3 du code du travail est ainsi modifié :

1° Après le 2° du I, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Aux personnes morales dont la liste est fixée aux a à g du 1 de l'article 238 bis du code général des impôts. » ;

2° Après le quatrième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Par exception à la limite de 2 ans précédemment énoncée, la durée de service d'intérêt général participant à l'accomplissement d'une mission de service public confiée à une personne morale citée au présent 3° est limitée à 6 ans. »

**OBJET**

Le présent amendement vise à étendre la période du dispositif de compétence de 2 à 6 ans pour les services d'intérêt général impliqués dans des missions de service public confiées à des groupements agréés.

Le mécénat de compétence consiste à mettre à disposition les collaborateurs d'une entreprise pour soutenir une organisation d'intérêt général. La limite de 2 ans a été imposée afin de limiter les abus qui avaient pu être constatés dans cette mise à disposition de collaborateur vers des projets autres qu'associatif ou bénévole. En rehaussant cette limite à 6 ans, dans les conditions précédemment énoncées, il s'agit de permettre aux associations et aux fondations de tirer pleinement parti de ce dispositif, dans l'esprit du projet initial, en bénéficiant d'employés experts. Cela renforcerait l'impact de ces organisations en pérennisant cette expertise et permettrait aux collaborateurs de s'engager sur le long terme.

Actuellement, 25% des entreprises mécènes considèrent le mécénat de compétence comme un levier prioritaire dans leur stratégie de mécénat. En simplifiant le dispositif, nous favorisons l'essor d'une pratique déjà couronnée de succès et renforçons l'impact positif local. De plus, le mécénat de compétence joue un rôle clé pour 42% des entreprises mécènes en fédérant leurs salariés et en attirant des talents, renforçant ainsi leur stratégie de responsabilité sociale des entreprises (RSE).







**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET et Olivia RICHARD, MM. BONNECARRÈRE et HENNO, Mmes SOLLOGOUB et HAVET, M. LONGEOT, Mme JACQUEMET, MM. HINGRAY et CIGOLOTTI et Mme BILLON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 28 BIS

I. - Compléter cet article par trois alinéas ainsi rédigés :

...° Après le sixième alinéa de l'article L. 1111-3, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Les titulaires d'un contrat de travail conclu avec un groupement d'employeurs visé au chapitre 3 du titre V du livre II et mis à disposition auprès des entreprises adhérentes du groupement d'employeurs. »

....- Ces dispositions sont applicables à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Depuis leur origine, les Groupements d'Employeurs (GE), ont pour vocation de mutualiser des besoins de main d'œuvre et des ressources salariées, en mettant à disposition des salariés du groupement auprès d'entreprises utilisatrices adhérentes, structurant ainsi des emplois stables et à temps choisi via un employeur unique, le GE.

Ils interviennent à 90% auprès de TPE-PME qui représentent la grande majorité du tissu socio-économique français.

Employeur unique de l'ensemble des salariés du groupement, ils offrent un cadre d'emploi sécurisant qui permet de lutter contre la précarité des contrats courts et du temps partiel subit, d'accompagner l'inclusion de personnes éloignées de l'emploi, de proposer des démarches d'intégration professionnelle, des parcours de formation mais aussi d'accompagner les évolutions et transitions professionnelles.

Ce professionnalisme des Groupements d'Employeurs dans l'accompagnement des entreprises et des salariés nécessite d'atteindre une taille critique, pour justifier économiquement le développement de ses fonctions supports, telles que l'accompagnement de la fonction d'employeur, le management, la formation et l'intégration professionnelle...

Pour autant, ce développement est aujourd'hui remis en cause du fait des conséquences du franchissement des seuils effectifs salariés, notamment concernant les taux de contributions sociales et l'accès à la formation.

Il est incohérent de considérer le Groupement d'Employeurs comme un employeur de plus de 10, 20 ou 50 salariés selon les seuils, et donc de lui impacter des niveaux de contributions qui ne correspondent pas au tissu d'entreprises pour lesquelles les Groupements d'Employeurs structurent des emplois.

Cela induit un surcout de facturation des salariés mis à disposition auprès des entreprises adhérentes qui sont dans leur très grande majorité des entreprises de moins de 10 salariés.

C'est enfin un frein à la création nette d'emplois ; emplois qui ne seraient pas envisagés sans l'outil Groupement d'Employeurs (notamment dans le cas des TPE primo-employeur).

Ce point a déjà été souligné dans un rapport d'information présenté au nom de la délégation aux entreprises et relatif aux « nouveaux modes de travail et de management » (N°759 déposé le 8 juillet 2021). Il préconise notamment (proposition n°10) de lever les freins au développement des groupements d'employeurs en simplifiant de manière définitive la comptabilisation des effectifs.

L'objet de cet amendement, qui complète l'article L. 1111-3 du code du travail, vise donc à écarter les salariés mis à disposition par le Groupement d'Employeurs du calcul de l'effectif concernant les déclarations sociales du groupement d'employeurs, à partir du 1er janvier 2024.





N°	I-1602
----	--------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET et Olivia RICHARD, M. HENNO, Mme HAVET,  
MM. LONGEOT, CAMBIER et HINGRAY et Mme BILLON

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 17

Après l'article 17

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le 7° de l'article 81 du code général des impôts est abrogé.

### OBJET

Le présent amendement vise à soumettre à l'impôt sur le revenu les traitements attachés à la légion d'honneur et à la médaille militaire.

Il n'y a aucune justification à leur exonération, qui représente un coût important pour le budget de l'État.

Il s'agit donc ici d'une mesure de cohérence du système d'imposition autant que d'une mesure d'assainissement des comptes publics.





## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET et Olivia RICHARD, MM. BONNECARRÈRE et HENNO, Mme HAVET, M. LONGEOT, Mme JACQUEMET, MM. HINGRAY et CIGLOTTI et  
Mme BILLON

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 17

Après l'article 17

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 81 bis du code général des impôts est abrogé.

### OBJET

Le présent amendement vise à soumettre à l'impôt sur le revenu le salaire des apprentis et les gratifications versées aux stagiaires.

Cette dépense fiscale a représenté en 2023 un coût de 373 millions d'euros au budget de l'État.

Il s'agit donc ici d'une mesure de cohérence du système d'imposition autant que d'une mesure d'assainissement des comptes publics.





## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET et Olivia RICHARD, MM. BONNECARRÈRE et HENNO, Mmes SOLLOGOUB et HAVET, MM. LONGEOT et CAMBIER, Mme JACQUEMET, MM. HINGRAY et CIGOLOTTI et Mme BILLON

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 17

Après l'article 17

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Les articles 84 A et 100 bis du code général des impôts sont abrogés.

### OBJET

Le présent amendement propose la suppression d'une dépense fiscale afférente à l'impôt sur le revenu jugée inefficace ou faiblement efficiente par l'Inspection générale des finances (IGF), et dont le coût total pour le budget de l'État est important.

En effet l'imposition des salaires ou des bénéfices des écrivains, des artistes et des sportifs selon une moyenne triennale n'est pas justifiée.

Il s'agit donc ici d'une mesure d'assainissement des comptes publics.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET et Olivia RICHARD, M. HENNO,  
Mmes SOLLOGOUB et HAVET, MM. LONGEOT, HINGRAY et CIGIOTTI et Mme BILLON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 17**

Après l'article 17

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le 9° bis de l'article 157 du code général des impôts est abrogé.

**OBJET**

Le présent amendement vise à soumettre à l'impôt sur le revenu les intérêts et primes versés dans le cadre de l'épargne logement.

Cette exonération, dont 23 millions de ménages ont bénéficié en 2022, est contraire à l'objectif de consolidation des finances publiques. Instaurée en 1978, elle ne semble plus justifiée aujourd'hui.

Par ailleurs, le rapport du comité dévaluation des dépenses fiscales et des niches sociales, mené par l'inspection générale des finances en 2011, estimait cette dépense fiscale totalement inefficace (score de 0). Une véritable refonte de la stratégie en la matière s'impose donc, et la présente dépense fiscale apparaît aujourd'hui inutile au regard des enjeux budgétaires.

Cette dépense fiscale a représenté en 2023 un coût de 445 millions d'euros au budget de l'État alors qu'elle représentait déjà 411 millions d'euros en 2021.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET et Olivia RICHARD, MM. BONNECARRÈRE et HENNO, Mmes SOLLOGOUB et HAVET, MM. LONGEOT, HINGRAY et CIGOLOTTI et Mme BILLON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 17

Après l'article 17

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Les I et I bis de l'article 125-0 A du code général des impôts sont abrogés.

**OBJET**

Le présent amendement vise à soumettre à l'impôt sur le revenu les produits attachés aux bons ou contrats de capitalisation et d'assurance-vie.

Cette exonération, ou imposition réduite, apparaît contraire à l'objectif de consolidation des finances publiques. Instaurée en 1982, elle ne semble plus justifiée aujourd'hui.

Par ailleurs, le rapport du comité d'évaluation des dépenses fiscales et des niches sociales, mené par l'Inspection générale des finances en 2011, estimait cette dépense fiscale non efficiente (score de 1). Une véritable refonte de la stratégie en la matière s'impose donc, et la présente dépense fiscale apparaît aujourd'hui inutile au regard des enjeux budgétaires. En outre, le suivi de cette dépense fiscale apparaît lacunaire : le nombre de bénéficiaires n'est ainsi pas déterminé.

Cette dépense fiscale a représenté en 2023 un coût de 542 millions d'euros au budget de l'Etat.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET et Olivia RICHARD, MM. BONNECARRÈRE et HENNO, Mmes SOLLOGOUB et HAVET, M. LONGEOT, Mme JACQUEMET, MM. HINGRAY, CIGIOTTI et DHERSIN et Mme BILLON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. L'article L. 224-4 du code monétaire et financier est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° En cas de dépendance du titulaire, de son conjoint ou de son partenaire lié par un pacte civil de solidarité, ou de ses ascendants. Cette dépendance s'apprécie au sens d'un groupe iso ressource (GIR) de niveau 1 à 4 de la grille AGGIR, établie par un certificat médical. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La dépendance est un risque en progression avec un pic qui est encore à venir. La population Française vieillit : la part des personnes de 75 ans et plus est passée de 7,1 % de la population en 2000 à 9,5 % en 2020 et devrait atteindre 16,4 % en 2050 dans le scénario central de l'INSEE publié en 2016.

Ce vieillissement de la population se traduira mécaniquement par une hausse des personnes dépendantes, le risque de perte d'autonomie étant fortement croissant avec l'âge. Ainsi, la DREES estime qu'en 2030, le nombre de bénéficiaires de l'APA passera à 1,6 millions (contre 1,3 millions fin 2020).

Aujourd'hui, on estime à 11 millions le nombre d'aidants familiaux – cette aide va souvent de pair avec des difficultés tant au niveau professionnel que sur la santé de l'aidant.

Sur le plan financier, le reste à charge peut se révéler important pour les familles : la DREES a publié en juillet 2022 une estimation du reste à charge des résidents en établissements pour personnes âgées (EHPA, Ehpad et USLD). Elle estime que près de quatre résidents sur cinq sont dans l'impossibilité de financer leurs frais de séjour grâce à leurs ressources courantes et doivent faire appel à d'autres solutions (épargne, recours à l'ASH, etc.). Face à ce risque, il est donc nécessaire de mobiliser les ressources le plus largement possible, et au-delà des ressources publiques.

Afin de permettre la mobilisation de l'épargne retraite, cet amendement vise à ajouter un 7ème cas de déblocage "accidents de la vie" au sein du PER en cas de Dépendance (GIR 1 à 4) de l'adhérent, de son conjoint ou de ses ascendants, afin d'améliorer la couverture de ce risque.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET et Olivia RICHARD, M. HENNO,  
Mmes SOLLOGOUB, HAVET et JACQUEMET, MM. HINGRAY et CIGLOTTI, Mme BILLON,  
MM. DUFFOURG, Jean-Michel ARNAUD, LEVI et BLEUNVEN et Mme ROMAGNY

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 13

I. – Alinéas 20 à 25

Supprimer ces alinéas.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

L'article 13 du PLF pour 2024 prévoit de supprimer le double comptage pour les carburéacteurs (secteur de l'aviation).

Ce double comptage est pourtant indispensable pour la filière vinicole française et ses distilleries.

Les 84 000 exploitants viticoles français qui fournissent en effet à eux seuls environ 17 % de la production mondiale ont avec les distilleries vinicoles françaises bâti une économie circulaire qui collecte, transforme et valorise les résidus et les sous-produits de la vinification (marcs de raisin et lies de vin). Cette valorisation française des résidus vinicoles est une solution durable pour réduire les pollutions et économiser les ressources naturelles mais elle est aujourd'hui menacée par la suppression du double comptage pour les carburéacteurs.

Le double comptage est l'outil le plus efficace pour garantir que les matières premières complexes des résidus viticoles soient collectées, traitées et converties en biocarburants avec des économies de gaz à effet de serre élevées (GES). L'arrêt du double comptage mettrait un terme au développement continu de différentes industries de biocarburants avancés et à base de résidus, ce qui entraînerait notamment une augmentation des émissions de GES.

Cet amendement propose donc le maintien du double comptage pour les carburéacteurs (secteur de l'aviation) en tant que mécanisme indispensable pour la filière vinicole française et ses distilleries.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET et Olivia RICHARD, MM. BONNECARRÈRE et HENNO, Mmes SOLLOGOUB et HAVET, MM. LONGEOT et CAMBIER, Mme JACQUEMET, MM. HINGRAY et CIGOLOTTI et Mme BILLON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 28

Après l'article 28

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

A l'article 775 du code général des impôts, le montant : « 1 500 € » est remplacé par le montant : « 5 000 € ».

**OBJET**

Dans le cadre du règlement d'une succession et lors de l'établissement de la déclaration auprès de l'administration fiscale, sont déductibles pour le calcul des droits de succession les frais d'obsèques dans une limite plafonnée à 1 500 euros (article 775 du code général des impôts, modifié par la loi n°2002-1575 du 30 décembre 2002 de finances pour 2003). Ce montant forfaitaire est donc le même depuis 18 ans.

Une faible somme déductible qui choque souvent les héritiers, même ceux qui ne sont pas redevables de droits, le coût réel des frais d'obsèques étant nettement supérieur à ce plafond fiscal.

Or, la loi du 26 juillet 2013 dispose que les frais d'obsèques peuvent être payés par la banque du défunt, si le solde du compte du défunt le permet. Et l'arrêté du 7 mai 2015 pris en application de l'article L.312-14 du code monétaire et financier a fixé à 5 000 euros le montant pouvant être prélevé sur le compte bancaire du défunt.

Cet amendement vise à porter cette somme déductible à 5 000 euros et d'uniformiser ainsi les deux systèmes.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET et Olivia RICHARD, MM. BONNECARRÈRE et HENNO, Mmes SOLLOGOUB et HAVET, MM. LONGEOT et CAMBIER, Mme JACQUEMET, MM. HINGRAY, CIGOLOTTI et DHERSIN et Mme BILLON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24**

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I.- Le II de l'article 1407 du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Les logements concédés par nécessité absolue de service (LCNAS). »

II. - La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Depuis le 1er janvier 2023, la taxe d'habitation sur la résidence principale est supprimée pour tous les contribuables.

Elle est toutefois maintenue sur les résidences secondaires.

Certaines catégories de fonctionnaires, tels que les gendarmes et les officiers de police, disposent de Logements Concédés par Nécessité Absolue de Service (LCNAS) qui, en raison même de la nature de l'activité de ces fonctionnaires, sont indispensables au bon exercice de leurs missions, alors que nombre d'entre eux disposent en parallèle d'une habitation dans laquelle résident de manière habituelle leurs familles.

A ce jour, ces LCNAS sont considérés comme une résidence secondaire par l'administration fiscale et, par conséquent, imposables à la taxe d'habitation alors même que ces logements devraient être considérés comme des outils de travail. Il n'y a donc pas lieu de pénaliser les personnels des forces de l'ordre concernés.

Il paraît donc logique d'exclure les LCNAS du champ des résidences secondaires et donc de leur imposition à la taxe d'habitation.

Tel est l'objet du présent amendement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET, Olivia RICHARD et MORIN-DESAILLY,  
MM. BONNECARRÈRE et HENNO, Mmes SOLLOGOUB et HAVET, M. LONGEOT,  
Mme JACQUEMET, MM. HINGRAY et CIGOLOTTI et Mme BILLON

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I.- Le II de l'article 1407 du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° les lieux de travail occupés aux fins d'accueillir des enfants en bas âge, les maisons d'assistants maternels, lorsqu'elles sont constituées en personnes morales. »

II. - La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Depuis le 1er janvier 2023, la taxe d'habitation sur la résidence principale est supprimée pour tous les contribuables. Elle est toutefois maintenue sur les résidences secondaires.

Dès lors qu'elles ne sont pas sujettes au paiement de la Cotisation Foncière des Entreprises, les Maisons d'Assistants Maternelles (MAM) sont considérées comme des résidences secondaires et donc redevables de la taxe d'habitation, ce qui peut alourdir de façon importante leur budget.

Alors que le secteur de la petite enfance connaît une crise, avec des difficultés pour trouver des professionnels mais également faire face à leur vieillissement, notamment pour les accueils individuels, les maisons d'assistantes maternelles offrent une alternative de plus en plus prisee, particulièrement en milieu rural, tant pour les parents que les professionnels, notamment en termes de réponse aux besoins que le gouvernement estime prioritaire.

Il paraît donc logique d'exclure les lieux de travail occupés aux fins d'accueillir des enfants en bas âge, les maisons d'assistants maternels, lorsqu'elles sont constituées en personnes morales, du champ des résidences secondaires et donc de leur imposition à la taxe d'habitation.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET et Olivia RICHARD, M. HENNO,  
Mmes SOLLOGOUB et HAVET, MM. LONGEOT, HINGRAY et CIGOLOTTI et Mme BILLON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 32

Après l'article 32

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I – Le chapitre 7 du titre 3 du livre 1 du code de la sécurité sociale est abrogé.

II – Les III, IV et VI de la section 0I du chapitre premier du titre III de la deuxième partie du livre premier du code général des impôts sont abrogés.

III - Le titre 4 du livre 2 du code de la Sécurité Sociale est ainsi rédigé :

« TITRE 4

« *RESSOURCES*« *CHAPITRE UNIQUE*

« Art L.241.1, -I – La couverture de l'ensemble des dépenses prises en charge par les organismes mentionnées au titre III du présent livre est assurée par une Micro-Taxe Sociale sur les mouvements des paiements scripturaux, collectée et perçue intégralement par ces organismes.

« II – L'assiette de cette Micro-Taxe Sociale inclut : les paiements scripturaux et électroniques ;

III -Le taux de la Micro-Taxe Sociale est fixé à 1% »

IV - La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

V - La perte de recettes pour les organismes de Sécurité Sociale est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à la Micro-Taxe Sociale instituée par la présente loi.

**OBJET**

En France, les cotisations sociales salariales et patronales prélevées sur les salaires bruts représentent environ 350 Milliards d'Euros. Le taux de cotisations sociales à la charge des employeurs a certes diminué de 1 point de PIB entre 2016 et 2021 mais il demeure un écart de 71 milliards € avec les cotisations employeurs acquittées dans les autres pays de la zone euro. Ces prélèvements sociaux, en

plus de réduire le pouvoir d'achat des travailleurs, pèsent sur le coût du travail pour les entreprises françaises expliquant leur faible compétitivité.

Cet amendement vise ainsi à remplacer les cotisations sociales salariales et patronales prélevées sur le salaire brut par une Micro-Taxe Sociale de 1% sur les seuls paiements scripturaux. La création de cette Micro-Taxe Sociale, sur la base d'un taux de prélèvement de 1% sur l'ensemble des paiements scripturaux, remplacerait en volume et en valeur les sommes prélevées sur les cotisations sociales salariales et patronales estimées à 350 milliards d'euros.

Dans son bilan des paiements scripturaux pour l'année 2020, la Banque de France évalue le montant des transactions scripturales à 35 786 milliards d'euros. La Micro-Taxe Sociale de 1% permettrait donc de récolter 358 milliards d'euros, se substituant ainsi aux 350 milliards d'euros de cotisations sociales salariales et patronales.

Cet amendement préserve notre modèle social de redistribution et le pérennise même sur le long terme, dans la même logique que celle du Conseil National de la Résistance lors de la création de notre Sécurité Sociale.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET et Olivia RICHARD, MM. BONNECARRÈRE et HENNO, Mme SOLLOGOUB, MM. HINGRAY et CIGIOTTI et Mme BILLON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS**

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Les dispositions de l'article 279-0 bis A du code général des impôts s'appliquent, par dérogation au 3° du I de cet article, aux opérations pour lesquelles l'ouverture de chantier est intervenue à compter du 4 octobre 2023, date d'entrée en vigueur de l'arrêté du 2 octobre 2023 modifiant l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 2014 pris en application de l'article D. 304-1 du code de la construction et de l'habitation pour définir les communes classées dans les zones géographiques se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements entraînant des difficultés d'accès au logement sur le parc locatif.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement a pour objet de préciser l'application du régime fiscal du logement locatif intermédiaire, taux réduit de 10 % de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et créance d'impôt sur les sociétés (IS) aux communes classées en zones tendues.

Le zonage conventionnellement appelé ABC effectue un « classement des communes du territoire national en zones géographiques en fonction du déséquilibre entre l'offre et de la demande de logements ».

Un arrêté du 2 octobre dernier a ainsi reclassé 154 communes en zone tendue (B1 ou A) alors qu'elles étaient précédemment classées en zone B2 ou C. Ces communes ont été confrontées depuis plusieurs années à une augmentation rapide des prix de vente et de loyers mesurés par les indicateurs de suivi mis en place. Cet engagement, pris par la Première ministre lors de la restitution du CNR Logement en juin 2023, a été concrétisé après des concertations tenues avec les préfets de département et les élus locaux concernés, au travers notamment de leurs associations, de sorte d'affiner la liste des communes.

Il s'agit donc de donner le plein effet à ce reclassement en prévoyant son application à toutes les opérations pour lesquelles l'ouverture de chantier est intervenue à compter de l'entrée en vigueur de cet arrêté.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET et Olivia RICHARD, M. HENNO,  
Mmes SOLLOGOUB et HAVET, MM. LONGEOT, HINGRAY et CIGOLOTTI et Mme BILLON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° À la seconde phrase du dernier alinéa de l'article L. 2333-92, le montant : « 1,5 euro » est remplacé par le montant : « 3 euros » ;

2° À l'article L. 2333-94, le montant : « 1,5 euro » est remplacé par le montant : « 3 euros ».

**OBJET**

Perçue par les communes, la taxe mentionnée aux articles L 2333-92 et suivants du code général des collectivités territoriales, dite taxe d'incinération perçue au profit des communes sur le territoire desquelles est installée une usine d'incinération des déchets, constitue une contribution dont le produit, bien que symbolique, avec 17 millions d'euros en 2020, constitue une compensation des nuisances entraînées par cette installation. Cette taxe, dont le montant est modulable par le conseil municipal, contribue à renforcer la liberté et l'autonomie des communes en matière fiscale.

Pourtant, le plafond de cette taxe, fixé à 1,5 euros par tonne, n'a pas été revalorisé depuis 2006. Il apparaît donc nécessaire de le réévaluer. Le contexte d'inflation, qui touche particulièrement les collectivités, renforce l'importance d'une telle hausse du plafond

C'est l'objet du présent amendement, qui porte le plafond de la taxe à 3 euros par tonne.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET et Olivia RICHARD, M. HENNO,  
Mmes SOLLOGOUB et HAVET, MM. LONGEOT, CAMBIER, HINGRAY et CIGOLOTTI et  
Mme BILLON

C	
G	

ARTICLE 5 DUODECIES

## I. – Alinéa 5

Supprimer les mots :

Lorsque ces derniers ne sont pas situés dans des zones géographiques se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements,

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Dans le cadre de l'évolution du régime des micro-entreprises BIC, l'Assemblée nationale a adopté un sixième alinéa à l'article 50-0 du Code Général des Impôts qui permet un abattement de 21% supplémentaire pour les hébergements ruraux, sous certaines conditions : être un meublé de tourisme classé, avoir un chiffre d'affaires ne dépassant pas 50.000 euros au cours de l'année civile précédente et être situé dans une zone qui ne se caractérise pas par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements.

Ces conditions devraient permettre à environ 80% de ces gîtes de bénéficier de ce dispositif, mais en seraient exclus les gîtes situés dans les zones où un « déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements » existe, comme dans les départements de Haute-Savoie, des Bouches du Rhône, de Corse ou d'Outre-mer par exemple.

Or, c'est principalement en agglomération que ces départements connaissent des déséquilibres entre l'offre et la demande de logements, au sens de l'article D 304-1 du code de la construction, et non dans les zones où sont généralement situés les gîtes ruraux. Ces derniers ne contribuent donc pas au phénomène d'attrition du logement.

De plus, la notion de « déséquilibre important » ne paraît, en l'état, pas assez précise.

Il ne semble dès lors pas opportun de conditionner le bénéfice de cet abattement aux zones où sont situées les gîtes ruraux.

Tel est l'objet du présent amendement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET, Olivia RICHARD et MORIN-DESAILLY,  
M. HENNO, Mmes SOLLOGOUB et HAVET, MM. LONGEOT, HINGRAY et CIGIOTTI et  
Mme BILLON

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le septième alinéa du V de l'article 1609 nonies C du code général des impôts est complété par deux phrases ainsi rédigées : « Dès lors qu'une commune ne remplit plus les conditions de potentiel financier précitées, celle-ci peut saisir par délibération l'établissement public de coopération intercommunal en vue de faire cesser la diminution de ses attributions de compensation. La diminution individuelle de ses attributions de compensation cesse de plein droit au 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivant la demande de la commune concernée. »

**OBJET**

Les dispositions de l'article 1609 nonies C, V, 7° du code général des impôts prévoient une procédure pour diminuer les attributions de compensation pour fort potentiel fiscal des communes membres, lorsque les communes disposent d'un potentiel financier par habitant supérieur de plus de 20% au potentiel financier par habitant moyen de l'ensemble des communes membres.

L'article ne prévoit pas une réévaluation des attributions de compensation ainsi diminuées dans l'hypothèse où la commune ne présenterait plus un fort potentiel fiscal. Le présent amendement a pour but de permettre cette réévaluation et d'ainsi corriger cette rupture d'égalité pour les communes concernées. Sans cet amendement, les communes concernées se voient imputer une diminution de leurs attributions de compensation alors même qu'elles ne remplissent plus les conditions pour être considérées comme communes à fort potentiel fiscal.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET, Olivia RICHARD et MORIN-DESAILLY,  
MM. BONNECARRÈRE et HENNO, Mme SOLLOGOUB, MM. HINGRAY et CIGIOTTI et  
Mme BILLON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le 4 du II de l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales est complété par les mots : « , déduction faite des montants correspondant à des restitutions de compétence ».

**OBJET**

Le présent amendement a pour objectif de réparer un effet indirect des restitutions de compétence par les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre sur la dotation globale de fonctionnement de certaines communes.

Certaines fusions d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre réalisées en 2017 dans le cadre des schémas départementaux de coopération intercommunale ont donné lieu à des restitutions de compétences.

Pour les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale soumis au régime de la fiscalité professionnelle unique, la restitution de compétence s'accompagne d'une évaluation de la charge ainsi transférée et d'une révision correspondante du montant de l'attribution de compensation que leur verse l'établissement public de coopération intercommunale en application de l'article 1609 nonies C du code général des impôts.

Cette augmentation de l'attribution de compensation des communes a néanmoins pour effet de majorer le potentiel fiscal des communes concernées et, par voie de conséquence, de réduire le montant de la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat par application des dispositions du II de l'article L. 2334-4 du CGCT.

Or, l'augmentation de l'attribution de compétence versée par l'établissement public de coopération intercommunale ne produit aucun enrichissement puisqu'elle correspond au montant des charges transférées aux communes.

Cet effet peut être neutralisé lorsque la compétence restituée aux communes est gérée sous forme de service commun confié à l'établissement public de coopération intercommunale sur le fondement des dispositions de l'article L. 5211-4-2 du CGCT, qui prévoient que les effets de la mise en commun peuvent être pris en compte par imputation sur l'attribution de compensation prévue à l'article 1609

nonies C du code général des impôts. Le montant de l'attribution de compensation versée aux communes n'augmente alors pas ou très peu.

En revanche, aucune disposition équivalente n'est prévue lorsque la compétence restituée est gérée par les communes sous une autre forme, y compris mutualisée, notamment un syndicat de communes constitué sous le fondement des articles L. 5212-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.

Une telle différence de traitement méconnaît le principe d'égalité devant les charges publiques.

Il convient donc avec cet amendement de modifier les modalités de calcul du potentiel fiscal d'une commune afin d'exclure la partie de l'attribution de compensation correspondant à des compétences restituées.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET, Olivia RICHARD et MORIN-DESAILLY,  
MM. BONNECARRÈRE et HENNO, Mmes SOLLOGOUB et HAVET, M. LONGEOT,  
Mme JACQUEMET, MM. HINGRAY et CIGOLOTTI et Mme BILLON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Aux K bis et K ter de l'article 278-0 bis du code général des impôts, les mots : « du virus Covid 19 »  
sont remplacés par les mots : « des virus ».

**OBJET**

Les K bis et K ter de l'article 278-0 bis du code général des impôts fixent un taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à 5,5% sur les masques, les tenues de protection et les produits destinés à l'hygiène corporelle adaptés à la lutte contre la propagation du virus Covid-19.

Cet amendement vise à étendre ce taux réduit de TVA à 5,5 % sur les masques, les tenues de protection et les produits destinés à l'hygiène corporelle adaptés à la lutte contre tous les virus.

En effet, la sensibilisation pour la protection contre le virus covid-19, essentielle et salvatrice, doit s'étendre à tous les virus. Ainsi, il semble important d'étendre ce taux réduit de TVA à 5,5% sur tous les moyens et outils permettant de lutter contre la propagation de tous les virus et non uniquement contre celle du covid-19.

Anticipe d'autres virus éventuels ☐ intérêt de cet TVA pour production française de masques et non production étrangère.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

C	
G	

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET, Olivia RICHARD et MORIN-DESAILLY,  
MM. BONNECARRÈRE et HENNO, Mmes SOLLOGOUB et HAVET, M. LONGEOT,  
Mme JACQUEMET, MM. HINGRAY, CIGOLOTTI et DHERSIN et Mme BILLON

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 QUINDECIES

Après l'article 5 quindecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I – Au 1 du I de l'article 199 terdecies-0 AB du code général des impôts, le pourcentage : " 18 %" est remplacé par le pourcentage : "25 %"

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à pérenniser un taux à 25% pour l'incitation à l'investissement dans les foncières SIEG.

Les foncières solidaires SIEG, qui agissent sans but lucratif, ont pour vocation d'agir en faveur de personnes en fragilité et sont soumises à de fortes contraintes : interdiction de distribution de dividende, peu ou pas de valorisation des parts sociales etc. Les foncières solidaires poursuivent un objectif de lutte contre les situations d'exclusion et leurs activités en faveur du logement très social nécessitent des investissements en fonds propres importants et patients.

Les souscriptions au capital des foncières solidaires disposant du mandat SIEG bénéficient de la réduction d'impôt sur le revenu prévu à l'article 199 terdecies-0 AB du code général des impôts (CGI). Cette réduction d'impôt est justifiée par la finalité sociale des activités des foncières SIEG et a vocation à promouvoir l'investissement solidaire.

De plus, en comparant le montant de la déduction effective accordée au titre de l'IR SIEG au plafond au-delà duquel la déduction n'est plus rentable pour la collectivité, il est possible de démontrer que le coût du dispositif fiscal IR SIEG est inférieur au bénéfice qu'en tire la collectivité publique. Cette comparaison permet de s'assurer qu'il n'existe pas de risque de surcompensation du service économique d'intérêt général (SIEG) accompli par les foncières.

Mettre à fin à ce taux bonifié et revenir à 18% aurait des conséquences dramatiques pour les entreprises solidaires : Habitat & Humanisme, acteur du logement très social, estime par exemple que sa collecte pourrait baisser d'un tiers, ce qui résulterait dans la production de 200 logements sociaux de moins par an.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET, Olivia RICHARD et MORIN-DESAILLY,  
M. HENNO, Mmes SOLLOGOUB et HAVET, M. LONGEOT, Mme JACQUEMET, MM. HINGRAY et  
CIGOLOTTI et Mme BILLON

ARTICLE 7

Alinéas 20 et 21

Remplacer ces alinéas par un alinéa ainsi rédigé :

« Art. 44 quindecies A. – I. – A. – Dans les zones France Ruralités Revitalisation et France ruralités Revitalisation « plus » définies au II et au III, les entreprises qui sont créées ou reprises entre le 1<sup>er</sup> juillet 2024 et le 31 décembre 2029, soumises de plein droit ou sur option à un régime réel d'imposition de leurs résultats et qui exercent une activité industrielle, commerciale, artisanale au sens de l'article 34 ou professionnelle au sens du 1 de l'article 92, sont exonérées d'impôt sur le revenu ou d'impôt sur les sociétés à raison des bénéfices réalisés dans ces mêmes zones, à l'exclusion des plus-values constatées lors de la réévaluation des éléments d'actif, jusqu'au terme du cinquante-neuvième mois suivant celle de leur création ou reprise. »

**OBJET**

Avec l'article 7 du projet de loi de finances pour 2024, le nouveau dispositif d'exonération des entreprises qui sont créées ou reprises dans les zones France Ruralités Revitalisation entre le 1<sup>er</sup> juillet 2024 et le 31 décembre 2029 (article 44 quindecies A du CGI) ne s'appliquera qu'aux seules activités créées ex-nihilo tandis que le dispositif actuel (article 44 quindecies du CGI) s'applique, sans restriction, tant aux activités faisant l'objet d'une reprise qu'aux activités nouvellement créées.

Cette situation apparaît totalement injustifiable.

Faute de réintégration des entreprises faisant l'objet d'une reprise dans le dispositif d'exonération, de nombreux cabinets libéraux (notamment du secteur de la santé), commerces et entreprises artisanales tomberont en déshérence.





## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET, Olivia RICHARD et MORIN-DESAILLY,  
M. HENNO, Mmes SOLLOGOUB et HAVET, M. LONGEOT, Mme JACQUEMET, MM. HINGRAY et  
CIGOLOTTI et Mme BILLON

C	
G	

### ARTICLE 6

I. – Alinéas 25, 28, 31, 37, 38 et 40

Supprimer ces alinéas

II. – Alinéa 39

Supprimer les mots :

et montants mentionnés aux 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>

### OBJET

Compte tenu des enjeux propres au vieillissement de la population et de la volonté de donner à chacun la possibilité de résider à son domicile, il convient de favoriser l'adaptation des logements à un maximum de contribuables.

Cet amendement vise donc à rétablir l'éligibilité au crédit d'impôt :

- des équipements spécialement conçus pour l'accessibilité des logements aux personnes âgées et handicapées, pour l'ensemble des contribuables ;
- des équipements permettant l'adaptation des logements à la perte d'autonomie ou au handicap, pour les foyers fiscaux dont l'un des membres est en situation de handicap ou de perte d'autonomie.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET, Olivia RICHARD et MORIN-DESAILLY,  
M. HENNO, Mmes SOLLOGOUB et HAVET, MM. LONGEOT, HINGRAY et CIGIOTTI et  
Mme BILLON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 26

Après l'article 26

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après le douzième alinéa de l'article L. 2333-67 du code général des collectivités territoriales, sont insérés sept alinéas ainsi rédigés :

« Dans les territoires qui ont établi plusieurs infrastructures et services de mobilité douce définis ci-après, le taux applicable peut être majoré jusqu'à 0,3 %.

« – à partir de deux services mis en place, le taux applicable peut être majoré de 0,1 % ;

« – à partir de trois services mis en place, le taux applicable peut être majoré de 0,2 % ;

« – à partir de quatre services mis en place, le taux applicable peut être majoré de 0,3 %.

« Les mobilités douces sont entendues comme les transports à la demande, les transports en libre service dont l'autopartage, les vélos, les trottinettes, les infrastructures et services de covoiturage, les transports en location dont la location de véhicules entre particuliers. Ces services peuvent être proposés par les collectivités territoriales ou par des entreprises.

« Un décret publié avant le 31 décembre 2024 précisera les modalités d'application du présent alinéa. »

**OBJET**

Cet amendement a pour objectif de développer les mobilités douces dans les transports du quotidien et de faire progresser la transition écologique, en encourageant l'intermodalité et la diversification des moyens de mobilité douce sur le territoire.

Pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre, nous devons proposer un panel plus large de moyens de transport moins émetteurs offrant une alternative à la voiture individuelle, qui représente la moitié des émissions de gaz à effet de serre du secteur.

Le rapport d'information du Sénat sur les modes de financement des autorités organisatrices de la mobilité (AOM) du 4 juillet 2023 recommande d'utiliser les versements de mobilité comme un outil d'incitation fiscale à la mise en place de nouveaux services de mobilité durable.

Le présent amendement vise donc à permettre la majoration du taux du versement mobilité au nombre d'infrastructures et de services de mobilité douce proposés sur le territoire. En complémentarité avec les transports en communs, la majoration vise à financer les infrastructures et les services de mobilités douces.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET, Olivia RICHARD et MORIN-DESAILLY,  
MM. BONNECARRÈRE et HENNO, Mmes SOLLOGOUB et HAVET, M. LONGEOT,  
Mme JACQUEMET, MM. HINGRAY, CIGOLOTTI et DHERSIN et Mme BILLON

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. - L'article 278-0 bis du code général des impôts est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« .... – Les pièces de carrosserie, pièces mécaniques, composants électroniques et pneumatiques installés par un professionnel dans le cadre de travaux de réparation et de rénovation des véhicules automobiles, dans la mesure où ils sont issus de la réutilisation de composants de véhicules hors d'usage, visée à l'article R.543-159 du code de l'environnement ;

« .... – Les pièces issues de la rénovation de composants usagés ou remanufacture de composants pièces mécaniques et électroniques ou pneumatiques rechapés de véhicules à deux, trois ou quatre roues, mentionnés à l'article R.311-1 du code des Transports. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Dans une économie circulaire, le réemploi, la réparation et le recyclage deviennent la norme, et les déchets sont à réduire significativement. En utilisant plus efficacement et plus longtemps les matériaux à des fins productives et en les réutilisant, l'Union européenne et, a fortiori, la France améliorerait sa compétitivité pour faciliter la transition vers une économie circulaire garante de nouveaux emplois et d'une croissance durable.

Le réemploi des pièces issues du démontage des véhicules en fin de vie est à la fois un enjeu économique et écologique. S'il s'est développé ces dernières années dans le cadre de la filière des véhicules hors d'usage (VHU) et d'une réglementation imposant aux réparateurs de proposer à leurs clients des PIEC (pièces issues de l'économie circulaire), il ne représente, pour l'heure, qu'environ 5% du marché.

Pour atteindre les objectifs ambitieux de planification écologique et respecter les trajectoires établies par les feuilles de route de décarbonation, une TVA réduite s'impose.

Elle se justifie d'autant plus que ces pièces dites de « seconde vie » ont déjà fait l'objet d'une TVA au taux normal. Dès lors, il paraît logique que la réutilisation s'effectue à taux réduit.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET et Olivia RICHARD, MM. BONNECARRÈRE et HENNO, Mmes SOLLOGOUB et HAVET, M. LONGEOT, Mme JACQUEMET, MM. HINGRAY et CIGIOLLOTTI et Mme BILLON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 TER**

Après l'article 3 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article L. 523-4-1 du code rural et de la pêche maritime, est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Elles donnent droit à un intérêt dont les statuts peuvent fixer le taux à deux points au-dessus de celui des parts sociales d'activité. »

**OBJET**

Le capital social de la coopérative est, en principe, centré sur les seuls adhérents. Ainsi comme le déclare le rapport d'information sur le secteur coopératif dans le domaine agricole "il en résulte une difficulté consubstantielle pour la coopérative à se constituer des fonds propres ". Egalement, il démontre une baisse progressive, du ratio de financement propre des coopératives françaises, "ce qui laisse entrevoir une dégradation à plus ou moins long terme de la capacité des coopératives à couvrir leur actif par leurs fonds propres et, dès lors, à être autonomes financièrement."

Un enjeu important face aux défis auxquels nous faisons face en matière de souveraineté alimentaire et de transition écologique.

L'amendement proposé a pour objectif de majorer le plafond existant des parts sociales d'épargne (PSE) de 2 points supplémentaires de façon à rendre la détention des PSE incitative pour les associés coopérateurs.

Les PSE sont de la ristourne transformée en parts sociales dites d'épargne, donc de la rémunération complémentaire réservée aux associés coopérateurs affectée en cas de résultat positif de la coopérative. Il s'agit bien d'un complément de rémunération des agriculteurs actifs qui apportent leurs productions et utilisent les services de la coopérative.

L'avantage des PSE est multiple : la coopérative agricole « capitalise » de la ristourne sur un temps donné, l'agriculteur se constitue de l'épargne dans la coopérative, qui peut être rémunérée (faiblement à ce jour) et n'est imposable qu'au moment où elle est débloquée (passé la période de 3 à 5 ans où les PSE doivent être conservées dans la coopérative, les associés coopérateurs la perçoivent quand ils le souhaitent).



Dans la mesure où les entreprises coopératives envisagent de recourir à l'émission de PSE afin de conforter leurs fonds propres, nécessaires à l'accompagnement des transitions, il serait plus juste et plus incitatif pour les associés coopérateurs de pouvoir rémunérer plus substantiellement ces parts « bloquées ». Bien évidemment, le choix de constituer ou non des PSE et de les rémunérer plus ou moins substantiellement s'effectue dans le cadre de la gouvernance démocratique des coopératives (vote en assemblée générale) chaque année.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET et Olivia RICHARD, M. HENNO,  
Mmes SOLLOGOUB et HAVET, M. LONGEOT, Mme JACQUEMET, MM. HINGRAY, CIGOLOTTI et  
DHERSIN et Mme BILLON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 27

I. – Alinéa 2, tableau, seconde colonne, quatrième ligne

Remplacer le montant :

7 104 000 000

par le montant :

10 104 000 000

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Actuellement, trois régimes de bénéfices du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée subsistent :

- l'année même de l'investissement, pour les communautés
- en année n+1 pour les collectivités ayant opté en 2019 pour ce régime – en année n+2 pour les autres collectivités

Il n'y a plus de raison que subsiste un régime de bénéfice de la TVA en n+2. C'est une mesure de bonne gestion des collectivités territoriales, en même temps que de contemporanéisation qui caractérise les politiques fiscales et sociales d'aujourd'hui.

Il est ainsi proposé de supprimer ce régime au bénéfice du n+1.

Sur la période des 5 années, l'incidence globale est neutre, les dépenses en 2024 étant compensées par une baisse de dépenses étalées sur les 4 années suivantes.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET et Olivia RICHARD, M. HENNO,  
Mmes SOLLOGOUB et HAVET, M. LONGEOT, Mme JACQUEMET, MM. HINGRAY et CIGLOTTI et  
Mme BILLON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 27

I. – Alinéa 2, tableau, seconde colonne, cinquième ligne

Remplacer le montant :

7 104 000 000

par le montant :

11 604 000 000

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Actuellement, trois régimes de bénéfices du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée subsistent :

- l'année même de l'investissement, pour les communautés
- en année n+1 pour les collectivités ayant opté en 2019 pour ce régime – en année n+2 pour les autres collectivités

Il n'y a plus de raison que subsiste un régime de bénéfice de la TVA en n+2. C'est une mesure de bonne gestion des collectivités territoriales, en même temps que de contemporanéisation qui caractérise les politiques fiscales et sociales d'aujourd'hui.

Il est aussi possible de mettre fin au régime de bénéfice de la TVA en n+1 comme il est aujourd'hui fait pour les communauté de commune et communauté d'agglomération

Il est ainsi proposé de supprimer ces régimes n+1 et n+2 du FCTVA au bénéfice du régime n.

Sur la période des 5 années, l'incidence globale est neutre, les dépenses en 2024 étant compensées par une baisse de dépenses étalées sur les 4 années suivantes.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET et Olivia RICHARD, M. HENNO,  
Mmes SOLLOGOUB et HAVET, MM. LONGEOT, HINGRAY et CIGOLOTTI et Mme BILLON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES**

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I.– Le 2° du I de l'article 150-0 B ter du code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'avant-dernière phrase du d est remplacée par deux phrases ainsi rédigées : « Les fonds, les sociétés de libre partenariat ou organismes équivalents doivent s'engager à respecter le quota d'investissement défini au II de l'article 163 quinquies B, porté à 75 %. De même les sociétés de capital-risque doivent respecter le quota d'investissement fixé à l'article 1er-I de la loi n° 85-695 du 11 juillet 1985, porté à 75 %. » ;

2° Au sixième alinéa, les mots : « ou des quotas d'investissement mentionnés au d » sont supprimés ainsi que les mots : « ou le délai de cinq ans mentionné au d » ;

3° Le septième alinéa est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

« Si tout ou partie du réinvestissement est réalisé au travers d'une entité mentionnée au d du présent 2° d'une part le non-respect de son quota par l'entité entraîne la remise en cause du report d'imposition au titre de l'année au cours de laquelle l'entité ne respecte plus son quota, et d'autre part le non-respect de la condition prévue à la quatrième phrase du d du présent 2° met fin au report d'imposition au titre de l'année au cours de laquelle expire le délai de cinq ans mentionné à la même quatrième phrase.

« Dans les hypothèses de remise en cause visées à l'alinéa précédent, le report ne prend toutefois fin qu'à proportion de la quote-part du montant investi dans le fonds, la société ou l'organisme considéré prise en compte pour le respect de la condition de réinvestissement mentionnée au premier alinéa du présent 2° par rapport au montant de réinvestissement minimum de 60%. » ;

4° Au dernier alinéa, les mots : « au titre de l'année d'expiration du délai de cinq ans mentionné audit d » sont remplacés par les mots : « dans les mêmes conditions que celles décrites aux septième et huitième alinéas du présent 2° » et après les mots : « le délai de cinq ans » sont insérés les mots : « visé au septième alinéa du présent 2° ».

II. 1. Le I entre en vigueur pour tous les fonds, organismes et constitués à compter de la promulgation de la présente loi.

2. Les fonds, société de libre partenariat et organismes visés au d du 2° du I de l'article 150-0 B ter du code général des impôts constitués avant la date de promulgation de la présente loi pourront opter



pour l'application des dispositions visées ci-dessus sous réserve d'être en mesure de démontrer avoir respecté le quota de 75% tel que décrit au 1° du I ci-dessus à la clôture de chaque semestre suivant la clôture de leur deuxième exercice.

III. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

A ce jour peu de sociétés de gestion de portefeuille proposent des véhicules d'investissement éligibles au régime du report d'imposition prévu par l'article 150-0 B ter du CGI (« apport-cession ») compte tenu d'un certain nombre d'incertitudes et d'incohérences entre les conditions d'investissement s'appliquant classiquement aux véhicules de capital-investissement (quota juridique et quota fiscal notamment) et les conditions d'éligibilité de ces véhicules au dispositif d'apport-cession.

En effet pour être éligible au réinvestissement prévu à l'article 150-0 B ter, les fonds de capital investissement doivent respecter un quota de 75% dont les modalités d'appréciation et de calcul sont différentes de celles des autres quotas applicables à ces fonds de capital investissement (le quota juridique prévu aux articles L. 214-28, L. 214-160 du code monétaire et financier et le quota fiscal prévu à l'article 163 quinquies B du CGI). D'une part leur respect ne s'apprécie pas aux mêmes dates et d'autre part les titres qui sont éligibles à ces quotas sont différents et l'assiette n'est pas la même.

Ces incohérences, non seulement nuisent à la lisibilité du dispositif mais sont également source de telles contraintes sur l'investissement et le désinvestissement du fonds qu'elles conduisent à inhiber l'offre de fonds éligibles au dispositif voire à construire une offre qui n'est pas cohérente avec les stratégies d'investissement professionnelles des gestionnaires.

Cet amendement a vocation à aligner le quota de 75% dans ses modalités de calcul et d'investissement sur les modalités de calcul et d'investissement du quota "fiscal" applicable au fonds de capital investissement et qui est lui-même construit par référence à leur quota juridique.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET et Olivia RICHARD, MM. BONNECARRÈRE et HENNO, Mmes SOLLOGOUB et HAVET, M. LONGEOT, Mme JACQUEMET, MM. HINGRAY et CIGLOTTI et Mme BILLON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 278-0 bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« .... – Les prestations de services de réparation de bicyclettes y compris électriques, d'appareils ménagers, de chaussures et articles en cuir, de vêtements et linge de maison (y compris les travaux de raccommodage et de modification). »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'objectif de cet amendement est de fixer un taux de TVA réduit de 5,5 % sur les activités de réparation d'appareils ménagers, de bicyclettes, chaussures et articles en cuir et retouches textiles comme l'autorise la directive européenne 2006/112/CE du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée.

La réparation est l'un des piliers de l'économie circulaire et les artisans réparateurs contribuent au développement économique et écologique des territoires. Ce taux réduit de la TVA permettra aux produits réparés d'être plus attractifs que les produits neufs, mais également de développer le secteur et de participer à l'attractivité et à la rentabilité du métier de réparateur.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET et Olivia RICHARD, MM. BONNECARRÈRE et HENNO, Mmes SOLLOGOUB et HAVET, M. LONGEOT, Mme JACQUEMET, MM. HINGRAY et CIGIOTTI et Mme BILLON

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 279 du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« .... Les prestations de services de réparation de bicyclettes y compris électriques, d'appareils ménagers, de chaussures et articles en cuir, de vêtements et linge de maison (y compris les travaux de raccommodage et de modification). »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'objectif de cet amendement est de fixer un taux de TVA réduit de 10 % sur les activités de réparation d'appareils ménagers, de bicyclettes, chaussures et articles en cuir et retouches textiles.

La réparation est l'un des piliers de l'économie circulaire et les artisans réparateurs contribuent au développement économique et écologique des territoires. Ce taux réduit de la TVA permettra aux produits réparés d'être plus attractifs que les produits neufs, mais également de développer le secteur et de participer à l'attractivité et à la rentabilité du métier de réparateur.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET et Olivia RICHARD, MM. BONNECARRÈRE et HENNO, Mmes SOLLOGOUB et HAVET, M. LONGEOT, Mme JACQUEMET, MM. HINGRAY et CIGIOLLOTTI et Mme BILLON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEXIES

Après l'article 3 sexies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – La section II du chapitre IV du titre premier de la première partie du livre premier du code général des impôts est complétée par une section ainsi rédigée :

« .... — Crédit d'impôt en faveur de la souscription par les associés coopérateurs de parts sociales dans une société coopérative d'entreprises

« Art. 244 quater .... – Les associés coopérateurs qui souscrivent de nouvelles parts sociales dans une société coopérative d'entreprises régie par les dispositions du livre I, titre II, chapitre IV du code de commerce, par les dispositions du livre I<sup>er</sup>, titre III, chapitre IV du code de l'artisanat, par les dispositions des articles L. 931-5 à L. 931-30 du code rural et de la pêche maritime, bénéficient, jusqu'au 31 décembre 2029, au titre de l'impôt sur les sociétés ou, pour ce qui concerne les entreprises individuelles, au titre de l'impôt sur le revenu, d'un crédit d'impôt. Ce crédit d'impôt est égal à 25 % du montant des parts sociales souscrites, qu'elles aient pour origine une souscription initiale, une souscription supplémentaire ou une transformation de ristournes coopératives, dans la limite de 40 000 euros par an.

« Le bénéfice du crédit d'impôt est subordonné à la conservation des parts sociales jusqu'à l'expiration de la cinquième année suivant celle au cours de laquelle la souscription a été réalisée par l'entreprise.

II. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Dans tous les secteurs (commerce, pêche, artisanat, transport...), les coopératives apportent à ceux qui s'associe en son sein, des services auxquels ils n'auraient pas accès seuls, et contribuent ainsi, à leur performance économique et au maintien d'une activité économique et d'emploi.

Le sociétariat et la contribution au capital sont exclusivement du seul fait des entrepreneurs associés. La démocratie coopérative (un associé égale une voix) et la lucrativité limitée (intérêts aux parts optionnels et plafonnés) font que les coopératives ne lèvent pas de capital auprès d'investisseurs extérieurs ; elles s'autofinancent quasi-exclusivement auprès de leurs sociétaires.

Ces derniers payent chaque année de l'impôt (IR, IS) lorsqu'ils souscrivent du capital, que ce soit au moment de leur adhésion, ou lorsque leurs ristournes coopératives sont transformées en parts sociales, alors que ces sommes ne sont pas disponibles pour leurs entreprises (trésorerie).

Cette situation est de nature à décourager les associés coopérateurs à renforcer les fonds propres de leur coopérative. Ce sujet de l'auto-financement via le renforcement des fonds propres des coopératives par le capital social, plutôt que par l'endettement (emprunt), est d'une actualité brûlante au regard de l'évolution des taux directeurs, des prêts bancaires et des orientations européennes.

Le rôle économique et social de ce modèle d'entreprendre plus que centenaire doit être encouragé et pérennisé. Or, les coopératives d'entreprises sont en quête permanente de fonds propres pour se développer et consolider leurs relations avec leurs différents partenaires (fournisseurs, clients, notation Banque de France, établissements prêteurs, assureurs-crédits, etc...).

Le présent amendement propose la mise en place d'un crédit d'impôt pour les entrepreneurs qui immobilisent durablement du capital dans leur coopérative afin de les inciter à développer le financement de leur outil économique commun qu'est la coopérative.

Il s'agit pour eux d'un engagement a minima sur cinq ans de rester dans la coopérative, ce qui constitue un élément de sécurisation supplémentaire pour la coopérative alors que ses membres, indépendants, sont libres de se retirer à tout moment.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET et Olivia RICHARD, MM. BONNECARRÈRE et HENNO, Mmes SOLLOGOUB et HAVET, M. LONGEOT, Mme JACQUEMET, MM. HINGRAY et CIGIOLLOTTI et Mme BILLON

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Les a et b du 2° du II de l'article 150-0 D ter du CGI sont complétés par une phrase ainsi rédigée :  
« Toutefois, ces conditions ne sont pas exigées lorsque l'exercice d'une profession libérale revêt la forme d'une société dans le cadre de laquelle le détenteur des parts ou actions a exercé sa profession principale de manière continue pendant les cinq ans précédant la cession ».

II. – La perte de recettes est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 574 A du code général des impôts.

**OBJET**

Sous certaines conditions dont l'exercice de fonctions de direction dans la société et la détention d'un seuil de participation minimal de 25 %, les associés de sociétés soumises à l'IS cédant leurs titres au moment de leur départ à la retraite bénéficient d'un régime de faveur pour l'imposition des plus-values qu'ils réalisent à cette occasion. Pour les plus-values réalisées depuis le 1er janvier 2018, ce régime de faveur consiste en l'application d'un abattement fixe de 500 000 euros.

Cet amendement vise d'une part, le rétablissement de la dérogation à l'exigence de l'exercice de fonctions de direction pour les professionnels libéraux et, d'autre part, d'une suppression de l'exigence d'une détention d'au moins 25 % du capital en ce qui concerne ces mêmes contribuables.

Un objectif important au regard de la nécessité de prendre en compte la spécificité des sociétés ayant une activité libérale et de la préservation des capacités d'ouverture du capital de celles-ci.

En effet, les sociétés exerçant une activité libérale doivent pouvoir admettre en leur sein de nouveaux associés sans que la dilution du capital qui en résulte puisse avoir une incidence sur la situation des associés en matière d'impôt sur les plus-values. A cet égard, les règles actuelles doivent être regardées comme constituant un obstacle au regroupement des professionnels libéraux, regroupement pourtant souhaité par les pouvoirs publics.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET et Olivia RICHARD, MM. BONNECARRÈRE et HENNO, Mmes SOLLOGOUB et HAVET, M. LONGEOT, Mme JACQUEMET, MM. HINGRAY et CIGLOTTI et Mme BILLON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

I. – Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

« ...° Au premier alinéa du I de l'article 278-0 bis A, après les mots : « prestations de rénovation énergétique », sont insérés les mots :

« , ainsi que les travaux induits qui leur sont indissociablement liés, ».

II. – Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« VIII. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services. »

**OBJET**

Cet amendement vise à sécuriser juridiquement et clarifier, pour les professionnels et les particuliers, l'application du taux réduit de TVA à 5,5% des travaux induits et indissociablement liés aux travaux de rénovation énergétique.

Depuis sa réécriture en 2022, l'article 278-O bis A du CGI, soumettant les prestations de rénovation énergétique à une TVA à 5,5%, ne mentionne plus les travaux induits indissociablement liés. Cette situation a engendré une grande confusion et une insécurité juridique manifeste pour les acteurs de terrain et freine les objectifs de la trajectoire de performance énergétique et de décarbonation.

Cet amendement permet donc de lever toute confusion et sécuriser juridiquement l'ensemble du dispositif de taux réduit applicable aux travaux de rénovation énergétique.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET et Olivia RICHARD, M. HENNO,  
Mmes SOLLOGOUB et HAVET, MM. LONGEOT, HINGRAY et CIGOLOTTI et Mme BILLON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNVICIES**

Après l'article 3 unvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Au 1° de l'article L. 14-10-4 du code de l'action sociale et des familles, le taux : « 0,3 % » est  
remplacé par le taux : « 0,6 % ».

**OBJET**

Cet amendement vise à faire passer de 0,3% à 0,6% le taux de la contribution due par les employeurs  
privés et publics pour la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA).

Depuis la loi du 7 août 2020 relative à la dette sociale et à l'autonomie, la cinquième branche de la  
Sécurité sociale, dédiée à l'autonomie, est gérée par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie  
(CNSA).

Dans un contexte de grande difficulté financière pour les EHPAD, cet amendement propose une  
solution de long terme pour leur financement.

En effet, la situation financière des EHPAD est alarmante. Selon la Fédération Hospitalière de France  
(FHF), près de 80% des EHPAD publics enregistrent un résultat déficitaire pour 2022, contre 42% en  
2019. La situation des EHPAD privés est tout aussi dégradée, notamment depuis le scandale Orpea  
révélé en janvier 2022.

Face à ce constat, nous nous devons de trouver une solution de long terme pour la restructuration et le  
redressement financiers des EHPAD français. Passer le taux de la contribution due par les employeurs  
pour la CNSA de 0,3% à 0,6% en est une.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET, Olivia RICHARD et MORIN-DESAILLY,  
M. HENNO, Mmes SOLLOGOUB et HAVET, M. LONGEOT, Mme JACQUEMET, MM. HINGRAY et  
CIGLOTTI et Mme BILLON

ARTICLE 14

## I. Alinéas 18 et 19

Remplacer ces alinéas par trois alinéas ainsi rédigés :

«

BARÈME CO2, MÉTHODE DITE WLTP POUR LES ANNÉES A COMPTER DE 2026					
Émissions de dioxyde de carbone (en g/km)	Tarif par véhicule (en €)	Émissions de dioxyde de carbone (en g/km)	Tarif par véhicule (en €)	Émissions de dioxyde de carbone (en g/km)	Tarif par véhicule (en €)
Inférieures à 107	0	139	2049	171	24291
108	50	140	2205	172	26302
109	75	141	2370	173	28413
110	100	142	2544	174	30624
111	125	143	2726	175	32935
112	150	144	2918	176	35346
113	170	145	3119	177	37857
114	190	146	3331	178	40468
115	210	147	3552	179	43179
116	230	148	3784	180	45990
117	240	149	4026	181	48901
118	260	150	4279	182	51912
119	280	151	4543	183	55023
120	310	152	4818	Supérieures à 183	60 000
121	330	153	5105		
122	360	154	5404		
123	400	155	5715		
124	450	156	6126		
125	540	157	6537		
126	650	158	7248		
127	740	159	7959		
128	818	160	8770		



129	898	161	9681		
130	983	162	10692		
131	1074	163	11803		
132	1172	164	13014		
133	1276	165	14325		
134	1386	166	15736		
135	1504	167	17247		
136	1629	168	18858		
137	1761	169	20569		
138	1901	170	22380		

«

BARÈME CO2, MÉTHODE DITE WLTP POUR L'ANNÉE 2025					
Émissions de dioxyde de carbone (en g/km)	Tarif par véhicule (en €)	Émissions de dioxyde de carbone (en g/km)	Tarif par véhicule (en €)	Émissions de dioxyde de carbone (en g/km)	Tarif par véhicule (en €)
Inférieures à 112	0	144	2049	176	24291
113	50	145	2205	177	26302
114	75	146	2370	178	28413
115	100	147	2544	179	30624
116	125	148	2726	180	32935
117	150	149	2918	181	35346
118	170	150	3119	182	37857
119	190	151	3331	183	40468
120	210	152	3552	184	43179
121	230	153	3784	185	45990
122	240	154	4026	186	48901
123	260	155	4279	187	51912
124	280	156	4543	188	55023
125	310	157	4818	Supérieures à 188	60 000
126	330	158	5105		
127	360	159	5404		
128	400	160	5715		
129	450	161	6126		
130	540	162	6537		
131	650	163	7248		
132	740	164	7959		
133	818	165	8770		
134	898	166	9681		
135	983	167	10692		
136	1074	168	11803		
137	1172	169	13014		
138	1276	170	14325		
139	1386	171	15736		
140	1504	172	17247		
141	1629	173	18858		
142	1761	174	20569		
143	1901	175	22380		

«

BARÈME CO2, MÉTHODE DITE WLTP POUR L'ANNÉE 2024					
Émissions de dioxyde de carbone (en g/km)	Tarif par véhicule (en €)	Émissions de dioxyde de carbone (en g/km)	Tarif par véhicule (en €)	Émissions de dioxyde de carbone (en g/km)	Tarif par véhicule (en €)
Inférieures à 117	0	149	2049	181	24291
118	50	150	2205	182	26302
119	75	151	2370	183	28413
120	100	152	2544	184	30624
121	125	153	2726	185	32935
122	150	154	2918	186	35346
123	170	155	3119	187	37857
124	190	156	3331	188	40468
125	210	157	3552	189	43179
126	230	158	3784	190	45990
127	240	159	4026	191	48901
128	260	160	4279	192	51912
129	280	161	4543	193	55023
130	310	162	4818	Supérieures à 193	60 000
131	330	163	5105		
132	360	164	5404		
133	400	165	5715		
134	450	166	6126		
135	540	167	6537		
136	650	168	7248		
137	740	169	7959		
138	818	170	8770		
139	898	171	9681		
140	983	172	10692		
141	1074	173	11803		
142	1172	174	13014		
143	1276	175	14325		
144	1386	176	15736		
145	1504	177	17247		
146	1629	178	18858		
147	1761	179	20569		
148	1901	180	22380		

## II. Alinéa 27

Rédiger ainsi cet alinéa :

c) A la première ligne du tableau constituant le deuxième alinéa, les mots : « l'année 2024 » sont remplacés par les mots : « les années à compter de 2024 » ;

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Cet amendement a pour objet de diminuer le seuil de déclenchement du malus CO<sub>2</sub> sur les véhicules, de 5 gCO<sub>2</sub>/km durant les trois prochaines années, passant ainsi de 123 gCO<sub>2</sub>/km actuellement à 108 gCO<sub>2</sub>/km en 2026.

Le projet de loi de finances prévoit actuellement d'abaisser le seuil de déclenchement du malus automobile à 118 grammes de CO<sub>2</sub> émis par kilomètre dès 2024, d'une part, et de rehausser le tarif par gramme, d'autre part.

Contrairement à la dernière augmentation de malus CO<sub>2</sub>, dans le cadre du projet de loi de finances pour 2021, une trajectoire pluriannuelle avait été offerte, permettant à l'ensemble des acteurs une meilleure visibilité et ainsi de mieux calibrer leurs investissements respectifs.

Les consommateurs comme les entreprises ont plus que jamais besoin de visibilité dans les dispositifs, à plus forte raison dans le contexte actuel de transition énergétique et écologique qui impose des investissements importants pour les acteurs de la filière.

Dans un tel contexte, une augmentation irréaliste de la fiscalité aurait un effet délétère sur l'activité des entreprises. La dynamique de reprise et de soutien aux entreprises est plus que jamais nécessaire, en donnant notamment des perspectives aux consommateurs et aux entreprises pour stabiliser le marché.

Face à l'urgence écologique, le malus automobile est un instrument de la fiscalité environnementale incitative. Si l'abaissement du barème du malus automobile CO<sub>2</sub> est nécessaire pour maintenir le caractère incitatif du dispositif, il est nécessaire de lisser cet abaissement dans le temps afin de permettre aux usagers, entreprises et professionnels de s'adapter à ces nouvelles dispositions et donner davantage de visibilité à l'ensemble de la chaîne de valeur de la filière pour les trois prochaines années, à minima.

Cette progressivité de la baisse de seuil doit permettre de concilier exigences environnementales et acceptabilité fiscale.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET, Olivia RICHARD et MORIN-DESAILLY,  
MM. BONNECARRÈRE et HENNO, Mmes SOLLOGOUB et HAVET, MM. LONGEOT et CAMBIER,  
Mme JACQUEMET, MM. HINGRAY, CIGOLOTTI et MENONVILLE et Mme BILLON

ARTICLE 28

I. – Alinéa 4, tableau, dernière colonne, trente-huitième ligne

Remplacer le nombre :

182 899 000

par le nombre :

196 149 000

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le projet de loi de finances pour 2024 prévoit une nouvelle baisse du montant de taxe pour frais de chambres de métiers et de l'artisanat (TFCMA) qui doit revenir aux Chambres de métiers et de l'artisanat. Après la baisse de 7 millions d'euros contenue dans la loi de finances pour 2023, cet amendement a pour objet de maintenir en 2024 ce montant au niveau de 2023, soit 196 149 000 d'euros. Une nouvelle baisse ne ferait que fragiliser le réseau des CMA sans ses missions d'accompagnement des entreprises artisanales sur l'ensemble du territoire et notamment dans la ruralité.

En effet, la situation économique des entreprises artisanales est fragilisée et elles ont besoin de l'accompagnement des CMA.

La crise sanitaire et économique liée au Covid 19 avait révélé les nombreux enjeux auxquels le secteur de l'artisanat devait faire face pour répondre aux aspirations des consommateurs et surtout des citoyens. La transition écologique, l'adoption des technologies numériques, l'innovation dans les pratiques managériales, dans de nouvelles coopérations, dans des approvisionnements locaux sont autant de défis et d'opportunités pour les entreprises artisanales.

Ainsi, pour permettre aux entreprises de surmonter ces crises et de se développer, il faut un réseau de CMA qui ne soit pas fragilisé et qui demeure présent sur tous les territoires. Cela permettra d'accueillir des apprentis et de recruter de nouveaux collaborateurs pour se diriger vers le plein emploi

Les CMA sont largement reconnues pour leur action de terrain et ont atteint les objectifs ambitieux du Contrat d'Objectifs et de Performance fixés par l'État en 2020 et 2021, dans un contexte de crise. De plus, elles se sont réformées comme aucun autre réseau comparable en réussissant la régionalisation en 2021 (passage de 89 à 21 établissements publics)

Le présent amendement vise donc à supprimer complètement la baisse prévue de ressources fiscales du réseau des Chambres de Métiers et de l'Artisanat en 2024, afin de conserver leur capacité d'agir.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET et Olivia RICHARD, MM. BONNECARRÈRE et HENNO, Mmes SOLLOGOUB et HAVET, MM. LONGEOT, HINGRAY et CIGOLOTTI, Mme BILLON et MM. DUFFOURG, Jean-Michel ARNAUD, BLEUNVEN et PILLEFER

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7 QUATER

Après l'article 7 quater

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. - L'article 420-4 du code de l'environnement est complété par un paragraphe ainsi rédigé :

« .... – Est dispensée de l'examen prévu à l'article L. 423-5 du présent code, toute personne majeure qui, à la date de promulgation de la présente loi, chasse en Guyane et y réside à titre principal en conformité avec la législation sur le séjour dans ce territoire, selon une attestation du maire de la commune de résidence ou du lieu de cette chasse. Sa demande de délivrance du permis doit être déposée à peine de nullité avant le 1<sup>er</sup> janvier 2020 auprès du représentant de l'État dans le territoire.

« En Guyane, le droit d'examen prévu à l'article L. 423-6 peut être fixé à 0 € jusqu'au 31 décembre 2027 et, par dérogation à l'article L. 423-21-1 du même code, le montant des redevances cynégétiques départementales est fixé à 0 € jusqu'au 31 décembre 2027. »

II. - La perte de recettes pour l'Etat est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et les services.

**OBJET**

En l'absence de fédération départementale des chasseurs (FDC) en Guyane, la redevance cynégétique ne peut pas être collectée. Afin de ne pas créer de troubles de l'ordre public, il est proposé à ce stade et en l'absence de FDC de Guyane de prolonger pour 5 nouvelles années la gratuité d'une part, de l'inscription à l'examen du permis de chasser et d'autre part, de la validation annuelle du permis de chasser. Cela permettra, en l'absence de fédération des chasseurs de Guyane, de poursuivre les efforts de l'État en matière de régularisation des chasseurs et de contrôle des armes à feu.







**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CANÉVET et DELCROS, Mmes Nathalie GOULET et Olivia RICHARD, MM. BONNECARRÈRE et HENNO, Mmes SOLLOGOUB et HAVET, M. LONGEOT, Mme JACQUEMET, MM. HINGRAY et CIGOLOTTI et Mme BILLON

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 33 BIS**

Après l'article 33 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. Le sixième alinéa du I de l'article 223 A du code général des impôts est ainsi modifié :

1° A la première phrase, le taux : « 10 % » est remplacé par le taux : « 15 % » ;

2° Après la première phrase, est insérée une phrase ainsi rédigée : « S'agissant des titres émis dans les conditions prévues aux articles L. 225-197-1 à L. 225-197-5 et L. 22-10-59 du code de commerce, le taux mentionné à la phrase précédente est majoré dans les conditions prévues au I de l'article L. 225-197-1. »

II. Le présent article s'applique aux attributions à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

**OBJET**

Le projet de loi portant transposition de l'accord national interprofessionnel relatif au partage de la valeur au sein de l'entreprise, adopté le 29 juin 2023 par l'Assemblée nationale en première lecture, prévoit plusieurs mesures destinées à faciliter le développement de l'actionnariat salarié. S'agissant du régime de l'attribution gratuite d'actions (art. L. 225-197-1 à L. 225-197-5 du code de commerce), ce projet de loi prévoit notamment l'augmentation des plafonds du nombre total d'actions susceptibles d'être attribuées gratuitement. Le plafond global de droit commun serait ainsi porté de 10 % à 15 % du capital de la société émettrice, tandis que les plafonds de 15 % et 30 % seraient relevés respectivement à 20 % et 40 %. Un plafond global intermédiaire de 30 % serait par ailleurs créé sous certaines conditions.

L'article 223 A du code général des impôts définit les conditions d'application du régime des groupes des sociétés, permettant à la société mère d'un groupe de se constituer, sur option, redevable unique de l'impôt dû au titre des résultats réalisés par elle-même et les filiales et sous-filiales du groupe, soumises à l'impôt sur les sociétés, dont elle détient au moins 95 % du capital, sous réserve que le capital de la société mère ne soit lui-même pas détenu à 95 % au moins par une autre personne morale soumise à l'impôt sur les sociétés. Le sixième alinéa du I de l'article 223 A exclut, pour le calcul de ces seuils, les titres acquis par l'exercice d'options d'achat ou de souscription, les actions attribuées gratuitement et les titres attribués dans le cadre d'un plan d'épargne d'entreprise. Cette exclusion

s'applique dans la limite aujourd'hui fixée à 10 % du capital de la société émettrice (correspondant en pratique au plafond global historique de droit commun précité posé par le code de commerce en matière d'actions gratuites).

Afin de ne pas priver d'effet pratique la réforme précitée, le présent amendement propose de relever de 10 % à 15 % le plafond de neutralisation prévu par le code général des impôts afin de maintenir son alignement avec le plafond global de droit commun prévu par le code de commerce. S'agissant plus spécifiquement des actions attribuées gratuitement, le présent amendement propose également un alignement du plafond de neutralisation sur les plafonds dérogatoires le cas échéant applicables conformément aux dispositions du code de commerce. En effet, en l'absence d'un tel alignement, une attribution gratuite d'actions au-delà des plafonds précités par une filiale ferait obstacle à son entrée ou son maintien dans le groupe d'intégration fiscale formé par la société mère intégrante.





N°	I-1638
----	--------

**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. RAYNAL

C	
G	

ARTICLE 15

Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – Le produit de la taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance est plafonné annuellement à 600 millions d'euros.

Le produit annuel excédant le plafond prévu à l'alinéa précédent est reversé au budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » afin de financer un fonds de soutien dédié au développement d'une filière nationale de carburants d'aviation durables.

**OBJET**

Le présent amendement vise à faire en sorte que les bénéfices au-delà de 600 millions d'euros par an générés par la nouvelle taxe sur les gestionnaires d'infrastructures de transport de longue-distance soient réinvestis dans le secteur aérien et notamment la production de carburants aéronautiques durables.

Le montant de 600 millions d'euros correspond à l'objectif de recettes de la taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance, fixé par le Gouvernement.

Il est impératif, au regard de l'enjeu climatique, mais aussi pour une question de souveraineté, que le surplus contribue à financer les carburants d'aviation durables, qui constituent un moyen puissant de décarbonation de l'aérien et la priorité claire de la filière aéronautique.

Or, notre pays ne dispose, à ce jour, d'aucune filière industrielle nationale capable de fournir à nos compagnies aériennes des carburants d'aviation durables en quantités suffisantes.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. RETAILLEAU

C	
G	

ARTICLE 2

## I. – Alinéa 10

Remplacer le montant :

1 759 €

par le montant :

2 500 €

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement a pour objet d'augmenter le plafond du quotient familial, de 1759 à 2500 euros par demi-part.

La politique familiale a été abandonnée, successivement par François Hollande et Emmanuel Macron. Il en résulte une chute massive du nombre des naissances, de 822 000 en 2012 à 726 000 en 2022.

Cette mesure permettrait de redonner du pouvoir d'achat à environ 1,7 million de ménages avec enfants.

Les abaissements successifs du plafond du quotient familial en lois de finances pour 2013 et 2014, de 2336 à 1500 euros par demi-part, avaient conduit à une perte estimée à 1,55 milliard d'euros pour 1,26 million de ménages.







## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. RETAILLEAU

C	
G	

### ARTICLE 6

I. – Alinéas 2 à 5

Supprimer ces alinéas.

II. – Alinéa 8

Supprimer cet alinéa.

### OBJET

Le présent amendement a pour objet de proroger le dispositif du prêt à taux zéro jusqu'en 2027, dans sa forme actuelle.

Il est donc proposé de supprimer le recentrage du PTZ sur les seuls « logements neufs en collectif » dans les zones tendues ou sur « les logements anciens sous condition de rénovation » en zone détendue, ce qui empêcherait, par exemple, de financer la construction de maisons individuelles.

Les chiffres de la construction sont en effet très alarmants, puisqu'à fin juillet, sur un an, les ventes de maisons neuves étaient en chute de 40 %.

Le choix de ce recentrage dans une période aussi peu favorable est donc difficilement compréhensible. La crise actuelle du bâtiment est très préoccupante et les difficultés d'accès au crédit, liées à l'envolée des taux d'intérêt, empêchent de nombreux ménages d'accéder à la propriété, le PTZ pouvant constituer une part significative de leur financement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. RETAILLEAU

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNVICIES**

Après l'article 3 unvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – La première partie du livre premier du code général des impôts est ainsi modifiée :

1° Après l'article 173, il est inséré un article 173 ... ainsi rédigé :

« Art. 173 .... – L'exonération prévue au 4° bis du 2 de l'article 793 est plafonnée à 150 000 € par part reçue par chacun des donataires ou héritiers. Pour l'appréciation de cette limite de 150 000 €, il est tenu compte de l'ensemble des transmissions à titre gratuit consenties par la même personne. » ;

2° Après le 4° du 2 de l'article 793, sont insérés cinq alinéas ainsi rédigés :

« ...° Lors de leur première transmission à titre gratuit, les immeubles acquis neufs ou en état futur d'achèvement dont l'acte authentique d'achat est signé par le donateur ou le défunt entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 31 décembre 2025.

« L'exonération est subordonnée à la condition que le contribuable s'engage à l'affecter exclusivement et de manière continue, à un usage de résidence principale de l'occupant, pendant une durée minimale de six ans à compter de l'acquisition ou de l'achèvement s'il est postérieur.

« En cas de location, le contrat de bail ne peut pas être conclu avec un membre du foyer fiscal du contribuable.

« L'engagement de location doit prendre effet dans les douze mois qui suivent la date d'achèvement de l'immeuble ou de son acquisition si elle est postérieure. Cet engagement prévoit que le loyer et les ressources du locataire appréciées à la date de conclusion du bail ne doivent pas excéder des plafonds mentionnés au premier alinéa du III de l'article 199 novovicies.

« L'exonération s'applique aux logements pour lesquels le contribuable justifie du respect des exigences de performance énergétique en vigueur lors du dépôt de la demande de permis de construire. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement porté par un grand nombre de sénateurs LR et l'amendement présenté par la commission des finances sont complémentaires. De deux façons différentes, ils entendent mobiliser l'épargne pour tenter d'apporter une réponse à la crise actuelle du marché immobilier.

Le présent amendement reprend une mesure, votée sous le gouvernement d'Edouard Balladur en 1993-1994, qui avait rencontré alors un certain succès, dans un même contexte de crise immobilière.

Le dispositif proposé institue une exonération temporaire des droits de mutation à titre gratuit, normalement dus lors de la première transmission d'immeubles neufs ou en état futur d'achèvement, acquis par acte authentique signé entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 31 décembre 2025.

Ce dispositif temporaire a pour objectif de relancer rapidement la commercialisation des logements neufs, y compris en réduisant le stock des logements neufs invendus détenus par les promoteurs immobiliers en raison de la crise du logement qui sévit actuellement.

Cette mesure permet de soutenir, pendant une période transitoire, le marché du logement, en accession, comme en location, en mobilisant l'épargne privée pour l'acquisition de logements neufs ou en VEFA.

L'application de cette mesure est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- l'engagement d'affecter le bien à un usage de résidence principale pendant une période minimale de six ans ;
- en cas de mise en location, celle-ci doit respecter des plafonds de loyer et de ressources.

L'exonération accordée est plafonnée à 150 000 € par part reçue par chaque donataire ou héritier, pour en limiter le coût.

A noter qu'en 2024 l'impact financier serait nul, les moindres recettes fiscales étant notablement différées dans le temps. Au contraire même, l'Etat pourrait encaisser dès 2024 des recettes supplémentaires, de TVA sur la vente des logements.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme CONCONNE, M. Patrice JOLY, Mme CARLOTTI et MM. BOURGI et PLA

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6**

Après l'article 6

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le dernier alinéa de l'article 1 A de l'ordonnance n° 2005-722 du 29 juin 2005 relative à la Banque publique d'investissement est complété par les mots : « et au respect de l'obligation de la publication d'un bilan des émissions de gaz à effet de serre, prévue à l'article L. 229-25 du code de l'environnement pour toute entreprise de plus de cinq cents salariés ».

**OBJET**

L'article 1 A de l'ordonnance du n° 2005-722 dispose que la Banque publique d'investissement « apporte son soutien à la mise en œuvre de la transition écologique et énergétique ».

Toutefois, force est de constater qu'aujourd'hui de trop nombreuses entreprises bénéficiant du soutien de la BPI considèrent leur impact environnemental comme une variable d'ajustement plutôt que comme un périmètre essentiel de leur stratégie et de leur modèle d'affaires.

La moitié de l'effort à fournir dans le cadre de la planification écologique devra être produit par les entreprises. L'atteinte de nos objectifs collectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre est donc conditionnée à l'intégration de ces cibles par les entreprises et à leur alignement avec l'accord de Paris. L'investissement public représente ainsi un levier majeur de mobilisation. Il est essentiel qu'il incite les entreprises à réduire leurs émissions de gaz à effets de serre.

Cet amendement propose donc de conditionner le soutien de Bpifrance à la publication d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre et d'un plan de transition pour toute entreprise de plus de 500 salariés, déjà soumise à ces obligations. Cette disposition de bon sens ne pèsera pas outre mesure sur les entreprises françaises puisqu'elles ont déjà pu mesurer ces données pour avoir une vision de leur impact environnemental ou répondre aux attentes de leurs parties prenantes et que la réalisation de ces bilans peut être soutenue, y compris financièrement, par des organismes comme l'ADEME ou Bpifrance. Cette disposition permettra aux entreprises de prendre de l'avance sur la réglementation européenne et de faire de ces données environnementales un réel avantage concurrentiel.

Enfin, cette mesure renforcera l'exemplarité de l'État et la réalisation du bilan d'émissions de gaz à effet de serre par les entreprises, dispositif qui peine à décoller malgré son importance cruciale et son caractère obligatoire. En effet, selon l'évaluation de la réglementation des bilans d'émissions de gaz à effet de serre publiée par l'ADEME, le taux de conformité à la réglementation en 2021 n'était que de 43 % pour les entreprises soumises à cette obligation. Si la sanction ne fonctionne pas pour faire

appliquer cette loi, la conditionnalité aux investissements publics semble être un levier efficace et simple à mettre en place pour y parvenir.

Cette mesure indolore pour les finances publiques permettrait donc à la fois d'accompagner efficacement les entreprises dans leurs efforts de décarbonation et de renforcer l'application des dispositions déjà existantes concernant l'empreinte carbone des entreprises.

Cet amendement a été travaillé avec le Mouvement Impact France





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme CONCONNE, MM. Patrice JOLY, PLA et BOURGI et Mme CARLOTTI

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 4**

Après l'article 4

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 219 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au deuxième alinéa, les mots : « à 25 % » sont remplacés par les mots : « par décret en conséquence du troisième alinéa du présent article et de manière à préserver un encaissement constant par l'État » ;

2° Après le deuxième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Pour les sociétés définies aux chapitres I<sup>er</sup> à X du titre II du livre II du code de commerce, la part du résultat net bénéficiaire, défini à l'article 38 et non déterminé en application de l'article 238, attribuée aux dividendes des associés ou actionnaires, est soustraite du résultat soumis au taux normal et fait l'objet d'une imposition séparée au taux de 30 %. »

**OBJET**

Aujourd'hui, la fonction de l'impôt sur les sociétés est principalement une fonction de rendement. Il ne fait pas la distinction entre les choix d'allocation des bénéfices par l'entreprise selon qu'ils sont réinvestis dans l'entreprise et partagés avec les salariés ou distribués sous forme de dividendes ou de rachats d'actions.

Pourtant, la crise sanitaire, puis les pressions sur les prix de l'énergie et sur certains biens essentiels ont révélé le décalage entre le montant des bénéfices alloués aux actionnaires et la réalité vécue par les salariés et les consommateurs. En 2022, les bénéfices du CAC 40 et leur distribution ont atteint des niveaux records : 152 Mds€ de bénéfice net cumulé et une distribution de dividendes et de rachats d'actions estimée à 80,2 Mds €. Sur une période plus large (2009-2018), la distribution des dividendes au sein de ces entreprises a augmenté de 70 % lorsque les salaires ont cru de moins de 20 %. Or, les entreprises ont un rôle majeur à jouer pour converger vers une économie plus juste et moins inégalitaire. Moduler le taux d'imposition en fonction de l'allocation des bénéfices est une manière de rééquilibrer la balance entre dividendes et rachats d'actions et réinvestissement dans l'entreprise ou association des salariés à la performance des entreprises.

Cet amendement propose donc d'instaurer un taux majoré d'impôt sur les sociétés à hauteur de 30 % pour la part des bénéfices distribuée aux actionnaires et d'adapter à la baisse le taux normal d'impôt sur les sociétés de manière à conserver un encaissement constant pour l'État pour la part des bénéfices réinvestie dans l'entreprise, redistribuée aux salariés ou attribuée à des actions d'intérêt général.

Cet amendement a été travaillé avec le Mouvement Impact France



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme CONCONNE et MM. Patrice JOLY, PLA et BOURGI

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 QUINDECIES**

Après l'article 5 quindecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I – Le VI ter A de l'article 199 terdecies-0 A du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les versements ouvrant droit à la réduction d'impôt mentionnée au VI ter A sont retenus, après imputation des droits ou frais d'entrée, dans les limites annuelles de 12 000 € pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés et de 24 000 € pour les contribuables mariés ou pour ceux liés par un pacte civil de solidarité et soumis à imposition commune. » ;

2° Au deuxième alinéa, la première occurrence du chiffre : « 2 » est supprimée.

II. – Les dispositions du I entrent en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2025.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le VI ter A de l'article 199 terdecies-0 A du Code Général des Impôts prévoit que les contribuables peuvent bénéficier d'une réduction de leur impôt sur le revenu en investissant dans un Fonds d'investissement de proximité (FIP) dédié aux PME ultramarines (FIP Outre-mer). Le montant de l'avantage fiscal attribué au contribuable investisseur est de 30% du montant investi par le FIP Outre-mer en titre de capital ou donnant accès au capital de PME ultramarines, étant précisé qu'au moins 70% du montant souscrit au FIP Outre-mer doit être fléchi vers ces entreprises. Ce faisant, le taux de réduction d'impôt est compris entre 21% et 30% pour le contribuable investisseur. En effet, si le fonds investit 70% du montant souscrit par l'investisseur, alors le taux de réduction d'impôt est de 21% (30% x 70%) ; et si le fonds investit 100% du montant souscrit par l'investisseur, alors le taux de réduction d'impôt est de 30% (30% x 100%).

Concrètement, ce dispositif permet de diriger des capitaux vers des sociétés ignorées des grands investisseurs et de réinjecter régulièrement et rapidement les sommes collectées, en renforçant les fonds propres des PME régionales. Il permet ainsi de créer de l'emploi et de générer de la commande locale. Son coût est compensé par les rentrées fiscales qu'il génère.

Les FIP Outre-mer ont donc un effet direct positif sur l'économie grâce :

- A l'effet de levier sur le bilan (plus de 4 fois les montants investis) et le maintien ou l'accroissement de l'emploi des entreprises concernées (environ 30 emplois pour 1 million d'euros investis) ;
- Au financement du besoin en fonds de roulement des entreprises permettant d'assumer leur exploitation ainsi que le paiement des taxes publiques directes et indirectes notamment des charges sociales et fiscales ainsi que l'octroi de mer.

Le dynamisme de ces dispositifs est évidemment d'autant plus important en période de relance économique là où les TPE/PME constituent l'essentiel du maillage économique des collectivités ultramarines.

Or, depuis 2020, les FIP de droit commun dans l'Hexagone sont passés de 18% à 25% de réduction d'impôts, là où les FIP Outre-Mer et les FIP Corse passaient de 38% à 30%, sous la contrainte communautaire. L'écart entre les 2 produits qui s'adressent à la même cible d'investisseurs est ainsi passé de 20 points (38%-18%) à seulement 5 points (30%-25%).

Nonobstant par ailleurs le soutien réaffirmé du Législateur en loi de finances pour 2021 en procédant à l'élargissement du périmètre des secteurs éligibles aux FIP Outre-mer pour s'aligner pleinement sur le régime du FIP Corse, il est acquis que seul le maintien d'un différentiel significatif entre les taux de réduction d'impôt des FIP Outre-Mer et Corse d'une part, et du FIP de droit commun en Métropole d'autre part, peut permettre de préserver l'intérêt des investisseurs pour ce dispositif fiscal essentiel à l'amélioration du haut de bilan des PME ultramarines.

En effet, il est observé depuis 2020 une baisse de la collecte, alors que cette dernière augmentait depuis 2018 et l'élargissement de la souscription à tous les contribuables (métropolitaines et ultramarines) acquis par le vote de la loi EROM. En ce sens, les « bleus » budgétaires font apparaître une division par deux de la dépense fiscale générée depuis 2020 : 8 M€ en 2020 contre 4 M€ en 2021 et 3 M€ en 2022 et 2023.

Toutefois, la contrainte communautaire ne permettant pas de modifier le paramètre du taux de réduction d'impôt, cet amendement prévoit de modifier le calcul de l'assiette sur laquelle est assise la réduction d'impôt afin que, par dérogation, l'assiette de la réduction d'impôt s'effectue sur la base du montant total investi dans les FIP Outre-mer et non plus sur le seul quota investi dans des entreprises éligibles, ce qui permettrait concrètement de maintenir un différentiel effectif avec le FIP hexagonal. C'est donc un retour à la version en vigueur avant août 2020.

Cet amendement a été travaillé avec la Fédération des Entreprises des Outre-mer (FEDOM)



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme CONCONNE, MM. Patrice JOLY, PLA et BOURGI et Mme CARLOTTI

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3**

Après l'article 3

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le 4 de l'article 199 sexdecies du code général des impôts est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Le crédit d'impôt est égal à 75 % des dépenses mentionnées au 3 au titre des services définis aux articles L. 7231-1 et D. 7231-1 du code du travail fournis dans les conditions prévues au 2, supportées par le contribuable dont les revenus du foyer fiscal annuel sont inférieurs à 27.600 euros, au titre de l'emploi d'un salarié ou en cas de recours à une association, une entreprise ou un organisme, mentionné aux b ou c du 1.

« Le crédit d'impôt est imputé sur l'impôt sur le revenu dans les mêmes conditions que celles mentionnées au second alinéa du 4. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à porter le taux du crédit d'impôt au titre des services à la personne de 50 à 75 % des sommes dépensées par les contribuables des classes dites populaires, dont les revenus annuels nets sont inférieurs à 27.600 euros (2.300 euros par mois). Cette mesure permettrait de couper court à la critique, trop souvent entendue, des classes moyennes populaires du « Trop riche pour être aidé et pas assez pour bien vivre ».

En parallèle, le taux de 50 % serait maintenu pour les autres ménages.

Contrairement aux idées reçues, l'accroissement du crédit d'impôt relatif aux services à la personne entraîne de nouvelles recettes en particulier issues des cotisations et contributions sociales correspondant à la hausse de la consommation de ces services (+~40 % selon l'étude Fédésap/PwC « Compte de résultat CI-SAP » de septembre 2023), aux heures de travail additionnelles des salariés (qui, par exemple, confient à un intervenant à domicile la garde de leurs enfants et peuvent ainsi rester plus longtemps à leur poste de travail) et à la régularisation du travail informel.



Toujours selon cette étude, 1 euro investi par l'État en dépense fiscale au titre du crédit d'impôt relatif aux services à la personne génère, au final, dans le cadre du dispositif proposé par cet amendement, 1,24 euro de recettes supplémentaires pour les finances publiques et sociales.

L'État dépensera 460 M € additionnels au titre du crédit d'impôt au titre des services à la personne, mais l'État et la sécurité sociale recevront 765 M € de surcroît de recettes, en comparaison de la situation actuelle.

Cet amendement a été travaillé avec la Fédésap, fédération des entreprises de services à la personne et de proximité, membre de la CPME.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE, M. MASSET et Mme Maryse CARRÈRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 11

I. – Après l’alinéa 4

Insérer un paragraphe ainsi rédigé :

... - Le tableau constituant le deuxième alinéa de l’article L. 312-36 du code des impositions sur les biens et services est complété par une ligne ainsi rédigée :

«

Gaz renouvelables et bas carbone	0
----------------------------------	---

».

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à instaurer une exonération d’accise sur le gaz naturel pour les gaz renouvelables et bas carbone dans un objectif de taxation différenciée des énergies renouvelables et des énergies fossiles.

La mise en place de la TICGN visait à inciter les consommateurs à réduire leur consommation de gaz, afin de faire baisser les émissions de gaz à effet de serre (GES) dans l’atmosphère. Or, le développement de la production de biogaz sur notre territoire, grâce à la méthanisation agricole, à celle des boues de stations d’épuration ou des biodéchets, permet le développement d’une énergie locale et renouvelable qu’il faut au contraire encourager pour des raisons climatiques comme de souveraineté énergétique. Le Gouvernement annonce le doublement du rythme de son développement, pour atteindre 15% de gaz verts en 2030.

Alors qu’une augmentation de l’accise sur le gaz naturel a été annoncée, une hausse identique de l’accise sur le biométhane injecté serait un très mauvais signal envoyé aux producteurs et aux consommateurs de cette énergie renouvelable et va à l’encontre de tous les principes de fiscalité écologique.

Par ailleurs, l'article 11 prévoit la suppression de la baisse de taxe régulière au prorata du verdissement du réseau de gaz. C'est pourquoi le présent amendement propose de revenir à une exonération totale de TICGN pour les gaz renouvelables et bas carbone.

Il est en effet logique que les gaz renouvelables et bas carbone définis aux articles L.445-1 et L.447-1 du code de l'énergie, utilisés comme combustible pour produire directement de l'énergie thermique, soient exonérés d'accise sur le gaz puisque cette taxe est par construction constituée d'une composante carbone, la Contribution Climat Énergie (CCE), qui vise à créer un différentiel de prix entre les énergies fossiles et les énergies renouvelables pour favoriser le développement de ces dernières.

Faute de maintenir une différenciation nette, en matière fiscale, entre les offres de gaz fossile et les offres de gaz verts, il est à craindre un déficit d'attractivité pour le développement de ces dernières, et partant, un impact négatif sur le développement de cette énergie renouvelable qui manquerait de visibilité auprès des consommateurs.

En se rapportant au 430TWh de gaz consommé en France en 2022, une hausse de 8 euros de l'accise sur le gaz rapporterait 3,440 milliards d'euros d'accise sur le gaz auxquels il faut ajouter un surcoût de TVA de 680 millions d'euros. L'exonération totale d'accise sur le gaz pour les gaz renouvelables et bas carbone prévue au présent amendement diminuerait cette hausse de 176 millions et 35 millions de TVA tout en permettant d'envoyer un signal clair aux producteurs et consommateurs d'énergie renouvelable. Ainsi modifié, l'article 11 permet d'augmenter le budget de l'Etat de 3,9 milliards d'euros, payés par les consommateurs de gaz naturel en France.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES**

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le VII de l'article 151 septies du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« La plus ou moins-value brute réalisée lors de la cession des locaux mentionnées au premier alinéa est égale au montant mentionné à l'article L. 150 V. Le cas échéant, cette plus ou moins-values est majorée de la somme des amortissements déduits depuis l'acquisition des locaux en application du 2. de l'article 38. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La France fait actuellement face à une véritable « crise du logement ». Ce phénomène aux facteurs multiples est amplifié par le régime fiscal particulièrement avantageux de la location de meublés qui font désormais l'objet de stratégies de mise en location quasiment professionnelle notamment sur les plateformes de location. Ces stratégies conduisent à l'éviction des résidents permanents des zones tendues. Pour lutter contre cette situation, il convient de diminuer les différences fiscales qui favorisent la location de logements meublés notamment à un usage touristique au détriment de la location nue de long terme.

Guidé par un objectif de justice fiscale et afin de corriger les déséquilibres fiscaux entre la location de meublés et la location de logement nus, le présent amendement vise à corriger une anomalie du régime fiscal de la location meublée non professionnelle. L'une des singularités fiscales de ce type d'activité réside dans la possibilité de déduire des amortissements au cours de la location et de ne pas les prendre en compte au moment de la cession dans le calcul de la plus-value. Au cours de la location, on considère que le bien se dégrade et donc qu'il perd de la valeur ce qui justifie la déduction des amortissements des revenus tirés de la location. Alors qu'au moment de la cession, on considère que le bien n'a pas perdu de valeur et c'est le prix d'acquisition qui est considéré indépendamment des amortissements déduits.

Ce mode de calcul est décorrélé de la réalité économique du bien.

Ainsi, pour un même appartement loué en meublé, acquis à 100 000 euros duquel on a déduit 10 000 euros d'amortissements au cours des années de location et qui est revendu à 120 000 euros :

– les amortissements seront déduits des revenus tirés de la location lorsque celle-ci sera réalisée à titre non professionnel mais ne seront pas réintégrés au moment du calcul de la plus-value de cession. Le contribuable sera imposé sur  $120\,000 - 100\,000$  euros = 20 000 euros ;

– les amortissements seront déduits des revenus tirés de la location lorsque celle-ci sera réalisée à titre professionnel mais seront réintégrés au moment du calcul de la plus-value de cession. Le contribuable sera imposé sur  $120\,000 - (100\,000 - 10\,000)$  euros = 30 000 euros.

Dans le cas de la location nue, la déduction des amortissements n'est pas permise. Cet amendement corrige cette anomalie en réintégrant les amortissements dans le calcul des plus values de cession des biens loués meublés à titre non professionnel.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5**

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. - À la première phrase du premier alinéa de l'article 1679 A du code général des impôts, après les mots : « fondations reconnues d'utilité publique, », sont insérés les mots « les fonds de dotation, ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement poursuit un objectif d'égalité de traitement entre structures non lucratives œuvrant en faveur de l'intérêt général.

En effet, aux termes de la loi, les fonds de dotation sont des structures non lucratives créées spécialement en vue de poursuivre un objectif d'intérêt général. Ces structures agissent, directement ou en apportant leur soutien à des associations, sur l'ensemble des champs et des causes de l'intérêt général, qu'il s'agisse de l'environnement, de l'aide aux personnes, de l'éducation et bien d'autres encore. Dès lors, ceux-ci devraient pouvoir bénéficier de cet abattement, au même titre que les associations et les fondations reconnues d'utilité publique.

Par ailleurs, cet abattement pourrait constituer une forme d'incitation à développer l'emploi au sein des fonds de dotation. C'est pourquoi il est ici proposé d'étendre le champ posé par l'article 1679 A du CGI de l'abattement sur la taxe sur les salaires.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 278-0 bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ... – Les services juridiques fournis aux personnes sous contrat de travail et aux chômeurs dans le cadre de procédures devant une juridiction du travail, ainsi que les services juridiques fournis dans le cadre du régime d'aide juridictionnelle. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les auteurs de cet amendement proposent la mise en place d'un taux réduit de TVA à 5,5 % pour les honoraires d'avocats afin de renforcer l'accès au droit de nos concitoyens.

En effet, si les entreprises, assujetties à la TVA, peuvent déduire de leur base imposable les coûts engendrés par la consultation d'avocats et récupèrent ainsi la TVA, les personnes physiques ne peuvent pas bénéficier de ce dispositif et doivent donc supporter un coût d'accès au droit, au conseil et au contentieux qui est supérieur à celui supporté par les entreprises.

Le 5 avril 2022, l'Union européenne a définitivement adopté la directive révisant la politique des taux de TVA et modifiant l'annexe III de la directive 2006/112/CE de 2006 qui fixe la liste des biens et services pour lesquels les États membres peuvent opter pour un ou plusieurs taux réduits de TVA. Est ainsi ajouté dans cette annexe, les services juridiques suivants :

- services juridiques rendus à des salariés,
- services juridiques rendus à des personnes au chômage dans le cadre de procédures juridictionnelles,
- services juridiques rendus dans le cadre de l'aide juridictionnelle telle que définie par les États membres.

Afin de renforcer concrètement l'accès au droit de nos concitoyens, les auteurs de cet amendement proposent donc d'appliquer un taux réduit de TVA aux honoraires d'avocats payés par les salariés et

les chômeurs dans le cadre de procédures devant les juridictions du travail et aux services juridiques fournis dans le cadre du régime de l’AJ.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 OCTOTRICIES**

Après l'article 5 octotricies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le 1 quater de l'article 93, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« .... Les associés de sociétés d'exercice libéral à forme anonyme, par actions simplifiées, à responsabilité limitée ou en commandite par actions peuvent demander que le revenu imposable provenant de l'exercice d'une activité libérale au sein de la société dont ils sont associés, en l'absence, au titre de cette activité, de contrat de travail ou de tout autre rapport juridique créant des liens de subordination en ce qui concerne les conditions de travail, les modalités de rémunération et la responsabilité de l'employeur, soit déterminé selon les règles prévues à l'article 62 du présent code.

« La demande doit être adressée au service des impôts du lieu d'exercice de l'activité avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année qui suit celle au titre de laquelle l'imposition est établie. L'option demeure valable tant qu'elle n'a pas été expressément dénoncée dans les mêmes conditions. » ;

2° À l'article 204 C, au 5° du 2 de l'article 204 G et à la première phrase du 5 de l'article 1663 C, les mots : « et 1 quater » sont remplacés par les mots : « , 1 quater et 1 quinquies ».

II. – Le I s'applique aux rémunérations perçues ou réalisées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à régler la difficulté du traitement fiscal de la rémunération perçue en contrepartie de ses fonctions techniques par l'associé, d'une société ayant pour objet l'exercice d'une profession libérale soumise à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé (associés minoritaires de SARL ou de SELARL, associés mandataires sociaux ou non de SA, SAS, SELAFA ou SELAS).

Actuellement la doctrine administrative et la jurisprudence du Conseil d'État s'opposent sur ce point. Pour la première, la rémunération des fonctions techniques de ces associés relève de la catégorie des traitements et salaires, alors que dans plusieurs arrêts, le Conseil d'État classe cette rémunération dans

la catégorie des BNC. Cette situation est source d'insécurité juridique pour l'activité de certaines professions libérales au premier desquels la profession d'avocat.

Cet amendement propose donc à mettre fin à cette situation d'insécurité juridique et préserver la situation des contribuables concernés en préconisant de :

- préciser que les rémunérations des associés de sociétés d'exercice libéral à forme anonyme (SELAFA), par actions simplifiées (SELAS), à responsabilité limitée (SELARL) ou en commandite par actions (SELCA), allouées à raison de l'exercice d'une activité libérale au sein de ces mêmes sociétés, en principe imposables dans la catégorie des bénéfices non commerciaux, sont imposées dans la catégorie des traitements et salaires en présence d'un lien de subordination - au sens de la jurisprudence de la Cour de cassation en matière sociale - entre l'associé et la SEL au titre de l'exercice de cette activité ;

- prévoir la possibilité, pour ces mêmes associés, d'opter pour l'imposition prévue à l'article 62 du CGI pour ces rémunérations lorsque l'absence de lien de subordination entre l'associé et la SEL au titre de l'exercice de l'activité libérale conduit à l'imposition des rémunérations afférentes dans la catégorie des bénéfices non commerciaux. Cette option serait tacitement reconductible.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. BILHAC et Mmes Maryse CARRÈRE et Nathalie DELATTRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 28

1° Alinéa 2, tableau, quarante-neuvième ligne, dernière colonne

Remplacer le nombre :

309 800 000

par le nombre :

322 156 800

2° Alinéa 4, tableau, trente-sixième ligne, dernière colonne

Remplacer le nombre :

309 800 000

par le nombre :

322 156 800

3° Alinéa 30

Compléter cet alinéa par les mots :

calculé à partir du plafond de l'année précédente revalorisé par un coefficient fixé annuellement en application du dernier alinéa de l'article 1518 bis du code général des impôts

4° Alinéa 32

Rédiger ainsi cet alinéa :

c) La troisième phrase du premier alinéa du II est supprimée ;

5° Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes pour l'État résultant du présent article est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – La perte de recettes pour les collectivités territoriales résultant du présent article est compensée à due concurrence par la majoration de la dotation globale de fonctionnement et, corrélativement pour

l'État, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Le présent amendement vise à revaloriser annuellement le plafond via une indexation sur l'indice des prix à la consommation (comme la TFNB) et, par conséquent, à relever le montant de taxe affectée aux Chambres d'agriculture pour 2024 et à supprimer totalement la limite maximale de hausse du montant perçu par une Chambre d'une année sur l'autre.

Actuellement, le montant attribué aux Chambres d'agriculture étant plafonné, et la base cadastrale imposable n'ayant cessé d'augmenter (revalorisation annuelle prévue par l'article 1518 bis du code général des impôts - pour 2024 : + 7,1%), cela a conduit mécaniquement à une baisse du taux de la taxe affectée aux Chambres d'agriculture et à un appauvrissement des Chambres d'agriculture.

En effet, la valeur de la base cadastrale imposable est passée de 2,347 Md€ en 2015 à 2,613 Md€ en 2022, soit une hausse de 11,3% alors que pendant la même période, le montant de la TATFNB est resté stable à 292 M€. Concrètement, cela signifie que le réseau des Chambres d'agriculture n'a pas bénéficié de l'accroissement de l'assiette de sa taxe car le taux de prélèvement de la TATFNB a baissé mécaniquement en raison du plafonnement du montant de la TATFNB. Ainsi, le taux de prélèvement de la TATFNB sur la base cadastrale imposable est passé de 12,5 en 2015 à 11,2% en 2022 et 10,5% en 2023. A titre d'illustration pour l'année 2023, cela correspond à une perte de ressources d'environ 35 M€ pour le réseau des Chambres. En effet, si on applique le taux de prélèvement de 2015 (12,5%) à la base cadastrale imposable de 2023, la taxe perçue aurait été de près de 336M€.

L'appauvrissement des Chambres d'agriculture lié au plafonnement de la TATFNB depuis 10 ans est d'autant plus préjudiciable que les missions des Chambres d'agriculture pour accompagner les agriculteurs n'ont cessé de croître sur cette période (animation des concertations régionales sur le Pacte et la Loi d'Orientation et d'Avenir Agricoles, ESSOC, phytos, identification animale avec la Base Nationale Opérateurs, Registre National des Entreprises, guichet unique non transféré, point info installation-transmission, etc.) et il n'est plus tenable dans la durée.

En outre, les hausses en 2022 (+2,75%) puis en 2023 (+1,75%) de la valeur du point des chambres d'agriculture, pourtant plus faibles que celles accordées à la fonction publique (3,5% et 1,5%), a un impact financier annuel de plus de 21M€.

Enfin, dans le cadre du chantier gouvernemental prioritaire de planification écologique, le rôle des Chambres sera déterminant dans la réussite de la transition du monde agricole et nécessite un renforcement des moyens :

– Pour produire des analyses fondées sur des références réelles permettant de démontrer la faisabilité économique à l'échelle de l'exploitation de la transition (à l'instar de l'analyse des cheptels laitiers à partir de la base de données INOSYS) ;

– Pour aller chez les exploitants afin de leur démontrer l'intérêt de s'inscrire dans ces transitions pour leur exploitation et surmonter les résistances aux changements. Cela impliquera un coût de formation pour les conseillers évalué à plusieurs M€ et un coût d'accompagnement individuel évalué à 73 M€/an sur la base d'un accompagnement tous les 5 ans de 2 jours de conseils pour 80% des 416 000 exploitations agricoles (45 M€ si on vise uniquement 50%).

Le Gouvernement a retenu dans le texte sur lequel il a engagé sa responsabilité devant l'Assemblée nationale :

– Une hausse de 3% du plafond, soit un montant de 309 M€ ;

– Un rehaussement de la limite maximale de hausse du montant perçu par une Chambre d’une année sur l’autre de 3% à 10%.

Ces évolutions ne contentent absolument pas le réseau des Chambres qui alerte du risque de ne pas pouvoir bénéficier de moyens financiers suffisants pour accompagner des agriculteurs pour faire face aux enjeux climatiques et environnementaux faute d’une revalorisation de leurs ressources à hauteur de l’inflation (+ 7,1%).

– Une hausse du plafond pour atteindre un montant de 322 M€ (+ 7,1% par rapport au montant de 300,8 M€ prévu dans le PLF initial et + 4% par rapport au montant de 309,8 M€ proposé par le Gouvernement) ;

– Une suppression totale de la limite maximale de hausse du montant perçu par une Chambre d’une année sur l’autre, afin de permettre une répartition plus juste des ressources entre les Chambres via la péréquation ;

– Une revalorisation annuelle du plafond via une indexation sur l’indice des prix à la consommation (comme pour la TFNB, à travers l’article 1518 bis du CGI).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. LAOUEDJ et Mme Nathalie DELATTRE

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5**

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le c du 2 du I de l'article 27 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« (...) De l'acquisition et de la pose de matériaux d'isolation thermique des parois vitrées et des protections solaires mobiles ; ».

II. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La loi de finances pour 2023 a rétabli le crédit d'impôt en faveur de la rénovation énergétique des locaux tertiaires des PME disparu fin 2021, après six mois d'existence compte tenu du délai de publication des textes réglementaires associés.

Ce crédit d'impôt vise certaines dépenses concernant l'isolation des parois opaques, le chauffage et la ventilation. On ne peut que se féliciter d'un tel dispositif pour des PME qui, par ailleurs, ne disposent d'aucune aide de l'État en faveur de la rénovation énergétique de leurs locaux tertiaires.

Pour autant, à la lecture du détail des équipements, matériels ou matériaux éligibles, il est à noter l'absence des menuiseries extérieures. Or, l'intérêt du remplacement des fenêtres, le cas échéant associé à des protections solaires mobiles, est déjà démontré pour atteindre la sobriété énergétique des bâtiments. Il permet d'isoler une grande partie de l'enveloppe extérieure du bâtiment et offre des apports de chaleur gratuite grâce aux apports solaires en hiver.

Par ailleurs, dans certains bâtiments tertiaires (type « façade rideaux »), les parois vitrées représentent la quasi-totalité de la surface des parois verticales. Et, après avoir vécu plusieurs épisodes de canicule, il est maintenant indispensable de maîtriser les températures intérieures et limiter les apports solaires en été. L'efficacité de ces bâtiments peut être améliorée par l'installation de protections solaires qui

limitent l'entrée du froid et les déperditions thermiques en hiver, permettent de maîtriser les apports solaires en été et le recours à la climatisation.

Aussi, afin de donner à cette mesure une efficacité et une cohérence maximum, il apparaît important de les réintégrer dans la base du crédit d'impôt ; étant précisé que son plafonnement est de nature à limiter l'impact de la dépense fiscale.

Tel est l'objet de cet amendement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 1382 I du code général des impôts, il est inséré un article 1382... ainsi rédigé :

« Art. 1382 .... – Les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre peuvent, par délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A bis, exonérer totalement, pour la part de taxe foncière sur les propriétés bâties qui leur revient, les immeubles ou parties d'immeubles qui appartiennent à des établissements privés à but non lucratif en contrat avec l'État tels que définis à l'article L. 732-1 du code de l'éducation, et qui sont affectés au service public de l'enseignement supérieur et de la recherche tel que défini aux articles L. 123-3 du code de l'éducation et L. 112-2 du code de la recherche.

« Pour bénéficier de cette exonération, le redevable de la taxe doit adresser, avant le 1<sup>er</sup> janvier de la première année au titre de laquelle l'exonération est applicable, une déclaration au service des impôts du lieu de situation des biens comportant tous les éléments permettant leur identification et tout document justifiant de l'affectation de l'immeuble. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Dans la suite de la loi de programmation de la recherche, cet amendement a pour objet d'ouvrir la possibilité aux collectivités territoriales d'exonérer de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) les établissements d'enseignement supérieur d'intérêt général (EESPIG) en tant qu'opérateurs du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche (art. L732-1 du Code de l'éducation et art. L112-2 du Code de la recherche).

Il permet ainsi d'établir une équité de traitement avec les établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche, exonérés de plein droit du paiement de la TFPB au titre de l'article 1382 du Code général des impôts.



L'exonération proposée ici s'établit à l'initiative des collectivités territoriales pour les EESPIG, établissements d'enseignement supérieur privés en contrat avec l'Etat, et se veut ainsi le reflet de l'engagement des collectivités pour l'enseignement supérieur non lucratif et la recherche publique. Ces établissements soutiennent en effet l'économie locale, l'attractivité des territoires et le dynamisme des bassins d'emplois dans lesquels ils sont implantés, générant de nombreuses retombées pour les collectivités, tant économiques, que sociales et culturelles.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. DAUBET et Mmes Maryse CARRÈRE et Nathalie DELATTRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 28

I.- Alinéa 4, trentième ligne de la dernière colonne du tableau

Remplacer le nombre :

12 000 000

par le nombre :

24 000 000

II.- Après l'alinéa 20

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

...° L'article 1529 est abrogé ;

III.- Alinéa 33

Remplacer cet alinéa par quinze alinéas ainsi rédigés :

6° L'article 1605 nonies est ainsi rédigé :

« Art. 1605 nonies. – I. – Il est perçu une taxe sur la cession à titre onéreux des terrains nus ou des droits relatifs à des terrains nus rendus constructibles du fait de leur classement par un plan local d'urbanisme ou par un document d'urbanisme en tenant lieu, en zone urbaine ou à urbaniser ouverte à l'urbanisation ou par une carte communale dans une zone constructible.

« II. – Le produit de cette taxe est affecté :

« – aux communes à hauteur de 50 % du montant perçu pour les cessions réalisées sur leur territoire ;

« – à hauteur de 10 %, dans la limite d'un plafond annuel fixé en loi de finances, à un fonds inscrit au budget de l'Agence de services et de paiement. Ce fonds finance des mesures en faveur de l'installation et de la transmission en agriculture. Il permet de soutenir notamment des actions facilitant la transmission et l'accès au foncier, des actions d'animation, de communication et d'accompagnement, des projets innovants et des investissements collectifs ou individuels. Celles de ces mesures qui sont dans le champ de compétences de l'établissement national des produits de l'agriculture et de la mer mentionné à l'article L. 621-1 du code rural et de la pêche maritime sont mises en œuvre par cet établissement dans le cadre d'une convention avec l'Agence de services et de paiement ;

« – à hauteur de 40 % et de l'excédent éventuel des sommes perçues au-delà du plafond prévu à l'alinéa précédent au profit des agences de l'eau définies à l'article L. 213-8-1 du code de l'environnement.

« II. – La taxe s'applique aux cessions réalisées par les personnes physiques, les personnes morales et les contribuables qui ne sont pas fiscalement domiciliés en France assujettis à l'impôt sur le revenu, soumis au prélèvement, dans les conditions prévues à l'article 244 bis A.

« Elle ne s'applique pas aux cessions mentionnées aux 3° à 8° du II de l'article 150 U.

« III. – La taxe est assise sur un montant égal au prix de cession du terrain défini à l'article 150 VA diminué du prix d'acquisition défini à l'article 150 VB ou, à défaut, de la valeur vénale réelle à la date d'entrée dans le patrimoine du cédant d'après une déclaration détaillée et estimative des parties, actualisé en fonction du dernier indice des prix à la consommation hors tabac publié par l'institut national de la statistique et des études économiques, et incluant la majoration prévue au II de l'article 150 VB.

« En l'absence d'éléments de référence, la taxe est assise sur les deux tiers du prix de cession.

« La taxe est égale à 30 % de ce montant lorsque le rapport entre le prix de cession et le prix d'acquisition est égal ou supérieur à 3. Elle est exigible lors de la première cession à titre onéreux du terrain intervenue après son classement en terrain constructible ou des droits relatifs à ce terrain. Elle est due par le cédant.

« IV. – Une déclaration, conforme à un modèle établi par l'administration, retrace les éléments servant à la liquidation de la taxe. Elle est déposée dans les conditions prévues aux 1° et 4° du I et au II de l'article 150 VG.

« Lorsque la cession est exonérée en application du II, aucune déclaration n'est déposée. L'acte de cession soumis à la formalité fusionnée ou présenté à l'enregistrement précise, sous peine de refus de dépôt ou de la formalité d'enregistrement, la nature et le fondement de cette exonération ou de cette absence de taxation. Les deux derniers alinéas du III de l'article 150 VG sont applicables.

« V. – La taxe est versée lors du dépôt de la déclaration prévue au VI. Les I et II de l'article 150 VF, le second alinéa du I et les II et III de l'article 150 VH et le IV de l'article 244 bis A sont applicables.

« VI. – Le III s'applique aux cessions réalisées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024. »

IV.- Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes pour l'État résultant du présent article est compensée par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

La taxation des plus-values de cession de terrains nus rendus constructibles par une décision d'urbanisme repose actuellement sur deux taxes, l'une nationale codifiée à l'article 1605 nonies du code général des impôts (CGI), l'autre communale prise sur délibération prévue à l'article 1529 du CGI.

Le cumul de taxes dont l'objet est identique ou proche mais qui présentent des champs et des modalités d'application différentes, induit une complexité inutile et coûteuse. Par ailleurs, ces taxes n'apparaissent pas efficaces en termes de désincitation des propriétaires fonciers à céder des terrains nus rendus constructibles, destinés à l'artificialisation et d'exercer pour ce faire une forme de pression

à la modification des règles d'urbanisme contribuant ainsi à l'étalement urbain et à l'artificialisation des sols.

Le présent article a pour objet de créer une nouvelle taxe nationale obligatoire en remplacement et sur la base des paramètres des deux taxes actuelles à travers :

une harmonisation des assujettis sur la base la plus large (celle retenue dans l'article 1605 nonies) et une extension du champ de la taxe qui s'applique dès que le rapport entre le prix de cession et le prix d'acquisition est supérieur ou égal à 3 (champ sensiblement équivalent à celui de la taxe de l'article 1529 du CGI) ; une unification de l'assiette, en supprimant l'abattement pour durée de détention et en réexaminant certaines des exonérations actuelles afin d'en améliorer le rendement ; un relèvement des taux ; une affectation du produit de la taxe, en plus de la part réservée à l'Agence de services (ASP) et de paiement et de celle réservée aux communes sur le territoire desquelles interviennent ces transactions, aux agences de l'eau.

A ce titre, le présent amendement prévoit également de doubler le plafond du produit de la taxe à l'ASP, le portant à 24 000 000 €. Cette mesure conjuguera ainsi, outre son objectif de simplification juridique, des objectifs de désincitation à l'artificialisation et de rendement. Elle permettra la diversification des recettes perçues par les agences de l'eau. Cette nouvelle affectation est motivée par le fait que, depuis la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, les agences de l'eau financent des projets du domaine de la biodiversité alors que les agences sont financées essentiellement par des redevances liées à l'usage de l'eau. La réforme vise ainsi à mettre en cohérence les sources de financement des agences de l'eau avec les priorités de leurs politiques d'intervention définies dans le cadre de leur programme, et les priorités de financement à venir au regard des politiques portées par le gouvernement (notamment la lutte contre l'artificialisation, les actions en faveur de la désimperméabilisation et le développement de la nature en ville), dans la perspective des prochains programmes d'intervention. Ces mesures permettraient de combiner un effet de rendement et un effet incitatif. Cette proposition a été étayée par un rapport de l'IGEDD et de l'IGF en novembre 2022. Elle permettra également à l'ensemble des communes concernées par ces opérations de percevoir une quote-part de la taxe, et de ne pas réduire le budget des collectivités locales qui appliquaient jusqu'alors la taxe communale.

Le cumul de ces deux taxes s'élève pour l'année 2022 à environ 100 M€. Au vu des nouveaux critères de taxation (hausse des taux, taxation dès que le rapport entre prix de cession et prix d'acquisition corrigé de l'indice des prix à la consommation hors tabac est supérieur ou égal à 3), le rendement devrait être plus que doublé, même en tenant compte d'une moindre artificialisation du fait du ZAN.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. GOLD

C	
G	

### ARTICLE 6

I. – Alinéas 25, 28 à 31, 37 et 38

Supprimer ces alinéas.

II. – Alinéa 39

Supprimer les mots : et montants mentionnés aux 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>

III. – Alinéa 40

Supprimer cet alinéa.

### OBJET

Compte tenu des enjeux propres au vieillissement de la population et de la volonté de donner à chacun la possibilité de résider à son domicile, il convient de favoriser l'adaptation des logements à un maximum de contribuables.

Cet amendement vise donc à rétablir l'éligibilité au crédit d'impôt :

- des équipements spécialement conçus pour l'accessibilité des logements aux personnes âgées et handicapées, pour l'ensemble des contribuables ;
- des équipements permettant l'adaptation des logements à la perte d'autonomie ou au handicap, pour les foyers fiscaux dont l'un des membres est en situation de handicap ou de perte d'autonomie.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. GOLD

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 278-0 bis A du code général des impôts, il est inséré un article 278-0 bis B ... ainsi rédigé :

« Art. 278-0 bis .... – Sans contrevenir à l'exception des produits définis à l'article 278-0 bis A du code général des impôts, la taxe sur la valeur ajoutée est perçue au taux réduit de 2,5 % en ce qui concerne les produits alimentaires affichant sur leur emballage sous forme de dispositifs graphiques les informations sur l'ensemble des critères suivants :

« 1° Leur qualité nutritionnelle ;

« 2° Les caractéristiques environnementales, conformément au I de l'article 2 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;

« 3° Leur origine. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – Un décret publié avant le 31 décembre 2024 précise les modalités d'application du présent article.

**OBJET**

Cet amendement vise à encourager les metteurs sur marché de produits alimentaires à déployer un affichage intégral sur les critères prioritaires que cherchent les consommateurs pour faire leurs choix : la qualité nutritionnelle, l'impact environnemental (impact des émissions GES, impact biodiversité, utilisation de pesticides, etc), ainsi que leur origine (des matières premières principales et du lieu de transformation).

Si plusieurs dispositifs existent déjà à propos de la qualité nutritionnelle (Nutri-score, SIGA), que les travaux sont en cours sur l'impact environnemental (Planet-Score, Eco-score), et que les modalités d'affichage de l'origine sont nombreuses (Origine France Garantie, signes officiels de qualité et

origine - AOP-AOC, Label Rouge, IGP), force est de constater que les metteurs sur marché ne jouent pas encore le jeu de la transparence complète.

Pourtant, les dernières études consommateurs réalisées sur le sujet démontrent que pour 85% des Français, afficher de manière claire et parlante ces critères est une attente forte pour les aider dans leur choix.

Pour inciter les metteurs sur marché à repenser leurs emballages afin de faire de la place pour ces indicateurs prioritaires, le présent amendement propose d'accorder une TVA réduite aux produits alimentaires réalisant la transparence intégrale.

La baisse de la TVA incitera les metteurs en marché à diffuser une information essentielle à la bonne information du consommateur et permettra aux consommateurs de se tourner vers des produits plus sains et durables.

Cet amendement a été travaillé en collaboration avec le collectif En Vérité.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. THÉOPHILE

C	
G	

**ARTICLE 28**

I. – Alinéa 2, tableau, dernière colonne, quarante-et-unième ligne

Remplacer le montant :

40 000 000

par le montant :

44 000 000

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le Conservatoire préserve et valorise les espaces naturels du littoral en partenariat avec les collectivités locales. S'il protège aujourd'hui 215 000 hectares, l'objectif du « Tiers naturel littoral » à l'horizon 2050 nécessite l'acquisition de 110 000 hectares supplémentaires. Pour se faire, le Contrat d'objectif 2021-2025 de l'établissement prévoit un rythme d'acquisition entre 2500 et 3500 hectares par an pour atteindre cet objectif.

Cet objectif est conditionné aux ressources financières du Conservatoire du littoral, dont le budget actuel repose sur les recettes de la Taxe annuelle sur les engins maritimes à usage personnel (TAEMUP). Le Conservatoire du littoral bénéficie de l'affectation de la TAEMUP (ex-DAFN) depuis 2006. La loi de finances pour 2012 a plafonné la ressource affectée au Conservatoire du littoral à 37M €, relevé à deux reprises, pour être aujourd'hui à 40M €.

Pour l'année 2024, le projet de loi de finances reconduit le montant (40M €) du plafond de cette taxe.

Ce plafonnement se traduit par une réduction de la capacité d'intervention sur les territoires du Conservatoire qui s'amplifie, pourtant, chaque année : d'une part, les charges de propriétaires progressent avec l'accroissement du patrimoine ; d'autre part, le prix des acquisitions évolue tendanciellement à la hausse. Cet effet ciseau se traduit d'ores et déjà dans les résultats : le maintien du rythme d'acquisition entre en 2019 et 2021 n'a été possible que grâce à des acquisitions exceptionnelles fortement cofinancées ou aidées et seuls 60 % des besoins de travaux et

d'aménagements ont été couverts. En 2023, les prévisions d'acquisition ne s'élèvent qu'à 1 800 hectares alors même que l'établissement a pu mobiliser, en plus de la TAEMUP, des ressources significatives de partenaires. Pour 2024, les capacités d'autofinancement de l'établissement pour engager de nouvelles opérations sur les terrains, pourtant financées à 80 ou 90 %, sont extrêmement réduites par des paiements à réaliser sur les projets déjà engagés. Le risque de perte des co-financement est élevé, voire très élevé, sur certaines opérations.

La situation budgétaire tendue s'explique également par l'augmentation des dépenses de personnel. Le plafond d'emploi du Conservatoire du littoral a augmenté de 8 ETP en 2023, une délégation de plein exercice de 18 agents du Syndicat littoral normand doit être intégrée au Conservatoire du littoral et la masse salariale est impactée par des mesures RH et sociales (points d'indices, revalorisations diverses). Ces dépenses, estimées à 2,545M € se font sans accompagnement budgétaire. La seule possibilité pour relever le socle budgétaire de l'établissement et lui permettre de soutenir une activité en croissance permanente, dans un contexte inflationniste, est donc de relever le plafond d'affectation de la TAEMUP.

C'est pourquoi cet amendement propose de porter le plafond à 44M €.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. LAOUEDJ, Mme Maryse CARRÈRE et M. GOLD

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEXDECIES**

Après l'article 3 sexdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après la deuxième phrase du 2 du II de l'article 1691 bis du code général des impôts, sont insérées trois phrases ainsi rédigées : « La situation patrimoniale nette du demandeur est appréciée, à la date de la demande, en tenant compte de l'ensemble du patrimoine immobilier et mobilier du demandeur détenu en France ou à l'étranger à l'exclusion du patrimoine détenu par les personnes vivant habituellement avec lui. Les biens à exclure de la situation patrimoniale du demandeur s'entendent de la résidence principale dont le demandeur est propriétaire ou titulaire d'un droit réel immobilier et des biens immobiliers et droits réels immobiliers détenus par le demandeur antérieurement à la date du mariage ou du pacte civil de solidarité. En outre, le patrimoine du demandeur reçu par donation ou succession n'est pas pris en compte pour apprécier sa situation patrimoniale. »

II. – Le I est applicable aux demandes en décharge de l'obligation de paiement déposées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le principe de solidarité fiscale est un principe qui prévoit que chacun des époux ou des partenaires de PACS peut être recherché pour le paiement du montant total de l'imposition dû pendant la période de leur union sans qu'il y ait lieu de procéder entre eux à une répartition de la dette fiscale du foyer. Ainsi, en cas de divorce ou de dissolution du PACS, les ex conjoints restent tenus solidairement des sommes dues pendant leur union.

Les époux, quel que soit leur régime matrimonial et les partenaires de PACS sont responsables solidairement du paiement de l'impôt sur le revenu lorsqu'ils sont soumis à une imposition commune, de la taxe d'habitation lorsqu'ils vivent sous le même toit et de l'impôt de solidarité sur la fortune.

Or, dans certains cas, une dette fiscale peut peser injustement et lourdement sur l'un des ex-conjoints. Il s'agit à plus de 80 % de femmes alors même que la séparation entraîne déjà pour une grande majorité d'entre elles, une perte sensible de revenus. Leur situation financière peut être encore plus dégradée par le paiement d'impositions sur des revenus dont elles n'avaient pas connaissance ou dont elles n'ont pas bénéficié.

Pour remédier à ces situations, la loi de finances pour 2008 a créé la décharge de solidarité fiscale qui doit remplir trois conditions afin d'être acceptée. La troisième, l'exigence d'une disproportion marquée entre la dette et la situation patrimoniale et financière du débiteur, est difficile à remplir en raison de l'interprétation extensive de la loi et de l'application stricte et sévère de la jurisprudence faite par l'Administration fiscale. La loi de finances 2022 a assoupli une des conditions d'appréciation de la situation financière en réduisant de 10 ans à 3 ans la période de paiement par les revenus nets de charge. Cet amendement vise à encadrer l'appréciation de la situation patrimoniale du demandeur et ainsi exclure la résidence principale dont le demandeur est propriétaire ou titulaire d'un droit réel immobilier, les biens immobiliers détenus par le demandeur antérieurement à la date de son mariage ou de son Pacs, ainsi que le patrimoine du demandeur reçu par donation ou succession.

Cet amendement a été travaillé avec le collectif des femmes divorcées.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Maryse CARRÈRE et MM. LAOUEDJ et GOLD

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEXDECIES**

Après l'article 3 sexdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le 2 du II de l'article 1691 bis du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les mots : « en cas de disproportion marquée entre le montant de la dette fiscale et, à la date de la demande, la situation financière et patrimoniale, nette de charges, du demandeur. La situation financière nette du demandeur est appréciée sur une période n'excédant pas trois années. La décharge de l'obligation de paiement est alors prononcée selon les modalités suivantes » sont supprimés ;

2° Après le premier alinéa, sont insérés trois alinéas ainsi rédigés :

« 1° Dans le cas de disproportion marquée entre le montant de la dette fiscale et, à la date de la demande, la situation financière et patrimoniale, nette de charges, du demandeur. La situation financière nette du demandeur est appréciée sur une période n'excédant pas trois années ;

« 2° Dans le cas où le montant de la dette fiscale résulte d'un contrôle fiscal personnel de son ancien conjoint ou partenaire de pacte civil de solidarité ayant donné lieu, par suite d'un manquement aux obligations déclaratives, d'une soustraction frauduleuse ou d'une tentative de soustraction frauduleuse au paiement des impositions mentionnées au 1° et 2° du I ainsi qu'à l'article 1723 ter-00 B, à une rectification d'un bénéfice ou revenu propre au conjoint ou au partenaire de pacte civil de solidarité du demandeur. La décharge de l'obligation de paiement n'est alors accordée que si le demandeur ne s'est pas enrichi à la faveur de cette fraude fiscale commise par son ancien conjoint ou partenaire de pacte civil de solidarité et n'a pas participé directement ou indirectement à celle-ci ,

« 3° La décharge de l'obligation de paiement est alors prononcée selon les modalités suivantes : ».

II. – Le I est applicable aux demandes en décharge de l'obligation de paiement déposées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Chaque année en France plus de 300 000 couples se séparent par divorce ou dissolution du Pacs : près d'un mariage sur deux se termine par un divorce (46 %) et une rupture sur quatre survient dans les 6 premières années de vie commune (24 %).

L'immense majorité des couples trouve un accord pour payer leurs impôts. Quand la séparation est moins harmonieuse ou quand une rectification d'impôt surgit, l'accord devient plus difficile. L'administration fiscale n'attend pas la résolution de ce conflit. En l'absence de paiement, elle recherche l'ex-partenaire qui sera en mesure de payer le restant dû, en application du principe de solidarité fiscale.

L'article 1691 *bis* du Code Général des Impôts, introduit par la loi de finances de 2008, a prévu un dispositif dit de « Décharge en responsabilité solidaire » visant à permettre la répartition des dettes fiscales de la période commune de l'union entre ces deux individus. Ainsi, la décharge de l'obligation de paiement des dettes fiscales du couple est accordée en cas de disproportion marquée entre le montant de la dette fiscale et la situation financière et patrimoniale du demandeur.

Aujourd'hui, 90 % des demandes de décharge sont déposées par des femmes. La loi de finances 2022 a assoupli une des conditions d'appréciation, celle de la situation financière en réduisant de 10 ans à 3 ans la période de paiement par les revenus nets de charge. L'assouplissement obtenu n'a pas eu l'effet escompté, en tout cas insuffisant. Ainsi 59 % des demandes de décharge sont toujours rejetées en 2022. C'est mieux qu'auparavant quand le taux de rejet était de 70%. (Rapporteur de la Commission des Finances.2023)

Il est anormal que la législation actuelle prévoie que le demandeur reste tenu de payer solidairement les majorations et pénalités exigées pour des revenus occultes ou dissimulés de son ex-conjoint.

Ainsi, pour rectifier cette situation, il est proposé d'inclure dans les conditions d'examen de la demande de décharge de responsabilité solidaire des ex-époux, l'appréciation de l'origine du montant de la dette fiscale de la période de vie commune.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Maryse CARRÈRE

C	
G	

ARTICLE 27

I. – Alinéa 2, tableau, seconde colonne, septième ligne

Remplacer le montant :

108 906 000

par le montant :

122 721 000

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à sanctuariser la dotation d' élu local pour les communes de moins de 1000 habitants.

Créée par la loi du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux, la dotation particulière « élu local » (DPEL) vise à aider les communes rurales les moins peuplées à financer les dépenses liées à certaines mesures prévues par cette loi pour améliorer le statut des élus locaux, notamment la revalorisation des indemnités des maires et des adjoints, les autorisations d'absence et les frais de formation des élus.

En métropole, cette dotation est attribuée aux communes de moins de 1 000 habitants, sous condition de potentiel financier. Pour les communes de moins de 500 habitants, la dotation « élu local » est complétée depuis 2020 par une majoration destinée à aider ces communes à financer les possibilités de modulation des indemnités de fonction, prévues par la loi « Engagement et proximité » de décembre 2019.

Toutefois, en raison de la condition liée au potentiel financier, près de trois mille communes ne perçoivent pas la dotation « élu local ». En effet, le potentiel financier d'une commune est calculé en intégrant fictivement une partie des ressources de son établissement public de coopération intercommunale (EPCI). Avec ce mode de calcul, le niveau du potentiel financier des communes se trouve mécaniquement augmenté. Chaque année, des communes perdent ainsi le bénéfice de la

dotations ou au contraire deviennent éligibles en raison de l'évolution de leur niveau de potentiel financier, alors que cette évolution peut par exemple résulter de modifications des ressources intercommunales, sans que la situation financière des communes ait changé.

Comme dans le projet de loi de finances rectificative l'été dernier, il est donc proposé de supprimer la condition de potentiel financier de manière à ce que la dotation « élu local » soit versée à l'ensemble des communes de moins de 1 000 habitants. Cela permettrait d'améliorer la prévisibilité de cette ressource et de faciliter pour ces communes la mise en œuvre des dispositions relatives à l'exercice des mandats locaux.

Pour atteindre cet objectif tout en conservant les attributions individuelles à leur niveau actuel, le présent amendement propose de relever le volume total de la dotation à 122,7 millions d'euros, contre 108,9 millions actuellement. La hausse proposée, à hauteur de 13,82 millions d'euros, intègre le versement de la DPEL pour les communes de moins de 1 000 habitants qui en sont actuellement exclues au regard de leur potentiel financier, ainsi que le versement de la majoration de DPEL pour celles d'entre elles qui ne dépassent pas 500 habitants. Ce montant pourrait être financé par le budget de l'État.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Maryse CARRÈRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le sixième alinéa de l'article 1609 H du code général des impôts est ainsi rédigé :

« La liste des communes peut concerner les départements de l'Ariège, de l'Aude, de la Charente, de la Charente-Maritime, de la Dordogne, de la Haute-Garonne, du Gers, de la Gironde, des Landes, du Lot, du Lot-et-Garonne, des Pyrénées-Atlantiques, du Tarn et du Tarn-et-Garonne. Elle est établie par arrêté conjoint des ministres chargés du budget et des transports. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Une taxe spéciale d'équipement a été instituée par l'arrêté du 31 décembre 2022 établissant la liste des communes mentionnée à l'article 1609 H du code général des impôts dans le cadre du financement de la ligne grande vitesse entre Bordeaux et Toulouse. Celle-ci s'applique aux communes environnantes des gares de la future ligne situées à une heure de route de ces dernières.

Dans le département des Hautes-Pyrénées, seules deux communes, Madiran et Saint-Lanne, sont concernées puisqu'elles se situeraient à une heure de route de la future gare LGV de Mont-de-Marsan. Or, cette mesure de temps varie selon les outils utilisés et peut donc apparaître supérieure à une heure de trajet. De plus, ces deux communes sont naturellement et infrastructurellement tournées vers des bassins de vie et d'activités du département et il est donc plus facile pour leurs habitants de se rendre à Tarbes plutôt qu'à Mont-de-Marsan.

Aussi, cet amendement a pour but de supprimer l'obligation pour ces deux seules communes du département de participer à la taxe spéciale d'équipement.







## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

C	
G	

### ARTICLE 13

I. - Après l'alinéa 4

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

a bis) À la dernière colonne de la troisième ligne, le taux : « 8,6 % » est remplacé par le taux : « 9,2 % » ;

II. - Alinéa 29

Après les mots :

à l'exception

insérer les mots :

du *a bis* du 1<sup>o</sup>,

### OBJET

L'article 13 prévoit la comptabilisation en compte double, dans l'objectif d'incorporation d'énergie renouvelable pour la catégorie fiscale des gazoles, des huiles végétales hydrotraitées (HVO) issues de graisse animale de catégorie C3.

Ce compte double s'appliquera, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2025, dans la limite de 15 % des quantités de gazoles destinées à une utilisation pour les besoins de la pêche mises à la consommation ou déplacées à des fins commerciales en France.

Afin de tenir compte de l'ajout de ces nouvelles matières premières additivées au gazole pêche dans la trajectoire des gazoles, et de maintenir la contribution des autres matières premières à la décarbonation des gazoles, il convient d'augmenter à 9,2%, au 1<sup>er</sup> janvier 2024, l'objectif d'incorporation d'énergie renouvelable prévu pour les gazoles.

Tel est l'objet du présent amendement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

**ARTICLE 5 BIS**

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**I. – Alinéa 2**

Remplacer cet alinéa par six alinéas ainsi rédigés :

**II. – L'article 220 undecies A du code général des impôts est ainsi modifié :****1° Le premier alinéa du I est ainsi rédigé :**

« I. – Les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt égal à 30 % des frais générés par la prise en charge d'au moins 70 % du prix d'achat ou de location d'une flotte de vélo pour leurs salariés, partagée ou attribuée, notamment pour assurer leurs déplacements entre leur domicile et le lieu de travail. » ;

2° Au deuxième alinéa, les mots : « la réduction d'impôt » sont remplacés par les mots : « un crédit d'impôt » ;

**3° Le deuxième alinéa du II est ainsi rédigé :**

« Le crédit d'impôt s'impute sur l'impôt sur les sociétés dû par l'entreprise au titre de l'exercice au cours duquel les frais mentionnés au I ont été générés. »

**II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :**

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement a pour objectif de favoriser la pratique du vélo pour les déplacements du quotidien.

Aujourd'hui, la part modale du vélo s'élève en France à seulement 4%, alors que la loi Climat et Résilience et le Plan Vélo et Mobilités durables ont fixé un objectif de 9% d'ici à 2024. La loi LOM a par ailleurs fixé un objectif de "Réduire les inégalités territoriales et contribuer à l'objectif de cohésion des territoires métropolitains".

Le présent amendement doit permettre d'atteindre cet objectif le plus rapidement possible en incitant davantage les entreprises à mettre à disposition de leurs salariés un service de location de vélos. Ce

dispositif connaît notamment un premier succès chez les employeurs dans les territoires, là où le vélo est la seule mobilité alternative à la voiture. En effet, ce dispositif de location règle la difficulté du reste à charge pour financer un vélo (malgré les aides possibles, ce reste à charge est souvent équivalent au salaire médian français).

Cette pratique, sollicitée tant par les employés que les employeurs, se développe de plus en plus, présente des résultats encourageants et est déjà largement répandue parmi nos voisins européens dont la part modale dépasse les 10%.

Une telle pratique n'est donc pas une mise à disposition gratuite puisque le salarié loue son vélo à faible coût et, de plus, il a la possibilité d'en faire usage dans sa vie personnelle, en dehors des trajets entre son domicile et son lieu de travail.

Les modifications proposées doivent donc permettre aux entreprises de toutes tailles de mettre en place ce service et de disposer du dispositif fiscal ici présenté.

Cet amendement a été travaillé avec la Fédération des Acteurs du Vélo en Entreprise (FAVE).





## AMENDEMENT

présenté par

M. LAOUEDJ et Mme Nathalie DELATTRE

C	
G	

### ARTICLE 6

I – Alinéa 29

Remplacer les mots :

et 2°

par les mots :

2° et 3°

II. – Après l’alinéa 31

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

«...° Soit âgé de 70 ans ou plus, non concerné par une perte d’autonomie mentionnée au 1° . »

III. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale des I et II est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

IV. – La perte de recettes résultant pour l’État des I et II est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Le dispositif MaPrimeAdapt’ (MPA), qui verra le jour en janvier 2024, constitue une avancée majeure en matière d’adaptation des logements au vieillissement, favorisant le maintien à domicile et la préservation de la perte d’autonomie au sein de son domicile (remplacement d’une baignoire par une douche, meilleure connectivité, motorisation des ouvrants...). Elle va regrouper les aides existantes portées par la CNAV, l’ANAH et le Crédit d’impôts (CI) et sera réservée aux publics modestes et très modestes de 70 ans et plus, sans conditions de fragilités et aux 60-69 ans sous conditions de fragilité (GIR).

Dans ce contexte, afin d’élargir les conditions d’accès à l’adaptation des logements au vieillissement, il a été décidé de prolonger le crédit d’impôt de deux ans pour les 60 et plus, sous condition de fragilité (GIR 1 à 4).

Si MPA est un outil d'accompagnement et de financement, elle doit aussi être un outil de communication et de pédagogie au service de la cause de l'adaptation des logements au vieillissement de manière préventive (sans attendre la première chute par exemple). Sur la base d'une campagne « grand public » mise en place par le Gouvernement, il est nécessaire de disposer d'outils (MPA & CI) cohérents, lisibles et complémentaires.

Nous proposons donc l'harmonisation des conditions d'éligibilité au CI en le rendant accessibles à l'ensemble des seniors de 70 ans et plus, sans condition de fragilité.

D'un point de vue financier, une étude portée par un collectif de fédérations et d'acteurs du bâtiment (« L'adaptation des logements au vieillissement : coûts et bénéfices pour la puissance publique ») pointe les dépenses supplémentaires liées à l'adaptation des logements au vieillissement (modification des logements, soins à domicile induits) mais également les économies réalisées (réductions des chutes et donc des dépenses de santé, réduction des frais de prise en charge en établissement de courte et longue durée) et création de valeur (TVA, création d'emplois locaux et non délocalisables).





**QUESTION PREALABLE**

Motion présentée par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	Défavorable
<b>G</b>	Défavorable

**TENDANT À OPPOSER LA QUESTION PRÉALABLE**

En application de l'article 44, alinéa 3, du Règlement, le Sénat décide qu'il n'y a pas lieu de poursuivre la délibération sur le projet de loi de finances pour 2024 (n° 127, 2023-2024).

**OBJET**

Les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen, Écologiste et Kanaky (CRCE-K) contestent l'usage répété, presque automatique, de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution qui contrevient à la démocratie budgétaire. Cette procédure ne vise pas simplement à permettre l'adoption d'un budget « quoi qu'il en coûte » au mépris des débats parlementaires réduits à néant en séance publique sur la partie des recettes ; elle laisse toute latitude au Gouvernement de ne pas confronter son projet politique à la représentation nationale et de confectionner un budget « à sa main ». Le débat budgétaire est considéré comme superflu, car porteur de contradictions que l'exécutif ne veut pas affronter.

La majorité sénatoriale décide d'étudier ce budget, de le discuter comme à l'accoutumée et ne semble témoigner que peu d'égards aux députés laissés sans voix. Les membres du groupe CRCE-K sont prêts au débat s'il devait avoir lieu en cas de rejet de cette motion mais affirment qu'il s'agit d'un jeu de dupes. Le seul argument tend à mettre en exergue qu'un débat c'est mieux que rien, mais le Parlement a deux jambes, deux chambres. Il forme un tout, quand l'une est piétinée, c'est bien ce « tout » qui en sort affaibli.

Feignant « en même temps » de satisfaire tous les députés en reprenant quelques-uns de leurs amendements, la proportion massive d'articles supplémentaires pose avec une acuité nouvelle la menace quant à la sincérité et la clarté des débats. Les mesures ainsi soumises au Parlement ne font l'objet d'aucune étude d'impact sérieuse, enjoignant les sénatrices et sénateurs à s'exprimer de façon approximative sur des dispositions d'ampleur. A titre d'exemple, la taxe sur les rentes infra-marginales des énergéticiens sert de leurre pour affirmer que la majorité présidentielle a trouvé des compromis sur des recettes nouvelles. Il s'agit en vérité d'une instrumentalisation de l'initiative parlementaire, permettant pour la deuxième année consécutive de priver le Parlement d'une étude sur une recette devant rapporter plus de 13 milliards d'euros l'année dernière pour finalement plafonner à 3,8 milliards d'euros. Aussi, les représentants de la nation se sont exprimés sur un article qui s'est avéré complètement différent dans son ambition. Cette année, le même procédé est à l'œuvre.

Si le Sénat ne tire jamais les leçons de son mépris par le Gouvernement, alors les pratiques autoritaires, constitutionnellement garanties, continueront de s'abattre en lui conférant un statut de faire-valoir des méthodes gouvernementales.

Plus généralement, l'autorisation parlementaire est chaque année dévoyée et nous constatons en exécution des écarts importants.

Si ce débat est tronqué, nous constatons que ce budget n'en a pas fini avec les cadeaux fiscaux pour les ménages et les entreprises qui semblent justifier au moins pour partie, le niveau d'emprunt record inscrit dans ce projet de loi de finances à 285 milliards d'euros. Les baisses d'impôts elles se poursuivent dans une forme de déni de la situation des finances publiques et de la dépendance de notre pays aux marchés financiers.

Les membres du groupe CRCE-K proposent par cette motion de laisser le Gouvernement seul comptable de ses choix budgétaires que le Parlement n'est pas capable d'instruire faute d'information suffisante, sauf à considérer que la droite sénatoriale décide de se dévouer pour donner l'illusion d'un débat parlementaire.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 23**

Après l'article 23

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 199 sexdecies du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Ces dispositions s'appliquent également aux bénéficiaires de l'accueil non médicalisé. »

**OBJET**

L'article 199 sexdecies du code général des impôts, modifié par la loi de finances pour 2022, vise à préserver la stabilité du cadre fiscal du secteur des Services à la personne (SAP) en tenant compte de la décision n° 442046 du Conseil d'État du 30 novembre 2020. En ce sens, il reprend la doctrine sur l'offre globale de services telle que précisée par la circulaire ECOI1907576C.

Le contenu et la nature de l'accueil non médicalisé à la demi-journée ou à la journée participe à la réponse que veulent donner les politiques publiques face au choc anthropologique du vieillissement de la population française — en particulier : maintien de la personne âgée à son domicile, combattre son isolement, et retarder une éventuelle entrée en institution.

Cet accueil doit pouvoir profiter et être accessible au plus grand nombre de personnes âgées, en particulier celles ne disposant que d'un revenu moyen ou faible. Dès lors, la meilleure solution de financement peut être la défiscalisation des frais d'accueil des bénéficiaires.

Les programmes de ce type d'accueil non médicalisé comprennent, pour l'essentiel et par demi-journée de présence :

- des ateliers thématiques au cours desquels des débats et des échanges favorisent un travail de stimulation de la mémoire et de réminiscence. Ils se font sous la conduite de professionnels du grand âge, comme une psychologue qui amène, par exemple, la personne âgée à relier ses souvenirs à des sujets d'actualité.
- un atelier de stimulation physique permettant le maintien et le renforcement de la musculature de la personne, de son acuité sensorielle et de ses réflexes.

De plus, cet accueil non médicalisé favorise l'accès aux soins, le « care », qui se fait naturellement dans le respect d'une relation triangulaire « Personnes Agées – Famille / Aidant – Médecin traitant / Professionnel de santé ».

Une des finalités de cet accueil non médicalisé est la mise en place d'un « chaînon de vie » auquel la personne âgée peut aisément faire appel et dans lequel elle verra comme un prolongement de son « chez soi » .

Ainsi, cet amendement vise à étendre aux structures d'accueil non médicalisé le crédit d'impôt accordé au titre des sommes versées pour l'emploi d'un salarié à domicile, à une association agréée ou à un organisme habilité ou conventionné ayant le même objet.





N°	I-1668
----	--------

**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 4**

Après l'article 4

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le premier alinéa du b du I de l'article 219 du code général des impôts est complété par une phrase ainsi rédigée : « Ce seuil de bénéfice taxé à taux réduit est réévalué chaque année au 1<sup>er</sup> janvier en application de l'indice mensuel des prix à la consommation et arrondi à l'euro le plus proche. »

II. – Le I du présent article s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'objet de cet amendement est de revaloriser et d'indexer le plafond d'application du taux réduit d'IS des PME.

Depuis plusieurs années, le Gouvernement incite les entreprises agricoles à choisir l'imposition sur les sociétés. Or, le dispositif est aujourd'hui figé dans le temps. Aujourd'hui, l'inflation est réelle. Il apparaît donc utile d'augmenter le bénéfice imposable si l'on veut continuer à inciter les entreprises à utiliser cette option d'imposition. Il est donc proposé de réévaluer le bénéfice imposable de 38 120 € chaque année au 1<sup>er</sup> janvier en application de l'indice mensuel des prix à la consommation et arrondies à l'euro le plus proche.

Tel est l'objet du présent amendement.







## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le II de l'article 151 septies du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les seuils de recettes mentionnés ci-dessus sont réévalués chaque année au 1<sup>er</sup> janvier en application de l'indice mensuel des prix à la consommation et arrondis à l'euro le plus proche. »

II. – Le I du présent article s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

L'objet de cet amendement est d'indexer les plafonds d'exonération des plus-values des petites entreprises.

Or, le dispositif est aujourd'hui figé dans le temps. Aujourd'hui, l'inflation est réelle. Il apparaît donc utile d'augmenter les plafonds d'exonération des plus-values des petites entreprises si l'on veut maintenir et favoriser les petites entreprises sur le territoire français. Il est donc proposé de réévaluer le plafond d'exonération des plus-values de ces petites entreprises chaque année au 1<sup>er</sup> janvier en application de l'indice mensuel des prix à la consommation et arrondies à l'euro le plus proche.

Tel est l'objet du présent amendement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 12**

Après l'article 12

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le e du 1 du I de l'article 73 du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les sommes mentionnées ci-dessus de déduction pour épargne de précaution sont réévaluées chaque année au 1<sup>er</sup> janvier en application de l'indice mensuel des prix à la consommation et arrondies à l'euro le plus proche. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'objet de cet amendement est d'indexer le plafond de la DEP.

Les entreprises agricoles et viticoles subissent à un rythme qui ne cesse de s'accroître des aléas climatiques et économiques. La loi de finances pour 2019 prévoit un dispositif nouveau de déduction pour épargne de précaution plus souple et plus performant que le système antérieur. Les agriculteurs doivent améliorer la prévention, à leur niveau, contre les aléas qui frappent leur entreprise, en complément de l'offre assurantielle et de l'intervention, le cas échéant, du fonds des calamités. Depuis sa création la DEP n'a pas évolué.

Or aujourd'hui, l'inflation est réelle. Il apparaît donc utile d'augmenter la valeur maximale du plafond d'épargne afin que celui-ci colle à la réalité vécue par les agriculteurs qui souhaitent mieux se protéger des aléas climatiques en indexant les sommes à épargner à l'indice mensuel des prix à la consommation et arrondies à l'euro le plus proche.

Tel est l'objet du présent amendement.





## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 23 TERDECIES

Après l'article 23 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 155 B du code général des impôts, il est inséré un article 155 .... ainsi rédigé :

« Art. 155.... – Pour les revenus imposables dans les catégories des bénéfices industriels et commerciaux, des bénéfices agricoles et des bénéfices non commerciaux, il est pratiqué un abattement forfaitaire de 6 000 € pour la détermination du résultat imposable. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Cet amendement propose un abattement forfaitaire de 6 000 € sur le revenu imposable des artisans, agriculteurs et professions libérales soumis à l'impôt sur le revenu dans les catégories des bénéfices agricoles, bénéfices industriels et commerciaux et des bénéfices non commerciaux.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUODECIES**

Après l'article 3 duodecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au 1 du I de l'article 244 quater F du code général des impôts, les mots : « de leurs salariés » sont remplacés par les mots : « des personnes travaillant dans l'entreprise ».

II. – Le Gouvernement remet au Parlement avant le 1<sup>er</sup> octobre 2024 un rapport présentant la pertinence de l'extension du crédit d'impôt prévu à l'article 244 quater F du code général des impôts aux indépendants, son incidence économique, l'évolution du coût du crédit d'impôt et du nombre de ses bénéficiaires.

III. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à étendre le bénéfice du « Crédit Impôt Famille » (CIFAM) aux indépendants : professions libérales, gérants non-salariés, entreprises individuelles, artisans et autoentrepreneurs.

Le « Crédit d'impôt famille » (CIFAM) bénéficie actuellement à toutes les entreprises industrielles, commerciales, libérales ou agricoles imposées selon un régime réel d'imposition. Les dépenses éligibles sont celles qui financent des établissements assurant l'accueil des enfants de moins de 3 ans des salariés de l'entreprise.

Les travailleurs non-salariés, professions libérales, artisans, commerçants, gérants non-salariés etc. dont l'entreprise n'emploie aucun salarié n'ont pas droit au bénéfice du CIFAM.

Par conséquent, les enfants des professions libérales et indépendants ne peuvent pas bénéficier d'un accès à la crèche via ce crédit d'impôt et ne peuvent dès lors que bénéficier d'une place en crèche municipale dont les horaires ne sont pas forcément adaptés aux besoins de ces professions au service des Français.

Ouvrir le bénéfice de ce crédit d'impôt aux professions libérales, aux indépendants qui auront massivement souffert de la crise sanitaire permettrait à ces travailleurs de bénéficier d'une aide



incitant au retour à l'emploi, et à leurs enfants de bénéficier d'un accueil de qualité adapté aux besoins de leurs parents.

Cela permettrait également de libérer des places de crèches municipales pour d'autres publics.

A court terme, cet amendement permettrait aux entreprises et associations de crèches de trouver une nouvelle source de financement.

Élargir les conditions d'utilisation du CIFAM pour soutenir les Indépendants et la politique familiale en France est aujourd'hui primordial.





N°	I-1673
----	--------

## A M E N D E M E N T

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 23 TERDECIES

Après l'article 23 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Les majorations de rémunérations prévues en application des dispositions relatives au travail dominical aux articles L. 3132-12 et suivants du code du travail sont exonérées d'impôt sur le revenu.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Le présent amendement propose de défiscaliser les éventuelles majorations de rémunérations pour le travail le dimanche.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 23 TERDECIES**

Après l'article 23 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le premier alinéa du 2° du II de l'article 156 du code général des impôts est complété par les mots et une phrase ainsi rédigée : « ; versements bénévoles d'un proche aidant aux personnes qui demeurent à leur domicile ou résident dans une structure collective adaptée et dont les ressources, quelle qu'en soit la nature, ne leur permettent pas d'assumer leurs frais d'aide à domicile, de soins, de nourriture ou d'hébergement. Ces charges sont limitées à 30 % des revenus du proche aidant. »

II. – Le I s'applique à compter de l'imposition des revenus de l'année 2024.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 156 du code général des impôts définit le revenu imposable et les sommes qui peuvent en être déduites sous certaines conditions. Aujourd'hui, parmi les aidants de personnes âgées dépendantes ou en situation de handicap, seuls les obligés alimentaires (ascendants ou descendants directs) peuvent bénéficier de ce dispositif.

Cet amendement propose de déduire du revenu imposable les sommes versées par tout proche aidant de ces personnes dépendantes, en vue de son maintien à domicile ou de son admission dans un hébergement collectif de qualité. L'objectif est de permettre à tous les aidants, avec ou sans lien familial avec cette personne, de bénéficier de ce dispositif fiscal.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le 1° du A de l'article 278-0 bis du code général des impôts, il est inséré trois alinéas ainsi rédigés :

« .... – Les denrées alimentaires destinées à la consommation animale, les produits normalement destinés à être utilisés dans la préparation de ces denrées et ceux normalement utilisés pour compléter ou remplacer ces denrées lorsque l'une des conditions suivantes est remplie :

« a) Il s'agit de produits d'origine agricole, de la pêche, de la pisciculture ou de l'aviculture qui n'ont subi aucune transformation ;

« b) Il s'agit de matières premières, d'aliments composés ou d'additifs destinés aux animaux producteurs de denrées alimentaires elles-mêmes destinées à la consommation humaine ; ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Depuis le 1er janvier 2022, tous les produits agricoles entrant dans la composition et la préparation de denrées alimentaires destinées à la consommation humaine relèvent du taux réduit de TVA de 5,5 %, même s'ils ne sont pas consommables en l'état. Cette mesure a permis aux coopératives, négociants et autres transformateurs de ne plus supporter la charge induite par le déséquilibre entre l'acquisition d'un produit taxé à 10% et la vente d'un produit soumis au taux de 5,5%. En revanche, les denrées destinées à l'alimentation animale sont toujours soumises au taux de TVA de 10%, une situation affectant la trésorerie des éleveurs qui vendent leurs animaux au taux de 5,5%.

Aussi, l'amendement propose de ramener à 5,5% le taux de TVA applicable aux denrées alimentaires destinées aux animaux producteurs de denrées alimentaires elles-mêmes destinées à la consommation humaine.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 23 TERDECIES**

Après l'article 23 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le premier alinéa du a du 6° de l'article 1382 du code général des impôts est complété par les mots : « indépendamment des moyens mis en œuvre afin de garantir leur qualité saine, loyale et marchande ».

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La notion de "serrage de récolte" ne prend pas en compte certains moyens de stockage agricole qui répondent pourtant aux nouvelles exigences des consommateurs quant à la conservation des produits. L'exemple de la pomme de terre illustre ce constat en privant les bâtiments frigorifiques qui les stockent de l'exonération de la taxe foncière bénéficiant à d'autres moyens plus classiques de serrage de récolte.

L'amendement propose de compléter le CGI afin que l'exonération de taxe foncière vise les bâtiments agricoles indépendamment de leurs caractéristiques techniques dès lors qu'ils permettent de garantir la qualité saine, loyale et marchande des produits entreposés.





## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNVICIES

Après l'article 3 unvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 777 du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les limites des tranches des tarifs prévus aux tableaux ci-dessus sont actualisées au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année dans la même proportion que la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu et arrondies à l'euro le plus proche. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Cet amendement concerne l'indexation des plafonds d'exonération de droits de mutation à titre gratuit.

Ce mécanisme existait avant 2012 pour faire face à l'inflation. Depuis 2022, l'inflation est de nouveau élevée. Il serait nécessaire de restaurer le mécanisme d'indexation des plafonds d'exonération de droits de mutation à titre gratuit tel qu'il existait avant 2012. Ainsi, il est proposé d'actualiser au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année dans la même proportion que la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu et arrondies à l'euro le plus proche les tranches des tarifs prévus.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEXIES**

Après l'article 3 sexies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au 5° du II de l'article 150 U, après le mot : « maritime », sont insérés les mots : « d'opérations exonérées de la taxe de publicité foncière ou, le cas échéant, du droit d'enregistrement conformément à l'article 708 du code général des impôts, » ;

2° Après le premier alinéa de l'article 708, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Ces dispositions s'appliquent également aux échanges réalisés en dehors du périmètre prévu au deuxième alinéa de l'article L. 124-3 du code rural et de la pêche maritime lorsque les immeubles échangés sont situés dans le même département ou dans un département limitrophe, à condition que, dans ce cas, lorsque l'un ou l'autre des immeubles échangés est donné à bail, l'accord du ou des preneurs soit recueilli dans l'acte d'échange. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Afin de remédier aux inconvénients pratiques et logistiques, aux coûts économiques et environnementaux d'une exploitation géographiquement morcelée, les exploitants sont incités à remembrer leurs exploitations en réalisant des échanges de parcelles. Or, la fiscalité est parfois pénalisante et désincitative.

Il existe bien des dispositifs d'exonération de la taxe de publicité foncière ou, le cas échéant, du droit d'enregistrement, dépassant déjà le cadre du canton ou du département, mais dont les conditions sont trop restrictives. En effet, les immeubles ruraux échangés doivent être situés soit dans le même canton, soit dans un canton et dans une commune limitrophe de celui-ci. En dehors de ces limites, l'un des immeubles échangés doit être contigu aux propriétés de celui des échangistes qui le recevra.

Or en pratique, les opérations d'échange permettant des regroupements parcellaires et des rapprochements sont d'autant plus bénéfiques que les immeubles cédés dans l'échange sont éloignés du siège de l'exploitation.

Le présent amendement propose donc d'étendre le périmètre des échanges éligibles aux régimes fiscaux de faveur, tout en veillant à préserver les intérêts des preneurs s'il en existe sur l'un ou l'autre des biens échangés.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES**

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

- I. – Les deuxième et quatrième alinéas de l'article 793 bis du code général des impôts sont supprimés.
- II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La stabilité du foncier attaché aux exploitations viticoles est indispensable à la pérennité de celles-ci. Lorsque des terres ou vignes louées à long terme font l'objet d'une transmission à titre gratuit (donation ou succession), ils bénéficient d'une exonération de 75 %, plafonnée à 300 000€. Ce plafond est porté à 500 000 € si le bénéficiaire de la transmission s'engage à conserver le bien pendant au moins 10 ans. Au-delà de ces limites, l'exonération est de 50 %.

Or, d'une façon générale, la transmission à titre gratuit d'entreprises bénéficie d'une exonération de 75 % sans plafond, y compris s'agissant de parts ou actions détenues par des associés ne participant pas eux-mêmes à l'activité de la société et qui n'assurent que le portage des capitaux nécessaires à l'activité (dispositif « Dutreil »). Une transposition de ce principe au capital foncier attaché durablement à une exploitation agricole ou viticole est d'autant plus nécessaire que la valeur de ce capital est très élevée au regard de sa rentabilité effective ce qui constitue un frein important aux transmissions des exploitations, en particulier dans un cadre familial.

Pour favoriser cette stabilité, le présent amendement vise à alléger la fiscalité applicable aux bénéficiaires d'une transmission à titre gratuit de biens ruraux loués par bail à long terme lorsque ces bénéficiaires s'engagent à les conserver pour une longue durée.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES**

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 793 bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le taux des exonérations mentionnées au premier alinéa est porté à 85 % à condition que le donataire, héritier et légataire s'engage, pour lui et ses ayants-cause à titre gratuit, à conserver le bien pendant une durée de 18 ans suivant la transmission et à maintenir son affectation à une exploitation agricole. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Nous assistons à une forte concentration du secteur agricole, et en particulier de la viticulture, marqué par une disparition progressive des exploitations familiales, et à une multiplication des acquisitions d'exploitations agricoles et viticoles par des investisseurs étrangers et/ou institutionnels qui ne sont pas exposés aux mutations à titre gratuit (Groupes étrangers, fonds de pension, institutionnels, GFV, montages juridiques avec holding offshore, etc.), dans le cadre de stratégies purement patrimoniales.

Les valeurs vénales du foncier d'exploitation ne permettent plus de financer le coût des mutations à titre gratuit sauf à passer par un endettement durable au détriment, d'une part, des capacités à investir des entreprises agricoles et de leur rentabilité, et d'autre part de leur capacité de résilience face aux aléas climatiques. Ce phénomène contribue aussi au mal-être du monde rural, notamment des agriculteurs / viticulteurs et à la déprise agricole.

Le présent amendement vise à protéger les exploitations agricoles et viticoles familiales, en allégeant la fiscalité des donations et successions lorsque l'un ou plusieurs héritiers souhaitent reprendre l'exploitation, et que les autres héritiers s'engagent à conserver les biens transmis et les laisser à la disposition des exploitants actuels pendant une longue durée.

La fiscalité qui s'applique actuellement à la transmission familiale des terres agricoles et des vignes, compte tenu de la valeur élevée de ces biens, incite les propriétaires à repousser à plus tard cette transmission. Lorsque les successions s'ouvrent, les droits à payer par les héritiers les incite à vendre les biens. L'exploitation familiale poursuivie par un ou plusieurs de ces héritiers est alors menacée de dislocation.

Les règles actuelles sont insuffisantes pour endiguer ce phénomène.

Le présent texte prévoit un engagement de conservation beaucoup plus long – au moins 18 ans – constituant une garantie pérenne de stabilité pour les exploitations familiales, en contrepartie d'une majoration de 10 points du taux d'exonération de droits de mutation à titre gratuit applicable aux biens loués par bail à long terme.





## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNVICIES

Après l'article 3 unvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 790 B du code général des impôts, il est inséré un article ... ainsi rédigé :

« Art. .... – Pour la perception des droits de mutation à titre gratuit entre vifs, il est effectué un abattement supplémentaire de 50 000 € sur la part de chacun des enfants lorsque le donateur est âgé de moins de quatre-vingts ans au jour de la transmission.

Les enfants décédés du donateur sont, pour l'application de l'abattement, représentés par leurs descendants donataires dans les conditions prévues par le code civil en matière de représentation successorale. »

### OBJET

Afin d'encourager les transmissions entre vifs, qui permettent d'éviter les difficultés de successions non anticipées, il est proposé de porter l'abattement en ligne directe de 100 000 à 150 000 € pour les donations effectuées par des donateurs âgés de moins de 80 ans.





DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, 128, 132)

N°	I-1682
----	--------

23 NOVEMBRE 2023

**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

C	
G	

ARTICLE 27 QUATER

Supprimer cet article.

**OBJET**

Il est proposé de supprimer cet article issu de l'Assemblée nationale et prorogeant l'exonération temporaire de taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) des véhicules électriques. En effet, la TSCA contribue à financer les Départements et les Services départementaux d'incendie et de secours (SDIS).





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Maryse CARRÈRE, MM. BILHAC et DAUBET, Mme Nathalie DELATTRE, MM. MASSET et GOLD  
et Mmes GUILLOTIN et PANTEL

**ARTICLE 28**

Alinéa 27, première phrase

remplacer le montant :

40 millions d'euros

par le montant :

25 millions d'euros

**OBJET**

Les chambres de commerce et d'industrie (CCI) font l'objet d'un financement par l'État prenant la forme de la taxe pour frais de chambre de commerce et d'industrie (TCCI). La TCCI s'appuie sur deux composantes : la taxe additionnelle à la cotisation foncière des entreprises (TA-CFE) et la taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (TA-CVAE).

L'intégralité du produit de la TCCI ne revient pas directement aux CCI dans la mesure où l'affectation des recettes est soumise, depuis 2013, à un double plafonnement applicable au produit des recettes de la TA-CFE, d'une part, et de la TA-CVAE, d'autre part.

Les montants de ces plafonds sont à ce jour respectivement fixés à 280 millions d'euros et 245,117 millions d'euros, soit un total de 525,117 millions d'euros. Dans un contexte de réforme des missions et de réorganisation des CCI, ce montant a été progressivement réduit, de près de 62 % depuis 2013.

Le présent article 28 prévoyait dans sa version initiale une baisse du plafond d'affectation des recettes de la TA-CFE en 2024 de 25 millions d'euros par rapport à 2023. L'évaluation préalable de l'article mentionnait en outre que la baisse de la TCCI devait atteindre 100 millions d'euros en 2027, à raison de 25 millions d'euros de baisse annuelle.

Dans le texte sur lequel il a engagé sa responsabilité, le Gouvernement a repris des amendements de nos collègues députés substituant à cette baisse du plafond de recettes un prélèvement de même montant sur les fonds de roulement du réseau des CCI. Néanmoins, il a en outre intégré un sous-amendement de sa part visant à porter ledit prélèvement à 40 millions d'euros.

En l'absence de toute justification sur les raisons de cette évolution en cours de discussion parlementaire, le présent amendement vise à revenir à l'esprit des amendements de nos collègues députés en fixant le prélèvement à 25 millions d'euros.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. GAY, Mmes CORBIÈRE NAMINZO et MARGATÉ, MM. BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5**

Après l'article 5

L'article 40 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 est ainsi modifié :

1° Au I, après la date : « 1<sup>er</sup> janvier 2022 », sont insérés les mots : « et du premier exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 » ;

2° Au II, les mots : « de l'exercice mentionné » sont remplacés par les mots : « de l'un des deux exercices mentionnés » ;

3° Le III est ainsi modifié :

a) Le premier alinéa est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

« III. – A. – Au titre de l'année 2022, l'assiette de la contribution temporaire de solidarité est égale à la différence, si elle est positive, entre le résultat imposable constaté au titre du premier exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 et 120 % du montant défini au troisième alinéa du présent A. »

« Au titre de l'année 2023, l'assiette de la contribution temporaire de solidarité est égale à la différence, si elle est positive, entre le résultat imposable constaté au titre du premier exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 et 120 % du même montant défini au troisième alinéa du présent A. » ;

b) Au deuxième alinéa, les mots : « au premier alinéa » sont remplacés par les mots : « aux deux premiers alinéas » et les mots : « l'exercice mentionné au I » sont remplacés par les mots : « le premier exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 » ;

c) Au troisième alinéa, les mots : « au deuxième alinéa » sont remplacés par les mots : « aux deux premiers alinéas ».

**OBJET**

Cet amendement du rapporteur général du budget de l'assemblée nationale a été adopté en commission des finances vise à proroger pour un an la contribution temporaire de solidarité instituée par l'article 40 de la loi de finances pour 2023 et portant sur les secteurs de l'extraction, de l'exploitation minière, du raffinage du pétrole ou de la fabrication de produits de cokerie. Le gouvernement n' a pas jugé bon de retenir cette prolongation lors de l'application de l'article 49.3 et pourtant cette prorogation se justifie par le caractère prolongé de l'inflation des prix de l'énergie.







N°	I-1685
----	--------

## A M E N D E M E N T

présenté par

M. GAY, Mmes CORBIÈRE NAMINZO et MARGATÉ, MM. BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 5

Après l'alinéa 12

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

...° Elles ne procèdent pas, au cours des cinq exercices suivant l'exercice de mise en service des investissements à un plan de sauvegarde de l'emploi tel que défini à l'article L. 1233-61 du code du travail.

### OBJET

Le présent amendement vise à conditionner l'accès au crédit d'impôt industrie verte à l'impossibilité de réaliser un plan de sauvegarde de l'emploi dans les cinq années après avoir bénéficié du présent dispositif. La réindustrialisation de notre territoire si elle doit être soutenue et accompagnée par la puissance publique, doit également viser à protéger et développer l'emploi local







N°	I-1686
----	--------

## AM E N D E M E N T

présenté par

M. GAY, Mmes CORBIÈRE NAMINZO et MARGATÉ, MM. BOCQUET, SAVOLDELLI, BARROS et  
CORBISEZ, Mme VARAILLAS  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 5

Après l'alinéa 69

Insérer un paragraphe ainsi rédigé :

« .... – Le bénéfice du crédit d'impôt créé au présent article est également subordonné, pour les entreprises du secteur énergétique soumises à l'obligation de déclaration de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce, au respect de trajectoires d'émissions de gaz à effet de serre compatibles avec les accords internationaux signés par la France.

### OBJET

Cet amendement propose la conditionnalité du présent crédit d'impôt, pour les grandes entreprises, au respect de trajectoires d'émission de gaz à effet de serre compatibles avec les accords de Paris. Les montants d'aides publiques en France sont tels qu'une conditionnalité écologique est indispensable.





## AM E N D E M E N T

présenté par

M. GAY, Mmes CORBIÈRE NAMINZO et MARGATÉ, MM. BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 5

Alinéa 59

Remplacer le taux :

100 %

par le taux :

50 %

### OBJET

Cet amendement entend limiter l'application de ce nouveau crédit d'impôt en prévenant sa cumulativité avec les autres niches fiscales existantes. La profusion d'exonérations fiscales, aides publiques ou crédits d'impôts ces dernières années, n'a pas produit d'effet majeur sur la croissance, l'emploi ou la progression de la richesse produite.

Déjà servis par de très nombreuses aides à l'installation et au financement, il semble pertinent de plafonner les aides attribués aux investisseurs.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. GAY, Mmes CORBIÈRE NAMINZO et MARGATÉ, MM. BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après la section 0I du chapitre III du titre I<sup>er</sup> de la première partie du code général des impôts, est insérée une section 0I ... ainsi rédigée :

« Section 0I ...

« Contribution exceptionnelle de solidarité sur les superprofits des entreprises de l'agroalimentaire et de la grande distribution

« Art. 224. – I. – A – Il est institué une contribution exceptionnelle de solidarité sur les ventes nettes déclarées au titre de la taxe sur la valeur ajoutée, applicable aux entreprises des secteurs de l'agroalimentaire et de la grande distribution. Cette contribution est applicable aux grandes entreprises telles que définies par l'Institut national de la statistique et des études économiques.

« B. – La contribution s'applique automatiquement en période de bénéfices excessifs tels que prévus aux C et E.

« C. – Pour les entreprises des secteurs de l'agroalimentaire, la contribution est due lorsque le montant des ventes nettes déclarées au titre de la taxe sur la valeur ajoutée pour l'exercice considéré, est supérieur à la moyenne du montant des ventes nettes déclarées au titre de la taxe sur la valeur ajoutée, réalisées du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre des quatre exercices précédents l'exercice de réalisation des bénéfices excessifs.

« D. – Les exercices donnant lieu à la réalisation des bénéfices mentionnés au B ne sont pas pris en compte dans le calcul de la moyenne évoquée au C.

« E. – La contribution est assise sur le montant supplémentaire des ventes nettes réalisées, déclarées au titre de la taxe sur la valeur ajoutée pour les secteurs de l'agroalimentaire obtenu après le calcul mentionné au C. Elle est calculée en appliquant à la fraction supplémentaire des ventes nettes déclarées au titre de la taxe sur la valeur ajoutée le taux de :

« a) 0 % pour la fraction inférieure ou égale à 1 500 000 euros du montant supplémentaire ;

« b) 10 % pour la fraction comprise entre 1 500 000 et 3 500 000 euros du montant supplémentaire

« c) 20 % pour la fraction comprise entre 3 500 000 et 7 000 000 euros du montant supplémentaire

« d) 33 % au-delà de 7 000 000 euros du montant supplémentaire.

« II. – A. – Cette contribution est déterminée avant imputation des réductions et crédits d'impôt et des créances fiscales de toute nature.

« B. – Afin de protéger le consommateur des répercussions indues sur les prix à la consommation, les entreprises des secteurs de l'agroalimentaire tenues de payer la contribution visée au I. communiquent à l'Autorité de la concurrence, avant la fin de chaque trimestre, le prix moyen l'achat, de production et de vente du trimestre précédent. L'Autorité s'assure de l'existence des conditions préalables à l'adoption des mesures relevant de sa compétence, sur la base des données reçues et de vérifications spécifiques de la véracité des communications reçues. Les modalités de transmission des données sont établies par décret.

« C. – La contribution exceptionnelle de solidarité est établie, contrôlée et recouvrée comme l'impôt sur les sociétés et sous les mêmes garanties et sanctions. Les réclamations sont présentées, instruites et jugées selon les règles applicables à ce même impôt. La contribution additionnelle de solidarité est payée spontanément au comptable public compétent, au plus tard à la date prévue au 2 de l'article 1668 du code général des impôts pour le versement du solde de liquidation de l'impôt sur les sociétés. »

« III. – Le produit de la contribution mentionnée au I est affecté au financement des mesures de redistribution économique et sociale des richesses créées, notamment pour les plus précaires, les familles monoparentales, au renforcement des moyens des services publics de proximité, au financement des grands investissements nécessaires à la transition écologique et énergétique. Un décret en précise les modalités d'affectation. »

II. – Les dispositions du présent article entrent en vigueur à compter de la publication de la présente loi et s'appliquent automatiquement en période de bénéfices excessifs.

III. – Le Gouvernement remet au Parlement un rapport d'évaluation de l'application du présent article au plus tard le 31 décembre de chaque année d'application.

### **OBJET**

Par cet amendement, nous proposons d'instaurer une Contribution exceptionnelle de solidarité sur les superprofits des entreprises des secteurs de l'agroalimentaire. Selon l'INSEE, la marge de l'industrie agroalimentaire s'établit au deuxième trimestre 2023 à 48,5 %. C'est un niveau historique, jamais atteint depuis 1945. La hausse des prix des produits alimentaires explique actuellement presque la moitié de l'inflation totale. En parallèle, la chute de la consommation alimentaire en volume, de 10% en 2023, est-elle aussi un record tristement historique.

C'est pourquoi cet amendement vise à créer une taxe applicable aux entreprises du secteur l'agroalimentaire et de la grande distribution qui ont réalisé des bénéfices exceptionnels. Tandis que la crise constitue une rente pour ces entreprises, elle est un fardeau pour les ménages du fait de l'inflation record, et pour les finances publiques qui doivent en atténuer les effets. Il est nécessaire que ces entreprises contribuent par l'impôt à la solidarité nationale à hauteur de leurs profits exceptionnels.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. GAY, Mmes CORBIÈRE NAMINZO et MARGATÉ, MM. BOCQUET et SAVOLDELLI,  
Mme VARAILLAS, MM. BARROS, CORBISEZ  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 12

Après l'article 12

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Une fraction du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques prévue à l'article 265 du code des douanes revenant à l'État est attribuée aux collectivités territoriales ou leurs groupements ayant adopté un plan climat-air-énergie territorial conformément au I de l'article L. 229- 26 du code de l'environnement.

Cette fraction est calculée de manière à ce que le montant versé à chaque collectivité concernée s'élève à 10 € par habitant.

II. – Une fraction du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques prévue à l'article 265 du code des douanes revenant à l'État est attribuée aux collectivités territoriales ayant adopté un schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie conformément à l'article L. 222-1 du code de l'environnement ou un schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires conformément à l'article L. 4251-1 du code général des collectivités territoriales. Cette fraction est calculée de manière à ce que le montant versé à chaque collectivité concernée s'élève à 5 € par habitant.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à dédier une part de la TICPE aux collectivités territoriales pour faire face à leurs besoins financiers pour la transition écologique sur le long terme. Les collectivités compétentes en matière de transition écologique (notamment EPCI et Régions via les PCAET et les SRADDET) font face à de nouvelles dépenses dues à leurs nouvelles compétences en matière de transition écologique et sociale. Sans moyens supplémentaires, ces plans et actions ne pourront être traduits sur le terrain. Cette situation difficile est accentuée par la crise économique qui engendre des pertes de recettes significatives pour les collectivités, ainsi que par la hausse des prix de l'énergie .





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. GAY, Mmes CORBIÈRE NAMINZO et MARGATÉ, MM. BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 8

Après l'article 8

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés est ainsi modifié :

1° À la première phrase du huitième alinéa, le montant : « 5,74 € » est remplacé par le montant : « 7 € » ;

2° À la seconde phrase du huitième alinéa, les mots : « supérieur à 12 000 €, le taux est fixé à 34,12 € » sont remplacés par les mots : « supérieur à 15 000 €, le taux est fixé à 43 € » ;

3° Au neuvième alinéa, les mots : « 8,32 € ou 35,70 € » sont remplacés par les mots : « 11 € ou 45 € » ;

4° Au treizième alinéa, les mots : « entre 3 000 et 12 000 €, le taux de la taxe est déterminé par la formule suivante :  $5,74 \text{ euros} + [0,00315 \times (\text{CA} / \text{S} - 3\,000)] \text{ €}$  » sont remplacés par les mots : « entre 3 000 et 15 000 €, le taux de la taxe est déterminé par la formule suivante :  $7 \text{ €} + [0,00399 \times (\text{CA} / \text{S} - 3\,000)] \text{ €}$  » ;

5° Au quatorzième alinéa, les mots : «  $8,32 \text{ €} + [0,00304 \times (\text{CAS} / \text{S} - 3\,000)] \text{ €}$  » sont remplacés par les mots : «  $11 \text{ €} + [0,00385 \times (\text{CAS} / \text{S} - 3\,000)] \text{ €}$  ».

II – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à rattraper la dévaluation intervenue sur les tarifs de la taxe sur les surfaces commerciales (TaSCOM) depuis leur dernière modification, en loi de finances initiale pour 2009. L'inflation cumulée sur la période est estimée à 26 %. Or, la TaSCOM a été transféré aux collectivités pour compenser la suppression de la taxe professionnelle. Il n'est pas acceptable de

substituer à une ressource dynamique, l'ex taxe professionnelle, une ressource qui subit l'érosion monétaire.

Le tarif pour les locaux de surface supérieure à 12 000 mètres carrés, à 34,12 euros, n'a pas évolué depuis la loi de finances initiale pour 2004, qui fixait par ailleurs le tarif plancher à 9,38 euros avant que celui-ci ne soit progressivement ramené à 5,74 euros. Par cohérence, le seuil de 12 000 euros de chiffre d'affaires par mètre carré est aussi réhaussé conformément à l'inflation cumulée, et porté à 15 000 euros.





## AM E N D E M E N T

présenté par

M. GAY, Mmes CORBIÈRE NAMINZO et MARGATÉ, MM. BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE 28

I. – Alinéa 4, trente-huitième ligne

Remplacer le nombre :

182 899 000

par le nombre :

196 149 000

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Cet amendement vise à supprimer la baisse de 13.5 millions d'euros des ressources affectées aux chambres de métiers et de l'artisanat actuellement prévus à l'article 28.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme CORBIÈRE NAMINZO, M. GAY, Mme MARGATÉ, MM. BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 28

I. – Alinéa 2, tableau, dernière colonne, quarante-neuvième ligne

Remplacer le nombre :

300 800 000

par le nombre :

322 160 000

II. – Alinéa 4, tableau, dernière colonne, trente-sixième ligne

Remplacer le nombre :

300 800 000

par le nombre :

322 160 000

III. – Alinéa 30

Compléter cet alinéa par les mots :

calculé à partir du plafond de l'année précédente revalorisé par un coefficient fixé annuellement en application du dernier alinéa de l'article 1518 bis du code général des impôts

IV. – Après l'alinéa 99

Insérer un paragraphe ainsi rédigé :

« .... – La troisième phrase du premier alinéa du II de l'article 1604 du code général des impôts est supprimée. »

V. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 a instauré un plafond de la TATFNB affectée aux Chambres d'agriculture, en inscrivant ce plafond à l'article 1604 du code général des impôts. Ce plafond ne peut pas augmenter de plus de 3 % par an.

Cet amendement vise donc à rehausser la hausse annuelle de ce plafond non plus de 3 % mais du coefficient fixé annuellement en application du dernier alinéa de l'article 1518 bis du code général des impôts.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BOCQUET et SAVOLDELLI, Mme CORBIÈRE NAMINZO, M. GAY, Mme MARGATÉ  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 SEXDECIES**

Après l'article 5 sexdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 2° du I de L'article 726 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« - pour les cessions de participations dans des personnes morales exerçant à titre principal ou accessoire une activité agricole au sens de l'article L. 311-2 du code rural et de la pêche maritime. » ;

2° L'article 730 bis est ainsi rédigé :

« Art. 730 bis. – Les cessions de gré à gré de parts de groupements agricoles d'exploitation en commun, d'exploitations agricoles à responsabilité limitée mentionnées au 5° de l'article 8 et de sociétés civiles d'exploitation agricole constituées depuis au moins trois ans avant la cession, sont enregistrées au droit fixe de 125 € lorsque l'acquéreur est un associé exploitant qui après l'acquisition contrôle une surface inférieure à une fois et demie la surface agricole utile régionale moyenne fixée dans le schéma directeur régional des exploitations agricoles. Cette surface s'apprécie en additionnant la superficie de tous les biens immobiliers à usage ou à vocation agricole, toutes productions confondues, que la personne physique exploite ou possède, directement ou indirectement par l'interposition d'une ou de plusieurs personnes morales qu'elle contrôle au sens du IV de l'article L. 333-2 du code rural et de la pêche maritime.

« Les cessions de gré à gré de parts de groupements fonciers agricoles, groupements forestiers et groupements fonciers ruraux constitués depuis au moins trois ans avant la cession sont enregistrées au droit fixe de 125 €. »

**OBJET**

La distorsion fiscale entre les acquisitions foncières classique et les prises de participation dans les sociétés exploitant ou possédant du foncier agricole encourage une concentration foncière délétère pour notre souveraineté alimentaire.

Cet amendement permet d'appliquer une fiscalité plus juste pour cesser les incitations à la concentration et à la financiarisation des terres, au détriment des paysannes et paysans et du dynamisme de nos campagnes. Il propose de porter les droits d'enregistrement à 5% pour les cessions de participations dans des personnes morales exerçant une activité agricole, à titre principal ou

accessoire. Pour ne pas pénaliser les exploitations familiales, un droit d'enregistrement fixe à 125€ est maintenu pour les associés exploitants des GAEC, des EARL et des SCEA, sous réserve qu'ils contrôlent après la cession une surface inférieure à une fois et demie la surface agricole utile régionale moyenne fixée dans le schéma directeur régional des exploitations agricoles. Un droit fixe de 125€ est également maintenu pour les cessions de gré à gré des parts de groupements fonciers agricoles (GFA), groupements forestiers et groupements fonciers ruraux (GFR).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme CORBIÈRE NAMINZO, M. GAY, Mme MARGATÉ, MM. BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 5 SEXDECIES

Rédiger ainsi cet article :

Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 200 undecies est ainsi modifié :

a) Le I est ainsi modifié :

- à la première phrase, les mots : « entre le 1<sup>er</sup> janvier 2006 et le 31 décembre 2024 » sont remplacés par les mots : « à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 » ;

- à la seconde phrase, les mots : « que l'activité exercée requière la présence du contribuable sur l'exploitation chaque jour de l'année et que son remplacement » sont remplacés par les mots : « que le remplacement du contribuable » ;

b) Au II, les deux premières phrases sont remplacées par trois phrases ainsi rédigées : « Le crédit d'impôt est accordé pour les dépenses mentionnées au I et effectivement supportées pour assurer un remplacement pour congé, ou en raison d'une maladie, d'un accident du travail ou d'une formation professionnelle. Le crédit d'impôt est égal à 100 % des dépenses engagées dans la limite de sept jours de remplacement par an pour congé. Ce taux est porté à 75 % dans la limite par an de quatorze jours supplémentaires de remplacement pour congé. »

c) Au IV, les mots : « entre le 1<sup>er</sup> janvier 2011 et le 31 décembre 2024 » sont remplacés par les mots : « à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 » ;

2° Au premier alinéa de l'article 1665 bis, les mots : « et 200 quater B » sont remplacés par les mots : « 200 quater B et 200 undecies ».

**OBJET**

L'amélioration des conditions de travail en agriculture constitue un facteur clef pour renforcer l'attractivité du métier et assurer le renouvellement des générations. Le crédit d'impôt pour dépenses de remplacement a des effets positifs en termes de diminution du stress et des risques psychosociaux pour les agriculteurs et agricultrices. Il a également un impact favorable en termes de dynamique territoriale, avec la création d'emplois stables et sécurisés au sein des services de remplacement. Ces salariés, qui resteront plus longtemps et connaîtront davantage les fermes dans lesquelles ils travaillent, constitueront en outre un vivier pour l'installation.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 17**

Après l'article 17

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 235 ter ZD du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le I est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « que son acquisition donne lieu à un transfert de propriété, au sens de l'article L. 211-17 du même code, » sont supprimés ;

b) Au deuxième alinéa, après les mots : « s'entend », sont insérés les mots : « de l'exécution d'un ordre d'achat ou, à défaut, » ;

2° À la fin du V, le taux : « 0,3 % » est remplacé par le taux : « 0,6 % » ;

3° Au premier alinéa du VII, après la seconde occurrence du mot : « titre, », sont insérés les mots : « ou s'il n'y a pas de livraison du titre, » ;

4° La seconde phrase du VIII est ainsi rédigée : « Un décret précise que l'acquisition donne lieu ou non à un transfert de propriété au sens de l'article L. 211-17 du même code, la nature de ces informations, qui incluent le montant de la taxe due au titre de la période d'imposition, les numéros d'ordre quand ils existent des opérations concernées, la date de leur réalisation, la désignation, le nombre et la valeur des titres dont l'acquisition est taxable et les opérations exonérées, réparties selon les catégories d'exonération mentionnées au II du présent article. »

II. – Le I s'applique aux acquisitions réalisées trois mois à compter de la promulgation de la présente loi.

**OBJET**

Les membres du groupe CRCE-K souhaitent renforcer significativement la taxe sur les transactions financières en doublant le taux actuel et en intégrant réellement les transactions intra-journalières.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 8**

Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – Chaque année et jusqu'à extinction de son produit, l'État communique aux établissements publics de coopération intercommunale et aux communes qui la percevaient, le montant de cotisation sur la valeur ajoutée sur les entreprises reçu.

**OBJET**

La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises à longterm constitué une ressource majeure des intercommunalités. Sa suppression décidée en loi de finances pour 2023 est principalement compensée par une fraction de la TVA nationale.

En 2023, la CVAE a connu une très forte progression supérieure à + 20 %. L'étalement jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2027 de la suppression de la CVAE acquittée par les entreprises au bénéfice de l'Etat tel qu'il a été récemment annoncé implique de connaître le montant pour cet impôt qui est avant tout local.

En effet même dans le scénario de sa suppression progressive jusqu'en 2027 la CVAE reste une ressource dynamique. A ce titre, Intercommunalités de France souhaite que soit rendu public le montant de cette CVAE résiduelle qui sera perçue par l'Etat jusqu'en 2027.





N°	I-1697
----	--------

## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNDECIES

Après l'article 3 undecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le f t e r du 1 de l'article 200 du code général des impôts est complété par une phrase ainsi rédigée :  
« À titre dérogatoire en 2024, la réduction d'impôt sur le revenu est égale à 100 % du montant des versements effectués au profit de ces organismes. »

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

L'objet de cet amendement est de prévoir une réduction d'impôt égale à 100 % du montant des cotisations versées aux associations syndicales autorisées (ASA) de sylviculteurs, qui mènent des actions de défense de la forêt contre les incendies.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 2**

Après l'article 2

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le II de l'article 200 undecies du code général des impôts est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Les contribuables, personnes physiques ou sociétés, qui ont leur domicile fiscal en France au sens de l'article 4 B, qui exercent une activité dont les revenus sont imposés dans la catégorie des bénéfices agricoles et qui sont employeurs de main d'œuvre, bénéficient d'un crédit d'impôt au titre des dépenses engagées pour assurer le remplacement de leurs salariés partis en formation.

« Le crédit d'impôt est égal à 100 % des dépenses mentionnées au troisième alinéa du présent II et effectivement supportées, dans la limite de 10 jours par an. Pour ce calcul, le coût d'une journée de remplacement est plafonné à quarante-deux fois le taux horaire du minimum garanti mentionné à l'article L. 3231-12 du code du travail. Le crédit d'impôt est accordé au titre de l'année au cours de laquelle les dépenses ont été engagées. »

**OBJET**

Les salariés agricoles bénéficient peu d'actions de formation professionnelle (données à trouver), notamment en raison des contraintes de leur activité professionnelle et des difficultés à s'absenter de leur travail. Or, la formation continue présente des atouts tant pour l'entreprise que pour le salarié : amélioration des compétences et donc du travail réalisé, perspectives d'évolution professionnelle, amélioration de l'attractivité de l'emploi...). De plus, la transition écologique et l'adaptation au changement climatique vont nécessiter des connaissances nouvelles. Il y a donc un enjeu majeur à favoriser la formation des travailleurs agricoles.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le B du I de la section II du chapitre premier du titre premier de la deuxième partie du livre premier du code général des impôts est complété par un article 1382... ainsi rédigé :

« Art. 1382.... – Les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre peuvent, par délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A bis, exonérer totalement, pour la part de taxe foncière sur les propriétés bâties qui leur revient, les immeubles ou parties d'immeubles qui appartiennent à des établissements privés à but non lucratif en contrat avec l'État tels que définis à l'article L732-1 du code de l'éducation, et qui sont affectés au service public de l'enseignement supérieur et de la recherche tel que défini aux articles L 123-3 du code de l'éducation et L 112-2 du code de la recherche.

« Pour bénéficier de cette exonération, le redevable de la taxe doit adresser, avant le 1<sup>er</sup> janvier de la première année au titre de laquelle l'exonération est applicable, une déclaration au service des impôts du lieu de situation des biens comportant tous les éléments permettant leur identification et tout document justifiant de l'affectation de l'immeuble. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Dans la suite de la loi de programmation de la recherche, cet amendement a pour objet d'ouvrir la possibilité aux collectivités territoriales d'exonérer de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) les établissements d'enseignement supérieur d'intérêt général (EESPIG) en tant qu'opérateurs du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche (art. L732-1 du Code de l'éducation et art. L112-2 du Code de la recherche).

Il permet ainsi d'établir une équité de traitement avec les établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche, exonérés de plein droit du paiement de la TFPB au titre de l'article 1382 du Code général des impôts.



L'exonération proposée ici s'établit à l'initiative des collectivités territoriales pour les EESPIG, établissements d'enseignement supérieur privés en contrat avec l'Etat, et se veut ainsi le reflet de l'engagement des collectivités pour l'enseignement supérieur non lucratif et la recherche publique. Ces établissements soutiennent en effet l'économie locale, l'attractivité des territoires et le dynamisme des bassins d'emplois dans lesquels ils sont implantés, générant de nombreuses retombées pour les collectivités, tant économiques, que sociales et culturelles.





N°	I-1700
----	--------

**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 2**

Après l'article 2

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À la fin de la troisième phrase du premier alinéa de l'article L. 137-32 du code de la sécurité sociale, les mots : « 19 millions d'euros » sont remplacés par les mots : « 25 millions d'euros. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les PME et ETI françaises subissent une forte hausse du prix de l'énergie, des matières premières et des transports, qui réduit leur compétitivité et leur rentabilité. Elles doivent également faire face à un financement plus coûteux et plus difficile, à cause de la hausse des taux d'intérêt.

Cette proposition vise à tenir compte de la conjoncture économique contrainte, afin de préserver la compétitivité des PME et ETI françaises en ajustant le seuil de chiffre d'affaires pour la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S).

La C3S est une contribution assise sur le chiffre d'affaires hors taxes des entreprises, perçue au taux de 0,16 %, après un abattement actuellement fixé à 19 millions d'euros.

Le seuil de 19 millions d'euros a été instauré à compter de 2016 suite au pacte de responsabilité et de solidarité, afin d'alléger la fiscalité des petites et moyennes entreprises (PME) et de favoriser leur compétitivité. Il n'a jamais été revalorisé depuis lors.

Or, la France connaît depuis plusieurs mois une inflation marquée (4,9% sur un an à septembre 2023), soit le niveau le plus élevé depuis plus de trente ans. Cette inflation réduit les marges des entreprises et pèse sur la croissance économique. Elle affecte également la valeur réelle du seuil de la C3S, qui devient de plus en plus bas en termes constants.

Par conséquent, il apparaît nécessaire de revaloriser le seuil de la C3S pour tenir compte de l'inflation et son effet exonératoire pour les PME. Il est donc proposé de porter de 19 à 25 millions d'euros l'abattement.

Cette mesure aurait un impact positif sur l'activité économique et l'emploi, en stimulant l'investissement des PME.

Selon les services de l'URSSAF, le produit total de C3S recouvré en 2022 s'est élevé à plus de 4,2 milliards d'euros.

Selon un rapport d'information à l'Assemblée nationale, sur 21 807 contribuables à la C3S en 2019, une majorité d'entre eux, étaient des PME (13 274) et des ETI (8 296).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 8**

Après l'article 8

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À la troisième phrase du I de l'article 6 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, le montant : « 460 000 € » par « 650 000 € ».

II. – Le I du présent article s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024

III. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les entreprises françaises subissent une forte hausse du prix de l'énergie, des matières premières et des transports qui réduit leur compétitivité et leur rentabilité. Elles doivent également faire face à un financement plus coûteux et moins accessible du fait de la hausse des taux d'intérêt.

L'inflation elle a atteint son plus haut niveau depuis plus de 20 ans. Elle était de 5,2% en 2022 et devrait être de 4,9% 2023.

La taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) est due par toute entreprise qui exploite un commerce de détail de plus de 400 m<sup>2</sup> et dont le chiffre d'affaires annuel hors taxes est au moins égal à 460 000 €. Ce seuil de chiffre n'a pas été actualisé depuis le passage à l'euro, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

Afin de soutenir les établissements de commerce de détail notamment face l'essor du commerce électronique, il est nécessaire de réévaluer le seuil d'imposition.







**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 8

Supprimer cet article.

**OBJET**

L'article 55 de la loi de finances pour 2023 a prévu la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises en 2023 et 2024. En 2023, le taux de la CVAE a été diminué de moitié, et l'autre moitié de la CVAE devait être totalement supprimée en 2024. Or, cet article prévoit la suppression de la seconde moitié de la CVAE étalée sur quatre ans.

Contrairement aux engagements qu'il avait pris en loi de finances pour 2023 de supprimer toute la CVAE en 2024, le gouvernement propose dans ce PLF de la supprimer en quatre ans.

Nombres d'entreprises, confiantes, avaient anticipé cette baisse dans leurs plans d'investissement notamment les entreprises industrielles que le gouvernement dit soutenir.

On a trop vu, dans le passé, des décisions reportées ou étalées sur plusieurs années, voire même pour certaines abandonnées comme la réduction du taux de l'impôt sur les sociétés à 25 % ou la suppression de la C3S. La CVAE ne doit pas en être une de plus.

Les entreprises françaises ont besoin de stabilité et de prévisibilité.

Dans un contexte de besoins importants d'investissements pour la transition écologique et la réindustrialisation, il est important de poursuivre la baisse des impôts de production.

Une étude récente de REXECODE a montré que, ramenée à la valeur ajoutée de l'ensemble des entreprises, la baisse de CVAE en 2024 serait de 0,1 point de valeur ajoutée, au lieu de 0,3 point attendu. Pour les ETI, la baisse de la CVAE en 2024 serait de 0,1 point de leur valeur ajoutée, au lieu de 0,5 point attendu.

Les entreprises françaises doivent investir dès aujourd'hui, comme d'ailleurs les y avait invité le Gouvernement en annonçant la suppression de la CVAE. Cet investissement devait être massif. Il sera dilué, voire impossible en cas d'abandon de la mesure. Aussi, la deuxième moitié supprimée doit intervenir dès 2024 pour une efficacité maximum.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au début du 4 du III de l'article 1521 du code général des impôts, les mots : « Sauf délibération contraire des communes ou des organes délibérants de leurs groupements, » sont supprimés.

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) est une taxe locale qui sert à financer la collecte et le traitement des déchets ménagers et assimilés. Elle s'applique aux propriétés soumises à la taxe foncière sur les propriétés bâties. Selon un rapport du Sénat de 2019, environ 15 000 communes appliquaient la TEOM sur leur territoire, soit près de la moitié des communes françaises.

Le taux de la TEOM est fixé librement par les communes et leurs EPCI. Il peut varier selon les besoins et les coûts du service de gestion des déchets. En 2023, le taux moyen de la TEOM en France était de 9,2%, avec des disparités importantes selon les territoires. Selon une étude du cabinet FSL, en moyenne, le taux de la TEOM a augmenté de 2,2% en 2023 par rapport à l'année précédente. Cette hausse s'ajoute à celle de la revalorisation nationale des bases cadastrales, qui atteint 7,1% en 2023.

Certaines communes ont connu des hausses très importantes du taux de la TEOM en 2023, comme Ivry-sur-Seine (+44,3%), Sevran et Tremblay-en-France (+40,6%), Aix-en-Provence et Vitrolles (+32,1%).

Le taux de la TEOM peut varier selon les zones de ramassage et l'importance du service rendu. Les locaux situés dans la partie de la commune où ne fonctionne pas le service d'enlèvement des ordures ménagères sont exonérés de la taxe sauf délibération contraire des collectivités.

Aujourd'hui, à la recherche de ressources financières, les collectivités choisissent de taxer ces locaux alors qu'ils ne sont pas desservis par le service de collecte des déchets. Ces décisions sont particulièrement injustes et font peser un coût supplémentaire sur les entreprises qui doivent payer des prestataires privés pour assurer la collecte de leur déchet.

La présente proposition vise à exonérer de TEOM les locaux situés dans la partie de la commune où ne fonctionne pas le service d'enlèvement des ordures et supprime la possibilité pour les collectivités de les taxer.





N°	I-1704
----	--------

**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 10

I – Alinéa 31, tableau

Remplacer les chiffres :

85 000, 93 500, 37 500 et 41 250

par les chiffres :

42 500, 46 750, 18 750 et 20 625

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La franchise en base TVA permet aux petites entreprises (micro-entreprises) dans la limite d'un plafond de chiffre d'affaires de facturer leurs ventes et/ou prestations de services sans TVA.

Cette disposition du PLF vise, au 1<sup>er</sup> janvier 2025, à étendre la franchise en base TVA aux petites entreprises étrangères (CA ne dépassant pas 85 000 €), pour leurs opérations réalisées en France, sous réserve que leur CA européen soit inférieur à 100 K € (sans obligation d'identification en France, l'ensemble des formalités étant réalisées dans leur État de résidence qui ensuite transmet les informations à la France).

La réciproque sera vraie pour les entreprises françaises pour leurs travaux réalisés dans les autres États membres, sous réserve que le CA européen soit inférieur à 100 K €.

Ce régime de TVA applicable aux microentreprises est source de concurrence déloyale. Il permet ainsi à certaines entreprises d'avoir un avantage concurrentiel par rapport aux entreprises qui facturent avec TVA spécialement dans le domaine des prestations de services.

Or, cette transposition de la directive risque de créer une nouvelle distorsion de concurrence : une entreprise étrangère pourra venir travailler en France et bénéficier de la franchise de TVA applicable

aux entreprises françaises. Ainsi, par exemple une entreprise espagnole pourra dans le cadre d'un marché avec un particulier facturer sans TVA (alors qu'aujourd'hui l'entreprise espagnole doit facturer de la TVA française).

Enfin, ces entreprises étrangères n'ont aucune obligation d'identification en France. Il y a donc là un véritable risque de fraude.

Si la France se doit de respecter les règles européennes, il convient au regard des problématiques de concurrence de limiter le montant de la franchise applicable. Et cela d'autant plus que la France a l'un des montants de TVA les plus importants en Europe.

L'objet de cette proposition est donc de retenir un niveau de franchise deux fois moins important que celui retenu par cette disposition. Au-delà, il convient de rappeler que la franchise a un impact sur les recettes TVA (Une division par deux de ce plafond représenterait un gain pour les finances publiques évalué entre 2,2 et 2,4 Md € selon le rapport du Conseil des Prélèvements Obligatoires de 2015).





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

C	
G	

ARTICLE 11

I. – Alinéas 5 et 6

Supprimer ces alinéas.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La crise énergétique que traverse l'Europe impacte fortement la compétitivité de nos entreprises. Les activités industrielles, en particulier, se retrouvent confrontées à une hausse importante de leurs coûts de production, tandis que leurs concurrentes à l'international bénéficient de ressources énergétiques abondantes et compétitives. Le prix du gaz en France est aujourd'hui 5 fois supérieur à celui dont bénéficient les entreprises américaines.

Les conséquences de cette perte de compétitivité sont déjà visibles. Nous avons pu constater, depuis un an, une perte de marchés à l'exportation et une forte hausse des importations de biens manufacturés. Plusieurs entreprises ont connu des arrêts de production, reportent leurs investissements et/ou privilégient une production sur d'autres continents.

Dans ce contexte, une augmentation de la fiscalité sur le gaz ne ferait qu'accroître les difficultés rencontrées par notre industrie. Une telle orientation est incompatible avec l'ambition de réindustrialiser notre territoire, de maîtriser l'empreinte carbone de la France et de restaurer notre souveraineté.

Il est donc proposé d'adapter cette augmentation de fiscalité sur le gaz pour en exclure les quantités utilisées dans les procédés et activités industriels.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10**

Après l'article 10

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À l'article 273 septies D du code général des impôts, les mots : « reconnues d'utilité publique » sont supprimés.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Impliquées dans la lutte contre le gaspillage, les entreprises effectuent de plus en plus de dons de produits invendus.

Mais elles ne sont pas autorisées à déduire la TVA ayant grevé des achats en amont lorsque les biens ne sont pas utilisés dans le cadre d'activités économiques, notamment lorsque les produits sont donnés.

La loi apporte une exception à ce principe pour les dons d'invendus alimentaires et non alimentaires neufs à des associations reconnues d'utilité publique présentant un intérêt général de caractère humanitaire, éducatif, social ou charitable.

Or, depuis la loi AGECE qui oblige les entreprises à donner leurs invendus, et dans un contexte d'inflation et de baisse de pouvoir d'achat qui voit les besoins des associations croître de façon exponentielle, le champ de cette exception, limité aux seuls dons réalisés au profit d'associations reconnues d'utilité publique, apparaît comme trop restrictif.

A titre d'illustration, l'association Emmaüs Solidarité est une association d'intérêt général non reconnue d'utilité publique. Ainsi, une entreprise effectuant des dons à cette association ne peut pas déduire la TVA ayant grevé l'achat des biens en cause.

Il est donc proposé de ne plus limiter l'application de ces dispositions aux seuls dons à des associations reconnues d'utilité publique mais de l'étendre plus largement aux associations d'intérêt général à caractère humanitaire, éducatif, social ou charitable.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 11

I. – Alinéas 5 et 6

Remplacer ces alinéas par sept alinéas ainsi rédigés :

II. – Le code des imposition sur les biens et les services est ainsi modifié :

1° Le dernier alinéa de l'article L. 312-36 est ainsi rédigé :

« Pour les gaz naturels, le tarif normal peut être majoré par arrêté du ministre chargé du budget sans pouvoir excéder 16,45 euros par mégawattheure. Cet arrêté intervient au plus tard le 31 décembre 2023. » ;

2° Avant la dernière ligne du second alinéa de l'article L312-79, il est inséré une ligne ainsi rédigée :

«

Biogaz injecté dans le réseau	L. 312-86	0
-------------------------------	-----------	---

» ;

3° L'article L312-86 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Relèvent d'un tarif particulier de l'accise, lorsqu'ils sont taxables en tant que combustible, les hydrocarbures gazeux à l'état gazeux produits à partir de la biomasse et injectés dans les réseaux de gaz naturel qui sont couverts par des garanties d'origine émises conformément aux dispositions des articles L. 446-18, L. 446-22-1 et D. 446-17 à D. 446-44 du code de l'énergie. »

II. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – Le présent article ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cette proposition vise à instaurer une exonération d'accise sur le gaz naturel pour les gaz renouvelables et bas carbone dans un objectif de taxation différenciée des énergies renouvelables et des énergies fossiles.

La mise en place de la TICGN visait à inciter les consommateurs à réduire leur consommation de gaz, afin de faire baisser les émissions de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère. Or, le développement de la production de biogaz sur notre territoire, grâce à la méthanisation agricole, à celle des boues de stations d'épuration ou des biodéchets, permet le développement d'une énergie locale et renouvelable qu'il faut au contraire encourager pour des raisons climatiques comme de souveraineté énergétique. Le Gouvernement annonce le doublement du rythme de son développement, pour atteindre 15% de gaz verts en 2030.

Alors qu'une augmentation de l'accise sur le gaz naturel a été annoncée, une hausse identique de l'accise sur le biométhane injecté serait un très mauvais signal envoyé aux producteurs et aux consommateurs de cette énergie renouvelable et va à l'encontre de tous les principes de fiscalité écologique.

Par ailleurs, l'article 11 prévoit la suppression de la baisse de taxe régulière au prorata du verdissement du réseau de gaz. C'est pourquoi le présent amendement propose de revenir à une exonération totale de TICGN pour les gaz renouvelables et bas carbone.

Il est en effet logique que les gaz renouvelables et bas carbone définis aux articles L.445-1 et L.447-1 du code de l'énergie, utilisés comme combustible pour produire directement de l'énergie thermique, soient exonérés d'accise sur le gaz puisque cette taxe est par construction constituée d'une composante carbone, la Contribution Climat Énergie (CCE), qui vise à créer un différentiel de prix entre les énergies fossiles et les énergies renouvelables pour favoriser le développement de ces dernières.

Faute de maintenir une différenciation nette, en matière fiscale, entre les offres de gaz fossile et les offres de gaz verts, il est à craindre un déficit d'attractivité pour le développement de ces dernières, et partant, un impact négatif sur le développement de cette énergie renouvelable qui manquerait de visibilité auprès des consommateurs.

En se rapportant au 430TWh de gaz consommé en France en 2022, une hausse de 8 euros de l'accise sur le gaz rapporterait 3,440 milliards d'euros d'accise sur le gaz auxquels il faut ajouter un surcoût de TVA de 680 millions d'euros. L'exonération totale d'accise sur le gaz pour les gaz renouvelables et bas carbone prévue au présent amendement diminuerait cette hausse de 176 millions et 35 millions de TVA tout en permettant d'envoyer un signal clair aux producteurs et consommateurs d'énergie renouvelable. Ainsi modifié, l'article 11 permet d'augmenter le budget de l'Etat de 3,9 milliards d'euros, payés par les consommateurs de gaz naturel en France.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 22

Alinéa 14

Supprimer cet alinéa.

**OBJET**

La lutte contre la fraude fiscale est un objectif que l'ensemble des acteurs économiques partage. Elle est garante d'une concurrence loyale et d'une répartition équitable de la charge d'impôts et taxes.

Mais les moyens et les contraintes mis en œuvre doivent être proportionnés aux enjeux et aux capacités des entreprises à faire face de lourdes obligations administratives.

Actuellement, les PME et ETI ont déjà l'obligation de déposer auprès de l'administration fiscale une déclaration simplifiée de leur politique de prix de transfert.

Exiger de ces PME et ETI, dès 150 millions de chiffre d'affaires, la constitution d'une documentation de prix de transfert complète est disproportionnée. Cela peut s'avérer d'une grande complexité pour des opérateurs qui peuvent ne pas avoir des politiques formalisées, des ressources suffisantes ou des systèmes d'information adaptés à cet exercice.

Il serait plus adapté que l'administration développe une offre de sécurité juridique en amont pour ces entreprises, au lieu de leur imposer des obligations administratives démesurées qu'elles ne pourront respecter qu'au prix de dépenses de conseils extérieurs coûteuses.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

C	
G	

ARTICLE 27 BIS

I. – Supprimer cet article.

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le Versement Mobilité (VM) est un impôt de production assis sur la masse salariale qui est acquitté par les entreprises d'au moins 11 salariés avant même qu'elles aient réalisées un euro de chiffre d'affaires.

Lors de l'examen du PLF pour 2024 à l'Assemblée nationale, le Gouvernement a décidé de retenir dans son 49 alinéa 3 un amendement relevant son plafond pour Paris et plusieurs départements de l'Ile-de-France, augmentant directement le coût du travail et nuisant à la compétitivité des entreprises franciliennes. Cet amendement est le fruit d'un accord entre Valérie Pécresse et Clément Beaune qui s'est fait sur le dos des entreprises et sans leur accord.

Ce relèvement se traduirait par une ponction additionnelle sur les entreprises de 380 millions d'euros en 2024 soit +8,5%. Pour 2024, la hausse du versement mobilité pour les quatre départements concernés serait vraisemblablement équivalente à la baisse de la CVAE prévue pour les entreprises, dans ces mêmes départements.

Si l'on retient l'hypothèse du rapport IGF/IGED estimant le besoin de financement d'IDFM à 500 Millions pour 2024, la hausse fait supporter 75% de l'effort supplémentaire aux seules entreprises. A Paris, ce sont essentiellement les PME qui porteraient le fardeau de cette ponction additionnelle.

Porté par la croissance de la masse salariale (baisse du chômage et augmentation des salaires), le produit du VM connaît pourtant une dynamique particulièrement soutenue sur les dernières années (+20% entre 2018 et 2022). Le niveau des recettes d'Ile-de-France Mobilités a augmenté et augmentera mécaniquement en conséquence (+5% entre 2021 et 2022). En cumulant la dynamique du produit du VM à la ponction additionnelle provoquée par le relèvement du taux, la contribution des entreprises franciliennes aux transports en commun pourrait augmenter au total de 700 millions d'euros en 2024. Ce surcoût est une nouvelle charge extrêmement lourde.

Inéquitable et pénalisant, le relèvement du VM en Ile-de-France doit être supprimé.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 BIS**

Après l'article 27 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Les entreprises dont le siège social ou l'établissement est situé en dehors des zones de desserte des transports en commun sont exonérées du versement mobilité prévu aux articles L. 2333-64 et suivants du code général des collectivités territoriales.

II. – Un décret en Conseil d'État définit les conditions d'application du I.

III. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le versement mobilité est un impôt de production payé par les entreprises pour financer les transports en commun de leurs salariés. Son montant, qui représente jusqu'à 2,95 % du salaire brut, pèse lourdement sur le coût du travail.

Pour autant, alors que les employeurs financent par ce biais les transports en commun depuis les années 70, un nombre important de leurs entreprises ne sont desservies par aucune solution de transport public, ce qui encourage les salariés à utiliser leur véhicule individuel pour se rendre au travail.

Alors que la diminution de l'utilisation des véhicules individuels pour les trajets du quotidien devient l'un des moyens d'action les plus efficaces pour réduire nos émissions, il est indispensable de développer les transports en commun à destination des zones d'emploi.

Aussi, dans un contexte où la hausse du versement mobilité est demandée par certaines collectivités, cette proposition vise à exonérer de versement mobilité les entreprises qui ne sont pas desservies par les transports en commun, afin de les encourager à desservir ces zones.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 BIS**

Après l'article 27 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le I de l'article L. 2333-64 et l'article L. 2531-4 du code général des collectivités territoriales sont complétés par un alinéa ainsi rédigé :

« Les employeurs qui ont conclu un accord de télétravail sont exonérés du montant du versement transport pour les employés concernés par cet accord, dans des conditions définies par décret. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

A l'heure où certains envisagent d'augmenter le versement mobilité pour combler les dérives financières des autorités organisatrices des transports publics, cette proposition vise à moderniser son calcul pour prendre en compte l'évolution des modes de travail.

Les nouvelles formes d'organisation du travail permettent aux salariés, dans certains cas et grâce aux outils numériques et de communication, d'exercer leur activité professionnelle sans que leur présence physique sur le lieu de travail ne soit exigée.

Dès lors, il est proposé d'exonérer les employeurs ayant conclu un accord de télétravail, du montant du versement mobilité pour les employés concernés, en fonction de l'aménagement de leurs horaires de travail.

En effet, il n'est en effet plus justifié de faire financer un service de transport public par les employeurs qui contribuent à résoudre sa fluidité.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 4**

Après l'article 4

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 212 bis du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le I est ainsi modifié :

a) Après la mention : « I. – », est insérée la mention : « 1. » ;

b) Il est ajouté un 2. ainsi rédigé :

« 2. – Le 1. ne s'applique pas si, au cours d'un exercice fiscal, le taux des opérations principales de refinancement fixé par le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne dans le cadre de l'article 127 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne a excédé un taux de 2 % pendant plus de trois mois consécutifs. » ;

2° Le IV est complété par un 4. ainsi rédigé :

« 4. – Le 2. du présent IV ne s'applique pas si, au cours d'un exercice fiscal, le taux des opérations principales de refinancement fixé par le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne dans le cadre de l'article 127 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne a excédé un taux de 2 % pendant plus de trois mois consécutifs. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les sociétés soumises à l'impôt sur le revenu ne peuvent déduire leurs charges financières nettes que dans une certaine limite (30% de l'EBITDA fiscal : résultat avant impôt, intérêts, dépréciations et amortissements).

Toutefois, si les charges financières nettes restent inférieures à 3 millions d'euros, elles restent déductibles. Cette règle a été adoptée en application d'une directive européenne (ATAD 1) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

En 2019, le taux d'intérêt directeur de la Banque Centrale Européenne (BCE) était à 0%. Aujourd'hui, il est à 4,5%. Cela signifie que pour une entreprise en situation de charge financière nette, le coût des intérêts est multiplié par 4. Cela signifie aussi que la limite de 3 millions d'euros a été en pratique divisée par 4.

Une telle situation va rapidement devenir intolérable pour les entreprises qui sont exposées à ce choc du coût de la dette soit lorsqu'elles sont endettées à taux variable, soit à chaque renouvellement de crédit. Cela intervient à un moment où la politique monétaire restrictive limite l'octroi de crédits aux entreprises comme le montre l'actualité récente, tant pour les ETI que pour de très grandes entreprises.

Parallèlement, certains secteurs (restauration, habillement, distribution, etc.) sont confrontés à des difficultés croissantes du fait de la conjoncture, de l'évolution des modes des consommateurs, de l'inflation sur leurs coûts et du poids des PGE qui restent à rembourser.

La conjonction de ces deux situations conduit à multiplier les défaillances d'entreprises.

Pour soutenir les entreprises, il est donc proposé de suspendre la limitation de la déductibilité des intérêts tant que les taux de la BCE ne sont pas redescendus en-dessous de 2%.





## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

C	
G	

### ARTICLE 15

#### I. – Alinéa 71

Compléter cet alinéa par les mots :

et par le 6° de l'article 1586 du code général des impôts

#### II. – Après l'alinéa 74

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

3° Le 6° de l'article 1586 est rétabli dans la rédaction suivante :

« 6° Le tiers de la taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance mentionnée à l'article L. 425-1 du code des impositions sur les biens et services »

#### III. – Alinéa 76

Remplacer les mots :

La taxe

par les mots :

Les deux tiers de la taxe

### OBJET

L'infrastructure routière supporte globalement aujourd'hui près de 90% de la mobilité des personnes et des biens et continuera à tenir cette place à l'avenir.

Elle doit donc jouer un rôle déterminant pour décarboner les mobilités. Elle nécessite des investissements supplémentaires indispensables pour faire face aux conséquences du réchauffement climatique, à l'adaptation de la voirie à de nouveaux usages (voies dédiées, pistes cyclables, aires de covoiturage, électrification...) et à sa modernisation (route intelligente, durable...) alors que le réseau est vieillissant et nécessite notamment des travaux, voire des reconstructions de nombreux ouvrages d'art.

Ainsi, les besoins de maintenance et de développement augmentent alors que les capacités d'investissement des collectivités sont bridées, les départements n'ayant plus de levier fiscal.

Les Départements ont dépensé 3,8 milliards d'euros en 2021 d'investissement dans l'entretien, l'adaptation et la modernisation de ce réseau structurant. Paradoxalement alors que la route génère au niveau national 40 milliards de recettes fiscales, aucune n'est attribuée aux Départements – l'absence de mise en œuvre de l'écotaxe poids lourd n'a pas permis de leur attribuer la part qui leur revenait initialement. Il est donc nécessaire de rééquilibrer le modèle économique de la route.

Dans cet article, les 600 millions de rendement estimés pour cette nouvelle taxe devraient être essentiellement affectés au ferroviaire. Or la route ne doit pas être négligée dans la chaîne des mobilités, les différents modes de transports étant complémentaires. Il est donc contre-productif de favoriser une infrastructure de transport (le fer) au détriment d'une autre (la route).

C'est pourquoi le présent amendement prévoit de rediriger une partie de produit de cette taxe (un tiers) vers les Départements, qui gèrent 380 000 kilomètres de routes.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 24

## I. – Alinéa 2

Remplacer le montant :

27 145 046 362 €

par le montant :

27 850 817 567 €

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement prévoit en 2024 de revaloriser la DGF, attribuée aux communes, aux EPCI et aux départements, à hauteur de l'évolution prévisionnelle de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour 2024, soit + 2,6 % (estimation du présent PLF).

En effet, la crise économique et sociale actuelle, sans précédent depuis plusieurs décennies, va durement affecter les ménages, en particulier les plus fragiles, et les acteurs économiques.

Dans ce contexte, il est primordial que les collectivités locales, en particulier celles du bloc communal et les départements, soient en capacité d'agir pour amortir les impacts de la crise, en assurant la continuité de leurs services publics et en préservant l'investissement. Elles assurent en effet les services de proximité et l'action sociale ; les collectivités portent par ailleurs 72 % des investissements publics locaux (budgets principaux et annexes), indispensables au soutien de l'économie et de l'emploi.

Or de fortes inquiétudes pèsent sur la capacité à agir des collectivités. L'Assemblée des Départements de France et l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité soutiennent le projet d'amendement et rappellent que les départements et le bloc communal subissent eux aussi l'impact de l'inflation sur leurs dépenses, auquel s'ajoutent les effets de mesures telles que la revalorisation du point d'indice qui, si elle est nécessaire pour soutenir le pouvoir d'achat des agents, va peser de manière importante sur les budgets locaux.

En outre, après 4 années de baisse de la DGF, la réduction des moyens des communes, des EPCI et des départements s'est poursuivie avec le gel de l'enveloppe globale de la DGF depuis 2018. Ce gel en euros courants équivaut en effet à une perte de pouvoir d'achat, qui s'avère récemment particulièrement élevée, compte-tenu du niveau d'inflation atteint cette année. La non-indexation de la DGF a ainsi « coûté » aux Départements 438 M€ en 2022 et 865 M€ en 2023. S'agissant du bloc communal, l'absence d'indexation a « coûté » 957 M€ en 2022, auquel s'ajoute un « coût » de 1,586 Md€ en 2023, la revalorisation de 320 M€ de la DGF du bloc communal (+ 1,7 %) restant très en-deçà de l'inflation pour 2023 (estimée à + 4,9 %).

Dès lors, la revalorisation de la DGF à hauteur de l'inflation prévisionnelle pour 2024 permettrait de soutenir les budgets des départements et du bloc communal dans un contexte d'inflation encore élevée, afin qu'ils puissent accompagner les habitants tout en préservant le financement des investissements locaux.

Cette indexation représenterait une hausse de la DGF d'environ 705 millions d'euros, bénéficiant à la fois au bloc communal et aux départements.







N°	I-1715
----	--------

**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

C	
G	

ARTICLE 24

## I. – Alinéa 2

Remplacer le montant :

27 145 046 362 €

par le montant :

27 245 046 362 €

## II. – Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

... – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

Les finances départementales sont actuellement impactées, d'une part par un certain nombre de mesures décidées par le Gouvernement mais financées en tout ou partie par les Départements (avenant 43, médico-social, RSA, hausse du point d'indice, diverses revalorisations salariales, primes de feu, etc.), d'autre part par la dégradation du contexte international et par extension de la conjoncture économique (hausse du coût de l'énergie, du prix des matières premières dans les domaines de la restauration, du bâtiment, des transports). Le coût supplémentaire des dépenses « subies », pour la plupart décidées par le Gouvernement, est d'environ 2,5 milliards d'euros par an. Cela s'ajoute aux compensations très insuffisantes des charges historiquement transférées, plus particulièrement en matière sociale.

C'est pourquoi, à l'instar de l'augmentation de la dotation globale de fonctionnement (DGF) annoncée à hauteur de 220 millions d'euros pour le bloc communal, un effort dans les mêmes proportions (100 millions d'euros) est nécessaire pour les Départements, qui sont exposés au même titre que les communes et intercommunalités à la hausse de l'inflation et donc de leurs dépenses.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

ARTICLE 27

<b>C</b>	
<b>G</b>	

## I. – Alinéa 1

Remplacer le montant :

44 842 463 483 €

par le montant :

45 187 463 483 €

## II. – Alinéa 2, tableau

1° Après l'avant-dernière ligne

Insérer une ligne ainsi rédigée :

Compensation aux départements de la revalorisation du revenu de solidarité active	345 000 000
-----------------------------------------------------------------------------------	-------------

2° Seconde colonne, dernière ligne

Remplacer le montant :

44 842 463 483 €

par le montant :

45 187 463 483 €

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le ministre de l'Economie et des Finances a annoncé dans la presse une revalorisation du revenu de solidarité active (RSA) à hauteur de 4,6 % au 1er avril prochain.

Si cette hausse, en fonction de l'inflation, est prévue par les textes et permet de soutenir le pouvoir d'achat des Français concernés, elle s'ajoute aux diverses dépenses nouvelles annoncées par l'Etat –

pour certaines non concertées et dans tous les cas partiellement voire pas compensées – qui se sont accumulées entre 2022 et 2023 : avenant 43, médico-social, hausse du point d'indice à deux reprises, diverses revalorisations salariales, etc.

Comme les augmentations des années précédentes, elle est pérenne et structurelle et devra être absorbée par les Départements qui subissent une baisse conjoncturelle de leur seule ressource directe, les droits de mutation (DMTO). Elle vient creuser davantage le « reste à charge » : le RSA fait partie des compétences décentralisées que l'Etat s'était engagé à compenser par le passé ; or, sur les 9,2 milliards d'euros de dépenses d'allocation RSA, les Départements ont un reste à charge de 4,5 milliards.

Pour toutes ces raisons, le présent amendement prévoit une compensation à hauteur de 345 millions d'euros pour compenser la hausse à venir à compter du 1<sup>er</sup> avril (soit 460 millions d'euros en année pleine). Le montant de 200 millions d'euros avancé dans certains documents budgétaires est largement sous-évalué.





N°	I-1717
----	--------

**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. GROSVALET et Mme Nathalie DELATTRE

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Au 5° bis de l'article 1001 du code général des impôts, le taux : « 18 % » est remplacé par le taux : « 20 % ».

**OBJET**

Face aux défis du réchauffement climatique et de multiplication des risques, les services d'incendie et des secours (SDIS) sont de plus en plus sollicités et le seront encore davantage.

Pour augmenter leurs moyens, l'une des possibilités est d'augmenter la taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA), dont ils bénéficient. En effet, leur financement est assuré à hauteur de 60% par les Départements, mais ces derniers contribuent déjà pour des montants deux fois supérieurs à la fraction de TSCA qui leur est dédiée.

C'est pourquoi le présent amendement prévoit de passer cette taxe à un taux de 20 % (au lieu de 18 % actuellement) pour les assurances facultatives contre les risques de toute nature relatifs aux véhicules terrestres à moteur.

Afin qu'elle ne se répercute pas sur les assurés, cette hausse devra en responsabilité être compensée par les compagnies d'assurance. L'intervention décisive des sapeurs-pompiers limite les dégâts, et donc les dépenses des compagnies d'assurance. **Cette « valeur du sauvé »**, justifie de solliciter fiscalement les assureurs.







## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. THÉOPHILE

C	
G	

### ARTICLE 28

I. – Alinéa 2, tableau, dernière colonne, quarante-et-unième ligne

Remplacer le montant :

40 000 000

par le montant :

43 000 000

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Amendement de repli





## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. THÉOPHILE

C	
G	

### ARTICLE 28

I. – Alinéa 2, tableau, dernière colonne, quarante-et-unième ligne

Remplacer le montant :

40 000 000

par le montant :

42 000 000

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Amendement de repli



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au vingt-troisième alinéa de l'article 1001 du code général des impôts, le taux : « 13,3 % » est remplacé par le taux : « 11,8 % ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Face aux défis du réchauffement climatique et de multiplication des risques, les services d'incendie et des secours sont de plus en plus sollicités et le seront encore davantage.

Il est donc indispensable de faciliter et optimiser leur financement, assuré à hauteur de 60% par les Départements. Ces derniers bénéficient au titre du financement des SDIS d'une fraction de taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA), mais leur contribution est plus de deux fois supérieure aux montants ainsi perçus.

Le programme P162 (mission sécurité – Sécurité Civile), de son côté, prévoit une dotation de soutien à l'investissement des SDIS dont l'enveloppe n'est pas pérenne et ne permet aucune projection d'avenir.

Pour faire face aux investissements à venir, les moyens doivent être durablement augmentés. A ce titre, plusieurs réflexions sont en cours, notamment pour mieux prendre en compte la « valeur du sauvé ».

Dans l'immédiat, et afin d'augmenter l'enveloppe globale, le présent amendement prévoit un reversement supplémentaire de TSCA aux Départements, pour leurs missions liées aux SDIS.

Il s'agirait d'un changement d'affectation, sans incidence sur les taux de taxe et donc sur les contrats d'assurance : une partie des recettes actuellement versée à la Caisse nationale des allocations familiales serait fléchée vers ces collectivités, pour un montant équivalent à environ 100 millions

d'euros. Cet amendement n'ayant pas pour but de grever les ressources de la CNAF, la différence serait compensée par l'Etat. Les moyens des services de secours s'en trouveraient augmentés sur le long terme.

Cette augmentation de la fraction de TSCA dédiée au financement des SDIS serait accompagnée d'une révision des modes de répartition de son produit entre les Départements, selon un travail initié avec le ministère de l'Intérieur.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. ROUX et GROSVALET

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 23 TERDECIES**

Après l'article 23 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le 2 de l'article 793 du code général des impôts est complété par un 9° ainsi rédigé :

« 9° Les biens immobiliers concernés par un contrat visé à l'article L. 132-3 du code de l'environnement à concurrence des trois quarts de leur valeur, à la condition que le contrat visé à l'article L. 132-3 du code de l'environnement soit signé :

« a) avec un établissement public ou une personne morale de droit privé agréé au titre de l'article L. 141-1 et L. 414-11 du code de l'environnement ;

« b) en dehors de toute démarche de compensation des atteintes à la biodiversité visée à l'article L. 163-1 du même code ;

« c) pour une durée supérieure à 30 ans.

« d) L'acte constatant la donation ou la déclaration de succession puisse s'appuyer sur un certificat de bonne exécution du contrat rédigé par une association agréée au titre de la protection de l'environnement ou agréée au titre de l'article L. 414-11 du code de l'environnement. »

II. – À la première phrase du premier alinéa de l'article 793 bis du même code, les mots : « au 3° » sont remplacés par les mots : « aux 3° et 9° ».

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Les obligations réelles environnementales (ORE) régies par l'article L. 132-3 du code de l'environnement constituent une solide garantie de gestion écologique en ce qu'elles attachent durablement des obligations de faire ou de ne pas faire à un bien immobilier concerné par le contrat et le suivre en quelque mains qu'il se trouve.

Aussi il est proposé de calquer le dispositif prévu en matière forestière (exonération des  $\frac{3}{4}$  de la valeur des biens pour le calcul des droits de mutation à titre gratuit et sous conditions) en matière de droits de mutations à titre gratuit, aux espaces gérés au moyen d'une ORE, à condition que ces contrats soient :



- d'une durée supérieure à 30 ans,
- passés avec une entité agréée au titre de la protection de l'environnement,
- signés en dehors de toute démarche de compensation des atteintes écologiques pour encourager la participation spontanée et volontaire des propriétaires dans la préservation de la biodiversité et des fonctions écologiques
- qu'une attestation de bonne exécution des obligations du contrat soit fournie.

Il est proposé de cibler l'impôt lié à la transmission du patrimoine pour les actions concourant à la préservation du patrimoine commun de la Nation.

Le présent amendement propose, en ce qui concerne les droits de mutation à titre gratuit (DMTG), d'aligner la fiscalité de tous les biens immeubles visés par une ORE avec celle des forêts durablement gérées.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le 1<sup>o</sup> du A de l'article 278-0 bis du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

«...<sup>o</sup> Les produits et matériels utilisés pour l'incontinence ; ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement abaisse la TVA de 20 % à 5, 5 % sur les produits pour incontinence urinaire.

Ces produits de première nécessité représentent une charge financière lourde (jusqu'à 150 € par mois, soit 14% du budget de 80% des retraités percevant moins de 1 000 € par mois), et à défaut d'accès, il peut en résulter des risques d'infection graves avec des conséquences psychologiques importantes conduisant notamment à la désocialisation. C'est un enjeu sanitaire qui concerne plus particulièrement les personnes âgées hébergées à domicile ou dans des EHPAD. Il est important de noter que dans les maisons de retraite l'accès à ces produits est contingenté pour des raisons budgétaires.

Des amendements similaires déposés depuis 2016 sont jugés contraire au droit européen alors que la directive 2006/112/CE du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée permet aux Etats membres d'appliquer un taux réduit sur ces produits comme le font d'ailleurs déjà la Belgique (avec un rattachement à la catégorie « équipement médicaux ») ou les Pays-Bas (avec un rattachement à la catégorie « produits pharmaceutiques »).

L'argument selon lequel la baisse du prix permettrait une captation de marge par les fabricants distributeurs n'est pas non plus pertinent puisqu'il laisserait supposer que dans ce secteur la concurrence est insuffisante, ce qui n'est pas le cas.

Pour mémoire, la loi de finances pour 2016 avait instauré le taux de TVA réduit pour les tampons et les serviettes hygiéniques féminines. Il semble donc juste de l'étendre aux protections hygiéniques pour les personnes âgées.

On peut rappeler que cette mesure a déjà été votée au Sénat à l'occasion du PLF pour 2016 et pour 2019 mais ensuite supprimée par l'Assemblée nationale.

La réduction des recettes qu'engendre cet amendement, par ailleurs gagé sur les tabacs qui présentent une atteinte à la santé, apparaît donc justifiée.





N°	I-1723
----	--------

**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le 1<sup>o</sup> du A de l'article 278-0 bis du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ...<sup>o</sup> Les couches pour nourrissons ; ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les couches pour les nourrissons sont un produit de première nécessité qui mérite l'application du taux réduit de TVA à 5,5 % au lieu de 20% actuellement.

L'accès à des produits d'hygiène pour les nourrissons à un prix abordable est un enjeu lié à la santé des nourrissons et à défaut peut générer des risques d'infection graves. Les nourrissons peuvent d'ailleurs rentrer dans la catégorie des incontinents, catégorie dans laquelle la Commission européenne reconnaît un droit d'accès au taux de 5,5 % pour les protections absorbantes. L'enjeu de santé publique est indéniable et cette mesure représente aussi un soutien à la politique familiale.

La réduction des recettes qu'engendre cet amendement, par ailleurs gagé sur les tabacs qui présentent une atteinte à la santé des bébés, apparaît donc justifiée du point de vue de la santé publique des enfants.





## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme Maryse CARRÈRE et M. BILHAC

C	
G	

### ARTICLE 28

I. – Alinéa 4, tableau, dernière colonne, trente-huitième ligne

Remplacer le nombre :

182 899 000

par le nombre :

196 149 000

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Cet amendement a pour objet de maintenir le niveau de ressources du réseau des Chambres de métiers et de l'artisanat (CMA) en annulant la nouvelle baisse du montant du plafond de TFCMA qui doit revenir l'année prochaine à ce réseau consulaire. La précédente loi de finances a diminué ce plafond de 7 millions d'euros, une nouvelle baisse viendrait fragiliser les moyens d'action des CMA dans leurs missions d'accompagnement des entreprises artisanales sur l'ensemble du territoire national, à commencer par les territoires ruraux.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Maryse CARRÈRE et M. BILHAC

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 DUOTRICIES**

Après l'article 5 duotricies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 244quater O du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le 1° du I, il est inséré un 1° bis ainsi rédigé :

« 1° bis de la rémunération, charges sociales incluses, des dirigeants, correspondant à leur participation directe à la création d'ouvrages mentionnés au 1°, dans la limite de 45 000 € par an. Cette rémunération n'est éligible au crédit d'impôt que pour les petites entreprises, au sens de l'article 2 de l'annexe I au règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ; » ;

2° Après le 1° du Ibis, il est inséré un 1° bis ainsi rédigé :

« 1° bis de la rémunération, charges sociales incluses, des dirigeants, correspondant à leur participation directe à l'activité mentionnée au 1°, dans la limite de 45 000 € par an. Cette rémunération n'est éligible au crédit d'impôt que pour les petites entreprises, au sens de l'article 2 de l'annexe I au règlement (UE) n° 651/2014 précité ; ».

II. – Les 1° et 2° du I s'appliquent aux crédits d'impôt calculés au titre des dépenses exposées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

III. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – Le présent article ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'amendement vise à adapter le crédit d'impôt en faveur des métiers d'art en étendant son assiette aux rémunérations des dirigeants non-salariés correspondant à leur participation directe à l'activité. Le montant de rémunération ouvrant droit à crédit d'impôt est plafonné à 45 000 € par an et n'est pris en compte dans l'assiette du crédit d'impôt que pour les petites entreprises.

Cette adaptation à la marge permet de prendre en compte la réalité de la taille de la majorité des entreprises des métiers d'art et de garantir un soutien efficace à l'activité d'entreprises hautement qualifiées dont il convient de maintenir et de développer les compétences et les savoir-faire. Il s'agit, de plus, d'emplois non-délocalisables.

De fait, compte tenu de la structuration des entreprises concernées et du niveau de plafond proposé, la mesure couvre essentiellement des entreprises soumises à l'impôt sur le revenu, soit environ 13,5% de l'ensemble.

Cette proposition s'inscrit dans la continuité du plan ambitieux pour les métiers d'art présenté le 30 mai dernier par le Gouvernement.

Coût annuel estimé de l'élargissement du CI : 1,5 M€ (rémunérations des dirigeants non-salariés)



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Maryse CARRÈRE et M. BILHAC

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 278-0 bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« .... – Les prestations de services de réparation de bicyclettes, y compris électriques, d'appareils ménagers, de chaussures et articles en cuir, de vêtements et linge de maison (y compris les travaux de raccommodage et de modification). »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'objectif de cet amendement est de fixer un taux de TVA réduit de 5,5 % sur les activités de réparation d'appareils ménagers, de bicyclettes, chaussures et articles en cuir et retouches textiles comme l'autorise la directive européenne 2006/112/CE du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée.

La réparation est l'un des piliers de l'économie circulaire et les artisans réparateurs contribuent au développement économique et écologique des territoires. Ce taux réduit de la TVA permettra aux produits réparés d'être plus attractifs que les produits neufs, mais également de développer le secteur et de participer à l'attractivité et à la rentabilité du métier de réparateur.





N°	I-1727
----	--------

## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNVICIES

Après l'article 3 unvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le premier alinéa du II de l'article 779 du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Est réputé satisfaire à la condition prévue au premier alinéa du présent II l'héritier, le légataire ou le donataire reconnu travailleur handicapé et présentant un taux d'incapacité permanente égal ou supérieur à 80 %. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Cet amendement vise à exonérer de droits de succession les personnes atteintes d'un handicap. Il est tiré de la proposition de loi n°819 déposée le 30 juin 2023.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Maryse CARRÈRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 DUODECIES

Rédiger ainsi cet article :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 1 de l'article 32 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa et à la première phrase du second alinéa, le montant : « 15 000 € » est remplacé par le montant : « 30 000 € » ;

b) Au premier alinéa, le taux : « 30 % », est remplacé par le taux : « 40 % » ;

2° L'article 50-0 est ainsi modifié :

a) Le 1 est ainsi modifié :

– Au 1°, les mots : « ceux mentionnés aux 2° et 3° du III de l'article 1407 » sont remplacés par les mots : « les locaux classés gîte de France dans les conditions prévues à l'article L. 324-1 du code du tourisme, que les chambres d'hôtes au sens de l'article L. 324-3 du même code et que les meublés de tourisme classés mentionnés au 2° du III de l'article 1407 du présent code lorsqu'ils sont situés dans une commune classée station de sports d'hiver et d'alpinisme au titre du code du tourisme. » ;

– Après le même 1°, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

« 1° bis 30 000 € s'il s'agit d'entreprises dont le commerce principal est de louer directement ou indirectement des meublés de tourisme classés mentionnés au 2° du III de l'article 1407, en dehors de ceux qui sont mentionnés au 1° du présent 1 ;

« 1° ter 15 000 € s'il s'agit d'entreprises dont le commerce principal est de louer directement ou indirectement des meublés de tourisme qui ne sont pas classés au sens de l'article L. 324-1-1 du code de tourisme ou des logements d'habitation meublés au sens de l'article 25-4 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, lorsque lesdits meublés de tourisme ou logements d'habitation ne sont pas situés dans une commune classée station de sports d'hiver et d'alpinisme au titre du code du tourisme. » ;

– Le quatrième alinéa est ainsi modifié :

i. Les mots : « deux catégories définies aux 1° et », sont remplacés par les mots : « quatre catégories définies aux 1° à » ;

ii. Les mots : « de la catégorie mentionnée au 2° respecte la limite mentionnée au même 2° » sont remplacés par les mots : « des catégories mentionnées aux 1° bis à 2° respectent les limites mentionnées aux mêmes 1° bis à 2° respectivement » ;

– La première phrase du cinquième alinéa est complétée par les mots : « et d'un abattement de 40 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités des catégories mentionnées au 1° bis et 1° ter » ;

– Au dernier alinéa, la première occurrence du mot : « et » est remplacée par le mot : « à » ;

b) Au a du 2, le mot : « et » est remplacé par le mot : « à ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Cet amendement vise à rééquilibrer le marché locatif en harmonisant, à un taux de 40%, les abattements fiscaux relatifs aux meublés touristiques – notamment la niche fiscale dite « AirBnB » - sur ceux de la location de longue durée.

Il exclut volontairement de son champ d'application les maisons d'hôtes, gîtes ruraux, les logements en stations de ski et d'alpinisme afin de ne pas venir déstabiliser une économie touristique indispensable au développement de nos territoires.

Si ces abattements pouvaient être justifiés par le passé, force est de constater qu'ils constituent désormais un frein considérable à l'accès au logement.

En effet, en créant des effets d'aubaine trop importants, cette niche contribue à assécher le nombre de biens en location longue durée et à faire monter les prix.

L'omniprésence de locations touristiques dans certains quartiers affecte aussi leur vitalité, la diversification de leur économie et la présence de service public. Pour inciter les propriétaires à louer leurs biens sur le long terme, cet amendement propose donc de modifier les plafonds et les taux de ces abattements comme suit :

- Pour les meublés de tourisme classés, l'abattement fiscal en Micro-BIC diminuerait de 71 à 40% avec un plafond de chiffre d'affaires limité à 30 000 € (contre 188 700€ actuellement).

- Pour les meublés non classés, l'abattement fiscal en Micro-BIC diminuerait de 50 à 40% avec un plafond de chiffre d'affaires limité à 15 000 € (contre 77 700€ actuellement).

La différence de plafond entre ces deux régimes permettra de conserver une incitation en faveur des logements classés afin d'accompagner la montée en gamme des logements destinés à la location de tourisme.

Enfin, pour un logement en location longue durée classique, sous le régime microfoncier, le taux serait réhaussé de 30 à 40%, et le plafond de 15 000 à 30 000€, afin de rendre ses dispositions plus incitatives pour les propriétaires et les encourager à aller davantage vers de la location à long terme pour rééquilibrer le marché locatif.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LAOUEDJ

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 232 est abrogé ;

2° L'article 1407 bis est ainsi modifié :

a) La première phrase du premier alinéa est ainsi modifiée :

- les mots : « autres que celles visées à l'article 232 » sont supprimés ;

- les mots : « depuis plus de deux années » sont remplacés par les mots : « depuis plus d'une année » ;

b) La dernière phrase du premier alinéa est remplacée par deux phrases ainsi rédigées : « Pour l'application de la taxe, est considéré comme vacant un logement dont la durée d'occupation est inférieure à quatre-vingt-dix jours au cours de la période de référence définie au présent alinéa. La taxe n'est pas due en cas de vacance indépendante de la volonté du contribuable » ;

c) À la dernière phrase du deuxième alinéa, les mots : « ainsi que sur celui des communes mentionnées à l'article 232 » sont supprimés ;

2° Le I. de l'article 1407 ter est ainsi rédigé :

« I. – Le conseil municipal peut, par une délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A bis, majorer d'un pourcentage compris entre 5 % et 60 % la part lui revenant de la cotisation de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale due au titre des logements meublés et vacants dans :

« 1° Les communes appartenant à une zone d'urbanisation continue de plus de cinquante mille habitants où il existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements entraînant des difficultés sérieuses d'accès au logement sur l'ensemble du parc résidentiel existant, qui se caractérisent notamment par le niveau élevé des loyers, le niveau élevé des prix d'acquisition des logements anciens ou le nombre élevé de demandes de logement par rapport au nombre d'emménagements annuels dans le parc locatif social ;

« 2° Les communes ne respectant pas les conditions prévues au 1° du présent I où il existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements entraînant des difficultés sérieuses d'accès au logement sur l'ensemble du parc résidentiel existant, qui se caractérisent notamment par le

niveau élevé des loyers, le niveau élevé des prix d'acquisition des logements anciens ou la proportion élevée de logements affectés à l'habitation autres que ceux affectés à l'habitation principale par rapport au nombre total de logements.

« Un décret fixe la liste des communes où la taxe peut être majorée.

« Le produit de la majoration mentionnée au premier alinéa du présent I est versé à la commune l'ayant instituée. »

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Cet amendement vise à fusionner les deux taxes sur les logements vacants, pour :

- Doter les exécutifs locaux en zone tendue d'un outil de fiscalité comportementale pour lutter contre la vacance des logements ;
- Apporter une recette nouvelle aux budgets locaux au service des politiques locales de l'habitat ;
- Favoriser la simplification fiscale et l'intelligibilité de la loi en fusionnant deux taxes n'ayant aujourd'hui pas le même périmètre d'application, ni mêmes règles de fixation du taux ou de l'assiette, ni les mêmes bénéficiaires ;
- Neutraliser les phénomènes d'optimisation du statut d'occupation (résidence secondaire versus logement vacant) ;
- Simplifier le travail des services fiscaux de l'Etat et des agents des observatoires fiscaux mis en place par les collectivités.

Une telle simplification fiscale est d'autant plus urgente que les logements vacants, en particulier dans les zones tendues, représentent un obstacle majeur sur la route vers la sobriété énergétique du parc de logements et la réduction de l'empreinte carbone de l'habitat.

En effet, en immobilisant une partie du parc en dépit de la tension entre offre et demande de logements, ils incitent soit à l'artificialisation et à l'étalement urbain, soit à une densification évitable, qui renforce le phénomène d'îlot de chaleur urbain.

Par ailleurs, les logements vacants se détériorent plus rapidement et sont bien souvent à l'origine d'un phénomène de déperdition thermique infligé aux habitations mitoyennes.

Cette proposition de réforme a récemment été formulée par :

- les associations d'élus dans un courrier commun au gouvernement du 4 avril 2023
- les inspections générales des Finances, de l'Administration et de l'Environnement, dans leur rapport Lutte contre l'attrition des résidences principales dans les zones touristiques
- le Conseil des prélèvements obligatoires dans son rapport sur La Fiscalité locale dans la perspective du Zéro artificialisation nette

- ou encore la « mission Rebsamen » dans son rapport sur La Relance durable de la construction de logements.

Eu égard au contexte de crise du logement et aux enjeux de mobilisation des logements vacants, il est essentiel que, dès maintenant, les collectivités territoriales disposent d'outils efficaces.

Or l'annonce gouvernementale d'une mission parlementaire visant à définir les contours d'une « réforme globale de la fiscalité locative » conduit à reculer d'un an toute perspective de refonte. Ainsi, ce n'est que dans le cadre du PLF 2025 que les préconisations à venir de cette mission pourront être intégrées dans la loi.

Aussi, c'est sans attendre cette échéance, et compte tenu de l'acuité de la crise du logement que connaissent nos territoires, que le présent amendement propose d'opérer une telle fusion.

La taxe sur les logements vacants (TLV) abondant aujourd'hui le budget général de l'Etat, cet amendement propose enfin que les collectivités territoriales compensent l'Etat pour la perte du produit de TLV, soit 93 millions d'euros en 2022.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LAOUEDJ

C	
G	

ARTICLE 6

Alinéa 108

Rédiger ainsi cet alinéa :

« Art. 1384 C bis. – I. – Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre peuvent, par une délibération prise dans les conditions prévues au I de l'article 1639 A bis, exonérer de taxe foncière sur les propriétés bâties, pendant une durée de quinze ans à compter de l'année suivant celle de l'achèvement de l'opération unique de travaux de rénovation lourde mentionnés au 4°, les logements locatifs qui remplissent les conditions cumulatives suivantes : »

**OBJET**

L'article 1384 C bis du code général des impôts, créé par l'article 6, introduit une nouvelle exonération pour les logements sociaux par l'article 1384 C bis du code général des impôts.

Cette exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties prévue pour une durée de 25 ans vise les logements sociaux achevés depuis au moins 40 ans lorsqu'ils font l'objet de travaux de rénovation énergétique permettant le passage d'un classement « F » ou « G » à un classement « B » ou « A ».

Cette nouvelle exonération est créée de droit. Elle s'impose aux communes et EPCI sans compensation des produits fiscaux exonérés. En cela, elle est synonyme d'une perte de ressources intégralement supportée par les budgets locaux (sans même qu'une estimation soit proposée).

Il est primordial qu'il ne soit pas dérogé au principe selon lequel soit les exonérations s'imposent aux collectivités et elles sont alors compensées, soit elles ne font pas l'objet d'une compensation et elles sont alors mises en œuvre sur décision de l'organe délibérant local.

Cet amendement vise donc à conditionner la mise en place de la nouvelle exonération créée par l'article 1384 C bis (et dont il ne s'agit pas de remettre en question la raison d'être) à une délibération *ad hoc* des communes ou des EPCI, dans les conditions prévues par le code général des impôts.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LAOUEDJ

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 BIS**

Après l'article 27 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le douzième alinéa de l'article L. 2333-67 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque le taux de versement atteint le niveau plafond et que l'autorité organisatrice de la mobilité s'engage dans le développement d'offres de mobilités nouvelles nécessitant de nouveaux investissements, le taux applicable peut être majoré de 0,30 %.

Pour justifier cette majoration, l'autorité organisatrice de la mobilité indique les investissements à faire ainsi que les services complémentaires à développer sur son territoire. La mise en œuvre de cette majoration est par ailleurs conditionnée au recueil préalable de l'avis des contribuables employant plus de 11 salariés et assujettis à la cotisation foncière des entreprises définie à l'article 1447 du code général des impôts. Les modalités du recueil de l'avis sont précisées par décret. »

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

« La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

« La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services. »

**OBJET**

Le présent amendement vise à permettre une revalorisation du taux de versement mobilité au bénéfice des autorités organisatrices de la mobilité (AOM) qui ambitionnent d'accroître le niveau de leur offre et dont la capacité à financer les projets correspondants est contrariée par le fait qu'en dehors des bonus « intercommunalité » en 1999 (+ 0,05%) et « commune touristique » en 2010 (+ 0,2%), les taux plafonds des AOM non franciliennes n'ont pas évolué depuis 1992.

Sachant que, de plus en plus fréquemment, eu égard aux difficultés de recrutement dans nombre de secteurs d'activités, ce sont les chefs d'entreprises du bassin d'emploi correspondant au ressort territorial de l'AOM qui sont en demande d'une augmentation de l'offre de transport public, il est proposé que leur avis soit sollicité en amont.

Concrètement, plutôt que de se référer au corps électoral des chambres consulaires, le présent amendement se réfère aux assujettis à l'impôt économique local dont l'assiette est la plus large, à savoir la cotisation foncière des entreprises (CFE).



**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme GUILLOTIN

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 11**

Après l'article 11

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Les boissons alcooliques ne peuvent être vendues à un prix toutes taxes comprises inférieur à leur prix minimum.

Le prix minimum d'une boisson alcoolique est le produit du prix minimum par unité de l'alcool, du titre alcoométrique volumique de la boisson et du volume de celle-ci en litres.

Une unité d'alcool correspond à 10 grammes d'alcool pur.

Le prix minimum par unité de l'alcool est déterminé chaque année par décret après consultation de la Haute Autorité de Santé.

II. – L'accise applicable aux boissons alcooliques mentionnées aux articles L. 313-15, L. 313-20, L. 313-21, L. 313-23, L. 313-24 et L. 313-25 du code des impositions des biens et des services est réduite de 0,1 %.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement, inspiré par la législation écossaise, vise à amorcer une réforme d'ensemble de la tarification et de la fiscalité des alcools en fixant un prix minimum par unité d'alcool aux boissons alcooliques et en abaissant la fiscalité sur les boissons dont le prix excède d'ores et déjà ce prix minimum.

Alors que l'OMS recommande depuis 2010 d'agir sur le prix afin de lutter contre les risques sanitaires liés à la consommation d'alcool, en France, huitième pays le plus consommateur d'alcool de l'OCDE, le prix des boissons alcooliques diminue relativement à celui des autres denrées alimentaires.

L'instauration en 2018 d'un prix minimum par unité d'alcool a permis à l'Écosse de diminuer significativement la consommation excessive d'alcool et la morbidité associée et ce sans effet néfaste sur les recettes du secteur. Dès 2020, était observée une réduction de 13,4% du nombre de décès directement liés à la consommation d'alcool. Pour autant, le prix minimum n'a pas eu d'effet notoire

sur la consommation des personnes respectant les repères de consommation à moindre risques anglais - 14 verres par semaine.

Il s'agit donc d'une mesure qui cible particulièrement la réduction de la consommation de consommateurs les plus à risque. En France, 8% des adultes consomment la moitié de l'alcool vendu et 22% des français dépassent les seuils de consommation à moindre risque ; une telle mesure y est donc particulièrement pertinente.

Le consensus économique propose que le prix minimum d'une unité de 10 grammes d'alcool soit fixé à 50 centimes hors-inflation. Ainsi, une bouteille de vin titrant à 12° ne pourrait être vendue moins de 3,50€. Les alcools dont les prix de vente sont aujourd'hui supérieurs au prix minimum par unité d'alcool ne sont pas concernés. Pour le secteur, la compensation de la baisse en volume par l'augmentation des marges implique que les petits producteurs bénéficieront de cette mesure.

Aussi, afin de dégager des marges de manœuvre financières qui pourront faciliter l'adaptation des producteurs à une réforme globale sans conséquences notables sur le prix de vente, nous proposons d'abaisser marginalement le montant de celles-ci sur les boissons alcooliques non concernées par le prix minimal.

Au plan sanitaire, outre les bénéfices attendus en matière de réduction de la mortalité par cancers attribuable à l'alcool (22%), la mesure permettrait à horizon 2050 de réduire les dépenses de santé dans l'ensemble de 237 millions d'euros par an.

Si le prix minimum permet de préserver le secteur en comparaison d'une augmentation de la taxation, les taxes existantes demeurent nécessaires afin notamment de financer le coût de l'alcool pour la collectivité. Le supplément de taxe sur la valeur ajoutée perçu en raison de l'instauration du prix plancher sera opportunément affecté au fonds de lutte contre les addictions. L'instauration d'un prix minimum ne dispensant pas, en effet, d'une politique offensive de prévention.

La détermination d'un prix minimal de l'alcool semble constituer, au regard de l'objectif de protection de la santé qu'elle poursuit, une limitation justifiée et proportionnée à la liberté de fixation des prix.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme GUILLOTIN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 11**

Après l'article 11

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le Gouvernement remet au Parlement, avant le 1er juin 2024, un rapport présentant l'opportunité économique, sanitaire et sociale globale d'établir un prix minimum par unité d'alcool aux boissons alcoolisées et de diminuer marginalement la fiscalité sur celles dont le prix hors-taxes excède le prix minimum afin de préserver le secteur et les petits producteurs.

**OBJET**

Cet amendement, inspiré par la législation écossaise, vise à demander un rapport permettant amorcer une réforme d'ensemble de la tarification et de la fiscalité des alcools en fixant un prix minimum par unité d'alcool aux boissons alcooliques et en abaissant la fiscalité sur les boissons dont le prix excède d'ores et déjà ce prix minimum.

Alors que l'OMS recommande depuis 2010 d'agir sur le prix afin de lutter contre les risques sanitaires liés à la consommation d'alcool, en France, huitième pays le plus consommateur d'alcool de l'OCDE, le prix des boissons alcooliques diminue relativement à celui des autres denrées alimentaires.

L'instauration en 2018 d'un prix minimum par unité d'alcool a permis à l'Écosse de diminuer significativement la consommation excessive d'alcool et la morbidité associée et ce sans effet néfaste sur les recettes du secteur. Dès 2020, était observée une réduction de 13,4% du nombre de décès directement liés à la consommation d'alcool. Pour autant, le prix minimum n'a pas eu d'effet notable sur la consommation des personnes respectant les repères de consommation à moindre risques anglais - 14 verres par semaine.

Il s'agit donc d'une mesure qui cible particulièrement la réduction de la consommation de consommateurs les plus à risque. En France, 8% des adultes consomment la moitié de l'alcool vendu et 22% des français dépassent les seuils de consommation à moindre risque ; une telle mesure y est donc particulièrement pertinente.

Le consensus économique propose que le prix minimum d'une unité de 10 grammes d'alcool soit fixé à 50 centimes hors-inflation. Ainsi, une bouteille de vin titrant à 12° ne pourrait être vendue moins de 3,50€. Les alcools dont les prix de vente sont aujourd'hui supérieurs au prix minimum par unité d'alcool ne sont pas concernés. Pour le secteur, la compensation de la baisse en volume par l'augmentation des marges implique que les petits producteurs bénéficieront de cette mesure.



Aussi, afin de dégager des marges de manœuvre financières qui pourront faciliter l'adaptation des producteurs à une réforme globale sans conséquences notables sur le prix de vente, il paraîtrait pertinent d'abaisser marginalement le montant de celles-ci sur les boissons alcooliques non-concernées par le prix minimal.

Au plan sanitaire, outre les bénéfices attendus en matière de réduction de la mortalité par cancers attribuable à l'alcool (22%), la mesure permettrait à horizon 2050 de réduire les dépenses de santé dans l'ensemble de 237 millions d'euros par an.

Si le prix minimum permet de préserver le secteur en comparaison d'une augmentation de la taxation, les taxes existantes demeurent nécessaires afin notamment de financer le coût de l'alcool pour la collectivité. Le supplément de taxe sur la valeur ajoutée perçu en raison de l'instauration du prix plancher pourrait opportunément être affecté au fonds de lutte contre les addictions. L'instauration d'un prix minimum ne dispensant pas, en effet, d'une politique offensive de prévention.

La détermination d'un prix minimal de l'alcool semble constituer, au regard de l'objectif de protection de la santé qu'elle poursuit, une limitation justifiée et proportionnée à la liberté de fixation des prix.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
Mme PANTEL

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 NONIES

Après l'article 3 nonies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 199 quindecies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° À la première phrase, les mots : « d'une réduction d'impôt égale » sont remplacés par les mots : « d'un crédit d'impôt égal » ;

2° À la seconde phrase, les mots : « à la réduction » sont remplacés par les mots : « au crédit ».

II. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Cet amendement propose de réduire le reste à charge pour tous les résidents d'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD). Pour ce faire, il transforme la réduction d'impôt au titre des frais de dépendance et d'hébergement pour les personnes dépendantes accueillies en établissement spécialisé en un crédit d'impôt sans le gager par un plafonnement du crédit d'impôt emploi à domicile.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme PANTEL

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article L. 541-10-6 du code de l'environnement est complété par un paragraphe ainsi rédigé :

« ... – À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, toute personne physique ou morale qui fabrique, importe ou introduit sur le marché des produits manufacturés avec un taux de recyclabilité inférieur à 30 % est également soumise à l'obligation prévue au I. »

II. – Le chapitre 1<sup>er</sup> du titre X du code des douanes est ainsi modifié :

1° Le I de l'article 266 sexies est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« .... Les personnes mettant sur le marché plus de 10 000 unités par an de produits manufacturés avec un taux de recyclabilité inférieur à 30 %, à l'exclusion des denrées alimentaires, déclarant un chiffre d'affaires annuel supérieur à un million d'euros et ne respectant pas l'une des prescriptions relatives aux produits manufacturés non recyclables définies par l'article L. 541-10-6 du code de l'environnement ou par les textes réglementaires pris pour son application. » ;

2° L'article 266 septies est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« .... La mise sur le marché par toute personne déclarant un chiffre d'affaires annuel supérieur à un million d'euros de plus de 10 000 unités de produits manufacturés avec un taux de recyclabilité inférieur à 30 % mentionnés au 11 du I de l'article 266 sexies. » ;

3° Le tableau constituant le second alinéa du B du 1 de l'article 266 nonies est complété par une ligne ainsi rédigée :

«

Mise sur le marché de produits manufacturés avec un taux de recyclabilité inférieur à 30 % prévue au 11 du I de l'article 266 sexies	Unité mise sur le marché au-delà de la 10 000ème	0,03
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------	------

».

**OBJET**

Cet amendement vise à mettre en place une éco-contribution visant à couvrir les coûts de traitement des déchets issus d'objets manufacturés avec un taux de recyclabilité inférieur à 30 %. Cet amendement s'insère dans la logique du présent projet de loi de finances en visant à inciter au recyclage plutôt qu'au stockage ou à l'incinération.

L'instauration de cette éco-contribution sur les objets manufacturés avec un taux de recyclabilité inférieur à 30 % vise à faire prendre en charge la collecte et le traitement des déchets issus de ces produits par le producteur, dans une logique de pollueur-payeur.

Ce dispositif, couplé à une taxation pour les personnes mettant sur le marché des produits manufacturés avec un taux de recyclabilité inférieur à 30 % et ne respectant pas les prescriptions du code de l'environnement relative à l'éco-contribution, permet d'intervenir en amont, lors de la production des produits non recyclables, plutôt qu'au moment du traitement des déchets.

Enfin, cette éco-participation répond à l'objectif de renchérissement des produits faiblement recyclables, afin d'éviter que leur mise en décharge ou leur incinération revienne moins cher que leur recyclage, pourtant plus vertueux pour l'environnement.





N°	I-1736
----	--------

## AM E N D E M E N T

présenté par  
Mme PANTEL

C	
G	

### ARTICLE 28

I. – Alinéa 4, dernière colonne, trente-huitième ligne

Remplacer le nombre

182 899 000

par le nombre :

206 809 301

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Cet amendement vise à annuler complètement la baisse des moyens des Chambres de métier et de l'artisanat (30 millions d'euros par rapport à 2023), et corriger le montant affecté afin de prendre en compte l'inflation.







## AM E N D E M E N T

présenté par  
Mme PANTEL

C	
G	

### ARTICLE 28

Alinéa 2, tableau, dernière colonne, quarante-septième ligne

Remplacer le nombre :

280 000 000

par le nombre :

297 720 000

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Afin de préserver la capacité d'action des CCI au service de l'activité économique et du plein emploi, cet amendement indexe le plafond de la taxe affectée (TA-CFE) sur l'inflation.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. BILHAC

C	
G	

### ARTICLE 28

I. – Alinéa 2, dernière colonne, quarante-et-unième ligne

Remplacer le montant :

416 500 047

par le montant :

446 500 047

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Cet amendement prévoit un rehaussement de 30 millions d'euros de la ressource affectée au Centre nationale de la fonction publique territoriale (CNFPT) pour financer les contrats d'apprentissage dans les collectivités territoriales.





N°	I-1739
----	--------

## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. BILHAC

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 26

Après l'article 26

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Au premier alinéa du I de l'article L. 2335-1 du code général des collectivités territoriales : après les mots : « une dotation particulière prélevée sur les recettes de l'État et déterminée chaque année en fonction de la population totale de ces communes », supprimer les mots : « ainsi que de leur potentiel financier » sont supprimés.

### OBJET

Le code général des collectivités territoriales prévoit d'adosser le montant de la dotation élu local versée aux communes de moins de 1000 habitants à leur potentiel.

Cette disposition ne reflète pas la réalité des charges pesant sur les élus locaux, c'est la raison pour laquelle cet amendement supprime cette condition de ressources.





DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, 128, 132)

N°	I-1740
----	--------

23 NOVEMBRE 2023

**A M E N D E M E N T**

présenté par  
M. BILHAC

C	
G	

ARTICLE 28

Alinéa 2, tableau, douzième ligne

Supprimer cette ligne.

**OBJET**

Les crédits affectés aux agences de l'eau représenteront, en 2024, 2 347 620 000 euros.

Ces sommes doivent être utilisées de façon différente et affectées aux régions afin qu'elles endossent cette compétence, cette décision devrait contribuer à réduire les dépenses globales et à en améliorer l'efficacité.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. BILHAC

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 278-0 bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« .... La livraison et l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil d'une puissance inférieure ou égale à 9 kWc. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Cette proposition vise à fixer un taux de TVA réduit à 5,5% sur la fourniture et la pose des installations d'autoconsommation jusqu'à 9 kWc.

L'article 279-0 bis du code général des impôts prévoit un taux de TVA de 10 % pour les installations solaires dont la puissance n'excède pas 3 kW quand celle dont la puissance est située au-delà sont assujetties à un taux de 20%. En comparaison, le Royaume-Uni va mettre en place un taux de 0% pour les panneaux photovoltaïques des particuliers alors que cette taxe était déjà réduite à 5,5%. Le niveau de fiscalité appliqué en France contribue à une sous-exploitation du gisement et freine l'essor du photovoltaïque résidentiel dans le mix électrique français et ne lui permet pas de contribuer pleinement à l'atteinte de nos objectifs fixés par la stratégie énergie-climat (20.6 GW de solaire PV en 2023, 44.5 GW en 2028). En effet, alors que la puissance installée dans le secteur résidentiel ne s'élevait fin 2021 qu'à 0,6 GW, le gisement de développement pour les installations en toiture est estimé à 240 GW (Ademe, 2018).

L'Union européenne, à travers la récente révision de la directive TVA permet désormais aux Etats membres d'appliquer un taux réduit voire très réduits de TVA « sur la livraison et l'installation de panneaux solaires sur des logements privés, des logements et des bâtiments, publics et autres, utilisés pour des activités d'intérêt général, et à proximité immédiate de ceux-ci », ainsi que plus globalement ceux qui favorisent les transitions environnementale et numérique. Cette évolution du régime fiscal communautaire s'inscrit dans le cadre des engagements environnementaux de l'Union européenne en matière de décarbonation ainsi que du Pacte vert pour l'Europe. Cette possibilité offerte depuis peu aux Etats membres a pour objectif de soutenir la transition vers les énergies renouvelables et de favoriser l'autosuffisance énergétique de l'Union européenne, notamment visée par le récent plan REPowerEU.

Cette diminution de notre fiscalité sur le solaire résidentiel répond à un triple enjeu :

- La baisse du coût d'une technologie qui permet de protéger les consommateurs face aux incertitudes liées à la fluctuation des prix de l'énergie puisque l'autoconsommation solaire résidentielle, avec des coûts fixes et connus, est un facteur de maîtrise de la facture d'électricité, de nature à protéger le pouvoir d'achat des ménages français ;
- Un amortissement du renchérissement du prix des panneaux solaires du fait de la crise des matériaux ;
- L'optimisation des usages dans le résidentiel qui accompagne l'autoconsommation photovoltaïque, par exemple le lissage de la recharge électrique d'un véhicule ou la synchronisation de la production de l'eau chaude sanitaire avec les heures d'ensoleillement. Par ailleurs, cette proposition de réduction de TVA, s'inscrit dans un contexte budgétaire où l'autoconsommation solaire résidentielle est très peu soutenue puisque la prime à l'investissement dédié, et versée en cinq fois, ne représente au maximum que 10% du coût des panneaux solaires. Enfin, l'application d'un taux de TVA réduit à 5,5% sur l'ensemble des installations solaires résidentielles sur toitures, jusqu'à 9 kWc, permet de supprimer le seuil de 3 kWc qui ne correspond plus à la réalité du marché en raison de l'augmentation de la productivité des installations photovoltaïques mais également au regard du développement des outils de stockage et de pilotage de la consommation électrique. Cela mettra fin à un effet de seuil, incitant les particuliers à sous-dimensionner leurs installations et ainsi limiter l'installation de nouvelles capacités de production solaire.

Cet amendement tire donc les conclusions du SGPE pour créer les conditions de ce renforcement et soutenir les Français se tournant vers l'autoconsommation solaire résidentielle grâce à un taux de TVA réduit à 5,5% pour les installations jusqu'à 9 kWc.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. BILHAC

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 256 A du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Ne sont pas considérés comme effectuant une des activités économiques mentionnées au cinquième alinéa les exploitants d'installations photovoltaïques dès lors que la puissance installée n'excède pas 9 kWc. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Conformément à l'article 256 A du code général des impôts (CGI), une personne qui effectue de manière indépendante des livraisons d'électricité et en retire des recettes ayant un caractère de permanence est assujettie à la TVA à 20 %. En raison du défaut de livraison effective, un producteur en autoconsommation totale n'est pas assujetti au taux normal de TVA mais au taux réduit de 10% applicable aux travaux dans les logements achevés depuis plus de deux ans, conformément à l'article 279-0 bis du même code. En pratique, la jurisprudence administrative précisée dans le rescrit n°2007/50 du 04/12/07 du bulletin officiel des impôts présume qu'il n'y a pas de livraison, et donc pas d'assujettissement à la TVA à 20 %, dès lors que la puissance installée n'excède pas 3 kWc, quelle que soit la nature du contrat d'achat.

Or, d'une part, ce seuil de 3 kWc ne correspond plus à la réalité du marché, en raison de l'augmentation de productivité des installations photovoltaïques sur toiture et du développement à venir des outils de pilotage et de stockage de la demande électrique. En effet, ces deux phénomènes vont conduire à augmenter le taux d'autoconsommation tout en permettant l'installation de puissances plus élevées. D'autre part, ce seuil induit une limitation des capacités installées en poussant les auto consommateurs à sous-dimensionner leurs installations. Cet effet entraîne une sous-exploitation du gisement, freine l'essor du photovoltaïque dans le mix électrique français et ne permet pas d'atteindre nos objectifs fixés par la stratégie énergie-climat (20.6 GW de solaire PV en 2023, 44.5 GW en 2028). L'objet du présent amendement est ainsi de mettre la législation fiscale en cohérence avec la volonté politique forte du gouvernement en faveur de l'accélération de la transition écologique (grâce aux énergies nouvelles combinées aux stockages), en proposant d'élever le seuil d'application du taux de

10 % de TVA de 3 à 9 kWc dans le cas d'une installation en autoconsommation avec revente de surplus, et d'assujettir seulement les installations supérieures à 9 kWc à une TVA à 20 %.

Il s'agit d'un amendement de repli au cas où le passage au taux de TVA réduit à 5,5% ne serait pas accepté.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. BILHAC

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEXIES**

Après l'article 3 sexies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – La section II du chapitre IV du titre premier de la première partie du livre premier du code général des impôts est complétée par une section ainsi rédigée :

« .... – Crédit d'impôt en faveur de la souscription par les associés coopérateurs de parts sociales dans une société coopérative d'entreprises

« Art. 244 quater Z. – Les associés coopérateurs qui souscrivent de nouvelles parts sociales dans une société coopérative d'entreprises régie par les dispositions du Livre I, titre II, chapitre IV du code du commerce, par les dispositions du livre I<sup>er</sup>, titre III, chapitre IV du code de l'Artisanat, par les dispositions des articles L. 931-5 à L. 931-30 du code rural et de la pêche maritime, bénéficient, jusqu'au 31 décembre 2029, au titre de l'impôt sur les sociétés ou, pour ce qui concerne les entreprises individuelles, au titre de l'impôt sur le revenu, d'un crédit d'impôt. Ce crédit d'impôt est égal à 25 % du montant des parts sociales souscrites, qu'elles aient pour origine une souscription initiale, une souscription supplémentaire ou une transformation de ristournes coopératives, dans la limite de 40 000 euros par an.

« Le bénéfice du crédit d'impôt est subordonné à la conservation des parts sociales jusqu'à l'expiration de la cinquième année suivant celle au cours de laquelle la souscription a été réalisée par l'entreprise. »

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – Le I n'est applicables qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

**OBJET**

Les coopératives sont la deuxième entreprise des associés coopérateurs. Elles sont présentes dans tous les secteurs (commerce, pêche, artisanat, transport) et apportent des services auxquels seuls, ils n'auraient pas accès et contribuent ainsi à leur performance économique, au maintien de l'activité économique et de l'emploi dans les territoires.

Le sociétariat et la contribution au capital sont exclusivement du fait des entrepreneurs associés.



La démocratie coopérative (un associé égal une voix) et la lucrativité limitée (intérêts aux parts optionnels et plafonnés) font que les coopératives ne lèvent pas de capital auprès des investisseurs extérieurs, elles s'autofinancent quasi exclusivement auprès de leurs sociétaires. Ces derniers paient chaque année de l'impôt lorsqu'ils souscrivent du capital (au moment de l'adhésion ou lorsque leurs ristournes coopératives sont transformées en parts sociales), alors que ces sommes ne sont pas disponibles pour leurs entreprises (trésorerie).

Cette situation est de nature à décourager les associés coopérateurs à renforcer les fonds propres de leur coopérative. L'autofinancement via le renforcement des fonds propres des coopératives par le capital social plutôt que par l'endettement est d'une brûlante actualité face à l'évolution des taux des prêts bancaires et des orientations européennes.

Le regroupement en coopérative permet aux entrepreneurs indépendants de rompre leur isolement, de se développer durablement et leur apporte un panel de services et l'opportunité de mutualiser des actions d'ordre réglementaire, environnemental et économique.

Ce modèle doit être encouragé.

Les coopératives sont en quête permanente de fonds propres pour consolider leur activité.

Le présent amendement propose de mettre en place un crédit d'impôt pour les entrepreneurs qui immobilisent durablement du capital dans leur coopérative afin de les inciter à développer le financement de leur structure, prenant un engagement a minima de cinq ans de rester dans la coopérative ce qui constitue un élément de sécurisation.





N°	I-1744
----	--------

**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. BILHAC

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 24

## I. – Alinéa 2

Remplacer le montant :

27 145 046 362 €

par le montant :

27 625 097 567 €

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement prévoit en 2024 de revaloriser la DGF, attribuée aux communes, aux EPCI et aux départements, à hauteur de l'évolution prévisionnelle de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour 2024, soit + 2,6 % (estimation du présent PLF).

En effet, la crise économique et sociale actuelle, sans précédent depuis plusieurs décennies, va durement affecter les ménages, en particulier les plus fragiles, et les acteurs économiques. Dans ce contexte, il est primordial que les collectivités locales, en particulier celles du bloc communal et les départements, soient en capacité d'agir pour amortir les impacts de la crise, en assurant la continuité de leurs services publics et en préservant l'investissement. Elles assurent en effet les services de proximité et l'action sociale ; les collectivités portent par ailleurs 72 % des investissements publics locaux (budgets principaux et annexes), indispensables au soutien de l'économie et de l'emploi.

Or de fortes inquiétudes pèsent sur la capacité à agir des collectivités. Départements de France et l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité soutiennent le projet d'amendement et rappellent que les départements et le bloc communal subissent eux aussi l'impact de l'inflation sur leurs dépenses, auquel s'ajoutent les effets de mesures telles que la revalorisation du point d'indice qui, si elle est nécessaire pour soutenir le pouvoir d'achat des agents, va peser de manière importante sur les budgets locaux.

En outre, après 4 années de baisse de la DGF, la réduction des moyens des communes, des EPCI et des départements s'est poursuivie avec le gel de l'enveloppe globale de la DGF depuis 2018. Ce gel en euros courants équivaut en effet à une perte de pouvoir d'achat, qui s'avère récemment particulièrement élevée, compte-tenu du niveau d'inflation atteint cette année. La non-indexation de la DGF a ainsi « coûté » aux Départements 438 M € en 2022 et 865 M € en 2023. S'agissant du bloc communal, l'absence d'indexation a « coûté » 957 M € en 2022, auquel s'ajoute un « coût » de 1,586 Md € en 2023, la revalorisation de 320 M € de la DGF du bloc communal (+ 1,7 %) restant très en-deçà de l'inflation pour 2023 (estimée à + 4,9 %).

Dès lors, la revalorisation de la DGF à hauteur de l'inflation prévisionnelle pour 2024 permettrait de soutenir les budgets des départements et du bloc communal dans un contexte d'inflation encore élevée, afin qu'ils puissent accompagner les habitants tout en préservant le financement des investissements locaux.

Cette indexation représenterait une hausse de la DGF d'environ 480 millions d'euros, bénéficiant à la fois au bloc communal et aux départements, et s'ajoutant à la revalorisation de 220 M € déjà prévue en PLF initial pour le bloc communal.





N°	I-1745
----	--------

**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. BILHAC

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 24

## I. – Alinéa 2

Remplacer le montant :

27 145 046 362 €

par le montant :

27 670 882 844 €

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement prévoit en 2024 de revaloriser la DGF attribuée aux communes et aux EPCI à hauteur de l'inflation annuelle estimée pour 2023, soit + 4,0 % (indice des prix à la consommation, octobre 2023).

En effet, la crise économique et sociale actuelle, sans précédent depuis plusieurs décennies, va durement affecter les ménages, en particulier les plus fragiles, et les acteurs économiques. Dans ce contexte, il est primordial que les collectivités du bloc communal soient en capacité d'agir pour amortir les impacts de la crise, en assurant la continuité de leurs services publics et en préservant l'investissement. Elles assurent en effet les services de proximité et l'action sociale ; les collectivités portent par ailleurs 72 % des investissements publics locaux (budgets principaux et annexes), indispensables au soutien de l'économie et de l'emploi.

Or de fortes inquiétudes pèsent sur la capacité à agir des collectivités du bloc communal. Les communes et les EPCI subissent eux aussi l'impact de l'inflation sur leurs dépenses, auquel s'ajoutent les effets de mesures telles que le transfert de nouvelles compétences (petite enfance par exemple).

En outre, après 4 années de baisse des dotations, la réduction des moyens des communes et des EPCI s'est poursuivie avec le gel de la DGF de 2018 à 2022. Ce gel en euros courants équivaut à une perte de pouvoir d'achat, qui s'avère particulièrement élevée depuis 2022 compte-tenu du niveau d'inflation. A noter que le pouvoir d'achat du bloc communal s'est réduit de 62 milliards d'euros

depuis 2010 en raison des réductions successives du montant de la DGF (non –revalorisation de la DGF sur le coût de la vie depuis 2010 et contribution au redressement des finances publiques de 2014 à 2017).

Si le PLF initial revalorise la DGF du bloc communal à hauteur de 220 millions d’euros, cette revalorisation ne permet pas de compenser l’inflation. Compte-tenu de l’inflation supportée en 2023, estimée à + 4,0 %, il manque encore 525 millions d’euros (M €) pour maintenir la DGF du bloc communal en euros constants.

De plus, les 220 M € de hausse de la DGF ne suffiront pas à couvrir la totalité des besoins internes à la DGF. En effet, ces 220 M € visent à couvrir les progressions des enveloppes péréquatrices de la DGF. Cependant, chaque année, d’autres besoins doivent également être financés, en particulier les besoins liés à la progression de la population (environ 30 M € chaque année). Par conséquent, si la DGF n’est pas revalorisée de manière plus soutenue, les communes seront sollicitées en 2024 pour financer les besoins non couverts par la revalorisation de 220 M €. Cela signifie concrètement que les communes seront de nouveau soumises à un écrêtement alors qu’en 2023, aucun écrêtement ne s’est appliqué ; au total, avec une revalorisation de 220 M €, près de 40 % des communes devraient voir leur DGF diminuer en 2024, contre 10 % en 2023. A situation inchangée, la promesse d’un maintien de la DGF pour toutes les collectivités n’est donc pas respectée.

Au total, l’indexation proposée par le présent amendement représenterait une hausse de la DGF d’environ 525 millions d’euros, s’ajoutant à la revalorisation de 220 M € déjà prévue en PLF initial.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. BILHAC

C	
G	

ARTICLE 8

## I. – Après l’alinéa 47

Insérer deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – Au a du 1<sup>o</sup> des A et B du XXIV et au a du 1<sup>o</sup> du XXV, les mots : « la moyenne du produit de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises perçu en 2020, 2021 et 2022 et » sont remplacés par les mots : « le produit de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises » ;

... - Au b du 1<sup>o</sup> des A et B du XXIV et au b du 1<sup>o</sup> du XXV, les mots : « la moyenne du montant des compensations d’exonérations de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises perçu en 2020, 2021 et 2022 et » sont remplacés par les mots : « le montant des compensations d’exonérations de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises qui aurait été perçu en 2023 ».

II. – La perte de recettes résultant pour l’État du I est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

En dépit des oppositions réitérées de l’Association des Maires de France et des Départements de France, le Gouvernement a procédé dans la dernière loi de finances à la suppression en deux ans de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) et à son remplacement, auprès des collectivités territoriales, par une fraction de taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

A ce titre, la période de référence retenue dans la loi de finances pour 2023 a été la moyenne du montant CVAE 2020-2023. Ainsi, avec une progression record de près de 20% de la CVAE entre 2022 et 2023, la compensation perçue par les collectivités territoriales est très en deçà de ce qu’elles auraient obtenu si elles avaient conservé la CVAE. Pour autant, leur besoin de financement progresse de manière constante et importante sous l’effet des décisions prises par l’Etat, partiellement ou pas compensées, ainsi que du contexte inflationniste.

Qui plus est, si le Gouvernement est bien évidemment en charge de la définition de la politique économique et fiscale de la Nation, il s’avère qu’il vient d’annoncer le report de la suppression de la CVAE au-delà de 2024. Les recettes de la CVAE, taxe locale, sont désormais affectée au Budget de l’Etat.

Dans ces conditions, le présent amendement, en modifiant l’année de référence de la compensation, porte une mesure de justice à l’égard des collectivités territoriales qui ont été privées en 2023 du bénéfice plein et entier de la dynamique de la CVAE.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. BILHAC

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le huitième alinéa du II de l'article L. 1615-6 du code général des collectivités territoriales, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

« Pour les bénéficiaires du fonds, à l'exclusion de ceux mentionnés au troisième et septième alinéa du présent II, qui s'engagent, entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> janvier 2025 et, après autorisation de leur assemblée délibérante, par convention avec le représentant de l'État dans le département, sur une progression de leurs dépenses réelles d'équipement en 2024 par rapport à la moyenne de leurs dépenses réelles d'équipement de 2019, 2020, 2021 et 2022, les dépenses à prendre en considération sont, à compter de 2024, celles afférentes à l'exercice précédent. En 2024, pour ces bénéficiaires, les dépenses réelles d'investissement éligibles de 2022 s'ajoutent à celles afférentes à l'exercice 2023 pour le calcul des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée.

« Si les dépenses réelles d'équipement constatées au titre de l'exercice 2024, établies par l'ordonnateur de la collectivité bénéficiaire avant le 15 février 2025 et visées par le comptable local, sont inférieures à la moyenne de celles inscrites dans les comptes administratifs 2019, 2020, 2021 et 2022, cette collectivité est à nouveau soumise, dès 2025, aux dispositions du premier alinéa du présent II ; elle ne perçoit alors aucune attribution au titre du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée en 2025 au titre des dépenses réelles d'investissement de 2023 ayant déjà donné lieu à attribution. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement a pour objet le raccourcissement des durées de versement du FCTVA pour les collectivités en N-2, en N-1 afin de soutenir notre économie.

Actuellement, trois régimes de versements du FCTVA coexistent, selon que le versement a lieu l'année de réalisation des dépenses, l'année suivant les dépenses, ou selon le régime de droit commun, deux ans après l'exécution des dépenses. Le droit commun prévoit effectivement que l'assiette des dépenses éligibles est établie au vu du compte administratif de la pénultième année. Il existe donc un décalage de deux ans entre la réalisation de la dépense éligible et l'attribution du FCTVA. Des exceptions ont été prévues. D'abord, pour les communautés d'agglomération, les communautés de

communes et les communes nouvelles, l'assiette des dépenses éligibles est constituée des dépenses réalisées la même année. Et surtout, dans les lois de finances rectificatives pour 2009 et la loi de finances initiale pour 2010 qui ont prévu que certaines collectivités territoriales peuvent bénéficier, à titre permanent, d'un versement du FCTVA dès l'année précédente, dans le cadre du plan de relance pour l'économie. Pour bénéficier de la pérennisation de ce régime dérogatoire, les bénéficiaires du fonds devaient respecter un engagement conventionnel à réaliser des dépenses réelles d'équipement supérieures à la moyenne de celles constatées dans leurs comptes sur les quatre années précédentes.

Aussi, celles n'ayant pas adhéré au plan de relance pour l'économie en 2009 et 2010 continuent effectivement de relever du régime de droit commun. Celui-ci conduit à ce que les dépenses éligibles au FCTVA soient celles de la pénultième année (N-2) au contraire de l'autre régime, plus favorable, qui rend éligibles les dépenses de la dernière année (N-1).

C'est pourquoi, dans un contexte marqué par une inflation galopante et une crise sur les différents marchés (exemple : énergétiques ; alimentaires ; financiers ; etc.), et la guerre en Ukraine, le soutien à l'investissement public local doit être une priorité nationale.

Un raccourcissement des durées de versement du FCTVA pour les collectivités en N-2, en N-1 est indispensable. Cela permettrait aussi soutenir et de financer « le mur des investissements » que sont la transition écologique, la transformation numérique, la réindustrialisation du pays, etc.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. BILHAC

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le III de l'article 14 de la loi n° 2022 -1157 du 16 août 2022 de finances rectificative pour 2022 est complété par trois alinéas ainsi rédigés :

« Au titre de 2022, la dotation a fait l'objet d'un acompte versé en 2022, puis d'un ajustement en 2023. Si l'acompte est supérieur à la dotation définitive, la collectivité concernée reverse cet excédent. Ce reversement s'effectue par un prélèvement sur les avances mensuelles de fiscalité sur une durée de 5 ans.

« Une délibération de l'assemblée délibérante fixe la durée d'étalement du remboursement de l'acompte.

« Un décret précise les modalités d'application du présent article. »

**OBJET**

Le présent amendement a pour objet de mettre en place un mécanisme d'étalement des remboursements des acomptes du filet de sécurité « inflation » de 2022, afin d'en lisser l'impact budgétaire et comptable sur plusieurs exercices.

Les instructions budgétaires et comptables du secteur public local, mises à jour par arrêté interministériel publié au Journal Officiel prévoient qu'à l'exception des cas des frais d'études, de réorganisation ou de restructuration des services qui peuvent être étalés sur une durée maximale de cinq ans par la collectivité ou des indemnités de remboursement des emprunts, les autres charges ne peuvent être étalées que sur autorisation conjointe des ministres chargés du budget et des collectivités territoriales.

Les conditions exceptionnelles marquée par une inflation galopante et une crise sur les différents marchés (exemple : énergétiques ; alimentaires ; financiers ; etc.), et la guerre en Ukraine conduisent à proposer un assouplissement des modalités d'octroi de cette dérogation.

Cet amendement propose d'autoriser, sans instruction préalable des dossiers par les administrations centrales, le recours à la procédure dérogatoire d'étalement de charges de remboursement des acomptes du filet de sécurité « inflation » de 2022.

Ce reversement s'effectuera par un prélèvement sur les avances mensuelles de fiscalité sur une durée de cinq ans maximums afin d'éviter tous déséquilibres budgétaires des communes et des EPCI.

Une délibération de l'assemblée délibérante fixera la durée d'étalement du remboursement de l'acompte.

Le présent dispositif dérogatoire est optionnel ; il n'est, en outre, nullement exclusif de l'application du dispositif de « droit commun » de l'étalement de charges, tel que prévu par les instructions budgétaires et comptables.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. BILHAC

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le III de l'article 113 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 est complété par trois alinéas ainsi rédigés :

« Au titre de 2023, la dotation a fait l'objet d'un acompte versé en 2023, puis d'un ajustement en 2024. Si l'acompte est supérieur à la dotation définitive, la collectivité concernée reverse cet excédent. Ce reversement s'effectuera par un prélèvement sur les avances mensuelles de fiscalité sur une durée de 5 ans.

« Une délibération de l'assemblée délibérante fixe la durée d'étalement du remboursement de l'acompte.

« Un décret précise les modalités d'application du présent article. »

**OBJET**

Le présent amendement a pour objet de mettre en place un mécanisme d'étalement des remboursements des acomptes du filet de sécurité « énergétique » de 2023, afin d'en lisser l'impact budgétaire et comptable sur plusieurs exercices.

Les instructions budgétaires et comptables du secteur public local, mises à jour par arrêté interministériel publié au Journal Officiel prévoient qu'à l'exception des cas des frais d'études, de réorganisation ou de restructuration des services qui peuvent être étalés sur une durée maximale de cinq ans par la collectivité ou des indemnités de remboursement des emprunts, les autres charges ne peuvent être étalées que sur autorisation conjointe des ministres chargés du budget et des collectivités territoriales.

Les conditions exceptionnelles marquées par une inflation galopante et une crise sur les différents marchés (exemple : énergétiques ; alimentaires ; financiers ; etc.), et la guerre en Ukraine conduisent à proposer un assouplissement des modalités d'octroi de cette dérogation.

Il est donc proposé d'autoriser, sans instruction préalable des dossiers par les administrations centrales, le recours à la procédure dérogatoire d'étalement de charges de remboursement des acomptes du filet de sécurité « énergétique » de 2023.

Ce reversement s'effectuera par un prélèvement sur les avances mensuelles de fiscalité sur une durée de cinq ans maximums afin d'éviter tous déséquilibres budgétaires des communes et des EPCI.

Une délibération de l'assemblée délibérante fixera la durée d'étalement du remboursement de l'acompte.

Le présent dispositif dérogatoire est optionnel ; il n'est, en outre, nullement exclusif de l'application du dispositif de « droit commun » de l'étalement de charges, tel que prévu par les instructions budgétaires et comptables.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. BILHAC

C	
G	

### ARTICLE 27

#### I. – Alinéa 1

Remplacer le montant :

44 850 463 483

par le montant :

44 863 863 483

#### II. – Alinéa 2, tableau, seconde colonne

##### 1° Septième ligne

Remplacer le montant :

108 906 000

par le montant :

122 306 000

##### 2° Dernière ligne

Remplacer le montant :

44 850 463 483

par le montant :

44 863 863 483

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

## **OBJET**

Créée par la loi du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux, la dotation particulière élu local (DPEL) vise à aider les communes rurales les moins peuplées à financer les dépenses liées à certaines mesures prévues par cette même loi. L'objectif de cette dotation est d'améliorer le statut des élus locaux, notamment la revalorisation des indemnités des maires et des adjoints, les autorisations d'absence et les frais de formation des élus.

En métropole, cette dotation est attribuée aux communes de moins de 1 000 habitants, sous condition de potentiel financier (le plafond est actuellement fixé à 1,25 fois le potentiel financier moyen des communes de moins de 1 000 habitants).

Cette condition restrictive conduit à exclusion de son bénéfice environ 2 900 communes, en raison d'un niveau de potentiel financier dépassant le seuil d'éligibilité.

Or, la prise en compte de ce critère financier soulève des difficultés. En effet, le potentiel financier d'une commune est calculé en intégrant « fictivement » une partie des ressources de son établissement public de coopération intercommunale (EPCI). Avec ce mode de calcul, le niveau du potentiel financier des communes se trouve mécaniquement augmenté. Chaque année, des communes perdent ainsi le bénéfice de la dotation ou au contraire deviennent éligibles en raison de l'évolution de leur niveau de potentiel financier, alors que cette évolution peut par exemple résulter de modifications des ressources intercommunales, sans que la situation financière des communes ait changé.

Il est donc proposé de supprimer la condition de potentiel financier afin que la dotation élu local soit versée à l'ensemble des communes de moins de 1 000 habitants. Cela permettrait d'améliorer la prévisibilité de cette ressource et de faciliter pour ces communes la mise en œuvre des dispositions relatives à l'exercice des mandats locaux.

Pour atteindre cet objectif tout en conservant les attributions individuelles à leur niveau actuel, le présent amendement propose de relever le volume total de la dotation de 13,4 millions d'euros.

Ce montant pourrait être financé par le budget de l'Etat : en effet, alors que le prélèvement à la source de l'impôt sur les revenus devait en principe être neutre pour l'ensemble des contribuables, la réforme s'est traduite, pour les élus locaux, par un alourdissement de la fiscalité sur leurs indemnités de fonction, générant par conséquent un gain de ressources pour l'Etat sur cette catégorie de revenus.

Le présent amendement sera complété par un amendement en seconde partie du PLF, visant à supprimer la condition de potentiel financier, actuellement inscrite à l'article L2335-1 du CGCT.

Il est précisé que l'évolution proposée n'a pas d'impact pour les communes d'outre-mer : pour ces dernières, la DPEL est versée à l'ensemble des communes de moins de 5 000 habitants, quel que soit le niveau de potentiel financier.





DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, 128, 132)

N°	I-1751
----	--------

23 NOVEMBRE 2023

## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. BILHAC

C	
G	

### ARTICLE 25 TER

Supprimer cet article.

### OBJET

Cet amendement d'appel vise à souligner la complexité du millefeuille territorial dans notre pays. Il ne cesse de s'accroître, créant de nouvelles strates s'ajoutant les unes aux autres et faisant émerger de surcroît de nouvelles disparités de traitement entre les collectivités voisines injustifiées et injustifiables.

Cette appellation de communes nouvelles ne fait qu'aggraver la difficulté de lisibilité des aides publiques aux territoires.

Faisant ce constat sur le terrain, les auteurs de cet amendement estiment que les crédits consacrés au financement de communes nouvelles en 2024 ne sont pas justifiés.







DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, 128, 132)

N°	I-1752
----	--------

23 NOVEMBRE 2023

## A M E N D E M E N T

présenté par  
M. BILHAC

C	
G	

### ARTICLE 25 QUATER

Supprimer cet article.

### OBJET

Cet amendement d'appel vise à souligner la complexité du millefeuille territorial dans notre pays. Il ne cesse de s'accroître, créant de nouvelles strates s'ajoutant les unes aux autres et faisant émerger de surcroît de nouvelles disparités de traitement entre les collectivités voisines injustifiées et injustifiables.

Cette appellation de communes nouvelles ne fait qu'aggraver la difficulté de lisibilité des aides publiques aux territoires.

Faisant ce constat sur le terrain, les auteurs de cet amendement estiment que les crédits consacrés au financement de communes nouvelles en 2024 ne sont pas justifiés.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. BILHAC

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 QUINDECIES**

Après l'article 5 quindecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 199 terdecies-0 AA est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Par dérogation au 1° du VI. de l'article 199 terdecies-0 A du code général des impôts , les contribuables domiciliés fiscalement en France peuvent bénéficier d'une réduction de leur impôt sur le revenu égale à 25 % des versements effectués au titre de souscriptions en numéraire au capital des entreprises d'utilité sociale mentionnées à l'article L. 3332-17-1 du code du travail pour les versements effectués jusqu'au 31 décembre 2024. »

2° Le deuxième alinéa du 1 du VI de l'article 199 terdecies-0 A est supprimé.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Les entreprises solidaires agréées entreprises solidaires d'utilité sociale (ESUS) mobilisent l'épargne citoyenne grâce au dispositif d'incitation fiscale IR-PME-ESUS. Fixé à 18% et indexé sur le taux de l'IR PME (incitation à l'investissement dans les petites et moyennes entreprises), ce taux a été bonifié à 25% chaque année successivement depuis 2020.

En 2022, la Cour des comptes a recensé 465 dispositifs d'incitations fiscales, coûtant 94,4 milliards d'euros à l'Etat. L'IR PME ESUS fait figure de bon élève, avec un impact significatif sur le financement des entreprises solidaires pour un coût très mesuré.

En effet, il est estimé que le dispositif coûte 9 millions d'euros par an environ à l'Etat. Grâce à cette incitation, les entreprises solidaires peuvent bénéficier d'investissements importants : en 2022, l'actionnariat solidaire a connu une croissance de 25% pour atteindre un stock de 3,3 milliards d'euros.

Cette incitation est différente de celle dédiée aux PME. Là où les PME ont besoin de ressources principalement à l'amorçage et peuvent se révéler lucratives, les ESUS n'ont qu'une très faible

rentabilité du fait de leur lucrativité limitée : elles réinvestissent tout ou une grande partie de leurs bénéfices dans la poursuite de leur mission d'utilité sociale.

Dans un contexte d'inflation et de remontée des taux, les entreprises ESUS sont encore moins attractives financièrement, malgré leur fort impact social et environnemental. Revenir à un taux de 18% aurait des conséquences dramatiques pour un grand nombre d'entreprises ESUS, qui verraient leur collecte fortement baisser. Certaines entreprises solidaires, déjà sorties du dispositif en raison de leur âge, ont pu observer des baisses de collecte jusqu'à 40%.

C'est pourquoi cet amendement vise à décorrélérer les taux de l'IR PME et de l'IR PME ESUS, afin de pouvoir traiter séparément les deux dispositifs qui sont de nature différente. Par ailleurs, cet amendement propose de prolonger le taux à 25%, justifié par la lucrativité limitée et les forts besoins en financement de ces entreprises solidaires.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. BILHAC

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 QUINDECIES**

Après l'article 5 quindecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au IV de l'article 157 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020, l'année : « 2023 » est remplacée par l'année : « 2024 ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les foncières solidaires SIEG, qui agissent sans but lucratif, ont pour vocation d'agir en faveur de personnes en fragilité et sont soumises à de fortes contraintes : interdiction de distribution de dividende, peu ou pas de valorisation des parts sociales etc. Les foncières solidaires poursuivent un objectif de lutte contre les situations d'exclusion et leurs activités en faveur du logement très social nécessitent des investissements en fonds propres importants et patients.

Les souscriptions au capital des foncières solidaires disposant du mandat SIEG bénéficient de la réduction d'impôt sur le revenu prévu à l'article 199 terdecies-0 AB du code général des impôts (CGI). Cette réduction d'impôt est justifiée par la finalité sociale des activités des foncières SIEG et a vocation à promouvoir l'investissement solidaire.

De plus, en comparant le montant de la déduction effective accordée au titre de l'IR SIEG au plafond au-delà duquel la déduction n'est plus rentable pour la collectivité, il est possible de démontrer que le coût du dispositif fiscal IR SIEG est inférieur au bénéfice qu'en tire la collectivité publique. Cette comparaison permet de s'assurer qu'il n'existe pas de risque de surcompensation du service économique d'intérêt général (SIEG) accompli par les foncières. A titre d'exemple, sur les deux premiers exercices de SNL-Prologues sous le régime SIEG – foncière engagée pour rendre accès le logement aux personnes en situation de précarité – la collectivité a reçu un service d'intérêt économique général pour 10 à 12% de l'avantage concédé, ou dit autrement a bénéficié de 88 à 90% de SIEG au-delà de l'avantage concédé.

Mettre à fin à ce taux bonifié et revenir à 18% aurait des conséquences dramatiques pour les entreprises solidaires : Habitat & Humanisme, acteur du logement très social, estime par exemple que sa collecte pourrait baisser d'un tiers, ce qui résulterait dans la production de 200 logements sociaux de moins par an.

C'est pourquoi cet amendement vise à pérenniser un taux à 25% pour l'incitation à l'investissement dans les foncières SIEG.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Michaël WEBER, Mme BONNEFOY, M. BOURGI, Mme ROSSIGNOL, MM. Patrice JOLY et ROIRON,  
Mme CARLOTTI et MM. DEVINAZ, TEMAL, LUREL et PLA

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 14 BIS

Après l'article 14 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 1396 est complété par un paragraphe ainsi rédigé

« III. – La taxe foncière sur les parcelles de terrains en nature de bois et forêt d'une superficie inférieure à quatre hectares est d'un montant minimal de treize euros. »

2° L'article 1394 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Les biens immobiliers concernés par un contrat mentionné à l'article L. 132-3 du code de l'environnement, à la condition que le contrat mentionné à l'article L. 132-3 du même code soit signé :

« a) Avec une collectivité publique, un établissement public ou une personne morale de droit privé agréé au titre de l'article L. 141-1 ou L. 414-11 dudit code ;

« b) En dehors de toute démarche de compensation des atteintes à la biodiversité mentionnée à l'article L. 163-1 du même code ;

« c) Pour une durée supérieure à 30 ans. »

**OBJET**

Le présent amendement vise à encourager les propriétaires forestiers à mettre en place une protection environnementale sur leur bien en instituant un montant minimal de taxe foncière pour les parcelles de terrains en nature de bois et forêt, et en exonérant de taxe foncière les propriétaires passant un contrat « ORE » librement établi avec une collectivité publique, un établissement public ou une personne morale de droit privé agissant pour la protection de l'environnement. Les Obligations réelles environnementales (ORE) régies par l'article L. 132-3 du code de l'environnement constituent une solide garantie de gestion écologique en ce qu'elles attachent durablement des obligations de faire ou de ne pas faire à un bien immobilier concerné par le contrat et le suivre en quelque mains qu'il se trouve.

L'établissement d'un montant minimal à la taxe foncière sur les parcelles de terrain d'une superficie inférieure à quatre hectares encouragerait les propriétaires à mettre en place une protection environnementale attachée à leurs biens en passant un contrat ORE qui repose sur la seule volonté des acteurs. Le propriétaire qui a signé ce contrat ORE serait exonéré de cette taxe. Il est donc proposé d'exonérer de la taxe foncière nouvellement créée, les espaces gérés au moyen d'une ORE, à condition que ces contrats soient :

- D'une durée supérieure à 30 ans
- Passés avec une entité agréée au titre de protection de l'environnement
- Signés en dehors de toutes de toute démarche de compensation des atteintes écologiques pour encourager la participation spontanée et volontaire des propriétaires dans la préservation de la biodiversité et des fonctions écologiques.

Le I. fixe les modalités d'acquittement de la taxe et son montant. Le II exonère les propriétaires passant un contrat ORE avec une entité agréée au titre de la protection de l'environnement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Michaël WEBER, Mmes LINKENHELD et BONNEFOY et MM. BOURGI, REDON-SARRAZY, Patrice JOLY, ROIRON, LUREL et PLA

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 278-0 bis du code général des impôts est complété par un paragraphe ainsi rédigé :

« .... La livraison et l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil d'une puissance inférieure ou égale à 9 kWc. »

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Cette proposition vise à fixer un taux de TVA réduit à 5,5% sur la fourniture et la pose des installations d'autoconsommation jusqu'à 9 kWc. L'article 279-0 bis du code général des impôts prévoit un taux de TVA de 10 % pour les installations solaires dont la puissance n'excède pas 3 kW quand celle dont la puissance est située au-delà sont assujetties à un taux de 20%. En comparaison, le Royaume-Uni va mettre en place un taux de 0% pour les panneaux photovoltaïques des particuliers alors que cette taxe était déjà réduite à 5,5%. Le niveau de fiscalité appliqué en France contribue à une sous-exploitation du gisement et freine l'essor du photovoltaïque résidentiel dans le mix électrique français et ne lui permet pas de contribuer pleinement à l'atteinte de nos objectifs fixés par la stratégie énergie-climat (20.6 GW de solaire PV en 2023, 44.5 GW en 2028).

En effet, alors que la puissance installée dans le secteur résidentiel ne s'élevait fin 2021 qu'à 0,6 GW, le gisement de développement pour les installations en toiture est estimé à 240 GW (Ademe, 2018). L'Union européenne, à travers la récente révision de la directive TVA permet désormais aux Etats membres d'appliquer un taux réduit voire très réduits de TVA « sur la livraison et l'installation de panneaux solaires sur des logements privés, des logements et des bâtiments, publics et autres, utilisés pour des activités d'intérêt général, et à proximité immédiate de ceux-ci », ainsi que plus globalement ceux qui favorisent les transitions environnementale et numérique. Cette évolution du régime fiscal communautaire s'inscrit dans le cadre des engagements environnementaux de l'Union européenne en matière de décarbonation ainsi que du Pacte vert pour l'Europe. Cette possibilité offerte depuis peu

aux Etats membres a pour objectif de soutenir la transition vers les énergies renouvelables et de favoriser l'autosuffisance énergétique de l'Union européenne, notamment visée par le récent plan REPowerEU. Cette diminution de notre fiscalité sur le solaire résidentiel répond à un triple enjeu :

- La baisse du coût d'une technologie qui permet de protéger les consommateurs face aux incertitudes liées à la fluctuation des prix de l'énergie puisque l'autoconsommation solaire résidentielle, avec des coûts fixes et connus, est un facteur de maîtrise de la facture d'électricité, de nature à protéger le pouvoir d'achat des ménages français ;
- Un amortissement du renchérissement du prix des panneaux solaires du fait de la crise des matériaux ;
- L'optimisation des usages dans le résidentiel qui accompagne l'autoconsommation photovoltaïque, par exemple le lissage de la recharge électrique d'un véhicule ou la synchronisation de la production de l'eau chaude sanitaire avec les heures d'ensoleillement. Par ailleurs, cette proposition de réduction de TVA, s'inscrit dans un contexte budgétaire où l'autoconsommation solaire résidentielle est très peu soutenue puisque la prime à l'investissement dédié, et versée en cinq fois, ne représente au maximum que 10% du coût des panneaux solaires. Enfin, l'application d'un taux de TVA réduit à 5,5% sur l'ensemble des installations solaires résidentielles sur toitures, jusqu'à 9 kWc, permet de supprimer le seuil de 3 kWc qui ne correspond plus à la réalité du marché en raison de l'augmentation de la productivité des installations photovoltaïques mais également au regard du développement des outils de stockage et de pilotage de la consommation électrique. Cela mettra fin à un effet de seuil, incitant les particuliers à sous-dimensionner leurs installations et ainsi limiter l'installation de nouvelles capacités de production solaire. Cet amendement tire donc les conclusions du SGPE pour créer les conditions de ce renforcement et soutenir les Français se tournant vers l'autoconsommation solaire résidentielle grâce à un taux de TVA réduit à 5,5% pour les installations jusqu'à 9 kWc.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Michaël WEBER, Mme BONNEFOY et MM. BOURGI, REDON-SARRAZY, Patrice JOLY, ROIRON,  
TEMAL, LUREL et PLA

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le deuxième alinéa de l'article 1499-00 A du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Les mots : « non dangereux » sont supprimés ;

2° Après le mot : « laquelle », la fin de l'alinéa est ainsi rédigée : « un courrier constatant un suivi post- exploitation de casiers a été notifié par l'inspection des installations classées à l'exploitant ».

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Les installations de stockage de déchets (ci-après « ISD ») sont conçues pour stocker des déchets ménagers ou d'activités économiques dans des casiers aménagés à cet effet et cela dans des conditions optimales de sécurité pour l'environnement.

Une ISD est ainsi constituée de plusieurs casiers exploités l'un après l'autre, indépendants des uns des autres et conçus de façon à permettre la collecte des effluents générés par cette activité (biogaz et lixiviats). Une ISD contient donc plusieurs casiers. Chaque partie d'ISD regroupant un ou plusieurs casiers connaît une phase d'exploitation au cours de laquelle les déchets sont réceptionnés et enfouis puis une phase de post-exploitation au cours de laquelle cette partie ne reçoit plus de déchets et est soumise à une surveillance pour une durée de 27 ou 30 ans minimum.

Les casiers en post-exploitation constituent ainsi des surfaces disponibles pour d'autres usages sous réserve que ces derniers soient conformes aux servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation des sols. Dans le cadre du développement des énergies renouvelables et du besoin de sécurité énergétique du pays, les ISD peuvent être équipées de panneaux photovoltaïques sur ces casiers en post- exploitation qui présentent des caractéristiques techniques optimales (ensoleillement, orientation, topographie, accessibilité,...) et limitent ainsi l'artificialisation de surfaces naturelles pour



le développement des projets solaires. Une première estimation réalisée par les acteurs de la gestion des déchets, porte sur un potentiel de production de 300 GWh en 2030 et 600 GWh à l'horizon 2040.

Actuellement, le changement d'affectation des casiers n'est pris en compte qu'une fois que l'ISD a cessé toute activité d'enfouissement de déchets et la couverture finale du dernier casier exploité, achevée. Ce n'est qu'à ce terme qu'il est possible de constater le changement d'affectation énoncée

par l'article 1499 00 A du CGI, c'est-à-dire le passage d'une activité industrielle à une activité professionnelle.

Ce délai ne permet pas de tirer pleinement les conséquences des surfaces disponibles pour un projet d'énergie renouvelable au fur et à mesure de la libération des terrains qui entrent en post-exploitation avec le changement d'affectation fiscal précité. L'article 1499-00 A du CGI mérite d'être amendé à cet effet, afin de faire bénéficier au projet photovoltaïque du changement d'affectation prévu dès la libération des terrains d'accueil.

A noter qu'une telle mesure n'entraînera pas de perte fiscale pour la collectivité d'implantation du projet. Bien au contraire, le projet photovoltaïque générera une source de revenus supplémentaire pour la collectivité à deux égards : d'une part, car l'installation photovoltaïque sera soumise à la taxe foncière, créant ainsi une recette fiscale complémentaire pour la collectivité, et d'autre part car, dans le cas où le site appartient à la collectivité, elle pourra tirer un loyer de l'activité photovoltaïque mise en place par un développeur.

L'implantation d'une installation photovoltaïque sur une ISD en post-exploitation serait d'ailleurs très avantageuse pour les collectivités car elle augmenterait l'assiette de la taxe foncière du site. Si une ISD en exploitation est considérée fiscalement comme un établissement industriel, dont l'assiette imposable est importante car se composant de toutes les immobilisations liées aux activités, l'ISD en post-exploitation fait passer le site en « locaux professionnels » d'un point de vue fiscal, entraînant une réduction de l'assiette puisque seule la valeur du terrain est considérée. L'implantation d'une installation photovoltaïque, en faisant automatiquement repasser le site en établissement industriel du fait des activités menées, augmentera les recettes fiscales pour la collectivité.

Les collectivités territoriales ont ainsi tout intérêt à favoriser l'émergence des projets

photovoltaïques sur les ISD.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. MICHAU, Mmes LE HOUEROU et de LA GONTRIE, MM. REDON-SARRAZY et BOURGI,  
Mme ESPAGNAC, M. FICHET, Mme FÉRET et M. ROIRON

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5**

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À la première phrase du premier alinéa de l'article 1679 A du code général des impôts, après la première occurrence du mot : « publique, », sont insérés les mots : « les fonds de dotation, ».

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement poursuit un objectif d'égalité de traitement entre structures non lucratives œuvrant en faveur de l'intérêt général. En effet, aux termes de la loi, les fonds de dotation sont des structures non lucratives créées spécialement en vue de poursuivre un objectif d'intérêt général.

Ces structures agissent, directement ou en apportant leur soutien à des associations, sur l'ensemble des champs et des causes de l'intérêt général, qu'il s'agisse de l'environnement, de l'aide aux personnes, de l'éducation et bien d'autres encore.

Dès lors, ceux-ci devraient pouvoir bénéficier de l'abattement sur la taxe sur les salaires, au même titre que les associations et les fondations reconnues d'utilité publique. Par ailleurs, cet abattement pourrait constituer une forme d'incitation à développer l'emploi au sein des fonds de dotation.

C'est pourquoi il est ici proposé d'étendre le champ posé par l'article 1679 A du CGI de l'abattement sur la taxe sur les salaires.

Amendement travaillé avec les organisations de l'économie sociale et solidaire.





## AMENDEMENT

présenté par  
M. MICHAU

C	
G	

### ARTICLE 6

I. – Alinéas 25, 28 à 31, 37 et 38

Supprimer ces alinéas.

II. – Alinéa 39

Supprimer les mots : et montants mentionnés aux 1° et 2°

III. – Alinéa 40

Supprimer cet alinéa.

### OBJET

Compte tenu des enjeux propres au vieillissement de la population et de la volonté de donner à chacun la possibilité de résider à son domicile, il convient de favoriser l'adaptation des logements à un maximum de contribuables.

Cet amendement vise donc à rétablir l'éligibilité aux crédits d'impôt :

des équipements spécialement conçus pour l'accessibilité des logements aux personnes âgées et handicapées pour l'ensemble des contribuables ;

des équipements permettant l'adaptation des logements à la perte d'autonomie ou au handicap, pour les foyers fiscaux dont l'un des membres est en situation de handicap ou de perte d'autonomie.

Cet amendement a été travaillé avec la CAPEB Ariège.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. MICHAU

C	
G	

ARTICLE 6

I. – Après l’alinéa 62

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Au I de l’article 278-0 bis A, après les mots : « prestation de rénovation énergétique », sont insérés les mots : « , ainsi que les travaux induits qui leur sont indissociablement liés, ».

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à sécuriser juridiquement et à clarifier pour les professionnels et les particuliers, l’application du taux réduit de TVA à 5,5% des travaux induits et indissociablement liés aux travaux de rénovation énergétique.

En effet, lors des prestations de rénovation énergétique soumis à la TVA à 5,5%, plusieurs travaux induits et indissociablement liés sont souvent indispensables. Par exemple, lors de l’installation des pompes à chaleur ou d’équipement de production d’énergie utilisant une source d’ENR, l’adaptation du local recevant les équipements, les éventuelles modifications de l’installation électrique ou encore l’installation d’un système de ventilation sont nécessaires.

Compte tenu de leur nature, ces travaux peuvent être réalisés par des entreprises artisanales différentes mais sont indissociablement liés aux travaux de rénovations énergétiques et sont donc soumis au taux réduit de TVA.

Or, depuis sa réécriture en 2022, l’article 278-O bis A du code général des impôts, relatif au taux réduit de TVA pour les travaux de rénovation énergétique, ne mentionne plus les travaux induits indissociablement liés. Cette situation a engendré une grande confusion et une insécurité juridique manifeste pour les acteurs de terrain et freine les objectifs de la trajectoire de performance énergétique et de décarbonation.

Cet amendement a été travaillé avec la CAPEB Ariège.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. MICHAU

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

I. – Alinéas 2 à 8

Supprimer ces alinéas.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le Gouvernement entend restreindre le champ du prêt à taux zéro (PTZ) pour l'achat d'un logement neuf à un logement dans un bâtiment d'habitation collectif en zone tendue.

En comparaison avec le droit actuel, cela revient à supprimer la possibilité de recourir au PTZ pour l'achat dans le neuf en zone détendue et dans le neuf individuel en zone tendue.

Par cet amendement, nous disons que le moment est mal choisi pour un tel recentrage.

D'une part, la remontée des taux d'intérêts réduit l'octroi de crédits, ce qui nuit à l'accession à la propriété et dessert la croissance par une moindre demande pour le secteur de la construction. D'autre part, l'inflation réduit le pouvoir d'achat des ménages, ce qui se traduit par une baisse de leur épargne financière. Dès lors, le volume de leur apport diminue, ce qui réduit leur capacité à obtenir un prêt. Dès lors, il apparaît important de ne pas restreindre le dispositif de PTZ en 2024 étant donné que la conjoncture économique va déjà largement réduire la portée du dispositif.

Enfin, le rapport CGEDD/IGF d'octobre 2019 sur le PTZ estimait que la production de maisons individuelles neuves avait baissé de 77 % en 2012 à 47 % en 2018, après la réforme de 2018. Surtout, l'analyse a montré que la moitié des logements individuels neufs construits avec l'aide d'un PTZ sont en zone C (détendue). Dès lors, l'argument qui estime que la disposition du PLF 2024 réduira significativement le nombre de PTZ sur le neuf individuel en zone A (tendue) n'est pas vérifié.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. MICHAU

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 7

II. – Après l’alinéa 189

Insérer trois alinéas ainsi rédigés :

« .... – Le II de l’article 17 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 est ainsi modifié :

« 1° La première phrase est supprimée ;

« 2° La deuxième phrase est complétée par les mots : « , de même qu’aux opérations dont la demande de permis de construire a été déposée entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et la date de signature du contrat de ville qui doit intervenir au plus tard le 31 décembre 2024 ».

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le code général des impôts prévoit l’application d’une TVA à 5,5% sur les ventes de logements neufs réalisées dans le cadre d’une opération d’accession sociale à la propriété, à condition que les logements soient situés, à la date de dépôt de la demande de permis de construire, dans un quartier prioritaire de la politique de la ville faisant l’objet d’un contrat de ville ou à proximité de ces quartiers (cf. 2° du III de l’article 278 sexies du CGI).

Les contrats de ville actuellement en vigueur vont prendre fin au 31 décembre 2023. De nouveaux contrats de ville doivent prendre la suite mais l’élaboration de ces contrats ayant pris du retard, il est prévu qu’ils pourront être signés jusqu’au 31 mars 2024. Ainsi, entre janvier 2024 et avril 2024, certains quartiers risquent de ne pas être « couverts » par un contrat de ville.

Il est proposé de prévoir une disposition, comme cela a déjà été fait en 2015, pour éviter de bloquer les opérations pendant cette période transitoire : il s’agirait de prévoir que le dispositif de TVA à 5,5%

s'appliquera aux opérations d'accession sociale en QPV pour lesquelles la demande de permis de construire serait déposée « entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et la date de signature du contrat de ville qui doit intervenir au plus tard le 31 décembre 2024 » (la date limite de signature des nouveaux contrats de villes est prévue au 31 mars 2024 mais on ne peut exclure que cette date fasse l'objet de reports)

Cette modification serait introduite dans l'article 17 de la loi de finances pour 2015 qui apporte des précisions sur la durée d'application de ce dispositif de TVA à 5,5%. Par ailleurs, il est proposé de supprimer la première phrase de cet article 17 qui limite la durée d'application du dispositif au 31 décembre 2024 dans les QPV faisant l'objet d'une convention NPNRU. Il s'agissait, à l'époque du vote de la loi, de garantir aux opérateurs intervenant dans ces quartiers que le dispositif ne serait pas remis en cause avant fin 2024. Toutefois, dès lors que le dispositif a, en l'état actuel des textes, vocation à s'appliquer au-delà de 2024, cette phrase n'a plus lieu d'être.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. MICHAU

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10**

Après l'article 10

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 278 sexies A du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le 2° du I, insérer un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Les travaux dans le cadre des opérations visées à l'article 1384 C bis du CGI »

2° Après la 2ème ligne du tableau du II, insérer une ligne ainsi rédigée :

«

Travaux dans le cadre des opérations visées à l'article 1384 C bis	...° bis du I	5,5 %
--------------------------------------------------------------------	---------------	-------

» ;

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le 6° de l'article 6 « Aménagement de la fiscalité du logement » du PLF 2024 prévoit, afin d'inciter à la rénovation lourde du parc de logements sociaux anciens, de faire bénéficier les logements éligibles d'une exonération de longue durée de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB), à l'instar de celle dont bénéficient les constructions neuves.

Cette proposition s'inscrit dans le cadre du projet « seconde vie » sur lequel l'Etat a travaillé avec l'USH et la banque des territoires, en alternative à la démolition-reconstruction, dans une logique de décarbonation du parc existant. Ces opérations ont pour but de redonner quarante ans de durée de vie aux bâtiments traités. Il s'agit de rénovations particulièrement ambitieuses dont le coût se rapproche de celui d'une construction neuve. Pour s'équilibrer financièrement, elles doivent pouvoir bénéficier, par rapport aux rénovations classiques, de prêts plus longs de la banque des Territoires ainsi que d'aides fiscales comparables à celles attribuées aux opérations neuves.

Le présent amendement propose d'appliquer un taux de TVA de 5,5 % pour l'ensemble des travaux réalisés dans les logements sociaux faisant l'objet d'une opération dite de « Seconde vie ».

On rappelle en effet que, en l'état actuel des textes, si certains travaux de rénovation énergétique peuvent être facturés à 5,5%, ce n'est pas le cas pour tous les travaux de rénovation énergétique, ni pour les travaux d'accessibilité, de remise aux normes ou encore d'amélioration de la qualité de vie et d'usage – qui sont facturés en règle générale à 10%.

Or, les opérations « seconde vie » sont conçues comme des rénovations globales et il est donc proposé d'appliquer un dispositif de livraison à soi-même à 5,5% sur tous les travaux réalisés dans ce cadre, comme cela est déjà le cas pour les opérations d'acquisition-amélioration.

Par ailleurs, les opérations « Seconde vie » permettent aux organismes de pleinement s'inscrire dans la trajectoire de la Stratégie Nationale Bas-Carbone (SNBC).





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. MICHAU

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 TER

Après l'article 3 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 140 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa du I, les mots : « à 2023 » sont remplacés par les mots : « à 2024 » ;

2° Le VII est ainsi rédigé :

«VII. – Les I à VI entrent en vigueur à une date fixée par décret qui ne peut être postérieure de plus de six mois à la date de réception par le Gouvernement de la réponse de la Commission européenne permettant de les considérer comme étant conformes au droit de l'Union européenne en matière d'aides d'État. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 140 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 a instauré un crédit d'impôt en faveur des entreprises agricoles du secteur des cultures permanentes qui n'utilisent pas de produits phytopharmaceutiques contenant la substance active du glyphosate au cours des années 2022 et 2023, afin d'inciter ces entreprises à renoncer à l'utilisation de tels produits.

L'abstention de la France lors du Comité européen permanent face à la proposition de la commission, jugée comme insuffisante par le ministre de l'agriculture vis-à-vis des « engagements pour restreindre les usages et pour accompagner les agriculteurs vers la recherche de solutions », traduit plus que jamais l'importance de ce dispositif.

Afin de maintenir le soutien apporté aux exploitants qui s'engagent dans la transition agroécologique de leurs systèmes de production, le présent amendement propose de proroger d'un an ce dispositif.

Concernant la conformité de ce dispositif vis-à-vis de la commission européenne, cette dernière a fait droit, dans sa décision en date du 10 janvier 2023, à la demande de la France de considérer ce crédit d'impôt comme conforme au droit de l'union européenne en matière d'aide d'Etat au titre de l'année 2022 ou 2023. Pour autant, cette approbation de la commission a été rendu dans le cadre du dispositif

temporaire de crise d'encadrement des aides économiques accordées aux entreprises dans le contexte de guerre entre la Russie et l'Ukraine.

Dès lors, afin de maintenir la compatibilité du dispositif avec le droit de l'Union européenne pour les années 2023 et 2024, le présent amendement propose d'autoriser de nouveau la mise en œuvre de ce dispositif en dehors de tout dispositifs d'encadrement d'aide d'état, comme dans sa version initiale. Il est à noter que par une décision du 12 mai 2021, la commission avait délivré son autorisation pour ce qui concerne les crédits d'impôts accordés au titre de l'année 2021.

Cet amendement a été travaillé avec la FNSEA.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. MICHAU

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES**

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 238 quindecies du code général des impôts est complété par un paragraphe ainsi rédigé :

« ... – Les plus-values réalisées à l'occasion de la transmission d'une entreprise individuelle réalisant une activité agricole, sous la forme de plusieurs cessions concomitantes portant sur la totalité des éléments de son patrimoine professionnel, ne présentant pas le caractère de branche complète d'activité, au profit de jeunes agriculteurs visés à l'article D 343-3 du code rural et de la pêche maritime, peuvent bénéficier de l'exonération prévue au I, sous réserve de remplir les conditions du II. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La transmission, comme l'installation, doivent être soutenues par des leviers fiscaux qui participent à l'attractivité du métier d'agriculteur, et qui doivent être adaptés à la diversité des profils d'entrepreneurs et de projets économiques.

Dans l'objectif de soutenir les projets de transmission, il est proposé de faire évoluer les dispositifs d'exonération des plus-values professionnelles en permettant d'étendre le bénéfice de l'exonération des plus-values réalisées lors de la cession d'une exploitation agricole à plusieurs jeunes agriculteurs (500 000 € pour une exonération totale ou 1 000 000 € pour une exonération partielle).

En effet, actuellement, pour pouvoir bénéficier de l'exonération des plus-values, la transmission doit porter soit sur l'intégralité des éléments caractéristiques de l'entreprise individuelle ou sur des droits et parts détenus par l'associé dans une société soit sur une branche complète d'activité.

L'actuelle rédaction de l'article contraint les exploitants agricoles dont d'exploitation ne peut être divisée en branches d'activités à céder la totalité de leur exploitation à un unique cessionnaire pour pouvoir bénéficier des dispositions fiscales favorables alors qu'ils sont de plus en plus souvent sollicités pour céder leur exploitation à différents repreneurs. Les nouveaux installés et plus largement les jeunes agriculteurs ne sont pas en mesure d'absorber des investissements d'une telle ampleur réduisant par conséquent le nombre de candidats à la reprise totale des exploitations agricoles.

Dès lors, afin d'encourager le renouvellement des générations, le présent amendement modifie le texte afin d'accorder au cédant le bénéfice du dispositif lorsque ce dernier accepte de fractionner son exploitation en vue d'une cession répartie entre différents repreneurs tous jeunes agriculteurs.

Cet amendement a été travaillé avec la FNSEA.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. MICHAU

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24**

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À la première phrase du deuxième alinéa de l'article 1398 A du code général des impôts, le mot : « vingt-cinq » est remplacé par le mot : « trente ».

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

**OBJET**

Les associations foncières pastorales – les AFP –, créées par la loi du 3 janvier 1972, font partie des outils qui contribuent au maintien du pastoralisme dans des territoires fragiles, zones de montagne ou zones humides, où ce mode d'élevage extensif est une activité traditionnelle.

Les AFP sont des associations de propriétaires fonciers qui louent des terrains, en les aménageant le cas échéant, à un éleveur ou un groupement pastoral, contribuant ainsi à leur mise en valeur et à la protection du milieu naturel. Elles permettent notamment, par la réunion d'exploitations, de constituer des unités viables. En plus de l'aménagement pastoral, les AFP peuvent réaliser des équipements forestiers et touristiques, et toute action en faveur du maintien de la vie rurale.

Afin d'encourager cette démarche collective sur des territoires fragiles, les parcelles comprises dans le périmètre d'une AFP bénéficient d'une exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties. Cette exonération, mise en place en 1995 et reconduite à plusieurs reprises, doit s'éteindre en 2023. Au regard des retombées très positives qu'apportent ces associations sur les plans à la fois environnemental et économique, le présent amendement a pour objet de reconduire cette exonération pour trois années.

Les revenus cadastraux de ces propriétés étant modestes, les montants dégrevés chaque année par les services fiscaux le sont également.

Toutefois, ce dispositif représente une contrepartie appréciée, qui permet de favoriser l'action publique en faveur de la dynamisation des territoires ruraux de montagne en particulier en Ariège. En

effet, l'activité pastorale dans nos montagnes favorise l'activité économique, sociale et le maintien des services publics dans nos vallées.

Cet amendement permettra également de favoriser une pratique agro-écologique de l'élevage, respectueuse de l'environnement, du bien-être animal et garantissant une production de denrées de qualité.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. DHERSIN

C	
G	

ARTICLE 6

I. – Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

... – Le respect de la condition prévue au 3° du I de l'article 279-0 bis A du code général des impôts dans sa rédaction issue de la présente loi, est appréciée au 31 décembre 2024 pour les logements qui remplissent les conditions suivantes :

1° Une demande de permis de construire a été déposée au plus tard le 3 octobre 2023 ;

2° L'ouverture du chantier est intervenue avant le 31 décembre 2024.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à donner plein effet aux reclassements récent et annoncé de communes, en prévoyant la possibilité d'appliquer le régime fiscal LLI à toutes les opérations situées sur leurs territoires et pour lesquelles l'ouverture du chantier interviendra avant la fin de l'année 2024.

Sont en effet éligibles à ce régime les opérations portant sur des logements situés notamment sur le territoire de communes dans une zone se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements, soit les zones dites tendues (A ou B1). Cette condition est actuellement appréciée à la date du dépôt de la demande de permis de construire.

Or, 153 communes ont été reclassées en zone tendue le 2 octobre dernier, alors qu'elles étaient précédemment classées en zone B2 ou C. Ce reclassement s'explique parce qu'elles ont été confrontées depuis plusieurs années à une augmentation rapide des prix de vente et de loyers mesurés par les indicateurs de suivi mis en place. Par ailleurs, la Première ministre a annoncé le 16 novembre dernier une deuxième extension de ce zonage, pour permettre à davantage de communes d'en bénéficier.

C'est pourquoi le présent amendement aménage la date d'appréciation de la condition de localisation des logements déterminant l'éligibilité au dispositif de soutien aux investisseurs institutionnels dans le logement locatif intermédiaire (LLI) modifié par l'article 6.







## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. DHERSIN

C	
G	

### ARTICLE 6

I. – Alinéa 81, première phrase

Après la première occurrence du mot :

logements

insérer les mots :

peu performants

II. – Alinéa 111

Après le mot :

classes

insérer la lettre et le signe :

E,

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

L'article 6 du présent projet de loi de finances instaure un dispositif « seconde vie » visant à favoriser la réhabilitation lourde du parc locatif social ancien au lieu d'une démolition-reconstruction, plus consommatrice en carbone, en faisant bénéficier ces mêmes logements régénérés d'une exonération de longue durée ou d'un dégrèvement de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB).

Les logements éligibles à ce nouveau dispositif seraient les logements locatifs sociaux achevés depuis au moins 40 ans, lorsqu'ils font l'objet de travaux permettant notamment une amélioration de leur performance passage d'un classement « F » ou « G » avant travaux à « A » ou « B » après travaux.

Le parc locatif social comptait au 1<sup>er</sup> janvier 2022 plus de 460 000 « passoires énergétiques » (soit près de 10 % du parc de logements), avec des DPE F et G, à rénover d'ici 2028, ainsi que 800 000 logements E à traiter d'ici 2034.

Le présent amendement a pour objet d'étendre le dispositif aux logements sociaux classés « E », soit les logements « peu performants » dont la rénovation est un enjeu majeur sur les dix prochaines années, qu'il convient donc d'ores et déjà d'anticiper.





## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme CUKIERMAN

C	
G	

### ARTICLE 28

I. – Alinéa 4, dernière colonne, trente-huitième ligne

Remplacer le nombre :

182 899 000

par le nombre :

196 149 000

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Cet amendement a pour objet de maintenir le niveau de ressources du réseau des Chambres de métiers et de l'artisanat (CMA) en annulant la nouvelle baisse du montant du plafond de TFCMA qui doit revenir l'année prochaine à ce réseau consulaire. La précédente loi de finances a diminué ce plafond de 7 millions d'euros, une nouvelle baisse viendrait fragiliser les moyens d'action des CMA dans leurs missions d'accompagnement des entreprises artisanales sur l'ensemble du territoire national, à commencer par les territoires ruraux.







N°	I-1770
----	--------

**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme CUKIERMAN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 278-0 bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ... – Les prestations de services de réparation de bicyclettes y compris électriques, d'appareils ménagers, de chaussures et articles en cuir, de vêtements et linge de maison, y compris les travaux de raccommodage et de modification ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'objectif de cet amendement est de fixer un taux de TVA réduit de 5,5 % sur les activités de réparation d'appareils ménagers, de bicyclettes, chaussures et articles en cuir et retouches textiles comme l'autorise la directive européenne 2006/112/CE du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée.

La réparation est l'un des piliers de l'économie circulaire et les artisans réparateurs contribuent au développement économique et écologique des territoires. Ce taux réduit de la TVA permettra aux produits réparés d'être plus attractifs que les produits neufs, mais également de développer le secteur et de participer à l'attractivité et à la rentabilité du métier de réparateur.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme CUKIERMAN

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 25 TER**

Après l'article 25 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

À l'article L. 2113-22-2 du code général des collectivités territoriales, le mot : « prochain » est remplacé par le mot : « deuxième ».

**OBJET**

Certains projets de regroupement de communes en commune nouvelle ont été freinés - voire abandonnés - du fait de la perte inévitable et pérenne de la **dotation « élu local »** lorsque le projet de commune nouvelle regroupe plusieurs communes de moins de 200 habitants éligibles (qui perçoivent à ce titre 6 058 € en 2023 par exemple). C'est également le cas des projets de communes nouvelles dont la population regroupée dépasse 1 000 habitants et qui deviennent mécaniquement inéligibles à cette dotation.

La loi de finances pour 2023 a repris partiellement une proposition de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité afin de lever un frein au regroupement des plus petites communes en termes de population ; elle permet de maintenir la dotation « élu local » des communes nouvelles créées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023. Ainsi, jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux suivant leur création, les communes nouvelles dont l'arrêté de création a été pris à compter du 2 janvier 2022 bénéficient, au titre de chacune des parts de la dotation élu local, d'une attribution au moins égale à la somme des attributions perçues au titre de chacune de ces parts par les anciennes communes l'année précédant la création de la commune nouvelle.

Malgré cette avancée, la période de garantie reste trop courte et continue de pénaliser les projets de regroupement qui peuvent d'ores et déjà estimer les pertes inévitables à court terme (en 2026). Les communes gagnent ainsi à ne pas se regrouper.

C'est pourquoi, le présent amendement propose de prolonger la durée de garantie de la DPEL jusqu'au deuxième renouvellement général du conseil municipal après la création de la commune nouvelle afin de donner plus de visibilité aux élus qui s'engageront en 2024 et 2025, sans pour autant que ce montant évolue à la hausse.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme SOLLOGOUB

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNVICIES**

Après l'article 3 unvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À l'article 775 du code général des impôts, le montant : « 1 500 € » est remplacé par le montant : « 2 500 € ».

II. – Le I s'applique aux successions ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

**OBJET**

Les frais funéraires ne constituent pas une dette née du vivant de la personne défunte, mais le fisc admet la déduction des frais en les incluant au passif de la succession. Cette déduction ne se fait toutefois qu'à hauteur forfaitaire de 1 500 €, sans justificatifs, en vertu de l'article 775 du code général des impôts.

Or, au prix du marché actuel, les obsèques coûtent toujours plus de 1500 € ; référence prise dans la loi n° 2002-1575 du 30 décembre 2002 de Finances pour 2003 et qui n'a jamais été actualisée. Dans une décision rendue le 5 novembre 2004 (n° 263314), le Conseil d'État a d'ailleurs admis la déduction des frais funéraires dès lors qu'ils étaient dûment justifiés (par des factures) et qu'ils n'avaient pas de caractère excessif. Dans cette affaire, il a été admis une déduction d'un montant de 2624,37 €.

C'est pourquoi le présent amendement propose de porter de 1500 € à 2500 € la possibilité de déduction des frais d'obsèques, afin de se rapprocher du coût moyen réel observé en 2023.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. ANGLARS et DARNAUD, Mme VENTALON, M. Alain MARC, Mmes DUMONT, PUISSAT et Nathalie GOULET, M. Jean-Baptiste BLANC, Mme BERTHET, MM. PANUNZI et BRISSON, Mme LASSARADE, MM. PELLELAT, BELIN, HOUPERT, PACCAUD et BURGOA, Mmes JOSENDE et AESCHLIMANN, MM. FAVREAU, WATTEBLED, REYNAUD, MICHALLET, ROJOUAN et Daniel LAURENT, Mme PERROT, MM. SIDO et TABAROT, Mmes MULLER-BRONN et DUMAS, MM. de LEGGE et CUYPERS, Mme CHAIN-LARCHÉ et M. GREMILLET

ARTICLE 7

Alinéa 31

Remplacer cet alinéa par trois alinéas ainsi rédigés :

« C. – Sont également classées en zone France Ruralités Revitalisation, les communes métropolitaines situées dans un département qui remplit les conditions suivantes :

« 1° Sa densité de population est inférieure à 35 habitants par kilomètre carré ;

« 2° Son revenu médian disponible par unité de consommation est inférieur à la médiane des revenus médians disponibles par unité de consommation par département. »

**OBJET**

Cet amendement modifie les conditions d'éligibilité du dispositif pour le futur zonage du dispositif France Ruralités Revitalisation, avec l'objectif de permettre le classement dans le dispositif France Ruralités Revitalisation de l'ensemble des communes situées dans les départements ruraux à très faible densité de population.

Pour cela, cet amendement propose une nouvelle rédaction, fondée sur la densité départementale. En effet, la prise en compte du critère de densité départementale est un critère objectif, caractéristique de la ruralité, pertinent pour le zonage des territoires ruraux.

La nouvelle rédaction proposée dans cet amendement prend en compte la densité départementale de population est inférieure à 35 habitants par kilomètre carré. Ce nombre a un sens statistique et démographique dans la mesure où aucun département ne possède une densité comprise entre 33,5 et 39,2 habitants par kilomètre carré.

La prise en compte de la densité de 35 habs/km<sup>2</sup> est donc justifiée par l'absence d'effet de seuil.

De plus, cet amendement ajoute un critère économique (médian disponible par unité de consommation est inférieur à la médiane des revenus médians disponibles par unité de consommation par département) afin de correspondre aux attendus du Conseil d'État.









N°	I-1776
----	--------

## A M E N D E M E N T

présenté par

M. GAY, Mmes CORBIÈRE NAMINZO et MARGATÉ, MM. BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TER

Après l'article 27 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article L 2333-30 du code des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Par dérogation au deuxième alinéa, pour les impositions établies pour 2024, les collectivités peuvent délibérer jusqu'au 31 janvier 2024 pour fixer le tarif applicable à compter 1 juillet 2024. »

### OBJET

Cet amendement permet d'établir les tarifs applicables à la taxe de séjour dès 2024, par dérogation au calendrier de droit commun. En cela, l'amendement permet d'être en cohérence avec le calendrier des JO 2024 de Paris.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. SIDO, Mmes BERTHET et BELLUROT, MM. BELIN et BRISSON, Mme BELRHITI, MM. Étienne BLANC, BOUCHET, BRUYEN, BURGOA, FRASSA, Henri LEROY et PELLEVAL, Mmes GRUNY et LOPEZ, M. MILON et Mmes JOSENDE et DEMAS

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 QUINQUIES**

Après l'article 3 quinquies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le 1 du I de l'article 150-0 A du code général des impôts, il est inséré un 1 bis ainsi rédigé :

« 1 bis. Lorsque la cession porte sur des valeurs mobilières, des droits sociaux ou des titres dont la propriété a été démembrée du fait d'une donation avec réserve d'usufruit et que cette cession ne porte pas uniquement sur la nue-propriété, les gains sont pris en compte pour le calcul de l'impôt sur le revenu de l'usufruitier, sur option expresse de sa part et sous réserve de l'accord des nus-propriétaires. L'option est exercée auprès de l'administration fiscale et s'applique pendant cinq ans. À l'issue de ce délai, elle peut être renouvelée. »

II. – Le I s'applique aux cessions de valeurs mobilières, droits sociaux ou titres dont le démembrement intervient à compter du 1 janvier 2024. Elles s'appliquent également aux démembrements intervenus avant cette date si les usufruitiers et les nus-propriétaires en conviennent ainsi avant le 31 décembre 2024.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement a pour objet de modifier les dispositions fiscales applicables aux valeurs mobilières dont la propriété a été démembrée lors d'une donation.

Ainsi, il vise l'article 150-0 A du code général des impôts relatif à l'imposition des plus-values de cession en disposant que par défaut l'imposition de la plus-value de cession soit supportée par l'usufruitier, à la condition que la cession ne porte pas uniquement sur la nue-propriété.

Le dispositif prévoit que les gains résultant de la cession de valeurs mobilières démembrées soient imputés sur le seul impôt sur le revenu de l'usufruitier.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SIDO, DAUBRESSE, BRUYEN, PANUNZI, BURGOA et KLINGER, Mmes GRUNY, BELRHITI et DUMAS, M. Henri LEROY, Mme LASSARADE et MM. CHATILLON, SAUTAREL, CADEC, BELIN, BRISSON et GENET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 25 QUATER**

Après l'article 25 quater

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, il est institué, par prélèvement sur les recettes de l'État, une dotation de garantie en faveur des communes nouvelles caractérisées comme rurales, au sens de l'Institut national de la statistique et des études économiques et selon les données disponibles au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de répartition, et dont une partie significative du territoire comprend une aire protégée ou jouxte une aire marine protégée. Pour les départements et les régions d'outre-mer, sont considérées comme rurales les communes de moins de 10 000 habitants.

Cette dotation de garantie est destinée à compenser, pour les communes nouvelles bénéficiaires de la dotation, une éventuelle baisse des attributions perçues au titre de la dotation de soutien aux communes pour les aménités rurales prévue à l'article L. 2335-17 du code général des collectivités territoriales ou perçue au titre de la dotation versée en application du même article L. 2335-17 dans sa rédaction antérieure à la loi n° ... du... de finances pour 2024.

La dotation de garantie est attribuée dans les conditions prévues à l'article L. 2113-23.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Au cours des trois années suivant leur création, les communes nouvelles bénéficient d'une dotation forfaitaire selon les modalités prévues à l'article L. 2113-20 du code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, la dotation biodiversité n'est pas intégrée dans le pacte de stabilité dont peuvent bénéficier les communes nouvelles.

Pour les communes rurales qui perçoivent cette dotation, il est appliqué un seuil minimal équivalent à 3 000 €. Après fusion de communes, ce dispositif de seuil ne trouve plus à s'appliquer et le montant de cette dotation peut être inférieur aux montants cumulés (avant fusion).

Cet amendement vise à créer un mécanisme de garantie destiné à compenser, pour les communes nouvelles bénéficiaires de cette dotation, une éventuelle baisse des attributions perçues au titre de la dotation de soutien aux communes pour les aménités rurales.

Un deuxième amendement visera à inscrire dans le CGCT les règles d'attribution de la dotation de garantie.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LONGEOT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 28

1° Alinéa 2, tableau, quarante-neuvième ligne, dernière colonne

Remplacer le nombre :

309 800 000

par le nombre :

322 156 800

2° Alinéa 4, tableau, trente-sixième ligne, dernière colonne

Remplacer le nombre :

309 800 000

par le nombre :

322 156 800

3° Alinéa 30

Compléter cet alinéa par les mots :

calculé à partir du plafond de l'année précédente revalorisé par un coefficient fixé annuellement en application du dernier alinéa de l'article 1518 bis du code général des impôts

4° Alinéa 32

Rédiger ainsi cet alinéa :

c) La troisième phrase du premier alinéa du II est supprimée ;

5° Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes pour l'État résultant du présent article est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – La perte de recettes pour les collectivités territoriales résultant du présent article est compensée à due concurrence par la majoration de la dotation globale de fonctionnement et, corrélativement pour

l'État, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Le présent amendement vise à revaloriser annuellement le plafond via une indexation sur l'indice des prix à la consommation (comme la TFNB) et, par conséquent, à relever le montant de taxe affectée aux Chambres d'agriculture pour 2024 et à supprimer totalement la limite maximale de hausse du montant perçu par une Chambre d'une année sur l'autre.

Actuellement, le montant attribué aux Chambres d'agriculture étant plafonné, et la base cadastrale imposable n'ayant cessé d'augmenter, cela a conduit mécaniquement à une baisse du taux de la taxe affectée aux Chambres d'agriculture et à un appauvrissement des Chambres d'agriculture.

En effet, la valeur de la base cadastrale imposable est passée de 2,347 Md€ en 2015 à 2,613Md€ en 2022, soit une hausse de 11,3% alors que pendant la même période, le montant de la TATFNB est resté stable à 292 M€. Concrètement, cela signifie que le réseau des Chambres d'agriculture n'a pas bénéficié de l'accroissement de l'assiette de sa taxe car le taux de prélèvement de la TATFNB a baissé mécaniquement en raison du plafonnement du montant de la TATFNB. Ainsi, le taux de prélèvement de la TATFNB sur la base cadastrale imposable est passé de 12,5 en 2015 à 11,2% en 2022 et 10,5% en 2023. A titre d'illustration pour l'année 2023, cela correspond à une perte de ressources d'environ 35 M€ pour le réseau des Chambres. En effet, si on applique le taux de prélèvement de 2015 (12,5%) à la base cadastrale imposable de 2023, la taxe perçue aurait été de près de 336M€.

L'appauvrissement des Chambres d'agriculture lié au plafonnement de la TATFNB depuis dix ans est d'autant plus préjudiciable que les missions des Chambres d'agriculture pour accompagner les agriculteurs n'ont cessé de croître sur cette période (animation des concertations régionales sur le Pacte et la Loi d'Orientation et d'Avenir Agricoles, ESSOC, phytos, identification animale avec la Base Nationale Opérateurs, Registre National des Entreprises, guichet unique non transféré, point info installation-transmission, etc.) et il n'est plus tenable dans la durée.

Dans le cadre du chantier gouvernemental prioritaire de planification écologique, le rôle des Chambres sera déterminant dans la réussite de la transition du monde agricole et nécessite un renforcement des moyens.





N°	I-1780
----	--------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BACCHI, LAHELLEC, OUZOULIAS, BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 28

Après l'article 28

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le quatrième alinéa de l'article 1609 tricies du code général des impôts est complété par une phrase ainsi rédigée : » Un prélèvement complémentaire de 0,3 % est effectué de 2024 à 2030 sur ces deux taux. »

### OBJET

C'est amendement est proposé par l'Association nationale des élus pour le sport.

Afin de financer la mise aux normes des grands stades lors de l'Euro 2016 de Football, la loi de finances 2011 a adopté, modèle à titre temporaire, une surtaxe de 0,3% sur les Jeux FDJ, hors paris sportifs.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Mickaël VALLET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Pour les bénéficiaires du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée mentionnés à l'article L. 1615-2, les dépenses éligibles en application de l'article L. 1615-1 à prendre en considération pour la détermination des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre d'une année déterminée sont, pour les années 2023 et 2024, celles afférentes à l'exercice en cours.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Etant donné la hausse importante des taux d'intérêt et dans l'objectif de ne pas gripper l'investissement local, moteur économique essentiel de notre pays, cet amendement propose d'offrir un remboursement anticipé de la FCTVA à l'intégralité des collectivités du pays.

L'attente du remboursement peut obliger de nombreuses communes à recourir à des emprunts qui déboucheront sur le remboursement d'intérêts qui actuellement peuvent être très significatifs pour leur budget.

Ce remboursement anticipé permettrait de faire économiser à beaucoup de collectivités une partie des intérêts dus en leur permettant de moins s'endetter.

collectivités dont les dépenses d'investissement ne progressent pas sont compensées, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. Mickaël VALLET

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Pour les bénéficiaires du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée mentionnés à l'article L. 1615-2, les dépenses éligibles en application de l'article L. 1615-1 à prendre en considération pour la détermination des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre d'une année déterminée sont, pour les années 2023 et 2024, celles afférentes à l'exercice en cours. »

II. – Le I ne s'applique que lorsque les dépenses éligibles en application de l'article L. 1615-1 concernent un projet d'investissement excédant la moitié du budget annuel d'investissement moyen constaté sur les trois dernières années d'exercices clos.

III – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Etant donné la hausse importante des taux d'intérêt et dans l'objectif de ne pas gripper l'investissement local, moteur économique essentiel de notre pays, cet amendement propose d'offrir un remboursement anticipé de la FCTVA aux collectivités dont le montant d'un de leur projet d'investissement excède la moitié du budget annuel d'investissement moyen constaté sur les trois dernières années d'exercices clos, afin de circonscrire cette mesure aux collectivités en ayant le plus besoin.

Cette mesure est donc bien circonscrite aux seules collectivités dont un projet d'investissement excède la moitié du budget annuel d'investissement moyen constaté sur les trois dernières années d'exercices clos.

L'attente du remboursement peut obliger de nombreuses communes à augmenter leurs emprunts qui déboucheront sur le remboursement d'intérêts qui, depuis l'augmentation soudaine des taux de ces derniers, peuvent être très significatifs pour leur budget.

Ce remboursement anticipé permettrait de donc faire économiser à beaucoup de collectivités une partie des intérêts dus en leur permettant de moins s'endetter.

Rappelons que les collectivités représentent la grande majorité de l'investissement public dans notre pays et que son ralentissement serait fort dommageable pour toute l'économie.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. MENONVILLE et Mme ANTOINE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 43 de la loi n° 99-1172 du 30 décembre 1999 de finances pour 2000 est ainsi modifié :

1° A la troisième phrase du premier alinéa du III, les mots : « en Conseil d'État » sont supprimés ;

2° Le V est ainsi modifié :

a) A la dernière phrase du premier alinéa, les mots : « en Conseil d'État » sont supprimés ;

b) Les quatrième et cinquième alinéas sont supprimés ;

3° Le VI est ainsi modifié :

a) Le premier alinéa est ainsi modifié :

- à la quatrième phrase, les mots : « en Conseil d'État » sont supprimés ;

- les cinquième et sixième phrases sont supprimées ;

b) Le tableau constituant le deuxième alinéa est complété par une ligne ainsi rédigée :

«

Déchets de haute activité et de moyenne activité à vie longue	35-350
---------------------------------------------------------------	--------

» ;

c) Après le deuxième alinéa, il est inséré un B ainsi rédigé :

« B. – Le fait générateur de la taxe et son exigibilité interviennent lors de la délivrance de l'autorisation de création de l'installation nucléaire de base prévue à l'article L. 593-8 du code de l'environnement et le premier jour de chaque année civile jusqu'à celle au cours de laquelle intervient l'arrêt définitif de l'installation mentionné à l'article L. 593-26 du même code.

« Le redevable de la taxe est l'exploitant de l'installation. » ;

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

d) Les trois derniers alinéas sont remplacés par un C ainsi rédigé :

« C. – 1. Pour l'application du présent C, sont entendus par :

« 1° Rayon d'implantation : celui calculé à partir de l'accès principal aux installations de stockage. Cette distance est calculée à vol d'oiseau sans égard aux sinuosités des routes ;

« 2° Périmètre d'implantation : le territoire des communes et des établissements publics de coopération intercommunale situé à proximité immédiate de l'accès principal aux installations de stockage ;

« 3° Périmètre de proximité : le territoire des établissements publics de coopération intercommunale proches assumant les charges de centralité pour l'accueil des installations de stockage ;

« 4° Périmètre de solidarité : le territoire des départements ou régions d'implantation des installations de stockage.

« 2. Sous déduction des frais de collecte fixés à 1 % des sommes recouvrées et plafonnés à 70 000 €, le produit de la taxe additionnelle de stockage est perçu au profit :

« 1° Pour les sommes recouvrées au titre des installations de stockage de déchets de très faible activité et de faible et moyenne activité à vie courte, des communes et des établissements publics de coopération intercommunale situées dans le rayon d'implantation dont la distance est comprise entre 30 et 120 kilomètres.

« La valeur du rayon d'implantation est déterminée par décret en Conseil d'État sur proposition du conseil départemental ou, le cas échéant, de la commission interdépartementale compétente en matière de fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle, en concertation avec la commission locale d'information mentionnée à l'article L. 125-17 du code de l'environnement ;

« 2° Pour les sommes recouvrées au titre des installations de stockage de déchets de haute activité et de moyenne activité à vie longue :

« a) Des communes du périmètre d'implantation, pour une fraction comprise entre 1 % et 10 % ;

« b) Des établissements publics de coopération intercommunale du périmètre d'implantation, pour une fraction comprise entre 25 % et 45 % ;

« c) Des établissements publics de coopération intercommunale du périmètre de proximité, pour une fraction comprise entre 10 % et 25 % ;

« d) Des conseils départementaux du périmètre de solidarité, pour une fraction comprise entre 30 % et 40 % ;

« e) Des conseils régionaux du périmètre de solidarité, pour une fraction comprise entre 1 % et 10 %.

« Les sommes déterminées en application des a, b et du e sont respectivement réparties à parts égales entre les personnes affectataires.

« La somme déterminée en application du c est répartie entre les personnes affectataires dans des proportions comprises entre un et quinze vingtièmes.

« La somme déterminée en application du d est répartie entre les personnes affectataires dans des proportions comprises entre un et deux tiers.

« Les valeurs des fractions et leurs modalités de répartition déterminées en application du présent 2° sont déterminées par décret en Conseil d'État.

« 3. Les communes, les établissements publics de coopération intercommunale, les départements et les régions relevant du rayon et des périmètres définis au présent C sont constatés par décret en Conseil d'État. »

II. – Le III de l'article 127 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 est abrogé.

III. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Le présent amendement modifie les dispositions applicables aux taxes sur les installations nucléaires dans une double optique de sécurisation juridique et de rationalisation des taxes.

À cet effet, il rend, d'une part, juridiquement robustes les dispositions introduites par la loi de finances pour 2021 dans le cadre du projet Cigéo et prévoit une entrée en vigueur du dispositif au moment de la parution du décret d'autorisation de création (DAC) et assure, d'autre part, la constitutionnalité du dispositif en introduisant une fourchette encadrant le coefficient multiplicateur de la taxe de stockage pour les centres de stockage de déchets de haute activité et de moyenne activité à vie longue.

Par ailleurs, il introduit un dispositif de répartition de la taxe de stockage entre les collectivités territoriales concernées et leurs établissements publics, qui tient compte de la concertation conduite et rationalise le mode de fixation des coefficients de la taxe d'accompagnement.

Le présent amendement, qui entrera en vigueur dès la promulgation de la loi de finances pour 2024, pourra s'appliquer à l'horizon des années 2025-2030, en fonction de la durée d'instruction de la demande d'autorisation de création du projet.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. DEVINAZ

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le troisième alinéa de l'article L. 1615-2 du code général des collectivités territoriales est complété par les mots : « ainsi qu'au titre des dépenses de fonctionnement liées à l'achat de carburant pour leurs véhicules d'intervention à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'alerte est massive et généralisée. Notre sécurité civile connaît de graves difficultés financières alors que son rôle est aujourd'hui particulièrement essentiel pour affronter les conséquences du dérèglement climatique. Des mégafeux aux tempêtes, nos services départementaux d'incendie et de secours sont extrêmement mobilisés et le seront toujours plus à l'avenir. Alors que les prix des carburants flambent pour tous, ces fortes augmentations grèvent les budgets des SDIS.

Le Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) existe pour les collectivités territoriales sur leurs dépenses d'investissement et sur certaines dépenses de fonctionnement comme l'entretien des bâtiments publics et de la voirie ou de l'entretien des réseaux. Ce fonds vise à compenser la taxe sur la valeur ajoutée acquittée par les collectivités territoriales et leurs groupements sur ces dépenses. S'agissant des SDIS, les attributions du FCTVA ne sont pour l'instant possibles que sur certaines dépenses d'investissement. Par cet amendement, il est proposé que soient rendues éligibles les dépenses de fonctionnement liées à l'achat de carburant pour les véhicules d'intervention des SDIS afin de leur dégager des leviers budgétaires.







N°	I-1788
----	--------

**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. DEVINAZ

C	
G	

ARTICLE 28

I. – Alinéa 4, dernière colonne, trente-huitième ligne

Remplacer le montant :

182 899 000

par le montant :

196 149 000

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à annuler la baisse des moyens pour les Chambres des métiers et de l'artisanat et de rétablir le plafond voté au PLF 2023. En 2023, le gouvernement avait souhaité diminuer de 15 millions d'euros le plafond des recettes de la taxe additionnelle à la CFE attribuées aux Chambres des métiers et de l'artisanat (CMA). Grâce au débat parlementaire, cette baisse a été limitée à 7 millions. Toutefois, le Gouvernement souhaite à nouveau diminuer ce plafond dans le cadre du PLF 2024.

Les CMA sont des acteurs essentiels de proximité pour nos territoires. Elles jouent un rôle indispensable pour la promotion de l'apprentissage et la préservation de l'artisanat en accompagnant les entreprises dans les grands défis contemporains : transitions énergétique et numérique, formation, recrutement, transmission et reprise d'entreprise. Les crises de ces dernières années ont montré toute la pertinence du modèle consulaire : sur tout le territoire, les artisans ont pu s'appuyer sur les CMA pour les aider à faire face aux difficultés, et les orienter vers les aides mises en place. En 2023, les CMA ont pallié les défaillances du nouveau guichet unique pour les entreprises, et sont venus en aide aux créateurs et repreneurs d'entreprise qui ne pouvaient pas accomplir leurs formalités. Cette assistance a mobilisé de nombreux agents et a pesé sur les finances des CMA tout comme la hausse des coûts d'énergie. Aussi, il est important de préserver les ressources financières des CMA.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. DEVINAZ

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I – Le A de l'article 278-0 bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Les opérations de réparations de l'électroménager, des chaussures et articles de cuir, des vêtements et du linge de maison ; ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Pilier de la transition vers une économie circulaire, le secteur de la réparation a besoin d'être soutenu. Sans cordonnier, couturier, réparateur, nos produits, même éco-conçus pour être réparés, ne le seront pas.

Or il est encore trop peu développé et le nombre de réparateurs a même chuté en vingt ans. Le secteur est confronté à des difficultés croissantes dues à un modèle économique peu rentable, à une profession qui vieillit et à une activité qui stagne.

Sans un soutien d'envergure reposant sur des piliers comme le bonus réparation, l'indice de réparabilité et la TVA circulaire pour la réparation des produits, nous risquons de faire face à une perte de compétences, de savoir-faire qui nous ferons perdre des années dans la bataille que nous menons pour le climat.

C'est pourquoi la première des mesures à prendre est de mettre en place un taux de TVA réduit visant le secteur de la réparation. Les difficultés administratives auxquelles les réparateurs indépendants se trouvent confrontés pour être éligibles au bonus réparation récemment mis en place, rendent d'autant plus urgent le déploiement d'une mesure qui touchera autant les indépendants, la frange la plus en danger économiquement, que les grandes surfaces.

Sans cette fondation solide que constitue la TVA circulaire, les autres mesures mises en œuvre comme le bonus réparation et l'indice de réparabilité n'auront qu'un impact superficiel sur l'activité économique des réparateurs. Pire encore, leurs effets pervers accéléreraient la disparition des réparateurs de proximité.

D'autre part, la directive européenne 2022/542 délimitant les activités ayant droit à un taux de TVA réduit ouvre cette possibilité pour le secteur de la réparation.

Cet amendement a été travaillé avec la l'Institut National de l'Economie Circulaire.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. DEVINAZ

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au h de l'article 1641 du code général des impôts, après les mots : « au titre des », le mot : « cinq » est remplacé par le mot : « dix ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement a vocation à allonger à dix ans au lieu de cinq actuellement, la réduction des frais de gestion de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) (de 8 % à 3 %) lors de la mise en place d'une part incitative à la TEOM.

Mise en place par la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 afin d'inciter les collectivités à mettre en place une part incitative à leur TEOM, cette mesure a pour objectif d'encourager sur le long terme les collectivités à adopter la TEOMi (TEOM incitative) plutôt que de rester en TEOM qui est le mode historique de financement en France. De plus, cette réduction permettra de réduire la pression fiscale du contribuable qui paye ces frais de gestion et qui pour autant ne sont pas perçus par la collectivité, mais reversés dans leur totalité au budget général.

La tarification incitative permettant la réduction de la production d'ordures ménagères résiduelles de l'ordre de 20% à 50%, selon les collectivités et les modes de tarification, cet amendement s'inscrit pleinement dans la continuité des ambitions portées par la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire, qui fixe un objectif de réduction de 15% des déchets ménagers et assimilés par habitant d'ici 2030. L'objectif est, au-delà d'une aide au lancement d'une TEOMi, d'avoir une réelle politique volontariste en la matière et de pérenniser ces réformes structurelles vertueuses.

Par ailleurs, la tarification incitative permettant également de meilleures performances de tri des emballages, de l'ordre de 30%, cet amendement contribue à l'atteinte des objectifs nationaux et

européens d'augmentation des taux de collecte pour recyclage (77% des bouteilles en plastique pour 2025).

La tarification incitative contribue également au développement et à l'amélioration des performances de tri à la source des biodéchets. Cet amendement contribuerait ainsi à anticiper la mise en place obligatoire de la collecte à la source des biodéchets prévue pour 2024, conformément à la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire.

Enfin, cet amendement s'inscrit pleinement dans l'objectif de 25 millions d'habitants en France en tarification incitative d'ici 2025, fixé par la loi de transition énergétique pour la croissance verte (LTECV). Aujourd'hui, seulement 6 millions de Français, soit un Français sur dix, contribue au service de gestion et traitement des déchets via une tarification incitative.

Cet amendement a été travaillé avec la l'Institut National de l'Economie Circulaire.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. DEVINAZ

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I – L'article L1615-1 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° La location des biens utilisés dans les opérations d'investissement. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'économie de fonctionnalité consiste à remplacer l'achat d'un bien par l'achat de l'usage de ce bien. Dans ce cadre, l'échange économique ne repose plus sur le transfert de propriété du bien, le producteur restant propriétaire du bien tout au long de son cycle de vie, mais sur le consentement des usagers à payer une valeur d'usage de celui-ci.

Aujourd'hui, les collectivités ne bénéficient pas du remboursement de la TVA pour la location des produits mais uniquement pour leur acquisition, encourageant ainsi les comportements les moins vertueux. En effet, l'Etat rembourse actuellement aux collectivités locales, par l'intermédiaire du fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) la taxe qu'elles ont supportée lors de l'acquisition d'un bien d'équipement, ce qui n'est pas le cas pour la location, entrant dans les dépenses de fonctionnement. Nous proposons de mettre ces deux modes de fonctionnement sur un pied d'égalité.

Les collectivités sont ainsi incitées à se tourner vers l'achat d'équipements comme des engins de chantier ou de déneigeuses, entraînant des problématiques de stockage, de maintenance et de rentabilisation par leur utilisation effective. Il est nécessaire d'adapter les règles de fiscalité aux changements des pratiques, en corrigeant ce qui s'apparente à une distorsion de concurrence en défaveur d'une pratique vertueuse.

Cet amendement a été travaillé avec la l'Institut National de l'Economie Circulaire.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. PATIENT

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le i du A du I de l'article 266 nonies du code des douanes est ainsi rédigé :

« i) Sur les territoires des collectivités d'outre-mer relevant de l'article 73 de la Constitution, une exonération complète est applicable :

« – jusqu'au 31 décembre 2028 à La Réunion ;

« – jusqu'au 31 décembre 2030 en Guadeloupe et en Martinique ;

« – jusqu'au 31 décembre 2033 en Guyane et à Mayotte. »

II. – Le 2° du I et le II de l'article 63 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 sont abrogés.

III. - Le 2° du I et le II de l'article 14 de la loi n° 2021-1549 du 1<sup>er</sup> décembre 2021 de finances rectificatives pour 2021 sont abrogés.IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Cet amendement est la traduction exacte de la recommandation n° 12 du rapport d'information n° 195 (2022-2023) par Mmes Gisèle Jourda et Viviane Malet sur « La gestion des déchets dans les outre-mer » déposé par la Délégation sénatoriale aux outre-mer en décembre 2022.

Ce rapport a démontré que, contrairement à l'objectif assigné à l'origine à la TGAP, cette taxe était un frein à la transition vers une sortie de l'enfouissement en étouffant progressivement les capacités d'investissement des collectivités organisatrices. La charge sur les dépenses de fonctionnement est devenue insupportable.

En effet, les outre-mer souffrent d'un retard massif d'équipements : c'est ainsi que les déchets ménagers sont enfouis à 67 % dans les territoires ultramarins, contre 15 % dans l'Hexagone. Du fait de ce retard persistant en matière d'infrastructure, notamment de traitement, et alors même que

certaines flux de déchets sont toujours non recyclables (et donc destinés à l'enfouissement), faute de filières de valorisation locale, le poids de la TGAP pèse directement sur les collectivités territoriales, déjà soumis à des équilibres financiers précaires.

En effet, la taxe générale sur les activités polluantes pèse tout particulièrement sur ces territoires, car malgré des réfections importantes, en particulier à Mayotte et en Guyane (- 75 %), la charge de la TGAP est amenée à s'alourdir du fait de la hausse programmée des barèmes. La dernière modification importante est intervenue avec la loi °2021-1549 du 1er décembre 2021 de finances rectificative pour 2021 qui a porté de 25 % à 35 % la réfaction de la TGAP pour La Réunion, la Guadeloupe et la Martinique. Mais cette réfaction est provisoire. Le taux de 25 % sera de nouveau applicable au 1er janvier 2024. Quant à la réfaction de 75 % dont bénéficient la Guyane et Mayotte, elle passera à 70 % au 1er janvier 2024. Au-delà de 2025, la visibilité est donc nulle pour les acteurs.

En 2021, la TGAP représentait environ 5% du coût du service public de gestion des déchets sur le périmètre des 5 DROM. La dynamique de la taxe porterait ce coût à près de 10% en 2025 !

Afin de leur donner davantage de visibilité, de restaurer leur capacité d'autofinancement et de mettre en place des plans pluriannuels de rattrapage, cet amendement propose des exonérations de la TGAP de 5 ans pour La Réunion, de 7 ans pour la Guadeloupe et la Martinique, de 10 ans pour Mayotte et la Guyane.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. PATIENT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER**

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le 2° du I et le II de l'article 14 de la loi n° 2021-1549 du 1<sup>er</sup> décembre 2021 de finances rectificatives pour 2021 sont abrogés.

II. – Le 2° du I et le II de l'article 63 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 sont abrogés.

III. – Le i du A du I de l'article 266 nonies du code des douanes est ainsi modifié :

1° Au début du deuxième alinéa, le taux : « 35 % » est remplacé par le taux : « 50 % » ;

2° Après le troisième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les tarifs en vigueur en 2023 demeurent applicables aux opérations pour lesquelles le fait générateur de la taxe intervient à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024. »

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Amendement de repli.

La TGAP doit théoriquement inciter financièrement à réduire l'enfouissement des déchets et leur incinération sans valorisation énergétique au profit d'autres modes de traitement.

Or, les outre-mer connaissent une situation spécifique en matière de gestion des déchets en raison de leurs spécificités géographiques, de leur insularité et de l'absence de solutions de recyclage et de valorisation. Surtout, ces territoires ont beaucoup de retard et manquent encore de certaines infrastructures de base comme des déchetteries ou des centres de tri.

Aussi, la TGAP déstabilise les acteurs du déchet outre-mer et les pénalise alors qu'ils font face à l'urgence d'un rattrapage d'investissement.

Quelques chiffres:



- A La Réunion, en 2021, le syndicat Ileva s'est acquitté de 5,6 millions d'euros, soit déjà 16,5% des dépenses de fonctionnement. En 2022, ce sont 6,7 M euros et pour 2025, les prévisions sont de 10,2 M euros. La trajectoire est difficilement tenable, sauf à sacrifier les investissements vitaux.

- En Guyane, selon la communauté de communes des Savanes (CCDS), en 2025, à son taux maximum, la TGAP pourrait représenter 50% du coût actuel de gestion des déchets.

Le constat est le même dans tous les territoires et la trajectoire de la TGAP va encore aggraver la situation financière. Un doublement de la TGAP dans les prochaines années est attendu. Face au mur d'investissements que doivent engager les collectivités organisatrices, il est urgent de sauvegarder des capacités d'autofinancement.

À défaut d'une nécessaire exonération de la TGAP pour plusieurs années, cet amendement propose de relever le taux de la réfaction pour La Réunion, la Martinique et la Guadeloupe de 35 à 50% et de geler le barème pour tous les territoires aux tarifs 2023 pour toutes les tonnes incinérées et stockées à compter du 1er janvier 2024.





N°	I-1794
----	--------

**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. PATIENT

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER**

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le 2° du I et le II de l'article 14 de la loi n° 2021-1549 du 1<sup>er</sup> décembre 2021 de finances rectificatives pour 2021 sont abrogés.

II. – Le 2° du I et le II de l'article 63 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 sont abrogés.

III. – Après le troisième alinéa du i du A du I de l'article 266 nonies du code des douanes, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les tarifs en vigueur en 2023 demeurent applicables aux opérations pour lesquelles le fait générateur de la taxe intervient à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024. »

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Deuxième amendement de repli.

La TGAP doit théoriquement inciter financièrement à réduire l'enfouissement des déchets et leur incinération sans valorisation énergétique au profit d'autres modes de traitement.

Or, les outre-mer connaissent une situation spécifique en matière de gestion des déchets en raison de leurs spécificités géographiques, de leur insularité et de l'absence de solutions de recyclage et de valorisation. Surtout, ces territoires ont beaucoup de retard et manquent encore de certaines infrastructures de base comme des déchetteries ou des centres de tri.

Aussi, la TGAP déstabilise les acteurs du déchet outre-mer et les pénalise alors qu'ils font face à l'urgence d'un rattrapage d'investissement.

Quelques chiffres:

- A La Réunion, en 2021, le syndicat Ileva s'est acquitté de 5,6 millions d'euros, soit déjà 16,5% des dépenses de fonctionnement. En 2022, ce sont 6,7 M euros et pour 2025, les prévisions sont de 10,2 M euros. La trajectoire est difficilement tenable, sauf à sacrifier les investissements vitaux.

- En Guyane, selon la communauté de communes des Savanes (CCDS), en 2025, à son taux maximum, la TGAP pourrait représenter 50% du coût actuel de gestion des déchets.

Le constat est le même dans tous les territoires et la trajectoire de la TGAP va encore aggraver la situation financière. Un doublement de la TGAP dans les prochaines années est attendu. Face au mur d'investissements que doivent engager les collectivités organisatrices, il est urgent de sauvegarder des capacités d'autofinancement.

A défaut d'une nécessaire exonération de la TGAP pour plusieurs années, cet amendement propose *a minima* de geler le taux de la réfaction applicable aux territoires ultramarins à partir de 2024 aux taux actuels, et de maintenir les tarifs 2023 pour toutes les tonnes incinérées et stockées à compter du 1er janvier 2024.

Ce simple gel de la taxe permettra au moins de ne pas alourdir encore plus les dépenses de fonctionnement des EPCI et des syndicats mixtes et de préserver l'épargne brute qui subsiste, sans laquelle aucun investissement ne sera possible.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. PATIENT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7 TER**

Après l'article 7 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le 3° du 4 du I de l'article 244 quater W du code général des impôts, sont insérés trois alinéas ainsi rédigés :

« ...° Aux acquisitions ou constructions de logements neufs situés dans les départements d'outre-mer si les conditions suivantes sont réunies :

« a) L'entreprise signe avec une personne physique, dans les douze mois de l'achèvement de l'immeuble, ou de son acquisition si elle est postérieure, un bail réel solidaire tel que défini à l'article L. 255-1 du code de la construction et de l'habitation ;

« b) Les trois quarts de l'avantage en impôt procuré par le crédit d'impôt pratiqué au titre de l'acquisition ou de la construction de l'immeuble sont rétrocédés à la personne physique signataire du bail réel solidaire sous forme de diminution du prix de cession de l'immeuble. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement propose d'appliquer le crédit d'impôt aux opérations d'accession sociale à la propriété s'appuyant sur un bail réel solidaire (BRS) permettant ainsi des prix de vente des logements plus en cohérence avec les ressources des ménages des départements et régions d'Outre-mer.

Dans les DROM, 80% des ménages sont éligibles au logement social. Or, le parc de logement social ne représente que 160 000 logements pour un parc total de 775 000 logements. L'établissement public foncier (EPF) de Guadeloupe a été agréé Office Foncier Solidaire (OFS) en mai 2021, l'EPFA de Guyane a été agréé OFS en juillet 2023 et la demande d'agrément pour l'EPF de Martinique est en cours d'examen. Il est donc possible pour ces établissements de proposer aux personnes modestes de ces départements une accession à la propriété via un bail réel solidaire (BRS) qui permet une diminution du coût de l'accession en dissociant le foncier du bâti.

Le BRS constitue un maillon du parcours résidentiel destiné à composer une offre adaptée à tous les déciles des ménages. Parce qu'il constitue un produit de sortie du parc locatif social avec le logement locatif intermédiaire, il permet de créer une fluidité au sein du parc locatif social.

En outre, le BRS présente plusieurs avantages :

Favoriser une maîtrise publique du foncier et empêcher la spéculation foncière ;Mettre en place un parcours résidentiel pour les familles ;Mettre sur le marché des logements durablement abordables ;Contribuer à l'atteinte des objectifs de la loi SRU pour les communes déficitaires ;Favoriser l'accession à la propriété pour les ménages les plus modestes.

Malgré les avantages évidents de ce modèle, le coût d'acquisition en BRS est équivalent voire plus élevé que le Prêt social location-accession (PLSA). Or pouvant être mobilisé notamment en résorption de l'habitat insalubre, ou dans les zones de menaces graves des vies humaines (notamment zones exposées aux risques), le BRS perd de son intérêt s'il n'est pas éligible au crédit d'impôt car il ne bénéficie d'aucune solution de financement ni d'une fiscalité propre adaptée d'autant plus que la redevance foncière à charge de l'accédant à la propriété n'est pas éligible non plus aux allocations logement (ALS et ALF).

Aussi pour améliorer l'attractivité de ce produit, il est indispensable d'y adjoindre un crédit d'impôt au même titre que le PLSA.

Cet amendement a été travaillé avec l'Union sociale pour l'habitat Outre-mer (USHOM).







N°	I-1796
----	--------

**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. PATIENT

C	
G	

ARTICLE 6

Alinéa 81, dernière phrase

Rédiger ainsi cette phrase :

Pour les collectivités d'outre-mer régies par l'article 73 de la Constitution et habilitées, en application du troisième alinéa de ce même article et des articles L.O. 4435-2 à L.O. 4435-12 du code général des collectivités territoriales, à fixer des règles spécifiques en matière de maîtrise de la demande d'énergie, de réglementation thermique pour la construction de bâtiments et de développement des énergies renouvelables, ces niveaux s'entendent de critères de performance énergétique et environnementale déterminés par les collectivités ;

**OBJET**

Cet amendement est proposé pour rendre effectif le dispositif « seconde vie » en Guadeloupe et à la Martinique, dispositif inséré dans le PLF par un amendement n° I-5059 de notre collègue Lionel CAUSSE. Il permet l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) pour les opérations de travaux lourds de réhabilitation ayant pour objectif d'améliorer notamment les performances énergétiques des bâtiments de plus de 40 ans. Cette performance est mesurée par les critères du nouveau DPE pour les territoires de l'hexagone.

Pour les Outre-mer, le texte de loi propose de définir ces critères par voie de décret. Or, la Guadeloupe et la Martinique sont habilitées, en vertu du troisième alinéa de l'article 73 de la Constitution, à fixer certaines règles notamment en matière de maîtrise de la demande d'énergie et de la réglementation thermique. Par ailleurs, l'adaptation et l'application du nouveau DPE a été reporté à 2028 pour les Outre-mer (dans la Loi climat et résilience de 2021). Aussi, nous proposons que ces collectivités habilitées, établissent elles-mêmes leurs propres critères de performance en tenant compte des spécificités locales.

Cet amendement a été travaillé avec l'Union sociale pour l'habitat Outre-mer (USHOM).



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. PATIENT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

Alinéa 81

Compléter cet alinéa par une phrase ainsi rédigée :

Pour les autres collectivités de l'article 73 de la Constitution, ces niveaux s'entendent de critères de performance énergétique et environnementale déterminés par les collectivités en concertation avec le comité de la maîtrise de la demande d'énergie de leur territoire. »

**OBJET**

Cet amendement est proposé pour rendre effectif le dispositif « seconde vie » en Guyane, à La Réunion et à Mayotte qui à ce jour ne sont pas habilités. Il permet l'exonération de la TFPB pour les opérations de travaux lourds de réhabilitation ayant pour objectif d'améliorer notamment les performances énergétiques des bâtiments de plus de 40 ans. Cette performance est mesurée par les critères du Nouveau DPE pour les territoires de l'hexagone.

Pour les Outre-mer, le texte de loi propose de définir ces critères par voie de décret. Or, dans la mesure où le gouvernement a reporté la mise en place du nouveau DPE Outre-mer pour 2028 (dans la Loi climat et résilience de 2021), nous proposons dans l'intervalle, que ces collectivités établissent en concertation avec les comités MDE leurs propres critères de performance pour coller aux réalités locales. Les comités MDE sont composés notamment de représentants de l'Etat, des collectivités, de l'ADEME et des fournisseurs d'énergie. Cet amendement permet par ailleurs de ne pas prendre le risque d'une mise en place tardive du dispositif (décret pouvant potentiellement prendre du temps), alors que pour l'hexagone, la mesure sera effective dès la promulgation de la Loi.

Cet amendement a été travaillé avec l'Union sociale pour l'habitat Outre-mer (USHOM).



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. PATIENT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

Après l'alinéa 74

Insérer trois alinéas ainsi rédigés :

...° a) Après ce même 4 du I de l'article 244 quater X, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Un décret définit les critères permettant d'apprécier ce que sont les performances techniques voisines de celles des logements neufs. » ;

b) Le décret mentionné à l'alinéa précédent est publié deux mois au plus tard après la promulgation de la loi et s'applique aux travaux de rénovation et de réhabilitation pour lesquels une déclaration préalable de travaux ou une demande de permis de construire est déposée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 ;**OBJET**

Cet amendement a pour objectif de préciser le périmètre d'intervention et le champ d'application du crédit d'impôt dont l'extension aux opérations de rénovation et de réhabilitation des logements sociaux hors quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) a été annoncée par le Comité Interministériel des Outre-mer (CIOM) du 18 Juillet 2023. En effet, les critères des opérations éligibles à cette réduction sont aujourd'hui arrêtés par un bulletin officiel (circulaire/doctrine) échappant à une définition précise des critères. Par ailleurs, la mention « voisines du neuf » est capitale et doit faire l'objet d'une définition par décret pour rendre opérationnelle une telle mesure.

Cet amendement a été travaillé avec l'Union sociale pour l'habitat Outre-mer (USHOM).



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. PATIENT

C	
G	

ARTICLE 6

## I. – Après l’alinéa 74

Insérer quatre alinéas ainsi rédigés :

...° a) Après le même 4 du I de l’article 244 quater X, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Ouvrent également droit au bénéfice du crédit d’impôt les travaux de rénovation ou de réhabilitation des logements satisfaisant aux conditions fixées au 1, achevés depuis plus de vingt ans, permettant aux logements d’acquérir des performances énergétiques et environnementales. » ;

b) Le présent a s’applique aux travaux de rénovation et de réhabilitation pour lesquels une déclaration préalable de travaux ou une demande de permis de construire est déposée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 ;

## II. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – Le présent article ne s’applique qu’aux sommes venant en déduction de l’impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement a pour objectif d’appliquer le bénéfice du crédit d’impôt aux opérations de réhabilitations qui ont pour objectif de participer à l’effort national pour atteindre la neutralité Carbone.

En effet, la mise en place tardive du DPE Outre-mer (reculée jusqu’en 2028) ne doit pas entraver la rénovation énergétique progressive du parc social. Cette mesure vise à éviter que cette mise en place tardive du DPE n’entrave la remise sur le marché, en tension, de logements.

Par ailleurs, dans l’attente de la mise en place du nouveau DPE Outre-mer, les performances énergétiques (en cohérence avec l’objectif national de neutralité carbone) doivent être précisées, par les collectivités en concertation avec les comités MDE au regard de la réglementation et des outils en vigueur (DPE Guadeloupe)

Cet amendement a été travaillé avec l’Union sociale pour l’habitat Outre-mer (USHOM).







**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. PATIENT

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7 TER

Après l'article 7 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le VII de l'article 244 quater W du code général des impôts est ainsi modifié :

1° À la première phrase du premier alinéa, après les mots : « programme d'investissements mentionné », sont insérés les mots : « au 1° ou » ;

2° Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Pour les acquisitions ou constructions de logements neufs à usage locatif dans les conditions mentionnées au 1° du 4 du I du présent article, réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré mentionnés à l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation et les sociétés d'économie mixte mentionnées à l'article L. 481-1 du même code, une obligation d'information de l'administration est instaurée à partir du dépôt de la demande de permis de construire ou, en cas de vente en l'état futur d'achèvement, de l'acquisition, jusqu'à l'expiration de la durée au cours de laquelle un complément de taxe est susceptible d'être dû. »

II. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

**OBJET**

L'article 244 quater W du CGI prévoit un dispositif de crédit d'impôt dans les Départements et Régions d'Outre-mer pour soutenir les investissements dans certains secteurs, notamment les opérations portant sur certains logements sociaux (location-accession) et intermédiaires.

Son paragraphe VII prévoit que lorsque le montant total du programme d'investissements dépasse un certain montant, le bénéfice du crédit d'impôt est conditionné à l'obtention d'un agrément préalable délivré par le ministre chargé du budget. Il précise toutefois que cet agrément n'est pas nécessaire pour les opérations de location-accession sociale réalisées par les organismes Hlm et les bailleurs sociaux assimilés.

En revanche, cet agrément reste à ce jour nécessaire pour les investissements dans le logement locatif intermédiaire (LLI).

Or, il s'agit d'une procédure lourde et qui peut durer plus de 6 mois, retardant d'autant la signature des marchés de construction alors que les organismes Hlm ultramarins connaissent déjà :

Des longs délais d'approvisionnements en matériaux de construction qui ne permettent plus de tenir les délais des chantiers et reportent les délais de livraison. Une multiplication des appels d'offres infructueux, conséquence de l'augmentation des coûts. Des coûts de sortie des opérations neuves sont de moins en moins compatibles avec les ressources des ménages demandeurs.

Cet amendement propose d'élargir la règle de dispense d'agrément aux opérations de logements intermédiaires dès lors qu'elles sont réalisées par des organismes Hlm ou des bailleurs sociaux assimilés, ceci afin de simplifier la procédure et raccourcir les délais

Par ailleurs cet amendement instaure une obligation d'information permettant d'assurer le suivi de la production et la vérification du respect des conditions fixées par le code général des impôts pour l'obtention de l'avantage fiscal.

Les dossiers de demande d'agréments sont très complexes. Ils requièrent des niveaux de détail qui ne peuvent être fournis qu'au moment où le bailleur dispose des devis définitifs (Marchés de travaux) des entreprises et de leurs attestations sociales et fiscales.

L'instruction prend de son côté 6 mois en moyenne. Cela retarde les opérations alors que le produit LLI demeure une des solutions pour libérer les logements très sociaux par les familles aux déciles supérieurs.

Cet agrément a été supprimé pour les bailleurs sociaux de l'hexagone en LFI 2021.

Cet amendement a été travaillé avec l'Union sociale pour l'habitat Outre-mer (USHOM) et l'Union sociale pour l'habitat (USH).



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. PATIENT

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7 QUATER

Après l'article 7 quater

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le deuxième alinéa du 2 du VIII de l'article 244 quater W, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« La précédente disposition n'est pas applicable dans le cas où il s'agit d'un programme d'investissements mentionné au 1° ou au 3° du 4 du I du présent article réalisé par un organisme mentionné au 1 du I de l'article 244 quater X » ;

2° Le 2 du VII de l'article 244 quater X est abrogé.

II. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Les articles 244 quater W et 244 quater X du CGI prévoient un dispositif de crédit d'impôt dans les Départements et Régions d'Outre-mer pour soutenir les investissements dans certains secteurs, notamment les opérations portant sur certains logements sociaux et intermédiaires.

Parmi les différentes conditions à respecter, ces deux articles précisent que lorsque l'investissement revêt la forme de la construction d'un immeuble ou de l'acquisition d'un immeuble à construire, l'immeuble doit être achevé dans les deux ans suivant la date à laquelle les fondations sont achevées.

Ce délai de 2 ans pose des difficultés.

Actuellement le BTP est en crise dans les DROM, ce qui génère des retards importants, voire des défaillances d'entreprises. Au-delà du préjudice sur le manque de perception des loyers liés au retard, le délai de 2 ans entre l'achèvement des fondations et l'achèvement met les organismes Hlm en grande tension sur l'éligibilité du crédit d'impôt. Une défaillance d'entreprise en fin de chantier peut occasionner un retard et un dépassement de ce délai.

Pour les organismes Hlm, ces difficultés sont conjuguées à des freins tels que :

Les longs délais d'approvisionnements en matériaux de construction qui ne permettent plus de tenir les délais des chantiers et reportent les délais de livraison. La multiplication des appels d'offres infructueux, conséquence de l'augmentation des coûts. Les coûts de sortie des opérations neuves sont de moins en moins compatibles avec les ressources des ménages demandeurs.

Cet amendement propose donc de supprimer cette condition s'agissant des investissements réalisés par les organismes Hlm et bailleurs sociaux assimilés.

Cet amendement a été travaillé avec l'Union sociale pour l'habitat.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. PATIENT

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7 QUATER**

Après l'article 7 quater

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Aux deux premiers alinéas du 2 du VIII de l'article 244 quater W, le mot : « deux » est remplacé par le mot : « trois ».

2° Aux deux premiers alinéas du 2 du VIII de l'article 244 quater X, le mot : « deux » est remplacé par le mot : « trois ».

II. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'objectif de ce cet amendement est d'évacuer le risque de reprise de l'avantage fiscal pour les opérations de construction de logements sociaux qui bénéficient du crédit d'impôt et qui accusent un retard de chantier lié aux défaillances des entreprises.

En effet, la crise du BTP que connaissent les DROM impacte les donneurs d'ordre (bailleurs sociaux) qui accusent des retards importants, voire des défaillances. Ces défaillances font subir un double préjudice aux bailleurs sociaux qui, au-delà des pertes financières liées à la non-perception des loyers (compte tenu du report de la livraison des logements), portent également un risque lié à la perte de l'avantage fiscal si le délai de 2 ans entre l'achèvement des fondations et l'achèvement des travaux n'est pas respecté.

Cet amendement propose de porter ce délai de 2 à 3 ans.

Cet amendement a été travaillé avec l'Union sociale pour l'habitat Outre-mer (USHOM) et l'Union sociale pour l'habitat (USH).







N°	I-1803
----	--------

**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. PATIENT

C	
G	

ARTICLE 16

## I. – Alinéa 207

Compléter cet alinéa par les mots :

, sauf dans les départements et régions d’outre-mer où ils entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2026

## II. – Alinéa 208

Remplacer les mots :

l’année 2025

par les mots :

la première année d’application des dispositions de cet article telles que définies au III

**OBJET**

Cet amendement propose de repousser d’un an l’application de la réforme des redevances sur l’eau dans les DROM.

En effet, en Outre-mer ce sont les offices de l’eau (OE) qui sont en charge des missions dévolues aux agences de l’eau de l’hexagone mais leurs moyens sont sans commune mesure. Là où l’agence de l’eau Artois Picardie, la plus petite, dispose d’un budget d’environ 170 millions d’euros pour 2022 et 140 ETPT, l’office de l’eau de Guyane dispose d’un budget d’environ 3,5 millions d’euro et une vingtaine d’agents. Pourtant l’agence de l’eau Artois Picardie gère 8000 km de cours d’eau alors que l’office de l’eau Guyane s’occupe de 112 000 km de cours d’eau.

Par ailleurs, à l’origine, cette réforme ne devait pas s’appliquer en outre-mer. Si bien que les six agences de l’eau travaillent en étroite collaboration avec la direction de l’eau et de la biodiversité (DEB) - l’administration en charge de piloter cette réforme - depuis plus de 2 ans quand les OE des DROM n’ont été prévenus qu’en mars de cette année. Aussi il semble impossible, compte-tenu des délais liés à la gouvernance des offices et des moyens disponibles, de préparer la transition entre le système actuel de redevances et le nouveau système porté par cette réforme et de l’adapter aux spécificités des territoires ultramarins en si peu de temps.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. PATIENT

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7 QUATER**

Après l'article 7 quater

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le I de l'article 1395 H du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« En Guyane, par dérogation à l'alinéa précédent, les bois et forêts mentionnés au 1<sup>o</sup> du I de l'article L. 211-1 du code forestier sont exonérés de la taxe foncière sur les propriétés non bâties perçue au profit des communes et de leurs établissements publics de coopération intercommunale à concurrence de 60 %.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La loi de 2009 pour le développement économique des Outre-mer (LODEOM) a introduit une exonération temporaire de taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) à destination des agriculteurs pour les aider à faire face à la crise économique de l'époque et leur rendre quelques marges de manoeuvre financières. Cette exonération devait s'éteindre de manière progressive sur plusieurs années. Or au fil des réformes et des lois de finances, cette exonération est devenue permanente.

Par ailleurs, la LODEOM en définissant les terrains bénéficiant de cette exonération a vu large, trop large puisque au final selon la nomenclature utilisée par la DGFIP, celle de l'instruction ministérielle de 1908, de nombreuses catégories de terres non agricoles sont concernées. Aussi cet amendement vient diminuer l'exonération dont bénéficient indument les bois et forêts de Guyane appartenant à l'État et dont l'ONF assure la gestion. La diminution du taux d'exonération de 80% à 60% correspond à un doublement du montant de TFPNB qui selon les derniers chiffres disponibles a rapporté un peu moins de 180 000 euros aux collectivités locales guyanaises en 2020.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. PATIENT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS**

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 199 novovicies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Aux 1° et 2° du A du VII bis, les deux occurrences des mots : « en 2024 et pour les constructions mentionnées au 1° du même B dont le permis de construire a été déposé cette même année » sont remplacées par les mots : « en 2024, en 2025 ou en 2026 et pour les constructions mentionnées au 1° du même B dont le permis de construire a été déposé ces mêmes années » ;

2° Après le 2° du XII, est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Par dérogation aux I et VIII, la réduction d'impôt sur le revenu est ouverte aux investissements réalisés entre le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et le 31 décembre 2026 ; »

3° Aux a et b du 3° du XII, les deux occurrences des mots : « réalisées en 2024, pour les constructions mentionnées au 1° du même B dont le permis de construire a été déposé cette même année et pour les souscriptions mentionnées au VIII réalisées cette même année » sont remplacées par les mots : « réalisées en 2024, en 2025 ou en 2026 pour les constructions mentionnées au 1° du même B dont le permis de construire a été déposé ces mêmes années et pour les souscriptions mentionnées au VIII réalisées ces mêmes années ».

II. – Les dispositions du I entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2025.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à soutenir l'accès au logement et le parcours locatif dans les Outre-mer, en y incitant à la construction de logements intermédiaires. Il prolonge ainsi pour deux ans la réduction d'impôt sur le revenu, dite PINEL Outre-mer, prévue au XII de l'article 199 novovicies du code général des impôts (CGI).

Le logement locatif intermédiaire joue effectivement un rôle essentiel Outre-mer. Ces logements, à loyers réglementés inférieurs aux prix du marché, permettent aux classes moyennes d'habiter au plus près des bassins d'emploi, sans consacrer une part trop importante de leur budget à leur logement. Le

locatif intermédiaire est ainsi gage de mixité sociale en apportant aux classes moyennes une solution de logement qualitative et à un prix abordable dans les zones tendues. Au regard de la pression foncière, des enjeux d'attractivité des emplois et du retour des jeunes au pays, le logement intermédiaire apparaît donc, notamment Outre-mer, comme un véritable outil de développement économique et social des territoires.

Pour autant, l'échéance fixée à l'article 199 novovicies du CGI risque de rompre le modèle économique de ce précieux levier. En effet, les coûts d'entretien et de construction des logements sont singulièrement élevés dans les territoires ultramarins. En cause, l'insularité, l'éloignement, les restrictions bancaires, ou encore les normes d'aménagement et de construction (par exemple le risque sismique et le risque cyclonique). Ces surcoûts sont insuffisamment pris en compte dans les dispositifs de financement. De fait, le PINEL Outre-mer est aujourd'hui primordial pour le financement des logements intermédiaires dans nos territoires. Il représente 70 % des ventes en état futur d'achèvement à La Réunion.

L'État doit pouvoir apporter un soutien actif, non seulement pour l'accès à un toit ou à la propriété, mais aussi afin d'inciter les contribuables à améliorer l'offre de logements et le développement de la mixité sociale dans l'habitat et dans les quartiers.

La prolongation du dispositif en Outre-mer, appelée de leurs vœux par l'ensemble des collectivités, des acteurs politiques et économiques, sera un signal fort envoyé au secteur du BTP. Ces deux années supplémentaires donneront au Gouvernement et à la mission parlementaire qu'il doit mandater, le temps de travailler sereinement, avec les parties prenantes, à la création de nouveaux outils.

À l'inverse, une suppression sèche du dispositif et l'absence de mesure de substitution refréneraient immédiatement les porteurs de projets. Alors que les entreprises du BTP traversent actuellement une profonde crise structurelle et que leur compétitivité a déjà été durement affectée ces dernières années, cela se traduirait par une baisse de l'offre de logements et de rénovation, une pression accrue sur le logement social et très social, une hausse des prix, du mal-logement et du chômage.

Cet amendement a été travaillé avec la Fédération des Entreprises des Outre-mer (FEDOM).





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. PATIENT

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 19**

Après l'article 19

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 242 septies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée : « Tout professionnel intervenant, directement ou indirectement, dans le cadre de l'obtention pour autrui des avantages fiscaux énoncés au présent alinéa doit être régulièrement inscrit sur le registre énoncé au présent alinéa, et selon les conditions prévues aux 1° à 6°. »

2° Après le neuvième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« L'inscription sur le registre donne lieu à l'obtention d'un numéro d'identification qui doit être renseigné pour chaque intervention, directe ou indirecte, dans le cadre de l'obtention pour autrui d'un avantage fiscal mentionné au premier alinéa du présent article, et conformément aux obligations énoncées au présent article. »

II. – Un arrêté pris par le ministre chargé des comptes public et le ministre chargé des outre-mer fixe les modalités d'application du I.

**OBJET**

La réglementation des monteurs d'opération en défiscalisation outre-mer est véritablement initiée avec la loi de finances pour 2011, qui crée l'article 242 septies du CGI, soumettant notamment les entreprises exerçant « l'activité professionnelle consistant à obtenir pour autrui les avantages fiscaux prévus par les articles 199 undecies A, B et C, 217 undecies et duodecies, mais qui ne sont pas des conseillers en investissements financiers » à un certain nombre de conditions d'éthique professionnelle, énumérées à l'article L.541-8-1 du Code monétaire et financier.

Avec la loi de finances pour 2012, l'article 242 septies est complété d'une mention prévoyant que les monteurs doivent être inscrits sur « un registre tenu par le représentant de l'État dans le département ou la collectivité dans ces entreprises ont leur siège social ». L'article 131 de la loi de finances pour 2019 a modifié la procédure d'inscription des « monteurs en défiscalisation » sur les registres tenus par les représentants de l'Etat. Jusqu'à la loi de finances pour 2019, tout « monteur en défiscalisation » devait s'inscrire sur le registre tenu par le représentant de l'Etat dans le département où il disposait de son siège social. A compter de 2019, les monteurs doivent s'inscrire sur le registre tenu par les préfets et hauts commissaires des départements et collectivités désignés par arrêté conjoint des ministres chargés du budget et de l'outre-mer. Par ailleurs, trois nouvelles dispositions ont été

introduites par la loi de finances pour 2019 : les registres des monteurs en défiscalisation devront être rendus publics sur les sites des préfectures et haut-commissariat concernés ; l'inscription sur le registre ne vaudra que pour une période de 3 ans et cette obligation de procéder à une nouvelle inscription ne concerne pas les « monteurs en défiscalisation » inscrits sur les registres actuels depuis moins de 3 ans. Pour ces derniers, la réinscription n'interviendra qu'une fois la période de 3 ans révolue.

Le décret n° 2015-149 du 10 février 2015 relatif aux obligations déclaratives et à la mise en concurrence des intermédiaires en défiscalisation outre-mer a créé les articles 171BK et 171 BL annexe 2 du CGI relatifs respectivement à la déclaration des investissements réalisés outre-mer et à la mise en concurrence des intermédiaires en défiscalisation. Ce décret comprend en annexe une Charte de déontologie.

Nonobstant toutes ces évolutions en faveur d'un meilleur contrôle des entreprises qui obtiennent pour autrui les aides fiscales à l'investissement outremer, l'expérience tirée de la pratique de ce dispositif démontre qu'il est nécessaire de le renforcer à nouveau.

En effet, il est important de relever qu'il existe de fait aujourd'hui un certain nombre d'acteurs qui interviennent directement (ex : des experts-comptables ou des notaires qui montent pour le compte d'un tiers un dossier de défiscalisation) ou indirectement (comme apporteur d'affaires par exemple ou commissionnaires) dans des opérations de défiscalisation, et qui ne s'enregistrent pas comme intermédiaire en défiscalisation, « échappant » ainsi au contrôle exercé par l'administration.

Or, c'est précisément dans ces zones d'ombres que se cachent les dérives qui peuvent exister, notamment dans les opérations dites « en plein droit », c'est-à-dire qui ne nécessitent pas un agrément de l'administration fiscale.

Aussi, cet amendement vise à rendre obligatoire l'inscription sur le registre public de tout professionnel qui interviendrait dans le cadre de l'obtention d'aides fiscales à l'investissement, et ce qu'il intervienne en tout ou partie dans la procédure.

L'amendement prévoit également que l'enregistrement sur lesdits registres publics donnent lieu à l'obtention d'un numéro d'identification de l'entreprise enregistrée, numéro qui doit être renseigné par chaque professionnel dans les formulaires d'identification prévus à cet effet (article 242 septies du CGI) dès lors qu'ils interviennent d'une manière ou d'une autre en faveur de l'obtention pour autrui des avantages fiscaux susmentionnés.

Cet amendement a été travaillé avec la Fédération des Entreprises des Outre-mer (FEDOM)



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. PATIENT

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 QUINDECIES**

Après l'article 5 quindecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I – Le VI ter A de l'article 199 terdecies-0 A du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les versements ouvrant droit à la réduction d'impôt mentionnée au VI ter A sont retenus, après imputation des droits ou frais d'entrée, dans les limites annuelles de 12 000 € pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés et de 24 000 € pour les contribuables mariés ou pour ceux liés par un pacte civil de solidarité et soumis à imposition commune. » ;

2° Au deuxième alinéa, la première occurrence de la référence : « 2, » est supprimée.

II. – Les dispositions du I entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2025.

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le VI ter A de l'article 199 terdecies-0 A du Code Général des Impôts prévoit que les contribuables peuvent bénéficier d'une réduction de leur impôt sur le revenu en investissant dans un Fonds d'investissement de proximité (FIP) dédié aux PME ultramarines (FIP Outre-mer). Le montant de l'avantage fiscal attribué au contribuable investisseur est de 30% du montant investi par le FIP Outre-mer en titre de capital ou donnant accès au capital de PME ultramarines, étant précisé qu'au moins 70% du montant souscrit au FIP Outre-mer doit être fléché vers ces entreprises. Ce faisant, le taux de réduction d'impôt est compris entre 21% et 30% pour le contribuable investisseur. En effet, si le fonds investit 70% du montant souscrit par l'investisseur, alors le taux de réduction d'impôt est de 21% (30% x 70%) ; et si le fonds investit 100% du montant souscrit par l'investisseur, alors le taux de réduction d'impôt est de 30% (30% x 100%).

Concrètement, ce dispositif permet de diriger des capitaux vers des sociétés ignorées des grands investisseurs et de réinjecter régulièrement et rapidement les sommes collectées, en renforçant les

fonds propres des PME régionales. Il permet ainsi de créer de l'emploi et de générer de la commande locale. Son coût est compensé par les rentrées fiscales qu'il génère.

Les FIP Outre-mer ont donc un effet direct positif sur l'économie grâce :

Ø A l'effet de levier sur le bilan (plus de 4 fois les montants investis) et le maintien ou l'accroissement de l'emploi des entreprises concernées (environ 30 emplois pour 1 million d'euros investis) ;

Ø Au financement du besoin en fonds de roulement des entreprises permettant d'assumer leur exploitation ainsi que le paiement des taxes publiques directes et indirectes notamment des charges sociales et fiscales ainsi que l'octroi de mer.

Le dynamisme de ces dispositifs est évidemment d'autant plus important en période de relance économique là où les TPE/PME constituent l'essentiel du maillage économique des collectivités ultramarines.

Or, depuis 2020, les FIP de droit commun dans l'Hexagone sont passés de 18% à 25% de réduction d'impôts, là où les FIP Outre-Mer et les FIP Corse passaient de 38% à 30%, sous la contrainte communautaire. L'écart entre les 2 produits qui s'adressent à la même cible d'investisseurs est ainsi passé de 20 points (38%-18%) à seulement 5 points (30%-25%).

Nonobstant par ailleurs le soutien réaffirmé du Législateur en loi de finances pour 2021 en procédant à l'élargissement du périmètre des secteurs éligibles aux FIP Outre-mer pour s'aligner pleinement sur le régime du FIP Corse, il est acquis que seul le maintien d'un différentiel significatif entre les taux de réduction d'impôt des FIP Outre-Mer et Corse d'une part, et du FIP de droit commun en Métropole d'autre part, peut permettre de préserver l'intérêt des investisseurs pour ce dispositif fiscal essentiel à l'amélioration du haut de bilan des PME ultramarines.

En effet, il est observé depuis 2020 une baisse de la collecte, alors que cette dernière augmentait depuis 2018 et l'élargissement de la souscription à tous les contribuables (métropolitaines et ultramarines) acquis par le vote de la loi EROM. En ce sens, les « bleus » budgétaires font apparaître une division par deux de la dépense fiscale générée depuis 2020 : 8 M€ en 2020 contre 4 M€ en 2021 et 3 M€ en 2022 et 2023.

Toutefois, la contrainte communautaire ne permettant pas de modifier le paramètre du taux de réduction d'impôt, cet amendement prévoit de modifier le calcul de l'assiette sur laquelle est assise la réduction d'impôt afin que, par dérogation, l'assiette de la réduction d'impôt s'effectue sur la base du montant total investi dans les FIP Outre-mer et non plus sur le seul quota investi dans des entreprises éligibles, ce qui permettrait concrètement de maintenir un différentiel effectif avec le FIP hexagonal. C'est donc un retour à la version en vigueur avant août 2020.

Cet amendement a été travaillé avec la Fédération des Entreprises des Outre-mer (FEDOM)



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. PATIENT

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7 TER

Après l'article 7 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 199 undecies A du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 1 est ainsi rédigé :

« 1. Il est institué une réduction d'impôt sur le revenu pour les contribuables domiciliés en France au sens de l'article 4 B qui investissent en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Mayotte, à La Réunion, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, à Saint-Martin, à Saint-Barthélemy, dans les îles Wallis et Futuna et les Terres australes et antarctiques françaises, entre :

« a) La date de promulgation de la loi n° 2003-660 du 21 juillet 2003 de programme pour l'outre-mer et le 31 décembre 2017 pour les investissements mentionnés aux a à d et g du 2 ;

« b) La date de promulgation de la loi n° 2003-660 du 21 juillet 2003 précitée et le 31 décembre 2029 pour les investissements mentionnés au e du même 2 ;

« c) La date de promulgation de la loi n° 2003-660 du 21 juillet 2003 précitée et le 31 décembre 2017, puis entre le 1<sup>er</sup> janvier 2025 et le 31 décembre 2029 pour les investissements mentionnés au f. » ;

B. – Au f du 2, les mots : « de sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun effectuant dans les douze mois de la clôture de la souscription des investissements productifs neufs dans ces départements ou collectivités et dont l'activité réelle se situe dans les secteurs éligibles pour l'application des dispositions du I de l'article 199 undecies B » sont remplacés par les mots : « de sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés et situées dans ces départements ou collectivités. ».

II. – Les dispositions du I entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2025.

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

## **OBJET**

Cet amendement vise à apporter une réponse concrète à la sous-capitalisation des PME Outre-mer, qui constitue un problème structurel majeur pour l'économie ultramarine. Souvent confrontées à une aversion au risque des investisseurs et insuffisamment rentables pour attirer des financements privés, les petites et moyennes entreprises (PME) ultramarines souffrent d'un double-handicap. L'amendement crée donc un nouveau dispositif de souscription au capital des PME ultramarines, type IR PME Madelin.

Dans sa publication n°613 d'avril 2020, l'IEDOM admettait d'ailleurs que « la principale fragilité des entreprises ultramarines demeure l'important besoin de trésorerie auquel elles sont confrontées ». Mesuré par le besoin en fonds de roulement d'exploitation (BFRE), le besoin de financement à court terme des entreprises ultramarines s'établissait à 45 jours de chiffre d'affaires en 2018, en progression de 7 jours par rapport à 2017. Presque trois fois supérieur à celui de la France entière (alors globalement stable autour cinq ans autour de 17 jours), cet écart reflète selon l'Institut « les spécificités ultramarines comme l'insularité ou l'éloignement des marchés, nécessitant la constitution de stocks importants pour pallier l'espacement au cours du temps des approvisionnements. Il intègre également les délais de paiement, structurellement plus longs que dans l'Hexagone ».

S'ajoutent à ces éléments les conséquences de la crise sanitaire, le contexte d'inflation, les problématiques liées au fret international, à l'apurement des cotisations sociales ou encore à l'accès des entreprises au marché bancaire. Un tel contexte explique le nombre particulièrement inquiétant de défaillances des entreprises observé au 2<sup>ème</sup> trimestre 2023 (+ 40,7 % par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2022 contre +33,9 % pour l'Hexagone), qui impacte notamment la Martinique (+79,4 %), La Réunion (+64,2 %) et la Nouvelle-Calédonie (+52,8 %).

Alors que l'ensemble des forces vives travaille à une relance économique pérenne, les PME ultramarines demeurent fortement fragilisées. Elles doivent pouvoir disposer d'outils de financement qui leur permettent de renforcer leur solvabilité. Ce n'est qu'alors qu'elles pourront pleinement améliorer leur compétitivité, investir dans le territoire et son développement.

Outre la nécessaire amélioration du Fonds d'investissement de proximité dédié aux PME ultramarines (FIP Outre-mer), il convient donc de mettre en place un dispositif complémentaire de souscription directe au capital des PME spécifique outre-mer. Un tel mécanisme permettra de mieux orienter les capitaux vers ces entreprises et de renforcer leurs fonds propres. Il participera ainsi à la création d'emploi et de valeurs.

Pour ce faire, le présent amendement réouvre le bénéfice de la réduction d'impôt prévue au f) du 2 de l'article 199 undecies A. La disposition vise les versements effectués au titre de souscriptions en numéraire au capital de sociétés qui ont pour objet le financement, par souscriptions en numéraire au capital des sociétés de développement régional des départements ou collectivités d'outre-mer ou de sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés et situées dans ces départements ou collectivités. L'investisseur s'engage à conserver ses parts ou actions pendant au moins cinq ans à compter de la date de souscription.

Cet amendement a été travaillé avec la Fédération des Entreprises des Outre-mer (FEDOM).





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. PATIENT

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7 QUATER**

Après l'article 7 quater

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 59 ter du code des douanes est complété par trois alinéas ainsi rédigés :

« L'administration des douanes est également autorisée à communiquer gratuitement, sans que puisse être opposée l'obligation de secret professionnel, aux agents du conseil régional de Guadeloupe, de la collectivité territoriale de Martinique, de la collectivité territoriale de Guyane, du conseil régional de La Réunion et du conseil départemental de Mayotte, les informations permettant de calculer les bases d'impositions de l'octroi de mer et de l'octroi de mer régional et d'évaluer l'impact économique des exonérations prévues aux articles 4, 6, 7-1 et 7 de loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer.

« Les informations sont notamment transmises par code de la nomenclature combinée figurant à l'annexe I au règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun le montant de l'ensemble des importations constatées au titre d'une année civile, le régime douanier appliqué à ces importations lors de leur dédouanement, les importations ayant fait l'objet d'une exonérations d'octroi de mer, l'ensemble des livraisons ayant fait l'objet d'une déclaration visée à l'article 13 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 précitée, de l'octroi de mer et l'octroi de mer régional déductible, l'octroi de mer et l'octroi de mer régional déduit, l'octroi de mer et l'octroi de mer régional remboursé et de la liste des entreprises assujetties à l'octroi de mer interne.

« Les personnes ayant à connaître et utiliser ces informations sont tenues au secret professionnel pour tout ce qui concerne lesdites informations, dans les conditions et peines prévues à l'article 226-13 du code pénal. »

II. – Un décret précise, au plus tard six mois après l'entrée en vigueur de la présente loi, les modalités d'habilitation des agents des collectivités territoriales mentionnées au I du présent article.

**OBJET**

La loi du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer donne compétence aux conseils régionaux de Guadeloupe et de La Réunion, aux collectivités territoriales de Martinique et de Guyane et au conseil départemental de Mayotte pour voter les taux et exonérations d'octroi de mer et d'octroi de mer régional applicables aux biens importés ou fabriqués localement. Les recettes perçues au titre de ces deux taxes sont versées également aux communes, lesquelles ne votent ni les taux ni les exonérations

accordées au titre des taxes principalement perçues à leur profit. Les collectivités compétentes ont besoin d'une information précise.

La douane transmet aux collectivités des informations sur les exonérations accordées au titre de l'année précédente et sont soumises au secret professionnel.

Ces limites ne prennent pas en compte la réalité de la responsabilité des collectivités locales compétentes qui ne disposent pas des informations relatives à leur assiette de taxation et ne peuvent donc pas évaluer avec précision l'impact budgétaire des variations de taux ou modifications du champ des exonérations qu'elles peuvent voter.

Par ailleurs, alors qu'une réforme de l'octroi de mer se profile il est important de donner les moyens aux collectivités d'apprécier l'impact et même de proposer des évolutions de cet impôt. Pour cela elles ont besoin d'avoir toutes les informations.

En matière de fiscalité directe, l'administration fiscale a l'obligation de communiquer aux collectivités locales des informations sur leurs bases de taxation. Aucune disposition similaire n'existe vis à vis de la douane pour l'octroi de mer. Les collectivités locales disposent du pouvoir de taux mais pas des informations leur permettant d'évaluer avec précision l'impact des décisions votées.

Ainsi les travaux menés par les collectivités pour rationaliser les exonérations accordées ou modifier les taux applicables sont rendus difficiles voire aléatoires compte tenu de l'absence de données suffisamment précises pour évaluer correctement l'impact des hypothèses de travail retenues. C'est un pilotage à l'aveugle qu'il faut faire cesser.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme CARRÈRE-GÉE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 28**

Après l'article 28

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – La dernière phrase du premier alinéa du 1<sup>o</sup> de l'article L. 115-9 du code du cinéma et de l'image animée est complétée par les mots : « ou dont la diffusion se fait auprès d'au moins 95 % de la population du territoire métropolitain, selon des modalités établies par l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Dans le prolongement de la réforme du financement du Centre National du Cinéma et de l'image animée (CNC) engagée par la loi de finances pour 2020, et pour tenir compte des observations formulées par la Cour des comptes dans le rapport en date du 20 septembre 2023 qu'elle a consacré à cette institution, le présent amendement vise à étendre aux services de télévision qui proposent gratuitement leurs programmes sur l'ensemble du territoire métropolitain l'abattement actuellement prévu pour ceux qui ne bénéficient pas de ressources publicitaires.

D'une part en effet, l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (ARCOM) a montré que plus d'un Français sur cinq n'a accès à la télévision que par l'intermédiaire de la TNT. Les chaînes de télévision, publiques et privées, diffusant via la TNT sur l'ensemble du territoire national offrent ainsi une sorte de service d'intérêt général permettant à tous les Français, et en particulier aux plus modestes ou isolés d'accéder à un service d'information et de divertissement culturel pluraliste et gratuit.

D'autre part, comme le souligne la Cour des comptes, le CNC a vu ses recettes croître depuis la réforme de 2020 et la mise à contribution des plateformes de streaming, qui s'acquittent désormais d'une taxe sur les services vidéo. La Cour a engagé l'institution à mettre en œuvre la réforme qu'elle a elle-même annoncée afin d'assurer une meilleure efficience de ses aides.

L'extension, proposée par le présent amendement, de l'abattement existant aurait un coût de 15 millions d'euros, moindre que le coût de l'abattement actuel qui représente 20 millions d'euros.

Cette extension bénéficierait naturellement aux opérateurs publics comme privés.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SALMON, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI et Mmes PONCET MONGE, SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 12

Alinéas 9 à 22

Remplacer ces alinéas par un alinéa ainsi rédigé :

...° Au III, après la première phrase, est insérée une phrase ainsi rédigée : « L'exonération consentie ne peut dépasser le montant de 10 000 € sur trois années consécutives. »;

**OBJET**

Les dispositions proposées pour compenser l'augmentation de la fiscalité sur le GNR dans le secteur agricole ne semblent pas équitables et adaptées aux enjeux de transition agroécologique.

Notamment le projet de loi de finances propose de rehausser les seuils de recettes permettant de bénéficier d'une exonération totale (de 250 000 € à 350 000 €) ou partielle (de 350 000 € à 450 000 €) des plus-values professionnelles agricoles de cession, en expliquant que cette mesure est « de nature à encourager le renouvellement des matériels agricoles des exploitations et à assurer leur productivité et leur pérennité ».

Cette disposition, qui ne concernera qu'un nombre d'exploitations restreint, les plus grosses, aura pourtant pour effet d'encourager une course à la mécanisation peu propice à la transition écologique des fermes et à leur transmission.

Ainsi l'incitation au renouvellement de matériel via des exonérations fiscales semble peu pertinente, ce qui a notamment été pointé par la Cour des comptes qui souligne dans son rapport « La politique d'installation des nouveaux agriculteurs et de transmission des exploitations agricoles » (2023). Elle explique ainsi :

« Dans son rapport sur « La charge de mécanisation des exploitations agricoles », le CGAAER décrit les règles comptables et fiscales d'amortissement des équipements et présente des mécanismes permettant de déduire du bénéfice imposable une provision pour investissement et une provision pour aléa, remplacés en 2019 par une déduction pour épargne de précaution (...). Ces mécanismes sont décrits comme pouvant conduire à favoriser les investissements de matériel neuf et leur revente rapide pour bénéficier d'exonération sur la plus-value réalisée. Cet encouragement à l'investissement n'est pas sans lien avec des pratiques d'optimisation fiscale et sociale qui nuisent à la constitution de droits à la retraite des agriculteurs dans la mesure où elles réduisent le résultat comptable qui constitue l'assiette d'imposition et de cotisations. Il renchérit le montant des reprises et des installations et semble mal articulé avec les dispositifs destinés à pallier le coût croissant des équipements, comme les



pratiques de mise en commun des équipements par les exploitants (coopérative d'utilisation de matériels agricoles (CUMA), achats groupés, assolement commun) »

Par ailleurs, le suréquipement d'une ferme peut également être lié au surendettement et à la fragilisation du modèle économique de l'exploitation.

La Cour des Comptes recommande ainsi « de cibler les aides en faveur d'équipements si possible mutualisés nécessaires à une agriculture durable ».

Le présent amendement propose donc de maintenir le dispositif d'exonération des plus-values professionnelles agricoles de cession en l'état et d'en limiter la portée (montant maximal de 10 000 €) tout en se basant sur la souplesse d'usage (application du plafond sur une moyenne triennale).

La compensation de l'augmentation de la fiscalité sur le GNR doit, pour le groupe Écologiste – Solidarité et Territoires, passer par des dispositions bénéficiant effectivement à la transition écologique du secteur. Notamment, en ce qui concerne l'équipement et la mécanisation, le groupe Écologiste – Solidarité et Territoires propose que soit créé un crédit d'impôt à destination des coopératives d'utilisation de matériels agricoles (CUMA), afin d'inciter à la mutualisation de matériel, plus vertueuse sur le plan social et environnemental.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SALMON, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI et Mmes PONCET MONGE, SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 5 SEXDECIES

Rédiger ainsi cet article :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 200 undecies est ainsi modifié :

a) À la seconde phrase du premier alinéa du I, les mots : « l'activité exercée requière la présence du contribuable sur l'exploitation chaque jour de l'année et que son remplacement » sont remplacés par les mots : « le remplacement du contribuable » ;

b) Au second alinéa du I, les mots : « qui requiert leur présence sur l'exploitation chaque jour de l'année » sont supprimés ;

c) La première et la deuxième phrases du premier alinéa du II sont remplacées par deux phrases ainsi rédigées : « Le crédit d'impôt concerne les dépenses mentionnées au I et effectivement supportées, dans la limite par an de vingt-et-un jours de remplacement pour congés, maladie ou accident du travail et formation. Son taux est égal à 95 % des dépenses engagées pour les sept premiers jours de remplacement et 75 % pour les quatorze jours de remplacement suivants. » ;

2° Au premier alinéa de l'article 1665 bis, les mots : « et 200 quater B » sont remplacés par les mots : « , 200 quater B et 200 undecies ».

II. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à faciliter la prise de congés des agriculteurs, en élargissant les conditions d'accès et augmentant le montant du crédit d'impôt permettant de financer le recours au service de remplacement.

Actuellement, ce crédit d'impôt permet aux éleveurs et aux paysans contraints à une présence quotidienne sur la ferme de bénéficier d'un financement égal à 50% des dépenses de remplacement

pour congé, dans la limite de quatorze jours par an. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, taux est porté à 60 % en ce qui concerne les remplacements liés à une maladie ou un accident du travail.

Le projet de loi de finances pour 2024 fait un premier pas dans le renforcement du dispositif via le présent article, qui porte le nombre de jours de remplacement ouvrant droit au crédit d'impôt à dix-sept par an, le taux de droit commun à 60 % et le taux majoré à 80 %, et qui étend le dispositif aux dépenses engagées pour le remplacement en cas d'absence pour suivre une formation professionnelle.

Cet amendement propose de renforcer le présent article pour aller plus loin dans l'appui au remplacement :

- en élargissant à tous les agriculteurs le bénéfice du crédit d'impôt et non seulement aux paysans contraints à une présence quotidienne sur la ferme ;
- en portant de 17 à 21 le nombre de jours ouvrant droit au crédit d'impôt ;
- en passant ce taux de financement à 95% pour la première semaine de congés, puis, à 75% en ce qui concerne les deuxième et troisième semaines, et ce, quel que soit le motif (congé, congé maladie ou lié à un accident du travail, formation)
- en ajoutant ce crédit d'impôt à la liste de ceux qui permettent de bénéficier d'un acompte en application de l'article 1665 bis du Code Général des Impôts.

En effet, encore trop d'agriculteurs, même ceux qui ne sont pas contraints à une présence quotidienne sur la ferme, ne prennent aucun congé sur l'année, du fait de contraintes économiques pour se faire remplacer : dans la version actuelle du crédit d'impôt, même renforcée par le présent article, le reste à charge serait trop important, et continuerait de constituer un obstacle insurmontable pour bon nombre d'agriculteurs, qui ne pourraient toujours pas accéder au dispositif.

Au contraire, le dispositif tel que proposé par l'amendement leur permettrait de prendre à minima une semaine de congés sur l'année.

Cette mesure aurait plusieurs effets positifs :

Premièrement dans un contexte de risques psychosociaux et de fatigue pour les agriculteurs, population pour laquelle l'épuisement professionnel est fréquent, cette mesure aurait un effet bénéfique pour la santé mentale et des paysans.

Le rapport Sénatorial "Suicides en agriculture : mieux prévenir, identifier et accompagner les situations de détresse" d'Henri CABANEL et Françoise FÉRAT, souligne bien le rôle des congés dans la prévention des risques. Ce rapport établit ainsi qu'"une des priorités pour améliorer le mieux-être des agriculteurs, tant d'un point de vue personnel que familial, doit être de leur permettre de « souffler »". Le rapport propose ainsi de consolider l'aide au remplacement, et cet amendement se situe dans cet esprit.

De plus, cette mesure permettra de renforcer l'attractivité du métier d'agriculteur dans un contexte où l'agriculture française est confrontée à l'enjeu crucial du renouvellement des générations. Alors que le nombre d'exploitants baisse de 1 à 3% par an et qu'on compte une installation pour deux ou trois départs à la retraite, ce renouvellement implique de redonner de l'attractivité à la profession.

Enfin cette mesure permettra via le développement des services de remplacement, de créer de l'emploi stable et sécurisé, bénéfique pour les dynamiques des territoires ruraux. Selon le Service de remplacement, la mise en place du crédit d'impôt a permis de développer fortement l'accès aux congés, les remplacements pour congés passant de 80 000 journées à 180 000 journées, et le nombre

de bénéficiaires de 10 000 à 20 000. Une augmentation de ce crédit d'impôt serait donc un levier efficace de création d'emplois.

Il convient également de noter que les salariés des services de remplacement constituent bien souvent un vivier de candidats à la reprise des fermes. Avec cette mesure, les salariés concernés resteront plus longtemps et connaîtront davantage les fermes dans lesquelles ils travaillent, ce qui renforcera les opportunités de transmission et d'installation.

Le coût maximum de la mesure (c'est-à-dire le coût si l'ensemble des non salarié agricole en bénéficiait pour trois semaines au taux maximum), resterait très limité : on peut en effet l'estimer à 3,8 M€. Au vu des effets positifs de cette mesure, et de l'augmentation du budget consacré à l'agriculture via le présent projet de loi de finances, cette somme reste plus que raisonnable pour les finances publiques.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SALMON, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI et Mmes PONCET MONGE, SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 28

I. – Alinéa 2, tableau, quarante-neuvième ligne, dernière colonne

Remplacer le montant :

309 800 000

par le montant :

322 156 800

II. – Alinéa 4, tableau, trente-sixième ligne, dernière colonne

Remplacer le montant :

309 800 000

par le montant :

322 156 800

III. – Alinéa 30

Compléter cet alinéa par les mots :

calculé à partir du plafond de l'année précédente revalorisé par un coefficient fixé annuellement en application du dernier alinéa de l'article 1518 bis du code général des impôts

IV. – Alinéa 32

Rédiger ainsi cet alinéa :

c) La troisième phrase du premier alinéa du II est supprimée ;

V. – Pour compenser la perte de recettes résultant des I, II, III et IV, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

La Taxe Additionnelle sur la Taxe sur le Foncier Non-Bâti (TATFNB) représente 42 % des ressources financières du réseau des Chambres d'agriculture. C'est une ressource essentielle pour ce réseau afin de pouvoir mener à bien ses missions de service public.

Mais depuis 2012, le plafonnement de la TATFNB a conduit à un appauvrissement des ressources des Chambres d'agriculture, puisque son montant a stagné pendant 10 ans (292 M €), alors que dans l'intervalle, le point d'indice a été revalorisé pour leurs salariés, et le réseau a également dû faire face au contexte d'inflation actuel.

De plus les missions des Chambres d'agriculture pour accompagner les agriculteurs n'ont, en parallèle, pas cessé de croître et sont amenées à se développer encore davantage (Pacte et la Loi d'Orientation et d'Avenir Agricoles, réalisation de la Planification écologique, renouvellement des générations, etc.).

De plus, il apparaît logique que les agriculteurs qui vont voir leur impôt augmenter avec une hausse des impôts fonciers de 7,1 % bénéficient du retour de la taxe qui est affectée aux Chambres d'agriculture, et de services associés.

Certes, il a été décidé une hausse de 3 % du plafond de la taxe en 2023 (le portant à 300,8 M €) mais cela n'a pas empêché le décrochage de la taxe affectée aux chambres par rapport à la TFNB (qui passe de 1054 M € en 2015 à 1212 M € en 2023) sur laquelle elle est supposée être adossée.

Si la TATFNB était alignée sur le taux de revalorisation cadastrale, en 2024, son montant devrait être de 322M € (et pas 300,8 M €.)

Le Gouvernement a retenu dans le texte sur lequel il a engagé sa responsabilité devant l'Assemblée nationale :

- Une hausse de 3 % du plafond, soit un montant de 309 M € ;
- Un rehaussement de la limite maximale de hausse du montant perçu par une Chambre d'une année sur l'autre de 3 % à 10 %.

Cet amendement propose donc, au regard des enjeux pour ce réseau, d'aller plus loin en actant :

- Une hausse du plafond pour atteindre un montant de 322 M € ;
- Une suppression totale de la limite maximale de hausse du montant perçu par une Chambre d'une année sur l'autre, afin de permettre une répartition plus juste des ressources entre les Chambres via la péréquation ;
- Une revalorisation annuelle du plafond via une indexation sur l'indice des prix à la consommation (comme pour la TFNB).

Cependant, pour les auteurs du présent amendement cette augmentation des moyens des Chambres d'Agriculture doit s'accompagner de contreparties sur le plan de leur gouvernance et des actions menées.



Notamment, le groupe Écologiste – Solidarité et Territoires portera des propositions concernant l'ouverture de la gouvernance du réseau des Chambres d'agriculture, concernant la garantie et le contrôle du respect du pluralisme dans la représentation et la participation des structures locales, notamment associatives, aux politiques de développement agricole et rural et de renouvellement des générations agricoles, et concernant l'évaluation de son bilan en termes d'action pour la transition agroécologique.





N°	I-1814
----	--------

**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SALMON, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI et Mmes PONCET MONGE, SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

ARTICLE 5 QUINTRICIES

Supprimer cet article.

**OBJET**

Cet amendement propose de supprimer la prolongation du crédit d'impôt Haute Valeur Environnementale pour 2024.

Au départ présenté comme une mesure exceptionnelle dans le cadre du plan de relance, pour 2 ans, ce crédit d'impôt est aujourd'hui prolongé par le projet de loi de finances alors qu'il ne se justifie pas au regard de la faiblesse des exigences du cahier des charges HVE.

En effet, cette certification a régulièrement été épinglée pour ses faibles performances, et son insuffisance en termes d'exigences environnementales.

La récente révision de son cahier des charges, censée remédier à ces insuffisances, a été votée sans la profession agricole, sans inclure les propositions d'organisations paysannes actrices de l'agroécologie, et sans tenir compte des préconisations de l'Office français de la biodiversité, pourtant chargé de mener un travail sur le sujet.

Ainsi, cette réforme du cahier des charges n'a acté que de minces évolutions à la marge et n'a malheureusement pas amélioré véritablement la HVE, qui ne permet toujours pas d'inciter au changement de pratiques, et de garantir des produits durables.

Un récent rapport de l'association Générations futures (juillet 2023), l'analyse du Collectif d'organisation paysanne et citoyenne « Pour un autre PAC », montre clairement l'insuffisance de cette refonte du cahier des charges. De même, l'analyse du rapport de l'Office Français de la Biodiversité publié en décembre 2022 confirme que les modifications du référentiel ne sont pas celles attendues pour améliorer la performance environnementale du label. Notamment, on constate en plus de nombreuses incohérences, que des exploitations peuvent être certifiées HVE tout en utilisant les pesticides les plus dangereux, comme les produits classés CMR (Cancérogène, mutagènes et reprotoxiques) ou des OGM.

Cette insuffisance du cahier des charge HVE a été portée devant la justice : le 23 janvier, réunies en collectif, des associations de consommateurs, de défense de l'environnement et de la santé,

d'agriculteurs et d'entreprises biologiques, ont ainsi saisi le Conseil d'État, considérant la HVE comme une tromperie du consommateur.

Malgré ces éléments, ce crédit d'impôt HVE continue donc de capter des financements publics destinés à la transition écologique, sans pour autant y contribuer. Cette labellisation porte ainsi préjudice à des pratiques véritablement durables, et notamment à l'agriculture biologique dont l'effet positif sur la santé et sur l'environnement est quant à lui avéré.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SALMON, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI et Mmes PONCET MONGE, SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 1605 nonies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le second alinéa du II est supprimé ;

2° Le premier alinéa du IV est ainsi rédigé :

« IV. – La taxe concerne toutes les plus-values foncières sur valeur déclarative. Elle est établie au taux de 70 % de la plus-value réalisée. » ;

3° À la première phrase du second alinéa du V, les mots : « ou par l'effet de l'abattement prévu au second alinéa du II du présent article » sont supprimés.

**OBJET**

La lutte contre l'artificialisation des sols est un objectif de politique public partagé et essentiel pour le climat et la biodiversité. Elle est également importante pour préserver notre souveraineté alimentaire.

Pour limiter l'artificialisation, l'arsenal juridique actuel dispose d'outils intéressants mais insuffisants.

En particulier, la taxe sur la cession à titre onéreux de terrains nus rendus constructibles prévue à l'article 1605 nonies du code des impôt, n'est pas suffisamment élevée pour avoir un effet désincitatif sur l'artificialisation des terres. Si elle diminue la rentabilité de la classification des terrains agricoles ou naturels en terrains constructibles, son montant reste faible.

En effet, actuellement, cette taxe, assise sur l'écart entre le prix d'acquisition et le prix de cession du terrain :

- a un taux est de 5 % lorsque le rapport entre le prix de cession et le prix d'acquisition est entre 10 et 30, et de 10 % au-delà,

- a une assiette qui bénéficie d'un abattement de 10% par an à partir de la huitième année de détention.

Pour une meilleure efficacité, la Cour des Comptes recommande ainsi une “remise à plat” de cette taxe, destinée à financer des actions pour l’installations et la transmission agricole, estimant qu’elle a à la fois un “faible rendement” et n’est pas désincitative en l’état actuel. Elle estime que l’effet dissuasif de cette taxe pourrait être renforcé par une modification de son taux et par une suppression de l’abattement.

De même, l’avis du CESE "Du sol au foncier, des fonctions aux usages, quelle politique foncière ?" (2023) estime que "les perspectives de plus-values foncières viennent perturber l’activité agricole par le retrait de certaines surfaces de l’activité agricole et par le renchérissement même des valeurs foncières agricoles.", et propose de "majorer le montant des prélèvements sur les plus-values découlant de la vente de terrains rendus constructibles" ce qui présenterait pour lui "un double avantage : rendre beaucoup moins attractif ce type d’opérations pour les propriétaires et permettre de financer des actions d’intérêt général s’inscrivant dans la mise en œuvre du ZAN (valorisation de friches, études en matière d’urbanisme réalisées par les collectivités, accompagnement d’installation de nouveaux agriculteurs...)."

Enfin le rapport de la Mission d’information commune sur le foncier agricole de l’Assemblée nationale (2018) propose lui aussi de "réduire l’attrait du propriétaire pour le changement de destination du terrain" en "augmentant significativement le taux" de la taxe, soulignant l’existence d’un taux de 80% en Allemagne, et en "supprimant l’abattement prévu".

Cet amendement propose donc, dans l’esprit de ces propositions, de majorer la taxation des plus-values foncières que réalisent les propriétaires fonciers : il porte donc la taxe sur la cession à titre onéreux des terrains nus ou des droits relatifs à des terrains nus rendus constructibles à 70%, taux préconisé par le CESE, et l’étend à toutes les plus-values foncières sur valeur déclarative, comme l’Impôt sur la Fortune Immobilière.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SALMON, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI et Mmes PONCET MONGE, SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 3 OCTODECIES

## I. – Après l’alinéa 1

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

...° Le 2° du I de l’article 726 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« – pour les cessions de participations dans des personnes morales exerçant à titre principal ou accessoire une activité agricole au sens de l’article L. 311-2 du code rural et de la pêche maritime. »

## II. Après l’alinéa 4

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

...° L’article 730 bis est ainsi rédigé :

« Art 730 bis Les cessions de gré à gré de parts de groupements agricoles d’exploitation en commun, d’exploitations agricoles à responsabilité limitée mentionnées au 5° de l’article 8 et de sociétés civiles d’exploitation agricole constituées depuis au moins trois ans avant la cession, sont enregistrées au droit fixe de 125 € lorsque l’acquéreur est un associé exploitant qui après l’acquisition contrôle une surface inférieure à une fois et demie la surface agricole utile régionale moyenne fixée dans le schéma directeur régional des exploitations agricoles. Cette surface s’apprécie en additionnant la superficie de tous les biens immobiliers à usage ou à vocation agricole, toutes productions confondues, que la personne physique exploite ou possède, directement ou indirectement par l’interposition d’une ou de plusieurs personnes morales qu’elle contrôle au sens du IV de l’article L. 333-2 du code rural. Les cessions de gré à gré de parts de groupements fonciers agricoles, groupements forestiers et groupements fonciers ruraux constitués depuis au moins trois ans avant la cession sont enregistrées au droit fixe de 125 €. »

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

## **OBJET**

En décembre 2021, une « loi d'urgence portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétares » était votée et instaurait une nouvelle procédure de contrôle sur les cessions de titres sociaux conduisant à la prise de participation dans des sociétés détenant ou exploitant du foncier agricole.

L'objectif était ainsi de lutter contre la concentration excessive des exploitations et l'accaparement des terres agricoles via le phénomène sociétaire, et de favoriser le modèle des exploitations familiales existantes et l'installation de jeunes agriculteurs.

Le diagnostic de cette loi était pertinent, bien que son contenu souffre encore de très graves insuffisances (critères de déclenchement des contrôles peu exigeants, manque de transparence, très faible encadrement des compensations tolérées en cas d'agrandissement excessif).

Aussi, il semble pertinent de la renforcer par un dispositif fiscal, ce qui permet par ailleurs de veiller à la cohérence des différents outils de politiques publiques.

En effet, les règles fiscales favorisent aujourd'hui les cessions de foncier via les structures sociétares : les achats immobiliers sont, par droit commun, soumis à des droits de mutation d'environ 5,80 % avec des taux plus bas pour certains publics (fermiers, attributaires SAFER, par exemple).

En revanche, la prise de contrôle de foncier agricole via l'acquisition de parts dans des sociétés détenant ou exploitant du foncier agricole est soumise à une fiscalité beaucoup plus favorable : un droit fixe d'enregistrement de 125 € est instauré pour les cessions des parts de groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC), d'exploitations agricoles à responsabilité limitée (EARL) non passibles de l'impôt sur les sociétés, et de sociétés civiles à objet principalement agricoles constituées depuis au moins trois ans avant la cession (sociétés civiles d'exploitation agricole (SCEA), groupements fonciers agricoles (GFA), groupements forestiers, groupements fonciers ruraux (GFR)).

La cession des actions des SA et SAS, y compris celles exerçant une activité agricole, est soumise quant à elle à un droit d'enregistrement de 0,1 %. Pour les personnes morales à prépondérance immobilière autres qu'agricoles le droit d'enregistrement des cessions de participations s'élève à 5 %.

La distorsion fiscale entre les acquisitions foncières classiques et les prises de participation dans les sociétés exploitant ou possédant du foncier agricole participe donc à encourager une concentration foncière délétère pour notre souveraineté alimentaire. En effet, selon la FNSAFER, les lots acquis par les sociétés sont en général 27 % plus grands et 5,2 fois plus onéreux que ceux acquis par des personnes physiques.

Cette dynamique sociétaire alimente ainsi l'augmentation des prix du foncier qui peut être observée dans certaines localités, mais aussi la raréfaction des terres disponibles à l'installation. Ces dynamiques contribuent à la baisse continue du nombre d'exploitations en France, à l'heure où l'on constate la disparition de 100 000 fermes en 10 ans.

On observe également que les exploitations sous forme sociétaire sont en général moins performantes sur le plan environnemental, moins diversifiées et davantage tournées vers l'export, pénalisant ainsi l'atteinte des objectifs de transition agroécologique et de souveraineté alimentaire.

Cet amendement propose donc d'appliquer une fiscalité plus juste pour cesser les incitations à la concentration et à la financiarisation des terres : il propose de porter les droits d'enregistrement à 5 % pour les cessions de participations dans des personnes morales exerçant une activité agricole, à titre principal ou accessoire.

Pour ne pas pénaliser les exploitations familiales, un droit d'enregistrement fixe à 125 € est maintenu pour les associés exploitants des GAEC, des EARL et des SCEA, sous réserve qu'ils contrôlent, après la cession, une surface inférieure à une fois et demie la surface agricole utile régionale moyenne fixée dans le schéma directeur régional des exploitations agricoles. Un droit fixe de 125 € est également maintenu pour les cessions de gré à gré des parts de groupements fonciers agricoles (GFA), groupements forestiers et groupements fonciers ruraux (GFR).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SALMON, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI et Mmes PONCET MONGE, SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au titre de l'année 2023, il est institué, par prélèvement sur les recettes de l'État, une dotation aux collectivités territoriales et à leurs groupements confrontés en 2024 à une hausse importante de leurs dépenses de restauration scolaire en lien avec l'augmentation de l'indice des prix à la consommation sur les années 2022 et 2023.

II. - Pour chaque collectivité territoriale ou groupement, le calcul de cette dotation tient compte de la différence, si elle est positive, entre le montant des dépenses de restauration scolaire constaté pour 2024 et le montant des mêmes dépenses constaté sur la moyenne des années 2017, 2018 et 2019.

Les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent être bénéficiaires de cette dotation à condition de ne pas augmenter leurs tarifs de restauration scolaire et de progresser dans l'application de l'article L. 230-5-1 du code rural et de la pêche maritime, concernant l'approvisionnement de la restauration collective en produits de qualité, et en particulier en produits certifiés en agriculture biologique.

III. – La dotation peut faire l'objet d'un acompte versé en 2024 à la demande de la commune sur le fondement d'une estimation des hausses de dépenses mentionnées au II du présent article.

IV. – Un décret précise les modalités d'application du présent article et les montants attribués, après consultation des représentants d'associations d'élus locaux.

V. – La perte de recettes résultant pour l'État des I à IV est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à créer un bouclier tarifaire pour protéger les collectivités de la hausse des coûts des matières premières afin d'éviter l'augmentation des tarifs de la restauration scolaire, et de permettre d'atteindre les objectifs de la loi Egalim sur les approvisionnements de qualité en restauration collective.

L'inflation sur les produits alimentaires se poursuit pour cette année 2023, et une baisse des prix en 2024 ne semble pas prévue, d'après les propos tenus par les industriels et les distributeurs ces dernières semaines, qui évoquent même de possibles hausses de prix sur certains produits.

En cette rentrée 2023, si certaines communes ont fait le choix de ne pas augmenter les tarifs de la restauration scolaire, nombreuses sont celles qui ont été contraintes de le faire, une tendance déjà constatée en 2022.

Il est impératif de préserver les collectivités et les usagers de cette hausse des coûts à plusieurs titres, et en priorité, pour éviter une hausse des inégalités sociales, alors que pour nombre de familles, a fortiori dans le contexte actuel, le repas en restaurant scolaire constitue le principal accès à une alimentation de qualité pour les enfants.

Par ailleurs, les communes se retrouvent en difficulté pour s'approvisionner en produits bio et de qualité, ce qui pose un problème au regard des objectifs fixés par la loi Egalim. La restauration collective fournit à ce jour 7 % de produits bio au lieu des 20 % prévus par la loi pour l'année 2022.

Les enfants, notamment, les plus défavorisés, pâtissent de cette baisse de la qualité des aliments servis à l'école. Ces 20% de produits bio devraient aussi constituer des débouchés utiles pour les agriculteurs labellisés AB, qui sont dans un contexte économique difficile pour nombre d'entre eux.

C'est pourquoi cet amendement flèche la dotation exceptionnelle vers les cantines n'augmentant pas leurs tarifs pour 2024, et vers la mise en œuvre des objectifs de la loi Egalim.

Le Sénat avait voté, dans le projet de loi de finances rectificative pour 2022, un soutien à l'achat de denrées alimentaires pour les collectivités. Il semble important de renforcer aujourd'hui ce soutien dans le présent projet de loi de finances.





N°	I-1818
----	--------

**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

MM. SALMON, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI et Mmes PONCET MONGE, SOUYRIS et Mélanie VOGEL

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 TER

Après l'article 3 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 244 quater L du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au I, l'année : « 2025 » est remplacée par l'année : « 2027 » ;

2° Le II est ainsi modifié :

a) À la fin du 1, le montant : « 4 500 € » est remplacé par le montant : « 5 500 € » ;

b) À la première phrase et à la fin de la seconde phrase du 2, le montant : « 5 000 € » est remplacé par le montant : « 6 000 € ».

II. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Cet amendement prévoit le renforcement et le prolongement du crédit d'impôt bénéficiant aux exploitations en agriculture biologique.

Une hausse de ce crédit d'impôt a été adoptée lors du vote de la loi de finance pour 2022, en le portant à 4500 euros, ce qui a constitué une réelle avancée. mais cette hausse reste insuffisante, et la mesure adoptée prolonge le crédit d'impôt jusqu'en 2025 seulement.

Or, pour les auteurs du présent amendement, l'agriculture biologique ayant subi la fin du financement national de l'aide au maintien en 2017, et dans la mesure où elle est moins soutenue dans la nouvelle PAC, le Plan Stratégique National (PSN) ayant acté une baisse importante des aides à la bio, il convient de sécuriser le crédit d'impôt pour la durée de la programmation PAC, à savoir jusqu'en 2027.



De plus, cet amendement propose de revaloriser le montant de ce crédit d'impôt à 5 500 euros, montant qui paraît plus justifié au regard des atouts de l'agriculture biologique pour la santé et l'environnement. Les services écosystémiques rendus par cette filière ne sont pas rémunérés à leur juste valeur, à l'heure où les filières bio connaissent des tensions économiques conjoncturelles. Alors que le réchauffement climatique et la perte de biodiversité rendent toujours plus urgente la transition agroécologique, on constate malheureusement des risques de retour de certains producteurs biologiques vers un mode de production conventionnel.

Par ailleurs, ce crédit d'impôt est essentiel pour corriger la structure des aides PAC, qui sont attribuées à l'hectare, ce qui pénalise les petites fermes, nombreuses en agriculture biologique. Le rapport de la Cour des comptes « Le soutien à l'agriculture biologique » (2022) rappelle ainsi que « plus du quart des exploitations bio ne bénéficient d'aucune aide de la PAC », du fait de leur petite surface agricole utile. Les services écosystémiques rendus par ces petites fermes, et leurs contributions à l'emploi et à la vie des territoires ruraux se doivent pourtant d'être soutenus.

Enfin, alors que le Pacte Vert pour l'Europe fixe un objectif pour 2030, de 25 % des terres agricoles en agriculture biologique, et le PSN français un objectif 18 % en 2027, il est important de donner un cap et une visibilité, en prolongeant et augmentant le crédit d'impôt bio.

Cet amendement prévoit donc le renforcement et le prolongement du crédit d'impôt bénéficiant aux exploitations en agriculture biologique.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SALMON, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI et Mmes PONCET MONGE, SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 TER

Après l'article 3 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – La section II du chapitre IV du titre premier de la première partie du livre premier du code général des impôts est complétée par une sous-section ainsi rédigée :

« ... : Crédit d'impôt mécanisation collective

« Art. 244 quater Z. – I. – Les exploitations agricoles redevables de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu peuvent bénéficier, pour les dépenses engagées au titre des années 2023 à 2026, d'un crédit d'impôt annuel assis sur les dépenses d'utilisation de matériel agricole qui leurs sont facturées par la coopérative d'utilisation de matériel agricole dont ils sont coopérateurs.

« II. – Le crédit d'impôt annuel est égal à 20 % des dépenses d'utilisation des biens des coopératives d'utilisation de matériel agricole effectuées par l'exploitation agricole.

« III. – Le crédit d'impôt annuel est plafonné à 3 000 € pour chaque exploitant agricole. Pour les exploitants agricoles qui exercent leur activité depuis moins de trois ans, le crédit d'impôt n'est pas plafonné.

« IV. – Un décret définit les modalités d'application du présent article. »

II. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Depuis 1979, les exploitants agricoles bénéficient d'une exonération des plus-values réalisées à l'occasion de la cession de matériels agricoles. Ce dispositif fiscal, renforcé dans le présent projet de loi de finances, vise de facto à favoriser la consommation individuelle de machines agricoles.

Ainsi, alors que la mécanisation représente entre 30 et 40 % des charges sur une exploitation, il n'existe pas de dispositif fiscal d'incitation, lorsque les exploitants agricoles décident de se regrouper en coopérative pour acheter et mutualiser l'utilisation de ces matériels agricoles.

Il s'agit là d'un non-sens, l'agroécologie et la prise en compte de la transition énergétique doivent inciter les pouvoirs publics à privilégier la mutualisation des matériels et ainsi limiter la surconsommation des machines. En plus des bénéfices environnementaux d'une telle mesure, la mutualisation de matériel limite les risques de suréquipement et de surendettement des fermes, l'incitation à l'agrandissement pour rentabiliser un parc de matériel toujours plus important et puissant. On peut également considérer que la mutualisation est facteurs de lien social et limite les risques psychosociaux, importants en agriculture.

Aujourd'hui, les coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA), qui permettent de mettre en place cette mutualisation, bénéficient d'un soutien public qui reste limité : le Dispositif National d'Accompagnement (DINA) qui permet d'accorder aux CUMA une aide aux investissements immatériels, pour des conseils stratégiques, dans le but d'améliorer leurs performances économiques, environnementale et sociale. Toutefois, le DINA ne représente qu'une enveloppe inférieure à 2 millions d'euros dans le budget de l'État. Malgré cette aide, seulement 20 % du parc de matériel agricole est mutualisé. La charge cumulée des frais de mécanisation pour l'ensemble des exploitations françaises représente aujourd'hui 18 milliards d'euros. Le chiffre d'affaires des CUMA s'élevant à 670 millions d'euros, ces dernières ne représentent donc que 3,72 % de la mécanisation totale française.

Il manque un outil pour inciter une partie des exploitations agricoles à participer à une mutualisation des matériels agricoles au travers de coopératives agricoles. L'incitation fiscale en faveur de la mécanisation collective pourrait prendre la forme d'un « crédit d'impôt mécanisation collective » imputable sur l'impôt sur le revenu ou l'impôt sur les sociétés.

La mise en place de cette mesure aurait plusieurs effets : elle baisserait le coût des charges de mécanisation des matériels agricoles et inciterait à une utilisation plus responsable des matériels agricoles, ce qui répond aux enjeux de transition écologique.

Dans ce cadre, le crédit d'impôt mécanisation agricole mutualisé aurait les caractéristiques suivantes :

- Il serait calculé au titre des dépenses d'utilisation du matériel agricole des coopératives d'utilisation de matériel agricole effectuée par l'exploitation ;
- il serait plafonné à 3000 € par an, sauf pour les agriculteurs installés depuis moins de trois ans,

La dépense fiscale liée à ce crédit d'impôt mécanisation collective serait financée par la baisse progressive de l'avantage fiscal sur le Gazole Non Routier lié au remboursement partiel de l'accise sur les produits énergétiques.

Il s'agit ici d'une compensation de l'augmentation sur la fiscalité sur le GNR pour les agriculteurs plus vertueuse que celle proposée par le présent projet de loi de finances, à savoir l'exonération des plus-values réalisées à l'occasion de la cession de matériels agricoles, qui incite au suréquipement des exploitations, avec tous les effets négatifs que cela entraîne, en terme sociaux, économiques et environnementaux.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SALMON, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI et Mmes PONCET MONGE, SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le G du I de la section V du chapitre premier du titre II de la première partie du livre premier du code général des impôts est complété par un article ... ainsi rédigé :

« Art. ... – La taxe sur la valeur ajoutée est perçue au taux de 2,10 % pour les produits issus de l'agriculture biologique tels que définis par le règlement (CE) n° 889/2008 de la Commission du 5 septembre 2008 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques en ce qui concerne la production biologique, l'étiquetage et les contrôles. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à appliquer un taux de TVA réduit de 2,10 % aux produits issus de l'agriculture biologique.

En effet, les produits issus de l'agriculture biologique contribuent positivement à la qualité de l'eau, des sols, de l'air, et des aliments, à la protection de l'environnement, à la santé des consommateurs, au bien-être animal, à l'emploi et au revenu agricole.

Ainsi, ces produits sont générateurs d'externalités positives, et il convient donc pour le Groupe Écologiste, Solidarité et Territoires, d'en assurer la plus grande accessibilité à toutes et tous, et ce d'autant plus, dans un contexte de hausse des prix de l'alimentation, et de difficultés économiques pour les filières bio.

Il est donc nécessaire de soutenir et d'encourager la consommation de ces produits, objectifs auxquels un taux de TVA réduit doit contribuer. Cet amendement vise à porter politiquement ce sujet au niveau européen.







**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SALMON, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI et Mmes PONCET MONGE, SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 TER

Après l'article 3 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le 30° du II de la section V du chapitre premier du titre premier de la première partie du livre premier du code général des impôts, il est inséré une subdivision ainsi rédigée

« ...° Crédit d'impôt au titre des cotisations versées aux organismes nationaux à vocation agricole

« Art. ... – I. – Les contribuables, personnes physiques, qui ont leur domicile fiscal en France au sens de l'article 4 B et qui exercent une activité dont les revenus sont imposés dans la catégorie des bénéfices agricoles bénéficient d'un crédit d'impôt au titre des dépenses engagées pour les cotisations les cotisations versées aux organismes nationaux à vocation agricole au sens des articles L. 820-2 et L. 820-3 du code rural et de la pêche maritime.

« II. – Le crédit d'impôt est égal à 66 % des dépenses mentionnées au I et effectivement supportées, et est plafonné à 1500 euros. Le crédit d'impôt est accordé au titre de l'année 2024, 2025, ou 2026 au cours de laquelle les dépenses ont été engagées.

« Lorsque l'activité dont les revenus sont imposés dans la catégorie des bénéfices agricoles est exercée dans un groupement agricole d'exploitation en commun, le plafond du crédit d'impôt est multiplié par le nombre d'associés que compte le groupement, dans la limite de quatre. Le plafond du crédit d'impôt dont bénéficie un associé de groupement agricole d'exploitation en commun ne peut toutefois pas excéder le plafond du crédit d'impôt bénéficiant à un exploitant individuel.

« III. – Le crédit d'impôt est imputé sur l'impôt sur le revenu après imputation des réductions d'impôt mentionnées aux articles 199 quater B à 200 bis, des crédits d'impôt et des prélèvements ou retenues non libératoires. S'il excède l'impôt dû, l'excédent est restitué.

« IV. – Le bénéfice du crédit d'impôt au titre des dépenses engagées entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 31 décembre 2026 est subordonné au respect du règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission, du 18 décembre 2013, relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture.

II. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

La politique agricole de transition agroécologique du Gouvernement est avant tout axée sur les investissements matériels ou numériques individuels des agriculteurs. Le présent projet de loi de finances, via le renforcement de l'exonération des plus-values agricoles de cession, vient encore renforcer cette tendance.

Pourtant, les auteurs de cet amendement en sont convaincus, ces investissements ne sont pas les seuls leviers pour améliorer la performance des exploitations agricoles.

L'innovation sociale et les mutualisations d'expériences, de savoirs et savoir-faire entre agriculteurs sont également très efficaces : elles leur permettent de développer l'autonomie et la résilience des exploitations, d'affiner la prise de décision en termes de gestion et de choix techniques, d'acquérir des compétences nouvelles, d'innover, d'expérimenter et de partager et essaimer des pratiques vertueuses sur le plan environnemental. Elles permettent aussi de lutter contre l'isolement et donc les risques psychosociaux, particulièrement prégnants dans le secteur agricole.

Pour soutenir ce levier de transition, cet amendement crée un nouveau crédit d'impôt, permettant aux exploitations agricoles une déduction de 66% sur leur adhésion à un Organisme National à Vocation Agricole et Rural. Ce crédit d'impôt serait plafonné à 1500 euros par exploitation.

Les ONVAR, reconnus par la "loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt" de 2014, labellisés par l'Etat, sont des associations qui œuvrent dans le domaine du développement agricole, en permettant des échanges et des mutualisations entre les agriculteurs, au service de l'agroécologie et de l'innovation sociale (CUMA, Service de remplacement, Solidarité Paysans, FADEAR, FNAB...).

Ils sont à l'heure actuelle insuffisamment soutenus par les pouvoirs publics, malgré le rôle essentiel qu'ils jouent sur les territoires.

Encourager, via un crédit d'impôt, la participation des agriculteurs à ces structures est, pour les auteurs de cet amendement, un levier prometteur pour leur permettre d'améliorer leur performance économique, sociale et environnementale.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SALMON, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI et Mmes PONCET MONGE, SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 QUINDECIES**

Après l'article 5 quindecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au IV de l'article 157 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020, l'année : « 2023 » est remplacée par l'année : « 2024 ».

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le projet de loi de finances pour 2024 acte une baisse de soutien aux entreprises solidaires, alors que les besoins pour leurs publics sont accrus dans un contexte d'inflation et de taux élevés.

Notamment, il acte une baisse de la réduction d'impôt sur le revenu des personnes physiques pour les prises de capital auprès de foncières solidaires ayant conclu un mandat de service économique d'intérêt général (SIEG) : au vu des dispositions actuelle du présent projet de loi de finances, le taux de cette réduction d'impôt sur le revenu diminuerait au 1er janvier 2024, passant de 25% à 18%.

Les foncières solidaires sont des entreprises solidaires à prépondérance immobilière. Acteurs de l'immobilier à vocation très sociale, elles peuvent intervenir dans de nombreux secteurs (logement social, grand âge et dépendance, foncier agricole...). Elles sont agréées ESUS, et 7 d'entre elles ont conclu un mandat SIEG. Elles sont génératrices de nombreux services pour la collectivité : accès au logement des personnes en situation de précarité, ou encore, pour la foncière Terre de liens, installation de nouveaux agriculteurs en système bio, dans un contexte de nécessaire renouvellement des générations. Pourtant, elles sont encore mal reconnues et ce, malgré leur lucrativité limitée (interdiction de distribution de dividende, peu ou pas de valorisation des parts sociales etc.) et leur objectif social et environnemental.

Nb : La rectification consiste en un changement de place de l'article additionnel après l'article 3 vers l'article additionnel après l'article 5 quindecies.

Ainsi mettre fin à ce taux bonifié de 25% et revenir à un taux de 18% aurait des conséquences dramatiques pour ces foncières solidaires et leurs actions. A titre d'exemple, un acteur du logement très social indique que sa collecte pourrait baisser d'un tiers, ce qui résulterait dans la production de 200 logements sociaux en moins par an.

Pour les foncières solidaires à vocation agricole et environnementale, comme la Foncière Terre de Liens, cela occasionnerait un ralentissement de son activité de préservation du foncier agricole et d'installation d'agriculteurs en agroécologie, alors que les cessions et transmissions augmentent avec les départs à la retraite dans le secteur agricole.

Aussi cet amendement propose de maintenir le soutien à ces acteurs solidaires en conservant un taux de réduction d'impôt sur le revenu à 25% pour l'incitation à l'investissement dans les foncières solidaires mandatées SIEG comme la Foncière Terre de Liens.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SALMON, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI et Mmes PONCET MONGE, SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 14**

I. – À la cinquième ligne de la dernière colonne du tableau de l'article L. 312-60 du code des impositions sur les biens et services, le montant: « 0,54 » est remplacé par le montant: « 0,119 ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à limiter une niche fiscale sur l'utilisation du gaz pour la production de légume à contre saison, en supprimant une disposition introduite par la loi de finance pour 2020, qui permettait de dé plafonner le remboursement partiel de la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel (TICGN) pour les exploitants agricoles.

Cette disposition bénéficie prioritairement au chauffage des serres maraîchères. Depuis l'entrée en vigueur de cette mesure, la production sous serre visant à produire des légumes de contre-saison (en particulier des tomates) à l'aide de chauffage au gaz naturel est donc soutenue financièrement et bénéficie d'une aide d'environ 25 000 euros par hectare tous les ans, alors que celle-ci était auparavant plafonnée à 20 000 euros tous les trois ans.

Cet amendement vise donc à revenir sur cette mesure, qui contrevient à l'objectif d'une fiscalité écologique et d'une transition écologique de l'agriculture, et à l'engagement du Gouvernement d'accompagner les filières pour les sortir de leur dépendance aux niches fiscales défavorables à l'environnement.

Elle est par ailleurs cohérente avec l'augmentation de la taxation du GNR acté par le présent projet de loi de finances, et constitue ainsi une mesure de cohérence et d'équité fiscale avec les autres acteurs agricoles.

L'argent public, rare dans la filière fruits et légumes, doit être redirigé vers l'investissement dans des techniques alternatives au chauffage pour produire des légumes sur nos territoires (serres froides, isolation de serres...), ou, a minima, vers l'utilisation d'énergies renouvelables.

Alors que les événements géopolitiques et les différentes crises énergétiques et environnementales nous montrent qu'il est nécessaire d'effectuer une transition vers une économie plus résiliente, l'argent public doit avant tout être axé sur la mise en place d'alternatives à la production à contre saison de fruits et légumes au moyen d'énergie fossiles fortement émettrices de gaz à effet de serres.

Cet impact environnemental risque d'être renforcé alors que le chauffage des serres vient d'être autorisé en agriculture biologique : cette réglementation est un non-sens alors qu'il est établi que chaque kilogramme de tomate bio ayant poussé sous des serres chauffées (au gaz) nécessite l'équivalent d'un 1,05 litre de fioul, soit un verre - 15 centilitres par tomate.

Si l'on peut partager l'objectif d'amélioration de l'autosuffisance de la France en fruits et légumes, avancé par les défenseurs du remboursement de la taxe sur l'utilisation de gaz naturel dans les serres, plutôt que de soutenir des productions de contre-saison, il conviendrait d'accompagner le changement vers des modes de productions vertueux sur le plan environnemental, et le changement des habitudes alimentaires des citoyens vers un respect de la saisonnalité.

Cet amendement propose donc de revenir à la situation antérieure, à savoir un remboursement de la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel placé sous le règlement des minimis agricoles et plafonné à 20000 euros tous les trois ans. Pour ce faire, il propose un retour au taux réduit de TICGN à 0,119 €/MWh.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SALMON, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI et Mmes PONCET MONGE, SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le 4 de l'article 261 du code général des impôts est complété par quatre alinéas ainsi rédigés :

« ...° Les prestations de remplacement des personnes mentionnées à l'article L. 732-10 du code rural et de la pêche maritime, sous réserve qu'elles donnent lieu à versement de l'allocation de remplacement prévue au même article L. 732-10 ;

« ...° Les prestations de remplacement des personnes mentionnées à l'article L. 732-10-1 du même code, sous réserve qu'elles donnent lieu à versement de l'allocation de remplacement prévue au même article L. 732-10-1 ;

« ...° Les prestations de remplacement des personnes mentionnées à l'article L. 732-12-1 dudit code, sous réserve qu'elles donnent lieu à versement de l'allocation de remplacement prévue au même article L. 732-12-1 ;

« ...° Les prestations de remplacement des personnes mentionnées à l'article L. 732-12-2 du même code, sous réserve qu'elles donnent lieu à versement de l'allocation de remplacement prévue au même article L. 732-12-2. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à alerter sur un dysfonctionnement de la prise en charge, pour les agricultrices et agriculteurs, du remplacement en cas de congés maternité, paternité ou d'adoption.

En effet, dans ces cas, les paysans et les paysannes bénéficient d'une allocation de remplacement finançant la mise à disposition d'un salarié pour effectuer les travaux nécessaires sur leur exploitation.

C'est une mesure bénéfique pour la protection sociale des agriculteurs et des agricultrices, mais elle reste malheureusement difficilement accessible à certains d'entre eux.

En effet, le montant de la TVA perçue sur ces prestations peut être récupéré par les paysans qui sont assujettis à cette taxe. Mais il constitue un reste à charge pour celles et ceux qui n'y sont pas soumis. Or, et c'est une préoccupation majeure, le revenu agricole est bien souvent très faible. Dans ces conditions, ce reste à charge est souvent prohibitif et conduit des agriculteurs et agricultrices à renoncer à leurs droits.

Cet amendement vise donc à exonérer les prestations de remplacement en cas de congé maternité de la TVA, afin d'attirer l'attention sur le sujet et de favoriser l'accès effectif à ce remplacement pour l'ensemble des paysans.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SALMON, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI et Mmes PONCET MONGE, SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 16

Alinéa 19

Remplacer les mots

de la méthanisation

par les mots

de systèmes de méthanisation encadrés par un cahier des charges, définit par décret, comprenant une distance maximale en termes d'approvisionnement en intrants du méthaniseur ; une distance maximale entre le méthaniseur et les terres où sont épandus le digestat dans le respect de règles d'épandage visant à garantir la qualité de l'eau et des sols, et à limiter les émissions de polluants ; en ce qui concerne la méthanisation agricole, un pourcentage minimum d'intrants issu de l'exploitation ainsi qu'une obligation, pour les digestats, de retourner vers les exploitations d'origine au prorata des intrants ; une interdiction des cultures dédiées pour les exploitations d'élevage qui ne sont pas autonomes dans l'alimentation animale ; une interdiction d'usage des engrais et phytosanitaires sur les cultures intermédiaires à vocation énergétique ; et des exigences de formation et de sécurité renforcées quant aux installations de méthanisation et à la qualité du digestat épandu.

OBJET

Cet amendement vise à réserver l'exemption de la redevance pour pollution diffuse prévue pour les personnes qui épandent du digestat issu de méthanisation à titre régulier à des pratiques d'épandage et de méthanisation vertueuses.

Le digestat est le co-produit de l'activité de méthanisation, destiné à être épandu sur les sols en tant que fertilisant, en substitution aux effluents d'élevage (fumier et lisier). Les intrants de la méthanisation sont variés : effluents d'élevage, boues d'épuration, déchets ménagers, déchets des industries agro-alimentaires... Les impacts environnementaux peuvent donc varier selon la qualité des intrants.

Les pratiques d'épandage des intrants (périmètre de valorisation notamment, retour vers les exploitations d'origine au prorata des intrants, dose d'azote, séparation de phases...) sont également variables, et peuvent donc être génératrices de pollutions.

De même, les pratiques d'approvisionnement des unités de méthanisation sont très variées, avec des impacts potentiellement négatifs en termes de pollution : approvisionnement avec des intrants

provenant de sites éloignés, valorisation du digestat sur un périmètre inadapté, utilisation trop importante de cultures dédiées, intrants végétaux issus de production ayant consommé des engrais de synthèse et des pesticides...

Si une méthanisation vertueuse à la fois sur le plan territorial et environnemental est possible, on constate aujourd'hui de nombreuses dérives dans son développement, générant des pollutions et des risques pour la collectivité.

Dans ce contexte, l'exonération de la redevance pour pollution diffuse doit être réservée à des pratiques de méthanisation et d'épandage du digestat encadrées strictement par un cahier des charges, garantissant un impact environnemental positif de cette activité. C'est ce que propose cet amendement, en conditionnant l'exonération au respect d'un cahier des charges comprenant :

- une distance maximale en termes d'approvisionnement en intrants du méthaniseur,
- une distance maximale entre le méthaniseur et les terres où sont épandus le digestat dans le respect de règles d'épandage des digestats visant à garantir la qualité de l'eau et des sols, et à limiter les émissions de polluants,
- un pourcentage minimum d'intrant issus de l'exploitation en ce qui concerne la méthanisation agricole, ainsi qu'une obligation, pour les digestats, de retourner vers les exploitations d'origine au prorata des intrants,
- une interdiction des cultures dédiées pour les exploitations d'élevage qui ne sont pas autonomes dans l'alimentation animale,
- une interdiction d'usage des engrais et phytosanitaires sur les CIVE,
- des exigences de formation et de sécurité renforcées quant aux installations de méthanisation et à la qualité du digestat épandu.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SALMON, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI et Mmes PONCET MONGE, SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

La deuxième phrase du second alinéa du II de l'article 1519 F du code général des impôts est complétée par les mots : « à l'exception des installations agrivoltaïques mentionnées à l'article L. 111-27 du code de l'urbanisme dont la surface est supérieure à un plafond fixé à 3% de la surface agricole utile de l'exploitation ou à 3ha, et des installations photovoltaïques mentionnées à l'article L. 111-29 du même code ».

**OBJET**

Aujourd'hui, et depuis 2020, toutes les installations photovoltaïques bénéficient d'un taux réduit d'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux à 3,394 €/kW de puissance électrique installée, pendant les vingt premières années d'imposition. Cet abaissement fiscal, s'il n'est pas encadré quant au développement du photovoltaïque sur les espaces agricoles, peut contribuer à menacer la vocation alimentaire des terres, donc notre souveraineté alimentaire.

Les installations photovoltaïques doivent ainsi en priorité s'effectuer sur les surfaces artificialisées, et leur développement sur les surfaces agricoles se doit d'être encadré très strictement. En effet, alors qu'il est nécessaire de développer la production d'énergies renouvelables pour lutter contre le réchauffement climatique et sortir du nucléaire, des productions d'énergie peuvent, dans certains cas, se faire en synergie avec la production agricole et constituer un complément de revenus pour les agriculteurs et agricultrices et contribuer au mix énergétique.

Mais, aujourd'hui, de nombreuses dérives sont constatées dans le développement de la production d'énergie solaire sur les espaces agricoles et de nombreux risques sont identifiés pour les années à venir. Il est donc primordial d'encadrer davantage le développement de ces projets pour qu'ils ne remettent pas en cause la vocation première de l'agriculture qui est la production alimentaire, ni ne participent à la financiarisation de l'agriculture et du foncier.

Dans cet esprit, les auteurs de cet amendement souhaitent, a minima, que les avantages fiscaux et financiers destinés au développement des ENR soient destinés à des projets vertueux. Pour cela, cet amendement vise à exclure du taux réduit d'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux les installations sur les sols agricoles, sauf dans le cas de projets agrivoltaïques dont la surface n'excède pas 3% de la surface agricole utile (SAU) de l'exploitation, dans la limite de 3 hectares. En effet, à



l'exception de petits projets agrivoltaïques, répartis sur les territoires, à l'emprise foncière limitée, qui joueront un rôle dans la contribution à l'atteinte de nos objectifs de développement des ENR, les avantages fiscaux doivent rester concentrés sur du photovoltaïques sur les terrains artificialisés.

Cet amendement permet aussi, via cette hausse du taux d'imposition, de donner davantage de moyens aux collectivités territoriales pour participer à la transition énergétique, notamment en accompagnant la mise en place de panneaux photovoltaïques sur bâtiments existants, sans remettre en question la vocation des terres.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SALMON, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI et Mmes PONCET MONGE, SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

I. – Après l’alinéa 48

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

- après le g du 2, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

«...») Travaux d’installation d’équipements produisant de l’électricité utilisant l’énergie radiative du soleil ou l’énergie éolienne dans le cadre prévu à l’article L. 315-1 du code de l’énergie. »

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à ouvrir le dispositif de prêt à taux zéro éco-PTZ aux travaux permettant l’installation d’équipements d’autoconsommation afin d’en diminuer le coût pour les particuliers et d’accélérer le développement des énergies renouvelables.

La mise en place de mesures favorisant le développement de l’autoconsommation est en lien avec plusieurs enjeux :

Elle permet aux particuliers de gagner en maîtrise sur leurs factures d’énergie et réduire leur dépendance aux fluctuations du marché, d’accroître la souveraineté énergétique de la France dans un contexte de tensions géopolitiques croissantes, et de favoriser l’accélération de la transition énergétique et le passage à une économie décarbonée, alors que la France doit atteindre 32% de sa consommation finale brute d’énergie provenant d’EnR à l’horizon 2030.

Il existe aujourd’hui deux aides pour favoriser l’installation de solutions d’autoconsommation : une aide à l’investissement versée en 5 annuités ainsi qu’un tarif de rachat du surplus d’électricité fixe sur 25 ans. Cependant la prime à l’investissement ne couvre que 14 % du prix de l’installation photovoltaïque.

Afin d'aider les particuliers, notamment les plus modestes, dans le financement de leur installation d'autoconsommation résidentielle, il est essentiel que des solutions bancaires attractives leur soient proposées. L'éco-PTZ est une solution nécessaire pour aider les particuliers à installer ce type d'équipement onéreux et permettre le développement de l'autoconsommation solaire en France.

Si le photovoltaïque possède le plus gros potentiel en matière d'autoconsommation, l'énergie éolienne de faible puissance peut s'avérer tout à fait appropriée dans certaines situations spécifiques ou offrir un complément utile au solaire en formant un mix énergétique permettant de compenser les variations d'ensoleillement. Il est donc proposé d'inclure également ce mode de production dans le dispositif.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SALMON, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI et Mmes PONCET MONGE, SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 SEXDECIES**

Après l'article 5 sexdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le A du VI de l'article 200 quindecies du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Ce taux est porté à 35 % au titre des dépenses mentionnées aux 4 et 5 du II lorsque les travaux mentionnés aux mêmes 4 et 5 sont de nature à maintenir ou mettre en place une futaie irrégulière, définie comme un état consistant à faire résider sur une même parcelle des arbres d'âge, d'essence et de taille variés, dont les éclaircies, pour raison économique ou sanitaire, sont réparties dans le temps, assurant la régénération naturelle de la forêt et préservant un couvert continu forestier. Les modalités de mise en œuvre de ce taux majoré sont précisées par décret. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur lesbiens et services

**OBJET**

L'objet de cet amendement est de moduler les aides publiques aux travaux forestiers, afin d'inciter les propriétaires forestiers à opter pour les bonnes pratiques.

Le Dispositif d'Encouragement Fiscal à l'Investissement en forêt « Travaux » ou DEFI travaux permet aux propriétaires forestiers de bénéficier d'un crédit d'impôt sur le revenu, sous réserve de respecter certaines conditions, lorsqu'ils effectuent des travaux forestiers sur leur propriété.

Cet amendement propose ainsi de majorer le taux du crédit d'impôt DEFI travaux pour les travaux forestiers de de nature à maintenir ou mettre en place une futaie irrégulière.

La gestion des forêts en sylviculture irrégulière est plus proche du fonctionnement naturel des écosystèmes forestiers. Elle favorise la biodiversité en intervenant de façon moins brutale dans l'écosystème, préserve les sols en valorisant la régénération naturelle et maintient un couvert forestier continu, en assurant la présence d'arbres d'âges variés au sein d'une même parcelle.

L'incitation fiscale envers cette méthode sylvicole semble pertinente pour enclencher une dynamique vertueuse pour l'environnement et bénéfique aussi bien aux propriétaires forestiers qu'à la filière forêt-bois sur le moyen terme.

Le rapport d'information déposé par la mission d'information sur l'adaptation au changement climatique de la politique forestière et la restauration des milieux forestiers déposé en mai 2023 par l'Assemblée nationale indique ainsi :

“Économiquement, la futaie irrégulière permet de produire du bois à intervalle régulier (en fait, pratiquement chaque année), avec des interventions périodiques s'ajustant aux capacités du peuplement et permettant d'alimenter la filière de manière continue. Elle apporte un revenu régulier et constant au sylviculteur. Il existe de nombreuses expériences concrètes de suivi de forêts gérées selon cette approche au travers de l'Europe mais aussi en France, qui ont permis de souligner l'aspect résilient de cette sylviculture, tout en étant économiquement rentable. À titre d'exemple, le réseau de parcelles de référence de l'AFI, épaulée par l'école forestière de Nancy (AgroParisTech), ainsi que d'autres forêts de démonstration de Pro Silva Europe, permettent de prouver que la gestion en futaie irrégulière n'est pas juste une approche théorique et qu'elle a bien des applications concrètes de mise en œuvre par des propriétaires forestiers qui souhaitent également obtenir une certaine rentabilité de leur forêt.”

Cet amendement émane ainsi de la proposition numéro 7 de ce rapport d'information. Il s'appuie également sur les lignes directrices sur la sylviculture proche de la nature publiées par la Commission Européenne en juillet 2023.

Cet amendement a été travaillé avec l'association Canopée.







## AMENDEMENT

présenté par

MM. SALMON, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI et Mmes PONCET MONGE, SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 232 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le IV, il est inséré un paragraphe ainsi rédigé :

« .... – Par dérogation au IV, le taux est égal au taux résultant de l'application au logement vacant des articles 1407 et 1407 ter lorsque ce taux est supérieur aux taux mentionnés au IV. » ;

2° Est ajouté un paragraphe ainsi rédigé :

« .... – Le produit résultant, le cas échéant, de la différence entre les taux mentionnés aux IV et ...  
– est versé à la commune. »

### OBJET

Cet amendement vise à ce que les logements vacants ne puissent pas être moins imposés que les résidences secondaires.

En effet, dans les grandes villes et dans certaines zones rurales dans lesquelles la pression immobilière peut être forte, et plus généralement dans l'ensemble des zones qui subissent une pénurie de logements, il est devenu plus rentable d'être imposé à la taxe sur les logements vacants, ce qui génère des phénomènes d'optimisation du statut d'occupation (résidence secondaire versus logement vacant).

Cet amendement permet donc de renforcer la taxation des résidences secondaires et celle des logements vacants dans les zones qui subissent une pénurie de logements, mesure indispensable à l'heure de l'explosion des difficultés d'accès au logement pour les citoyens.





DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, 128, 132)

N°	I-1830
----	--------

23 NOVEMBRE 2023

## AM E N D E M E N T

présenté par  
Le Gouvernement

C	
G	

### ARTICLE 7

Alinéa 33

Remplacer les mots :

au II

par les mots :

au A, au C et au C bis du II

### OBJET

Amendement ayant pour objectif de clarifier les critères de classement des communes en zone France Ruralité Revitalisation « Plus ».





## AM E N D E M E N T

présenté par  
Le Gouvernement

C	
G	

### ARTICLE 7

Alinéa 36 est ainsi modifié :

1<sup>o</sup> Première phrase

Remplacer les mots :

1<sup>er</sup> janvier de l'année du classement

par les mots :

1<sup>er</sup> juillet de l'année précédant le classement

2<sup>o</sup> Compléter cet alinéa par une phrase ainsi rédigée :

Le périmètre des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre mentionnés au A du II et au III est celui arrêté au 1<sup>er</sup> janvier de l'année précédant la révision du zonage France ruralités revitalisation.

### OBJET

Pour classer les communes en zone France Ruralités Revitalisation et France Ruralités Revitalisation « plus », afin d'assurer la cohérence entre les données relatives à la densité de population, fondées sur la population municipale, et celles relatives au revenu disponible par unité de consommation et à l'emploi, seront utilisées pour l'année de classement en 2024, les données du recensement 2020 et les données emploi et Filosofi 2020 disponibles au 1<sup>er</sup> juillet 2023. En outre, cet amendement propose de clarifier le périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre à prendre en compte dans la définition de ce classement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme AESCHLIMANN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24**

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le I de l'article L. 1618-2 du code général des collectivités territoriales est complété par des 5° et 6° ainsi rédigés :

« 5° Des produits et redevances des services ;

« 6° Des produits et redevances du domaine public. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à ajouter une dérogation à l'obligation de dépôt de fonds au Trésor pour les collectivités territoriales et les établissements publics entrant dans le champ défini à l'article L. 1618-1 du Code général des collectivités territoriales.

Cette obligation de dépôt auprès de l'État figure à l'article 26 de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) du 1<sup>er</sup> août 2001, qui dispose que « sauf disposition expresse d'une loi de finances, les collectivités territoriales et leurs établissements publics sont tenus de déposer toutes leurs disponibilités auprès de l'État ». Aussi l'article L. 1618-2 du Code général des collectivités territoriales prévoit-il une liste limitative de quatre exceptions à cette obligation de dépôt qui concernent : les libéralités reçues, l'aliénation d'un élément de patrimoine, l'emprunt dont l'emploi est différé et certaines recettes exceptionnelles.

Cette liste étant très restrictive, les collectivités déposent auprès du Trésor plus de 98 % de leurs encaisses. C'est donc l'État qui bénéficie de la quasi-intégralité des intérêts générés par le placement de la trésorerie des collectivités.

En octobre 2023, le taux des dépôts sur comptes à termes s'établit à 3,74 %. Il apparaît donc nécessaire d'offrir aux collectivités territoriales la possibilité de placer une part plus importante de leur trésorerie sur des comptes à termes ouverts auprès de l'État ou en titres garantis.

Dans un contexte économique où les taux d'intérêt se révèlent particulièrement élevés, cette interdiction de placer la trésorerie constitue un manque à gagner préjudiciable aux collectivités

territoriales. Aussi cet amendement a-t-il pour objectif de permettre, par dérogation à l'obligation de dépôt auprès du Trésor, de placer les excédents de trésorerie résultant des produits des services offerts par les collectivités ainsi que des redevances perçues sur leur domaine public.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LUREL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

Après l'alinéa 74

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

... Le VII du même article 244 quater X est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Pour les acquisitions ou constructions de logements neufs à usage locatif dans les conditions mentionnées au 4 du I du présent article, réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré mentionnés à l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation et les sociétés d'économie mixte mentionnées à l'article L. 481-1 du même code, une obligation d'information de l'administration est instaurée à partir du dépôt de la demande de permis de construire ou, en cas de vente en l'état futur d'achèvement, de l'acquisition, jusqu'à l'expiration de la durée au cours de laquelle un complément de taxe est susceptible d'être dû. »

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'objectif de ce cet amendement est le remplacement de l'agrément préalable exigé aux bailleurs sociaux des Outre-mer dans le cadre de la construction ou acquisition de logements locatifs intermédiaires, par une obligation d'information permettant d'assurer le suivi de laproduction et la vérification du respect des conditions fixées par le code général des impôts pour l'obtention de l'avantage fiscal.

Les dossiers de demande d'agréments sont très complexes. Ils requièrent des niveaux de détail qui ne peuvent être fournis qu'au moment où le bailleurs dispose des devis définitifs (Marchés de travaux) des entreprises et de leurs attestations sociales et fiscales.

L'instruction prend de son coté 6 mois en moyenne. Cela retarde les opérations alors que le produit LLI demeure une des solutions pour libérer les logements très sociaux par les familles aux déciles supérieurs.

Cet agrément a été supprimé pour les bailleurs sociaux de l'hexagone en LFI 2021.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LUREL

C	
G	

ARTICLE 6

Après l'alinéa 74

Insérer quatre alinéas ainsi rédigés :

...° Le I de l'article 244 quater X est complété par trois alinéas ainsi rédigés :

« ...° Aux acquisitions ou constructions de logements neufs situés dans les départements d'outre-mer si les conditions suivantes sont réunies :

« a) L'entreprise signe avec une personne physique, dans les douze mois de l'achèvement de l'immeuble, ou de son acquisition si elle est postérieure, un bail réel solidaire tel que défini à l'article L. 255-1 du code de l'urbanisme ;

« b) Les trois quarts de l'avantage en impôt procuré par le crédit d'impôt pratiqué au titre de l'acquisition ou la construction de l'immeuble sont rétrocédés à la personne physique signataire du bail réel solidaire sous forme de diminution du prix de cession de l'immeuble. »

.... – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Le présent amendement propose d'appliquer le crédit d'impôt opérations d'accession sociale à la propriété s'appuyant sur un bail réel solidaire permettant ainsi des prix de sortie plus en cohérence avec les ressources des ménages des départements et régions d'Outre-mer.

Ce dispositif pouvant être mobilisé notamment en RHI, ou dans les zones de menaces graves des vies humaines (notamment zones exposées aux risques), perdrait de son intérêt s'il n'est pas éligible au CI d'autant que la redevance foncière à charge de l'accédant à la propriété n'est pas éligible non plus aux allocations logement (ALS et ALF).

II. La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.







N°	I-1835
----	--------

**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LUREL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6

Après l'article 6

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

À la première phrase du septième alinéa de l'article L. 452-1 du code de la construction et de l'habitation, après les mots : « de l'union », sont insérés les mots : « , de l'Union sociale pour l'habitat Outre-mer ».

**OBJET**

Le présent amendement propose de consacrer l'existence de l'Union sociale pour l'habitat Outre-mer (USHOM) en l'inscrivant parmi les organismes pour lesquels la Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) participe aux frais de fonctionnement.

Instance fédérant de nombreux bailleurs sociaux ultramarins, l'USHOM accompagne avec efficacité le déploiement des politiques publiques sur nos territoires.

Signataire du Plan logement outre-mer (PLOM), porteuse de projets d'intérêt général, il importe que la représentativité et l'action de l'USHOM soient inscrites au code de la construction et de l'habitation pour permettre notamment la continuité des projets d'intérêt général, qu'elle mène avec les collectivités locales et les bailleurs sociaux dans toutes les Outre-mer .

L'action de l'USHOM était déjà indirectement financée par la CGLLS à travers une rétribution perçue par l'USH qui elle-même est subventionnée par la CGLLS. Ce reversement n'est plus opéré suite à un désaccord entre les deux organismes.

Cette mesure qui n'aurait donc aucun coût vise simplement à clarifier les relations entre ces deux entités afin de pérenniser l'existence de l'USHOM, dans l'intérêt supérieur des bailleurs sociaux, et d'un meilleur accompagnement des politiques de l'habitat social en Outre-mer.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme ARTIGALAS, M. COZIC, Mmes ESPAGNAC et BRIQUET et M. FÉRAUD

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le sixième alinéa de l'article 1609 H du code général des impôts est ainsi rédigé :

« La liste des communes peut concerner les départements de l'Ariège, de l'Aude, de la Charente, de la Charente-Maritime, de la Dordogne, de la Haute-Garonne, du Gers, de la Gironde, des Landes, du Lot, du Lot-et-Garonne, des Pyrénées-Atlantiques, du Tarn et du Tarn-et-Garonne. Elle est établie par arrêté conjoint des ministres chargés du budget et des transports. »

II. – La perte de recettes pour les collectivités territoriales est compensée à due concurrence par la majoration de la dotation globale de fonctionnement.

**OBJET**

Une taxe spéciale d'équipement a été instituée par l'arrêté du 31 décembre 2022 établissant la liste des communes mentionnée à l'article 1609 H du code général des impôts dans le cadre du financement de la ligne grande vitesse entre Bordeaux et Toulouse.

Celle-ci s'applique aux communes environnantes des gares de la future ligne situées à une heure de route de ces dernières. Dans le département des Hautes-Pyrénées, seules deux communes, Madiran et Saint-Lanne, sont concernées puisqu'elles se situeraient à une heure de route de la future gare LGV de Mont-de-Marsan.

Or, cette mesure de temps varie selon les outils utilisés et peut donc apparaître supérieure à une heure de trajet. De plus, ces deux communes sont naturellement et infrastructurellement tournées vers des bassins de vie et d'activités du département et il est donc plus facile pour leurs habitants de se rendre à Tarbes plutôt qu'à Mont-de-Marsan.

Aussi, cet amendement a pour but de supprimer l'obligation pour ces deux seules communes du département de participer à la taxe spéciale d'équipement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Grégory BLANC

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À compter de 2024, il est institué, par prélèvement sur les recettes de l'État, une dotation en faveur des communes nouvelles regroupant, l'année suivant leur création, une population inférieure ou égale à 150 000 habitants. Cette dotation est répartie dans les conditions prévues à l'article L. 2113-22-1 du code général des collectivités territoriales. Elle se compose de deux parts : une part d'amorçage destinée à accompagner la création de communes nouvelles et une part de garantie destinée à compenser, pour les communes nouvelles bénéficiaires de la dotation, une éventuelle baisse des attributions perçues au titre de la dotation globale de fonctionnement mentionnée au premier alinéa de l'article L. 2334-1 du code général des collectivités territoriales.

II. – Les modalités d'application du présent article sont précisées par décret.

III. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les communes nouvelles bénéficient, aux titres des articles L. 2113-20 et L. 2113-22 du code général des collectivités territoriales, d'une garantie de non baisse de leur dotation globale de fonctionnement (pacte de stabilité) : aucune des composantes de leur DGF (dotation forfaitaire, dotation de solidarité urbaine, dotation de solidarité rurale, dotation nationale de péréquation) ne peut individuellement baisser, pendant trois ans, par rapport à la somme des dotations perçues par les anciennes communes l'année précédant la fusion. Elles bénéficient aussi d'une dotation d'amorçage prévue pour compenser les surcoûts transitoires d'un regroupement.

Dans le cadre des auditions menées par la mission flash sur les communes nouvelles de la délégation aux collectivités territoriales de l'Assemblée nationale, certains maires auditionnés ont fait valoir que la durée de cette garantie de non baisse était insuffisante. Les auditions interpellent aussi sur le niveau insuffisant de la dotation d'amorçage et la durée de soutien limitée à trois ans seulement. Ces éléments peuvent jouer un rôle dans certains cas pour expliquer la réticence des élus locaux à engager des regroupements.

Cet amendement vise à mettre en oeuvre les recommandations 1, 2, 3 et 11 du rapport de la mission flash sur les communes nouvelles de l'Assemblée nationale. Ainsi, cet amendement a pour objet de créer un prélèvement sur les recettes de l'Etat pour financer cette nouvelle dotation. Ses modalités concrètes seront précisées en seconde partie du PLF.





N°	I-1838
----	--------

**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Grégory BLANC

C	
G	

ARTICLE 6

Après l'alinéa 74

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

I. – Au premier alinéa du I de l'article 278-0 bis A, après le mot : « énergétique », sont insérés les mots : « , ainsi que les travaux induits qui leur sont indissociablement liés, ».

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à sécuriser juridiquement et à clarifier, pour les professionnels et les particuliers, l'application du taux réduit de TVA à 5,5% des travaux induits et indissociablement liés aux travaux de rénovation énergétique.

En effet, lors de prestations de rénovation énergétique soumis à la TVA à 5,5%, plusieurs travaux induits et indissociablement liés sont souvent indispensables. Par exemple, lors de l'installation des pompes à chaleur ou d'équipements de production d'énergie utilisant une source d'ENR, l'adaptation du local recevant les équipements, les éventuelles modifications de l'installation électrique, ou encore l'installation d'un système de ventilation sont nécessaires.

Compte tenu de leur nature, ces travaux peuvent être réalisés par des entreprises artisanales différentes mais sont indissociablement liés aux travaux de rénovation énergétique et sont donc soumis au taux réduit de TVA.

Or, depuis sa réécriture en 2022, l'article 278-O bis A du CGI, relatif au taux réduit de TVA pour les travaux de rénovation énergétique, ne mentionne plus les travaux induits indissociablement liés. Cette situation a engendré une grande confusion et une insécurité juridique manifeste pour les acteurs de terrain et freine les objectifs de la trajectoire de performance énergétique et de décarbonation.







## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. BENARROCHE, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUODECIES

Après l'article 3 duodecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 244 quater F du code Général des impôts, il est inséré un nouvel article ainsi rédigé :

« Art. 244 quater ....- La stérilisation des animaux de compagnie ouvre droit à un crédit d'impôt de 66 %.

« Les modalités d'un tel crédit est défini par décret mentionnant le prix maximum de référence de la stérilisation. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Le code général des collectivités territoriales prévoit la responsabilité des maires à ses articles L. 2212-1 et L221-2 "tout animal en état de divagation ou accidenté est sous la responsabilité du maire de la commune où il a été trouvé" .

Aujourd'hui, seule l'identification des animaux est obligatoire.

Si la plupart des associations procèdent à la stérilisation des animaux, celle-ci reste à la discrétion des propriétaires. Il est donc proposé d'instituer une incitation fiscale en ce sens, permettant une baisse de la population des chiens ou chats errants dont la charge grève parfois les finances locales de nos communes.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

C	
G	

MM. BENARROCHE, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 1519 C du code général des impôts, il est inséré un article 1519 C *bis* ainsi rédigé :

« Art. 1519 C *bis*. – I. – A l'exception du prélèvement mentionné au XIX de l'article 1647 effectué au profit de l'Etat, le produit de la taxe sur les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent en mer mentionnée à l'article 1519 B, pour la part afférente aux installations situées dans la zone économique exclusive, est affecté aux organismes et selon les pourcentages suivants :

« 1° 20 % sont affectés aux communes littorales situées sur la façade maritime française dans un rayon de 100 km. Il est tenu compte, dans la répartition de ce produit entre les communes, des besoins de celles-ci pour adapter leur littoral aux impacts potentiels futurs du dérèglement climatique, notamment au retrait du trait de côte. Par exception, lorsque les communes concernées sont situées dans plusieurs départements, la répartition est réalisée conjointement dans les départements concernés ;

« 2° 18 % sont affectés aux comités mentionnés à l'article L. 912-1 du code rural et de la pêche maritime pour le financement de projets concourant à la transformation de la filière de la pêche et des élevages marins pour une exploitation et une transformation durable des produits halieutiques et le développement du co-usage de l'espace maritime. Ce pourcentage est réparti à raison de 6 % au profit du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins, 6 % pour les comités régionaux des pêches maritimes et des élevages marins dans le ressort desquels les installations ont été implantées et 6 % pour les comités départementaux et interdépartementaux des pêches maritimes et des élevages marins dans le ressort desquels les installations ont été implantées. En cas d'inexistence de comité départemental, le pourcentage bénéficie au comité régional correspondant ;

« 3° 6 % sont affectés, à l'échelle de la façade maritime, à l'Office français de la biodiversité ;

« 4° 6 % sont affectés aux organismes mentionnés à l'article L. 742-9 du code de la sécurité intérieure ;

« 5° 50 % sont affectés aux organismes nationaux chargés du développement planifié de la filière de l'éolien offshore, de la planification des infrastructures portuaires et électriques qui lui sont

nécessaires, au co-usage de l'espace maritime entre les différentes activités, ainsi qu'à la connaissance et la protection de la biodiversité marine, et au renforcement de la sûreté et de la sécurité maritime.»

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Cet amendement vise à mettre en cohérence les mesures de répartition de la fiscalité de l'éolien en mer, et donc à répartir les recettes de la taxe éolienne en mer en ZEE entre les bénéficiaires légitimes concernés par l'arrivée du nouvel équipement, d'une part pour la transition énergétique et d'autre part pour l'adaptation aux impacts du dérèglement climatique, situation nouvelle à laquelle les communes, les comités des pêches, l'Office Français de la Biodiversité (OFB) et les organismes de la sécurité et sûreté maritimes agréés par l'autorité administrative sont notamment confrontés.

Par ailleurs, les articles 93 à 97 de la loi AER prévoient le financement, par le développeur d'énergies renouvelables terrestres, de projets des communes ou des EPCI en faveur de la transition énergétique, de la sauvegarde ou de la protection de la biodiversité ou de l'adaptation au changement climatique. Dans cette philosophie, il apparaît ainsi légitime de prendre en compte également la planification des activités maritimes, dont l'éolien en mer, la planification des infrastructures portuaires et électriques qui lui sont nécessaires et l'appui aux communes littorales face au dérèglement climatique qui pourraient ainsi percevoir directement une fraction de la taxe éolienne.

Dans la situation actuelle, les parcs éoliens en mer sont soumis à une taxe instituée à l'article 1519 B du code général des impôts dont le montant est fixé à 19 405 euros par MW installé par an en 2023. La taxe est due à partir de l'année suivant la mise en service de l'installation.

Pour les parcs éoliens en mer situés sur le domaine public maritime (DPM), le produit de la taxe est versé à différents bénéficiaires : 50 % aux communes littorales situées sur la façade maritime dans un périmètre de 100km du projet afin de répondre aux besoins de celles-ci pour adapter leur littoral aux impacts potentiels futurs du dérèglement climatique, notamment au retrait du trait de côte ; 35 % aux comités des pêches pour financer des projets concourant au développement durable de la pêche et des élevages marins ; 10 % à l'Office français de la biodiversité ; 5 % aux organismes de secours et de sauvetage en mer agréés, soit la société nationale de sauvetage en mer (SNSM).

Le décret d'application n° 2012-103 du 27 janvier 2012 relatif à l'utilisation des ressources issues de la taxe instituée par l'article 1519 B du code général des impôts a été mis à jour par un décret modificatif le 23 janvier 2023 qui simplifie et assouplit l'utilisation de ces fonds.

Pour les parcs éoliens en mer situés en zone économique exclusive (ZEE), c'est-à-dire les parcs éoliens en mer à plus de 12 milles nautiques des côtes (22 km environ), le produit de la taxe est affecté au budget général de l'Etat.

L'exposé des motifs de la loi de finance 2021 pour l'année 2022 étendant la taxe éolienne en mer à la ZEE a précisé que le produit de cette taxe en ZEE financerait « des actions relatives à la connaissance et la protection de la biodiversité marine, à l'exploitation et la transformation durable de produits halieutiques, au développement d'autres activités maritimes et à la sûreté maritime ». Les premiers versements effectifs de la taxe en ZEE devraient intervenir à l'horizon 2030.

Par ailleurs, en juin 2021 le CGEDD, l'IGAM et l'IGF publiaient un rapport sur le statut juridique et fiscal des éoliennes en ZEE préconisant une affectation de la recette de cette taxe selon quatre catégories de dépenses : la protection de la biodiversité marine, la sécurité et la sûreté maritime, la transformation de la filière pêche et le développement de co-usage. Ce rapport recommande de ne pas

inclure les collectivités territoriales dans les bénéficiaires mais plutôt de créer un fonds sans personnalité juridique pour la gestion des recettes et sous coordination. La Ministre de la transition énergétique s'est alors engagée lors de l'examen du projet de loi d'accélération de la production d'énergies renouvelables à constituer un groupe de travail sur la fiscalité des énergies renouvelables, notamment pour l'éolien en mer.

Cependant, en considérant les articles 93 à 97 de la loi AER, il apparaît légitime de prendre en compte également la planification des activités maritimes, dont l'éolien en mer, la planification des infrastructures portuaires et électriques qui lui sont nécessaires et l'appui aux communes littorales face au dérèglement climatique qui pourraient ainsi percevoir directement une fraction de la taxe éolienne pour quatre raisons :

Soutenir les études BRGM et CEREMA sur le recul du trait de côte sur toutes les façades maritimes, impact irréversible du réchauffement climatique ;

Soutenir les collectivités littorales impactées par le réchauffement climatique et/ou sollicitées pour l'aménagement des infrastructures portuaires tout en favorisant l'acceptabilité des projets ;

Contribuer à la planification des activités maritimes, dont l'éolien en mer, pour identifier les zones propices nécessitant des études environnementales, météocéaniques et des suivis halieutiques tout en tenant compte des activités préexistantes pour un co-usage de l'espace maritime ;

Soutenir l'adaptation de la filière pêche et des élevages marins pour l'exploitation et la transformation durable des produits halieutiques.

Ainsi, cet amendement vise à mettre en cohérence les mesures de répartition de la fiscalité en mer concernant les projets situés en zone économique exclusive pour soutenir directement les projets portés par des bénéficiaires légitimes concernés par l'arrivée des nouveaux équipements et engagés dans la transition énergétique et l'adaptation aux impacts du dérèglement climatique.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BENARROCHE, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 1519 C du code général des Impôts, il est inséré un article 1519 C... ainsi rédigé :

« Art. 1519 C .... – I. – A l'exception du prélèvement mentionné au XIX de l'article 1647 effectué au profit de l'État, le produit de la taxe sur les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent en mer mentionnée à l'article 1519 B, pour la part afférente aux installations situées dans la zone économique exclusive, est affectée à [l'Observatoire de l'éolien en mer] pour coordonner et gérer la recette selon les pourcentages suivants :

« 1° 50 % sont affectés au développement planifié de la filière de l'éolien en mer, de la planification des infrastructures portuaires et électriques qui lui sont nécessaires, ainsi qu'au co-usage de l'espace maritime entre les différentes activités ;

« 2° 20 % sont affectés à l'appui aux communes littorales communes littorales situées sur la façade maritime dans un périmètre de 100km du projet afin de répondre aux besoins de celles-ci pour adapter leur littoral aux impacts potentiels futurs du dérèglement climatique, notamment au retrait du trait de côte ;

« 3° 15 % sont affectés à l'appui de projets concourant à l'adaptation de la filière de la pêche et des élevages marins face au développement de l'éolien en mer, ainsi que pour une exploitation et une transformation durable des produits halieutiques ;

« 4° 10 % sont affectés, à l'échelle de la façade maritime, à la connaissance et de la protection de la biodiversité marine en lien avec l'Office français de la biodiversité ;

« 5° 5 % sont affectés à la sécurité et sûreté maritimes. »

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

## **OBJET**

Cet amendement vise à mettre en cohérence les mesures de répartition de la fiscalité de l'éolien en mer, et donc d'une part à clarifier l'affectation des recettes de la taxe éolienne en mer en ZEE perçues par l'Etat en incluant nommément des bénéficiaires légitimes concernés par l'arrivée d'un nouvel équipement de la transition énergétique en mer. D'autre part, il s'agit de considérer une catégorie spécifique de dépenses sur l'espace maritime en cohérence avec les articles 93 à 97 de la loi AER adoptés par le législateur en faveur de la transition énergétique, de la sauvegarde ou de la protection de la biodiversité ou de l'adaptation au changement climatique. Sur l'espace maritime, cette catégorie serait alors directement liée à la planification des activités maritimes, dont l'éolien en mer, la planification des infrastructures portuaires et électriques qui lui sont nécessaires et l'appui aux communes littorales face au dérèglement climatique pourraient ainsi percevoir une fraction des de la taxe éolienne.

Dans la situation actuelle, les parcs éoliens en mer sont soumis à une taxe instituée à l'article 1519 B du code général des impôts dont le montant est fixé à 19 405 euros par MW installé par an en 2023. La taxe est due à partir de l'année suivant la mise en service de l'installation.

Pour les parcs éoliens en mer situés sur le domaine public maritime (DPM), le produit de la taxe est versé à différents bénéficiaires : 50 % aux communes littorales d'où des installations sont visibles ; 35 % aux comités des pêches pour financer des projets concourant au développement durable de la pêche et des élevages marins ; 10 % à l'Office français de la biodiversité ; 5 % aux organismes de secours et de sauvetage en mer agréés, soit la société nationale de sauvetage en mer (SNSM).

Le décret d'application n° 2012-103 du 27 janvier 2012 relatif à l'utilisation des ressources issues de la taxe instituée par l'article 1519 B du code général des impôts a été mis à jour par un décret modificatif le 23 janvier 2023 qui simplifie et assouplit l'utilisation de ces fonds.

Pour les parcs éoliens en mer situés en zone économique exclusive (ZEE), c'est-à-dire les parcs éoliens en mer à plus de 12 milles nautiques des côtes (22 km environ), le produit de la taxe est affecté au budget général de l'Etat.

L'exposé des motifs de la loi de finance 2021 pour l'année 2022 étendant la taxe éolienne en mer à la ZEE a précisé que le produit de cette taxe en ZEE financerait « des actions relatives à la connaissance et la protection de la biodiversité marine, à l'exploitation et la transformation durable de produits halieutiques, au développement d'autres activités maritimes et à la sûreté maritime ». Les premiers versements effectifs de la taxe en ZEE devraient intervenir à l'horizon 2030.

Par ailleurs, en juin 2021 le CGEDD, l'IGAM et l'IGF publiaient un rapport sur le statut juridique et fiscal des éoliennes en ZEE préconisant une affectation de la recette de cette taxe selon quatre catégories de dépenses : la protection de la biodiversité marine, la sécurité et la sûreté maritime, la transformation de la filière pêche et le développement de co-usage. Ce rapport recommande de ne pas inclure les collectivités territoriales dans les bénéficiaires mais plutôt de créer un fonds sans personnalité juridique pour la gestion des recettes et sous coordination. La Ministre de la transition énergétique s'est alors engagée lors de l'examen du projet de loi d'accélération de la production d'énergies renouvelables à constituer un groupe de travail sur la fiscalité des énergies renouvelables, notamment pour l'éolien en mer.

C'est pourquoi, suite à l'adoption de la loi AER aux travaux relatifs au projet de loi de finance 2024, afin de concrétiser l'intérêt de dédier la taxe éolienne en mer en ZEE aux quatre catégories d'affectation déjà identifiées, cet amendement vise d'une part à clarifier la répartition des recettes et d'autre part à considérer une catégorie spécifique de dépenses en cohérence avec les articles 93 à 97 de la loi AER, directement liée à la planification des activités maritimes, dont l'éolien en mer, la planification des infrastructures portuaires et électriques qui lui sont nécessaires et l'appui aux communes littorales face au dérèglement climatique pourraient ainsi percevoir une fraction des affectations de la taxe éolienne pour quatre raisons :



Soutenir les études BRGM et CEREMA sur le recul du trait de côte sur toutes les façades maritimes, impact irréversible du réchauffement climatique ;

Soutenir les collectivités littorales impactées par le réchauffement climatique et/ou sollicitées pour l'aménagement des infrastructures portuaires tout en favorisant l'acceptabilité des projets ;

Contribuer à la planification des activités maritimes, dont l'éolien en mer, pour identifier les zones propices nécessitant des études environnementales, météocéaniques et des suivis halieutiques tout en tenant compte des activités préexistantes pour un co-usage de l'espace maritime ;

Soutenir l'adaptation de la filière pêche et des élevages marins pour l'exploitation et la transformation durable des produits halieutiques.

Par ailleurs, la planification de l'éolien en mer suppose un développement des projets d'envergure en zone économique exclusive. Par exemple sur la façade Sud-Atlantique, l'Etat français a d'ores-et-déjà pris acte de la modification de la zone d'implantation du futur projet éolien au large de l'île d'Oléron pour l'éloigner à près de 40km des côtes, c'est à dire au-delà des 12 milles nautiques et des limites du parc naturel marin. Cette décision relative à l'AO7 laisse légitimement présager que les prochains appels d'offres sur cette façade maritime seront très majoritairement, voir exclusivement tous situés en zone économique exclusive.

Ainsi, cet amendement vise à mettre en cohérence les mesures d'affectation de la fiscalité en mer concernant les projets situés en zone économique exclusive pour soutenir directement les projets portés par des bénéficiaires légitimes et liés à l'arrivée des nouveaux équipements pour la transition énergétique et à l'adaptation aux impacts du dérèglement climatique.

Amendement rédigé à partir des travaux du groupe Valorem



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BENARROCHE et BACCHI, Mme CARLOTTI, MM. Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 BIS**

Après l'article 27 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après l'article L. 2333-67 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 2333-67-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 2333-67-1. – Par dérogation à l'article L. 2333-67, dans la métropole d'Aix-Marseille-Provence, le taux de versement est fixé ou modifié par délibération de l'organe compétent de l'établissement public qui est l'autorité organisatrice de la mobilité au sens de l'article L. 1231-1 du code des transports, dans la limite de 2,95 % des salaires définis à l'article L. 2333-65 du présent code.

« Pour chaque bassin de mobilité de la métropole tel que défini dans le code des transports, ledit organe fixe le taux de versement qui lui est applicable en fonction de l'offre de transport public disponible dans le bassin et des investissements qui y sont réalisés en matière de mobilité. »

**OBJET**

Cet amendement vise à relever le plafond du taux de Versement Mobilité au sein de la Métropole Aix-Marseille, en s'alignant sur le taux francilien en vigueur jusqu'en 2023, soit 2,95 %.

Cette mesure pourrait constituer l'un des moyens de financement des investissements prévus dans le plan « Marseille en Grand », qui atteint 300 millions d'euros par an jusqu'en 2026.

Il est important de noter que le budget annexe des Transports de ce plan présente un déséquilibre intrinsèque au niveau de sa section d'exploitation, car la structure des recettes propres de ce budget ne permet pas de couvrir l'ensemble des dépenses du service.

Ainsi, compte tenu de ces éléments, de la situation actuelle dégradée des transports collectifs sur la métropole et des volumes importants d'investissements requis par le plan « Marseille en Grand », en plus des aides de l'État, de nouvelles ressources fiscales sont nécessaires. Par conséquent, cet amendement propose de relever le plafond du taux de Versement Mobilité pour la Métropole Aix-Marseille, avec une mise en œuvre similaire à celle de la région Ile-de-France où le taux plafond est différencié par zone.

En l'occurrence, cette différenciation se ferait en fonction des différents bassins de mobilité qui constituent la métropole. A l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence, cette proposition permettrait d'augmenter le produit global du Versement Mobilité en relevant le plafond du versement actuel pour les bassins où l'offre est la plus dense et en l'abaissant pour les autres. Ce relèvement du plafond serait accompagné d'un réajustement de la contribution, préservant ainsi les zones moins bien desservies par les transports en commun.

Mais ça devrait se traduire côté métropole par une augmentation des projets de transports collectifs dans les secteurs concernés et surtout Marseille.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes MORIN-DESAILLY et de LA PROVÔTÉ, MM. HENNO et LEVI, Mmes Olivia RICHARD et SOLLOGOUB, MM. BONNECARRÈRE, LAUGIER, MENONVILLE et KERN, Mmes GATEL, BILLON, ROMAGNY et PERROT, MM. DUFFOURG et LONGEOT, Mme VERMEILLET, MM. CAPO-CANELLAS, Pascal MARTIN et FARGEOT, Mme JACQUEMET, M. HINGRAY et Mme GUIDEZ

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 DUOTRICIES**

Après l'article 5 duotricies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 244 quater O du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le 1° du I, il est inséré un 1° bis ainsi rédigé :

« 1° bis de la rémunération, charges sociales incluses, des dirigeants, correspondant à leur participation directe à la création d'ouvrages mentionnés au 1°, dans la limite de 45 000 € par an. Cette rémunération n'est éligible au crédit d'impôt que pour les petites entreprises, au sens de l'article 2 de l'annexe I au règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ; » ;

2° Après le 1° du I bis, il est inséré un 1° bis ainsi rédigé :

« 1° bis de la rémunération, charges sociales incluses, des dirigeants, correspondant à leur participation directe à l'activité mentionnée au 1°, dans la limite de 45 000 € par an. Cette rémunération n'est éligible au crédit d'impôt que pour les petites entreprises, au sens de l'article 2 de l'annexe I au règlement (UE) n° 651/2014 précité ; ».

II. – Les 1° et 2° du I s'appliquent aux crédits d'impôt calculés au titre des dépenses exposées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.III. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

L'amendement vise à adapter le crédit d'impôt en étendant son assiette aux rémunérations des dirigeants non-salariés correspondant à leur participation directe à l'activité. Le montant de rémunération ouvrant droit à crédit d'impôt est plafonné à 45 000 € par an et n'est pris en compte dans l'assiette du crédit d'impôt que pour les petites entreprises.

Cette adaptation à la marge permet de prendre en compte la réalité de la taille de la majorité des entreprises des métiers d'art et de garantir un soutien efficace à l'activité d'entreprises hautement qualifiées dont il convient de maintenir et de développer les compétences et les savoir-faire. Il s'agit, de plus, d'emplois non-délocalisables.

De fait, compte tenu de la structuration des entreprises concernées et du niveau de plafond proposé, la mesure couvre essentiellement des entreprises soumises à l'impôt sur le revenu, soit environ 13,5 % de l'ensemble.

Cette proposition s'inscrit dans la continuité du plan ambitieux pour les métiers d'art présenté le 30 mai dernier par le Gouvernement.

Coût annuel estimé de l'élargissement du CI : 1,5 M € (rémunérations des dirigeants non-salariés)





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme MORIN-DESAILLY, M. HENNO, Mme DEVÉSA, M. LEVI, Mmes GUIDEZ et Olivia RICHARD,  
MM. CAPO-CANELLAS, Pascal MARTIN et KERN, Mme JACQUEMET, M. HINGRAY et  
Mmes BILLON et PERROT

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 DUOVICIES

Après l'article 5 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. - Après le deuxième alinéa du V de l'article 1609 *sexdecies* B du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« La taxe n'est pas due par les personnes mentionnées au 2° du II, à l'exception de celles dont l'offre est principalement consacrée aux œuvres ou documents cinématographiques ou audiovisuels à caractère pornographique ou d'incitation à la violence, lorsque le montant cumulé des sommes mentionnées aux 2° et 3° du III est inférieur à 5 millions d'euros. »

II. – La perte de recettes pour le Centre national du cinéma et de l'image animée résultant du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à créer un seuil de déclenchement de la taxe sur la diffusion en vidéo physique et en ligne de contenus audiovisuels (TSV) prévue à l'article 1609 *sexdecies* B du code général des impôts dont le produit est affecté au CNC pour les éditeurs de services de vidéo à la demande (par abonnement et à l'acte) en exonérant ceux dont le chiffre d'affaires est inférieur à 5 millions d'euros. Le taux de cette taxe a fortement augmenté au cours de ces dernières années, pour passer de 2% à plus de 5%, ce qui peut pénaliser fortement de petits acteurs.

Cette exonération concernerait, ainsi, les acteurs du marché de la vidéo à la demande les plus fragiles qui doivent faire face à une très forte concurrence dans un paysage d'offres multiples largement dominé par les grandes plateformes internationales

Cet amendement aura un effet très limité sur les ressources du CNC, de l'ordre de 5 million d'euros, et bénéficiera à une quinzaine d'entreprises, principalement nationales. Il convient par ailleurs de souligner le caractère très dynamique de la taxe sur la diffusion en vidéo physique et en ligne de contenus audiovisuels. On constate ainsi dans le PLF 2024 que le rendement de la taxe sur les ventes et les locations de vidéogrammes destinés à l'usage privé du public (taxe vidéo et VOD) est estimé à 131 243 000, contre 107 489 000 lors du PLF de l'année dernière. Ce dynamisme pourra donc compenser l'évolution proposée de la TSV.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme MORIN-DESAILLY, M. HENNO, Mme DEVÉSA, M. LEVI, Mmes GUIDEZ et Olivia RICHARD,  
MM. CAPO-CANELLAS, Pascal MARTIN et KERN, Mme JACQUEMET, M. HINGRAY et  
Mmes BILLON et PERROT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 QUINDECIES**

Après l'article 5 quindecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le 2° de l'article 199 terdecies-0 AA du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Par dérogation au 1° du I. et au 1° du VI. de l'article 199 terdecies-0 A du code général des impôts, les contribuables domiciliés fiscalement en France peuvent bénéficier d'une réduction de leur impôt sur le revenu égale à 30 % des versements effectués au titre de souscriptions en numéraire au capital des entreprises d'utilité sociale mentionnées à l'article L. 3332-17-1 du code du travail. »

II. – Le deuxième alinéa du 1. du VI. de l'article 199 terdecies-0 A du code général des impôts est supprimé.

III. – La perte de recettes pour l'État résultant du I et du II. est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

**OBJET**

Les entreprises solidaires agréées entreprises solidaires d'utilité sociale (ESUS) mobilisent l'épargne citoyenne grâce au dispositif d'incitation fiscale IR-PME-ESUS. Fixé à 18% et indexé sur le taux de l'IR PME (incitation à l'investissement dans les petites et moyennes entreprises), ce taux a été bonifié à 25% chaque année successivement depuis 2020.

En 2022, la Cour des comptes a recensé 465 dispositifs d'incitations fiscales, coûtant 94,4 milliards d'euros à l'Etat. L'IR PME ESUS fait figure de bon élève, avec un impact significatif sur le financement des entreprises solidaires pour un coût très mesuré.

En effet, il est estimé que le dispositif coûte 2,5M€ par an environ à l'Etat. Grâce à cette incitation, les entreprises solidaires peuvent bénéficier d'investissements importants : en 2022, l'épargne collectée directement par les entreprises solidaires membres de FAIR a cru de +9%, passant de 908M€ à 991M€.

Cette incitation est différente de celle dédiée aux PME. Là où les PME ont besoin de ressources principalement à l'amorçage et peuvent se révéler lucratives, les ESUS n'ont qu'une très faible

rentabilité du fait de leur lucrativité limitée : elles réinvestissent tout ou une grande partie de leurs bénéfices dans la poursuite de leur mission d'utilité sociale.

Dans un contexte d'inflation et de remontée des taux, les entreprises ESUS sont encore moins attractives financièrement, malgré leur fort impact social et environnemental. Revenir à un taux de 18% aurait des conséquences dramatiques pour un grand nombre d'entreprises ESUS, qui verraient leur collecte fortement baisser. Certaines entreprises solidaires, déjà sorties du dispositif en raison de leur âge, ont pu observer des baisses de collecte jusqu'à 40%.

C'est pourquoi cet amendement vise à décorréliser les taux de l'IR PME et de l'IR PME ESUS, afin de pouvoir traiter séparément les deux dispositifs qui sont de nature différente. Par ailleurs, cet amendement propose de prolonger le taux à 25%, justifié par la lucrativité limitée et les forts besoins en financement de ces entreprises solidaires.

Pour aligner ce dispositif aux incitations concernant par exemple les FIP Outre Mer, il est proposé d'introduire un taux à 30%.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme MORIN-DESAILLY, M. HENNO, Mme DEVÉSA, M. LEVI, Mmes GUIDEZ et Olivia RICHARD,  
MM. CAPO-CANELLAS, Pascal MARTIN et KERN, Mme JACQUEMET, M. HINGRAY et  
Mmes BILLON et PERROT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 QUINDECIES**

Après l'article 5 quindecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le 2° de l'article 199 terdecies-0 AA du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Par dérogation au 1° du I et au 1° du VI. de l'article 199 terdecies-0 A du code général des impôts, les contribuables domiciliés fiscalement en France peuvent bénéficier d'une réduction de leur impôt sur le revenu égale à 30 % des versements effectués au titre de souscriptions en numéraire au capital des entreprises d'utilité sociale mentionnées à l'article L. 3332-17-1 du code du travail pour les versements effectués jusqu'au 31 décembre 2025. »

II – Le deuxième alinéa du 1. du VI. de l'article 199 terdecies-0 A du code général des impôts est supprimé.

III – La perte de recettes pour l'État résultant du I et du II est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

**OBJET**

Les entreprises solidaires agréées entreprises solidaires d'utilité sociale (ESUS) mobilisent l'épargne citoyenne grâce au dispositif d'incitation fiscale IR-PME-ESUS. Fixé à 18% et indexé sur le taux de l'IR PME (incitation à l'investissement dans les petites et moyennes entreprises), ce taux a été bonifié à 25% chaque année successivement depuis 2020.

En 2022, la Cour des comptes a recensé 465 dispositifs d'incitations fiscales, coûtant 94,4 milliards d'euros à l'Etat. L'IR PME ESUS fait figure de bon élève, avec un impact significatif sur le financement des entreprises solidaires pour un coût très mesuré.

En effet, il est estimé que le dispositif coûte 2,5M€ par an environ à l'Etat. Grâce à cette incitation, les entreprises solidaires peuvent bénéficier d'investissements importants : en 2022, l'épargne collectée directement par les entreprises solidaires membres de FAIR a cru de +9%, passant de 908M€ à 991M€.

Cette incitation est différente de celle dédiée aux PME. Là où les PME ont besoin de ressources principalement à l'amorçage et peuvent se révéler lucratives, les ESUS n'ont qu'une très faible rentabilité du fait de leur lucrativité limitée : elles réinvestissent tout ou une grande partie de leurs bénéfices dans la poursuite de leur mission d'utilité sociale.

Dans un contexte d'inflation et de remontée des taux, les entreprises ESUS sont encore moins attractives financièrement, malgré leur fort impact social et environnemental. Revenir à un taux de 18% aurait des conséquences dramatiques pour un grand nombre d'entreprises ESUS, qui verraient leur collecte fortement baisser. Certaines entreprises solidaires, déjà sorties du dispositif en raison de leur âge, ont pu observer des baisses de collecte jusqu'à 40%.

C'est pourquoi cet amendement vise à décorréliser les taux de l'IR PME et de l'IR PME ESUS, afin de pouvoir traiter séparément les deux dispositifs qui sont de nature différente. Par ailleurs, cet amendement propose de prolonger le taux à 25%, justifié par la lucrativité limitée et les forts besoins en financement de ces entreprises solidaires.

Pour aligner ce dispositif aux incitations concernant par exemple les FIP Outre Mer, il est proposé d'introduire un taux à 30% pour les versements effectués jusqu'au 31 décembre 2025.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme MORIN-DESAILLY, M. HENNO, Mme DEVÉSA, M. LEVI, Mmes GUIDEZ et Olivia RICHARD,  
MM. CAPO-CANELLAS, Pascal MARTIN et KERN, Mme JACQUEMET, M. HINGRAY et  
Mmes BILLON et PERROT

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3

Après l'article 3

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au 1. du I. de l'article 199 terdecies-0 AB du code général des impôts, le pourcentage : « 18 % » est remplacé par le pourcentage : « 30 % ».

II. – La perte de recettes pour l'État résultant du I et du II. est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

**OBJET**

Les foncières solidaires SIEG, qui agissent sans but lucratif, ont pour vocation d'agir en faveur de personnes en fragilité et sont soumises à de fortes contraintes : interdiction de distribution de dividende, peu ou pas de valorisation des parts sociales etc. Les foncières solidaires poursuivent un objectif de lutte contre les situations d'exclusion et leurs activités en faveur du logement très social nécessitent des investissements en fonds propres importants et patients.

Les souscriptions au capital des foncières solidaires disposant du mandat SIEG bénéficient de la réduction d'impôt sur le revenu prévue à l'article 199 terdecies-0 AB du code général des impôts (CGI). Cette réduction d'impôt est justifiée par la finalité sociale des activités des foncières SIEG et a vocation à promouvoir l'investissement solidaire.

De plus, en comparant le montant de la déduction effective accordée au titre de l'IR SIEG au plafond au-delà duquel la déduction n'est plus rentable pour la collectivité, il est possible de démontrer que le coût du dispositif fiscal IR SIEG est inférieur au bénéfice qu'en tire la collectivité publique. Cette comparaison permet de s'assurer qu'il n'existe pas de risque de surcompensation du service économique d'intérêt général (SIEG) accompli par les foncières. A titre d'exemple, sur les deux premiers exercices de SNL-Prologues sous le régime SIEG – foncière engagée pour rendre accès le logement aux personnes en situation de précarité – la collectivité a reçu un service d'intérêt économique général pour 10 à 12% de l'avantage concédé, ou dit autrement a bénéficié de 88 à 90% de SIEG au-delà de l'avantage concédé.

Mettre à fin à ce taux bonifié et revenir à 18% aurait des conséquences dramatiques pour les entreprises solidaires : Habitat & Humanisme, acteur du logement très social, estime par exemple que

sa collecte pourrait baisser d'un tiers, ce qui résulterait dans la production de 200 logements sociaux de moins par an.

Pour aligner ce dispositif aux incitations concernant par exemple les FIP Outre Mer, il est proposé d'introduire un taux à 30%.

C'est pourquoi cet amendement vise à pérenniser un taux à 30% pour l'incitation à l'investissement dans les foncières SIEG.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme MORIN-DESAILLY, M. HENNO, Mme DEVÉSA, M. LEVI, Mmes GUIDEZ et Olivia RICHARD,  
MM. CAPO-CANELLAS, Pascal MARTIN et KERN, Mme JACQUEMET, M. HINGRAY et  
Mmes BILLON et PERROT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 QUINDECIES**

Après l'article 5 quindecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I – Le 2° du I de l'article 150-0 B ter du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le a est complété par les mots : « à l'exception des sociétés foncières agréées entreprises solidaires d'utilité sociale, ayant conclu une convention tenant lieu de mandat de service d'intérêt économique général au sens de l'article 4 de la décision 2012/21/UE conformément au 4° du II de l'article 199 terdecies-0 AB du présent code » ;

2° Au b, après le mot : « exclusion », sont insérés les mots : « et la même exception ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à s'assurer que les foncières solidaires SIEG puissent bénéficier du dispositif du remploi de produit cession.

Dans le cas d'une cession de titres de société, un chef d'entreprise peut bénéficier d'un report d'imposition ou d'une exonération sur la plus-value de cession, à condition qu'il réinvestisse le produit de cette cession, grâce au dispositif de « remploi de produit cession ». Ce dispositif vise à stimuler l'investissement, en encourageant les investisseurs à remployer rapidement leur capital.

Cependant, toutes les structures ne peuvent pas bénéficier de ces réinvestissements. En effet, les sociétés à prépondérance immobilière en sont exclues. Cette disposition vise à éviter l'optimisation fiscale abusive, la fiscalité des cessions de parts sociales étant plus avantageuse que la fiscalité de cession d'immeubles. Cependant, à la différence des textes régissant les dispositifs de réduction d'IRPP, ou les droits de mutation, il n'existe pas d'exception à cette exclusion pour les entreprises solidaires. Les entreprises solidaires à prépondérance immobilière sont donc exclues du dispositif.

Certaines foncières solidaires se sont vues confier par l'Etat français un mandat de SIEG (Service d'Intérêt Economique Général), et mobilisent également de l'épargne solidaire grâce à l'agrément ESUS (entreprise solidaire d'utilité sociale). Ces foncières intègrent des activités de logement très social au sens de l'article L. 365-1 du code de la construction et de l'habitation, et leur statut de SIEG est proche d'une délégation de service social. A ce titre, leur activité est très encadrée.

Conditionner l'ouverture du emploi produit cession à l'agrément SIEG permettrait d'ajouter une garantie supplémentaire que ce dispositif n'est pas détourné pour financer des activités de gestion de patrimoine immobilier



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme MORIN-DESAILLY, M. HENNO, Mme DEVÉSA, M. LEVI, Mmes GUIDEZ et Olivia RICHARD,  
MM. CAPO-CANELLAS, Pascal MARTIN et KERN, Mme JACQUEMET, M. HINGRAY et  
Mmes BILLON et PERROT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNVICIES**

Après l'article 3 unvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À la seconde phrase du troisième alinéa du 2° du I de l'article 726 du code général des impôts, après les mots : « sociétés foncières qui remplissent les conditions prévues au 1°, au a du 2° et aux 3° et 4° du 1 du II de l'article 199 terdecies-0 AB », sont insérés les mots : « les entreprises solidaires d'utilité sociale au sens de l'article L. 3332-17-1 du code du travail ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à harmoniser le régime des droits de mutation pour les acteurs de l'immobilier à vocation sociale.

Les foncières solidaires sont des entreprises exerçant des activités de logement très social au sens de l'article L. 365-1 du code de la construction et de l'habitation, qui mobilisent de l'épargne solidaire grâce à l'agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale » défini à l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Les cessions de droits sociaux sont soumises à un droit d'enregistrement dont le taux est fixé à l'article 726 du code général des impôts. Actuellement, des acteurs opérant sur un même marché de référence (bailleurs sociaux) se voient appliquer des taux de droits d'enregistrement différents. En effet, les organismes d'habitation à loyer modéré (HLM) et les sociétés d'économie mixte exerçant une activité de construction ou de gestion de logements sociaux sont soumises à un droit d'enregistrement de 0,1%. Depuis l'année dernière, les foncières solidaires sous mandat SIEG ont également accédé à ce même taux de 0,1%.

Cependant, d'autres sociétés à prépondérance immobilière agissant dans l'immobiliser social ou l'économie sociale et solidaire, et à ce titre agréées ESUS, sont soumises à un taux de 5%. C'est le cas, par exemple, de Solifap, société d'investissements solidaires créée par la Fondation Abbé Pierre avec pour mission de mettre la finance solidaire au service de la lutte contre le mal-logement, en appuyant l'action des porteurs de projet locaux et des associations sociales ou d'Emmaüs Epargne Solidaire,



foncière dont l'activité vise à financer la création ou la rénovation de lieux d'activités pour les structures de l'économie sociale et solidaire, en particulier du Mouvement Emmaüs.

Ces structures sont aujourd'hui pénalisées en raison de leur activité dont la lucrativité est limitée (gestion immobilière à vocation sociale pour Solifap, financement de lieux d'activité dédiés à l'insertion socio-professionnelle pour Emmaüs Epargne) qui rend difficile leur équilibre économique. En compensation, elles devraient pouvoir bénéficier des mêmes conditions que les foncières solidaires SIEG, mécanisme dont elles ne peuvent pas bénéficier car n'exerçant pas l'une des activités mentionnées au 1° ou au 3° de l'article L. 365-1 du code de la construction et de l'habitation. En effet, l'utilité sociale de leurs activités, ainsi que leur lucrativité, sont garanties par l'agrément ESUS et justifient leur rattachement au régime des HLM et des foncières solidaires plutôt que des sociétés commerciales traditionnelles.

C'est pourquoi il est proposé d'aligner les sociétés à prépondérance immobilière agréées ESUS sur les foncières solidaires SIEG, et de leur permettre de bénéficier du droit d'enregistrement de 0,1%.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme MORIN-DESAILLY, M. HENNO, Mme DEVÉSA, M. LEVI, Mmes GUIDEZ et Olivia RICHARD,  
MM. CAPO-CANELLAS, Pascal MARTIN et KERN, Mme JACQUEMET, M. HINGRAY et  
Mmes BILLON et PERROT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 17

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code des impositions des biens et services est ainsi modifié :

1° Au 3° de l'article L. 471-2, après le mot : « habillement », sont insérés les mots : « , de la maille et du textile » ;

2° L'article L. 471-6 est complété par des B et C ainsi rédigés :

« B. – Les biens des industries de la maille s'entendent des biens déterminés par arrêté du ministre chargé de l'économie au sein de la catégorie des vêtements en maille à l'exclusion des couvre-chefs et des produits de la corseterie, soutiens-gorge, corsets, gaines, bustiers, porte-jarretelles, jarretières et article similaires.

« C. – Les biens des industries du textile s'entendent des biens déterminés par arrêté du ministre chargé de l'économie au sein des catégories suivantes :

« 1° Les produits textiles de toutes matières et autres que des vêtements ;

« 2° La fabrication de fibres de verre ;

« 3° La fabrication de fibres artificielles ;

« 4° La fabrication de laines minérales, de fibres de carbone et d'ouvrages en ces matières. » ;

3° À la première phrase de l'article L. 471-25, après le mot : « habillement », sont insérés les mots : « , de la maille et du textile » ;

4° Au 1° de l'article L. 471-28 , après le mot : « habillement », sont insérés les mots : « , de la maille et du textile » ;

5° Au 3° l'article L. 471-32 , après le mot : « habillement », sont insérés les mots : « , de la maille et du textile » ;

6° Au 2° de l'article L. 471-33, après le mot : « habillement », sont insérés les mots : « , de la maille et du textile » ;

7° Le tableau constituant le deuxième alinéa de l'article L. 471-38 est complété par deux lignes ainsi rédigées :

«

Maille	0,005 %	0,010 %
Textile	0,005 %	0.010 %

» ;

8° A l'article 471-40, après le mot : « habillement », sont insérés les mots : « , de la maille et du textile » ;

9° Le tableau constituant le deuxième alinéa de l'article 471-53 est complété par deux lignes ainsi rédigées :

«

Maille	20 € sur une année civile
Textile	20 € sur une année civile

»

II. – Le code de la recherche est ainsi modifié :

1° L'article L. 521-8-1 est complété par un ...° ainsi rédigé :

« ...° À l'Institut français du textile et de l'habillement :

« a) À hauteur de la fraction perçue sur les biens des industries de la maille au sens du B de l'article L. 471-6 du même code ;

« b) À hauteur de la fraction perçue sur les biens des industries du textile au sens du C de l'article L. 471-6 du même code. » ;

2° Après le troisième alinéa de l'article L. 521-8-3, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« De même, pour les biens des industries de la maille et du textile mentionnés respectivement aux B et C de l'article L. 471-6 du code des impositions sur les biens et services, seul l'organisme mentionné au 3° de l'article 5-1 de la loi n° 78-654 du 22 juin 1978 est compétent. »

## **OBJET**

Le présent article vise à élargir la taxe fiscale affectée (TFA) du DEFI, comité professionnel de développement économique (CPDE) de l'habillement et de la mode, aux ressortissants de l'Institut Français du Textile et de l'Habillement (IFTH), qui est le centre technique industriel (CTI) du textile et de l'habillement.

L'IFTH est le seul acteur sur le territoire national à disposer des compétences, des équipements et des laboratoires pour mener des projets d'innovation pour répondre aux besoins des entreprises du secteur du textile face aux transformations en profondeur auxquelles elles doivent répondre, notamment en matière de développement durable, d'innovation matières, de formation tant aux nouveaux métiers que pour soutenir la relocalisation.

Les projets collectifs de l'IFTH sont actuellement financés par une DBE. Ils étaient auparavant financés par une taxe parafiscale collectée et reversée par le DEFI.

Le retour à un financement par TFA a été préconisé par le rapport Cattelot Grandjean. L'IFTH reste le dernier grand centre technique industriel à rester sur un régime de dotation budgétaire. Sur la base de ce même rapport, en janvier 2022, la ministre en charge de l'industrie a demandé aux branches de la filière de rapprocher les deux centres. L'élargissement de la taxe DEFI à l'IFTH s'inscrit dans ce processus de rapprochement.

L'élargissement de la taxe affectée du DEFI aux ressortissants de l'IFTH est un facteur de lisibilité et de garantie du financement de ses actions collectives, qu'elles relèvent de la recherche ayant trait à la transition écologique et énergétique, à l'industrie du futur, aux matières et procédés ; ou des missions fondamentales de normalisation, formation, veille technologique et transfert. L'IFTH soutient la filière de l'habillement et des textiles techniques y compris dans ses composantes les plus avancées. Ce secteur large et divers contribue à la richesse nationale et représente un potentiel de croissance important pour les prochaines années notamment dans la perspective du Plan France 2030. En effet, les matériaux innovants seront au cœur des innovations technologiques.

Avec ce rapprochement attendu, la filière disposera d'un organisme dont la pérennité du financement sera assurée dans la globalité de ses activités de promotion et de centre technique.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. MARIE

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 TERDECIES**

Après l'article 3 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. - L'article 238 bis AB du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les professions définies par l'article 29 de la loi n° 2012-387 du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives bénéficient de ce dispositif dans des conditions fixées par décret. »

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

– La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 238 bis AB du code général des impôts institue une déduction spéciale en faveur des entreprises qui achètent des oeuvres originales d'artistes vivants pour les exposer au public. Selon ces dispositions, les entreprises qui achètent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002 des oeuvres originales d'artistes vivants et les inscrivent à un compte d'actif immobilisé (pour une acquisition de plus de 500 euros) peuvent réduire du résultat de l'exercice d'acquisition et des quatre années suivantes une somme égale au prix d'acquisition de l'oeuvre. Pour bénéficier de cette déduction, qui repose sur des principes de soutien de type mécénat, l'entreprise doit exposer dans un lieu accessible au public ou aux salariés le bien acquis pendant la période correspondant à la durée de l'amortissement.

L'entreprise doit pour cela créer un compte de réserve spéciale au passif du bilan une somme égale à la déduction opérée.

Théoriquement, les professions libérales peuvent bénéficier de cette déduction. Cependant, les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu dans la catégorie des BNC (bénéfices non commerciaux) n'ont pas la faculté de créer au passif de leurs bilans un compte de réserve et ne peuvent ainsi satisfaire à la condition légale évoquée ci-dessus. Elles sont donc exclues de ce dispositif.

Cette situation prive de très nombreux professionnels libéraux de la faculté de pouvoir acquérir des oeuvres d'art d'artistes vivants, ou d'organiser la promotion d'artistes en règle générale, puisqu'ils se trouvent privés de la déductibilité de cette charge dans le cadre de la détermination de son résultat fiscal.

Sont concernés les avocats, les notaires, les médecins, les dentistes, les professions paramédicales qui n'ont pas de comptabilité d'engagement et donc de possibilité d'enregistrer la réserve. Or, ces professionnels reçoivent des personnes privées de manière très fréquente et ils sont nombreux à vouloir soutenir les artistes en achetant leurs oeuvres, en les exposant et ainsi en diffusant le travail de leur art. Il est regrettable qu'une disposition comptable les empêche de tenir ce rôle de soutien et de promotion de l'activité artistique.

Aussi, cet amendement propose de modifier l'article 238 bis AB du code général des impôts afin que le système prévu pour les entreprises imposées sous le régime des bénéfices industriels et commerciaux (BIC) puisse également bénéficier aux professions libérales imposées sous le régime des bénéfices non commerciaux (BNC).







## AM E N D E M E N T

présenté par

M. CAPUS, Mme PAOLI-GAGIN, M. MALHURET, Mme BOURCIER, MM. BRAULT, CHASSEING et CHEVALIER, Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC, MÉDEVIELLE, ROCHETTE et VERZELEN

C	
G	

### ARTICLE 27 TERDECIES

#### I. – Alinéa 3

1° Supprimer les mots :

un plafond de

2° Après les mots :

du département

Rédiger ainsi la fin de cet alinéa :

ou, pour la ville de Paris, constatée l'année précédente au niveau national, il peut faire l'objet d'une majoration dans cette limite sans que l'augmentation du taux soit supérieure à 5 % de cette moyenne.

#### II. – Alinéa 5

1° Supprimer les mots :

de sa catégorie

2° Compléter cet alinéa par les mots :

de cette moyenne.

### OBJET

Le présent amendement renforce la portée des dispositions adoptées en première lecture à l'Assemblée nationale qui prévoient, sous conditions, la faculté d'accroître le taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale (THRS) pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI).

Cette faculté est ainsi permise, en franchise des règles de lien avec la taxe foncière sur les propriétés bâties :

- pour les communes, dans la limite de 5 % du taux moyen constaté dans les communes du département l'année précédente (au lieu de 5 % du plafond de 75 % de ce taux moyen) ;
- pour les EPCI à fiscalité propre, dans la limite de 5 % du taux moyen national constaté l'année précédente dans les EPCI (au lieu de 5 % du taux de l'EPCI constaté l'année précédente).



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. JOMIER

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 1519 C du code général des Impôts, il est inséré un article 1519 C ... ainsi rédigé :

« Art. 1519 C .... – I. – A l'exception du prélèvement mentionné au XIX de l'article 1647 effectué au profit de l'État, le produit de la taxe sur les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent en mer mentionnée à l'article 1519 B, pour la part afférente aux installations situées dans la zone économique exclusive, est affecté aux organismes et selon les pourcentages suivants :

« 1° 20 % sont affectés aux communes littorales situées sur la façade maritime française dans un rayon de 100km. Il est tenu compte, dans la répartition de ce produit entre les communes, des besoins de celles-ci pour adapter leur littoral aux impacts potentiels futurs du dérèglement climatique, notamment au retrait du trait de côte. Par exception, lorsque les communes concernées sont situées dans plusieurs départements, la répartition est réalisée conjointement dans les départements concernés ;

« 2° 18 % sont affectés aux comités mentionnés à l'article L. 912-1 du code rural et de la pêche maritime pour le financement de projets concourant à la transformation de la filière de la pêche et des élevages marins pour une exploitation et une transformation durable des produits halieutiques et le développement du co-usage de l'espace maritime. Ce pourcentage est réparti à raison de 6 % au profit du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins, 6 % pour les comités régionaux des pêches maritimes et des élevages marins dans le ressort desquels les installations ont été implantées et 6 % pour les comités départementaux et interdépartementaux des pêches maritimes et des élevages marins dans le ressort desquels les installations ont été implantées. En cas d'inexistence de comité départemental, le pourcentage bénéficie au comité régional correspondant ;

« 3° 6 % sont affectés, à l'échelle de la façade maritime, à l'Office français de la biodiversité ;

« 4° 6 % sont affectés aux organismes mentionnés à l'article L. 742-9 du code de la sécurité intérieure.

« 5° 50 % sont affectés aux organismes nationaux chargés du développement planifié de la filière de l'éolien offshore, de la planification des infrastructures portuaires et électriques qui lui sont nécessaires, au co-usage de l'espace maritime entre les différentes activités, ainsi qu'à la connaissance et la protection de la biodiversité marine, et au renforcement de la sûreté et de la sécurité maritime. »

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Cet amendement vise à mettre en cohérence les mesures de répartition de la fiscalité de l'éolien en mer, et donc à répartir les recettes de la taxe éolienne en mer en ZEE entre les bénéficiaires légitimes concernés par l'arrivée du nouvel équipement, d'une part pour la transition énergétique et d'autre part pour l'adaptation aux impacts du dérèglement climatique, situation nouvelle à laquelle les communes, les comités des pêches, l'Office Français de la Biodiversité (OFB) et les organismes de la sécurité et sûreté maritimes agréés par l'autorité administrative sont notamment confrontés.

Par ailleurs, les articles 93 à 97 de la loi AER prévoient le financement, par le développeur d'énergies renouvelables terrestres, de projets des communes ou des EPCI en faveur de la transition énergétique, de la sauvegarde ou de la protection de la biodiversité ou de l'adaptation au changement climatique. Dans cette philosophie, il apparaît ainsi légitime de prendre en compte également la planification des activités maritimes, dont l'éolien en mer, la planification des infrastructures portuaires et électriques qui lui sont nécessaires et l'appui aux communes littorales face au dérèglement climatique qui pourraient ainsi percevoir directement une fraction de la taxe éolienne.

Dans la situation actuelle, les parcs éoliens en mer sont soumis à une taxe instituée à l'article 1519 B du code général des impôts dont le montant est fixé à 19 405 euros par MW installé par an en 2023. La taxe est due à partir de l'année suivant la mise en service de l'installation.

- Pour les parcs éoliens en mer situés sur le domaine public maritime (DPM), le produit de la taxe est versé à différents bénéficiaires : 50 % aux communes littorales situées sur la façade maritime dans un périmètre de 100km du projet afin de répondre aux besoins de celles-ci pour adapter leur littoral aux impacts potentiels futurs du dérèglement climatique, notamment au retrait du trait de côte ; 35 % aux comités des pêches pour financer des projets concourant au développement durable de la pêche et des élevages marins ; 10 % à l'Office français de la biodiversité ; 5 % aux organismes de secours et de sauvetage en mer agréés, soit la société nationale de sauvetage en mer (SNSM).

Le décret d'application n° 2012-103 du 27 janvier 2012 relatif à l'utilisation des ressources issues de la taxe instituée par l'article 1519 B du code général des impôts a été mis à jour par un décret modificatif le 23 janvier 2023 qui simplifie et assouplit 'utilisation de ces fonds.

- Pour les parcs éoliens en mer situés en zone économique exclusive (ZEE), c'est-à-dire les parcs éoliens en mer à plus de 12 milles nautiques des côtes (22 km environ), le produit de la taxe est affecté au budget général de l'État.

L'exposé des motifs de la loi de finance 2021 pour l'année 2022 étendant la taxe éolienne en mer à la ZEE a précisé que le produit de cette taxe en ZEE financerait « des actions relatives à la connaissance et la protection de la biodiversité marine, à l'exploitation et la transformation durable de produits halieutiques, au développement d'autres activités maritimes et à la sûreté maritime ». Les premiers versements effectifs de la taxe en ZEE devraient intervenir à l'horizon 2030.

Par ailleurs, en juin 2021 le CGEDD, l'IGAM et l'IGF publiaient un rapport sur le statut juridique et fiscal des éoliennes en ZEE préconisant une affectation de la recette de cette taxe selon quatre catégories de dépenses : la protection de la biodiversité marine, la sécurité et la sûreté maritime, la transformation de la filière pêche et le développement de co-usage. Ce rapport recommande de ne pas inclure les collectivités territoriales dans les bénéficiaires mais plutôt de créer un fonds sans personnalité juridique pour la gestion des recettes et sous coordination. La Ministre de la transition énergétique s'est alors engagée lors de l'examen du projet de loi d'accélération de la production

d'énergies renouvelables à constituer un groupe de travail sur la fiscalité des énergies renouvelables, notamment pour l'éolien en mer.

Cependant, en considérant les articles 93 à 97 de la loi AER, il apparaît légitime de prendre en compte également la planification des activités maritimes, dont l'éolien en mer, la planification des infrastructures portuaires et électriques qui lui sont nécessaires et l'appui aux communes littorales face au dérèglement climatique qui pourraient ainsi percevoir directement une fraction de la taxe éolienne pour quatre raisons :

- Soutenir les études BRGM et CEREMA sur le recul du trait de côte sur toutes les façades maritimes, impact irréversible du réchauffement climatique ;
- Soutenir les collectivités littorales impactées par le réchauffement climatique et/ou sollicitées pour l'aménagement des infrastructures portuaires tout en favorisant l'acceptabilité des projets ;
- Contribuer à la planification des activités maritimes, dont l'éolien en mer, pour identifier les zones propices nécessitant des études environnementales, météocéaniques et des suivis halieutiques tout en tenant compte des activités préexistantes pour un co-usage de l'espace maritime ;
- Soutenir l'adaptation de la filière pêche et des élevages marins pour l'exploitation et la transformation durable des produits halieutiques.

Ainsi, cet amendement vise à mettre en cohérence les mesures de répartition de la fiscalité en mer concernant les projets situés en zone économique exclusive pour soutenir directement les projets portés par des bénéficiaires légitimes concernés par l'arrivée des nouveaux équipements et engagés dans la transition énergétique et l'adaptation aux impacts du dérèglement climatique.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. JOMIER

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 1519 C du code général des Impôts, il est inséré un article 1519 C... ainsi rédigé :

« Art. 1519 C .... – I. – A l'exception du prélèvement mentionné au XIX de l'article 1647 effectué au profit de l'État, le produit de la taxe sur les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent en mer mentionnée à l'article 1519 B, pour la part afférente aux installations situées dans la zone économique exclusive, est affectée à [l'Observatoire de l'éolien en mer] pour coordonner et gérer la recette selon les pourcentages suivants :

« 1° 50 % sont affectés au développement planifié de la filière de l'éolien en mer, de la planification des infrastructures portuaires et électriques qui lui sont nécessaires, ainsi qu'au co-usage de l'espace maritime entre les différentes activités ;

« 2° 20 % sont affectés à l'appui aux communes littorales situées sur la façade maritime dans un périmètre de 100km du projet afin de répondre aux besoins de celles-ci pour adapter leur littoral aux impacts potentiels futurs du dérèglement climatique, notamment au retrait du trait de côte ;

« 3° 15 % sont affectés à l'appui de projets concourant à l'adaptation de la filière de la pêche et des élevages marins face au développement de l'éolien en mer, ainsi que pour une exploitation et une transformation durable des produits halieutiques ;

« 4° 10 % sont affectés, à l'échelle de la façade maritime, à la connaissance et de la protection de la biodiversité marine en lien avec l'Office français de la biodiversité ;

« 5° 5 % sont affectés à la sécurité et sûreté maritimes. »

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à mettre en cohérence les mesures de répartition de la fiscalité de l'éolien en mer, et donc d'une part à clarifier l'affectation des recettes de la taxe éolienne en mer en ZEE perçues par l'État en incluant nommément des bénéficiaires légitimes concernés par l'arrivée d'un nouvel

équipement de la transition énergétique en mer. D'autre part, il s'agit de considérer une catégorie spécifique de dépenses sur l'espace maritime en cohérence avec les articles 93 à 97 de la loi AER adoptés par le législateur en faveur de la transition énergétique, de la sauvegarde ou de la protection de la biodiversité ou de l'adaptation au changement climatique. Sur l'espace maritime, cette catégorie serait alors directement liée à la planification des activités maritimes, dont l'éolien en mer, la planification des infrastructures portuaires et électriques qui lui sont nécessaires et l'appui aux communes littorales face au dérèglement climatique pourraient ainsi percevoir une fraction des de la taxe éolienne.

Dans la situation actuelle, les parcs éoliens en mer sont soumis à une taxe instituée à l'article 1519 B du code général des impôts dont le montant est fixé à 19 405 euros par MW installé par an en 2023. La taxe est due à partir de l'année suivant la mise en service de l'installation.

- Pour les parcs éoliens en mer situés sur le domaine public maritime (DPM), le produit de la taxe est versé à différents bénéficiaires : 50 % aux communes littorales d'où des installations sont visibles ; 35 % aux comités des pêches pour financer des projets concourant au développement durable de la pêche et des élevages marins ; 10 % à l'Office français de la biodiversité ; 5 % aux organismes de secours et de sauvetage en mer agréés, soit la société nationale de sauvetage en mer (SNSM).

Le décret d'application n° 2012-103 du 27 janvier 2012 relatif à l'utilisation des ressources issues de la taxe instituée par l'article 1519 B du code général des impôts a été mis à jour par un décret modificatif le 23 janvier 2023 qui simplifie et assouplit l'utilisation de ces fonds.

- Pour les parcs éoliens en mer situés en zone économique exclusive (ZEE), c'est-à-dire les parcs éoliens en mer à plus de 12 milles nautiques des côtes (22 km environ), le produit de la taxe est affecté au budget général de l'État.

L'exposé des motifs de la loi de finance 2021 pour l'année 2022 étendant la taxe éolienne en mer à la ZEE a précisé que le produit de cette taxe en ZEE financerait « des actions relatives à la connaissance et la protection de la biodiversité marine, à l'exploitation et la transformation durable de produits halieutiques, au développement d'autres activités maritimes et à la sûreté maritime ». Les premiers versements effectifs de la taxe en ZEE devraient intervenir à l'horizon 2030.

Par ailleurs, en juin 2021 le CGEDD, l'IGAM et l'IGF publiaient un rapport sur le statut juridique et fiscal des éoliennes en ZEE préconisant une affectation de la recette de cette taxe selon quatre catégories de dépenses : la protection de la biodiversité marine, la sécurité et la sûreté maritime, la transformation de la filière pêche et le développement de co-usage. Ce rapport recommande de ne pas inclure les collectivités territoriales dans les bénéficiaires mais plutôt de créer un fonds sans personnalité juridique pour la gestion des recettes et sous coordination. La Ministre de la transition énergétique s'est alors engagée lors de l'examen du projet de loi d'accélération de la production d'énergies renouvelables à constituer un groupe de travail sur la fiscalité des énergies renouvelables, notamment pour l'éolien en mer.

C'est pourquoi, suite à l'adoption de la loi AER aux travaux relatifs au projet de loi de finance 2024, afin de concrétiser l'intérêt de dédier la taxe éolienne en mer en ZEE aux quatre catégories d'affectation déjà identifiées, cet amendement vise d'une part à clarifier la répartition des recettes et d'autre part à considérer une catégorie spécifique de dépenses en cohérence avec les articles 93 à 97 de la loi AER, directement liée à la planification des activités maritimes, dont l'éolien en mer, la planification des infrastructures portuaires et électriques qui lui sont nécessaires et l'appui aux communes littorales face au dérèglement climatique pourraient ainsi percevoir une fraction des affectations de la taxe éolienne pour quatre raisons :

- Soutenir les études BRGM et CEREMA sur le recul du trait de côte sur toutes les façades maritimes, impact irréversible du réchauffement climatique ;

- Soutenir les collectivités littorales impactées par le réchauffement climatique et/ou sollicitées pour l'aménagement des infrastructures portuaires tout en favorisant l'acceptabilité des projets ;
- Contribuer à la planification des activités maritimes, dont l'éolien en mer, pour identifier les zones propices nécessitant des études environnementales, météocéaniques et des suivis halieutiques tout en tenant compte des activités préexistantes pour un co-usage de l'espace maritime ;
- Soutenir l'adaptation de la filière pêche et des élevages marins pour l'exploitation et la transformation durable des produits halieutiques.

Par ailleurs, la planification de l'éolien en mer suppose un développement des projets d'envergure en zone économique exclusive. Par exemple sur la façade Sud-Atlantique, l'État français a d'ores-et-déjà pris acte de la modification de la zone d'implantation du futur projet éolien au large de l'île d'Oléron pour l'éloigner à près de 40km des côtes, c'est à dire au-delà des 12 milles nautiques et des limites du parc naturel marin. Cette décision relative à l'AO7 laisse légitimement présager que les prochains appels d'offres sur cette façade maritime seront très majoritairement, voir exclusivement tous situés en zone économique exclusive.

Ainsi, cet amendement vise à mettre en cohérence les mesures d'affectation de la fiscalité en mer concernant les projets situés en zone économique exclusive pour soutenir directement les projets portés par des bénéficiaires légitimes et liés à l'arrivée des nouveaux équipements pour la transition énergétique et à l'adaptation aux impacts du dérèglement climatique.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. TEMAL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNDECIES

Après l'article 3 undecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 3 de l'article 200 est abrogé ;

2° Le II de la section V du chapitre premier du titre premier de la première partie du livre premier est complété par une division ainsi rédigée :

« ...° Crédit d'impôt pour dons destinés au financement de la vie politique

« Art. 200 septdecies. – Ouvrent droit à un crédit d'impôt les dons, prévus à l'article L. 52-8 du code électoral, versés à une association de financement électorale ou à un mandataire financier mentionné à l'article L. 52-4 du même code qui sont consentis à titre définitif et sans contrepartie, soit par chèque, soit par virement, prélèvement automatique ou carte bancaire, et dont il est justifié à l'appui du compte de campagne présenté par un candidat, un binôme de candidats ou une liste. Il en va de même des dons mentionnés à l'article 11-4 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique ainsi que des cotisations versées aux partis et groupements politiques par l'intermédiaire de leur mandataire.

« Les dons et cotisations mentionnés à la seconde phrase du premier alinéa sont retenus dans la limite de 15 000 €. » ;

3° À l'article 1378 nonies, les mots : « de la réduction d'impôt prévue au 3 de l'article 200 » sont remplacés par les mots : « du crédit d'impôt prévu à l'article 200 septdecies ».

II. – Au premier alinéa du I de l'article L. 52-12 du code électoral, la référence : « 200 » est remplacée par la référence : « 200 septdecies ».

III. – Au I de l'article L. 84 A du livre des procédures fiscales, les mots : « au 3 de l'article 200 » sont remplacés par les mots : « à l'article 200 septdecies ».

IV. – À l'avant-dernier alinéa du II de l'article 11-7 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique, les mots : « de la réduction d'impôt prévue au 3 de l'article 200 » sont remplacés par les mots : « du crédit d'impôt prévu à l'article 200 septdecies ».

V. – Les I à IV ne s'appliquent qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

VI. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

### **OBJET**

Cet amendement vise à l'égalité des citoyens devant l'engagement dans la vie politique et électorale.

Il vise transformer la réduction d'impôt pour les dons versés aux candidats à l'occasion d'échéances électorales ou aux formations politiques en crédit d'impôt.

Actuellement, le taux de cette réduction d'impôt est de 66 %, sur des dons plafonnés à 7 500 €. Or, seuls les ménages assujettis à l'impôt sur le revenu, à savoir 43 % d'entre eux, peuvent bénéficier de cette exonération. De fait, une minorité de contribuables capte la quasi-totalité de ces réductions d'impôt.

Ainsi, si un contribuable se situant parmi les 43 % des Français soumis à l'impôt sur le revenu fait un don de 7500 €, celui-ci lui revient au final à 2 500 €. Le coût de ce don pour l'ensemble des citoyens s'élève donc à 5 000 €. En revanche, les 57 % des ménages les plus modestes doivent supporter l'intégralité du coût de leur don. Les contribuables les plus modestes se retrouvent donc à financer, indirectement, par l'argent public commun à tous, le coût des dons permettant de satisfaire les préférences politiques des plus riches.

Il est donc proposé de remédier à cette situation en transformant cette réduction d'impôt en crédit d'impôt dont chacune et chacun peut bénéficier.

Les règles du débat budgétaire imposant l'irrecevabilité des amendements générant une dépense pour l'État, afin de garantir la recevabilité de celui-ci, il est nécessaire d'y ajouter la mention « ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû » qui est contraire à l'esprit dudit amendement. Il appartient au Gouvernement de lever les gages et de permettre à cette mesure d'encouragement à la citoyenneté de s'appliquer.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme BONNEFOY

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

À la phrase du deuxième alinéa du II de l'article 1519 F du code général des impôts, après la seconde occurrence du mot : « centrales », sont insérés les mots : « non mentionnées aux articles L. 111-27 à L. 111-29 du code de l'urbanisme et ».

**OBJET**

Cet amendement vise à restreindre la niche fiscale sur les installations photovoltaïques au sol sur terres agricoles, naturelles et forestières.

Toutes les installations photovoltaïques bénéficient depuis 2020 d'un taux réduit d'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux à 3,394 €/kW de puissance électrique installée, pendant les vingt premières années d'imposition. Cet abaissement fiscal contribue à menacer la vocation alimentaire des terres agricoles, donc notre souveraineté alimentaire, mais aussi les finances des collectivités territoriales auxquelles cet impôt est directement reversé, au seul bénéfice des entreprises des réseaux électriques.

Cet amendement propose donc de réinstaurer un taux plein d'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux, à 8,16 €/kW de puissance électrique installée, sur les installations photovoltaïques au sol sur terres agricoles, naturelles et forestières.

Il vise ainsi à donner davantage de moyens aux collectivités territoriales pour participer à la transition énergétique, notamment en accompagnant la mise en place de panneaux photovoltaïques sur bâtiments existants, sans remettre en question la vocation des terres. L'amendement préserve le taux réduit pour les installations photovoltaïques sur toitures et espaces artificialisés, nécessaires à la transition énergétique.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. CHAIZE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 33 BIS**

Après l'article 33 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Par dérogation au II de l'article 1635-0 quinquies du code général des impôts, les montants et tarifs des composantes de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux prévues à l'article 1519 H du même code ne sont pas revalorisés en 2024.

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les opérateurs de télécommunications sont soumis, à un impôt de production, l'IFER, portant sur le nombre de stations radioélectriques qu'ils déploient et de prises qu'ils raccordent. Ainsi, plus les opérateurs déploient de sites qui participent à l'amélioration de la couverture numérique de tous les territoires, plus ils déploient les technologies de dernière génération, et plus leur charge fiscale augmente.

Concrètement, depuis sa création en 2011, l'IFER mobile a généré une recette de plus de 2 milliards d'euros avec un montant record de 270 millions d'euros au titre de l'année 2021.

Rendement de l'IFER mobile (en millions d'euros) :

Année	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Total
Montant	125	151	158	173	188	196	214	213	222	240	269	2 149

L'article 1635-0 quinquies du Code général des impôts dispose que les montants et tarifs de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux sont revalorisés chaque année comme le taux prévisionnel, associé au projet de loi de finances de l'année, d'évolution des prix à la consommation des ménages.

Compte tenu du niveau élevé d'inflation depuis 2022, l'indexation automatique du montant de l'IFER mobile au 1er janvier 2024 entraînerait une augmentation de l'imposition de plusieurs dizaines de millions d'euros au titre de l'année 2024.

La hausse continue du produit constitue déjà une ponction croissante sur la capacité d'investissement des opérateurs, qui freine les déploiements.

C'est pourquoi, le présent amendement propose à titre exceptionnel et de manière transitoire, de supprimer au titre de l'année 2024 l'indexation automatique de l'IFER mobile sur l'inflation pesant sur les opérateurs télécoms.





N°	I-1858
----	--------

**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme BONNEFOY

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5**

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Pour l'application de l'article L. 225-1 du code de l'environnement, une fraction du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques est attribuée aux organismes agréés pour la surveillance de la qualité de l'air tels que définis à l'article L. 221-3 du code de l'environnement. Cette fraction est calculée de manière à ce que le montant versé s'élève à 0,1 euro par habitant et par an.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État des I et II est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La pollution de l'air a de graves conséquences sanitaires (de l'ordre de 40 000 morts prématurées par an en France selon Santé Publique France).

Le présent amendement s'appuie sur l'article L225-1 du code de l'environnement, issu de la Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie qui n'a jamais été mis en œuvre : « (...). Le financement de la surveillance de la qualité de l'air, qui tient compte du produit de la fiscalité des énergies fossiles, est assuré dans les conditions prévues par les lois de finances ».

Au-delà de mettre en œuvre un article de loi qui n'a jamais été appliqué, attribuer une infime fraction du produit de la TICPE (de l'ordre de 0,02%) à la surveillance de la qualité de l'air du produit de la TICPE) est conforme au principe de polluer-payeur.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BONNEFOY

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER**

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le chapitre II bis du titre II du livre I<sup>er</sup>, il est inséré un chapitre ... ainsi rédigé :

« Chapitre ... : Taxe sur les produits en plastique à usage unique

« Art. .... – I. – Il est institué une contribution compensatoire à la production ou à la mise en marché en France de tout produit en plastique à usage unique au sens du 2 de l'article D. 541- 330 du code de l'environnement, due par les personnes morales produisant ou mettant en marché en France de tels produits.

« II. – Un décret précise la liste des catégories de produits en plastique à usage unique au sens du 2 de l'article D. 541-330 du code de l'environnement qui sont exclus de l'application du présent article.

« Art. .. bis – Le fait générateur de la contribution compensatoire prévue au I de l'article.. est constitué par l'achèvement de l'année civile au cours de laquelle la livraison du produit en plastique à usage unique au sens du 2 de l'article D541-330 du code de l'environnement a été soumise à la taxe sur la valeur ajoutée au sens des articles 256-0 et suivants du présent code.

« Art. .... – I. – La contribution compensatoire mentionnée au I de l'article.. est assise sur la valeur ajoutée créée par la vente d'un produit en plastique à usage unique au sens du 2 de l'article D. 541-330 du code de l'environnement.

« II. – Le taux de la contribution compensatoire, mentionnée au I de l'article ... et due par la personne morale productrice ou metteur en marché d'un produit en plastique à usage unique au sens du 2 de l'article D. 541-330 du code de l'environnement, est fixé à 2 %. Le taux applicable aux opérations imposables est celui en vigueur au moment où intervient le fait générateur de la contribution compensatoire.

« Art. .... – I. – La contribution compensatoire mentionnée au I de l'article ... est déclarée et liquidée par le redevable aux dates déterminées par un arrêté du ministre chargé du budget. La périodicité des déclarations et des paiements est au plus trimestrielle et au moins annuelle.

« II. – En cas de cessation d'activité du redevable, le montant dû au titre de l'année de la cessation d'activité est établi immédiatement. La contribution compensatoire est déclarée, acquittée et, le cas échéant, régularisée selon les modalités prévues pour la taxe sur la valeur ajoutée dont il est redevable ou, à défaut, dans les soixante jours suivant la cessation d'activité.

« III. – La contribution compensatoire est recouvrée et contrôlée selon les mêmes procédures et sous les mêmes sanctions, garanties, sûretés et privilèges que les taxes sur le chiffre d'affaires. Les réclamations sont présentées, instruites et jugées selon les règles applicables à ces mêmes taxes.

« IV. – Lorsque le redevable n'est pas établi dans un État membre de l'Union européenne ou dans l'un des États mentionnés au 1° du I de l'article 289 A, il fait accréditer auprès du service des impôts compétent, dans les conditions prévues au IV du même article 289 A, un représentant assujéti à la taxe sur la valeur ajoutée établi en France, qui s'engage à remplir les formalités au nom et pour le compte du redevable et, le cas échéant, à acquitter la contribution compensatoire à sa place. »

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Le présent amendement propose la création d'une contribution compensatoire sur les produits en plastique à usage unique lorsque ceux-ci participent davantage à la raréfaction des ressources naturelles et à l'émission de pollutions lors de leur traitement qu'à une véritable utilité publique.

Cet amendement introduit donc le concept de contribution compensatoire, c'est-à-dire une imposition qui vise moins à augmenter les ressources de l'État qu'à inciter les metteurs en marché à concevoir, produire et distribuer des produits plus durables. Il n'est plus besoin d'insister sur l'interdépendance de l'économie, de l'environnement et de la société. En 1987 déjà, le concept de développement durable émergeait avec une prescription simple que partageait Mme Gro Harlem Brundtland, alors Première ministre de la Norvège : « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ».

Assise sur la valeur ajoutée des produits mis en marché, cette contribution compensatoire est imaginée comme un mécanisme fiscal pour engager les opérateurs économiques (en premier lieu, les entreprises) à penser leur avenir avec des activités commerciales qui soient écologiquement soutenables. Il n'est de transition écologique réelle et tangible sans transformation de notre société en profondeur.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. VAYSSOUZE-FAURE, Mme ESPAGNAC, MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, MM. ÉBLÉ, FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS et BONNEFOY, M. BOUAD, Mmes BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 7

Alinéa 31

Remplacer cet alinéa par trois alinéas ainsi rédigés :

« C. – Sont également classées en zone France ruralités revitalisation les communes métropolitaines situées dans un département qui remplit les conditions suivantes :

« 1° Sa densité de population est inférieure à 35 habitants par kilomètre carré ;

« 2° Son revenu médian disponible par unité de consommation est inférieur à la médiane des revenus médians disponibles par unité de consommation par département. »

**OBJET**

Amendement ayant pour objectif de permettre le classement en zone France Ruralités Revitalisation de l'ensemble des communes situées dans les départements ruraux peu denses.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. BOURGI

C	
G	

ARTICLE 28

I. – Alinéa 4, tableau, dernière colonne, quarante-et-unième ligne

Remplacer le montant :

40 000 000

par le montant :

44 000 000

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le Conservatoire préserve et valorise les espaces naturels du littoral en partenariat avec les collectivités locales. S'il protège aujourd'hui 215 000 hectares, l'objectif du « Tiers naturel littoral » à l'horizon 2050 nécessite l'acquisition de 110 000 hectares supplémentaires. Pour se faire, le Contrat d'objectif 2021-2025 de l'établissement prévoit un rythme d'acquisition entre 2500 et 3500 hectares par an pour atteindre cet objectif.

Cet objectif est conditionné aux ressources financières du Conservatoire du littoral, dont le budget actuel repose sur les recettes de la Taxe annuelle sur les engins maritimes à usage personnel (TAEMUP). Le Conservatoire du littoral bénéficie de l'affectation de la TAEMUP (ex-DAFN) depuis 2006. La loi de finances pour 2012 a plafonné la ressource affectée au Conservatoire du littoral à 37M€, relevé à deux reprises, et porté aujourd'hui à 40M€. Pour l'année 2024, le projet de loi de finances reconduit ce même montant de 40M€ du plafond de cette taxe.

Ce plafonnement se traduit par une réduction amplifiée de la capacité d'intervention sur les territoires du Conservatoire.

En 2023, les prévisions d'acquisition ne s'élèvent qu'à 1 800 hectares alors même que le Conservatoire a pu mobiliser, en plus de la TAEMUP, des ressources significatives de partenaires. Pour 2024, les capacités d'autofinancement de l'établissement pour engager de nouvelles opérations sur les terrains, pourtant financées à 80 ou 90%, sont extrêmement réduites par des paiements à réaliser sur les projets déjà engagés.

La situation budgétaire tendue s'explique par ailleurs par l'augmentation des dépenses de personnel. Le plafond d'emploi du Conservatoire du littoral a augmenté de 8 ETP en 2023 et est impactée par des mesures RH et sociales (points d'indices, revalorisations diverses...). La seule possibilité pour relever le socle budgétaire de l'établissement et lui permettre de soutenir une activité en croissance permanente, dans un contexte inflationniste, est donc de relever le plafond d'affectation de la TAEMUP.

Aussi le présent amendement propose de porter ce plafond à 44M€.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie GOULET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 28**

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code des impositions des biens et services est ainsi modifié :

1° Au 3° de l'article L. 471-2, après le mot : « habillement », sont insérés les mots : « , de la maille et du textile » ;

2° L'article L. 471-6 est complété par des B et C ainsi rédigés :

« B. – Les biens des industries de la maille s'entendent des biens déterminés par arrêté du ministre chargé de l'économie au sein de la catégorie des vêtements en maille à l'exclusion des couvre-chefs et des produits de la corseterie, soutiens-gorge, corsets, gaines, bustiers, porte-jarretelles, jarretières et article similaires.

« C. – Les biens des industries du textile s'entendent des biens déterminés par arrêté du ministre chargé de l'économie au sein des catégories suivantes :

« 1° Les produits textiles de toutes matières et autres que des vêtements ;

« 2° La fabrication de fibres de verre ;

« 3° La fabrication de fibres artificielles ;

« 4° La fabrication de laines minérales, de fibres de carbone et d'ouvrages en ces matières. » ;

3° À la première phrase de l'article L. 471-25, après le mot : « habillement », sont insérés les mots : « , de la maille et du textile » ;

4° Au 1° de l'article L. 471-28 , après le mot : « habillement », sont insérés les mots : « , de la maille et du textile » ;

5° Au 3° l'article L. 471-32 , après le mot : « habillement », sont insérés les mots : « , de la maille et du textile » ;

6° Au 2° de l'article L. 471-33, après le mot : « habillement », sont insérés les mots : « , de la maille et du textile » ;

7° Le tableau constituant le deuxième alinéa de l'article L. 471-38 est complété par deux lignes ainsi rédigées :

«

Maille	0,005 %	0,010 %
Textile	0,010 %	0.020 %

» ;

8° A l'article 471-40, après le mot : « habillement », sont insérés les mots : « , de la maille et du textile » ;

9° Le tableau constituant le deuxième alinéa de l'article 471-53 est complété par deux lignes ainsi rédigées :

«

Maille	20 € sur une année civile
Textile	20 € sur une année civile

»

II. – Le code de la recherche est ainsi modifié :

1° L'article L. 521-8-1 est complété par un ...° ainsi rédigé :

« ...° À l'Institut français du textile et de l'habillement :

« a) À hauteur de la fraction perçue sur les biens des industries de la maille au sens du B de l'article L. 471-6 du même code ;

« b) À hauteur de la fraction perçue sur les biens des industries du textile au sens du C de l'article L. 471-6 du même code. » ;

2° Après le troisième alinéa de l'article L. 521-8-3, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« De même, pour les biens des industries de la maille et du textile mentionnés respectivement aux B et C de l'article L. 471-6 du code des impositions sur les biens et services, seul l'organisme mentionné au 3° de l'article 5-1 de la loi n° 78-654 du 22 juin 1978 est compétent. »

## **OBJET**

Le présent amendement vise à élargir la taxe fiscale affectée (TFA) du DEFI, comité professionnel de développement économique (CPDE) de l'habillement et de la mode, aux ressortissants de l'Institut Français du Textile et de l'Habillement (IFTH), qui est le centre technique industriel (CTI) du textile et de l'habillement.

L'IFTH est le seul acteur sur le territoire national à disposer des compétences, des équipements et des laboratoires pour mener des projets d'innovation pour répondre aux besoins des entreprises du secteur du textile face aux transformations en profondeur auxquelles elles doivent répondre, notamment en matière de développement durable, d'innovation matières, de formation tant aux nouveaux métiers que pour soutenir la relocalisation.

Les projets collectifs de l'IFTH sont actuellement financés par une DBE. Ils étaient auparavant financés par une taxe parafiscale collectée et reversée par le DEFI.



Le retour à un financement par TFA a été préconisé par le rapport Cattelot Grandjean. L'IFTH reste le dernier grand centre technique industriel à rester sur un régime de dotation budgétaire. Sur la base de ce même rapport, en janvier 2022, la ministre en charge de l'industrie a demandé aux branches de la filière de rapprocher les deux centres. L'élargissement de la taxe DEFI à l'IFTH s'inscrit dans ce processus en cours de construction.

L'élargissement de la taxe affectée du DEFI aux ressortissants de l'IFTH est un facteur de lisibilité et de garantie du financement de ses actions collectives, qu'elles relèvent de la recherche ayant trait à la transition écologique et énergétique, à l'industrie du futur, aux matières et procédés ; ou des missions fondamentales de normalisation, formation, veille technologique et transfert. L'IFTH soutient la filière de l'habillement et des textiles techniques y compris dans ses composantes les plus avancées. Ce secteur large et divers contribue à la richesse nationale et représente un potentiel de croissance important pour les prochaines années notamment dans la perspective du Plan France 2030. En effet, les matériaux innovants seront au cœur des innovations technologiques.

Avec ce rapprochement attendu, la filière disposera d'un organisme dont la pérennité du financement sera assurée dans la globalité de ses activités de promotion et de centre technique.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme ESPAGNAC, MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, MM. ÉBLÉ, FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 7

Après l'alinéa 31

Insérer quatre alinéas ainsi rédigés :

« C bis. – Sont classées en zone France ruralités revitalisation les communes de moins de 20 000 habitants de France métropolitaine, membres d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre qui remplit les conditions suivantes :

« 1° Au moins 50 % de sa population est située en zone de montagne au sens de l'article 3 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne ;

« 2° Sa densité de population est inférieure ou égale à la densité médiane nationale des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de France métropolitaine ;

« 3° Son revenu disponible par unité de consommation médian est inférieur ou égal au 75<sup>e</sup> centile des revenus disponibles médians par établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre de France métropolitaine. »

**OBJET**

Les zones de montagne se caractérisent par des handicaps significatifs entraînant des conditions de vie plus difficiles et restreignant l'exercice de certaines activités économiques. Cet amendement a ainsi pour objectif de permettre le classement en zone France Ruralités Revitalisation, des communes de France métropolitaine de moins de 20 000 habitants situées dans un territoire peu dense, respectant un critère de revenu assoupli (75<sup>ème</sup> centile) et dont la majorité de la population réside en zone de montagne.





N°	I-1864
----	--------

## A M E N D E M E N T

présenté par  
M. de MONTGOLFIER

C	
G	

### ARTICLE 15

I. – Alinéa 5

Supprimer cet alinéa.

II. – Alinéas 7, 10, 11, 19, 21, 27, 32, 37, 38, 43, 48, 54, 57, 58, 61, 64, 68 et 76

Remplacer les mots :

infrastructures de transport

par le mot :

autoroutes

III-. Alinéa 22

Rédiger ainsi cet alinéa :

« Art. L. 425-4. – Une autoroute de longue distance s'entend de l'autoroute qui permet le déplacement de personnes ou de marchandises sur une longue distance. »

IV-. Alinéa 24 et 29

Remplacer les mots :

infrastructure de transport

par le mot :

autoroute

V-. Alinéa 25, 26, 30, 31

Remplacer le mot :

infrastructure

par le mot :

autoroute

VI. – La perte de recettes résultant pour l'État est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

L'article 15 du projet de loi de finances pour 2024 vise à instaurer une taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance, qui serait justifiée par le Gouvernement par son intention de « Verdir la fiscalité ».

Cette taxe concernerait des exploitants se trouvant dans des situations de forte concurrence internationale.

C'est le cas des aéroports, à commencer par ceux exploités par Aéroports de Paris, qui doivent faire face à une forte concurrence internationale. Cette nouvelle imposition viendrait significativement réduire leur compétitivité, affectant par ailleurs ainsi indirectement la compétitivité d'Air France. Le secteur aéronautique reste en outre fragile, tant il a été impacté par les conséquences des mesures prises par les pouvoirs publics pour faire face à l'épidémie de COVID. Il convient donc d'exclure ce secteur du champ de nouvelle la taxe.

De plus, le projet de taxe devrait toucher d'autres infrastructures, notamment les ports, eux aussi exposés à une forte concurrence internationale. L'exposé général des motifs du projet de loi comme l'étude d'impact du Gouvernement ne permettent pas de mesurer la portée exacte et à la répartition de la taxe entre les différentes catégories d'infrastructures (aéroports, ports, autoroutes, etc.).

Par ailleurs, la « longue distance », notion centrale, est définie par référence aux déplacements entre les territoires d'autorités organisatrices des mobilités (AOM) au sens de l'article L. 1231-1 du code des transports, c'est-à-dire certaines collectivités territoriales ou leurs groupements. La définition s'applique imparfaitement aux infrastructures autoroutières qui ne relèvent ni de la compétence ni, à proprement parler, du territoire ou du ressort des AOM.

Le présent amendement propose donc de restreindre le champ de la taxe aux seules autoroutes, en exonérant les ports et aéroports.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. de MONTGOLFIER

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 15****I. – Alinéa 51**

Compléter cet alinéa par les mots :

pour l'exploitation des autoroutes et le taux de 0,5 % pour celle des autres infrastructures de transport de longue distance

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 15 du projet de loi de finances pour 2024 vise à instaurer une taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance, qui serait justifiée par le Gouvernement par son intention de « Verdir la fiscalité ».

Cette taxe concernerait des exploitants se trouvant dans des situations de forte concurrence internationale.

C'est le cas des aéroports, à commencer par ceux exploités par Aéroports de Paris, qui doivent faire face à une forte concurrence internationale. Cette nouvelle imposition viendrait significativement réduire leur compétitivité, affectant par ailleurs ainsi indirectement la compétitivité d'Air France. Le secteur aéronautique reste en outre fragile, tant il a été impacté par les conséquences des mesures prises par les pouvoirs publics pour faire face à l'épidémie de COVID. Il convient donc d'exclure ce secteur du champ de nouvelle la taxe.

De plus, le projet de taxe devrait toucher d'autres infrastructures, notamment les ports, eux aussi exposés à une forte concurrence internationale. L'exposé général des motifs du projet de loi comme l'étude d'impact du Gouvernement ne permettent pas de mesurer la portée exacte et à la répartition de la taxe entre les différentes catégories d'infrastructures (aéroports, ports, autoroutes, etc.).

Le présent amendement propose en conséquence d'instaurer un taux réduit pour les infrastructures de transport de longue distance autres que les autoroutes.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. de MONTGOLFIER

C	
G	

**ARTICLE 15**

Supprimer cet article.

**OBJET**

L'article 15 du projet de loi de finances pour 2024 propose d'instaurer une taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance.

Cette nouvelle taxe toucherait des exploitants d'infrastructures dont les situations apparaissent particulièrement diverses : aéroports, ports et autoroutes.

Elle présente des risques juridiques majeurs car l'intention d'empêcher la répercussion de la nouvelle taxe sur les péages semble se heurter au droit.

Le Conseil d'Etat dans son avis 8 juin 2023 a ainsi précisé qu'une taxe qui « *aurait pour effet pratique, compte tenu de ses modalités, de peser exclusivement ou quasi exclusivement sur elles pourrait (...) ouvrir à ces sociétés un droit à compensation* ». La taxe dont la création est proposée crée donc un risque majeur de contentieux, avec un terme une possible issue défavorable pour l'Etat – ou les usagers. Ces risques font d'ailleurs peser soit un doute sérieux quant à la sincérité budgétaire des recettes nouvelles associées à cette taxe soit un risque sérieux d'une hausse des tarifs de péage.

Par ailleurs, cette taxe serait compensée pour les autres assujettis par des hausses de tarifs pour les aéroports (Aéroports de Paris notamment) et les ports (Le Havre, Marseille) hausses qui viendraient alors grever fortement la compétitivité des ports et aéroports concernés, alors qu'ils sont soumis à la concurrence de leurs homologues européens : une sorte de dommage collatéral

La taxe ferait alors une autre victime en désavantageant doublement Air France, qui a fait des aéroports de Roissy-Charles de Gaulle et Orly ses principaux hubs, alors que, d'une part, ses grands concurrents internationaux ont pour bases arrière d'autres grands aéroports européens (Londres, Francfort, Amsterdam, Munich, etc.) et, d'autre part, les compagnies à bas coût utilisent majoritairement de plus petits aéroports non soumis à la taxe. Or le secteur aéronautique reste fragile, tant il a été impacté par les conséquences des mesures prises par les pouvoirs publics pour faire face à l'épidémie de COVID.

La taxe menace enfin les investissements liés à la transitions énergétique et écologique de la France, que les financements publics ne pourront pas porter seuls. Or pour attirer des investissements privés, il faut garantir au marché un cadre stable et prévisible.

Le présent amendement propose donc de supprimer l'article 15.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. de MONTGOLFIER

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 OCTIES**

Après l'article 10 octies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le 1 du II de l'article 256 C du code général des impôts est complété par six alinéas ainsi rédigés :

« ...) Les personnes qui établissent volontairement des comptes combinés conformément au règlement n° 2020-01 du 9 octobre 2020 de l'Autorité des normes comptables relatif aux comptes consolidés ;

...) Les personnes qui établissent l'existence :

- d'une majorité de double adhésion des membres d'une mutuelle du livre II et du livre III du code de la mutualité ;
- de conventions de gestion entre l'association et ses membres ;
- de statuts types obligatoires pour tous les membres du réseau de l'association ;
- d'une affiliation à un même organisme. »

**OBJET**

Certains organismes à but non lucratif se trouvent dans l'impossibilité de bénéficier du régime de groupe TVA mis en place à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Par ailleurs, le périmètre d'exonération de TVA qui leur est réservé par l'article 261 B du CGI a été sensiblement restreint par l'article 162 V de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

En particulier, seuls les groupements autonomes de personnes assujettis, facturant des prestations à leurs membres (de façon descendante) peuvent bénéficier de cette exonération de TVA, à la condition que celles-ci soient destinées à la réalisation d'une activité exonérée sur le fondement de l'article 261-4 (activités de soins, d'enseignement ou de formation professionnelle) ou sur celui de l'article 261-7 1° a et b (activités sociales, éducatives, culturelles ou sportives fournies aux membres, ou services à caractère social ou philanthropique fournis à toutes personnes dans des conditions différentes de celles d'une entreprise commerciale).

Ainsi, depuis la réforme, ne sont plus éligibles à cette exonération :

1) les prestations fournies par un ou plusieurs membres au groupement (appelées « prestations ascendantes » : par exemple, mise à disposition d'un salarié ...). Il en va de même de celles que seraient susceptibles de se rendre entre eux des organismes membres du groupement.

À l'heure où la puissance publique encourage la mise en commun de moyens entre associations, cette réforme est de nature à impacter les projets d'un grand nombre d'entre elles, désireuses de faire, par ce moyen des économies importantes, sans pour autant se départir d'un ou de plusieurs salariés (ou d'autres moyens communs) au profit du groupement afin que celui-ci puisse les mettre à disposition des autres membres.

Il en a résulté que, dans de tels cas, certaines associations ou fédérations ont dû sortir du régime de groupement autonomes de personnes, au 31 décembre 2022, sans pouvoir opter pour le régime de groupe TVA à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023, eu égard à leur absence de structure capitalistique.

2) les groupes composés à la fois d'associations et de structures bancaires, assurancielles ou mutualistes (qu'il s'agisse de mutuelles relevant du livre 2 ou du livre 3 du code de la mutualité).

En particulier, la condition financière du seuil de détention de 50 % en capital ou en droits de vote prévue à l'article 256-C II 1° du CGI, s'avère une condition impossible à satisfaire s'agissant d'une association ou d'une fédération et ce, malgré des membres de référence qui en assurent le financement. A titre d'exemple, on pourrait citer un organisme public (type la Caisse des Dépôts) agissant comme membre de référence financier dans le secteur de l'Economie sociale et solidaire (secteurs du micro-crédit, des friperies ou des recycleries par exemple).

L'absence de possibilité d'option pour le groupe TVA crée un coût supplémentaire anormal de TVA sanctionnant de façon induue un secteur prenant une part croissante dans l'économie du pays.

À l'instar d'autres organismes du secteur des mutuelles ou des assurances, il conviendrait de rendre possible l'option au groupe TVA, chaque fois que les organismes sont en mesure d'établir une combinaison volontaire de leurs comptes ou que les liens financiers peuvent être établis à partir d'un faisceau d'indices permettant de reconnaître le financement par un membre de référence. À titre d'exemple, le faisceau d'indices pourrait être constitué par :

- L'existence d'une majorité de double adhésion des membres d'une mutuelles du Livre II et du Livre III du code de la Mutualité ;
- L'existence de conventions de gestion entre l'association et ses membres ;
- L'existence de statuts types obligatoires pour tous les membres du réseau de l'association ;
- L'existence d'une affiliation à un même organisme.





N°	I-1868
----	--------

**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie GOULET et M. CANÉVET

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 22**

Après l'article 22

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le 2° du b du 2 du B du VI de la section II du chapitre premier du titre IV de la première partie du livre premier du code général des impôts est complété par un article 774 ... ainsi rédigé :

« Art. 774 .... – I. – Ne sont pas déductibles de l'actif successoral les dettes de restitution exigibles qui portent sur une somme d'argent dont le défunt s'était réservé l'usufruit.

« Les dispositions du présent I ne s'appliquent pas aux dettes de restitution contractées sur le prix de cession d'un bien dont le défunt s'était réservé l'usufruit, sous réserve qu'il soit justifié que ces dettes n'ont pas été contractées dans un objectif principalement fiscal, ni aux usufruits qui résultent de l'application des articles 757 ou 1094-1 du code civil.

« II. – Par dérogation aux dispositions de l'article 1133 du présent code, la valeur correspondant à la dette de restitution non-déductible de l'actif successoral mentionnée au I donne lieu à la perception de droits de mutation par décès dus par le nu-propriétaire et calculés d'après le degré de parenté existant entre ce dernier et l'usufruitier, au moment de la succession ou de la constitution de l'usufruit, si les droits dus sont inférieurs.

« Pour la liquidation des droits dus lors de la succession, en vertu du présent II, les dispositions de l'article 784 ne s'appliquent ni sur la valeur des sommes d'argent dont le défunt s'était réservé l'usufruit ni sur celle des biens dont le défunt s'était réservé l'usufruit du prix de cession.

« Les droits acquittés lors de la constitution de l'usufruit sont imputés sur les droits dus par le nu-propriétaire, sans pouvoir donner lieu à restitution. »

II. – Le I s'applique aux successions ouvertes à compter de la date de promulgation de la loi de finances pour 2024.

**OBJET**

Le présent amendement vise à renforcer la cohérence de la fiscalité applicable aux usufruits de sommes d'argent, afin de dissuader le recours à des opérations qui sont principalement motivées par un objectif d'optimisation fiscale.



La donation de la nue-propiété d'une somme d'argent est expressément prévue par l'article 587 du code civil. Ce quasi-usufruit donne droit à une créance de restitution pour le donataire égale au montant de la somme donnée.

Les droits dus à raison de la mutation à titre gratuit de la nue-propiété de la somme d'argent sont déterminés par une quotité de la valeur de la pleine propriété, selon le barème prévu à l'article 669 du code général des impôts (CGI) en fonction de l'âge de l'usufruitier au moment de la donation.

L'article 768 du CGI prévoit que, pour la liquidation des droits de mutation par décès, les dettes à la charge du défunt sont déduites lorsque leur existence au jour de l'ouverture de la succession est dûment justifiée par tous modes de preuve compatibles avec la procédure écrite. Par conséquent, la dette de restitution est déduite de l'actif successoral de l'usufruitier en cas de quasi-usufruit.

Toutefois, s'agissant d'un quasi-usufruit, la dette de restitution trouve son origine dans une donation consentie sous réserve d'usufruit qui a donné lieu à une imposition réduite aux droits de mutation à titre gratuit.

Alors que la somme d'argent démembrée n'a été soumise lors de la mutation entre vifs aux droits de donation qu'à raison de la valeur de la nue-propiété, la déduction de l'actif successoral de cette dette pour son montant total en pleine propriété constitue une incohérence qu'il convient de corriger.

En outre, la donation d'une somme d'argent avec réserve d'usufruit s'apparente à une absence de transfert de propriété. Alors que le nu-propiétaire dispose d'un droit réel sur le bien donné dans le cadre d'une donation avec réserve d'usufruit ordinaire, le nu-propiétaire d'une somme d'argent ne détient qu'une créance de restitution à l'égard du quasi-usufruitier, sur son patrimoine. Ce dernier peut donc aliéner la somme d'argent et la consommer comme un propriétaire, alors que le nu-propiétaire ne dispose pas de cette somme en tant que telle.

L'amendement vise à limiter le recours à ce type d'opération en remettant en cause la déductibilité de la dette de restitution de l'actif successoral du quasi-usufruitier et en prévoyant une liquidation des droits de mutation par décès sur la valeur de cette dette par le nu-propiétaire.

La mesure ne s'appliquera pas à l'usufruit résultant d'une transmission par décès par application de l'article 757 du code civil. Elle ne s'appliquera pas davantage aux dettes de restitution contractées sur le prix de cession d'un bien dont le défunt s'était réservé l'usufruit, sous réserve qu'il soit justifié que ces dettes n'ont pas été contractées dans un objectif principalement fiscal.

Les droits déjà acquittés par le nu-propiétaire lors de la donation avec réserve d'usufruit seront imputés sur les droits de mutation par décès auxquels il est assujéti. Dans le cas où les droits déjà acquittés seraient supérieurs aux droits dus à raison du décès de l'usufruitier, le surplus ne fera l'objet d'aucune restitution.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme AESCHLIMANN

ARTICLE 10

Alinéa 31, tableau

Rédiger ainsi cet alinéa :

«

Année d'évaluation	Chiffre d'affaires national total	Chiffre d'affaires national afférent aux prestations de services autres que les ventes à consommer sur place et les prestations d'hébergement
Année civile précédente	42 500	18 750
Année en cours	46 750	20 625

**OBJET**

Le présent amendement propose de réduire la franchise en base TVA pour les micro-entreprises, y compris étrangères, opérant en France. Actuellement, cette franchise permet aux petites entreprises de facturer sans TVA dans la limite d'un chiffre d'affaires spécifique. Dès le 1<sup>er</sup> janvier 2025, elle s'étendra aux entreprises étrangères avec un chiffre d'affaires inférieur à 85 000€ en France et moins de 100 000€ en Europe, sans nécessiter d'identification en France.

Cette extension crée un risque de concurrence déloyale, en particulier dans les services, en permettant à des entreprises étrangères de facturer sans TVA en France. De plus, l'absence d'obligation d'identification en France augmente les risques de fraude.

L'amendement vise donc, sans remettre en cause les directives européennes, à diminuer le plafond de cette franchise pour limiter les distorsions de concurrence et réduire le risque de fraude. Cette mesure devrait également augmenter les recettes TVA, avec un gain potentiel de plus d'un milliard d'euros pour les finances publiques, en prenant en compte l'impact actuel de la franchise sur les recettes fiscales.

Cet amendement a été élaboré avec la Fédération Française du Bâtiment Grand Paris.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNDECIES**

Après l'article 3 undecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le quatorzième alinéa de l'article 200 du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsqu'une personne de bonne foi transmet à la seule autorité nationale de sécurité des systèmes d'information une information sur l'existence d'une vulnérabilité concernant la sécurité d'un système de traitement automatisé de données d'une des entités citées au 1° du présent article, alors l'entité bénéficiaire de cet acte délivre un reçu fiscal au lanceur d'alerte numérique lui permettant de bénéficier d'une réduction d'impôt sur le revenu, dont le montant ne peut excéder mille euros, et dans le respect des dispositions prévues au premier alinéa du présent article. »

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement est un amendement de repli visant à faire reconnaître un acte de "hacking éthique" comme un don ou versement à une entité (fondations, associations, ONG, etc.) ouvrant droit à une réduction d'impôt sur le revenu égale à 66 % de son montant comme le prévoit l'article 200 du code général des impôts.

Il se développe une communauté de hackers éthiques (ou lanceur d'alerte numérique) prête à soutenir et aider les associations et les ONG à se prémunir contre les attaques en matière de cybersécurité. Afin de soutenir cette dynamique et développer une confiance numérique solide dans le monde associatif, cet amendement prévoit d'opérer une valorisation, sous forme de don monétaire, de la découverte par un hacker éthique d'une faiblesse de sécurité applicable à une entité à laquelle les dons et versements ouvrent droit à une déduction fiscale.

Ces dernières années, le nombre de cyberattaques dans le monde a été multiplié par cinq. Provoquant des bugs informatiques, des vols des données, parfois à caractère personnel ou bancaire, ou encore des blocages opérationnels. Ces cyberattaques ont des impacts majeurs sur les ONG et les associations qui

manquent de moyens pour se protéger efficacement. Aujourd'hui, 50% des ONGs avoue avoir été victime d'une attaque ou d'une tentative d'attaque cyber.

Afin de se protéger contre les cyberattaques, ces entités ont de plus en plus recours aux hackers éthiques, c'est-à-dire à des experts informatiques bienveillants qui aident les entreprises et les ONG à identifier en amont les failles informatiques (vulnérabilités) de leurs réseaux, appelé "bug bounty" dans le domaine de la cyber-sécurité.

La valorisation de l'acte de hacking éthique sera encadrée par les règles du programme de récompense "Bug Bounty", variable selon la maturité de l'entité concernée et le degré d'importance de la vulnérabilité révélée, et ne pourra excéder un plafond de 1000 euros.

Par cet amendement, le hacker éthique se verra ainsi délivrer par l'organisme bénéficiaire d'un acte de hacking éthique un reçu fiscal lui permettant de bénéficier d'une réduction d'impôt sur le revenu.

En plus de constituer un geste de soutien concret aux associations et ONG françaises, cet amendement de repli traduit la volonté de démocratiser le statut de hacker éthique en France.





## AMENDEMENT

présenté par

MM. CABANEL et MASSET

C	
G	

### ARTICLE 16

I. - Alinéa 123, tableau, treizième ligne

1° Deuxième colonne

Remplacer le nombre :

1,41

par le nombre :

0,5

2° Quatrième colonne

Remplacer le nombre :

2,82

par le nombre :

1

II.- Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

....- La perte de recettes pour les agences de l'eau résultant du I est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

....- La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Le présent amendement vise à abaisser le plancher de la redevance pour l'irrigation non gravitaire à 0,5 centime d'€/m<sup>3</sup> en catégorie 1 et 1 centime d'€/m<sup>3</sup> en catégorie 2. Cela correspondrait ainsi à 10% du plafond, au lieu de 28 % prévu par le Projet de Loi de Finances pour 2024.



En effet, le Projet de Loi de Finances pour 2024 prévoit un relèvement des taux plafonds de 40 % et l'instauration de taux planchers élevés. Des augmentations aussi fortes ne sont tenables par aucun acteur économique, d'autant qu'elles viendront impacter fortement y compris ceux qui ont investis pour gagner en efficacité à l'hectare. Elles limiteront en outre la capacité d'investissement des agriculteurs pour répondre aux différents enjeux de la planification écologique.

Elles sont d'autant plus inacceptables que, malgré les demandes pour une meilleure transparence, la profession agricole ne dispose pas de visibilité sur les financements actuels des agences de l'eau en faveur de la gestion quantitative de l'eau, en particulier sur la sécurisation des ressources en eau.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. CABANEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 16

I.- Alinéas 109 à 114

Supprimer ces alinéas.

II.- La perte de recettes pour les agences de l'eau résultant du I est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III.- La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à maintenir les taux actuels pour la redevance pour pollution diffuse.

En effet, l'augmentation de la redevance pour pollution diffuse est vécue comme un impôt supplémentaire de 37 millions d'euros sur la production, visant à assurer une recette permanente à la redevance pour pollution diffuse, même quand les utilisations de produits phytosanitaires baissent.

Cela aggraverait les distorsions de concurrence avec les producteurs des autres Etats-Membres de l'Union Européenne. Une telle augmentation impacterait négativement les investissements sur les exploitations agricoles, quand est attendu de l'agriculture une accélération de la transition agroécologique et une contribution à la planification écologique. Si les dépenses en produits phytopharmaceutiques ne représentent que 5 % des consommations intermédiaires des agriculteurs, toute hausse des coûts de production pourrait accroître, dans le contexte actuel, les importations et ainsi la souveraineté alimentaire française.

Par ailleurs, l'augmentation affecterait de manière différenciée les cultures, certains producteurs n'ayant plus accès, pour certaines maladies ou certains bioagresseurs, qu'à des produits fortement taxés.

Enfin, l'augmentation de la redevance pour pollution diffuse ne s'inscrit dans aucune trajectoire d'évolution à moyen terme, ce qui nuit à la prévisibilité de cette taxe pour les agriculteurs, mais se fait par à-coups comme lors de la LFI 2019.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CABANEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 16

I. – Alinéas 146 et 147

Supprimer ces alinéas.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le Projet de Loi de Finances pour 2024 instaure, pour l'irrigation gravitaire, une augmentation progressive de l'assiette, pour l'instant fixée forfaitairement à 10 000 m<sup>3</sup> par an, de 1 000 m<sup>3</sup> par an jusqu'à 2029 inclus et l'obligation, quand un compteur est installé, d'utiliser cet index. Cette augmentation de l'assiette s'additionne à une augmentation des tarifs de redevances, notamment par l'instauration d'un tarif plancher supérieur au taux actuel pour la majorité des bassins.

Or, dans certains territoires, l'irrigation gravitaire contribue à la préservation de zones humides et à la production d'eau potable. C'est le cas de la nappe de la Crau qui alimente en eau potable près de 300 000 habitants et dont l'alimentation en eau de la nappe est majoritairement d'origine artificielle. C'est l'irrigation traditionnelle des prairies de foin de Crau, dite « par submersion », qui assure la plus grande part de la recharge de la nappe (70%), la pluie complète cet apport principal.

Pour permettre de préserver l'irrigation gravitaire dans les territoires où elle répond aux enjeux sociétaux, l'amendement vise à retirer les alinéas modifiant l'assiette pour le calcul de la redevance.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. CABANEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I – L'article 279 du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ... – La livraison et l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil d'une puissance inférieure ou égale à 9 kWc. »

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Cet amendement propose d'assujettir les installations inférieures à 9 kWc à une TVA à 10% concernant la vente du surplus et la pose de l'équipement de production.

Il est proposé de mettre la législation fiscale en cohérence avec la réalité de la demande des citoyens et la volonté politique forte du gouvernement en faveur de l'accélération de la transition écologique.

La récente révision de la directive TVA (directive n°2022/542 du 5 avril 2022) permet aux Etats membres d'appliquer un taux réduit de TVA « sur la livraison et l'installation de panneaux solaires sur des logements privés, des logements et des bâtiments, publics et autres, utilisés pour des activités d'intérêt général, et à proximité immédiate de ceux-ci ». Cette directive adoptée sous impulsion de la Présidence française de l'UE ne prévoit pas de limite de puissance, laissant libre application des seuils aux États membres.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. CABANEL

C	
G	

ARTICLE 6

I – Après l’alinéa 48

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

– le 1° du 2 du I est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ... ) Travaux d’installation d’équipements produisant de l’électricité utilisant l’énergie radiative du soleil dans le cadre prévu aux articles L. 315-1 et L. 315-2 du code de l’énergie. ».

II – Le I ne s’applique qu’aux sommes venant en déduction de l’impôt dû.

III. – La perte de recettes résultant pour l’État du I est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Le développement de solutions d’autoconsommation accessibles aux ménages les plus modestes peut constituer un levier de réduction de leur facture importante et durable, tout en permettant d’engager les bénéficiaires dans la maîtrise de leur consommation en leur donnant les moyens de la suivre et de la piloter.

Afin de confirmer la volonté de l’État d’aider les ménages à s’équiper en solutions d’autoconsommation afin qu’ils puissent réduire leurs factures d’électricité, il est proposé par cet amendement d’inclure les installations solaires en autoconsommation dans le bénéfice du prêt à taux zéro, comme cela est possible pour d’autres investissements permettant d’économiser l’énergie et de réduire les dépenses des ménages.

Cet amendement vise donc à ouvrir aux ménages l’accès à un prêt à taux zéro pour l’équipement en installations solaires en autoconsommation individuelle ou collective.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. CABANEL

C	
G	

ARTICLE 12

I. – Après l’alinéa 67

Insérer six alinéas ainsi rédigés :

M .... – La dernière ligne du tableau de l’article L. 312-79 est remplacée par une ligne ainsi rédigée :

Électricité d’origine renouvelable produite par :	L. 312-87	0
1° ) De petites installations et consommée par le producteur		
2° ) Ou par une opération d’autoconsommation collective telle que définie à l’article L. 315-2 du code de l’énergie		

M .... – L’article L. 312-87 est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa de l’article L. 312-87 du code des impositions sur les biens et services, les mots « conditions cumulatives » sont remplacés par les mots : « à au moins trois des conditions » ;

2° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Elle est produite par une opération d’autoconsommation collective telle que définie à l’article L. 315-2 du code de l’énergie. » ;

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

L’article 15 de la directive 2003/96/CE du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l’électricité permet aux états membres de prévoir des exonérations partielles ou totales des taxes sur l’électricité d’origine renouvelable.

Cet amendement vise à exonérer de TICFE la part d’électricité autoproduite par les projets d’autoconsommation collective, au même titre que pour l’autoconsommation individuelle, afin d’alléger de manière significative les charges sur les projets d’autoconsommation collective.

La fourniture d’électricité renouvelable dans ce cadre est également une contribution possible pour lutter directement contre la précarité énergétique dans les immeubles de logements sociaux

notamment. A cette fin, la loi Énergie Climat a permis une simplification des opérations pour ces bailleurs. L'autoconsommation collective permet en effet de rendre en nature localement une contribution au service public de l'électricité en accroissant les énergies renouvelables dans le mix électrique et en luttant contre la précarité énergétique, deux objectifs poursuivis par l'ancienne CSPE devenue TICFE.

Ainsi, malgré un cadre juridique ouvert depuis 2017, et une ouverture plus large des conditions techniques de leur montage en 2019 avec la loi énergie climat, et une belle dynamique sur les derniers trimestres, la France compte encore moins de 250 opérations d'autoconsommation collective en service. L'une des raisons principales de ce nombre réside dans l'équilibre économique précaire de ces projets.

Cette exonération permettra d'encourager la création de projets d'autoconsommation collective en établissant un cadre réglementaire plus favorable sans devoir supporter de charges disproportionnées et d'augmenter les rendements de projets EnR à l'échelle locale.

Il est donc proposé, au travers de cet amendement, que l'État reconnaisse la contribution en nature à la transition énergétique fournie par les autoconsommateurs collectifs en exonérant les électrons renouvelables partagés de TICFE.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. CABANEL

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 11**

Après l'article 11

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I – Après le premier alinéa de l'article L. 315-3 du code de l'énergie, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Par dérogation au premier alinéa du présent article, les opérations d'autoconsommation collective définies aux articles L. 315-2, L. 315-2-1 et L. 315-2-2 du code de l'énergie mises en service avant le 31 décembre 2028 ne sont pas redevables des tarifs d'utilisation des réseaux publics de distribution d'électricité pour une durée de vingt années à compter de la première injection sur le réseau. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement propose un dispositif d'amorçage pour l'ensemble des installations d'autoconsommation collective. Actuellement, les modèles économiques de ces projets sont grevés par l'application d'un tarif d'utilisation des réseaux publics de l'électricité (TURPE) que les parlementaires avaient voulu « micro » lors de la discussion de l'article L.315-3 du code de l'énergie. Il est à noter par ailleurs que la mise en œuvre de cet article est aujourd'hui incomplète, la CRE ayant mis en place un TURPE spécifique pour les seuls projets raccordés au même poste source et avec des installations de puissance inférieure à 100kWc alors que les bornes ont évolué à une définition géographique de distance et que la puissance permise est fixée à 3MW par le pouvoir réglementaire.

Aussi, par souci de simplicité et dans l'optique d'un amorçage de ces projets, il est ici proposé d'instaurer une exonération pour les projets qui sauront se raccorder rapidement, à échéance de 5 ans, en leur garantissant une exemption de TURPE pour les 20 premières années d'exploitation de l'opération d'autoconsommation collective. Cette mesure permettra de solvabiliser des projets encore fragiles, et d'en accélérer concrètement le déploiement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CABANEL

ARTICLE 11

<b>C</b>	
<b>G</b>	

I – Après l’alinéa 4

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

... Après le premier alinéa de l’article L. 312-17 du code des impositions sur les biens et services, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Par dérogation au 2° de l’article L. 312-13, ne constitue pas le fait générateur de l’accise la consommation d’électricité issue des opérations d’autoconsommation collective définies aux articles L. 315-2, L. 315-2-1 et L. 315-2-2 du code de l’énergie mises en service avant le 31 décembre 2028 pour une durée de vingt années à compter de la première injection sur le réseau. »

II. – Compléter cet article par sept alinéas ainsi rédigés :

... – Le tableau du second alinéa de l’article L. 312-79 du code des impositions sur les biens et services est complété par une ligne ainsi rédigée :

«

Electricité d’origine renouvelable produite par une opération d’autoconsommation collective telle que définie à l’article L. 315-2 du code de l’énergie mise en service avant le 31 décembre 2028 pour une durée de vingt années à compter de la première injection sur le réseau.	L. 312-87-1	0
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------	---

» ;

... – Après l’article L. 312-87 du code des impositions sur les biens et services, il est inséré un article L. 312-87-...ainsi rédigé :

« Art. L. 312-87-... – Relève d’un tarif particulier de l’accise l’électricité qui répond aux conditions cumulatives suivantes :

« 1° Elle est produite à partir d’énergie solaire thermique ou photovoltaïque ;



« 2° Elle est produite par une opération d'autoconsommation collective telle que définie à l'article L. 315-2, L. 315-2-1 et L. 315-2-1 du code de l'énergie. »

.... – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Dans le cadre actuel, les petits producteurs d'électricité bénéficient d'une simplification administrative leur permettant de ne pas acquitter l'accise sur l'électricité produite en cas d'autoconsommation totale au titre de l'article L. 312-17 du CIBS.

Actuellement, aucune exonération n'est prévue pour les kWh affectés d'un producteur aux consommateurs d'une opération d'autoconsommation collective : dans ce cadre, l'accise sur l'électricité s'applique au tarif de droit commun.

Cet amendement vise à exonérer d'accise la part d'électricité autoproduite par les projets d'autoconsommation collective, au même titre que pour l'autoconsommation individuelle. Il est proposé que cette exonération soit instaurée pour une durée limitée de 20 ans.

La fourniture d'électricité renouvelable dans ce cadre est également une contribution possible pour lutter directement contre la précarité énergétique dans les immeubles de logements sociaux notamment.

Ainsi, malgré un cadre juridique ouvert depuis 2017, et une ouverture plus large des conditions techniques de leur montage en 2019 avec la loi énergie climat, et une belle dynamique sur les derniers trimestres, la France compte encore moins de 250 opérations d'autoconsommation collective en service. L'une des raisons principales de ce nombre réside dans l'équilibre économique précaire de ces projets.

Cette exonération permettra d'encourager la création de projets d'autoconsommation collective en établissant un cadre réglementaire plus favorable. Il est donc proposé, au travers de cet amendement, que l'État reconnaisse la contribution en nature à la transition énergétique fournie par les autoconsommateurs collectifs en les acquittant de l'accise sur l'électricité.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. CABANEL

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 9

Après l'article 9

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I – Au I de l'article 1519 F du code général des impôts, le nombre « 100 » est remplacé par le nombre « 250 ».

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 1519 D du code général des impôts établit les conditions de l'application de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau pour les installations de production d'électricité.

Cette imposition est due dès lors qu'une installation excède 100kW installés. En pratique, cette limite basse s'applique quasi-exclusivement aux installations solaires photovoltaïques, peu d'installations pouvant se faire en dessous de ce seuil.

Afin de dynamiser le marché des grandes toitures solaires, et en particulier de l'autoconsommation sur des sites industriels ou de services de ces toitures, il est proposé ici de relever ce seuil à 250 kW.

Ce seuil correspond à la limite de puissance admise pour un raccordement au réseau de basse tension. En cela, il constitue la limite haute des installations éligibles à une opération d'autoconsommation collective au sens de l'article 352-2 du code de l'énergie.

D'autre part, à partir de 250kW s'applique désormais la quote-part de contribution à la construction et au développement des réseaux instituée dans chacune des régions afin que les producteurs participent financièrement à l'insertion de leurs outils de production dans le réseau électrique. En dessous de ce seuil, les installations s'acquittent de frais de raccordement standards au réseau calculés par la CRE et le gestionnaire de réseau de distribution.

Afin d'améliorer l'équilibre économique des opérations d'autoconsommation collective et de dynamiser l'utilisation des toitures pour le développement solaire photovoltaïque, il est donc proposé par cet amendement d'harmoniser les seuils de perception de l'IFER avec ceux de perception de la

quote-part S3RENR et de la participation d'une centrale solaire à une opération d'autoconsommation collective.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. CABANEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 9**

Après l'article 9

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 1519 F du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au I, les mots : « dont la puissance électrique installée au sens des articles L. 311-1 et suivants du code de l'énergie est supérieure ou égale à 100 kilowatts » sont remplacés par les mots : « dont la puissance électrique injectée sur le réseau est supérieure ou égale à 300MWh par an » ;

2° Le premier alinéa du II est complété par une phrase ainsi rédigée : « Pour les centrales mises en service après le 1<sup>er</sup> janvier 2024, le montant de l'imposition forfaitaire des centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque est fixé à 2 € par MWh électrique produit pendant l'année d'imposition, sur la base des informations transmises par le gestionnaire de réseau d'électricité. »

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le déploiement des énergies renouvelables dans notre pays se heurte à deux problèmes :

- La non-atteinte des objectifs européens de la France (et le risque subséquent de ne pas être en capacité d'atteindre les objectifs de la future PPE)
- L'inégale répartition des deux principales énergies renouvelables (solaire et éolien) sur le territoire national, avec des problèmes de concentration sur certains territoires, et au contraire d'autres territoires qui se désespèrent de ne pouvoir organiser leur transition énergétique et bénéficier du dynamisme associé. Cette mauvaise répartition pose des problèmes à la fois énergétiques et d'équité

territoriale. Elle est d'ailleurs l'une des causes de la non-atteinte des objectifs cités au point 1). Or force est de constater que les dispositifs existants renforcent les disparités plutôt que de les compenser.

Les dispositifs accompagnant le développement de ces deux énergies renouvelables devraient donc être adaptés pour favoriser une répartition plus équitable, en modulant la fiscalité et les aides apportées. Précisons qu'un ajustement adéquat n'entraînerait aucun surcoût direct pour les pouvoirs publics, ni pour les consommateurs et pour les contribuables. On peut même penser que le développement économique induit par le développement des énergies sur tous les territoires sera générateur de richesse nationalement et localement. Pour autant, afin de parer à toute éventualité, le dispositif prévu au II du présent amendement garantit l'absence de perte pour l'Etat. Précisons par ailleurs que ces dispositifs ne concerneraient que les installations futures, sans effet rétroactif.

Le présent amendement propose donc d'adapter l'IFER pour que son assiette ne repose plus sur la puissance électrique de l'installation photovoltaïque, mais sur l'électricité effectivement produite et injectée sur le réseau par celle-ci. En effet, le dispositif actuel inflige une double peine aux sites qui ont un plus faible productible : ils produisent moins, mais en outre ils sont taxés plus fortement au MWh produit (si on compare deux sites à même puissance). Un développeur est donc systématiquement doublement incité à s'orienter uniquement vers les sites au plus fort productible. Proportionner l'IFER à la production permettra donc de rééquilibrer la situation, et de favoriser une meilleure répartition sur le territoire national, en améliorant la rentabilité des installations situées notamment au nord de la Loire, à impact financier global neutre.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CABANEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 9**

Après l'article 9

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. - Le I de l'article 1519 F du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Pour l'application du présent I, une centrale de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque assujettie à l'imposition forfaitaire est définie comme un actif de production d'énergie relevant d'un unique contrat de raccordement au réseau. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Une centrale de production d'électricité d'origine photovoltaïque au sens de l'article 1519 F du CGI, s'entend de l'ensemble des installations exploitées par un même redevable, situées en un même lieu et affectées à la même activité de production d'électricité d'origine photovoltaïque ou hydraulique. Constituent un même lieu une unité foncière unique ou plusieurs unités foncières contiguës.

Le BOFIP précise que la notion de centrale est donc appréciée selon des critères fonctionnel (même exploitant) et géographique (même lieu) qui forment ensemble l'unité d'imposition, sans qu'ait d'incidence la circonstance que les installations :

soient possédées par un ou plusieurs propriétaires différents ; soient reliées à un ou plusieurs points de livraison aux réseaux publics d'électricité ; soient situées à une ou plusieurs adresses différentes ; constituent un ou plusieurs établissements au sens de l'institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) ; ou relèvent d'un ou plusieurs contrats de raccordement au réseau.

Cette définition modifie les conditions d'application de l'IFER au détriment des intérêts des producteurs d'énergie électrique d'origine photovoltaïque. La doctrine fiscale prévoit des critères qui ont pour effet d'étendre l'application de l'imposition au-delà de ce qui est prévu par le code général des impôts. L'interprétation nouvelle faite au BOFIP-Impôts vient agréger les puissances de centrales individuellement non assujetties pour les cumuler et les astreindre au paiement de cet impôt, dès lors qu'elles sont installées sur une même unité foncière ou sur plusieurs unités foncières contiguës.

Cet amendement vise donc à clarifier la notion de centrale photovoltaïque pour l'application de l'IFER.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CABANEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le 12° de l'article 1382 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au début, le mot : « Les » est remplacé par les mots : « Toutes les » ;

2° Sont ajoutés les mots : « y compris les structures porteuses des ombrières utilisant l'énergie solaire photovoltaïque ».

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à clarifier et à harmoniser l'exonération des structures porteuses des ombrières utilisant l'énergie solaire photovoltaïque de la Taxe Foncière sur les Propriété Bâties (ci-après la « TFPB ») et de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) afin d'accélérer la production d'énergie renouvelable en particulier d'origine solaire, et ce afin d'atteindre les objectifs portés par la programmation pluriannuelle de l'énergie.

Le champ d'application et les règles d'exonération de la TFPB – qui fondent également la base d'imposition de la CFE en vertu de l'article 1467 du CGI – sont aujourd'hui interprétés de manière divergente sur le territoire national par les services fiscaux, de sorte que, pour deux installations photovoltaïques en ombrières de parcs de stationnement de même nature et caractéristiques situées dans deux départements différents, la taxe foncière peut être jusqu'à 100 fois plus élevée pour l'une que pour l'autre. Cette différence de traitement met en danger l'équilibre économique de certaines centrales en ombrières déjà installées et compromet le développement de cette typologie de projet, alors même que les lois climat et résilience, et plus récemment d'accélération de la production d'ENR du 10 mars 2023, renforcent les obligations d'installer des ombrières sur les parcs de stationnement de plus de 500 m<sup>2</sup>.

A ce titre, il n'est pas contesté que les structures sur lesquelles les panneaux photovoltaïques sont fixés soient imposables à la TFPB, conformément aux dispositions combinées de l'article 1380 et du

1° de l'article 1381 du CGI, dès lors qu'elles sont fixées au sol à perpétuelle demeure et qu'elles présentent le caractère de véritables bâtiments ou d'ouvrages en maçonnerie, c'est-à-dire de véritables constructions (Rép. min. du 7 mars 2017, JOAN, page 2009, sur QE n° 57044 du 10 juin 2014, JOAN, page 4655 ; Rép. min. du 5 août 2010, JO Sénat, page 2037). En revanche, certains services fiscaux considèrent que les structures porteuses des ombrières photovoltaïques entrent dans le champ d'application de la TFPB alors que ces structures sont boulonnées au sol et ne sont donc pas fixées à perpétuelle demeure, notamment en tant qu'elles seraient des « ouvrages servant de support aux moyens matériels d'exploitation » mentionnés au 1° de l'article 1381 du même code. De plus, ils écartent à leur égard l'exonération bénéficiant aux « immobilisations destinées à la production d'électricité d'origine photovoltaïque » à la TFPB issue du 12° de l'article 1382 du CGI.

Ces services fiscaux justifient cette position par le fait que les structures porteuses des ombrières de parking ne sont pas destinées directement (ou exclusivement) à la production d'électricité d'origine photovoltaïque puisqu'elles peuvent être considérées comme étant destinées à être des abris pour les véhicules garés en dessous conformément au 1° de l'article 1381 du CGI.

Cette interprétation ne peut être utilement contestée dès lors que le champ d'application de cette exonération n'a pas été clairement précisé lors de l'introduction de ces dispositions par l'article 107 de la loi n°2008-1443 du 30 décembre de finances rectificative pour 2008.

Pourtant, le contexte jurisprudentiel est globalement favorable à une exonération de TFPB pour ces structures porteuses. La jurisprudence du Conseil d'Etat a en effet pu clarifier le champ d'application de l'article 1382, 12° du CGI :

- Ayant annulé un jugement de Tribunal administration ayant soumis à la TFPB des structures porteuses de panneaux photovoltaïques (Conseil d'État, 9ème chambre, 21/07/2022, 450831) ;
- Ayant annulé d'un jugement de Cour administrative d'appel pour qui le producteur d'électricité photovoltaïque devait être imposé à la CFE à raison de la valeur locative de la « partie toiture » des bâtiments agricoles (Conseil d'État, 3ème - 8ème chambres réunies, 15/11/2022, 449273) ;
- S'étant fondée sur l'article 1382-12° CGI pour juger, dans le cas d'un parc solaire au sol, que les postes de transformation et de livraison ainsi que leurs terrassements, constituaient des immobilisations exonérées de TFPB, cette dernière décision étant d'autant plus importante que le Conseil d'Etat est venu affirmer que les constructions, qui sont le support nécessaire des installations photovoltaïques, entrent dans le champ de l'exonération visée au 1382-12° (Conseil d'État, 9ème chambre, 12/12/2022, 453995).

Par conséquent, au regard du contexte jurisprudentiel favorable et des obligations légales renforçant l'obligation d'installer des ombrières sur parkings, le présent amendement permet de clairement exonérer les structures porteuses des ombrières utilisant l'énergie solaire photovoltaïque de la TFPB et de la CFE. Celles-ci doivent bénéficier, sans contestation possible, de l'exonération prévue pour les « immobilisations destinées à la production d'électricité d'origine photovoltaïque » énoncée au 12° de l'article 1382 du CGI, y compris si elles sont qualifiées comme des « ouvrages servant de support aux moyens matériels d'exploitation » mentionnés au 1° de l'article 1381 du même code.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CABANEL, Mme Maryse CARRÈRE et M. MASSET

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 12**

Après l'article 12

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I.- Sous la condition préalable de mise en place de mesures d'accompagnement permettant le maintien de la compétitivité des exploitations agricoles, il est instauré une trajectoire de sortie des dépenses fiscales sur les énergies carbonées dont bénéficie le secteur agricole, dans l'objectif d'atteindre un mix énergétique, défini par décret en Conseil d'État, composé d'énergies décarbonées, d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2031. Cette évolution est compensée par une trajectoire d'augmentation des incitations fiscales pour le recours aux biocarburants, énergie de transition, et autres énergies décarbonées afin que la compétitivité des exploitations agricoles ne soit pas obérée.

II. – Avant le 1<sup>er</sup> janvier 2025, le Gouvernement remet au Parlement un rapport détaillant les outils permettant d'atteindre l'objectif mentionné au I, notamment par une diminution de la fiscalité sur les biocarburants à usage agricole, la mise en place de crédits d'impôt favorisant le développement de l'offre de véhicules et engins agricoles à motorisation alternative au gazole d'origine fossile mis sur le marché et des réseaux correspondants d'avitaillement en énergie. Le rapport étudie également les modalités du soutien renforcé à la transition énergétique du secteur, notamment par le renouvellement des parcs de véhicules, leur transformation ou le recours aux énergies alternatives au gazole dont le bilan énergétique et carbone est vertueux.

**OBJET**

L'objet de cet amendement est d'envoyer un signal clair à tous les acteurs de la filière agricole, d'amont comme d'aval : l'avenir énergétique de la Ferme France est en pleine transition.

La Ferme France a perdu un soutien direct à sa compétitivité, en raison de la remise en cause de la détaxation des taux réduits de TICPE sur le Gazole Non Routier (GNR) initiée le 1<sup>er</sup> janvier 2024. Ce soutien était indispensable au maintien de la viabilité économique des exploitations françaises, dans leur diversité et leur pluralité.

Acteur de premier plan dans la transition énergétique et écologique de nombreux secteurs par la captation de carbone d'une part et la production de biocarburants d'autre part, la Ferme France doit franchir une nouvelle étape pour ses usages de carburant, quels qu'ils soient, en actant la sortie progressive du GNR telle que présentée dans le PLF pour 2024. Le mix énergétique futur d'une exploitation agricole sera pluriel. Les solutions à mettre en œuvre doivent donc répondre à la diversité de ces besoins.

Cette trajectoire devra prendre en compte les impératifs économiques des exploitants agricoles, mais également la réalité technique : à ce jour, un tracteur ne peut pas rouler sans surcoût au biodiesel à 100%.

Cet amendement astreint ainsi le Gouvernement à délivrer une feuille de route claire sur les moyens à mettre en œuvre pour mener à bien cette transition.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. CABANEL

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 12

Après l'article 12

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article L. 136-8 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Au III ter, la référence : « III bis » est remplacée par les références : « , III bis, IV et V » ;

2° Les IV et V sont ainsi rétablis :

« IV. – Par dérogation au I et au V, sont également assujettis à la contribution sociale au taux de 3,8 %, les revenus mentionnés à l'article L. 136-6 perçus par les personnes percevant par ailleurs des revenus mentionnés aux 1° et 4° du II de l'article L. 136-1-2 et dont :

« 1° D'une part, les revenus définis au IV de l'article 1417 du code général des impôts perçus l'avant-dernière année excèdent 11 128 € pour la première part de quotient familial, majorés de 2 971 € pour chaque demi-part supplémentaire. Pour la Martinique, la Guadeloupe et La Réunion, les montants des revenus sont fixés à 13 167 € pour la première part, majorés de 3 268 € pour la première demi-part et 2 971 € pour chaque demi-part supplémentaire à compter de la deuxième. Pour la Guyane et Mayotte, ces montants sont fixés, respectivement, à 13 768 €, 3 417 € et 2 971 € ;

« 2° D'autre part, les revenus définis au IV du même article 1417 perçus l'avant-dernière ou l'antépénultième année sont inférieurs à 14 548 € pour la première part de quotient familial, majorés de 3 884 € pour chaque demi-part supplémentaire. Pour la Martinique, la Guadeloupe et La Réunion, les montants des revenus sont fixés à 15 915 € pour la première part, majorés de 4 271 € pour la première demi-part et 3 884 € pour chaque demi-part supplémentaire à compter de la deuxième. Pour la Guyane et Mayotte, ces montants sont fixés, respectivement, à 16 672 €, 4 467 € et 3 884 €.

« V. - Par dérogation au I, sont assujettis à la contribution sociale au taux de 6,6 %, les revenus mentionnés à l'article L. 136-6 du présent code perçus par les personnes dont les revenus de l'avant-dernière année, définis au IV de l'article 1417 du code général des impôts :

« 1° D'une part, excèdent 14 548 € pour la première part de quotient familial, majorés de 3 884 € pour chaque demi-part supplémentaire. Pour la Martinique, la Guadeloupe et La Réunion, les montants des revenus sont fixés à 15 915 € pour la première part, majorés de 4 271 € pour la première demi-part et 3 884 € pour chaque demi-part supplémentaire à compter de la deuxième. Pour la Guyane et Mayotte, ces montants sont fixés, respectivement, à 16 672 €, 4 467 € et 3 884 € ;

« 2° D'autre part, sont inférieurs à 22 580 € pour la première part de quotient familial, majorés de 6 028 € pour chaque demi-part supplémentaire. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'Etat du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Le foncier non bâti, dans sa diversité (terres arables, prairies, zones humides, forêts) constitue une ressource très précieuse dans le cadre du maintien de la biodiversité, mais également en termes de captation de carbone.

Toutefois, ce foncier fait l'objet d'une taxation très défavorable, comparée à celle des valeurs mobilières, entraînant mathématiquement un rendement très faible, voire négatif dans certains cas.

Cela conduit à une tentation de plus en plus grande d'artificialiser ces terres, dans l'optique de vendre au prix des terrains à bâtir.

Or, pour un grand nombre de retraités agricoles, à la pension très modeste, les terres ont représenté, pendant leur période d'activité, leur outil de travail, et représentent désormais, à la retraite, un complément de revenu indispensable.

Plus du tiers des retraités agricoles perçoivent aujourd'hui la pension minimum, d'un montant de 1138,63€ net par mois. Ce sont donc pour ces retraités qu'il faut adapter les prélèvements sociaux grevant les revenus fonciers issus de la mise en location de leurs terres.

Ainsi, l'alignement des taux de prélèvements sociaux de ces revenus fonciers, sur ceux appliqués aux retraités, permettrait de reconnaître la vraie nature de ces revenus, à savoir celle d'un complément de retraite, et non celui d'un investissement à caractère patrimonial.

Pour ne pas dénaturer la mesure, il est important de circonscrire le bénéfice de ces taux réduits de CSG aux revenus fonciers inclus dans un seuil de revenu global, afin que ne soient visés que les propriétaires les plus modestes.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL AVANT L'ARTICLE 5 VICIESAvant l'article 5 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 1609 sexdecies B du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa du I est ainsi rédigé :

« I. – Une taxe sur la diffusion en vidéo physique de contenus audiovisuels et sur la diffusion en ligne de contenus audiovisuels et musicaux est due à raison des opérations : » ;

2° Après le 3° du même I, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ...° De mise à disposition du public en France de services donnant accès, à titre gratuit, à des phonogrammes de manière que chacun puisse y avoir accès de sa propre initiative, dans le cadre des diffusions en flux. » ;

3° Après le 3° du II, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

« ...° Mettent à disposition du public en France des services mentionnés au 3° bis du I, »

4° Le III est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Des sommes versées par les annonceurs et les parrains, pour la diffusion de leurs messages publicitaires et de parrainage sur les services mentionnés au 3° bis dudit I, aux redevables concernés. » ;

5° Après la première phrase du V est inséré une phrase ainsi rédigée : « Il est porté à 7 % pour les services mentionnés au 3° et 3° bis du I du présent article. »

6° Le VI est ainsi rédigé :

« VI. – Le produit de la taxe est affecté au Centre national de la musique à hauteur du produit issu du 3° bis du III, ainsi qu'à hauteur de 26,4 % des produits issus de l'assiette visée au 3° du III. Le solde est affecté au Centre national du cinéma. ».

II. – L'intitulé de la section II bis du chapitre I bis du titre III de la deuxième partie du livre I<sup>er</sup> du code général des impôts est complété «, et sur la diffusion en ligne de contenus musicaux ».

**OBJET**

Cet amendement vise à aménager la taxe sur les services vidéo (taxe "You tube") afin de soutenir le financement du Centre national de la musique (CNM) sans pénaliser l'industrie de la musique qui subit la crise du marché du disque depuis 15 ans. La TSV passerait de 7% (au lieu de 5,15%) uniquement sur la part des revenus publicitaires monétisant des contenus musicaux gratuits pour l'utilisateur, sur les plateformes diffusant de la musique. Ce choix mettrait ainsi davantage à contribution les offres gratuites de streaming vidéo et éviterait de faire peser le besoin de financement du CNM sur l'industrie du disque qui doit pouvoir continuer à soutenir des projets artistiques.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie DELATTRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNDECIES**

Après l'article 3 undecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le quatorzième alinéa de l'article 200 du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsqu'une personne de bonne foi, dans le cadre d'un programme non-lucratif de récompense pour la découverte de vulnérabilités, transmet une information sur l'existence d'une vulnérabilité concernant la sécurité d'un système de traitement automatisé de données d'une des entités citées au 1° du présent article, alors l'entité bénéficiaire de cet acte délivre un reçu fiscal au lanceur d'alerte numérique lui permettant de bénéficier d'une réduction d'impôt sur le revenu, dont le montant ne peut excéder mille euros, et dans le respect des dispositions prévues au premier alinéa du présent article. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à faire reconnaître un acte de "hacking éthique" comme un don ou versement à une entité (fondations, associations, ONG, etc.) ouvrant droit à une réduction d'impôt sur le revenu égale à 66 % de son montant comme le prévoit l'article 200 du code général des impôts.

Il se développe une communauté de hackers éthiques (ou lanceur d'alerte numérique) prête à soutenir et aider les associations et les ONG à se prémunir contre les attaques en matière de cybersécurité. Afin de soutenir cette dynamique et développer une confiance numérique solide dans le monde associatif, cet amendement prévoit d'opérer une valorisation, sous forme de don monétaire, de la découverte par un hacker éthique d'une faiblesse de sécurité applicable à une entité à laquelle les dons et versements ouvrent droit à une déduction fiscale.

Ces dernières années, le nombre de cyberattaques dans le monde a été multiplié par cinq. Provoquant des bugs informatiques, des vols des données, parfois à caractère personnel ou bancaire, ou encore des blocages opérationnels. Ces cyberattaques ont des impacts majeurs sur les ONG et les associations qui manquent de moyens pour se protéger efficacement. Aujourd'hui, 50% des ONGs avoue avoir été victime d'une attaque ou d'une tentative d'attaque cyber.

Afin de se protéger contre les cyberattaques, ces entités ont de plus en plus recours aux hackers éthiques, c'est-à-dire à des experts informatiques bienveillants qui aident les entreprises et les ONG à



identifier en amont les failles informatiques (vulnérabilités) de leurs réseaux, appelé “bug bounty” dans le domaine de la cyber-sécurité.

La valorisation de l’acte de hacking éthique sera encadrée par les règles du programme de récompense “Bug Bounty”, variable selon la maturité de l’entité concernée et le degré d’importance de la vulnérabilité révélée, et ne pourra excéder un plafond de 1000 euros.

Par cet amendement, le hacker éthique se verra ainsi délivrer par l’organisme bénéficiaire d’un acte de hacking éthique un reçu fiscal lui permettant de bénéficier d’une réduction d’impôt sur le revenu.

En plus de constituer un geste de soutien concret aux associations et ONG françaises, cet amendement traduit la volonté de démocratiser le statut de hacker éthique en France.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Maryse CARRÈRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 25 TER**

Après l'article 25 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

À l'article L. 2113-22-2 du code général des collectivités territoriales, le mot : « prochain » est remplacé par le mot : « deuxième ».

**OBJET**

Certains projets de regroupement de communes en commune nouvelle ont été freinés - voire abandonnés - du fait de la perte inévitable et pérenne de la dotation « élu local » lorsque le projet de commune nouvelle regroupe plusieurs communes de moins de 200 habitants éligibles (qui perçoivent à ce titre 6 058 € en 2023 par exemple). C'est également le cas des projets de communes nouvelles dont la population regroupée dépasse 1 000 habitants et qui deviennent mécaniquement inéligibles à cette dotation.

La loi de finances pour 2023 a repris partiellement une proposition de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité afin de lever un frein au regroupement des plus petites communes en termes de population ; elle permet de maintenir la dotation « élu local » des communes nouvelles créées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023. Ainsi, jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux suivant leur création, les communes nouvelles dont l'arrêté de création a été pris à compter du 2 janvier 2022 bénéficient, au titre de chacune des parts de la dotation élu local, d'une attribution au moins égale à la somme des attributions perçues au titre de chacune de ces parts par les anciennes communes l'année précédant la création de la commune nouvelle.

Malgré cette avancée, la période de garantie reste trop courte et continue de pénaliser les projets de regroupement qui peuvent d'ores et déjà estimer les pertes inévitables à court terme (en 2026). Les communes gagnent ainsi à ne pas se regrouper.

C'est pourquoi, le présent amendement propose de prolonger la durée de garantie de la DPEL jusqu'au deuxième renouvellement général du conseil municipal après la création de la commune nouvelle afin de donner plus de visibilité aux élus qui s'engageront en 2024 et 2025, sans pour autant que ce montant évolue à la hausse.





N°	I-1888
----	--------

**S O U S - A M E N D E M E N T**  
à l'amendement n° I-230 de la commission des finances  
présenté par  
Mme Maryse CARRÈRE

C	
G	

ARTICLE 25 TER

Amendement n° I-230

I. - Après l'alinéa 17

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

- le mot : « trois » est remplacé par le mot : « six » ;

II. - Alinéa 20

Remplacer le chiffre :

10

par le chiffre :

15

III. - Alinéas 24 et 25

Rédiger ainsi ces alinéas :

« Pour les communes nouvelles dont l'arrêté de création a été pris après le 2 janvier 2023, l'attribution au titre de la part de garantie est égale à la différence, si elle est positive, entre la somme des attributions perçues au titre de la dotation globale de fonctionnement mentionnée au premier alinéa de l'article L. 2334-1 par les communes fusionnées l'année précédant la création de la commune nouvelle et le montant perçu au titre de cette même dotation par la commune nouvelle l'année de répartition. Ce montant évolue chaque année selon un taux égal au taux d'évolution de l'enveloppe de la dotation globale de fonctionnement s'il est positif.

« Pour les communes nouvelles dont l'arrêté de création a été pris avant le 2 janvier 2023, l'attribution au titre de la part de garantie est calculée selon les modalités prévues au deuxième alinéa du présent III. Si le montant perçu au titre de la dotation globale de fonctionnement mentionnée au premier alinéa de l'article L. 2334-1 en 2023 par la commune nouvelle, hors les montants perçus en application du premier alinéa de l'article L. 2334-18-3 par les communes mentionnées au I de l'article L. 2334-22-2, est plus important que la somme des attributions perçues au titre de cette même dotation par les communes fusionnées l'année précédant la création de la commune nouvelle, l'attribution au titre de la part de garantie est égale à la différence, si elle est positive, entre le montant perçu au titre de la dotation globale de fonctionnement en 2023 et le montant perçu au titre de cette même dotation par la commune nouvelle l'année de répartition. Dans ces deux cas, le montant de l'attribution au titre de la

part garantie évolue chaque année selon un taux égal au taux d'évolution de l'enveloppe de la dotation globale de fonctionnement s'il est positif. »

### **OBJET**

De nombreuses modifications législatives ont diminué l'importance et l'aspect incitatif du pacte de stabilité de la DGF des communes nouvelles : il est désormais inefficace, voire parfois très pénalisant. En effet, les garanties auparavant attribuées aux communes nouvelles ont subi des réductions d'assiette, des conditions évolutives de seuils de population ou des modifications d'application dans le temps en fonction de la date de création de la commune nouvelle.

Or, les élus qui souhaitent créer une commune nouvelle ont besoin d'un cadre stable leur garantissant qu'ils ne perdront pas de dotations du fait de leur regroupement, au-delà de la dotation d'amorçage. Si la loi n'évolue pas, les pertes de DGF à venir risquent d'aggraver drastiquement et définitivement la situation des communes nouvelles.

1/ Le régime actuel de la DGF des communes nouvelles n'est pas protecteur et mérite d'être simplifié en offrant de la visibilité et de la stabilité aux élus.

Les propositions gouvernementales de l'article 60 du projet de loi de finances pour 2024 vont dans le bon sens en créant une garantie de long terme pour les communes nouvelles, financée par le budget de l'État. Elles restent cependant incomplètes car elles excluent plusieurs communes nouvelles des garanties du fait de son mode de calcul, et notamment les communes nouvelles existantes qui ont perdu des sommes de DGF avant l'année de référence proposée par ce projet de loi de finances (qui sanctuarise les montants perçus en 2023).

C'est pourquoi, en se basant sur les propositions de Gouvernement dans le cadre du PLF pour 2024, le présent amendement propose de compléter la part « garantie » de la dotation commune nouvelle en :

- Assurant aux communes nouvelles futures (créées à compter du 3 janvier 2023) de percevoir au moins les montants de DGF (somme de la DF, de la DSR, de la DNP, de la DSU) perçus par les communes fondatrices de la commune nouvelle avant sa création, cette garantie serait indexée sur le taux l'évolution de la DGF s'il est positif ; il s'agit ainsi de disposer d'une garantie dynamique ;
- Assurant aux communes nouvelles existantes (créées avant le 2 janvier 2023) de disposer d'une réelle garantie de DGF soit calculée à partir des montants de DGF perçus par les communes fondatrices de la commune nouvelle avant sa création, ce qui est le minimum, soit calculée à partir du montant de DGF perçu par la commune nouvelle en 2023, s'il est supérieur. Cette part de garantie serait indexée sur le taux d'évolution de la DGF, s'il est positif.

Il s'agit donc bien de créer un régime de garantie réel et cohérent pour les communes nouvelles qui seront créées à l'avenir mais aussi pour les communes nouvelles existantes qui ont pu perdre des parts importantes de leur DGF.

L'objectif est bien de s'assurer que les communes nouvelles auront au moins le même montant de DGF que si elles n'avaient pas fusionné.

Le coût total de cette attribution de garantie, toutes choses égales par ailleurs (et sans prendre en compte les potentielles augmentations de DGF que pourraient connaître les communes nouvelles en 2024 qui minimiseront mécaniquement les besoins de financement) est estimé à environ 21,8 millions et concernerait 274 communes nouvelles, soit 8,4 millions d'€ supplémentaires par rapport au coût de la garantie DSR des communes nouvelles en 2023. La liste des communes nouvelles concernées figure en annexe de cet amendement.

Ce dispositif permettra de sortir des mesures de rattrapage extrêmement compliquées qui ont été créées récemment et qui ont généré de nouveaux effets de bord.

L'objectif est bien de créer un dispositif stable pour l'avenir sans avoir à revenir chaque année sur la situation des communes nouvelles existantes.

2 / Par ailleurs, il est proposé de prolonger la perception de la dotation d'amorçage à 6 ans (au lieu des 3 années suivant la création des communes nouvelles), d'en augmenter le montant à 15 € par habitant (au lieu de 6 € ou 10 € par hab.), afin de relancer la dynamique et soutenir les projets de regroupement de communes.

Sans compter les projets de communes nouvelles qui aboutiront au 1<sup>er</sup> janvier 2024 dont nous ne connaissons pas l'existence, et toutes choses égales par ailleurs, le coût de cette augmentation pour les communes nouvelles existantes qui bénéficieront encore de la dotation d'amorçage en 2024 est estimé à environ 383 685 €.

Il est essentiel d'accompagner réellement la transformation en commune nouvelle (notamment pour pallier les surcoûts au démarrage : adaptation de logiciels, ingénierie financière et en matière de ressources humaines, alignement des régimes indemnitaires, etc.) sur une durée correspondant au moins à un mandat et permettant ainsi aux élus de s'engager plus sereinement.





**S O U S - A M E N D E M E N T**

à l'amendement n° I-230 de la commission des finances

présenté par

Mme Maryse CARRÈRE

C	
G	

ARTICLE 25 TER

Amendement n° I-230

I. - Alinéa 20

Remplacer le chiffre :

10

par le chiffre :

15

II. - Alinéas 24 et 25

Rédiger ainsi ces alinéas :

« Pour les communes nouvelles dont l'arrêté de création a été pris après le 2 janvier 2023, l'attribution au titre de la part de garantie est égale à la différence, si elle est positive, entre la somme des attributions perçues au titre de la dotation globale de fonctionnement mentionnée au premier alinéa de l'article L. 2334-1 par les communes fusionnées l'année précédant la création de la commune nouvelle et le montant perçu au titre de cette même dotation par la commune nouvelle l'année de répartition. Ce montant évolue chaque année selon un taux égal au taux d'évolution de l'enveloppe de la dotation globale de fonctionnement s'il est positif.

« Pour les communes nouvelles dont l'arrêté de création a été pris avant le 2 janvier 2023, l'attribution au titre de la part de garantie est calculée selon les modalités prévues au deuxième alinéa du présent III. Si le montant perçu au titre de la dotation globale de fonctionnement mentionnée au premier alinéa de l'article L. 2334-1 en 2023 par la commune nouvelle, hors les montants perçus en application du premier alinéa de l'article L. 2334-18-3 par les communes mentionnées au I de l'article L. 2334-22-2, est plus important que la somme des attributions perçues au titre de cette même dotation par les communes fusionnées l'année précédant la création de la commune nouvelle, l'attribution au titre de la part de garantie est égale à la différence, si elle est positive, entre le montant perçu au titre de la dotation globale de fonctionnement en 2023 et le montant perçu au titre de cette même dotation par la commune nouvelle l'année de répartition. Dans ces deux cas, le montant de l'attribution au titre de la part garantie évolue chaque année selon un taux égal au taux d'évolution de l'enveloppe de la dotation globale de fonctionnement s'il est positif. »

## **OBJET**

De nombreuses modifications législatives ont diminué l'importance et l'aspect incitatif du pacte de stabilité de la DGF des communes nouvelles : il est désormais inefficace, voire parfois très pénalisant. En effet, les garanties auparavant attribuées aux communes nouvelles ont subi des réductions d'assiette, des conditions évolutives de seuils de population ou des modifications d'application dans le temps en fonction de la date de création de la commune nouvelle.

Or, les élus qui souhaitent créer une commune nouvelle ont besoin d'un cadre stable leur garantissant qu'ils ne perdront pas de dotations du fait de leur regroupement, au-delà de la dotation d'amorçage. Si la loi n'évolue pas, les pertes de DGF à venir risquent d'aggraver drastiquement et définitivement la situation des communes nouvelles.

1/ Le régime actuel de la DGF des communes nouvelles n'est pas protecteur et mérite d'être simplifié en offrant de la visibilité et de la stabilité aux élus.

Les propositions gouvernementales de l'article 60 du projet de loi de finances pour 2024 vont dans le bon sens en créant une garantie de long terme pour les communes nouvelles, financée par le budget de l'État. Elles restent cependant incomplètes car elles excluent plusieurs communes nouvelles des garanties du fait de son mode de calcul, et notamment les communes nouvelles existantes qui ont perdu des sommes de DGF avant l'année de référence proposée par ce projet de loi de finances (qui sanctuarise les montants perçus en 2023).

C'est pourquoi, en se basant sur les propositions de Gouvernement dans le cadre du PLF pour 2024, le présent amendement propose de compléter la part « garantie » de la dotation commune nouvelle en :

- Assurant aux communes nouvelles futures (créées à compter du 3 janvier 2023) de percevoir au moins les montants de DGF (somme de la DF, de la DSR, de la DNP, de la DSU) perçus par les communes fondatrices de la commune nouvelle avant sa création, cette garantie serait indexée sur le taux l'évolution de la DGF s'il est positif. Il s'agit ainsi de disposer d'une garantie dynamique ;
- Assurant aux communes nouvelles existantes (créées avant le 2 janvier 2023) de disposer d'une réelle garantie de DGF : soit calculée à partir des montants de DGF perçus par les communes fondatrices de la commune nouvelle avant sa création, ce qui est le minimum, soit calculée à partir du montant de DGF perçu par la commune nouvelle en 2023, s'il est supérieur. Cette part de garantie serait indexée sur le taux d'évolution de la DGF, s'il est positif.

Il s'agit donc bien de créer un régime de garantie réel et cohérent pour les communes nouvelles qui seront créées à l'avenir mais aussi pour les communes nouvelles existantes qui ont pu perdre des parts importantes de leur DGF.

L'objectif est bien de s'assurer que les communes nouvelles auront au moins le même montant de DGF que si elles n'avaient pas fusionné.

Le coût total de cette attribution de garantie, toutes choses égales par ailleurs (et sans prendre en compte les potentielles augmentations de DGF que pourraient connaître les communes nouvelles en 2024 qui minimiseront mécaniquement les besoins de financement) est estimé à environ 21,8 millions et concernerait 274 communes nouvelles, soit 8,4 millions d'€ supplémentaires par rapport au coût de la garantie DSR des communes nouvelles en 2023. La liste des communes nouvelles concernées figure en annexe de cet amendement.

Ce dispositif permettra de sortir des mesures de rattrapage extrêmement compliquées qui ont été créées récemment et qui ont généré de nouveaux effets de bord.

L'objectif est bien de créer un dispositif stable pour l'avenir sans avoir à revenir chaque année sur la situation des communes nouvelles existantes.

2 / Par ailleurs, il est proposé d'augmenter le montant de la dotation d'amorçage à 15 € par habitant (au lieu de 6 € ou 10 € par hab.), afin de relancer la dynamique et soutenir les projets de regroupement de communes.

Sans compter les projets de communes nouvelles qui aboutiront au 1<sup>er</sup> janvier 2024 dont nous ne connaissons pas l'existence, et toutes choses égales par ailleurs.

Il est essentiel d'accompagner réellement la transformation en commune nouvelle (notamment pour pallier les surcoûts au démarrage : adaptation de logiciels, ingénierie financière et en matière de ressources humaines, alignement des régimes indemnitaires, etc.) et permettant ainsi aux élus de s'engager plus sereinement.





## AM E N D E M E N T

présenté par

M. ROUX, Mme Maryse CARRÈRE et M. DAUBET

C	
G	

### ARTICLE 7

Alinéa 31

Remplacer cet alinéa par trois alinéas ainsi rédigés :

« C. – Sont également classées en zone France Ruralités Revitalisation, les communes métropolitaines situées dans un département qui remplit les conditions suivantes :

« 1° Sa densité de population est inférieure à 35 habitants par kilomètre carré ;

« 2° Son revenu médian disponible par unité de consommation est inférieur à la médiane des revenus médians disponibles par unité de consommation par département. »

### OBJET

Cet amendement a pour objectif de permettre le classement en zone France Ruralités Revitalisation de l'ensemble des communes situées dans les départements ruraux peu denses.

Il s'agit des départements dont la densité de population est inférieure à 35 habitants par kilomètre carré, ce qui correspond aux départements de la Lozère, de la Creuse, des Alpes-de-Hautes-Provence, du Cantal, des Hautes-Alpes, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Nièvre, du Gers, de l'Ariège, de l'Aveyron, de l'Indre et du Lot.





N°	I-1891
----	--------

## A M E N D E M E N T

présenté par

M. ROUX, Mme Maryse CARRÈRE et M. DAUBET

C	
G	

### ARTICLE 7

Après l'alinéa 31

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

« .... - Par dérogation au C, les communes de plus de 30 000 habitants, dont le revenu médian disponible par unité de consommation est inférieur à la médiane des revenus médians disponibles par unité de consommation par commune de France métropolitaine et situées dans un département dont la densité de population est inférieure à 35 habitants par kilomètre carré, ne sont pas classées en zone France ruralités revitalisation.

### OBJET

Cet amendement a pour objet de restreindre l'éligibilité au zonage France ruralités revitalisation les communes de plus de 30 000 habitants des départements ruraux dont l'ensemble des communes sont classés zone France ruralités revitalisation.

En excluant les pôles principaux d'activités et d'attractivités de ces départements, cela redonnerait toute légitimité et pertinence à ce zonage en correspondant davantage à la réalité des territoires. Les entreprises créatrices d'emplois seraient ainsi fléchées vers les zones rurales les moins peuplées et les plus touchées par le déclin démographique et économique de ces départements.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. CABANEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 28

I. – Alinéa 4, tableau, dernière colonne, trentième ligne

Remplacer le montant :

12 000 000

par le montant :

20 000 000

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La taxe sur la cession à titre onéreux des terrains nus ou des droits relatifs à des terrains nus rendus constructibles (article 1605 nonies du code général des impôts), dont le rendement prévisionnel est de 24 M€, est affectée à l'agence de services et de paiement (ASP) dans la limite d'un plafond de 12 M€.

La somme perçue au-dessus du plafond est affecté au budget général de l'Etat quand ce qui est en dessous est attribué à un fonds inscrit au budget de l'Agence de services et de paiement. Ce fonds finance des mesures en faveur de l'installation des jeunes agriculteurs et de la transmission des exploitations en agriculture. Il permet de soutenir notamment des actions facilitant la transmission et l'accès au foncier, des actions d'animation, de communication et d'accompagnement, des projets innovants et des investissements collectifs ou individuels.

Cet amendement permet ainsi de relever le plafond de 12 M€ à 20 M€ afin d'accentuer les aides permettant d'améliorer l'accès au foncier agricole et d'accentuer l'accompagnement de porteurs de projet dans leur diversité qu'ils soient issus ou non du milieu agricole, qu'ils s'installent dans le cadre familial ou hors-cadre familial, sur une exploitation nécessitant d'être confortée sur le plan économique.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CABANEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 1394 C du code général des impôts est ainsi modifié :

1° À la fin du premier alinéa, les mots : « , agricoles ou non, plantés en oliviers » sont remplacés par les mots : « agricoles cultivés » ;

2° Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Pour bénéficier de cette exonération, le propriétaire doit faire, avant le 1<sup>er</sup> janvier de la première année au titre de laquelle l'exonération est applicable, une déclaration au service des impôts assortie des justifications nécessaires en indiquant notamment la liste des parcelles concernées. »

II. – En conséquence, les articles 1395 A, 1395 A bis, 1395 B et 1395 G du code général des impôts sont abrogés.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Alors que les importations alimentaires de la France explosent et ont doublé depuis 2000, si bien que, hors vins et spiritueux, elle est déficitaire dans ses échanges de produits bruts comme transformés depuis 2015, la France, « grenier de l'Europe », est même désormais déficitaire avec l'Union européenne en matière alimentaire depuis 2015.

Le potentiel productif agricole français s'érode d'année en année par une baisse du nombre d'exploitations, une chute de la surface agricole utile en cultures, un plafonnement des rendements et une productivité de l'agroalimentaire, faute d'investissements suffisants compte tenu de la guerre des prix, en berne.

Parallèlement, la souveraineté agricole et alimentaire française fait face au défi du renouvellement des générations. En effet, d'ici dix ans, un tiers des agriculteurs – soit 166 000 exploitants ou co-exploitants agricoles – seront partis à la retraite. Les raisons de la genèse de cette crise des vocations sont multiples et peuvent s'expliquer notamment par la faiblesse du revenu agricole, un sentiment de dénigrement dû, entre autres, à un agribashing lancinant, un manque d'attrait et de

qualité des formations, l'absence de visibilité quant à nos capacités d'adaptation aux changements en cours ou à venir, un isolement ajouté à des relations familiales complexes, un manque de reconnaissance, des difficultés d'installation, des services de remplacement perfectibles, etc.

Au regard de ce contexte, aggravé par l'inflation, il semble nécessaire d'apporter des réponses concrètes afin de restaurer la souveraineté alimentaire de la France. Cette restauration doit passer par l'optimisation de la surface agricole disponible et de l'usage des surfaces cultivables.

C'est pourquoi cet amendement a pour objet d'exonérer du paiement de la taxe foncière les propriétaires de terrains agricoles cultivés. Cette exonération a ainsi pour but de créer une distinction entre terrains agricoles cultivés et terrains agricoles non cultivés, quel que soit le type de culture, afin d'inciter les propriétaires de terrains en friche de les transformer en cultures.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CABANEL

ARTICLE 7 TER

<b>C</b>	
<b>G</b>	

## I. – Après l’alinéa 19

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

... – Après le I sexies, il est inséré un I septies ainsi rédigé :

« I septies. – Par dérogation au deuxième alinéa du I du présent article, le même I s’applique aux investissements consistant en l’acquisition, l’installation et l’exploitation de chauffe-eaux solaires sous réserve d’avoir reçu l’agrément préalable du ministre chargé du budget dans les conditions prévues au III de l’article 217 undecies. » ;

## II. – Alinéa 20

Rédiger ainsi cet alinéa :

C. Après la référence : « I ter », la fin du III est ainsi rédigée : « I quater, I sexies et I septies. »

## III. – Alinéa 32

Rédiger ainsi cet alinéa :

4° Le cinquième alinéa est complété par deux phrases ainsi rédigées : « La déduction prévue au premier alinéa du présent I s’applique également aux investissements mentionnés aux I sexies et au I septies de l’article 199 undecies B, lorsque les conditions prévues aux mêmes I sexies et I septies sont satisfaites. Pour les investissements prévus au I sexies de l’article 199 undecies B, l’assiette de la déduction fiscale est déterminée dans les conditions prévues au dernier alinéa du I sexies du même article. » ;

## IV. – Après l’alinéa 36

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

... À la première phrase du premier alinéa du III, après le mot : « automobile », sont insérés les mots : « de l’acquisition, l’installation et l’exploitation de chauffe-eau solaire » ;

## V. – Alinéa 41

Rédiger ainsi cet alinéa :

« Pour les investissements afférents à l'acquisition, l'installation et l'exploitation de chauffe-eau solaire, mentionnés au I septies de l'article 199 undecies B, le crédit d'impôt s'applique sous réserve du respect des conditions prévues au même I septies. » ;

VI. – Alinéa 49

Rédiger ainsi cet alinéa :

« B. – Le 1 du II est complété par un alinéa ainsi rédigé : « Pour les investissements afférents à l'acquisition, l'installation et l'exploitation de chauffe-eau solaire mentionnés au I septies de l'article 199 undecies B, l'assiette du crédit d'impôt est déterminée dans les conditions prévues au même I septies. » ;

VII. – Alinéa 58

Rédiger ainsi cet alinéa :

- est ajoutée une phrase ainsi rédigée : « Pour les investissements afférents à l'acquisition, l'installation et l'exploitation de chauffe-eau solaire, mentionnés au I septies de l'article 199 undecies B, la réduction d'impôt s'applique sous réserve du respect des conditions prévues au même I septies. » ;

VIII. – Alinéa 66

Rédiger ainsi cet alinéa :

« G. – Pour les investissements afférents à l'acquisition, l'installation et l'exploitation de chauffe-eau solaire mentionnés au I septies de l'article 199 undecies B, l'assiette de la réduction d'impôt est déterminée dans les conditions prévues au même I septies. » ;

IX. – Alinéa 70

Après l'année : « 2023 », supprimer la fin de cet alinéa.

X. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

XI. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

L'article 7 ter nouveau , issu d'un amendement (I-5210) du rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale adopté sans examen préalable en commission et séance publique, supprime le bénéfice de l'aide fiscale à l'investissement productif pour les biens d'équipements destinés à des ménages tels que les chauffe-eaux solaires, secteur d'activité clé pour le tissu économique ultra-marin.

Cette suppression, sans ciblage, ni étude d'impact – sont lourdes de conséquence pour l'activité et l'emploi Outre-mer.

Selon les données communiquées dans le rapport de l'Inspection Générale des Finances sur le régime d'aide fiscale à l'investissement productif en Outre-mer publié le 6 octobre dernier, le montant de la dépense fiscale générée par les investissements objets des mesures de suppression serait de l'ordre de 160 millions d'euros en 2022 dont 86,7 millions d'euros pour les chauffe-eaux solaires.

Les chauffe-eaux solaires participent à la décarbonation de l'énergie. Supprimer l'éligibilité des investissements pour les chauffe-eaux solaires irait à l'encontre des objectifs ambitieux fixés par le Gouvernement aux DROM avec la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV).

La filière énergie renouvelable des chauffe-eaux solaires est un secteur économique vital et pourvoyeur significatif d'emplois en Outre-Mer. La défiscalisation des chauffe-eaux solaires en Outre-Mer a permis d'accélérer le déploiement de la filière. Il est important de souligner également que cette politique de défiscalisation des chauffe-eaux solaires bénéficie à une filière pourvoyeuse de nombreux emplois dans le secteur de la transition énergétique, filière estimée au total à environ 1500 emplois directs et indirects sur l'ensemble des DROM-COM.

Les effets vertueux sur la consommation électrique des territoires ultramarins est visible : se doter d'un chauffe-eau solaire permet d'économiser jusqu'à 40% du montant de sa facture d'électricité. La défiscalisation en Outre-Mer et les aides publiques en faveur des chauffe-eaux solaires sont un 22 moyen efficace de soulager la précarité énergétique des ménages ultramarins. De plus, la défiscalisation Outre-Mer pour les chauffe-eaux solaires est l'aide publique la plus efficace car elle rend, grâce à son système d'abonnement, ces équipements plus accessibles financièrement à des ménages modestes.

Dans une logique de verdissement de l'investissement productif, il est proposé de maintenir le bénéfice de l'aide fiscale sur l'acquisition, l'installation et l'exploitation de chauffe-eau solaire sous réserve de l'obtention d'un agrément dès le premier euro du Ministre chargé des comptes publics, permettant ainsi d'éviter toute dérive.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Maryse CARRÈRE et M. BILHAC

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 4**

Après l'article 4

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Il est institué, au profit de l'État, une contribution exceptionnelle de solidarité sur le bénéfice net réalisé en 2022 par les sociétés redevables de l'impôt sur les sociétés prévu à l'article 205 du code général des impôts, lorsque celui-ci a dépassé 1 million d'euros et a été supérieur de 20 % ou plus à la moyenne des bénéfices nets réalisés en 2018, 2019 et 2021.

Le montant de la contribution est calculé en appliquant un taux de 20 % à la différence entre, d'une part, le bénéfice net réalisé en 2022 et, d'autre part, la moyenne des bénéfices nets réalisés en 2018, 2019 et 2021.

Lorsque, du fait de la date de création d'une entreprise, la moyenne de ses bénéfices nets ne peut être calculée sur les trois années 2018, 2019 et 2021, la moyenne prise en compte pour l'application des deux alinéas précédents est calculée sur la base des derniers exercices clos avant le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

II. – A. – Pour les redevables qui sont placés sous le régime prévu aux articles 223 A ou 223 A bis du code général des impôts, la contribution exceptionnelle de solidarité est due par la société mère. Cette contribution est assise sur l'impôt sur les sociétés afférent au résultat d'ensemble et à la plus-value nette d'ensemble définis aux articles 223 B, 223 B bis et 223 D du même code, déterminé avant imputation des réductions et crédits d'impôt et des créances fiscales de toute nature.

B. – Le bénéfice net mentionné au I du présent article s'entend du bénéfice net réalisé par le redevable au cours de l'exercice ou de la période d'imposition, ramené à douze mois le cas échéant et, pour la société mère d'un groupe mentionné aux articles 223 A ou 223 A bis du code général des impôts, de la somme des bénéfices nets de chacune des sociétés membres de ce groupe.

C. – Les réductions et crédits d'impôt et les créances fiscales de toute nature ne sont pas imputables sur la contribution exceptionnelle de solidarité.

D. – La contribution exceptionnelle de solidarité est établie, contrôlée et recouvrée comme l'impôt sur les sociétés et sous les mêmes garanties et sanctions. Les réclamations sont présentées, instruites et jugées selon les règles applicables à ce même impôt.

E. – La contribution exceptionnelle de solidarité est payée spontanément au comptable public compétent, au plus tard à la date prévue au 2 de l'article 1668 du code général des impôts pour le versement du solde de liquidation de l'impôt sur les sociétés.

**OBJET**

Cet amendement prévoit d'instaurer une « contribution exceptionnelle de solidarité sur les sur-bénéfices ».

La hausse actuelle du niveau général des prix, en particulier des prix des énergies et des transports, conduit certaines sociétés à encaisser des sur-bénéfices (ou surprofits) liés à leur situation dominante dans un secteur donné. Compte tenu du défi que représente le retour d'une forte inflation pour l'ensemble de la société, pour les citoyens comme pour d'autres entreprises et pour les collectivités, il n'apparaît pas illégitime de redistribuer, de façon ponctuelle, les profits générés par cette crise exceptionnelle.

Dans un autre contexte, fin 2017, le Gouvernement avait lui-même instauré une contribution exceptionnelle à l'impôt sur les bénéfices des sociétés (IS) afin de rembourser des contribuables à la suite de la perte par l'Etat devant le juge constitutionnel du contentieux sur la taxation des dividendes.

Dans le dispositif proposé, les entreprises dont le bénéfice net a été en 2022 supérieur à 1 million d'euros et également supérieur de 20 % à la moyenne des trois années 2018, 2019 et 2021 se verront ainsi appliquer une contribution à hauteur de 20 % calculée sur la différence entre les deux montants. L'année 2020 a volontairement été exclue de la période de référence, compte tenu de l'incidence de la crise sanitaire et des mesures de restrictions sur l'activité économique.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BILHAC et DAUBET

<b>C</b>	Défavorable
<b>G</b>	

ARTICLE LIMINAIRE

Alinéa 2, tableau, douzième ligne

Rédiger ainsi cette ligne :

Dépense publique (hors CI, en Md€)	1624	1673	1722	1698
---------------------------------------	------	------	------	------

**OBJET**

Cet amendement propose une nouvelle estimation de la dépense de l'ensemble des administrations publiques à partir des chiffres indiqués pour les trois grands types d'administrations (centrales, locales, de sécurité sociale). En effet, les chiffres actuels de l'ensemble de la dépense publique se révèlent inférieurs à la somme des dépenses des différentes administrations.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. BILHAC

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 23 TERDECIES**

Après l'article 23 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après l'article L. 1221-2 du code du travail, il est inséré un article... ainsi rédigé :

« Art. ... – Il est instauré une taxe spéciale sur :

« 1° Les distributeurs automatiques de billets installés dans les communes de plus de 20 000 habitants ;

« 2° Les cabines de péages autoroutiers ;

« 3° Les caisses automatiques de parking ;

« 4° Les caisses automatiques de supermarchés.

« Le montant de cette taxe est fixé à 20 000 € par an et par machine, montant calculé par rapport aux charges et cotisations sociales qui devraient être payées en cas d'affectation d'un salarié au poste occupé par la machine et rémunéré au salaire minimum de croissance. »

**OBJET**

L'objet de cet amendement est de tirer les conséquences du remplacement progressif de la main d'oeuvre humaine par des robots en instaurant une taxe sur les distributeurs automatiques de billets et autres caisses automatiques (péages autoroutiers, parkings, supermarchés), toutes activités dont la taxation ne porte pas atteinte à la compétitivité française.

Afin de ne pas pénaliser les petites communes ne disposant souvent que d'un seul distributeur de billets ou d'un supermarché, il est proposé de ne cibler que les communes de plus de 20 000 habitants. Son montant de 20 000 € annuels par machine correspond schématiquement au coût annuel d'un employé rémunéré au SMIC en tenant compte des cotisations sociales.







N°	I-1898
----	--------

## AMENDEMENT

présenté par  
M. MASSET

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 17

Après l'article 17

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

À la fin du V de l'article 235 ter ZD du code général des impôts, le taux : « 0,3 % » est remplacé par le taux : « 0,5 % ».

### OBJET

Cet amendement vise à augmenter le taux de la taxe sur les transactions financières à 0,5 %. En se basant sur l'évaluation des recettes de la TTF prévue dans le projet de loi de finances pour 2024, cette augmentation du taux permettrait à l'État de récolter 2,88 milliards d'euros de recettes, contre 1,728 milliards pour un taux à 0,3 %.

Cet amendement vise à user de la vitalité du rendement de la taxe pour financer l'effort de solidarité internationale français à l'heure où les besoins sont plus pressants que jamais dans les pays à faible revenu. La multiplication des crises menace les progrès de développement durement acquis : depuis la pandémie et pour la première fois depuis vingt ans, tous les indicateurs de développement régressent ce qui compromet l'atteinte des Objectifs de développement durable en 2030.

Cet amendement a été travaillé avec Action Santé Mondiale et ONE France.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. MASSET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 27

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 1520 est complété par un paragraphe V ainsi rédigé :

« V. – La taxe, lorsqu'elle est instituée, s'applique sur l'intégralité du territoire sous réserve des dispositions de l'article L. 2333-76 du code général des collectivités territoriales. Toutefois, à titre dérogatoire, si des différences objectives de service le justifient, la commune, l'établissement public de coopération intercommunale ou l'établissement public local compétent peut décider de n'instituer la taxe que sur une partie seulement de son territoire nonobstant les mécanismes transitoires prévus par l'article 1639 A bis du code général des impôts. » ;

2° Au I bis de l'article 1522 bis, après la référence : « article 1639 A bis », la fin de la phrase est supprimée ;

3° L'article 1639 A bis est ainsi modifié :

a) À la première phrase du deuxième alinéa du III, après les mots : « sept années suivant la fusion » sont insérés les mots : « sous réserve des dispositions du V de l'article 1520 » ;

b) Au premier alinéa du IV, après les mots : « la cinquième année qui suit celle du rattachement », sont insérés les mots : « sous réserve des dispositions du V de l'article 1520 ».

II. – Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° L'article L. 2333-76 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« La redevance, lorsqu'elle est instituée, s'applique sur l'intégralité du territoire. Toutefois, à titre dérogatoire, si des différences objectives de service le justifient, la commune, l'établissement public de coopération intercommunale ou l'établissement public local compétent peut décider de n'instaurer la redevance que sur une partie seulement de son territoire nonobstant les mécanismes transitoires prévus par l'article 1639 A bis du code général des impôts et les 2ème et 3ème alinéa du présent article. Le service du territoire couvert par la redevance fait l'objet d'un budget distinct. » ;

2° La première phrase du troisième alinéa de l'article L. 2333-78 est ainsi rédigée : « Ils ne peuvent l'instituer s'ils ont institué la redevance prévue à l'article L. 2333-76. » la phrase : « Ils ne peuvent l'instituer que sur les secteurs géographiques où ils n'ont pas institué la redevance prévue à l'article L. 2333-76. »

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Issue de la loi de transition énergétique pour la croissance verte de 2015, l'obligation de proposer une tarification incitative des déchets visait à réduire la quantité d'ordures ménagères résiduelles (OMR) produite en France et à améliorer également le geste de tri.

Les objectifs fixés étaient alors ambitieux puisque 15 millions de français devaient être couverts par cette tarification incitative en 2020 et près de 25 millions d'entre eux devaient l'être en 2025. Aujourd'hui, c'est seulement entre 6 et 7 millions de nos concitoyens qui sont soumis à cette tarification démontrant ainsi la forte disparité entre les objectifs fixés et la réalité de l'application de cette mesure sur le terrain.

Le constat est sans appel, le déploiement de cette tarification pose un certain nombre de difficultés aux collectivités. L'une d'entre elle réside dans l'absence de possibilité pour les EPCI de déployer une tarification incitative sur une partie seulement d'un territoire donné.

Permettre aux collectivités de mettre en place cette distinction représente une souplesse qui existe déjà mais sous la forme d'expérimentations limitées dans le temps. La généralisation de ce dispositif est une nécessité pour remettre en marche le déploiement de la tarification incitative dans des zones où elle est pertinente.

Concrètement, cela permettrait le déploiement de la tarification incitative en milieu périurbain et rural, sans pour autant la déployer en milieu urbain dense où elle est plus complexe à mettre en œuvre.

En effet, la mise en place d'une tarification incitative en centre urbain dense est souvent complexe car il est nécessaire d'individualiser les facturations, alors qu'en zone pavillonnaire ou rurale l'habitat individuel est favorable à la tarification incitative car il simplifie cette identification. A l'échelle d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) compétent en matière de gestion des déchets ou d'un syndicat de traitement, les typologies de territoires diffèrent et répondent à des enjeux très distincts.

La suppression de l'obligation faite aux élus locaux d'harmoniser les modes de financement du SPGD permet par ailleurs de favoriser le maintien d'une tarification incitative sur les territoires nouvellement fusionnés. Cela permettrait ainsi de conserver un dispositif au service de la transition écologique qui a fait ses preuves, notamment en zone rurale.





N°	I-1900
----	--------

**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. MASSET

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

À la première phrase du I bis de l'article 1522 bis du code général des impôts, le mot : « sept » est remplacé par le mot : « dix ».

**OBJET**

Cet amendement a vocation à allonger à dix ans au lieu de cinq actuellement, la réduction des frais de gestion de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) (de 8 % à 3 %) lors de la mise en place d'une part incitative à la TEOM.

Mise en place par la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 afin d'inciter les collectivités à mettre en place une part incitative à leur TEOM, cette mesure a pour objectif d'encourager sur le long terme les collectivités à adopter la TEOMi (TEOM incitative) plutôt que de rester en TEOM qui est le mode historique de financement en France. De plus, cette réduction permettra de réduire la pression fiscale du contribuable qui paye ces frais de gestion et qui pour autant ne sont pas perçus par la collectivité, mais reversés dans leur totalité au budget général.

La tarification incitative permettant la réduction de la production d'ordures ménagères résiduelles de l'ordre de 20 % à 50 %, selon les collectivités et les modes de tarification, cet amendement s'inscrit pleinement dans la continuité des ambitions portées par la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire, qui fixe un objectif de réduction de 15 % des déchets ménagers et assimilés par habitant d'ici 2030. L'objectif est, au-delà d'une aide au lancement d'une TEOMi, d'avoir une réelle politique volontariste en la matière et de pérenniser ces réformes structurelles vertueuses.

Par ailleurs, la tarification incitative permettant également de meilleures performances de tri des emballages, de l'ordre de 30 %, cet amendement contribue à l'atteinte des objectifs nationaux et européens d'augmentation des taux de collecte pour recyclage (77 % des bouteilles en plastique pour 2025).

La tarification incitative contribue également au développement et à l'amélioration des performances de tri à la source des biodéchets. Cet amendement contribuerait ainsi à anticiper la mise en place obligatoire de la collecte à la source des biodéchets prévue pour 2024, conformément à la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire.

Enfin, cet amendement s'inscrit pleinement dans l'objectif de 25 millions d'habitants en France en tarification incitative d'ici 2025, fixé par la loi de transition énergétique pour la croissance verte

(LTECV). Aujourd'hui, seulement 6 millions de Français, soit un Français sur dix, contribue au service de gestion et traitement des déchets via une tarification incitative.







N°	I-1901
----	--------

## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. MASSET

C	
G	

### ARTICLE 16

Alinéa 123

1° À la deuxième ligne de la deuxième colonne du tableau de l'alinéa 123, remplacer le nombre :

1,41

par le nombre :

1

2° En conséquence à la quatrième ligne de la deuxième colonne du même tableau, remplacer le nombre :

2,82

par le nombre :

2

3° Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

« V. – La perte de recettes pour les agences de l'eau résultant du I est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I livre III du code des impositions sur les biens et services. »

IV. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Ce projet de loi de finances pour 2024 prévoit une augmentation des maximums de la redevance sur l'usage de l'eau et l'instauration de minimums.

Précisément, les plafonds sont relevés de 40% et les planchers sont établis 28% de ces plafonds. Il est à noter que le Gouvernement propose la même augmentation de ces tarifs pour l'ensemble des usages de l'eau dans la société, économiques comme domestiques.

Cette mesure proposée par le Gouvernement vise à renforcer le "signal-prix". À l'aune du stress hydrique pérenne que connaît notre pays, l'Etat viendrait augmenter le coût de l'usage de l'eau pour inciter à l'économie de la ressource. L'objectif de cette mesure s'inscrit dans une démarche vertueuse de préservation de l'eau à l'heure où de nombreux départements, comme le Lot-et-Garonne, voient le niveau de leur nappes phréatiques au plus bas.

Toutefois, les impératifs de sécurité alimentaire et de soutien au secteur économique de l'agriculture nous impose la plus grande prudence dans l'augmentation des taxes qui pèsent sur les agriculteurs. À ce titre, les augmentations semblent disproportionnées à ce que les acteurs sont en capacité de fournir comme ils le revendiquent.

Cet amendement propose ainsi de maintenir les nouveaux minimums de prélèvement à 20% du plafond prévu, contre 28% comme c'est prévu par le projet du Gouvernement.





N°	I-1902
----	--------

## AM E N D E M E N T

présenté par

M. CAPO-CANELLAS

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 SEXIES

Après l'article 16 sexies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le premier alinéa de l'article L. 6361-13 du code des transports est ainsi modifié :

1° La première phrase est ainsi modifiée :

a) Le montant : « 1 500 € » est remplacé par le montant « 3 000 € » ;

b) Le montant : « 20 000 € » est remplacé par le montant « 40 000 € » ;

2° À la seconde phrase, le montant : « 40 000 € » est remplacé par le montant « 80 000 € ».

### OBJET

Le montant maximum des amendes prononcées par l'Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires (ACNUSA) à l'encontre des personnes ne respectant pas les réglementations en matière environnementales sur un aéroport n'a pas été revalorisé depuis 2012.

Ces amendes ne sont plus suffisamment dissuasives et les compagnies aériennes sont parfois conduites à arbitrer en faveur d'intérêts économiques au détriment du respect des règles environnementales. Afin de permettre à l'Autorité de contrôle de disposer à nouveau d'un instrument dissuasif, il est proposé de doubler les plafonds des amendes qu'elle peut prononcer.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. PLA

C	
G	

### ARTICLE 5

#### I. – Alinéa 23

Rédiger ainsi cet alinéa :

« d) La valorisation et le recyclage des matières premières critiques nécessaires à la production des équipements et des composants d'équipements mentionnés aux a à c, ainsi que la valorisation et le recyclage des équipements et composants d'équipements mentionnés au a ;

#### II. – Alinéa 25

Rédiger ainsi cet alinéa :

« a) La fabrication et l'installation des mâts, pâles, nacelles, fondations posées ou flottantes, systèmes d'ancrages et lignes d'ancrage, sous-stations électriques et câbles dynamiques et électriques de raccordement inter-éolien ou d'export, navires de service, systèmes d'accès en hauteur pour les personnels, ainsi que l'assemblage final de l'éolienne, y compris sur flotteur, et son intégration sur fondation ;

#### III. – Après l'alinéa 28

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

« ...) Le démontage, la démolition et le retrait des équipements et des composants d'équipements mentionnés aux a à c, ainsi que la remise en état du site d'implantation des éoliennes ;

« ...) La réalisation des études de levées des risques et de caractérisation du site d'implantation d'un projet de parc éolien en mer, des études de suivi des impacts, ainsi que des études portant sur les opérations de démantèlement et de remise en état du site d'implantation ;

#### IV. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

## **OBJET**

Le présent amendement propose d'élargir le champ d'application de l'article 5 du projet de texte, afin que le crédit d'impôt puisse bénéficier, en complément des dépenses d'investissement déjà prévues, aux équipements et dépenses liées aux opérations suivantes :

Spécifiquement pour les éoliennes situées en mer, aux systèmes et lignes d'ancrages, câbles de raccordement d'export et navires de services, afin de couvrir l'ensemble des **investissements indispensables au développement de l'éolien offshore posé et de l'éolien flottant, filières qui doivent être soutenues dans le développement de technologies adaptées.**

La rédaction proposée permet en effet d'inclure :

Les câbles exports, ce qui permet d'intégrer au titre des bénéficiaires les usines françaises produisant des câbles au moyen d'un savoir-faire existant qu'il est nécessaire de soutenir pour faire face à la concurrence.

Les dépenses liées à la fabrication et à l'installation des lignes d'ancrage, mais aussi à la fabrication et à l'installation de ces ancres. Cet ajout est pertinent en particulier pour développer les projets éolien flottant : les lignes d'ancrage, nécessaires pour attacher le flotteur au fond de la mer, sont généralement fabriquées à terre, puis préinstallées en mer avant l'arrivée du flotteur avec l'éolienne ; s'agissant des ancres prévues pour ces projets, celles-ci sont de la même manière fabriquées à terre, puis installées en mer avant d'être connectées aux lignes d'ancrage avant l'arrivée du flotteur avec l'éolienne. Puisqu'il est aujourd'hui plus que nécessaire de poursuivre le développement de l'éolien flottant, les technologies de lignes d'ancrage et d'ancres doivent donc être en conséquence soutenues afin d'être davantage performantes ; Les navires de service, dans la mesure où la flotte de navires de services comporte d'importants atouts pour notre pays et recèle des enjeux éminemment stratégiques et contribue à l'essor d'une filière française de l'éolien en mer ; Les dépenses liées aux opérations d'assemblage des éoliennes, en incluant le cas des éoliennes sur flotteur et leur installation en mer. En effet dans le cas de l'éolien flottant par exemple, suite à l'assemblage des turbines sur les flotteurs dans le port d'intégration, de nombreuses opérations de remorquage ou encore de connexion restent à effectuer. Pour les éoliennes posées à terre ou situées en mer, aux systèmes d'accès en hauteur pour les personnels aujourd'hui de plus en plus présents sur certaines installations notamment les nouvelles. Ces systèmes innovants portatifs motorisés et autonomes, qui assistent le technicien lors de la montée et de la descente sur l'échelle d'éolienne en limitant ses efforts physiques et cardiaques, peuvent s'avérer nécessaires pour l'exploitation, la maintenance et l'assemblage des éoliennes au jour le jour. L'extension ainsi proposée dans la rédaction permettra d'encourager le développement de ces produits facilitant grandement les opérations quotidiennes des techniciens ;

Les dépenses liées aux opérations de démontage et de démolition d'un parc, et le cas échéant de retrait des sous-stations électriques et câbles, ainsi que les dépenses liées à la remise en état du site d'un parc. Le démantèlement fait partie intégrante du cycle de vie d'un parc éolien, et ce d'autant plus au regard de l'importance que vont occuper les opérations de renouvellement des parcs dans les prochaines années pour contribuer aux objectifs de la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE). Il est donc nécessaire, pour donner aide aux entreprises françaises mobilisées sur ces opérations de démantèlement, de les couvrir dans le champ d'application du crédit d'impôt de l'article 5.

S'agissant de l'éolien posé et flottant, puisque les porteurs de projets éolien doivent nécessairement réaliser pour concrétiser leur projet, indépendamment de la technologie, des études de levées des risques et de caractérisation du site (phase de conception), des études de suivi des impacts (phase d'exploitation) et des études portant sur les opérations de démantèlement et de remise en état du site (post-démantèlement), il paraît également important de les intégrer dans le champ d'application du crédit d'impôt

Le gage sur les tabacs est proposé afin de respecter les règles de la recevabilité financière. Les signataires du présent amendement ne souhaitent pas que cette taxe additionnelle sur les tabacs soit créée et demandent au Gouvernement de lever le gage.

Cet amendement a été travaillé avec le syndicat des énergies renouvelables (SER).







---

**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. PLA

C	
G	

---

**ARTICLE 5**

I. – Après l’alinéa 28

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

« ...) Les travaux d’aménagement des infrastructures portuaires ;

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l’État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.IV. – La perte de recettes résultant pour l’État du I est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Le présent amendement propose d’inclure les dépenses d’investissement liées aux travaux d’aménagement des **infrastructures portuaires pour la production d’éoliennes en mer**, dans la mesure où l’utilisation des ports est essentielle aux projets éoliens flottant ou posé qui peuvent nécessiter le renforcement des sols, des remblais, du dragage, de la construction de nouveaux espaces ou encore de nouveaux quais.

Les projets éoliens flottant ou posé dépendent en effet, pour leur développement, d’infrastructures portuaires qui se doivent d’être mises à niveau et des investissements massifs, pour ce faire, devront donc être réalisés. Ainsi en complément des dépenses d’investissements couvertes par l’article 5 initialement rédigé, il est fondamental que les possibilités d’implantation de nouvelles installations de production d’équipements liés à l’éolien en mer soient accrues.

Les dynamiques économiques liées au maritime et au portuaire sont des leviers forts à activer davantage pour créer les conditions favorables au déploiement de technologies de production d’électricité décarbonée, tout en créant de véritables retombées économiques dans les territoires.

A ce jour, les infrastructures portuaires françaises ne sont pas suffisamment adaptées pour accueillir des activités industrielles liées au développement des énergies marines renouvelables, fortement pourvoyeuses d’emploi.

Le présent amendement permet ainsi de s'assurer que les ports puissent bénéficier de crédit d'impôt pour l'ensemble des dépenses et travaux qui seront menés pour accueillir l'assemblage ou le stockage d'éoliennes en mer.

Le gage sur les tabacs est proposé afin de respecter les règles de la recevabilité financière. Les signataires du présent amendement ne souhaitent pas que cette taxe additionnelle sur les tabacs soit créée et demandent au Gouvernement de lever le gage.

Cet amendement a été travaillé avec le syndicat des énergies renouvelables (SER).



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. PLA

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 5 OCTOTRICIES**

I. – Alinéas 1, 2 première et seconde phrases, 3 (deux fois), 5, 6 et 7

Remplacer le mot :

déduction

par le mot :

provision

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'objet de cet amendement est d'apporter une précision sur la nature fiscale et comptable de la déduction mise en place par l'article 5 octotricies.

En effet, le présent dispositif instaure une déduction fiscale dont l'objet est d'atténuer les conséquences de l'appréciation de leurs stocks par les éleveurs de bovins laitiers et allaitants. Le dispositif adopté vise ainsi à reporter l'imposition d'une partie de l'augmentation de la valeur des stocks de vaches laitières et allaitantes afin de limiter au mieux le sursaut d'imposition résultant des règles de valorisation spécifiques des stocks agricoles, lesquelles sont fonction du cours du jour de la viande.

Ce nouveau dispositif présente des caractéristiques très proches de celles de la provision pour hausse de prix (PHP) visée à l'article 39, 1-5° (11e à 14e al.) du CGI, laquelle constitue une provision règlementée au sens fiscal.

Cette dernière, applicable aux entreprises industrielles et commerciales, a pour seul objet de limiter les effets fiscaux de l'augmentation de la valeur des stocks due principalement à la flambée des matières premières, tout comme le présent dispositif adopté pour les exploitants agricoles limitant les conséquences de la valorisation fiscale du cheptel bovin.

En outre, à l'instar de la PHP, le montant de la provision fiscale déductible est plafonné. De même, elle est rapportée de plein droit aux bénéfices imposables de l'exercice en cours à l'expiration de la sixième année suivant celle de sa constitution, sauf à avoir été réintégrée au résultat avant cette échéance.

Cette déduction impose un suivi à l'animal et donc le déploiement de diligences comptables importante qui, par nature, ne peuvent être extra-comptables.

Il est important que le résultat fiscal et comptable ne s'éloignent pas trop l'un de l'autre quand la déduction opérée est la conséquence de la situation économique, à l'instar de la PHP.

Enfin, dans la logique de l'intégration du Plan comptable agricole au Plan comptable général (PCG) opérée en 2019 et 2020, il est primordial que les règles des entreprises agricoles suivent celles des autres entreprises. Ainsi, les agriculteurs ont la faculté de créer des provisions, non seulement en comptabilité, mais également en fiscalité, et la présente déduction doit donc s'inscrire pleinement dans le corpus des règles comptables applicables à toute entreprise.

C'est pourquoi, à l'instar du dispositif dont elle s'inspire, cette provision doit être comptabilisée au titre des « provisions réglementées », cette inscription conditionnera sa déductibilité fiscale (cf. article 313-1 du PCG).

Ainsi, il est proposé de préciser le régime de la déduction fiscale relative à la valorisation des stocks de vaches laitières et allaitantes en qualifiant cette déduction de provision réglementée au sens du droit comptable. Il est précisé que cette qualification n'emporte aucune conséquence pour le budget de l'Etat.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. PLA

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 1519 C du code général des Impôts, il est inséré un article 1519 C... ainsi rédigé :

« Art. 1519 C .... – I. – À l'exception du prélèvement mentionné au XIX de l'article 1647 effectué au profit de l'État, le produit de la taxe sur les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent en mer mentionnée à l'article 1519 B, pour la part afférente aux installations situées dans la zone économique exclusive, est affecté aux organismes et selon les pourcentages suivants :

« 1° 20 % sont affectés aux communes littorales situées sur la façade maritime française dans un rayon de 100km. Il est tenu compte, dans la répartition de ce produit entre les communes, des besoins de celles-ci pour adapter leur littoral aux impacts potentiels futurs du dérèglement climatique, notamment au retrait du trait de côte. Par exception, lorsque les communes concernées sont situées dans plusieurs départements, la répartition est réalisée conjointement dans les départements concernés ;

« 2° 18 % sont affectés aux comités mentionnés à l'article L. 912-1 du code rural et de la pêche maritime pour le financement de projets concourant à la transformation de la filière de la pêche et des élevages marins pour une exploitation et une transformation durable des produits halieutiques et le développement du co-usage de l'espace maritime. Ce pourcentage est réparti à raison de 6 % au profit du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins, 6 % pour les comités régionaux des pêches maritimes et des élevages marins dans le ressort desquels les installations ont été implantées et 6 % pour les comités départementaux et interdépartementaux des pêches maritimes et des élevages marins dans le ressort desquels les installations ont été implantées. En cas d'inexistence de comité départemental, le pourcentage bénéficie au comité régional correspondant ;

« 3° 6 % sont affectés, à l'échelle de la façade maritime, à l'Office français de la biodiversité ;

« 4° 6 % sont affectés aux organismes mentionnés à l'article L. 742-9 du code de la sécurité intérieure ;

« 5° 50 % sont affectés aux organismes nationaux chargés du développement planifié de la filière de l'éolien offshore, de la planification des infrastructures portuaires et électriques qui lui sont nécessaires, au co-usage de l'espace maritime entre les différentes activités, ainsi qu'à la connaissance et la protection de la biodiversité marine, et au renforcement de la sûreté et de la sécurité maritime. »



II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Cet amendement vise à **mettre en cohérence les mesures de répartition de la fiscalité de l'éolien en mer, et donc à répartir les recettes de la taxe éolienne en mer en ZEE entre les bénéficiaires légitimes concernés par l'arrivée du nouvel équipement**, d'une part pour la transition énergétique et d'autre part pour l'adaptation aux impacts du dérèglement climatique, situation nouvelle à laquelle les communes, les comités des pêches, l'Office Français de la Biodiversité (OFB) et les organismes de la sécurité et sûreté maritimes agréés par l'autorité administrative sont notamment confrontés.

Par ailleurs, les articles 93 à 97 de la loi AER prévoient le financement, par le développeur d'énergies renouvelables terrestres, de projets des communes ou des EPCI en faveur de la transition énergétique, de la sauvegarde ou de la protection de la biodiversité ou de l'adaptation au changement climatique. Dans cette philosophie, il apparaît ainsi légitime de prendre en compte également la planification des activités maritimes, dont l'éolien en mer, la planification des infrastructures portuaires et électriques qui lui sont nécessaires et l'appui aux communes littorales face au dérèglement climatique qui pourraient ainsi percevoir directement une fraction de la taxe éolienne.

Dans la situation actuelle, les parcs éoliens en mer sont soumis à une taxe instituée à l'article 1519 B du code général des impôts dont le montant est fixé à 19 405 euros par MW installé par an en 2023. La taxe est due à partir de l'année suivant la mise en service de l'installation.

- Pour les parcs éoliens en mer situés sur le domaine public maritime (DPM), le produit de la taxe est versé à différents bénéficiaires : 50 % aux communes littorales situées sur la façade maritime dans un périmètre de 100km du projet afin de répondre aux besoins de celles-ci pour adapter leur littoral aux impacts potentiels futurs du dérèglement climatique, notamment au retrait du trait de côte ; 35 % aux comités des pêches pour financer des projets concourant au développement durable de la pêche et des élevages marins ; 10 % à l'Office français de la biodiversité ; 5 % aux organismes de secours et de sauvetage en mer agréés, soit la société nationale de sauvetage en mer (SNSM).

Le décret d'application n° 2012-103 du 27 janvier 2012 relatif à l'utilisation des ressources issues de la taxe instituée par l'article 1519 B du code général des impôts a été mis à jour par un décret modificatif le 23 janvier 2023 qui simplifie et assouplit l'utilisation de ces fonds.

- Pour les parcs éoliens en mer situés en zone économique exclusive (ZEE), c'est-à-dire les parcs éoliens en mer à plus de 12 milles nautiques des côtes (22 km environ), le produit de la taxe est affecté au budget général de l'Etat.

L'exposé des motifs de la loi de finance 2021 pour l'année 2022 étendant la taxe éolienne en mer à la ZEE a précisé que le produit de cette taxe en ZEE financerait « des actions relatives à la connaissance et la protection de la biodiversité marine, à l'exploitation et la transformation durable de produits halieutiques, au développement d'autres activités maritimes et à la sûreté maritime ». Les premiers versements effectifs de la taxe en ZEE devraient intervenir à l'horizon 2030.

Par ailleurs, en juin 2021 le CGEDD, l'IGAM et l'IGF publiaient un rapport sur le statut juridique et fiscal des éoliennes en ZEE préconisant une affectation de la recette de cette taxe selon quatre catégories de dépenses : la protection de la biodiversité marine, la sécurité et la sûreté maritime, la transformation de la filière pêche et le développement de co-usage. Ce rapport recommande de ne pas

inclure les collectivités territoriales dans les bénéficiaires mais plutôt de créer un fonds sans personnalité juridique pour la gestion des recettes et sous coordination. La Ministre de la transition énergétique s'est alors engagée lors de l'examen du projet de loi d'accélération de la production d'énergies renouvelables à constituer un groupe de travail sur la fiscalité des énergies renouvelables, notamment pour l'éolien en mer.

Cependant, en considérant les articles 93 à 97 de la loi AER, il apparaît légitime de prendre en compte également la planification des activités maritimes, dont l'éolien en mer, la planification des infrastructures portuaires et électriques qui lui sont nécessaires et l'appui aux communes littorales face au dérèglement climatique qui pourraient ainsi percevoir directement une fraction de la taxe éolienne pour quatre raisons :

- Soutenir les études BRGM et CEREMA sur le recul du trait de côte sur toutes les façades maritimes, impact irréversible du réchauffement climatique ; - Soutenir les collectivités littorales impactées par le réchauffement climatique et/ou sollicitées pour l'aménagement des infrastructures portuaires tout en favorisant l'acceptabilité des projets ; - Contribuer à la planification des activités maritimes, dont l'éolien en mer, pour identifier les zones propices nécessitant des études environnementales, météocéaniques et des suivis halieutiques tout en tenant compte des activités préexistantes pour un co-usage de l'espace maritime ; - Soutenir l'adaptation de la filière pêche et des élevages marins pour l'exploitation et la transformation durable des produits halieutiques.

Ainsi, cet amendement vise à mettre en cohérence les mesures de répartition de la fiscalité en mer concernant les projets situés en zone économique exclusive pour soutenir directement les projets portés par des bénéficiaires légitimes concernés par l'arrivée des nouveaux équipements et engagés dans la transition énergétique et l'adaptation aux impacts du dérèglement climatique.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. PLA

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 1519 C du code général des Impôts, il est inséré un article 1519 C... ainsi rédigé :

« Art. 1519 C.... – I. – A l'exception du prélèvement mentionné au XIX de l'article 1647 effectué au profit de l'État, le produit de la taxe sur les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent en mer mentionnée à l'article 1519 B, pour la part afférente aux installations situées dans la zone économique exclusive, est affectée à l'Observatoire de l'éolien en mer pour coordonner et gérer la recette selon les pourcentages suivants :

« 1° 50 % sont affectés au développement planifié de la filière de l'éolien en mer, de la planification des infrastructures portuaires et électriques qui lui sont nécessaires, ainsi qu'au co-usage de l'espace maritime entre les différentes activités ;

« 2° 20 % sont affectés à l'appui aux communes littorales situées sur la façade maritime dans un périmètre de 100km du projet afin de répondre aux besoins de celles-ci pour adapter leur littoral aux impacts potentiels futurs du dérèglement climatique, notamment au retrait du trait de côte ;

« 3° 15 % sont affectés à l'appui de projets concourant à l'adaptation de la filière de la pêche et des élevages marins face au développement de l'éolien en mer, ainsi que pour une exploitation et une transformation durable des produits halieutiques ;

« 4° 10 % sont affectés, à l'échelle de la façade maritime, à la connaissance et de la protection de la biodiversité marine en lien avec l'Office français de la biodiversité ;

« 5° 5 % sont affectés à la sécurité et sûreté maritimes. »

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

## **OBJET**

Cet amendement vise à mettre en cohérence les mesures de répartition de la fiscalité de l'éolien en mer, et donc d'une part à clarifier l'affectation des recettes de la taxe éolienne en mer en ZEE perçues par l'Etat en incluant nommément des bénéficiaires légitimes concernés par l'arrivée d'un nouvel équipement de la transition énergétique en mer. D'autre part, il s'agit de considérer une catégorie spécifique de dépenses sur l'espace maritime en cohérence avec les articles 93 à 97 de la loi AER adoptés par le législateur en faveur de la transition énergétique, de la sauvegarde ou de la protection de la biodiversité ou de l'adaptation au changement climatique. Sur l'espace maritime, cette catégorie serait alors directement liée à la planification des activités maritimes, dont l'éolien en mer, la planification des infrastructures portuaires et électriques qui lui sont nécessaires et l'appui aux communes littorales face au dérèglement climatique pourraient ainsi percevoir une fraction des de la taxe éolienne.

Dans la situation actuelle, les parcs éoliens en mer sont soumis à une taxe instituée à l'article 1519 B du code général des impôts dont le montant est fixé à 19 405 euros par MW installé par an en 2023. La taxe est due à partir de l'année suivant la mise en service de l'installation.

- Pour les parcs éoliens en mer situés sur le domaine public maritime (DPM), le produit de la taxe est versé à différents bénéficiaires : 50 % aux communes littorales d'où des installations sont visibles ; 35 % aux comités des pêches pour financer des projets concourant au développement durable de la pêche et des élevages marins ; 10 % à l'Office français de la biodiversité ; 5 % aux organismes de secours et de sauvetage en mer agréés, soit la société nationale de sauvetage en mer (SNSM).

Le décret d'application n° 2012-103 du 27 janvier 2012 relatif à l'utilisation des ressources issues de la taxe instituée par l'article 1519 B du code général des impôts a été mis à jour par un décret modificatif le 23 janvier 2023 qui simplifie et assouplit l'utilisation de ces fonds.

- Pour les parcs éoliens en mer situés en zone économique exclusive (ZEE), c'est-à-dire les parcs éoliens en mer à plus de 12 milles nautiques des côtes (22 km environ), le produit de la taxe est affecté au budget général de l'Etat.

L'exposé des motifs de la loi de finance 2021 pour l'année 2022 étendant la taxe éolienne en mer à la ZEE a précisé que le produit de cette taxe en ZEE financerait « des actions relatives à la connaissance et la protection de la biodiversité marine, à l'exploitation et la transformation durable de produits halieutiques, au développement d'autres activités maritimes et à la sûreté maritime ». Les premiers versements effectifs de la taxe en ZEE devraient intervenir à l'horizon 2030.

Par ailleurs, en juin 2021 le CGEDD, l'IGAM et l'IGF publiaient un rapport sur le statut juridique et fiscal des éoliennes en ZEE préconisant une affectation de la recette de cette taxe selon quatre catégories de dépenses : la protection de la biodiversité marine, la sécurité et la sûreté maritime, la transformation de la filière pêche et le développement de co-usage. Ce rapport recommande de ne pas inclure les collectivités territoriales dans les bénéficiaires mais plutôt de créer un fonds sans personnalité juridique pour la gestion des recettes et sous coordination. La Ministre de la transition énergétique s'est alors engagée lors de l'examen du projet de loi d'accélération de la production d'énergies renouvelables à constituer un groupe de travail sur la fiscalité des énergies renouvelables, notamment pour l'éolien en mer.

C'est pourquoi, suite à l'adoption de la loi AER aux travaux relatifs au projet de loi de finance 2024, afin de concrétiser l'intérêt de dédier la taxe éolienne en mer en ZEE aux quatre catégories d'affectation déjà identifiées, cet amendement vise d'une part à clarifier la répartition des recettes et d'autre part à considérer une catégorie spécifique de dépenses en cohérence avec les articles 93 à 97 de la loi AER, directement liée à la planification des activités maritimes, dont l'éolien en mer, la planification des infrastructures portuaires et électriques qui lui sont nécessaires et l'appui aux communes littorales face au dérèglement climatique pourraient ainsi percevoir une fraction des affectations de la taxe éolienne pour quatre raisons :

Soutenir les études BRGM et CEREMA sur le recul du trait de côte sur toutes les façades maritimes, impact irréversible du réchauffement climatique ;Soutenir les collectivités littorales impactées par le réchauffement climatique et/ou sollicitées pour l'aménagement des infrastructures portuaires tout en favorisant l'acceptabilité des projets ;Contribuer à la planification des activités maritimes, dont l'éolien en mer, pour identifier les zones propices nécessitant des études environnementales, météocéaniques et des suivis halieutiques tout en tenant compte des activités préexistantes pour un co-usage de l'espace maritime ; Soutenir l'adaptation de la filière pêche et des élevages marins pour l'exploitation et la transformation durable des produits halieutiques.

Par ailleurs, la planification de l'éolien en mer suppose un développement des projets d'envergure en zone économique exclusive. Par exemple sur la façade Sud-Atlantique, l'Etat français a d'ores-et-déjà pris acte de la modification de la zone d'implantation du futur projet éolien au large de l'île d'Oléron pour l'éloigner à près de 40km des côtes, c'est à dire au-delà des 12 milles nautiques et des limites du parc naturel marin. Cette décision relative à l'AO7 laisse légitimement présager que les prochains appels d'offres sur cette façade maritime seront très majoritairement, voir exclusivement tous situés en zone économique exclusive.

Ainsi, cet amendement vise à mettre en cohérence les mesures d'affectation de la fiscalité en mer concernant les projets situés en zone économique exclusive pour soutenir directement les projets portés par des bénéficiaires légitimes et liés à l'arrivée des nouveaux équipements pour la transition énergétique et à l'adaptation aux impacts du dérèglement climatique.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. PLA

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

I. – Après l’alinéa 74

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

...° Au I de l’article 278-0 bis A, après les mots : « prestations de rénovation énergétique », sont insérés les mots : « ainsi que les travaux induits qui leur sont indissociablement liés, » ;

II. – La perte de recettes résultant pour l’État du I est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à sécuriser juridiquement et clarifier, pour les professionnels et les particuliers, l’application du taux réduit de TVA à 5,5% des travaux induits et indissociablement liés aux travaux de rénovation énergétique.

En effet, lors de prestations de rénovation énergétique soumis à la TVA à 5,5%, plusieurs travaux induits et indissociablement liés sont souvent indispensables. Par exemple, lors de l’installation des pompes à chaleur ou d’équipements de production d’énergie utilisant une source d’ENR, l’adaptation du local recevant les équipements, les éventuelles modifications de l’installation électrique, ou encore l’installation d’un système de ventilation sont nécessaires.

Compte tenu de leur nature, ces travaux peuvent être réalisés par des entreprises artisanales différentes mais sont indissociablement liés aux travaux de rénovation énergétique et sont donc soumis au taux réduit de TVA.

Or, depuis sa réécriture en 2022, l’article 278-0 bis A du CGI, relatif au taux réduit de TVA pour les travaux de rénovation énergétique, ne mentionne plus les travaux induits indissociablement liés. Cette situation a engendré une grande confusion et une insécurité juridique manifeste pour les acteurs de terrain et freine les objectifs de la trajectoire de performance énergétique et de décarbonation. Cet amendement permet donc de lever toute confusion et sécuriser juridiquement l’ensemble du dispositif de taux réduit applicable aux travaux de rénovation énergétique.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. PLA

C	
G	

ARTICLE 11

I. – Après l’alinéa 5

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

...° Le tableau du deuxième alinéa est complété par une ligne ainsi rédigée :

Gaz renouvelables et bas carbone	0
----------------------------------	---

II. – La perte de recettes résultant pour l’État du I est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à instaurer une exonération d’accise sur le gaz naturel pour les gaz renouvelables et bas carbone dans un objectif de taxation différenciée des énergies renouvelables et des énergies fossiles.

La mise en place de la TICGN visait à inciter les consommateurs à réduire leur consommation de gaz, afin de faire baisser les émissions de gaz à effet de serre (GES) dans l’atmosphère. Or, le développement de la production de biogaz sur notre territoire, grâce à la méthanisation agricole, à celle des boues de stations d’épuration ou des biodéchets, permet le développement d’une énergie locale et renouvelable qu’il faut au contraire encourager pour des raisons climatiques comme de souveraineté énergétique. Le Gouvernement annonce le doublement du rythme de son développement, pour atteindre 15% de gaz verts en 2030.

Alors qu’une augmentation de l’accise sur le gaz naturel a été annoncée, une hausse identique de l’accise sur le biométhane injecté serait un très mauvais signal envoyé aux producteurs et aux consommateurs de cette énergie renouvelable et va à l’encontre de tous les principes de fiscalité écologique.

Par ailleurs, l’article 11 prévoit la suppression de la baisse de taxe régulière au prorata du verdissement du réseau de gaz. C’est pourquoi le présent amendement propose de revenir à une exonération totale de TICGN pour les gaz renouvelables et bas carbone.

Il est en effet logique que les gaz renouvelables et bas carbone définis aux articles L.445-1 et L.447-1 du code de l’énergie, utilisés comme combustible pour produire directement de l’énergie thermique, soient exonérés d’accise sur le gaz puisque cette taxe est par construction constituée d’une composante carbone, la Contribution Climat Énergie (CCE), qui vise à créer un différentiel de prix

entre les énergies fossiles et les énergies renouvelables pour favoriser le développement de ces dernières.

Faute de maintenir une différenciation nette, en matière fiscale, entre les offres de gaz fossile et les offres de gaz verts, il est à craindre un déficit d'attractivité pour le développement de ces dernières, et partant, un impact négatif sur le développement de cette énergie renouvelable qui manquerait de visibilité auprès des consommateurs.

En se rapportant au 430TWh de gaz consommé en France en 2022, une hausse de 8 euros de l'accise sur le gaz rapporterait 3,440 milliards d'euros d'accise sur le gaz auxquels il faut ajouter un surcoût de TVA de 680 millions d'euros. L'exonération totale d'accise sur le gaz pour les gaz renouvelables et bas carbone prévue au présent amendement diminuerait cette hausse de 176 millions et 35 millions de TVA tout en permettant d'envoyer un signal clair aux producteurs et consommateurs d'énergie renouvelable. Ainsi modifié, l'article 11 permet d'augmenter le budget de l'Etat de 3,9 milliards d'euros, payés par les consommateurs de gaz naturel en France.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. PLA

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 12

Alinéas 80 et 81

Supprimer ces alinéas.

**OBJET**

La loi 2023-580 du 10 juillet 2023 visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie prévoyait, à son article 51, l'exonération du malus écologique pour les « véhicules hors route » des services déconcentrés de l'État chargés de la forêt, de l'ONF et des services de sécurité civile des collectivités territoriales et de leurs groupements.

Pour rappel, cette disposition visait à soutenir financièrement les SDIS face aux charges croissantes liées à la lutte contre le réchauffement climatique et à la recrudescence des incendies violents, notamment durant l'été 2022.

Cependant, selon le rapport d'application de la législation fiscale remis à la commission des finances en septembre 2023, le décret d'application de cette mesure n'est toujours pas publiée. Plus encore, le présent PLF supprime le 3° des articles L. 421-70-1 et 421-81-1 du code des impositions sur les biens et services qui codifie les dispositions de la loi de juillet 2023.

Dès lors, il est demandé de supprimer ces deux alinéas afin de respecter le vote du Parlement.

Le gage sur les tabacs est proposé afin de respecter les règles de la recevabilité financière. Les signataires du présent amendement ne souhaitent pas que cette taxe additionnelle sur les tabacs soit créée et demandent au Gouvernement de lever le gage.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. PLA

C	
G	

ARTICLE 12

I. – Alinéa 87

Rédiger ainsi cet alinéa

V. - Le C s'applique à l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année 2024 et des années suivantes.

II. – Alinéa 88

Supprimer cet alinéa.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État des I et II est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La remise en cause progressive de la détaxation du GNR représente un effort budgétaire annuel de 70 millions d'euros par an jusqu'en 2030, qui se traduit par une hausse de 2,85 € par hectolitre, dès le 1<sup>er</sup> janvier 2024 pour l'ensemble des exploitations agricoles pour 2024. Pour compenser la hausse des charges supportées par les exploitants agricoles, il a été acté un rehaussement des plafonds de plusieurs dispositifs fiscaux (l'exonération des plus-values des petites entreprises, la déduction pour épargne de précaution...). En l'état de la rédaction de l'article 12 du PLF, les mesures compensatoires présentées ne seront applicables qu'à compter de l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année 2024.

Un report de l'entrée en vigueur des mesures compensatoires aurait pour effet de faire supporter la hausse du prix du GNR aux agriculteurs dès le 1<sup>er</sup> janvier 2024 sans qu'ils bénéficient par ailleurs des mesures de compensations. L'engagement pris par le gouvernement étant de compenser la réduction partielle de la détaxation du GNR « à l'euro près » en faveur des agriculteurs, l'entrée en vigueur des mesures compensatoires doit nécessairement être concomitante aux hausses de charges. Le présent amendement a donc pour objet de rendre applicable l'augmentation des plafonds de la DEP et de l'exonération des plus-values dès le 1<sup>er</sup> janvier 2023.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. PLA

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 12

## I. – Alinéas 2 à 7

Remplacer ces alinéas par six alinéas ainsi rédigés :

A. – Le 1 du I de l'article 73 est ainsi modifié :

1° Au a, le montant : « 28 612 € » est remplacé par le montant : « 56 239 € » ;

2° Au b, les deux occurrences du montant : « 28 612 € » sont remplacées par le montant : « 56 239 € » et, à la fin, le montant : « 52 985 € » est remplacé par le montant : « 80 612 € » ;

3° Au c, le montant : « 35 924 € » est remplacé par le montant : « 63 551 € », les deux occurrences du montant : « 52 985 € » sont remplacées par le montant : « 80 612 € » et, à la fin, le montant : « 79 478 € » est remplacé par le montant : « 107 105 € » ;

4° Au d, le montant : « 41 222 € » est remplacé par le montant : « 68 850 € », les deux occurrences du montant : « 79 478 € » sont remplacées par le montant : « 107 105 € » et, à la fin, le montant : « 105 970 € » est remplacé par le montant : « 133 597 € » ;

5° Au e, le montant : « 43 872 € » est remplacé par le montant : « 71 500 € » et à la fin, le montant : « 105 970 € » est remplacé par le montant : « 133 597 € » ;

## II. – Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Une entreprise agricole se doit d'anticiper au mieux les variations de résultats, mais également les variations de ses charges. Or, la récurrence des aléas climatiques s'est amplifiée ces dernières années rendant de plus en plus indispensable le pilotage économique pluriannuel des exploitations.

La déduction pour épargne de précaution, en tant que pierre angulaire de la gestion pluriannuelle des risques de l'exploitation agricole, occupe désormais une place centrale dans les outils à disposition des exploitants, mais doit être adaptée à la réalité économique des exploitations agricoles.

L'évolution des plafonds de déduction de l'épargne de précaution, proposée à l'article 12 du projet de loi de finances et visant à compenser la suppression partielle de la détaxation du GNR, est insuffisante pour absorber en plus des charges supplémentaires en matière de carburants, les charges inhérentes à la volatilité des résultats agricoles.

L'objet de cet amendement est d'augmenter les plafonds de déduction pour épargne de précaution, tout en les rendant plus progressifs, afin de répondre au mieux aux besoins des exploitants agricoles. L'objectif est de parvenir à 100 % de déduction potentielle jusqu'à 56 239 € de résultat, puis d'aller progressivement jusqu'à 71 500€ de déduction dans la limite de 133 597 € de résultat.

La suppression partielle de la détaxation du GNR s'ajoute à la récurrence croissante des aléas climatiques et leur amplitude. Ces phénomènes nécessitent une augmentation des seuils de déduction comme du plafond pluriannuel de déduction, afin que les exploitants puissent, plus rapidement, atteindre un niveau de déduction à même de leur garantir un résultat moyen constant, gage de résilience. Cette évolution permettra lors des très bonnes années d'augmenter l'épargne dédiée à la gestion des risques de l'exploitation, tout en limitant l'impact fiscal et social de ces variations inhabituelles du revenu.

Le relèvement du plafond pluriannuel de déduction à 240 000€, pour maintenir le ratio actuel, fait l'objet d'un amendement indépendant.

Rappelons enfin que les sommes épargnées doivent être utilisées pour les besoins de l'exploitation, faisant de la constitution de cette épargne un élément de résilience déterminant.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. PLA

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 12**

Après l'article 12

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au 1<sup>o</sup> du 2 du I de l'article 73 du code général des impôts, le montant :

« 150 000 € »

est remplacé par le montant :

« 250 000 € ».

II – Au 2<sup>o</sup> du 2 du I de l'article 73 du code général des impôts, le montant :

« 150 000 € »

est remplacé par le montant :

« 250 000 € ».

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Une entreprise agricole se doit d'anticiper au mieux les variations de résultats, mais également les variations de ses charges. Or, la récurrence des aléas climatiques s'est amplifiée ces dernières années rendant de plus en plus indispensable le pilotage économique pluriannuel des exploitations.

La déduction pour épargne de précaution, en tant que pierre angulaire de la gestion pluriannuelle des risques de l'exploitation agricole, occupe désormais une place centrale dans les outils à disposition des exploitants, mais doit être adaptée à la réalité économique des exploitations agricoles.

L'évolution des plafonds de déduction de l'épargne de précaution fixés par exercice de douze mois, proposée à l'article 12 du projet de loi de finances et visant à compenser la suppression partielle de la détaxation du GNR, n'a de sens que si le plafond global pluriannuel de déduction pratiquée par les exploitants agricoles est également augmenté.

Un maintien du plafond pluriannuel à 150 000 € réduirait drastiquement la portée de l'augmentation des seuils de déduction fixés par exercice de douze mois.

L'augmentation du plafond pluriannuel de la déduction pour épargne de précaution doit permettre aux agriculteurs de faire face à l'augmentation des charges induites par la suppression partielle de la détaxation du GNR.

De plus, la récurrence croissante des aléas climatiques et leur amplitude nécessitent une augmentation d'une part des seuils de déduction mais également du plafond pluriannuel de déduction, afin que les exploitants puissent, plus rapidement, atteindre un niveau de déduction à même de leur garantir un résultat moyen constant, gage de résilience. Cette évolution permettra lors des très bonnes années d'augmenter l'épargne dédiée à la gestion des risques de l'exploitation, tout en limitant l'impact fiscal et social de ces variations inhabituelles du revenu. Le plafond pluriannuel de déduction devra être relevé à 250 000 €, pour maintenir le ratio actuel.

Rappelons enfin que les sommes épargnées doivent être utilisées pour les besoins de l'exploitation, faisant de la Constitution de cette épargne un élément de résilience déterminant.

Le gage sur les tabacs est proposé afin de respecter les règles de la recevabilité financière. Les signataires du présent amendement ne souhaitent pas que cette taxe additionnelle sur les tabacs soit créée et demandent au Gouvernement de lever le gage.

Cet amendement est travaillé avec la FNSEA.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. PLA

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 12

Après l'article 12

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Sous la condition préalable de mise en place de mesures d'accompagnement permettant le maintien de la compétitivité des exploitations agricoles, il est instauré une trajectoire de sortie des dépenses fiscales sur les énergies carbonées dont bénéficie le secteur agricole, dans l'objectif d'atteindre un mix énergétique composé d'énergies décarbonées, défini par décret en Conseil d'État, d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2031. Cette évolution est compensée par une trajectoire d'augmentation des incitations fiscales pour le recours aux biocarburants, énergie de transition, et autres énergies décarbonées, afin que la compétitivité des exploitations agricoles ne soit pas obérée.

II. – Avant le 1<sup>er</sup> janvier 2025, le Gouvernement remet au Parlement un rapport détaillant les outils permettant d'atteindre l'objectif mentionné au I, notamment par une diminution de la fiscalité sur les biocarburants à usage agricole, la mise en place de crédits d'impôt favorisant le développement de l'offre de véhicules et engins agricoles à motorisation alternative au gazole d'origine fossile mis sur le marché et des réseaux correspondants d'avitaillement en énergie. Le rapport étudie également les modalités du soutien renforcé à la transition énergétique du secteur, notamment par le renouvellement des parcs de véhicules, leur transformation ou le recours aux énergies alternatives au gazole dont le bilan énergétique et carbone est vertueux.

**OBJET**

La Ferme France a perdu un soutien direct à sa compétitivité, en raison de la remise en cause de la détaxation des taux réduits de TICPE sur le Gazole Non Routier (GNR) initiée le 1<sup>er</sup> janvier 2024. Ce soutien était indispensable au maintien de la viabilité économique des exploitations françaises, dans leur diversité et leur pluralité. Les territoires français, la structuration du monde rural, l'emploi et la revitalisation de ces zones passent par le maintien du paysage agricole actuel, donc le maintien et l'amélioration d'une compétitivité sans cesse menacée.

Par ailleurs, la Ferme France est un acteur de premier plan dans la transition énergétique de nombreux secteurs par la captation de carbone d'une part et la production de biocarburants d'autre part.

Ces biocarburants sont incorporés aux carburants classiques depuis plusieurs années maintenant et sont plébiscités dans la loi Climat comme mesure alternative de transition, de nature à accompagner le secteur du transport routier dans sa transition énergétique.

Ce qui est bon pour le transport et les particuliers (E5, E10, E85, B7) l'est tout autant pour le monde agricole, qui a la particularité de produire la matière première nécessaire à l'élaboration de ces biocarburants.

Une nouvelle étape doit donc être franchie pour les usages agricoles de carburant, quels qu'ils soient, en actant la sortie progressive du GNR telle que présentée dans le PLF pour 2024. Le mix énergétique futur d'une exploitation agricole sera pluriel, les solutions à mettre en œuvre doivent donc répondre à la diversité de ces besoins.

Cette trajectoire devra évidemment prendre en compte les impératifs économiques des exploitants agricoles, mais également la réalité technique : à ce jour, un tracteur ne peut pas rouler sans surcoût au biodiesel à 100%, c'est donc aux pouvoirs publics et constructeur d'avancer ensemble sur de meilleurs schémas au niveau de la motorisation, des carburants et aussi du réseau d'alimentation pour proposer une solution économiquement viable dans le temps.

L'objet de cet amendement est donc d'envoyer un signal clair à tous les acteurs de la filière, d'amont comme d'aval : l'avenir énergétique de la Ferme France est en pleine transition, il est donc urgent que le Gouvernement délivre une feuille de route claire sur les moyens à mettre en œuvre pour mener à bien cette transition.

Une fois ce cap affiché, les différentes filières vont pouvoir s'organiser et lever les freins techniques et économiques à l'émergence de ces alternatives.

Si le petit matériel de ferme, nécessitant peu de puissance et d'autonomie, voit déjà arriver des motorisations électriques ou au biogaz, les usages liés à la traction nécessiteront, pour un temps encore, un carburant facilement stockable et à forte valeur énergétique. Réduire l'emploi de GNR ne pourra donc se faire dans un premier temps sans les biocarburants, aussi souhaitons nous que des mesures d'accompagnement soient prises pour lever les derniers freins à cette transition.

L'état doit donc affirmer sa politique de transition énergétique et coordonner les efforts du machinisme agricole et des fournisseurs d'énergie afin que l'ensemble des acteurs de cette transition aient une réelle conviction et motivation à tenir ce cap.

Une fois les solutions techniques sur le marché, l'atteinte de l'objectif de substitution passera nécessairement par la preuve par la pratique : des expérimentations « grandeur nature » doivent être conduites et cofinancées avec les filières pour éprouver la solidité du modèle proposé (au sein de CUMA ou d'ETA, structures éprouvant de manière accélérée les matériels).

Enfin, l'accompagnement fiscal des exploitants souhaitant s'engager dans cette transition passera notamment par une exonération de TICPE sur les biocarburants pour les usages agricoles, afin que progressivement, le soutien initial de l'Etat quitte la ligne budgétaire du GNR pour soutenir l'usage d'un carburant renouvelable, local et vecteur de nombreuses aménités positives (emploi, souveraineté protéique et alimentaire, bilan carbone).





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. PLA

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 12

Après l'article 12

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À l'article 29 du code général des impôts, après le mot « articles », est insérée la référence : « 200 A, ».

II. – Le A du 1 de l'article 200 A du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« 3° Les revenus fonciers générés par les parts des groupements visés au 4° du 1 de l'article 793, pour la fraction correspondant aux biens visés au 3° du 2 de l'article 793, et par les biens donnés à bail dans les conditions visées au 3° du 2 de l'article 793. »

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'objectif de cet amendement est d'encourager le portage du foncier agricole par des investisseurs extérieurs au monde agricole. En effet, le rendement du foncier agricole est très faible par nature, en raison notamment de l'imposition importante affectée à ces biens (barème progressif de l'impôt sur le revenu et prélèvements sociaux à hauteur de 17,2%).

De ce fait, il est primordial d'attirer des investisseurs non issus du monde agricole, qui pourront ainsi alléger le coût d'installation d'un nouvel exploitant. Le foncier qui sera loué à ce nouvel exploitant, par bail à long terme ou par bail cessible, diminuera mécaniquement le coût de la reprise pour le nouvel installé. A l'heure où les rendements agricoles sont plus incertains que jamais, les coûts d'emprunt très élevés et le renouvellement de nombre d'exploitations imminent, il est urgent de favoriser le portage du foncier à tout type d'investisseurs.

L'objet de cet amendement est donc d'imposer les revenus fonciers issus de la location de biens ruraux par bail à long terme et par bail cessible au titre du prélèvement forfaitaire unique.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. PLA

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 12

Après l'article 12

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article L. 136-8 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Au III ter, la référence : « III bis » est remplacée par les références : « , III bis, IV et V » ;

2° Les IV et V sont ainsi rétablis :

« IV. – Par dérogation au I et au V, sont également assujettis à la contribution sociale au taux de 3,8 %, les revenus mentionnés à l'article L. 136-6 perçus par les personnes percevant par ailleurs des revenus mentionnés aux 1° et 4° du II de l'article L. 136-1-2 et dont :

« 1° D'une part, les revenus définis au IV de l'article 1417 du code général des impôts perçus l'avant-dernière année excèdent 11 128 € pour la première part de quotient familial, majorés de 2 971 € pour chaque demi-part supplémentaire. Pour la Martinique, la Guadeloupe et La Réunion, les montants des revenus sont fixés à 13 167 € pour la première part, majorés de 3 268 € pour la première demi-part et 2 971 € pour chaque demi-part supplémentaire à compter de la deuxième. Pour la Guyane et Mayotte, ces montants sont fixés, respectivement, à 13 768 €, 3 417 € et 2 971 € ;

« 2° D'autre part, les revenus définis au IV du même article 1417 perçus l'avant-dernière ou l'antépénultième année sont inférieurs à 14 548 € pour la première part de quotient familial, majorés de 3 884 € pour chaque demi-part supplémentaire. Pour la Martinique, la Guadeloupe et La Réunion, les montants des revenus sont fixés à 15 915 € pour la première part, majorés de 4 271 € pour la première demi-part et 3 884 € pour chaque demi-part supplémentaire à compter de la deuxième. Pour la Guyane et Mayotte, ces montants sont fixés, respectivement, à 16 672 €, 4 467 € et 3 884 €.

« V. - Par dérogation au I, sont assujettis à la contribution sociale au taux de 6,6 %, les revenus mentionnés à l'article L. 136-6 du présent code perçus par les personnes dont les revenus de l'avant-dernière année, définis au IV de l'article 1417 du code général des impôts :

« 1° D'une part, excèdent 14 548 € pour la première part de quotient familial, majorés de 3 884 € pour chaque demi-part supplémentaire. Pour la Martinique, la Guadeloupe et La Réunion, les montants des revenus sont fixés à 15 915 € pour la première part, majorés de 4 271 € pour la première demi-part et 3 884 € pour chaque demi-part supplémentaire à compter de la deuxième. Pour la Guyane et Mayotte, ces montants sont fixés, respectivement, à 16 672 €, 4 467 € et 3 884 € ;

« 2° D'autre part, sont inférieurs à 22 580 € pour la première part de quotient familial, majorés de 6 028 € pour chaque demi-part supplémentaire. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Le foncier non bâti, dans sa diversité (terres arables, prairies, zones humides, forêts) constitue une ressource très précieuse dans le cadre du maintien de la biodiversité, mais également en termes de captation de carbone.

Toutefois, ce foncier fait l'objet d'une taxation très défavorable, comparée à celle des valeurs mobilières, entraînant mathématiquement un rendement très faible, voire négatif dans certains cas.

Cela conduit à une tentation de plus en plus grande d'artificialiser ces terres, dans l'optique de vendre au prix des terrains à bâtir.

Or, pour un grand nombre de retraités agricoles, à la pension très modeste, les terres ont représenté, pendant leur période d'activité, leur outil de travail, et représentent désormais, à la retraite, un complément de revenu indispensable.

Plus du tiers des retraités agricoles perçoivent aujourd'hui la pension minimum, d'un montant de 1138,63€ net par mois. Ce sont donc pour ces retraités qu'il faut adapter les prélèvements sociaux grevant les revenus fonciers issus de la mise en location de leurs terres.

Ainsi, l'alignement des taux de prélèvements sociaux de ces revenus fonciers, sur ceux appliqués aux retraités, permettrait de reconnaître la vraie nature de ces revenus, à savoir celle d'un complément de retraite, et non celui d'un investissement à caractère patrimonial.

Pour ne pas dénaturer la mesure, il est important de circonscrire le bénéfice de ces taux réduits de CSG aux revenus fonciers inclus dans un seuil de revenu global, afin que ne soient visés que les propriétaires les plus modestes.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. PLA

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES**

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le VIII de l'article 238 quindecies du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ....- Les plus-values réalisées à l'occasion de la transmission d'une entreprise individuelle réalisant une activité agricole, sous la forme de plusieurs cessions concomitantes portant sur la totalité des éléments de son patrimoine professionnel, ne présentant pas le caractère de branche complète d'activité, au profit de jeunes agriculteurs visés à l'article D 343-3 du code rural et de la pêche maritime, peuvent bénéficier de l'exonération prévue au I, sous réserve de remplir les conditions du II. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La transmission, comme l'installation, doivent être soutenues par des leviers fiscaux qui participent à l'attractivité du métier d'agriculteur, et qui doivent être adaptés à la diversité des profils d'entrepreneurs et de projets économiques.

Dans l'objectif de soutenir les projets de transmission, il est proposé de faire évoluer les dispositifs d'exonération des plus-values professionnelles en permettant d'étendre le bénéfice de l'exonération des plus-values réalisées lors de la cession d'une exploitation agricole à plusieurs jeunes agriculteurs (500 000 € pour une exonération totale ou 1 000 000 € pour une exonération partielle). En effet, actuellement, pour pouvoir bénéficier de l'exonération des plus-values, la transmission doit porter soit sur l'intégralité des éléments caractéristiques de l'entreprise individuelle ou sur des droits et parts détenus par l'associé dans une société soit sur une branche complète d'activité.

L'actuelle rédaction de l'article contraint les exploitants agricoles dont d'exploitation ne peut être divisée en branches d'activités à céder la totalité de leur exploitation à un unique cessionnaire pour pouvoir bénéficier des dispositions fiscales favorables alors qu'ils sont de plus en plus souvent sollicités pour céder leur exploitation à différents repreneurs. Les nouveaux installés et plus largement les jeunes agriculteurs ne sont pas en mesure d'absorber des investissements d'une telle ampleur réduisant par conséquent le nombre de candidats à la reprise totale des exploitations agricoles.

Dès lors, afin d'encourager le renouvellement des générations, le présent amendement modifie le texte afin d'accorder au cédant le bénéfice du dispositif lorsque ce dernier accepte de fractionner son exploitation en vue d'une cession répartie entre différents repreneurs tous jeunes agriculteurs.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. PLA

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES**

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le I ter de l'article 151 septies A du code général des impôts, il est inséré un I quater ainsi rédigé :

« I quater – Sont également exonérées, les plus-values soumises au régime des articles 39 duodecies à 39 quindecies, autres que celles mentionnées au III du présent article, réalisées dans le cadre d'une cession progressive d'une activité agricole, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

« 1° L'activité doit avoir été exercée pendant au moins cinq ans ;

« 2° La cession est réalisée au profit d'un jeune agriculteur au sens des dispositions de l'article D. 614-2 du code rural et de la pêche maritime ;

« 3° La cession progressive est réalisée, dans délai maximum de 120 mois, à titre onéreux et porte sur l'intégralité des droits ou parts détenus par un contribuable qui exerce, au jour de la première cession, son activité professionnelle dans le cadre d'une société ou d'un groupement dont les bénéfices sont, en application des articles 8 et 8 ter, soumis en son nom à l'impôt sur le revenu et qui sont considérés, au jour de la première cession, comme des éléments d'actif affectés à l'exercice de la profession au sens du I de l'article 151 nonies. Le délai susvisé court à compter de la première cession ;

« 4° Le cédant et le cessionnaire signent un pacte de transmission, préalablement à la réalisation de la première cession, dont les modalités sont précisées par voie de décret ;

« 5° Le cédant cesse toute fonction dans la société ou le groupement dont les droits ou parts sont cédés et fait valoir ses droits à la retraite, dans les deux années, suivant ou précédant la première cession ;

« 6° Les conditions prévues aux 4°, 5°, et 6° du I s'appliquent à la présente exonération. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le capital nécessaire à la reprise d'une exploitation agricole viable nécessite un soutien bancaire important, qui ne peut être souvent accordé qu'à la seule analyse du potentiel de résultat de

l'exploitation cédée. Les banques exigent donc de prendre des garanties sur des actifs tangibles, en cas de défaillance du repreneur. Ces garanties vont bien souvent au-delà de la seule exploitation objet de l'acquisition. Cet état de fait induit une sorte de discrimination financière quant à la population en capacité d'opérer une telle reprise d'exploitation, qu'il s'agisse de transmissions familiales ou à des personnes non issues du milieu agricole.

Pour alléger le poids financier nécessaire à une reprise tout en ne lésant pas le cédant, il est nécessaire d'étaler dans le temps cette charge financière, par une cession progressive de l'exploitation. Ce schéma peut très facilement s'envisager dans un cadre sociétaire, les parts sociales constitutives du capital pouvant être cédées de manière échelonnée.

Pour autant, une telle cession progressive fait peser le risque sur le cédant, qui, par cette voie, va partager le risque lié à l'exploitation de l'entreprise avec le repreneur, pour une certaine durée. Par ailleurs, cela prive le cédant du paiement de l'intégralité du prix de cession de son exploitation, ce qui peut limiter la réalisation de ses futurs projets. La mise en place d'un pacte entre le cédant et le cessionnaire devrait ainsi permettre d'apporter toutes les garanties nécessaires pour chacun des co-contractants notamment sur le plan financier.

Pour encourager le cédant à s'engager dans la voie de cette cession progressive des parts de son exploitation, il est donc nécessaire de mettre en œuvre un dispositif d'exonération attaché aux plus-values générées par ces cessions de parts. En permettant ainsi, une cession échelonnée des parts sociales, le poids de la reprise d'une exploitation agricole en société pourrait être allégé octroyant ainsi conjointement au jeune repreneur un étalement du paiement de ces parts sociales.

Il est donc proposé d'introduire un levier fiscal facilitant la transmission des entreprises agricoles en société par la mise en place d'une cession progressive des parts sociales sur une durée de 120 mois.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. PLA

C	
G	

ARTICLE 16

I. - Alinéas 110 et 111

Supprimer ces alinéas.

II. - Pour compenser la perte de recette résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes pour les agences de l'eau résultant du présent article est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – la perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et les services.

**OBJET**

L'augmentation de la redevance pour pollution diffuse est vécue comme un impôt supplémentaire de 37 millions d'euros sur la production, visant à assurer une recette permanente à la redevance pour pollution diffuse, même quand les utilisations de produits phytosanitaires baissent. Les 37 M€ s'ajouteraient aux 171 M€ déjà collectés en moyenne entre 2019 et 2022 (+ 22 %).

Cela aggraverait les distorsions de concurrence avec les producteurs des autres Etats-Membres de l'Union Européenne.

Une telle augmentation impacterait négativement les investissements sur les exploitations agricoles, quand est attendu de l'agriculture une accélération de la transition agroécologique et une contribution à la planification écologique.

Et ce d'autant plus que les éléments chiffrés enfin obtenus sur les actions financées par les agences de l'eau en matière de réduction de l'usage des produits phytosanitaires traduisent leur faible accompagnement de l'agriculture conventionnelle dans la transition.

Enfin, l'augmentation affecterait de manière différenciée les cultures, certains producteurs n'ayant plus accès, pour certaines maladies ou certains bioagresseurs, qu'à des produits fortement taxés.

En conséquence, l'amendement vise à maintenir les taux actuels pour la redevance pour pollution diffuse.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. PLA

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 16

I. – Alinéas 146 et 147

Supprimer ces alinéas.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le projet de loi de finances instaure, pour l'irrigation gravitaire, une augmentation progressive de l'assiette, pour l'instant fixée forfaitairement à 10 000 m<sup>3</sup> par an, de 1 000 m<sup>3</sup> par an jusqu'à 2029 inclus et l'obligation, quand un compteur est installé, d'utiliser cet index. Cette augmentation de l'assiette s'additionne à une augmentation des tarifs de redevances, notamment par l'instauration d'un tarif plancher supérieur au taux actuel pour la majorité des bassins.

Or, dans certains territoires, l'irrigation gravitaire contribue à la préservation de zones humides et à la production d'eau potable. L'irrigation traditionnelle, dite « par submersion », assure, selon les secteurs, la plus grande part de la recharge de la nappe), la pluie complète cet apport principal.

Pour permettre de préserver l'irrigation gravitaire dans les territoires où elle répond aux enjeux sociétaux, l'amendement vise à retirer les alinéas modifiant l'assiette pour le calcul de la redevance.







## AMENDEMENT

présenté par  
M. PLA

C	
G	

### ARTICLE 16

I. – Alinéa 37

Supprimer cet alinéa.

II. – Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Le projet de loi de finances instaure un article spécifique pour la redevance élevage, en reprenant l'assiette et le taux inscrits actuellement dans le code de l'environnement. Il introduit en outre des possibilités d'adaptation, par unité géographique au sein des bassins, du taux et prévoit, comme pour les autres redevances, une indexation du taux de 3 € / Unité Gros Bétail sur l'inflation.

Les possibilités d'adapter la redevance élevage par territoire risquent de fragiliser encore l'élevage, au moment où l'enjeu premier est le renouvellement des générations d'éleveurs et notre souveraineté alimentaire.

Le présent amendement vise donc à retirer ces possibilités d'adapter le tarif de 3 € / UGB par unité géographique, en maintenant l'exception des activités agricoles.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. PLA

C	
G	

ARTICLE 16

I. - Alinéa 123, tableau, quatre dernières colonnes, troisième ligne

Rédiger ainsi cette ligne :

0,5	5,04	1,00	10,08
-----	------	------	-------

II. - Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes pour les agences de l'eau résultant du présent article est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre 1<sup>er</sup> du livre III du codes des impositions sur les biens et services.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre 1<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et les services.

**OBJET**

Le projet de loi de finances prévoit un relèvement des taux plafonds de 40 % et l'instauration de taux planchers, fixé à 28 % du plafond pour les différents usages.

Or, selon les bassins, pour l'irrigation, les taux actuels sont très différents, tant pour les prélèvements en catégorie 1 (hors zone de répartition des eaux, gestion par un Organisme Unique de Gestion Collective et retenues collinaires) et en catégorie 2 (en zone de répartition des eaux) et les conséquences de l'instauration des taux planchers et des augmentations des plafonds selon les bassins et les zones de prélèvement sont particulièrement significatives selon les territoires. Les bassins les plus touchés en irrigation non gravitaire en zone de répartition des eaux sont les bassins Rhône Méditerranée Corse et Adour-Garonne, avec respectivement une multiplication par 3,5 et 2,3, du fait du plancher envisagé très élevé.

Selon le ministère de la Transition Ecologique, la hausse serait au minimum, pour les agriculteurs, de 6,22 M€ en Rhône Méditerranée Corse (+ 144 %), de 3,8 M€ en Adour-Garonne (+ 49 %) et de 100 K€ en Rhin-Meuse. Les augmentations pourraient atteindre jusqu'à 60 €/ha, par exemple pour Adour-Garonne, pour un apport moyen à l'hectare de 3 760m<sup>3</sup> (passage de 46 €/ha à 106 €/ha).

Des augmentations aussi fortes ne sont tenables par aucun acteur économique, d'autant qu'elles viendront impacter fortement y compris ceux qui ont investis pour sortir de l'irrigation gravitaire. Elles sont d'autant plus inacceptables que, malgré les demandes pour une meilleure transparence, la

profession agricole ne dispose pas de visibilité sur les financements actuels des agences de l'eau en faveur de la gestion quantitative de l'eau, en particulier sur la sécurisation des ressources en eau.

L'amendement vise donc à abaisser le plancher de la redevance pour l'irrigation non gravitaire à 0,5 centime d'€/m<sup>3</sup> en catégorie 1 et 1 centime d'€/m<sup>3</sup> en catégorie 2. Cela correspond à 10% du plafond, au lieu de 28 %.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. PLA

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

I. – Au I de l'article 1394 B bis du code général des impôts, le taux : « 20 % » est remplacé par le taux : « 50 % ».

II. – L'article L. 415-3 du code rural et de la pêche maritime est ainsi modifié :

1° Au quatrième alinéa, les mots : « être intégralement rétrocédé aux preneurs des terres considérées » sont remplacés par les mots : « être rétrocédés aux preneurs dans les conditions suivantes » ;

2° Au cinquième alinéa, le taux : « 20 % » et le nombre : « 1,25 » sont respectivement remplacés par le taux : « 50 » et le nombre : « 2 » ;

3° Après le 1°, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque le pourcentage des taxes foncières mis à la charge du preneur en application du troisième alinéa est supérieur ou égal à 20 % et inférieur à 50 %, le preneur rembourse au bailleur une fraction de la taxe foncière sur les propriétés non bâties égale à 0 ; » ;

4° Au 2°, le nombre : « 1,25 » est remplacé par le nombre : « 2 ».

III. – .... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

IV. – .... – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

En vue de favoriser la transmission des exploitations et l'installation des jeunes agriculteurs, et au vu du contexte économique, un allègement de la fiscalité des revenus fonciers est rendu nécessaire. L'accès au foncier agricole reste la clé d'entrée pour la réalisation de la très grande majorité des projets d'installation en agriculture. Le portage du foncier agricole est aujourd'hui primordial pour la plupart des agriculteurs. Les allègements fiscaux en faveur des revenus fonciers doivent renforcer l'attractivité du portage du foncier agricole et ainsi permettre aux exploitants de concentrer leurs investissements sur leurs entreprises et la détention du capital de l'exploitation. De plus, les

exploitants agricoles supportent également une partie de l'impôt basé sur leurs moyens de productions (les terres agricoles) : la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB). Elle est due par les propriétaires, mais en pratique 70% des terres sont louées en fermage, et une majorité de cette TFNB est supportée par l'exploitant de la terre (la taxe pouvant être mise à la charge du fermier jusqu'à 99% de son montant).

En outre, il faut rappeler que les terres agricoles sont de véritables puits de carbone, qui participent largement à l'atteinte des objectifs français en matière de captation de gaz à effet de serre. Ces terres, en raison de leur nature et des cultures qui y sont conduites, par la couverture permanente des sols notamment, sont l'atout principal de la France dans la lutte contre le changement climatique, et doivent donc bénéficier d'une taxation prenant en compte cet apport non financier, mais dont l'ensemble de la société bénéficie. Il est donc proposé une augmentation du taux d'exonération permanente des parts communales et intercommunales de la taxe foncière sur les propriétés non bâties, de 20 % actuellement, à 50 % (article 1394 B bis du CGI). Afin que cette fraction d'exonération supplémentaire bénéficie à celui du bailleur ou du preneur qui en supporte effectivement la charge, en fonction de la répartition de taxe établie entre les parties, les modalités de calcul de la fraction de taxe foncière dû par le preneur au bailleur sont mises à jour. La fraction d'exonération « historique » de 20% continuera ainsi toujours à bénéficier au preneur, et la fraction supplémentaire d'exonération de 30% bénéficiera alternativement au bailleur ou au preneur, selon les dispositions contractuelles ou légales. L'impact de cette mesure au niveau du budget de l'Etat est évalué à 162 millions d'euros.







## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. PLA

C	
G	

### ARTICLE 28

Alinéa 5

À la trente-huitième ligne de la troisième colonne du tableau

Remplacer le montant :

167 149 000

par le montant :

182 899 000

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Le présent amendement entend rehausser le plafond d'affectation de la taxe affectée aux Chambres de métiers et de l'artisanat à hauteur de 15 M€.

Cette hausse apparaît d'autant plus important que le plafond d'affectation a fortement diminué de plus de 196 000 € en 2012 à 167 000 € dans le présent PLF pour 2024.

Le gage sur les tabacs est proposé afin de respecter les règles de la recevabilité financière. Les signataires du présent amendement ne souhaitent pas que cette taxe additionnelle sur les tabacs soit créée et demandent au Gouvernement de lever le gage.





N°	I-1927
----	--------

## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. PLA

C	
G	

### ARTICLE 28

#### I. – Alinéa 5

À la trente-huitième ligne de la troisième colonne du tableau

Remplacer le montant :

167 149 000

par le montant :

182 899 000

II. – .... – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Le présent amendement entend rehausser le plafond d'affectation de la taxe affectée aux Chambres de métiers et de l'artisanat à hauteur de 15 M€.

Cette hausse apparaît d'autant plus important que le plafond d'affectation a fortement diminué de plus de 196 000 € en 2012 à 167 000 € dans le présent PLF pour 2024.

Le gage sur les tabacs est proposé afin de respecter les règles de la recevabilité financière. Les signataires du présent amendement ne souhaitent pas que cette taxe additionnelle sur les tabacs soit créée et demandent au Gouvernement de lever le gage.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. PLA

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 28

I. – Alinéa 2, tableau, dernière colonne, quarante-neuvième ligne

Remplacer le montant :

309 800 000

par le montant :

322 156 800

II. – Alinéa 5, tableau, dernière colonne, trente-sixième ligne

Remplacer le montant :

309 800 000

par le montant :

322 156 800

III. – Alinéa 30

Compléter cet alinéa par les mots :

calculé à partir du plafond de l'année précédente revalorisé par un coefficient fixé annuellement en application du dernier alinéa de l'article 1518 bis du code général des impôts

IV. – Alinéa 32

Rédiger ainsi cet alinéa :

c) La troisième phrase du premier alinéa du II est supprimée ;

V. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par trois paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Le présent amendement vise à revaloriser annuellement le plafond via une indexation sur l'indice des prix à la consommation (comme la TFNB) et, par conséquent, à relever le montant de taxe affectée aux Chambres d'agriculture pour 2024 et à supprimer totalement la limite maximale de hausse du montant perçu par une Chambre d'une année sur l'autre.

Actuellement, le montant attribué aux Chambres d'agriculture étant plafonné, et la base cadastrale imposable n'ayant cessé d'augmenter (revalorisation annuelle prévue par l'article 1518 bis du code général des impôts - pour 2024 : + 7,1%), cela a conduit mécaniquement à une baisse du taux de la taxe affectée aux Chambres d'agriculture et à un appauvrissement des Chambres d'agriculture.

En effet, la valeur de la base cadastrale imposable est passée de 2,347 Md€ en 2015 à 2,613 Md€ en 2022, soit une hausse de 11,3% alors que pendant la même période, le montant de la TATFNB est resté stable à 292 M€. Concrètement, cela signifie que le réseau des Chambres d'agriculture n'a pas bénéficié de l'accroissement de l'assiette de sa taxe car le taux de prélèvement de la TATFNB a baissé mécaniquement en raison du plafonnement du montant de la TATFNB. Ainsi, le taux de prélèvement de la TATFNB sur la base cadastrale imposable est passé de 12,5 en 2015 à 11,2% en 2022 et 10,5% en 2023. A titre d'illustration pour l'année 2023, cela correspond à une perte de ressources d'environ 35 M€ pour le réseau des Chambres. En effet, si on applique le taux de prélèvement de 2015 (12,5%) à la base cadastrale imposable de 2023, la taxe perçue aurait été de près de 336M€.

L'appauvrissement des Chambres d'agriculture lié au plafonnement de la TATFNB depuis 10 ans est d'autant plus préjudiciable que les missions des Chambres d'agriculture pour accompagner les agriculteurs n'ont cessé de croître sur cette période (animation des concertations régionales sur le Pacte et la Loi d'Orientation et d'Avenir Agricoles, ESSOC, phytosanitaires, identification animale avec la Base Nationale Opérateurs, Registre National des Entreprises, guichet unique non transféré, point info installation-transmission, etc.) et il n'est plus tenable dans la durée.

En outre, les hausses en 2022 (+2,75%) puis en 2023 (+1,75%) de la valeur du point des chambres d'agriculture, pourtant plus faibles que celles accordées à la fonction publique (3,5% et 1,5%), a un impact financier annuel de plus de 21M€.

Enfin, dans le cadre du chantier gouvernemental prioritaire de planification écologique, le rôle des Chambres sera déterminant dans la réussite de la transition du monde agricole et nécessite un renforcement des moyens :

- pour produire des analyses fondées sur des références réelles permettant de démontrer la faisabilité économique à l'échelle de l'exploitation de la transition (à l'instar de l'analyse des cheptels laitiers à partir de la base de données INOSYS) ;

- pour aller chez les exploitants afin de leur démontrer l'intérêt de s'inscrire dans ces transitions pour leur exploitation et surmonter les résistances aux changements. Cela impliquera un coût de formation pour les conseillers évalué à plusieurs M€ et un coût d'accompagnement individuel évalué à 73 M€/an sur la base d'un accompagnement tous les 5 ans de 2 jours de conseils pour 80% des 416 000 exploitations agricoles (45 M€ si on vise uniquement 50%).

Le Gouvernement a retenu dans le texte sur lequel il a engagé sa responsabilité devant l'Assemblée nationale :

- une hausse de 3% du plafond, soit un montant de 309 M€ ;
- un rehaussement de la limite maximale de hausse du montant perçu par une Chambre d'une année sur l'autre de 3% à 10%.

Ces évolutions ne contentent absolument pas le réseau des Chambres qui alerte du risque de ne pas pouvoir bénéficier de moyens financiers suffisants pour accompagner des agriculteurs pour faire face aux enjeux climatiques et environnementaux faute d'une revalorisation de leurs ressources à hauteur de l'inflation (+ 7,1%).

- une hausse du plafond pour atteindre un montant de 322 M€ (+ 7,1% par rapport au montant de 300,8 M€ prévu dans le PLF initial et + 4% par rapport au montant de 309,8 M€ proposé par le Gouvernement) ;
- une suppression totale de la limite maximale de hausse du montant perçu par une Chambre d'une année sur l'autre, afin de permettre une répartition plus juste des ressources entre les Chambres via la péréquation ;
- une revalorisation annuelle du plafond via une indexation sur l'indice des prix à la consommation (comme pour la TFNB, à travers l'article 1518 bis du CGI).





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. DELCROS

C	
G	

ARTICLE 7

Après l'alinéa 31

Insérer quatre alinéas ainsi rédigés :

.... – Sont classées en zone France ruralités revitalisation les communes de moins de 20 000 habitants de France métropolitaine, membres d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre qui remplit les conditions suivantes :

« 1° Au moins 50 pour cent de sa population est située en zone de montagne au sens de l'article 3 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne ;

« 2° Sa densité de population est inférieure ou égale à la densité médiane nationale des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de France métropolitaine ;

« 3° Son revenu disponible par unité de consommation médian est inférieur ou égal au 75<sup>e</sup> centile des revenus disponibles médians par établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre de France métropolitaine.

**OBJET**

Les zones de montagne se caractérisent par des handicaps significatifs entraînant des conditions de vie plus difficiles et restreignant l'exercice de certaines activités économiques. Cet amendement a ainsi pour objectif de permettre le classement en zone France Ruralités Revitalisation, des communes de France métropolitaine de moins de 20 000 habitants situées dans un territoire peu dense, respectant un critère de revenu assoupli (75<sup>ème</sup> centile) et dont la majorité de la population réside en zone de montagne.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. CANÉVET et CAPO-CANELLAS, Mme Nathalie GOULET et M. DELCROS

C	
G	

ARTICLE 16 QUATER

I. – Alinéas 2, 8 et 9

Remplacer l'année :

2025

par l'année :

2026.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement reporte l'entrée en vigueur du dispositif de taxe incitative relative à la réduction de gaz à effet de serre dans les transports au 1<sup>er</sup> janvier 2026 afin d'assurer sa mise en œuvre au plan opérationnel, tant pour l'administration que pour les entreprises.

Le délai supplémentaire d'un an permettra, d'une part, de disposer du délai nécessaire à l'adoption des dispositifs prévoyant la méthodologie de calcul de réduction de l'intensité des gaz à effet de serre et de calcul du pourcentage cible et leur bonne appropriation par les redevables et, d'autre part, de tenir compte des évolutions déjà prévues au début d'année 2025 qui correspond au transfert de la DGDDI à la DGFIP de l'accise sur les produits énergétiques, de la TIRUERT et de la mise en œuvre d'ETS2 et du règlement ReFuel UE Aviation.

S'agissant par ailleurs du soutien au biogaz, compte tenu des investissements rendus nécessaires par l'instauration de cette taxe incitative relative à la réduction de l'intensité d'émission de gaz à effet de serre dans les transports par les opérateurs concernés, une entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2025 rendrait le dispositif dépourvu d'effets utiles.

Pour ces raisons, le présent amendement prévoit le report de l'entrée en vigueur de l'article 16 *quater* au 1<sup>er</sup> janvier 2026.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LOZACH

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10**

Après l'article 10

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le J de l'article 278-0 bis du code général des impôts, il est inséré un paragraphe ainsi rédigé :

« .... – Les droits d'entrée perçus par les établissements de loisirs sportifs marchands ;

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à assujettir l'accès aux établissements de loisirs sportifs marchands à un taux réduit de TVA de 5,5%, contre 20% actuellement.

Le soutien du Gouvernement au développement de la pratique sportive a récemment pris la forme d'aménagements fiscaux dans le cadre du projet de loi de finances 2024. Désormais, l'équitation, sport olympique, et les compétitions d'e-Sport bénéficieront d'un taux de TVA réduit de 5,5%, rejoignant ainsi les activités « ludiques » déjà à 5,5%.

Si nous nous réjouissons de cette avancée, cet amendement vise à accorder ce même taux de TVA aux dernières activités du secteur qui connaissent encore un taux de 20% c'est-à-dire les activités sportives (escalade, tennis-padel...) et les activités de remise en forme (fitness, yoga...)

Le secteur des loisirs sportifs marchands concerne 17 millions de Français pratiquants répartis dans 7 000 établissements sur l'ensemble du territoire et emploie 70 000 salarié dont 80 % ont moins de 30 ans. Il regroupe les salles de sport (fitness, yoga) et les activités de sport indoor (foot à 5, escalade, tennis-padel, piscines et patinoires en délégation de service public). Il s'agit d'une offre de loisirs sportifs payante, non rattachée à une fédération sportive. Ses dirigeants se définissent comme des gestionnaires d'installations privées de pratique sportive.

Ces établissements étant relativement nouveaux sur le territoire, ils ne sont aujourd'hui pas correctement identifiés par les pouvoirs exécutif et législatif. De fait, ils connaissent le même taux de

TVA qu'un commerce classique, alors même que des établissements aux activités comparables bénéficient d'un taux de TVA réduit. À titre d'exemple, les centres équestres viennent d'obtenir l'accord du Gouvernement pour le rétablissement du taux de TVA de 5,5 % sur l'ensemble de leurs activités.

En dix ans, le nombre de salles de sport a été multipliée par quatre. Comme indiqué dans le projet de Stratégie Nationale Sport Santé 2019-2024, la pratique du sport « améliore l'état de santé de la population et permet de lutter contre l'accroissement de la sédentarité, l'inactivité physique et l'ensemble des pathologies chroniques qui y sont associées. » Les jeunes Français ont en moyenne perdu 25% de leur capacité cardiovasculaire en 40 ans. Alors que l'objectif des pouvoirs publics est de préserver et d'améliorer la santé physique et mentale des Français, le sport apparaît comme une activité essentielle de première nécessité dont la pratique doit être encouragée, notamment fiscalement, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. La pratique d'activités physiques constitue plus que jamais un élément de prévention primaire et de renforcement du niveau sanitaire de la population. Le coût de l'inactivité physique en France s'élève à plus de 140 milliards d'euros par an. En augmentant le nombre de pratiquants réguliers de 10 %, le gain est estimé à 300 millions d'euros par an.

À titre de comparaison, les théâtres et les cinémas bénéficient, tout comme les manifestations et événements sportifs, du taux réduit de TVA de 5,5% sur leur billetterie.

Il s'agit donc de mettre fin à la distorsion de concurrence entre le secteur des loisirs sportifs marchands et les autres secteurs économiques comparables dont la plupart des acteurs bénéficient d'un taux de TVA réduit allant de 5,5 à 10%.

Plusieurs Etats européens accordent un taux de TVA réduit aux loisirs sportifs marchands.

De plus, un taux de TVA réduit augmenterait la capacité d'investissement des entreprises de loisirs sportifs marchands pour doter l'ensemble du territoire de nouvelles installations sportives innovantes et durables. Il est ici rappelé la grande vétusté des équipements sportifs des collectivités locales (40% du parc a plus de 30 ans). Cette mesure se traduira donc par des économies pour la collectivité publique, qui verra ses investissements substitués par ceux des loisirs sportifs marchands.

Les acteurs privés sont également prêts à s'engager formellement à accueillir à tarifs avantageux voire gratuitement les publics scolaires, les associations, les personnes en situation de handicap, les seniors et tout public éloigné de la pratique sportive via des conventions de partenariats (exemple de la Polynésie Française). Cela est notamment possible du fait d'un grand nombre de créneaux horaires pouvant être partagés, la pratique marchande de ces entreprises se concentrant surtout les soirs et le week-end.

Afin de faire de la France une grande nation du sport en perspective des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 et d'augmenter d'ici là de 3 millions le nombre de pratiquants tel que voulu par le Président de la République, il est primordial d'avoir un secteur des loisirs sportifs marchands en croissance et pouvant proposer des infrastructures de qualité sur l'ensemble du territoire.

Enfin, dans un contexte économique tendu (crise de l'énergie, inflation), l'application de la mesure permettra aux entreprises de loisirs sportifs marchands de reconstituer de la marge, de réduire plus rapidement leur endettement (remboursement des PGE) et de faire face à des situations parfois tendues avec les bailleurs.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LOZACH

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10**

Après l'article 10

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le J de l'article 278-0 bis du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« .... – Les droits d'entrée perçus par les organisateurs d'événements sportifs outdoor ;

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Si nous nous réjouissons des récentes annonces de l'introduction ou du retour, au 1er janvier 2024, d'un taux réduit de TVA pour les événements d'esport, les poney-clubs et les établissements équestres, il demeure plusieurs secteurs sportifs où s'applique un taux de TVA s'élevant à 20%, créant ainsi une distorsion de concurrence nette et préjudiciable aux acteurs concernés et plus largement au développement du sport dans notre pays.

Les événements sportifs outdoor (marathon...) sont dans ce cas de figure. Lorsqu'une personne achète un billet pour aller assister à une rencontre sportive (ou, très prochainement, d'esport), le prix du billet est soumis à une TVA de 5,5%. Mais lorsqu'elle souhaite participer à un événement sportif, c'est une TVA de 20% qui est imposée au montant de ses droits d'engagement. Ce traitement discriminant des pratiquants, par comparaison avec les spectateurs, paraît injustifié et pénalise lourdement leurs modèles économiques. Ils sont en effet lourdement affectés par une augmentation sensible des charges d'organisation, entre mesures de sécurité et de prévention de plus en plus coûteuses et inflation galopante sur nos achats. Les droits d'engagement des participants constituent l'essentiel des ressources des organisateurs d'événements, le plus souvent au-delà de 80% de leur chiffre d'affaires. Et l'élasticité du prix de leurs droits d'engagement n'est pas importante.

Les vertus sociales et sociétales des événements sportifs outdoor sont connues. Au-delà d'un efficace outil de marketing territorial, au bénéfice de nos collectivités, ce sont autant d'environnements festifs sains où sont bien présentes les valeurs de respect et de solidarité, et où la mixité des pratiquants, hommes et femmes de tous âges et de tous milieux socio-culturels, nous apparaît précieuse, pour ne pas dire salubre.

Ces événements servent également les enjeux de santé publique, contribuant donc de façon indirecte à la réduction du déficit public. En effet, un homme ou une femme qui décide de s'aligner au départ d'un événement va le plus souvent, dans sa préparation, s'inscrire dans une démarche de vie vertueuse, tant en matière d'alimentation que de pratique sportive régulière – deux enjeux majeurs dont l'effet positif est reconnu en matière de santé physique et morale et, par suite, de recours aux soins, de productivité au travail, de diminution de l'absentéisme...

Sans compter, enfin, leur rôle éducatif très important, vis-à-vis des jeunes qui voient leurs parents, comme bien d'autres adultes, s'astreindre à une pratique sportive régulière et une alimentation saine – on sait tous, en matière d'éducation, la force de l'exemple.

Ce traitement injuste est clairement préjudiciable à l'économie de la filière de l'outdoor dans son entier (organismes et participants).

Raison pour laquelle cet amendement vise à abaisser à 5,5% le taux de TVA sur les droits d'engagement perçus par les organisateurs d'événements sportifs *outdoor*.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. IACOVELLI

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 11**

Après l'article 11

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Les boissons alcooliques ne peuvent être vendues à un prix toutes taxes comprises inférieur à leur prix minimum. Le prix minimum d'une boisson alcoolique est le produit du prix minimum par unité de l'alcool, du titre alcoométrique volumique de la boisson et du volume de celle-ci en litres. Une unité d'alcool correspond à 10 grammes d'alcool pur. Le prix minimum par unité de l'alcool est déterminé chaque année par décret après consultation de la Haute Autorité de Santé.

II. – L'accise applicable aux boissons alcooliques et mentionnée aux articles L. 313-15, L. 313-20, L. 313-21, L. 313-23, L. 313-24 et L. 313-25 du code des impositions des biens et des services est réduite de 0,1 %.

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement, inspiré par la législation écossaise, vise à amorcer une réforme d'ensemble de la tarification et de la fiscalité des alcools en fixant un prix minimum par unité d'alcool aux boissons alcooliques et en abaissant la fiscalité sur les boissons dont le prix excède d'ores et déjà ce prix minimum.

Alors que l'OMS recommande depuis 2010 d'agir sur le prix afin de lutter contre les risques sanitaires liés à la consommation d'alcool, en France, huitième pays le plus consommateur d'alcool de l'OCDE, le prix des boissons alcooliques diminue relativement à celui des autres denrées alimentaires.

L'instauration en 2018 d'un prix minimum par unité d'alcool a permis à l'Écosse de diminuer significativement la consommation excessive d'alcool et la morbidité associée et ce sans effet néfaste sur les recettes du secteur. Dès 2020, était observée une réduction de 13,4% du nombre de décès directement liés à la consommation d'alcool. Pour autant, le prix minimum n'a pas eu d'effet notable sur la consommation des personnes respectant les repères de consommation à moindre risques anglais - 14 verres par semaine.

Il s'agit donc d'une mesure qui cible particulièrement la réduction de la consommation de consommateurs les plus à risque. En France, 8% des adultes consomment la moitié de l'alcool vendu et 22% des français dépassent les seuils de consommation à moindre risque ; une telle mesure y est donc particulièrement pertinente.

Le consensus économique propose que le prix minimum d'une unité de 10 grammes d'alcool soit fixé à 50 centimes hors-inflation. Ainsi, une bouteille de vin titrant à 12° ne pourrait être vendue moins de 3,50€. Les alcools dont les prix de vente sont aujourd'hui supérieurs au prix minimum par unité d'alcool ne sont pas concernés. Pour le secteur, la compensation de la baisse en volume par l'augmentation des marges implique que les petits producteurs bénéficieront de cette mesure.

Aussi, afin de dégager des marges de manœuvre financières qui pourront faciliter l'adaptation des producteurs à une réforme globale sans conséquences notables sur le prix de vente, nous proposons d'abaisser marginalement le montant de celles-ci sur les boissons alcooliques non-concernées par le prix minimal. Au plan sanitaire, outre les bénéfices attendus en matière de réduction de la mortalité par cancers attribuable à l'alcool (22%), la mesure permettrait à horizon 2050 de réduire les dépenses de santé dans l'ensemble de 237 millions d'euros par an.

Si le prix minimum permet de préserver le secteur en comparaison d'une augmentation de la taxation, les taxes existantes demeurent nécessaires afin notamment de financer le coût de l'alcool pour la collectivité. Le supplément de taxe sur la valeur ajoutée perçu en raison de l'instauration du prix plancher sera opportunément affecté au fonds de lutte contre les addictions. L'instauration d'un prix minimum ne dispensant pas, en effet, d'une politique offensive de prévention.

La détermination d'un prix minimal de l'alcool semble constituer, au regard de l'objectif de protection de la santé qu'elle poursuit, une limitation justifiée et proportionnée à la liberté de fixation des prix.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. IACOVELLI

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 11**

Après l'article 11

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le Gouvernement remet au Parlement, avant le 1er juin 2024, un rapport présentant l'opportunité économique, sanitaire et sociale globale d'établir un prix minimum par unité d'alcool aux boissons alcoolisées et de diminuer marginalement la fiscalité sur celles dont le prix hors-taxes excède le prix minimum afin de préserver le secteur et les petits producteurs.

**OBJET**

Cet amendement, inspiré par la législation écossaise, vise à amorcer une réforme d'ensemble de la tarification et de la fiscalité des alcools en fixant un prix minimum par unité d'alcool aux boissons alcooliques et en abaissant la fiscalité sur les boissons dont le prix excède d'ores et déjà ce prix minimum.

Alors que l'OMS recommande depuis 2010 d'agir sur le prix afin de lutter contre les risques sanitaires liés à la consommation d'alcool, en France, huitième pays le plus consommateur d'alcool de l'OCDE, le prix des boissons alcooliques diminue relativement à celui des autres denrées alimentaires.

L'instauration en 2018 d'un prix minimum par unité d'alcool a permis à l'Écosse de diminuer significativement la consommation excessive d'alcool et la morbidité associée et ce sans effet néfaste sur les recettes du secteur. Dès 2020, était observée une réduction de 13,4% du nombre de décès directement liés à la consommation d'alcool. Pour autant, le prix minimum n'a pas eu d'effet notable sur la consommation des personnes respectant les repères de consommation à moindre risque anglais - 14 verres par semaine.

Il s'agit donc d'une mesure qui cible particulièrement la réduction de la consommation de consommateurs les plus à risque. En France, 8% des adultes consomment la moitié de l'alcool vendu et 22% des français dépassent les seuils de consommation à moindre risque ; une telle mesure y est donc particulièrement pertinente.

Le consensus économique propose que le prix minimum d'une unité de 10 grammes d'alcool soit fixé à 50 centimes hors-inflation. Ainsi, une bouteille de vin titrant à 12° ne pourrait être vendue moins de 3,50€. Les alcools dont les prix de vente sont aujourd'hui supérieurs au prix minimum par unité d'alcool ne sont pas concernés. Pour le secteur, la compensation de la baisse en volume par l'augmentation des marges implique que les petits producteurs bénéficieront de cette mesure.



Aussi, afin de dégager des marges de manœuvre financières qui pourront faciliter l'adaptation des producteurs à une réforme globale sans conséquences notables sur le prix de vente, nous proposons d'abaisser marginalement le montant de celles-ci sur les boissons alcooliques non-concernées par le prix minimal. Au plan sanitaire, outre les bénéfices attendus en matière de réduction de la mortalité par cancers attribuable à l'alcool (22%), la mesure permettrait à horizon 2050 de réduire les dépenses de santé dans l'ensemble de 237 millions d'euros par an.

Si le prix minimum permet de préserver le secteur en comparaison d'une augmentation de l'imposition, les taxes existantes demeurent nécessaires afin notamment de financer le coût de l'alcool pour la collectivité. Le supplément de taxe sur la valeur ajoutée perçu en raison de l'instauration du prix plancher sera opportunément affecté au fonds de lutte contre les addictions. L'instauration d'un prix minimum ne dispensant pas, en effet, d'une politique offensive de prévention.

La détermination d'un prix minimal de l'alcool semble constituer, au regard de l'objectif de protection de la santé qu'elle poursuit, une limitation justifiée et proportionnée à la liberté de fixation des prix.





N°	I-1935
----	--------

**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. IACOVELLI

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUOVICIES**

Après l'article 3 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 976 du code général des impôts, il est inséré un article 976 ... ainsi rédigé :

« Art. 976 .... – Sont exonérés les logements qui :

« 1° Sont loués, meublés ou non, à des personnes ou familles mentionnées au II de l'article L. 301-1 du code de la construction et de l'habitation dès lors, d'une part, que les besoins ont été identifiés dans le plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées et que, d'autre part, le propriétaire est partie à une convention prévue à l'article L. 321-4 du même code ;

« 2° Sont donnés, en mandat de gestion ou en location, à un organisme bénéficiant de l'agrément relatif à l'intermédiation locative et à la gestion locative sociale prévu à l'article L. 365-4 dudit code ou à un organisme mentionné au 8° du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles et à l'article L. 322-1 du même code. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Plus de 2 millions de ménages attendent actuellement un logement social, soit une hausse de 12% par rapport à 2015.

Selon l'Union sociale pour l'habitat, près de 65% des ménages seraient éligibles à un logement social, cette estimation étant basée sur le rapport entre les plafonds de ressources et le revenu des ménages.

Pour lutter efficacement contre la crise du logement, il est nécessaire de mettre en place des dispositifs incitatifs à destination des propriétaires de biens immobiliers.

Ainsi, cet amendement vise à exonérer de l'impôt sur la fortune immobilière (IFI) les logements mis en location dans le cadre des dispositifs solidaires existants.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. IACOVELLI

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNVICIES**

Après l'article 3 unvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Dans un délai d'un an à compter de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport sur l'article 790 G du code général des impôts étudiant la possibilité d'élargir le bénéfice de l'exonération de droits de mutation à titre gratuit dans la limite de 31 865 € tous les quinze ans au profit de l'enfant, du petit-enfant ou de l'arrière-petit-enfant du conjoint dans le cadre d'une famille recomposée.

**OBJET**

L'évolution contemporaine des structures familiales, caractérisée par une augmentation significative du nombre de familles recomposées, appelle à une révision de notre législation.

À l'heure actuelle, la loi prévoit l'exonération des droits de mutation à titre gratuit dans la limite de 31 865 € tous les quinze ans, en cas de descendance, au profit de l'enfant, du petit-enfant ou de l'arrière-petit-enfant présentant un lien de filiation avec le donateur. Toutefois, cette réglementation ne prend pas suffisamment en compte la réalité des familles recomposées, où les liens parentaux ne sont pas exclusivement biologiques.

Il devient ainsi essentiel de repenser et d'élargir cette disposition pour la rendre plus inclusive. Cette adaptation législative serait un pas vers la reconnaissance et le soutien des nouvelles configurations familiales, favorisant l'équité au sein de ces modèles.

Par conséquent, le présent amendement demande au Gouvernement d'étudier la possibilité d'élargir le bénéfice de l'exonération de droits de mutation à titre gratuit au profit de l'enfant, du petit-enfant ou de l'arrière-petit-enfant du conjoint prévu à l'article 790 G du Code général des impôts dans le cadre d'une famille recomposée.





DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, 128, 132)

N°	I-1937 rect.
----	--------------

23 NOVEMBRE 2023

## A M E N D E M E N T

présenté par

M. CANÉVET, Mme Nathalie GOULET et M. DELCROS

C	
G	

### ARTICLE 5 SEPTTRICIES

Remplacer les mots :

l'année : « 2023 »

Par les mots :

les mots : « 2023, en tant qu'elles concernent l'article 44 *sexies* A du code général des impôts »

### OBJET

Amendement correctionnel.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. Vincent LOUAULT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 8**

Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

... – Chaque année entre 2024 et 2026, l'État reverse au programme Territoires d'industrie, la différence entre la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises qu'il perçoit et la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises perçue l'année précédente, diminuée d'un quart en 2024, puis de deux quarts en 2025, puis de trois quarts en 2026 de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises qu'il aura perçue en 2023. »

**OBJET**

La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises a longtemps constitué une ressource majeure des intercommunalités. Sa suppression décidée en loi de finances pour 2023 est principalement compensée par une fraction de la TVA nationale.

Toutefois, le produit de la CVAE perçu par l'Etat ayant connu un excellent résultat (+20%), le Gouvernement avait admis que cette croissance soit reversée aux collectivités qui auraient dû en bénéficier en 2023, notamment par l'intermédiaire du Fonds vert.

L'étalement jusqu'au 1er janvier 2027 de la suppression de la CVAE acquittée par les entreprises au bénéfice de l'Etat tel que proposé dans le PLF pour 2024 doit se voir appliquer le même principe. En effet même dans le scénario de sa suppression progressive jusqu'en 2027, la CVAE reste une ressource dynamique. En 2023, la CVAE perçue par l'Etat est estimée par le PLF à 5 789 millions d'euros. Ce montant sera diminué chaque année d'un quart de sa valeur. Le surplus correspond à la croissance de la CVAE liée au développement local.

La croissance de la CVAE, désormais perçue par l'Etat jusqu'en 2027, devrait bénéficier aux collectivités du bloc local au travers du Programme « Territoires d'industrie », considérant que la CVAE est, notamment, le fruit des dynamiques locales et que ce programme doit être encouragé.

En effet, l'initiative « Territoires d'Industrie », lancée fin 2018, s'inscrit dans une stratégie de l'Etat de reconquête industrielle par le développement des territoires. Elle réussit particulièrement car elle part des besoins locaux et des projets des acteurs du terrain. Elle bénéficie à tous : aux particuliers qui trouvent un emploi, aux collectivités qui profitent d'un développement économique et social et à l'Etat qui renforce sa souveraineté industrielle.

Une deuxième phase a été lancée (2023-2027) afin de poursuivre et amplifier la dynamique de réindustrialisation dans les territoires. Cette nouvelle phase du programme comprend notamment une offre de services renforcée qui trouve sa traduction dans le cadre du projet de loi « Industrie Verte ».

Cet amendement vise ainsi à alimenter cette dynamique en affectant le produit de la croissance de la CVAE au programme Territoires d'industrie.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. DHERSIN

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au second alinéa du III de l'article 1389 du code général des impôts, les mots : « l'autorisation de démolir prévue à » sont remplacés par les mots : « la décision du représentant de l'État dans le département actant la prise en considération du dossier d'intention de démolir présentée en application de ».

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 1389 III du code général des impôts permet aux organismes HLM d'obtenir un dégrèvement de la taxe foncière sur les propriétés bâties au titre des logements vacants depuis plus de 3 mois lorsque cette vacance est justifiée par un projet de démolition de l'immeuble.

Cette mesure a vocation à faciliter les projets de rénovation urbaine menés en concertation avec les autorités locales. Toutefois, en cas de démolition, ce texte subordonne le dégrèvement à la présentation par le propriétaire de l'autorisation de démolir prévue à l'article L. 443-15-1 du code de la construction. Or, en pratique, cette autorisation n'est délivrée, la plupart du temps, qu'une fois que tous les logements sont vides. Elle intervient à la fin d'une procédure qui peut durer plusieurs années, le temps de reloger tous les locataires. Cette situation conduit souvent, en pratique, à priver d'effet la mesure de dégrèvement puisque les organismes HLM doivent supporter, dans l'attente de l'autorisation, des charges importantes au titre de la taxe foncière sur tous les logements déjà vacants des immeubles à démolir.

C'est pourquoi, il est proposé de faire référence, non pas à l'autorisation définitive de démolir mais à la décision du préfet de « prise en considération du dossier d'intention de démolir ». Par cette décision, le préfet pré-valide la demande d'autorisation de démolir après avoir vérifié le respect de la réglementation, la justification du projet et l'accord des autorités locales (cf. Circulaire UHC/IUH 2/24 no 2001-77 du 15 novembre 2001)





N°	I-1940
----	--------

## A M E N D E M E N T

présenté par  
M. DHERSIN

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le B de l'article 1594-0 G du code général des impôts est complété par un I ainsi rédigé :

« I. les mutations mentionnées au A de l'article 1594 F quinquies en cas de délibération du conseil départemental prenant effet dans les délais prévus à l'article 1594 E du présent code ».

II. – La perte de recettes pour les collectivités territoriales est compensée à due concurrence par la majoration de la dotation globale de fonctionnement et, corrélativement pour l'État, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Cet amendement propose de laisser la faculté aux départements d'exonérer de DMTO les logements neufs.





N°	I-1941
----	--------

**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. REDON-SARRAZY, Mme ARTIGALAS et M. MARIE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 24

I. – Alinéa 13

Rédiger ainsi cet alinéa :

« Au titre de 2024, le montant à verser est égal au montant versé en 2023. »

II. – Alinéa 14

Remplacer les mots :

de cette dotation est minoré par application d'un taux qui, appliqué au montant total à verser au titre de l'année 2023, aboutit à un montant total de 271 278 401 €

par les mots :

à verser est égal au montant versé en 2023

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant des I et II, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

L'article 24 prévoit de diminuer en 2024 la Dotation de compensation de réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) des communes et des EPCI ainsi que la Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de péréquation de taxe professionnelle (FDPTP). Les baisses prévues sur ces transferts de l'Etat, utilisés comme variables d'ajustement, s'élèveraient au total à 27 millions d'euros pour le bloc communal.

La DCRTP du bloc communal et les FDPTP ont déjà fait l'objet de diminutions avant 2020 au titre du mécanisme des variables ; ils ont depuis été préservés de nouvelles ponctions.

Pour mémoire, la DCRTP a été instituée lors de la suppression de la taxe professionnelle et de son remplacement par la CFE et la CVAE. La minoration de la DCRTP, déjà entamée entre 2018 et 2020 pour le bloc communal, remet en cause ce principe de garantie, et est en outre inéquitable au regard des communes et EPCI concernés. En effet, la DCRTP visait à compenser de manière intégrale et



pérenne les pertes de recettes des collectivités les plus perdantes à la réforme, principalement des territoires industriels.

Quant aux FDPTP, ils sont attribués aux communes et EPCI défavorisés au regard des critères de ressources ou de charges ; ils ont donc un objectif de péréquation au sein des départements, en direction des territoires identifiés comme plus fragiles. Alors que les FDPTP ont déjà perdu un tiers de leur montant de 2017 à 2019 au titre des variables d'ajustement, une nouvelle diminution de leur montant apparaît donc également inéquitable.

Afin de ne pas amputer davantage les FDPTP et la DC RTP du bloc communal, le présent amendement propose donc de supprimer les nouvelles diminutions envisagées sur ces deux transferts.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Nathalie GOULET et MM. CANÉVET, DELCROS et DELAHAYE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 5 UNVICIES

I. – Remplacer les mots :

avant le 31 décembre 2025

par les mots :

jusqu'au 31 décembre 2026

II. – Compléter cet article par un alinéa ainsi rédigé :

II. – L'article 220 terdecies du code général des impôts dans sa rédaction antérieure à la présente loi s'applique aux projets ayant fait l'objet du dépôt d'une demande d'agrément provisoire au plus tard le 31 décembre 2023.

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 5 unvicies du projet de loi de finances pour 2024 prévoit de borner le crédit d'impôt en faveur des créateurs de jeux vidéo aux dépenses engagées avant le 31 décembre 2025. Ce bornage s'inscrit dans une logique de bonne gestion des finances publiques prévue par la loi de programmation des finances publiques, qui vise à permettre l'évaluation des dépenses fiscales à échéance régulière de manière à juger de la pertinence de leur maintien.

Néanmoins, le dispositif actuel n'étant pas borné et prévoyant la possibilité de réaliser des projets sur des périodes particulièrement longues (de 36 à 72 mois après le dépôt de la demande d'agrément provisoire), le présent amendement vise à sécuriser les opérateurs économiques qui se sont déjà engagés dans cette procédure. Il prévoit, d'une part, de décaler d'un an le bornage du dispositif et, d'autre part, de ne pas appliquer ce bornage aux projets qui auront fait l'objet du dépôt d'une demande d'agrément provisoire au plus tard le 31 décembre 2023.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. BUIS et RAMBAUD, Mme SCHILLINGER, M. LEMOYNE, Mme CAZEBONNE et  
MM. FOUASSIN et PATIENT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 7

Compléter cet article par un alinéa ainsi rédigé :

.... – À la fin du XIII de l'article 87 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificative pour 2006, les mots : « en Conseil d'État » sont supprimés.

**OBJET**

Les zones d'aides à finalité régionale et les zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises sont actuellement définies par décret en Conseil d'Etat. Pour des motifs de simplification, le présent amendement a pour objet de substituer un décret simple au décret en Conseil d'Etat.

D'une part, ce texte réglementaire consiste à rendre applicable, en droit interne, le zonage des aides à finalité régionale tel qu'il est approuvé par décision de la Commission européenne, sans en modifier le contenu. Il revêt ainsi un caractère essentiellement technique.

D'autre part, au cours de sa période de validité, le zonage des aides à finalité régionale fait l'objet de modifications successives pour utiliser la réserve de population ou tenir compte des nouvelles possibilités offertes par la révision des lignes directrices relatives à cette catégorie d'aide.

Dans ce contexte, le déclassement en décret simple du décret en Conseil d'Etat a pour objectif de faciliter et d'accélérer l'entrée en vigueur de ces modifications, approuvées par décision de la Commission européenne.





DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, 128, 132)

N°	I-1944 rect.
----	--------------

23 NOVEMBRE 2023

## A M E N D E M E N T

présenté par

Mme Nathalie GOULET et MM. CANÉVET et DELCROS

C	
G	

### ARTICLE 27 SEXIES

Alinéa 15

Après la référence :

1406

Rédiger ainsi la fin de cet alinéa :

tous les éléments justifiant que la construction remplit les critères de performance énergétique et environnementale mentionnés au même I.

### OBJET

Amendement de précision s'agissant des obligations déclaratives incombant aux contribuables.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. ÉBLÉ et ZIANE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le premier alinéa du 1 du C du II de l'article 146 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 est ainsi rédigé :

« La valeur locative des locaux d'habitation qui présentent des caractéristiques exceptionnelles mentionnés au 3° du A du présent II est déterminée par voie d'appréciation directe, en appliquant à la valeur vénale de la propriété ou fraction de propriété, telle qu'elle serait constatée si elle était libre de toute location ou occupation à la date de référence définie au 2 du présent C, un taux déterminé de façon qu'au niveau national, la variation de l'ensemble des valeurs locatives de ces locaux, du fait de la révision, soit au plus égale à celle de l'ensemble des valeurs locatives des locaux d'habitation. Ces deux variations sont appréciées d'après des échantillons nationaux. Le taux ainsi déterminé ne peut excéder 4 % de la valeur vénale. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 146 de la loi de finances pour 2020 a prévu que la valeur locative des locaux d'habitation à caractère exceptionnel – notamment, des monuments historiques classés ou inscrits – serait déduite de leur valeur vénale en lui en appliquant un taux de 8 %. Mais il a précisé, en son VII, que ce taux pourrait être modifié, avant son entrée en vigueur, au vu d'une étude de ses incidences.

Une étude d'un institut indépendant a porté sur un échantillon de 1809 locaux d'habitations de grande taille. Un taux de rendement brut médian de 4 % s'en dégage. Le taux de 8 % est donc manifestement excessif.

Il convient encore moins aux châteaux, manoirs, abbayes et prieurés classés ou inscrits, rarement loués et donc presque absents de l'échantillon analysé. En effet, la plupart de ceux-ci se situent dans des zones rurales, où la demande de location de grands bâtiments est faible. En outre, d'éventuels locataires devraient supporter des charges et contraintes spécifiques actuellement subies par les propriétaires : chauffage rendu onéreux par les hauteurs de plafond et par la difficulté d'isoler des combles historiques ; fréquence des petits travaux imposée par l'âge des constructions ; entretien du parc ou du jardin rendu coûteux par son étendue ; impossibilité de modifier quoi que ce soit sans l'autorisation de l'architecte des Bâtiments de France. Ces charges et ces contraintes ne grèvent pas, ou grèvent à un bien moindre degré les 1809 grandes maisons louées qui ont été étudiées. Il en résulte que la valeur locative brute des monuments concernés est nécessairement inférieure à 4 %. En conséquence, il paraît équitable, et souhaitable pour le patrimoine de notre pays, de plafonner à ce niveau le taux qui sera être retenu en fin de compte.

De toute façon, il importe d'éviter un alourdissement de la charge de taxe foncière des monuments historiques, car il compromettrait le financement des travaux nécessaires, et découragerait les éventuels repreneurs. Aussi est-il proposé de fixer le taux applicable aux valeurs vénales à un niveau tel que la variation de l'ensemble des valeurs locatives des locaux d'habitation à caractère exceptionnel, du fait de la révision, ne puisse excéder la variation de l'ensemble des valeurs locatives des locaux d'habitation.

L'amendement n'a pas d'incidence sur les recettes des collectivités territoriales. En effet, le VII de l'article 146 de la loi de finances pour 2020 prévoit que les transferts de charges seront mesurés à produit fiscal constant. Dès lors, l'augmentation de la valeur des bases d'imposition résultant de la révision (et tenant compte, s'il est adopté, du présent amendement) sera, dans chaque collectivité, compensée à due concurrence par une baisse du taux d'imposition. Si une collectivité souhaite une recette accrue, il lui appartiendra de relever ce taux.

Pour le cas où un gage apparaîtrait néanmoins nécessaire, le dernier alinéa de l'amendement prévoit que les pertes de recettes éventuelles seront financées par l'imposition des tabacs.





N°	I-1946
----	--------

## A M E N D E M E N T

présenté par

Mmes MARGATÉ et CORBIÈRE NAMINZO, MM. GAY, BROSSAT, SAVOLDELLI, BOCQUET  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6

Après l'article 6

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

À la première phrase du deuxième alinéa du VII de l'article 140 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, le montant : « 5 000 € » est remplacé par le montant : « 15 000 € » et le montant : « 15 000 € » est remplacé par le montant : « 45 000 € ».

### OBJET

Par cet amendement, les membres du groupe CRCE-K souhaite tripler le montant des amendes pour non-respect de l'encadrement des loyers. Il s'agit d'un plafond qui devra rester proportionné à la gravité du manquement constaté conformément au décret n° 2019-437 du 13 mai 2019.

Le niveau important des loyers privés contribue à l'engorgement du logement social, en offrant trop peu de solutions de logement aux classes moyennes et populaires.





N°	I-1947
----	--------

## A M E N D E M E N T

présenté par

M. BROSSAT, Mmes MARGATÉ et CORBIÈRE NAMINZO, MM. GAY, BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6

Après l'article 6

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le dernier alinéa du VII de l'article 140 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique est complété par une phrase ainsi rédigée :  
« Lorsque cette délégation d'attribution a lieu, le recouvrement des amendes s'opère de telle manière à ce que l'établissement public détenteur des attributions perçoit le montant de la sanction administrative. »

### OBJET

Certaines collectivités ont désormais la compétence de contrôle de l'encadrement des loyers mais elles ne perçoivent pas le montant des sanctions administrative.

Cet amendement permet d'abonder les finances locales, en octroyant le bénéfice des amendes à l'autorité administrative qui a cette délégation d'attribution.

Les sénatrices et sénateurs du groupe CRCE-K souhaitent ainsi favoriser la mise en place de l'encadrement des loyers par les collectivités, ce qui incitera les propriétaires à respecter la loi et des niveaux de prix soutenables pour les ménages.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. BROSSAT, Mmes MARGATÉ et CORBIÈRE NAMINZO, MM. GAY, BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6

Après l'article 6

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après la section III du chapitre III du titre premier de la première partie du livre premier du code général des impôts, il est inséré une section III bis ainsi rédigée :

« Section III bis

« Art. 232 .... – I. – Il est institué une taxe annuelle due à raison des loyers perçus au titre de logements situés dans des communes classées dans des zones géographiques se caractérisant par un déséquilibre particulièrement important entre l'offre et la demande de logements, donnés en location nue ou meublée, lorsque le montant du loyer mensuel, charges non comprises, des logements concernés excède le loyer de référence majoré en vigueur en application de l'article 140 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ou un montant fixé par décret sur le reste du territoire.

« Le montant mentionné audit premier alinéa du présent article peut être majoré, par le décret mentionné au même premier alinéa, au maximum de 10 % pour les locations meublées. Il peut, par le même décret, être modulé selon la tension du marché locatif au sein des zones géographiques concernées.

« Le montant mentionné au premier alinéa, éventuellement majoré ou modulé dans les conditions prévues au deuxième alinéa, sont révisés le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année selon les modalités prévues au premier alinéa de l'article L. 353-9-2 du code de la construction et de l'habitation et arrondis au centime d'euro le plus proche.

« La taxe s'applique exclusivement aux loyers perçus au titre des logements donnés en location nue ou meublée et exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée conformément aux 2° et 4° de l'article 261 D du présent code.

« II. – La taxe, due par le bailleur, est assise sur le montant des loyers perçus au cours de l'année civile considérée au titre des logements imposables définis au I.

« III. – Le taux de la taxe est fixé à 33 % de l'écart entre le montant du loyer mensuel, charges non comprises, et la valeur du loyer mensuel de référence.

« IV. – 1. Pour les personnes physiques, la taxe est établie, contrôlée et recouvrée comme en matière d'impôt sur le revenu et sous les mêmes garanties et sanctions. Le seuil de mise en recouvrement



mentionné au 1 bis de l'article 1657 s'applique à la somme de la taxe et de la cotisation initiale d'impôt sur le revenu.

« 2. Pour les personnes soumises à l'impôt sur les sociétés, la taxe est déclarée, contrôlée et recouvrée selon les mêmes règles d'assiette, d'exigibilité, de liquidation, de recouvrement et de contrôle que l'impôt sur les sociétés et sous les mêmes garanties et sanctions.

« 3. Pour les sociétés ou groupements dont les bénéfices sont imposés au nom des associés, la taxe est déclarée et acquittée par ces sociétés ou groupements auprès du comptable de la direction générale des finances publiques compétent au plus tard à la date prévue pour le dépôt de la déclaration de leur résultat. La taxe est contrôlée et recouvrée selon les mêmes garanties et sanctions qu'en matière d'impôt sur les sociétés.

« V. – La taxe n'est pas déductible des revenus soumis à l'impôt sur le revenu ou du résultat imposable à l'impôt sur les sociétés. »

### **OBJET**

Les membres du groupe CRCE-K souhaite instituer une taxe annuelle sur les compléments de loyers dans les zones d'encadrement.

En effet, les compléments de loyer ne sont pas concernés aujourd'hui par l'encadrement, ce qui peut amener des dérives sur laquelle il est proposé de pouvoir intervenir également.





N°	I-1949 rect.
----	--------------

## AM E N D E M E N T

présenté par

M. CANÉVET, Mme Nathalie GOULET et M. DELCROS

C	
G	

### ARTICLE 27 NONIES

I. – Rédiger ainsi cet article :

Après l'article 1414 B du code général des impôts, il est inséré un article 1414 B ... ainsi rédigé :

« Art. 1414 B ... – Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre peuvent, par une délibération prise dans les conditions prévues au I de l'article 1639 A *bis*, exonérer de la part de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale qui leur revient, les fondations et associations répondant aux conditions prévues aux a ou b du 1 de l'article 200, à l'exception des fondations d'entreprise. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Le présent amendement propose de renforcer la sécurité juridique de l'exonération facultative de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale (THRS) en faveur de certaines associations et fondations, adoptée en première lecture à l'Assemblée nationale, en renvoyant à la définition prévalant pour la réduction d'impôt sur le revenu au titre des dons.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. DELCROS

C	
G	

### ARTICLE 7

I. – Alinéas 24 et 27,

Après le mot :

communes

insérer les mots :

de France métropolitaine de moins de 20 000 habitants

II. – Alinéa 31

Remplacer cet alinéa par trois alinéas ainsi rédigés :

« C. – Par dérogation au A du II, sont également classées en zone France Ruralités Revitalisation, les communes métropolitaines de moins de 30 000 habitants situées dans un département qui remplit les conditions suivantes :

« 1° Sa densité de population est inférieure à 35 habitants par kilomètre carré ;

« 2° Son revenu médian disponible par unité de consommation est inférieur à la médiane des revenus médians disponibles par unité de consommation par département. »

### OBJET

Amendement ayant pour objectif, d'une part, de limiter le classement en zones France Ruralité Revitalisation et France Ruralité Revitalisation « Plus », aux communes de moins de 20 000 habitants, d'autre part, d'apporter une précision rédactionnelle.

Il permet également d'inclure les communes de moins de 30 000 habitants lorsque la densité de population du département est inférieure à 35 habitants par kilomètre carré et que son revenu médian disponible par unité de consommation est inférieur à la médiane des revenus médians disponibles par unité de consommation par département.





## AM E N D E M E N T

présenté par

Mmes BRULIN, APOURCEAU-POLY et SILVANI, MM. BROSSAT, BOCQUET, SAVOLDELLI  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le K ter de l'article 278-0 bis du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« .... – Les dispositifs de dépistage rapide de type « TROD » des virus VIH-1 et VIH-2. » ;

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Les dispositifs dépistage rapide du VIH de type TROD sont soumis à un taux de TVA à 20 %, le passage à un taux à 5,5 % permettra de démultiplier ces tests et ainsi atteindre l'objectif de fin de transmission du virus en 2030 en France.

Ces dispositifs sont utilisés par les associations agrémentées auprès des ARS.

Le TROD permet un dépistage au plus près des communautés exposés au virus, c'est l'outil de dépistage qui permet la découverte de plus de séropositivité en France : diminuer la TVA permettrait de rendre plus efficiente la chaîne du dépistage et atteindre les objectifs fixés par l'ONUSIDA.

Le gouvernement a prévu d'accroître les Tests Rapides d'Orientation Diagnostique dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2024, par cohérence nous proposons d'abaisser le taux de TVA à 5,5%.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Le Gouvernement

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 26**

Après l'article 26

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I – Le V de l'article 16 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 est ainsi modifié :

A. Le septième alinéa du 1 du B est ainsi rédigé :

« Le douzième versé à compter du mois de janvier 2026 est calculé sur la base du produit net de la taxe sur la valeur ajoutée encaissé lors du mois précédent. Ce montant donne lieu à régularisation sur le douzième versé au titre du mois suivant. »

B. Le septième alinéa du 1 du C est ainsi rédigé :

« Le douzième versé à compter du mois de janvier 2026 est calculé sur la base du produit net de la taxe sur la valeur ajoutée encaissé lors du mois précédent. Ce montant donne lieu à régularisation sur le douzième versé au titre du mois suivant. »

C. Le septième alinéa du 1 du D est ainsi rédigé :

« Le douzième versé à compter du mois de janvier 2026 est calculé sur la base du produit net de la taxe sur la valeur ajoutée encaissé lors du mois précédent. Ce montant donne lieu à régularisation sur le douzième versé au titre du mois suivant. »

II – Le second alinéa du 2° du C du IV de l'article 8 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 est ainsi rédigé :

« Le douzième versé à compter du mois de janvier 2026 est calculé sur la base du produit net de la taxe sur la valeur ajoutée encaissé lors du mois précédent. Ce montant donne lieu à régularisation sur le douzième versé au titre du mois suivant. »

III – Le dernier alinéa du A du XXV de l'article 55 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 est ainsi rédigé :

« Le douzième versé à compter du mois de janvier 2026 est calculé sur la base du produit net de la taxe sur la valeur ajoutée encaissé lors du mois précédent. Ce montant donne lieu à régularisation sur le douzième versé au titre du mois suivant. »

**OBJET**

Cet amendement propose de modifier les modalités techniques de versement de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) aux collectivités territoriales, mis en œuvre dans le cadre de précédentes réformes de la fiscalité directe locale (suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises - CVAE), aux communes, aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, aux départements, à la Ville de Paris, au département de Mayotte, à la métropole de Lyon, à la collectivité territoriale de Guyane, à la collectivité territoriale de Martinique, à la collectivité de Corse et aux régions, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026. Cette clarification est sans conséquence sur les montants versés et permet de garantir le versement dès le mois de janvier de la nouvelle ressource.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CANÉVET, Mme Nathalie GOULET et M. DELCROS

ARTICLE 27 DUODECIES

<b>C</b>	
<b>G</b>	

Rédiger ainsi cet article :

Le code général des impôts est ainsi modifié :

I. – L'article 1522 *bis* est ainsi modifié :

A. – Le I est ainsi modifié :

1° Après la mention : « I. – », est insérée la mention : « A. » ;

2° Il est ajouté un B ainsi rédigé :

« B. - Lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale fait application des dispositions du A, il peut ne pas instituer la part incitative sur le territoire de ses communes membres dont la proportion de logements situés dans des immeubles collectifs est supérieure à 20 % du nombre total de logements dans chacune de ces communes.

« La proportion de logements situés dans des immeubles collectifs, appréciée sur le territoire de chaque commune, est mise à disposition de l'établissement public de coopération intercommunale par l'administration fiscale.

« Lorsque les conditions mentionnées au premier alinéa ne sont plus respectées dans une commune, la part incitative y est appliquée à compter de la deuxième année suivant ce constat. » ;

B. – Le I bis est ainsi modifié :

1° À la première phrase les mots : « Par dérogation au I du présent article, » sont supprimés ;

2° A la seconde phrase, après le mot : « territoire », sont insérés les mots : « ou maintenue dans les conditions du B du I du présent article ».

II. – Au A du V de l'article 1639 A *bis*, après la seconde occurrence des mots : « premier alinéa », sont insérés les mots : « du A ».

III. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

## **OBJET**

La tarification incitative de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOMi) intègre le niveau de production de déchets dans son calcul afin d'inciter financièrement les usagers à des comportements vertueux de tri et de réduction des déchets. Le bilan de l'ADEME sur les premiers retours d'expérience montre une baisse des quantités d'ordures ménagères résiduelles et une amélioration des collectes sélectives dès la mise en œuvre de la tarification incitative. Il s'agit d'un des leviers pour progresser sur le tri des déchets et atteindre les objectifs de recyclage des déchets d'emballages plastiques, notamment les bouteilles.

Les objectifs de la politique nationale de prévention et de gestion des déchets prévoient que la TEOMi, en matière de déchets, couvre 25 millions d'habitants en 2025 , alors qu'elle n'en couvre qu'un peu plus de 6 millions à ce jour.

Parmi les freins identifiés, figurent notamment l'obligation, hors phase d'expérimentation limitée à sept ans, d'application de la TEOMi à l'ensemble des communes d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI). En particulier, pour certaines communes disposant d'une proportion importante de logements collectifs, ce mode de tarification présente un équilibre coût – bénéfice qui n'est pas optimal pour le développement de la tarification incitative.

Le présent amendement vise donc à assouplir les conditions de mise en œuvre de la tarification incitative pour permettre aux EPCI de n'instituer la part de tarification incitative que sur les territoires des communes qui disposent d'une proportion de logements collectifs inférieure à 20 %. Ce taux est issu du bilan de l'ADEME sur les collectivités territoriales en matière de tarification incitative, qui met en évidence une limite d'efficacité au-delà de ce seuil. A cet effet, les données relatives aux proportions de logements collectifs seront mises en ligne par l'administration fiscale.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CAPO-CANELLAS

C	
G	

ARTICLE 13

## I. – Après l’alinéa 4

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

« a bis) À la dernière colonne de la troisième ligne, le taux : « 8,6 % » est remplacé par le taux : « 9,14 % ».

## II. – Alinéa 28

Après les mots :

à l’exception

insérer les mots :

du *a bis*) du 1<sup>o</sup>,**OBJET**

Le présent amendement propose d’augmenter le pourcentage cible d’incorporation d’énergies renouvelables pour les gazoles à 9,14 % en 2024 , afin de prendre en compte l’extension de la taxe incitative relative à l’utilisation d’énergie renouvelable dans le transport (TIRUERT) au carburant utilisé par le secteur de la pêche (dit « gazole pêche »).

S’il est nécessaire de poursuivre une démarche de décarbonation au sein de tous les secteurs du transport, il est néanmoins important de ne pas favoriser un secteur au détriment d’un autre, afin d’éviter le risque de créer un phénomène de concurrence. En effet, si l’extension de la TIRUERT au « gazole pêche » permettra d’amorcer la décarbonation du secteur maritime, elle risque d’entraîner une baisse des efforts de décarbonation et de transition du routier si le pourcentage cible n’est pas rehaussé pour le gazole, à hauteur de la demande d’énergie renouvelable nécessaire au maritime (soit environ 0,14%).

L’augmentation des pourcentages cibles pour le gazole est d’autant plus nécessaire que l’Union européenne a décidé de revoir à la hausse ses objectifs d’incorporation d’énergie renouvelable dans les transports pour les prochaines décennies, avec la révision de la directive sur les énergies renouvelables. Communément nommée RED III, cette directive porte l’objectif d’incorporation

desdites énergies dans les transports à 29 % d'ici à 2030. Pour atteindre ces objectifs ambitieux, il est nécessaire que la France prenne en compte l'ensemble des solutions énergétiques pauvres en carbone.

Le biogazole HVO, à destination du routier comme du maritime, a fait ses preuves et représente une alternative de premier plan aux carburants fossiles, notamment parce qu'il émet moins de CO<sub>2</sub> et qu'il peut être directement intégré aux carburants en drop-in, il représente donc une solution immédiatement disponible.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. ROHFRITSCH, FOUASSIN et MOHAMED SOILIH, Mme NADILLE, M. THÉOPHILE,  
Mme PHINERA-HORTH  
et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 27 QUATER

I. – Alinéas 1, 2 et 3

Remplacer ces trois alinéas par dix alinéas ainsi rédigés :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 995 est ainsi modifié :

a) Le 11° *bis* est ainsi modifié :i) Les mots : « à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 » sont remplacés par les mots : « entre le 1<sup>er</sup> janvier 2023 et le 31 décembre 2023 » ;ii) Après le mot : « prévue », la fin de l'alinéa est ainsi rédigée : « à l'article L. 211-1 du code des assurances, au titre de l'intégralité du montant des primes, cotisations et accessoires se rapportant à une convention dont l'échéance intervient jusqu'au 31 décembre 2023. Cette exonération est portée à 75 % du montant de la taxe assise sur les primes, cotisations et accessoires se rapportant à une convention dont l'échéance intervient entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 31 décembre 2024 ; » ;b) Après le 11° *bis*, il est inséré un 11° *ter* ainsi rédigé :

« 11° *ter*. - Les assurances contre les risques de toute nature relatifs aux véhicules terrestres à moteur dont la source d'énergie exclusive est l'électricité, y compris la part se rapportant à l'obligation d'assurance en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur prévue à l'article L. 211-1 du code des assurances, dont la prise d'effet des garanties intervient entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 31 décembre 2024 au titre des véhicules dont le certificat d'immatriculation a été émis aux mêmes dates.

« Cette exonération s'applique à hauteur de 75 % du montant de la taxe assise sur les primes, cotisations et accessoires de ces assurances, pendant une durée de vingt-quatre mois à compter de la date de prise d'effet des garanties afférentes au véhicule.

« L'exonération s'applique au premier contrat souscrit après l'émission du certificat d'immatriculation ; » ;

2° Au second alinéa du 5° *quater* de l'article 1001, les mots : « au 11° *bis* » sont remplacés par les mots : « aux 11° *bis* et 11° *ter* ».

II. – La perte de recettes pour les collectivités territoriales est compensée par la majoration à due concurrence de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes pour l'État est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

IV. – La perte de recettes résultant du I pour les organismes de sécurité sociale est compensée à due concurrence par la création d'une contribution additionnelle à la contribution mentionnée à l'article L. 136-7-1 du code de la sécurité sociale.

### **OBJET**

Conformément aux engagements du président de la République de mettre en œuvre les propositions de la Convention citoyenne pour le climat, l'article 153 de la loi de finances pour 2021 a instauré une exonération temporaire de la taxe spéciale sur les conventions d'assurances (TSCA) pour les contrats d'assurance contre les risques relatifs aux véhicules électriques. Cette exonération concerne les primes, cotisations et accessoires dont l'échéance intervient à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 et jusqu'au 31 décembre 2023.

Par amendement adopté par l'Assemblée nationale, ce dispositif a été prorogé d'une année et ses modalités d'application ont été ajustées.

Afin d'assurer la mise en œuvre opérationnelle du dispositif, le présent amendement apporte plusieurs ajustements techniques, sans en modifier substantiellement la portée.

Ainsi, le présent amendement fait désormais référence à la date d'échéance des conventions, plus simple à appréhender dans les systèmes d'information des assureurs que la date d'émission du certificat d'immatriculation, pour fixer le point de départ de l'exonération.

Par ailleurs, plutôt que deux taux d'exonération, respectivement de 100 % la première année puis de 50 % la seconde, un taux d'exonération unique de 75 % sera appliqué, ce qui simplifiera la gestion de ce dispositif, tout en permettant de conserver un niveau d'avantage fiscal équivalent pour les contribuables.

Enfin, il précise que l'exonération n'a vocation à s'appliquer qu'au premier contrat souscrit après l'émission du certificat d'immatriculation.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CHASSEING, Mmes BOURCIER et LERMYTTE, M. CHEVALIER, Mme Laure DARCOS, MM. WATTEBLED, BRAULT, Alain MARC et Vincent LOUAULT, Mme PAOLI-GAGIN, MM. CAPUS, Henri LEROY, de NICOLAY et CHATILLON, Mme SOLLOGOUB et M. DELCROS

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUOVICIES**

Après l'article 3 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

À la seconde phrase du 5° du II de l'article L. 133-5-12 du code de la sécurité sociale, les mots : « ,dans la limite d'un plafond annuel fixé par décret en fonction de la composition du foyer fiscal des personnes concernées » sont supprimés.

**OBJET**

L'avance immédiate de crédit d'impôt permet à un particulier-employeur de bénéficier du service CESU+ et Pajemploi+, et ainsi, dans le cadre de l'emploi d'une aide à domicile, de ne pas avancer des frais qu'il se fera rembourser une année plus tard par le biais du crédit d'impôt pour l'emploi à domicile qui est actuellement de 6.000 euros pour des dépenses de 12.000 euros. Ce dispositif a connu un succès rapide. En juillet 2023, ce sont ainsi 300.000 particuliers-employeurs qui font appel au CESU+. Ce succès confirme que ce dispositif répond à un réel besoin de simplification pour les contribuables.

Baisser le plafond d'avance de 6.000 à 1.200 euros serait source de complexification. Ainsi, un particulier-employeur qui a 3.000 euros de dépenses en aide à domicile et qui peut donc bénéficier de 1.500 euros de crédit d'impôt, va pouvoir profiter du CESU+ à hauteur de 1.200 euros, et devoir avancer, pour le même salarié, le reste et attendre le crédit d'impôt l'année suivante.

Enfin, il est à craindre que cette baisse du plafond ne soit que la prémisse de la baisse du crédit d'impôt lui-même, ce qui serait catastrophique pour le secteur de l'emploi et aide à domicile, en plus à un moment où nous souhaitons renforcer le virage domiciliaire. Le secteur de l'aide à domicile, ce sont 3,3 millions de particuliers-employeurs qui embauchent 1,3 millions de salariés, et en matière d'autonomie, c'est 1 million de particuliers-employeurs pour 550.000 assistants de vie.

Le présent amendement vise donc à ce que le plafond de l'avance immédiate de crédit d'impôt ne soit pas fixé par décret, mais soit égal au crédit d'impôt prévu par le code général des impôts.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. THÉOPHILE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

Alinéa 81, dernière phrase

Rédiger ainsi cette phrase :

Pour les collectivités d'outre-mer régies par l'article 73 de la Constitution habilitées, en application du troisième alinéa dudit article et des articles LO 4435-2 à LO 4435-12 du code général des collectivités territoriales, à fixer des règles spécifiques en matière de maîtrise de la demande d'énergie, de réglementation thermique pour la construction de bâtiments et de développement des énergies renouvelables, ces niveaux s'entendent de critères de performance énergétique et environnementale déterminés par les collectivités.

**OBJET**

Cet amendement est proposé pour rendre effectif le dispositif « seconde vie » en Guadeloupe et la Martinique. Ce dispositif instauré par l'amendement du Député Lionnel CAUSSE permet l'exonération de la TFPB sur une longue durée pour les travaux de réhabilitation lourde du parc locatif social ancien au lieu d'une démolition-reconstruction. Cela concerne les logements sociaux très anciens (plus de 40 ans). En Outre-mer, ces logements représentent 14% du parc social. En effet, au-delà de la condition liée à l'âge du bâtiment (40 ans), la condition pour bénéficier de cette exonération est la réalisation de travaux lourds permettant cumulativement : i) une amélioration de leur performance énergétique et environnementale basée sur le Nouveau DPE ; ii) le respect des normes d'accessibilité et iii) le respect des normes de qualité sanitaire ou de sécurité.

Or, l'appréciation des performances énergétiques par le DPE ne peut être établie pour les Outre-mer puisque la loi Climat et Résilience du 22 Août 2021, puis le CIOM ont repoussé la mise en place du nouveau DPE Outre-mer jusqu'en 2028 et ce faisant, ils amputent les territoires des Outre-mer (personnes morales ou physiques) de tous les financements conditionnés par la réalisation du DPE. De même, des critères d'appréciation posés par voie de décret risquent non seulement d'être mis en place de façon tardive mais en plus être éloignés de la réalité des climats de ces collectivités. L'inadaptation de la RTADOM constitue une illustration emblématique de ces dysfonctionnements.

Enfin, en l'absence du Nouveau DPE Outre-mer, ces critères qui seraient établis par décret ne sauraient s'imposer aux collectivités ayant demandé et obtenu l'habilitation pour fixer des règles spécifiques en matière de maîtrise de la demande d'énergie et de la réglementation thermique comme la Guadeloupe et de la Martinique d'autant qu'un DPE Guadeloupe est mis en place. Cet amendement propose donc que ces critères soient arrêtés par les collectivités habilitées à exercer la compétence législative en la matière en vertu de l'alinéa 3 de l'article 73 de la Constitution.







**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. THÉOPHILE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7 QUATER**

Après l'article 7 quater

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Au premier alinéa du 2 du VII de l'article 244 quater X du code général des impôts, le mot : « deux » est remplacé par le mot : « trois ».

**OBJET**

L'objectif de cet amendement est d'évacuer le risque de reprise de l'avantage fiscal pour les opérations de construction de logements sociaux qui bénéficient du crédit d'impôt et qui accusent un retard de chantier lié aux défaillances des entreprises.

En effet, la crise du BTP que connaissent les DROM impacte les donneurs d'ordre (bailleurs sociaux) qui accusent des retards importants, voire des défaillances. Ces défaillances font subir un double préjudice aux bailleurs sociaux qui, au-delà des pertes financières liées à la non-perception des loyers (compte tenu du report de la livraison des logements), portent également un risque lié à la perte de l'avantage fiscal si le délai de 24 mois entre l'achèvement des fondations et l'achèvement des travaux n'est pas respecté.

Compte tenu de la structuration de la filière du BTP dans les DROM, il nous paraît pertinent que le délai de 24 mois soit étendu à 36 mois. Il convient de préciser que cet amendement ne crée pas de dépense.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. THÉOPHILE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7 QUATER**

Après l'article 7 quater

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le 4 du I de l'article 244 quater W du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...<sup>o</sup> Aux acquisitions ou constructions de logements neufs situés dans les départements d'outre-mer si les conditions suivantes sont réunies :

« a) L'entreprise signe avec une personne physique, dans les douze mois de l'achèvement de l'immeuble, ou de son acquisition si elle est postérieure, un bail réel solidaire tel que défini à l'article L. 255-1 du code de la construction et de l'habitation ;

« b) Les trois quarts de l'avantage en impôt procuré par le crédit d'impôt pratiqué au titre de l'acquisition ou de la construction de l'immeuble sont rétrocédés à la personne physique signataire du bail réel solidaire sous forme de diminution du prix de cession de l'immeuble. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement propose d'appliquer le crédit d'impôt opérations d'accession sociale à la propriété s'appuyant sur un bail réel solidaire permettant ainsi des prix de sortie plus en cohérence avec les ressources des ménages des départements et régions d'Outre-mer.

Ce dispositif pouvant être mobilisé notamment en RHI, ou dans les zones de menaces graves des vies humaines (notamment zones exposées aux risques), perdrait de son intérêt s'il n'est pas éligible au CI d'autant que la redevance foncière à charge de l'accédant à la propriété n'est pas éligible non plus aux allocations logement (ALS et ALF).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CANÉVET, Mme Nathalie GOULET et M. DELCROS

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUODECIES**

Après l'article 3 duodecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code du travail est ainsi modifié :

1° À l'article L. 7232-1-1, après le mot : « exclusif », sont insérés les mots : « ou lorsqu'elle est dispensée du respect de cette condition en application de l'article L. 7232-1-2 » ;

2° L'article L. 7232-1-2 est ainsi modifié :

a) Le 1° est complété par un e ainsi rédigé :

« e) Les entrepreneurs individuels définis aux articles L. 526-22 et suivants du code de commerce et soumis aux régimes prévus à l'article 50-0 du code général des impôts et à l'article L. 613-7 du code de la sécurité sociale ainsi que les entreprises de moins de 11 salariés, lorsqu'ils exercent à titre principal des activités de services à la personne mentionnées aux articles L. 7231-1 et D. 7231-1 et que le chiffre d'affaires réalisé au titre de l'année civile précédente, afférent aux autres activités, exercées à titre accessoire, n'excède pas un certain pourcentage du chiffre d'affaires réalisé au titre de la même année civile.

« Un décret fixe les modalités d'application de la dispense prévue au présent e. » ;

b) Le 2° est complété par les mots : « ainsi que les entreprises mentionnées au e du 1° du présent article dans les mêmes conditions » ;

3° Au premier alinéa de l'article L. 7232-8, après la référence : « L. 7231-1 », sont insérés les mots : « et qu'elle ne remplit pas les conditions prévues à l'article L. 7232-1-2 pour être dispensée du respect de cette condition » ;

4° Au premier alinéa de l'article L. 7233-2, après le mot : « exclusif », sont insérés les mots : « ou est dispensée du respect de cette condition en application de l'article L. 7232-1-2 ».

II. – Le I entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2025.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement propose d'instaurer deux nouveaux cas de dispense à la condition d'activité exclusive du secteur des services à la personne (SAP) en faveur, d'une part, des entrepreneurs individuels soumis aux régimes de la micro-entreprise et micro-social et, d'autre part, des entreprises de moins de 11 salariés.

La qualification de SAP ouvre droit à un crédit d'impôt sur le revenu et le bénéfice d'un taux réduit de TVA, ainsi qu'à une exonération de cotisations patronales de sécurité sociale, pour l'employeur d'intervenants qui réalisent les prestations de SAP à destination de publics fragiles (personnes âgées ou handicapées et petite enfance).

Le bénéfice de ces avantages est notamment subordonné, pour les organismes de SAP, au respect de la condition d'activité exclusive.

L'article L. 7232-1-2 du code du travail prévoit à ce jour onze cas de dispenses à la condition d'activité exclusive bénéficiant à différentes catégories d'organismes. De fait, la condition d'activité exclusive s'impose en l'état actuel essentiellement aux travailleurs indépendants, dont les micro-entrepreneurs, et aux entreprises de moins de 11 salariés, pour lesquels la création d'une deuxième entité juridique qui permettrait de distinguer les activités dans le champ des SAP et hors SAP pour respecter la condition d'activité exclusive, est lourde et source de difficultés.

Pour ces raisons, il est proposé de prévoir, sous conditions, un nouveau cas de dispense à la condition d'activité exclusive en faveur des micro-entrepreneurs et des entreprises de moins de 11 salariés. Cette dispense permettra à ces petites entreprises ayant une activité SAP principale d'exercer en sus une activité accessoire hors SAP, sans perdre le bénéfice des avantages mentionnés ci-avant.

Une telle mesure, qui entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, pour laisser aux prestataires concernés le temps d'adapter les outils déclaratifs, aura pour effet de lever les freins au développement économique.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. FAGNEN, TISSOT, REDON-SARRAZY, BOURGI, ROIRON et TEMAL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

## I. – Alinéas 3 à 5

Remplacer ces alinéas par deux alinéas ainsi rédigés :

...) Le deuxième alinéa est ainsi rédigé :

« Les prêts sont accordés lorsque le logement est ancien, individuel ou collectifs, sous condition de ressources mentionnées au premier alinéa. Les prêts sont accordés lorsque le le logement est neuf, individuel ou collectif, sous condition de ressources mentionnées au premier alinéa et lorsque sa construction est faiblement artificialisante au regard de critères définis par décrets » ;

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

Notre amendement propose d'élargir l'octroi du prêt à taux zéro (PTZ) quel que soit le périmètre territorial et le type de logement, ancien ou neuf, individuel ou collectif, afin de combattre les difficultés d'accès au logement, tout en l'adaptant aux objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols.

Le PTZ est l'instrument privilégié pour l'État afin de soutenir la primo-accession en résidence principale des ménages à revenus modestes. Face au manque drastique de logements disponibles, il s'agit d'utiliser plusieurs leviers pour atteindre cet objectif :

→ D'une part, éliminer la distinction faite entre les différents périmètres territoriaux, zones tendues et détendues. Tout particulièrement, supprimer le PTZ pour le neuf dans les zones détendues pénaliserait les français dans ces périmètres territoriaux qui demeurent les plus accessibles pour les jeunes ménages primo-accédants au pouvoir d'achat restreint. Une acquisition en zones tendues, même accompagnée d'un PTZ, est inaccessible à la plupart des jeunes ménages qui n'ont pas un apport personnel ou un soutien familial. Cette réforme serait d'ailleurs incohérente avec certains objectifs du gouvernement (plein emploi, réindustrialisation) puisque les difficultés d'accès à l'habitat pèsent sur les emplois industriels qui se situent à 70 % dans les villes de moins de 20 000 habitants.

→ Il s'agit également de prendre en compte le fait que les logements neufs peuvent être conçus de manière à tendre vers les objectifs d'interdiction de toute artificialisation nette des sols et de promouvoir l'évolution vers des pratiques respectueuses de ces objectifs par les acteurs de la promotion et de l'immobilier. Ainsi nous proposons de promouvoir la conception de critères d'opérations faiblement artificialisantes pour les logements neufs qui pourront dans ce cadre être éligibles au dispositif au même titre que les logements anciens.

→ Il s'agit enfin d'éliminer la distinction entre logements collectifs et individuels. La lutte contre l'artificialisation des sols ne pourra plus justifier l'exclusion des maisons individuelles du dispositif si l'on introduit des critères d'opérations faiblement artificialisantes pour les logements neufs. D'autre part, une analyse de la répartition des émissions de PTZ par type d'opération et de commune par la SGFGAS témoigne du fait que plus le caractère rural s'accroît, plus la part de l'individuel est importante. Il s'agit ainsi d'étendre le PTZ aux logements individuels pour ne pas pénaliser les primo-accédants à la propriété dans les zones rurales.

Ainsi nous proposons de maintenir le PTZ pour un logement ancien ou un logement neuf, qu'il soit en zone tendue ou détendue, et concernant le logement neuf, lorsque l'opération projetée est réalisée dans des conditions faiblement artificialisantes au regard de critères à définir par décret.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme AESCHLIMANN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS**

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 199 novovicies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° La seconde phrase des 1° et 2° du VI est supprimée ;

2° La dernière phrase des 1° et 2° du A du VII bis est supprimée ;

3° La seconde phrase des 1° et 2° du E du VIII est supprimée ;

4° La seconde phrase des a et b du 3° du XII est supprimée.

II. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à modifier le dispositif Pinel, prolongé jusqu'en 2024 avec une réduction progressive de son avantage fiscal, dans un contexte de baisse significative des ventes de logements neufs (-38% en individuel, -33% en collectif au premier semestre 2023).

Cette situation, aggravée par les limites des agréments HLM et les difficultés d'accès au crédit immobilier, menace de provoquer une crise du logement, en particulier dans le segment du locatif privé, crucial pour le maintien du parc de logements.

Dans ce contexte, l'amendement propose de maintenir les taux de réduction d'impôt du dispositif Pinel de 2022 pour 2023 et 2024. Cette mesure a pour but de stimuler la construction de logements neufs et de soutenir l'offre de logements locatifs à loyers modérés, particulièrement nécessaires dans les zones tendues. L'objectif étant, in fine, de relancer l'activité dans le secteur du bâtiment et d'offrir plus d'opportunités de logements accessibles.

Cet amendement a été élaboré avec la Fédération française du Bâtiment Grand Paris.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. Cédric VIAL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 DUODECIES**

Après l'article 5 duodecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le premier alinéa de l'article L. 115-6 du code du cinéma et de l'image animée, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Jusqu'au 31 décembre 2025, la taxe n'est pas due par les éditeurs de services de télévision dont la programmation est consacrée à l'information et qui consacrent moins de 5 % de leur temps d'antenne à des œuvres audiovisuelles ou cinématographiques éligibles aux aides financières du Centre national du cinéma et de l'image animée ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La taxe sur les services de télévision due par les éditeurs (TST-E), affectée au CNC, est assise sur les recettes de publicité et de parrainage. La loi prévoit une exonération du paiement de cette taxe pour les chaînes d'information qui ne diffusent que des documentaires produits en interne par les rédactions.

L'assujettissement à la TST-E est donc déclenché dès la diffusion d'un seul documentaire éligible aux aides du CNC. Ce « premier documentaire » a un coût particulièrement élevé et dissuasif, conduisant bien souvent les chaînes d'information à renoncer à la diffusion de tout documentaire non produit en interne.

Au regard de cette situation, cet amendement propose d'exonérer provisoirement (2 ans) les chaînes d'information de cette taxe afin d'étudier un dispositif plus équilibré tout en offrant une souplesse de programmation aux chaînes d'information et favorisant l'exposition de documentaires qui, à défaut, pourraient être écartés pour des motifs budgétaires.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme ANTOINE

C	
G	

ARTICLE 6

I. – Alinéas 2 à 6

Supprimer ces alinéas.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 6 du PLF pour 2024 prévoit de recentrer le dispositif du prêt à taux zéro (PTZ) dans le neuf aux seules zones tendues du territoire et pour les immeubles collectifs exclusivement. Ainsi, dans les zones B2 et C, le PTZ ne serait plus accessible qu'aux seules acquisitions de biens immobiliers dans l'ancien.

Alors que les ventes de logements neufs s'effondrent déjà en raison de la dégradation des conditions de crédits et de l'explosion des coûts des matériaux, le recentrage du PTZ ainsi proposé risque de conduire à une aggravation certaine de la crise du logement neuf. Près des deux tiers des opérations financées jusqu'alors grâce à cette aide seraient en effet exclues.

Par ailleurs, l'arbitrage budgétaire envisagé ne serait pas sans conséquence pour les nombreuses TPE et PME du Bâtiment et leurs effectifs salariés, la production de logements neufs représentant près de la moitié de l'activité du secteur.

Cet amendement a donc pour objet de rétablir le PTZ dans le neuf collectif et individuel sur l'ensemble du territoire. Ce retour doit être assorti de deux mesures complémentaires importantes, à savoir le retour à une quotité de 40 % pour toutes les zones, en neuf comme dans l'ancien avec travaux et la réactualisation des barèmes pour tenir compte des évolutions de salaires et de prix de l'immobilier intervenues depuis 2016.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CAPUS, Mme PAOLI-GAGIN, M. MALHURET, Mme BOURCIER, MM. BRAULT, CHASSEING et CHEVALIER, Mme Laure DARCOS, M. GRAND, Mme LERMYTTE et MM. Vincent LOUAULT, Alain MARC, MÉDEVIELLE, ROCHETTE et VERZELEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 28

Après l'article 28

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Au dernier alinéa du 1 du II de l'article 1600 du code général des impôts, le taux : « 0,89 % » est remplacé par le taux : « 1,12 % ».

**OBJET**

La taxe additionnelle à la cotisation foncière des entreprises (TACFE) et la taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (TACVAE) sont les deux composantes de la taxe pour frais de chambre et d'industrie (TCCI), prévue à l'article 1600 du code général des impôts (CGI). Depuis 2020, la TCCI est affectée à CCI France, établissement public tête de réseau des CCI, et non plus à chaque CCI régionale.

Le montant des deux taxes additionnelles, qui forment la TCCI, est plafonné chaque année en loi de finances.

L'affectation de la TACFE à CCI France à compter de 2020, conjuguée aux baisses de plafonds intervenues depuis, ont conduit à une diminution progressive des taux régionaux de la TACFE, dans le but de converger vers un taux unique national fixé en loi de finances pour 2020 à 0,89 % à compter de 2023.

L'article 55 de la loi de finances pour 2023 a prévu le décalage d'un an, de 2023 à 2024, de la convergence des taux de TACFE, garantissant ainsi pour 2023 le maintien des ressources à hauteur du besoin du réseau des CCI.

Le présent amendement propose de fixer à 1,12 % au lieu de 0,89 % le taux national applicable à compter de 2024.

En effet, en 2023, les taux différenciés s'échelonnaient, selon les régions, entre 1,12 % et 2,47 %. Dès lors, le taux de 1,12 % correspond au niveau minimal aujourd'hui constaté dans le cadre du mécanisme de convergence des taux. L'application de ce taux n'entraînera donc aucune hausse de d'impôt pour les ressortissants des chambres consulaires.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme RENAUD-GARABEDIAN et MM. BANSARD et RUELLE

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 NONIES**

Après l'article 27 nonies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le IV de la section III du chapitre I<sup>er</sup> du titre I<sup>er</sup> de la deuxième partie du livre I<sup>er</sup> du code général des impôts est ainsi modifié :

1° À l'intitulé, les mots : « d'office » sont supprimés ;

2° L'article 1414 A est ainsi rétabli :

« Art. 1414 A – Sur réclamation présentée dans le délai prévu à l'article R. 196-2 du livre des procédures fiscales, et dans les formes prévues par ce même livre, les personnes domiciliées hors de France bénéficient d'un dégrèvement de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale pour le logement qui constituait leur résidence principale à la date du transfert de leur domicile fiscal hors de France, au titre de l'année de leur retour en France, faisant suite à un appel à quitter la zone où était établie leur résidence ou à une opération de retour collectif décidé par le ministre des affaires étrangères ou le chef de la mission diplomatique.

« La liste des appels et opérations concernées est fixée chaque année par arrêté conjoint du ministre des affaires étrangères et du ministre chargé du budget. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement concrétise la création d'une « résidence de repli » pour les Français établis à l'étranger.

Il propose la création d'un dégrèvement de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale (THRS) en faveur des personnes qui n'ont pas leur domicile fiscal en France, sous certaines conditions et au titre de l'année de leur retour en France depuis une zone de crise politique, militaire, environnementale ou sanitaire.

La liste des appels et opérations concernés sera publiée et actualisée par voie d'arrêté.





N°	I-1967
----	--------

**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme AESCHLIMANN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 199 novovicies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le VII bis est ainsi modifié :

a) Après l'année : « 2024 », la fin de la seconde phrase du 1° est ainsi rédigée : « , en 2025 ou en 2026 et pour les constructions mentionnées au 1° du même B dont le permis de construire a été déposé ces mêmes années. »

b) Après l'année : « 2024 », la fin de la seconde phrase du 2° est ainsi rédigée : « , en 2025 ou en 2026 et pour les constructions mentionnées au 1° du même B dont le permis de construire a été déposé ces mêmes années. »

2° Le XII est ainsi modifié :

a) Après le 2° , il est inséré un 2°... ainsi rédigé :

« 2°... Par dérogation aux I et VIII, la réduction d'impôt sur le revenu est ouverte aux investissements réalisés entre le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et le 31 décembre 2026. » ;

b) Le 3° est ainsi modifié :

- Après l'année : « 2024 », la fin du a est ainsi rédigée : « , en 2025 ou en 2026 pour les constructions mentionnées au 1° du même B dont le permis de construire a été déposé ces mêmes années et pour les souscriptions mentionnées au VIII réalisées ces mêmes années »

- Après l'année : « 2024 », la fin du b est ainsi rédigée : « , en 2025 ou en 2026 pour les constructions mentionnées au 1° du même B dont le permis de construire a été déposé ces mêmes années et pour les souscriptions mentionnées au VIII réalisées ces mêmes années ».

II. – Les dispositions du I entrent en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2025.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.



**OBJET**

Cet amendement a pour but de stimuler la construction de logements intermédiaires dans les Outre-mer en prolongeant pour deux ans la réduction d'impôt sur le revenu, connue sous le nom de PINEL Outre-mer, selon l'article 199 novovicies du CGI. Les logements intermédiaires jouent un rôle crucial dans ces territoires, facilitant l'accès au logement pour les classes moyennes proches des zones d'emploi, tout en soutenant la mixité sociale.

Malgré l'intention du projet de loi de finances pour 2024 d'accélérer la construction de logements sociaux, le segment du logement intermédiaire demeure insuffisamment soutenu. Les défis uniques aux territoires ultramarins, tels que l'insularité, l'éloignement, les normes spécifiques liées aux risques sismiques et cycloniques, ainsi que les restrictions bancaires, engendrent des coûts de construction et d'entretien élevés. Ces surcoûts ne sont pas totalement couverts par les dispositifs de financement actuels, rendant le PINEL Outre-mer essentiel pour le développement de ces logements. À La Réunion, par exemple, ce dispositif représente 70 % des ventes en état futur d'achèvement.

L'échéance actuelle du dispositif PINEL Outre-mer menace le modèle économique de cette approche, risquant de réduire l'offre de logements, d'accentuer la pression sur le logement social, d'augmenter les prix, d'exacerber le mal-logement et le chômage dans le secteur du BTP, qui subit déjà une crise structurelle.

Cet amendement a été travaillé avec la FEDOM.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. GOLD

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le deuxième alinéa de l'article L. 302-7 du code de la construction et de l'habitat est complété par une phrase ainsi rédigée :

"Ce prélèvement ne peut excéder un montant de l'épargne brute de la commune défini par décret."

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

En vertu du dispositif SRU, les communes les plus peuplées ont l'obligation de disposer de façon permanente de 25%, ou 20% selon les cas, de logements sociaux au sein de leur parc. La loi fixe pour les communes déficitaires une trajectoire de rattrapage, réévaluée tous les 3 ans. En cas de non-respect des objectifs de rattrapage, le préfet peut établir une procédure de carence associée à des pénalités financières.

Ces pénalités financières peuvent atteindre des montants exorbitants pour certaines communes, pouvant aller jusqu'à absorber totalement leur capacité d'autofinancement, mettant un frein à toute politique d'investissement, pourtant nécessaire à l'attractivité de leur territoire.

Le présent amendement propose donc de plafonner le prélèvement SRU à un certain montant de l'épargne brute de la commune, qu'un décret pourrait fixer à 20 ou 30%.





N°	I-1969
----	--------

**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CHANTREL et Mmes CONWAY-MOURET et NARASSIGUIN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 Tervicies**

Après l'article 3 tervicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 197 A du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le 4 du I de l'article 197 est applicable pour le calcul de l'impôt sur le revenu dû par les personnes qui n'ont pas leur domicile fiscal en France et dont les revenus de source française sont supérieurs ou égaux à 75 % de leur revenu mondial imposable. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement a pour objet de permettre à tous les non-résidents qui ne perçoivent aucun ou quasiment aucun revenu de source étrangère de bénéficier du mécanisme de la décote, qui, en l'état actuel du droit, s'applique uniquement aux résidents et aux non-résidents dits « Schumacker » (contribuables établis dans les États membres de l'Espace économique européen dont les revenus de source française sont supérieurs ou égaux à 75% de leur revenu mondial imposable).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CHANTREL et Mmes CONWAY-MOURET et NARASSIGUIN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 Tervicies**

Après l'article 3 tervicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 197 A du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« .... Par dérogation à l'article 164 A, pour le calcul du taux de l'impôt français sur l'ensemble des revenus mondiaux prévu au a du présent article, les prestations compensatoires prévues au I de l'article 199 octodecies sont admises en déduction sous les mêmes conditions et limites, lorsque ces prestations sont imposables entre les mains de leur bénéficiaire en France et que leur prise en compte n'est pas de nature à minorer l'impôt dû par le contribuable dans son État de résidence. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 13 de la loi du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 a autorisé les personnes fiscalement domiciliées hors de France à déduire de leurs revenus mondiaux les pensions alimentaires lorsqu'elles sollicitent l'application du taux moyen d'imposition. Le bénéfice de cette déduction est conditionné au fait que les pensions versées sont imposables en France et qu'elles n'ont pas déjà donné lieu, pour le contribuable, à un avantage fiscal dans son État de résidence.

Cet amendement a pour objet d'étendre ce dispositif aux prestations compensatoires qui sont imposables en France. Il a été adopté au Sénat à l'occasion du Projet de loi de finances pour 2023.







## AM E N D E M E N T

présenté par

M. CHANTREL et Mmes CONWAY-MOURET et NARASSIGUIN

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 Tervicies

Après l'article 3 tervicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le 9° du II de la section V du chapitre premier du titre premier de la première partie du livre premier du code général des impôts, est insérée une division ainsi rédigée :

« ...° Réduction d'impôt accordée au titre de l'affiliation volontaire au régime d'assurance sociale pour les français domiciliés à l'étranger

« Art 199.... – Les cotisations versées par les contribuables, du fait de leur affiliation volontaire aux régimes d'assurance sociale, en application du titre VI du livre VII du code de la sécurité sociale, ouvrent droit à une réduction d'impôt sur le revenu. »

II. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Cet amendement vise à accorder une réduction d'impôt au titre des dépenses afférentes à la prise en charge des cotisations aux assurances de base proposée par la Caisse des Français de l'étranger (CFE) aux contribuables ne disposant pas de droits ouverts auprès d'un régime de sécurité sociale en France.

Ainsi, seront déductibles du calcul de l'impôt l'ensemble des cotisations payées durant l'année fiscale à la CFE pour une ouverture de droits aux assurances de base de cette caisse, pour le cotisant et ses ayants-droits.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CHANTREL et Mme NARASSIGUIN

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 Tervicies**

Après l'article 3 tervicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le 6° du II de la section V du chapitre premier du titre premier de la première partie du livre premier du code général des impôts, est insérée une division ainsi rédigée :

«...° Réduction d'impôt accordée au titre des frais de scolarité des enfants poursuivant des études du premier ou du second degré dans un établissement français d'enseignement à l'étranger

« Art. 199.... – I. – Les contribuables peuvent bénéficier d'une réduction d'impôt sur le revenu lorsque les enfants qu'ils ont à leur charge, au sens de l'article 196, sont scolarisés dans les enseignements du premier ou du second degré dans des établissements français d'enseignement à l'étranger, mentionnés au titre V du livre IV de la deuxième partie du code de l'éducation, durant l'année scolaire en cours au 31 décembre de l'année d'imposition.

« La réduction d'impôt s'applique également lorsque l'enfant est majeur et âgé de moins de 21 ans et qu'il a opté pour le rattachement au foyer fiscal dont il faisait partie avant sa majorité, en application du 3 de l'article 6 du présent code, dès lors qu'il est scolarisé dans un enseignement du second degré durant l'année scolaire en cours au 31 décembre de l'année d'imposition en vue de l'obtention du baccalauréat.

« II. – La réduction d'impôt est égale aux frais de scolarité engagés par les contribuables, déduction faite de la part prise en charge par l'employeur ou par une bourse, mentionnée au 5° de l'article L. 452-2 du code de l'éducation.

« Son montant est divisé par deux lorsque l'enfant est réputé à charge égale de l'un et l'autre de ses parents.

« Le présent dispositif ne peut pas procurer une réduction de l'impôt dû supérieure à un montant de 4 000 €. Les plafonnements prévus à l'article 200-0 A du présent code s'appliquent à la présente réduction d'impôt.

« III. – Le bénéfice de la réduction d'impôt est subordonné à la condition que soient mentionnés sur la déclaration des revenus, pour chaque enfant concerné, ses nom et prénom, le nom de l'établissement scolaire et la classe qu'il fréquente.

« Le 5 du I de l'article 197 du présent code est applicable.

« IV. – Un décret en Conseil d'État détermine les modalités d'application du présent article. »

II. – Le I ne s’applique qu’aux sommes venant en déduction de l’impôt dû.

III. – La perte de recettes résultant pour l’État du I est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Le présent amendement a pour objet de permettre aux contribuables de bénéficier d’une réduction d’impôt sur le revenu pour les frais de scolarité engagés pour leurs enfants, dans les enseignements du premier ou du second degré délivrés par des établissements français d’enseignement à l’étranger.

Ce dispositif proposé ne peut pas procurer une réduction de l’impôt dû supérieure à un montant de 4 000 €. Aussi, les plafonnements prévus à l’article 200-0 A du Code général des impôts s’appliquent à la présente proposition de réduction d’impôt.

Afin de s’assurer que les Français établis hors de France puissent conserver des liens forts et pérennes avec la République, il est indispensable que l’État puisse participer à son niveau à la scolarité des enfants français résidant hors de France.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CHANTREL et Mme NARASSIGUIN

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 Tervicies**

Après l'article 3 tervicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa du I de l'article 197, après la référence : « l'article 4 B », sont insérés les mots : « et les contribuables non domiciliés en France au sens du même article 4 B » ;

2° Le a de l'article 197A est ainsi rédigé :

« a. Perçoivent des revenus de source française ; dans ce cas, le taux de l'impôt françaises applicable sur l'ensemble des revenus de source française ou étrangère des contribuables qui ont leur domicile fiscal dans un État membre de l'Union européenne ou dans un État avec lequel la France a signé une convention d'assistance administrative de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales ou une convention d'assistance mutuelle en matière de recouvrement d'impôt. »

II. – Le I et le II s'appliquent pour les revenus perçus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement a pour objectif de proposer une modernisation et une simplification de la fiscalité des non-résidents en soumettant automatiquement les revenus de source française et étrangères des non-résidents au taux moyen, et donc au barème progressif de l'impôt sur les revenus de source française.

Les revenus de source française des non-résidents sont soumis à un taux minimum d'imposition de 20 % (pour un revenu net imposable jusqu'à 27 478 €) ou 30 % (au-delà de cette somme).

Toutefois, il est également proposé aux Français établis hors de France de pouvoir bénéficier d'un taux moyen, calculé sur les revenus mondiaux, si le taux est inférieur aux taux fixés par le système actuel.

Au regard de ces éléments, nous constatons que les Français font donc face à une grande incertitude fiscale et une grande injustice générée par le système actuel.

En l'état actuel de la législation fiscale, les plus hauts revenus - pour le paiement de l'impôt sur le revenu de source française - se voient automatiquement appliqués- au-delà de 30% - le taux pour les résidents en France. Ainsi, pour le calcul du taux applicable à leurs revenus de source française, il n'est pas pris en compte l'ensemble de leurs revenus mondiaux. Les plus modestes, eux, lorsqu'ils estiment que le taux qui doit leur être appliqué pour le paiement de leurs impôts sur les revenus de source française est inférieure à 20%, doivent justifier de l'ensemble de leurs revenus mondiaux pour se voir appliqués ce taux, dit "taux moyen" (et donc le taux des résidents en France), sur leurs revenus de source française. Il y a donc une différence flagrante de traitement entre hauts et bas revenus, cela a donc pour conséquence que le contentieux en matière fiscale pour les non-résidents est porté par les plus modestes.

Face à ces différences de traitement, nous proposons avec cet amendement, pour le paiement de l'impôt sur les revenus de source française l'application automatique du taux moyen. Ainsi, le taux applicable aux revenus de source française aura la même progressivité pour tous, similaire à celle des résidents. Ce taux sera, comme pour les résidents, calculé sur la base de l'ensemble des revenus de source française et étrangère. L'extension à tous les contribuables de cette modalité de paiement de l'impôt, aujourd'hui uniquement appliqué de fait aux revenus les plus modestes, permettra une plus grande lisibilité et une simplification pour l'ensemble des usagers. Cela nous apparaît être la réponse la plus appropriée tant pour les usagers que pour l'administration fiscale, tous deux ayant exprimé le besoin de cette plus grande lisibilité et simplification pour le paiement de l'impôt sur les revenus de source française.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CHANTREL et Mmes CONWAY-MOURET et NARASSIGUIN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 15**

Après l'article 15

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au troisième alinéa de l'article L. 436-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers, après le mot : « articles », sont insérés les références : « L. 423-1, L. 423-2, L. 423-6, ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement a pour objet d'exonérer les conjoints étrangers de Français de toute taxe liée à la délivrance ou au renouvellement de leur titre de séjour. Il s'agit de concrétiser une recommandation que le Défenseur des droits a formulée en 2014 et réitérée en 2016. Contrairement aux conjoints étrangers de ressortissants européens résidant en France, les conjoints étrangers de Français doivent s'acquitter d'une taxe au moment de la délivrance et du renouvellement de leur carte de séjour. Le Défenseur des droits considère, à juste titre, que cette différence de traitement constitue « une discrimination à rebours fondée sur la nationalité et prohibée par le droit européen ».



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CHANTREL et Mmes CONWAY-MOURET et NARASSIGUIN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24**

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le IV de la section III du chapitre I<sup>er</sup> du titre I<sup>er</sup> de la deuxième partie du livre I<sup>er</sup> du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Dans l'intitulé, les mots : « d'office » sont supprimés ;

2° L'article 1414 A ainsi rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 1414 A. – Sur réclamation présentée dans le délai prévu à l'article R. 196-2 du livre des procédures fiscales, et dans les formes prévues par ce même livre, les personnes domiciliées hors de France bénéficient d'un dégrèvement de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale pour le logement qui constituait leur résidence principale à la date du transfert de leur domicile fiscal hors de France, au titre de l'année de leur retour en France, faisant suite à un appel à quitter la zone où était établie leur résidence ou à une opération de retour collectif décidé par le ministre des affaires étrangères ou le chef de la mission diplomatique.

« La liste des appels et opérations concernées est fixée chaque année par arrêté conjoint du ministre des affaires étrangères et du ministre chargé du budget. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement constitue un premier pas dans la réflexion du groupe de travail transpartisan qui s'est constitué au printemps 2023 sur la notion de « résidence de repli » pour les Français établis à l'étranger.

La proposition porte sur la création d'un dégrèvement de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale (THRS) en faveur des personnes qui n'ont pas leur domicile fiscal en France, sous certaines conditions et au titre de l'année de leur retour en France depuis une zone de crise politique, militaire, environnementale ou sanitaire.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme ANTOINE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 10**

Alinéa 31, tableau, deux dernières colonnes, deux dernières lignes

Rédiger ainsi ces lignes :

42 500	18 750
46 750	20 625

**OBJET**

La franchise en base TVA permet aux petites entreprises (micro-entreprises), dans la limite d'un plafond de chiffre d'affaires (CA), de facturer leurs ventes et/ou prestations de services sans TVA.

L'article 10 du PLF pour 2024, transposant la Directive (UE) 2020/85 du 18 février 2020 relative au système commun de TVA, prévoit d'étendre, au 1er janvier 2025, le bénéfice de la franchise en base TVA aux petites entreprises étrangères (dont le CA ne dépasse pas 85 000 €), pour leurs opérations réalisées en France, sous réserve que leur CA européen soit inférieur à 100 000 €.

En permettant à une petite entreprise étrangère de travailler en France en bénéficiant de la franchise de TVA applicable aux petites entreprises françaises, cette disposition est source de concurrence déloyale. Les petites entreprises étrangères bénéficieraient en effet d'un avantage concurrentiel par rapport aux entreprises françaises qui facturent avec TVA, spécialement dans le domaine des prestations de services.

De plus, cette transposition induit un véritable risque de fraude, les entreprises étrangères n'ayant aucune obligation d'identification en France puisque l'ensemble des formalités est réalisé dans leur État de résidence qui transmet ensuite les informations à la France.

Si la France se doit de respecter les règles européennes en permettant aux petites entreprises étrangères de bénéficier d'une franchise de TVA, il convient, au regard des problématiques de concurrence, de limiter le montant de la franchise de TVA qui leur est applicable.

Par ailleurs, la franchise a un impact sur les recettes TVA puisqu'elle représente un coût estimé entre 2,2 et 2,4 milliards d'euros selon le rapport du Conseil des prélèvements obligatoires (CPO) de 2015. Une division par deux de cette franchise constituerait donc un gain pour les finances publiques de plus de 1 milliard d'euros.

L'objet de cet amendement est donc de retenir un niveau de franchise deux fois moins important que celui retenu par cette disposition.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme NOËL

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article L. 331-7 du code de l'urbanisme est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Dans les exploitations et coopératives agricoles, les surfaces des installations qui produisent du biogaz par la méthanisation en digesteur de produits ou déchets agricoles, ne bénéficient pas de l'exonération prévue au présent article. »

II. – Le 6° de l'article 1382 du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ... Les bâtiments des installations qui produisent du biogaz par la méthanisation en digesteur de produits ou déchets agricoles, ne bénéficient pas de l'exonération prévue au présent article. »

**OBJET**

Actuellement, les bâtiments faisant partie des exploitations et coopératives agricoles bénéficient d'une exonération de taxe d'aménagement et de taxe sur le foncier bâti. Les unités de production de biogaz par la méthanisation sont considérées comme entrant dans ces catégories de bâtiments et bénéficient à ce titre des mêmes exonérations.

Les communes rurales, où sont par définition implantées de telles installations, se retrouvent privées de ressources financières, alors même qu'elles doivent supporter des charges de ruralité supplémentaires générées par ces unités (telles les charges de voirie) et des externalités potentiellement négatives (comme l'impact de la circulation de poids lourds dédiés aux transferts des intrants et du *digestat* sur le réseau routier ou encore les odeurs), tout en devant bien souvent opérer un travail d'apaisement entre les administrés et les exploitants de ces installations.

L'amendement vise à écarter tout risque que ces exonérations s'appliquent à des unités de méthanisation, dont les exploitants devront systématiquement être redevables de la taxe d'aménagement et de la taxe sur le foncier bâti.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
Mme NOËL

C	
G	

### ARTICLE 24

#### I. – Alinéa 2

Remplacer le montant :

27 145 046 362

par le montant :

27 235 046 362

II. .... – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Alors que chaque année, des travaux sur une réforme de la DGF sont annoncés, force est de constater que cela n'empêche pas certaines inégalités de persister dans la répartition, et notamment s'agissant des dotations d'aménagement.

En effet, le montant de la DSR (dotation de solidarité rurale) persiste à accuser un retard sur celui de la DSU (dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale), alors même que les communes éligibles à la première sont confrontées à des charges de plus en plus importantes. Il apparaît donc primordial de procéder à un rééquilibrage en vue d'améliorer l'égalité financière entre les territoires, en abondant la DSR.

Le présent amendement entend donc augmenter de 90 millions d'euros, le montant de l'enveloppe globale consacrée à la DSR.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme ANTOINE

ARTICLE 28

C	
G	

1° Alinéa 27

Remplacer le montant :

40

par le montant :

25

2° Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 28 du PLF pour 2024 prévoit un prélèvement sur les fonds de roulement du réseau des Chambres de commerce et d'industrie (CCI) à hauteur de 40 millions d'euros dès 2024, en lieu et place de la baisse du plafond de taxe affectée aux CCI de 25 millions d'euros prévue initialement par le Gouvernement.

Depuis 2012, les CCI font face à une diminution importante de la ressource publique qui leur est allouée. Une des taxes qui leur est affectée est par exemple passée de 1,35 milliards à 525 millions d'euros en 10 ans. Parallèlement, les CCI ont fait l'objet de deux prélèvements exceptionnels sur fonds de roulement de 170 millions d'euros en 2014 et 500 millions d'euros en 2015. Contraint, le premier réseau de soutien aux entreprises a donc réduit ses dépenses dans des proportions et une temporalité inédites dans le paysage des opérateurs publics avec une baisse de leurs effectifs de 25 000 en 2013 à 14 000 en 2023.

En dépit de cette trajectoire financière, les CCI ont tout de même maintenu un niveau élevé d'investissements et préservé au maximum leurs missions de proximité auprès des bassins économiques des territoires. Présentes sur tout le territoire, en métropole et en outre-mer, elles sont mobilisées sur de nombreuses politiques publiques prioritaires de l'État, qu'il s'agisse de l'encouragement à la création d'entreprises, de l'accompagnement des TPE-PME dans les grandes transitions, de la projection vers l'export, de l'objectif du plein emploi, du développement de l'apprentissage et de la formation ou encore de l'aménagement durable des territoires.

Ces missions de service public étant structurellement déficitaires, leurs résultats sont compensés par les activités consulaires dans le champ de la formation et de la gestion d'infrastructures. Dès lors, il est nécessaire de limiter l'impact sur le budget des CCI afin de préserver leur capacité d'action au service de l'activité économique et du plein emploi.

L'objet de cet amendement est donc de lisser sur quatre ans les prélèvements sur les fonds de roulement des CCI à hauteur de 25 millions d'euros chaque année, en lieu et place des prélèvements, annoncés par le Gouvernement, de 40 millions d'euros en 2024 puis de 20 millions d'euros les trois années suivantes.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. GREMILLET

C	
G	

### ARTICLE 5

#### I. – Alinéa 6

Après le mot :

éoliennes

Insérer les mots :

, d'ouvrages hydroélectriques

#### II. – Après l'alinéa 33

Insérer quatre alinéas ainsi rédigés :

« 5° Pour la production d'ouvrages hydroélectriques :

« a) La fabrication d'équipements liés aux installations hydrauliques, aux stations de transfert d'électricité par pompage ou aux ouvrages résultant de prescriptions prises par l'autorité administrative en application des articles L. 210-1, L. 211-1 ou L. 214-18 du code de l'environnement ;

« b) La fabrication des composants essentiels conçus et utilisés principalement comme intrants directs dans la production des équipements mentionnés au a ;

« c) L'extraction, la production, la transformation et la valorisation des matières premières critiques correspondantes nécessaires à la production des équipements et des composants essentiels mentionnés aux a et b ; »

#### III. – Alinéa 35

Compléter cet alinéa par une phrase ainsi rédigée :

Le même plan d'investissement prévoit qu'au moins 50 % du chiffre d'affaires des projets de production de composants mentionnés au b du 5° du même A est réalisé avec des entreprises exerçant des activités mentionnées au a du même 5°.

#### IV. – Alinéa 36

Compléter cet alinéa par une phrase ainsi rédigée :



Le même plan d'investissement prévoit qu'au moins 50 % du chiffre d'affaires des projets de production et de valorisation de matériaux mentionnés au c du 5° du même A est réalisé, directement ou indirectement, avec des entreprises exerçant des activités mentionnées aux a et b du même 5°.

V. – Pour compenser la perte de recettes résultant des I à IV ci-dessus, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Le présent amendement a pour objet d'élargir le champ du crédit d'impôt pour l'industrie verte (C3IV) à certains équipements des ouvrages hydroélectriques, selon des modalités similaires à celles déjà prévues pour les autres technologies (batteries électriques, panneaux solaires, éoliennes, pompes à chaleur).

Ses conséquences budgétaires restent maîtrisées, puisque l'article 5 du PLF2024 prévoit la précision par décret des équipements éligibles, ainsi que l'exclusion des projets qui bénéficieraient déjà d'une aide publique.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. GREMILLET

C	
G	

### ARTICLE 5

#### I. – Alinéa 6

Après le mot :

éoliennes

Insérer les mots :

, de petits réacteurs modulaires

#### II. – Après l'alinéa 33

Insérer quatre alinéas ainsi rédigés :

« 6° Pour la production de petits réacteurs modulaires :

« a) La fabrication d'équipements liés aux petits réacteurs modulaires mentionnés au II de l'article 7 de la loi n° 2023-491 du 22 juin 2023 relative à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires à proximité de sites nucléaires existants et au fonctionnement des installations existantes ;

« b) La fabrication des composants essentiels conçus et utilisés principalement comme intrants directs dans la production des équipements mentionnés au a ;

« c) L'extraction, la production, la transformation et la valorisation des matières premières critiques correspondantes nécessaires à la production des équipements et des composants essentiels mentionnés aux a et b ; »

#### III. – Alinéa 35

Compléter cet alinéa par une phrase ainsi rédigée :

Le même plan d'investissement prévoit qu'au moins 50 % du chiffre d'affaires des projets de production de composants mentionnés au b du 6° du même A est réalisé avec des entreprises exerçant des activités mentionnées au a du même 6° .

#### IV. – Alinéa 36

Compléter cet alinéa par une phrase ainsi rédigée :

Le même plan d'investissement prévoit qu'au moins 50 % du chiffre d'affaires des projets de production et de valorisation de matériaux mentionnés au c du 6° du même A est réalisé, directement ou indirectement, avec des entreprises exerçant des activités mentionnées aux a et b du même 6°.

V. – Pour compenser la perte de recettes résultant des I à IV ci-dessus, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Le présent amendement a pour objet d'élargir le champ du crédit d'impôt pour l'industrie verte (C3IV) à certains équipements des petits réacteurs modulaires, selon des modalités similaires à celles déjà prévues pour les autres technologies (batteries électriques, panneaux solaires, éoliennes, pompes à chaleur).

Ses conséquences budgétaires restent maîtrisées, puisque l'article 5 du PLF2024 prévoit la précision par décret des équipements éligibles, ainsi que l'exclusion des projets qui bénéficieraient déjà d'une aide publique.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. GREMILLET

C	
G	

### ARTICLE 5

#### I. – Alinéa 6

Après le mot :

éoliennes

Insérer les mots :

d'équipements liés à la capture, au transport, au stockage ou à la valorisation du dioxyde de carbone

#### II. – Après l'alinéa 33

Insérer quatre alinéas ainsi rédigés :

« 7° Pour les équipements liés à la capture, au transport, au stockage et à la valorisation du dioxyde de carbone :

« a) La fabrication d'équipements liés au captage, au transport, au stockage ou à la valorisation du dioxyde de carbone, quelle que soit la technologie utilisée ;

« b) La fabrication des composants essentiels conçus et utilisés principalement comme intrants directs dans la production des équipements mentionnés au a ;

« c) L'extraction, la production, la transformation et la valorisation des matières premières critiques correspondantes nécessaires à la production des équipements et des composants essentiels mentionnés aux a et b ; »

#### III. – Alinéa 35

Compléter cet alinéa par une phrase ainsi rédigée :

Le même plan d'investissement prévoit qu'au moins 50 % du chiffre d'affaires des projets de production de composants mentionnés au b du 7° du même A est réalisé avec des entreprises exerçant des activités mentionnées au a du même 7°.

#### IV. – Alinéa 36

Compléter cet alinéa par une phrase ainsi rédigée :

Le même plan d'investissement prévoit qu'au moins 50 % du chiffre d'affaires des projets de production et de valorisation de matériaux mentionnés au c du 7° du même A est réalisé, directement ou indirectement, avec des entreprises exerçant des activités mentionnées aux a et b du même 7°.

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant des I à IV ci-dessus, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Le présent amendement a pour objet d'élargir le champ du crédit d'impôt pour l'industrie verte (C3IV) à certains équipements liés au stockage et à la valorisation du CO<sub>2</sub>, selon des modalités similaires à celles déjà prévues pour les autres technologies (batteries électriques, panneaux solaires, éoliennes, pompes à chaleur).

Ses conséquences budgétaires restent maîtrisées, puisque l'article 5 du PJLF2024 prévoit la précision par décret des équipements éligibles, ainsi que l'exclusion des projets qui bénéficieraient déjà d'une aide publique.







## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. DUPLOMB, Jean-Marc BOYER et CUYPERS

C	
G	

### ARTICLE 5 OCTOTRICIES

I. – Alinéas 1, 2, 5, 6 et 7

Remplacer chaque occurrence du mot :

déduction

par le mot :

provision

II. – Alinéa 2

Remplacer les mots :

inscrite en

par les mots :

composant le

III – Alinéa 3

Rédiger ainsi cet alinéa :

La provision pratiquée à la clôture d'un exercice en application du présent I est rapportée au plus tard au résultat imposable du sixième exercice suivant celui au titre duquel la provision a été pratiquée. Toutefois, en cas de baisse de l'effectif composant le stock, constatée à la clôture d'un des six exercices précités, la provision est rapportée à due concurrence.

IV. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement propose de préciser le régime de la provision fiscale relative à la valorisation des stocks de vaches laitières et allaitantes en qualifiant ce nouveau dispositif de provision réglementée au sens du droit comptable.

Il permet ainsi d'assurer la pleine efficacité de la provision fiscale créée et dont l'objet est d'atténuer les conséquences de l'appréciation de leurs stocks par les éleveurs de bovins laitiers et allaitants. Le dispositif adopté vise ainsi à reporter l'imposition d'une partie de l'augmentation de la valeur des stocks de vaches laitières et allaitantes afin de limiter au mieux le sursaut d'imposition résultant des règles de valorisation spécifiques des stocks agricoles, lesquelles sont fonction du cours du jour de la viande.

Par ailleurs, le suivi de la provision « à l'animal » tel que proposé dans le texte initial se heurte à la pratique comptable appliquée dans les exploitations d'élevage. De nombreuses exploitations réalisent le suivi des animaux non pas individuellement (soit un suivi à la boucle) mais par lots d'animaux présentant des caractéristiques similaires.

Ainsi, il est essentiel que le suivi de cette provision pour valorisation du cheptel soit fondé sur les effectifs composant les stocks ; sans quoi une large proportion des exploitations ne sera techniquement pas en mesure d'appliquer cette nouvelle provision fiscale.

Un autre obstacle à l'efficacité de ce nouveau dispositif réside dans l'obligation de rapporter la provision pratiquée dès la cession d'un animal alors même qu'il a été remplacé par l'éleveur.

Pour pallier cette difficulté, il est proposé de limiter la réintégration obligatoire de la provision avant la 6ème année aux seuls cas où la cession d'animaux n'est pas suivie d'un renouvellement complet du cheptel sortant.

Enfin, dans la logique de l'intégration du Plan comptable agricole au Plan comptable général (PCG) opérée en 2019 et 2020, il est primordial que les règles des entreprises agricoles suivent celles des autres entreprises. Ainsi, les agriculteurs ont la faculté de créer des provisions, non seulement en comptabilité, mais également en fiscalité, et la présente mesure fiscale doit donc s'inscrire pleinement dans le corpus des règles comptables applicables à toute entreprise.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. DELCROS

C	
G	

### ARTICLE 7

I – Alinéas 24 et 27

Après le mot :

communes

insérer les mots :

de France métropolitaine de moins de 20 000 habitants

II. – Alinéa 31

Remplacer cet alinéa par trois alinéas ainsi rédigés :

« C. – Par dérogation au A du II, sont également classées en zone France Ruralités Revitalisation, les communes métropolitaines de moins de 30 000 habitants situées dans un département qui remplit les conditions suivantes :

« 1° Sa densité de population est inférieure à 35 habitants par kilomètre carré ;

« 2° Son revenu médian disponible par unité de consommation est inférieur à la médiane des revenus médians disponibles par unité de consommation par département.

### OBJET

Amendement ayant pour objectif, d'une part, de limiter le classement en zones France Ruralité Revitalisation et France Ruralité Revitalisation « Plus », aux communes de moins de 20 000 habitants, d'autre part, d'apporter une précision rédactionnelle.

Il permet également d'inclure les communes de moins de 30 000 habitants lorsque la densité de population du département est inférieure à 35 habitants par kilomètre carré et que son revenu médian disponible par unité de consommation est inférieur à la médiane des revenus médians disponibles par unité de consommation par département.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme BELRHITI

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 10**

I. – Alinéa 31, tableau, deux dernières colonnes, deux dernières lignes

Rédiger ainsi ces lignes :

42 500	18 750
46 750	20 625

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La franchise en base TVA permet aux petites entreprises (micro-entreprises), dans la limite d'un plafond de chiffre d'affaires, de facturer leurs ventes et/ou prestations de services sans TVA.

Cette disposition du PLF vise au 1<sup>er</sup> janvier 2025, à étendre la franchise en base TVA aux petites entreprises étrangères (CA ne dépassant pas 85 000 €), pour leurs opérations réalisées en France, sous réserve que leur CA européen soit inférieur à 100 K € (sans obligation d'identification en France, l'ensemble des formalités étant réalisées dans leur État de résidence qui ensuite transmet les informations à la France).

La réciproque sera vraie pour les entreprises françaises pour leurs travaux réalisés dans les autres États membres, sous réserve que le CA européen soit inférieur à 100 K €.

Ce régime de TVA applicable aux microentreprises est source de concurrence déloyale. Il permet ainsi à certaines entreprises d'avoir un avantage concurrentiel par rapport aux entreprises qui facturent avec TVA spécialement dans le domaine des prestations de services.

Or, cette transposition de la directive risque de créer une nouvelle distorsion de concurrence : une entreprise étrangère pourra venir travailler en France et bénéficier de la franchise de TVA applicable aux entreprises françaises. Ainsi, par exemple une entreprise espagnole pourra dans le cadre d'un marché avec un particulier facturer sans TVA (alors qu'aujourd'hui l'entreprise espagnole doit facturer de la TVA française).

Enfin, ces entreprises étrangères n'ont aucune obligation d'identification en France. Il y a donc là un véritable risque de fraude.

Si la France se doit de respecter les règles européennes, il convient au regard des problématiques de concurrence de limiter le montant de la franchise applicable. Et cela d'autant plus que la France a l'un des montants de TVA les plus importants en Europe. De plus,

L'objet de cet amendement est donc de proposer de retenir un niveau de franchise deux fois moins important que celui retenu à l'origine par cette disposition.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme BELRHITI

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 6 BIS**

Après l'article 6 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 199 novovicies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° La seconde phrase des 1° et 2° du VI est supprimée ;

2° La seconde phrase des 1° et 2° du A du VII bis est supprimée ;

3° La seconde phrase des 1° et 2° du E du VIII est supprimée ;

4° La seconde phrase des a et b du 3° du XII est supprimée.

II. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

L'article 168 de la loi de finances pour 2021 a prorogé de trois ans l'avantage fiscal lié au dispositif Pinel tout en en réduisant progressivement le taux. Il s'agissait, selon l'exposé des motifs, de mettre en place une « transition vers un dispositif plus efficient ».

Cependant, l'effondrement actuel des ventes de logements (en glissement annuel sur le premier semestre 2023, -38 % dans l'individuel diffus et -33 % dans le collectif), sans compter les agréments HLM qui plafonnent à 95 000 unités par an depuis 2021 (contre 110 000 à 120 000 les années précédentes), sont générateurs d'une inévitable crise du logement.

Cette baisse des ventes bloque l'alimentation en neuf du segment du locatif privé détenu par des bailleurs personnes physiques. Or, lui seul permet le maintien en volume du parc, d'autant que les investisseurs institutionnels s'en retirent à nouveau. Ces ménages bailleurs s'avèrent, au surplus, très sensibles aux dispositifs fiscaux de soutien. La suppression d'un dispositif puissant (Périsol, Robien, Scellier) ou son rabotage (Pinel) se traduisent systématiquement par une chute des ventes, de moitié en ordre de grandeur.

Par ailleurs, les difficultés d'accès au crédit immobilier que subissent les acquéreurs, ralentissent la vente des logements éligibles, réduisant d'autant le nombre logements à loyer abordable destinés à la location dans les zones tendues.

L'objet de ce présent amendement est d'accroître l'offre de logements locatifs sous plafonds de loyer et de ressources, dans ce contexte de chute de l'accès à la propriété, en aménageant le dispositif Pinel pour le rendre plus attractif avant sa disparition programmée au 31 décembre 2024.

Ainsi, il propose de maintenir les taux de réduction d'impôt tels que prévus en 2022 sur les années 2023 et 2024, date à laquelle le dispositif Pinel prend fin.

Un tel délai permettrait de relancer à la fois la construction neuve et le logement locatif à loyers maîtrisés.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme BELRHITI

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5**

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le c du 2 du I de l'article 27 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« (...) De l'acquisition et de la pose de matériaux d'isolation thermique des parois vitrées et des protections solaires mobiles ; ».

II. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La loi de finances pour 2023 a rétabli le crédit d'impôt en faveur de la rénovation énergétique des locaux tertiaires des PME disparu fin 2021, après six mois d'existence compte tenu du délai de publication des textes réglementaires associés.

Ce crédit d'impôt vise certaines dépenses concernant l'isolation des parois opaques, le chauffage et la ventilation. On ne peut que se féliciter d'un tel dispositif pour des PME qui, par ailleurs, ne disposent d'aucune aide de l'État en faveur de la rénovation énergétique de leurs locaux tertiaires.

Pour autant, à la lecture du détail des équipements, matériels ou matériaux éligibles, il est à noter l'absence des menuiseries extérieures. Or, l'intérêt du remplacement des fenêtres, le cas échéant associé à des protections solaires mobiles, est déjà démontré pour atteindre la sobriété énergétique des bâtiments. Il permet d'isoler une grande partie de l'enveloppe extérieure du bâtiment et offre des apports de chaleur gratuite grâce aux apports solaires en hiver.

Par ailleurs, dans certains bâtiments tertiaires (type « façade rideaux »), les parois vitrées représentent la quasi-totalité de la surface des parois verticales. Et, après avoir vécu plusieurs épisodes de canicule, il est maintenant indispensable de maîtriser les températures intérieures et limiter les apports solaires en été. L'efficacité de ces bâtiments peut être améliorée par l'installation de protections solaires qui

limitent l'entrée du froid et les déperditions thermiques en hiver, permettent de maîtriser les apports solaires en été et le recours à la climatisation.

Aussi, afin de donner à cette mesure une efficacité et une cohérence maximum, il apparaît important de les réintégrer dans la base du crédit d'impôt ; étant précisé que son plafonnement est de nature à limiter l'impact de la dépense fiscale.

Tel est l'objet de cet amendement.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
Mme PETRUS

C	
G	

### ARTICLE 7 TER

#### I. – Alinéa 4

Remplacer cet alinéa par deux alinéas ainsi rédigés :

2° Le g est ainsi rédigé :

« g) Toutes activités immobilières et les activités de location de meublés de tourisme au sens de l'article L. 324-1-1 du code du tourisme. Cette exclusion ne s'applique pas à l'exploitation de chambres d'hôtes au sens de l'article L. 324-3 du même code ; »

#### II. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – Le présent article ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

L'article 7 ter prévoit la suppression des aides en faveur des investissements exploités dans le cadre d'une activité de location de meublés de tourisme au sens de l'article L. 324-1-1 du code de tourisme.

Dans un objectif de clarification de la loi, le présent amendement propose de préciser explicitement que les chambres d'hôtes, définies à l'article L. 324-3 du code de tourisme, ne sont pas concernées par cette exclusion.







## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme PETRUS

C	
G	

### ARTICLE 7 TER

I. – Alinéas 7, 11, 12, 22, 25, 27, 33, 35 à 37, 42, 51, 52, 64 et 67

Remplacer les mots :

de bâtiments à caractère industriel

par les mots :

d'immeubles autres que ceux à usage d'habitation

II. – Alinéa 9

Remplacer cet alinéa par deux alinéas ainsi rédigés :

5° La seconde phrase du seizième alinéa est remplacée par deux phrases ainsi rédigées :

« La réduction d'impôt prévue au premier alinéa s'applique également aux investissements portant sur des installations de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil dont la production est affectée pour au moins 80 % à l'autoconsommation par l'exploitant et dont le prix de revient hors taxes, incluant les frais de pose et d'équipement, est supérieur ou égal à 250 000 €. Par dérogation, la condition relative au montant de l'investissement mentionnée à la phrase précédente ne s'applique pas aux projets d'investissements consistant en la construction ou la réhabilitation lourde d'immeubles autres que ceux à usage d'habitation incluant l'acquisition et l'installation d'équipement portant sur des installations de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil. » ;

III. – Alinéa 10

Supprimer cet alinéa

IV. – Alinéa 30

Remplacer cet alinéa par deux alinéas ainsi rédigés :

a) La seconde phrase est ainsi rédigée :

« La déduction prévue au premier alinéa s'applique aux investissements mentionnés aux deuxième et dernière phrases du seizième alinéa du I de l'article 199 undecies B, dans les mêmes conditions que celles prévues à ces phrases. » ;

V. – Alinéa 31

Remplacer cet alinéa par deux alinéas ainsi rédigés :

b) Il est complété par une phrase ainsi rédigée :

« La déduction prévue au premier alinéa ne s'applique pas aux investissements donnés en location ou mis à la disposition de ménages ou de syndicats de copropriétaires, y compris dans le cadre de contrats incluant la fourniture de prestations de services. » ;

#### VI. – Alinéa 45

Rédiger ainsi cet alinéa :

b) Le b est complété par les mots : « ne respectant pas les conditions prévues aux deuxième et dernière phrases du seizième alinéa du I de l'article 199 undecies B » ;

#### VII. – Alinéa 61

Rédiger ainsi cet alinéa :

- le 2° est complété par les mots : « ne respectant pas les conditions prévues aux deuxième et dernière phrases du seizième alinéa du I de l'article 199 undecies B » ;

#### VIII. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – Le présent article ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Le présent amendement vise à réintégrer notamment dans le champ de l'aide fiscale les investissements portant sur des installations de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil, sous réserve que cette production soit exclusivement affectée à l'autoconsommation par l'exploitant et que le prix de revient de ces équipements soit inférieur à 500 000 €, cette dernière condition ne s'appliquant pas aux investissements installés sur des hôtels.

Sans remettre en cause l'équilibre général de la mesure, le présent amendement propose d'adapter les conditions d'éligibilité de ces investissements aux réalités des situations économiques des entreprises ultramarines.

Ainsi, il prévoit d'abaisser à 80 % la quote-part minimale d'autoconsommation d'énergie produite à partir du photovoltaïque afin de prendre en compte les périodes de fermeture des entreprises.

Au regard du coût moyen des équipements photovoltaïques, il propose d'abaisser le seuil d'éligibilité de 500 000 € à 250 000 €. Il étend par ailleurs la mesure exonérant les hôtels du respect de ce critère à l'ensemble des projets d'investissement consistant en des constructions ou réhabilitations lourdes d'immeubles autres que ceux à usage d'habitation. A cette fin, il propose de légaliser la doctrine ouvrant le bénéfice de l'aide fiscale aux réhabilitations lourdes d'immeubles autres que ceux à usage d'habitation, ce qui permettra de sécuriser ce type d'investissements et de clarifier la loi.

Il prévoit corrélativement une obligation d'exploitation de ces investissements pendant une durée minimale de quinze ans.







## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme PETRUS

C	
G	

### ARTICLE 7 TER

#### I. – Alinéa 5

Supprimer cet alinéa.

#### II. – Alinéa 6

Remplacer le mot :

quatorzième

Par le mot :

quinzième

#### III. – Alinéa 8

Rédiger ainsi cet alinéa :

b) Après les mots : « indispensables à », la fin de la deuxième phrase est ainsi rédigée : « l'exercice d'une activité aquacole, agricole, sylvicole ou minière. » ;

#### IV. – Après l'alinéa 8

Insérer trois alinéas ainsi rédigés :

c) Après la deuxième phrase, il est inséré une phrase ainsi rédigée :

« Toutefois, la réduction d'impôt s'applique à l'acquisition de véhicules de tourisme au sens de l'article L. 421-2 du code des impositions sur les biens et services émettant une quantité de dioxyde de carbone inférieure ou égale à 117 grammes par kilomètre exploités dans le cadre de l'activité de location de véhicules mentionnée au h du présent I ou d'une activité de transport public de voyageurs. » ;

d) A la dernière phrase, les mots : « phrase précédente » sont remplacés par les mots : « deuxième phrase ».

#### V. – Alinéas 9 et 10

Remplacer le mot :

quinzième

Par le mot :

seizième

VI. – Après l’alinéa 10

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

6° bis Après la troisième phrase du dix-septième alinéa, il est inséré une phrase ainsi rédigée : « Pour les investissements consistant en l’acquisition de véhicules de tourisme mentionnés à la troisième phrase du quinzième alinéa du présent I, l’assiette de la réduction d’impôt prévue à la première phrase du présent alinéa est retenue dans la limite d’un montant fixé par décret, qui ne peut excéder 30 000 € par véhicule. » ;

VII. – Alinéa 11

Remplacer le mot :

dix-neuvième

Par le mot :

vingtième

VIII. – Alinéa 12

Remplacer les mots :

vingt-deuxième et trente-deuxième

Par les mots :

vingt-troisième et trente-troisième

IX. – Après l’alinéa 12

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

9° Aux avant-dernier et dernier alinéas, le mot : « cinquième » est remplacé par le mot : « sixième ».

X. – Après l’alinéa 24

Insérer trois alinéas ainsi rédigés :

1° Le premier alinéa est ainsi modifié :

a) Après la septième phrase, il est inséré une phrase ainsi rédigée : « Pour les investissements consistant en l’acquisition de véhicules de tourisme mentionnés à la troisième phrase du quinzième alinéa du I de l’article 199 undecies B, le montant déductible mentionné à la première phrase du premier alinéa du présent article est retenu dans la limite d’un montant fixé par décret, qui ne peut excéder 30 000 € par véhicule. »

XI. – Alinéa 25

Rédiger ainsi le début de cet alinéa :

b) A la onzième phrase, après le mot

## XII. – Alinéa 28

Rédiger ainsi cet alinéa :

b) Après les mots : « indispensables à », la fin de l'alinéa est ainsi rédigée : « l'exercice d'une activité aquacole, agricole, sylvicole ou minière. Toutefois, la déduction s'applique aux investissements consistant en l'acquisition de véhicules de tourisme mentionnés à la troisième phrase du quinzième alinéa du I de l'article 199 undecies B. » ;

## XIII. – Alinéa 44

Rédiger ainsi cet alinéa :

a) Après la seconde occurrence du mot : « à », la fin du a est ainsi rédigée : « l'exercice d'une activité aquacole, agricole, sylvicole ou minière. Toutefois, le crédit d'impôt s'applique aux investissements consistant en l'acquisition de véhicules de tourisme mentionnés à la troisième phrase du quinzième alinéa du I de l'article 199 undecies B ; » ;

## XIV. – Après l'alinéa 48

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

« Pour les investissements consistant en l'acquisition de véhicules de tourisme mentionnés à la troisième phrase du quinzième alinéa du I de l'article 199 undecies B, l'assiette du crédit d'impôt prévue au 1 du présent II est retenue dans la limite d'un montant fixé par décret, qui ne peut excéder 30 000 € par véhicule. » ;

## XV. – Alinéa 60

Rédiger ainsi cet alinéa

– après le mot : « à », la fin du 1° est ainsi rédigée : « l'exercice d'une activité aquacole, agricole, sylvicole ou minière. Toutefois, la réduction d'impôt s'applique aux investissements consistant en l'acquisition de véhicules de tourisme mentionnés à la troisième phrase du quinzième alinéa du I de l'article 199 undecies B ; »

## XVI. – Alinéa 65

Remplacer les mots :

ainsi rédigé

Par les mots :

et un H ainsi rédigés

## XVII. – Après l'alinéa 66

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

« H. – Pour les investissements consistant en l'acquisition de véhicules de tourisme mentionnés à la troisième phrase du quinzième alinéa du I de l'article 199 undecies B, l'assiette de la réduction d'impôt prévue au 1 du A du présent III est retenue dans la limite d'un montant fixé par décret, qui ne peut excéder 30 000 € par véhicule. »

## XVIII. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – Le présent article ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

L'article 7 ter du présent projet de loi supprime notamment, sauf exceptions, le bénéfice du régime d'aide fiscale pour les investissements consistant en l'acquisition des véhicules de tourisme, y compris ceux exploités dans le cadre d'une activité de location de véhicules de tourisme de courte durée à des particuliers.

Toutefois, le secteur de la location de véhicules de tourisme de courte durée constituant un outil indispensable au maintien et au développement du tourisme en outre-mer, le présent amendement propose de rétablir, sous conditions, l'éligibilité de ces investissements.

Dans un objectif de verdissement de l'aide fiscale, il propose en parallèle de conditionner l'éligibilité des véhicules de tourisme affectés aux activités de location de courte durée et de transport public de voyageurs au respect d'un plafond d'émission de dioxyde de carbone de 117 grammes par kilomètre. Il prévoit également un plafonnement de l'assiette de l'aide fiscale au titre de ces investissements afin d'en maîtriser le coût.

Le dispositif ainsi modifié sera mieux adapté au tissu économique ultra-marin, tout en renforçant le caractère écologiquement vertueux des aides fiscales à l'investissement productif outre-mer.

Par ailleurs le présent amendement précise que l'aide fiscale à l'acquisition véhicules de tourisme reste ouverte, dans les mêmes conditions qu'actuellement, aux secteurs aquacole et sylvicole, la rédaction retenue dans le texte adopté par l'Assemblée nationale ayant pu sembler les exclure.







## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme PETRUS

C	
G	

### ARTICLE 7 TER

#### I. – Alinéa 17

Rédiger ainsi cet alinéa :

« 3° Après réalisation des travaux, les investissements sont exploités dans le cadre d'une activité hôtelière ou industrielle ;

#### II. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – Le présent article ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

L'article 7 ter prévoit que les travaux de réhabilitation lourde de friches hôtelières et industrielles bénéficient, sous conditions, d'une assiette élargie intégrant le coût du foncier, dans un objectif de lutte contre l'artificialisation des sols.

Parmi les conditions d'application du dispositif, celle tenant à l'absence de changement de destination de l'immeuble pourrait restreindre inutilement le champ des opérations éligibles.

Le présent amendement propose donc d'assouplir cette condition en permettant que l'aide fiscale s'applique à des projets de transformation de friches industrielles en hôtels ou de friches hôtelières en établissements industriels.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. LE GLEUT et FRASSA

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 NONIES

Après l'article 27 nonies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le I de la section III du chapitre I<sup>er</sup> du titre I<sup>er</sup> de la deuxième partie du code général des impôts est complété par un article 1407 quater ainsi rédigé :

« Art. 1407 quater. – À compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit l'année de son départ à l'étranger, un Français non-résident, propriétaire ou disposant de la jouissance d'une ou de plusieurs résidences secondaires sur le territoire national, peut déclarer une de ces résidences comme résidence d'attache auprès du service des impôts du lieu de situation du bien immobilier concerné selon des modalités et des conditions définies par décret. »

II. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le II de l'article 1407 ter est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Les Français établis hors de France dans un pays classé en zone rouge ou en zone orange par le ministère des affaires étrangères pour le logement qu'ils ont déclaré comme constituant leur résidence d'attache au sens de l'article 1407 quater sous réserve que le bien ne produise aucun revenu locatif. » ;

2° L'article 1408 est complété par un paragraphe ainsi rédigé :

« ... – Sont dégrevés, sur réclamation présentée dans le délai prévu à l'article R. 196-2 du livre des procédures fiscales et dans les formes prévues au même livre, les Français qui étaient établis hors de France dans un pays qui est ou a été classé en zone rouge ou orange par le ministère des affaires étrangères au titre de l'exercice fiscal considéré ou de l'année précédente. Le dégrèvement n'est applicable que pour l'impôt dû au titre de la résidence d'attache et sous réserve qu'elle ne produise aucun revenu locatif. »

III. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à intégrer dans le projet de loi de finances pour 2024 le dispositif de résidence d'attache adopté par le Sénat le 4 avril 2023, dans le cadre de l'examen de la proposition de loi n°843 (2021-2022) déposée par Ronan LE GLEUT, Christophe FRASSA et plusieurs de leurs collègues.

Ce texte est le résultat d'un travail approfondi de notre commission des finances qui en a délimité le champ dans le cadre d'un dialogue constructif et transpartisan avec les sénateurs représentant les Français établis hors de France et en tenant compte des préoccupations qui avaient été exprimées par le Gouvernement.

Le dispositif vise à créer un nouveau statut de résidence fiscale adapté à la situation d'un certain nombre de Français établis hors de France, la résidence d'attache. Cette notion va plus loin que celle de résidence de repli, très réducteur pour nos concitoyens qui veulent conserver un lien avec leur patrie d'origine.

L'objectif est de permettre aux Français résidant à l'étranger de conserver une résidence en France, où ils séjournent lors de leurs passages en France et pourront s'établir en cas de retour définitif dans notre pays à la suite de catastrophes naturelles, de guerres ou de troubles civils, pour des raisons professionnelles ou de santé ou plus simplement pour y prendre leur retraite. Cette résidence constitue un point d'attache avec la France, qui les relie à leur famille et à leur patrie.

Les conflits en Ukraine et dans la région du Tigré (Ethiopie) sont des exemples récents de la nécessité de prévoir une résidence d'attache, de refuge ou de repli ainsi que certains ont pu la qualifier.

Le dispositif ici proposé et déjà adopté lors du vote de la proposition de loi, ne permet aucunement la spéculation immobilière puisqu'il ne peut s'appliquer qu'à une seule résidence et sous réserve que celle-ci ne génère pas de revenus locatifs.

Par ailleurs, il y a un enjeu fiscal avec un sentiment d'injustice qui s'est accentué, du fait de la réforme de la taxe d'habitation, laquelle est en extinction progressive pour les résidences principales et tend à s'accroître au contraire s'agissant des résidences secondaires du fait de la possibilité pour certaines communes d'appliquer une surtaxe d'habitation aux logements meublés non affectés à l'habitation principale. D'abord limité à 20 %, le taux maximal de cette surtaxe a été progressivement porté à 60 %.

Alors que la réforme de la taxe d'habitation est pleinement appliquée depuis le 1er janvier 2023, il nous semble qu'il relève aujourd'hui de l'urgence de clarifier le statut de la résidence détenue en France par les Français établis hors de France.

J'invite mes collègues à privilégier ce dispositif de résidence d'attache plus opérant et plus conforme aux attentes de nos concitoyens établis à l'étranger plutôt que celui de résidence de repli soutenu par le Gouvernement, beaucoup trop restrictif pour permettre à nos compatriotes établis hors de France, qui souhaitent conserver une attache avec leur pays d'origine d'y être éligibles.





N°	I-1993
----	--------

**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LEMOYNE

C	
G	

ARTICLE 7

I. – Alinéa 39

Après les mots :

une activité

insérer les mots :

sédentaire ou

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Par cet amendement, il est proposé que les professionnels répertoriés comme sédentaires et installés dans une zone France Ruralités Revitalisation, comme des professions médicales par exemple, puissent également exercer hors de la zone FRR dans la limite de 25% du chiffres d'affaires, comme c'est le cas pour les activités non sédentaires.

En effet, les professionnels de santé exerçant en cabinet sont réputés sédentaires au terme de la jurisprudence découlant de l'arrêt du Conseil d'Etat n°444526 du 22 novembre 2022. Or, dans la pratique, compte tenu de la persistance de déserts médicaux, les professionnels de santé sont régulièrement sollicités pour installer des permanences ou antennes décentralisées dans des zones qui bien que n'étant pas classés en ZRR, désormais FRR, sont néanmoins en déprise médicale.

Afin de ne pas pénaliser ces territoires, l'amendement prévoit d'aligner le régime des activités sédentaires sur celui prévu pour les activités non sédentaires avec un encadrement de ces activités qui ne pourront dépasser 25% du chiffre d'affaires.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. ROHFRITSCH, RAMBAUD, PATIENT, PATRIAT, BITZ, BUIS et BUVAL, Mmes CAZEBONNE et DURANTON, M. FOUASSIN, Mme HAVET, MM. HAYE, IACOVELLI, KULIMOETOKE, LEMOYNE, LÉVRIER et MOHAMED SOILIHI, Mme NADILLE, M. OMAR OILI, Mmes PHINERA-HORTH et SCHILLINGER, M. THÉOPHILE  
et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 7 TER

## I. – Alinéa 17

Rédiger ainsi cet alinéa :

« 3° Après réalisation des travaux, les investissements sont exploités dans le cadre d'une activité hôtelière ou industrielle ;

## II. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – Le présent article ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

Tenant compte des conclusions du rapport de l'Inspection générale des finances (IGF) sur l'évaluation des dispositifs d'aide fiscale à l'investissement productif outre-mer de juillet 2023, l'article 7 *ter* du présent projet de loi de finances prévoit plusieurs mesures visant, d'une part, à mettre immédiatement fin aux pratiques abusives identifiées par l'IGF et, d'autre part, à permettre certains investissements s'inscrivant dans une logique de transition écologique.

Ainsi, l'article 7 *ter* prévoit que les travaux de réhabilitation lourde de friches hôtelières et industrielles bénéficient, sous conditions, d'une assiette élargie intégrant le coût du foncier, dans un objectif de lutte contre l'artificialisation des sols.

Parmi les conditions d'application du dispositif, celle tenant à l'absence de changement de destination de l'immeuble pourrait restreindre inutilement le champ des opérations éligibles.

Le présent amendement propose donc d'assouplir cette condition en permettant que l'aide fiscale s'applique à des projets de transformation de friches industrielles en hôtels ou de friches hôtelières en établissements industriels.





## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. ROHFRITSCH et FOUASSIN, Mme NADILLE, M. THÉOPHILE, Mme PHINERA-HORTH  
et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants

C	
G	

### ARTICLE 7 TER

I. – Alinéas 7, 11, 12, 22, 25, 27, 33, 35 à 37, 42, 51, 52, 64 et 67

Remplacer les mots :

de bâtiments à caractère industriel

Par les mots :

d'immeubles autres que ceux à usage d'habitation

II. – Alinéa 9

Rédiger ainsi cet alinéa :

5° La seconde phrase du seizième alinéa est remplacée par deux phrases ainsi rédigées : « La réduction d'impôt prévue au premier alinéa s'applique également aux investissements portant sur des installations de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil dont la production est affectée pour au moins 80 % à l'autoconsommation par l'exploitant et dont le prix de revient hors taxes, incluant les frais de pose et d'équipement, est supérieur ou égal à 250 000 €. Par dérogation, la condition relative au montant de l'investissement mentionnée à la phrase précédente ne s'applique pas aux projets d'investissements consistant en la construction ou la réhabilitation lourde d'immeubles autres que ceux à usage d'habitation incluant l'acquisition et l'installation d'équipement portant sur des installations de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil. » ;

III. – Alinéa 10

Supprimer cet alinéa

IV. – Alinéa 30

Rédiger ainsi cet alinéa :

a) La seconde phrase est ainsi rédigée : « La déduction prévue au premier alinéa s'applique aux investissements mentionnés aux deuxième et dernière phrases du seizième alinéa du I de l'article 199 undecies B, dans les mêmes conditions que celles prévues à ces phrases. » ;

V. – Alinéa 31

Rédiger ainsi cet alinéa :

b) Il est complété par une phrase ainsi rédigée : « La déduction prévue au premier alinéa ne s'applique pas aux investissements donnés en location ou mis à la disposition de ménages ou de syndicats de copropriétaires, y compris dans le cadre de contrats incluant la fourniture de prestations de services. » ;

#### VI. – Alinéa 45

Rédiger ainsi cet alinéa :

b) Le b est complété par les mots : « ne respectant pas les conditions prévues aux deuxième et dernière phrases du seizième alinéa du I de l'article 199 undecies B » ;

#### VII. – Alinéa 61

Rédiger ainsi cet alinéa :

- le 2° est complété par les mots : « ne respectant pas les conditions prévues aux deuxième et dernière phrases du seizième alinéa du I de l'article 199 undecies B » ;

#### VIII. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – Le présent article ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Dans le prolongement des conclusions du rapport public de l'Inspection générale des finances (IGF) sur l'évaluation des dispositifs d'aide fiscale à l'investissement productif outre-mer de juillet 2023, l'article 7 ter du présent projet de loi de finances prévoit une série de mesures visant, d'une part, à mettre fin immédiatement à des pratiques abusives identifiées par l'IGF et, d'autre part, à permettre certains investissements s'inscrivant dans une logique de transition écologique.

Il réintègre notamment dans le champ de l'aide fiscale les investissements portant sur des installations de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil, sous réserve que cette production soit exclusivement affectée à l'autoconsommation par l'exploitant et que le prix de revient de ces équipements soit inférieur à 500 000 €, cette dernière condition ne s'appliquant pas aux investissements installés sur des hôtels.

Sans remettre en cause l'équilibre général de la mesure, le présent amendement propose d'adapter les conditions d'éligibilité de ces investissements aux réalités des situations économiques des entreprises ultramarines.

Ainsi, il prévoit d'abaisser à 80 % la quote-part minimale d'autoconsommation d'énergie produite à partir du photovoltaïque afin de prendre en compte les périodes de fermeture des entreprises.

Au regard du coût moyen des équipements photovoltaïques, il propose d'abaisser le seuil d'éligibilité de 500 000 € à 250 000 €. Il étend par ailleurs la mesure exonérant les hôtels du respect de ce critère à l'ensemble des projets d'investissement consistant en des constructions ou réhabilitations lourdes d'immeubles autres que ceux à usage d'habitation. A cette fin, il propose de légaliser la doctrine ouvrant le bénéfice de l'aide fiscale aux réhabilitations lourdes d'immeubles autres que ceux à usage d'habitation, ce qui permettra de sécuriser ce type d'investissements et de clarifier la loi.

Il prévoit corrélativement une obligation d'exploitation de ces investissements pendant une durée minimale de quinze ans.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. ROHFRITSCH, Mmes PHINERA-HORTH et NADILLE, MM. FOUASSIN, MOHAMED SOILIHI  
et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 7 TER

## I. – Alinéa 4

Remplacer cet alinéa par deux alinéas ainsi rédigés :

2° Le g est ainsi rédigé :

« g) Toutes activités immobilières et les activités de location de meublés de tourisme au sens de l'article L. 324-1-1 du code du tourisme. Cette exclusion ne s'applique pas à l'exploitation de chambres d'hôtes au sens de l'article L. 324-3 du même code ; »

## II. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – Le présent article ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

A la suite des conclusions de rapport public de l'Inspection générale des finances (IGF) sur l'évaluation des dispositifs d'aide fiscale à l'investissement productif outre-mer de juillet 2023, l'article 7 ter du présent projet de loi de finances prévoit une série de mesures visant, d'une part, à mettre fin immédiatement aux pratiques abusives identifiées par l'IGF et, d'autre part, à permettre certains investissements s'inscrivant dans une logique de transition écologique.

Ainsi, l'article 7 ter prévoit la suppression des aides en faveur des investissements exploités dans le cadre d'une activité de location de meublés de tourisme au sens de l'article L. 324-1-1 du code de tourisme.

Dans un objectif de clarification de la loi, le présent amendement propose de préciser explicitement que les chambres d'hôtes, définies à l'article L. 324-3 du code de tourisme, ne sont pas concernées par cette exclusion.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SALMON, Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI et Mmes PONCET MONGE, SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 28

I. – Alinéa 4, tableau, dernière colonne, trentième ligne

Remplacer le nombre :

12 000 000

par le nombre :

22 000 000

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

La problématique du renouvellement des générations en agriculture et les enjeux associés sur l'installation / transmission sont au cœur des préoccupations du monde agricole : ces dix dernières années, 108 000 exploitants agricoles et une ferme sur cinq ont disparu ; d'ici 2030, 48% des chefs d'exploitation auront atteint l'âge de partir à la retraite. Il convient donc d'améliorer le rythme et la qualité (performance économique, sociale et écologique) des installations d'exploitants agricoles dans la perspective de renforcer la souveraineté alimentaire française et la lutte contre le dérèglement climatique et l'effondrement de la biodiversité.

Alors que sont attendues les présentations du Pacte et du projet de loi d'orientation et d'avenir agricole (PLOAA), le projet de loi de finances pour 2024 offre l'opportunité de mettre en œuvre sans attendre certaines préconisations issues des concertations régionales et nationales.

Parmi celles-ci, il est fait état de manière consensuelle par les parties prenantes agricoles de la nécessité d'augmenter considérablement les fonds dédiés à l'accompagnement des parcours d'installation et de transmission des exploitations dans le cadre du programme AITA.

Cela correspond aussi à une recommandation de la Cour des Comptes et du CGAAER. Ce dernier estimait dans son dernier rapport sur le sujet (avril 2023) que l'Etat devait engager 10 M€

supplémentaires en ciblant notamment l'accompagnement des personnes non issues du milieu agricole (NIMA) et la phase d'émergence.

Le CGAAER proposait ainsi de relever en conséquence le plafond de la taxe sur la cession à titre onéreux de terrains nus rendus constructibles (article 1605 nonies du code général des impôts, dite taxe JA). En effet cette taxe JA, d'un rendement courant de 24 M€, n'est, aujourd'hui, affectée qu'à hauteur de 50% au financement de politiques publiques bénéficiant aux nouveaux agriculteurs.

Le présent amendement propose ainsi de suivre l'ensemble de ces recommandations et d'augmenter dès 2024 les fonds dédiés à l'accompagnement de l'installation / transmission en relevant de 10 M€ le plafond limitant l'affectation de cette taxe JA.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme SAINT-PÉ

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 1522 bis est ainsi modifié :

a) Le I est complété par un paragraphe ainsi rédigé :

« B. – Lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale fait application des dispositions du A, il peut ne pas instituer la part incitative sur le territoire de ses communes membres dont la proportion de logements situés dans des immeubles collectifs est supérieure à 20 % du nombre total de logements dans chacune de ces communes.

« La proportion de logements situés dans des immeubles collectifs, appréciée sur le territoire de chaque commune, est mise à disposition de l'établissement public de coopération intercommunale par l'administration fiscale.

« Lorsque les conditions mentionnées au premier alinéa ne sont plus respectées dans une commune, la part incitative y est appliquée à compter de la deuxième année suivant ce constat. » ;

b) Au I bis :

- le début de la première phrase est ainsi rédigé : « Les communes et... (le reste sans changement). ;

- à la seconde phrase, après le mot : « territoire », sont insérés les mots : « ou maintenue dans les conditions du B du I du présent article ».

2° L'article 1639 A bis est ainsi modifié :

a) À la première phrase du deuxième alinéa du III, le mot : « sept » est remplacé par le mot : « dix ».

b) Au A du V, après la seconde occurrence des mots : « du premier alinéa », sont insérés les mots : « du A ».

II. – L'article L. 2333-76 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° Au deuxième alinéa, le mot : « sixième » est remplacé par le mot : « neuvième » ;

2° A la première phrase du troisième alinéa, le mot : « sept » est remplacé par le mot : « dix ».

III. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

La tarification incitative de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOMi) intègre le niveau de production de déchets dans son calcul afin d'inciter financièrement les usagers à des comportements vertueux de tri et de réduction des déchets. Le bilan de l'ADEME sur les premiers retours d'expérience montre une baisse des quantités d'ordures ménagères résiduelles et une amélioration des collectes sélectives dès la mise en œuvre de la tarification incitative. Il s'agit d'un des leviers pour progresser sur le tri des déchets et atteindre les objectifs de recyclage des déchets d'emballages plastiques, notamment les bouteilles.

Les objectifs de la politique nationale de prévention et de gestion des déchets prévoient que la TEOMi, en matière de déchets, couvre 25 millions d'habitants en 2025 , alors qu'elle n'en couvre qu'un peu plus de 6 millions à ce jour.

Parmi les freins identifiés, figurent notamment l'obligation, hors phase d'expérimentation limitée à sept ans, d'application de la TEOMi à l'ensemble des communes d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI). En particulier, pour certaines communes disposant d'une proportion importante de logements collectifs, ce mode de tarification présente un équilibre coût – bénéfice qui n'est pas optimal pour le développement de la tarification incitative.

Le présent amendement vise donc à assouplir les conditions de mise en œuvre de la tarification incitative pour permettre aux EPCI de n'instituer la part de tarification incitative que sur les territoires des communes qui disposent d'une proportion de logements collectifs inférieure à 20 %. Ce taux est issu du bilan de l'ADEME sur les collectivités territoriales en matière de tarification incitative, qui met en évidence une limite d'efficience au-delà de ce seuil. A cet effet, les données relatives aux proportions de logements collectifs seront mises en ligne par l'administration fiscale.

Afin de laisser le temps aux élus locaux de boucler leurs plans de financement et de faire le travail de pédagogie auprès de leurs administrés, le présent amendement propose de laisser le délai d'harmonisation perdurer trois années de plus. L'harmonisation devrait ainsi être faite au 1<sup>er</sup> janvier 2027.





N°	I-1999
----	--------

**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme AESCHLIMANN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5**

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le c du 2 du I de l'article 27 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« (...) De l'acquisition et de la pose de matériaux d'isolation thermique des parois vitrées et des protections solaires mobiles ; ».

II. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La loi de finances pour 2023 a marqué le retour du crédit d'impôt pour la rénovation énergétique dans les locaux tertiaires des PME ; aide précieuse qui avait disparu fin 2021. Ce crédit d'impôt couvre des dépenses spécifiques liées à l'isolation, au chauffage et à la ventilation des locaux. Il s'agit d'une avancée notable pour les PME, qui manquaient jusque-là de soutien gouvernemental dans ce domaine.

Le droit positif actuel exclut les menuiseries extérieures de ce crédit d'impôt. Pourtant, le remplacement des fenêtres, potentiellement combiné à des protections solaires mobiles, joue un rôle crucial dans la réduction de la consommation énergétique des bâtiments. En effet, cela contribue à une meilleure isolation de l'enveloppe extérieure et offre le bénéfice de la chaleur solaire en hiver.

De plus, dans de nombreux bâtiments tertiaires, notamment ceux dotés de façades entièrement vitrées, les surfaces vitrées représentent une part importante des parois. Les épisodes récurrents de canicule ont souligné l'urgence de contrôler les températures internes et de limiter les gains de chaleur en été. L'installation de protections solaires peut améliorer l'efficacité énergétique de ces bâtiments, en réduisant les pertes de chaleur en hiver et en contrôlant les apports solaires en été.

Aussi est-il indispensable, pour maximiser l'efficacité et la pertinence de cette mesure fiscale, d'inclure les menuiseries extérieures dans le cadre du crédit d'impôt. Le plafonnement de ce dernier

permettra de limiter l'impact sur les dépenses fiscales. Tel est le sens de cet amendement, élaboré avec la Fédération française du Bâtiment Grand Paris.







N°	I-2000
----	--------

## AM E N D E M E N T

présenté par

M. CAPO-CANELLAS

### ARTICLE 5 SEXIES

C	
G	

Alinéa 3

Après le mot :

thermique

insérer les mots :

à combustion fossile, essence ou diesel

et après le mot :

combustible

insérer les mots :

ou à motorisation thermique à hydrogène,

### OBJET

Le retrofit électrique est un procédé visant à convertir un véhicule thermique en véhicule électrique à batterie ou à pile à combustible et répond en cela à l'enjeu de verdissement des véhicules ainsi qu'aux exigences de la réglementation européenne concernant la fin des véhicules thermiques d'ici 2035.

Comme intégrée lors de l'examen du texte à l'Assemblée nationale, l'extension du dispositif de déduction fiscale mis en place pour les véhicules de plus de 3,3 tonnes fonctionnant au gaz naturel, au biométhane ou utilisant le carburant ED95 aux véhicules retrofités permet de maximiser cette transition pour les flottes d'entreprise.

Pour autant, des innovations dans l'industrie du retrofit conduisent à réécrire cet article pour mieux intégrer aussi les potentielles transformations des moteurs thermiques existants, à combustible fossile (essence ou diesel), vers des moteurs thermiques à hydrogène, qui pourront participer également à la décarbonation rapide des flottes de véhicules.





## AM E N D E M E N T

présenté par

M. CANÉVET, Mme GATEL, MM. DELCROS, CAPO-CANELLAS et DELAHAYE, Mme Nathalie GOULET, MM. MAUREY et MIZZON, Mme VERMEILLET  
et les membres du groupe Union Centriste

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Au I de l'article 103 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023, l'année :  
« 2025 » est remplacée par l'année : « 2026 ».

### OBJET

Les valeurs locatives des locaux professionnels, notamment des commerces et des bureaux, utilisées pour l'établissement des impôts directs locaux, ont été révisées en 2017 afin de refléter la réalité du marché locatif sur l'ensemble du territoire.

Cet objectif se traduit, d'une part, par une mise à jour permanente des bases imposables, et, d'autre part, par une actualisation plus complète à un rythme sexennal.

À la lumière des résultats des travaux d'actualisation effectués en 2022, les associations d'élus ont fait part de leur souhait d'approfondir les réflexions sur les modalités de mise en œuvre et d'accompagnement de cette réforme.

Un nouveau cycle de travail, associant également les organisations professionnelles, devant s'engager début 2024, il est proposé de prévoir une année supplémentaire avant de procéder à l'intégration des résultats des travaux d'actualisation dans les bases d'imposition.





## AM E N D E M E N T

C	
G	

présenté par

MM. ROHFRITSCH, MOHAMED SOILIHI et FOUASSIN, Mmes NADILLE, PHINERA-HORTH  
et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants

### ARTICLE 16

I. – Alinéa 8

Remplacer l'année :

2024

par l'année :

2025

II. – Alinéas 25 et 29

Remplacer la référence :

II quater

par la référence :

III

III. – Alinéa 87

Après le mot :

compteur

insérer les mots :

des abonnés au service d'eau potable

IV. – Alinéa 129

Remplacer les mots :

à V quater

par les mots :

et V ter

V. – Alinéas 137 et 166

Remplacer la référence :

V quinquies

par la référence :

V quater

VI. – Alinéa 207

Compléter cet alinéa par une phrase ainsi rédigée :

Ils s'appliquent aux délibérations des comités de bassin et des conseils d'administration des agences de l'eau prises pour une application à compter de cette même date.

### **OBJET**

Le présent amendement a pour objet d'apporter diverses corrections à l'article relatif à la réforme des agences de l'eau, à savoir :

- des corrections de renvois ;
- l'alignement de l'entrée en vigueur de l'exemption de taxe à Mayotte avec celle de la réforme (1<sup>er</sup> janvier 2025) ;
- une précision sur la nature des compteurs utilisés pour déterminer l'assiette de la taxe (ceux des abonnés au service d'eau potable) ;
- une explicitation de la capacité des comités de bassin et des agences de l'eau à déterminer dès 2024 les tarifs applicables pour l'année 2025.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. ROHFRITSCH et PATIENT, Mme PHINERA-HORTH, MM. THÉOPHILE, MOHAMED SOILIHI et BUVAL, Mme NADILLE, MM. FOUASSIN, KULIMOETOKE, OMAR OILI, PATRIAT, BITZ et BUIS, Mmes CAZEBONNE, DURANTON et HAVET, MM. HAYE, IACOVELLI, LEMOYNE, LÉVRIER et RAMBAUD, Mme SCHILLINGER  
et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6 BIS

I. – Rédiger ainsi cet article :

I. – L'article 199 *novovicies* du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au 5° du B du I, l'année : « 2023 » est, par deux fois, remplacée par l'année : « 2026 » ;

2° La deuxième phrase des 1° et 2° du E du VIII est complétée par les mots : « qui ne servent pas au financement des logements mentionnés au 5° du B du I » ;

3° Aux a et b du 3° du XII, après la référence : « VIII », sont, par quatre fois, insérés les mots : « , autres que celles employées pour le financement des logements mentionnés au 5° du B du I, »

II. – Les 2° et 3° du I s'appliquent aux investissements réalisés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.III. – Le Gouvernement remet au Parlement, avant le 30 septembre 2026, un rapport d'évaluation du dispositif prévu au 5° du B du I de l'article 199 *novovicies* du code général des impôts.II. – La perte de recettes pour l'Etat résultant du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.OBJET

Instauré en 2019 au 5° du B du I de l'article 199 *novovicies* du code général des impôts (CGI), le dispositif « Denormandie dans l'ancien » ouvre droit à une réduction d'impôt sur le revenu, au titre de l'acquisition de logements anciens faisant ou ayant fait l'objet de travaux d'amélioration ou de transformation représentant au moins 25 % du coût total de l'opération. Le bénéfice de l'avantage fiscal est conditionné à l'engagement du contribuable de mettre le logement en location à loyer intermédiaire sous condition de ressources des locataires.

Cette réduction d'impôt s'applique aux logements situés dans des communes dont le besoin de réhabilitation de l'habitat en centre-ville est particulièrement marqué, relevant du programme Action Cœur de Ville ou ayant conclu une convention d'opération de revitalisation de territoire prévue à l'article L. 303-2 du code de la construction et de l'habitation.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

Le dispositif apporte une solution à la dégradation du parc privé en incitant les investisseurs bailleurs particuliers à rénover les logements. Il permet également de lutter contre l'étalement urbain et l'artificialisation des sols.

Alors que l'article 6 *bis* du présent projet de loi propose de le proroger jusqu'au 31 décembre 2024, le présent amendement propose de le proroger pour trois ans, soit jusqu'au 31 décembre 2026, afin de laisser un délai suffisant au montage des opérations et favoriser à terme son évaluation.

Par ailleurs, le présent amendement corrige une incohérence, en soustrayant à la diminution des taux applicables, prévue dans le cadre de la mise en extinction progressive du dispositif « Pinel », les investissements bénéficiant de la réduction d'impôt « Denormandie » réalisés par les contribuables par l'intermédiaire d'une société civile de placement immobilier (SCPI), au même titre que ceux réalisés en direct, à condition toutefois que les sommes versées au titre de la souscription soient employées au financement des logements visés au 5° du B du I.

Le maintien du taux historique de la réduction d'impôt ne s'applique qu'aux souscriptions de parts de SCPI affectées au financement de logements éligibles au dispositif Denormandie dans les conditions prévues au B du VIII de l'article 199 *novovicies* du CGI, notamment celle tenant à ce que 95% du produit de la souscription serve exclusivement à ce financement.

Dès lors, les contribuables, ayant investi en 2023 ou investissant en 2024, en France ou Outre-Mer, dans des logements satisfaisant les conditions de la réduction d'impôt « Denormandie » continueront à bénéficier du taux plein de la réduction d'impôt prévue à l'article 199 *novovicies* du CGI.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. ROHFRITSCH et FOUASSIN, Mme PHINERA-HORTH, M. THÉOPHILE, Mme NADILLE,  
M. MOHAMED SOILIHI  
et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 6**

I. – Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – Le respect de la condition prévue au 3° du I de l'article 279-0 bis A du code général des impôts dans sa rédaction issue de la présente loi est appréciée au 31 décembre 2024 pour les logements qui remplissent les conditions suivantes :

1° Une demande de permis de construire a été déposée au plus tard le 3 octobre 2023 ;

2° L'ouverture du chantier est intervenue avant le 31 décembre 2024.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à donner plein effet aux reclassements récent et annoncé de communes, en prévoyant la possibilité d'appliquer le régime fiscal LLI à toutes les opérations pour lesquelles l'ouverture du chantier est intervenue avant la fin de l'année 2023.

Sont en effet éligibles à ce régime les opérations portant sur des logements situés, notamment, sur le territoire de communes dans une zone se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements, soit les zones dites tendues (A ou B1).

Cette condition est actuellement appréciée à la date du dépôt de la demande de permis de construire.

Or 153 communes ont été reclassées en zone tendue le 2 octobre dernier, alors qu'elles étaient précédemment classées en zone B2 ou C. Ce reclassement s'explique parce qu'elles ont été confrontées depuis plusieurs années à une augmentation rapide des prix de vente et de loyers mesurés par les indicateurs de suivi mis en place. Cet engagement, pris par la Première ministre lors de la restitution du CNR Logement en juin 2023, a été concrétisé après des concertations tenues avec les préfets de département et les élus locaux concernés, au travers notamment de leurs associations, de sorte à affiner la liste des communes. En déplacement à Dunkerque le 16 novembre dernier, la

Première ministre a également annoncé une deuxième extension de ce zonage, pour permettre à davantage de communes d'en bénéficier.

C'est pourquoi le présent amendement aménage la condition de situation de localisation des logements déterminant l'éligibilité au dispositif de soutien aux investisseurs institutionnels dans le logement locatif intermédiaire (LLI) modifié par l'article 6.





N°	I-2005
----	--------

## AM E N D E M E N T

présenté par

M. KANNER, Mmes LINKENHELD et ARTIGALAS, M. REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. MARIE et RAYNAL, Mmes MONIER et CANALÈS, MM. Michaël WEBER, Patrice JOLY et ROIRON, Mme LE HOUEROU, M. ROS, Mme HARRIBEY, MM. PLA et BOURGI et Mme BRIQUET

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 QUINDECIES

Après l'article 5 quindecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le IV de l'article 157 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 est ainsi modifié :

1° L'année : « 2023 » est remplacée par l'année : « 2025 » ;

2° Le pourcentage « 25 % » est remplacé par le pourcentage « 30 % ».

II. La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs, prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Le présent amendement vise à proroger d'un an le dispositif de réduction fiscale de 30% applicable à l'impôt sur le revenu relatif à l'investissement dans les foncières solidaires SIEG.







N°	I-2006
----	--------

**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme ESPAGNAC

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le 1° du 1 du I de l'article 1636 B sexies du code général des impôts, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020, il est inséré un 1° ... ainsi rédigé :

« 1° .... Par dérogation aux dispositions du 1°, dans les communes classées dans les zones géographiques mentionnées au premier alinéa du I de l'article 232, dans les communes mentionnées à l'article L. 321-2 du code de l'environnement et les communes limitrophes de celles-ci ainsi que dans les communes situées en zones de montagne définies au sens de l'article 3 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne, le taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale peut varier librement sans qu'il soit tenu compte de la variation du taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à décorrélér lavariations du taux de taxe d'habitation sur les résidencessecondaires de celle de la taxe foncière sur les propriétés bâtiesdans les communes littorales, limitrophes de celles-ci mais aussidans les communes de montagne et les communes situées en zonestendues.

Il est en effet essentiel de permettre aux communes d'agir librement sur le montant de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, notamment pour celles qui subissent une crise du logement.





N°	I-2007
----	--------

## A M E N D E M E N T

présenté par  
M. FARGEOT

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À l'article L 541-10-21 du code de l'environnement, les mots : « Jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2026 » sont supprimés.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

L'objectif du présent amendement est de prolonger la contribution visible de l'ameublement au-delà du 31 décembre 2025. En l'état du droit positif, la loi prévoit que celle-ci s'arrêtera au 31 décembre 2025.

Il s'agit de pérenniser un dispositif qui a largement fait ses preuves. Il permet ainsi d'assurer la transparence de l'écocontribution versée par le producteur, tout au long de la filière de commercialisation, d'empêcher la réalisation de marges sur l'écocontribution par des intermédiaires et d'impliquer les producteurs dans la gestion des déchets issus de leurs produits.

Enfin, il vise à limiter toute distorsion de concurrence entre les entreprises basées en France et les entreprises basées à l'étranger.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme GACQUERRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 12**

Après l'article 12

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° À l'article 29, après le mot : « articles », sont insérés les mots : « 200 A, ».

2° Le A du 1 de l'article 200 A est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« 3° Les revenus fonciers générés par les parts des groupements visés au 4° du 1 de l'article 793, pour la fraction correspondant aux biens visés au 3° du 2 de l'article 793, et par les biens donnés à bail dans les conditions visées au 3° du 2 de l'article 793. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'objectif de cet amendement est d'encourager le portage du foncier agricole par des investisseurs extérieurs au monde agricole. En effet, le rendement du foncier agricole est très faible par nature, en raison notamment de l'imposition importante affectée à ces biens (barème progressif de l'impôt sur le revenu et prélèvements sociaux à hauteur de 17,2%).

De ce fait, il est primordial d'attirer des investisseurs non issus du monde agricole, qui pourront ainsi alléger le coût d'installation d'un nouvel exploitant. Le foncier qui sera loué à ce nouvel exploitant, par bail à long terme ou par bail cessible, diminuera mécaniquement le coût de la reprise pour le nouvel installé. A l'heure où les rendements agricoles sont plus incertains que jamais, les coûts d'emprunt très élevés et le renouvellement de nombre d'exploitations imminent, il est urgent de favoriser le portage du foncier à tout type d'investisseurs.

L'objet de cet amendement est donc d'imposer les revenus fonciers issus de la location de biens ruraux par bail à long terme et par bail cessible au titre du prélèvement forfaitaire unique.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CORBISEZ, Mmes APOURCEAU-POLY, VARAILLAS, BRULIN  
et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 9

Après l'article 9

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa du 9° du I de l'article 1379, les mots : « une fraction » sont remplacés par les mots : « la moitié » ;

2° Le deuxième alinéa du 9° du I de l'article 1379 est ainsi rédigé : « Cette fraction s'applique en cas de renouvellement de l'installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 » ;

3° Le 11° du I de l'article 1379 est complété par un alinéa ainsi rédigé : « Cette fraction s'applique en cas de renouvellement de la centrale de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 » ;

4° Au deuxième alinéa du V de l'article 1379-0 bis, les mots « 1519 F » sont supprimés ;

5° Au 1° du V bis de l'article 1379-0 bis, les mots « 50 % » sont remplacés par les mots « 30 % » ;

6° Après le 2° du V bis de l'article 1379-0 bis, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ...° 30 % de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux relative aux centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque prévue à l'article 1519 F » ;

7° Le deuxième alinéa du c du I du I bis de l'article 1609 nonies C est supprimé ;

8° Après le b du 2 du II de l'article 1609 quinquies C, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ... ) Sur délibération de la commune d'implantation des installations prise dans les conditions prévues au I de l'article 1639 A bis, d'une fraction du produit perçu par la commune des composantes de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux relatives aux installations de production d'électricité d'origine photovoltaïque installées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, prévue à l'article 1519 F » ;

9° Après le I de l'article 1519 D, il est inséré un paragraphe ainsi rédigé :

« .... – En cas de renouvellement d'un aérogénérateur composant une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, quelle que soit la nature de ce renouvellement,

l'imposition forfaitaire mentionnée à l'article 1635-0 quinquies est calculée selon la législation en vigueur applicable au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de renouvellement » ;

10° Après le I de l'article 1519 F, il est inséré un paragraphe ainsi rédigé :

« I.... – En cas de renouvellement d'une centrale de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque, quelle que soit la nature de ce renouvellement, l'imposition forfaitaire mentionnée à l'article 1635-0 quinquies est calculée selon la législation en vigueur applicable au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de renouvellement » ;

II – Les dispositions prévues au I s'appliquent aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent et aux centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque installées ou renouvelées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

III. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Les membres du groupe CRCE-K entendent renforcer la place des communes en matière de fiscalité des énergies renouvelables, en assurant une répartition de l'IFER en leur faveur en leur garantissant une part de 50% des recettes (30% pour l'EPCI, 20% pour le département).





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme GACQUERRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES**

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 238 quindecies du code général des impôts est complété par un paragraphe ainsi rédigé :

« ... – Les plus-values réalisées à l'occasion de la transmission d'une entreprise individuelle réalisant une activité agricole, sous la forme de plusieurs cessions concomitantes portant sur la totalité des éléments de son patrimoine professionnel, ne présentant pas le caractère de branche complète d'activité, au profit de jeunes agriculteurs visés à l'article D 343-3 du code rural et de la pêche maritime, peuvent bénéficier de l'exonération prévue au I, sous réserve de remplir les conditions du II. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La transmission, comme l'installation, doivent être soutenues par des leviers fiscaux qui participent à l'attractivité du métier d'agriculteur, et qui doivent être adaptés à la diversité des profils d'entrepreneurs et de projets économiques.

Dans l'objectif de soutenir les projets de transmission, il est proposé de faire évoluer les dispositifs d'exonération des plus-values professionnelles en permettant d'étendre le bénéfice de l'exonération des plus-values réalisées lors de la cession d'une exploitation agricole à plusieurs jeunes agriculteurs (500 000 € pour une exonération totale ou 1 000 000 € pour une exonération partielle).

En effet, actuellement, pour pouvoir bénéficier de l'exonération des plus-values, la transmission doit porter soit sur l'intégralité des éléments caractéristiques de l'entreprise individuelle ou sur des droits et parts détenus par l'associé dans une société soit sur une branche complète d'activité.

L'actuelle rédaction de l'article contraint les exploitants agricoles dont d'exploitation ne peut être divisée en branches d'activités à céder la totalité de leur exploitation à un unique cessionnaire pour pouvoir bénéficier des dispositions fiscales favorables alors qu'ils sont de plus en plus souvent sollicités pour céder leur exploitation à différents repreneurs. Les nouveaux installés et plus largement les jeunes agriculteurs ne sont pas en mesure d'absorber des investissements d'une telle ampleur réduisant par conséquent le nombre de candidats à la reprise totale des exploitations agricoles.

Dès lors, afin d'encourager le renouvellement des générations, le présent amendement modifie le texte afin d'accorder au cédant le bénéfice du dispositif lorsque ce dernier accepte de fractionner son exploitation en vue d'une cession répartie entre différents repreneurs tous jeunes agriculteurs.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. STANZIONE

C	
G	

ARTICLE 5 DUODECIES

Rédiger ainsi cet article :

L'article 50-0 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le premier alinéa du 2° du 1, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« 3° 15 000 euros s'il s'agit de la location directe ou indirecte de meublés de tourisme au sens de l'article L. 324-1-1 du code de tourisme et 22 500 € s'il s'agit de locaux classés meublés de tourisme dans les conditions prévues à l'article L. 324-1 du même code ; »

2° Les deuxième et troisième alinéas sont ainsi rédigés :

« Lorsque l'activité d'une entreprise se rattache aux trois catégories définies aux 1°, 2° et 3°, le régime défini au présent article n'est applicable que si le chiffre d'affaires hors taxes global de l'entreprise respecte la limite mentionnée au 1°, si le chiffre d'affaires hors taxes afférent aux activités de la catégorie mentionnée au 2° respecte la limite mentionnée au même 2° et si le chiffre d'affaires hors taxes afférent aux activités de la catégorie mentionnée au 3° respecte la limite mentionnée au même 3°.

« Le résultat imposable, avant prise en compte des plus ou moins-values provenant de la cession des biens affectés à l'exploitation, est égal au montant du chiffre d'affaires hors taxes diminué d'un abattement, qui ne peut être inférieur à 305 €, de :

« - 71 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 1° ;

« - 50% pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 2° ;

« - 30 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 3°. » ;

3° Au a du 2, les mots : « 1° et 2° » sont remplacés par les mots : « 1°, 2° et 3° ».

**OBJET**

Le développement des locations de meublés de tourisme, facilité par des plateformes comme Airbnb, a créé des problèmes dans les zones touristiques. Cela a entraîné une réduction significative de l'offre de logements, aggravant la crise du logement et contribuant à la désertification des centres-villes. La fiscalité actuelle amplifie ces effets néfastes, avec des avantages fiscaux importants pour ces locations, notamment des abattements de 50 % ou même 71 % pour les meublés de tourisme classés. Cet amendement vise à restreindre ces avantages en alignant le régime fiscal des locations de meublés

de tourisme sur celui du micro foncier pour les locations nues. Cela implique l'application d'un abattement forfaitaire de 30 %, plafonné à 15 000 € de recettes et 22 500 € pour les meublés de tourisme classés.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. STANZIONE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5**

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le 2 de l'article 50-0 du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...) Les contribuables qui donnent en location au moins trois meublés de tourisme au sens du I de l'article L. 324-1-1 du code du tourisme. »

**OBJET**

Le présent amendement vise à renforcer l'équité fiscale en excluant du régime du micro-BIC les individus qui mettent en location au moins trois meublés de tourisme. Cette proposition repose sur la reconnaissance de ces acteurs comme de véritables professionnels de l'hébergement, justifiant ainsi l'application d'un régime réel d'imposition à leur égard. Il est fondamental de souligner que cette mesure s'inscrit dans une logique de traitement équitable, car ces opérateurs, en raison de l'envergure de leurs activités, devraient être assujettis aux mêmes obligations fiscales que les professionnels du secteur touristique.

En exigeant que les personnes louant au moins trois meublés de tourisme au cours d'une même année adoptent le régime réel, nous établirons une norme équitable qui aligne leur situation sur celle des acteurs professionnels de l'industrie. Cette démarche permettrait de calculer leur assiette fiscale en déduisant des recettes les dépenses effectivement supportées et dûment justifiées, à l'instar des pratiques appliquées aux professionnels du tourisme. Ainsi, cette mesure promeut la transparence fiscale et contribue à la justice économique en évitant des avantages disproportionnés accordés à certains opérateurs par le biais du régime simplifié du micro-BIC.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. STANZIONE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 QUINQUIES**

Après l'article 10 quinquies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 2° du A du II de l'article 278 sexies du code général des impôts est ainsi rédigé :

« 2° Les logements locatifs sociaux financés par un prêt locatif à usage social » ;

2° Au a du 3° du I de l'article 278 sexies A, les mots : « situés dans un quartier prioritaire de la politique de la ville faisant l'objet d'une convention de renouvellement urbain et » sont supprimés.

**OBJET**

L'impératif de garantir un logement à tous les citoyens français reste une priorité indéniable. Les logements sociaux financés par le PLUS représentent une réponse essentielle pour assurer un accès fondamental au logement aux individus les plus vulnérables. Répondre à ces besoins, dans un contexte de demande persistante, se traduit inévitablement par la construction accrue de logements sociaux.

Cependant, la récente augmentation de la TVA sur les bailleurs sociaux, passant de 5,5 % à 10 % pour les logements financés par le PLUS, a provoqué une stagnation préoccupante dans la construction de logements sociaux. Cette hausse représente une menace potentielle de paralysie pour les bailleurs sociaux, compromettant à moyen et long terme leur capacité à maintenir des niveaux d'investissement adéquats.

C'est dans cette perspective que l'amendement présenté préconise le rétablissement du taux réduit de TVA pour la production de logements sociaux financés par le PLUS. L'objectif est de renverser la tendance actuelle en stimulant la construction de logements sociaux, garantissant ainsi la pérennité des investissements des bailleurs sociaux. Il s'agit d'une initiative cruciale visant à préserver l'accès au logement pour les populations les plus défavorisées et à maintenir une dynamique de construction répondant aux besoins croissants de logements sociaux en France.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. STANZIONE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 16

I. – Alinéa 123, tableau, quatre dernières colonnes, troisième ligne

Rédiger ainsi cette ligne :

0,50	5,04	1,00	10,08
------	------	------	-------

II. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes pour les agences de l'eau résultant du présent article est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et les services.

**OBJET**

Le PLF prévoit un relèvement des taux plafonds de 40 % et l'instauration de taux planchers, fixé à 28 % du plafond pour les différents usages.

Or, selon les bassins, pour l'irrigation, les taux actuels sont très différents, tant pour les prélèvements en catégorie 1 (hors zone de répartition des eaux, gestion par un Organisme Unique de Gestion Collective et retenues collinaires) et en catégorie 2 (en zone de répartition des eaux). Les bassins les plus touchés en irrigation non gravitaire en zone de répartition des eaux sont les bassins Rhône Méditerranée Corse et Adour-Garonne, avec respectivement une multiplication par 3,5 et 2,3, du fait du plancher envisagé très élevé.

Selon le ministère de la Transition Ecologique, la hausse serait au minimum, pour les agriculteurs, de 6,22 M€ en Rhône Méditerranée Corse (+ 144 %), de 3,8 M€ en Adour- Garonne (+ 49 %) et de 100 K€ en Rhin-Meuse. Au total, c'est un minimum de 10 M€ d'augmentation de redevance prélèvement qui est mécaniquement attendu par la fixation des planchers, soit + 37 % (recette actuelle de l'ordre de 26,9 M€ en moyenne entre 2019 et 2022).

Les augmentations pourraient atteindre jusqu'à 60 €/ha, par ex en Adour-Garonne, pour un apport moyen à l'hectare de 3 760 m<sup>3</sup> (passage de 46 €/ha à 106 €/ha).

Elles pourraient même être bien supérieures avec le relèvement des plafonds de 40 %.

Des augmentations aussi fortes ne sont tenables par aucun acteur économique, d'autant qu'elles viendront impacter fortement y compris ceux qui ont investis pour gagner en efficacité à l'hectare. Elles limiteront en outre la capacité d'investissement des agriculteurs pour répondre aux différents enjeux de la planification écologique.

Elles sont d'autant plus inacceptables que, malgré les demandes pour une meilleure transparence, la profession agricole ne dispose pas de visibilité sur les financements actuels des agences de l'eau en faveur de la gestion quantitative de l'eau, en particulier sur la sécurisation des ressources en eau.

L'amendement vise donc à abaisser le plancher de la redevance pour l'irrigation non gravitaire à 0,5 centime d'€/m<sup>3</sup> en catégorie 1 et 1 centime d'€/m<sup>3</sup> en catégorie 2. Cela correspond à 10% du plafond, au lieu de 28 %.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. STANZIONE

C	
G	

ARTICLE 16

I. - Alinéas 110 et 111

Supprimer ces alinéas.

II. - Pour compenser la perte de recette résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes pour les agences de l'eau résultant du présent article est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – la perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et les services.

**OBJET**

L'augmentation de la redevance pour pollution diffuse est vécue comme un impôt supplémentaire de 37 millions d'euros sur la production, visant à assurer une recette permanente à la redevance pour pollution diffuse, même quand les utilisations de produits phytosanitaires baissent. Les 37 M€ s'ajouteraient aux 171 M€ déjà collectés en moyenne entre 2019 et 2022 (+ 22 %).

Cela aggraverait les distorsions de concurrence avec les producteurs des autres Etats- Membres de l'Union Européenne.

Une telle augmentation impacterait négativement les investissements sur les exploitations agricoles, quand est attendu de l'agriculture une accélération de la transition agroécologique et une contribution à la planification écologique.

Et ce d'autant plus que les éléments chiffrés enfin obtenus sur les actions financées par les agences de l'eau en matière de réduction de l'usage des produits phytosanitaires traduisent leur faible accompagnement de l'agriculture conventionnelle dans la transition.

Enfin, l'augmentation affecterait de manière différenciée les cultures, certains producteurs n'ayant plus accès, pour certaines maladies ou certains bioagresseurs, qu'à des produits fortement taxés.

En conséquence, l'amendement vise à maintenir les taux actuels pour la redevance pour pollution diffuse.







**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. STANZIONE

C	
G	

ARTICLE 16

I. – Alinéas 146 et 147

Supprimer ces alinéas.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le PLF instaure, pour l'irrigation gravitaire, une augmentation progressive de l'assiette, pour l'instant fixée forfaitairement à 10 000 m<sup>3</sup> par an, de 1 000 m<sup>3</sup> par an jusqu'à 2029 inclus et l'obligation, quand un compteur est installé, d'utiliser cet index. Cette augmentation de l'assiette s'additionne à une augmentation des tarifs de redevances, notamment par l'instauration d'un tarif plancher supérieur au taux actuel pour la majorité des bassins.

Or, dans certains territoires, l'irrigation gravitaire contribue à la préservation de zones humides et à la production d'eau potable. C'est le cas de la nappe de la Crau qui alimente en eau potable près de 300 000 habitants et dont l'alimentation en eau de la nappe est majoritairement d'origine artificielle. C'est l'irrigation traditionnelle des prairies de foin de Crau, dite « par submersion », qui assure la plus grande part de la recharge de la nappe (70%), la pluie complète cet apport principal.

Pour permettre de préserver l'irrigation gravitaire dans les territoires où elle répond aux enjeux sociétaux, l'amendement vise à retirer les alinéas modifiant l'assiette pour le calcul de la redevance.





N°	I-2017
----	--------

## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. STANZIONE

C	
G	

### ARTICLE 16

I. – Alinéa 37

Supprimer cet alinéa.

II. – Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Le PLF instaure un article spécifique pour la redevance élevage, en reprenant l'assiette et le taux inscrits actuellement dans le code de l'environnement. Il introduit en outre des possibilités d'adaptation, par unité géographique au sein des bassins, du taux et prévoit, comme pour les autres redevances, une indexation du taux de 3 € / Unité Gros Bétail sur l'inflation.

Les possibilités d'adapter la redevance élevage par territoire risquent de fragiliser encore l'élevage, au moment où l'enjeu premier est le renouvellement des générations d'éleveurs et notre souveraineté alimentaire.

Le présent amendement vise donc à retirer ces possibilités d'adapter le tarif de 3 € / UGB par unité géographique, en maintenant l'exception des activités agricoles.





N°	I-2018
----	--------

**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. LAOUEDJ

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au deuxième alinéa de l'article L. 302-7 du code de la construction et de l'habitation, les mots : « 25 % du potentiel fiscal par habitant » sont remplacés par les mots : « 35 % du potentiel fiscal habitant »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du II est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

En vertu de la loi dite SRU, les communes les plus peuplées ont l'obligation de disposer de façon permanente de 25%, ou 20% selon les cas, de logements sociaux au sein de leur parc. La loi fixe pour les communes déficitaires une trajectoire de rattrapage, réévaluée tous les 3 ans. En cas de non-respect des objectifs de rattrapage, le préfet peut établir une procédure de carence associée à des pénalités financières.

Toutefois, force est de constater que ce dispositif n'est pas suffisamment dissuasif pour nombre de communes concernées. C'est pourquoi il est proposé d'accroître la proportion des pénalités prévues en cas de non-respect de objectifs.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. GREMILLET

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5**

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Les entreprises agricoles générant des crédits carbone labellisés au titre du label carbone institué sur la base des articles L. 123-19-1, L. 222-1 A et suivants et L. 229-1 du code de l'environnement, bénéficient d'un crédit d'impôt au titre de cette labellisation.

II. – 1. Le montant du crédit d'impôt mentionné au I s'élève à 2 500 €.

2. Le montant cumulé des aides accordées par l'Union européenne, l'État, les collectivités territoriales ou tout autre organisme public en vue de la labellisation de crédits carbone et du crédit d'impôt prévu au I du présent article ne peut excéder 5000 €. Le cas échéant, le montant du crédit d'impôt est diminué à concurrence des sommes excédant ce plafond.

3. Pour le calcul du crédit d'impôt des groupements agricoles d'exploitation en commun, ainsi que celui des sociétés de personnes mentionnées aux articles 8 et 238 bis L du code général des impôts et des groupements mentionnés aux articles 238 ter, 239 quater, 239 quater B, 239 quater C et 239 quinquies du même code, les montants mentionnés aux 1 et 2 sont multipliés par le nombre d'associés, sans que le montant du crédit d'impôt ainsi obtenu puisse excéder quatre fois le crédit d'impôt calculé dans les conditions prévues aux mêmes 1 et 2.

III. – Le crédit d'impôt calculé en application du 3 du II par les sociétés de personnes mentionnées aux articles 8 et 238 bis L du code général des impôts ou les groupements mentionnés aux articles 238 ter, 239 quater, 239 quater B, 239 quater C et 239 quinquies du même code, qui ne sont pas soumis à l'impôt sur les sociétés, peut être utilisé par leurs associés proportionnellement à leurs droits dans ces sociétés ou ces groupements, à condition qu'il s'agisse de redevables de l'impôt sur les sociétés ou de personnes physiques participant à l'exploitation au sens du 1° bis du I de l'article 156 dudit code.

IV. – Les entreprises déposent une déclaration conforme à un modèle établi par l'administration dans les mêmes délais que la déclaration annuelle de résultat souscrite en application des articles 53 A et 223 du code général des impôts.

V. – Le bénéfice du crédit d'impôt mentionné au I est subordonné au respect du règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture ou du règlement (UE) n° 717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture.



VI. – La perte de recettes pour l'État résultant du présent article est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Cet amendement vise à faire bénéficier les entreprises agricoles générant des crédits carbone labellisés au titre du label carbone sur la base des articles L. 123-19-1, L. 222-1 1A et suivants et L. 229-1 du code de l'environnement, d'un crédit d'impôt au titre de cette labellisation.





N°	I-2020
----	--------

## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. GREMILLET

C	
G	

### ARTICLE 12

I. – Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – Au 1 du III de l'article 51 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, les mots « du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 31 décembre 2025 » sont remplacés par les mots « à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 ».

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Cet amendement vise à pérenniser la Dotation pour épargne de précaution (DEP) qui arrive à échéance en 2025.

Instituée par l'article 51 de la loi de finances pour 2019, la DEP est désormais un outil stratégique de gestion des risques à la disposition des exploitations agricoles qu'il est impératif de maintenir de façon définitive.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. GREMILLET

C	
G	

ARTICLE 12

## I. – Alinéas 3 à 7

Remplacer ces alinéas par cinq alinéas ainsi rédigés :

1° Au a, le montant : « 28 612 € » est remplacé par le montant : « 56 239 € » ;

2° Au b, les deux occurrences du montant : « 28 612 € » sont remplacées par le montant : « 56 239 € » et, à la fin, le montant : « 52 985 € » est remplacé par le montant : « 80 612 € » ;

3° Au c, le montant : « 35 924 € » est remplacé par le montant : « 63 551 € », les deux occurrences du montant : « 52 985 € » sont remplacées par le montant : « 80 612 € » et, à la fin, le montant : « 79 478 € » est remplacé par le montant : « 107 105 € » ;

4° Au d, le montant : « 41 222 € » est remplacé par le montant : « 68 850 € », les deux occurrences du montant : « 79 478 € » sont remplacées par le montant : « 107 105 € » et, à la fin, le montant : « 105 970 € » est remplacé par le montant : « 133 597 € » ;

5° Au e, le montant : « 43 872 € » est remplacé par le montant « 71 500 € » et à la fin, le montant « 105 970 € » est remplacé par le montant : « 133 597 € ».

## II. – Après l'alinéa 7

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

.... – Au 1° du 2 de l'article 73, le montant : « 150 000 € » est remplacé par le montant : « 240 000 € ».

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Cet amendement vise à augmenter les seuils de la Dotation pour épargne de précaution (DEP).

Instituée par l'article 51 de la loi de finances pour 2019, la DEP est désormais un outil stratégique de gestion des risques à la disposition des exploitations agricoles qu'il est impératif de pérenniser et de renforcer.





DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, 128, 132)

N°	I-2022
----	--------

23 NOVEMBRE 2023

## A M E N D E M E N T

présenté par  
M. GREMILLET

C	
G	

### ARTICLE 16

Alinéas 109 à 114

Supprimer ces alinéas.

### OBJET

Cet amendement vise à supprimer la hausse de 20% de la redevance pour pollutions diffuses (RDP) prévue à l'article 16 du projet de loi de finances.







N°	I-2023
----	--------

## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. GREMILLET

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 QUINTRICIES

Après l'article 5 quintricies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au 3. du II de l'article 151 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, après le mot « commun », sont insérés les mots : « et les exploitations agricoles responsabilité limitée ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Cet amendement vise à étendre aux exploitants d'exploitations agricoles à responsabilité limitée (EARL), la possibilité de multiplier le crédit d'impôt "Certification d'exploitation à haute valeur environnementale (HVE)" par le nombre d'associés dans la limite de 4, comme c'est déjà le cas pour les groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC).



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. GREMILLET

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 TER

Après l'article 3 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. - Après l'article 244 quater Y du code général des impôts, il est inséré un article ainsi rédigé :

« Art. 244 quater .... – I. – Les entreprises agricoles engagées dans une démarche d'accompagnement à la transmission de l'entreprise bénéficient d'un crédit d'impôt au titre de leur inscription au point d'accueil installation-transmission départemental unique et des démarches engagées auprès d'une structure agréée par l'État appartenant au réseau départemental de structures chargées de conseil ou d'accompagnement.

« II. – Le montant du crédit d'impôt mentionné au I s'élève à 5000 €.

« III. – 1. Le crédit d'impôt défini au I est imputé sur l'impôt sur le revenu dû par le contribuable au titre des années au cours desquelles il est justifié l'inscription au point d'accueil installation-transmission départemental unique et l'accompagnement par une structure agréée par l'État appartenant au réseau départemental de structures chargées de conseil ou d'accompagnement, dans la limite de cinq années. Le crédit d'impôt est imputé après les prélèvements non libératoires et les autres crédits d'impôt. Si le montant du crédit d'impôt excède le montant de l'impôt dû au titre de ladite année ou dudit exercice, l'excédent est restitué. Pour les exercices ne coïncidant pas avec l'année civile, le crédit d'impôt correspondant est imputé sur l'impôt sur le revenu dû par le contribuable au titre de l'année au cours de laquelle l'exercice est clos.

« 2. Le crédit d'impôt défini au I est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû par l'entreprise dans les conditions prévues au 1.

« VI. – Le bénéfice du crédit d'impôt mentionné au I est subordonné au respect du règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture ou du règlement (UE) n° 717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture.

« V. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I ci-dessus, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement propose la création d'un crédit d'impôt d'accompagnement à la transmission des exploitations agricoles visant à favoriser l'anticipation des transmissions et leur accompagnement.

Selon les résultats du dernier recensement agricole de 2020, la population des exploitants est passée de 764 000 en 2000 à 496 000 en 2020, tandis que 43 % des exploitants sont aujourd'hui âgés de 55 ans ou plus et sont susceptibles de partir en retraite d'ici 2033. En parallèle, les difficultés relatives à l'installation des jeunes agriculteurs demeurent importantes.

Ainsi, la question du renouvellement des générations en agriculture et celle de l'installation des jeunes, en particulier non issus du monde agricole, deviennent cruciales. Elles conditionnent le maintien de notre modèle agricole partout dans les territoires, ainsi que la perpétuation de sa diversité. En réponse à ces enjeux fondamentaux, tous les leviers favorisant l'installation des jeunes devraient être actionnés. Tel est l'objet du présent amendement.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. GREMILLET

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 TER

Après l'article 3 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 199 vicies A du code général des impôts est ainsi rédigé :

« Art. 199 vicies A. – 1. Les contribuables domiciliés fiscalement en France au sens de l'article 4 B bénéficient d'un crédit d'impôt à raison des intérêts perçus au titre du différé de paiement ou du paiement de la sans différé dans le cadre de la vente de l'ensemble des éléments de l'actif affectés à l'exercice d'une activité agricole, d'une branche complète d'activité ou de l'intégralité de leurs parts d'un groupement ou d'une société agricole dans lequel ils exercent. La vente doit être réalisée au profit d'exploitants agricoles qui s'installent ou qui sont installés depuis moins de cinq ans justifiant d'une attestation de passage au guichet unique installation-transmission départemental.

« 2. Le crédit d'impôt s'applique lorsque les conditions suivantes sont remplies pour la vente avec différé de paiement :

« a) Le contrat de vente est passé en la forme authentique ;

« b) Le paiement d'au moins la moitié du prix de cession intervient à la date de conclusion du contrat mentionné au a et le solde au cours d'une période comprise entre la huitième et la douzième année qui suit celle de cet événement ;

« c) Le prix est payé en numéraire ;

« d) La rémunération du différé de paiement est définie en fonction d'un taux d'intérêt arrêté à la date du contrat mentionné au a dans la limite du taux de l'échéance constante à dix ans.

« 3. Le crédit d'impôt s'applique lorsque les conditions suivantes sont remplies pour la vente sans différé de paiement :

« a) Le contrat de vente est passé en la forme authentique ;

« b) Le montants pratiqués doivent être évalués par un organisme comptable ;

« c) Le prix est payé en numéraire ;

« d) La société doit être gérée majoritairement par des associés exploitants ;

« 4. La cession d'actifs doit intervenir entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 31 décembre 2034.

« 5. Le crédit d'impôt est égal à 50 % des intérêts perçus dans la limite d'un plafond annuel de 15 000 € pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés et de 20 000 € pour les contribuables mariés ou les partenaires liés par un pacte civil de solidarité.

« Le crédit d'impôt est égal à 50 % du prix de vente dans la limite d'un plafond annuel de 20 000 € pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés et de 25 000 € pour les contribuables mariés ou les partenaires liés par un pacte civil de solidarité.

« 6. En cas de résolution, annulation ou rescision pour lésion du contrat de vente, les réductions d'impôt obtenues font l'objet d'une reprise au titre de l'année de réalisation de l'un de ces événements.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Cet amendement vise à favoriser la transmission des exploitations agricoles à des jeunes en adaptant un levier fiscal déjà en vigueur.

Il s'agit de modifier l'article 199 viciés A du code général des impôts qui permet actuellement à des exploitants agricoles de bénéficier d'une réduction d'impôt sur le revenu à raison des intérêts perçus au titre du différé de paiement qu'ils accordent à des exploitants agricoles âgés de moins de quarante ans qui s'installent ou sont installés depuis moins de cinq ans, dans le cadre de la vente de l'ensemble des éléments de l'actif affectés à l'exercice d'une activité agricole.

Les adaptations portées par le présent amendement vise, d'une part, à ouvrir le dispositif à la quasi-totalité des ventes en l'appliquant aux ventes sans différé de paiement, et, d'autre part, à proposer un crédit d'impôt plutôt qu'une réduction d'impôt.

Selon les résultats du dernier recensement agricole de 2020, la population des exploitants est passée de 764 000 en 2000 à 496 000 en 2020, tandis que 43 % des exploitants sont aujourd'hui âgés de 55 ans ou plus et sont susceptibles de partir en retraite d'ici 2033. En parallèle, les difficultés relatives à l'installation des jeunes agriculteurs demeurent importantes.

Ainsi, la question du renouvellement des générations en agriculture et celle de l'installation des jeunes, en particulier non issus du monde agricole, deviennent cruciales. Elles conditionnent le maintien de notre modèle agricole partout dans les territoires, ainsi que la perpétuation de sa diversité. En réponse à ces enjeux fondamentaux, tous les leviers favorisant l'installation des jeunes devraient être actionnés. Tel est l'objet du présent amendement.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme GACQUERRE

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 12**

Après l'article 12

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I.- L'article 140 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa du I, les mots : « à 2023 » sont remplacés par les mots : « à 2024 » ;

2° Le VII est ainsi rédigé :

« Les I à VI entrent en vigueur à une date fixée par décret qui ne peut être postérieure de plus de six mois à la date de réception par le Gouvernement de la réponse de la Commission européenne permettant de les considérer comme étant conformes au droit de l'Union européenne en matière d'aides d'Etat. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 140 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 a instauré un crédit d'impôt en faveur des entreprises agricoles du secteur des cultures permanentes qui n'utilisent pas de produits phytopharmaceutiques contenant la substance active du glyphosate au cours des années 2022 et 2023, afin d'inciter ces entreprises à renoncer à l'utilisation de tels produits.

L'abstention de la France lors du Comité européen permanent face à la proposition de la commission, jugée comme insuffisante par le ministre de l'agriculture vis-à-vis des « *engagements pour restreindre les usages et pour accompagner les agriculteurs vers la recherche de solutions* », traduit plus que jamais l'importance de ce dispositif.

Afin de maintenir le soutien apporté aux exploitants qui s'engagent dans la transition agroécologique de leurs systèmes de production, le présent amendement propose de proroger d'un an ce dispositif.

Concernant la conformité de ce dispositif vis-à-vis de la commission européenne, cette dernière a fait droit, dans sa décision en date du 10 janvier 2023, à la demande de la France de considérer ce crédit d'impôt comme conforme au droit de l'union européenne en matière d'aide d'Etat au titre de l'année 2022 ou 2023. Pour autant, cette approbation de la commission a été rendu dans le cadre du dispositif

temporaire de crise d'encadrement des aides économiques accordées aux entreprises dans le contexte de guerre entre la Russie et l'Ukraine.

Dès lors, afin de maintenir la compatibilité du dispositif avec le droit de l'Union européenne pour les années 2023 et 2024, le présent amendement propose d'autoriser de nouveau la mise en œuvre de ce dispositif en dehors de tout dispositifs d'encadrement d'aide d'état, comme dans sa version initiale. Il est à noter que par une décision du 12 mai 2021, la commission avait délivré son autorisation pour ce qui concerne les crédits d'impôts accordés au titre de l'année 2021.





N°	I-2027
----	--------

**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. BOUAD

C	
G	

ARTICLE 16

I. – Alinéas 110 et 111

Supprimer ces alinéas.

II. – La perte de recettes pour les agences de l'eau résultant du I est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'augmentation de la redevance pour pollution diffuse est vécue comme un impôt supplémentaire de 37 millions d'euros sur la production, visant à assurer une recette permanente à la redevance pour pollution diffuse, même quand les utilisations de produits phytosanitaires baissent et quand des investissements sont nécessaires dans les exploitations pour accélérer la transition agroécologique et répondre aux enjeux de la planification écologique. La profession agricole dispose d'ailleurs de peu de visibilité sur la réalité du fléchage de crédits des agences de l'eau vers l'agriculture, malgré les demandes pour une meilleure transparence.

En conséquence, l'amendement vise à maintenir les taux actuels pour la redevance pour pollution diffuse.





N°	I-2028
----	--------

**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. BOUAD

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 QUINQUIES**

Après l'article 5 quinquies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I – Après le c du 2 du I de l'article 27 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« (...) De l'acquisition et de la pose de matériaux d'isolation thermique des parois vitrées et des protections solaires mobiles ; ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La loi de finances pour 2023 a rétabli le crédit d'impôt en faveur de la rénovation énergétique des locaux tertiaires des PME disparu fin 2021, après six mois d'existence compte tenu du délai de publication des textes réglementaires associés.

Ce crédit d'impôt vise certaines dépenses concernant l'isolation des parois opaques, le chauffage et la ventilation. On ne peut que se féliciter d'un tel dispositif pour des PME qui, par ailleurs, ne disposent d'aucune aide de l'État en faveur de la rénovation énergétique de leurs locaux tertiaires.

Pour autant, à la lecture du détail des équipements, matériels ou matériaux éligibles, il est à noter l'absence des menuiseries extérieures. Or, l'intérêt du remplacement des fenêtres, le cas échéant associé à des protections solaires mobiles, est déjà démontré pour atteindre la sobriété énergétique des bâtiments. Il permet d'isoler une grande partie de l'enveloppe extérieure du bâtiment et offre des apports de chaleur gratuite grâce aux apports solaires en hiver.

Par ailleurs, dans certains bâtiments tertiaires (type « façade rideaux »), les parois vitrées représentent la quasi-totalité de la surface des parois verticales. Et, après avoir vécu plusieurs épisodes de canicule, il est maintenant indispensable de maîtriser les températures intérieures et limiter les apports solaires en été. L'efficacité de ces bâtiments peut être améliorée par l'installation de protections solaires qui

limitent l'entrée du froid et les déperditions thermiques en hiver, permettent de maîtriser les apports solaires en été et le recours à la climatisation.

Aussi, afin de donner à cette mesure une efficacité et une cohérence maximum, il apparaît important de les réintégrer dans la base du crédit d'impôt ; étant précisé que son plafonnement est de nature à limiter l'impact de la dépense fiscale. Tel est l'objet de cet amendement travaillé avec la FFB.







N°	I-2029
----	--------

## AMENDEMENT

présenté par

M. CAPO-CANELLAS

### ARTICLE 5 SEPTIES

C	
G	

Alinéa 3

Rédiger ainsi cet alinéa :

1° Après le mot :

thermique

insérer les mots :

à combustion fossile, essence ou diesel,

2° Après les mots :

à hydrogène

insérer les mots :

ou à motorisation thermique à hydrogène,

### OBJET

Le retrofit électrique est un procédé visant à convertir un véhicule thermique en véhicule électrique à batterie ou à pile à combustible et répond en cela à l'enjeu de verdissement des véhicules ainsi qu'aux exigences de la réglementation européenne concernant la fin des véhicules thermiques d'ici 2035.

Comme intégrée lors de l'examen du texte à l'Assemblée nationale, l'extension du dispositif de déduction fiscale mis en place pour les véhicules de plus de 3,3 tonnes fonctionnant au gaz naturel, au biométhane ou utilisant le carburant ED95 aux véhicules retrofits permet de maximiser cette transition pour les flottes d'entreprise.

Pour autant, des innovations dans l'industrie du retrofit conduisent à réécrire cet article pour mieux intégrer aussi les potentielles transformations des moteurs thermiques existants, à combustible fossile (essence ou diesel), vers des moteurs thermiques à hydrogène, qui pourront participer également à la décarbonation rapide des flottes de véhicules. Cet amendement vient en coordination avec l'amendement proposé à l'article 5 sexies.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme BÉLIM

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7 TER

Après l'article 7 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au 4 de l'article 199 undecies A, les mots : « deux millions d'euros » sont remplacés par les mots : « 2 500 000 euros » ;

2° Le 1 du II de l'article 199 undecies B du code général des impôts est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, le montant : « 1 000 000 € » est remplacé par le montant : « 1 415 000 € » ;

b) Aux première et secondes phrases du second alinéa, les deux occurrences du montant : « 250 000 € » sont remplacées par le montant : « 317 500 € » ;

3° Le II quater de l'article 217 undecies du code général des impôts est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, le montant : « 1 000 000 € » est remplacé par le montant : « 1 415 000 € » ;

b) Au second alinéa, le montant : « 250 000 € » est remplacé par le montant : « 317 500 € ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Les seuils qui marquent la frontière entre le plein droit et l'agrément sont d'une importance capitale pour les entreprises. En effet, les procédures avec agrément sont administrativement beaucoup plus longues et économiquement plus complexes que celles en plein droit. Et très souvent, les TPE-PME ne sont pas suffisamment armées en termes de moyens humains et / ou financiers pour mettre en place des procédures de défiscalisation qui font appel à l'agrément. À titre indicatif, un rapport publié en 2018 par la Délégation aux Outre-mer de l'Assemblée nationale faisait état d'un délai d'instruction supérieur à 14 mois pour les procédures agréées, contre 5,3 mois en moyenne grâce à la procédure simplifiée, dans le cas de la Nouvelle-Calédonie. Il est également important de souligner les complications réelles qu'impliquent ce délai d'attente, notamment pour percevoir des prêts bancaires. Un second rapport précise en effet l'attachement d'un certain nombre d'établissements de crédit à la

présentation d'un agrément valable en amont de tout investissement de financement des acteurs économiques locaux.

Or, contrairement au plafond par mètre carré de surface habitable de la réduction d'impôt à raison des acquisitions ou constructions de logements neufs à usage locatif qui est relevé chaque année en fonction de l'Indice des Coûts de Construction (ICC) de l'INSEE (article 199 undecies A du CGI), les seuils de l'espèce n'ont jamais été réévalué.

Aussi, ils perdent peu à peu de leur pertinence à mesure que l'inflation (qu'elle soit naturelle, structurelle ou conjoncturelle) fait son œuvre. En effet, cette augmentation générale et durable des prix peut conduire à ce qu'un investissement qui relevait à l'origine du plein droit ait franchi un des seuils mentionnés plus haut et nécessite aujourd'hui une procédure soumise à agrément, avec toutes les complexités que cela engendre.

Concrètement, les dernières réévaluations sont anciennes :

- 2003 pour le seuil à 1.000.000 € avec la loi n° 2003-660 du 21 juillet 2003 de programme pour l'outre-mer ;

- 2009 pour le seuil à 250.000 € avec la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer ;

Sur ces plages temporelles, il faut noter que selon l'INSEE l'inflation cumulée a été de +41,6% depuis 2003 et +27% depuis 2009 (en prenant en compte l'inflation mesurée par l'Insee, en moyenne annuelle et telle que prévue au 1er janvier 2024).

Cet amendement vise donc à réévaluer strictement lesdits seuils en fonction de l'inflation constatée par l'INSEE depuis leurs dernières mises à jour, permettant ainsi que ces seuils demeurent pertinents. Il s'agit d'une nécessité d'autant plus importante que les fortes inflations constatées en 2022 et 2023, engendrent de nombreuses bascules en procédure avec agrément.

Cet amendement a été travaillé avec la Fédération des Entreprises des Outre-mer (FEDOM)



**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme BÉLIM

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 QUINDECIES**

Après l'article 5 quindecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le VI ter A de l'article 199 terdecies-0 A du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les versements ouvrant droit à la réduction d'impôt mentionnée au premier alinéa sont retenus, après imputation des droits ou frais d'entrée, dans les limites annuelles de 12 000 € pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés et de 24 000 € pour les contribuables mariés ou liés par un pacte civil de solidarité et soumis à imposition commune. » ;

2° Au deuxième alinéa, la référence : « 2, » est supprimée.

II. – Le I entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2025.III – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Le VI ter A de l'article 199 terdecies-0 A du Code Général des Impôts prévoit que les contribuables peuvent bénéficier d'une réduction de leur impôt sur le revenu en investissant dans un Fonds d'investissement de proximité (FIP) dédié aux PME ultramarines (FIP Outre-mer). Le montant de l'avantage fiscal attribué au contribuable investisseur est de 30% du montant investi par le FIP Outre-mer en titre de capital ou donnant accès au capital de PME ultramarines, étant précisé qu'au moins 70% du montant souscrit au FIP Outre-mer doit être fléché vers ces entreprises. Ce faisant, le taux de réduction d'impôt est compris entre 21% et 30% pour le contribuable investisseur. En effet, si le fonds investit 70% du montant souscrit par l'investisseur, alors le taux de réduction d'impôt est de 21% (30% x 70%) ; et si le fonds investit 100% du montant souscrit par l'investisseur, alors le taux de réduction d'impôt est de 30% (30% x 100%).

Concrètement, ce dispositif permet de diriger des capitaux vers des sociétés ignorées des grands investisseurs et de réinjecter régulièrement et rapidement les sommes collectées, en renforçant les fonds propres des PME régionales. Il permet ainsi de créer de l'emploi et de générer de la commande locale. Son coût est compensé par les rentrées fiscales qu'il génère.

Les FIP Outre-mer ont donc un effet direct positif sur l'économie grâce :

- \* A l'effet de levier sur le bilan (plus de 4 fois les montants investis) et le maintien ou l'accroissement de l'emploi des entreprises concernées (environ 30 emplois pour 1 million d'euros investis) ;
- \* Au financement du besoin en fonds de roulement des entreprises permettant d'assumer leur exploitation ainsi que le paiement des taxes publiques directes et indirectes notamment des charges sociales et fiscales ainsi que l'octroi de mer.

Le dynamisme de ces dispositifs est évidemment d'autant plus important en période de relance économique là où les TPE/PME constituent l'essentiel du maillage économique des collectivités ultramarines.

Or, depuis 2020, les FIP de droit commun dans l'Hexagone sont passés de 18% à 25% de réduction d'impôts, là où les FIP Outre-Mer et les FIP Corse passaient de 38% à 30%, sous la contrainte communautaire. L'écart entre les 2 produits qui s'adressent à la même cible d'investisseurs est ainsi passé de 20% (38%-18%) à 5% (30%-25%).

Nonobstant par ailleurs le soutien réaffirmé du Législateur en loi de finances pour 2021 en procédant à l'élargissement du périmètre des secteurs éligibles aux FIP Outre-mer pour s'aligner pleinement sur le régime du FIP Corse, il est acquis que seul le maintien d'un différentiel significatif entre les taux de réduction d'impôt des FIP Outre-Mer et Corse d'une part, et du FIP de droit commun en Métropole d'autre part, peut permettre de préserver l'intérêt des investisseurs pour ce dispositif fiscal essentiel à l'amélioration du haut de bilan des PME ultramarines.

En effet, il est observé depuis 2020 une baisse de la collecte, alors que cette dernière augmentait depuis 2018 et l'élargissement de la souscription à tous les contribuables (métropolitaines et ultramarines) acquis par le vote de la loi EROM. En ce sens, les « bleus » budgétaires font apparaître une division par deux de la dépense fiscale générée depuis 2020 : 8 M€ en 2020 contre 4 M€ en 2021 et 3 M€ en 2022 et 2023.

Toutefois, la contrainte communautaire ne permettant pas de modifier le paramètre du taux de réduction d'impôt, cet amendement prévoit de modifier le calcul de l'assiette sur laquelle est assise la réduction d'impôt afin que, par dérogation, l'assiette de la réduction d'impôt s'effectue sur la base du montant total investi dans les FIP Outre-mer et non plus sur le seul quota investi dans des entreprises éligibles, ce qui permettrait concrètement de maintenir un différentiel effectif avec le FIP hexagonal. C'est donc un retour à la version en vigueur avant août 2020.

Cet amendement a été travaillé avec la Fédération des Entreprises des Outre-mer (FEDOM).





**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme BÉLIM

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 DUOVICIES**

Après l'article 5 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le f du 1 du III de l'article 220 sexies du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Le taux mentionné au premier alinéa du présent 1 est porté à 50 % du montant total des dépenses effectuées dans un département d'outre-mer. »

II. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le crédit d'impôt dans les domaines du cinéma, de l'audiovisuel et des jeux vidéo dans les collectivités ultramarines qui s'établit à entre 20% et 30 % aux termes des articles 220 sexies et 220 terdecies du code général des impôts du montant total des dépenses comme pour l'ensemble du territoire national. Ces trois secteurs font néanmoins face à un contexte de création tendu à La Réunion qui fragilise la souveraineté culturelle et numérique française et inquiète les acteurs locaux des filières concernées. La concurrence est rude notamment dans le bassin océan Indien puisqu'à titre d'exemple l'île Maurice établit son dispositif de crédit d'impôt cinéma et audiovisuel à hauteur de 40 %.

Si La Réunion se démarque encore grâce à la pluralité de ses paysages ou sa diversité ethnico-culturelle plébiscitée par les réalisateurs internationaux, le département a accueilli pas moins de quatre longs-métrages et de nombreuses séries. L'inquiétude des filières locales est d'autant plus forte que les territoires ultramarins présentent des contraintes supplémentaires (étroitesse du marché, surcoûts liés à l'éloignement géographique, concurrence régionale). De plus, il s'agit d'un sujet majeur pour l'attractivité de ces territoires puisque cet écosystème représente une aubaine économique pour les acteurs locaux du tourisme ou de la restauration. À l'image du crédit d'impôt recherche, dont le taux est également fixé à 30 % en Hexagone et à 50 % dans les outre-mer aux termes de l'article 244 quater B du code général des impôts afin de compenser les différentes contraintes de ces territoires, il semble pertinent pour les professionnels concernés d'aligner les dispositifs pour les filières cinéma, audiovisuel et jeux vidéos.

Voici les raisons pour lesquelles cet amendement propose que le crédit d'impôt relatifs aux dépenses effectuées dans un département d'outre-mer pour les entreprises de production cinématographique et les entreprises de production audiovisuelle soit porté à 50%.





N°	I-2033
----	--------

**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme BÉLIM

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le I de l'article 220 undecies du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le taux mentionné au premier alinéa est porté à 50 % du montant des sommes versées au titre des souscriptions en numéraire réalisées dans un département d'outre-mer. »

II. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Le crédit d'impôt dans le domaine de la presse dans les départements ultramarin s'établit à 25 % aux termes de l'article 220 undecies du code général des impôts du montant total des dépenses comme pour l'ensemble du territoire national. Or, ce secteur se caractérise dans nos territoires par une étroitesse du marché de la publicité limitant les revenus liés à ce secteur ou encore à des surcoûts liés à l'éloignement géographique notamment pour le papier ou l'encre pour la presse écrite.

À l'image du crédit d'impôt recherche, dont le taux est également fixé à 30 % en Hexagone et à 50 % dans les outre-mer aux termes de l'article 244 quater B du code général des impôts afin de compenser les différentes contraintes de ces territoires, il semble pertinent d'aligner le dispositif pour la filières presse.

Voici les raisons pour lesquelles cet amendement propose que le crédit d'impôt relatifs aux sommes versées au titre des souscriptions en numéraire dans un département d'outre-mer pour le secteur presse soit porté à 50%.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme BÉLIM

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5**

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le 5° du 1 du IV de l'article 220 terdecies, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Le taux mentionné au premier alinéa du présent 1 est porté à 50 % du montant total des dépenses effectuées dans un département d'outre-mer. »

II. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Le crédit d'impôt dans les domaines du cinéma, de l'audiovisuel et des jeux vidéo dans les collectivités ultramarines qui s'établit à entre 20% et 30 % aux termes des articles 220 sexies et 220 terdecies du code général des impôts du montant total des dépenses comme pour l'ensemble du territoire national. Ces trois secteurs font néanmoins face à un contexte de création tendu à La Réunion qui fragilise la souveraineté culturelle et numérique française et inquiète les acteurs locaux des filières concernées. S'agissant du développement des jeux vidéos, ils représentent une opportunité en matière d'emploi et d'innovation pour faire de La Réunion un incubateur de nouveaux talents.

À l'image du crédit d'impôt recherche, dont le taux est également fixé à 30 % en Hexagone et à 50 % dans les outre-mer aux termes de l'article 244 quater B du code général des impôts afin de compenser les différentes contraintes de ces territoires, il semble pertinent pour les professionnels concernés d'aligner les dispositifs pour les filières cinéma, audiovisuel et jeux vidéos.

Voici les raisons pour lesquelles cet amendement propose que le crédit d'impôt relatifs aux dépenses effectuées dans un département d'outre-mer pour le secteur du jeu vidéo soit porté à 50%.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme BÉLIM

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 23**

Après l'article 23

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 242 septies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Tout professionnel intervenant, directement ou indirectement, dans le cadre de l'obtention pour autrui des avantages fiscaux énoncés au présent alinéa doit être régulièrement inscrit sur le registre énoncé au présent alinéa, et selon les conditions prévues aux 1° à 6°. » ;

2° Après le neuvième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« L'inscription sur le registre donne lieu à l'obtention d'un numéro d'identification qui doit être renseigné pour chaque intervention, directe ou indirecte, dans le cadre de l'obtention pour autrui d'une aide fiscale énoncée au premier alinéa du présent article et conformément aux obligations énoncées au présent article. »

II. – Un arrêté pris par le ministre chargé des comptes public et le ministre chargé des outre-mer fixe les modalités d'application du I.

**OBJET**

La réglementation des monteurs d'opération en défiscalisation outre-mer est véritablement initiée avec la loi de finances pour 2011, qui crée l'article 242 septies du CGI, soumettant notamment les entreprises exerçant « l'activité professionnelle consistant à obtenir pour autrui les avantages fiscaux prévus par les articles 199 undecies A, B et C, 217 undecies et duodecies, mais qui ne sont pas des conseillers en investissements financiers » à un certain nombre de conditions d'éthique professionnelle, énumérées à l'article L.541-8-1 du Code monétaire et financier.

Avec la loi de finances pour 2012, l'article 242 septies est complété d'une mention prévoyant que les monteurs doivent être inscrits sur « un registre tenu par le représentant de l'État dans le département ou la collectivité dans ces entreprises ont leur siège social ». L'article 131 de la loi de finances pour 2019 a modifié la procédure d'inscription des « monteurs en défiscalisation » sur les registres tenus par les représentants de l'Etat. Jusqu'à la loi de finances pour 2019, tout « monteur en défiscalisation » devait s'inscrire sur le registre tenu par le représentant de l'Etat dans le département où il disposait de son siège social. A compter de 2019, les monteurs doivent s'inscrire sur le registre tenu par les préfets et hauts commissaires des départements et collectivités désignés par arrêté conjoint des

ministres chargés du budget et de l'outre-mer. Par ailleurs, trois nouvelles dispositions ont été introduites par la loi de finances pour 2019 : les registres des monteurs en défiscalisation devront être rendus publics sur les sites des préfectures et haut-commissariat concernés ; l'inscription sur le registre ne vaudra que pour une période de 3 ans et cette obligation de procéder à une nouvelle inscription ne concerne pas les « monteurs en défiscalisation » inscrits sur les registres actuels depuis moins de 3 ans. Pour ces derniers, la réinscription n'interviendra qu'une fois la période de 3 ans révolue.

Le décret n° 2015-149 du 10 février 2015 relatif aux obligations déclaratives et à la mise en concurrence des intermédiaires en défiscalisation outre-mer a créé les articles 171BK et 171 BL annexe 2 du CGI relatifs respectivement à la déclaration des investissements réalisés outre-mer et à la mise en concurrence des intermédiaires en défiscalisation. Ce décret comprend en annexe une Charte de déontologie.

Nonobstant toutes ces évolutions en faveur d'un meilleur contrôle des entreprises qui obtiennent pour autrui les aides fiscales à l'investissement outremer, l'expérience tirée de la pratique de ce dispositif démontre qu'il est nécessaire de le renforcer à nouveau.

En effet, il est important de relever qu'il existe de fait aujourd'hui un certain nombre d'acteurs qui interviennent directement (ex : des experts-comptables ou des notaires qui montent pour le compte d'un tiers un dossier de défiscalisation) ou indirectement (comme apporteur d'affaires par exemple ou commissionnaires) dans des opérations de défiscalisation, et qui ne s'enregistrent pas comme intermédiaire en défiscalisation, « échappant » ainsi au contrôle exercé par l'administration.

Or, c'est précisément dans ces zones d'ombres que se cachent les dérives qui peuvent exister, notamment dans les opérations dites « en plein droit », c'est-à-dire qui ne nécessitent pas un agrément de l'administration fiscale.

Aussi, cet amendement vise à rendre obligatoire l'inscription sur le registre public de tout professionnel qui interviendrait dans le cadre de l'obtention d'aides fiscales à l'investissement, et ce qu'il intervienne en tout ou partie dans la procédure.

L'amendement prévoit également que l'enregistrement sur lesdits registres publics donnent lieu à l'obtention d'un numéro d'identification de l'entreprise enregistrée, numéro qui doit être renseigné par chaque professionnel dans les formulaires d'identification prévus à cet effet (article 242 septies du CGI) dès lors qu'ils interviennent d'une manière ou d'une autre en faveur de l'obtention pour autrui des avantages fiscaux susmentionnés.

Cet amendement a été travaillé avec la Fédération des Entreprises des Outre-mer (FEDOM).





N°	I-2036
----	--------

**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BÉLIM et M. LUREL

C	
G	

ARTICLE 6

Alinéa 81

Compléter cet alinéa par une phrase ainsi rédigée :

À La Réunion, en Guyane et à Mayotte, ces niveaux s'entendent de critères de performance énergétique et environnementale déterminés par les collectivités en concertation avec le comité maîtrise de la demande d'énergie.

**OBJET**

Cet amendement est proposé pour rendre effectif le dispositif « seconde vie » à La Réunion, En Guyane et à Mayotte qui, contrairement à la Guadeloupe, ne sont pas habilitées à la fixation des règles spécifiques en matière de maîtrise de la demande d'énergie et de la réglementation thermique.

Ce dispositif instauré par l'amendement du Député Lionnel CAUSSE permet l'exonération de la TFPB sur une longue durée pour les opérations de réhabilitation lourde du parc locatif social ancien au lieu d'une démolition-reconstruction. Cela concerne les logements sociaux très anciens (plus de 40 ans). En Outre-mer, ces logements représentent 14% du parc social.

En effet, au-delà de la condition liée à l'âge du bâtiment (40 ans), la condition pour bénéficier de cette exonération est la réalisation de travaux lourds permettant cumulativement : i) une amélioration de leur performance énergétique et environnementale basée sur le Nouveau DPE ; ii) le respect des normes d'accessibilité et iii) le respect des normes de qualité sanitaire ou de sécurité.

Or, l'appréciation des performances énergétiques par le DPE ne peut être établie pour les Outre-mer puisque la loi Climat et Résilience de 2021 a repoussé la mise en place du nouveau DPE Outre-mer jusqu'en 2028 et ce faisant, elle ampute les territoires des Outre-mer (personnes morales ou physiques) de tous les financements conditionnés par la réalisation du DPE. (Ma Prime Rénove en est un parfait exemple).

De même, des critères d'appréciation posés par voie de décret risquent non seulement d'être mis en place de façon tardive mais en plus, ils risquent d'être éloignés de la réalité des climats de ces collectivités. L'inadaptation de la RTADOM en est une parfaite illustration.

Cet amendement propose donc que ces critères soient arrêtés par les collectivités.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme BÉLIM

C	
G	

ARTICLE 7 TER

Après l'alinéa 50

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

.... – Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Pour les acquisitions ou constructions de logements neufs à usage locatif dans les conditions mentionnées au 1° du quatrième alinéa du paragraphe I du présent article, réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré mentionnés à l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation et les sociétés d'économie mixte mentionnées à l'article L. 481-1 du même code, une obligation d'information de l'administration est instaurée à partir du dépôt de la demande de permis de construire ou, en cas de vente en l'état futur d'achèvement, de l'acquisition, jusqu'à l'expiration de la durée au cours de laquelle un complément de taxe est susceptible d'être dû. » ;

**OBJET**

L'objectif de ce cet amendement est le remplacement de l'agrément préalable exigé aux bailleurs sociaux des Outre-mer dans le cadre de la construction ou acquisition de logements locatifs intermédiaires, par une obligation d'information permettant d'assurer le suivi de la production et la vérification du respect des conditions fixées par le code général des impôts pour l'obtention de l'avantage fiscal.

Les dossiers de demande d'agréments sont très complexes. Ils requièrent des niveaux de détail qui ne peuvent être fournis qu'au moment où le bailleurs dispose des devis définitifs (Marchés de travaux) des entreprises et de leurs attestations sociales et fiscales.

L'instruction prend de son coté 6 mois en moyenne. Cela retarde les opérations alors que le produit LLI demeure une des solutions pour libérer les logements très sociaux par les familles aux déciles supérieurs.

Cet agrément a été supprimé pour les bailleurs sociaux de l'hexagone en LFI 2021.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
Mme BÉLIM

C	
G	

### ARTICLE 6

I. – Après l’alinéa 74

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

4° bis A Au même 4 du I de l’article 244 quater, après le mot « neufs » sont insérés les mots : « définies par décret » ;

II. – Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

... Le 4° bis A du II s’applique aux travaux de rénovation et de réhabilitation pour lesquels une déclaration préalable de travaux ou une demande de permis de construire est déposée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Cet amendement a pour objectif de préciser le périmètre d’intervention et le champ d’application du crédit d’impôt dont l’extension aux opérations de rénovation et de réhabilitation des logements sociaux hors QPV a été annoncée par le CIOM du 18 Juillet 2023. En effet, les critères des opérations éligibles à cette réduction sont aujourd’hui arrêtés par un bulletin officiel (circulaire/doctrine) échappant à une définition précise des critères.

Par ailleurs, la mention « voisins du neuf » est fondamentale et doit faire l’objet d’une définition par décret pour rendre opérationnelle une telle mesure.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme BÉLIM

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

## I. – Après l’alinéa 74

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

1° Après le même 4 du I de l’article 244 quater X, il est inséré un 4... ainsi rédigé :

« .... Ouvrent également droit au bénéfice du crédit d’impôt les travaux de rénovation ou de réhabilitation des logements satisfaisant aux conditions fixées au 1, achevés depuis plus de vingt ans, permettant aux logements d’acquérir des performances énergétiques et environnementale. » ;

## II. – Après l’alinéa 129

Insérer un paragraphe ainsi rédigé :

.... – Le présent I s’applique aux travaux de rénovation et de réhabilitation pour lesquels une déclaration préalable de travaux ou une demande de permis de construire est déposée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

## III. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – Le présent article ne s’applique qu’aux sommes venant en déduction de l’impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement a pour objectif d’appliquer le bénéfice du crédit d’impôt aux opérations de réhabilitations qui ont pour objectif de participer à l’effort national pour atteindre la neutralité Carbone.

En effet, la mise en place tardive du DPE Outre-mer (reculée jusqu’en 2028) ne doit pas entraver la rénovation énergétique progressive du parc social. Cette mesure vise à éviter que cette mise en place tardive du DPE n’entrave la remise sur le marché, en tension, de logements.

Par ailleurs, dans l’attente de la mise en place du nouveau DPE Outre-mer, les performances énergétiques (en cohérence avec l’objectif national de neutralité carbone) doivent être précisées, par

les collectivités en concertation avec les comités MDE au regard de la réglementation et des outils en vigueur (DPE Guadeloupe).





## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BUIS et RAMBAUD, Mmes SCHILLINGER et CAZEBONNE et MM. FOUASSIN et PATIENT

C	
G	

### ARTICLE 7

Après l'alinéa 50

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

« Aucun professionnel exerçant une activité libérale réglementée ne peut bénéficier du dispositif mentionné au I du présent article. à plus d'une reprise. » ;

### OBJET

Le présent amendement vise à contrecarrer les effets d'aubaine ayant consisté, dans le cadre des zones de revitalisation rurale, à pratiquer un nomadisme libéral dévoyant le dispositif. Il est proposé d'encadrer cette pratique à l'avenir pour France Ruralités Revitalisation (FRR).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme GACQUERRE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 12**

Après l'article 12

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I.- Au II de l'article 1378 octies du code général des impôts, les termes « articles 223-1-1, 313-2, 314-1, 321-1, 324-1, 421-1 à 421-2-6 ou 433-3-1 du code pénal » sont remplacés par les termes « articles 223-1-1, 225-2, 226-4, 226-8, 313-2, 314-1, 321-1, 322-1, 322-4-1, 322-6, 322-12, 322-14, 324-1, 421-1 à 421-2-6 ou 433-3-1 du code pénal et des articles 23, 24 et 29 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Aux termes du II de l'article 1378 octies du code général des impôts, l'administration fiscale est tenue de suspendre les avantages fiscaux des associations au titre des dons, versements et legs lorsqu'une décision pénale définitive a été rendue au titre de l'une des infractions limitativement énumérées dans ce dispositif.

Depuis plusieurs mois, les professionnels de l'agriculture ne cessent d'alerter les pouvoirs publics et les parlementaires sur la recrudescence d'actes de malveillance envers les agriculteurs de la part d'associations activistes.

Toutefois, ces actions illicites subies par les agriculteurs et entreprises alimentaires ne sont pas visées au II de l'article 1378 octies du code général des impôts.

Afin de conjuguer l'objectif poursuivi et les exigences de constitutionnalité, il est proposé d'élargir la liste des infractions pénales susceptibles d'exclure les associations du champ de la réduction d'impôt accordée au titre des dons réalisés par les particuliers (article 1378 octies du CGI) en visant : l'entrave aux conditions de travail et à l'activité économique par discrimination (article 225-2 du code pénal), l'introduction dans le domicile d'autrui (article 226-4 du code pénal), le montage réalisé avec les paroles ou l'image d'une personne sans son consentement (article 226-8), le fait de « squatter » un terrain appartenant à autrui (article 322-4-1 du code pénal), la destruction ou la menace de la destruction d'un bien par l'emploi d'un engin explosif ou incendiaire (article 322-6 et 12 du code pénal), la communication ou la divulgation de fausses informations dans le but de faire croire qu'une destruction, une dégradation ou une détérioration dangereuse pour les personnes va être ou a été commise (article 322-14 du code pénal) ou encore la provocation à commission d'infractions par tout

moyen de communication (articles 23 et 24 de la loi de 1881), ainsi que la diffamation (article 29 de ladite loi).

Ces actes peuvent faire l'objet de condamnations pénales à l'encontre des individus qui les ont perpétrés ; condamnations qui peuvent s'étendre à la personne morale de l'association dont ces personnes sont membres, s'il est établi qu'elles ont agi pour son compte (article 121-2 du code pénal).

Le complément législatif proposé vient ainsi renforcer un dispositif existant tout en étant conforme aux principes qui régissent la Constitution de la République Française.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme ARTIGALAS, M. CARDON, Mme ESPAGNAC, MM. KERROUCHE, FÉRAUD, UZENAT, MICHAU et STANZIONE, Mme BLATRIX CONTAT, MM. Mickaël VALLET, FICHET, REDON-SARRAZY, BOUAD, MÉRILLOU, MONTAUGÉ, PLA, TISSOT, COZIC et RAYNAL, Mme BRIQUET, MM. ÉBLÉ, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE, DANIEL et HARRIBEY, MM. GILLÉ, JACQUIN et Patrice JOLY, Mmes Gisèle JOURDA et LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, M. MARIE, Mmes MONIER et NARASSIGUIN, M. OUIZILLE, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, TEMAL, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 5 DUODECIES

Rédiger ainsi cet article :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 1 de l'article 32 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa et à la première phrase du second alinéa, le montant : « 15 000 € » est remplacé par le montant : « 30 000 € » ;

b) À la fin du premier alinéa, le taux : « 30 % », est remplacé par le taux : « 37 % » ;

2° L'article 50-0 est ainsi modifié :

a) Le 1 est ainsi modifié :

– à la fin du 1°, les mots : « ceux mentionnés aux 2° et 3° du III de l'article 1407 » sont remplacés par les mots : « les locaux classés “gîte de France” dans les conditions prévues à l'article L. 324-1 du code du tourisme, les chambres d'hôtes au sens de l'article L. 324-3 du même code et les meublés de tourisme classés mentionnés au 2° du III de l'article 1407 du présent code lorsqu'ils sont situés dans une commune classée station de sports d'hiver et d'alpinisme au titre du code du tourisme » ;

– après le même 1°, sont insérés des 1° bis et 1° ter ainsi rédigés :

« 1° bis 30 000 € s'il s'agit d'entreprises dont le commerce principal est de louer directement ou indirectement des meublés de tourisme classés mentionnés au 2° du III de l'article 1407, en dehors de ceux qui sont mentionnés au 1° du présent 1 ;

« 1° ter 15 000 € s'il s'agit d'entreprises dont le commerce principal est de louer directement ou indirectement des meublés de tourisme qui ne sont pas classés au sens de l'article L. 324-1-1 du code de tourisme ou des logements d'habitation meublés au sens de l'article 25-4 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du

23 décembre 1986, lorsque lesdits meublés de tourisme ou logements d'habitation ne sont pas situés dans une commune classée station de sports d'hiver et d'alpinisme au titre du code du tourisme » ;

– le quatrième alinéa est ainsi modifié :

i) les mots : « deux catégories définies aux 1° et », sont remplacés par les mots : « quatre catégories définies aux 1° à » ;

ii) à la fin, les mots : « de la catégorie mentionnée au 2° respecte la limite mentionnée au même 2° » sont remplacés par les mots : « des catégories mentionnées aux 1° bis à 2° respectent les limites mentionnées aux mêmes 1° bis à 2° respectivement » ;

– le cinquième alinéa est alors modifié :

i) la première phrase est complétée par les mots : « et d'un abattement de 37 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités des catégories mentionnées au 1° bis, et de 30 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités des catégories mentionnées au 1° ter » ;

ii) est ajoutée une phrase ainsi rédigée : « L'abattement applicable au 1 bis est majoré de 13 % lorsque le meublé de tourisme n'est pas situé dans des zones géographiques se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements. » ;

– au dernier alinéa, la première occurrence du mot : « et » est remplacée par le mot : « à » ;

b) Au a du 2, le mot : « et » est remplacé par le mot : « à ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

## **OBJET**

L'article 5 duodecies est issu d'un amendement proposé par le gouvernement, sans débat, et sans tenir compte des nombreux rapports, recommandations et propositions émis depuis plusieurs mois, pour réguler la location des meublés de tourisme, tant la situation de l'accès au logement est devenue intenable.

La distorsion fiscale en faveur des meublés de tourisme s'est traduite par l'assèchement progressif du marché locatif traditionnel, créant une tension de l'offre de logements disponibles et contribuant ainsi à la hausse des loyers. L'omniprésence de locations touristiques dans certaines communes, ou certains quartiers, affecte également leur vitalité, la diversification de leur économie et la présence de service public.

L'article 5 duodecies proposé par le gouvernement se contente de ramener le régime d'imposition des meublés de tourisme classés sur celui applicable aux meublés de tourisme, et dans les seules zones tendues. Or le nombre total de meublés touristiques est estimé à plus de 800 000 (un chiffre qui a plus que doublé en 5 ans) dont seulement 186 000 sont classés. Autant dire que l'évolution proposée par le gouvernement n'aura qu'un impact très limité sur la régulation du marché locatif.

La mission parlementaire sur la réforme de la fiscalité locative confiée le 15 novembre dernier à deux députées ne doit pas servir de prétexte pour renoncer, une fois de plus, à revenir sur cet avantage fiscal qui va à l'encontre de l'intérêt général, et qui constitue aujourd'hui une injustice sociale et une inégalité entre les contribuables.

Notre amendement propose donc une réécriture complète de l'article 5 duodecies.

Il s'inspire de celui déposé à l'Assemblée nationale par le député du groupe socialiste Iñaki Echaniz et la députée du groupe Renaissance Annaïg Le Meur.

Il tend à rééquilibrer les avantages fiscaux applicables aux meublés touristiques et ceux applicables aux locations de longue durée.

Il propose de modifier les plafonds et les taux de ces abattements comme suit :

- Pour les meublés de tourisme classés, l'abattement fiscal en micro-BIC diminuerait de 71% à 37% avec un plafond de revenus locatifs limité à 30 000 € (contre 188 700€ actuellement), avec une majoration de 13% lorsque le meublé de tourisme est situé en dehors d'une zone tendue.

- Pour les meublés non classés, l'abattement fiscal en micro-BIC diminuerait de 50% à 30% avec un plafond de revenus locatifs limité à 15 000 € (contre 77 700€ actuellement).

La différence de plafond et d'abattement entre ces deux régimes permettra de conserver une incitation en faveur des logements classés afin d'accompagner la montée en gamme des logements destinés à la location de tourisme.

- Pour inciter les propriétaires à remettre leurs biens sur le marché locatif traditionnel, le taux serait rehaussé de 30 à 37%, et le plafond de 15 000 à 30 000€, dans le cadre du régime micro-foncier.

Notre amendement exclut de son champ d'application les maisons d'hôtes, les gîtes de France, ainsi que les meublés de tourisme classés lorsqu'ils sont situés dans une commune classée station de ski et d'alpinisme afin de ne pas déstabiliser une économie touristique indispensable au développement de des territoires.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme ARTIGALAS, MM. REDON-SARRAZY, BOUAD, CARDON, MÉRILLOU, MICHAU, MONTAUGÉ, PLA, STANZIONE, TISSOT, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, M. OUIZILLE, Mmes NARASSIGUIN et MONIER, M. MARIE, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, TEMAL, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

Alinéas 2 à 5

Supprimer ces alinéas.

OBJET

La suppression pure et simple du PTZ pour le neuf dans les zones détendues est brutale, particulièrement dans le contexte de crise du logement et de hausse des taux, et génère une rupture d'égalité entre les territoires.

L'article 6 resserre les conditions d'octroi du PTZ, au détriment des habitants des petites et moyennes villes et des zones rurales : aucune aide de l'Etat pour le neuf y compris pour du logement collectif, sans même rechercher les efforts réalisés en terme d'artificialisation.

Cette suppression pénalise les français qui font le choix de vivre en zones détendues, qui restent bien souvent les seules zones dans lesquelles des jeunes ménages peuvent encore acquérir leur logement. Une acquisition en zones tendues, même accompagnée d'un PTZ, est inaccessible à la plupart des jeunes ménages qui n'ont pas un apport personnel ou un soutien familial.

Par ailleurs, cette réforme n'est pas cohérente avec d'autres politiques du gouvernement, comme par exemple celle du plein emploi ou celle de la réindustrialisation. Rappelons que 70 % des emplois industriels en France se situent déjà dans des villes de moins de 20 000 habitants. On sait qu'aujourd'hui l'absence de parcours résidentiel et le manque de logements sont un frein à la mobilité professionnelle.

Notre amendement supprime la réforme du zonage du PTZ telle qu'envisagée par le gouvernement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme ARTIGALAS, MM. REDON-SARRAZY, BOUAD, CARDON, MÉRILLOU, MICHAU, MONTAUGÉ, PLA, STANZIONE, TISSOT, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, M. MARIE, Mme MONIER, M. OUIZILLE, Mmes NARASSIGUIN et Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, TEMAL, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 6**

I. – Alinéa 4, première phrase

Compléter cette phrase par les mots :

ou, s'il est localisé en dehors d'une telle zone, à condition que sa construction soit faiblement artificialisante, au regard de critères définis par décret

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La réforme du gouvernement n'anticipe pas que des opérations neuves puissent être conçues de manière à être faiblement artificialisantes. C'est fermer la porte à toute innovation en matière de construction et d'aménagement et sur la manière de densifier en petits collectifs avec jardin tout en respectant les objectifs de la ZAN.

Il faut sortir de la logique zone tendue/zone détendue qui ne reflète que très partiellement l'impact artificialisant des constructions de logements, et ne nous paraît pas en l'espèce devoir être le seul critère conditionnant l'octroi ou non d'une aide d'Etat.

Notre amendement de repli propose de rétablir l'octroi du PTZ pour l'acquisition d'un logement dans un bâtiment d'habitation collectif, quelle que soit la zone d'implantation, si elle est peu



artificialisante, cela permet de fonder l'octroi du PTZ sur des conditions justifiées sur le plan environnemental.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme ARTIGALAS, MM. REDON-SARRAZY, BOUAD, CARDON, MÉRILLOU, MICHAU, MONTAUGÉ, PLA, STANZIONE, TISSOT, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. JEANSANNETAS, LUREL, FÉRAUD, FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mmes BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE, DANIEL et Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, M. MARIE, Mmes MONIER et NARASSIGUIN, M. OUIZILLE, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROS, ROIRON, TEMAL, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

C	
G	

**ARTICLE 6**

Après l'alinéa 119

Insérer un paragraphe ainsi rédigé :

.... – Le II de l'article 177 de la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 est complété par les mots : « et propose les ajustements nécessaires pour mettre en œuvre la compensation prévue à l'article 1384 C bis du code général des impôts ».

**OBJET**

L'article 177 de la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 prévoit la compensation intégrale par l'Etat de la perte de recettes supportée par les communes, les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et la métropole de Lyon en application des certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) dont bénéficient les logements sociaux.

L'article 40 ne permet pas aux parlementaires d'allonger la liste des compensations de TFPB prévue à cet article 177.

Notre amendement propose que le rapport prévu à l'article 177 de la loi de finances pour 2022 soit complété pour évaluer l'impact des nouvelles exonérations de TFPB sur les ressources de collectivités et prennent les mesures de compensation en conséquence.

Avec cet amendement, le groupe socialiste écologiste et républicain rappelle qu'il ne doit pas être dérogé au principe selon lequel : soit les exonérations s'imposent aux collectivités et elles sont alors compensées, soit elles ne font pas l'objet d'une compensation et elles sont alors mises en œuvre sur décision de l'organe délibérant local.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

C	
G	

Mmes ARTIGALAS et NARASSIGUIN, MM. ZIANE, REDON-SARRAZY, BOUAD, CARDON, MÉRILLOU, MICHAU, MONTAUGÉ, PLA, STANZIONE, TISSOT, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. JEANSANNETAS, LUREL et FÉRAUD, Mmes BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, M. MARIE, Mmes Marie MERCIER et MONIER, M. OUIZILLE, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, TEMAL, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 QUATERDECIES**

Après l'article 27 quaterdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 1384 D du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est ainsi modifié :

a) Les mots : « à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2000, » sont supprimés.

b) Après le mot : « habitation », sont ajoutés les mots : « ainsi que les constructions provisoires autorisées par un permis précaire, tel que défini par les dispositions des articles L. 433-1 et suivants du code de l'urbanisme, et affectées à l'hébergement temporaire ou d'urgence ou au logement social des personnes mentionnées au II de l'article L. 301-1 du code de la construction et de l'habitation » ;

2° Au deuxième alinéa, après le mot : « urgence », sont insérés les mots : « ou au logement social ».

3° Après le deuxième alinéa, sont ajoutés trois alinéas ainsi rédigés :

« Constitue un hébergement temporaire ou d'urgence au sens du premier alinéa du présent article les hébergements dont le propriétaire ou le gestionnaire sont visés aux 1° et 2° du IV l'article 278 sexies du présent code et destinées aux personnes mentionnées au II de l'article L. 301-1 du code de la construction et de l'habitation.

« Constitue un logement social au sens du premier alinéa du présent article les logement dont la gestion est confiée aux organismes d'habitations à loyer modéré mentionnés à l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation ; aux sociétés d'économie mixte mentionnées à l'article L. 481-1 du même code ou sociétés anonymes de coordination entre les organismes d'habitations à loyer modéré mentionnées à l'article L. 423-1-1 dudit code ; aux organismes soumis au contrôle, au sens du III de l'article L. 430-1 du code de commerce ; de la société mentionnée à l'article L. 313-20 du code de la construction et de l'habitation.

« Le bénéfice de l'exonération est subordonné au dépôt par le propriétaire de la déclaration prévue à l'article 1406 du présent code accompagnée des éléments justifiant de l'affectation du bien à l'hébergement temporaire ou d'urgence ou au logement social ainsi que, le cas échéant, du permis de construire délivré à titre précaire. »

4° Le troisième alinéa est supprimé.

II. – Les dispositions des décrets définissant les locaux entrant dans le champ d'application de l'article 1384 D du code général des impôts et les obligations déclaratives à la charge des personnes et organismes concernés cessent de produire leurs effets à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

III. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

## **OBJET**

Face au double constat du besoin d'hébergement d'urgence et de relogement temporaire dans le secteur social d'une part et de l'existence de fonciers vacants d'autre part, de nouvelles solutions de constructions durables, déplaçables, démontables et réemployables ont vocation à apparaître sur tout le territoire. Compte tenu des enjeux sociaux liés à cet habitat modulaire et temporaire, il est proposé d'introduire un dispositif d'exonération de TFPB en faveur de ce nouveau type de constructions.

n mobilisant des sites inoccupés ou en attente d'affectation, les constructions déplaçables permettent de répondre non seulement à la demande de (re)logement provisoire, mais aussi aux enjeux de la ville durable en termes de construction et performance environnementale des bâtiments, de réemploi des ressources, d'inclusion sociale, et de rénovation urbaine.

Ces constructions provisoires respectent la réglementation environnementale au même titre que des constructions pérennes et représentent une charge souvent trop importante pour les opérateurs susceptibles de les porter, de sorte que les projets peinent à sortir.

Cet amendement propose donc d'étendre le champ d'application du taux réduit de TVA pour encourager le développement de ce type de constructions durables et réemployables, destinées au relogement provisoire des habitants du parc social et à l'hébergement des publics précaires, en établissant un cadre fiscal favorable.

Elle permettrait de satisfaire très rapidement aux besoins tant de création de nouveaux hébergements d'urgence que de relogements temporaires des occupants du parc social préexistant dans le cadre de programmes de renouvellement urbain ou de rénovation énergétique d'ampleur. Elle faciliterait en outre la mise en œuvre des programmes de rénovations globales qui nécessitent de reloger les habitants pendant la durée des travaux.

A titre d'exemple, il est prochainement prévu d'implanter à Stains, sur un terrain du bailleur départemental, un centre d'hébergement pour femmes isolées avec enfants, aujourd'hui logées à l'hôtel par le conseil départemental, le temps des travaux du NPNRU du Clos St Lazare. Au terme de 3 années d'occupation, le bâtiment sera désassemblé et déplacé ailleurs sur le territoire.

Conformément à l'article 177 de la loi de finances pour 2022, il est rappelé au Gouvernement que cette exonération de TFPB a vocation à être intégralement compensée.







**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes ARTIGALAS et NARASSIGUIN, MM. ZIANE, BOUAD, REDON-SARRAZY, CARDON, MÉRILLOU, MICHAU, MONTAUGÉ, PLA, STANZIONE, TISSOT, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, MM. BRISSON, ÉBLÉ et FÉRAUD, Mme ESPAGNAC, MM. JEANSANNETAS et LUREL, Mmes BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, M. GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, MM. FICHET et KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, M. MARIE, Mme MONIER, M. OUIZILLE, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, TEMAL, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le premier alinéa de l'article L 433-1 du code de l'urbanisme, il est inséré trois alinéas ainsi rédigés :

« Peut également être autorisée à titre précaire, une construction lorsqu'elle est affectée :

« - soit à l'hébergement temporaire ou d'urgence dans le cadre d'une opération faisant l'objet d'une convention entre le propriétaire ou le gestionnaire des locaux, mentionné aux 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> du IV l'article 278 sexies du code général des impôts, et le représentant de l'État dans le département et destinée aux personnes visées au II de l'article L. 301-1 du code de la construction et de l'habitation ;

« - soit au logement social dont la gestion est confiée aux organismes d'habitations à loyer modéré mentionnés à l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation ; aux sociétés d'économie mixte mentionnées à l'article L. 481-1 du même code ou sociétés anonymes de coordination entre les organismes d'habitations à loyer modéré mentionnées à l'article L. 423-1-1 dudit code ; aux organismes soumis au contrôle, au sens du III de l'article L. 430-1 du code de commerce ou à la société mentionnée à l'article L. 313-20 du code de la construction et de l'habitation. »

II. – Après le 11<sup>o</sup> du I de l'article 1635 quater D du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ...<sup>o</sup> Les constructions autorisées à titre précaire mentionnées au deuxième alinéa de l'article L. 433-1 du code de l'urbanisme. »

III. – Au 1<sup>o</sup> du III de l'article 235 ter ZG du code général des impôts, après la référence : « 10<sup>o</sup> », est insérée la référence : « et 12<sup>o</sup> ».

IV. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

V. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Face au double constat du besoin d'hébergement d'urgence et de relogement temporaire dans le secteur social d'une part et de l'existence de fonciers vacants d'autre part, de nouvelles solutions de constructions durables, déplaçables, démontables et réemployables ont vocation à apparaître sur tout le territoire. Compte tenu des enjeux sociaux liés à cet habitat modulaire et temporaire, il est proposé d'introduire un dispositif d'exonération taxe d'aménagement et taxe d'archéologie préventive en faveur de ce nouveau type de constructions.

En mobilisant des sites inoccupés ou en attente d'affectation, les constructions déplaçables permettent de répondre non seulement à la demande de (re)logement provisoire, mais aussi aux enjeux de la ville durable en termes de construction et performance environnementale des bâtiments, de réemploi des ressources, d'inclusion sociale, et de rénovation urbaine.

Ces constructions provisoires respectent la réglementation environnementale au même titre que des constructions pérennes et représentent une charge souvent trop importante pour les opérateurs susceptibles de les porter, de sorte que les projets peinent à sortir.

Cet amendement propose donc d'étendre le champ d'application du taux réduit de TVA pour encourager le développement de ce type de constructions durables et réemployables, destinées au relogement provisoire des habitants du parc social et à l'hébergement des publics précaires, en établissant un cadre fiscal favorable.

Elle permettrait de satisfaire très rapidement aux besoins tant de création de nouveaux hébergements d'urgence que de relogements temporaires des occupants du parc social préexistant dans le cadre de programmes de renouvellement urbain ou de rénovation énergétique d'ampleur. Elle faciliterait en outre la mise en œuvre des programmes de rénovations globales qui nécessitent de reloger les habitants pendant la durée des travaux.

A titre d'exemple, il est prochainement prévu d'implanter à Stains, sur un terrain du bailleur départemental, un centre d'hébergement pour femmes isolées avec enfants, aujourd'hui logées à l'hôtel par le conseil départemental, le temps des travaux du NPNRU du Clos St Lazare. Au terme de 3 années d'occupation, le bâtiment sera désassemblé et déplacé ailleurs sur le territoire.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme ARTIGALAS, MM. BOUAD, CARDON, MÉRILLOU, MICHAU, MONTAUGÉ, PLA, REDON-SARRAZY, STANZIONE, TISSOT, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, M. MARIE, Mmes MONIER et NARASSIGUIN, M. OUIZILLE, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, TEMAL, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

I. – Alinéa 21, dernière phrase

Compléter cette phrase par les mots :

ainsi que les nouveaux plafonds de ressources applicables

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

Le projet « seconde vie » a pour objectif de redonner quarante ans de durée de vie aux bâtiments traités. Il s'agit de rénovations particulièrement ambitieuses dont le coût se rapproche de celui d'une construction neuve.

L'article 6 prévoit que l'organisme Hlm pourra adapter les marges de loyers.

Cet amendement prévoit d'adapter également les plafonds de ressources des locataires éligibles, ce qui permettra à l'organisme de proposer une nouvelle grille de loyers et de plafonds de ressources (PLAI/PLUS/PLS) applicables à la relocation.

Il s'agit donc avec cet amendement de mieux tenir compte des objectifs de mixité sociale de l'opération.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme ARTIGALAS, MM. BOUAD, CARDON, MÉRILLOU, MICHAU, MONTAUGÉ, PLA, REDON-SARRAZY, STANZIONE, TISSOT, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes BONNEFOY, BROSSEL, CONCONNE et CANALÈS, MM. CHAILLOU et CHANTREL, Mme DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, M. MARIE, Mmes MONIER et NARASSIGUIN, M. OUIZILLE, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, TEMAL, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I.- Après l'article 1055 bis du code général des impôts, il est inséré un article 1055 ... ainsi rédigé :

« Art. 1055 ... .- Sont soumises à la taxe de publicité foncière ou au droit d'enregistrement au taux de 0,60 % les mutations à titre onéreux ayant pour objet, en matière de bail réel solidaire, les droits du preneur réalisées dans les conditions prévues aux article L. 255-10 à L.255-16 du code de la construction et de l'habitation. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Dans le cadre du dispositif BRS, le ménage peut revendre ses droits sur le logement. Ces reventes sont encadrées par un mécanisme anti spéculatif et réservées à des acheteurs sous plafonds de ressources.

Afin de fluidifier ce marché de la « revente en BRS » entre particuliers, il est proposé d'abaisser les droits d'enregistrement à la charge de l'acheteur. Ces droits sont actuellement de 5,8%. Il est proposé de les ramener à 0,60% (0,715% avec les taxes additionnels) afin de tenir compte des caractéristiques particulières de ces opérations et notamment leur vocation sociale qui se manifeste par des prix de cession successifs plafonnés.

C'est amendement va dans le sens de la réforme des droits de mutation que le groupe socialiste, écologiste et républicain appelle de ses vœux pour la mise en place d'une taxation plus égalitaire avec la mise en place d'un barème progressif qui taxe moins les petites acquisitions, et taxe davantage les transactions plus importantes.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

M. FÉRAUD, Mme ESPAGNAC, MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, MM. ÉBLÉ, JEANSANNETAS et LUREL, Mme ARTIGALAS, M. BOUAD, Mmes BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, UZENAT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

ARTICLE 5 DUODECIES

Rédiger ainsi cet article :

le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 50-0 est ainsi modifié :

a) Le 1 est ainsi modifié :

- après le 1° , il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ...° 15 000 € s'il s'agit de la location directe ou indirecte de meublés de tourisme au sens de l'article L. 324-1-1 du code de tourisme ; »

- les quatrième à septième alinéas sont remplacés par dix alinéas ainsi rédigés :

« Lorsque l'activité d'une entreprise se rattache aux trois catégories définies aux 1°, 2° et 3° , le régime défini au présent article n'est applicable que si le chiffre d'affaires hors taxes global de l'entreprise respecte la limite mentionnée au 1° et si :

« - le chiffre d'affaires hors taxes afférent aux activités de la catégorie mentionnée au 2° respecte la limite mentionnée au même 2° et ;

« - le chiffre d'affaires hors taxes afférent aux activités de la catégorie mentionnée au 3° respecte la limite mentionnée au même 3°.

« Le résultat imposable, avant prise en compte des plus ou moins-values provenant de la cession des biens affectés à l'exploitation, est égal au montant du chiffre d'affaires hors taxes diminué : d'un abattement, qui ne peut être inférieur à 305 €, de :

« - 71 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 1° ;

« - 30 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 2° ;

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

« - 50 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 3°.

« Les plus ou moins-values mentionnées au cinquième alinéa sont déterminées et imposées dans les conditions prévues aux articles 39 duodecies à 39 quindecies, sous réserve des dispositions de l'article 151 septies. Pour l'application de la phrase précédente, les abattements mentionnés au huitième alinéa sont réputés tenir compte des amortissements pratiqués selon le mode linéaire.

« Les entreprises qui relèvent du présent régime bénéficient d'un abattement supplémentaire de 21 % pour le chiffre d'affaires afférent à leur activité de location de locaux classés meubles de tourisme mentionnés au 2° du III de l'article 1407, lorsque ces derniers ne sont pas situés dans des zones géographiques se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements, sous réserve que le chiffre d'affaires hors taxes, ajusté s'il y a lieu au prorata du temps d'exploitation au cours de l'année de référence, afférent à l'ensemble des activités de location de locaux meublés mentionnées au présent 1 n'excède pas au cours de l'année civile précédente 15 000 €. Le bénéfice de cet abattement supplémentaire est subordonné au respect du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2011 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

« Les seuils mentionnés au présent 1 sont actualisés tous les trois ans dans la même proportion que l'évolution triennale de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu et arrondis à la centaine d'euros la plus proche. »

b) Au a du 2, les références : « 1° et 2° » sont remplacées par les références : « 1°, 2° et 3° » ;

2° Au premier alinéa du III de l'article 151-0, le mot : « sixième » est remplacé par le mot : « douzième ».

### **OBJET**

Les locations de meublés de tourisme se sont considérablement développées dans toutes les zones touristiques avec l'apparition des plateformes de location (Airbnb, etc.). En pratique, ces activités sont aujourd'hui en concurrence directe avec les activités traditionnelles d'hébergement : hôtels, campings, etc.

Par ailleurs, ces locations réduisent l'offre de logements pour les habitants de ces zones touristiques.

Or, la fiscalité applicable aux locations de meublés de tourisme est, en réalité, une véritable niche fiscale qui restreint les possibilités d'accéder à un logement. Ces locations ne sont, en effet, taxées à l'impôt sur le revenu qu'après application d'un abattement forfaitaire pour charges de 50 % ou même de 71 % s'il s'agit de meublés de tourisme classés.

Le Gouvernement propose de modifier ce régime en prévoyant que la location de meublés de tourisme soit identique à celle des meublés classiques : abattement de 50 % dans la limite d'un plafond de recettes de 77 700 €.

Par ailleurs, pour les meublés classés situés en zones rurales, le taux d'abattement serait maintenu à 71% mais avec un plafond de recettes abaissé à 50 000 €.

Ces propositions vont dans le bon sens mais sont malheureusement insuffisantes pour remettre sur le marché des logements qui seraient affectés à la résidence principale.

Il est donc proposé :

- d'aligner le régime fiscal des locations de meublés de tourisme sur celui du régime du micro foncier pour locations nues : application d'un abattement de 30 % dans la limite de 15 000 € de recettes ;

- de maintenir un régime dérogatoire dans les zones rurales en prévoyant, comme le propose le Gouvernement, un abattement supplémentaire de 21 %, soit un taux d'abattement de 51 % dans la limite de 15 000 € de recettes.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, MM. ÉBLÉ, JEANSANNETAS et LUREL, Mme ARTIGALAS, M. BOUAD, Mmes BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, UZENAT, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

ARTICLE 5 DUODECIES

Rédiger ainsi cet article :

le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 50-0 est ainsi modifié :

a) Le 1 est ainsi modifié :

- après le 1° , il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ...° 40 000 € s'il s'agit de la location directe ou indirecte de meublés de tourisme au sens de l'article L. 324-1-1 du code de tourisme ; » ;

- les quatrième à septième alinéas sont remplacés par dix alinéas ainsi rédigés :

« Lorsque l'activité d'une entreprise se rattache aux trois catégories définies aux 1°, 2° et 3° , le régime défini au présent article n'est applicable que si le chiffre d'affaires hors taxes global de l'entreprise respecte la limite mentionnée au 1° et si :

« – le chiffre d'affaires hors taxes afférent aux activités de la catégorie mentionnée au 2° respecte la limite mentionnée au même 2° et ;

« – le chiffre d'affaires hors taxes afférent aux activités de la catégorie mentionnée au 3° respecte la limite mentionnée au même 3°.

« Le résultat imposable, avant prise en compte des plus ou moins-values provenant de la cession des biens affectés à l'exploitation, est égal au montant du chiffre d'affaires hors taxes diminué : d'un abattement, qui ne peut être inférieur à 305 €, de

« - 71 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 1° ;

« - 50 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 2° ;

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

« - 40 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 3°.

« Les plus ou moins-values mentionnées au cinquième alinéa sont déterminées et imposées dans les conditions prévues aux articles 39 duodecies à 39 quindecies, sous réserve des dispositions de l'article 151 septies. Pour l'application de la phrase précédente, les abattements mentionnés au huitième alinéa sont réputés tenir compte des amortissements pratiqués selon le mode linéaire.

« Les entreprises qui relèvent du présent régime bénéficient d'un abattement supplémentaire de 21 % pour le chiffre d'affaires afférent à leur activité de location de locaux classés meubles de tourisme mentionnés au 2° du III de l'article 1407, lorsque ces derniers ne sont pas situés dans des zones géographiques se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements, sous réserve que le chiffre d'affaires hors taxes, ajusté s'il y a lieu au prorata du temps d'exploitation au cours de l'année de référence, afférent à l'ensemble des activités de location de locaux meublés mentionnées au présent 1 n'excède pas au cours de l'année civile précédente 40 000 €. Le bénéfice de cet abattement supplémentaire est subordonné au respect du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2011 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

« Les seuils mentionnés au présent 1 sont actualisés tous les trois ans dans la même proportion que l'évolution triennale de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu et arrondis à la centaine d'euros la plus proche. » ;

b) Au a du 2, les références « 1° et 2° » sont remplacés par les références « 1°, 2° et 3° »

2° Au premier alinéa du III de l'article 151-0, le mot : « sixième » est remplacé par le mot : « douzième ».

### **OBJET**

Les locations de meublés de tourisme se sont considérablement développées dans toutes les zones touristiques avec l'apparition des plateformes de location (Airbnb, etc.). En pratique, ces activités sont aujourd'hui en concurrence directe avec les activités traditionnelles d'hébergement : hôtels, campings, etc.

Par ailleurs, ces locations réduisent l'offre de logements pour les habitants de ces zones touristiques.

Or, la fiscalité applicable aux locations de meublés de tourisme est devenue une véritable niche fiscale qui restreint les possibilités d'accéder à un logement. Ces locations ne sont, en effet, taxées à l'impôt sur le revenu qu'après application d'un abattement forfaitaire pour charges de 50 % ou même de 71 % s'il s'agit de meublés de tourisme classés.

Le Gouvernement propose de modifier ce régime en prévoyant que la location de meublés de tourisme soit identique à celle des meublés classiques : abattement de 50 % dans la limite d'un plafond de recettes de 77 700 €.

Par ailleurs, pour les meublés classés situés en zones rurales, le taux d'abattement serait maintenu à 71% mais avec un plafond de recettes abaissé à 50 000 €.

Ces propositions vont dans le bon sens mais sont malheureusement insuffisantes pour remettre sur le marché des logements qui seraient affectés à la résidence principale.

Il est donc proposé :

- de prévoir un abattement de 40 % dans la limite de 40 000 € de recettes au lieu des 50 % et 77 700 € proposés par le Gouvernement ;

- de maintenir un régime dérogatoire dans les zones rurales en prévoyant, comme le propose le Gouvernement, un abattement supplémentaire de 21 %, soit un abattement total de 61 %, mais avec un seuil de recettes de 40 000 € au lieu des 50 000 € tel que proposé par le Gouvernement.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

M. FÉRAUD, Mme ESPAGNAC, MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, MM. ÉBLÉ, JEANSANNETAS et LUREL, Mme ARTIGALAS, M. BOUAD, Mmes BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, UZENAT, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

ARTICLE 5 DUODECIES

Rédiger ainsi cet article :

le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 50-0 est ainsi modifié :

a) Le 1 est ainsi modifié :

- après le 1°, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ...° 30 000 € s'il s'agit de la location directe ou indirecte de meublés de tourisme au sens de l'article L. 324-1-1 du code de tourisme ; » ;

- les quatrième à septième alinéas sont remplacés par dix alinéas ainsi rédigés :

« Lorsque l'activité d'une entreprise se rattache aux trois catégories définies aux 1°, 2° et 3°, le régime défini au présent article n'est applicable que si le chiffre d'affaires hors taxes global de l'entreprise respecte la limite mentionnée au 1° et si :

« - le chiffre d'affaires hors taxes afférent aux activités de la catégorie mentionnée au 2° respecte la limite mentionnée au même 2° et ;

« - le chiffre d'affaires hors taxes afférent aux activités de la catégorie mentionnée au 3° respecte la limite mentionnée au même 3°.

« Le résultat imposable, avant prise en compte des plus ou moins-values provenant de la cession des biens affectés à l'exploitation, est égal au montant du chiffre d'affaires hors taxes diminué : d'un abattement, qui ne peut être inférieur à 305 €, de

« - 71 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 1° ;

« - 50 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 2° ;

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

« - 50 % pour le chiffre d'affaires provenant d'activités de la catégorie mentionnée au 3°.

« Les plus ou moins-values mentionnées au cinquième alinéa sont déterminées et imposées dans les conditions prévues aux articles 39 duodecies à 39 quindecies, sous réserve des dispositions de l'article 151 septies. Pour l'application de la phrase précédente, les abattements mentionnés au huitième alinéa sont réputés tenir compte des amortissements pratiqués selon le mode linéaire.

« Les entreprises qui relèvent du présent régime bénéficient d'un abattement supplémentaire de 21 % pour le chiffre d'affaires afférent à leur activité de location de locaux classés meubles de tourisme mentionnés au 2° du III de l'article 1407, lorsque ces derniers ne sont pas situés dans des zones géographiques se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements, sous réserve que le chiffre d'affaires hors taxes, ajusté s'il y a lieu au prorata du temps d'exploitation au cours de l'année de référence, afférent à l'ensemble des activités de location de locaux meublés mentionnées au présent 1 n'excède pas au cours de l'année civile précédente 30 000 €. Le bénéfice de cet abattement supplémentaire est subordonné au respect du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2011 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

« Les seuils mentionnés au présent 1 sont actualisés tous les trois ans dans la même proportion que l'évolution triennale de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu et arrondis à la centaine d'euros la plus proche. » ;

b) Au a du 2, les références : « 1° et 2° » sont remplacées par les références : « 1° , 2° et 3° » ;

2° Au premier alinéa du III de l'article 151-0, le mot : « sixième » est remplacé par le mot : « douzième ».

### **OBJET**

Les locations de meublés de tourisme se sont considérablement développées dans toutes les zones touristiques avec l'apparition des plateformes de location (Airbnb, etc.). En pratique, ces activités sont aujourd'hui en concurrence directe avec les activités traditionnelles d'hébergement : hôtels, campings, etc.

Par ailleurs, ces locations réduisent l'offre de logements pour les habitants de ces zones touristiques.

Or, la fiscalité applicable aux locations de meublés de tourisme est devenue une véritable niche fiscale qui restreint les possibilités d'accéder à un logement. Ces locations ne sont, en effet, taxées à l'impôt sur le revenu qu'après application d'un abattement forfaitaire pour charges de 50 % ou même de 71 % s'il s'agit de meublés de tourisme classés.

Le Gouvernement propose de modifier ce régime en prévoyant que la location de meublés de tourisme soit identique à celle des meublés classiques : abattement de 50 % dans la limite d'un plafond de recettes de 77 700 €.

Par ailleurs, pour les meublés classés situés en zones rurales, le taux d'abattement serait maintenu à 71% mais avec un plafond de recettes abaissé à 50 000 €.

Ces propositions vont dans le bon sens mais sont malheureusement insuffisantes pour remettre sur le marché des logements qui seraient affectés à la résidence principale.

Il est donc proposé :

- de prévoir un abattement de 50 % dans la limite de 30 000 € de recettes au lieu des 77 700 € proposé par le Gouvernement;

- de maintenir un régime dérogatoire dans les zones rurales en prévoyant, comme le propose le Gouvernement, un abattement supplémentaire de 21 %, soit 71 % au total, mais avec un seuil de recettes de 30 000 € au lieu de 50 000 € tel que proposé par le Gouvernement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme CANALÈS, MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY et BROSSEL, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 23 DECIES**

Après l'article 23 decies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Au dernier alinéa du I de l'article L. 286 B du livre des procédures fiscales, après le mot : « administrative », sont insérés les mots : « ou par un pseudonyme ».

**OBJET**

Cet amendement vise à mieux protéger l'anonymat des agents qui traitent les manquements révélés à l'administration fiscale par des aviseurs fiscaux.

Il répond à une recommandation de la rapporteure de la mission d'information sur ce dispositif présentée dans son rapport de suivi de septembre 2021.

Le traitement des renseignements fournis par de potentiels aviseurs présente en effet des risques pour les agents de la direction nationale d'enquêtes fiscales (DNEF). En raison du profil de la personne ou de la nature de l'enjeu, ce risque peut s'avérer particulièrement important. De plus, environ la moitié des prises de contact avec de potentiels aviseurs n'aboutissent à aucune investigation, ce qui peut susciter le mécontentement de personnes espérant obtenir une récompense et ainsi exposer les agents de la DNEF à des atteintes dans le cadre de leurs fonctions.

À l'initiative de la rapporteure, la loi de finances pour 2020 avait introduit dans le LPF la possibilité pour un agent des finances publiques d'être anonyme par le biais d'un numéro d'immatriculation administrative.

Toutefois, cette identité numérique est utilisée avec parcimonie en pratique. Dans la plupart des cas, s'agissant d'une activité de contact et de relation avec l'aviseur, l'agent se présente sous une tournure impersonnelle (utilisation d'un prénom) puis, si besoin de son numéro à 14 caractères. Considérant qu'il est difficile de déceler, en amont, les affaires qui pourraient s'avérer sensibles ou celles dont les

sources pourraient présenter un risque voire un danger, il semble préférable de permettre l'utilisation d'un pseudonyme dans l'ensemble des échanges des agents traitants.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme CANALÈS, MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY et BROSSEL, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 23 DECIES**

Après l'article 23 decies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le premier alinéa du I de l'article 1740 A *bis* du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le taux :

80 %

insérer les mots :

ou de 40 %

2° Après la deuxième occurrence du mot :

du

Insérer les mots :

b et du

3° Supprimer les mots :

des b ou c

II. – Le II est complété par un 5° ainsi rédigé :

« 5° Ou permettre au contribuable de crédibiliser auprès de l'administration une minoration de sa base taxable. ».



**OBJET**

Les "Pandora Papers" nous ont rappelé le rôle central des conseils dans les montages opaques et frauduleux de fraude fiscale.

En créant dans la loi contre la fraude de 2018 et en le modifiant en 2020, l'article 1740 A Bis, le Gouvernement a eu la bonne intuition de vouloir responsabiliser les professionnels fournissant les conseils ou les moyens aux contribuables de frauder, tant il est vrai que le contournement frauduleux de la loi fiscale nécessite bien souvent compétence et technicité.

Toutefois, à cette époque, le Gouvernement rendait son dispositif largement inopérant en ne le rendant actif que lorsque l'administration avait pu établir des manœuvres frauduleuses (pénalités de 80 %), ce qui est en pratique rare.

De fait, à ce jour, l'article 1740 A BIS n'a jamais été mis en œuvre par l'administration.

Or, ce dispositif pourrait trouver plus largement à s'appliquer dès lors que l'administration constate et motive des manquements délibérés plus facilement qualifiables par l'administration (pénalités de 40 %).

Bien évidemment, les rectifications ou la bonne foi du contribuable ne déclenchent toujours pas l'article 1740 A BIS du CGI.

Donc, dans la plupart des cas, les Conseils et Experts, qui ont une activité de qualité, n'ont aucune raison de craindre cet amendement. L'administration devra toujours établir une réelle volonté de fraude du contribuable pour caractériser la pénalité de 40 % pour manquements.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 23 TERDECIES**

Après l'article 23 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – 1. A compter de la publication de la présente loi, le bénéfice d'aides publiques pour les entreprises soumises à l'obligation de déclaration de performance extrafinancière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce, est subordonné à la souscription d'engagements annuels en matière :

1° De réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre ;

2° De préservation de l'emploi et de limitation des écarts de salaires ;

3° De lutte contre les discriminations à l'intérieur de ladite entreprise.

2. Les aides publiques sont définies comme étant :

1° Les subventions publiques ;

2° Les garanties de prêts ;

3° Les garanties publiques pour le commerce extérieur prévues au chapitre II du titre III du livre IV du code des assurances ;

4° Les crédits d'impôts à l'impôt sur les sociétés, dont notamment le crédit d'impôt mentionné à l'article 244 quater B du code général des impôts ;

5° Les participations financières de l'Etat par l'intermédiaire de l'Agence des participations extérieures de l'Etat et de la société anonyme BPI France ;

6° L'accès à la commande publique.

3. Les engagements mentionnés au 1 du I sont la mise en place et l'application :

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

1° D'une trajectoire minimale de réduction des émissions de gaz à effet de serre définie pour une période décennale qui doit être compatible avec le plafond national des émissions de gaz à effet de serre défini par secteurs en application de l'article L. 222-1 A du code de l'environnement ainsi qu'avec l'accord de Paris ;

2° D'une interdiction de procéder à des licenciements hormis dans les cas d'absolue nécessité ;

3° D'un encadrement des salaires dans un rapport maximal de 1 à 30 ;

4° De l'interdiction, par dérogation aux articles L. 232-10 à L. 232-20 du code de commerce, du versement de dividendes, de l'octroi d'acomptes sur dividendes et de l'attribution d'intérêts à titre de premier dividende, en numéraire ou en actions sur le bénéfice distribuable du dernier exercice clos avant l'octroi de l'aide publique en l'absence de bonification de la rémunération des salariés dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat. Toute délibération antérieure ou postérieure à la publication de la présente loi et contrevenant aux présentes dispositions est nulle.

5° De dispositions visant à prévenir toute discrimination telles que définies par l'article 255 du code pénal.

6° D'une stratégie visant à assurer l'égalité salariale, matérielle et professionnelle entre les femmes et les hommes au sein de l'entreprise ;

7° D'un plan de vigilance lorsqu'elle est soumise aux dispositions de l'article L. 225-102-4 du code de commerce ;

8° D'une interdiction de détention d'actifs dans un ou plusieurs des États et territoires non coopératifs en matière fiscale, tels que définis par l'article 238-0 A du code général des impôts.

II. – À compter du 1er janvier 2024, les entreprises ayant souscrit les engagements mentionnés au 3 du I publient, au plus tard le 1er avril de chaque année, un rapport annuel sur le respect de leurs obligations. Il présente le bilan de leurs actions au cours de l'exercice clos ainsi que leur stratégie, assortie d'un plan d'investissement, pour les cinq exercices suivants. Le bilan précité est établi conformément à une méthodologie définie par décret en Conseil d'Etat.

III. – Le non-respect, par les entreprises mentionnées au 1 du I, de l'obligation de publication du rapport annuel sur le respect de leurs obligations prévue au II est passible d'une sanction pécuniaire d'un montant égal à 5% du chiffre d'affaires de l'entreprise. En cas de récidive, la sanction pécuniaire est d'un montant égal à 10% du chiffres d'affaires de l'entreprise.

IV. - Le non-respect, par les mêmes entreprises, de leurs engagements annuels, mentionnés au 3 du I, est passible d'une sanction pécuniaire d'un montant égal à celui des avantages mentionnés au 1 du même I, majoré de 10 %.

V. – Le ministère de l'économie et des finances est chargé de l'application des IV et V du présent article et transmette annuellement un rapport détaillé sur les contrôles menés et les résultats de ces contrôles aux commissions des affaires économiques de l'Assemblée Nationale et du Sénat.

VI. – La perte de recettes résultant pour l'État est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

## **OBJET**

Le Parti Socialiste et ses deux groupes parlementaires de l'Assemblée Nationale et du Sénat portent depuis désormais plusieurs années l'ambition de la mise en place de dispositions visant à conditionner les aides publiques au respect d'un certain nombre de standards par les acteurs économiques.

C'est l'ambition de la présente proposition qui vise à retenir une approche d'ensemble de cette ambition : en effet, au-delà d'une simple démarche sectorielle, les auteurs du présent amendement considèrent que dans un contexte de rareté de l'argent public, il n'est plus acceptable d'engager des montants conséquents d'argent public à destination des entreprises sans contrepartie aucune et sans considération pour l'intérêt général.

Dans cette perspective, le dispositif retenu cible les entreprises soumises à l'obligation de déclaration de performance extrafinancière (DPEF). Sont ainsi *a minima* concernées les sociétés cotées de plus de 500 salariés et dont le chiffre d'affaires est supérieur à 40 millions d'euros, ainsi que les sociétés non cotées de plus de 500 salariés dont le chiffre d'affaires est supérieur à 100 millions d'euros.

La philosophie du présent amendement est celle d'une logique d'ensemble et applique la conditionnalité à l'ensemble des aides publiques : subventions, garanties de prêt, garanties publiques pour le commerce extérieur, éligibilité à tous les crédits d'impôt sur l'impôt sur les sociétés dont notamment au crédit d'impôt recherche (CIR) et participation de l'Agence des participations extérieures de l'Etat tout comme de BPI France. De plus, l'accès à la commande publique, forme dérivée d'aide publique, est incorporée dans le dispositif.

Les standards retenus par les auteurs du présent amendement portent sur :

- La réduction des gaz à effets de serre par l'entreprise ;
- Le contrôle des licenciements que l'on pourrait qualifier de boursiers ;
- L'encadrement des écarts de salaires ;
- L'interdiction de versement de dividendes en l'absence de bonification des salaires ;
- La lutte contre les discriminations, incluant la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes ;
- Le devoir de vigilance qui s'impose aux entreprises ;
- L'interdiction de la détention d'actifs dans des paradis fiscaux.

Dans un souci d'applicabilité de la mesure, l'amendement prévoit également des pénalités financières à la fois si l'entreprise ne satisfait pas aux obligations définies.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 2**

Après l'article 2

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le 1 du I de l'article 223 sexies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le deuxième alinéa est ainsi modifié :

- a) Au début, le taux : « 3 % » est remplacé par le taux : « 4 % » ;
- b) Après le mot : « séparés », la fin de la phrase est ainsi rédigée : « , divorcés ou les contribuables soumis à imposition commune. » ;

2° Le dernier alinéa est ainsi modifié :

- a) Le taux : « 4 % » est remplacé par le taux : « 5 % » ;
- b) Après le mot : « séparés », la fin de la phrase est ainsi rédigée : « , divorcés ou les contribuables soumis à imposition commune. »

**OBJET**

Le présent amendement vise à réformer le barème de la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus (CEHR), afin de renforcer la contribution des ménages les plus aisés à la solidarité nationale dans un contexte d'accroissement des inégalités et de besoins de financement publics accrus.

Pour rappel, la CEHR a été mise en place sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy dans le cadre de la loi de finances pour 2012.

Actuellement, la contribution est calculée en appliquant un taux de :

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

- 3 % à la fraction de revenu fiscal de référence supérieure à 250 000 € et inférieure ou égale à 500 000 € pour les contribuables célibataires, veufs, séparés ou divorcés et à la fraction de revenu fiscal de référence supérieure à 500 000 € et inférieure ou égale à 1 000 000 € pour les contribuables soumis à imposition commune ;
- 4 % à la fraction de revenu fiscal de référence supérieure à 500 000 € pour les contribuables célibataires, veufs, séparés ou divorcés et à la fraction de revenu fiscal de référence supérieure à 1 000 000 € pour les contribuables soumis à imposition commune.

Avec cet amendement, la contribution sera calculée en appliquant un taux sensiblement augmenté de :

- 4 % à la fraction de revenu fiscal de référence supérieure à 250 000 € et inférieure ou égale à 500 000 € pour les contribuables célibataires, veufs, séparés, divorcés ou les contribuables soumis à imposition commune ;
- 5 % à la fraction de revenu fiscal de référence supérieure à 500 000 € pour les contribuables célibataires, veufs, séparés, divorcés ou les contribuables soumis à imposition commune.

Il s'agit là d'un rééquilibrage fiscal léger et symbolique que les auteurs du présent amendement estiment nécessaire dans le contexte que connaît notre pays.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. LUREL, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD et JEANSANNETAS, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Michaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUOVICIES**

Après l'article 3 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 111 du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ... Les revenus perçus par les entités visées au chapitre VII du titre I<sup>er</sup> du livre V du code monétaire et financier, au prorata des parts possédées, lorsqu'est exercé un contrôle sur l'entité au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce. »

**OBJET**

Cet amendement vise à lutter contre les pratiques d'évitement de l'impôt en soumettant au barème de l'impôt sur le revenu les montants versés à des sociétés holdings sur lesquelles le redevable exerce un contrôle effectif.

En effet, en laissant les revenus distribués sur le compte des holdings qu'ils contrôlent au lieu de se verser des dividendes, certains actionnaires réussissent à échapper à la taxation de ce qui est effectivement des revenus qu'ils contrôlent. Bernard Arnault possède par exemple 31 sociétés au Luxembourg comme l'a révélé le scandale « OpenLux ». Sur ces 31 holdings, seules 3 ont une activité identifiable. Comme l'ont montré les travaux de l'institut des politiques publiques, les milliardaires français ne paient que 2 % d'impôts sur le revenu en moyenne.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

Mmes CANALÈS et CONCONNE, MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY et BROSEL, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mme DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUODECIES**

Après l'article 3 duodecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le premier alinéa du 4. de l'article 199 sexdecies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après les mots : « aux articles L. 7231-1 et D. 7231-1 du code du travail », sont insérés les mots : « , à l'exception de celles mentionnées au 1° du II de l'article D. 7231-1 précité, » ;

2° Est ajoutée une phrase ainsi rédigée : « Les dépenses au titre du 1° du II de l'article D. 7231-1 du code du travail donnent droit à un crédit d'impôt égal à :

- 50 % pour les contribuables dont le revenu fiscal de référence est inférieur ou égal à 25 999 € ;
- 30 % pour les contribuables dont le revenu fiscal de référence est compris entre 26 000 € et 41 699 € ;
- 10 % pour les contribuables dont le revenu fiscal de référence est supérieur ou égal à 41 700 €. »

II. – Le I s'applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.**OBJET**

Avec 6,17 milliards d'euros estimés pour 2024, le crédit d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile est la deuxième dépense fiscale la plus coûteuse pour les finances publiques. Elle est la première concernant l'impôt sur le revenu (IR).

Son coût n'a cessé d'augmenter au cours des dernières années, passant de 4,85 milliards d'euros (2014) à 6,17 milliards d'euros en cinq ans.

L'article 18 de la loi de finances pour 2023, adopté à l'initiative de la rapporteure spéciale de la mission Remboursements et dégrèvements, oblige le contribuable à renseigner, dans sa déclaration annuelle de revenus, les activités au titre desquelles il sollicite le bénéfice de ce crédit d'impôt. Cette évolution législative permet de constater que 50,4 % de la dépense fiscale a été consacrée à l'entretien de la maison et aux travaux ménagers en 2022 (soit 2,98 milliards d'euros d'après la prévision du crédit d'impôt en 2023).

Si le crédit d'impôt généré pour des frais engagés pour la garde, l'accompagnement d'enfants, l'assistance et l'aide aux personnes âgées ou handicapées se comprend aisément, il est toutefois moins défendable quand il s'agit de financer l'entretien de la maison et les travaux ménagers pour des personnes valides. Néanmoins, il constitue aussi un instrument de lutte contre le travail non déclaré.

Activité de service à la personne	Part du crédit d'impôt
Entretien de la maison et travaux ménagers	50,4 %
Assistance et aide aux personnes âgées, ou handicapées	16,9 %
Petits travaux de jardinage	15,1 %
Garde d'enfants de 3 ans et plus à domicile	4,7 %
Garde d'enfants de moins de 3 ans à domicile	3 %
Soutien scolaire à domicile et cours à domicile	2,7 %
Accompagnement des personnes âgées ou handicapées	2 %
Livraison de repas à domicile	1,2 %
Autres activités	4 %

Aussi, dans un souci de concilier la lutte contre le travail dissimulé et le redressement des comptes publics, cet amendement propose d'instaurer un taux dégressif pour cette activité. Il demeurerait inchangé (50 %) jusqu'au 6e décile de revenu inclus, avant de passer à 30 % pour les 7e et 8e décile puis à 10 % pour les deux derniers déciles.

Déciles	Bornes (en euros)	Nombre de bénéficiaires (en millions)	Montant moyen de CI toute activité confondue (en milliards d'euros)	Taux proposé
1-6	jusqu'à 26 000	1,5	1,35	50 %
7-8	26 000-41 700	0,87	0,86	30 %
9-10	à partir de 41 700	2,05	3,02	10 %



**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

M. LUREL, Mme CONCONNE, MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD et JEANSANNETAS, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mme DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7 QUATER**

Après l'article 7 quater

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le 3 du I de l'article 197 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Remplacer le montant :

2 450 €

par le montant :

5 100 €

2° Remplacer le montant :

4 050 €

par le montant :

6 700 €

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à rétablir les plafonds de la réduction d'impôt sur le revenu pour les contribuables domiciliés dans les départements d'outre-mer qui ont été abaissés suite à la rentrée en vigueur de l'article 16 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019.

En effet, compte tenu du coût de la vie dans les territoires d'Outre-mer, le 3 du I de l'article 197 du code général des impôts impose un montant de l'impôt réduit de 30% pour les contribuables domiciliés en Guadeloupe, à la Martinique et à La Réunion et de 40% pour ceux domiciliés en Guyane et à Mayotte.

Comme souligné dans le rapport de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur le coût de la vie dans les collectivités territoriales régies par les articles 73 et 74 de la Constitution publié en juillet 2023, cette mesure de réduction du plafond de l'abattement fiscal sur l'impôt sur le revenu "a touché particulièrement les classes moyennes (toutes les personnes dont le revenu mensuel est égal ou supérieur à 2 450 euros en Guadeloupe et en Martinique) a porté un coup direct et sec au pouvoir d'achat des ménages des départements et régions d'outremer, disproportionnée dans ce contexte où la vie chère représente un défi majeur."

Cet amendement est issu de la proposition n°50 dudit rapport.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. FÉRAUD, Mme CANALÈS, MM. TEMAL, LUREL, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, M. JEANSANNETAS, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY et BROSSEL, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUODECIES**

Après l'article 3 duodecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 199 quindecies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° La première phrase est complétée par les mots : « jusqu'au 31 décembre 2023 » ;

2° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Au titre des dépenses supportées du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2025, les contribuables bénéficient d'un crédit d'impôt égal à 25 % de celles-ci. Le montant annuel des dépenses ouvrant droit au crédit d'impôt ne peut pas excéder 10 000 € par personne hébergée. »

II. – Le I n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

III. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement de notre collègue députée Christine Pires Beaune a fait l'objet d'un large consensus et a été adopté par la commission des finances de l'Assemblée nationale. Pourtant, il n'a pas été retenu par le gouvernement dans le texte adopté par le biais de l'article 49-3 de la Constitution.

Il propose de transformer la réduction d'impôt au titre des frais de dépendance et d'hébergement pour les personnes dépendantes accueillies en établissement spécialisé en un crédit d'impôt.

L'article 199 quindecies du code général des impôts accorde une réduction d'impôt au titre des frais de dépendance et d'hébergement pour les personnes dépendantes accueillies en établissement spécialisé.

Le coût de cette dépense fiscale est estimé, pour 2023, à 272 millions d'euros pour plus de 424 000 bénéficiaires.

La réduction d'impôt s'élève à 25 % des dépenses engagées au titre de la dépense et de l'hébergement des seules personnes dépendantes hébergées dans un établissement spécialisé, à l'exclusion des dépenses de soins, qui sont couvertes par la Sécurité sociale. Ces dépenses sont plafonnées à 10 000 € par an, par bénéficiaire.

Cette réduction d'impôt est cumulable avec le bénéfice d'autres aides, et notamment l'allocation personnalisée en établissement (APA), qui couvre une partie des dépenses de dépendance, l'aide sociale à l'hébergement en établissement (ASH), les aides personnalisées au logement (APL) ou l'allocation de logement sociale (ALS), qui prennent en charge tout ou partie des frais associés à l'hébergement des personnes.

Dans le rapport qu'elle a remis à la Première ministre en juin 2023 en conclusion d'une mission sur les montants restant à la charge des résidents des structures d'hébergement des personnes âgées en perte d'autonomie qui lui a été confiée par le Gouvernement, l'auteure de cet amendement considère que la transformation en crédit d'impôt de ce dispositif fiscal le rendrait plus redistributif. En effet, si le montant total des restes à charge est plus élevé pour les bénéficiaires de la réduction d'impôt, il représente néanmoins une part moins importante de leurs ressources (taux d'effort de 90 % contre 150 %).

Cet amendement propose dès lors d'étendre le dispositif aux publics les plus fragiles, dans un objectif de justice sociale et de lutte contre les inégalités, en transformant la réduction d'impôt au titre des frais de dépendance et d'hébergement pour les personnes dépendantes accueillies en établissement spécialisé en un crédit d'impôt.

Il sera mis en œuvre pour les dépenses engagées en 2024 et en 2025, dans l'attente d'une réforme structurelle de la prise en charge des frais liés à la dépendance, notamment de la création d'une allocation universelle d'aide à l'autonomie.

D'après les travaux de la mission sur le reste à charge, le coût de cette transformation serait de l'ordre de 882 millions d'euros pour les finances publiques.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

MM. LUREL, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD et JEANSANNETAS, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUODECIES**

Après l'article 3 duodecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 199 quater B du code général des impôts est ainsi modifié :

1° À la première phrase du premier alinéa, les mots : « réduction de la cotisation » sont remplacés par le mot : « crédit » ;

2° Au second alinéa, le mot : « réduction » est remplacé par le mot : « crédit ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à transformer la réduction d'impôts permise par les dons aux associations en crédit d'impôt afin d'ouvrir l'avantage fiscal du soutien au monde associatif à nos concitoyens les plus précaires.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BLATRIX CONTAT, MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mme BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUODECIES**

Après l'article 3 viciés

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À la fin de la seconde phrase du dernier alinéa du 1 de l'article 200 du code général des impôts, les mots : « peuvent être évalués sur le fondement du barème forfaitaire prévu au huitième alinéa du 3° de l'article 83 » sont remplacés par les mots : « ouvrent le droit à un crédit d'impôt sur le fondement d'un barème forfaitaire fixé par arrêté du ministre chargé du budget. »

II. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les associations jouent un rôle essentiel dans notre pays en initiant des projets en faveur de la justice sociale, de la solidarité, de la protection des plus vulnérables, ainsi qu'en contribuant à la vie culturelle, civique et sportive au niveau local.

Cependant, depuis la crise du Covid, la France fait face à une crise du bénévolat. Cette situation découle de divers facteurs, parmi lesquels les préoccupations liées au pouvoir d'achat. En effet, dans l'exercice de leurs missions, les bénévoles peuvent être amenés à supporter des frais, notamment pour leurs déplacements. Dans le contexte actuel marqué par une augmentation des prix du carburant et une inflation généralisée, de plus en plus de bénévoles sollicitent le remboursement de leurs frais kilométriques auprès des associations, contribuant ainsi à l'alourdissement de leurs charges.

Les bénévoles, assujettis à l'impôt sur le revenu, qui utilisent leur véhicule personnel dans le cadre des activités d'une association d'intérêt général à but non lucratif, et qui renoncent expressément au

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

remboursement des frais de déplacement, peuvent actuellement bénéficier d'une réduction d'impôt sur le revenu.

Toutefois, parmi les bénévoles, figurent également des personnes non imposables. Les individus aux revenus les plus modestes se retrouvent ainsi désavantagés par le mécanisme de réduction d'impôt dont ils ne peuvent bénéficier.

L'amendement présent vise donc à substituer à cette réduction un crédit d'impôt, dans le but de rétablir une égalité entre les bénévoles assujettis à l'impôt sur le revenu et ceux qui ne le sont pas.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. LUREL, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD et JEANSANNETAS, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUOVICIES**

Après l'article 3 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le c du 5 de l'article 158 du code général des impôts est abrogé.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Le présent amendement propose de supprimer de l'assiette de calcul de l'impôt sur le revenu les pensions alimentaires perçues par les époux, en l'occurrence très majoritairement des mères, dans le cadre d'une séparation de corps ou d'un divorce.

Alors que la proposition de loi sur le sujet d'Aude Luquet (Modem) a été rejetée au Sénat après avoir été adoptée (contre l'avis du Gouvernement) dans l'hémicycle en 2022, il est essentiel de mettre à jour cette anomalie du droit fiscal français. En effet, rien ne semble pouvoir justifier le mécanisme fiscal de taxation-déduction de la pension versée par l'un des parents, qui s'ajoute dans la plupart des situations à l'infériorité des revenus propres de l'autre parent.

Rappelons que la pension est versée par le père dans 97 % des cas d'après le « Rapport sur les ruptures familiales » du Haut Conseil de la famille, et qu'un divorce est à l'origine d'une perte moyenne de niveau de vie de 19 % pour les femmes contre seulement 2,5 % pour les hommes, à laquelle il faut ajouter l'écart de rémunération, en moyenne de 28,5 %, entre les hommes et les femmes, compte tenu des inégalités en matière de travail.

Aussi il semble injustifié et disproportionné au regard du droit que le parent le plus pauvre, en l'occurrence très majoritairement la mère, supporte une imposition sur les sommes nécessaires à

l'entretien de l'enfant, alors que le parent le plus riche, très majoritairement le père, peut déduire ces mêmes sommes de son propre impôt sur le revenu.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

Mme ROSSIGNOL, MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEXDECIES**

Après l'article 3 sexdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le 2 du II de l'article 1691 bis du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les mots : « en cas de disproportion marquée entre le montant de la dette fiscale et, à la date de la demande, la situation financière et patrimoniale, nette de charges, du demandeur. La situation financière nette du demandeur est appréciée sur une période n'excédant pas trois années. La décharge de l'obligation de paiement est alors prononcée selon les modalités suivantes » ;

2° Après le même premier alinéa, sont insérés trois alinéas rédigés :

« ...° Dans le cas de disproportion marquée entre le montant de la dette fiscale et, à la date de la demande, la situation financière et patrimoniale, nette de charges, du demandeur. La situation financière nette du demandeur est appréciée sur une période n'excédant pas trois années ;

« ...° Dans le cas où le montant de la dette fiscale résulte d'un contrôle fiscal personnel de son ancien conjoint ou partenaire de pacte civil de solidarité ayant donné lieu, par suite d'un manquement aux obligations déclaratives, d'une soustraction frauduleuse ou d'une tentative de soustraction frauduleuse au paiement des impositions mentionnées au 1° et 2° du I ainsi qu'à l'article 1723 ter-00 B, à une rectification d'un bénéfice ou revenu propre au conjoint ou au partenaire de pacte civil de solidarité du demandeur. La décharge de l'obligation de paiement n'est alors accordée que si le demandeur ne s'est pas enrichi à la faveur de cette fraude fiscale commise par son ancien conjoint ou partenaire de pacte civil de solidarité et n'a pas participé directement ou indirectement à celle-ci ;

« ...° La décharge de l'obligation de paiement est alors prononcée selon les modalités suivantes : »

II. – Le I est applicable aux demandes en décharge de l'obligation de paiement déposées à compter du 1er janvier 2024.

III. – L’augmentation des dépenses pour l’État est compensée à due concurrence par la création d’une taxe additionnelle à la taxe visée à l’article 235 ter ZD du code général des impôts.

### **OBJET**

Cet amendement prévoit la prise en compte de l’origine frauduleuse de la dette dans l’examen de la demande de décharge en responsabilité solidaire.

En France, nous comptons chaque année 300 000 séparations, par divorce ou dissolution du Pacs. À la suite d’une séparation, les conjoints sont mutuellement solidaires des dettes fiscales de leur ex-partenaire, même s’ils ne sont pas à l’origine de ces dettes et qu’ils n’ont pas bénéficié de ces revenus. En effet, en cas d’absence de paiement par l’un des deux conjoints, l’administration fiscale recherche l’ancien partenaire pour payer le dû, en application du principe de solidarité fiscale. Le Trésor public peut alors gager et recouvrer la dette du couple en hypothéquant les biens immobiliers d’un seul des partenaires, y compris ceux détenus avant l’union, ou acquis *via* un héritage personnel.

La décharge en responsabilité solidaire, introduite dans le code général des impôts par la loi de finances 2008, est un dispositif devant permettre la répartition des dettes fiscales de l’ancien foyer fiscal entre les deux ex-conjoints. Cette décharge en responsabilité solidaire est accordée en cas de disproportion marquée entre le montant de la dette fiscale et la situation financière et patrimoniale du demandeur.

Aujourd’hui, 90% des demandes de décharge sont déposées par des femmes, alors tenues de payer des montants d’impôts dont elles ignorent parfaitement l’origine, sur des revenus dont elles n’ont pas bénéficié. Ainsi, elles se trouvent dans l’obligation de payer les sommes, les majorations et les pénalités pour des revenus occultes ou dissimulés de leurs ex-conjoints. En clair, cette violence économique implique que des citoyens faisant preuve de probité doivent payer les comportements frauduleux, leur étant inconnus, de leur ancien partenaire.

Ainsi, nous proposons d’inclure dans les conditions d’examen de la demande de décharge de responsabilité solidaire des ex-époux, l’appréciation de l’origine du montant de la dette fiscale de la période de vie commune. Un tel dispositif aura davantage d’effets que l’assouplissement de l’examen de la situation financière des demandeurs voté en 2022, l’administration fiscale reconnaît que celui-ci n’a pas eu l’effet escompté puisque 59% des demandes sont encore rejetées.

Cet amendement a été travaillé avec l’association Femmes divorcées victimes de la solidarité fiscale.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme ROSSIGNOL, MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 23 TERDECIES**

Après l'article 23 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après la deuxième phrase du 2 du II de l'article 1691 *bis* du code général des impôts, sont insérées trois phrases ainsi rédigées : « La situation patrimoniale nette du demandeur est appréciée, à la date de la demande, en tenant compte de l'ensemble du patrimoine immobilier et mobilier du demandeur détenu en France ou à l'étranger à l'exclusion du patrimoine détenu par les personnes vivant habituellement avec lui. Les biens à exclure de la situation patrimoniale du demandeur s'entendent de la résidence principale dont le demandeur est propriétaire ou titulaire d'un droit réel immobilier et des biens immobiliers et droits réels immobiliers détenus par le demandeur antérieurement à la date du mariage ou du pacte civil de solidarité. En outre, le patrimoine du demandeur reçu par donation ou succession n'est pas pris en compte pour apprécier sa situation patrimoniale. »

II. – L'augmentation des dépenses pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à la taxe visée à l'article 235 ter ZD du code général des impôts.

**OBJET**

Cet amendement vise à exclure de l'examen de la situation patrimoniale les biens acquis avant mariage ou par héritage à l'occasion d'une demande de décharge en responsabilité solidaire.

En France, nous comptons chaque année 300 000 séparations, par divorce ou dissolution du Pacs. À la suite d'une séparation, les conjoints sont mutuellement solidaires des dettes fiscales de leur ex-partenaire, même si ne sont pas à l'origine de ces dettes et qu'ils n'ont pas bénéficié de ces revenus. En effet, en cas d'absence de paiement par l'un des deux conjoints, l'administration fiscale recherche l'ancien partenaire pour payer le dû, en application du principe de solidarité fiscale. Le Trésor public peut alors gager et recouvrer la dette du couple en hypothéquant les biens immobiliers d'un seul des partenaires, y compris ceux détenus avant l'union, ou acquis *via* un héritage personnel.



Malheureusement, à la suite d'une séparation, une dette fiscale peut peser injustement sur l'un des deux anciens partenaires, à 90% des femmes, alors même que les séparations sont sources d'une dégradation de leur situation financière et de violences économiques pour une grande majorité d'entre elles.

Face à cette situation, la loi de finances pour 2008 a créé la décharge de solidarité fiscale dont l'une des conditions est l'exigence d'une disproportion marquée entre la dette et la situation patrimoniale et financière du débiteur. Cette dernière est difficile à remplir en raison de l'interprétation extensive de la loi faite par l'Administration fiscale. Malgré une tentative d'amélioration en 2020 avec l'assouplissement de l'examen de la situation financière des demandeurs, le taux de rejet des demandes est encore de 59%. Cela s'explique notamment par l'examen de la situation patrimoniale préalablement à la situation financière. Dès que le patrimoine est supérieur à la dette, la décharge est rejetée et la situation financière n'est pas prise en compte.

Ainsi, nous proposons d'encadrer l'appréciation de la situation patrimoniale du demandeur par l'exclusion de la résidence principale dont le demandeur est propriétaire ou titulaire d'un droit réel immobilier, les biens immobiliers détenus antérieurement à la date du mariage ou du Pacs et le patrimoine reçu par donation ou succession. L'objectif est que les femmes ne se retrouvent pas à payer le comportement frauduleux de leur ancien partenaire, dont elles n'avaient pas connaissance et dont elles n'ont pas bénéficié.

Cet amendement a été travaillé avec l'association Femmes divorcées victimes de la solidarité fiscale.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CHANTREL, Mmes CONWAY-MOURET et NARASSIGUIN, MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON et CHAILLOU, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, MM. MONTAUGÉ, OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24**

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après l'article 8 quinquies, il est inséré un article 8 ... ainsi rédigé :

« Art. 8.... – Pour l'application du présent chapitre, est considérée comme une habitation ou une résidence principale la résidence non affectée à habitation principale, détenue en France par un contribuable résidant dans l'une des zones déconseillées aux voyageurs dont la liste récapitulative est arrêtée avant le 31 décembre de l'année par le ministre des affaires étrangères. » ;

2° L'article 764 bis est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Pour l'application du présent article, est considéré comme une résidence principale, la résidence non affectée à habitation principale détenue en France par un contribuable résidant dans l'une des zones déconseillées aux voyageurs dont la liste récapitulative est arrêtée avant le 31 décembre de l'année par le ministre des affaires étrangères. » ;

3° Après l'article 1407 ter, il est inséré un article 1407 ... ainsi rédigé :

« Art. 1407 ... – Pour l'application de la présente section, est considérée comme une habitation principale, la résidence non affectée à habitation principale détenue en France par un contribuable résidant dans l'une des zones déconseillées aux voyageurs dont la liste récapitulative est arrêtée avant le 31 décembre de l'année par le ministre des affaires étrangères. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

V. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Le présent amendement a pour objet d'assimiler à une résidence principale la résidence détenue en France par des contribuables résidant dans une zone déconseillée aux voyageurs, définie par arrêté du ministre des Affaires étrangères, pour l'application de divers prélèvements fiscaux (impôt sur le revenu des personnes physiques, y compris sur les plus-values immobilières de cession à titre onéreux, taxe d'habitation, droits de mutation à titre gratuit, prélèvements sociaux).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CHANTREL, Mmes CONWAY-MOURET et NARASSIGUIN, MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON et CHAILLOU, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, MM. MONTAUGÉ, OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNDECIES**

Après l'article 3 undecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le 7 de l'article 200 du code général des impôts est ainsi rétabli :

« 7. La réduction d'impôt est applicable, dans les mêmes conditions, aux dons et versements, y compris l'abandon exprès de revenus ou produits, effectués par les contribuables non domiciliés en France au sens de l'article 4B du présent code, à condition que la prise en compte de ces dons et versements ne soit pas de nature à minorer l'impôt dû par le contribuable dans son État de résidence. »

II. Le I du présent article s'applique aux dons réalisés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à étendre le bénéfice de la réduction d'impôt au titre de dons et versements aux œuvres aux contribuables non-résidents. En effet, le bénéfice de cette réduction d'impôt est aujourd'hui strictement limité aux contribuables résidents, ce qui est une source d'incompréhension pour les contribuables établis hors de France, qui souhaitent par ces dons maintenir un lien avec la France et soutenir des causes qui leur sont chères.

L'intention de l'article 200 du code général des impôts est donc louable. Toutefois, cette extension doit être strictement encadrée : un non-résident ne doit pas pouvoir bénéficier, dans son État de résidence, d'un avantage fiscal lui permettant de minorer son imposition au titre des dons effectués en France au profit des organismes listés à l'article 200 du code général des impôts. Tel est l'objet de cet amendement. Ainsi modifié, le dispositif permet d'allier solidarité nationale et équité fiscale.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

Notons que cet amendement a été adopté en ces termes comme article 24 de la proposition de loi relative aux Français établis hors de France votée par le Sénat en mai 2020 puis voté comme amendement par le Sénat au projet de loi de finances pour 2022 et 2023.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUOVICIES

Après l'article 3 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le chapitre premier du titre IV de la première partie du livre premier du code général des impôts, le chapitre I bis est ainsi rétabli :

« Chapitre I bis

« Impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital

« Section I

« Champ d'application

« I. Personnes imposables

« Art. 885 A. – Sont soumises à l'impôt annuel de solidarité sociale et climatique sur le capital, lorsque la valeur de leurs biens est supérieure à 1 800 000 € :

« 1° Les personnes physiques ayant leur domicile fiscal en France, à raison de leurs biens situés en France ou hors de France.

« Toutefois, les personnes physiques mentionnées au premier alinéa qui n'ont pas été fiscalement domiciliées en France au cours des cinq années civiles précédant celle au cours de laquelle elles ont leur domicile fiscal en France ne sont imposables qu'à raison de leurs biens situés en France.

« Cette disposition s'applique au titre de chaque année au cours de laquelle le redevable conserve son domicile fiscal en France, et ce jusqu'au 31 décembre de la cinquième année qui suit celle au cours de laquelle le domicile fiscal a été établi en France ;

« 2° Les personnes physiques n'ayant pas leur domicile fiscal en France, à raison de leurs biens situés en France.

« Sauf dans les cas prévus aux a et b du 4 de l'article 6, les couples mariés font l'objet d'une imposition commune.

« Les partenaires liés par un pacte civil de solidarité défini par l'article 515-1 du code civil font l'objet d'une imposition commune.

« Les conditions d'assujettissement sont appréciées au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année.

« Les biens professionnels définis aux articles 885 N à 885 R ne sont pas pris en compte pour l'assiette de l'impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital.

## « II. Présomptions de propriété

« Art. 885 C. – Les dispositions de l'article 754 B sont applicables à l'impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital.

### « Section II

#### « Assiette de l'impôt

« Art. 885 D. – L'impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital est assis et les bases d'imposition déclarées selon les mêmes règles et sous les mêmes sanctions que les droits de mutation par décès sous réserve des dispositions particulières du présent chapitre.

« Art. 885 E. – L'assiette de l'impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital est constituée par la valeur nette, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année, de l'ensemble des biens, droits et valeurs imposables appartenant aux personnes visées à l'article 885 A, ainsi qu'à leurs enfants mineurs lorsqu'elles ont l'administration légale des biens de ceux-ci.

« Dans le cas de concubinage notoire, l'assiette de l'impôt est constituée par la valeur nette, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année, de l'ensemble des biens, droits et valeurs imposables appartenant à l'un et l'autre concubins et aux enfants mineurs mentionnés au premier alinéa.

« Art. 885 F. – Les primes versées après l'âge de soixante-dix ans au titre des contrats d'assurance non rachetables souscrits à compter du 20 novembre 1991 et la valeur de rachat des contrats d'assurance rachetables sont ajoutées au patrimoine du souscripteur.

« Toutefois, la créance que le souscripteur détient sur l'assureur au titre de contrats, autres que ceux mentionnés à l'article L. 132-23 du code des assurances, qui ne comportent pas de possibilité de rachat pendant une période fixée par ces contrats doit être ajoutée au patrimoine du souscripteur.

« Art. 885 G. – Les biens ou droits grevés d'un usufruit, d'un droit d'habitation ou d'un droit d'usage accordé à titre personnel sont compris dans le patrimoine de l'usufruitier ou du titulaire du droit pour leur valeur en pleine propriété. Toutefois, les biens grevés de l'usufruit ou du droit d'usage ou d'habitation sont compris respectivement dans les patrimoines de l'usufruitier ou du nu-propriétaire suivant les proportions fixées par l'article 669 dans les cas énumérés ci-après, et à condition, pour l'usufruit, que le droit constitué ne soit ni vendu, ni cédé à titre gratuit par son titulaire :

« a. Lorsque la constitution de l'usufruit résulte de l'application des articles 767, 1094 ou 1098 du code civil. Les biens dont la propriété est démembrée en application d'autres dispositions, et notamment de l'article 1094-1 du code civil, ne peuvent faire l'objet de cette imposition répartie ;

« b. Lorsque le démembrement de propriété résulte de la vente d'un bien dont le vendeur s'est réservé l'usufruit, le droit d'usage ou d'habitation et que l'acquéreur n'est pas l'une des personnes visées à l'article 751 ;

« c. Lorsque l'usufruit ou le droit d'usage ou d'habitation a été réservé par le donateur d'un bien ayant fait l'objet d'un don ou legs à l'État, aux départements, aux communes ou syndicats de communes et à leurs établissements publics, aux établissements publics nationaux à caractère administratif et aux associations reconnues d'utilité publique.

« Art. 885 G bis. – Les biens ou droits transférés dans un patrimoine fiduciaire ou ceux éventuellement acquis en remploi, ainsi que les fruits tirés de l'exploitation de ces biens ou droits, sont compris dans le patrimoine du constituant pour leur valeur vénale nette.

« Art. 885 G ter. – Les biens ou droits placés dans un trust défini à l'article 792-0 bis ainsi que les produits qui y sont capitalisés sont compris, pour leur valeur vénale nette au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition, selon le cas, dans le patrimoine du constituant ou dans celui du bénéficiaire qui est réputé être un constituant en application du II du même article 792-0 bis.

« Le premier alinéa du présent article ne s'applique pas aux trusts irrévocables dont les bénéficiaires exclusifs relèvent de l'article 795 ou sont des organismes de même nature relevant de l'article 795-0 A et dont l'administrateur est soumis à la loi d'un État ou territoire ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

« Art. 885 G quater. – Les dettes contractées par le redevable pour l'acquisition ou dans l'intérêt de biens qui ne sont pas pris en compte pour l'assiette de l'impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital dû par l'intéressé ou qui en sont exonérés ne sont pas imputables sur la valeur des biens taxables. Le cas échéant, elles sont imputables à concurrence de la fraction de la valeur de ces biens qui n'est pas exonérée.

### « Section III

#### « Biens exonérés

« Art. 885 H. – Les exonérations prévues en matière de droits de mutation par décès par les articles 787 B et 787 C, les 4° à 6° du 1 et les 3° à 8° du 2 de l'article 793 et les articles 795 A et 1135 bis ne sont pas applicables à l'impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital.

« Les parts de groupements forestiers sont exonérées à concurrence des trois quarts de la fraction de la valeur nette correspondant aux biens visés au 3° du 1 de l'article 793 et sous les mêmes conditions.

« Les biens donnés à bail à long terme dans les conditions prévues aux articles L. 416-1 à L. 416-6, L. 416-8 et L. 416-9 du code rural et de la pêche maritime et ceux donnés à bail cessible dans les conditions prévues par les articles L. 418-1 à L. 418-5 du même code, qui ne sont pas en totalité qualifiés de biens professionnels en application de l'article 885 P, sont exonérés d'impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital à concurrence des trois quarts lorsque la valeur totale des biens loués quel que soit le nombre de baux n'excède pas 101 897 € et pour moitié au-delà de cette limite, sous réserve que la durée du bail soit au minimum de dix-huit ans et que les descendants du preneur ne soient pas contractuellement privés de la faculté de bénéficier des dispositions de l'article L. 411-35 du code rural et de la pêche maritime.

« Sous les conditions prévues au 4° du 1 de l'article 793, les parts de groupements fonciers agricoles et de groupements agricoles fonciers, soumis aux dispositions de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole et de la loi n° 70-1299 du 31 décembre 1970 relative aux groupements fonciers agricoles, qui ne sont pas en totalité qualifiés de biens professionnels en application de l'article 885 Q sont, sous réserve que les baux à long terme ou les baux cessibles consentis par le groupement répondent aux conditions prévues au troisième alinéa, exonérées à

concurrence des trois quarts, si la valeur totale des parts détenues n'excède pas 101 897 € et pour moitié au-delà de cette limite.

« Art. 885 I. – Les objets d'antiquité, d'art ou de collection ne sont pas compris dans les bases d'imposition à l'impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital.

« Cette exonération s'applique également aux parts de sociétés civiles mentionnées au troisième alinéa de l'article 795 A à concurrence de la fraction de la valeur des parts représentatives des objets d'antiquité, d'art ou de collection.

« Les droits de la propriété industrielle ne sont pas compris dans la base d'imposition à l'impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital de leur inventeur.

« Les droits de la propriété littéraire et artistique ne sont pas compris dans la base d'imposition à l'impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital de leur auteur. Cette exonération s'applique également aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et des producteurs de vidéogrammes.

« Art. 885 I bis. – Les parts ou les actions d'une société ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale ne sont pas comprises dans les bases d'imposition à l'impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital, à concurrence des trois quarts de leur valeur si les conditions suivantes sont réunies :

« a. Les parts ou les actions mentionnées ci-dessus doivent faire l'objet d'un engagement collectif de conservation pris par le propriétaire, pour lui et ses ayants cause à titre gratuit avec d'autres associés ;

« b. L'engagement collectif de conservation doit porter sur au moins 10 % des droits financiers et 20 % des droits de vote attachés aux titres émis par la société s'ils sont admis à la négociation sur un marché réglementé ou, à défaut, sur au moins 17 % des droits financiers et 34 % des droits de vote de la société.

« Ces pourcentages doivent être respectés tout au long de la durée de l'engagement collectif de conservation qui ne peut être inférieure à deux ans. Les associés de l'engagement collectif de conservation peuvent effectuer entre eux des cessions ou donations des titres soumis à l'engagement. Ils peuvent également admettre un nouvel associé dans l'engagement collectif à condition que cet engagement collectif soit reconduit pour une durée minimale de deux ans.

« La durée initiale de l'engagement collectif de conservation peut être automatiquement prorogée par disposition expresse, ou modifiée par avenant. La dénonciation de la reconduction doit être notifiée à l'administration pour lui être opposable.

« L'engagement collectif de conservation est opposable à l'administration à compter de la date de l'enregistrement de l'acte qui le constate. Dans le cas de titres admis à la négociation sur un marché réglementé, l'engagement collectif de conservation est soumis aux dispositions de l'article L. 233-11 du code de commerce.

« Pour le calcul des pourcentages prévus au premier alinéa, il est tenu compte des titres détenus par une société possédant directement une participation dans la société dont les parts ou actions font l'objet de l'engagement collectif de conservation visé au a et auquel elle a souscrit. La valeur des titres de cette société bénéficie de l'exonération partielle prévue au premier alinéa à proportion de la valeur réelle de son actif brut qui correspond à la participation ayant fait l'objet de l'engagement collectif de conservation.

« L'exonération s'applique également lorsque la société détenue directement par le redevable possède une participation dans une société qui détient les titres de la société dont les parts ou actions font l'objet de l'engagement de conservation.

« Dans cette hypothèse, l'exonération partielle est appliquée à la valeur des titres de la société détenus directement par le redevable, dans la limite de la fraction de la valeur réelle de l'actif brut de celle-ci représentative de la valeur de la participation indirecte ayant fait l'objet d'un engagement de conservation.

« Le bénéfice de l'exonération partielle est subordonné à la condition que les participations soient conservées inchangées à chaque niveau d'interposition pendant toute la durée de l'engagement collectif.

« En cas de non-respect des dispositions du huitième alinéa par suite d'une fusion entre sociétés interposées, l'exonération partielle accordée au titre de l'année en cours et de celles précédant cette opération n'est pas remise en cause si les signataires respectent l'engagement prévu au a jusqu'à son terme. Les titres reçus en contrepartie de la fusion doivent être conservés jusqu'au même terme.

« En cas de non-respect des dispositions du huitième alinéa par suite d'une donation ou d'une cession de titres d'une société possédant une participation dans la société dont les parts ou actions font l'objet de l'engagement de conservation ou de titres d'une société possédant une participation dans une société qui détient les titres de la société dont les parts ou actions font l'objet de l'engagement de conservation, l'exonération partielle accordée au titre de l'année en cours et de celles précédant l'opération n'est pas remise en cause, sous réserve que l'opération intervienne entre associés bénéficiaires de cette exonération partielle et que les titres reçus soient au moins conservés jusqu'au terme du délai prévu au d. Dans cette hypothèse, le cessionnaire ou le donataire bénéficie de l'exonération partielle au titre des années suivant celle de la cession ou de la donation, sous réserve que les titres reçus soient conservés au moins jusqu'au même terme.

« c. À compter de la date d'expiration de l'engagement collectif, l'exonération partielle est subordonnée à la condition que les parts ou actions restent la propriété du redevable ;

« d. L'exonération partielle est acquise au terme d'un délai global de conservation de six ans. Au-delà de ce délai, est seule remise en cause l'exonération partielle accordée au titre de l'année au cours de laquelle l'une des conditions prévues aux a et b ou au c n'est pas satisfaite ;

« e. L'un des associés mentionnés au a exercé effectivement dans la société dont les parts ou actions font l'objet de l'engagement collectif de conservation pendant les cinq années qui suivent la date de conclusion de cet engagement, son activité professionnelle principale si celle-ci est une société de personnes visée aux articles 8 et 8 ter, ou l'une des fonctions énumérées au 1° de l'article 885 O bis lorsque celle-ci est soumise à l'impôt sur les sociétés, de plein droit ou sur option ;

« e bis. Les parts ou actions ne sont pas inscrites sur un compte PME innovation mentionné à l'article L. 221-32-4 du code monétaire et financier. Le non-respect de cette condition par l'un des signataires pendant le délai global de conservation de six ans mentionné au d entraîne la remise en cause de l'exonération partielle dont il a bénéficié au titre de l'année en cours et de celles précédant l'inscription des parts ou actions sur le compte PME innovation ;

« f. La déclaration visée au I de l'article 885 W doit être appuyée d'une attestation de la société dont les parts ou actions font l'objet de l'engagement collectif de conservation certifiant que les conditions prévues aux a et b ont été remplies l'année précédant celle au titre de laquelle la déclaration est souscrite ;

« Dans un délai de trois mois à compter du terme de l'engagement de conservation mentionné au d ou de la demande de l'administration, le redevable adresse à l'administration une attestation certifiant que la condition prévue au c a été satisfaite ;

« En cas de détention indirecte des parts ou actions faisant l'objet des engagements de conservation mentionnés aux a et c, chacune des sociétés composant la chaîne de participation transmet aux

personnes soumises à ces engagements, dans les cas prévus aux premier et deuxième alinéas du présent f, une attestation certifiant du respect, à son niveau, des obligations de conservation ;

« g. En cas de non-respect de la condition prévue au a par l'un des signataires, l'exonération partielle n'est pas remise en cause à l'égard des signataires autres que le cédant si :

« 1° Soit les titres que ces autres signataires détiennent ensemble respectent la condition prévue au b et ceux-ci les conservent jusqu'au terme initialement prévu ;

« 2° Soit le cessionnaire s'associe à l'engagement collectif à raison des titres cédés afin que le pourcentage prévu au b demeure respecté. Dans ce cas, l'engagement collectif est reconduit pour une durée minimale de deux ans pour l'ensemble des signataires.

« Au-delà du délai minimum prévu au b, en cas de non-respect des conditions prévues aux a et b, l'exonération partielle n'est pas remise en cause pour les signataires qui respectent la condition prévue au c ;

« h. En cas de non-respect des conditions prévues au a ou au b par suite d'une fusion ou d'une scission au sens de l'article 817 A ou d'une augmentation de capital, l'exonération partielle accordée au titre de l'année en cours et de celles précédant ces opérations n'est pas remise en cause si les signataires respectent l'engagement prévu au a jusqu'à son terme. Les titres reçus en contrepartie d'une fusion ou d'une scission doivent être conservés jusqu'au même terme. Cette exonération n'est pas non plus remise en cause lorsque la condition prévue au b n'est pas respectée par suite d'une annulation des titres pour cause de pertes ou de liquidation judiciaire ;

« i. En cas de non-respect de la condition prévue au c par suite d'une fusion ou d'une scission au sens de l'article 817 A ou d'une augmentation de capital, l'exonération partielle accordée au titre de l'année en cours et de celles précédant ces opérations n'est pas remise en cause si les titres reçus en contrepartie de ces opérations sont conservés par le redevable. De même, cette exonération n'est pas remise en cause lorsque la condition prévue au c n'est pas respectée par suite d'une annulation des titres pour cause de pertes ou de liquidation judiciaire ;

« j. En cas de non-respect des conditions prévues aux a, b ou c par suite d'une offre publique d'échange préalable à une fusion ou une scission, l'exonération partielle n'est pas remise en cause, dès lors que cette fusion ou cette scission est opérée dans l'année qui suit la clôture de l'offre publique d'échange ;

« k. En cas de non-respect des conditions prévues aux a et c par suite d'un apport partiellement rémunéré par la prise en charge d'une soulte consécutive à un partage ou d'un apport pur et simple de titres d'une société ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale, ou d'une société possédant directement une participation dans une telle société, dans les conditions prévues au f de l'article 787 B, l'exonération partielle n'est pas remise en cause ;

« l. En cas de non-respect de l'engagement de conservation prévu au a par l'un des héritiers, donataires ou légataires, à la suite de la cession ou de la donation, à un associé de l'engagement collectif, d'une partie des parts ou actions qui lui ont été transmises à titre gratuit, l'exonération partielle dont a bénéficié le cédant ou le donateur n'est remise en cause qu'à hauteur des seules parts ou actions cédées ou données ;

« Un décret en Conseil d'État détermine les modalités d'application du présent article, notamment les obligations déclaratives incombant aux redevables et aux sociétés.

« Art. 885 I ter. – I. – 1. Sont exonérés les titres reçus par le redevable en contrepartie de sa souscription au capital initial ou aux augmentations de capital, en numéraire ou en nature par apport de biens nécessaires à l'exercice de l'activité, à l'exception des actifs immobiliers et des valeurs mobilières, d'une petite et moyenne entreprise au sens de l'annexe I au règlement (UE) n° 651/2014

de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, si les conditions suivantes sont réunies au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition :

« a. La société exerce exclusivement une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale, à l'exclusion des activités de gestion de patrimoine mobilier définie à l'article 885 O quater, et notamment celles des organismes de placement en valeurs mobilières, et des activités de gestion ou de location d'immeubles ;

« b. La société a son siège de direction effective dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

« 2. L'exonération s'applique également aux titres reçus par le redevable en contrepartie de sa souscription en numéraire au capital d'une société satisfaisant aux conditions suivantes :

« a) La société vérifie l'ensemble des conditions prévues au 1, à l'exception de celle tenant à son activité ;

« b) La société a pour objet exclusif de détenir des participations dans des sociétés exerçant une des activités mentionnées au a du 1.

« L'exonération s'applique alors à la valeur des titres de la société détenus directement par le redevable, dans la limite de la fraction de la valeur réelle de l'actif brut de celle-ci représentative de la valeur des titres reçus en contrepartie de sa souscription au capital initial ou aux augmentations de capital de sociétés vérifiant l'ensemble des conditions prévues au 1.

« 3. L'exonération s'applique dans les mêmes conditions aux parts de fonds d'investissement de proximité définis par l'article L. 214-31 du code monétaire et financier dont la valeur des parts est constituée au moins à hauteur de 20 % de titres reçus en contrepartie de souscriptions au capital de sociétés exerçant leur activité ou juridiquement constituées depuis moins de cinq ans vérifiant les conditions prévues au 1 du I de l'article 885-0 V bis.

« 4. L'exonération s'applique dans les mêmes conditions aux parts de fonds communs de placement dans l'innovation définis par l'article L. 214-30 du code monétaire et financier et de fonds communs de placement à risques et de fonds professionnels de capital investissement définis respectivement aux articles L. 214-28 et L. 214-160 dont l'actif est constitué au moins à hauteur de 40 % de titres reçus en contrepartie de souscriptions au capital de sociétés exerçant leur activité ou juridiquement constituées depuis moins de cinq ans, vérifiant les conditions prévues au 1 du I de l'article 885-0 V bis du présent code.

« L'exonération est limitée à la fraction de la valeur des parts de ces fonds représentative de titres reçus en contrepartie de souscriptions au capital de sociétés vérifiant les conditions prévues au même 1.

« II. – Un décret fixe les obligations déclaratives incombant aux redevables et aux sociétés ainsi qu'aux gérants de fonds visés au I.

« Art. 885 I quater. – I. – Les parts ou actions d'une société ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale ne sont pas comprises dans les bases d'imposition à l'impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital, à concurrence des trois quarts de leur valeur, lorsque leur propriétaire exerce son activité principale dans cette société comme salarié ou mandataire social, ou y exerce son activité principale lorsque la société est une société de personnes soumise à l'impôt sur le revenu visée aux articles 8 à 8 ter.

« L'exonération est subordonnée à la condition que les parts ou actions restent la propriété du redevable pendant une durée minimale de six ans courant à compter du premier fait générateur au titre duquel l'exonération a été demandée.

« L'activité mentionnée au premier alinéa du présent I doit correspondre à une fonction effectivement exercée par le redevable et donner lieu à une rémunération normale, dans les catégories imposables à l'impôt sur le revenu des traitements et salaires, bénéfices industriels et commerciaux, bénéfices agricoles, bénéfices non commerciaux, revenus des gérants et associés mentionnés à l'article 62 et des jetons de présence imposés dans la catégorie des revenus de capitaux mobiliers, au regard des rémunérations du même type versées au titre de fonctions analogues dans l'entreprise ou dans des entreprises similaires établies en France. Cette rémunération doit représenter plus de la moitié des revenus à raison desquels l'intéressé est soumis à l'impôt sur le revenu dans les mêmes catégories, à l'exclusion des revenus non professionnels.

« Les parts ou actions détenues par une même personne dans plusieurs sociétés bénéficient du régime de faveur lorsque le redevable exerce une activité éligible dans chaque société et que les sociétés en cause ont effectivement des activités, soit similaires, soit connexes et complémentaires.

« L'exonération s'applique dans les mêmes conditions aux titres détenus dans une société qui a des liens de dépendance avec la ou les sociétés dans laquelle ou lesquelles le redevable exerce ses fonctions ou activités au sens du a du 12 de l'article 39.

« Lorsque l'exonération s'applique à des parts ou actions de plusieurs sociétés, la condition de rémunération normale mentionnée au troisième alinéa est appréciée dans chaque société prise isolément et la condition relative au seuil des revenus mentionnée au même troisième alinéa est respectée si la somme des rémunérations perçues au titre des fonctions exercées dans ces différentes sociétés représente plus de la moitié des revenus mentionnés audit troisième alinéa.

« L'exonération s'applique dans les mêmes conditions aux parts de fonds communs de placement d'entreprise visés aux articles L. 214-164 et suivants du code monétaire et financier ou aux actions de sociétés d'investissement à capital variable d'actionnariat salarié visées à l'article L. 214-166 du même code. L'exonération est limitée à la fraction de la valeur des parts ou actions de ces organismes de placement collectif représentative des titres de la société dans laquelle le redevable exerce son activité principale ou de sociétés qui lui sont liées dans les conditions prévues à l'article L. 233-16 du code de commerce. Une attestation de l'organisme déterminant la valeur éligible à l'exonération partielle doit être jointe à la déclaration visée au I de l'article 885 W.

« II. – Les parts ou actions mentionnées au I et détenues par le redevable depuis au moins trois ans au moment de la cessation de ses fonctions ou activités pour faire valoir ses droits à la retraite sont exonérées, à hauteur des trois quarts de leur valeur, d'impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital, sous réserve du respect des conditions de conservation figurant au deuxième alinéa du I.

« III. – En cas de non-respect de la condition de détention prévue au deuxième alinéa du I et au II par suite d'une fusion ou d'une scission au sens de l'article 817 A, l'exonération partielle accordée au titre de l'année en cours et de celles précédant ces opérations n'est pas remise en cause si les titres reçus en contrepartie sont conservés jusqu'au même terme. Cette exonération n'est pas non plus remise en cause lorsque la condition prévue au deuxième alinéa du I et au II n'est pas respectée par suite d'une annulation des titres pour cause de pertes ou de liquidation judiciaire.

« IV. – L'exonération partielle prévue au présent article est exclusive de l'application de tout autre régime de faveur.

« Art. 885 J. – La valeur de capitalisation des rentes viagères constituées dans le cadre d'une activité professionnelle ou d'un plan d'épargne retraite populaire prévu à l'article L. 144-2 du code des assurances, moyennant le versement de primes régulièrement échelonnées dans leur montant et leur périodicité pendant une durée d'au moins quinze ans et dont l'entrée en jouissance intervient, au plus



tôt, à compter de la date de la liquidation de la pension du redevable dans un régime obligatoire d'assurance vieillesse ou à l'âge fixé en application de l'article L. 351-1 du code de la sécurité sociale, n'entre pas dans le calcul de l'assiette de l'impôt. L'exonération bénéficie au souscripteur et à son conjoint.

« Art. 885 K. – La valeur de capitalisation des rentes ou indemnités perçues en réparation de dommages corporels liés à un accident ou à une maladie est exclue du patrimoine des personnes bénéficiaires ou, en cas de transmission à titre gratuit par décès, du patrimoine du conjoint survivant.

« Art. 885 L. – Les personnes physiques qui n'ont pas en France leur domicile fiscal ne sont pas imposables sur leurs placements financiers.

« Ne sont pas considérées comme placements financiers les actions ou parts détenues par ces personnes dans une société ou personne morale dont l'actif est principalement constitué d'immeubles ou de droits immobiliers situés sur le territoire français, et ce à proportion de la valeur de ces biens par rapport à l'actif total de la société. Il en est de même pour les actions, parts ou droits détenus par ces personnes dans les personnes morales ou organismes mentionnés au deuxième alinéa du 2° de l'article 750 ter.

#### « Section IV

##### « Biens professionnels

« Art. 885 N. – Les biens nécessaires à l'exercice, à titre principal, tant par leur propriétaire que par le conjoint de celui-ci, d'une profession industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale sont considérés comme des biens professionnels.

« Sont présumées constituer une seule profession les différentes activités professionnelles exercées par une même personne et qui sont soit similaires, soit connexes et complémentaires.

« Sont considérées comme des biens professionnels les parts ou actions détenues par une personne mentionnée au premier alinéa dans une ou plusieurs sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés lorsque chaque participation, prise isolément, satisfait aux conditions prévues à l'article 885 O bis pour avoir la qualité de biens professionnels.

« Art. 885 O. – Sont également considérées comme des biens professionnels les parts de sociétés de personnes soumises à l'impôt sur le revenu visées aux articles 8 et 8 ter lorsque le redevable exerce dans la société son activité professionnelle principale.

« Les parts détenues par le redevable dans plusieurs sociétés de personnes constituent un seul bien professionnel lorsque les sociétés ont des activités soit similaires, soit connexes et complémentaires.

« Sont également considérées comme des biens professionnels les parts ou actions détenues par une personne mentionnée au premier alinéa dans une société soumise à l'impôt sur les sociétés si chaque participation, prise isolément, satisfait aux conditions prévues à l'article 885 O bis pour avoir la qualité de biens professionnels.

« Art. 885 O bis. – Les parts et actions de sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés, de plein droit ou sur option, sont également considérées comme des biens professionnels si leur propriétaire remplit les conditions suivantes :

« 1° Être, soit gérant nommé conformément aux statuts d'une société à responsabilité limitée ou en commandite par actions, soit associé en nom d'une société de personnes, soit président, directeur général, président du conseil de surveillance ou membre du directoire d'une société par actions.

« Les fonctions mentionnées au premier alinéa du présent 1° doivent être effectivement exercées et donner lieu à une rémunération normale, dans les catégories imposables à l'impôt sur le revenu des traitements et salaires, bénéfices industriels et commerciaux, bénéfices agricoles, bénéfices non commerciaux et revenus des gérants et associés mentionnés à l'article 62, au regard des rémunérations du même type versées au titre de fonctions analogues dans l'entreprise ou dans des entreprises similaires établies en France. Cette rémunération doit représenter plus de la moitié des revenus à raison desquels l'intéressé est soumis à l'impôt sur le revenu dans les mêmes catégories, à l'exclusion des revenus non professionnels ;

« 2° Posséder 25 % au moins des droits de vote attachés aux titres émis par la société, directement ou par l'intermédiaire de son conjoint ou de leurs ascendants ou descendants ou de leurs frères et sœurs. Les titres détenus dans les mêmes conditions dans une société possédant une participation dans la société dans laquelle le redevable exerce ses fonctions sont pris en compte dans la proportion de cette participation ; la valeur de ces titres qui sont la propriété personnelle du redevable est exonérée à concurrence de la valeur réelle de l'actif brut de la société qui correspond à la participation dans la société dans laquelle le redevable exerce ses fonctions.

« Sont considérées comme des biens professionnels les parts ou actions détenues par une même personne dans plusieurs sociétés lorsque chaque participation, prise isolément, satisfait aux conditions prévues par le présent article pour avoir la qualité de biens professionnels. Toutefois, la condition de rémunération prévue à la seconde phrase du second alinéa du 1° est respectée si la somme des rémunérations perçues au titre des fonctions énumérées au premier alinéa du même 1° dans les sociétés dont le redevable possède des parts ou actions représente plus de la moitié des revenus mentionnés à la même phrase.

« Lorsque les sociétés mentionnées au deuxième alinéa ont des activités soit similaires, soit connexes et complémentaires, la condition de rémunération normale s'apprécie au regard des fonctions exercées dans l'ensemble des sociétés dont les parts ou actions constituent un bien professionnel.

« Le respect de la condition de possession de 25 % au moins des droits de vote attachés aux titres émis par la société prévue au premier alinéa n'est pas exigé après une augmentation de capital si, à compter de la date de cette dernière, le redevable remplit les trois conditions suivantes :

- « a) Il a respecté cette condition au cours des cinq années ayant précédé l'augmentation de capital ;
- « b) Il possède 12,5 % au moins des droits de vote attachés aux titres émis par la société, directement ou par l'intermédiaire de son conjoint, de leurs ascendants ou descendants ou de leurs frères et sœurs ;
- « c) Il est partie à un pacte conclu avec d'autres associés ou actionnaires représentant au total 25 % au moins des droits de vote et exerçant un pouvoir d'orientation dans la société.

« Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, la condition de possession de 25 % au moins des droits de vote attachés aux titres émis par la société n'est pas exigée des gérants et associés visés à l'article 62.

« Sont également considérées comme des biens professionnels les parts ou actions détenues directement par le gérant nommé conformément aux statuts d'une société à responsabilité limitée ou en commandite par actions, le président, le directeur général, le président du conseil de surveillance ou le membre du directoire d'une société par actions, qui remplit les conditions prévues au 1° ci-dessus, lorsque leur valeur excède 50 % de la valeur brute des biens imposables, y compris les parts et actions précitées.

« Sont également considérées comme des biens professionnels, dans la limite de 150 000 €, les parts ou actions acquises par un salarié lors de la constitution d'une société créée pour le rachat de tout ou partie du capital d'une entreprise dans les conditions mentionnées aux articles 220 quater ou 220

quater A tant que le salarié exerce son activité professionnelle principale dans la société rachetée et que la société créée bénéficie du crédit d'impôt prévu à ces articles.

« Art. 885 O ter. – Seule la fraction de la valeur des parts ou actions correspondant aux éléments du patrimoine social nécessaires à l'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale de la société est considérée comme un bien professionnel.

« N'est pas considérée comme un bien professionnel la fraction de la valeur des parts ou actions de la société mentionnée au premier alinéa représentative de la fraction du patrimoine social d'une société dans laquelle elle détient directement ou indirectement des parts ou actions non nécessaire à l'activité de celle-ci ou à l'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale de la société mentionnée au premier alinéa.

« Aucun rehaussement n'est effectué sur le fondement du deuxième alinéa à raison des éléments pour lesquels le redevable, de bonne foi, n'est pas en mesure de disposer des informations nécessaires.

« Art. 885 O quater. – Ne sont pas considérées comme des biens professionnels les parts ou actions de sociétés ayant pour activité principale la gestion de leur propre patrimoine mobilier ou immobilier.

« Art. 885 O quinquies. – Le redevable qui transmet les parts ou actions d'une société avec constitution d'un usufruit sur ces parts et actions à son profit peut retenir, pour l'application de l'article 885 G, la qualification professionnelle pour ces titres, à hauteur de la quotité de la valeur en pleine propriété des titres ainsi démembrés correspondant à la nue-propriété lorsque les conditions suivantes sont remplies :

« a) Le redevable remplissait, depuis trois ans au moins, avant le démembrement, les conditions requises pour que les parts et actions aient le caractère de biens professionnels ;

« b) La nue-propriété est transmise à un ascendant, un descendant, un frère ou une sœur du redevable ou de son conjoint ;

« c) Le nu-propiétaire exerce les fonctions et satisfait les conditions définies au 1° de l'article 885 O bis ;

« d) Dans le cas de transmission de parts sociales ou d'actions d'une société à responsabilité limitée, ou d'une société par actions, le redevable doit, soit détenir directement ou par l'intermédiaire de son conjoint ou de leurs ascendants ou descendants ou de leur frère ou sœur, en usufruit ou en pleine propriété, 25 % au moins du capital de la société transmise, soit détenir directement des actions ou parts sociales qui représentent au moins 50 % de la valeur brute de ses biens imposables, y compris les parts et actions précitées.

« Art. 885 P. – Les biens donnés à bail à long terme dans les conditions prévues aux articles L. 416-1 à L. 416-6, L. 416-8 et L. 416-9 du code rural et de la pêche maritime et ceux donnés à bail cessible dans les conditions prévues par les articles L. 418-1 à L. 418-5 du même code sont considérés comme des biens professionnels à condition, d'une part, que la durée du bail soit au minimum de dix-huit ans et, d'autre part, que le preneur utilise le bien dans l'exercice de sa profession principale et qu'il soit le conjoint du bailleur, l'un de leurs frères et sœurs, l'un de leurs ascendants ou descendants ou le conjoint de l'un de leurs ascendants ou descendants.

« Les biens ruraux donnés à bail, dans les conditions prévues aux articles du code rural et de la pêche maritime précités, à une société à objet principalement agricole contrôlée à plus de 50 % par les personnes visées au premier alinéa, sont considérés comme des biens professionnels à concurrence de la participation détenue dans la société locataire par celles des personnes précitées qui y exercent leur activité professionnelle principale.

« Les biens ruraux, donnés à bail dans les conditions prévues au premier alinéa, lorsqu'ils sont mis à la disposition d'une société mentionnée au deuxième alinéa ou lorsque le droit au bail y afférent est apporté à une société de même nature, dans les conditions prévues respectivement aux articles L. 411-37 et L. 411-38 du code rural et de la pêche maritime, sont considérés comme des biens professionnels dans les mêmes proportions et sous les mêmes conditions que celles définies par ce dernier alinéa.

« Art. 885 Q. – Sous les conditions prévues au 4° du 1 de l'article 793, les parts de groupements fonciers agricoles et de groupements agricoles fonciers soumis aux dispositions de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole n° 62-933 du 8 août 1962 et de la loi n° 70-1299 du 31 décembre 1970 relative aux groupements fonciers agricoles sont considérées comme des biens professionnels, sous réserve que ces parts soient représentatives d'apports constitués par des immeubles ou des droits immobiliers à destination agricole et que les baux consentis par le groupement ainsi que leurs preneurs répondent aux conditions prévues à l'article 885 P.

« Lorsque les baux répondant aux conditions prévues à l'article 885 P ont été consentis à une société à objet principalement agricole contrôlée à plus de 50 % par les personnes visées au premier alinéa, les parts du groupement sont considérées comme des biens professionnels à concurrence de la participation détenue dans la société locataire par celles des personnes précitées qui y exercent leur activité professionnelle principale.

« Lorsque les biens ruraux donnés à bail dans les conditions prévues au premier alinéa sont mis à la disposition d'une société mentionnée au deuxième alinéa ou lorsque le droit au bail y afférent est apporté à une société de même nature, dans les conditions prévues respectivement par les articles L. 411-37 et L. 411-38 du code rural et de la pêche maritime, les parts du groupement sont considérées comme des biens professionnels dans les mêmes proportions et sous les mêmes conditions que celles définies par ce dernier alinéa.

« Art. 885 R. – Sont considérés comme des biens professionnels au titre de l'impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital les locaux d'habitation loués meublés ou destinés à être loués meublés par des personnes louant directement ou indirectement ces locaux, qui, inscrites au registre du commerce et des sociétés en qualité de loueurs professionnels, réalisent plus de 23 000 € de recettes annuelles et retirent de cette activité plus de 50 % des revenus à raison desquels le foyer fiscal auquel elles appartiennent est soumis à l'impôt sur le revenu dans les catégories des traitements et salaires, bénéfices industriels et commerciaux, bénéfices agricoles, bénéfices non commerciaux, revenus des gérants et associés mentionnés à l'article 62.

#### « Section V

#### « Évaluation des biens

« Art. 885 S. – La valeur des biens est déterminée suivant les règles en vigueur en matière de droits de mutation par décès.

« Par dérogation aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 761, un abattement de 30 % est effectué sur la valeur vénale réelle de l'immeuble lorsque celui-ci est occupé à titre de résidence principale par son propriétaire. En cas d'imposition commune, un seul immeuble est susceptible de bénéficier de l'abattement précité.

« Art. 885 T bis. – Les valeurs mobilières cotées sur un marché sont évaluées selon le dernier cours connu ou selon la moyenne des trente derniers cours qui précèdent la date d'imposition.

« Art. 885 T ter. – Les créances détenues, directement ou par l'intermédiaire d'une ou plusieurs sociétés interposées, par des personnes n'ayant pas leur domicile fiscal en France, sur une société à

prépondérance immobilière mentionnée au 2° du I de l'article 726, ne sont pas déduites pour la détermination de la valeur des parts que ces personnes détiennent dans la société.

« Section VI

« Calcul de l'impôt

« Art. 885 U. – 1. Le tarif de l'impôt est fixé à :

«

	(En pourcentage)
Fraction de la valeur nette taxable du patrimoine	Tarif applicable
N'excédant pas 800 000 €	0
Supérieure à 800 000 € et inférieure ou égale à 1 300 000 €	0,50
Supérieure à 1 300 000 € et inférieure ou égale à 2 570 000 €	0,70
Supérieure à 2 570 000 € et inférieure ou égale à 5 000 000 €	1
Supérieure à 5 000 000 € et inférieure ou égale à 10 000 000 €	1,25
Supérieure à 10 000 000 €	1,50

« 2. Pour les redevables dont le patrimoine a une valeur nette taxable égale ou supérieure à 1 800 000 € et inférieure à 1 900 000 €, le montant de l'impôt calculé selon le tarif prévu au tableau du 1 est réduit d'une somme égale à 57 000 € – 3 % P, où P est la valeur nette taxable du patrimoine.

« Art. 885-0 V bis. – I. – 1. Le redevable peut imputer sur l'impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital 50 % des versements effectués au titre :

« 1° Des souscriptions en numéraire :

« a) Au capital initial de sociétés ;

« b) Aux augmentations de capital de sociétés dont il n'est ni associé ni actionnaire ;

« c) Aux augmentations de capital d'une société dont il est associé ou actionnaire lorsque ces souscriptions constituent un investissement de suivi, y compris après la période de sept ans mentionnée au troisième alinéa du d du 1 bis du présent I, réalisé dans les conditions cumulatives suivantes :

« – le redevable a bénéficié, au titre de son premier investissement au capital de la société bénéficiaire des versements, de l'avantage fiscal prévu au premier alinéa du présent 1 ;

« – de possibles investissements de suivi étaient prévus dans le plan d'entreprise de la société bénéficiaire des versements ;

« – la société bénéficiaire de l'investissement de suivi n'est pas devenue liée à une autre entreprise dans les conditions prévues au c du 6 de l'article 21 du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

« 2° Des souscriptions de titres participatifs, dans les conditions prévues au 1°, dans des sociétés coopératives de production définies par la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives de production ou dans d'autres sociétés coopératives régies par la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

« Les souscriptions mentionnées aux 1° et 2° confèrent aux souscripteurs les seuls droits résultant de la qualité d'actionnaire ou d'associé, à l'exclusion de toute autre contrepartie notamment sous la forme de garantie en capital, de tarifs préférentiels ou d'accès prioritaire aux biens produits ou aux services rendus par la société.

« Cet avantage fiscal ne peut être supérieur à 45 000 € par an.

« 1 bis. La société bénéficiaire des versements mentionnée au 1 doit satisfaire aux conditions suivantes :

« a) Elle est une petite et moyenne entreprise au sens de l'annexe I du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 précité ;

« b) Elle n'est pas qualifiable d'entreprise en difficulté au sens du 18 de l'article 2 du même règlement ;

« c) Elle exerce une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale, à l'exclusion des activités procurant des revenus garantis en raison de l'existence d'un tarif réglementé de rachat de la production ou bénéficiant d'un contrat offrant un complément de rémunération défini à l'article L. 314-18 du code de l'énergie, des activités financières, des activités de gestion de patrimoine mobilier définie à l'article 885 O quater du présent code et des activités de construction d'immeubles en vue de leur vente ou de leur location et des activités immobilières ;

« d) Elle remplit au moins l'une des conditions suivantes au moment de l'investissement initial :

« – elle n'exerce son activité sur aucun marché ;

« – elle exerce son activité sur un marché, quel qu'il soit, depuis moins de sept ans après sa première vente commerciale. Le seuil de chiffre d'affaires qui caractérise la première vente commerciale au sens du présent alinéa ainsi que ses modalités de détermination sont fixés par décret ;

« – elle a besoin d'un investissement en faveur du financement des risques qui, sur la base d'un plan d'entreprise établi en vue d'intégrer un nouveau marché géographique ou de produits, est supérieur à 50 % de son chiffre d'affaires annuel moyen des cinq années précédentes ;

« e) Ses actifs ne sont pas constitués de façon prépondérante de métaux précieux, d'œuvres d'art, d'objets de collection, d'antiquités, de chevaux de course ou de concours ou, sauf si l'objet même de son activité consiste en leur consommation ou en leur vente au détail, de vins ou d'alcools ;

« f) Elle a son siège de direction effective dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales ;

« g) Ses titres ne sont pas admis aux négociations sur un marché réglementé ou un système multilatéral de négociation français ou étranger au sens des articles L. 421-1 ou L. 424-1 du code monétaire et financier, sauf si ce marché est un système multilatéral de négociation où la majorité des instruments admis à la négociation sont émis par des petites et moyennes entreprises au sens de l'annexe I du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 précité ;

« h) Elle est soumise à l'impôt sur les bénéfices dans les conditions de droit commun ou y serait soumise dans les mêmes conditions si son activité était exercée en France ;

« i) Elle compte au moins deux salariés à la clôture de l'exercice qui suit la souscription ayant ouvert droit à la présente réduction, ou un salarié si elle est soumise à l'obligation de s'inscrire à la chambre de métiers et de l'artisanat ;

« j) Le montant total des versements qu'elle a reçus au titre des souscriptions mentionnées au présent I et au III et des aides dont elle a bénéficié au titre du financement des risques sous la forme d'investissement en fonds propres ou quasi-fonds propres, de prêts, de garanties ou d'une combinaison de ces instruments n'excède pas 15 millions d'euros.

« k) elle figure sur la liste des sociétés agréées par l'État au titre des entreprises socialement et écologiquement responsables. Les modalités d'octroi de cet agrément, pour une période de deux années renouvelables, sont fixées par décret en Conseil d'État. La liste est publiée chaque année au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre.

« 2. L'avantage fiscal prévu au 1 s'applique, dans les mêmes conditions, aux souscriptions effectuées par des personnes physiques en indivision. Chaque membre de l'indivision peut bénéficier de l'avantage fiscal à concurrence de la fraction de la part de sa souscription représentative de titres reçus en contrepartie de souscriptions au capital de sociétés vérifiant les conditions prévues au 1 bis.

« 3. L'avantage fiscal prévu au 1 s'applique également aux souscriptions en numéraire au capital d'une société satisfaisant aux conditions suivantes :

« a) La société vérifie l'ensemble des conditions prévues au 1 bis, à l'exception de celle prévue au c, d, i et j ;

« b) La société a pour objet exclusif de détenir des participations dans des sociétés exerçant une des activités mentionnées au c du 1 bis ;

« d) La société a exclusivement pour mandataires sociaux des personnes physiques ;

« e) La société n'est pas associée ou actionnaire de la société au capital de laquelle elle réinvestit, excepté lorsque le réinvestissement constitue un investissement de suivi remplissant les conditions cumulatives prévues au c du 1<sup>o</sup> du 1 ;

« f) La société communique à chaque investisseur, avant la souscription de ses titres, un document d'information précisant notamment la période de conservation des titres pour bénéficier de l'avantage fiscal visé au 1, les modalités prévues pour assurer la liquidité de l'investissement au terme de la durée de blocage, les risques générés par l'investissement et la politique de diversification des risques, les règles d'organisation et de prévention des conflits d'intérêts, les modalités de calcul et la décomposition de tous les frais et commissions, directs et indirects, et le nom du ou des prestataires de services d'investissement chargés du placement des titres.

« g) Elle bénéficie de l'agrément mentionné au k du 1. bis du I du présent article.

« Le montant des versements effectués au titre de la souscription par le redevable est pris en compte pour l'assiette de l'avantage fiscal dans la limite de la fraction déterminée en retenant :

« – au numérateur, le montant des versements effectués, par la société mentionnée au premier alinéa au titre de la souscription au capital dans des sociétés vérifiant l'ensemble des conditions prévues au 1 bis, entre la date limite de dépôt de la déclaration devant être souscrite par le redevable l'année précédant celle de l'imposition et la date limite de dépôt de la déclaration devant être souscrite par le redevable l'année d'imposition. Ces versements sont ceux effectués avec les capitaux reçus au cours de cette période ou de la période d'imposition antérieure lors de la constitution du capital initial ou au titre de l'augmentation de capital auquel le redevable a souscrit ;

« – au dénominateur, le montant des capitaux reçus par la société mentionnée au premier alinéa au titre de la constitution du capital initial ou de l'augmentation de capital auquel le redevable a souscrit au cours de l'une des périodes mentionnées au numérateur.

« Un décret fixe les conditions dans lesquelles les investisseurs sont informés annuellement du montant détaillé des frais et commissions, directs et indirects, qu'ils supportent et celles dans lesquelles ces frais sont encadrés. Pour l'application de la phrase précédente, sont assimilées aux sociétés mentionnées au premier alinéa du présent 3 les sociétés dont la rémunération provient principalement de mandats de conseil ou de gestion obtenus auprès de redevables effectuant les versements mentionnés au 1 ou au présent 3, lorsque ces mandats sont relatifs à ces mêmes versements.

« La société adresse à l'administration fiscale, à des fins statistiques, au titre de chaque année, avant le 30 avril de l'année suivante et dans des conditions définies par arrêté conjoint des ministres chargés de l'économie et du budget, un état récapitulatif des sociétés financées, des titres détenus ainsi que des montants investis durant l'année. Les informations qui figurent sur cet état sont celles arrêtées au 31 décembre de l'année.

« II. – 1. Le bénéfice de l'avantage fiscal prévu au I est subordonné à la conservation par le redevable des titres reçus en contrepartie de sa souscription au capital de la société jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant celle de la souscription.

« La condition relative à la conservation des titres reçus en contrepartie de la souscription au capital s'applique également à la société mentionnée au premier alinéa du 3 du I et à l'indivision mentionnée au 2 du I.

« En cas de remboursement des apports aux souscripteurs avant le 31 décembre de la septième année suivant celle de la souscription, le bénéfice de l'avantage fiscal prévu au I est remis en cause, sauf si le remboursement fait suite à la liquidation judiciaire de la société.

« 2. En cas de non-respect de la condition de conservation prévue au premier alinéa du 1 par suite d'une fusion ou d'une scission au sens de l'article 817 A, l'avantage fiscal mentionné au I accordé au titre de l'année en cours et de celles précédant ces opérations n'est pas remis en cause si les titres reçus en contrepartie sont conservés jusqu'au même terme. Cet avantage fiscal n'est pas non plus remis en cause lorsque la condition de conservation prévue au premier alinéa du 1 n'est pas respectée par suite d'une annulation des titres pour cause de pertes ou de liquidation judiciaire ou d'une cession réalisée dans le cadre d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

« En cas de non-respect de la condition de conservation prévue au premier alinéa du 1 du II en cas de cession stipulée obligatoire par un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou en cas de procédure de retrait obligatoire à l'issue d'une offre publique de retrait ou de toute offre publique au sens de l'article L. 433-4 du code monétaire et financier, l'avantage fiscal mentionné au I accordé au titre de l'année en cours et de celles précédant ces opérations n'est pas non plus remis en cause si le prix de vente des titres cédés, diminué des impôts et taxes générés par cette cession, est intégralement réinvesti par le cédant, dans un délai maximum de douze mois à compter de la cession, en souscription de titres de sociétés satisfaisant aux conditions mentionnées au 1 bis du I, sous réserve que les titres ainsi souscrits soient conservés jusqu'au même terme. Cette souscription ne peut donner lieu au bénéfice de l'avantage fiscal prévu au 1 du I, ni à celui prévu à l'article 199 terdecies-0 A.

« En cas de non-respect de la condition de conservation prévue au premier alinéa du 1 du II en cas d'offre publique d'échange de titres, l'avantage fiscal mentionné au I accordé au titre de l'année en cours et de celles précédant cette opération n'est pas non plus remis en cause si les titres obtenus lors de l'échange sont des titres de sociétés satisfaisant aux conditions mentionnées au 1 bis du même I et si l'éventuelle soulte d'échange, diminuée le cas échéant des impôts et taxes générés par son versement, est intégralement réinvestie, dans un délai maximal de douze mois à compter de l'échange, en souscription de titres de sociétés satisfaisant aux conditions mentionnées au 1 bis du I, sous réserve que les titres obtenus lors de l'échange et, le cas échéant, souscrits en remploi de la soulte soient conservés jusqu'au terme du délai applicable aux titres échangés. La souscription de titres au moyen



de la soulte d'échange ne peut donner lieu au bénéfice de l'avantage fiscal prévu au 1 du I, ni à celui prévu à l'article 199 terdecies-0 A.

« En cas de non-respect de la condition de conservation des titres prévue au premier alinéa du 1 du fait de leur cession plus de trois ans après leur souscription, l'avantage fiscal mentionné au I accordé au titre de la souscription des titres cédés n'est pas remis en cause, quelle que soit la cause de cette cession, si le prix de vente des titres cédés, diminué des impôts et taxes générés par cette cession, est intégralement réinvesti par le cédant, dans un délai maximum de douze mois à compter de la cession, en souscription de titres de sociétés satisfaisant aux conditions mentionnées au 1 bis du I. Les titres ainsi souscrits doivent être conservés jusqu'au terme du délai mentionné au premier alinéa du 1. Cette souscription ne peut donner lieu au bénéfice de l'avantage fiscal prévu au 1 du I, ni à celui prévu à l'article 199 terdecies-0 A.

« Le 1 du présent II ne s'applique pas en cas de licenciement, d'invalidité correspondant au classement dans la deuxième ou la troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale, du décès du souscripteur ou de son conjoint ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité soumis à une imposition commune. Il en est de même en cas de donation à une personne physique des titres reçus en contrepartie de la souscription au capital de la société si le donataire reprend l'obligation de conservation des titres transmis prévue au 1 du présent II et s'il ne bénéficie pas du remboursement des apports avant le terme mentionné au dernier alinéa du même 1. À défaut, la reprise de la réduction d'impôt obtenue est effectuée au nom du donateur.

« Les conditions mentionnées à l'avant-dernier alinéa du 1 du I et aux c, e et f du 1 bis du même I doivent être satisfaites à la date de la souscription et de manière continue jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant celle de cette souscription. À défaut, l'avantage fiscal prévu audit I est remis en cause.

« 3. L'avantage fiscal prévu au I accordé au titre de l'année en cours et des précédentes fait l'objet d'une reprise au titre de l'année au cours de laquelle la société ou le redevable cesse de respecter l'une des conditions mentionnées aux deux premiers alinéas du 1 ou au dernier alinéa du 2.

« III. – 1. Le redevable peut imputer sur l'impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital 50 % du montant des versements effectués au titre de souscriptions en numéraire aux parts de fonds communs de placement dans l'innovation mentionnés à l'article L. 214-30 du code monétaire et financier et aux parts de fonds d'investissement de proximité mentionnés à l'article L. 214-31 du même code ou d'un organisme similaire d'un autre État membre de l'Union européenne ou d'un État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

« L'avantage prévu au premier alinéa ne s'applique que lorsque les conditions suivantes sont satisfaites :

« a) Les personnes physiques prennent l'engagement de conserver les parts de fonds jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant celle de la souscription ;

« b) Le porteur de parts, son conjoint, son partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou son concubin notoire soumis à une imposition commune et leurs ascendants et descendants ne doivent pas détenir ensemble plus de 10 % des parts du fonds et, directement ou indirectement, plus de 25 % des droits dans les bénéfices des sociétés dont les titres figurent à l'actif du fonds ou avoir détenu ce montant à un moment quelconque au cours des cinq années précédant la souscription des parts du fonds ;

« c) Le fonds doit respecter au minimum le quota d'investissement de 70 % prévu au I de l'article L. 214-30 du code monétaire et financier et au I de l'article L. 214-31 du même code. Ce quota doit être atteint à hauteur de 50 % au moins au plus tard quinze mois à compter de la date de clôture de la période de souscription fixée dans le prospectus complet du fonds, laquelle ne peut

excéder quatorze mois à compter de la date de constitution du fonds, et à hauteur de 100 % au plus tard le dernier jour du quinzième mois suivant.

« Les versements servant de base au calcul de l'avantage fiscal sont retenus après imputation des droits ou frais d'entrée et à proportion du quota d'investissement mentionné au premier alinéa du présent c que le fonds s'engage à atteindre. Un décret fixe les conditions dans lesquelles les porteurs de parts sont informés annuellement du montant détaillé des frais et commissions, directs et indirects, qu'ils supportent et dans lesquelles ces frais sont encadrés.

« 2. L'avantage fiscal prévu au 1 ne peut être supérieur à 18 000 € par an. Le redevable peut bénéficier de l'avantage fiscal prévu audit 1 et de ceux prévus aux 1, 2 et 3 du I au titre de la même année, sous réserve que le montant imputé sur l'impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital résultant de ces avantages n'excède pas 45 000 €.

« 3. L'avantage fiscal obtenu fait l'objet d'une reprise au titre de l'année au cours de laquelle le fonds ou le redevable cesse de respecter les conditions prévues au 1.

« Le premier alinéa du présent 3 ne s'applique pas lorsque la condition prévue au a du 1 du présent III n'est pas respectée en cas de licenciement, d'invalidité correspondant au classement dans les catégories prévues aux 2° et 3° de l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale, de décès du souscripteur ou de son conjoint ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité soumis à une imposition commune.

« 4. Sont exclues du bénéfice de l'avantage fiscal prévu au 1 les parts de fonds donnant lieu à des droits différents sur l'actif net ou sur les produits du fonds ou de la société, attribuées en fonction de la qualité de la personne.

« IV. – Les versements ouvrant droit à l'avantage fiscal mentionné au I ou au III sont ceux effectués entre la date limite de dépôt de la déclaration de l'année précédant celle de l'imposition et la date limite de dépôt de la déclaration de l'année d'imposition.

« V. – L'avantage fiscal prévu au présent article ne s'applique ni aux titres figurant dans un plan d'épargne en actions mentionné à l'article 163 quinquies D ou dans un plan d'épargne salariale mentionné au titre III du livre III de la troisième partie du code du travail, ni à la fraction des versements effectués au titre de souscriptions ayant ouvert droit aux réductions d'impôt prévues aux f ou g du 2 de l'article 199 undecies A, aux articles 199 undecies B, 199 terdecies-0 A, 199 terdecies-0 B, 199 unvicies ou 199 quatervicies du présent code.

« Les souscriptions réalisées par un contribuable au capital d'une société dans les douze mois suivant le remboursement, total ou partiel, par cette société de ses apports précédents n'ouvrent pas droit à l'avantage fiscal mentionné au I.

« Les souscriptions réalisées au capital d'une société holding animatrice ouvrent droit à l'avantage fiscal mentionné au I lorsque la société est constituée et contrôle au moins une filiale depuis au moins douze mois. Pour l'application du présent alinéa, une société holding animatrice s'entend d'une société qui, outre la gestion d'un portefeuille de participations, participe activement à la conduite de la politique de leur groupe et au contrôle de leurs filiales et rend, le cas échéant et à titre purement interne, des services spécifiques, administratifs, juridiques, comptables, financiers et immobiliers.

« Le redevable peut bénéficier de l'avantage fiscal prévu au présent article et de celui prévu à l'article 885-0 V bis A au titre de la même année, sous réserve que le montant imputé sur l'impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital résultant des deux avantages n'excède pas 45 000 €.

« Par dérogation à l'alinéa précédent, la fraction des versements pour laquelle le redevable demande le bénéfice de l'avantage fiscal prévu au présent article ne peut donner lieu à l'application de l'article 885-0 V bis A.

« VII. – Un décret fixe les obligations déclaratives incombant aux redevables et aux sociétés visés au I, ainsi qu’aux gérants et dépositaires de fonds visés au III.

« Le montant des frais et commissions directs et indirects imputés au titre d’un même versement mentionné aux 1 à 3 du I ou au 1 du III du présent article par les sociétés mentionnées au premier alinéa du 3, par les gérants et dépositaires de fonds mentionnés au III, par les sociétés et les personnes physiques exerçant une activité de conseil ou de gestion au titre du versement ou par des personnes physiques ou morales qui leur sont liées, au sens des articles L. 233-3, L. 233-4 et L. 233-10 du code de commerce, ne peut excéder un plafond fixé par arrêté du ministre chargé de l’économie, dont le niveau tient compte du montant du versement, de la valeur liquidative des fonds et des distributions effectuées.

« Par dérogation au deuxième alinéa du présent VII, le montant des frais et commissions directs et indirects imputés au titre d’un même versement peut, dans des circonstances exceptionnelles, excéder ce plafond lorsque le dépassement correspond en totalité à des frais engagés pour faire face à une situation non prévisible indépendante de la volonté des personnes mentionnées au même deuxième alinéa et dans l’intérêt des investisseurs ou porteurs de parts.

« Sans préjudice des sanctions que l’Autorité des marchés financiers peut prononcer, tout manquement à ces interdictions est passible d’une amende dont le montant ne peut excéder dix fois les frais indûment perçus.

« Art. 885-0 V bis A. – I. – Le redevable peut imputer sur l’impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital, dans la limite de 50 000 €, 75 % du montant des dons en numéraire et dons en pleine propriété de titres de sociétés admis aux négociations sur un marché réglementé français ou étranger effectués au profit :

« 1° Des établissements de recherche ou d’enseignement supérieur ou d’enseignement artistique publics ou privés, d’intérêt général, à but non lucratif et des établissements d’enseignement supérieur consulaire mentionnés à l’article L. 711-17 du code de commerce ;

« 2° Des fondations reconnues d’utilité publique répondant aux conditions fixées au a du 1 de l’article 200 ;

« 3° Des entreprises d’insertion et des entreprises de travail temporaire d’insertion mentionnées aux articles L. 5132-5 et L. 5132-6 du code du travail ;

« 4° Des associations intermédiaires mentionnées à l’article L. 5132-7 du même code ;

« 5° Des ateliers et chantiers d’insertion mentionnés à l’article L. 5132-15 du même code ;

« 6° Des entreprises adaptées mentionnées à l’article L. 5213-13 du même code ;

« 6° bis Des groupements d’employeurs régis par les articles L. 1253-1 et suivants du code du travail qui bénéficient du label GEIQ délivré par le Comité national de coordination et d’évaluation des groupements d’employeurs pour l’insertion et la qualification ;

« 7° De l’Agence nationale de la recherche ;

« 8° Des fondations universitaires et des fondations partenariales mentionnées respectivement aux articles L. 719-12 et L. 719-13 du code de l’éducation lorsqu’elles répondent aux conditions fixées au b du 1 de l’article 200 ;

« 9° Des associations reconnues d’utilité publique de financement et d’accompagnement de la création et de la reprise d’entreprises dont la liste est fixée par décret.

« Ouvrent également droit à la réduction d'impôt les dons et versements effectués au profit d'organismes agréés dans les conditions prévues à l'article 1649 nonies dont le siège est situé dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales. L'agrément est accordé aux organismes poursuivant des objectifs et présentant des caractéristiques similaires aux organismes dont le siège est situé en France entrant dans le champ d'application du présent I.

« Lorsque les dons et versements ont été effectués au profit d'un organisme non agréé dont le siège est situé dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, la réduction d'impôt obtenue fait l'objet d'une reprise, sauf lorsque le contribuable a produit dans le délai de dépôt de déclaration les pièces justificatives attestant que cet organisme poursuit des objectifs et présente des caractéristiques similaires aux organismes dont le siège est situé en France répondant aux conditions fixées par le présent article.

« Un décret fixe les conditions d'application des douzième et treizième alinéas et notamment la durée de validité ainsi que les modalités de délivrance, de publicité et de retrait de l'agrément.

« II. – Les dons ouvrant droit à l'avantage fiscal mentionné au I sont ceux effectués entre la date limite de dépôt de la déclaration de l'année précédant celle de l'imposition et la date limite de dépôt de la déclaration de l'année d'imposition.

« III. – La fraction du versement ayant donné lieu à l'avantage fiscal mentionné au I ne peut donner lieu à un autre avantage fiscal au titre d'un autre impôt.

« Le redevable peut bénéficier de l'avantage fiscal prévu au présent article et de celui prévu à l'article 885-0 V bis au titre de la même année, sous réserve que le montant imputé sur l'impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital résultant des deux avantages n'excède pas 45 000 €.

« Par dérogation à l'alinéa précédent, la fraction des versements pour laquelle le redevable demande le bénéfice de l'avantage fiscal prévu au présent article ne peut donner lieu à l'application de l'article 885-0 V bis.

« IV. – Le bénéfice de l'avantage fiscal prévu au I est subordonné au respect du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission, du 18 décembre 2013, relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et à la condition que soient jointes à la déclaration d'impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital prévue au I de l'article 885 W, ou fournies dans les trois mois suivant la date limite de dépôt de ladite déclaration, des pièces justificatives attestant le total du montant et la date des versements ainsi que l'identité des bénéficiaires.

« V. – Un décret fixe les obligations déclaratives incombant aux redevables et aux personnes mentionnées au I.

« Art. 885-0 V bis B. – L'article 885-0 V bis s'applique, dans les mêmes conditions et sous les mêmes sanctions, aux souscriptions en numéraire au capital des entreprises solidaires d'utilité sociale mentionnées à l'article L. 3332-17-1 du code du travail, sous les réserves suivantes :

« 1° Les exclusions prévues au c du 1 bis du I du même article 885-0 V bis relatives à l'exercice d'une activité de construction d'immeubles ou immobilière, sous réserve que la société exerce une activité de gestion immobilière à vocation sociale, ainsi qu'à l'exercice d'une activité financière, ne sont pas applicables aux entreprises solidaires ;

« 2° Les conditions fixées au d du même 1 bis ne s'appliquent pas aux entreprises solidaires mentionnées aux 3° et 4° du présent article ;

« 3° La condition prévue au j du 1 bis du I de l'article 885-0 V bis ne s'applique pas aux versements au titre de souscriptions effectuées au capital des entreprises solidaires mentionnées à l'article L. 3332-17-1 du code du travail qui ont exclusivement pour objet :

« a) Soit l'étude, la réalisation ou la gestion de construction de logements à destination de personnes défavorisées ou en situation de rupture d'autonomie et sélectionnées par une commission de personnes qualifiées, la société bénéficiant d'un agrément de maîtrise d'ouvrage en application des articles L. 365-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation ;

« b) Soit l'acquisition, la construction, la réhabilitation, la gestion et l'exploitation par bail de tous biens et droits immobiliers en vue de favoriser l'amélioration des conditions de logement ou d'accueil et la réinsertion de personnes défavorisées ou en situation de rupture d'autonomie ;

« c) Soit l'acquisition, la gestion et l'exploitation par bail rural de tous biens ruraux bâtis et non bâtis en vue de favoriser l'installation ou l'agrandissement d'exploitations agricoles.

« Le bénéfice de la dérogation mentionnée au présent 3° est subordonné au respect des conditions suivantes :

« – la société ne procède pas à la distribution de dividendes ;

« – la société réalise son objet social sur le territoire national ;

« 4° Par dérogation au j du 1 bis du I de l'article 885-0 V bis, la limite des versements est fixée à 2,5 millions d'euros par an pour les entreprises solidaires d'utilité sociale qui ont exclusivement pour objet l'exercice d'une activité financière.

« Art. 885 V bis. – I. – L'impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital du redevable ayant son domicile fiscal en France est réduit de la différence entre, d'une part, le total de cet impôt et des impôts dus en France et à l'étranger au titre des revenus et produits de l'année précédente, calculés avant imputation des seuls crédits d'impôt représentatifs d'une imposition acquittée à l'étranger et des retenues non libératoires et, d'autre part, 75 % du total des revenus mondiaux nets de frais professionnels de l'année précédente, après déduction des seuls déficits catégoriels dont l'imputation est autorisée par l'article 156, ainsi que des revenus exonérés d'impôt sur le revenu et des produits soumis à un prélèvement libératoire réalisés au cours de la même année en France ou hors de France.

« Cette réduction ne peut excéder la plus élevée des sommes suivantes :

« – 50 % du montant de cotisation résultant de l'application de l'article 885 U ;

« – 11 390 €.

« Les revenus distribués à une société passible de l'impôt sur les sociétés contrôlée par le redevable sont réintégrés dans le calcul prévu au premier alinéa du présent I, si l'existence de cette société et le choix d'y recourir ont pour objet principal d'éluder tout ou partie de l'impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital, en bénéficiant d'un avantage fiscal allant à l'encontre de l'objet ou de la finalité du même premier alinéa. Seule est réintégrée la part des revenus distribués correspondant à une diminution artificielle des revenus pris en compte pour le calcul prévu audit premier alinéa.

« En cas de désaccord sur les rectifications notifiées sur le fondement du deuxième alinéa du présent I, le litige est soumis aux dispositions de l'article L. 64 du livre des procédures fiscales. »

« II. – Les plus-values ainsi que tous les revenus sont déterminés sans considération des exonérations, seuils, réductions et abattements prévus au présent code, à l'exception de ceux représentatifs de frais professionnels.

« Lorsque l'impôt sur le revenu a frappé des revenus de personnes dont les biens n'entrent pas dans l'assiette de l'impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital, il est réduit suivant le pourcentage du revenu de ces personnes par rapport au revenu total.

## « Section VII

### « Obligations des redevables

« Art. 885 W. – I. Les redevables doivent souscrire au plus tard le 15 juin de chaque année une déclaration de leur fortune déposée au service des impôts de leur domicile au 1<sup>er</sup> janvier et accompagnée du paiement de l'impôt.

« La valeur brute et la valeur nette taxable du patrimoine des concubins notoires et de celui des enfants mineurs lorsque les concubins ont l'administration légale de leurs biens sont portées sur la déclaration de l'un ou l'autre des concubins.

« II. – Les époux et les partenaires liés par un pacte civil de solidarité défini par l'article 515-1 du code civil doivent conjointement signer la déclaration prévue au 1 du I.

« III. – En cas de décès du redevable, les dispositions du 2 de l'article 204 sont applicables. La déclaration mentionnée au 1 du I est produite par les ayants droit du défunt dans les six mois de la date du décès. Le cas échéant, le notaire chargé de la succession peut produire cette déclaration à la demande des ayants droit si la succession n'est pas liquidée à la date de production de la déclaration.

« IV. – L'administration fiscale indique au plus tard le 15 mai de l'année d'imposition aux redevables assujettis à l'impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital au titre de l'année précédente la valeur brute des éléments de leur patrimoine dont elle a connaissance. Elle adresse également ces informations aux redevables non assujettis à l'impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital au titre de l'année précédente lorsque la valeur brute des éléments de leur patrimoine dont elle a connaissance excède le seuil prévu au premier alinéa de l'article 885 A.

« V. – Un décret détermine les modalités d'application du présent article, notamment les obligations déclaratives incombant aux redevables et aux personnes mentionnées aux articles 242 ter à 242 ter E.

« Art. 885 X. – Les personnes possédant des biens en France sans y avoir leur domicile fiscal ainsi que les personnes mentionnées au 2 de l'article 4 B peuvent être invitées par le service des impôts à désigner un représentant en France dans les conditions prévues à l'article 164 D.

« Toutefois, l'obligation de désigner un représentant fiscal ne s'applique ni aux personnes qui ont leur domicile fiscal dans un autre État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales ainsi qu'une convention d'assistance mutuelle en matière de recouvrement de l'impôt, ni aux personnes mentionnées au 2 du même article 4 B qui exercent leurs fonctions ou sont chargées de mission dans l'un de ces États. »

« Art. 885 Z. – Lors du dépôt de la déclaration d'impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital mentionnée au I de l'article 885 W, les redevables doivent joindre à leur déclaration les éléments justifiant de l'existence, de l'objet et du montant des dettes dont la déduction est opérée. »

II. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° À la dernière phrase du dernier alinéa de l'article 83, la référence : « ou 199 terdecies-0 B » est remplacée par la référence : « , 199 terdecies-0 B ou 885-0V bis » ;

2° À l'article 150 duodecies, la référence : « 978 » est remplacée par la référence : « 885-0 V bis A » ;

3° Au a de l'article 150-0 B bis, la référence : « du 1 du III de l'article 975 » est remplacée par la référence : « de l'article 885 O bis » ;

4° Le 3 du I de l'article 150-0 C est ainsi modifié :

– au a, la référence : « du 1 du III de l'article 975 » est remplacée par la référence : « l'article 885 O bis » ;

– au h, la référence : « du 1 du III de l'article 975 » est remplacée par la référence : « de l'article 885 O bis » ;

5° Au 1° ter du II et au III de l'article 150 U, les mots : « sur le capital immobilière » sont remplacés par les mots : « de solidarité sur le capital » ;

6° Au a du 1° du IV bis de l'article 151 septies A, la référence : « du 1 du III de l'article 975 » est remplacée par la référence : « de l'article 885 O bis » ;

7° Au 1° du III de l'article 151 nonies, la référence : « du 1 du III de l'article 975 » est remplacée par la référence : « de l'article 885 O bis » ;

8° Au premier alinéa du 2 du I de l'article 167 bis, les références : « à l'article 758 et au dernier alinéa du I de l'article 973 » sont remplacées par les référence : « aux articles 758 et 885 T bis » ;

9° Au premier alinéa du 1° et aux 2° et 3° du I, au second alinéa du IV, au premier alinéa du 1 et aux 2 et 3 du VI, au deuxième alinéa du VI ter A et aux premier et second alinéas du VI quater de l'article 199 terdecies-0 A, les mots : « , dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2017 » sont supprimés ;

10° L'article 199 terdecies-0 AA est ainsi modifié :

a) À la première phrase, les mots : « , dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2017 » sont supprimés ;

b) La seconde phrase est supprimée ;

11° L'article 199 terdecies-0 B est ainsi modifié :

a) Au c du I, la référence : « du 1 du III de l'article 975 » est remplacée par la référence : « de l'article 885 O bis » ;

b) Le premier alinéa du III est complété par les mots : « ou à la réduction d'impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital prévue à l'article 885-0 V bis » ;

12° À la première phrase du 4 de l'article 199 terdecies-0 C, la référence : « , ou 199 terdecies-0 B » est remplacée par les références : « , 199 terdecies-0 B ou 885-0 V bis » ;

13° Au trentième alinéa de l'article 199 undecies B, la référence : « ou 199 terdecies-0 A » est remplacée par les références : « 199 terdecies-0 A ou 885-0 V bis » ;

14° Au cinquième alinéa du IV de l'article 199 undecies C, les mots : « de la réduction d'impôt prévue à l'article 199 terdecies-0 A » sont remplacés par les mots : « des réductions d'impôt prévues aux articles 199 terdecies-0 A et 885-0 V bis » ;

15° Au 3 du I de l'article 208 D, la référence : « du 1 du III de l'article 975 » est remplacée par la référence : « de l'article 885 O bis » ;

16° À l'intitulé du titre IV de la première partie du livre premier, les mots : « sur le capital immobilière » sont remplacés par les mots : « de solidarité sur le capital » ;

17° À l'article 757 C, la référence : « 978 » est remplacée par la référence : « 885-0 V bis A » ;

18° Au 2 du b et au d de l'article 787 B, la référence : « du 1 du III de l'article 975 » est remplacée par la référence : « de l'article 885 O bis » ;

19° Le chapitre II bis du titre IV de la première partie du livre premier est abrogé ;

20° L'article 990 J est ainsi modifié :

c) Au premier alinéa, la référence : « 977 » est remplacée par la référence : « 885 U » ;

b) Le III est ainsi rédigé :

« III. – Le prélèvement est dû :

« 1° Pour les personnes qui ont en France leur domicile fiscal au sens de l'article 4 B, à raison des biens et droits situés en France ou hors de France et des produits capitalisés placés dans le trust ;

« 2° Pour les autres personnes, à raison des seuls biens et droits autres que les placements financiers mentionnés à l'article 885 L situés en France et des produits capitalisés placés dans le trust.

« Toutefois, le prélèvement n'est pas dû à raison des biens, droits et produits capitalisés lorsqu'ils ont été :

« a) Inclus dans le patrimoine, selon le cas, du constituant ou d'un bénéficiaire pour l'application de l'article 885 G ter et régulièrement déclarés à ce titre par ce contribuable ;

« b) Déclarés, en application de l'article 1649 AB, dans le patrimoine d'un constituant ou d'un bénéficiaire réputé être un constituant en application du 3 du II de l'article 792-0 bis, dans les cas où le constituant ou le bénéficiaire n'est pas redevable de l'impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital compte tenu de la valeur nette taxable de son patrimoine, celui-ci incluant les biens, droits et produits capitalisés placés dans le trust.

« Le prélèvement est assis sur la valeur vénale nette au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition des biens, droits et produits capitalisés composant le trust.

« La consistance et la valeur des biens, droits et produits capitalisés placés dans le trust sont déclarées et le prélèvement est acquitté et versé au comptable public compétent par l'administrateur du trust au plus tard le 15 juin de chaque année. À défaut, le constituant et les bénéficiaires, autres que ceux mentionnés aux a et b du présent III, ou leurs héritiers sont solidairement responsables du paiement du prélèvement.

« Le prélèvement est assis et recouvré selon les règles et sous les sanctions et garanties applicables aux droits de mutation par décès. » ;

21° Au second alinéa du I de l'article 1391 B ter, les mots : « sur le capital immobilière » sont remplacés par les mots : « de solidarité sur le capital » ;

22° À l'article 1413 bis, les mots : « sur le capital immobilière » sont remplacés par les mots : « de solidarité sur le capital » ;

23° Au c du 3° de l'article 1605 bis, les mots : « sur le capital immobilière » sont remplacés par les mots : « de solidarité sur le capital » ;



24° Le dernier alinéa du 1 de l'article 1653 B est complété par les mots : « ou de la déclaration d'impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital » ;

25° Le 8 du II de la section I du chapitre I<sup>er</sup> du livre II est abrogé ;

26° Le II de l'article 1691 bis est ainsi modifié :

a) Le 2 est ainsi modifié :

– au premier alinéa du c, les mots : « sur le capital immobilière » sont remplacés, deux fois, par les mots : « de solidarité sur le capital » et les deux occurrences du mot : « imposable » sont supprimées ;

– au second alinéa du même c, les quatre occurrences du mot : « imposable » sont supprimées ;

– à la fin de la seconde phrase du d, les mots : « sur le capital immobilière » sont remplacés par les mots : « de solidarité sur le capital » ;

b) Au premier alinéa du 3, la référence : « 982 » est remplacée par la référence : « 885 W » ;

27° À l'intitulé de la section IV du chapitre premier du livre II, les mots : « sur le capital immobilière » sont remplacés par les mots : « de solidarité sur le capital » ;

28° Au premier alinéa de l'article 1716 bis, les mots : « sur le capital immobilière » sont remplacés par les mots : « de solidarité sur le capital » ;

29° À l'intitulé du VII-0 A de la section IV du chapitre premier du livre II, les mots : « sur le capital immobilière » sont remplacés par les mots : « de solidarité sur le capital » ;

30° À l'article 1723 ter-00 B, les mots : « sur le capital immobilière » sont remplacés par les mots : « de solidarité sur le capital » ;

31° Au troisième alinéa du 1 du IV de l'article 1727, les mots : « sur le capital immobilière » sont remplacés par les mots : « de solidarité sur le capital » ;

32° Au dernier alinéa de l'article 1728, la référence : « 982 » est remplacée par la référence : « 885 W » ;

33° L'article 1730 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « sur le capital immobilière » sont remplacés par les mots : « de solidarité sur le capital » ;

b) Le c du 2 est ainsi rétabli :

« Aux sommes dues au titre de l'impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital. » ;

34° Au dernier alinéa de l'article 1731 bis, les mots : « sur le capital immobilière, l'avantage prévu à l'article 978 ne peut » sont remplacés par les mots : « de solidarité sur le capital, les avantages prévus aux articles 885-0 V bis et 885-0 V bis A ne peuvent » ;

35° L'article 1723 ter-00 A est ainsi rétabli :

« Art. 1723 ter-00 A. – I. – L'impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital est recouvré et acquitté selon les mêmes règles et sous les mêmes garanties et sanctions que les droits de mutation par décès.

« II. – Ne sont pas applicables aux redevables mentionnés au I de l'article 885 W :

« 1° Les dispositions des articles 1715 à 1716 A relatives au paiement en valeur du Trésor ou en créances sur l'État ;

« 2° Les dispositions des articles 1717, 1722 bis et 1722 quater relatives au paiement fractionné ou différé des droits ;

« 3° Les dispositions du 3 de l'article 1929 relatives à l'inscription de l'hypothèque légale du Trésor. » ;

36° À la première phrase du quatrième alinéa, à la première phrase du cinquième alinéa, deux fois, à la première phrase du sixième alinéa, deux fois, à la première phrase de l'avant-dernier alinéa, deux fois, et à la première phrase du dernier alinéa, deux fois, de l'article 1763 C, les mots : « dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2017 » sont supprimés ;

37° Au dernier alinéa de l'article 1840 C, la référence : « I de l'article 982 » est remplacée par la référence : « III de l'article 885 W ».

III. – À l'article L. 822-8 du code de la construction et de l'habitation, les mots : « sur le capital immobilière en application de l'article 964 » sont remplacés par les mots : « de solidarité sur le capital en application de l'article 885 A ».

IV. – Le livre des procédures fiscales est ainsi modifié :

1° Aux intitulés du II de la section II du chapitre premier du titre II de la première partie et du B de ce même II, les mots : « sur le capital immobilière » sont remplacés par les mots : « de solidarité sur le capital » ;

2° L'article L. 23 A est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « sur le capital immobilière » sont remplacés par les mots : « de solidarité sur le capital » et les mots : « du patrimoine mentionné à l'article 965, notamment de l'existence, de l'objet et du montant des dettes dont la déduction est opérée et de l'éligibilité et des modalités de calcul des exonérations ou réductions d'impôt dont il a été fait application » sont remplacés par les mots : « de leur patrimoine » ;

b) Au dernier alinéa, les mots : « sur le capital immobilière » sont remplacés par les mots : « de solidarité sur le capital » ;

3° À l'article L. 59 B, les mots : « sur le capital immobilière » sont remplacés par les mots : « de solidarité sur le capital » ;

4° À l'article L. 72 A, la référence : « 983 » est remplacée par la référence : « 885 X » et les mots : « sur le capital immobilière » sont remplacés par les mots : « de solidarité sur le capital » ;

5° À l'article L. 102 E, la référence : « 978 » est remplacée par la référence : « 885-0 V bis A » ;

6° Au premier alinéa de l'article L. 107 B, les mots : « sur le capital immobilière » sont remplacés par les mots : « de solidarité sur le capital » ;

7° Au 1 du I de l'article L. 139 B, après le mot : « impôts », sont insérés les mots : « et, le cas échéant, en application du I de l'article 885 W du même code, » ;

8° À l'intitulé de la section IV du chapitre IV du titre II de la première partie, les mots : « sur le capital immobilière » sont remplacés par les mots : « de solidarité sur le capital » ;

9° L'article L. 180 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « sur le capital immobilière » sont remplacés par les mots : « de solidarité sur le capital » et la référence : « 982 » est remplacée par la référence : « 885 W » ;

b) Au second alinéa, les mots : « sur le capital immobilière » sont remplacés par les mots : « de solidarité sur le capital » et les mots : « et des annexes mentionnées au même article 982 » sont remplacés par les mots : « mentionnée au même article 885 W » ;

10° À l'article L. 181-0-A, les mots : « sur le capital immobilière » sont remplacés par les mots : « de solidarité sur le capital » et les mots : « et les annexes mentionnées à l'article 982 » sont remplacés par les mots : « mentionnée à l'article 885 W » ;

11° À l'intitulé du III de la section IV du chapitre IV du titre II de la première partie, les mots : « sur le capital immobilière » sont remplacés par les mots : « de solidarité sur le capital » ;

12° À l'article L. 183 A, les mots : « sur le capital immobilière » sont remplacés par les mots : « de solidarité sur le capital ».

13° À la première phrase du second alinéa de l'article L. 199, les mots : « sur le capital immobilière » sont remplacés par les mots : « de solidarité sur le capital » ;

14° À la première phrase de l'avant-dernier alinéa de l'article L. 247, les mots : « sur le capital immobilière » sont remplacés par les mots : « de solidarité sur le capital » ;

15° Au premier alinéa de l'article L. 253, les mots : « ou, pour les redevables de l'impôt sur le capital immobilière, au rôle de cet impôt, » sont supprimés.

V. – Au premier alinéa du V de l'article L. 4122-8 du code de la défense, la référence : « 982 » est remplacée par la référence : « 885 W » ;

VI. – Le livre II du code monétaire et financier est ainsi modifié :

1° Au IV de l'article L. 212-3, les mots : « sur le capital immobilière » sont remplacés par les mots : « de solidarité sur le capital » ;

2° Au dernier alinéa de l'article L. 214-121, la référence : « 976 » est remplacée par la référence : « 885 H » ;

3° Au premier alinéa, au troisième alinéa du d du 1° et au premier alinéa du b du 2° du I de l'article L. 214-30, les mots : « dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2017 » sont supprimés ;

4° Au a du 4° du I de l'article L. 214-31, les mots : « dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2017 » et les mots : « dans cette même rédaction » sont supprimés ;

5° Le IV de l'article L. 221-32-5 est ainsi modifié :

a) Le A est ainsi modifié :

- à la première phrase du 1° et au 2, les mots : « dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2017 » sont supprimés ;

- à la seconde phrase du 1°, les mots : « dans cette même rédaction » sont supprimés ;

b) Le C est ainsi modifié :

– le 2 est ainsi rédigé :

« 2. Les parts ou actions souscrites dans le compte PME innovation ne peuvent ouvrir droit à l'avantage fiscal résultant de l'article 885 I quater dudit code. La souscription de ces mêmes parts ou actions ne peut ouvrir droit aux réductions d'impôts prévues aux articles 199 undecies A, 199 undecies B, 199 terdecies-0 A, 199 terdecies-0 C, 199 unvicies et 885-0 V bis du même code. » ;

– au 3, les mots : « de l'article 787 B » sont remplacés par les mots : « des articles 787 B et 885 I bis ».

VII. – L'article L. 122-10 du code du patrimoine est ainsi rétabli :

« Art. L. 122-10. – Les règles fiscales applicables aux objets d'antiquité, d'art ou de collection pour l'impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital sont fixées à l'article 885 I du code général des impôts. »

VIII. – Le premier alinéa du V de l'article 25 quinquies de la loi n° 83-634 portant droits et obligations des fonctionnaires est complété par les mots : « et, le cas échéant, en application de l'article 885 W du même code ».

IX. – La loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique est ainsi modifiée :

1° À la seconde phrase du premier alinéa du I de l'article 5, les mots : « sur le capital immobilière » sont remplacés par les mots : « de solidarité sur le capital » ;

2° Le premier alinéa de l'article 6 est complété par les mots : « et, le cas échéant, en application de l'article 885 W du même code ».

X – L'article 49 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 est abrogé.

XI. – A. – Le A du I est applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

B. – 1. Le B du I et les II à VIII s'appliquent au titre de l'impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital dû à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

2. Les dispositions modifiées ou abrogées par le B du I et les II à VIII continuent de s'appliquer, dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2021, à l'impôt sur le capital immobilière dû jusqu'au titre de l'année 2021 incluse.

C. – Par dérogation au B du présent IX, le 19° du B du I est applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Par exception, les dons et versements ouvrant droit à la réduction d'impôt prévue à l'article 978 du code général des impôts, dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2021, effectués entre la date limite de dépôt de la déclaration mentionnée à l'article 982 du même code, dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2021, au titre de l'impôt sur le capital immobilière dû au titre de l'année 2021, et le 31 décembre 2021, sont imputables, dans les conditions prévues à l'article 978 précité dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2021, sur l'impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital dû au titre de l'année 2021.

## OBJET

Le présent amendement tire les conséquences des évaluations conduites suite à la suppression de l'Impôt de solidarité sur la fortune (ISF) par le Gouvernement. Cette dernière ne pouvait se justifier, et c'était l'engagement du Président de la République, que si cette suppression avait pour effet de stimuler fortement l'économie, au point de pouvoir générer des gains en termes d'emploi et de pouvoir d'achat pour l'ensemble de la population.

Rapport après rapport, étude après étude, la décision prise par le Président de la République apparaît être indubitablement un échec. La suppression de l'ISF, qui constituait une forme d'imposition populaire au rendement particulièrement dynamique, répondait avant tout à des motifs idéologiques.

Alors que le temps a permis de mettre en lumière, si besoin s'en fallait, le caractère fallacieux de la théorie du ruissellement, le patrimoine des plus grandes fortunes françaises a fortement augmenté. De l'autre côté, la précarité s'accroît dans notre pays et un nombre toujours plus importants de nos concitoyennes et concitoyens ne peuvent plus se loger, se déplacer, voire même se soigner et se nourrir.

Aujourd'hui, alors que l'urgence climatique est grande, les sénatrices et sénateurs du groupe socialiste, écologiste et républicain propose la création d'un ISF climatique, sous la forme d'un impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital.

Concrètement, il s'agit de la réintroduction d'un ISF précisé à la suite des travaux de la commission des finances du Sénat (rapport Eblé / De Montgolfier) et au sein duquel serait introduit un mécanisme réservant les mécanismes de déduction pour investissement vers les entreprises aux seules entreprises écoresponsables, distinguées par l'octroi d'un label.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUOVICIES**

Après l'article 3 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Les articles du code général des impôts modifiés par les articles 28 et 29 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 sont rétablis dans leur rédaction antérieure à la publication de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018.

II. – Les articles du code monétaire et financier modifiés par l'article de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 sont rétablis dans leur rédaction antérieure à la publication de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018.

III. – Les articles du code de la construction et de l'habitation modifiés par l'article de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 sont rétablis dans leur rédaction antérieure à la publication de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018.

IV. – Les articles du code de la sécurité sociale modifiés par l'article de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 sont rétablis dans leur rédaction antérieure à la publication de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018.

V. – Les articles du livre des procédures fiscales modifiés par l'article de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 sont rétablis dans leur rédaction antérieure à la publication de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018.

VI. – Les articles 28 et 29 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 sont abrogés.

**OBJET**

Cet amendement supprime le prélèvement forfaitaire unique, autrement appelé flat tax. La création de cette flat tax n'a pas eu les effets escomptés sur la croissance économique.

Il se justifie d'autant plus que France Stratégie a remis son rapport d'octobre 2021 et souligne que les gains fiscaux, issus de la mise en la place de la flat tax n'ont pas porté leurs fruits : « l'instauration du prélèvement forfaitaire unique (PFU) n'a pas conduit les entreprises dont les actionnaires ont bénéficié du PFU à connaître une évolution de l'investissement significativement différente de celle des autres ».

Le PFU a favorisé l'augmentation et la concentration des dividendes et n'est donc pas pertinent dans la conjoncture économique et sociale actuelle, marquée par l'accroissement des inégalités, notamment patrimoniales.

En effet, en 2017, 0,1 % de contribuables percevaient la moitié des dividendes, soit 7,6 milliards d'euros. En 2019, 0,1 % des contribuables en perçoit les deux tiers, soit, compte tenu de la forte hausse des versements, 14,9 milliards d'euros.

Cette disposition génère des inégalités fiscales et une baisse de recettes pour l'État et il n'atteint pas les résultats pour lesquels il a été créé. C'est pourquoi cet amendement supprime le prélèvement forfaitaire unique dans un souci de plus grande justice fiscale et sociale.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUOVICIES**

Après l'article 3 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Au premier alinéa du 1 du I de l'article 117 quater du code général des impôts, le taux : « 12,8 % » est remplacé par le taux : « 22,8 % ».

**OBJET**

Par cet amendement de repli, nous demandons de relever le taux du prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 10 %.

Le coût de la mise en place en 2018 du prélèvement forfaitaire unique (PFU), dit flat tax, a en effet été évalué entre 1,4 milliard et 1,7 milliard d'euros.

Or, ce coût pour nos finances publiques se fait au bénéfice des personnes les plus aisées du pays, comme l'a montré l'INSEE dès 2019, affirmant que pour cette mesure « le gain de niveau de vie est concentré sur les 10 % de personnes les plus aisées : en moyenne, celles-ci gagnent 270 euros par an (et les 5 % les plus aisées, 460 euros). Quand les 50 % les plus modestes sont très peu affectées. Cette réforme joue ainsi fortement à la hausse sur les inégalités de niveau de vie. »

Nous prôtons donc idéalement sa suppression et la mise en place d'une taxation du capital plus juste, avec notamment le retour d'un ISF « vert » dans une version renforcée.

A défaut d'obtenir la suppression du PFU, il nous semble néanmoins indispensable d'en rehausser a minima le taux afin de rapprocher la taxation du capital de celle des revenus du travail.

En effet, comme l'a montré le rapport de MM. Jean-Paul Mattei et Nicolas Sansu sur la fiscalité du patrimoine (27 septembre 2023), « Le total de 30 % [de taxation via le PFU] est en effet, concernant

les dividendes : – inférieur de 6,5 points au niveau de prélèvement atteint, à la fin du quinquennat de Nicolas Sarkozy ;

– inférieur de 11,2 points aux effets de la mise au barème progressif de l'IR en 2013 qui aboutissait, après application de l'abattement de 40 %, à une imposition maximale de 41,2 %. »

C'est pourquoi nous proposons avec cet amendement d'aller dans le sens de la 5<sup>e</sup> recommandation de ces rapporteurs (appelant à prévoir une hausse du taux du PFU pour accroître la contribution des revenus du capital) en rehaussant le taux du Prélèvement Forfaitaire Unique de 10 points.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. LUREL, OUIZILLE, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD et JEANSANNETAS, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUOVICIES**

Après l'article 3 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le I de l'article 117 quater est ainsi modifié :

a) Le premier alinéa du 1 est complété par les mots : « sous réserve des dispositions du 1° bis » ;

b) Après le même 1, il est inséré un 1 bis ainsi rédigé :

« 1 bis. Les personnes physiques fiscalement domiciliées en France au sens de l'article 4 B du présent code qui bénéficient de revenus distribués mentionnés aux articles 108 à 117 bis par les sociétés redevables de l'impôt sur les sociétés qui réalisent un chiffre d'affaires de plus de 750 000 000 euros et dont la somme des revenus distribués mentionnés aux articles 108 à 117 bis et des rachats par la société émettrice de ses propres titres au sens du 6 du II de l'article 150-0 A du présent code au titre des années 2023 et 2024 est supérieur à 1,20 fois la moyenne des revenus distribués et de ces rachats annuels entre 2017 et 2021 sont assujetties en 2024 à un prélèvement au taux de 17,8 %.

« Toutefois, les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année, tel que défini au 1° du IV de l'article 1417 du même code, est inférieur à 50 000 € pour les contribuables célibataires, divorcés ou veufs et à 75 000 € pour les contribuables soumis à une imposition commune peuvent demander à être dispensées de ce prélèvement dans les conditions prévues à l'article 242 quater du même code » ;

c) Au premier alinéa du 2, les mots : « au 1 » sont remplacés par les mots : « aux 1 et 1 bis ».

2° À la première phrase du 1 du III du même article , après les mots : « du 1 », sont insérés les mots : « et au premier alinéa du 1 bis » ;

3° Après le 2 ter de l'article 200 A, il est inséré un 2 quater ainsi rédigé :

« 2 quater. Par dérogation au 1, le gain net au sens du 6 du II de l'article 150-0 A du présent code retiré par le bénéficiaire lors d'un rachat par une société émettrice de ses propres titres redevables de l'impôt sur les sociétés qui réalise un chiffre d'affaires de plus de 750 000 000 euros et dont la somme des revenus distribués mentionnés aux articles 108 à 117 bis et des rachats par la société émettrice de ses propres titres au sens du 6 du II de l'article 150-0 A du présent code au titre des années 2023 et 2024 est supérieur à 1,20 fois la moyenne des revenus distribués et de ces rachats annuels entre 2017 et 2021 sont assujetties en 2024 à un prélèvement au taux de 17,8 %. »

II. – Les modifications des articles 117 quater et 200 A du code général des impôts résultant du I du présent article sont abrogées le 1<sup>er</sup> janvier 2025.

### **OBJET**

Cet amendement reprend l'amendement adopté en commission des finances à l'Assemblée nationale taxant les super-distributions de dividendes.

Comme le proposaient l'année dernière les députés Modem pour désinciter à la distribution des résultats exceptionnels par des super-dividendes et des super-rachats d'actions, cet amendement vise à majorer de 5 points, en 2024, le prélèvement forfaitaire unique sur les revenus distribués par les grandes entreprises supérieurs de 20 % à la moyenne des revenus distribués entre 2017 et 2021.

Après deux années records pour les profits des entreprises du CAC 40 (13,6 milliards d'euros en 2021 et 20,5 milliards d'euros en 2022 pour Total, 17,9 milliards d'euros et 23 milliards d'euros pour CMA-CGM), l'année 2023 n'a pas marqué la fin des superprofits. Les profits des entreprises du CAC 40 ont effectivement continué de croître au premier semestre et ont atteint 80 milliards d'euros. Comme l'a révélé le Fonds monétaire international (FMI), une partie de ces profits est due à une augmentation des prix supérieure à celle des coûts de production, expliquant pourquoi l'inflation ne reflue pas bien que les prix de l'énergie et des matières premières diminuent.

Alors que des entreprises profitent de la situation au détriment du pouvoir d'achat des plus démunis, ces profits anormaux des très grandes entreprises doivent contribuer à l'effort national, notamment en matière de financement de la bifurcation écologique.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. COZIC, OUIZILLE, STANZIONE et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ,  
Mme ESPAGNAC et MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS, LUREL et FAGNEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEPTIES

Après l'article 3 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 167 bis du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le IV est ainsi rédigé :

« IV. – Lorsque le contribuable transfère son domicile fiscal hors de France dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales ainsi qu'une convention d'assistance mutuelle en matière de recouvrement ayant une portée similaire à celle prévue par la directive 2010/24/UE du Conseil, du 16 mars 2010, concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives aux taxes, impôts, droits et autres mesures, il est sursis au paiement de l'impôt afférent aux plus-values et créances constatées dans les conditions prévues au I du présent article et aux plus-values imposables en application du II. » ;

2° Le V est ainsi rédigé :

« V. – 1. Sur demande expresse du contribuable, il peut également être sursis au paiement de l'impôt afférent aux plus-values et créances constatées dans les conditions prévues au I et aux plus-values imposables en application du II lorsque le contribuable :

« a) Transfère son domicile fiscal hors de France dans un État autre que ceux visés au IV ;

« b) Après avoir transféré son domicile fiscal hors de France dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales ainsi qu'une convention d'assistance mutuelle en matière de recouvrement ayant une portée similaire à celle prévue par la directive 2010/24/UE du Conseil, du 16 mars 2010, précitée, le transfère à nouveau dans un État autre que ceux mentionnés précédemment.

« Dans les cas mentionnés aux a et b du présent V, le sursis de paiement est subordonné à la condition que le contribuable déclare le montant des plus-values et créances constatées dans les conditions du I ou imposables en application du II, désigne un représentant établi en France autorisé à recevoir les communications relatives à l'assiette, au recouvrement et au contentieux de l'impôt et constitue



auprès du comptable public compétent, préalablement à son départ, des garanties propres à assurer le recouvrement de la créance du Trésor.

« Le montant des garanties que le contribuable est tenu de constituer préalablement à son transfert de domicile fiscal hors de France pour bénéficier du sursis de paiement prévu au présent 1 est égal à 12,8 % du montant total des plus-values et créances mentionnées aux I et II, retenues pour leur montant brut sans qu'il soit fait application, le cas échéant, des abattements mentionnés aux 2 bis et 3 du I. Toutefois, le montant des garanties afférentes à l'impôt sur les plus-values mentionnées au 1 bis du II bis est déterminé par application du taux mentionné au même 1 bis à ces mêmes plus-values.

« Dans le mois suivant la réception de l'avis d'imposition émis au titre de l'impôt afférent aux plus-values et créances mentionnées aux I et II, le contribuable constitue, le cas échéant, un complément de garanties pour assurer le recouvrement de l'impôt calculé dans les conditions du II bis à hauteur de la différence entre ce montant d'impôt et le montant de la garantie constituée préalablement au transfert du domicile fiscal hors de France.

« Lorsque le montant d'impôt calculé dans les conditions du II bis est inférieur au montant des garanties constituées préalablement au transfert de domicile fiscal hors de France, le contribuable peut demander au comptable chargé du recouvrement la levée de ces garanties à hauteur de la différence entre le montant de ces garanties et le montant d'impôt précité.

« 2. Lorsque le contribuable justifie que son transfert de domicile fiscal dans un État ou territoire qui n'est pas partie à l'accord sur l'Espace économique européen, mais qui a conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales ainsi qu'une convention d'assistance mutuelle en matière de recouvrement ayant une portée similaire à celle prévue par la directive 2010/24/UE du Conseil, du 16 mars 2010, précitée, obéit à des raisons professionnelles, aucune garantie n'est exigée pour l'application du sursis de paiement prévu au 1 du présent V. » ;

3° Le premier alinéa du 2 du VII est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, le mot : « deux » est remplacé par le mot : « quinze » ;

b) La seconde phrase est supprimée ;

4° Le VIII est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa du 1, les mots : « l'opération d'échange ou d'apport répondant aux conditions d'application des articles 150-0 B ou 150-0 B ter intervenue » sont remplacés par les mots : « l'échange entrant dans le champ d'application de l'article 150-0 B intervenu » ;

b) Au 4, les mots : « des articles 244 bis A ou » sont remplacés par les mots : « de l'article » ;

c) Au premier alinéa du 4 bis et au premier alinéa du 5, les mots : « ou territoire » sont supprimés ;

5° Le premier alinéa du 2 du IX est ainsi modifié :

a) Les mots : « au titre d'une créance mentionnée au second alinéa du 1 du I ou d'une plus-value imposable en application du II » sont supprimés ;

b) Après la deuxième occurrence du mot : « paiement », les mots : « à ce titre » sont supprimés ;

c) Les références : « au second alinéa du 1 du I et au II » sont remplacées par les références : « aux I et II » ;

d) Le second alinéa est supprimé.

II. – Au f du I de l'article L. 136-6 du code de la sécurité sociale, les mots : « , lorsque la plus-value est imposée conformément aux dispositions de l'article 244 bis B du code général des impôts, » sont supprimés et les mots : « même code » sont remplacés par les mots : « code général des impôts ».

III. – Le III de l'article 112 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 est abrogé.

### **OBJET**

Le présent amendement vise à rétablir le système d'imposition des plus-values latentes lors du transfert par les contribuables de leur domicile fiscal hors de France, plus communément appelé « exit tax », antérieur à 2019.

Ce dispositif, de lutte contre l'évasion fiscale, issu de la Présidence Sarkozy s'appliquait avant la loi de finances pour 2019 à tout résident fiscal français qui transfère son domicile fiscal hors de France et concerne les plus-values potentielles qu'il pourrait faire s'il vendait son patrimoine moins de 15 ans après son départ. La loi de finances pour 2019 a considérablement restreint l'exit tax.

Le présent amendement vise à revenir au régime initial de l'exit tax. Alors que la situation socio-économique touche durement nos concitoyens les plus modestes. Un tel cadeau aux plus aisés n'est en aucun cas opportun.

Le groupe socialiste, écologiste et républicain estime que la baisse de la fiscalité des plus aisés n'est pas une solution économique et est un problème éthique et politique, a fortiori dans un contexte de creusement des inégalités en France.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 QUINQUIES**

Après l'article 3 quinquies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 119 bis A du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 1 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « , dans la limite du montant correspondant à la distribution de produits de parts ou d'actions mentionnée au b, » sont supprimés ;

b) Les a et b sont remplacés par cinq alinéas ainsi rédigés :

« a) Le versement est conditionné, directement ou indirectement, à la distribution de produits d'actions, de parts sociales ou de revenus assimilés mentionnés aux articles 108 à 117 bis, ou son montant est établi en tenant compte de ladite distribution ;

« b) Le versement est lié, directement ou indirectement :

« – à une cession temporaire desdites parts ou actions d'une durée inférieure à une durée fixée par décret réalisée par la personne qui n'est pas établie ou n'a pas sa résidence en France au profit, directement ou indirectement, de la personne qui est établie ou a sa résidence en France ;

« – ou à une opération donnant le droit ou faisant obligation à la personne qui est établie ou a sa résidence en France de revendre ou de restituer, directement ou indirectement, lesdites parts ou actions à la personne qui n'est pas établie ou n'a pas sa résidence en France ;

« – ou à un accord ou instrument financier ayant, directement ou indirectement, pour la personne qui n'est pas établie ou n'a pas sa résidence en France, un effet économique similaire à la possession desdites parts ou actions. »

2° L'article est complété par un paragraphe ainsi rédigé :

« ... – Lorsque les produits des actions et parts sociales et les produits assimilés mentionnés aux articles 108 à 117 bis sont versés à une personne qui est établie ou a sa résidence dans un État ou territoire ayant signé avec la France une convention d'élimination des doubles impositions qui ne prévoit pas ou exonère de retenue à la source ces produits, l'établissement payeur des produits applique, lors de la mise en paiement, la retenue à la source prévue au 2 de l'article 119 bis.

« Le bénéficiaire des produits mentionnés au premier alinéa du présent II peut obtenir le remboursement de la retenue à la source s'il apporte la preuve qu'il en est le bénéficiaire effectif et que la distribution de ces produits dans cet État ou territoire a principalement un objet ou un effet autres que d'éviter l'application d'une retenue à la source ou d'obtenir l'octroi d'un avantage fiscal.

« L'établissement payeur des produits mentionnés au même premier alinéa adresse chaque année à l'administration fiscale, par voie électronique et au plus tard le 31 janvier de l'année suivant celle au titre de laquelle les versements ont été effectués, une déclaration mentionnant le montant, la date, l'émetteur et le destinataire de chacun des versements. »

II. – Le I entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

### **OBJET**

Cet amendement vise à mettre un terme aux pratiques d'arbitrage de dividendes qui sont utilisées aujourd'hui à des fins de fraude et d'évasion fiscales.

En octobre 2018, l'enquête dite des « CumEx Files » réalisée par 19 médias européens a révélé l'ampleur des pertes fiscales dues à cette pratique.

En 2021, la perte est estimée à 140 milliards d'euros sur 20 ans pour les états européens. La France est le pays le plus touché avec 33 milliards de manque à gagner sur 20 ans.

Le présent amendement reprend les propositions qui ont été faites ces dernières années, notamment par la Sénatrice Nathalie Goulet et le député Boris Vallaud pour combler les lacunes de notre arsenal législatif.

Il s'attaque à tous les types de montages, même les plus sophistiqué, supprime la notion des 90 jours autour de la date de versement des dividendes et précise tous les cas où la retenue à la source doit s'appliquer.

Enfin, cet amendement permet d'appliquer automatiquement la retenue à la source de 30% pour tous les flux financiers partants à l'étranger.

Charge ensuite à la personne établie dans un pays ayant une convention fiscale favorable avec la France de prouver qu'elle est bien le bénéficiaire effectif de ce versement afin d'obtenir le remboursement de la retenue à la source.

Cette personne ne peut donc plus servir d'intermédiaire pour un tiers résidant dans un pays n'ayant pas de convention fiscale favorable avec la France.

Tout l'intérêt du dispositif que nous présentons aujourd'hui est qu'il permet de combattre efficacement les pratiques d'arbitrage de dividendes sans passer par une renégociation des conventions fiscales signées par la France.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. COZIC et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC et  
MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS, LUREL et FAGNEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 QUINDECIES**

Après l'article 3 quindecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le a quinquies du I de l'article 219 du code général des impôts est abrogé.

**OBJET**

Le présent amendement prévoit la suppression de la « niche Copé » afin de rééquilibrer la fiscalité des entreprises.

La « niche Copé » a suscité dès sa création en 2005 de fortes contestations. Ce dispositif est une exonération partielle d'impôt sur les plus-values à long terme sur la cession de filiales et de titres de participation. Au sein de ce mécanisme, le droit fiscal impose un minimum de quote-part pour frais et charges financières (QPFC) qui reste assujettie au taux normal de l'impôt sur les bénéfices.

Pour autant, cette exonération bénéficie massivement aux holdings avec de nombreuses filiales, facilitant une optimisation fiscale, pourtant décriée unanimement.

Aujourd'hui, il est difficile d'évaluer le coût total de la niche « Copé », qui n'apparaît d'ailleurs pas clairement dans les documents d'information transmis au Parlement. L'estimation d'un coût annuel de 5 milliards d'euros a pu être avancée par le Président de la Commission des finances de l'Assemblée Nationale en 2019.

La suppression de la niche Copé vise à tenir compte de la baisse du taux d'impôt sur les sociétés. Les auteurs du présent amendement demandent par la même occasion au ministre une estimation fiable du coût de ce dispositif.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. COZIC et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC et  
MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS, LUREL et FAGNEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES**

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Les articles 787 B, 787 C et 790 du code général des impôts sont abrogés.

**OBJET**

En 2003, la création des pactes Dutreil renforce l'exonération de la transmission des biens professionnels, avec un abattement de 75 % des droits de mutation à titre gratuit, à condition que les héritiers conservent leur titre pendant quatre ans.

Cet abattement n'étant pas plafonné, il constitue l'un des dispositifs fiscaux qui contribuent le plus à renforcer l'accentuation des inégalités patrimoniales liées à l'héritage, du fait de l'extrême concentration des biens professionnels.

En effet, selon le conseil d'analyse économique, le bénéficiaire moyen d'une succession en pacte Dutreil reçoit des parts sociales d'une valeur moyenne de deux millions d'euros. Nous observons une hausse tendancielle des signatures de pactes Dutreil, qui sont passées de moins de 700 en 2008-2009 à plus de 2 000 en 2018-2020, selon les données de la sous-direction des missions foncières et de la fiscalité du patrimoine. Le conseil d'analyse économique évalue le coût de ce dispositif d'exonération fiscale pour les finances publiques à plusieurs milliards d'euros.

Il calcule que si ces transmissions étaient taxées selon le barème actuel des successions en ligne directe, cela représenterait un gain pour les finances publiques de près de 3 à 4 milliards d'euros environ.

La littérature économique ne permet pas de prouver l'intérêt pour les entreprises de favoriser la reprise par les héritiers.

Les pactes Dutreil représentent davantage une mesure d'aide aux héritiers qu'une véritable mesure de soutien aux entreprises et au tissu économique.

D'autres outils législatifs doivent être trouvés afin de soutenir les entreprises dans ce moment délicat qu'est la succession, pour favoriser la poursuite de leur activité et développer le tissu économique de notre pays.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. OUIZILLE, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES**

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Au deuxième alinéa de l'article 784 du code général des impôts, les mots : « , à l'exception de celles passées depuis plus de quinze ans, » sont supprimés.

**OBJET**

Par cet amendement propose de comptabiliser la totalité de l'héritage dans son imposition, à savoir l'héritage reçu tout au long de la vie. Comme le démontre une étude du Conseil d'Analyse Économique (CAE) l'héritage est un facteur de plus en plus déterminant dans la constitution du patrimoine dans les pays industrialisés, ce qui se traduit par un fort accroissement des inégalités. Le patrimoine hérité est en effet à la fois le plus inégalement réparti, et le plus important. Aujourd'hui 60% des patrimoines sont issus de l'héritage, contre 35% au début des années 1970. Non content de converger vers une société d'héritiers, le gouvernement renforce cette tendance par le biais des abattements sur les donations aux enfants.

Alors que les héritiers sont souvent les premiers bénéficiaires du capital social et culturel de leurs parents, cette exonération, de 100 000€ tous les quinze ans, permet de se soustraire une fois de plus à la contribution à la solidarité nationale. Le meilleur moyen de promouvoir la méritocratie, c'est de redistribuer l'héritage ! Si la progressivité du taux pourrait être renforcée, il s'agit d'un premier pas vers. Par conséquent, la moindre des choses pour calculer une contribution est de prendre en compte l'héritage total dont bénéficie une personne, et ne pas s'aveugler volontairement en considérant chaque don espacé de plus de 15 ans comme des héritages différents.

Il est donc proposé d'appliquer le barème d'imposition sur l'héritage sur la totalité d'un héritage perçu au cours de la vie.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 QUINQUIES**

Après l'article 3 quinquies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le 1 ter et le 1 quater A de l'article 150-0-D code général des impôts sont abrogés.

**OBJET**

Entre 2017 et 2021, les rachats d'actions ont représenté 61,5 Md€ (soit 3 % des 231 Md€ de dividendes versées). Cette part a fortement évolué en 2021 (22 Md€ de rachats pour 57 Md€ de dividendes). Un rachat d'action est financé par la trésorerie de l'entreprise en lieu et place de la réalisation d'investissements productifs.

Le 6 de l'article 112 CGI dispose que « Les sommes ou valeurs attribuées aux associés ou actionnaires au titre du rachat de leurs parts ou actions » ne sont pas considérées comme revenus distribués et que, dès lors, s'appliquent le régime des plus-values prévu, selon les cas, aux articles 39 duodecimes, 150-0 A ou 150 UB est alors applicable.

Or selon le 117 quater, les personnes physiques fiscalement domiciliées en France qui bénéficient de revenus distribués mentionnés aux articles 108 à 117 bis et 120 à 123 bis sont assujetties à un prélèvement au taux de 12,8 %

Le 6 du II de l'article 150-0 A CG I soumet à l'IR le « gain net retiré par le bénéficiaire lors d'un rachat par une société émettrice de ses propres titres et défini au 8 ter de l'article 150-0 D ». D'autre part, ce gain net est « constitué par la différence entre le prix effectif de cession des titres ou droits, net des frais et taxes acquittés par le cédant » (150-0 D CGI).

Cependant, les I ter et I quater de l'article 150-0-D CGI définissent les abattements éligibles sur ces gains nets.

- Pour les actions acquises avant 2018, de 50 % si les actions sont détenues entre 2 à 8 ans et de 65 % si la période de détention est supérieure à 8 ans ;
- Pour les actions acquises depuis 2018, de 50 % si la période de détention est comprise entre un an et 4 ans ; de 65 % entre 4 et 8 ans et de 85 % depuis plus de 8 ans

Enfin, lors de sa prise de parole en mars 2023, Emmanuel Macron a fustigé les « grandes entreprises qui font des revenus tellement exceptionnels qu'ils en arrivent à utiliser cet argent pour racheter leurs propres actions ». Le Président a déclaré demandé au Gouvernement pour mettre en place une contribution exceptionnelle pour « que leurs travailleurs puissent en profiter

Le présent amendement entend donc supprimer les abattements sur les rachats d'action pour les personnes dont les actions sont rachetées, et qui créent un biais fiscal en faveur des rachats d'action.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BLATRIX CONTAT, MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mme BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 QUINQUIES**

Après l'article 3 quinquies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° À l'article 160 quater, après la première occurrence du mot : « prévues », sont insérés les mots : « à l'article 19 quaterdecies de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération ou » ;

2° L'article 210 D est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, après le mot : « visées », sont insérés les mots : « à l'article 19 quaterdecies de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération ou » ;

b) À la fin de la première phrase du a, les mots : « de production » sont supprimés.

c) À la première phrase du b, après le mot : « dans », sont insérés les mots : « les excédents d'exploitation ou »

d) Au dernier alinéa, après le mot : « mentionnés », sont insérés les mots : « au dernier alinéa de l'article 19 quaterdecies de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 et » ;

e) Le mot : « précitée » est supprimé.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

## **OBJET**

L'Autorité des normes comptables a récemment publié ce règlement (règlement ANC n°2021-04 du 2 juillet 2021 modifiant le règlement CRC n°2009-07 du 3 décembre 2009 relatif à la transformation d'une société en Scop) en appliquant aux Scic le même régime qu'aux sociétés coopératives de production (Scop).

Or, le régime encadrant le traitement des opérations de transformation d'une Scop inclut également les 160 quater et 210-D du CGI. Ces deux articles précisent le régime applicable et aménagent ses conséquences dans le temps, mais n'ont pas d'effet sur la base ou le taux d'imposition. Cette mesure n'aura donc pas de coût pour les finances publiques.

L'article 160 quater précise que la plus-value correspondant à la différence entre la valeur de remboursement du titre et son prix de revient est assimilée pour l'associé qui se retire de la société à l'issue de sa transformation en Scop, à une plus-value de cession de valeurs mobilières ou de droits sociaux.

L'article 210-D applique à l'écart de revalorisation une imposition décalée dans le temps calquée sur le régime des fusions : les plus-values afférentes aux immobilisations amortissables sont réintégrées par cinquième dans les excédents nets de gestion imposables sur une période de cinq ans à compter de l'exercice de transformation. En contrepartie, les amortissements et les plus-values ultérieures sont calculés sur la nouvelle base comptable. Les plus-values sur éléments non amortissables font l'objet d'un report de taxation jusqu'à la cession à titre onéreux par la Scop.

Cet amendement vise à harmoniser le régime fiscal des plus-values pour les associés d'une Scic avec celui des associés d'une Scop, dans une perspective de cohérence et de simplification. Cette initiative s'inscrit également dans une volonté de faciliter le processus de transformation en Scic.

L'article 19 quaterdecies de la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 énonce les conditions et la possibilité pour une société de se convertir en société coopérative d'intérêt collectif (Scic). Il dispose notamment que : « L'écart de valorisation qui peut résulter de l'opération entre la valeur nominale des parts sociales annulées et la valeur déterminée lors de la modification des statuts peut être comptabilisé, pour tout ou partie, à l'actif du bilan de la société, dans les conditions fixées par un règlement de l'Autorité des normes comptables ».

L'Autorité des normes comptables a récemment édicté le règlement ANC n°2021-04 du 2 juillet 2021, modifiant le règlement CRC n°2009-07 du 3 décembre 2009 relatif à la transformation d'une société en Scop. Ce règlement accorde aux Scic le même régime qu'aux sociétés coopératives de production (Scop).

Cependant, le cadre régissant le traitement des opérations de transformation d'une Scop intègre également les articles 160 quater et 210-D du Code général des impôts. Ces deux articles définissent le régime applicable et aménagent ses conséquences dans le temps, sans influencer la base ou le taux d'imposition. Cette mesure n'engendrera donc aucun coût supplémentaire pour les finances publiques.

L'article 160 quater prévoit que la plus-value, représentant la différence entre la valeur de remboursement du titre et son prix de revient, est assimilée, pour l'associé se retirant de la société à l'issue de sa transformation en Scop, à une plus-value de cession de valeurs mobilières ou de droits sociaux.

Quant à l'article 210-D, il applique une imposition différée dans le temps, calquée sur le régime des fusions, à l'écart de revalorisation. Les plus-values liées aux immobilisations amortissables sont réintégrées progressivement, par cinquième, dans les excédents nets de gestion imposables sur une période de cinq ans à partir de l'exercice de transformation. En contrepartie, les amortissements et les plus-values ultérieures sont calculés sur la nouvelle base comptable. Les plus-values relatives aux

éléments non amortissables font l'objet d'un report de taxation jusqu'à leur cession à titre onéreux par la Scop.

Cet amendement a été travaillé en collaboration avec la Confédération générale des Scop.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. KANNER, Mmes LINKENHELD et ARTIGALAS, M. REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. MARIE et RAYNAL, Mme CANALÈS, M. COZIC, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes BONNEFOY et BROSSEL, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, MM. KERROUCHE et LOZACH, Mme LUBIN, MM. MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA, ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUOVICIES**

Après l'article 3 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I – Au 1. du I. de l'article 199 terdecies-0 AB du code général des impôts, le pourcentage : "18 %" est remplacé par le pourcentage : "30 %".

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les foncières solidaires SIEG, qui agissent sans but lucratif, ont pour vocation d'agir en faveur de personnes en fragilité et sont soumises à de fortes contraintes : interdiction de distribution de dividende, peu ou pas de valorisation des parts sociales etc. Les foncières solidaires poursuivent un objectif de lutte contre les situations d'exclusion et leurs activités en faveur du logement très social nécessitent des investissements en fonds propres importants et patients.

Les souscriptions au capital des foncières solidaires disposant du mandat SIEG bénéficient de la réduction d'impôt sur le revenu prévu à l'article 199 terdecies-0 AB du code général des impôts (CGI). Cette réduction d'impôt est justifiée par la finalité sociale des activités des foncières SIEG et a vocation à promouvoir l'investissement solidaire.

De plus, en comparant le montant de la déduction effective accordée au titre de l'IR SIEG au plafond au-delà duquel la déduction n'est plus rentable pour la collectivité, il est possible de démontrer que le coût du dispositif fiscal IR SIEG est inférieur au bénéfice qu'en tire la collectivité publique. Cette comparaison permet de s'assurer qu'il n'existe pas de risque de surcompensation du service économique d'intérêt général (SIEG) accompli par les foncières. A titre d'exemple, sur les deux

premiers exercices de SNL-Prologues sous le régime SIEG – foncière engagée pour rendre accès le logement aux personnes en situation de précarité – la collectivité a reçu un service d'intérêt économique général pour 10 à 12% de l'avantage concédé, ou dit autrement a bénéficié de 88 à 90% de SIEG au-delà de l'avantage concédé.

Mettre à fin à ce taux bonifié et revenir à 18% aurait des conséquences dramatiques pour les entreprises solidaires : Habitat & Humanisme, acteur du logement très social, estime par exemple que sa collecte pourrait baisser d'un tiers, ce qui résulterait dans la production de 200 logements sociaux de moins par an.

C'est pourquoi cet amendement vise à pérenniser un taux à 30% pour l'incitation à l'investissement dans les foncières SIEG.

Amendement proposé par FAIR





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. COZIC et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC et  
MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS, LUREL et FAGNEN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEXIES**

Après l'article 3 sexies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I – Le 2° du I de l'article 150-0 B ter du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le a est complété par les mots : « à l'exception des sociétés foncières agréées entreprises solidaires d'utilité sociale, ayant conclu une convention tenant lieu de mandat de service d'intérêt économique général au sens de l'article 4 de la décision 2012/21/UE conformément au 4° du II de l'article 199 terdecies-0 AB du présent code » ;

2° Au b, après le mot : « exclusion », sont insérés les mots : « et la même exception ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à s'assurer que les foncières solidaires SIEG puissent bénéficier du dispositif du remploi de produit de cession.

Dans le cas d'une cession de titres de société, un chef d'entreprise peut bénéficier d'un report d'imposition ou d'une exonération sur la plus-value de cession, à condition qu'il réinvestisse le produit de cette cession, grâce au dispositif du remploi de produit de cession. Ce dispositif vise à stimuler l'investissement, en encourageant les investisseurs à remployer rapidement leur capital.

Cependant toutes les structures ne peuvent pas bénéficier de ces réinvestissements.

En effet, les sociétés à prépondérance immobilière sont exclues.

Cette disposition vise à éviter l'optimisation fiscale abusive, la fiscalité des cessions de parts sociales étant plus avantageuse que la fiscalité de cessions d'immeubles.

Cependant, à la différence des textes régissant les dispositifs de réduction d'IRPP, ou les droits de mutation, il n'existe pas d'exception à cette exclusion pour les entreprises solidaires. Les entreprises solidaires à prépondérance immobilières sont donc exclues du dispositif.

Certaines foncières solidaires se sont vues confier par l'État français un mandat de SIEG (service d'intérêt économique général), et mobilisent également de l'épargne solidaire grâce à l'agrément ESUS (entreprise solidaire d'utilité sociale). Ces foncières intègrent des activités de logement très social au sens de l'article L. 365-1 du code de la construction et de l'habitation, et leur statut de SIEG est proche d'une délégation de service social. A ce titre, leur activité est très encadrée.

Conditionner l'ouverture du emploi produit cession à l'agrément SIEG permettrait d'ajouter une garantie supplémentaire que ce dispositif n'est pas détourné pour financer des activités de gestion de patrimoine immobilier.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. RAYNAL, COZIC et KANNER, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Michaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNVICIES**

Après l'article 3 unvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À la seconde phrase du troisième alinéa du 2° du I de l'article 726 du code général des impôts, après les mots : « sociétés foncières qui remplissent les conditions prévues au 1°, au a du 2° et aux 3° et 4° du I du II de l'article 199 terdecies-0 AB », sont insérés les mots : « les entreprises solidaires d'utilité sociale au sens de l'article L. 3332-17-1 du code du travail ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à harmoniser le régime des droits de mutation pour les acteurs de l'immobilier à vocation sociale. Les foncières solidaires sont des entreprises exerçant des activités de logement très social qui mobilisent de l'épargne solidaire grâce à l'agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale » (ESUS).

Les cessions de droits sociaux sont soumises à un droit d'enregistrement dont le taux est fixé à l'article 726 du code général des impôts. Actuellement, des acteurs opérant sur un même marché de référence (bailleurs sociaux) se voient appliquer des taux de droits d'enregistrement différents.

En effet, les organismes d'habitation à loyer modéré (HLM) et les sociétés d'économie mixte exerçant une activité de construction ou de gestion de logements sociaux sont soumises à un droit d'enregistrement de 0,1 %. Depuis l'année dernière, les foncières solidaires sous mandat SIEG ont également accédé à ce même taux de 0,1 %.

Cependant, d'autres sociétés à prépondérance immobilière agissant dans l'immobiliser social ou l'économie sociale et solidaire, et à ce titre agréées ESUS, sont soumises à un taux de 5%. C'est le cas, par exemple, de Solifap, société d'investissements solidaires créée par la Fondation Abbé Pierre ou d'Emmaüs Epargne Solidaire, foncière dont l'activité vise à financer la création ou la rénovation de lieux d'activités pour les structures de l'économie sociale et solidaire. Ces structures sont aujourd'hui pénalisées en raison de leur activité dont la lucrativité est limitée qui rend difficile leur équilibre économique.

En compensation, elles devraient pouvoir bénéficier des mêmes conditions que les foncières solidaires SIEG. En effet, l'utilité sociale de leurs activités, ainsi que leur lucrativité, sont garanties par l'agrément ESUS et justifient leur rattachement au régime des HLM et des foncières solidaires plutôt que des sociétés commerciales traditionnelles.

C'est pourquoi il est proposé d'aligner les sociétés à prépondérance immobilière agréées ESUS sur les foncières solidaires SIEG, et de leur permettre de bénéficier du droit d'enregistrement de 0,1 %.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 4**

Compléter cet article par un alinéa ainsi rédigé :

.... – Avant le 31 novembre 2024, Le Gouvernement remet au Parlement une évaluation du montant des recettes prévues de l'impôt complémentaire et de l'impôt national complémentaire ainsi que du nombre d'entreprises redevables.

**OBJET**

L'article 4 transpose en droit interne les dispositions de l'accord OCDE/G20 sur la taxation minimale des bénéfices des multinationales. Néanmoins, le Parlement n'a aucune idée du montant des nouvelles recettes. Le Gouvernement ne livre aucune information à ce sujet, ni dans l'exposé général des motifs, ni dans le dossier de presse, ni dans l'exposé des motifs du présent article.

Cela pose un double problème. D'abord, si le Gouvernement ne dispose pas d'un ordre de grandeur, c'est qu'il ignore complètement l'impact de sa réforme. Ceci serait inquiétant. Deuxièmement, si les recettes à venir étaient conséquentes (supérieure à 2,5 Md€ soit 0,1 % du PIB), cela pourrait fausser la prévision du solde du budget général.

Pour rappel, le conseil d'analyse économique estimait en juin 2021 que le « pilier 2 » des négociations augmenterait « à court terme les recettes fiscales de la France de près de 6 milliards d'euros » !





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. OUIZILLE, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 4**

Après l'article 4

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le I de l'article 164 B est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ... Dans les conditions définies par l'article 209 C, les bénéfices réalisés à raison de la livraison ou de la fourniture de biens ou de services en France au sens des articles 258, 259, 259 A, 259 B, 259 C et 259 D. » ;

2° Le premier alinéa du I de l'article 209 est remplacé par trois alinéas ainsi rédigés :

« I. – Sous réserve des dispositions de la présente section, les bénéfices passibles de l'impôt sur les sociétés sont déterminés d'après les règles fixées par les articles 34 à 45, 53 A à 57, 108 à 117, 237 ter A et 302 septies A bis :

« a) Pour les personnes autres que celles mentionnées à l'article 209 C, en tenant compte uniquement des bénéfices réalisés dans les entreprises exploitées en France, de ceux mentionnés aux a, e, e bis et e ter du I de l'article 164 B ainsi que de ceux dont l'imposition est attribuée à la France par une convention internationale relative aux doubles impositions ;

« b) Pour les personnes mentionnées à l'article 209 C, en tenant compte uniquement, dans les conditions prévues par cet article, des bénéfices réalisés à raison de la livraison ou de la fourniture de biens ou de services en France mentionnés au h du I de l'article 164 B ou, pour les exercices ouverts jusqu'au 31 décembre 2028, des bénéfices mentionnés au a du I du présent article s'ils sont supérieurs. »

3° Après l'article 209 B, il est inséré un article 209 C ainsi rédigé :

« Art. 209 C. – I. – Pour les personnes appartenant à un groupe au sens du II du présent article qui, au cours de l'exercice ou des douze derniers mois, livre des biens ou fournit des prestations en France au sens des articles 258, 259, 259 A, 259 B, 259 C et 259 D dont la valeur excède 150 millions d'euros, les bénéfices passibles de l'impôt sur les sociétés sont déterminés en retenant, dans les conditions définies au IV du présent article, l'ensemble des résultats de leurs exploitations directes ou indirectes, qu'elles soient situées en France ou à l'étranger, du groupe auquel elles appartiennent.

« Les dispositions du premier alinéa du présent I sont également applicables à toute entité juridique n'appartenant pas à un groupe qui, au cours de l'exercice ou des douze derniers mois, livre des biens ou fournit des prestations en France au sens des articles 258, 259, 259 A, 259 B, 259 C et 259 D dont la valeur excède 150 millions d'euros.

« II. – Le groupe au sens du I du présent article comprend les entités juridiques, personnes morales, organismes, fiducies ou institutions comparables, établies ou constituées en France ou hors de France placés sous le contrôle exclusif ou conjoint d'une même personne au sens de l'article L. 233-16 du code de commerce.

« III. – Une société membre du groupe mentionné au II est constituée, à son initiative ou, à défaut, par désignation de l'administration, seule redevable de l'impôt sur les sociétés dû par elle-même et les autres entités juridiques membres du même groupe.

« Le résultat d'ensemble est déterminé par cette société en faisant la somme algébrique des résultats de chacune des entités du groupe dans les conditions prévues aux articles 223 A à 223 K.

« IV. La part du résultat d'ensemble du groupe mentionné au II correspondant aux bénéfices réalisés par ses membres à raison de la livraison ou de la fourniture de biens ou de services en France au sens du h du 1 de l'article 164 est réputée égale à la part des ventes et prestations du groupe en France dans le total des ventes et prestations réalisés par le groupe en France et hors de France.

« Pour calculer la part des ventes et prestations réalisés en France dans le total des ventes et prestations réalisés en France et hors de France, il n'est pas tenu compte des ventes et prestations réalisés entre entités appartenant au groupe. Il n'est pas non plus tenu compte des ventes et prestations réalisés à des entités domiciliées ou établies dans un État étranger ou un territoire situé hors de France et qui y sont soumises à un régime fiscal privilégié au sens de l'article 238 A.

« Pour les entités mentionnées au dernier alinéa du I du présent article et n'appartenant pas à un groupe, la part des bénéfices réputée réalisée à raison de la livraison ou de la fourniture de biens ou de services en France au sens du h du 1 de l'article 164 est égale à la part des ventes et prestations de l'entité en France dans le total des ventes et prestations réalisés par l'entité en France et hors de France. »

II. – Le I entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2025.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

## **OBJET**

Cet amendement vise à changer la définition de la base imposable en France. Chaque société domiciliée à l'étranger vendant des biens ou des services en France pour un montant excédant 150 millions d'euros (ce montant pouvant ultérieurement évoluer) deviendrait sujette à l'impôt sur les sociétés, qu'elle possède un établissement stable en France ou non. Les bénéfices imposables seraient

calculés en multipliant les bénéfices mondiaux consolidés du groupe par la fraction de ses ventes mondiales faites en France.

Chaque année, 40 % des bénéfices des multinationales sont transférés artificiellement vers des paradis fiscaux et ainsi, 600 milliards de dollars de base taxable échappent aux États.

En 2016, les entreprises américaines ont enregistré plus de profits en Irlande qu'en Chine, au Japon, au Mexique, en Allemagne et en France réunis. Et sur ces profits faramineux, elles se sont acquittées du taux dérisoire de 5,7 %.

L'Union Européenne, pour sa part, perd chaque année, par le jeu des délocalisations artificielles de profits vers les paradis fiscaux, l'équivalent de 20 % du montant de l'impôt sur les sociétés collecté. Pour la France seule, cette optimisation fiscale agressive correspond à une perte de plus de 5 milliards d'euros par an.

Quant aux pays en développement, ils se trouvent privés de ressources majeures au regard de l'aide publique au développement qu'ils reçoivent. Selon certaines ONG, ils perdent en ressources fiscales jusqu'à 10 fois ce qu'ils reçoivent en aide publique.

La course au moins-disant fiscal désarme les États et érode chaque jour un peu plus leur souveraineté. Elle affecte tout, la loyauté de l'économie, le pouvoir d'achat des ménages sur lesquels est reportée la fiscalité, les services publics qui manquent de moyens, l'environnement qui n'est jamais la priorité. Cette faiblesse des États les prive des moyens nécessaires à la lutte contre les inégalités via des investissements dans l'éducation, dans les systèmes de santé, dans la préservation de l'environnement. Un cercle vicieux se met en place, l'optimisation fiscale agressive alimente jusqu'à l'insoutenable les inégalités et compromet l'avenir. Elle nourrit toutes les frustrations, tous les ressentiments, toutes les contestations de la démocratie libérale.

Pourtant, nous pouvons agir.

Nombreux et documentés sont désormais les travaux de chercheurs proposant de réformer les dispositifs légaux afin de ramener les multinationales dans le droit commun de l'impôt sur les sociétés, en récupérant la base taxable qui échappent aux États du fait de pratiques d'optimisation fiscale agressive. Ils suggèrent en générale, pour plus d'efficacité, une forte coopération entre États pour y parvenir. C'est ainsi que l'Union européenne en a fait un chantier prioritaire, mais sans résultat pour le moment, le projet de réforme de l'imposition des sociétés (ACCIS) conçu par la Commission européenne reste bloqué par le Conseil européen depuis 2011.

Si la coopération européenne et internationale demeure un objectif premier, il est possible d'agir sans attendre que l'ensemble de la communauté internationale se décide. C'est le sens du présent amendement, écrit en collaboration avec l'économiste Gabriel Zucman.

Comme il l'est dit plus haut, le dispositif proposé vise à changer la définition de la base imposable en France. Chaque société domiciliée à l'étranger vendant des biens ou des services en France pour un montant excédant 150 millions d'euros (ce montant pouvant ultérieurement évoluer) deviendrait sujette à l'impôt sur les sociétés, qu'elle possède un établissement stable en France ou non. Les bénéfices imposables seraient calculés en multipliant les bénéfices mondiaux consolidés du groupe par la fraction de ses ventes mondiales faites en France.

Ce faisant, ce dispositif vise à donner corps à un principe simple : les multinationales doivent payer leurs impôts là où elles font leur chiffre d'affaires. Cet amendement propose de modifier le mode de calcul de l'assiette de l'Impôt sur les Sociétés, sans en changer le taux. L'adoption de cet amendement modifierait le Code général des impôts de manière à ce que les multinationales payent en France leur impôt sur les sociétés au prorata du pourcentage de leurs ventes mondiales réalisées dans le Pays.

Si, par exemple, une multinationale fait 10 milliards d'Euros de bénéfices consolidés dans le monde, et qu'elle réalise 10 % de son chiffre d'affaires en France, alors le calcul de son impôt sur les sociétés se fera sur la base de 10 % de ces 10 milliards, soit 1 milliard d'Euros. Quand bien même ces bénéfices auraient été artificiellement transférés comptablement vers des pays à fiscalité nulle ou très faible.

Pour aller au bout de la logique de cet amendement et lutter réellement contre l'évasion fiscale, il est prévu une clause anti-abus. L'administration fiscale se réserve le droit d'ignorer les ventes faites à des territoires à fiscalité nulle ou faible dans le calcul de la proportion des ventes mondiales faites en France. Cette mesure permet d'éviter que les sociétés déclarent une fraction disproportionnée de leurs ventes à des clients hors-groupe implantés dans des paradis fiscaux.

Cette réforme nécessite de renégocier les conventions fiscales internationales, en particulier afin d'éviter la double imposition. Un principe général peut être le suivant :

- Les groupes dont le siège social est en France sont imposables en France sur leurs profits mondiaux (quelle que soit la fraction de leurs ventes faites en France), avec crédit d'impôt pour annuler tous les impôts sur les sociétés payés à des États étrangers.
- Les groupes dont le siège social est à l'étranger sont imposables en France sur leurs bénéfices mondiaux ventilés au prorata des ventes faites en France. Les pays où les sièges sociaux sont domiciliés accordent des crédits d'impôt pour effacer l'impôt payé en France.

Dans une période intermédiaire permettant la conduite des négociations, jusqu'à fin 2028, les bénéfices réalisés en France calculés en l'état du droit resteraient pleinement imposés en France s'ils sont supérieurs à ceux résultant de l'application des nouvelles règles proposées. Pendant cette période, les nouvelles règles proposées permettraient, en droit interne, de taxer les bénéfices supplémentaires actuellement taxables à l'étranger au fur et à mesure de la renégociation des conventions fiscales concernées. Il s'agit par cette mesure transitoire d'éviter la double non-imposition le temps que les autres pays (et les conventions fiscales) s'adaptent.

Avec cet amendement la France peut engager un travail pionnier de rééquilibrage des rapports de force entre États et multinationales. C'est un chemin nécessaire qui n'épuise pas le monumental chantier de la lutte contre l'optimisation fiscale et la loyauté de l'impôt mais s'y engage résolument.

Il formule des choix que le travail futur pourra faire évoluer.

S'agissant de la clef de répartition du chiffre d'affaires, la réforme ici proposée ne s'appliquant qu'en France seule, il a été fait le choix de ne pas retenir l'hypothèse d'y inclure la masse salariale et le capital pour éviter le risque d'une incitation à la délocalisation des multinationales vers des pays à fiscalité faible. Le choix retenu a d'abord été guidé par la défense des intérêts français et de son tissu industriel, et donc à ne retenir qu'une formule fondée sur les ventes uniquement.

Ce choix laisse les autres pays libres de choisir un système prenant en compte les trois facteurs dans la mesure où il n'est pas nécessaire que tous les pays appliquent la même formule pour que l'imposition fonctionne (les États américains appliquent des formules différentes).

La recherche d'un impôt mondialement juste pose la question des pays en voie de développement, pays de production ne disposant pas d'un marché intérieur susceptible d'offrir une base taxable significative. La réforme engagée par le présent amendement a vocation à récupérer la base taxable des multinationales échappant à l'ensemble des États du monde, elle aura un effet collatérale positif pour les pays en voie de développement qui sont d'ores et déjà les premières victimes de l'optimisation fiscale que leur imposent les multinationales. La poursuite des travaux engagés au plan mondial (comme le projet européen ACCIS, bloqué depuis 2011, envisage la prise en compte, en plus du chiffre d'affaire, de la répartition des actifs et de la masse salariale), comme la renégociation des conventions fiscales dans le cas de la France devront être l'occasion de traiter de l'équité fiscale entre pays de production et pays de consommation, en envisageant par exemple les voies et moyens d'une

déduction d'autres impôts et taxes (impôts de production, droits d'exploitation...) de la base de l'impôt sur les sociétés.

S'agissant des groupes intégrés, la ventilation par les ventes change la localisation de leur assiette taxable au profit des pays où résident les clients des sociétés de l'aval. C'est néanmoins un gros progrès par rapport au système actuel dans lequel on laisse de facto à ces groupes le choix du pays où elles souhaitent déclarer leurs profits via l'utilisation des prix de transfert (en pratique, elles choisissent le plus souvent l'Irlande ou les Bermudes). L'amendement avantage donc à nouveau la France.

S'agissant de la détermination de la localisation du chiffre d'affaires dans le numérique, il faut partir des relevés de TVA (les publicités vendues par Google à des clients français sont soumises à la TVA en France), et inclure un nombre d'utilisateurs dans le calcul du CA par pays. Cette réforme peut aussi servir à améliorer les normes comptables qui s'appliquent aux entreprises du numérique et la transparence dans ce secteur.

S'agissant des groupes étrangers avec sièges hors de France, il faudra conditionner l'accès au marché français au fait de fournir au fisc une ventilation pays par pays de leurs ventes mondiales, ainsi que le montant des profits mondiaux consolidés. L'information fournie sur le montant des ventes faites en France pourra être vérifiée en utilisant les relevés de TVA. Les questions de double imposition vont être instrumentalisées par certains lobbys mais en pratique sont d'une importance secondaire par rapport à la double non-imposition actuelle. Un bon exemple : les multinationales américaines aimaient se plaindre du fait que le crédit d'impôt accordé par le fisc américain n'effaçait pas 100 % des impôts étrangers mais en pratique il effaçait largement plus de 90 %...

Cet amendement s'inscrit dans un combat de long terme, qui doit prioritairement conduire à ce que les États retrouvent leurs bases fiscales, condition et expression de leur souveraineté. Ce ne sont pas aux multinationales de faire jouer la concurrence entre les États, mais le cas échéant, aux États de définir des règles qui s'imposent aux acteurs économiques et développer si nécessaire des coopérations et des politiques d'aide au développement entre eux.

L'amendement propose une entrée en vigueur de la réforme au 1<sup>er</sup> janvier 2025, laissant au gouvernement le temps de sa mise en œuvre dans les meilleures conditions.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. FÉRAUD, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 NONIES**

Après l'article 5 nonies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 244 quater B du code général des impôts est ainsi modifié :

1° À la deuxième phrase du premier alinéa, les mots : « et de 5 % pour la fraction des dépenses de recherche supérieure à ce montant » sont remplacés par les mots : « et de 40 % pour les petites et moyennes entreprises telles que déterminées par l'article 51 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 » ;

2° Le II est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...) Les dépenses de recherche relatives à l'environnement telles qu'entendues dans le règlement 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables. Le taux de crédit d'impôt s'élève à 30 % pour la fraction des dépenses de recherche inférieure ou égale à 100 millions d'euros et de 40 % pour les petites et moyennes entreprises. Ces taux sont applicables au titre d'un crédit d'impôt recherche « vert ». »

**OBJET**

Le Présent amendement vise à la création d'un crédit d'impôt recherche « vert » (CIR « vert ») dans la logique notamment défendue par le Conseil des prélèvements obligatoires. Le taux est actuellement fixé à 30% pour les dépenses allant jusqu'à 100 millions d'euros et à 5% pour les dépenses excédant ce solde. A la suite de l'examen récent du projet de loi « Industrie verte » visant à encourager l'investissement porté sur l'écologie et des activités non polluantes, une réforme créant un CIR « vert » prend sens. En effet, il viendrait inciter les dépenses de recherche dans le domaine de l'environnement.

En premier lieu, cet amendement vise à supprimer le taux de 5% pour les dépenses excédant le solde de 100 millions d'euros.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

En second lieu, il convient d'orienter les dépenses de recherche et développement vers l'écologie en s'intéressant à des investissements durables au titre de la taxonomie européenne.

Le taux de crédit d'impôt s'élèverait alors à 30% pour la fraction des dépenses de recherche inférieure ou égale à 100 millions d'euros et de 40% pour les petites et moyennes entreprises.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. COZIC, JACQUIN, OUIZILLE, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, M. Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 4**

Après l'article 4

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le 1 de l'article 39 du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« 1 bis A. Au sein de chaque entreprise, il est déterminé un plafond de rémunération correspondant à vingt fois la rémunération moyenne du décile de salariés disposant de la rémunération la plus faible. Pour chaque salarié et associé, la fraction de rémunération supérieure à ce plafond n'est pas prise en compte pour le calcul des dépenses de personnel déductibles en application du 1° du 1. Il en va de même des charges sociales afférentes à cette fraction de rémunération supérieure au plafond précité. Cette disposition s'applique à toutes les rémunérations directes et indirectes du salarié ou associé. »

II. – Un décret fixe les modalités d'application du présent article.

**OBJET**

Les écarts salariaux entre les PDG et les salariés se traduisent par des rapports de plus en plus grands entre hauts et bas salaires : en 2016, les patrons du CAC 40 gagnaient en moyenne 257 fois le SMIC, et 119 fois le salaire moyen au sein de leur entreprise quand en 2009, cet écart était de 97. Sur 2016, l'écart le plus important a été constaté chez Carrefour où le PDG a perçu 553 fois le SMIC.

En France, les écarts de rémunération s'aggravent : la rémunération des dirigeants du CAC 40 a cru de 45 % depuis 2009, soit plus de deux fois plus vite que la moyenne des salaires de leurs entreprises, et 4 fois plus vite que le salaire minimum (SMIC).

Limiter les écarts de salaires et mieux partager la richesse créée au sein des entreprises est indispensable pour lutter contre les inégalités. À noter que beaucoup d'entreprises appliquent déjà la modération salariale. Dans l'économie sociale et solidaire (ESS), qui représente 10 % des emplois du privé, l'écart maximal généralement pratiqué est de 1 à 5, et dans les entreprises solidaires d'utilité

sociale (ESUS), la rémunération la plus haute de l'entreprise ne peut excéder un plafond de 10 fois le SMIC soit 179 816 euros.

Dans ce contexte, cet amendement incite socialement les entreprises pratiquant des écarts de salaires, qui peuvent être considérés comme objectivement déséquilibrés, à mieux partager leur valeur.

Pour ce faire, le levier fiscal proposé permettra de tendre vers une plus juste équité dans les politiques de rémunération et ce en encourageant les entreprises à augmenter les rémunérations les plus faibles pour accroître le plafond de déductibilité ou à maîtriser ses rémunérations les plus élevées. Concrètement, la fraction de rémunération supérieure au plafond fixé ne sera plus pris en compte pour le calcul des dépenses de personnel déductibles.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. FÉRAUD, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 4**

Après l'article 4

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le f du I de l'article 219 du code général des impôts, sont insérés six alinéas ainsi rédigés :

« .... – Les sociétés assujetties au taux normal de 25 % sont imposées au taux de 30 % lorsque leur activité directe ou indirecte constitue ou contribue à une activité polluante au sens de l'article 266 sexies du code général des douanes.

« .... – Les sociétés assujetties au taux normal de 25 % sont imposées au taux de 30 % lorsqu'elles ne respectent pas l'obligation de publication annuelle des écarts éventuels de représentation entre les femmes et les hommes parmi les cadres dirigeants et les membres des instances dirigeantes au titre de l'article 14 de la loi n° 2021-1774 du 24 décembre 2021 visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle.

« .... – Les sociétés assujetties au taux normal de 25 % sont imposées au taux de 30 % lorsqu'elles n'emploient pas des personnes en situation de handicap à hauteur de 6 % de leur effectif total conformément aux articles L. 5212-1 à L. 5212-17 du code du travail.

« Cette disposition s'applique uniquement aux sociétés de plus de 20 salariés.

« .... – En cas de méconnaissance des obligations définies à l'article 1833 du code civil, les sociétés assujetties au taux normal de 25 % sont imposées au taux de 30 %.

« .... – Les sociétés assujetties au taux normal de 25 % sont imposées au taux de 30 % quand il est constaté qu'il existe au sein de la société des salaires supérieurs à vingt fois la rémunération moyenne du décile de salariés disposant de la rémunération la plus faible. »

## **OBJET**

L'impôt sur les sociétés a été instauré par un décret du 9 décembre 1948. Son taux d'imposition s'élevait alors à 50%. Depuis, il n'a fait que de diminuer jusqu'à 33% en 1993. A partir de 2019, la réduction du taux d'imposition sur les bénéfices des sociétés s'est poursuivie pour aboutir à un taux de 25% pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022. A partir des années 1970, les baisses d'impôt deviennent un argument politique que ce soit en France mais aussi dans d'autres États. Ainsi, depuis sa création en France, la tendance de l'impôt sur les sociétés semble correspondre à l'expression de l'économiste américain Arthur Betz Laffer : « trop d'impôt tue l'impôt ».

En plus de cette réduction du taux d'imposition, les politiques publiques tendent à une réduction globale voire à la suppression de plusieurs taxes et impôts au bénéfice des entreprises les plus aisées. Ce fût notamment le cas avec la baisse des impôts de production tel que la cotisation foncière des entreprises (CFE) ou encore la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE). Cette réduction généralisée des différents impôts a entraîné un accroissement des inégalités entre les entreprises les plus aisées et celles rencontrant plus de difficultés. En effet, les grandes entreprises sont celles qui ont le plus de bénéficié des baisses d'impôts sur les sociétés et impôts de production.

Ces inégalités se sont aggravées avec l'instauration de niches fiscales qui ont permis à certaines activités d'être exonérées de l'impôt sur les sociétés. Alors, en plus d'avoir une diminution continue du taux de cet impôt, les possibilités de s'en exonérer se multiplient.

A concilier avec les enjeux environnementaux et sociétaux actuels, il convient d'une part, de renforcer les conditions d'accès à certaines niches fiscales dites « brunes », ayant un impact négatif sur l'environnement et d'autre part, de faciliter l'accès à des avantages fiscaux plus respectueux des normes environnementales. Pour toutes ces raisons, l'impôt sur les sociétés doit être orienté afin qu'il constitue une réponse à l'urgence écologique et qu'il permette une meilleure justice sociale.

Dans cette perspective, le présent amendement vise à insérer quatre alinéas augmentant le taux de l'impôt sur les sociétés de 25 à 30% pour certaines activités. Le taux de 30% s'appliquerait alors à toute société dont l'activité constitue une activité polluante au sens de l'article 266 sexies du code général des douanes. Il s'agit notamment de la réception de différents types de déchets.

Le taux de 30% s'appliquerait aussi pour les sociétés lorsqu'elles ne respectent pas l'obligation de publication annuelle des écarts éventuels de représentation entre les femmes et les hommes parmi les cadres dirigeants et les membres des instances dirigeantes au titre de l'article 14 de la loi n° 2021-1774 du 24 décembre 2021 visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle. En 2020, on ne comptait seulement que 3 femmes sur 120 dirigeants dans les plus grandes entreprises françaises. Ces dispositions visent à inciter les entreprises à avoir une meilleure représentation des femmes dans les postes à hautes responsabilités.

Le taux de 30% au titre de l'impôt sur les sociétés s'appliquerait également lorsqu'elles n'emploient pas des personnes en situation de handicap à hauteur de 6% de leur effectif total conformément aux articles L5212-1 à L5212-17 du code du travail. Ici, l'objectif est évidemment de lutter contre les inégalités envers les personnes en situation de handicap faisant l'objet de différentes discriminations.

De plus, le taux de 30% s'appliquerait aux entreprises pratiquant des écarts de salaires trop conséquents, dépassant le rapport de 1 à 20.

Enfin, le taux de 30% s'appliquerait aux sociétés qui, dans le cadre de leur responsabilité sociale et sociétale, doivent se conformer à avoir un objet licite et être constituée dans l'intérêt commun des associés.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BRIQUET, MM. COZIC, JACQUIN, OUIZILLE, KANNER et RAYNAL, Mme BLATRIX CONTAT, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, M. Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 8**

Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

... – Chaque année entre 2024 et 2026, l'État reverse au programme Territoires d'industrie, la différence entre la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises qu'il perçoit et la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises perçue l'année précédente, diminuée d'un quart en 2024, puis de deux quarts en 2025, puis de trois quarts en 2026 de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises qu'il aura perçue en 2023. »

**OBJET**

La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises à longterm constitué une ressource majeure des intercommunalités. Sa suppression décidée en loi de finances pour 2023 est principalement compensée par une fraction de la TVA nationale.

Toutefois, le produit de la CVAE perçu par l'Etat ayant connu un excellent résultat (+20%), le gouvernement avait admis que cette croissance soit reversée aux collectivités qui aurait dû en bénéficier en 2023 notamment par l'intermédiaire du Fonds vert.

L'étalement jusqu'au 1er janvier 2027 de la suppression de la CVAE acquittée par les entreprises au bénéfice de l'Etat tel que proposé dans le PLF pour 2024 doit se voir appliquer le même principe. En effet même dans le scénario de sa suppression progressive jusqu'en 2027 la CVAE reste une ressource dynamique. En 2023, la CVAE perçue par l'Etat est estimée par le PLF à 5 789 millions d'euros. Ce montant sera diminué chaque année d'un quart de sa valeur. Le surplus correspond à la croissance de la CVAE liée au développement local.

Intercommunalités de France considère que la croissance de la CVAE, désormais perçue par l'Etat jusqu'en 2027, devrait bénéficier aux collectivités du bloc local au travers du Programme « Territoires d'industrie », considérant que la CVAE est, notamment le fruit des dynamiques locales et que ce programme doit être encouragé.



En effet, l'initiative « Territoires d'Industrie », lancée fin 2018, s'inscrit dans une stratégie de l'Etat de reconquête industrielle et de développement des territoires. Une deuxième phase a été lancée (2023-2027) afin de poursuivre et amplifier la dynamique de réindustrialisation dans les territoires. Cette nouvelle phase du programme comprend notamment une offre de services renforcée qui trouve sa traduction dans le cadre du projet de loi « Industrie Verte ».

L'amendement proposé par Intercommunalités de France vise ainsi à affecter le produit de la croissance de la CVAE au programme Territoires d'industrie.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. LUREL, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD et JEANSANNETAS, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Michaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 7 TER

Rédiger ainsi cet article :

I. – L'article 199 undecies B du code général des impôts est ainsi modifié :

A. – Le I est ainsi modifié :

1° Au deuxième alinéa, après le mot : « investissements », sont insérés les mots : « donnés en location ou mis à la disposition de ménages ou de syndicats de copropriétaires, y compris dans le cadre de contrats incluant la fourniture de prestations de services, ni ceux » ;

2° Le g est complété par les mots : « et les activités de location de meublés de tourisme au sens de l'article L. 324-1-1 du code du tourisme à l'exception de celles offrant des services de para-hôtellerie classées et enregistrées auprès de la mairie » ;

3° Au h, après les mots : « n'excédant pas », la fin de l'alinéa est ainsi rédigé : « un mois des véhicules de tourisme au sens de l'article L. 421-2 du code des impositions sur les biens et services et dont le prix de revient unitaire hors taxe est inférieur à 30 000 euros » ;

4° Le quatorzième alinéa est ainsi modifié :

a) À la première phrase, après le mot : « classés », sont insérés les mots : « et aux travaux de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

b) Après le mot : « sont », la fin de la deuxième phrase est ainsi rédigée : « ni strictement indispensables à l'exercice d'une activité agricole, sylvicole, aquacole ou minière, ni exploités dans le cadre d'une activité de transport public de voyageurs. » ;

5° La seconde phrase du quinzième alinéa est complétée par les mots et une phrase ainsi rédigés : « dont la production n'est pas principalement affectée à l'autoconsommation par l'exploitant. Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application de la phrase qui précède. » ;

6° À la dernière phrase du dix-neuvième alinéa, après le mot : « classés », sont insérés les mots : « ou de travaux de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

7° A la deuxième phrase des vingt-deuxième et trente-deuxième alinéas :

a) La deuxième occurrence du mot : « ou » est remplacée par le signe : « , » ;

b) Sont ajoutés les mots : « ou de meublés de tourisme tels que mentionnés au g du I, ou en la construction ou la réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

B. – Après le I quater, sont insérés deux paragraphes I sexies et I septies ainsi rédigés :

« I sexies. – Le I s’applique aux investissements consistant en l’acquisition de friches faisant l’objet de travaux de réhabilitation lourde, sous réserve du respect des conditions suivantes :

« 1° Les immeubles sont en l’état d’abandon depuis au moins deux ans à la date d’acquisition ;

« 2° Les travaux portant sur ces investissements concourent à la production d’un immeuble neuf, au sens du 2° du 2 du I de l’article 257 ;

« 3° Les travaux portant sur ces investissements concourent à la production d’un immeuble destiné à un usage industriel ou hôtelier ;

« 4° Il n’existe aucun lien d’intérêt entre le cédant de la friche et les acquéreurs et exploitants à l’exception des investissements ayant reçus un agrément préalable du ministre du budget dans les conditions prévues au III de l’article 217 undecies.

« La réduction d’impôt est assise sur le prix de revient, hors taxes, frais et commissions de toute nature, du terrain d’assiette, des constructions qui y sont édifiées et des terrains formant une dépendance immédiate et nécessaire de ces constructions et sur le montant des travaux, hors taxes et hors frais de toute nature, diminués du montant des aides publiques accordées pour leur financement. ;

« I septies. – Par dérogation au deuxième alinéa du I du présent article, le même I s’applique aux investissements consistant en l’acquisition, l’installation et l’exploitation de chauffe-eaux solaire sous réserve d’avoir reçu l’agrément préalable du ministre chargé du budget dans les conditions prévues au III de l’article 217 undecies. » ;

C. – Après la référence : « I ter », la fin du III est ainsi rédigée : « , I quater, I sexies et I septies. » ;

D. – Au IV, après la référence : « I quater », sont insérées les références : « , I sexies et I septies » ;

E. – Au VI, après le mot : « hôtelière », sont insérés les mots : « et de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel ».

II. – L’article 217 undecies du code général des impôts est ainsi modifié :

A. – Le I est ainsi modifié :

1° À la onzième phrase du premier alinéa, après le mot : « hôtelière », sont insérés les mots : « ou de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

2° Le troisième alinéa est ainsi modifié :

a) À la première phrase, après le mot : « classés », sont insérés les mots : « et aux travaux de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

b) Après le mot : « sont », la fin de la seconde phrase est ainsi rédigée : « ni strictement indispensables à l'exercice d'une activité agricole, sylvicole, aquacole ou minière ni exploités dans le cadre d'une activité de transport public de voyageurs, ni pour la location directe au profit des personnes physiques utilisant pour une durée n'excédant pas un mois des véhicules de tourisme au sens de l'article L. 421-2 du code des impositions sur les biens et services et dont le prix de revient unitaire hors taxe est inférieur à 30 000 euros. » ;

3° La seconde phrase du quatrième alinéa est complétée par les mots et une phrase ainsi rédigés : « dont la production n'est pas principalement affectée à l'autoconsommation par l'exploitant. Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application de la phrase qui précède. » ;

4° Le cinquième alinéa est complété par deux phrases ainsi rédigées :

« La déduction prévue au premier alinéa du présent I s'applique également aux investissements mentionnés aux I sexies et au I septies du même article 199 undecies B lorsque les conditions prévues aux mêmes I sexies et I septies sont satisfaites. Pour les investissements prévus au I sexies de l'article 199 undecies B, l'assiette de la déduction fiscale est déterminée dans les conditions prévues au dernier alinéa dudit I sexies. » ;

5° À la deuxième phrase des neuvième et vingt et unième alinéas :

a) La deuxième occurrence du mot : « ou » est remplacé par le signe : « ; » ;

b) Après les mots : « villages de vacances », sont insérés les mots : « ou de meublés de tourisme tels que mentionnés au g du I de l'article 199 undecies B, ou la construction ou la réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

B. – Le II est ainsi modifié :

1° À la seconde phrase du deuxième alinéa :

a) La deuxième occurrence du mot : « ou » est remplacé par le signe : « , » ;

b) Après les mots : « villages de vacances », sont insérés les mots : « ou de meublés de tourisme tels que mentionnés au g du I de l'article 199 undecies B, ou la construction ou la réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

2° Au troisième alinéa, après le mot : « classés », sont insérés les mots : « et des travaux de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

C. – Le premier alinéa du 1 du III est ainsi modifié :

1° Après le mot : « automobile », sont insérés les mots : « de l'acquisition, l'installation et l'exploitation de chauffe-eau solaire » ;

2° Après le mot : « classés », sont insérés les mots : « ou de friches hôtelières ou industrielles lorsqu'il existe un lien d'intérêt entre le cédant de la friche et les acquéreurs et les exploitants » ;

D. – Au deuxième alinéa du V, après le mot : « classés », sont insérés les mots : « et de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel ».

III. – L'article 244 quater W du code général des impôts est ainsi modifié :

A. – Le I est ainsi modifié :

1° Le 1 est ainsi modifié :

a) Le premier alinéa est complété par deux phrases ainsi rédigées : « Pour les investissements afférents à l'acquisition de friches faisant l'objet de travaux de réhabilitation lourde mentionnés au I sexies du même article 199 undecies B, le crédit d'impôt s'applique sous réserve du respect des conditions prévues au même I sexies. Pour les investissements afférents à l'acquisition, l'installation et l'exploitation de chauffe-eau solaire, mentionnés au I septies de l'article 199 undecies B, le crédit d'impôt s'applique sous réserve du respect des conditions prévues au même I septies. » ;

b) Au deuxième alinéa, après le mot : « classés », sont insérés les mots : « et aux travaux de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

2° Le 2 est ainsi modifié :

a) Après le mot : « sont », la fin du a est ainsi rédigée : « ni strictement indispensables à l'exercice d'une activité agricole, sylvicole, aquacole ou minière ni exploités dans le cadre d'une activité de transport public de voyageurs, ni pour la location directe au profit des personnes physiques utilisant pour une durée n'excédant pas un mois des véhicules de tourisme au sens de l'article L. 421-2 du code des impositions sur les biens et services et dont le prix de revient unitaire hors taxe est inférieur à 30 000 euros ; » ;

b) Le b est complété par les mots et une phrase ainsi rédigés : « dont la production n'est pas principalement affectée à l'autoconsommation par l'exploitant. Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application de la phrase qui précède ; » ;

c) Il est ajouté un c ainsi rédigé :

« c) Aux investissements donnés en location ou mis à la disposition de ménages ou de syndicats de copropriétaires, y compris dans le cadre de contrats incluant la fourniture de prestations de services. » ;

B. – Le 1 du II est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Pour les investissements afférents à l'acquisition de friches faisant l'objet de travaux de réhabilitation lourde mentionnés au I sexies du même article 199 undecies B, l'assiette du crédit d'impôt est déterminée dans les conditions prévues au même I sexies.

Pour les investissements afférents à l'acquisition, l'installation et l'exploitation de chauffe-eau solaire, mentionnés au I septies de l'article 199 undecies B, le crédit d'impôt s'applique sous réserve du respect des conditions prévues au même I septies. » ;

C. – À la seconde phrase du dernier alinéa du III, le mot : « dernier » est remplacé par le mot : « troisième » ;

D. – À la deuxième phrase du premier alinéa du 1 du VIII :

1° La troisième occurrence du mot : « ou » est remplacé par le signe : « , » ;

2° Après les mot : « villages de vacances », sont insérés les mots : « ou de meublés de tourisms tels que mentionnés au g du I de l'article 199 undecies B, ou la construction ou la réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel. » ;

E. – Au 1 du IX, après le mot : « hôtelière », sont insérés les mots : « et de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel ».

IV. – L'article 244 quater Y du code général des impôts est ainsi modifié :

A. – Le I est ainsi modifié :

1° Le A est ainsi modifié :

a) Le second alinéa du 2° du 1 est ainsi modifié :

– aux première, deuxième et dernière phrases, les mots : « le crédit » sont remplacés par les mots : « la réduction » ;

– sont ajoutées deux phrases ainsi rédigées : « Pour les investissements afférents à l'acquisition de friches faisant l'objet de travaux de réhabilitation lourde mentionnés au I sexies du même article 199 undecies B, la réduction d'impôt s'applique sous réserve du respect des conditions prévues au même I sexies. Pour les investissements afférents à l'acquisition, l'installation et l'exploitation de chauffe-eau solaire, mentionnés au I septies de l'article 199 undecies B, la réduction d'impôt s'applique sous réserve du respect des conditions prévues au même I septies. » ;

b) Le 2 est ainsi modifié :

– après le mot : « sont », la fin du 1° est ainsi rédigée : « ni strictement indispensables à l'exercice d'une activité agricole, sylvicole, aquacole ou minière ni exploités dans le cadre d'une activité de transport public de voyageurs, ni pour la location directe au profit des personnes physiques utilisant pour une durée n'excédant pas un mois des véhicules de tourisme au sens de l'article L. 421-2 du code des impositions sur les biens et services et dont le prix de revient unitaire hors taxe est inférieur à 30 000 euros ; »

– le 2° est complété par les mots et une phrase ainsi rédigés : « dont la production n'est pas principalement affectée à l'autoconsommation par l'exploitant. Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application de la phrase qui précède ; »

– il est ajouté un 3° ainsi rédigé : » 3° L'acquisition de biens donnés en location ou mis à la disposition de ménages ou de syndicats de copropriétaires, y compris dans le cadre de contrats incluant la fourniture de prestations de services. » ;

2° Au B, après le mot : « classés », sont insérés les mots : « et aux travaux de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

B. – Le III est complété par un G et un H ainsi rédigés :

« G. – Pour les investissements afférents à l'acquisition de friches faisant l'objet de travaux de réhabilitation lourde mentionnés au I sexies de l'article 199 undecies B, l'assiette de la réduction d'impôt est déterminée dans les conditions prévues au même I sexies.

« H. – Pour les investissements afférents à l'acquisition, l'installation et l'exploitation de chauffe-eau solaire mentionnés au I septies de l'article 199 undecies B, l'assiette de la réduction d'impôt est déterminée dans les conditions prévues au même I septies. » ;

C. – À la seconde phrase du deuxième alinéa du A et du deuxième alinéa du 2° du B du VII :

1° Le seconde occurrence du mot : « ou » est remplacée par le signe : « , » ;

2° Après les mots : « villages de vacances », sont insérés les mots : « ou de meublés de tourisms tels que mentionnés au G du I de l'article 199 undecies B, ou la construction ou la réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel. »

V. – A. – Les 1° à 3° et le b du 4° du A du I, le b du 2° et le 3° du A du II, les a et c du 2° du A du III et le deuxième et les deux derniers alinéas du b du 1° du A du IV s'appliquent aux investissements réalisés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024. Toutefois, les articles 199 undecies B, 217 undecies, 244

quater W et 244 quater Y du code général des impôts restent applicables dans leur rédaction antérieure à la présente loi pour :

- 1° Les investissements agréés au plus tard le 31 décembre 2023 ;
- 2° Les investissements pour l'agrément desquels une demande est parvenue à l'administration au plus tard le 31 décembre 2023 ;
- 3° Les acquisitions de biens meubles corporels qui font l'objet d'une commande au plus tard le 31 décembre 2023 et pour lesquels des acomptes au moins égaux à 50 % de leur prix ont été versés à cette date ;
- 4° Les constructions d'immeubles ayant fait l'objet d'une déclaration d'ouverture de chantier déposée au plus tard le 31 décembre 2023, dès lors que ces investissements sont achevés au plus tard le 31 décembre 2025.

B. – 1. Le a du 4° et les 5° à 8° du A et les B à E du I ainsi que le dernier alinéa du a et le troisième alinéa du b du 1° et le 2° du A et les B et C du IV s'appliquent aux investissements réalisés en Polynésie française, à Saint-Barthélemy, à Saint-Pierre-et-Miquelon, dans les îles Wallis et Futuna et en Nouvelle-Calédonie à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

2. Le a du 4° et les 5° à 8° du A et les B à E du I, le 1° , le a du 2° , les a et b du 3° et les 4° et 5° du A et les B et C du II, le 1° et le b du 2° du A et les B à E du III ainsi que le dernier alinéa du a et le troisième alinéa du b du 1° et le 2° du A et les B et C du IV s'appliquent aux investissements réalisés en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion, à Mayotte et à Saint-Martin à compter d'une date fixée par décret, qui ne peut être postérieure de plus de six mois à la date de réception par le Gouvernement de la réponse de la Commission européenne permettant de considérer la disposition lui ayant été notifiée comme conforme au droit de l'Union européenne en matière d'aides d'État.

VI. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

VII. – Le III n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû. »

## **OBJET**

Le présent amendement, travaillé avec la Fedom, prévoit de modifier l'article 7 ter nouveau, issu d'un amendement du rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale adopté sans examen préalable en commission et séance publique.

Ce nouvel article 7 ter prévoit :

de supprimer le bénéfice de l'aide fiscale à l'investissement productif sur les véhicules de tourisme (dont la location à destination touristique), sur les activités de location de meublés de tourisme et de gîtes, sur les biens d'équipements destinés à des ménages tels que les chauffe-eaux solaires, d'ouvrir le bénéfice de l'aide fiscale en faveur des friches hôtelières ou industrielles en vue de leur réhabilitation et réintègre dans son champ d'application les investissements portant sur des installations de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil, sous condition que l'électricité produite soit destinée à l'autoconsommation de l'exploitant. Si cette dernière mesure est positive, sous réserves de modifications techniques nécessaires pour les rendre opérationnelles, les



trois premières mesures de suppression – sans ciblage, ni étude d’impact – sont lourdes de conséquence pour l’activité et l’emploi Outre-mer.

Selon les données communiquées dans le rapport de l’Inspection Générale des Finances sur le régime d’aide fiscale à l’investissement productif en Outre-mer publié le 6 octobre dernier, le montant de la dépense fiscale générée par les investissements objets des mesures de suppression serait de l’ordre de 160 millions d’euros en 2022 : soit 59,6 millions d’euros pour les véhicules de tourisme, 13,8 millions d’euros pour les meublés touristiques et 86,7 millions d’euros pour les chauffe-eaux solaires.

Ce sont des milliers d’emplois, dans le secteur touristique notamment, qui sont directement impactés par ces mesures de suppression. Pour le seul territoire de la Guadeloupe, ce sont près de 3000 emplois qui seraient directement menacés.

Face à cette suppression sèche de certains dispositifs d’aide fiscale à l’investissement sans étude d’impact préalable, ni concertation avec les milieux économiques concernés, le présent amendement, vise :

- d’une part, à revenir sur les mesures de suppressions sèches tout en proposant certains ajustements afin de mieux cibler les investissements dans ces secteurs,
- et, d’autre part, à préciser certaines dispositions techniques afin de rendre pleinement opérationnelles les dispositions de l’article concernant la rénovation et la réhabilitation des friches et les installations de production d’électricité utilisant le photovoltaïque.

Concrètement, cet amendement propose :

1/ d’encadrer au mieux la location de véhicules de tourisme en réservant le bénéfice de l’aide fiscale à la location de véhicules à usage touristique n’excédant pas un mois et assorti d’une condition de plafond d’acquisition par véhicule, de 30 000 € hors taxe. Cette limite privilégie ainsi le fléchage de l’aide sur des véhicules de petites catégories, électriques, hybrides et thermiques et évite, dès lors, toute tentative de dérive notamment au profit d’achats de 4X4, SUV et pick-up, telles que décrites dans le rapport de l’IGF. La sylviculture et l’aquaculture sont également intégrés dans le dispositif visant à maintenir l’aide fiscale pour les véhicules de tourisme utilisés pour les activités agricoles, répondant ainsi aux besoins spécifiques de certains territoires ultra-marins.

2/ Alors que l’article supprime le bénéfice de l’aide fiscale à l’investissement Outre-mer sur une très grande partie de l’offre d’hébergement touristique (toutes villas, appartements ou studios meublés, offertes à la location et de même que les gîtes), l’amendement propose de maintenir le bénéfice des aides fiscales pour cette offre d’hébergement essentielle pour satisfaire la demande croissante, en y ajoutant trois critères destinés à garantir un usage strictement professionnel : l’obligation d’offrir des services de para-hôtellerie et d’enregistrer le meublé en mairie ainsi que l’extension à 15 ans de la durée de conservation du bien (comme pour l’hôtellerie).

3/ maintenir le bénéfice de l’aide fiscale sur l’acquisition, l’installation et l’exploitation de chauffe-eau solaire sous réserve de l’obtention d’un agrément dès le premier euro du Ministre chargé des comptes publics, permettant ainsi d’éviter toute dérive.

4/ Concernant les investissements réalisés en faveur du photovoltaïque, le présent amendement vise à apporter des ajustements techniques indispensables pour rendre les dispositions visées opérantes. D’une part, il supprime le seuil d’éligibilité fixé à 500 000 euros afin de ne pas exclure les petits programmes d’investissement des TPE/PME destinés à leur seule autoconsommation. D’autre part, il substitue le terme « principalement » à « exclusivement » afin de permettre la revente nécessaire du surplus d’électricité produit sur le réseau. Un décret en conseil d’Etat viendra définir les modalités d’application (notamment la détermination d’une base éligible encadrée par un prix /plafond).

5/ Concernant la rénovation et la réhabilitation des friches, cet amendement précise que les travaux de rénovation ou de réhabilitation de friches peuvent aboutir à un changement de destination de l'immeuble seulement lorsqu'il s'agit d'un projet hôtelier ou industriel. La condition d'absence de lien d'intérêt entre le cédant et l'acquéreur de la friche est, par ailleurs, complétée par une exception pour les investissements ayant reçus un agrément préalable au premier euro par le ministre du budget.

6/ s'agissant des dispositions transitoires, pour le 2ème cas relatif aux investissements avec agrément, la demande de versement d'acomptes au moins égaux à 50% de leur prix au plus tard au 31 décembre 2023 est supprimée car inapplicable pour les projets immobiliers.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 4**

Après l'article 4

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

À la fin du II de l'article 299 quater du code général des impôts, le taux : « 3 % » est remplacé par le taux : « 5 % ».

**OBJET**

Cet amendement vise à taxer plus fortement les services numériques rendu par les multinationales du numérique, souvent appelées « Gafam » (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft).

Cette taxe fait aujourd'hui l'objet d'après négociations internationales. Toutefois, l'attitude non coopérative des États-Unis, et la concurrence déloyale exercée par ces acteurs économiques nouveaux sur le commerce français, a fortiori dans ces temps particuliers de confinement et de ralentissement du commerce physique rend légitime l'application de cette taxation.

Au surplus, eu égard aux bénéfices en forte hausse qu'ont connus ces acteurs, l'augmentation à 0,5% de la TSN n'apparaît pas être exagérée.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DURAIN, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 5 UNVICIES**

Alinéa 1

1° Remplacer la date :

2025

par la date :

2026

2° Compléter cet alinéa par les mots :

, ainsi qu'au titre des dépenses exposées postérieurement lorsque celles-ci se rapportent à des jeux vidéo pour lesquels l'agrément provisoire a été délivré avant cette date

**OBJET**

L'article 5 unvicies vise à borner le crédit d'impôt en faveur des créateurs de jeux vidéo : il est proposé que celui-ci s'applique aux dépenses engagées avant le 31 décembre 2025.

Le présent amendement propose, d'une part, de porter le bornage du dispositif au 31 décembre 2026, en cohérence avec la durée de trois années des dépenses fiscales préconisée par le projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027.

D'autre part, il propose de ne pas appliquer ce bornage aux jeux vidéo pour lesquels l'agrément provisoire a été délivré avant le 31 décembre 2026. En effet, cette industrie est caractérisée par des cycles de production longs et ambitieux : les entreprises concernées ont donc tout particulièrement besoin d'avoir de la visibilité sur la durée du crédit d'impôt dont elles pourront bénéficier, et ce sur toute la durée de leur projet. A défaut, le risque est qu'elles renoncent à ces projets, ou à tout le moins qu'elles les localisent en dehors du territoire national.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.







**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Sylvie ROBERT, MM. COZIC et KANNER, Mmes MONIER et BROSSEL, MM. CHANTREL et LOZACH, Mme DANIEL, MM. ROS, ZIANE et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY et CANALÈS, MM. CARDON et CHAILLOU, Mme CONCONNE, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mmes LINKENHELD et LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU, MICHAU et MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA, REDON-SARRAZY, ROIRON, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 QUINVICIES**

Après l'article 5 quinvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 220 octies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa du III, le taux : « 20 % » est remplacé par le taux : « 30 % » ;

2° Le III bis est complété par une phrase ainsi rédigée : « Lorsqu'une entreprise ne satisfait plus, à la date de la clôture de son exercice, à la définition des micro, petites et moyennes entreprises donnée à l'article I au règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin précité, le taux du crédit d'impôt est maintenu à titre conservatoire à 40 % au titre de cet exercice et des deux exercices suivants. »

II. – Le I s'applique aux crédits d'impôt calculés au titre des exercices clos à compter du 31 décembre 2023.

III. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Dans le secteur musical, le crédit d'impôt en faveur de la production phonographique (CIPP) a démontré sa pertinence. En accompagnant les acteurs économiques dans leur prise de risque, primordial dans une industrie créative par nature prototypique, ce dispositif vise des objectifs d'intérêt général à la fois culturels (diversité, promotion de l'expression francophone et des jeunes talents) et économiques (structuration des entreprises, soutien aux TPE, pérennisation de l'emploi).

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

Cependant, l'application d'un taux moindre (20% au lieu de 40%) pour les entreprises de taille moyenne emporte des conséquences contre-productives dès lors que celles-ci s'inscrivent dans une trajectoire de développement avancé ou de croissance externe. L'effet de seuil créé par la perte brutale du taux bonifié pour les moyennes entreprises accédant au statut d'ETI neutralise en effet la dimension incitative de ces dispositifs, à l'inverse des objectifs pour lesquels ils ont été conçus.

Cet effet de seuil crée une insécurité économique que renforce la montée en puissance de nouveaux modes de consommation de la musique, comme le streaming musical : les succès fulgurants permis par ce format sont susceptibles de générer des flux de chiffre d'affaires exposant les entreprises de taille moyenne à une réduction brutale de leur niveau de soutien, alors même que leur surface financière est sans commune mesure avec celle des grandes multinationales.

Ce risque est susceptible d'emporter des conséquences sur la diversité de la production artistique, en conduisant les bénéficiaires à privilégier les activités à forte marge (en mettant à l'écart certaines esthétiques dont les coûts de production sont par nature plus élevés) pour éviter de dépasser le plafond de chiffre d'affaires produisant la perte du taux bonifié.

Par ailleurs, certaines grandes entreprises investissent dans des TPE et PME, qui sont par répercussion, dès lors que la prise de capital est supérieure à 25%, soumises au taux le plus faible. Ce dernier pénalise ainsi la croissance de ces petits producteurs, alors même qu'ils jouent un rôle primordial dans le développement d'artistes émergents.

Le présent amendement vise donc :

- à étendre de deux ans la période d'éligibilité des entreprises de taille moyenne au taux bonifié du CIPP afin d'octroyer aux entreprises une meilleure visibilité sur leurs investissements (cycles d'investissements longs, souvent supérieurs à trois ans) et de gommer la brutalité du changement de taux ;
- à relever le taux applicable aux grandes entreprises de 20% à 30%, afin de ne pas pénaliser les entreprises de taille moyenne et les TPE-PME dont une part du capital est détenue par une grande entreprise et qui seraient « aspirées » par la catégorie des grandes entreprises. Il convient en outre de rappeler que le bénéfice du crédit d'impôt reste soumis à un plafonnement par entreprise et par exercice destiné à éviter les effets d'aubaine.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Sylvie ROBERT, MM. BACCHI, COZIC et KANNER, Mme MONIER, MM. LAHELLEC et OUZOULIAS, Mme BROSEL, MM. CHANTREL et LOZACH, Mme DANIEL, MM. ROS, ZIANE et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY et CANALÈS, MM. CARDON et CHAILLOU, Mme CONCONNE, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mmes LINKENHELD et LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU, MICHAU et MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA, REDON-SARRAZY, ROIRON, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, FAGNEN

et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 NOVODECIES**

Après l'article 5 novodecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

– Après la section II bis du chapitre I bis du titre III de la deuxième partie du livre premier du code général des impôts, est ajoutée une section II ... ainsi rédigée :

« Section II .... – Taxe sur la diffusion en ligne d'enregistrements phonographiques musicaux ou de vidéomusiques

« Art. 1609 sexdecies .... – I. – Il est institué une taxe sur la diffusion en ligne d'enregistrements phonographiques musicaux ou de vidéomusiques.

« Est soumis à la taxe :

« 1° Le service permettant l'accès à des enregistrements phonographiques musicaux ou des vidéomusiques, sur demande individuelle formulée par voie de communications électroniques dans le cadre des diffusions en flux et mis à disposition à titre onéreux à des personnes autres que des entreprises qui sont établies, ont leur domicile ou ont leur résidence habituelle sur le territoire de la métropole ou des territoires d'outre-mer ;

« 2° Le service de diffusion de messages publicitaires et de parrainage sur un service permettant l'accès à des enregistrements phonographiques musicaux ou des vidéomusiques, sur demande individuelle formulée par voie de communications électroniques et destiné à des personnes, autres que des entreprises, qui sont établis, ont leur domicile ou ont leur résidence habituelle sur le territoire de la métropole ou des territoires d'outre-mer ;

« II. – Le service mentionné au 2° du I est taxable lorsqu'il répond aux conditions cumulatives suivantes :

- « 1° L'accès aux enregistrements phonographiques musicaux ou vidéomusiques ne présente pas un caractère accessoire ;
- « 2° Son objet principal n'est :
- « a) Ni l'information du public ;
- « b) Ni la promotion auprès du public d'œuvres musicales, ni la fourniture d'informations relatives à ces œuvres.
- « III. – Le fait générateur de la taxe est constitué à la date à laquelle une personne a encaissé une ou plusieurs contreparties d'un service taxable mentionné au I.
- « IV. – Le montant de la taxe est égal à la somme des termes suivants :
- « 1° Pour les services mentionnés au 1° du I, le produit des facteurs suivants :
- « a) La somme des contreparties des services taxables au sens du V encaissées au cours de l'année civile ;
- « b) Le taux d'imposition appliqué aux fractions des sommes des montants des contreparties encaissées du a suivants :
- « – 0 % pour la fraction inférieure à 20 millions d'euros ;
- « – 1,25 % pour la fraction comprise entre 20 millions d'euros et 400 millions d'euros ;
- « – 1,75 % pour la fraction supérieure à 400 millions d'euros.
- « 2° Pour les services mentionnés au 2° du I, le produit des facteurs suivants :
- « a) La somme des contreparties des services taxables au sens du V encaissées au cours de l'année civile, cette somme étant préalablement minorée dans les conditions prévues au présent IV ;
- « b) Le taux de 1,75 %.
- « V. – Sont réputés constituer la contrepartie des services mentionnés I :
- « 1° Les prix perçus par les redevables concernés en contrepartie de l'accès aux services mentionnés au 1° du même I ;
- « 2° Les sommes versées par les annonceurs et les parrains, pour la diffusion de leurs messages publicitaires et de parrainage sur les services mentionnés au 2° dudit I, aux redevables concernés.
- « Pour chaque opération, sont, le cas échéant, déduits de ces prix les montants acquittés au titre des impositions de toutes natures mises en place dans un autre État membre de l'Union européenne et portant spécifiquement sur ces services.
- « VI. – S'agissant spécifiquement d'un service fourni à titre gratuit et dont l'objet principal est de donner accès à des contenus créés par des utilisateurs privés à des fins de partage et d'échanges au sein de communautés d'intérêt, les sommes mentionnées au 2° du présent V sont comptabilisées à hauteur de 34 % de leur valeur.
- « VII. – La taxe devient exigible à chaque encaissement d'une contrepartie mentionnée au V.
- « VIII. – Est redevable la personne mentionnée au III qu'elle soit établie en France ou hors de France.

« À cette fin, les contreparties encaissées par une personne autre que le fournisseur qui sont reversées sont réputées être encaissées par le bénéficiaire de ce reversement.

« IX. – Lorsque plusieurs personnes sont redevables au titre d'un même service mentionné au présent I, le montant de la taxe est établi séparément pour chacune d'elles à partir des seules contreparties qu'elle a encaissées, compte tenu du dernier alinéa du VIII.

« X. – La taxe est constatée, liquidée, recouvrée et contrôlée selon les mêmes sanctions garanties, sûretés et privilèges que la taxe sur la valeur ajoutée. Les réclamations sont présentées, instruites et jugées selon les mêmes règles applicables à cette même taxe.

« XI. – Le produit de la taxe est affecté au Centre national de la musique.

« XII. – Par dérogation au troisième alinéa du b du 1° du IV, pour les entreprises concernées dont le montant des sommes encaissées en contrepartie de ces mêmes services fournis au niveau mondial l'année civile précédente est inférieur à 750 millions d'euros, le taux est de :

« 1° 0,5 % pour l'imposition établie au titre de 2024 ;

« 2° 1 % pour l'imposition établie au titre de 2025. »

« Par dérogation au dernier alinéa du b du 1° du IV, pour les entreprises concernées dont le montant des sommes encaissées en contrepartie de ces mêmes services fournis au niveau mondial l'année civile précédente est inférieur à 750 millions d'euros, le taux est de :

« 1° 1 % pour l'imposition établie au titre de 2024 ;

« 2° 1,5 % pour l'imposition établie au titre de 2025. »

II. – Après l'article L. 163 du livre des procédures fiscales, il est inséré un article L. 163 ... ainsi rédigé :

« Art. L. 163 .... – Le Centre national de la musique peut recevoir de l'administration des impôts tous les renseignements relatifs au montant de la taxe mentionnée à l'article 1609 sexdecies ... du code général des impôts. »

III. – Le I entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

### **OBJET**

Créé le 1<sup>er</sup> janvier 2020, au terme de près de dix ans de travaux de préfiguration et d'attente forte de la filière musicale, le Centre national de la musique (CNM) a très vite démontré son efficacité.

En opérant le soutien massif de l'Etat aux acteurs du secteur pendant la crise sanitaire, il s'est imposé comme un rouage essentiel de la politique publique dirigée vers le secteur de la musique et des variétés.

Faisant suite à des suggestions émises lors des débats sur la loi de finances pour 2023, le rapport Bargeton, en avril 2023, préconisait aussi de renforcer le financement insuffisant du CNM, apporté, pour l'heure, par la taxe sur les billetteries de spectacles et par des dotations budgétaires appelées à ne pas perdurer, en rééquilibrant ses financements entre les différents secteurs (spectacle vivant d'une part, musique enregistrée d'autre part).

La contribution attendue de la part des OGC a été fortement fragilisée par les conséquences de l'arrêt RAAP de la CJUE, qui réduit par ailleurs de 25 M€ par an les aides internes à la filière et renforce d'autant les besoins du secteur en matière de soutien financier.

Pour pallier ces difficultés et amplifier l'ambition du CNM, cet amendement préconise la mise en place d'une contribution des services de diffusion de musique en ligne, gratuits et payants, dont le produit serait affecté au budget du CNM, en appliquant un taux marginal (1,75%) à une assiette élargie (chiffre d'affaires publicitaire et généré les abonnements). S'agissant de l'imposition du chiffre d'affaires des services d'accès par abonnement, il est en outre proposé d'introduire des mécanismes de progressivité pour préserver les équilibres économiques de la filière :

- Un barème d'imposition progressif par seuils de chiffre d'affaires afin de ne pas fragiliser les acteurs les plus émergents, et d'accompagner la montée en puissance du streaming par abonnement ;
- Une montée en puissance graduelle sur trois ans de la charge fiscale pour ne pas déséquilibrer le modèle économique des redevables et atténuer l'entrée dans le champ de cette nouvelle contribution.

Prenant acte de l'absence à ce jour d'un accord consensuel au sein de la filière musicale qui aurait permis la mise en place de mécanismes volontaires de solidarité interne, conformément à l'invitation émise le 21 juin dernier par le Président de la République, le présent amendement vise à garantir au Centre national de la musique l'affectation de ressources nouvelles et indispensables à hauteur de 20 millions d'euros, à la conduite de ses missions dès 2024.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Sylvie ROBERT, MM. COZIC et KANNER, Mmes MONIER et BROSSEL, MM. CHANTREL et LOZACH, Mme DANIEL, MM. ROS, ZIANE et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY et CANALÈS, MM. CARDON et CHAILLOU, Mme CONCONNE, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mmes LINKENHELD et LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU, MICHAU et MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA, REDON-SARRAZY, ROIRON, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 3 SEXVICIES****I. – Après l’alinéa 4**

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

...° Au premier alinéa du III de l’article 220 sexdecies du code général des impôts, l’année : « 2024 » est remplacée par l’année : « 2026 ».

**II. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :**

.... – Le présent article ne s’applique qu’aux sommes venant en déduction de l’impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le crédit d’impôt théâtre créé par la LOI n°2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021-art. 22 (V) n’a pu être que partiellement mobilisé par les entreprises en 2021 compte tenu de la crise COVID.

En 2022, elles ont commencé à pouvoir s’emparer de ce dispositif.

Au regard de ce qui précède, les travaux d’évaluation du crédit d’impôt théâtre sur la dynamique de la filière théâtrale n’ont pas pu être menés de façon satisfaisante.

Néanmoins, à l’instar de l’étude qui a pu être menée par le CNM pour le crédit d’impôt spectacle vivant (CISV) on peut par parallélisme légitimement estimer que ce crédit d’impôt contribue à préserver la richesse et la diversité du tissu des producteurs de théâtre en soutenant principalement les PME et TPE du secteur.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

Le Crédit d'impôt théâtre a aussi un effet notable sur l'emploi, dès lors qu'il n'est accessible qu'à partir de l'emploi de six artistes. Il permet l'augmentation de l'ambition et de la qualité des spectacles de théâtre tout en préservant leur diversité artistique et en soutenant leur diffusion sur l'ensemble du territoire national.

Prévu au 31 décembre 2024, l'approche du terme du crédit d'impôt théâtre est une importante source d'instabilité pour les producteurs de théâtre. En effet, l'approche du terme du crédit d'impôt ne leur permet plus de prendre ce dernier en compte dans leurs décisions d'investissements et de créations de spectacles dramatiques qui se font sur le long cours et les exposent largement au-delà de cette date.

Le présent amendement propose par conséquent d'anticiper d'un an la prolongation du crédit d'impôt théâtre pour une durée de deux ans supplémentaires, jusqu'au 31 décembre 2026, afin de pouvoir d'ici là d'analyser pleinement l'évaluation de ce dispositif et de décider ensuite de son adaptation.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. LOZACH, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mmes LINKENHELD et LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 3 SEXVICIES**

Supprimer cet article.

**OBJET**

Le présent article, issu des rangs de la majorité et soutenu par le Gouvernement, prévoit d'exonérer les 34 fédérations sportives internationales reconnues par le Comité international olympique (CIO) de l'impôt sur les sociétés, de la cotisation foncière des entreprises et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, à raison des bénéfices réalisés en France au titre de leurs activités afférentes à leurs missions de gouvernance du sport ou de promotion de la pratique du sport.

Il prévoit également d'exonérer d'impôt sur le revenu les rémunérations versées au titre de ces activités aux salariés de ces fédérations domiciliées en France pour une durée de cinq ans.

Cette disposition fiscale, dont l'impact sur le budget général de l'État n'est pas connu, profiterait principalement à la Fédération internationale de football (FIFA), fondée en France en 1904 et dont le siège est situé à Zurich (Suisse) depuis 1932.

Depuis 2021, cette dernière dispose d'une annexe à l'Hôtel de la Marine à Paris qu'elle souhaite renforcer en y installant une centaine de salariés (contre une vingtaine actuellement). Ce bâtiment, datant du XVIII<sup>e</sup> siècle, fut en partie rénové grâce aux fonds du Qatar, pays hôte de la Coupe de monde 2022.

La FIFA milite en faveur d'un cadre fiscal plus favorable, menaçant sinon de quitter la France. Rappelons qu'un rescrit fiscal (négocié fin 2021 avec Bercy) et l'octroi du statut de travailleur détaché, exempté déjà de cotisations sociales en France les salariés du bureau parisien venus de Zurich, tout en leur permettant de conserver leur protection sociale en Suisse durant deux ans.

Sur le plan juridique déjà, le Conseil d'Etat a alerté en septembre dernier du risque que cette mesure puisse introduire une « rupture de l'égalité devant l'impôt », avis consultatif défavorable donc, poussant nos collègues députés à en limiter l'impact dans la durée (ramenée à cinq ans).

Du point de vue fiscal, le dispositif nous apparaît inopportun, quand les salariés actuels de la FIFA payent des impôts en Suisse, tandis que l'instance y bénéficie d'un taux d'imposition sur les bénéfices de 12 %.

Alors que la France traverse une crise économique et sociale majeure obérant ses marges de manœuvre budgétaires, nous ne saurions nous lancer dans une compétition fiscale avec la Suisse afin de favoriser les intérêts d'une association à but non lucratif générant plusieurs milliards d'euros par an. Pour rappel, au terme du cycle commercial 2019-2022, elle affichait un chiffre d'affaires de 7,6 milliards de dollars (6,7 milliards d'euros) et projette, pour le cycle 2023-2026, sur des revenus, hors Coupe du monde des clubs, de 11 milliards de dollars. Elle affiche des réserves financières de près de 4 milliards de dollars. Son président a touché, en 2022, une rémunération annuelle de 3,8 millions d'euros et, cette année, un bonus de 1,66 million d'euros lié à la Mondial au Qatar.

D'autant que la France offre déjà des dispositions fiscales avantageuses aux organisateurs de compétitions internationales (Euro 2016, Coupe du monde de football féminine, Coupe du Monde de Rugby celle de rugby cette année, World Rugby), événements sportifs qui génèrent en retour d'importantes retombées économiques pour les territoires.

Au niveau géopolitique, une présence plus importante de la FIFA en France ne nous semble ni souhaitable, ni bénéfique, notamment au regard des affaires qui entourent cette instance et du manque de transparence et d'intégrité à l'œuvre dans leurs procédures : soupçons de clientélisme, laxisme dans la défense des valeurs sportives et des droits humains, gouvernance opaque dans l'attribution des compétitions...). Le Parquet National Financier (PNF) a ouvert une instruction judiciaire pour corruption dans le cadre de l'attribution de la Coupe de monde 2022 au Qatar débouchant, à ce stade, sur plusieurs mises en examen, et un mandat d'arrêt international a été émis contre un ancien dirigeant de la FIFA. Son président, Gianni Infantino, fait également l'objet de deux enquêtes pénales en Suisse.

Enfin, le message envoyé à nos bénévoles, lesquels constituent un maillon essentiel du développement du sport en France, et sur qui ces fédérations sportives s'appuient pour prospérer, n'est pas celui que nous voulons promouvoir. Il entre en contradiction avec leur engagement et avec les actions qu'ils mènent.

Cet amendement vise donc à supprimer cet article et ce nouveau régime fiscal.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

MM. COZIC, TISSOT, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES**

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le code général des impôts est ainsi rédigé :

1° Après le deuxième alinéa du 2° du I de l'article 726, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« – pour les cessions de participations dans des personnes morales ayant une activité agricole, à titre principal ou non. » ;

2° L'article 730 bis est ainsi modifié :

a) Le premier alinéa est complété par les mots et une phrase ainsi rédigés : « lorsque l'acquéreur est un actif agricole n'ayant pas le contrôle d'une surface dépassant une fois et demie la surface agricole utile régionale moyenne fixée dans le schéma directeur régional des exploitations agricoles. Cette surface s'apprécie en additionnant la superficie de tous les biens immobiliers à usage ou à vocation agricole, toutes productions confondues, que la personne physique exploite ou possède directement ou indirectement par l'interposition d'une ou de plusieurs personnes morales qu'elle contrôle au sens du IV de l'article L. 333-2 du code rural et de la pêche maritime. » ;

b) Le second alinéa est complété par les mots et une phrase ainsi rédigée : « Lorsque l'acquéreur est un actif agricole n'ayant pas le contrôle d'une surface dépassant une fois et demie la surface agricole utile régionale moyenne fixée dans le schéma directeur régional des exploitations agricoles. Cette surface s'apprécie en additionnant la superficie de tous les biens immobiliers à usage ou à vocation agricole, toutes productions confondues, que la personne physique exploite ou possède, directement ou indirectement par l'interposition d'une ou de plusieurs personnes morales qu'elle contrôle au sens du IV de l'article L. 333-2 du code rural et de la pêche maritime. »

c) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Les cessions de gré à gré de parts de groupement foncier agricole, groupement foncier rural et de groupement foncier forestier, constituées depuis au moins trois ans avant la cession, sont enregistrées au droit fixe de 125 €. » ;

### **OBJET**

Par cet amendement nous proposons d'appliquer une fiscalité plus juste sur l'agriculture, et de cesser les incitations à la concentration et à la financiarisation des terres, au bénéfice des paysans traditionnels et du dynamisme de nos campagnes.

En décembre 2021, la loi d'urgence agricole a instauré une nouvelle procédure de contrôle des cessions de parts et actions de sociétés sur le marché du foncier agricole.

Elle souffre encore de très graves insuffisances : critères de déclenchement des contrôles insuffisamment exigeants, manque de transparence, très faible encadrement des compensations tolérées. Il faut donc la renforcer par un dispositif fiscal, et de veiller ainsi à la cohérence des différents outils de politiques publiques.

Il s'agit d'une dérogation sans légitimité, qui accentue un phénomène délétère pour notre souveraineté alimentaire.

En effet, les SCEA et autres sociétés participent à un phénomène général de concentration des terres : selon la FNSAFER, « les lots acquis par les sociétés sont en général 27 % plus grands et 5,2 fois plus onéreux que ceux acquis par des personnes physiques ».

Cette dynamique sociétaire alimente ainsi la flambée des prix qui peut être observée dans certaines localités, et également la raréfaction des terres disponibles à l'installation.

La France a perdu 100 000 exploitations en 10 ans. En 2030, 50 % des paysans partent à la retraite. Ce grand renouvellement générationnel présente un risque majeur de rachat massif des terres agricoles par des grandes firmes.

Le développement des exploitations sous forme sociétaire, avec une part croissante des capitaux n'appartenant pas aux actifs agricoles, peut être également délétère pour nos objectifs environnementaux et de notre autonomie alimentaire.

Ces grandes exploitations agricoles tournées vers l'exportation ne correspondent souvent pas aux besoins alimentaires du territoire dans lequel elles sont implantées.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BLATRIX CONTAT, MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mme BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 VICIES**

Après l'article 3 vicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le 2° du I de l'article 726, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« – pour les cessions de participations dans des personnes morales exerçant à titre principal ou accessoire une activité agricole au sens de l'article L. 311-2 du code rural et de la pêche maritime » ;

2° L'article 730 bis est ainsi rédigé :

« Art. 730 bis. – Les cessions de gré à gré de parts de groupements agricoles d'exploitation en commun, d'exploitations agricoles à responsabilité limitée mentionnées au 5° de l'article 8 et de sociétés civiles d'exploitation agricole constituées depuis au moins trois ans avant la cession, sont enregistrées au droit fixe de 125 € lorsque l'acquéreur est un associé exploitant qui après l'acquisition contrôle une surface inférieure à une fois et demie la surface agricole utile régionale moyenne fixée dans le schéma directeur régional des exploitations agricoles. Cette surface s'apprécie en additionnant la superficie de tous les biens immobiliers à usage ou à vocation agricole, toutes productions confondues, que la personne physique exploite ou possède, directement ou indirectement par l'interposition d'une ou de plusieurs personnes morales qu'elle contrôle au sens du IV de l'article L. 333-2 du code rural.

« Les cessions de gré à gré de parts de groupements fonciers agricoles, groupements forestiers et groupements fonciers ruraux constitués depuis au moins trois ans avant la cession sont enregistrées au droit fixe de 125 €. »

## **OBJET**

En décembre 2021, le Parlement a adopté la « loi d'urgence portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétares ». L'objectif était de lutter contre la concentration excessive des exploitations et l'accaparement des terres agricoles, tout en favorisant le modèle des exploitations familiales et l'installation de jeunes agriculteurs. Cependant, malgré la pertinence du diagnostic initial, la loi souffre de lacunes significatives telles que des critères de contrôle peu exigeants, un manque de transparence et un encadrement insuffisant des compensations.

Afin de renforcer cette législation, il est proposé d'introduire un dispositif fiscal visant à garantir la cohérence des politiques publiques. Actuellement, les acquisitions foncières classiques sont soumises à des droits de mutation d'environ 5,80 % avec des taux plus bas pour certains publics (fermiers, attributaires SAFER, par exemple), tandis que la prise de contrôle de foncier agricole par l'acquisition de parts dans des sociétés bénéficie d'une fiscalité nettement plus avantageuse.

En effet, un droit fixe d'enregistrement de 125€ est instauré pour les cessions des parts de groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC), d'exploitations agricoles à responsabilité limitée (EARL) non passibles de l'impôt sur les sociétés et de sociétés civiles à objet principalement agricoles constituées depuis au moins trois ans avant la cession (sociétés civiles d'exploitation agricole (SCEA), groupements fonciers agricoles (GFA), groupements forestiers, groupements fonciers ruraux (GFR). La cession des actions des SA et SAS, y compris celles exerçant une activité agricole, est soumise à un droit d'enregistrement de 0,1%. Pour les personnes morales à prépondérance immobilière autres qu'agricoles le droit d'enregistrement des cessions de participations s'élève à 5%.

La distorsion fiscale entre les acquisitions foncières classiques et les prises de participation dans les sociétés exploitant ou possédant du foncier agricole encourage une concentration foncière délétère pour notre souveraineté alimentaire. En effet, les SCEA et autres sociétés participent à un phénomène général de concentration des terres. Selon la FNSAFER, « les lots acquis par les sociétés sont en général 27% plus grands et 5,2 fois plus onéreux que ceux acquis par des personnes physiques ». Cette dynamique sociétaire alimente ainsi la flambée des prix qui peut être observée dans certaines localités, et également la raréfaction des terres disponibles à l'installation. Or rappelons que la France a perdu 100 000 exploitations en 10 ans. Le développement des exploitations sous forme sociétaire, avec une part croissante des capitaux n'appartenant pas à des agriculteurs associés exploitants, peut être également délétère pour nos objectifs environnementaux (lien de causalité entre type d'exploitations et effondrement de la biodiversité), et de notre autonomie alimentaire (les grandes exploitations agricoles sous le contrôle de SCEA ou d'autres sociétés sont en général moins diversifiées, et plus tournées vers l'exportation, et ne correspondent souvent pas aux besoins alimentaires du territoire dans lequel elles sont implantées).

Cet amendement permet d'appliquer une fiscalité plus juste pour cesser les incitations à la concentration et à la financiarisation des terres, au détriment des paysannes et paysans et du dynamisme de nos campagnes. Il propose de porter les droits d'enregistrement à 5% pour les cessions de participations dans des personnes morales exerçant une activité agricole, à titre principal ou accessoire. Pour ne pas pénaliser les exploitations familiales, un droit d'enregistrement fixe à 125€ est maintenu pour les associés exploitants des GAEC, des EARL et des SCEA, sous réserve qu'ils contrôlent après la cession une surface inférieure à une fois et demie la surface agricole utile régionale moyenne fixée dans le schéma directeur régional des exploitations agricoles. Un droit fixe de 125€ est également maintenu pour les cessions de gré à gré des parts de groupements fonciers agricoles (GFA), groupements forestiers et groupements fonciers ruraux (GFR).

Cet amendement a été travaillé en collaboration avec la Confédération paysanne.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

MM. TISSOT, LUREL, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD et JEANSANNETAS, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

**ARTICLE 5 SEXDECIES**

Rédiger ainsi cet article :

I. – L'article 200 undecies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa du I est ainsi modifié :

a) À la première phrase, les mots : « entre le 1<sup>er</sup> janvier 2006 et le 31 décembre 2024 » sont remplacés par les mots : « à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 » ;

b) À la deuxième phrase, les mots : « que l'activité exercée requière la présence du contribuable sur l'exploitation chaque jour de l'année et que son remplacement » sont remplacés par les mots : « que le remplacement du contribuable ».

2° Les deux premières phrases du premier alinéa du I sont remplacées par trois phrases ainsi rédigées :  
« Le crédit d'impôt est accordé pour les dépenses mentionnées au I et effectivement supportées pour assurer un remplacement pour congé, ou en raison d'une maladie, d'un accident du travail ou d'une formation professionnelle. Le crédit d'impôt est égal à 85 % des dépenses engagées dans la limite de sept jours de remplacement par an pour congé. Ce taux est porté à 80 % dans la limite par an de dix jours supplémentaires de remplacement pour congé. » ;

3° Au IV, les mots : « entre le 1<sup>er</sup> janvier 2011 et le 31 décembre 2024 » sont remplacés par les mots : « à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 ».

II. – Au premier alinéa de l'article 1665 bis, les mots : « et 200 quater B » sont remplacés par les mots : « 200 quater B et 200 undecies ».

III. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'amélioration des conditions de travail en agriculture constitue un facteur clef pour renforcer l'attractivité du métier et assurer le renouvellement des générations. Le crédit d'impôt pour dépenses de remplacement a des effets positifs en termes de diminution du stress et des risques psychosociaux pour les agriculteurs et agricultrices a également un impact favorable en termes de dynamique territoriale, avec la création d'emplois stables et sécurisés au sein des services de remplacement. Ces salariés, qui resteront plus longtemps et connaîtront davantage les fermes dans lesquelles ils travaillent, constitueront en outre un vivier pour l'installation.

L'amendement propose plusieurs améliorations :

- il pérennise le crédit d'impôt au-delà du 31 décembre 2024,
- il ouvre le dispositif à l'ensemble des agriculteurs et agricultrices, même si leur l'activité ne requière pas leur présence sur l'exploitation chaque jour de l'année. En effet, l'accès aux congés est difficile pour l'ensemble des filières et certains événements non prévisibles (maladie, accident) peuvent subvenir pendant une période intense de travaux agricoles (moisson, récolte), nécessitant un remplacement en urgence,
- il étend le crédit d'impôt aux dépenses engagées pour assurer un remplacement en cas d'absence pour suivre une formation professionnelle, afin d'encourager la formation continue des agriculteurs et agricultrices.
- il modifie les taux de prise en charge, avec une prise en charge à 85% sur les sept premiers jours de congés et à 80% sur les dix jours suivants.

Cette amélioration du crédit d'impôt remplacement représente un coût modeste pour les finances publiques, dans la mesure où le coût d'une journée de remplacement est plafonné à quarante-deux fois le taux horaire du minimum garanti mentionné à l'article L. 3231-12 du code du travail.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. GREMILLET

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 SEPTIES**

Après l'article 5 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article 39 decies du code général des impôts, il est inséré un article 39 decies ... ainsi rédigé :

« Art. 39 decies .... – I. – Les exploitants agricoles soumis à l'impôt sur le revenu selon un régime réel ou à l'impôt sur les sociétés peuvent déduire de leur résultat imposable une somme égale à 40 % de la valeur d'origine, hors frais financiers, de panneaux photovoltaïques acquis et installés sur la toiture de bâtiments à usage agricole si la pose de ces panneaux photovoltaïques est réalisée à la suite d'une opération de désamiantage de la toiture d'implantation.

« II. – La déduction mentionnée au I est applicable aux biens mentionnés au même I acquis et installés à l'état neuf à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2025.

« III. – Le bénéfice de la déduction prévue aux I et II est subordonné au respect du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

« IV. – Un décret pris en Conseil d'État détermine les conditions d'application du présent article. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I ci-dessus est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et les services.

**OBJET**

Cet amendement vise à créer un nouveau dispositif de suramortissement en faveur des exploitants agricoles qui font l'acquisition de panneaux photovoltaïques dès lors que ces panneaux ont vocation à être implantés sur la toiture de bâtiments à usage agricole et qu'ils le sont concomitamment à une opération de désamiantage de cette même toiture.

Le nouveau suramortissement permettra aux exploitants éligibles de déduire de leur résultat imposable 40 % du prix d'achat des panneaux photovoltaïques, réduisant substantiellement le coût de ceux-ci.

Il s'agit, ainsi, de créer un nouveau levier fiscal favorisant les travaux de désamiantage et l'installation concomitante de systèmes photovoltaïques sur les toits des bâtiments à usage agricole.



Cette ambition relèverait d'une part, d'un enjeu de santé publique alors qu'un grand nombre de bâtiments agricoles présentent encore des structures contenant de l'amiante, mais également, d'autre part, d'un enjeu économique puisque les bâtiments agricoles constituent un gisement de plusieurs centaines de milliers de mètres carrés de surfaces artificialisées qui pourraient être utilisées à des fins de productions d'énergies renouvelables. Alors qu'un bâtiment amianté est constitué de plaques de fibrociment, dont le poids est quasiment identique à des panneaux photovoltaïques, cette ambition permettrait donc de résoudre un risque sanitaire majeur tout en produisant de l'énergie. Il s'agirait, enfin, d'anticiper les orientations qui devraient découler de la révision prochaine de la directive sur la performance énergétique des bâtiments (DPEB).





N°	I-2099
----	--------

**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes Mélanie VOGEL et OLLIVIER, MM. Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE,  
MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO,  
MM. MELLOULI et PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mme SOUYRIS

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 UNDECIES**

Après l'article 3 undecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 7 de l'article 200 du code général des impôts est ainsi rétabli :

« 7. La réduction d'impôt est applicable, dans les mêmes conditions, aux dons et versements, y compris l'abandon exprès de revenus ou produits, effectués par les contribuables non domiciliés en France au sens de l'article 4 B. La prise en compte de ces dons et versements n'est pas de nature à minorer l'impôt dû par le contribuable dans son État de résidence. »

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services. »

**OBJET**

Le présent amendement vise à permettre aux Françaises et Français résidant hors de France effectuant des dons ou des versements au profit d'organisations françaises de bénéficier d'une réduction d'impôt, au même titre que des résidentes et résidents fiscaux français.

Puisque cette réduction d'impôt à raison de 66 % dans la limite de 20 % du revenu n'est accordée qu'aux personnes soumises à l'impôt en France, les 2,5 millions de Françaises et Français qui résident à l'étranger sont découragés à soutenir financièrement des organisations françaises. Élargir la réduction d'impôt aux non-résidentes et non-résidents fiscaux français permettrait ainsi d'augmenter le volume de ces dons, ce qui est d'autant plus important que grand nombre d'organisations rencontrent des difficultés financières compte tenu de la période inflationniste qui réduit le budget disponible des ménages.

Toutefois, la réduction d'impôt devrait être limitée à la seule partie française des impôts et ne devrait pas confier des avantages fiscaux dans d'autres pays, notamment le pays de résidence. C'est ce que l'amendement précise.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Mélanie VOGEL, MM. Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mme SOUYRIS

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 DUOVICIES

Après l'article 3 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le chapitre I bis du titre IV de la première partie du livre premier du code général des impôts est ainsi rétabli :

« Chapitre I<sup>er</sup> bis

« Impôt de solidarité sur la fortune

« Section 2

« Champ d'application

« 1° Personnes imposables

« Art. 885 A – Sont soumises à l'impôt annuel de solidarité sur la fortune, lorsque la valeur de leurs biens est supérieure à 1 300 000 € :

« 1° Les personnes physiques ayant leur domicile fiscal en France, à raison de leurs biens situés en France ou hors de France.

« Toutefois, les personnes physiques mentionnées au premier alinéa qui n'ont pas été fiscalement domiciliées en France au cours des cinq années civiles précédant celle au cours de laquelle elles ont leur domicile fiscal en France ne sont imposables qu'à raison de leurs biens situés en France.

« Cette disposition s'applique au titre de chaque année au cours de laquelle le redevable conserve son domicile fiscal en France, et ce jusqu'au 31 décembre de la cinquième année qui suit celle au cours de laquelle le domicile fiscal a été établi en France ;

« 2° Les personnes physiques n'ayant pas leur domicile fiscal en France, à raison de leurs biens situés en France.

« Sauf dans les cas prévus aux a et b du 4 de l'article 6, les couples mariés font l'objet d'une imposition commune.

« Les partenaires liés par un pacte civil de solidarité défini par l'article 515-1 du code civil font l'objet d'une imposition commune.

« Les conditions d'assujettissement sont appréciées au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année.

« Les biens professionnels définis aux articles 885 R à 885 Z ne sont pas pris en compte pour l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune.

« 2° Présomptions de propriété

« Art. 885 B – Les dispositions de l'article 754 B sont applicables à l'impôt de solidarité sur la fortune.

« Section 2

« Assiette de l'impôt

« Art. 885 C – L'impôt de solidarité sur la fortune est assis et les bases d'imposition déclarées selon les mêmes règles et sous les mêmes sanctions que les droits de mutation par décès sous réserve des dispositions particulières du présent chapitre.

« Art. 885 D – L'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune est constituée par la valeur nette, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année, de l'ensemble des biens, droits et valeurs imposables appartenant aux personnes visées à l'article 885 A, ainsi qu'à leurs enfants mineurs lorsqu'elles ont l'administration légale des biens de ceux-ci.

« Dans le cas de concubinage notoire, l'assiette de l'impôt est constituée par la valeur nette, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année, de l'ensemble des biens, droits et valeurs imposables appartenant à l'un et l'autre concubins et aux enfants mineurs mentionnés au premier alinéa.

« Art. 885 E – Les primes versées après l'âge de soixante-dix ans au titre des contrats d'assurance non rachetables souscrits à compter du 20 novembre 1991 et la valeur de rachat des contrats d'assurance rachetables sont ajoutées au patrimoine du souscripteur.

« Toutefois, la créance que le souscripteur détient sur l'assureur au titre de contrats, autres que ceux mentionnés à l'article L. 132-23 du code des assurances, qui ne comportent pas de possibilité de rachat pendant une période fixée par ces contrats doit être ajoutée au patrimoine du souscripteur

« Art. 885 F – Les biens ou droits grevés d'un usufruit, d'un droit d'habitation ou d'un droit d'usage accordé à titre personnel sont compris dans le patrimoine de l'usufruitier ou du titulaire du droit pour leur valeur en pleine propriété. Toutefois, les biens grevés de l'usufruit ou du droit d'usage ou d'habitation sont compris respectivement dans les patrimoines de l'usufruitier ou du nu-propiétaire suivant les proportions fixées par l'article 669 dans les cas énumérés ci-après, et à condition, pour l'usufruit, que le droit constitué ne soit ni vendu, ni cédé à titre gratuit par son titulaire :

« a. Lorsque la constitution de l'usufruit résulte de l'application des articles 767, 1094 ou 1098 du code civil. Les biens dont la propriété est démembrée en application d'autres dispositions, et notamment de l'article 1094-1 du code civil, ne peuvent faire l'objet de cette imposition répartie.

« b. Lorsque le démembrement de propriété résulte de la vente d'un bien dont le vendeur s'est réservé l'usufruit, le droit d'usage ou d'habitation et que l'acquéreur n'est pas l'une des personnes visées à l'article 751 ;

« c. Lorsque l'usufruit ou le droit d'usage ou d'habitation a été réservé par le donateur d'un bien ayant fait l'objet d'un don ou legs à l'État, aux départements, aux communes ou syndicats de communes et à leurs établissements publics, aux établissements publics nationaux à caractère administratif et aux associations reconnues d'utilité publique.

« Art. 885 G – Les biens ou droits transférés dans un patrimoine fiduciaire ou ceux éventuellement acquis en remploi, ainsi que les fruits tirés de l’exploitation de ces biens ou droits, sont compris dans le patrimoine du constituant pour leur valeur vénale nette.

« Art. 885 H – Les biens ou droits placés dans un trust défini à l’article 792-0 bis ainsi que les produits qui y sont capitalisés sont compris, pour leur valeur vénale nette au 1<sup>er</sup> janvier de l’année d’imposition, selon le cas, dans le patrimoine du constituant ou dans celui du bénéficiaire qui est réputé être un constituant en application du II du même article 792-0 bis.

« Le premier alinéa du présent article ne s’applique pas aux trusts irrévocables dont les bénéficiaires exclusifs relèvent de l’article 795 ou sont des organismes de même nature relevant de l’article 795-0 A et dont l’administrateur est soumis à la loi d’un État ou territoire ayant conclu avec la France une convention d’assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l’évasion fiscales.

« Art. 885 I – Les dettes contractées par le redevable pour l’acquisition ou dans l’intérêt de biens qui ne sont pas pris en compte pour l’assiette de l’impôt de solidarité sur la fortune dû par l’intéressé ou qui en sont exonérés ne sont pas imputables sur la valeur des biens taxables. Le cas échéant, elles sont imputables à concurrence de la fraction de la valeur de ces biens qui n’est pas exonérée.

### « Section 3

#### « Biens exonérés

« Art. 885 J – Les exonérations prévues en matière de droits de mutation par décès par les articles 787 B et 787 C, les 4° à 6° du 1 et les 3° à 8° du 2 de l’article 793 et les articles 795 A et 1135 bis ne sont pas applicables à l’impôt de solidarité sur la fortune.

« Les parts de groupements forestiers sont exonérées à concurrence des trois quarts de la fraction de la valeur nette correspondant aux biens visés au 3° du 1 de l’article 793 et sous les mêmes conditions.

« Les biens donnés à bail à long terme dans les conditions prévues aux articles L. 416-1 à L. 416-6, L. 416-8 et L. 416-9 du code rural et de la pêche maritime et ceux donnés à bail cessible dans les conditions prévues par les articles L. 418-1 à L. 418-5 du même code, qui ne sont pas en totalité qualifiés de biens professionnels en application de l’article 885 P, sont exonérés d’impôt de solidarité sur la fortune à concurrence des trois quarts lorsque la valeur totale des biens loués quel que soit le nombre de baux n’excède pas 101 897 € et pour moitié au-delà de cette limite, sous réserve que la durée du bail soit au minimum de dix-huit ans et que les descendants du preneur ne soient pas contractuellement privés de la faculté de bénéficier des dispositions de l’article L. 411-35 du code rural et de la pêche maritime.

« Sous les conditions prévues au 4° du 1 de l’article 793, les parts de groupements fonciers agricoles et de groupements agricoles fonciers, soumis aux dispositions de la loi complémentaire à la loi d’orientation agricole n° 62-933 du 8 août 1962 et de la loi n° 70-1299 du 31 décembre 1970 relative aux groupements fonciers agricoles, qui ne sont pas en totalité qualifiés de biens professionnels en application de l’article 885 Y sont, sous réserve que les baux à long terme ou les baux cessibles consentis par le groupement répondent aux conditions prévues au troisième alinéa, exonérées à concurrence des trois quarts, si la valeur totale des parts détenues n’excède pas 101 897 € et pour moitié au-delà de cette limite.

« Art. 885 K – Les objets d’antiquité, d’art ou de collection ne sont pas compris dans les bases d’imposition à l’impôt de solidarité sur la fortune.

« Cette exonération s’applique également aux parts de sociétés civiles mentionnées au troisième alinéa de l’article 795 A à concurrence de la fraction de la valeur des parts représentatives des objets d’antiquité, d’art ou de collection.

« Les droits de la propriété industrielle ne sont pas compris dans la base d'imposition à l'impôt de solidarité sur la fortune de leur inventeur.

« Les droits de la propriété littéraire et artistique ne sont pas compris dans la base d'imposition à l'impôt de solidarité sur la fortune de leur auteur. Cette exonération s'applique également aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et des producteurs de vidéogrammes.

« Art. 885 L – Les parts ou les actions d'une société ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale ne sont pas comprises dans les bases d'imposition à l'impôt de solidarité sur la fortune, à concurrence des trois quarts de leur valeur si les conditions suivantes sont réunies :

« a) Les parts ou les actions mentionnées ci-dessus doivent faire l'objet d'un engagement collectif de conservation pris par le propriétaire, pour lui et ses ayants cause à titre gratuit avec d'autres associés ;

« b) L'engagement collectif de conservation doit porter sur au moins 20 % des droits financiers et des droits de vote attachés aux titres émis par la société s'ils sont admis à la négociation sur un marché réglementé ou, à défaut, sur au moins 34 % des parts ou actions de la société.

« Ces pourcentages doivent être respectés tout au long de la durée de l'engagement collectif de conservation qui ne peut être inférieure à deux ans. Les associés de l'engagement collectif de conservation peuvent effectuer entre eux des cessions ou donations des titres soumis à l'engagement. Ils peuvent également admettre un nouvel associé dans l'engagement collectif à condition que cet engagement collectif soit reconduit pour une durée minimale de deux ans.

« La durée initiale de l'engagement collectif de conservation peut être automatiquement prorogée par disposition expresse, ou modifiée par avenant. La dénonciation de la reconduction doit être notifiée à l'administration pour lui être opposable.

« L'engagement collectif de conservation est opposable à l'administration à compter de la date de l'enregistrement de l'acte qui le constate. Dans le cas de titres admis à la négociation sur un marché réglementé, l'engagement collectif de conservation est soumis aux dispositions de l'article L. 233-11 du code de commerce.

« Pour le calcul des pourcentages prévus au premier alinéa, il est tenu compte des titres détenus par une société possédant directement une participation dans la société dont les parts ou actions font l'objet de l'engagement collectif de conservation visé au a et auquel elle a souscrit. La valeur des titres de cette société bénéficie de l'exonération partielle prévue au premier alinéa à proportion de la valeur réelle de son actif brut qui correspond à la participation ayant fait l'objet de l'engagement collectif de conservation.

« L'exonération s'applique également lorsque la société détenue directement par le redevable possède une participation dans une société qui détient les titres de la société dont les parts ou actions font l'objet de l'engagement de conservation.

« Dans cette hypothèse, l'exonération partielle est appliquée à la valeur des titres de la société détenus directement par le redevable, dans la limite de la fraction de la valeur réelle de l'actif brut de celle-ci représentative de la valeur de la participation indirecte ayant fait l'objet d'un engagement de conservation.

« Le bénéfice de l'exonération partielle est subordonné à la condition que les participations soient conservées inchangées à chaque niveau d'interposition pendant toute la durée de l'engagement collectif ;

« En cas de non-respect des dispositions du huitième alinéa par suite d'une fusion entre sociétés interposées, l'exonération partielle accordée au titre de l'année en cours et de celles précédant cette



opération n'est pas remise en cause si les signataires respectent l'engagement prévu au a jusqu'à son terme. Les titres reçus en contrepartie de la fusion doivent être conservés jusqu'au même terme.

« En cas de non-respect des dispositions du huitième alinéa par suite d'une donation ou d'une cession de titres d'une société possédant une participation dans la société dont les parts ou actions font l'objet de l'engagement de conservation ou de titres d'une société possédant une participation dans une société qui détient les titres de la société dont les parts ou actions font l'objet de l'engagement de conservation, l'exonération partielle accordée au titre de l'année en cours et de celles précédant l'opération n'est pas remise en cause, sous réserve que l'opération intervienne entre associés bénéficiaires de cette exonération partielle et que les titres reçus soient au moins conservés jusqu'au terme du délai prévu au d. Dans cette hypothèse, le cessionnaire ou le donataire bénéficie de l'exonération partielle au titre des années suivant celle de la cession ou de la donation, sous réserve que les titres reçus soient conservés au moins jusqu'au même terme.

« c) À compter de la date d'expiration de l'engagement collectif, l'exonération partielle est subordonnée à la condition que les parts ou actions restent la propriété du redevable ;

« d) L'exonération partielle est acquise au terme d'un délai global de conservation de six ans. Au-delà de ce délai, est seule remise en cause l'exonération partielle accordée au titre de l'année au cours de laquelle l'une des conditions prévues aux a et b ou au c n'est pas satisfaite ;

« e) L'un des associés mentionnés au a exerce effectivement dans la société dont les parts ou actions font l'objet de l'engagement collectif de conservation pendant les cinq années qui suivent la date de conclusion de cet engagement, son activité professionnelle principale si celle-ci est une société de personnes visée aux articles 8 et 8 ter, ou l'une des fonctions énumérées au 1° de l'article 885 T lorsque celle-ci est soumise à l'impôt sur les sociétés, de plein droit ou sur option ;

« e bis) Les parts ou actions ne sont pas inscrites sur un compte PME innovation mentionné à l'article L. 221-32-4 du code monétaire et financier. Le non-respect de cette condition par l'un des signataires pendant le délai global de conservation de six ans mentionné au d entraîne la remise en cause de l'exonération partielle dont il a bénéficié au titre de l'année en cours et de celles précédant l'inscription des parts ou actions sur le compte PME innovation ;

« f) La déclaration visée au 1 du I de l'article 885 ZI doit être appuyée d'une attestation de la société dont les parts ou actions font l'objet de l'engagement collectif de conservation certifiant que les conditions prévues aux a et b ont été remplies l'année précédant celle au titre de laquelle la déclaration est souscrite ;

« À compter de l'expiration de l'engagement collectif de conservation, la déclaration visée au 1 du I de l'article 885 ZI est accompagnée d'une attestation du redevable certifiant que la condition prévue au c a été satisfaite l'année précédant celle au titre de laquelle la déclaration est souscrite ;

« g) En cas de non-respect de la condition prévue au a par l'un des signataires, l'exonération partielle n'est pas remise en cause à l'égard des signataires autres que le cédant si :

« 1° Soit les titres que ces autres signataires détiennent ensemble respectent la condition prévue au b et ceux-ci les conservent jusqu'au terme initialement prévu ;

« 2° Soit le cessionnaire s'associe à l'engagement collectif à raison des titres cédés afin que le pourcentage prévu au b demeure respecté. Dans ce cas, l'engagement collectif est reconduit pour une durée minimale de deux ans pour l'ensemble des signataires.

« Au-delà du délai minimum prévu au b, en cas de non-respect des conditions prévues aux a et b, l'exonération partielle n'est pas remise en cause pour les signataires qui respectent la condition prévue au c ;

« h) En cas de non-respect des conditions prévues au a ou au b par suite d'une fusion ou d'une scission au sens de l'article 817 A ou d'une augmentation de capital, l'exonération partielle accordée au titre de l'année en cours et de celles précédant ces opérations n'est pas remise en cause si les signataires respectent l'engagement prévu au a jusqu'à son terme. Les titres reçus en contrepartie d'une fusion ou d'une scission doivent être conservés jusqu'au même terme. Cette exonération n'est pas non plus remise en cause lorsque la condition prévue au b n'est pas respectée par suite d'une annulation des titres pour cause de pertes ou de liquidation judiciaire ;

« i) En cas de non-respect de la condition prévue au c par suite d'une fusion ou d'une scission au sens de l'article 817 A ou d'une augmentation de capital, l'exonération partielle accordée au titre de l'année en cours et de celles précédant ces opérations n'est pas remise en cause si les titres reçus en contrepartie de ces opérations sont conservés par le redevable. De même, cette exonération n'est pas remise en cause lorsque la condition prévue au c n'est pas respectée par suite d'une annulation des titres pour cause de pertes ou de liquidation judiciaire.

« Un décret en Conseil d'État détermine les modalités d'application du présent article, notamment les obligations déclaratives incombant aux redevables et aux sociétés.

« Art. 885 M – I. – 1. Sont exonérés les titres reçus par le redevable en contrepartie de sa souscription au capital initial ou aux augmentations de capital, en numéraire ou en nature par apport de biens nécessaires à l'exercice de l'activité, à l'exception des actifs immobiliers et des valeurs mobilières, d'une petite et moyenne entreprise au sens de l'annexe I au règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, si les conditions suivantes sont réunies au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition :

« a) La société exerce exclusivement une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale, à l'exclusion des activités de gestion de patrimoine mobilier définie à l'article 885 V, et notamment celles des organismes de placement en valeurs mobilières, et des activités de gestion ou de location d'immeubles ;

« b) La société a son siège de direction effective dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

« 2. L'exonération s'applique également aux titres reçus par le redevable en contrepartie de sa souscription en numéraire au capital d'une société satisfaisant aux conditions suivantes :

« a) La société vérifie l'ensemble des conditions prévues au 1, à l'exception de celle tenant à son activité ;

« b) La société a pour objet exclusif de détenir des participations dans des sociétés exerçant une des activités mentionnées au a du 1.

« L'exonération s'applique alors à la valeur des titres de la société détenus directement par le redevable, dans la limite de la fraction de la valeur réelle de l'actif brut de celle-ci représentative de la valeur des titres reçus en contrepartie de sa souscription au capital initial ou aux augmentations de capital de sociétés vérifiant l'ensemble des conditions prévues au 1.

« 3. L'exonération s'applique dans les mêmes conditions aux parts de fonds d'investissement de proximité définis par l'article L. 214-31 du code monétaire et financier dont la valeur des parts est constituée au moins à hauteur de 20 % de titres reçus en contrepartie de souscriptions au capital de sociétés exerçant leur activité ou juridiquement constituées depuis moins de cinq ans vérifiant les conditions prévues au 1 du I de l'article 885 ZE.

« 4. L'exonération s'applique dans les mêmes conditions aux parts de fonds communs de placement dans l'innovation définis par l'article L. 214-30 du code monétaire et financier et de fonds communs de placement à risques et de fonds professionnels de capital investissement définis respectivement aux articles L. 214-28 et L. 214-160 du même code dont l'actif est constitué au moins à hauteur de 40 % de titres reçus en contrepartie de souscriptions au capital de sociétés exerçant leur activité ou juridiquement constituées depuis moins de cinq ans, vérifiant les conditions prévues au 1 du I de l'article 885 ZE du présent code.

« L'exonération est limitée à la fraction de la valeur des parts de ces fonds représentative de titres reçus en contrepartie de souscriptions au capital de sociétés vérifiant les conditions prévues au même 1.

« II. – Un décret fixe les obligations déclaratives incombant aux redevables et aux sociétés ainsi qu'aux gérants de fonds visés au I.

« Art. 885 N – I. – Les parts ou actions d'une société ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale ne sont pas comprises dans les bases d'imposition à l'impôt de solidarité sur la fortune, à concurrence des trois quarts de leur valeur, lorsque leur propriétaire exerce son activité principale dans cette société comme salarié ou mandataire social, ou y exerce son activité principale lorsque la société est une société de personnes soumise à l'impôt sur le revenu visée aux articles 8 à 8 ter.

« L'exonération est subordonnée à la condition que les parts ou actions restent la propriété du redevable pendant une durée minimale de six ans courant à compter du premier fait générateur au titre duquel l'exonération a été demandée.

« L'activité mentionnée au premier alinéa du présent I doit correspondre à une fonction effectivement exercée par le redevable et donner lieu à une rémunération normale, dans les catégories imposables à l'impôt sur le revenu des traitements et salaires, bénéfices industriels et commerciaux, bénéfices agricoles, bénéfices non commerciaux, revenus des gérants et associés mentionnés à l'article 62 et des jetons de présence imposés dans la catégorie des revenus de capitaux mobiliers, au regard des rémunérations du même type versées au titre de fonctions analogues dans l'entreprise ou dans des entreprises similaires établies en France. Cette rémunération doit représenter plus de la moitié des revenus à raison desquels l'intéressé est soumis à l'impôt sur le revenu dans les mêmes catégories, à l'exclusion des revenus non professionnels.

« Les parts ou actions détenues par une même personne dans plusieurs sociétés bénéficient du régime de faveur lorsque le redevable exerce une activité éligible dans chaque société et que les sociétés en cause ont effectivement des activités, soit similaires, soit connexes et complémentaires.

« L'exonération s'applique dans les mêmes conditions aux titres détenus dans une société qui a des liens de dépendance avec la ou les sociétés dans laquelle ou lesquelles le redevable exerce ses fonctions ou activités au sens du a du 12 de l'article 39.

« Lorsque l'exonération s'applique à des parts ou actions de plusieurs sociétés, la condition de rémunération normale mentionnée au troisième alinéa est appréciée dans chaque société prise isolément et la condition relative au seuil des revenus mentionnée au même troisième alinéa est respectée si la somme des rémunérations perçues au titre des fonctions exercées dans ces différentes sociétés représente plus de la moitié des revenus mentionnés audit troisième alinéa.

« L'exonération s'applique dans les mêmes conditions aux parts de fonds communs de placement d'entreprise visés aux articles L. 214-164 et suivants du code monétaire et financier ou aux actions de sociétés d'investissement à capital variable d'actionnariat salarié visées à l'article L. 214-166 du même code. L'exonération est limitée à la fraction de la valeur des parts ou actions de ces organismes de placement collectif représentative des titres de la société dans laquelle le redevable exerce son activité principale ou de sociétés qui lui sont liées dans les conditions prévues à l'article L. 233-16 du

code de commerce. Une attestation de l'organisme déterminant la valeur éligible à l'exonération partielle doit être jointe à la déclaration visée au 1 du I de l'article 885 ZI.

« II. – Les parts ou actions mentionnées au I et détenues par le redevable depuis au moins trois ans au moment de la cessation de ses fonctions ou activités pour faire valoir ses droits à la retraite sont exonérées, à hauteur des trois quarts de leur valeur, d'impôt de solidarité sur la fortune, sous réserve du respect des conditions de conservation figurant au deuxième alinéa du I.

« III. – En cas de non-respect de la condition de détention prévue au deuxième alinéa du I et au II par suite d'une fusion ou d'une scission au sens de l'article 817 A, l'exonération partielle accordée au titre de l'année en cours et de celles précédant ces opérations n'est pas remise en cause si les titres reçus en contrepartie sont conservés jusqu'au même terme. Cette exonération n'est pas non plus remise en cause lorsque la condition prévue au deuxième alinéa du I et au II n'est pas respectée par suite d'une annulation des titres pour cause de pertes ou de liquidation judiciaire.

« IV. – L'exonération partielle prévue au présent article est exclusive de l'application de tout autre régime de faveur.

« Art. 885 O – La valeur de capitalisation des rentes viagères constituées dans le cadre d'une activité professionnelle ou d'un plan d'épargne retraite populaire prévu à l'article L. 144-2 du code des assurances, moyennant le versement de primes régulièrement échelonnées dans leur montant et leur périodicité pendant une durée d'au moins quinze ans et dont l'entrée en jouissance intervient, au plus tôt, à compter de la date de la liquidation de la pension du redevable dans un régime obligatoire d'assurance vieillesse ou à l'âge fixé en application de l'article L. 351-1 du code de la sécurité sociale, n'entre pas dans le calcul de l'assiette de l'impôt. L'exonération bénéficie au souscripteur et à son conjoint.

« Jusqu'au 31 décembre 2010, la condition de durée d'au moins quinze ans n'est pas requise pour les contrats et plans prévus aux articles L. 3334-1 à L. 3334-16 du code du travail, L. 144-2 du code des assurances et au b du 1 du I de l'article 163 quater viciés du présent code, lorsque le souscripteur y adhère moins de quinze années avant l'âge donnant droit à la liquidation d'une retraite à taux plein.

« Art. 885 P – La valeur de capitalisation des rentes ou indemnités perçues en réparation de dommages corporels liés à un accident ou à une maladie est exclue du patrimoine des personnes bénéficiaires ou, en cas de transmission à titre gratuit par décès, du patrimoine du conjoint survivant.

« Art. 885 Q – Les personnes physiques qui n'ont pas en France leur domicile fiscal ne sont pas imposables sur leurs placements financiers.

« Ne sont pas considérées comme placements financiers les actions ou parts détenues par ces personnes dans une société ou personne morale dont l'actif est principalement constitué d'immeubles ou de droits immobiliers situés sur le territoire français, et ce à proportion de la valeur de ces biens par rapport à l'actif total de la société. Il en est de même pour les actions, parts ou droits détenus par ces personnes dans les personnes morales ou organismes mentionnés au deuxième alinéa du 2° de l'article 750 ter.

#### « Section 4

#### « Biens professionnels

« Art. 885 R – Les biens nécessaires à l'exercice, à titre principal, tant par leur propriétaire que par le conjoint de celui-ci, d'une profession industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale sont considérés comme des biens professionnels.

« Sont présumées constituer une seule profession les différentes activités professionnelles exercées par une même personne et qui sont soit similaires, soit connexes et complémentaires.

« Sont considérées comme des biens professionnels les parts ou actions détenues par une personne mentionnée au premier alinéa dans une ou plusieurs sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés lorsque chaque participation, prise isolément, satisfait aux conditions prévues à l'article 885 T pour avoir la qualité de biens professionnels.

« Art. 885 S – Sont également considérées comme des biens professionnels les parts de sociétés de personnes soumises à l'impôt sur le revenu visées aux articles 8 et 8 ter lorsque le redevable exerce dans la société son activité professionnelle principale.

« Les parts détenues par le redevable dans plusieurs sociétés de personnes constituent un seul bien professionnel lorsque les sociétés ont des activités soit similaires, soit connexes et complémentaires.

« Sont également considérées comme des biens professionnels les parts ou actions détenues par une personne mentionnée au premier alinéa dans une société soumise à l'impôt sur les sociétés si chaque participation, prise isolément, satisfait aux conditions prévues à l'article 885 T pour avoir la qualité de biens professionnels.

« Art. 885 T – Les parts et actions de sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés, de plein droit ou sur option, sont également considérées comme des biens professionnels si leur propriétaire remplit les conditions suivantes :

« 1° Être, soit gérant nommé conformément aux statuts d'une société à responsabilité limitée ou en commandite par actions, soit associé en nom d'une société de personnes, soit président, directeur général, président du conseil de surveillance ou membre du directoire d'une société par actions.

« Les fonctions mentionnées au premier alinéa du présent 1° doivent être effectivement exercées et donner lieu à une rémunération normale, dans les catégories imposables à l'impôt sur le revenu des traitements et salaires, bénéfices industriels et commerciaux, bénéfices agricoles, bénéfices non commerciaux et revenus des gérants et associés mentionnés à l'article 62, au regard des rémunérations du même type versées au titre de fonctions analogues dans l'entreprise ou dans des entreprises similaires établies en France. Cette rémunération doit représenter plus de la moitié des revenus à raison desquels l'intéressé est soumis à l'impôt sur le revenu dans les mêmes catégories, à l'exclusion des revenus non professionnels ;

« 2° Posséder 25 % au moins des droits de vote attachés aux titres émis par la société, directement ou par l'intermédiaire de son conjoint ou de leurs ascendants ou descendants ou de leurs frères et sœurs. Les titres détenus dans les mêmes conditions dans une société possédant une participation dans la société dans laquelle le redevable exerce ses fonctions sont pris en compte dans la proportion de cette participation ; la valeur de ces titres qui sont la propriété personnelle du redevable est exonérée à concurrence de la valeur réelle de l'actif brut de la société qui correspond à la participation dans la société dans laquelle le redevable exerce ses fonctions.

« Sont considérées comme des biens professionnels les parts ou actions détenues par une même personne dans plusieurs sociétés lorsque chaque participation, prise isolément, satisfait aux conditions prévues par le présent article pour avoir la qualité de biens professionnels. Toutefois, la condition de rémunération prévue à la seconde phrase du second alinéa du 1° est respectée si la somme des rémunérations perçues au titre des fonctions énumérées au premier alinéa du même 1° dans les sociétés dont le redevable possède des parts ou actions représente plus de la moitié des revenus mentionnés à la même phrase.

« Lorsque les sociétés mentionnées au deuxième alinéa ont des activités soit similaires, soit connexes et complémentaires, la condition de rémunération normale s'apprécie au regard des fonctions exercées dans l'ensemble des sociétés dont les parts ou actions constituent un bien professionnel.

« Le respect de la condition de possession de 25 % au moins des droits de vote attachés aux titres émis par la société prévue au premier alinéa n'est pas exigé après une augmentation de capital si, à compter de la date de cette dernière, le redevable remplit les trois conditions suivantes :

- « a) Il a respecté cette condition au cours des cinq années ayant précédé l'augmentation de capital ;
- « b) Il possède 12,5 % au moins des droits de vote attachés aux titres émis par la société, directement ou par l'intermédiaire de son conjoint, de leurs ascendants ou descendants ou de leurs frères et sœurs ;
- « c) Il est partie à un pacte conclu avec d'autres associés ou actionnaires représentant au total 25 % au moins des droits de vote et exerçant un pouvoir d'orientation dans la société.

« Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, la condition de possession de 25 % au moins des droits de vote attachés aux titres émis par la société n'est pas exigée des gérants et associés visés à l'article 62.

« Sont également considérées comme des biens professionnels les parts ou actions détenues directement par le gérant nommé conformément aux statuts d'une société à responsabilité limitée ou en commandite par actions, le président, le directeur général, le président du conseil de surveillance ou le membre du directoire d'une société par actions, qui remplit les conditions prévues au 1° ci-dessus, lorsque leur valeur excède 50 % de la valeur brute des biens imposables, y compris les parts et actions précitées.

« Sont également considérées comme des biens professionnels, dans la limite de 150 000 €, les parts ou actions acquises par un salarié lors de la constitution d'une société créée pour le rachat de tout ou partie du capital d'une entreprise dans les conditions mentionnées aux articles 220 quater ou 220 quater A tant que le salarié exerce son activité professionnelle principale dans la société rachetée et que la société créée bénéficie du crédit d'impôt prévu à ces articles.

« Art. 885 U– Seule la fraction de la valeur des parts ou actions correspondant aux éléments du patrimoine social nécessaires à l'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale de la société est considérée comme un bien professionnel.

« N'est pas considérée comme un bien professionnel la fraction de la valeur des parts ou actions de la société mentionnée au premier alinéa représentative de la fraction du patrimoine social d'une société dans laquelle elle détient directement ou indirectement des parts ou actions non nécessaire à l'activité de celle-ci ou à l'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale de la société mentionnée au premier alinéa.

« Aucun rehaussement n'est effectué sur le fondement du deuxième alinéa à raison des éléments pour lesquels le redevable, de bonne foi, n'est pas en mesure de disposer des informations nécessaires.

« Art. 885 V– Ne sont pas considérées comme des biens professionnels les parts ou actions de sociétés ayant pour activité principale la gestion de leur propre patrimoine mobilier ou immobilier.

« Art. 885 W – Le redevable qui transmet les parts ou actions d'une société avec constitution d'un usufruit sur ces parts et actions à son profit peut retenir, pour l'application de l'article 885 G, la qualification professionnelle pour ces titres, à hauteur de la quotité de la valeur en pleine propriété des titres ainsi démembres correspondant à la nue-propriété lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- « a) Le redevable remplissait, depuis trois ans au moins, avant le démembrement, les conditions requises pour que les parts et actions aient le caractère de biens professionnels ;
- « b) La nue-propriété est transmise à un ascendant, un descendant, un frère ou une sœur du redevable ou de son conjoint ;

« c) Le nu-propriétaire exerce les fonctions et satisfait les conditions définies au 1° de l'article 885 T ;

« d) Dans le cas de transmission de parts sociales ou d'actions d'une société à responsabilité limitée, ou d'une société par actions, le redevable doit, soit détenir directement ou par l'intermédiaire de son conjoint ou de leurs ascendants ou descendants ou de leur frère ou sœur, en usufruit ou en pleine propriété, 25 % au moins du capital de la société transmise, soit détenir directement des actions ou parts sociales qui représentent au moins 50 % de la valeur brute de ses biens imposables, y compris les parts et actions précitées.

« Art. 885 X – Les biens donnés à bail à long terme dans les conditions prévues aux articles L. 416-1 à L. 416-6, L. 416-8 et L. 416-9 du code rural et de la pêche maritime et ceux donnés à bail cessible dans les conditions prévues par les articles L. 418-1 à L. 418-5 du même code sont considérés comme des biens professionnels à condition, d'une part, que la durée du bail soit au minimum de dix-huit ans et, d'autre part, que le preneur utilise le bien dans l'exercice de sa profession principale et qu'il soit le conjoint du bailleur, l'un de leurs frères et sœurs, l'un de leurs ascendants ou descendants ou le conjoint de l'un de leurs ascendants ou descendants.

« Les biens ruraux donnés à bail, dans les conditions prévues aux articles du code rural et de la pêche maritime précités, à une société à objet principalement agricole contrôlée à plus de 50 % par les personnes visées au premier alinéa, sont considérés comme des biens professionnels à concurrence de la participation détenue dans la société locataire par celles des personnes précitées qui y exercent leur activité professionnelle principale.

« Les biens ruraux, donnés à bail dans les conditions prévues au premier alinéa, lorsqu'ils sont mis à la disposition d'une société mentionnée au deuxième alinéa ou lorsque le droit au bail y afférent est apporté à une société de même nature, dans les conditions prévues respectivement aux articles L. 411-37 et L. 411-38 du code rural et de la pêche maritime, sont considérés comme des biens professionnels dans les mêmes proportions et sous les mêmes conditions que celles définies par ce dernier alinéa.

« Art. 885 Y – Sous les conditions prévues au 4° du 1 de l'article 793, les parts de groupements fonciers agricoles et de groupements agricoles fonciers soumis aux dispositions de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole n° 62-933 du 8 août 1962 et de la loi n° 70-1299 du 31 décembre 1970 relative aux groupements fonciers agricoles sont considérées comme des biens professionnels, sous réserve que ces parts soient représentatives d'apports constitués par des immeubles ou des droits immobiliers à destination agricole et que les baux consentis par le groupement ainsi que leurs preneurs répondent aux conditions prévues à l'article 885 X.

« Lorsque les baux répondant aux conditions prévues à l'article 885 P ont été consentis à une société à objet principalement agricole contrôlée à plus de 50 % par les personnes visées au premier alinéa, les parts du groupement sont considérées comme des biens professionnels à concurrence de la participation détenue dans la société locataire par celles des personnes précitées qui y exercent leur activité professionnelle principale.

« Lorsque les biens ruraux donnés à bail dans les conditions prévues au premier alinéa sont mis à la disposition d'une société mentionnée au deuxième alinéa ou lorsque le droit au bail y afférent est apporté à une société de même nature, dans les conditions prévues respectivement par les articles L. 411-37 et L. 411-38 du code rural et de la pêche maritime, les parts du groupement sont considérées comme des biens professionnels dans les mêmes proportions et sous les mêmes conditions que celles définies par ce dernier alinéa.

« Art. 885 Z – Sont considérés comme des biens professionnels au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune les locaux d'habitation loués meublés ou destinés à être loués meublés par des personnes louant directement ou indirectement ces locaux, qui, inscrites au registre du commerce et des sociétés en qualité de loueurs professionnels, réalisent plus de 23 000 € de recettes annuelles et retirent de cette activité plus de 50 % des revenus à raison desquels le foyer fiscal auquel elles appartiennent est

soumis à l'impôt sur le revenu dans les catégories des traitements et salaires, bénéfices industriels et commerciaux, bénéfices agricoles, bénéfices non commerciaux, revenus des gérants et associés mentionnés à l'article 62.

« Section 5

« Évaluation des biens

« Art. 885 ZA – La valeur des biens est déterminée suivant les règles en vigueur en matière de droits de mutation par décès.

« Par dérogation aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 761, un abattement de 30 % est effectué sur la valeur vénale réelle de l'immeuble lorsque celui-ci est occupé à titre de résidence principale par son propriétaire. En cas d'imposition commune, un seul immeuble est susceptible de bénéficier de l'abattement précité.

« Art. 885 ZB – Les valeurs mobilières cotées sur un marché sont évaluées selon le dernier cours connu ou selon la moyenne des trente derniers cours qui précèdent la date d'imposition.

« Art. 885 ZC – Les créances détenues, directement ou par l'intermédiaire d'une ou plusieurs sociétés interposées, par des personnes n'ayant pas leur domicile fiscal en France, sur une société à prépondérance immobilière mentionnée au 2° du I de l'article 726, ne sont pas déduites pour la détermination de la valeur des parts que ces personnes détiennent dans la société.

« Section 6

« Calcul de l'impôt

« Art. 885 ZD – 1. Le tarif de l'impôt est fixé à :

« (en pourcentage)

«

FRACTION DE LA VALEUR NETTE TAXABLE du patrimoine	TARIF applicable
N'excédant pas 800 000 €	0
Supérieure à 800 000 € et inférieure ou égale à 1 300 000 €	0,50
Supérieure à 1 300 000 € et inférieure ou égale à 2 570 000 €	0,70
Supérieure à 2 570 000 € et inférieure ou égale à 5 000 000 €	1
Supérieure à 5 000 000 € et inférieure ou égale à 10 000 000 €	1,25
Supérieure à 10 000 000 €	1,50

« 2. Pour les redevables dont le patrimoine a une valeur nette taxable égale ou supérieure à 1 300 000 € et inférieure à 1 400 000 €, le montant de l'impôt calculé selon le tarif prévu au tableau du 1 est réduit d'une somme égale à 17 500 € – 1,25 % P, où P est la valeur nette taxable du patrimoine.

« Art. 885 ZE – I. – 1. Le redevable peut imputer sur l'impôt de solidarité sur la fortune 50 % des versements effectués au titre :

« 1° Des souscriptions en numéraire :

« a) Au capital initial de sociétés ;

« b) Aux augmentations de capital de sociétés dont il n'est ni associé ni actionnaire ;



« c) Aux augmentations de capital d'une société dont il est associé ou actionnaire lorsque ces souscriptions constituent un investissement de suivi, y compris après la période de sept ans mentionnée au troisième alinéa du d du 1 bis du présent I, réalisé dans les conditions cumulatives suivantes :

« – le redevable a bénéficié, au titre de son premier investissement au capital de la société bénéficiaire des versements, de l'avantage fiscal prévu au premier alinéa du présent 1 ;

« – de possibles investissements de suivi étaient prévus dans le plan d'entreprise de la société bénéficiaire des versements ;

« – la société bénéficiaire de l'investissement de suivi n'est pas devenue liée à une autre entreprise dans les conditions prévues au c du 6 de l'article 21 du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

« 2° Des souscriptions de titres participatifs, dans les conditions prévues au 1°, dans des sociétés coopératives de production définies par la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives de production ou dans d'autres sociétés coopératives régies par la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

« Les souscriptions mentionnées aux 1° et 2° confèrent aux souscripteurs les seuls droits résultant de la qualité d'actionnaire ou d'associé, à l'exclusion de toute autre contrepartie notamment sous la forme de garantie en capital, de tarifs préférentiels ou d'accès prioritaire aux biens produits ou aux services rendus par la société.

« Cet avantage fiscal ne peut être supérieur à 45 000 € par an.

« 1 bis. La société bénéficiaire des versements mentionnée au 1 doit satisfaire aux conditions suivantes :

« a) Elle est une petite et moyenne entreprise au sens de l'annexe I du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 précité ;

« b) Elle n'est pas qualifiable d'entreprise en difficulté au sens du 18 de l'article 2 du même règlement ;

« c) Elle exerce une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale, à l'exclusion des activités procurant des revenus garantis en raison de l'existence d'un tarif réglementé de rachat de la production ou bénéficiant d'un contrat offrant un complément de rémunération défini à l'article L. 314-18 du code de l'énergie, des activités financières, des activités de gestion de patrimoine mobilier définie à l'article 885 V du présent code et des activités de construction d'immeubles en vue de leur vente ou de leur location et des activités immobilières ;

« d) Elle remplit au moins l'une des conditions suivantes au moment de l'investissement initial :

« – elle n'exerce son activité sur aucun marché ;

« – elle exerce son activité sur un marché, quel qu'il soit, depuis moins de sept ans après sa première vente commerciale. Le seuil de chiffre d'affaires qui caractérise la première vente commerciale au sens du présent alinéa ainsi que ses modalités de détermination sont fixés par décret ;

« – elle a besoin d'un investissement en faveur du financement des risques qui, sur la base d'un plan d'entreprise établi en vue d'intégrer un nouveau marché géographique ou de produits, est supérieur à 50 % de son chiffre d'affaires annuel moyen des cinq années précédentes ;

« e) Ses actifs ne sont pas constitués de façon prépondérante de métaux précieux, d'œuvres d'art, d'objets de collection, d'antiquités, de chevaux de course ou de concours ou, sauf si l'objet même de son activité consiste en leur consommation ou en leur vente au détail, de vins ou d'alcools ;

« f) Elle a son siège de direction effective dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales ;

« g) Ses titres ne sont pas admis aux négociations sur un marché réglementé ou un système multilatéral de négociation français ou étranger au sens des articles L. 421-1 ou L. 424-1 du code monétaire et financier, sauf si ce marché est un système multilatéral de négociation où la majorité des instruments admis à la négociation sont émis par des petites et moyennes entreprises au sens de l'annexe I du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 précité ;

« h) Elle est soumise à l'impôt sur les bénéfices dans les conditions de droit commun ou y serait soumise dans les mêmes conditions si son activité était exercée en France ;

« i) Elle compte au moins deux salariés à la clôture de l'exercice qui suit la souscription ayant ouvert droit à la présente réduction, ou un salarié si elle est soumise à l'obligation de s'inscrire à la chambre de métiers et de l'artisanat ;

« j) Le montant total des versements qu'elle a reçus au titre des souscriptions mentionnées au présent I et au III et des aides dont elle a bénéficié au titre du financement des risques sous la forme d'investissement en fonds propres ou quasi-fonds propres, de prêts, de garanties ou d'une combinaison de ces instruments n'excède pas 15 millions d'euros.

« 2. L'avantage fiscal prévu au 1 s'applique, dans les mêmes conditions, aux souscriptions effectuées par des personnes physiques en indivision. Chaque membre de l'indivision peut bénéficier de l'avantage fiscal à concurrence de la fraction de la part de sa souscription représentative de titres reçus en contrepartie de souscriptions au capital de sociétés vérifiant les conditions prévues au 1 bis.

« 3. L'avantage fiscal prévu au 1 s'applique également aux souscriptions en numéraire au capital d'une société satisfaisant aux conditions suivantes :

« a) La société vérifie l'ensemble des conditions prévues au 1 bis, à l'exception de celle prévue au c, d, i et j ;

« b) La société a pour objet exclusif de détenir des participations dans des sociétés exerçant une des activités mentionnées au c du 1 bis ;

« c) La société a exclusivement pour mandataires sociaux des personnes physiques ;

« d) La société n'est pas associée ou actionnaire de la société au capital de laquelle elle réinvestit, excepté lorsque le réinvestissement constitue un investissement de suivi remplissant les conditions cumulatives prévues au c du 1° du 1 ;

« e) La société communique à chaque investisseur, avant la souscription de ses titres, un document d'information précisant notamment la période de conservation des titres pour bénéficier de l'avantage fiscal visé au 1, les modalités prévues pour assurer la liquidité de l'investissement au terme de la durée de blocage, les risques générés par l'investissement et la politique de diversification des risques, les règles d'organisation et de prévention des conflits d'intérêts, les modalités de calcul et la décomposition de tous les frais et commissions, directs et indirects, et le nom du ou des prestataires de services d'investissement chargés du placement des titres.

« Le montant des versements effectués au titre de la souscription par le redevable est pris en compte pour l'assiette de l'avantage fiscal dans la limite de la fraction déterminée en retenant :

« – au numérateur, le montant des versements effectués, par la société mentionnée au premier alinéa au titre de la souscription au capital dans des sociétés vérifiant l'ensemble des conditions prévues au 1 bis, entre la date limite de dépôt de la déclaration devant être souscrite par le redevable l'année précédant celle de l'imposition et la date limite de dépôt de la déclaration devant être souscrite par le redevable l'année d'imposition. Ces versements sont ceux effectués avec les capitaux reçus au cours de cette période ou de la période d'imposition antérieure lors de la constitution du capital initial ou au titre de l'augmentation de capital auquel le redevable a souscrit ;

« – au dénominateur, le montant des capitaux reçus par la société mentionnée au premier alinéa au titre de la constitution du capital initial ou de l'augmentation de capital auquel le redevable a souscrit au cours de l'une des périodes mentionnées au numérateur.

« Un décret fixe les conditions dans lesquelles les investisseurs sont informés annuellement du montant détaillé des frais et commissions, directs et indirects, qu'ils supportent et celles dans lesquelles ces frais sont encadrés. Pour l'application de la phrase précédente, sont assimilées aux sociétés mentionnées au premier alinéa du présent 3 les sociétés dont la rémunération provient principalement de mandats de conseil ou de gestion obtenus auprès de redevables effectuant les versements mentionnés au 1 ou au présent 3, lorsque ces mandats sont relatifs à ces mêmes versements.

« La société adresse à l'administration fiscale, à des fins statistiques, au titre de chaque année, avant le 30 avril de l'année suivante et dans des conditions définies par arrêté conjoint des ministres chargés de l'économie et du budget, un état récapitulatif des sociétés financées, des titres détenus ainsi que des montants investis durant l'année. Les informations qui figurent sur cet état sont celles arrêtées au 31 décembre de l'année.

« II. – 1. Le bénéfice de l'avantage fiscal prévu au I est subordonné à la conservation par le redevable des titres reçus en contrepartie de sa souscription au capital de la société jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant celle de la souscription.

« La condition relative à la conservation des titres reçus en contrepartie de la souscription au capital s'applique également à la société mentionnée au premier alinéa du 3 du I et à l'indivision mentionnée au 2 du I.

« En cas de remboursement des apports aux souscripteurs avant le 31 décembre de la septième année suivant celle de la souscription, le bénéfice de l'avantage fiscal prévu au I est remis en cause, sauf si le remboursement fait suite à la liquidation judiciaire de la société.

« 2. En cas de non-respect de la condition de conservation prévue au premier alinéa du 1 par suite d'une fusion ou d'une scission au sens de l'article 817 A, l'avantage fiscal mentionné au I accordé au titre de l'année en cours et de celles précédant ces opérations n'est pas remis en cause si les titres reçus en contrepartie sont conservés jusqu'au même terme. Cet avantage fiscal n'est pas non plus remis en cause lorsque la condition de conservation prévue au premier alinéa du 1 n'est pas respectée par suite d'une annulation des titres pour cause de pertes ou de liquidation judiciaire ou d'une cession réalisée dans le cadre d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

« En cas de non-respect de la condition de conservation prévue au premier alinéa du 1 du II en cas de cession stipulée obligatoire par un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou en cas de procédure de retrait obligatoire à l'issue d'une offre publique de retrait ou de toute offre publique au sens de l'article L. 433-4 du code monétaire et financier, l'avantage fiscal mentionné au I accordé au titre de l'année en cours et de celles précédant ces opérations n'est pas non plus remis en cause si le prix de vente des titres cédés, diminué des impôts et taxes générés par cette cession, est intégralement réinvesti par le cédant, dans un délai maximum de douze mois à compter de la cession, en souscription de titres de sociétés satisfaisant aux conditions mentionnées au 1 bis du I, sous réserve que les titres ainsi souscrits soient conservés jusqu'au même terme. Cette souscription ne peut donner lieu au bénéfice de l'avantage fiscal prévu au 1 du I, ni à celui prévu à l'article 199 terdecies-0 A.

« En cas de non-respect de la condition de conservation prévue au premier alinéa du 1 du II en cas d'offre publique d'échange de titres, l'avantage fiscal mentionné au I accordé au titre de l'année en cours et de celles précédant cette opération n'est pas non plus remis en cause si les titres obtenus lors de l'échange sont des titres de sociétés satisfaisant aux conditions mentionnées au 1 bis du même I et si l'éventuelle soulte d'échange, diminuée le cas échéant des impôts et taxes générés par son versement, est intégralement réinvestie, dans un délai maximal de douze mois à compter de l'échange, en souscription de titres de sociétés satisfaisant aux conditions mentionnées au 1 bis du I, sous réserve que les titres obtenus lors de l'échange et, le cas échéant, souscrits en remploi de la soulte soient conservés jusqu'au terme du délai applicable aux titres échangés. La souscription de titres au moyen de la soulte d'échange ne peut donner lieu au bénéfice de l'avantage fiscal prévu au 1 du I, ni à celui prévu à l'article 199 terdecies-0 A.

« En cas de non-respect de la condition de conservation des titres prévue au premier alinéa du 1 du fait de leur cession plus de trois ans après leur souscription, l'avantage fiscal mentionné au I accordé au titre de la souscription des titres cédés n'est pas remis en cause, quelle que soit la cause de cette cession, si le prix de vente des titres cédés, diminué des impôts et taxes générés par cette cession, est intégralement réinvesti par le cédant, dans un délai maximum de douze mois à compter de la cession, en souscription de titres de sociétés satisfaisant aux conditions mentionnées au 1 bis du I. Les titres ainsi souscrits doivent être conservés jusqu'au terme du délai mentionné au premier alinéa du 1. Cette souscription ne peut donner lieu au bénéfice de l'avantage fiscal prévu au 1 du I, ni à celui prévu à l'article 199 terdecies-0 A.

« Le 1 du présent II ne s'applique pas en cas de licenciement, d'invalidité correspondant au classement dans la deuxième ou la troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale, du décès du souscripteur ou de son conjoint ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité soumis à une imposition commune. Il en est de même en cas de donation à une personne physique des titres reçus en contrepartie de la souscription au capital de la société si le donataire reprend l'obligation de conservation des titres transmis prévue au 1 du présent II et s'il ne bénéficie pas du remboursement des apports avant le terme mentionné au dernier alinéa du même 1. À défaut, la reprise de la réduction d'impôt obtenue est effectuée au nom du donateur.

« Les conditions mentionnées à l'avant-dernier alinéa du 1 du I et aux c, e et f du 1 bis du même I doivent être satisfaites à la date de la souscription et de manière continue jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant celle de cette souscription. À défaut, l'avantage fiscal prévu audit I est remis en cause.

« 3. L'avantage fiscal prévu au I accordé au titre de l'année en cours et des précédentes fait l'objet d'une reprise au titre de l'année au cours de laquelle la société ou le redevable cesse de respecter l'une des conditions mentionnées aux deux premiers alinéas du 1 ou au dernier alinéa du 2.

« III. – 1. Le redevable peut imputer sur l'impôt de solidarité sur la fortune 50 % du montant des versements effectués au titre de souscriptions en numéraire aux parts de fonds communs de placement dans l'innovation mentionnés à l'article L. 214-30 du code monétaire et financier et aux parts de fonds d'investissement de proximité mentionnés à l'article L. 214-31 du même code ou d'un organisme similaire d'un autre État membre de l'Union européenne ou d'un État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

« L'avantage prévu au premier alinéa ne s'applique que lorsque les conditions suivantes sont satisfaites :

« a) Les personnes physiques prennent l'engagement de conserver les parts de fonds jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant celle de la souscription ;

« b) Le porteur de parts, son conjoint, son partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou son concubin notoire soumis à une imposition commune et leurs ascendants et descendants ne doivent pas

détenir ensemble plus de 10 % des parts du fonds et, directement ou indirectement, plus de 25 % des droits dans les bénéfices des sociétés dont les titres figurent à l'actif du fonds ou avoir détenu ce montant à un moment quelconque au cours des cinq années précédant la souscription des parts du fonds ;

« c) Le fonds doit respecter au minimum le quota d'investissement de 70 % prévu au I de l'article L. 214-30 du code monétaire et financier et au I de l'article L. 214-31 du même code. Ce quota doit être atteint à hauteur de 50 % au moins au plus tard quinze mois à compter de la date de clôture de la période de souscription fixée dans le prospectus complet du fonds, laquelle ne peut excéder quatorze mois à compter de la date de constitution du fonds, et à hauteur de 100 % au plus tard le dernier jour du quinzième mois suivant.

« Les versements servant de base au calcul de l'avantage fiscal sont retenus après imputation des droits ou frais d'entrée et à proportion du quota d'investissement mentionné au premier alinéa du présent c que le fonds s'engage à atteindre. Un décret fixe les conditions dans lesquelles les porteurs de parts sont informés annuellement du montant détaillé des frais et commissions, directs et indirects, qu'ils supportent et dans lesquelles ces frais sont encadrés.

« 2. L'avantage fiscal prévu au 1 ne peut être supérieur à 18 000 € par an. Le redevable peut bénéficier de l'avantage fiscal prévu audit 1 et de ceux prévus aux 1,2 et 3 du I au titre de la même année, sous réserve que le montant imputé sur l'impôt de solidarité sur la fortune résultant de ces avantages n'excède pas 45 000 €.

« 3. L'avantage fiscal obtenu fait l'objet d'une reprise au titre de l'année au cours de laquelle le fonds ou le redevable cesse de respecter les conditions prévues au 1.

« Le premier alinéa du présent 3 ne s'applique pas lorsque la condition prévue au a du 1 du présent III n'est pas respectée en cas de licenciement, d'invalidité correspondant au classement dans les catégories prévues aux 2° et 3° de l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale, de décès du souscripteur ou de son conjoint ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité soumis à une imposition commune.

« 4. Sont exclues du bénéfice de l'avantage fiscal prévu au 1 les parts de fonds donnant lieu à des droits différents sur l'actif net ou sur les produits du fonds ou de la société, attribuées en fonction de la qualité de la personne.

« IV. – Les versements ouvrant droit à l'avantage fiscal mentionné au I ou au III sont ceux effectués entre la date limite de dépôt de la déclaration de l'année précédant celle de l'imposition et la date limite de dépôt de la déclaration de l'année d'imposition.

« V. – L'avantage fiscal prévu au présent article ne s'applique ni aux titres figurant dans un plan d'épargne en actions mentionné à l'article 163 quinquies D ou dans un plan d'épargne salariale mentionné au titre III du livre III de la troisième partie du code du travail, ni à la fraction des versements effectués au titre de souscriptions ayant ouvert droit aux réductions d'impôt prévues aux f ou g du 2 de l'article 199 undecies A, aux articles 199 undecies B, 199 terdecies-0 A, 199 terdecies-0 B, 199 unvicies ou 199 quatervicies du présent code.

« Les souscriptions réalisées par un contribuable au capital d'une société dans les douze mois suivant le remboursement, total ou partiel, par cette société de ses apports précédents n'ouvrent pas droit à l'avantage fiscal mentionné au I.

« Les souscriptions réalisées au capital d'une société holding animatrice ouvrent droit à l'avantage fiscal mentionné au I lorsque la société est constituée et contrôle au moins une filiale depuis au moins douze mois. Pour l'application du présent alinéa, une société holding animatrice s'entend d'une société qui, outre la gestion d'un portefeuille de participations, « participe activement à la conduite de

la politique de leur groupe et au contrôle de leurs filiales et rend, le cas échéant et à titre purement interne, des services spécifiques, administratifs, juridiques, comptables, financiers et immobiliers.

« Le redevable peut bénéficier de l'avantage fiscal prévu au présent article et de celui prévu à l'article 885 ZF au titre de la même année, sous réserve que le montant imputé sur l'impôt de solidarité sur la fortune résultant des deux avantages n'excède pas 45 000 €.

« Par dérogation à l'alinéa précédent, la fraction des versements pour laquelle le redevable demande le bénéfice de l'avantage fiscal prévu au présent article ne peut donner lieu à l'application de l'article 885 ZF.

« VI. – Un décret fixe les obligations déclaratives incombant aux redevables et aux sociétés visés au I, ainsi qu'aux gérants et dépositaires de fonds visés au III.

« Le montant des frais et commissions directs et indirects imputés au titre d'un même versement mentionné aux 1 à 3 du I ou au 1 du III du présent article par les sociétés mentionnées au premier alinéa du 3, par les gérants et dépositaires de fonds mentionnés au III, par les sociétés et les personnes physiques exerçant une activité de conseil ou de gestion au titre du versement ou par des personnes physiques ou morales qui leur sont liées, au sens des articles L. 233-3, L. 233-4 et L. 233-10 du code de commerce, ne peut excéder un plafond exprimé en pourcentage du versement et fixé par décret.

« Sans préjudice des sanctions que l'Autorité des marchés financiers peut prononcer, tout manquement à ces interdictions est passible d'une amende dont le montant ne peut excéder dix fois les frais indûment perçus.

« Art. 885 ZF – I. – Le redevable peut imputer sur l'impôt de solidarité sur la fortune, dans la limite de 50 000 €, 75 % du montant des dons en numéraire et dons en pleine propriété de titres de sociétés admis aux négociations sur un marché réglementé français ou étranger effectués au profit :

« 1° Des établissements de recherche ou d'enseignement supérieur ou d'enseignement artistique publics ou privés, d'intérêt général, à but non lucratif et des établissements d'enseignement supérieur consulaire mentionnés à l'article L. 711-17 du code de commerce ;

« 2° Des fondations reconnues d'utilité publique répondant aux conditions fixées au a du 1 de l'article 200 ;

« 3° Des entreprises d'insertion et des entreprises de travail temporaire d'insertion mentionnées aux articles L. 5132-5 et L. 5132-6 du code du travail ;

« 4° Des associations intermédiaires mentionnées à l'article L. 5132-7 du même code ;

« 5° Des ateliers et chantiers d'insertion mentionnés à l'article L. 5132-15 du même code ;

« 6° Des entreprises adaptées mentionnées à l'article L. 5213-13 du même code ;

« 6° bis Des groupements d'employeurs régis par les articles L. 1253-1 et suivants du code du travail qui bénéficient du label GEIQ délivré par le Comité national de coordination et d'évaluation des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification, et qui organisent des parcours d'insertion et de qualification dans les conditions mentionnées à l'article L. 6325-17 du même code ;

« 7° De l'Agence nationale de la recherche ;

« 8° Des fondations universitaires et des fondations partenariales mentionnées respectivement aux articles L. 719-12 et L. 719-13 du code de l'éducation lorsqu'elles répondent aux conditions fixées au b du 1 de l'article 200 ;

« 9° Des associations reconnues d'utilité publique de financement et d'accompagnement de la création et de la reprise d'entreprises dont la liste est fixée par décret.

« Ouvrent également droit à la réduction d'impôt les dons et versements effectués au profit d'organismes agréés dans les conditions prévues à l'article 1649 nonies dont le siège est situé dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales. L'agrément est accordé aux organismes poursuivant des objectifs et présentant des caractéristiques similaires aux organismes dont le siège est situé en France entrant dans le champ d'application du présent I.

« Lorsque les dons et versements ont été effectués au profit d'un organisme non agréé dont le siège est situé dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, la réduction d'impôt obtenue fait l'objet d'une reprise, sauf lorsque le contribuable a produit dans le délai de dépôt de déclaration les pièces justificatives attestant que cet organisme poursuit des objectifs et présente des caractéristiques similaires aux organismes dont le siège est situé en France répondant aux conditions fixées par le présent article.

« Un décret fixe les conditions d'application des douzième et treizième alinéas et notamment la durée de validité ainsi que les modalités de délivrance, de publicité et de retrait de l'agrément.

« II. – Les dons ouvrant droit à l'avantage fiscal mentionné au I sont ceux effectués entre la date limite de dépôt de la déclaration de l'année précédant celle de l'imposition et la date limite de dépôt de la déclaration de l'année d'imposition.

« III. – La fraction du versement ayant donné lieu à l'avantage fiscal mentionné au I ne peut donner lieu à un autre avantage fiscal au titre d'un autre impôt.

« Le redevable peut bénéficier de l'avantage fiscal prévu au présent article et de celui prévu à l'article 885 ZE au titre de la même année, sous réserve que le montant imputé sur l'impôt de solidarité sur la fortune résultant des deux avantages n'excède pas 45 000 €.

« Par dérogation à l'alinéa précédent, la fraction des versements pour laquelle le redevable demande le bénéfice de l'avantage fiscal prévu au présent article ne peut donner lieu à l'application de l'article 885 ZE.

« IV. – Le bénéfice de l'avantage fiscal prévu au I est subordonné au respect du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission, du 18 décembre 2013, relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et à la condition que soient jointes à la déclaration d'impôt de solidarité sur la fortune prévue au 1 du I de l'article 885 ZI, ou fournies dans les trois mois suivant la date limite de dépôt de ladite déclaration, des pièces justificatives attestant le total du montant et la date des versements ainsi que l'identité des bénéficiaires.

« V. – Un décret fixe les obligations déclaratives incombant aux redevables et aux personnes mentionnées au I.

« Art. 885 ZG – L'article 885 ZE s'applique, dans les mêmes conditions et sous les mêmes sanctions, aux souscriptions en numéraire au capital des entreprises solidaires d'utilité sociale mentionnées à l'article L. 3332-17-1 du code du travail, sous les réserves suivantes :

« 1° Les exclusions prévues au c du 1 bis du I du même article 885 ZE relatives à l'exercice d'une activité financière, de construction d'immeubles ou immobilière ne sont pas applicables aux entreprises solidaires ;

« 2° Les conditions fixées au d du même 1 bis ne s'appliquent pas aux entreprises solidaires mentionnées aux 3° et 4° du présent article ;

« 3° La condition prévue au j du 1 bis du I de l'article 885 ZE ne s'applique pas aux versements au titre de souscriptions effectuées au capital des entreprises solidaires mentionnées à l'article L. 3332-17-1 du code du travail qui ont exclusivement pour objet :

« a) Soit l'étude, la réalisation ou la gestion de construction de logements à destination de personnes défavorisées ou en situation de rupture d'autonomie et sélectionnées par une commission de personnes qualifiées, la société bénéficiant d'un agrément de maîtrise d'ouvrage en application des articles L. 365-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation ;

« b) Soit l'acquisition, la construction, la réhabilitation, la gestion et l'exploitation par bail de tous biens et droits immobiliers en vue de favoriser l'amélioration des conditions de logement ou d'accueil et la réinsertion de personnes défavorisées ou en situation de rupture d'autonomie ;

« c) Soit l'acquisition, la gestion et l'exploitation par bail rural de tous biens ruraux bâtis et non bâtis en vue de favoriser l'installation ou l'agrandissement d'exploitations agricoles.

« Le bénéfice de la dérogation mentionnée au présent 3° est subordonné au respect des conditions suivantes :

« – la société ne procède pas à la distribution de dividendes ;

« – la société réalise son objet social sur le territoire national ;

« 4° Par dérogation au j du 1 bis du I de l'article 885 ZE, la limite des versements est fixée à 2,5 millions d'euros par an pour les entreprises solidaires d'utilité sociale qui ont exclusivement pour objet l'exercice d'une activité financière.

« Art. 885 ZH – I. – L'impôt de solidarité sur la fortune du redevable ayant son domicile fiscal en France est réduit de la différence entre, d'une part, le total de cet impôt et des impôts dus en France et à l'étranger au titre des revenus et produits de l'année précédente, calculés avant imputation des seuls crédits d'impôt représentatifs d'une imposition acquittée à l'étranger et des retenues non libératoires et, d'autre part, 75 % du total des revenus mondiaux nets de frais professionnels de l'année précédente, après déduction des seuls déficits catégoriels dont l'imputation est autorisée par l'article 156, ainsi que des revenus exonérés d'impôt sur le revenu et des produits soumis à un prélèvement libératoire réalisés au cours de la même année en France ou hors de France.

« Les revenus distribués à une société passible de l'impôt sur les sociétés contrôlée par le redevable sont réintégrés dans le calcul prévu au premier alinéa du présent I, si l'existence de cette société et le choix d'y recourir ont pour objet principal d'éluder tout ou partie de l'impôt de solidarité sur la fortune, en bénéficiant d'un avantage fiscal allant à l'encontre de l'objet ou de la finalité du même premier alinéa. Seule est réintégrée la part des revenus distribués correspondant à une diminution artificielle des revenus pris en compte pour le calcul prévu audit premier alinéa.

« En cas de désaccord sur les rectifications notifiées sur le fondement du deuxième alinéa du présent I, le litige est soumis aux dispositions des trois derniers alinéas de l'article L. 64 du livre des procédures fiscales.

« II. – Les plus-values ainsi que tous les revenus sont déterminés sans considération des exonérations, seuils, réductions et abattements prévus au présent code, à l'exception de ceux représentatifs de frais professionnels.



« Lorsque l'impôt sur le revenu a frappé des revenus de personnes dont les biens n'entrent pas dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune, il est réduit suivant le pourcentage du revenu de ces personnes par rapport au revenu total.

« Section 7

« Obligations des redevables

« Art. 885 ZI – I. 1. Les redevables doivent souscrire au plus tard le 15 juin de chaque année une déclaration de leur fortune déposée au service des impôts de leur domicile au 1<sup>er</sup> janvier et accompagnée du paiement de l'impôt.

« 2. Par exception au 1, les redevables dont le patrimoine a une valeur nette taxable inférieure à 2 570 000 € et qui sont tenus à l'obligation de déposer la déclaration annuelle prévue à l'article 170 mentionnent la valeur brute et la valeur nette taxable de leur patrimoine seulement sur cette déclaration.

« La valeur brute et la valeur nette taxable du patrimoine des concubins notoires et de celui des enfants mineurs lorsque les concubins ont l'administration légale de leurs biens sont portées sur la déclaration de l'un ou l'autre des concubins.

« II. Les époux et les partenaires liés par un pacte civil de solidarité défini par l'article 515-1 du code civil doivent conjointement signer la déclaration prévue au 1 du I.

« III. En cas de décès du redevable, les dispositions du 2 de l'article 204 sont applicables. La déclaration mentionnée au 1 du I est produite par les ayants droit du défunt dans les six mois de la date du décès. Le cas échéant, le notaire chargé de la succession peut produire cette déclaration à la demande des ayants droit si la succession n'est pas liquidée à la date de production de la déclaration.

« Art. 885 ZJ – Les personnes possédant des biens en France sans y avoir leur domicile fiscal ainsi que les personnes mentionnées au 2 de l'article 4 B peuvent être invitées par le service des impôts à désigner un représentant en France dans les conditions prévues à l'article 164 D.

« Toutefois, l'obligation de désigner un représentant fiscal ne s'applique ni aux personnes qui ont leur domicile fiscal dans un autre État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales ainsi qu'une convention d'assistance mutuelle en matière de recouvrement de l'impôt, ni aux personnes mentionnées au 2 du même article 4 B qui exercent leurs fonctions ou sont chargées de mission dans l'un de ces États.

« Art. 885 ZK –I. Lors du dépôt de la déclaration d'impôt de solidarité sur la fortune mentionnée au 1 du I de l'article 885 ZI, les redevables doivent joindre à leur déclaration les éléments justifiant de l'existence, de l'objet et du montant des dettes dont la déduction est opérée. »

## **OBJET**

Le présent amendement du groupe Écologiste – Solidarité et Territoires a pour objet de rétablir l'impôt de solidarité sur la fortune, supprimé à partir de 2018.

Seulement 10 % des Françaises et Français les plus fortunés possèdent près de la moitié du patrimoine de notre pays. Cette distribution inégale des richesses est non seulement injuste et injustifiée, mais ces inégalités se creusent toujours plus au point où le travail salarial ne paie plus. Ainsi, sur 100 euros de richesse produite, 67 euros sont captés par le 10 % le plus riche de la population. En particulier, les 10 milliardaires les plus fortunés ont même vu croître leur fortune de 189 milliards d'euros supplémentaires pendant la seule période de 2020 à 2022.

De surcroît, il convient de noter que les bénéficiaires de ces inégalités du patrimoine sont surtout des hommes. Fait remarquable, parmi les 42 milliardaires français, 40 sont des hommes. Pour autant, il s'agit seulement de la partie émergée de l'iceberg, car ces inégalités de genre dans la distribution du capital sont plus générales. En effet, le patrimoine possédé par des hommes est en moyenne 50 % au-dessus du patrimoine détenu par le reste de la population.

L'impôt sur la fortune (ISF) contribuait, jusqu'à sa suppression, à la redistribution et, par extension, à la lutte contre ces inégalités patrimoniales. Étaient soumis à l'ISF les contribuables dont le patrimoine net taxable dépassait 1,3 million d'euros. Selon le dernier barème en vigueur, le taux pour la première tranche imposable était fixé à 0,5 % et la dernière, celle qui concernait les patrimoines au-dessus de 10 millions d'euros, à 1,5 %.

Sans surprise, la suppression de cet impôt redistributif a bénéficié aux plus fortunées et fortunés. Pour certains cas, elle était même une aubaine ; la suppression de l'ISF et le remplacement de divers impôts progressifs par le prélèvement forfaitaire unique ont permis à chacun des 100 contribuables les plus aisés de gagner 1,5 million d'euros supplémentaires tous les ans.

Dans le même temps, il convient de souligner que ce cadeau fiscal a creusé encore plus les inégalités patrimoniales, tout en revenant exceptionnellement cher aux finances publiques, puisque le manque à gagner de la transformation de l'ISF en impôt sur la fortune immobilière s'élève à 4,5 milliards d'euros annuellement pour l'État.

Malgré ses effets néfastes et sur les inégalités et les finances publiques, la suppression de l'ISF n'a pas eu l'effet tant escompté sur les investissements et l'emploi. Un rapport d'octobre 2023 de France Stratégie, organisme d'expertise et d'analyse placé auprès de la Première ministre, note ainsi que la suppression de l'ISF avait un « impact nul sur l'investissement des entreprises et pas d'effet décelable sur le niveau d'emploi et de masse salariale ». De même, cette suppression défendue par le Gouvernement n'avait « aucun effet » sur les activités des entreprises de taille intermédiaire.

La perte importante de recettes liée à l'ISF freine inévitablement la capacité d'investissement alors que les besoins sont criants. À titre d'exemple, les recettes de l'ISF permettraient d'investir dans notre système de santé, alors que les dépenses par personne représentent seulement 4 712 euros par personne, contre 5 174 euros en Belgique, 5 879 euros en Allemagne ou encore 6 029 euros en Irlande. En plus, les recettes de l'ISF auraient pu contribuer au financement des 66 milliards d'euros supplémentaires nécessaires pour la transition écologique selon le rapport de Jean Pisani-Ferry et Selma Mahfouz.

Le rétablissement de l'ISF est indispensable pour la lutte contre les inégalités et pour redonner à l'État les moyens financiers indispensables pour mettre enfin un terme au sous-investissement tout aussi chronique que dangereux.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme Mélanie VOGEL, MM. Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, M. JADOT, Mme de MARCO, M. MELLOULI, Mme OLLIVIER, M. PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mme SOUYRIS

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEXDECIES**

Après l'article 3 sexdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le premier alinéa du 2 du II de l'article 1691 bis du code général des impôts est remplacé par quatre alinéas ainsi rédigés :

« La décharge de l'obligation de paiement est accordée :

« 1° Dans le cas de disproportion marquée entre le montant de la dette fiscale et, à la date de la demande, la situation financière et patrimoniale, nette de charges, du demandeur. La situation financière nette du demandeur est appréciée sur une période n'excédant pas trois années ;

« 2° Dans le cas où le montant de la dette fiscale résulte d'un contrôle fiscal personnel de son ancien conjoint ou partenaire de pacte civil de solidarité ayant donné lieu, par suite d'un manquement aux obligations déclaratives, d'une soustraction frauduleuse ou d'une tentative de soustraction frauduleuse au paiement des impositions mentionnées aux 1° et 2° du I ainsi qu'à l'article 1723 ter-00 B, à une rectification d'un bénéfice ou revenu propre au conjoint ou au partenaire de pacte civil de solidarité du demandeur. La décharge de l'obligation de paiement n'est alors accordée que si le demandeur ne s'est pas enrichi à la faveur de cette fraude fiscale commise par son ancien conjoint ou partenaire de pacte civil de solidarité et n'a pas participé directement ou indirectement à celle-ci.

« La décharge de l'obligation de paiement est alors prononcée selon les modalités suivantes : »

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement du groupe Écologiste – Solidarité et Territoires vise à faciliter, pour les personnes ayant divorcé ou rompu un Pacs, l'octroi d'une décharge en responsabilité solidaire dès lors que la dette fiscale résulte des actions attribuables au seul ex-conjoint, y compris en cas de fraude fiscale.

Alors que plus de 600 000 personnes rompent un Pacs ou divorcent chaque année, la solidarité fiscale continue à lier les ex-conjointes et ex-conjoints pour le paiement de la dette fiscale commune. Puisque

la situation financière et patrimoniale peut être impactée de manière conséquente, les ex-conjointes et ex-conjointes ont, depuis 2008, la possibilité de demander une décharge en responsabilité solidaire permettant d'être exempté d'une partie des obligations résultant de la solidarité fiscale.

Toutefois, cette décharge est présentement limitée aux seuls cas où il existe une disproportion marquée entre le montant de la dette fiscale résultant de la période où la personne était encore liée par le Pacs ou le mariage et la situation financière et patrimoniale de la personne. En pratique, est éligible à une décharge la personne qui a des revenus et un patrimoine bien inférieurs au montant de la dette fiscale.

Même si la disposition actuelle permet d'éviter à certaines ex-conjointes et à certains ex-conjoints de se retrouver, après un divorce, avec des dettes fiscales impossibles à régler, elle ne tient pas compte du fait que cette dette fiscale peut résulter également des seules actions d'un des deux ex-partenaires.

En particulier, cela peut être le cas lorsqu'un des deux a manqué aux obligations de déclaration d'impôt, lorsqu'un des deux ex-partenaires voit le montant de sa dette fiscale corrigée après une rectification du bénéfice ou revenu qui lui est propre ou en cas de fraude fiscale clairement attribuable à seulement un des deux ex-partenaires qui n'a pas bénéficié à l'autre. Dans ces situations, la demande de décharge n'est pas forcément accordée puisqu'elle ne tient pas compte de l'origine de la dette fiscale puisqu'elle est appréciée en premier lieu en tenant compte de la différence entre la dette d'une part et, d'autre part, les revenus et le patrimoine de la personne ayant introduit la demande.

Or, dès lors que la dette fiscale résulte des actions individuellement attribuables à un des deux ex-partenaires et qu'il s'avère que l'autre n'a nullement profité des faits à l'origine de la dette, il paraît injustifié que la dette doive être payée solidairement par les deux ex-partenaires même après leur séparation.

C'est la raison pour laquelle le présent amendement vise à permettre la décharge fiscale dès lors que le montant de la dette fiscale résulte de revendications individuellement attribuables à un des deux ex-partenaires, y compris en cas de fraude fiscale.





## A M E N D E M E N T

présenté par  
Mme SCHILLINGER

C	
G	

### ARTICLE 28

1° Alinéa 2, tableau, quarante-neuvième ligne, dernière colonne

Remplacer le nombre :

309 800 000

par le nombre :

322 156 800

2° Alinéa 4, tableau, trente-sixième ligne, dernière colonne

Remplacer le nombre :

309 800 000

par le nombre :

322 156 800

3° Alinéa 30

Compléter cet alinéa par les mots :

calculé à partir du plafond de l'année précédente revalorisé par un coefficient fixé annuellement en application du dernier alinéa de l'article 1518 bis du code général des impôts

4° Alinéa 32

Rédiger ainsi cet alinéa :

c) La troisième phrase du premier alinéa du II est supprimée ;

5° Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes pour l'État résultant du présent article est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – La perte de recettes pour les collectivités territoriales résultant du présent article est compensée à due concurrence par la majoration de la dotation globale de fonctionnement et, corrélativement pour

l'État, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Le présent amendement vise à revaloriser annuellement le plafond via une indexation sur l'indice des prix à la consommation (comme la TFNB) et, par conséquent, à relever le montant de taxe affectée aux Chambres d'agriculture pour 2024 et à supprimer totalement la limite maximale de hausse du montant perçu par une Chambre d'une année sur l'autre.

Actuellement, le montant attribué aux Chambres d'agriculture étant plafonné, et la base cadastrale imposable n'ayant cessé d'augmenter (revalorisation annuelle prévue par l'article 1518 bis du code général des impôts - pour 2024 : + 7,1%), cela a conduit mécaniquement à une baisse du taux de la taxe affectée aux Chambres d'agriculture et à un appauvrissement des Chambres d'agriculture.

En effet, la valeur de la base cadastrale imposable est passée de 2,347 Md€ en 2015 à 2,613 Md€ en 2022, soit une hausse de 11,3% alors que pendant la même période, le montant de la TATFNB est resté stable à 292 M€. Concrètement, cela signifie que le réseau des Chambres d'agriculture n'a pas bénéficié de l'accroissement de l'assiette de sa taxe car le taux de prélèvement de la TATFNB a baissé mécaniquement en raison du plafonnement du montant de la TATFNB.

Ainsi, le taux de prélèvement de la TATFNB sur la base cadastrale imposable est passé de 12,5 en 2015 à 11,2% en 2022 et 10,5% en 2023. A titre d'illustration pour l'année 2023, cela correspond à une perte de ressources d'environ 35 M€ pour le réseau des Chambres. En effet, si on applique le taux de prélèvement de 2015 (12,5%) à la base cadastrale imposable de 2023, la taxe perçue aurait été de près de 336M€.

L'appauvrissement des Chambres d'agriculture lié au plafonnement de la TATFNB depuis 10 ans est d'autant plus préjudiciable que les missions des Chambres d'agriculture pour accompagner les agriculteurs n'ont cessé de croître sur cette période (animation des concertations régionales sur le Pacte et la Loi d'Orientation et d'Avenir Agricoles, ESSOC, phytosanitaires, identification animale avec la Base Nationale Opérateurs, Registre National des Entreprises, guichet unique non transféré, point info installation-transmission, etc.) et il n'est plus tenable dans la durée.

En outre, les hausses en 2022 (+2,75%) puis en 2023 (+1,75%) de la valeur du point des chambres d'agriculture, pourtant plus faibles que celles accordées à la fonction publique (3,5% et 1,5%), a un impact financier annuel de plus de 21M€.

Enfin, dans le cadre du chantier gouvernemental prioritaire de planification écologique, le rôle des Chambres sera déterminant dans la réussite de la transition du monde agricole et nécessite un renforcement des moyens :



- Pour produire des analyses fondées sur des références réelles permettant de démontrer la faisabilité économique à l'échelle de l'exploitation de la transition (à l'instar de l'analyse des cheptels laitiers à partir de la base de données INOSYS) ;
- Pour aller chez les exploitants afin de leur démontrer l'intérêt de s'inscrire dans ces transitions pour leur exploitation et surmonter les résistances aux changements. Cela impliquera un coût de formation pour les conseillers évalué à plusieurs M€ et un coût d'accompagnement individuel évalué à 73 M€/an sur la base d'un accompagnement tous les 5 ans de 2 jours de conseils pour 80% des 416 000 exploitations agricoles (45 M€ si on vise uniquement 50%).

Le Gouvernement a retenu dans le texte sur lequel il a engagé sa responsabilité devant l'Assemblée nationale :

- ☐ Une hausse de 3% du plafond, soit un montant de 309 M€ ;
- ☐ Un rehaussement de la limite maximale de hausse du montant perçu par une Chambre d'une année sur l'autre de 3% à 10%.

Ces évolutions qui vont dans le bon sens ne semblent toutefois pas suffisantes au réseau des Chambres qui alerte du risque de ne pas pouvoir bénéficier de moyens financiers suffisants pour accompagner les agriculteurs face aux enjeux climatiques et environnementaux faute :

- d'une revalorisation de leurs ressources à hauteur de l'inflation (+ 7,1%)
- d'une hausse du plafond pour atteindre un montant de 322 M€ (+ 7,1% par rapport au montant de 300,8 M€ prévu dans le PLF initial et + 4% par rapport au montant de 309,8 M€ proposé par le Gouvernement) ;
- d'une suppression totale de la limite maximale de hausse du montant perçu par une Chambre d'une année sur l'autre, afin de permettre une répartition plus juste des ressources entre les Chambres via la péréquation
- d'une revalorisation annuelle du plafond via une indexation sur l'indice des prix à la consommation (comme pour la TFNB, à travers l'article 1518 bis du CGI).





N°	I-2103
----	--------

**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme SCHILLINGER

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 14

Après l'article 14

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – La section 5 du chapitre III du titre III du livre III de la troisième partie du code général des collectivités territoriales, dans sa rédaction issue de l'ordonnance n° 2023-661 du 26 juillet 2023 prise en application des dispositions de l'article 137 de la loi du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets et de l'article 128 de la loi du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 est ainsi modifiée :

1° Au premier alinéa de l'article L. 3333-11, le mot : « départementales » est remplacé par les mots : « de son domaine public routier » ;

2° Le 4° de l'article L. 3333-12 est complété par les mots : « prévus par l'article L. 3333-18 qui sont adressés au prestataire mentionné à l'article L. 421-246 du code des impositions sur les biens et services, ainsi que la notification de la majoration mentionnée à l'article L. 3333-19 » ;

3° A la seconde phrase du troisième alinéa de l'article L. 3333-15, par deux fois, le mot : « liquidation » est remplacé par les mots : « constatation de la taxe » ;

4° L'article L. 3333-18 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le présent article n'est pas non plus applicable en cas de mise en œuvre de l'article L. 421-256 du code des impositions sur les biens et services. » ;

5° L'article L. 3333-19 est ainsi rédigé :

« Art. L. 3333-19.- En cas de mise en œuvre de l'article L. 421-256 du code des impositions sur les biens et services, l'acompte unique prévu à l'article L. 421-260 du même code fait l'objet d'une majoration de 30 € dans les cas suivants :

« 1° En cas d'absence de paiement ;

« 2° Lorsque le montant de l'acompte unique payé dans le délai minimal préalable mentionné à l'article L. 421-256 dudit code s'avère insuffisant au regard de l'utilisation effective du réseau mentionné à l'article L. 421-193 du même code ou des caractéristiques du poids lourd indiquées dans la déclaration mentionnée au même article L. 421-256 ;

« 3° Lorsque le dépôt de la déclaration ou le paiement de l'acompte est effectué après le délai minimal préalable mentionné au 2° du présent article, que le montant de l'acompte acquitté soit insuffisant ou non.

« Le paiement de cette majoration éteint l'action publique lorsqu'il intervient dans un délai déterminé par délibération du conseil départemental qui ne peut être supérieur à deux mois à compter de sa notification, dont les modalités sont déterminées par délibération du même conseil. » ;

6° À l'article L. 3333-22, les mots : « dans les conditions prévues au dernier alinéa de l'article L. 3333-27 » sont remplacés par les mots : « , dont les constatations font foi jusqu'à preuve du contraire » ;

7° Le second alinéa de l'article L. 3333-28 est ainsi modifié :

a) Après les mots : « au moyen », la fin est ainsi rédigée : « d'un appareil de contrôle automatique mentionné à l'article L. 3333-22. » ;

b) Est ajoutée une phrase ainsi rédigée : « Ces constatations peuvent faire l'objet d'un procès-verbal revêtu d'une signature manuelle numérisée. » ;

8° Le paragraphe 3 de la sous-section 3 est ainsi modifié :

a) Il est ajouté un article L. 3333-30-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 3333-30-1.- Le redevable de la taxe au sens de l'article L. 421-244 du code des impositions sur les biens et services est responsable pénalement des infractions prévues par le présent paragraphe. » ;

b) L'article L. 3333-31 est ainsi rédigé :

« Art. L. 3333-31. Le fait pour tout redevable de ne pas s'acquitter intégralement de la taxe mentionnée à l'article L. 421-186 du code sur les impositions des biens et des services ou, dans le cas prévu à l'article L. 421-260 du même code, d'un acompte suffisant, est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe.

« Le fait pour tout redevable de ne pas s'acquitter de la taxe ou de l'acompte mentionnés au premier alinéa de manière habituelle est puni d'une amende de 7 500 €.

« Est regardé comme contrevenant de manière habituelle à ces dispositions, le redevable qui a fait l'objet, sur une période inférieure ou égale à douze mois, de plus de cinq contraventions prévues au premier alinéa. »

II. – Le code de procédure pénale est ainsi modifié :

1° Après la section 2 bis du chapitre II bis du titre III du livre II, est insérée une section 2 ter ainsi rédigée :

« Section 2 ter :

« Dispositions applicables à certaines infractions au code général des collectivités territoriales

« Art. 529-12. – Lorsque l'avis d'amende forfaitaire concernant l'infraction mentionnée à l'article L. 3333-31 du code général des collectivités territoriales a été adressé aux personnes mentionnées à l'article L. 421-244 du code des impositions sur les biens et services, la requête en exonération prévue par l'article 529-2 ou la réclamation prévue par l'article 530 du code de procédure pénale n'est recevable que si elle est adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, utilisant le formulaire joint à l'avis d'amende forfaitaire, et si elle est accompagnée :

« 1° Soit de l'un des documents suivants :

« a) Le récépissé du dépôt de plainte pour vol ou destruction du véhicule ou pour le délit d'usurpation de plaque d'immatriculation prévu par l'article L. 317-4-1 du code de la route, ou une copie de la déclaration de destruction de véhicule établie conformément aux dispositions du code de la route ;

« b) La copie du contrat de location du véhicule ou du contrat de crédit-bail qui établit que la personne ayant reçu l'avis d'amende forfaitaire n'est pas redevable de la taxe au sens de l'article L. 421-244 du code des impositions sur les biens et services ;

« c) La copie de la déclaration de cession du véhicule et de son accusé d'enregistrement dans le système d'immatriculation des véhicules le cas échéant ;

« 2° Soit d'un document démontrant le paiement de la taxe ainsi que, le cas échéant, de la majoration prévue à l'article L. 3333-19 dans le délai prévu par la délibération prise par la collectivité territoriale ;

« 3° Soit d'un document démontrant qu'il a été acquitté une consignation préalable d'un montant égal à celui de l'amende forfaitaire dans le cas prévu par le premier alinéa de l'article 529-2, ou à celui de l'amende forfaitaire majorée dans le cas prévu par le deuxième alinéa de l'article 530 ; cette consignation n'est pas assimilable au paiement de l'amende forfaitaire.

« L'officier du ministère public vérifie si les conditions de recevabilité de la requête ou de la réclamation prévues par le présent article sont remplies.

« Les requêtes et réclamations prévues au présent article peuvent également être adressées de façon dématérialisée dans les mêmes conditions prévues par l'article 529-10 du code de procédure pénale ainsi que les textes pris pour son application » ;

2° Aux articles 529-2 et 530, les mots : « l'article 529-10 » sont remplacés par les mots : « les articles 529-10 et 529-12 » ;

3° Au deuxième alinéa de l'article 530-2-1, après les mots : « 529-10 » sont insérés les mots : « , 529-12 » ;

4° Au deuxième alinéa de l'article 530-4, les mots : « l'article 529-10 n'est pas applicable » sont remplacés par les mots : « les articles 529-10 et 529-12 ne sont pas applicables ».

III. – Le I entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

### **OBJET**

Cet amendement a pour objectif de clarifier et de rendre lisible le projet de « taxe poids lourds » dont le dispositif sera appliqué, dans un premier temps, par la Collectivité européenne d'Alsace, puis par la Région Grand Est et dans les autres régions volontaires, bénéficiant de la mise à disposition de certaines routes nationales.

Afin de rendre cette taxe acceptable par les redevables et techniquement applicable pour les opérateurs, l'amendement répond point par point aux difficultés et contraintes soulevées par l'ordonnance n° 2023-661 du 26 juillet 2023, qui procède à la codification, dans le code des impositions sur les biens et services (CIBS) et le code général des collectivités territoriales (CGCT), des dispositions visant à faire contribuer les poids-lourds à l'utilisation du réseau routier.

Le projet de taxation porté par la CeA doit être voté fin 2024 pour une entrée en vigueur en 2025.

Il est donc indispensable que les difficultés de mise en œuvre opérationnelle soient résolues par le vote de cet amendement dans le PLF 2024 afin de :

- Restreindre le champ de la contravention aux seuls cas d'absence de paiement de la taxe, à son paiement insuffisant ou tardif ;
- Eviter un cumul entre, d'une part, la majoration de retard prévue pour les redevables abonnés n'ayant pas procédé au paiement de la taxe dans les délais prescrits et, d'autre part, la majoration extinctive de l'action publique prévue pour les redevables occasionnels n'ayant pas procédé au pré-paiement du montant de taxe correspondant à leur trajet ou ayant procédé à un pré-paiement insuffisant ;
- Lorsque le poids lourd a fait l'objet d'un contrat de location ou d'un contrat de crédit-bail, préciser les modalités de la requête en exonération sur l'avis d'amende contraventionnelle que peut formuler le destinataire de l'avis ;
- Etendre le délai de paiement de ladite majoration extinctive de l'action publique de cinq jours à deux mois ;
- Simplifier les exigences sur le dispositif de contrôle afin qu'il soit cohérent avec la taille du réseau et les choix technologiques de la CeA ;
- Permettre la mise en place d'exonérations pour certains véhicules (par exemple, dans le cadre des activités d'élimination des déchets ménagers) conformément aux exonérations admises par le droit européen.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme BÉLIM

C	
G	

ARTICLE 7 TER

Rédiger ainsi cet article :

I. – L'article 199 undecies B du code général des impôts est ainsi modifié :

A. – Le I est ainsi modifié :

1° Au deuxième alinéa, après le mot : « investissements », sont insérés les mots : « donnés en location ou mis à la disposition de ménages ou de syndicats de copropriétaires, y compris dans le cadre de contrats incluant la fourniture de prestations de services, ni ceux » ;

2° Le g est complété par les mots : « et les activités de location de meublés de tourisme au sens de l'article L. 324-1-1 du code du tourisme à l'exception de celles offrant des services de para-hôtellerie classées et enregistrées auprès de la mairie » ;

3° Au h, après les mots : « n'excédant pas », la fin de l'alinéa est ainsi rédigé : « un mois des véhicules de tourisme au sens de l'article L. 421-2 du code des impositions sur les biens et services et dont le prix de revient unitaire hors taxe est inférieur à 30 000 euros » ;

4° Le quatorzième alinéa est ainsi modifié :

a) À la première phrase, après le mot : « classés », sont insérés les mots : « et aux travaux de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

b) Après le mot : « sont », la fin de la deuxième phrase est ainsi rédigée : « ni strictement indispensables à l'exercice d'une activité agricole, sylvicole, aquacole ou minière, ni exploités dans le cadre d'une activité de transport public de voyageurs. » ;

5° La seconde phrase du quinzième alinéa est complétée par les mots et une phrase ainsi rédigés : « dont la production n'est pas principalement affectée à l'autoconsommation par l'exploitant. Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application de la phrase qui précède. » ;

6° À la dernière phrase du dix-neuvième alinéa, après le mot : « classés », sont insérés les mots : « ou de travaux de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

7° A la deuxième phrase des vingt-deuxième et trente-deuxième alinéas :

a) La deuxième occurrence du mot : « ou » est remplacée par le signe : « , » ;

b) Sont ajoutés les mots : « ou de meublés de tourisme tels que mentionnés au g du I, ou en la construction ou la réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;



B. – Après le I quater, sont insérés deux paragraphes I sexies et I septies ainsi rédigés :

« I sexies. – Le I s’applique aux investissements consistant en l’acquisition de friches faisant l’objet de travaux de réhabilitation lourde, sous réserve du respect des conditions suivantes :

« 1° Les immeubles sont en l’état d’abandon depuis au moins deux ans à la date d’acquisition ;

« 2° Les travaux portant sur ces investissements concourent à la production d’un immeuble neuf, au sens du 2° du 2 du I de l’article 257 ;

« 3° Les travaux portant sur ces investissements concourent à la production d’un immeuble destiné à un usage industriel ou hôtelier ;

« 4° Il n’existe aucun lien d’intérêt entre le cédant de la friche et les acquéreurs et exploitants à l’exception des investissements ayant reçus un agrément préalable du ministre du budget dans les conditions prévues au III de l’article 217 undecies.

« La réduction d’impôt est assise sur le prix de revient, hors taxes, frais et commissions de toute nature, du terrain d’assiette, des constructions qui y sont édifiées et des terrains formant une dépendance immédiate et nécessaire de ces constructions et sur le montant des travaux, hors taxes et hors frais de toute nature, diminués du montant des aides publiques accordées pour leur financement. ;

« I septies. – Par dérogation au deuxième alinéa du I du présent article, le même I s’applique aux investissements consistant en l’acquisition, l’installation et l’exploitation de chauffe-eaux solaire sous réserve d’avoir reçu l’agrément préalable du ministre chargé du budget dans les conditions prévues au III de l’article 217 undecies. » ;

C. – Après la référence : « I ter », la fin du III est ainsi rédigée : « , I quater, I sexies et I septies. » ;

D. – Au IV, après la référence : « I quater », sont insérées les références : « , I sexies et I septies » ;

E. – Au VI, après le mot : « hôtelière », sont insérés les mots : « et de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel ».

II. – L’article 217 undecies du code général des impôts est ainsi modifié :

A. – Le I est ainsi modifié :

1° À la onzième phrase du premier alinéa, après le mot : « hôtelière », sont insérés les mots : « ou de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

2° Le troisième alinéa est ainsi modifié :

a) À la première phrase, après le mot : « classés », sont insérés les mots : « et aux travaux de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

b) Après le mot : « sont », la fin de la seconde phrase est ainsi rédigée : « ni strictement indispensables à l’exercice d’une activité agricole, sylvicole, aquacole ou minière ni exploités dans le cadre d’une activité de transport public de voyageurs, ni pour la location directe au profit des personnes physiques utilisant pour une durée n’excédant pas un mois des véhicules de tourisme au sens de l’article L. 421-2 du code des impositions sur les biens et services et dont le prix de revient unitaire hors taxe est inférieur à 30 000 euros. » ;

3° La seconde phrase du quatrième alinéa est complétée par les mots et une phrase ainsi rédigés : « dont la production n’est pas principalement affectée à l’autoconsommation par l’exploitant. Un décret en Conseil d’État précise les modalités d’application de la phrase qui précède. » ;

4° Le cinquième alinéa est complété par deux phrases ainsi rédigées :

« La déduction prévue au premier alinéa du présent I s'applique également aux investissements mentionnés aux I sexies et au I septies du même article 199 undecies B lorsque les conditions prévues aux mêmes I sexies et I septies sont satisfaites. Pour les investissements prévus au I sexies de l'article 199 undecies B, l'assiette de la déduction fiscale est déterminée dans les conditions prévues au dernier alinéa dudit I sexies. » ;

5° À la deuxième phrase des neuvième et vingt et unième alinéas :

- a) La deuxième occurrence du mot : « ou » est remplacé par le signe : « , » ;
- b) Après les mots : « villages de vacances », sont insérés les mots : « ou de meublés de tourisme tels que mentionnés au g du I de l'article 199 undecies B, ou la construction ou la réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

B. – Le II est ainsi modifié :

1° À la seconde phrase du deuxième alinéa :

- a) La deuxième occurrence du mot : « ou » est remplacé par le signe : « , » ;
- b) Après les mots : « villages de vacances », sont insérés les mots : « ou de meublés de tourisme tels que mentionnés au g du I de l'article 199 undecies B, ou la construction ou la réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

2° Au troisième alinéa, après le mot : « classés », sont insérés les mots : « et des travaux de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

C. – Le premier alinéa du 1 du III est ainsi modifié :

1° Après le mot : « automobile », sont insérés les mots : « de l'acquisition, l'installation et l'exploitation de chauffe-eau solaire » ;

2° Après le mot : « classés », sont insérés les mots : « ou de friches hôtelières ou industrielles lorsqu'il existe un lien d'intérêt entre le cédant de la friche et les acquéreurs et les exploitants » ;

D. – Au deuxième alinéa du V, après le mot : « classés », sont insérés les mots : « et de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel ».

III. – L'article 244 quater W du code général des impôts est ainsi modifié :

A. – Le I est ainsi modifié :

1° Le 1 est ainsi modifié :

- a) Le premier alinéa est complété par deux phrases ainsi rédigées : « Pour les investissements afférents à l'acquisition de friches faisant l'objet de travaux de réhabilitation lourde mentionnés au I sexies du même article 199 undecies B, le crédit d'impôt s'applique sous réserve du respect des conditions prévues au même I sexies. Pour les investissements afférents à l'acquisition, l'installation et l'exploitation de chauffe-eau solaire, mentionnés au I septies de l'article 199 undecies B, le crédit d'impôt s'applique sous réserve du respect des conditions prévues au même I septies. » ;

- b) Au deuxième alinéa, après le mot : « classés », sont insérés les mots : « et aux travaux de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

2° Le 2 est ainsi modifié :

a) Après le mot : « sont », la fin du a est ainsi rédigée : « ni strictement indispensables à l'exercice d'une activité agricole, sylvicole, aquacole ou minière ni exploités dans le cadre d'une activité de transport public de voyageurs, ni pour la location directe au profit des personnes physiques utilisant pour une durée n'excédant pas un mois des véhicules de tourisme au sens de l'article L. 421-2 du code des impositions sur les biens et services et dont le prix de revient unitaire hors taxe est inférieur à 30 000 euros ; » ;

b) Le b est complété par les mots et une phrase ainsi rédigés : « dont la production n'est pas principalement affectée à l'autoconsommation par l'exploitant. Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application de la phrase qui précède ; » ;

c) Il est ajouté un c ainsi rédigé :

« c) Aux investissements donnés en location ou mis à la disposition de ménages ou de syndicats de copropriétaires, y compris dans le cadre de contrats incluant la fourniture de prestations de services. » ;

B. – Le 1 du II est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Pour les investissements afférents à l'acquisition de friches faisant l'objet de travaux de réhabilitation lourde mentionnés au I sexies du même article 199 undecies B, l'assiette du crédit d'impôt est déterminée dans les conditions prévues au même I sexies.

Pour les investissements afférents à l'acquisition, l'installation et l'exploitation de chauffe-eau solaire, mentionnés au I septies de l'article 199 undecies B, le crédit d'impôt s'applique sous réserve du respect des conditions prévues au même I septies. » ;

C. – À la seconde phrase du dernier alinéa du III, le mot : « dernier » est remplacé par le mot : « troisième » ;

D. – À la deuxième phrase du premier alinéa du 1 du VIII :

1° La troisième occurrence du mot : « ou » est remplacé par le signe : « , » ;

2° Après les mot : « villages de vacances », sont insérés les mots : « ou de meublés de tourisms tels que mentionnés au g du I de l'article 199 undecies B, ou la construction ou la réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel. » ;

E. – Au 1 du IX, après le mot : « hôtelière », sont insérés les mots : « et de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel ».

IV. – L'article 244 quater Y du code général des impôts est ainsi modifié :

A. – Le I est ainsi modifié :

1° Le A est ainsi modifié :

a) Le second alinéa du 2° du 1 est ainsi modifié :

– aux première, deuxième et dernière phrases, les mots : « le crédit » sont remplacés par les mots : « la réduction » ;

– sont ajoutées deux phrases ainsi rédigées : « Pour les investissements afférents à l'acquisition de friches faisant l'objet de travaux de réhabilitation lourde mentionnés au I sexies du même article 199 undecies B, la réduction d'impôt s'applique sous réserve du respect des conditions prévues au même I sexies. Pour les investissements afférents à l'acquisition, l'installation et l'exploitation de chauffe-eau

solaire, mentionnés au I septies de l'article 199 undecies B, la réduction d'impôt s'applique sous réserve du respect des conditions prévues au même I septies. » ;

b) Le 2 est ainsi modifié :

– après le mot : « sont », la fin du 1° est ainsi rédigée : « ni strictement indispensables à l'exercice d'une activité agricole, sylvicole, aquacole ou minière ni exploités dans le cadre d'une activité de transport public de voyageurs, ni pour la location directe au profit des personnes physiques utilisant pour une durée n'excédant pas un mois des véhicules de tourisme au sens de l'article L. 421-2 du code des impositions sur les biens et services et dont le prix de revient unitaire hors taxe est inférieur à 30 000 euros ; »

– le 2° est complété par les mots et une phrase ainsi rédigés : « dont la production n'est pas principalement affectée à l'autoconsommation par l'exploitant. Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application de la phrase qui précède ; »

– il est ajouté un 3° ainsi rédigé : » 3° L'acquisition de biens donnés en location ou mis à la disposition de ménages ou de syndicats de copropriétaires, y compris dans le cadre de contrats incluant la fourniture de prestations de services. » ;

2° Au B, après le mot : « classés », sont insérés les mots : « et aux travaux de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

B. – Le III est complété par un G et un H ainsi rédigés :

« G. – Pour les investissements afférents à l'acquisition de friches faisant l'objet de travaux de réhabilitation lourde mentionnés au I sexies de l'article 199 undecies B, l'assiette de la réduction d'impôt est déterminée dans les conditions prévues au même I sexies.

« H. – Pour les investissements afférents à l'acquisition, l'installation et l'exploitation de chauffe-eau solaire mentionnés au I septies de l'article 199 undecies B, l'assiette de la réduction d'impôt est déterminée dans les conditions prévues au même I septies. » ;

C. – À la seconde phrase du deuxième alinéa du A et du deuxième alinéa du 2° du B du VII :

1° Le seconde occurrence du mot : « ou » est remplacée par le signe : « , » ;

2° Après les mots : « villages de vacances », sont insérés les mots : « ou de meublés de tourisms tels que mentionnés au G du I de l'article 199 undecies B, ou la construction ou la réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel. »

V. – A. – Les 1° à 3° et le b du 4° du A du I, le b du 2° et le 3° du A du II, les a et c du 2° du A du III et le deuxième et les deux derniers alinéas du b du 1° du A du IV s'appliquent aux investissements réalisés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024. Toutefois, les articles 199 undecies B, 217 undecies, 244 quater W et 244 quater Y du code général des impôts restent applicables dans leur rédaction antérieure à la présente loi pour :

1° Les investissements agréés au plus tard le 31 décembre 2023 ;

2° Les investissements pour l'agrément desquels une demande est parvenue à l'administration au plus tard le 31 décembre 2023 ;

3° Les acquisitions de biens meubles corporels qui font l'objet d'une commande au plus tard le 31 décembre 2023 et pour lesquels des acomptes au moins égaux à 50 % de leur prix ont été versés à cette date ;

4° Les constructions d'immeubles ayant fait l'objet d'une déclaration d'ouverture de chantier déposée au plus tard le 31 décembre 2023, dès lors que ces investissements sont achevés au plus tard le 31 décembre 2025.

B. – 1. Le a du 4° et les 5° à 8° du A et les B à E du I ainsi que le dernier alinéa du a et le troisième alinéa du b du 1° et le 2° du A et les B et C du IV s'appliquent aux investissements réalisés en Polynésie française, à Saint-Barthélemy, à Saint-Pierre-et-Miquelon, dans les îles Wallis et Futuna et en Nouvelle-Calédonie à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

2. Le a du 4° et les 5° à 8° du A et les B à E du I, le 1°, le a du 2°, les a et b du 3° et les 4° et 5° du A et les B et C du II, le 1° et le b du 2° du A et les B à E du III ainsi que le dernier alinéa du a et le troisième alinéa du b du 1° et le 2° du A et les B et C du IV s'appliquent aux investissements réalisés en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion, à Mayotte et à Saint-Martin à compter d'une date fixée par décret, qui ne peut être postérieure de plus de six mois à la date de réception par le Gouvernement de la réponse de la Commission européenne permettant de considérer la disposition lui ayant été notifiée comme conforme au droit de l'Union européenne en matière d'aides d'État.

VI. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

VII. – Le III n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû. »

### **OBJET**

L'article 7 ter nouveau, issu d'un amendement (I-5210) du rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale adopté sans examen préalable en commission et séance publique, supprime le bénéfice de l'aide fiscale à l'investissement productif sur des secteurs d'activité clés pour le tissu économique ultra- marin : les véhicules de tourisme (dont la location à destination touristique), les activités de location de meublés de tourisme et de gîtes, les biens d'équipements destinés à des ménages tels que les chauffe- eaux solaires.

Dans une logique de verdissement de l'économie, il ouvre par ailleurs le bénéfice de l'aide fiscale en faveur des friches hôtelières ou industrielles en vue de leur réhabilitation et réintègre dans son champ d'application les investissements portant sur des installations de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil, sous condition que l'électricité produite soit destinée à l'autoconsommation de l'exploitant.

Si ces deux dernières mesures sont positives, sous réserves de modifications techniques nécessaires pour les rendre opérationnelles, les trois premières mesures de suppression – sans ciblage, ni étude d'impact – sont lourdes de conséquence pour l'activité et l'emploi Outre-mer.

Selon les données communiquées dans le rapport de l'Inspection Générale des Finances (IGF) sur le régime d'aide fiscale à l'investissement productif en Outre-mer publié le 6 octobre dernier, le montant de la dépense fiscale générée par les investissements objets des mesures de suppression serait de l'ordre de 160 millions d'euros en 2022 : soit 59,6 millions d'euros pour les véhicules de tourisme, 13,8 millions d'euros pour les meublés touristiques et 86,7 millions d'euros pour les chauffe-eaux solaires. Ce sont des milliers d'emplois, dans le secteur touristique notamment, qui sont directement impactés par ces mesures de suppression. Pour le seul territoire de la Guadeloupe, ce sont près de 3000 emplois qui seraient directement menacés.

Si des évolutions stratégiques et paramétriques des régimes d'aides fiscales à l'investissement sont souhaitables afin de répondre aux enjeux légitimes soulevés par les pouvoirs publics pour mieux cibler certains investissements, la suppression sèche de certains dispositifs d'aide fiscale à l'investissement

VI. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

VII. – Le III n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû. »

sans étude d'impact préalable, ni concertation avec les milieux économiques concernés, n'est pas une solution envisageable, ces dispositifs restant indispensables à la préservation de l'emploi et la création de valeur ajoutée dans les Outre-mer.

Aussi, le présent amendement réécrit entièrement l'article 7 ter (nouveau) en y insérant des modifications visant :

- d'une part, à revenir sur les mesures de suppressions sèches tout en proposant certains ajustements afin de mieux cibler les investissements dans ces secteurs,
- et, d'autre part, à préciser certaines dispositions techniques afin de rendre pleinement opérationnelles les dispositions de l'article concernant la rénovation et la réhabilitation des friches et les installations de production d'électricité utilisant le photovoltaïque.

Afin d'encadrer au mieux la location de véhicules de tourisme, il est proposé de réserver le bénéfice de l'aide fiscale à la location de véhicules à usage touristique n'excédant pas un mois et assorti d'une condition de plafond d'acquisition par véhicule, de 30 000 € hors taxe. Cette limite privilégie ainsi le fléchage de l'aide sur des véhicules de petites catégories, électriques, hybrides et thermiques.

La sylviculture et l'aquaculture sont également intégrés dans le dispositif visant à maintenir l'aide fiscale pour les véhicules de tourisme utilisés pour les activités agricoles, répondant ainsi aux besoins spécifiques de certains territoires ultra-marins.

Par ailleurs, l'article dans sa version initiale supprime le bénéfice de l'aide fiscale à l'investissement Outre-mer sur une très grande partie de l'offre d'hébergement touristique. Ainsi sont visés toutes villas, appartements ou studios meublés, offerts à la location (avec ou sans prestations de services associées), de même que les gîtes. Le présent amendement propose de maintenir le bénéfice des aides fiscales pour cette offre d'hébergement essentielle pour satisfaire la demande croissante, en y ajoutant trois critères destinés à garantir un usage strictement professionnel : l'obligation d'offrir des services de para- hôtellerie et d'enregistrer le meublé en mairie ainsi que l'extension à 15 ans de la durée de conservation du bien (comme pour l'hôtellerie).

D'autre part, dans une logique de verdissement de l'investissement productif, il est proposé ici de maintenir le bénéfice de l'aide fiscale sur l'acquisition, l'installation et l'exploitation de chauffe-eau solaire sous réserve de l'obtention d'un agrément dès le premier euro du ministre chargé des comptes publics, permettant ainsi d'éviter toute dérive.

Concernant les investissements réalisés en faveur du photovoltaïque, le présent amendement vise à apporter des ajustements techniques indispensables pour rendre les dispositions visées opérantes. D'une part, il supprime le seuil d'éligibilité fixé à 500 000 euros afin de ne pas exclure les petits programmes d'investissement des TPE/PME destinés à leur seule autoconsommation. D'autre part, il substitue le terme « principalement » à « exclusivement » afin de permettre la revente nécessaire du surplus d'électricité produit sur le réseau. Un décret en conseil d'Etat vient en définir les modalités d'application (notamment la détermination d'une base éligible encadrée par un prix /plafond) en prenant en compte les diversités de situation selon les territoires.

Concernant la rénovation et la réhabilitation des friches, cet amendement précise que les travaux de rénovation ou de réhabilitation de friches peuvent aboutir à un changement de destination de l'immeuble seulement lorsqu'il s'agit d'un projet hôtelier ou industriel. La condition d'absence de lien d'intérêt entre le cédant et l'acquéreur de la friche est, par ailleurs, complétée par une exception pour les investissements ayant reçus un agrément préalable au premier euro par le ministre du budget.

Enfin, s'agissant des dispositions transitoires, pour le 2ème cas relatif aux investissements avec agrément, la demande de versement d'acomptes au moins égaux à 50% de leur prix au plus tard au 31 décembre 2023 est supprimée car inapplicable pour les projets immobiliers.

Cet amendement a été travaillé avec la Fédération des Entreprises des Outre-mer (FEDOM).







N°	I-2105
----	--------

**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes de MARCO et OLLIVIER

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 NONIES**

Après l'article 5 nonies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Les h à i du II de l'article 244 quater B du code général des impôts sont abrogés.

**OBJET**

Cet amendement vise à recentrer le Crédit Impôts Recherche (CIR) sur les secteurs prioritaires nécessitant un soutien de l'Etat en matière de recherche.

En complément avec les amendements déposés visant recentrer le CIR sur le financement de travaux de recherche nécessaires aux progrès médicaux et à l'accompagnement de la transition écologique, cet amendement vise à exclure du CIR les dépenses liées à l'élaboration de nouvelles collections exposées par les entreprises industrielles du secteur habillement-cuir, et aux stylistes et bureaux de styles recrutés par ceux-ci.

Comme le souligne une étude Bain & Company parue en 2023, le secteur du luxe a enregistré une croissance à deux chiffres en 2022, pour un marché mondial atteignant 1400 milliards de dollars. Soutenir les dépenses en recherche et développement de ce secteur n'est donc pas prioritaire.

Au contraire, soutenir les dépenses en recherche et développement de ce secteur comporte le risque d'encourager l'accélération du renouvellement des collections à un rythme continu et non plus saisonnier, et d'accroître la surconsommation de vêtements et d'accessoires, à fort impact environnemental.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes de MARCO et OLLIVIER

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 NONIES**

Après l'article 5 nonies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le d du II de l'article 244 quater B du code général des impôts est rétabli dans la rédaction suivante :

« d) Les dépenses d'innovation sociales répondant à la définition de l'article 15 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, pour les seules sommes venant en déduction de l'impôt dû. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement intègre explicitement les dépenses d'innovation sociale, au sens de l'article 15 de la loi de 2014, dans le périmètre du Crédit d'impôt recherche.

L'innovation sociale désigne les projets répondant à des besoins sociaux pas ou mal satisfaits, et ceux visant à améliorer les processus ou organisations du travail pour la production de biens et services existants. Ces projets sont indispensables à l'amélioration des conditions de vie et de travail de nos concitoyens, et permettent l'invention de l'économie de demain.

Aujourd'hui considérée comme une recherche de moindre importance, l'innovation sociale n'est pas éligible au crédit d'impôt recherche. Pourtant, elle constitue un domaine aussi déterminant que le reste de l'innovation.

Les vagues de démission et les difficultés de recrutement que l'on connaît actuellement sont en grande partie liées aux questionnements des travailleurs sur l'impact et le sens de leur emploi.

Le présent amendement consiste ainsi en un début de rééquilibrage du CIR, qui ne doit pas empiéter sur la recherche publique, ni se résumer à un mécanisme d'optimisation fiscale pour le secteur des services purement marchands.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes de MARCO et OLLIVIER

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 8**

Après l'article 8

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 1609 H du code général des impôts tel qu'il résulte de l'article 103 de la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 est abrogé.

II. – La perte de recettes pour l'établissement public local Société du grand projet sud-ouest est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à supprimer la taxe spéciale d'équipement destinée à financer le projet de construction de nouvelles lignes ferroviaires à grande vitesse Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax et qui va être prélevée à compter de 2023 sur les personnes physiques ou morales dans les communes situées à moins de soixante minutes en voiture d'une gare desservie par les futures lignes à grande vitesse.

Un investissement public dans le ferroviaire pour réduire le temps de trajet au sud de Bordeaux est nécessaire mais la seule solution réaliste, pour les finances publiques comme pour l'environnement, est l'aménagement des voies existantes. Le projet de LGV représente un coût 14,3 milliards d'euros et une destruction de près de 5000 hectares d'espaces naturels dont près de 2000 hectares de forêts. Le scénario alternatif d'aménagement des voies existantes réduit largement les emprises au sol, coûte 8 milliards d'euros de moins et permet des temps de trajet pratiquement équivalents à ceux du projet de lignes nouvelles.

Pour que le coût de ce projet irrationnel, destructeur de biodiversité et contesté localement ne repose pas sur les entreprises et les ménages en Nouvelle-Aquitaine et en Occitanie, cet amendement propose la suppression de la taxe spéciale d'équipement, dit « impôt LGV », prévue dans son plan de financement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes de MARCO et OLLIVIER

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 DUOVICIES**

Après l'article 5 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au premier alinéa du I de l'article 220 sexies du code général des impôts, les mots : « de longue durée » sont supprimés.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à étendre le crédit d'impôt cinéma aux films de court métrage. Les courts métrages permettent aux jeunes auteurs, réalisateurs, techniciens de faire leurs armes avant de tourner des longs métrages.

Cet amendement a pour objet de soutenir les sociétés de production engagées dans la recherche de nouveaux talents, donc la qualité des films qui seront diffusés en salle à l'avenir, dans un contexte de suppression de la redevance pour l'audiovisuel public, de diversification des financements du CNC, notamment en direction des créateurs de vidéos sur internet et aux "expériences numériques", et de déclin de la fréquentation des salles. Ces trois tendances affaiblissent les perspectives de financement des courts métrages (financement par les chaînes et par le CNC dont le budget dépend aussi des entrées en salle).

Comme l'a souligné le rapporteur au moment de la présentation de cet amendement l'an dernier "Il existe déjà des mécanismes de soutien aux formats courts. Par exemple, a été mise en place en 2020 une allocation directe dédiée aux formats courts de fiction, animation et documentaire, diffusés à la télévision et sur les plateformes en ligne. Le CNC prévoit ainsi d'aider 56 courts-métrages en 2023, pour une enveloppe de plus de 1 million d'euros."

Cet amendement n'a pas vocation à s'y substituer mais à permettre le financement de projets de jeunes réalisateurs qui n'auraient pas été soutenus par le CNC, dans un souci de diversification des oeuvres ainsi produites.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes de MARCO et OLLIVIER

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 DUOVICIES**

Après l'article 5 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. - Le 2 du II de l'article 220 sexies du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les œuvres cinématographiques ou audiovisuelles dont les rémunérations versées aux auteurs énumérés à l'article L. 113-7 du code de propriété intellectuelle et les charges sociales afférentes représentent moins de 7 % du coût global du film. »

II. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – Le présent article ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à garantir un niveau de rémunération suffisant aux scénaristes et aux auteurs d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles, en prévoyant que le crédit d'impôt cinéma ne soit ouvert qu'aux œuvres pour lesquelles ces derniers ont été rémunérés à hauteur d'au minimum 7% du coût global du film. Aux États-Unis, autre terre de cinéma, la rémunération des auteurs s'élève en moyenne à 10% du coût global.

Contrairement aux autres parties prenantes dans la création d'un film, auteurs et scénaristes ne sont protégés par aucune convention collective. Leur rémunération en droits d'auteurs s'espace sur plusieurs mois voire années de développement et d'écriture. Elle est soumise à de plus grands aléas, en lien avec l'imprévisibilité de l'inspiration.

Alors que de nombreux spectateurs se détournent des salles, il convient de garantir la qualité des films qui y sont projetés en s'assurant que les auteurs et scénaristes à l'origine des projets de films soient rémunérés décemment.

Lors des débats sur le budget pour 2023, le rapporteur a émis un avis défavorable, jugeant qu' "il n'est pas pour autant évident que la mise en place d'une condition à l'octroi du crédit d'impôt cinéma suffisse à améliorer les revenus des auteurs et des scénaristes" et considérant " que la mise en œuvre

d'une convention collective serait un préalable à observer avant de prévoir un seuil ou un plafond – à moins que ce ne soit les deux – au sein d'un dispositif fiscal".

Compte-tenu du climat social autour de l'avenir de l'intermittence, et la faible représentation des auteurs dans ces négociations, les auteurs de cet amendement considèrent qu'il s'agit d'un préalable plus réaliste que l'adoption d'une convention collective à court ou moyen terme. Il s'agit d'une disposition importante pour préserver la qualité des oeuvres cinématographiques face au recours croissant à l'intelligence artificielle, au service de l'exception culturelle française.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes de MARCO et OLLIVIER

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 SEXVICIES**

Après l'article 5 sexvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 220 quindecies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa du III, le taux : « 15 % » est remplacé par le taux : « 20 % » ;

2° Au V, le taux : « 30 % » est remplacé par le taux : « 40 % » ;

3° Le A du VIII est ainsi modifié :

a) À la première phrase, le montant : « 500 000 € » est remplacé par le montant « 750 000 € » ;

b) À la deuxième phrase, le montant : « 750 000 € » est remplacé par le montant : « 1 000 000 € ».

II. – Les 1° et 2° et le b du 3° du I s'appliquent aux crédits d'impôts sollicités à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au titre des dépenses éligibles engagées au cours d'un exercice ouvert à une date antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

III. – Les dispositions prévues au I s'appliquent pour les exercices fiscaux 2021 et 2022.

IV. – Le III de l'article 220 quindecies du code général des impôts tel qu'il résulte du 1° du I du présent article s'applique aux demandes d'agréments provisoires prévues au VI déposées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

V. – Conformément à l'article 220 S du code général des impôts, le crédit d'impôt calculé conformément aux dispositions de l'article 220 quindecies du même code est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû par l'entreprise au titre de l'exercice au cours duquel les dépenses éligibles ont été exposées. Si le montant du crédit d'impôt excède l'impôt dû au titre dudit exercice, l'excédent est restitué.

VI. – Le I n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

VII. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

Nb : La rectification consiste en un changement de place de l'article additionnel après l'article 5 quindecies vers l'article additionnel après l'article 5 sexvicies.

**OBJET**

Les annulations de spectacles ont été nombreuses pendant la pandémie de Covid et le monde culturel en souffre encore. Il convient de ne pas lâcher l'écosystème de PME qui encourage le spectacle amateur. Cet amendement vise à faire monter en puissance le crédit d'impôt sur le spectacle vivant qui cible particulièrement les productions de petites structures, indépendantes et implantées sur tout le territoire, et concerne principalement les artistes en phase de développement professionnel.





N°	I-2111
----	--------

## AM E N D E M E N T

présenté par  
Mme de MARCO

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEXDECIES

Après l'article 3 sexdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. –Au premier alinéa du II de l'article 200 sexdecies du code général des impôts, le taux : « 30 % » est remplacé par le taux : « 66 % ».

II. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

L'article 2 de la loi du 30 juillet 2020 de finances rectificatives pour 2020 a créé un crédit d'impôt sur le revenu au titre du premier abonnement à un journal, une publication périodique au maximum trimestrielle ou un service de presse en ligne (SPEL) ayant le caractère d'information politique et générale (IPG) afin d'aider les ménages modestes à s'abonner à un journal d'information politique et générale. Initialement prévu à un taux élevé, le crédit d'impôt a perdu de son intérêt par son taux faible de 30 % et des conditions de ressources trop restrictives qui ont privé les éditeurs de toute capacité à l'utiliser de façon efficace.

Il est donc ainsi proposé de rehausser le montant du crédit d'impôt à 66% afin davantage inciter les citoyens à souscrire à des abonnements de presse IPG.

Amendement rédigé avec le concours du Syndicat de la presse indépendante d'information en ligne (SPIIL).







N°	I-2112
----	--------

## A M E N D E M E N T

présenté par

Mmes de MARCO et OLLIVIER

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEXDECIES

Après l'article 3 sexdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 200 sexdecies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Toutes les occurrences des mots : « le premier abonnement » sont remplacées par les mots : « un abonnement » ;

2° Le deuxième alinéa du II du code général des impôts est supprimé.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Cet amendement a pour but de ne pas limiter l'accès au crédit d'impôt à un unique abonnement par foyer fiscal, de façon à encourager les membres d'un même foyer fiscal à diversifier leurs sources d'informations.

Amendement rédigé avec le concours du Syndicat de la presse indépendante d'information en ligne (SPIIL).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes de MARCO et OLLIVIER

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 4 de l'article 261 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Les cessions des droits patrimoniaux reconnus par la loi aux auteurs des œuvres de l'esprit ainsi que de tous droits portant sur les œuvres cinématographiques et sur les livres à l'exception de leurs ayant-droit. » ;

2° À l'article 279, après le mot : « loi », la fin du g est ainsi rédigée : « aux artistes-interprètes ainsi que de tous droits des ayant-droit d'auteurs d'œuvres de l'esprit, d'œuvres cinématographiques et de livres. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à exonérer de TVA les droits versés aux auteurs de leur vivant. Le taux de 10% est maintenu pour leurs ayant-droit et les artistes interprètes, les uns étant les "héritiers" des auteurs, les autres étant protégés par des conventions collectives et l'intermittence.

Il existe une franchise de TVA prévue par l'article 293 B du code général des impôts, que les auteurs peuvent appliquer lorsque leur "chiffre d'affaires" ne dépasse pas les 44 500 euros annuels. Cependant celle ci n'est pas satisfaisante dès lors que

1) peu d'auteurs ont connaissance de l'existence de cette franchise, concernant une profession solitaire et très peu fédérée, don mal informée de ses droits,

2) le seuil des 44 500 euros annuels est en lui même questionnable, dès lors qu'il ne tient pas compte du temps long de l'écriture. L'écriture d'un long métrage ou d'un roman s'étend sur plusieurs années, et la rémunération peut être cyclique, couvrant une période pluriannuelle . Et les phases d'écriture s'intercalent avec des phases d'inspiration ne donnant lieu à aucune rémunération.

Pour cette raison, en soutien aux auteurs, il est proposé de simplifier le dispositif et d'exonérer totalement de TVA les droits versés aux auteurs de leur vivant.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes de MARCO et OLLIVIER

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7 BIS**

Après l'article 7 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 199 quater F du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les mots : « ou supérieures » sont supprimés ;

2° Le cinquième alinéa est supprimé ;

3° À la fin de l'avant-dernier alinéa, les mots : « ou le nom de l'établissement supérieur dans lequel il est inscrit » sont supprimés.

**OBJET**

Comme la demi part de quotient familial par enfant majeur rattaché au foyer fiscal des parents, la réduction d'impôt accordée aux familles avec des enfants scolarisés dans le supérieur, qui représentait une dépense publique de près de 150 millions d'euros en 2023 est orientée vers les familles plutôt que les jeunes majeurs.

A la différence d'un crédit d'impôt, ce dispositif exclut en outre de son bénéfice les ménages non imposables et constitue ainsi une niche fiscale dédiée aux foyers ayant les moyens d'assurer la rentrée universitaire. De plus, si le dispositif est bien connu des cabinets d'optimisation fiscale, il est assez méconnu du grand public car peu savent qu'il convient de cocher une case spécifique pour l'obtenir, en plus de la déclaration d'un enfant à charge.

Face aux limites des dispositifs actuels de la politique française de soutien à la jeunesse, et à l'insuffisance du système de bourses sur critères sociaux, inadapté à la situation sociale des étudiants boursiers (effets de seuils, non indexation sur l'inflation, étudiants non boursiers précaires...), le Groupe écologiste a proposé la création d'une allocation autonomie universelle d'études destinée à apporter une réponse structurelle : <https://www.senat.fr/leg/pp123-015.pdf>

Cela permettrait en outre de renforcer leur émancipation, s'agissant pour la plupart de jeunes majeurs, en permettant que les moyens consacrés à la jeunesse leur soient directement affectés, sans intermédiaire parental.

La progressivité du système reposerait sur la progressivité de l'impôt sur le revenu qui le financerait en parti, du fait de la disparition mécanique de la demi part de quotient familial.

En cohérence avec cette proposition de loi, il est donc proposé de supprimer ce dispositif injuste et défaillant pour contribuer au financement de l'AAUE.







N°	I-2115
----	--------

## A M E N D E M E N T

présenté par  
Mme de MARCO

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7 BIS

Après l'article 7 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Au premier alinéa de l'article 199 quater F du code général des impôts, le mot : « supérieures » est remplacé par les mots : « des études supérieures hors du département de résidence fiscale ».

### OBJET

Amendement de repli. Le présent amendement vise à réduire le périmètre de la réduction d'impôts aux contribuables dont les enfants étudient dans le supérieur, aux cas où ces enfants majeurs étudient hors de leur département d'origine, impliquant nécessairement la location d'un logement, donc une charge supplémentaire avérée pour le foyer fiscal. C'est particulièrement le cas des étudiants de départements ruraux, qui sont contraints de poursuivre leurs études supérieures loin du foyer parental.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme de MARCO

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 SEPTVICIES**

Après l'article 5 septvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article L. 841-5 du code de l'éducation est abrogé.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à rétablir l'intégralité des recettes de la Contribution vie étudiante et campus aux CROUS et aux établissements de l'enseignement supérieur.

La contribution vie étudiante et campus (CVEC) est payée par les étudiants non-boursiers afin de financer les politiques de vie étudiante des établissements d'enseignement supérieur (universités et écoles) et celles des Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (Crous). Depuis 2018, le gouvernement a pris régulièrement l'habitude d'inscrire au projet de loi de Finances un rendement prévisionnel inférieur à la réalité de cette taxe afin de réaliser des économies. Il est impensable de faire payer la crise sanitaire aux étudiants alors qu'ils en ont largement payé le prix avec des conditions d'études dégradées et une explosion de la précarité.

Dans son rapport pour 2023, le rapporteur a souligné les grandes difficultés de la restauration universitaire, dont l'enveloppe stagne depuis plusieurs années à 300 millions d'euros : " Jugeant anormale la non-indexation de la SCSP sur le volume de repas fournis, le rapporteur appelle le ministère à reconsidérer rapidement le financement de l'activité de restauration et, plus globalement, celui de l'ensemble du réseau." Cet amendement complète l'intention manifestée par le rapporteur.





DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, 128, 132)

N°	I-2117
----	--------

23 NOVEMBRE 2023

## A M E N D E M E N T

présenté par  
Mme de MARCO

C	
G	

### ARTICLE 31

Alinéa 5

Remplacer le montant :

4 025 228 396

par le montant :

4 060 228 396

### OBJET

Le présent amendement vise à accroître la part de fraction de la TVA affectée à l'audiovisuel public afin de permettre le financement d'une plateforme européenne pilotée par la chaîne.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. GILLÉ, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, M. FICHET, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN

et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 SEXTRICIES**

Après l'article 5 sextricies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le I de l'article 151 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 est ainsi rédigé :

« I. – Les entreprises agricoles disposant exclusivement d'une certification d'exploitation à haute valeur environnementale de niveau 3 délivrée au cours de l'année 2023 bénéficient d'un crédit d'impôt au titre de cette certification. »

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Depuis plusieurs années, la certification environnementale est fortement critiquée et ceci à juste titre. De récents rapports dont celui de la Cour des Comptes ont récemment mis en avant le fait que les produits biologiques subissent la concurrence des appellations, marques ou certifications, dont le niveau d'exigence est inférieur.

La prorogation pour une année supplémentaire du crédit d'impôt HVE ne paraît donc pas opportune. Néanmoins, afin de continuer à encourager les entreprises agricoles à transformer leur modèle, le présent amendement propose d'attribuer un crédit d'impôt seulement aux entreprises agricoles qui se verront délivrer une certification de 3<sup>ème</sup> niveau. Le présent amendement est donc un amendement de repli à la suppression du crédit d'impôt HVE.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BONNEFOY, MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 SEXDECIES**

Après l'article 5 sexdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 793 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 3° du 1 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « des trois-quarts » sont remplacés par les mots : « de la moitié » ;

b) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« La fraction de l'exonération est portée aux trois-quarts lorsque le groupement forestier prend l'engagement prévu à l'avant dernier alinéa du 2° bis du 2 » ;

2° Le 2° du 2 est complété par quatre alinéas ainsi rédigés :

« La fraction de l'exonération prévue au premier alinéa est portée aux trois-quarts lorsque l'héritier, le légataire ou le donataire prend l'engagement pour lui et ses ayants cause sur les terrains concernés de mettre en œuvre une gestion sylvicole contribuant significativement aux objectifs suivants :

« a) augmenter le puits de carbone, en particulier dans les sols forestiers ;

« b) améliorer l'état de conservation de l'habitat forestier.

« Les conditions de cet engagement et de son attestation sont définies par décret. »

**OBJET**

Pour favoriser une sylviculture plus proche des cycles naturels, il est proposé d'une part, de baisser l'actuelle exonération à 50 % au lieu de 75 % pour les bénéficiaires ayant de simples garanties de gestion durables et, d'autre part, d'ajouter une exonération à 75 % pour les bénéficiaires contribuant de façon plus significative à la préservation de la biodiversité et à la conservation des puits de carbone, en insistant particulièrement sur le rôle des sols forestiers dont la préservation est désormais reconnue d'intérêt général (article L. 112-1 du code forestier) suite à l'adoption de la loi Climat et Résilience.

Pour évaluer l'atteinte de ces objectifs, il est possible de s'appuyer sur la méthodologie bas carbone développée par le Ministère de la Transition écologique et une sélection de critères applicables à l'ensemble des habitats forestiers issues de la méthodologie d'évaluation des habitats d'intérêt communautaire développée par le Muséum National d'Histoire Naturelle. Ces critères, déjà existants et évaluables de façon objective à un coût raisonnable, pourront être précisés par décret.

Passer par un système fiscal incitatif permet de ne pas modifier les critères de gestion forestière, prévus par le code forestier, dans leur ensemble, ce qui impliquerait un changement brusque pour l'ensemble des gestionnaires. L'objectif est de permettre à la France de se rapprocher des objectifs fixés par ses engagements (Stratégie Nationale Bas Carbone), sans pour autant pénaliser trop fortement le choix des acteurs ne souhaitant pas s'engager dans cette voie (ces derniers conservent une exonération d'impôt de 50 %).

Les économies réalisées pourraient être affectées à d'autres mesures fiscales pour encourager une gestion forestière plus écologique et une transformation locale du bois.

Cet amendement est issu d'une proposition de Canopée.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BLATRIX CONTAT, MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mme BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Michaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEXIES**

Après l'article 3 sexies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après la première phrase du premier alinéa du I de l'article 150 VB, est insérée une phrase ainsi rédigée : « Le prix d'acquisition s'entend également de l'effet de l'érosion de la valeur de la monnaie pendant la durée de détention du bien. » ;

2° Les premier à sixième alinéas du I de l'article 150 VC sont remplacés par un alinéa ainsi rédigé :

« I. – Pour la prise en compte de l'effet de l'érosion de la valeur de la monnaie mentionnée au I de l'article 150 VB, dans l'établissement du prix d'acquisition, la durée de détention est décomptée : » ;

3° L'article 200 B est ainsi modifié :

a) À la première phrase du premier alinéa, le taux : « 19 % » est remplacé par le taux : « 9 % » ;

b) Après la même première phrase, est insérée une phrase ainsi rédigée : « Pour les cessions intervenant après moins de deux ans de détention, les plus-values réalisées sont, par exception, imposées au taux forfaitaire de 18 %. » ;

4° L'article 235 ter est complété par un paragraphe ainsi rédigé :

« ... – Par exception au III du présent article, les plus-values de cessions immobilières mentionnées au septième alinéa du I de l'article L. 136-6 sont soumises à un taux de 4 % de prélèvements de solidarité pour les cessions intervenant après moins de deux ans de détention. Pour les cessions intervenant après plus de deux ans de détention, le taux de prélèvements de solidarité est de 3 %.

« Le produit de ces prélèvements est ainsi réparti :

« 1° Une part correspondant à un taux de 1 % à la caisse d'amortissement de la dette sociale, quelle que soit la durée de détention ;

« 2° Une part correspondant à un taux de 1 % à la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés, quelle que soit la durée de détention ;

« 3° Une part correspondant à un taux de 2 % à la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés pour les cessions intervenant après moins de deux ans de détention. Pour les cessions intervenant après plus de deux ans de détention, le taux correspondant est de 1 %. » ;

5° L'article 1609 nonies G est abrogé.

II. – Le code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Le I de l'article L. 136-6 est ainsi modifié :

a) Au e, après les mots : « plus-values », sont insérés les mots : « de cessions mobilières » ;

b) Après le même e, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ... ) Des plus-values de cessions immobilières et de terrains à bâtir soumises à l'impôt sur le revenu ; »

2° Le I de l'article L. 136-8 est ainsi modifié :

a) Au 2°, après la référence : « L. 136-6 », sont insérés les mots : « , à l'exception des plus-values de cessions immobilières mentionnées au septième alinéa du I du même article L. 136-6, » ;

b) Après le même 2°, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ... ° À 8 % pour les plus-values mentionnées au septième alinéa du I de l'article L. 136-6 pour les cessions intervenant après moins de deux ans de détention. À 3 % pour les plus-values mentionnées au même septième alinéa pour les cessions intervenant après plus de deux ans de détention ; ».

III. – Le III de l'article 27 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 est abrogé.

IV. – Le présent article s'applique aux cessions intervenant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

V. – La perte de recettes résultant pour l'État des I à IV est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

VI. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du II est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

## **OBJET**

Le présent amendement propose une réforme du régime des plus-values de cessions immobilières, marquant une inversion de logique pour sortir de la rétention foncière et fluidifier le marché.

Le régime actuel vise à lutter contre la spéculation en favorisant les détentions longues, avec un taux d'imposition de 19 % et un régime d'abattement fiscal selon la durée de détention. Il est devenu évident que ce régime favorise la rétention foncière, aggravant la pénurie de terrains constructibles,

notamment dans les zones à forts besoins de logements. Il est nécessaire d'encourager la mobilisation des emprises foncières non bâties qui sont classées en zone urbanisable.

L'accès à l'immobilier est devenu un facteur clé d'inégalité, menaçant la cohésion nationale. Le décrochage entre le coût du logement et les revenus des Français est de plus en plus criant, entraînant une dépendance croissante à la voiture et le développement de zones périurbaines.

Malgré les politiques de choc de l'offre, la situation persiste voire s'aggrave, la cherté du foncier restant négligée par le gouvernement. Le prix du foncier a augmenté de plus de 70 % en 10 ans, rendant difficile l'accès au logement dans les zones tendues et générant des phénomènes d'éviction des jeunes générations de leurs territoires d'origine.

Dans ce contexte, cet amendement vise à dynamiser les transactions en proposant :

- La suppression du régime actuel d'abattement pour durée de détention (en prenant en compte l'érosion monétaire dans le calcul de la plus-value pour contribuer à la neutralité fiscale).
- Une diminution du taux réel d'imposition à 9 %.





**A M E N D E M E N T**

<b>C</b>	
<b>G</b>	

présenté par

MM. KERROUCHE, REDON-SARRAZY, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mmes Gisèle JOURDA et LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE et PLA, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

ARTICLE 28

I. – Alinéa 4, tableau, trentième ligne, dernière colonne

Remplacer le nombre :

12 000 000

par le nombre :

24 000 000

II. – Après l'alinéa 2

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

...° L'article 1529 est abrogé ;

III. – Alinéa 33

Remplacer cet alinéa par quinze alinéas ainsi rédigés :

6° L'article 1605 *nonies* est ainsi rédigé :

« Art. 1605 *nonies*. – I. – Il est perçu une taxe sur la cession à titre onéreux des terrains nus ou des droits relatifs à des terrains nus rendus constructibles du fait de leur classement par un plan local d'urbanisme ou par un document d'urbanisme en tenant lieu, en zone urbaine ou à urbaniser ouverte à l'urbanisation ou par une carte communale dans une zone constructible.

« Le produit de cette taxe est affecté :

« – aux communes à hauteur de 50 % du montant perçu pour les cessions réalisées sur leur territoire ;

« – à hauteur de 10 %, dans la limite d'un plafond annuel fixé en loi de finances, à un fonds inscrit au budget de l'Agence de services et de paiement. Ce fonds finance des mesures en faveur de l'installation et de la transmission en agriculture. Il permet de soutenir notamment des actions facilitant la transmission et l'accès au foncier, des actions d'animation, de communication et d'accompagnement, des projets innovants et des investissements collectifs ou individuels. Celles de ces mesures qui sont dans le champ de compétences de l'Etablissement national des produits de l'agriculture et de la mer mentionné à l'article L. 621-1 du code rural et de la pêche maritime sont mises en œuvre par cet établissement dans le cadre d'une convention avec l'Agence de services et de paiement ;

« – à hauteur de 40 % et de l'excédent éventuel des sommes perçues au-delà du plafond prévu à l'alinéa précédent au profit des agences de l'eau définies à l'article L. 213-8-1 du code de l'environnement.

« II. – La taxe s'applique aux cessions réalisées par les personnes physiques, les personnes morales et les contribuables qui ne sont pas fiscalement domiciliés en France assujettis à l'impôt sur le revenu, soumis au prélèvement, dans les conditions prévues à l'article 244 *bis* A.

« Elle ne s'applique pas aux cessions mentionnées aux 3° à 8° du II de l'article 150 U.

« III. – La taxe est assise sur un montant égal au prix de cession du terrain défini à l'article 150 VA diminué du prix d'acquisition défini à l'article 150 VB ou, à défaut, de la valeur vénale réelle à la date d'entrée dans le patrimoine du cédant d'après une déclaration détaillée et estimative des parties, actualisé en fonction du dernier indice des prix à la consommation hors tabac publié par l'institut national de la statistique et des études économiques, et incluant la majoration prévue au II de l'article 150 VB.

« En l'absence d'éléments de référence, la taxe est assise sur les deux tiers du prix de cession.

« La taxe est égale à 30 % de ce montant lorsque le rapport entre le prix de cession et le prix d'acquisition est égal ou supérieur à 3. Elle est exigible lors de la première cession à titre onéreux du terrain intervenue après son classement en terrain constructible ou des droits relatifs à ce terrain. Elle est due par le cédant.

« IV. – Une déclaration, conforme à un modèle établi par l'administration, retrace les éléments servant à la liquidation de la taxe. Elle est déposée dans les conditions prévues aux 1° et 4° du I et au II de l'article 150 VG.

« Lorsque la cession est exonérée en application du II, aucune déclaration n'est déposée. L'acte de cession soumis à la formalité fusionnée ou présenté à l'enregistrement précise, sous peine de refus de dépôt ou de la formalité d'enregistrement, la nature et le fondement de cette exonération ou de cette absence de taxation. Les deux derniers alinéas du III de l'article 150 VG sont applicables.

« V. – – La taxe est versée lors du dépôt de la déclaration prévue au VI. Les I et II de l'article 150 VF, le second alinéa du I et les II et III de l'article 150 VH et le IV de l'article 244 *bis* A sont applicables. »

« VI. – Le III s'applique aux cessions réalisées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024. »

IV. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

## **OBJET**

La taxation des plus-values de cession de terrains nus rendus constructibles par une décision d'urbanisme repose actuellement sur deux taxes, l'une nationale codifiée à l'article 1605 nonies du code général des impôts (CGI), l'autre communale prise sur délibération prévue à l'article 1529 du CGI.

Le cumul de taxes dont l'objet est identique ou proche mais qui présentent des champs et des modalités d'application différentes, induit une complexité inutile et coûteuse. Par ailleurs, ces taxes n'apparaissent pas efficaces en termes de désincitation des propriétaires fonciers à céder des terrains nus rendus constructibles, destinés à l'artificialisation et d'exercer pour ce faire une forme de pression à la modification des règles d'urbanisme contribuant ainsi à l'étalement urbain et à l'artificialisation des sols.

Le présent article a pour objet de créer une nouvelle taxe nationale obligatoire en remplacement et sur la base des paramètres des deux taxes actuelles à travers :

- une harmonisation des assujettis sur la base la plus large (celle retenue dans l'article 1605 nonies) et une extension du champ de la taxe qui s'applique dès que le rapport entre le prix de cession et le prix d'acquisition est supérieur ou égal à 3 (champ sensiblement équivalent à celui de la taxe de l'article 1529 du CGI) ;
- une unification de l'assiette, en supprimant l'abattement pour durée de détention et en réexaminant certaines des exonérations actuelles afin d'en améliorer le rendement ;
- un relèvement des taux ;
- une affectation du produit de la taxe, en plus de la part réservée à l'Agence de services (ASP) et de paiement et de celle réservée aux communes sur le territoire desquelles interviennent ces transactions, aux agences de l'eau.

A ce titre, le présent amendement prévoit également de doubler le plafond du produit de la taxe à l'ASP, le portant à 24 000 000 €. Cette mesure conjuguera ainsi, outre son objectif de simplification juridique, des objectifs de désincitation à l'artificialisation et de rendement.

Elle permettra la diversification des recettes perçues par les agences de l'eau. Cette nouvelle affectation est motivée par le fait que, depuis la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, les agences de l'eau financent des projets du domaine de la biodiversité alors que les agences sont financées essentiellement par des redevances liées à l'usage de l'eau.

La réforme vise ainsi à mettre en cohérence les sources de financement des agences de l'eau avec les priorités de leurs politiques d'intervention définies dans le cadre de leur programme, et les priorités de financement à venir au regard des politiques portées par le gouvernement (notamment la lutte contre l'artificialisation, les actions en faveur de la désimperméabilisation et le développement de la nature en ville), dans la perspective des prochains programmes d'intervention.

Ces mesures permettraient de combiner un effet de rendement et un effet incitatif. Cette proposition a été étayée par un rapport de l'IGEDD et de l'IGF en novembre 2022. Elle permettra également à l'ensemble des communes concernées par ces opérations de percevoir une quote-part de la taxe, et de ne pas réduire le budget des collectivités locales qui appliquaient jusqu'alors la taxe communale.

Le cumul de ces deux taxes s'élève pour l'année 2022 à environ 100 M€. Au vu des nouveaux critères de taxation (hausse des taux, taxation dès que le rapport entre prix de cession et prix d'acquisition corrigé de l'indice des prix à la consommation hors tabac est supérieur ou égal à 3), le rendement devrait être plus que doublé, même en tenant compte d'une moindre artificialisation du fait du ZAN.

Cet amendement pourtant porté par le président de la commission permanente "développement durable" de l'Assemblée nationale n'a pas été retenu par le Gouvernement dans le texte issu du 49.3.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. LUREL, Mme CONCONNE, MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD et JEANSANNETAS, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mme DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 6**

I. – Alinéa 81, dernière phrase

Rédiger ainsi cette phrase :

Pour les collectivités d'outre-mer régies par l'article 73 de la Constitution habilitées à fixer des règles spécifiques en matière de maîtrise de la demande d'énergie, de réglementation thermique pour la construction de bâtiments et de développement des énergies renouvelables, ces niveaux s'entendent de critères de performance énergétique et environnementale déterminés par ces collectivités.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement, travaillé avec l'Union sociale de l'habitat outre-mer, propose de rendre effectif le dispositif « seconde vie » en Guadeloupe et la Martinique.

Le présent article 6 instaure un dispositif « seconde vie » visant à favoriser la réhabilitation lourde du parc locatif social ancien au lieu d'une démolition-reconstruction, plus consommatrice en carbone, en faisant bénéficier ces mêmes logements régénérés d'une exonération de longue durée ou d'un dégrèvement de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB). Son 4<sup>o</sup>bis complète ce dispositif par l'instauration d'un taux réduit de TVA de 5,5 %, afin de faire bénéficier les logements locatifs sociaux

ayant fait l'objet d'une rénovation lourde d'avantages fiscaux similaires à ceux dont bénéficient les constructions neuves.

Les logements éligibles à ce nouveau dispositif seraient les logements locatifs sociaux achevés depuis au moins 40 ans. En Outre-mer, ces logements représentent 14% du parc social. En effet, au-delà de la condition liée à l'âge du bâtiment (40 ans), la condition pour bénéficier de cette exonération est la réalisation de travaux lourds permettant cumulativement : i) une amélioration de leur performance énergétique et environnementale basée sur le Nouveau DPE ; ii) le respect des normes d'accessibilité et iii) le respect des normes de qualité sanitaire ou de sécurité.

Or, l'appréciation des performances énergétiques par le DPE ne peut être établie pour les Outre-mer puisque la loi Climat et Résilience du 22 Août 2021, puis le CIOM ont repoussé la mise en place du nouveau DPE Outre-mer jusqu'en 2028 et ce faisant, ils amputent les territoires des Outre-mer (personnes morales ou physiques) de tous les financements conditionnés par la réalisation du DPE.

De même, les critères d'appréciation déterminés par voie de décret (tel que proposé à l'alinéa 81) risquent non seulement d'être mis en place de façon tardive mais en plus être éloignés de la réalité des climats de ces collectivités. L'inadaptation de la RTADOM constitue une illustration emblématique de ces dysfonctionnements.

Enfin, en l'absence du Nouveau DPE Outre-mer, ces critères qui seraient établis par décret ne sauraient s'imposer aux collectivités ayant demandé et obtenu l'habilitation pour fixer des règles spécifiques en matière de maîtrise de la demande d'énergie et de la réglementation thermique comme la Guadeloupe et de la Martinique d'autant qu'un DPE Guadeloupe est mis en place.

Cet amendement propose donc que ces critères soient arrêtés par les collectivités habilitées à exercer la compétence législative en la matière en vertu de l'alinéa 3 de l'article 73 de la Constitution.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. COZIC, Mmes ARTIGALAS et HARRIBEY, MM. RAYNAL et KANNER, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET, GILLÉ, JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24**

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 232 est abrogé.

2° L'article 1407 est ainsi modifié :

a) Le I est ainsi modifié :

- au 1°, le mot : « meublés » est supprimé ;

- est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Pour les locaux non meublés affectés à l'habitation, à l'exception des logements détenus par les organismes d'habitations à loyer modéré et les sociétés d'économie mixte et destinés à être attribués sous conditions de ressources. » ;

b) Le II est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Les locaux mentionnés au 4° du I, en cas de vacance indépendante de la volonté du contribuable, ou lorsque la commune ou, le cas échéant, l'établissement public de coopération intercommunal à fiscalité propre compétent, décide par délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A bis, pour la part qui lui revient, de ne pas soumettre ces locaux à l'imposition prévue au I. »

c) Aux 2° et 3°, les deux occurrences du mot : « meublés » sont supprimées ;

d) Est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« .... – En cas d'imposition erronée à la taxe prévue par le présent article, les dégrèvements en résultant sont à la charge de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. Ils s'imputent sur les attributions mentionnées aux articles L. 2332-2 et L. 3332-1-1 du code général des collectivités territoriales.

3° L'article 1407 bis est abrogé.

4° Le I de l'article 1407 ter est ainsi modifié :

a) Le premier alinéa est ainsi rédigé :

« I. – Dans les communes appartenant à une zone d'urbanisation continue de plus de cinquante mille habitants où existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements, entraînant des difficultés sérieuses d'accès au logement sur l'ensemble du parc résidentiel existant, qui se caractérisent notamment par le niveau élevé des loyers, le niveau élevé des prix d'acquisition des logements anciens ou le nombre élevé de demandes de logement par rapport au nombre d'emménagements annuels dans le parc locatif social, le conseil municipal peut, par une délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A bis, majorer d'un pourcentage compris entre 5 % et 60 % la part lui revenant de la cotisation de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux non affectés à l'habitation principale due au titre des locaux mentionnés aux 1° et 4° du I de l'article 1407. » ;

b) Après le même premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Un décret fixe la liste des communes où cette majoration peut être instituée. Cette liste inclut les communes situées dans les collectivités régies par l'article 73 de la Constitution comprises dans une zone d'urbanisation continue de plus de 50 000 habitants et répondant aux conditions fixées au premier alinéa du présent I. » ;

c) Au dernier alinéa, les trois occurrences du mot : « meublés » sont supprimées ;

5° L'article 1408 est ainsi modifié :

a) À la seconde phrase du premier alinéa du I, les mots : « pour l'imposition mentionnée à l'article 1407 bis » sont remplacés par les mots : « pour les locaux mentionnés au 4° du I de l'article 1407 » ;

b) Au dernier alinéa du même I, le mot : « meublés » est supprimé ;

c) Au dernier alinéa du II, le mot : « meublés » est supprimé ;

6° Les occurrences du mot : « meublés » au premier alinéa de l'article 1409, au premier alinéa du II de l'article 1413, au premier alinéa du II de l'article 1414 et au premier alinéa de l'article 1414 B du code général des impôts sont supprimées.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

## **OBJET**

Le présent amendement du groupe socialiste, écologiste et républicain vise à doter les collectivités d'un outil unique et lisible d'incitation à la remise sur le marché locatif de logements vacants en harmonisant les barèmes.

Déposé en lien avec les associations d'élus et notamment France urbaine, il propose de fusionner la taxe sur les logements vacants (TLV), la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale (THRS) et la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV).

Les logements vacants, en particulier dans les zones tendues, représentent un obstacle majeur à la sobriété énergétique du parc de logements et la réduction de l'empreinte carbone de l'habitat. En immobilisant une partie du parc en dépit de la tension entre offre et demande de logements, ils incitent soit à l'artificialisation et à l'étalement urbain, soit à une densification évitable, qui renforce le phénomène d'îlot de chaleur urbain.

Par ailleurs, les logements vacants se détériorent plus rapidement et sont bien souvent à l'origine d'un phénomène de déperdition thermique infligé aux habitations mitoyennes. Ils constituent bien entendu également, un gisement pour répondre à la tension sur l'offre de logements qui est parfois très forte en zone urbaine dense comme d'ailleurs dans les zones touristiques.

En conséquence, les collectivités des zones tendues sont fortement mobilisées pour réduire sur leur territoire le nombre de logements laissés volontairement vacants par leurs propriétaires. Leur action se voit néanmoins entravée en raison de l'imposition de ces propriétaires à la taxe sur les logements vacants (TLV), un impôt d'État à taux unique.

Contrairement aux communes en zone non tendue, qui disposent d'une taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV), les 1 136 communes concernées par la TLV ne disposent d'aucun outil de fiscalité comportementale pour inciter les propriétaires à remettre leur bien vacant sur le marché.

Pire, dans 467 communes, le taux de TLV est inférieur au taux net global acquitté par les résidences secondaires - THRS (taux communal majoré, taux intercommunal, taux syndical, taux induits par les taxes additionnelles : Gemapi et TSE), incitant dès lors les propriétaires à déclarer vacante leur résidence secondaire.

Par ailleurs, selon les références législatives et réglementaires et les pratiques des services fiscaux, la définition de la vacance d'un logement n'est pas toujours la même d'un territoire à l'autre, alimentant ainsi les confusions entre les dispositifs fiscaux applicables (THRS, THLV ou TLV).

Il est donc proposé, dans une logique de triple simplification pour les ménages, l'État et les collectivités, c'est-à-dire, les assujettis, gestionnaires et bénéficiaires de ces taxes, de fondre la TLV et la THLV dans la THRS, sans modifier les exonérations et zonages applicables. La perte brute pour l'État est de 93 millions d'euros, soit le rendement annuel de la TLV, auquel il faut soustraire les économies produites par cette simplification fiscale (le CGEDD et l'IGF ayant conclu, dans une évaluation en 2016, que la TLV et la THLV étaient « d'un recouvrement complexe et onéreux pour une efficacité non démontrée »).

Enfin, il faut rappeler que cette proposition visant à « unifier la fiscalité afférente aux logements vacants ou occupés temporairement » a déjà été formulée dans le rapport de Dominique Bur et Alain Richard sur "la refonte de la fiscalité locale" remis au Premier ministre en mai 2018, et également par la mission "Rebsamen" sur « la relance durable de la construction de logements » en 2021.

Cette recommandation a également été faite par le conseil des prélèvements obligatoires dans son rapport sur "la fiscalité locale dans la perspective du ZAN" du 25 octobre 2022.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. KERROUCHE, MARIE, OUIZILLE, Patrice JOLY, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, M. JACQUIN, Mmes Gisèle JOURDA et LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN

et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24**

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Au I de l'article 1407 ter du code général des impôts, les mots : « Dans les communes classées dans les zones géographiques mentionnées au I de l'article 232, » sont supprimés.

**OBJET**

Le code général des impôts donne la possibilité aux communes classées dans les zones géographiques dites « tendues » de délibérer pour majorer d'un pourcentage compris entre 5 % et 60 %, la part leur revenant de la cotisation de taxe d'habitation sur les résidences secondaires. Le produit de la majoration est versé à la commune l'ayant instituée.

Le classement en zone dite « tendue » est établi en évaluant un éventuel « *déséquilibre entre l'offre et la demande de logements entraînant des difficultés sérieuses d'accès au logement sur l'ensemble du parc résidentiel existant, qui se caractérisent notamment par le niveau élevé des loyers, le niveau élevé des prix d'acquisition des logements anciens ou la proportion élevée de logements affectés à l'habitation autres que ceux affectés à l'habitation principale par rapport au nombre total de logements* » précise l'article 232 du code des impôts.

La question du déséquilibre entre l'offre et la demande est appréciée en fonction du taux de pression sur la demande de logements locatifs sociaux (ratio entre le nombre de demandes de logement locatif social et le nombre d'emménagements annuels, hors mutations internes au sein du parc locatif social), ainsi que du taux de pression sur la demande dans le parc privé.

Le poids du parc de logements locatifs sociaux joue un rôle important dans la détermination de la tension de la demande. Les communes disposant de peu de logements sociaux ont ainsi une

probabilité plus forte d'avoir un taux de tension élevé. Le classement en zone tendu concerne un nombre assez réduit de communes.

En outre, la majoration de la THRS peut-être un outil d'inflexion du marché de l'immobilier dans des secteurs tendus non visés par le classement en zone dite tendue.

Cet amendement vise donc à généraliser le recours à la THRS.

Amendement proposé par Intercommunalités de France.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. KERROUCHE, Patrice JOLY, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, M. JACQUIN, Mmes Gisèle JOURDA et LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE

et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24**

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le I de l'article 1407 ter du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le précédent alinéa s'applique aux établissements publics de coopération intercommunale mentionnés aux I ou II de l'article 1379-0 bis. »

**OBJET**

Le code général des impôts donne la possibilité aux communes classées dans les zones géographiques dites « tendues » de délibérer pour majorer d'un pourcentage compris entre 5 % et 60 % la part leur revenant de la cotisation de taxe d'habitation sur les résidences secondaires. Le produit de la majoration est versé à la commune l'ayant instituée.

Le classement en zone dite « tendue » est établi en évaluant un éventuel « déséquilibre entre l'offre et la demande de logements entraînant des difficultés sérieuses d'accès au logement sur l'ensemble du parc résidentiel existant, qui se caractérisent notamment par le niveau élevé des loyers, le niveau élevé des prix d'acquisition des logements anciens ou la proportion élevée de logements affectés à l'habitation autres que ceux affectés à l'habitation principale par rapport au nombre total de logements » précise l'article 232 du code des impôts.

La question du déséquilibre entre l'offre et la demande est appréciée en fonction du taux de pression sur la demande de logements locatifs sociaux (ratio entre le nombre de demandes de logement locatif social et le nombre d'emménagements annuels, hors mutations internes au sein du parc locatif social), ainsi que du taux de pression de pression sur la demande dans le parc privé.

La majoration de la THRS peut-être un outil d'inflexion du marché de l'immobilier dans des secteurs tendus non visés par le classement en zone dite tendue. Alors que les politiques de l'habitat sont

désormais largement sous la responsabilité des intercommunalités, il serait logique qu'elles puissent disposer de cet outil fiscal.

Cet amendement vise donc à généraliser le recours à la THRS pour les intercommunalités.

Amendement proposé par Intercommunalités de France.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 OCTODECIES**

Après l'article 3 octodecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 1594 D du code général des impôts est ainsi rédigé :

« Art. 1594 D. – Le montant de la taxe de publicité foncière ou du droit d'enregistrement prévu à l'article 683 est calculé en appliquant à la fraction de chaque part de la dépense qui constitue le fait générateur un taux de :

« – 1 % pour la fraction comprise entre 0 et 50 000 € ;

« – 2 % pour la fraction comprise entre 50 001 € et 100 000 € ;

« – 3 % pour la fraction comprise entre 100 001 € et 150 000 € ;

« – 4 % pour la fraction supérieure à 150 001 € ;

« – 10 % pour la fraction supérieure à 1 000 000 € ;

« Ces taux peuvent être modifiés par les conseils départementaux dans les limites de l'encadrement suivant :

« – Entre 0,5 % et 1,8 % pour la première tranche ;

« – Entre 1,6 % et 2,9 % pour la deuxième tranche ;

« – Entre 2,7 % et 4 % pour la troisième tranche ;

« – Entre 4 % et 5,5 % pour la quatrième tranche ;

« – Entre 10 % et 12 % pour la cinquième tranche ;

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

« Toutefois, le Conseil départemental peut, après avis conforme du représentant de l'État déroger à cet encadrement si la conséquence de ce dernier serait une perte de recettes par rapport à la moyenne des deux années antérieures. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Les socialistes portent de longue date, conformément à ses valeurs, le renforcement de la progressivité de l'impôt. Alors que le marché immobilier connaît aujourd'hui une situation extrêmement complexe et que la plupart de nos concitoyens ont des difficultés à se loger, il n'est plus acceptable que la fiscalité du logement ne soit pas adaptée aux revenus des particuliers.

Actuellement, le taux de la taxe de publicité foncière ou du droit d'enregistrement prévu à l'article 683 est fixé à 3, 80 %. Il peut être modifié par les conseils départementaux sans que ces modifications puissent avoir pour effet de le réduire à moins de 1, 20 % ou de le relever au-delà de 4,50%. Ces taux s'appliquent de manière illogique à l'identique, quelle que soit la valeur du bien faisant l'objet d'une mutation à titre onéreux.

Il est ainsi proposé de mettre en place un dispositif de droit de mutation plus égalitaire avec la mise en place d'un barème progressif qui taxe moins les acquisitions de moins de 200 000 euros, et taxe davantage les transactions plus importantes pour conserver le même niveau de recettes fiscales.

Notre amendement va dans le sens d'une plus grande équité fiscale, quand l'accès à la propriété est de plus en plus difficile pour les familles modestes.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BRIQUET, MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mme BLATRIX CONTAT, M. ÉBLÉ,  
Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY,  
BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL,  
MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA,  
M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et  
MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et  
REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël  
VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

## I. – Alinéa 108

Remplacer le mot :

exonérées

par le mot :

dégrevées

## II. – Alinéa 117

Remplacer les mots :

de l'exonération

par les mots :

du dégrèvement

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Afin d'assurer la compensation à l'euro près le coût du dispositif pour les collectivités, il est proposé de transformer l'exonération de TFPB en un dégrèvement. Dans le cas d'un dégrèvement d'impôts locaux, le manque à gagner pour les collectivités est en effet intégralement compensé et pris en charge par l'État.

Il n'est en effet pas acceptable que les collectivités se voient privées d'une recette de manière unilatérale sans que leurs pertes soient compensées par l'État.

Le gage sur les tabacs est proposé afin de respecter les règles de la recevabilité financière. Les signataires du présent amendement ne souhaitent pas que cette taxe additionnelle sur les tabacs soit créée et demandent au Gouvernement de lever le gage.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme CANALÈS, MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY et BROSSEL, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

Rédiger ainsi l'alinéa 108 :

« Art. 1384 C bis. – I. – Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre peuvent, par une délibération prise dans les conditions prévues au I de l'article 1639 A bis, exonérer de la taxe foncière sur les propriétés bâties les logements locatifs sociaux, au sens du 1<sup>o</sup> du I de l'article 278 sexies, ayant fait l'objet d'une opération unique de travaux de rénovation lourde mentionnés au 4<sup>o</sup> du présent I pendant une durée de quinze ans à compter de l'année suivant celle de l'achèvement des travaux lorsqu'ils remplissent les conditions cumulatives suivantes : »

**OBJET**

L'article 1384 C bis du code général des impôts, créé par l'article 6, introduit une nouvelle exonération pour les logements sociaux par l'article 1384 C bis du code général des impôts.

Cette exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties prévue pour une durée de 25 ans vise les logements sociaux achevés depuis au moins 40 ans lorsqu'ils font l'objet de travaux de rénovation énergétique permettant le passage d'un classement « F » ou « G » à un classement « B » ou « A ».

Cette nouvelle exonération est créée de droit. Elle s'impose aux communes et EPCI sans compensation des produits fiscaux exonérés. En cela, elle est synonyme d'une perte de ressources intégralement supportée par les budgets locaux (sans même qu'une estimation soit proposée).

Il est primordial qu'il ne soit pas dérogé au principe selon lequel soit les exonérations s'imposent aux collectivités et elles sont alors compensées, soit elles ne font pas l'objet d'une compensation et elles sont alors mises en œuvre sur décision de l'organe délibérant local.

Cet amendement vise donc à conditionner la mise en place de la nouvelle exonération créée par l'article 1384 C bis à une délibération ad hoc des communes ou des EPCI, dans les conditions prévues par le code général des impôts.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. LUREL, Mme CONCONNE, MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD et JEANSANNETAS, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mme DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

## I. – Après l’alinéa 106

Insérer trois alinéas ainsi rédigés :

...) Le A du II est ainsi modifié :

- Le mot : « ou » est supprimé ;

- Sont ajoutés les mots : « , ou sur le territoire d’une commune d’une collectivité régie par l’article 73 de la constitution dans des conditions fixées par décret » ;

## II. – Après l’alinéa 128

Insérer un paragraphe ainsi rédigé :

.... – Le I entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2025.

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.OBJET

Cet amendement vise à soutenir le parcours locatif et l’accès au logement dans les Outre-mer en donnant au représentant de l’État dans les départements d’Outre-mer la possibilité d’agréer une opération de construction de logements intermédiaires au bénéfice du taux réduit de TVA sans que la condition du minimum de 25 % de surface de logements sociaux ait à s’appliquer.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

Pour les départements d’Outre-mer où la carence de logements intermédiaires constitue aujourd’hui un véritable enjeu, le présent amendement aligne ainsi les conditions d’éligibilité au taux réduit de TVA à celles actuellement en vigueur pour les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). Tout en renforçant l’intérêt des promoteurs et des investisseurs pour le logement intermédiaire, cette mesure participera à augmenter l’offre de logements et à développer la mixité sociale dans l’habitat et dans les quartiers.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme CONCONNE, MM. LUREL, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD et JEANSANNETAS, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mme DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7 QUATER**

Après l'article 7 quater

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au 4 du I de l'article 244 quater X du code général des impôts, après le mot « neufs », sont insérés les mots : « définies par décret publié deux mois au plus tard après la promulgation de la loi, ou des performances énergétiques et environnementales ».

II. – Le présent I s'applique aux travaux de rénovation et de réhabilitation pour lesquels une déclaration préalable de travaux ou une demande de permis de construire est déposée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement travaillé avec l'USHOM propose de préciser le périmètre et conditions d'intervention du crédit d'impôt dans le cadre des opérations de réhabilitation de logements sociaux situés hors zone QPV tout en élargissant le crédit d'impôt aux opérations de réhabilitation de logements sociaux situés hors zone QPV visant à décarboner le parc social.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme CONCONNE, MM. LUREL, MÉRILLOU, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD et JEANSANNETAS, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mme DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7 QUATER**

Après l'article 7 quater

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au 19° decies du II de la section V du chapitre premier du titre premier de la première partie du livre premier, après le mot : « Réduction », sont insérés les mots : « et crédit » ;

2° L'article 199 tricies est ainsi modifié :

a) Les douze occurrences du mot « réduction » sont remplacés par le mot : « crédit »

b) Au 1° du même A, les mots : « aux articles L. 321-4 ou » sont remplacés par les mots : « à l'article » et l'année : « 2024 » est remplacée par l'année : « 2027 » ;

3° Au 3° du A dudit I, le mot « intermédiaire, » est supprimé ;

4° Le premier alinéa du III est ainsi rédigé :

« Le crédit d'impôt est calculé sur l'écart entre les revenus bruts du logement mentionnés au I et le loyer de marché hors charges déterminé selon une méthode fixée par décret en fonction de la localisation et de la catégorie du logement ».

5° Le IV est ainsi rédigé :

« IV. – Le montant du crédit d'impôt est fixé à 50 %.

« Toutefois, lorsque le logement est donné en mandat de gestion ou en location à un organisme public ou privé agréé en application de l'article L. 365-4 du code de la construction et de l'habitation en vue de sa location ou de sa sous-location, meublée ou non, à des personnes mentionnées au II de

l'article L. 301-1 du même code ou aux personnes physiques dont la situation nécessite une solution locative de transition, le taux est porté à 65 %.

« Lorsque le logement est donné en mandat de gestion, une prime de 3 000 euros est accordée au propriétaire. »

II – À la fin de l'article 18-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, le mot « libre » est remplacé par les mots : « fixé par référence aux loyers habituellement constatés dans le voisinage pour des logements comparables au sens de l'article 17-2, sans pouvoir dépasser le loyer de référence majoré en vigueur en application de l'article 140 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ».

### **OBJET**

Le dispositif d'investissement locatif « Loc'avantages » est transformé en crédit d'impôt, prolongé jusqu'en 2027 et adapté à l'impératif de production d'une offre de logements privée sociale et très sociale (et non plus de logements intermédiaires, dont les loyers sont trop élevés pour être aidés par la collectivité). Le dispositif est rendu plus clair et incitatif pour les propriétaires : un crédit d'impôt compense 50 % de la perte de loyer en cas de location directe et 65 % en cas d'intermédiation locative *via* un organisme agréé. Il est également prévu que l'augmentation du loyer en fin de conventionnement se fera en fonction des loyers de voisinage dans la limite du plafond majoré dans les zones concernées par l'encadrement des loyers. Cet amendement a été travaillé avec la Fondation Abbé Pierre.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. JACQUIN, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, M. Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE

et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 QUATER**

Après l'article 16 quater

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après le chapitre III du titre IV du livre IV du code de commerce, est insérée une division ainsi rédigée :

« Chapitre ...

« Dispositions spécifiques aux biens commercialisés par les entreprises de commerce en ligne

« Art. L. 484-.... – I. – La livraison d'un bien commercialisé par le biais d'une entreprise de commerce en ligne est soumise à une taxation dont le montant est exprimé en pourcentage du montant de la commande et varie de manière dégressive en fonction de l'augmentation de la durée d'acheminement proposé par la plateforme en ligne sur laquelle l'achat est effectué.

« Un décret en Conseil d'État précise les montants et durées.

« II. – Tout manquement au I est passible d'une amende administrative dont le montant ne peut excéder 75 000 € pour une personne physique et 375 000 € pour une personne morale.

« Le maximum de l'amende encourue est porté à 150 000 € pour une personne physique et 750 000 € pour une personne morale en cas de réitération du manquement dans un délai de deux ans à compter de la date à laquelle la première décision de sanction est devenue définitive. »

**OBJET**

Les plateformes de vente en ligne génèrent une concurrence déloyale en pratiquant un dumping considérable sur les coûts de livraison des biens qu'elles commercialisent, le plus souvent à perte. C'est en partie ce qui explique qu'un géant comme Amazon dégage un résultat net aussi faible en proportion de son chiffre d'affaires (environ 1 %). Alors que la législation avait interdit la livraison

gratuite, les plateformes avaient contourné le problème en proposant une livraison à quelques centimes.

Au-delà des contraintes de concurrence déloyale pour les commerces physiques, ces pratiques génèrent des flux de livraison non-optimisés et ainsi particulièrement impactant en termes d'émissions de gaz à effet de serre et de congestion routière du fait des nombreuses rotations de véhicules.

La crise sanitaire a démultiplié le nombre de livraison de colis, corolaire de l'explosion du e-commerce. Ainsi le directeur général de Colissimo estimait au sortir de la crise sanitaire avoir « gagné entre deux et trois ans de croissance d'un coup et le marché n'est pas structuré pour ces volumes ».

Le présent amendement propose donc que soit institué une taxe sur les livraisons qui serait dégressive à mesure que la durée de livraison augmente afin d'envoyer un signal prix aux consommateurs. Ainsi, si une personne souhaite mobiliser des moyens logistiques importants pour se faire livrer un bien produit sur un autre continent en moins de 24h, elle devra en supporter un coût supérieur, ou accepter que ce bien suive un parcours moins cher et donc plus optimisé (fret maritime au lieu de fret avion, camion 39 tonnes au lieu de petit utilitaire). L'affichage de prix différenciés selon le temps de livraison, et donc incitatifs au temps moins court, permettrait d'entamer l'évolution des pratiques de consommation et serait de nature à réduire l'empreinte carbone de la logistique de la livraison.

Ainsi, une livraison à J-0 pourrait être taxée à 3% du montant de la commande, à J+1 à 2% et à partir de J+3 à 1%.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. JACQUIN, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, M. Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 12**

Après l'article 12

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Les plateformes de mise en relation par voie électronique définies à l'article 242 bis du code général des impôts sont redevables d'une contribution exceptionnelle. Le taux de cette contribution est fixé à 10 %.

La contribution est assise sur l'ensemble des bénéfices réalisés dans les entreprises mentionnées au premier alinéa, réalisés en France ainsi que de ceux dont l'imposition est attribuée à la France par une convention internationale relative aux doubles impositions.

Un décret en Conseil d'État fixe la date d'application du présent article.

**OBJET**

Cet amendement vise à faire contribuer les plateformes de travail, telle que la société Uber, alors même qu'elles ne payent pas les cotisations sociales qu'elles devraient si elles étaient « employeurs » et les travailleurs qu'elles emploient de véritables « salariés ».

En effet, ces plateformes d'emploi profitent de la législation pour contourner le droit du travail en n'ayant recours qu'à des auto et micro-entrepreneurs, s'épargnant ainsi de toute cotisation sociale comme patronale. La Cour de Cassation a d'ailleurs qualifié le 4 mars 2020 un chauffeur Uber d'indépendant « fictif ». L'auteur de l'amendement défend avec le groupe socialiste, écologiste et républicain depuis des années une présomption de salariat pour ces travailleurs, ce qui aurait un impact direct et conséquent tant sur leurs conditions de travail que sur leur protection sociale, et par voie de conséquence sur les comptes sociaux.

Dès lors qu'il n'a pas, encore !, réussi à convaincre le gouvernement de changer de position sur ce sujet, et en attendant la transcription en droit national de la directive Schmit actuellement en cours de



négociation au niveau européen, il propose de faire contribuer les plateformes d'emploi par le biais d'une contribution exceptionnelle.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BRIQUET, MM. GILLÉ, JACQUIN, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mme BLATRIX CONTAT, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, M. FICHET, Mme HARRIBEY, M. Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I.- Après le onzième alinéa de l'article L.2333-67 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Une autorité organisatrice de la mobilité peut majorer son taux de versement mobilité de 0,5 % en cas de développement, de refonte ou d'amélioration substantielle de l'offre de mobilité nécessitant des dépenses d'investissement ou de fonctionnement nouvelles. Cette majoration devra être justifiée dans la délibération d'évolution de taux en mentionnant les services qui seront développés ou renforcés. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les enjeux climatiques imposent une accélération de la décarbonation des mobilités.

Offrir des solutions de mobilité alternatives à tous les Français, quel que soit leur lieu de résidence ou d'activité, sur l'ensemble du territoire national, y compris dans les zones les moins peuplées : tel est le défi à relever pour les autorités organisatrices de la mobilité (AOM).

Pour ce faire, ces dernières doivent à la fois poursuivre le développement de leurs réseaux de transport tout en favorisant leur intermodalité et en proposant des offres de mobilité adaptées dans les territoires où les transports collectifs ne sont pas efficaces.

Face aux besoins urgents, cet amendement propose la création d'une majoration des taux de versement mobilité de 0,5% en cas de développement, refonte ou amélioration substantielle de l'offre de mobilité nécessitant des dépenses de fonctionnement ou d'investissement nouvelles.

Cet amendement a été travaillé avec une association française agissant dans le domaine des transports publics.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme CANALÈS, MM. JACQUIN, GILLÉ, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY et BROSEL, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, M. FICHET, Mme HARRIBEY, M. Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 BIS**

Après l'article 27 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article L. 5722-7 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est ainsi rédigé :

« Le syndicat mixte mentionné à l'article L. 1231-10 du code des transports peut prélever un versement destiné au financement des services de mobilité au sein des établissements publics de coopération intercommunale de son périmètre. Les conditions d'assujettissement, de recouvrement et de remboursement de ce versement sont identiques à celles prévues par les articles L. 2333-64 à L. 2333-75 du présent code. » ;

2° La seconde phrase du deuxième alinéa est ainsi rédigée : « Dans le ressort territorial d'une autorité organisatrice de la mobilité, il s'applique de manière additionnelle au taux de versement institué par l'autorité compétente au titre de l'article L. 2333-67. »

**OBJET**

Le versement mobilité additionnel (VMA) est régi par l'article L. 5722-7 du code général des collectivités territoriales qui prévoit que les syndicats SRU peuvent « prélever un versement destiné au financement des services de mobilité dans une aire urbaine d'au moins 50 000 habitants et dans les communes multipolarisées des grandes aires urbaines, au sens de l'Institut national de la statistique et des études économiques ».

Or, cette définition ne correspond plus à la réalité des besoins, ni en termes de mobilités, ni en termes de gouvernance. Elle comporte en effet divers biais, entraînant iniquité et discontinuité territoriales.

Il convient de l'adapter pour la rendre plus efficace et plus équitable dans sa raison d'être.

Sa complexité et son obsolescence deviennent de fait contre-productives pour les raisons suivantes :

- Les notions issues de l'INSEE ne reposent sur aucun outil de gouvernance existant ou à venir, et n'ont aucun lien avec les préconisations de la loi d'orientation des mobilités (LOM) et la mise en œuvre des services express régionaux métropolitaines (SERM) ;
- Les règles de superposition avec le versement mobilité sont illisibles et inéquitables : elles créent de fait une discontinuité géographique, au sein et entre les EPCI ;
- Le versement mobilité additionnel (VMA) tel qu'il est défini aujourd'hui renvoie à l'échelle communale, à contresens de l'esprit de la LOM et de la reconnaissance des EPCI comme territoires de projet.

Cet amendement vise donc à définir le périmètre de perception du VMA à l'échelle des EPCI.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. DEVINAZ, Mme HARRIBEY, MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET, GILLÉ, JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 SEXIES**

Après l'article 16 sexies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article L. 312-58 du code des impositions pour les biens et services est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le tarif réduit de l'accise mentionné au premier alinéa n'est pas applicable aux carburants ou combustibles utilisés par l'aviation d'affaires commerciale pour les vols intérieurs. »

**OBJET**

Cet amendement vise à supprimer l'exonération de taxe sur le kérosène pour les vols commerciaux effectués en jets privés, pour les vols intérieurs.





## AMENDEMENT

C	
G	

présenté par

MM. GILLÉ et JACQUIN, Mmes HARRIBEY et CANALÈS, MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY et BROSEL, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

### ARTICLE 15

Alinéa 58

Après le mot :

entreprise

insérer les mots :

ou, le cas échéant, le groupe au sens de l'article 223 A du code général des impôts

### OBJET

Cet amendement proposé par les députés Socialistes et apparentés vise à s'assurer que les entreprises concernées par la taxe le seront aussi au niveau de leurs filiales.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme CANALÈS, MM. JACQUIN et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY et BROSEL, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 15**

Alinéa 13

Après les mots :

les revenus de l'exploitation

insérée les mots :

les revenus de l'exploitation de transports de longue distance évalués par groupe de sociétés au sens des articles 223 A et 223 A bis du code général des impôts

**OBJET**

Les sociétés concessionnaires, en particulier d'autoroute, se subdivisent en filiales exploitant chacune un tronçon de concession. Vinci autoroutes compte par exemple 5 filiales dont 3 de taille et de chiffre d'affaires moindres: ESCOTA, ARCOUR et ARCOS. Ces sociétés peuvent présenter un taux de rentabilité supérieur à 10 % et par là répondre à la seconde condition de la taxe fixée par le Gouvernement. Les filiales bénéficient de synergies évidentes du fait de l'importance des groupes. Ne pas les inclure au titre de leur résultat d'exploitation trop faible revient à dénaturer l'esprit de la mesure. Au regard de la situation de quasi-monopole des sociétés concessionnaires, 95 % du réseau autoroutier étant détenus par les trois principaux groupes comme l'indique le rapport d'activités 2022 de l'Agence de régulation des transports, il est aujourd'hui nécessaire d'apprécier les résultats d'exploitation au niveau de ces derniers. En s'y refusant le Gouvernement ouvre une double brèche. Le seuil de 120 millions d'euros de revenus d'exploitation ouvre la porte à un dispositif d'optimisation fiscale, par exemple en ce qui concerne les prix de transfert. Le risque enfin consiste à encourager la division des groupes concessionnaires en filiales, notamment lors de l'attribution de nouveaux tronçons.



**A M E N D E M E N T**

<b>C</b>	
<b>G</b>	

présenté par

Mme CANALÈS, MM. JACQUIN et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. COZIC, KANNER et RAYNAL,  
Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD,  
JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY et BROSEL, MM. CARDON,  
CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et Patrice JOLY, Mme Gisèle  
JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE,  
MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE,  
PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT,  
Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

ARTICLE 15

Alinéa 39

1° Remplacer les mots :

les deux exercices pour lesquels

par les mots :

l'exercice pour lequel

2° Remplacer les mots :

les deux pour lesquels

par les mots :

celui pour lequel

OBJET

Le calcul de la rentabilité de l'exploitant, qui constitue une des deux conditions cumulatives de la taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance, s'entend comme la moyenne des niveaux de rentabilité de l'exploitant sur 7 ans. Sont pourtant exclus de ce calcul les deux meilleurs niveaux de rentabilité au terme d'un exercice et les deux plus mauvais. Le calcul s'effectue donc sur un échantillon réduit d'exercice. Dans la mesure où les principales concessions d'autoroute ont dégagé au plus fort de la crise des taux de rentabilité toujours supérieur à 10 % une telle réduction semble disproportionnée. La mesure de la rentabilité devrait refléter plus adéquatement la réalité des résultats des concessions. L'amendement propose donc de n'exclure que le meilleur niveau de rentabilité ainsi que le plus mauvais.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. JACQUIN, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, M. Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE

et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER**

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, toute entreprise qui bénéficie d'une prestation de transport commercialisée ou organisée par un prestataire au sens de l'article L. 1431-3 du code des transports, ou qui réalise des livraisons pour son propre compte, est assujettie à une éco-contribution due à raison des gaz à effet de serre émis par le ou les modes de transport utilisés pour réaliser cette prestation.

II. – Cette éco-contribution est assise sur la quantité de gaz à effet de serre (GES) émise pour réaliser les prestations de transport décrites au I, selon les modalités de calcul définies au deuxième alinéa du même article L. 1431-3. Dans le cadre d'un transport international, l'éco-contribution est due sur la partie de la prestation de transport réalisée sur le territoire français.

III. – Lorsque la personne morale recourt à un transporteur routier de marchandises ou à un commissionnaire de transport, ce dernier est tenu de faire apparaître le volume des émissions de GES de l'opération sur la facture de transport.

IV. – La valeur et la progression de l'éco-contribution sont identiques à celles fixées à la taxe intérieure de consommation pour les produits énergétiques mentionnée à l'article 265 du code des douanes.

V. – Pour cette éco-contribution, le redevable est tenu de faire une déclaration auprès du service des impôts dont il dépend, selon une périodicité fixée réglementairement. Les règles, conditions, garanties et sanctions prévues en matière de taxe sur la valeur ajoutée s'appliquent à cette contribution.

VI. – Le produit de l'éco-contribution est versé à un organisme de l'État en charge de la transition écologique et énergétique du transport.

VII. – Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application du présent article.

**OBJET**

Alors que nous devons plus que jamais prendre en compte l'impératif écologique dans nos choix budgétaires, cet amendement propose de créer une véritable contribution écologique selon le principe pollueur-payeur, au service de la transition énergétique et du report modal : les entreprises qui décident du transport, les « donneurs d'ordre », seraient ainsi redevables d'une éco-contribution visant à la réalisation des objectifs inscrits dans la loi d'orientation des mobilités.

Contrairement à un financement assis sur la fiscalité du carburant qui fait débat, cette éco-contribution apparaît comme une alternative pédagogique pour les donneurs d'ordres et pérenne pour le financement, l'entretien et la rénovation des infrastructures.

Elle permettra de toucher le trafic européen qui a pour origine ou destination la France. Cette contribution utilise un dispositif existant depuis le Grenelle de l'Environnement qu'il suffit d'appliquer, donnant un coût à la tonne de CO2 déclarer aux donneurs d'ordre par les transporteurs. En l'occurrence pour obtenir la même recette que l'exonération des deux centimes par litre qui a fait débat en fin d'année 2019, il conviendrait de fixer à 6,30€ le prix d'une tonne de carbone.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. JACQUIN, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, M. Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE

et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 SEPTIES**

Après l'article 5 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le titre II du code de la voirie routière est complété par un chapitre ainsi rédigé :

« Chapitre...

« Redevance kilométrique poids lourds

« Art. L. 124-1. – Les véhicules qui empruntent le réseau routier national non concédé et des voies des collectivités territoriales susceptibles de subir un report du trafic, et dont le poids total autorisé en charge est supérieur ou égal à 2,5 tonnes, sont soumis, selon des modalités fixées en Conseil d'État, à une redevance appelée redevance kilométrique poids lourds, ayant pour objet de compenser le coût social et environnemental causé par leur circulation sur la voirie nationale. Le montant de la taxe est progressif en fonction du nombre total de kilomètres parcourus entre le point de départ et le remisage du véhicule

« Art. L. 124-2. – La redevance mentionnée à l'article L. 124-1 est due par le propriétaire du véhicule. Toutefois, lorsque le véhicule fait l'objet d'un contrat de crédit-bail, d'un contrat de location ou de tout autre type de contrat de mise à disposition de l'usage de véhicule, la redevance est due par l'utilisateur désigné dans ce contrat. Le bailleur demeure solidairement responsable du paiement de la redevance ainsi que, le cas échéant, de la majoration de retard applicable.

« Art L. 124-3. – Le réseau soumis à la redevance prévue à l'article L. 124-1 est constitué d'axes du réseau routier national défini à l'article L. 121-1, dont la liste est déterminée par décret en Conseil d'État. Cette liste ne comprend pas les sections d'autoroutes et routes du réseau routier national soumises à péage.

« Art L. 124-4. – Le montant de la redevance est proportionné à la distance d'utilisation du réseau routier défini à l'article L. 124-3. Son montant est modulé en fonction des caractéristiques des

véhicules, en particulier de leur niveau de consommation énergétique et d'émissions de gaz à effet de serre. »

II. – Le paiement de cette taxe ouvre droit à une bonification du remboursement des taxes sur les carburants prévue par l'article 265 septies du code des douanes selon des modalités fixées par décret en Conseil d'État.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du II est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

### **OBJET**

Cet amendement vise à créer une redevance kilométrique pour les poids lourds et véhicules utilitaires légers (VUL) utilisant le réseau routier national, exception faite des autoroutes et routes nationales à péage.

Comme le souligne le rapport sénatorial (n° 604 mai 2021) de la mission d'information relative au transport de marchandises face aux impératifs environnementaux de Nicole BONNEFOY et Rémy POINTEREAU, le parc de VUL n'a cessé de croître ces dernières années à tel point que ceux-ci, de plus de plus en plus utilisés pour le transport de marchandises, concurrencent les poids lourds, y compris sur les longues distances. Or, comme le souligne le rapport précité, « les VUL sont soumis à une réglementation plus souple que les poids lourds ». Leur développement participe dès lors à la déréglementation, notamment sociale, du secteur par contournement des règles qui s'appliquent uniquement aux poids lourds.

Dans un contexte où le transport de marchandises routier représente un bilan carbone très problématique, il s'agit d'encourager la limitation de ce mode de transport entraînant des émissions de gaz à effet de serre élevées, selon le principe « pollueur-payeur ». À moyen terme, l'objectif est d'encourager au report modal vers le transport ferroviaire ou fluvial.

Le choix d'une redevance kilométrique permet de tenir compte de la pollution générée et de l'énergie consommée par des trajets de longue distance. In fine, **cet amendement a pour objectif d'encourager les transports de courte distance, présentant des conséquences moindres en termes de consommation énergétique.**

Enfin, l'introduction de cette taxe permettrait, sans préjudice pour les finances publiques, de rétablir une plus grande équité fiscale entre les entreprises de transports françaises et étrangères par le biais de la diminution des montants dus par les entreprises, notamment françaises, au titre de la taxe intérieure sur la consommation de produits énergétiques ou d'autres.

Les auteurs de l'amendement estiment que les recettes de ces redevances doivent être fléchées vers les régions pour qu'elles développent les solutions de mobilités alternatives pour les particuliers et, en lien avec les intercommunalités notamment, un meilleur maillage logistique.





N°	I-2142
----	--------

## AM E N D E M E N T

présenté par

MM. JACQUIN et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX  
CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL,  
Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL,  
Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE,  
Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER,  
M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie  
ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER,  
ZIANE

et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

### ARTICLE 14

I. - Alinéa 37, tableau, première colonne

Rédiger ainsi cette colonne :

--







## II. Après l'alinéa 39

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

...° A compter du 1er décembre 2024, l'article L. 421-78 est ainsi rédigé :

« Art. L. 421-78. – Est exonéré tout véhicule dont la source d'énergie est exclusivement l'hydrogène. Pour le véhicule dont la source d'énergie est exclusivement l'électricité, la masse en ordre de marche fait l'objet d'un abattement de 300 kilogrammes, dans la limite de 15 % de cette même masse. »

### **OBJET**

Le présent amendement vise à ajuster le barème de la taxe sur la masse en ordre de marche (malus poids) afin de l'adapter à l'objectif poursuivi de stabilisation et de diminution du poids moyen des véhicules commercialisés, et tout particulièrement de discriminer les SUV. Cet amendement répond ainsi à un double objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de santé publique.

Du fait de leur carrosserie augmentée (plus longue, plus large et plus lourde), les SUV émettent en moyenne 20% de CO<sub>2</sub> de plus qu'une voiture standard. Au niveau national et international, ils représentent la deuxième source de hausse des émissions mondiales, derrière respectivement les secteurs de l'aérien et de l'énergie. (sources AIE 2019 et WWF 2020).

Entre 1990 et 2020, le poids moyen d'une voiture vendue en France est passé de 953kg à 1.233kg, selon l'Ademe. La décennie a été marquée par la multiplication par 7 des ventes de SUV, dont les modèles français sont en moyenne plus lourds de 200 kg qu'une voiture standard. Ce phénomène de « SUV-ification » est triplement problématique.

Sur le plan climatique, l'empreinte carbone d'un e-SUV est en moyenne plus importante que celle d'une voiture standard sur l'ensemble de son cycle de vie. Les SUV étant en moyenne plus chers que leurs homologues de plus petite taille, leur omniprésence sur le marché réduit considérablement l'accessibilité du véhicule électrique. La transition vers l'électrique par le SUV pose également un problème de ressources, la production de ces modèles générant une consommation plus importante de matières premières. De même, la recharge des grosses batteries des SUV sollicite plus fortement le réseau électrique. Il paraît donc nécessaire d'apporter une réponse au phénomène actuel d'électrification par le SUV. L'application d'un malus au poids aux voitures électriques, avec un seuil de déclenchement adapté à 1,9 tonne, constituerait de ce point de vue une réforme utile.

Enfin, les différentes études et rapports sur les zones à faibles émissions (ZFE) réalisés ces derniers mois ont révélé l'importance plus conséquente des véhicules lourds sur la pollution de l'air comparativement aux véhicules plus légers, notamment du fait d'une usure beaucoup plus importante de la gomme des pneus au moment du freinage, source conséquente de particules fines. Les véhicules électriques lourds et massifs ne sont donc pas des alternatives parfaites, notamment en milieu urbain. Il faut favoriser le développement des véhicules intermédiaires.

Le présent amendement propose ainsi d'inclure les véhicules électriques particuliers dans le périmètre de la taxe sur la masse en ordre de marche autrement appelée « malus au poids » à compter du 1er décembre 2024 en diminuant le seuil du poids minimal de déclenchement du malus.

Cet amendement est issu de discussions avec le WWF France, l'UFC Que Choisir et l'ONG Transport & Environnement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. COZIC, LUREL, OUIZILLE, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD et JEANSANNETAS, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE

et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 OCTIES**

Après l'article 5 octies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 209-0 B du code général des impôts est abrogé.

**OBJET**

Cet amendement vise à supprimer le dispositif dérogatoire de taxation au tonnage dont bénéficie le secteur du transport maritime.

Cet avantage fiscal accordé par la France depuis 2003 permet de calculer l'assiette de l'impôt sur les sociétés à partir du tonnage de la flotte et non des bénéfices réels de la compagnie.

Cette mesure de soutien qui avait pour but de défendre les armateurs européens contre la concurrence étrangère n'a pas apporté les résultats espérés dans la mesure où, depuis son instauration, le pourcentage de la flotte mondiale battant pavillon européen a reculé.

À l'inverse, elle a permis aux compagnies de transports d'augmenter leurs profits et de réduire leur contribution à la solidarité nationale.

En effet, avec 23 milliards de profits en 2022, la CMA-CGM devance TotalEnergies, Stellantis et LVMH.

Ces profits étaient de 17 milliards en 2021, alors qu'ils étaient de l'ordre de 500 millions d'euros les années précédant la crise (il était même déficitaire en 2019).

Les réductions de tarifs de fret accordées par CMA-CGM l'année dernière s'élèveraient en tout à un effort d'à peine 300 millions d'euros €. Un montant dérisoire, alors que l'entreprise doit ses profits records à des tarifs extravagants, qui se répercutent dans le prix des produits en rayon... mais aussi à la

niche fiscale de la taxe au tonnage, qui permet un taux effectif d'imposition d'environ 2 %, et est l'une des plus couteuses pour l'État, 3,8 milliards en 2023.

Cet amendement permettrait donc d'assujettir les compagnies de transport maritime au droit commun de l'impôt sur les sociétés et de mettre un terme à un avantage fiscal injustifié.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Mickaël VALLET, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 5 BIS**

Supprimer cet article.

**OBJET**

En 1995, à l'occasion de l'examen de la Loi Barnier du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement un amendement, déposé par les sénateurs de Charente-Maritime (dont le Président du conseil général de l'époque) et de Vendée, a permis la création d'un "droit départemental de passage" communément appelé écotaxe.

Cette taxe s'applique aux véhicules entrant sur une île reliée par un ouvrage d'art au continent.

La portée d'intérêt général de cette disposition doit être relativisée car sur les trois seules îles concernées en France, deux sont justement situées en Charente-Maritime (Ré et Oléron). La troisième étant Noirmoutier qui présente la particularité d'être accessible par des véhicules terrestres à marée basse.

Initialement, le produit de cette taxe nouvelle perçue par le conseil départemental et par l'intercommunalité insulaire qui en répartissent le produit par convention entre eux, était uniquement affecté à la protection et à la gestion des espaces naturels insulaires. Le montant maximum perceptible par véhicule était de 20 francs, soit 3,05 euros.

Le péage de l'île d'Oléron ayant été mis hors service dès l'achèvement du remboursement de l'ouvrage en 1991, seule l'île de Ré a appliqué ce droit départemental de passage et ce à compter de 2004.

Ainsi, la somme demandée est restée la même pour l'automobiliste mais s'est trouvée répartie entre le remboursement de l'ouvrage d'art (pour lequel la somme perçue a baissé de 3,05 euros) et le droit départemental de passage nouvellement créé d'un montant de 3.05 euros.



Au 1er janvier 2012 devait prendre fin le remboursement de l'ouvrage reliant Ré au continent. La part du tarif perçu à l'entrée de l'île devait donc disparaître, laissant au conseil général de l'époque et à l'intercommunalité la possibilité de maintenir les 3,05 euros d'"écotaxe". Mais la baisse importante du coût d'entrée sur Ré (divisé par 5 en haute-saison) en était la conséquence inévitable et logique puisque la justification du péage n'était plus.

Dans cette perspective, le secrétaire d'Etat aux transports proposa en 2009 par le biais d'un amendement gouvernemental à la loi relative aux transports ferroviaires et portant diverses dispositions relatives aux transports :

- que soit déplafonné le tarif maximum perceptible passant alors de 3,05 euros à 60 euros maximum
- que soit créé une redevance pour service rendu affectée à l'entretien de l'ouvrage. Cet entretien était jusqu'alors à la charge du conseil général.
- que soit élargi le périmètre de l'affectation du droit départemental de passage aux transports en commun fonctionnant avec des véhicules propres.

Il est éclairant de préciser que le ministre en question était alors également président du conseil général de la Charente-Maritime, lequel conseil général se voyait alors soulagé de la charge de l'entretien du pont qui lui incombait naturellement comme maître d'ouvrage.

L'amendement fut adopté et eut pour conséquence que les tarifs du péage de l'île de Ré sont restés les mêmes en 2012 et depuis lors sans que jamais ne soit interrogé le fait qu'à montant perçu constant il a fallu élargir le périmètre des dépenses éligibles pour justifier un maintien de la barrière tarifaire à un niveau élevé (16 euros en saison, 8 euros hors saison pour un véhicule de tourisme) au lieu d'envisager logiquement une baisse des tarifs du péage.

Le présent projet de loi de finances pour 2024 propose de franchir une étape supplémentaire dans l'élargissement du périmètre des dépenses éligibles au budget du droit départemental de passage en y incluant les dépenses relatives à la construction et l'entretien de pistes cyclables, faisant de la communauté de communes de l'île de Ré la seule intercommunalité finançant ses pistes cyclables autrement que sur son budget principal.

En outre cette nouvelle disposition renforce l'idée qu'il convient d'adapter les dépenses éligibles au produit de la taxe pour en maintenir le montant plutôt que d'adapter le montant du droit de passage au péage aux dépenses utiles à la protection de l'environnement.

De nombreuses collectivités et sites fragiles font face à un enjeu de protection et de préservation des milieux naturels. L'auteur du présent amendement ne méconnaît pas cet aspect. Toutefois par souci d'égalité républicaine et de respect des logiques budgétaires réaffirmées encore récemment avec la création de la taxe GEMAPI (laquelle impose de justifier des dépenses prévues pour fixer le montant à prélever et non l'inverse), il est proposé de supprimer cet article sans revenir, à ce stade, sur les dépenses actuellement finançables par le droit départemental de passage.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. RAYNAL, Mme BRIQUET, MM. COZIC et KANNER, Mme BLATRIX CONTAT, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 BIS**

Après l'article 27 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa du II de l'article L. 2333-70, le mot : « annuellement » est remplacé par le mot : « mensuellement » et les mots : « qui en font la demande » sont supprimés ;

2° Au premier alinéa du II de l'article L. 2531-6, le mot : « annuellement » est remplacé par le mot : « mensuellement » et les mots : « à sa demande » sont supprimés.

**OBJET**

Le 4 juin 2019, dans le cadre des discussions parlementaires relatives à loi d'Orientation des mobilités, la ministre des Transports, Elisabeth BORNE a annoncé le lancement par l'Urssaf Caisse Nationale d'une expérimentation concernant la transmission mensuelle des données du versement mobilité aux autorités organisatrices de la mobilité.

Cette expérimentation, débutée en octobre 2020, a abouti, le 19 septembre 2022, au déploiement d'un nouveau fichier de données détaillées par établissement pour toutes les AOM qui lèvent le versement mobilité.

Afin de sécuriser ces nouveaux échanges de données mensuels, il est nécessaire de faire évoluer les articles L. 2531.6 et L. 2333-70 du code général des collectivités territoriales qui fixent les modalités de transmission des données du versement mobilité pour Ile-de-France Mobilités et les autres autorités organisatrices de la mobilité urbaine.

Cet amendement a été travaillé avec une association française agissant dans le domaine des transports publics.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. COZIC, Mme BRIQUET, MM. KANNER et RAYNAL, Mme BLATRIX CONTAT, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 3**

Supprimer cet article.

**OBJET**

Comme le groupe socialiste, écologiste et républicain du Sénat s'y être opposé lors des débats dans la loi climat il réitère son opposition au plan épargne climat car il s'avère être un produit financier de capitalisation qui apparaît au mieux comme un artifice de communication que nous ne pouvons cautionner à l'heure de l'urgence climatique et environnementale, et au pire comme un nouveau cadeau fiscal aux plus riches.

Le caractère « vert » de ce nouveau produit d'épargne reste très discutable car aucune garantie n'existe à ce stade sur la bonne allocation des encours au profit de la transition écologique, notamment sur le fait que l'argent épargné au nom de « l'avenir climat » ne finance ou non des entreprises qui développent de nouvelles capacités de production et de transport d'énergies fossiles.

Ce dispositif apparaît aussi comme un potentiel nouveau cadeau fiscal bénéficiant prioritairement aux plus riches en capacité d'épargner : il est en effet prévu que les produits des versements effectués sur le PEAC soient défiscalisés à la liquidation du plan.

Or selon un sondage du 10 mai 2023, 82 % des Français déclaraient ne pas pouvoir épargner le 31 du mois. Et selon des données de l'INSEE (2017), les 20 % du bas de l'échelle des revenus épargnent en moyenne 360 euros par an contre 16 000 euros pour les 20 % les plus riches, 60 % des français épargnant moins de 2 520 euros/an.

Subventionner et offrir des avantages fiscaux et dans ces conditions présente le risque de provoquer un phénomène anti-redistributif de l'argent public dans la mesure où les souscripteurs de ce plan d'épargne seront principalement des familles aisées qui ont les moyens de geler une partie de l'épargne du foyer le temps de la minorité de l'enfant.

Par ailleurs, cibler l'épargne des mineurs restreint le montant des encours mobilisables du fait de la faible capacité d'épargne de cette catégorie d'âge de la population, le présent amendement vise donc à supprimer un dispositif qui ne semble pas efficient.





**A M E N D E M E N T**

<b>C</b>	
<b>G</b>	

présenté par

M. COZIC, Mme BONNEFOY, MM. DEVINAZ, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

ARTICLE 5

## I. – Alinéa 6

Après le mot :

production

insérer les mots :

au recyclage, au réemploi et à la réutilisation

## II. – Après les alinéas 18, 23, 28 et 33

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

...) Le recyclage, le réemploi et la réutilisation des équipements et des composants d'équipements mentionnés aux a et b.

## III. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – Le présent article ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les enjeux de décarbonation ne sauraient faire abstraction de la question des ressources. Chaque politique publique menée dans ce domaine doit nécessairement inclure une dimension de sobriété et de circularité, y compris celles qui concernent la décarbonation de notre pays.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

Le crédit d'impôt "Industrie verte" représente une initiative intéressante, mais demeure incomplet s'il ne prend pas en considération le coût "ressources" qu'il entraîne. C'est pourquoi il est impératif d'intégrer les entreprises qui œuvrent à la réduction de ce coût, afin de garantir que notre décarbonation soit la plus durable et circulaire possible. En effet, il est crucial de prendre en compte les cycles de fin de vie des panneaux solaires, des pompes à chaleur, des éoliennes et des batteries, étant donné leur expansion inévitable au cours des prochaines années.

Ainsi, l'inclusion de l'investissement dans le recyclage, le réemploi et la réutilisation des équipements et composants des secteurs clés constitue une mesure bénéfique tant pour la planète que pour l'économie et la cohésion sociale. En recyclant les équipements et composants clés, nous évitons une perte de matériaux tout en favorisant le développement de filières d'économie circulaire, ce qui contribue en fin de compte à la résilience et à la souveraineté de la France.

Cet amendement a été travaillé en collaboration avec l'Institut national de l'économie circulaire.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. GILLÉ, Mmes BLATRIX CONTAT, BONNEFOY et HARRIBEY, MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mme BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET, JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER**

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code des douanes est ainsi modifié :

1° Le I de l'article 266 sexies est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« .... Les metteurs sur le marché de tout produit manufacturé en plastique à destination des ménages ne bénéficiant d'aucune filière de récupération à l'exclusion de tout produit destiné à l'alimentation humaine, de tout produit énergétique visé par la taxe intérieure de consommation et de tout produit visé par les mécanismes de responsabilité élargie du producteur définis aux articles L. 541-10-1 à L. 541-10-10 du code de l'environnement. Les produits manufacturés concernés sont listés de manière exhaustive par un décret ».

2° L'article 266 sexies est complété par un paragraphe ainsi rédigé :

« .... Sont exonérées de la taxe mentionnée au I les personnes physiques ou morales mentionnées au 11 du I répondant à des critères définis par décret » ;

3° L'article 266 septies est complété par un paragraphe ainsi rédigé :

« .... La mise sur le marché du produit générateur de déchets par les personnes mentionnées au 11 du I de l'article 266 sexies » ;

4° L'article 266 octies est complété par un paragraphe ainsi rédigé :

« .... Le nombre de produits générateurs de déchets remplissant les conditions fixées au 11 du I de l'article 266 sexies devant faire l'objet d'un registre national géré par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie »

5° Le tableau constituant le seconde alinéa du B du 1 de l'article 266 nonies est complét par une ligne ainsi rédigée :

Les produits générateurs de déchets lorsque les conditions fixées au 11 du I de l'article 266 sexies sont remplies	En unité mise sur le marché	0,03
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------	------

6° Après le 8 de l'article 266 nonies, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« .... Le paiement d'une contribution financière au titre d'une responsabilité élargie du producteur sur l'emballage n'exonère pas du paiement de la taxe, mentionnée au I de l'article 266 sexies du code des douanes, les personnes physiques ou morales mentionnées au 11 du I du même article. »

II. – Un décret fixe les conditions d'application du présent article.

### **OBJET**

Près d'un tiers des déchets ménagers des Français (soit près de 200 kg/habitant/an) est composé de produits, hors biodéchets, n'ayant pas de filière de recyclage. Il s'agit notamment de produits en plastique de grande consommation (produits jetables, matériel scolaire...).

Aujourd'hui, malgré le développement des filières de responsabilité élargie des producteurs, la majorité des déchets plastique faisant l'objet d'un stockage ne bénéficient d'aucune filière de recyclage et ne participent à aucune filière de REP. La division par 2 du stockage prévue par la loi de transition énergétique est donc impossible sans un travail sur l'amont, pour réduire les quantités de produits en plastique non recyclables mis sur le marché.

Les metteurs sur le marché de ces produits ne contribuent par ailleurs pas à la gestion des déchets, alors que les metteurs sur le marché de biens couverts par une filière de recyclage le font par le biais de la responsabilité élargie des producteurs (REP). Ils n'ont donc pas d'incitation à se tourner vers l'économie circulaire. C'est une sorte de prime au cancre.

Enfin, la gestion des déchets issus de ces produits est à la charge des collectivités, qui doivent en assurer la collecte et le traitement via leurs installations et payer la TGAP sur ces opérations, ce qui se répercute sur le contribuable local.

Cet amendement vise donc à mettre en place une éco contribution, envisagée à 0,03 euros par unité, sur les produits en plastique non couverts par la REP et ne pouvant démontrer l'existence d'une filière de récupération. Cela permettrait de mettre fin à cette situation inique en arrêtant de taxer aveuglément les gestionnaires des déchets qui ne sont pas responsables de la non-recyclabilité des produits, en créant un signal prix sur l'amont, au stade de la conception, de la mise sur le marché et de la consommation des produits. Il s'agit ici de mettre le signal prix sur le bon acteur pour réduire les produits en plastique non recyclables mis sur le marché et contribuer à l'objectif de division par 2 du stockage des déchets annoncé par le gouvernement. Les recettes financières générées pourraient également être consacrées au développement de l'économie circulaire et à l'accompagnement des politiques de réduction des déchets et d'écoconception des entreprises.

Le décret d'application de cette mesure pourrait éventuellement intégrer des exonérations permettant d'éviter d'appliquer la mesure aux petites entreprises.

Amendement proposé par AMORCE.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROUSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER**

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après le 1 bis de l'article 266 nonies du code des douanes, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« 1°... À dater du 1<sup>er</sup> janvier 2024, une taxe additionnelle à la taxe générale sur les activités polluantes est instituée à destination des établissements publics fonciers. Le montant de cette taxe additionnelle correspond à dix pour cent de la taxe due. »

**OBJET**

Le présent amendement vise à créer une taxe additionnelle à la TGAP représentant 10% du montant acquitté par les entreprises.

Ces fonds supplémentaires pourraient permettre d'abonder les budgets des établissements publics fonciers afin de financer des opérations de dépollution des sites industriels et de réhabilitation des friches





**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

Mmes LINKENHELD et ARTIGALAS, MM. REDON-SARRAZY, COZIC, KANNER et RAYNAL,  
Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD,  
JEANSANNETAS et LUREL, Mmes BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON,  
CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY,  
MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, MM. KERROUCHE et LOZACH, Mme LUBIN,  
MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN,  
MM. OUIZILLE et PLA, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT,  
Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

ARTICLE 12

## I. – Après l’alinéa 68

Insérer six alinéas ainsi rédigés :

...° La dernière ligne du tableau constituant le second alinéa de l’article L. 312-79 est remplacée par trois lignes ainsi rédigées :

Électricité d’origine renouvelable produite par :	L. 312-87	0
1° ) De petites installations et consommée par le producteur		
2° ) Ou par une opération d’autoconsommation collective telle que définie à l’article L. 315-2 du code de l’énergie		

...° L’article L. 312-87 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « aux conditions cumulatives » sont remplacés par les mots : « à au moins trois des conditions » ;

b) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« ...° Elle est produite par une opération d’autoconsommation collective telle que définie à l’article L. 315-2 du code de l’énergie. »

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

## **OBJET**

Il convient de rappeler que les 50 projets d'autoconsommation collective ne représentaient en 2020 que 0.003 % de la puissance installée d'énergies renouvelables en France. Pourtant, alors que seulement 19,1 % de la consommation finale brute d'énergie provenait d'EnR en 2020, le développement de ces projets est essentiel si la France veut atteindre son objectif de 32 % de la consommation finale brute d'énergie provenant d'EnR d'ici 2030.

L'autoconsommation collective permet aux consommateurs de mutualiser la production d'énergie solaire pour se la partager et réaliser de substantielles économies sur les factures d'électricité. Pour le système électrique, l'autoconsommation collective contribue à la maîtrise des pics de consommation.

L'objectif de cette évolution est double :

- Encourager la création de projets d'autoconsommation collective en établissant un cadre réglementaire plus favorable sans devoir supporter de charges disproportionnées, conformément à la directive (UE) 2018/2001. Si les projets d'autoconsommation individuelle sont rentables grâce à des avantages fiscaux, ce n'est pour l'instant pas le cas des projets d'autoconsommation collective ;
- Augmenter les rendements des projets d'EnR à l'échelle locale. Pour 1 € investi, 2,50 € profitent directement au territoire. Les projets citoyens sont donc un catalyseur essentiel de la transition énergétique des territoires.

Ainsi, le présent amendement propose d'exonérer de TICFE la part d'électricité autoproduite par les projets d'autoconsommation collective, au même titre que pour l'autoconsommation individuelle, afin d'alléger de manière significative les charges sur les projets d'autoconsommation collective.

Cette mesure est légitimée par la directive européenne 2003/96 qui autorise en son article 15 les États membres à appliquer sous contrôle fiscal des exonérations totales ou partielles ou des réductions du niveau de taxation à l'électricité d'origine solaire.

Amendement proposé par le syndicat des énergies renouvelables.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BRIQUET, MM. DEVINAZ et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mme BLATRIX CONTAT, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET, JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 TER**

Après l'article 16 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Au I bis de l'article 1522 bis du code général des impôts, le mot : « sept » est remplacé par le mot : « dix ».

**OBJET**

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte dispose que les collectivités territoriales progressent vers la généralisation d'une tarification incitative en matière de déchets, avec pour objectif que quinze millions d'habitants soient couverts par cette dernière en 2020 et vingt-cinq millions en 2025.

Force est de constater que l'objectif est aujourd'hui loin d'être atteint. Pourtant de nombreuses grandes agglomérations françaises réfléchissent à la mise en place d'une part incitative dans leur fiscalité déchets. Elles se heurtent néanmoins à de nombreuses difficultés liées à leurs caractéristiques de territoire : formes urbaines très disparates entre le centre et la périphérie, centre urbain extrêmement dense, habitat vertical fortement présent...

Il convient donc de faciliter la mise en place de la part incitative en permettant aux structures d'expérimenter la part incitative de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères non pas sur 7 ans, délai trop court mais sur 10 ans.

Cet amendement a été travaillé avec AMORCE.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET, JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16**

Après l'article 29

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 est ainsi modifié :

1° La cinquième ligne du tableau constituant le second alinéa du I est supprimée ;

2° Le III bis est abrogé.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Le mécanisme du plafond mordant concerne la ponction par l'État des recettes des agences de l'eau au-delà du montant maximum de prélèvement des redevances. Ce mécanisme remet pourtant en cause le principe de l'eau paie l'eau et permet à l'État d'opérer une ponction sur les agences de l'eau.

La publication du Plan Eau au printemps 2023 par le gouvernement permis de mettre en avant cette problématique des plafonds mordants sans y apporter de réponse concrète pour sa suppression est reportée en 2025.

Ce même Plan prévoit l'augmentation des moyens financiers des Agences à hauteur de 475 millions d'euros. D'une part cela nécessite une augmentation des redevances payées par les différents usagers, d'autre part cela ne peut être compatible avec ce plafond mordant.

La mission sénatoriale « pour une gestion durable de l'eau » qui a remis son rapport adopté à l'unanimité cet été propose de supprimer d'ici la fin 2023 le plafond mordant de recettes et de relever les plafonds d'emplois et les plafonds de dépenses des agences de l'eau, afin de pérenniser les 475 millions d'euros de recettes supplémentaires proposées par le Plan eau.

Le présent amendement vise donc, en accord en cohérence avec ceux que la Commission Aménagement du territoire et du Développement Durable du Sénat a pu porter dans le cadre de ce rapport d'information, à proposer la suppression du plafond mordant dès la fin 2023 pour que les agences de l'eau puissent mettre en place une bonne gestion de l'eau dans les territoires.

Amendement travaillé avec l'Institut National de l'Economie Circulaire et AMORCE.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. COZIC, Mme NARASSIGUIN, MM. ZIANE, MARIE et OUIZILLE, Mme ARTIGALAS, MM. REDON-SARRAZY, MICHAU, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, M. MÉRILLOU, Mme MONIER, MM. MONTAUGÉ et PLA, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

ARTICLE 24

## I. – Alinéa 2

Remplacer le montant :

27 145 046 362 €

par le montant :

27 850 817 567 €

## II. – Après l'alinéa 2

Insérer un paragraphe ainsi rédigé :

.... – À l'article L. 1613-1 du code général des collectivités territoriales, après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« À compter de la loi de finances pour 2024, la dotation globale de fonctionnement évolue au minimum chaque année en fonction d'un indice égal au taux prévisionnel d'évolution de la moyenne annuelle du prix de la consommation des ménages, hors tabac, associé au projet de loi de finances de l'année de versement, sous réserve que celui-ci soit positif. »

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Comme depuis plusieurs années caractérisées par une inflation forte, le groupe socialiste, écologiste et républicain propose d'indexer la dotation globale de fonctionnement sur l'inflation. Cette proposition est soutenue par un nombre très conséquents d'associations représentatives des collectivités territoriales.

Après une augmentation de 320 millions d'euros en loi de finances 2023 obtenue de haute lutte et largement inférieure à l'inflation, le gouvernement propose cette année une augmentation de 220 millions environ, là également largement inférieure à l'inflation.

Dans ce contexte, l'inflation touche les budgets des communes dans toutes leurs composantes : augmentation durable des coûts de l'énergie qui se traduit concrètement pour le chauffage des bâtiments publics et l'achat de carburant pour les transports en commun ; augmentation des coûts des matières premières s'agissant des chantiers en cours pour la construction de logements ; augmentation du prix des denrées alimentaires concernant les cantines scolaires. A cela s'ajoute l'augmentation du point d'indice pour les fonctionnaires territoriaux, à amortir dans le budget de la commune.

De plus, cette stabilité dissimule des pertes de recettes majeures pour de nombreuses d'entre elles. En effet, en faisant financer l'augmentation des dotations de péréquations par écrêtements des dotations forfaitaires, l'État vient en réalité à diminuer chaque année les DGF de nombreuses collectivités.

Dans ce contexte, l'Etat doit, a minima, majorer la dotation globale de fonctionnement à la hauteur de l'inflation qui se répercute sur le budget des communes.

C'est pourquoi le présent amendement propose que l'enveloppe globale de la DGF prenne en compte l'inflation en indexant son montant à la hauteur de l'inflation prévisionnelle en 2024 puis pour les exercices suivants.





N°	I-2154
----	--------

## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme NARASSIGUIN, MM. COZIC, MARIE, ZIANE et OUIZILLE, Mme ARTIGALAS, MM. REDON-SARRAZY, MICHAU, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, M. MÉRILLOU, Mme MONIER, MM. MONTAUGÉ et PLA, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

C	
G	

### ARTICLE 24

I. – Alinéa 2

Remplacer le montant :

27 145 046 362 €

par le montant :

27 850 817 567 €

### OBJET

Amendement de repli ne visant que l'exercice 2024.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes BRIQUET et CANALÈS, MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mme BLATRIX CONTAT, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY et BROSSEL, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 24****I. - Alinéa 11**

Rédiger ainsi cet alinéa par un alinéa ainsi rédigé :

« Au titre de 2024, le montant des dotations versées au titre des 1.2 et 1.3 est minoré par application d'un taux qui, appliqué au montant total à verser au titre de l'année 2022, aboutit à un montant total de, respectivement, 1 243 315 500 € et 467 129 770 €. »

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

En 2023, la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) des Régions représente 467 M € et constitue une ressource à part entière des budgets des Régions. Entre 2017 et 2022, la DCRTP des Régions a enregistré une baisse de 207 M € pour financer des mesures qui ne les concernent pas.

Pour 2024, le Gouvernement propose d'appliquer une nouvelle minoration de la DCRTP des Régions de 20 M €, soit une baisse de – 4,3 %. Cette baisse est d'autant plus injuste qu'elle concerne une dotation en substitution à des recettes dynamiques et qui pénalise les Régions les plus « perdantes » lors de la suppression de la taxe professionnelle.

Par ailleurs, ainsi que la Cour des comptes a pu le souligner, les Régions sont la seule catégorie de collectivités à ne pas avoir retrouvé en 2021 et 2022 le niveau d'épargne brute constaté en 2019. La dernière note de conjoncture de La Banque postale prévoyant par ailleurs une nouvelle baisse de l'épargne brute des Régions de – 1,7 % en 2023.

Ainsi, afin de préserver les ressources dédiées à la formation professionnelle, au fonctionnement des lycées et aux aides aux entreprises et la capacité d'investissement des Régions dans un contexte de forte inflation et de baisse de leurs ressources liées à la fiscalité automobile (produit des cartes grises et parts variables de TICPE), le présent amendement vise à figer le montant de la DC RTP sur celui versé aux Régions en 2023.

Cet amendement a été travaillé avec une association d'élus.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. ZIANE, COZIC et MARIE, Mme NARASSIGUIN, M. OUIZILLE, Mme ARTIGALAS, MM. REDON-SARRAZY, MICHAU, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, M. MÉRILLOU, Mme MONIER, MM. MONTAUGÉ et PLA, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

**ARTICLE 27**

I. – Alinéa 2, tableau, seconde colonne, deuxième ligne

Remplacer le montant :

27 145 046 362 €

par le montant :

27 850 817 567 €

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement a pour objectif de traduire, dans le tableau relatif à l'évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales, le montant de l'enveloppe globale de la Dotation Globale de Fonctionnement révisé en prenant en compte son indexation à la hauteur de l'inflation estimée pour 2024 dans le PLF (soit de + 2,6 % selon les estimations du gouvernement).

Amendement proposé par l'Association des Maires d'Ile-de-France..



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. RAYNAL et FAGNEN, Mme ARTIGALAS, MM. REDON-SARRAZY, BOUAD, CARDON, MÉRILLOU, MONTAUGÉ, PLA, STANZIONE, TISSOT, MARIE, COZIC et KANNER, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, M. MICHAU, Mmes MONIER et NARASSIGUIN, M. OUIZILLE, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, TEMAL, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 27 TERDECIES**

Rédiger ainsi cet article :

I. – Le 1° du b du 1 du I de l'article 1636 B sexies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les mots : « et le taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale » sont supprimés ;

2° Au deuxième alinéa, le mot : « peuvent » est remplacé par le mot : « peut » et le mot : « augmentés » est remplacé par le mot : « augmenté » ;

3° Au troisième alinéa, le mot : « doivent » est remplacé par le mot : « doit » et le mot : « diminués » est remplacé par le mot : « diminué » ;

4° Après le même troisième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Le taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale ne peut être augmenté dans une proportion supérieure à 25 % de la moyenne des taux constatés dans la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre au cours des six années précédentes. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Alors que, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, les taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et les taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à

l'habitation principale (THRS) sont liés et doivent évoluer dans la même proportion, le présent amendement vise à réinterroger ce lien.

En effet, il n'y a aucune logique à ce qu'une évolution de taux de THRS, levier de politique du logement visant notamment à réduire la sous-occupation et à promouvoir l'occupation des logements à titre de résidence principale, ait des effets de bord sur les entreprises. En d'autres termes, il s'avère que subordonner la politique fiscale sur les résidences secondaires à celle mise en œuvre à l'égard des entreprises (lesquelles sont assujetties à la TFPB) n'est aucunement protecteur du souci partagé de protéger les professionnels de l'accroissement de la pression fiscale.

De même, alors que la THRS permet de concentrer la politique fiscale locale sur les ménages multipropriétaires, impacter les ménages assujettis à la TFPB au titre de leur résidence principale et subissant de plein fouet l'inflation ne fait aucunement sens.

Cet amendement vise à substituer à la rédaction du texte sur lequel le Gouvernement a engagé sa responsabilité (amendement n°I-5254 intégré en tant qu'article 27 terdecies), la rédaction correspondant à l'amendement adopté par la commission des Finances de l'Assemblée nationale (amendement n° I-CF1329).

En effet, en l'état de leur rédaction, les dispositions de l'article 27 terdecies privent de tout intérêt la déliaison telle qu'elle est envisagée, celle-ci étant notamment conditionnée par le fait que seules les communes dont le taux est inférieur à 75 % de la moyenne départementale des taux communaux constatés l'année n-1 puissent actionner le levier fiscal.

Selon les simulations réalisées par France urbaine, seules 20 % des communes pourraient de ce fait bénéficier de la déliaison (pour une moyenne d'augmentation de taux de 0,50 point).

De plus, les communes touristiques et les communes en situation de centralité seraient presque systématiquement exclues de la déliaison, les charges qu'elles ont à assumer les conduisant à appliquer le plus souvent des taux supérieurs au seuil fixé proposé par le Gouvernement.

Cet amendement a été travaillé avec une association d'élus.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. KERROUCHE, Mmes BRIQUET et HARRIBEY, MM. MARIE, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mme BLATRIX CONTAT, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET, GILLÉ, JACQUIN et Patrice JOLY, Mmes Gisèle JOURDA et LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN

et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 8**

Après l'article 8

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après le deuxième alinéa de l'article 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« La taxe est instituée sur les entrepôts d'une superficie de plus de 10 000 mètres carrés. »

**OBJET**

Le présent amendement vise deux objectifs : d'une part, répondre à la demande d'équité entre le e-commerce et le commerce physique concernant la taxe sur les surfaces commerciales (Tascom) et, d'autre part, financer la reconversion des zones commerciales dans un objectif de transition écologique.

La taxe sur les surfaces commerciales (Tascom) s'applique aux surfaces commerciales de vente au détail, couvertes et accessibles au public de plus de 400 mètres carrés de surface de vente et réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 460 000 euros. Le montant de cette taxe est déterminé par application à la surface de vente de l'établissement, d'un tarif qui varie en fonction du chiffre d'affaires annuel au mètre carré.

Les entreprises du e-commerce ne disposent pas de surfaces commerciales accessibles au public et ne sont donc pas actuellement assujetties à la Tascom. Or, leurs activités relèvent d'une activité commerciale au même titre que les entreprises dotées d'un espace physique pour recevoir du public.

L'extension de la Tascom aux entrepôts de plus de 10 000 mètres carrés proposée par cet amendement permettrait donc de rétablir l'équité fiscale entre les entreprises disposant d'installations physiques recevant du public et les entreprises du e-commerce.

Par ailleurs, l'impact environnemental des acteurs du e-commerce dépend aussi de leur niveau d'optimisation des surfaces artificialisées pour la logistique et il y a lieu de faire contribuer ces derniers à hauteur des externalités négatives qu'ils engendrent.

En effet, la surproduction de surfaces commerciales et d'entrepôts qui ensuite deviennent vacants laisse aux collectivités la charge de transformer ce foncier dans le cadre d'opérations de densification et de relocalisation de l'activité économique, de production de logements et de renaturation. Ces différents types d'opérations sont coûteux, longs et complexes.

Amendement proposé par Intercommunalités de France.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. MICHAU, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE et MÉRILLOU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE

et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le 2° du I de l'article L. 1615-1 du code général des collectivités territoriales est complété par les mots : « et pour les dépenses d'entretien des ouvrages d'art à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à élargir aux ouvrages d'art le périmètre des dépenses éligibles au FCTVA, Il convient en effet d'améliorer l'entretien des ouvrages d'art, le Programme National Pont ayant mis en évidence que 62 % des ponts communaux présentent un défaut de structure du fait du manque d'entretien. L'entretien préventif des ouvrages est également le meilleur moyen d'éviter des dépenses d'investissement autrement plus coûteuses lorsque la dégradation d'un ouvrage non entretenu présente des failles de sécurité.

Le dispositif du FCTVA, réservé aux dépenses d'investissement, a été élargi dans la loi de finances pour 2016 aux dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie, puis dans la loi de finances pour 2020, aux dépenses d'entretien de réseaux. Le champ doit être élargi aux dépenses d'entretien des ouvrages d'art, dont les besoins en entretien sont à la fois identifiés et urgents.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

**ARTICLE 27**

I. – Alinéa 2, tableau, après l’avant-dernière ligne

Insérer une ligne ainsi rédigée :

Compléter le tableau de l’alinéa 2 par la ligne suivante :

Compensation aux collectivités territoriales des mesures de revalorisations salariales dans la fonction publique territoriale	2 000 000 000
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Par cet amendement nous souhaitons compenser aux collectivités territoriales le coût des revalorisations salariales de la fonction publique territoriale décidées par le Gouvernement.

Déjà en 2023, alors que le coût des dernières revalorisations était estimé à 1,136 milliards pour les collectivités, le Gouvernement n’avait pas compensé la revalorisation du point d’indice.

De nouveau, le Gouvernement a annoncé avant l’été une revalorisation du point d’indice de 1,5% - bien en deçà de l’inflation - et l’attribution d’un bonus de points pour les agents. Ces décisions se sont faites sans concertation avec les associations d’élus locaux, qui découvrent à chaque fois ce que le Gouvernement leur impose. Les collectivités ne s’opposent pas à revaloriser leurs agents, bien au contraire, mais elles dénoncent la méthode !

Les mesures de revalorisations salariales devraient coûter, en année pleine, environ 2 milliards d'euros (990 millions pour la hausse du point d'indice, 208 millions pour l'attribution de points différenciés et 751 millions en janvier prochain pour le "bonus" de 5 points).

La revalorisation du point d'indice, décidée par le Gouvernement (et en deçà des demandes des syndicats), est financée par les collectivités employeurs. Déjà largement mises à contribution, elle va fortement peser sur les finances locales qui finissent difficilement l'année 2023.

Nous proposons donc de compenser aux collectivités le coût de la revalorisation du point d'indice.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

M. LUREL, Mme CONCONNE, MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD et JEANSANNETAS, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mme DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Michaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7 QUATER**

Après l'article 7 quater

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après l'article L. 2334-23-2 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 2334-23-... ainsi rédigé :

« Art. L2334-23-.... – La dotation d'aménagement des communes d'outre-mer et la dotation d'aménagement destinée aux communes d'outre-mer font l'objet de versements mensuels. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Inspiré de la recommandation n°10 du rapport Patient/Cazeneuve de décembre 2019, le présent amendement propose que la dotation d'aménagement des communes d'outre-mer et la dotation d'aménagement destinée aux communes d'outre-mer fassent l'objet de versements mensuels.

Cette mesure vise à permettre aux communes des DROM, confrontées à des difficultés de trésorerie, avec des conséquences directes en matière de paiement de leurs fournisseurs, de bénéficier d'un versement des dotations plus régulier afin d'améliorer leur gestion comptable.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

Mme CONCONNE, MM. LUREL, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD et JEANSANNETAS, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mme DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, il est institué, par prélèvement sur les recettes de l'État, une dotation destinée à compenser, pour les collectivités de Martinique, de Guadeloupe et de la Réunion, la perte du pouvoir d'achat dans ces territoires due à l'augmentation des prix, ainsi qu'à pallier la précarité observée à la sortie de la crise sanitaire.

II. – Le montant de la dotation versée à chaque collectivité territoriale mentionnée au I est égal aux recettes de la taxe sur la valeur ajoutée prévue à l'article 256 du code général des impôts de ces mêmes collectivités.

III. – La dotation mentionnée au I fait l'objet d'un acompte versé en 2024, sur le fondement d'une estimation des recettes fiscales au cours de l'année écoulée, puis d'un ajustement en 2025, une fois connue le montant définitif des recettes mentionnées au même II perçues au titre de l'exercice 2024. La différence entre le montant de l'allocation définitive, calculée une fois connues les recettes effectivement perçues en 2024, et cet acompte est versé au cours du premier semestre 2025. Si l'acompte est supérieur à la dotation définitive, la collectivité concernée doit reverser cet excédent.

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à établir une dotation qui serait affectée aux collectivités de Martinique, de Guadeloupe et de la Réunion. Cette dotation se veut compensatrice du coût de la vie dans ces



territoires. Cet amendement est issu des travaux du groupe des élus socialistes et apparentés à l'Assemblée nationale.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. RAYNAL, COZIC et KANNER, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROUSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. - Il est institué à partir de l'année 2024, par prélèvement sur les recettes de l'État, une dotation de 107 000 000 euros versée aux régions, au Département de Mayotte, à la collectivité de Corse et aux collectivités territoriales de Martinique et de Guyane au titre de la compensation de la perte en 2022 des produits mentionnés au I de l'article 41 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 résultant de l'application du I de l'article 8 et du 1° du I de l'article 29 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021.

II. - La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Une fraction des frais de gestion relatifs à la CFE, à la CVAE et à la taxe d'habitation (TH) a été affectée aux Régions en compensation de la dotation générale de décentralisation (DGD), dans le cadre de la refonte du financement de la formation professionnelle intervenue en 2014.

Conformément à l'article 41 de la loi de finances initiale pour 2014, le montant en vigueur du droit à compensation au titre du transfert de la formation professionnelle est désormais fixé à 1015 M€.

Toutefois, afin de neutraliser l'intégralité de la baisse des frais de gestion de CVAE et CFE et que les Régions puissent percevoir en 2022 et 2023 le même montant au titre du financement de la formation professionnelle que celui perçu en 2021, soit 1 122 M€, le Gouvernement a instauré en LFI 2022 et en LFI 2023 une dotation de 107 M€, estimant que cette perte de la dynamique des frais de gestion alloués aux Régions découlait d'une décision de l'État.

Ainsi, afin d'assurer dans la durée une neutralité budgétaire de la réforme des impôts de production pour les Régions et conserver pour les années 2024 et suivantes le même niveau de recettes que celui perçu en 2022 et 2023 au titre du financement de la formation professionnelle, (soit 1 122 M€) cet amendement vise à pérenniser la dotation de 107 M€ qui a été versée aux Régions en 2022 et 2023.

Cet amendement a été travaillé avec une association d'élus.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. - Au titre de l'année 2024, il est institué, par prélèvement sur les recettes de l'État, une dotation au profit des départements confrontés à une forte dégradation de leur situation financière.

Le montant de cette dotation est fixé à 100 millions d'euros.

La dotation est répartie entre les départements, la Ville de Paris, le Département de Mayotte, la métropole de Lyon, la collectivité territoriale de Guyane, la collectivité territoriale de Martinique et la collectivité de Corse selon les mêmes modalités que le fonds de sauvegarde mentionné au II de l'article 208 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020.

II. - Un décret précise les modalités d'application du présent article.

III. - La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à instituer une dotation de soutien exceptionnelle de 100 millions d'euros au profit des départements confrontés à une forte dégradation de leur situation financière.

Les droits de mutation à titre onéreux (DMTO), qui constituent l'une de leurs principales ressources, connaissent en effet une forte diminution dès 2023, dans un contexte de retournement du marché immobilier.

D'après les estimations de Départements de France, celles-ci pourrait s'avérer bien supérieure à l'estimation gouvernementale (20 %), et s'établir à 30 %, soit une chute de 3 à de 4,4 milliards d'euros. Rien n'indique que cette tendance ne se poursuive pas en 2024.

Les dépenses des départements, largement contraintes compte tenu de leurs compétences en matière d'action sociale comprenant notamment le service des allocations individuelles de solidarité (revenu de solidarité active, allocation personnalisée d'autonomie, prestation de compensation du handicap), connaissent globalement une tendance inverse. En particulier, les dépenses exposées au titre de l'aide sociale à l'enfance ont connu ces dernières années une dynamique extrêmement importante, appelée à se poursuivre.

Pris dans cet « effet-ciseaux », de nombreux départements se trouvent placés dans une situation de grande difficulté financière. Départements de France estime que 15 départements se trouvent dans une situation particulièrement critique.

Le fonds de sauvegarde des départements mis en œuvre à compter de 2022, financé par la dynamique de la fraction de TVA de 250 millions d'euros qui avaient été attribuée aux départements dans le cadre de la réforme de la taxe d'habitation, a précisément pour objet de leur venir en aide. Le dispositif est cependant sous-dimensionné : en 2023, son montant serait ainsi limité à 53 millions d'euros, ce qui permettrait, selon Départements de France, de ne venir en aide qu'à 8 départements tout au plus. Ses modalités de répartition, fixées par décret, font l'objet de négociations entre l'État et les départements.

Dans un souci de lisibilité et de simplicité, il est proposé que cette dotation de soutien supplémentaire soit répartie selon les mêmes modalités que le fonds de sauvegarde existant.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme CANALÈS, MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY et BROSSEL, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au titre de l'année 2024, il est institué, par prélèvement sur les recettes de l'État, une dotation budgétaire de soutien à l'investissement des régions d'un montant de 350 000 000 € en faveur des régions, du département de Mayotte, de la collectivité de Corse et des collectivités territoriales de Martinique et de Guyane.

II. – La dotation de soutien à l'investissement régional est destinée au soutien de projets de :

1° Rénovation thermique, transition énergétique, développement des énergies renouvelables ;

2° Développement d'infrastructures en faveur de la mobilité ;

3° Création, transformation et rénovation des bâtiments scolaires.

III. – La dotation de soutien à l'investissement des régions est répartie entre les collectivités qui y sont éligibles au prorata de la population de ces collectivités.

IV. – Par dérogation, lorsque la subvention s'inscrit dans le cadre d'un contrat signé avec le représentant de l'État, les maîtres d'ouvrage désignés par le contrat peuvent être bénéficiaires de la subvention. Ces subventions sont attribuées par le représentant de l'État dans la région ou dans la collectivité régie par l'article 73 de la Constitution. Le représentant de l'État dans le département présente chaque année à la commission prévue à l'article L. 2334-37 du code général des collectivités territoriales les orientations que le représentant de l'État dans la région prévoit de mettre en œuvre en ce qui concerne la dotation pour l'exercice en cours.

Le représentant de l'État dans la région ou dans la collectivité régie par l'article 73 de la Constitution communique aux membres de la commission prévue à l'article L. 2334-37 du code général des collectivités territoriales, dans un délai d'un mois à compter de sa décision, la liste des projets

subventionnés dans le ressort de leur département ou de leur collectivité régie par l'article 73 de la Constitution. Cette liste est communiquée dans les mêmes délais aux membres du Parlement élus dans ce département ou cette collectivité régie par l'article 73 précité. Le représentant de l'État dans le département transmet aux membres de la commission prévue au même article L. 2334-37 ainsi qu'aux membres du Parlement élus dans ce département un rapport faisant le bilan de la dotation pour chaque exercice. Il présente ce rapport à la commission prévue au même article L. 2334-37.

Avant le 31 juillet de l'exercice en cours, la liste des opérations ayant bénéficié d'une subvention ainsi que le montant des projets et celui de la subvention attribuée par l'État sont publiés sur le site internet officiel de l'État dans la région, dans un format ouvert et aisément réutilisable. Si cette liste est modifiée ou complétée entre cette publication et la fin de l'exercice, une liste rectificative ou complémentaire est publiée selon les mêmes modalités avant le 30 janvier de l'exercice suivant.

V. – Les attributions sont inscrites à la section d'investissement du budget des bénéficiaires.

VI. – Le refus d'attribution de subventions au titre de cette dotation ne peut être fondé sur le cumul, le cas échéant, de cette dotation avec d'autres dotations ou subventions, dans le respect des règles d'attribution de ces dernières.

VII. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

## **OBJET**

Les régions sont appelées à investir fortement pour le développement des mobilités décarbonées, accompagner la transition écologique, sociale et économique et améliorer la performance énergétique des lycées.

En raison des conséquences de la crise sanitaire et de leur implication au titre de la relance, de l'impact de l'inflation et des revalorisations salariales des agents de la fonction publique sur les dépenses régionales (évalué à 1 milliard d'euros en 2023) et de la perte de dynamisme des recettes régionales carbonées, les Régions sont la seule catégorie de collectivité à ne pas retrouver en 2021 et 2022 les niveaux d'épargne brute et de capacité de désendettement constatés en 2019.

Par ailleurs, elles ont été exclues des dispositifs de soutien mis en œuvre par l'État. En effet, les régions n'ont pas bénéficié de la dotation de 430 M€ instaurée par la première loi de finances rectificative pour 2022 visant à compenser partiellement aux collectivités la hausse des dépenses énergétiques et la revalorisation du point d'indice. Elles ne bénéficient pas non plus de l'aide exceptionnelle de 100 M€ accordée aux AOM urbaines en 2023 et ne sont que très marginalement traitées par le « filet de sécurité » instauré par la LFI 2023 (1,3 Md€) car ne prenant en compte leurs principales dépenses énergétiques qu'elles assument dans les lycées et les transports scolaires et interurbains.

La dernière note de conjoncture de La Banque postale prévoit par ailleurs une nouvelle baisse de l'épargne brute des régions de - 1,7 % en 2023.

Cet amendement vise ainsi à instaurer pour l'année 2024 une dotation de soutien aux dépenses d'investissement des régions en faveur de la transition écologique de 350 M€ et dont le montant global correspond :

- A la part du fonds vert consacré à la rénovation énergétique des écoles (500 M€) rapporté aux dépenses totales des régions, soit 130 M€ ;

- A la perte cumulée de recettes depuis 2020 correspondant à l'exonération de droit de taxe sur les immatriculations pour les véhicules électriques, soit 120 M€ ;
- Au montant de l'aide exceptionnelle de 100 M€ accordée en 2023 aux AOM urbaines et dont sont exclues les régions.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DEVINAZ et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. COZIC, BOURGI, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET, JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27**

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Au 5° bis de l'article 1001 du code général des impôts, le taux : « 18 % » est remplacé par le taux : « 20 % ».

**OBJET**

L'alerte est massive et généralisée. Notre sécurité civile connaît de graves difficultés financières alors que son rôle est aujourd'hui particulièrement essentiel pour affronter les conséquences du dérèglement climatique. Des mégafeux aux tempêtes, nos services départementaux d'incendie et de secours sont extrêmement mobilisés et le seront toujours plus à l'avenir. Ils sont des acteurs de la primo réponse auprès des citoyens en cas de sinistres ou de catastrophes.

Plus leur réponse est performante, plus ils réduisent les dédommagements versés par les assurances, donc plus les assureurs font des économies. Aussi, dans la recherche de nouvelles ressources financières pour les SDIS, au bord de la rupture capacitaire, il semble légitime d'augmenter la taxe spéciale sur les conventions d'assurance pour les assurances facultatives contre les risques de toute nature relatifs aux véhicules terrestres à moteur et de faire contribuer les assureurs à ce défi.

C'est ce que vise cet amendement.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

<b>C</b>	
<b>G</b>	

MM. KERROUCHE, MARIE, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mmes Gisèle JOURDA et LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 24**

Après l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le premier alinéa du I de l'article L. 2335-1 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1°) Les mots : « petites communes rurales » sont remplacés par les mots : « communes de moins de 3 500 habitants » ;

2°) Les mots : « ainsi que de leur potentiel financier » sont supprimés.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Créée par la loi du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux, la dotation particulière élu local (DPEL) vise à aider les communes les moins peuplées à financer les dépenses liées à certaines mesures prévues par cette même loi. L'objectif de cette dotation est d'améliorer le statut des élus locaux, notamment la revalorisation des indemnités des maires et des adjoints, les autorisations d'absence et les frais de formation des élus.

En métropole, cette dotation est attribuée aux communes de moins de 1 000 habitants, sous condition de potentiel financier (le plafond est actuellement fixé à 1,25 fois le potentiel financier moyen des communes de moins de 1 000 habitants).

Cette condition restrictive conduit à exclusion de son bénéfice environ 2 900 communes, en raison d'un niveau de potentiel financier dépassant le seuil d'éligibilité.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

Or, la prise en compte de ce critère financier soulève des difficultés. En effet, le potentiel financier d'une commune est calculé en intégrant « fictivement » une partie des ressources de son établissement public de coopération intercommunale (EPCI). Avec ce mode de calcul, le niveau du potentiel financier des communes se trouve mécaniquement augmenté. Chaque année, des communes perdent ainsi le bénéfice de la dotation ou au contraire deviennent éligibles en raison de l'évolution de leur niveau de potentiel financier, alors que cette évolution peut par exemple résulter de modifications des ressources intercommunales, sans que la situation financière des communes ait changé.

Le présent amendement poursuit donc un double objectif :

- il supprime la condition de potentiel financier dans le calcul de la DPEL, permettant ainsi de d'améliorer la prévisibilité de cette ressource et de faciliter pour ces communes la mise en œuvre des dispositions relatives à l'exercice des mandats locaux;
- il augmente le seuil d'éligibilité à la DPEL de 1 000 à 3 500 habitants

Cet amendement traduit ainsi la recommandation n°2 du rapport de la délégation aux collectivités territoriales, adopté le 16 novembre 2023 et signé par Françoise GATEL, François BONHOMME et Éric KERROUCHE.

Ce rapport, intitulé « Indemnités des élus locaux : reconnaître l'engagement à sa juste valeur », formule huit fortes recommandations pour garantir une meilleure protection matérielle des élus et pour remédier à la dégradation des conditions matérielles d'exercice des mandats locaux.

Le présent amendement est complété par un amendement sur l'article 27 relatif aux prélèvements sur recettes de l'État au profit des collectivités territoriales.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. KERROUCHE, MARIE, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mmes Gisèle JOURDA et LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 27

I. – Alinéa 2, tableau, seconde colonne, septième ligne

Remplacer le montant :

108 906 000

par le montant :

108 942 673

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement est la conséquence de l'amendement tendant à insérer un article additionnel après l'article 26.

Il traduit la recommandation n°2 du rapport de la délégation aux collectivités territoriales, adopté le 16 novembre 2023 et signé par Françoise GATEL, François BONHOMME et Éric KERROUCHE.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. KERROUCHE, MARIE, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mmes Gisèle JOURDA et LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 25 TER**

Après l'article 25 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

À l'article L. 2113-22-2 du code général des collectivités territoriales, le mot : « prochain » est remplacé par le mot : « deuxième ».

**OBJET**

Certains projets de regroupement de communes en commune nouvelle ont été freinés - voire abandonnés - du fait de la perte inévitable et pérenne de la dotation « élu local » lorsque le projet de commune nouvelle regroupe plusieurs communes de moins de 200 habitants éligibles (qui perçoivent à ce titre 6 058 € en 2023 par exemple). C'est également le cas des projets de communes nouvelles dont la population regroupée dépasse 1 000 habitants et qui deviennent mécaniquement inéligibles à cette dotation.

La loi de finances pour 2023 a repris partiellement une proposition de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité afin de lever un frein au regroupement des plus petites communes en termes de population ; elle permet de maintenir la dotation « élu local » des communes nouvelles créées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023. Ainsi, jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux suivant leur création, les communes nouvelles dont l'arrêté de création a été pris à compter du 2 janvier 2022 bénéficient, au titre de chacune des parts de la dotation élu local, d'une attribution au moins égale à la somme des attributions perçues au titre de chacune de ces parts par les anciennes communes l'année précédant la création de la commune nouvelle.

Malgré cette avancée, la période de garantie reste trop courte et continue de pénaliser les projets de regroupement qui peuvent d'ores et déjà estimer les pertes inévitables à court terme (en 2026). Les communes gagnent ainsi à ne pas se regrouper.

C'est pourquoi, le présent amendement propose de prolonger la durée de garantie de la DPEL jusqu'au deuxième renouvellement général du conseil municipal après la création de la commune nouvelle afin de donner plus de visibilité aux élus qui s'engageront en 2024 et 2025, sans pour autant que ce montant évolue à la hausse.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme NARASSIGUIN, M. MARIE, Mme HARRIBEY, MM. GILLÉ, COZIC, KANNER et RAYNAL,  
Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD,  
JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS,  
MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET,  
JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH,  
Mme LUBIN, MM. MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, MM. MONTAUGÉ, OUIZILLE, PLA et  
REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël  
VALLET, Michaël WEBER, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 28 A**

Après l'article 28 A

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

L'article 1609 tricies du code général des impôts est complété avec un sixième alinéa ainsi rédigé :

« Un prélèvement complémentaire de 0,3 % est effectué de 2024 à 2030 sur les sommes mentionnées au premier alinéa. Ce prélèvement complémentaire est plafonné à 25 millions d'euros par an. Son produit est affecté à l'Agence nationale du sport, indépendamment du montant déjà affectées, en vue du financement des Maisons Sport-Santé. »

**OBJET**

Cet amendement vise à taxer exceptionnellement les jeux FDJ afin de mieux financer nos politiques sportives.

Afin de financer la mise aux normes des grands stades lors de l'Euro 2016 de Football, la loi de finances 2011 a adopté, à titre temporaire, une surtaxe de 0,3% sur les Jeux FDJ, hors paris sportifs.

Dans cet esprit et afin de préparer une loi héritage des grands événements sportifs internationaux (Coupe du Monde, JOP 2024), il est proposé de mettre en œuvre un fonds d'amorçage héritage, alimenté par une surtaxe de 0,3% sur les paris sportifs.

Pour cette nouvelle opération, il est proposé d'orienter le rendement dû à ce taux exceptionnel à l'Agence nationale du Sport, afin d'assurer la pérennisation des 573 Maisons Sport Santé qui maillent et irriguent le territoire hexagonal et ultramarin.

En effet, le modèle économique des Maisons Sport Santé est en grande fragilité, avec un niveau médian d'accompagnement public de 12 000 euros, alors que les besoins planchers des MSS sont appréciés à 50 000 euros par an, en l'absence de reconnaissance financière des APA. Le produit

attendu de la surtaxe de 0,3% sur les paris sportifs doit permettre de financer à hauteur de 25 M€ ce fonds héritage de l'ANS.

Cet amendement est proposé par l'ANDES (Association nationale des élus en charge du sport).





**A M E N D E M E N T**

<b>C</b>	
<b>G</b>	

présenté par

MM. ROS, COZIC et KANNER, Mmes MONIER et BROSSEL, MM. CHANTREL et LOZACH, Mmes DANIEL et Sylvie ROBERT, M. RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY et CANALÈS, MM. CARDON et CHAILLOU, Mme CONCONNE, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mmes LINKENHELD et LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU, MICHAU et MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA, REDON-SARRAZY, ROIRON, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

ARTICLE 28

I. – Alinéa 4, tableau, dernière colonne

1° Seizième ligne

Remplacer le montant :

71 844 000

par le montant :

246 087 951

2° Dix-septième ligne

Remplacer le montant :

34 600 000

par le montant :

181 700 607

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à dé plafonner l'intégralité des trois taxes alimentant l'Agence nationale du sport (ANS) afin d'assurer enfin le financement nécessaire à une politique de développement des pratiques physiques et sportives en direction de tous les publics et de garantir un parc d'équipements sportifs en bon état, sur l'ensemble du territoire.

Le montant global des trois taxes contribuant au financement de l'ANS pour 2024 est attendu à hauteur de quelques 487 millions € et seuls 166 millions € seront reversés à l'ANS pour financer la politique du sport.

Le produit de 2 des 3 taxes est systématiquement écrêté. Le rendement total des 3 taxes a progressé de près de 10% depuis 2017 mais la part affectée au secteur sportif a été réduite de moitié ; en dix ans la part de reversement aux politiques publiques en faveur du sport est passée des deux tiers du produit à un tiers.

Cet amendement vise donc à réattribuer au secteur sportif la part de financement qui lui revient naturellement.



**A M E N D E M E N T**

<b>C</b>	
<b>G</b>	

présenté par

M. LOZACH, Mme HARRIBEY, MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET, GILLÉ, JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mmes LINKENHELD et LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

ARTICLE 28

I. – Alinéa 4, tableau, dix-septième ligne

Supprimer cette ligne

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

Cet amendement vise à dé plafonner le montant des recettes issues du prélèvement sur les paris sportifs en ligne et affecté à l'Agence Nationale du Sport (ANS). Le PLF pour 2024 plafonne ce montant à 34,6 M€ (inchangé depuis 2021), alors que le rendement total de cette taxe est estimé à 181,7 M€ (montant identique en 2023 alors qu'il s'élevait à 111 318 M€ en 2022, 2021 et 2020). Pour 2024, le taux de retour pour le sport serait donc porté à 19 % !

Madame la Ministre des sports, Amélie Oudéa-Castera, s'est engagé devant les Sénateurs à mener une réflexion pour faire bénéficier l'ANS et le secteur d'une part plus importante du dynamisme des paris sportifs en ligne.

Les recettes générées par le sport, au travers des paris sportifs, doivent revenir en totalité au financement du sport. Un dé plafonnement total permet de débloquer 147 M€ dès l'an prochain. L'effet serait majeur dès 2024, compte tenu des JOP mais aussi de l'Euro de football qui dynamiseront les paris sportifs.

Le potentiel de ressources fiscales existe donc pour le sport, mais son rendement est arbitrairement plafonné et capté par le budget général. Ces ressources pourraient bénéficier au développement des

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

272 000 infrastructures sportives bâties (rénovation et construction) dont les collectivités locales sont propriétaires, principalement des équipements structurants qui sont souvent vieillissants/vétustes et confrontés à des problématiques de rénovation énergétique. Près de 40% ont été construits avant 1985. Plus de 61% des équipements ont plus de 25 ans, et 70% n'ont jamais bénéficié de gros travaux.

J'attire l'attention quant à l'état de notre parc de centres aquatiques qui ne répond pas aux besoins et ambitions affichés au travers du plan Savoir Nager. De nombreuses piscines ferment ou sont devenues inexploitable, et le retard d'apprentissage est désormais criant, surtout chez les jeunes, dans le cadre familial comme scolaire (82.5% des bassins appartiennent aux collectivités locales et 13.5% au privé ; plus de la moitié des bassins de natation (50,8 %) ont plus de 35 ans et 1/3 plus de 45 ans ; 4 000 piscines en France dont 400 en DSP).

Le gouvernement prévoit d'engager 50 M€ en moyenne par an pendant trois ans, pour rénover 500 équipements structurants, ce qui nous apparaît comme largement insuffisant face à ce mur d'investissement qui se dresse en faveur du patrimoine sportif, afin d'assurer le développement des pratiques fédérales, scolaires ou de loisirs.

Le déplafonnement du prélèvement sur les paris sportifs permettrait d'amplifier cet effort, pour accompagner la grande cause nationale en faveur de la promotion de l'activité physique et sportive et pour préparer l'héritage matériel, durable et soutenable, des JOP.

Madame la Ministre des Sports et des JOP a également posé les principes d'une gouvernance renouvelée entre l'ensemble des acteurs du sport. Cette recherche de cohérence et de clarification, conjuguée à une ambitieuse feuille de route pour « faire gagner la France » à l'occasion des jeux de Paris 2024, dessine des perspectives positives. Il convient donc que tous les acteurs du sport (collectivités locales, mouvement sportif et acteurs socio-économiques) se mobilisent pour réserver le financement du sport par le sport.

Cette mesure ferait sens pour l'an prochain, dans le contexte de la Grande cause nationale, d'autant que les JOP et l'Euro de football vont probablement doper les paris sportifs.



**A M E N D E M E N T**

<b>C</b>	
<b>G</b>	

présenté par

Mme NARASSIGUIN, MM. MARIE, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, MM. MONTAUGÉ, OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

ARTICLE 28

I. – Alinéa 4, tableau, troisième colonne, dix-septième ligne

Remplacer le montant :

34 600 000 €

par le montant :

100 000000 €

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à augmenter le plafond de la taxe sur les paris sportifs à hauteur de 100 millions d'euros.

La participation de l'État au financement des politiques publiques sportives en France est principalement gérée depuis 2019 par l'Agence nationale du Sport. Au-delà des crédits budgétaires alloués par le Ministère des Sport et des jeux olympiques et paralympique, une large part des recettes de l'ANS proviennent de trois taxes affectées : la « taxe buffet », la taxe sur les paris sportifs et la taxe sur les jeux FDJ.

Plus spécifiquement, le rendement de la taxe sur les paris sportifs constitue aujourd'hui le moteur de ces ressources fiscales. Pourtant, son produit fiscal est verrouillé, depuis 2015, à 34,6M€.

Nb : La présente rectification porte sur la liste des signataires.



Or, la croissance soutenue et permanente du rendement de cette taxe sur les paris sportifs ne bénéficie pas aux acteurs sportifs, nationaux et territoriaux.

En 2015, le rendement de cette taxe représentait 61 M€ et 57% de ce produit était directement affecté au CNDS. Le PLF 2024 estime, comme en 2023, que cette taxe sur les paris sportifs va générer 181M€, mais seulement 19% est désormais affecté à l'ANS.

Or, l'accueil de deux grands événements sportifs internationaux sur le territoire français (Coupe du Monde de Rugby, JOP2024) va amplifier encore le rendement de cette taxe, comme en attestent les premiers résultats enregistrés par l'Autorité Nationale des Jeux sur les trois premières semaines de la coupe du monde de rugby.

Alors que le sport peut financer le sport, il paraît donc nécessaire de dé plafonner la taxe sur les paris sportifs, dès 2024, dans la limite de 100M€, afin d'accompagner l'ambition partagée –et démultipliée par la Grande Cause Nationale 2024 voulue par le Président de la République – de construire collectivement une nation plus sportive.

Cet amendement est proposé par l'ANDES (Association nationale des élus en charge du sport).



**A M E N D E M E N T**

<b>C</b>	
<b>G</b>	

présenté par

MM. DEVINAZ, MICHAU, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE et MÉRILLOU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

ARTICLE 28

## I.- Alinéa 27

Remplacer le montant :

40 millions

par le montant :

25 millions d'euros

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

Les chambres de commerce et d'industrie sont des acteurs indispensables du développement économique de notre pays. Par leur maillage territorial, les CCI permettent d'encourager partout en France la création d'entreprise, d'accompagner les TPE-PME dans les grandes transitions et sont des investisseurs essentiels de l'aménagement durable des territoires. Alors que les ressources des CCI ont connu une forte baisse ces 10 dernières années avec une taxe affectée passée de 1,35 milliards d'euros en 2013 à 525 millions d'euros en 2023, les CCI ont su maintenir un niveau élevé de service et d'investissement. On estime que pour 1 euro investi par les CCI sur leur territoire, 5 euros de richesse sont produits. Aussi, pour ne pas menacer leur capacité d'investissement, il est proposé en concertation avec le réseau des CCI, de réduire la ponction sur leur fonds de roulement de 40 à 25 millions d'euros. C'est ce que vise cet amendement



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. TISSOT et REDON-SARRAZY, Mme MONIER, M. MÉRILLOU, Mmes ARTIGALAS et BONNEFOY, MM. BOUAD, MICHAU, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE et MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE et PLA, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 28

I. – Alinéa 4, tableau, dernière colonne, trentième ligne

Remplacer le nombre :

12 000 000

par le nombre :

22 000 000

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

OBJET

La problématique du renouvellement des générations en agriculture et les enjeux associés sur l'installation-transmission sont au coeur des préoccupations du monde agricole. La tendance actuelle condamne à moyen terme le modèle agricole français. Ces dix dernières années, 108 000 exploitants agricoles et une ferme sur cinq ont disparu ; d'ici 2030, 48% des chefs d'exploitation auront atteint l'âge de partir à la retraite.

Nous devons changer d'échelle dans le rythme et la qualité (performance économique, sociale et écologique) des installations d'exploitants agricoles dans la perspective de renforcer la souveraineté alimentaire française et la lutte contre le réchauffement climatique.

Alors que sont attendues les présentations du Pacte et du projet de loi d'orientation et d'avenir agricole (PLOAA), le projet de loi de finances pour 2024 offre l'opportunité de mettre en oeuvre sans

attendre certaines préconisations issues des concertations régionales et nationales. Parmi celles-ci, il est fait état de manière consensuelle par les parties prenantes agricoles de la nécessité d'augmenter considérablement les fonds dédiés à l'accompagnement des parcours d'installation et de transmission des exploitations dans le cadre du programme AITA.

Cela correspond aussi à une recommandation de la Cour des Comptes et du CGAAER. Ce dernier estimait dans son dernier rapport sur le sujet (avril 2023) que l'Etat devrait engager 10 M€ supplémentaires en ciblant notamment l'accompagnement des personnes non issues du milieu agricole (NIMA) et la phase d'émergence. Le CGAAER proposait ainsi de relever en conséquence le plafond de la taxe sur la cession à titre onéreux de terrains nus rendus constructibles (dite taxe JA). En effet cette taxe JA, d'un rendement courant de 24 M€, n'est, aujourd'hui, affectée qu'à hauteur de 50% au financement de politiques publiques bénéficiant aux nouveaux agriculteurs.

Le présent amendement propose ainsi de suivre l'ensemble de ces recommandations et d'augmenter dès 2024 les fonds dédiés à l'accompagnement de l'installation-transmission en relevant de 10 M€ le plafond limitant l'affectation de cette taxe JA.

Cet amendement a été travaillé en commun avec SOL, Terre de Liens, FADEAR, Réseau CIVAM, RENETA, MIRAMAP, FNAB.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. TISSOT et REDON-SARRAZY, Mme MONIER, M. MÉRILLOU, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY et CONCONNE, MM. BOUAD, MICHAU, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mme DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE et MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE et PLA, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

ARTICLE 28

I. – Alinéa 2, tableau, dernière colonne, quarante-neuvième ligne

Remplacer le nombre :

309 800 000

par le nombre :

322 156 800

II. – Alinéa 4, tableau, dernière colonne, trente-sixième ligne

Remplacer le nombre :

309 800 000

par le nombre :

322 156 800

III. – Alinéa 30

Compléter cet alinéa par les mots :

calculé à partir du plafond de l'année précédente revalorisé par un coefficient fixé annuellement en application du dernier alinéa de l'article 1518 bis du code général des impôts

IV. – Alinéa 32

Rédiger ainsi cet alinéa :

« c) La troisième phrase du premier alinéa du II ;



V. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

VI. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Le présent amendement vise à revaloriser annuellement le plafond via une indexation sur l'indice des prix à la consommation (comme la TFNB) et, par conséquent, à relever le montant de taxe affectée aux Chambres d'agriculture pour 2024 et à supprimer totalement la limite maximale de hausse du montant perçu par une Chambre d'une année sur l'autre.

Actuellement, le montant attribué aux Chambres d'agriculture étant plafonné, et la base cadastrale imposable n'ayant cessé d'augmenter (revalorisation annuelle prévue par l'article 1518 bis du code général des impôts - pour 2024 : + 7,1%), cela a conduit mécaniquement à une baisse du taux de la taxe affectée aux Chambres d'agriculture et à un appauvrissement des Chambres d'agriculture.

En effet, la valeur de la base cadastrale imposable est passée de 2,347 Md€ en 2015 à 2,613 Md€ en 2022, soit une hausse de 11,3% alors que pendant la même période, le montant de la TATFNB est resté stable à 292 M€. Concrètement, cela signifie que le réseau des Chambres d'agriculture n'a pas bénéficié de l'accroissement de l'assiette de sa taxe car le taux de prélèvement de la TATFNB a baissé mécaniquement en raison du plafonnement du montant de la TATFNB. Ainsi, le taux de prélèvement de la TATFNB sur la base cadastrale imposable est passé de 12,5 en 2015 à 11,2% en 2022 et 10,5% en 2023. A titre d'illustration pour l'année 2023, cela correspond à une perte de ressources d'environ 35 M€ pour le réseau des Chambres. En effet, si on applique le taux de prélèvement de 2015 (12,5%) à la base cadastrale imposable de 2023, la taxe perçue aurait été de près de 336M€.

L'appauvrissement des Chambres d'agriculture lié au plafonnement de la TATFNB depuis 10 ans est d'autant plus préjudiciable que les missions des Chambres d'agriculture pour accompagner les agriculteurs n'ont cessé de croître sur cette période (animation des concertations régionales sur le Pacte et la Loi d'Orientation et d'Avenir Agricoles, ESSOC, phytosanitaires, identification animale avec la Base Nationale Opérateurs, Registre National des Entreprises, guichet unique non transféré, point info installation-transmission, etc.) et il n'est plus tenable dans la durée.

En outre, les hausses en 2022 (+2,75%) puis en 2023 (+1,75%) de la valeur du point des chambres d'agriculture, pourtant plus faibles que celles accordées à la fonction publique (3,5% et 1,5%), a un impact financier annuel de plus de 21M€.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme BLATRIX CONTAT, MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mme BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

C	
G	

**ARTICLE 28**

I. – Alinéa 4, tableau, dernière colonne, cinquante-neuvième ligne

Remplacer le montant :

528 000 000

par le montant :

1 120 000 000

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement a pour objectif d'affecter 1,12 milliard d'euros des recettes de la taxe sur les transactions financières (TTF) au Fonds de solidarité pour le développement (FSD), ce qui représente une augmentation de 592 millions d'euros.

Dans un contexte où il est impératif d'intensifier nos efforts pour lutter contre les inégalités d'accès aux services sociaux de base, les pandémies et le changement climatique, il est essentiel que ces recettes contribuent au renforcement de l'engagement financier de la France envers des fonds multilatéraux qui jouent un rôle clé dans la réponse globale à ces défis. Parmi ces fonds, on peut citer le Fonds mondial de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, Unitaïd, ainsi que le Fonds vert pour le climat.

Il convient de noter que cet amendement a été élaboré en étroite collaboration avec les associations ActionSanté Mondiale, ONE et Oxfam, afin de garantir une approche concertée et éclairée dans le but de soutenir efficacement ces enjeux majeurs.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. JACQUIN, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mmes ARTIGALAS, BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, M. Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN

et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le c du 1 de l'article 265 bis du code des douanes est ainsi modifié :

1° À la première phrase, les mots : « de transport de personnes, » sont supprimés ;

2° La seconde phrase est complétée par les mots : «, quel qu'en soit l'usage ».

II. – L'article 278-0 bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« .... – Les services de transports publics collectifs de voyageurs, qu'ils soient ferroviaires, guidés, routiers ou fluviaux, à l'exception des services librement organisés mentionnés aux articles L. 2121-12, L. 3111-17 et L. 3111-21 du code des transports. »

III. – Les pertes de recettes résultant pour l'État du I sont compensées par la création d'une taxe additionnelle à la taxe prévue par l'article 235 ter ZD du code général des impôts.

**OBJET**

Cet amendement, déjà adopté à plusieurs reprises par la commission et d'aménagement du territoire et du développement durable lors de précédents projets de loi de finances ou projet de loi sur les mobilités, vise à réduire le taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) applicable aux transports publics collectifs de voyageurs du quotidien de 10 % à 5,5 %, soit le taux dévolu aux produits de première nécessité.

Le développement des transports collectifs constitue un des principaux leviers permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le secteur des transports. La mesure proposée permettrait de

les rendre plus attractifs, en réduisant leur coût pour les usagers, et favoriserait le report modal vers les mobilités partagées.

La baisse du taux de TVA sur les billets de trains aura un triple effet positif :

- Diminuer les prix ou du moins limiter leur hausse
- Amortir l'inflation des prix de l'électricité et du diesel pour les opérateurs
- Donner des marges de manœuvre budgétaires aux opérateurs pour développer l'offre

C'est également une mesure de bon sens pour favoriser le report modal et donc l'avantage compétitif du train vis à vis de la voiture individuelle.

Cette mesure reprend une des propositions de la Convention citoyenne pour le climat visant à réduire le taux sur les billets de train, en l'élargissant à l'ensemble des transports du quotidien (bus, tram, métros, navettes fluviales, etc.). Elle est incontestablement l'une des réponses à apporter pour soutenir et développer les transports collectifs dans la nécessaire transition écologique, et apparaît comme encore plus incontournable pour inciter au report modal alors que les prix des carburants restent à des niveaux très élevés depuis deux ans.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. DEVINAZ, OUIZILLE, COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, M. ÉBLÉ, Mme ESPAGNAC, MM. FÉRAUD, JEANSANNETAS, LUREL, GILLÉ, FAGNEN, JACQUIN, UZENAT et Michaël WEBER, Mmes BÉLIM, ARTIGALAS, HARRIBEY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROIRON, ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, Mickaël VALLET, ZIANE  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16 SEXIES**

Après l'article 16 sexies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le paragraphe 1 de la sous-section 3 de la section 2 du chapitre II du titre II du livre IV du code des impositions sur les biens et services est ainsi modifié :

1° L'article L. 422-20 est complété par un 5° ainsi rédigé :

« 5° Le tarif de la taxe sur les jets privés déterminé dans les conditions prévues à l'article L. 422-24-1. » ;

2° Est ajouté un article L. 422-24-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 422-24-1. – La circulation d'aéronefs privés pouvant transporter moins de vingt-cinq passagers et dont le poids à vide est inférieur à trente tonnes, à l'exception des aéronefs individuels de plaisance avec un poids maximum au décollage inférieur à deux tonnes, est soumise à une taxe assise sur le volume d'émissions de dioxyde de carbone lors du survol de l'espace aérien national et des espaces aériens placés sous juridiction française. Le tarif de la taxe est initialement fixé à 100 euros par tonne émise. Il est révisé annuellement par décret en fonction de la variation de l'indice moyen annuel des prix à la consommation hors tabac et des objectifs de lutte contre le dérèglement climatique.

« Sont exonérés les vols exécutés par des aéronefs d'État et militaires, affectés à un service public, ainsi que ceux effectués par des aéronefs affectés à une mission de service public, de recherche, de sauvetage, de sécurité civile, de lutte contre les incendies, sanitaire, médicale, d'instruction, d'essai ou effectués par des aéronefs individuels de plaisance ayant un poids maximum au décollage de deux tonnes dans le cadre des activités d'un aéroclub. »

**OBJET**

Cet amendement vise à instaurer une taxe sur l'utilisation des jets privés en fonction des émissions de dioxyde de carbone.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme ESPAGNAC, MM. COZIC, KANNER et RAYNAL, Mmes BLATRIX CONTAT et BRIQUET, MM. ÉBLÉ, FÉRAUD, JEANSANNETAS et LUREL, Mme ARTIGALAS, M. BOUAD, Mmes BONNEFOY, BROSEL et CANALÈS, MM. CARDON, CHAILLOU et CHANTREL, Mmes CONCONNE et DANIEL, MM. FICHET et GILLÉ, Mme HARRIBEY, MM. JACQUIN et Patrice JOLY, Mme Gisèle JOURDA, M. KERROUCHE, Mme LINKENHELD, M. LOZACH, Mme LUBIN, MM. MARIE, MÉRILLOU et MICHAU, Mme MONIER, M. MONTAUGÉ, Mme NARASSIGUIN, MM. OUIZILLE, PLA et REDON-SARRAZY, Mme Sylvie ROBERT, MM. ROS, STANZIONE, TEMAL, TISSOT, UZENAT, Mickaël VALLET, Michaël WEBER, ZIANE, FAGNEN  
et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 7

## I.- Alinéa 20

1° Après le mot :

créent

Insérer les mots :

ou reprennent

2° Supprimer les mots :

ainsi que ceux qui reprennent, entre le 1<sup>er</sup> juillet 2024 et le 31 décembre 2029, une entreprise en difficulté qui fait l'objet d'une cession ordonnée par le tribunal en application des articles L. 626-1, L. 631-22 ou L. 642-1 à L. 642-17 du code de commerce, exerçant ces mêmes activités dans ces mêmes zones.

## II. – Après l'alinéa 37

Insérer six alinéas ainsi rédigés :

« Par dérogation, pour bénéficier des exonérations mentionnées au I, l'entreprise faisant l'objet d'une reprise doit répondre aux conditions suivantes :

« 1° L'entreprise emploie moins de onze salariés. L'effectif salarié est apprécié, au titre de chaque exercice, selon les modalités prévues au I de l'article L. 130-1 du code de la sécurité sociale.

« Lorsqu'une entreprise bénéficiant déjà de l'exonération mentionnée au I du présent article constate un franchissement de seuil d'effectif déterminé selon les modalités prévues au II de l'article L. 130-1 du code de la sécurité sociale, cette circonstance lui fait perdre le bénéfice de cette exonération ;

« 2° L'entreprise n'exerce pas une activité bancaire, financière, d'assurances, de gestion ou de location d'immeubles, de pêche maritime ;

« 3° Le capital de l'entreprise créée ou reprise n'est pas détenu, directement ou indirectement, pour plus de 50 % par d'autres sociétés ;

« 4° L'entreprise n'est pas créée dans le cadre d'une extension d'activités préexistantes. L'existence d'un contrat, quelle qu'en soit la dénomination, ayant pour objet d'organiser un partenariat caractérise l'extension d'une activité préexistante lorsque l'entreprise créée ou reprenant l'activité bénéficie de l'assistance de ce partenaire, notamment en matière d'utilisation d'une enseigne, d'un nom commercial, d'une marque ou d'un savoir-faire, de conditions d'approvisionnement, de modalités de gestion administrative, contentieuse.

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant des I et II, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Cet amendement vise à intégrer les reprises d'activité aux dispositifs France ruralités revitalisation et France ruralités revitalisations « plus ». Ce faisant, nous proposons de pérenniser l'une des mesures les plus vectrices d'attractivité pour les territoires ruraux du dispositif « zones de revitalisation rurale » (ZRR).

En effet, jusqu'à présent, la création d'une entreprise ou d'une activité libérale, ainsi que sa reprise, en zone de revitalisation rurale ouvrent droit au dispositif « ZRR ».

L'article 7 prévoit aujourd'hui de restreindre le champ du dispositif, en privant les repreneurs d'une activité industrielle, commerciale, artisanale ou libérale du bénéfice des mesures « FRR » et « FRR+ ».

Une telle restriction est dommageable au maintien des petits commerces en milieu rural. Elle est également source d'incompréhension au niveau local. En effet, comment justifier qu'un nouveau commerce puisse s'installer dans un village rural et bénéficier du dispositif, alors que la reprise d'un commerce existant en soit exclue ?

Le présent amendement propose dès lors de réintégrer les reprises d'activité dans le champ du dispositif des FRR, afin de favoriser le maintien des petits commerces en milieu rural et faciliter l'acceptabilité de la réforme localement. Par mesure de responsabilité budgétaire, les entreprises faisant l'objet d'une reprise devront réunir les conditions d'éligibilité du dispositif « ZRR » actuel pour bénéficier de ces exonérations. Elles devront notamment employer moins de 11 salariés et ne pas exercer une activité bancaire, financière, d'assurances, de gestion ou de location d'immeubles.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Le Gouvernement

<b>C</b>	Favorable
<b>G</b>	Favorable

ARTICLE LIMINAIRE

Alinéa 2, tableau

Rédiger ainsi ce tableau :

(En points de produit intérieur brut, sauf mention contraire)

	Loi de finances pour 2024			PLPFP 2023-2027
	2022	2023	2024	2024
<b>Ensemble des administrations publiques</b>				
Solde structurel (1) ( <i>en points de PIB potentiel</i> )	-4,2	-4,1	-3,7	-3,7
Solde conjoncturel (2)	-0,5	-0,7	-0,6	-0,6
Solde des mesures ponctuelles et temporaires (3) ( <i>en points de PIB potentiel</i> )	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1
Solde effectif (1+2+3)	-4,8	-4,9	-4,4	-4,4
Dette au sens de Maastricht	111,8	109,7	109,7	109,7
Taux de prélèvements obligatoires (y.c UE, nets des CI)	45,4	44,0	44,1	44,1
Taux de prélèvements obligatoires corrigé des effets du bouclier tarifaire	45,6	44,4	44,4	44,4
Dépense publique (hors CI)	57,7	55,8	55,4	55,3
Dépense publique (hors CI, en Md€)	1523	1574	1624	1622
Évolution de la dépense publique hors CI en volume (%) <sup>1</sup>	-1,1	-1,4	0,6	0,5
Principales dépenses d'investissement (en Md€) <sup>2</sup>		25	30	30
<b>Administrations publiques centrales</b>				
Solde	-5,2	-5,3	-4,8	-4,7
Dépense publique (hors CI, en Md€)	625	630	640	639
Évolution de la dépense publique en volume (%) <sup>3</sup>	-0,1	-3,8	-1,1	-1,4
<b>Administrations publiques locales</b>				
Solde	0,0	-0,3	-0,3	-0,3
Dépense publique (hors CI, en Md€)	295	312	322	322
Évolution de la dépense publique en volume (%) <sup>3</sup>	0,1	1,0	0,9	0,9
<b>Administrations de sécurité sociales</b>				
Solde	0,4	0,7	0,6	0,6
Dépense publique (hors CI, en Md€)	704	730	762	761
Évolution de la dépense publique en volume (%) <sup>3</sup>	-2,4	-0,5	1,9	1,7

1 À champ constant.

2 Au sens du projet de loi de programmation des finances publiques pour 2023-2027.

3 À champ constant, hors transferts entre administrations publiques.

### **OBJET**

Cet amendement met à jour les prévisions sous-jacentes au projet de loi de finances pour 2024 concernant le déficit et les grands agrégats de finances publiques présentés dans l'article liminaire.

La mise à jour résulte de la coordination avec les différents textes financiers en discussion au Parlement (PLFSS et PLFG).

Pour 2024, la prévision de solde public s'établirait toujours à -4,4 % du PIB, inchangée par rapport au texte adopté par l'Assemblée nationale. L'effet en 2024 des informations relatives aux prélèvements obligatoires et à l'énergie (compensation pour charges de service public) prises en compte lors du PLFG 2023, ainsi que l'impact de l'accord national interprofessionnel 2023-2026 pour l'Agirc-Arrco dégradent le solde public. À l'inverse, la mesure de gel des barèmes des allègements généraux de cotisations sociales introduite par amendement dans le PLFSS lors de son examen à l'Assemblée nationale permet d'améliorer le solde public.

Pour 2023, la prévision est conforme à celle figurant dans l'article liminaire du projet de loi de finances de fin de gestion 2023 adopté par l'Assemblée nationale et le Sénat le 22 novembre 2023 : le solde public s'établirait toujours à -4,9 % du PIB.







N°	I-2184
----	--------

## AM E N D E M E N T

présenté par  
Le Gouvernement

C	
G	

### ARTICLE 32

#### I. - Alinéa 2

Après les mots :

Une fraction de

insérer les mots :

la taxe sur la valeur ajoutée de

#### II. - Alinéa 3

Remplacer le mot :

points

par le signe :

%

#### III. - Alinéa 4

Rédiger ainsi cet alinéa :

3° Le mot : « points » est remplacé par les mots : « %, le montant correspondant étant minoré de 2,5 milliards d'euros en 2024 ».

### OBJET

Le présent amendement procède à des précisions rédactionnelles permettant de clarifier et simplifier la rédaction de l'article L. 131-8 du code de la sécurité sociale.





DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, 128, 132)

N°	I-2185
----	--------

23 NOVEMBRE 2023

## A M E N D E M E N T

présenté par  
M. DELCROS

C	
G	

### ARTICLE 7

Alinéa 50, première phrase

Après le mot :

artisanale

insérer les mots :

ou professionnelles au sens du I. de l'article 92 du code général des impôts

### OBJET

Le présent amendement est un complément apporté à la clause anti-abus qui intègre les professions libérales.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme AESCHLIMANN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

Alinéa 108

Rédiger ainsi cet alinéa :

« Art. 1384 C bis. – I. – Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre peuvent, par une délibération prise dans les conditions prévues au I de l'article 1639 A bis, exonérer de taxe foncière sur les propriétés bâties, pendant une durée de quinze ans à compter de l'année suivant celle de l'achèvement de l'opération unique de travaux de rénovation lourde mentionnés au 4°, les logements locatifs qui remplissent les conditions cumulatives suivantes :

**OBJET**

Cet amendement concerne l'article 1384 C bis du code général des impôts, introduit par l'article 6, qui établit une nouvelle exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements sociaux. Cette exonération, d'une durée de 25 ans, concerne les logements sociaux de plus de 40 ans ayant subi des travaux de rénovation énergétique significatifs, améliorant leur classement énergétique de « F » ou « G » à « B » ou « A ».

Toutefois, cette exonération est imposée aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) sans compensation pour les revenus fiscaux perdus, entraînant une charge financière importante pour les budgets locaux. Actuellement, aucune estimation de l'impact financier de cette mesure n'est fournie.

L'amendement vise à respecter le principe selon lequel les exonérations imposées aux collectivités locales devraient être compensées ou, à défaut de compensation, mises en œuvre uniquement sur décision des organes délibérants locaux. Ainsi, l'application de la nouvelle exonération de l'article 1384 C bis serait subordonnée à une délibération spécifique des communes ou des EPCI, conformément aux modalités définies dans le code général des impôts.

Cet amendement a été travaillé avec France Urbaine.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme AESCHLIMANN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 1383 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° La première phrase du deuxième alinéa du I est complétée par les mots : « ; lorsque la construction s'effectue sur une parcelle ou section cadastrale non artificialisée au 1<sup>er</sup> janvier de l'année précédant celle de la demande d'autorisation d'urbanisme, la commune peut, par une délibération prise dans les mêmes conditions et, pour la part qui lui revient, supprimer l'exonération prévue au premier alinéa du présent I » ;

2° Après le premier alinéa du II, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« La commune peut, par une délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A bis et pour la part qui lui revient, limiter l'exonération prévue au premier alinéa du présent II à 40 %, 50 %, 60 %, 70 %, 80 % ou 90 % de la base imposable ou la supprimer intégralement lorsque la construction s'effectue sur une parcelle ou section cadastrale non artificialisée au 1<sup>er</sup> janvier de l'année précédant celle de la demande d'autorisation d'urbanisme. »

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Cet amendement propose de modifier les règles d'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) pour les nouvelles constructions. Actuellement, toute nouvelle construction bénéficie d'une exonération de taxe foncière de 40 % minimum pendant les deux premières années.

L'amendement vise à offrir aux collectivités locales la flexibilité de supprimer cette exonération minimale de 40 % pour les deux premières années après la construction d'un bâtiment. Cette mesure serait particulièrement pertinente dans un contexte de rareté du foncier et de charges immédiates supportées par les collectivités pour l'accueil de nouvelles populations ou activités. Il s'agirait de revenir à la situation antérieure à la suppression de la taxe d'habitation, où les collectivités avaient la possibilité de supprimer totalement cette exonération.



Cette idée est issue de la proposition n°5 du rapport « Rebsamen » sur la relance durable de la construction de logements de 2021. Cependant, compte tenu de la pénurie actuelle de logements, l'amendement recommande de limiter cette option de suppression de l'exonération uniquement aux constructions qui entraînent une artificialisation des sols.

Cet amendement a été travaillé avec France Urbaine.





## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme AESCHLIMANN

### ARTICLE 27 SEXIES

C	
G	

#### I. – Alinéa 3

Remplacer les mots :

Sont exonérés

par les mots :

Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre peuvent, par une délibération prise dans les conditions prévues au I de l'article 1639 A bis, exonérer

#### II. – Alinéa 10

Remplacer les mots :

Sont exonérées

par les mots :

Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre peuvent, par une délibération prise dans les conditions prévues au I de l'article 1639 A bis, exonérer

#### III. – Alinéa 17

Supprimer cet alinéa.

#### IV. – Alinéa 18, dernière phrase

Supprimer cette phrase.

V. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement traite des exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties, définies dans les articles 1383-0 B et 1383-0 B bis du code général des impôts, pour les propriétaires réalisant des travaux de rénovation énergétique. Actuellement, ces exonérations sont appliquées suite à une délibération de la collectivité locale.

L'article 27 sexies du projet de loi de finances pour 2024 prévoit de mettre à jour les critères d'application de ces exonérations, notamment en ce qui concerne le calendrier des travaux et les normes environnementales. Cependant, il modifie également la procédure d'application, passant d'une démarche proactive à une application automatique de ces exonérations, sauf en cas de délibération explicite de refus de la part de la collectivité.

Cette modification impliquerait une généralisation par défaut de ces exonérations et, puisqu'elles ne sont pas compensées, entraînerait automatiquement une perte de revenus pour les budgets locaux, à moins d'une décision contraire des collectivités.

Bien que l'objectif de rénovation thermique soit crucial dans le contexte de la transition écologique, il serait difficile pour les collectivités de justifier une délibération contre l'application de ces exonérations.

Ainsi, pour éviter de mettre en place par défaut des exonérations non compensées, tout en conservant les mises à jour des critères, cet amendement propose de revenir à la procédure actuelle : l'application des exonérations serait conditionnée à une délibération positive de la collectivité.

Cet amendement a été travaillé avec France Urbaine.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme AESCHLIMANN

**ARTICLE 27 TERDECIES**

<b>C</b>	
<b>G</b>	

Rédiger ainsi cet article :

I. – À la fin du premier alinéa du 1° du 1 du I de l'article 1636 B sexies du code général des impôts, les mots : « et le taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale » sont supprimés.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement remet en question le lien établi depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023 entre les taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et ceux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale (THRS). Actuellement, ces taux doivent évoluer de manière proportionnelle, mais cette association soulève des problèmes pratiques et logiques.

L'objectif de la THRS est de gérer l'occupation des logements et de décourager la sous-occupation, alors que la TFPB concerne principalement les entreprises. Lier ces deux taxes entraîne des conséquences indésirables sur les entreprises, sans rapport avec les objectifs de la politique du logement. De même, affecter les ménages assujettis à la TFPB au titre de leur résidence principale, en période d'inflation, semble incohérent.

L'amendement propose donc de remplacer la formulation actuelle de l'article 27 terdecies, intégrée via l'amendement n°I-5254, par celle adoptée par la commission des Finances de l'Assemblée nationale (amendement n° I-CF1329). La rédaction actuelle limite fortement la déliaison envisagée, conditionnée à un seuil de taux inférieur à 75 % de la moyenne départementale. Selon des simulations de France urbaine, seulement 20 % des communes pourraient bénéficier de cette déliaison, avec une augmentation moyenne de taux de 0,50 point.

En particulier, les communes touristiques et celles en situation de centralité, qui appliquent généralement des taux supérieurs en raison de charges spécifiques, seraient presque systématiquement exclues de cette déliaison, contrairement à ce que propose le Gouvernement."

Cet amendement a été travaillé avec France Urbaine.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme AESCHLIMANN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3**

Après l'article 3

Insérer un article ainsi rédigé :

I. – Après le sixième alinéa de l'article 238 sexdecies du code général des impôts, sont insérés trois alinéas ainsi rédigés :

« Le montant total de l'exonération peut être porté à 200 000 € si le bateau acquis en remploi satisfait une des deux conditions suivantes :

« 1° Il est équipé de moteurs de propulsion homologués au titre du règlement (UE) 2016/1628 du 14 septembre 2016 relatif aux exigences concernant les limites d'émission pour les gaz polluants et les particules polluantes et la réception par type pour les moteurs à combustion interne destinés aux engins mobiles non routiers,

« 2° Il est zéro émission. »

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et les services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à rétablir des conditions de concurrence équitables entre les entreprises françaises et les entreprises des principaux pays fluviaux européens en modifiant le dispositif actuel d'exonération de plus-value de cession de bateaux fluviaux.

Ce dispositif est aujourd'hui réservé aux entreprises de transport fluvial de marchandises et est limité par un plafond de 100 000 € ; limitation que ne connaissent pas les autres États fluviaux européens comme l'Allemagne, la Belgique ou les Pays-Bas.

L'objectif de cet amendement est donc d'adapter les plafonds d'exonération dans l'objectif d'accompagner l'accélération du renouvellement de la flotte d'un mode de transport vertueux sur le plan environnemental et des émissions de gaz à effet de serre.

En effet le renforcement de la non-imposition totale des plus-values de cession permettrait d'améliorer les conditions de réinvestissement des plus-values dans un bateau plus jeune et plus performant sur un plan environnemental, concourant ainsi à renforcer le report modal.





**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. ROCHETTE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, il est institué, par prélèvement sur les recettes de l'État, une dotation globale d'investissement en faveur des communes comptant moins de 15 000 habitants. Les crédits de la dotation globale d'investissement sont répartis entre les communes bénéficiaires en fonction de leur population et de leur potentiel financier.

À la demande de la commune, la quote-part de la dotation à laquelle elle est éligible lui est versée par le représentant de l'État dans le département sous la forme de subventions en vue de la réalisation d'investissements.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement est un amendement d'appel.

Les communes de moins de 15000 habitants ne disposent souvent pas de l'ingénierie nécessaire pour mobiliser des financements extérieurs. La réalisation de leurs projets dans des conditions financières acceptables dépend alors de l'attribution de subventions par d'autres collectivités (Intercommunalités, Département, Région...). Cette dépendance financière entre collectivités peut parfois être biaisée par des questions politiques et impacter la capacité de certaines communes à porter les aménagements nécessaires.

Il semblerait donc intéressant de créer une Dotation globale d'investissement (DGI) en faveur des communes de moins de 15000 habitants, ce que propose cet amendement. Cette dotation en lien avec le nombre d'habitants pourrait être mobilisable directement en fonction des projets portés par la commune.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. ROCHETTE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 27

I. – Alinéa 2, tableau, seconde colonne, deuxième ligne

Remplacer le montant :

27 145 046 362

par le montant :

25 645 046 362

II. – Après la deuxième ligne, insérer une ligne ainsi rédigée :

Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation globale d'investissement	1 500 000 000
--------------------------------------------------------------------------------------------	---------------

**OBJET**

Dans la suite logique de l'amendement d'appel instituant une Dotation globale d'investissement(DGI) pour les communes de moins de 15000 habitants, il est proposé via cet amendement de modifier le montant estimatif de la DGF et de créer une nouvelle ligne, dans le tableau dressant la liste des prélèvements sur recettes, dans l'objectif d'y faire apparaître la DGI.





DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, 128, 132)

N°	I-2193
----	--------

23 NOVEMBRE 2023

## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. DELCROS

C	
G	

### ARTICLE 7

Après l'alinéa 50

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

« Aucun professionnel exerçant une activité libérale réglementée ne peut bénéficier du dispositif mentionné au I à plus d'une reprise. »

### OBJET

Le présent amendement vise à contrecarrer les effets d'aubaine ayant consisté, dans le cadre des zones de revitalisation rurale, à pratiquer un nomadisme libéral dévoyant le dispositif. Il est proposé d'encadrer cette pratique à l'avenir pour France Ruralités Revitalisation (FRR).





**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme ESPAGNAC

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 TERDECIES**

Après l'article 27 terdecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le premier alinéa de l'article 1407 ter du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après la référence : « article 232 », sont insérés les mots : « , dans les communes mentionnées à l'article L. 321-2 du code de l'environnement et les communes limitrophes de celles-ci ainsi que dans les communes situées en zones de montagne définies au sens de l'article 3de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne » ;

2° Le taux : « 60 % » est remplacé par le taux : « 80 % ».

**OBJET**

Cet amendement vise à modifier le plafond de la majoration de la cotisation de taxe d'habitation due au titre des logements meublés non affectés à l'habitation principale, décidée par les conseils municipaux.

En effet, l'article 1407 ter du code général des impôts prévoit que les conseils municipaux puissent voter une surtaxe d'habitation sur les résidences secondaires entre 5 et 60 %de la part leur revenant. Le plafond est trop faible pour être dissuasif, aussi il est proposé de rehausser le critère limitatif de 60% à 80% pour donner plus de liberté aux conseils municipaux afin de lutter contre la crise du logement.

Cet amendement vise aussi à étendre le périmètre des communes concernées afin de proposer que les communes littorales et limitrophes ainsi que les communes de montagne puissent disposer dece mécanisme de majoration. En effet, plusieurs communes non concernées par l'article 1407 ter subissent une pression foncière importante et ne peuvent pas agir, cet amendement vise à leur donner accès à cet outil.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes de MARCO et OLLIVIER

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 31**

Après l'article 31

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après le 1 du I de l'article 197 du code général des impôts, sont insérés six alinéas ainsi rédigés :

« 1 bis. Les taux mentionnés au 1 sont majorés en appliquant à la fraction de chaque part de revenu qui excède 10 225 euros le taux de :

« – 0,25 % pour la fraction supérieure à 10 225 € et inférieure ou égale à 26 070 € ;

« – 0,3 % pour la fraction supérieure à 26 070 € et inférieure ou égale à 74 545 € ;

« – 0,41 % pour la fraction supérieure à 74 545 € et inférieure ou égale à 160 336 € ;

« – 0,45 % pour la fraction supérieure à 160 336 €.

« Le produit des majorations des taux mentionnées au présent 1 bis est affecté aux sociétés et à l'établissement public mentionnés aux articles 44, 45 et 49 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication ainsi qu'à la société TV5 Monde. »

II. – Le 2° du 1 du VI de l'article 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 est ainsi rédigé :

« 2° En recettes : les remboursements d'avances correspondant au produit de l'affectation mentionnée au 1 bis de l'article 197 du code général des impôts. »

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Cet amendement vise à faire évoluer le mode de calcul de la contribution à l'audiovisuel public au profit d'une contribution affectée, proportionnelle et progressive, à hauteur de 0,25% ; 0,3% ; 0,41% et 0,45% des revenus des français imposables.

La suppression de cette contribution dont le remplacement à long terme demeure aujourd'hui incertain (une part affectée de la TVA non indexée sur l'inflation jusqu'en 2024 puis une intégration

au budget général à l'horizon 2025) représente un risque pour la pérennité de ses financements. Le financement stable et pluriannuel d'un audiovisuel public de qualité est le marqueur de vitalité démocratique des États à travers le monde.

Cet amendement s'inspire du modèle mis en place en Suède et des propositions formulées par l'économiste Julia Cagé. Il propose de faire reposer la majeure partie du financement de l'audiovisuel public dans la justice grâce à un second volet de l'impôt sur le revenu, permettant ainsi aux français de contribuer selon leurs moyens à un service public de qualité.

Afin de permettre l'affectation de cette contribution adossée à l'impôt sur le revenu à l'audiovisuel public, ce que ne peut faire le Parlement, il revient au Gouvernement de sous amender cet amendement en le complétant par les dispositions suivantes :

« Le produit des majorations des taux mentionnées au présent 1 bis est affecté aux sociétés et à l'établissement public mentionnés aux articles 44, 45 et 49 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication ainsi qu'à la société TV5 Monde. »

II. – Le 2° du 1 du VI de l'article 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 est ainsi rédigé :

« 2° En recettes : les remboursements d'avances correspondant au produit de l'affectation mentionnée au 1 bis de l'article 197 du code général des impôts. »



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes de MARCO et OLLIVIER

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3 SEXVVICES**

Après l'article 3 sexvicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Au troisième alinéa de l'article 238 bis AB du code général des impôts, les mots : « ou aux salariés » sont supprimés.

**OBJET**

Le présent amendement vise à rapprocher la réduction d'impôt pour les entreprises mécènes de son objectif : soutenir financièrement les artistes plasticiens sur le long terme, ceux-ci n'étant ni protégés ni par une convention collective, ni par l'intermittence.

En particulier, il a pour objet d'encourager les entreprises mécènes à promouvoir le travail de ces artistes auprès d'un large public, et non de leurs seuls salariés. La rédaction actuelle de l'article 238 bis AB du CGI prévoit déjà une obligation d'exposition des œuvres, mais dans la rédaction actuelle, elle peut être réservée aux seuls salariés de l'entreprises, ce qui est excessivement restrictif du point de vue de l'artiste.

C'est pourquoi il est proposé de supprimer cette mention, afin que les entreprises aient l'obligation d'exposer ces œuvres au bénéfice de tous et de contribuer ainsi plus largement à leur renommée.







## AM E N D E M E N T

présenté par

Mmes de MARCO et OLLIVIER

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 DUOTRICIES

Après l'article 5 duotricies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le troisième alinéa de l'article 238 bis AB du code général des impôts est complété par une phrase ainsi rédigée : « Ces expositions donnent lieu à rémunération des artistes concernés. »

### OBJET

Le présent amendement vise à rapprocher la réduction d'impôt pour les entreprises mécènes de son objectif : soutenir financièrement les artistes plasticiens sur le long terme, ceux-ci n'étant ni protégés ni par une convention collective, ni par l'intermittence.

Afin de leur garantir des subsides plus réguliers, le présent amendement vise donc à prévoir le principe d'une rémunération lors des expositions obligatoires organisées en conditionnalité de cette réduction d'impôt.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes de MARCO et OLLIVIER

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 19**

Après l'article 19

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après l'article 15 de la loi n° 2023-451 du 9 juin 2023 visant à encadrer l'influence commerciale et à lutter contre les dérives des influenceurs sur les réseaux sociaux, il est inséré un nouvel article 15 ... ainsi rédigé :

« Art. 15 .... – Une taxe sur la publicité en ligne est due par toute personne physique ou morale exerçant l'activité d'influence commerciale définie à l'article 1<sup>er</sup> par voie électronique dans le cadre d'un contrat visé à l'article 8.

« Elle est assise sur le montant du contrat passé avec le tiers bénéficiant de la publicité en ligne, ou la valeur des avantages en nature accordés en contrepartie de cette publicité.

« Le taux de la taxe est de 5 %.

« La taxe ne s'applique pas aux messages passés pour le compte d'œuvres reconnues d'utilité publique à l'occasion de grandes campagnes nationales.

« Les redevables sont tenus de souscrire, dans le mois du commencement des opérations imposables, auprès du service des impôts dont ils dépendent, une déclaration d'existence et, avant le 25 de chaque mois, un relevé conforme au modèle établi par l'administration indiquant le nombre de messages publicitaires diffusés le mois précédent.

« La taxe est établie et recouvrée au vu de ce relevé selon les règles, conditions, garanties et sanctions prévues en matière de taxe sur la valeur ajoutée. »

**OBJET**

A la suite des débats intervenus lors des examens de la précédente loi de finances et de la loi n° 2023-451 du 9 juin 2023 visant à encadrer l'influence commerciale et à lutter contre les dérives des influenceurs sur les réseaux sociaux, cet amendement vise à prévoir une taxe sur la publicité diffusée par les personnes exerçant une activité d'influence commerciale sur les réseaux sociaux.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
Mme de MARCO

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL AVANT L'ARTICLE 24

Avant l'article 24

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – La sous-section 2 de la section 3 du chapitre II du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services est complétée par une division ainsi rédigée :

« Paragraphe...

« Tarifs réduits applicables aux consommations des activités des services départementaux d'incendies et de secours

« Art. L. 312-87-.... – Relèvent d'un tarif réduit de l'accise les carburants utilisés pour les véhicules affectés aux activités des services départementaux d'incendie et de secours. »

II. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Les Services Départementaux d'Incendie et de Secours (SDIS) utilisent des véhicules lourds qui consomment d'importantes quantités de carburant. Ainsi, ils font face à l'augmentation des prix de l'énergie qui grèvent leurs budgets et mettent en péril le bon fonctionnement de leurs services.

En plus des moyens et les technologies suffisants pour renouveler la flotte de véhicules par du matériel moins polluant et pour soutenir les sapeurs-pompiers dans leurs missions, cet amendement propose d'exonérer les SDIS de la Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques (TICPE).

L'armée et de nombreux professionnels bénéficient déjà d'une réduction ou d'une exonération de la TICPE. Les SDIS sont des services vitaux à toutes et tous et qui sont de plus en plus sollicités, en raison de la crise des services d'urgence dans notre pays et notamment de l'amplification du risque feux de forêt. Alors que les ressources des collectivités territoriales sont de plus en plus contraintes, l'État doit soutenir le financement des SDIS.







N°	I-2200
----	--------

**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes de MARCO et OLLIVIER

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 DUOVICIES**

Après l'article 5 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – La seconde phrase du septième alinéa du f du 1 du III de l'article 220 sexies du code général des impôts est ainsi modifiée :

1° Le taux » 30 % » est remplacé par le taux « 40 % » ;

2° Après le mot : » et », sont insérés les mots : « à 30 % ».

II. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à soutenir la production de films d'animation.

En effet, les films d'animation sont plus coûteux à développer que les films en prise de vue réelle, et, en raison de leur popularité auprès du grand public et du public jeune, participent à la popularisation de l'ensemble des oeuvres cinématographiques.

C'est pourquoi il est proposé de leur conférer un taux de crédit d'impôt supérieur à celui des films en prise de vues réelles.







DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, 128, 132)

N°	I-2201
----	--------

23 NOVEMBRE 2023

## AM E N D E M E N T

présenté par

Mmes de MARCO et OLLIVIER

C	
G	

### ARTICLE 3 UNVICIES

Alinéa 5

Après le mot :

prononcée

insérer les mots :

ou décidée

### OBJET

Les auteurs de cet amendement saluent l'exonération de droits de mutation par décès la transmission de biens ayant fait l'objet d'une spoliation dans le contexte des persécutions antisémites perpétrées entre le 30 janvier 1933 et le 8 mai 1945, dans la continuité de la loi n° 2023-650 du 22 juillet 2023 et des travaux entrepris auparavant au Sénat par Corinne Bouchoux.

Cet amendement de précision vise à prévoir l'application de cette exonération suite aux restitutions "prononcées" par le juge, mais aussi "décidées" par le premier ministre, comme le prévoit la loi.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes de MARCO et Nathalie GOULET

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE 10 OCTIES**

I. – L'article 298 septies du code général des impôts est complété par sept alinéas ainsi rédigés :

« Le taux défini au présent article bénéficie aux seules entreprises qui satisfont aux conditions suivantes :

« 1° La reconnaissance de la personnalité juridique à la rédaction ;

« 2° La création d'un conseil de rédaction chargé de l'élaboration d'un règlement intérieur qui détermine le nombre de ses représentants, leur fonction, la durée de leur mandat et leurs prérogatives. Ce conseil de rédaction ayant également la charge de veiller à ce que :

« - Tous les journalistes de l'entreprise de presse concernée peuvent, au quotidien, exercer leur travail en toute indépendance des pouvoirs publics, des pouvoirs économiques, notamment ceux qui constituent l'actionnariat du média auquel ils contribuent ;

« - Les journalistes qui en sont membres sont à l'abri de pressions ou tentatives des pressions au but d'altérer la pratique indépendante de leur mission d'informer ;

« - Les journalistes qui en sont membres ne se trouvent pas en situation de conflit d'intérêts.

« 3° la compétence de ce conseil de rédaction, non substituable à la direction de la rédaction, pour la désignation ou la démission du directeur et de ses adjoints advenue du fait du propriétaire du titre, pour l'élaboration et la modification de l'organisation de la rédaction, pour la ligne éditoriale définie préalablement avec la direction et la conformité de la publicité à cette ligne éditoriale, »

II. – Un décret précise les conditions d'application du présent article.

**OBJET**

Le présent amendement vise à conditionner le bénéfice du taux réduit de TVA à la mise en place, par les entreprises de presse papier et numérique, de dispositifs favorisant l'indépendance de leur rédaction, sur la base des dispositions convergentes proposées au Sénat.

Il s'agit en particulier de conditionner ce taux réduit à l'instauration d'un conseil de rédaction doté d'une personnalité juridique, ne se substituant pas à la direction de la rédaction, mais participant à son organisation et à la mise en oeuvre de la ligne éditoriale.

Le texte varie donc de l'amendement transpartisan proposé à l'Assemblée nationale.







N°	I-2203
----	--------

## A M E N D E M E N T

présenté par

Mmes de MARCO et OLLIVIER

C	
G	

### ARTICLE 16 SEXIES

Supprimer cet article.

### OBJET

Cet amendement vise à supprimer l'article 16 sexies qui prévoit la possibilité d'étendre aux « monuments non historiques » à usage culturel la possibilité prévue par l'article L. 621-29-8 du code du patrimoine depuis 2007 pour monuments historiques de financer certains de leurs travaux par les recettes tirées de l'installation de bâches d'échafaudage comportant un espace dédié à l'affichage publicitaire.

Cette disposition n'est pas souhaitable, dès lors qu'elle acte le désinvestissement financier de l'Etat pour le patrimoine national, et qu'elle renforce la présence d'affichages publicitaires dans nos paysages urbains.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes de MARCO et OLLIVIER

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 16 SEPTIES

I. – Rédiger ainsi cet article :

L'article L. 621-29-8 du code du patrimoine est abrogé.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Par cohérence avec l'amendement de suppression de l'article 16 sexies, et aux travaux antérieurs de notre collègue Corinne Bouchoux, cet amendement vise à supprimer l'article L. 621-29-8 du code du patrimoine.

Cet article prévoit que, « par dérogation à l'article L. 581-2 du code de l'environnement, dans le cadre de l'instruction des demandes d'autorisation de travaux sur les immeubles classés ou des demandes d'accord de travaux sur les immeubles inscrits, l'autorité administrative chargée des monuments historiques peut autoriser l'installation de bâches d'échafaudage comportant un espace dédié à l'affichage. Les recettes perçues par le propriétaire du monument pour cet affichage sont affectées par le maître d'ouvrage au financement des travaux. »

Cette disposition a trop largement favorisé un affichage publicitaire géant dans certains espaces pourtant protégés, notamment à Paris, et sur une période longue dépassant souvent le temps des travaux.

Cette disposition va même, dans certains cas, à l'encontre de l'article L. 581-8 qui « interdit la publicité à l'intérieur des agglomérations », à « moins de 100 mètres et dans le champ de visibilité des immeubles classés parmi les monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire. »

Aussi, afin de préserver nos paysages urbains remarquables du matraquage publicitaire, le présent amendement propose de mettre fin à cette disposition.





N°	I-2205
----	--------

## AM E N D E M E N T

présenté par

Mmes de MARCO et OLLIVIER

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 DUOVICIES

Après l'article 5 duovicies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le 2 du II de l'article 220 sexies du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Ne sont pas éligibles les œuvres cinématographiques ou audiovisuelles ayant mobilisé des logiciels d'intelligence artificielle. »

### OBJET

Le présent amendement vise à exclure du crédit d'impôt les oeuvres ayant eu recours à l'intelligence artificielle dans l'écriture du scénario, la production ou la post-production.

En l'absence de rétribution des auteurs dont les travaux ont permis de "former" les logiciels d'intelligence artificielle, le recours à l'intelligence artificielle dans la production audiovisuelle et cinématographique n'est pas équitable.

En outre, la réalisation de telles production, est une menace pour la créativité, par la valorisation de mécanismes intellectuel et narratifs itératifs.

Cet amendement a été nourri par les échanges avec l'ARP et de la SRF.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes de MARCO et OLLIVIER

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 NOVODECIES**

Après l'article 5 novodecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le 1 du II de l'article 220 quaterdecies du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

«(...) Etre destinées à une diffusion en salles, concernant les œuvres cinématographiques. »

**OBJET**

Le présent amendement vise à renforcer le lien entre l'œuvre cinématographique et la sortie en salle, qui s'est altéré avec le développement de plateformes de services de vidéo à la demande, tendance qui s'est renforcée sous la crise sanitaire.

Depuis sa création, le cinéma est conçu comme une expérience collective pour les spectateurs.

Dans un contexte d'entrée en vigueur du décret SMAD qui ouvre le système de financement français aux plateformes de vidéo à la demande, dont la vocation première n'est donc pas la salle, il convient de rappeler notre attachement au 7ème art, et à la projection sur grand écran, afin de garantir sur le long terme la qualité des films projetés. Le financement du cinéma français reposant en grande partie sur les entrées en salle, il convient par ailleurs de garantir la pérennité de ce système, qui fait figure d'exception française.

Prenant acte des remarques du rapporteur lors des débats sur le budget pour 2023, soulignant que "les plateformes recourent davantage au crédit d'impôt international qu'au crédit d'impôt cinéma", l'amendement vise ce crédit d'impôt.

Par ailleurs, comme le remarquait le rapporteur, "80 % de leur financement est orienté vers la production audiovisuelle", donc de productions qui ne participent pas au financement de la politique de soutien au cinéma, reposant sur les entrées en salles. Cet amendement vise donc à les inciter à la production de contenus destinées aux salles.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. RAMBAUD

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 QUINDECIES**

Après l'article 5 quindecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

A. – L'article 199 terdecies-0 A est ainsi rédigé :

« Art. 199 terdecies-0 A. – I. – A. Les contribuables domiciliés fiscalement en France peuvent bénéficier d'une réduction de leur impôt sur le revenu égale à 18 % des versements effectués au titre :

« 1° Des souscriptions en numéraire :

« a) Au capital initial de sociétés ;

« b) Aux augmentations de capital de sociétés dont il n'est ni associé ni actionnaire ;

« c) Aux augmentations de capital d'une société dont il est associé ou actionnaire lorsque ces souscriptions constituent un investissement de suivi, y compris lorsque ladite société exerce son activité sur un marché depuis plus de dix ans après son enregistrement ou plus de sept ans après sa première vente commerciale, réalisé dans les conditions cumulatives suivantes :

« i) le redevable a bénéficié, au titre de son premier investissement au capital de la société bénéficiaire des versements, de l'avantage fiscal prévu au premier alinéa du présent A ;

« ii) de possibles investissements de suivi étaient prévus dans le plan d'entreprise de la société bénéficiaire des versements ;

« iii) la société bénéficiaire de l'investissement de suivi n'est pas devenue liée à une autre entreprise dans les conditions prévues au c du 4 de l'article 21 du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité.

« 2° Des souscriptions de titres participatifs, dans les conditions prévues au 1°, dans des sociétés coopératives de production définies par la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives de production ou dans d'autres sociétés coopératives régies par la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

« Les souscriptions mentionnées aux 1° et 2° confèrent aux souscripteurs les seuls droits résultant de la qualité d'actionnaire ou d'associé, à l'exclusion de toute autre contrepartie notamment sous la



forme de garantie en capital, de tarifs préférentiels ou d'accès prioritaire aux biens produits ou aux services rendus par la société.

« B. L'avantage fiscal prévu au A s'applique, dans les mêmes conditions, aux souscriptions effectuées par des personnes physiques en indivision. Chaque membre de l'indivision peut bénéficier de l'avantage fiscal à concurrence de la fraction de la part de sa souscription représentative de titres reçus en contrepartie de souscriptions au capital de sociétés vérifiant les conditions prévues au C.

« C. Le bénéfice de l'avantage fiscal prévu au A du présent I est subordonné au respect, par la société bénéficiaire de la souscription, des conditions suivantes :

« 1° Elle est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'annexe I du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 précité ;

« 2° Elle n'est pas qualifiable d'entreprise en difficulté au sens du 18 de l'article 2 du même règlement ;

« 3° Elle exerce une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale, à l'exclusion des activités procurant des revenus garantis en raison de l'existence d'un tarif réglementé de rachat de la production ou bénéficiant d'un contrat offrant un complément de rémunération défini à l'article L. 314-18 du code de l'énergie, des activités financières, des activités de gestion de son propre patrimoine mobilier et des activités de construction d'immeubles en vue de leur vente ou de leur location et des activités immobilières.

« Pour l'application du premier alinéa du présent 3°, l'activité de courtage et l'activité de change sont considérées comme des activités financières.

« 4° Elle remplit au moins l'une des conditions suivantes au moment de l'investissement initial :

« a) elle n'exerce son activité sur aucun marché ;

« b) elle exerce son activité sur un marché, quel qu'il soit, depuis moins de dix ans après son enregistrement ou moins de sept ans après sa première vente commerciale. Le seuil de chiffre d'affaires qui caractérise la première vente commerciale au sens du présent alinéa ainsi que ses modalités de détermination sont fixés par décret ;

« c) elle a besoin d'un investissement initial qui, sur la base d'un plan d'entreprise établi en vue d'une nouvelle activité économique, est supérieur à 50 % de son chiffre d'affaires annuel moyen des cinq années précédentes ;

« 5° Ses actifs ne sont pas constitués de façon prépondérante de métaux précieux, d'œuvres d'art, d'objets de collection, d'antiquités, de chevaux de course ou de concours ou, sauf si l'objet même de son activité consiste en leur consommation ou en leur vente au détail, de vins ou d'alcools ;

« 6° Elle a son siège de direction effective dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales ;

« 7° Ses titres ne sont pas admis aux négociations sur un marché réglementé ou un système multilatéral de négociation français ou étranger au sens des articles L. 421-1 ou L. 424-1 du code monétaire et financier, sauf si ce marché est un système multilatéral de négociation où la majorité des instruments admis à la négociation sont émis par des petites ou moyennes entreprises au sens de l'annexe I au règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 précité ;

« 8° Elle est soumise à l'impôt sur les bénéfices dans les conditions de droit commun ou y serait soumise dans les mêmes conditions si son activité était exercée en France ;

« 9° Elle compte au moins deux salariés à la clôture de l'exercice qui suit la souscription ayant ouvert droit à la présente réduction, ou un salarié si elle est soumise à l'obligation de s'inscrire à la chambre des métiers et de l'artisanat ;

« 10° Le montant total des versements qu'elle a reçus au titre des souscriptions mentionnées au présent I et au VI et des aides dont elle a bénéficié au titre du financement des risques sous la forme d'investissement en fonds propres ou quasi-fonds propres, de prêts, de garanties ou d'une combinaison de ces instruments n'excède pas 15 millions d'euros.

« D. L'avantage fiscal prévu au A du présent I trouve également à s'appliquer lorsque la société bénéficiaire de la souscription remplit les conditions suivantes :

« 1° La société vérifie l'ensemble des conditions prévues au C du présent I à l'exception de celles prévues aux 3°, 4°, 9° et 10° ;

« 2° La société a pour objet exclusif de détenir des participations dans des sociétés exerçant une des activités mentionnées au 3° du C du présent I ;

« 3° La société a exclusivement pour mandataires sociaux des personnes physiques ;

« 4° La société n'est pas associée ou actionnaire de la société au capital de laquelle elle réinvestit, excepté lorsque le réinvestissement constitue un investissement de suivi remplissant les conditions cumulatives prévues au c du 1° du A du présent I ;

« 5° La société communique à chaque investisseur, avant la souscription de ses titres, un document d'information, précisant notamment la période de conservation des titres pour bénéficier de l'avantage fiscal visé au A du présent I, les modalités prévues pour assurer la liquidité de l'investissement au terme de la durée de blocage, les risques générés par l'investissement et la politique de diversification des risques, les règles d'organisation et de prévention des conflits d'intérêts, les modalités de calcul et la décomposition de tous les frais et commissions, directs et indirects, et le nom du ou des prestataires de services d'investissement chargés du placement des titres.

« Le montant des versements au titre de la souscription réalisée par le contribuable est pris en compte, pour l'assiette de la réduction d'impôt, dans la limite de la fraction déterminée en retenant :

« – au numérateur, le montant des versements effectués par la société mentionnée au premier alinéa du présent D, à raison de souscriptions mentionnées au A du présent I dans des sociétés vérifiant l'ensemble des conditions prévues au C du même I, avant la date de clôture de l'exercice au cours duquel le contribuable a procédé aux versements correspondant à sa souscription dans cette société ;

« – et au dénominateur, le montant total des versements reçus au cours de ce même exercice par ladite société et afférents à la souscription à laquelle se rapportent les versements effectués par le contribuable.

« La réduction d'impôt sur le revenu est accordée au titre de l'année de la clôture de l'exercice de la société mentionnée au premier alinéa au cours duquel le contribuable a procédé au versement au titre de sa souscription.

« Un décret fixe les conditions dans lesquelles les investisseurs sont informés annuellement du montant détaillé des frais et commissions, directs et indirects, qu'ils supportent et celles dans lesquelles ces frais sont encadrés. Pour l'application de la phrase précédente, sont assimilées aux sociétés mentionnées au présent D les sociétés dont la rémunération provient principalement de mandats de conseil ou de gestion obtenus auprès de redevables effectuant les versements mentionnés au C ou au présent D, lorsque ces mandats sont relatifs à ces mêmes versements.

« La société adresse à l'administration fiscale, à des fins statistiques, au titre de chaque année, avant le 30 avril de l'année suivante et dans des conditions définies par arrêté conjoint des ministres chargés de l'économie et du budget, un état récapitulatif des sociétés financées, des titres détenus ainsi que des montants investis durant l'année. Les informations qui figurent sur cet état sont celles arrêtées au 31 décembre de l'année.

« II. – Les versements ouvrant droit à la réduction d'impôt mentionnée au I sont retenus dans la limite annuelle de 50 000 € pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés et de 100 000 € pour les contribuables mariés ou liés par un pacte civil de solidarité soumis à imposition commune.

« La fraction d'une année excédant, le cas échéant, les limites mentionnées au premier alinéa ouvre droit à la réduction d'impôt dans les mêmes conditions au titre des quatre années suivantes.

« La réduction de l'impôt dû procurée par le montant de la réduction d'impôt mentionnée au I qui excède le montant mentionné au premier alinéa du 1 de l'article 200-0 A peut être reportée sur l'impôt sur le revenu dû au titre des années suivantes jusqu'à la cinquième inclusivement. Pour la détermination de cet excédent au titre d'une année, il est tenu compte de la réduction d'impôt accordée au titre des versements réalisés au cours de l'année concernée et des versements en report mentionnés au deuxième alinéa du présent II ainsi que des reports de la réduction d'impôt constatés au titre d'années antérieures.

« III. – Le bénéfice de la réduction d'impôt mentionnée au I est subordonné au respect de l'article 21 bis du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

« IV. – Les dispositions du 5 du I de l'article 197 sont applicables.

« A. Le bénéfice de l'avantage fiscal prévu au I du présent article est subordonné à la conservation par le redevable des titres reçus en contrepartie de sa souscription au capital de la société jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant celle de la souscription.

« La condition relative à la conservation des titres reçus en contrepartie de la souscription au capital s'applique également à la société mentionnée au premier alinéa du D du I et à l'indivision mentionnée au B du même I.

« En cas de remboursement des apports aux souscripteurs avant le 31 décembre de la septième année suivant celle de la souscription, le bénéfice de l'avantage fiscal prévu au I est remis en cause, sauf si le remboursement fait suite à la liquidation judiciaire de la société.

« B. En cas de non-respect de la condition de conservation prévue au premier alinéa du A du présent IV par suite d'une fusion ou d'une scission au sens de l'article 817 A, l'avantage fiscal mentionné au I accordé au titre de l'année en cours et de celles précédant ces opérations n'est pas remis en cause si les titres reçus en contrepartie sont conservés jusqu'au même terme. Cet avantage fiscal n'est pas non plus remis en cause lorsque la condition de conservation prévue au premier alinéa du A du présent IV n'est pas respectée par suite d'une annulation des titres pour cause de pertes ou de liquidation judiciaire ou d'une cession réalisée dans le cadre d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

« En cas de non-respect de la condition de conservation prévue au premier alinéa du A du présent IV en cas de cession stipulée obligatoire par un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou en cas de procédure de retrait obligatoire à l'issue d'une offre publique de retrait ou de toute offre publique au sens de l'article L. 433-4 du code monétaire et financier, l'avantage fiscal mentionné au I accordé au titre de l'année en cours et de celles précédant ces opérations n'est pas non plus remis en cause si le prix de vente des titres cédés, diminué des impôts et taxes générés par cette cession, est intégralement réinvesti par le cédant, dans un délai maximum de douze mois à compter de la cession, en souscription

de titres de sociétés satisfaisant aux conditions mentionnées au C du I, sous réserve que les titres ainsi souscrits soient conservés jusqu'au même terme. Cette souscription ne peut donner lieu au bénéfice de l'avantage fiscal prévu au A du I.

« En cas de non-respect de la condition de conservation prévue au premier alinéa du A du présent IV en cas d'offre publique d'échange de titres, l'avantage fiscal mentionné au I accordé au titre de l'année en cours et de celles précédant cette opération n'est pas non plus remis en cause si les titres obtenus lors de l'échange sont des titres de sociétés satisfaisant aux conditions mentionnées au C du I et si l'éventuelle soulte d'échange, diminuée le cas échéant des impôts et taxes générés par son versement, est intégralement réinvestie, dans un délai maximal de douze mois à compter de l'échange, en souscription de titres de sociétés satisfaisant aux conditions mentionnées au C du I, sous réserve que les titres obtenus lors de l'échange et, le cas échéant, souscrits en remploi de la soulte soient conservés jusqu'au terme du délai applicable aux titres échangés. La souscription de titres au moyen de la soulte d'échange ne peut donner lieu au bénéfice de l'avantage fiscal prévu au A du I.

« En cas de non-respect de la condition de conservation des titres prévue au premier alinéa du A du présent IV du fait de leur cession plus de trois ans après leur souscription, l'avantage fiscal mentionné au I accordé au titre de la souscription des titres cédés n'est pas remis en cause, quelle que soit la cause de cette cession, si le prix de vente des titres cédés, diminué des impôts et taxes générés par cette cession, est intégralement réinvesti par le cédant, dans un délai maximum de douze mois à compter de la cession, en souscription de titres de sociétés satisfaisant aux conditions mentionnées au C du I. Les titres ainsi souscrits doivent être conservés jusqu'au terme du délai mentionné au premier alinéa du A du présent IV. Cette souscription ne peut donner lieu au bénéfice de l'avantage fiscal prévu au A du I.

« Le A du présent IV ne s'applique pas en cas de licenciement, d'invalidité correspondant au classement dans la deuxième ou troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale, du décès du souscripteur ou de son conjoint ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité soumis à une imposition commune. Il en est de même en cas de donation à une personne physique des titres reçus en contrepartie de la souscription au capital de la société si le donataire reprend l'obligation de conservation des titres transmis prévue au A du présent IV et s'il ne bénéficie pas du remboursement des apports avant le terme mentionné au dernier alinéa du même A. A défaut, la reprise de la réduction d'impôt obtenue est effectuée au nom du donateur.

« Les conditions mentionnées au dernier alinéa du A du I et aux 3°, 5° et 6° du 2 du C du même I doivent être satisfaites à la date de la souscription et de manière continue jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant celle de cette souscription. A défaut, l'avantage fiscal prévu audit I est remis en cause.

« C. L'avantage fiscal prévu au I accordé au titre de l'année en cours et des précédentes fait l'objet d'une reprise au titre de l'année au cours de laquelle la société ou le redevable cesse de respecter l'une des conditions mentionnées aux deux premiers alinéas du A ou au dernier alinéa du B du présent IV.

« V. – Un décret fixe les modalités d'application du présent article, notamment les obligations déclaratives incombant aux contribuables et aux sociétés.

« VI. – A. Les contribuables domiciliés fiscalement en France peuvent bénéficier d'une réduction de leur impôt sur le revenu égale à 18 % des versements effectués au titre de souscriptions en numéraire de parts de fonds communs de placement dans l'innovation mentionnés à l'article L. 214-30 du code monétaire et financier, de parts de fonds d'investissement de proximité mentionnés à l'article L. 214-31 du même code ou d'un organisme similaire d'un autre État membre de l'Union européenne ou d'un État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

« L'avantage prévu au premier alinéa du présent A ne s'applique que lorsque les conditions suivantes sont satisfaites :

- « 1° Les personnes physiques prennent l'engagement de conserver les parts de fonds jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant celle de la souscription ;
- « 2° Le porteur de parts, son conjoint, son partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou son concubin notoire soumis à une imposition commune et leurs ascendants et descendants ne doivent pas détenir ensemble plus de 10 % des parts du fonds, et directement ou indirectement, plus de 25 % des droits dans les bénéfices des sociétés dont les titres figurent à l'actif du fonds ou avoir détenu ce montant à un moment quelconque au cours des cinq années précédant la souscription des parts du fonds ;
- « 3° Le fonds doit respecter au minimum le quota d'investissement de 70 % prévu au I de l'article L. 214-30 du code monétaire et financier et au I de l'article L. 214-31 du même code. Ce quota doit être atteint à hauteur de 50 % au moins au plus tard quinze mois à compter de la date de clôture de la période de souscription fixée dans le prospectus complet du fonds, laquelle ne peut excéder quatorze mois à compter de la date de constitution du fonds, et à hauteur de 100 % au plus tard le dernier jour du quinzième mois suivant.
- « B. Les versements ouvrant droit à la réduction d'impôt mentionnée au A du présent VI sont retenus, après imputation des droits ou frais d'entrée et à proportion du quota d'investissement mentionné au 3° du A du même VI, que le fonds s'engage à atteindre, dans les limites annuelles de 12 000 € pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés et de 24 000 € pour les contribuables mariés ou pour ceux liés par un pacte civil de solidarité et soumis à imposition commune.
- « C. Un décret fixe les conditions dans lesquelles les porteurs de parts sont informés annuellement du montant détaillé des frais et commissions, directs et indirects, qu'ils supportent et celles dans lesquelles ces frais sont encadrés.
- « D. L'avantage fiscal obtenu fait l'objet d'une reprise au titre de l'année au cours de laquelle le fonds ou le redevable cesse de respecter les conditions prévues au A du présent VI.
- « Le premier alinéa du présent D ne s'applique pas lorsque la condition prévue au 1° du A du présent VI n'est pas respectée en cas de licenciement, d'invalidité correspondant au classement dans les catégories prévues aux 2° et 3° de l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale, de décès du souscripteur ou de conjoint ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité soumis à une imposition commune.
- « E. Sont exclues du bénéfice de l'avantage fiscal prévu au A du présent VI les parts de fonds donnant lieu à des droits différents sur l'actif net ou sur les produits du fonds ou de la société, attribuées en fonction de la qualité de la personne.
- « VII. – Le taux de l'avantage fiscal mentionné au VI est porté à 30 % pour les versements effectués au titre de souscriptions en numéraire de parts de fonds d'investissement de proximité, mentionnés à l'article L. 214-31 du code monétaire et financier, dont l'actif est constitué pour 70 % au moins de valeurs mobilières, parts de société à responsabilité limitée et avances en compte courant émises par des sociétés qui exercent leurs activités exclusivement dans des établissements situés en Corse.
- « Les réductions d'impôt prévues au VI et au présent VII sont exclusives les unes des autres pour les souscriptions dans un même fonds.
- « VIII. – Les contribuables domiciliés fiscalement en France peuvent bénéficier d'une réduction de leur impôt sur le revenu égale à 30 % des versements au titre de souscriptions en numéraire de parts de fonds d'investissement de proximité, mentionnés à l'article L. 214-31 du code monétaire et financier, dont l'actif est constitué pour 70 % au moins de titres financiers, parts de société à responsabilité limitée et avances en compte courant émises par des sociétés qui exercent leurs activités exclusivement dans des établissements situés dans les départements d'outre-mer, Saint-Barthélemy,

Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna.

« Les deuxième à cinquième alinéas du A et les B, C, D et E du VI du présent article sont applicables.

« Les réductions d'impôt prévues au VI et au présent VIII sont exclusives les unes des autres pour les souscriptions dans un même fonds.

« IX. – Les réductions d'impôt mentionnées aux I, VI, VII et VIII ne s'appliquent pas aux titres figurant dans un plan d'épargne en actions mentionné à l'article 163 quinquies D, dans un plan d'épargne avenir climat mentionné à l'article L. 221-34-2 du code monétaire et financier, dans un plan d'épargne retraite mentionné à l'article L. 224-1 du code monétaire et financier ou dans un plan d'épargne salariale mentionné au titre III du livre III de la troisième partie du code du travail, ni à la fraction des versements effectués au titre de souscriptions ayant ouvert droit aux réductions d'impôt prévues aux f ou g du 2 de l'article 199 undecies A, ou aux articles 199 undecies B, 199 terdecies-0 B ou 199 unvicies du présent code.

« Les souscriptions réalisées par un contribuable au capital d'une société dans les douze mois suivant le remboursement, total ou partiel, par cette société de ses apports précédents n'ouvrent pas droit à l'avantage fiscal mentionné au I.

« Les souscriptions réalisées au capital d'une société holding animatrice ouvrent droit à l'avantage fiscal mentionné au I lorsque la société est constituée et contrôle au moins une filiale depuis au moins douze mois. Pour l'application du présent alinéa, une société holding animatrice s'entend d'une société qui, outre la gestion d'un portefeuille de participations, participe activement à la conduite de la politique de son groupe et au contrôle de ses filiales et rend, le cas échéant et à titre purement interne, des services spécifiques, administratifs, juridiques, comptables, financiers et immobiliers.

« X. – Un décret fixe les modalités d'application du VI, notamment les obligations déclaratives incombant aux porteurs de parts ainsi qu'aux gérants et dépositaires des fonds.

« Le montant des frais et commissions directs et indirects imputés au titre d'un même versement mentionné aux A ou D du I ou aux VI à VIII par les sociétés mentionnées au premier alinéa du D du I, par les gérants et dépositaires de fonds mentionnés aux VI à VIII, par les sociétés et les personnes physiques exerçant une activité de conseil ou de gestion au sens de l'article L. 321-1 du code monétaire et financier au titre du versement ou par des personnes physiques ou morales qui leur sont liées au sens des articles L. 233-3, L. 233-4 et L. 233-10 du code de commerce ne peut excéder un plafond fixé par arrêté du ministre chargé de l'économie, dont le niveau tient compte du montant du versement, de la valeur liquidative des fonds et des distributions effectuées.

« Par dérogation au deuxième alinéa du présent VII, le montant des frais et commissions directs et indirects imputés au titre d'un même versement peut, dans des circonstances exceptionnelles, excéder ce plafond lorsque le dépassement correspond en totalité à des frais engagés pour faire face à une situation non prévisible indépendante de la volonté des personnes mentionnées au même deuxième alinéa et dans l'intérêt des investisseurs ou porteurs de parts.

« Sans préjudice des sanctions que l'Autorité des marchés financiers peut prononcer, tout manquement à ces interdictions est passible d'une amende dont le montant ne peut excéder dix fois les frais indûment perçus. »

B. – L'article 199 terdecies-0 AA est ainsi modifié :

1° Au 1° , les mots : « c du 1 bis du I de l'article 885-0 V bis, dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2017 » sont remplacés par les mots : « 3° du C du I de l'article 199 terdecies-0 A » ;

2° Au 2° :

- a) Au premier alinéa, les mots : « d du 1 bis du I de l'article 885-0 V bis dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2017 » sont remplacés par les mots : « 4° du C du I de l'article 199 terdecies-0 A » ;
- b) Au c du 2°, les mots : « en faveur du financement des risques » sont remplacés par les mots : « initial » et les mots : « d'intégrer un nouveau marché géographique ou de produits » sont remplacés par les mots : « d'une nouvelle activité économique ».

C. – A l'article 1763 C :

1° A la première phrase du deuxième alinéa, par deux fois, la référence : « VI ter » est remplacée par la référence : « VII » ;

2° A la première phrase du quatrième alinéa, les mots : « c du 1 du III de l'article 885-0 V bis dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2017 » sont remplacés par les mots : « 3° du A du VI de l'article 199 terdecies-0 A » ;

3° A la première phrase du cinquième alinéa :

- a) La référence : « 3° » est remplacée par la référence : « D » ;
- b) Les mots : « et à l'avant-dernier alinéa du 3 du I de l'article 885-0 V bis dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2017 » sont supprimés ;
- c) Les mots : « 1° du I de l'article 199 terdecies-0 A ou le 1 du I de l'article 885-0 V bis dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2017 » sont remplacés par les mots : « A du I du même article » ;

4° Au sixième alinéa :

- a) La référence : « 2 bis » est remplacé par la référence : « C » ;
- b) Les mots : « et au dernier alinéa du 1 du III de l'article 885-0 V bis dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2017 » sont supprimés ;
- c) Les mots : « 1 du VI de l'article 199 terdecies-0 A ou le 1 du III de l'article 885-0 V bis dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2017 » sont remplacés par les mots : « A du même VI » ;

4° A la première phrase de l'avant-dernier alinéa :

- a) Les mots : « f du 3 du I de l'article 885-0 V bis dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2017 » sont remplacés par les mots : « 5° du D du I de l'article 199 terdecies-0 A » ;
- b) Les mots : « 3° du I de l'article 199 terdecies-0 A ou au I de l'article 885-0 V bis dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2017 » sont remplacés par les mots : « D du même I article » ;

5° A la dernière phrase du dernier alinéa :

- a) La référence : « 3° » est remplacée par la référence : « D » ;
- b) Les mots : « et au dernier alinéa du 3 du I de l'article 885-0 V bis dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2017 » sont supprimés ;
- c) Les mots : « 1° du I de l'article 199 terdecies-0 A ou au I de l'article 885-0 V bis dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2017 » sont remplacés par les mots : « A du I du même article ».

II. – Le code monétaire et financier est ainsi modifié :

A. – A l'article L. 214-30 :

1° Au I :

a) Au premier alinéa, les mots : « c, e et i du 1 bis du I de l'article 885-0 V bis du code général des impôts dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2017 » sont remplacés par les mots : « 3°, 5° et 9° du C du I de l'article 199 terdecies-0 A du code général des impôts » ;

b) Au d du 1° :

i) Au troisième alinéa, les mots : « d du 1 bis du I de l'article 885-0 V bis du code général des impôts dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2017 » sont remplacés par les mots : « 4° du C du I de l'article 199 terdecies-0 A du code général des impôts » ;

ii) Au quatrième alinéa, les mots : « en faveur du financement des risques » sont supprimés et les mots : « d'intégrer un nouveau marché géographique ou de produits » sont remplacés par les mots : « d'une nouvelle activité économique » ;

c) Au b du 2°, les mots : « j du 1 bis du I de l'article 885-0 V bis du code général des impôts dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2017 » sont remplacés par les mots : « 10° du C du I de l'article 199 terdecies-0 A du code général des impôts » ;

2° Au B du III, la référence : « 6 » est remplacée par la référence : « 4 ».

B. – L'article L. 214-31 est ainsi modifié :

1° Au 4° du I :

a) Le a est ainsi rédigé :

« a) Respecter les conditions définies au 3° du C du I de l'article 199 terdecies-0 A du code général des impôts, sous réserve du 3° du présent I, et aux 4° et 5° du C du I du même article ; » ;

b) Après la seconde occurrence du mot : « au », la fin du b est ainsi rédigée : « g du même 1 bis » sont remplacés par les mots : « 7° du même C ; » ;

c) Après le mot : « aux », la fin du c est ainsi rédigée : « 2° et 10° dudit C ; » ;

2° Au B du III, la référence : « 6 » est remplacée par la référence : « 4 ».

C. – Au A du IV de l'article L. 221-32-5 :

1° Au 1° :

a) Après la troisième occurrence du mot : « aux », la fin de la première phrase est ainsi rédigée : « 1° à 7° et aux 9° et 10° du C du I de l'article 199 terdecies-0 A du code général des impôts. » ;

b) A la seconde phrase, les mots : « ou à l'avant-dernier alinéa du 1 et aux c, e, f et i du 1 bis du I du même article 885-0 V bis dans cette même rédaction » sont remplacés par les mots : « au dernier alinéa du A et aux 3°, 5°, 6° et 9° du C du I de l'article 199 terdecies-0 A » ;

2° Après les mots : « c du 1° du 1 », la fin du 2° est ainsi rédigée : « A du I dudit article 199 terdecies-0 A ; ».

## OBJET

La loi relative à l'initiative économique et à l'entreprise individuelle, dite « Loi Madelin », a institué, en 1994, une réduction d'impôt sur le revenu pour la souscription au capital de petites et moyennes



entreprises (PME) à l'article 199 *terdecies*-0 A du code général des impôts (CGI) dite « IR-PME » ou réduction d'impôt « Madelin ».

Constitutive d'une d'aide d'Etat au sens de l'article 107 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, le bénéfice de la réduction d'impôt Madelin est encadrée par le droit européen. Le bénéfice du « volet PME direct » (pour les investissements directs dans les PME ou par l'intermédiaire d'une société holding) est actuellement subordonné au respect de l'article 21 du règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Or la Commission européenne a adopté le 23 juin 2023 le règlement n° 2023/1315 qui porte une modification ciblée du règlement général d'exemption par catégorie (règlement (UE) n° 651/2014 du 17 juin 2014 précité – « RGEC ») afin de faciliter, de simplifier et d'accélérer le soutien à la transition écologique et numérique de l'Union européenne, qui est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2023. Les régimes exemptés de notification sur le fondement de ce règlement doivent être mis en conformité dans les six mois suivant l'entrée en vigueur du règlement (soit au 1<sup>er</sup> janvier 2024), sous peine de perdre le bénéfice de l'exemption.

Tirant les conséquences de cette modification, le présent amendement propose des ajustements rendus nécessaires en vue d'une mise en conformité du dispositif avec la nouvelle réglementation européenne. Il prévoit ainsi un renvoi vers le nouvel article 21 *bis* du règlement (UE) n° 651/2014 qui concerne les aides au financement des risques en faveur des PME sous forme d'incitations fiscales destinées à des investisseurs privés qui sont des personnes physiques, ainsi qu'une modification du champ des entreprises éligibles lesquelles doivent exercer leur activité depuis moins de dix ans après leur enregistrement ou moins de sept ans après leur première vente commerciale.

Par ailleurs, aux termes du premier alinéa du 1<sup>o</sup> du I de l'article 199 *terdecies*-0 A du CGI, les contribuables domiciliés fiscalement en France peuvent bénéficier d'une réduction de leur impôt sur le revenu dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 885-0 V *bis* du CGI, dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2017 (dans le cadre du dispositif dit « ISF-PME »).

Du fait de la suppression de l'ISF-PME à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, l'article 199 *terdecies*-0 A du CGI, ainsi que l'article 199 *terdecies*-0 AA du CGI qui lui est associé pour le volet de la réduction d'impôt concernant les souscriptions au capital d'entreprises solidaires d'utilité sociale, opèrent encore de nombreux renvois vers un article du CGI abrogé depuis 2017, qui en rendent la lecture difficile.

Les ajustements proposés ci-avant s'accompagnent donc d'une réécriture complète de l'article 199 *terdecies*-0 A du CGI, consistant à supprimer les références à l'article 885-0 V *bis* du CGI, conformément à l'objectif de lisibilité et d'intelligibilité de la loi.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. RAMBAUD

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 10

I. – Alinéa 33, tableau

Rédiger ainsi cet alinéa :

<b>Année d'évaluation</b>	<b>Chiffre d'affaires national afférent aux opérations mentionnées au B du présent II (en euros)</b>	<b>Chiffre d'affaires national afférent aux opérations autres que celles mentionnées au B du présent II (en euros)</b>
Année civile précédente	50 000	35 000
Année en cours	55 000	38 500

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I ci-dessus, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

IV. - La perte de recettes résultant pour l'Etat du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Le présent a pour objet de prévoir que le seuil de franchise pour les opérations des avocats et artistes-auteurs est fixé à 50 000 € et non à 47 500 €.

En effet, le seuil existant est égal à 47 700 € et une baisse du niveau n'est pas justifiée au regard des pratiques du secteur. En cohérence, le seuil de franchise des opérations connexes de ces mêmes professionnels est abaissé à due proportion pour que la somme des deux seuils reste égale à 85 000 €.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. RAMBAUD

C	
G	

ARTICLE 6

## I. – Au début de cet article

Insérer un paragraphe ainsi rédigé :

.... – L'article L. 315-2 du code de la consommation est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée : « Le prêt avance mutation peut financer les frais liés à l'inscription d'une hypothèque et les frais notariés » ;

2° Après le deuxième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les prêts avance mutation mentionnés au premier alinéa peuvent être consentis sans intérêt pour le financement de travaux permettant d'améliorer la performance énergétique du logement, dans les conditions prévues à l'article 244 quater T du code général des impôts. Ces prêts ouvrent droit au bénéfice du crédit d'impôt prévu au même article 244 quater T. » ;

## II. – Alinéa 14

Rédiger ainsi cet alinéa

a) Après les mots : « au moyen », la fin du premier alinéa est ainsi rédigée : « des avances mentionnées aux articles 244 quater T et 244 quater U du code général des impôts et du coût des travaux portant sur l'installation d'un dispositif de chauffage fonctionnant aux énergies fossiles. » ;

## III. – Après l'alinéa 17

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

...° À la dernière phrase du 4° du I de l'article L. 312-7, les mots : « des conditions de ressources pour les personnes bénéficiant de cette garantie ainsi que » sont supprimés ;

## IV. – Après l'alinéa 22

Insérer neuf alinéas ainsi rédigés :

...° Après l'article 199 ter U, il est inséré un article 199 ter... ainsi rédigé :

« Art. 199 ter.... – I. – Le crédit d'impôt défini à l'article 244 quater T est imputé à hauteur d'un cinquième de son montant sur l'impôt sur le revenu dû par le contribuable au titre de l'année au cours de laquelle l'établissement de crédit ou la société de financement a versé des prêts avance mutation ne portant pas intérêt dans les conditions prévues à cet article et par fractions égales sur l'impôt sur le

revenu dû au titre des quatre années suivantes. Si la fraction du crédit d'impôt excède l'impôt dû au titre de chacune de ces années, l'excédent est restitué.

« II. – 1° Si, pendant la durée du prêt avance mutation ne portant pas intérêt, et tant que celui-ci n'est pas intégralement remboursé, il apparaît que les conditions mentionnées au I de l'article 244 quater T fixées pour l'octroi du prêt avance mutation ne portant pas intérêt n'ont pas été respectées, le crédit d'impôt est reversé par l'établissement de crédit ou la société de financement ou la société de tiers-financement.

« Par exception :

« a) Lorsque le devis ou la facture visant tout ou partie des travaux financés ne permettent pas de justifier les informations figurant dans le descriptif mentionné au 5 du I de l'article 244 quater U, l'entreprise réalisant ces travaux est redevable d'une amende égale à 10 % du montant des travaux non justifié. Cette amende ne peut excéder le montant du crédit d'impôt. Un décret fixe les modalités d'application du présent a ;

« b) Lorsque la justification de la réalisation ou de l'éligibilité des travaux n'est pas apportée par le bénéficiaire dans le délai prévu au 5 du I de l'article 244 quater U, à l'exception des cas mentionnés au a du 1° du présent II, l'État exige du bénéficiaire le remboursement de l'avantage indûment perçu. Celui-ci ne peut excéder le montant du crédit d'impôt majoré de 25 %. Un décret définit les modalités de restitution de l'avantage indu par le bénéficiaire du prêt avance mutation ne portant pas intérêt.

« 2° Si, pendant la durée du prêt avance mutation ne portant pas intérêt, et tant que celui-ci n'est pas intégralement remboursé, les conditions relatives à l'affectation du logement mentionnées au 3° du I de l'article 244 quater T fixées pour l'octroi du prêt avance mutation ne portant pas intérêt ne sont plus respectées, les fractions de crédit d'impôt restant à imputer ne peuvent plus être utilisées par l'établissement de crédit ou la société de financement.

« 3° L'offre de prêt avance mutation ne portant pas intérêt émise par l'établissement de crédit ou la société de financement peut prévoir de rendre exigible ce prêt auprès des bénéficiaires dans les cas mentionnés au premier alinéa du 1° et au 2° du présent II selon des modalités définies par décret.

« III. – En cas de remboursement anticipé du prêt avance mutation ne portant pas intérêt mentionné à l'article 244 quater T, les fractions de crédit d'impôt restant à imputer ne peuvent plus être utilisées par l'établissement de crédit ou la société de financement. »

V. – Après l'alinéa 45

Insérer vingt-six alinéas ainsi rédigés :

...° Après l'article 220 Z septies, il est inséré un article 220 Z... ainsi rédigé :

« Art. 220 Z.... – Le crédit d'impôt défini à l'article 244 quater T est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû par l'entreprise dans les conditions prévues à l'article 199 ter V. » ;

...° Le I du 1 de l'article 223 O est ainsi rétabli :

« 1. Des crédits d'impôt dégagés par chaque société du groupe en application de l'article 244 quater T ; l'article 220 Z octies s'applique à la somme de ces crédits d'impôt ; » ;

...° Le XLV de la section II du chapitre IV du titre I<sup>er</sup> de la première partie du livre I<sup>er</sup> est ainsi rétabli :

« XLV. Crédit d'impôt au titre des prêts avance mutation ne portant pas intérêt

« Art. 244 quater T. – I. – 1° Les établissements de crédit et les sociétés de financement mentionnés à l'article L. 511-1 du code monétaire et financier et les sociétés de tiers-financement mentionnées au 8

de l'article L. 511-6 du même code passibles de l'impôt sur les sociétés, de l'impôt sur le revenu ou d'un impôt équivalent, ayant leur siège dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt au titre des prêts avance mutation ne portant pas intérêt mentionnés au troisième alinéa de l'article L. 315-2 du code de la consommation versés au cours de l'année d'imposition ou de l'exercice pour financer des travaux d'amélioration de la performance énergétique globale de logements achevés depuis plus de deux ans à la date de début d'exécution des travaux.

« 2° Les travaux ouvrant droit au bénéfice du prêt avance mutation ne portant pas intérêt mentionné au 1° du présent I sont ceux mentionnés aux 1°, 2° et 3° du 2 du I de l'article 244 quater U.

« 3° Le prêt avance mutation ne portant pas intérêt peut être consenti aux personnes physiques, sous conditions de ressources fixées par arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé du logement, à raison des travaux réalisés dans le logement qu'elles occupent à titre de résidence principale.

« 4° Le montant du prêt avance mutation ne portant pas intérêt ne peut excéder la somme de 50 000 € par logement. Un décret fixe, en fonction de la nature des travaux, le montant des plafonds de prêt avance mutation ne portant pas intérêt pour les travaux mentionnés au 2° du présent I.

« 5° L'emprunteur fournit à l'établissement de crédit, la société de financement ou la société de tiers-financement mentionné au 1° du présent I, à l'appui de sa demande de prêt avance mutation ne portant pas intérêt et pour justifier des travaux réalisés, les documents mentionnés au 5 du I de l'article 244 quater U, dans les conditions et selon les modalités prévues au même 5.

« 6° Il ne peut être accordé qu'un seul prêt avance mutation ne portant pas intérêt par logement.

« 7° La durée du prêt avance mutation ne portant pas intérêt ne peut excéder une durée fixée par décret qui ne peut être supérieure à dix ans, à compter de la date de l'émission de l'offre de prêt.

« 8° Le prêt avance mutation ne portant pas intérêt n'inclut pas le coût de travaux déjà financés au moyen des avances mentionnées aux articles 244 quater U et 244 quater V.

« II. – Le montant du crédit d'impôt est égal à l'écart entre la somme actualisée des mensualités dues au titre du prêt ne portant pas intérêt et la somme actualisée des montants perçus au titre d'un prêt de mêmes montant et durée de remboursement, consenti à des conditions normales de taux à la date d'émission de l'offre de prêt ne portant pas intérêt.

« Le crédit d'impôt fait naître au profit de l'établissement de crédit, la société de financement ou la société de tiers-financement une créance, inaliénable et incessible, d'égale montant. Cette créance constitue un produit imposable rattaché à hauteur d'un cinquième au titre de l'exercice au cours duquel l'établissement de crédit, la société de financement ou la société de tiers-financement a versé des prêts avance mutation ne portant pas intérêt et par fractions égales sur les quatre exercices suivants.

« En cas de fusion, la créance de la société absorbée est transférée à la société absorbante. En cas de scission ou d'apport partiel d'actif, la créance est transmise à la société bénéficiaire des apports à la condition que l'ensemble des prêts avance mutation ne portant pas intérêt afférents et versés par la société scindée ou apporteuse soit transféré à la société bénéficiaire des apports.

« III. – Le bénéfice du crédit d'impôt est subordonné à la conclusion d'une convention entre l'établissement de crédit, la société de financement ou la société de tiers-financement mentionné

au 1° du I et l'État, conforme à une convention type approuvée par arrêté conjoint des ministres chargés de l'économie, du logement et de l'environnement.

« IV. – Le ministre chargé de l'économie et le ministre chargé du logement sont autorisés à confier la gestion, le suivi et le contrôle des crédits d'impôt dus au titre des prêts avance mutation ne portant pas intérêt prévus au présent article à la société de gestion mentionnée au dernier alinéa de l'article L. 312-1 du code de la construction et de l'habitation.

« Le droit de contrôle confié à la société de gestion mentionnée au premier alinéa du présent IV s'exerce sans préjudice de celui dévolu à l'administration fiscale, qui demeure seule compétente pour procéder à des rectifications.

« Une convention conclue entre l'établissement de crédit, la société de financement ou la société de tiers-financement mentionné au 1° du I et la société de gestion mentionnée au premier alinéa du présent IV, conforme à une convention-type approuvée par arrêté conjoint du ministre chargé de l'économie et du ministre chargé du logement, définit les modalités de déclaration des prêts avance mutation ne portant pas intérêt par l'établissement de crédit, la société de financement ou la société de tiers-financement, le contrôle de leur éligibilité et le suivi des crédits d'impôt prévus au présent article.

« Cette convention prévoit l'obligation de l'établissement de crédit, de la société de financement ou de la société de tiers-financement d'informer l'emprunteur, dans l'offre et le contrat de prêt avance mutation ne portant pas intérêt, du montant du crédit d'impôt prévu au présent article correspondant.

« V. – Une convention conclue entre l'établissement de crédit, la société de financement ou la société de tiers-financement mentionné au 1° du I et la société de gestion mentionnée au premier alinéa du IV définit les modalités de déclaration par l'établissement de crédit, la société de financement ou la société de tiers-financement des prêts avance mutation ne portant pas intérêt, le contrôle de l'éligibilité de ces prêts et le suivi des crédits d'impôt.

« VI. – La société de gestion mentionnée au premier alinéa du IV est tenue de fournir à l'administration fiscale, dans les quatre mois de la clôture de l'exercice de chaque établissement de crédit, société de financement ou société de tiers-financement, les informations relatives aux prêts avance mutation ne portant pas intérêt versés par chaque établissement de crédit, société de financement ou société de tiers-financement, le montant total des crédits d'impôt correspondants obtenus ainsi que leur suivi.

« VII. – Lorsque les sociétés de personnes mentionnées aux articles 8 et 238 bis L ou les groupements mentionnés aux articles 239 quater, 239 quater B et 239 quater C ne sont pas soumis à l'impôt sur les sociétés, le crédit d'impôt peut être utilisé par les associés proportionnellement à leurs droits dans ces sociétés ou ces groupements, à condition qu'il s'agisse de redevables de l'impôt sur les sociétés ou de personnes physiques participant à l'exploitation au sens du 1° bis du I de l'article 156.

« VIII. – Un décret fixe les modalités d'application du présent article, notamment les modalités de calcul du crédit d'impôt et de détermination du taux mentionné au premier alinéa du II, ainsi que les caractéristiques financières et les conditions d'attribution du prêt avance mutation ne portant pas intérêt. »

VI. – Alinéa 48

Après les mots :

de l'article L. 511-6 du même code,

Supprimer la fin de cet alinéa.



## VII. – Après l’alinéa 119

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

8° À l’article 1649 A bis, après la référence : « 244 quater U », sont insérés les mots : « , des prêts avance mutation ne portant pas intérêt prévus à l’article 244 quater T » ;

## VIII. – Alinéas 122 et 123

Supprimer ces alinéas.

## IX. – Après l’alinéa 131

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

D. – Le 2° du I-0 et les 1-0°, 2° bis, 2° ter, 2° quater et 8° du II s’appliquent aux offres de prêts avance mutation ne portant pas intérêt émises à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2024 et jusqu’au 31 décembre 2027.

E. – Le 1° du I-0 et le 4° bis du I s’appliquent aux offres de prêts avance mutation émises à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

X. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – Le présent article ne s’applique qu’aux sommes venant en déduction de l’impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Le prêt avance mutation (PAM) est un prêt hypothécaire destiné aux ménages aux ressources modestes souhaitant financer des travaux de rénovation permettant d’améliorer la performance énergétique de leur logement. Son remboursement s’effectue *in fine*, c’est-à-dire en une seule fois, lors de la mutation du bien. Le prêt est garanti grâce à une hypothèque sur le logement couplée, depuis 2022, à une garantie du Fonds de garantie pour la rénovation énergétique (FGRE) couvrant 75 % du montant des sinistres de crédit.

Afin de favoriser son déploiement, le présent amendement propose de supprimer les conditions de ressources liées à l’éligibilité de la garantie du FGRE et d’inclure, dans le montant financé par le PAM, les frais liés à l’inscription d’une hypothèque.

Il prévoit les dispositions nécessaires à la mise en œuvre du nouveau dispositif de PAM ne portant pas intérêt (PAM à taux zéro) instauré par l’article 6 du présent projet de loi de finances, tel qu’adopté par l’Assemblée nationale, ainsi que du crédit d’impôt dont bénéficient les établissements bancaires en contrepartie des PAM à taux zéro qu’ils octroient.

Le présent amendement prévoit ainsi que le PAM à taux zéro peut être consenti, sous conditions de ressources, aux personnes physiques à raison des travaux de rénovation énergétique réalisés dans le logement, achevé depuis plus de deux ans, qu’elles occupent à titre de résidence principale.

Le PAM à taux zéro ne pourra pas être cumulé avec un prêt à taux zéro (PTZ) ou un éco prêt à taux zéro (éco-PTZ) au titre des mêmes travaux.

Afin de favoriser le déploiement du produit par le secteur bancaire, les modalités de conventionnement, les formalités administratives liées à la demande de prêt, les modalités déclaratives et les modalités d'imputation du crédit d'impôt sont fixées par cohérence avec celles de l'éco-PTZ.

Un décret viendra notamment préciser les modalités de calcul du crédit d'impôt et de détermination du taux d'intérêt de référence, ainsi que les caractéristiques financières et les conditions d'attribution du PAM ne portant pas intérêt.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. RAMBAUD

ARTICLE 3 SEXIES

<b>C</b>	
<b>G</b>	

## I. – Alinéa 6

Remplacer le mot :

deuxième

par le mot :

première

## II. - Alinéa 10

Rédiger ainsi cet alinéa :

Pour l'application du présent 7°, les cessionnaires mentionnés aux a et b s'engagent personnellement, dans un délai respectivement de dix ans et de quatre ans à compter de la date de l'acquisition, par une mention portée dans l'acte authentique d'acquisition, à la construction, le cas échéant à la démolition des constructions existantes suivie d'une reconstruction, ou à la réhabilitation complète de ces dernières concourant à la production d'immeubles neufs au sens du 2° du 2 du I de l'article 257, et à l'achèvement d'un ou de plusieurs bâtiments d'habitation collectifs, au sens du 6° de l'article L. 111-1 du code de la construction et de l'habitation, dont le gabarit est au moins égal à 75 % du gabarit maximal autorisé tel qu'il résulte de l'application des règles du plan local d'urbanisme ou d'un document d'urbanisme en tenant lieu ainsi qu'à l'affectation, dès leur achèvement, d'un prorata de la surface habitable des logements ainsi réalisés ou réhabilités par rapport à la surface totale des constructions du programme immobilier, à du logement social défini aux 3°, 5° et 6° de l'article L. 831-1 du même code, à du logement faisant l'objet d'un bail réel solidaire défini à l'article L. 255-1 dudit code ou, lorsque les biens ou droits définis au I du présent article se situent pour tout ou partie de leur surface dans des communes classées, par arrêté des ministres chargés du budget et du logement, dans des zones géographiques se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements, à du logement intermédiaire défini à l'article L. 302-16 du code de la construction et de l'habitation. Lorsque les biens ou les droits sont situés dans une commune mentionnée au I de l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation et que celle-ci n'atteint pas les seuils fixés aux I et II du même article L. 302-5, le cessionnaire s'engage également à ce que la part de surface habitable de logements sociaux définis à la première phrase du présent alinéa représente un seuil minimal de 25 % de la surface totale des constructions du programme immobilier. En cas de réhabilitation complète de constructions existantes, les cessionnaires doivent s'engager à ce que le bâtiment respecte un niveau de performance, déterminé selon la méthode du diagnostic énergétique, correspondant à la classe A ou à la classe B au sens de l'article L. 173-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

## III. - Alinéa 11

Rédiger ainsi cet alinéa :

« e) Après le mot : « habitable », la fin de la première phrase du quatrième alinéa est ainsi rédigée :  
« que le cessionnaire s'est engagé à affecter à des logements sociaux ou intermédiaires par rapport à la surface totale des constructions du programme immobilier. » ;

## IV. - Alinéa 18

Compléter cet alinéa par les mots :

ou l'affectation de surfaces à de tels logements

## V. - Après l'alinéa 24

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

- après le mot : « construits », sont insérés les mots : « ou des surfaces destinées à être affectées à de tels logements » ;

## VI. - Alinéa 28

Compléter cet alinéa par les mots :

ou l'affectation de surfaces à de tels logements

## VII. - Alinéa 36

1° Remplacer le mot :

réalisation

par les mots

construction, le cas échéant à la démolition des constructions existantes suivie d'une reconstruction, ou à la réhabilitation complète de ces dernières concourant à la production d'immeubles neufs au sens du 2° du 2 du I de l'article 257,

2° Compléter cet alinéa par une phrase ainsi rédigée :

En cas de réhabilitation complète de constructions existantes, les cessionnaires doivent s'engager à ce que le bâtiment respecte un niveau de performance, déterminé selon la méthode du diagnostic énergétique, correspondant à la classe A ou à la classe B au sens de l'article L. 173-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

## VIII. – Alinéa 37

Supprimer cet alinéa

## IX. - Alinéa 41 :

Rédiger ainsi les deux premières phrases :

Ces taux sont portés à 85 % lorsque le cessionnaire s'engage à ce que la surface habitable des logements ainsi réalisés soit affectée dès leur achèvement, pour au moins 50 % de la surface totale des constructions du programme immobilier prévu au II, à du logement social défini aux 3°, 5° et 6° de

l'article L. 831-1 du code de la construction et de l'habitation, à du logement faisant l'objet d'un bail réel solidaire défini à l'article L. 255-1 du même code ou à du logement intermédiaire défini à l'article L. 302-16 dudit code. Lorsque les biens ou les droits sont situés dans une commune mentionnée au I de l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation et que celle-ci n'atteint pas les seuils fixés aux I et II du même article L. 302-5, le cessionnaire s'engage également à ce que la part de surface habitable de logements sociaux définis à la première phrase du présent alinéa représente un seuil minimal de 25 % de la surface totale des constructions du programme immobilier prévu au II.

### **OBJET**

L'article 3 *sexies* prévoit, à l'article 150 VE du code général des impôts (CGI), un abattement exceptionnel sur les plus-values de cession de terrain à bâtir dans les zones géographiques se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements, et sur les immeubles à démolir au sein de ce même périmètre ou dans celui des grandes opérations d'urbanisme, des opérations d'intérêt national, ou des conventions de revitalisations des territoires. Cet abattement s'applique aux cessions précédées d'une promesse unilatérale ou synallagmatique de vente signée entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 31 décembre 2025, et sous condition, notamment, que soit réalisé un ou plusieurs bâtiments d'habitation collectifs dont le gabarit est au moins égal à 75 % du gabarit maximal autorisé par les documents d'urbanisme.

Il proroge également pour deux ans, soit jusqu'au 31 décembre 2025, et sous cette même condition de densification, les exonérations en faveur de la production de logements sociaux prévues au 7° et 8° du II de l'article 150 U du CGI en étendant leur champ au logement intermédiaire.

Afin de faciliter la rénovation urbaine dans le cadre des opérations d'aménagement complexes ou d'envergure nationale et d'accroître l'offre de logements sociaux ou intermédiaires sur l'ensemble territoire en conférant une « seconde-vie » au bâti existant, le présent amendement étend leur application aux opérations de réhabilitation concourant à la production d'immeubles neufs au sens du 2° du 2 du I de l'article 257. Les travaux réalisés devront s'adresser à l'ensemble des constructions existantes, dans la complétude de leurs éléments, et les logements réalisés satisfaire un niveau de performance énergétique de classe A ou B au sens de l'article L. 173-1-1 du code de la construction et de l'habitation, afin de s'inscrire en adéquation avec les exigences de la réglementation environnementale dite « RE 2020 » pour la construction neuve.

Par ailleurs, pour préserver la cohérence des dispositifs en matière de logement locatif intermédiaire au sein du CGI et éviter qu'une même opération ne soit soumise à des plafonds de loyers différents alors qu'une même obligation de location à loyer abordable s'impose à elle, le présent amendement propose de revenir sur l'exigence suivant laquelle les plafonds de loyers intermédiaires à respecter sont ceux du dispositif « Loc'avantages ».

Cette évolution s'inscrit en adéquation avec la volonté du Gouvernement de revoir en profondeur, en 2024, les modalités de détermination des plafonds de loyers afférant à la location intermédiaire issus actuellement de la réduction d'impôt « Pinel », dont l'inefficience n'est plus à démontrer au regard des nombreux rapports rendus par l'Inspection générale des finances et le Conseil général de l'environnement et du développement durable ces dernières années.

En effet, à cette échéance, l'efficacité des modalités spécifiques de détermination des plafonds de loyers appliqués dans le cadre des dispositifs « Pinel Bretagne » et « Loc'Avantages » sera mieux connue, en raison de leur évaluation au plus tard au 30 septembre 2024, en application des articles 164 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 et 67 de la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. RAMBAUD

C	
G	

### ARTICLE 6

#### I. – Après l’alinéa 53

Insérer trois alinéas ainsi rédigés :

- le 6 bis est ainsi rédigé :

« 6 bis. Par dérogation au 6, l’avance remboursable sans intérêt prévue au présent article peut être consentie dans les mêmes conditions à titre complémentaire aux personnes mentionnées au 3 pour financer d’autres travaux prévus au 2 portant sur le même logement, sous réserve que l’offre d’avance complémentaire soit émise dans un délai de cinq ans à compter de l’émission de l’offre d’avance initiale. La somme des montants de l’avance initiale et de l’avance complémentaire ne peut excéder la somme de 30 000 € au titre d’un même logement.

« Par dérogation, lorsque l’une des deux avances a financé ou finance des travaux mentionnés aux 1° bis, 1° ter ou 2° du 2 du présent I, la somme de l’avance initiale et de l’avance complémentaire ne peut excéder la somme de 50 000 € au titre d’un même logement. » ;

#### II. – Alinéa 54

Supprimer les mots :

au second alinéa du 6 bis et

et remplacer la seconde occurrence du mot :

et

par le mot :

ou

#### III. – Alinéa 68, seconde phrase

Remplacer les mots :

au 2° du 2

par les mots :

aux 1° bis, 1° ter ou 2° du 2



## IV. – Alinéa 72, première phrase

Supprimer les mots :

1° du

## V. – Alinéa 73

Remplacer cet alinéa par trois alinéas ainsi rédigés :

g) Le VI ter est ainsi rédigé :

« VI ter. – L’avance remboursable sans intérêt prévue au I du présent article peut être consentie dans les mêmes conditions à titre complémentaire aux personnes mentionnées aux 3° et 4° du 3 du même I lorsqu’elles participent à une avance remboursable mentionnée au VI bis, pour financer d’autres travaux prévus au 2 du I portant sur le même logement et sous réserve des adaptations prévues au présent VI ter, sous réserve que l’offre d’avance soit émise dans un délai de cinq ans à compter de l’émission de l’offre d’avance prévue au VI bis.

« La somme des montants de l’avance émise au titre du présent VI ter et de l’avance émise au titre du VI bis ne peut excéder la somme de 30 000 € au titre d’un même logement. Par dérogation, lorsque l’une des deux avances a financé ou finance des travaux prévus aux 1° bis, 1° ter ou 2° du 2 du I ou au 2° du B du présent VI bis, cette somme est portée à 50 000 €. » ;

VI. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – Le présent article ne s’applique qu’aux sommes venant en déduction de l’impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

L’article 6 du présent projet de loi de finances proroge le dispositif de prêt ne portant pas intérêt destiné à financer des travaux d’amélioration de la performance énergétique des logements (éco-PTZ) jusqu’au 31 décembre 2028. Cette prorogation est assortie de plusieurs ajustements au dispositif afin d’en intensifier la production.

Dans l’objectif de mieux accompagner la réalisation de rénovations énergétiques par étapes, le présent amendement propose de généraliser la possibilité de souscrire un éco-PTZ complémentaire, quelle que soit la nature des travaux financés par l’avance initiale.

Pour encourager les rénovations par étapes les plus performantes d’un point de vue environnemental, il propose d’étendre le plafond de 50 000 € applicable à la somme de l’avance initiale et de l’avance complémentaire lorsque les travaux réalisés, lors de la première ou de la seconde étape, permettent d’atteindre une performance énergétique globale minimale ou consistent en des travaux « couplés » avec certaines aides de l’Agence nationale de l’habitat.





N°	I-2212
----	--------

**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. RAMBAUD

C	
G	

ARTICLE 6

## I. – Après l’alinéa 71

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

.... – Par dérogation au premier alinéa du II, pour les avances émises au titre du présent VI bis, le montant du crédit d’impôt est égal à l’écart entre la somme actualisée des mensualités dues au titre de l’avance remboursable sans intérêt et la somme actualisée des montants perçus au titre d’un prêt de mêmes montant et durée de remboursement, consenti à des conditions normales de taux à la date de signature par l’emprunteur du contrat de prêt ne portant pas intérêt.

## II. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – Le présent article ne s’applique qu’aux sommes venant en déduction de l’impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L’article 6 du présent projet de loi de finances proroge le dispositif de prêt ne portant pas intérêt destiné à financer des travaux d’amélioration de la performance énergétique des logements (éco-PTZ) jusqu’au 31 décembre 2028. Cette prorogation est assortie de plusieurs ajustements visant à simplifier le recours au dispositif et à le renforcer, dans l’objectif de massifier la distribution du produit, notamment au bénéfice des syndicats de copropriétaires.

Afin de tenir compte des procédures et délais inhérents aux opérations réalisées en copropriété, le présent amendement propose d’adapter les modalités de calcul du crédit d’impôt pour les éco-PTZ octroyés aux syndicats de copropriétaires, en prenant pour référence les conditions de taux à la date de signature du prêt par l’emprunteur au lieu de celles à la date d’émission de l’offre de prêt.





## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. RAMBAUD

C	
G	

### ARTICLE 6

I. – Alinéa 4, seconde phrase

Remplacer le mot :

pas

Par les mots :

ni pour l'aménagement, avec ou sans acquisition, de locaux non destinés à l'habitation en locaux à usage de logement, ni

II. – Après l'alinéa 9

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

...° Le premier alinéa de l'article L. 31-10-8 est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Par dérogation, lorsque la quotité mentionnée à la première phrase est égale à 50 %, le montant du prêt ne peut excéder de plus d'un quart le montant du ou des autres prêts, d'une durée au moins égale à deux ans, concourant au financement de la même opération. » ;

III. – Alinéa 131

Rédiger ainsi cet alinéa

C. – Le I, à l'exception du 4° bis et du 5, s'applique aux offres de prêts émises à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

IV. – Compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

.... – Le présent article ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

L'article 6 du présent projet de loi de finances proroge le prêt à taux zéro destiné à financer la première accession à la propriété (PTZ) jusqu'au 31 décembre 2027. Cette prorogation est notamment

assortie d'un recentrage du PTZ dans le neuf aux seuls immeubles collectifs d'habitation situés en zones tendues, sauf exception, pour renforcer l'efficacité du dispositif et limiter son impact sur l'artificialisation des sols, ainsi que d'un rehaussement à 50 % de la valeur plafond de la quotité du coût total de l'opération finançable par le PTZ, dans un objectif de renforcer le soutien aux ménages modestes.

Afin de donner son plein effet à la mesure de soutien aux ménages modestes qui bénéficieront de la quotité de 50 %, le présent amendement propose que le montant du PTZ pourra excéder de 25 % le montant du ou des autres prêts concourant au financement de la même opération.

Par ailleurs, le présent amendement propose une nouvelle exception à la mesure de recentrage du PTZ neuf pour les opérations d'aménagement de locaux non destinés à l'habitation en locaux d'habitation. Cette mesure, qui participe à l'objectif de lutte contre l'artificialisation des sols, permettra d'encourager la rénovation du bâti existant sur l'ensemble du territoire.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. RAMBAUD

C	
G	

ARTICLE 27 QUATER

## I. – Alinéas 1 à 3

Remplacer ces trois alinéas par dix alinéas ainsi rédigés :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 995 est ainsi modifié :

a) Le 11° bis est ainsi modifié :

i) Les mots : « à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 » sont remplacés par les mots : « entre le 1<sup>er</sup> janvier 2023 et le 31 décembre 2023 » ;ii) Après le mot : « prévue », la fin de l'alinéa est ainsi rédigée : « à l'article L. 211-1 du code des assurances, au titre de l'intégralité du montant des primes, cotisations et accessoires se rapportant à une convention dont l'échéance intervient jusqu'au 31 décembre 2023. Cette exonération est portée à 75 % du montant de la taxe assise sur les primes, cotisations et accessoires se rapportant à une convention dont l'échéance intervient entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 31 décembre 2024 ; » ;

b) Après le 11° bis, il est inséré un 11° ter ainsi rédigé :

« 11° ter Les assurances contre les risques de toute nature relatifs aux véhicules terrestres à moteur dont la source d'énergie exclusive est l'électricité, y compris la part se rapportant à l'obligation d'assurance en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur prévue à l'article L. 211-1 du code des assurances, dont la prise d'effet des garanties intervient entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 31 décembre 2024 au titre des véhicules dont le certificat d'immatriculation a été émis aux mêmes dates.

« Cette exonération s'applique à hauteur de 75 % du montant de la taxe assise sur les primes, cotisations et accessoires de ces assurances, pendant une durée de vingt-quatre mois à compter de la date de prise d'effet des garanties afférentes au véhicule.

« L'exonération s'applique au premier contrat souscrit après l'émission du certificat d'immatriculation ; » ;

2° Au second alinéa du 5° quater de l'article 1001, les mots : « au 11° bis » sont remplacés par les mots : « aux 11° bis et 11° ter ».

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :



.... – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

.... – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Conformément aux engagements du président de la République de mettre en œuvre les propositions de la Convention citoyenne pour le climat, l'article 153 de la loi de finances pour 2021 a instauré une exonération temporaire de la taxe spéciale sur les conventions d'assurances (TSCA) pour les contrats d'assurance contre les risques relatifs aux véhicules électriques. Cette exonération concerne les primes, cotisations et accessoires dont l'échéance intervient à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 et jusqu'au 31 décembre 2023.

Par amendement adopté par l'Assemblée nationale, ce dispositif a été prorogé d'une année et ses modalités d'application ont été ajustées.

Afin d'assurer la mise en œuvre opérationnelle du dispositif, le présent amendement apporte plusieurs ajustements techniques, sans en modifier substantiellement la portée.

Ainsi, le présent amendement fait désormais référence à la date d'échéance des conventions, plus simple à appréhender dans les systèmes d'information des assureurs que la date d'émission du certificat d'immatriculation, pour fixer le point de départ de l'exonération.

Par ailleurs, plutôt que deux taux d'exonération, respectivement de 100 % la première année puis de 50 % la seconde, un taux d'exonération unique de 75 % sera appliqué, ce qui simplifiera la gestion de ce dispositif, tout en permettant de conserver un niveau d'avantage fiscal équivalent pour les contribuables.

Enfin, il précise que l'exonération n'a vocation à s'appliquer qu'au premier contrat souscrit après l'émission du certificat d'immatriculation.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. RAMBAUD

C	
G	

ARTICLE 6 BIS

I. – Rédiger ainsi cet article :

I. – L'article 199 novovicies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au 5° du B du I, l'année : « 2023 » est, par deux fois, remplacée par l'année : « 2026 » ;

2° La deuxième phrase des 1° et 2° du E du VIII est complétée par les mots : « qui ne servent pas au financement des logements mentionnés au 5° du B du I » ;

3° Aux a et b du 3° du XII, après la référence : « VIII », sont, par quatre fois, insérés les mots : « , autres que celles employées pour le financement des logements mentionnés au 5° du B du I, » ;

II. – Les 2° et 3° du I s'appliquent aux investissements réalisés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

III. – Le Gouvernement remet au Parlement, avant le 30 septembre 2026, un rapport d'évaluation du dispositif prévu au 5° du B du I de l'article 199 novovicies du code général des impôts.

IV. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Instauré en 2019 au 5° du B du I de l'article 199 *novovicies* du code général des impôts (CGI), le dispositif « Denormandie dans l'ancien » ouvre droit à une réduction d'impôt sur le revenu, au titre de l'acquisition de logements anciens faisant ou ayant fait l'objet de travaux d'amélioration ou de transformation représentant au moins 25 % du coût total de l'opération. Le bénéfice de l'avantage fiscal est conditionné à l'engagement du contribuable de mettre le logement en location à loyer intermédiaire sous condition de ressources des locataires.

Cette réduction d'impôt s'applique aux logements situés dans des communes dont le besoin de réhabilitation de l'habitat en centre-ville est particulièrement marqué, relevant du programme Action Cœur de Ville ou ayant conclu une convention d'opération de revitalisation de territoire prévue à l'article L. 303-2 du code de la construction et de l'habitation.

Le dispositif apporte une solution à la dégradation du parc privé en incitant les investisseurs bailleurs particuliers à rénover les logements. Il permet également de lutter contre l'étalement urbain et l'artificialisation des sols.

Alors que l'article 6 *bis* du présent projet de loi propose de le proroger jusqu'au 31 décembre 2024, le présent amendement propose de le proroger pour trois ans, soit jusqu'au 31 décembre 2026, afin de laisser un délai suffisant au montage des opérations et favoriser à terme son évaluation.

Par ailleurs, le présent amendement corrige une incohérence, en soustrayant à la diminution des taux applicables, prévue dans le cadre de la mise en extinction progressive du dispositif « Pinel », les investissements bénéficiant de la réduction d'impôt « Denormandie » réalisés par les contribuables par l'intermédiaire d'une société civile de placement immobilier (SCPI), au même titre que ceux réalisés en direct, à condition toutefois que les sommes versées au titre de la souscription soient employées au financement des logements visés au 5° du B du I.

Le maintien du taux historique de la réduction d'impôt ne s'applique qu'aux souscriptions de parts de SCPI affectées au financement de logements éligibles au dispositif Denormandie dans les conditions prévues au B du VIII de l'article 199 *novovicies* du CGI, notamment celle tenant à ce que 95% du produit de la souscription serve exclusivement à ce financement.

Dès lors, les contribuables, ayant investi en 2023 ou investissant en 2024, en France ou Outre-Mer, dans des logements satisfaisant les conditions de la réduction d'impôt « Denormandie » continueront à bénéficier du taux plein de la réduction d'impôt prévue à l'article 199 *novovicies* du CGI.





DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, 128, 132)

N°	I-2216
----	--------

23 NOVEMBRE 2023

## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. RAMBAUD

C	
G	

### ARTICLE 16

I. – Alinéa 8

Remplacer l'année :

2024

par l'année :

2025

II. – Alinéas 25 et 29

Remplacer la référence :

II quater

par la référence :

III

III. – Alinéa 87

Après le mot :

compteur

insérer les mots :

des abonnés au service d'eau potable

IV. – Alinéa 129

Remplacer les mots :

à V quater

par les mots :

et V ter

V. – Alinéas 137 et 166

Remplacer la référence :

V quinquies

par la référence :

V quater

VI. – Alinéa 207

Compléter cet alinéa par une phrase ainsi rédigée :

« Ils s’appliquent aux délibérations des comités de bassin et des conseils d’administration des agences de l’eau prises pour une application à compter de cette même date. ».

### **OBJET**

Le présent amendement a pour objet d’apporter diverses corrections à l’article relatif à la réforme des agences de l’eau, à savoir :

- des corrections de renvois ;
- l’alignement de l’entrée en vigueur de l’exemption de taxe à Mayotte avec celle de la réforme (1<sup>er</sup> janvier 2025) ;
- une précision sur la nature des compteurs utilisés pour déterminer l’assiette de la taxe (ceux des abonnés au service d’eau potable) ;
- une explicitation de la capacité des comités de bassin et des agences de l’eau à déterminer dès 2024 les tarifs applicables pour l’année 2025.







N°	I-2217
----	--------

**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. RAMBAUD

C	
G	

ARTICLE 6

I. – Compléter cet article par trois alinéas ainsi rédigés :

... – Le respect de la condition prévue au 3° du I de l'article 279-0 bis A du code général des impôts dans sa rédaction issue de la présente loi est appréciée au 31 décembre 2024 pour les logements qui remplissent les conditions suivantes :

1° Une demande de permis de construire a été déposée au plus tard le 3 octobre 2023 ;

2° L'ouverture du chantier est intervenue avant le 31 décembre 2024.

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement vise à donner plein effet aux reclassements récent et annoncé de communes, en prévoyant la possibilité d'appliquer le régime fiscal LLI à toutes les opérations pour lesquelles l'ouverture du chantier est intervenue avant la fin de l'année 2023.

Sont en effet éligibles à ce régime les opérations portant sur des logements situés, notamment, sur le territoire de communes dans une zone se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements, soit les zones dites tendues (A ou B1).

Cette condition est actuellement appréciée à la date du dépôt de la demande de permis de construire.

Or 153 communes ont été reclassées en zone tendue le 2 octobre dernier, alors qu'elles étaient précédemment classées en zone B2 ou C. Ce reclassement s'explique parce qu'elles ont été confrontées depuis plusieurs années à une augmentation rapide des prix de vente et de loyers mesurés par les indicateurs de suivi mis en place. Cet engagement, pris par la Première ministre lors de la restitution du CNR Logement en juin 2023, a été concrétisé après des concertations tenues avec les préfets de département et les élus locaux concernés, au travers notamment de leurs associations, de sorte à affiner la liste des communes. En déplacement à Dunkerque le 16 novembre dernier, la Première ministre a également annoncé une deuxième extension de ce zonage, pour permettre à davantage de communes d'en bénéficier.

C'est pourquoi le présent amendement aménage la condition de situation de localisation des logements déterminant l'éligibilité au dispositif de soutien aux investisseurs institutionnels dans le logement locatif intermédiaire (LLI) modifié par l'article 6.





DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, 128, 132)

N°	I-2218
----	--------

23 NOVEMBRE 2023

**A M E N D E M E N T**

présenté par  
M. RAMBAUD

C	
G	

ARTICLE 27 SEXIES

Alinéa 15

Après la référence :

1406

Rédiger ainsi la fin de cet alinéa :

tous les éléments justifiant que la construction remplit les critères de performance énergétique et environnementale mentionnés au même I.

**OBJET**

Amendement de précision s'agissant des obligations déclaratives incombant aux contribuables.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. RAMBAUD

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 4**

Après l'article 4

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code du travail est ainsi modifié :

1° À l'article L. 7232-1-1, après le mot : « exclusif », sont insérés les mots : « ou lorsqu'elle est dispensée du respect de cette condition en application de l'article L. 7232-1-2 » ;

2° L'article L. 7232-1-2 est ainsi modifié :

a) Le 1° est complété par un e ainsi rédigé :

« e) Les entrepreneurs individuels définis aux articles L. 526-22 et suivants du code de commerce et soumis aux régimes prévus à l'article 50-0 du code général des impôts et à l'article L. 613-7 du code de la sécurité sociale ainsi que les entreprises de moins de 11 salariés, lorsqu'ils exercent à titre principal des activités de services à la personne mentionnées aux articles L. 7231-1 et D. 7231-1 et que le chiffre d'affaires réalisé au titre de l'année civile précédente, afférent aux autres activités, exercées à titre accessoire, n'excède pas un certain pourcentage du chiffre d'affaires réalisé au titre de la même année civile.

« Un décret fixe les modalités d'application de la dispense prévue au présent e. » ;

b) Le 2° est complété par les mots : « ainsi que les entreprises mentionnées au e du 1° du présent article dans les mêmes conditions » ;

3° Au premier alinéa de l'article L. 7232-8, après la référence : « L. 7231-1 », sont insérés les mots : « et qu'elle ne remplit pas les conditions prévues à l'article L. 7232-1-2 pour être dispensée du respect de cette condition » ;

4° Au premier alinéa de l'article L. 7233-2, après le mot : « exclusif », sont insérés les mots : « ou est dispensée du respect de cette condition en application de l'article L. 7232-1-2 ».

II. – Le I entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2025.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement propose d'instaurer deux nouveaux cas de dispense à la condition d'activité exclusive du secteur des services à la personne (SAP) en faveur, d'une part, des entrepreneurs individuels soumis aux régimes de la micro-entreprise et micro-social et, d'autre part, des entreprises de moins de 11 salariés.

La qualification de SAP ouvre droit à un crédit d'impôt sur le revenu et le bénéfice d'un taux réduit de TVA, ainsi qu'à une exonération de cotisations patronales de sécurité sociale, pour l'employeur d'intervenants qui réalisent les prestations de SAP à destination de publics fragiles (personnes âgées ou handicapées et petite enfance).

Le bénéfice de ces avantages est notamment subordonné, pour les organismes de SAP, au respect de la condition d'activité exclusive.

L'article L. 7232-1-2 du code du travail prévoit à ce jour onze cas de dispenses à la condition d'activité exclusive bénéficiant à différentes catégories d'organismes. De fait, la condition d'activité exclusive s'impose en l'état actuel essentiellement aux travailleurs indépendants, dont les micro-entrepreneurs, et aux entreprises de moins de 11 salariés, pour lesquels la création d'une deuxième entité juridique qui permettrait de distinguer les activités dans le champ des SAP et hors SAP pour respecter la condition d'activité exclusive, est lourde et source de difficultés.

Pour ces raisons, il est proposé de prévoir, sous conditions, un nouveau cas de dispense à la condition d'activité exclusive en faveur des micro-entrepreneurs et des entreprises de moins de 11 salariés. Cette dispense permettra à ces petites entreprises ayant une activité SAP principale d'exercer en sus une activité accessoire hors SAP, sans perdre le bénéfice des avantages mentionnés ci-avant.

Une telle mesure, qui entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, pour laisser aux prestataires concernés le temps d'adapter les outils déclaratifs, aura pour effet de lever les freins au développement économique.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. RAMBAUD

C	
G	

ARTICLE 27 DUODECIES

Rédiger ainsi cet article :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

A. - L'article 1522 bis est ainsi modifié :

1° Le I est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, après la mention : « I. – », est insérée la mention : « A. » ;

b) Il est ajouté par un B ainsi rédigé :

« B. – Lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale fait application du A, il peut ne pas instituer la part incitative sur le territoire de ses communes membres dont la proportion de logements situés dans des immeubles collectifs est supérieure à 20 % du nombre total de logements dans chacune de ces communes.

« La proportion de logements situés dans des immeubles collectifs, appréciée sur le territoire de chaque commune, est mise à disposition de l'établissement public de coopération intercommunale par l'administration fiscale.

« Lorsque les conditions mentionnées au premier alinéa du présent B ne sont plus respectées dans une commune, la part incitative y est appliquée à compter de la deuxième année suivant ce constat. » ;

2° Le I bis est ainsi modifié :

a) Au début, de la première phrase, les mots : « Par dérogation au I du présent article, » sont supprimés ;

b) À la seconde phrase, après le mot : « territoire », sont insérés les mots : « ou maintenue dans les conditions du B du I du présent article ».

B Au A du V de l'article 1639 A bis, après la seconde occurrence du mot : « alinéa », sont insérés les mots : « du A ».

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

## **OBJET**

La tarification incitative de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOMi) intègre le niveau de production de déchets dans son calcul afin d'inciter financièrement les usagers à des comportements vertueux de tri et de réduction des déchets. Le bilan de l'ADEME sur les premiers retours d'expérience montre une baisse des quantités d'ordures ménagères résiduelles et une amélioration des collectes sélectives dès la mise en œuvre de la tarification incitative. Il s'agit d'un des leviers pour progresser sur le tri des déchets et atteindre les objectifs de recyclage des déchets d'emballages plastiques, notamment les bouteilles.

Les objectifs de la politique nationale de prévention et de gestion des déchets prévoient que la TEOMi, en matière de déchets, couvre 25 millions d'habitants en 2025 , alors qu'elle n'en couvre qu'un peu plus de 6 millions à ce jour.

Parmi les freins identifiés, figurent notamment l'obligation, hors phase d'expérimentation limitée à sept ans, d'application de la TEOMi à l'ensemble des communes d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI). En particulier, pour certaines communes disposant d'une proportion importante de logements collectifs, ce mode de tarification présente un équilibre coût – bénéfice qui n'est pas optimal pour le développement de la tarification incitative.

Le présent amendement vise donc à assouplir les conditions de mise en œuvre de la tarification incitative pour permettre aux EPCI de n'instituer la part de tarification incitative que sur les territoires des communes qui disposent d'une proportion de logements collectifs inférieure à 20 %. Ce taux est issu du bilan de l'ADEME sur les collectivités territoriales en matière de tarification incitative, qui met en évidence une limite d'efficacité au-delà de ce seuil. A cet effet, les données relatives aux proportions de logements collectifs seront mises en ligne par l'administration fiscale.





## AM E N D E M E N T

présenté par

M. RAMBAUD

C	
G	

### ARTICLE 27 NONIES

#### I. – Alinéa 2

Après le mot :

exonérer

rédiger ainsi la fin de cet alinéa :

de la part de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale qui leur revient, les fondations et associations répondant aux conditions prévues aux a ou b du 1 de l'article 200, à l'exception des fondations d'entreprise

#### II. – Alinéas 3 et 4

Supprimer ces alinéas.

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Le présent amendement propose de renforcer la sécurité juridique de l'exonération facultative de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale (THRS) en faveur de certaines associations et fondations, adoptée en première lecture à l'Assemblée nationale, en renvoyant à la définition prévalant pour la réduction d'impôt sur le revenu au titre des dons.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. RAMBAUD

C	
G	

ARTICLE 5 UNVICIES

I. – Remplacer les mots :

avant le 31 décembre 2025

par les mots :

jusqu'au 31 décembre 2026

II. – Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

... – L'article 220 terdecies du code général des impôts dans sa rédaction antérieure à la présente loi s'applique aux projets ayant fait l'objet du dépôt d'une demande d'agrément provisoire au plus tard le 31 décembre 2023.

III. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

L'article 5 *unvicies* du projet de loi de finances pour 2024 prévoit de borner le crédit d'impôt en faveur des créateurs de jeux vidéo aux dépenses engagées avant le 31 décembre 2025. Ce bornage s'inscrit dans une logique de bonne gestion des finances publiques prévue par la loi de programmation des finances publiques, qui vise à permettre l'évaluation des dépenses fiscales à échéance régulière de manière à juger de la pertinence de leur maintien.

Néanmoins, le dispositif actuel n'étant pas borné et prévoyant la possibilité de réaliser des projets sur des périodes particulièrement longues (de 36 à 72 mois après le dépôt de la demande d'agrément provisoire), le présent amendement vise à sécuriser les opérateurs économiques qui se sont déjà engagés dans cette procédure. Il prévoit, d'une part, de décaler d'un an le bornage du dispositif et, d'autre part, de ne pas appliquer ce bornage aux projets qui auront fait l'objet du dépôt d'une demande d'agrément provisoire au plus tard le 31 décembre 2023.





DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, 128, 132)

N°	I-2223
----	--------

23 NOVEMBRE 2023

## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. RAMBAUD

C	
G	

### ARTICLE 5 SEPTRICIES

Remplacer les mots :

l'année : « 2023 »

par les mots :

les mots : « 2023, en tant qu'elles concernent l'article 44 sexies A du code général des impôts »

### OBJET

Amendement de précision.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme SCHILLINGER, MM. HAYE, RAMBAUD, PATIENT, ROHFRITSCH, PATRIAT, BITZ, BUIS et  
BUVAL, Mmes CAZEBONNE et DURANTON, M. FOUASSIN, Mme HAVET, MM. IACOVELLI,  
KULIMOETOKE, LEMOYNE, LÉVRIER et MOHAMED SOILIHI, Mme NADILLE, M. OMAR OILI,  
Mme PHINERA-HORTH, M. THÉOPHILE  
et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 3 QUINVICIES

## I. – Alinéa 1

Remplacer la première occurrence du mot :

aux

par les mots :

à des personnes publiques et situé dans les

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à prendre en compte la situation spécifique des édifices religieux des communes situées dans les départements de droit local d'Alsace et de Moselle en leur ouvrant le bénéfice de l'article 3 quinvicies du présent projet de loi de finances, introduit à l'Assemblée nationale.

Plus précisément cet article prévoit de porter le taux de la réduction d'impôt prévue à l'article 200 du CGI de 66 % à 75 % pour les dons effectués, entre le 15 septembre 2023 et le 31 décembre 2025, dans le cadre de la collecte mise en œuvre au profit de la Fondation du patrimoine pour financer les travaux de conservation et de restauration des édifices religieux des communes.

Cet amendement volonté s'inscrit dans le prolongement de la volonté du Président de la République de soutenir la préservation du patrimoine religieux des communes en élargissant aux territoires de droit local le bénéfice de cette campagne.

Cela correspond à une attente forte notamment des élus qui ont à cœur d'entretenir et de préserver ce patrimoine ancestral.







N°	I-2225
----	--------

## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. RAMBAUD

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7

Après l'article 7

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Au 4° du II de l'article 133 de l'ordonnance n° 2023-77 du 8 février 2023 relative à l'exercice en société des professions libérales réglementées, la référence : « article 42 » est remplacée par la référence : « article 38 ».

### OBJET

Le régime juridique des sociétés civiles de moyens (SCM), initialement mentionné à l'article 36 de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966, est transféré à l'article 38 de l'ordonnance n° 2023-77 du 8 février 2023 relative à l'exercice en société des professions libérales réglementées.

Le présent amendement de coordination corrige le renvoi à ce régime juridique opéré par l'article 133 de l'ordonnance précitée, lequel modifie les articles 239 *quater* A et 302 *septies* A *bis* du code général des impôts définissant le régime fiscal applicable aux SCM.

Cette modification du code général des impôts entrera en vigueur à compter de la date d'entrée en vigueur de l'ordonnance, c'est-à-dire au 1<sup>er</sup> septembre 2024.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme AESCHLIMANN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7 TER**

Après l'article 7 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au 4 de l'article 199 undecies A, les mots : « deux millions d'euros » sont remplacés par : « 2 500 000 euros » ;

2° Le II de l'article 199 undecies B est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa du 7, le nombre : « 1 000 000 » est remplacé par le nombre : « 1 415 000 » ;

b) Au deuxième alinéa du 1, le nombre : « 250 000 » est remplacé par deux fois par le nombre : « 317 500 ».

3° L'article 217 undecies est ainsi modifié :

a) Le II quater est ainsi modifié :

– au premier alinéa , le nombre : « 1 000 000 » est remplacé par le nombre : « 1 415 000 » ;

– au second alinéa, le nombre : « 250 000 » est remplacé par le nombre : « 317 500 » ;

b) Au premier alinéa du 3 du III, le nombre : « 250 000 » est remplacé par le nombre : « 317 500 ».

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement propose de réévaluer les seuils sous lesquels les entreprises sont exemptées de la procédure d'agrément préalable des services fiscaux pour lancer un programme d'investissement, en prenant en compte l'inflation récente rapportée par l'INSEE. Cette mise à jour devient cruciale face aux taux d'inflation élevés observés en 2022 et 2023, qui ont entraîné un nombre croissant

d'entreprises, notamment des TPE-PME, dans des procédures administratives complexes et onéreuses avec agrément préalable.

Actuellement, les seuils définissent la limite entre l'autorisation automatique et la nécessité d'un agrément. Pour les petites et moyennes entreprises, souvent limitées en ressources humaines et financières, la procédure d'agrément s'avère particulièrement contraignante, allongeant considérablement les délais d'obtention de financements.

En réévaluant ces seuils, nous faciliterons l'accès des TPE-PME ultramarines à des dispositifs de défiscalisation plus simples, stimulant ainsi leur développement économique.

Cet amendement a été travaillé avec la FEDOM.







N°	I-2227
----	--------

**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme AESCHLIMANN

C	
G	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7 TER

Après l'article 7 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 199 undecies A du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est remplacé par quatre alinéas ainsi rédigés :

« 1. Il est institué une réduction d'impôt sur le revenu pour les contribuables domiciliés en France au sens de l'article 4 B qui investissent en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Mayotte, à La Réunion, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, à Saint-Martin, à Saint-Barthélemy, dans les îles Wallis et Futuna et les Terres australes et antarctiques françaises, entre :

« a) La date de promulgation de la loi n° 2003-660 du 21 juillet 2003 de programme pour l'outre-mer et le 31 décembre 2017 pour les investissements mentionnés au 2 du présent article ;

« b) La date de promulgation de la loi n° 2003-660 du 21 juillet 2003 précitée et le 31 décembre 2029 pour les investissements mentionnés au e du même 2 ;

« c) La date de promulgation de la loi n° 2003-660 du 21 juillet 2003 précitée et le 31 décembre 2017, puis entre le 1<sup>er</sup> janvier 2025 et le 31 décembre 2029 pour les investissements mentionnés au f dudit 2. » ;

2° Après la troisième occurrence du mot : « sociétés », la fin de la première phrase du f du 2 est ainsi rédigée : « de sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés et situées dans ces départements ou collectivités. »

II. – Le I entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2025.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement a pour objectif de soutenir les PME ultramarines en élargissant la réduction d'impôt à des secteurs actuellement non éligibles à l'aide fiscale à l'investissement, conformément à l'article 199 undecies B du CGI. Les PME d'Outre-mer, souvent sous-capitalisées, font face à de multiples

défis, notamment une réticence des investisseurs, des délais de paiement prolongés, et un accès limité aux financements privés et au marché bancaire. Ces difficultés sont exacerbées par les conséquences de la crise sanitaire, l'inflation, les problèmes de fret international, et les enjeux de trésorerie.

L'augmentation alarmante des défaillances d'entreprises en Outre-mer au 2e trimestre 2023, notamment en Martinique, à La Réunion et en Nouvelle-Calédonie, souligne l'urgence d'agir. Pour favoriser la reprise économique et renforcer la résilience des PME ultramarines, il est essentiel de leur fournir des outils de financement adaptés qui amélioreront leur solvabilité et compétitivité.

L'amendement propose donc de mettre en place un dispositif spécifique de souscription directe au capital des PME ultramarines. Ce mécanisme vise à orienter les capitaux vers ces entreprises, renforcer leurs fonds propres, favoriser la création d'emplois et stimuler le développement économique local.

Cet amendement a été travaillé avec la FEDOM.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme AESCHLIMANN

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5**

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À la fin du c du 3<sup>o</sup> du III de l'article 44 quaterdecies du code général des impôts, les mots : « et de nautisme s'y rapportant » sont remplacés par les mots : « s'y rapportant, et de nautisme, y compris la location, la construction, l'entretien, la réparation et la conciergerie de navire, l'exploitation d'installations de transport de plaisance ainsi que la vente à titre principal de bateaux et de fournitures pour bateaux tels que les pièces d'accastillage et autres accessoires liés à la pratique du nautisme » ;

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement s'attache à renforcer le secteur du nautisme en Outre-mer, secteur clé de l'économie bleue et du développement économique régional. Bien que le nautisme ait été reconnu par le législateur et intégré aux majorations renforcées du régime d'exonérations de charges sociales patronales depuis la loi de financement de la sécurité sociale de 2019, des restrictions subsistent. Selon les directives actuelles, certaines activités du nautisme, telles que la vente de pièces d'accastillage et les activités de shipchangers, ainsi que l'industrie de réparation et de construction navale, ne sont pas éligibles aux abattements fiscaux majorés des zones franches d'activités nouvelles générations (ZFANG), limités aux activités liées au tourisme.

Face à la concurrence internationale, il est essentiel d'offrir un soutien accru au secteur nautique pour développer une filière durable et compétitive. Cet amendement propose donc d'inclure toutes les activités nautiques dans les avantages renforcés des ZFANG, alignant ainsi les régimes d'aide d'État spécifiques en Outre-mer (LODEOM sociale et LODEOM fiscale). Cette harmonisation est cruciale pour la clarté et l'efficacité des mesures de soutien, conformément aux engagements du gouvernement lors du comité interministériel de l'Outre-mer.

L'amendement a été travaillé avec la FEDOM.





## AM E N D E M E N T

présenté par

Mme AESCHLIMANN

### ARTICLE 5

C	
G	

I. – Alinéa 6

Après le mot :

production

insérer les mots :

, au recyclage, au réemploi et à la réutilisation

II. – Après les alinéas 18,23 et 33

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

« ...) Le recyclage, le réemploi et la réutilisation des équipements et des composants d'équipements mentionnés aux a et b ; »

III – Compléter cet article par deux alinéas ainsi rédigés :

... – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

... – Le I n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

### OBJET

Cet amendement propose d'élargir le champ d'application du crédit d'impôt pour les investissements dans l'industrie verte (C3IV) aux entreprises qui investissent dans le recyclage, le réemploi et la réutilisation des équipements et composants évoqués dans cet article. Ce crédit d'impôt est un levier essentiel pour affirmer la France comme un leader de l'économie décarbonée, soutenant ainsi une transition écologique pragmatique et prioritaire.

Actuellement, le C3IV ne couvre pas intégralement toutes les étapes de la chaîne de valeur d'une économie décarbonée, notamment la gestion en fin de vie des équipements tels que les panneaux solaires, les pompes à chaleur, les éoliennes et les batteries. Leur expansion future rend cette considération cruciale.

L'extension de ce crédit d'impôt au recyclage et au réemploi de ces équipements renforce non seulement la protection environnementale, mais contribue également à l'économie circulaire, favorisant ainsi la résilience et la souveraineté nationale.

Cet amendement, élaboré en collaboration avec l'Institut National de l'Économie Circulaire (INEC) et Fairmat, s'inscrit dans une démarche de développement durable cohérente et bénéfique à tous les niveaux







N°	I-2230
----	--------

**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme AESCHLIMANN

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3**

Après l'article 3

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 200 quater B du code général des impôts, le montant : « 3 500 € » est remplacé par le montant : « 4 600 € ».

II. – Le I ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

IV. – Le I n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

**OBJET**

Cet amendement s'adresse à une préoccupation majeure des familles françaises : la garde des enfants, souvent limitée en nombre de places et onéreuse.

De nombreuses familles, faute d'offres adaptées ou de moyens financiers, sont contraintes de renoncer à faire garder leurs enfants, avec des répercussions significatives tant sur le plan professionnel que financier. Un engagement accru de l'État est crucial pour soutenir les familles et faciliter la garde des enfants.

À l'heure actuelle, la garde d'un enfant de moins de six ans ouvre droit à un crédit d'impôt de 50 % des dépenses engagées, plafonnées à 2 300 euros par enfant. Ce plafond est insuffisant au regard des coûts moyens de garde qui varient de 227 euros pour une place en crèche à 724 euros pour une garde à domicile par mois.

L'objectif de cet amendement est donc de doubler ce plafond, le portant à 4 600 euros, pour mieux répondre aux besoins financiers des familles et faciliter l'accès à des solutions de garde pour leurs enfants.





N°	I-2231
----	--------

**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme AESCHLIMANN

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3**

Après l'article 3

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – À la première phrase du premier alinéa de l'article 200 quater B du code général des impôts, le mot : « six » est remplacé par le mot : « dix ».

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – Le I n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

**OBJET**

Cet amendement propose d'élargir le bénéfice du crédit d'impôt pour la garde d'enfants hors du domicile.

Actuellement, ce crédit d'impôt est limité aux dépenses liées à la garde des enfants de moins de six ans. Cependant, la nécessité d'une solution de garde se poursuit bien au-delà de cet âge pour de nombreux parents, en particulier en raison des horaires de travail qui ne coïncident pas toujours avec ceux de l'école. Les besoins en garde se manifestent souvent avant et après l'école, durant la pause méridienne, les mercredis, ou encore pendant les vacances scolaires.

Il est évident qu'un enfant de 10 ans, par exemple en CM2, ne peut pas être laissé seul en dehors des heures scolaires quand les parents travaillent. Ainsi, cet amendement vise à étendre l'application du crédit d'impôt pour couvrir les dépenses de garde des enfants jusqu'à l'âge de dix ans, offrant un soutien fiscal plus adapté aux réalités familiales actuelles.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme AESCHLIMANN

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5**

Après l'article 5

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 199 quinquies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° La première phrase est complétée par les mots : « jusqu'au 31 décembre 2023 » ;

2° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Au titre des dépenses supportées du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2025, les contribuables bénéficient d'un crédit d'impôt égal à 25 % de celles-ci. Le montant annuel des dépenses ouvrant droit au crédit d'impôt ne peut pas excéder 10 000 € par personne hébergée. »

II. – Le I n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

III. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Cet amendement vise à transformer la réduction d'impôt relative aux frais de dépendance et d'hébergement en crédit d'impôt pour les individus en situation de dépendance résidant dans des établissements spécialisés.

Actuellement, l'article 199 quinquies du code général des impôts offre une réduction d'impôt de 25% sur ces frais, plafonnée à 10 000 € par an et par bénéficiaire. Cette réduction est complémentaire à d'autres aides telles que l'APA, l'ASH, les APL ou l'ALS, couvrant une partie des coûts associés.

Dans un rapport présenté à la Première ministre en juin 2023, l'auteur de cet amendement souligne que la transformation de cette réduction d'impôt en crédit d'impôt augmenterait son caractère redistributif. Alors que les bénéficiaires actuels de la réduction d'impôt sont confrontés à des restes à charge élevés, ceux-ci représentent une part moins significative de leurs revenus (taux d'effort de 90 % contre 150 %).

En transformant cette réduction en crédit d'impôt, l'amendement propose d'élargir l'accès au dispositif aux groupes les plus vulnérables, dans un esprit de justice sociale et de réduction des

inégalités. Cette mesure, applicable pour les dépenses de 2024 et 2025, servirait de transition en attendant une réforme structurelle de la prise en charge de la dépendance.

D'après les estimations issues des travaux sur le reste à charge, cette modification impliquerait un coût d'environ 882 millions d'euros pour les finances publiques.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. SAUTAREL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16**

Après l'article 16

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le III de l'article L. 213-10-3 du code de l'environnement est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le volume d'eau utilisé pour l'élevage est exclu de cette assiette s'il fait l'objet d'un comptage spécifique, jusqu'en 2030. »

**OBJET**

Il est proposé de réintroduire cette disposition visant à exonérer les volumes d'eau potable utilisés pour l'abreuvement des animaux existant dans l'actuelle redevance de pollution domestique (article L.213-10-3 du code de l'environnement en vigueur).

La nouvelle redevance instaurée par le nouvel article L.213-10-4 vise un objet différent de la redevance pollution actuelle puisqu'il s'agit désormais d'assujettir les personnes abonnées au service d'eau potable sur leur consommation d'eau potable et non plus sur la pollution générée par cette utilisation d'eau potable d'eau potable.

Toutefois, si les éleveurs sont effectivement consommateurs d'eau potable, cette redevance constituera pour eux une charge nouvelle, et son niveau aura un coût disproportionné pour cette catégorie d'usagers d'autre part, notamment dans les territoires ruraux, sans qu'ils aient à ce jour pu développer de solutions alternatives pour l'abreuvement des troupeaux.

En effet, les premières évaluations réalisées donnent un coût de redevance consommation au mètre cube proche de 0,3 €/m<sup>3</sup>, soit une redevance moyenne au niveau national de 1900 euros par an pour les élevages bovins. Dans les bassins les plus ruraux cette moyenne est estimée à 1600 euros par an. Or ce secteur est en grande fragilité économique, notamment dans les territoires les plus ruraux où le revenu annuel moyen peut descendre en dessous de 10 000 euros/an.

La charge que représenterait cette nouvelle redevance pourrait ainsi venir fragiliser l'activité sur ces territoires, ce qui serait socialement mais aussi environnementalement préjudiciable compte tenu de l'intérêt que présentent ces élevages dans la préservation des prairies et du rôle de stockage naturel de l'eau qu'elles permettent en tête de bassin. Cette exonération vise ainsi à éviter un effet induit indésirable de la réforme.

Toutefois, l'amendement est proposé pour une durée de 5 ans de sorte à permettre aux éleveurs concernés de développer d'autres solutions d'abreuvement des troupeaux déconnectées du réseau d'eau potable.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes OLLIVIER et de MARCO, MM. Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT, MELLOULI et PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

C	
G	

ARTICLE 3 SEXVVICES

Supprimer cet article.

**OBJET**

Le présent article prévoit d'exonérer les fédérations sportives internationales reconnues par le Comité international olympique (CIO) de l'impôt sur les sociétés, de la cotisation foncière des entreprises et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises. De même, il exonère d'impôt sur le revenu les salariés de ces fédérations pour une durée de cinq ans.

Tout d'abord, la dimension juridique de ce nouveau régime fiscal n'est en rien équilibré à l'objectif affiché d'inciter les fédérations sportives internationales à s'installer en France. Se pose une question d'égalité de traitement à l'égard des charges publiques, voire de la conformité d'une telle mesure avec notre Constitution et avec le respect du travail du Parlement en matière fiscale.

De plus, la mise en place de ce régime particulièrement avantageux est sans commune mesure et porte atteinte au principe du consentement à l'impôt. Si, derrière cet amendement, il s'agit d'attirer en France la Fédération Internationale de Football Association (FIFA) cela est d'autant plus problématique. Cette Fédération n'a nullement besoin d'exonération fiscale, quand on sait que son chiffre d'affaires entre 2019 et 2022 est de sept milliards d'euros. Alors que la France évoque régulièrement la concurrence fiscale dommageable de certains pays européens, par le biais de cet amendement, le gouvernement prend le même chemin et contredit sa propre position.

Enfin, le Gouvernement ne cesse de nous signaler que les manœuvres budgétaires sont de plus en plus contraintes et que l'urgence est de réduire le déficit. Pourtant, cet amendement entre en contradiction avec ce positionnement politique. Nous nous opposons à ce cadeau fiscal d'ampleur qui apparaît complètement antinomique dans la période actuelle.

Cet amendement vise donc à supprimer cet article.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes OLLIVIER et de MARCO, MM. Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT, MELLOULI et PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 NONIES

Après l'article 5 nonies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le I de l'article 244 quater B du code général des impôts est ainsi modifié :

1° La première phrase du dernier alinéa est complétée par les mots : « si leur activité économique contribue à la recherche médico sociale ou à, au moins, l'un des six objectifs environnementaux présenté par la taxonomie verte européenne, à l'exclusion de la recherche en lien avec les énergies gazières et nucléaires, et de ne pas porter atteinte aux autres objectifs :

« 1° Atténuation du changement climatique : l'impact d'une organisation sur l'environnement ;

« 2° Adaptation au changement climatique : l'impact de l'environnement sur une organisation ;

« 3° Utilisation durable et protection de l'eau et des ressources marines ;

« 4° Transition vers une économie circulaire, prévention et recyclage des déchets ;

« 5° Prévention et réduction de la pollution ;

« 6° Protection des écosystèmes sains. »

2° Le dernier alinéa est supprimé ;

3° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé : « Le bénéfice du crédit d'impôt pour dépenses de recherche effectuées par les entreprises industrielles et commerciales ou agricoles est conditionné au maintien à minima constant de leur effectif salarié consacré à la recherche et développement au cours de l'exercice précédent. »

**OBJET**

Cet amendement vise à conditionner le Crédit Impôts Recherche aux activités économiques qui poursuivent des objectifs environnementaux et médicaux.

Les montants versés aux entreprises au titre du CIR, du CII et du crédit d'impôt collection ont dépassé les 6,4 milliards d'euros, soit dix fois plus qu'en 2006.

Depuis sa mise en place, le dispositif manque de transparence. Les TPE et PME ne touchent que 20 % du budget alloué aux crédits d'impôts, malgré le fait qu'elles constituent 90 % des bénéficiaires. L'industrie est le secteur qui capte en premier le CIR (2/3), en particulier les secteurs de l'informatique et de la pharmacie, bien que cette dernière soit l'un des secteurs qui détruit des emplois de R&D en France.

Le financement de la recherche environnementale est largement insuffisant en France. Représentant péniblement 10 % de la dépense intérieure de R&D, elle peine à financer tous les projets qui permettraient à la France de tenir ses engagements climatiques internationaux. Il est désormais urgent que la France renoue avec une logique de planification et aligne ses politiques publiques et son soutien à la recherche aux enjeux de demain.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes OLLIVIER et de MARCO, MM. Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT, MELLOULI et PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 NONIES

Après l'article 5 nonies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Après le III bis de l'article 244 quater B du code général des impôts, il est inséré un III ainsi rédigé :

« III .... – 1. – Les entreprises ne peuvent bénéficier du crédit d'impôt recherche qu'à la condition qu'elles n'aient pas licencié sans cause réelle et sérieuse, au cours de l'année 2020 et de l'année 2021.

« 2. – En cas de non-respect des obligations prévues au présent article, une sanction financière d'un montant égal au montant du crédit d'impôt recherche perçu dans l'année, majoré de 10 %, s'applique. »

**OBJET**

Cet amendement vise à exclure du crédit impôt recherche les entreprises pratiquant des licenciements abusifs.

En tant qu'exonération fiscale, le CIR représente une opportunité pour les entreprises ainsi qu'un manque à gagner pour les finances publiques, acceptable car aidant la recherche. En revanche, nous considérons que l'octroi d'exonération implique chez ces entreprises un comportement exemplaire et irréprochable.

Effectuer des licenciements, alors que la France n'est pas pleinement sortie de la crise sociale et sanitaire, traduirait un comportement incivique de la part de ces entreprises et impliquerait donc qu'elles ne doivent pas être soutenues par l'argent public.

Cet amendement s'inscrit dans la volonté du groupe Écologiste - Solidarité et Territoires de conditionner les aides et les exonérations, afin d'éviter que des comportements socialement destructeurs soient soutenus par les finances publiques.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes OLLIVIER et de MARCO, MM. Grégory BLANC, DOSSUS, BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT, MELLOULI et PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16**

Après l'article 16

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article L. 841-5 du code de l'éducation est abrogé.

II. – La perte de recettes résultant du présent article pour les établissements publics d'enseignement supérieur, des établissements mentionnés aux articles L. 443-1 et L. 753-1 du code de l'éducation ou à l'article L. 1431-1 du code général des collectivités territoriales dispensant des formations initiales d'enseignement supérieur, des établissements d'enseignement supérieur privés d'intérêt général et des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

La contribution de vie étudiante et de campus (CVEC) mise en place en 2018 par l'article 12 de la loi n° 2018-166 du 8 mars 2018 relative à l'orientation et à la réussite des étudiants subit depuis sa mise en place de nombreuses critiques. Cette contribution est payée par les étudiantes et étudiants chaque année, collectée par les CROUS et redistribuée aux universités en fonction du nombre d'inscription. À l'origine fixé à un montant de 90 euros, la contribution est indexée sur l'inflation et atteint en cette rentrée 2023 un niveau jamais vu en dépassant de 100 euros.

Le produit de la CVEC devrait atteindre 170 millions d'euros en 2024 en faveur des établissements d'enseignement supérieur et à destination du réseau des œuvres universitaires et scolaires. Néanmoins c'est bien l'investissement de l'État qui devrait pourvoir aux besoins des universités et des CROUS. A cet égard, une suppression de la CVEC doit conduire à une augmentation compensatrice de la dotation de l'État pour les établissements concernés.

Le fondement même de cette contribution pose problème : les étudiantes et étudiants ne devraient pas avoir à payer pour accéder à l'université publique, d'autant plus dans un contexte de grande précarité étudiante. Si les boursiers en sont exonérés, nous savons qu'ils ne sont pas les seuls à être touchés par la précarité tant le système de bourse est inadapté aux conditions de vie des étudiants et laissent beaucoup de jeunes de côté. Cette taxe étudiante constitue un véritable poids pour leur pouvoir d'achat alors que 47% des étudiantes et étudiants interrogés déclarent vivre en dessous de 400 euros par mois.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes OLLIVIER et de MARCO, MM. Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT, MELLOULI et PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 NOVODECIES**

Après l'article 5 novodecies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Après la section II bis du chapitre I bis du titre III de la deuxième partie du livre premier du code général des impôts, est insérée une section II ... ainsi rédigée :

« Section II ...

« Taxe sur la diffusion en ligne d'enregistrements phonographiques musicaux ou de vidéomusiques

« Art. 1609 sexdecies ..... – I. – Il est institué une taxe sur la diffusion en ligne d'enregistrements phonographiques musicaux ou de vidéomusiques due à raison des opérations :

« 1° De mise à disposition du public de services permettant l'accès à des enregistrements phonographiques musicaux ou des vidéomusiques, sur demande individuelle formulée par voie de communications électroniques dans le cadre des diffusions en flux et mis à disposition à titre onéreux à des personnes autres que des entreprises qui sont établies, ont leur domicile ou ont leur résidence habituelle en France ;

« 2° De mise à disposition du public de services de diffusion de messages publicitaires et de parrainage sur un service permettant l'accès à des enregistrements phonographiques musicaux ou des vidéomusiques, sur demande individuelle formulée par voie de communications électroniques et destiné à des personnes autres que des entreprises qui sont établies, ont leur domicile ou ont leur résidence habituelle en France ;

« 3° Sont exonérés les services répondant aux conditions cumulatives suivantes :

« a) L'accès aux enregistrements phonographiques musicaux ou vidéomusiques présente un caractère accessoire ;

« b) Leur objet principal n'est ni l'information du public ni la promotion auprès du public d'œuvres musicales, ni la fourniture d'informations relatives à ces œuvres.

« II. – Sont redevables de la taxe les personnes, qu'elles soient établies en France ou hors de France, qui mettent à disposition du public les services mentionnés au I.

« III. – La taxe est assise sur le montant, hors taxe sur la valeur ajoutée, du prix acquitté en contrepartie de l'accès aux services mentionnés au I.

« Ces sommes font l'objet d'un abattement de 66 % pour les services fournis à titre gratuit donnant l'accès à des contenus audiovisuels créés par des utilisateurs privés à des fins de partage et d'échanges au sein de communautés d'intérêt. À cette fin, les contreparties encaissées par une personne autre que le fournisseur qui sont reversées sont réputées être encaissées par le bénéficiaire de ce reversement. Lorsque plusieurs personnes sont redevables au titre d'un même service mentionné au présent I, le montant de la taxe est établi séparément pour chacune d'elles à partir des seules contreparties qu'elle a encaissées.

« Sont réputés constituer la contrepartie des services mentionnés au I :

« 1° Les prix perçus par les redevables concernés pour l'accès aux services mentionnés au 1° du I ;

« 2° Les sommes versées par les annonceurs et les parrains aux redevables pour la diffusion de leurs messages publicitaires et de parrainage sur les services mentionnés au 2° du I.

« Pour chaque opération, sont, le cas échéant, déduits de ces prix les montants acquittés au titre des impositions de toutes natures mises en place dans un autre État membre de l'Union européenne et portant spécifiquement sur ces services.

« IV. – L'exigibilité de la taxe intervient lors de l'encaissement d'une ou plusieurs contreparties d'un service taxable mentionné au I.

« V. – Le taux de la taxe appliqué au montant de la somme des contreparties est fixé à :

« 1° Pour les services mentionnés au 1° du I :

« a) 0 % pour la fraction inférieure à 20 millions d'euros ;

« b) 1,25 % pour la fraction comprise entre 20 millions d'euros et 400 millions d'euros ;

« c) 1,75 % pour la fraction supérieure à 400 millions d'euros ;

« 2° Pour les services mentionnés au 2° du I : 1,75 %.

« VI. – Par dérogation au V, pour les entreprises dont le montant des sommes encaissées en contrepartie des services mentionnés au 1° du I fournis au niveau mondial l'année civile précédente est inférieur à 750 millions d'euros, le taux est de :

« 1° Pour la fraction relevant du taux défini au b du 1° du V :

« a) 0,5 % pour l'imposition établie au titre de 2024 ;

« b) 1 % pour l'imposition établie au titre de 2025 ;

« 2° Pour la fraction relevant du taux défini au c du 1° du V :

« a) 1 % pour l'imposition établie au titre de 2024 ;

« b) 1,5 % pour l'imposition établie au titre de 2025.

« VII. – La taxe est constatée, liquidée, recouvrée et contrôlée selon les mêmes sanctions, garanties, sûretés et privilèges que la taxe sur la valeur ajoutée. Les réclamations sont présentées, instruites et jugées selon les mêmes règles applicables à cette même taxe.

« VIII. – Le produit de la taxe est affecté au Centre national de la musique dans la limite d'un plafond annuel. »

II. – Après l'article L. 163 du livre des procédures fiscales, il est inséré un article L. 163 .... ainsi rédigé :

« Art. L. 163 ..... – Le Centre national de la musique peut recevoir de l'administration des impôts tous les renseignements relatifs au montant de la taxe mentionnée à l'article 1609 sexdecies C du code général des impôts. »

### **OBJET**

La filière musicale dans son ensemble est bouleversée depuis la révolution numérique qui a profondément chamboulé les habitudes. L'industrie musicale fait face à de multiples enjeux : bascule des usages vers les plateformes d'abonnement, forte concurrence internationale, nouveaux modes de réalisation et de production, ... La crise sanitaire est venue fragiliser le secteur qui était déjà en pleine mutation. Pour pallier ces incertitudes, le Centre national de la musique (CNM) est créé en janvier 2023. Dans ce contexte, le CNM permet d'éviter l'écroulement de la création et de la filière dans son ensemble. Son action est saluée par l'ensemble des acteurs de l'industrie musicale.

Pourtant, la question du financement est centrale tant les préoccupations sont nombreuses. Les moyens mis à disposition du CNM font l'objet d'arbitrage depuis plusieurs années. En avril dernier, le sénateur Julien Bargeton remettait au ministère de la Culture son rapport relatif à la stratégie de financement de la filière musicale en France. Le rapport est transparent : le CNM doit perdurer et se déployer pour devenir « la maison commune de la musique ». Il est donc préconisé de s'appuyer sur de nouveaux leviers de financement au sein de l'industrie.

La piste de financement la plus cohérente, répondant à un principe de solidarité et de redistribution, est de mettre en place une contribution obligatoire de la musique enregistrée. En juin dernier, le Président de la République évoque la solution d'une taxe sur les écoutes en ligne dite « taxe streaming » pour financer le CNM. Pourtant, cette possibilité soutenue par les groupes de la majorité n'a pas été retenue dans le cadre de l'utilisation de l'article 49-3 de la Constitution. Nous sommes dans l'incompréhension. Le recours à des contributions « volontaires » des plateformes n'est pas satisfaisant et conduirait à moyen terme à la disparition du CNM.

Le présent amendement a donc vocation d'instaurer une taxe sur l'écoute en ligne pour faire contribuer les plateformes d'écoute au financement pérenne de la filière musicale. La musique enregistrée est un secteur en forte croissance qui connaît sa 7ème année consécutive de hausse. Par leur participation au financement du CNM, nous sommes en mesure de penser que se mettra en place un processus cohérent qui bénéficiera à l'ensemble de l'industrie musicale, à l'image du modèle du Centre national du cinéma (CNC). Conformément à l'avis du rapport, nous proposons d'appliquer un taux marginal de 1,75% à une assiette élargie.

Tel est l'objet du présent amendement qui doit permettre d'assurer la cohérence et la pérennité financière du Centre national de la musique (CNM).





**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme AESCHLIMANN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 5 NONIES**

Après l'article 5 nonies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le quinzième alinéa du I de l'article 199 undecies B est complété par les mots : « , à l'exception de ceux concourant à la mise en place d'une opération d'autoconsommation telle que définie aux articles L. 315-1 et L. 315-2 du code de l'énergie » ;

2° La seconde phrase du quatrième alinéa du I de l'article 217 undecies est complétée par les mots : « , à l'exception de ceux concourant à la mise en place d'une opération d'autoconsommation telle que définie aux articles L. 315-1 et L. 315-2 du code de l'énergie » ;

3° Le b du 2 du I de l'article 244 quater W est complété par les mots : « , à l'exception de ceux concourant à la mise en place d'une opération d'autoconsommation telle que définie aux articles L. 315-1 et L. 315-2 du code de l'énergie » ;

4° Le 2° du 2 du A du I de l'article 244 quater Y est complété par les mots : « , à l'exception de ceux concourant à la mise en place d'une opération d'autoconsommation telle que définie aux articles L. 315-1 et L. 315-2 du code de l'énergie » ;

II. – Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application du I, et notamment la détermination d'un prix-plafond par kWh produit, ainsi que les conditions de mise en œuvre aux logements sociaux et intermédiaires qui font appel à ce type d'équipements.

III. – Le II n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

IV. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement vise à réintégrer les installations photovoltaïques dans les mesures de défiscalisation pour les investissements en Outre-mer, où le potentiel solaire est exceptionnellement élevé.

Actuellement, malgré une tendance croissante à intégrer la transition énergétique dans la défiscalisation, les équipements solaires sont exclus depuis plus de dix ans, même pour les logements

prioritaires. L'énergie solaire, particulièrement efficace en Outre-mer, pourrait significativement réduire les coûts énergétiques des ménages.

L'ADEME souligne son rôle clé dans l'autonomie énergétique de ces territoires d'ici 2030.

En réponse à cette situation et à l'absence d'initiatives similaires pour l'Outre-mer, l'amendement propose de favoriser les projets d'autoconsommation solaire, avec des mesures pour éviter les abus passés.

Cet amendement a été travaillé avec la FEDOM.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mme AESCHLIMANN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 3**

Après l'article 3

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – L'article 199 quater F du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au troisième alinéa, le montant : « 61 € » est remplacé par le montant : « 100 € » ;

2° Au quatrième alinéa, le montant : « 153 € » est remplacé par le montant : « 250 € » ;

3° Au cinquième alinéa, le montant : « 183 € » est remplacé par le montant : « 300 € ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

L'absence de réajustement des seuils de recouvrement et des réductions d'impôt sur le revenu, définis dans le code général des impôts au bénéfice des ménages, conduit, de fait, à une hausse non consentie de la charge fiscale. Cette situation, qui ne reflète pas les principes d'équité et de justice fiscale, requiert une correction impérative, surtout dans le contexte actuel de renouveau inflationniste.

Selon les chiffres de l'Insee pour l'année 2022, l'inflation moyenne s'est élevée à 5,2 % annuellement, touchant plus sévèrement certains ménages qui ont subi une augmentation des prix jusqu'à 8,5 %.

Actuellement, les montants accordés pour cette réduction sont de 61 € pour les élèves de collège, 153 € pour les lycéens et 183 € pour les étudiants, sans aucune révision depuis leur instauration le 18 août 1993. Cette stagnation a entraîné une érosion significative de leur valeur réelle due à une inflation cumulée de 58,9 %.

Cet amendement vise à réviser la réduction d'impôt relative aux frais de scolarisation afin de procéder à un ajustement de ces montants pour les aligner sur l'évolution du coût de la vie et préserver le pouvoir d'achat des familles concernées.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes OLLIVIER et de MARCO, MM. Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mme GUHL, MM. JADOT, MELLOULI et PARIGI, Mme PONCET MONGE, M. SALMON et Mmes SOUYRIS et Mélanie VOGEL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES**

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. - Au b nonies de l'article 279 du code général des impôts, après le mot : « professionnel » sont insérés les mots : «, et aux établissements de loisirs sportifs marchands ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Ce présent amendement vise à soumettre les accès aux établissements de loisirs sportifs marchands à un taux réduit de TVA de 10%.

Le secteur des loisirs sportifs marchands regroupe les salles de sport et les activités de sport indoor à l'image du tennis-padel, de l'escalade ou du foot à cinq. L'offre de loisirs sportifs n'est pas affiliée à une fédération sportive et de ce fait est rattachée fiscalement au même taux de TVA qu'un commerce classique. Les loisirs sportifs marchands se développent depuis quelques années sur l'ensemble de notre territoire. En France, sur les dix dernières années, le nombre de salles de sport a été multiplié par quatre et répond aux besoins d'environ dix-sept millions de Françaises et de Français.

Pourtant, comme de nombreux secteurs économiques, les loisirs sportifs marchands ont subi de plein fouet la crise de la Covid-19, de l'inflation et surtout des prix de l'énergie. Cet engouement pour les loisirs sportifs marchands est une chance pour la pratique du sport et contribue à la bonne santé de la population. L'année 2024 est l'année du sport. L'accueil des Jeux Olympiques et Paralympiques marque un tournant pour la place du sport en France. Le Gouvernement fait de la démocratisation de ce secteur une priorité de son agenda politique.

Pourtant, les actes semblent bien éloignés des paroles. Le Gouvernement a fait le choix de baisser la TVA à 5,5% aux centres équestres et à l'e-sport, sans explication aucune pour les autres secteurs. Nous nous interrogeons sur la portée politique de tels cadeaux fiscaux. Nous souhaitons rappeler au Gouvernement le principe essentiel d'égalité de traitement devant l'impôt. Nous considérons que le secteur des loisirs sportifs marchands n'est pas moins concerné par les difficultés. Ce secteur qui mobilise près de dix-sept millions d'adeptes est sans commune mesure avec les deux millions de citoyens qui pratiquent régulièrement ou occasionnellement l'équitation. Alors, face à cette situation

injuste, nous portons la volonté de réduction à 10% de la TVA pour l'accès aux établissements de loisirs sportifs marchands.

L'accès du sport à toutes et tous, partout sur le territoire, est une priorité. Permettre de dégager des marges pour la construction de nouvelles infrastructures dans l'ensemble des territoires en coordination avec les communes est un enjeu central. Les acteurs privés sont prêts à s'engager pour travailler en étroite collaboration avec les collectivités et les secteurs publics du sport. Nous serons sensibles au respect de cet engagement.

Cet amendement vise donc à mettre fin à la distorsion de concurrence entre le secteur des loisirs sportifs marchands et les autres secteurs économiques comparables, ainsi que de promouvoir le sport par la valorisation de ces multiples pratiques.





**A M E N D E M E N T**

présenté par

M. CABANEL

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 16**

Après l'article 16

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le I de l'article L. 213-10-8 du code de l'environnement est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les producteurs de produits phytopharmaceutiques au sens du 1 de l'article 2 du règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CE et 91/414/CEE du Conseil ou de semences traitées au moyen de ces produits, sont assujetties à une redevance pour pollutions diffuses. »

**OBJET**

L'enjeu de la nouvelle politique du Gouvernement en matière de réduction de l'usage des produits phytopharmaceutiques est de passer d'une logique de gestion de crise permanente subie et par à-coups, à l'instar de ce qui s'est produit pour les néonicotinoïdes en janvier 2023, à une logique de transition planifiée, choisie et lissée. Cela se traduit dans le projet de loi de finances pour 2024 par deux évolutions concomitantes, l'une fiscale, et l'autre budgétaire.

Sur le plan fiscal, il est proposé à l'article 16, au milieu d'une refonte plus globale du financement des agences de l'eau et des redevances qui lui sont affectées, une hausse de 20 % de la redevance pour pollutions diffuses (article L. 213-10-8 du code de l'environnement), soit 37 M€, ce qui porterait son produit total à 217 M€ en prévisionnel. Sur le produit total de cette taxe, seuls 41 M€ sont fléchés vers le programme national Écophyto, les 176 millions d'euros restants sont reversés au budget courant des agences de l'eau. Par ailleurs, l'augmentation de la redevance pour pollutions diffuses ne s'inscrit dans aucune trajectoire d'évolution à moyen terme, ce qui nuit à la prévisibilité de cette taxe pour les agriculteurs, mais se fait par à-coups comme lors de la LFI 2019. Bien que les dépenses en produits phytopharmaceutiques ne représentent que 5 % des consommations intermédiaires des agriculteurs, toute hausse des coûts de production pourrait accroître, dans le contexte actuel, les importations, et fragiliserait davantage notre souveraineté alimentaire par une aggravation des distorsions de concurrence avec les producteurs des autres Etats-Membres de l'Union Européenne.

Or, 0€ de l'enveloppe Écophyto 2030 est dédié à des aides directes aux agriculteurs sur les 71 millions consacrés au fonds, pourtant en première ligne dans le processus transitionnel vers une agriculture plus sobre en produits phytopharmaceutiques. Cet amendement vise ainsi à faire contribuer les fabricants de produits phytopharmaceutiques au paiement de la redevance pour pollutions diffuses afin de répartir l'effort de transition vers une agriculture plus respectueuse de l'environnement et de la

biodiversité entre tous ses acteurs. Cela permettrait en outre de compléter l'enveloppe Écophyto 2030 par une des aides directes aux agriculteurs leur permettant de mettre en place des solutions alternatives à l'usage des produits phytopharmaceutiques et, de fait, diminuer leur utilisation.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme NADILLE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 6

## I. – Après l’alinéa 74

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

...° a) Au même 4 du I de l’article 244 quater X, après le mot : « neufs », sont ajoutés les mots : « définies par décret publié deux mois au plus tard après la promulgation de la présente loi » ;

b) Le présent I s’applique aux travaux de rénovation et de réhabilitation pour lesquels une déclaration préalable de travaux ou une demande de permis de construire est déposée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

## II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l’État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Cet amendement a pour objectif de préciser le périmètre d’intervention et le champ d’application du crédit d’impôt dont l’extension aux opérations de rénovation et de réhabilitation des logements sociaux hors QPV a été annoncée par le CIOM du 18 Juillet 2023. En effet, les critères des opérations éligibles à cette réduction sont aujourd’hui arrêtés par un bulletin officiel (circulaire/doctrine) échappant à une définition précise des critères.

Par ailleurs, la mention « voisins du neuf » est capitale et doit faire l’objet d’une définition par décret pour rendre opérationnelle une telle mesure.

Cet amendement a été travaillé avec l’Union sociale pour l’habitat Outre-mer (USHOM).





N°	I-2245
----	--------

## A M E N D E M E N T

présenté par

Le Gouvernement

C	
G	

### ARTICLE 25 QUATER

Supprimer cet article.

### OBJET

Le présent amendement supprime l'article 25 quater dont les dispositions sont identiques à celles de l'article 25 ter et instaure un prélèvement sur les recettes de l'État (PSR) en faveur des communes nouvelles regroupant, l'année suivant leur création, une population inférieure ou égale à 150 000 habitants.

Ces deux articles n'avaient pu être traités comme identiques par l'Assemblée nationale car l'article 25 quater disposait, en son II, que les modalités d'application du PSR nouvellement créé seraient précisées par décret, alors même que le Gouvernement a fait le choix de spécifier les modalités d'application à l'article 25 ter du projet de loi de finances pour 2024. Dès lors, il convient de supprimer l'article 25 quater.







N°	I-2246
----	--------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. SAUTAREL, POINTEREAU, de NICOLAY, MANDELLI et RETAILLEAU

C	
G	

### ARTICLE 7

Alinéa 31

Remplacer cet alinéa par trois alinéas ainsi rédigés :

« C. – Sont également classées en zone France Ruralités Revitalisation, les communes métropolitaines situées dans un département qui remplit les conditions suivantes :

« 1° Sa densité de population est inférieure à 35 habitants par kilomètre carré ;

« 2° Son revenu médian disponible par unité de consommation est inférieur à la médiane des revenus médians disponibles par unité de consommation par département.

### OBJET

Cet amendement a pour objectif de permettre le classement en zone France Ruralités Revitalisation de l'ensemble des communes situées dans les départements ruraux peu denses.





N°	I-2247
----	--------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. SAUTAREL, POINTEREAU, de NICOLAY, MANDELLI et RETAILLEAU

C	
G	

### ARTICLE 7

Alinéas 26 et 29

Remplacer les mots :

au 35<sup>e</sup> centile

par les mots :

à la médiane

### OBJET

Cet amendement a pour objectif d'assouplir le critère de revenu proposé pour le classement des communes en zone France Ruralités Revitalisation.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SAUTAREL, POINTEREAU, de NICOLAY, MANDELLI et RETAILLEAU

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 7

Après l'alinéa 31

Insérer quatre alinéas ainsi rédigés :

« .... – Sont classées en zone France ruralités revitalisation les communes de moins de 20 000 habitants de France métropolitaine, membres d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre qui remplit les conditions suivantes :

« 1° Au moins 50 pour cent de sa population est située en zone de montagne au sens de l'article 3 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne ;

« 2° Sa densité de population est inférieure ou égale à la densité médiane nationale des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de France métropolitaine ;

« 3° Son revenu disponible par unité de consommation médian est inférieur ou égal au 75<sup>e</sup> centile des revenus disponibles médians par établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre de France métropolitaine.

**OBJET**

Les zones de montagne se caractérisent par des handicaps significatifs entraînant des conditions de vie plus difficiles et restreignant l'exercice de certaines activités économiques. Cet amendement a ainsi pour objectif de permettre le classement en zone France Ruralités Revitalisation, des communes de France métropolitaine de moins de 20 000 habitants situées dans un territoire peu dense, respectant un critère de revenu assoupli (75<sup>ème</sup> centile) et dont la majorité de la population réside en zone de montagne.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. SAUTAREL, POINTEREAU, de NICOLAY, MANDELLI et RETAILLEAU

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 7

I. – Alinéa 20

1° Après le mot :

créent

insérer les mots :

ou reprennent

2° Supprimer les mots :

ainsi que ceux qui reprennent, entre le 1<sup>er</sup> juillet 2024 et le 31 décembre 2029, une entreprise en difficulté faisant l'objet d'une cession ordonnée par le tribunal en application des articles L. 626-1, L. 631-22 ou L. 642-1 à L. 642-17 du code de commerce, lorsqu'ils exercent ces activités dans ces mêmes zones

II. – Après l'alinéa 37

Insérer six alinéas ainsi rédigés :

« Par dérogation, pour bénéficier des exonérations mentionnées au I, l'entreprise faisant l'objet d'une reprise doit répondre aux conditions suivantes :

« 1° L'entreprise emploie moins de onze salariés. L'effectif salarié est apprécié, au titre de chaque exercice, selon les modalités prévues au I de l'article L. 130-1 du code de la sécurité sociale.

« Lorsqu'une entreprise bénéficiant déjà de l'exonération mentionnée au I du présent article constate un franchissement de seuil d'effectif déterminé selon les modalités prévues au II du même article L. 130-1, cette circonstance lui fait perdre le bénéfice de cette exonération ;

« 2° L'entreprise n'exerce pas une activité bancaire, financière, d'assurances, de gestion ou de location d'immeubles, de pêche maritime ;

« 3° Le capital de l'entreprise créée ou reprise n'est pas détenu, directement ou indirectement, pour plus de 50 % par d'autres sociétés ;

« 4° L'entreprise n'est pas créée dans le cadre d'une extension d'activités préexistantes. L'existence d'un contrat, quelle qu'en soit la dénomination, ayant pour objet d'organiser un partenariat caractérise l'extension d'une activité préexistante lorsque l'entreprise créée ou reprenant l'activité bénéficie de l'assistance de ce partenaire, notamment en matière d'utilisation d'une enseigne, d'un nom

commercial, d'une marque ou d'un savoir-faire, de conditions d'approvisionnement, de modalités de gestion administrative, contentieuse.

III. – Pour compenser la perte de recettes résultant des I et II, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Cet amendement vise à intégrer les reprises d'activité aux dispositifs France ruralités revitalisation et France ruralités revitalisations « plus ». Ce faisant, nous proposons de pérenniser l'une des mesures les plus vectrices d'attractivité pour les territoires ruraux du dispositif « zones de revitalisation rurale » (ZRR).

En effet, jusqu'à présent, la création d'une entreprise ou d'une activité libérale, ainsi que sa reprise, en zone de revitalisation rurale ouvrent droit au dispositif « ZRR ». L'article 7 prévoit aujourd'hui de restreindre le champ du dispositif, en privant les repreneurs d'une activité industrielle, commerciale, artisanale ou libérale du bénéfice des mesures « FRR » et « FRR+ ».

Une telle restriction est dommageable au maintien des petits commerces en milieu rural. Elle est également source d'incompréhension au niveau local. En effet, comment justifier qu'un nouveau commerce puisse s'installer dans un village rural et bénéficier du dispositif, alors que la reprise d'un commerce existant en soit exclue ?

Le présent amendement propose dès lors de réintégrer les reprises d'activité dans le champ du dispositif des FRR, afin de favoriser le maintien des petits commerces en milieu rural et faciliter l'acceptabilité de la réforme localement.

Par mesure de responsabilité budgétaire, les entreprises faisant l'objet d'une reprise devront réunir les conditions d'éligibilité du dispositif « ZRR » actuel pour bénéficier de ces exonérations. Elles devront notamment employer moins de 11 salariés et ne pas exercer une activité bancaire, financière, d'assurances, de gestion ou de location d'immeubles.







N°	I-2250
----	--------

## AMENDEMENT

présenté par

MM. SAUTAREL, POINTEREAU, de NICOLAY, MANDELLI et RETAILLEAU

C	
G	

### ARTICLE 7

I – Alinéas 24 et 27

Après le mot :

communes

insérer les mots :

de France métropolitaine de moins de 20 000 habitants

II. – Alinéa 31

Remplacer cet alinéa par trois alinéas ainsi rédigés :

« C. – Par dérogation au A du II, sont également classées en zone France ruralités revitalisation, les communes métropolitaines de moins de 30 000 habitants situées dans un département qui remplit les conditions suivantes :

« 1° Sa densité de population est inférieure à 33 habitants par kilomètre carré ;

« 2° Son revenu médian disponible par unité de consommation est inférieur à la médiane des revenus médians disponibles par unité de consommation par département.

### OBJET

Cet amendement a pour objectif, d'une part, de limiter le classement en zones France Ruralité Revitalisation et France Ruralité Revitalisation « Plus », aux communes de moins de 20 000 habitants, d'autre part, d'apporter une précision rédactionnelle. Il permet également d'inclure les communes de moins de 30 000 habitants lorsque la densité de population du département est inférieure à 33 habitants par kilomètre carré.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme BELRHITI

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 10

Alinéa 31, tableau

Rédiger ainsi ce tableau :

Année d'évaluation	Chiffre d'affaires national total	Chiffre d'affaires national afférent aux prestations de services autres que les ventes à consommer sur place et les prestations d'hébergement
Année civile précédente	42 500	18 750
Année en cours	46 750	20 625

**OBJET**

La franchise en base TVA permet aux petites entreprises (micro-entreprises) dans la limite d'un plafond de chiffre d'affaires de facturer leurs ventes et/ou prestations de services sans TVA.

Cette disposition du PLF vise au 1er janvier 2025, à étendre la franchise en base TVA aux petites entreprises étrangères (CA ne dépassant pas 85 000 €), pour leurs opérations réalisées en France, sous réserve que leur CA européen soit inférieur à 100 K€ (sans obligation d'identification en France, l'ensemble des formalités étant réalisées dans leur Etat de résidence qui ensuite transmet les informations à la France).

La réciprocité sera vraie pour les entreprises françaises pour leurs travaux réalisés dans les autres Etats membres, sous réserve que le CA européen soit inférieur à 100 K€.

Ce régime de TVA applicable aux microentreprises est source de concurrence déloyale. Il permet ainsi à certaines entreprises d'avoir un avantage concurrentiel par rapport aux entreprises qui facturent avec TVA spécialement dans le domaine des prestations de services.

Or, cette transposition de la directive risque de créer une nouvelle distorsion de concurrence : une entreprise étrangère pourra venir travailler en France et bénéficier de la franchise de TVA applicable aux entreprises françaises. Ainsi, par exemple une entreprise espagnole pourra dans le cadre d'un marché avec un particulier facturer sans TVA (alors qu'aujourd'hui l'entreprise espagnole doit facturer de la TVA française).

Enfin, ces entreprises étrangères n'ont aucune obligation d'identification en France. Il y a donc là un véritable risque de fraude.

Si la France se doit de respecter les règles européennes, il convient au regard des problématiques de concurrence de limiter le montant de la franchise applicable. Et cela d'autant plus que la France a l'un des montants de TVA les plus importants en Europe.

L'objet de cet amendement est donc de proposer de retenir un niveau de franchise deux fois moins important que celui retenu par cette disposition.





DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, 128, 132)

N°	I-2252
----	--------

23 NOVEMBRE 2023

## A M E N D E M E N T

présenté par  
Mme SAINT-PÉ

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27

Après l'article 27

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – A la première phrase du deuxième alinéa du III de l'article 1639 A bis du code général des impôts, le mot : « sept » est remplacé par le mot : « dix ».

II. – L'article L. 2333-76 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° Au deuxième alinéa, le mot : « sixième » est remplacé par le mot : « neuvième » ;

2° A la première phrase du troisième alinéa, le mot : « sept » est remplacé par le mot : « dix ».

### OBJET

Afin de laisser le temps aux élus locaux de boucler leurs plans de financement et de faire le travail de pédagogie auprès de leurs administrés, le présent amendement propose de laisser le délai d'harmonisation perdurer trois années de plus. L'harmonisation devrait ainsi être faite au 1<sup>er</sup> janvier 2027.







## AM E N D E M E N T

présenté par  
Mme NADILLE

C	
G	

### ARTICLE 6

Après l'alinéa 74

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

...° Aux premier et second alinéas du 2 du VII du même article 244 quater X, le mot : « deux » est remplacé par le mot : « trois » ;

### OBJET

L'objectif de ce cet amendement est d'évacuer le risque de reprise de l'avantage fiscal pour les opérations de construction de logements sociaux qui bénéficient du crédit d'impôt et qui accusent un retard de chantier lié aux défaillances des entreprises.

En effet, la crise du BTP que connaissent les DROM impacte les donneurs d'ordre (bailleurs sociaux) qui accusent des retards importants, voire des défaillances. Ces défaillances font subir un double préjudice aux bailleurs sociaux qui, au-delà des pertes financières liées à la non-perception des loyers (compte tenu du report de la livraison des logements), portent également un risque lié à la perte de l'avantage fiscal si le délai de 24 mois entre l'achèvement des fondations et l'achèvement des travaux n'est pas respecté.

Compte tenu de la structuration de la filière du BTP dans les DROM, il nous paraît pertinent que le délais de 24 mois soit étendu à 36 mois.

Il convient de préciser que cet amendement ne crée pas de dépense.

Cet amendement a été travaillé avec l'Union sociale pour l'habitat Outre-mer (USHOM).



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. THÉOPHILEARTICLE 7 TER

<b>C</b>	
<b>G</b>	

Rédiger ainsi cet article :

I. – L'article 199 undecies B du code général des impôts est ainsi modifié :

A. – Le I est ainsi modifié :

1° Au deuxième alinéa, après le mot : « investissements », sont insérés les mots : « donnés en location ou mis à la disposition de ménages ou de syndicats de copropriétaires, y compris dans le cadre de contrats incluant la fourniture de prestations de services, ni ceux » ;

2° Le g est complété par les mots : « et les activités de location de meublés de tourisme au sens de l'article L. 324-1-1 du code du tourisme à l'exception de celles offrant des services de para-hôtellerie classées et enregistrées auprès de la mairie » ;

3° Après les mots : « n'excédant pas », la fin du h est ainsi rédigée : « un mois des véhicules de tourisme au sens de l'article L. 421-2 du code des impositions sur les biens et services et dont le prix de revient unitaire hors taxe est inférieur à 30 000 euros » ;

4° Le quatorzième alinéa est ainsi modifié :

a) À la première phrase, après le mot : « classés », sont insérés les mots : « et aux travaux de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

b) Après le mot : « sont », la fin de la deuxième phrase est ainsi rédigée : « ni strictement indispensables à l'exercice d'une activité agricole, sylvicole, aquacole ou minière ni exploités dans le cadre d'une activité de transport public de voyageurs. » ;

5° La seconde phrase du quinzième alinéa est complétée par les mots et une phrase ainsi rédigés : « dont la production n'est pas principalement affectée à l'autoconsommation par l'exploitant. Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application de la phrase qui précède. » ;

6° À la dernière phrase du dix-neuvième alinéa, après le mot : « classés », sont insérés les mots : « ou de travaux de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

7° A la deuxième phrase des vingt-deuxième et trente-deuxième alinéas :

a) Après les mots : « résidences de tourisme », est supprimé le mot : « ou » ;

b) Après les mots : « villages de vacances », sont insérés les mots : « ou de meublés de tourisme tels que mentionnés au g du I, ou en la construction ou la réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

B. – Après le I quater, sont insérés un I sexies et I septies ainsi rédigés :

« I sexies. – Le I s'applique aux investissements consistant en l'acquisition de friches faisant l'objet de travaux de réhabilitation lourde, sous réserve du respect des conditions suivantes :

« 1° Les immeubles sont en l'état d'abandon depuis au moins deux ans à la date d'acquisition ;

« 2° Les travaux portant sur ces investissements concourent à la production d'un immeuble neuf, au sens du 2° du 2 du I de l'article 257 ;

« 3° Les travaux portant sur ces investissements concourent à la production d'un immeuble destiné à un usage industriel ou hôtelier ;

« 4° Il n'existe aucun lien d'intérêt entre le cédant de la friche et les acquéreurs et exploitants à l'exception des investissements ayant reçus un agrément préalable du ministre du budget dans les conditions prévues au III de l'article 217 undecies.

« La réduction d'impôt est assise sur le prix de revient, hors taxes, frais et commissions de toute nature, du terrain d'assiette, des constructions qui y sont édifiées et des terrains formant une dépendance immédiate et nécessaire de ces constructions et sur le montant des travaux, hors taxes et hors frais de toute nature, diminués du montant des aides publiques accordées pour leur financement. ;

« I septies. – Par dérogation au deuxième alinéa du I du présent article, le même I s'applique aux investissements consistant en l'acquisition, l'installation et l'exploitation de chauffe-eaux solaire sous réserve d'avoir reçu l'agrément préalable du ministre chargé du budget dans les conditions prévues au III de l'article 217 undecies. » ;

C. – Après la référence : « I ter », la fin du III est ainsi rédigée : « , I quater, I sexies et I septies. » ;

D. – Au IV, après la référence : « I quater », sont insérées les références : « , I sexies et I septies » ;

E. – Au VI, après le mot : « hôtelière », sont insérés les mots : « et de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel ».

II. – L'article 217 undecies du code général des impôts est ainsi modifié :

A. – Le I est ainsi modifié :

1° À la onzième phrase du premier alinéa, après le mot : « hôtelière », sont insérés les mots : « ou de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

2° Le troisième alinéa est ainsi modifié :

a) À la première phrase, après le mot : « classés », sont insérés les mots : « et aux travaux de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

b) Après le mot : « sont », la fin de la seconde phrase est ainsi rédigée : « ni strictement indispensables à l'exercice d'une activité agricole, sylvicole, aquacole ou minière ni exploités dans le cadre d'une activité de transport public de voyageurs, ni pour la location directe au profit des personnes physiques utilisant pour une durée n'excédant pas un mois des véhicules de tourisme au sens de l'article L. 421-2 du code des impositions sur les biens et services et dont le prix de revient unitaire hors taxe est inférieur à 30 000 euros. » ;

3° La seconde phrase du quatrième alinéa est complétée par les mots et une phrase ainsi rédigés : « dont la production n'est pas principalement affectée à l'autoconsommation par l'exploitant. Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application de la phrase qui précède. » ;

4° Le cinquième alinéa est complété par deux phrases ainsi rédigées :

« La déduction prévue au premier alinéa du présent I s'applique également aux investissements mentionnés aux I sexies et au I septies du même article 199 undecies B lorsque les conditions prévues aux mêmes I sexies et I septies sont satisfaites. Pour les investissements prévus au I sexies de l'article 199 undecies B, l'assiette de la déduction fiscale est déterminée dans les conditions prévues au dernier alinéa dudit I sexies. » ;

5° A la deuxième phrase des neuvième et vingt et unième alinéas :

a) Après les mots : « résidences de tourisme », est supprimé le mot : « ou » ;

b) Après les mots : « villages de vacances », sont insérés les mots : « ou de meublés de tourisme tels que mentionnés au g du I de l'article 199 undecies B, ou la construction ou la réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

B. – Le II est ainsi modifié :

1° A la seconde phrase du deuxième alinéa :

a) Après les mots : « résidences de tourisme », est supprimé le mot : « ou » ;

b) Après les mots : « villages de vacances », sont insérés les mots : « ou de meublés de tourisme tels que mentionnés au g du I de l'article 199 undecies B, ou la construction ou la réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

2° Au troisième alinéa, après le mot : « classés », sont insérés les mots : « et des travaux de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

C. – Le premier alinéa du 1. du III est ainsi modifié :

1° Après le mot : « automobile », sont insérés les mots : « de l'acquisition, l'installation et l'exploitation de chauffe-eau solaire » ;

2° Après le mot : « classés », sont insérés les mots : « ou de friches hôtelières ou industrielles lorsqu'il existe un lien d'intérêt entre le cédant de la friche et les acquéreurs et les exploitants » ;

D. – Au deuxième alinéa du V, après le mot : « classés », sont insérés les mots : « et de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel ».

III. – L'article 244 quater W du code général des impôts est ainsi modifié :

A. – Le I est ainsi modifié :

1° Le 1 est ainsi modifié :

a) Le premier alinéa est complété par deux phrases ainsi rédigées : « Pour les investissements afférents à l'acquisition de friches faisant l'objet de travaux de réhabilitation lourde mentionnés au I sexies du même article 199 undecies B, le crédit d'impôt s'applique sous réserve du respect des conditions prévues au même I sexies. Pour les investissements afférents à l'acquisition, l'installation et l'exploitation de chauffe-eau solaire, mentionnés au I septies de l'article 199 undecies B, le crédit d'impôt s'applique sous réserve du respect des conditions prévues au même I septies. » ;

b) Au deuxième alinéa, après le mot : « classés », sont insérés les mots : « et aux travaux de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

2° Le 2 est ainsi modifié :

a) Après le mot : « sont », la fin du a est ainsi rédigée : « ni strictement indispensables à l'exercice d'une activité agricole, sylvicole, aquacole ou minière ni exploités dans le cadre d'une activité de transport public de voyageurs, ni pour la location directe au profit des personnes physiques utilisant pour une durée n'excédant pas un mois des véhicules de tourisme au sens de l'article L. 421-2 du code des impositions sur les biens et services et dont le prix de revient unitaire hors taxe est inférieur à 30 000euros ; » ;

b) Le b est complété par les mots et une phrase ainsi rédigés : « dont la production n'est pas principalement affectée à l'autoconsommation par l'exploitant. Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application de la phrase qui précède ; » ;

c) Il est ajouté un c ainsi rédigé :

« c) Aux investissements donnés en location ou mis à la disposition de ménages ou de syndicats de copropriétaires, y compris dans le cadre de contrats incluant la fourniture de prestations de services. » ;

B. – Le 1 du II est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Pour les investissements afférents à l'acquisition de friches faisant l'objet de travaux de réhabilitation lourde mentionnés au I sexies du même article 199 undecies B, l'assiette du crédit d'impôt est déterminée dans les conditions prévues au même I sexies.

Pour les investissements afférents à l'acquisition, l'installation et l'exploitation de chauffe-eau solaire, mentionnés au I septies de l'article 199 undecies B, le crédit d'impôt s'applique sous réserve du respect des conditions prévues au même I septies. » ;

C. – À la seconde phrase du dernier alinéa du III, le mot : « dernier » est remplacé par le mot : « troisième » ;

D. – A la deuxième phrase du premier alinéa du 1 du VIII :

1° Après les mots : « résidences de tourisme », est supprimé le mot : « ou » ;

2° Après les mots « villages de vacances », sont insérés les mots : « ou de meublés de tourisms tels que mentionnés au g du I de l'article 199 undecies B, ou la construction ou la réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel. » ;

E. – Au 1 du IX, après le mot : « hôtelière », sont insérés les mots : « et de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel ».

IV. – L'article 244 quater Y du code général des impôts est ainsi modifié :

A. – Le I est ainsi modifié :

1° Le A est ainsi modifié :

a) Le second alinéa du 2° du 1 est ainsi modifié :

– aux première, deuxième et dernière phrases, les mots : « le crédit » sont remplacés par les mots : « la réduction » ;

– sont ajoutées deux phrases ainsi rédigées : « Pour les investissements afférents à l'acquisition de friches faisant l'objet de travaux de réhabilitation lourde mentionnés au I sexies du même article 199 undecies B, la réduction d'impôt s'applique sous réserve du respect des conditions prévues au même I sexies. Pour les investissements afférents à l'acquisition, l'installation et l'exploitation de chauffe-eau

solaire, mentionnés au I septies de l'article 199 undecies B, la réduction d'impôt s'applique sous réserve du respect des conditions prévues au même I septies. » ;

b) Le 2 est ainsi modifié :

– après le mot : « sont », la fin du 1° est ainsi rédigée : « ni strictement indispensables à l'exercice d'une activité agricole, sylvicole, aquacole ou minière ni exploités dans le cadre d'une activité de transport public de voyageurs, ni pour la location directe au profit des personnes physiques utilisant pour une durée n'excédant pas un mois des véhicules de tourisme au sens de l'article L. 421-2 du code des impositions sur les biens et services et dont le prix de revient unitaire hors taxe est inférieur à 30 000 euros ; »

– le 2° est complété par les mots et une phrase ainsi rédigés : « dont la production n'est pas principalement affectée à l'autoconsommation par l'exploitant. Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application de la phrase qui précède ; »

– il est ajouté un 3° ainsi rédigé : « 3° L'acquisition de biens donnés en location ou mis à la disposition de ménages ou de syndicats de copropriétaires, y compris dans le cadre de contrats incluant la fourniture de prestations de services. » ;

2° Au B, après le mot : « classés », sont insérés les mots : « et aux travaux de réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel » ;

B. – Le III est complété par un G et un H ainsi rédigés :

« G. – Pour les investissements afférents à l'acquisition de friches faisant l'objet de travaux de réhabilitation lourde mentionnés au I sexies de l'article 199 undecies B, l'assiette de la réduction d'impôt est déterminée dans les conditions prévues au même I sexies.

H. – Pour les investissements afférents à l'acquisition, l'installation et l'exploitation de chauffe-eau solaire mentionnés au I septies de l'article 199 undecies B, l'assiette de la réduction d'impôt est déterminée dans les conditions prévues au même I septies. » ;

C. – A la seconde phrase du deuxième alinéa du A et du deuxième alinéa du 2° du B du VII :

1° Après les mots : « résidences de tourisme », est supprimé le mot : « ou »

2° Après les mots : « villages de vacances », sont insérés les mots : « ou de meublés de tourisms tels que mentionnés au g du I de l'article 199 undecies B, ou la construction ou la réhabilitation lourde de bâtiments à caractère industriel. »

V. – A. – Les 1° à 3° et le b du 4° du A du I, le b du 2° et le c du 3° du A du II, les a et c du 2° du A du III et le deuxième et les deux derniers alinéas du b du 1° du A du IV s'appliquent aux investissements réalisés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024. Toutefois, les articles 199 undecies B, 217 undecies, 244 quater W et 244 quater Y du code général des impôts restent applicables dans leur rédaction antérieure à la présente loi pour :

1° Les investissements agréés au plus tard le 31 décembre 2023 ;

2° Les investissements pour l'agrément desquels une demande est parvenue à l'administration au plus tard le 31 décembre 2023 ;

3° Les acquisitions de biens meubles corporels qui font l'objet d'une commande au plus tard le 31 décembre 2023 et pour lesquels des acomptes au moins égaux à 50 % de leur prix ont été versés à cette date ;

4° Les constructions d'immeubles ayant fait l'objet d'une déclaration d'ouverture de chantier déposée au plus tard le 31 décembre 2023, dès lors que ces investissements sont achevés au plus tard le 31 décembre 2025.

B. – 1. Le a du 4° et les 5° à 8° du A et les B à E du I ainsi que le dernier alinéa du a et le troisième alinéa du b du 1° et le 2° du A et les B et C du IV s'appliquent aux investissements réalisés en Polynésie française, à Saint-Barthélemy, à Saint-Pierre-et-Miquelon, dans les îles Wallis et Futuna et en Nouvelle-Calédonie à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

2. Le a du 4° et les 5° à 8° du A et les B à E du I, le 1°, le a du 2°, les a et b du 3° et les 4° et 5° du A et les B et C du II, le 1° et le b du 2° du A et les B à E du III ainsi que le dernier alinéa du a et le troisième alinéa du b du 1° et le 2° du A et les B et C du IV s'appliquent aux investissements réalisés en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion, à Mayotte et à Saint-Martin à compter d'une date fixée par décret, qui ne peut être postérieure de plus de six mois à la date de réception par le Gouvernement de la réponse de la Commission européenne permettant de considérer la disposition lui ayant été notifiée comme conforme au droit de l'Union européenne en matière d'aides d'État.

VI. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

VII. – Le III n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû. »

### **OBJET**

L'article 7 ter nouveau, issu d'un amendement (I-5210) du rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale adopté sans examen préalable en commission et séance publique, supprime le bénéfice de l'aide fiscale à l'investissement productif sur des secteurs d'activité clés pour le tissu économique ultra-marin : les véhicules de tourisme (dont la location à destination touristique), les activités de location de meublés de tourisme et de gîtes, les biens d'équipements destinés à des ménages tels que les chauffe-eaux solaires.

Dans une logique de verdissement de l'économie, il ouvre par ailleurs le bénéfice de l'aide fiscale en faveur des friches hôtelières ou industrielles en vue de leur réhabilitation et réintègre dans son champ d'application les investissements portant sur des installations de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil, sous condition que l'électricité produite soit destinée à l'autoconsommation de l'exploitant.

Si ces deux dernières mesures sont positives, sous réserves de modifications techniques nécessaires pour les rendre opérationnelles, les trois premières mesures de suppression – sans ciblage, ni étude d'impact – sont lourdes de conséquence pour l'activité et l'emploi Outre-mer.

Selon les données communiquées dans le rapport de l'Inspection Générale des Finances (IGF) sur le régime d'aide fiscale à l'investissement productif en Outre-mer publié le 6 octobre dernier, le montant de la dépense fiscale générée par les investissements objets des mesures de suppression serait de l'ordre de 160 millions d'euros en 2022 : soit 59,6 millions d'euros pour les véhicules de tourisme, 13,8 millions d'euros pour les meublés touristiques et 86,7 millions d'euros pour les chauffe-eaux solaires.

Ce sont des milliers d'emplois, dans le secteur touristique notamment, qui sont directement impactés par ces mesures de suppression. Pour le seul territoire de la Guadeloupe, ce sont près de 3000 emplois qui seraient directement menacés. Si des évolutions stratégiques et paramétriques des régimes d'aides fiscales à l'investissement sont souhaitables afin de répondre aux enjeux légitimes soulevés par les pouvoirs publics pour mieux cibler certains investissements, la suppression sèche de certains



dispositifs d'aide fiscale à l'investissement sans étude d'impact préalable, ni concertation avec les milieux économiques concernés, n'est pas une solution envisageable, ces dispositifs restant indispensables à la préservation de l'emploi et la création de valeur ajoutée dans les Outre-mer.

Aussi, le présent amendement réécrit entièrement l'article 7 ter (nouveau) en y insérant des modifications visant :

d'une part, à revenir sur les mesures de suppressions sèches tout en proposant certains ajustements afin de mieux cibler les investissements dans ces secteurs, et, d'autre part, à préciser certaines dispositions techniques afin de rendre pleinement opérationnelles les dispositions de l'article concernant la rénovation et la réhabilitation des friches et les installations de production d'électricité utilisant le photovoltaïque.

Afin d'encadrer au mieux la location de véhicules de tourisme, il est proposé de réserver le bénéfice de l'aide fiscale à la location de véhicules à usage touristique n'excédant pas un mois et assorti d'une condition de plafond d'acquisition par véhicule, de 30 000 € hors taxe. Cette limite privilégie ainsi le fléchage de l'aide sur des véhicules de petites catégories, électriques, hybrides et thermiques. La sylviculture et l'aquaculture sont également intégrés dans le dispositif visant à maintenir l'aide fiscale pour les véhicules de tourisme utilisés pour les activités agricoles, répondant ainsi aux besoins spécifiques de certains territoires ultra-marins.

Par ailleurs, l'article dans sa version initiale supprime le bénéfice de l'aide fiscale à l'investissement Outre-mer sur une très grande partie de l'offre d'hébergement touristique. Ainsi sont visés toutes villas, appartements ou studios meublés, offerts à la location (avec ou sans prestations de services associées), de même que les gîtes. Le présent amendement propose de maintenir le bénéfice des aides fiscales pour cette offre d'hébergement essentielle pour satisfaire la demande croissante, en y ajoutant trois critères destinés à garantir un usage strictement professionnel : l'obligation d'offrir des services de para-hôtellerie et d'enregistrer le meublé en mairie ainsi que l'extension à 15 ans de la durée de conservation du bien (comme pour l'hôtellerie).

D'autre part, dans une logique de verdissement de l'investissement productif, il est proposé ici de maintenir le bénéfice de l'aide fiscale sur l'acquisition, l'installation et l'exploitation de chauffe-eau solaire sous réserve de l'obtention d'un agrément dès le premier euro du ministre chargé des comptes publics, permettant ainsi d'éviter toute dérive.

Concernant les investissements réalisés en faveur du photovoltaïque, le présent amendement vise à apporter des ajustements techniques indispensables pour rendre les dispositions visées opérantes. D'une part, il supprime le seuil d'éligibilité fixé à 500 000 euros afin de ne pas exclure les petits programmes d'investissement des TPE/PME destinés à leur seule autoconsommation. D'autre part, il substitue le terme « principalement » à « exclusivement » afin de permettre la revente nécessaire du surplus d'électricité produit sur le réseau. Un décret en conseil d'Etat vient en définir les modalités d'application (notamment la détermination d'une base éligible encadrée par un prix /plafond) en prenant en compte les diversités de situation selon les territoires.

Concernant la rénovation et la réhabilitation des friches, cet amendement précise que les travaux de rénovation ou de réhabilitation de friches peuvent aboutir à un changement de destination de l'immeuble seulement lorsqu'il s'agit d'un projet hôtelier ou industriel. La condition d'absence de lien d'intérêt entre le cédant et l'acquéreur de la friche est, par ailleurs, complétée par une exception pour les investissements ayant reçus un agrément préalable au premier euro par le ministre du budget.

Enfin, s'agissant des dispositions transitoires, pour le 2ème cas relatif aux investissements avec agrément, la demande de versement d'acomptes au moins égaux à 50% de leur prix au plus tard au 31 décembre 2023 est supprimée car inapplicable pour les projets immobiliers. Cet amendement a été travaillé avec la Fédération des Entreprises des Outre-mer (FEDOM).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Michaël WEBER, BOURGI, DEVINAZ, TEMAL et PLA

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 14 BIS**

Après l'article 14 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 2 de l'article 793 est complété par un 9° ainsi rédigé :

« 9° Les biens immobiliers concernés par un contrat mentionné à l'article L. 132-3 du code de l'environnement à concurrence des trois quarts de leur valeur, à la condition que le contrat mentionné à l'article L. 132-3 du même code soit signé :

« a) Avec un établissement public ou une personne morale de droit privé agréé au titre de l'article L. 141-1 ou L. 414-11 dudit code ;

« b) En dehors de toute démarche de compensation des atteintes à la biodiversité mentionnée à l'article L. 163-1 du même code ;

« c) Pour une durée supérieure à 30 ans ;

« d) L'acte constatant la donation ou la déclaration de succession puisse s'appuyer sur un certificat de bonne exécution du contrat rédigé par établissement public ou une personne morale de droit privé agréé au titre de l'article L. 141-1 ou L. 414-11 du même code. » ;

2° À la première phrase du premier alinéa de l'article 793 bis, la référence : « au 3° » est remplacé par les références : « aux 3° et 9° ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Les obligations réelles environnementales (ORE) régies par l'article L. 132-3 du code de l'environnement constituent une solide garantie de gestion écologique en ce qu'elles attachent durablement des obligations de faire ou de ne pas faire à un bien immobilier concerné par le contrat et le suivre en quelque mains qu'il se trouve. Aussi il est proposé de calquer le dispositif prévu en matière forestière (exonération des  $\frac{3}{4}$  de la valeur des biens pour le calcul des droits de mutation à titre gratuit

et sous conditions) en matière de droits de mutations à titre gratuit, aux espaces gérés au moyen d'une ORE, à condition que ces contrats soient :

- d'une durée supérieure à 30 ans,
- passés avec une entité agréée au titre de la protection de l'environnement,
- signés en dehors de toute démarche de compensation des atteintes écologiques pour encourager la participation spontanée et volontaire des propriétaires dans la préservation de la biodiversité et des fonctions écologiques
- qu'une attestation de bonne exécution des obligations du contrat soit fournie.

Il est proposé de cibler l'impôt lié à la transmission du patrimoine pour les actions concourant à la préservation du patrimoine commun de la Nation.

Le présent amendement propose, en ce qui concerne les droits de mutation à titre gratuit (DMTG), d'aligner la fiscalité de tous les biens immeubles visés par une ORE avec celle des forêts durablement gérées.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

MM. Michaël WEBER, BOURGI, DEVINAZ et PLA

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 7 TER**

Après l'article 7 ter

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au deuxième alinéa du II de l'article 83 de la loi n° 2017-256 du 28 février 2017 de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique, les deux occurrences de l'année : « 2022 » sont remplacées par l'année : « 2027 ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Le présent amendement a pour objet de prolonger jusqu'en fin 2027 l'exonération en Guyane du droit d'examen au permis de chasser et de la redevance cynégétique départementale afin d'y poursuivre les efforts de l'État en matière de régularisation des chasseurs et de contrôle des armes à feu.

En effet, la loi du 28 février 2017 dite loi égalité réelle outre-mer a instauré un permis de chasser en Guyane pour encadrer l'achat et la circulation d'armes à feu dans le département. Cette même loi prévoyait que le droit d'examen pour passer le permis de chasser en Guyane pouvait être fixé à 0 € jusqu'au 31 décembre 2022, de même que le montant des redevances cynégétiques départementales.

Ainsi, cette gratuité du droit d'examen du permis de chasser a permis sur les cinq dernières années d'importantes régularisations qui doivent être poursuivies.

Par ailleurs, en l'absence de fédération départementale des chasseurs (FDC) en Guyane, il n'existe pas aujourd'hui d'organisme en mesure de collecter les redevances cynégétiques et, partant, de délivrer la validation annuelle du permis de chasser.

En conséquence, il est proposé de prolonger jusqu'au 31 décembre 2027 la gratuité en Guyane d'une part, de l'inscription à l'examen du permis de chasser et d'autre part, de la validation annuelle du permis de chasser, ce qui permettra de poursuivre les efforts de l'État en matière de formation à la sécurité à la chasse, à la connaissance de la réglementation et à l'acquisition des armes à feu et des munitions de chasse.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
Mme NADILLE

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 15

Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – Le premier alinéa du II de l'article 15 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 est complété par deux phrases ainsi rédigées :

« Pour les collectivités d'outre-mer régies par l'article 73 de la Constitution habilitées, en application du troisième alinéa du même article 73 et des articles LO. 4435-2 à LO. 4435-12 du code général des collectivités territoriales, à fixer des règles spécifiques en matière de maîtrise de la demande d'énergie, de réglementation thermique pour la construction de bâtiments et de développement des énergies renouvelables. Les caractéristiques et les conditions d'octroi de cette prime sont définies par les collectivités ».

**OBJET**

L'objectif de ce cet amendement est de permettre aux citoyens des Outre-mer (plus précisément de la Guadeloupe et de la Martinique) de bénéficier de ma prime rénove qui sera désormais octroyée sans conditions de ressources en France à tous les propriétaires quel que soit leur statut (occupant ou bailleur). Pour les ménages très modestes, le niveau de financement de cette prime peut atteindre 90% de financement pouvant aller jusqu'à 70 000 euros de travaux pris en compte.

Cette aide est primordiale pour le parc privé des Outre-mer, au regard des enjeux de lutte contre la vacance du parc privé par sa réhabilitation et son adaptation notamment pour prendre en compte le vieillissement de la population.

Or, lors des « RENCONTRES NATIONALES DE L'HABITAT PRIVE », l'ANAH en présence de tous les ministères a présenté le dispositif « Ma prime Renov ». Cette prime sera conditionnée à l'établissement d'un DPE et au respect des trois critères suivants : 1) Un saut de 2 classes DPE ou plus, 2) au moins 2 gestes d'isolation et 3) le traitement de la ventilation. Ces critères techniques de performance énergétique sont fixés au regard de la réglementation thermique du climat continental et de la réalité du parc dans l'hexagone, ils ont pour impact : 1) d'empêcher la mise en place du dispositif « Mon accompagnateur Renov' » qui est le guichet unique indispensable à l'accompagnement des ménages dans leur projet de rénovation, 2) au pire, d'exclure les citoyens ultramarins des aides « Ma Prime Rénove ». A mieux, ils limitent le montant des aides octroyées aux ménages rapport à ceux de l'hexagone.

Aussi, compte tenu d'une part, que la loi Climat et Résilience du 22 Août 2021 a repoussé la mise en place du nouveau DPE Outre-mer jusqu'en 2028 et que les critères des performances énergétiques d'appréciation posés par voie de décret risquent d'être mis en place de façon tardive et être éloignés de



la réalité des climats des collectivités des Outre-mer, et d'autre part, que la Guadeloupe et la Martinique sont habilitées à exercer la compétence législative pour fixer des règles spécifiques en matière de maîtrise de la demande d'énergie et de la réglementation thermique en vertu de l'alinéa 3 de l'article 73 de la Constitution, Nous proposons que les critères de déploiement de « Ma prime Rénov' » soient précisés par les collectivités concernées. Enfin, en l'absence du Nouveau DPE Outre-mer, les critères qui seraient établis par voie de décret ne sauraient s'imposer aux collectivités ayant demandé et obtenu l'habilitation.

Cet amendement a été travaillé avec l'Union sociale pour l'habitat Outre-mer (USHOM).



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Mmes OLLIVIER et de MARCO, MM. Grégory BLANC et DOSSUS, Mme SENÉE, MM. BENARROCHE, DANTEC, FERNIQUE et GONTARD, Mmes GUHL, Mélanie VOGEL et SOUYRIS, M. SALMON, Mme PONCET MONGE et MM. PARIGI, MELLOULI et JADOT

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10 SEPTIES

Après l'article 10 septies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le b nonies de l'article 279 du code général des impôts est complété par les mots : « et les établissements de loisirs sportifs marchands ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**OBJET**

Ce présent amendement vise à soumettre les accès aux établissements de loisirs sportifs marchands à un taux réduit de TVA de 10%.

Le secteur des loisirs sportifs marchands regroupe les salles de sport et les activités de sport indoor à l'image du tennis-padel, de l'escalade ou du foot à cinq. L'offre de loisirs sportifs n'est pas affiliée à une fédération sportive et de ce fait est rattachée fiscalement au même taux de TVA qu'un commerce classique. Les loisirs sportifs marchands se développent depuis quelques années sur l'ensemble de notre territoire. En France, sur les dix dernières années, le nombre de salles de sport a été multiplié par quatre et répond aux besoins d'environ dix-sept millions de Françaises et de Français.

Pourtant, comme de nombreux secteurs économiques, les loisirs sportifs marchands ont subi de plein fouet la crise de la Covid-19, de l'inflation et surtout des prix de l'énergie. Cet engouement pour les loisirs sportifs marchands est une chance pour la pratique du sport et contribue à la bonne santé de la population. L'année 2024 est l'année du sport. L'accueil des Jeux Olympiques et Paralympiques marque un tournant pour la place du sport en France. Le Gouvernement fait de la démocratisation de ce secteur une priorité de son agenda politique.

Pourtant, les actes semblent bien éloignés des paroles. Le Gouvernement a fait le choix de baisser la TVA à 5,5% aux centres équestres et à l'e-sport, sans explication aucune pour les autres secteurs. Nous nous interrogeons sur la portée politique de tels cadeaux fiscaux. Nous souhaitons rappeler au Gouvernement le principe essentiel d'égalité de traitement devant l'impôt. Nous considérons que le secteur des loisirs sportifs marchands n'est pas moins concerné par les difficultés. Ce secteur qui mobilise près de dix-sept millions d'adeptes est sans commune mesure avec les deux millions de citoyens qui pratiquent régulièrement ou occasionnellement l'équitation. Alors, face à cette situation

injuste, nous portons la volonté de réduction à 10% de la TVA pour l'accès aux établissements de loisirs sportifs marchands.

L'accès du sport à toutes et tous, partout sur le territoire, est une priorité. Permettre de dégager des marges pour la construction de nouvelles infrastructures dans l'ensemble des territoires en coordination avec les communes est un enjeu central. Les acteurs privés sont prêts à s'engager pour travailler en étroite collaboration avec les collectivités et les secteurs publics du sport. Nous serons sensibles au respect de cet engagement.

Cet amendement vise donc à mettre fin à la distorsion de concurrence entre le secteur des loisirs sportifs marchands et les autres secteurs économiques comparables, ainsi que de promouvoir le sport par la valorisation de ces multiples pratiques.

Nous demandons au gouvernement de lever le gage.





N°	I-2259
----	--------

## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. PATIENT

C	
G	

### ARTICLE 16

1° Alinéa 76

Après le mot :

assujetis

insérer les mots :

ou leur délégataire

2° Alinéa 89

Après le mot :

assujetis

insérer les mots :

ou leur délégataire

### OBJET

Avec cette réforme, les communes deviennent redevables. Or, avec le transfert des compétences Eau&Assainissement prévu au 1er janvier 2026, certaines d'entre elles ne se sont pas structurées pour assurer la gestion d'un service public aussi bien techniquement que financièrement d'autant plus que bien souvent celle-ci est confiée à un délégataire. Par ailleurs, alors que ces communes sont déjà dans des difficultés financières parfois inextricables, cette réforme fait de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif une charge de fonctionnement supplémentaire. Le risque est grand pour les offices de l'eau d'outre-mer de ne pouvoir recouvrir le montant des redevances. Aussi, il apparaît que, en Outre-mer, la redevance devrait être perçue par l'exploitant des services publics d'eau potable et d'assainissement.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. Étienne BLANC

C	
G	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 25**

Après l'article 25

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Au titre de l'année 2024, il est institué, par prélèvement sur les recettes de l'État, une dotation budgétaire de soutien à l'investissement des régions d'un montant de 350 000 000 € en faveur des régions, du département de Mayotte, de la collectivité de Corse et des collectivités territoriales de Martinique et de Guyane.

II. – La dotation de soutien à l'investissement régional est destinée au soutien de projets de :

1° Rénovation thermique, transition énergétique, développement des énergies renouvelables ;

2° Développement d'infrastructures en faveur de la mobilité ;

3° Création, transformation et rénovation des bâtiments scolaires.

III. – La dotation de soutien à l'investissement des régions est répartie entre les collectivités qui y sont éligibles au prorata de la population de ces collectivités.

IV. – Par dérogation, lorsque la subvention s'inscrit dans le cadre d'un contrat signé avec le représentant de l'État, les maîtres d'ouvrage désignés par le contrat peuvent être bénéficiaires de la subvention. Ces subventions sont attribuées par le représentant de l'État dans la région ou dans la collectivité régie par l'article 73 de la Constitution. Le représentant de l'État dans le département présente chaque année à la commission prévue à l'article L. 2334-37 du code général des collectivités territoriales les orientations que le représentant de l'État dans la région prévoit de mettre en œuvre en ce qui concerne la dotation pour l'exercice en cours.

Le représentant de l'État dans la région ou dans la collectivité régie par l'article 73 de la Constitution communique aux membres de la commission prévue à l'article L. 2334-37 du code général des collectivités territoriales, dans un délai d'un mois à compter de sa décision, la liste des projets subventionnés dans le ressort de leur département ou de leur collectivité régie par l'article 73 de la Constitution. Cette liste est communiquée dans les mêmes délais aux membres du Parlement élus dans ce département ou cette collectivité régie par l'article 73. Le représentant de l'État dans le département transmet aux membres de la commission prévue à l'article L. 2334-37 ainsi qu'aux membres du Parlement élus dans ce département un rapport faisant le bilan de la dotation pour chaque exercice. Il présente ce rapport à la commission prévue au même article L. 2334-37.

Avant le 31 juillet de l'exercice en cours, la liste des opérations ayant bénéficié d'une subvention ainsi que le montant des projets et celui de la subvention attribuée par l'État sont publiés sur le site internet



officiel de l'État dans la région, dans un format ouvert et aisément réutilisable. Si cette liste est modifiée ou complétée entre cette publication et la fin de l'exercice, une liste rectificative ou complémentaire est publiée selon les mêmes modalités avant le 30 janvier de l'exercice suivant.

V. – Les attributions sont inscrites à la section d'investissement du budget des bénéficiaires.

VI. – Le refus d'attribution de subventions au titre de cette dotation ne peut être fondé sur le cumul, le cas échéant, de cette dotation avec d'autres dotations ou subventions, dans le respect des règles d'attribution de ces dernières.

VII. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **OBJET**

Les Régions sont appelées à investir fortement pour le développement des mobilités décarbonées, accompagner la transition écologique, sociale et économique et améliorer la performance énergétique des lycées.

En raison des conséquences de la crise sanitaire et de l'implication des Régions au titre de la relance, de l'impact de l'inflation et des revalorisations salariales des agents de la fonction publique sur les dépenses des Régions (évalué à 1 milliard d'euros en 2023) et de la perte de dynamisme des recettes régionales carbonées, les Régions sont la seule catégorie de collectivité à ne pas retrouver en 2021 et 2022 les niveaux d'épargne brute et de capacité de désendettement constatés en 2019.

Par ailleurs, les Régions ont été exclues des dispositifs de soutien mis en œuvre par l'État. En effet, les Régions n'ont pas bénéficié de la dotation de 430 M€ instaurée par la 1<sup>ère</sup> loi de finances rectificative pour 2022 visant à compenser partiellement aux collectivités la hausse des dépenses énergétiques et la revalorisation du point d'indice, ne bénéficient pas de l'aide exceptionnelle de 100 M€ accordées aux AOM urbaines en 2023 et ne sont que très marginalement traitées par le « filet de sécurité » instauré par la LFI 2023 (1,3 Md€) car ne prenant en compte leurs principales dépenses énergétiques qu'elles assument dans les lycées et les transports scolaires et interurbains.

La dernière note de conjoncture de La Banque postale prévoit par ailleurs une nouvelle baisse de l'épargne brute des Régions de - 1,7 % en 2023.

Cet amendement vise ainsi à instaurer pour l'année 2024 une dotation de soutien aux dépenses d'investissement des Régions en faveur de la transition écologique de 350 M€ et dont le montant global correspond :

- A la part du fonds vert consacré à la rénovation énergétique des écoles (500 M€) rapporté aux dépenses totales des Régions, soit 130 M€ ;
- A la perte cumulée de recettes depuis 2020 correspondant à l'exonération de droit de taxe sur les immatriculations pour les véhicules électriques, soit 120 M€ ;
- Au montant de l'aide exceptionnelle de 100 M€ accordée en 2023 aux AOM urbaines et dont sont exclues les Régions.



**A M E N D E M E N T**présenté par  
M. Étienne BLANC

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 27 BIS**

Après l'article 27 bis

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° Après le quatrième alinéa de l'article L. 2333-64, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« 4° Dans le ressort des établissements publics de coopération intercommunale comprenant un service express régional métropolitain. » ;

2° L'article L. 2333-66 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le versement destiné au financement des services express régionaux métropolitains peut être institué par délibération du conseil régional, après avis des établissements publics de coopération intercommunale concernés. La délibération énumère les services express régionaux métropolitains, mis en place ou prévus, qui justifient le taux du versement. » ;

3° L'article L. 2333-67 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, après le mot : « municipal », ajouter les mots : « , ou du conseil régional, » ;

b) Après le quatrième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« - 1 % des salaires dans les conditions fixées au 4° de l'article L. 2333-64 du présent code ».

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du paragraphe précédent est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.**OBJET**

Le déploiement des services express régionaux métropolitains (SERM) constitue un projet partagé à l'échelle d'un bassin de mobilité. Il nécessite un dialogue entre l'ensemble des collectivités territoriales en matière d'offre de transport de même que pour adapter les fiscalités correspondantes en faveur des mobilités durables.

Dans une exigence de maîtrise de la fiscalité, il convient de veiller à affecter le produit du versement mobilité additionnel au financement complémentaire des mobilités additionnelles du type SERM, dans le cadre d'une gouvernance partagée.

Cet amendement vise donc à rendre possible la perception d'un versement mobilité de droit commun en faveur des régions, après avis des groupements de collectivités intéressés, et sous condition de fléchage vers le financement des SERM.





N°	I-2262
----	--------

**S O U S - A M E N D E M E N T**  
à l'amendement n° I-472 rect. bis de M. DELCROS  
présenté par  
M. Jean-Michel ARNAUD

C	
G	

ARTICLE 7

Amendement n° 472, alinéa 4

Compléter cet alinéa par les mots :

ou lorsque les communes concernées se situent dans un parc naturel régional au sens de l'article L. 333-1 du code de l'environnement ou dans un parc national mentionné à l'article R. 331-85 du même code

**OBJET**

Ce sous-amendement ne modifie pas l'objectif poursuivi par l'amendement I-472 déposé par Bernard DELCROS. Il vient élargir la possibilité, pour les agences régionales de santé, d'ouvrir une officine par voie de création, de transfert ou de regroupement dans les communes situées dans des parcs naturels régionaux ou des parcs nationaux. Par nature, ce sont souvent des zones sous-dotées dans lesquelles l'implantation d'une officine peut être un point d'ancrage en matière d'accès aux soins pour tout un territoire.





N°	I-2263
----	--------

## A M E N D E M E N T

présenté par  
Le Gouvernement

C	
G	

### ARTICLE 7

#### I. – Alinéa 20

1° Après la seconde occurrence des mots :

31 décembre 2029

insérer les mots :

une entreprise exerçant une activité commerciale ou artisanale ou

2° Après le mot :

reprise

insérer les mots :

d'une entreprise exerçant une activité commerciale ou artisanale ou

#### II. – Alinéa 21

1° Après le mot :

entreprises

insérer les mots :

, soumises de plein droit ou sur option à un régime réel d'imposition de leurs résultats,

2° Après les mots :

au A du présent I

insérer les mots :

ainsi que celles qui sont reprises, entre ces mêmes dates et qui exercent une activité commerciale ou artisanale,

3° Après le mot :

création

insérer les mots :



ou de leur reprise

4° Remplacer les mots :

au même A

par les mots :

aux articles 53 A, 96 à 100 et 103

III. – Après l’alinéa 21

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

« C. – Pour l’application des A et B du présent I, une reprise d’entreprise s’entend de toute opération au terme de laquelle est reprise la direction effective d’une entreprise existante avec la volonté non équivoque de maintenir la pérennité de cette entreprise. La date de reprise constituant le point de départ pour le décompte de la période d’exonération correspond au moment où intervient de façon effective le changement de direction.

IV. – Alinéa 22

Remplacer la référence :

C

par la référence :

D

V. – Alinéa 23

Remplacer la référence :

D

par la référence :

E

VI. – Alinéa 37

1° Après la première occurrence du mot :

au

insérer les mots :

A du

2° Après le mot :

entreprise

insérer les mots

dont l’activité est créée

3° Compléter cet alinéa par les mots :

et l'entreprise reprise doit employer moins de onze salariés

VII. – Après l'alinéa 37

Insérer deux alinéas ainsi rédigés :

« Pour bénéficier des exonérations prévues au B du I du présent article, l'entreprise créée ou reprise doit employer moins de onze salariés.

« Le seuil de onze salariés est apprécié, au titre de chaque exercice, selon les modalités prévues au I de l'article L. 130-1 du code de la sécurité sociale. Lorsqu'une entreprise bénéficiant déjà de l'exonération en faveur des entreprises reprises ou de celles prévues au B du I du présent article constate un franchissement de seuil d'effectif déterminé selon les modalités prévues au II de l'article L. 130-1 du code de la sécurité sociale, ce franchissement lui fait perdre le bénéfice de cette exonération.

VIII. – Alinéa 42

Après les mots :

reprises d'entreprise

insérer les mots :

exerçant une activité commerciale ou artisanale ou

IX. – Après l'alinéa 42

Insérer cinq alinéas ainsi rédigés :

« Les exonérations ne s'appliquent pas non plus aux reprises d'entreprises exerçant une activité commerciale ou artisanale dans les situations suivantes :

« 1° A l'issue de l'opération de reprise ou de restructuration, le cédant, son conjoint, le partenaire auquel il est lié par un pacte civil de solidarité défini à l'article 515-1 du code civil, leurs ascendants et descendants, leurs frères et sœurs détiennent ensemble, directement ou indirectement, plus de 50 % des droits de vote ou des droits dans les bénéfices sociaux de la société, de la personne morale ou du groupement soit repris, soit bénéficiaire de l'opération de reprise ou de restructuration.

« Le cédant s'entend de toute personne qui, avant l'opération de reprise ou de restructuration, soit détenait directement ou indirectement plus de 50 % des droits de vote ou des droits dans les bénéfices sociaux de la société, de la personne morale ou du groupement qui a fait l'objet de l'une de ces opérations, soit y exerçait, en droit ou en fait, la direction effective ;

« 2° L'entreprise individuelle a fait l'objet d'une opération de reprise ou de restructuration au profit de l'entrepreneur individuel lui-même, du conjoint de l'entrepreneur individuel, du partenaire auquel il est lié par un pacte civil de solidarité défini à l'article 515-1 du code civil, de leurs ascendants et descendants ou de leurs frères et sœurs ;

« 3° L'opération de reprise ou de restructuration résulte d'un changement de forme sociale de l'entreprise au profit des personnes mentionnées aux 1° et 2°.

X. – Alinéa 159

Supprimer cet alinéa.

### **OBJET**

Le présent amendement propose plusieurs aménagements pour renforcer les dispositifs fiscaux en zones rurales, en les élargissant notamment à certaines reprises d'entreprise.

Ainsi, il ouvre le nouveau dispositif d'exonérations d'impôt sur les bénéfices et d'impôts locaux aux contribuables qui reprennent un commerce ou une activité artisanale de moins de onze salariés dans une commune classée en zone France ruralités revitalisation (FRR) ou FRR « plus ».

En effet, la préservation des commerces et de l'artisanat de proximité (boulangeries, boucheries, épiceries, supérettes, cafés-tabacs, *etc.*) joue un rôle central dans le développement et l'attractivité des territoires ruraux, alors que plus de 25 % des habitants en milieu rural vivent déjà dans une commune dépourvue de tout commerce et sont obligés de parcourir plusieurs kilomètres pour trouver un magasin alimentaire ou une pharmacie.

Par ailleurs, afin de mieux cibler le dispositif sur les territoires ruraux les plus fragiles, il cible les exonérations pour les microentreprises et les PME aux entreprises implantées dans une commune classée en FRR « plus ».

Enfin, cet amendement introduit une clause anti-abus pour limiter les opérations d'optimisation abusive liées aux reprises d'entreprises.





N°	I-2264
----	--------

## AM E N D E M E N T

présenté par  
Le Gouvernement

C	
G	

### ARTICLE 4

#### I. – Alinéa 229

Remplacer les mots :

des articles 223 WN à 223 WN quinquies

par les mots :

de la sous-section 3 de la section VI

#### II. – Alinéa 257

Remplacer le mot :

ce

par le mot :

le

#### III. – Alinéa 267

Remplacer les mots :

au plus tard douze mois après

par les mots :

dans les douze mois suivant

#### IV. – Alinéa 545

Rédiger ainsi cet alinéa :

« *Art. 223 WC quater.* - Lorsqu'un impôt complémentaire additionnel est affecté à une entité constitutive en application de la présente sous-section et des articles 223 WB *ter* et 223 WB *quater*, celle-ci est considérée comme une entité constitutive faiblement imposée pour l'application des sous-sections 2 et 3 de la section V.

#### V. – Alinéa 573

Remplacer les mots :

est déterminé conformément

par les mots :

de l'impôt national complémentaire est déterminé selon les modalités prévues

VI. – Alinéas 702 et 705

Supprimer les mots :

deux ou

### **OBJET**

Amendement rédactionnel.



**A M E N D E M E N T**

présenté par

Le Gouvernement

<b>C</b>	
<b>G</b>	

**ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 23**

Après l'article 23

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I.- L'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués mentionnée à l'article 706-159 du code de procédure pénale reverse au budget général de l'État 90 % des sommes inférieures à 1 000 € saisies lors de procédures pénales engagées entre 2016 et 2020 et n'ayant pas fait l'objet d'une décision de justice ou pour lesquelles cette décision n'a pas été transmise à l'agence. Ce versement est opéré au plus tard le 31 mars 2024.

Le solde de 10 % est conservé par l'agence jusqu'au 1er janvier 2029 afin de pouvoir exécuter d'éventuelles décisions de restitution rendues par les tribunaux à propos de ces sommes. Une fois ce montant utilisé et en cas de nouvelle demande de restitution ou en cas de décision de restitution postérieure au 1er janvier 2029, l'agence déduit le montant de ces demandes de restitution des sommes confisquées qu'elle doit reverser à l'État. Si le montant de ce versement s'avère insuffisant, l'État verse à l'agence les sommes nécessaires à l'exécution de la décision de restitution.

II.- A.- L'article 706-160 du code de procédure pénale est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Pour les besoins de l'accomplissement de sa mission de recouvrement des avoirs saisis et confisqués, l'agence dispose d'un droit d'accès direct aux informations contenues dans les fichiers tenus en application des articles 1649 A et 1649 ter du code général des impôts, aux données relatives aux mutations à titre onéreux ou gratuit et aux actes relatifs aux sociétés ainsi qu'aux informations mentionnées à l'article L. 107 B du livre des procédures fiscales. »

B.- Le II de l'article 92 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 est abrogé.

**OBJET**

L'AGRASC dispose dans ses comptes d'un nombre importants de biens saisis, qui sont éventuellement placés lorsqu'il s'agit de liquidités, mais pour lesquels aucune décision judiciaire de confiscation ne lui a été transmise, et donc pour lesquels aucun versement au budget général ne peut être effectué (92 000 dossiers au total depuis 2011, date de création de l'agence).

Les dossiers les plus complexes, c'est-à-dire ceux concernant potentiellement des avoirs confisqués de montant élevés, peuvent être instruits durant 3 à 4 ans, et aboutir à un jugement définitif 3 à 4 ans après la fin de l'instruction, soit au total 6 à 8 ans.



Plutôt que de garder ces sommes bloquées sur un compte d'attente, en attendant la transmission d'une éventuelle décision judiciaire constatant leur confiscation définitive, le présent amendement prévoit que les petites sommes, saisies sur la période 2016-2020, seraient traitées de manière automatique, avec un transfert direct de ces avoirs au budget général : 17 000 dossiers engagent des sommes inférieures à 1 000 €, soit 4 M€ au total. Un traitement manuel d'un tel volume de dossiers, qui consisterait à interroger chaque juridiction sur le statut de ces biens, n'est pas envisageable.

En parallèle, l'AGRASC a intégré dans son activité le suivi et le traitement des dossiers aux enjeux financiers plus élevés. Un pilotage renforcé a été mis en place, notamment au moyen d'un indicateur mesurant le « taux d'actualisation du stock d'affaires enregistrées jusqu'au 31/12/N-5 et d'un montant supérieur à 10 000 € » (objectif à 100 %).

Un premier plan d'action pour la période 2011-2015 avait permis de traiter les dossiers à fort enjeu (montant supérieur à 10 000 €) avec la mise en place d'une équipe de renfort et une priorisation par les services. S'agissant des affaires à enjeu modéré (montant inférieur à 10 000 €), un traitement automatique, permis par le II de l'article 92 de la loi de finances pour 2020, avait été mis en œuvre et s'était conclu par la clôture d'environ 28 000 affaires et par le versement en 2020 de 20,4 M€ au budget général.

Par ailleurs, le présent amendement codifie le II de l'article 92 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 au code de procédure pénale, dans un souci de lisibilité.



**S O U S - A M E N D E M E N T**

à l'amendement n° I-230 de la commission des finances

présenté par

Mme CUKIERMAN

ARTICLE 25 TER

C	
G	

Amendement n°I-230

I. - Alinéa 20

Remplacer le montant :

10 €

par le montant :

15 €

II. - Alinéas 24 et 25

Rédiger ainsi ces alinéas :

« Pour les communes nouvelles dont l'arrêté de création a été pris après le 2 janvier 2023, l'attribution au titre de la part de garantie est égale à la différence, si elle est positive, entre la somme des attributions perçues au titre de la dotation globale de fonctionnement mentionnée au premier alinéa de l'article L. 2334-1 par les communes fusionnées l'année précédant la création de la commune nouvelle et le montant perçu au titre de cette même dotation par la commune nouvelle l'année de répartition. Ce montant évolue chaque année selon un taux égal au taux d'évolution de l'enveloppe de la dotation globale de fonctionnement s'il est positif.

« Pour les communes nouvelles dont l'arrêté de création a été pris avant le 2 janvier 2023, l'attribution au titre de la part de garantie est calculée selon les modalités prévues au deuxième alinéa du présent III. Si le montant perçu au titre de la dotation globale de fonctionnement mentionnée au premier alinéa de l'article L. 2334-1 en 2023 par la commune nouvelle, hors les montants perçus en application du premier alinéa de l'article L. 2334-18-3 par les communes mentionnées au I de l'article L. 2334-22-2, est plus important que la somme des attributions perçues au titre de cette même dotation par les communes fusionnées l'année précédant la création de la commune nouvelle, l'attribution au titre de la part de garantie est égale à la différence, si elle est positive, entre le montant perçu au titre de la dotation globale de fonctionnement en 2023 et le montant perçu au titre de cette même dotation par la commune nouvelle l'année de répartition. Dans ces deux cas, le montant de l'attribution au titre de la part garantie évolue chaque année selon un taux égal au taux d'évolution de l'enveloppe de la dotation globale de fonctionnement s'il est positif. »

## **OBJET**

De nombreuses modifications législatives ont diminué l'importance et l'aspect incitatif du pacte de stabilité de la DGF des communes nouvelles : il est désormais inefficace, voire parfois très pénalisant. En effet, les garanties auparavant attribuées aux communes nouvelles ont subi des réductions d'assiette, des conditions évolutives de seuils de population ou des modifications d'application dans le temps en fonction de la date de création de la commune nouvelle.

Or, les élus qui souhaitent créer une commune nouvelle ont besoin d'un cadre stable leur garantissant qu'ils ne perdront pas de dotations du fait de leur regroupement, au-delà de la dotation d'amorçage. Si la loi n'évolue pas, les pertes de DGF à venir risquent d'aggraver drastiquement et définitivement la situation des communes nouvelles.

1/ Le régime actuel de la DGF des communes nouvelles n'est pas protecteur et mérite d'être simplifié en offrant de la visibilité et de la stabilité aux élus.

Les propositions gouvernementales de l'article 60 du projet de loi de finances pour 2024 vont dans le bon sens en créant une garantie de long terme pour les communes nouvelles, financée par le budget de l'État. Elles restent cependant incomplètes car elles excluent plusieurs communes nouvelles des garanties du fait de son mode de calcul, et notamment les communes nouvelles existantes qui ont perdu des sommes de DGF avant l'année de référence proposée par ce projet de loi de finances (qui sanctuarise les montants perçus en 2023).

C'est pourquoi, en se basant sur les propositions de Gouvernement dans le cadre du PLF pour 2024, le présent amendement propose de compléter la part « garantie » de la dotation commune nouvelle en :

- o assurant aux communes nouvelles futures (créées à compter du 3 janvier 2023) de percevoir au moins les montants de DGF (somme de la DF, de la DSR, de la DNP, de la DSU) perçus par les communes fondatrices de la commune nouvelle avant sa création, cette garantie serait indexée sur le taux l'évolution de la DGF s'il est positif ; il s'agit ainsi de disposer d'une garantie dynamique ;

- o assurant aux communes nouvelles existantes (créées avant le 2 janvier 2023) de disposer d'une réelle garantie de DGF : - soit calculée à partir des montants de DGF perçus par les communes fondatrices de la commune nouvelle avant sa création -ce qui est le minimum-, soit calculée à partir du montant de DGF perçu par la commune nouvelle en 2023, s'il est supérieur. Cette part de garantie serait indexée sur le taux d'évolution de la DGF, s'il est positif.

Il s'agit donc bien de créer un régime de garantie réel et cohérent pour les communes nouvelles qui seront créées à l'avenir mais aussi pour les communes nouvelles existantes qui ont pu perdre des parts importantes de leur DGF.

L'objectif est bien de s'assurer que les communes nouvelles auront au moins le même montant de DGF que si elles n'avaient pas fusionné.

Le coût total de cette attribution de garantie, toutes choses égales par ailleurs (et sans prendre en compte les potentielles augmentations de DGF que pourraient connaître les communes nouvelles en 2024 qui minimiseront mécaniquement les besoins de financement) est estimé à environ 21,8 millions et concernerait 274 communes nouvelles, soit 8,4 millions d'€ supplémentaires par rapport au coût de la garantie DSR des communes nouvelles en 2023. La liste des communes nouvelles concernées figure en annexe de cet amendement.

Ce dispositif permettra de sortir des mesures de rattrapage extrêmement compliquées qui ont été créées récemment et qui ont généré de nouveaux effets de bord.

L'objectif est bien de créer un dispositif stable pour l'avenir sans avoir à revenir chaque année sur la situation des communes nouvelles existantes.

2 / Par ailleurs, il est proposé d'augmenter le montant de la dotation d'amorçage à 15 € par habitant (au lieu de 6 € ou 10 € par hab.), afin de relancer la dynamique et soutenir les projets de regroupement de communes.

Sans compter les projets de communes nouvelles qui aboutiront au 1<sup>er</sup> janvier 2024 dont nous ne connaissons pas l'existence, et toutes choses égales par ailleurs.

Il est essentiel d'accompagner réellement la transformation en commune nouvelle (notamment pour pallier les surcoûts au démarrage : adaptation de logiciels, ingénierie financière et en matière de ressources humaines, alignement des régimes indemnitaires, etc.) et permettant ainsi aux élus de s'engager plus sereinement.



**S O U S - A M E N D E M E N T**

à l'amendement n° I-230 de la commission des finances

présenté par

Mme CUKIERMAN

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 25 TER

Amendement n°I-230

I. - Après l'alinéa 17

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

- le mot « trois » est remplacé par le mot : « six » ;

II. - Alinéa 20

Remplacer le montant :

10 €

par le montant :

15 €

III. - Alinéas 24 et 25

Rédiger ainsi ces alinéas :

« Pour les communes nouvelles dont l'arrêté de création a été pris après le 2 janvier 2023, l'attribution au titre de la part de garantie est égale à la différence, si elle est positive, entre la somme des attributions perçues au titre de la dotation globale de fonctionnement mentionnée au premier alinéa de l'article L. 2334-1 par les communes fusionnées l'année précédant la création de la commune nouvelle et le montant perçu au titre de cette même dotation par la commune nouvelle l'année de répartition. Ce montant évolue chaque année selon un taux égal au taux d'évolution de l'enveloppe de la dotation globale de fonctionnement s'il est positif.

« Pour les communes nouvelles dont l'arrêté de création a été pris avant le 2 janvier 2023, l'attribution au titre de la part de garantie est calculée selon les modalités prévues au deuxième alinéa du présent III. Si le montant perçu au titre de la dotation globale de fonctionnement mentionnée au premier alinéa de l'article L. 2334-1 en 2023 par la commune nouvelle, hors les montants perçus en application du premier alinéa de l'article L. 2334-18-3 par les communes mentionnées au I de l'article L. 2334-22-2, est plus important que la somme des attributions perçues au titre de cette même dotation par les communes fusionnées l'année précédant la création de la commune nouvelle, l'attribution au titre de la part de garantie est égale à la différence, si elle est positive, entre le montant perçu au titre de la dotation globale de fonctionnement en 2023 et le montant perçu au titre de cette même dotation par la commune nouvelle l'année de répartition. Dans ces deux cas, le montant de l'attribution au titre de la

part garantie évolue chaque année selon un taux égal au taux d'évolution de l'enveloppe de la dotation globale de fonctionnement s'il est positif. »

### **OBJET**

De nombreuses modifications législatives ont diminué l'importance et l'aspect incitatif du pacte de stabilité de la DGF des communes nouvelles : il est désormais inefficace, voire parfois très pénalisant. En effet, les garanties auparavant attribuées aux communes nouvelles ont subi des réductions d'assiette, des conditions évolutives de seuils de population ou des modifications d'application dans le temps en fonction de la date de création de la commune nouvelle.

Or, les élus qui souhaitent créer une commune nouvelle ont besoin d'un cadre stable leur garantissant qu'ils ne perdront pas de dotations du fait de leur regroupement, au-delà de la dotation d'amorçage. Si la loi n'évolue pas, les pertes de DGF à venir risquent d'aggraver drastiquement et définitivement la situation des communes nouvelles.

1/ Le régime actuel de la DGF des communes nouvelles n'est pas protecteur et mérite d'être simplifié en offrant de la visibilité et de la stabilité aux élus.

Les propositions gouvernementales de l'article 60 du projet de loi de finances pour 2024 vont dans le bon sens en créant une garantie de long terme pour les communes nouvelles, financée par le budget de l'État. Elles restent cependant incomplètes car elles excluent plusieurs communes nouvelles des garanties du fait de son mode de calcul, et notamment les communes nouvelles existantes qui ont perdu des sommes de DGF avant l'année de référence proposée par ce projet de loi de finances (qui sanctuarise les montants perçus en 2023).

C'est pourquoi, en se basant sur les propositions de Gouvernement dans le cadre du PLF pour 2024, le présent amendement propose de compléter la part « garantie » de la dotation commune nouvelle en :

- o assurant aux communes nouvelles futures (créées à compter du 3 janvier 2023) de percevoir au moins les montants de DGF (somme de la DF, de la DSR, de la DNP, de la DSU) perçus par les communes fondatrices de la commune nouvelle avant sa création, cette garantie serait indexée sur le taux l'évolution de la DGF s'il est positif ; il s'agit ainsi de disposer d'une garantie dynamique ;
- o assurant aux communes nouvelles existantes (créées avant le 2 janvier 2023) de disposer d'une réelle garantie de DGF : - soit calculée à partir des montants de DGF perçus par les communes fondatrices de la commune nouvelle avant sa création -ce qui est le minimum-, soit calculée à partir du montant de DGF perçu par la commune nouvelle en 2023, s'il est supérieur. Cette part de garantie serait indexée sur le taux d'évolution de la DGF, s'il est positif.

Il s'agit donc bien de créer un régime de garantie réel et cohérent pour les communes nouvelles qui seront créées à l'avenir mais aussi pour les communes nouvelles existantes qui ont pu perdre des parts importantes de leur DGF.

L'objectif est bien de s'assurer que les communes nouvelles auront au moins le même montant de DGF que si elles n'avaient pas fusionné.

Le coût total de cette attribution de garantie, toutes choses égales par ailleurs (et sans prendre en compte les potentielles augmentations de DGF que pourraient connaître les communes nouvelles en 2024 qui minimiseront mécaniquement les besoins de financement) est estimé à environ 21,8 millions et concernerait 274 communes nouvelles, soit 8,4 millions d'€ supplémentaires par rapport au coût de la garantie DSR des communes nouvelles en 2023. La liste des communes nouvelles concernées figure en annexe de cet amendement.



Ce dispositif permettra de sortir des mesures de rattrapage extrêmement compliquées qui ont été créées récemment et qui ont généré de nouveaux effets de bord.

L'objectif est bien de créer un dispositif stable pour l'avenir sans avoir à revenir chaque année sur la situation des communes nouvelles existantes.

2 / Par ailleurs, il est proposé de prolonger la perception de la dotation d'amorçage à 6 ans (au lieu des 3 années suivant la création des communes nouvelles), d'en augmenter le montant à 15 € par habitant (au lieu de 6 € ou 10 € par hab.), afin de relancer la dynamique et soutenir les projets de regroupement de communes.

Sans compter les projets de communes nouvelles qui aboutiront au 1<sup>er</sup> janvier 2024 dont nous ne connaissons pas l'existence, et toutes choses égales par ailleurs, le coût de cette augmentation pour les communes nouvelles existantes qui bénéficieront encore de la dotation d'amorçage en 2024 est estimé à environ 383 685 €.

Il est essentiel d'accompagner réellement la transformation en commune nouvelle (notamment pour pallier les surcoûts au démarrage : adaptation de logiciels, ingénierie financière et en matière de ressources humaines, alignement des régimes indemnitaires, etc.) sur une durée correspondant au moins à un mandat et permettant ainsi aux élus de s'engager plus sereinement.



**S O U S - A M E N D E M E N T**

à l'amendement n° I-230 de la commission des finances

présenté par

M. Cédric VIAL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 25 TER

Amendement n° I-230

I. – Après l'alinéa 17

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

– le mot : « trois » est remplacé par le mot : « six » ;

II. – Alinéa 20

Remplacer le montant :

10 €

par le montant :

15 €

III. – Alinéas 24 et 25

Rédiger ainsi ces alinéas :

« Pour les communes nouvelles dont l'arrêté de création a été pris après le 2 janvier 2023, l'attribution au titre de la part de garantie est égale à la différence, si elle est positive, entre la somme des attributions perçues au titre de la dotation globale de fonctionnement mentionnée au premier alinéa de l'article L. 2334-1 par les communes fusionnées l'année précédant la création de la commune nouvelle et le montant perçu au titre de cette même dotation par la commune nouvelle l'année de répartition. Ce montant évolue chaque année selon un taux égal au taux d'évolution de l'enveloppe de la dotation globale de fonctionnement s'il est positif.

« Pour les communes nouvelles dont l'arrêté de création a été pris avant le 2 janvier 2023, l'attribution au titre de la part de garantie est calculée selon les modalités prévues au précédent alinéa. Si le montant perçu au titre de la dotation globale de fonctionnement mentionnée au premier alinéa de l'article L. 2334-1 en 2023 par la commune nouvelle, hors les montants perçus en application du premier alinéa de l'article L. 2334-18-3 par les communes mentionnées au I de l'article L. 2334-22-2, est plus important que la somme des attributions perçues au titre de cette même dotation par les communes fusionnées l'année précédant la création de la commune nouvelle, l'attribution au titre de la part de garantie est égale à la différence, si elle est positive, entre le montant perçu au titre de la dotation globale de fonctionnement en 2023 et le montant perçu au titre de cette même dotation par la commune nouvelle l'année de répartition. Dans ces deux cas, le montant de l'attribution au titre de la

part garantie évolue chaque année selon un taux égal au taux d'évolution de l'enveloppe de la dotation globale de fonctionnement s'il est positif. »

### **OBJET**

De nombreuses modifications législatives ont diminué l'importance et l'aspect incitatif du pacte de stabilité de la DGF des communes nouvelles : il est désormais inefficace, voire parfois très pénalisant. En effet, les garanties auparavant attribuées aux communes nouvelles ont subi des réductions d'assiette, des conditions évolutives de seuils de population ou des modifications d'application dans le temps en fonction de la date de création de la commune nouvelle.

Or, les élus qui souhaitent créer une commune nouvelle ont besoin d'un cadre stable leur garantissant qu'ils ne perdront pas de dotations du fait de leur regroupement, au-delà de la dotation d'amorçage. Si la loi n'évolue pas, les pertes de DGF à venir risquent d'aggraver drastiquement et définitivement la situation des communes nouvelles.

1/ Le régime actuel de la DGF des communes nouvelles n'est pas protecteur et mérite d'être simplifié en offrant de la visibilité et de la stabilité aux élus.

Les propositions Gouvernementales de l'article 60 du projet de loi de finances pour 2024 vont dans le bon sens en créant une garantie de long terme pour les communes nouvelles, financée par le budget de l'État. Elles restent cependant incomplètes car elles excluent plusieurs communes nouvelles des garanties du fait de son mode de calcul, et notamment les communes nouvelles existantes qui ont perdu des sommes de DGF avant l'année de référence proposée par ce projet de loi de finances (qui sanctuarise les montants perçus en 2023).

C'est pourquoi, en se basant sur les propositions de Gouvernement dans le cadre du PLF pour 2024, le présent amendement propose de compléter la part « garantie » de la dotation commune nouvelle en :

- o assurant aux communes nouvelles futures (créées à compter du 3 janvier 2023) de percevoir au moins les montants de DGF (somme de la DF, de la DSR, de la DNP, de la DSU) perçus par les communes fondatrices de la commune nouvelle avant sa création, cette garantie serait indexée sur le taux l'évolution de la DGF s'il est positif ; il s'agit ainsi de disposer d'une garantie dynamique ;

- o assurant aux communes nouvelles existantes (créées avant le 2 janvier 2023) de disposer d'une réelle garantie de DGF : – soit calculée à partir des montants de DGF perçus par les communes fondatrices de la commune nouvelle avant sa création -ce qui est le minimum-, soit calculée à partir du montant de DGF perçu par la commune nouvelle en 2023, s'il est supérieur. Cette part de garantie serait indexée sur le taux d'évolution de la DGF, s'il est positif.

Il s'agit donc bien de créer un régime de garantie réel et cohérent pour les communes nouvelles qui seront créées à l'avenir mais aussi pour les communes nouvelles existantes qui ont pu perdre des parts importantes de leur DGF.

L'objectif est bien de s'assurer que les communes nouvelles auront au moins le même montant de DGF que si elles n'avaient pas fusionné.

Le coût total de cette attribution de garantie, toutes choses égales par ailleurs (et sans prendre en compte les potentielles augmentations de DGF que pourraient connaître les communes nouvelles en 2024 qui minimiseront mécaniquement les besoins de financement) est estimé à environ 21,8 millions et concernerait 274 communes nouvelles, soit 8,4 millions d' € supplémentaires par rapport au coût de la garantie DSR des communes nouvelles en 2023. La liste des communes nouvelles concernées figure en annexe de cet amendement.

Ce dispositif permettra de sortir des mesures de rattrapage extrêmement compliquées qui ont été créées récemment et qui ont généré de nouveaux effets de bord.

L'objectif est bien de créer un dispositif stable pour l'avenir sans avoir à revenir chaque année sur la situation des communes nouvelles existantes.

2 / Par ailleurs, il est proposé de prolonger la perception de la dotation d'amorçage à 6 ans (au lieu des 3 années suivant la création des communes nouvelles), d'en augmenter le montant à 15 € par habitant (au lieu de 6 € ou 10 € par hab.), afin de relancer la dynamique et soutenir les projets de regroupement de communes.

Sans compter les projets de communes nouvelles qui aboutiront au 1<sup>er</sup> janvier 2024 dont nous ne connaissons pas l'existence, et toutes choses égales par ailleurs, le coût de cette augmentation pour les communes nouvelles existantes qui bénéficieront encore de la dotation d'amorçage en 2024 est estimé à environ 383 685 €.

Il est essentiel d'accompagner réellement la transformation en commune nouvelle (notamment pour pallier les surcoûts au démarrage : adaptation de logiciels, ingénierie financière et en matière de ressources humaines, alignement des régimes indemnitaires, etc.) sur une durée correspondant au moins à un mandat et permettant ainsi aux élus de s'engager plus sereinement.

Cet amendement a été travaillé avec l'Association des Maires de France.



**S O U S - A M E N D E M E N T**

à l'amendement n° I-230 de la commission des finances

présenté par

M. Cédric VIAL

<b>C</b>	
<b>G</b>	

ARTICLE 25 TER

Amendement n° I-230

I. - Alinéa 20

Remplacer le montant :

10 €

par le montant :

15 €

II. - Alinéas 24 et 25

Rédiger ainsi ces alinéas :

« Pour les communes nouvelles dont l'arrêté de création a été pris après le 2 janvier 2023, l'attribution au titre de la part de garantie est égale à la différence, si elle est positive, entre la somme des attributions perçues au titre de la dotation globale de fonctionnement mentionnée au premier alinéa de l'article L. 2334-1 par les communes fusionnées l'année précédant la création de la commune nouvelle et le montant perçu au titre de cette même dotation par la commune nouvelle l'année de répartition. Ce montant évolue chaque année selon un taux égal au taux d'évolution de l'enveloppe de la dotation globale de fonctionnement s'il est positif.

« Pour les communes nouvelles dont l'arrêté de création a été pris avant le 2 janvier 2023, l'attribution au titre de la part de garantie est calculée selon les modalités prévues au deuxième alinéa du présent III. Si le montant perçu au titre de la dotation globale de fonctionnement mentionnée au premier alinéa de l'article L. 2334-1 en 2023 par la commune nouvelle, hors les montants perçus en application du premier alinéa de l'article L. 2334-18-3 par les communes mentionnées au I de l'article L. 2334-22-2, est plus important que la somme des attributions perçues au titre de cette même dotation par les communes fusionnées l'année précédant la création de la commune nouvelle, l'attribution au titre de la part de garantie est égale à la différence, si elle est positive, entre le montant perçu au titre de la dotation globale de fonctionnement en 2023 et le montant perçu au titre de cette même dotation par la commune nouvelle l'année de répartition. Dans ces deux cas, le montant de l'attribution au titre de la part de garantie évolue chaque année selon un taux égal au taux d'évolution de l'enveloppe de la dotation globale de fonctionnement s'il est positif. »

## **OBJET**

De nombreuses modifications législatives ont diminué l'importance et l'aspect incitatif du pacte de stabilité de la DGF des communes nouvelles : il est désormais inefficace, voire parfois très pénalisant. En effet, les garanties auparavant attribuées aux communes nouvelles ont subi des réductions d'assiette, des conditions évolutives de seuils de population ou des modifications d'application dans le temps en fonction de la date de création de la commune nouvelle.

Or, les élus qui souhaitent créer une commune nouvelle ont besoin d'un cadre stable leur garantissant qu'ils ne perdront pas de dotations du fait de leur regroupement, au-delà de la dotation d'amorçage. Si la loi n'évolue pas, les pertes de DGF à venir risquent d'aggraver drastiquement et définitivement la situation des communes nouvelles.

1/ Le régime actuel de la DGF des communes nouvelles n'est pas protecteur et mérite d'être simplifié en offrant de la visibilité et de la stabilité aux élus.

Les propositions gouvernementales de l'article 60 du projet de loi de finances pour 2024 vont dans le bon sens en créant une garantie de long terme pour les communes nouvelles, financée par le budget de l'État. Elles restent cependant incomplètes car elles excluent plusieurs communes nouvelles des garanties du fait de son mode de calcul, et notamment les communes nouvelles existantes qui ont perdu des sommes de DGF avant l'année de référence proposée par ce projet de loi de finances (qui sanctuarise les montants perçus en 2023).

C'est pourquoi, en se basant sur les propositions de Gouvernement dans le cadre du PLF pour 2024, le présent amendement propose de compléter la part « garantie » de la dotation commune nouvelle en :

- o assurant aux communes nouvelles futures (créées à compter du 3 janvier 2023) de percevoir au moins les montants de DGF (somme de la DF, de la DSR, de la DNP, de la DSU) perçus par les communes fondatrices de la commune nouvelle avant sa création, cette garantie serait indexée sur le taux l'évolution de la DGF s'il est positif ; il s'agit ainsi de disposer d'une garantie dynamique ;
- o assurant aux communes nouvelles existantes (créées avant le 2 janvier 2023) de disposer d'une réelle garantie de DGF : - soit calculée à partir des montants de DGF perçus par les communes fondatrices de la commune nouvelle avant sa création -ce qui est le minimum-, soit calculée à partir du montant de DGF perçu par la commune nouvelle en 2023, s'il est supérieur. Cette part de garantie serait indexée sur le taux d'évolution de la DGF, s'il est positif.

Il s'agit donc bien de créer un régime de garantie réel et cohérent pour les communes nouvelles qui seront créées à l'avenir mais aussi pour les communes nouvelles existantes qui ont pu perdre des parts importantes de leur DGF.

L'objectif est bien de s'assurer que les communes nouvelles auront au moins le même montant de DGF que si elles n'avaient pas fusionné.

Le coût total de cette attribution de garantie, toutes choses égales par ailleurs (et sans prendre en compte les potentielles augmentations de DGF que pourraient connaître les communes nouvelles en 2024 qui minimiseront mécaniquement les besoins de financement) est estimé à environ 21,8 millions et concernerait 274 communes nouvelles, soit 8,4 millions d'€ supplémentaires par rapport au coût de la garantie DSR des communes nouvelles en 2023. La liste des communes nouvelles concernées figure en annexe de cet amendement.

Ce dispositif permettra de sortir des mesures de rattrapage extrêmement compliquées qui ont été créées récemment et qui ont généré de nouveaux effets de bord.



L'objectif est bien de créer un dispositif stable pour l'avenir sans avoir à revenir chaque année sur la situation des communes nouvelles existantes.

2 / Par ailleurs, il est proposé d'augmenter le montant de la dotation d'amorçage à 15 € par habitant (au lieu de 6 € ou 10 € par hab.), afin de relancer la dynamique et soutenir les projets de regroupement de communes.

Sans compter les projets de communes nouvelles qui aboutiront au 1<sup>er</sup> janvier 2024 dont nous ne connaissons pas l'existence, et toutes choses égales par ailleurs.

Il est essentiel d'accompagner réellement la transformation en commune nouvelle (notamment pour pallier les surcoûts au démarrage : adaptation de logiciels, ingénierie financière et en matière de ressources humaines, alignement des régimes indemnitaires, etc.) et permettant ainsi aux élus de s'engager plus sereinement.

Cet amendement a été travaillé avec l'Association des Maires de France.





N°	I-2270
----	--------

## A M E N D E M E N T

présenté par

MM. BOCQUET, SAVOLDELLI

et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

C	
G	

### ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 2

Après l'article 2

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au début de l'article 80 septies, est insérée une phrase ainsi rédigée : « Les pensions alimentaires reçues pour l'entretien d'un enfant mineur ne sont pas soumises à l'impôt sur le revenu dans la limite de 4 000 euros par enfant plafonnée à 12 000 euros par an. » ;

2° Après le deuxième alinéa du 2° du II de l'article 156, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Le contribuable ne peut opérer de déduction que pour les sommes versées pour ses descendants mineurs au-delà du seuil fixé à l'article 80 septies lorsqu'ils ne sont pas pris en compte pour la détermination de son quotient familial. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

Les membres du groupe CRCE-K souhaitent défiscaliser la pension alimentaire perçue par le parent ayant la charge des enfants et à retirer, en parallèle, la possibilité de déduire de l'impôt le versement des sommes afin de neutraliser le coût de la mesure.





N°	I-2271
----	--------

## AM E N D E M E N T

présenté par  
M. GREMILLET

C	
G	

### ARTICLE 3 QUINDECIES

I. – Alinéa 3

Remplacer le montant :

500

par le montant:

600

II. – Pour compenser la perte de recettes résultant du I ci-dessus, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

.... – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### OBJET

**Le présent amendement a pour objet d'appliquer une prise en charge de 600 euros, plutôt que de 500 euros, aux systèmes de charge pilotables, afin de promouvoir l'électromobilité et de s'adapter aux réalités du marché.**





DIRECTION  
DE LA SEANCE

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

PREMIÈRE PARTIE

(n<sup>os</sup> 127, 128, 132)

N°	I-2272
----	--------

23 NOVEMBRE 2023

## A M E N D E M E N T

présenté par  
Le Gouvernement

C	
G	

### ARTICLE 7

Alinéa 174

Supprimer les mots :

l'article L. 141-4-3 et à

### OBJET

Amendement rédactionnel.